

3428

S.D.I.C

1er trimestre 1978

PARIS, 5 JANVIER 1978. — NUMERO 966

HEBDOMADAIRE

— PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE.

ELLE COMBATE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

EN ITALIE

POUR UNE
PRESENCE PLUS
ACTIVE DANS
LE MONDE
DU TRAVAIL

Environ 150 anarchistes, venus d'une trentaine de localités de toutes les régions du Nord, du Sud et des Iles, appartenant à des groupes et fédérations de la FAI, des GAF et Autonomes, répondant à l'invitation de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) par l'intermédiaire de la Commission de Relations de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) par l'intermédiaire de la Commission de Relations Anarchistes (CRIFA), se sont réunis le 11 décembre 1977 dans la grande salle de la Fédération Anarchiste de Livorno.

Après un débat passionné, entremêlé d'exposés concernant la situation particulière dans laquelle les anarchistes italiens opèrent dans les diverses régions et divers lieux de travail, la résolution suivante a été approuvée :

« Sur invitation de l'A.I.T. et par intermédiaire de la C.R.I.F.A., qui a son siège en Italie, une assemblée nationale de travailleurs anarcho-syndicalistes a eu lieu le 11 décembre 1977 à Livorno;

» En considération de la politique

de collaboration entre les classes sociales des organisations CGIL - UIL - CISL, allant jusqu'à la reprise du profit capitaliste patronal, à travers une œuvre de répression ouverte de toute initiative favorable aux intérêts historiques du prolétariat, et donc essayant de diviser les couches sociales « non garanties » du reste de la classe ouvrière;

» Etablit ce qui suit :

» De convoquer pour le mois d'avril 1978, à Rome, (la date exacte sera précisée, suivant les disponibilités, avec un communiqué ultérieur) une assemblée générale, avec la participation de toutes les structures de base du monde du travail (Conseils de fabrique, Collectifs, Comités) et les organisations qui existent sur le territoire et dans les écoles, et qui agissent avec des méthodes et pratiques libertaires, afin de vérifier la réalisabilité concrète du projet de refondre l'Union Syndicale Italienne;

» La CRIFA est chargée des tâches inhérentes à l'organisation de l'assemblée générale de Rome. »

RACISME ET APARTHEID

Parmi les luttes engagées contre les régimes minoritaires en vue d'une libération partielle ou totale, il n'en est pas une qui ait connu autant de constance que celle qui oppose l'Afrique australe aux Nations Unies.

Mais le gouvernement de l'Afrique du Sud s'est constamment montré intraitable et persiste à marquer une opposition obstinée au respect de la loi de majorité. Tant que cette attitude s'oppose à tout changement souhaitable, il n'y a aucune garantie de paix à attendre dans cette région. Nous vivons sous la constante menace d'un grave conflit, peut-être même d'une guerre raciale entraînant des pertes atroces sans compter les répercussions qu'elles peuvent produire au delà des régions voisines.

Il convient d'abord de définir ce mot nouveau : **Apartheid**. Il représente la forme la plus vile de l'esclavage moderne. Ce système n'est pas né du hasard et ne peut être amélioré par quelques retouches et constitué pour le nazisme une idéologie cohérente d'un Etat raciste frappant d'abord la communauté noire, mais en affectant en même temps les métis et les Asiatiques quand ce n'est pas les Blancs eux-mêmes.

L'Unesco a proclamé à différentes

reprises son opposition totale et radicale à ce système.

Le « South Africa Act » de 1961 stipule que seuls les hommes blancs peuvent devenir membres du Parlement. Bien que le mot Afrikaan signifie condition séparée ou Apartheid a fini par désigner une politique de l'Etat basée sur la ségrégation et la discrimination raciale et appliqué avec la plus grande rigueur et la plus grande brutalité exercées par une minorité de Blancs à l'égard d'une forte majorité de Noirs, de métis ou d'Asiatiques. Pour maintenir cette politique un cruel régime s'est progressivement établi sur la base d'une politique d'Etat et le plus impitoyable appareil juridique que l'on puisse imaginer.

La politique du Parti nationaliste qui reposait sur l'apartheid et le maintien de la domination des Blancs a pu même séduire quelques idéalistes qui ne peuvent supporter que les Africains puissent être leurs égaux mais espèrent toutefois parvenir à concilier l'égalité et la séparation afin d'aboutir à sortir de l'impasse.

Une anecdote illustre les actions de résistance manifestées dans cette région. Le 16 juin 1976, la résistance opposée à l'apartheid par les Africains a atteint un seuil décisif. A

Soweto, un des faubourgs noirs de Johannesburg, 10.000 élèves africains avaient organisé une marche de protestation contre l'usage obligatoire de la langue afrikaan dans les écoles. Une semaine de troubles écutit à la mort de 176 manifestants et connut plus de 1.200 blessés. Ce soulèvement marque une étape importante dans la prise conscience politique des Africains.

(Nota. — Le terme Blanc est employé pour désigner les personnes de souche européenne, le mot Africain a été substitué au mot Bantou dont le gouvernement sud-africain se sert actuellement pour désigner les populations de souche africaine. Le terme asiatique s'applique aux personnes d'origine chinoise ou indienne; celui de métis est celui dont l'ascendance est partiellement africaine ou asiatique).

Toute cette propagande coûteuse est mise en œuvre pour prouver que l'apartheid est un système équitable et viable. Ses méthodes pratiquées à cette fin sont en général fort élaborées, persuasives et subtiles, mais l'impudence délibérée qui le poursuit est de règle.

Les recherches anthropologiques et archéologiques ont démontré que l'implantation des communautés africaines en Afrique du Sud avaient

par André MAILLE

eu lieu plusieurs siècles avant que le premier Blanc foule le sol en 1652.

Depuis qu'en 1948 le nationalisme africain prit le pouvoir en Afrique du Sud le monde plus ou moins conscient de la politique imposée sous le nom d'apartheid par 4 millions et demi de Blancs, opposés à 22 millions de non Blancs que se décomposent comme suit : 19 millions d'Africains, 2 millions et demi de personnes dites de couleur et 800.000 asiatiques.

Tout Africain doit produire un livret de contrôle; s'il y manque à la requête d'un policier ou de tout autre fonctionnaire il commet un délit criminel. Les poursuites intentées au titre des pass laws ou loi sur les laissez passer ont touché en 1974-75, 366.000 personnes.

En 1976 une déclaration des dirigeants des territoires Sud-Africains était établie en ces termes :

« Nous ne renoncerons pas à être Sud-Africains par droit de naissance pas plus que nous n'abandonnerons notre part d'une économie que nous avons, nous aussi édiflée, ni à une richesse que nous avons, nous aussi gagnée. »

(A suivre)

EL REGRESO

(CUENTO DE NAVIDAD)

(Continuación y fin)

En aquella minúscula vivienda habían perros, gatos y gallinas bajo la mesa. Cerca del fogón resaltaba un Belén, en la pared ennegrecida, un Cristo de madera penaba en la cruz.

— ¿Así es que te cambiaron de nombre y te pusieron Manuel?

— Sí padre, pero claro, es Nochebuena y el amo nos invita a toda la familia a cenar.

Los nietos, los biznietos rodeaban al abuelo.

— Es igual, yo con una lata de sardinas que me queda en la maleta pasaré Nochebuena.

Así en pocas horas la atmósfera familiar se recalentó un poquillo. Se hicieron las presentaciones, distribuyó los regalos que tenía para todos y quiso saber quién eran los padres de los tres pequeños que jugaban por el suelo.

— Son los mellizos y la niña de Antonio su nieto y Carmelita, — le dijo Inés, la nieta más pequeña.

Cayuela que no se las quería dar de héroe evitó hablar de la guerra de España, pero lo que le preocupaba más era el abandono de su casa y tierras del Cabril.

— ¿Por qué habéis dejado la casa para venir a este cuchitril? Te han matado a la madre, al abuelo y un tío, te has hecho falangista sin saber ni gota de los crímenes que han cometido y te dejas desahuciar.

Apenas terminó de hablar que llegaba Carmelita, una mujer hermosa dando cuatro besos al abuelo:

— Abuelito, me dijeron que había llegado, y he venido corriendo a conocerle. Disen que ha hecho usted la guerra contra Franco, ya lo saben hasta los jóvenes de Posadas y quieren verle también.

El padre quería decir algo importante pero los nietos hablaban más deprisa:

— El Cabril, atajó otra vez Antonio, eso es otro rollo de caciques; te dicen que es peligroso vivir allí y en poco tiempo queda deshabitado porque hay bidones de...

— ¡Ya está bien! — gritó el padre, — no te se monten las ideas revolucionarias a la cabeza.

— Sí, — replicó el hijo, — a tí el amo te paga una cena de Nochebuena y con eso y cuatro perras tenemos que trabajar todo el año.

— No os enfadéis, — dijo el abuelo, — hay una cosa importante que os quiero decir, y es la voluntad de volver al Cabril. La voluntad de lo que se quiere debe ser absoluta, inflexible. Si hoy se decide una cosa y mañana otra, hay cambio de personaje en la misma persona, y esto es peligroso. Así, mañana sin falta yo cojo las llaves dos mantas y una almohada y al Cabril se ha dicho.

Los jóvenes empezaron todos a reír, el abuelo no comprendía nada de aquella hilaridad y esperó pacientemente a que se pusiesen serios.

— Antonio le persuadió:
— Mañana muy temprano, le llevo al Cabril, meteremos en la camioneta las mantas necesarias, pero yo le prevengo que si dentro de unos meses no le han echado de allí, es porque no hay peligro.

En las calles de Hornachuelos cantaban los muchachos las tonterías de Navidad:

— Venid, pastorcitos, venid a adorar al rey de los cielos que ha nacido ya.

— «Quelle connerie», — protestó el abuelo en francés.

Aquella noche no quiso el hijo perder la cena que daban los amos de

la finca, quedando en casa Benito Cayuela, Antonio, Carmelita y los pequeños.

Llegaron visitas hasta de Posadas, tal era el acontecimiento de tener en Hornachuelos un combatiente del Ejército Antifascista superviviente del terrible campo de Mauthausen. La noche se le pasó contando miserias y sufrimientos de los españoles exiliados.

A la mañana siguiente su nieto le llevaba con el camión al lugar indicado.

El Cambril se sitúa en línea recta a 40 kms. de Hornachuelos. A centro el riachuelo, el pantano de Bembezar y Erilla, en una decoración de 896 metros de altura en el fantástico pedestal de la sierra de Abarrama. Por allí se dirigían, abuelo, nieto y Manojito, perro de aguas de un año, color maíz, noble, fiel, inteligente de ojo avizor. Los lugares eran inhospitalarios con el sentido cruel de la realidad. Un silencio lleno de elocuencias misteriosas y la monotonía del limpiaparabrisas quitándose la nieve. En aquel rincón perdido, azotado por los vientos invernales viajaba el abuelo.

Hay un sentido cómico de la realidad. El transistor de Antonio cantaba en la cabina del camión: «Todo es de color, todo es de color». Qué de filosofía en el flamenco. Juan Manuel Flores rizaba su garganta ante aquellas sierras, mientras el mundo indiferente se hartaba de comer y beber porque era Navidad.

Cayuela se preguntaba:
— ¿Por qué ese silencio o hilaridad colectiva escondiendo la realidad?

El floreo del canto amenizaba el camino. No se podía ya soñar en prados ni en ríos limpidos ni en el ligero corcel amigo del hombre. El Genil había trinado notas líquidas reflejadas por el sol. El verde de García Lorca estaba asesinado desde 1961 que las autoridades franquistas decidieron hacer del más hermoso rincón de España, un cementerio atómico, en los antiguos yacimientos de una mina de peblenda, (mineral de uranio). El acceso era difícil pasando por Cazalla de la Sierra y un camino de herradura.

Benito Arco quería saber más:
— ¿A dónde está situado este basureo termonuclear?

— A 100 metros de su casa, parece ser que hay más de 1.000 bidones y que están enterradas todas las hortalezas de una contaminación.

— Vaya con el regreso, — respondió el abuelo —. Un cementerio nuclear, un sin fin de años agazapados para dar el zarpazo a cuallquier instante. ¿Cómo puede ser, teniendo al lado un pueblo como Fuente Ovejuna, todos a una, que no se haya hecho nada para quitar esta infamia?

— Se han recogido firmas en Hornachuelos, se las entregamos al alcalde fascista señor Algain, pero todo quedó en agua de borrajas.

El abuelo más nervioso que nunca exclamó:

— ¡Alberto Einstein, no tenía que haber nacido!

— ¿Quién es ece ceñor? — preguntó Antonio.

— El padre de todos los tigres del aire; suponte que esos bidones de basura se despiertan, y que durante cuarenta mil años producen miles de millones de tigres en el aire y que devoran todo; las plantas, los animales, el hombre, hasta quedar de la Tierra un interminable desierto. Esto es el retrete de Europa. No puede

por VOLGA MARCOS

do entrar en mi casa porque hay un basurero nuclear.

Un letrero lleno de nieve les cortó el paso. Bajaron de la cabina, buscaron un rincón para mear, y limpiando el letrero indicador pudieron leer: «Prohibido el paso, radioactividad.» Un guardabosques en uniforme les salió al encuentro apuntándoles con su escopeta:

— ¿No han leído el letrero?
— ¡Esto es mi casa! — protectó Cayuela —. ¡Deja de apuntar, bastante desgracia tenemos todos de tener este basurero!

— La basura será usted viejo pellejo. Hale circulen antes que me enfade.

La nieve caía, el transistor con sus trece gritaba canciones dulces de Navidad. Cayuela tuvo un disgusto tan grande que le entró una tos incontinente.

— Vámonos — concluyó el nieto, — todo esto es culpa mía por haberle traído aquí.

El perro del Guarda ladraba agresivamente al abuelo.

— ¡Bueno! — atajó — suponiendo que tú, miserable guarda de este cementerio atómico te ganas el pan ignorando el peligro, ojo con lo que has dicho, me lo vas a rectificar o revuelco tus costillas en la nieve.

— Vamos señor mío, si usted no puede ni con las bragas.

— Deja la escopeta, calma a tu perro y acércate aquí, chivato, fascista, que vas a ver.

Antonio no sabía como separarlos. Benito Arco Cayuela, asió por las solapas a su adversario, y en un movimiento de caderas que es el (harai-goshi, o-goshi), acompañado de otro gesto de hombros el guardabosques empleado de la JEN, cayó por la nieve de todo su peso. Antonio no podía contenerse de risa. El guarda avergonzado se levantó y tendiendo la mano al viejo judoka, le dijo:

— ¡A partir de hoy eres mi mejor amigo!

Cuando volvían hacia Hornachuelos rodando malamente a través de los copos de nieve, el transistor daba continuamente cantos de Navidad.

— Para esas tonterías, — dijo disgustado —. Son canciones tontas para dormir al pueblo. Vaya con el regreso. En mi hogar en tierras de Córdoba, donde nacieron Séneca, Lucano, Avicena, Averroes, Ambrosio de Morales, Juan de Mena, Luis de Góngora, el Duque de Rivas, en estas limpidas sierras han hecho un cementerio atómico.

Hubo un largo silencio; interrumpido por los limpiaparabrisa y el ronroneo del motor.

Rueil, 4-12-77.

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE

ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

CORREO DE REDACCION

M. A., Méjico. Está bien. Por la dimensión, como la última es lo apropiado.

PRO COMBATE SINDICALISTA

Montuenga, Ingré, 10; Salvador Ripoll, Villablard, 25; H. Capellas, Londres, 25; Benedito, id, 45; B. Peralta, Thiais, 10; Granados, id, 10; J. Rodriguez, id, 10; T. M., id, 10; Félix Martínez, Paris, 1.000; R. Pueyo, La Ferté Macé, 100; Robert Plaza, Bourges, 200; Julián Olmos, 10; Cruellas, Perpiñán, 43; Orellana, Le Buisson, 12; J. Bassons, St-Pons, 20; Mme Tort, Gousenvilliers, 50 F.

Total 1.580,00 francos.

PRO COMPANEROS ANCIANOS

Mme Tort, Gousenvilliers, 50; Marc y Violeta, Gumbretierre, 100; Familia Faro, Paris, 100; Marin Basilio, Bagnolet, 5; Ramiro Martín, Rouen, 100; Uno del 90, Lamotte-B., 100; Martín Basilio, Bagnolet, 5; Allende, Antibes, 100; A. Rodriguez, Paris, 10; Pere Bertrán, Anglet, 40; Allende, Antibes, 100; Fernández, Paris, 68; Masalias, id, 10; Arlonés, Ivry, 20; Mendoza, Neuilly, 10.

Total 818,00 francos.

PROPAGANDA INTERIOR

Jean Valensa, Ortaffa, 44; Mme Tort, Gousenvilliers, 100; Llobet, Courcelles, 16; Plaza, Bourges, 180; A. López, Foix, 40; Teresa Pintor, Paris, 500; R. Pueyo, La Ferté Macé, 50 J. Tur, Le Buscat, 60; José Llop, Bocage, 50; XX, Paris, 16; Joan Ferrer, Montreuil, 50; Amelia, Paris, 20; Villacampa, id, 30; Tn Maño, id, 20; Serrate, Massy, 50; T. Pintor, Paris, 40; Oliveras, Combault, 25; V. Montané, 20; Bagés, Garges, 20; Palacios, id, 10 francos.

Total: 1.341,00 F.

F. L. DE ST-DENIS

Domingo 15 de enero 1978, a las 9,30, Asamblea general. — Información del Pleno Núcleo Z. N. — Actas del Pleno N. de Regionales del C. N. T.

Se ruega la presencia de todos sus afiliados.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el domingo día 8 de enero en el local y hora de siempre.

F. L. DE THIAIS

Celebrará asamblea el domingo 8 de enero de 1978 en el lugar y hora acostumbrados.

F. L. DE PARIS

Celebrará asamblea el domingo 8 de enero 1978 a las 9,30 de la mañana en el Centro Confederal.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea general el domingo 15 de enero 1978, a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE NARBONNE

Informa a sus afiliados que para el sábado día 7 de enero 1978 celebrará asamblea en el local y hora de costumbre.

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

Con la Iglesia hemos topado. Ahora se encabrita sin ser para tanto. Tan acostumbrada está durante siglos a ser dueña de vidas y haciendas, que ante el simple rumor pone el grito en su cielo por que va a ser puesta en cuarentena timidamente, ella que con las cuaresmas y las pascuas guiaba y dominaba las almas y quienes las almas tienen. Ahora pide escuela libre, ella que arrasó a fuego y a sangre la más tímida orientación hacia la libertad tibia de escapar a su control. Desde el nacimiento hasta la tumba el ser viviente en este valle de lágrimas estaba sometido a su inspección, a su dominio. A su honra, provecho y hacienda.

Ahora pide libertad la que arremetió con su Inquisición el más infimo deseo o módulo de libertad. Ahora apostrofa en un tan sólo mezquino deseo de salir de entre sus tentáculos, escaparse de su tela de araña, los pequeños, próximos ciudadanos, futuros villanos o aldeanos. El «padre de almas» sabe bien que si se le escapan en ese momento de formación, acaso su huella será horrada. Solamente acaso. Porque sus garras tienen presa en todo lo que mueve la sociedad española, con sus sistema taladrante. Los trámites subterráneos, las influencias oscuras y las «importantes», se mueven y actúan para no «romper demasiado la vajilla». Que quede intacta o al menos sin mucho daño a ella la Iglesia que vivió y vive para hacer daño moral y material a la pobre gente que en ella cree, con la hipocresía consumada de su palabra y el atuendo teatral de su representación ritual, con sus insinuaciones o con sus anatemas, teniendo al furor del brazo secular.

De Covadonga al Valle de los Caídos, desde el presunto o inventado Pelayo, hasta el zorro sanguinario Franco, la Iglesia, dueña indiscutible de las almas y de las armas, tuvo a España en su red. Dueña de los más grandes capitales como de las más grandes ciudades y de los pueblos más pequeños, aún dueña de las finanzas, llora y reza por los pobres que se mueren de hambre y desamparo, prometiéndoles el paraíso celestial.

La pilastra maestra de su dominación es la enseñanza. Ahora clama que si se escapa de sus manos la sociedad de hundirá, pues que en ello esa sociedad está en juego, dice. Pero piensa que lo que en juego está es su influencia en el Estado de forma directa y convencional al tiempo que confesional ya que esa influencia retrocede en el ámbito social a medida del tiempo que pasa, no tragando sus patrañas. Ahora el cardenal Tarascón (de Tartarin) pide la paz religiosa siendo que siempre esa religión estuvo en guerra contra el impio, contra el infiel y contra el ateo. Como el cardenal Segura, declara la guerra sagrada con verbo encendido y movimiento de sus masas, a la escuela laica y única, ahora que se barrunta el no tener más él la exclusividad y la unidad religiosa, apostólica y romana. Con la misma saña mística que en los tiempos del cardenal Segura, los padres de familia entregados de cuerpo y alma a la Iglesia, piden libertad de educación para sus hijos, ellos los que obedecen a quienes imponían el catecismo y las Santas Escrituras, y que según su imposición se tenía que aprender de memoria el catecismo Astete, cada año, so pena de la afronta de quedar de rodillas en un rincón o ser acariciado con la vara de fresno. La Iglesia reclama de la Constitución que está en gestación que establezca el título y empleo de tutor espiritual recibiendo por la misma ocasión las prevendas cuan-

tiosas para su clero, su jerarquía y su enseñanza.

Acaso vendrá lo reclamado por Tarascón y su Iglesia. No por nada estuvo de visita a la Zarzuela al tiempo mismo que Carrillito. ¡Rediós y cómo prepara sus piezas de convicción! La Constitución le tendrá en cuenta. Ya hay astecedentes. En un periodo de mutación de la sociedad hispana. En 1812. Con la Constitución de Cádiz aquella, ante la cual durante un siglo y más, republicanos, progresistas y liberales se posttraron en adoración platónica. Esa Constitución dice en su Capítulo segundo: «La religión de la nación española es y será siempre católica apostólica y romana, siendo la sola verdadera.»

«La nación la protege con leyes sabias y justas, prohibiendo el ejercicio de las otras.»

Y por eso y a pesar de eso, en 1814 el jefe realista, Zaldívar, se lanza a la cabeza de fuerzas reforzadas diciéndose defensor del trono y del altar, al tiempo que en Toledo una enorme manifestación de aspecto tético daba a grito pelado muertas a la Constitución y vivas a la Inquisición.

Curiosa coincidencia de aquel tiempo con el de hoy. Las masas católicas, la carcarnonia, están algo más pulidas pero igualmente embotadas. Veremos si no se lanzan al grito de



«¡Muera el ateo!», «¡abajo el que no ayuda con su dinero la religión de la redención!», como enarbolan pancartas para elegir escuela antes ya de no saber si el sistema vigente va a apartarse de la Iglesia y de los curas, siendo que la mayoría es católica a machamartillo.

Eligir escuela es libertad proclamada... ahora, cuando antes se consideraba por eso mismo la libertad de la enseñanza una blasfemia, delito de lesa Iglesia y Estado.

Libertad, libertad, reclaman los curas y monjes sin ser cuestión de darles la paliza que merecen. Sin ser para tanto el motivo del repentino enfado. Ya está ahí el dandi González de la Gonzalera creyendo que habrá «un entendimiento fácil». No era para menos. Los socialistas abriendo el paraguas del Sacro Sacramento.

POESIA Y ESPERANZA

EN MEMORIA DE BLANQUITA

(Para Federica y Germinal)

— ¿Por qué — Blanca, Blanquita —
de tu sueño blanco?
¿De tu temprano sueño virgen
— eternamente virgen — de auroras futuras?

¿Por qué de tu silencio inesperado?
¿Del frío de tu frente?
¿Del resplandor ausente
del prodigio ideal de tu mirada...?

¿Por qué, Blanca Blanquita,
por qué ya de tus labios sin palabras,
de tus pies sin caminos,
de tus manos cruzadas...?

¿Por qué de tus silencios...?
— ¡ay...! — ¿Por qué de mis lágrimas

...y de tantas incógnitas que se abren
en los "por qué" que se interroga el alma?

— ¿Por qué te fuiste?
¿Por qué te callas?
¿Por qué te buscan?
¿Por qué te llaman?

¿Por qué no rien?
¿Por qué no cantan
tus rojos labios
de púrpura y nácar?—

¿Por qué...? ¿Dónde, y... por qué
de los "por qué" que se pregunta el alma?

— ¿Se van para siempre
los seres que se aman?
¿Se acaba la vida
tras una palabra,
sin un "hasta luego"
sin una mirada...?

¿Es que todo termina
— amor, odio, nostalgia —
en el negro agujero
que abre y cierra la azada
de la noche y la nada...?—

¡No! Yo sé que tu vives...
¡Aquí...! ¡Luz de alborada!!
Flor, estrella, camino, aire, mar,
rio, sol y esperanza
en lo alto de un lucero
que brilla en nuestras almas...

Te siento y te presento
en la música alada
de las aves sin rumbo,
y en las luces del alba,
y en la espiga que se abre,
y en la fuente que canta,
y en el río que ríe
con la canción del agua...

¡Aquí! ¡¡Tu estás aquí!!
¡Y allí...! "Tras esa gran
locura de luceros" del poeta
de Granada...

... para ser ya para siempre
¡¡Poesía y Esperanza...!!

C. Vega Alvarez

LIBROS

«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«El Opus Dei en España», D. Artigues	30 00
«Pasión y Muerte de los Españoles en Francia», F. Montseny	30 00
«Diccionario General de la Lengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00
«Góngora». Obras lujo	60 00
«Divina Comedia», Dante	60 00
«Los Olvidados» (Los exiliados españoles en la 2ª Guerra mundial), A. Vilanova	54 00
«La Muerte de la Esperanza», E. de Guzmán	50 00
«Les Mouvements fédéralistes en France. 1945 a 1974», Alain Greilsamer	30 00
«Le fédéralisme de P.-J. Proudhon», Bernard Voyenne	18 00

Pedidos y giros a Roque LLOP
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.C.P. 9 232 33 V Paris.

DEL GUADALOPE AL CINCA PASANDO POR RUBI

Y EN EL CINCA, FRAGA

*El progreso no consiste en
aniquilar el pasado*

Esta afirmación, que debiera pasar a ser ley universal, me la enseñó un abuelito de Fraga. Me lo dijo dolorido al oír a algunos jóvenes en cuyo lenguaje y actitud sobresale desdén y desprecio altanero a lo que ayer fue lucha desigual y a los que ayer y aún hoy, son dignos luchadores.

Comprobé pues, que esta laboriosa ciudad continúa merecedora del más alto respeto.

Ahora que tanto se habla de autonomías ¿cómo no recordar al Consejo de Aragón y al universalista cinqueño que ya antes que nadie, fresca aún la derrota, nos legó: «Hacia una Federación de Autonomías Ibéricas? Hemos hecho mención a Felipe Alaiz.

Como habléramos sobre algunas desgraciadas escenas, fruto del fascismo, que inconscientemente reivindicaban algunos jóvenes, una vivaracha moza que venía con nosotros en el paseo dijo con mucho aplomo:

«Sin embargo la CNT no será la CNT completa si no se esfuerza, como siempre lo hizo por impulsar una regeneración moral, una ética humana tan entrañable al gran Pedro, a Pedro Kropotkin.»

«A mí siempre me han enseñado que el anarquista se distingue por su noble conducta, y eso es lo que siempre ha intentado desarrollar el anarquismo que yo he conocido.»

Y la muchacha de replicar: «Pues ahora hay trabajo para acabar con la maleza que dejaron los 40 años franquistas.

«Hemos vivido una época muy larga en la que no había más ley ni más remedio que la competencia a muerte contra todos, cuando en realidad el indispensable fundamento moral no es la competición sino la solidaridad.

«Yo, — continuó la excelsa muchacha, en la noción de gobierno veo un atentado, un crimen de lesa humanidad, a la noción de gobierno ha de sustituirla la de administración.

«Es decir, al gobierno de los hombres ha de sustituirle la administración de las cosas.

— Eso es anarquismo puro.

— Por eso soy anarquista.

Oyendo este diálogo el anciano lloraba. Volviendo a la carga sobre otros temas que me inquietan, agregué que una segunda base anárquica era la universalidad de sus conceptos. Ante ello no me parece aceptado esa compartimentación que vemos ahora en lo que sólo veo un repliegue y una diversión para apartar a los trabajadores de lo que fue el origen de su organización: la lucha de clases.

Una lucha entre el hambre y el bienestar se deja de lado para verla reemplazada por una lucha o una preocupación de periferias pueblerinas. Y esto nos aleja mucho de esa doble virtud anárquica como es el

ser independiente y ciudadano del mundo a la vez.

Cierto orador en el mitin de Barcelona recordó y en esto todos estamos de acuerdo, que nuestra patria era el mundo y nuestra familia la humanidad.

Hay también la nefasta corriente de dejarlo todo a merced de lo espontáneo y de lo individual porque no saben los unos, y olvidamos los otros, que el individuo es todo, pero no es la humanidad. Nuestra lucha exige pues asociarse hasta conseguir una organización de los hombres, igualitaria en la libertad, es decir, en el Comunismo Libertario.

La muchacha: ¿Y que pensáis pues los de Francia de ese incipiente marxismo que rezuma entre muchos de los jóvenes que izan bandera negra?

— Es otra incógnita. La definición de marxistas y bakuninistas tuvo como origen el rompimiento de estos dos hombres, rompimiento que produjo no la idea primordial de internacionalismo divulgada por cada uno de los dos barbudos sino por el espíritu autoritario que Marx imprimía a la idea común.

Yo no digo que los jóvenes que así se presentan lo hagan convencidos en que puede reivindicarse a un Marx no autoritario, pero tampoco descarto el autoritarismo marxista; con Marx tienen los anarquistas, no digo muchos, pero bastantes puntos comunes.

— Oyéndote y por lo que me han dicho, si divulgas esta conversación te expones a una herejía.

— ¿No querrás decir que me haces las preguntas para provocarla?

— No, hombre. Es una broma que te gasto.

Quise contestar pero el abuelo se precipitó y dijo:

— Celma puede permitirse lenguajes que otros no podrían porque el pasado cuenta en los de la C.N.T. más de lo que a ti te parece.

Y dirigiéndose a mí:

— Porque estas palabras no las dices a la ligera.

— Ni a la ligera ni para salir del paso. Son conclusiones a las que llega todo obrero que conoce la historia de la Iª Internacional.

A conclusiones como éstas llegaréis en Fraga y en Zaragoza en cuanto los ateneos ofrezcan posibilidades de estudios sociales y revolucionarios.

Veo que en España váis, valerosos, abriendo ateneos, cosa que me alegra pues el anarquista, por los ejemplos que conozco, llega a serlo consciente gracias a mucha reflexión y formación social, leyendo y observando conductas.

Larga e interesante fue la conversación sostenida con esta mujer que no me autorizó a dar el nombre.

Aún hablamos de muchas cosas que las expondré en el próximo número.

MITIN DE LA C. N. T. EN IGUALADA

Tras una insistente propaganda por medio de carteles y octavillas redactadas en catalán y castellano, tuvo lugar el 10 de diciembre el acto público de presentación de la Confederación Nacional del Trabajo en el gimnástico de la Piscina Cubierta. A la convocatoria correspondieron sobre 600 trabajadores, número no desdeñable si consideramos la propaganda adversa, lo inhóspito del día, y la lejanía del lugar escogido. La C.N.T. no dispone de coches como los políticos, ni de recursos para contratar autobuses para servicios especiales. La independencia sindicalista se paga, de ésta y otras maneras, y con mucho gusto por la dignidad y la libertad de movimientos que ello comporta.

Presidió el acto el secretario de la Federación Local, compañero Mir, quien excusó la impresencia, por diversos motivos, de Federica Montseny, Francesc Boldú y Enric Marcós.

El propio Mir enfocó su peroración haciendo el recuento histórico de las actividades de la C.N.T. en Igualada, que arrancan del 1910 y antes. Seguidamente hizo un análisis de la crisis de trabajo que actualmente resiente el país, sacando la consecuencia que ella proviene de las grandes ambiciones del capitalismo, avasallador de los recursos del trabajo, y luego del comportamiento ineficaz del Estado, siendo lógico que así ocurra por depender el Estado, no importando su matiz político, de la clase dominante. Para terminar interesó a los obreros y empleados de Igualada a que se afilien a la Confederación para servirse a sí mismos, en lugar de satisfacer intereses ajenos.

Antonio MORALES se pronunció contra las elecciones llamadas sindicales, por considerar que el resultado de las mismas supondría la continuidad del sistema sindical verticalista introducido en España por el franquismo. El organismo moderador que se propone crear el gobierno en complicidad con comunistas y socialistas (CC OO y UGT), sujetaría al obrerismo organizado a la férula estatal, dejando inerte al proletariado confiante en el valor de los Sindicatos regidos por asambleas libres.

Francisco MORENO estima que la amnistía laboral favorece a las grandes empresas, marcando su desconformidad a la reforma fiscal tal y cual se ha efectuado hasta ahora. Afirma que nadie, desde el plano gubernamental ha pedido alternativas positivas a los representantes populares referente a despidos, convenios y otros motivos inaplazables.

Francisco GOMEZ señaló que la

Ley Sindical aún adolece de influencias verticalistas, y por tanto franquistas, persiguiéndose, en el fondo, el fracaso y la anulación de los verdaderos Sindicatos. La Ley, con la cual convergen las sindicales reformistas, da garantía al capitalismo a través del Estado, y no es otra cosa que la resurrección de métodos «socializantes» fracasados ya en la anterior Monarquía, y a los cuales contribuyeron igualmente elementos social-reformistas. Concluyó exponiendo que la Confederación sólo apreciaría a las demás centrales sindicales cuando se rigieran democráticamente por asambleas libres, en lugar de ser manipuladas por dirigentes.

Jordi AYMAMI señaló, argumentadamente, el desinterés general por el desarrollo intelectual, hoy por hoy acaparado por el Estado en detrimento de las clases desposeídas. La cultura debe ser patrimonio de todos y no únicamente de los adinerados. En el aspecto sindical, los trabajadores deben inhibirse de las Sindicales sujetas a partidos políticos, ya que los intereses de esos partidistas no son fundamentales para el obrero, sino para ambiciosos de altas situaciones. El político no ama la herramienta de producción, pero sí la elaboración de leyes que favorezcan sus propósitos de dominación colectiva. Abogó por la creación de nexos de cultura popular en los que todo hombre de conciencia pueda afinar su carácter y templar su ánimo por la lucha para un porvenir desprovisto de ignorancia, privaciones y opresiones. Marquemos nosotros mismos, desde la base, el camino a seguir, y nunca más confiar en líderes que se suponen contratistas de la verdad. Solamente de esta forma conseguiremos nuestra emancipación verdadera.

El mitin concluyó con la satisfacción marcada en los rostros de los concurrentes, y lo que más impacto produjo en la sala fue la alusión a Felipe González y Santiago Carrillo (cómplices del Pacto Económico del presidente Suárez) exigentes de que el tal Pacto se cumpla, sin tener en cuenta la opinión de los trabajadores. Al efecto, en la tribuna figuraba como fondo un gran cartel indicando: «PACTO DE LA MONCLOA: REPRESION, PARO Y HAMBRE».

Por nuestra parte echamos a faltar en el Mitin la tozudez cenetista de recuperar la propiedad de la Federación Obrera, C.N.T., sobre cuyos terrenos se asienta el edificio que ocupó la Organización Sindical. Se trata de un despojo, y esta anomalía no debe ser silenciada hasta que nos sea devuelto lo que es nuestro.

Corresponsal X.

«Nous sommes sortis de l'âge des cavernes; il nous faut sortir de l'âge des casernes.»

Théodore MONOD

Orador en el Congreso Pacifista de Chartres 1977, celebrado el mes de diciembre.

Respetando la esencia y el ritmo del pensamiento, su traducción es:

«Hemos salido de la edad de los metales; debemos salir de la edad de los cuarteles.»

EN TORNO A LA IGLESIA

Catolicismo y C.I.A.

por J. SANATANA

La C.I.A. tiene por principio colocar al hombre justo en el lugar justo... «pero este hombre debe poseer dos condiciones: profesar un vigoroso cristianismo y tener cerebro, además de conocer las reglas del juego...» (D. Halberstam).

En la creación de la C.I.A. trabajaron James V. Forrestal y Jhon Mc. Come. Forrestal, al parecer, se suicidó y Come fue nombrado jefe de la C.I.A. el 27 septiembre de 1961. Jhon Mc. Come es católico, millonario y junto a Claire Booth Luce, representó al presidente Eisenhower en el funeral del papa Pio XII en 1958...

En Londres vive un especialista en el tema C.I.A.: el sociólogo americano Steve Weissman. Ha denunciado a la prensa largas listas de agentes de C.I.A., de la que comenzó a ocuparse después de trabajar en la revista católica «Ramparts». Hoy colabora con las revistas «Time Out» de Inglaterra y «Cambio-16» de España.

Lo que Mr Weissman no ha denunciado es la existencia de una estrecha relación entre católicos y C.I.A.

... Porque en el informe Pike sobre actividades de la C.I.A. en Italia se lee que 3,4 millones de dólares fueron entregados «a una organización política» creada y sostenida por la C.I.A. (se supone que se refiere a la organización católica «Comunidad y Liberación», fundada por el cura Luigi Giussani).

... Porque la mayoría de los 80 y pico agentes de la C.I.A. en Italia son católicos. En 1975 ellos se reunían en misa cada primer domingo de mes, para oír al cura O'Donnell, prior de la iglesia de Santa Susana, en Roma.

... Porque el ex-agente de la C.I.A. Vctor Marchetti, declaró que la C.I.A. lleva gastados unos 600 millones de dólares financiando obispos, uno de ellos: Giovan Battista Montini, hoy Pablo VI y especialmente instituciones como Pax Romana (especie de Cruz Roja del Vaticano).

... Porque Foster Dulles, jefe de la C.I.A., visitó en 1955 a Pio XII.

... Porque el cardenal vicario de Roma, Ugo Poletti (firme candidato a sucesor de Pablo VI) tiene el «apoyo» de Leo J. Wollenbeorg (director del diario «Daily American»). Y Wollenbeorg, amigo de los monseñores de la curia estadounidense y del número uno de las finanzas vaticanas: Paul Marcinkus, trabajó en la década del 50 para una agencia del Vaticano: la «CIP» del cura Andrew Morlion. Y esta agencia facilitaba información reservada a los servicios secretos ingleses, alemán y estadounidense. Y el cura Morlion, fundador de la asociación internacional Pro Deo, está en relación con la C.I.A. desde 1958 o quizá antes.

FIAT. — Empresa mundialmente conocida por fabricar automóviles, fabrica también otras cosas: Carros de combate para policía y ejército. Carros blindados con ametralladoras y lanzagases («puede usarse en la ciudad y en las manifestaciones de plaza» según un folleto de propaganda); parte de los carros armados Leopard; tiene el control total de la Whithead Motofides (minas y torpedos); ha producido 170 tipos de aviones (el más famoso: el G 91, del que

vendió 500 a la NATO y a Italia). Está encargada de vender en Italia el F 1045 (cazabombardero del que el gobierno democristiano compró 300 ejemplares bastando 150). Desde 1968 estudia el motor del MCRA, avión de combate proyectado totalmente en Europa. Y todo esto, lógicamente, con la anuencia de su «principal» dueño: la Iglesia Católica!

Catolicismo y Comunistas

El ejemplo brindado por el Partido Comunista de Italia (PCI) ahorra muchas explicaciones en cuanto a una alianza comunista-católica ya marcha en Latino-américa, Europa, etc.

Con Enrico Berlinguer, actual presidente del P.C.I., se inauguran «canales de consulta permanente entre el P.C.I. y las jerarquías católicas», pero las curiosas relaciones comenzaron muchos años atrás: un consejero *secretto* de Palmiro Togliatti (anterior presidente del P.C.I.) era Franco Rodano, activo católico.

«El Mesías» último film del católico Roberto Rossellini quién arregló su distribución con ARCI (Asociación cultural de la izquierda en la que prevalecen los miembros del P.C.I.).

En marzo de 1976 el P.C.I. suspende al vicesindico (vice-alcalde) de Montirone (Brescia), Francisco Ferrari, por haber quitado tres crucifijos del Municipio... Esto podría sorprender a quién no supiera que trece diputados y veinte senadores que representan hoy al P.C.I. en las cámaras italianas son famosos católicos y se presentaron como «políticos independientes» en las listas de candidatos del P.C.I. (elecciones de junio de 1976). Muchos de ellos llegaron «voluntariamente» al P.C.I., a otros el mismo P.C.I. les ofreció la candidatura.

Así vemos a Julio Carlos Argan gobernando el municipio de Roma en nombre de Dios y del P.C.I.

Así vemos a Raniero La Valle (ex-secretario del consejo superior de la Federación de Universitarios Católicos, ex-redactor jefe y ex-director del diario democristiano «El Pueblo», ex-colaborador del periódico «El Porvenir de Italia» con el aval de la jerarquía y de la Secretaría de Estado del Vaticano), representar a los comunistas en el Senado...

Así vemos a Piero Pratesi (ex-director de «El Porvenir de Italia») representando la teoría marxista en el Parlamento. Así también Mario Melloni (principal polemista del diario comunista «La Unidad», ex-director del católico «Pueblo» y ex-diputado democristiano, amigo del Primer Ministro católico Giulio Andreotti y ex-miembro del Comité Ejecutivo del Partido Democristiano para la Alta Italia) teoriza sobre la revolución proletaria...

Así vemos como el P.C.I. ofreció candidaturas a Raniero La Valle (ver arriba), Paolo Brezzi (Historiador de la Iglesia con autoridad canónica), Mario Gozzini (amigo de sacerdotes y obispos, consejero laico del Episcopado italiano). José Reburdo (Presidente de las Asociaciones Católicas de Trabajadores Piamonteses) en una operación respal-

Instrucciones secretas de la compañía de Jesús

«Se debe tener mucho cuidado con que no vayan a parar estos consejos a manos de personas extrañas a la Sociedad... Si (lo que no permita

Dios) llegara a suceder esto, debe negarse abiertamente que la Sociedad abrigue tales pensamientos, y se cuidará de que así lo afirmen lo de la Compañía que los ignoran por no haberles sido comunicadas, los cuales pueden protestar con verdad que nada saben de tales instrucciones... y cuando se tema que alguno que tenga noticias de estas instrucciones no sea capaz de guardar tan riguroso secreto, se le dirá todo lo contrario de lo que en ellas se dice...

Capítulo 1º — Del modo con que debe conducirse la Sociedad cuando se trata de comenzar alguna fundación — 1º, Para captarse la voluntad de los habitantes del país, importará mucho manifestar el intento de la Sociedad de la manera prescrita en las reglas, donde se dice que la Compañía debe trabajar con tanto ardor y esfuerzo por la salvación del prójimo como por la suya. Para inducir mejor a esta idea, será muy oportuno que los nuestros practiquen los oficios más humildes, visitando a los pobres, los afligidos, y los encarcelados...

(Continuará)

dada por los teólogos José Albérigo y Boris Ulianich...

¿Qué pensarían Marx y Engels respecto al concepto de «revolución» de los actuales comunistas?



RECORDANDO

SOL Y SOMBRAS

En la casa confederal de Don Juan de Serrallonga un circunstante era conocido por Elias. Confeccionaba las tapas-tela (y encuadernaba el resto) de los carnets del Unico; y subía la escalinata del patio lento y seguro, trayendo consigo dos cargas de carnets acumuladas dentro de grandes pañuelos, naturalmente, no nariceros. Llegado a secretaría, alguien de comité lo recibía y anotaba el contenido. Primeramente los carnets eran cartilla; luego se redujeron al tamaño actual.

En la tapa superior aparecía, desfigurado por la tela y el color amarillo-flojo, el león capitalista domado por el hércules confederal. Imagen que siempre me pareció concebida por el Noi del Sucre, dado a esa suerte de figuraciones.

El pasivo, bueno y artesano Elias, fue asesinado por los del «dibre» a indicación del pandillero mayor, Sa-

les. Seguro que él solo, Elias, había confeccionado un millón de carnets sindicalistas. Anido y Arlegui no podían concebir peor delito.

En el exilio me apasionó la resurrección del león vencido por el gladiador anarcosindicalista. Y algunos reparamos que su reproducción, o copia, adolecía de la imprecisión del carnet confederal de Elias, habiendo un servidor recabado, de nuestro artista Juan Call, la rehabilitación del dibujo. A partir de ahí, en nuestra enseña confederal se marca el hombre venciendo al animal capitalista. Verdaderamente ahora (un ahora de treinta y cinco años) el gladiador le domina las quijadas a la fiera enemiga.

Elias no marcó bien el tema; pero su labor, la afabilidad de su trato, y su sacrificio, me marcaron para toda la vida.

J. FERRER

El problema de las nacionalidades es un falso problema. Los pueblos de España fueron comunialistas y federalistas. Ahora tienen que ser lo mismo: COMUNALISTAS Y LIBERTARIOS, EN EL FEDERALISMO INTEGRAL

VIEJAS ESTAMPAS

El frente confederal roto. Y la noche aquella



por
FABIAN

Puente de Sástago. Camino que conduce a Bujaraloz. No lejos del puente, a la izquierda un recodo en la ingente montaña que anuncia Los Monegros. El recodo es plano. En él una tienda grande de campaña. Siguiendo la carretera que más bien es un camino ancho, algunos metros más lejos a la derecha, en la pendiente arbolada que hasta el fondo del barranco va, el puesto de la compañía de Sanidad, de la 121 Brigada Mixta de la 26 División. Allí, entre jóvenes árboles desnudos que empiezan a vestirse de verde con las hojas que hace poco empezaron a brotar y un poco más bajo que el nivel de la vía de comunicación.

Gabriel acababa de llegar después de un permiso de diez días. Corominas, médico y comandante de la compañía no está. Gabriel no espera y va hacia la tienda grande plantada en el recodo. En la entrada abierta está Gil del Monte, militar de carrera, simpatizante libertario, comandante de la Brigada 121. Semblante lleno y jovial, andar pausado y tranquilo, aspecto abierto y gafas con montura de metal. En viendo a Gabriel llegar, sus labios espesos trazan una sonrisa. Y tras el choque de manos:

— Dichosos los ojos que te ven venir.

— Mi permiso terminado, me presento. ¿No está Flores?

— No. Se fue hace un momento. Y con acento campechano:

— Ahora estamos salvados; el co-

misario Gabriel va a parar los fascistas a golpes de versos.

Gabriel se mosqueó sin razón no parándose a comprender la broma:

— A golpes de versos y también a lo que sea y se presente. Di a Flores que he llegado. Ya le veré más tarde cuando vuelva. Ahora voy al encuentro de Corominas.

Como se conocían mucho en poco tiempo desde que Gabriel venido de la 141 Brigada se incorporó a donde estaba, Gil, comandante de Brigada y todo, no se alteró lo más mínimo, ayudado por su carácter apacible:

Y dijo amable:

— ¿No le has visto?

— No; hasta ahora no; vengo de llegar.

— Vete pues. Estará contento. Te hecha de menos.

Saliendo de Bujaraloz en dirección de Zaragoza, Corominas invitó a Gabriel de acompañarle, a pretexto de visitar la primera línea. La carretera estaba desierta en aquel frente de Aragón sin acción y desde hacía tanto tiempo en guerra de posición. A la derecha, un camino de pavimento de piedra construido en una loma. Abierta ésta al nivel de la carretera, el camino continuaba por el llano. Era nombrado el «camino de los gitanos», porque Durruti les empleó en su construcción, en tiempo de su Columna, viendo el miedo cervical quemantestaron los tales gitanos en los combates del comienzo.

Le hicieron aún más contentos porque allí ya no había guardias civiles.

Llegaron ante un letrero que decía: «Cruce de Gelsa». Estaba clavado sobre un palo cuadrado en el ángulo que formaba un camino descendiente que se veía a la izquierda de la carretera, con ella. Aquel camino, que cojieron, les llevaba al Ebro. Calma por doquier. De entre la maleza de la orilla salió un soldado. Se acercó. Cordial choque de manos.

Corominas:

— Cualquiera diría que estáis en primera línea. No se ve a nadie.

El compañero:

— Y sin embargo, al otro lado están los fascistas. Véis aquel pueblo allí, a la otra orilla? pues es Quinto. El río hace de frontera, de trincheira y de tierra de nadie; o mejor dicho, agua de nadie.

Dirigiendo la vista hacia el lugar indicado, sin ningún esfuerzo se veía el pueblo, un puñado de casas en torno de la iglesia que destacaba con su tejado de pizarra en ángulos cuadrados subiéndose en punta, con la cruz de hierro.

Gabriel:

— Nadie se mueve en Quinto.

El compañero:

— Están poco más o menos como nosotros. Solamente que ellos están en el pueblo y nosotros aquí, formando guardia con un fusil cada diez metros. Continuamos en posición. Antes estábamos allá, en Quinto. Nos atacaron y los mandos determinaron dejárselo. Cualquiera sabe lo que pasa detrás. Nuestro frente llega hasta El Burgo. Como quien dice en los arrabales de Zaragoza. Hemos dado embestidas para conquistarlo pero ni por esas. Tenemos poco material y viejo.

— Boicot.

— Eso y una indecencia. Lo chusco es que los del Quinto Regimiento, dándose las de chulos, quisieron hacer lo que según ellos no éramos capaces. Aquella fue gorda. Llegaron a Bujaraloz con un pertrecho descomunal. Tanques rusos de los más modernos. Nuevos de trinca. Fusiles y ametralladoras que no veas. Todo de lo más moderno, que Rusia sólo a ellos les destinó. «Vais a aprender cómo se hace la guerra», dijeron. Atacaron El Burgo y entraron. Pero para salir, aquí te espero. Quedaron copados. Si no fuere por nosotros allí se quedarían, los chulos y su material tan alabado.

— Y cómo fue que no continuaron los fachas y no rompieron el frente.

— Porque no son tontos como los otros. Se hubieran metido en una bolsa dejando a Zaragoza desamparada. Seguramente que estaban al tanto y vieron que era un desplante fanfarrón. Y por el momento, acaso juzgaron que no era la hora de ir más lejos. Lo cierto y real es que sacamos a los chulos del atolladero. Recuperamos mucho de su material y se fueron cabizbajos tras haber recomendado el boquete.

Corominas:

— Boquete remendado...

— Pues claro que sí. Defendimos su retirada con los cañones y ametralladoras, así que sus fusiles que

los «chinos» abandonaron sin saber servirse. Los de enfrente, desde el momento que sus posiciones y su Burgo quedaron como antes consideraron que ya era bastante. O no tenían órdenes para hacer más por no estar preparados para tanto...

Gabriel:

— Bastante por ahora. Donde iríamos si se empeñaban en pasar el río...?

El compañero:

— ¡Pues al carajo! Por el momento podemos hasta pasar el Ebro. Por ahí... un poco más abajo, yendo hacia Velilla... ¿Véis?, hay una almadía. Los campesinos pasan con ella de vez en cuando al otro lado. Pero extraña tranquilidad es esta. Si les da por atacar como ellos lo hacen y así, de improviso, menuda la nuestra...

Corominas:

— Ahora tenéis el armamento recuperado de los que se metieron en la boca del lobo...

— Vaya éste. No es para tanto. Y además volvieron a que se les entregara, porque, según sus decires, era suyo. Sabéis lo que les respondieron en Bujaraloz, pues esto: «Cojerlo por el cañón si os atrevéis.» Sin ir más lejos se fueron con las orejas gachas. Los gachós no insistieron.

A los pocos días se armó la del frente de Aragón. Orden precipitada, urgente e imperativa en la compañía de Sanidad: trasladarse a Peñalba. En Bujaraloz, movimiento inusitado. Movimiento de tropas. Al llegar a Peñalba, otra orden comunicada con urgencia: ir a Candanos. Allí, puesto de socorro. El frente había sido rasgado de imprevisto y de improviso. Fue roto en Gelsa. El espacio desde el río a la carretera machacado a golpes de obuses, de la aviación lanzados. Allí, combates encarnizados con fuerzas que llegaron de refresco, demasiado tarde.

Las tropas fascistas se propusieron hacer un corte, corte de primera intención para cortar la retirada de las unidades confederales. El primer empujón les había llevado allí tras los combates habidos desde Belchite a Alcañiz y Montalbán. Así y todo, el frente del Ebro estaba desguarnecido. Un soldado cada diez metros. Los fascistas se esteraron y por allí pasaron. Entonces, esfuerzos llegaron. Después de la burra muerta la cebada al rabo.

Los dinamiteros de la 121 Brigada hicieron saltar el puente de Sástago antes de retirarse.

(Continuará)

Lo que decía Rodolfo Rocker...

(Viene de la página 8)

poder ser apresadas dentro de un determinado molde, sin que se cometa violencia contra la sociedad sustituyéndose una vieja forma de tiranía por otra nueva. Por tanto, sus ataques no se dirigían tan sólo contra los representantes del orden social actual, sino también contra muchos de los llamados «libertadores», que únicamente querían cambiar sus puestos con los poderhabientes de entonces, prometiendo a las masas tesoros en la luna para poder más fácilmente abusar de ellas en beneficio de su ambición personal. De un significativo pasaje, tomado de una carta de Proudhon a Carlos Marx, que transcribimos a continuación, se puede deducir cuán libremente pensaba Proudhon:

«Tratemos en común, si usted quiere, de conocer las leyes de la sociedad; fijar su modo de ser y seguir el camino que allanamos al someternos a este trabajo. Pero, ¡por Dios!, no pensemos, por nuestra parte, en ejercer una tutela sobre el pueblo, después de haber destruido, a priori, todo dogmatismo. No caigamos en la contradicción de su compatriota Martín Lutero, el cual, después de haber refutado los dogmas de la teología católica, procedió, con celo incrementado y gran lujo de interdictos y juicios condenatorios, a dar vida a una teología protestante. Desde hace tres siglos, Alemania está ocupada en eliminar esa nueva re-

vestidura aplicada por Lutero al viejo edificio. No debemos colocar a los hombres, mediante nuevas confusiones y un disfraz de los viejos fundamentos, ante una nueva tarea. De corazón celebro su idea de dar expresión a todas las opiniones del día. Tratemos de hacerlo en la forma de una explicación amistosa; demos al mundo el ejemplo de una tolerancia sabia y clarividente; y no tratemos, por el hecho de hallarnos a la cabeza de un movimiento, de convertirnos en caudillos de una nueva intolerancia. No hemos de hacernos pasar por apóstoles de una nueva religión de la lógica y la razón. Recibamos y estimulemos toda protesta; estigmaticemos todo exclusivismo, todo misticismo. No consideremos jamás agotada una cuestión; y, después de haber gastado nuestro último argumento, empecemos de nuevo, si fuese necesario, con elocuencia e ironía. En estas condiciones me adheriría con placer a su asociación. Pero si no, no.»

Este escrito, fechado el 17 de mayo de 1846, es doblemente importante. En primer lugar, es característico para mostrar el modo de ser franco y sincero de Proudhon, revelando su profunda aversión contra todo dogmatismo y todo sectarismo; y es importante, además, porque fue la causa inmediata de la ruptura que tuvo lugar entre Marx y Proudhon.

Rodolfo ROCKER. — «Influencia de las Ideas absolutistas en el Socialismo».

LIBROS

«La Revolución desconocida» (2 v.)	
Voline	40 00
«Cent días de la vida d'una dona»,	
Frederica Montseny	25 00
«La Araña Negra», Blasco Ibáñez	100 00
«Historia del 1º de Mayo», M.	
Dommanget	30 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70

EN EL 60 ANIVERSARIO DE LA REVOLUCION

REBELION DE KRONSTADT CONTRA LA IMPOSTURA BOLCHEVIQUE

KRONSTADT DEBILITADA

Kronstadt ya no era la misma, de lo cual pudo percatarse el gobierno en varias ocasiones.

Así, cuando las tratativas de paz con Alemania, el soviet de Kronstadt, como la mayoría de los demás soviets, votó contra la paz con los generales, pronunciándose enérgicamente contra ella en todos los mítines. Entonces los bolcheviques, tras de tomar algunas medidas, anularon el primer voto, plantearon de nuevo el asunto e impusieron su resolución. Y Kronstadt se inclinó. Concertada la paz y disgregado el compacto bloque revolucionario (Kronstadt, la escuadra del mar Negro, etc.), el gobierno bolchevique tuvo campo libre para consolidar su dictadura.

Cuando, en abril de 1918, el gobierno atacó, en Moscú y otros lugares, a los anarquistas, clausurando los locales de sus grupos, suprimiendo su prensa y metiendo en prisión a sus militantes, Kronstadt mostró aún otra vez sus garras, pero éstas ya no tenían la potencia anterior. Ya los marinos no podían dirigir sus cañones contra los impostores, quienes se habían puesto fuera del alcance de sus armas, refugiándose, como ciertos tiranos precedentes, tras los muros del Kremlin, en Moscú. Kronstadt hubo de limitarse a dos resoluciones de protesta: una, adoptada en un mitin monstruo realizado en la gloriosa Plaza del Ancla, la otra por el soviet.

Una represión feroz se descargó en seguida sobre «el orgullo y la gloria de la Revolución». Los bolcheviques habían dejado realizar las reuniones para tener un pretexto. Sin pérdida de momento, disolvieron el soviet y lo reemplazaron por otro más dócil, sometieron las reuniones, la prensa y la palabra, como por doquiera, al riguroso control estatal, se instaló en la ciudad una sección de la Tchecha y se crearon células comunistas en los talleres, los regimientos y los navios. Todo estaba vigilado. A la menor crítica de los actos bolcheviques, los culpables eran detenidos y trasladados a Petrogrado, y ya no se sabía más de ellos.

Una sola vez Kronstadt se soliviantó resueltamente y salió con la suya. El navío de línea *Petropavlovsk* se negó rotundamente a entregar a las autoridades a un marinero anarquista (un tal *Skourikhin*), y los bolcheviques no insistieron. Sería imprudente provocar una sublevación por un individuo, al que podrían echarle mano más tarde por otro medio.

Salvo este enfadoso caso, bien jubiloso podía mostrarse el gobierno bolchevique: Kronstadt, vanguardia de la verdadera Revolución, se doblegaba, en la impotencia, bajo el puño de hierro del poder comunista. Sin embargo, esto sólo era cierto a medias.

Durante meses y meses Kronstadt asistió impotente a la impostura, la ignominia y los crímenes de los enterradores de la Revolución.

Al volver de sus permisos, los marineros relataban de qué modo el poder de los trabajadores trataba a éstos. A los campesinos se les requisaba, sin distinción, el último regulo, el poco ganado que les quedaba y hasta los utensilios domésticos, condenándolos así a una vida de hambre, y no se vacilaba en recurrir a arrestos y fusilamientos en masa de los recalcitrantes. Puestos armados con-

trolaban el acceso a las ciudades y confiscaban los sacos de harina que, por caso general, los campesinos enviaban a sus parientes hambrientos, y metían entre rejas a los que se resistían. Pero se hacía la vista gorda con los que hacían pasar en mayor cantidad productos destinados a la especulación, pues éstos sabían untar las manos.

«El pueblo trabajador está desarraigado», señalaban los marinos. «Se ve ahora que el armamento general de los trabajadores, la libertad de palabra y de acción no sólo meten miedo a los contrarrevolucionarios conocidos, sino también a los que abandonan el verdadero camino de la Revolución. Se ha creado el Ejército rojo que, como todos los ejércitos, acabará por ser una fuerza ciega en manos del partido gobernante. Desligados de sus bases, separados del taller, de sus camaradas de trabajo, los soldados, sugestionados y arrastrados por consignas engañosas, sometidos a embrutecedora disciplina y privados de medios de actuar en forma organizada, podrán ser fácilmente manejados como lo desean los dirigentes, cualesquiera que sean.»

Kronstadt escuchaba, observaba y bullía. En cuanto al pueblo, estaba cada vez más atado, amordazado, enyugado y aplastado.

LOS OBREROS DE PETROGRADO SE REBELAN CONTRA EL GOBIERNO

Pero, a pesar de todo, estalló la tempestad. Comenzó a rugir, no en Kronstadt, sino en Petrogrado.

A fines de febrero de 1921, la situación de las masas en las ciudades se había hecho insostenible. Todo se disgregaba. Escaseaban los artículos de primera necesidad. Hasta el pan estaba racionado y era difícil obtenerlo. Las viviendas carecían de calefacción, por falta de combustible; los ferrocarriles habían suspendido la mayor parte de los servicios, y numerosas fábricas cerraban, lo que agravaba la situación. Los llamados, pedidos y reclamaciones de los obreros eran vanos.

El gobierno percibía claramente la gravedad de la situación y aun confesaba su impotencia para remediarla, pero se negaba a modificar en lo más mínimo su línea. Ni siquiera admitía discutir con los obreros descontentos. Rechazaba por anticipado toda sugerencia, toda colaboración, toda iniciativa. Y por todo remedio acudía de más en más a requisiciones, expediciones militares, medidas de represión y de violencia extremas. Serios tumultos estallaron entonces en Petrogrado.

Muchas fábricas, entre las más importantes, organizaron asambleas generales obreras y adoptaron resoluciones hostiles al gobierno, exi-

ES UN EXTRACTO DE «LA REVOLUCION DESCONOCIDA» DE VOLIN

giendo un cambio de régimen. Proclamas en el mismo sentido aparecieron en los talleres y los muros de la ciudad. Las masas se agitaban sordamente.

Se impone aquí una observación importante. En tan vasto movimiento popular intervinieron, naturalmente, diversos elementos y contendían diversas tesis. No admitida ninguna libertad de ideas ni de discusión, y entre rejas numerosos revolucionarios, toda esta efervescencia era necesariamente vaga y confusa. Desviada la Revolución y todo el proceso revolucionario metido en una ruta falsa, el entero movimiento estaba fatalmente desnaturalizado. En tales condiciones, era natural que ciertos elementos, influidos por una propaganda antirrevolucionaria (la de los socialistas moderados, sobre todo) propusieran medidas y soluciones tendientes al retroceso de la revolución en vez de intentar sacarla de las rémoras que impedían su avance. Así algunos pedían el restablecimiento de la libertad de comercio y sobre todo la convocatoria de una Asamblea constituyente.

Hemos de señalar, empero, tres hechos esenciales:

1º Esos elementos estaban lejos de prevalecer en el conjunto del movimiento. No eran ni los más fuertes ni los más audaces. La libertad de propaganda, la libertad de acción para las masas, aún podían, con ayuda de los bolcheviques sinceros, salvar la situación, hallar una solución y dar a la Revolución un nuevo impulso en el buen sentido.

2º No se olvide que, desde un punto de vista general, el bolchevismo también representaba un sistema reaccionario. Había, pues, dos fuerzas reaccionarias en presencia: la una, la de ciertos elementos antibolcheviques, tendía a hacer retroceder la Revolución, y la otra, el bolchevismo, la paralizaba y petrificaba. Distanciada de unos y otros se hallaba la única fuerza verdaderamente revolucionaria.

3º Entre los elementos constituyentes de esta verdadera fuerza revolucionaria, Kronstadt era el representante de mayor importancia.

Los de Kronstadt encaraban una solución, aunque ciertamente hostil al bolchevismo, sin nada de común con ideas retrógradas como la de la Asamblea constituyente o el retorno al capitalismo privado. La acción sostenida por Kronstadt desde el comienzo de los tumultos da fe de ello.

En respuesta a ciertas proclamas

y propaganda exigiendo la convocatoria de una nueva Constituyente, Kronstadt envió, clandestinamente, claro está, sus delegados a usinas, fábricas y talleres para expresar a los obreros lo siguiente:

Toda la energía revolucionaria de Kronstadt, sus cañones y ametralladoras, serán resueltamente dirigidos contra la Asamblea constituyente y contra toda regresión. Pero si los obreros, desengañados de la dictadura del proletariado, se levantan contra los nuevos impostores, por los soviets libre, por la libertad de palabra, de prensa, de organización y de acción de los trabajadores, obreros y campesinos, y de todas las corrientes ideológicas: anarquistas, socialistas revolucionarios de izquierda, etc.; si los obreros se rebelan por una tercera Revolución verdaderamente proletaria, por las palabras de orden de octubre, entonces Kronstadt los apoyará con todas sus fuerzas, unánimemente dispuesta a vencer o morir.

El 22 de febrero comenzaron los mítines espontáneos en las grandes usinas. El 24, los tumultos tomaron mucho más grave giro. Desde la mañana, las autoridades emprendieron, con propósito de depuración, una revisión de fichas individuales de los obreros en la usina *Troubotchny*, una de las más importantes de Petrogrado, lo que hizo desbordar el vaso. Se cesó el trabajo en la usina y algunos centenares de obreros se dirigieron a otros establecimientos para incitar al paro al personal. Bien pronto entraron en huelga los personales de las usinas *Báltica* y *Patronny*, de municiones ésta, y la fábrica *Laferme*.

Una columna de 2 a 3 mil obreros, muy agitados, intentó avanzar en manifestación. El gobierno obrero y campesino, que ya disponía de algunas fuerzas policiales y militares especialmente adiestradas, despachó destacamentos de cadetes de la Academia militar, aspirantes a oficiales (llamados *koursanti*), que arremetieron contra la inerme muchedumbre, que hubo de dispersarse. Otros mítines fueron igualmente impedidos por las tropas.

El 25 de febrero el movimiento se acentuó y se extendió a toda la ciudad. Los huelguistas hicieron salir a los obreros de los arsenales del *Almirantazgo* y a los del puerto *Galerinaia*. Masas obreras se reunían en un punto y otro y otro, dispersadas vuelta a vuelta por las formaciones especiales.

(Continuará)

Necrológica: JOSE ESTEVE GUARDIOLA

Un compañero más que nos deja para siempre en tierras francesas: Falleció el día 3 de diciembre del año en curso a la edad de 70 años, habiendo sufrido durante 16 años de una incurable enfermedad, en un pueblo del departamento del Lot et Garonne, Vianne. Nuestro compañero pertenecía a la Federación Local de la C.N.T. de Lavardac.

Nuestro querido y amado compañero nació en Mequenza (Zaragoza) y desde su juventud ingresó a nuestra amada

C.N.T. la que nunca abandonó hasta que le sorprendió la muerte. Tanto en España como en Francia se comportó como un excelente compañero.

Querido compañero y amigo José Esteve, te dejamos lejos de España y de nuestro amado pueblo Mequenzano. Mi recuerdo hacia ti será permanente por que tu fuistes el hombre bueno y solidario e incluso supistes dar tu sangre roja y generosa, pero ante todo libertaria, para salvar vidas humanas. Fuiste

el caminante defendiendo constantemente nuestro sublime ideal y por ello te decimos a la hora de tu muerte descanso en paz en tu largo sueño eterno. Los compañeros de la Sección de Amigos de S.I.A. de Fumel, al igual que los afiliados a la Federación Local de Fumel y su radio en la C.N.T. se asocian al dolor que rodea a tus familiares y amigos en Francia y España.

M. SANJUAN

RINCON DE REFLEXION

MIGUEL BAKUNIN Y CARLOS MARX

Proudhon y Bakunin se movían en un mismo mundo mental. Es en la discrepancia entre el suyo y el anti-tético de Marx donde se halla la imposible concordancia teórico-social. O ni siquiera la posible comprensión tolerante. Su naturaleza psicológica y temperamental, es decir, sus caracteres y sus temperamentos daban forma al pensar como al obrar sobre un mismo problema, y en consecuencia no podían ser sino enemigos. ¿De quién contra quién? De otra forma dicho: ¿Dónde se encuentra la malevolencia?

Marx, dice Proudhon, es la tenia del socialismo. El tiempo transcurrido desde entonces, le dio razón. Que analice quien quiera con juicio sereno y sin prejuicios lo que el marxismo ha hecho en el verdadero avance del problema social y humano, a través de quien fue su creador. El mismo Marx lo barruntó cuando un día hacia el fin de su vivir decía que «no era marxista» («El Socialismo», Robert Aron, París, 1970).

«Mientras que se puede muy bien presentar a Marx observando a los hombres desde lo alto de una torre indicándoles por radio el camino por donde tienen que ir, no puede imaginarse a Bakunin de otra manera que estando en medio de compañeros.» (Fritz Brupbacher, «Confesión», Introducción).

El escita tenía que ser colosal en todo. Así se presenta su vida. Tenía que darse, y se dio con la misma dimensión que su capacidad lo pudo: sin cálculo y sin medida. Fue un huracán, un huracán de libertad. Como el caudal energético a gastar era enorme, se vio en la acción como el pez en el agua. Y antes de hallar la corriente libre que era el Océano de ideales y de acción que resultó su medio ideal, creyó estar bien en la pecera del ambiente insurreccional burgués, liberal y progresista y en el del irredentismo eslavo. A la sazón su cerebro resultaba torrente sin cauce. Nadie dio tanto como él por el triunfo de la burguesía liberal y parlamentaria en la Europa noventaenista antes de hallar en Proudhon su camino de Damasco. Trabajó con su verbo ardiente en la insurrección polaca contra el monstruo de opresión que la Rusia zarista era. «Los rusos, dijo en la alocución pronunciada en 1847 en ocasión del banquete que conmemoraba la insurrección de Polonia en 1831, tienen como la prohibición de vivir.» Puesto que no son otra cosa que «... el engranaje inanimado de esa máquina monstruosa de opresión y de conquista que se llama imperio ruso». Decirnos si no parece que esas palabras están pronunciadas hoy. Cambiar el vocablo «ruso» por el «soviético» marxista y tendréis la exactitud.

En París, con Proudhon, se encontró a sí mismo. Y dejando atrás el terreno movedizo de un idealismo difuso e inconcreto, periodo pasado en la acción de tanteos, siempre guiado por la estrella polar cuya que es la libertad, siguió el de la fecundidad intelectual y organizadora, en la concreción. De aquel periodo, H. Iswolsky nos relata: «Proudhon y su joven amigo se instalan ante la chimenea mientras que el músico Reichel (amigo íntimo de Bakunin y quien le acompañó hasta la tumba el 1º de julio de 1876) se ponía al piano para degustar los acentos tempestuosos de Beethoven y los meandros de la metafísica. Sin duda los comentarios de Miguel le parecieron apasionantes, pues que las veladas se prolongaban; un amigo que estuvo presente en una de esas conver-

saciones, y que se retiró antes que los otros, al volver al día siguiente por la mañana encuentra a Proudhon y a Bakunin sentados en el mismo sitio ante un brasero con las ascuas epegadas. El filósofo francés estaba tan impresionado por el joven escita que convidaba a sus amigos con el fin de presentarles ese «monstruo de la dialéctica».

«... pero el único socialista que realmente estimaba fue Proudhon, con quien tuvo esas famosas largas discusiones mitad filosóficas mitad económicas que duraban noches enteras. Bakunin estaba entonces impresionado por el anarquismo de Proudhon y se encontraron en su común federalismo». (Nettlau).

Bakunin le escuchaba con la mayor admiración y decidió ser su continuador.

En dos cosas no estaban de acuerdo empero: la interpretación del socialismo, colectivista para uno, mutualista para el otro. La otra, en lo tocante a la mujer y su libertad, así que lo concerniente al matrimonio. Para Bakunin era unión libre; para Proudhon, chapado en esto a la antigua, a la antigua usanza debería continuar. Además, Bakunin presentaba mayor radicalismo en lo concerniente a las nacionalidades. Cuenta Nettlau que la compañera de Proudhon se alegraba al ver entrar a Miguel en su vivienda para que su marido escuchara en esto, sus verdades. Y por tanto fueron felices en la unión; perfectamente felices. Historia Daniel Halévy en «El casamiento de Proudhon». Expliquémoslo sintetizado. Proudhon tiene 38 años. Está sin dinero, sin amigos, sin trabajo. ¿Qué hacer? Casarse. Con la persona que el destino le señalará. El 6 de abril de 1847, deambula solitario y al azar por las calles de París. Ve avanzar una joven cuya silueta le agrada. Se acerca. Pídelo en casamiento. Ella acepta; se llama Eufrosia Piégéard. Encuentro con sus padres y petición de mano. Aceptan. Hélos prometidos. Diversos incidente políticos que le llevan a la cárcel, retrasan la boda hasta fines del 49. Noviazgo y boda originales.

El lazo más sólido que unió a los dos titanes del federalismo libertario era su lucha contra el centralismo siempre tiránico, que podría tener nuevas formas en el seno del socialismo naciente. Fue como un presentimiento.

Dice Bakunin: «Nuestro grande y verdadero maestro de todos, Proudhon, ha dicho en su hermoso libro, «La Justicia en la Revolución y en la Iglesia», que la más desastrosa combinación pudiéndose formar sería la que reuniría el socialismo con el despotismo, las tendencias de un pueblo hacia la emancipación económica y el bien material, con la dictadura y la concentración de todos los poderes políticos y sociales en el Estado.»

«Que el porvenir nos preserve pues, de los favores del despotismo; más, nos salve de las consecuencias desastrosas y embrutecedoras del socialismo autoritario, doctrinario o de Estado.»

La parrafada profética se pasa de comentarios.

El socialismo marxista adquirió el doble proceder y la doble textura que encontramos en el proceder y el carácter personal de Marx: aparien-

cia simpática, maneras corteses que inspiran confianza; por dentro, en lo real: absorbente, impositor, anti-pático.

En los primeros encuentros, Bakunin «... buscaba con avidez su conversación siempre instruida, instructiva y espiritual cuando no estaba inspirada por el odio mezquino». (...) «Entre nosotros no hubo nunca

franca intimidación. Nuestros temperamentos no la soportarian. El me llamaba un idealista sentimental, y tenía razón. Yo le llamaba un vanidoso, pérfido y solapado y también tenía razón». (Iswolsky).

«... Nunca ha traicionado a sabiendas pero compromete incalculablemente hoy, por su formidable vanidad, por su carácter rencoroso, malpensante, por su malevolencia, por su tendencia a la dictadura en el seno mismo del partido de los revolucionarios socialistas. Su vanidad, en efecto, no conoce límites; es lastimoso por ser un lujo inútil, ya que la vanidad se comprende en un ser nulo que no siendo nada quiere serlo todo en apariencia. Marx tiene cualidades y potencia de pensamiento y de acción muy positivas, muy grandes, que podrían haberle ahorrado, me parece, la pena de llamar en recurso a los miserables medios de la vanidad». (...) «Cree absolutamente en sus teorías, y desde lo alto de ellas desdeña a todo el mundo».

Anselmo Lorenzo tuvo ocasión de ver de cerca esa contradicción entre la apariencia y el proceder, en la circunstancia de ir a la Conferencia de Londres en tanto que delegado de la Regional Española de la A.I.T.

En posesión de las señas de Marx, al llegar a la capital de la Gran Bretaña se encaminó a su vivienda. Lorenzo recibió una impresión inmejorable. Estuvo lleno de contento y de respeto por el buen trato. Amabilidad, solicitud deferente... A la ho-

ra de la realidad, al asistir a las sesiones, el aspecto se presentó diferente: «Puede asegurarse que toda la substancia de aquella Conferencia se redujo a afirmar el predominio de un hombre allí presente. Carlos Marx, contra el que se supuso pretendía ejercer otro, Miguel Bakunin, ausente...»

«(...) Asistí una noche en casa de Marx a la reunión encargada de dictaminar sobre el asunto de la Alianza y allí vi aquel hombre descendiendo del pedestal en que mi admiración y respeto le había colocado, hasta el nivel más vulgar; y después, varios de sus partidarios se rebajaron más aún, ejerciendo la adulación como si fueren viles cortesanos delante de su señor.» («El Proletariado Militante»).

En noviembre de 1847 Marx y Bakunin se entrevistaron en Londres. De ese encuentro la antipatía señalada en desarrollo. ¿El motivo? Vedlo escueto. Miguel escribe a Herwegh:

«Los alemanes Bornstadt, Marx y Engels-Marx, sobre todo hacen aquí su mal ordinario. Vanalidad, malevolencia, chismes, fanfarronerías en teoría, y pusilaminidad en la práctica; disertación sobre la vida, la acción y la simplicidad, y ausencia de vida de acción y de simplicidad... En una palabra, mentiras y majaderías, majadería y mentira».

Al año siguiente, (agosto del 48) nuevo encuentro. En Berlín, un paecido de conciliación asoma. Relata Bakunin años más tarde esa escena curiosa en un artículo que redacta en francés:

«Amigos comunes nos forzaron a abrazarnos. Y entonces, en el curso de una conversación, medio en broma medio en serio, Marx me dice: «Tú sabes que al presente me hallo a la cabeza de una sociedad comunista secreta, tan bien disciplinada (que si digo a un sólo de sus miembros: «Ve a matar Bakunin, te mataría»»)

Lo cual puso en ejecución 24 años más tarde con su asesinato moral. Que no pasó de la intención.

LO QUE DECIA RODOLFO ROCKER EN «INFLUENCIA DE LAS IDEAS ABSOLUTISTAS EN EL SOCIALISMO»:



Proudhon, que comprendió la esencia del Estado mejor que la mayoría de sus contemporáneos socialistas, no se hacía ilusiones en cuanto a las consecuencias inevitables de todas las tendencias absolutistas, cualesquiera que fuesen las formas en que éstas pudiesen aparecer y cualquiera que fuese el grupo que las estimulase. Por tanto, también se daba

cuenta clara del carácter verdadero de todos los partidos políticos, y estaba convencido firmemente que no podría salir de ellos ningún trabajo creador para una auténtica transformación social. Por eso advertía a los socialistas, extraviados en la vía de las tendencias absolutistas, tratando de explicarles que, tan pronto como el socialismo llegara a gobernar, terminaría su papel y quedaría entregado irremediabilmente a la reacción.

«Todos los partidos políticos, sin excepción alguna», decía Proudhon, «en tanto aspiren al poder público, no son sino formas particulares de absolutismo. No habrá libertad para los ciudadanos; no habrá orden en la sociedad, ni unidad entre los trabajadores, mientras que en nuestro catecismo político, no figure la renuncia absoluta a la autoridad, armazón de todo tutelaje».

Proudhon fue, entre los socialistas más viejos, quizá el único que declaró la guerra a todo sistema cerrado, ya que había advertido que las condiciones de la vida social son demasiado múltiples y heterogéneas para

(Sigue en la página 6)

EL LEC COMBATTE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

HUELGA EN « BIMBO »

Están en huelga general contra el Pacto de La Moncloa, los trabajadores de la empresa multinacional Bimbo, en todas sus plantas industriales sitas en Granollers, Madrid, Algeciras, Oviedo, Vitoria, Santander, Sevilla, Jaén, Valencia, Granada y S. Sebastián.

Ayuda solidaria moral y material para estos trabajadores, dirígala a: Rafael Clemente López, Secretariado de Coordinación, Onésimo Redondo, 69, 1^o 1a, Granollers (Barcelona).

LA C. N. T. DENUNCIA EL CONVENIO PROVINCIAL DE LA CONSTRUCCION DE BARCELONA

El Sindicato de la Construcción de la C.N.T. convocó a los medios informativos para darles cuenta de la denuncia ante la Delegación provincial de Trabajo del Convenio provincial de la Construcción y Obras Públicas, cuya vigencia finaliza el próximo día 31 de marzo y anunciar que el nuevo ha de ser negociado por los delegados de los trabajadores elegidos en asamblea para tal fin y no a

través de un comité unitario formado por todas las centrales sindicales del ramo.

En cuanto a la plataforma reivindicativa, la C.N.T. no tiene por el momento ninguna elaborada, aunque se recogerán los principales puntos aprobados por la asamblea de la construcción celebrada el pasado septiembre en el campo de deportes del San Andrés.

PACTO DE LA MONCLOA = MANIOBREO ANTIPROLETARIO

LA UGT CESA A SU COMITE PROVINCIAL DE MADRID DE COMERCIO POR NO OPONERSE A LA HUELGA DE GRANDES ALMACENES

(Entresacado de «La Vanguardia» de Barcelona, del 30 de diciembre de 1977.)

Los once miembros del comité provincial de Comercio de la U.G.T. han sido cesados por el comité ejecutivo de Madrid tras la negativa de aquellos a las peticiones hechas para que se opusieran a la huelga de grandes almacenes.

La argumentación ofrecida por la ejecutiva provincial para el cese de

la huelga ha sido que ésta desprestigia a la U.G.T. ante la proximidad de las elecciones sindicales. Asimismo, acusan al comité de Comercio de aceptar a los delegados elegidos por los trabajadores, en contra la política sindical de la U.G.T.

Asimismo, los cesados han sido acusados de seguir prácticas sindicales próximas a la C.N.T., provocando el asambleísmo al que U.G.T. es contraria.

HABLA EL COMITE NACIONAL DE LA C. N. T.

La C. N. T. mañana

Toda la proyección inmediata de la C.N.T., así como la proyección a largo plazo, será la consecuencia de lo que hoy es la organización históricamente y en razón de sus contenidos revolucionarios, por todos sobradamente conocidos. Los contenidos anarcosindicalistas de la C.N.T., de los que derivan una filosofía y una metodología de la acción directa explican sus postulados antiestatistas, que se prolongan en la negación del parlamentarismo y de los elementos constitutivos del mismo, los partidos. De aquí deriva la realidad de una organización que se define como representación del movimiento obrero autónomo, pero no neutro, con contenidos revolucionarios propios que le permiten ofrecer una alternativa radical de transformación social. La C.N.T. es antidirigentista, no tiene líderes. Al autogestionarse, su modelo interno es una prefiguración para el futuro.

Dicho esto en pocas líneas, hay que deducir que nuestra práctica debe ajustarse y se ajusta a tales principios, y desde ahora mismo. Por todo lo que es, la C.N.T. ha dicho no al Pacto de la Moncloa, porque éste es una manifestación democratista,

interclasista y reformista que, aún naciendo de la filosofía política de U.C.D., ha sido ratificada por los partidos de la izquierda con representación parlamentaria, aunque se denominan de clase, y por las organizaciones sindicales dependientes de los mismos, las cuales, como contrapartida por su sanción del pacto social, han recibido por parte del Estado y los empresarios el derecho de representación de todos los trabajadores.

De lo ya expuesto deriva la postura de la C.N.T. en el problema de las elecciones sindicales: al tomar parte por U.G.T. y CC. OO., el Gobierno empieza por vulnerar la libertad sindical. Al dictar normas sobre representatividad de los trabajadores en la empresa, el poder interfiere esa libertad y la condiciona. Por esto y por trasvasar a la empresa las técnicas de representación parlamentaria, que van a dividir a los trabajadores en «los que ganan las elecciones y los que las pierden», reproduciendo en las fábricas las divisiones partidistas, la C.N.T. se opone a las elecciones sindicales. Pero hay

que profundizar más en el tipo de representatividad que inexorablemente saldrá de tales elecciones, que copian el modelo del parlamentarismo democratista, donde quien gana las elecciones se alza con el poder y margina a los demás. Las diferentes sindicales, sobre todo las dependientes, han mostrado claramente cómo entienden la representatividad: tanto si triunfan las listas cerradas, como las abiertas, o las mixtas, o las independientes; lo inmediato será la constitución de comités u organismos representativos con poderes autónomos de decisión y de negociación, tanto de cara a la empresa como en los convenios que excedan el ámbito de la unidad de producción, los cuales por la naturaleza de las cosas tenderán a convertirse en nueva versión de lo que fueron los jurados de empresa. Tales organismos se verán potenciados por el empresario, que les concederá prebendas y privilegios hasta convertirlos en estamentos especializados de representación obrera, separados de las bases y de las asambleas y sostenidos por las burocracias sindicales que se consideren ganadoras de las elecciones.

Si de verdad se quiere que penetre la democracia en las fábricas hay que combatir desde ahora mismo a las nuevas burocracias sindicales de fábrica. Hay que dejar el poder de decisión en la asamblea, dejar que ésta mande a sus representantes con acuerdos elaborados por todos los trabajadores y que respondan en todo momento ante la base, siendo revocables y revocados cuando lo exijan las circunstancias. Si nadie trabaja por los obreros, nadie debe decidir por ellos. Así entiende la C.N.T. la democracia.

Ante unas elecciones que conduzcan a nuevas formas de verticalismo, la C.N.T. recomendará boicot, impugnando tanto la forma como los procedimientos y contenidos. Pero, al mismo tiempo, la C.N.T., quintaesencia del asambleísmo y de la autoorganización obrera, pondrá en guardia contra cualquier práctica falsamente asamblearia tras la cual esperan agazapados los grupos blanquistas del vanguardismo.

(Extraído de «Cambio-16, n^o 316, del 1-1-78.)

POR ENCIMA DE LAS FRONTERAS

« EL ESTADO DEBE APOYAR A LOS ESCRITORES » HABLO UN AGRADECIDO

«Propugnan la libertad del periodista Flavio Tavares los obispos brasileños.» Entretanto en Brasil sigue torturando y asesinando, el «Escuadrón de la muerte» con el beneplácito del Gobierno.

«Un millón de niños sin Primaria este año, declara el profesor José T. Quiroz, director de Educación Primaria en el D. Federal.» Los profesionales de la política y el robo deben pensar: los predestinados a morir de hambre o en la guerra, es indiferente que carezcan o no del conocimiento del abecedario.

«Por los bajos salarios, mayor número de firmas de EE. UU. buscan trasladarse a Méjico.» Es que, el «patriotismo» es patrimonio de los granujas y de los imbéciles.

«El desempleo en Italia alcanzó un millón seiscientos mil obreros: el 69 % menores de 29 años.» Las transnacionales aupan sistemas de gobierno que obtengan «Pactos Sociales» con los bonzos sindicales. Y sus balances, por ello no sufren merma alguna.

«Venezuela duplicará su cuota al O.I.T.» ¿Qué duda cabe? Se confirma que el Estado nunca se halla falto de recursos económicos para fomentar la vagancia de sus servidores. Los trabajadores que revienten entretanto, con su compañera y su prole.

«No agradan a EE. UU. las reformas japonesas a su comercio; adoptará medidas proteccionistas.» La verdad jamás se desmiente: La prosperidad económica de un Gobierno,

de no importa qué país es a costa del pauperismo de infinidad de pueblos que padecen hambre y sed de justicia.

«Méjico exporta petróleo.» Empero silencian que importan hambre, represión y el genocidio continuado de los mejores hijos del pueblo, y en mucho mayor porcentaje las víctimas son campesinos: los más marginados y los mejores insurgentes.

«Represión política contra las fuerzas democráticas.» Lo afirman dirigentes de sindicatos «independientes» y otras siglas que en su conjunto integran la camada de buitres que, idénticamente que los líderes sindicales oficialistas... viven — salvo honestas excepciones — del hueso que les arroja el Estado, ya que con ello domestica su «insurgencia».

«Leyes por decreto, mal de la democracia iberica.» La oposición marxista se siente ufana de que se les haya incluido en la farsa gubernamental.

«La diputación comunista de Portugal, se sumó a la mayoría derechista para votar por la destitución del gobierno de Mario Soares.» El Soares, perro fiel de la CIA y de los hitlerianos que mandan en Alemania, no nos interesa, pero las coincidencias se repiten: Rusia firmó el Pacto de no agresión con Hitler y sus discípulos del orbe todo siguen dando pruebas de su consecuencia en revolcarse en el lodo y amamanándose en la traición al proletariado.

Marcos ALCON

SOL Y SOMBRAS

PUIG ELIAS

Este malogrado compañero, asaz olvidado, ha vuelto a cobrar actualidad gracias al despropósito de un compañero que solamente se indulta a sí mismo.

Según él, Juan Puig Elías era para ser sacado en fotografía y nada más. Era una presencia, no una afirmación.

Bueno. Pues yo conocí a Puig Elías cuando ambos habíamos cruzado, apenas, la frontera de los 20 años. Mucha juventud, aquella. Yo acudía a «Tierra y Libertad» para propagandas, y él también. En la casa de Tomás Herreros, precisamente. Yo cogía folletos variados, en civil, y él «Contra el Cuartel, el Militarismo y la Guerra», haciéndolo en soldado. Yo sembraría en mis pagos tranquilamente, y Puig lo haría en el cuartel, donde ejercía de soldado. Había diferencia.

La Escuela Natura del Clot tenía profesores, casi siempre móviles. Entró en ella Puig en maestro, consiguiendo quedar y cumplir obra entera. Mucho elemento inteligente de las JJ. LL. 1936 había salido de la Escuela Natura del Clot, vulgo Farigola. Incluso de este Centro de cultura racionalista salieron a estudiar en la Normal de Maestros, varios alumnos aventajados. Con ello se obtendrían profesores para otras escuelas «ferreristas». ¡Es obra!

A raíz de la guerra se fundó la Escuela Nueva Unificada, y la Escuela Moderna de Ferrer Guardia penetró entera en el C.E.N.U. merced al directivo Puig Elías.

En el exilio tuvimos a éste en la reanimación de la C.N.T. y lo colo-

camos en Cultura y Propaganda. Todos recordamos la organización de actos cultos, el impulso a «Cenit», la Exposición de Arte, con Picasso y todo; los Cursos por correspondencia con variadas asignaturas, el Concurso de obras teatrales, la edición del «Libro de Oro de la Revolución Española», y demás cosas.

La casa tolosina de la calle Belfort era acreditada como Escuela terrorista por la propaganda de Franco, y la policía francesa lo creía. Irrumpiendo ésta con furia en determinadas ocasiones, Peret Mateu reclamaba rápido la presencia de Puig, que con su aspecto de apóstol propinaba a los «flics» una lección de humanismo anarquista, logrando confundirlos y la emprendieron escalera abajo, sospechando para sus adentros haberse encontrado con Cristo.

Luego era el sonreír, esa cosa que no sabe hacer, sanamente, el compañero que sólo sabe indultarse a sí mismo.

J. FERRER

CENTRO CONFEDERAL, PARIS

Domingo 22 de enero a las 3 de la tarde **VELADA FAMILIAR SOLIDARIA Y RECREATIVA**, en la que tomarán parte diversos compañeros y compañeras amigos del arte, de la música, canción y poesía. No faltará el buen humor y otros aspectos sorprendivos de buen gusto y cordialidad.

Quedan invitados todos los familiares grandes y chicos a esta velada de fraternidad libertaria.

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE

ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paielements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea general el domingo 15 de enero 1978, a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE ST-DENIS

Domingo 15 de enero 1978, a las 9,30, Asamblea general. — Información del Pleno Núcleo Z. N. — Actas del Pleno N. de Regionales del C. N. T.

Se ruega la presencia de todos sus afiliados.

C.N.T.F. Bureau Confédéral

Nous informons tous les camarades intéressés par le développement de l'anarcho-syndicalisme / syndicalisme révolutionnaire, sous forme d'organisation autonome ouvrière, qu'une permanence de l'Union Région Parisienne de la Confédération Nationale du Travail est tenue, 33, rue des Vignoles, Paris (20^e) tous les mercredis soirs.

Par ailleurs, nous rappelons que le dernier congrès de la C.N.T., a décidé d'abandonner le local 39, rue de la Tour d'Auvergne.

ACTO LIBERTARIO EN MARSELLA

Organizado por la C.N.T. Francesa. tendrá lugar el sábado día 21 de enero 1978, a las seis de la tarde, en la Bolsa del Trabajo, 13, rue de l'Académie, con la participación de la C.N.T. gala y española y de la F.A.F.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, recomienda la asistencia de todos los compañeros de las Federaciones Locales cercanas a Marsella y de los simpatizantes para darle al acto el realce que se merece.

¡Todos a la Bolsa del Trabajo el sábado 21 de enero 1978!

F. L. DE MONTPELLIER

Invita a todos sus afiliados a la Asamblea General que tendrá lugar el domingo 15 de enero 1978, a las 9,30 de la mañana y en su local de costumbre.

La Sección de S.I.A. de esta localidad, tiene un LOTO organizado — como lo hizo en años anteriores — para el domingo 22 de enero a las 4 de la tarde en el Café de la Esplanada.

Se ha invitado a esta F. L. a participar en el mismo, por lo que invitamos a todos los compañeros de Montpellier y pueblos limítrofes a que vengan además de pasar una tarde agradable familiar, a contribuir en la obra social que este organismo de años viene desarrollando.

F. L. DE MARSELLA

La Federación Local de Marsella comunica a todos sus afiliados que el día 6 de febrero a las 9,30, en su local social celebrará asamblea de interés general. Requerimos vuestra asistencia sin falta.

ADMINISTRATIVAS

—Parra, Orléans. La dirección que pides es Plaza Real, 3, 1^o, Barcelona.

—Giménez Antonio, Albi. Esperamos giro que indicas. De acuerdo sobre el semanario «C. S.».

—Manuel Gracia, Castelnaudary. Recibido tu giro de 100 frs. Pago año 77 de «C. S.», 10 F donativo.

Errata. — En la lista pro Ancianos aparecida en el n° 966, donde dice, Arlonés, Ivry, debe decir Arbués, Ivry, 10 francos.

CONFERENCIA EN BURDEOS

El domingo 22 de enero, a las 10 de la mañana, y en la Vieja Bolsa del Trabajo, rue Lalande, prosiguiendo el ciclo de cultura y propaganda organizado por esta F. L., tendrá lugar la Conferencia que correrá a cargo del compañero Ramón Liarte, sobre el tema de carácter ideológico: «Los libros que han hecho el anarquismo».

Quedan invitados todos los militantes, simpatizantes, compañeros y amigos a escuchar esta disertación ácrata.

REGIONAL CATALANA EN EXILIO

(Comisión de Relaciones)

A los efectos de relación orgánica comunicamos a nuestros organismos afines y compañeros, AA. LL. y simpatizantes en general, que habiendo sido designados por la Regional Catalana en Exilio para desempeñar las tareas de relación y administración, toda correspondencia enviada a este tenor debe ser dirigida así:

Secretaría: Ramón Liarte, 4, rue Riquet, 31000 Toulouse.

Administración: Guillermo Codina, 7, rue Larrey, 31000 Toulouse.

REGIONAL CATALANA, C.N.T.

(Agrupación de París)

Celebrará reunión el sábado 14 de enero a la hora habitual, en el Centro Confederal.

NECROLOGICAS

VICENTE BAYO

Un estimado compañero residente en Cuers (Var). Afectado desde hacía tiempo por una grave enfermedad, falleció en el Hospital de Toulon, en cuya localidad fue enerrado con asistencia de compañeros de diversos lugares del departamento.

Vicente Bayo fue un luchador anónimo, pero constante, tanto en España como en el exilio. En Francia hacía unos 20 años que estaba, habiendo pasado todo lo anterior hasta el 1939 en las ergástulas de Franco. Llegado a Francia se incorporó a la C.N.T. de España en el Exilio, no olvidando, empero, sus relaciones con el mundo Esperantista, de cuya lengua era un defensor probado, al extremo de haber fundado una asociación esperantista y haber asistido a buena cantidad de Congresos de esa lengua internacional. Era hombre de nobles inquietudes y lo probó en todo momento por difícil que fuese. Cuantos compañeros, vecinos o amigos le trataron convienen en que Vicente Bayo era hombre de convicciones y de seriedad probada.

Nosotros ofrecemos contristados esta nota, pues la desaparición de un valor como lo era el compañero Bayo es lamentable para él, para la causa libertaria y para sus amistades.

VARIOS QUE LO CONOCIERON

ULTIMA HORA:

En el momento que procedíamos al cierre de la presente edición nos llega la triste noticia del fallecimiento de la compañera de nuestro estimado amigo y compañero Roque Llop, administrador de COMBATE SYNDICALISTA, ocurrido en la madrugada del viernes 6 de enero de 1978, después de larga y penible enfermedad.

La Comisión de Relaciones Zona Norte, en estos momentos de inmenso dolor para nuestro compañero y su hijo Liberto, así como a la demás familia y en nombre de los compañeros que representa, se asocia a su pena y les asegura de su simpatía y solidaridad.



POSITIONS ANARCHO-SYNDICALISTES DU C.N. DE LA C.N.T. D'ESPAGNE

La session plénière du Comité National de la Confédération Nationale du Travail refuse absolument le Pacte de La Moncloa; pacte social négocié directement avec les partis politiques, vu la réponse négative des centrales syndicales, parce qu'il essaye de détruire les syndicats en tant que tels en les soumettant à la discipline des partis.

Dans ce cadre, les groupes parlementaires qui ont compromis leur signature sont arrivés à la résolution de faire des élections dénommées syndicales qui ont l'intention d'établir dans les centres du travail, des jurys d'entreprise d'un type nouveau garantissant l'accomplissement des accords économiques et disloquant les syndicats ouvriers, en les écartant et niant leurs fonctions, attendant gravement contre la liberté syndicale. La Plénière du Comité National dénonce ces élections syndicales qui sont en cours, sous de nombreuses excuses et avec des plans qui tendent à confondre les travailleurs, en leur faisant croire qu'il existe des différences entre eux, quand en réalité, tous poursuivent les mêmes objectifs originaux. En définitive la C.N.T. réitère une fois de plus son refus des élections syndicales avec toutes les variantes pos-

sibles comme un essai de transporter le verticalisme à une situation de caractère parlementariste.

Etant donné que le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise est en cours de se canaliser à travers les sections syndicales et que les assemblées d'entreprise représentent l'unité d'action de celles-ci, la C.N.T. revendique tout le pouvoir de décision à l'assemblée. La façon concrète dont elle devra porter à l'effet ses réso-

lutions, ne prendra des structures mécaniquement établies que si les comités ou délégations chargés de leur tramitation, réunissent les caractéristiques qui n'annulent point le rôle promoteur et de contrôle de l'assemblée : mandat impératif, caractère révocable, responsabilité devant les travailleurs, dissolution après accomplissement du mandat.

La C.N.T. considère que la mise en place de puissantes sections syn-

dicales dans les entreprises, avec possibilité de formuler des propositions aux assemblées, reconnues comme telles par les patrons constitue la véritable base de l'associationnisme ouvrier et de la liberté syndicale qui fera échouer tout pacte politique forgé dans le dos des travailleurs.

La C.N.T. considère nécessaire de souligner que le syndicalisme permettra au mouvement des assemblées de forger la solidarité de classe et dépassera le corporatisme étroit de l'entreprise ou de la branche de production. Un mouvement prenant comme base les assemblées réduit à coordonner des revendications sectorielles est facilement maniable pour les partis politiques dans les décisions générales. Le syndicalisme révolutionnaire que la C.N.T. propose aux assemblées des travailleurs acquiert par contre la perspective de l'émancipation sociale et de la mutuelle solidarité entre les travailleurs. Madrid le 27 Novembre 1977.

NORSKSYNDIKALISTISK FORBUND (Norvège)

D'une lettre au Secrétariat A.I.T. : Nous revendiquons le droit à la grève dans les sections locales et dans les usines sans avoir à attendre le visa de la bureaucratie syndicale. Nous devons prendre le droit de grève et l'utiliser. Nous devons ignorer la bureaucratie et sa conception de la légalité ou l'illégalité de l'action revendicative.

Le pouvoir et le syndicalisme réformiste de L. O. ont commencé une campagne intense pour réduire les possibilités d'action des travailleurs.

Les travailleurs qui se font remarquer sont inscrits sur des listes noi-

res par les patrons et licenciés avec le visa favorable des dirigeants syndicaux de L. O. Ils préparent de nouvelles lois. Comme les autres pour protéger les porcs et pour empêcher les grèves.

Notre lutte prend de meilleures perspectives. L'anarcho-syndicalisme réorganise ses forces.

DE «DIREKT AKTION» (FAU-Nord) Allemagne Fédérale

Notre objectif révolutionnaire est de créer une société libre et libérée de toute forme d'exploitation. Une telle société anarcho-communiste précise d'une technique qui assure l'organisation et la distribution des biens qui sont nécessaires dans la société libre. Une autogestion fédéraliste de la société ne se crée pas spontanément après une révolution, la révolution oui. Mais des révolu-

tions spontanées et mouvements de conseils spontanés n'ont pu jamais se maintenir face à la réaction organisée ou contre de nouvelles formes d'oppression autoritaire. Une organisation fonctionnelle et constante d'une société anarchiste ne peut s'organiser pendant la révolution, qu'avec une organisation de lutte économique existante et forte, autogestionnaire, fédéraliste.

CHASSE AUX SORCIERES EN ALLEMAGNE FEDERALE

Après le miracle économique allemand, un second miracle s'est produit il y a plus de deux mois : la découverte du banditisme. Les messieurs de la haute pègre de tous poils, avec ou sans monocles y compris certains curés, ont découvert qu'il y a sur le corps sacré saint allemand des bacilles d'un terrorisme politique qui provoque la gangrène.

Pour sauver le prestige de l'Etat allemand, une campagne hystérique s'est s'est déchaînée sur les ondes et dans la presse. Chaque journal et chaque personne doit prendre position et s'y plier. Chacun doit se déterminer pour ou contre le banditisme — pas celui de Schmidt le chancelier socialiste — mais celui des désespérés. Cette campagne est dirigée, non seulement contre la bande à Baader, mais contre tous les gauchistes y compris et surtout les anarchistes et les anarcho-syndicalistes. Tous crient contre les bandits anarchistes, bien que ceux qui appartenaient au groupe terroriste de Baader Heinhoff aient plusieurs fois déclaré qu'ils n'étaient pas anarchistes mais marxistes-léninistes. Seul Willy Brandt appela à la télévision, les terroristes des nihilistes, mais lui aussi, ne tardera pas à être qualifié comme l'écrivain Boll et d'autres de sympathisants aux bandits.

Cette campagne s'est soldée jusqu'ici par une dizaine de victimes. L'on ne parle pas des autres bandits, les vrais, les pistoleros du gouvernement acclamés et décorés,

L'Allemagne a subi après la guerre une cure de dénazification. Ils ne manquent pas les sociologues et les historiens qui connaissent bien les vraies causes du nazisme et les conséquences de ce chancre, mais presque tous trouvent le remède dans le marxisme plus ou moins remanié et adapté car il leur manque le courage civil pour dénoncer la renaissance du nazisme.

La R.A.F. est une gangrène politique d'origine essentiellement marxiste. Elle n'a rien de commun avec l'anarchisme

comme doctrine sociale, éthique et tactique.

Vouloir massacrer ses ennemis politiques ou de classe en prenant aveuglément et au hasard des otages entièrement innocents ou non, n'est véritablement révolutionnaire et encore moins anarchiste. Il est archi connu que ce fut le grand théoricien de l'anarchisme Pierre Kropotkine qui s'est dressé contre la pratique des otages dans une lettre à Lénine pendant la révolution russe. Donc, il est aberrant de traîner les anarchistes dans cette affaire inhumaine et nous devons nous défendre.

Le terrorisme politique n'est pas un phénomène nouveau. Il existe aussi dans d'autres pays. Mais c'est seulement en Allemagne Fédérale qu'il a provoqué une rage gouvernementale sans précédent. Il est opportun de rappeler aux enragés la célèbre sentence biblique : « Celui qui sème le vent récolte la tempête ».

Il est à Berlin un quartier célèbre qui, jadis, était le refuge des huguenots — et c'est justement dans ce quartier réputé par son esprit de tolérance qu'un prêtre crie aujourd'hui à la chasse aux sorcières pour sauvegarder les principes sacrosaints de l'Etat Prussien. Pauvre chrétien — plutôt crétin ! Est-il un descendant des huguenots ?

Quant à nous, nous ne sommes pas chrétiens — loin de là —. Nous sommes révolutionnaires, anarcho-syndicalistes, descendants et continuateurs de la première Internationale où les anti-autoritaires ont prévu à temps l'influence néfaste de Marx et combattu contre sa doctrine qui a mené au monde concentrationnaire.

Nous sommes de ceux qui ont combattu sur tous les fronts contre le fascisme et particulièrement contre celui, en Espagne où la Légion Condor massacrait les populations civiles — et nous continuons ici et partout afin de construire un monde sans terrorisme, sans violence, égalitaire et juste.

Groupe Anarcho-syndicaliste de Berlin.

DU SALARIAT

Le salaire n'est que le prix, estimé unilatéralement, de l'effort de l'homme dans la production. Plus ou moins en rapport avec les besoins matériels et sociaux du producteur. Sans aucun rapport avec la valeur réelle du produit de cet effort.

Le salaire n'en représente qu'une partie. L'autre partie de cette valeur, — la plus value en langage marxiste — c'est le bénéfice de l'exploiteur, du capitaliste.

Et que cet exploitateur soit un individu, un groupe, une société, un consortium national ou international, un parti ou un Etat, cela n'élève rien à son caractère spoliateur.

Tous, tirent leur bénéfice initial, sans effort, de l'expropriation abusive du travailleur, d'une partie de ce qui lui revient de droit naturel.

Or sous tous les drapeaux politiques et nationaux, le salariat est de rigueur. Le salarié nord-américain, européen, soviétique, africain, reste un salarié, un exploité.

Version contemporaine du serf du Moyen Age, de l'esclave, le salarié n'est pas libre. Au moins pendant les heures où il loue son effort en échange d'une rémunération dont il a besoin pour vivre.

Les primes, surprimes, participations, aliements matériels n'y changent rien. Le salaire reste, l'aliénation économique continue. Capitalisme et socialisme autoritaire ont cela en commun : l'exploitation de l'homme par l'homme.

Et toute révolution humaine devrait commencer par rendre la liberté au travailleur, donc par supprimer le salariat.

Le chemin qui y mène, ne peut être que celui de l'autogestion de la production, de la distribution, de la vie sociale, de l'autogestion intégrale, solidaire, remplie de fraternité humaine.

Pierre d'achoppement du débat entre les révolutionnaires libertaires et les marxistes, ces derniers n'acceptant pas cette suppression, institution nécessaire aux fondements de planification marxiste.

Le salarié est le seul dont la rémunération n'est pas liée aux profits de la distribution commerciale, des manœuvres du marché, des spéculations capitalistes.

Distribution commerciale, manœuvres du marché, spéculation financière, sont à la base de l'inflation dont souffre le monde capitaliste. Et l'on veut faire payer au travailleur le seul qui n'est pas concerné par le jeu de cette mafia, les conséquences de leur pagaille.

Le salarié est le possédé dans ce jeu ignoble; il est celui qui n'a rien à voir avec l'échafaudage économique et social du monde de l'exploitation, il n'a rien à voir avec le soi-disant progrès de l'expansion économique. Il est l'exclu. Qu'on lui fiche donc la paix ! Il se doit à la rébellion. Il se doit de secouer tout le poids de l'oppression économique et sociale.

Le salariat est et reste l'objectif à abattre. Pour y arriver, condition indispensable : la disparition du capitalisme, de l'autoritarisme, de toute planification.

La révolution sociale doit être donc, libertaire, anti-autoritaire, anarchiste.

SOUS LA COUPE DES GOUVERNEMENTS COMMUNISTES

TCHECOSLOVAQUIE

Un procès contre quatre intellectuels ouvert le 17 octobre à Prague se célébra avec la seule présence des femmes et des fils des détenus. Aucun correspondant de presse étranger n'y fut admis. Procès d'opinion mené « à la sauvette ».

De nouvelles épreuves attendent les écrivains tchécoslovaques marqués par la suspicion officielle. Une enquête a été ouverte sur les publications littéraires réalisées sous « le manteau ».

— Parel Landovsky arrêté le 17 octobre est maintenu au secret. On est sans nouvelles depuis le jour de son arrestation.

— L'expérience de « l'Université sauvage » organisée pour permettre aux étudiants exclus de l'Université pour des raisons politiques de poursuivre leurs études, a pris fin après l'intervention des autorités à Brno et à Prague. Les professeurs ont été menacés de représailles.

U. R. S. S.

Parce qu'il était membre du groupe d'études sur l'utilisation abusive de la psychiatrie en U.R.S.S., il fallait trouver un prétexte pour le condamner.

Son « livret de travail » ne mentionnait pas une peine de 2 ans de prison à la suite de bagarres en 1958 en Sibérie.

Et cette omission coûte en 1977 à Félix Suchov, et après un procès de quelques heures, un an de travail à régime sévère.

— Valentin Toutschine, directeur de la section soviétique d'Amnesty International est condamné à l'exil ainsi que sa femme et ses fils. Cinq membres du noyau fondateur sont en prison, et trois autres autorisés à partir.

— La tactique de répression par le harcèlement est pratique courante. Interpellations dans la rue, interrogatoires répétés, emprisonnement de quelques jours, après... relâchement et, re-emprisonnement... Les contestataires perdent ainsi leur travail, leur logement... on coupe leur téléphone...

— Un écrivain russe, Vladinov, a démissionné de l'Union des Ecrivains russes. Il a déclaré que l'Union ne peut parler « qu'une langue d'esclaves ». L'Union est un appareil policier, qui a coopéré avec le stalinisme à la liquidation de plus de 600 écrivains.

— Tatiana Khodovovitch, membre fondateur du Comité pour la défense de l'homme en URSS a été mis en demeure de choisir entre la prison et l'exil.

— Podrabineck, l'auteur du rapport « Médecine punitive » a été interpellé à plusieurs reprises par le KGB, et son appartement fouillé plusieurs fois. On s'attend à son arrestation.

— Jessif Terreilla, libéré en mars

dernier après 14 ans de prison et d'Hôpitaux psychiatriques, a été interné à nouveau...

— Naum Neiman, s'est vu refuser sa demande de visa pour aller en Israël. Il a été assigné à résidence surveillée dans son propre domicile et avec interdiction d'aller à son poste de travail.

— Chtcharanski risque la mort, son procès doit s'ouvrir incessamment.

— Irita et Victor Brailovski, scientifiques russes, privés de travail depuis 1972, pour avoir demandé à émigrer en Israël, ne pourront quitter l'Union Soviétique qu'à condition de fournir un rapport accablant sur Chtcharanski.

— Des cris hostiles et bagarres contre la police à Vimir en Lituanie. Des voitures de la police furent incendiées.

— Le 25 novembre, une fois de plus, la police empêchait plusieurs peintres soviétiques d'organiser une exposition privée de leurs tableaux à Moscou.

POLOGNE

Neuvième Plenum du Comité Central du Parti le 7 octobre à Varsovie. Gierek, « le patron » dressa le bilan :

— Difficultés de ravitaillement et croissance du marché noir.

— Corruption, vols, gaspillage et recrudescence de l'alcoolisme.

Les décisions héroïques prises en 1976 n'ont amené rien ou presque rien. Il y a toujours pénurie de céréales et de viande. Et la liste de failles continue :

— Négligences, tendance à l'enrichissement de certains, favoritismes, non respect des normes d'emploi de la main d'œuvre, etc...

A la fin du mois de septembre les mineurs de Silésie arrêtaient le travail à plusieurs reprises pour protester contre les conditions de travail.

— Le KOK (Comités d'auto-défense sociale) devient Mouvement démocratique. A côté du SKS (Comité de défense des Etudiants) il représente ce que l'on désigne « Mouvement d'autogestion démocratique » contre la pression étouffante du pouvoir, de l'Etat totalitaire.

Gierek et sa clique, apparaissent tolérants. Mais il n'ira pas loin dans cette ligne. A l'est, le tuteur jaloux, veille.

En effet les membres de ce mouvement sont interpellés très souvent et soumis à de longs interrogatoires. Un des membres a été déjà condamné à 3.000 zlotis d'amende.

ROUMANIE

Depuis juillet 1972, la Conférence Nationale du Parti ne s'était pas réunie. Elle va l'être en décembre.

Le Comité Central s'est préparé en prenant des dispositions très importantes :

Nouvel hymne de l'Etat, et changement dans les relations de travail : il n'aura plus de « messieurs », par contre des « camarades » et des « citoyens » à qualification bien délimitée.

Camarades, les membres du parti... citoyens, le menu fretin, les gens du peuple.

La réunion des dirigeants s'est penché également sur les incidents de juillet à Bucarest et les grèves d'août dans plusieurs villes minières de la vallée du Jiu. Cette vallée a été déclarée zone interdite. Quatre mille mineurs ont été licenciés, à la suite des grèves.

Paul Goma déclarait à Paris le 24 novembre :

« Mais je suis ici et je parlerai des victimes de la répression dans mon pays. Des camps de concentration ont été réouverts sur le canal du Danube. »

« Les méthodes d'internement psychiatrique ont été réactivées... des millions de personnes déplacées, dont 4.000 mineurs et leurs familles obligés de regagner leurs villages d'origine où ils sont à la merci des autorités locales et policières, sans parler de la privation d'emploi.

(Suite page III)

APRES 60 ANS, LES REALISATIONS SOVIETIQUES...

Salaire minimum en URSS (parce qu'il y a des salaires minimum) : 70 roubles par mois.

Pension d'un retraité : 40 roubles par mois.

Revenu moyen d'un paysan : 98 roubles par mois.

Salaire d'un ouvrier spécialisé : peut atteindre 180 roubles.

Appointements d'un professeur du secondaire et d'un médecin généraliste entre 540 et 720 roubles.

Loyer courant : 10 roubles par mois officiellement.

Prix d'une chambre louée chez l'habitant à Moscou : 80 roubles par mois.

Trois quarts de la population vivent dans des appartements communautaires à raison de 9 mètres carrés par personne.

Prix d'un kg. de tomates ou de viande : 80 roubles.

Un manteau de drap pour femme : 200 roubles, soit deux mois et demi le salaire d'une institutrice ou d'une secrétaire.

Un paire de chaussures de qualité médiocre : 30 roubles.

Un appartement coopératif de deux pièces : 7.000 roubles.

Pour les fonctionnaires il y a nonobstant ces chiffres des datchas à la campagne (qui louées coûtent 300 roubles par mois) une voiture de fonction et l'accès aux magasins spéciaux.

L'HOMME SOUS LA CONTRAINTE ECONOMIQUE

Les paysans russes ne se sentent pas libres. Ils sont toujours les serfs de la terre, les brimés d'une révolution manquée.

Ils sont moins payés que les ouvriers de la ville. Il a fallu attendre l'année 1975 pour avoir le droit de se déplacer à l'intérieur du pays. L'échec de l'agriculture soviétique est là. Le paysan ne sent pas la terre comme lui appartenant. Il se sent par contre comme appartenant à cette terre.

Comme l'ouvrier ne se sent pas concerné par l'économie du pays. Le travail pour l'un comme pour l'autre dans les conditions dans lequel

les il le vit, est un servage, une obligation, une contrainte sans perspectives. Exactement comme dans la société capitaliste.

La révolution se voulut d'en haut, pour certaines minorités de privilégiés, pour une nouvelle classe.

Et le divorce entre les dirigeants et le pays s'accroît.

Toute la crise soviétique se situe dans ces termes : les ouvriers soviétiques se sentent étrangers à l'appareil monstrueux de la contrainte politique sociale et économique.

Le droit au travail se définit différemment pour l'ouvrier de l'URSS. C'est le contrat entre un revenu minime et l'engagement à laisser faire les autres.

Et sous la contrainte, sont nés tous les défauts, les « erreurs » et les « vices » que les dirigeants, en commençant par Brejnev dénoncent, sans vouloir reconnaître qu'il arrive un jour où l'homme écrasé, ne marche plus.

LA DEMAGOGIE

Parce que le chemin est encore long pour arriver au communisme, (lequel ?) d'après ce qu'écrivit le camarade chef Brejnev dans le n° 12 de la

revue « Les problèmes de la paix et du socialisme » :

« L'expérience de l'URSS et des autres pays de la communauté socialiste témoigne que la création des bases du socialisme ne permet pas encore d'entamer le passage direct au communisme. »

Lénine disait... Disait... quoi ?

Brejnev parle de la nouvelle étape : la société socialiste développée... « L'étape du perfectionnement du socialisme sur la base qui lui est propre celle du socialisme mûr et développé, constitue un maillon indispensable des transformations sociales, une période relativement longue du développement de ces pays dans la voie conduisant du capitalisme au communisme. Il va sans dire que cette nécessité et cette loi se concrétiseront compte tenu des conditions des différents pays socialistes... »

La dictature du prolétariat ne mène donc plus à la disparition de l'Etat mais à l'Etat socialiste du peuple entier... qui n'est encore qu'un palier vers...

« Il va sans dire que le principe de la répartition selon le travail fourni est encore en vigueur à cette étape du développement et qu'il le restera encore longtemps... »

Aux calendes grecques...

LE COMMUNISME CHINOIS

La révolution culturelle s'était l'école dans la rue. Elle ferma les écoles du Parti.

Ces dernières reprennent par décision du Comité Central.

Les nouvelles écoles vont constituer l'instrument essentiel de la campagne de « rectification du style de travail au sein du PC chinois » et même de « rectification de la manière de penser ».

— Des affiches murales accusant Teng Hsiao Ping de suivre la « voie capitaliste » ont été apposées au siège du syndicat municipal de Changai et au département de biologie de l'Université de Pékin.

— A Pékin les affiches murales à l'Université s'attaquent à deux membres importants du PC : le commandant de la région militaire et le mal-

re de la capitale, principaux responsables de la répression qui suivit les émeutes de Pékin du 5-4-76.

Les nouveaux dirigeants comprenant qu'il y a toujours une certaine opposition à leur politique insistent à travers le « Quotidien du Peuple » sur le fait que « une purge sans merci n'est pas menée à bon terme, la bande des quatre pourra compter sur ce qui reste de ses partisans et sur les mauvais éléments pour poursuivre son œuvre néphaste. »

L'épuration va commencer à la base des dix millions de membres du parti en commençant par les jeunes. Hua Kuo Fong, déclarait le 24 octobre :

« Des gens mauvais se sont infiltrés dans les comités révolutionnaires des provinces, municipalités et

régions autonomes, et certains membres de ces comités ont commis de graves erreurs dans la lutte, entre deux lignes, mais ils ont refusé de se repentir, se détachant ainsi des masses et perdant leur qualité représentative. »

Et la nouvelle assemblée nationale populaire, ne sera convoquée que pour le printemps 78, en laissant ainsi le temps de cette purge qui s'annonce « historique ».

... Selon le « Sunday Telegraph », ce nettoyage par le vide aurait fait déjà des milliers de victimes.

Les purges touchent principalement les provinces de Chek Lang ou Liaoning. Des exécutions auraient eu lieu dans les villes de Cheng Yang, Pékin, Wuhan, Hang Chow, Canton et Changai.

AVEC LA CRISE CAPITALISTE

GRANDE BRETAGNE

Le Pacte social entre le gouvernement socialiste et les T.U.C. est contesté par les iravailleurs britanniques qui commentent ainsi à refuser la représentativité de la grande syndicale anglaise.

Les mineurs rejettent le 1^{er} novembre l'accord de productivité recommandé par leur « direction syndicale ».

Près de 80 % des mineurs du Yorkshire et du pays de Galles ont voté contre les positions modératrices des dirigeants de NUM.

Contre la norme de 10 % de hausse souhaitée par le gouvernement, les mineurs en exigent 90 % en moyenne.

Les ouvriers municipaux, les officiers de la marine marchande et les dockers réclament des augmentations oscillant entre 17 et 30 %.

Grève perlée et « sauvage » de 4.000 électriciens. Les Syndicats poussent les autorités à suspendre le paiement des salaires et des primes aux grévistes.

Quarante mille pompiers en grève. Ils réclament à leur tour 30 % de majoration de salaires.

Répression économique, politique et sociale

FRANCE

Montefibre, la multinationale face aux travailleurs français.

Rupture des négociations le 7 septembre. Le plan de sauvetage ferait 600 victimes, des licenciés, presque 60 % des effectifs.

La tension monte. Les ouvriers retiennent un certain temps dans son bureau le directeur départemental du travail...

Pour couper le gaz qui alimente une usine LIP occupée par les ouvriers, des ouvriers d'une entreprise loués par l'EDF ont dû demander la protection de la police.

Affrontements encore entre les ouvriers de LIP et la police. C'était la deuxième fois que l'on coupe le gaz, les ouvriers ayant rétabli le branchement la première fois.

Le Groupe Boussac annonçait une restructuration : fermeture de trois usines et 900 ouvriers « reconvertis ... ». Le 10 octobre deuxième partie du plan : 280

ouvriers encore sur le pavé du chômage.

Sopax et Biocodex annoncent le licenciement de 235 personnes.

Deux mois de conflit aux chantiers navals Bubigeon Normandie à Nantes. Les grévistes sont lâchés par la CFDT et la CGT.

Rhône-Poulenc textile : 1.200 emplois à supprimer en deux ans à Lyon.

Berliet annonce 1.200 licenciements.

Saviem : Sept cents.

Cent soixante quinze à l'ARCT à Roanne en plus des 150 déjà en cours.

Ils en ont eu ras le bol de voir partir leurs camarades à l'hôpital. Et ils ont déclenché la grève : Syndicats, patrons, autorités, tous ont été pris de court. C'est la grève de « La Litorale » à Béziers. Deux cents ouvriers face à la multinationale américaine Union Carbide Corp. Le Méthyl isocyanate importé des USA est extrêmement dangereux, inflammable, explosif et toxique. La municipalité, présidée par un communiste ne bouge pas.

En un mois quatre intoxiqués et un brûlé dans l'usine.

Quatre semaines de grève chez les égoutiers de Paris.

ALLEMAGNE FEDERALE

Rollei licencie, ferme une partie de ses productions, et reporte ses efforts sur Singapour. Ce n'est qu'un exemple, de l'utilisation de la crise par le capitalisme...

ITALIE

Il y a un pacte social. Les syndicats sont hésitants à cause de leur dépendance politique... Un million sept cent mille chômeurs, et on s'étonne de voir la rue mécontente.

PORTUGAL

Pour appuyer la politique de « réforme agraire » à rebrousse poil du gouvernement — aujourd'hui démissionnaire — de Soares, des milliers de gardes nationaux républicains patrouillent dans l'Alentejo et sont à l'origine de fréquentes confrontations comme celle d'Ariolos le 20 septembre qui fit 30 blessés.

Corriger les excès de la réforme agraire — dit le socialiste Mario Soares — comme réglementer le droit de grève, comme indemniser les anciens propriétaires des entreprises nationalisées... c'est en langage clair, faire de la contre-révolution. C'est le contre-coup aux commandos de Cunhal et par la même occasion l'étouffement de toute velléité révolutionnaire.

Comme la remise en place du directeur des Chantiers Navals, salazariste connu et qui dut s'exiler lors de la révolution d'avril 74.

CONTINENT SUD-AMERICAIN

REPUBLIQUE ARGENTINE

Sept mille cinq cents prisonniers politiques et disparus depuis la prise du pouvoir par les militaires.

C'est le régime de la terreur. Le terrorisme officiel et institutionnalisé. Amnesty, dénonce le cas d'une jeune autrichienne détenue deux mois les yeux bandés dans un endroit inconnu et 11 mois à Villa Devoto avec sévices d'ordre sexuel et tortures. Son fils est né en prison. Elle a été libérée sans aucune forme de procès, ni explication.

Une pétition qui a recueilli 24.000 signatures demande une enquête sur la disparition de détenus sans inculpation.

Les militaires au pouvoir estiment qu'ils n'ont de compte à rendre à personne, ni aux familles des milliers de disparus, ni aux avocats, ni aux tribunaux, ni à la Cour suprême et moins encore aux instances internationales.

Un quotidien de Buenos Aires écrit : « Si une personne au sort de laquelle on s'intéresse dans le monde entier peut ainsi disparaître de la circulation pendant douze jours, combien de temps une personne moins connue peut elle être détenue avant que le gouvernement ne découvre qu'il l'a dans son pouvoir ? »

Au mois d'octobre, des centaines de personnes, que les milieux officiels ont nommé « Les folles de la Place de Mai » ont manifesté devant les fenêtres de la Casa Rosada, le palais présidentiel.

Le gouvernement poursuit la campagne de répression dans les syndicats, l'Université et les milieux de la presse.

Le général Videla dément toute répression. Des radicaux, des communistes et d'autres politiciens voient en lui un rempart contre le « Pinochetisme ». On ne trouverait nonobstant aucune différence entre ces deux militaires bourreaux de leur pays. Les forces de l'ordre pillent et rançonnent en toute impunité. La torture est officielle.

Et la communauté internationale se tait complice muette du crime.

La République Argentine est devenue le premier partenaire économique de l'URSS en Amérique latine et gagne ainsi la neutralité de La Havane et de Moscou. Les soviétiques se sont opposés en deux occasions (mars et août 1977) à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à toute condamnation du gouvernement argentin, et à toute enquête sur son territoire.

Ibérico Saint Jean, le gouverneur

de la province de Buenos Aires déclarait il y a quelques mois :

« D'abord nous tuons tous ceux qui font de la subversion, puis nous tuons leurs collaborateurs, puis leurs sympathisants, puis les tièdes, enfin nous tuons les indifférents. »

Ce régime de répression et de morts n'empêche pas de temps en temps des sursauts de protestation.

Grève à l'Usine Renault à Cordoba. Occupation de l'usine par les militaires. Cent trente responsables et leurs avocats emprisonnés. Le syndicat mis sous tutelle militaire.

Grève le 28 octobre de la presque totalité des cheminots du pays. Mouvement suivi par celui du Métro de Buenos Aires et des pilotes des lignes aériennes.

Les syndicats contrôlés par l'armée, les ouvriers se lancent dans l'action directe.

Ainsi la grève des ouvriers de l'eau et de l'électricité, du pétrole; des employés de commerce, déclarées toutes illégales. Licenciements et arrestations multiples dans les milieux de grévistes.

La presse a publié le texte d'une lettre adressée par onze détenus et faisant état des sévices subis pendant leur passage dans les locaux de la DOI-CODI (organisme militaire contre la répression).

Et trois d'entre eux confirmaient les mauvais traitements infligés devant le conseil permanent de justice militaire du ministère de l'Aéronautique. Le porte parole du gouvernement continue à affirmer qu'il n'y a pas de prisonniers politiques au Brésil.

NICARAGUA

Dans une conférence de presse tenue à Saint José de Costa les représentants de A. International ont dénoncé l'existence de camps de concentration au Nicaragua, dirigés par des mercenaires nord-américains.

Ils ont dénoncé également la disparition de 300 personnes dans NE. du pays entre mai 1975 et janvier 1977.

BOLIVIE

Le bilan de la politique de Banzer est clair. Voici les fruits de la répression :

Plus de 100 prisonniers politiques tués. Cent paysans massacrés dans le centre du pays en 1974. Quinze mille arrestations de militants de gauche en six ans. Dix neuf mille exilés politiques.

COLOMBIE

Rupture des négociations salariales fin octobre. Le gouvernement propose 12 % d'augmentation des salaires. Les centrales syndicales en demandent 50 %. Menaces de relance de grève nationale.

En attendant les incidents se multiplient entre les grévistes d'ECOPE-TROL et la Police. Le conflit dure depuis le mois d'août.

Des licenciements par centaines. Des arrestations nombreuses. La grève devait se terminer le 31 octobre.

La base ouvrière força la main des dirigeants syndicaux obligés de suivre. A Barranca Bermeja, le complexe pétrolier, la police et l'armée établissent des barrages et des cordons de protection.

Malgré ces mesures, des attentats contre les installations pétrolières montrèrent l'esprit combatif de grévistes. La direction fit appel aux jaunes.

A Bogota le 18 novembre, manifestations populaires, réunissant quarante mille personnes. Face aux ouvriers, des soldats en tenue de combat.

Toujours la même revendication salariale : 50 % de majoration.

Depuis deux mois il y a plus de cinq cents licenciements pour faits de grève.

EQUATEUR

Grève aux usines Aztra dans la province de Guayaquil, le 19 octobre. L'armée et la police chargeant contre les grévistes pour faire évacuer l'usine. Essayant d'échapper à la charge policière, de nombreux grévistes se noyèrent dans les réservoirs d'eau et les cuves de sucre en fusion. D'autres y furent poussés par les assaillants.

Les autorités annoncent le décès de 16 personnes, le lendemain s'étaient 24. Selon les syndicats cent vingt personnes ont péri. La plupart par balle et coups de crosse derrière la tête et non par noyade.

Faisant suite à ces événements et pour contrer les manifestations populaires à Quito, la police tira de nouveau : un autre ouvrier tué et deux blessés.

Les corps des victimes n'ont pas été rendus à leurs familles. Beaucoup de cadavres sont portés disparus.

La protestation gronde dans le pays. Les arrestations se multiplient. Grèves et manifestations se succèdent dans tout le pays.

... Gouvernements communistes

(Suite de la page II)

YUGOSLAVIE

L'autogestion titiste : 700.000 chômeurs (14 % de la population active), plus de 700.000 émigrés par des raisons économiques... Plus du quart de la population active...

Les cartons d'invitation pour la réception annuelle officielle donnée par le gouvernement yougoslave le 26 novembre comportaient une inscription très discrète : « Pas de femmes ».

Sans commentaires.

ALLEMAGNE DE L'EST

Cinquante arrestations en octobre à Karl Marx Stade à la suite de grèves et de manifestations de protestations.

Secrétariat A. I. T. :

J. MUNOZ CONGOST
38, R. Victor Chabot — 87000 Limoges.

Administration Trésorier A. I. T. :

FRANCISCO PEREZ
1, Allée Jean Benais, Bat. B, App. 54
33300 BORDEAUX
C.C.P. n° 276-789 B — Bordeaux.

ESPAGNE...

(Suite de la page IV)

PRISONS ET PRISONNIERS

Le comité pour la défense des quelques 10.000 incarcérés pour des délits de « droit commun », déclarait le 14 octobre :

« Il est intolérable qu'une société où règne la spéculation, la fraude fiscale, la malversation et la dilapidation de fonds publics, qui se caractérise par les attentats à la santé publique, les évasions de capitaux, les faillites frauduleuses, l'exploitation du travail, se permette d'enfermer pendant des années, dans des conditions inhumaines un récidiviste qui a volé une moto, un homosexuel ou une femme adultère... »

FACETTES DE LA DEMOCRATISATION ROYALE EN ESPAGNE

ILS Y ETAIENT TOUS...

Il y avait là, Calvo Sotelo, Fraga Iribarne, Felipe González, Santiago Carrillo, Tierno Galván... et d'autres...

Le communiste a parlé de « Programme commun », les autres de « compromis historique ».

Plan « d'assainissement » et de réforme économique dont les hommes de « gauche » affirment qu'il est capable de faire renaître la confiance dans le pays.

Et ils se croyaient l'Espagne, les Espagnes... Mais... laquelle ?

Les syndicats bien pensants, réagissent de forme négative, mais surtout parce qu'ils avaient été exclus des négociations.

Les CC. OO. — A vos rangs, fixe ! — annonçèrent leur accord.

Morodo, du P.S.P., déclarait à Strasbourg, que le plan était un triomphe pour la droite, la gauche se sacrifiant pour la solidarité nationale. La liberté de discussion des salaires étant limitée par un TOP fixé d'un commun accord par les pactistes à 22 %, le couteau à double tranchant allait jouer.

Et le gouvernement décida, et cette fois-ci sans besoin d'appeler personne à La Moncloa, que le pacte avait un caractère rétroactif. Et les conventions de salaires dont les résultats dépassaient 22 % devront être révisées, par un décret loi qui viendra devant les Cortes.

Le texte de ce décret que les Partis connaissent prévoit que les entreprises qui auront dépassé le seuil du 22 % perdront leurs avantages fiscaux...

L'EUROCOMMUNISME ROUGE ET OR

Débat aux Cortes le 7 octobre sur la responsabilité du gouvernement devant le Parlement. Le projet Suárez s'avérait difficile à passer. La procédure d'urgence se heurta devant l'opposition du Parti Socialiste et le parti de Fraga qui demandèrent le passage du projet devant une Commission.

Les communistes ne suivirent pas la tendance, pour « ne pas abuser du jeu parlementaire ».

L'opposition communiste est surtout anti-PSOE. C'est le jeu de rivalités démagogiques.

Du Pacte de la Moncloa, Carrillo dit encore : « C'est le triomphe d'une politique rationnelle qui part du principe qu'il n'y a pas aujourd'hui d'autre politique possible. »

Il devait le confirmer quelques semaines plus tard dans un entretien accordé à un quotidien parisien (« Le Monde ») :

« Les partis qui se réunirent à La Moncloa forment déjà une sorte de SUPER-GOUVERNEMENT; un cabinet qui traite les affaires de haute politique tandis que le Conseil de ministres légal s'occupe des affaires courantes. » « Nous sommes en train d'élaborer un programme d'urgence. » « Il faudra bien contrôler son application. Si ce contrôle se fait seulement aux Cortes il donnera lieu à une dispute électoraliste, alors qu'à La Moncloa les accords sont plus faciles à obtenir et sur des points plus importants. »

Et les « élus du peuple » ils n'ont plus qu'à faire du tricot...

Le sens du ridicule est en vérité absent. Carrillo continue :

« S'il y a quelque chose qui devient évident dans ce pays c'est que notre parti est sérieux, discipliné et qu'il contribue à stabiliser la démocratie. »

Et tous azimuts... en voici la preuve :

Club XXI à Madrid, le grand monde, la fleur de la « haute » ma-

drilène... manteaux de fourrures et smokings... On reçoit le « leader sérieux » Carrillo, l'épouvantail traditionnel reconverti à la bonne cause. Fraga, l'homme de Franco, le porte étendard de la réaction, hostile à tout renouveau, le fer de lance des nostalgiques du franquisme est présent et présente le conférencier. Ce sont les temps qui ont changé ? Non. Les hommes ? Non plus. D'hier et d'aujourd'hui la comédie est toujours la même, elle renferme la même tristesse éœurante. Ce sont les mêmes alliances jouant au gré des vagues de l'opportunisme.

Carrillo sait manier les cartes du poker politique pour la plus grande gloire de son parti et de lui-même.

Fraga dit : « C'est un homme avec qui le dialogue était possible. »

Tous les dialogues sont possibles avec le P.C.E., à condition que le peuple en soit absent.

D'après Santiago et selon ses déclarations aux « prolétaires » du Club XXI dans les pays socialistes avancés l'économie a pris des formes qui sont déjà presque socialistes... Les entreprises travaillent de plus en plus avec l'argent public...

Comme si socialisme et économie étatiste devaient se confondre dans un étrange rêve post-marxiste...

Le porte-parole du communisme espagnol concluait ainsi : « Seulement si les forces bourgeoises trahissent leurs engagements le P.C. dirait à ses électeurs que la seule solution possible à la crise est le socialisme... »

Comme disait ce vieux paysan espagnol en lisant ces déclarations : « Pour ce voyage... nous n'avons pas besoin de provisions de bouche... Que de chemin... pour si peu... »

Il est tellement rouge et or, qu'il a pris même les plis du drapeau américain en allant porter la bonne parole aux USA, pour se faire siffler et traiter de « jaune » par les grévistes de Yale.

Il n'avait rien à faire avec les « va-nu-pieds de grévistes » qui avaient l'impudence de croire qu'une grève revendicative pourrait empêcher un leader communiste de dire ses quatre mensonges aux bons américains.

Il était venu aux USA pour offrir une image de marque, de sérieux et de pas dangereux... du tout... du tout.

Et de garantir aux investisseurs américains, son sourire et le sourire le plus avenant du Parti communiste espagnol; qui ne réclamerait même pas — ses paroles — l'évacuation des bases américaines d'Espagne...

LES AUTONOMIES... SOUS LE MANTEAU DE LA COURONNE

Tarradellas fut investi. Il jura fidélité au Roi, respect des droits de la personne et stricte observation de la loi.

Dans son serment, pas un mot de la volonté du peuple catalan. Il ne fit qu'échanger l'écharpe de la république espagnole par celle du roi post-franquiste. L'une vaut l'autre.

Suárez dit : « Une autonomie qui naît comme ça, ne peut pas échouer. Autonomie de qui et de quoi ? La question est posée. »

Comme la Catalogne, le Pays basque, la Galice, Valence, Aragon, Baléares et les Canaries, s'alignent sur les rangs des quémandeurs... Il n'est pas question de fédéralisme. Il ne s'agit pas de créer un ensemble avec l'apport des parties, des régions formant l'Espagne, mais de briser l'élan fédéraliste en éparpillant des autonomies concédées par le pouvoir central.

Ce ne seront pas les pays de l'Espagne qui légitimeront un ensemble à travers la fédération naturelle, mais le centralisme qui se renforce et qui légifère l'octroi dans certaines conditions d'administration aux régions. Le maître reste toujours le

maître, le complexe centralisateur contraignant, l'Etat qui prend aujourd'hui comme paravent la couronne et comme acolytes, les parlementaires du pactisme politique.

LA VIOLENCE OFFICIELLE RESTE ANCRÉE

Editorialistes et plumitifs ont crié indignés en chœur et en cohorte qui se veut opinion publique, quand un homme, également public, tombe sous les balles des groupes d'extrême gauche...

Ce fut ainsi au Pays Basque, le plus récent exemple, à la suite de la mort du président de la Députation de Biscaye et de ses deux gardes du corps. Et les crieurs d'une paix incertaine semblent oublier que la victime, ex-maire de Bilbao, concéda la médaille de la ville à Franco et décora de nombreux policiers.

Qu'il protesta publiquement au ministère de l'Intérieur contre l'utilisation du drapeau basque... parce que lui, franquiste de cœur et d'entrailles, faisait partie des hommes sérieux du post-franquisme, de ces hommes qui s'indignent de la révolte du peuple d'Euzkadi.

Et pourquoi le peuple basque ne serait pas en révolte ?

Comme ils disent, si la même police et les mêmes tortionnaires d'hier sont aujourd'hui en place, pourquoi pas le même appareil de résistance ? Pour eux il n'y a pas encore de démocratie dans leur pays, il n'est donc point valable de leur dire qu'ils menacent la démocratie...

De violents incidents le 26 octobre à Cadix entre ouvriers des chantiers navals et des étudiants face aux policiers à la suite de l'annonce de la fermeture de ces chantiers...

Bombes lacrymogènes et balles de caoutchouc contre des barricades.

— Cinq mille manifestants le 4 novembre à Barcelone aux cris de « A bas le pacte de La Moncloa ! », « Vive la classe laborieuse ! »

— Manifestations en Andalousie en faveur de l'autonomie. Un gouverneur, celui de Malaga, n'aime pas le drapeau régional et fait tirer la police... comme hier...

— Et devant les grèves par ci et par là qui montrent le mécontentement des travailleurs devant la tournure de cette démocratisation, la police fait comme partout... réprime, matraque... tire...

Ainsi à Linares face à la grève de M.S.A. les 10, 11 novembre et les jours suivants, les camarades nous écrivent :

« La police arrête dix personnes et matraque dans le tas. La police a pris Linares d'assaut. De nouvelles arrestations suivent... Le 11 c'est le jour clé de la violence officielle. On doit dresser des barricades. Aux grenades à fumée on répond avec des pierres. Des balcons tombent des blocs et des pots de fleurs sur les jeeps de la 13 CRG. Cette 13 qui s'est toujours montrée brutale, et tape sur les passants. Aux balles en caoutchouc suivent les tirs pour de bon. Plus de 50 détentions et de nombreux blessés. Le tout parce que le Gouverneur ne voulait pas autoriser l'assemblée des ouvriers en grève... ! L'assemblée fut célébrée, et à la sortie... la police recommença. Plusieurs gitans sont pris à partie par cette police, et conséquence de la brutalité, ils devront garder le lit plusieurs jours... Dans les locaux de la police, les traitements sont à la bastonnade; près d'une centaine de camarades y ont passé... »

(Suite page III)

AFRIQUE DU NORD

TUNISIE

Incidents entre la police et les grévistes à Ksar Ellal les 12 et 13 octobre. Le 10, les ouvriers de la SOGITEX déclenchèrent une grève « sauvage » pour protester contre la mise en place d'un directeur, étranger à la ville et à la région.

L'UGTT se tait pendant un certain temps, pour être obligée par la suite de suivre le mouvement revendicatif.

— Grève de 24 heures dans les mines de phosphates de Sfax Gafsa.

— Des incidents très graves à la suite de l'ordre de grève générale lancée par l'UGTT pour riposter aux menaces proférées contre le secrétaire de la Centrale.

— Arrêts de travail dans le bâtiment, métallurgie, pétrochimie, etc. Attaques contre les entreprises qui ne suivirent pas l'ordre de grève, interruption des cours scolaires, saccages dans la ville, la rue débordant les consignes syndicales, exprimant ainsi son mécontentement longuement retenu.

ALGERIE

« Révolution Africaine », l'hebdomadaire du FLN écrivait :

« La vigueur sera la règle et s'il faut la révolution sera moins clémente qu'elle ne l'a été jusqu'à ce jour. Des têtes pourraient tomber. »

Quelque chose se dégrade en Algérie. Boumédienne même, le dénonçait au mois d'octobre dernier. Un décalage dangereux existe entre les promesses et les réalités.

La lenteur de la bureaucratie en place, la bourgeoisie maintenue et leurs complices dans l'administration freinent, sabotent.

La révolution agraire, contre laquelle

s'insurgent les gros propriétaires terriens, n'arrive pas à remplir souks et marchés. Le marché noir est roi.

L'industrialisation a été poussée à outrance. Mais les mines marchent mal, les travailleurs comme c'est normal ne suivent point les ambitions des gouvernants.

L'Etat possède presque tout, mais des richards circulent dans des voitures de luxe et les signes extérieurs de richesse, scandaleux heurtent la foule des travailleurs payés aux salaires minimum.

De somptueuses villas pour les dirigeants ont été construites avec les fonds de l'Etat.

Contre toutes les dispositions légales, certains dirigeants possèdent plusieurs maisons de luxe.

La « rumeur » est la maladie sociale, et le Parti n'y peut rien.

MAROC

Conséquence inévitable de la politique de répression que mène continuellement le gouvernement de Hassan II, avec ou sans la participation des forces d'une soi-disant opposition, de nombreux sympathisants de la cause saharouie ont été internés dans des camps de détention.

La détention préventive, légalement fixée à 4 ou 6 jours, est maintenue indéfiniment, en gardant au secret et sans contact avec leurs familles, les prisonniers.

Des conditions sanitaires honteuses dans les camps, une nourriture presque inexistantes mais des interrogatoires et tortures quotidiens.

Selon un rapport publié par Amnesty International certains prisonniers auraient été maintenus au secret pendant TROIS ans.

TERMOMETRO

Una frase, un dilema, una conclusión. Está en una «Historia de España y Portugal», aparecida en Francia el año 1965. Es de un profesor inglés, concededor, según parece, de de la Península Ibérica.

Como ningún historiador por mucho que quiera no puede ser imparcial, este señor profesor inglés lleva los acontecimientos peninsulares al terreno de su formación mental, que es conservadora. Cuanto aconteció hasta el momento que cierra su Historia, con Franco, para la continuación del sistema jerarquizante, es positivo. Cuanto altera ese producto social-histórico, es negativo. Pero lo que nos interesa de su estudio, es esta idea en forma de conclusión que saca: «... los dos países donde su historia no ha cesado de topar con este dilema: «anarquía o jerarquía».

En efecto; en España, más que en ninguna sociedad de hombres (y de mujeres), en ningún país, decimos, se presentó siempre y se presenta

hoy ese dilema crucial como él dice: anarquía o jerarquía. En su intención, la jerarquía debe mantenerse. Lo cual no tan solo no es verdad según la Historia que relata, que puede conocer bien pero mal interpretar, sino que en el universo de los seres humanos fue y sigue siendo clave de todas las matanzas, de todas las luchas sociales, de todas las guerras, de todas las contradicciones, de todas las rebeliones contra todas las injusticias... desde el comienzo del despotismo cuando fue sujeta y dominada la primera manifestación de los seres humanos al empezar la manifestación sedentaria, con la agricultura igualitaria y democrática, de donde vienen los menhires y la adoración a la Diosa Madre, la Tierra, esto es a la aurora de la «Civilización» despótica en Mesopotamia y en el Egipto faraónico, hasta la Revolución Española, la rebelión de Budapest contra la Rusia neozarista y la revuelta por su fon-

do, del mayo 1968 en París. Con mayor o menor concreción, con mayor o menor amplitud, es el dilema universal que se presenta en todas las encrucijadas de la Historia: Anarquía o Jerarquía.

Por sus concomitancias geográficas, sociológicas, psicológicas y mentales, con su logismo, y por ello históricas, ese dilema se presenta en España con mayor precisión, con mayor contraste. Porque juega su juego el subconsciente colectivo tanto como el consciente por un reactor capital: el individuo; la persona y su medio.

En España se encuentra esa elección de hechos. El historiador en cuestión, o no pudo o no quiso verlo. Más pronto lo primero que lo segundo. Para bien historiar hay que zambullirse en ese río turbulento que es la Historia de España y no contentarse con ver pasar el río desde la orilla, anotando friamente las corrientes y contracorrientes, los di-

ques puestos a su corriente natural y también los embudos o remolinos que tragan los acontecimientos arrastrándolos en su lecho, que a veces mueren, a veces resurgen más abajo lejos del remolino, del embudo, que se quedó atrás. Hay que analizar del río la fisonomía primordial.

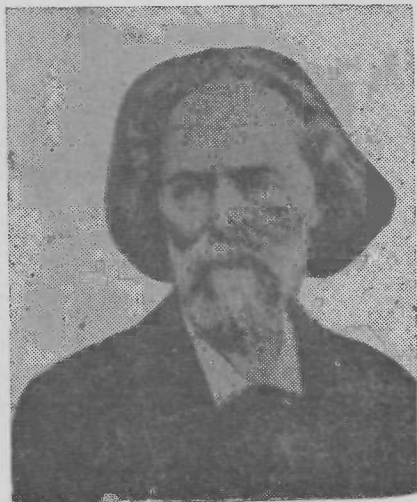
A cada mutación histórico-social, a cada encrucijada de los hechos, determinantes, la jerarquía sale a flote y pone la espada y el hisopo sobre el testuz del pueblo que busca la anarquía. No la anarquía según ese señor piensa, como muchos que forman multitudes, sino la anarquía, sueño y vida, la anarquía con que sueña y que resueña como una reminiscencia que no consiguieron anular, por ser espíritu de su espíritu, anhelo de sus anhelos, vida social y personal que, venida de sus antepasados, es algo como formando parte en la composición de sus cromosomas, átomos hereditarios determinantes de la tendencia anárquica siempre obligada a estar encerrada en su cápsula, capullo sin abrirse. Eso es la Historia de España señor Alkinson.

Siempre surgieron elementos extraños que entorpecieron, frenaron o adormecieron su caminar histórico, siempre barreras o vallas donde por un momento de años quedó como frenada o aletargada con señuelos. Hoy en día pasa lo mismo. Y también el mismo resurgimiento tras un túnel de cuarenta años impuesto por la jerarquía. Los factores cambian de forma en el tablado. En el fondo, el mismo dilema: anarquía o jerarquía. La jerarquía tiene los cimientos sólidos, es verdad. No tan solo por establecimiento de siglos duros y durantes, sino porque otros jefes aparecen en escena reemplazando a los que se fueron. Uno se van otros llegan. Encima, una caña de aspiradores a jefes pisan el tablado en cuestión con su lenguaje camaleónico.

La Jerarquía es el andamio de los pobres de mentalidad, que se afanan por ser algo, llegar a algo, alcanzar renombre y dinero en la feria de la vanidad y del timo, cardos que ostentan su pompón natural, su flor morada, cabeza de su tallo lleno de pinchos. Son los perversos de su ego. De ahí la ambición que la jerarquía les proporciona. Son amalgama de escorbuto, falsos valores de un día.

Andando sobre esos escorbuto de la Historia van los que una vez más están aletargados. Pero los jefes desconfían. Ese letargo es pasajero y los cascotes están a la mano. Cuando la voz de la anarquía será escuchada y despierte a la llamada, del espíritu hereditario, el de la voz del subconsciente colectivo será clamor; cuando los avanzados, los adelantados de la historia hagan resonar con el tiempo que aún siendo de nuevo nuevas, viene de la reminiscencia ibérica del comunismo federalista, haciendo comprender los verdaderos y grandes valores de la dignidad humana que esos aletargados guardan en los pliegues de su conciencia y de su mental, será una vez más abierta la vía a la anarquía, una vez más los verdaderos valores humanos y sociales resonarán en el camino de la Historia, con mayor firmeza y seguridad. Por la construcción de una sociedad libertaria. A la manera de España. Y la jerarquía pasará al museo, para recuerdo de los tiempos nefastos. Así se presenta hoy en España el dilema fundamental: Jerarquía o Anarquía. Le solucionará. Y por mucho que la jerarquía se impone, será del lado de la Anarquía. Es la conclusión lógica de su Historia tanto como de la moral social universal.

La evolución y la revolución



La evolución es el movimiento infinito de todo lo que existe, la transformación incesante del Universo y de todas sus partes desde los orígenes eternos y durante el infinito de las edades. Las vías lácteas que hacen su aparición en los espacios sin bornes, que se condensan y se disuelven durante millones y millares de siglos, las estrellas, los astros que nacen, que se desagregan y que mueren, nuestro torbellino solar con sus astro central, sus planetas y sus lunas, y, en los límites estrechos de nuestro pequeño globo terráqueo, las montañas que surgen y que se deshacen de nuevo, los océanos que se forman para secarse enseguida, las rías caudalosas que se ven perlar en el valle y después se secan como el rocío de la aurora, la generación de las plantas, de los animales y de los hombres sucediéndose, y nuestros millones de vidas imperceptibles, desde el hombre al mosquito, todo eso no es más que fenómeno de la gran evolución, arrastrando toda cosa en ese torbellino sin fin.

Por comparación a ese hecho primordial de la evolución y de la vida universal, ¿qué son esos acontecimientos llamados revoluciones astronómicas, geológicas o políticas? Vibraciones imperceptibles en apariencia, pueden decir algunos. Por millares y millares se suceden las revoluciones en la revolución universal; pero por mínimas que sean, ellas forman parte de ese movimiento infinito.

Así, la ciencia no ve ninguna oposición entre esas dos palabras — evolución y revolución — que tanto se parecen pero que en el lenguaje común son empleadas en un sentido

completamente distinto a su primera significación. Lejos de ver hechos de un mismo orden no diferenciando que por su amplitud de movimiento, los hombres temerosos de todo cambio, afectan dar a los dos términos un sentido absolutamente opuesto. La Evolución, sinónimo de desenvolvimiento gradual, continuo, en las ideas y en los usos y costumbres, se presenta como lo contrario a esa cosa horrosa, la Revolución, que implica cambios más o menos bruscos, en los hechos. Es con un entusiasmo aparente, y hasta sincero como discuten de evolución, de los progresos lentos que se realizan en las células cerebrales, en el secreto de las inteligencias y de los corazones. Pero que no les hablen de la abominable revolución escapándose repentinamente de los espíritus para estallar en las calles, acompañadas a veces de los aullidos de las multitudes y del estruendo de las armas.

Constatemos, en principio, que se hace prueba de ignorancia imaginando entre evolución y revolución un contraste de paz y de guerra, de templanza y de violencia...

«Puesto que hay ricos y pobres, potentados y sujetos, amos y sirvientes, Césares que ordenan el combate y gladiadores que van a morir, las gentes sagaces no tienen más que ponerse del lado de los ricos y de los amos, hacerse cortesanos de los Césares. ¡Esta sociedad de pan, dinero, placeres y honores...!»

«¿Cómo para él será cuestión de evolución social? Evolucionar hacia la fortuna es su sola ambición. Lejos de buscar la justicia para todos, es suficiente mirar hacia el privilegio

de su persona» (...) «critican la sociedad actual y sueñan con la sociedad futura como si va a aparecer de repente como por una suerte de milagro, sin ningún crujido ni rotura entre el mundo pasado y el mundo futuro. Seres incompletos que tienen el deseo sin tener el pensamiento; imaginan sin tener voluntad. Estando entre dos mundos al mismo tiempo, son fatalmente condenados a hacer traición al uno o al otro.»

«Evolucionistas en todo somos igualmente revolucionarios en todo, sabiendo que la misma historia no es sino la serie de cumplimientos sucediéndose a las preparaciones.»

«Si la revolución está siempre en retraso sobre la evolución, es a causa de la resistencia ambiental (...) cada realización de ideas es, en el período de cambio, contraria a la inercia del medio...»

«Cuando los cuadros antiguos, las formas demasiado limitadas del organismo, devienen insuficientes, la vida se desplaza para realizarse en una nueva formación. Una revolución se ha cumplido.»

«Día vendrá en que la Evolución y la Revolución inmediatamente se sucederán, del deseo al hecho, de la idea a la realización, fundiéndose en un solo y mismo fenómeno. Es de esa manera que funciona la vida en un organismo sano, el del hombre o el del mundo.»

Eliseo RECLUS

(Extractos de «L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique», tras pasados al castellano por Fabián)

LIBROS

«La Revolución desconocida» (2 v.)	
Voline	40 00
«Cent días de la vida d'una dona», Frederica Montseny	25 00
«La Araña Negra», Blasco Ibáñez	100 00
«Historia del 1º de Mayo», M. Dommanget	30 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larouse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70
«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«El Opus Dei en España», D. Artigues	30 00
«Pasión y Muerte de los Españoles en Francia», F. Montseny	30 00
«Le fédéralisme de P.-J. Proudhon», Bernard Voyenne	18 00

«Diccionario General de la Lengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00
«Góngora». Obras lujo	60 00
«Divina Comedia», Dante	60 00
«Los Olvidados» (Los exiliados españoles en la 2ª Guerra mundial), A. Vilanova	54 00
«La Muerte de la Esperanza», E. de Guzmán	50 00
«Les Mouvements fédéralistes en France. 1945 a 1974», Alain Grellsamer	30 00
«El Año de la Victoria», E. de Guzmán	50 00
«L'Espagne Libertaire. 1936-1939», Gaston Leval	25 00

Pedidos y giros a Roque LLOP
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.C.P. 9 232 33 V Paris.

RINCON DE REFLEXION

Bakunin, Marx y la Primera Internacional en España

por Fabián MORO

Cuando la A.I.T., mediante el Consejo de Londres, fue acaparada por los autoritarios, absolutistas de nuevo cuño y Marx el jefe infalible, algo así como el señor feudal del socialismo centralista, éste acusa a Bakunin de tener con la Alianza una asociación secreta dentro de la Asociación. Al esclavo de responder: «Yo no hago otra cosa de la que tú has hecho hace veinte años o más.»

Viendo en el escita un peligro de desbanco en su autoridad indiscutida, quiso enredarle en sus mallas insidiosas. Se dio prisa de hundirle. Para Marx la A.I.T. era «su cosa». Cuando «su cosa» se le escapaba de las manos, abandonándole, en 1871, el futuro dios del marxismo hacelanzar un panfleto difamatorio con las calumnias que en el 47 recorrían bajo la manta por los cenáculos políticos de París, acusando a Bakunin de recibir dinero sospechoso de Rusia. Calumnias que, aunque guardadas, eran ya calderilla fuera de cotización. Pero buenas ahora en la banca de la intriga para anatémizar ese Luzbel, y lanzarlo de su cielo a los infiernos volviéndose Lucifer... Trata a Bakunin de papa de Lugano. Quién, desdeñoso, responde así a su enemigo jurado:

«La espada de Damocles ha caído al fin sobre nuestra cabeza. No es, propiamente dicho, una espada, sino el arma acostumbrada del señor Marx: un montón de basura.»

Ni su carácter ni su proceder podrían acercarse. Por ello se alejaron aún yendo hacia el mismo propósito, a parejo deseo: la emancipación social. A tal temperamento, tal doctrina, tal procedimiento, tal táctica.

La fotografía total y completa de cada uno de los dos titanes del socialismo en sus albores nos las presenta Kamisky en «Bakunine, la vie d'un révolutionnaire». Presentémoslas:

«Marx está siempre encerrado en sí mismo, frío, de maneras bruscas, puntilloso y rencoroso; Bakunin es sociable, espontáneo, de fácil acercamiento, ingenuo como un niño y al mismo tiempo astuto como un campesino.»

«Para Marx la teoría es el comienzo de la acción. Para Bakunin la acción precede a la teoría. Marx es un inductivo, Bakunin un deductivo. Marx es un reflexivo, Bakunin un inspirado. Marx detesta el sistema capitalista por encontrarlo en su for-

ma de producción demasiado anárquica, Bakunin por ser demasiado poco anárquica. Marx mira el orden, Bakunin la armonía. Marx sueña con gobernar, Bakunin con destruir («el goce de destruir es un goce creador»). El elemento de Marx es la organización, el elemento de Bakunin la libertad. Marx aborrece lo que es caótico, Bakunin adora en el caos su fuerza creadora. El genio de Marx está en su visión estrecha, la grandeza de Bakunin viene de lo que los rusos llaman, (como los españoles, añadimos) una naturaleza amplia, (fargo de su natural)... Para Marx el socialismo es una ciencia y la revolución un proceso metódico, mientras que para Bakunin el socialismo (o la anarquía) es un ideal y la revolución una erupción espontánea.»

«Marx es centralista y tiende a la unidad. Bakunin es federalista y quiere la variedad. Marx es autoritario. Bakunin antiautoritario... Marx se interesa sobre todo a la economía. Para Bakunin el hombre está sobre todo.»

«Bakunin y la revolución se confunden, se identifican, se compenetran. Lleva la revolución en sus entrañas.»

«Marx no tiene biografía. Treinta años de British Museum, una mesa de escribir y libros: he ahí toda su vida.» (Recordamos que en una alocución pronunciada en el 70 pusimos al descubierto cómo, haciendo de rata en el Museum arriba citado, acaparó los escritos olvidados del economista anarquista londinense, Hodgskin, siendo el que más de entre los tantos plagios, para sacar a la luz su sedicente «original» teoría sobre la interpretación económica de la Historia y de la tan para su nombre celebrada «plus valia» que fue una idea y una interpretación de Hodgkin).

«(...) Que la fachada personal del gran hombre es un poco aburrida y fastidiosa. Da la impresión de un burgués o, más exactamente la de un profesor de universidad barbudo y engreído. Bakunin es todo lo contrario. Es un amigo, un gran amigo. Se le abraza, se ríe con él, se llora en su hombro... Su vida está sin cesar hirviendo; corre Europa, monta proyectos muchas veces fantasistas, ama y es amado, odia y es odiado; después se reconcilia, siempre sincero, siempre de humor cambiante.»

Entre los países de Europa que no visitó, que Bakunin no estuvo, se halla España. Y sin embargo fue allí donde más partidarios tuvo, allí donde su ideario tuvo más adeptos, allí donde su anarquismo y su colectivismo fue mejor interpretado y difundido, marcando con la huella de un sello indeleble la Regional Española de la A.I.T. en su influencia preponderante. Nada extraño en verdad. Su temperamento, su acción y su ideario siendo el temperamento, el pensamiento, el ideario y la acción que consigo llevaba a través de su historia el pueblo español de forma imprecisa en la representación de los que la misma hicieron, los **militantes de la Historia** como hemos definido en cierto trabajo, él, Bakunin, llegó a su hora y resultó la concreción, la precisión. En ese periodo de mutación, en ese paréntesis abierto en

1868, el proletariado hispano encontró no sólo lo que en sí buscaba como clase explotada, si que además y sobre todo por su profundidad, el **espíritu territorial**, la trascendencia emergiendo una vez más del subconsciente colectivo y de la intrahistoria o subhistoria. Siguió la marca de su pauta etnológica tanto como la etológica. ¡Y de qué modo! De ahí su bakuninismo en aquella Declaración de la Comisión Federal Española en 1883, no siendo redundancia por venir a colación:

«Y somos partidarios del grande y fecundo principio federativo, porque creemos que es indispensable para la práctica de los grandes y justos principios anarco-colectivistas, la federación económica; la libre federación universal de libres asociaciones de trabajadores agrícolas e industriales... Si en apariencia era vocabulario nuevo y moderno, el sentido venía como un eco del fondo del tiempo en un sentir sin variantes, de aquel comunismo libertario que antes ya de la guerra de los Comuneros dominó en gran porcentaje el suelo y el pueblo con sus potentes federaciones que pactaron con el monarca inglés siendo los primeros navios que jamás habían surcado por el Támesis, teniendo a raya reyes y jefes durante siglos hasta la sedicente unidad con la llegada de los reyes católicos Isabel y Fernando, que empezaron doblando los representantes municipales; y con quienes aún el emperador Carlos V no podía por menos que contar...»

Era ahora, el ahora de entonces, una nueva etapa, fiel al camino trazado, que no había llegado a su término. El abstracto del pensar social saliendo del sótano de la Historia en forma de tendencia sico-colectiva según el logicismo particular en el multi-étnos, que apenas hemos aflorado y que más adelante vendrá a colación.

De forma y manera que cuando las prédicas bakuninistas entraron en España, cuando Fanelli llegó en portavoz enviado por Bakunin, se vieron reflejados en un espejo y sin tardar las aceptaron: el sentir se hizo verbo, el verbo se hizo sentir. No olvidemos que el federalismo es la resultante en lo políticosocial venido de la individualidad geográfica. De ahí el acogimiento que acabamos de hacer mención. De ahí la naturalidad y la «espontaneidad» de la obra constructiva del 36 por la cual la guerra civil no se quedó en una cuartelada más como tantas que en forma de **pronunciamento** habían salpicado el siglo XIX. Comunismo libertario, colectivismo al modo hispano, antes y después de Bakunin, se funden por ser práctica pareja en suma, como ya lo **remarcó Ricardo Mella**. Viene de su logicismo social-étnico-etológico. Cuando la Alianza y la Internacional aparecieron en el tablado de la Historia, los obreros españoles se encontraron con el flujo de ese **mar social** en continuo movimiento a través de centenarios y aún de milenios, vaivén hecho de flujos y reflujos por nosotros analizado en el presente estudio. Si en cada ciclo trazado lo concreto es di-

ferente, ello se debe a que cada uno expresó la marca del tiempo en desarrollo. En cuanto al federalismo y al colectivismo hispano, puede aplicarse con holgura lo que Bergson define como «Presente que recomienza». Y en esa trayectoria que se hizo concreción en el tercer ciclo el dilema permanente se presentó una vez más, desplegándose en el seno mismo de una clase que por intuición y por abolengo debía apiñarse en torno al concepto federalista, entonces teoría, pero también práctica organizativa.

Vino también el centralismo clavándose en esa primera Internacional obrera, por obra de Marx y sus secuaces incondicionales, adquiriendo el mismo fenómeno malsano. El Sumo Pontífice de la nueva Iglesia cuyos colores hemos visto, venida de su representación que fue un plagio conocido de forma notoria. Con el tiempo se hizo dogma esa nueva doctrina centralista que, para tenerlo todo, tiene también su jesuitismo. El socialismo, en consecuencia, conoció su cesarismo; tal y como Proudhon y Bakunin lo presintieron. Y he aquí la paradoja jesuita. Organización organizada de forma federal, su organismo director es la ejecutiva. Es decir, el ordeno y mando adornado con el velo caricatural del respaldo federativo.

Las dos posiciones antagónicas tuvieron necesariamente que romper. La Sección española representante de la constante de su pueblo, cuya constante vino a identificarse con la definición del Socialismo en su justa apreciación y determinación filosófica, económica y social, siguió, aunque desgajada, su clara tendencia según la definición razonada que hizo nacer la Asociación Internacional de los Trabajadores, inspirada en la raigambre federalista. De suyo integral. De la misma forma continuó después de la inevitable escisión.

«Cuando el enviado de Marx, Lafargue, fue a España, ya se mascaba en el ambiente la escisión entre centralistas (autoritarios) y federalistas, (libertarios).» (Nettlau).

En efecto. Dentro de la Región Española, los sempiternos buscones de medro fácil, los que husmeaban de qué forma encaramarse en el árbol bien abastecido de la política profesional, al alcance de un acta de diputado o un puesto reenumerado en un partido político, los que roían como ratones hambrientos en el granero substancioso, los que no supieron o no quisieron o no pudieron digerir el Ideal del Socialismo en su justa apreciación, los que tuvieron miedo al empacho y aquellos que se empacharon, toda esa mezcla de diferentes ingredientes sico-patológicos que veían en la Asociación obrera una plataforma y una mesa puesta, aparecieron; como siempre y después llegaron para hacer de las suyas. Tal el para algún libertario celebrado, Fernando Garrido quién, si en su primera época se vio en trance de ser fusilado, cambió la chaqueta sin tardar para no sentir la pólvora y quiso imponer a la Asociación su enganche en la política como escabel de él y de su partido republicano.

MAURICIO CRANSTON

UN DEBATE IMAGINARIO



ENTRE

Carlos Marx y Miguel Bakunin

Ediciones JUBRAL

Puede adquirirse en nuestro Servicio de Librería.

3428



LE COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

L'incroyable nullité des politiciens français - de droite et de gauche - pourrait faire rire si elle ne mettait en relief l'absence d'alternatives claires pour la classe ouvrière.

Racisme et Apartheid

(Suite et fin)

Dans un premier article j'ai fait état de la pénible situation faite à l'Afrique australe dans les Etats qui la constituent (Transvaal, Colonie du Cap, Etat libre d'Orange, etc.) je vais à présent rappeler l'évolution des possessions allemandes dans cette région; sous le nouveau nom de Namibie on désigne aujourd'hui l'ancien Etat africain allemand.

Vers les années 1880 des officiers allemands fort épris de l'extension du Grand Reich parvenaient à s'implanter dans cette région et dès 1889 parviennent à une telle emprise que l'annexion territoriale est proclamée en 1890.

Parmi les luttes engagées contre les régions minoritaires poursuivant une libération, il n'en est pas une qui ait connu avec autant de constance que les Nations-Unies continuant à mener en Afrique australe.

Mais le gouvernement de la Colonie du Cap persiste à se montrer intraitable et s'oppose avec obstination au respect de la loi de majorité; tant que cette regrettable attitude s'oppose à tout changement souhaitable, il n'y a aucune garantie de paix dans cette région. Nous vivons sous la menace d'un grave conflit qui peut conduire à une guerre raciale entraînant d'incalculables pertes, même si l'on néglige

les répercussions qu'elle peut avoir au delà de ces régions.

Le développement des dépenses d'armement poursuivi depuis quinze ans révèle que au cours de cette période le budget militaire a plus que décuplé passant de 168 millions de dollars en 1962 à un milliard 900 millions de dollars en 1977; cette augmentation comporte en plus d'énormes quantités de matériel ultra-moderne alimentant une importante industrie d'armement qui demeure favorable à la puissante internationale des marchands de canons.

L'influence de l'opposition à l'apartheid s'est exercée dans différentes régions et nous conduit à rappeler l'action non-violente entreprise en Afrique du Sud par le Mahatma Gandhi.

Lorsque notre héros s'embarque en 1893 pour cette région dans le but de régler une affaire commerciale, il était loin de s'attendre à prolonger son séjour pendant une vingtaine d'années.

Rappelons tout d'abord quelques traits particuliers de Gandhi : passion de la vérité, scrupules de loyauté, respect de la parole donnée. Son enfance avait été marquée au cours de ses études qui le plaçaient déjà dans la vie morale au dessus des exercices purement intellectuels; il se montrait déjà fort sensible aux souffrances des parias — intoucha-

bles — qui se trouvaient réduits à accomplir des besognes inférieures.

Dès son arrivée au Natal, il eut à subir les affronts infligés aux gens de couleur, aux coolies tels que lui; il se vit interdire l'accès aux wagons réservés aux voyageurs européens de même que l'entrée des restaurants; il dut subir des menaces, recevoir des jets de pierre; bref supporter les vexations que dans de nombreux pays les hommes infligent à leurs frères d'autres races.

Demeurant le maître de ses souffrances il ne put accepter que 12.000 Indiens engagés dans les mines du Transvaal se trouvent sans transition contraints de travailler comme agriculteurs ou commerçants.

Au moment de quitter le Natal son métier d'avocat terminé il se trouve de nouveau en révolte à la suite de nouvelles mesures gouvernementales qui enlevaient aux Indiens leurs dernières libertés, voire même à les exclure d'Afrique. Il décide alors de surseoir à son départ afin d'engager une lutte acharnée contre les décrets. Puis abandonnant sa profession d'avocat il se fait pauvre parmi les pauvres et réduit son salaire de 600 livres par an pour se contenter de ne gagner que 360 livres par an.

S'inspirant des plans de Tolstoï il essaie d'habituer ses compatriotes à une extrême simplicité de vie, à un

par ANDRE MAILLE

travail discipliné et les entraîner à résister sans violence aux injustices gouvernementales.

Mais limitons-nous pour rappeler un fait qui n'est pas sans rapport avec le racisme.

Nous n'avons pas assister sans une profonde tristesse à l'évasion sensationnelle du criminel de guerre Herbert Kappler, ancien chef de la Gestapo à Rome; ce responsable de la mort de 335 otages, après trente ans de détention, fut à un regrettable relâchement de surveillance, suivi de complicités non établies.

Parallèlement aux espoirs qu'a pu susciter cette sensationnelle évasion ne pouvons nous pas omettre de signaler l'éclosion spontanée de svastika (croix gammée) et le rappel de nombreuses inscriptions anti-sémites.

Ce réveil de la peste brune n'est-il pas indigne des hommes de bon sens d'y assister dans une coupable indifférence.

Sous le couvert de considérations humanitaires ne nous trouvons-nous pas en présence d'une sourde campagne tendant à la réhabilitation de l'ancien SS. Il est au contraire de notre devoir de tout mettre en œuvre pour éviter la confusion entre le pardon et l'oubli.

COMISION DE RELACIONES INTERNACIONALES DE FEDERACIONES ANARQUISTAS (CRIFA)

TERCER CONGRESO DE LA I. F. A.

Savona 12 de noviembre 1977.
A las Federaciones y Grupos adherentes a la I.F.A.

En los días 22 y 23 de octubre del 1977, la C.R.I.F.A.-F.A. Italiana representada por los compañeros Marzocchi y Siracusa, se reunió en Francia con los encargados de las Relaciones internacionales de las Federaciones Anarquistas Francesa, Ibérica, Búlgara y una delegación de la F. A. Ibérica del Interior. Examinaron la situación particular de cada federación adherente a la I.F.A. y cada grupo e individualidad que están en relación con la C.R.I.F.A. aunque no formen una Federación en su país. Determinaron las modalidades de participación al tercer congreso de la I.F.A. Fijaron definitivamente la fecha del Congreso y el país donde se celebrará.

Según los deseos expresados, fueron tomados los acuerdos siguientes:

1º) Después de una discusión sobre los motivos dados por la F.A.I. para retrasar el Congreso y considerando las imposibilidades técnicas de organización que no permitieron la reunión del congreso en la fecha prevista del 29 de octubre al 2 de noviembre de 1977, los compañeros presentes, representantes de sus Federaciones respectivas, dieron su acuerdo a la proposición efectuada por la F.A.I. del Interior.

2º) Conforme a este acuerdo, la fecha del tercer Congreso de la I.F.A. fue fijada definitivamente del 23 al 27 de marzo de 1978.

3º) La CRIFA ha empezado la composición del segundo folleto, con las síntesis de las respuestas a los temas de los puntos cuarto al octavo del Orden del Día, enviadas por las Federaciones, Grupos e Individualidades a la CRIFA y publicadas en los boletines; folleto que aparecerá en enero de 1978. Entre tanto, el Orden del Día sigue sirviendo de base a los debates, abiertos en el boletín por las Federaciones, Grupos e Individualidades adherentes a la I.F.A. que quieran mandar sus respuestas teniendo en cuenta que las que nos lleguen después del 15 de diciembre del 1977 aparecerán en

el boletín pero no podrán ser sintetizadas en el folleto que será enviado a las federaciones y grupos adherentes en enero de 1978, para que las delegaciones que participarán al Congreso puedan utilizarlas en los debates en el seno de las comisiones y en la sesión plenaria.

4º) Nuestro Congreso será un congreso de trabajo. Después de ser nombrada la Comisión para la verificación de las credenciales, de ser escuchado el informe de actividades de la CRIFA y los informes de los delegados que deban ampliar un suplemento de información al informe ya publicado en el boletín, el congreso se reunirá en diferentes comisiones para la elaboración de las mociones a cada punto del Orden del Día, para ser después discutidos en sesión plenaria antes de su aprobación.

5º) Para poder participar en los trabajos del congreso, se tiene que ser adherente a la IFA (una sola federación por país, y si todavía no hay federación, adhesión de los grupos y hasta de las individualidades, pero con la condición de que las estructuras de la IFA, sus bases ideológicas, su programa, su pacto de asociación, etc... sean aceptadas).

Los adherentes deben, en cuanto puedan, antes del congreso, ponerse en regla con las cotizaciones para el buen funcionamiento de la CRIFA y los gastos de organización del Congreso.

Un compañero que no sea adherente de una federación o a un grupo adherente a la IFA, aunque sea conocido no puede ser delegado por una Federación ausente a representarla en el Congreso.

6º) Los observadores de los países donde no existe federación pueden presentar un informe sobre la situación de su país y sobre la del movimiento anarquista. Este informe será considerado y publicado como los otros.

En los países — bastante numerosos — donde diversos grupos puedan entrevistarse y realicen las condiciones de poder federarse, nosotros les invitamos a hacerlo en el curso de estos meses que nos

separan del congreso, para participar en tanto que delegados.

Los observadores (grupos e individualidades) para ser admitidos en el congreso deben presentar aval extendido por una federación o grupo adherente a la IFA o ser conocido por la CRIFA.

La presencia de observadores al Congreso es limitada de 1 a 3 personas por delegación.

7º Para evitar inconvenientes de última hora, facilitar el trabajo preparatorio del Congreso y asegurar su realización, os invitamos a comunicar a la CRIFA, Casella Postale 22, 17100 Savona (Italia) o a los «Gruppi Anarchici Riuniti» 31, Piazza Matteotti, 54033 Carrara (Italia), los nombres y direcciones de los delegados; el número, los nombres y las direcciones de los observadores, por lo menos con un mes de antelación de la fecha del Congreso (es decir 15 ó 20 de febrero de 1978).

Un comunicado sobre el asesinato de los tres miembros de la «Fracción Armée Rouge» en la super-cárcel de Stammheim presentado por F. A. Francesa y firmado por la I.F.A. ha sido mandado a las agencias de prensa y a todas las publicaciones anarquistas del mundo.

Para terminar, debemos indicar que estamos tratando de negociar una instalación, en la sala o teatro donde se celebre el Congreso, de traducción simultánea en varias lenguas, de los discursos en la tribuna y en las comisiones. Estamos esperando las proposiciones de precio, para decidir según sean nuestras posibilidades financieras.

Con nuestros saludos fraternos.

Por la CRIFA: Umberto MARZOCCHI.

P. D. — La CRIFA pide a las Federaciones, Grupos e Individualidades anarquistas de traducir esta circular en la lengua del país donde residan y traten de publicarla en la prensa anarquista y similar a fin de darle mayor difusión.

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE

ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Palements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE MONTPELLIER

La Sección de S.I.A. de esta localidad, tiene un LOTO organizado — como lo hizo en años anteriores — para el domingo 22 de enero a las 4 de la tarde en el Café de la Esplanada.

Se ha invitado a esta F. L. a participar en el mismo, por lo que invitamos a todos los compañeros de Montpellier y pueblos limítrofes a que vengan; además de pasar una tarde agradable familiar, a contribuir en la obra social que este organismo de años viene desarrollando.

CONFERENCIA EN BURDEOS

El domingo 22 de enero, a las 10 de la mañana, y en la Vieja Bolsa del Trabajo, rue Lalande, prosiguiendo el ciclo de cultura y propaganda organizado por esta F. L., tendrá lugar la Conferencia que correrá a cargo del compañero Ramón Liarte, sobre el tema de carácter ideológico: «Los libros que han hecho el anarquismo».

Quedan invitados todos los militantes, simpatizantes, compañeros y amigos a escuchar esta disertación ácrata.

U. L. C.N.T.F. - MARSEILLE

Le samedi 21 janvier aura lieu à la Vieille Bourse du Travail, 12, rue de l'Académie, à Marseille un MEETING-Débats, organisé par la C.N.T. et le Groupe Libertaire (FA) de Marseille.

A 18 h, Stands débats sur l'Anarcho-syndicalisme, l'Autogestion, le Fédéralisme, les Femmes, l'Antimilitarisme, l'Ecologie, etc...

A 19 h 30, Interventions d'orateurs :
1º : Développement et action de la C.N.T. en Espagne.

2º : L'Anarcho-syndicalisme par la C.N.T.F. (U. L. de Marseille).

3º : Les Anarchistes face aux élections et face à la crise économique, par la F.A.F.

F. L. DE MARSELLA

La Federación Local de Marsella comunica a todos sus afiliados que el día 6 de febrero a las 9,30, en su local social celebrará asamblea de interés general. Requerimos vuestra asistencia sin falta.

ACTO LIBERTARIO EN MARSELLA

Organizado por la C.N.T. Francesa, tendrá lugar el sábado día 21 de enero 1978, a las seis de la tarde, en la Bolsa del Trabajo, 13, rue de l'Académie, con la participación de la C.N.T. gala y española y de la F.A.F.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, recomienda la asistencia de todos los compañeros de las Federaciones Locales cercanas a Marsella y de los simpatizantes para darle al acto el realce que se merece.

¡Todos a la Bolsa del Trabajo el sábado 21 de enero 1978!

CENTRO CONFEDERAL, PARIS

Domingo 22 de enero a las 3 de la tarde **VELADA FAMILIAR SOLIDARIA Y RECREATIVA**, en la que tomarán parte diversos compañeros y compañeras amigos del arte, de la música, canción y poesía. No faltará el buen humor y otros aspectos sorpresivos de buen gusto y cordialidad. Quedan invitados todos los familiares grandes y chicos a esta velada de fraternidad libertaria.

GRUPE LIBERTAIRE GERMINAL

Le groupe libertaire Germinal de la Fédération Anarchiste, invite les libertaires et ses sympathisants à assister à la Réunion-Débat qu'il organisera le mardi 18 (?) janvier 78 à 20 h 30, dans la grande salle du Patronage Laïc, 72, Av. Felix Faure, 75015 Paris. (Mº Bouicaut - Bus nº).

Le thème de cette réunion-débat sera : « Notre Fédéralisme ».

Groupe Libertaire Germinal (Paris-Banlieue Sud-Ouest).

CORREO DE REDACCION

Compañeros de la Federación Local de Sanlúcar de Barrameda: Vuestro anuncio del Mitin nos ha llegado con retraso. Gran lástima. La próxima vez enviar el papel con tiempo suficiente. Enviar reseña. Será acogida como merece: bien.

«ESCRITOS»

Interesante obra de Juan Peiró. Textos en catalán y castellano.

Precio: 70,00 frs.

INFORMATIONS A.I.T.

SYNDICALISME ANTIGREVES : LE CAS M. S. A.

M. S. A. c'est la Metalúrgica de Santana Land Rover.

Baisse du rendement, voulu par les travailleurs étant donnée la prise de décisions unilatérales de la direction au sujet des salaires, et contre les Conventions en vigueur.

Plusieurs ouvriers mis à pied... et la grève commença le 6 octobre.

Réunion prévue pour ce même jour, dans un but de conciliation et les travailleurs pris par surprise acceptèrent de revenir aux normes de rendement. La réunion ne montra que l'intransigeance de l'Entreprise. De nouveau le 7 la grève fut décidée. Déclarée illégale, l'usine fut fermée le 12 (jour de fête et chômé).

Vingt et une lettres de licenciement envoyées par les patrons...

Le 27, une journée de solidarité organisée dans la ville...

Les « syndicales » s'en mêlent. Démarches auprès de parlementaires, désignation d'une commission mixte avec intervention de politiciens... Invitation faite à l'entreprise... laquelle fait la sourde oreille... Des groupes incontrôlés d'extrême droite entrent dans la danse semant la terreur à Linares...

Les 10 et 11 novembre sont des jours d'extrême violence où la police fait preuve de sa brutalité à côté des manœuvres menaçantes de la direction de M.S.A. (Nous donnons quelques détails ailleurs).

Climat de peur. La Commission de grève commence à louvoyer...

Lundi 14. Quelques 600 travailleurs sur les 1.800 (bureaux, maîtrise et cadres) abandonnent la grève. Les C.C. O.O. convoquent une réunion avec comme Ordre du Jour : empêcher la reprise du travail, et comme « PAR ERREUR » ordonnent de le reprendre... L'Union Générale des Travailleurs, suit le mouvement... et la grève se termine... Le pactisme gagne.

Echec d'un mouvement revendicatif. Les causes ? Manque de prise de position de la base militante qui laissa faire une Commission. Celle-ci ne demanda jamais l'avis des assemblées qui convoqua pour informer mais sans leur donner pouvoir de décision...

Les instances syndicales... du reformisme étaient là, tutrices de l'indécision, de l'abdication...

ACTUALIDAD

Protagonicemos a nuestros compañeros y compañeras jubilados y pensionistas

por VICENTET

En otras épocas y periodos, tratar dicho tema entre la clase laboras, hubiese sido algo fuera de lugar; porque, si bien la clase asalariada tanto ayer como hoy, está sujeta a toda clase de explotación, vejaciones y atropellos, no es menos cierto, que la evolución industrial y las luchas que siempre han sostenido y sostiene la clase obrera, han culminado, en un mínimo sostén de su existencia, (para la mayoría) que al fin de una vida larga y penible pueda constituir un medio, aunque reducido, con que poder desenvolverse dignamente, sin recurrir a la mendicidad.

El problema de los jubilados, pensionistas, viudas e inválidos, ha constituido y constituye un problema social, no solamente en España, sino, en todos los países de Europa y del mundo medianamente desarrollado, e incluso, en el tercer-mundo, que nuestra organización C.N.T. debe de estudiar con cariño y darle una estructuración idónea a sus características y de eficacia.

Son muchísimos los compañeros jubilados adheridos a la C.N.T., pero hay muchísimos miles de obreros que no forman parte de ninguna organización sindical, y se precisaría, que la C.N.T. tenga en cuenta el problema real, de lo que significa en la vida política y social del país por su expansión en todas las esferas y capas sociales, para que determine y se plantee con claridad meridiana, protagonizando una organización, desde los Grupos radicados en las aldeas, las Secciones en los Sindicatos de Oficio, hasta los Sindicatos propiamente dichos.

El problema de las reivindicacio-

nes de los que por la edad han dejado de trabajar, o la de los inválidos, pensionistas o viudas, a medida que transcurre el tiempo se van deteriorando, por considerarnos el mundo capitalista y parte de la inconciencia del mundo laboral, como una carga o desinterés de la sociedad. La prueba nos lo demuestra cuando se producen aumentos salariales, entre activos y jubilados. A éstos, siempre se les da algún aumento, pero siempre muy inferior, alargando la injusticia de año en año, sin que la mayoría haga hincapié, olvidando, que más tarde si no se resuelve hoy el problema, mañana serán ellos las víctimas. Así es como se va propagando poco a poco el hambre a toda una clase, que toda la vida ha sido vilipendiada y olvidada.

No solamente es un problema humano y de solidaridad que la sociedad es deudora de cuantos han dejado toda su existencia en aras del desarrollo que hoy nos desenvolvemos sino, que precisa, que cuantos han luchado y luchan propagando y defendiendo las ideas anarcosindicalistas y anarquistas, constituyan sus órganos que den continuidad dentro de la Organización Confederal, a sus prédicas y opiniones, para que, los ancianos y jóvenes estudien y analicen todo lo peculiar y característico que informa a la C.N.T.

Actualmente existen Sindicatos de jubilados; hay también Secciones dentro de Sindicatos; otros que propagan su autonomía sin mencionar si es dentro de la Organización, o sin etiqueta sindical. Todos sabemos que será un Congreso de la C.N.T. que dirimirá dicho problema. Sin

embargo, no debemos olvidar, que si hoy no trabajan y no pueden reivindicar al patrón, si que deben de defender sus intereses frente al Estado, a sus Montepios o Cajas, controladas o sostenidas por aquél. Por lo tanto, precisa que se organicen en Sindicatos idóneos. Es decir, como otro Sindicato, a parte entera. Naturalmente, si son reducidos el número de compañeros en una localidad, pueden formar un Grupo o Sección dentro de su F. Local o Sindicato de O. Varios, siendo considerados como una unidad más dentro de la Organización Confederal, con todos los derechos y deberes que esto significa.

Así como la evolución y el desarrollo industrial y la demografía, después del último Congreso celebrado en Zaragoza en 1936, hemos visto aparecer y organizarse en la actualidad Sindicatos con otras denominaciones para su clarificación y singularidades intrínsecas y actuales; también deberíamos de incluir entre los nuevos, a los Sindicatos de Jubilados, Pensionistas, Inválidos y Viudas de no importa que acción y tiempo, por constituir un problema social y de permanente reivindicación por ser la clase más abandonada de la sociedad, y que más necesidad tiene de contacto con el mundo laboral y con los compañeros que tras muchos años de lucha, amarguras y sinsabores, han permanecido fieles a las ideas, no solamente como solución, sino, como lucha y ejemplo.

DESDE ESPAÑA

LA POLÍTICA EN LOS PARTIDOS DE LOS POLITICOS

por J. GRACIA

La vida del ser humano, está completamente influenciada, ligada moral y materialmente por toda la psicología callejera que dirige el Estado.

Este es, ni más ni menos, el «buitre» autoritario que maneja las riendas del destino de los pueblos. La enseñanza, la producción, el consumo y la recreación, están ambientados bajo el dominio estatal. Todo es oficial y lo que no es, está oficializado, la influencia y el dominio estatal hacen del individuo el autómatas subordinado, constituyendo así la sociedad, en rebaño humano, inconscientemente esas masas mistifican el poder y rinden todavía más fuerte la autoridad del Estado.

Todos los partidos políticos y organizaciones sindicales conformistas critican severamente a los gobernantes, opuestos a la política respectiva sin embargo, se respaldan entre ellos tantas veces como sea necesario, y los intereses les unan.

Se atacan mutuamente de partido a partido, pero siempre dejan los estamentos del poder en pie, sean derechas, izquierdas u otros extremos de la política, por mucho que riñan entre sí no es por diferencias de afinidad, ya que al fin y al cabo, todos coinciden en mantener un Estado y su séquito, sus programas y tácticas pueden diferir, pero todos, respetan

el poder constituido con su orden público impuesto, por sus fuerzas coercitivas. Hay que comprender que esta oposición política, lucha para un día apoderarse del poder y una vez en los puestos de mando del Estado, emplean los mismos métodos que sus antecesores, de violencia, contra la nueva oposición.

Los partidos políticos, juegan el papel de distanciar y dividir a las clases obreras, que en definitiva son las que no cambian, cada partido con un programa distinto se armonizan en doctrinas y conductas que en la teoría tienen una apariencia buena, pero que llevadas a la práctica son realmente catastróficas, ya que tratan de dividir y enfrentar a los trabajadores entre sí. La finalidad de los políticos es la toma del poder, para poder gobernar dictar ley tras ley en defensa de los intereses de su Estado, que no representan otra cosa que la de salvaguardar el capitalismo y con ello la propiedad privada.

Los dogmatismos políticos o religiosos se alinjan bien informados cada cual con programas bien calculados y el empleo de la demagogia, con himnos, charangas patriotas y toda una martingala de ritos que son para fomentar el ambiente conveniente para hacer subir la fiebre del fanatismo culto. Los sermones,

los discursos, el charlatanismo hipnotizador y los fieles convertidos en masas borreguilas sostienen las lumbres o líderes del partido o sectas en las cumbres del poder.

Mientras tanto, estas «personalidades» viven del engaño profesional jugando con el destino y la libertad del que nunca cambia: EL PROLETARIADO.

Monzón, Enero 1978.

LIBROS

«La Revolución desconocida» (2 v.) Voline	40 00
«Cent dies de la vida d'una dona», Frederica Montseny	25 00
«La Araña Negra», Blasco Ibáñez	100 00
«Historia del 1º de Mayo», M. Dommanget	30 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70
«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«El Opus Dei en España», D. Artigues	30 00
«Pasión y Muerte de los Españoles en Francia», F. Montseny	30 00
«Le fédéralisme de P.-J. Proudhon», Bernard Voyenne	18 00
«Diccionari General de la Llengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

EL HOMBRE Y LA AN-ARQUIA

TROZO EXTRAIDOS DE: «ESBOZOS DE UNA FILOSOFIA DE LA DIGNIDAD HUMANA», de PAUL GILLE

En la lucha por la existencia, hace, finalmente, del hombre un competidor, un enemigo y — *homo homini lupus* — una bestia feroz para el hombre. Sustituyendo a la sociedad real, a la sociedad de carne y hueso, esa entidad investida de soberanos poderes: el Estado, funda el derecho sobre lo arbitrario y la justicia sobre la ley del más fuerte: *imperium* del número o dictadura de una minoría.

Guerra civil permanente, guerra civil callada o violenta, en el interior; guerras intermitentes, guerras periódicas, en el exterior; tal es la imagen que nos ofrece el *pandemonium* adornado con el nombre de sociedad en que vivimos.

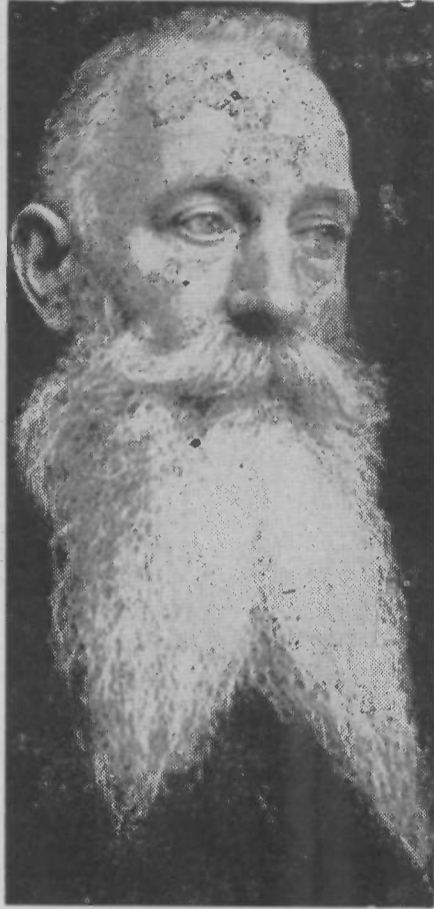
Pero la ilusión absolutista, la ilusión autoritaria, punto de partida de este desorden organizado, se muere. La razón se liberta. Un derecho nuevo se abre paso. Al derecho artificial, al derecho metafísico, al derecho quirrítico que nos rige, sucede el derecho natural, el derecho viviente, el derecho social y humano. Un nuevo orden de cosas se anuncia donde todo vestigio del autoritarismo y de la barbarie habrá desaparecido.

Será la *an-arquía*. Pero esta *an-arquía* racional es la antítesis de la *anarquía* individualista y particularista en cuyo seno vivimos. De la una a la otra hay antinomia, hay contraste y oposición de principio. Aquí, el absolutismo, el egoísmo individual y colectivo, e hipócrita o brutal, la violencia autoritaria bajo todas sus formas; allá, la razón, la razón impersonal, universal, y el derecho, el derecho humano: la libertad en la justicia. Y por una sacrilega sofisticación, por un sofisma

verbal y un juego de vocablos, que hay que denunciar a porfía, se nos presentan con demasiada frecuencia como actos innovadores, como actos ejemplares, como actos «revolucionarios», hechos de pura violencia impulsiva y ciega, actos de brutal autoritarismo, que no salen de la norma actual de la vida. Hay, a pesar de todo, una lógica de las cosas. Y el gesto anunciador de la nueva vida, el gesto libertador de donde saldrá el porvenir, no sabría ser un gesto de agresión, un gesto autoritario.

A tal fin, tal método. Si se quiere trabajar efectivamente, eficazmente, por el triunfo del derecho humano y de la dignidad humana, la primera condición que se nos impone es no contradecirse al obrar y volver la espalda al fin; no caer, por su mismo gesto, en ese autoritarismo que se trata de abolir en favor del derecho.

¿Absolutismo o derecho humano? Tal es, en definitiva, el gran, el formidable problema que se le plantea a nuestra época, el que se ha denominado con ese nombre emocionante, ya trivial en fuerza de uso irreflexivo: la *cuestión social*. Y en vano «barbaros instruíros», sacando de nuevo a la luz y desarrollando el sofisma de Calliclès, intentan suprimir la alternativa y negar el problema, negando, en beneficio de la fuerza, es decir, del absolutismo, la propia realidad del derecho. No es verdad que, como afirma Schopenhauer, «el derecho no es más que la medida del poder de cada uno». No es verdad que, como pretende Ihering, «la noción del derecho no es una concepción lógica, sino una concepción pu-



Paul GILLE

ra de la fuerza.» No es verdad que la fuerza cree el derecho.

El derecho, al contrario, es, esencialmente, de orden lógico. Depende no de la autoridad de la fuerza, sino de la razón, de la razón impersonal. Estar en su derecho, es tener razón: es pensar, decir, querer o hacer una cosa justa y racional.

Bien entendido que no se trata aquí de la razón absoluta y presente en todas partes, imaginada por el racionalismo hegeliano. Trátase de la razón humana, de modestos orígenes, pero cada vez más experi-

mentada, cada vez más advertida y consciente, de la cual la abstracción es base y elemento primero, y órgano esencial del verbo que permite al hombre elevarse por encima de las abstracciones de los sentidos y llegar, por él, a las abstracciones superiores de la ciencia y del derecho.

Porque eso — repitámoslo — es lo que hace la Humanidad. Es esta «ideología», es este culto de ideas, de las ideas universales, de las ideas impersonales, es esta aptitud para un idealismo racional y científico, lo que distingue al verdadero hombre del antropomorfo áptero, individualista, autoritario y redomado.

Es esa voz, largo tiempo ahogada, largo tiempo falseada, de la razón, la que hoy oímos.

Proclama ella la decadencia del absolutismo; proclama la dignidad humana, el derecho innato en todo hombre al desarrollo integral, al desarrollo normal de su naturaleza entera. Este derecho tiene por base, por condición primera, el acceso a la riqueza, producto del trabajo colectivo o don de la naturaleza. Tiene por corolario el imprescriptible derecho de corrección frente a los acaparadores, violadores del derecho. Pero este derecho humano, este derecho común a todos, lleva en sí también, fuera del caso de legítima defensa, el más amplio, el más escrupuloso respeto a la persona del prójimo. A la *anarquía* actual, régimen autoritario, régimen de desorden, opone él la *an-arquía*, régimen de respeto mutuo, la *an-arquía* racional, «porvenir de la Humanidad».

OCHO FOLLETOS

Muy útiles para la propaganda:
LA ANARQUIA ANTE LOS TRIBUNALES, de P. Gori.
EL SINDICALISMO, de J. Prat.
EL COMUNISMO LIBERTARIO, de I. Puente.
MARX Y EL ANARQUISMO, de R. Rocker.
LA ANARQUIA, de E. Malatesta.
ANARQUISMO Y SOVIETISMO, de R. Rocker.
LA LIBERTAD, de B. Lazare.
ANARCOSINDICALISMO (documentos).

UN ANARQUISTA

Esta es la «pequeña historia», anónima historia, de un hombre de la C.N.T. De uno de nuestros militantes.

Le conocí en 1948 en el Penal de Ocaña. Yo acababa de llegar procedente de la Dirección General de Seguridad donde había estado 21 días «aguantando» los correspondientes «interrogatorios», y debido a mi estado físico me llevaron a la enfermería para que el médico me curase y reconociese detenidamente. Tuve que esperar allí sentado a que llegase el doctor y en ese tiempo trajeron a otro recluso que se puso junto a mí. Por no haber ningún funcionario cerca pudimos hablar, pues los dos lo estábamos deseando.

El, preguntaba sin cesar, muy de prisa, quería saberlo todo, pero en un instante, ya que daba la sensación de que no podía perder el tiempo. Y así era. Por que llevaba totalmente incomunicado la friolera de 12 años. Doce largos años en las distintas cárceles de España, sin poder hablar con nadie.

Entre pregunta y pregunta me iba diciendo algo de él, de su situación, de su vida. Le detuvieron en 1934, por sus actividades durante la huelga revolucionaria de Octubre. Y en el penal en que se encontraba había

un «cabo de varas», como es natural preso común, que se distinguía por su crueldad hacia los presos, a los que maltrataba y apaleaba con el beneplácito de los carceleros.

Este «angelito» tuvo un día la mala ocurrencia de intentar apalear a nuestro compañero, y éste al sentir el palo en su cuerpo no se lo pensó dos veces, cogió al energúmeno y lo tiró por el hueco de la escalera.

Como consecuencia de esto fue procesado de nuevo y al llegar la amnistía de febrero de 1936 no salió en libertad. A continuación fue juzgado y condenado a 30 años de reclusión mayor por homicidio, por lo que se encontraba en prisión al producirse la sublevación de julio, pero con la mala fortuna de estar en Burgos y no poder ser liberado.

Posteriormente y en plena Guerra Civil, quisieron hacerle trabajar en la cárcel haciendo alpargatas para las tropas fascistas, a lo que como es natural se negó. Pero otro «cabo de varas», también preso común, y de las características del otro, intentó obligarle a palos a trabajar, y nuestro compañero cogió una aguja grande, de esas de coser cáñamo y no dejó de darle pinchazos hasta que supo que había acabado con él.

Como es lógico volvió a ser condenado a otros 30 años de Reclusión Mayor. O sea dos Cadenas Perpetuas más la condena de 1934, era lo que tenía que cumplir si perdimos la guerra. Y la guerra se perdió y nuestro compañero por su constante rebeldía fue sancionado además por la Dirección General de Prisiones a permanecer solamente un mes en cada prisión y siempre aislado en celdas individuales y totalmente incomunicado hasta de sus propios familiares, con los que no le permitían mantener correspondencia, ni visitas, ni siquiera recibir alimentos. Cuando yo le conocí tenía una hija de catorce años a la que no conocía ni siquiera por fotografía.

Supongo que ya habrá muerto, pues aunque no tendría ni siquiera 40 años, el régimen penitenciario que tenía que soportar no hay ser humano que lo resista mucho tiempo. Su única esperanza consistía en que acabase pronto la dictadura y esa circunstancia todos sabemos que no se dio. Así que habrá dejado de existir en cualquier cárcel, de cualquier rincón de España.

Poco más puedo decir de él. No sé como se llamaba ni de donde era, por que si llegó a decirme, es lógi-

por Nicolás CHOZAS

co que ahora ya no me acuerde de ello.

Hoy no podemos hacer más que glosar la conducta en todo momento rebelde de un hombre de la CNT, al que ni las circunstancias más adversas doblegaron ni humillaron. De un hombre al que por su conducta abnegada y generosa podemos decir ANARQUISTA, y no por que él lo dijera, sino por que lo demostró anónimamente, como debe ser y como ha sido siempre, en silencio, sin ostentación, sin fetichismo y sin uniformidades, sin signos aparentes más o menos «progres», con limpieza y con decencia. Recordemos hoy con él a todos los compañeros que de una forma o de otra sacrificaron sus vidas por nuestras ideas. A todos aquellos que por su ejemplaridad han hecho que la C.N.T. sea respetada y aún temida por todos, hasta por sus enemigos seculares.

Madrid, Enero 1978.



Declaración del Comité de Cataluña de la CNT sobre elecciones sindicales

El Real Decreto sobre elecciones sindicales en las empresas, aprobado el pasado día 6 en el Consejo de Ministros, es el broche que culmina la operación de consolidación del sistema político del Gran Capital, iniciada el 15 de Junio con las elecciones parlamentarias y proseguida con el Pacto de la Moncloa, que significa, de hecho, la sumisión de la clase obrera a los planes de modernización y reestructuración de la economía capitalista.

Si el proceso de elaboración del Decreto ha sido tremendamente confuso (negociaciones tripartitas gobierno-sindicatos-patronal), el resultado final, fruto de la PETICION de las centrales sindicales reformistas de ARBITRAJE por parte del Estado (como si el Estado fuese un aparato neutral), ha sido lógico: unas elecciones sindicales que anulan la libertad sindical allá donde se en-

cuentra la tarea principal de los sindicatos, en las empresas. Unas elecciones que delimitan y recortan el proceso de organización de los trabajadores, que ataca el poder de la Asamblea como ámbito de la unidad de los trabajadores, que hace desaparecer el carácter revocable de los delegados, que mantiene unas formas de organización de tipo corporativo (los dos colegios) dividiendo a los trabajadores en el seno de la Empresa y permitiendo la negociación «por separado», unas elecciones sindicales que, en definitiva, avanzan decididamente hacia el cumplimiento del Pacto de la Moncloa por el camino más corto, destruyendo la organización de los trabajadores, marcándole límites y posibilitando el control de toda la clase trabajadora por los sindicatos firmantes del Pacto (CC. OO. y U.G.T.).

Se trata de sustituir la organiza-

ción de la clase obrera, definida por ella misma, por la organización que la patronal quiere para la clase obrera: el sindicalismo de empresa en lugar del sindicalismo de clase, el sindicalismo corporativo en lugar de la unidad de acción y de lucha, la normativa jurídica en lugar de la autogestión y la libertad sindical.

La polémica Listas abiertas - Listas cerradas ha servido para enmascarar el Decreto que ahora sale a la luz. Así, tanto CC OO. como U.G.T. pueden hacer creer a sus bases que algo se ha conseguido al adoptar el Gobierno los dos sistemas, mientras aceptan al mismo tiempo todo el contenido de signo claramente verticalista del Decreto.

Ante este ataque INTOLERABLE a la libertad sindical, la C.N.T. llama a todos los trabajadores a la defensa de la LIBERTAD SINDICAL, del derecho a la organización. Por-

que no es solo eso lo que está en juego, sino también la posibilidad de ofrecer un frente unido, una resistencia organizada a los ataques del Capital, al Pacto de la Moncloa. Por que si la organización y la libertad sindical, por sí solas son insuficientes para resolver nuestras reivindicaciones, si suponen una forma de multiplicar nuestras fuerzas.

¡No hemos destruido la C.N.S. para edificar otra nueva!

Por todo ello, la C.N.T. llama a todos los trabajadores a no participar en las elecciones sindicales, a boicotearlas activamente, a vaciar de contenido los nuevos jurados construyendo nuestras formas de organización e imponiéndolas a la Patronal. Solo así la libertad sindical será un hecho.

Secretariado Permanente del Comité de Catalunya de la C.N.T.

DESDE BALEARES

MANIFIESTO DE RECONSTITUCION (EXTRACTOS)

Hemos recibido, del Sindicato de Oficios Varios de Menorca (C.N.T.-A.I.T.) el manifiesto anunciando su reconstitución oficial. Este manifiesto, escrito en castellano y catalán, apareció con considerable retraso a causa de diversos escollos que le fueron opuestos.

El documento es amplio, razonado, sin ambigüedades acerca del ideal anarco-sindicalista y traza la línea recta que, como siempre, se proponen seguir nuestros compañeros isleños. Manifiesto amplio y denso del

que publicamos algunos extractos que retratan sin ambages nuestros conceptos de constante acción reivindicativa de carácter laboral y el afán de incrementar la cultura, elemento indispensable para el hombre que desea desarrollarse plenamente.

No dudamos de la constancia de nuestros compañeros y compañeras menorquines y estamos persuadidos que, aunque laboriosa, su acción producirá los frutos merecidos.

Fernando Ferrer Quesada

UN CASO DE CONCIENCIA

Extraemos de «Diario-16» del 17-12-77:

«Alejandro Melero García, de setenta y un años, natural de Daimiel, en Ciudad Real, envía la siguiente carta:

«El día 1 de abril de 1939 fui detenido y llevado a la cueva de torturas del Ayuntamiento de Daimiel, por estar afiliado a la C.N.T., en la que me tumbaron en el petate después de haberme apaleado en forma despiadada.

«El año 41 me formaron «consejo de guerra» junto con 99 compañeros y una mujer. Ese mismo año me llevaron al Penal del Dueso, del que salí a trabajar al túnel de la Engaña en la Vega de Pos, de 7.800 metros de longitud, que une las provincias de Burgos y Santander.

«De este túnel guardo imborrable recuerdo, pues el día 12 de noviembre del año 1944 sufrí un accidente laboral en el que perdí parte de la nariz, dos dedos rotos, la dentadura superior y parte de la inferior, siendo ingresado en la Casa de Salud de Valdecillas, con guardia permanente de cuatro números y un cabo.

«En este centro médico fui asistido por los doctores Treviño, Pascual de Juan y Morota. Allí estuve ciento ochenta días debido a los injertos que tuvieron que practicarme. Por entonces, me daba la compañía ABC cincuenta céntimos diarios, que al darme de baja se quedaron en treinta céntimos.

«Cobro en la actualidad 1.500 pesetas mensuales y esto es lo que me

hace dirigirme a esa sección, por si tuviera algún eco.»

No es que se trate del único caso pero no de conciencia, pero de criminalidad que todo a lo largo y a lo ancho de la geografía española los franquistas de todo pelo y color son responsables y ninguna consideración debiera impedir que tales actos sean reparados en todas sus implicaciones.

CUATRO MIL OBREROS en la CALLE Manifestación ante la empresa Ramón Beamonte

Quinientos trabajadores de Ramón Beamonte, empresa constructora, se congregaron ayer tarde en la puerta de la empresa, sita en Alcalá, 35, frente al Ministerio de Educación y Ciencia.

La actitud fue como protesta del expediente de crisis — presentado por la dirección ante la Delegación de Trabajo, que lo tiene «congelado» hasta ver el contrainforme de los obreros — que afecta a cuatro mil trabajadores de trece provincias.

La Policía retiró algunas pancartas que hacían alusión a «El dinero se lo llevaron a Suiza», «Queremos cobrar». La empresa les adeuda el mes de diciembre. En Santander, Vigo y Las Palmas se llevaron a cabo diversas manifestaciones.

«Reunida la Asamblea C.N.T.-Menorca decidimos que nuestras primeras palabras de salutación vayan a todos los trabajadores de la Isla, al pueblo menorquín y a los demás Sindicatos que luchan por la emancipación de la clase obrera.» (...) «...La supresión del capitalismo. — La colectivización de la economía en régimen de autogestión. — La organización FEDERALISTA de los Municipios, de las Regiones, de los Países, hasta llegar a la superación del Estado que, de esta forma devuelve a la Sociedad lo que le había usurpado: la plenitud de sus funciones y responsabilidades. Esto es lo que en la C.N.T. definimos como COLECTIVISMO. — (...) Los acuerdos de la C.N.T. son tomados por decisión de asambleas libres y se articulan desde abajo hacia arriba, FEDERALMENTE.» (...) «No existen dirigentes. Ni cargos inamovibles al frente de las organizaciones durante años y años. Sólo MILITANTES que cumplan funciones representativas y de relación al frente de los COMITES y por espacio limitado de tiempo (revocables) bajo el control de todos los demás MILITANTES.» (...) «Las estructuras parlamentarias hacen que el individuo dimita — al delegarlo — del derecho de tomar sus propias decisiones y responsabilizarse de ellas. De esta manera se inculca en el individuo un miedo por la propia libertad y se le incapacita para llegar a la madurez responsable a la que tiene derecho.» (...) «Por esta razón los sindicatos que forman la C.N.T. son, al mismo tiempo que un organismo de asociación libre para la defensa de nuestros intereses de trabajadores, un lugar de preparación, de investigación y de expansión de los conocimientos humanos y que se propone, por sus prácticas antiautoritarias un nuevo tipo de hombre, un individuo responsable y capaz de decidir por sí mismo.» (...) «... pretendemos: «Atender permanentemente a las necesidades organizativas de los trabajadores de la isla» — 2º presta... «Una atención igualmente constante respecto de aquellas

cuestiones que a nivel de convivencia ciudadana son más importantes y sobre las que una opción anarco-sindicalista puede actuar desde este momento, sin necesidad de esperar ningún paraíso futuro, prometido por algún Profeta de los que están de moda.» — «3º Demostrar paulatinamente y sin dogmatismos, no tan sólo la conveniencia de estas opciones sino también la posibilidad real de llevarlas a término inmediatamente. Es por esto que la C.N.T. no es solamente un sindicato reivindicativo sino un colectivo de estudio, de investigación y ¿por qué no?, de experimentación a todos los niveles de la vida de una comunidad en los cuales esto puede ser útil o aconsejable.» (...) «Es así que, independientemente, aunque solidariamente, de lo que puede ser la C.N.T. a nivel de todo el actual Estado Español, la C.N.T.-Menorca se propone: — Un análisis político, objetivo y permanente del momento actual. — Unos conceptos claros sobre la ordenación territorial a todos los niveles de nuestra isla. — Una voluntad de convivencia muy por encima de los egoísmos y de las competencias que fomenta la sociedad capitalista actual. — Unas alternativas culturales que permitan nuestra propia emancipación. — Un respeto sustancial al derecho de cada hombre de ser verdaderamente responsable de sus propios destinos, única manera de conseguir para el pueblo menorquín una auténtica autogestión en todos los niveles.» (...) «... la Paz, el Orden y la Tranquilidad sólo son posibles cuando la Libertad, Justicia y Solidaridad son un hecho. Es decir, cuando entre los hombres reine una única fórmula de convivencia, la Fraternidad. Cuando todo sea de todos, para que todos puedan hacer uso en igualdad de condiciones y que ningún privilegiado pueda apoderarse de ello.

Menorca, octubre de 1977.

C.N.T.-A.I.T. Menorca

Camí d'Es Castell, 150

Mahón (Menorca)

DEL GUADALOPE AL CINCA, PASANDO POR RUBI Y en el Cinca, Fraga

II

Pasamos revista a los regimenes dichos socialistas, con éstos las nacionalizaciones de los liberales.

El resultado y las conclusiones fueron unánimes: son operaciones negativas. Para utilizar la frase de Leon Blum diremos que son operaciones que convierten a los socialistas en gerentes del capitalismo.

Han socializado los brazos para servir al Capitalismo.

Colectivicemos para que nos sirvan a nosotros mismos.

La moral y la libertad no fue a la zaga.

Idem de la violencia que es el tema más delicado.

Nadie más antimilitarista que el anarquismo y ¡oh destinos de las cosas! voluntarios fuimos a la guerra.

Y aquí cabe la respuesta que daba Camus cuando se le reprochaba su participación en la guerra mundial, él que se presentaba como libertario y no violento. Camus respondía: «¿Hubiese sido más anarquista dejando paso a Hitler?»

Y en ésas estamos.

A pesar de lo iconoclastas que son y aún mostrándose arreligiosos los jóvenes sienten la necesidad de indagar sobre nuestra postura acerca del cristianismo.

Si desdivinizamos a Cristo, si tenemos en cuenta que en Israel se enfrentó contra la soldadesca romana, si sabemos que combatió a fariseos y escribas, es decir, al clero y al Estado ¿cómo no asimilar su acción a la de los anarquistas contemporáneos hostiles a esas tres plagas?

Perseguidos somos, perseguido fue. Porque entonces, como 1977 años después, de lo que se trata es de poner en valor al alma humana y liberar los corazones.

Que el enemigo nos tilde de terroristas y de malhechores no debe extrañarnos, también lo fue Cristo para Roma y los enciclopedistas para el clero.

La tiranía no fue cosa exclusiva de Franco, tiranía es todo acto que pisotea libertades aunque ella se haga parapetado en pomposas leyes democráticas o tras derechos de perniada o de primer ocupante.

La muchacha escuchaba con atención intensa, el abuelito también.

¿Cuál es pues la ética anarquista?

Es sencilla: en su esencia y compleja por los imponderables que interviene.

Fundamentalmente la moral anarquista ha de dedicarse y ha de permitir suavizar los ánimos, lo que de animal tenemos cada hombre, lo que de feroz tiene cada animal; conciliar aversiones, armonizar intereses y deseos, redimir miserias; en otro orden de cosas, acabar con la pobreza y orientar los corazones haciéndolos aptos para vivir todos en el respeto, la paz, la libertad y la igualdad.

Y esto sólo puede conseguirse en régimen de trabajo, producción y remuneración colectivista.

Esto no es nuevo, este lenguaje se deduce del lema que ya se dieron los primeros internacionalistas hispanos: Paz a los hombres, guerra a las instituciones.

Un gran pensador anarquista llegó a definir más severamente aún nuestra conducta, pues dijo que si para vencer tenía que matar, el anarquista prefiere perder.

por Miguel CELMA

Yo puedo afirmaros que no hay anarquista que goce al dar puñetazos.

Se nos acusa de decir siempre lo mismo. No se dan cuenta que nuestro lenguaje, como nuestra acción, no puede variar si no ha variado la sociedad que combatimos.

Abrid, abrid ateneos y escuelas frente al oscurantismo. No olvidad el acierto de Victor Hugo cuando refiriéndose a la Iglesia escribía en las escuelas: esto matará aquéllo.

Examinad los profundos conflictos entre la religión y la ciencia y vereis en donde está el mal.

Mentira que Jeová o Júpiter sean dueños del rayo.

Mentira que la tierra sea llana como concibió Josué, mentira el soplo de vida, cosa que le costó la vida a Servet, et., etc.

Feroz el cuento del sacrificio de Isaac, feroz la historia de Agamenon matando a su hijo ante el altar en ofrenda a Dios.

Feroz Torquemada matando a mansalva, o Domingo de Guzmán creando la inquisición.

Feroz el episcopado español bendiciendo cañones y fusiles franquistas. En nuestra guerra revolucionaria fuimos un David frente a Goliat que representaba fuerza, autoridad, despotismo.

Pero no estamos con David convertido en rey y mandando matar al pobre Uri. Es quizá imposible destruir a la religión pero sí que será posible consumirla, rendirla caduca, divulgando ciencia y dignidad, predicando la verdad, abriendo ateneos, en la escuela, en el tajo y por la calle.

Desde luego, no pretendemos acabar con las ilusiones y las creencias, siempre habrá quien creerá en Cristo, en Tarzán o en don Quijote. Pero estas creencias son legítimas para cada uno y los anarquistas respetamos al individuo y a las intimidades.

Esta conversación se prolongó al día siguiente.

¿Cómo? Lo veremos en el próximo artículo.

(1) Ved también «Espoir».

EXPOSICION «ESPAGNE 36»

Nuestra Exposición «Espagne 36» empieza otra vez una nueva vuelta a Francia.

Estará desde el 29 de Enero al 12 de Febrero en Avignon, «Maison des Jeunes et de la Culture, La Croix des Oiseaux», Avignon 84000.

Todos los días de 9 h a 12 h y de 14 h a 20 h., salvo el domingo.

El «vernissage» tendrá lugar el 3 de febrero.

Se espera la concurrencia de los compañeros afines de la region, teniendo en cuenta que es la «Maison des Jeunes» quien organiza la presentación de la Exposición.

Equipo Juvenil Cenetista.

SOL Y SOMBRAS

EL HOMBRE Y SU CARACTER

por Juan FERRER

A veces las personas arrastramos, durante nuestro curso existencial, algo molesto parecido a remordimiento. No siéndose ególatra, ese sentimiento de insatisfacción, de carencia en algo, lo sufrimos perceptiblemente, aunque no nos mantenga a dos milímetros del arrepentimiento.

Josep Duc era conserje de la Obrera, léase, de varias Sociedades obreras, mayormente la de Curtidores. Sucedió en el cargo al conserje Cuesta, un alcaide depuesto por la autoridad carcelaria por haber dado trato de favor a unas docenas de huelguistas prisioneros a causa de una fogosa lucha de medio año acontecida en el lejano 1900. Duc abarrió la «adobería» (tenería) para tomar, a conciencia, el rudo cargo que se le confiaba.

En cada reunión de Curtidores, Duc descendía a los barrios de la especialidad, con 150 fábricas y fabriquetas, a fin de avisar al personal de las mismas: «Nois, aquest ves-reunió».

Semejante peregrinación exponía a una serie de malentendidos con burgueses y ciertos encargados. Pe-Duc volvería a todo lugar de mala o buena acogida, puesto que tesón le sobraba. Y así años y años, hasta que el cierre para siete anualidades de la Obrera intervendría por los manes de Miguel Primo de Rivera.

PALABRAS EN LIBERTAD

UN PAIS EN UN LIBRO

por Stefan BACIU

Hay en la vida, a veces, cosas casi increíbles como la siguiente: uno de los muy contados brasileños de Honolulu me convidó a su casa, para una «feijoada mineira» que es uno de los grandes platos de la cocina del Brasil, siendo la Isla de Oahu uno de los lugares menos esperados donde se pueda pensar que tal plato puede existir. La «feijoada» fue excelente, la «batidinha» magnífica (debo aclarar para los no-iniciados, que se trata de una bebida, también típicamente brasileña, hecha de caña de azúcar, jugo de frutas e hie-lo). Al salir de la casa, el amigo me entregó un montón de revistas de Sao Paulo, en medio de las cuales encontré una sorpresa inesperada.

Se trata de un libro en forma de álbum, llamado «350 Historias do Folklore Politico», cuyo autor es el periodista Sebastiao Nery, publicado ya en segunda edición por la editorial carioca iPolitika y que constituye — sin exageración — un trabajo fundamental para el conocimiento no sólo de la política del Brasil de los últimos 30 ó 40 años, sino de una verdadera enciclopedia, debido a las anécdotas, a los chistes los «casos» y acontecimientos narrados en el texto, con una amena sabiduría, que es uno de los encantos del trabajo. Quien solo ve en este libro una colección de anécdotas, no ha comprendido ni su importancia, ni su valor, cosa que aconteció, me parece, con el autor de la nota introductora, el escitor Vao Gogo (Milos Fernandes).

Hay en estas páginas, ilustradas con caricaturas excelentes, firmadas por «Fafs» una riqueza de detalles de sociología, lingüística, economía política, historia, periodismo, y hasta de religión y de literatura, como pocas veces suele encontrarse en un libro «normal», y por esto me parece que Sebastiao Nery dio una contribución más importante con esta

En cada clandestinidad Duc había actuado incansable recogiendo cuotas de afiliados en ralles, cafés y otros lugares convenientes, «L'Unió» uno de ellos. Mas, en la ocasión primorriverista, se avezó al poco hacer y metió cria de animales domésticos en piezas de la casa que la autoridad no había clausurado. Causas posibles de ello: la inactividad prolongada, y el hecho de que los activistas presentes no eran lo antañones, compañeros naturales de Duc. Con éstos el conserje amigaba entero; no tanto con el resto.

Unos activistas se cabrearon, nos contagiaron, y lo despedimos. Su familia lo consideró mínimamente, y a una burguesía hostil Duc no acudiría; ni a solicitar perdón a nadie. Terco él, y encarado con la imposibilidad de existir, tomó el tren por las ruedas. Varios compañeros íntimos de Duc nos abandonaron para siempre, y nosotros quedamos en la duda — que aún persiste — de haber procedido irreflexivamente secundando a los cabreables.

En este mundo contradictorio, es normal que la conciencia sufra, algunas veces.

obra para la literatura de Latinoamérica, que por ejemplo, «Gabo» García Márquez en su discutido (y según me dicen) discutible «Otoño del Patriarca».

De cuerpo entero aparecen aquí hombres como Getulio Vargas, Agamenon Magalhaes, José Linhares, Adhemar de Barros, Janio Quadros, Joao Goulart, Aliomar Baeiro, José Lins do Rego, Graciliano Ramos, el general Castello Branco, y muchísimos otros más. Y para un lector como este pobre comentarista, que siempre recuerda en este «Island Paradise» sus años de reportero carioca, hay también la querida figura del gran hombre que es Carlos Lacerda, y de los compañeros Carlos Castello Branco, Otto Lara Rezende, Fernando Sabino, Medeiros Lima, Eneida de Moraes, entrando y saliendo de las historias como gente viva, de carne y hueso. Y hay más: el humor malicioso del carioca, la ironía contra el portugués (tan Brasil!), el «cabeça chata» del Caerá, el alemán de Santa Catarina, todo un país con lo que tiene de más típico y auténtico.

¿Y cómo olvidar la escena, admirablemente evocada, del general «gaúcho» Flores da Cunha, guerrillero y caballero, quien al entrar en un club, fue interrogado por una «señorita», pidiéndole plata?

El general, con su eterno puro en la boca, sacó la billetera, entregándola a la mujer quien le pregunta: «¿Cuánto puedo sacar, mi general?» Y ahora la respuesta, admirable: «Sirvase Vd. — cuando una mujer pide, no hay límites, sirvase, mi Señora!»

Ay, tiempos maravillosos. ¡Tiempos de oro! ¡Que yo también he vivido!

RINCON DE REFLEXION

LAS IDEAS Y LOS HOMBRES

(UNA REFERENCIA PARA EL PRESENTE)

por Fabián MORO

Fernando Garrido que en 1864, hizo salir el primer periódico socialista «La Atracción», mostrándose en él como el primer republicano socialista, el primer colaborador de clases, el primer embaucador de la clase obrera, el antepasado guarda agujas de los de la Segunda República de triste memoria, estratega de la desviación en la línea que los trabajadores españoles empezaron a trazarse en vistas a su total emancipación. En sus comienzos furierista y un tanto individualista libertario, tras una reyerta social en Andalucía en la cual Cámara perdió la vida, creyó oportuno cambiar de chaqueta buscando con su oratoria melosa e intrigante atraer a las sociedades obreras, que comenzaban, hacia sus nuevos intereses particulares políticos. Gozando del prestigio que alcanzó entre los trabajadores, ya no era el mismo hombre. Renegando de su pasado, reclama de la A.I.T. renunciar a su abstención en la cuestión política. «Sois instrumentos inconscientes de los jesuitas, sois instrumentos inconscientes de la reacción» dice Garrido, en «La Igualdad». A lo cual «La Federación» responde:

«Mentira parece que Garrido, que conoce o cuando menos debe conocer a los obreros españoles haya incurrido en semejante vulgaridad...»

«(...) Años hace que Garrido viene llamándose socialista sólo porque es partidario de las sociedades cooperativas a la Rochdale, y un hombre de instrucción y conocimientos que él posee debe saber de sobra que dichas sociedades están basadas en un principio puramente individualista. Por qué pues se llama socialista si sabe que no lo es?»

Al no conseguir su propósito, no contento con tratar a los internacionalistas españoles de ser instrumentos del jesuitismo, argumenta que el Consejo General de la Internacional consideraba contraproducente renunciar a los medios políticos para conseguir la emancipación de los trabajadores. A lo cual «La Solidaridad» responde:

«Vos sabéis perfectamente que donde no hay unidad de ideas, toda unión es puramente ficticia; por eso entre los que piensan como vos y los que como nosotros piensan no puede haber unión verdadera; lo que llamáis desunión sería en este caso una purificación, y ésta no sólo no la tememos sino que la deseamos.» (El Proletariado Militante).

Lorenzo y Morago quieren encontrar a Garrido en su casa con el fin de ponerse de acuerdo para una controversia pública. A ello responde que de lo tal no tiene ganas, y trata de distraerlos «con su charla bonachona y excesiva...» (...) «quedando ante nosotros despojado de todo prestigio y reducido al más bajo nivel.» (Lorenzo).

Francisco Mora, que forma parte del núcleo organizador de la Sección española con su hermano Angel, Tomás González Morago y Anselmo Lorenzo entre los 23 que le constituyen. Componente del primer comité y después uno de los primeros escisionistas, instigador sin escrúpulos, autor de un libelo degradante con el que hecha barro a los pies de Bakunin para agrandar a su amo Carlos Marx; y del cual Nettlau, sincero y cortante nos lo define:

«Francisco Mora un autoritario, futuro secretario de Marx que debía odiar por instinto el medio anarquista a donde su ambición le había lle-

vado. En él se deliniaba el político obrero profesional, aferrado a la Permanencia y atraído por la carrera política.»

Morago es lo contrario: entusiasta, sincero, fogoso y siempre rebelde sigue el mismo camino. Los dos se encontraron en puestos de responsabilidad orgánica muchas veces y siempre chocando. La responsabilidad les unía pero no el temperamento ni la intención íntima.

José Mesa. Entrometido y parlanchín enredador. Periodista (antes impresor). Forma parte de la Internacional «en la segunda hora» y como si lo hiciera para preparar el terreno a Lafargue y para que el marxismo se saliera con la suya de acaparar la Regional Española. Favorito de Engels. La enemistad de Mesa y de Morago, dos caracteres, dos conductas antagónicas eran, en tono más bajo, la de Marx y Bakunin. Terminando del mismo modo en la división de autoritarios y antiautoritarios.

«En Madrid fueron cautivados por José Mesa, el redactor de «La Emancipación», que se hacía muy útil al comienzo de su carrera y que desempeñó un papel importante en Valencia, donde representó la Federación de Madrid. El periódico, que apareció el 19 de junio de 1871 al 12 de abril de 1873, mantuvo al principio las ideas de una manera correcta, pero sin embargo, observando de cerca se encontrarían campanadas falsas, un anarquismo mecánico, inanimado, no sentido.» (Nettlau).

No es extraño, pues, que Mesa y Morago prejiban la división, dos líneas diferentes, dos tendencias dispares aún salidas del mismo punto de partida y de mira, para terminar divergentes en oposición irreconciliable. ¿Cómo podría ser de otra manera si: «... en la Internacional ya no era cuestión de sostener una fuerza revolucionaria y darla una organización tanto como sostener una línea de conducta estrictamente encaminada a su objetivo, sino de poner una gran reunión de hombres al servicio de un jefe...» (Lorenzo).

De ahí que cuando el Congreso general de La Haya, septiembre 1872, marxizante, decide traspasar el Consejo General de Londres para que el jefe pudiera sustraerse a los ataques de Bakunin contra su infalibilidad, al constatar un delegado suizo que la mayoría no estaba al lado de Marx, Sorge, uno de sus sabuesos incondicionales, y del sucio juego, responde: «Poco importa la mayoría. Lo que necesitamos es una cabeza gorda, muy gorda.»

Pero eso no era suficiente. La historia de la Alianza se pone sobre el tapete, en el Orden del Día. Se nombra una comisión especial para preparar el acta de acusación contra el enemigo número uno de la centralización y de las jefaturas incontestadas; coger por el cuello al odioso adversario, arruinar por completo la reputación de Miguel Bakunin.

«Está probado, dice la Comisión, por un proyecto de estatutos y de cartas firmadas por Bakunin, que este ciudadano ha tentado, con éxito acaso, fundar en Europa una sociedad nombrada la Alianza, con estatutos completamente diferentes desde el punto de vista social y desde el político, a los de la Asociación Internacional de los Trabajadores; que el ciudadano Bakunin se ha servido de maniobras fraudulentas tendientes a apropiarse en todo o en

parte de la fortuna de otro, lo que constituye una estafa; que, además, él o sus agentes han empleado el recurso de la intimidación.» El asesinato moral en toda regla, que desde hacía tantos años rumió Marx y que cínico, medio en broma, medio en serio le había anunciado, se puso en ejecución. Sin llegar a su consumación; que a la tentativa se encasquilló el disparo, pues que en la Federación del Jura fue rehabilitado, juzgando viles los procedimientos de ese «sensato» personaje candidato a ser nuevo Dios: Carlos Marx. El Congreso de La Haya, que fue una comedia mal inspirada y peor interpretada, se vio rectificado por el anti-autoritario de Saint-Imier, que volvió a las fuentes inspiradoras de la A.I.T. Por eso en el de Ginebra, 1º de septiembre de 1873 se afirma la lucha entre autoritarismo y libertarismo, emancipándose del yugo de los mismos «emancipadores».

¿Qué es esa Alianza inspiradora de tanta inquina, haciendo trabajar tanto los cascos a los charlatanes marxistas de la «unión» y de la «emancipación de la clase obrera»? En síntesis, «un organismo que influenciará cuanto pueda en el seno de la Federación Local con el fin de que no tome caminos de reacción o antirrevolucionarios». ¿Porqué la Alianza será eminentemente secreta? Con el fin de conseguir los mejores y mayores resultados posibles y no comprometer la marcha de la organización social. Siendo algo así como la espina dorsal de la Federación... integralista.

De esa lucha sorda entre bakuninistas y marxianos resalta una anécdota que nos presenta el temperamento y el valor de sentimientos de Bakunin. Era en 1869. Era el Congreso de Basilea. Era el asunto de ocuparse, ya, de buscar la forma de atacar el honor de Bakunin. Era el sacar del olvido las calumnias desparadas por los mentideros parisinos, llamados círculos políticos de exiliados, viejas de 20 años, difamando al titán de ser un agente al servicio del gobierno zarista, que Marx y Engels habían colgado en un número del periódico en lengua alemana, y en Alemania por ellos editado, poniendo por testimonio, falso testimonio, a Jorge Sand, asegurando que la escritora, amiga de Miguel, había mostrado papeles sobre la cosa, a sus íntimos. Jorge Sand salió al paso de inmediato, pidiendo rectificación a Carlos, quien lo hizo de la más hipócrita y solapada de las maneras; la rectificación insidiosa y reticente: la calumnia se quedó en el aire. Cazola como si fuera una mariposa negra, Wilhelm Liebknecht

uno de los jefes socialdemócratas alemán y como cosa de su incumbencia lanzala a voleo en su periódico. El Congreso en cuestión, y arriba citado, nombra un jurado de honor con el fin de examinar la acusación. Que, naturalmente, la encontró sin fundamento. Liebknecht rectifica y se excusa públicamente; promete insertar la tal excusa en su papel, ofreciéndole sus columnas como colaborador. Declarado terminado el incidente, Miguel enciende un cigarrillo con el texto del juicio reparador, al quemarlo ante los congresistas.

Tenaces en su ojeriza, en su tirria contra quien siempre les aguaba la fiesta de dominio y de absolutismo... socialista, los picaros marxianos volvieron a la carga. La «tenebrosa» Alianza dióles asimismo tantos quebradores de cabeza que su fundador. «Engels, al escribir a Sorge el 26 de julio de 1873 sobre su folleto tristemente famoso, dice: «La cosa producirá el efecto de una bomba entre los autonomistas; y si alguno tiene que ser despedazado, Bakunin quedará archimuerto. Lafargue y yo la hemos hecho en común, solo la conclusión es de Marx y mía...» (Nettlau).

Con Bakunin, las prácticas seculares de un modo de vida social, que había echado profundas raíces en la Historia de España desde sus albores, resurgió con más precisión, en forma de programa teórico, de doctrina social moderna. Con Marx, la constante sin variantes de fondo, aunque sí de forma, de ese centralismo centenario, con nuevo atuendo. Ni el uno ni el otro estuvieron en España. Pero su manera de ser personal, su sicología, influenciará como lo había hecho en Europa, la marcha del socialismo, bifurcado al discrepar sus militantes. Y sin embargo, siendo su temperamento, su pensamiento y su ideario y su acción, pensamiento, temperamento, ideario y acción que el pueblo español consigo llevaba, Bakunin llegó, por la representación de Fanelli, a la hora oportuna: y resultó concreción. Por eso en la A.I.T., la Regional Española fue desde su fundación el más firme baluarte bakuninista y antimarxista. Tuvo desde el comienzo unanimidad en su seno, porque reflejaba su federalismo. Después se desgajó por obra y maña de un puñado de arribistas, llevándose una porción. Y por la escisión vino la bifurcación.

—Errata en el «Rincón de reflexión» de la semana pasada. Donde se dice *Lu-gano* debe leerse *Locarno*.

El maremágnum capitalista

(Sigue de la página 8)

EL CAPITALISMO Y LA URSS

La URSS ha negociado un nuevo empréstito de 600 millones de dólares al mercado occidental de capitales. El acuerdo ha sido firmado en Londres. El préstamo ha sido movilizad por la Banca Internacional de Inversiones de Moscú, dirigida por la Chasse Manhattan (americana), la Banca de Montreal, el Deutsche-Bank y la Manufacturers de Hannover. El préstamo es reembolsable en siete años y con un interés

inferior al uno por ciento que es un trato de favor de los capitalistas occidentales al capitalismo soviético. Es de remarcar que coincidió el préstamo con la celebración de una reunión en Washington entre representantes americanos y soviéticos para fijar de común acuerdo los límites de la venta de armamentos, pues son los principales abastecedores de armamentos al mundo entero.

Todo ello corrobora el condominio de los dos imperialismos y la pertenencia de la URSS a la Internacional capitalista.

EL MAREMAGNUM CAPITALISTA

EL NACIONAL SOCIALISMO

El episodio portugués que ha encarnado Mario Soares no va irás allá de un puro sainete, pero es la culminación del gobierno Spinola Cunha, Soares que sentó las premisas indispensables para que la contrarrevolución recuperase lo que había perdido en abril de 1974.

Ya hemos dicho en repetidas ocasiones que la social-democracia era una baraja que el capitalismo se ve obligado a jugar ante la gravedad de la crisis socio-económica de la que el capitalismo forzosamente ha de salir malparado dada la envergadura de la misma. De ahí los socialismos con sus salsas nacionales repudiando de plano el internacionalismo obrero. El capitalismo por sí solo se siente impotente y para ello echa mano de los apóstatas del socialismo y, acude incluso a los stalinistas.

A raíz de la caída de Soares unos periodistas le preguntaron si era partidario de la fórmula socialista de Helmut Schmidt (R. F. Alemania) o bien del socialista inglés Callaghan y contestó que él era partidario del socialismo a la Soares.

La revolución portuguesa que pasará a la historia por el timo de los claves permitió la reaparición fugaz de un proletariado que aspiraba a barrer medio siglo de fascismo y acabando de consiguiente con todos los subdesarrollos locales y proyectando ante el mundo el único posible desarrollo de la Historia Universal o sea la hegemonía del proletariado; llamado históricamente y económicamente a crear un mundo donde impere la justicia social y levantando una economía sana y ordenada frente al desquiciamiento provocado por el capitalismo. Pero desde el mismo 25 de abril la bella revolución estaba amenazada por las con-fabulaciones de burócratas, capitalistas, tecnócratas y militares. Y si por un instante se dibujó la inexistencia de la oposición de la clase trabajadora, tal ilusión se veía desmentida por la presencia de los hechos, puesto que el proletariado portugués pasados los primeros instantes de confusión empezó a manifestar su sentido y sus aspiraciones de clase. Tal actitud de la clase trabajadora tuvo la virtud de poner al descubierto las contradicciones del M.F.A. (Movimiento de las Fuerzas Armadas) que chocaba con el espíritu de liberación abrilero. La contrarrevolución portuguesa recurrió al señuelo de la Unión Sagrada para forzar el porvenir abierto ante sí, y por supuestos fueron socialistas y comunistas los que aspiraron a convertirse en salvadores de la fortaleza estatal y para ello precisaban de un pueblo con el clavel en el fusil y sometido a las direcciones emanadas de los partidos políticos... Los estalinistas portugueses se apresuraron a hacer méritos con tal de conseguir un certificado de buena conducta o sea que fueron los propulsores de la contrarrevolución y junto con los socialistas agarrados al cuello de Spinola.

El estalinismo se sirvió de Portugal para impresionar todo el capitalismo europeo con el objeto de convencerles de que no representaban ningún peligro para los intereses capitalistas como lo demostraron ahogando la revolución portuguesa y que podrían desempeñar el puesto de gerentes codo a codo con los socialistas. La prensa burguesa comentó el buen servicio que los comunistas prestaron al orden democrata y lo acomodaticios que son en España con el fascismo... Y de pronto todas las fracciones políticas españolas,

tanto las que estaban ya en el poder como las que se hallaban en la antecámara, saborearon por anticipado un post-franquismo sin dolor.

Durante este periodo que va hasta la disolución del primer gobierno provisional el poder de Spinola tenía más notoriedad en la prensa mundial que en el mismo Portugal. El

viejo mundo capitalista fue a buscar a orillas del Tajo un motivo para afianzar sus recursos políticos para administrar su propia crisis social que corría un profundo peligro de deteriorarse si la revolución portuguesa se hubiese amplificado influenciando al proletariado europeo como teníamos que haber hecho los revolucionarios españoles en la revolución de los años treinta. Queda archiprobado que ninguna revolución social puede triunfar si se encierra en sus estrechos contornos. Al encerrarse los revolucionarios en su propia casa se condenan ellos mismos. Las revoluciones para que triunfen hay que airearlas saliendo al exterior pues de lo contrario tiene ventaja el capitalismo tal como ha ocurrido en Portugal, en España y en la propia Rusia.

El pacto del 25 de abril de 1974, de la contrarrevolución, había quedado sellado con el silencio del proletariado. Pero el despertar de la conciencia de la clase trabajadora empezó a disolver el monstruo estatal, democrático, burgués que contaba con el apoyo del M.F.A.

Sobre España la revolución portuguesa extendió su sombra puesto que estaba en sus mismas puertas. Mientras Mario Soares a la sazón ministro socialista de asuntos exteriores, declaraba cínicamente en diciembre de 1974: «Una escalada de violencia podría ir muy lejos y sería peligroso tanto para Portugal como para España y estamos de acuerdo sobre esto con Madrid.» Así habló y se condujo un socialista para vergüenza de los socialistas honrados, y que muchos de ellos murieron, luchando contra el fascismo.

El relevo político español preocupaba grandemente al capitalismo indígena y al capitalismo internacional. Los capitalistas españoles no contaban con un M. F. A. (Movimiento de Fuerzas Armadas) ni con un Spinola, pues sólo contaban con un rey impuesto por la Santa Alianza capitalista y con un Carrillo que ya había servido demasiado por sus contactos habidos con los fascistas en vida de Franco. El asunto de la sucesión se convertía en una lucha de camarillas a través de comunicados médicos, mientras que la Junta Democrática pomposamente fundada en Julio de 1974 en París, que agrupaba desde los stalinistas hasta los monárquicos opositoristas pero sin nadie en medio, ya que todos los demás estaban en Madrid de gabinete fantasma de un gobierno fantasmal para apegarse a los salteadores del pesebre en esuera de su turno.

Tan sólo faltaban los carlistas para dar la nota burlesca al pronunciar por un socialismo pluralista y de autogestión. De todo ello se puede colegir que el post-franquismo moría antes de la muerte de Franco. Y la revolución española volvía a encontrarse de lleno con su pasado inacabado para reemprender la labor revolucionaria y partiendo del espíritu revolucionario de las jornadas de Mayo de 1937.

La revolución portuguesa que sin ningún género de dudas ha de calificarse de un acto importante en el proceso revolucionario europeo en esa Europa que todavía no ha hallado el enfoque necesario para barrer el capitalismo y los imperialistas de Moscú y de Washington.

Y es el siete de febrero de 1975 que los trabajadores portugueses revelan al mundo que el proletariado de Lisboa había empezado a organizar su autonomía. Pero el 11 de marzo los

mundo que salen de la misma noche, de quienes los guardianes sólo eran distintos deben aprenderlo todo de lo que hacen ellos mismos y reinventando todo por sí solos. Pero hoy más que nunca puesto que los campos se han deslindado y las posiciones son más claras que antes de los años treinta. Los revolucionarios están en el puesto de combate y los contrarrevolucionarios socialistas y comunistas encaramados al Estado capitalista para ahogar la revolución y asesinar a los trabajadores revolucionarios.

Se puede, pues, afirmar que la dimisión de Mario Soares, camuflada con la presentación de una moción de confianza era un acuerdo preestablecido con el Pinochet portugués (el general Eanes) para entregarle el poder y convertirse sin tapujos en dictador. La visita del general Eanes a la capital de la República federal alemana no tuvo otro objetivo que la de recibir órdenes del socialista Helmut Schmidt tal como hizo recientemente el testafarro español coronado por el capitalismo internacional...

Es bien claro el papel que juegan los socialistas alemanes de gerentes del capitalismo y de limpiabotas del imperialismo norteamericano. Es a lo que aspiran, también los eurocomunistas.

Pero lo más importante para los que nos mantenemos firmes en el combate para que la revolución social florezca en el mundo entero es el de sacar una experiencia de todo cuanto ya ha entrado en la historia. En una palabra, que las revoluciones no se pueden hacer a medias. En el siglo XX no hay una revolución imaginable sin la supresión del Estado. Y por lo que respecta a los contrarrevolucionarios los barremos a medida que vayamos avanzando hacia la destrucción del odioso mundo capitalista.

por JAIME BALIUS

stalinistas y militares de izquierda se encontraban ya en primera línea para avasallar a los trabajadores.

La carrera emprendida desde el abril de 1974 entre la organización represiva del Estado y el espíritu revolucionario de los trabajadores demostró que por los medios normales no se consigue triunfar y que el Estado hay que destruirlo cuando da muestras de debilidad y esto es posible cuando la caída de Caetano como en España cuando la muerte de Franco, pues de no aprovechar la coyuntura del desquiciamiento estatal, el capitalismo tendrá tiempo para cerrar sus grietas del aparato represivo y se reforzará con la cooperación de los tráfugas que en el caso presente están personalizados por la social-democracia y por los neostalinistas.

La inmensidad de la tarea a realizar por los trabajadores portugueses es exactamente la misma que han de emprender los trabajadores de todos los países europeos. El curso de los acontecimientos en Portugal no tiene nada que ver con su posición geográfica, tal como han comentando ciertos órganos de la prensa burguesa.

Su significado es estrictamente histórico; los proletarios de todo el

EN EL 60 ANIVERSARIO

Las columnas de la «Pravda», órgano oficial del Partido Comunista soviético, transpiran un neto pesimismo. Se lee en ellas que la URSS tendrá que aumentar las compras de trigo al extranjero, puesto que la producción nacional atraviesa serias dificultades y que son persistentes.

Efectivamente, la Unión Soviética deberá importar de Norteamérica bastante más de los seis millones de toneladas de cereales que se comprometió a comprar hasta el año 1980. Una ganga para los granjeros americanos del Middle-West que se lamentaban del marasmo económico. Ello es una nueva confesión de fracaso para los sátrapas del Kremlin, pero que es una confesión forzosa puesto que pue no puede ocultarse la ayuda que les está prestando el gendarme del capitalismo en el mundo entero.

Se forman colas en las panaderías. El pan escasea a excepción de Moscú y Leningrado que son los principales centros de turismo del mundo occidental. La «Pravda» reconoce que la cosecha de 1977 con 195,6 millones de toneladas de cereales es inferior a las necesidades de la población. Podría explicarse la deficiencia, en parte solamente, por los rigores del clima. Pero las dificultades son ante todo estructurales. Ante todo se ha de subrayar la pesadez burocrática. Desde Moscú se decide todo para cada Kolkose o sea la granja de Estado. A continuación el

gobierno escoge los dirigentes agrícolas en función de su fidelidad política y se da el caso que algunos de ellos no han visto jamás una vaca ni tienen la menos idea acerca de las tareas agrícolas.

El campo y el campesino han recibido un trato bestial. Stalin para industrializar la URSS transfirió a las ciudades millones de campesinos por vía autoritaria, y ello sin contar los que fueron masacrados o deportados a los que acusaba de Kulacs y de soportes de los zares y de la Iglesia. Estas medidas brutales crearon un abismo entre el campesinado y el poder soviético. No es de extrañar, pues, que el campesino haga cuanto esté a su alcance para sabotear un sistema que le esclaviza y asfixia y prefiere cultivar la pequeña parcela de tierra que el Gobierno se vio obligado a concederles para poder aprovisionar los mercados de los centros urbanos, pero es de remarcar la existencia del mercado negro provocado por la escasez.

Desde un punto de vista racional la crisis se explica ante todo por el régimen de la propiedad y de la explotación. El 97 por ciento de las tierras están nacionalizadas por el Estado y el tres por ciento solamente pertenece al campesino o sea las pequeñas parcelas de tierra que cultiva el campesino y es la principal producción agrícola. Esta es la verdad escueta al cabo de sesenta años de la traición bolchevique.

EN LA PAGINA 7, EL FINAL DE ESTA CRONICA:

«EL CAPITALISMO Y LA URSS»

3428



EL LUCHO COMBATIVO SYNDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

« Abajo el Pacto de La Moncloa », « Boicot, elecciones sindicales », « Amnistía laboral », " No al despido libre ".

Estos son los ejes de la actuación de una buena parte del mundo laboral en España, que no puede ignorarse.

Cualquier tipo de manipulación de hechos tratando de mancillar a la CNT e incluso a la FAI pone en evidencia clarísima la mentalidad franquista del gobierno y del Sr. Martín Villa en particular.

Le Comité National de la CNT d'Espagne, parle :

La C.N.T. demain

Toute l'influence immédiate de la C.N.T., ainsi que son influence à long terme, sera la conséquence de ce qu'elle est aujourd'hui, par son histoire et par ses contenus révolutionnaires, par tous très connus. Les contenus anarcho-sindicalistes de la C.N.T., desquels découlent une philosophie et une méthode d'action directe, expliquent ses postulats anti-étatiques, qui s'étendent à la négation du parlementarisme et les éléments constitutifs de celui-ci : les partis. De là découle la réalité d'une organisation qui se définit comme représentation du mouvement ouvrier autonome, mais non neutre, avec des contenus révolutionnaires propres qui lui permettent d'offrir une alternative radicale de transformation sociale. La C.N.T. est anti-dirigeantiste, elle n'a pas de leaders. En s'autogérant, son modèle interne est une préfiguration pour le futur.

Cela dit en peu de lignes, il faut déduire que notre pratique doit être conforme et est conforme depuis ce même instant à ces principes. Par tout ce qu'elle est la C.N.T. a dit non au Pacte de la Moncloa, parce que celui-ci est une manifestation démocrate, inter-classiste et réfor-

miste. Le Pacte de la Moncloa bien que naissant de la philosophie politique de U.C.D. (Union Centre Démocratique, N. du T.) a été signé par les partis de gauche dits de classe à représentation parlementaire et par les organisations syndicales dépendantes des partis politiques. Les organisations syndicales signataires du Pacte ont reçu en contre-partie de la part de l'Etat et des Patrons le droit de représentation de tous les travailleurs.

Dans ce qui a déjà été exposé, découle la position de la C.N.T. concernant le problème des élections syndicales : le gouvernement en prenant partie pour les Commissions Ouvrières et l'U.G.T. a commencé par porter atteinte à la liberté syndicale. En dictant des normes sur la représentativité des travailleurs dans l'entreprise, le pouvoir interfère cette liberté et la conditionne. Pour cela et pour « transvaser » dans l'entreprise les techniques de représentation parlementaire qui vont diviser les travailleurs entre « ceux qui gagnent les élections et ceux qui les perdent » reproduisant dans les usines les divisions partidistes, la

C.N.T. s'oppose aux élections syndicales. Mais il faut approfondir plus dans le type de représentativité qu'inexorablement sortira de telles élections : elles copient le modèle parlementaire démocrate, où celui qui gagne les élections se dresse avec le pouvoir et écarte les autres. Les centrales syndicales, surtout les dépendantes, ont montré clairement comment elles entendent la représentativité : aussi bien tant si les listes fermées comme les ouvertes, ou les mixtes, ou les indépendantes triomphent, immédiatement seront constitués les comités ou organismes représentatifs « avec des pouvoirs autonomes de décision et de négociation, aussi bien au niveau des entreprises qu'au niveau des conventions qui dépassent le cadre de l'unité de production », lesquels par la nature des choses tendront à se convertir en nouvelle version de ce que furent les « Jurados de Empresa » (comités d'entreprise du temps du syndicat fasciste CNS. NdT). De tels organismes seront appuyés par le patronat qui leur concédera avantages et privilèges jusqu'à les convertir en organismes spécialisés en représentation ouvrière, séparés de la base et des

assemblées, et soutenues par les bureaucraties syndicales qui se considéreront gagnantes des élections.

Si vraiment on veut faire pénétrer la démocratie dans les usines il faut combattre dès maintenant les nouvelles bureaucraties syndicales d'usine. Il faut laisser le pouvoir de décision à l'assemblée, laisser que celle-ci mandate à ses représentants avec des accords élaborés par tous les travailleurs et qui responsables devant la base, sont révocables et révoqués quand l'exigent les circonstances. « Si personne ne travaille pour les ouvriers personne ne doit décider pour eux. » C'est ainsi que la C.N.T. comprend la démocratie.

Devant des élections qui conduisent à de nouvelles formes de verticalisme, la C.N.T. recommande le boycott, attaquant tant la forme comme les procédés et contenus. Mais en même temps, la C.N.T., « cinquième essence » de l'assemblée et de l'auto-organisation ouvrière mettra en garde contre n'importe quelle pratique faussement assambléiste derrière laquelle attendent, cachés, les groupes blanquistes de l'avant-gardisme.

Premiers pas d'une nouvelle année d'activité

Le vendredi 13 janvier le groupe E. J. C. presque au complet, se rendait en Picardie pour projeter à Amiens une nouvelle version de l'audiovisuel sur l'œuvre constructive de la Révolution Espagnole de 1936-39.

Le Groupe Anarchiste d'Amiens, organisateur de la réunion avait annoncé l'acte par des affiches et par de nombreux tracts, dont l'une informait sur la renaissance toujours plus vigoureuse de la C.N.T. en Espagne.

C'est devant une salle de plus d'une centaine de personnes que la projection eut lieu. Elle fut suivie d'un débat où le public se montra curieux de la situation actuelle de

l'Espagne et de la renaissance de l'anarcho-syndicalisme.

Des échanges intéressants se poursuivirent, même en dehors de la salle, sur la situation française et l'application possible des thèmes anarcho-syndicalistes dans la lutte sociale.

Une soirée profitable tant pour l'information historique que pour la propagande libertaire. Et la satisfaction pour les membres du groupe d'avoir noué des contacts fraternels avec les jeunes anarchistes Picards.

E. J. C.

Pour tout contact concernant cet Audiovisuel : E. J. C., 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

NECROLOGICA

JOAQUIN EGEE

El día 17 de noviembre, fue la fin de la existencia del que en vida fue el compañero Joaquín Egea. Nacido el día 11-7-1908, en Callosa de Segura (Alicante).

A pesar de ser conocedores de su frágil salud, grande fue nuestra sorpresa para todos los que le conocíamos, al saber la triste noticia. Estando escribiendo en su casa, el corazón le falló, cayendo al suelo para ya no levantarse.

Compañero infatigable, lleno de bondad, siempre dispuesto a servir a todos los requerimientos que se le hacían, colectiva o individualmente, en bien de la moral o de la solidaridad.

De muy joven vino a Francia, residiendo siempre en la región de Montpellier, donde cayó en sus manos el periódico «Tierra y Libertad», desde entonces sentí las ideas anarquistas, solía decir, y que jamás se apartaría ellas. Colaboró en los GG AA de la F.A.F. El 19 de julio de 1936, le sorprendió en esta villa; de inmediato y a iniciativa de él, se formó un grupo y se presentaron en Barcelona, a pesar de las dificultades que les ponía el Consol y los medios de transporte, anduvo por el frente, pero como se le conocía y hablaba bien el francés, en seguida lo pusieron en servicios especiales, muchas veces poniendo en juego su vida.

El martes 22, a las 9 de la mañana, al despedirlo cuando lo iban a llevar a incinerar a Marsella, ante el sepelio, se reunió a pesar de la hora y día laborable, gran multitud de amigos y compañeros españoles y franceses de Montpellier y pueblos limítrofes, junto a sus familiares, sin flores ni coronas, la sola insignia, la bandera rojinegra, donde se pronunciaron dos largos discursos en francés y que trazaron la vida bien ocupada y ejemplar del compañero Egea, tanto social, moral como humana.

A su esposa Rosa Savau, que en el curso de su vida le acompañó en todos los avatares y le asistió, sus dos hijas, nieto, hermanos y demás familia, la F. L. de Montpellier se asocian a su dolor por la pérdida del ser querido, reciban el más sincero pésame.

Por la F. L. de Montpellier, el Secretario.

Noticias de la Prensa

TENSION EN LA PRISION DE BARCELONA

La tensión crece en la cárcel de Barcelona.

El sábado pasado 203 detenidos de derecho común habían empezado la

RESUME D'INFORMATION SUR LE PORTUGAL

SE RAPPORTANT AUX MOIS DE
NOVEMBRE-DECEMBRE 1977

Sit générale :

— Chute du gouvernement PS, dont la motion de confiance a été défaite dans la chambre. Tractations sans fin entre les partis. M. Soares est chargé par le président de la république d'essayer de former un nouveau cabinet. L'éventualité des élections anticipées est toujours présente.

— Découragement dans l'opinion progressiste. Parmi la jeunesse on note de plus en plus ces signes : percée importante des idéologies, symboles et comportements néo-nazis dans les lycées; ravages de la drogue; chômage très important.

— Mécontentement aussi dans le paysannat du nord et centre du pays. Manifestations de rue d'ampleur sensiblement égal, convoquées par les syndicats et des « nationalistes », à Lisbonne et à Porto.

— Le patronat considère publiquement que, pour lui, il n'y aura pas de récupération économique sans l'abrogation des lois sur le droit de grève, les licenciements, les commissions de travailleurs et d'autres encore.

— Nouvelle grève des pilotes aériens, très controversée, y compris parmi les autres travailleurs de la compagnie nationale TAP.

Sit. Mouvement Libertaire :

— Reparation du journal anarcho-sindicaliste « A Batalha ».

— Démarrage d'une nouvelle coopérative d'éditions : « Sementeira », Apartado 3183, Lisboa 3.

«TIERRA Y LIBERTAD»

Lista de los compañeros que han contribuido con su ayuda solidaria al periódico «T. y L.» que se edita en México:

Elio Aguilar, 50; Enrique Mondéjar, 30; Antonio Alonso, 100; Rivera, Castell-serrasin, 300; Manuel Garrigó, Bruselas, 40; Belles, Perpiñán, 20; V. Montferrer, 20; Pedro González, 10; Santiago Hernández, 10; Manuel Menjón, 10; Fernando Hernández, 10; Pedro Quert, 100; Juan Giménez, 25; Salvador Ripoll, 50; Feliciano Piedrafita, 100; Martín Sánchez, 100; Apolonio Santamaria, 90 F.

Para envíos y correspondencia enviarla a Eugenio Valdenebro, 5, rue Marie Louise, 93700 Drancy. C.C.P. 32 440 99 K

huelga del hambre favor de la amnistía. Ayer por la mañana muchos intentaron quitarse la vida abriéndose las venas.

Hubo choques entre carceleros y encarcelados.

COMUNICADOS

S. I. A. — CONSEJO NACIONAL
Relación de los donativos recibidos por parte de este Consejo Nacional de parte de las Secciones, Amigos de S.I.A. y simpatizantes en general, que comprenden de primeros de octubre hasta fines de diciembre 1977. Asimismo, lo distribuido por el Consejo Nacional.

Necesitados S.I.A.:

Joaquín Regales, 200; F. Gallart, 50; Manuel Edo, 50; J. Luño, 17; Pegín, 25; A. Caro, 25; Schmells, 10; Antonio Monter, 10; XYZ, 200; Jerónimo Cañizares, 500; José Calvente, 300; Salvador Clement, 10; Ambrosio Monter, 50; Joaquín Bernadas, 30; Luis Casas, 45; Aurelio Moreno, 100; S.I.A. Nimes, 1.000 frs.
Total: 2.172,00 frs.

Pro-España:

Pierre Román, 248,26; Manuel Edo, 50; R. Sancho, 20; XYZ, 200; Mariano Sanjuán, 30; J. Torres, 20; F. Membrilla, 20; J. Antón, 10.
Total: 598,26 frs.

Para «CNT» de España:

S.I.A. de Nimes, 2.000; XYZ, 50 F.
Total: 2.050,00 francos.
Distribuidos para los mismos efectos por el C. N.: 4.050,00 francos.

El Consejo Nacional

F. L. DE ST-DENIS

Celebrará reunión el día 19 de febrero 1978. Se ruega máxima asistencia.

F. L. DE MONTAUBAN

Invita a todos sus afiliados a la asamblea que tendrá lugar el domingo día 29 de enero 1978 a las 9 h 30 en la Casa del Pueblo, (sala Sellier).

Dada la importancia de la información y discusión de la misma, rogamos asistencia y puntualidad a la misma.

REGIONAL DE ARAGON, RIOJA Y NAVARRA

Los compañeros de la Regional de Aragón, Rioja y Navarra de la región parisina, son convocados a una reunión que tendrá lugar el sábado día 28 a las 4 de la tarde en el Centro Confederal, 33, rue des Vignoles, Paris (20), para darles a conocer los acuerdos del Pleno Regional. Tenemos las actas del Pleno en nuestro poder.

Por la Comisión: Ibars-Cobos.

REGIONAL CATALANA - C.N.T.

Agrupación de Paris

Sábado 28 de enero, por la tarde: Continuación de la Asamblea. Que no falte ni sobre nadie. — La Comisión.

C.N.T.-A.I.T.

F. LOCAL DE IGUALADA

Esta Federación Local pone en conocimiento de todos los compañeros que se encuentran en Francia y que simpatizan con esta F. L., que estamos en plena organización de una biblioteca. Al mismo tiempo dos días a la semana celebramos unas Charlas comentadas sobre anarco-sindicalismo y otros temas relacionados y de cara al Movimiento Libertario. Mas, por carecer de medios económicos no podemos desarrollar nuestras actividades tal como nosotros nos hemos propuesto.

Por lo tanto, si algún compañero nos puede hacer alguna aportación en libros, folletos y demás material relacionado al engrandecimiento de nuestra Biblioteca, quedaríamos sumamente agradecidos.

Con saludos fraternales, por el Comité de Organización, S. S. y J. A.

Dirección: Federación Local C.N.T., Paseo Verdaguer, 180, Igualada (Barcelona) España.

COMISION DE ESPARRAGUERA EN EL EXILIO C.N.T.-A.I.T.

En el informe publicado en el nº 964 de este semanario, decíamos que la F. L. de Esparraguera había adquirido un local en propiedad. Sentimos profundamente que obstáculos de última hora hayan anulado esa adquisición, valiéndose del derecho prioritario de opción; ha ha-

bido un inquilino del inmueble que ha intercedido.

Según informes están arreglando un local de alquiler en la Av. del Generalísimo (La Reforma).

Por la Comisión, Ribera.

C. DE RR. ZONA NORTE

Suscripción Pro-España. Diciembre 1977
F. L. de Houilles-Argenteuil, 113; Pedro Muzas, id, 20; Valero, id, 20; F. L. de Melun, 500; Antonio Ibars, Paris, 20; Pedro Peralta, id, 10; Ramón Serrate, id, 24; José Ortola, id, 20; Helenio Capellas, id, 15; Manuel Vidal, id, 10; Rivera, Poissy, 35; Ginés, id, 25; R. Pueyo, La Ferté Macé, 50; Teresa Pintor, Paris, 500; Cañigüeral, Perpiñán, 70; Plaza, Bourges, 50; Mme Tort, Gousenville, 150; P. Grau, Crosne, 15 F.
Total: 1.647,00 francos.

Pro «CNT»

Lista nº 23.

Suma anterior: 31.107,30 F.
Helenio Capellas, Paris, 15; Manuel Vidal, id, 10; V. Villegas, id, 10; Elias Morfult, id, 30; Mariano Carbó, id, 10; A. López, Foix, 60; Plaza, Bourges, 150; J. Bassons, St-Pons, 60; Mme Tort, Gousenville, 100; Mariano Soler, Champigny, 100; Uno de Casa, 5; Un Maño, Paris, 20; Uno de Casa, 55; Abelló, Paris, 50 F.
Suma y sigue: 31.782,30 francos.

Pro-local

Diciembre 1977.

Plaza, Bourges, 50; Mme Tort, Gousenville, 50; Abelló, Paris, 16; Jacinto Gil, Chartres, 25; Arbués, Ivry, 20; Ortola, id, 20; Francisco Cuenca, Paris, 15 francos.
Total: 196,00 F.

EXPOSITION « ESPAGNE 36 »

Nuestra Exposición «Espagne 36» empieza otra vez una nueva vuelta a Francia.

Estará desde el 29 de Enero al 12 de Febrero en Avignon, «Maison des Jeunes et de la Culture, La Croix des Oiseaux», Avignon 84000.

Todos los días de 9 h a 12 h y de 14 h a 20 h., salvo el domingo.

El «vernissage» tendrá lugar el 3 de febrero.

Se espera la concurrencia de los compañeros afines de la región, teniendo en cuenta que es la «Maison de Jeunes» quién organiza la presentación de la Exposición.
Equipo Juvenil Cenetista.

F. L. DE MARSELLA

La Federación Local de Marsella comunica a todos sus afiliados que el día 6 de febrero a las 9,30, en su local social celebrará asamblea de interés general. Requerimos vuestra asistencia sin falta.

PERPIGNAN

Agrupación Aragonesa C.N.T.

Por la presente todos los compañeros que residen en Perpignan y pueblos limítrofes, son invitados a la reunión que se celebrará el día 29 de enero en el local social, 9, rue Duchal-mau (Perpignan) a las 10 de la mañana.

Dado la importancia de la misma esperamos puntual asistencia de todos los compañeros.

C.N.T.F. Bureau Confédéral

Nous informons tous les camarades intéressés par le développement de l'anarcho-syndicalisme / syndicalisme révolutionnaire, sous forme d'organisation autonome ouvrière, qu'une permanence de l'Union Région Parisienne de la Confédération Nationale du Travail est tenue, 33, rue des Vignoles, Paris (20°) tous les mercredis soirs.

Par ailleurs, nous rappelons que le dernier congrès de la C.N.T., a décidé d'abandonner le local 39, rue de la Tour d'Auvergne.

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

EN LA ESPAÑA «DEMOCRÁTICA»

CUNDE EL DESCONTENTO

En todos los sectores de la población española se extiende la preocupación en torno a la crisis económica. Unos porque pierden, o pueden perder el pan, otros porque se les limita la posibilidad de grandes negocios. El gobierno no deja de lanzar consignas de aliento, que no calman la inquietud cada vez de mayor dimensión. Lo verídico es, que las realidades cotidianas quedan más distantes de las promesas a medida que transcurre el tiempo.

En algunos estratos del sector popular ya es evidente la desesperación. La suspensión del trabajo, que por causas bien conocidas aparece con mayor dimensión todos los amaneceres, es un dilema que refuerza algunas actitudes subversivas. El derecho a la vida es un eslogan lanzado desde distintos ángulos de la población, pero no todos lo aluden con ánimo de respetarlo y practicarlo. No son comunes a todos los españoles los imperativos que hacen apremiantes las transformaciones de fondo social.

Las instituciones vigentes, como el marco político en que están encuadradas, son de médula reaccionaria. La alternativa con la que las ofrece la democracia no es compatible con su tradición y sus funciones específicas. No es difícil constatar, en los cuerpos destinados al mantenimiento del «orden público», acentuada tendencia a recuperar atribuciones de plenitud reaccionaria; para esa función, cualquier vía gubernamental que no importa por qué circunstancias se abriera, los cuerpos represivos reivindicarían enseguida el severo ejercicio de la dictadura.

No hay puntos de coincidencia social entre los distintos núcleos de la población española. Van opacándose los augurios de tranquilidad esquemáticos desde las alturas gubernamentales. La estructura social prevaleciente, y la que se está labrando, tienden a preservar las arbitrariedades consustanciales a los sistemas capitalistas y estatales. El modesto mínimo que el obrero necesita para su sostén carece de garan-

tías; su suerte es eventual, constantemente dependiente de lo que determinen las potencias económicas y sus representantes en los gobiernos.

Los alardes democráticos del actual gobierno encubren realidades intolerables. Ya van poniéndose en evidencia. Congelar el sueldo de los ministros no puede conformar a los trabajadores de salario mínimo, y menos a los que son despedidos por las facultades que a la patronal confiere el Pacto de la Moncloa. En estos, y otros casos, la única víctima es el que no tiene otro recurso de vida que su sueldo.

Todo y viendo estas contradicciones, no faltan quienes propalan que los españoles caminan hacia una «idónea democracia». Hasta ahí llega la ignorancia y la audacia. En nombre de una comunidad nacional falseada, el verbo democrático suena igual en el Palacio de la Zarzuela que en el recinto parlamentario. Esta interpretación del derecho político tiene abiertas vías de comunicación a altos y medianos privilegios económicos, por lo que son frecuentes los plácemes entre los que se han distanciado de la penuria popular.

Digan lo que quieran el rey, Felipe González, o el que impudicamente fulminó la conducta socialista de su padre, la democracia que aluden es un fraude. Unos y otros solo esperaban la emisión del voto, tras lo cual quedó establecida una línea divisoria entre los mandatarios de nuevo cuño y los oprimidos de siempre. Acaso, ¿no son múltiples las experiencias históricas que nos dicen no puede ser de otro modo? ¿Dónde está lo que podríamos llamar caso excepcional?

En España, lo excepcional y divertido, en los problemas que hay planteados, más que nadie lo ofrece Santiago Carrilao y su partido. Es el claro exponente de la incultura y de la estridencia, que necesita el crepúsculo de su existencia para derrochar el gran caudal de fantasía que movilizó su vida. No pudo ser dictador sistema Stalin, no obstante ha-

ber sido apologista del terrible inquisidor ruso, pero tampoco podía despedirse de los dominios gubernamentales sin llegar a ser, por lo menos, diputado. Y ya llegó a ese objetivo, gracias a las constantes claudicaciones de su rayectoria política.

¿Y qué puede decirse de las otras vertientes que presumen la moda democrática? Todas marcan el paso en marcha hacia objetivos personales, o de sector eminentemente militante, de espaldas al clamor popular que

por Severino CAMPOS

no es atendido. En las cumbres determinantes de la política española, las conclusiones del Pacto de la Moncloa originaron semblantes risueños, fructuosos apretones de manos, todo motivado por excepcionales transigencias y condescendencias. Era, y en parte sigue siendo, una exhibición carnavalesca.

¿En qué ha repercutido favorablemente al pueblo el tan ruidoso acontecimiento. Una de sus partes esenciales era la amnistía laboral; consistía, en que todos los despedidos del trabajo arbitrariamente, principalmente por problemas políticos, serían reintegrados al lugar que ocupaban en plazo breve. El margen de tiempo convenido, para liquidar ese problema eminentemente obrero, fenecía a mediados del presente mes de enero. ¿En qué grado de solución está ese problema? Según estadísticas recién publicadas, los despedidos a que nos referimos sólo el nueve por ciento ha ocupado el puesto que le hicieron perder.

Pero la situación es mucho peor de lo que se supone. No sólo no se resuelve la integración de los despedidos por los motivos señalados, sino que a éstos se están sumando nuevas promociones que la burguesía echa a la calle. ¿Qué pasará dentro de poco de no limitarse la ofensiva patronal? ¿Qué dirán a sus electores aquellos que aseguraron que el Parlamento resolvería los problemas del trabajo y de la libertad?

Una vez más se ratifica la tesis anarcosindicalista. Ninguno de los problemas sociales tienen solución justa por vías electorales. El Estado de derecho personal, prácticamente no existe ni existirá. En toda proyección de sociedad estatal, implícitamente late, en sus entrañas, los principios de autoridad, jerarquías y propiedad, destinados a prolongar las características y fondo de la opresión.

El reverdecer esperanzador que el proletariado motivó la caída de Franco está marchitándose. Alterna en desconsuelo y tragedia. El cada día mayor y más agudo descontento, en los medios populares, tiende a defender posiciones de dignidad humana. Mientras los adalides de predominio gubernamental, en sus querellas se enjuician unos a otros, el pueblo empieza a enjuiciarlos a todos por igual; razones de trascendencia social tienen para verter conceptos de mal sabor contra los nuevos mandatarios.

¿Habrá una rectificación de conducta en las élites del Poder? Inútil hasta dudarlo. Si el proletariado quiere resolver sus problemas tendrá que afrontarlos, directamente, contra la burguesía y los gobernantes que la amparan. De no ser así, largo y penoso será el calvario español.

COMARCAL DE ORIGEN DE MONZON
(HUESCA) CNT - AIT

REALIZACIONES REVOLUCIONARIAS

Por acuerdo de los compañeros en el exilio y los que se pudo consultar del interior, esta comarcal acaba de editar su libro: «Realizaciones Revolucionarias y Estructuras Colectivistas». Libro de bolsillo, bien presentado por su portada, su imprenta clara y espaciosa. Libro que ponemos a disposición de los compañeros, simpatizantes y amantes de conocer nuestra obra colectivista, que saca de dudas toda utopía que durante tantos años negaban nuestros enemigos.

Este pequeño libro no tiene ninguna clase de literatura ni idea filosófica, sino que está escrito con toda sencillez por los mismos arranca-pinos y chafa-terruecos — como diría nuestro malogrado compañero F. Alaiz — hijo igualmente de aquella tierra, y que fueron los autores y actores de esta obra inaudita que jamás fue realizada otra igual en el mundo. Por eso hoy las nuevas generaciones, sobre todo, se esmeran impacientemente por conocerla. Mas cuando, transcurridos cuarenta años,

de dictadura franquista e inquisitorial, de pura miseria y materialista, quedan atónitos que los libertarios ya en el 1936 vivieran prácticamente el Comunismo Libertario en tantos pueblos de España.

Como quiera que el mejor comentario lo hará el propio lector, no nos cabe más que recomendar que no falte en ningún bolsillo, bien acogido y divulgado.

J. RALUY

Pedidos: Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

J. Raluy, 4, rue Belfort, 31000 Toulouse.

Precio: 10 F ejemplar y 10 % de descuento a partir de ejemplares.

«ESCRITOS»

Interesante obra de Juan Peiró. Textos en catalán y castellano.

Precio: 70,00 frs.

ACTUALIDAD

CONTACTOS TRASCENDENTALES

Del apretón de manos Sadate-Begin, que impresionó, por lo inesperado, al mundo entero, es obvio que planteara desde el primer momento que se iniciaban los contactos históricos en Jerusalén, ciertas dudas con fuerza de razonamiento que nos sumirían a una expectativa no exenta de reservas y hasta de escepticismo en cuanto a una paz global y durable, a breve plazo, en el Medio Oriente.

El presidente de Egipto, señor Sadate, con su valiente iniciativa asombrosamente lanzada no hizo más que obedecer a un principio fundamental en la vida de los pueblos: el de **primero vivir y luego filosofar...** enseñanza que les marcaría, a la dirigencia egipcia, el paso dado, tanto más cuanto que, tras presidir un pueblo hambriento y con explosiones demográficas alarmantes, que para mal vivir tienen constantemente que recurrir al pidoleo y al crédito, un triunfo sobre Israel en una posible tercera guerra se les avera casi imposible, teniendo en cuenta que esta nación, según informaciones que al parecer no dejan lugar a dudas, dispone de armamento atómico. Y a esta enorme ventaja armamentista se le añade el respaldo total o, por lo menos muy cuantitativo, de los EE UU, afirmando sólidamente esta potencia bélica del Estado judío, lo que no deja en fácil alternativa a los tres países árabes llamados del frente de batalla y que Egipto, por fin... y con mucha sabiduría, supo romper el tabú ideológico y religioso (motivo fundamental de la entrada en guerra con Israel, según propias expresiones de Sadate) y con la indigna postura de títere o peón superpuesto por las grandes potencias.

Los problemas que gravitan tan infelizmente sobre los pueblos de aquellas regiones de Oriente Medio, no se averan fáciles de solución, a breve plazo, a pesar del gesto inesperado del presidente de Egipto, pues forman legión y bien matizados los intereses en juego: económicos, religiosos, y de seguridad en orden interno; especulativos y condominantes provenientes de extraterritorialidad por cuyas observancias todo parece indicar que el trecho a recorrer, no exento de valladar, para llegar a esta paz, globalmente considerada, de que se reclama se presenta visiblemente largo.

Lo que parece no ofrecer mayores obstáculos (y a ello se emiten momentáneamente las justificadas resistencias egipcias, muy que tradizas por cierto habida cuenta de su impotencia) es lograr una paz por separado entre este país faraónico e Israel, contingencia presumiblemente madurada antes de formularse los contactos entre ambos países, y sin pretender jugar a los profetas pero guardando siempre en mente aquel principio fundamental referido más arriba, de **primero vivir y luego filosofar**, la dirigencia egipcia, si otra cosa no, acabará, pensamos, por aceptar esta aludida paz por separado.

Apuradas todas las posibilidades negociables, ¿qué otra cosa podría hacer?

Y este probable acontecimiento, tras solucionar, en mucho, los problemas internos egipcios, los efectos psicológicos derivados de ello que favorecerían a Israel frente a los países árabes opositores a Egipto, consolidarían y reforzarían las posiciones judías. De ahí y por lo innegable de la potencia bélica de estos últimos, las intransigencias israelitas en los recientes contactos en Ismaíli.

La Organización de Liberación de Palestina, que de todo cuanto poseía lo lleva todo encima, que todo lo perdió menos la dignidad y la bravura, su postura intransigente con visos férreamente beligerantes la ha-

llamos lógica en casi todas us partes. Y decimos casi por cuanto existe algo en vigencia dentro del contenido de la **Carta Nacional** de esta organización política y guerrillera que trava, impide toda negociación para un arreglo total del conflicto. Nos referimos al apartado absurdo, incongruente, provocador, que contra todo raciocinio estipula lo siguiente: **«Que la partición de la Palestina, en 1947, y la creación de Israel no tienen ninguna validez...»**

Ya en otra oportunidad, rozando estos mismos problemas, dijimos claramente establecido el carácter absurdo de esta declaración de guerra y que la misma prensa de Damasco (Siria) en la ocasión trataba de convencer a los palestinos acerca de la conveniencia de retirar, de su **Carta Nacional**, el punto visiblemente litigioso y beligerante.

Ahora, que el factor tiempo-espacio ha venido generando nuevas facetas históricas, la O.L.P. seguirá haciendo oído sordo a las instancias inclusive de sus amigos y protectores árabes? Posiblemente.

Ya hemos señalado más arriba que de esos aludidos intereses en juego hay el condonante de extraterritorialidad, que a base de sus millones, armamentos e influencia por credo político, dominan las situaciones y toda regla del juego en beneficio del Yo-nación...

Conviene insistir una vez más que tan sólo podría ser la Unión Soviética la destinada a acallar las exigencias desmesuradas de la O.L.P. Y pensamos que este coloso moscovita está lejos de pretender en contribuir al acabamiento de los conflictos en el Medio Oriente, hasta y tanto no se clarifiquen, en favor suyo y de su asociada Norteamérica, las posiciones independentistas y de resistencia de las dirigencias estatales conformantes de la Comunidad Europea y muy especial modo Francia, cuyas elecciones de marzo próximo marcarán y decidirán, sin duda, pautas del peso estilo en los planes de política internacional de las dos más grandes potencias, afectando la estabilidad y soberanía de estas naciones europeas, lo que podría provocar, de consiguiente, graves conmociones y estallidos...

Sin un viraje, no imposible, se produjera en la conducta actual de la URSS vis a vis de su protegida O.L.P. consagrado a un arreglo global de paz en Oriente Medio, siendo ello congratulante, el peligro latente de guerra general no por ello dejaría de existir, pues no dejan nunca de pensar, los dos colosos, de ir creando, acá y allá, zonas de disputa en las que, muy criminalmente, puedan especular en todo momento que se tercie.

Africa austral y el Este del Continente sigue siendo una caldera en ebullición sin válvulas de escape...

Volviendo a los problemas específicos del Medio Oriente, algo de suma importancia acapara nuestra atención, en un supuesto previsible de ver reinar, de una vez y por todas, la paz en aquellas regiones.

Algunas veces nos hemos formulado esta pregunta: ¿Es que el Estado de Israel, con seguridades plenas y formales para su territorio de todo ataque de sus vecinos árabes, seguirá la misma política de tolerancia y

sarias de que Israel se esfuerza en aplicar los principios democráticos del mundo occidental.»

Estos textos que acabamos de transcribir son citas que hemos extraído de la revista «Ruta» de Caracas, de Marzo de 1972 y, como vemos, nos previenen de esta posibilidad amarga y triste de que nos toque constatar, un día, la desaparición de esa monumental obra cultural, económica y moral que son los kibbutzim.

En tanto que la nación israelita esté en pie de guerra, el riesgo de desaparición es totalmente impensado e infundado. Pero el día en que una aurora de paz debidamente establecida alumbré y hermane los corazones de los habitantes de aquellas regiones, una amenaza de asfixia social podría abatirse sobre las colectividades tan gloriosas como admiradas.

A ello, al probable desplome de esa magna obra intervendrían, indistintamente, los dos factores disímiles ya apuntados, uno: el sentimiento que emergería por la sola voluntad del kibbutziano, en obediencia a leyes biológicas, de hacerse con una vida aburguesada, frívola, vanidosa, viciosa, respondiendo, irresponsablemente, a esa calamidad, a esa desgracia, que llamamos sociedad de consumo (que, repitiéndome, poco a poco nos consume a todos) y que frente a tales tomas de posición contrastantes nada nos permitiría objetar, como armas de combate, más que la lamentación y un tanto el desaliento. Y dos: el peso apisonador del Estado atenzante, tentacular, que no admite más concepción que el de la explotación por parte de minorías sobre las mayorías; que establece las jerarquías generadoras de odios entre las clases y alienta las desigualdades de todo tipo y naturaleza con lscarnio de la verdadera Justicia.

Frente a este segundo enunciado no caben las lamentaciones sino que, por el contrario, una irreductible y firme oposición permanente, cohesionando los efectivos varios en presencia y en potencia: humanos, intelectuales y revolucionarios, vertebrándolo en sólidas organizaciones y núcleos que respondan, sin equívoco, al solo llamado de la libertad y la igualdad del género humano, para mejor dejarse oír frente a los mecanismos atenzantes y represionativos del oprobioso Estado, que no importando el color en que se etiquette habrá de constituirse en el blanco de nuestras críticas y contestaciones del orden que en mérito a las circunstancias y situaciones creadas dispongan.

por R. SERRAROLS

de apoya vis a vis de los kibbutzim que, como es del dominio público, se rigen en comunidades libres, en sistema socialista autogestionario, para mayor gloria y enseñanza de los tiempos?

Una firme seguridad en este renglón creo que nadie podría atreverse formular, sin riesgo de equívoco.

Para una mayor ilustración de estos problemas preocupantes, previniéndose ya un futuro incierto para los bravos y mística kibbutziana, cedemos la pluma por un momento al compañero Victor Garcia, autoridad relevante en la materia. Dice, de primera intención: «El día que este puñado de colectividades, cuyos integrantes no rebasan el 5 % de la totalidad de la población de Israel, quede totalmente sumergido bajo la marca de la «prosperidad» y el «practicismo», ese día, si desgraciadamente llega, será un día triste para los progresistas y los revolucionarios del mundo.» Y más adelante nos dirá: «Los sociólogos tienden en coincidir, sin embargo, en considerar el impacto kibbutziano como un agente extraño en el seno de un país que quiere confundirse en el seno de los regímenes de Occidente para llegar a ser uno más en el concierto mundial de las naciones.» «Hacia ello tienden todos los políticos israelis incluyendo a los que integran, inclusive, las colectividades agroindustriales.» «Un pueblo que se ha diferenciado de los demás a lo largo de los siglos y que está cansado de esta diferencia que tan pocos beneficios y márgenes de sosiego le ha aportado se empeña, con el fervor que siempre ha manifestado para todos sus actos y actas, en cancelar distancias con el resto de los países.» Y por último Victor Garcia, a ilustrarnos de esto:

«En 1956, una comisión investigadora para estudiar los problemas del Medio Oriente presentó un informe a la Cámara de los representantes estadounidenses que, entre otras muchas cosas, decía: «A pesar de la existencia de los kibbutzim (pueblos comunitarios que no pueden formar parte de las instituciones democráticas) existen todas las pruebas nece-

LIBROS

«La Revolución desconocida» (2 v.)	
Voline	40 00
«Cent dies de la vida d'una dona», Frederica Montseny	25 00
«La Araña Negra», Blasco Ibañez	100 00
«Historia del 1º de Mayo», M. Dommanget	30 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70
«La Catedral», Blasco Ibañez	27 00
«El Opus Dei en España», D. Artigues	30 00
«Pasión y Muerte de los Españoles en Francia», F. Montseny	30 00
«Le fédéralisme de P.-J. Proudhon», Bernard Voyenne	18 00
«Diccionari General de la Llengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00

«Góngora». Obras lujo	60 00
«Divina Comedia», Dante	60 00
«Los Olvidados» (Los exiliados españoles en la 2ª Guerra mundial), A. Vilanova	54 00
«La Muerte de la Esperanza», E. de Guzmán	50 00
«Les Mouvements fédéralistes en France. 1945 a 1974», Alain Greilsamer	30 00
«El Año de la Victoria», E. de Guzmán	50 00
«L'Espagne Libertaire. 1936-1939», Gaston Leval	25 00
«Requiem por un campesino español», Sender	12 00
«Romancero Libertario CNT-FAI», Varios	18 00
Pedidos y giros a Roque LLOP	
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.	
C.C.P. 9 232 33 V Paris.	

TERMOMETRO

Una más y van dos...
Ya asoman las marxianas. Ya se preparan a invadir el campo.

Ya buscan asentarse sus reales... Sin que su labia se ponga a tono.

Ya hablan de «consejismos» en espera de traducirlos por soviétismo. Como si antes que ellos ni en la Confederación ni en la Historia de España nunca hubo Consejos.

Ya se envalentonan asegurando que el enemigo primero es el anarquismo en el exilio, que está enfermo... «Los muertos que vos matais gozan de buena salud.»

Ya emplean su jerga que dicen lenguaje nuevo: «tú el payo, déjate timar.»

Ya tienen establecida su terminología falaz, barata y estrambótica.

Ya aseguran atacar el poder, que nunca existió ni en la Confederación ni en el Movimiento Libertario, con la intención mal disimulada de poner el suyo.

Ya ven, obsesionados, fantasmas insidiosos que les hacen miedo, al no poder implantar sus insidias, que no cuajan.

Ya, a falta de razones sensatas, se enmarañan con pseudo-argumentos, esperpentos del tres al cuarto. De ideas, ni los palotes.

Ya están preparando la ensalada rusa.

Ya la historia cenetista y anarquista para nada cuenta: la historia son ellos... Y los que la hicieron y los que la constituyeron en «cien años y más» de rebeldía y de tesón

tenaz de presencia libertaria serán tratados de «gilipollas» si no se meten en su bando, si no siguen sus consignas: tufo marxiano. Transplantemos: «Ya está bien de hacer el gilipollas compañeros.»

Nos suenan los oídos, barruntando ese que se dice «Militante anarco-comunista de Vizcaya». Para tener peso.

Ya hablan de machismo abusivo los que de palabra se muestran como «machos»... ¿cenetistas? No ante la sociedad explotadora y el Estado agresor, sino ante quienes deberían presentarse como hermanos en ideas. Pero claro; esos son considerados como primos. De primos, nada. De gilipollas tampoco.

Ya han desembarcado los marxianos. Con todas sus armas de papel.

Un poco de decoro por lo menos: lo cortés no quita lo valiente. Nada de palabra hiriente.

Ya, ya, ya está bien. Ya es bastante.

No es el primer ataque de la intriga ni del teatro tramposo. Los primeros ataques y sus resultados aparecieron en la Región Española de la Iª Internacional. A los principios de la Segunda República, cuando la C.N.T. empezaba a ser algo sólido, los marxianos aparecieron con una sedicente Reconstrucción Confederal que hizo mutis por el foro a las primeras de cambio.

Ahora, los que de nuevo quieren reconstruir la C.N.T. van a grito pelado con el arma de la intriga y del

lenguaje barroco. Con pies alados y alas de plomo.

Alguien quiere enseñar historia diciendo que en principio era asunto de «la Organización Obrera» que «hace más de un siglo no tuvo otro impulso que el de las necesidades inmediatas». A todas mete en el mismo saco «hace más de un siglo». Como en el sindicalismo a secas. O no conoce o aparenta no conocer ni la historia de la C.N.T. y la de la Región Española. Lo que querían y a donde iban. Para decir después en la segunda mitad, que: «La C.N.T. tiene sus principios que son fundamentales y que arrancan de lo expuesto más arriba. Dichos principios, que son fundamentales, surgieron de su Congreso extraordinario celebrado en Madrid en el año 1919...»

¿En qué quedamos?: hubo o no otra cosa que «elevación de salarios, una reducción de las horas de trabajo y un trato algo más humano...» Pues que en ese tiempo intermedio de «hace más de un siglo» la C.N.T. iba a la implantación del Comunismo Libertario...

Es que acaso ignoraba que la finalidad de la Región Española de la Internacional «hace más de un siglo» luchaba además por el colectivismo anarquista. Si lo sabe, porque habla tan insistentemente de ese Sindicalismo y de esa «Organización obrera» o «Sindical» que no sabe a donde va.

Para después decir que «la finalidad de la C.N.T. es llegar a una So-

ciudad libertaria» en el interregno de «hace más de un siglo».

Como aquel que dice con aplomo: «Hay principios para todos los gustos.» Que disparete tan morrocotudo. Resabios, resabios que no pueden ocultar: No; los «nuevos» y los que se dan de tal y detrás de la pantalla, escogieron un camino nada recto presentando «problemas» un tanto desabridos.

Lo cortés no quita lo valiente. Lenguaje sereno y menos insultante; que no es el quien más grita el que tiene razón. Por aquello de: piensa bien lo que dices y lo que haces. Oyemos las voces pero no las razones.

Y para el que dice: «... el anarquismo en el exilio no piensa más que en su machismo de tiempos anteriores», además de decirle que ha oído campanas sin saber de donde viene el viento, añadimos lo que hace diez años alguien, libertario en el exilio, dijo:

«(...) El animal hombre se engalana fatuo y engreído con los atributos fundamentales de su animalidad, localizando la «hombria» en el bajo vientre. Ser un macho, poseer «huevos» resulta la más alta expresión de su condición representativa y de su «valor», confundiendo el valor con el impetu animal en su ceguera instintiva fuera de toda reflexión. ¿Cuándo y dónde se oyó decir: «Soy consciente» o «soy una consciencia», expresión cabal de la verdadera «hombria...» Lo que quiere decir que de machismo, nada.

Diorama en verde

Esto ocurrió en el 1943. Era uno de esos leñadores que estaba encuadrado en una compañía de trabajadores extranjeros en Francia. Este de referencia tenía una bicicleta de ocasión con la que bajaba de la montaña al valle en busca de encargos para él y algunos más. Cuando subía, como el camino pedrajoso era (y sigue siendo) muy empinado, lo hacía cogiendo su bicicleta del manillar. Llevaba él a la bicicleta. Cuando iba de bajada, la bicicleta bajaba sola lle-

vando a nuestro hombre. Gozoso, no tocaba los frenos. Y allí se le veía buscando a no tocar los grijos del camino. Le gustaba la velocidad, y claro, no tenía ningún esfuerzo que hacer camino abajo.

Un día sucedió lo que no podía por menos de suceder. La bicicleta chocó con un pedruzco más que regular; hombre y bicicleta rodaron por el suelo y el tal recibió un porrazo de esos de abrigo. Va de sí que la bicicleta nada tenía que ver con quién

la montaba. Este comprendió; desde entonces en la bajada cerraba convenientemente las palancas de los frenos. Los dos. Por si acaso...

Y va de cuento. Es el del león y del asno. Aquel año era de gran sequía. Toda la selva estaba mustia y reseca. El asno, buscando hierba fresca andaba y andaba. El león buscando con que hincar los colmillos andaba y andaba... En la convergencia de dos caminos se encontraron:

— Quieres que hagamos juntos el camino — dijo el león tras de explicar al asno el porqué de estar allí.

El burro, explicándole lo mismo, respondió:

— Encantado de la compañía.

Juntos siguieron el ahora camino único. Tras un largo trayecto, el león propuso al asno montar sobre su espina, descansando al avanzar. El asno hizo lo mismo a su vez. El león con sus uñas podía tenerse bien sobre su compañero, quien por

sus pezuñas no podía agarrarse como era su deseo. El terreno siendo montañoso el burro las pasaba de a quilo resbalando por detrás y por delante. En la subida, una de esas veces, tanto el burro subía y bajaba sobre el lomo del león que con el frote su verga se empuñó introduciéndose en el agujero trasero del león. Quién como era muy cortés y de carácter compañeril nada dijo aún sintiendo la penetración. De esa manera el asno se encontraba más sosegado por mejor agarrado.

— ¿Estás cansado? — preguntó a su compañero, con sorna.

— No; no es que estoy cansado. Lo que me da por el culo es la manera de agarrar que tienes...

Dicen algunos que están haciendo una C.N.T. nueva. Todo un poema de pésimo gusto. Como aquel que hace un traje a su medida. Con el corte que otros tejieron.

SOL Y SOMBRAS

VALENCIANO SEGURA

¿Quién se acuerda de Segura?

Yo, y no sé si alguien más.

Era curtidor y vino de Valencia a Cataluña. En cierta localidad militó inmediatamente en Curtidores. Siendo Segura era seguro, incluso sonriente. No se negó a ningún cargo, a ninguna comisión, a ninguna labor sindicalista. Había acudido al lugar, militancialmente formado.

No abundaba en palabras, no exhibía hechos. No faroleaba. Era actuante, era compañero, sin darse cuenta: naturalmente. Parece que eso, al nacer, ya se lleva en la sangre.

Cuando aconteció el lock-out de 1919-20 se hallaba trasladado a Barcelona. Uno se desarraiga del lugar propio, y por lo que sigue el mundo le es camino. Los compañeros de la capital catalana se encontrarían adosado Segura, simplemente, naturalmente. Y él estaría callado, y sonriente, en las comisiones, en los quehaceres, entonces peligrosos. Sin darse cuenta — como siempre — se encontró en primera fila de lucha.

No se distinguió: fueron los enemigos quienes lo distinguieron. Y en una caza al hombre organizada por la policía y el somatén de Cambó — éste estuvo con «la caña» (Winchester) en la calle Fernando —, Segura trató de huir, en camisa casi, por unos tejados de Pueblo Nuevo, y como los del somatén eran vecinos apostados tras unas chimeneas, le dispararon y mataron.

Valenciano Segura fue enterrado en horas de pánico acompañado de familiares y amigos.

Valenciano Segura fue uno de los tres compañeros que inauguraron, con su muerte, la campaña terrorista provocada por la gente más desordenada que se reclama del Orden.

Cánovas, Maura, Miró y Trepas, Dato, Arlegui, Martínez Anido, Cambó y otros sátrapas organizados en Comité de Defensa Social, justifican los excesos de la Revolución de 1936, si excesos hubo. Pues la Justicia, largamente contenida, deviene peligroso explosivo.

J. FERRER

NI PACTO...



...NI ELECCIONES

RINCON DE REFLEXION

LOS COMIENZOS DE LA A. I. T. EN ESPAÑA

EMBRION DEL PARTIDO OBRERO MARXISTA

por FABIAN MORO

Madrid 1968. La «Gloriosa» implantada, levanta la espita de la libertad sin cortapisas. Estas vendrían más tarde. (...) se reunían algunos jóvenes obreros inteligentes en el Fomento de las Artes, una especie de club y de universidad popular. Fanelli fue dirigido allí por los republicanos y tuvo la suerte de encontrar pronto a Tomás González Morago, grabador, entusiasta de todo lo nuevo y avanzado, muy conocido y activo, que invitó a los mejores elementos entre sus relaciones, a conversaciones con Fanelli. Lorenzo y su amigo Manuel A. Cano fueron advertidos un domingo, en un café, por Morago, sobre la existencia de la Internacional.» (Nettlau).

En efecto, Morago llegó a su encuentro al café de la Luna.

«— ¿Tenéis conocimiento de la existencia de la Internacional? — les dice.

«Cano dijo que no; yo sí había leído algo y tenía vagas noticias de esa asociación.

— Pues se trata — continuó Morago — de organizar a los trabajadores del mundo civilizado para destruir la explotación capitalista a que está sometido el trabajo. Grandes organizaciones existen ya...» (Lorenzo: «El Proletariado Militante»).

De tal forma se inició lo que con el tiempo vendría a ser en España el movimiento obrero internacionalista en vista a un objetivo preciso: una sociedad más justa. Sabiendo donde estaba el enemigo de clase y a dónde se encaminaban con sus luchas sociales. Y al mismo tiempo el despertar del espíritu territorial dormido, aletargado por siglos de imposición social y por sugestión del consciente con la metafísica religiosa. Saliendo de ese depósito-mañanial del subconsciente colectivo las esencias etológicas de su particularidad ético-social con su logicismo étnico. Y nos parece, de forma simbólica, como si Morago el primero y enseguida Lorenzo, abrieran las compuertas de ese subconsciente colectivo para unir, trabajando juntos en su misión trascendental, el espíritu territorial y la raigambre multiseccular, con el espíritu de clase aherrajada. La particularidad ético-social saliendo con su lógica ibera. Lo contemporáneo y lo trascendental y secular, que no decimos tradición ya que como lo señala muy oportunamente Oliveria Martins, la tradición ha sido acaparada, como otras realidades históricas sentimentales de abolengo, por la reacción, haciendo con ellas arma y motivo para empujar la gente llana con el fin de sostener o conseguir provechos materiales de interés concupiscentes, ayudados por la iglesia, la jerarquía y el Estado.

«Hubo tres o cuatro sesiones de propaganda y discusiones privadas en paseos y cafés; se ocupó bastante de Lorenzo, que juzgó útil para su obra», historia Nettlau refiriéndose a Fanelli. Así apareció el núcleo que fundó la A.I.T. en España. Por ese tiempo Pi y Margall hacía campaña socialista en el periódico «La Discusión», y Morago invitaba a un puñado de entusiastas de todo lo nuevo, como él, a una reunión donde Fanelli estaría presente para hablar como representante de la Alianza za por la Democracia Socialista que

con Bakunin había fundado, y de la Internacional.

El 2 de mayo de 1869, la sección de Barcelona es constituida. En ese tiempo se sentía coacción para proclamar en alta voz las ideas anarquistas en razón de no perder la influencia sobre la masa organizada de los obreros nada avanzados en ideas. La organización era, aunque numerosa, invertebrada. La vertebración llegó sin tardar por obra de los militantes de la Historia y de la Idea, tales que Pellicer, Sentiñón, Marsal Anglera, Morango, Lorenzo, y tantos otros que forman número incalculable. Los cuales encaminaron los anhelos de superación humana y social por vías de conciencia de clase para enviarla más allá al despertar-la. Como así ocurrió.

Aunque no se ocupaban de política activa, las sociedades obreras se encuadraban en el Partido Federal, incluso los que como Pellicer tenían otras miras más altas. Incluimos este nombre por ser el que llevó, por así decir, las tales organizaciones al cuadro más consonante profesional, y avanzado en todos los sentidos. El mismo nos lo da a entender y demostrar con claridad en esa carta (inédita) que Nettlau nos proporciona y por la que nos enteramos del momento en el que en Barcelona se formó la sección local de la Internacional que fue con el tiempo y sin tardar la más potente en la línea bakuninista en el seno de la A.I.T.: la Regional Española.

Con fecha de 1º de agosto, que es la misma en la aparición del periódico «La Federación».

Carta de R. Farga Pellicer a Miguel Bakunin. (Extractos).

Barcelona 1º de agosto de 1869.

Mi querido Bakunin:

Con inmensa satisfacción he recibido vuestra carta. Enseguida la leí al Centro Federal de las Asociaciones Obreras, (constituídas ellas, constituido él en octubre de 1868) como secretario general que soy, y enterado de su contenido ha acordado enviar a Basilea uno más (no ha determinado todavía el número) representante de las sociedades obreras de Cataluña.

Mas es preciso hacer aquí algunas explicaciones; para que vos comprendáis la manera como deberán representar a España los obreros que enviará nuestro Centro Federal.

Aquí el socialismo no está desarrollado como fuere de desear; así el Centro Federal no ha decidido clara y terminantemente respecto a ese punto tan interesante. Hasta ahora sólo se ha ocupado de organizar asociaciones obreras de todos los oficios y artes y propagar para que la federación entre todas se haya efectuado y para que la República Federal triunfe en la lucha que sostenemos con los monárquicos y demás conservadores de todas las tiranías.»

«(...) gracias a los esfuerzos que hacemos algunos amigos (en pro de esas grandes ideas que llevan en sí nuestra inmediata y radical emancipación) de esta propaganda dentro de las varias profesiones y oficios asociados dentro del mismo Centro federal, yo tengo la seguridad que dentro de poco tiempo formaremos parte, los obreros de España, de la gran Asociación Internacional de los Trabajadores.»

«(...) Vos querido amigo y correligionario, comprenderéis con cuanto cuidado y con cuanta prudencia lia de hacerse esta importante propaganda; para evitar futuras escisiones que retardarían más el triunfo de nuestra causa.»

«(...) Contestar amigo a vuelta de correo, si nuestro Centro Federal puede tomar parte en el Congreso... Es de suma importancia y necesidad que para no ser ahora Asociación, puede este Centro concurrir al Congreso de Basilea precisamente para acelerar más el ingreso cuanto antes.»

«(...) Espero pronta contestación, al Centro Federal de las Asociaciones Obreras — Rafael Farga Pellicer, secretario — calle de Mercaders, 42 — Barcelona.» (Nettlau).

Aquí vemos como el Centro Federal representó la sala de espera, en la estación, cuyo jefe era Pi y Margall. Donde cogíase el tren con destino a la Confederación Nacional del Trabajo y al Comunismo Libertario pasando por la Región Española de la Internacional primera. Del federalismo político al federalismo integral.

La segunda Conferencia del Centro Federal de Barcelona, hacia fines de 1869, anuló la resolución sobre participación electoral. (Moción de Farga Pellicer, Sentiñón y Marsal Anglera). El Centro de las sociedades obreras se transformó en Centro Local de la Internacional en 14 de febrero de 1870.

Se ha visto como la tendencia federalista resulta una constancia en su trayectoria histórica. Con sus desgarros por parte de los que queriendo auparse no pararon en mientes para formar banda aparte, continuando así y de igual manera, en el fondo y en lo largo del panorama histórico la continuación del centralismo autoritario con otro aparato, con otro atuendo, con otra prevencación.

Cuando Marx comprendió que en la Internacional obrera las cosas no podían ir según su intención, que su «cosa» no podría estar bien atada, se dio en pensar que mejor sería formar partidos; partidos obreros en Europa. Y así fue hecho. En Bélgica, en Alemania, se constituyen los partidos de la socialdemocracia. Partidos marxistas. Envía a España a Lafargue, su yerno, antiguo proudhoniano. Váse a Madrid recomendado, no al Consejo Federal que no era santo de su devoción por saber muy bien que allí no era considerado santo en su capilla. Va a encontrar un republicano que se dice socialista. El ciudadano Guisasola... Sin conseguir guisar su plato prebarrado, del Partido Obrero Marxista. En su segunda visita va al encuentro de Pi y Margall exponiéndole el proyecto de «su» partido obrero marxista. Pi le desengaña demostrando que los obreros españoles rechazan hasta su Partido federal. Al verse frustrado en sus planes en la clase media y constatando que no sucedía lo mismo que en Alemania, Lafargue, sin más remedio, se encamina a predicar en yerno, antiguo Con-

sejo. Cinco horas duró su prédica exponiendo el programa del partido obrero. Atentos le escucharon. Y le rechazaron de plano por considerarlo contrario a las ideas de la A.I.T. Lafargue, como su suegro, no podían por menos de saberlo. Cuando se vio ante ese muro de dignidad social y humana, ante cerebros incorruptibles, con el rostro encendido gritó al fin: ¡Ahora me he convencido que los revolucionarios españoles son los más radicales del mundo!»

Pasa a la adulación. A ganar a los ambiciosos, individualmente. Así fue con Francisco Mora y con José Mesa. En la trampa que Pablo Lafargue había preparado cayó quien quiso caer, quien estaba predispuesto. Y comienza el trabajo de zapa para la disolución de la Alianza, de la cual formaban parte. «La Emancipación» habla siempre del «centro misterioso» en Suiza, que no sabemos por quién estará influido (quizá por los gobiernos burgueses «(...) he ahí, pues la famosa denuncia del 22 de julio de 1872, Madrid, firmada por H. Pauly, V. Pagés, Angel Mora, José Mesa, Valentín Sáez, Inocente Callejas, Francisco Mora, Paulino Iglesias...»

Francisco Mora combate de la Alianza su jerarquía. «(...) observaciones que o bien son el colmo de la mala fé o que testimonian falsedades enormes propaladas por Lafargue. Porque en la carta de Bakunin a Mora (5 de abril) no hay sombra de un rasgo de «organización jerárquica», al contrario Bakunin aconseja relaciones «directas» entre aliados españoles e italianos, y en ninguna parte, ni siquiera por Marx, ha sido averiguado un acto cualquiera de la Alianza en Inglaterra, etc...»

«(...) Sería difícil encontrar para esa época un periódico más envilecedor, más bajamente injurioso para sus adversarios que «La Emancipación» del verano de 1872.» (Nettlau, «La Internacional y la Alianza en España»).

Cuando ahora vemos algunas publicaciones en España, no podremos creer que la historia no se repite.

Engels apoya esa maniobra. Y en su respuesta, el Consejo Federal le hizo saber: «Reclamáis de nosotros ni más ni menos que el oficio que un jefe de Estado pediría a su departamento de policía.» Ataca también a los denunciadores de «La Emancipación»... «Vosotros que en otro tiempo recomendabais la fundación de la Alianza, vosotros que en otro tiempo exaltabais la excelencia de esa misma Alianza que hoy atacais.» (Rf. ant.).

Pero Lafargue y su intención de crear un partido, había pasado por allí. La misma provocación en la Organización regional salida de la local de Madrid. Fueron puestos en la picota siguiendo la expulsión. De forma que la escisión fue a causa de la expulsión. Eran: Pablo Lafargue, Hipólito Pauly, José Mesa, Francisco Mora, Víctor Pagés, Paulino (con el tiempo Pablo) Iglesias. Formando

La Colectividad de Oegstgeest

(Viene de la página 8)

Otro miembro del grupo, de nacionalidad belga, que se encontraba en Bruselas, es acusado de participación en el asunto y encarcelado en aquella ciudad.

Carmelo por su parte desaparece del colectivo sin dejar pistas, hasta que es localizado en Amsterdam y obligado a declarar la verdad ante la policía la cual se vé obligada a

detenerlo circunstancialmente pero sin que se exima a los inocentes inculpados.

En relación a este individuo, el Sr. Driel afirmaría: «Desconozco por completo las actividades de Carmelo. Para nosotros es un sujeto que oficialmente no existe. No podemos pues juzgar sus actividades ni las relaciones que pudiera tener con la familia Laurent (con la comuna).

de la autoridad a la que desobedecen y no acatan.»

La espada de Damocles pende pues sobre las cabezas de los componentes del colectivo. El tiempo de espera de la decisión definitiva que del Minis-

terio de Justicia holandés y el hecho de que tres de sus miembros se encuentren en prisión y dos expulsados, les hace temer lo peor.

En verdad su reto es su delito. Y éste es sentirse libres.

CONCLUSION

En la actualidad la situación de la Comuna de Oegstgeest es sumamente delicada y peligrosa. Tres de sus miembros se encuentran en prisión implicados en asunto de drogas, con secuencia de las actividades de un provocador; otros dos han sido expulsados del país acusados de drogadictos; la policía, los funcionarios del departamento de extranjeros y el propio burgermeester están interesados en finiquitar el ensayo que es y supone la Comuna de Oegstgeest, porque: «Queremos devolver

la paz y la calma a la población.» Y basado en estos hechos se ha solicitado del Ministerio de Justicia la orden de expulsión del país.

El Sr. Driel en relación con la probable expulsión, afirmaría: «Existiría otra solución si intentarían adaptarse al sistema de vida de nuestra sociedad. Entonces podríamos estudiar el problema desde otro ángulo. Pero ocurre que estas personas no conocen la frontera de la tolerancia. Su manera de vivir y de comportarse es una lucha constante en contra

LLAMAMIENTO

Compañeros: Salud.

La Comunidad de Oegstgeest (Holanda) ruega a los lectores y amigos de este periódico que se solidaricen con ellos, y envíen cartas de protestas a las autoridades de este país por la represión a que están siendo sometidos. Ruega a todas las personas libre-pensadoras del mundo entero denuncien pública e internacionalmente las maniobras que las autoridades de este país han iniciado contra algunos de sus miembros para desacreditar la labor que el colectivo viene realizando.

¡Compañeros no nos dejéis solos en la lucha por la liberación del ser humano! ¡Solidaridad!

Comuna de Oegstgeest

Las cartas de protesta y apoyo al grupo pueden ser enviadas a las siguientes direcciones:

Aan de Heer Van Eysinga
Burgermeester van de Gemeente
OEGSTGEEST (Leiden) Holanda.

Aan de Herr Minister van Justitie
Ministry van Justitie
DEN HAAG (Holanda)

La dirección del colectivo, para quienes estén interesados en contactar con ellos es:

Isabel Beobide
Comuna de Oegstgeest
Cartesiuslaan 19
OEGSTGEEST (Leiden) Holanda.

La Internacional y la Alianza en España

MAX NETTLAU



(Viene de la página anterior)

la Nueva Federación Madrileña. El Consejo General de Londres pasando por encima de los Estatutos de la A.I.T. se comunica y relaciona orgánicamente con ellos. Aquí está pues el embrión del desenvolvimiento político, autoritario y marxista del Socialismo en España.

Max Nettlau comenta:

«He aquí el resultado de la intriga frustrada, ya que la mayoría de los internacionalistas españoles no querían ni partido obrero ni la tutela de Engels y Lafargue ni los procedimientos inquisitoriales... Lafargue se figuró que no tenía más que poner los internacionalistas como sabuesos a la caza de la Alianza (...) de ahí que el folleto del 27 de junio y también pronto «La Emancipación» consagren sus páginas a la caza de la Alianza y a las injurias contra Bakunin.»

Es maravilloso con qué seguridad de fin han sabido encontrarse esas dos fuerzas, la fuerza activa de Bakunin y la fuerza latente, aun no iniciada de los futuros internacionales, con qué pequeños medios se hizo eso, como si una atracción magnética coordinase todos los esfuerzos.

Al mismo tiempo me asombro de que esos elementos que tenían tantas aspiraciones en común, no hayan cooperado mucho más frecuentemente aún. Eso dependía de muchos pequeños factores, de los cuales se pueden encontrar algunos, pero no todos. En general, mucho es ignorado, está olvidado y perdido para siempre, pero hay muchas indicaciones precisas que permiten constatar el carácter, la cronología, etc., de las relaciones y en un cierto grado, pienso, salimos de las generalidades y superficialidades y podemos poner aquí y allí una primera piedra de verdadera historia.

Esta verdadera historia (término excesivamente relativo, porque siendo único cada hecho, una reproducción, por bien que sea, no puede nunca ser absolutamente idéntica al original) — esa verdadera historia, pues, en tanto que nos es accesible, tiene siempre por base las investigaciones de este género que por pruebas positivas y negativas, por un trabajo de detalle fatigante, si se quiere, tratan de profundizar el asunto y no tienen el derecho a descuidar la menos fuente de información accesible. Después se pueden formular las generalizaciones que son la esencia pura de todos los resultados de detalle, y que deben guardarse de entrar de nuevo en lo vago, lo impreciso, en una palabra en la leyenda, que aunque sea una leyenda generosa, racionalista, será siempre una leyenda.

No se puede proceder así más que para los tiempos relativamente antiguos que escapan a las pasiones de nuestro tiempo presente; para la historia hay este destino: para el presente debe permanecer incompleta a causa de las consideraciones, de los intereses que cada causa implica, y para el pasado permanece incompleta a causa de los testimonios perdidos y de nuestra incapacidad para colocarnos espiritualmente en el puesto de nuestros antepasados. A pesar de eso es preciso hacer lo que

sea posible; todo vale más que la leyenda que impide ante todo adquirir la experiencia por la historia y nos hace por eso mucho menos capaces de confrontar los problemas del porvenir, los problemas de la hora actual, puesto que el porvenir se hace en el presente a cada instante.

Son en particular los revolucionarios libertarios los únicos que quieren modificar a fondo este sistema social podrido que ha cumplido ya su misión y tienen ante sí una infinidad de problemas, haciendo bien en añadir a su poder la experiencia de las luchas del pasado de ese pasado tal como puede ser reconstruido, no sólo por su leyenda. Y la historia de la Internacional en España es uno de los capítulos menos profundizados de esa historia.

Supongamos que la influencia — demasiado lejana para haber tenido un efecto definido sobre el detalle de esa historia — de Bakunin esté suficientemente examinada y quizás determinada más o menos exactamente; queda la inmensa vida interior de esa Federación, la verdadera acción de la Alianza, los acontecimientos de 1873, la vida subterránea de la Internacional y de la Alianza desde 1874 a 1881, la historia de la gran Federación Regional de Trabajadores de la Región Española de 1881, su vida íntima e interna, su reemplazo final por grupos libres y lo que siguió, todo eso ha caído desde hace mucho tiempo en el dominio de la historia y sin embargo las fuentes para un estudio un poco profundo no se abren, parecen agotadas. Conozco el martirologio de las persecuciones, los estragos que ha hecho la muerte, la vida de los militantes, las necesidades, los sacrificios de la hora presente y del porvenir, pero sin embargo, comparando en tanto que me es posible lo que se hizo para res tablecer la historia revolucionaria de los diferentes países, pienso que para España se ha hecho demasiado poco y demasiado se ha perdido irremediablemente y sería tiempo de hacer un esfuerzo para recoger lo que queda aún en testimonios, cartas y documentos, en impresos de la época y, único recurso de las generaciones posteriores, en tradiciones también. Si se buscan, se encontrarán viejos que dictarán sus memorias, cartas, periódicos, folletos, circulares

etc., de esas circulares sobre todo de la Alianza, del Consejo federal, de la Comisión federal; de las diferentes comarcas, etc., para que más tarde se reunieran tales comunicaciones en los volúmenes de la Crónica de los Trabajadores de la Región Española, de los cuales he visto el de 1882; pero lo reunido así es casi literatura oficial; a su lado hay siempre una literatura más íntima que habrá que encontrar también, para conocer el desenvolvimiento de las tendencias. En una palabra es un trabajo a realizar que vale la pena, trabajo colectivo, puesto que cada uno debe poner manos a la obra y trabajo intensivo para algunos investigadores que sabrán pronto encontrar por donde abordar el asunto y que procederán a la labor en ese terreno aun tan poco explorado.

España es el único país con el cual Bakunin estaba en relaciones seguras, donde hasta aquí no fue vuelta a encontrar ninguna de sus cartas, donde ninguno de sus conocidos y corresponsales ha publicado recuerdos de importancia histórica para esclarecer su historia. No olvido la página interesante de Alerini, escrita en 1876, pero se refiere a Marsella en 1870; sé que Farga Pellicer ha dado a Bakunin un buen puesto en un gran volumen sobre el siglo diez y nueve; se ha dirigido a Cafiero para los materiales. Conozco mucho de lo que ha escrito Lorenzo, que ha conservado algunos hechos nuevos para la historia, como lo ha hecho el autor de los artículos históricos de la Revista Social de 1883-84. Pero todo eso es en su mayor parte propaganda.

Por consiguiente queda un trabajo por realizar que nos mostrará toda la vida de esa gran Asociación Internacional de los Trabajadores en España, de la cual no ensayé aquí más que la definición, el profundizamiento de un pequeño fragmento de sus orígenes.

Max NETTLAU

Diciembre de 1923.



La Colectividad de Oegstgeest o el insólito caso de la Comuna holandesa

por Francisco MORENO

REPRESION

En nuestro deseo de obtener una visión más clara del problema, entrevistamos al Sr. Van Eysinga, burgemeester, y al Sr. Driel, encargado del departamento de extranjeros de Oegstgeest. El primero de ellos nos

ante la policía, la cual abre de inmediato una investigación basada en la carta-denuncia que, hasta ahora, nadie ha podido ver a excepción del colegio.

Se efectúan constantes registros en la casa, se llama a algunos de sus miembros a prestar declaración y se les molesta por la más insignificantes de las cosas. Actividades éstas encaminadas indudablemente a minar la férrea voluntad de los miembros del colectivo, quienes con una actitud valiente continúan adelante.

En un momento determinado de la conversación mantenida con el burgemeester, éste nos afirmaría: «Se trata de una banda de drogadictos, de criminales, a los que la policía persigue desde hace mucho tiempo. Son muy listos. Tenemos la seguridad de que trafican en drogas, pero carecemos de pruebas concretas para proceder a la acusación.»

Y naturalmente dado que carecen de pruebas, se fundamentan en sospechas para así expulsar o encarcelar a los miembros del colectivo y dar al traste con esta realización, que en verdad es lo que les molesta. Así ocurrió con dos de los miembros españoles, Mario y Pedro. Al segundo lo detuvo la policía mientras se encontraba reparando su coche en el garaje de otro español en Amsterdam. Trasladado a las dependencias de la policía de extranjeros fue enviado a España, porque se «sospechaba de que se encontraba en posesión de cuatro kilos de hasj». A Mario se le intentó implicar en un asunto similar, más la rápida actuación del grupo a través de un abogado lo impidió. Lo que no se pudo impedir fue la celebración de un proceso por «trabajador ilegal» en el transcurso del cual se le acusó de: «Ser un individuo amoroso y de tener amistad con otro individuo que había sido expulsado del país (Pedro) por sospechas de tráfico de drogas».

Y de esta manera y por primera vez en la historia de este país se condena y expulsa a dos personas por sospechas. A uno de poseer drogas, y al otro de ser amigo del sospechoso.

EL PROVOCADOR

Mario se vio obligado a abandonar también el país, por disposición judicial. Tanto Mario como Pedro hubieron de abandonar a sus compañeras y al hijo que de cada unión ha nacido; motivo que el burgemeester califica de: «Hijos de padres desconocidos». Para continuar más adelante: «En parte comprendo a esos muchachos y el que no se responsabilicen en reconocer a sus hijos. Tal vez no sepan de quienes son.» De esta poca caballerosa manera el burgemeester califica de prostitutas a las compañeras de Mario y Pedro.

Pero he aquí que llega a la comuna un sujeto un tanto extraño, Carmelo, que ha jugado un papel decisivo en lo que al incremento de la represión se refiere.

María Elena y Víctor, dos miembros del colectivo, traban amistad con Carmelo y lo presentan al grupo, que lo acoge fraternalmente y le dan hospitalidad con lo que éste se percata de las dificultades por las que el grupo atraviesa.

Carmelo propone a María Elena y a Víctor que hagan por él un viaje a París, visiten a un amigo suyo y le traigan un paquete que el tal les entregará, ya que él no puede visitar París por cuestiones pendientes con la policía, dice. Aceptado el ofrecimiento, María Elena y Víctor son arrestados en París una vez el paquete en su poder, en cuyo interior son encontrados cuatro kilos de heroína.

(Sigue en la pág. 7)

En la provincia de Leiden, en el corazón de la pequeña localidad de Oegstgeest, — 16.000 habitantes — existe desde hace unos dos años una colectividad que se desarrolla a pesar de la represión a la que sus miembros están siendo sometidos. Sus componentes proceden de varias nacionalidades, con predominio español. Ante el asombro e incredulidad de los habitantes de la localidad, el colectivo viene lanzando un reto contundente rompiendo, los hasta ahora, intocables baluartes de la burguesía holandesa y demostrando que es posible vivir de manera anárquica realizando en la práctica diaria las teorías consideradas por

muchos utópicas. Naturalmente el reto que la comuna ha lanzado ha encontrado pronto eco en la reacción. Tanto por parte del sector más reaccionario de la localidad, como de su primera autoridad, el burgemeester; un posible afiliado al partido político de derecha VVD (el hermano holandés de Alianza Popular en España). De nuestra entrevista con el burgemeester (cargo éste que es equiparable al del Alcalde, Gobernador Civil y Jefe de Policía en una sola pieza) sacamos en conclusión que los días de la comuna, su ensayo, están ya marcados, se encuentra próximo a agotarse.

ANTECEDENTES

Isabel Beobides, alma organizadora y creadora de la comuna, arribó a Holanda en el año 1965 en unión de su esposo y seis hijos con motivo del trabajo que aquél habría de realizar en este país como ingeniero técnico espacial, en el proyecto europeo de colocación de satélites protagonizado por los países integrantes en el Mercado Común Europeo.

Cuando Isabel entra en contacto con otras personas y conoce lo que para ella son nuevas ideas, cambia su manera de pensar y comienza su transformación, hasta el extremo que en 1975 el matrimonio se separa por discrepancias socio-políticas. E Isabel concibe la idea de dar vida a su sueño, a lo que hoy es conocido como Comuna de Oegstgeest. Los principios no fueron fáciles ya que

hubo que romper y abolir una serie de tradiciones burguesas, dar de lado a los privilegios que las autoridades del país dispensaban a su familia por las actividades diplomáticas-militares del Sr. Laurent, ex-esposo de Isabel.

Es a partir de este punto cuando los vecinos de esta localidad, en su versión más reaccionaria, comienza a calificar de «amoral», «vida fácil» y de «dibertinaje» las actividades que la comuna desarrolla. Las cartas de protestas que el vecindario «progresista» envía a la oficina del burgemeester, al lugar de trabajo del ex-marido de Isabel, a la policía y a las instancias oficiales se suman por decenas. Y la represión comienza a tomar cuerpo.

FORMA DE VIDA EN LA COMUNA

Chilenos, franceses y españoles conviven juntos fraternalmente, trabajan o estudian y obtienen a nivel personal premios y menciones de honor en concursos artísticos, y reconocimientos públicos, al tiempo que el colectivo es perseguido inmisericordiosamente por las autoridades a instancia de los reaccionarios de la localidad que se han propuesto acabar con la comuna.

Los más capacitados en el terreno artístico realizan dibujos artísticos, o tallan madera produciendo hermosos gravados o bien, como en el caso de Isabel, borda tapices que más tarde son vendidos en los mercados de Utrecht o Amsterdam. Los más pequeños naturalmente acuden puntualmente a las escuelas holandesas y obtienen buenas calificaciones. Los menos cualificados en la producción artística-artesana trabajan siempre que les es posible en la producción industrial. Con el dinero así recolectado, producto de su trabajo, el colectivo atiende las necesidades generales de todos los miembros, haciendo realidad el lema por el que se agruparon: «Produce según tus fuerzas y posibilidades y recoge de la colectividad conforme a tus necesidades.»

De esta forma y manera ha venido la comuna actuando. Económicamente el colectivo se desenvolvía bien. En el terreno cultural es de destacar la publicación de un libro en Francia de Isabel, que también



La compañera de Mario con su hijo.
(Foto: Hans de Recht)

es poetisa, y los premios obtenidos en el presente año en un concurso-exposición en Utrecht tanto por sus poemas como por sus tapices. A pesar de esto, la represión policial, la persecución por parte del burgemeester y del departamento de extranjeros de la localidad, comenzó a dar sus frutos.

EN LA PAGINA 7, VER UN LLAMAMIENTO DE LA COLECTIVIDAD DE OEGSTGEEST

3428



ELLE COMBATE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

TRIBUNE LIBRE

CONSEILLISME ET ANARCHO-SYNDICALISME

Il y a plusieurs jours sont apparues dans le métro de Madrid des affiches annonçant un mouvement assembléiste qui fut postérieurement cité dans la presse. Ce groupe a célébré une assemblée dans laquelle était défendu un assembléisme pur et où étaient attaquées les centrales syndicales pour leur bureaucratisme. Par la suite, une autre information sur la réunion devait nous décevoir. Le mouvement assembléiste antibureaucratique était directement lié au... FRAP ! C'est à dire, tant de pur assembléisme pour en arriver au parti d'avant garde destiné à mener par le licou tout cet assembléisme de fiction. Tant de démagogie pour se heurter finalement, au plus profond de la discussion, au parti savant qui en finit avec les débats d'en bas et entreprend la « véritable » direction du mouvement.

A peu près la même chose se produisit, il y a longtemps, avec la fameuse Rosa Luxembourg. Dans son texte : *Grève de Masses, partis, syndicats* on encensait le spontanéisme et les conseils, on critiquait la conception autocratique du blanquisme léniniste, on parlait d'auto-organisation des travailleurs et... finalement apparaissait la silhouette de l'inévitable parti, en même temps qu'on faisait une critique féroce — à la Engels — de l'anarchisme.

Ce conseilisme-là nous devons le mettre à l'index. Il existe un autre conseilisme qui se définit anti-autoritaire et fait une critique acceptable de la société actuelle et même de l'Etat. On fait ici une critique réitérée de l'anarchisme, mais superficielle, sans savoir exactement au début, ce qu'on nous reproche. Finalement, quand nous nous rendons compte qu'en fait ils tirent leurs idées-force de l'anarchisme, sans le dire, de la même façon que certains mouvements néo-anarchistes aujourd'hui s'approprient la création de l'anarchisme, sans savoir qu'existent un William Goldwin, un Bakounine, un Kropotkine et tant d'autres ! Donc, en fin de compte, nous comprenons qu'ils nous en veulent parce que tout ce qu'ils disent nous l'avons dit avant eux, avec la vraie marque d'origine, avec l'authentique « pedigree », comme le dirait Camacho à une réunion de chefs d'entreprises.

Les théoriciens de cette école ont une origine marxiste, mais ils ont dépassé de façon critique le marxisme. Ils appartiennent à différents mouvements et parmi eux, il convient de détacher Pannekoek et Paul Cardan, auteurs qui ont traité le problème des conseils. En général, ils conçoivent la réorganisation sociale et économique de la société sur l'unité productive de base, représentation du premier conseil. Ensuite les conseils s'organisent sur le plan local, régional et national avec une sorte d'organe central où sont représentés tous les conseils. Cette organisation est essentiellement économique, mais il n'est pas précisé, com-

nomiques mais aussi les fonctions politiques et sociales.

Ce schéma se reproduirait sur le plan régional et national. Paul Cardan passe très vite sur l'énormité et la complexité des problèmes qui correspondent aux nécessités de la commune ou de la commune libre communiste libertaire, en remettant au futur la solution à ces problèmes.

En résumé, et pour une première approche au problème, que nous approfondirons davantage, le conseilisme ne dit rien que n'ait dit au préalable l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, mieux, et surtout beaucoup plus clairement. Cela nous amène à insister sur l'originalité

bertaire (qui à la fois garantirait tous les services et toutes les interrelations qui découlent de la vie sociales et de la convivence humaine) il resterait donc encore la fédération d'industrie, régionale et nationale, si ces organismes étaient considérés nécessaires pour la période transitoire. De toute façon, la fédération des Communes prévue sur le schéma du Communisme libertaire au Congrès de Saragosse prévoit nettement, en faisant allusion à un excès d'organismes bureaucratiques, l'intégration de la vie économique au sein de chaque commune.

Cela veut dire que le conseilisme est une mauvaise et pauvre imitation des schémas reconstructifs de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme. Pour cette raison, nous ne devons pas perdre de vue à aucun moment que notre véritable instrument de reconstruction est le syndicat, bien que dans une nouvelle société, son rôle de moyen de lutte et de revendication se changerait en celui de base d'une nouvelle organisation économique. Mais pour reconstruire, nous devons évidemment aujourd'hui et demain donner de la force au syndicat, qui est la base de notre C.N.T.

Dans le meilleur des cas, le conseilisme ne peut être qu'une mauvaise copie de notre organisation. Dans le pire des cas il peut être un instrument aux mains d'avant gardés audacieuses et sans scrupules.

J. G. C.

Extrait de « CNT » N° 10 Organe de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne

ment et de quelle façon ils prétendent arriver à l'organisation sociale et de relations humaines en général que nous proposons avec les Communes libres.

Peut-être après avoir pris tout ce qui ressort de l'idéologie anarchiste, veulent-ils mettre en évidence une originalité qu'ils ne possèdent pas. Naturellement, ce projet futuriste de conseilisme est valable pour la période antérieure au changement, c'est-à-dire, que les conseilistes prétendent parvenir à la société conseiliste de demain en mettant déjà en marche et en articulant les mécanismes des conseils eux-mêmes. Ils prétendent, tout comme les anarcho-syndicalistes et anarchistes préfigurer dans leurs organisations d'aujourd'hui l'alternative de société à laquelle ils aspirent. Ils ne parlent, bien sûr, jamais de syndicats, mais de conseils.

Pour les conseilistes, l'unité productive de base, l'usine, est la base de la réorganisation sociale. Elle commence par l'assemblée générale de l'usine, représentée par un Conseil d'usine. Ensuite, sur un plan immédiatement supérieur, il y aurait l'assemblée centrale de délégués d'usines, dont l'organe représentatif serait le conseil de l'assemblée centrale de délégués. Cette organisation confuse inter-branches assumerait non seulement les fonctions éco-

d'un mouvement qui refuse des schémas et des études déjà faits parce qu'ils existaient déjà quand, depuis de prétendus marxistes et même certains se prétendant libertaires, ont commencé à le présenter comme une formulation révolutionnaire originale.

Le conseilisme n'améliore pas, il ne fait qu'imiter, en l'aggravant, le fonctionnement et l'efficacité de notre syndicat unique d'industrie et de notre fédération locale de syndicats.

Si ces schémas n'étaient pas suffisants pour garantir la vie économique à l'intérieur de la Commune li-

A PROPOS DES EVENEMENTS DE BARCELONE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE FRANÇAISE

La Fédération Anarchiste Française précise, d'après les informations de ses camarades de la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) en Espagne, que les événements relatés dans la presse du 17 janvier à propos des troubles survenus à Barcelone, entrent dans le cadre d'une campagne de diffamation et de provocation à l'encontre de la centrale anarcho-syndicaliste C.N.T.

La Fédération Anarchiste rappelle que la C.N.T. ne possède pas de service d'ordre armé et réprovoive vivement de tels actes de violence.

Devant la popularité qu'acquiert de jour en jour la C.N.T. dans son combat contre le capitalisme et plus particulièrement contre le Pacte de la Moncloa et contre les élections syndicales, le gouvernement favorise tout acte visant à liquider la centrale anarcho-syndicaliste, sous l'œil bienveillant des réformistes de gauche.

La Fédération Anarchiste réclame la liberté immédiate pour les camarades emprisonnés à la suite de ces événements.

Fédération Anarchiste Française

DESDE ARGENTINA

Solidaridad para una militante desaparecida

El 28-2-77 partió la compañera Nélida Forti, de 41 años, en vuelo de Aerolíneas Argentinas con 5 de sus 6 hijos. El marido de la compañera ya era buscado acá también, pero él, ya estaba a salvo en Venezuela. Y acá viene lo más triste. Cuando el avión vino a carretear recibe la orden del personal civil y militar de detenerse. La policía aborda el avión y menciona el nombre completo del marido. Como uno de sus hijos de 13 ó 15 años lleva el mismo nombre completo, se para y dice: «yo». La policía se sorprende porque no lo esperaban de esa edad, no obstante se los llevan a todos, es decir a la familia en pleno. A partir de ahí desaparecen todos. De ahí en más se establece un comité de defensa con la gente de la J.S. y la F.O.R.A. Luego de transcurridos quince días, gracias a las presiones ejercidas por el comité que movilizó a mucha gente de influencia, la policía libera a

los cinco hijos que salen en seguida para Venezuela. Antes se les permite ver a la madre que hasta ese momento se encontraba bien. De ahí en más no se supo más nada sobre ella. Intervino en el asunto también la embajada de Venezuela enviando una carta al gobierno. Como no hay respuesta la embajada hace nuevamente el reclamo, y se les comunica que la carta se perdió. La embajada elabora una carta de protesta y elabora un acta en el Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto. Se consigue hablar con el general Harguindeguy y dice que ignora el asunto. Se habla también con jerarcas, la Iglesia, etc., no hubo ninguna respuesta satisfactoria. Se presentaron habeas corpus desde todos los lugares posibles incluso desde Venezuela, presentado por el marido. Pero todo resultó en vano. Se ignora totalmente el destino de ella, si está con vida o está muerta.

Anárquico es el pensamiento, hacia la Anarquía camina la historia

Con bastante insistencia, suelen nuestros detractores combatirnos, presentándonos ante la vindicta pública, con el tópico de «utopistas», añadiendo que nuestros principios carecen de objetividad y realismo, por cuyo motivo, no damos jamás pie en bola.

No nos duele confirmar que tenemos más de Quijotes deshaciendo entuertos, que de Sanchos acomodaticios; de agua pura, que fertiliza y da vida, que de agua encharcada que pestifica y de bisturí que corta por lo sano la carne podrida, que mata y contagia.

Clasificaremos nuestros detractores en dos categorías: en primer lugar, aquellos elementos inconscientes, cuya indiferencia es notoria, por cuyos motivos jamás se han dignado efectuar un análisis profundo y detallado de los ideales que con tanto tesón ponen en evidencia. Siguen luego, aquellos que señalándonos utópicos, no reparan en dictar leyes represivas, recurriendo incluso a la encarcelación, si precisa, con el fin preconcebido de entorpecer y dificultar la evolución constante de las teorías tildadas de utópicas y las prácticas que para lograrlo emplean, les denigran, más que dignifican. Los métodos señalados anteriormente no los practican exclusivamente aquellos partidos y gobiernos, de significación retrógrada, con la finalidad de mantener ciertas tradiciones arcaicas, que les permiten disfrutar de ciertos privilegios, en perjuicio de las clases laboriosas.

Lo que carece de lógica y explicación, es que la misma actitud adopten, aquellos gobiernos y partidos denominados comunistas, como también los socialistas y gobiernos social-demócratas, cuya actitud les convierte en serviles servidores de las estructuras de una sociedad capitalista a la que prestan su concurso, para que se mantenga, evitando su desaparición.

Utopistas, sí; pero que nadie olvide, que las utopías de hoy, son las realidades de mañana, que algo tendrán de positivos nuestros principios cuando las iras y ataques de todos se dirigen y mancomunan contra nosotros, por lo que representamos y por lo que somos.

Que somos realistas, existen pruebas patéticas que nadie osará desmentir, por hallarse grabadas en la historia. El gesto sublime producido hace de ello 40 años en España, que un pueblo supo en una lucha desigual y en el intervalo de unas ho-

ras, poner en derrota un ejército bien armado y disciplinado. Hay que señalar también, la creación colectivista en la industria y la agricultura, nacidas espontáneamente, sin órdenes ni decretos, por simple iniciativa de las clases productoras, cuyas realizaciones autogestionarias, dieron resultados admirables y positivos. Ello bastaría por sí solo, para dar una confirmación de la viabilidad de nuestras concepciones sociales.

No obstante, no ignoramos que ello no es la Anarquía, pero es una de las primeras etapas de las muchas que deben seguir para que la sociedad desarrolle su continuo perfeccionamiento, que le permitirá su aproximación a esta concepción social, considerada como la máxima concepción humana.

Juan GINE

Llamamiento solidario

A los compañeros y simpatizantes de Aragón, Rioja y Navarra en el Exilio:

Os diremos que celebrado el Pleno de nuestra Regional el día 10 de diciembre último pasado en Toulouse, se abordaron los diferentes problemas Interior-Exilio tal como el Orden del Día señalaba; pero podemos significaros que el más importante fue el de continuar nuestra relación permanente y asidua con los compañeros del interior de nuestra regional y, sobre todo, en aportar nuestra ayuda económica; ya que los compañeros del interior presentes en el Pleno, fueron muchas las necesidades que insinuaron tienen para el resurgimiento e incrementación de la C.N.T. en la Regional. Es por lo que hacemos esta llamada solidaria a todos los compañeros, en espera que haciéndonos co-participes de esta situación, hagamos un esfuerzo más contribuyendo con nuestro óbolo económico, para que esta Comisión de Relaciones esté en condiciones de solventar en las mejores condiciones posibles las necesidades de los compañeros del Interior.

Aprovechamos el presente comunicado, para que todo compañero que por desconocimiento o por otras causas ajenas a su voluntad, no pudo asistir al Pleno, que nos mande su dirección que le enviaremos las actas de dicho Comicio.

Para los giros: C.C.P. nº 2135 56 T. Joaquín Raluy, 4, Chemin du Coin

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE

ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Palements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. nº 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

C.N.T.-A.I.T.

F. LOCAL DE IGUALADA

Esta Federación Local pone en conocimiento de todos los compañeros que se encuentran en Francia y que simpatizan con esta F. L., que estamos en plena organización de una biblioteca. Al mismo tiempo dos días a la semana celebramos unas Charlas comentadas sobre anarcosindicalismo y otros temas relacionados y de cara al Movimiento Libertario. Mas, por carecer de medios económicos no podemos desarrollar nuestras actividades tal como nosotros nos hemos propuesto.

Por lo tanto, si algún compañero nos puede hacer alguna aportación en libros, folletos y demás material relacionado al

A LA FERIA... SINDICAL

Esta Feria Sindical que se celebra en España ni a los más tontos engaña aunque se ponga antifaz de Comicio electoral a tan singular patraña.

Sus dirigentes «obreros» los de más «graduación», salen en Televisión como dos filibusteros, y con gran «educación» se llamaron embusteros.

Y en la Feria Sindical para paliar sus reveses imitan a los portugueses, y se ponen a contar las patas del animal por el número de las reses.

Pactan con los empresarios y en La Moncloa pretenden que su Pacto es necesario, y así os compran y os venden como a viles mercenarios que lo que votan, no entienden.

Elecciones sindicales mentiras y traiciones tales de dirigentes PAGADOS que os van a dejar castrados para solucionar vuestros males. ¡Que así lo tienen pactado!

Advierte trabajador, el voto que está en tu mano no lo des a un impostor. Si te sientes ser humano y no quieres ser traidor, si pretendes lo mejor para todos tus hermanos, no elijas ningún gusano vendido al mejor postor.

¡Compañero, mi Libertad, jamás a nadie la entrego! Y si alguna vez delego en alguien sin dignidad, no seré en la sociedad más que un pobre borrego.

No permitas que en tu casa mande ningún extraño que así pasa, lo que pasa. ¡Ten una vez reaños! no milites en rebaños y deja de ser «la masa».

Nicolás CHOZAS

de la Moure. 31500 Toulouse (Francia).

Por la C. de Relaciones, el Secretariado.

engrandecimiento de nuestra Biblioteca, quedaríamos sumamente agradecidos.

Con saludos fraternales, por el Comité de Organización, S. S. y J. A.

Dirección: Federación Local C.N.T., Paseo Verdaguer, 180, Igualada (Barcelona) España.

EXPOSITION « ESPAGNE 36 »
Nuestra Exposición «Espagne 36» empieza otra vez una nueva vuelta a Francia.

Estará desde el 29 de Enero al 12 de Febrero en Avignon, «Maison des Jeunes et de la Culture, La Croix des Oiseaux», Avignon 84000.

Todos los días de 9 h a 12 h y de 14 h a 20 h., salvo el domingo.

El «vernissage» tendrá lugar el 3 de febrero.

Se espera la concurrencia de los compañeros afines de la región, teniendo en cuenta que es la «Maison des Jeunes» quién organiza la presentación de la Exposición.

Equipo Juvenil Cenetista.

F. L. DE ST-DENIS

Celebrará reunión el día 19 de febrero 1978. Se ruega máxima asistencia.

F. L. DE MARSELLA

La Federación Local de Marsella comunica a todos sus afiliados que el día 6 de febrero a las 9,30, en su local social celebrará asamblea de interés general. Requerimos vuestra asistencia sin falta.

C.N.T.F. Bureau Confédéral

Nous informons tous les camarades intéressés par le développement de l'anarcho-syndicalisme / syndicalisme révolutionnaire, sous forme d'organisation autonome ouvrière, qu'une permanence de l'Union Régionale Parisienne de la Confédération Nationale du Travail est tenue, 33, rue des Vignoles, Paris (20*) tous les mercredis soirs.

Par ailleurs, nous rappelons que le dernier congrès de la C.N.T., a décidé d'abandonner le local 39, rue de la Tour d'Auvergne.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea general para el día 12 de febrero en el local de siempre y hora acostumbrada.

F. L. DE THIAIS

Celebrará asamblea el domingo 12 de febrero a la hora y en el local acostumbrados.

CORREO DE REDACCION

—F. L. de Orléans. Vuestro comunicado llegó tarde. Procurar en lo sucesivo enviarlo con tiempo suficiente como ya se ha dicho alguna vez. También podéis mandarlos directamente a la imprenta.

LIBROS

«La Revolución desconocida» (2 v.)	
Voline	40 00
«Cent dies de la vida d'una dona», Frederica Montseny	25 00
«La Araña Negra», Blasco Ibáñez	100 00
«Historia del 1º de Mayo», M. Dommanget	30 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70
«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«El Opus Dei en España», D. Artigues	30 00
«Pasión y Muerte de los Españoles en Francia», F. Montseny	30 00
«Le fédéralisme de P.-J. Proudhon», Bernard Voyenne	18 00
«Diccionari General de la Llengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00
«Góngora». Obras lujo	60 00

Pedidos y giros a Roque LLOP
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

C.C.P. 9 232 33 V Paris.

EN LA ESPAÑA «DEMOCRÁTICA»

Parlamentarios y parlamentos

por Severino CAMPOS

La caída de la dictadura dio paso a viejas aspiraciones de amplia libertad. Ante tales perspectivas, el marxismo inicia modificaciones en sus tácticas y lenguaje; también en sus relaciones específicamente políticas. Todos los credos opuestos al rigor dictatorial hacen equilibrios, con el fin de adaptarse a la estructura española que se avizora.

No hubo, ni hay en estos momentos, brechas de posiciones sólidas. Incluso, en el propio seno gubernamental, las oscilaciones están a la orden del día. A la vez que se usa el verbo democrático, con insistencia que causa monotonía, se hacen bien notorias las reminiscencias fascistas en algunos elementos oficiales.

Las cumbres militares no están conformes en que se las haya opacado. Algunas de sus figuras ocupan lugares prominentes, si bien con las limitaciones impuestas por la gubernamental tendencia civil que prevalece. Como quiera que sea, y bien observadas las atribuciones que se toman, está claro que a las reminiscencias fascistas les duele perder las prerrogativas del ayer.

Tal como en estos momentos está planteada la situación en España, ¿están expeditas las vías por las que se dice van a lograrse las libertades populares? ¿No se preveen escollos emergentes de los cuarteles? La verdad es, que actualmente, el ejército español carece de hombres cumbres, y base militar, para ampliar continuidad a las rigurosas normas fascistas. Y sin embargo, las tentativas para ello son evidentes.

La postura del clero es oscilante. Tributario tradicional de todas las conspiraciones y realidades reaccionarias, en la nueva etapa española se erige en cantor de la democracia en boga. Como otras instituciones que apoyaron e impulsaron el franquismo, la mayor preocupación del catolicismo es acertar con la forma adaptable a lo que venga. En misión tan ambigua y reservada se identifica con los comunistas, principalmente con el camaleón Santiago Carrillo.

¿A dónde conducirá este confuso movimiento? ¿Qué metas sociales hará accesibles este periodo llamado transitorio? La mayoría de cauces políticos abiertos abogan para que sean las prerrogativas parlamentarias quienes deriman los grandes problemas del país. ¿Cuándo y dónde las soluciones parlamentarias solventaron los básicos problemas sociales? ¿Es que para solución tan elevada se cree de alguna competencia a socialistas y comunistas? No hay ningún indicio parlamentario que haga avizorar soluciones a nivel medio de lo que España necesita.

El pueblo, atormentado por cuatro décadas de cruel represión, no goza de las luces intelectivas que le permitirían, por su cuenta y riesgo, plazar sus derechos por cauces donde hallaría los remedios que necesita. Y siendo las populares necesidades elementales cada día más acuciantes, ¿qué fenómenos sociales entrarán en juego en el área española? ¿Cómo se interpretarán y se sancionarán? Se basan estos interrogantes, en que en España todavía tienen vigencia las instituciones represivas del franquismo, sin siquiera haber retirado la pena de muerte.

Aunque con el compromiso de «n rozar» las potestades de la corona, España ya cuenta con abierta Cámara de diputados. El único paso positivo de la misma, que hasta hoy de ella conoce el pueblo, es la dieta de los miembros parlamentarios y su inmunidad tradicional. ¿Qué perspectivas están labrando a los explotados? ¿Qué lenitivos han aportado a los que adolecen de tanta penuria?

Ahí está el Pacto de la Moncloa, entre oros rubricado por socialistas y comunistas, baldón de ignominia que el proletariado español sabrá sustanciar.

Tras la euforia electoral, ya resueltos los problemas económicos del liderismo político, quedó abierto un ciclo de realidades que los explota-

dos van juzgando con certeza. Y si más no hubiera, el conflicto del Ramo del Comercio de Madrid ha motivado una reacción opuesta a Comisiones Obreras y a la U.G.T., por entender que estos organismos sindicales solo tienen el destino de ser utilizados como instrumentos políticos para crear jerarquías de defensa estatal y capitalista.

Se va reduciendo la fe hacia el templo legislativo y a sus apóstoles; también se reduce el estoicismo inconsciente, y estéril, a la vez que se traduce en rebeldía hacia la inutilidad parlamentaria y sus sacerdotes. Se empieza a ver, por muchos trabajadores sin experiencia, ni amplios conocimientos de contenido social, que únicamente lo que ellos resuelvan directamente será lo efectivo para sus vidas.

Las jornadas parlamentarias, hasta hoy efectuadas, en nada difieren de las conocidas históricamente. El parlamentarismo democrático ya llevó su fraude al máximo nivel. A todo ello hay que añadir una nota divertida, proporcionada por los espíritus bufones del marxismo que a esa farsa se han incorporado como novicios redentores.

Las premisas sentadas por la entidad llamada representativa del pueblo no tiene buenos augurios. No es de su competencia hacer justicia de ningún orden, y menos elemental. En el hemisferio de las izquierdas, donde los socialistas y comunistas sacaron las prerrogativas que les permiten voz y voto en el Parlamento, la esperanza decae, al tiempo que la indignación gana alturas y amplitud. Cada día son menos los que transitan en la órbita legal, y más aquellos que la infringen y maldicen.

No corresponden a los representantes parlamentarios las alternativas que a España pueden aportar la paz y prosperidad de la que dicen ser artifices. No. En todos ellos hay la petulancia de la ostentación, la avaricia del buen vivir. Comunistas y socialistas, que en su haber histórico tienen críticas agudas y fulminantes contra la explotación del burgués, ahora son ellos los explotados del pueblo al través de sus cargos gubernamentales. Antes, cuando para ganarse el pan vivían inmersos en las obligaciones del trabajo diario, sólo lograban vacaciones de quince días, o un mes, yendo a lugares cerquita, porque los recursos económicos eran limitados. Han cambiado las cosas. Conocidos por todos son los paseos que Carrillo se da por el mundo, a la vez que Camacho anuncia va a pasar su periodo vacacional en Cuba.

El erario español tiene en cuenta, de los diputados, su constancia en el trabajo, su asistencia diaria, y los enormes esfuerzos para regularizar la vida española. Ciento cincuenta mil pesetas mensuales es una buena remuneración que no se tenía como metalúrgico o carpintero; para los que tratan de hacer su revolución personal, bien vale la pena desertar del trabajo y ejercer el oficio de parlamentario. Y mejor si se llega a ministro. Si se logra lo último ya queda asegurada para toda la vida una remuneración que permite vivir muy bien.

NOTAS BIBLIOGRAFICAS

«PUEBLO EN CRUZ, Cuentos de paz y esperanza», por Cristóbal Vega Alvarez.

Otra vez este inspirado compañero nos obsequia con un ramillete de creaciones poéticas, muy a su medida, con verbos y ritmos incandescentes, con visiones y amarguras, con trascendencias de paz y esperanza muy necesarias para quienes, como él, han vaciado entera juventud en presidios y trabajos cadeneros. «Pueblo en Cruz» es un contrapeso a las dolorosas experiencias concurridas en la vida del autor.

Vista la prosa terrible aguantada, es lógico el viaje a las estrellas, a las lunas de ensueño; esto es, fugarse de un mundo de tinieblas. Divagar por caminos de luces, crear lo irreal para beneplácito del espíritu (suponiendo que el espíritu existe) es tarea inconcreta para los que hemos andado por el dolor pisando firme con pie propio. Por los exilios, cierto, hemos volado con alas de cartón, o recortadas, pero hemos volado más o menos libremente. A puerta cerrada, y franquista por añadidura, les ha sido, a los presos, muy diferente cosa. Un sometimiento total de veinte o veinticinco años, marca, y el estro enmohece vejado por

la censura carcelera. Toda España fue cárcel, pero entre paredes, peor.

De donde ese vagar por las nubes de los autores yacentes bajo la losa del código: no decir para decir, cabalgar nubes, inventar dulzuras en parámos inhóspitos, repelentes, angustiantes. Y así, años y años nadando en la metáfora. Porque la verdad entera estuvo prohibida, y el sentimiento personal asfixiado. Véase la producción intensiva de Vega en los encierros. En ella «se va al futuro» como Prometeo atado a la roca. La mirada se clava en el infinito, en tanto el cuerpo permanece inmóvil, sujeto, maltratado. Libre al fin, ¿se ha librado el poeta de su profunda pesadilla? No creemos que del todo. Con los pies en firme, vaga aún por la senda de los astros, por los vericuetos del espacio en demanda de la nube rosada. Así como García Lorca adivinó la muerte — ¿que preveía? — en la carta alba de los gitanos, Vega se afanó en rasgar, con cuchillo inspirado, la tiniebla — ¡cuán espesa! — del franquismo, para adivinar un paraíso de vida tras ella.

Leer a Vega es un recreo, y una cura de humanismo. Encarecidamente lo recomendamos. — J. F.

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

DEL GUADALOPE AL CINCA, PASANDO POR RUBI FRAGA, LA SULTANA DEL CINCA

III

Me cuentan que el árabe Al-guaz Zwini escribió que Fraga era ciudad mora, que era una ciudad más de Al-andalus, o sea, de Andalucía.

¡Pobre Fraga! es aragonesa — y a mucha honra, me dice la chica — pero es codiciada por los catalanes y por poco que en Andalucía escudriñen entre polvorientos pergaminos, aún nos harán a nuestra ciudad algo así como un arrabal sevillano.

Al Cinca llamaron los árabes río de los olivos.

Viendo el vergel de su ribera y observando aquel río sereno, y el espléndido sol de agosto dije: gozáis de una estancia paradisiaca en este pueblo. A esto el anciano replicó: ¡Oh porque no sopla el cierzo, cuidado con el cierzo! El cierzo y la contribución causan la pobreza de Aragón.

Mas, volvamos a las conversaciones sostenidas, aquí con un campesino, allá con un albañil, más lejos con un librero.

Tenéis más fe vosotros en vuestras ideas que los cristianos en Cristo, me dijo este último. Formidable deducción que me dio la oportunidad de intervenir más.

Nuestra fe está en el hombre y por ampliación en la humanidad; una humanidad y un hombre que, liberados de todo parásito habrán comprendido que ha llegado la hora de enterrar a Caín y de ser todos hermanos en la paz y el bienestar, en la igualdad y en la libertad.

La muchacha dijo ser admiradora de Cervantes.

La libertad según el manco de Lepanto, es el bien máspreciado y así mismo reza en el himno de los revolucionarios españoles.

Nuestra mater dolorosa, nuestra Dulcinea, es la libertad, culminación de ética y de humanidad.

La anarquía es la más alta expresión del orden y si se nos persigue, una de dos o nuestros enemigos no nos han comprendido o son unos malvados.

En uno y otro caso obligación nuestra es proseguir sembrando ideas. ¿Qué importa los sacrificios? Izamos nuestra bandera, roja como nuestro corazón, como el amanecer sereno del Sol, y negra como el dolor universal que padecemos.

Nuestra lucha tiende a la emancipación de todos los seres hasta anular todas las tiranías, del cuerpo como del espíritu.

Aliados como están el sacerdote y el soldado estamos contra el uno y contra el otro. Contra éste porque miente, contra el otro porque mata.

Son las dos caras del desorden.

La anarquía es el caos os dirán los ladrones y sus esbirros. ¿Caos el nuestro porque queremos abolir la propiedad y que cada uno gane el pan con el sudor de su frente?

Con cuatro horas de trabajo útil habría bastante para asegurar ese pan. El resto del día para escoger modos de arte: música, pintura, escultura, arte de escribir o arte de jugar, arte de cantar, etc. Todo sería para recreo propio y ajeno.

Pero lo que falta no son programas ni teorías. Lo que falta son

hombres libertarios y libres que las hagan posible.

Hombres libres y hombres gloriosos son los que tras escoger este combate de la virtud, el honor y la dignidad, pie firme, en la última barrida, se encuentran al fin de sus cada.

En este tono transcurrieron los dos, los tres días que pasé en esa privilegiada comarca de 50 kilómetros que va desde Fraga, Cinca arriba, hasta Monzón.

En Monzón estuve no lejos de la triste fábrica de ferromagnesio, a orillas del río, encargada de emponzoñar la tierra, el aire y el agua del apacible Cinca.

Narth aceytun (río de los olivos) decían los árabes. Hoy dirán el río de Pedro Botero, todo azufre y veneno.

Fraga, que en 1375 fue la única ciudad de Huesca mencionada por los geógrafos, o sea, que fue pues base de desarrollo vital de esa gran comarca, ha de ser también la punta de lanza para que no prospere ese infierno multinacional de la fábrica de Monzón.

Le digo al abuelo, ¿cómo no sentirse orgulloso de este pueblo bañado por un río tan noble? A lo que él me responde: Me ca... en dios, lo contrario es más verdad: ¿cómo no va a ser feliz el Cinca encontrando a su paso una tierra tan generosa como la de Fraga?

Y tal un Séneca, boca abierta y sin dientes, echó una sublime cargada patriarcal.

Hablamos de Sender y de su terruño Chalamera. Aquí proyectan la instalación de una central nuclear después de gibraltarizar su territorio, y tanto la muchacha como el abuelo, dijeron: porque somos unos cobardes.

La F.A.I., la F.A.I. potente, se necesitaría aquí.

Me dijeron que si Fraga era de origen árabe — se le llamó la Sultana del Cinca — Albalate por contra es romano mientras que el Cinca es céltico.

A Chalamera se le da origen vasco y entre moro y romano Zaidín.

De Alcolea no me dieron origen pero me dijeron que fue feudo del duque de Alba, el carnicero de los Flandes.

Existe cierta monotonía en los apellidos que indican cuán sedentarios son los habitantes de estos pueblos. Como a mí me chocara, en un verso muy melodioso me dijo:

Para Pirlas en el Osso
en Belver los Carrasquer
montón de Ibarz en Zaidín
y en Velilla Zapaters.

Yo escucho como un niño a unas almas tan sinceras al mismo tiempo que contemplaba embelesado la policromía del panorama: tierras peladas y secas al lado de manzanales majestuosos y verdes y allá en su cuna guiñándonos el ojo, el agua del río que, risueña, fresca y linda aun a pesar del magnesio, parece decir: Bébeme, bebeme.

El domingo me paseé desde el alba por las calles. Describiré esta jornada en el próximo número.

M. CELMA

DESDE ZARAGOZA

DE INTERES GENERAL

Son bastantes los que tienden a desacreditar a la C.N.T. Para ello recurren a los medios más diversos, patrañas, insidias, calumnias, todo lo encuentran lícito. No tienen escrúpulo moral alguno que les impida descender a lo más bajo con tal de zaherir a quien conceptúan adversario temible.

En primer lugar debemos señalar al poder, interesado en que sea neutralizada una organización como la C.N.T., que rechaza rotundamente el pacto social y los contactos entre cumbres sindicales, empresariales y estatales.

En segundo lugar, esas mismas burocracias sindicales, que han suscrito el tan descariado como vergonzante pacto con el «Gobierno», (hecho a espaldas de los trabajadores), al servir los designios de los partidos políticos a los que están vinculados.

Igualmente denunciaremos la repugnante actitud de determinados sectores de información burguesa, especializados en deformar la imagen de la C.N.T. y del anarquismo en general, tratando de minimizarlos ocultando a sus lectores deliberadamente nuestros comunicados, notas e informaciones sobre las actividades del movimiento confederal cenetista con un muro de silencio, haciendo solamente resaltar la actitud de actitud de algún grupo de individuos que nosotros denominamos «anarcopasotas fin de semana», que andan sueltos por ahí; esa gente que se llama anarquista por llevar un pañuelo negro al cuello, fumarse un porro de vez en cuando y que en definitiva, su «lucha» no es sino folklore que intenta asimilar anarquismo a desorden.

Dicho fenómeno, que los trabajadores confederales de la C.N.T. repudiamos, está siendo aprovechado por la prensa burguesa e incluso por parte de la autodenominada «prensa obrera seria» para alimentar una campaña de desprestigio contra la C.N.T., llevada a cabo con tan mala fé que ya no es extraño ver a militantes de partidos políticos (algunos de la izquierda «responsable») montando el número enrollados en pañuelos negros y entonando cánticos camp o consignas en nombre del anarquismo.

Naturalmente, todas estas patrañas y calumnias están salpicadas del viejo tópico, tan extendido por los detractores de todo pelo y linaje, que consiste en establecer un paralelo entre el anarquismo y determinados grupos partidarios de la violencia organizada y gratuita.

¿Qué tendrá de bueno la C.N.T., que contra ella se concita el odio de tanta gente moralmente desprecia-

ble, que no atesora ni la menor lealtad?

La C.N.T. sigue fielmente los principios doctrinales del sindicalismo revolucionario o anarcosindicalismo de la Primera Internacional.

La C.N.T. ha sido, es y será la bandera honrosa de los explotados, esperanza de los intelectuales que desean construir un mundo nuevo y mejor, norte de todos los hombres generosos que tienden a instaurar una sociedad sin castas ni clases.

La C.N.T. es una organización con un prestigioso y macho pasado que nadie se atreve a ignorar, predispuesta a trabajar unida a todas las fuerzas sanas y conscientes de la sociedad cuando de servir al hombre y a la especie humana se trata.

La C.N.T. es totalmente independiente de los partidos políticos sin excepción porque:

1. — La política sirve a los ambiciosos que quieren ganarse la vida en el foro sin dar golpe.

2. — Los partidos políticos sirven para que los trabajadores no sean nunca mayores de edad y sean manipulados según sus intereses particulares electorales.

3. — Los políticos y sus programas no conducen a ningún paraíso, sino que perpetúan el abuso y el provecho.

4. — Los políticos son los mercaderes de ilusiones y promesas jamás realizadas.

5. — La política jamás hizo una revolución social.

Los sindicatos dirigidos y apadrinados por los partidos políticos no son más que correas de transmisión de éstos y defienden siempre los intereses de partido, por encima de los intereses de los trabajadores. Son escuela de futuros políticos y colectores de votos obreros, a fin de encumbrar a sus líderes a puestos de «Gobierno».

Los ideales de la C.N.T. están llamados a crear un mundo donde no exista la injusticia y donde triunfe la razón del derecho.

La C.N.T. se enorgullece de su independencia, de responder exclusivamente a las exigencias de los trabajadores en lucha. Por ello combate el parlamentarismo y toda solución al problema social que no se cifra a la acción autogestionaria de los propios trabajadores.

Por todo esto que acabamos de exponer, tiros y troyanos se han confulado en indignas críticas hacia nuestra central anarcosindicalista.

Nuestra respuesta es: Estorbamos por lo que significamos.

G. ZARAGOZA

Zaragoza 11-1-78.

En París, festival fraternal en el Centro Confederal

(Viene de la página 6)

cantando la famosa «Granada». Dando el do de pecho demostró lo que en ese aspecto tiene.

De seguida, la compañera Pintor. Con canciones también de terciopelo. Suavidad y sentimiento, haciendo revivir al auditorio tiempos de juventud pasada. Hermosas las canciones, hermosa la expresión. Acento de recogimiento en playa tranquila guardada por los cercanos pinares, playa mediterránea. Y para mejor presentar ese acogimiento, en galanadas con esa modestia, con esa sencillez, con esa naturalidad que de la expresión y de los aires sale.

Volvió la compañera García cantando jotas. Modulación del amor humano sin aristas. Suavemente. Sin el gorgorismo, sin gorgoritos en sensación de imposición y dominio, aún sin quererlo el que la jota canta. Aquí dulzura y compenetración, dando más autenticidad al tema de la misma. Tras cantar «La Paloma» que hizo célebre a Fleta, terminó la compañera García y terminó el festival. Los que no han venido no saben lo que han perdido. Claro que en esto como en otra reunión, cualquiera que sea su cariz, si no hay «vedetes» no hay lleno.

Un Espectador

RINCON DE REFLEXION

Rafael Farga Pellicer — Paulino Iglesias

AFIRMACION DE LA R.E. DE LA AIT

FORMACION DEL PARTIDO OBRERO DE FILIACION MARXISTA

por FABIAN MORO

Dejemos aquí el relato cronológico posterior, por estar ya recopilado en diferentes ocasiones con publicaciones del exilio, entre las que se encuentra la última de fecha julio 1977, editada en París, síntesis del periodo comprendido entre 1870-1936. A las cuales pueden consultar cuantos en ello pongan interés. Solo pondremos algo de calor humano que resalta en ese primer Congreso Obrero en España celebrado en Barcelona aquella primavera (en doble aceptación) de 1870.

Acudieron delegaciones, además de las muy numerosas de la región catalana, las de Andalucía, Valencia, Aragón, ambas Castillas... en aquel Comicio histórico celebrado en el Teatro del Circo.

«El presidente, Bastélica, dirige la palabra al Congreso y a la concurrencia...»

En él se afirmó la definición fundamental de la Región Española de la A.I.T., que apareció ya en la publicación «El Obrero» de Palma de Mallorca: «Somos en política anarquistas, en economía colectivistas y en religión ateos.»

Bastélica: «... al terminar, propongo un ¡Viva a la Asociación Internacional de los Trabajadores!»

Antes, Farga Pellicer se había acercado a la mesa, y después de hacer sonar el timbre pronuncia en un silencio total las siguientes palabras, con las que el Congreso es abierto:

«Compañeros delegados: Vosotros los que os congregáis aquí para afirmar la gran obra de la Asociación Internacional de los Trabajadores, la que contiene en sí la emancipación completa del proletariado y la extirpación absoluta de todas las injusticias que han reinado y reinan sobre la faz de la tierra; los que venís a fraternizar con los millones de obreros, esclavos blancos y negros que bajo su rojo pendón se cobijan; queridos hermanos, en nombre de los trabajadores de Barcelona, ¡paz y salud!...»

Farga estaba solo. Durante su discurso de inauguración se presentaron en el escenario Francisco Tomás de la sección de Palma de Mallorca y González Morago de la de Madrid. En esta delegación estaban, además de Morago, Francisco Mora, Enrique Borrel y Anselmo Lorenzo.

Andrés Bastélica que a continuación ocupó la presidencia era un emigrado francés, representante de varias asociaciones francesas, compañero inteligente y muy activo.

En la sesión de la tarde se lee un saludo al Consejo General de la AIT, aprobando en su pureza los Congresos obreros universales y a todas las Secciones del mundo, firmado R. Farga Pellicer y E. Borrel.

Lorenzo describe así su llegada a la ciudad:

«(...) puso el colmo a nuestra alegría la recepción cariñosa que nos hicieron los compañeros de Barcelona. Abrazos, apretones de manos, frases rebosantes de fraternidad y entusiasmo, y por parte de todos un sentimentalismo dispuesto a conceder el valor de oro puro aun a los que no excediesen del que ordinariamente puedan tener los cumplimientos convencionales; todo abundaba en aquella línea de Zaragoza a nuestra llegada a la ciudad, sede del primer Congreso obrero español.»

«(...) Desde la estación fuimos acompañados por numeroso séquito de trabajadores al Ateneo Obrero si-

tuado en la calle Mercaders, a la sazón lleno de buenos compañeros que nos saludaron cordialmente.

«Allí estaba Rafael Farga Pellicer iluminando aquella secretaría con el brillo de su mirada, alegrándola con la candidez de su sonrisa, animándola con su inteligencia y constante actividad.

«Quien como nosotros conociera Farga únicamente por la correspondencia y por efecto del prestigio que había llegado a adquirir, necesariamente hab.a de sufrir un desengaño al verle: aquel incesante trabajo de organización y la pureza de su criterio con que exponía y conservaba el ideal revolucionario, parece que estaba en desacuerdo con aquel tipo en que dominaba la gracia infantil, cierta elegancia artística espontánea y la amabilidad y la bondad más seductoras. Era de estatura regular, cuerpo bien formado, rostro sonrosado, barba y cabello rubio, voz bien entonada y dispuesta a las modulaciones necesarias para expresar bien cuanto pensaba y sentía y un lenguaje original, sobre todo cuando hablaba castellano, en el que abundaban los neologismos que inventaba con suma facilidad y propiedad para caracterizar mejor lo que quería pensar. Un fuerte abrazo selló nuestra amistad y confraternidad en las ideas.»



FARGA PELLICER

He aquí descrita la persona de aquel gran anarquista e internacionalista que se llamaba Rafael Farga Pellicer.

«Amigo Pedro, amigo Juan: pero más amiga la verdad.» La verdad es amarga, pero es la verdad...

El primer socialista oportunista que sacó tajada en el mundo obrero con el escabel político, precursor de Mora, Mesa y Paulino Iglesias, fue Fernando Garrido. Uno de los «hombres más conocidos del antiguo socialismo español». Publicó en 1864 el primer periódico llamado socialista. Mucho antes, en 1851 apareció la primera publicación obrera que defendía la teoría de la asociación, «El Trabajo», en Madrid.

F. Garrido, instruido y oportunista, saca ese su primer periódico, «La Atracción», en la fecha citada. Tuvo relación con Bakunin en la medida que éste le creía útil para su influencia en los medios republicanos, pero sabiendo que en el plan socialista nada o muy poco podría esperar. En 1872, también en Madrid, daba a luz otra publicación: «La Revolución Social». Muy moderada a

pesar de su título, que no piensa en la Internacional y sí en «La Teoría de la Armonía Universal» siguiendo la inspiración de «El Falansterio» de Carlos Fourier. Tomó parte en la Insurrección republicana en Andalucía con Sixto Cámara en 1857. Volviéndose así, si antes no lo fue, en socialista autoritario de tendencia republicana, resultando el líder oficioso de la clase media. Su utilitarismo socialista era la preparación a la socialdemocracia, y por ello el bisabuelo de la alianza republicano-socialista en la que siempre se enredó, anunciador sin pensarlo de la unión gubernamental y parlamentaria de la república del 31 y, siguiéndose el hilo del como siempre aliancista gubernamental del flamante partido socialista actual. Cuando quiso embobinar a los internacionalistas, como ya hemos señalado, éstos le despenden:

«Es preciso desengañarse. Los trabajadores hoy no debemos hacer otra cosa que organizarnos y propagar los principios de la Internacional. El día que estos principios hayan sido comprendidos y adaptados por la mayoría de los trabajadores, entonces podremos dar gusto al ciudadano Garrido, apoderándonos de los puestos que él señala a nuestra ambición para endormecernos y separarnos del camino que seguimos; pero será, téngalo bien presente, bien entendido todos, no para ocuparlos, sino para destruirlos, destruyendo con ellos todo gobierno autoritario, e implantando sobre sus ruinas la Anarquía, o sea la libre federación de libres asociaciones obreras agrícolas e industriales.»

«Lafargue, viendo en Paulino Iglesias un ambicioso que podía plegarse a sus intenciones, le impuso a desempeñar el papel de jefe de partido que viene desempeñando hace tantos años...» (Lorenzo). Paulino, uno de los delegados firmantes de la protesta por la suspensión de la sesión en el Congreso de Zaragoza, 8 de abril de 1872, suspensión que desató la protesta y con ella una ola de entusiasmo internacionalista; firmante del manifiesto del Consejo Federal en protesta de los ataques calumniosos de las Cortes, queriendo poner a la Internacional fuera de la ley, en el que se dice: «Si la Internacional viene a realizar la justicia y la ley se opondrá, la Internacional está por encima de la ley...». Lo que no le impidió ser uno de los primeros escisionistas.

«Era este joven entusiasta, vehementemente, distinguiéndose por la facilidad de adaptación del pensamiento ajeno más que por la actividad intelectual propia. Puntual y exacto en el cumplimiento de los deberes de su cargo... sin dar preferencia alguna a sus compañeros del Consejo, hizo su aprendizaje de los negocios públicos que tan bien había sabido utilizar después, para desempeñar el importante cargo de jefe de partido.» «El mismo — anota Lorenzo — que en el momento de escribir la presente, treinta años después, se llama D. Pablo Iglesias, y ejerce de jefe del Partido Socialista Obrero Español y

presidente de la Asociación del Arte de Imprimir, a la cual combatió a sus orígenes, en mi compañía...»

Cuán diferente al primer iniciador del núcleo que fue el origen de la Primera Internacional en España y de la Alianza por la Democracia Socialista.

El gran historiador del movimiento anarquista y de la Internacional en España, Max Nettlau, habla:

«He oído decir a Malatesta, (describiendo a Morago), como el más notable de los anarquistas españoles y como ser un gran hombre. En la cárcel de Granada murió por el cólera.» Es el que se opuso a Mora y a Mesa, cuando chocaron no tan solo dos formas de carácter dispares sino dos formas que debían de chocar: el federalismo y el centralismo, el socialismo autoritario y el socialismo libertario, la vía original de la A.I.T. y la que por obra de Marx y sus satélites se desgajaba para formar partidos políticos sedicentemente obreros, y otras nuevas Internacionales que perdieron su originalidad destrozando el anhelo de la emancipación no tan solo obrera sino humana, para entrenchocar sus medios, métodos y finalidades, relegándolos a tiempos siempre pretéritos y nunca conseguida. Quién puede negar sin mentir que una vez más se presenta en la realidad de la Historia esas tendencias profundas de la condición humana bien fijadas en su maquiavismo zoroastriano, expresando las dos formas que dirigen al hombre: el bien y el mal.

El partido marxista, Partido Socialista Obrero Español, se fundó en 1879. En 1886 apareció «El Socialista». Llegaba muy tarde después de «La Solidaridad», «La Emancipación», aparecidos en el 70 y acaparado este último por los escisionistas en cuyas manos murió; «La Idea Libre», saliendo en 1896, «El Condenado», de Morago, «El Orden», clandestino, «La anarquía», «La Revista Blanca y su Suplemento...»

En el primer Congreso, celebrado en Barcelona en 1888. Su programa reclama:

- 1º La posesión del Poder político.
- 2º La transformación de la propiedad individual en propiedad colectiva.
- 3º Una federación económica dando el usufructo de los instrumentos de trabajo a las colectividades obreras, garantizando a todos los miembros el producto integral de su trabajo.

En ese 1886, con el nombre de Unión General de Trabajadores, Iglesias, jefe del partido, organiza los sindicatos de tendencia marxista. (Histoire du Socialisme Européen, Elie Halevy, Paris 1948).

Halevy, o sus testamentarios, pone «Union Nationale des Travailleurs (U.N.T.)... que nunca llega a destruir los sindicatos anarquistas, particularmente en Cataluña...» W. C. Atkinson nos desliza parecido error:

«(...) a partir de 1888 ese movimiento (anarquista) se asocia a la Confederación Nacional del Trabajo, «fondée six ans auparavant», y partidaria de la descentralización.» De donse se sigue que su hilo cronológico se enredó.

TERMOMETRO

Ya volvemos a las de antes. Aprovechase de cualquier suceso muy a propósito para decir que la C.N.T. monta o hace acciones descabelladas para justificar represiones en el momento o más tarde. Todo vuelve. La sedicente libertad de corto durar. Y frente a ella y el Movimiento libertario, todos los que están o quieren estar en el Poder. Los estatistas formando frente único y unido, contra los que ven en el Estado, cualquiera que sea su color un enemigo de la convivencia social.

En 1868, tras un corto plazo de libertad, la «autoridad» reemplazada en el Poder pide mansedumbre y obediencia a los que quieren y luchan por un mejor vivir. Cuando el problema social se presenta, la represión es norma de conducta. Poco duró la verdadera libertad y la verdadera justicia del pueblo que consiguieron, anulando el Poder tirano. Los que a esa consigna de justicia y libertad le reemplazaron, hicieron lo mismo que quienes antes estaban. Siendo los trabajadores internaciona- listas, luchando por una sociedad mejor tanto como por la conquista de mejoras inmediatas, tratados de bandidos.

1931. Tras siete años de dictadura, el régimen se va abajo. La República Segunda se instala «sin derramamiento de sangre». La sangre, sangre obrera, se derramó sin tardar. Libertad reclamaban los que subieron al Poder. Libertad y justicia. No tardó mucho para ser enredada en la red de las leyes, persiguiendo como bandidos a los que como en 1868 luchaban por un mundo mejor. «Bandidos con carnet» decía hasta la sociedad la prensa al servicio del Poder... republicano, que la consigna lanzó. La Prensa no tenía necesidad de ser instigada. Su mentalidad era suficiente. La represión en nombre de la legalidad estuvo al orden del día. Los que, o el que marchó, eran (porque él solo no estaba en la dictadura), opresores. Los republicanos y socialistas que repre-

sentaban la nueva legalidad, hicieron lo mismo, corregido y aumentado. Los rebeldes, los revolucionarios, los libertarios, eran bandidos por no practicar la obediencia y la mansedumbre, igual que sus antecesores de después de 1868. La C.N.T., organización obrera rebelde a todo convenio con el Poder.

Galarza creó los guardias de asalto porque la guardia civil no era suficiente. Tal fue la respuesta a las reivindicaciones que el mundo obrero en la C.N.T. reclamaba. La justicia social se encuadraba en los comités paritarios creados por el dictador Primo de Rivera. La libertad eran las detenciones gubernativas; es decir la detención al antojo del gobernador y del gobierno y el parlamento republicano-socialista. Surgieron las confabulaciones tenerosas fraguadas en las oficinas policiales tal el sedicente complot anarco-fascista. Tan necio que la parodia de justicia, al momento que creyeron los del Poder ser suficiente se vio a las claras, llevando el juez la declaración preparada, por la cual de lo dicho no había nada, poniéndoles en libertad tras la firma del sumario. El libertario que por primera vez había sido detenido, fichado, controlado, vigilado, a cada dos por tres se veía visitado por «la Social» en su domicilio, y conducido a la cárcel, sin más motivo que el color de su pensar. Pero el Poder republicano-socialista, como después el «tender» Leroux-Gil Robles del bienio negro, hizo efectos contrarios.

El derecho a vivir y vivir mejor y el derecho a pensar era recompensado con golpes de porra de goma dura con punta de plomo. El Estado republicano había incluido en la Constitución el derecho a la Justicia y a la Libertad. En la sociedad, en la práctica, no.

Ahora se presenta la constante en la línea histórica gubernamental. Dicen que la dictadura franquista ha sido cambiada en democracia,

también sin derramamiento de sangre. Pero la Fuerza Armada machaca sin recato. Y no estamos más que en el preludio. Como en el 68 del novecientos, como en el 31, un blanco a los fusiles gubernamentales: el pensamiento libertario. Unos meses de libertad... vigilada y controlada. A la primera ocasión, la red. Calumnias, coartadas y juicios puestos sclapadazmente en entredicho. Prensa parcial al servicio de los que mandan, con alguna parodia de juicio libre en el juzgar los hechos en los que el movimiento libertario está en causa. Los recientes sucesos trágicos e insensatos de la «Scala» es el primer botón de muestra. La acción absurda de un puñado de violentos irreflexivos da pie para hacer funcionar la calumnia, el tiro al blanco y la red. Como en tiempos pretéritos, contra la C.N.T. El reflejo condicionado del odio y del miedo hincando en cerebros que no funcionan sino con lecciones aprendidas de memoria contra quienes una vez más en la historia del país no quieren ni pueden plegarse a los deseos del nuevo régimen en el mismo sistema. Ya funciona en mentes taradas, mezclado terrorismo y C.N.T. Todos los plumíferos acogidos y formados para las «buenas costumbres» hacen gala de un celo muy particular hacia los que no aceptan las proposiciones de doblez, porque su mente y su conciencia no acepta la proposición de obediencia y mansedumbre. Que sea en «La Vanguardia», que sea en «Ya», que sea en ese que se titula «El Imparcial», la misma mezcla tendenciosa enfocando la información, inflada siempre, marcando y repitiendo su blanco de tiro: la C.N.T. y el Movimiento libertario. El prototipo de esa tendencia tendenciosa está en ese diario que pasa por serio: «Le Monde» de París. Su mismo título con el que «informa» es significativo: «Agitación en Cataluña». Y al cronista de mentalidad malévol y completamente desplazada, enredando teoría anarquista y

terrorista, según él, demostrando con la cuestión del atentado de la «Scala», entrelazándola con otros hechos en Navarra. La provocación es manifiesta. De nada parece que quiere ser ni servir la declaración responsable del Comité Nacional de la C.N.T., comprobando que a causa del atentado se han vertido acusaciones sin fundamento si no es el de echar lo- do, ni que su Sindicato de Espectáculos Públicos de Barcelona le condenara enérgicamente.

Se ha encontrado, dice la Prensa, carnet de la C.N.T. a los detenidos, supuestos autores. Jóvenes imberbes. ¿Qué puede demostrar eso aún que sea verdad? No hace mucho, unos números de la Fuerza Armada, vestidos de paisano fueron detenidos por actos delictivos. ¿Es que se ha acusado y culpabilizado al Cuerpo represivo del cual forman parte los delincuentes cogidos infraganti? ¡Ah! eso es otra cosa. La C.N.T. no es lo mismo. La C.N.T. está contra el Pacto de la Moncloa, parto de los montes. La C.N.T. rechaza el contubernio gubernamental, la C.N.T. es campo libre y dignidad obrera, la C.N.T. tiene bien trazado el camino de la cierta y verdadera emancipación social y humana y no se plegan ante los lacayos y los esbirros del capital y del Estado, va a la conquista de la personalidad individual en una sociedad digna de llamarse así: sin flaquezas. Esa entereza no es del gusto de muchos, sobre todo de los que son amos del cotarro. Que vamos hacer. A cada uno su conciencia.

Se dice, además, que preconiza la violencia. Si no es de mala intención, ese juicio está desquiciado. El Movimiento Libertario y con él la C.N.T. va en pos de la armonía en la conciencia humana, y el equilibrio social. Como no son imitadores del Cristo de la leyenda, no ponen la otra mejilla cuando en una reciben un tortazo. No va a la agravación del mal con el mal. Eso se queda para las Fuerzas del desorden y para los Estados autoritarios o fascistas, sean negros o rojos.

En una comisión de discusión para el Convenio del Metal, todas las centrales sindicales son solidarias de la C.N.T. A propuesta de ella; repudiaron todas el atentado de la «Scala». Ya la C.N.T. había ofrecido los cien millones que en justicia reclama al Estado por daños y perjuicios a ella inferidos.

Ya es suficiente. Si la C.N.T. está tachada de enemiga, que al menos responda quien sea a su lealtad con la suya. No meterla donde no buscó estar. No confundan terrorismo con libertarismo. Que puede ser que se repita lo que en otro tiempo tan corrientemente ocurrió. La introducción en sus medios de provocadores y chivatos, con el fin de conseguir lo que con insistencia persiguen las instituciones estatales, gubernamentales: desprestigio y justificación de represión. Ojo avizor, libertario. No importa quien puede estar adherido a la C.N.T., no importa quien, con demostración de ser un trabajador, puede tener un carnet. La justificación es muy fácil sobre todo cuando son catapultados por los que tienen la sartén por el mango.

La sedicente democracia liberal está en su empuje. Tiempo es de pensar en obrar con seriedad. Que no se manche, antes que sea demasiado tarde. ¿Es que no les dice nada, repetimos, la acción del Comité de Cataluña de la C.N.T. al ofrecer los cien millones, como reparación de daños y perjuicios, a las familias de los que murieron en ese absurdo y estúpido atentado de la «Scala»?

PUERTAS ADENTRO

EN PARIS, FESTIVAL FRATERNAL EN EL CENTRO CONFEDERAL

En la tarde del domingo correspondiente al 22 del mes de enero había calor en la sala de actos. Calor interior, que no en el local. Esto importa poco ya que el ambiente se calentó con el fuego del recuerdo.

Ambiente de amistad libertaria y canciones de añoranzas. Era un pedazo en el tiempo y en el espacio de esa España que se guarda con calor en la mente y en el corazón. Por eso corazón y mente se expansionaron en el rescoldo del brasero con las ascuas que no se apagan.

Las canciones fueron eso que se dice «viejas», como si el sentir tiene edad. El sentir no tiene edad ni fronteras, y por ello son siempre nuevas. Es el sentimiento de lo permanente, de lo que no puede ser borrado tanto tiempo como el alma exista y el que la guarda: el hombre o la mujer. Que aún en los más tétricos momentos plantados en la encrucijada de la vida, da al ser rebelde el apoyo moral con el que aguanta las sevicias de todos los tiranos como de todas las contingencias, más o no tan duras. Treinta y nueve años hará dentro de pocos días cuando empezó la marcha del exilio, exilio lleno en su camino de zarzales y de baches, que dos solos sentimientos intensos pudieron ser salvados sin claudicaciones: un Ideal y la imagen de España en el cerebro. Todas las calamidades impuestas quedaron atrás. Y esta tarde una y otra continúan «perennes cual la hiedra». Para la Historia, un ejemplo.

Oímos a la compañera García. Voz de terciopelo. Canciones de campos en flor, aires de purpurina y arrebol en recuerdo imperecero, sal de la tierra, modestamente desparramada.

Oímos al imprescindible Roldán. Que deleitó la concurrencia en una larga y sabrosa mezcolanza, batiburrillo apetitoso. La gran armonía de la inarmonía. Las costuras están hechas pero no se ven. O son pasadas. El darse cuenta resulta mayor placer, pues que los trozos se siguen sin rebarba y esquemáticos poniéndolos al día con donaire, ese donaire en el tan de costumbre. Con aparente naturalidad cambia de aire y de letra, que son enlazados aun siendo contraproducentes, lo que nos da su ingeniosidad hermanando el chotis con el tango pasando por el pasodoble. De tal manera que la sorpresa se para aplastada por la naturalidad. Una todos los folklores costumbristas, saltándolos sin saltar. Enlaza los pueblos de España en su lenguaje vernáculo como teniendo la trásidea de unirlos a pesar de ellos en esa realidad de un mismo destino histórico-social: solidaridad hecha canción. Hasta el tango tiene en él reminiscencias hispánicas.

Después salta a las tablas el trío hermanos Montaner. Armonioso en sus modulaciones, recibe, como los predecesores, salva de aplausos del «respetable», que con él se ha deleitado.

Y quedando sólo uno y su guitarra, va a resucitar la Comuna de Pa-

ris con letra y música del tiempo aquel. Dichas en francés para adquirir mayor autenticidad. Un sentimiento de fraternidad adquiere comunicación sensible por el intermedio de la palabra cálida y los rasgos de la guitarra entre el auditorio y el que canta, reviviendo en intensidad callada aquellos momentos intensos, punto de referencia de todos los irreverentes del mundo. Bellas y sentidas canciones del París revolucionario y comunero: canciones de gesta libertaria. A petición de los presentes interpreta a la guitarra un trozo hispánico para terminar en apoteosis con «Hijos del Pueblo».

A continuación, en el tablado, un maño. En la interpretación de los trozos que canta se ve y se siente maestría en la voz y pureza en el estilo. Canciones antiguas que no pueden serlo, como no son las piezas de ópera que desafían el tiempo, si no es para los que tienen los oídos tabicados y el sentido musical estropeado con los ruidos ensordecedores, aullando en la selva «modernista», haciendo, en fingido o en realidad, histórica a la juventud de hoy en día. Nuestro maño es la antitesis. Y tanto mejor para los que oyeron.

Viene Galán. Voz de barítono que no pudo dar de sí cuanto él y el auditorio deseaban, por causas ajenas a su deseo y voluntad. Ya en circunstancias pasadas hizo lo que hoy no pudo hacer. Lo demostró al final

(Sigue en la pág. 4)

Crónica del acto de presentación de la CNT en Andalucía

SANLUCAR DE BARRAMEDA

EN EL 45 ANIVERSARIO
DEL CRIMEN DE CASAS VIEJAS

El día 8 de enero de 1978, se ha celebrado en San Lúcar de Barrameda (Cádiz) el mitin de presentación de la C.N.T., al que concurrieron unos cuatro mil asistentes en representación del anarcosindicalismo de Cádiz, Jerez, Sevilla, Jaén, Córdoba y de infinidad de pueblos de toda la comunidad del anarcosindicalismo de Andalucía.

La presentación del acto y de los oradores la hizo, el viejo y templado luchador, secretario de la Federación de San Lúcar, C.N.T., Manolo, el cual con voz potente y clara, resaltó a todos los problemas que tienen planteados los trabajadores de San Lúcar, ya en el Mar como en el campo; haciendo a continuación un concreto y firme llamamiento a todos los trabajadores a la unidad, estén — dijo — bajo las siglas que estén, la unidad, repitió, es la base para toda conquista de derechos.

Si conquistamos a la libertad, ha de ser por la unidad.

A continuación, cedió la palabra al compañero de Cataluña, Andrada, el que comenzó diciendo: Compañeros y compañeros. Es la primera vez que he hecho este viaje para ponerme en contacto con vosotros; otras veces lo he hecho atado, aunque no estemos completamente sueltos. He de ser muy breve, para que los compañeros digan otras cosas tanto o más importantes que las que yo pueda decir. Las eternas trabas — dijo — que se ponen a la C.N.T. por parte de la nueva política, no le harán perder el desarrollo, porque la CNT será anarcosindicalista ahora y siempre; se está escamoteando al pueblo la libertad; los políticos también escamotean al pueblo el sueldo, mientras ellos ganan, tres millones, los trabajadores no ganan para comer. El político, pone arena en las ruedas de la C.N.T., pero esta organización sabe lo que quiere y sabe a donde va. Los pueblos saben que la CNT y la AIT no poseen burocracia representativa y criticó a los que dicen representar a los trabajadores, pero que cobran grandes sueldos del fondo de las organizaciones de los trabajadores.

Más adelante dijo: Trabajadores, que nadie decida por vosotros; que todos los trabajadores aprendan de la C.N.T., que es la única organización y la única esperanza de la Humanidad; terminó su peroración deseando que se trabaje unidos y bien organizados por la Paz y la justicia para todos.

Acto seguido intervino el compañero Coronado: Hay aquí muchas canas y caras arrugadas por el trabajo fecundo y los sufrimientos — dijo — pero aquí estamos los jóvenes para recoger la confianza y el brío que vosotros habéis sembrado en nosotros, para después transmi-

tirlo a nuestros hijos y nietos, hasta culminar en la libertad del hombre. He visto con mis propios ojos, la gran riqueza de estas tierras y en ellas he observado las desigualdades de sus gentes amables y abiertas, pero con las enormes diferencias entre los que no tienen nada, y los que todo lo poseen. En las afueras de las grandes poblaciones, está reflejada la miseria en las guaridas de las chavolas, donde padres e hijos se hacían y con un poder adquisitivo que no llega ni siquiera a un mínimo decente. Es necesario la puesta en marcha de grandes regadíos en estas tierras para que su fecundidad llegue a todo el país y con ello combatir a la miseria, que debería contabilizarse como una vergüenza nacional.

Con impulso arrancado de sus propias entrañas, el compañero Quevedo, afirmó: Aunque esos sepulcros de anarquistas y anarcosindicalistas se lo propongan, no han de acabar con los hombres de la C.N.T., pues esta organización está identificada con el pueblo mismo que jamás puede morir si no se mata al pueblo. Los que juegan con el pueblo, puede en un primer tiempo engañarlo pero al fin es descubierto y juzgado como enemigo.

Si esta región tuviera que medirse por la cantidad de sufrimientos padecidos, pocos pueblos de la tierra le igualarían en riqueza; uno de los mayores crímenes cometidos en este pueblo por el cacique de San Lúcar, fue la deportación de 40 trabajadores, hijos preclaros de estas tierras, en el año 1876 mandaban al alimón, los Sagastas y los de Castelar; fueron deportados a Filipinas, donde murieron de hambre. Aquellos que mandaron entonces, también eran de la misma pestilenta cloaca que los tantos y tantos que le sucedieron a través de la que, colmada de hechos bochornosos y sangrientos que deberían pesar por los siglos de los siglos sobre la conciencia de todos los seres bien nacidos. Y terminó diciendo: No creáis en los falsos mentores, la única verdad para los trabajadores, es la C.N.T., es vuestro camino, es vuestra nobleza y vuestra buena esperanza; la organización, que vosotros debéis desarrollar hacia limpio futuro de libertad, dentro del Comunismo Libertario, como finalidad de la Confederación Nacional del Trabajo.

El presidente, cedió la palabra al compañero Carlos, para nosotros «Charly» que enérgico y resuelto, comenzó diciendo: Hemos venido aquí,

que se incorporen a ella y que trabajen con toda su potencia constructiva en beneficio de todos los que de una manera digna, viven y sienten como trabajadores. El campo de las ideas es muy amplio, donde cabe mucha preparación y buena semilla revolucionaria.

De todo lo que se cuece a nuestra espalda tenemos que defendernos con unión y tesón para contener a la peste de las cloacas pestilentes de las políticas, tenemos que hacer y desarrollar a una C.N.T., como la que se enfrentó al fascismo en el 1936; y concluyó: Para todo eso necesitamos a toda la clase trabajadora y valiente y en su dinámica revolucionaria.

¡Viva la juventud y viva la libertad!

Por último, habló el compañero García Rúa, el que con su donaire habitual, taladró el corazón del árbol de Andalucía y sus defectos, poniendo al descubierto con su verbo cálido, los motivos y las causas del malestar de la región, y con su peculiar forma dijo: El Anarquismo está tan arraigado en esta región andaluza, porque sabe que las ideas libertarias son las únicas que han de libertar a los hombres y a la humanidad. No puede haber medianerías entre el que todo lo tiene y el que de todo carece, y lo que es peor, que el hombre del trabajo no tiene opción al diálogo ni a la representación. Los grandes feudales de la tierra, que amillarían cuanto quieren y tributan cuanto les viene en gana, no admiten otra forma de la sociedad, que la que ellos imponen; si el trabajador le ofrece sus brazos, ellos no los retribuyen con un poder adquisitivo acorde con el coste de la vida, y cuando se propicia la forma dialogante, ellos la rechazan, sólo desean el predominio y el sometimiento del pueblo trabajador; pero no es por ese lindero, el camino más corto del raciocinio y de la comprensión, hay que buscar otros cauces a la sociedad, por el que se ha de llegar a la paz y a la concordia, si no queremos volver a lo pasado y que puede retroceder a aquel punto fatídico punto del pasado, y no porque los trabajadores fuesen los causantes de aquel extremo y otros que se han vivido en nuestra historia, sino porque el gran feudal de estas tierras, así lo ha decidido siempre. La República de los años 30 no se desarrolló porque faltó el concurso de los grandes terratenientes; tuvieron mucho miedo a aquella tímida reforma agraria aunque muy condicionada, y se produjeron hechos como los de Casas Viejas.

El trabajador del campo percibía y percibe menos que el de la ciudad y el industrial del campo también está desnivelado en relación al de la capital; necesario es industrializar a los productos del campo y analizar todas las situaciones y mejorar los medios de transporte; acabar con la plaga de los intermediarios, causantes aprovechados entre el productor y el consumidor de la carestía de la vida. El gobierno debiera de proteger más y más al campo, creando bancos agrícolas locales, para facilitar al campesino abonos y créditos. Hay que ver la manera de acabar con el paro obrero, gusano que corroe al corazón de la economía del país; y terminó diciendo: Pero hay que desarrollar la vida de otra forma, en base al reparto equitativo que la C.S.T. desea, con justicia y equidad para todos y no para unos cuantos, como ahora sucede.

Corresponsal



Presencia
Confederal
en
Andalucía

Otro grave e impune ataque contra la CNT...

(Viene de la página 8)

jerías, solicitando una indemnización de cien millones de pesetas que esta organización estima justo sea destinada íntegramente a los familiares de las víctimas (afiliados a C.N.T. y U.G.T.).

12. — Por último queremos manifestar que la C.N.T.-A.I.T. es la única Organización Sindical de Trabajadores que presenta y sostiene un programa de lucha contra el Pacto de la Moncloa y contra las elecciones sindicales, por considerar que éstas atacan gravemente contra nuestros intereses: los intereses de la clase

trabajadora. Es por esto que hemos sufrido una provocación y no descartamos la posibilidad de que la repitan, tal como en nuestro órgano oficial «CNT» n° 11, se afirmaba en la página 1p en el artículo «Se prepara la represión contra la C.N.T.», elaborado precisamente por un compañero de la Federación Local de la C.N.T. de Barcelona.

Por otra parte, tenemos conocimiento de la paulatina puesta en libertad de los compañeros detenidos.

Federación Local de Valencia y Comité Regional del País Valencià C.N.T.-A.I.T.

Valencia, 19 de enero de 1978.

a este hermoso pueblo, para reafirmarnos en las ideas del anarcosindicalismo, porque la C.N.T., es y tiene conciencia de lo que representa para los trabajadores de la tierra y del mar. Continuó diciendo: No estamos aquí para pedir relevo, somos jóvenes y necesitamos adentrarnos en la pelea, por la libertad y la dignidad que otros nos han usurpado; salimos al paso de las calumnias y a defender a la C.N.T., como la única organización limpia de componendas y de compadros con el capitalismo; ni hemos hecho ni haremos pactos que puedan enervar a los trabajadores en ningún misterio para perjudicarlos a ellos. El leninismo no nos va. La revolución del pueblo está en la C.N.T. Llamamos a todos los jóvenes, para

ANTE LOS ACONTECIMIENTOS DE BARCELONA

Vigorosa y unánime respuesta de la C. N. T. y del Movimiento Libertario en toda España, a los intentos de manipulación y provocación de los servicios policiacos del Sr. Martín Villa.

He aquí la nota facilitada por la Plenaria del Comité Nacional de la CNT y leída en el diario informativo del domingo 22 de enero en TVE:

LA REPLICA CONFEDERAL EN CATALUÑA...

CNT CONTESTA

Se nos acusa de terroristas. De tener fantásticos «brazos armados». De sembrar el caos. De asesinar trabajadores.

Todas estas calumnias se vierten hoy sobre la C.N.T. Una organización de trabajadores que no pacta con la patronal, que defiende en todo momento los intereses de los trabajadores que por ello no participa en los Pactos de la Moncloa, que rechaza las elecciones sindicales propiciatorias de un nuevo verticalismo sindical.

ESTAS ACUSACIONES FORMAN PARTE DE UNA CAMPANA DE DESPRESTIGIO CONTRA LA CNT. Una campaña cuya intensidad y brutalidad aumenta a medida que aumenta la presencia de la C.N.T. en el Movimiento Obrero.

La lucha de gasolineras, donde ya entonces se nos acusaba de «sembrar el caos», la lucha de los mineros de Berga, la huelga de espectáculos por la libertad de expresión, la solidaridad incondicional con los trabajadores de Bimbo, las luchas de Macosa, Ossa, Sanidad, Majem, etc. son la causa más directa de la actual campaña.

La C.N.T. es hoy una organización sindical que cuenta en Catalu-

ña con 100.000 miembros, a los que ahora se ataca. Una organización en la que se encuentran afiliados el 70 por ciento de los trabajadores de Scala.

Los métodos de lucha de la C.N.T. son los de la clase trabajadora: asambleas, huelgas, encierros, manifestaciones reivindicativas, ocupaciones de fábricas. Métodos que son todo lo contrario del terrorismo, del vanguardismo y de los «brazos armados».

Y es por esto por lo que C.N.T. MOLESTA.

Las acusaciones que se nos hacen no sólo son ridículas: son criminales. No se trata sólo de denunciarlas. Se trata, sobre todo, de entender que este es el comienzo de una brutal campaña represiva contra todos los que nos negamos a que sean los trabajadores quienes paguemos la crisis del Capital.

Y ante este ataque criminal sólo cabe una respuesta: LA C.N.T. NO SE RINDE. LA LUCHA DE LOS TRABAJADORES NO SE VENDE.

Comité de Cataluña y F. L. de Barcelona, C.N.T. m

Barcelona, 19 de enero 1978.

Se reúne hoy la Plenaria del Comité Nacional de la C. N. T. con tres puntos en el Orden del Día: Además de reiterar su rechazo a las Elecciones Sindicales y de analizar la situación orgánica, la Plenaria ha considerado el atentado ocurrido en la Scala de Barcelona. Es unánime el rechazo de toda la militancia tanto al atentado en sí, como contra la campaña de desprestigio instrumentada contra la C. N. T. y el Movimiento Libertario. Es intolerable que se pretenda involucrar a una organización obrera, que afilia al 75% de los trabajadores de la Scala, con actos criminales e irresponsables cuya investigación realiza la propia C. N. T., que no se responsabiliza de acciones o provocaciones individuales contrarias a sus principios.

En este sentido, el Sindicato de Espectáculos Públicos va a exigir responsabilidades por las dudosas condiciones de seguridad del local. La Confederación Regional de Catalunya prepara una información clara y contundente que como réplica a las tergiversaciones habidas, se comunicará a todo el país.

POR EL COMITE NACIONAL

El Secretario de Prensa

José Bondia

...Y EN LEVANTE

OTRO GRAVE E IMPUNE ATAQUE CONTRA LA CNT-AIT Y EL CONJUNTO DEL MOVIMIENTO LIBERTARIO

La Federación Local de Sindicatos de Valencia y el Comité Regional del País Valencià, reunidos conjuntamente y con carácter urgente ante la dudosa información transmitida por los medios de información del Estado (TVE, Radio y Prensa) relacionando a nuestra Central Sindical con el criminal atentado perpetrado contra la sala de fiestas Scala Internacional, el domingo día 15 a las 13,15, quiere hacer constar:

1. — Que el citado día a las 11 la Federación Local de Barcelona había convocado una manifestación autorizada contra el Pacto Social de la Moncloa.

2. — Que durante el transcurso de esta manifestación se observó la presencia de provocadores que nada tenían que ver con la manifestación ni con la C.N.T.-A.I.T., hecho que motivó que se suspendiera dicho acto antes de llegar a la Plaza de España, que era el fin programado del recorrido. Finalizando esta manifestación sobre las 13,30 horas.

3. — Sobre las 13,15 se produjo el condenable atentado contra la citada sala de fiestas, es decir, un cuarto de hora antes de finalizar la manifestación y distante aproximada-

mente unos 8 km. del lugar de la disolución de la manifestación.

4. — Queremos hacer constar especialmente que no tenemos como organización nada que ver con este tipo de sucesos como lo prueba nuestra actividad sindical diaria.

5. — Nadie puede afirmar por el momento y menos la policía que los actuales detenidos sean los autores materiales de los hechos que se les imputan, dado que incluso alguno de los detenidos fue acompañado en coche a su domicilio al término de la manifestación. Por otra parte es conocida la facilidad con que somos detenidos, recordemos las detenciones de Enero.

6. — Sorprende e intriga pensar en el hecho de que según los servicios policiales varían diariamente los autores de los hechos: primero el FRAP, después del POE (i) y posteriormente nosotros.

7. — Queremos hacer hincapié en las circunstancias en que se producen los hechos. Se implica a la CNT en una localidad como Barcelona, en que en muchos ramos de producción es mayoritaria, en un momento en que se está desarrollando una lucha contra el Pacto de la Moncloa y las llamadas elecciones sindicales.

Quienes han pretendido implicarla son conscientes de que nuestra organización y actividad sindical puede dar al traste con los planes del Gobierno. Al implicar a la C.N.T. y a todo el movimiento libertario (Federación Anarquista Ibérica, Federación Ibérica de Juventudes Libertarias, Mujeres Libres, Ateneos Libertarios,...) así como a la Asociación Internacional de Trabajadores, se pretende desacreditarlos ante la clase trabajadora que aún confía en los medios de información del Estado y de este modo llevar a cabo sin oposición real al Pacto Social en la actualidad el de la Moncloa.

8. — Con respecto a la Federación Anarquista Ibérica, todos los conocedores de la historia del movimiento obrero español saben que jamás ha sido el brazo de la C.N.T. y mucho menos el brazo armado, sino una organización de la que se han dotado los anarquistas — y no todos — en determinadas épocas para divulgar sus ideas.

9. — El asociarnos con este género de atentados no nos extraña; todos recordamos la turbia historia del GAR, los asaltos a nuestros locales — Barcelona, Basauri, Madrid — la imputación de la agresión contra el

Arzobispado de Pamplona, las amenazas a militantes, y la intervención de la CIA y otros servicios de inteligencia, en la burda maniobra de implicarnos a un ficticio atentado contra el Ministro de Justicia, plan que fue desbaratado por el Comité Nacional de la C.N.T. y el Comité Regional de Málaga, localidad donde residía el citado agente, teniendo éste que salir rápidamente de España.

10. — Denunciamos la actitud de la policía al redactar la nota, así como la de TVE, que han relacionado intencionadamente en el Telediario del día 17 de los corrientes, la nota de la D.G.S. con imágenes mostrando nuestras banderas, publicaciones, libros, consignas y demás propaganda de curso legal. Es de destacar que no figuraban en esa filmación ningún objeto, artefacto o arma, condenables por la ley.

11. — Queremos manifestar nuestro apoyo y solidaridad con todas las acciones emprendidas por el Comité de Cataluña en cuanto a la exigencia de responsabilidades, total esclarecimiento de los hechos, así como la denuncia presentada ante el Juzgado de Guardia por calumnias e in-

(Sigue en pág. 7.)

3428



ELLE COMBATE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

ET SI NOUS PARLIIONS DU TERRORISME D'ETAT ?

L'argent qui asservit, l'information qui matraque, la police qui tue, les gens qu'on met en fiches, les consciences qu'on manipule, la planète qu'on sacrifie aux lois du profit, c'est ce qu'ils appellent assurer la sécurité des citoyens.

NOUVELLES D'ITALIE

Huit ans après le massacre de la Place Fontana

Il y a un an, à la reprise de la quatrième tentative de procès pour les attentats fascistes de Milan, nous signalions les protestations d'une centaine de jeunes anarchistes et révolutionnaires devant le tribunal qui jugeait le journal « Lotta Continua » et son ex-directeur, accusé d'avoir diffamé le commissaire Calabresi, considéré le principal responsable de l'assassinat de notre camarade Pinelli; en concluant nous faisons remarquer que de telles manifestations prouvaient que le « cas Pinelli » ne sera jamais oublié par le peuple italien. Voici ce qu'écrivit « Il Giorno », quotidien milanais, à l'occasion du huitième anniversaire de l'assassinat de notre camarade.

« Le 16 décembre 1969, quatre jours après les bombes fascistes de la Place Fontaine, Giuseppe Pinelli mourait au Commissariat de police; huit ans après ces événements, le souvenir de Pinelli est encore vif, bien qu'aucune sentence de la magistrature n'ait jamais rétabli la vérité sur sa mort au Commissariat. Une seule chose est certaine : Pinelli ne s'est pas suicidé en se jetant du quatrième étage du Commissariat de la rue Fatebenefratelli. La thèse du suicide fournie par la police, qui faisait de Pinelli un des responsables du massacre du 12 décembre 1969,

s'est démontrée fautive comme les audiences du procès en cours à Catanzaro l'ont amplement démontré. D'autres sont les responsables de la tuerie de la Place Fontaine. Pinelli est une des victimes innocentes de ceux qui voulaient cacher la vérité et qui continuent sur cette voie, ceux qui ont pour but précis de saper la démocratie en Italie. Que personne ne s'illusionne : le « cas Pinelli » est toujours ouvert. » Suivent 300 signatures de « ceux qui n'oublient pas ». Ce sont des journalistes, avocats, conseils d'ouvriers, représentants de journal et revues, syndicats, sections de partis ouvriers, etc., représentant toute la ville de Milan.

A côté de la plaque commémorant les morts de la Place Fontaine une autre plaque rappelle, aujourd'hui, l'assassinat de notre camarade, victime lui aussi du « massacre d'Etat ». Mais l'Etat réagit toujours de la même façon contre qui réclame vérité et justice, contre ceux qui l'accusent de « massacre », ou bien de nier et céler les massacres, les nombreux massacres qui se suivent, de toutes les façons, dans les usines, sur les places, partout où des travailleurs, les jeunes chômeurs, les « emarginati », luttent, protestent ou réclament plus de liberté et plus de justice. La nouvelle vague de violence

fasciste qui s'abat depuis quelque temps particulièrement sur la ville de Rome, est la preuve certaine de l'impunité dont jouissent en Italie les organisateurs et les exécuteurs des tueries.

Dans cette ville, comme partout ailleurs, les incursions de bandes fascistes toujours impunies, sèment la terreur et la mort. Pour parler du climat de répression et de terreur à Rome en 1977, il sera suffisant de rappeler la mort de la jeune fille Giorgiona Masi et l'assassinat de Walter Rossi.

A Catanzaro on assiste à un interminable défilé de généraux, amiraux, ex-ministres, ex-chefs de gouvernement, qui accumulent mensonges sur mensonges (l'actuel premier ministre a été convoqué pour la deuxième fois comme témoin afin de confronter sa précédente déposition qui contraste avec celle du journaliste et ex-député communiste Caprara).

Le délit de faux témoignage plane dans la salle du tribunal de Catanzaro, mais il s'agit d'un farfadet malicieux. Une seule condamnation a été émise contre un général, magistrat militaire, conseiller du premier ministre : une condamnation évi- demment, avec sursis, comme pour dire : « Va et ne recommence pas ! »

L'hebdomadaire « l'Espresso » souligne la facilité avec laquelle les témoins de haut rang font retomber leurs propres responsabilités sur les dos de personnages décédés... « Le jeu du procès avec le mort » se répète à Trento et à Rome, autres sièges de tribunaux où se célèbrent des procès politiques fondamentaux, après dix ans de stratégie de la tension et de terrorisme d'Etat.

A Trento sur le banc des accusés se trouvaient des fonctionnaires de police, des douaniers, des gendarmes et le SID (services secrets) pour avoir organisé en 1971 au moins quatre attentats au plastic et qui devaient passer sur le dos des « rouges ». A Trento aussi on assiste au défilé de ministres, hauts fonctionnaires, président du Conseil. Que fait-il le tribunal de Trento, appelé à juger les coupables qui avaient déchainé la terreur dans la ville ? Il émet une sentence d'absolution générale ! Le journal « Lotta Continua » qui avait déclenché une campagne pour démasquer le rôle de la police pour les bombes de Trento en 1971, considère cette sentence « un appel pour inciter à la révolte armée, à la conspiration politique, aux tueries ».

18 janvier 1978.

S. STIRNIO
(Service de Presse CRIFA)

SOL Y SOMBRAS

EVOCAION DE TORRENTS

Otro anónimo, que por entereza pasó lo suyo; y más de lo suyo.

Era albañil de buena llana y sindicalista tesonero; no gritón, aspaventero, sino tesonero. Estaba siempre, sin manifestarse. Con obrar tenía lo suficiente. ¡Cuántas veces lo he recordado en el exilio!

Militaba en Capellades, y yo a los de allí los conocía y estimaba. Habíamos alternado en muchas situaciones, risueñas en unas, dramáticas otras. Cuando la burguesía de mi lugar me rechazaba, Capellades me acogía.

Tras un ajetreo de años aconteció — como en todo lugar hispano — la guerra, elevada a revolución en nuestras tierras. Igualada hizo un buen papel en realizaciones, y en política revolucionaria. No valieron «chinorrerías». Pero Capellades fue al copo. Convirtiéndose, el pueblo, en cooperativa general cenetista. Hasta la represión bolchevique-catalanista de la semana de mayo (1937), en esa simpática villa no hubo más que C.N.T. En adelante debiendo compartir el Municipio con AC, ERC, U de R, PSUC, y otras hierbas, todas conservadoras y minoritarias, CNT-FAI, mayoritaria, renunció al

mínimo derecho representativo que se le concedía. Pero seguiría en la vía revolucionaria trazada. Antoni Torrents Tomás, como los buenos, estaba entero en eso.

Pero al «nuevo» alcalde, Ráfols, de desconocido lo amparó a tiros. Era un deshecho y ésta amparó al asesino. Como Ráfols era de la ERC, la autoridad barcelonesa, más enemiga nuestra que de los fascistas, detuvo a sus compañeros que se imaginaba directores: Castells, Claramunt, Ardévol, Torrents y dos compañeros más, padre e hijo. Fueron encerrados en la Modelo barcelonesa, para lo de «ahí se pudran».

Ahí se pudran, por galvánico hacer de los compañeros. Yo llegaba de mis ocupaciones y preguntaba a nuestra Jurídica comarcal: «¿Y el asunto de Capellades?» Bien — se me respondió —. No convencido, me entrevisté en entente con los seis encartados, convenciéndome de que nadie los atendía. Y las semanas pasaban. Me personé a Jurídica Regional para cuestión a dos abogados: Sánchez Roca y Pagés de Tortosa. Desconocían ambos, el asunto. ¡Y hacía dos meses del arresto de los compañeros! Agité lo posible, traté de

usar «Catalunya», no permitiéndolo la censura. Sánchez Roca, sí, se condujo bien, y Pagés también. En Capellades armé un cisco contra Policías y Guardias de Asalto que importunaban con registros y amenazas a las familias de lo detenidos, lográndose, de un barullo a otro, que salieran, al cabo de meses, todos los encausados menos Torrents, que la autoridad catalano-bolchevique había confinado en un batallón disciplinario como a un facha cualquiera. ¡Cri men!

Terminada la guerra, Torrents

fue «liberado» del disciplinario para empezar un viacrucis de cárceles y presidios, todo lo cual minó su salud, no así su moral. A Ráfols lo había asesinado un particular vengativo, nadie de la CNT-FAI. Libre de cadenas, Torrents volvió a la albañilería, más silencioso y tan obstinado como siempre. En mayo de 1977 fui a visitarle y nos fundimos en un abrazo. Meses después me han notificado que Torrents había fallecido.

Lo he sentido profundamente, con limpidez de conciencia.

J. FERREN

COMUNICADOS

La fecha a retener y reservar es la del domingo 16 de abril de 1978. Pronto estaremos en medida de empezar a dar el programa.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL
Convoca asamblea general para el día 12 de febrero en el local de siempre y hora acostumbrada.

F. L. DE THIAIS
Celebrará asamblea el domingo 12 de febrero a la hora y en el local acostumbrados.

F. L. DE ST-DENIS
Celebrará reunión el día 19 de febrero 1978. Se ruega máxima asistencia.

EXPOSITION « ESPAGNE 36 »

Nuestra Exposición «Espagne 36» empieza otra vez una nueva vuelta a Francia.

Estará desde el 29 de Enero al 12 de Febrero en Avignon, «Maison des Jeunes et de la Culture, La Croix des Oiseaux», Avignon 84000.

Todos los días de 9 h a 12 h y de 14 h a 20 h., salvo el domingo.

El «vernissage» tendrá lugar el 3 de febrero.

Se espera la concurrencia de los compañeros afines de la región, teniendo en cuenta que es la «Maison des Jeunes», quien organiza la presentación de la Exposición.

Equipo Juvenil Cenetista.

F. L. DE DRANCY

La F. L. de Drancy celebrará Asamblea General el domingo 19 de febrero a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE BURDEOS

Domingo día 26 de febrero de 1978 a las 9 y media de la mañana CONFERENCIA a cargo del compañero Juan Gómez Casas, el cual disertará sobre un tema de actualidad.

Por la tarde a las 3, el Grupo Juvenil Cenetista de París, proyectará un montaje AUDIOVISUAL, sobre el tema «Espagne 36».

Jornada a retener por todos los compañeros y simpatizantes que acudirán como un solo hombre al local del 42, rue Lalande de Burdeos.

«TERRA LLIURE»

Sumari del nº 45:

«Sobre nacionalismes», Joan del Pi; «Es criure en català a l'Exili», Joan Ferrer, «L'home Shum», J. Muñoz Cota; «La Collita», Diversos; «Tàbal i Barrejas»; «Com està la Bossa» (passadora); «La Comèdia», Roveilat; «Xarlot», Redactor, «Cants» de J. Puig i Ferrer, i uns quants gargots de Màrius.

Adreça: 33, rue des Vignoles, 75020

LE COMBAT SYNDICALISTE

ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

Comisión de Relaciones Zona Norte

TOMBOLA 1978

Como en años anteriores, esta actividad que permite la recolección de fondos para tareas vitales de organización, se ha renaudado, tanto es así que podemos dar ya una primera lista de objetos a sortear, esperando que aquellos compañeros que tengan algo que ofrecer lo harán, para poder presentar un lote bien furnido.

Primera lista: Un asador eléctrico, una máquina de escribir portátil, «Historia Universal de Literatura», 3 volúmenes, un transistor, «Diccionario Larousse Español», colores, un cuadro hecho a pluma, Cinco discos (Carbonell, Utge, Chants anarchistes Carlos Andreu, Mauthausen), Un aparato fotográfico, «Araña Negra», 2 vol. y «C.N.T. en la Revolución Española», 3 vol., un reloj de pulsera mujer, u hombre, a escoger, un servicio de mesa, 42 piezas, «Poesía española siglo XX», «Opus Dei» y «Los Olvidados», etc., etc. Como se ve ya se inicia la marcha con un excelente y rico lote de objetos, pero eso no es todo más daremos a conocer próximamente.

El sorteo se efectuará durante la JORNADA DEL LIBRO LIBERTARIO, que se celebrará el domingo 18 de junio de 1978 en el Centro Confederal.

Las FF. LL. y compañeros pueden solicitar los billetes los cuales están dispuestos al precio de 0,95 F, a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Recordamos que el reparto de los beneficios se efectúa a razón del 40 por ciento Pro-España, 30 por ciento para necesidades de propaganda del S. I. y 30 por ciento para necesidades de Zona Norte.

JORNADA CONFEDERAL

También las comisiones encargadas están trabajando intensamente en la preparación de la misma para que resulte un éxito, como en los años anteriores. En este aspecto esperamos la colaboración moral y material de los compañeros y amigos, así como los familiares y la colonia española en general.

SERVICIO DE LIBRERIA

«El Opus Dei en España», D. Ar-tigues	30 00
«Pasión y Muerte de los Españoles en Francia», F. Montseny	30 00

COMMUNIQUE

La CRIFA rappelle aux Fédérations, groupes et individualités adhérents à l'IFA, que le Congrès International se tient à Carrara (Italie) du 23 au 27 mars 1978;

— qu'une seule Fédération par pays — et là où une Fédération n'existe pas encore, adhésion des groupes et même des individualités qui acceptent les structures de l'IFA, ses bases idéologiques, son Programme, son Pacte d'Association — peuvent participer aux travaux du Congrès;

— que les adhérents doivent, dans la mesure de leurs possibilités, avant le congrès, se mettre en règle avec les cotisations, afin de pouvoir couvrir le déficit existant et faire face aux frais d'organisation du Congrès;

— qu'un camarade qui n'adhère à aucune Fédération ou groupe adhérent à l'IFA, ne peut pas être délégué par une Fédération absente à la représenter au Congrès;

— que les observateurs (groupes ou individualités) pour être admis au Congrès doivent présenter une recommandation par une Fédération ou Groupe adhérent à l'IFA;

— que les noms et les adresses des délégués — et aussi des observateurs de la part des Fédérations ou groupes qui ont délivré la recommandation — doivent être communiqués au moins UN MOIS avant le Congrès (c'est à dire entre les 15 et 20 février 1978) à la CRIFA, Casella Postale n° 22 — 17100 Savona (Italie) ou aux Gruppi Anarchici Riuniti, Piazza Matteotti n° 31 — 54033 Carrara (Italie);

— que ayant trouvé la traduction simultanée trop onéreuse, nous invitons les Fédérations et les groupes d'inclure dans les délégations des camarades qui peuvent jouer le rôle d'interprète pour ceux qui parlent des langues différentes.

Pour la CRIFA, Umberto Marzocchi. Savona, 19 janvier 1978.

«Le fédéralisme de P.-J. Proudhon», Bernard Voyenne	18 00
«Diccionari General de la Llengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00
«La C.N.T. en la Revolució Espanyola» (3 vols.), J. Peirats	118 00
«Costa Amunt», Joan Ferrer	20 00
«La Revanche de Bakounine ou de l'anarchisme à l'Autogestion», Philippe Oyhamburu	48 00
«Exploitation y Dominación», Alfredo Errandonea	7 00
«Formas y tendencias del Anarquismo», René Furth	8 00
«La «Elite» del poder en España», A. Guillén	15 00
«Durruti. Le Peuple en armes», Abel Paz	30 00
«Histoire de l'anarchie», Max Nettlau	20 00
«Historia de la Economía Política», M. Colmeiro, 2 vol.	70 00
«La Révolution Inconnue», Voline	28 50
«Trois Gouttes de Silence», José Molina	20 00
«Sexualidad Humana», José A. Bonilla	15 00

Pedidos y giros a Roque LLOP
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.C.P. 9 232 33 V Paris.

El Pensamiento Libertario

(Viene de la página 7)

formar partidos cuando la A.I.T. quiso desliarse de la dictadura del Sumo Pontífice. Creando una nueva teocracia llevo la desunion al campo obrero internacional. Formando su partido obrero, partido de masas marxistas, el Socialismo conoció su aberración, la contra de sí, aquello que debería estirpar al llegar en el teatro del mundo del trabajo: el mesianismo. Del masismo al mesianismo pasando por el marxismo. Dos campos y la lucha entre los dos. El ataque de frente por parte del centralismo tradicional, dictatorial, en su expresión más extrema, impuso, más que acordó, una tregua fingida, que no sentida entre los dos hermanos, enemigos, en el socialismo.

AGRESION ESTATAL A LA LIBERTAD SINDICAL

POR QUE LA CNT DICE ¡NO! A LAS ELECCIONES SINDICALES

El gobierno ha estado preparando un proyecto de ley sobre Acción Sindical en la Empresa. Este proyecto supone sencillamente la perpetuación de los verticalistas Jurados de Empresa cambiándoles el nombre por el de Comités de Empresa y dando una apariencia democrática a los mismos.

La importancia de esta ley es fundamental puesto que recoge todo lo relacionado con los derechos sindicales de los trabajadores en la empresa, la forma de defender sus intereses y los organismos y formas de representación de estos intereses ante los empresarios. La ley emplea algunos conceptos que es necesario explicar antes de pasar adelante, con el fin de facilitar la comprensión del texto:

Trabajadores «afiliados» y «no afiliados». — Los trabajadores «afiliados» son los que se han dado de alta en alguna central sindical, mientras que los «no afiliados» son los que no tienen relación alguna con ellas.

Sección Sindical. — Son todos los trabajadores de una empresa que están afiliados a un mismo sindicato, sea cual sea su número.

Delegado Sindical. — Es el delegado de una Sección Sindical. Puede ser uno o varios. Como mínimo habrá un delegado sindical por cada central sindical que tenga afiliados en la empresa, aunque sea él solo.

Comité de Empresa. — Es independiente de las secciones sindicales. Sustituye al Jurado de Empresa. Es elegido por todos los trabajadores, afiliados o no y sin distinción de categorías. Pueden formar parte de él tanto los afiliados como los no afiliados.

Delegados de los trabajadores. — Son los miembros del Comité de Empresa.

No vamos a transcribir aquí todo el texto de la ley, pero si queremos exponer las cuestiones en las que no estamos de acuerdo.

Discriminaciones. — A pesar de declarar que un trabajador «no puede ser sancionado o condicionado en su admisión por su afiliación o no a una central o por su participación en una huelga», a la hora de establecer las garantías de los trabajadores ante la posibilidad de una sanción, la ley es claramente discriminatoria. La escala de «seguridad» va desde el delegado en el Comité de Empresa que no puede ser despedido sin pasar por magistratura de trabajo, hasta el trabajador no afiliado que no tiene, prácticamente, ningún derecho. Nosotros pensamos que es conveniente la afiliación de todos los trabajadores a las centrales sindicales, pero no queremos que esto sea debido a una imposición más o menos camuflada dentro de la ley. El trabajador debe ser libre de afiliarse o no a un sindicato, pero no tener menos derechos si no se afilia. Y no sólo esto, sino que consideramos inaceptable que un trabajador, cualquiera que sea su cargo, tenga más derechos que otro trabajador, por haber sido elegido para un cargo sindical. Con esta discriminación lo único que se busca es dividir a los trabajadores y enfrentar a los cargos sindicales con los demás, puesto que cuando se hable de ir a una huelga o a cualquier conflicto, los cargos sindicales aparecen con las espaldas más guardadas.

Nosotros estamos totalmente en contra de esta discriminación legal y pensamos que todos los trabajadores deben tener las mismas garantías sindicales estén o no afiliados a un sindicato y sean o no cargos sindicales.

Funciones del Comité de Empresa.

— La ley reglamenta las funciones del Comité de Empresa otorgándole unas facultades inaceptables. Estas facultades son: declaración y dirección de la huelga y posibilidad de negociar incluso convenios colectivos al margen de los acuerdos provinciales o nacionales. Al otorgar al comité este tipo de funciones, corremos el riesgo de caer en lo que ocurre en algunos países, donde los comités de empresa son dueños y señores de los destinos de los trabajadores, pudiendo decidir sin necesidad de consultar a nadie, cuando hay que hacer una huelga y cuando no y qué debe o no debe pactar con el empresario, eso sí, «en nuestro nombre». Pues no, gracias. No queremos unos comités tan eficientes. Queremos ser todos los trabajadores quienes decidamos en Asamblea, por votación o a mano alzada, como se votara, pero todos juntos, estas cuestiones importantes.

Para nosotros el comité de empresa puede tener una función de enlace entre la dirección y los trabajadores, pero nada más. No debe tener nunca poder de decisión por sí mismo, sino que debe plantear las cuestiones a la Asamblea y transmitir a la decisión de ésta.

Forma de elección y duración de los cargos. — La ley propone que el comité se elija mediante elecciones en las que participe toda la plantilla de la empresa y que la duración de los cargos sea de 3 años. También especifica que los delegados pueden ser presentados por las secciones sindicales o bien por un 10 % de la plantilla. En este apartado queremos hacer varias consideraciones:

1º Consideramos discriminatorio que una sección sindical, que puede estar formada por una sola persona, pueda presentar candidato mientras que los no afiliados tienen que reunir el 10 % de la plantilla. En este sentido pensamos que cualquiera, esté o no afiliado, debe y puede presentarse como candidato al comité de empresa por su propia voluntad, independientemente de lo que hagan las secciones sindicales.

2º Creemos que la duración de los cargos no debe ser fijada de antemano. Todo lo más, establecer una fecha tope en la que todos los cargos sean puestos a disposición de la Asamblea. Pero esto en el caso de que todo haya ido bien. Porque nosotros defendemos que cualquier cargo sindical pueda ser revocado por quienes lo eligieron, en todo momento, sin necesidad de esperar a que se cumpla un plazo determinado. Las elecciones, a cualquier nivel, no deben ser excusa para que unas personas utilicen en provecho propio, o simplemente de forma deficiente, unos cargos que deben estar al servicio de todos los trabajadores. Y no nos conformamos con decir: «bueno, la próxima vez no los elegimos», porque de aquí a la «próxima» pueden hacernos mucho daño.

3º En cuanto a la forma de elegir el Comité de empresa, nosotros defendemos que cada departamento o

sección elija un delegado. La única forma de poder votar un comité de empresa, de forma consciente es votar al compañero de al lado, a ese con el que hablas todos los días y que conoces bien, ese al que, por lo tanto ¿y por qué no? puedes controlar, puesto que le has elegido para defender tus intereses y puede ser que por cualquier circunstancia, un día deje de hacerlo.

Asambleas. — A lo largo del texto de ley se nota claramente un intento de eliminar el poder de las Asambleas.

Se las reduce a un número de 10 por año y a una duración máxima de una hora. Ello unido a las facultades del Comité para tomar decisiones, perjudica a las Asambleas como órgano decisorio. Lo que se pretende en fin, es dejar reducida a la asamblea a un simple formalismo, que sólo sirva para que el comité de empresa nos comunique los acuerdos y decisiones que haya tomado. Pero si hemos dicho que estamos en contra de las excesivas atribuciones del comité de empresa, lógicamente defendemos que la Asamblea sea el órgano máximo de discusión y de decisión en la empresa. Por lo tanto exigimos que las asambleas no sean limitadas ni en su duración, ni en su cantidad. En algunos momentos es necesario celebrar varias asambleas seguidas y en otros momentos no se celebran durante meses; por lo tanto pretendemos que sea la práctica diaria la que determine el número y la duración de las asambleas.

La función del Estado. — El Ministerio de Trabajo, además de inspeccionar el desarrollo de las normas, etc., recibe la atribución de convocar las elecciones en las empresas y especificar el número de delegados del comité. Esto, además de contradecir la libertad de los trabajadores ante los empresarios para adoptar los acuerdos oportunos, significa una intolerable ingerencia estatal en el campo de los intereses obreros. No debe ser el Estado quien diga cómo y cuando deben efectuarse las elecciones sindicales sino los propios trabajadores reunidos en asambleas generales y unidas.

Es por todo lo expuesto que, mientras la mayoría de las centrales sindicales, arrastradas por los intereses pactistas de sus «partidos hermanos», aceptan participar en esta pantomima de elecciones sindicales impuestas, fraudulentas y contrarias a los intereses obreros, la C.N.T. se niega a jugar según las reglas impuestas por el capital.

La C.N.T. sólo participaría en dichas elecciones si se cumplieran todas las siguientes condiciones:

- Ninguna ingerencia estatal en las mismas;
- Todo el poder de decisión para las asambleas;
- Elecciones por departamentos o secciones;
- Revocabilidad permanente de los delegados por la Asamblea;
- Mismos derechos sindicales para afiliados y no afiliados;
- Simple función del comité como enlace entre los trabajadores y la dirección.

(Extraído de «Viento del Pueblo», n.º 1 correspondiente al mes de diciembre 1977. Órgano de la F. Local de Sindicatos CNT-AIT de Figueras).

SOLIDARIDAD OBRERA

Portavoz de la Confederación Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

BARCELONA A LA VISTA

TERRORISMOS

por J. Puig d'Aguilera

El oficio de matar es tan bárbaro como repugnante. Repugna al instinto de humanidad que debe distinguir al ser humano. Las bestias carniceras sacrifican a animales inferiores para comer. El hombre mata al hombre por maldad y vesanía. No come a su víctima.

Atribuir a cenetistas y anarquistas atentados tan gratuitos como sangrientos cual el del establecimiento Scala, es una argucia muy mal intencionada. Quemar un lugar poblado de gente que en plan de divertirse puede perecer, es brutal e injustificado desde cualquier punto de vista. Es una maldad sin justificativo. No significa un incidente de la lucha, una intención de combate de dramáticas e imprevisibles consecuencias. Es un atentado al derecho a la existencia ajena perpetrado por individuos que se prefieren anónimos para salvaguardar su propio pellejo. Es un insulto, una indignidad, atribuir crímenes de tal naturaleza a militantes de la Confederación Nacional del Trabajo.

Cuando el anarquista Paulino Pallás atentó contra la vida del general Martínez Campos para vengar la muerte de la Iª República y los sufrimientos del pueblo, dio cara desafiando la muerte propia sin haber ocasionado la de su enemigo. Cuando Domingo Salvador trató de vengar a Paulino sacrificando a dieciséis ricos en la platea del Teatro del Liceo, no obró con la franqueza de su amigo y compañero, pero cumplió su objetivo — terrible, desde luego — de lucha contra el sistema entonces imperante. La sociedad que tanto tuvo que decir contra el bárbaro Domingo Salvador, celebró visiblemente el fusilamiento de seis anarquistas inocentes apellidados Cerezuela, Ars, Sabat, Codina, Bernat y Sogas, más la muerte por tormentos sufridos de los también ácratas Berdich, Alcoy y Nacher, y por suicidio de apuro el preso Borrás, todos ajenos al crimen de Salvador.

Otro acto de terrorismo antianarquista fue consumado en 1897 con la ejecución, también a balazos, de los libertarios Ascheri, Moles, Alsina, Mas y Nogués, tras horribles torturas que afectaron igualmente a Gana, Callis, Suñé, Thioulouse, Oller y otros prisioneros, todos anarquistas. Se les acusaba de participantes o colaboradores en la colocación de una bomba en la calle Cambios Nuevos, durante el paso de una procesión, ocasionando algunos muertos y heridos. ¿Se halló al culpable? No. Y aquí añadimos no ser gente de ideal quienes cometen desaguizados de tal calibre, por la sinrazón de matar y solamente matar, misión que incumba a tipos deshumanizados, a agentes provocadores que sólo ellos saben quién cotiza semejantes desafueros.

De 1905 a 1907 hubo una campaña de atentados a sembrar la intranquilidad y el pánico entre la ciudadanía, a la que se dinamitaba a mansalva mediante bombas colocadas en urinarios, escaleras de vecindario, kioscos y al pie de algún árbol. ¿Finalidad prevista de tales crímenes? Disculpar al sistema por la sangre anarquista derramada y mar a entender, de paso que la muerte de ciudadanos en la vía pública era obra de los «discípulos» de los anar injusticiados en Montjuich en los años 1894 y 1897. Al propio tiempo, aterrorizando a los barceloneses podría descender de los barceloneses fuerza

catalanista que empezaba a preocupar a los graves políticos de la Monarquía.

Puntualizar esa última ocurrencia histórica puede ser interesante para nosotros, afincados en moral y corazón en el anarcosindicalismo. Juan Rull fue declarado autor visible de los hechos terroristas, y Juan Rull había sido expulsado de los medios libertarios por haberlo descubierto elemento provocador. Rull y su familia colocaban artefactos a diestro y siniestro cobrando (¿de quién, de quienes?) la minuta. El «affaire» Rull cayó en el más espeso de los silencios para no afectar a sujetos altamente situados, entre los cuales es imposible hallar anarquistas.

Por allá el 1920, estalló un artefacto en el popular hall Pompeya, sito en el popular Paralelo, determinando la muerte de cinco espectadores y heridas a unos veinte más. ¿Autores previstos del desaguisado? Los del Sindicato Unico, según deducción ligera de autoridades y periodistas venales. El S. U. protestó indignado, pero varios de sus militantes fueron encarados debido al suceso. Evidenciada su inocencia, pronto fueron desencartados. No consiguiéndose complicar al elemento libertario, el proceso del Pompeya terminó en punta, con los muertos al hoyo, y los causantes de su deceso al bollo. No obstante, años después el sujeto Inocencio Feced fue puesto en evidencia como autor del crimen del Pompeya. Obró, Feced, en asalariado, ¿por quién, por quienes? El Fomento del Trabajo Nacional, o Patronal barcelonesa, podría responder claramente a esta pregunta... y a otras semejantes, si el factótum Miró y Trepast estuviese en vida y confesara.

Inocencio Feced fue un aventurero que vino del corazón de España a Barcelona con crédito de anarquista por haber escrito una docena de artículos en un periódico ácrata. Recaló en casa Herreros (suerte de institución libertaria) y pronto su conducta más sana lo apartó de la decencia ácrata. Avido de dinero y con odio al trabajo, Feced se metió a confidente, a provocador, a pistolero del «sindicato libre». Es el que dijo: «al Noi del Sucre me lo cargo yo», si bien durante la II República negaría ser suya la frase. Se le señaló entonces como autor de la cobardía terrorista del Pompeya, y desapareció de la circulación nadie sabe cómo. Ni en bien ni en mal.

Ojo, compañeros, con el peligro de los provocadores y las provocaciones. Ni furibundos, ni esquizofrénicos, ni «hellidistas» en nuestras filas. El pasado contiene lecciones.

Concurrió luego lo del terrorismo oficial: Bravo Portillo, Barón de Koënik, Martínez Anido-Anlebut y carlismo representado por Ramón Sales, con réplica desesperada de los nuestros. Al patrono Barret lo habían asesinado en 1917 los de la banda Bravo Portillo, jefe de policía en Barcelona. Pero «el gasto» estuvo en un tris de pagarlo el anarcosindicalismo. Tuvimos, en la desigual contienda, sobre 500 compañeros asesinados. El enemigo también pagó, pero no toda la factura.

De la represión franquista, no hablemos. Las heridas son tiernas. Pero el terrorismo de ahora es neofascista y los platos rotos no debe aborarlos el anarcosindicalismo. ¿Por qué no existe ese diario confederal que, fácilmente, conseguiría desvanecer las campañas mentirosas?

DETENCIONES EN RUBI

LA FEDERACION LOCAL DE SINDICATOS DE LA CNT DE RUBI, AL PUEBLO

La Federación Local de la C.N.T.-A.I.T. de Rubi se dirige a la población y sobre todo a la clase trabajadora para informarles que nos ha cogido por sorpresa lo mismo que a nuestra Organización Regional esta represión que las Fuerzas de Orden Público está llevando desde el lunes pasado contra militantes de la CNT, y sobre todo con compañeros afiliados a esta Federación Local, conocidos de sobra por la mayoría de los trabajadores de riferentes centrales sindicales de honrados trabajadores en todo su sentido.

Han sido detenidos 21 compañeros de nuestra Federación Local, y que según han ido pasando por Jefatura de Policía de Barcelona, han sido puestos en libertad porque no tenían cargo ninguno sobre ellos, es más a muchos de ellos ni siquiera los han

interrogado; en la actualidad quedan tres detenidos, uno Secretario de Formación de la Federación Local, otro Tesorero del Sindicato de Metalurgia, y el tercero que fue del Comité de Empresa de Material Clínico.

PROTESTAMOS contra la ofensiva contra la C.N.T., por parte del Gobierno como consecuencia de nuestra postura ante el Pacto de la Moncloa, las Elecciones Sindicales y la Libertad Sindical.

Con anterioridad a este escrito-informe, la Federación Local de Sindicatos de Rubi C.N.T., ha lanzado un manifiesto del Comité Regional de Cataluña haciéndolo suyo como protesta de la acción emprendida contra la C.N.T. y sus militantes.

Federación Local de Sindicatos de Rubi, C.N.T.-A.I.T.

LECTURAS

por VICENTET

Acaba de publicarse un libro por los compañeros del Exilio de la Comarcal de Monzón (Huesca) que viene a enriquecer con su aportación, el acervo histórico de lo que la CNT y sus militantes realizaron durante el periodo del 18 de julio de 1936 hasta marzo del 1938, sobre las realizaciones colectivistas. Libro, de 160 páginas, que es todo un testimonio, de quienes intervinieron en tales realizaciones; y que, antes de darlo a la luz pública, fue leído y aprobado por la colectividad. Este detalle es de suma importancia y se debe de hacer resaltar, por significar, que, aunque nadie lo firma y podría interpretarse como una obra impersonal, el caso es todo lo contrario; es decir, reviste toda la seriedad y responsabilidad de una colectividad de compañeros, que a través de los años de Exilio, no ha desaparecido. Su título: «Realizaciones revolucionarias y estructuras colectivistas de la Comarcal de Monzón (Huesca)». Editado en España.

Esta clase de aportaciones, se deberían de intensificar, de todo cuanto se realizó en dicho periodo, por la generación que intervino, como ya lo hicieron los compañeros de la Comarcal de Utrillas en 1970 y hoy lo hacen los de la Comarcal de Monzón, antes que desaparezcan todos.

Si la documentación refleja un estado de opinión, situación y relación de los acontecimientos, los testimonios vividos, constituyen, un todo, en el cuadro real que se desarrollaron, máximo, cuando son relatados y acaudalados por varias personas que las convivieron.

De los 32 pueblos que se componía la Comarcal y de 55.000 colectivistas que la integraban, puede el lector hacerse una idea, de la influencia que tenían nuestras prédicas y prácticas en dicha época. No fue todo obra del azar, aunque las circunstancias contribuyeron; hubo pueblos en la comarca, que la C.N.T. ya existía hacia más de veinte años, y había sostenido luchas contra los caciques y grandes propietarios, por reivindicaciones y respeto al hombre. Toda esta siembra y la labor proselitista de la militancia, cuando llegó el momento y la oportunidad de plasmar sus prédicas en realidades, no las desperdiciaron. Haremos remarcar que, si aparentemente, se creen muchos, que fue una obra es-

pontánea las Colectividades, no deben de olvidar quienes piensen así, que los hombres que las pusieron en práctica, estaban identificados con las ideas anarcosindicalistas propugnadas por la C.N.T. y así fueron sus resultados; a pesar de los enemigos que tuvo (y hoy aún tiene) y los obstáculos que se le opusieron.

El lector encontrará en el libro, además de las realizaciones colectivistas realizadas, sus innovaciones, dificultades, éxitos y problemas, y quienes fueron sus enemigos más encarnizados contra ellas. Quienes se ensañaron con más furia y destrucción, cárcel y asesinatos contra nuestros compañeros, cabe señalar en primer término a los comunistas con las fuerzas armadas que dirigían y mandaban; ciertos caciques y reaccionarios, y lo acabó de aplastar todo, las hordas franquistas, no sin antes aprovecharse de algunas realizaciones efectuadas por nuestros compañeros, atribuyéndoselas como propias, en el momento de la invasión, según el testimonio de los autores del libro.

Por no hacer el comentario interminable, indicaremos que contiene un sin fin de detalles muy interesantes para el estudio presente y futuro, que todo aquel que se interese por los problemas que se plantearon y surgieron en el periodo de la guerra y revolución española de 1936 a 1938 no puede dejarle de interesar su lectura.

Lugares de venta: 4, rue Belfort, 2ème étage. 31000 Toulouse.
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

LIBROS

«La Revolución desconocida» (2 v.)	
Voline	40 00
«Cent días de la vida d'una dona»,	
Frederica Montseny	25 00
«La Araña Negra», Blasco Ibáñez	100 00
«Historia del 1º de Mayo», M.	
Dommanget	30 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70
«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«Góngora». Obras Jujo	60 00

LOS ACONTECIMIENTOS DE BARCELONA

Conclusiones de la Plenaria del Comité Nacional de la C.N.T. de España

Reunida en Madrid el 22 de enero de 1978 la Plenaria del Comité Nacional de la C.N.T. ante el atentado contra la sala de fiestas «Scala» de Barcelona, la muerte de cuatro trabajadores de dicha empresa y las implicaciones que a partir de dicho acto se pretenden hacer recaer sobre C.N.T., así como el marco general en que se ha producido, nos ha llevado a reflexionar sobre los siguientes puntos:

1º Rechazamos tanto el atentado en sí como la campaña de desprestigio, instrumentada contra la CNT y consideramos intolerable que se pretenda involucrar a una organización obrera que afilia al 75 % de los trabajadores de la Scala con actos criminales e irresponsables cuya investigación realiza la propia C.N.T., que no se responsabiliza de acciones o provocaciones individuales contrarias a sus principios. En este sentido, el Sindicato de Espectáculos Públicos de Barcelona de la C.N.T., que cuenta entre los trabajadores fallecidos con un militante de dicho sindicato, va a exigir también responsabilidades por las culpables condiciones de seguridad del local en cuanto a los revestimientos altamente inflamables, contrarios a las or-

denanzas municipales hasta el punto de que la muerte por intoxicación por los gases emanados de dichos revestimientos (clorhidrico y cianhidrico) es instantánea por asfixia, con anterioridad al sepultamiento o cremación por causa del incendio producido. La C.N.T. prepara en efecto todas las medidas jurídicas en defensa de las familias de los trabajadores fallecidos y desempleados al perder su puesto de trabajo en la empresa a consecuencia de los hechos.

2º Queremos hacer hincapié en las circunstancias en que se producen los hechos en que se implica a la C.N.T. en una localidad como Barcelona, en que muchos ramos de producción es mayoritaria, en un momento en que está desarrollando una lucha contra el Pacto de la Moncloa y las llamadas elecciones sindicales. Quienes han pretendido implicarla son conscientes de que nuestra organización y postura sindical puede dar al traste con los planes del gobierno. Al implicar a la C.N.T. y a todo el Movimiento Libertario Español, así como a la Asociación Internacional de Trabajadores, se pretende desacreditarlos ante aquella parte de la clase trabajadora que aún se deje condicionar por los medios de infor-

mación estatales, y de este modo llevar a cabo sin oposición real el Pacto social, en la actualidad el de la Moncloa.

3º En la historia de nuestro movimiento por la emancipación obrera, los trabajadores anarcosindicalistas estamos acostumbrados a provocaciones que desde la burda patraña de la «Mano Negra» a la turbia maniobra que por parte de la CIA y otros servicios de inteligencia pretendía implicarnos en un ficticio secuestro del Ministro de Justicia, así como otros hechos (atentado al arzobispado de Pamplona, actividades del extraño GAR, provocaciones en las Ramblas de Barcelona, calumniosa atribución del incendio de la sala Sibleius de Cartagena, etc.) vienen a demostrar una campaña preconcebida para falsear ante la opinión de la clase trabajadora la verdadera imagen de la C.N.T.

4º Denunciamos la actitud de la policía en la información facilitada a TVE, que ha relacionado intencionadamente en el Telediario del día 17 de enero y lo que es más grave el día 20 en el programa infantil, la nota de la D.G.S. con imágenes mostrando nuestras banderas, publicaciones, libros y demás propaganda

de curso legal. Es de destacar que no figuraran en esa filmación ningún objeto, artefacto o arma, condenables por la Ley, y que pudieran relacionar objetivamente el material confederal filmado con los hechos en cuestión.

5º Por último queremos manifestar que la C.N.T.-A.I.T. es la única organización sindical de trabajadores que presenta y sostiene un programa de lucha contra las elecciones Sindicales y contra el Pacto de la Moncloa por considerar que se atenta gravemente contra nuestros intereses: los intereses de la clase trabajadora. Es por esto que a la vista de que a la C.N.T. viene sobreviviendo vigorosamente la conspiración de silencio y deformación montada en torno suyo, hemos sufrido una provocación más y no descartamos la posibilidad de que se sigan repitiendo, ante lo cual llamamos a todos los compañeros trabajadores y en especial a nuestros afiliados a permanecer en guardia contra todas las provocaciones que pretendan privar al movimiento obrero del baluarte que la C.N.T. representa para su autonomía y emancipación.

LA PLENARIA DEL
COMITE NACIONAL DE LA C.N.T.

He aquí la explicación de la actitud del gobierno de cara a la organización:
LA C. N. T. MOLESTA

SINDICATO CONSTRUCCION-F.L.VALENCIA

PALETA

ANARCOSINDICALISTA

EXTRA CONVENIO

CONTRA EL PACTO DE LA MONCLOA!!

POR 30.000 PTS.
40 HORAS

NO IRTP, HORAS EXTRAS Y DESTAJOS

LUCHEMOS POR LO NUESTRO!!

CNT
AIT



A PESAR DE LA REPRESION

LA CNT PROSIGUE SU CAMPAÑA CONTRA EL PACTO DE LA MONCLOA Y LAS ELECCIONES SINDICALES

SOLIDARIDAD SINDICAL

Comunicado al pueblo de Rubí y a la clase trabajadora

Ante los graves sucesos que tuvieron lugar el día 15-1-78 y, asimismo, las graves e infundadas imputaciones que de ellos se han vertido sobre la C.N.T. por todos los medios de comunicación, las Centrales Sindicales abajo firmantes:

1) Denuncian y repudian el acto que provocó la muerte de cuatro trabajadores y compañeros nuestros.

2) Denuncian y repudian la represión indiscriminada llevada a cabo en Rubí desde el lunes 16-1-78 por las Fuerzas de Orden Público que culminó el martes por la tarde con la detención de 21 militantes de C.N.T., así como la posterior agresión contra un militante de C.S.U.T. por parte de cuatro miembros de la Policía Social. Al día siguiente, 17-1-78, después de pasar por Jefatura de Policía, fueron puestos en libertad 19 de estos detenidos sin ningún cargo contra ellos y, es más, muchos de ellos no fueron siquiera interrogados. En estos momentos quedan todavía dos detenidos (un trabajador de Relámpago-Zipp, S. A. y otra de Material Clínico, S. A.) que han pasado, respectivamente, a la Cárcel Modelo y a la Cárcel de la Trinidad,

teniendo en cuenta que esta última compañera es menor de edad.

3) Entendemos que C.N.T. es un sindicato que lucha por los intereses de los trabajadores y, concretamente, a los compañeros detenidos, se les conoce como trabajadores honrados que defienden los intereses de sus compañeros.

4) Pensamos que la difusión de dichos hechos tiene un fin muy concreto: el desmantelamiento de la C.N.T. como central sindical y, por consiguiente, recae sobre la clase trabajadora.

— POR LA LIBERTAD DE LOS DETENIDOS.

— SUPRESION DE LA LEGISLACION FRANQUISTA VIGENTE.

— NO MAS REPRESION CONTRA LAS CENTRALES SINDICALES.

— POR LA LIBERTAD SINDICAL.

Rubí, 20-1-78.

Confederación Nacional del Trabajo (C.N.T.); Comisiones Obreras (C.C.OO.); Confederación de Sindicatos Unitarios de Trabajadores (C.S.U.T.); Unión General de Trabajadores (U.G.T.); Unión Sindical Obrera (USO).

PARA EL DESMONTAJE DE UN MITO

No hay necesidad casi de señalar todas las contradicciones y ambivalencias de la actitud de Marx frente al mundo que le rodeaba, ya que las organizó en un sistema impermeable, en una dialéctica de la historia. Su primer maestro, Hegel, le había enseñado que el mundo en total estaba en proceso constante de devenir; no era un flujo y reflujo sin objetivo, sino una corriente intencional: era el resultado de una lucha entre contrarios, en la que una «tesis» positiva engendraba su negación o «antítesis» y en el curso de la lucha creaba una unidad superior o «síntesis». Para Hegel, las ideas generaban las formas materiales e instituciones de la vida real. Marx aceptó el proceso dialéctico como una descripción completa y le dio la vuelta: formas materiales y, en particular, los instrumentos de producción e intercambio, dieron nacimiento a ideas apropiadas en arte, religión, filosofía, moral. Estas eran meras sombras del mundo «real», el mundo de la actividad económica, que era gobernado por la necesidad de comer, beber, tener techo y ropas y de producir medios cada vez más complicados de asegurar la subsistencia. Como su precursor del siglo XVII, Charles Blount, Marx contemplaba las formas de la piedad, de la justicia o del arte esencialmente como las «oraciones antes de la comida».

Si Marx hubiera percibido que su versión de la historia completaba en realidad a Hegel, en lugar de suplantarlo, habría creado una síntesis sociológica de primer orden en la medida en que la historia puede ser comprendida en los términos exclusivos del proceso dialéctico. Pero refundiendo el pensamiento de Hegel en categorías materialistas, rechazó sus aspectos válidos, y sosteniendo que «las relaciones materiales son la base de todas las relaciones» procedió a confundir «base» con «causa» y con «razón». En el panegírico de despedida, Engels sostuvo que Marx descubrió la ley de evolución en la historia humana: el simple hecho, anteriormente escondido bajo ramajes ideológicos, de que los seres humanos deben, primordialmente, comer, beber y abrigarse antes que volver su atención a la ciencia, al arte y a la religión».

Esa pretensión delata la debilidad de la interpretación marxista, porque en la historia verdadera, el desarrollo del lenguaje, del arte y de la política es tan primitivo como las producciones tecnológicas que aseguran la existencia física del hombre: en la sociedad estos aspectos de la vida están relacionados orgánicamente y ninguno precede al otro. Marx estuvo correcto al decir que todas las creaciones ideales del hombre tienen una base material, pero estaba doblemente equivocado al confundir «base» con «causa», y estaba doblemente equivocado al no darse cuenta de que todas las realizaciones materiales del hombre tienen igualmente una base ideal. Por lo tanto Marx supone que las instituciones económicas surgieron por sí mismas y que todas las transformaciones sociales son subproductos de ese automático desarrollo tecnológico.

El error final de Marx fue suponer, con Hegel, que toda transformación era de naturaleza dialéctica: él y Engels comprendieron mejor estos cambios en los que se manifestaban la oposición y la lucha. Fueron altamente conscientes del drama sangriento. Eso los hizo saludar al darwinismo e identificar el marxismo con esa interpretación de la naturaleza. Pero no tuvieron la visión

de otros modos de desarrollo y crecimiento; de ahí que descuidaran el papel de la cooperación y la ayuda mutua que Pedro Kropotkin iba a destacar. La observación histórica muestra que hay muchos modos de transformación además de la oposición dialéctica: maduración, mimesis, ayuda mutua son tan efectivas las tres como la lucha entre clases opuestas. Al no admitir los diversos modos de cambio, Marx se obligó a pasar por alto una buena parte de la historia humana.



EL MITO CONTEMPORANEO

Aunque la dialéctica de la historia dominó el pensamiento de Marx y sus planes, su mayor significación procede del hecho de haber reunido las tres corrientes dominantes de la experiencia histórica: la tradición británica de la ciencia empírica y de la invención como base de un nuevo orden social; la tradición francesa de revolución política, con su imagen de completa regeneración de la humanidad por medio de una insurrección y de un despiadado reino del terror; finalmente, la tradición hegeliana de la transformación como atributo del orden de la sociedad, de manera que cada etapa de la historia debe ser contemplada, no como una realización cerrada, sino en proceso de trascendencia por medio de las contradicciones y luchas que genera. Marx transformó las tres nociones en la concepción de que la «historia de toda sociedad hasta el presente es la historia de la lucha de clases», que terminó «o en una reconstitución revolucionaria de la sociedad en general o en la ruina común de las clases contendientes».

Inflado por el espumoso entusiasmo de su época, Marx no tomó nunca en serio la segunda posibilidad. De la pira funeral del capitalismo esperaba que surgiera seguramente el fénix del comunismo. Estaba seguro de que los trabajadores saldrían victoriosos; no admitió que pudieran ser esclavizados más extensamente, no abrigó por un momento el pensamiento de que precisamente por falta de comprensión y colaboración de las clases, la sociedad misma podía ser arrojada nuevamente a la barbarie. Sin embargo, la misma podía ser arrojada nuevamente a la barbarie. Sin embargo, la misma revolución que admiró tan ardentemente, la de 1789, probó ser un refugio de su principal dogma. La voluntaria renuncia de la aristocracia francesa a sus derechos feudales, en una súbita ola de entusiasmo moral y de abnegación, había hecho más limpia la revolución francesa que la brutal guillotina.

por LEWIS MUNFORD

Es un extracto de: «La Condición Humana».

Sus principales obras son:

«La civilización de las ciudades»;

«La conducta de la vida»;

«La condición del hombre»;

«La ciudad en la Historia»;

«El mito de la Máquina».

Comparado con este simple acto de colaboración de clase, todo lo que siguió por vías de coerción logró relativamente poco valor permanente. Aunque la razón sola es impotente para efectuar tales cambios, las intenciones humanas en el momento oportuno pueden producir un efecto poderoso: la voluntaria abolición de la esclavitud en Rusia, urgida por la mala conciencia de las clase dirigentes, fue casi tan efectiva como la emancipación forzada de los esclavos norteamericanos lograda en la sangrienta guerra civil. Por su dogmática renuncia a admitir estos hechos, Marx dificultó el camino de la revolución; porque subrayando la necesidad de la lucha de clases y la dictadura del proletariado, mezclando sus confiadas profecías con tonantes amenazas de violencia y de venganza, los discípulos de Marx provocaron la determinada oposición de las clases dirigentes: el temor apresuró a estas últimas a anticipar el día de los cálculos y a tomar los asuntos en propias manos. Así, Marx conjuró una táctica defensiva igualmente despiadada, una actitud que los escrúpulos morales y humanitarios de las naciones respetuosas de la ley habían estado dejando lentamente de lado. Cuando la verdadera revolución estalló finalmente, al terminar la primera guerra mundial, ambos bandos mostraron una disposición para la brutalidad en tal escala que ni siquiera la Rusia zarista había osado igualar durante el siglo XIX.

Si Marx trató el proceso dialéctico como la revelación del destino, su detallada interpretación de los acontecimientos lo proclamó como filósofo de la historia digno de ser colocado junto a Vico y a Comte. Se dio cuenta de que la Revolución Francesa había dividido artificialmente la sociedad en dos esferas, la política, en la que el hombre funcionaba como ciudadano tolerante, liberal, igualitario, y la económica, en la que era o un capitalista usurpador o bien un trabajador explotado. Marx sabía que un sistema comunista de producción, como el sistema fabril, que por su misma constitución técnica lo es en realidad, no podía ser puesto en práctica en beneficio de una minoría de individuos explotadores, sin destruir, por su pura productividad, esta base de existencia limitada a una clase.

Pero Marx creía que las condiciones materiales y las invenciones técnicas eran entidades autocreadas, que existían en sí mismas y por sí mismas: fuentes naturales de energía y de poder social. Si fueran de otra manera, si fueran productos de un plan, esfuerzo, imaginación, elección, estarían entonces sujetas a avalúo, rechazo, mejoramiento y transformación por medio de la voluntad humana, como creían los utopistas. Pero Marx no podía aceptar esto como posible; de ahí que aceptara como absoluto el proceso de la máquina, e imaginara que el proletariado pasaría a tomar la producción capitalista en el punto que el capitalismo la dejase, y en 1869 acusó a su amigo Beesly de reaccionario porque había elaborado un programa para el futuro.

Debido a las limitaciones que él mismo se impuso, Marx no pudo llevar nunca hasta la conclusión su análisis social de la máquina; no te-

nia plan para la premeditada proyección de los métodos democráticos en la industria o los procesos e ideales comunistas en el arte, la ciencia y las costumbres de esta sociedad. De su punto de vista, ambas tentativas hubieran fracasado. Pero rechazándolas, conservó todavía una esperanza utópica más colosal, que nunca reconoció como tal: después de probar que el trabajador industrial era embrutecido, embobecido y empobrecido por la producción capitalista, convocó a esta degradada criatura para que tomara la iniciativa en el establecimiento de un nuevo orden: la dictadura del proletariado era la clave de la salvación. Esto era peor que una paradoja; era una falsedad sentimental. En la práctica, la dictadura fue asumida por un grupo pequeño, un círculo íntimo de revolucionarios ardientes, en parte provenientes de la burguesía, y hasta de la burguesía inferior, tan despreciada por el verdadero revolucionario. Lenin era hijo de un oficial menor.

A diferencia del cristiano que había renunciado a la sociedad y, por lo tanto, no necesitaba de sus artes y de sus ciencias, el trabajador marxista fue llamado a controlar una máquina altamente compleja y poderosa, y se supuso que adquiriría la habilidad y la visión necesarias, ahí no más, en el momento.

Dándole la vuelta simplemente a Hegel, la interpretación materialista de la historia resultaba ser tan limitada como la interpretación idealista; y el mórbido temor de Marx por lo utópico lo enganchó literalmente a un momento ya pasado de la historia, el del surgimiento de la Revolución Francesa. Su doctrina de la miseria creciente que había de llevar al proletariado a la rebelión armada, dio a una crisis climática externa un papel que, con un sentido más oportuno de los perjudicial y una inteligencia más alerta, hubiera podido ser jugado sin necesidad de llegar hasta los últimos grados de la desesperación. Puesto que la imaginación de Marx estaba encadenada a la Revolución Francesa, no tenía cómo emplear una sabiduría superior que pudo haberlo desviado: era como un cirujano que rechaza una cura dietética porque su preparación le exige el empleo final del bisturí. Marx y Engels trabajaron para la guerra civil; indudablemente Engels estaba obsesionado por la guerra en cada fase. Sin guerra no podían representarse el cambio: «precisamente las pasiones perversas del hombre — ambición y amor al poder — son las que, desde que surgieron los antagonismos de clase, sirven de levadura al desarrollo histórico». Así habló Engels en su ataque a Feuerbach. Es una especie de versión proletaria de la «Fábula de las abejas».

Algunos plagios de Carlos Marx:

Proudhon dijo: «Los trabajadores deben unirse por encima de las naciones.»

Marx copió diciendo: «¡Trabajadores de todos los países, uníos!»

Godwin dijo: «La emancipación de la clase que trabaja será la obra de los mismos trabajadores.»

Marx copió a Godwin al decir: «La emancipación de los trabajadores debe ser la obra de los trabajadores mismos.»

RINCON DE REFLEXION

EL PENSAMIENTO LIBERTARIO Y LA INTIMIDAD SOCIAL HISPANA

La Región Española de la Primera Internacional se detiene, por un momento en el tiempo, en 1883. Sin dejar por ello de afirmar su federalismo, su colectivismo y su anarquismo. Fue una etapa que con otra se enlaza y que de otra forma representativa continúa su misión histórica. Ya a la luz del día, ya en la clandestinidad, para volver, después a funcionar en libertad vigilada; sigue su inquebrantable trayectoria hacia el federalismo integral. En cada hora del tiempo, con el relevo de militantes de su historia, marcando la Historia. Nueva afirmación de su definición inquebrantable: el presente que recomienza. Superación estructural de la línea trascendental, siempre asentándose en las mismas bases ético-sociales, no del anarquismo tan sólo como tal, sino en las sociales históricas, inamovibles en sus fundamentos a través de los siglos, bases que en lugar de desmoronarse o desaparecer aplastadas por la acción del tiempo, éste es aliado y sostén. Raíces de un árbol milenario, cuyas ramas se van escalonando al pasar del tiempo. Las raíces son sus Principios; y el árbol, principio y fin a un mismo tiempo. Por eso, colectivismo anarquista o comunismo libertario no son, en España, nomenclaturas teóricas, fachadas del mismo edificio. Diferencia escasa si se la quiere dar, en la su estructura socio-ideológica superada, viniendo, en suma de la consecuencia lógica del logicismo social peninsular; etnológico, etológico e histórico, que está en nuestra intención desbrozar. La vieja guardia internacionalista y la que a su vez se hiciera vieja, aceptando la filosofía expuesta por Bakunin, Kropotkin, Reclus y Malatesta no hace otra cosa que remozar los viejos anhelos, guardando el contenido sin dar mucha importancia al continente. Mella nos lo define en 1900:

«... De las experiencias expuestas deduzco que el porvenir se desarrollará siguiendo un principio general, el de la posesión colectiva o común (los dos términos son equivalentes para mí) de la riqueza, y que prácticamente ese principio se traducirá en métodos diversos de producción, de distribución y de consumo, métodos todos de cooperación libre...»

Sin etiquetas ni ideologías igualitarias, así se practicó en el remoto pasado ibérico y en el que no es tan remoto: por instinto social y por costumbres que son legalización sin ley. Mella refleja en su exposición el sentir y el practicar de la constante social hispánica. Por ello tuvo realización de hecho cuando sonó la Hora, Hora que al pasar dejó su rastro profundo en la Historia... que pasó; y en la que vendrá.

En este sentido tres fechas se impone señalar a ese respecto:

Noviembre 1910;

Diciembre 1919;

Junio 1931.

Primera fecha, nacimiento de la Confederación Nacional del Trabajo. Heredera del internacionalismo proletario, nieta de la Regional Española de la A.I.T. Y más aún: En razón de su representación, sería el organismo depositario del lenguaje histórico legado por el país desde el pretérito y donde su pueblo (es decir: aquellos que construyeron la Historia) se afanó y luchó por vivir según sus sentires, según sus sentimientos y según su idiosincracia; co-

mo asimismo, según su logicismo, con las instituciones sociales que la geografía y el multiétnos le inspiraron a... su medida. Confederación Nacional del Trabajo es, pues, polivalencia social e histórica, representación de ese pasado, en síntesis, siendo por lo tanto el reflejo del «espíritu territorial» inspirador de su constancia y en su continuación del enfoque hacia el porvenir, teniendo con su substancia la sustentación de las Ideas-Fuerzas siempre bullendo en el sótano de la Historia, la intrahistoria de Unamuno.

mos prejuicios egocéntricos que desbaratan toda posibilidad de un mejor orden social ya que, insistentemente repetimos, el hombre es la medida de toda cosa.

Por la Confederación, una organización obrera de resistencia y de lucha para conseguir más pan y más justicia y dignidad en lo inmediato para el que trabaja, es al mismo tiempo ariete y puente para una sociedad nueva, mejor y más humana. Por lo económico y por lo humano, rechazando todo mecanismo que hace del hombre una pieza del engrana-

humanoide que quiere ser hombre es, volver a empezar. Las lecciones del pasado se aprenden con mayor rapidez. Los ciclos son cada más aproximados a través del tiempo que pasa.

Afianzamiento, pues, fue esa manera corta de Revolución española. Afianzamiento del «espíritu territorial», afianzamiento de la singularidad de Ser. Afirmación de la historia de un pueblo unido en su variedad, fiel reflejo del pasado. Mal que nos pese, el pasado es el espejo donde todo presente se mira. Espejo llano, liso. Pues que hay muchos hombres o colectividades que se miran, con sus épocas o periodos, en espejos cóncavos, ampulosos. Viéndose inflados.

Los que realizaron ese momento-ejemplo, minoría consciente del pueblo español, habían dado un salto en la trayectoria milenaria realizando la expansión, al adquirir conciencia y voluntad. Es un acto histórico de voluntarismo. Voluntarismo enfocado en pos de una lógica social que volvía a hacerse presente en un contingente que se presenta. Esa lógica es su lei motivo. En tal motivo encontramos entrelazadas, la lógica histórica, la lógica social, la lógica moral... la lógica de la naturaleza ambiente, al defender su natural. Todo lo que le acompaña, anecdótico o institucional, es el andamio y la fachada. La lógica primordial antepasada se vuelve, adquiriendo conciencia de sí misma, lógica inteligente adaptada a todo momento del advenir y del cambio que la época exige. Con esa savia, o substancia, sabe siempre a donde va y por qué. Nadie coaccionó ni teorizó al campesino, cuando por sí mismo implantó las colectividades. Fue su instinto social, su lógica.

Y he aquí cómo y porqué la C.N.T. encarna la historia verdadera del pueblo hispano ante el centralismo absolutista del Estado cualquiera que sea su color, cuerpo extraño del pueblo, de su sociedad y de su Historia a pesar que la llenen con sus estruendos guerreros y con los relatos que demuestran las acciones en el camino hacia el dominio de los infrahumanos que sacrifician las gentes del pueblo llano para alcanzar su poderío y cuando le alcanzan, para su conservación: es la Historia oficial.

Una vez más vimos la misma contienda llegada por el camino de los siglos. La Historia de España podremos presentarla en dos trazos: sempiterna lid entre Federalismo y Centralismo; entre libertad libertaria (se impone la definición ya que todas las sedicentes libertades no son las mismas y que por ello se emplea el vocablo abstracto: Libertad) y opresión autoritaria; entre comunismo y absolutismo estatal. Lo demás son intermedios en ese clarooscuro político-social.

La España trascendental dio a la Confederación su finalidad finalista y su esencia. La Confederación dio a España el proyecto que proyectó su concreción moderna, actual, de su trayectoria continua. En la definición de su forma estructural. Por añadidura, dio la Confederación a España la continuación de su universalismo.

Con el marxismo había llegado a España la expresión moderna del centralismo absolutista. Liándose a

por Fabián MORO

Segunda fecha: a su constitución orgánica se fija su concreción. A manera de predestinación en el medio y en el tiempo, se definen y recoge los propósitos finalistas de las aspiraciones seculares que, antes concretas, adquieren su definición: el Comunismo Libertario.

Tercera fecha. Quiérase o no, ese tercer Congreso de Madrid celebrado en la fecha ya citada y dicho del Conservatorio, establece con la mayoría del tal, la aprobación de las Federaciones de Industrias. Con ellas, el engranaje orgánico necesario de producción y de consumo, a parte de ser arma adecuada en la lucha social moderna de clase, en lo inmediato, para el establecimiento, la cogida en mano de los estamentos capitalistas y estatales burgueses que serán echados por tierra después de la insurrección revolucionaria, o por el pasaje mutativo, «mutatis mutandi» de la vieja sociedad a la nueva, en el cuadro que de antemano se había preparado en las dos fechas anteriores. ¿Sentido de organización? ¿Azar consciente? ¿Intuición? Como quiera que sea, los órganos socializantes que los obreros ceneristas preparan para continuar la vida social están ahí con su control y con su distribución equitativa de cuanto de los trabajadores sale; de su esfuerzo. Por ese hecho histórico en tres etapas preparatorias, el sindicalismo deja de ser incoloro y amorfo, sin alma y sin esencia. Adquiere un papel trascendental que con consciencia e ímpetu se juega, dejando de ser el sindicalismo accesorio de los políticos de profesión, salvándose por ello de ser pasto de bribones, los que escamotean su razón de ser, de ser mediocre, en camino resvaladizo, tablado de buscones inspiradores de paliativos y parches al mal social, parches para esconder la herida donde el pus se va a declarar cangrena. Los opositores a las Federaciones de Industria alegaron, con razón aparente, el miedo a las jerarquías que volverían a implantarse al socaire del organismo creado. La jerarquía, si está en los organismos estatales, civiles, militares o religiosos, y que sin duda pueden reverdecer en los revolucionarios de pacotilla tanto como en los organismos socioestatales, realidad que hace tiempo está al cabo de la calle ya, se halla sobre todo en la mentalidad del hombre más que en sus instituciones. El hombre es la medida de toda cosa. De ahí se desprende que si el pensamiento libertario se asienta y hace hincapié en las condiciones morales, éticas, del hombre, es para no caer en los mis-

naje automático, va hacia el universalismo, preparando según sus posibilidades por el camino de un mundo diferente, contrario, nuevo del actual, que ha dado la medida de su imposibilidad. Yendo más allá de lo inmediato, sin olvidarlo, su fin es trascendental. El mero sindicalismo adquiere categoría de plan estructural para la dignificación de la sociedad de los hombres. La dignificación del Hombre y del Trabajador. Con la Confederación Nacional del Trabajo, el Federalismo ibero hace un círculo cronológico en este nuevo ciclo que se cierra para que otro continúe. Es una etapa más. El pugilato histórico-social sigue con diferentes personajes. El centralismo, más o menos camuflado, continúa su trayectoria de clase dirigente cualquiera que sea su andamio o su estructura. El Federalismo instintivo, natural, etológico, continúa hacia su integralismo, que en la prensa cotidiana para algunos es motivo de escándalo. Lo que da la medida de su incapacidad mental.

Hubo el centralismo republicano de veleidades federalistas en el papel. República (cosa suya) de trabajadores de todas clases: sarcasmo, empachado en mucho de la historia oficial. Dobió la cerviz ante el visigodo; por ese empacho. Los socialistas del corte Garrido, Mora, Mesa y Pablo Iglesias, rindiendo pleitesía a esa España visigoda se despertaron demasiado tarde y el visigodo aplastó la República sin que la santa masonería le salvara. Ni siquiera el Gran Oriente. La España negra llegó una vez más. Llegó sobre todo, para aplastar a España según su verdadera historia. Que estalló al estallido de aquella. Dos estallidos que dieron la dimensión de las intenciones en presencia, al enfrentarse. Un momento más, en la Historia, en el que llega la lucha abierta de dos formas de concebir la sociedad, las estructuras sociales y los hombres. Tuvo transcendencias universales porque sólo en España puede producirse ese fenómeno, caja de resonancia mundial porque allí se iba a ventilar el futuro de la concepción de la Sociedad o de la Imitidad. La Imitidad con todos y todo de su lado, continuó. Mas la lección fue hecha y ahí queda para si algún día servirá de algo al homo faber.

Por eso llegó el 19 de julio de 1936. ¿Revolución? Desde luego. Sin embargo es, en el real fondo histórico, una afirmación de su afianzamiento. Que por el momento en el sentido global nada cuenta en las mentes de hoy, y tiene importancia relativa. Ya se sabe que la constante del

DE LA PROPIEDAD

Y este patrimonio universal lo forman: la tierra, el agua, el aire, la luz, la substancia entera de este globo que habitamos, juntamente con las energías universales que lo rigen y lo vivifican, anteriores al hombre, contemporáneas del hombre y posteriores, como eternas e indestructibles, al hombre; el capital, trabajo producido, en cuya producción, aparte de la intervención constante de las fuerzas naturales que suministran las primeras materias y todas las clases de agentes físicos y químicos, se halla contenido todo trabajo humano, a partir de la primera transmisión de un conocimiento por el primer hombre que trabajó en el mundo, transmisión que se verifica por la tradición de los tecnicismos, por el conocimiento de las propiedades y cualidades especiales de las materias que han de ser transformadas, por el examen y estudio de objetos anteriormente elaborados; la ciencia, esa hermosa creación de la inteligencia humana que nos permite darnos conciencia de nuestro ser y elevarnos al conocimiento del universo y de la naturaleza, conociendo y hasta dominando sus leyes, la que somete al telescopio y al microscopio los infinitamente grandes y los infinitamente pequeños, obra de la observación, del estudio y de la metodización de todas las generaciones que nos precedieron sin distinción geográfica ni etnológica; el arte, manifestación del sentimiento, concepción de la belleza inspirada en la vida y en el amor, productor de tantas maravillas que deleitan y dignifican al hombre; los grandes instrumentos de producción, de transporte y de comunicación, aplicaciones de la ciencia a la producción cómoda y rápida de cuanto necesitamos.

Todo eso ampliado de manera superior a mis conocimientos y a mis facultades imaginativas, pero que el lector ampliará si este estudio le interesa; todo eso constituye un patrimonio universal al cual tenemos derecho todos y todas en la generación viviente; pero derecho inmanente, es decir, esencial, constitutivo de nuestro ser anterior, superior y, aun me atrevo a decir, derrocador de toda ley escrita por usurpadores para imponer y hacer aceptable y hasta respetable la usurpación.

Es un absurdo, si no fuera un crimen de lesa humanidad, suponer que la Naturaleza con sus dones espontáneos, la Ciencia con el resultado de todos los estudios, el Arte con el conjunto de todas las bellezas, el Capital, resumen de todos los trabajos, la Industria, aplicación práctica y utilizable de todos los pensadores y trabajadores de las generaciones anteriores, puedan parcelarse y apropiarse y convertirse en pesetas para que un puñado de individuos, que se dan títulos honoríficos, se distribuyan el poder y el goce del mundo, imponiéndonos todas las cargas, oprimiéndonos de mil maneras, dándonos con el máuser desde el poder y la promesa reformista desde la oposición, despreciándonos todos, los unos infautados como gobernantes, los otros tratándonos de inferiores a quienes se ha de dirigir.

Las leyes que vinculan lo que nadie ha creado o lo que crearon todos los hombres que nos precedieron por el trabajo o por el estudio, son leyes expoliadoras, son leyes injustas, que sólo pueden obtener la aprobación de los detentadores de nuestra tierra, de nuestra riqueza, de nuestra ciencia. Los que formularon esas leyes, los que las conservan, los que a ellas se someten y los que las respetan, incurren en culpabilidad gravísima, porque por ellas se halla contenido

el progreso, por ellas se ve tan reducido el término medio de la vida humana, por ellas se atrofia la inteligencia de un número espantoso de hombres, por ellas viven aún lozanas las supersticiones y creencias de tiempos remotos, por ellas se encuentra raquítico y anémico nuestro cuerpo, por ellas se ceban en nuestras poblaciones horribles epidemias y por ellas tienen medio de acción un sinnúmero de enfermedades que siegan en flor tantas vidas que serían honra y orgullo de nuestra especie.



Unas reflexiones de Anselmo LORENZO

Extracto que viene de:
«El Patrimonio Universal»

No tiene dueño la tierra, como no la tiene el aire, la luz, los mares, el subsuelo, los bosques y todo cuanto existe sin el trabajo del hombre.

No tiene dueño la ciencia, personificación nobilísima y gráfica de la solidaridad humana, suma total de los conocimientos parciales de cada ser, de cada generación, de cada pueblo histórico.

No tiene dueño el arte, sublime elevación del sentimiento hacia la concepción de la belleza.

No tiene dueño la industria, consecuencia y aplicación de los conocimientos científicos.

Porque la tierra, la ciencia y los grandes artefactos mecánicos no los crearon sus detentadores, sino que se produjeron por causas independientes de la actividad del hombre o se crearon por el trabajo de todos los hombres: y el que disfrute de un título de propiedad o de un diploma universitario, y con ellos explote y tenga en estado de dependencia a otros hombres, merece el calificativo que la sociedad actual aplica al que se apropia lo ajeno contra la voluntad de su dueño. No pueden fundarse en otra cosa los que como Bristot y luego Proudhon dijeron: «la propiedad es un robo».

Y esta no es vana exageración, ni exaltación de sentimental protesta contra el régimen imperante, ni menos declamación demagógica, porque, aparte del razonamiento que lo avalora con su misma exposición, coincide con el pensamiento de hombres de superior inteligencia.

Salmerón, en el discurso célebre en defensa de la Internacional, decía en el Congreso de los Diputados en octubre de 1871:

«La propiedad, como en este debate se ofrece, que no ha de confundirse con el derecho de propiedad, sea cualquiera el criterio bajo el cual se la considere, no es sino el medio y la condición sensible puesta al alcance del hombre para poder realizar los fines racionales de su vida. No es ciertamente algo íntimo, algo inherente, algo ingénito en la naturaleza racional del hombre, por más que el derecho a ella tenga su principio y razón en la propiedad de sí mismo y de sus relaciones que el ser de propia conciencia tiene. Consistiendo, pues, en los medios materiales que necesitamos apropiarnos para realizar los fines de la vida, no se da sólo en razón de la personali-

dad humana de cada sujeto o individuo, sino en relación al fin de la vida racional que debe cumplirse mediante actividad y trabajo. Por consecuencia, la propiedad es justa y es legítima, en tanto que viene a servir a los fines racionales de la vida humana; y cuando esto no sucede, la propiedad es ilegítima, la propiedad es injusta, la propiedad debe desaparecer. Y esto no es sólo una afirmación dogmática, no es una conclusión de escuela; es un hecho que revela con su testimonio elocuente e irrecusable la historia.»

¿Lo véis? El propietario posee, y se apropia los frutos naturales, industriales y civiles; no importa que no los produzca, mientras haya despojados del patrimonio universal que trabajan por un salario, que siempre ha de ser mínimo, como sujeto a las oscilaciones de la oferta y la demanda; esos que hacen el papel de terceros que como marca de ignominia aplica el Código a los jornaleros, nosotros mismos, damos con nuestro trabajo y con nuestro acatamiento la sanción a nuestro despojo y rendimos vasallaje al señor.

Y no se limita el Código a dividir a los hombres en propietarios y terceros, infelices éstos a quienes se paga por los frutos que dan al amo, en la antigüedad con el látigo y la bazofia del esclavo, y en la actualidad con el jornal y el sufragio universal, sino que por añadidura nos escarnea con el siguiente:

«Art. 359. Todas las obras, siembras y plantaciones se presumen hechas por el propietario y a su costa, mientras no se pruebe lo contrario.»

Semejante presunción es un colmo. Da valor material y político a una ficción, como para acreditar que el origen de la riqueza es el trabajo, y desprecia al trabajador hasta el punto de rebajarle a una categoría igual a la máquina o al animal que trabaja.

Y eso era hace más de treinta siglos, cuando se legalizó la usurpación llamada propiedad; eso ha venido siendo a través de todas las vicisitudes de la historia; eso promete continuar siendo en ese futuro que nos prometen los radicales que forman la izquierda republicana burguesa; eso será hasta que la evolución proletaria se cumpla, que será cuando nosotros o nuestros sucesores, suficientemente conocedores de la sociología, determinemos nuestra voluntad y hagamos el acto necesario, indispensable, que ha de salvar la sociedad humana de la escurridora lepra del privilegio.

Por esa iniquidad hecha ley desde tiempos remotos, subsistente a través de los siglos, a pesar de transformaciones y trastornos tan formidables como el florecimiento y ruina del Imperio romano; las irrupciones de conquistadores del Norte y del Mediodía; la aparición de aquel Renacimiento que debió parecer a los conscientes, a los pensadores de la época, como la aurora del día inextinguible de la justicia; el descubrimiento de América, donde llevamos nuestros vicios, nuestros errores y nuestras preocupaciones con el nombre de civilización; la misma Revolución francesa, que en su declaración de los derechos del hombre y del ciudadano consigna que la propiedad es condición indispensable de libertad; el constitucionalismo moderno, que, tomando las naciones históricas como si pudiera suspenderse su vida para darles una constitución nuevecita con arreglo a la última moda, elaboró constituciones a porrillo durante el siglo XIX.

Las minas que representan el trabajo de muchas generaciones y derivan su valor de las necesidades de la industria y de la densidad de la población, pertenecen también a corto número de individuos que limitan la extracción del carbón o la prohíben completamente si encuentran una colocación más ventajosa, es decir, más usuraria, más explotadora a su dinero.



3428

B.D.I.C

ELLE COMBATE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Seule dans sa lutte contre les forces réactionnaires de droite et de gauche, la CNT Espagnole est durement attaquée par le gouvernement et l'ensemble des moyens d'information.

SOLIDARITE INTERNATIONALE POUR NOS CAMARADES D'ESPAGNE.

Démocratie et Assembléisme

par Gr. BALKANSKI

Les termes conservent leur sens étymologique et ne changent pas artificiellement leur contenu historique. Les institutions qui correspondent à ces termes ne s'améliorent pas, mais plutôt dégèrent par usure. Aristocratie, monarchie, ploutocratie, démocratie signifient toujours pouvoir exercé par différentes catégories. Et pouvoir signifie toujours pouvoir, c'est à dire expression d'une volonté, pression par l'intermédiaire d'une institution, d'un instrument entraînant inévitablement la délégation des droits. Le libertaire qui dit, par exemple : « Tous les pouvoirs à, ou aux... » commet un contresens, et quand il dit « démocratie directe », montre seulement une pauvreté de langage et un complexe d'infériorité du point de vue conception anarchiste.

Que signifie démocratie ? Pouvoir du peuple. Pouvoir sur qui ? Sur le peuple. Exercé comment ? Par délégation. Délégation de personnes exprimant théoriquement la volonté de la majorité. Donc, qui dit démocratie dit élections, députés, parlementarisme.

Recherchant à exprimer de façon la plus claire et compréhensible pour tous notre pensée, voici une trouvaille : ASSEMBLEISME. Terme qui entre dans le langage et dans le dictionnaire et qui ne tardera pas à devenir populaire dans tous les pays du monde.

Que signifie assembléisme : souveraineté absolue, exclusive de l'assemblée; l'assemblée de base, sur

place, locale, qui décide de tout. Ici, la délégation n'est pas exclue non plus, cependant ce n'est pas une délégation de personnes et des droits, mais délégation des décisions, des positions, de points de vue. C'est une délégation impérative. C'est là le premier trait caractéristique de l'assembléisme. Le second, c'est que les délégués sont révocables; révocation exigée et appliquée par la demande de l'assemblée mandatrice. Principe foncièrement anarchiste appliqué dans toutes les organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes depuis que l'anarchisme existe et qui a été hautement déclaré par la Commune de Paris.

Différence fondamentale, irréconciliable entre démocratie et assembléisme.

Répetons et insistons : délégation de personnes sous la démocratie et mandat impératif des décisions avec l'assembléisme. Aucune révocabilité dans le premier cas : les délégués, les députés font partie d'une institution, ils sont élus pour une certaine période et personne ne peut exiger une révocation (si non les autorités supérieures de l'Etat et ce n'est plus révocation, mais levée d'immunité). La révocation, dans le second cas, est déterminée par l'assemblée.

Si bien que, à partir du moment où ce principe trouve une large application, tout autoritarisme est voué à l'écrasement contre la forteresse de l'assembléisme. Ce qui va se passer, notamment en Espagne sur le plan syndical. Des élections syndica-

les se déroulent en ce moment. Sans doute, elles réussiront : des délégués permanents seront nommés ne représentant que... la politique de l'ancien verticalisme du nouveau régime « démocratique » et de ses alliés d'opposition. Mais les assemblées des travailleurs dans les entreprises auront leur parole toutes les fois où leurs intérêts exigent la prise de décisions et d'attitudes correspondantes. Les assemblées auront leurs délégués n'ayant rien de commun avec les délégués permanents sortis des élections actuellement imposées; et ce sera la véritable lutte de classe opposant les ouvriers aux patrons, à l'Etat, aux partis politiques et à leurs courroies de transmission.

Cependant, ne nous laissons emporter par des illusions. Dans la vie

sociale il n'y a pas de sortes de « passe-partout » qui permettent d'ouvrir toutes les portes, la solution de tous les problèmes. Dans ce domaine il n'y a pas d'automatisme. Les décisions de l'assemblée dépendent de l'homme, des hommes. Donc, de la présence de la section syndicale de la C.N.T., des militants anarcho-syndicalistes et anarchistes. Tout notre espoir réside dans le dynamisme de nos camarades conscients de la nécessité d'agir de façon permanente et organisée au sein de la classe ouvrière et dans les assemblées des entreprises où s'exerce de la manière la plus directe la volonté de chaque ouvrier dans la défense des intérêts communs de tous les ouvriers.

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL BUREAU CONFEDERAL

La police a évacué le Centre de tri de Créteil. C'est une nouvelle preuve du rôle que joue la police après les opérations de contrôle de ces derniers jours.

Il est temps que les travailleurs utilisent les méthodes syndicalistes révolutionnaires, et pratiquent la solidarité active, qu'ils répondent à chaque nouvelle provocation du pouvoir par l'action directe.

En cette période électorale, il est peut-être bon de rappeler que les CRS souvent utilisés dans les opérations anti-ouvrières ont été créés par Jules Moch alors qu'il était ministre SFIO. Quel sera demain le rôle que la gauche fera jouer aux forces de police ?

Pour la C.N.T., Secrétariat à l'Inforcation.

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE ST-DENIS

Celebrará reunión el día 19 de febrero 1978. Se ruega máxima asistencia.

F. L. DE DRANCY

La F. L. de Drancy celebrará Asamblea General el domingo 19 de febrero a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE BURDEOS

Domingo día 26 de febrero de 1978 a las 9 y media de la mañana CONFERENCIA a cargo del compañero Juan Gómez Casas, el cual disertará sobre un tema de actualidad.

Por la tarde a las 3, el Grupo Juvenil Cenetista de París, proyectará un montaje AUDIOVISUAL, sobre el tema «Espanne 36».

Jornada a retener por todos los compañeros y simpatizantes que acudirán como un solo hombre al local del 42, rue Lalande de Burdeos.

**L'EXPOSITION « ESPAGNE 36 »
A TOULOUSE**
du 17 au 26 février 1978, à la M.J.C.
Empalot, 30, Allé H. Sellier,
31400 Toulouse.

Programme durant cette semaine :
Mardi 21. — 1936 Réalisations.
Mercredi 22 — La guerre. Les Brigades Internationales.
Jueví 23. — Le Franquisme. Problèmes des nationalités.
Vendredi 24. — L'Espanne aujour-d'hui. Libéralisation ou illusion ?

PERPIÑAN

Agrupación Aragonesa CNT-AIT

Con el fin de dar cumplimiento a los acuerdos del último Pleno Regional celebrado y con vistas de organizar la Agrupación local.

Todos los compañeros aragoneses residentes en Perpiñán y pueblos limítrofes, quedan invitados a la reunión que se celebrará el domingo día 26 de febrero a las 10 de la mañana en el local social, 9, rue Duchalmeau, Perpiñán.

Esperando la puntual asistencia de todos por la importancia de los asuntos a tratar.

S. I. A. DE NIMES

Comunica e invita a todos los compañeros y familiares del M. L. a la FIESTA ANUAL que esta Sección viene haciendo para los niños y ancianos, la cual tendrá lugar el día 19 de febrero a las 3 de la tarde en nuestro local social, 1, rue Saint Remy a Nimes.

Compañeros esperamos que nos honraréis con vuestra presencia a este acto solidario.

ADMINISTRATIVAS

—Colominas, Hyères. Recibido giro de 200 frs. cuenta «C. S.».

—García Vidal, Bron. Recibido giro 110 frs. Pago «C. S.» 31-12-78.

—Jean Palau, Joigny (89). Giro de 35 frs. pro-«C. S.».

—Ojea, París (13). Recibido giro-110 F pago «C. S.» hasta 31-12-78.

—Sánchez, Villeurbanne. Giro pagando «C. S.», 550 frs. pago año 78. De acuerdo, envío 5 ejemplares.

—José Vergara, La Rochelle. Trata de controlar en Correos, el envío de «C. S.». De vez en cuando nos devuelven tu periódico con la mención: «N'habite à l'adresse indiquée.»

—José Carbó, Perpiñán. Da dirección completa. Devuelven «C. S.».

Ruego. — Los compañeros que no hayan aún liquidado los envíos de Turrones, lo hagan lo antes posible para cerrar la cuenta de dicha partida.

PRO COMBATE SINDICALISTA

Manuel Gracia, Castelnaudary, 10; Urrea, Nemours, 20; Arranz, Gonfaron, 10; Borillo, Toulouse, 10; Marin Federico, St-Pryvé, 15; Campos, Lyon, 40; Francitorra, Bernay, 50; Masseguer, Les Cabanes, 90; Alastruey, Thiais, 10; T. M., id, 10; Guerrero, id, 100; B. Peralta, id, 20; Rodríguez, id, 10; X, id, 25; Jean Palau, Joigny, 35; F. Local de Drancy, 30; G. L. C. V., 30; Serrarols, Villeneuve la Garenne, 10; Pierrafita, Eus, 100 francis.

Total: 625,00 F.

PRO ENVIO PRENSA INTERIOR

Francisco Cobos, París, 40; Teodoro Guillén, id, 100; Sala, id, 10; Romero Luis, Melun, 20; Diego Santamaria, Drancy, 10; Ronchera T, id, 100; Un Maño, París, 30; José Martín, Montmorency, 30; Montané, Garges, 20; P. Peralta, París, 10; Teresa Pintor, id, 30; David, Thiais, 20; B. Peralta, id, 20; Castellvi, id, 50; J. Rodríguez, id, 10; X, id, 50 francos.

Total: 550,00 francos.

PRO COMPANEROS ANCIANOS

J. Valls, Epinau, 20; Masalias, París 10; Montblanch, Noisy le Sec, 25; Monterde, Bedarioux, 30; Urrea, Nemours, 10 francos.

Total: 95,00 F.

C. DE RR. ZONA NORTE

Pro España Enero 1978
Montané, 20; Bagés, 20; J. Castro, Drancy, 50; Granados, Thiais, 12; Leonardo Arcal, id, 9; B. Peralta, id, 20; Alastruey, id, 10; Fuentes, id, 10; Fernández, Athis Mons, 45; Martínez, id, 15; Giménez, id, 40,20; Ginés Morata, Valreas, 50; G. Millán, Bagnères, 20; Romera, Ottmasheim, 25; Urrea, Nemours, 30; V. López, Brive, 40; Pellejero, Montrichard, 40; Masseguer, Les Cabanes, 100; R. Lamberet, Brunoy, 40,20; Arbués, Ivry, 50; Durán, id, 50; Mendoza, Neuilly, 10; Montblanch, Noisy le Sec, 25; Piedrafita, Eus, 100; G. L. C. V. (M. F.), 30; M. Vidiella, Drancy, 20; F. Local de Drancy, 30; Sirvent, Amors de Orzay, 50; Un amigo de la C.N.T. de Fontainebleau, 100; J. Martí, Montmorency, 40; Teresa Pintor, París, 40; Valls, Epinau, 50 francos.

Pro «CNT» Enero 1978

Lista n° 24

Suma anterior: 31.782,30 F
José Arcal, Thiais, 10; X, id, 25; Ginés Morata, Valreas, 50; R. Pujadó, Le Havre, 50; Pellejero, Montrichard, 50; C.E.S., Le Havre, 30; Un Maño, París, 30; Sanagustin, Pantin, 50; Un Maño, París, 20; G.L.C.V., 20; José Castro, Drancy, 20; Teresa Pintor, París, 30; Abelló, id, 50; Un Maño, id, 25 F.
Suma y sigue: 32.232,30 francos.

Pro Local Enero 1978

Recaudación voluntaria en la fiesta del 22-1, 640; Ginés Morata, Valreas, 25; Regalés, Thizy, 10; Miguel, Bondy, 40; Pellejero, Montrichard, 10; Luis Romero, Melun, 20; Serrarols, Villeneuve la Garenne, 40; G.L.C.V., 20; F. Local de Drancy, 30; José Martí, Montmorency, 30; Urrea, Nemours, 10 F.

Total: 875,00 francos.

F. L. DE BURDEOS

Convoca a los compañeros para la Asamblea General que se celebrará el domingo 5 de marzo a las 9 y media de la mañana en 42, rue Lalande. Dada la importancia del temario, se requiere a los compañeros sean puntuales a la hora anunciada. El temario del Orden del Día estará a la disposición de los compañeros en nuestro local.

Por encima de las fronteras

«Clausura Turquía dos universidades para prevenir disturbios internos.» «Un profesor fue herido gravemente.» La izquierda inaugura su Gobierno con evidencia de que le asquea la cultura.

«El Gobernador de Oaxaca, Jiménez Ruics, ha dicho: Hemos de usar tropas, porque carecemos de recursos para policía.» La verdad es, que el ejército pasea, invade tierras y ciudades de la República pisoteando la dignidad de los ciudadanos y torturando, encarcelando y asesinando a todo opositor que cae en sus manos. El ejército, los ejércitos son quienes mandan y determinan en toda la América Latina, bajo la presión de los dólares yanquis. Y, Carter habla de los derechos humanos...

«Ni bombas ni cohetes «Cruise» de EE. UU. intimidarán a la U.R.S.S.», dice «Pravda». No lo ponemos en duda; las armas mortíferas, las guardan los dos colosos para los peones que juegan en el tablero de la cochina política, o para los pueblos que e insurgen contra el hambre y la injusticia a que se les tiene sometidos.

«Guatemala alerta: de México le llegarán terroristas alemanes.» Según leímos en la prensa diaria, el Presidente guatemalteco es el Jefe de diversas bandas de asesinos que en escasos meses en el 1977 asesinó a más de 800 adversarios del régimen, en su mayoría campesinos. Si hubiera Justicia la casi totalidad de los Ejecutivos de Latino-américa deberían ser sumariados.

«Un millón de dólares por cada político muerto, propuso pagar la CIA» «Planea formar un equipo asesino con elementos de la «mafia» de EE. UU., reveló Siragusa a J. Anderson.» Honorabilidad... de los políticos que se revuelcan en la charca gubernamental. Y, esos son los que, determinan el «Pacto de la Moncloa» y todos los compromisos que sojuzgan a los trabajadores.

«Uno o dos hijos por familia, suicidio de la nación», dice la Iglesia polaca; los «patriotas» que deben sumisión al Vaticano, deben prevenirse por si las mujeres católicas que, funjen como «amas de llaves» en casa de los clérigos se niegan a fabricar más carne de cañón cuya paternidad es del patrón a quien sirven.

«Mario Soares inició tratos con otros partidos para tener mayoría.» No dudamos que desde los repulsivos bolcheviques de Cunhal a los triburones de la industria y de la Banca, aportarán su concurso para que el Soares, agente de los americanos, siga silenciando la insurgencia de los obreros y campesinos.

«Son conjura las huelgas contra la represión acusa el Gobierno militar de Bolivia.» El verdugo de origen alemán, e hitleriano convencido que hace años patrocinado por el Gobierno yanqui, está sojuzgando al pueblo boliviano, rebuznó, más que habló, tal cual es: una bestia.

«Equivale a la muerte, la disidencia en Haití.» El presidente Duvalier, idénticamente que su padre es un aborto, provocado por la C.I.A.

«El español no es monárquico: Juan Carlos.» Honestidad que, con franqueza expresa el que manda en España por voluntad del «generalísimo» Franco.

«El Gobierno Militar argentino, integró un grupo de asesinos, para eliminar a los disidentes que se encuentran aislados en diversos países.» Acábamos de escucharlo en la televisión. Los militares, siguen, en su mayoría, muriendo en la cama, pese a su calidad de profesionales del crimen.

«El periodista, Pedro J. Chamorro, uno de los opositores más destacados del Presidente Somoza — militar es — ha sido abatido por los sicarios oficiales. El único detenido — los otros dos asesinos pasaron la frontera a la media hora de cometer el crimen — ha manifestado que solamente declararía delante del general Somoza.» Lamentamos la muerte violenta de Chamorro; pero, lamentamos mucho más que haya árboles en abundancia esperando recibir a los delincuentes que además de ser unos perfectos ladrones, son hienas que gozan viendo derramar la sangre de sus víctimas. Esperemos no obstante, que el pueblo pueda erguirse de pie y los árboles recojan toda la carroña moral que ejercen función de mandamases.

Marcos ALCON

México.

Comisión de Relaciones Zona Norte

TOMBOLA 1978

Como en años anteriores, esta actividad que permite la recolección de fondos para tareas vitales de organización, se ha renaudado, tanto es así que podemos dar ya una primera lista de objetos a sortear, esperando que aquellos compañeros que tengan algo que ofrecer lo harán, para poder presentar un lote bien furnido.

Primera lista: Un asador eléctrico, una máquina de escribir portátil, «Historia Universal de Literatura», 3 volúmenes, un transistor, «Diccionario Larousse Español», colores, un cuadro hecho a pluma, Cinco discos (Carbonell, Utge, Chants anarchistes Carlos Andreu, Mauthausen), Un aparato fotográfico, «Araña Negra», 2 vol. y «C.N.T. en la Revolución Española», 3 vol., un reloj de pulsera mujer u hombre, a escoger, un servicio de mesa, 42 piezas, «Poesía española siglo XX», «Opus Dei» y «Los Olvidados», etc., etc. Como se ve ya se inicia la marcha con un excelente y rico lote de objetos, pero eso no es todo más daremos a conocer próximamente.

El sorteo se efectuará durante la JORNADA DEL LIBRO LIBERTARIO, que se celebrará el domingo 18 de junio de 1978 en el Centro Confederal.

Las FF. LL. y compañeros pueden solicitar los billetes los cuales están dispuestos al precio de 0,95 F, a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 París.

Recordamos que el reparto de los beneficios se efectúa a razón del 40 por ciento Pro-España, 30 por ciento para necesidades de propaganda del S. I. y 30 por ciento para necesidades de Zona Norte.

JORNADA CONFEDERAL

También las comisiones encargadas están trabajando intensamente en la preparación de la misma para que resulte un éxito, como en los años anteriores. En este aspecto esperamos la colaboración moral y material de los compañeros y amigos, así como los familiares y la colonia española en general.

La fecha a retener y reservar es la del domingo 16 de abril de 1978.

Pronto estaremos en medida de empezar a dar el programa.

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

HOY Y AYER

LO QUE NO DEBEMOS OLVIDAR PARA FORTALECER A LA C.N.T.

por VICENTET

Pecaríamos de ilusos y de falta de objetividad, si, al analizar la situación orgánica e ideológica de la CNT, no señaláramos, lo que a nuestro entender constituye una traba y peso en su seno, que le impide una expansión más rápida en su desarrollo, sino planteáramos los problemas que más le afectan, y que, situándonos en una posición y línea más clásica e idónea de lo que debe ser y constituir dicha organización, no indicáramos todas las contradicciones que el mosaico hispano nos ofrece dentro de la contextura cenetista, que es la que más me interesa, por ser donde he estado afiliado toda la vida y defendido sus ideas.

Todos cuantos han leído y vienen leyendo los Boletines u órganos de expresión de los Sindicatos e incluso Regionales o Nacional, habrán podido constatar la diversidad de opiniones y procedimientos que emplean y defienden, incluso antes de llegar a la celebración de una Asamblea General del Sindicato. Desde las resoluciones de las Secciones, antes de la Asamblea General (yo he presenciado una en Barcelona que presentó una propuesta en su nombre) así como otros sostienen en constituirse en grupos dentro del Sindicato, para velar por la fidelidad y pureza del anarcosindicalismo y anarquismo; otros, para el estudio de los problemas y presentarlos a las Asambleas, para ganar tiempo y profundidad; los hay incluso que dudan de la eficacia de la Asamblea. Pero habrá que preguntarse: ¿Y las minorías de las Secciones o Grupos, que no estén de acuerdo con las resoluciones tomadas? ¿es qué en la Asamblea General no tienen derecho a manifestarse? ¿No coinciden todos que la Asamblea General es soberana? Pues bien, si la Asamblea es soberana, dejémosle todos los atributos que les corresponden y obviaremos problemas de interpretación y resolución, ya que del comportamiento de cada uno de los asistentes, así será el resultado de la misma.

Si siguiéramos otro razonamiento, ¿qué sucedería si actualmente se celebrase un Congreso con todas esas interpretaciones? Todos sabemos o deberíamos saber, que tanto en las Asambleas de Sindicato como en los Congresos Regionales o Nacionales, cuando hay diversidad de opiniones se nombran Ponencias para aunar criterios y resolver los problemas siempre respetando las opiniones mayoritarias. Hemos podido constatar, para satisfacción y confianza en el porvenir de la C.N.T., que también hay muchísimos compañeros, que sostienen y defienden la tesis clásica e idónea del anarcosindicalismo, que esperamos y confiamos que tanto en el presente como para el futuro será la que prevalecerá.

Señalaremos como inciso, que las Secciones (cada una en su especialidad) o los delegados que la componen, su labor consiste o debería consistir, en velar por lo que les es idóneo; a saber: velar por la seguridad e higiene en los lugares de trabajo; intervenir en los problemas o pleitos que puedan surgir entre la dirección y el obrero; que sean respetados los convenios o bases salariales; difundir cuantas Circulares o Boletines edite el Sindicato, y todo aquel, que de la F. Local, Regional o Nacional, sea

de interés general para los adherentes y la clase asalariada, etc. En fin, que las Secciones, todas coordinadas, deben de constituir el Sindicato, pero que su labor y gestión nunca debe mermar y transgredir las atribuciones de la Asamblea y de cuantos asisten.

Ahora debemos de analizar otro aspecto que considero más grave; se trata de la misión de las Asambleas, (no de Sindicato) sino, las que se celebran por doquier con diferentes etiquetas en común por los obreros inorganizados y los Sindicatos.

Es en un Boletín de un Sindicato adherido a la C.N.T. que nos ha planteado dicho problema a finales del año pasado. Aunque se diga que es un criterio personal, no es menos cierto, que en términos generales, cuando se trata de fijar posiciones en nuestros órganos de expresión, deben de ser tendentes en principio, a reforzar la organización anarcosindicalista, sus objetivos y premisas, aunque sea desde diferentes ángulos. Pero no; en dicho Boletín, las funciones que se le atribuyen a una Sección, se las dan en permanencia al Sindicato; y en su lugar, establece todo un esquema orgánico permanente de Asambleísmo, por fábricas, talleres, obras y zonas, de obreros sindicados o no, que es toda una organización paralela a la C.N.T. y con atribuciones superiores, y propugnada por los mismos adheridos.

Naturalmente, ni por un instante olvidamos la situación por que atraviesa la clase obrera española, que, más de un 80 % de asalariados de todas categorías, no están organizados y además divididos en una serie de sindicatos que algunos de ellos contemporizan en las directrices del Pacto de la Moncloa, obedeciendo a los partidos políticos que los inspiran, y para agravar más la situación, el paro forzoso existente, y que las Asambleas en los lugares de trabajo, constituyen un medio eficaz de hacer frente a las necesidades más apremiantes, y en parte responden también (cuando no hay otros medios de lucha) a nuestras concepciones. Pero de ahí, a reducir el anarcosindicalismo a velar solamente a que no les falte el pan a los obreros y obtengan más seguridad en el trabajo, dista un abismo, que no se puede tolerar en nuestras publicaciones y medios de propaganda.

No es la diversidad de opiniones las que deben de hacernos miedo; es la desnaturalización de lo que debe

ser y ha sido la C.N.T., lo que más debe preocuparnos, a cuantos no hemos renegado de sus principios, tácticas y finalidades.

Todo cuanto vive y se desenvuelve en el seno de la C.N.T. no es obra del azar. Todos sabemos que en ella han ingresado de todos los orígenes ideológicos, que de hoy a mañana, no van a cambiar, más bien le quieren imprimir de sus contenidos, que nos respetar los suyos; he ahí, unos de los problemas fundamentales que tendremos que plantearnos, hoy o mañana, a todos cuantos respetamos sus acuerdos de los Congresos celebrados, que mientras no se celebren otros, deben de servirnos de norma, con el fin de evitar problemas como los actuales.

La confusión creada por todas esas corrientes, que en el fondo son de inspiración neo-marxista, y no quiero citar a los grupúsculos y demás posibilistas, no han de hacernos perder el norte, a cuantos sabemos que a la C.N.T. será difícil adularle sus contenidos: sindicalista revolucionario, anarcosindicalista o anarquista, sin que una mayoría de la opinión joven o anciana, no se levante airada, y barra todos cuantos obstáculos le estorben o desnaturalice sus premisas y principios.

La C.N.T. se fortalecerá y se engrandecerá a medida que se clarifiquen los problemas; es decir: misión de las Secciones en general, incluso de los Sindicatos y sus denominaciones. Es esta toda una tarea que urge se realice cuanto antes, sin descuidar que se unifiquen y vertebren todas sus estructuras.

El Asambleísmo, tan propugnado y defendido actualmente como una necesidad circunstancial y que reconocemos que es uno de los medios fundamentales de hacer frente a los graves problemas porque atraviesa la clase obrera española no debe hacernos olvidar, lo fundamental y permanente, que es el Sindicato; al Asambleísmo de los lugares de trabajo, debemos de tender con todos nuestros esfuerzos y constancia, a agrupar lo suficiente de obreros y compañeros, para que, desde el Sindicato, la patronal y el Estado escuchan y respeten nuestras decisiones. Si ayer fue posible, ¿por qué no puede ser hoy o mañana? Todo requiere su tiempo y sus métodos, sin olvidar el norte para conseguirlo; que en este caso concreto, son los principios que informan a la C.N.T. anarcosindicalista.

LA VOZ DEL POETA

En tiempo de las bárbaras naciones
de las cruces colgaban los ladrones.
Ahora, en tiempo de las luces,
del pecho del ladrón cuelgan las cruces.

RINCON DE REFLEXION

La Idea-fuerza, la C. N. T. y la Revolución Española

En toda realidad que se realiza, el pasado y el presente son indisolubles. El pasado, aún en el peor de los recuerdos se presenta como acicate, como estímulo, saliendo de las fuerzas primordiales del siquismo; tanto y tan bien, que el siquismo individual y el siquismo colectivo, teniendo su compuesto homogéneo, como el de la sangre, forma homogénea en su singularidad étnica, naciendo y evolucionando en su medio geográfico, adquiriendo una particularidad conceptual del vivir social como del vivir a secas. Formando el convivir. De ahí su logismo o logicismo, de ahí el establecimiento íntimo de las ideas-fuerzas. Que bullen íntimamente en un individuo o en una colectividad humana para hacerse útiles. Útiles para ser algo o para servir a algo, entrelazadas con un concepto razonante.

Desde Viriato y su Idea de construir la Confederación de los Pueblos Ibéricos hasta la Confederación Nacional del Trabajo, constructora de la Revolución Española con su federalismo libertario, muchos y largos periodos hubo en los que los pueblos hispanos desarrollaron su vivir social de acuerdo con esa lógica de concebir el común y la sociedad. Tenía que llegar el salto social 1936-1938, ya que el 39 fue la agonía, para que apareciera la constante de aquella lógica social, con una guerra civil que se salvó del olvido por la revolución. Una Revolución se presenta, si es de verdad, en cambio burusco, tajante. Algo que va del sueño a la realidad, a la realización, mediante la insurrección. El subconsciente colectivo impulsó al consciente y se hace Hecho, por la continuación gravada en el inconsciente. Que «(...) el recuerdo es una prolongación de la sensación.» (Guyau, «El Arte») Y «(...) Todo sentimiento es una voluntad en germen.» (Schopenhauer, «La Voluntad en la Naturaleza»). Elementos intrahumanos que contribuyen a la formación de la Idea-Fuerza. Es la Idea-Fuerza quien dio el vigor, en principio íntimo, para que el vigor histórico llegara a su propósito. Esta realidad trascendental e íntima no puede ser anulada por el centralismo totalitario o camuflado, aunque fuere anulado un Hecho y enorme cantidad de quienes lo realizaron:

«(...) El sentimiento, al agrupar a su alrededor un número creciente de sentimientos y de ideas, se convierte no tan sólo en un centro de emoción, si que además en un objeto de conciencia reflexiva. Entonces nace la obligación; es una especie de obsesión que la reflexión fortifica en lugar de desvanecer.» (Guyau, «Esbozos de una Moral»). Es el soporte de una Idea y el impulso hacia su realización.

El mundo emocional produce los sentimientos en la percepción de lo que consideramos necesario. Este sentir produce a su vez la energía, el «tonus», la tonicidad sico-fisiológica, la energía tonificante que alimenta la Idea-Fuerza. La Idea-Fuerza pone en movimiento la función mental y la cardíaca en vistas a realizar la concepción imaginativa y filosófica a un mismo tiempo, de aquello que entrando en el campo de la conciencia se considera justo y necesario, plasmado en un ideario, elemento espiritual. En el caso concreto que nos ocupa, un principio de justicia social y humana. Que se esteriliza en el Federalismo Integral,

social y personalista. Así se concretiza una Idea, que es una fuerza. Una Idea-Fuerza que llega a ser la fuerza de una idea.

Alfred Fouillée, descubridor, explica así la noción de Idea-Fuerza, la «fórmula» del proceso íntimo impulsor hacia su realización, tan particular al tema que ensayamos de desplegar:

«(...) Para que la conciencia no

sea, en efecto, reducida al papel de cero, dos cosas son necesarias. La primera, que nuestras ideas y sentimientos sean condiciones reales de cambio interno, consecuencia de factores en la evolución mental y no de simples inicios de una evolución que tenga lugar sin ellos, por causas exclusivamente físicas. La segunda es, que todo cambio interno sea inseparable del externo, que es movimiento, y pueda tener efectos en el mundo exterior. También que las ideas, habiendo obrado interiormente se encuentren al mismo tiempo, de un golpe, en expresiones exteriores con todas sus consecuencias. Es en ese sentido como las ideas pueden ser Ideas-Fuerzas.

Dicho en otros términos, los estados mentales deben tener eficacia íntima e invisible, externa en razón de la unidad hipotética del físico y del mental. Las ideas, consideradas como representaciones, no puedan obrar las unas sobre las otras... «(...) Los fenómenos mentales son, no representaciones sino acción y reacción.»

Así se presenta esta noción: la idea es una fuerza, es una manifestación y es un manantial de fuerza. La Idea que en su cúmulo de ideas, «...tenden a realizarse por su propia fuerza de sentimientos que por su propia evolución adquieren la tendencia a socializarse, a impregnarse de la sensibilidad presente en la humanidad y en el universo...» (Guyau). De tal manera tiene explicación de altos vuelos la constante idea universalista del ideario hispano y particularidad en la clase trabajadora como al correr de lo expuesto anteriormente se constata, por un lado, del otro el colofón y resultado: los motivos universalistas del Hecho que llamamos Revolución Española. Se realizó en esquema y con los topes circunstanciales contrarios, imponderables, en razón de ese cúmulo de voluntades que formaron una y sólo voluntad, en un despliegue de las energías interiores. Por ello: «(...) La idea de un acto voluntario, es, pues, según su misma definición, la Idea-Fuerza que posee la mayor potencia práctica en nuestra conciencia.» (Guyau).

Toda medalla tiene su reverso. Ciertamente. Por eso, muchos hay que se ocupan en buscar piojos en la cabellera de esa Historia. Del Hecho que, a falta de haber consolidado su propósito, ha quedado como ejemplo, camino y espejo: estímulo de emulación. Los aludidos, buscando y rebuscando enmarañan la cabellera, dándola, como a propósito un aspecto miserable, miserable como su mentalidad y su complejo. Son los mezquinos del miserabilismo. En la miserabilidad de su fuero interno esterilizándose con la insistencia de un complejo, ese complejo

condicionado que consiste a buscar liendres en las costuras. Que las hubo, sin duda. Pero no se paran en pensar que el enemigo de dentro y de fuera no dieron tiempo a preparar la colada ni a escardar el campo. De qué sirve pues, apoyarse en la sombra ante la luz de mediodía. Sólo los «sombrios» lo hacen, quienes por ello son unos «malasombros» ya

es la voluntad intelectualizada, con motivo independiente, es decir, de sí mismo.»

La relación en todos los sectores de la sociedad en la actividad, independientes ayudándose en el respeto mutuo, es el federalismo. Mas para ser en verdad tal en su fondo como en su forma, sintiéndose en toda la extensión y acepción de la palabra y no centralismos asociados por dominio a un centro superior de gravitación en asociación ficticia y aparente, debe ser integral. Si no, no será tal. Por eso las ficticias autonomías o de nacionalidades de patria chica se encuentran en el caso de aquel que, queriendo subsanar una necesidad, ejecuta tres. Por eso, la Asociación o Confederación de Nacionalidades Hispánicas o aquella Comunidad Ibérica de Naciones que Armando Cortesao, Luis Araquistain, Manuel de Irujo y Carlos Pi Sunyer elaboraron en coloquios de pasatiempo, es una solemne tontería, y por ello vivió el tiempo de gestación, verbal, muriendo antes de nacer. Todo nacionalismo esconde una manera de fascismo, como todo patriotismo es en su forma de chatairra cuartelera, lepra mental sentimental inoculada por una cultura a ras de tierra, puertas cerradas y ventanales con trancas en los póstigos. Atavismos trasnochados son los postes que sostienen el patriotismo y su consecuencia hecha corsé de hierro; el nacionalismo. Campo de fácil entrar, donde los arribistas hacen sus pascuas, ya que el arribista tiene en el atavismo campo a explotar y medrar.

En el campo del medro fácil, campo socio-político, pululan animales de especie nociva aunque sea rara cual el saltatrás. Aparenta pundonor y hasta es puntilloso. Sus dichos y sus hechos se contradicen sin embajes. Están siempre en desacuerdo consigo. Que no tan sólo se empeñan en amargar la existencia de aquellos que por una u otra causa están obligados a aguantarlos, si que ellos son el origen de desviaciones en cambios tácticos, o en los fundamentales de programas, ya en política, ya en organizaciones sociales obreras. Lo vimos con la escisión de la Regional Española de la A.I.T., pudiendo ser la llave que nos abre la razón raíz de las otras que tuvieron lugar dentro de la Confederación en tiempos posteriores y en otros cercanos. De aquí que, a veces, recursos palabreiros en diarrea verbal, pretenden esconder lo que hay detrás de las posiciones torcidas.

Hay en esas especies raras, los que ostentan galardón de luchar por la libertad y tienen carácter cuartelero y comportamiento de capataz. Incluso los que dicen bregar por el federalismo siendo autoritarios hasta la médula. Como hay el regionalista que se dice universalista, mentalidad muy agarrotada en su patria chica. Existen también los que cambiando de sesgo a su antigua militancia revolucionaria, se justifican poniendo por delante el biombo de la virtud. En esta especie, la virtud del pasado, de lo que fueron. Digamos con La Rochefoucauld: «(...) Las virtudes se pierden en el interés como los ríos se pierden en el mar.»

«(...) Lo que más el mundo llama virtud no es otra cosa, generalmente, que un fantasma formado por pasiones, al que damos el nombre de Honradez, para poder hacer impunemente lo que nos de la gana.»

por FABIAN MORO

que hasta las Gracias se les antojan Parcas.

Todo el monte no es orégano, desde luego. Hay santurriones en todos los credos. Hasta en los ateos, hasta en los credos ateos. Beatos incorregibles, defecto venial del pathos psicológico. Son los que a falta de un dios a quién creer, meten en su hornacina mental el que encuentran a su alcance; que a falta de iglesia hacen de su credo motivo de adoración; éxtasis continuo, fingido o sentido. Que nadie les estorbe en sus alabanzas. Hay también los lamentaristas. Tan vaniales como los otros. Y tan vanales. Están en un continuo pesar (al menos verbal) que les pesa como el plomo. Si alguno les quiere quitar el peso de encima, se enfada. Los miserabilistas, los de la beatería y los lamentaristas ojalateros (sin h) no cambiaron ni cambian de un paso el proceso histórico y no hay porqué guasearse. El espíritu territorial está siempre presente y la etapa del 19 de julio es un jalón bien asentado en la ruta hacia la razón de su razón...

«(...) porque está en la ley del progreso que desaparezca la última forma de servidumbre y caiga el federalismo industrial como cayó el feudalismo guerrero». Nos profetiza con nobleza Rafael Altamira. Quien nos enseña:

«(...) Toda Idea nos anuncia una verdad; es eterna y pasa por una larga serie de evoluciones antes de llegar a realizarse en todo su contenido.»

Tal se produce en el gran ciclo hispano, en su línea racional sobre todo. Racional y sentida. Tomando forma precisa en una Organización aquello que más y mejor interpreta la naturaleza externa del medio geográfico, el ambiente en que nace y se desarrolla y el elemento medular que al hombre le ayuda a serlo:

«(...) La organización más racional ha de ser, naturalmente, la que permita la libre acción dentro de sus respectivos círculos, no solo de estos grupos sino también de cuantos se formen para llenar los diversos fines de la vida.» Tal es el federalismo integral, eso que alumbró la llama espiritual, dando ánimo y sentido a lo que se llama Revolución Española. Un sentir natural humano se presenta como eje del proceder histórico: el libre albedrío. Que proporciona flujo y sostén a la independencia: personal, grupal, comunal, provincial, regional, tanto como la territorial en su totalidad geográfica. Como tienen que cohabitar, entre sí tienen contratos. Por necesidad colectiva se produce la intercolectividad, la interdependencia en contrato libre. Por esta correlación de causas y concausas, el libre albedrío nos da el federalismo: «(...) El libre albedrío, nos dice Schopenhauer,

LOS ILUMINADOS

TEORIA DE LOS ENTERADOS

Reacción de un andaluz emigrado al artículo de Luis de Huelva, titulado «Un periódico para el pueblo» correspondiente al número de «Andalucía Libertaria» del mes de octubre de 1977.

Al escribir estas mal hilvanadas líneas, temo que las mismas no sean bien interpretadas por un sector de lectores de «Andalucía Libertaria». No obstante este temor, me he decidido a plasmar en el papel estas líneas, que es la reacción que ha producido en mí el artículo del compañero Luis de Huelva.

Para sentar una premisa que considero necesaria, comenzaré por indicar que también soy andaluz, que circunstancialmente vivo en Holanda a donde vine como consecuencias de mis actividades en el seno del Movimiento Libertario hace la friolera de cinco años, y que actualmente tramito mi petición de amnistía en el deseo de regresar y reintegrarme a la problemática del país y de la organización, si ello fuera posible.

Pues bien, roto el hielo inicial de esta pequeña presentación, añadiré que en verdad me ha causado una honda sorpresa conocer la opinión de Luis, en el supuesto de que Luis de Huelva sea un compañero, es decir un cenetista. Y ha sido así ya que desconocía que los sindicatos (y sobre todo los sindicatos revolucionarios como la C.N.T.) se encargaran de buscar la comida (de manera concreta) a sus afiliados y/o a presentar alternativas culinarias o programas destinados a llenar la panza de sus afiliados-militantes, tal y como parece desear el citado compañero de Huelva. Según mis pobres conocimientos en materia sindicalista (claro que cada maestrillo dice tener su propio librito) esta clase de sindicatos que lanzan todos los años programas mínimos y demás alternativas son los que vulgarmente conocemos como reivindicativos, o en términos más claros: amarillos; son aquellos que se encargan con sus programas y alternativas mínimas a asentar las bases de un capitalismo duradero, que se eterniza; son los que manipulan a la clase obrera y la utiliza para sus propios deseos burgueses y partidistas, encerrándola en términos y programas más o menos democráticos, más o menos «liberadores», con lo que al final la clase obrera continúa tan esclava como al principio y tan reprimida como siempre. Y lógicamente sigue pasando hambre, necesidad y miseria.

Que la teoría revolucionaria no soluciona el problema de la barriga es algo que no se puede afirmar así tan a la ligera como lo ha hecho Luis de Huelva. Es una cuestión a discutir y analizar. Según Luis, la teoría de los «enterados» es cosa de iluminados. Nuevo e importante error de apreciación ya que la teoría de los «enterados» no es ni más ni menos que conocimientos culturales, experiencias obtenidas y sacadas de otras luchas, etc., que facilita la comprensión de la actual, que posibilita, forma y proyecta al militante de HOY hacia una práctica diaria conforme a su ideario militante. El que la «teoría» de AYER no pueda ser aplicada hoy, lo dudo y muy mucho. Bien es cierto que los acuerdos aprobados en el último congreso de Zaragoza, aún vigente, (teoría de ayer) puedan ser modificados, actualizados a las estructuras sociales actuales, conforme a la era en la que vivimos. Esto es ya algo bien distinto. Pero lo que ni Luis de Huelva ni ningún

otro Luis de ninguna otra región española podrá negar es que la teoría es la razón directa de la práctica y de la experiencia, de la cultura, y por lo tanto necesaria; que son estos factores precisamente y a través de ellos, teniendo en cuenta la situación socio-política de nuestro país, como deberemos buscar o modificar nuestra propia teoría revolucionaria, savia que nutre y alimenta a los «iluminados enterados cenetistas» desde siempre.

CIAL, CULTURAL, LABORAL Y COMUNAL. Todo militante de C.N.T. debe saber que nadie le va a sacar las castañas del fuego, ya que se supone y se espera de él, como obrero y como clase, que luche por su emancipación para logro de su propia libertad. Es éste precisamente el punto de unión de toda esa militancia cenetista que unida por la solidaridad como factor primordial se encuentra afiliada a C.N.T.

Lo que indudablemente ningún

como consecuencia de un aborregamiento global y total, del que se pretende salir.

Los programas mínimos o máximos, ortodoxos o heterodoxos, se encuentran siempre en el seno de los partidos políticos o en los sindicatos correas de aquéllos. No, la C.N.T. no puede, y mucho menos su órgano regional de expresión, lanzar un programa mínimo porque tal idea se encuentra en contra de sus propios postulados de libertad. Puede y debe hacer suya las luchas reivindicativas o sociales que la clase obrera protagonice. Si debe apoyar y solidarizarse en cualquier revuelta, manifestación o sublevación realizada por los oprimidos. Y debe estar presente en los Ateneos libertarios y asociaciones de vecinos inspirando, divulgando y haciendo proselitismo de sus postulados emancipadores. Y debe C.N.T. luchar en cualquier terreno, con las armas que la ocasión requiera, contra la opresión y el capitalismo que la patrocina, los cultos obscurantistas religiosos y esclavizantes, contra el aparato del Estado y su casta militarista veladores de las clases dominantes y de sus privilegios.

Si esto es teoría de «enterado», si Luis de Huelva considera que pensar así es de «iluminados», entonces es que: o bien él es un «apagado» o los demás militantes de la C.N.T. somos gilipollas. Pero lo descrito anteriormente es lo que todo obrero con dos dedos de luces en la sesera busca cuando se afilia a C.N.T.

Por cierto que en el mismo periódico leo una pequeña biografía de Fermín Salvochea. Pues si Luis de Huelva leyera un poco sobre este hombre, observaría que este andaluz, (y gaditano, por cierto) cuando alguien le preguntaba por dinero «porque no había comido en dos días», Fermín le contestaba: «Ves aquella tienda llena de crucifijos de plata y oro y con incrustaciones de piedras preciosas? Pues bien, entra allí y la robas, vendes las joyas y ya tienes dinero.» Si el interpelado le respondía: «Pero Don Fermín no se va a dejar», invariablemente éste contestaba: «Entonces lo matas, ya que él te está matando a tí por hambre.»

He aquí un buen ejemplo para el compañero Luis de Huelva; un buen ejemplo para meditar.

por Francisco MORENO BARO

Parto de la base de que una persona culta, una organización formada por militantes preparados cultural y socialmente tiene en sus manos los medios necesarios para llevar a cabo la lucha por su propia liberación y emancipación. Por ello estimo que los conocimientos teórico-prácticos que un militante cenetista pueda poseer lo posibilita, en cualquier momento, en cualquier situación, a adoptar las soluciones propias y a desenvolverse a nivel anarcosindicalista, ya que eso y no otra cosa somos. Pedir que un órgano de expresión (y no un periódico) como «Andalucía Libertaria» posibilita un programa con determinadas alternativas, es tanto como desear que la C.N.T. limite sus actividades revolucionarias a determinadas funciones reformistas; que constreñe su pensamiento y hechos a un programa más o menos amarillista, más o menos reaccionario. Porque el más o el menos depende del toque que se le intente dar a la alternativa o al programa en cuestión.

Todo militante de C.N.T. debe saber en primer lugar que esta organización no es un sindicato burgués, que no paga a burócratas para que defiendan los «intereses de sus afiliados», ni a personal «ejecutivo» para que «investigue» y efectúe programas quitahambres o redentores. Todo militante de C.N.T. debe saber (y esto es elemental) que las armas que la organización utiliza son: la Acción Directa, que no es otra cosa que la PARTICIPACION DIRECTA DE LOS OBREROS EN TODOS LOS PROBLEMAS DEL AMBITO SO-

militante de C.N.T. puede esperar de su organización es que ésta acepte su pasividad y que le exija un «programa». Tampoco porque alguien se encuentre «hasta los mismísimos cojonés de escuchar hablar a los «enterados» que la Acción Directa y el Comunismo Libertario es la salvación, proponga un programa y afirme que «es una ilusión y que de ilusiones no se vive».

Y yo me pregunto: ¿Qué haces tú, Luis de Huelva, en la C.N.T. si no crees en la Acción Directa como arma de los obreros y en el Comunismo Libertario como sociedad del futuro? Desde siempre se ha intentado encasillar el ideario anarquista, amansar a los militantes anarcosindicalistas, domeñar las voluntades revolucionarias de los sindicalistas cenetistas con estas o semejantes objeciones; se ha intentado obstaculizar la trayectoria de C.N.T. y de «sus iluminados militantes» para así ver de transformar a nuestra organización en otra central sindical más, al corte y servicio de la burguesía capitalista. Hasta ahora, afortunadamente, no ha dado nunca resultado.

Por otro lado y como andaluz lamento que al movimiento obrero de aquella región (del que parece que Luis es su portavoz) le importe un pimiento la teoría revolucionaria y la cultura; sinceramente lo lamento por él ya que continuará durante años, siendo el analfabeto social que hoy es; con otras palabras más claras: que será incapaz de ver ese mismo pimiento a un palmo de su nariz. Y esto se traduce en esclavitud

SOL Y SOMBRAS

UN RATO A MUSICAS

Dedicado al compañero
Fernando Hernández

Por suerte, la música es anárquica porque es libre. Lo es tanto, que deja atrás a los horizontes. Es un consuelo.

Porque la música nuestra, partidista, no existe o casi. Como dijo Juan Usón hace cincuenta años, no salimos de «Los hijos del pueblo». Incluso «A las barricadas» es un timo que les hicimos a los polacos. Pero lo adaptamos, y ya está bien.

En nuestras grandes reuniones, y en las de consuetud, jamás se habla de músicas, y es que somos practicistas, «orgánicos», no organilleros. ¡Y tan popular como era ese instrumento!

Hoy la juventud se dá a la música ruidosa por perversión del gueto.

Paso a la esquizofrenia, y nada a añadir. Si la sociedad tiene culpa de tal defecto, no nos eximemos, y aceptemos el tanto de culpa. Hemos sabido cultivar la rebeldía, pero ignorado afinarnos, y afinar a nuestros próximos.

Nos redime en algo el haber existido cuadros teatrales en nuestros medios. Que han ido desapareciendo. Todo, pues, para la Revolución Social, así, con mayúscula. Pero sin revolución de las costumbres, sin superación ética de los individuos, la revolución se agrisa.

En el exilio dispusimos un grupo cómico-lírico, con «ballets» y todo. Fue combatido. Correoso — como dijo el otro — aún parece que existe, pero en menor tono.

En París tratamos de dotar la CNT

local con un grupo de melómanos. Nos reunimos dos. No dos entidades: dos personas. Una tercera que se interesó por la iniciativa, resultó ser policía. Donde no había más que admiraciones hacia Sor, Beethoven y compañía, el terciario debió suponer dinamiterías.

Hoy vulgarizar la música buena está al alcance de la mano, y lo desaprovechamos. Con un fajo de discos y un aparato «potable», se obtienen conciertos importantes, y conocimientos musicales más importantes todavía.

Si el revolucionario no va al arte, el arte tendrá que revolucionar a los revolucionarios.

Pues no se está tan emancipado como parece.

J. FERREK

FACETAS DE UN PENSADOR LIBERTARIO

Al rededor de una antinomia

Es verdad que el principio asociacionista, común a todas las escuelas sociales, difiere esencialmente de la afirmación cerrada de la soberanía colectiva. Pero en la práctica se confunden y compenetran debido a la preponderancia del espíritu gregario y a la educación de rebaño. El asociacionismo consciente, que se deriva de la voluntad libre del individuo autónomo, es aún lejana realidad, tópico para futuras edades. Las gentes marchan, mecánicamente agrupadas, ahora como antes, sean las que quieran sus aspiraciones ideales.

A causa del bagaje hereditario, tanto como por la influencia del medio, de ningún modo renovado en este punto, la antinomia entre la individualidad y la agrupación continúa en pie a favor de la soberanía indiscutible y aplastante de la multitud. En general, los individuos parecen gozosos de sumergirse y desaparecer en el abigarrado e indefinido conjunto de la masa, de la muchedumbre, de un ejército, de un partido o de una asociación cualquiera. Pocos son los celosos de su personalidad. Pocos y tenidos comúnmente por locos y estrafalarios.

Y no obstante, muchos se dicen autonomistas, proclaman grandes e incontestables verdades de liberación humana, quieren dignificar y ennoblecer al individuo; pero al punto mismo de las realidades se rinden a los hábitos de la rutina y se suman, olvidados de sí mismos, a la turba que arrolla, como impetuosa corriente, todos los obstáculos.

Suele ponerse por delante la pantalla de la solidaridad y de la asociación. Pero la solidaridad, cuando no es fruto de deliberaciones personales y de determinaciones de la voluntad consciente, no difiere de la caridad y del pietismo cristiano. La asociación, cuando no es resultado de un contrato libre entre iguales, en nada se diferencia de la subordi-

nación automática y ciega a la voluntad de otros. Luego, la solidaridad y la asociación no necesitan del sacrificio individual, no ciegan la independencia. Esta necesidad y esta negación tienen su raíz en los resabios de sumisión voluntaria y de acatamiento a la autoridad impuesta.

La autonomía existe de todos modos. Porque sin la independencia personal se anula el individuo y sin la asociación de individuos la vida es imposible.

Salir de este callejón sometiéndose al grupo o negándole, es cortar el nudo. Y lo que se necesita es desatarlo.

Desatarlo es permanecer autónomo y voluntariamente cooperar, concurrir, solidarizarse para una obra común. Asociacionismo es igual que decir acto deliberado de la voluntad libre. Cualquier otra cosa es subordinación, regimentación, esclavitud, en fin; de ningún modo asociación.

No se asocia el que no es libre; se somete. No es libre el que está sometido y no puede, por tanto, contratar, deliberar, determinar sus actos. Todo pacto implica la libertad y la igualdad previa de las partes contratantes. El pacto entre seres iguales y libres resuelve la antinomia consagrando la independencia y realizando la solidaridad.

Tal es, en el fondo, el principio anarquista.

El socialismo que se ampara del Estado, de la sociedad o de cualquier otro modo de agrupación, podrá hablar de libertad, pero esta libertad estará de tal modo condicionada que valdría la pena de hablar francamente de subordinación forzosa a la soberanía de la colectividad. Y en este punto, quien estime su libertad personal habrá de inclinarse necesariamente al anarquismo.

Fuera de él, toda promesa de verdadera liberación es falaz y embustera.

Las viejas rutinas

Es pasmoso cómo arraigan en el espíritu humano los conceptos hechos, las ideas fijas, los prejuicios tradicionalistas. Díjese, que después de adquirida una noción cualquiera, el hombre la sigue mecánicamente, la obedece por instinto, sin intervención alguna del raciocinio. Quien nos examinara desde un ambiente distinto del humano, no nos distinguiría del perro que ladra sistemáticamente al que pasa y se humilla ante el que le pega. En la sumisión a la costumbre nada nos diferencia de los que reputamos irracionales por la sola razón de que no los entendemos.

Si es verdad que cualquier especie animal permanece invariablemente la misma a pesar de las repetidas y continuas experiencias hereditarias, no lo es menos que al animal-hombre casi no le ha servido de nada su larga experiencia histórica, ni este mismo privilegio de registrar espiritualmente acierta con ningún remedio que no sea calzado en el ejercicio de la autoridad y en la obediencia a la autoridad. Instruido en el trabajo servir, no se le ocurre ningún expediente que le permita trabajar en libertad para subvenir lo mejor que pueda y sepa a sus necesidades. Perro fiel a su amo, acata al cura, sirve al propietario, obedece al jefe. Si lo sustraéis a este domi-

nio, a buen seguro que no sabrá qué hacer de su persona. Se encontrará como desorientado en la inmensidad de un desierto o en el enredado de un laberinto. Las viejas rutinas son el alma del hombre y, sin ellas, el rey de la creación quedaría por debajo de la más ruin alimaña. La soberbia humana va de tumbo en tumbo en cuanto pierde los andares.

Nuestras mismas ponderadas filosofías, nuestras pomposas ciencias, no son sino modulaciones sobre el eterno tema de la vida rutinaria, del pensamiento encasillado, de la acción metódica, prisionera, sometida. La razón y sus sutilezas sólo han servido para varias hasta lo infinito las formas de la subordinación y de la servidumbre.

Por grados, los sistemas filosóficos, las concepciones ideales, siempre renovadas, han parecido ascender en dirección progresiva. Pero si se nos examina despacio, se ve pronto que todos parten de las mismas viejas rutinas, pasan por los mismos prejuicios y arriban a los mismos errores: autoridad, propiedad, casta, privilegio.

Se toma al hombre como a un animal domesticable. Consecuencia obligada: unos domestican, otros son domesticados; unos mandan, otros obedecen; aquéllos poseen, éstos traba-

jan. Hay gobernantes y gobernados, propietarios y proletarios; en suma: amos y esclavos. La experiencia fisiológica y la experiencia histórica no han dado más de sí.



¡Qué improbo trabajo el de llevar a las inteligencias la necesidad y la justicia de la vida libre! Aun en los más clarividentes, las viejas rutinas se atropellan con inusitado estrépito para oponerse a la utopía. En vano será que apeléis al poder de la lógica, de cuyo dominio tanto se ufana el hombre; en vano que mostréis cómo por naturaleza las fuerzas universales llevan en sí mismas la razón de sus convergencias y de sus divergencias; en vano que acumuleis demostrar que en la ecuación de las actividades humanas, la legislación y la propiedad son en cantidades extrañas. Sistemática, mecánica y obstinadamente, las viejas rutinas repetirán la misma cantinela.

Y aun cuando el espíritu humano se muestra propicio a la razón y se lanza a formular términos de progreso, de mejoramiento, de emancipación, no es raro ver como de nue-

vo cae en los mismos prejuicios y reproduce las mismas rutinas. Bajo la promesa de libertad, hay siempre la sugestión de una nueva servidumbre; bajo el anuncio de la igualdad, hay siempre el fermento de nuevos privilegios. La tradición manda. El doméstico acata. Las viejas rutinas prevalecen.

Tantas cuantas veces el credo social se ha renovado, otras tantas ha caído en el autoritarismo y en la desigualdad. Lentamente los factores hereditarios recobran su influjo y al fin se imponen.

El socialismo actual es un ejemplo patente de estas reviviscencias. La evolución regresiva iniciada el mismo día de su nacimiento, lo conducirá a su total negación. Cuanto más poderoso se hace, más autoritario se torna. Es un proceso de identificación con la rutina ambiente. Se le acepta tanto más, cuanto más se le acomoda a la tradición autoritaria, fuertemente arraigada en las gentes de todas las calañas.

El perro continúa ladrando al que pasa y lamiendo la mano al que pega.

¿Evolución progresiva? Sin duda. Mas en el correr de los tiempos la improba labor emancipadora apenas se advierte; ¡tan aferrados estamos a la sinrazón de nuestra razón y al oropel de nuestra ciencia! Es difícil ser nuevo con todo el bagaje tradicional a cuestas, arriesgando ponerse delante de la corriente de los siglos, temerario lanzarse al ignoto futuro. Más fácil y más cómodo y más tranquilo es dejarse conducir y bailar al son que nos tocan. Tenemos demasiado de rebaño. Y los hay que tienen mucho de danzantes. No faltan tampoco los malos cómicos ni los cínicos explotadores de la ignorancia y de la simpleza popular.

¿Vida libre? ¿Igualdad de condiciones? ¿Solidaridad humana? ¡Bah! Desvarios de manicomio. Las viejas rutinas; eso es lógica, sabiduría y ciencia.

Mañana como hoy y hoy como ayer, quieren los imbéciles que el perro ladre al que pasa y lama la mano al que le pega.

Aunque el perro se llame hombre.

Psicología de la autoridad

Podría hacerse en dos plumazos. Ayer mismo dos guardias presenciaron impasibles, en una plaza de Madrid, cómo se ahogaba un niño en una jofaina de agua. Luego dos agentes de policía, en la misma capital, separaban cruelmente a una pobre madre de sus dos hijos enfermos de difteria, para conducirlos a la Comisaría por pleito de unas ropas que valdrían tres o cuatro pesetas. La reclamación era de los honrados papás de una criatura a quien había criado la buena mujer. El inspector de guardia, **compadecido**, le envió al Juzgado. Eran las dos de la madrugada. Por fin hubo un hombre, el juez, que la dejó en libertad y la socorrió.

Nadie habrá olvidado el cruel suplicio de aquel hombre moribundo a quien pasearon por Madrid durante una noche entera, sin que las puertas de un hospital o de un asilo se abrieran para él.

Podríamos multiplicar estos hechos hasta el infinito. No son un accidente o una excepción. Son la re-

gla general y constante, como se derivan de la naturaleza misma de la autoridad. No son tampoco cosa exclusiva de España. Son de todas las latitudes. En estos últimos días, el ministro de Justicia, de Inglaterra, Mr Churchill, ha decretado la libertad de un individuo condenado a trece años de presidio por robo de dos pesetas y media. «El total de su pena se eleva a cincuenta y un años de prisión por sucesos pequeños y robos insignificantes. Su conducta en la cárcel ha sido irreprochable, y el infeliz tiene ahora 68 años.

»Al recobrar la libertad, en la que ya no creía, empezó a llorar y dijo que tantas veces como había delinquido lo hizo por necesidad y no por malos instintos.»

Todo eso no lo decimos nosotros; lo dice la prensa rotativa y burguesa. Y nótese que lo excepcional en las dos relaciones es la conducta del juez y el acuerdo del ministro de Justicia. Como ejemplo, lo citan al-



PALABRAS EN LIBERTAD

LA MUERTE DEL ULTIMO TROVADOR

Un día, allá por la remota y hoy casi encreible década de los años 40, la cosa ocurrió en Bucarest, Rumania, tal como la cuento: en compañía de un joven poeta, el vate Traian Lalescu, nos fuimos al Ministerio de Hacienda, donde mi amigo iba a recibir 5 millones de «Lei», resultado de una transacción con el Ministerio, para la venta de un edificio, en el cual iba a instalarse una de sus secciones. Mi amigo era hijo de uno de los más ilustres científicos del país, profesor de matemáticas en la Universidad de Bucarest, mundialmente conocido, pero como sus padres fallecieron durante su infancia, había heredado una «bella fortuna», mayormente casas y, me parece, una o dos haciendas.

El ministro de Hacienda era, en aquel entonces, un general llamado Stoenescu, admirador del padre de mi amigo, de manera que, al llegar a su despacho, ya tenía sobre la mesa el «dossier» de la venta, limitándose a sacar un cheque, entregándolo a mi amigo, después de una conversación de pocos minutos. Al salir del despacho ministerial, examinamos el cheque: en realidad, valía, nada más, nada menos, que 5 millones, equivalentes, tal vez, a unos 150 mil dólares al cambio del día. Al llegar a la caja, nos dimos cuenta que los billetes de 5 mil, no iban a caber en la carpeta que mi amigo cargaba, de manera que cruzamos la calle, entrando en una tienda para artículos de viaje, donde el poeta Lalescu compró una bella maleta de piel de cerdo, muy confortable para un viaje.

Cuando el cajero nos vio de regreso, abrió, espantado, los ojos, pero sin pestañear, pagó los cinco millones, con los cuales llenamos la maleta hasta el borde, cerrándola no sin dificultad. En cuanto me fui en búsqueda de un taxi, mi amigo, fumando un «Camel» después del otro, me aguardaba en la escalera del Ministerio, en medio de un increíble torbellino humano, pero, felizmente, nadie sabía qué contenía la maleta de piel de cerdo. Finalmente, encontré un taxi, pusimos la pesada maleta en el banquillo de atrás, mi amigo se sentó al lado, en cuanto yo me instalé al lado del taxista. Llegados al hotel donde Lalescu recién alquilara un pequeño apartamento, estudiamos el mejor lugar para colocar la maleta, sin que ésta llamara la atención. Mi amigo llegó a la conclusión que lo más seguro sería ponerla debajo de la cama, cerrándola con la pequeña llave. Dicho me rebaló un buen montón de billetes y hecho. Antes de salir del cuarto, se llenó los bolsillos con los billetes azules y nuevos.

En seguida, Lalescu comenzó la publicación de la revista semanal «Domingo», alquiló una elegante redacción, pagó los mejores salarios, reservó una mesa permanente en uno de los más afamados restaurantes de la capital, donde almorzaba y comía, pagando siempre la cuenta de todos los invitados, con champán y caviar. Se casó con una rubia actriz, le compró pieles y joyas, y — cada vez que se le acababa la plata, a bría la maleta debajo de la cama — hasta

que un día se dio cuenta que el dinero se le había acabado.

En seguida, cerró la revista, abandonó la mesa — y su mujer pidió el divorcio. Eran los años en que salí de Rumania. De 1946 hasta 1976, Lalescu sólo tuvo el coraje de escribirme 2 ó 3 cartas. Supe que murió, a fines de 1977, víctima de un infarto del miocardio, en medio de una reunión literaria, y que durante los úl-

timos 15 años había sobrevivido como redactor de un «boletín para el campesinado». En 30 años consiguió editar una plaqueta de sonetos, de menos de 1.000 ejemplares. Pero su recuerdo de trovador bohemio quedará grabado para siempre en la memoria de quienes le amaron, como este lejano cronista.

Stefan BACIU

CHARLIE CHAPLIN
(CHARLOT)

Cuando aparezcan estas notas a la luz, habrá pasado bastante tiempo, de su entierro en la localidad de Vevey, del cantón de Vaud (Suiza).

No nos guía ninguna especie de idolatría u otra aberración de la indole, que tanto abundan en esta época tan cargada de valores artificiales, donde todo ser, se siente artista, este calificativo contribuye a involucrar la realidad y el valor artístico del Arte.

Sería descortés de no hacerle un tributo a través de nuestra prensa, a aquel que nos deleitó en el curso de nuestra existencia; es al hombre que admiramos, por su noble entereza y por su integridad, así que por sus cualidades humanas. Su muerte, me hace abrir las finas páginas de nuestros recuerdos, donde nuestra febril visión recorre los acontecimientos en sus amplios horizontes que la cinematografía supo crudamente plasmar. El fallecimiento de «Charlot» nos causa la sensación en nuestros sentimientos, de haber perdido algo que apreciábamos en su legítimo valor, por su intenso contenido moral en la mayor parte de sus acciones. El hombre no puede huir de su verdadera personalidad; «Charlot» confirma la regla, el hombre y el artista pusieron en común, esa aroma genuina que es el genio; «Charlot» se coloca por su maestría, por encima del lote, incorporándose al nivel de los valores esenciales de la humanidad, fue universalista por convicción, fue el más conocido de los artistas, ya que los textos que filmó, rebasaron todas las fronteras, fue reproducido en casi todos los idiomas, su pantalla fue un viento que penetró, hasta las más bajas capas sociales, fue el más popular; sus zapatos, su bastón y su sombrero fueron conocidos hasta la más lejana aldea, y podemos afirmar que estos tres objetos eran más conocidos que la «tiara», la corona Papal, es verdad que ambos representaban dos géneros o parodias diferentes. «Charlot» fue un individualista, a pesar de haber hecho reír el mundo, su inteligencia nunca fue desmentida así que su humanismo, que lo situó al mismo nivel que el doctor Schweitzer, Pau Casals y otros que estuvieron por encima de la manada.

No quisiéramos inmiscuirnos en su vida privada, ni hacer relucir ciertas simpatías que el artista sustentaba, cierto, no las queremos mirar bajo ninguna óptica religiosa, ya que desconocemos las fuentes natas de su espiritualidad, pero a través de su profunda y magnífica obra, podemos juzgar su variado contenido, enorme trabajo, si queremos reducirla a unas cuartillas, si queremos profundizar la amplitud de sus numerosas interpretaciones, sus fuentes de imaginación que lo hicieron el gnico en su género, no plagió a nadie, la acción de sus gestos eran inéditos, como la sonrisa de un niño, sus trucos y sus excentricidades, eran estu-

diados y realizados como los cuadros patéticos de Goya; naturalmente, con otro arte, supo tocar nuestras fibras y maniobrar nuestros sentimientos, su mímica fue más elocuente que la palabra; fue el poeta, sin expresiones, que fueron comprendidas por las gentes humildes tan fáciles a captar en esa comunión de la visión y el sentir; nos hizo reír a bocanadas, en épocas tan difíciles a vivir, por sus contextos bélicos, sociales y económicos, nos hizo llorar el alma, cuando dispuso su mágica pantalla frente a la realidad, fue el maestro del séptimo arte, sacando provecho de todo enfrentamiento. Sus primeras realizaciones, fueron contra la autoridad, sus cintas lo declaman en todas sus acciones, fue un sociólogo ya que puso al descaro la potencia industrial «d'avant guerre» en sus normas de trabajo y en sus desigualdades, fue un Quijote moderno con su candidez charlotina; exprimió su lanza contra todo aquello que representaba la imposición, combatió con su sobrio estilo, toda forma de vejación hacia los parias, su bondad, saltaba de la pantalla para incorporarse en los espectadores, en las versiones mudas siempre estuvo al lado del débil, ayudó a que se levantara del suelo, era el ingenuo, pero amaba la belleza, ya que adoró la mujer, su romanticismo no tuvo límites, toda su obra fue un suspiro de esperanza en las lagunas pestilentes de la sociedad capitalista.

¿Quién de nosotros no se acuerda hoy de «El Dictador»? Nosotros que veníamos de dejar en las garras de Franco una revolución truncada; esta película fue prohibida en Francia bajo la aureola de Pétain, naturalmente en España también, así que otros países «democráticos». No queremos dejar pasar la ocasión para definirnos, ante la alocución terminal del film «El Dictador». Ese discurso transmitido por la atmósfera, la voz del hombre libre, del hombre que niega las dictaduras y los regímenes de opresión, ensalzando el sentimiento humano, negando la autenticidad de la política, para que los hombres vivan en una sociedad mejor. Este lenguaje, nosotros lo empleamos desde remotos tiempos a través de nuestra lucha, reivindicando la justicia y la libertad, para que el altruismo disfrute de la vida.

Charlie Chaplin, recibió el Premio de la Paz, otorgado por Rusia, Charlot confirió la importante suma, a un organismo de beneficencia, no quiso tocar un centavo de ese tributo.

Sentimos la pérdida del hombre y del artista, que nuestros pensamientos se traduzcan en primaveras, para que las flores imperen en la tierra que le dio su manto. Sabemos que en el fondo de su tumba, aún hará reír a los que yacen a su lado, dejando que el eco continúe su suspiro.

ROLDAN

LIBROS

«La Revolución desconocida» (2 v.) Voline	40 00
«Cent dies de la vida d'una dona», Frederica Montseny	25 00
«La Araña Negra», Blasco Ibáñez	100 00
«Historia del 1º de Mayo», M. Dommanget	30 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70
«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«Góngora». Obras lujo	60 00
«Divina Comedia», Dante	60 00

«Los Olvidados» (Los exiliados españoles en la 2ª Guerra mundial), A. Vilanova	54 00
«La Muerte de la Esperanza», E. de Guzmán	50 00
«Les Mouvements fédéralistes en France. 1945 a 1974», Alain Grellsamer	30 00
«El Año de la Victoria», E. de Guzmán	50 00
«L'Espagne Libertaire. 1936-1939», Gaston Leval	25 00
«Requiem por un campesino español», Sender	12 00
«Romancero Libertario CNT-FAD», Varios	18 00

PSICOLOGIA DE LA AUTORIDAD

gunos periódicos. Luego lo firme, lo sustancial, es la iniquidad autoritaria, la fría indiferencia y la despiadada crueldad. El hombre, en cuanto a autoridad, ya no es hombre, queda por debajo del hombre. Su ética no tiene entrañas; es ética de bestias. Su oficio es un oficio de verdugos. El dolor ajeno no roza su dura epidermis. Su placer es el mal.

La función hace el órgano. Y así la función autoritaria ha creado el órgano autoridad, cuya psicología carece de rasgos humanos y se confunde con la de las allmañas.

Hombres ayer bondadosos, rectos en su conducta, abnegados con sus semejantes, se tornan hoy, ya investidos de autoridad, inhumanos, crueles, duros de corazón, más duros aún de intelecto. Una ordenanza, una disciplina, una legislación cualquiera ahoga en ellos prontamente toda nobleza de sentimientos y de pensamientos. El frío cálculo invade sus sentidos. La noción del castigo, de la represión, de la pena, domina de absoluto su alma plena de instintos

malvados. Para la autoridad, todo hombre es un delincuente, mientras no demuestre lo contrario. Y así se hace soez, grosera, brutal. Ya no es la función autoritaria elemento regulador de la vida común, balanza justiciera que a cada cual da lo suyo, servidora sumisa de los intereses generales. Es la fuerza prepotente, dueña de todo, superior a todo, por encima de todo.

Se la quiere imparcial, y su imparcialidad la pone fuera de toda humanidad. ¿Cómo podría serlo si tuviera alma humana, corazón y cabeza de hombre? Se la quiere recta, y su rectitud la coloca fuera de toda sensibilidad. Indiferente al dolor, suspicaz con el placer, va a su fin arrollando toda supervivencia piadosa, de amor, de compasión. Se la quiere justiciera, su justicia condena a presidio por toda una vida al que hurtó por hambre o cuelga de un palo al que mató por arrebató, por malvada educación social, por locura engénita.

Ricardo MELLA

EL MAREMAGNUM CAPITALISTA

EL IMPERIO AMERICANO

Los avatares espectaculares del signo de cambio del gendarme del capitalismo internacional provoca el éxodo del para forzoso americano y de la inflación hacia los países de ultramar.

La llegada del presidente Carter a París con un dólar valorizado en su más mínima expresión pero que remonta rápidamente ante el impacto de las garantías dadas por el abanderado capitalista de que las fuerzas norteamericanas en Europa no solamente no serán disminuidas sino que serán aumentadas. La reacción favorable de la burguesía europea no se hizo esperar. Inmediatamente la banca central alemana (Bundesbank) y las otras bancas centrales europeas intervinieron para remontar el curso del dólar, que ha provocado un bailoteo monetario mundial, y dan un vuelco a la depreciación de la moneda imperial con la que hay que pagar toda transacción que se haga en productos energéticos y en materias primas. Pero es tan solo un respiro puesto que la balanza comercial americana registra el mayor déficit de todos los tiempos (se calcula alrededor de treinta mil millones de dólares). Por consiguiente la baja del dólar es alimentada por el tesoro americano para acelerar la exportación de los productos americanos. De ello se deduce que tiende a arrebatar mercado a otros Estados que ven aumentar el paro forzoso con la pérdida de mercados que es una revelación manifiesta de las inherentes contradicciones en que se debate el sistema capitalista.

El dólar es una estafa a gran escala puesto que no cuenta con la cobertura suficiente desde el instante en que los Estados Unidos suprimieron la cobertura aurifera en 1971. Pero veamos la congestión de dólares por lo que respecta a los países petroleros. Los trece miembros del O.P.E.P. (países exportadores de petróleo) encajan un ingreso de quinientos mil millones de dólares desde 1973 a 1977. Desde 1870 a 1973 los ingresos del O.P.E.E.P., anteriores al alza del oro negro provocada por la guerra del Kipur que da un cariz político al producto energético, el aflujo de dólares fue más modesto. Se ha de precisar que es entre 1973 y 1977 cuando se registra la gran avalancha de dólares. Es en este período que las economías capitalistas sufren un fuerte impacto puesto que especulaban con la baratura del oro negro que entre 1870 y 1973 no les representaba que ochenta mil millones de dólares en la totalidad de las importaciones. Es decir que el capitalismo occidental para alimentar sus industrias alocadas contaban con el despojo de los países apenas emergidos de la condición colonial. La Arabia Saudita y el Irán son los dos Estados feudales que encajan la zona de influencia americana mayor tajada. Los dos Estados que desarrollan una política de carácter represivo en el Medio Oriente y en el Próximo Oriente. La Arabia Saudita atiborrada de dólares es quien financió la masacre de palestinos en el Líbano y para ello se sirvió como brazo ejecutor del siriano, el presidente Asad.

Pero es la misma Arabia Saudita quien respalda económicamente a Sadate y ello induce a sospechar que acabará sumándose abiertamente al pasteleo egipcio-israelita de inspiración norteamericana pero incubado en el cenáculo del capitalismo internacional para evitar que el petróleo pase a manos de los pueblos árabes y saquen el beneficio que en la ac-

tualidad es sustraído por los señores feudales. El emperador del Irán es el gendarme del golfo Pérsico y por lo tanto gendarme de las compañías petroleras norteamericanas.

Todo ese oleaje de dólares no queda enterrado en los desiertos de los países árabes sino que reemprenden camino hacia los países occidentales. Los Petro-dólares, llamados así por su origen petrolero, son invertidos en las economías de los capitalismos occidentales. En la República Federal Alemana la casa Krupp y Mercedes Benz están penetrados por las aportaciones del Irán. En Italia la casa Fia, propietaria del diario

un año. Ahora se hablará de la bomba americana a neutrones, de los cohetes intercontinentales rusos con varias cabezas atómicas y de un submarino ruso provisto de cohetes de largo alcance.

A todo ello hay que agregar que los presupuestos de defensa de las dos superpotencias capitalistas rebasan la cifra de cien millones de dólares.

Es evidente, pues, que rusos y americanos poseen el monopolio del terror y que sólo tratan de reducirlo ajustándolo a la coyuntura de sus respectivas economías. No se trata de desarmar ni de dismantelar las

mento del salario. En toda Europa occidental va in-crescendo la ofensiva contra la clase trabajadora. Ya en 1977 se empezó a licenciar a los trabajadores inmigrados, arrojándolos de los países a donde habían acudido contratados por la burguesía de los países altamente industrializados. Cuando el caos económico afectó a las economías capitalistas se presionó a los trabajadores extranjeros hasta el punto de ofrecerles dinero para que regresaran a sus respectivos países, y todo ello salpicado de un marcado racismo. De manera que el capitalismo internacional ha convertido la contratación de los trabajadores en una especie de trata de blancas o en un mercado de esclavos que una vez alcanzados los fines especulativos, o sea de explotación de la mano de obra los arroja de nuevo a las colonias que detenta el capitalismo sea en plena Europa occidental o bien en suelo africano. A la especulación de las materias primas y de la moneda se ha de agregar la especulación de los seres humanos.

El capitalismo precisa de mano de obra barata que la consigue operando en dos frentes: primero instaurando dictaduras fascistas camufladas con el ropaje democrático, para poder obtener un rendimiento elevado de sus capitales que lo consiguen imponiendo salarios bajísimos y de ahí el éxodo de los capitales de las zonas industriales para acudir a los países en vías de desarrollo, pero con abundante mano de obra, que no dispone del menor derecho para defender sus reivindicaciones. En segundo lugar disponen de la inmigración de la mano de obra extranjera para contrarrestar toda posibilidad de resistencia del proletariado autóctono. Nos hallamos ante una desenfrenada explotación de la clase trabajadora en el área planetaria que el capitalismo impone, porque socialistas y comunistas están incorporados al cotarro capitalista.

Si el 1977 descubre cuanto decimos, el año 1978 se agravará si el proletariado mundial no se percata de la urgente necesidad de unificar las acciones de los trabajadores por encima de fronteras, de patrias y de distinciones de razas y de colores.

El drama social alcanza tonos elevados. Es el «Cuarto Mundo» constituido por millones de trabajadores que viven hacinados en condiciones miserables y en largas hileras de chozas que se descubren a los pies de las grandes urbes. Son condenados a ocupar tales chozas, que por su sola presencia condenan a la tildada sociedad de consumo, son los trabajadores extranjeros.

El capitalismo internacional se percata de la gravedad de la situación y por tal razón hemos presenciado la visita del gendarme del capitalismo internacional que se ha desplazado a Europa para tranquilizar a la burguesía europea que teme un posible levantamiento de los esclavos europeos. La visita a París del presidente norteamericano Jimmy Carter confirma cuanto hemos dicho desde estas columnas que la Europa de los nueve no es otra cosa que una colonia norteamericana que se caracteriza por la hegemonía alemana ejerciendo de banqueros de Europa y dominando políticamente por consiguiente.

La unidad de la clase trabajadora es indispensable para hacer frente a la explotación que año tras año va acrecentando el capitalismo y para barrer de la faz del mundo el imperialismo ruso-americano y los imperialismos europeos de menor monta que en nombre de la democracia avasallan la soberanía de los pueblos.

por Jaime BALIUS

«Stampa», está fuertemente intervenida por los dólares de Libia. Sin entrar en el detalle del resto de las inversiones que son numerosas hay que tener presente los bienes inmobiliarios. En Inglaterra los Emires del golfo Pérsico poseen castillos, manzanas de casas, cotos de caza en Escocia. Sería interminable la relación de las inversiones y no se puede pasar por alto la presencia de los feudales árabes en torno de los tapetes verdes de los grandes casinos de la Costa Azul.

EL TERROR DOSIFICADO

Las múltiples negociaciones sobre los diferentes aspectos del desarmamento se reemprenden en enero de 1978. Jamás aún las dos superpotencias capitalistas — rusos y americanos — habían entablado tantas negociaciones a la vez para limitar su potencia militar y al unísono nunca tantas armas nuevas han estado en vías de ensayo y en espera de ser operacionales. Es en el «Journal de Genève» que M. Kuy Gasteyger, profesor de la Escuela de Altos Estudios Internacionales de Ginebra y uno de los principales especialistas en cuestiones internacionales, quien considera la cantidad grande de armas nuevas que tienen en reserva los Dos Grandes y todo ello encubierto por una burda maniobra de conciliabulos que solo tiende a dosificar el terror pero no a renunciar a su condición de terroristas de alto vuelo.

Las negociaciones Salt, o sea discusiones americano-soviéticas sobre los cohetes y los bombarderos intercontinentales y nucleares. Es considerada como la más espectacular y empezará a principios de este año en Ginebra. A renglón seguido, al margen de las reuniones del Comité de la ONU sobre el desarmamento rusos y americanos van a discutir en el mismo Ginebra de la prohibición eventual de las armas químicas, de las armas radiológicas y de la completa suspensión de las explosiones nucleares. Pero en Berna (Suiza) se hablará de la limitación de las fuerzas militares en el Océano Índico. Y en Viena de la limitación de las fuerzas militares en la Europa Central. Y en Washington y Moscú del comercio internacional de los armamentos catalogados como convencionales. Se juntará a la larga lista de reuniones la Conferencia Mundial del Desarmamento que se celebrará en New-York discutiéndose sobre la prohibición de las armas antisatélites. El resultado de tales negociaciones es considerado por los cronistas internacionales que está ligado al bloqueo de las negociaciones ruso-americanas, puesto que la URSS ha esperado que entrase en función la nueva administración americana que llegaba al poder hace exactamente

fábricas de armas. Una vez reajustado el equilibrio terrorista de las dos superpotencias a un nivel que les permita seguir provocando conflictos sirviéndose de no importa qué país y en cualquier zona. Seguirá en 1978 el condominio ruso-americano avasallando la soberanía de los pueblos: los rusos en nombre del marxismo-leninismo o de un socialismo sui-generis y los americanos en nombre de la democracia capitalista.

UN 1978 CAOTICO

Según la Organización de Cooperación y Desarrollo Económico a la que pertenecen los países más altamente industrializados el porcentaje de progresión económica en 1978 será de 3,25 por ciento que desde luego no será suficiente para absorber el sub-empleo ni para disminuir la cifra alarmante de paro forzoso que alcanza proporciones gigantescas puesto que los 16 millones de 1977 van a convertirse en 18 millones en 1978 y esto en los países industriales de primera fila. Y por lo que se refiere a la Comunidad Económica Europea los seis millones de parados de 1977 se espera que se conviertan en 1978 en siete u ocho millones. Desde luego todas las cifras emanan de los organismos capitalistas que siempre tienden a encubrir la magnitud del desconcierto.

Lo que se entiende por crisis no es otra cosa que una parodia de economía cimeentada sobre valores fraudulentos y falsos como son la propiedad privada, la moneda, la explotación de la clase trabajadora y la irritante desigualdad social. No es posible, pues, esperar que se rehabilite un sistema que año tras año mantiene en pie las mismas premisas antieconómicas e infrahumanas por más que se hincle la monserga de los primeros de año. El 1977 ha sido malo, pero el 1978 seguirá los mismos pasos que el año fenecido pese a los narcóticos que emplea el capitalismo con la burda leyenda de Navidad y la borrachera pagana del Año Nuevo. En 1978 seguirá la política de austeridad que consiste en bloquear los salarios mientras que los precios suben en espiral. En España el famoso Pacto de la Moncloa suscrito por socialistas y comunistas estipula que en 1978 los salarios no podrán aumentar más del 22 por ciento siendo que en 1977 la inflación ya rebasaba el treinta por ciento y tal monstruosidad tiene carácter retroactivo.

En todos los países de la Europa de los Nueve se limita el crecimiento de los salarios a una tasa que está por debajo de la galopante inflación. El socialista Callaghan, jefe del gobierno inglés ha optado por renunciar al servicio del cuerpo de bomberos antes que acceder al au-

3428

B.D.I.C

PARIS, 23 FEVRIER 1978. — NUMERO 973.

HEBDOMADAIRE

— PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE.

ELLE COMBATE LE COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

« Tout le mensonge du système représentatif repose sur cette fiction, qu'un pouvoir et une chambre législative sortis de l'élection populaire doivent absolument ou même peuvent représenter la volonté réelle du peuple. »

Michel BAKOUNINE

Dogmatisme et antidogmatisme

par Gr. BALKANSKI

Le langage humain est encore tellement imparfait, malgré son emploi depuis des millénaires, que les meilleures définitions des dictionnaires se prêtent aux abus et aux interprétations arbitraires.

Le dogmatisme — affirment les dictionnaires — est une « philosophie qui admet la certitude » (des vérités-dogmes).

Le dogmatisme est, sans aucun conteste, propre à toutes les religions dont les dogmes ont leur source dans les prêches de leurs fondateurs; pour le christianisme, cette source est l'écriture sainte. Les affirmations admises comme vérités par la foi excluent toute critique. Et toutes les fois qu'elles deviennent sujet de doute et de critiques, des excommunications s'en suivent, des hérésies surgissent.

Pour le Christianisme, l'imposture de la Trinité — Père, fils et Saint Esprit — est une vérité intangible, comme l'est le caractère divin de la Vierge Marie.

Mais la « certitude » des vérités pourrait être attribuée aussi, en tant que dogme, à certains principes; alors, le dogme et le principe sont arbitrairement identifiés.

Ce qui distingue radicalement le dogmatisme de l'antidogmatisme, c'est que le dogme est admis par la foi, alors que les philosophies non dogmatiques ont leurs principes prouvés par l'expérience et se caractérisent par l'esprit critique de leurs adeptes.

Le marxisme, tout en n'étant pas une religion dans le sens propre du terme, est aussi un dogmatisme, bien que les marxistes s'en défendent.

Selon un dictionnaire marxiste, le

dogmatisme est défini comme un « mode de pensée sans critique basé sur des dogmes admis et il s'avère défenseur du passé et des idées révolues ». Et il ajoute en soulignant : « Le marxisme est ennemi de tout dogmatisme. » Ceci est-il vrai ?

Oui, et non !

Non, car toutes les fois que les dogmes marxistes deviennent sujets de doute et de critiques, des hérésies surgissent et des scissions interviennent inévitablement. Aujourd'hui, les hérésies marxistes dépassent la douzaine — à commencer par la social-démocratie « traîtresse » pour finir actuellement par l'« Enver Hodjeïsme » albanais qui n'a pas encore proclamé sa nouvelle bible.

Oui ! car, chez les marxistes, il existe aussi un phénomène curieux : les dogmes demeurent intangibles dans les livres et ils sont même officiellement enseignés dans les écoles du Parti. Mais, les apôtres des nouvelles théories accompagnant et justifiant les nouvelles pratiques n'en tiennent aucunement compte. Et cette manifestation d'« esprit critique » est plutôt la preuve de manque de principes. Donc, les dogmes cohabitent avec l'absence de principes.

L'exemple le plus convaincant en est le dogme du « déperissement » de l'Etat — idée-force si chère à l'associé de Marx — Engels. Le dogme demeure immuable (dans les livres-évangiles, bien entendu). Mais, dans les nouvelles théories et les nouvelles pratiques, toutes les hérésies Marxistes et Léninistes les omettent et feignent de les ignorer.

Le premier maître dans le manque

de principes fut Lénine. Il a joliment spolié Bakounine, tout en continuant à se référer à Marx et à s'appeler marxiste. Heureusement qu'il n'a pas eu l'idée de s'attribuer le nom d'anarchiste ou de Bakouniniste ! Quelles vaines disputes il aurait suscitées entre nous et lui, s'appropriant une appellation qui ne lui revenait pas.

Ainsi, comme les principes sont identifiés arbitrairement avec les dogmes, il est facile d'inventer artificiellement toutes sortes d'antidogmatismes afin de justifier les hésitations et la trahison à l'égard de certains principes.

Expliquons - nous. L'anarchisme n'est pas dogmatique parce que :

1° Les principes sur lesquels il s'appuie sont tirés de l'expérience historique et ils sont scientifiquement justifiés et confirmés par la vie;

2° Non seulement les doctrines anarchistes, mais aussi leurs adeptes sont pénétrés d'un esprit vivement critique. Il est absurde de parler d'anarchisme anti-dogmatique, en opposition avec un anarchisme soi-disant dogmatique qui n'existe pas. Ce sont le plus souvent des gens qui se sont attribué l'appellation anarchiste sans bien connaître les idées ou qui commencent à hésiter, ne croyant plus aux principes et à la tactique libertaire. Ils préparent leur « départ », afin de trouver des situations plus avantageuses ou de s'enfermer dans une existence de philistins sans aucun mobile idéaliste.

L'un des principes fondamentaux de l'anarchisme est, par exemple, la

négaration du pouvoir. En vertu de ce principe, les anarchistes ne peuvent exercer aucune forme de pouvoir. Ils ne peuvent pas accepter ni déléguer des droits à exercer le pouvoir.

Cependant, il se trouve de temps en temps, certains anarchistes « rénovateurs » qui préconisent par exemple, la participation aux élections municipales et même la participation aux conseils municipaux. A leur sens, la réfutation catégorique d'une telle tactique serait une preuve de dogmatisme.

Si les anarchistes « dogmatiques » réfutent catégoriquement une telle tactique, une telle participation aux organes du pouvoir qui, pratiquement, est démunie de toute efficacité et qui mène à la corruption, c'est parce que la révocation n'est plus possible (à moins que nos « conseillers » ne démissionnent par leur propre volonté, ou que les conseils municipaux ne soient dissous par ordre des autorités supérieures de l'Etat).

La révocabilité est le contre-poison de toute bureaucratie, si décriée aujourd'hui, et que les anarchistes ont combattue de tous temps.

Mais les anarchistes — nous objecterait-on — reconnaissent et pratiquent Secrétariats, comités, commissions, permanences qui peuvent avoir une durée prolongée. Ceci n'est-il pas en contradiction avec la révocabilité ?

(Suite page 2)

LUIS Y MAITE

Dos jóvenes de 17 años que la policía ha querido involucrar en el atentado de la «Scala» y que toda la población de Rubí es unánime en reclamar su puesta en libertad.

HAN CULPADO

A LUIS



HAN CULPADO

A MAITE



PRETENDEN DESTROZAR DOS VIDAS

COMUNICADOS

CENTRO CONFEDERAL - PARIS

Sábado día 11 de Marzo a las 16,30 **CONFERENCIA-DEBATE** a cargo de Gr. Balkanski que disertará sobre el tema, «Problemas actuales: anarcosindicalismo y evolución del movimiento obrero».

REGIONAL CATALANA EN EL EXILIO Comisión de Relaciones

A todas las AA. LL., compañeros y simpatizantes:

Hacemos constar que en el Pleno de la Regional Catalana en el exilio celebrado en Toulouse el 14 de agosto de 1977, se acordó que la cotización aumentase a dos francos. Lo que hacemos constar para los efectos administrativos consiguientes. Por otra parte señalamos que los envíos económicos deben dirigirse a la siguiente dirección: C.O.P. 3 471 90 X. Toulouse. M. Codina G. ou M. Liarte R., 7, rue Larrey, 31000 Toulouse.

REGIONAL DE ORIGEN ARAGON, RIOJA Y NAVARRA

La Comisión de Relaciones de la R. de A. R. y N. en el Exilio, pone en conocimiento de los compañeros y compañeras, que en perspectivas de la celebración de un importante Mitin (en el que participarán oradores Interior-Exilio) en el mes de marzo en Zaragoza, que en esta de Toulouse, se organizan algunos autocares para asistir al mismo.

Para inscribirse podéis hacerlo personalmente y por escrito a J. Raluy, 4, rue Belfort, 31000 Toulouse.

Dogmatisme et antidogmatisme

(Suite de la page 1)

Oui, c'est vrai, il y a des mandats prolongés. Mais le principe est toujours sauvegardé, la révocation peut intervenir à chaque instants et les permanents exécutent des tâches techniques. Ils sont organes de relations, de liaison, ils ne décident de rien de leur propre chef. Et même, lorsqu'ils doivent faire des déclarations publiques afin d'annoncer l'attitude des organisations vis à vis des problèmes d'actualité, ces déclarations sont faites dans le cadre et l'esprit des positions prises et déterminées par les assemblées et les congrès...

Gr. BALKANSKI

CORREO DE REDACCION

— N. C., Madrid. La huelga de correos en este país ha distraído, al parecer, tus envíos, de forma que los últimos llegan los primeros. No obstante, todo irá saliendo.

F. L. DE BURDEOS

Convoca a los compañeros para la Asamblea General que se celebrará el domingo 5 de marzo a las 9 y media de la mañana en 42, rue Lalande. Dada la importancia del temario, se requiere a los compañeros sean puntuales a la hora anunciada. El temario del Orden del Día estará a la disposición de los compañeros en nuestro local.

**L'EXPOSITION « ESPAGNE 36 »
A TOULOUSE
du 17 au 26 février 1978, à la M.J.C.
Empalot, 30, Allé H. Sellier,
31400 Toulouse.**

Programme durant cette semaine :
Jeudi 23. — Le Franquisme. Problèmes des nationalités.
Vendredi 24. — L'Espagne aujourd'hui. Libéralisation ou illusion ?

PERPINAN

Agrupación Aragonesa CNT-AIT

Con el fin de dar cumplimiento a los acuerdos del último Pleno Regional celebrado y con vistas de organizar la Agrupación local.

Todos los compañeros aragoneses residentes en Perpiñán y pueblos limítrofes, quedan invitados a la reunión que se celebrará el domingo día 26 de febrero a las 10 de la mañana en el local social, 9, rue Duchalmeau, Perpiñán.

Esperando la puntual asistencia de todos por la importancia de los asuntos a tratar.

F. L. DE BURDEOS

Domingo día 26 de febrero de 1978 a las 9 y media de la mañana **CONFERENCIA** a cargo del compañero Juan Gómez Casas, el cual disertará sobre un tema de actualidad.

Por la tarde a las 3, el Grupo Juvenil Cenetista de Paris, proyectará un montaje **AUDIOVISUAL**, sobre el tema «Espana 36».

Jornada a retener por todos los compañeros y simpatizantes que acudirán como un solo hombre al local del 42, rue Lalande de Burdeos.

ODA AL HOMBRE

En el mundo lo que cuenta es el hombre,
no importa su color
ni su credo, ni su raza, ni su nombre,
únicamente el hombre con toda su miseria y todo su esplendor.

Leyes, gobiernos, Estados y fronteras,
complejo criminal
de sordos intereses, de estúpidas barreras
que hacen del hombre un paria
y del mundo una arena sangüinaria
o un sórdido corral...

El mundo, como el sol, el aire, el suelo,
a todos pertenece sin contar
como el espacio al pájaro en su vuelo,
como a la ola el mar...

Leyes, gobiernos, Estados y fronteras,
loca compilación
de vetos, de tabúes, de quimeras
que aprisionan al hombre y atrofian su razón.

El hombre es soberano,
el hombre es el artífice de su felicidad;
el hombre, aún siendo enano,
es infinito;
el hombre es a la vez mito
y realidad;
el hombre es sobrehumano:
¡el hombre lleva en sí toda la humanidad!...

Por eso yo reclamo el canto y el derecho a la pelea,
al gesto decisivo y a la acción,
y que mi pluma en vez de pluma sea
una tea,
una espada y un cañón.

Para que rojos y fraternos esplendores
refulgan finalmente por doquier
y que olorosas y arrobantes flores
germinen en las ruinas del ayer.

Porque mientras la tierra no sea libre
y, en apretado haz,
el corazón universal no vibre
¡no habrá en el mundo paz!

Leyes, gobiernos, Estados y fronteras,
todo eso pasará
como fantasmas huecos y sombras agoreras
que el tiempo inexorable borrará.

Pero, en los siglos, invencido, el hombre,
al margen de su credo, su raza o su color,
continuará la historia eternamente en nombre
de la fraternidad y del amor.

Alberto DEZA

(Extraído de «Cantos de combate y de esperanzas».)

SOLIDARIDAD OBRERA

Portavoz de la Confederación Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

Las reacciones ante la campaña contra la C.N.T. y el Movimiento Libertario

LA F. A. I. SE DIRIGE AL PUEBLO

A todos los trabajadores; a todos los anarco-sindicalistas; a todos los anarquistas:

El Estado fascista, clerical y monárquico ha desencadenado en días pasados una campaña de descrédito contra la C.N.T. con la única finalidad de impedir que las acciones contra el Pacto de la Moncloa y las elecciones sindicales tuvieran una resonancia masiva.

Ha sido aprovechado con esta finalidad el atentado a la sala de fiestas Scala, de Barcelona, y que tuvo como fatal consecuencia la muerte de cuatro trabajadores. El único fin del gobierno ha sido querer enlazar la muerte de estos cuatro compañeros con las consignas de la C.N.T. bajo la intención de llegar a la conclusión de que «sólo los que queman locales como Scala y consiguientemente producen cuatro muertos, son capaces de boicotear las elecciones sindicales e impedir la aplicación del Pacto de la Moncloa».

Este ataque directo hacia la C.N.T. ha sido después extendido a la F.A.I. y la A.I.T. (Asociación Internacional de Trabajadores) y F.I.J.L. tratando de involucrar a ambas organizaciones como ramas militares de C.N.T.

Queremos hacer constar que ni la F.A.I. ni la A.I.T. son organizaciones militares ni brazos armados de nadie. La A.I.T. es la organización heredera de la primera Internacional. Por otro lado la Federación Anarquista Ibérica es la agrupación específicamente anarquista donde nos organizamos, para extender nuestras ideas. La F.A.I. es una organización históricamente vinculada a la C.N.T., pero bien diferenciada. La F.A.I. es una organización hermana de la C.N.T. junto con la F.I.J.L. (Federación Ibérica de Juventudes Libertarias) solidaria con ambas y siempre dispuesta a apoyarlas. Ni iguales ni desvinculadas, son ramas diferenciadas del Movimiento Libertario de España.

Por otra parte, los propios detenidos, al comprender la situación que para la C.N.T. se derivaba de las confesiones de culpabilidad, que sólo a través de los malos tratos a que fueron sometidos se les pudieron arrancar, han dejado bien claro, al tiempo que niegan su participación en los hechos, que el asunto nada tiene que ver con la C.N.T. y que, por lo tanto, se desvinculan de la misma para evitar que, adjudicándose a ellos, se pueda comprometer a la organización anarco-sindicalista.

Esta campaña contra la C.N.T., la F.A.I., las Juventudes Libertarias y el conjunto del movimiento anarquista Ibérico, juega y desarrolla, además, un papel determinante dentro de la propia C.N.T., y el Gobierno trata, a través de estas acciones, de intervenir en el desarrollo de la vida interna de la Confederación.

En plena elección del Comité Nacional, por ejemplo, fueron detenidos compañeros de la Construcción de Madrid tras una provocación policial, con la única intención de influir en la marcha de la plenaria que se estaba desarrollando.

Para el gobierno resulta intolerable huelgas como la del Comercio, en Madrid, y necesita a toda costa

«enderezar» la marcha de la C.N.T. No está sólo Martín Villa en esta operación y viejos conocidos suyos esperan recuperar pronto sus posiciones en diversos comités con la finalidad, precisamente de llevar a cabo ese «enderezamiento». La actuación policial combinada y respaldada con la acechante presencia de estos «militantes» de la C.N.T., dan como resultado una cadena de iniciativas descabelladas por «limpiar» de anarquistas la Confederación, desligar la C.N.T. de la A.I.T. y condenar sistemáticamente a la F.A.I. Es la conspiración verticalista y clerical que desde las sombras pretende a toda costa extirpar los elementos revolucionarios de la C.N.T. para poder domesticarla. Hasta donde llegan las complicidades es difícil de relatar, pero cada cual puede examinar a su alrededor.

La Federación Anarquista Ibérica debe poner de manifiesto esta situación, de la cual, además, es víctima. Víctima de la conspiración combinada del gobierno y sus agentes ver-

ticalistas y vaticanistas, por actuar en defensa de la C.N.T.

El peligro que estos sectores y el gobierno ven la F.A.I. no es precisamente el de ser la «rama militar» de la C.N.T. sino que es la columna vertebral de los anarcosindicalistas de la C.N.T.; la garantía de su defensa como sindicato revolucionario frente a los intentos repetidos por destruirla.

La policía ha pretendido, una vez más, meter las narices en los asuntos de la F.A.I., ha recurrido a cuatro muertos en Scala para tratar de frenar el proceso de su reconstrucción, desarticularla y, finalmente, favorecer el «ascenso» de los liquidadores de la C.N.T. que están dispuestos, como ya lo estuvieron en 1933, a destruirla.

La C.N.T. no tiene más posibilidad de existencia que como organización anarcosindicalista, un sindicato revolucionario, y ésto es lo que está hoy en juego.

F.A.I.

Basta ya de provocaciones señor ministro

Al escribir estas líneas no pensamos analizar esa rueda de prensa, ya que caeríamos en el mismo error de quienes la convocaron. En realidad ha sido un nuevo intento de provocación continuando la campaña de desprestigio comenzada con las declaraciones del Comisario Margarida en contra del Anarquismo y del Movimiento Libertario en general.

Señor Martín Villa: ¿Qué pretende con esas falsas y tendenciosas acusaciones?, ¿Provocarnos?, ¿Lanzarnos a la violencia?, ¿Acorralarnos? No, señor ministro, no. Con sus evasivas se le volvió a ver el plumero. Cualquier televidente con dos dedos de frente se habrá dado cuenta de que sus acusaciones no tienen ninguna base donde reposar. Y hablar sin conocimiento, o tergiversando la realidad, es muy grave en un ministro del Interior de cualquier gobierno.

¿Molestamos? Natural, hombre, natural. Hemos sido, somos y seremos los únicos que nunca hemos aspirado a un pedazo de la tortilla del poder y jamás nos venderemos. Esto es grave para quién maneja el cotarro: no conseguir pactar con nosotros.

Se nos teme, y es natural. Se decía que éramos cuatro «pasotas», unos amiguetes folklóricos, una cuadrilla de cantamañanas... Incluso para el Sr. Carrillo éramos un cadáver... que al parecer goza de excelente salud...

«La extrema derecha está controlada.» Por favor, eso que lo digan los periodistas apaleados, los presos torturados, los obreros asesinados, los manifestantes reprimidos, los...

Usted ha hablado de sacar la policía a la calle para defender al ciudadano. Lo que no ha dicho es de quién piensa defenderlo y cómo

piensa defenderlo, y por la actuación de los cuerpos a sus órdenes y sus declaraciones prevemos que va a recrudecerse la represión contra el Movimiento Libertario...

Bajo la dictadura, el anarquismo fue totalmente ignorado, ingresando en prisión como delincuentes comunes, volvió con una ideología ácrata se revolvía contra la opresión. En los archivos de la D. G. S. lo puede comprobar... Después del 15 de diciembre el M. L. comenzó a salir a la luz en sus múltiples facetas y como tal. Y, siempre de frente, ha expuesto su postura ideológica y ha actuado consecuentemente con ella. Sin terrorismos, sin bombas ni balazos, únicamente con nuestra razón y nuestra negativa total a pactar con las esferas del poder. Y eso, confíeselo usted, señor ministro, es el terrorismo que nos achaca y lo que en definitiva le preocupa.

Se nos ha identificado siempre con toda clase de actos terroristas (últimamente con el atentado a «Scala»), actos que, en la mayoría de ocasiones, sólo benefician a la derecha más recalcitrante. Si, alguien que se dice anarquista es capaz de llevar a cabo semejantes acciones o bien es un tarado mental o trata de desprestigiarnos.

Para la próxima vez que toque el tema no olvide anotar en su «chuleta» que ya han querido pactar con estos «terroristas», porque supongamos que recordará los desaforados intentos del señor Solís, en su época de ministro, de comprar a la C.N.T. organización que, por carecer de líderes y jerifaltes, es imposible sea traicionada.

Le damos, sinceramente, las gracias por la propaganda gratuita que ha supuesto su rueda de prensa.

Colectivo Libertario de Valladolid. Valladolid, 3 febrero 1978.

LA IGLESIA CATOLICA NO ES UN PODER MAS

Instrucciones secretas de las compañías de Jesús

(Continuación)

«— 2. Téngase presente que es necesario... adquirir la benevolencia, principalmente... de las personas de autoridad que se conceptúan necesarias.

— 3. Convendría ir a los lugares más lejanos donde haya que recibir limosnas... después de haber pintado las necesidades de los nuestros. Sin embargo, será muy conveniente dar al momento estas limosnas a los pobres... para que (los que no tienen exacto conocimiento de la Compañía) en adelante se muestren más liberales con nosotros.

— 5. En principio no conviene que los nuestros compren fincas; pero en el caso de que hubiesen comprado

algunas bien situadas, digase que pertenecen a otras personas, usando de los nombres de algunos amigos fieles que guarden el secreto; para mejor aparentar nuestra pobreza, las fincas inmediatas a nuestros colegios aplíquense a colegios muy distantes, lo que impedirá puedan los príncipes y magistrados saber jamás las rentas que tiene la Sociedad a punto fijo.

— 6. No irán a residir los nuestros para formar colegios sino a las ciudades ricas, porque debemos imitar en esto a JESUCRISTO, QUE SE DETUVO EN JERUSALEN Y SOLO IBA COMO DE PASO POR LAS POBLACIONES MENOS CONSIDERABLES. (Continúa).

Catolicismo y Vietnam

El 23 de enero de 1973 Estados Unidos y Vietnam firman el armisticio. La guerra está prácticamente terminada. En 1975 Paulo 6° «exhorta» a los curas católicos de Vietnam del Sur a «permanecer en sus puestos». ¿Curas católicos en Vietnam? ¿También en Vietnam? Pues sí, y Paulo 6° sabía bien por qué daba esa orden: ya en 1945 el primer gobierno vietnamita era integrado por cuatro ministros católicos mientras un obispo era consejero especial del presidente Ho Chi Minh (a quien las convicciones religiosas lo llevaron a escribir en la declaración de la independencia de Vietnam: «Todos los hombres... están dotados por el Creador de ciertos derechos...»).

Sigamos el curso de la historia. El primer bombardeo americano tuvo lugar el 5 de agosto de 1964 pero la sangre corría ya desde tiempo antes. En 1955 toma el gobierno de Vietnam del Sur el católico Ngo Dinh Diem. Su fanatismo cristiano lo lleva a la persecución del budismo y en mayo de 1963 la ocupación militar de pagodas y el suicidio o asesinato de budistas es cosa diaria. En agosto de 1963 los nuevos cruzados cristianos (Diem, su hermano Nhu y la mujer de éste, Nhu «la dama dragón») reviven la noche de san Bartolomé ahogando en sangre a indeterminado número de budistas en una recorrida nocturna por las pagodas. A nada de esto fueron ajenos el arzobispo de Hue Ngo Dinh Thuc (HERMANO DE DIEM), el obispo de Da Nang, Pierre Marie Pham Ngoc Chi, el arzobispo de Saigón, Paul Nguyen Van Binh, el católico presidente de la Asamblea Nacional Troung Vinh, el católico general Nguyen Van Thieu (más tarde presidente él también), el católico Nguyen Cao Ky (general, vicepresidente de Thieu, admirador de Hitler). A nada de esto fue ajeno el Vaticano. Pero Diem resultó ser más papista que el papa y ya en el Concilio Vaticano 2 se había dicho «para nosotros pasó la hora de la espada... El católico Diem se constituía en un problema para la milenaria táctica cristiana.

Así fue como, echando mano a viejas pero efectivas artimañas, Diem es desalojado del gobierno y asesinado por los mismos que lo habían secundado: el 5 de octubre de 1963 Henry Cabot Lodge (embajador de los EE. UU. en ese entonces, compañero de fórmula presidencial con Ni-

xón en 1960, enviado especial del presidente Nixon al Vaticano en 1970), Lou Conein (agente de la C.I.A., amigo de Mitch Rubelle; empleado por el Opus Dei para actuar en Suramérica) y algunos otros determinaron la muerte política y física de Diem. Esto es, más o menos, historia conocida... pero lo que no se ha hecho tan público aún catorce años eliminación de Diem (quién, según Hraham Greene, «estaba separado del pueblo por cardenales y coches de policía») FUE ACORDADA CON LA DELEGACION APOSTOLICA EN SAIGON. Este acuerdo secreto quiso ser utilizado por Cabot Lodge como amenaza cuando el Vaticano comenzó a coquetear oficialmente con el Vietnam comunista... pero la amenaza nunca se cumplió: un protocolo firmado entre EE. UU. y el Vaticano torna inaccesible el conocimiento de tal acuerdo.

Muerto Diem, su hermano — el arzobispo Thuc — es pensionado en 1963 y excomulgado en 1976... Y entonces la táctica cambia: el papa entrega un memorial al Vietnam del Norte valiéndose de una embajada servil del partido comunista italiano (diciembre de 1966); monseñor Husserl, presidente de «Caritas Internacional», viaja a Vietnam del Norte (1966); en 1970 Cao Ky acude al papa y el mismo año lo visita también cinco veces Cabot Lodge; hasta Nixon en persona va a hablarle y Creighton Abrams, Comandante del ejército estadounidense en Vietnam, se convierte en secreto al catolicismo «sin que ni siquiera sus oficiales en el cuartel general supieran que estaba recibiendo instrucción religiosa»; en 1971 Nguyen Thi Binh — titular de la delegación del Vietnam en la Conferencia de París — se entrevista con diplomáticos vaticanos; en 1972 la comunista señora Binh le escribe al papa: «Nos atrevemos a esperar que Vd. utilizará SU ALTA AUTORIDAD para... que la independencia, la libertad... CONFORME A LAS NOBLES ENSEÑANZAS DE CRISTO (?), puedan triunfar...»; en 1972 resulta que católicos ex anticomunistas ahora apoyan a Vietnam del Norte; en febrero de 1973 Xuan Thuy — principal negociador de Vietnam del Norte en la Conferencia de Paz de París — va al Vaticano «para DAR SU AGRADECIMIENTO AL PAPA» y meses después dos representantes del go-

por Federico N. REVIVAL

bierno revolucionario provisional del Vietcong (uno de ellos Le Van Doc) acuden también «A AGRADECERLE AL PADRE SANTO (?) SU LABOR EN FAVOR DE LA PAZ»; por la misma época nos enteramos de que once obispos católicos actúan a sus anchas en diez diócesis de Vietnam del Norte, donde residen 800 mil católicos...; desesperado, Van Thieu — presidente anticomunista de Vietnam del Sur en ese entonces — acude a arrodillarse ante el papa también... y el doble juego de la iglesia continúa: en diciembre de 1973 Hanoi — en la zona comunista — celebra la navidad en iglesias «renovadas y decoradas suntuosamente» mientras miembros del Frente Nacional de Liberación de Vietnam del Sur visitan a numerosos católicos que habían contribuido «al esfuerzo revolucionario». Y llegamos así a 1975, año en que religiosos budistas, católicos, caddistas y hoa hoa se reúnen en la catedral de Saigón para orar tras la dimisión de Van Thieu. En Vietnam del Sur ha surgido ya un «movimiento contra la corrupción» liderado por el cura Tran Huu Thanh y una «tercera fuerza» formada por burgueses «inspirados en el catolicismo» como Tran Van Tuyen (esta tercera fuer-

za es, en 1978, un grupo opositor al gobierno comunista de Vietnam del Sur... con lo que el doble juego continúa...)

El arzobispo Thuc, hermano de Diem, es excomulgado en 1976 (había amenazado con revelar los nombres de los asesinos de su hermano.)

Hanoi ya tiene su arzobispado católico: Joseph Marie Trin Nhu Kue, nombrado en 1976.

— 7,5 millones de toneladas de bombas y obuses fueron arrojadas sobre Vietnam por EE. UU.

— 930 mil Norvietnamitas murieron en combate.

— 75 mil civiles Norvietnamitas murieron en los bombardeos.

— Un millón de Norvietnamitas desaparecieron.

— 4 mil Norteamericanos murieron en combate.

— 425 mil civiles Sudvietnamitas murieron en escaramuzas.

— 180.676 Sudvietnamitas murieron en combate.

— 2 millones de personas resultaron heridas.

Y el emblema del Vaticano está hoy clavado en los dos Vietnam.

Tanta sangre y tanta destrucción para mayor gloria de dios... una vez más.

«EL EXORCISTA» Una película y un libro reviviendo el oscurantismo religioso más repugnante. Autor del libro: William Peter Blatty, nacido en New York en 1928, educado en colegios jesuitas, trabajó en el Libano para la Agencia de Información

de los EE. UU. y fue jefe de Inteligencia en la División de Armas Psicológicas.

JOHN J. MC LAUGHLIN, S. J. — Cura jesuita redactor de discursos de Richard Nixon.

RIPIOS

Hace unos días, escuché en la Televisión a un economista inglés, que afirmaba, que si Inglaterra salía del marasmo económico, era «gracias a Dios», por haber encontrado petróleo en el Mar del Norte.

Esta afirmación es de órdago, vis a vis de los países denominados cristianos, donde Francia es la hija mayor; todos desheredados de esa «gracia». Así pues, el Supremo posee sus privilegiados; si Dios es justo, el veredicto es injusto, al dar a los unos, lo que desean los otros.

Alá es más generoso que él, ya que los árabes poseen en abundancia de ese oro negro... ¿Debe de haber concurrencia entre esos dos personajes? El «nuestro» aparece minúsculo, delante la importancia y la «bondad» de Alá, que ha convertido por un golpe de magia, las palmeras en «derricks». Alá es grande.

En Argentina van a celebrarse en el mes de junio, los campeonatos del mundo de football.

Van a presentarse a Buenos Aires, Río de la Plata y Mendoza, los equipos na-

cionales, vencedores de las eliminatorias efectuadas a través del mundo. Las naciones que estos equipos representan, se hacen cómplices del genocidio, acudiendo a aquél país, donde la masacre clandestina está al orden del día y la caza del hombre es permanente.

El deporte-espectáculo mundial, marcha al diapasón con la política.

En Chile han celebrado un referéndum, sobre la aceptación de los Derechos del Hombre.

La parodia sobrepasa la realidad, invirtiendo los órdenes, sobre todo cuando esos Derechos se ejecutan en los estadios en la exterminación del espíritu. Los dictadores «nos enseñan» lo que es la Libertad y los Derechos. ¡Pobres de nosotros y de nuestra ignorancia! Qué lejos estábamos de la realidad. El mismo Pinochet dijo, en una de sus alocuciones, que él llevaba la justicia en su sangre, el mundo se ha dado perfecta cuenta de esa latente insinuación. ¡Quién puede negarlo!

EL DUENDE

DOS FECHAS A RETENER :

DOMINGO 16 DE ABRIL:
JORNADA CONFEDERAL

DOMINGO 18 DE JUNIO:
JORNADA DEL LIBRO LIBERTARIO

« ICI MADRID »

Hace ya varios días que la actualidad según los medios de comunicación, radio, prensa y televisión, es las llamadas elecciones sindicales, que aunque no despiertan el menor interés entre los trabajadores, y mucho menos en quienes no lo son, sin embargo los sindicalistas profesionales tiran la casa por la ventana en cuanto a gastos y propaganda de todo tipo se refiere, y han dejado las calles de este Madrid hechas un asco con tal profusión de carteles que más parece que nos encontremos ante las vísperas de una feria verbenera de pueblo, de esas que tanto proliferan en nuestro país durante el verano, con las tradicionales corridas de toros, partidos de fútbol, bailes públicos y concursos para solaz y esparcimiento del aburrido pueblo español. Y hasta en eso han pensado los organizadores sindicales, ya que además de varios actos folklóricos se anuncia un partido de fútbol en Zaragoza entre dos selecciones de las «dos grandes».

Pero donde el despliegue publicitario es verdaderamente aborrecible es en el popular «Metro», donde no queda pared alguna sin cubrir por los variopintos carteles de todas las sindicales habidas y por haber.

Y es precisamente en el «Metro» donde esperando la llegada de un tren me he visto obligado para mitigar el aburrimiento a ver qué dicen y cómo se presentan las diversas opciones electorales. Y me ha causado risa y desprecio la carencia de originalidad de todos ellos y el cinismo con que copian de la C.N.T., sus colores, sus planteamientos y hasta su nombre.

Y así he podido constatar como prevalecen los colores rojo y negro sobre todos los demás, no siendo ya los falangistas los únicos que se apropian de nuestros colores tradicionales.

También todos ellos se autotitulan, autónomos, independientes, asamblearios y autogestionarios, y algunos hay que apartidistas y apolíticos. Y hasta un grupo que dice ser anarcosindicalista. En fin un cachondeo sindical disparatado y absurdo que no tiene más objeto que crear un estado de confusión total en la clase trabajadora y que ante este caos pierda la credibilidad que pudiera tener en los sindicatos revolucionarios.

Pero lo que me ha dejado perplejo es comprobar que cuando oigamos nombrar la Confederación, no será forzosamente a la nuestra a la que se pueden referir. Por que aparte de la C.N.T., hay confederaciones para todos los gustos. Desde las comunistas CC OO, COA y CSUT, a la franquista CGTI, pasando por la católica CTC, la falangista CTS, la verticalista CDT y la sindicalista CTI.

Así que tendremos que ir pensando en cambiar la letra de nuestro himno «A las barricadas» no sea que se nos ocurra hacer la revolución cantándolo y estos buenos chicos, tan formalitos y amigos del orden se confundan, y participen a nuestro lado en algo que no entienden ni quieren, con el natural enfado de sus jefes.

Claro que todos estos engaños tienen un límite, y los trabajadores, aunque tarden un poco al fin llegará el día en que nos conozcan a todos.

Pero la realidad es que algo tiene la C.N.T., ya que todos ellos para captar afiliados, no dudan en tomar de nosotros lo que les place, y así

poder ofrecer ante los trabajadores una imagen más atractiva y honesta que la suya propia.

Y no debe de extrañarnos este querer parecerse a la C.N.T. de todos estos grupos, por la sencilla razón de que si no lo hicieran, si fueran con la verdad por delante, si dijieran quienes son y lo que pretenden, ¿qué trabajador medianamente consciente se dejaría arrastrar por sus señuelos?

Es indudable que detrás de todas esas siglas tiene que haber intereses. Intereses de toda índole. De orden político, de tipo económico, de conveniencia de grupo o de alternativa de poder.

Es un hecho cierto que el objetivo que persiguen todos, solamente lo podrán alcanzar mediante la división de la clase trabajadora, nada difícil en estos momentos por la asombrosa ignorancia que reina en nuestro pueblo después de cuarenta años de castración revolucionaria, y que resulta un excelente caldo de cultivo para desarrollar toda clase de dirigentismos obreros.

Y así con el clásico impudor que caracteriza a los políticos se van creando cada vez más grupos o facciones a los que llaman pomposamente organizaciones obreras. Y hasta tienen el desparpajo que después de fraccionar criminalmente a los trabajadores, invocan la «unidad» como único remedio a nuestros males, «Queridos amigos», un poco de seriedad, no confundáis la apatía que vais propiciando en la clase trabajadora con que ésta sea un rebaño de subnormales.

La unidad no es esa que vosotros pregonáis y pretendéis imponer bajo vuestro mandato y vuestras banderas. La unidad está en la lucha que vosotros boicoteáis. La unidad está en las asambleas que vosotros ni convocáis ni reconocéis. La unidad está también en una igualdad de derechos que vosotros despreciáis. Es más, la unidad estaba prácticamente conseguida hasta que habéis aparecido para destruirla.

Por que la unidad es evidente que no os conviene, por la sencilla razón de que si se realizase, ¿a dónde irían a parar todos esos cargos dirigentes que ostentáis? ¿Renunciaríais a los sueldos que percibís sin trabajar gracias a las cuotas de vuestros afiliados? ¿Seríais capaces de vivir merced al esfuerzo de un trabajo decente y productivo? ¿Llegaríais a regeneraros del estado de degradación social en que os halláis cuando a los trabajadores los seguís llamando «la masa»?

Penas me da de vuestra ignorancia. De que vuestra ambición personal os impida ver el irresistible proceso de liberación del ser humano en todos los ámbitos del mundo. No hay país por misero e inculto que sea en el que los hombres hayan dejado de luchar por sacudirse toda clase de tiranías.

Por eso es natural que copiéis de la C.N.T. Por que la Organización Confederada, la única Confederación de Trabajadores revolucionarios que existe, no es un grupo arribista más. Es tan antigua como la propia Humanidad y para hallar sus orígenes habría que remontarse al momento en el que se produjo en la Tierra la primera injusticia y el primer atropello a la dignidad y libertad del hombre.

Nicolás CHOZAS

Madrid 30 de enero de 1977.

DEL GUADALUPE AL CINCA

Y EN EL CINCA, FRAGA

IV

Fraga tiene alrededor de once mil habitantes. Pueblo eminentemente de agricultura hortelana. Este amanecer dominguero es algo nunca visto por mí. Estoy cerca del puente sobre el Cinca y domino cuatro calles que bifurcan. Esas calles son un hormiguero humano. A mi derecha seis, siete carruajes remolcados por motocultores medianos, de 6 a 9 caballos, transportando cada uno unas 50 cajas de exquisita fruta. A mi izquierda cuatro o cinco similares, en frente cuento hasta ocho carros y por el puente camino del almacén de frutas, en 50 minutos he contado 15 remolques algunos conducidos por fragatinas.

¡Que ir y venir más vivo y más noble! Los fragatinos están muy tostados; se ve que el sol y el cierzo hacen huella en los rostros. Piel despepada, profundas arrugas es todo un distintivo comarcal de por aquí. Las caras tiene algo de parecido con el Pilaret de Santa Quiteria: Alto, tieso, cargado de años pero coincide todo para darle un majestuoso reflejo y un invencible desafío. Su posición, casi fronteriza, le proporciona cierto complejo tendente a no desmerecer a nadie, ni a los pueblos del este (Cataluña) ni a los del oeste, Aragón, ¿no viene Lérida a Fraga para respaldar su campaña pro-C.N.T. en tierras catalanas?

Muy familiares te hablan de Valencia en Fraga como si se tratara de un barrio de Zaidín que está ahí tocandito.

¡Ya verás, ya, cuando funcione el ateneo! Vendrá más personal de lo que parece.

El Ateneo, como complemento del Sindicato jugará papel principalísimo. Que esto es verdad lo demuestra el hecho que en 1937, las fuerzas burguesas de Cataluña mezcladas con las bolcheviques de todo pelo, atacaron al sindicato y al ateneo.

En el ateneo la tarea es de máxima importancia hasta llegar a centrar a los espíritus y ayudar para que los jóvenes descubran los principios y las finalidades de la Confederación. Nuestros adversarios nos calumnian pero en Fraga los jóvenes lo saben; un vivarcho de unos 18 septiembres me dice que él concibe la C.N.T. anárquica porque la ética anarquista es la que preside la CNT y esta moral es la negación completa de la violencia, y la no-violencia también es una de las características de la C.N.T.

— ¡Y sin embargo hicimos la guerra!

— Ah, me replica, pero eso es otra cosa. Se hizo la guerra porque se os atacó. La réplica la hicisteis como supisteis y pudisteis, pero fue algo impuesto, fue autodefensa.

Durante la guerra, como hoy y como antes, para los anarquistas no cabía otra misión a cumplir. Se trata de poner en valor la personalidad del ser humano, de elevar el alma individual y colectiva, y de que los corazones palpiten al son de la libertad.

¿Qué ha hecho si no, la C.N.T. del exterior? En cada uno de sus comicios ha preconizado siempre que una vez caída la dictadura, tarea primordial era crear ateneos libertarios (Congreso de 1945 y 1960, pleno del 1969, etc.).

Al lado de los ateneos, la Escuela Racionalista, porque todo el mundo sabe, es el combate entre la civilización y la barbarie, entre la escuela y la iglesia, entre el hombre y la bes-

tia, el hombre, la escuela y la civilización triunfarán y con su triunfo triunfará la anarquía.

En las consultas hechas para perganar la Historia de la C.N.T., raro es el compañero que no menciona a la Escuela Racionalista de su pueblo o al Ateneo Libertario.

Y esto es reconfortante y prometedor.

Que los ateneos juegan un papel complementario del sindicalismo lo demuestra que en 1937, las fuerzas burguesas de la Generalidad y la soldadesca del bolchevismo atacaron al Comité C.N.T.-F.A.I., con igual furia que a los ateneos y a las escuelas racionalistas.

La misión que se atribuye al ateneo es preparar y capacitar sobre nuestros principios, tácticas y finalidades mediante charlas y toda clase de manifestaciones artísticas, científicas, literarias, instrucción y examen de las diversas filosofías — las divinas comprendidas — y sobre todo la social, la vida en sociedad.

Otras actividades de cultura y recreo, es decir, todo entre anarcosindicalistas de la C.N.T. ha de ir presidido por estas dos ideas: recreo y cultura. Pero podemos citar entre otras, el teatro, el cine y la propaganda oral y escrita.

En el Ateneo se discute libremente, se vuelve a crear el mundo. Se sueña. Se denuncia la injusticia, la mentira... se acoge para examinar las ideas revolucionarias, colectivistas, antiautoritarias, federalistas e igualitarias.

Una vez hecho el examen el ateneísta va al sindicato mejor preparado para decidir sobre la aplicación de tales ideas.

Debido a esta actividad, la represión que contra los obreros anarquistas han llevado a cabo los delincuentes que nos gobiernan o nos han gobernado, en el calabozo se juntaban los anarquistas, los revolucionarios, los maestros de escuelas racionalistas, y los ateneístas.

Porque todos son sospechosos para la burguesía. Por ser ateneístas fueron deportados Rodrigo Soriano y Valle Inclán por Primo de Rivera. En la réplica al fascismo el 19 de julio, los ateneos eran centros de oposición armada igual que los sindicatos confederales.

En el ateneo concurren además otras ventajas. Los anarquistas que son refractarios a la asociación o al sindicato generalmente no lo son al ateneo porque aquí se apañan muy bien todos los gustos de progreso.

El Ateneo de Madrid. — Por ejemplo, en 1840 en el Ateneo de Madrid, que no era libertario, pero era ateo, Ramón de la Sagra se declaró «partidario de la democracia de los pobres contra la democracia de los ricos». En dicho ateneo un gran conferenciante y asiduo socio fue Joaquín Costa. Una de sus mejores conferencias fue «Viriato y la cuestión social».

Durante el período de guerra en Marruecos el Ateneo de Madrid emprendió campaña contra ella situándose a la cabeza de un movimiento de opinión pro-paz.

El famoso «Comité revolucionario» que el 31 fue gobierno provisional de la República, se reunía frecuentemente en el Ateneo de Madrid. Cánovas y Azaña se formaron en él. Que después terminaran siendo malos bichos no quita valor al Ateneo.

El citado Ateneo fue, como si dijéramos hogar de los estudiantes protestatarios.

M. CELMA

(Continuará)

ESQUEMA DE UNA VIDA

Alberto Ghiraldo, luchador libertario sin tacha y sin tregua (1874 - 1946)

por FABIAN

Mercedes, ciudad provincial de Argentina. Una escuela, un maestro. Los alumnos escuchan poesías. En una es pronunciado, Dios. Uno se pone en pie, y sin vacilación pronuncia con acento firme:

— ¡Yo no creo en Dios!

El alumno se llama Alberto Ghiraldo. El maestro Pedro B. Palacios, «Almafuerte». Almafuerte aprendió a leer a Ghiraldo, y a ser poeta. Con el tiempo, Almafuerte ya viejo, lo recordaba con orgullo.

Juan Manuel Ortiz de Rosas, jefe de los federalistas, había derrotado a Lavalle, «una espada sin cabeza», según exclamaba el poeta Echevarría. Al alcanzar el Poder en Buenos Aires, se transforma en tirano insupportable.

Una conspiración contra el tirano es descubierta en Córdoba. Entre los conspiradores, un hermano de su abuela. Detenidos, atados con cadenas fueron conducidos a pie hasta Buenos Aires. Algunos murieron en el camino. Orden de Rosas: «Que sean fusilados ¡los vivos y los muertos!»

La abuela, cuarenta años después, contaba a Ghiraldo el episodio.

— ¿Sabes lo que pienso abuela?

— Di.

— De no haber sido hombre entonces.

— ¿Para qué?

— ¡Para matar al tirano!

Joven, casi niño, váse a Buenos Aires. Empezan sus poesías y sus luchas por lo que entonces creía justo y justiciero con luchas y manifestaciones por el Partido Radical, siguiendo al adalid Leandro N. Alem, a quien el muchacho lee las estrofas ardientes, «Al pueblo de Buenos Aires»:

¡Se cumplirá la ley! ¡Caerá el tirano, que es ya baldón en nuestra historia! ¡Morirá como mueren los traidores!

Sigue con entusiasmo los acontecimientos sociales en su desarrollo y analiza la vida de los hombres que actúan en política. Sus apatitos y ambiciones personales, materiales. Tan sólo el recuerdo de Leandro Alem le reconforta. Y en su Canto al Plata se manifiesta su fuerza interior:

Qué sólo brille airado
el rayo fulgurante de la idea...

Periodo de tertulias, de riñas y de ambiente lírico en compañía de Rubén Darío: vida de bohemia. No se encuentra bien en sí mismo. Se pregunta:

¿A dónde, a dónde el viento de mi
suerte
me arrastra, peregrino?

¿Quizá a estrellarme en el primer es-
collo...!

¡No sé donde voy, pero camino!...

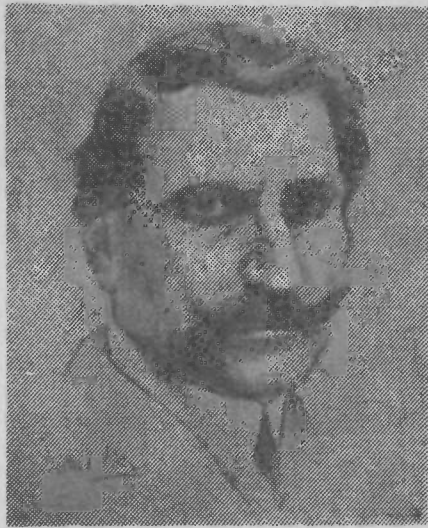
Cuando años después en París Rubén Darío recuerda aquellos tiempos de hohemia, lo hace así:

¡Qué cambio, Dios de Dios! Payró era mi guía era mi Herald; El terrible efebo Ghiraldo hecho un Luzbel apareció...

Ghiraldo admira al astro poético. Quiere imitarle pero escogió las tendencias de su propia inspiración, aunque traicionada por la fuerza de

los poemas de Almafuerte que oyera cuando niño. Su lira es siempre rebelde. Fustiga con el látigo de sus versos:

Felices vosotros los imbéciles,
los que nada pensáis ni sentís nada.
Huecos de corazón y de cerebro,
espíritu sin luz, almas sin alma...



Ghiraldo tiene la idea de fundar un diario. La publicación aparece el 22 de septiembre de 1886. Lleva por título «El Obrero». El 7 de abril del 94 había aparecido «La Vanguardia» órgano del Partido Socialista. Y el 13 de junio del 97 vendría «La Protesta», publicación portavoz de la FORA dirigida por Ingán Lafarga. Las dos publicaciones eran semanales al comienzo. Tanto entusiasmo pone Ghiraldo en su diario que hasta Darío, «cuya adversión a las cosas de la política era proverbial, se compromete a entregar un artículo cada semana, sobre el movimiento literario».

«El Obrero» tuvo vida efímera. Su último número salió el 14 de noviembre del mismo año. Pero al año siguiente hizo salir «El Sol», revista semanal, con intervalos en los que salía cada día. Desde su aparición asume valientemente actitud frente a los problemas y acontecimientos sociales. En ella colaboraron las firmas de más renombre en Buenos Aires. Entre ellas, José Ingenieros, Almafuerte, Payró, Rubén Darío que publicaba en casi todos los números, poesías, notas y cuentos...

En esa revista se publican con frecuencia trabajos de Eliseo Reclus, quien mantuvo una gran amistad con Ghiraldo. Cuando éste se hizo cargo como director de «La Protesta», Reclus formó parte de su redacción.

De España enviaba artículos el entonces joven Miguel de Unamuno. Allí se criticaba la ignorancia de Castelar sobre el Socialismo.

1899. Conferencia de Ghiraldo en el Ateneo. Fustiga la época y el ambiente:

«Que la queja sea acción y el lamento bandera / somos los luchadores del presente sin desmayo y sin vacilaciones. / No seamos los tristes, los resignados / y siendo siempre soñadores quiméricos de lo bello, los argonautas de lo desconocido, / seamos los rebeldes, los luchadores.»

Entendía con Echevarría, «que los principios son estériles si no se plan-

tean en el terreno de la realidad, si no se arraigan en ella, si no se fundan en las venas del cuerpo social».

Como Bakunin a su hora, Ghiraldo vio ante sí el camino seguro, la revelación de lo que instintivamente quería encontrar. Tenía 24 años. Oyó a Pedro Gori. Y como Bakunin encontrando a Proudhon, para Alberto Ghiraldo, la palabra de Gori fue la revelación. Muerto Alem, sus sentimientos necesitaban orientación. Y la encontró en el credo social propagado por Pedro Gori, quien llega a Argentina en 1898. Promueve actividad valiosa y activa en los Centros gremiales y sociológicos. Hombre de palabra y de acción, interviene en la huelga de Bahía Blanca.

«Notable jurisperito y sociólogo, poeta inspirado y orador sin par, supo despertar en la juventud estudiosa preocupaciones por los problemas sociales de su tiempo». «Donde quiera que llegaba contagiaba despertando admiración y trayendo amigos a su causa». «...Hombre cariñoso y bueno, al influjo de su verbo demandador de justicia, hizo de su anarquismo una pasión humana.»

Estuvo hasta el enero de 1902. Con los pulmones destrozados pues el esfuerzo realizado era superior a sus fuerzas, muere muy joven en 1911.

Antes que Pedro Gori, había llegado Enrique Malatesta. Fue en enero de 1885. Tiene 30 años. Establece un taller mecánico que funciona bajo la firma Malatesta, Natta, Pezzl y Cia. (El espacio y el tiempo falta para narrar la vida y aventuras de Malatesta durante su tiempo en Argentina que no parece sino que fuera una novela de esas que tienen en vilo al lector).

Con Malatesta y a su llegada a Buenos Aires, empieza el movimiento del obrero organizado, las asociaciones gremiales que resultó la FORA.

Si en 1878 empieza a establecerse, fundarse, «La Unión Tipográfica», en el 1885 aparece la «Internacional de Carpinteros, Ebanistas y Anexos». En 1887 «La Fraternidad» de maquinistas y fogoneros, siguiendo la asociación de «Albañiles», «Sombreceros», etc., que formarán parte de la A.I.T. De manera que cuando Gori llegó, no sembró en campo yermo. Empero, hizo que la semilla arraigara. Así, las Organizaciones obreras de Argentina fueron impregnadas del pensamiento de Enrique Malatesta y de Pedro Gori.

Ghiraldo continúa en la lucha con su carácter leal e impetuoso, lucha que mantuvo hasta el fin de sus días.

A los 28 años lleva consigo una incontenible pasión de justicia; con el verso, su protesta:

Bajo el rojo pendón de la vergüenza.
Trepemos a la cumbre de los odios.
Y en medio de sangrientos episodios
esparzamos al aire la esperanza.

Seamos como el dolor: fuertes, fe-
cundos.

Armémonos de todos los rencores.
¡Pero abramos la flor de los amores
sobre el desquicio loco de los mun-
dos!...

Alfredo L. Palacios dirá de él: «Alberto Ghiraldo es un desertor de la burguesía que ha puesto su talento y todas las energías de su carácter al servicio de la causa proletaria.»

Huelga de estibadores, que por solidaridad fue una de las primeras grandes huelgas de Buenos Aires. El hecho asombra al gobierno. Desde «El Sol» dice Ghiraldo: «El periodismo y las familias «distinguidas» de la ciudad no conciben que los bandidos obreros en un incomprensible sentimiento se adhieran a los obreros del puerto y en pocas horas imprimirán a la huelga un carácter tan desusado que los sesudos consejeros del Estado se alarmaron.»

«El Sol» intensifica la campaña contra quienes arrojan del país a los hombres de otros pueblos del mundo, que se permiten el terrible delito de pensar. Está en lucha abierta. No sabe de ocultamientos ni de doblez. La policía le sigue día y noche. Es detenido. Al mismo tiempo la huelga termina.

1903, una tarde de febrero. Ghiraldo va al Correo Central. Nota que, como en otras ocasiones, un individuo le sigue. Al doblar de una esquina advierte su persiguidor. Sin inmutarse, continúa su camino. En otra esquina se detiene. El persiguidor titubea un instante. De pronto, resuelto, se le acerca y le dice que está detenido.

— ¿Quién es usted?

— Un policía.

— ¿Tiene usted una orden escrita?

— No, pero tengo orden superior.

— Entonces no le conozco. Puede ser usted un policía o un ladrón. Déjeme en paz.

Al querer continuar su andar nota que el policía va a echarle mano. Forcejeo. Lucha. El policía se encuentra con su cuerpo en medio de la calzada, por tierra. Como esperándolo, cinco vigilantes se precipitan sobre él. Le amarran y es conducido a comisaría. Un jefe de la policía armada le insulta. Ghiraldo le mira y sonríe. Sabe que si no estaría esposado no se atrevería a insultarle. Cuarenta horas detenido sin pedirle declaración. Palacios, su amigo, publica en la misma revista artículos violentos en su defensa:

«Ghiraldo ha aplicado un bofetón al que pretendía detenerle, sea en buena hora; no es la bofetada del sayón al apóstol; es la bofetada del hombre libre al lacayo, a todos los lacayos...»

Contra la Justicia y el Poder, Enrique del Valle hace su requisitoria: «Así se comportan los ciudadanos libres y dignos. Ghiraldo ha respondido a una «justificación» de vigilar a quienes en Correos reciben periódicos anarquistas.» «La obediencia pasiva torna indignos tanto a aquellos que la imponen como a los que la soportan.»

(Continuará)

CENTRO CONFEDERAL - París
DOMINGO 12 DE MARZO
a las 15 horas

VELADA ARTISTICA

con CARLOS ANDREU y
otros participantes, así que
espontáneos. Acudid todos.

SIGNO DE LOS TIEMPOS

LIBERTAD AMADA, NO TE AUSENTES

por R. SERRAROLS

Sin ánimos de dejarnos envolver por un pesimismo amilanante, pusillámame, no cabe duda que los signos del actual y próximo venidero contexto político-social de las naciones muestran, con horror inaudito, una escalada hacia sistemas políticos totalitarios. Este temor no revisite infundido, sino que, por el contrario, cobra mayor fuerza a medida que las confrontaciones entre mundos conceptualmente opuestos manifiestan, cada vez con más bríos, su carácter intransigente, avasallador, con dominante en unos (con uso y abuso por mayores efectivos bélicos) y la natural resistencia de los otros a la imposición y a la dependencia.

El destino que más parece tener asignado, como consecuencia de este forcegeo y esta lucha feroz entablados, no es difícil augurar sus metas inequívocamente sombrías, calamitosas, afectando el género humano y de muy especial modo para los amantes y sensibles a las libertades.

Que no somos solos en vislumbrar perspectivas muy atentatorias a la autodeterminación y libre ejercicio del derecho de decisión del hombre y del grupo ante la sociedad, moral y responsablemente adheridos a ella por vínculos de sociabilidad y sentimiento de cooperación voluntaria, nos lo muestra, de una parte, la creación, a qui en Francia, de ese Comité que viene a manifestar por vez primera ante el gran público con las siglas C.I.L.E., o sea que se presenta con este título: **120 intelectuales por las libertades de Europa**. Y de otro lado la respuesta clara y precisa de otro intelectual francés, Maurice Duverger, a las preguntas de un periodista.

Los primeros paladines en su manifiesto (del que traducimos las partes más salientes) abren trocha de esta manera: «Nosotros (los componentes de la Agrupación) no estamos de acuerdo sobre nada si no es (y esto es lo esencial) para rechazar conjuntamente toda doctrina y toda práctica totalitarias.» «Para subordinar la diferencia de nuestras opiniones y de nuestras sensibilidades del espíritu, indisoluble de la libertad.»

Seguramente el portavoz de esta Agrupación que nos ocupa, sin tapujos personaliza en el marxismo el peligro mayor de este temido totalitarismo que se cierne sobre Europa Occidental. Su respuesta a la pre-

gunta: «¿Entonces el enemigo principal es el marxismo? «El sólo enemigo seguramente, no.» «Peligro principal, hoy, seguramente: al menos un cierto marxismo... o un marxismo cierto.»

«Este será el Partido Comunista?» Ahí responde: «Me acuerdo bien y con frío en la espalda la respuesta de Georges Marchais a la cuestión siguiente: «Vosotros (los comunistas) en el poder, a Soljenitsyne le serian publicadas sus obras en Francia?» «Si, si el autor encuentra editor», responde el líder comunista.

Elegante manera de esquivar el bulto; como si no percibieran, hasta los más despreocupados en filosofía política, que las editoriales en régimen comunista están sujetas a régimen especial, al poder decisivo del Estado opresor; que las libertades en esta materia al igual que en otros muchos renglones sufren la más bestial y odiosas de las restricciones.

El secretario general de este aludido Comité, Alain Ravennes, tras extensa exposición de conceptos a cual más meritorios por los aires de libertad que se respiran, termina con estos incisos: «Que le sea prohibido al Estado de tener una opinión acerca de la felicidad.» «Y mismo sobre la utilidad de un pensamiento, de un concepto, de una obra.» «Para la creación bajo todas sus formas, los criterios de utilidad, de conformidad en un sentido predeterminado de la historia son inaceptables.»

«Los intelectuales residiendo en Francia exhortan a la expresión y a la actuación conjuntamente y decididos a defender, a despecho de una ideología común, el pluralismo ideológico, la diversidad, el arraigo y la espontaneidad de la cultura, rechazando que el espíritu humano pueda ser limitado, inhibido o regentado por la dictadura brutal o insidiosa de un «determinismo histórico» y resueltos, dentro de la diversidad misma, a defender sin ninguna complacencia esta ética irreductible: el respeto de la persona y de su libre expresión.»

Inútil decir lo mucho que nos congratula la aparición de estos paladines de la libertad, que si bien cabe imaginarnos que, en términos generales, deben existir distancias considerables entre nosotros y esos **120 intelectuales** desde el punto de vista ideológico y conceptual, existe sin embargo un postulado vital que nos identifica, nos hermana: la defensa

los de la industria organizan el trabajo en colectivo por el finalismo confederal:

«(...) que los obreros y los campesinos en España, los que han hecho la revolución, han hallado ellos por sí el camino de las aplicaciones libertarias (...) y hemos asistido a la expresión original auténtica de la conciencia y de la voluntad popular mucho más que a la aplicación de ideas socialistas de no importa qué escuela: la socialización de la distribución.» («Etudes Anarchistes», boletín sociológico, febrero 1949).

Fuimos testigos presenciales de cómo los trabajadores del campo en Hospitalet del Llobregat, reunidos en asamblea, deliberaron sus dudas trabajar la tierra en forma colectiva, cuando el que presidía la dicha asamblea, no sabía una palabra de colectivismo. No es necesario decir el nombre, pero si decir de su autenticidad, con nuestra presencia a su lado.

Fabián MORO

de esta libertad misma, que ellos la circunscriben en el marco europeo y nosotros fieles a nuestra visión universalista de las cosas, presentamos el problema dándole áreas o campos más dilatados: el mundo entero, al tiempo que constatamos, por otra parte, un déficit importante en los planteamientos del C.I.L.E., pues si bien refieren muy claro y preciso que los atentados y asfixia a las libertades provendrían principalmente de fuentes marxistas, (del Pacto de Varsovia, aclaramos nosotros, sin tapujos) nada no nos dicen (y lo sentimos) de las contribuciones aportadas por la gran democracia yanqui, que hizo posible y sigue haciendo posible el que esta Europa que nos cobija se vea amenazada en su vida física y en sus libertades.

Ya no es secreto para nadie la coexistencia ruso-yanqui, en sus planes de condicionar el mundo, para que faltos de decisión en los hombres de esa intelectualidad que acapara nuestra atención, se tapuje la denuncia de estos problemas graves y agobiantes.

En otras palabras, el señor Maurice Duverger, que hemos mencionado más arriba, nos alerta también del peligro totalitario y creemos útil reproducirle, traduciéndolo, a efectos de nuestro comentario y crítica, uno de sus incisos. Oigámoslo: «Cuando miro más alto y más lejos que el horizonte francés de los próximos meses venideros estoy frecuentado por una idea: la de que vamos derechos hacia un mundo autoritario.» «Por razones que me parecen fundamentales las sociedades no pueden mantenerse que por un mecanismo de orden.» «Ellos deben interiorizar este orden para que las obligaciones sean menos fuertes.» «Esto se ha producido durante las grandes civilizaciones de la histo-

ria.» «En otros periodos, las muchedumbres dejaban de creer en el sistema social; cada uno actuaba a su libre albedrío, siguiendo sus impulsos, a menos que se lo impidieran.»

«Estamos ahora en un mundo donde las gentes no creen ya más en los sistemas y sus valores.» «Cada vez que este fenómeno se ha producido al correr de los siglos, de dictaduras han nacido.» «Si la autoridad no viene del interior de uno mismo, si uno no se la impone así mismo, (por una suerte de costumbre y porque se cree en la existencia de un «Bien y de un Mal» cívicos) la sociedad no se mantiene más que por la acción policial.» «He ahí el peligro actual...»

Este criterio que el señor Duverger nos presenta, acerca de la autoridad y del orden, no adolece de exactitud y si de complemento o, lo que sería lo mismo, de estudio psíquico-ético-biológico, para hallarle una solución viable y digna al problema.

No disentimos sobre la base de que las «sociedades no pueden mantenerse más que por un mecanismo de orden». Ahora bien, este orden ¿con qué materiales habremos de basamentarlo para darli consistencia y credibilidad? ¿Con los mismos empleados hasta aquí? ¿Con premisas incitantes al eterno quitate tu que me pondré yo, visto y comprobada la diferencia enorme de renta y de trato, generando por tal causa el odio entre las clases? ¿Con leyes que condenan al que nada posee, más que el poder de la contestación, y son soporte sólido e indiscutible para los que lo detentan todo menos el poder de suprimir esta contestación misma? ¿Con mecanismos de explotación laboral cuyos frutos obtenidos irán en provecho exclusivo del inversionista agiotista? ¿Creando y fomentando, con desprecio de la justicia, la lucha del hombre sobre el hombre por mor de unas desigualdades y jerarquías que no podrán generar más que el agio, la corrupción, el robo y el vicio y, como consecuencia, culminar, por derivativo de todo ello, en guerras parciales y generales?

Grave error, de hoy y de todos los siglos.

Esto no es un orden que pueda convencer, ni minimamente, señores desordenadores sempiternos y recalitrantes...

El orden total y completo se reflejaría en toda su plenitud si obedeciéramos, despertándolo, al sentimiento altruista, de igualdad en los niveles vitales al hombre, cuyo instinto anida muy dormido en nuestras cavernas psico-biológicas... Empresa difícil, lo sabemos, mas el empeño en ello lo reclama el presente momento histórico, preñado como está de inmensos peligros para el género humano, dados los tipos y naturaleza de las armas en existencia.

Si, de otro lado, los sistemas vigentes y sus valores ya no son más creíbles por las muchedumbres, lo que da, en parte, nacimiento a las dictaduras, ello no es más que la consecuencia de este desorden burgués y estatista en vigencia, que nos rige desde el pretérito más remoto, contra toda ética y moral social, y que está a punto de poner a la humanidad, por enésima vez, a ser enfrentada entre sí, con pena y sin gloria...

ULTIMA HORA:

Con las intemperies hivernales y sus rigurosidades nos llegan tristes noticias de toda la geografía francesa, que transmitimos apenados a todos los compañeros.

Aquí en la región parisina ha fallecido el que hasta esta semana fue el director de LE COMBAT SYNDICALISTE, compañero André Maille, aunque de una relativa avanzada edad nada presagiaba este fatal desenlace tan inopinadamente.

De la región de Burdeos también nos comunican el fallecimiento del estimado amigo y compañero Faustino Fiquier, éste víctima de una penible y larga enfermedad que ha terminado con su organismo en una edad relativamente joven.

En ambos casos la Redacción y Administración de COMBATE SYNDICALISTA comparte junto a los familiares el dolor por tan irreparable pérdida.

«El Opus Dei en España», D. Artigues	30 00
«Pasión y Muerte de los Españoles en Francia», F. Montseny	30 00
«Le fédéralisme de P.-J. Proudhon», Bernard Voyenne	18 00
«Diccionari General de la Llengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00
«La Révolution Inconnue», Voline	28 50

Rincón de Reflexión

(Viene de la página 8)

a falta de andaderas reclaman a ser llevados de la mano, aunque esa mano les de un pescozón... y sin embargo se pavonean como gallos en corral.

Nuestra historia nos muestra y demuestra que el federalismo se asienta en sus raíces, se desarrolla contra viento y marea como un caso de Biología Social según la definición finalista; de tal manera finalista, que su resurgir impenitente, y para el centralismo impertinente, siendo en verdad él el impertinente. Y ese resurgir se nos antoja por error espontáneo. La última prueba la tenemos en rebrote y desenvolvimiento, con las realizaciones constructivas del periodo 36-39, federal y colectivista, a pesar del nuevo centralismo marxista y estatal, que no pudo imponerse. Los trabajadores del campo y

RINCON DE REFLEXION

EL PENSAMIENTO LIBERTARIO EN LA LOGICA SOCIAL Y PERSONAL IBERA

o las raíces de la lógica an-arquista en los pueblos hispanos

La IDEA-FUERZA se presenta como el motor de un querer. Este querer, este impulso voluntarista es el nacer inconcreto tal que un instinto social (individual y colectivo) ante un medio impuesto y hostil que se opone, que pretende anular su concepto moral y social (étno-ético) de su logicismo, concepción asentada en su Etos, es decir en su costumbrismo; es el querer defensivo, compaginado con el de ponerse enfrente de los agentes extraños, bárbaros (bárbaros en toda la extensión y concepción de la palabra) que se impone por la fuerza de las armas, por la arbitraria violencia, legalizando después por la ley y la imposición. Lo que a todas luces razonantes es un robo. Robo de sus tierras y de su tierra, robo de su condición de vida, robo de su forma de regirse, robo de sus mejores sentimientos, retorciéndolos a placer para su conveniencia, robo de su reglamentación social igualitaria, comunalista, colectivista, de su federalismo personalista. Personalista por estar apartado del gregarismo molecular. Todo lo que salió de su lógica medular de los primeros pasos en el establecimiento de un modo, su modo de vida, que al pasar del tiempo resultó sustancia de su finalidad. De ahí esa capacidad ético-administrativa de organizar el trabajo de forma colectiva y la comunal de su federalismo, que a través de los siglos se presenta en España como norma normal por la práctica, en razón de aquella singularidad instintiva. Demos una muestra de lo que dicho queda:

Francisco Silvela, nacido en Madrid, (1843-1905) periodista, renombrado juriscónsulto, académico de la lengua, político conservador; en ocasión de ser ministro, hacia los años 1870, en la Cámara respondió a los del Partido realista al decir y sostener que el problema campesino tan sólo se debía a la demagogia de los Internacionalistas:

«La idea, socialista es en nosotros la herencia del Antiguo Régimen que la dio su carta de naturaleza. En la mayor parte de nuestros pueblos y lugares, la revolución es considerada como la vuelta a la legalidad, a las costumbres comunalistas que se han quedado en nuestra sangre; ellas significan el libre acceso a la propiedad municipal, y algunas veces a la propiedad particular, el derrumbe de los cercados, el disfrute en común de los barbechos, e incluso el de la cosecha. Esta forma de entender la libertad no ha nacido de los nuevos predicadores (sociales) ni de las promesas demagogas, ni del abuso de la Prensa. Proviene de recuerdos y de tradiciones que nada ni nadie podrá borrar.» («Histoire Contemporaine d'Espagne 1789-1905» Autor F. G. Bruguera). Quién por su cuenta añade:

«Breve, los liberales habían dado las libertades políticas a los campesinos pero habíanles quitado su gana-pan. Después de esta aclaración tan oportuna es necesario la espera de una solución eficaz. En efecto, la guardia civil fue encargada de aplastar la agitación campesina por todos los medios. Así, los campesinos pasaron a la Internacional y a los Federales.»

He aquí la expresión rotunda, (una entre tantas) de lo que fue, es y será la realidad española. Tanto en su lógico sentir social como en la demostación, mientras el Poder y

los partidos políticos, serán juego español en el tablado de la Historia.

Volvamos a nuestra reflexión, pues:

¿Qué que es lo que en el fondo caracteriza la finalidad allí donde la noción ha sido recogida, captada, en las actividades intencionales del ser humano? Un razonamiento práctico, que introduce tal facultad o tales series de facultades o medios entre un fin primero presentado como una tendencia, y el último fin que es el resultado en conformidad con esa o esas tendencias. Aclaremos:

«El hombre primitivo ha constituido para su vivir, multitud de **razonamientos concretos** en actos, donde las facultades terminales estaban más o menos adaptadas a las necesidades y de las cuales vendrá un triunfo o un fracaso. La experiencia

sultado, en el ibero, el establecimiento de convivencia comunalista, colectivista, federalista... Como en el compuesto de su etología no entró ni tuvo asiento el caudillismo de realza, inconcebible, la sumisión con el ordeno y mando, corriente entre los indoeuropeos, su contrato social, político, económico y administrativo, tuvo que ser y lo fue, an-arquista y antijerárquico. De la lógica práctico-empírica salió la lógica racional que sisematizó un proceder por el cual dirigieron las conciencias y los módulos mentales hacia los valores-verdades que, enraizadas daría vigor, fuerza y seguridad racional que producirá la voluntad de hacer realidad lo que se sentía en sensación y razón verdadera según lo que acabamos de explicar. Es proceso evolutivo de una razón de ser y de un modo de vida. De donde se explica,

por FABIAN MORO

vendrá a decidir sobre la conveniencia y el escoger, adaptando los actos a los medios en la convivencia social. El resultado se veía, así, acompañado a un juicio de valores. Hubo de buenas a primeras una lógica práctica; son adaptadas las razones acertadas gracias a los **medios-valores** (valorizados) productores de resultados-valores. Tal lógica vivida ha preparado la técnica que es lógica utilitaria exteriorizada.»

«(...) es un proceso de finalidad, es un proceso lógico; y un proceso lógico es esencialmente un proceso que tiene su razón de ser donde el resultado es un valor en provecho del ser que piensa.» (Enri Berr, «La Synthèse en Histoire»).

La lógica según la ciencia positivista comprende dos modos de razonamientos: uno inductivo; del particular al general. Otro deductivo: del general al particular. Observación exterior, objetiva, y la interior subjetiva.

Esta lógica ha preparado la técnica y también, con ella, la construcción del procedimiento racional, social, jurídico y administrativo de acuerdo, por un lado, con la conclusión de los medios-valores, razonados; y por el otro, con las tendencias motoras formadas por influencia del ambiente étnico en el teatro geográfico donde comienza su vivir comunal sedentario, primitivo. Los razonamientos iniciales proporcionan la facultad de escoger, de preferir, formando el reflejo que la tendencia influenció. Las tendencias idearon las prácticas; el reflejo geográfico que formó la sico-geografía, las fórmulas. Tras los ensayos que sin duda a granel salieron y a granel fueron dejados de lado, establecieron en su convivir social y colectivo los más adecuados. Resultando valores determinantes que fijaron los fines que establecieron la subconciencia colectiva de la que ya hemos dado referencia, así que, en consecuencia, la dubistoria. La lógica práctica, empírica, que creó el finalismo, acompañándola la lógica etnológica, la lógica ético-social, y en consecuencia la lógica finalista. A la lógica automática sucede por evolución la lógica socializada, consciente, centrada en la **unión por la vida social**, fórmula de Kropotkin, y no, de ninguna de las maneras, la **lucha por la vida** de Darwin.

El todo aquí expresado da por re-

tanto la raíz de la Idea-Fuerza como la lógica histórica hispana, encuadrando la lógica teórica en el camino de volver a donde empezó: a la lógica práctica acompañada de la conciencia; conocer a donde va, que supera el continente y el contenido.

Se habla mucho y con excesiva autosuficiencia barnizada de modernismo, del primitivismo de los primitivos como si hubiera dos mentalidades: la de los antepasados y la de los presentes, tal como si hubo un corte. Es la rusticidad de raciocinio elemental la que no les hace ver que, bien al contrario, por estar más cerca de la naturaleza, su logicismo de relación, de sociabilidad, tanto como el de la **percatación** de lo que es aceptable o inaceptable en el comportamiento individual o colectivo, era más racional de lo que creen los civilizados, por haber sido domesticados. Se vanaglorian de avanzados por que reciben instrucción, y cultura, que es unilateral y parcial. Lo que no sirve en muchos casos para otra cosa que poner más a las claras su «primitivismo» según la interpretación que atribuyen a los que denigran. Culturalmente estamos alimentados de sofismas.

Hay en Biología dos interpretaciones, de las leyes naturales, que explican el fenómeno de la Vida en el complejo de su estructura como en el de la evolución. La una se llama mecanicismo, la otra finalismo. Podemos decir que esos dos principios vitales y estructurales pueden ser aplicados al estudio que nos ocupa, interpretando el proceso histórico como una **Biología Social**. Según el mecanismo, los órganos se han formado por el azar, y una vez en su posesión son empleados: «El pájaro vuela porque cien detalles venidos de la casualidad, formando coincidencia lo han determinado así.» «El animal ve porque tiene ojos.» En lo que nosotros hemos catalogado de Biología Social, la definición mecanicista, entonces, nos lleva a aceptar el centralismo y las jerarquías sociales; la dirección desde arriba; la sociedad se desenvuelve y evoluciona en razón de órganos superiores nacidos para ese fin. De esa interpretación nace una metafísica autoritaria que justifica la razón del más fuerte, el autoritarismo físico de donde se desprende el social en las estructuras de convivencia en las colectividades humanas encuadradas

en sus nacionalismos; por ello: «(...) La dictadura divina es la pauta metafísica, copia y ejemplo de la dictadura social... Según la verdad axiomática de Schopenhauer («La Voluntad en la Naturaleza»).

La escuela finalista nos enseña, al contrario, que el ojo se forma para ver. Que el pájaro es hecho para volar por un montón de factores intencionales que le han llevado a un fin: volar. Y como aún Schopenhauer nos dice con humor antes ya que el finalismo estableciera su interpretación: «(...) el toro no embiste porque tiene cuernos, sino que tiene cuernos porque quiere embestir». Y esta otra explicación de mayor altura: «(...) Quiero porque soy y por tanto tengo que ser antes de querer.» (Ref. ant.)

La intención, dice el finalista, bosqueja por así decir lo más adecuado, conveniente y oportuno al expansionamiento de la existencia. En nuestra interpretación se trata de la existencia social. La sociedad, entonces, es dirigida desde abajo. Y nos da el federalismo. Una y otra fórmula nos cae en la mano por su propio peso. En una, la sociedad se dirige y rige por la imposición; en la otra por la impulsión; por el mayor número de los que la componen. Aquí, como en Biología, (Cuenot, Invencción y Finalidad en Biología) los miembros manifiestan una finalidad intencional. En Biología Social, pues, podemos ver igualmente los órganos administrativos: concejo abierto, independencia comunal, organización colectiva del trabajo y del productor, el engranaje social que va desde la familia al órgano superior coordinador de distribución y de control, en el área económica, como en el eje administrativo, comunal, escalonando de forma federativa, todo y guardando su independencia particular el municipio, la comarca, la provincia, el país. Y se presenta en la realidad histórica tal que si fuere, siéndolo, un estilo de vida, fórmula facultativa de prevención necesaria, conciencia preestablecida (antes ya de la definición) para ir, en orgánica social, hacia su finalidad del vivir razonante y razonado: Federalismo Integral. Que es el vivir social natural. Y no el que actualmente se **impone con subterfugio de la sedicente democracia, o sin él...**

El centralismo mecanicista, invoca en política, en economía, en sociología una entelequia providencialista todo y apoyándose en una concepción materialista, que evoluciona en razón de su necesidad justificante que nada justifica. Antes era un Dios, nacido en sí y por sí, formándose porque sí, de lo alto, por esa definición de ser creado por dominar, vigilando el Todo. Después, un iluminado enfermo de engrimiento, copia de Aquel que le ha elegido. Pedantismo y vanalidad, creyéndose ser nacido para dirigir y gobernar, en una selección social establecida, como el dios, del cual es copia. En lugar de ser llevado al manicomio es llevado al Poder, debido a que en la mayor parte del ganado humano está latente ese mismo complejo formado en generaciones sin cuenta, asimilando ese mismo nefasto complejo sicopatológico; y lo toman por modelo de lo que ellos no pudieron alcanzar. Ya se sabe que hay muchos que combaten los guardias llevando ellos uno guardado en sus pliegues sicomocionales. Muchos que

(Sigue en la pág. 7)

3428



ELLE COMBATE LE CAPITALISME SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Partout en Europe, les mirages de la politique s'effondrent...

Appuyons-nous sur le désenchantement des consciences libres pour reconstruire un authentique mouvement révolutionnaire.

Face aux mascarades électorales - Mobilisation anti-électorale !

Un « scientifique », sachant notre position anti-électorale me disait ces jours-ci : « Vous allez boycotter les élections, n'est-ce pas ? Au lieu de soutenir la gauche, votre abstention, la perte de vos voix aidera la droite, quel utopisme ! »

Donc, ne votant ni pour la gauche ni pour la droite, grâce à notre abstention, la droite gagnera. Logique marxiste et surtout stalinienne bien connue : « Qui n'est pas avec nous est contre nous, avec nos ennemis. »

Eh bien ! allons voir de plus près la réalité pour donner la juste valeur à ce prétendu réalisme.

A qui revient le pouvoir réel dans le monde capitaliste, sous un régime le plus libéral, le plus démocratique qui puisse être ? Par qui et par quoi s'exerce le pouvoir politique de l'Etat bourgeois avec un gouvernement de droite ou de gauche ?

Tout pouvoir réel dans le monde capitaliste dépend de la puissance économique des possesseurs des richesses, des moyens de production, de l'argent. C'est une vérité de La Palisse. Et le pouvoir politique s'exerce par les institutions de violence organisée et d'oppression, c'est à dire de l'armée, de la police, de la magistrature, appuyées par les moyens de matraquage systématique, spirituel, psychologique, la mass-media, l'église, l'école, et tous les moyens de propagande. Tant que ces institutions ne seront pas supprimées, les personnes qui gouvernent — présidents, ministres, députés, etc. — en dépendront, tout en étant terriblement démocrates, de gauche, révolutionnaires, partisans du vrai libéralisme ou de la démocratie la plus avancée, et même s'ils

étaient « anarchistes ». Certains anciens députés et ministres le reconnaissent dans l'intimité. Il ne manque pas, même, des autoritaires en exercice de pouvoir qui, dans des cas concrets avouent leur impuissance face aux institutions inébranlables.

Il faut être sociologiquement ignorant, même si l'on est prétendument scientifique, pour ne pas se rendre compte de cette réalité

Quelle signification ont la droite et la gauche en présence de la puissance de l'argent et des institutions de violence organisée : armée, police, etc. ? Si les gouvernements de « gauche » ne plaisent pas à cette puissance, un coup d'Etat devient nécessaire. Le cas d'Alliende n'est-il pas suffisamment instructif ?

La force réelle qui s'oppose efficacement à cette puissance, qui la contrecarre c'est la pression d'en bas, la volonté d'opposition exercée par le peuple, par les classes travailleuses, par les opprimés et les exploités à travers leurs luttes économiques, sociales et révolutionnaires, c'est aussi la menace de bouleversements sociaux possibles venant des masses populaires mécontentes. Dans ce cas, la droite ou la gauche au gouvernement ne fait que suivre le vent. Et il n'est nullement étonnant de voir souvent que c'est justement la droite qui accourt à des réformes afin de prévenir d'éviter ou de stopper des événements prenant une allure dangereuse.

Le 12 mars prochain auront lieu en France les élections législatives. Qui gagnera ? La droite, l'extrême droite, la gauche, l'extrême gauche ou le centre; la bourgeoisie réaction-

naire et modérée ou l'union de la gauche socialo-communiste et socialisante ?

De vains pronostics, car la gauche ou la droite au pouvoir, après les élections, sera obligée de suivre inévitablement le chemin battu de tout pouvoir politique dans une société capitaliste, et à l'heure actuelle, de gérer précisément la crise qui la déchire. Mais il serait étonnant que la majorité actuellement au pouvoir, unie ou divisée, ne gagne pas, car l'électorale est devenu toute une science entre les mains des gens qui gouvernent disposant d'une série illimitée de moyens de pression, de tromperies et d'intrigues dont la division provoquée au sein des partis de la gauche n'est pas le moindre.

Quelles sont les chances de l'Union de la gauche dont la division n'est pas un simple hasard ?

Les communistes, bien qu'avidés du pouvoir plus que jamais, ne se proposent pas la participation au pouvoir dans les circonstances actuelles. C'est, d'abord, l'URSS qui ne le veut pas pour ne pas déranger le statu quo déterminé par ses accords avec les USA et pour ne pas avoir en France, un gouvernement difficilement contrôlable par ses propres agents. C'est, ensuite, le Parti Communiste lui-même qui ne le désire pas afin de ne pas se charger d'un héritage peu enviable et de ne pas se voir dans l'obligation de gérer une crise insoluble. Ce qui l'intéresse particulièrement pour l'instant, c'est de s'assurer un nombre confortable de représentants au Palais Bourbon. Et pour en arriver là, la seule tactique intelligente, de son point de vue, est de se montrer « révolutionnaire » en paroles, afin de

gagner les voix des mécontents, en général, et des éléments gauchistes, en particulier, au sein du Parti Socialiste, son principal concurrent. D'autre part, en déclarant bruyamment et en insistant qu'en cas de victoire de la gauche le Parti Communiste aura plusieurs ministres — et même aux postes clés — il veut faire peur aux électeurs de la petite bourgeoisie encline à voter socialiste. Sur ce point, la coïncidence avec Chirac et tous les réactionnaires désirant s'assurer les meilleurs résultats électoraux par rapport aux socialistes est complète.

Malgré tout, le Parti Socialiste marquera des succès qui justifieront ses prétentions à un gouvernement de coalition à direction socialiste que le vent qui souffle sur l'Europe capitaliste rend indispensable pour gérer la crise de civilisation.

Dans ces conditions, et en plein accord avec nos principes, quelle doit être notre attitude ?

Abstention ? Oui. Mais le terme me paraît impropre car il exprime quelque chose de passif, une sorte de fuite, de résignation. Terme qui ne correspond pas à notre esprit révolutionnaire, combatif, actif.

Non ! en période préélectorale et électorale l'intelligence et l'esprit s'ouvrent, la compréhension des problèmes fondamentaux, des principes et des tactiques efficaces à suivre se révèlent.

Donc, boycott actif et décisif avec la mobilisation la plus énergique contre la mascarade électorale. Voilà une occasion pour l'imagination que certains appellent « au pouvoir » de manifester sa force créatrice.

Gr. BALKANSKI

LA LIGA DE MUTILADOS E INVALIDOS DE LA GUERRA DE ESPAÑA SE DIRIGE AL PRESIDENTE DEL CONSEJO DE MINISTROS Adolfo SUAREZ

Señor Presidente:

Quiénes le dirigimos estas líneas después de profunda reflexión somos un grupo numeroso de mutilados e inválidos de la Guerra de España que combatimos en las filas del Ejército republicano. Nos dirigimos a Vd. para comunicarle las razones de nuestra negativa a acoger nos a los dos Decretos que determinan el derecho a pensión para los disminuidos físicos de la zona republicana, decretos que ponen una vez más de relieve que en el ánimo de quienes influyen en los destinos del país continúan existiendo los dos bandos, los vencedores y los vencidos de nuestra trágica contienda.

A los mutilados e inválidos republicanos, a las viudas de quienes cayeron en defensa del Gobierno legalmente votado por el pueblo se les ha dejado, para vergüenza de España, en el más completo de los abandonos desde que terminó la guerra civil. En quienes triunfaron, no se vio ningún espíritu de concordia, ninguna manifestación de solidaridad, ningún sentimiento de justicia, y mientras los vencedores celebraban a su manera el que para ellos representaba feliz término de la guerra, a los vencidos, a los que habían combatido por el derecho y la legalidad, a los «pestíferos» mutilados republicanos y a las viudas de guerra, se les ofrecía la posibilidad de sufrir y de morir por falta de medios, se les abría la mendicidad como única perspectiva y se les condenaba, no tan sólo a ellos sino igualmente a los hijos que los mutilados y las viudas debían atender, a los más terribles sacrificios.

Desde 1939 hasta la fecha, el olvido de nuestra existencia ha sido una constante realidad en la política del régimen. Hoy, desaparecido Franco, cuando España aparenta buscar un nuevo camino que la conduzca hacia la Democracia, se decide reconocer nuestra existencia dándose una respuesta a las múltiples gestiones que desde años venían haciéndose para que borrara la ignominia que suponía mantenernos en el olvido. Pero, ¿qué se nos ofrece para compensar las injusticias de que fuimos objeto?

A decir verdad, nada. Y decimos nada, Señor Presidente, para mantenernos en la línea de corrección que nos impusimos al escribirle estas líneas. Tenemos ante nosotros una España, que también es nuestra, en la que partiendo del Jefe del Estado y descendiendo hasta los más bajos niveles de la autoridad, se habla de reconciliación, de olvido del pasado, de justicia, de Democracia y de verdadera hermandad entre los ciudadanos, sin que a nadie se le acuda pensar que son los hechos y no las frases los llamados a justificar tan nobles sentimientos.

Se nos dirá que España avanza sin lugar a dudas hacia la Democracia. Se nos hablará, quizá con razón, de las libertades políticas y sindicales, de unas Cortes y de un Senado electos y de una serie de medidas que en su criterio ponen de relieve las buenas intenciones de quienes dirigen los destinos del país. Pero nosotros persistimos en la afirmación de que mientras los mutilados e inválidos republicanos y las viudas de guerra sean objeto de discriminación, mientras la ayuda que se les concede sea inferior a la que perciben los «llamados caballeros mutilados», no se habrá dado el paso esencial, no se habrá franqueado la línea divisora que durante tantísimos años enfrentó a los españoles.

Sin pararse en la circunstancia de que durante cuarenta años no se nos otorgó la menor pensión ni ayu-

da, el Gobierno español nos ofrece actualmente una pensión, pensión que se calcula partiendo de una cantidad muy inferior a la que desde 1939 perciben los mutilados e inválidos que combatieron en la «zona nacional». Mantener a estas alturas el principio de que para una misma invalidez puede haber distintas pensiones, denota que se persiste en el camino del error y que si-gue considerándonos como mutilados e inválidos de segunda clase que no merecen los mismos derechos ni son acreedores de idénticas atenciones.

En estas líneas no hay ni súplica ni humillación de nuestra parte. De lo que se trata es de derechos y de justicia, de igualdad ciudadana, de convivencia y de respeto humano. No nos hemos acogido a los derechos que abrían los Decretos a que antes nos hemos referido, hemos dejado pasar la fecha límite de solicitud fijada en el 10 de enero de 1978, para poder expresarle la profunda tristeza e indignación de que seguimos siendo objeto y para elevar a su atención nuestra más sentida protesta. Deseamos que quede constancia de una actitud firme y decidida, que sepa Vd., para conocimiento del Jefe del Estado y de todas las autoridades interesadas, que existen mutilados del Ejército Republicano, tanto en España como en el exterior, que **no admiten la discriminación ni se inclinan ante la injusticia.**

Pero también sabemos perfectamente, aceptándolo y admitiéndolo, que un número determinado de mutilados e inválidos republicanos han solicitado la pensión que se les ofrece, aunque sean todavía muy pocos los que la perciben. A decir verdad, nos parecería ilógico que la gran masa de mutilados e inválidos mantuvieran la misma posición que nosotros, ya que lo de que se trata no es de hacer beneficios a quienes tanto precisan de ayuda, sino de expresar mediante la actitud que nosotros hemos adoptado, el sentimiento general de desilusión y desespero que sienten todos los que siguen soportando la ignominiosa desigualdad que de siempre se les ha venido imponiendo.

Para que España entre por vías de democracia honrándose con una decisión que haga olvidar el triste pasado que hemos vivido, nos permitimos sugerirle, Señor Presidente, la adopción de las medidas siguientes:

1º Que se promulgue rápidamente un Decreto que otorgue a los mutilados e inválidos del Ejército de la República y a las viudas de guerra los mismos derechos que desde hace cuarenta años perciben los caballeros mutilados.

2º Que se fije la obtención de retroactividad del pago de pensiones a los mutilados e inválidos republicanos.

3º Que además de la pensión, los mutilados e inválidos republicanos y las viudas de guerra gocen exactamente de los mismos beneficios que se conceden a los caballeros mutilados (tarifas especiales en los transportes, casas de reposo, seguros, derecho a prótesis gratuitas, posibilidad de ocupar empleos especiales, etc., etc.).

4º Que establecida la estricta igualdad entre todos los mutilados e inválidos de la guerra de España, se conceda un nuevo plazo para que puedan la solicitud todos aquellos que por convicción personal estimaron que no debían hacerlo mientras se mantuvieran en pie las discriminaciones.

5º Que se nos permita dignificar

Carta sin sobre a «Bicicleta» y/o a José Elizalde

Llegado a mis manos el número 3 de «Bici». No creo que haya que explicitar más ya que en toda la revista los únicos escritos firmados corresponden al ex-Secretario de Relaciones Exteriores de la C.N.T., de algún modo creyéndose especialista de los asuntos de allende de las fronteras. Y muy especialmente de las enfermedades de la A.I.T.

Este amigo aún no se ha desprendido de los vicios adquiridos él sabrá donde. Hay que decirle amén, y en caso contrario uno aporta «talente inquisitorial». ¿Quién trae más «talente inquisitorial», el que responde, dice y argumenta cosas según sus conocimientos o el que abusando de su posición, modifica, recorta y manipula a su guisa la opinión contraria, hasta ponerla a tono con la lección que desea dar?

Si en todos los dominios Elizalde y con él «Bici» procede igual, de nada le servirá su lindo plumaje; esto únicamente para decir que mientras no se publique en toda su integridad el artículo, Marcellán afirma que el aparecido en el nº 3 de «Bicicleta» es apócrifo, cuya firma no responde a nada; de igual forma todo lo que ha pretendido ser una respuesta...

Aparte lo dicho, cabe adjuntar, que si uno se respeta tan poco, así como su propia inteligencia, ¿cómo puede pretender a que le respeten los demás?

Pasar como sobre ascuas cuando se habla de las defecciones y traiciones que durante los años negros ha tenido la A.I.T., y luego ensañarse y señalar como verdaderos responsables de su deficitario estado actual a aquellos — y con ello no se quieren justificar los errores que se hayan podido cometer — que han hecho lo que han podido y sabido para mantenerla, solo cabe en el «intelectualismo cerril» del que no soporta contradicción.

Pues aún que te pese no he dicho en ninguna parte que seamos los mejores — esto es otro producto de tu manipulación —. He manifestado simplemente que entre los enemigos de la A.I.T. se encontraban hombres que han usado y abusado de la personalidad adquirida en los medios libertarios y que llevaban por nombre Elmut Rüdiger, Arvidson, Souchy, Mercier Vega, Leiva y aquellos que dieron vida al manifiesto «Con España o contra España», a la ASO, los cincopuntistas de la «Gestión transcendental». También señalaba a todos los «vencidos y derrotados» que en Europa militan en centrales reformistas, que hoy como ayer carecen de entusiasmo y convicción para levantar la bandera del anarcosindicalismo. Y cuando objetivamente señalaba que ahora esos se llenan la boca con el resurgir de la

públicamente a nuestros muertos sin la menor restricción.

Como le hemos manifestado, ni su-plicamos ni venimos ante Vd. para solicitarle una limosna. Venimos a pedirle la inmediata realización de lo que nos parece justo, para que se afirme la verdadera hermandad entre los españoles y para que se reconozca con el debido fundamento, que España adopta las medidas necesarias para terminar con las desigualdades que todavía se manifiestan entre sus ciudadanos.

Esperando que nuestras líneas merecerán su atención y la rápida aplicación de medidas favorables, quedamos atentamente suyos.

Burdeos, febrero de 1978.

El Comité Nacional.

C.N.T. — la llaman anarquista, ya que ellos se autodefinen como anarquistas — y que durante cuarenta años y aún hoy mismo continúan siendo los cómplices del reformismo, — tú muy subjetivamente y no digas que llego inquisitorialmente — lo aplicas como dirigido a los jóvenes de hoy. Te sobra maquiavelismo.

Entre otras manipulaciones de los acuerdos del Pleno Nacional de Regionales de Septiembre, puede verse el que haces sobre los acuerdos del noveno punto. El Pleno a pesar de tus decires, dijo — a quiénes pretendían obtener carnets y sellos de la C.N.T. de España — que para obtenerlos y pertenecer a ella había que residir y trabajar en España. Es todo. Lo demás es de tu cosecha, ya que el propio Pleno y también en ese punto objetivamente deja a los compañeros del exterior que solventen sus problemas sin inmiscuirse en ellos, deseando, eso sí en contrapartida reciprocidad para los propios sin injerencias del exterior. El Pleno aún emitió sugerencias de orden de actuación para los del exterior. Sugerencias que si algunos necesitan recogerlas, no es nuestro caso, ya que siempre ese ha sido el norte de nuestra actividad.

Cada frase, cada renglón, cada palabra requeriría sendos comentarios pero lo dejaremos así por hoy esperando que los que tienen pretensiones de tildar a los otros de jueces, tendrían que evitarse actitudes de fiscal.

T. MARCELLAN

Comunicados

REGIONAL DE ORIGEN ARAGON, RIOJA Y NAVARRA

La Comisión de Relaciones de la R. de A. R. y N. en el Exilio, pone en conocimiento de los compañeros y compañeras, que en perspectivas de la celebración de un importante Mitin (en el que participarán oradores Interior-Exilio) en el mes de marzo en Zaragoza, que en esta de Toulouse, se organizan algunos autocares para asistir al mismo.

Para inscribirse podéis hacerlo personalmente y por escrito a J. Raluy, 4, rue Belfort, 31000 Toulouse.

F. L. DE BURDEOS

Convoca a los compañeros para la Asamblea General que se celebrará el domingo 5 de marzo a las 9 y media de la mañana en 42, rue Lalande. Dada la importancia del temario, se requiere a los compañeros sean puntuales a la hora anunciada. El temario del Orden del Día estará a la disposición de los compañeros en nuestro local.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el domingo día 12 de marzo en el local y hora de siempre.

F. L. DE ST-DENIS

Reunión para el día 12 de marzo, como de costumbre.

Dos fechas a retener:

Domingo 16 de Abril:
JORNADA CONFEDERAL

Domingo 18 de Junio:
Jornada del Libro Libertario

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España

Portavoz de la Confederación

« ICI MADRID »

La actualidad de la capital sigue centrada en la polémica polvareda que últimamente ha levantado el libro de Semprún ganador del Premio Planeta, sobre las suciedades internas del P.C.E. en general y de su secretario D. Santi en particular, (que al fin ha reconocido haberlo leído), y que en unión de otros «altos jefes» del Partido han comenzado a «contestar» mediante ambiguas declaraciones que no dejan satisfechos ni a tirios ni a troyanos. Más bien, sirviendo estas justificaciones tan poco convincentes para sembrar aún más la duda ya existente entre militantes y seguidores que continúan sin ver claro. Yo diría que más bien oscuro, el pasado interno del Partido Comunista.

Pero para alivio de los «sufridos» chicos de D. Santi, han venido a echarles una mano en aquello del interés político las desafortunadas declaraciones del honorable de la Generalitat, al decir que los catalanes no pueden ser tratados como el resto de los españoles que también piden sus propias autonomías, entre otras cosas por que no pueden compararse en cuestión de derechos autonómicos a los catalanes con los extremeños y manchegos. La repusa ha sido general e inmediata contra «el honorable», y vascos, valencianos, gallegos, andaluces, etc., arremeten contra él en apoyo de sus pretendidos «derechos regionales», aún cuando no tengan la suerte de haber nacido junto a la desembocadura del Ebro.

Y es que el Gobierno juega su papel. Aparentemente concede cosas que se le piden, como las autonomías o la Amnistía Laboral, cosas que han costado muchas vidas humanas, pero en la realidad esas concesiones no existen más que en la prensa, ya que no se trata más que de bombas de humo, (no las de los guardias) que impiden ver el fondo de la cuestión y apaciguar momentáneamente los ánimos de quienes las exigen.

El único que al parecer ve claro y no se deja engañar es Josep Benet al declarar que la preautonomía catalana no es más que un juguete regalado por el gobierno para distraer a los catalanes.

Pero el gobierno que ha jugado una indudable y hábil carta política al fomentar otras autonomías para minimizar las de Cataluña y el País Vasco, ha olvidado o no ha tenido en cuenta, que cuando alcancen esas autonomías otras regiones más abandonadas y olvidadas desde siempre por el Estado, van a servir para unificar en el aspecto regional a una clase obrera hambrienta y desampa-

rada que va a utilizar esa fuerza para exigir más directamente se ponga fin a toda una serie de injusticias tradicionales, sin que sus reclamaciones se extravíen en el camino de ida y vuelta hasta el Poder Central. Peligro que ya han apreciado los grandes terratenientes, sobre todo en Andalucía, y que mediante sus presiones se vislumbra un freno al incipiente Plan Preautonómico.

La Amnistía Laboral a la que aludía anteriormente, de hecho no existe más que en el Boletín Oficial del Estado, ya que quienes se ven privados de su puesto de trabajo por su actuación política o social durante el franquismo, no consiguen recuperarlos, por que las empresas se niegan a su readmisión y al recurrir a las Magistraturas de Trabajo, ven con sorpresa que las resoluciones de sus juicios no se hacen públicas por estar desde hace tiempo retenidas. Y es que además de que estos Organismos son los mismos de antes y con los mismos servidores, la susodicha ley es tan ambigua y confusa que se presta a toda clase

de interpretaciones, hasta el extremo que el magistrado de la número 11, ha impugnado dicha ley por considerarla ILEGAL, dado que todavía están vigentes las Leyes Fundamentales del franquismo. O lo que es lo mismo. Todo sigue atado y bien atado.

Tan atado y bien atado que hasta deportivamente el árbitro Guruceta le sigue regalando penaltis al Real Madrid para que el equipo del otro D. Santi, siga siendo campeón como en los mejores años del franquismo.

Y también se muestra deportivo el ministro del Interior Martín Villa, que al referirse a los tres últimos muertos de Pamplona les dijo a los periodistas, «hasta ahora el resultado nos favorece por dos a uno». Como se ve todo un poema.

Como noticia de última hora cabe señalar que la noche pasada han cenado juntos el profesor Tierno y Felipe González. El tema a tratar, la unión de los socialistas. El objetivo, las próximas elecciones municipales.

Nicolás CHOZAS

Madrid 25 de enero 1977.

UNA SOCIEDAD EQUILIBRADA



NI PACTO DE LA MONCLOA (De «Pendón»)
NI ELECCIONES SINDICALES

¡ ACCION DIRECTA !

Carta abierta a todos los compañeros oriundos de León y Provincia

Estimados compañeros:

Es muy posible, que cuando leas estas líneas todo cuanto yo relato, estés al corriente, por que yo sé, ya que así me lo han informado, que muchos habéis visitado León y provincia, para llevar el apoyo solidario, al Movimiento Libertario, que como en el resto de España, surge con paso firme sin grandes masas, pero prometedor, se afianza, día a día, gracias al esfuerzo de la vieja militancia, y muchísimo más importante, a los jóvenes militantes, que se multiplican en sus actividades, con el fin de cubrir la multitud de facetas, que se plantean a diario, en todo orden de cosas, en el seno de la organización, propaganda, etc. Una intensa actuación militante, en un trabajo constante, que merece en lo

que a mi respecta aprobación unánime.

Es por esto, que me dirijo a ti, compañero, par que sepas que en León, la organización, surge con paso firme, pero con muchísimas dificultades; el 11 de febrero, abandonaban el local, que no lejos de la plaza de toros, era sede de la F. L. para trasladarse al nuevo domicilio, en la calle Sta. Marina, nº 1, a cien metros del castillo de doña Urraca, antigua cárcel de León. Pero este local se encuentra en plena transformación, tabique por tierra, otros que suben, harán el complemento de residencia de la F. L. de la CNT de León. Importantísimo este paso, porque ello supondrá, la extensión a nivel de provincia, del movimiento Confederal, que ya es un hecho. Pero se necesitan medios económicos,

para sufragar gastos, que se avecinan, tenemos que ayudarles, a ti me dirijo, en su nombre, solicitando tu óbolo, es lo menos que podemos hacer por ellos, que tanto trabajan, que tanto se sacrifican por el resurgir de nuestra querida C.N.T. Al mismo tiempo, si tienes libros, folletos en español de nuestras ideas, envíalos a la siguiente dirección: Llamazares Lisardo, 5, rue de la Cité, 13700 Marignane, que es quien se ocupa de recoger fondos y libros, con el fin de remitirlos lo más rápidamente posible.

Si tu no conoces a este compañero, la F. L. de Marignane o la Núcleo de Provenza, te pueden informar de su actuación militante.

Como siempre de la causa Confederal.

Un Militante

MITINES CONFEDERALES

MITIN DE LA C. N. T. EN HOSPITALET DE LLOBREGAT

Después de unos días de preparación, la Federación Local de Sindicatos de Hospitalet de Llobregat llevó a cabo el acto anunciado. En favor de la juventud, que en este lugar nutre los sindicatos de la C.N.T. es indispensable señalar la voluntad y dinamismo desarrollados, tanto en la colocación de pasquines como en el reparto de octavillas.

El acto está anunciado para el día señalado a las 11 de la mañana en el Cine Navarra. La concurrencia empieza a llegar bastante antes de la hora citada. Entre la pléyade juvenil que se presenta, pletórica de entusiasmo, provista de banderas negras y rojinegras, se ven no pocos militantes de la vieja guardia confederal y anarquista. Todos, viejos y jóvenes, rinden tributo fervoroso a la cita hecha por la Confederación Nacional del Trabajo. Son bien notables las caras que reflejan alegría, los fruciosos apretones de manos y los abrazos fraternales.

Va llenándose la sala. En la tribuna ya hay algunos de los jóvenes que van a tomar parte. Se están probando los altavoces, para que los oradores puedan oírse bien desde la calle. Por doquier se nota animación. Todo hace ver las características extraordinarias del acontecimiento, por lo que se auguran resultados positivos.

Como es de comprender, al través de los altavoces se hacen oír y sentir constantemente las canciones libertarias. A más, hay un dúo de la C.N.T. que toca la guitarra y canta, e interpreta originales de letra y fondo libertario. Esta revelación, que conmueve a los asistentes, fue saludada varias veces con nutridos aplausos, siendo el más prolongado el que se les brinda al terminar su intervención.

Seguidamente abre el acto el compañero Miguel. Es un joven de veinte años, de sólidas convicciones libertarias. Saluda al público con palabras de gratitud, a las que sigue un bosquejo bien definido de los ideales y propósitos que animan a la Federación Local de los Sindicatos de Hospitalet de Llobregat. Pide a los asistentes comprensión y tolerancia, por algún fallo que pueda tener alguien de los oradores, dado que en su casi totalidad son jóvenes que por primera vez ocupan la tribuna. A continuación cede la palabra al compañero Arturo.

Este es otro joven de veintidós años. Inicia su intervención usando términos sorprendentes. A más de la facilidad con que se expresa, pronto se capta en él que es poseedor de amplia cultura. Unido a esa dote, que se revela como digno defensor de los ideales anarcosindicalistas, es admirable la candencia con que se expresa. Por todos los datos que venimos señalando, Arturo fue interrumpido varias veces por nutridos y calurosos aplausos. Este joven, a más de saber expresar con claridad meridiana lo que piensa y siente, haciéndose comprender perfectamente, supo también llegar al corazón de los asistentes, por lo que al terminar lo despide el público con prolongados aplausos, vivas a la C.N.T. y al anarquismo.

El compañero Miguel, que preside, cede la palabra a la compañera Ana. También esta es joven, poco más o menos de los que le precedieron en el uso de la palabra. Si mucho puede decirse en favor de su dinamismo, a mayor nivel queda su volun-

tad y buenos servicios a la causa de la C.N.T. Por esa razón, al anunciarla para que tome la palabra es saludada por toda la concurrencia con caluroso aplauso. El tema que se le asignó lo desarrolla con enjundia inesperada. Al señalar con datos precisos las vejaciones a que son sometidos los obreros, tanto por el capital como por el Estado, destaca notas enérgicas, que surgen de sus sentimientos y de su inteligencia, que el público rubrica con vivas a la anarquía.

A continuación se cede la palabra al compañero Navarro. Dirige sus primeras palabras advirtiéndole al público no estar acostumbrado a ocupar la tribuna, por cuyo motivo no será extenso. Hecho lo cual aborda una crítica severa contra los métodos del capitalismo y del Estado. Recalca, que por vías reformistas y gubernamentales jamás se logrará la emancipación de los trabajadores. Considera, que si el proletariado quiere llegar a ser libre, debe incorporarse a la C.N.T., abrazar las ideas del anarcosindicalismo y hacer la revolución social. En apoyo de esa tesis enjuicia las tácticas del reformismo, haciéndolo responsable de que la clase obrera continúe en el sistema de explotación que sobre ella

pesa. También, en varias de sus conclusiones a que llegó, es aplaudido por coincidir con las aspiraciones del público.

Toco el turno al compañero Antonio. Este es un joven perteneciente al Sindicato de la Enseñanza. Como los otros que hablaron tampoco tiene experiencias tribunicias. No obstante aborda su tema con detalles de sumo interés. Tal vez por su formación cultural, la tónica con que se expresa es más de conferencia que de mitin. Su forma de expresarse abre vías de comunicación con el auditorio, que aprecia muy bien los conceptos que vierte el orador y los hace suyos con aplausos. Al igual que la de los jóvenes que le precedieron, la de Antonio fue una interpretación que honra a la Confederación Nacional del Trabajo y al anarquismo.

El presidente cede la palabra a S. Campos, encargado de cerrar el acto. La presidencia lo anuncia como viejo militante de la C.N.T. y del anarquismo. Al levantarse para hablar es saludado con caluroso aplauso, que se prolonga, a la vez que por toda la sala se agitan las banderas negras y rojinegras. Entre las muchas voces que emiten los asistentes, todas en tono encomiástico a las or-

ganizaciones libertarias, resaltan aquellas de FAI, FAI y FAI. Ya llamada la sala, y tras el saludo habitual, Campos se refiere a los muchos y trágicos acontecimientos represivos que el Movimiento Libertario ha tenido que afrontar. Y añadió, que no obstante los propósitos de eliminar el anarquismo, tenido como finalidad por todos los gobiernos, aquí estamos los anarquistas y la C.N.T. para dar a entender, una vez más, que no importa de la magnitud que sean las represalias, nuestros ideales supervivirán a todas ellas y el anarquismo triunfará. Esta afirmación es acogida con entusiasta aplauso de toda la concurrencia, y nuevamente se tremolan las banderas movidas por los enérgicos brazos de la juventud. Campos se extiende ampliamente en consideraciones en torno al anarcosindicalismo, a las tácticas y finalidad de la C.N.T. y, como los demás oradores, al terminar es aplaudido nuevamente.

En el curso de este acto hubo muchas adhesiones, de diferentes entidades libertarias, tanto de Ateneos como de sindicatos. Prescindamos de su enumeración particular para no hacer más extensa esta información.

Un reportero de la localidad.

DEL GUADALOPE AL CINCA, PASANDO POR RUBI Y en el Cinca, Fraga

MAS SOBRE ATENEOS

El grupo de chavales y chavalas escuchaba y tomaba notas.

Hubo que hablar de política. La de concertación, tan de moda hoy, ya fue inventada por Cánovas en el Ateneo de Madrid «Hoy, dijo, la caridad cristiana no es suficiente. Habrá que provocar el diálogo y la concertación entre obreros y patronos.» F. O. de Francia piensa que es ella quien ha inventado la política en cuestión. También piensan en España la USO, la UGT y las CC OO que la citada política supone progreso revolucionario. ¡Lo que hace pensar y decir la ignorancia!

Los fascistas cerraron todos los ateneos libertarios. En cuanto al de Madrid, se limitaron a cogerlo y prostituirlo para que les sirviera.

Rocamora, mitad mercenario mitad intelectual, fue el que hacía y deshacía en el Ateneo de Madrid durante los años más negros. Mientras él mandó en el Ateneo se organizaron cursillos para formación de oficiales del ejército. Encargado de estos cursos — de lesa cultura —, de deshumanización, fue el general Carrasco. En el año 1951, Rocamora cesó y el Ateneo pasó a manos del Opus Dei.

Pero nuestros ateneos, los ateneos libertarios, son la antítesis de lo descrito respecto al de Madrid. Son la antítesis del militarismo y de las bombas.

El ateneo que se puede organizar por la C.N.T. debe ser de alegría y ciencia; de seso, no de sexo; debe ser diálogo, consulta, comparación

y desarrollo mental y físico, lecturas reflexivas para conocimiento y descubrimientos en el alma humana, que algunos llaman espíritu, conciencia otros.

Nuestro ateneo ha de ser natural, no postizo, firme y no aleatorio, natural ha de ser el que habla y el que escucha, natural en la sala, en los pasillos y en la calle; natural en público y en privado. El ateneo es hecho para gente leal, para gente cuya dignidad está muy por encima de la propia existencia.

Si repasamos la historia de nuestros ateneos, comprobaremos que éstos han jugado papel importantísimo en el sindicalismo revolucionario. Patrocinaron incluso congresos obreros. Famoso fue el convocado por el de Gijón el año 1915, en el curso del cual hubo provocación policiaca que motivó detenciones. Entre los detenidos estaban Sebastián Faure y Errico Malatesta que asistieron en representación de sus países.

El Ateneo de la calle Mercaders (Barcelona) ofreció sus locales para el Congreso Sindicalista de 1870. Hace más de cien años y conviene recordar cuán unidos iban los sindicalistas y los ateneístas gracias al enlace inteligente y fraterno que entre unos y otros ejercían los anarquistas.

Fraga, atravesada por el Cinca y por la carretera Lérida-Zaragoza, es una ciudad que está llamada a jugar papel muy importante cuya base cultural podría ser un gran ateneo libertario.

Fraga puede ser centro regional. El Ateneo de Madrid, burgués y todo, estaba dividido en academias.

Si fue criadero de ministros, también fue lugar propicio para denunciar sus fechorías y los abusos de la autoridad. Ejemplo, la conferencia de Azcarate sobre política.

Fue centro de discusión internacionalista y universalista. Antro de cultura. De consulta de todo orden. Por él pasaron hombres nuestros. Debido a ello, es muy importante la colección de conferencias dadas allí.

Durante la guerra, en el Ateneo de Madrid tuvo lugar el Congreso de Alianza Juvenil Antifascista. Por las JJ. LL. fueron Sánchez y Bosch Merdrano.

Al único que no le va bien el Ateneo es al clero y a los cosacos de vocación y obediencia. Tampoco les conviene a los prusianos o aspirantes a entorchados en la bocamanga.

Vargas Vila, Jiménez de Asua, Marañón, pasaron por el Ateneo. Y enemigos del Ateneo fueron sobre todo en todos los tiempos los militares. Los duros como Mola e incluso los blandos como Berenguer.

Es decir, la vida de los Ateneos va ligada al va-y-ven de España, como la de los libertarios va unida a la orientación revolucionaria.

Por ejemplo, ahora que se habla tanto de las multinacionales, viene bien el referir que ya antes de la República, Indalecio Prieto — que formaba parte de un santoral ajeno — hizo una campaña en Ateneo contra la ya entonces multinacional Compañía de Teléfonos, esa a quién la C.N.T. expropió en 1936 sus instalaciones barcelonesas, y ante cuya apropiación popular, Indalecio Prieto aplaudió a las huestes que en ma-



MITINES CONFEDERALES

EN SAN LUCAR DE BARRAMEDA

Con el debido tiempo de antelación, de acuerdo con el Comité Regional de Andalucía, el ocho de enero se celebró un mitin en San Lúcar de Barrameda. Todo estaba encaminado, a la vez que afirmar la existencia y potencia del anarcosindicalismo, recordar el trágico acontecimiento de Casas Viejas de 1933. Es el primer acto de esta naturaleza que se organiza en esta gran población gaditana, que ha despertado mucho interés entre la clase trabajadora.

De acuerdo con los organizadores, para participar en el acto se trasladan de Barcelona, S. Campos y L. Andrés Edo. So acompañados de otros compañeros, entre ellos Joaquín Amores, que goza de gran simpatía y confianza entre la militancia libertaria andaluza. Todo estaba convenido para coincidir en casa del militante Manolo Rodríguez, donde al llegar los que proceden de Barcelona ya encuentran a tres militantes de Madrid que van a tomar parte en el acto.

Poco a poco, de diferentes partes de Andalucía van llegando a la misma casa militantes. Es grande la cantidad de libertarios que, con antelación al acto, se concentran en casa de Manolo. El jolgorio que rei-

na es enorme. Se nota la concurrencia de algunas mujeres que dan realce al fraternal encuentro. Prevalce un ambiente de alegría, de cordial animación, en el que alternan apretones de manos, abrazos y besos. En ese trajín hogareño, tanto la compañera de Manolo como su hija, interfieren por todas partes prodigando atenciones a los concurrentes.

El acto va a celebrarse al aire libre en un gran local. A nuestra llegada notamos, en la puerta y sus alrededores, gran movimiento de personal. Abunda la juventud, entre la que deambulan muchachas que venden prensa, folletos y libros. «Castilla Libre» y «CNT» son los periódicos que más se difunden. Todo son caras risueñas que indican identificación con el acto confederal, aunque luego se haga evidente la presencia de algún ajeno.

La gente va empezando a entrar en el local y ocupando los asientos. Momentos después, Manolo Rodríguez, con vozarrón imponente abre el acto y se produce absoluto silencio. Sus palabras son una introducción, remarcando que allí va a oírse la voz de la C.N.T. y del anarcosindicalismo. Advierte, que los conceptos que van a emitir los oradores no niegan la réplica a quien está dis-

puesto a hacerla, por lo que la tribuna estará libre para el que quiera replicar. Seguidamente cede la palabra a Luis A. Edo.

Las primeras palabras de Edo a los asistentes son muy bien acogidas. Versa tocando varios aspectos de las actuales circunstancias de España, señalando lo que significa para los trabajadores el Pacto de la Moncloa y las elecciones sindicales. Crítica con duros conceptos las ficticias libertades que dicen otorgar las democracias, aludiendo con tono severo lo ocurrido al señor Boadella. Remarca es la primera vez que libremente viene a Andalucía, ya que otras veces vino esposado y conducido por la guardia civil. Recuerda haber discutido con la policía en torno a la ejecución de Granada y Delgado, reputando ese hecho como bárbaro asesinato. Al terminar lo despide el público con caluroso aplauso.

A la mesa han llegado varias adhesiones que Manolo da lectura. A continuación cede la palabra al compañero Quevedo, de Madrid. Saluda a los asistentes con una frase irónica que es ecogida con risas y aplausos. Enfoca los problemas que tiene planteados el gobierno actual, con una lógica y agudeza sorprendente. El verbo de Quevedo es meridiano y contundente. La suya es una crítica de clara definición anarcosindicalista, sincronizada con un raudal de energías que logra elevar la atención y entusiasmo de los asistentes. Se mete con los socialistas y comunistas, poniendo de relieve la chanchullería y falsedad de los mismos. Con argumentos de peso enjuicia a las centrales sindicales novicias, remarcando las diferencias entre ellas y la C.N.T., dejando en muy buen lugar las normas confederales. Dada la tónica empleada por este orador, bien comprendida por cuantos le escuchan, al terminar es aplaudido con vivas a la C.N.T.

Nuevamente se da lectura a adhesiones que acaban de llegar. Hecho lo cual, Manolo anuncia va a dirigir la palabra al compañero Coronado también de Madrid.

Coronado es uno de los muchos jóvenes prestigiosos con que cuenta la C.N.T. Saluda al público con palabras pausadas, y a continuación enfoca la situación que tienen planteada las organizaciones sindicales. Hace examen de la conducta que observan las centrales de tendencia re-

formista, por que llega a conclusiones negativas a los intereses de los obreros. Contrasta sus normas y finalidad con las tácticas de la Confederación Nacional del Trabajo afirmando, que de toda la pluralidad sindical existente, sólo el anarcosindicalismo es el auténtico defensor de la clase trabajadora. Con argumentos bien comprensibles a los asistentes puntualiza los fines que persigue cada uno de los organismos unidos al Pacto de la Moncloa. Asevera, que tanto CC. OO. como U.G.T., al aceptar ese Pacto, y comprometerse a efectuar las elecciones sindicales, ponen a los obreros a disposición de los líderes y del gobierno. En el curso de su disertación el joven Coronado fue aplaudido varias veces, gratitud que se reitera al terminar su discurso.

Entra en liza de exposición y combate el compañero Monje. También este es joven. Al igual que los demás, después de saludar inicia su disertación con tonos enérgicos. Los juicios que vierte en torno a las anomalías políticas y sindicales van saturados de extraordinaria energía. A más de la certera interpretación con que define los problemas que enjuicia, también pone de relieve un dinamismo nada común. Sus palabras y conclusiones hacen vibrar a los asistentes, hasta el grado de arrancar al auditorio prolongados aplausos y vivas a la Confederación Nacional del Trabajo. En esos instantes Monje se ha elevado a verbo claro y conmovedor, a foco vibratorio de los ideales anarcosindicalistas. En él llama la atención el acento que pone en lo que considera más importante de lo que trata, siempre con la clara exposición que hace comprender sabe muy bien lo que dice y a dónde va. Esta actitud, que a todos llama la atención, que todos aplauden y admiran, a Coronado, que tenemos a nuestro lado, hace decir: «Hoy el chaval está formidable.» Con esas palabras nada se le daba a «Charli» que no mereciera. En los términos que venimos remarcando estuvo disertando el joven a quien nos estamos refiriendo, quien al terminar tuvo una despedida como el lector puede suponer.

Tocó el turno a S. Campos. Se refiere en primer lugar a las grandes luchas que desde lejanos tiempos han tenido que librar el proletariado andaluz, en aras a reivindicaciones de toda condición. Y señala, que no obstante los duros martirios soportados, comprobamos en este mismo acto que la rebeldía no ha decaído. Es algo permanente e ineludible en esta región, dado el cruento sistema de explotación que todavía impera. Como exponente personal de esa actitud está Fermín Salvochea, bien conocido por sus hazañas, monumento de bondad a la vez que luminosa inteligencia. Enjuicia las represiones autoritarias, citando la de Casas Viejas y Jerez de la Frontera, las que califica de monstruosas. Se extiende en algunas consideraciones sobre el papel que está desempeñando, y está llamado a desempeñar el anarcosindicalismo, para la emancipación de todos los seres humanos, y aquí termina su disertación.

Otra vez Manolo Rodríguez lee adhesiones recién llegadas, entre las que figura una del Comité Nacional de la C.N.T. Seguidamente toma la

por Miguel CELMA

yo de 1937 se encargaron de devolverlas a sus amos.

Pero, libertarios o no, para que los ateneos puedan funcionar, como corresponde, hay que hacer acto de presencia porque sin el concurso de los anarquistas o se pudren cual aguas estancadas, o se convierten en puntales de la burguesía.

Por ejemplo, en Barcelona era también muy importante el papel jugado por el Ateneo Barcelonés en 1861, pero para evitar que cayese en descrédito, fueron los compañeros anarquistas Farga Pellicer o Ballasch o Bagés quienes montaban la guardia. En cierta ocasión elevaron una carta colectiva de protesta contra la Junta Administrativa por haberse tomado ésta la potestad — reservada a la asamblea general — de ampliar el número de la Junta recreativa. De ampliarla y de proceder a los nombramientos.

Cosa más grave aún ocurrió a cien años de distancia en el Ateneo Español de Toulouse, y también se recurrió a la recogida de firmas y a elevar una protesta contra la Junta por haberse ésta atribuido derechos que estaban en contradicción moral con objeto del ateneo. El problema costó varias asambleas pero al fin se convenció a la Junta del error que cometía e hizo marcha atrás.

Así pues, fragatinos, la vigilancia ha de ser permanente, eficaz y múltiple contra las dificultades que llegan desde afuera y contra las suscitadas desde dentro.

Y no decimos esto para desanimaros; al contrario, hay que ser entusiasta. Donde hay entusiasmo y grandeza hay buenas perspectivas. Hombre sin entusiasmo es hombre que decae.

¿Más ateneos que puedan servir de ejemplo?

El de Mataró, auspiciado por Francisco Ferrer y en el cual ejerció de maestro, muy joven aún, el compañero Esgleas.

El de Igualada, llamado «El Porvenir», del cual podríamos decir mucho.

Celebre también fue el de Vigo que en 1918 lanzó con excelente texto «Solidaridad Obrera» de Vigo.

Muy activo también fue el de Sabadell.

Raro ha sido el ateneo que en su haber no rece servicios y relaciones estrechas con los organismos ácratas y anarcosindicalistas. Si en Fraga conseguimos un Ateneo fuerte veréis que las futuras generaciones vendrán a la C.N.T.

(Terminará)

Empresarios del Bajo Llobregat apoyan a CCOO frente a CNT

Algunos empresarios de la zona del Bajo Llobregat están preocupados por el problema de la huelga de los trabajadores de la zona, y más concretamente por el crecimiento de CNT, con sus posturas radicalistas, y más grande, cuando están presentes en las empresas. Las últimas huelgas han sido: «Con los de CCOO se puede dialogar y, si no, se tienden a huelgas».

Un miembro del secretariado nacional de CCOO, al ser preguntado por EL PAÍS sobre el contenido de la huelga, declaró su entusiasmo y desconfianza sobre el estado actual. «No obstante», comentó, «se prefiere por CCOO, como centro las huelgas por UGT o por UGT, aunque se está en el Bajo Llobregat. En cualquier caso, es problema de la patronal y no nuestro. Nuestros agentes voluntarios de diálogo constructivo con los patronales, ante sus más propósitos que otros».

EL PAÍS, 20-1-78

LOS TRABAJADORES AFILIADOS A C.N.T. MANIFIESTAMOS NUESTRO ORSULLO E INDIIGNACION ANTE LA CAMPAÑA CALUMNIOSA Y VIOLENTA DE LA QUE ES VICTIMA NUESTRA ORGANIZACION. INDIIGNACION PORQUE SE ESTA UTILIZANDO LA MENTIRA Y LA FUERZA PARA QUE DEJEMOS DE SER LO QUE SIEMPRE HEMOS SIDO: UNA CENTRAL OBRERA QUE LUCHA SOLO POR LOS INTERESES DE LA CLASE OBRERA, Y ESO SE PAGA EN LA ESPAÑA DE 1.978. ORSULLO PORQUE ESTO NOS INDICA QUE ESTAMOS EN EL CAMINO VERDADERO; QUEDA CLARO QUE LOS EMPRESARIOS PUEDEN TENER PREFERENCIAS POR CC.OO., U.S.O. O U.G.T., PERO LO QUE ES SEGURO ES QUE NINGUNO LOS TIENE POR C.N.T.

C.N.T.
F.L.-MALAGA

(Pasa a la página 6)

Alberto GHIRALDO

(Continuación)

Tercer Congreso de la F.O.R.A. Ghirardo va como relegado de los obreros del puerto de Villa Constitución. Su lucha en favor de los trabajadores le ha valido ser designado como delegado aunque no pertenece al ramo. Su delegación es contestada por algunos, en la primera sesión. Caluroso y largo debate. Con cuarenta votos en favor y cinco en contra, al fin fue aprobada. Es considerado como «obrero intelectual emancipado».

Ghirardo es director de «La Protesta». Como suplemento se incluirá la revista «Martín Fierro», que es una continuación de «El Sob». En las columnas del diario desea llevar a las filas obreras palabras de serenidad y de valor, expresando que la energía no puede estar sólo concentrada en la búsqueda simbólica de una palabra por su sonido cuando detrás está la idea grande y fuerte.

Acusado por injurias al director de «El Diario», es llevado ante los tribunales. Defiende sus duras acusaciones contra el tal, por haber dado nombres de extranjeros, que deberían ser expulsados del país. En uno de los artículos incriminados dice que es un delator de honrados trabajadores; y arroja al delator su acusación lapidaria:

«Ladrón de dineros públicos, ¡usted! Hombre de malos antecedentes, ¡usted! Sospechoso, ¡no! delincuente efectivo, usurpador, violador, detentador de caudales públicos confiscados a su custodia, ¡usted! ¡Usted, indeseable! ¡Usted elemento disolvente aún en una sociedad de corrompidos! ¡Usted, peligroso! ¡Usted falsario! ¡Usted indigno! ¡usted!, por fin perro de presa al servicio de una sociedad de negocios.»

Aunque no conoce la legislación

con relación al caso, ante el asombro de sus compañeros no busca defensor, se defenderá a él mismo. El acto se abre, el juez dice que un abogado representará al acusador. Ghirardo pide que el acusador en persona venga a mantener su acusación. La vista es suspendida. Alberto quería ver ante él ese rastrero que le acusaba, y no pudo. Un nuevo día es fijado, el acusador apela al fallo del magistrado. El asunto se diluyó, prolongándose, entre notas, citas y enredos leguleyos.

Por su fuerza poética y romántica, por su presencia y por su vida, Ghirardo, indudablemente tenía un poder de sugestión, aún entre aquellos que compartían sus ideas libertarias. Se puede citar el caso de un joven empleado en la policía. Por su contacto casi permanente con los luchadores encarcelados y la lectura de revistas y periódicos que dirigía Ghirardo tanto como por la simpatía que irradiaba, fue convertido y defensor de la causa libertaria. Se llamaba Federico Gutiérrez y escribía con el seudónimo de Fag Libert; tras el que se escondía un inspector de policía. Cuando al fin los de su oficio se enteraron, fue destituido, por profesar y propagar ideas anarquistas. Ante sus jefes no negó los hechos ni los principios. Y así continuó. Otros casos similares se pueden citar...

Sus versos son siempre la protesta airada:

Canto al pueblo: no al vencido,
al que maldice y espera,
forja poemas en su amargura
y hace de la luz bandera...

Y en «La Huelga»:

Hay iras, hay volcanes de venganza / en esos pechos de piedra y de martirio. / Hay odios y sed, hay hambre y hay rencores / acumula-

hay uno del público que pide intervenir. Con las mismas garantías que los demás oradores se dirige a los asistentes, abogando por una Organización unitaria que aglutine a todos los explotados. Se atreve a verter acres conceptos contra la C.N.T. y la U.G.T., lo que le vale una ruidosa pitada del público, entre lo que se oyen algunas palabras bastante duras. Fue necesaria la intervención de Manolo para lograr calma, indicando al que estaba hablando que podía continuar. El interesado intenta hacerlo y, no viéndose con argumentos para convertir opta por ausentarse de la tribuna.

Para replicar al contrincante surgieron varios cenetistas. Lo hizo un militante de Málaga con argumentos tan acertados y lógicos, que al terminar fue agraciado con calurosos aplausos, vivas a la C.N.T. y al anarquismo. A continuación Manolo dio por terminado el acto.

Como final nos parece indispensable un pequeño comentario. Y diremos, que el mitin celebrado en San Lúcar de Barrameda fue de una rotunda y categórica afirmación anarcosindicalista. Los tres militantes que de Madrid se trasladaron a San Lúcar para participar, sin exageración puede decirse que tuvieron una excelente intervención. Jóvenes como ellos son los que están labrando buen porvenir a la C.N.T.; demostraron tener convicciones anarcosindicalistas, amplios conocimientos sobre las ideas libertarias y vigor para defenderlas.

Severino CAMPOS

por FABIAN

dos desde muchos siglos. / Es sombra y es dolor, luz y amargura / de cien generaciones de vencidos...

Dirigidos a Carlos Ortiz cantor de la pampa, muerto por obra de un cacique lugareño:

Luchador y poeta visionario,
caballero del bien y de la belleza,
amado del ideal y refractario
a todo lo mezquino; fortaleza
cuyos muros altivos no pudieron
abatir los ciclones ni las olas
minar: ¡eres mi hermano!

En su poema «Ocaso»:

Libre soy, libre he sido,
libre debo morir...

1922. Está en España. Encarcelado. Escribe, «La Canción del Presidio»:

De cárcel en cárcel voy.
Guardias y yo: todos armados.
Ellos van con sus fusiles
y yo con mi pensamiento...

Entre las obras teatrales que escribió, el drama «Alma Gaucha» estrenada en 1910, es la de máximo éxito. «La Columna de Fuego» es un drama social e ideológico, conflicto social y humano en la división obrera a causa de una huelga. El escenario representa el puerto de Buenos Aires. Allí fue muy controvertida por la crítica. Ghirardo edita la pieza «para que la crítica ignara, sectaria y cobarde de mi tierra siga cebándose en ella». En cambio, fue representada en el Teatro de la Princesa en Valencia, con gran éxito de público y de crítica. Jacinto Benavente pudo decir en un comentario: «La Columna de Fuego» es un drama de gran intensidad de pensamiento, escrito con gran sobriedad y honda emoción. Obras como ésta son honra de un teatro y de una literatura». Y sin embargo, el gobernador de la provincia quiso al principio prohibir su representación. Una campaña de la prensa de Valencia y de Madrid consiguieron que cambie de proceder ante ese drama que tuvo un clamoroso triunfo.

Grande es la obra de Alberto Ghirardo. En extensión y en profundidad. Entereza de su carácter fundido en su pensar de libertario. De ahí la entereza de su prosa como de su lira, como de su palabra:

«No pierda, pues, el hombre el sentimiento de sí mismo. Sea siempre más fuerte que la miseria, que la ignorancia; tenga la arrogancia de sus convicciones, la virilidad de la verdad. Que se manifieste, que sea hombre, como la luz y como el hierro. Seamos luz, seamos hierro. ¡Esto es ser hombre!»

«La vida es acción porque la vida es movimiento... Estancarse es morir.»

«El que ama goza, padece y lucha. El amor es pues, síntesis de la vida... Los que sienten piensan.»

«El arte por la vida, la ciencia por la vida. Lo bueno es bello; lo malo es feo.»

Y aquel publicista de conciencia anarquista, tras una vida llena de acción y en la cual el pensamiento fue volcado a raudales, siempre en protesta y lucha contra y ante la injusticia, aquél indómito dice:
«La sangre derramada pide sangre. Los sicarios mancharon los caminos: ¡Surgirán de las sombras brazos vengadores de asesinos!»

Apostrofando:

«Buenos Aires, soberbia de otros días, / ¿Qué has hecho de las glorias libertarias? / Desvirtuando las obras de tus héroes / ¡hoy vives sometida y humillada!»

Estando en Madrid va a visitar don Benito Pérez Galdós. Pronto es el más querido de sus visitantes; casi ciego ya a los ochenta años:

«Cuando yo muera, Ghirardo, serás tu el encargado de recoger mis trabajos dispersos, ordenarlos y darlos a la estampa. Yo lo quiero.»

Después de ser detenido varias veces por su campaña en «Ideas y Figuras», el gobierno le da a escoger entre la cárcel y el destierro. Ghirardo escoge ir a España. Está sólo en la revista:

¿Todos los brazos tiemblan?
¿Todas las lenguas callan?
¿Somos todos esclavos,
mudos, arlequinescos sin alma?
¿No hay sangre en nuestras venas
ni rubor, ni vergüenza en nuestras
[caras?
¿Un mandón nos afrenta y no esta-
[llamos?

¿Ni tenemos el gesto ni la garra?
En el último número de «Ideas y Figuras», cuya segunda época continuará en España:

¿Como es profunda mi pena!
Erguirse y después caer;
agonizar sin morir.
Ser siempre y siempre no ser:
¡eso es vivir!
¿Nadie va por mi sendero?
¿Nadie logra lo imposible!
¿Yo soy el loco postrero!
¿Nadie va por mi sendero!

(Continuará)

En San Lúcar de Barrameda

(Viene de la página 5)

palabra Rúa, Secretario General de la Regional andaluza.

Saluda al público y, tras breves alusiones de crítica general a lo que está pasando en España, lee unas estadísticas relacionadas con el aumento que han tenido las subsistencias, y el nivel en que están los salarios. Por la manera de hablar y presentar los elementos que justifican su razonamiento, Rúa se hace escuchar con atención silenciosa y fija sobre su persona. Enfoca su fino análisis en punto a la pluralidad sindical, con argumentos muy bien definidos, dejando en el lugar que corresponde a cada uno de los matices sindicales que tienen actualidad en España. Al verter conceptos sobre la C.N.T. y el anarcosindicalismo se remonta a las posiciones de la Primera Internacional, indicando que las normas de acción directa son las que mejores aportaciones han hecho a la clase obrera. Remarca, que por los planteamientos de la C.N.T., y no por medios distintos de lucha se conquistó la jornada de ocho horas. Pone en evidencia la actitud represiva de la segunda república contra la Confederación Nacional del Trabajo, recordando la actitud de la policía en la manifestación que se llevó a cabo el Primero de Mayo de 1931. Al dar por terminado su discurso es aplaudido calurosamente.

A las reiteradas invitaciones de Manolo, consistentes en que la tribuna está dispuesta para cualquier contrincante que quiera ocuparla,

«El Opus Dei en España», D. Artigues	30 00	«Trois Gouttes de Silence», José Molina	20 00
«Pasión y Muerte de los Españoles en Francia», F. Montseny	30 00	«Sexualidad Humana», José A. Bonilla	15 00
«Le fédéralisme de P.-J. Proudhon», Bernard Voyenne	18 00	«Consultorio Psíquico Sexual», Dr. Marti Ibáñez	15 00
«Diccionario General de la Lengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00	«Malatesta (Vida e ideas)», Vernon Richards	25 00
«La Révolution Inconnue», Voline	28 50	«¿Qué es la propiedad?», Proudhon	20 00
«Explotación y Dominación», Alfredo Errandonea	7 00	«Société aliénee et société saine», Erich Fromm	35 00
«Formas y tendencias del Anarquismo», René Furth	8 00	«Historia del Pueblo Uruguayo», Carlos M. Rama	15 00
«La «Elite» del poder en España», A. Guillén	15 00	«Ideario», Ricardo Mella	20 00
«Durruti. Le Peuple en armes», Abel Paz	30 00	«Le Labyrinthe epagnol», Brenan	39 00
«Histoire de l'anarchie», Max Nettlau	20 00	«Ciudad Caida», Carmona Blanco	10 00
«Historia de la Economía Política», M. Colmeiro, 2 vol.	70 00		

Pedidos y giros a Roque LLOP
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.C.P. 9 232 33 V Paris.

CATALUNYA A LA VISTA

EL CONSEJERO DE TRABAJO ANTE LA C. N. T.

Joan Codina, militante de la UGT, ha sido nombrado consejero de Trabajo de la Generalitat y ha hecho ciertas declaraciones en un diario barcelonés.

El nuevo consejero reconoce que, por ahora, el cargo es, más que nada, simbólico u honorífico. En todos los órdenes, las decisiones siguen emanando de Madrid. (¡Y lo que te rondará, Morena!) Entretanto Joan Codina, naturalmente, expresa excelentes intenciones. Deseáramos que pudiera cristalizarlas en realidades, a pesar de que sabe que, en cuanto a buenas intenciones, el infierno está empedrado de ellas.

Ahora bien: lamentamos tener que constatar que algunos políticos catalanes de la nueva generación, seguramente que por falta de experiencia, manifiesten una cierta tendencia a meter los pies en el cubo. Recordemos el lapsus del senador Benet en momentos críticos y delicados, en el curso de las negociaciones de Tarradellas. Y también el frenesí protagonista de los flamantes parlamentarios catalanes salidos de unas elecciones confusionistas — un poco como aquel que saca números de sorteo del interior de un sombrero —, que parecen hallar más urgencia en defender los intereses de sus respectivos partidos políticos en Catalunya que los intereses de la propia Catalunya, en el Parlamento de Madrid, tarea por la cual, en principio, fueron designados.

Así, igualmente, Joan Codina, en sus declaraciones nos parece que se ha dejado caer en un lamentable exceso de lenguaje. Interrogado sobre en qué centrales sindicales ve actualmente más fuerza, el consejero de Trabajo afirma que, sin duda alguna, son la U.G.T. y las CC. OO. Pero, perdiendo una buena ocasión de demostrarse discreto (condición que el desempeño de su cargo parece indispensable) añade: «En alguna otra, que en el pasado estaba muy enraizada, — y conste que todas me son igualmente respetables — hay muchos sindicalistas, pero también muchos otros que no lo son, y ésto me parece muy grave.»

Nada cuesta adivinar que esta referencia va para la C.N.T.

El primer acto del consejero de Trabajo es, pues, el de repartir patentes de sindicalismo. Como sea que todos los militantes de la C.N.T. se consideran perfectamente sindicalistas, precisaría que Joan Codina explicara el criterio en qué se basa para denegar a una parte de entre ellos («muchos de ellos», según sus palabras textuales) la calidad de sindicalista que parece inherente, automáticamente, a todo militante de Sindicato. Supongamos que la respuesta fuese que una parte de los militantes de la C.N.T., en lugar de contentarse con ser sindicalistas a secas, sean, deplorablemente, anarcosindicalistas. Muy curioso. Porque, hasta el presente, nadie aún, desde los tiempos de la Primera Internacional, no había descubierto que existiera incompatibilidad en el hecho de ser sindicalista y anarcosindicalista a la vez. Ha sido precisa la aparición de Joan Codina en la consejería de Trabajo de la Generalitat para que el mundo, boquiabierto ante la profundidad de pensamiento de Codina, haya de convenir que hasta entonces nadie había comprendido nada de sindicalismo.

Pero hablemos seriamente. De hecho — y un consejero de Trabajo no tiene derecho a ignorarlo por poco que haya leído —, toda la historia del sindicalismo en Catalunya es la historia de la C.N.T. y sus militantes, no muy diferentes los de antaño a los de ahora.

De las declaraciones de Joan Codina se deduce, por vía de consecuencia, que si en la C.N.T. existen muchos que, según él, no son sindicalistas, en la U.G.T. y en las CC. OO. no hay más que sindicalistas puros, escogidos, cribados, ajenos a toda preocupación que no sea reivindicativa. ¡Estamos apanados! Todo el mundo sabe que la U.G.T. ha sido manipulada, desde el primer día de su fundación, y que nunca ha dejado de ser así, por el P.S.O.E., que la condujo en cierta hora de la historia de España a colaboraciones vergonzosas. Y que las CC. OO., nacidas de la degeneración del sindicalismo vertical, son la criatura del Partido Comunista, que aguarda convertirla en instrumento de presión política, en nombre del sindicalismo que inútilmente había soñado disponer antes de la peripecia franquista.

Así, pues, las cosas aparecen claras: al nuevo consejero de Trabajo de la Generalitat, probablemente impuesto al presidente Tarradellas por los delegados en Catalunya de Felipe González, no les place la independencia de los sindicatos confederales. Y desde el día en que lleva en el bolsillo un nombramiento de «ministro», decide declarar su guerra a la C.N.T., proponiéndose continuar la obra de denigración y, de ser posible, de desintegración, que no pudo conseguir el régimen franquista.

Y he aquí lo grave, puesto que no se atrapan moscas con vinagre. Y que con la C.N.T., tanto si gusta o no gusta a Joan Codina, a la consejería de Trabajo, a la Generalitat, y a la Patronal catalana, tendrán que contar con ella, aunque exista en los momentos actuales una evidencia que sería estúpido negar: que la C.N.T. está lejos de haber recuperado la influencia que tenía antes de 1939. Pero sería justo que quienes se hacen gárgaras de satisfacción por ello, manifestaran un algo de pudor, ya que no precisa reflexionar demasiado para darse cuenta de que si la C.N.T. atravesara una decadencia momentánea, es debido a los treinta años de régimen franquista; y que, si en detrimento de la C.N.T. otras organizaciones han prosperado en estos últimos tiempos, lo deben, objetivamente, a los mismos treinta y ocho años de franquismo, este largo período de represión, de asesinatos de militantes confederales, de persecución sin tregua, de impedimento de toda educación verdadera, de ausencia de confrontación de ideas que ha dado por resultado la desorientación de la clase trabajadora; la implantación de un mesianismo, de un sucursalismo que, naturalmente, hacen el juego de las organizaciones mesiánicas y sucursales al servicio de partidos que tienen enormes ganas de servirse de Catalunya y muy pocas de servirla.

No hay duda de que la consejería que ha recogido Joan Codina comporta una tarea muy difícil. Los problemas sociales de Catalunya son, y peligran de aumentar en grados, de una gran complejidad. El proceso

inflacionista, la falta de productividad, el déficit de la exportación maniataada a los precios de coste, los salarios insuficientes, las fábricas se cierran, la Seguridad Social coja y mal organizada, el paro forzoso galopante e incontrolado, la absorción de la corriente emigratoria... y pasamos otros factores por alto, constituyen un contencioso de solución difícil, un potencial nido de conflictos sociales. Las soluciones serán muy difíciles de hallar y concretar, y aún más por el hecho de que el gobierno de Madrid, una vez que las competencias hayan sido conferidas a la Generalitat, es probable que nada hará para ayudarla a salir airoso, todo lo contrario: procederá con intención de desprestigiar las autonomías.

Mas la vocación de las organizaciones verdaderamente sindicales, como lo es la C.N.T., no es de ponerse al servicio de los «ministros»

para afrontar los problemas inherentes a la función de ministro. Su vocación está en defender los intereses de la clase trabajadora frente a la explotación capitalista y los abusos de poder de los organismos estatales. El sindicalismo domesticado, al servicio de los ministros, ya sabemos lo que ha dado de sí en los países en los que los sindicatos independientes han sido anulados.

Si es eso lo que Joan Codina desearía para facilitarse la tarea, está muy equivocado. Si la existencia de la C.N.T. lo pone nervioso por no aceptar el pacto de gerencia de los intereses capitalistas, que exprese claro que, para ejercer su «ministerio», le es indispensable volver al funcionamiento del sindicato único y vertical; es decir, a la inexistencia del sindicalismo.

ESPECTADOR

(Traducido de «Terra Lliure».)

SOL Y SOMBRAS

CARO « ANDRE »

Se nos ha ido quedado, de puntillas. Discreto, casi humilde, como era; Caro André Maille!

Lo conocimos hace tiempo, en fiel recordador de Sebastián Faure. Nada de discípulo, ni incondicional de éste: seguidor de la anarquía al lado del admirado «Sébat». Y como él pensador, filósofo de Acracia, aunque no de tantos vuelos como el maestro. Pero por ahí se andaba.

Era bajito, rechoncho, con la faz presidida por un bigotazo. Pero con más fósforo en el cerebro que mostacho en la cara. En la voz, en el gesto de la anarquía, Maille siempre estuvo presente.

Sencillo como era, lo vimos presidir algunos actos, encarado con la fiercecita del público. Encoge, dar la cara desde el escenario. Pero él lo hacía bravo, y haciendo de las tripas corazón. El grupo Sébats se lo había pedido y él se desenvolvería. Si tablas no, calidad no le faltaba. Porque era profundamente instruido, y convencido.

Una vez «la fiercecilla» del público, comprendiéndolo y abusando de su bondad, le exigió que cantara en vez de presentar la cantadora de turno. Tanto insistió el respetable... un tanto irrespetuoso, que Maille desgranó a su guisa algo del cancionero revolucionario. Luego un militante del escenario nos regaló con «La flemme», y presidente André, seducido, lo siguió, asociando al público en ese cimbreo cantábil de la «mandra»:

Aujourd'hui peut-être,
ou plutôt demain...

En nuestros actos nunca faltaba, si la salud se lo permitía. Frente a la inactividad, o descomposición de los cuadros libertarios antiguos, Maille se reconfortaba confundido en nuestras expansiones españolas multitudinarias.

Una vez le dije, a Maille: «Deberías frecuentar asiduamente nuestro Centro. Berta y Jacques lo hacen, y más espaciadamente la compañera May.»

— Me hallo bien entre vosotros — repuso — pero no entiendo vuestro lenguaje, lo cual cohibe. Vuestro entusiasmo, a veces barullo, me provoca sonrisas de satisfacción, pero quedo en solitario. En cambio comprendo el italiano, mas éste ambiente en París no existe.»

Cuando en momento algo crítico para LE COMBAT SYNDICALISTE necesitábamos esencial soporte, ningún francés joven — ni viejo — tuvimos al alcance de la mano. Consultado André, conseguimos su conformidad inmedita. Y así cada jueves lo teníamos a nuestro lado en el periódico atacando su parte francesa. Entregado, absorbido, habiendo acudido, puntualmente, desde una lejanía de 35 kilómetros pese a su estado achacoso, y a su inicio de deslucidez intelectual. Muchos años, con más enfermedad que años. Y así hasta poner fin con su entierro, al que acudimos, contadas treinta y una persona, cifra ópima para los jugadores, y para nosotros misérrima. Todo es relativo en este mundo. Pero de París, André Maille mucho mejor que la «Tour Eiffel».

J. FERRER

CENTRO CONFEDERAL - PARIS

Sábado día 11 de Marzo a las 16,30
CONFERENCIA-DEBATE a cargo
de Gr. Balkanski que disertará sobre
el tema, «Problemas actuales: anarcosindicalismo y evolución del movimiento obrero».

Domingo 12 de Marzo a las 15 h.

VELADA ARTISTICA

con CARLOS ANDREU y
LES MARTINGOUENS y
otros participantes, así que
espontáneos. Acudid todos.

RINCON DE REFLEXION

La aberración centralista, el neoservilismo y la lógica hispana en su etología social

Cierto; el mecanicismo en Biología Social, lleva la voz cantante, es decir, la estructura dirigente, dominante. El centralismo se impone en una aberración de la naturaleza político-socio-económico-cultural, resultando un monstruo de la biología social. ¿Qué causas le determinan? Varias. Pero la principal es, la aberración mental; formada por la aberración moral y sentimental que determina la cultural. De donde se sigue la aberración de la narración histórica que resulta apoyo e influencia. Pues que con mira alta, ya nos lo dice Altamira: «(...) Lo que llamamos historia es el relato de la vida de un pueblo, no de algunos hombres.»

Tales aberraciones se concretizan en el patriotismo, sicosis que tiene su manifestación eruptiva y peligrosa, actuante, en el nacionalismo, cualquiera que fuere su color o influencia. El sabio profesor Einstein, escribiendo a Romain Rolland en marzo 1915, le dice: «(...) Los siglos futuros podrán verdaderamente glorificar nuestra Europa donde tres siglos de trabajo cultural intenso no han llegado a otra cosa que pasar de la locura religiosa a la locura nacional y nacionalista?» Ya A. Lorenzo, antes, señalaba que «el patriotismo de los burgueses no es más que una sandía hipocresía para engañar a los cándidos». Estos cándidos, intoxicados, se presentan patriotas y nacionalistas de tal manera que sobrepasando al burgués que le explota en cuerpo y en alma, están dispuestos a dar su vida por ese sentir sandio, sandio y bien encolado.

Por otro lado, la opresión de los capitanes de industria como los del cesarismo dirigente se imponen con mayor arraigo por tal causa ya sea de forma descubierta, ya solapada. Es el centralismo elevado a la quinta potencia: «Los hombres, nos decía Sismudi el siglo pasado, son hoy más que nunca admiradores de la fuerza. de la prepotencia, del orden; creen habernos atado a su voluntad, única e inteligente, que todo dirige. La independencia de las naciones pequeñas han sido las primeras a ser sacrificadas. (...) Jamás poder más absoluto se ha dado al hombre, jamás con tal dureza... La centralización perfecciona todo en las cosas, es verdad; en cambio, destruye todo en los hombres.»

«(...) Los descubrimientos no son en sí un mal; lo es, el reparto injusto que el hombre hace de sus frutos... El sistema concentracionario (en el cual aún vivimos) ha realizado, en efecto, la transformación del gobierno de los hombres por la administración de las cosas. Pero confundiendo hombres y cosas.» (Albert Camus, «L'Homme Révolté».)

La raíz u origen es metafísico. Hodgskin lo señaló: «(...) Estamos tentados a creer que Capital es una palabra cabalística, análoga a los vocablos Iglesia, Estado, y todos esos términos generales inventados por los que esquilman, con el fin de disimular la mano esquiladora.»

Y la personalidad del hombre sucumbe esclavo de esos vocablos abstractos de concreto neoservilismo. Esa nomenclatura abstracta nos proporciona un mal concreto, que por esa aberración mental se encuentra en lo más alto de la jerarquía divinizada del Olimpo nefasto: el Esta-

do. Los mediocres, formados en la moral gástrica, estomacal, podrán hacer aparecer una sonrisa irónica resbalando sobre una mueca desdeñosa, mirando el ombligo. Dejémoslos pacer en el prado del embrutecimiento, y demos la palabra a quien en cosas del Estado ha adquirido notoriedad sin que por ello se haya declarado antiestatista. Se trata de Bertrand de Jouvenal y su obra, «Du Pouvoir»:

«(...) El Estado resulta, esencialmente, el éxito de una pandilla de

bandoleros que se superpone, en pequeñas sociedades particulares; pandilla organizada en sociedades tan justas y tan fraternales como se quiera, ofrece a los sometidos, los vencidos, la conducta del Poder puro.»

«(...) Su característica es eterna. El Poder puede cambiar de aspecto, nunca de naturaleza. En eso las revoluciones son engañosas. Se cree que derriban el curso de las cosas. No hace más que precipitar el proceso; liquidan los débiles pariendo los fuertes. La de 1789 no escapa a esa regla.»

«(...) Abriendo a todas las ambiciones la perspectiva del Poder, las democracias facilitan en mucho su extensión, que, «la democracia tal como nosotros la hemos practicado, centralizadora, reglamentadora y absoluta, se presenta como el período de incubación de la tiranía.»

«(...) De los tres términos, Dios autor del Poder, la multitud que atribuye el Poder a los gobernantes que le reciben y que le ejercen, siendo suficiente retirar al primero. De afirmar que el Poder no pertenece a mediadores sino inmediatamente a la Sociedad de la cual los gobiernos la reciben. Es la teoría de la soberanía popular.» (Ese descubrimiento, ya tratado, de Rousseau).

«Pero, dirán algunos, esta teoría es en hecho el obstáculo más seguro al absolutismo. Ahí está el error como vamos a ver.»

«(...) Llegamos a una confusión enmarañada del egoísmo y del socialismo del Poder. Estamos perdidos.»

De ningún modo. Estamos en el buen camino: estamos en presencia del Poder tal como está formado por la constante histórica.»

«(...) Todo cambio de régimen y, en medida más pequeña, todo cambio de gobierno, es como una reproducción reducida de la invasión de los bárbaros.»

Se ha presentado al Estado cual Moloch. Es un Moloch domesticado por Pluto, poniéndole a su servicio en la religión del provecho. Los plutócratas siguen hoy, como siempre, siendo los dueños e inspiradores del Poder. Este y aquéllos se necesitan y se complementan. Está en su naturaleza, en su razón de ser. El Estado, al servicio de la plutocracia ensalza y estimula lo mediocre. Porque siempre fue mediocre, necesita la mediocridad. Con el fin de que la suya, montada sobre la ampulosidad, sea tenida por grandeza a los ojos de los que no ven más allá de

las narices. Grandeza, tiene. Pero está en los cementerios.

El Poder cambia de hombres y de nombres. Si se presenta con la pancarta de democracia, resulta un Minotauro disfrazado de gacela. Cualquiera que sea su pancarta o su color, siempre invoca, con diferente fraseología, acaso, igual necesidad de sacrificarse, los del montón, se entiende, por la Patria. Y por ese mito, se dejan enyugar. Recurrirán para ello al nacionalismo. Ya se sabe que todo nacionalismo desemboca

en el fascismo, como todo patriotismo al racismo.

La historia de Europa es una muestra. Al socialismo nacional le sigue el nacionalsocialismo, al comunismo nacional el nacionalcomunismo. La involución aparece y se produce de forma estrepitosa entre charanga y memez. Pluto, contento, les mete en el mismo saco. Bien guardado por el Estado, llora. De contento. Una cosa es la propaganda y otra los negocios. Es la época del cinismo. Todo se arregla con el carnaval político. Torrentes de fraseología, hueca y fingida. La Sociedad suplantada por la Imitidad. El Estado se ocupa en primer lugar de hacer de los hombres bestias domesticadas. Los maneja y dirige por el procedimiento del reflejo condicionado. Con este reflejo se crea un complejo. Un complejo de abandono de su condición, de su libre arbitrio. Así se forma la «Sociedad» de bestias y de máquinas. Los valores-raíces se ven aletargados por la cultura disforme, contraecha por ser contra natura.

En esa marejada política en mareo, esperando el reflujo, está perenne cual roca inamovible la realidad del federalismo integral, personalista, que los juicios atrofiados de interés calculado le motejan de utopía... insensata.

¿Dónde está la sensatez? El federalismo es en España una fuerza histórica. Es la Idea-Fuerza y la fuerza convincente de un Hecho. Se asienta sobre los cimientos sólidos de las costumbres según la lógica más lógica, según la lógica formal; es decir, tal como se presenta una proposición y una posición concreta. Es una definición. Introducción y teoría de la demostración. No la falsa lógica que es la dialéctica, arte de manejar la palabra. Aquí no hay palabras, hay actos, hay hechos, en los que se apoya la lógica hispana o si queréis, ibera. El costumbrismo federalista y colectivista hispano no es otra cosa en su historia, que la fidelidad a esa lógica. Siendo los sentimientos socializantes más arraigados en la etnología ibérica. Con los personalistas, que ya Strabón analizó y señaló: la lealtad, la libertad y la fidelidad. Si la realidad de veinte siglos y más no es bastante para los que no quieren verla, tras los análisis de Strabón que no perdieron autoridad, siguiendo la misma tesis ahí está, entre los contemporáneos, Keyserling, con su defensa de tal Etos hispano. Según Keyserling Europa se salvará por el contenido espiritual que España conserva. Y además y sobre todo, en su

acción inmediata por su etología. Lo que para nosotros es bien notorio. Aprender que: «(...) Ninguna cultura es posible entre los hombres si tal no está fundada sobre una base humana, es decir, determinada por su Etos. Solamente si ella acoge en su seno este elemento, Europa podrá sobremontar para su bien las crisis de esta época de transición. Por ello y sobre todo, España simboliza el europeo del porvenir de la más pura de las maneras.» Pues: «No hay ningún pueblo como el español de un Etos más firme y más auténticamente arraigado (...) Así, pues, entra en la síntesis de la nueva Europa como la representación de lo cósmico primordial, como la presencia de lo que fue y de lo que será antes de toda historia. Llegó la representación de aquello prehistórico y surhistórico, en el sentido terrestre donde se apoya toda, absolutamente la significación de España para quien no es español.» (Hermann de Keyserling: «Analyse spectral de l'Europe, 1931».)

Hemos presentado la particular composición etnológica hispana en concordia con su medio geográfico, desde sus orígenes. Raíces geosicológicas de la estructura étnica y la concreción de su etología libertaria, de un Pueblo, en lo global, formado de múltiples pueblos con la misma particularidad concordante, de base, de cimientos, enlazados por idéntica constante transcendental, rasgos afines característicos puestos en acción a través de su devenir. De su vida, que es su Historia. De ahí aparece y resalta la misma ética social y humana, la misma lógica de comportamiento, mostrando el esplendor de lo verdadero. Solo que el otro esplendor, ficticio éste, se hace machacón formando pompas de jabón; y resulta la Historia oficial amanerada para que los chicos y los grandes se pasmen y obedezcan. Hay dos aspectos en la construcción de la Historia y sus historias: uno superficial y ampuloso, el otro cierto y transcendental. Este eleva el problema que quiere ventilarse. El otro le esconde en suntuosidad de sebo, dimbombante y empalagosa, esa Historia hueca y enfática. Bien nos lo demuestra Gonzalo de Reparaz en «Geografía y Política»: «(...) Verdad que tampoco se acuerda nadie de aquel marino de España, (Sánchez del Tovar) absorbida la admiración nacional por los estrepitosos nombres del fugacísimo período imperial: Pavia, San Quintín, Lepanto, Carlos V, el duque de Alba, D. Juan de Austria; sucesos y héroes desmesuradamente favorecidos por los fabricantes de pompas históricas con perjuicio de terceros y de la verdad. ¡Pompas fúnebres!»

Es el tinglado de las fuerzas de dominio, es el andamiaje de las jerarquías, es la aberración del Poder. Es el centralismo siempre y en primer lugar buscando, al socavar el federalismo con todos sus medios, la continuación. El servilismo, siendo dejado atrás, el Poder se emplea a establecer el neoservilismo. Por ello las autonomías ficticias están al Orden del Día. El centralismo continúa.

ELLE COMBATE SYNDICATISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Le 12 et le 19 mars, quelques millions de Français vont renoncer à leur autonomie, à leur capacité d'analyse et d'action au profit d'une poignée de spécialistes de la politique.

CONTRE LA DELEGATION AU POUVOIR, LE MANDAT REVOCABLE !

CONTRE L'ELECTORALISME, L'ABSTENTION !

Internationalisme et cloisonnement

On ne peut pas nous reprocher le manque d'esprit internationaliste et de solidarité sur le plan mondial. L'héritière de la 1^{re} Internationale l'Association Internationale des Travailleurs, reconstituée en 1922, se maintient contre vents et marées. Ses sections les plus actives, écrasées par la dictature bolchevique en URSS et dans tous les pays de l'Est tombés plus tard sous la botte du stalinisme moscovite, celle d'Italie, l'Union Syndicale Italienne, écrasée et étouffée par le régime fasciste qui dura plus de 22 ans, FAUD de l'Allemagne détruite par le nazisme et reconstituée il y a à peine quelques mois, la glorieuse FORA qui ne peut toujours pas mener une vie normale après la dictature de Péron et sous celle des militaires sanguinaires d'aujourd'hui, la C.N.T. qui résista presque quarante ans au franquisme, etc... même affaiblie, l'A.I.T. est la seule internationale ouvrière représentant la solidarité du monde du travail sur le plan international. Et elle est en train de redevenir une puissance.

L'Internationale de Fédérations Anarchistes (I.F.A.), maintient, dans les mêmes conditions de dictature, de persécutions, de répressions, la solidarité entre les mouvements anarchistes organisés sur les quatre continents. Son troisième congrès, qui aura lieu du 23 au 27 mars prochain à Carrara, marquera un net progrès dans un monde désorienté et en proie à une crise profonde.

La Solidarité Internationale Antifasciste (S.I.A.) continue aussi à maintenir l'esprit internationaliste et à apporter, selon ses possibilités, un secours aux persécutés luttant contre divers totalitarismes.

Cette constatation objective ne nous

empêche pas de reconnaître certaines insuffisances que nous devons surmonter. Il est nécessaire de balayer devant nos portes. Il est plus facile de critiquer les autres, d'autant plus que ces critiques font partie de notre lutte, que de reconnaître nos faiblesses et de faire notre propre autocritique, car nous touchons certaines susceptibilités. Il se trouve, parmi nous, anarcho-syndicalistes et anarchistes français, des camarades qui reprochent aux réfugiés espagnols de s'occuper trop de leurs propres affaires sans faire assez pour le renforcement du mouvement français. Ils attribuent cela à un certain « nationalisme ». Le terme est impropre, mais si le fait existe on peut l'appeler « cloisonnement ».

En effet, les camarades espagnols ayant eu le grand malheur de se voir obligés de quitter leur pays et de se disperser dans le monde, ne sont pas restés insensibles à la nécessité d'aider le développement du mouvement dans les pays où ils résident. En France, en particulier, chaque année ils organisent des meetings, des fêtes et participent, dans une certaine mesure aux activités des groupements autochtones en constituant, au moins, les gros des assistants aux réunions publiques, meetings, fêtes, mais il est incontestable qu'ils se sont toujours occupés de préférence des activités liées à leur mouvement et à leur pays. Il est indéniable que s'ils s'étaient liés davantage aux pays où ils vivent, surtout là où le castillan est la langue de la population, ils auraient pu faire davantage pour la croissance de notre influence. Pour les pays de l'Amérique latine, j'aurais osé même formuler des reproches plus durs à

certain, mais je m'abstiendrai par respect envers l'ensemble des camarades constituant le mouvement.

Quant on examine notre presse, en France, par exemple, on est surpris de constater qu'il n'y a presque pas eu de collaboration de la part des camarades espagnols. L'excuse en serait peut-être la méconnaissance de la langue, mais les traductions sont toujours possibles.

Cependant, ce défaut n'est-il pas dû à nous-mêmes, Français, qui n'avons guère cherché cette collaboration ? De notre part, ce soi-disant « nationalisme » et ce cloisonnement est plus rigide. N'avons-nous pas deux hebdomadaires paraissant en France avec quelques pages en Français assurés par l'apport des camarades espagnols où le manque de collaboration française est plus grave encore. A quel point le mouvement, en France, et sa propagande auraient pu être aidés, si les Français avaient montré un peu plus de conscience de leur devoir !

D'autre part, il y a un éparpillement de publications libertaires françaises, surtout à l'heure actuelle, qui ne satisfont nullement, qui passent à côté des événements et de l'analyse des problèmes nationaux et internationaux, où la collaboration de camarades espagnols et d'autres aurait pu particulièrement être utile et profitable.

Personne ne saurait contester l'existence de ce fâcheux cloisonnement qui m'incite à poser la question : sommes-nous anarchistes et internationalistes ?

Ce cloisonnement est si rigide, qu'après des réunions et des meetings, pour aller déjeuner même, nous nous séparons par groupes nationaux. Pire encore, il existe des

endroits bien connus où les cloisons, dans le sens physique du terme, sont si légères que lorsque nous parlons quelquefois contre nos voisins, nous devons baisser la voix pour qu'ils ne nous entendent pas. Et dans les réunions des uns où l'on traite de sujets intéressant particulièrement les autres, ceux-ci brillent par leur absence.

Une autre constatation, toujours à la charge des camarades Français, vieux ou jeunes : Quarante ans après la Révolution Espagnole, si riche d'enseignements, la plupart d'entre nous ne nous sommes pas donnés la peine d'étudier de façon approfondie cette expérience. Toutes les fois où l'occasion se présente d'en discuter, l'intervention concerne presque exclusivement la collaboration gouvernementales de nos camarades, les erreurs et les fautes sans s'intéresser à mettre l'accent sur les réalisations dont la signification est beaucoup plus importante.

Il est réjouissant de constater combien est vif aujourd'hui l'intérêt pour l'évolution de la situation en Espagne et le nouvel élan de notre mouvement dans ce pays, particulièrement de la C.N.T. que beaucoup de théoriciens à la petite semaine estimaient dépassée depuis longtemps par le développement économique du monde contemporain. Plus encore, nous profitons pour notre propre propagande, de ce réveil et des nouvelles conquêtes que nos camarades d'Espagne, avec tant de difficultés parviennent à obtenir.

Donc, examen de conscience, camarades. Détruisons les cloisons qui ne nous donnent pas le droit d'être fiers.

Gr. BALKANSKI

Interpellation de militants « pacifistes » à Lannion

Suite à l'interpellation de militants « pacifistes » distribuant, le 16 décembre dernier, des tracts mettant en garde les parents, à la veille de Noël, contre l'achat de jouets guerriers, la municipalité et plusieurs organisations syndicales et politiques ainsi que de nombreuses associations locales (CGT, CFDT, SGEN (FEN), SGEN, PCF, PS, UDB, PSU, Ligue des Droits de l'Homme (section Lannion-Trégor), Confédération syndicale du cadre de vie, Planning Familial, Groupe Tiers Monde, Union Pacifiste de France), avaient pris position contre « des agissements » qu'ils qualifiaient « d'inadmissibles ». Ils avaient même demandé publiquement à la sous-préfecture des explications sur le rôle du Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (PSIG) qui avait procédé à ces interpellations.

Aujourd'hui, l'affaire prend une dimension nationale après la lettre que le président de la Ligue des Droits de l'Homme, M. Henri Noguères, vient d'adresser au ministre de l'Intérieur, lui posant plusieurs questions.

Attributions et activités du PSIG ?

« Nous avons appris l'activité d'un Peloton de Surveillance de la Gendarmerie (P.S.I.G.) à Lannion, composé de 18 gendarmes (neuf de carrière et neuf appelés effectuant leur

service national), à la suite de l'interpellation et la mise en garde à vue de huit militants sous le prétexte qu'ils avaient distribué des tracts pour sensibiliser les parents à la vente des jouets guerriers.

Ces personnes ont été interpellées, gardées à vue et interrogées dans les locaux de ce PSIG sans que la justice ait été saisie. Une perquisition à domicile a été effectuée sans mandat, des documents, des affiches et de la correspondance personnelle ont été saisis à cette occasion. Les procès-verbaux d'enquête préliminaire ont été établis sous le motif « colportage et distribution de tracts antimilitaristes, ce qui semble assimiler les armes de l'armée française à des jouets.

» Outre les explications que nous souhaiterions obtenir sur ces faits, nous aimerions savoir, Monsieur le Ministre, sous quelle autorité ces forces de police sont placées. Il nous semble en vertu de la tradition républicaine et démocratique de notre pays, qu'une telle force ne peut être placée sous une autre autorité que la vôtre. »

Le président de la ligue des Droits de l'Homme pose trois questions au ministre, lui demandant : « — ce que vous pensez de cette affaire ? — quelles mesures vous envisagez de prendre à la suite de celle-ci ? — quelles sont les attributions et les activités de ce PSIG; selon nos informations, d'autres pelotons de ce type auraient été constitués. »

NECROLOGIE

ANDRE MAILLE

Notre ami André Maille vient de nous quitter. Par un temps hivernal, temps gris, la neige recouvrant les arbres et les tombes du Cimetière du Père Lachaise où nous avons conduit ses cendres dans la petite niche des incinérés. Il ne pouvait en être autrement étant lui-même de son vivant, Président de la « Flamme purificatrice ».

Tous ses amis prennent conscience du grand vide qu'il laisse parmi nous avec sa disparition.

Il était si actif, militant inlassable toujours présent là où il y avait à combattre.

Retraité du Chemin de Fer il propagea ses idées syndicalistes libertaires.

Lutteur acharné contre l'esprit re-

ligieux on le retrouve à la Libre Pensée. Il répondait toujours présent lorsqu'il s'agissait de protester contre l'arbitraire, la défense des emprisonnés, des Objecteurs de conscience. Adhérent des Amis de « Sébastien Faure », il propage livres et brochures, fait des conférences et malgré ses 80 ans, « toujours jeune » et souriant il est Directeur du COMBAT SYNDICALISTE où très souvent ses articles ornent la une de cet hebdomadaire.

Ce bon vieux compagnon est une grande perte, mais nul doute que son activité débordante n'aura pas été vaine. Puissent nos jeunes militants s'en inspirer, il a tracé la voie, à vous de continuer.

Les « Amis de Sébastien Faure »

El capitalismo internacional sigue con su política de inversiones en España

Según estadísticas publicadas por la prensa española, Estados Unidos y Suiza fueron los dos principales países extranjeros por sus inversiones realizadas en España durante 1977, según fuentes del Ministerio de Comercio. Las inversiones americanas ascendieron a 6.480,5 millones de pesetas y las procedentes de Suiza a 5.381 millones. También destacaron como países inversionistas Alemania Federal, con 3.814 millones, y el Reino Unido, con 3.588 millones de pesetas.

En total, las inversiones extranjeras en España en 1977 se elevaron a 28.042 millones de pesetas, destacando por sectores las que se destinaron a industrias transformadoras de los metales, con 10.423 millones, seguida de otras industrias manufactureras, con 5.370 millones, y Comercio y Turismo, con 3.194 millones de pesetas.

Con lo cual queda probado fehacientemente que el capitalismo se halla atravesando una, pero que muy sería, crisis...

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el domingo día 12 de marzo en el local y hora de siempre.

F. L. DE ST-DENIS

Reunión para el día 12 de marzo, como de costumbre.

REGIONAL DE ORIGEN ARAGON, RIOJA Y NAVARRA

La Comisión de Relaciones de la R. de A. R. y N. en el Exilio, pone en conocimiento de los compañeros y compañeras, que en perspectivas de la celebración de un importante Mitin (en el que participarán oradores Interior-Exilio) en el mes de marzo en Zaragoza, que en esta de Toulouse, se organizan algunos autocares para asistir al mismo.

Para inscribirse podéis hacerlo personalmente y por escrito a J. Raluy, 4, rue Belfort, 31000 Toulouse.

S. I. A. — SECTION D'ORLEANS

Nous informons que nous tiendrons l'assemblée générale de nos adhérents et sympathisants le dimanche 12 mars 1978 à heures précises à la salle municipale du 25 de la rue des Pensées.

RIPIOS

Los ficheros de la Dirección General de Seguridad, sobre los hombres peligrosos del régimen franquista, «han sido quemados recientemente».

Pongo en duda tanta beldad, sobre todo en la actualidad, donde todo está controlado y supervisado de la forma más minuciosa por todas las policías, es como abandonar una mina de oro, en un país donde la lucha es permanente, a causa de su contexto social. Los archivos «quemados» serán aún de una gran utilidad.

El señor Boadella, director del grupo artístico, «Els Joglars», arriesga una pena total de 18 meses de prisión, por insultos hacia el Ejército. Dicho señor había puesto en escena una obra, que había obtenido todos los requisitos oficiales necesarios para representarla; pero las autoridades militares de Barcelona, han juzgado ofensiva para el Ejército, prohibiendo esta obra.

Es fácil de comprender, que la democracia política de España es un mito, si constatamos la influencia y la fuerza militar en el seno de la nación, es decir que el Orden y Mando continúa de marcar la pauta por encima de la flamante democracia.

Pero según las últimas noticias Boadella no deseando dejar su suerte entre las manos de los jueces militares trata de poner tierra por medio. Que suerte no le falte.

Hace algunos años, el General Franco fue propuesto para el Premio Nobel de la Paz. No es bulo, que es verdad. La propuesta fue de órdago. ¿Pero a que paz se referían? De la paz de los muertos, seguramente; pobre de mí en que lío me he metido. Dejo la palabra a aquellos que formaban parte de aquella España, que el caudillo aniquiló por la Gracia de Dios, para implantar la Democracia Cristiana.

EL DUENDE

F. L. DE DRANCY

La F. Local de Drancy celebrará Asamblea General el día 19 de marzo a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE PARIS

Celebrará Asamblea el domingo 12 de marzo a las 9.30 de la mañana en el Centro Confederal.

F. L. DE THIAIS

Esta F. L. se reunirá el domingo 12 marzo a la hora y en el lugar acostumbrado.

PARADEROS

La Federación Comarcal del Alto Penedés nos pide que para proceder a los trámites de recuperación del Local que la C.N.T. tenía en Vilafranca del Penedés en 1936, que nos dirijamos a los compañeros de esta localidad residentes en el Exilio y que tuviesen alguna información o supieran de alguien que tuviese la escritura, que contacten con el S. I., 4, rue de Belfort, 2° étage, 31000 Toulouse (Francia).

COMPANEROS ESPANOLES

Estamos constituyendo un grupo de la Federación Anarquista Francesa en la región de Troyes. Todos los compañeros interesados pueden entrar en relaciones con el secretariado de Relaciones Interiores, Librairie Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

S. I. A. — SECCION DE PARIS

Donativos recibidos en Octubre, Noviembre y Diciembre:

Un viejo de Saint Denis, 60, Dobœuf, 500; Ortolá, 20; Miguel de Bondy, 30; Barba, 40; Antonia René, 10; Capellas, 50; Guadalupe, 20; Bassa, 50 F.
Total: 780,00 francos.

CORREO DE REDACCION

Compañero J. B.: La palabra *rebasan* está, de cierto, incluida en el texto publicado el 16-2-78. Saludos cordiales.

—José Luis G. R., Granada: A quién en buena razón deberías dirigirte es al que firma y envía el texto. Hasta prueba de lo contrario debemos creer en la buena voluntad. De cintas, nada en nuestro conocimiento. Si ahí está, envíala y gustosos saldrá lo que en ella esté grabado. Es un mal paso, lo comprendemos. Pero no nuestro. Saludos libertarios.

CENTRO CONFEDERAL - PARIS

Sábado día 11 de Marzo a las 16,30 **CONFERENCIA-DEBATE** a cargo de Gr. Balkanski que disertará sobre el tema, «Problemas actuales: anarcosindicalismo y evolución del movimiento obrero».

Domingo 12 de Marzo a las 15 h.

VELADA ARTISTICA

con CARLOS ANDREU y LES MARTINGOUENS y otros participantes, así que espontáneos. Acudid todos.

EN POITIERS

EXPOSICION «ESPAGNE 36»

Hasta el 15 de marzo de 1978 en el «Centre Culturel de Couronnerie», 23, rue de Couronnerie en Poitiers. El montaje «Audio-visual» se proyectará en el mismo Centro el sábado 11 de marzo.

ALBERTO GHIRALDO

(Continuación)

Veinte años han pasado. Está en España empleando su trabajo en la obra literaria que en el índice se expresa; en ella, la nueva salida de «Ideas y Figuras». Y su novela autobiográfica, «Humano Ardor». La nostalgia de su tierra, los vínculos del recuerdo juvenil, le hace ir a Chile aprovechando el viaje de Rodrigo Soriano. Embarca con su hija Cornelia. Julio su hijo se queda para morir en la contienda civil. A poco de llegar, Cornelia, a treinta años falleció. Duro golpe que le deja como anonadado. Entra en el hospital. Sale con sus «Poemas del Hospital»:

Lo cierto es que sin pensar pensé dejarme morir...

Escribe a González Pacheco. Quiere volver a Buenos Aires y a su nueva acción libertaria:

«Búsqüeme un cuarto que esté cerca de su casa. Sin pensión, naturalmente, porque yo como en la calle como los pájaros...»

En la tarde del 23 de marzo de 1946, se siente mal. Cuenta setenta y un años de edad; once hace que vive en Chile. Sale de casa. A poco de andar cae desplomado en la calle. Los transeúntes le auxilian. Conducido a un centro de asistencia pública, muere al llegar.

Así vivió y murió el luchador siempre rebelde, y siempre ejemplo de integridad moral y libertaria...

La presente estricta retrospectiva biográfica tiene su inspiración y apoyo en la obra de Héctor Adolfo Cordero, «Alberto Ghirardo Precursor de Nuevos Tiempos». Editorial Claridad, S. A., marzo 1962.

Héctor F. Miri, comentando la obra biográfica de Cordero, dice al terminar:

En estos días se ha hecho pública una disposición del ministerio de Defensa por la cual se autoriza a los soldados a que se dejen la barba.

La noticia en sí no tendría más trascendencia si no fuese por que la barba ha dejado de ser en general un deseo privado o una cómoda postura de abandono en los hombres de nuestros días, para transformarse en una moda uniformista como todas las modas, y en un deseo, (salvo excepciones), de aparentar lo que no se es. O sea, un disfraz.

No hay duda de que estamos atravesando una época de profusión de barbas, y que si bien al principio parecían del exclusivo uso de los «hippies», después fueron proliferando en los medios universitarios para ser adoptadas posteriormente por los «progres». Siendo ya en estos momentos tan generalizada su presencia nos resulta poco menos que imposible distinguir por ellas la personalidad de quien las porta.

Ahora en este siglo XX en que han dado en llamar de la era atómica los hombres transforman su «jeta» con la misma facilidad con que cambian de camisa o de chaqueta.

Así vemos como a principios del 1900, abundaban en los medios más o menos intelectuales barbas, las perillas o los bigotes a lo Kaiser, signos externos de posición acomodada. Después con la aparición del nazismo fueron desapareciendo las barbas para dar paso entre sus seguidores del falaz bigotillo del dictador. Aunque en España por aquello de ser diferentes y más originales, los bigotes eran más largos y delgados entre nuestros fascistas, llegando a constituir este aditamento capilar parte integrante de la fachita uniformada del «glorioso movimiento», ya que no se concebía a un fascista de la post-guerra «ganador

«Y para consolidar el vigoroso prestigio a su biografiado apunta Cordero los reconocimientos de que fue objeto su obra y su trayectoria por parte de los dos colosos del socialismo libertario: Pedro Kropotkin y Juan Grave, quienes le escribieron desde Londres y París, respectivamente donde se hallaban desterrados, saludándolo como el adalid de los tiempos nuevos proyectados al futuro social del mundo proletario.

Y aunque el mismo biógrafo admite que «Ghirardo fue un hombre superior a su obra escrita», no deja de avivar el fuego sagrado que ilumina el astro pético del primer soñador y viajero al país de la Utopía que conoció el continente americano.

Por todo lo dicho, esta obra magnífica reconforta y rejuvenece el espíritu de quienes, alguna vez, transitamos los mismos caminos en busca de justicia y libertad.»

Obras de Alberto Ghirardo

POESIAS: 1892, «¡Ahí van!...»; 1895, «Fibras»; -89? «París (?); 1904, «Música prohibida (1915); 1910, «Triunfos Nuevos», (191, 1912; Madrid, 1918); 1922, «La Canción del peregrino» (Madrid); 1938, «Cancionero libertario» (S. de Chile); 1934, «Poema del Hospital», (S. de Chile); 1946, «Canto a Buenos Aires», (S. de Chile).

TEATRO: 1906, «Alas» (1911); 1906, «Alma Gaucho» (1909, 1920; Madrid, 1917); 1910, «Resurrección»; 1912, «La Cruz»; 1913, «La Columna de Fuego»; 1916, «Se aguó la fiesta»; 1916, «Doña Modesta Pizarro»; 1920, «Los salvajes»; 1923, «La copa de sangre»; 1946, «Teatro Argentino» (Repertorio completo).

por FABIAN

LETRAS: 1897, «Sangre y Oro»; 1899, «Gesta» (1900, 1902, 1909, 1915); 1904, «Los nuevos caminos» (1906; Madrid, 1918); 1905, «La tiranía» del frac (1906); 1906, «Carne doliente» (1908, 1909, 1923; Madrid, 1917); 1912, «Crónicas Argentinas (Dos tomos); 1913, «La Ley Baldón (1915); 1917, «El peregrino curioso», «Mi viaje a España» (Madrid), 1917, «El peregrino curioso», Vida política española» (Madrid), 1917, «Cuentos de angustia», (Madrid); 1917, «Sangre y oro», «Nación Argentina», (Madrid); 1922, «Antología Americana» (Vol. I, II, III, IV, V); 1925, «José Martí. Obras completas». (Ordenadas y prologadas por A. G.); 1927, «Rubén Darío. Obras completas». (Ordenadas y prologadas por A. G.); 1927, «Pérez Galdós». (Obras ordenadas por A. G.); 1928, «Humano ardor», novela autobiográfica (Barcelona); 1929, «Yanquilandia bárbara». Lucha contra el imperialismo (Madrid); 1935, «Cuentos argentinos», (S. de Chile, 1940); 1935, «Libertadores de América» (S. de Chile); 1936, «El pensamiento argentino», (S. de Chile); 1940, «El Archivo de Rubén Darío» (S. de Chile, Buenos Aires, 1943); 1943, «La novela de la Pampa» (S. de Chile); 1944, «América literaria» (?).

PERIODICOS: Fundó y dirigió, 1896-1897, «El Obrero (Diario); 1898-1903, «El Sol» (Revista semanal); 1904-1905, «Martín Fierro» (Revista semanal); 1909-1916, «Ideas y Figuras» (Revista semanal. Madrid, 1918-1920). Dirigió: 1904-1906, «La Protesta» (Periódico fundado el 13 de junio de 1897).

POR LA BARBA

de «cien batallitas», saqueos, detenciones y asesinatos sin su preceptivo bigotillo hormiguero. Pero la política y los tiempos cambian, cayó el fascismo y con él los correaes, las «camisillas» y los bigotillos para dar paso a otro uniforme, el de la «progresia», consistente en los «vaqueiros», los «pingajos», las barbas y las melenas. Y así vemos de esta guisa a los hijos de... papá, de los barrios señoriales, a los pseudo-intelectuales del Café Gijón, y sus alrededores, a los que añoran o persiguen un liderazgo político o sindical, a los «guerrilleros de Cristo Rey», a los «idealistas del cubatz y el porro» y hasta a los mismísimos inspectores de la policía, sobre todo a los de la Social.

Y para no ser una excepción, barbudos hay también en los medios más o menos ácratas, a los que como al resto de los que nombro anteriormente respeto su decisión y admito de buen grado su sacrosanta libertad para hacer de su «capa un sayo» y de tener la apariencia que se les antoje, ¡Faltaría más! Pero no está de más señalar que quienes se sientan de alguna manera identificados con el anarquismo no deben dejarse influenciar por modas al uso que son admisibles en individuos vacíos carentes de toda inquietud ideológica, en gentes partidarias de toda clase de uniformes y uniformismos, en «tíos» desaprensivos que por diversas causas adoptan la imagen que más pueda convenirles para lograr sus propósitos.

Pero dejar bien claro que nosotros no tenemos por qué seguir ninguna moda imperante, reforzar nuestras ideas con ningún tipo de signos externos, ni hacernos esclavos de ninguna norma impuesta por una corriente determinada. Y que conste que como libertario no me molesta lo más mínimo el «uso y disfrute» de

las barbas, ya que estimo que la libertad estriba también en eso, en que cada cual vaya como quiera sin molestar a los demás. Pero todas estas consideraciones no son obstáculo para que meditemos y saquemos la conclusión de que para sentirse anarquista o libertario debemos rechazar toda clase de apariencias, ya que de ninguna manera lo es más el sucio y desarrapado que el hombre limpio y aseado. Así como es disparatado pensar que pueda sentarse patente de anarquista por algo que no sea la conducta personal o colectiva del individuo, pues de otra manera tendríamos que admitir que un troskista, un comunista o un fascista con la mentalidad más estrecha que la virginidad de una adolescente, pudiese autotitularse anarquista por el mero hecho de llevar la cara llena de pelos y un pañuelo rojo y negro en el cogote.

Y no podemos invocar que en los comienzos del anarquismo militante nuestros «padrecitos», Bakunin, Kropotkin, etc., tuvieran necesidad de ella para que les creyeran revolucionarios.

Hay que suponer en buena lógica que entonces era una época carente de los medios de aseo e higiene de que hoy disponemos, ya que para afeitarse era necesario saber hacerlo uno mismo con navaja o recurrir al barbero, soluciones las dos nada rentables en cuanto a tiempo y dinero para poderlas comparar con las facilidades de que disponemos en nuestros días.

Así que después de estas divagaciones dejemos bien claro que las barbas no condicionan ni refuerzan ningún tipo de ideología.

Nicolás CHOZAS

Madrid, 26 de enero de 1978.

SOLIDARIDAD DOBBLERA

Nacional del Trabajo de España

Portavoz de la Confederación

DEL GUADALOPE AL CINCA PASANDO POR RUBI Y EN EL CINCA, FRAGA

Examinar a Fraga equivale a examinar varios siglos.

Es cierta la alusión que hacemos referente a que para los moros Andalucía llegaba hasta Fraga. Por lo menos el escritor árabe Al-Qazwini lo afirma. Este refiere también que Fraga era una plaza fuerte cruzada de subterráneos que sirvieron de refugio a los habitantes en los ataques del enemigo.

Parece que el primer sorprendido por esas cuevas fue Alfonso I el Batallador, pues debido a este dispositivo sus tropas recibieron una paliza semejante a la que en Guadalajara se les dio a los fascistas de Musolini.

Si tenemos en cuenta que esto del Cinca ocurrió el año 1134 y lo de Guadalajara en 1937 comprobaremos como a veces la historia se repite, pues en uno y otro caso fueron vencidos los militares sobre todo porque el campo adverso conocía muy poco de estrategia militar y los militares en materia de intuición popular son cero.

Me cuenta el anciano que estos pasadizos o desfiladeros comunican y desembocan con otros que salen de Monzón, Chalamera, Ballobar y Zaldín. Y todos ellos enlazan con los conventos e iglesias. Pero esto último fue obra de los templarios, dueños del Castillo, de toda la huerta y de inmensas fincas en los monegros.

El abuelo me lo contaba porque, inquirí sobre los famosos higos de Fraga y me dijo, ¡va! eso es un cuento; sí, hay buenos higos pero eso es todo el Cinca, no sólo Fraga. Lo importante de la historia de Fraga es algo muy diferente a los higos. Dicen que en cierta época todo eran higueras pero hoy no.

Y nos paseamos por la huerta. En efecto, el peral, el manzano, el melocotonero y la almendra han reemplazado a la higuera.

Sin Fraga, me dice la muchacha de la librería, Velázquez no hubiera pintado su lienzo en el que aparece Felipe V y el enano. Este cuadro lo hizo aquí.

Así esta ciudad no es solamente la de los célebres higos sino que también es cuna de uno de los mejores cuadros pintados por uno de los mejores pintores de todos los tiempos.

Además es muy universal. La reclaman los catalanes so pretexto que hablan el catalán, en fin, su catalán, es aragonés de corazón y alma y, según expertos en etnia y fonética, la de Fraga es 98 % valenciana.

Al abuelo le pregunto, bueno ¿cómo explicas tú todo esto con el origen árabe y andaluz que también tiene Fraga?

Todo eso son cuentos que no valen una mierda. Nosotros somos de Fraga ¡que collons! Lo demás marmarrachadas.

Si a la historia hay que recurrir, no solamente de Aragón es Fraga sino que también lo es Lérida.

Y a este abuelo no me atrevo a llevarle la contraria primero porque puede ser que sea como dice y segundo porque los habitantes del Cinca cuando dicen algo con convicción es difícil y costoso convencerles de otra cosa.

Su genio no más tiene de parejo su personalidad.

Un caso. Me cuentan que, tras la llegada de las tropas fascistas, en pleno período de asesinatos al compañero X, entonces muy joven se lo llevaban a la cárcel, este compañero, que aún vive, había sido recogido

por su abuelo los padres estaban en Francia — El abuelo se apresuró a seguir a su nieto maniatado y los falangistas no querían que siguiera.

El abuelo: Donde va mi nieto voy yo.

Los falangistas: Vd. se quede en casa. De su nieto nos encargamos nosotros.

Entonces el abuelo entra a casa y enseguida vuelve a salir con una hoz en la mano.

— Al que me impida el paso, le corto el gaznate con mi hoz.

Y el abuelo acompañó a su nieto y quizá eso le salvó de la muerte.

Y esta es una actitud que caracteriza a las gentes de este valle.

Sus ancestros los ilergetes, según Zurita, ya tienen hechos y posturas parecidas frente al banditismo oficial. No ha cambiado nada,

Ni el genio de los fregatinos ni los rasgos de su sol

ni el viento cierzo que jode la cara ni las algodonadas nieblas que todo lo tapan.

Hijos del cierzo dice la leyenda, iconoclastas, burlándose de todos los dioses que han pasado por Fraga, valientes y amantes de su independencia.

El abuelo: ¡Oh! sí, independientes. ¡Mira! Somos aragoneses de eso no cabe duda, pero... que no nos jodan los de Zaragoza, eh, que si no también reclamaremos nuestro estatuto municipal. Fraga es libre, una ciudad libre.

En efecto, piensan y hablan como si ya viviéramos en Comunismo Libertario y en el Fraga fuese un municipio libre.

Tengo la impresión que si, que los fregatinos tienen capacidad, visión de lucha y afán de llegar a la meta. Aquí no hay, me dijo la hija del librero, posibilidad de hipocresías ni de segundas intenciones, el cierzo se encarga de barrer todo.

Con la Revolución Social aplicada ¡qué placer vivir en Fraga!

La hora de volver a Francia se acerca. Con Broto quedamos de vernos en Albalate para emprender viaje. Aquí me trajo el compañero Olober, llegamos con gran retraso — como es norma —. Pero ya los Albalateños que nos esperaban empezaban a inquietarse. Excusas y nuevas conversaciones. Nos dicen muchas cosas para los de Francia, sobre todo que volvamos pronto y todos. Ya en el coche apercebimos que algunos compañeros y también compañeras se esfuerzan por retener las lágrimas. Broto pone el contacto, el coche tiembla al son de las explosiones del motor. Se mueve lentamente camino de Toulouse, cuando alguien con voz ronca grita ¡Viva la F.A.I.!

El motor nos impidió apercebir la réplica general de los que allí quedaban pero por el movimiento de labios comprendimos que todos, puño en alto o manos cruzadas por encima de la cabeza, saludándonos gritaron ¡viva!

La primera curva de la calle está algo lejos, al llegar a ella miramos hacia atrás y aquella población permanecía impassible saludando aún.

Y es que aquellos hombres y mujeres eran algo más que un puñado de albalateños, eran el pueblo español que a través de aquel coche saludaban a la revolución social iniciada el año 1936.

M. CELMA

NOTAS BIBLIOGRAFICAS

Marcelo SALINAS un ideal sublime y elevado

por Juan FERRER

«MARCELO SALINAS, UN IDEAL SUBLIME Y ELEVADO», número único dedicado a la memoria del compañero del mismo nombre, eternamente desaparecido, hace así como un año.

Contiene este emotivo cuaderno trabajos alusivos de Abel, Amigos de Marcelo, un comentario sobre «Alma guajira», pieza teatral debida al homenajeado; Justo Muriel, Luis Lusi Dulzaides, Juan Ferrer, «Libertad», Carta de Salinas a Tamargo, Helio E. Nardo, Pedro Leyva, Gabriel Gravier (en poesía), una caricatura de Marcelo sacada por Vidal, y un retrato-portada ofreciendo un Marcelo Salinas en sus 75 años, o cosa así.

Por haber conocido y tratado a Salinas en nuestros años mozos; por haber gustado yo su palabra verbal y escrita llena de sabores libertarios y poéticos, este opúsculo que le dedican sus amigos más próximos accidentalmente radicados en Miami en espera de reintegrarse a Cuba sin Castrismo, me ha verdaderamente emocionado.

Mi encuentro con Marcelo procede de 1915, el propio año en que fue inaugurado el Centro Obrero de la calle de Mercaders barcelonesa, el nexo anarcosindicalista de más enjundia por haber nacido, en el mismo, el celeberrimo Sindicato Unico de Trabajadores. Con su propensión al canturreo exótico, su hablar fluido y acertado, su halo internacionalista puesto que procedía de varias expulsiones americanas, el recién venido curioseaba a los circunstantes del citado Centro Obrero. En sus expansiones de sobremesa daba nota del movimiento anarquista de varios países, deslizaba alguna cuarteta dilecta, probablemente suya; insinuaba un aire guajiro, como entonces un canto anarquista de expresión yanqui. Era, pues, un compañero desbordante que pronto se autoutilizó en conferencias, mítines, reuniones, teatralismos y «otros excesos», corriendo a cargo de las autoridades el peor de estos últimos destinándole meses infinitos de Cárcel Celular, en la época realmente eso. De 24 horas del día te pasabas 23 y media completamente solo en la celda.

De forma que con Marcelo Salinas (en España conocido por Jorge Gallart) hemos coincidido en los centros sindicalistas barceloneses, en el encerratorio de la calle de Entenza, en los actos, e incluso en la populosa taberna de «Ca l'Avi», sita en la calle de San Ramón. ¿Cómo olvidar todo aquello? ¿Cómo no acordarse del Gallart intrépido, altamente inteligente, rematadamente poeta que sabía ofrecer anarquía en verdades y orfebrerías de lenguaje?

Según mi memoria (ya algo opaca) Marcelo estuvo un mínimo de tres años en España, preferentemente en Cataluña, habiendo transcurrido algo de tiempo en Valencia, donde se ejerció en cimeras propagandas igual que en Barcelona y vecindades. Y aún habría que consultar «Soli» diario de la capital levantina (me remito al 1921) para dar con escritos de Gallart y Palomero, rezumando estilo «salinesco», inconfundible con los de otros compañeros

que los tenían de factura diferente; que por algo Marcelo Salinas era en Cuba y en el campo general de las letras castellanas, algo así como un maestro en «gai saber», esa concreción que tanto place a los catalanes.

Procedente de lo exótico... al parecer de nosotros, los incrustados en la tierra (Seguí uno de tantos), Marcelo se sintió pronto apegado a nuestro libertario suelo, puesto que nuestras barriadas fabriles e incluso el adoquinado de las calles despedían un vaho de anarquía que enamoraba. Ni en París ni en ninguna otra urbe del mundo ocurre algo parecido a eso tan idealista que se masca en Barcelona. Recuerdo que en un hospital parisino un profesor luego de tratarme, me bromeó: «Siendo de Barcelona, ¿un poco anarquista?»

— Algo más que un poco, — le repuse. Y entonces, dirigiéndose a sus alumnos, dijo: «Es el distintivo perenne de aquella ciudad, con Franco o sin franquismo.»

Salinas, Max Nettlau, Einstein, la hermana de Gandhi, S. Faure, Henry Torres, y otros personajes que pisaron tierra industrial catalana, quedaron impuertos de ello.

Salinas fue expulsado de España yendo de propaganda por Andalucía. ¿Cuándo, exactamente? Si vive Joaquín Cortés, íntimo suyo, podría decirlo. Lo exacto es que regresó a la Península escondido en un barco, pero al pisar tierra en Cádiz fue reconocido y expulsado de nuevo.

Ahora ha sido la Parca quien lo ha expulsado del mundo, fatalidad que, al comprenderla cercana, al cuitado le hizo decir, con su jugosa manera:

«No vengáis a decir, cuando yo muera, junto al borde sin mármol de mi fosa, la palabra encendida y mentirosa ni la frase estudiada y lisonjera. Si queréis recordarme como era, de manera sencilla y cariñosa; si queréis dedicarme una piadosa despedida simpática y sincera, decid que, en el mundo sólo he sido un pobre soñador enamorado para muchos quizá incomprendido, de un ideal sublime y elevado... ¡que por noble, por grande y por sentido, a la tumba con él se lo ha llevado!

Marcelo SALINAS»

Hasta siempre, Marcelo de Cuba.

PUEDA ADQUIRIRSE EL DISCO de SERGE UTGE

Contiene: Tout le sang du monde... sauf celui de français, Je gueulerai longtemps, Je voudrais vivre dans un cimetière, Sur la Comune, Histoire de la nouvelle esperance, Sur le temps des cerises, Vacances sans honte, La Pointeuse est morte, Qui paie ses dettes, Chansons pour les non-mâles, Les seules vraies chansons du peuple, Confessionnal de chiffon.

Es una realización «Pragmaphone».

Puede adquirirse en el Servicio de Librería del COMBATE SINDICALISTA, 33, rue des Vignoles, 75020

Precio: 25,00 francos.

UN SINDICATO PARA AFILIARSE

Lo que expongo aquí es solamente una opinión y como tal muy discutible y expuesta a errores, puesto que es el fruto del cotidiano conversar con las gentes y no un resultado de sociología. Pero, veamos el panorama y juzguen los lectores si tengo una chispa de razón.

No es extraño para nada que muchos obreros ante el dilema de afiliarse a un sindicato de los que existen actualmente, permanezca indeciso y sin saber a cual de ellos debe afiliarse y que antes de tomar una opción poco consciente decida no meterse en ninguno.

Hay en Menorca seis sindicatos por lo menos que yo conozca y la población activa debe ser de unos trece mil trabajadores de ambos sexos. Con mucho optimismo podemos calcular en tres mil los afiliados, lo que representa tan sólo el 25 % del total. Pues bien; la pregunta que muchos se formulan, es: ¿por qué existe esa dispersión de fuerzas y una ausencia total de unidad ante un enemigo común?

Para mi las respuestas son, por una parte, las maniobras que con toda habilidad política han sabido hacer los políticos franquistas desde el poder con la camaleónica «transición» a la democracia: primero se autoriza el congreso de unos, después, el de los otros, se tolera más las actuaciones de unos y menos las de los otros, aplican siempre la táctica del «divide y vencerás» previniendo posibles formas unitarias como podía haber sido la C.O.S. (Coordinadora de Organizaciones Sindicales). Pero esto no es más que la parte de responsabilidad, o de victoria, de las derechas dentro el actual revesado mundo del sindicalismo.

Por su parte, las izquierdas quieren aprovechar al máximo el margen de poder que los franquistas renovados les ofrecen a cambio de entrar de comparsas dentro de su «democracia», y han querido, con el consentimiento y la discreta vigilancia de los «renovados», dominar el poder que los obreros pudieran tener con unos sindicatos independientes de los partidos y alejados de su control. Control que se transforma en posibilidades electoralistas y poder ficticio dentro esta ficticia «democracia» del senado y el congreso, donde el Rey puede nombrar un buen número de senadores. Y... héte aquí, que de un sindicato verticalista fascista pasamos a otro verticalismo de signo contrario y con cierta democracia orgánica. Un ejemplo: los dos sindicatos mayores, U.G.T. y C.C. OO., han pactado con el INP en contra de la postura de la comisión del personal sanitario y con el desacuerdo de tres centrales más. («Avui», 13-1-78). Las condiciones que ha impuesto el INP y que esos dos sindicatos que tienen tanta «fuerza» han aceptado, han sido concluidas por sobre la suya (del

(INP) interpretación del impopular Pacto de la Moncloa que, por cierto, merece un capítulo aparte. Pero continuemos y veamos conquistas logradas

En primer lugar la comisión mixta formada por los delegados del personal y representantes de diversos sindicatos pedían un aumento lineal, es decir, igual para todas las categorías, lo que podía haber reducido las grandes diferencias salariales existentes dentro la Seguridad Social.

En segundo lugar la INP ha aumentado de 20 % de la masa salarial global distribuyendo según las categorías, con diferencias que van de quinientas a seis mil. Esto no sería extraño que lo aceptara el sindicato vertical que hasta ahora hemos tenido, pero no me parece coherente que lo acepten unos sindicatos que quieren hacerse pasar por socialistas. Bien, no vale la pena que nos desgarramos los vestidos, puesto que es comprensible que esto suceda si tenemos en cuenta que entre los partidos firmantes del famoso Pacto de la Moncloa, había el PSOE y el PCE, considerados como de lo más prestigiosos de las izquierdas.

La pregunta que me he planteado y que les dirijo a Vds., tras haberles dicho lo que precede, es: ¿cuáles han sido los intereses que se han defendido; los de los obreros, o los del partido?

Tarde o temprano, creo que todos nos daremos cuenta de la importancia de la autonomía sindical, para todos los que trabajamos y vivimos en Menorca. Muchos trabajadores, si no lo ven, por lo menos lo intuyen, ya que el sindicalismo ha de tener el poder necesario para transformar la sociedad desde abajo, haciendo protagonistas de esa transformación a la mayoría de la sociedad, es decir, a la clase obrera, si lo que se quiere es una sociedad verdaderamente justa, libre y democrática...

Por ahora existe un 75 % más o menos sin afiliarse, y yo comprendo los motivos.

M. MASREAL

In «Menorca», 19-1-78.

(Traducido del menorquín por F. Ferrer.)

"SEBRANDO FLORES"

de F. URALES

Precio: 10,00 F.

"IDEARIO"

de R. MELLA

Precio: 20,00 F.

"COSTA AMUNT"

de J. FERRER

Preu: 20,00 F.

LA RETIRADA O LA MUERTE DEL POETA

Empujados por aquel vendabal
En el que la muerte puso
Todas sus entrañas...
En el naufragio y sus vaivenes
Antonio.
Antonio también estaba
Antonio también caminaba
Sobre rastrojos de muertos.
Con su madre en los brazos.
Entre rayos y truenos de desventura,
Intermedio de locura
Del treinta y nueve.
Y, en la agonía de los bueyes
Febrero el loco también ponía
Mordiscos de Tramontana.
Mordiscos de frió y de nieve.
(Sin calor de nadie)
Las manos tendidas eran pocas.
(Arrogancia rota en retirada)
Y, Madre España espatarrada
Seguía pariendo.
Inundando de sus hijos los contornos
Desnudos, o en pañales.
Como se podía
En gatas, arrastrando. Caminando
Por los caminos
De la estrechez afuera.

(Reventóse la frontera)
...Desfile triste de gavilanes desplomados
También Antonio,
En el torbellino de gentes y de vientos
En derrota...
Del corazón al Exilio. Antonio
Antonio también caminaba
Hacia los campos del Mar
Donde esperaba su pueblo
Amontonado.
Sobre alfombras de Silencio
Camas de viento y de arena
Y, tormentas de ojos
Para mirar la pena.
Pena con alambre cosida.
Pena... con guardias protegida
Callejón sin salida
Pena, pena
Campos de Arena.

El Pueblo en huida
Al Campo. También Antonio.
Si Collioure no hubiera estado
Y, Madame Quintane primero,
Para alargar su vida.
Hasta el veinte y dos de Febrero.

José MOLINA

CATALANES Y MANCHEGOS

Al parecer, el nacionalista Tarradellas ha declarado que «no debe tratarse a los catalanes como a los manchegos»; esa declaración que no ha caído, desde luego, en saco roto, ha sido ampliamente comentada, claro está, por los manchegos, abundando, vis a vis de los catalanes, como estos lo han hecho siempre vis a vis del Estado centralista, a saber: levantando dudas y suspicacias, formulándose la siguiente pregunta: «¿Es que los manchegos somos inferiores a los catalanes?»

Cuando se sabe que el señor Tarradellas, impenitente nacionalista catalán, ha cedido en todos los aspectos a las solicitudes centralistas del gobierno monárquico del señor Suarez, dejando así en paños menores las aspiraciones autonomistas catalanas, esas declaraciones aparecen por lo menos como un atrevimiento de inaceptable discriminación humana, como si se quisiera situar al hombre del conjunto Ibérico sobre diferentes niveles, a razón de las diversas regiones del mosaico que lo componen.

En lo que a nosotros respecta, no por muy conocidos debemos callar nuestros conceptos universalistas y así le diremos al señor Tarradellas, nacionalista catalán, más o menos lo que dijimos al casi manchego y nacionalista castellano señor Suarez cuando, al principio de su mandato presidencial mostró su ignorancia de la historia general de Cataluña y de su aporte a las ciencias, a

las artes y a la literatura. Fue aquella una forma lógica y atinada de pararle los pies al jefe del gobierno centralista, saliendo los catalanes en defensa de su Pueblo significando, con razón, que Cataluña no era lo que pensaba el señor Suárez, y que a lo largo de su historia había aportado al mundo su saber y sus experiencias dentro de un espíritu universalista alejado del patriotismo que se desprende de las declaraciones del presidente Tarradellas.

Nosotros, los internacionalistas, no aceptamos las actitudes político-patrioterescas de los gobernantes. Por encima de ellos, llámense Suárez o Tarradellas, debe prevalecer el sentido responsable de la lógica humana que desecha toda opción de bandería, aportando al manchego como al catalán o al hombre de no importa qué región de Iberia, — puesto que de ella se trata —, el mensaje de solidaridad moral que les unifica dirigiendo sus pasos hacia la libertad dentro de los más amplios cauces de comprensión y de respeto por la diversidad de costumbres y de culturas.

Dejemos que los nacionalistas peleen entre ellos, nosotros, manchegos y catalanes, en nuestra calidad de hombres conscientes debemos aunar los esfuerzos para consolidar, por encima de nuestros explotadores comunes, nuestro más fraternal abrazo.

Fernando FERRER

UNA FECHA IMPORTANTISIMA :

DOMINGO 16 DE ABRIL

Por la mañana : GRAN MITIN INTERNACIONAL DE AFIRMACION ANARCO-SINDICALISTA

Por la tarde : FESTIVAL ARTISTICO

¡ Todos al Palacio de la Mutualité de Paris !

RINCON DE REFLEXION

Las etapas históricas del comunismo libertario en España

La espontaneidad es un resultado o efecto de causas que se ignoran. No hay causa sin efecto como no hay efecto sin causa. Toda causa provoca una consecuencia. Hay consecuencias cuya causa se nos escapa. Y como no sabemos encontrar su razón o su origen al desbordar nuestro mundo conceptual, nuestra visión particularista, carril por donde la imaginación rueda, decimos que es causa del azar. De lo que se desprende que el azar es un orden explicativo que ignoramos. Por ello le llamamos desorden. «El desorden es un orden que no aceptamos como nuestro.» En el siquismo y mentalismo estrecho, es el producto aberrante; una variante del egocentrismo. Encerrándonos en banda nos escandalizamos al vernos en el vacío, al saltar fuera de nuestro mundo mental predominante, formándose una opinión que resulta torpe o vallada; y así, fuera del mundo mental, divagamos o vegetamos. Ese vacío no es tal y sí otro mundo que ignoramos. Tal es el fenómeno mental que se produce al juzgar y oponerse, sin estudiar ni analizar, el federalismo libertario, cerrándose en banda contra todo lo que de cerca o de lejos tiene algo que ver con el an-arquismo. Pues que no es su orden, es el desorden. No es un odio, o repulsa espontánea. Es el efecto de una causa. Y lo más chocante es que hasta están «inspirados», imbuidos, de textos históricos. Su mentalismo está encallado, sin embargo. Por eso se encuentran en un vacío, en un mundo ignorado o lejano. No sabe, si es español, que quiere o pretende alejarse de sus propias raíces sico-históricas, que provienen de la protohistoria de iberia. Tal es el caso del federalismo libertario mucho antes de que uno y otro vocablo fue pronunciado y definido. Federalismo hispano por ser ahí donde brota, se desenvuelve y marca su práctica antes también que fuere definición teórica y doctrina social. Y es una experiencia. Experiencia española que forma simbiosis con su historia, la historia de su pueblo, de sus pueblos mejor dicho. Experiencia tenaz, tenaz como el carácter de quienes la escribieron y representaron: hechos y hombres. Que con nombres diferentes siguieron a través de los siglos, demostrando que esa experiencia continuará hasta el fin de su finalidad. Realización que se confunde con todo lo sustancial de un país: hombres, tierras y mentes. Por ello esa experiencia se fundamenta en una idea, un ideal suprasocial ya que del desenvolvimiento de las sociedades y los hombres es un resultado infrasocial: implantar una sociedad federalista libertaria. Es decir, federalista en verdad, pauta y demostración de cómo deben ser las sociedades de mañana si se quiere que la Sociedad sea tal y no una selva de autómatas para al fin morir colectivamente con la Tierra asesiada. Experiencia impregnada de universalismo. Esta experiencia es, pues, una avanzada de otro mundo mental y social, ese mundo que el centralismo absolutista le cataloga de vacío y caótico. Para demostrar lo contrario se analiza y se comprueba aquí, (tan sólo esquema) la historia de su experiencia que resulta la historia de una experiencia. Que se apoya en un imperativo moral frente a los imperativos de todos los imperios que agarrotan los pueblos y los hombres.

La intención vino de una intuición que se presentó como una concepción a priori con un sentir no definido siendo presentado. El estudio y la experiencia corroboró a posteriori lo bien fundada de la intuición. De la idea preconcebida vino la demostración de un fenómeno histórico en su manifestación constante: España resulta un caso acaso singular del federalismo integral. La Historia oficial amanerada, es la historia de impedir y obstruir desarrollo y demostración de tal propósito experimental. Por eso la Historia de España es el relato de la lucha desigual entre la imposición tiránica del centralismo dominante que es fuego y espada y del federalismo libertario que es agua y arado. La constante impuesta por el fenómeno negativo,

celtiberos. Los celtas que no pasaron de nuevo los Pirineos, para ser absorbidos por los galos, formaron cuerpo igual, social y mental:

«Somos un producto del natural crecimiento de las pequeñas bandas del Paleolítico superior con el sello que el medio geográfico impuso (?) y el matiz que les dieron un par de nuevas inyecciones de sangre africana y el baño de indoeuropeísmo de los celtas, ya muy mezclados por su parte cuando llegaron aquí.» (Luis Pericot, «La España Primitiva». Colección Laye — Editorial Barcelona, 1950).

Si la mezcla en la sangre como en la textura craneana y en la psicología fue íntima, en el costumbrismo indígena ocurrió lo mismo, manteniéndose la constante de su

por FABIAN MORO

fuego y espada, acaparó su devenir humano al acaparar el Poder y con él el monopolio absorbente de la sociedad, controlando la Historia y el progreso. Y sin embargo, la verdadera Historia salta y corre como un potro que no puede ser domesticado. Pues que: «Si alguna ciencia tiene consciencia, es la ciencia de la Historia.» (Henri Berr).

Fuera de la Historia extravertida a la que tantos rinden pleitesía, podemos ahora presentar en forma sintética lo que es la Historia con consciencia...

Un cuadro geográfico influencia un medio. El medio, potente motor histórico, acciona sobre los grupos humanos que en él conviven y se desenvuelven. De ahí sale a flote un logicismo que forma un estilo de vida. Este crea una ética social y personal. Con ello la puesta en práctica de organismos administrativos según tal lógica y tal ética social, constituyendo la forma de suetnia, y más aún de su etos. Las ideas estaban ya en sí, en su mental, creadas por la influencia del mundo exterior que les circunda formando la sicogeografía de la cual ya hemos hecho mención: «(...) Todas las ideas existen en nosotros, antes mismo que el espíritu las haya registrado, antes de adquirir conocimiento de su existencia.» (Grasset, «La Science et la Philosophie»). Este espíritu, esencia, hábito sicomental o como se quiera interpretar, esa tendencia es igualitaria, colectivista, comunista, federalista, an-arquica.

Pronto intervienen agentes extraños a su mundo y a su medio, queriendo influenciar por imposición, por obstrucción obcecada, por educación y cultura diferentes y llevan otra forma de vida y de sociedad, con otra forma de relación social, política y administrativa, basada en las jerarquías, en el mandar, en el establecimiento estancado de castas, que al pasar del tiempo vendrán a ser clases: Sos los celtas, por un lado, los tartesos por el otro. Que traen dioses y costumbres diferentes. Si la sangre en algo se mezcla después de estar hartos los unos y los otros de derramarla, la individualidad sicogeográfica y el medio arraigado es defendido, haciendo prevalecer su influencia, continuando aquel estilo de vida social algo alterado en la mezcla y el trato. Entonces es la celtiberia, país de los

logicismo original y práctico, dando forma intelectual que después salió a luz ya que continuó en el mental tanto como en el etos arraigado.

Desde la llegada de los otros indoeuropeos mejor preparados para la invasión, los romanos, el dilema y con él la lucha, empieza. Es el empuje de la Historia oficial. En nuestra tesis no entran los fenicios ni los griegos ni los cartigineses, pues que en nada se ocuparon de influenciar los usos y costumbres, esto es, ni en el etos ni en la ética social de los autóctonos. El contrasentido y la contralógica social empieza con los romanos. Por ello la lucha de doscientos o trescientos años, sin por eso hacer cambiar el espíritu territorial, el modo de vida que en apariencia, pues que aún el municipio, institución romana, debía someterse a sus costumbres de elegirle libremente y guardar su independencia, a veces por la fuerza a veces por la astucia. Se estableció el centralismo que Roma impuso, pero sólo en su forma de representación del imperio y en su forma de rapiña haciéndose inmensamente ricos los cónsules uno tras otro, como muchos siglos antes había ocurrido con los tartesos que llegando del Asia Menor construyeron el primer imperio centralista de Occidente. Pequeño, pero grande por su influencia, por su riqueza material y cultural si se quiere. Fue en la protohistoria y duró quinientos años. En el uno como en el otro centralismo, los pueblos de iberia continuaron en sí y para sí constantemente con su lógica original, ético-social. Pero el imperio romano, cuya influencia aún continúa grabada en la mentalidad del Occidente, impuso la propiedad individual, las castas y las jerarquías. Y fue en iberia, durante su pasaje histórico, la lucha incesante entre el federalismo comunista y el centralismo absolutista y su estructura política y social. Para España es la lucha, lucha que abarca toda su vida que es toda su Historia. Agentes exteriores llegaron a establecer el andamio de su predominio. De él sale, mas la lucha continúa, lucha de influencias y de violencias. La invasión se termina usada por el tiempo y la degradación. Los «anticuerpos» defensores forman una barrera y el virus patológico-social sitiado en el interior, languidece y se hace inofensivo. De ese fin.

dos factores emergen: la constante etológica federal comunista y también la deformación espiritual por gravitación del centralismo metafísico, trabajando y modelando las conciencias. Y así, el centralismo divino, machacón va a influenciar en favor del antropomorfo, siendo puente de paso para el politicosocial. En razón de esa influencia determinante, que socaba la espiritualidad aborigen para mejor dominar las almas y los cuerpos. Es una etapa en el cambio continuo. El dilema sigue su curso...

1521:

Segunda invasión centralista en la Historia. Segunda intervención extranjera. Una vez más el centralismo absolutista se salva saliendo de la barrancada, otra vez el federalismo comunista desenvolviéndose en la vida social corriente en convenio con el poder regional realista en los siglos anteriores, hubo de enfrentarse ante el abuso, «natural» del Poder impositor.

Carlos V acabó por así decir, la obra centralista de Isabel y Fernando. Pero un producto forastero exportado por los Habsburgo de la Casa de Austria, recibiendo educación, influencia pensante y mentalidad determinante en el seno de la familia paterna, archiabsolutista, archicentralista, a la sombra del imperio. Del santo Imperio Romano-Germánico de médula indoeuropea. Llega, pues, a España en impositor centralizante, con la ayuda que le acompaña, en banda ejecutante, de flamencos con escudo en frontispicio; y la otra concomitante de la casta privilegiada, autóctona. Y por encima de eso, sobre todo, del aliado más poderoso y dominante: el centralismo divino de la religión impuesta.

La rebelión estalla. Guerra de los Comuneros de Castilla, que en verdad abarcó mucho más que esa región aún que en ella se encuentran los estamentos del absolutismo y del centralismo. Fue el ensayo de reconquistar el poder directo, popular, en democracia directa con la asamblea de vecinos en el común, la autonomía municipal, la vuelta a las Hermandades de defensa que podrían, como pudieron, salvaguardar su comunismo y su federalismo. Fue guerra social tanto como política. Guerra de defensa etológica y por ello no sólo contra el centralismo extranjero tanto como el indígena, si que además federalista al estilo hispano. Fue derrotado cayendo en el barranco de la Historia, en el intento de volver a las bases seculares de sus pueblos, maniatados bajo la nueva época del absolutismo divino y terrestre gravitando sobre el medio ambiental étnico y etogeográfico, que se impone, sobre el sentir y el sentimiento con sus imperativos imperiales: oscurantismo y absolutismo.

1812-1823

Reaparición del federalismo, descolorido pero determinante en su levantarse tras los siglos de centralismo y absolutismo sofocante. Es la hora de la Mesocracia liberal, que puede tener vida gracias a los cuadros federalistas establecidos de manera instintiva aún durante la guerra de guerrillas que fueron comienzo del fin del déspota Bonaparte. Los cuadros federales organizados incluso regionalmente cual Galicia y Andalucía, posibilitaron el nombra-



DE AYER Y DE HOY

Ni vivimos de mitos ni somos visionarios

Que hay muchas maneras y formas de combatir o desnaturalizar las acciones y las ideas, todos lo sabemos. Los procedimientos varían según las circunstancias. Si por ejemplo, hacemos historia de una organización en sus comienzos, nunca podemos hacer referencia a su pasado que nos pueda servir de algo útil; sin embargo, si se trata de la C.N.T. hay más que referencias y experiencias por sus luchas y creaciones, que nos pueden servir de estudio, para afirmarlas o negarlas y sacar una síntesis para una futura actuación. Pues bien, recientemente en un órgano y portavoz de una regional de España, cierto colaborador que ya lleva escritos dos o tres libros, (que no es pues un ignorante) nos calificó de mitos (o que vivimos del modelo mitificaro de la C.N.T.) a cuantos al hablar o escribir hacemos referencia a la historia de la C.N.T.

Fuimos dos o tres que en el mismo órgano le contestamos, pero como el tema es de bastante actualidad, por las diversas interpretaciones (y no muy claras) que en el seno de la C.N.T. se manifiestan y por los diversos grupúsculos que en España hacen gala de novedad, en expresiones ya añejas en el vocabulario del movimiento anarcosindicalista y anarquista, y que están adheridos a ella; se les precisa puntualizar a unos y a otros, que tanto los mitos (que no es un razonamiento) co-

mo las innovaciones vocabularias, no pueden deshacer los hechos que la historia de la C.N.T. ha imprimido y dejado sus huellas en el movimiento político y social de España ni paralizarnos en nuestra labor a quienes hemos vivido parte de ella.

Son muchos los escritores que han historiado ciertas épocas y facetas de actuación de la C.N.T. como asimismo, han habido y aún hay hoy, algunos compañeros que formaron parte de colectividades agrícolas, que nos historian su desenvolvimiento del periodo 36-38. Cuando se hace historia de un movimiento y más por sus militantes, no es solamente para constancia de su pasado, sino, para que sirva de ejemplo y experiencia, de todo aquello que ha sido positivo y descartar todo lo negativo.

Va para 68 años que la C.N.T. se constituyó y más de un siglo que la Primera Internacional (A.I.T.) se fundó; y que aquella, siguiendo sus trazos de independencia y de emancipación integral continuó y continúa sus objetivos, afirmándolos de día en día, sin negar su estructuración federalista, y amoldando sus nuevas estructuras a la evolución industrial contemporánea, y afirmándose más y más en su ideología anarcosindicalista.

La C.N.T. ha vivido y sufrido (y está sufriendo aún hoy) durante toda su existencia, periodos gravísi-

mos, tanto por las persecuciones que ha sido víctima y periodos larguísimo de clandestinidad, que por los apóstatas que en ella militaron con la «sana» intención de vaciarla de sus premisas y contenidos. Pero todos cuantos militantes han sido fieles a su línea clásica, en ningún momento han renegado su pasado, ni lo han convertido en mito. Eso de los mitos van bien para las religiones o visionarios que esperan un mesías, o para los individuos que no encuentran su centro ideal, o que pretenden transformar otros ideales.

Si la organización confederal ha podido sobrevivir durante 68 años de su existencia, es porque nunca ha vivido de su pasado ni ha mitificado a sus militantes. La historia de una organización, se hace cada día, como están haciendo hoy la C.N.T. en España, por medio de sus militantes y simpatizantes. Es durante el periodo de la guerra y revolución que se colaboró, que muchos esperaban un cambio de trayectoria. Nadie lo podemos negar que colaboremos; a pesar que también hubieron muchas cosas positivas y que no podemos negar: como las colectividades, que se defendieron a sangre y fuego, a pesar de la colaboración y de los enemigos que por todas partes teníamos. Aunque a decir verdad, el drama que vivimos esa generación y lo que se realizó, es sin precedentes en la historia de los tiempos modernos. He aquí una experiencia, que cada día se va más conociendo por la generación actual, que no constituye un mito para los ancianos, puesto que al lado de los jóvenes están colaborando actualmente a la reorganización de la C.N.T.; sin embargo, constituye un hecho en las páginas de su historia que nadie se las podrá borrar, y que indudablemente, ha constituido y constituirá, un elemento esencial en las interpretaciones y realizaciones sociales para el futuro de la humanidad.

¿Qué es lo que siempre le ha hecho sobrevivir a la C.N.T. a pesar de tantos avatares pasados y presentes? No es la primera vez, que se le ha desprestigiado públicamente y encarcelado a sus militantes y que en su seno han surgido polémicas de interpretar los acontecimientos y que han dado lugar a expulsiones, han habido también renegados, que al no poder arrastrar a la organización a sus opiniones y deseos, o han formado partidos políticos o han ingresado en otros. Han habido también escisiones, pero todos estos problemas aunque siempre le han causado heridas graves, nunca han sido mortales, y siempre las ha superado. Pero lo que nunca ha habido es renunciamento a sus ideales de emancipación, de tácticas de acción directa, de antiparlamentarismo y de federalismo; en una palabra, de anarcosindicalismo y anarquismo, a pesar de una semicolaboración en la guerra y revolución. A pesar de los pesares, nunca ha perdido el norte de las ideas que la informan, y esa constante, ha sido y será lo que a la C.N.T. en todas las circunstancias, mientras haya un puñado de militantes que enarbolan su antorcha, la que hará sobrevivir en todas las circunstancias.

Se ha repetido varias veces, que los 40 años de dictadura franquista,

han sofisticado y maleado el contenido de muchas ideas. Tal vez en parte haya razón, por falta de libertad de expresión y de reunión y por la represión ejercida contra todas las organizaciones de oposición y especialmente contra la C.N.T. Se indica que con anterioridad a la actual reorganización de la C.N.T., la mayoría de jóvenes que hoy militan en ella, actuaron en otras organizaciones y tuvieron otra formación ideológica (yo lo he podido comprobar) que precisamente, no era la anarcosindicalista o anarquista. Esa juventud que parte de ella ya se ha integrado plenamente en el seno de la organización, y la otra, que aún duda de sus tácticas y finalidad (prueba el número de delegados nombrados en las últimas elecciones sindicales, adheridos a la C.N.T.) crean una serie de problemas que añadidos a otros que ya son planteados con más conciencia, hace que su reorganización sea más lenta y no exenta de extravíos.

Volviendo a hablar de su historia (la de la C.N.T.) diremos que para muchos, ni cuenta ni les interesa que cuente, porque siempre ha sido de afirmación en el curso general de su desenvolvimiento (aunque consciente o inconscientemente se valen de ella, para recoger la aureola que sembró entre la clase obrera) y es que algunos quisieran vaciarla de su contenido o adaptarla a sus convicciones y borrar todo lo permanente y constante que es el anarcosindicalismo.

Que se desengañen unos y otros, como no hemos vivido ni vivimos de mitos, tanto ayer como hoy, si no de la acción diaria y de afirmación consecuente con lo que es idóneo y consubstancial en la C.N.T. y no somos visionarios ni esperamos ningún mesías para resolver nuestros problemas, creemos y esperamos de todos cuantos colaboran en nuestros órganos de expresión, que su saber lo empleen (si es que están de acuerdo con sus ideales en divulgarlos. Es así como se ha hecho su historia; con el verbo y la acción.

EL MAREMAGNUM CAPITALISTA

(Viene de la página 8)

que en resumidas cuentas sólo servirá para masacrar al pueblo trabajador español. Nos hallamos pues ante la obra nefasta de los partidos políticos. El después de la justa electoral del mes de junio del año pasado es una verdadera hecatombe por lo que respecta a la confabulación de los marxistas con los agentes del capitalismo internacional:

Pacto de la Moncloa, o sea el bloqueo de los salarios. Elecciones sindicales, es decir restauración del sindicalismo vertical. Todo ello con el visto bueno de los partidos socialistas y comunista.

La política es un modus-vivendi y los partidos son su instrumento. Es hora de abatirlos si queremos lograr la emancipación económica de los trabajadores.

Jaime BALIUS

LAS ETAPAS HISTORICAS DEL COMUNALISMO LIBERTARIO EN ESPAÑA

miento de los diputados en 1810 y más aún en 1812, pudiendo tener lugar las famosas Cortes de Cádiz. Obra principal fue del federalismo organizado, que con su desinterés proverbial ayudaron de manera primordial a los que después les negaron representación, volviendo la espalda al espíritu territorial y al modo de vida con su lógica social. La Constitución de Cádiz, una puerta trasera abierta en el oscuro y sucio callejón del absolutismo fernandino. La puerta se cierra pronto para abrirse las compuertas de la represión ofuscada, con la nueva invasión, querida y buscada, por el ojo vigilante de Matternich y que el «romántico» Chateaubriand sugiere. La Santa Alianza ejecuta la operación con el brazo de Angulema. El centralismo absolutista de nuevo se salva.

En la lejanía de los tiempos que vendrán, ante el horizonte político, una nueva forma de centralismo se prepara: el republicano. Y en el federalismo, una renovación siguiendo la misma pauta: de natural a integral; el logicismo se viste de teo-

ricismo. Porque el federalismo es como el pan: sólo cuando es integral contiene y conserva todas sus cualidades benefactoras. Sólo así conviene al sano desarrollo de la vida: el uno para el cuerpo humano, el otro para el cuerpo social.

1931-1936-39.

Por el camino de la Historia el federalismo español va a ser dotado de un receptáculo moderno. Un heredero del espíritu territorial, que representa, mantiene y sostiene el estilo de vida continuando desde el antepasado. Un hito en su trayectoria cuyas raíces siguen afincadas atravesando los milenios, los avatares y las vicisitudes. Una expresión genuina en unos tiempos en los que «un nuevo ciclo de tiranías, una nueva Era de los tiranos, apoyándose esta vez en el socialismo para deformar y aniquilar todo progreso social y el mismo socialismo.» (Camus).

En su contra, esa Organización, representante de la esencia y la verdad del Socialismo y del Federalismo hispano, integral, Confederación Nacional del Trabajo lleva por nombre.

Fabián MORO

«Genocidio español en la España de los Austrias», F. Olaya	30 00
«La Miseria de la dialéctica», George Nicolai	30 00
«Seveso está en todas partes», Grupo de trabajo Seveso	8 00
«El Cetro y la Bomba», Xavier Domingo	10 00
«Le Mouvement anarchiste en France, Jean Maitron. T. I. - Des origines à 1914. T. 2 - De 1914 à nos jours. Los dos	82 00
«La mujer en la lucha social y en la guerra de España», Lola Iturbe	20 00
«L'Insurrection en Asturias», Manuel Grossi	27 00
«La Crisis Espagnole au XX ^e siècle», Carlos Rama	30 00
«A Travers les Révolutions espagnoles», L. Nicolas	9 50
«Memorias de Guerra, Exilio y Cárcel», Cipriano Mera	42 00
«Crónicas CNT», F. Montseny	12 00
«La Legión Cóndor», Ramón Garriga	35 00
«La muerte de la esperanza», Eduardo de Guzmán	50 00
«Le mouvement étudiant ou la révolution en marche», Mathilde Niel	7 00

EL MAREMAGNUM CAPITALISTA

Un nuevo Yalta

El discurso pronunciado el 4 de octubre del año pasado por Jimmy Carter en el hemisferio de la ONU había despertado cierta curiosidad puesto que se esperaba que el presidente de los Estados Unidos hablase de los derechos del hombre y del diálogo Norte-Sur o sea de las conversaciones que despegaron hace años en la capital parisina y que todavía no ha llegado a una concreción ni llegará nunca por la simple razón de que las grandes potencias industriales quieren a toda costa disponer de las materias primas a bajo precio. Pero por lo que respecta a los derechos del hombre si Jimmy Carter inició sus funciones de presidente denunciando los atentados de que es objeto el ser humano queda comprobado que fue tan sólo una cortina de humo para borrar la imagen imborrable de los bombardeos salvajes del Vietnam a que se libraron sus predecesores y a ocultar también el escándalo del Watergate que ocasionó la caída de Nixon.

Los cronistas internacionales de los grandes rotativos comentan, pues, el viraje en redondo de la política norteamericana que se descubre en el discurso de Carter en el fórum de la ONU en el que dijo textualmente que los Estados Unidos estaban dispuestos a cooperar con la URSS en los problemas de desarme, del control de las armas estratégicas, de la limitación de la proliferación atómica, del Próximo Oriente y del Océano Indico. Es decir que después de haber querido embaucar al mundo al erigirse en defensor de los derechos del hombre, siendo así que en Norteamérica existe la discriminación racial y prueba de ello es que el paro forzoso causa más estragos entre los negros que entre los blancos y la discriminación alcanza a mexicanos, Puertorriqueños y a los oriundos de la América latina. Si durante nueve meses o más el presidente americano señaló repetidas veces a la URSS por faltas al respeto humano y llegando a escribir personalmente a los contestatarios rusos, tod o ello es olvidado el 4 de octubre de 1977 para exaltar la amistad americana-soviética que fue confirmada en la Conferencia de Belgrado por el representante americano Arthur Goldberg al manifestar que los americanos no buscaban el afrontamiento con los rusos...

Tal manifestación pública es hecha de cara a la galería puesto que siempre ha existido una convergencia política entre los dos grandes que están atados por un idéntico temor o sea, por el despertar de los pueblos que gimen bajo la bota de ambos.

Lo que estamos comentando ha sido bautizado por el segundo Yalta. Y casi simultáneamente rusos y americanos publicaron un comunicado común sobre el Próximo Oriente por su condición de copresidentes de la Conferencia de Ginebra sobre el Próximo Oriente, que fue la fase preliminar del idilio Sadate-Begin. Y las negociaciones sobre el desarme que monopolizan los dos Grandes están a punto de ser reanudadas para estabilizar el terror.

A la política cínica de Henry Kissinger ha sucedido una política americana con un presidente que lo presentan como un visionario con una biblia en la mano, pero en resumidas cuentas no hace otra cosa que obrar al dictado del Pentágono y del Wall-Street. Se ha revelado que el objetivo esencial de la política de Carter ha sido elaborada por una comisión llamada Trilateral de

la que forman parte las cabezas visibles y pensantes de los grandes negocios americanos: Chasse Manhattan, IBM y otras firmas multinacionales, junto a figuras universitarias y a expertos en política extranjera. Los trabajos de la comisión Trilateral llegó a la conclusión de que los intereses vitales de los Estados Unidos hasta el fin del siglo dependen mucho más de la estabilidad económica mundial, de las relaciones con el Tercer Mundo y del dominio de las palancas de comando económico (Banca Mundial, Fondo Monetario Internacional) que del diálogo con la URSS. Las relaciones con la URSS

torno del cual se ha restaurado el culto de la personalidad o sea que es un nuevo Stalin y coinciden históricamente en el engranaje ruso-americano es decir en el Yalta primero y en el Yalta segundo, ambos dirigidos contra la Revolución Social que se palpaba por encima de los escombros de la segunda guerra mundial y que se palpa en el momento presente ante un sistema capitalista

que ha provocado el caos y que patrocina el terrorismo de guante blanco Y en todo ese vericuetto de hambre y de represión se hallan incursos americanos y rusos. Es Brejnev el autor de la soberanía limitada que culminó con la invasión de Checoslovaquia que tiene un fiel parangón con las dictaduras de la América latina amantadas por los americanos...

La particracia

La agravación de la crisis italiana confirma escuetamente la descomposición del Estado y del tutelaje de los partidos políticos, que en Roma a guisa de chunga ha sido

porta el desenlace del idilio comunista-vaticanista. Tales contubernios prueban una vez más que es indispensable abatir los partidos comunistas puesto que son el principal obstáculo para que la revolución social se abra camino. Son los hijastros del stalinismo junto con la social-democracia quienes perpetúan el sistema capitalista con el juego asqueroso de los partidos políticos...

Los eurocomunistas que hace seis meses eran cubiertos de sarcasmos por Moscú, cosechan actualmente los elogios de la «Pravda» que da a entender que Moscú prefiere mantener las relaciones de privilegio que le dispensa el capitalismo internacional con la otorgación de sendos préstamos, el suministro de cereales, de tecnología, de grandes complejos industriales y la cooperación capitalista en la explotación de las inmensas riquezas naturales de la Siberia.

El jaleo que se ha armado con el traído y llevado programa común de los partidos marxistas franceses raya en lo chusco. Se trata de un verdadero timo como el de Berlinguer puesto que deja en pie el capitalismo, cosa notoria al anunciar un impuesto sobre el capital que es tanto como decir que dejarán las cosas tal como son. Y por lo que respecta a las nacionalizaciones no es ese el camino indicado para llegar al socialismo. El socialismo sólo puede alumbrarse que socializando y ello no se logrará por la vía parlamentaria.

En Portugal se manifiesta idéntica podredumbre. Mario Soares — el alcahuete del general Eanes — siguiendo sus instrucciones fora gobierno con la extrema derecha. El programa de tal monstruosidad de partidos políticos no tiene otro objetivo que la austeridad que caerá de plano sobre las espaldas de los trabajadores portugueses y dar neta satisfacción a los intereses del capitalismo indígena devolviéndoles la poco que les fue arrebatado a raíz de la revolución de los claveles y devolver la confianza al capitalismo internacional para que acuda de nuevo a Portugal con la garantía que les ofrece el equipo Eanes-Soares de que podrán explotar impunemente a los trabajadores portugueses.

Por lo que respecta a España desde hace varios meses que están entabladas negociaciones entre las autoridades de la aviación militar española y los representantes de la firma Dassault para la compra de 48 aviones Mirage F-1. El contrato oscila alrededor de 400 millones de francos. Al parecer no se ha llegado a una decisión firme puesto que está en concurrencia el avión norteamericano F-16 que según el acuerdo militar hispano-norteamericano le concede determinada prioridad. Sea cual sea el resultado de la operación financiera que presupone la compra de los aviones, si lo comentamos es para hacer resaltar que mientras se impone una política de salarios bajos a los trabajadores se despilfarra el dinero en armamento

(Sigue en la página 7)

por JAIME BALIUS

corresponden más bien al diseño de que la Rusia soviética es un país satelizado por los americanos por la ayuda económica que percibe del capitalismo internacional.

El nuevo Yalta se descubre, ipso facto, en el plan americano, que cuenta con la aquiescencia soviética, aplicado al Próximo Oriente con el objeto de evitar que salte el polvorín petrolero y que los regimenes feudales puedan ser abatidos, y para ello después de haber dislocado el tinglado árabe con la piraqueta de Sadate se habla de la reconvocación de la Conferencia de Ginebra en donde negociarán de nuevo americanos y rusos a espaldas de los pueblos árabes e israelita.

El presidente Carter es prisionero de las compañías multinacionales y del espectro del embargo petrolero de 1973, que de repetirse hundiría el mundo capitalista. Desde luego los países petroleros no cuadruplicarán los precios como hicieron en 1973 puesto que son los más firmes puntales del capitalismo. No obstante no se pueden marginar las contradicciones en que se desenvuelve el sistema capitalista. Los Estados Unidos no disponen todavía del petróleo de Alaska que les sale más caro que el petróleo del golfo Pérsico y que el petróleo venezolano. A esas variantes del nuevo Yalta hay que agregar los 72 mil millones de dólares depositados en las bancas del mundo Occidental a corto término que de ser retirados pondrían en un grave aprieto las finanzas capitalistas. Esta arma poderosa y temible es con la que cuentan los señores feudales del OPEP. Para todo cuanto apuntamos precisamos de la cooperación de la URSS que tal se presentan los acontecimientos, es evidente.

De ahí el nuevo Yalta entre los dos Grandes que disponen del mundo una vez más, tal como ocurrió al final de la segunda guerra mundial.

La Casa Blanca con su nuevo huésped que han tratado de atribuirle un mentido idealismo y al que presentan siempre con una Biblia en la mano pero todo ello es una grosera propaganda puesto que lo que pesa son los intereses de las compañías multinacionales, de los magnates y de los archimillonarios que constituyen los pilares del capitalismo internacional. Y en cuanto a los Derechos del Hombre, la mayor burla es la de que un Jefe de Estado se erija en defensor de los mismos...

La otra cara del nuevo Yalta es el mariscal Brejnev que es un título que le otorgaron los cuadrilleros del Kremlin antes de su ascensión a la Presidencia del Soviet Supremo en

bautizado con el vocablo de Particracia o sea gobierno de los partidos... Tal crisis sitúa a la luz del día las ambigüedades y el cinismo de los eurocomunistas que en realidad es un instrumento al servicio del capitalismo puesto que crea el confusio-nismo en el mundo del trabajo que es lo que precisa el capitalismo para perpetuar la explotación de la clase trabajadora. Es en Italia que el fenecido líder comunista italiano Palmiro Togliatti condimentó la historieta de la toma del poder por la vía parlamentaria. Los hechos han demostrado lo contrario... Ahora se trata de la era del apodado «Marqués rojo», Enrico Berlinguer, quien sustenta un comunismo de fisonomía humana que tenía que festejarse de una manera apacífica para que sirviera de molde a los otros partidos comunistas de Europa Occidental, pero no fue así puesto que la violencia priva en la calle y los fascistas italianos se manifiestan sin tapujos y arremeten contra los jóvenes revolucionarios con el aval del Partido Comunista italiano, puesto que es el más firme puntal del Partido Demócrata-cristiano... El famoso «Compromiso Histórico» que propugna el P.C. italiano es el abrazo con la burguesía. Hasta ahora han caucionado la política represiva económica y física de Andreotti que se traduce en el bajo nivel de vida de los trabajadores, en legiones de parados y en la misera condición del Sur de Italia. Los estudiantes y los trabajadores manifiestan ostensiblemente su cólera ante el gobierno de los partidos. Pero recordemos someramente lo que decía Berlinguer cuando las elecciones legislativas del 22 de junio de 1976. Hablaba de que los trabajadores debían sacrificarse o sea la política de austeridad que propugna la burguesía en el mundo entero. Exaltaba la ley y el orden. La democracia cristiana que llevaba treinta años asentada en el poder le abrió los brazos al «Marqués rojo». Las cifras que emergieron de la mascarada electoral daban tan sólo el 39 % de los votos a los representantes del capital vaticanista. Y el Partido Comunista obtenía el 35 por ciento. La Democracia Cristiana no podía disponer del soporte parlamentario puesto que se hallaba en minoría en el hemisferio parlamentario. Necesitaba los votos del Partido Comunista que se plegó a servir de escabel con su cínico compromiso histórico, que ante la repulsa popular lo metaforsaba con la demanda de participación en el equipo ministerial. No se puede vaticinar acerca de las nuevas porquerías de los comunistas italianos. No im-

ELLE COMBATE LE COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

ILS ONT GAGNÉ !

LES POLITICIENS PROFESSIONNELS VONT MAINTENANT SE BATTRE
POUR LE PARTAGE DU GATEAU

Mais dimanche prochain, les travailleurs, en votant à nouveau délégueront une fois de plus leur pouvoir de décision et s'enfonceront dans la défaite.

NOUVELLES DU MEXIQUE

Mexique 1977. L'Université Benito Juarez d'Oaxaca

Les luttes à l'Université d'Oaxaca se sont envenimées pendant la semaine avant la Noël. L'Université et quelques écoles supérieures ont été occupées par les militaires; ainsi, le mouvement démocratique, qui réunit à la base étudiants et professeurs autour de son représentant, le recteur Martínez Soriano, a subi un brusque arrêt. 30.000 soldats assiègent maintenant la ville et contrôlent les issues. Plus de cent militants disparus. Dans les prisons on les torture, par exemple, en leur faisant des injections d'eau (entr'eux : Fernando Conrado Franco, professeur; José Louis Martínez Silva, administrateur; Gildardo Sosa Ruiz, professeur de Didactique; Sergio Cruz González, administrateur; Joaquín Pérez Arias, administrateur comptable; Mlle Esmeralda Martínez Martínez, fille du recteur et Ignacio Antonio Hernández, étudiant).

Que signifie donc ce « Mouvement démocratique universitaire » pour provoquer cette intervention radicale de l'Etat ?

Oaxaca est un des Etats pauvres du Mexique. Il n'y a presque pas d'industrie; la population y croît rapidement, la productivité de la terre est très basse. La population est constituée, en grande partie, d'indigènes: ils cultivent le maïs et les haricots, l'alimentation de base, dans des petites parcelles; cela leur

permet à peine de survivre. Malgré la distribution de la terre, après la révolution de 1910, seulement 10 % de la population est propriétaire avec un titre légal. La terre est maintenant concentrée en grandes propriétés foncières, dans lesquelles les indigènes travaillent pour un salaire de misère. Ils sont maintenant endettés comme ils l'étaient avant la révolution. Ce n'est pas seulement l'Etat qui leur fait des crédits ruraux, il y a aussi des usuriers à un taux très élevé, s'ils ne peuvent pas rembourser on ne leur enlève pas la terre, mais on les oblige à vendre les produits à bon marché.

Le pouvoir dans cet Etat du Mexique avait, il y a très peu de temps, comme gouverneur Manuel Zarate Aquino, qui possède les branches les plus importantes de l'agriculture: le café et la marijuana; il contrôle la coupe des bois de prix et les moyens de transport. Les produits sont directement exportés aux Etats Unis; le gain va au gouverneur et à quelques familles apparentées.

L'Université d'Oaxaca a joué un rôle décisif pour obtenir la substitution de ce gouverneur, mais si on lui a enlevé une partie de son pouvoir politique il garde son pouvoir économique.

Depuis 1973 l'Université d'Oaxaca a soutenu les revendications des paysans. Elle a été liée aux mouve-

ments à Xoxo, Zimatlan, Sta. Gertrudis, Tuxtepec, Misteca et elle a participé aux luttes des paysans à San Juan Lalana, Montenegro, Oaxaca, où, en février de cette année, 29 paysans «chinatecos» ont été assassinés parce qu'ils avaient réclamé un bout de terre.

L'Etat s'est systématiquement opposé au procès d'intégration de l'Université dans les luttes des paysans indigènes. Il a utilisé les partis de gauche (parti communiste mexicain, parti révolutionnaire des ouvriers, parti socialiste des ouvriers, parti mexicain des ouvriers) pour contrôler le mouvement démocratique universitaire, qui ne s'est pas laissé encadrer par un parti politique. Ce contrôle n'étant pas possible, les partis ont joué le rôle du dénonciateur auprès de la police. En août-septembre 1977, quand les luttes se sont envenimées, ils ont formé des bandes pro-militaires; ils étaient en faveur de l'intervention des « brigades blanches » — un corps anti-guérilla de la police mexicaine, qui, sous prétexte de liaison du mouvement démocratique avec la guérilla — laissait disparaître quelques camarades. Ces partis ont finalement soutenu l'occupation militaire de l'Université. La « réforme politique » à venir permettra à ces partis de se légaliser, car actuellement ils sont seulement admis. De ce fait ils ont

un intérêt commun avec l'Etat : garantir à tout prix l'ordre à Oaxaca. L'Université est maintenant sans lumière et sans eau.

Le gouvernement mexicain a tâché de détruire le mouvement qui s'est développé en autogestion par les organisations d'étudiants et populaires d'Oaxaca et les infiltrations des partis politiques. Puisque les camarades ne se sont pas laissés intimider, ont réagi et continuent à aller en avant, le gouvernement emploie ouvertement la force et maintenant l'armée occupe toute la région, plus de cent camarades sont emprisonnés et ils subissent la torture.

Face au caractère en grande partie libertaire des événements d'Oaxaca et à la répression brutale du gouvernement, nous adressons à tous les libertaires du monde cet appel urgent de solidarité active avec les camarades mexicains par des pressions directes.

Pour une solidarité effective entre tous les libertaires du monde nos salutations et révolution sociale.

Collectif d'Action Directe — Commission de Liaison des Groupes et Collectifs Autonomes Libertaires du Valle de Mexico — Mouvement Démocratique d'Oaxaca.

20 décembre 1977.

CAMPAGNE EN FAVEUR DE KLAUSS CROISSANT

Cette campagne a été entreprise par Solidarité Internationale Antifasciste de langue française, section de Clermont-Ferrand, mais elle aurait pu être entreprise par n'importe qui. Son but est double: tout tenter pour que l'avocat Croissant sorte vivant d'une prison où, jusqu'à ce jour, les solutions finales ont été dramatiques, et réparer l'injure faite, un soir de novembre, à notre sens de l'hospitalité. Il s'agit d'établir avec la R.F.A. une correspondance prouvant que l'extradition de Croissant a eu lieu contre le sentiment profond de notre pays. La correspondance avec le Chancelier Schmidt peut être, soit adressée directement, soit regroupée au journal où ceci paraît, pour un envoi groupé.

La correspondance avec S. I. A., Clermont-Ferrand est à adresser à: Louis Segeral, Bd. Boste 63270 Vieux-Comte.

Monsieur le Chancelier Schmidt.
Adenauer Allée n° 14.
D 53000 Bonn 12.

Monsieur le Chancelier,
Nous vous prions, en tant que Chancelier d'Allemagne Fédérale, de vouloir bien rappeler au Ministre de la Justice Allemande que le procès de l'avocat Klaus Croissant, en vertu de l'article 16 de la Convention Franco-Allemande d'extradition du 29 novembre 1951 et l'article 21 de la loi du 10 mars 1927: «L'individu qui aura été livré ne pourra être ni poursuivi ni jugé pour une infraction antérieure à la remise autre que

celle ayant motivé l'extradition», ne peut retenir comme acte d'accusation que celui concernant le mandat d'arrêt du 15 juillet délivré par le tribunal de Stuttgart.

Nom, adresse et signature.

Adresse pour une éventuelle correspondance avec Croissant: Klaus Croissant — Asperge Strasse 60 — D7 Stuttgart-Stammheim.

EN MADRID ENFRENTAMIENTOS ENTRE CENETISTAS Y MIEMBROS DE FUERZA NUEVA

Según informaciones aparecidas en «La Vanguardia» de Barcelona y a partir de una nota de la Jefatura Superior de Policía, el día 5, se produjo un enfrentamiento entre militantes de Fuerza Nueva y C.N.T. en El Rastro, que hizo necesaria la intervención de la fuerza pública.

En los incidentes resultaron heridas con lesiones leves ocho personas, entre ellas un policía armado, que estaba separando a los contendientes.

La policía se vio en la precisión de realizar una carga y practicar cuatro detenciones.

A la vista de estos nuevos incidentes se abrió una información sobre todos los grupos participantes y, probablemente, se adoptarán medidas en orden a la instalación de puesto de propaganda política en aquella zona.

Los detenidos han pasado a disposición judicial.

TOMBOLA CONFEDERAL 1978

LISTA DE PREMIOS

- 1° Un asador eléctrico.
- 2° Una máquina de escribir portátil.
- 3° «Historia Universal de Literatura», 3 vol.
- 4° Un transistor.
- 5° Diccionario Larousse Español en colores.
- 6° Un cuadro hecho a pluma.
- 7° Cinco discos (Carbonell, Utge, Chants Anarchistes, Carlos Andreu, Mauthausen).
- 8° Un aparato fotográfico.
- 9° «Araña Negra», de Blasco Ibáñez, 2 vol. y «C.N.T. en la Revolución Española», 3 vol.
- 10° Un reloj de pulsera mujer u hombre (a escoger).
- 11° Un servicio de mesa, 44 piezas.
- 12° «Poesía Española siglo XX», «Opus Dei» y «Los Olvidados».
- 13° «La C.N.T. en la Revolución Española», 3 vol.
- 14° Diccionario Francés - Español, (gran formato).
- 15° Muñeca folklore catalán.
- 16° Reproducción foto-pintura alegórica.
- 17° Cuadro hecho a pluma.
- 18° Una suscripción por un año a COMBATE SINDICALISTA.
- 19° Diccionario Catalán-castellano Castellano-catalán.
- 20° «La España del siglo veinte», Tuñón de Lara.
- 21° «Los Olvidados» y «Nacionalismo y Cultura».
- 22° Historia Sexual de la Humanidad» e «Historia del Primero de Mayo».
- 23° Colección de fotos Mitin de San Sebastián de los Reyes y «Espagne Libertaire», G. Leval.
- 24° «Proletariado Militante» con

- «Orígenes del Sindicalismo», de Marbá y «Apoyo Mutuo».
- 25° «Un Mundo a ganar», Upton Sinclair y «Del rey abajo ninguno», R. Zorrilla.
- 26° «Habla, oh Pastor», Upton Sinclair y «Libro del Buen Amor», Arcipreste de Hita.
- 27° «Souvenir d'un Révolutionnaire», Raquel B. G. de la Huerta y «Los Embustes de Belauré», Lope de Vega.
- 28° «Los Siete tratados» de Juan de Montalvo y cuatro volúmenes Colección Universo (Baudelaire, Turguenev, de Silva y F. Balart).
- 29° «Durruti», A. Paz; «Kronstadt 1921», A. Eskrida; «Revolución y contrarrevolución en Cataluña», Semprún Maura.
- 30° «Obras Completas» de Barret, 3 vol. y «Les Anarchistes dans la Révolution Russe», Varios autores.
- 31° Cuatro volúmenes de Baltasar Porcel (Sol Negro, Los Catalanes Hoy, La Luna y el Velero, Difunts sota els ametllers en flor).
- 32° «De l'Anoia al Sena sense pressa» y «Costa Amunt», de J. Ferrer; «Poèmes de Lum i Tenebra» y «Requisitoria» de R. Llop.
- 33° «Quinet» y «Tipos Españoles», t. I y II de F. Alaiz; «Romancero de la Libertad», de G. Oliván» y «De l'esclavage a la liberté».
- 34° «Escarceos sobre China», de V. García; «Intelecto Helénico», P. Gener; «Ciudad Caída», de Carmena Blanco; «Lo Mejor de nuestra vida», de M. Kantos.

(Próximamente se darán a conocer el resto de premios. Pueden pedirse los boletos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Precio del boleto, 0,95 F.

CONFEDERACION NACIONAL DEL TRABAJO
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

MONTAGE
AUDIO-VISUEL
ET
EXPOSITION



ESPAGNE 36
PAR DELA LA GUERRE CIVILE:
UNE REVOLUTION SOCIALE

Au moment où l'idée d'autogestion s'impose à tous comme la seule alternative valable aux sociétés capitalistes, nous voulons montrer, par des documents, ce qu'a réellement été la plus grande tentative de révolution autogestionnaire de l'histoire.

PROJECTIONS :

Jeu 30 mars 78 à 20 h 30
Dimanche 2 avril 78 à 15 h 30
33, rue des Vignoles PARIS XX

VOUS ETES CORDIALEMENT INVITE

COMUNICADOS

F. L. DE ORLEANS

Se convoca a todos los afiliados a la C.N.T. a la Asamblea que se celebrará el día 19 de marzo 1978 a las 10 de la mañana en nuestro local social, de la rue de Bourgogne.

PARADERO

—Desea conocer el paradero del compañero Poveda que durante la guerra estuvo al frente de la 138 Brigada Mixta de la 33 División que operaba en el sector de Guadalajara. Pregunta por él el compañero Artemio García cuya dirección es: calle Doctor Pasteur, Bloque A, bajos 2a, Figueras (Gerona) España.

NOTA DE REDACCION

A partir de esta fecha y en lo sucesivo abstenerse de enviar la correspondencia de la Redacción al nombre de Fabián Moro.

LE COMBAT SYNDICALISTE ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Palements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE DRANCY

La F. Local de Drancy celebrará Asamblea General el día 19 de marzo a la hora y sitio de costumbre.

COMPANEROS ESPAÑOLES

Estamos constituyendo un grupo de la Federación Anarquista Francesa en la región de Troyes. Todos los compañeros interesados pueden entrar en relaciones con el secretariado de Relaciones Exteriores, Librairie Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

UNA FECHA IMPORTANTISIMA :

DOMINGO 16 DE ABRIL

Por la mañana : GRAN MITIN INTERNACIONAL DE AFIRMACION ANARCO-SINDICALISTA

Por la tarde : FESTIVAL ARTISTICO

¡ Todos al Palacio de la Mutualité de Paris !

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España

Portavoz de la Confederación

Propaganda para España

Aviso encarecido a los compañeros

Estamos en el exilio pudiendo estar en España. Mayormente, lazos de sangre nos mantienen fuera de ella, pero confederal y cordialmente «estamos» con ella. Magnos esfuerzos hemos realizado en ayuda de la Organización del interior, pero siempre queda un quehacer apremiante.

El más indicado, es el envío de propaganda manual, siendo así que nuestros fondos literarios están exhaustos. Y conste que en España el pueblo desconoce mucho y nuestros compañeros nos apremian, nos asedian, para que erradicos les sirvamos el elemento cabal e impreso de que carecen.

¿Cómo hacer entonces?

Zona Norte C.N.T., en su último Pleno, acordó crear una Comisión de Ediciones que, reunida con la C. de RR. y de consenso con el S. I. ha decidido obrar con rapidez reeditando, de momento, cuatro o cinco folletos precisos, uno detrás de otro: «Entre campesinos» y «La Anarquía» de Malatesta; «El Comunismo libertario», de Isaac Puente; «ABC sindicalista» de Farriol y «El Sindicalismo» de José Prat.

Para acometer estas ediciones iniciales hay muy poco dinero, esperando de los compañeros y organismos en condiciones de cooperar porque creen en la oportunidad de la propaganda cara a España, hagan lo posible para poner en marcha la economía que para las ediciones se precisa.

Entiéndase que las aportaciones serán voluntarias por corresponder al deseo de compañeros y entidades afanosos de apoyar a la C.N.T. Española con concreciones, y no con loas y suspiros.

De momento lo ideado será una reunión de voluntades dispersas, y si la cosa toma cuerpo, llegará, con el criterio de todos, la formación de una Guilda del libro que permitirá ediciones de mayor fuste bibliotecario, puesto que en España hay compañeros y Ateneos Libertarios con ganas de divulgar cenetismo y anarquismo mediante papeles circulantes y de biblioteca.

Quienes nos hayan comprendido que se apresten a dar ejemplo. Es hora de actuaciones firmes y no de actitudes negativas. Los compañe-

ros de España nos precisan y el exilio debe satisfacerlos. No hay otra salida honesta para justificar nuestra ausencia del tajo español.

La cooperación puede cifrarse en un envío puro y siempre de dinero, e bien formulando pedidos de ejemplares de pago, pero con destino infalible al interior, que podrá enviar el propio interesado.

Ya es sabido, pues de momento daremos salida a los opúsculos «Entre campesinos», «La anarquía», «El Comunismo Libertario», «ABC sindicalista», «El Sindicalismo». Con la facultad de que sean los compañeros u organismos cooperantes quienes propongan otros títulos de provecho que deberán seguir a los ya publicados.

Efectuar los giros a: PERALTA GARCIA Pedro, C.C.P. 927 83 G, París, con la especificación del objetivo por el cual el dinero se manda.

Por la Comisión de Ediciones: F. L. de Thiais, F. L. de Drancy, Secretaria de C. y Propaganda Zona Norte, C.N.T.

Paris 1º de marzo 1978.

SOL Y SOMBRAS

« EL ANARQUISMO HA FRACASADO »

M. FRAGA IRIBARNE

Salvador Ramón y yo no nos acordamos de cuando no nos conocíamos. Nos conocemos, pues, de siempre. Ni yo concebiría el mundo sin él, ni él, reconocería un mundo sin mí. Formamos parte de nuestro común paisaje. Eso es.

Debimos conocernos en un almacén de niños donde las madres trabajadoras depositaban sus crios más tiernos, en espera de recogerlos al salir de fábrica. Cuando pasaban las mulas lecheras, a eso de las siete nocturnas, los peques amontonados percibíamos un cercano olor a madre.

Apenas extinto el vaho de niñez, Ramón y yo nos encontramos, de nuevo, sometidos a once horas de espera; no de claustro pre-escolar, sino para un salir de fábrica, de un escape vespertino, del presidio fabril algodónero. Donde iniciar, ya, algún conato de rebeldía. ¡A los pocos años!

Mas el encuentro serio, definitivo, tuvo lugar en Curtidores. Coincidimos, esta vez, en pre-ideas, en sindicaderas, en gustos juveniles. Con él, Monfort, Melitón Riba (suerte de maestro de Zurita Cervelló), B. Amenós, A. Tomás, E. Torres, Félix Riu, J. Torrents y alguno más, fundamos el grupo «Jóvenes libres». Atraído, lióse con nosotros el sastre madrileño Pedro Merino Gracia, hermano de un detritus humano que fue socialista, fundador del P. C. y pistolero del «libre». Pedro no era igual. Incluso constó, dignamente, en el grupo «Los Iguales», con Bajatierra, Feliciano Benito, Moisés López...

En sus diez años - yo once - Ramón me había dicho en la fábrica: «Los carlistas van bien unidos. No hay otros.» «Sí — le repuse — los anar-

quistas.» Parece que mi respuesta lo dejó marcado. El caso es que nos integramos a la anarquía, impulsamos el Sindicato, nos involucramos en ópimas jaranas («Tía», «d'Aranya», «Coro Vell»), soñando amoríos, en menos de ocho horas, desafiando donosamente, sonriseramente, las iras burgueso-autoritarias. En la pena amical, en la compañeril, en el baile, en la ronda callejera, en la cárcel, en el destierro, la nota de

humor no nos faltó nunca. Será por eso que sobrevivimos.

El, con su carga de años, no se da por vencido; únicamente, que necesita reposo. También, yo; pero de noche. Que al día siguiente, con la aurora, reaparece mi sol anarquista. ¿Quién lo extingue?

Nadie. Ni siquiera Manuel Fraga Iribarne. Con todo su saber, su potencial dinerístico, y su filosofía del porvenir encadenable.

J. FERRER



PACTO DE LA MONCLOA
LAS CADENAS DEL PUEBLO...

(De «Construcción» de Zaragoza).

PUNTOS DE VISTA

DEL CIUDADANO ANONIMO

Cuando en la historia de los pueblos se producen una de estas crisis de valores psíquicos y fallos intelectuales, tras las que los hombres reaccionan generalmente sin la ecuanimidad y la madurez de criterio que las circunstancias requieren, importa mucho conocer los puntos de vista del ciudadano anónimo — de ese «hombre de la calle» que sufre y trabaja — porque, al fin de cuentas, es el que «paga los vidrios rotos», de todas las orgías sociales.

Es el hombre que jamás se explica las cosas. El que no comprende — porque sus menguadas luces no dan más de sí — por qué los países — (el «hombre de la calle» no ha aprendido a decir «patria») — por qué los países, cuando ven su economía lesionada, cuando los ciudadanos carecen de trabajo, cuando en las capas sociales de «tercera clase»

— (esto de la clasificación ordinal de las clases sociales tampoco lo ve muy claro el «ciudadano anónimo» del siglo XX) —, cuando las capas sociales de «tercera clase», decíamos, carecen hasta de las cosas más imprescindibles — alimentos, vestidos, calzado, etc. — para una vida más digna, los gobiernos libran miles de millones de pesetas para paliar el paro.

— ¡La verdad, no lo entiendo! — nos dice —. No lo entiendo porque soy incapaz de ver en eso una auténtica solución. En España faltan carreteras, faltan viviendas, faltan industrias sólidas y bien organizadas, con garantía de futuro; falta agricultura... Y si todo esto falta para hacer de España un país como debe ser, rico y floreciente, y, por el contrario, lo que sobra es precisamente mano de obra, puesto que el

índice de paro es cada día más alarmante, ¿a qué invertir millones y millones en lo que, al fin de cuentas, no es más que una limosna más o menos disimulada que no resuelve las cosas ni satisface a nadie?

Al hombre — continúa diciendo — no le basta ya con el pan de cada día. El hombre necesita seguridad de futuro. Paz y confianza. Y, sobre todo, saberse útil a la sociedad.

— ¿...?

— ¿Quién puede hablar seriamente de crisis económica en un país como España? ¿En un país donde existe un suelo como el nuestro, rico, riquísimo, fecundo y casi virgen, capaz de dar ciento por uno? ¿En una nación cuajada de ríos caudalosos, cuyas aguas se pierden estérilmente porque nadie se ha propuesto de modo serio llevar a cabo el riego de sus campiñas? ¿Quién ha dicho que aquí hay crisis? Aquí lo que ha habido siempre, amigo — añade tristemente — es falta de organización. Una total ausencia de ponderación. Una carencia casi absoluta de sentido de justicia, y... ¡demasiada política! ¿Usted no ha observado ese afán del español de hacer política de todas las cosas? Y es que en el fondo yo creo que confundimos los problemas políticos con los sociales, y hasta con los puramente humanos. El español es bueno. Tiene un gran fondo de bondad y es capaz de llevar a cabo las mayores proezas. Pero lo subvalora todo. Lo subvalora por su temperamento apático y por el menosprecio con que suele juzgar problemas que son rigurosamente fundamentales.

— ¿...?

— Créame — prosigue —. Los problemas de España no son problemas políticos. Los políticos casi nunca resuelven las cosas. Lo nuestro tiene una raíz más honda y a esa raíz no

es posible llegar a través de buenas palabras, promesas fiadas a largo plazo ni soluciones metafóricas. Nuestro problema es el problema acuciante del padre de familia que tiene varios hijos y que estos hijos lo ven un día y otro, semanas, meses enteros cruzado de brazos, sin encontrar una solución decorosa a las necesidades del hogar. Es el problema de las grandes extensiones de tierras sin cultivar, de los cotos de caza, de las mieses miseramente desarrrolladas por falta de riego, de las industrias mal dirigidas y de tantas cosas como necesitan de voluntades firmes y cerebros capaces de encauzarlas por derroteros eficaces.

— ¿...?

— Sí; sabemos que el pasado fue doloroso, que todos llevamos heridas hondas en el alma y que existen manchas muy difíciles de borrar. ¡Pero todo eso es «pasado!» — arguye — ¡Cuentas viejas que hay que dar por saldadas! Ahora se trata de reconstruir. De hacer de España un nuevo hogar, con amplios ventanales por donde penetre la luz de otros ideales. De crear un mundo joven, vigoroso, recto y prometedor. Con nuevos conceptos. Con nuevos hombres. Sin amarguras ni resentimientos. Con amplios horizontes de paz, de trabajo y de libertad. Sobre todo, ¡de libertad...!

Nos mira fijamente. Empieza a cargar a lomos de sus cabalgaduras los aperos de labranza. Y añade:

— Es tarde. Se está poniendo el sol y aun queda un buen trecho para llegar al pueblo. Hasta otro día, ¿le parece bien? Proseguiremos otro día. Estas conversaciones resultan siempre interesantes.

— De acuerdo — nos despedimos —; hasta otro día.

C. VEGA ALVAREZ

PALABRAS EN LIBERTAD

REQUIEM PARA UNA CIUDAD

El terremoto de Marzo de 1977 ha sido, después de tantas otras desgracias históricas, políticas y sociales, el último choque que terminó, para siempre, con aquello (hay que reconocer, muy poco) que todavía quedaba de la otrora encantadora, acogedora y lírica ciudad de Bucarest, capital de Rumania.

Felizmente, existen en la literatura rumana documentos que han fijado para siempre los aspectos, los tipos y las costumbres más características de la ciudad que en marzo de 1977 fue hecha polvo, y su punto de partida es la novela de Nicolae Filimon, «Ciocoi Vechi si Noi», en realidad la primera novela urbana rumana, salida en el Siglo XIX, que ha servido como inspiración para algunos trabajos de valor.

Entre estos, indiscutiblemente el más importante ha sido la novela «Crail de Curtea Vechi» (Los Caballeros de la Corte Vieja), por Mateiu I. Cargiale, unas escasas 200 páginas elaboradas al correr de una vida, en un estilo rico y algo «oriental», presentando la vida «decadente» de un grupo de bohemios y vagabundos, transformados hace ya mucho tiempo en símbolos; en seguida, el poeta, crítico y teatrólogo Ion Marin Sadoveanu escribió «Sfarsit de Veac la Bucuresti» (Fin de Siglo en Bucarest) obra que «desciende» de aquella de Caragiale, pero escrita con otra visión y otros medios estilísticos. No hay que olvidar los tomos de historia de Constantin Bacalbosa, y, más recientemente, del doctor N. Vatamanu, el mismo trágicamente muerto como víctima del temblor, en la ciudad que tanto amó. Y, si me perdonan la falta de modestia, existe mi libro «La Ciudad de Bucur», poemas salidos en 1940, escasamente seis años antes que comenzara mi destierro.

Pero he aquí que — cuando menos se esperaba — una mujer, que también es excelente poeta, Ileana Vulpescu, publica en la editorial «Cartea Romaneasca» la novel «Ramas Bun» — título a nuestro juicio in traducible, puesto que, al mismo tiempo, significa «adiós» (en rumano existe la palabra adio), despedida, hasta luego y algunas cosas más.

por Stefan BACIU

Primero, habría que subrayar el hecho que este libro salió en 1975, es decir una época cuando se hablaba de algo por el estilo de un nuevo «realismo socialista», y cuando un «patriotismo» de mal gusto inundaba todas las revistas, las editoriales y los recitales del país, de manera que la publicación de la novela es, en las presentes circunstancias, algo insólito y, hasta cierto punto, inexplicable.

El tema es sencillo: un profesor, descendiente de una familia de alta burguesía, en cuya sangre hay también algo de la aristocracia griega, vende su casa a unos representantes de la «nueva clase», y al visitar por última vez la casa casi vacía, revive el pasado de esta casa y de sus antepasados, lo que resulta en un verdadero mural al fresco, hecho con un arte y una poesía que — hace muchos años — no encontrábamos en la literatura rumana. Poeta e historiador, crítico social y ensayista, pintor miniaturista y archivero, calígrafo y músico, modista y dibujante, Ileana Vulpescu sabe mezclar todo esto con una sublime facilidad, y el resultado de la mezcla es una de las últimas novelas verdaderamente grandes sobre la ciudad derrumbada.

Gracias a esta mujer que no conocemos personalmente, pero que admiramos ya hace años, muéstrase una vez más, que ni los temblores, ni los terrores tienen la fuerza de las palabras de un escritor.

«LA MUJER EN LA LUCHA SOCIAL Y EN LA GUERRA CIVIL DE ESPAÑA»

por Lola Iturbe

Obra recomendable por su valor histórico y libertario. Los compañeros pueden pedirlo al Servicio de Librería, 33, rue des Vignoles, París. Precio: 20 F.

- LA IGLESIA

- EL ESTADO

- LA FAMILIA

La Iglesia según Bakunin en su obra «Dios y el Estado», «el Estado es el hermano menor de la Iglesia y es más como la autoridad divina se transforma en autoridad humana y cómo la Iglesia funda el Estado». Es decir, son dos cómplices inseparables y ambos, dirigen, interfieren y dominan la familia corrompiéndola y desnaturalizándola, pues como célula inicial de la Sociedad la Familia debe ser libérrima.

La Iglesia o Estado del Vaticano, por medio de sus representantes, habla de la familia, planificación, ordenamiento y moral de la familia, pero no tienen autoridad moral para hacerlo, ya que los sacerdotes y monjas de la secta cristiana Católica y Romana hacen voto de castidad que es negación de la familia y que va contra la Naturaleza que ha establecido, como necesidad fisiológica, el ayuntamiento de los dos sexos para el equilibrio orgánico, especialmente el psíquico o sistema nervioso, y para la reproducción de la especie. El celibato, tanto el del hombre como el de la mujer, está en contra de la Naturaleza. La mujer más degenerada puede ser una madre sublime.

Quiere decir que predicán lo que no practican. Al respecto nada tan oportuno como esta frase de José Ingenieros: «No hay inmoralidad mayor que predicar virtudes que no se practican.»

Y lo que se dice de la Iglesia (léase siempre Estado del Vaticano) es aplicable al Estado (la Iglesia es un Estado dentro de otro Estado), cuyo maridaje nadie puede negar. En todas las Constituciones Políticas del Mundo, inclusive el Derecho Canónico (el Derecho Torcido como todos los Derechos Jurídicos), se habla de la reglamentación de la familia lo que es ilógico y arbitrario.

La política, que es la teología del Estado, como fase evolutiva de la religión, tiene los mismos principios, los mismos ritos y supersticiones, la idolatría y veneración de ídolos (santos y líderes), amuletos, fetiches y símbolos de todos conocidos.

Esto confirma lo dicho por Bakunin, al inicio de este ensayo, y remontando a la historia nos lleva a la conclusión de que la Iglesia es el primer Poder Totalitario conocido, y el Sumo Pontífice o Papa el último Monarca Absoluto Sobre la Tierra. Desde que Constantino impuso

EL TERRORISMO, UNA CONSECUENCIA

«... Y hoy pecaríamos en ligereza si osáramos negar la influencia de las tesis nechaievistas dentro los medios nihilistas que han engendrado un Andreas Baader y una Gudrun Ensslin...»

Estos párrafos que anteceden corresponden al publicista Pierre Joannon y que hemos traducido de su lacónica presentación-comentario de «Idea — Bakunin en Integral», alegrándose, él, cosa que a nosotros nos congratula infinitamente de la aparición y venta en librerías del quinto tomo de las obras completas del «gran teórico anarquista Miguel Bakunin», como este dilecto escritor, con justicia, le cataloga, al tiempo que no desaprovechamos esta disyuntiva para poner en evidencia las consecuencias de esta interminable y cruenta lucha que opone, sin reticencias, los dos campos antagónicos en presencia: la opulencia prepotente que esclaviza y la indignidad despreciada que resiste a ser esclava, hechos cuyas consecuencias harán que genere, como ley fatal, dentro del tablero político-social de las naciones (con actos no siempre justificados) los Sergio Netchaiev, teorías las suyas que «no murieron con su autor en 1882».

Insistimos en el hecho incontrovertible que para hacer bien morir toda teoría propulsora de la violencia y del terrorismo precisaría aceptar, de primera intención, dos razonamientos fundamentales y substanciales al ser humano, uno: que la igualdad, no apreciada en su justo y congruente valor por intelectuales demasiado egoístas, gozara con plenitud del disfrute de todos los bienes materiales en existencia, y dos: que la libertad del hombre cuyo don tan preñado filósofos locos la han denigrado, ya individual-

mente o en comunidad no sea escamoteada bajo ningún concepto, principio o finalidad, verdades tan perentorias e irreversibles que jamás insistiremos lo bastante en la necesidad de difundirlas a todos los vientos...

A más de un siglo de distancia (círculo abierto hasta aquí que supone una muy mínima cosa en el tiempo para influir, como deseáramos, en las grandes mayorías) que germinaron estos principios ideológicos de redención humana, manumisores, militanciados por hombres clarividentes, preclaros y sensibles al dolor humano y que una conjunción de fuerzas cuantitativamente hostiles y éticamente reprobables, impiden su desarrollo cabal y cualitativo de estos grandes postulados generadores de la buena justicia, alegando, muy «científicamente», que la condición humana es egoísta y déspota por naturaleza, por formación psíquica.

No discutimos de estos alegatos que reputamos verídicos, pero asimismo habremos de aceptar, por virtud de la misma ley, otra verdad: la de que, dentro de la misma caverna psíquico-biológica del ser humano, existen los valores muy virtuosos tales como lo son, sin equivoco, los llamados sentimientos de libertad y de altruismo, la solidaridad, el apoyo mutuo y es en atención a estas excelsas virtudes, militando por ellas con tesón y sin desmayos que hallaríamos la senda verdadera, para acabar con la lucha del hombre sobre el hombre, engendro de todos los males y que hallan su expresión más criminal cuando culminan, sin freno, en guerras parciales y generales, de donde los apelativos de terrorismo de marca mayor...

Se pone el grito en el cielo cada vez que acontecen hechos violentos afectando a personas de primera cla-

se, desde las esferas gubernamentales de una parte y de otra por publicistas tan mal intencionados como incompetentes, plumíferos de tres al cuarto cuya mala fe e incompreensión de los hechos que no son más que la consecuencia de unas causas profundas que estos tintarillos no osan tan siquiera rozar, por miedo de perder el plato de lentejas, los llevan, conscientes de sus mentiras, a disparar sus baterías cuyos fuegos iban dirigidos a un blanco (el anarquismo) imposible de tocar, por la sencilla razón de que estuvimos y estamos ausentes de esos desaguisados, que ellos, esos sabuesos con lenguas de bívora, pretendían cargarlos a nuestra cuenta.

Felizmente no han faltado quienes, antes que nosotros y en defensa de un humanitarismo tan escarnecido como incomprendido, que supieron expresar y advertirnos muy cabalmente de la inutilidad de la violencia que ella, repitiéndome por enésima vez, «si a veces es un mal necesario a la postre no haría más que acrecentar este mismo mal».

Los terrorismos están investidos de una muy diversidad de etiquetas, tantas que al intentar ponerlas de relieve en toda su dimensión, significación y resultados ulteriores temo que nos perderíamos en el intento, pues cada filosofía, cada concepción de vida y hasta en cada hombre en su diversidad de pasiones y de temperamentos que guía sus acciones por el camino de su existencia, podríamos descubrir un cierto terrorismo nato.

Pero sin lugar a dudas, el terrorismo político parece ser el que más acapara la atención del gran público. Y sin embargo no deberíamos olvidar que existen asimismo como baldón de ignominia para sus inspiadores y realizadores los terrorismos económicos y religiosos, los primeros de los cuales los vemos enmascarados, de una parte, en la quema, destroz y botadura en el fondo del mar de miles de toneladas de productos alimenticios, en momentos que el hambre está presente en infinidad de pueblos y latitudes, y de otra la puesta en órbita de satélites, máquinas, aparatos o demonios coronados (según versiones periodísticas) muy capaces de provocar, si se tercia y muy conscientemente, sequías o inundaciones donde las cosechas de cereales quedarían comprometidas.

Frente a estos terrorismos, nuestros plumíferos de marras apenas si se les oye en diciendo... esta boca es mía.

Toda causa produce un efecto y todo hecho realizado lleva, implícitamente, su consecuencia. Y es en este orden de problemas que no dejamos de pensar en aquel filósofo inglés, Tomás Hobbes, que según textos históricos de su procedencia, asombrosamente siniestros, este personaje conscientemente contribuiría en legar a la humanidad, con más o menos fuerza, su terrorismo intelectual, en el momento mismo que osó expresar, tan infelizmente, lo siguiente: **que en moral se declaraba en favor del egoísmo y en política del despotismo...**

Ignoramos si Carlos Marx observaría en estas fuentes de marchamo autoritario y egocentrista, generadas por Hobbes, cuando se volteó de su primera teoría y concepción so-

cialista libertaria, opositora de todo Estado, para abazar el autoritarismo y la dictadura del proletariado, lo que no dejaría de ser imposible que las teorías malsanas y despreciables del referido filósofo inglés influyeran en el ánimo del filósofo alemán y que tanto daño causarían, en el transcurso del tiempo, dentro de las filas del socialismo internacional, hasta tal punto que se haría imposible descubrir otro terrorismo político que pudiera igualar, ni de mucho, la era criminal de Stalin y allegados lacayos suyos, sin omitir, como corresponde, de añadirle a aquella criminalidad las otras mactanzas de contestatarios, horrorosamente asimismo cuantitativas, en los países que conforman la Internacional Comunista.

El terrorismo de Hitler y sus secuaces, paranoicos de suyo, criminales natos, con sus cinco o seis millones de opositores políticos y judíos exterminados, se quedaron chiquititos en la carrera macabra frente al terror rojo... Y de este terror no cabe la menor duda que Marx y sus séquito más representativos, llevan cada uno de ellos su parte de responsabilidad en los hechos incriminados, desde el momento en que se dieron en la tarea de infundir en el seno de la Internacional y organizaciones obreras subsiguientes, asimismo, por donde pasaban cual pisada de caballo de Atila, propagando y desparramando el veneno autoritario, dictatorial, relegando, de consumo, los sentimientos de libertad y de igualdad a categorías secundarias. Y esto se paga, lo pagamos todos sin remisión.

Pecaríamos de omisión, al tratar de terrorismos, si pasáramos de soslayo a otro espécimen del terrorismo, muy significado, de carga mayor; uno de los tantos miles que poblaron los predios del cristianismo: Tomás Torquemada (otro tomasito que con su terrorismo no andaba solito) con sus 8.000 personas que hizo perecer en la pira, incineradas vivas, en su trabajo de inquisidor.

De modo que, señores oficiantes de la pluma vendida al mejor postor, bueno sería que al hablar de terrorismos supierais, de una vez y por todas, aquilatar y descubrir en su verdadera significación, procedencia y génesis los hechos violentos y de sangre que, como una consecuencia de esta lucha inter-hombres e internaciones, se producen, lamentablemente a un ritmo alarmante de lo que no se podrá poner término sin que no se opere un cambio radical, total y en forma global de las estructuras socio-económicas y culturales.

Teóricese cuanto se quiera que si las acciones a acometer, la cultura a desarrollar no están impregnadas de esta voluntad por un acabamiento de esta referida lucha inter-hombres, todo el mundo habremos de coincidir con usted, señor Pierre Joannon, en este renglón del problema que nos ocupa, que «las teorías de los Sergio Netchaiev no murieron con su autor...» como no dejarán de subsistir los terrorismos económicos y militares mientras omitamos establecer los cimientos de una sociedad nueva, donde la libertad y la igualdad, sin mixtificaciones y recortes presidan la convivencia en el seno de cada comunidad.

I. - LA IGLESIA

a sangre y fuego el Cristianismo (a cristazo sucio no limpio) como Religión del Imperio, comenzó la nefasta unión de la Cruz y la Espada que dura hasta nuestros días, como lo prueba Javier Gonzaga en su obra «Concilios» en dos tomos.

Que la Iglesia (Estado del Vaticano) es una potencia económica lo demuestra, hasta la saciedad, José Natividad Rosales en su obra «Tras las rejas del Vaticano» segunda parte de «Misión secreta en el Vaticano» (obra en dos tomos publicada en México, 1965), cuando afirma que «la fortuna del Estado del Vaticano asciende a la astronómica suma de Cinco Billones de dólares». Si consideramos que han transcurrido más de dos lustros, hasta la fecha, piensa lector en la explotación monstruosa e inicua que en dicho lapso ha hecho sobre la humanidad y seguirá haciendo. ¡Los jesuitas son dueños del «Bank of America», uno de los bancos más grandes del mundo!

En fin, la historia del sistema Autoritario-Capitalista, sin excluir el Capitalismo de Estado Ruso, que es más despiadado y cruel, es una historia de crímenes!

Se necesitarían muchos volúmenes para escribirla. Pero, si hay que recordar a nuestro lector que las dos

últimas guerras, la del 14 al 18 y la del 39 al 45, realizadas ambas mactanzas en este siglo (y las carnicerías actuales) han sido entre pueblos cristianos, lo que demuestra que el Mito del Cristianismo, si alguna bondad tuvo al principio, la ha perdido para convertirse en el Azote de la Humanidad.

Para corroborar este Ensayo vamos a citar dos frases de Sumos Pontífices. Una de León X (Juan de Medicis) tomada de la obra «La desilusión de un Sacerdote», por Franz Griese; dice así: «La fábula de Jesucristo produce tanto que sería necio instruir de ello a los ignorantes.» Y la otra del Papa Bonifacio VIII, que dice: «Las cantidades de dinero que la fábula de Cristo ha producido al clero son incalculables.», tomada de la obra «Comentando la Enseñanza Religiosa» de Julio Anselmo Rica.

Otro paladín contra el Mito del Cristianismo es Bertrand Russell con su obra «Por que no soy Cristiano».

Como complemento o argumento irrefutable, contra el Mito de Cristo, está la obra de Emilio Bossi (Milesbo) titulada «Jesucristo nunca ha existido».

King KAISER

RINCON DE REFLEXION

UNA VEZ MAS EN EL DILEMA

Cuando entra en escena el nuevo centralismo dirigente de menor cuantía con la mesocracia en el Poder a la llegada de la Segunda República, le vemos empeñado en cerrar el paso al federalismo integral su contrario tradicional. La Segunda como la Primera imita a Jano, presentándose con dos caras. Los gobernantes de la república abriena se emplean con testarudez en acoger a la C.N.T. y el Movimiento Libertario en lugar de emplear esa testarudez en desarmar al enemigo reaccionario, cavernario, enemigo secular del progreso social, el representante del oscurantismo. Yendo de esta guisa contra la historia del pueblo que les llevó al Poder, y de la que se decían intérpretes de solvencia y clarividencia. Pasó como una apisonadora por el campo de los anhelos sociales queriendo aplastar la simiente del federalismo en su representación más elocuente. No contentos con ello se emplean en extender la conspiración del silencio. Y a falta de entereza, y sin clarividencia bien notoria para pedir cuentas estrechas a quienes representaban la España negra dejándola desenvolverse a sus anchas, inventa cuentos de desprestigio a quienes representaban la verdadera España. Cuentos de miedo con inspiración solapada, rompiendo así su conspiración del silencio a contrapelo, presentando a la C.N.T. como una organización de «bandidos con carnet». El momento álgido de su insensatez saltó sin embargos en pos de la difamación al inventar a propósito, que fue un despropósito, el «complot o confabulación anarco-fascista», comedia sin pies ni cabeza. Farsa ridícula, pero también un insulto a la Historia. Un salibazo que, lanzado al viento, es recibido en su rostro, un boomerang que hiere a quien le lanza.

Y sin embargo y a pesar de todo, esos que fueron los perseguidos, los villipendiados, los insultados, los con saña combatidos: «Tiros a la barriaga», «Ni heridos ni prisioneros», del covachuelista Azaña, fueron los que con mayor empuje y ardor formaron el valladar ante el ataque total de los totalitarios, que habían recibido trato de favor en su larga y descarada conspiración...

Es que había llegado una vez más la Hora de luchar para defender las entrañas de la Historia, por el logicismo etológico. La Hora de ponerse frente a frente el federalismo, ahora integral y el centralismo en su expresión más totalitaria del tiempo moderno. Y otra vez la intervención extranjera, de un lado descarada y del otro poniéndose la careta de No intervención, posición capciosa de intervenir en el triunfo de la dictadura, cortando el paso al ensayo libertario. Como en los tiempos de Fernando el felón, se instituyeron juez y parte. Dejando las manos libres a los nazifascistas que llegando de fuera, atornillaron el absolutaris-

mo totalitario en el Poder. Otra vez el escándalo se consumió. Antes fue en Verona. Después fue en Nyon.

Los bribones rimbombantes embaucando esa porción de pueblo que es muchedumbre embrutecida de gregarismo, levantan los estandartes nacionalistas y los mitos religiosos en desesperación liberticida. Un ruido ensordecedor de cadenas que acarician, cadenas bien remachadas con

Mueren los hombres, los sistemas, los regimenes, los imperios, las tiranías. Pero los Pueblos no. Por ello, haciendo nuestra la frase con que termina su obra el Dr. Luis Pericot García, «La España Primitiva», ya citada, podemos decir:

«En el fondo del alma hispana es imposible que las raíces milenarias que hemos seguido a lo largo de esta obra no hayan dejado sedimentos

lo hacen con la suya los que son roña, hollín y herrumbe de su pueblo. Se trata de aprender del tal pasado el camino cierto y veraz para que el progreso social no vaya por el pedregal de la vanagloria incivil aún llamándose civilizados. Es también una posible demostración del mejor asiento de un motivo saludable: poner de acuerdo al español con su historia. Percatación del presente y tanto más en el futuro, siendo aquellos para ésta la fiel demostración en esa «Luz del alma que se llama lealtad», en su integridad histórica. Integridad en lo fundamental más que en lo anecdótico y pasajero, puesto que los fundamentos de esa Historia en esa Superínsula, que el historiador Mauricio Legendre dijera, es su federalismo. Federalismo peculiar, propio, que es además el más conveniente, el más oportuno.

Salvando sus valores particulares salva los universales con los ideales que en todo tiempo aparecieron consistenciales en esa constante, que en cada época, periodo o circunstancia desbarató el absolutismo centralista dominante. Una vez más nos encontramos ante un dilema crudo, en este torbellino de pasiones concupiscentes y sin freno, ante otra encrucijada histórico-social. Dilema que se define así: O sociedad inspirada y guiada por los principios libertarios, o limitada montada y sicomecánica, pre-parada en cuadros cibernéticos. Era del hombre de condición, libertaria (sin seudos) que asegurará el devenir humano, o la del hombre engranaje, condición ya muy avanzada, que llevará la humanidad al automatismo. Y en la cúspide de la pirámide sociopolítica los que allí llegaron en su ambición de predominio. Pesando muy bien lo que decimos, afirmamos que en España, por su entraña libertaria, está la presentación de la humanidad humanizada, verdadera.

Hay una hermandad histórica, una relación correlativa en los tres círculos, ejes del pasado en España, inspirados por lo que llamamos el espíritu territorial que estuvo siempre presente: la guerra social tanto como de independencia ante el centralismo de Roma; guerra llamada de los Comuneros de Castilla frente al centralismo imperialista de la Casa de Austria que Carlos Quinto representó; guerra y revolución social en el 36-39 en este siglo de cemento, frente al centralismo franco-falangista, nacionalsindicalista. Arrancan de una inspiración común. Esa inspiración es moral, profundamente moral. Por la independencia del Ser soberano de sí mismo, en una República de la Equidad, cada ciclo según su mundo circundante y según su alcance cultural. Pero siempre alimentados de la misma savia, saliendo de la misma raíz. Y caso curioso para quienes no están enterados de las cosas de España, siempre en la relación social presentado como base de relación administrativa y ordenadora; la asamblea abierta, acuerdos en común, respeto sin condiciones, del albedrío, de cada persona. Desde los tiempos de Viriato hasta los de Durruti, pasando por los de Padilla, Bravo y Maldonado.

En la nueva encrucijada el mismo dilema: Federalismo Integral o centralismo tiránico. Anarquía o Jerarquía.

por FABIAN MORO

la ayuda de los tiranos de su cofradía en un centralismo a ultranza, en un régimen concentracionario.

Los factores y los hombres transcendentales y constantes despertáronse de nuevo en el fondo del barranco. Rearticulándose en pos de la continuación subiendo por los senderos espinosos, pavimentados con grava, en ese sempiterno maniqueísmo que fue sellada la Historia de España desde la llegada del romano. El mismo problema social: Federalismo o Centralismo; jerarquía o anarquía; libertad sin trabas en libre albedrío, o tiranía con embozo o sin él.

Mas, del fondo de los tiempos llega, reproduciéndose el eco resonante, de aquella voz auténtica del sentir hispano en su ética social. Y aparece a cada Hora de su devenir como un colectivo imperativo moral frente al imperativo imperial de dominación. «El imperativo moral, dice Einstein un día, es el bien más precioso de la humanidad». Por ello el enfrentamiento conceptual, individual y social en el país que ha expresado con hechos después de milenios su razón de ser. De Ser, no de vegetar.

Hemos visto como por enésima vez el centralismo y el Estado donde el absolutismo tiránico se aposenta, hincando sus garras represivas. Y otras tantas, como el federalismo comunero hispano ha orillado el zarpazo o le ha hecho frente si pudo. Y cómo preparó a continuación nuevos resurgimientos en las catacumbas de la clandestinidad o en el ostracismo del destierro, para reaparecer en campo abierto afirmando tonos su natural arraigo. Si nos atenemos a que el paisaje forma el individuo y comprobamos que en la geografía hispana resaltan en relieve más acusado las altas mesetas, los valles formados en lo alto, los macizos montañosos donde según el análisis reclusiano se formó en el sentir y el sentimiento de la libertad, qué duda cabe, que duda hay de ver en las emergencias del actual momento, igual que en el pasado, el dilema que puede plantearse una vez más y tantas otras como sean necesarias para cumplir su ciclo vital, llegar al fin de su finalidad, cumpliendo el mensaje transcendental que una generación tras otra en las épocas pasadas depositaron en el subconsciente colectivo, sumpliendo el mandato socio-ético que llegando a la conciencia se hace Hecho, es decir historia, estableciendo el convivir según su etos, según esa Idea-Fuerza que anima el espíritu territorial que venció los siglos, solventando esta realidad de Perogrullo: los buenos ciudadanos echan a los malos gobernantes para que los malos gobernantes vuelvan a gobernar. ¿En todo caso no es hoy como ayer la única voz sincera y leal ante un mundo que continúa desenvolviéndose en el sofisma político. social?

más poderosos que todas las aportaciones de los últimos dos mil años.»

Para nosotros, la demostración última de esta afirmación se llama 19 de julio de 1936 en su representación constante, superada por el tiempo como por sus actores del campo y de la fábrica. Una sola condición necesaria para que la trayectoria en el futuro siga su curso normal en el curso de su historia, natural: que la Confederación Nacional del Trabajo no se aparte de su federalismo. No tan sólo en su finalidad integralista si que además en su estructura orgánica, en su desenvolvimiento. Es fundamento y es fundamental. Si el virus marxiano, centralista, se introdujera en su cuerpo, perdería el bien más preclado. Adjuraría de su razón de ser, de su historia y de la Historia del medio ambiente donde nació el federalismo es su armazón, su «cemento», su cimiento y su inspiración-aspiración.

Contra todo lo que se propaga y se propala de forma insidiosa, la C.N.T. y el federalismo integral, libertario, es un realismo. Local al tiempo que universal:

«(...) En último análisis Verdad y Realidad son inseparables: el federalismo — humanista, personalista, existencial — se revela un realismo.» Ya que: «(...) El federalismo es a la vez un realismo y un existencialismo.» (Alexandre Marc, «Dialectique du Déchainement»).

Desde el número 959 correspondiente al 17-11-77 hemos expuesto un ensayo esquemático en este portavoz anarcosindicalista, que es donde mejor y más a propósito se encuentra. Por él damos a la Historia de España una interpretación federalista y comunista ya que la tal siempre fue acaparada por el centralismo absolutista. Un aspecto más real del que la historia oficial nos cuenta. Escrita en los hechos por sus pueblos y no por los que generalmente la interpretaron a sueldo del dominador de la época. Dejamos en cartera la parte más importante. Esto es, desde sus orígenes hasta el periodo de referencia, aludiendo solamente de paso y de vez en cuando algo de lo que en aquel se trata.

Salió de una idea instintiva. De ella, la hipótesis. De la hipótesis aceptable, la prueba. Con ésta la demostración de los valores históricos que se echaron de lado por negligencia o intención torcida. Con esos valores históricos etológicos y etno-éticos que dan base a una interpretación que creemos nueva. Con ella un vehículo más seguro para continuar el camino que por recorrer queda: conseguir que España se encuentre a sí misma. No se trata en esta interpretación querer vivir de nuevo el pasado, volver atrás como

ULTIMA HORA

HA FALLECIDO
JOSE MONTANE

Con gran sentimiento y dolor debemos comunicar a todos los amigos y compañeros el fallecimiento de nuestro estimado compañero José Montaner, ocurrido el jueves 9 de marzo de 1978.

Reciba toda la familia, Mariana y Salvador García, así que Valentín y Alba, demás hermanos y nietos, la expresión de nuestro sincero sentimiento.

DE AYER Y DE HOY

NO OLVIDEMOS LA HISTORIA Y QUE NOS SIRVA DE LECCION

por VICENTET

A raíz de los malogrados y sentidos sucesos de la Scala (Barcelona) que han costado la vida de cuatro trabajadores y que, indudablemente, nadie ha reivindicado, (cosa ésta parecida al asesinato de los cuatro abogados en Madrid) se ha suscitado una ola de descrédito y blasfemias contra la C.N.T. y el movimiento anarquista, que nos recuerda la tragedia que vivió la C.N.T. y el anarquismo español organizado, centrado en la F.A.I. durante los primeros meses de instaurarse la República; que, en un artículo que publiqué en el órgano de la F. Local de Badalona «La Colmena Obrera» haciendo el balance de ocho meses (1931) de su existencia, ya había matado más de cien obreros y amén de los cientos de heridos.

En dicha época, todos los males se los atribuían a la organización específica, ya que sus militantes o la mayoría de ellos ostentaban cargos en la organización hermana C.N.T. Las amenazas, calumnias y persecuciones llovían de todas partes. Desde los socialistas, (comunistas no existían) hasta la OEDA (la organización más cavernícola) y los gobernantes socialo-republicanos; el impacto por sus calumnias y la «bestia» a exterminar era la C.N.T. y todo cuanto oliese a movimiento libertario.

Todo ese mosaico, que tácitamente o no, urdido contra las ideas anarcosindicalistas y anarquistas y sus organizaciones respectivas, que nos debían de hacer reflexionar a todos

los compañeros antes de tomar resoluciones y posiciones públicas, por la gravedad de la situación y sus consecuencias, trajo como corolario, que una «fracción» de la C.N.T. hizo público un documento, que, si en su análisis había algo de positivo, en sus resoluciones dio origen a una división, y durante cuatro años que duró la escisión, la C.N.T. y la F.A.I. sufrió la represión más despiadada, hasta que en el 36 se volvió a reunificar.

Hoy la situación es mucho más grave. A la falta de madurez militancia de la juventud, se añade, que tanto la C.N.T. como las organizaciones hermanas F.A.I. y F.I.J. L. carecen de la cohesión y fuerza necesarias, como fue en dicha época, para contrarrestar en los lugares de trabajo y en sus voceros, la obra nefasta y de blasfemia de toda la prensa, tele y radio. Además, la gravedad actual, tiene otros matices, que del 30 al 36 no existían en la proporción que actualmente; y es la introducción en la C.N.T. de elementos marxistas y social-demócratas como señala el Sindicato de Profesiones Liberales de Barcelona y otros órganos de prensa confederal.

Los sucesos de la Scala y sus reminiscencias, (manifestación, posición de los sindicatos y F.A.I., etc.) ha puesto sobre el tapete públicamente, los problemas conocidos por la militancia, que considero de suma gravedad, que, si no se resuelven a tiempo, se agravarán aún más de lo que están y se puede llegar a

consecuencias más graves, que no los que nos plantean nuestros enemigos declarados o encubiertos.

Los compañeros residentes en el país, deben reflexionar serenamente y constatar los hechos y las cosas existentes, como algo consumado y reconocerlos como tales, sin prosopopeya ni amargura.

Hoy más que nunca, se precisa de la cohesión en el Movimiento Libertario, que no debe significar la confusión. Si la C.N.T. es anarcosindicalista, el objetivo que persiguen todos sus enemigos es eliminarla o desnaturalizarla y restarle influencia en la clase trabajadora para que no recobre su fuerza y decisión de antaño en las determinaciones de defensa de los intereses de la clase laboral. Se impone ya de una vez, a reconsiderar ciertas conductas, y si necesario es, que se vayan expurgando en el seno de la organización, todas cuantas hierbas nocivas se han desarrollado al amparo frondoso de las ideas y tácticas anarcosindicalistas.

No se trata de dar patentes a nadie ni de vanagloriar a unos para criticar a otros. Se trata sencillamente, de que el comportamiento de la militancia confederal y anarquista, teniendo en cuenta la situación actual, y de los problemas que les atosigan al Movimiento Libertario y

a la clase laboral en general y de los que de ello se derivan, establezcan cuanto antes, los contactos necesarios sin ideas preconcebidas y sin personalismos, y conjuntamente establezcan la coordinación necesaria, para superar la situación creada después de la muerte del déspota, y con inteligencia y severidad, se vayan creando los órganos idóneos con lo que les es consubstancial a la C.N.T. y a las otras organizaciones hermanas.

Acusar a unos o, a otros de que la reorganización podría ser superior a la actual, como algunos militantes me han dicho, es reducir los problemas de la organización a una concepción parcial de sus puntos de vista. Si en la Confederación es deseable que todos los criterios y opiniones se manifiesten, éstas deben ser válidas y respaldadas por sus concepciones generales de sus resoluciones (léase Congresos) y por las asambleas de sus sindicatos o FF. Locales.

El problema que ha planteado a la organización lo sucedido en la Scala, es una prueba fehaciente de la falta de coordinación en las notas publicadas. Si bien todos condenan y estigmatizan el hecho, en cada una de ellas sienta premisas y conductas. Cuando se producen hechos de esta naturaleza, urgentemente, las FF. Locales deberían de convocar a los representantes de los Sindicatos para que éstos coordinen bajo su responsabilidad, todo cuanto sea de interés para información de la opinión pública.

La experiencia de esta nueva etapa confederal y los hechos, nos han demostrado a todos, que hay que esforzarse en superarla, mediante contactos con la militancia confederal, específica y juventudes libertarias, para clarificar conductas respectivas; crear los órganos indispensables para salvaguardar los intereses de todo el Movimiento Libertario; tener en cuenta todos aquellos que sostienen veleidades socio-políticas y evitar que no vuelvan a reproducirse situaciones de división como en 1932. No solamente hemos de hacer frente a las provocaciones de dentro y de fuera de la C.N.T. y a cuantos el conjunto del Movimiento les estorba, sino que se debe de afrontar también a aquellos que, con interés marcado tienden a posibilitar una organización amorfa y sin contenidos, negando su independencia y los ideales tan caros que la informan.

Es el momento oportuno a la confrontación de criterios, a los contactos, a la unión y a la acción común. Otro camino a seguir, tarde o temprano conducirá a la división y la muerte física de un movimiento que supo poner jalones en su actuación histórica que siempre sobrevivirán si sabemos bien calibrar el momento que vivimos y aunar nuestros esfuerzos.

«ESCRITOS»

Interesante obra de Juan Peiró. Textos en catalán y castellano.

Precio: 70,00 frs.

Gil Robles, abanderado de las despenseras

(Viene de la página 8)

sagración de la inutilidad? Gil Robles no es político. Va al Parlamento, pero siempre está diciendo que allí pierde el tiempo. El verdadero carácter de Gil Robles se demostró en Salamanca, aconsejando a los propietarios que no sembraran si no se revalorizaba y encarecía el trigo. El verdadero carácter de Gil Robles se demostró al discutirse la Constitución y no impugnarla más que formulariamente, sabiendo que llegaría un día propicio para redactarla a su talante. El verdadero carácter de Gil Robles se demostró al no tener prisa para gobernar. Sabido es que los diputados de Martínez de Velasco, más dos de Gil Robles y los restantes núcleos derechistas, tienen mayoría absoluta. Un día después de las elecciones de noviembre del 33, pudo ir Gil Robles, constitucionalmente con sus aliados, a visitar a Alcalá Zamora para pedirle el Poder. No lo hizo. Azaña lo hubiera hecho. La diferencia significa que Gil Robles no gobernó antes porque no quiso, y que Azaña no gobernó después por que no pudo. Y es que las derechas de España no creen en la mítica del Estado como Azaña; creen en la pequeña propiedad, en la pequeña economía manejable y suponen que los triunfos parlamentarios son de re-lumbrón. El marido chillaba fuera de casa y hace el papel de parlamentario tremebundo; la mujer prescinde de gritos y con la mano en el timón de la economía casera domina al marido. Gil Robles, en el símil apuntado, hace el papel de la contable casera. Su partido surgió de los vo-

tos femeninos y es una espesa red de economías caseras. Azaña es un estadista de cervecería. Así le llamó Gil Robles, estadista de cripta y despensa. Una mujer de mentalidad media, escuchará a quien le hable del fomento de la despensa; nunca comprenderá a un chalado que pasa la vida en la cervecería haciendo el aprendizaje para ser escombros de estadistas. Las mujeres lo practican todo prácticamente, a cambio de dejar berrear a los hombres teóricamente en el mitin y el café. Esta es la verdad patente que nadie quiere decir y de la que se aprovecha Gil Robles para divinizar al notario y obtener los votos de las despenseras. En la algarabía de España, Gil Robles empieza a hablar de despensa y contabilidad. Esto enloquece a las mujeres hasta el delirio. Los consortes con pantalones empiezan a gallear, pero no les sirve de nada, porque las mujeres triunfan a la hora de la prueba. Empiezan a hacer guiños al notario, el notario sonríe y prepara el título de propiedad. La mujer convierte la escritura en baularte. El abanderado es Gil Robles: el elector, defensor laico de la religión; la mujer, cantinero y contable.

El único periódico barcelonés que ha publicado una carta del comandante Pérez Farrás es un periódico lerrouxista como «La Noche». Gil Robles abogó por la concordia con el catalanismo al tender un chal a los naufragos de la Esquerra que se presentaron desnudos al Parlamento.

El comunismo y el socialismo de Estado tienen en España el apoyo

de la burocracia, del señoritismo parasitario. Los mineros fusilados no tuvieron aquel apoyo, ni lo tendrán otros mineros condenados a penas graves, aunque sean comunistas. Gil Robles procura que los procesados de la Generalidad los juzgue el Tribunal de Garantías, lo que supone la absolución, mientras en Asturias se detiene a los mineros y se les empuja ante los tribunales marciales. Gil Robles es el mejor defensor de Companys, para atacar a Cambó y a la fuerza política que tiene en Cataluña la Lliga. Esta también defiende a Companys. Hasta ahora sólo se ha visto que abandonen a Companys sus correligionarios. Lo han hecho de manera baja y estúpida, sin que nadie lo exigiera, sin que nadie lo impusiera. Tal vez lo impulsó el terror feminil, que es otro terror auténtico de España, más exigente que la Inquisición. ¿De qué sirvió que se aboliera ésta, si quedó en casi todos los hogares con más ojos y más faldas que Argos? Gil Robles es el abanderado que grita a las despenseras:

— ¡Vista a la derecha!...

Y como dijo Rubén Darío: «Hacia Belén la caravana pasa...» Lo cierto es que a los electores les dominan las mujeres, y a los elegidos las queridas.

Felipe ALAIZ

7 diciembre 1934.

(Sacado de: «Tipos Españoles», Ediciones «Umbral», París 1965, 2 tomos, que igualmente que «Quinet» del mismo autor se hallan en venta en nuestro Servicio de Librería).

44 AÑOS DESPUES

La misma comedia con nombres diferentes

Gil Robles, abanderado de las despenseras

Es muy curioso el proceso evolutivo de la propiedad en España. Mientras los organismos sindicales emplean todavía la misma fraseología de calco que hace treinta o cuarenta años para combatir el privilegio de propiedad, se transforma ésta radicalmente.

Es sintomático que Gil Robles haya tenido frases de repulsa contra el Estado panteísta. Sabe Gil Robles que las derechas radicales no han necesitado ni han querido servirse del Estado, sino que se han servido del notario para influir en el régimen de propiedades. Este es el triunfo y el secreto de Gil Robles. Hablar a tontas y a locas de Gil Robles como de un Hitler o de un Mussolini, es vivir en las nubes.

Las dictaduras balcánicas practican la multiplicación de palatinos; las dictaduras de tipo germánico y también las de tipo latino, como las de tipo eslavo, la multiplicación de funcionarios; la dictadura de Gil Robles se apoyará en una confederación de pequeños propietarios. Contra ésta no cabe jacobinismo precario ni charlatanería política izquierdista. En las pugnas venideras, el término medio quedará, en absoluto, eliminado. El término medio es Azaña con su economía burguesa no dirigida, sino transferida, al socialismo colaborador. Los extremos están constituidos por las huestes de Gil Robles y frente a éste las huestes sociales que no aspiran al patrimonio familiar por compra, sino a la socialización pura y simple.

Dentro de no mucho tiempo la propiedad individual será en España lo corriente. Van disolviéndose las haciendas patrimoniales. El campesino se hace buhonero, pequeño propietario o ganadero, pequeño industrial o pequeño empresario de transportes; y puede resultar que en el momento de la expropiación en bloque no haya bloque expropiable, ni tierra sin cultivador directo, ni labranza con asalariados; habrá minúsculas cooperativas familiares de producción más o menos enlazadas por el interés común y un escopetero en cada parcela para atacar. En el proletariado industrial se da también con bastante carácter general la pretensión de categoría, y lo demuestra la boga de cooperativas y el desprecio al peón.

Sobrevendrá el choque inminente entre dos economías: la de iniciativa directa de los participantes y la de dirección ajena. Por una parte aparecerán las Federaciones cooperadoras de la pequeña propiedad comprada, integradas por trabajadores partidarios de la iniciativa propia. Si los últimos se abandonan al liderazgo económico estarán en condiciones de flaqueza. Son éstos los trabajadores que han expropiado los terratenientes por negación o dosificación de renta. Si comprenden que su interés está en reservarse la iniciativa y prepararse y practicar la solidaridad, están salvados; si se entregan a los delirios de la economía dirigida y al control burocrático, están irremisiblemente perdidos.

Gil Robles y su escuela han conseguido, a la chita callando, tender unas redes por el campo español. En plena maniobra surgió un cambio de régimen político. Hasta que surgió

el nuevo régimen, Gil Robles era un desconocido, un juez municipal de la dictadura, un redactor parlamentario de «El Debate», un catedrático de escalafón, sin relieve como pedagogo. Halló el camino trillado. ¿Por

¿De qué sirvió el Estado a las derechas, cuando éstas empezaron a preconizar en el campo, no un hecho nuevo, ni un derecho inédito, sino una realidad que observaban en el suelo español con caracteres de

cambio, con préstamos y legislación de tutoría, a los Sindicatos de pequeños propietarios. El lerrouxismo intentó corromper a las asociaciones socialistas a fuerza de miles de duros; y mientras el papanatismo español creía que el socialismo político era enemigo jurado del lerrouxismo, daba éste, con la mano zurda — sin enterarse la derecha — miles y miles de duros a los sindicatos marxistas. El propio Samper, lerrouxista de plantilla, acaba de reconocerlo en el parlamento, a instancia del diputado señor Fernández Ladreda, que es un incondicional de Gil Robles.

El verdadero representante de la CEDA en cada distrito son el notario y las electoras. Estas dominan a los hombres laicos haciéndoles votar en favor del catolicismo. Luego les dejan hacer alarde de laicismo en el café, pero a la hora de la prueba ellas llevan las riendas; ellos se limitaban a llevar la cincha.

Gil Robles no es inventor del fascismo, sino imitador del fascismo de Azaña y de Casares Quiroga. Estimulado por éstos y por el socialismo gubernamental, aprendió Gil Robles a recetar represiones. Vio que la pequeña economía española ha ido desarrollándose al margen de la política, al margen de las leyes y al margen de presupuestos; y ahora resulta que Gil Robles quiere gobernar para «dejar hacer» a los pequeños propietarios mediante el ángel tutelar, que es el notario.

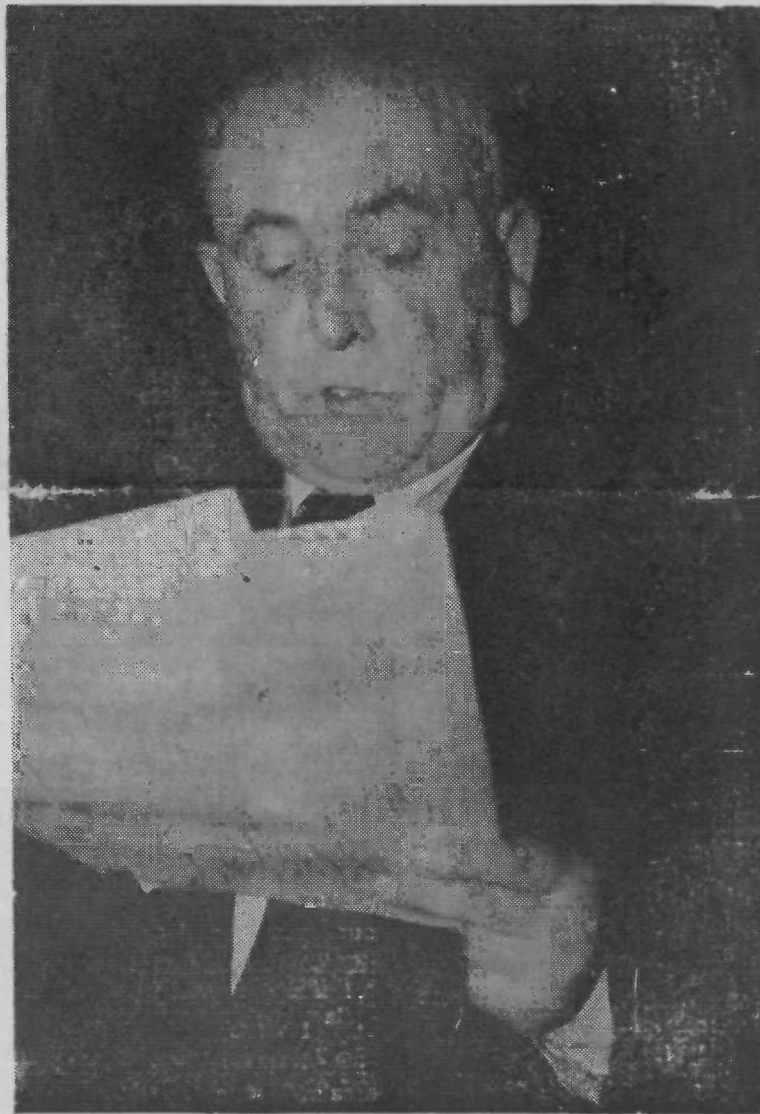
Gil Robles es el político que no tiene nada de político y el orador que no tiene nada de orador. Ha sabido recoger en el ambiente español los hechos característicos del egoísmo y por esos hechos se guía. Sus apelaciones al catolicismo no cuentan. Un protestante, un laico o un judío, podrían en España ser del partido de Gil Robles; en cambio no podría serlo un católico de núcleo social avanzado, como se da en Holanda, ni un cristiano imitador de Francisco de Asís, ni un místico parecido al clérigo protagonista de la obra «El Santo», de Fogazzaro.

Gil Robles no es un temperamento alerta para la lucha parlamentaria. Tiene unos finales de discurso completamente discordantes con el grueso de la oración; carece de habilidad para aprovechar las circunstancias favorables y disimular las adversas; se le ocurre, por ejemplo, un llamamiento a la concordia, por no tener recursos dialécticos; su elocuencia carece de matiz y precisión. Cambó, que es un pésimo orador, tiene más escapatorias y «prontos» que Gil Robles, y tanta candidez presuntuosa como él al hablar. Si Gil Robles no se reserva y habla en exceso, no tardará en quedar desbancado.

Está por hacer un estudio de los políticos que se entrometen en política sin condiciones ni vocación para destacarse. En el siglo pasado, Prim, era un cerrojo y pudo pasar por político sin tener preparación. Después de Prim pudo pasar por un manirroto en política Joaquín Costa, que tenía extensa preparación de contendiente político.

¿Qué es, pues, la política, más que una estación de término y una con-

FELIPE ALAIZ



quién? Por los subalternos de la aristocracia territorial, llegando a ser prestamista de éstos. No hay piqueta demoledora tan certera contra los bienes patrimoniales como la piqueta usuraria de mayordomos y administradores de propiedades grandes. A esa piqueta se unió la desinteresada expropiación invisible de los trabajadores contra la propiedad por negación o dosificación de renta y trabajo. Estos son los hechos auténticos que dan a la cuestión de España un carácter original. Los patrimonios grandes se disolvieron porque sus administradores se quedaban con las; pero ahora dejan de abonarse éstas; ya no hay propiedad que tenga rentas rentas; y si las tiene está en camino de perderlas.

Compárese la transcendencia que suponen los hechos antedichos con el advenimiento de la República. El 14 de abril queda como una fecha indiferente, como una verbena insulsa y nada más. Quienes vieron otra cosa en aquella fecha, es que no conocen las realidades de España, por tener preocupaciones políticas y autoritarias.

generalidad? De nada. Las derechas dominaron en el campo antes de lo que se cree. Supusieron siempre que el Estado de los pequeños propietarios era el Estado ideal, en pugna con el Estado de los pequeños funcionarios, que es el ideal de socialistas y comunistas. Pequeños propietarios contra pequeños funcionarios. Tal es la lucha política de España. No se trata de fascistas y antifascistas; se trata de una lucha entre fascistas de la propiedad y fascistas de otro sentido, carece de apoyo en la burocracia. Todo lo que se diga los hechos. Los protagonistas de la política de Azaña eran todos funcionarios y curiales ascendidos a gobernantes. Ya se recordará que ni al ascender Azaña pudo imponerse a los burócratas, quienes le creen un chiflado. Los oficinistas tuvieron siempre sus Estatutos sindicales, de Cuerpo y de Gremio, al margen de toda autoridad ministerial; y ya se recordará que una vez impuesto el conglomerado Lerroux-Gil Robles, han empezado a disolverse violentamente los Sindicatos de funcionarios no adictos, favoreciéndose en

3428

B.D.I.C

PARIS, 23 MARS 1978. — NUMERO 977.

HEBDOMADAIRE

— PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE

ELLE COMBATE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

PALAIS DE LA MUTUALITE

DIMANCHE 16 AVRIL

LE MATIN A 9 H. 30 :

MEETING

D'AFFIRMATION INTERNATIONALE ANARCHO-SYNDICALISTE

Présidé par Muñoz CONGOST, secrétaire de l'AIT

AVEC :

- Carlos MARTINEZ, secrétaire du Comité Régional CNT País Valencià
- Enrique MARCOS, secrétaire du Comité Régional CNT Catalogne
- Umberto MARZOCCHI, secrétaire de l'Internationale de Fédérations anarchistes
- Un représentant du Comité National de la CNT d'Espagne
- Federica MONTSENY, pour le Secrétariat Intercontinental

L'APRÈS-MIDI A 15 H. :

FESTIVAL avec, entre autres :

*Rosalie Dubois, Los Muchachos, Helios Vidal,
Marie-Thérèse Orain, Carlos Andreu, Paco de
Algeciras, Paco Ibañez, etc...*

PRIX DES PLACES : 20 Francs

(VOUS POUVEZ RESERVER VOS PLACES POUR VOUS ET VOS AMIS)

Comunicado des libertaires emprisonnés à la Modelo et à la Trinidad

Ces derniers temps, une vague de répression s'abat sur le mouvement libertaire. La police emploie tous les moyens en son pouvoir pour déprécier, aux yeux de l'opinion publique, tout ce qui est libertaire, et en particulier la C.N.T. Ceci répond à une politique de l'Etat, déjà employée antérieurement dans plusieurs pays européens pour écraser tout type de

mouvement autonome et anti-autoritaire.

Notre cas est peut-être le point culminant, en pleine lumière d'une campagne bien orchestrée depuis en haut et étendue dernièrement à tout l'Etat espagnol.

En relation avec notre cas, nous allons détacher les points qui met-

tent en évidence, le plus grossièrement, la provocation policière.

1° A tous les niveaux, on a mis dans le même sac d'actions nommées « terroristes », ceux qui les avaient commises et ceux qui n'avaient rien à voir avec elles: sur 14 détenus (es), seuls quatre ont réalisé des actions armées.

2° Parmi nous, sont détenus d'une façon absurde un copain de La Modelo (Manuel García García) et une copine de La Trinidad (Isabelle Loeb) malgré les preuves de leur innocence.

3° Les huit restants sont emprisonnés pour « complicité », accusations basées sur des relations d'amitié avec des prisonniers impliqués dans les faits ou pour des activités réalisées sous le franquisme, et depuis longtemps amnistiées.

4° Les déclarations ont été dictées dans la plupart des cas SOUS LA TORTURE physique et psychique: la « roue », les sacs en plastique asphyxiants, pendus dans la cellule sans manger, coups avec des gants de boxe et des matraques métalliques, coups dans les parties génitales, menaces de viol aux compagnes de détenus, en plus des pratiques habituelles, etc.

5° On nous a présenté à la T.V. et dans la presse, à travers les communiqués officiels, de manière à faire paraître réelle l'existence d'une « organisation terroriste » dans le milieu libertaire.

Avec l'utilisation de pareilles méthodes, n'importe qui peut se voir impliqué dans des activités qu'il n'a pas réalisées, pour de simples relations familiales, d'amitié ou de hasard avec des gens impliqués.

Ceci peut seulement s'expliquer à partir du plan fomenté par la classe dirigeante pour déprécier et empêcher toute forme d'autonomie ouvrière et spécialement la C.N.T.

On veut faire retomber la responsabilité de toute une série de faits sur des gens qui n'ont rien à voir avec eux.

On veut compromettre le mouvement libertaire et la C.N.T. pour les obliger à se mettre sur un terrain défensif, à un moment crucial de la lutte ouvrière dans ce pays.

Libertaires emprisonnés à la Modelo et à la Trinidad.

Barcelone, le 10 février 1978.

DESDE IGUALADA

A partir del primero de marzo la sede de la C.N.T. está radicada en la calle de Oviedo número 27, bajos. Se trata de una recuperación mínima (60 m. c.) de la propiedad de la antigua Federación Obrera. De esta parte vieja falta aún recuperar el patio, el sector duchas, lo que fue biblioteca, secretarías de Curtidores y Fabril, y el piso del conserje.

La parte nueva (la más importante) sigue sometida al capricho de Madrid. La documentación para el logro de este importante lote de la propiedad cenetista, está debida y oficialmente presentada, sin que por ahora se vislumbre posibilidad de suerte en nuestra justa demanda.

Mientras tanto, la autoridad local cede derecho transitorio a grupos y organismos extraños, para que usen de las dependencias de la casa sindical C.N.T., que la propia Confederación reclama.

Al Ateneo Igualadino, en fase de recobramiento tras treinta y ocho años de dominio absoluto de la Falange, se le presentan agudos problemas administrativos, de arranque escolar, y también de tipo político. La sucesión de generaciones, con el consiguiente cambio de mentalidad de las mismas, imprime en la casa un ambiente no del todo idóneo con la orientación tradicional de la casa. Por ejemplo, jóvenes politizados reclaman derecho para que los partidos políticos tengan opción a las dependencias del Ateneo para ejercer propagandas de partido y electorales. De confirmarse este propósito, el Ateneo, casa de cultura, se

convertiría en reñidero de gallos, en entidad opuesta a los fines de civilidad y cultura que inicialmente se fijó cuando su fundación en el año 1868. Según hábitos de anteguerra, cada sector político poseía su sede particular, donde cada uno de ellos podía emprender sus cosas con entera idoneidad. Figurémonos ahora los centros carlista, católico, lliguero, izquierdista, lerrouxista, poumista, comunista, socialista, etc., amontonados todos en el Ateneo, y cualquiera adivina el indigesto potaje que de ello resultaría.

El «carrilet» (ese inocente condenado a muerte) tiene nueva estación en la parte Este de la ciudad, novedad que ha provocado la desaparición de ocho peligrosos pasos a nivel en el Paseo, quedando más ancha esta soberbia vía ciudadana, y con una anchurosa plaza en el extremo superior, por haber sido demolida la estación antigua. Era aquí el lugar idóneo para instalar el Mercado.

El premio «Espejo de España» ganado por el escritor Baltasar Porcel, ha tenido mucha resonancia en ésta de Igualada, por arrancar de ahí el inicio de esta obra porceliana. Y por el tema que se trae, se perfila que la C.N.T. quedará altamente beneficiada. Por de pronto las librerías han registrado un pedido sorprendente del libro premiado («La revuelta permanente») que en el día de hoy aún no ha salido de la imprenta.

PONSET

EL ESTADO Y LA FAMILIA

(Viene de la página 7)

¿Dónde está la «ayuda mutua y la solidaridad» de los grupos humanos? ¿Acaso esto se quedó sepultado en las cuevas con los huesos de la primera Comunidad?

En un potrero tres cuadrúpedos comen; en una sociedad de «tecnología avanzada» tres «seres humanos no pueden yantar... ¡Maldita sea!

El futuro me aterra con una sociedad como la nuestra; el presente me repugna y me da náuseas... quisiera volver a vivir con la naturaleza: rodeado de árboles y respirar aire puro; oír el trino de las aves; trabajar la tierra y cambiar los alimentos; correr por el campo con la familia saludable y alegre junto al perro, al pájaro, al caballo, la oveja, la vaca, la ardilla...

Mirar siempre el horizonte y ver la luz y la paz... Jamás habrá por que temer.

Como colofón, Federico Stackelberg, dice: «Religión, matrimonio, familia, patria, Estado, son las instituciones milenarias y sacrosantas,

nacidas de la ignorancia y del miedo, que escinden la naturaleza humana en dos factores hostiles, el cuerpo y el espíritu, establecen una moral de hipocresía y de coacción, perpetúan el pasado y, manteniendo la mujer bajo el yugo del hombre, y los hijos, desiguales en derechos, según nazcan naturales o legítimos, bajo la autoridad de los padres, separan a la humanidad en naciones y en razas enemigas, y cimentan artificialmente nuestra monstruosa sociedad, por la organización metódica de la represión, de la coerción y de una tiranía astuta e implacablemente feroz.»

El filósofo Juan Bovio, dice: «La iglesia como el Estado son hijos de la común ignorancia y de la debilidad de los demás.»

Y Pedro José Proudhon incisivo y categórico apunta: «Tan supersticioso es creer en el Estado como creer en Dios», y agrega: «El Estado y el Trabajo como la Fe y la Razón son incompatibles.»

KING KAISER

COMUNICADOS

CONFERENCIA EN BURDEOS

La F. Local de Burdeos invita a todos los compañeros y simpatizantes a asistir a la Conferencia que sobre el tema: «La C.N.T. en el presente inmediato de España», dará el compañero J. Gómez Casas, Secretario de la C.N.T. de España, el domingo día 2 de abril a las 10 de la mañana en el local de la C.N.T., 42, rue de Lalande.

Esperamos máxima asistencia.

AGRUPACION ARAGONESA DE PERPINAN - C.N.T.-A.I.T.

Estando organizando un autobús para asistir al mitin de Zaragoza organizado por nuestra regional, todos los compañeros que deseen ir se pondrán en relación con el compañero P. Calvo, 23, Traverse de Pia, 66000 Perpignan, para todos los efectos correspondientes al mismo.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Comunica a sus afiliados que la Asamblea mensual tendrá lugar el día 9 de abril en el lugar y hora de siempre.

F. L. DE MARSELLA

La F. Local de Marsella pone en conocimiento de todos sus afiliados que celebrará asamblea el domingo 2 de abril a las 9,30 h de la mañana en su local social para tratar un Orden del Día de sumo interés.

C. DE RR. ZONA NORTE

Suscripción Pro-España Febrero 1978
Manuel Sánchez, Combs-la-Ville, 50; Paulino Dieste, id, 40; A. Terraza, id, 20; F. Local de Dreux, 250; Teodoro Guillén, Paris, 100; Francisco Cobos, id, 40; José Ortola, id, 20; Pedro Peralta, id, 11; Landeira, Dreux, 49; F. Local de Bruay sur Escaut, 18,20; V., Paris, 20; F. Local de Houilles-Argenteuil, 119; F. Local de Amlens, 11,60; Ginés Morata, Valreas, 20; R. Bolea, St. Amans, Uno del 90, Lamotte Beuvron, 400; Julián Tella, Souilly, 20; A. Fernández, St-Malo, 10; Manuel Santolaria, Bengy, 20; Carreras, Bagnères de Bigorre, 10; Madeleine Lamberet, Paris, 50; Allende, Antibes, 100; Jacques et Berthe, Paris, 10 francos.

Total: 1.399,40 F.

Prensa Confederal «CNT» Lista nº 25

Suma anterior: 32.232,30 F.

Mariano Carbó, Paris, 10; Pedro Genique, id, 30; Francisco Giné (hijo), Houilles-Argenteuil, 20; Pedro Muzas, id, 20; Félix Villa, id, 20; Eusebio Sáez, id, 4; Juan Giné, id, 10; Ginés Morata, Valreas, 20; A. López, Folx, 50; Un Maño, Paris, 70; Manuel Sánchez, id, 20; Terraza, Combs-la-Ville, 10; Abelló, Paris, 50; Uno de casa, 10; Ortola, Paris, 20 francos.

Suma y sigue: 32.596,30 F.

Pro-local Febrero 1978

Mariano Carbó, 10; Pedro Genique, 6; José Ortola, 20; Pedro Muzas, Houilles-Argenteuil, 50; Ginés Morata, Valreas, 20; Uno del 90, Lamotte Beuvron, 100 F. Total: 206,00 francos.

RIPIOS

Africa del Sur, 4 millones de blancos. 20 millones de negros. La verdadera merienda de negros.

El Papa Pio XII, (el Papa fascista) decía durante la «cruzada», que si en España se hacía la guerra, es por que ésta había perdido su fé. Sin comentarios.

El primer viaje que hizo Georges Marchais, Secretario del P. C. francés a Madrid, a su recibimiento hubo algunos empujones, debido al entusiasmo de su llegada, donde él fue la víctima, con voz autoritaria declamó a los que fueron a recibirle: un poco de disciplina. El pueblo español venía de sufrir 38 años de dictadura franquista.

EL DUENDE

LOS FUNCIONARIOS DE PRISIONES DE CARABANCHEL HAN DADO NUEVAMENTE LA MEDIDA DE SU FIDELIDAD AL FRANQUISMO AL HABER TORTURADO AL RECLUSO AGUSTIN RUEDA SIERRA, HASTA MATARLO,

¿Y QUE SE PRETENDA AUN DESDE CIERTAS ESFERAS HACER CREER QUE EL FRANQUISMO MURIO CON FRANCO?

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

DECADENCIA E INCOMPETENCIA DEL SOCIALISMO

por Severino CAMPOS

El socialismo español afronta momentos de desconsuelo. No le va el problema político como esperaba. La estrategia de las derechas ya inició rebases que no suponían las corrientes marxistas. Y puede decirse, que apenas entran en combate las armas políticas que disputan la posesión de los poderes estatales. Felipe González está demostrando su capacidad de novicio frente a expertos curtidos en las lides dictatoriales.

Las tareas del Parlamento, hasta hoy, nada han fecundado en pro de socialismo democrático. Sus seguidores, a excepción de aquellos que fueron colocados con remuneraciones estatales, siguen esperando. De la U.G.T., o de otros organismos sindicales que fiaron su suerte a la paleta electoral, los obreros nada han visto resuelto en su favor. Se prolonga el cómpas de espera, sin que los parlamentarios socialistas hayan aportado nada práctico.

Frente a sus rivales, los resortes socialistas, a más de frágiles, están en poder de personas inexpertas e inconscientes. Para satisfacer los compromisos adquiridos en las elecciones de junio, carecen de inteligencia y de dinamismo. Conjugan la torpeza con picardías infantiles, que los lagartos derechistas saben ver desde lejos. ¡Pobre socialismo español! ¿Hacia dónde vas?

Hasta el presente, los continuadores de Besteiro, I. Prieto, de los Ríos y otras figuras relevantes, trepitan sobre arenas movedizas. No hay en ellos rectitud de conducta ni solidez de criterio. Y si no en todos en la gran mayoría de los que se erigieron defensores del ideal, domina un desconocimiento profundo del mismo. Defienden las teorías socialistas, por ver en ellas las vías de comunicación con las metas que personalmente mejor situación pueden lograr.

No hay perspectivas de triunfos socialistas a corto plazo. El socialismo carece de valores para pensar en que hay que caminar por otros senderos. No es una solución, para quienes le confiaron el porvenir, leer en los periódicos una intervención parlamentaria de Felipe González, de

Redondo o de otro cualquiera. El voto lo entregaron los obreros en aras a otras satisfacciones: la libertad, el pan, las escuelas, la vivienda, etc.

Desde que el socialismo español entró en función parlamentaria, nada se ha logrado más allá de lo que los obreros por sí ya habían logrado. Hasta se puede decir se ha estrechado el margen de garantías que los trabajadores ya gozaban. Mayor volumen de paro, libertades más limitadas, es lo que hoy se constata por doquier del país.

Nada han resuelto los socialistas en favor del pueblo. Su incompetencia, la ineficacia de su sistema de lucha, quedó comprobada a todas luces. Su preocupación preferente, lo que absorbe su mente, son las batallas electorales.

Primero fueron las elecciones a diputados, ahora son las sindicales. Y no ha sido menudo el disgusto, mayor que para nadie para el Secretario General del P.S.O.E., no ir a las municipales en fecha próxima. Fácil es comprender la esterilidad de esa conducta.

¿Reaccionará el socialismo español ante la infecundidad de esa conducta? ¿Llegará a practicar métodos por los cuales cumpla los compromisos que adquiere con los explotados? No lo creemos. El socialismo, tiempo ha, se ha refundido en los crisoles burgueses. Mirado conjuntamente, a nivel de sus figuras representativas, su contenido ya es más burgués que de proletario. Y no obstante la destreza que algunas de sus figuras tienen para impugnar la explotación del hombre por el hombre, de imputar al capitalismo los grandes males sociales, el campo socialista está plagado de explotadores y capitalistas.

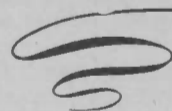
No es el socialismo español baluarte defensor de los oprimidos y explotados. Perdió la condición de su originalidad, y las virtudes de sus primeros apóstoles. Ya no se puede decir es una corriente de clase, con la

misión de redimir a los despojados de sus derechos. Se acercaron a los que en otros tiempos vieron como enemigos, se confundieron con ellos, y ahora, ¿quién es peor? Es muy difícil distinguir.

Y no obstante no dejan de producirse notas curiosas. En las bases que para la unificación socialistas se están dando a conocer se dice: «Solamente el socialismo hace compatible la libertad con la justicia, y esta se basa en la autogestión. El socialismo, como forma de organización de la sociedad está inédito; en ningún lugar se ha instaurado todavía en modelo fiel al análisis y al impulso socialista.»

La verdad es, que si la historia del socialismo en España registra pocos datos impulsores para la autogestión, perdió de vista esta necesidad elemental para la transformación de la sociedad. Su incorporación a las tareas gubernamentales desplazó el movimiento de lo que eran proyectos de realización socialista. Desde entonces, las ambiciones preferentes, casi únicas, consisten en conquisistas de poder político.

A medida que los militantes socialistas fueron superando su inteligencia, los intereses políticos del Partido los fue sustrayendo de los lugares de trabajo. Esas medidas fomentaron un divorcio con los valores laboriosos, con lo que es posible realizar la autogestión. Pero ya situados en lugares de ejercicio político, o gubernamental, tomaron gusto a una profesión que rinde más que el salario del taller o de la fábrica. Desde ese momento cambia completamente la mentalidad y los sentimientos de los que fueron explotados; no se puede contar con ellos para realizaciones socialistas.



CONFEDERACION NACIONAL DEL TRABAJO
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

MONTAGE
AUDIO-VISUEL
ET
EXPOSITION



ESPAGNE 36
PAR DELA LA GUERRE CIVILE:
UNE REVOLUTION SOCIALE

Au moment où l'idée d'autogestion s'impose à tous comme la seule alternative valable aux sociétés capitalistes, nous voulons montrer, par des documents, ce qu'a réellement été la plus grande tentative de révolution autogestionnaire de l'histoire.

EXPOSITION :
du 30 mars au 2 avril

PROJECTIONS :
Jeudi 30 mars 78 à 20 h 30
Dimanche 2 avril 78 à 15 h 30
33, rue des Vignoles PARIS XX

VOUS ETES CORDIALEMENT INVITE

Montaje audiovisual
España 36

PRESENTACION
EN EL LOCAL
CONFEDERAL

33, rue des Vignoles
PARIS XX

Jueves 30 de marzo
Domingo 2 de abril

¡ACUDID
TODOS!

UNA PLAGA SIN CURA

LA IMPOSTURA

He dicho que la impostura es el resultado de mentiras combinadas, astuciosa y sabiamente enmarañadas. Esta páfida asociación de inexactitudes aproximativas puestas en serie o en grupo son tan hábilmente concertadas que el más adiestrado puede perfectamente ser cogido por la aparente solidez que presenta el monumento en su conjunto.

Tales, en lógica, esos razonamientos que en apariencia poseen la precisión y autoridad más irreprochable; las proposiciones se suceden enlazadas de forma metódica; las diferentes partes de la argumentación se siguen con arte y se terminan con deseable rigor; las premisas traen con naturalidad los desenvolvimientos y éstos, en perfecto acuerdo, se enlazan con aquellas en notable disposición de seguridad y precisión a la conclusión del razonamiento entero, teniendo por objeto hacer válido el propósito presentado como inatacable.

A primera vista la más cerrada dialéctica nada construye que sea de naturaleza a hacer vacilar el razonamiento en cuestión, construido como una coraza sin defectos, tal que si fuere hecha para rechazar el asalto de la crítica más severa. Y sin embargo la coraza tiene un defecto, el razonamiento es sofisma. La intención estriba y radica en descubrir el defecto y el sofisma pues está disimulado con un arte asombroso.

Ese sofisma, esa falacia, es una premisa que se desliza, a veces, en el corazón mismo de la argumentación, instalándose de manera corriente y en principio, en el punto de arranque.

A veces, digo yo, está en el corazón de razonamiento, insinuada, sin estrépito, teniendo aire de nada; está como apartada de las otras proposiciones. Está prensada, como aplastada entre las otras que orgullosas, saltan superlativas, ofreciéndose presuntuosas, con toda la seguridad de sí a los ataques del adversario; presenta apariencia de pariente pobre admitida por compasión en el seno de una familia opulenta; se hace pequeñita, ocupando infimo espacio en medio de tal familia y sin embargo es de tal posición de casi nada la que da al razonamiento toda su fuerza; es ella quien sin traza ni aspecto resulta el cemento que une las diversas partes; es ella la que, como si no va la cosa asegura el equilibrio y la firmeza.

Tocar esta proposición, desplazarla, sacarla, modificarla y la argumentación se hundirá: castillo de naipes que al soplo más insignifican-

SEBASTIEN
FAURE



te se descomponen y sucumbe. Con frecuencia no es en el corazón del razonamiento donde se encuentra la proposición en cuestión; es en la base, en los fundamentos, es en el comienzo; es en el suelo sobre el cual se levanta el mismo monumento. Pero de un lado, hace mucho tiempo ya que esa vetusta y venerable proposición se halla enterrada bajo el edificio del cual es punto de apoyo; por otra parte se ha tenido cuidado de acumular en esa base una tan pesada y majestuosa arquitectura, que el observador ni siquiera piensa en escarbar el suelo, sondear el terreno, interrogarse sobre su resistencia; maravillado contempla y admira; se prosterna. La amplitud y belleza del monumento hace alejarse de su espíritu todo pensamiento extranjero a sus impresiones que irresistiblemente se traducen por estas simples palabras:

«¡Es grande! ¡Es sublime! ¡Es divino!»

Y por tanto es suficiente muy poco para que este observador se aleje de su admiración instintiva y descubra la fragilidad del edificio.

Será suficiente que franquee el umbral, penetre en el interior, aparte la espesa vegetación acumulada escondiendo el suelo, y ese suelo puesto al descubierto revelará que no es sobre granito donde se asienta el monumento sino sobre arena.

Sebastián FAURE

(Fragmento extraído de «L'Imposture Religieuse», de ese gran orador antirreligioso y libertario. Traducción de Fabián).

EL PUNTO SOBRE LA i

(Cogido de «Cambio-16», 5-12 de marzo 1978.)

Leo en el número 322 de «Cambio-16» un comentario de Gabriel Albiac sobre el «nuevo filósofo» francés Bernard-Henry Levy. ¡Anatema contra Levy! (según el inquisidor marxista Albiac). Su libro y su obra son anatema porque no ha leído «El Capital». ¡Ay de los paganos, para ellos serán las penas del Goulag!

Albiac institucionaliza la revolución a través de la siguiente ecuación: Revolución = Marxismo. Sentado este principio todo aquel que pecare de pensamiento, palabra, obra u omisión contra el marxismo es reaccionario, giscardiano o de Fuerza Nueva. Así de sencillo. La revolución institucionalizada tiene su Biblia: «El Capital»; su patrística: Engels, Lenin y Stalin; sus diversas heterodoxias: Mao, Mandel, Garau-dy y Semprún.

Albiac y los suyos condenan como reaccionarios a Durruti y a Cipriano Mera, y a los libros de Bakunin, Kropotkin, Orwell y Levy. Porque todos estos señores se atreven a predicar una utopía: la libertad humana.

La revolución, según los marxistas, está institucionalizada, y será realizada por esos grandes revolucionarios modernos que se llaman Breznev, Mao, Bumedian, Husak, Soares, Carrillo, Berlinguer, Mitterrand y otros.

Amén. Así sea. Amparémonos en la protección del señor Marx. Y que nos coja a todos bien confesados. ¡Y pensar que aún hay cándidos que se extrañan de la existencia de católicos-marxistas!

Jesús Méndez Mateu - Madrid.

SIN COLONIZACIONES

En el número 321 de «Cambio-16», página 12, en el recuadro titulado «Los otros sindicatos», aparece una información sobre el MOA que desearía rectificar como miembro de la Coordinadora Nacional Permanente del MOA, por contener extremos erróneos.

No somos «Movimiento Obrero Asambleario», como se decía en la información de referencia, sino «Movimiento Obrero Autogestionario».

En cuanto a lo «de carácter anarcosindicalista», esto es pura invención del periodista, él sabrá con que fines confusionistas. Hemos respetado muchos de nosotros desde hace más de 30 años las corrientes históricas del sindicalismo español, pero nunca hemos coincidido ni en sus dependencias ideológicas ni en las políticas. Sostenemos que el sindicalismo específico y sustantivo de clase tiene que ser autogestionario, y no puede serlo si padece colonizaciones ideológicas o políticas, o ambas a la vez; de la misma forma que tampoco puede ser libre.

Julián Gómez del Castillo - Madrid.

ESPAGNE 36

L'Exposition « Espagne 36 » sera du lundi 20 au vendredi 25 mars 1979 à la Maison des Jeunes et de la Culture d'Alfortville, 36, rue Raymond Jaclard, Alfortville.

Le vendredi 25 mars à 20 h. sera projeté l'audiovisuel « Espagne 36 ».



Y la Redacción de «Cambio-16», insiste: «El MOA, desde sus orígenes en 1976, estuvo muy próximo a la ideología anarcosindicalista, manteniendo incluso contactos informales con destacados militantes de la CNT. De hecho, una parte considerable de militantes del MOA pasaron posteriormente a afiliarse a la Confederación Nacional del Trabajo.»

INFALIBILIDAD

Santiago Carrillo no perderá ni uno solo de sus militantes, debido a la publicación de la obra de Jorge Semprún: «Autobiografía de Federico Sánchez». Ni uno solo. Si se tratara de un partido democrata, a la europea, se iniciarían una serie de discusiones políticas que traerían la caída de algunos puestos de dirección, su debilitamiento o fortalecimiento, pero tratándose del Partido Comunista, no hay caso: se anatemizará el libro y aquí paz y después, gloria. Si calificamos a los partidos comunistas como partidos políticos nos equivocaremos. Si los calificamos como ejércitos políticos, con toda la dosis que ustedes quieran de heroísmo, abnegación y martirologios, estaremos en lo cierto. El comunista no necesita razonamientos, vive de su fe, una fe absoluta en el recuerdo de la revolución rusa y todo lo demás le sobra. Su Partido, con mayúscula, puede hacer, políticamente, un viraje de viento ochenta grados, seguido de un contraviraje de trescientos sesenta, y eso no importará nada, porque los militantes seguirán teniendo una fe inquebrantable en su partido.

Antes de escribir Jorge Semprún su «Autobiografía de Federico Sánchez», la bibliografía antipartido era ya muy numerosa. Empezó Victor Serge con su «Historia de la revolución rusa», siguió Koestler, con «El cero y el infinito», el comunista alemán, Jan Valtin, con «La noche quedó atrás», y, posteriormente, los españoles Enrique Carrero, Jesús Hernández, Tagüena, Fernando Claudin..., muchos, muchos fueron los comunistas que no pudieron soportar ese sometimiento deshumanizado y fanático al partido. Y, sin embargo, ni un solo comunista tendrá para ellos otra palabra que la de traidores al movimiento obrero y, sobre todo, al partido.

A esta gran cantidad de libros publicados por comunistas, todos ellos dirigentes, se unía la historia viva y palpitante, endemoniada y fantástica, de los miles de Bujarin, Zinoviev, Kamenev, Radek, Rakosvky, fusilados, tras grotescos procesos y en los que morían confesándose traidores, como último servicio al partido.

Pasar de la noche a la mañana desde el marxismo-leninismo, dictadura del proletariado incluida, a la aceptación total y sin complejos de la democracia burguesa, sólo puede ser aceptado, sin titubeos, por la disciplina de los partidos comunistas.

El viraje hacia un comunismo democrático — eurocomunismo le llama él — es el resultado del apropiamiento de parte de las teorías de Claudin-Semprún y, en esto no hay dudas, su tesis más audaz e inteligente. Y nada desconcertante, teniendo en cuenta la coexistencia pacífica de la Unión Soviética.

Ventura Castelló - Sevilla.

El monstruoso autoridad

«IDEARIO» - Ricardo MELLA

La psicología de la autoridad está precisamente en eso, en ser imparcial a costa de la humanidad, en ser recta a costa de la libertad y de la vida de los hombres. No podría ser de otro modo.

La piedra berroqueña, el acero, el diamante, no son más duros que su dura alma. Su cerebro es un puro mecanismo de cálculo. La lógica de los hombres no reza con ella. Está fuera de la razón y de la humanidad. Está fuera del concierto universal de la vida. Está fuera de la Naturaleza.

La autoridad es un abismo que ex-

cede los límites de la inteligencia humana. Su psiquis no es la psiquis del hombre aunque el hombre la engendró. Acaso no tiene alma, y si la tiene es alma contrahecha y monstruosa que surgió de lo ignorado y se ejercita en el mal y por el mal dura y perdura. Por el bien de la humanidad, será menester aplastar al monstruo.

«ESCRITOS»

Interesante obra de Juan Peiró. Textos en catalán y castellano.

Precio: 70,00 frs.

EN EL CENTRO CONFEDERAL DE PARIS

OTRO FESTIVAL

Fue la tarde del 12 de marzo. Domingo nublado. El ambiente no está en concordancia con la intención. Espera bajo el toldo de un firmamento gris. Color gris en la atmósfera, color gris en los constantes. Color gris en augurios mal disimulados. Y eso qué importa. Hay que cumplir. Cumplir la palabra dada. La palabra se cumplió; y por el resultado final, ella halló su recompensa.

En el gris de la sala, Feralta sale dirigiendo palabras de circunstancias. Aquí está Roldán para calentar el ambiente, arrancando con una poesía de García Lorca para continuar con chistes y chascarrillos. Llevamos en la talega suficiente alimento para alimentar el entusiasmo. La talega se llama corazón.

Se presenta la compañera García y la temperatura aumenta con sus canciones. Entre ellas una del Fleta famoso; y termina su contribución con una poesía que recita: «El Pastor». Mutis con aplausos:

Roldán el presentador está de nuevo ante el público. Entre los dos, el aparato enderezado que amplifica la voz. Saca de su «almacén» bien abastecido, más chistes y más chascarrillos. Ofrece el puesto al «maño», compañero García, siempre dispuesto a demostrar que aunque «solos» estamos muy bien acompañados. Canciones que son cantos a la libertad, tema inagotable. A las que sigue: «Canta compañero, canta». Un intermedio de jotas de fuerte tonalidad.

Entre ellas aquella que calentará más el ambiente haciendo remover al público su viscera cardíaca: «*Qué tiene la jota, madre*», para volver a las canciones de «estilo, con: «(...) los besos del alma» y «(...) la blanca ilusión». Están fuera de cuenta los saludos de despedida con aplausos. Como para dar tiempo al tiempo aquí está el infatigable Roldán para interpretar una canción catalana que a otra y a otra se enlaza.

Y aquí está Gimeno empezando con voz de bajo para reemplazarla pronto por la de baritono. Un monólogo con «*Hoy España*», en el que se oyen, intercalados, tal un apoyo, versos de León Felipe. Su intervención tiene prolongamiento en la canción: «Niña Preciosa», de tal manera sentida que el sentimiento parece vérselo flotar en el recinto. El tubo vertical que sostiene la cabeza que amplifica la voz está tambaleándose como queriendo decir: «Aquí estoy de más».

La temperatura sigue en alza. El frío se fue. Roldán llega. Ahora se trata de tangos y milongas sin guitarra. Le acompaña su entusiasmo. El compás de espera se cierra. Es el entreacto. Son las cinco y media. Por poco serían las cinco de la tarde. Pero aquí no hay cornadas. El único muerto es el tedio, ya que por el contrario pronto va a subir la temperatura al máximo. Quién iba a pensarlo... Y lo que te contaré, morena. Segunda parte:

Allí está en el escenario liliputiense y sin candilejas, el bardo moderno con su guitarra. Moderno en la mayor intensidad del vocablo. Un trovador de gran modestia y de gran clase. Las dos cualidades forman un hombre y un nombre: Carlos Andreu. ¿Revolucionario? Sí. Así se expresa el revolucionario, el arte y el artista de verdad. En la forma y en el fondo. Está con el instrumento más a propósito: la guitarra, siempre vieja y siempre nueva. Está en el tablado y por él anda con parsimonia; se encuentra en su ambiente.

A manera de preámbulo nos ofrece un poema musicado de los incas de antes que los bárbaros blancos llegaron a colonizarlos, antes de que ellos fueren a su vez colonizados. Así se expresa. Una de «las primeras canciones sociales», según anunciara. Tema y música tienen su complemento. Y su temperamento. A continuación una canción portuguesa: «Alemejo». Canción triste, tema crudo: intensamente emotiva. Trazando el vía crucis de una muchacha de quince años matada por estar en cinta. Ritmo y melodía apropiados. Trata a continuación el tema español, dándonos para empezar una «Saeta mozárabe», más aludiendo en el temario la frase tenebrosa de Millán Astray, «Viva la Muerte», «Abajo la inteligencia», a la que el bardo responde en su canción de aire mozárabe con su «Viva la inteligencia, abajo las prisiones.»

Sobre un chiste aludiendo la muerte de Carrero Blanco, una canción libre y popular: «Como en Fuente Ovejuna, todos a una», para librarse del tirano; ya enterrado. «Carrero se llamaba...» Y al compás del estribillo: «España, todos a una».

Siempre al rasguear de la guitarra, una canción catalana con el tema panorámico-social y campestre del pueblo donde el trovador nació, en Cataluña. La transformación y deformación de los campos antaño poblados de árboles frutales, en bosques de fábricas. Diciendo con amarga ironía remedando la realidad absurda del presente tiempo: «(...) Que mueran los pueblos y que vivan las ciudades». «(...) Industrialización, campo de concentración», canta en la siguiente canción retratando con sus versos la fea realidad.

Una canción extremeña. ¿Motivo? El cambio de una antiquísima danza popular, danza de la fecundidad, que la imposición por el catolicismo se convierte en rito a la Virgen, apagándose la inspiración: «(...) Hubo un tiempo en que la mujer y el hombre trabajaban cantando; ahora se acabó».

Y el público atento y entusiasmado oye ahora «El Mapamundi». Canción lanzada al galope. Que atravesando los decenios me recuerda aquel artículo que en el diario «La Libertad», de Madrid, lei de Américo Castro: «Hombres sin tierra, tierra sin hombres» hacia los años 1924; tenía 12). Tal es el tema de esta canción de Andreu: «(...) Y vemos que falta una buena revolución...» A la que sigue otra buena canción catalana expresada en lengua vernácula: «Las Raíces». Profundo sentido humano, regalo del sentimiento: «(...) Las casas hacen las calles, las calles hacen los pueblos.» «(...) Caminando, caminando.» «(...) Si el pueblo estima su tierra, la tierra estima su pueblo.»

Y otra: «Calcamonias, calcamonias...» Sale de sus labios y de su guitarra, «Barna City». «(...) Barcelona buena si la bolsa suena. Si la bolsa no suena, mala es Barcelona.» Canción social de gran clase. «(...) Barna, Barna, buena, buena, si la bolsa suena. Si la bolsa no suena, qué dura es Barcelona.» Salva de aplausos.

Sale por jotas con el ritmo bien modelado aunque, modesto, cree que no saldrán como es debido. Entre ellas, aquella antigua puesta al momento, al día, a la época: «(...) Nadie tema a la fiera, / que la fiera morirá; / que nadie tema a la fiera.»

Para que el mosaico étnico español esté completo y presente, para que nadie se enfade, interpreta una melodía gallega. Y para mayor regalo de los asistentes una canción más que antañona, música y letra de los tiempos anteriores a la expulsión de los judíos españoles quienes a través de los siglos conservan aquel lenguaje sabroso. Revive así el lenguaje castellano aquel. Que entrelaza con un motivo de actualidad en honor de la libertad para los presos comunes, pero siempre con el ritmo y música de allá por los siete siglos pasados; y conservados hoy en día por los sefarditas: «(...) Los pueblos españoles seguirán luchando / mientras queden prisiones y manicomios...»

Y termina Carlos Andreu con una canción andaluza: «Morenita a mi me llaman». Expresada con garbo y salero casi andaluz, acompañado esta vez de la pandereta, para dar así «ambiente regional». Ni decir tiene que el frío se quedó afuera.

Roldán anuncia la subida sobre el tablado del trio «Les Martingouins»; dos barbudos y una zagala. Acordeón, flauta y guitarra. Para abrir boca, una de las primeras canciones de Brassens: «*Marine*». A la que sigue una muy graciosa pieza: «A la Goutte d'Or», que es servida en estribillo.

Vienen a renglón seguido canciones sociales, canciones picarescas y canciones de amor de los tiempos cercanos a los de la Comuna en las que el trio Les Martingouins se ha especializado buscando en los archivos. Entre ellas la de un autor anónimo, que lleva por título, «Bon Homme». En cada estrofa el estribillo:

«(...) Buen hombre, buen hombre / que has hecho de tu corazón.»

«Rebélate.»

«(...) Buen hombre, buen hombre / que has hecho de tus brazos.»

«Rebélate.»

Llega la canción de los bajos fondos parisinos: «Les salauds» (Los guarros, los botarates).

De igual manera, al fin de cada estrofa el mismo estribillo, la misma cantinela:

«¡Ah, los guarros...!»

Una antimilitarista y después llega la vez a una mazurca a la que le sigue una canción popular en la que se pone en la picota a políticos y militares.

La guitarra es reemplazada por un pandero sin sonajas que, con la flauta y el acordeón, el trio «Les Martingouins» va a cantarnos otra social de cuando la Comuna: «La Semana Sangrienta». A continuación otra de por entonces, siendo la tal picaresca: «(...) Me llamo Augusto / y canto justo» ... «Como dice el capitán / la boca llena.»

Termina la velada, pues que ya es de noche, tarde en la tarde, con «La java de la Bastilla», mientras que el público empieza a ausentarse acompañandoles un aire de java.

EL ESPECTADOR AQUEL

«Genocidio español en la España de los Austrias», F. Oláya	30 00
«La Miseria de la dialéctica», George Nicolai	30 00
«Seveso está en todas partes», Grupo de trabajo Seveso	8 00
«El Cetro y la Bomba», Xavier Domingo	10 00
«La Crisis Espagnole au XX ^e siècle», Carlos Rama	30 00

ANTONIO MACHADO

YA ESTA



representaba en el mundo exiliado español.

Así bajamos a Collioure. Por la poesía, pero mucho más por la personalidad de Antonio: muerto en el torbellino de gentes y vientos en derrota... El, que había sembrado en el surco... murió, oyendo aún el trueno sangriento de la guerra civil. Entre los que habían cavado barbechos...

Y, allí nos encontramos todos: Todos en todos, en el decir de los que hablan, en el silencio de los que callan... vueltos hacia el interior de aquellos terribles momentos (en el naufragio y sus vaivenes, tiznados aún por la pena).

Y, vemos con amor la cantidad de energías y buenas aptitudes que la simpática Mónica Alonso, secretaria de la Fundación pone en la organización de las Asambleas y sus congresos. Es alentador, en estos momentos, en los que el vicio se hace rey, ver como esa joven se hace vida en la cultura... Mónica y los otros, y las otras jóvenes que vinieron del otro lado de los Pirineos: unos desde Madrid, en auto-stop, otros de Extremadura o de Barcelona.

Y, allí estuvieron en nuestro aplauso. Viéndolos entre nosotros, pensamos en esas florecillas que dan razón a nuestro otoño. A nuestras tantas y tantas primaveras coronadas de cabellos blancos.

José MOLINA

Nota: El Primer Premio, con valor de 2.000 F. coronará sobre todo un ensayo biográfico o comentario sobre un aspecto de su obra. Los autores deberán enviar sus trabajos en seis ejemplares a la Mairie de Collioure, antes de octubre de este año 1978.

El Premio Internacional Antonio Machado quiere encauzar la memoria del poeta muerto hace treinta y nueve años... en el torbellino de gentes y de vientos en derrota. El primero se otorgará por primera vez el 25 de febrero del 1979. Así decidió la asamblea abierta celebrada en Collioure el 26 de febrero de este año.

Claude Couffon, Henry Bonnier, Garaudy del lado francés; Luis Romero, Aurora de Albornoz y Gabriel Celaya del lado español son los componentes del Jurado de la Fundación (que celebra sus asambleas regularmente: Asambleas o Festival sentimental, cada año). A estas asambleas se acude cada año en el mismo estado de ánimos que se acude al Festival Pablo Casals de Prades, y, permítaseme la comparación. A aquellos festivales — sobre todo en vida de Pablo — se iba, naturalmente por la música. Un poco por la música, mucho por lo que Casals

VIEJAS ESTAMPAS

EL FRENTE CONFEDERAL ROTO.
Y LA NOCHE AQUELLA...

II

por FABIAN

Las fuerzas confederales del frente de Aragón, viniendo del Vedado de Zuera y de Leciñena, de Alcubierre y de Farlete, de Osera y de Pina, recibieron orden de retirada. Y a través de los campos, en dirección a Fraga, soldados con menguado equipaje. Con paso precipitado mas no a la desbandada, avanzaban en retroceso. Tan sólo en el triángulo formado por Sástago Bujaraloz, Gelsa y Velilla de Ebro, los combates eran encarnizados con las fuerzas franquistas venidas del río que pudieron pasar sin gran impedimento, a fin de salvar los hombres de Monte Oscuro, de los Monegros y Montes de Farlete, camino del Cinca a través de La Naja y su sierra. Es el momento oportuno de decir que se fueron de naja, que se najaron. La carretera de Bujaraloz era un hormiguero militar para parar el ataque fulgurante. Entre ese hormiguero daba una nota singular los de uniforme de pana, que por ello se les conocía y nombraba por la Brigada de la pana, cuyo comandante era el confederal Mora. De entre ellos, heridos cogidos y transportados al puesto de socorro establecido en Candanos, llevados por dos compañeros sobre sus brazos que, cogidos por las manos, hacia las veces de artola.

Poco tiempo duró allí el puesto de primera urgencia. Orden imperativa y apremiante. La Sanidad debía trasladarse al otro lado de Fraga en espera de órdenes. La carretera se había transformado en río humano. Mientras, palmo a palmo se defendía el frente de Aragón, terreno que se perdía, en mucho, por incapacidad o negligencia calculada en las alturas, dirigidas o controladas por el Partido Comunista. El frente como las sabotas de la Confederación debían ser saboteadas: orden de Estalín. Si bien que los comunistas ultra-autoritarios españoles no la necesitaban por que con su mala leche tenían bastante. Eran los frutos amargos y envenenados de su política. Y la guerra social tanto como civil empezó a perderse.

Por el Val de Castejón, el llano de las Menorcas y la Sierra de Ontiñena continuaba el desfile, avanzando en retroceso, las Unidades de la libertad.

El teniente Pons, siempre con su aire y sentir despreocupado, decía a Gabriel:

— Ahra hasta Francia...

— No es para tanto, Pons, no es para tanto...

— Poco le faltará. Por mi, yo ya tengo donde ir. Conozco la capital de Francia como mi mano. Tu me acompañarás. Te ayudaré aunque no harás mi gana pan desvergonzado...

— ¡Cállate ya! Te vas de vareta.

Envueltos en la riada humana, los componentes de las Compañía y sus ambulancias llegaron a Fraga pasando el puente sobre el Cinca. Subieron el repecho tras de dejar la ciudad desierta. En el llano alzado pararon por orden de Corominas. Cerca de la carretera a la izquierda yendo hacia Lérida, una aldea. Tal que Fraga, aquella aldea se veía medio abandonada. En una casa desierta cuya puerta estaba abierta, entraron. Los camilleros dejaron allí sus macutos conteniendo un sumario paquete de prendas de mudar. Volvieron a la carretera, Corominas

dio el consejo de esperar allí. El, Gabriel, el médico Bosch, el farmacéutico Manresa y su ayudante, Vicente, hermano menor de Corominas volvían por donde habían venido, pasando Fraga en el coche del comandante y una ambulancia. Al pasar el puente en sentido contrario, entre la carretera y el río, en un corto terreno plano que hacia ángulo, un caserón de ladrillo macizo. Una alta y ancha puerta a dos hojas. Cerrada con un simple cerrojo, la abrieron. Era un hangar de labranza, muy espacioso. Carromatos, correaes, colgados en las paredes, arados romanos y otros de vertedera, señalaban que el recinto pertenecía a un labrador rico. Entraron el coche, y la ambulancia fue dejada fuera junto a la puerta. La multitud de combatientes en retirada, pasaba carretera adelante sin precipitación tanto como sin retardo. Nadie de los que acompañaron al comandante Corominas sabía el porqué de venir allí cuando la desbandada era constante, regular y sin reacción de pararse. El frente desarticulado y roto, y por ello sin tener necesidad de su servicio. Bosch, médico concienzudo y hombre de corazón entero y pausado en sus determinaciones se lo dio a entender a Corominas quien, semblante taciturno, y como siempre sin expansión verbal, le respondió que si su gusto era de volver al punto de partida podía hacerlo.

Manresa, el boticario, se expresó de igual manera. El día iba a esconderse cuando montaron en la ambulancia, Bosch, Manresa y, naturalmente, el conductor. Vicente dijo:

— Yo me quedo.

— ¿Para qué? — respondió su hermano.

— Para acompañarte.

— No hay necesidad. Monta en la ambulancia con los otros.

Vicente así lo hizo. Gabriel se quedó.

— Mientras tú estés aquí yo estaré contigo.

Corominas se encogió de hombros.

Entraron en el hangar. Una escalera de mano puesta de pie apoyada arriba sobre el lado de una trampa abierta en el tablado, clavado sobre vigas espesas, formando el granero. Subió Gabriel.

— Es un pajar.

— Viene como anillo al dedo. Podremos dormir...

Y así diciendo, Corominas cerró la puerta espesa de doble hoja con el cerrojo interior. En la oscuridad, el chasquido de un encendedor: alumbró. Desde arriba, Gabriel vio avanzar a Corominas, orientándose hacia la escalera, tal una visión que salía de la tumba; andaba siguiendo una llama errática, la de un fuego fatuo. En el granero medio lleno de hierba seca, una ventana-puerta dejaba pasar los últimos claros del día que agonizaba y el ruido monótono, incesante, del hormiguero humano que venía del frente desoyuntado, atravesando el río por el puente, llegando allí como un clamor, apagándose. Se acostaron sobre un lecho de hierba. El tiempo pasaba, las oscuridad era completa y el ruido multitudinario seguía llegando como un rodar de casaja. Con el



Las campañas de Aragón y Levante. Marzo-julio de 1938

griél, los ojos abiertos en túnel del espacio negro cavidaba y se preguntaba sobre la idea desconcertada que había hecho a Corominas quedarse así allí en tales circunstancias. Sin dirigirse una palabra y siendo todo oídos, aparentaba dormir.

Avanzaba la noche oyendo como un eco, el murmullo traginante tal que procesión interminable. Como no podían dormir, pensaban. Y en ese cabalgar de la imaginación a campo abierto, Gabriel recordaba haberle ya ocurrido otro tanto. Aquella estampa pasada volvió a la imaginación con todos los detalles. Fue en Puebla. Una noche en que después de una conversación interminable sobre ideas y como único auditorio los dos lugartenientes de Barcaza, el bigotudo, pies planos, y el joven ya calvo de porte distinguido. Escuchaban sin meter baza. Y por causa, ellos los chinorrios que estaban a gran distancia del ideal libertario. Gabriel y Torrens el secretario de la Intercomarcal de Lérida, que había hecho una visita rápida a la Brigada 141 donde tantos compañeros de allí había, entre ellos el comisario Pantaverde. Tras de mucho hablar llegó medianoche, teniendo, por ello, que parar. Estaban en la cocina, en el primero y único piso de aquella casa grande y «distinguida», la mejor de Puebla, que se encontraba al otro extremo del villorrio, iniciando la calle que llevaba a la ermita, junto a la balsa, a la que estaba separada por un camino de herradura que conducía a la montaña cercana. La casa en cuestión era un anexo del P. M. Se fueron a

acostar en la sala contigua; ya algunos soldados dormían. A poco de acostarse, vestidos, un silbido grueso y de inmediato un obús que pasó cortando el aire. Venía de detrás de la montaña a cuyos pies estaban. Pasados cinco minutos, otro. De una manera regular, detrás de la barrera montañosa por la cual Puebla de Albornos estaba como al resguardo, el enemigo se puso impertinente. Gabriel lo recordaba ahora y en la cámara oscura pasaban las imágenes de aquella estampa con sus contornos precisos, formando un claro-oscuro. Hubo una pausa. Como nadie podía dormir desde que el sueño fue sacudido, alguno dejó el dormitorio encaminándose a sitio más seguro. Gabriel y Torrens estaban en su camastro lado a lado. Diez minutos, un cañonazo. Desde entonces, con regularidad cronométrica, se sentía venir el obús rasgando el viento. A cada cañonazo, una sombra atravesaba la estancia camino de la escalera. Torrens no quería ser el primero en levantarse. Gabriel tampoco, y contaba los obuses para pasar el tiempo. Sin ninguna duda los fachas buscaban demoler la casa aquella sabiendo que en ella se encontraba la Plana Mayor de la Brigada. Pero lo que no sabían era que se había trasladado a la ermita. Más tarde lo supieron. Y la noche de más fue que en la noche hicieron fuegos artificiales con las bengalas multicolores que señalaba un posterior bombardeo.

Cuando el día apareció estaban solos en la sala.

EL ESTADO Y LA FAMILIA

II

En el Capítulo II de la Constitución, dice, «Artículo 51. — El Estado protege el matrimonio, la maternidad y la familia.»

¿En qué sentido puede un Estado «proteger» a una familia?

«En varios sentidos!», aludirán a soto voce ustedes.

¿Cuáles? ¡Yo no veo ninguno! Jamás un Estado podrá «proteger» a una familia. ¡Es la familia la que debe protegerse del Estado y liberarse de él!

Por qué? Porque una familia es una pequeña Comunidad con libertad de expresión, de movimientos libres, donde el debate es la causa común del origen de las Ideas transformadoras en beneficio de la Comunidad... Una Comunidad sin el Estado puede existir, pero un Estado sin Comunidad no puede vivir.

¿Qué hace el Estado ante esta situación? Para el ignorante y fanático es un camaleón que «cambia de ideas»; hoy es socialista autoritario, mañana, liberal y pasado un demócrata cristiano...

Corrompe a la Comunidad (léase familia) con vicios porque de ellos se nutre y se alimenta; y la prostitución, el crimen y la explotación son auspiciados por él. Solamente una familia, acérrimamente unida, puede protegerse a sí misma.

¿Sostienen ustedes alguna duda?

«Sí», gritarán atormentados por la luz de la Verdad.

Pues, veremos algo más sencillo: cuando el padre o la madre son asesinados por el Estado o encarcelados por éste, o uno de sus hijos que por defender su libertad de expresión sufre las inhumanas torturas volándose su soberanía individual... Es aquí donde yo pregunto: ¿el Estado «protege» a la familia? ¿Quién es el Estado para cometer todos estos des-

manes y crímenes a diestra y siniestra y a la postre, darse el lujo de escoger a la víctima y cometer sus fechorías ultra-bestiales a la hora que a él, le da la gana? ¿Sobre qué «derechos» se basa el Estado para realizar estas actitudes? ¿Acaso, par él, familia es sinónimo de grupos que están hechas para «trabajar y callar»; y no están las fronteras para cercar a los esclavos llamados «familias»?

Entonces, ¿a qué llama «protección» el Estado? ¿A quién «protege»? ¿A los que «trabajan y callan»? ¿Y es ésta la verdadera actitud de un ser humano? ¡No!

Y aquél que diga «¡sí!» no es un ser humano; es digno del desprecio; una úlcera cancerosa en la familia.

En el mismo «Artículo 51 — continúa diciendo — el Estado protegerá la salud física, mental y moral de los menores y garantizará el derecho de éstos a la alimentación, la salud, la educación y la seguridad y previsión sociales.»

No veo tampoco cómo «el Estado protegerá la salud física, mental y moral de los menores...»

Si su hijo sabe que el Estado parásito desata una persecución contra su padre, o madre, por temor a que el honesto ciudadano lo rete a un debate público...

¿Puede ese hijo tener una «salud mental y moral»? Pensar que su padre sea emboscado en cualquier momento y asesinado allí mismo o en la prisión es sinónimo de «el Estado protegerá la salud física, mental y moral...» Y se han dado casos (a diario) donde la familia del fugitivo es apresada y torturada para que éste se entregue!

Y preguntarán ¿dónde sucede eso? Viene sucediendo en todo el planeta Tierra; no existe un ápice donde, realmente, se pueda practicar el Humanismo. Es el finísimo ejemplo de que todos los Estados son lo mismo y todos aplastan (incluyendo el asesinato) moral, económica y culturalmente a las familias.

No hay ninguna «protección» de parte del Estado hacia un ser humano; todo es un engaño. Sólo sus cómplices contribuyen a esto.

Dice el «Artículo 57. — El Estado velará por el mejoramiento social y económico de la familia y organizará el patrimonio familiar determinando la naturaleza y cuantía de los bienes que deban constituirlo, sobre la base de que es inalienable e inembargable.»

En qué forma «el Estado velará por el mejoramiento social y económico de la familia...?» ¡No hay forma alguna!

Claro que «algunos», turiferarios con el «equipo de mando», tienen que vivir bien gracias a la ignorancia del obrero que lo produce todo.

De todas maneras el Estado no conoce ni la justicia ni lo justo.

Lo veremos en una forma sencilla: verbigracia, el país tiene diez familias; por arribismo, o por lo que sea, cinco de ellas son beneficiadas... ¿Y el resto? ¿Acaso no tienen el mismo «derecho social y económico»?

Bueno, de las diez familias sólo nueve son tocadas por el «divino y todopoderoso Estado...» ¿Y la décima? ¡Marginada porque era rebelde!

El Estado jamás beneficiaría a las diez familias. ¿Por qué? Porque entonces el Orden reinaría en el país y el Estado, semejante a una visión, iría desapareciendo de las conciencias humanas.

Pero, existe una realidad: el Esta-

do y la familia jamás podrán ir asidos de las manos. ¿Por qué? Porque el origen de una familia es libre y el origen del Estado es la opresión. La familia siempre estará en busca de libertades y el Estado siempre estará como un obstáculo a la razón humana.

Este es otro engaño y la Iglesia contribuye a fortalecerlo.

Pasemos al Capítulo III de la Constitución, dice: «Artículo 59 — El trabajo es un derecho y un deber del individuo, y por tanto es una obligación del Estado elaborar políticas económicas encaminadas a promover el pleno empleo y, asegurar a todo trabajador las condiciones necesarias a una existencia decorosa.»

¿Cuántos desocupados hay en el país? Entre hombres y mujeres hay más de ochenta mil en el territorio. (1)

«Es una obligación del Estado elaborar políticas económicas...» ¿Dónde está esa «obligación» cuando hay más de ochenta mil parados?

El obrero es despedido bajo la mirada cómplice del Estado y la traición y corrupción de los sindicatos.

El obrero despedido trabaja hoy aquí; mañana allá... saltando siempre sobre los lomos de un futuro incierto, dudoso, lleno de incertidumbre. ¿Qué garantías puede tener este obrero? ¡Ninguna!

Si este obrero tiene familia, he aquí el primer paso a la ruptura de un hogar honesto y decente.

He aquí una prueba de que el Estado no puede jamás «proteger» a la familia. Sólo los padres (él o ella) si están trabajando pueden proteger su familia.

La familia pasará hambre y éste es el segundo paso para que en ese hogar humilde comience a vivir la infidelidad... es la entrada a la prostitución auspiciada por el Estado. Y la «protección» a la familia aún no la veo por parte del Estado.

La familia continúa la lid contra una imposición de injusticia producto de una sociedad farisea y desorganizada... «Asegurar a todo trabajador las condiciones necesarias a una existencia decorosa.»

¿Cuántos trabajadores tienen una «existencia decorosa»? ¡De diez, uno! El Estado es irresponsable. De diez, nueve. El Estado no cumple sus promesas. Y si las diez familias tienen el significado de esas bonitas palabras «existencia decorosa», el Estado desaparece.

Entonces, en qué quedamos: hay; habrá ¿o nunca existirá una «existencia decorosa» para los trabajadores? No hay, porque la realidad nos demuestra lo contrario; no habrá, porque al hacerlo el Estado se esfuermará y por ende, jamás existirá una «existencia decorosa» para los trabajadores con esta clase de sociedad que vemos actualmente.

En el Capítulo V de la Constitución, dice: «Corresponde exclusivamente al Estado organizar y dirigir la educación en el territorio nacional y garantizar el derecho y el deber de recibirla.»

No hay un solo ápice de libertad de enseñanza cuando el «Estado organiza y dirige la educación...» El Estado, en ningún momento permitirá textos donde se le denuncie co-

mo un asesino, explotador y mentiroso... entonces, ¿cómo puede hablarse de «libertad de enseñanza»? Una «cultura a medias» es una cultura capciosa y una «cultura mediocre», es una cultura mal dirigida.

El Estado se presenta ante la familia como un benefactor, como el dios de la Biblia, que lo resuelve todo, aunque sea asesinando a otros seres humanos; y escoge los libros, bien seleccionados, para que la familia disipe su «ignorancia» y no lo vea a él, como la gran hez de la sociedad desorganizada.

¿Hay libertad de enseñanza en las escuelas y universidades? ¡No! Si hubiera tal «libertad», entonces para qué el Estado (o el dios moderno) prohíbe los llamados libros «subversivos», cuando en la realidad no existe ningún «libro subversivo», porque tal «subversión» emana únicamente del Estado parásito y asesino. Entonces, ¿cómo es posible aceptar que el Estado da una enseñanza libre?

El problema empieza cuando una familia comienza a darse cuenta de lo que es el Estado por medio de esa luz que dan los «libros condenados». Son contados los Estados que permiten una «crítica profunda» en los periódicos, revistas y casas editoriales por pequeños grupos que recogen la antocha heroicamente caída pero jamás vencida. Empero, a la postre, el Estado siempre termina persiguiendo, encarcelando o asesinando a esos seres humanos de ambos sexos.

¿Hay «libertad de enseñanza», entonces? ¡No! ¿Por qué el Estado prohíbe la «lectura de un libro»? ¿Con qué «derechos» lo hace? ¿Existen esos «derechos»? ¡No! Ah, pero él, es «dios», el «benefactor», el que todo lo realiza en «beneficio» de la familia.

Un maestro, un catedrático, preparados y egresados con esa distorsionada «enseñanza», que pueden enseñarle a esas generaciones que surgen en busca de condiciones más humanas a su alrededor? ¡Nada!

Ahora, vemos, a la familia en una situación dolorosa: el padre, protector de aquel hogar, presto verá que sus hijos mal alimentados no seguirán la escuela que «dice ser gratuita», porque no podrá comprarles los uniformes, los zapatos, los cuadernos...

La madre desesperada venderá su sexo. Caer en el vicio o la corrupción es fácil, salir de ese pantano es lo difícil.

Esta familia, víctima del Estado (¿acaso es la única? ¡No!), es el principal testigo que con su índice, tembloroso, señalará siempre, a través de los siglos, y hasta que desaparezca, al Estado como causa de todos sus males ebanados de su irresponsabilidad y desorganización.

Esta familia anónima es la misma en cualquier parte «civilizada» del planeta Tierra; sin recursos económicos, con la gazuza y la enfermedad al apa... tratándose con gran valor de mantenerse unida.

El Estado puede «ayudar a vivir a esa familia a una existencia decorosa»; puede hacerlo y lo hace... pero, el problema no se resuelve; y con las demás familias, ¿qué pasa?

(Sigue en la página 2)

El frente confederal roto. Y la noche aquella...

— ¿Has podido dormir?

— No.

— Yo tampoco.

Con la llegada del día se pararon los cañonazos sistemáticos. Salieron. En el camino de herradura, entre la balsa y la casa, cual grandes pepinos hincados como a mitad y otros que dejaron su huella cóncava hecha al resbalar y quedarse así. Otros caídos en el mismo perímetro, hincaron su hocico en la tierra sin estallar. Un entendido desmontó un proyectil. ¿Qué encontró dentro? Serrin. No tan solo los proyectiles pasaron al lado del objetivo, si que además estaban rellenos con serrin. Había gente consciente en el otro bando.

— ¡De una buena hemos salido! — exclamó Torrens como desahogándose del tormento síquico.

Gabriel se encontraba ahora en caso similar. Tormento sicomental, ninguno. Seguía por el camino de los acontecimientos sin fatalismos que empeorarían las cosas, esperando ver dé frente la acción de lo que se llama destino, para obrar en consecuencia.

Un vache de calma total. Ni pasos, ni gritos que como el rodar de cascajo llegaba a los oídos. Ni ruido de motores, ni el rechinar de las baterías al rodar; nada. El ruido se apagó.

VUELO 715 A PARIS

¡BAJEN LAS CORTINAS!

La rubia azafata se aproximó al lugar que ocupaba con un refresco. Era una hermosa joven de no más de 20 años. Figura elegante y con un cierto aire erótico que, sin proponérselo, atraía hacia sí las miradas admirativas de los pasajeros. Lentamente comienzo a ingerir la bebida mientras observo el andar rítmico y armonioso de la joven. La bella de los aires camina de prisa, con confianza y seguridad, sus ojos rectos al frente, demostrando poseer una excelente personalidad.

Vuelo hacia París en el vuelo número 715. En total somos 186 pasajeros. En el aeropuerto el control fue rápido, rutinario. Demasado rápida, diría yo. Los motores del aparato iniciaron su ronco trepidar. Minutos más tarde volábamos. Los altavoces comienzan a formular extraños sonidos: Mmmm... ehhh... señoras y señores habla el capitán. Volamos a 9.000 m. de altitud, la temperatura es excelente: en el exterior la presión atmosférica es...»

La comunicación se interrumpe. Momentos después se reanuda: «Señoras y señores, nuevamente habla el capitán. No existe motivo de pánico, pero el avión... eh... ha sido secuestrado. Desde este momento el aparato se encuentra en las manos de nuestros secuestradores. Volamos en dirección a... en lugar de París, tal y como me han exigido. Mantengan la calma. No sucederá nada si obedecen y cumplen las instrucciones y órdenes que den.»

¿Quééé? ¿El avión secuestrado? ¿He entendido bien? No puede ser verdad. Se tratará de una broma estúpida; tal vez de algún ejercicio para comprobar la reacción del público ante tal emergencia.

Observo como la azafata habla con un pasajero; un individuo alto y fornido que ocupa un asiento al final del aparato. La chica sonríe nerviosamente. Ahora se dirige hacia el lugar ocupado por otro pasajero. Un individuo alto y delgado, moreno que oculta sus ojos tras unas gafas de sol. Hablan. El individuo parece darle órdenes que la chica, presurosa, responde con gestos afirmativos, mientras sonríe atenta y sumisa.

Los pasajeros se observan mutuamente, con desconfianza. Desem formular cientos de miles de preguntas, pero sin osar traducir sus deseos en palabras. 186 pares de ojos que lanzan inquietantes y temerosas preguntas sin obtener respuesta.

La voz del capitán corta mi observación. «No olviden ustedes que los secuestradores se encuentran armados. Prometen volar el aparato por los aires si no les obedecemos.»

No me siento bien. Una especie de vértigo y ganas de devolver me invade. Debe ser el temor, el miedo a la muerte. Miro a mi alrededor y me presento al pasajero más próximo a mí. Sus primeras palabras son: «Soy casado y tengo dos hijos. ¿Qué diablos pasa aquí? Estoy terriblemente asustado.»

Hablamos y hablamos. Nuestra conversación es insulsa e idiota. Deseamos simplemente olvidar las circunstancias actuales que vivimos.

A través del pasillo se aproxima otra azafata. También guapa, rubia y con los ojos azules. Sonríe inquiera cosas absurdas: «¿Puedo hacer algo por usted? ¿Desea usted beber algo? ¿No necesita usted ir a los servicios?» Luce muy nerviosa.

El hombre fornido y el que utiliza gafas de sol, tienen en sus manos

sendas granadas y sobre sus pechos un abultado paquete, que a no dudar es dinamita. Otro tipo sale de la cabina de pilotos. Luce un costoso traje de impecable corte; en su mano derecha fuertemente empuñado un revólver.

Mis primeros pensamientos es localizar entre los pliegues de mis bolsillos una pluma, un bolígrafo con el que poder escribir. No el reportaje de los acontecimientos, sino mi testamento.

por Francisco MORENO BARO

«Aquí el capitán. Volamos en dirección a...»

No escucho. No deseo saber nada más.

«... Los secuestradores no desean comunicar sus planes futuros... el avión ha sido ya repostado y...»

¿Repostado? ¿Dónde? ¿Dónde nos encontramos? Fuera reina la obscuridad. No veo nada. Cuántas horas hace que estamos en la misma posición, en el aparato? No tengo la menor noción del tiempo. Mi vecino afirma: «Son cinco o seis elementos. ¿Los ha visto usted?»

Lo único que he visto es como los 186 pasajeros irrumpen en pánico. Yo soy uno de ellos. Muchos de nosotros estamos histéricos. Los secuestradores nos indican que todo está en orden y que así continuará; que no hay ningún problema por el que preocuparse. Me duermo. Y cuando despierto — ¿Cuántas horas han transcurrido? — oigo a uno de estos piratas aéreos afirmar: «No deseamos matar a nadie. No es esa nuestra intención. Deseamos simplemente hacer público un comunicado para que la opinión pública internacional conozca que en nuestro país se nos esclaviza y oprime; que luchamos por la libertad de nuestro pueblo.»

Observo que el avión sobrevuela el océano. Es un hecho: he sido raptado por unos revolucionarios. ¿Revolucionarios? Poco a poco comienzo a comprender y a hacerme cargo de la situación. Vuelvo a dormirme.

Me despierta el chirrido de las ruedas del aparato al aterrizar. A través de la ventanilla observo a corta distancia del aparato un coche de policía con personal armado hasta los dientes.

El secuestrador delgado ordena de manera imperiosa: «Bajen las cortinas. Todo el mundo debe permanecer en sus asientos.»

¿Cuando terminará esta maldita pesadilla? No sé nada más. Sólo que tengo hambre, que estoy cansado y... ¡maldita sea! que tengo un miedo de muerte. Somos gentes desesperanzadas. ¿Desesperanzadas? ¿No podemos entre todos a estos cinco o seis elementos apuñalarlos? Dijeron que no pensaban matar a nadie, pero... ¡malditos sean!... estos tipos juegan con la vida o la muerte de seres inocentes. Y yo me pregunto que en nombre de qué o de quién.

¿Política? ¿Revolución Social? ¿Derechos humanos? ¿Libertad? ¡Ridículo! ¿Cómo se puede en nombre de la libertad privar de ella a un puñado de seres y jugar sus vidas al azar? ¿En nombre de que sacrosantos ideales? ¿Qué idea liberadora hace arriesgar la vida de otras personas a las que no se dudaría en asesinar si no son atendidas sus exigencias? ¿Tal vez esta acción violen-

ta no corresponde a una idea — otra más — tan volenta, represiva, y autoritaria como a la que se combate? ¿Tal vez la «libertad» así lograda no engendra a su vez nuevas luchas «liberadoras» en pos de la dominación del poder y el consiguiente sometimiento de las clases más pobres, más necesitadas a la que se dice representar?

Los secuestradores hablan ahora con los viajeros. Conversan sobre política e intentan hacernos com-

prender sus motivaciones. No puedo, a pesar de que lo veo, creerlo. Hay personas que olvidando su situación, discuten con ellos y debaten y rebaten sus argumentos. ¡Increíble!

Señoras y señores, habla el capitán. Volamos dentro del espacio aéreo francés...». «Bajen las cortinas», comandó uno de los secuestradores. En el interior del aparato, un silencio de muerte. El único sonido procede de los motores, que con velocidad increíble nos acerca a París. El suelo debe aproximarse violentamente; lo presento.

Los viajeros permanecen nerviosos e intranquilos; silenciosos. Los secuestradores han abandonado su tono amistoso; ya no sonríen. El pesado silencio es finalmente roto por la voz, que de los altavoces, nos informa que «hemos aterrizado en el aeropuerto parisino», y continúa «confío que las autoridades se percaten de lo urgente y delicada situación y accedan a los deseos de nuestros raptadores.»

¡Maldita sea! Tengo necesidad de orinar. Me levanto y dirijo mis pasos hacia los lavabos próximos a la cabina de los pilotos, en el momento justo en que uno de los raptadores afirma al capitán: «Nos quieren asesinar.»

Me pregunto quiénes serán, quienes los quieren asesinar. Han de ser las autoridades porque lo que somos nosotros, los viajeros, poco o nada podemos hacer.

De regreso a mi butaca, oigo por los altavoces una voz desconocida que dice: «Queridos hermanos, las negociaciones entre los secuestradores y las autoridades no se desarrollan de forma satisfactoria. Soy sacerdote y os invito a rezar conmigo; encomendemos a nuestro Creador...» ¿Quién es ese idiota? ¡El que faltaba!

Lo que debo hacer es escribir mi última carta, mi último adiós. Siempre he oído decir que es durante los últimos minutos, en los postreros instantes de la vida cuando se escriben o dicen las frases más importantes que más tarde, serán recordadas por los familiares y allegados. ¡Naturalmente después del funeral, cuando todo el mundo es bueno!

Pero caray, soy incapaz de coordinar frase alguna. ¿Qué podría decir? Que dentro de pocos segundos o minutos ya no vivirá más? Mis recuerdos y hechos, los acontecimientos vividos se agolpan en mi mente, quemando cual carbones encendidos de lo rápido que los quiero recordar. La idea de una muerte rápida e inesperada me hace ser cobarde. ¿Habré sido siempre un cobarde? Es doloroso y terrible descubrirlo al final de la vida.

«Aquí el capitán. Las negociaciones parecen haber llegado a buen fin y...»

¡Embustero! Pero no importa. En esta ocasión no me preocupó. Ya estoy suficientemente preocupado.

El hombre que luce el traje costoso, sale sonriente de la cabina. Sus ojos brillan por el triunfo. Dirigiéndose a nosotros informa: «Amigos... (carajo ahora somos sus amigos)... no preocuparos. Las autoridades han aceptado las exigencias que les presentamos. Seréis dejados en libertad. Mantened el orden, por favor.»

Algunos viajeros, estúpidamente, le dan las gracias efusivamente. ¿Por qué? No comprendo a las gentes.

El secuestrador continúa: «... Si amigos, deseábamos que el mundo tomara conciencia de la situación crucial por la que atraviesa nuestro pueblo y de la lucha liberadora que realizamos. Por eso secuestramos este avión. Nuestra declaración ha sido al fin publicada. Ahora pueden las autoridades matarnos o encarcelarnos de por vida, si lo desean. Eso nos deja fríos. Hemos cumplido nuestro deber, que es lo más importante. Sois libres de marchar.»

«Aquí el capitán» — la voz suena alegre — hemos vivido una experiencia apasionante que se ha resuelto favorablemente para nosotros. Sin embargo para nuestros raptadores es precisamente ahora cuando se inicia su larga noche, su cautiverio. No debemos olvidar que son hombres iluminados por un ideal...»

No escucho más. Me levanto y lentamente me encamino hacia la escalera de descenso del avión.

¡Paco, Paco, despierta! Era mi compañera.

¿Dónde están las gentes de la prensa? — pregunté.

— ¿La prensa?

— ¿Y los secuestradores, y la policía y...?

— ¿Secuestradores, prensa, policía? Por la salud de tu madre, ¿qué te pasa? ¿Estás enfermo?

— No comprendo — contesté. Miré a mi alrededor y comprobé que descansaba en mi lecho, en mi propia casa. ¡Todo había sido una terrible pesadilla! Sin pensarlo dos veces, me levanté, tomé asiento frente a la máquina de escribir y comencé el presente artículo: «La rubia azafata se aproximó...»

Al término del mismo compruebo que me he realizado a mí mismo; que comprendo la terrible situación que otras personas, víctimas de la piratería aérea, se ven obligadas en contra de su voluntad a vivir. Y lamento que ellas no puedan, al igual que yo, despertar en sus lechos comprobando que todo ha sido producto del sueño; una mala pasada de nuestro subconsciente. Y paguen con sus vidas las exigencias de unos hombres, que en nombre de una «liberadora» libertad — válgame la expresión — los sacrifican inmisericordiosamente.

Nota: Este relato dramatizado es una traducción del publicado en la revista semanal holandesa «Zipitaja — órgano de la escuela oficial de periodismo de Utrecht — donde el autor forma parte del equipo de redacción. La aparición de este artículo ha supuesto para el autor recibir el premio al mejor artículo publicado en el año 1966, otorgado por dicha escuela.

ELLE COMBATE LE CAPITALISME SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

À propos de l'enlèvement d'Aldo Moro :

« La Rome jésuitique et papale est une monstrueuse araignée qui est éternellement occupée à réparer les déchirures, faites par des événements qu'elle n'a jamais la faculté de prévoir, dans la trame qu'elle ourdit sans cesse, espérant qu'elle pourra s'en servir un jour pour étouffer complètement l'intelligence et la liberté du monde. »

Michel BAKOUNINE

L'évolution de l'humanité tend vers le communisme libertaire

Malgré le sombre tableau que représente le monde d'aujourd'hui avec les régimes de dictature, de démocraties hypocrites, de guerres, de massacres quotidiens et de toutes sortes de cruautés et de barbaries, l'évolution accomplit son œuvre inéluctable qui mène vers la libération intégrale de l'homme et la réalisation de l'éternel idéal : le communisme libertaire.

Les preuves en sont évidentes. D'abord la revalorisation universelle de la liberté. Premier exemple : la propagande, bien que mensongère, des régimes totalitaires ainsi que celle des pays appelés démocratiques et « monde libre », qui prétend mener la lutte contre les premiers sous l'étendard de la liberté. Les pays soi-disant socialistes se proposaient l'élévation du niveau de vie des populations par un développement économique accéléré, au moyen de l'industrialisation rapide. S'ils ont réalisé certains progrès sur ce plan, ils n'ont pas réussi à atteindre le but qu'ils se proposaient; le niveau de vie, dans ces pays, marque un grand retard par rapport aux pays où domine le capitalisme privé. Mais si la manipulation des chiffres et la falsification des statistiques permettent de discuter ce problème, il est absolument impossible de cacher la

vérité que la liberté n'existe pas dans le camp socialiste.

Il est incontestable, par contre, que dans les pays du capitalisme privé il existe certaine liberté qui, pourtant, ne permet pas de mettre fin aux privilèges et aux injustices.

Pourquoi, alors, les uns et les autres mettent-ils, dans leur propagande, l'accent sur la liberté ? C'est qu'ils sont obligés de mentir en s'adaptant aux aspirations profondes des hommes vers la liberté.

Le fédéralisme, ensuite. Le père du fédéralisme est Proudhon. Bakounine développa la conception fédéraliste. Les vrais fédéralistes sont les anarchistes et les anarcho-syndicalistes. La nécessité de s'adapter à cette aspiration vers le fédéralisme qui se généralise de plus en plus, oblige même les pires centralistes à se réclamer du fédéralisme. Tout le monde est « fédéraliste » aujourd'hui; chacun à sa façon, bien entendu. Mais il ne manque pas de voix sincères qui ne réclament plus fédéralisme d'Etat, mais la fédération des régions réfutant les frontières politiques.

Le mot d'ordre de décentralisation, l'un des principes essentiels de l'anarchisme est devenu aussi à la mode. Même les marxistes, et en particulier, les bolcheviks, ne se gé-

nent pas pour parler de décentralisation. Quant à la France, le pays le plus centralisé en Europe, la décentralisation présentée sous le vocable de régionalisation fait figure de politique officielle, sur papier, bien entendu.

L'autogestion, un autre principe fondamental de l'anarchisme est devenue, depuis les événements de mai 68, le mot d'ordre dont se réclament tous les mouvements socialistes. Même les communistes dans leur propagande pré-électorale, ont effleuré ce principe. Et certains pays se réclamant du socialisme, comme la Yougoslavie et l'Algérie, ont procédé à leur manière à l'application de l'autogestion. Tous ces gens-là ont l'air d'avoir découvert l'« Amérique », oubliant que les anarchistes ont toujours combattu pour l'autogestion et en ont donné l'exemple convaincant par la réalisation des collectivisations en Espagne.

Dans le domaine de l'urbanisme, ce fut le grand théoricien anarchiste Kropotkine, il y a plus de quatre-vingts ans, qui développa une conception moderne de décentralisation afin de s'opposer à la folie de développer démesurément les grandes villes-cimetières. Les urbanistes bourgeois, qui acceptent entièrement la conception de Kropotkine dans ce domaine, reconnaissent que

par Gr. BALKANSKI

l'« utopiste » les devança. En URSS, Krouchtchev exprimait cette même idée en parlant d'« agrovilles ».

Et l'éducation ? la pédagogie moderne ? N'est-elle pas aujourd'hui dans la voie indiquée par les anarchistes, non seulement sur le plan des principes, mais par l'application pratique ? Les exemples de Paul Robin, en France, et surtout de Francisco Ferrer en Espagne, et d'autres en ont tracé la direction.

Plusieurs autres exemples pourraient être cités : dans la démographie, dans l'écologie, où les anarchistes étaient pionniers.

En analysant toutes ces tendances vers la réalisation d'une vision large d'un monde libertaire, nous devons constater avec un certain regret, qu'en dépit de ce progrès favorable à la généralisation et à l'extension du communisme libertaire, nous-mêmes anarchistes et anarcho-syndicalistes, sommes en grand retard, et que nous devons prendre conscience de notre devoir d'être à la hauteur du rôle historique qui nous incombe pour promouvoir et élargir ce progrès en réunissant nos forces pour devenir un mouvement puissant.

Lettre ouverte des parents et amis des emprisonnés de Barcelone

Nous, parents et amis des libertaires français détenus à la prison Modelo de Barcelone, déclarons que, contrairement aux dires de la presse française et de l'agence de presse espagnole EFE, informées par les services officiels espagnols (cf. dépêche AFP du 7 février, transmise par l'Indépendant du 8 février et le Midi Libre du 10 février), les détenus ont signé sous la torture des déclarations dictées par la police.

Nous nous indignons devant la collaboration des services de presse et de la police et nous ne pouvons passer sous silence les tortures physiques et psychiques pratiquées sur les détenus : menaces de mort, tabassages collectifs (la roue), menaces de viol sur les compagnes des détenus, coups avec matraques métalliques et gants de boxe (permettant de ne laisser aucune trace), le « sac en plastique » (tentative d'étouffement

jusqu'à l'évanouissement), pendaison par les poignets, sans boire ni manger durant deux jours.

Nous ne pouvons tenir pour valides des aveux extorqués en de telles conditions; en conséquence, aucune charge ne peut être retenue contre eux.

Nous dénonçons le silence et la lenteur voulue de la procédure judiciaire.

Nous exigeons que les dossiers soient transmis au juge d'instruction pour qu'il en prenne connaissance et puisse enfin entendre les détenus en dehors de toutes pressions.

Nous demandons à ce qu'un représentant français (avocat, consul) puisse suivre la procédure de près afin de nous en garantir la légalité.

Nous exigeons enfin la libération des détenus, contre lesquels aucune charge ne peut être retenue.

Résumé d'information sur le Portugal

(en date du 28-2-78, se rapportant aux mois de Janvier et Février 1978)

Sit. Générale :

— Nouveau gouvernement dirigé par M. Soares et composé par des ministres PS et CDS (droite chrétienne). La crise gouvernementale a duré deux mois. La situation économique a continué de se dégrader.

— Week-end anti-nucléaire à Caldas-da-Rainha, la première manifestation importante contre le programme nucléaire du gouvernement.

— Ectivité revendicative croissante des travailleurs : des grèves dures localisées dans certaines entreprises, contre la répression patronale ou les licenciements; des grèves limitées dans secteurs importants pour le renouvellement des conventions collectives (enseignement, cheminots, chantiers navals, etc.).

— Alerte avec la possible création d'une centrale syndicale fantôme pour concurrencer la CGTP (contrôlée par le PC). Les socialistes hésitent toujours sur la stratégie à adopter.

— Regroupement de l'ancienne

aile ouvrière du PS et d'autres «gauches indépendants» constituant l'Union de la Gauche pour la Démocratie Socialiste (UGDS), dirigée par Lopes Cardoso.

— Mobilisation des paysans du centre nord du pays: Le secteur le plus conservateur se bat dans la rue pour la remise d'une statue de Salazar. D'autres, par contre, constituent un syndicat d'agriculteurs (Confédération Nationale de l'Agriculture, CNA) pour combattre la très conservatrice CAP (Confédération des Agriculteurs du Portugal).

— Retour des dépouilles mortelles de 33 prisonniers politiques du fascisme décédés au Camp de Concentration de Tarrafal (Cap-Vert): anarchistes, communistes et républicains. Le P. C. « récupère » entièrement l'opération, sur la base de anti-fascisme.

Mov. Libertaire:

II Conférence Libertaire, à Lisbonne.

Envoyé par la revue anarchiste «A Ideia» (Apartado 3122 - Lisboa 3).

CONFEDERACION NACIONAL DEL TRABAJO
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

MONTAGE
AUDIO-VISUEL
ET
EXPOSITION



ESPAGNE 36
PAR DELA LA GUERRE CIVILE:
UNE REVOLUTION SOCIALE

Au moment où l'idée d'autogestion s'impose à tous comme la seule alternative valable aux sociétés capitalistes, nous voulons montrer, par des documents, ce qu'a réellement été la plus grande tentative de révolution autogestionnaire de l'histoire.

EXPOSITION :
du 30 mars au 2 avril

PROJECTIONS :
Jeudi 30 mars 78 à 20 h 30
Dimanche 2 avril 78 à 15 h 30
33, rue des Vignoles PARIS XX

VOUS ETES CORDIALEMENT INVITE

COMUNICADOS

CONFERENCIA EN BURDEOS

La F. Local de Burdeos invita a todos los compañeros y simpatizantes a asistir a la Conferencia que sobre el tema: «La C.N.T. en el presente inmediato de España», dará el compañero J. Gómez Casas, Secretario de la C.N.T. de España, el domingo día 2 de abril a las 10 de la mañana en el local de la C.N.T., 42, rue de Lalande.

Por la tarde a las 3 y media proyección del montaje audiovisual «Espagne 36» presentado por el Equipo Juvenil Ceñetiste de París.

Esperamos máxima asistencia.

AGRUPACION ARAGONESA DE PERPINAN - C.N.T.-A.I.T.

Estando organizando un autobús para asistir al mitin de Zaragoza organizado por nuestra regional, todos los compañeros que deseen ir se pondrán en relación con el compañero P. Calvo, 23, Travers de Pia, 66000 Perpignan, para todos los efectos correspondientes al mismo.

F. L. DE MARSELLA

La F. Local de Marsella pone en conocimiento de todos sus afiliados que celebrará asamblea el domingo 2 de abril a las 9,30 h de la mañana en su local

social para tratar un Orden del Día de sumo interés.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Comunica a sus afiliados que la Asamblea mensual tendrá lugar el día 9 de abril en el lugar y hora de siempre.

S. I. A. - SECCION OR ORLEANS

La Sección de S.I.A. de Orleans, celebrará reunión el día 9 de abril a las 10 horas. La reunión tendrá lugar en la Sa. Municipal número 25 de la rue des Pen-sées.

ERRATA

En el pensamiento de Ricardo Mella se dice: *El monstruoso* autoridad; debe decirse: *El monstruo* autoridad. Rectificación hecha.

MITIN EN OVIEDO

El domingo 2 de Abril tendrá lugar en la Plaza de Toros de Oviedo (Asturias), un importante Mitin, en el que tomarán parte entre otros oradores, García Rua, un representante de la A.I.T. y Federica Montseny.

Se espera una importantísima asistencia como respuesta a la campaña de denigración de la C.N.T. desarrollada desde las esferas gubernamentales.

PALAIS DE LA MUTUALITE DIMANCHE 16 AVRIL 1978

à 9h.30 : MEETING INTERNATIONAL D'AFFIRMATION
ANARCHO-SYNDICALISTE

Présidé par Muñoz CONGOST, secrétaire de l'AIT

- Carlos MARTINEZ, secrétaire du Comité Régional CNT País Valencià
- Enrique MARCOS, secrétaire du Comité Régional CNT Catalogne
- Umberto MARZOCCHI, secrétaire de l'Internationale de Fédérations anarchistes
- Un représentant du Comité National de la CNT d'Espagne
- Federica MONTSENY, pour le Secrétariat Intercontinental

à 15h. : FESTIVAL avec entre autres :

Rosalie DUBOIS, LOS MUCHACHOS, Helios VIDAL, Marie-Thérèse ORAIN, Carlos ANDREU, Paco DE ALGECIRAS, Paco IBAÑEZ, etc...

PRIX DES PLACES : 20 Francs

(Vous pouvez réserver vos places pour vous et vos amis)

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

ESPAÑA, SU PUEBLO Y SUS GOBIERNOS

SE CONSOLIDA EL NEO FASCISMO

por Severino CAMPOS

El reajuste de las derechas políticas, que responde a objetivos fascistas, es una realidad en la España de hoy. Al tiempo que aparecen opacadas las luces de liberación, el calor represivo de los estamentos gubernamentales opera con más agresividad. Los hombres del gobierno imponen esperas a compromisos con el pueblo, mientras se densifican medidas represivas a cargo de los considerados opositores «más peligrosos».

No ha dejado de ser ilusión pensar que la actual España se libera. No pocas de las esperanzas que se levantaron se están marchitando. No hay liberación, ni la habrá, mientras el pueblo no la gane a pulso. ¿Son las democracias las llamadas a normalizar la vida del país? ¿Hay recursos en esas prácticas políticas que puedan hacer ver y sentir la justicia?

Confiar en todos esos supuestos es remitirse a un fracaso inevitable. Los resortes del Estado español no han dejado de ser facciosos. Desde el rey al más simple de los veteranos burócratas son piezas del engranaje franquista. Si alguna tolerancia hay que no la usó el dictador, es a título de observación para conocer mejor las personas y los movimientos opositores.

¿Hacia dónde caminan los mandatarios por esos senderos? No es difícil preverlo al buen observador. A las cumbres gubernamentales se les ha confiado la salvación de los intereses eclesiásticos y de los jerarcas capitalistas, no importa bajo qué denominación política, y es lo que están haciendo. Todo lo movilizarán antes que el pueblo obre por su cuenta.

Las discrepancias en la órbita derechista no pasan de ser litigios de familia. En momentos de necesidad, cuando comprendan es apremiante defender los intereses que les son comunes, sean políticos o económicos, la compenetración no se hará esperar. Si entre Martín Villa y Fraga Iribarne se reducen diferencias, y se olvidan agravios, el centro y la extrema derecha forman un bloque de proyección reaccionaria.

Lejos de lo que la ingenuidad esperaba, la España oficial no sopla aires primaverales. El florecimiento que se contempla nada tiene de promisor. En menoscabo de las aspiraciones populares de los obreros que se manifiestan en la calle, el gobierno, cada vez más, se concierta con los artifices de la iglesia y de los cuarteles. Es la cruz y la espada quienes rigen los destinos de España, aunque alguna vez se haya confundido con esos símbolos la hoz y el martillo.

¿Es ese el contenido humano que ha de hacer de la pobre España la tierra de promisión? ¿Son sus gobernantes las figuras moralmente relevantes, y de condición política, que han de redimir a un pueblo cuarenta años sojuzgado por una tiranía cruel? Acaso, ¿no son estos también herederos del tirano que feneció?

El calor inicial que tuvieron los augurios de libertad e independencia ha bajado de temperatura. Desfallecen los previos programas, asfixiados por una imposición centralista que pretende ser única y soberana. Es el espíritu de la vieja Covadonga que se yergue altivo y desafiante. No hace falta la presencia de Isabel la Católica para que se diga: «España, una y grande». A esto debería añadirse el cántico «de cara al sol».

La reacción española, con su cortejo de generales, solo gana batallas contra su pueblo. Es en el interior del país donde los jefes del ejército se cubren de gloria, luchando contra todos los aspirantes a mayor libertad. Ante militares del mismo rango, en otros países o en los coloniales, todo lo perdieron. Recordad a Pavía, a Espartero, a Martínez Campos y a Franco. Estos botones bastan como muestra.

¿Interesa hablar de las tragedias de África? No se remueva mucho de esta triste historia; ahí está el expediente Picaso como dato que vale por muchos. No se debió exonerar a Alfonso XIII. Fue uno de los tantos responsables en el sacrificio de aquellos millares de vidas juveniles que se perdieron.

Laciarva y Maura, figuras negras en los anales del gubernamentalismo español, tienen sus equivalentes en la España política de hoy. Martín Villa, sin ser militar como lo fue Laciarva, es más reaccionario que éste; es una de las principales columnas del neo fascismo que predomina. Y no deja de llamarse democrata.

Por la presión del pueblo, todavía en vida del dictador, el fascismo em-

pezó a agrietarse. Había anhelos de libertad, frente a los cuales nada podía el cadalso y los pelotones de ejecución. Libertad, prometida por aquellos que, en nombre de la democracia, cogieron en sus manos las riendas del Poder. ¿En qué se ha materializado el respeto a los derechos del ciudadano? ¿Qué alcance ha logrado el derecho a la libre expresión? ¿Dónde está la garantía de los trabajadores ante los abusos empresariales?

No es el español un Estado de derecho. El pueblo no tiene más atribuciones ni derechos que los que concede el gobierno, que no obstante lo prometido va recuperando las posiciones opresoras del fascismo. La tan aludida ley de Orden Público, sin haber llegado a ser capitulo legal, se aplica por militares y censores contra quienes vierten juicios no de acuerdo con la mentalidad fascista de los que mandan.

A tenor de este resurgir represivo, los tribunales que sancionan van teniendo más motivos para imponer condenas. A la vez que los obreros son cada vez más en paro forzoso, tanto los procesos ordinarios como los militares requieren más personal para las actividades que se les presentan.

POR ENCIMA DE LAS FRONTERAS

por Marcos ALCON

«Juan Carlos se ganó a Tierno Galván en 90 minutos.» «Ilustre... catedrático; jefe del Partido Popular Socialista de España, es, el sujeto de marras. E inmediatamente nos vino en mente el siguiente sucedido: El Gobierno de la Monarquía, ofrecía un Millón de pesetas — nos referimos al año 1921 — al o a quienes aportaran «pistas» que facilitasen la detención de los autores de la ejecución del que fungía como Presidente del Consejo de Ministros: Eduardo Dato. Pues bien, un campesino, un explotado del campo, conducía a refugio seguro a uno de los ejecutores, Ramón Casanellas. Tierno Galván es un «sociolista» — excusarme — quise decir «socialista». El campesino, sentía y obraba en Anarquista. Sobran los comentarios.

«El P.S.O.E. condena a los que quieren presentar a los etarras muertos como víctimas de la represión.» Suárez y el flamante monarca deben sentirse satisfechos. «Dime con quién vas y te diré quien eres...»

El Gobierno español ha lanzado la careta. Respaldo su gesto de miedo al Movimiento Anarquista se encuentran, a pie firme, todos los batracios que firmaron «El Pacto de la Moncloa», y que con el mismo se pretende unciar, aún más a los explotados en la perenne miseria. Empero, el uno y los otros, traidores y renegados, carecen de suficiente dentadura para triturar y engullir a todo un pueblo; porque eso son los confederales y libertarios ibéricos.

«La Juez Margaret Taylor, de un juzgado civil de Manhattan, decla-

ró inocente a una menor acusada de ejercer la prostitución.» Dictó su veredicto de absolución, alegando que, el uso recreativo del sexo, incluso la prostitución, es una actividad legal protegida por la Constitución de los EE. UU. Y, nosotros, — escasos de masa encefálica que estamos — deseamos destruir toda la podredumbre que corroe al Pueblo, encarnada en lo que es política y políticos. Siempre se aprende algo...

«Los «nuevos filósofos» franceses, declaran estar en contra de cualquier forma de totalitarismo y opresión.» Para ellos Leonid Breznev y Augusto Pinochet, representan lo mismo: fascismo. Nos congratulamos, que tales intelectuales converjan con nuestras opiniones, en relación a todos los tiranos. Pero, amigos, qué coincidencia; cuando figuras relevantes del marxismo expresan, públicamente su decepción por los ideales que dejaron de propagar y defender — y no existe doble intención al decirlo — inmediatamente surgen los Centros Culturales, las Asociaciones literarias, y en muchos casos las propias Universidades, de diversos países que los reclaman para que, expresen, no, sus nuevas inquietudes, si sus denuestos contra los falsarios que en nombre del socialismo vituperan al Capitalismo.

(Pasa a la página 4)

Reflexiones obreristas

La acción parlamentaria ha dado una vez más muestras de su inviabilidad en cuanto a ser un medio eficaz de defensa de las aspiraciones y afanes del proletariado, el parlamentarismo, medio burgués de hacer partícipes de su política a los ambiciosos y vividores del medio obrero al no poner de forma frontal, directa, las aspiraciones de los trabajadores sobre la mesa, sin posibilidades de marcha atrás ni de componendas, hace barrera de contención para el logro de ellas, así de una forma elegante y ciudadana se ha condenado al paro a más de quince mil pescadores, etc., y todo en medio de una gran cordialidad y mutuo respeto entre representantes de la reacción y «representantes obreros» cuya única oposición a esta acción ha sido la de votar en contra. Trabajadores TODA UNA LECCION.

Pero ello es solo una muestra de la corrupción a que puede llegarse por medio del partidismo político engendro de intereses, en su mayoría monetarios. Resulta que de pronto viendo una revista nos encontramos con que todo un señor ministro de Trabajo, representante de la gran banca se pone a partir peras con otros grandes señores del panorama ibérico, los excelentísimos Camacho y Redondo secretarios respectivos de CC. OO. y U.G.T., las centrales del exclusivismo obrero.

Y así entre entrega de premios a los más populares del año — refiriéndose seguramente a la venta de todos nosotros los trabajadores que por pegarnos nueve horas en las fábricas no entendemos de pactos ni de políticas — entre sonrisas los «dideres del movimiento obrero» proyectaban en común las acciones a seguir como el asuntillo de la flexibilización de plantillas, etc., cosas

por supuesto sin mayor importancia para estos señores, los cuales tienen cosas siempre mucho más importantes que defender, como servir de marionetas al P.C., P.S.O.E., y bailar a sus caprichos. Evidente que esto después de todo no es bastante, y así Camacho en el colmo de la desvergüenza para sus compañeros de un día, se pega a la cantinela de que a él lo que le interesa es que le apliquen la amnistía laboral y lo admitan en la Perkins y el Redondo siempre que puede mete a colación aquello de que él es uno de los despedidos de astilleros y tal.

No es de extrañarnos las «defensas» que nos hacen a nosotros, pues la lección se las hacen aprender dos especialistas en la materia de engañar al pueblo, González y Carrilo, el uno comodín al uso de las «democracias europeas», el otro inventor híbrido del Eurocomunismo en versión moderna, pues en la antigua ya Claudín y Semprín dieron la cátedra, claro que entonces según el código marxista, el momento, la situación no era objetiva.

Como no es objetivo por ejemplo, hacer movilizaciones por lo que podrían desestabilizar la situación ayudando a un golpe de Estado, antes cuando estaban en la clandestinidad, cuando aún no chupaban a fondo del presupuesto, aunque sí de las pelotas de los afiliados, entonces sí era objetivo, pero no, como dice el marxismo italiano el momento para los «pecés» es el de hacer de revolucionarios y conservadores, revolucionarios de boquilla y conservadores de las pagas de diputado y las ventajitas que ello reporta. Y que si no, se lo pregunten a González, al cual el gobierno, le va a poner un coche, chófer incluido para que vaya al paseo.

F. GARCIA CANO

MARTINEZ

Se enterró en Céret, (en el pasado enero 1978), al compañero Martínez... a los treinta y nueve años de vivir y sudar sobre estas tierras del Alto Vallespir. En el Asilo... arrinconado, como los cristos viejos debajo de los altares.

Le habían adoptado, como familia los compañeros de Céret, y también el pintor Joan Felip-Vila, con quien discutía ideas, con quien comentaba EL COMBATE SINDICALISTA. Por Martínez, andaluz, conoce Felip, catalán, luchas y hombres de la CNT:

Fermín Salvochea, Maroto... y mil cosas más de su tacita de plata.

... Y, Felip, porque le duele su muerte, le dedica las siguientes líneas para «C. S.»:

«Compañero Martínez: Nos llegaste, y eras camino y sudor, rabia y herida. Te forjó la lucha, el bosque y tu hombría. Te hizo adulto la sangre y la pena, y el tiempo llenó tu copa. Tu copa que hoy derrama despedida.»

Uno más en la tierra del Exodo de este lado de los Pirineos.

Molina

POR ENCIMA DE LAS FRONTERAS

(Viene de la página 3)

He leído en una revista madrileña «velocipeda» y en un mensual, antimilitarista y libertario, artículos destinados a ensalzar la personalidad de un desaparecido... El título de este último es: «Le monde anarchiste international est en deuil...» (El mundo anarquista internacional está de duelo)... Mi respuesta es muy diferente, a la del autor de los trabajos que señalamos: Estarán de duelo todos los individuos que se reuelcan en las logias masónicas, y antes que anarquistas prefieren defender, en la mayoría de las situaciones, las jerarquías que les permiten codearse con la mejor lacra social que domina al mundo... Estarán de duelo todos los que integran la carroña moral de los estipendiados, por cuanto es ajeno al movimiento, y por los que de buena fe son sorprendidos por tales individuos. Si lo desean, los autores de los

anteditos artículos, convencerse de nuestra actitud no deben hacer otra cosa que escribir a los anarquistas, que aquí en América no han sabido jamás de claudicaciones ni de las ideas han hecho un «modus vivendi».

«Las autoridades de Monterrey, (Nuevo León) reclamaron a Norteamérica a Héctor Marroquín Manriquez. Acusado de asesinato, asaltos, secuestros y otras zarandajas, además de ser el Instructor de los guerrilleros de la «Liga 23» — disidentes del marxismo oficial —. Al montón de falsedades enviadas, como prueba acusatoria, el F.B.I. y el Servicio de Inmigración y Naturalización, han respondido, con documentos veraces, de que en las fechas señaladas por la policía mejicana, Marroquín se encontraba trabajando, y viviendo en Houston, Texas. Nos sorprende por que la policía, cuando no mata no se equivoca...»

MARCOS ALCON

SOL Y SOMBRAS

Un simple amigo

En la noche de la ocupación alemana los refugiados españoles nos desenvolvimos de cien maneras, cada cual la suya. Ahora voceamos resistencias, y las hubo: mayores, y menores. Como las aguas.

Capeonato el temporal, el viento de la suerte, bueno o malo, nos condujo a Burdeos. Siempre con el genarme a un kilómetro atrás, lo que es bueno.

Y con el schupo tras los talones, lo que es malo. Pero el Fuerte de Há y el moridero de Mauthausen, casualmente nos fueron evitados. En ocasiones la vida depende de un hilo. Lo extraño es que, con lo bailado, aún existamos. Mirar atrás, da mareo.

En Burdeos, el coso hispano radicaba en la Victoire, Cours de l'Yser, Lafontaine, Kléber. Por allí se andaba el didáctico Quintanilla predicando incansable el regreso a España.

Y centenares de carpinteros, albañiles, mineros, pescadores, tipógrafos, curtidores, peones en todo (también en la guerra) y maestros de escuela; y gente que en España jamás dio golpe, y ahí tenía que darlo.

En una incursión al barrio topamos con Arcadio Sauc, se diría un cualquiera, sin que lo fuese. Salimos con él de trabajo, completando un equipo de once. Albañil, sería «cap de colla», sin que lo presumiera, sin darse pisto, quedando en la conformidad de tanto a cada uno, lo que es noble, igualitario, anarquista; identidad esa última que, con ale-

manes en vera sombra, nadie confesaba. Se trabajaba, y basta. Pero se adivinaba que Sauc era compañero de trabajo, y algo más que eso. Además cantaba, y bien. Por bohemia había ganado céntimos en ello. Y sabía comprender y reír situaciones. Muy pronto, congeniamos; y amigos. Cuando yo no aparecía en el tajo por imposibilidades, a los demás les confiaba: «No estando ese, quedamos tristes.» Ciertamente, Sauc no se avenía con la tristeza. Era catalán, pero de calle y alpargata, de ocurrencias y gracejos. Como yo, no entendía de catalanismos almidonados. Tenía sol en la noche y risas para el contagio. Instintivamente, íbamos de consuno.

Cuando se preparaba el asedio de los últimos alemanes en Royan, se alistó por dos meses de refectorio, pues en la hora del fusil se despojó de la guerrera que él mismo se había apañado. No lo critiqué. Esa actitud correspondía a quien estaba harto de fusiles para perder. Además correspondía a su idiosincrasia (con acracia) bullanguera.

Tras la liberación nos encontramos delegados de la C.N.T. en un Congreso, y estuvimos muy contentos. Ahora no sé de él, hace tiempo. ¿Cantaré por los cafés de Guixols, de Sabadell, de Barcelona? ¡Quién sabe!

Saber quisiera que Arcadio vive. Es una amistad sentida que ni las distancias ni los años de separación borran.

Puzo de la Naja

Me han dicho que Mariano Puzo ya no existe. Lo he sentido. Y lo he sentido, por el amigo de antes. Con él, el zapatero Ruiz, Leandro Rodríguez, Guillén-Sara, doctor Pujol y otros, en Bram 1943, tratamos de levantar la C.N.T., cosa que otros también hacían por Nimes, creo.

Pero nuestra relación mayor con Puzo se estableció en la montaña. Allí alternábamos con maño Dominguez, Ballester, Capdevila, los Sabatés. Por Puzo mismo conocí su propia historia, fuerte, de guerra y resistencia. Ingeniosamente librado de la cárcel barcelonesa, hablome de mi paisano Segura, el de dos condenas a muerte y escapado, por bíceps, del penal de San Miguel de los Reyes. A Mariano lo veía sencillo, y entregado a la causa. Al escisionismo no lo tragaba. Como yo; como Dominguez.

Manipulando explosivos no tenía prudencia, y una vez tuve que advertirle seriamente. Con su talento, desconsideró mi consejo. El sabía más que yo de esas cosas. El para los cartuchos, yo para emborronar cuartillas, y trotar organización por aquellos andurriales. En la Casa le estalló algo en las manos y quedó desgraciado. Antonia, tan maña como él, le dijo no preocuparse, pues sería un hijo más en su casa. Algo de corazón que, desgraciadamente, Mariano no ha agradecido. He aquí problema.

Aconsejado, desviado por un o unos rencorosos, Mariano bajó a Perpiñán y plantó puesto de venta en el Castillet, y bien se defendía. Ciertamente, era mejor que estar recogido; era mejor defenderse por sí propio; pero Antonia, la magnífica, no merecía ser puesta en solfa. Conozco el secreto, conozco el designio. Hay gente mala que contagia, y Mariano fue contagiado. Era compañero, hasta que, incomprensiblemente,

pareció no serlo. Y conste que él y yo nos llevamos bien hasta la última vez que nos tratamos. Puzo, sentía admiración por Elvira, recibió bien a nuestro hijo, nada pudo decir de mi compañerismo. Pero se dejó arrastrar por unos ambiciosos, por unos incongruentes, por unos desidealizados. Conozco el paño.

Mariano merecía quedar libre de influencias perniciosas, ya que carácter lo tenía. Lamentablemente se dejó llevar. Y sin embargo, yo estimo al Puzo de Bram y de la montaña, puesto que las personas valemos por lo bueno que tenemos, o hemos tenido.

J. FERRER

EN SALIENT
EMOTIVA MANIFESTACION DE
DUELO EN EL ENTIERRO DE
AGUSTIN RUEDA SIERRA ASESINADO EN INTERROGATORIO EFECTUADO POR FUNCIONARIOS DE PRISIONES EN LA YA TRISTEMENTE FAMOSA CARCEL DE CARABANCHEL

Según «La Vanguardia» de Barcelona, más de tres mil manifestantes participaron el sábado 18 de marzo al entierro de este joven cenetista, muerto en criminal interrogatorio en la cárcel de Carabanchel.

Hubo momentos de enorme tensión durante el entierro, ya que todo a lo largo del recorrido y en el propio cementerio de Sallent se encontraban estacionadas contingentes importantes de fuerzas anti-disturbios.

El Secretario del Comité Regional de Cataluña pronunció una vibrante alocución de protesta, ante hechos tan bochornosos.

Carta abierta al Instituto Español de Emigración en Alemania Federal

Les dirigimos esta carta en nombre de todas las Federaciones Locales de la Confederación Nacional del Trabajo en Alemania Federal.

Lo que nos mueve a escribirla es lo referente al llamado «proceso democratizador» de las Casas de España en la emigración. Nos preocupa como organización la adaptación de éstas a la actual situación sociopolítica española y, sobre todo las soluciones hasta ahora aportadas en las que se margina totalmente a la colonia española en tanto que tal.

Consideramos:

1° Que se está montando la casa por el tejado. En un principio se difundió la noticia de que las Casas de España iban a ser regidas democráticamente, que se iban a poner en manos de la colonia española. Sin embargo, tal y como se desarrolla este proceso, vemos venir, que en lugar de esto, pasarán a manos de determinadas organizaciones o de administración en convivencia entre sí.

Porque cualquier organización no puede abrogarse la representatividad mayoritaria de la emigración, cuando ésta no está articulada organizativamente en su casi totalidad, quedando un pequeño porcentaje atomizado en un sin fin de siglas.

2° La Administración: Hasta ahora la Administración (Embajadas, Consulados, etc.) se ha limitado a desentenderse del problema y pensamos que es por su propio interés, por impedir que se movilice la colonia española; en lo referente al tema ni prestan información alguna, ni se interesan en absoluto por la problemática de la emigración.

La C.N.T. considera que para encontrar una justa solución hay que partir de la convocatoria de asambleas para que los mismos interesa-

dos decidan que es lo que hay que hacer, al margen de las decisiones burocráticas de los «estados mayores» de las organizaciones que ya tienen elaborados sus proyectos.

3° ¿Miniparlamentos? Nos tememos, que exceptuando a Alianza Popular, que lógicamente no se come una rosca, se conviertan las Casas de España en una burda maqueta de las Cortes españolas y no es esta la función que deben tener. Creemos, por el contrario, que es la asistencia a todos los niveles de la colonia española. Y por ello nosotros abogamos por una solución auténticamente libre y democrática, sin intermediarios que conviertan estas Casas en plataformas o correas de transmisión de sus particulares intereses.

Nuestra postura no es la de elaborar un nuevo «proyecto» burocrático, ni la de hacer el juego a la administración pasándolo por las Cortes, porque ninguno de los diputados y senadores conocen la problemática de la emigración y los que la conocen se la pasan por debajo de la manga; hasta ahora sólo se han preocupado de la misma en lo concerniente al ingreso de divisas en virtud de los intereses de grupo y de Estado que allí representan.

Repetimos: Si es verdad que el Instituto de Emigración es consecuente con sus declaraciones de pasar las Casas de España a la colonia española debe convocar a ésta a asambleas para discutir el problema y decidir como deben administrarse, que los emigrantes ya son mayorcitos y también saben lo que quieren y les interesa.

Por el Núcleo de C.N.T., el Secretario.

Dirección: E. Muñoz, Markwald str. 20 — 605 Offenbach am Main — Alemania.

EN EL CENTRO CONFEDERAL DE PARIS

Guiados por el anuncio publicado en este periódico, el domingo 12 de marzo nos personamos en la sede cenetista de París para presenciar un grandioso espectáculo, emanado de su propia sencillez.

Peralta hizo la presentación de esta sesión dominguera, asegurando tratarse de una reunión gozosa de amistades tendentes a un mismo fin libertario. Quien condujo el espectáculo fue Roldán, que lo hizo con la maestría que le es propia.

Intervinieron varios compañeros y compañeras con su arte cantor casero, muy apreciado por la concurrencia por constar en el mismo estadio artístico. También hubo discurso sentimental cara a España. Y fin de la primera parte, con bebidas frescas.

En la parte segunda irrumpió el recio cantor CARLOS ANDREU, muy conocido y estimado de todos. Su presencia en las tablas, guitarra en ristre, es una garantía de arte. Tiene vigor, voz imperativa, y «grapa» guitarrera. Y modestia, cuando otros artistas menos dotados se hinchan de orgullo. Andreu convence en todo lo que canta, y cuando termina una canción se anhela que empiece otra. Y ella acude superando la anterior, en español, en portugués, en catalán, en gallego, en vasco... Con raíces musicales y populares que vienen de hondo, de estudios emprendidos con cariño y ahinco.

Carlos Andreu no es un artista baladí, un cantor de artificios. Escruta el alma del pueblo para descifrarla en cuanto contenga de raíz y belleza. Carlos Andreu igual pisa altivos escenarios que tabladillos modestos. Pero tiene fuste, o envergadura, para afrontar los públicos más imponentes.

Cerró la sesión el trío «Les Marin-gouins», guitarra, flauta, acordeón, violín y pandero. Dan programa especialmente parisino, con alguna escapada al corazón de la Francia. Son dos hombres y una mujer, sonrientes, dedicados, con «maitrise» de su labor. Su flaco es la Commune y las canciones alusivas que hoy emiten son poco conocidas, y es loable que alguien las rememore por el sabor revolucionario e histórico que contienen. Esperamos que este notable y simpático terceto nos gratifique, en el Confederal o donde sea, con concierto como el del domingo recién pasado.

El público no fue abundante como debía serlo, por ignorancia de muchos sobre el valor del espectáculo superior que se han perdido.

A la salida se recogieron equis francos que la comisión de fiestas del Centro dedica a la edición de folletos anarcosindicalistas destinados a España. Y hasta otra velada, tan conseguida y más «poblada» que la que dejamos expuesta.—F.

DE AYER Y DE HOY

Ni nos extraña,
ni nos sorprende,
pero... **CONDENAMOS**

por VICENTET

No podía suceder de otra manera. Decir que la historia se repite, tal vez no sea la expresión más exacta; pero afirmar que los objetivos a conseguir, hasta la anulación de la CNT histórica y clásica, eso, sí, que se persigue y... que se repite.

Es demasiado osadía, que, después de 40 años de estrangulación moral, intelectual y material del ciudadano español y de la confabulación reciente de los sectores políticos y ciertas centrales sindicales, como el pacto de la Moncloa, que tiene a breve o largo plazo, a perpetuar el sindicalismo corporativo, que se levante un sector de la clase laboral y denuncie y se oponga airadamente a todo cuanto se está realizando y fraguando a sus espaldas y en detrimento de la clase laboral, de sus intereses e ideas; y en este caso concreto, la C.N.T. y todo el Movimiento Libertario, que, al menor suceso turbio ocurrido o provocado, se le cargase todo a dicho movimiento, al objeto, de desprestigiarlo delante de la opinión del país, y restarle solvencia moral y material, sobre todo, en los medios laborales.

Si todos los órganos de expresión y representaciones orgánicas han protestado de tal infamia y responsabilidad en el acto de la Scala, saben por experiencia, los que tales infundios propalan, que calumnia y ensucia, que algo queda.

A las intervenciones solicitadas por la prensa, radio y tele en los primeros momentos que la C.N.T. empezó a actuar en situación semitolerada a principios del 76, a todos los militantes destacados o conocidos por sus años de cárcel sufridos injustamente bajo el régimen franquista, por conocer lo que pensaban del momento actual, puesto que la C.N.T. en su historia, siempre había mantenido una trayectoria independiente en cuanto a confabulaciones o colaboración con los demás sectores políticos, a excepción del periodo 36-39 y que, en 40 años se habían producido muchos acontecimientos, precisaban saber, cuales eran los sentimientos y opiniones actuales de la vieja guardia confederal y de las nuevas generaciones, que actuaban en dicha organización.

A las declaraciones primeras de los compañeros atestiguando el carácter independiente de la C.N.T. y su trayectoria, se sumaron en la práctica (y eso fue lo más decisivo) las huelgas que patrocinó o apoyó cuando las demás centrales sindicales se avenían a componendas, sin el asentimiento mayoritario de los obreros, y entre ellas se pueden citar: la del Metro de Madrid, la casa Roca de Barcelona (y eso que no tenía casi ningún afiliado) Construcción de Bilbao, y siguiendo su constante consecuencia, la última, la del Comercio de Madrid. Toda esa norma y consecuencia sindical anarcosindicalista que siempre se ha inspirado la C.N.T., forzosamente tenía que producir una reacción en los medios capitalistas y financieros y en cuantas informaciones o periódicos de tendencia colaboracionista. La primera: se terminaron las intervenciones y ruedas de prensa. La segunda: el silencio más absoluto en cuanto a actividades o actos de la organización, y en caso de dar alguna, disminuyendo el impacto producido o tergiversando los contenidos. Y tercera: la calumnia, provocación, detención y persecución de compañeros.

Ya véis compañeros y compañeras, que a medida que el Movimiento Libertario va tomando carta de naturaleza en el país, y la divergencia más se va agrandando con los demás sectores sindicales, (con sus dirigentes, no con la clase obrera) la forma de represión y obstaculización va en crescendo, y muy bien nos podemos plantear ya hoy; ¿si una vez clarificado o asentado el ambiente político, (supongamos después de las elecciones municipales) la osadía no llegue con miles y fútiles pretextos a clausurar los sindicatos y, a declarar la C.N.T. fuera de la ley? Todo es posible; de más gordas hemos visto y todo un régimen constitucional y democrático, como fue la segunda República.

Por eso todo cuanto sucede, no nos extraña ni nos sorprende; hemos leído la historia y en parte la hemos vivido en la propia carne; y como los mismos vicios engendran los mismos males, es decir, que el sistema capitalista aún subsiste y aún se ha perfeccionado y mistificado más y más al encontrar y atraerse ciertas colaboraciones dentro de la clase laboral, hace que la lucha sea más difícil y diversificada que en el pasado, añadiendo a todo ello los medios de control modernos y represión de que disponen los gobiernos.

Si condenamos todos los métodos de que se valen unos y otros para ahogarnos y asfixiarnos, es para que quede constancia; no porque creemos que dándolos a la publicidad resolvemos el problema; pero si los denunciáramos, porque la confabulación tácita contra la organización no nos coja desprevenidos y la clase laboral en particular, sepa quienes son sus verdaderos amigos y compañeros.

Cada día que pasa la amenaza se hace más ostensible contra el movimiento libertario. No me cansaré de repetir, que los dados ya están echados. Por un lado los colaboracionistas con el sistema actual, capitalista o estatal. Por otro, desde los sindicalistas revolucionarios, hasta las organizaciones juveniles y el movimiento anarquista organizado. Buscar tres pies al gato, es la disensión, no el diálogo y prolongar la brecha; y esto a corto o largo plazo, es mermar nuestros esfuerzos ante el enemigo común.

No nos debemos de engañar por más tiempo, como tampoco engañamos a las personas enteradas y a los estamentos oficiales. Si algunos compañeros creen que diciendo que la F.A.I. o las J.J. LL. no tienen nada que ver con la C.N.T., en parte en tanto que organizaciones es cierto, pero como productores nadie les puede negar su afiliación y militancia; y como organizaciones, ya que persiguen los mismos fines, aunque por distintos caminos, sería un suicidio, no aunar todos sus esfuerzos (sin la confusión repito) para hacer frente con más vigor y solidaridad a los problemas que se nos plantean de día en día.



OPINIONES DEL DIA

La problemática en torno al eurocomunismo

por R. SERRAROLS

A medida que las fuerzas comunistas y pro-comunistas ensanchan sus radios de acción en diversas coordenadas de la tierra; cuanto más irradia el cúmulo del poder de penetración krenliniano en el Continente africano, de muy especial modo, agrandándose, por sus intervenciones, su condición de imperialista, más cobran actualidad ciertas opiniones que acabamos de ver vertidas y según las cuales una política autónoma, desintegrante del monolítico Kominform, por presión e influencia eurocomunista, podría tener visos de realidad.

Un estudio amplio y profundo de estos problemas que agitan a una buena parte de la opinión pública que piensa y estudia, nos lo acaba de ofrecer el Sr. Alain Besançon en su: «*La tentation européenne*», trabajo meditativo, interesante, que si bien no podemos compartirlo en todo, de manera especial sus partes finales que nos sumen a ciertas reservas y escepticismos, pecaríamos de injustos si minimizáramos su importancia.

El citado señor Besançon nos dirá, en su idioma que traducimos, en uno de sus capítulos, lo siguiente: «...De otra parte, una Francia, una Italia, sincrónicamente comunistas, formarían, al respecto de la URSS, un bloque de potencias autónomas, al menos y sin duda más peligrosas que la China.

«No, ciertamente, que se pueda temer el contagio de no se cual eurocomunismo «liberal y humano», sino comunismo «duro» (y ello habría que hacerlo para poner al paso estas vastas y complejas sociedades) un comunismo tipo alemán o rumano, descansando sobre un aparato industrial enorme, más eficaz que la industria soviética, ¿sería él, este comunismo duro, más dócil en Francia y en Italia que los gobiernos actuales?»

«No habría que temer, no una descomposición del sistema comunista provisionalmente consolidado, sino una declinación de la influencia soviética?»

«En suma, las dos políticas son abogables. Puede ser que el gobierno soviético prefiera hoy, la segunda todo y preparando la primera.» «La novedad está en que con el desgaste del sistema, ello se ha hecho menos controlable a partir del centro (de Moscú) y este gobierno dispone de medios menos fuertes para imponer su elección de las cosas.» «Y esto no es porque el régimen se haya debilitado, que se ponga al abrigo de aventuras, al contrario es por el hecho de que se halla más expuesto.»

«¿Y si, por primera vez, las grandes decisiones se tomaran en la periferia del sistema y no desde el centro como acontece ahora?» «¿Y si fueran los señores Marchais y Berlinguer, en vista de sus proyectos respectivos, los llamados a hacer inclinar la balanza?»

De todo cuanto dejamos transcrito se desprenden dos incisos que recogemos para el comentario propuesto. Primero: ¿Una Francia y una Italia comunistas? Que todas y cada una de las fuerzas cósmicas nos libren de semejantes sistemas torturantes...

En torno a estos problemas, nos cabe insistir que seguimos incrédulos en una tal posibilidad, dentro de las actuales generaciones. Y como aporte que contenga alguna credibili-

dad apoyando la validez de nuestra opinión vis a vis de estos problemas mismos, bueno sería si recurriéramos, hoy, que de nuevo recobra actualidad esta problemática, a un extenso artículo mío que vio la luz en estas mismas páginas, en un día del pasado año de 1977 y en momentos que el Partido Comunista Francés salía en escena con unos ropajes extraños, con nuevas propuestas bravías, de jabali, poniendo al borde de la ruptura el pacto social-comunista, que tanta verborrea había de producir hasta nuestros días.

Y todo por haber sabido montar los artilugios apropiados, inspirados por Moscú, que impidiera, al P.C.F. de llevar ministros a un posible gobierno salido de las elecciones que se están llevando a cabo en los momentos actuales.

No es que la dirigencia y militantes en general del P.C.F. no estén ávidos de poder; lo son hasta el paroxismo, hasta decir ¡basta!, pero es el Kremlin quién ordena lo contrario. Las razones, que creo cabales, de este impedimento, de esta estrategia del peor estilo, las vertí, como señalo más arriba, en aquella oportunidad y que nuestros lectores, dotados de buena memoria, podrían fácilmente recordar, cuya tesis me permito reafirmar, hoy, convencido de su validez. Y a este respecto, me congratula al constatar que no me hallo solo en sustentar esta óptica, pues lo confirma la convergencia de criterio expresado, de una parte, por Valodia S..., contestatario ruso y exiliado en Francia, cuando lemos: «... Para él, conocedor del sistema socialista, al final de marzo los franceses corren el riesgo de despertarse sobre una tierra desconocida, a menos — dice — que Leonid Brejnev haya dicho NO (los subrayados son míos) sin que los comunistas ni su secretario general lo sepan, y de otro lado lo publicado por el compañero Balkanski. (Ver EL COMBATE SINDICALISTA de fecha 2 de los corrientes).

Sin embargo, en obediencia a la ley de contradicción a la que nos toca vivir obligadamente, no es imposible que el P.C.F. mande ministros en este posible gobierno de izquierdas, producto del comicio de referencia, pero si esta circunstancia se diera, el periodo de sus mandatos serían, pensamos, efímeros. El tiempo imprescindible para cubrir apariencias, para salvar el compromiso ante la masa de sus votantes.

Una crisis política no cuesta en prepararla y menos aún provocarla que «justificarla» la retirada de los ministros en cuestión...

No hemos dejado de pensar, por otra parte, en el peligro que corremos por un muy probable ataque por parte de las fuerzas comunistas conformantes del «Pacto de Varsovia» sobre Alemania Federal y sobre París, temores éstos que ya tuvimos la ocasión de expresar, en estas mismas páginas, cuando nos dimos por comentar el libro de Jean Kimffer: «La dernière chance de la liberté».

En aquella oportunidad dejamos claramente establecido, contrariando las opiniones de este citado autor, que Norteamérica difícilmente concluiría un nuevo Yalta con la URSS, sacrificando a Europa Occidental, para salvar y preservarse el dominio de ambas Américas, Sur y Central, pues un paso dado en este sentido significaría, para la Casa Blanca, renunciar a sus intereses vi-

tales, a su obligación de procurar vida, bienestar y progreso para su pueblo. Y esto sería contrario a las leyes biológicas que nos rigen.

Norteamérica no pustalará, pensamos, con seriedad y formalmente, ninguna política islacionista hasta el punto de desentenderse de Europa Occidental, para que esta cayera bajo el dominio absoluto de la Unión Soviética, con todos los horrores que ello comportaría, afectando nuestras libertades y, dentro del renglón de los valores económicos, vitales por sobre otra consideración, para Yanquilandia el perjuicio sería de tal magnitud que difícilmente podría, este coloso, sobrevivir en las condiciones en que vive actualmente, con niveles de vida los más elevados del mundo.

Con una Europa cocunizada totalmente, los productos de exportación de EE. UU. fabulosamente cuantitativos que van destinados a este Continente quedarían bloqueados, invendibles y los enormes capitales invertidos en las naciones de este Occidente europeo, que se le ha dado en llamar multinacionales, ya sus beneficios dejarían de engrasar las cajas fuertes de sus actuales dueños. Y éstos, en procura de no perder tanto privilegio y tanta fortuna alcanzados, como poder bélico no les falta, difícil se hace poder admitir ni la más remota idea en que los dirigentes yanquis renuncien a todo cuanto es fundamentalmente vital para sobrevivir sin austeridades...

Con menos acopio de detalles, el Sr. Alain Besançon en su referido «*La tentation européenne*» converge con nosotros, (contradiéndose en su temor por una Francia y una Italia comunistas) al escribir estos párrafos que siguen: «... Sin embargo, cabe preguntarnos si el gobierno soviético actual guarda la blandura, el esfuerzo y la imaginación necesarios, para llevar la gran regla del juego y si él no preferirá escuchar los argumentos en favor de la prudencia y del statu quo.»

«En este orden del problema, podemos estar ciertos que los Estados Unidos, esta vez, tocados en sus intereses vitales reaccionarán con me-

nos lentitud y atrasos y con más fulminante eficacia...»

Y segundo: Como hemos visto más arriba, el señor Besançon lanza un interrogante que apreciamos en su justo valor y bien quisiéramos que tuviera la fuerza de realidad a breve plazo, pero... el escepticismo nos invade.

A pesar del reciente acontecimiento en China Popular cuya Asamblea Nacional viene de votar una nueva Constitución en la que no han omitido las leyes fundamentales que autorizan (al menos en el papel) los derechos ciudadanos a expresarse, escribir y reunirse con libertad, cuyo alcance y magnitud de esta institución democrática el curso del tiempo nos dirá hasta que punto merecerá nuestros aplausos o seguimiento de repudio, inútil decir lo mucho que nos ha alegrado la noticia, este aire «primaveral» de libertad que intenta soplar de unas esferas hasta aquí rígidas, despóticas y por tanto despreciables.

Este bienvenido acontecimiento, como es natural, lleva implícito su buena dosis de poder influenciativo sobre la Internacional Comunista, en su concepción de dictadura, pero no olvidamos que la Unión Soviética, al contrario de China, en el curso de los años ha devenido imperialista de marca mayor y por lo mismo se ha hecho «garante» de sus satélites y otros pueblos «protegidos» (desde luego para servirse de todos ellos en beneficio de su Yo-nación) y que frente a toda manifestación manumitiva de esas naciones, la URSS se mostrará, como siempre, como lo que realmente es: dura, lo que todo ello conspira en contra de aquel referido interrogante según el cual «las grandes decisiones se tomarían en la periferia del sistema y no desde el centro, como acontece ahora».

Por desgracia para todos y de modo muy particular por todos cuantos les toca de cerca sufrir las leyes draconianas del sistema, pensamos que el Kremlin seguirá, por mucho tiempo aún, siendo el dictador absoluto e indiscutible de su país y de todos aquellos pueblos sometidos a su imperio.

JRISTO BOTEV

(1848-1876)



Hungría tiene a su Schandor Petiofi; Rumania, Mijay Eminescu; Cuba a José Martí; España a F. Salvochea. Héroes nacionales de la misma época con la misma suerte. Pero Jristo Botev el búlgaro fue no solo un gran corazón sino un genio extraordinario. Su obra — centenares de artículos y una veintena de poesías —, es completa, como su personalidad. La muerte le salió al paso a los 28 años de edad, cuando su organismo estaba lleno de vida impetuosa y coronó su muerte con una aureola de gloria imperecedera. Una bala enemiga puso fin a su vida para hacerla inmortal. Como había escrito él:

«Es la muerte amada sonrisa, y la fría tumba, un dulce descanso...»

Con su vida y su muerte, él es ejemplo para las generaciones pasadas y futuras con su frase inmortal:

«El que cae en la lucha por la libertad, no muere.»

UNA REFLEXION EN TORNO AL ESPERANTO

DEMOCRACIA LINGUISTICA

por Henri MASSON

Al entrevistar, en 1976, los periodistas de la Televisión Sueca al Presidente del Partido Conservador de la República Federal Alemana, Sr. Franz Josef Strauss, éste, de pronto, hizo notar a los periodistas que ellos se expresaban mal en alemán (1).

Desde el punto de vista lingüístico, el Sr. Strauss es con certeza competente para apreciar el mayor, o menor, conocimiento de la lengua alemana por los Suecos. En el plan táctico él logró, probablemente, rebajar el prestigio de los periodistas ante el público y, a la vez, desviar ligeramente la atención de los espectadores de otros problemas más importantes, o incluso logró evitar una respuesta más precisa, más incómoda.

Es incontestable que los Suecos aprenden las lenguas — y principalmente el inglés — en mejores condiciones y durante más largo tiempo que los otros pueblos. No obstante, el diario de Estocolmo «Svenska Dagbladet» del 28 de mayo de 1975, publicó un artículo con el siguiente título: «Los Suecos son quienes hablan mejor el inglés, pero los ingleses no los comprenden». Según este artículo, más del 60 % de los estudiantes de inglés no logran hacerse comprender en Inglaterra, todo y conociendo mejor la lengua inglesa que los estudiantes de los demás países. Entonces, ¿qué es lo que éstos pueden correctamente expresar en inglés?

En Holanda, el inglés goza también de posición privilegiada en las escuelas pero, más allá de los límites de este país y de la parte flamenca de Bélgica muy pocos son los que aprenden el idioma holandés, y esto obliga a los Holandeses a someterse a la presión de las tres más fuertes lenguas de la Comunidad Europea — el inglés, el alemán y el francés — es decir, a aprender por lo menos una de ellas.

El periódico «Intermediar» (2) publicó un artículo titulado «La lengua inglesa maltratada»; en él se dice que hay muchos y variados errores

en los escritos de los científicos holandeses que utilizan el inglés. El autor, especialista de la lengua inglesa para la ciencia, constata que el nivel del conocimiento del inglés es tan bajo, que un gran esfuerzo intelectual es frecuentemente necesario para comprender lo que han querido decir, y esto a pesar de numerosos años de estudio. Estos autores científicos piensan y escriben generalmente según el espíritu holandés, de tal modo que quienes hablan otras lenguas, e incluidos los ingleses, sólo en parte comprenden sus artículos y libros.

En el país vecino — la República Federal Alemana — la situación es comparable. He aquí lo que escribe un librero de Berlín, el Sr. Louis Beaucaire (3): «En este mes, el director del liceo francés se quejaba ante mí de que los profesores alemanes tienen siempre tendencia a no cumplir el reglamento, utilizando en sus lecciones la lengua alemana, en lugar de la francesa. El profesor de literatura griega habla de Platón en alemán, con el pretexto de no haber hallado la traducción francesa de este clásico...»

Tanto en la República Federal Alemana como en Francia, nos hallamos con el mismo problema. Por ejemplo, un universitario escribió en la revista «La Recherche», de febrero de 1977, que es necesario para los científicos el participar frecuentemente en congresos internacionales, añadiendo: «Me permito decir, sin temor a ser desmentido, que el número de colegas capaces de seguir la discusión en inglés, no es mayor del diez por ciento; es decir, el porcentaje de los que han tenido el tiempo, y los fondos necesarios, para pasar varios años en América y dominar completamente su lengua (...). Nuestra intervención en las discusiones es con frecuencia lamentable por no haber plenamente comprendido lo que en ellas se ha dicho; esto y nuestro acento extranjero, nos hace pasar como subdesarrollados (...). Solamente sé que el problema de la intercomunicación en los

congresos nunca ha sido considerado seriamente, y que los francófonos han sido objeto de una verdadera agresión cultural, de parte del idioma inglés. Preciso es haber visto todos los colegas anglófonos levantarse y salir de la sala, en cuanto se toma la palabra en francés.»

El profesor Pierre Janton, que enseña el inglés en la Universidad de Clermont Ferrand (Francia), ha igualmente constatado el resultado poco satisfactorio obtenido por los estudiantes, después de numerosos años de estudio y ayudados de un material audiovisual muy costoso. En ocasión de una conferencia, afirmó que solamente el 3 % de los estudiantes son capaces de comprenderse con un inglés cultivado, después de 7 años de estudio (4).

El diario checo «Mlada Fronta», el 19 de julio de 1975, publicó un reportaje sobre la experiencia «Soyuz-Apollo». He aquí los comentarios: «Del entrenamiento de los cosmonautas para la experiencia Soyuz-Apollo, lo más difícil ha sido el estudio de las lenguas». Los Soviéticos tuvieron cierta ventaja, por haber aprendido el inglés anteriormente. No obstante ellos consagraron, con los otros miembros del estado-mayor, unas 20 horas por semana a su estudio. (...) E. Cernan, el último hombre que pisó el suelo lunar, ex-director adjunto de la parte americana del proyecto, y nieto de emigrantes eslovacos instalados en los EE. UU., se quejó al reportero del periódico «Novosti»: «Me fue infinitamente más fácil ir sobre la luna que dominar las bases del idioma ruso.» Nos podríamos ahora preguntar: ¿Es que la humanidad logrará vencer las barreras lingüísticas, en nuestro planeta Tierra, como ella venció la gravitación en el cosmos? (5).

El director de la Orquesta Sinfónica de Amsterdam rehusó un día, igualmente a causa del problema lingüístico, una invitación para dirigir una orquesta moscovita, arguyendo que la lengua es una barrera demasiado grande, y al asegurarse que dispondría de un intérprete respondió: «El contacto con una orquesta es una cosa demasiado personal, para ser realizado de tal manera.» (6).

Un artículo del Sr. C. Piron, sobre la comunicación en las relaciones internacionales, apareció en la revista «Documents pour l'Enseignement» (17-1 Enero-Marzo 1976). El autor es uno de los muy pocos funcionarios que hayan traducido, en la Organización de Naciones Unidas, de varias lenguas (inglés, ruso, español y chino) al francés, y seguidamente en la Organización Mundial de la Salud. El Sr. Piron escribe, entre otras cosas, que «la solución actual consiste en estropear las lenguas difíciles, como el inglés y el francés, después de años y años de estudios, en reuniones donde reina una bella desigualdad lingüística y donde, de todas maneras, no se llegan a comprender sin intérpretes ni traductores.

En lo que concierne a la Comunidad Europea, sus servicios malgastan una gran parte del presupuesto, que es cada vez mayor, para tener y dar la ilusión de la igualdad de lenguas en la C. E. E. Este parecido

de igualdad exige mucho dinero (12.500.000 libras esterlinas, en 1975), mucho papel (270.000 páginas traducidas en Bruselas, solo en 1976), numerosos funcionarios (la traducción y servicios adjuntos ocupan 38 % de los funcionarios (7) y un gran esfuerzo intelectual. Mientras tanto, todos los gobiernos de la C.E.E. repiten que el período actual de crisis exige economías de dinero, de fuerzas, de materias primas y de energía. La información siguiente, aparecida en el periódico «La Libre Belgique» del 21 de Enero 1976, tiene igualmente un gran valor de ejemplo y de advertencia, principalmente para el mundo laboral, organizacionales y partidos, pero también para todas las asociaciones y movimientos, que podrían sacar un gran provecho de la acción y la experiencia de quienes obran con el mismo fin en el extranjero. He aquí dicha información: Durante la Conferencia Europea Socialista, que tuvo lugar a principios de año en Elseneur (Dinamarca), el problema lingüístico desempeñó un papel inesperado. Un día, después de una sesión de trabajo difícil, los intérpretes abandonaron súbitamente los micrófonos y auriculares, porque quisieron comer en la hora apropiada. Interrumpieron pues la traducción de un discurso, comenzando por el primer ministro danés, y a causa de ello el orador, que quería ser comprendido por los dirigentes socialistas de diversos países, decidió a su vez dejar la sala, para irse a comer. Los demás delegados hicieron lo mismo.

(Continuará)

(1) «Slea-Formilo», Septiembre 1976; órgano de la Asociación de Trabajadores Esperantistas Suecos.

(2) «Komuna Esperanto Gazeto», Febrero 1977; órgano de la Federación de Organizaciones Esperantistas de Holanda.

(3) «Pilo Press», 1/1977; Servicio de Información Internacional, Nuremberg, R.F.A.

(4) «Fellow Thinker», New Delhi, India.

(5) «Starto»; órgano de la Asociación Esperantista Checa, Praga C.S.S.R.

(6) «Algemeen Dagblad», 2 oct. 1974; citado en «Heraldo de Esperanto».

(7) Michel Hornsby, «The Times», 7 Dic. 1976, y «Le Monde», 9 Dic. 1976.

EL MAREMAGNUM CAPITALISTA

LA SVOLTA

(Viene de la página 8)

y 15 de febrero) la maniobra reformista orquestada por la participación de 1.500 delegados, supuestos representantes de nueve millones de sindicatos han barrido nueve años de luchas obreras. Todo empezó el 24 de enero del presente año cuando el secretario del sindicato pro-comunista CGIL (4 millones de inscritos) manifestaba lo siguiente: «Hemos cometido muchos errores. Hemos de renunciar a ciertas conquistas adquiridas.» Y en una entrevista al diario «La República» el secretario Lama manifestaba: «Durante tres años hemos de limitar nuestras reivindicaciones de aumento de salarios.» «No se puede impedir a una Empresa en dificultad de licenciar a los trabajadores.» «Italia no trabaja bastante. Los sindicatos defendiendo exclusivamente los intereses de los trabajadores han contribuido a crear ciertas desigualdades.»

Aplausos unánimes de la patronal italiana. Aprobación por las centrales sindicales CISL (cristiana) y UIL (socialista) de los exarbitros lanzados por el burócrata sindical co-

munistoides al servicio del capitalismo. Esperemos la respuesta de los parados que están cerca de los dos millones y de los estudiantes pobres gravemente afectados por el caos capitalista.

Pero todo ello responde al ingreso del P. C. italiano en el seno de la mayoría parlamentaria vaticanista que se convierte en un hecho consumado a primeros de marzo al cabo de un mes y medio de cambalaches entre cristianos, comunistas, socialistas, social-demócratas y liberales.

El Partido Comunista avalará la represión y la austeridad, o sea la miseria en los hogares de los trabajadores y el sur de Italia seguirá siendo una especie de misera región africana. Y todo ello de acuerdo con el compromiso histórico y con el programa gubernamental. A esto llegan los comunistas. Contra la corrupción de la burocracia sindical se ha de defender la soberanía de las asambleas en los lugares de trabajo porque es en donde radica el poder de la clase trabajadora o sea en la fábrica, en el taller y en el campo.

Jaime BALIUS

«Le Mouvement anarchiste en France, Jean Maitron. T. I. - Des origines à 1914. T. 2 - De 1914 à nos jours. Los dos	82 00
«La mujer en la lucha social y en la guerra de España», Lola Iturbe	20 00
«L'Insurrection en Asturias», Manuel Grossi	27 00
«A Travers les Révolutions espagnoles», L. Nicolaï	9 50
«Memorias de Guerra, Exilio y Cárcel», Cipriano Mera	42 00
«Crónicas CNT», F. Montseny	12 00
«La Legión Condor», Ramón Garriga	35 00
«La muerte de la esperanza», Eduardo de Guzmán	50 00
«Le mouvement étudiant ou la révolution en marche», Mathilde Niel	7 00
«La Crisis Espagnole au XX ^e siècle», Carlos Rama	30 00

EL MAREMAGNUM CAPITALISTA

¿Una economía de recambio?

Día tras día se oye hablar de inflación, del paro forzoso, de la crisis empapada de petróleo, del costo de las materias primas, etc. Pasa el tiempo y la situación se agrava más: el pobre es cada día más pobre y el rico es cada día más rico.

Hemos escuchado atentamente a los grandes profesores de economía, desde luego de la economía encuadrada en el marco capitalista. Ya no hablan de crisis puesto que la bancarrota está al borde del camino. Hablan de un proceso de reajuste en el área internacional. Esto es una falsedad. El capitalismo ya ha tocado todos los resortes para enderezar el tambaleante edificio basado en la propiedad privada. El último recurso de que disponía para mantener en pie sus privilegios es el de minimizar la capacidad de adquisición del trabajador que da como resultado la disminución de venta de los productos manufacturados que trasciende en la languidez de la producción y por consiguiente el aumento del paro forzoso.

Supongamos por un instante que los capitalistas asentados en el Poder abran las compuertas del crédito multiplicando al unisono los gastos públicos y los grandes trabajos, es presumible que podrán crear nuevos empleos y dar un latigazo a la economía languideciente. Esta política es cara puesto que aumenta el déficit del presupuesto y, se produce el fenómeno de que al aumentar el consumo se relanza la inflación que es un defecto inherente a la caricatura de economía que han estructurado los capitalistas, puesto que a mayor abundancia tendrían, lógicamente, que abaratare los productos. El lucro o sea el provecho produce el efecto contrario. La política que enunciamos de amplificar el crédito acarrea el establecimiento de impuestos de los cuales el impuesto indirecto repercute en la demanda y pone en peligro la expansión. Entonces, para cubrir el déficit presupuestario pueden utilizar el impuesto sobre el capital. ¿Pero es posible creer que el Estado capitalista llegará a la extorsión de los intereses que ellos representan? No olvidemos que la evasión de capitales es una regla constante del capitalismo... El fraude fiscal practicado por los propios capitalistas es una manera de burlar toda medida ficticia para acallar el malestar de la clase trabajadora. Pero ante todo hay que tener presente que las compañías multinacionales disponen de sendas cuentas-corrientes — y en toda especie de divisas — en los principales centros bancarios y pueden transferir rápidamente sus capitales de un país a otro.

Si en lugar de la llamada política inflacionista se practica la política deflacionista o sea la restricción de créditos es ahogada la actividad de la pequeña y mediana industria como del pequeño y mediano comercio, del artesano, etc., que no pueden desenvolverse sin créditos y da un resultado idéntico o sea la ruina de la llamada clase media que pasa a engrosar la legión de desheredados por asfixia económica y lógicamente aumenta el paro forzoso.

A defecto de los impuestos, el Tesoro puede recurrir a los empréstitos. Se podrán emitir uno o bien dos, pero no diez, puesto que el Estado se verá obligado a recurrir a la Banca Central que no tendrá más remedio que poner en acción la plancha de hacer billetes culminando en una hipertrofia de la circulación mo-

netaria que yendo más allá de la cobertura monetaria provocará la desvalorización de la moneda en los templos del capitalismo, o sea en las Bolsas donde se cotiza el valor de las monedas.

El sistema capitalista es un rompecabezas que ya no tiene la menor salida puesto que se asienta sobre el valor falso de la moneda que es solamente el símbolo de la explotación, de la injusticia social, de la prostitución, de la corrupción y del crimen. El oro, que sirve de cobertura monetaria, en la antigüedad era adorado por los Faraones y los Mayas se hacían atavios de oro. En la actualidad en el centro aurífero de Johaenesburg (Africa del Sur) es el teatro de la deshumanización del hombre ante el metal envilecedor.

por Jaime BALIUS

El capitalismo ha perturbado el proceso y el desarrollo industrial que es el corolario indiscutible de los enormes progresos de la técnica y de la ciencia. Es decir, que ha usurpado el avance social, interfiriéndose en el mismo, lanzando la economía a un ritmo desordenado sin tener en cuenta la utilidad de los productos y las necesidades de la población. El dinero permite aumentar el número de empresas sin tener en cuenta la posibilidad de venta de los productos y de ahí una competencia salvaje en el área local e internacional que culmina en la explotación desenfrenada de los trabajadores. Pero la competencia entre capitalistas, o sea la ley de oferta y demanda es anulada por la presencia de los grandes carteles industriales que imponen los precios que provoca la desaparición de la pequeña y mediana industria y el agrandamiento de las grandes concentraciones industriales o sea el estadió monopolista. Lo mismo puede aplicarse a las grandes superficies de comercio en detrimento del pequeño comerciante. Es decir que el capitalismo es la antítesis de la coordinación, de la coherencia, de la organización. En una palabra, que es el caos económico que se mantiene en pie por la represión, por la ignorancia y por el embrutecimiento religioso.

Es una cuestión de sentido común que está al alcance de cualquier peón o cualquier campesino, pero que no llegan a comprenderlo los profesores de economía salidos de las Universidades capitalistas, de que no puede existir una economía sana y floreciente sin que el presupuesto del país favorezca las actividades económicas y las proteja. Nunca ningún ministro de economía y de Finanzas ha osado enjuiciar las cosas tal como aparecen a simple vista. ¿Es que es posible con un presupuesto totalmente anti-económico poner en marcha una Economía, entendiéndose como tal la producción y la distribución de los productos de la ciudad y del campo? Los presupuestos alcanzan cantidades de miles de millones pero la mayor parte de este dinero se lo traga el ejército, el armamento, la fuerza nuclear, barcos de guerra, aviación militar y los gastos inherentes al mantenimiento de los millares de jóvenes que son arrancados de las fábricas, de los talleres y del campo para recluirllos en los cuarteles en donde se les embru-

tece con la monserga de la defensa de la patria de los burgueses, pero ello supone mermar brazos a la producción. Al capítulo militarista hay que agregar el capítulo presupuestario destinado a las fuerzas represivas, especializadas en la masacre de la clase trabajadora.

A los gastos improductivos hay que añadir el capítulo religioso o sea la religión de Estado como también de una manera directa o encubierta la subvención de las escuelas confesionales.

Después de cuanto hemos dicho hay que mencionar el numeroso ejército de funcionarios que moviliza el Estado con la particularidad que son brazos improductivos y que engendra el fenómeno social de una burocracia convertida en clase parasita.

Desde luego el sistema capitalista y todos cuantos pretendan mantener en pie un Estado llámese socia-

lista o comunista, caerán en idénticos errores y obtendrán idénticos resultados. Tenemos la prueba de que un país como la URSS al cabo de sesenta años y disponiendo de riquezas naturales inmensas y contando con la fuerza energética indispensable, han tenido que lanzarse en brazos del capitalismo internacional por la razón de emplear idénticos procedimientos que el capitalismo. En una palabra, que el Estado imposibilita el desarrollo de una economía próspera puesto que es el despilfarro por excelencia de los bienes de la sociedad y malbarata las aportaciones de los contribuyentes. Y el burocratismo, o sea la vagancia, que da como resultado que se convierte en un arma política que los partidos turnantes emplean para colocar a sus incondicionales. Y se crea también la psicosis del menor esfuerzo, que da como resultado la inmigración de miles de trabajadores de otros países para desempeñar los trabajos que rechaza una gran parte de la juventud influenciada por la holgazanería burocrática.

Hemos señalado ya que el capitalismo se ha apropiado de la fase industrial mistificándola y perturbándola, puesto que los avances de la ciencia y de la técnica pertenecen a la sociedad entera y no a una minoría de privilegiados que por su espíritu de lucro han creado un vacío entre la ciudad y el campo siendo así que la principal riqueza social radica en el campo. El sistema capitalista al situarse de espaldas a la riqueza agrícola se ha puesto en flagrante contradicción con el justo ordenamiento económico que liga las actividades de la ciudad y del campo. No es posible que un país sea próspero con un campo pobre. No es posible tampoco que una industria sea próspera sin un mercado de consumo interno del que constituye una parte importante la población campesina o sea los centros ru-

rales. Y abarcando el área internacional, podemos atrevernos a asentar la afirmación de que no es posible que el mundo viva en paz y sea próspero con una humanidad acosada por el hambre. Al asentar tal afirmación caemos de lleno en el terreno de la agricultura. Hoy los jóvenes campesinos abandonan el campo porque están discriminados y más explotados que los trabajadores industriales. Este es el fenómeno de un siglo XX con un avance técnico y científico que permite avizorar resultados miríficos pero el sistema capitalista y el Estado, son el principal obstáculo a todo avance social. En el mundo hay millones de seres hambrientos mientras que grandes extensiones de tierras cultivables están completamente abandonadas. Según estadísticas de los organismos oficiales de la ONU en cuestiones de alimentación, quedan por cultivar bastantes porciones de la tierra y ello sin contar con los países llamados del Tercer Mundo o sea el mundo afro-asiático que no disponen de técnica moderna, ni de abonos ni de la maquinaria indispensable. Es decir que queda por librar la batalla de la conquista de la tierra o sea la revalorización de la agricultura que solamente será posible en un mundo socializado...

La batalla contra el hambre será posible cuando los trabajadores de la ciudad y del campo sean quienes posean la propiedad colectiva de los centros de producción que pertenecerán a la colectividad y la tierra socializada. No existe otra solución para sacar a la economía del marasmo provocado por el sistema capitalista y así se podrá acabar con el azote del hambre. Y será naturalmente en una sociedad sin un Estado que se traga toda la productividad del país. Y una sociedad sin ejército puesto que los fusiles los poseerán los trabajadores, o sea que junto a la herramienta de trabajo habrá espacio para un fusil y lo mismo puede decirse del campesino que dispondrá de un fusil que garantizará la conquista de la tierra para los campesinos y para toda la colectividad liberada del capitalismo. Desde luego la economía que esbozamos será floreciente puesto que se habrá liberado del despilfarro que presupone la existencia del Estado.

El sistema capitalista trata de retardar su desaparición agarrándose a la tabla del reformismo y arguyendo que se puede reformar la economía de la propiedad privada y por tal razón ha hecho entrar en juego a socialistas y comunistas con el truco de las nacionalizaciones que deja en pie los intereses de la burguesía. En una palabra, no existe economía de recambio pues tan sólo se puede salir del atolladero presente que agobia a los trabajadores que expropiando a los capitalistas, aboliendo la propiedad privada y destruyendo el Estado.

Frente al reformismo se levanta la revolución social abriendo amplios cauces a un mundo sin hambrientos y un nuevo mundo sin ejércitos ni fuerzas represivas, ni cárceles.

La svolta

Este vocablo italiano equivale a viraje. Esta palabra aparece a grandes titulares en todos los rotativos italianos, sean patronales o sindicales, anunciando que los sindicatos italianos serán pronto los más moderados de Europa, mejor dicho los más reformistas. Han aceptado la austeridad impuesta por el capita-

lismo internacional, que tantean en Italia para luego extenderla a toda la Europa Occidental.

En Italia se vive el invierno sindical. El otoño caliente de 1969 había aportado importantes mejoras al proletariado italiano. En dos días (14

(Sigue en la página 7)

3428

1978

PARIS, 6 AVRIL 1978. — N° 979.



HEBDOMADAIRE

— PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNÉE — NOUVELLE SÉRIE.

EL LE COMBATE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

PALAIS DE LA MUTUALITE

**DIMANCHE 16
AVRIL 1978**

A 9 h. 30 :

Meeting international d'affirmation anarcho-syndicaliste

Présidé par Muñoz CONGOST, secrétaire de l'AIT

- Carlos MARTINEZ, secrétaire du Comité Régional CNT País Valencià
- Enrique MARCOS, secrétaire du Comité Régional CNT Catalogne
- Umberto MARZOCCHI, secrétaire de l'Internationale de Fédérations anarchistes
- Un représentant du Comité National de la CNT d'Espagne
- Federica MONTSENY, pour le Secrétariat Intercontinental
- Allocution de la FAF et de la CNTF

A 15 h. :

FESTIVAL

Rosalie Dubois

Los Muchachos

Marie-Thérèse Orain

Helios Vidal

Paco de Algeciras

Paco Ibáñez

Carlos Andreu

PRIX DES PLACES : 20 Francs

(Vous pouvez réserver pour vous et vos amis)

LA ITALIA DE LA DEPORTACION

«Roberto Mander, militante de extrema izquierda, ha sido condenado a una pena de deportación de un año, a la isla de Linosa, entre Túnez y Sicilia. Condenado no por haber cometido delito alguno, solamente por ser susceptible de cometerlo, contra el Estado.»

«Numerosas voces se levantan contra la deportación; Giuseppe Branca, ex presidente de la Corte Constitucional, senador de Izquierda Independiente, la estima contraria a la Constitución, que garantiza la libertad.»

«Umberto Terracini, senador comunista que sufrió 20 años de deportación o destierro, bajo el régimen fascista, protesta contra tal medida. Su toma de posición, ha desencadenado una viva polémica en el seno del partido comunista, que a medida que se acerca al poder, es favorable a la deportación, la residencia forzada, por motivos políticos.»

Hasta aquí lo publicado por «Le Matin» del 25-2-78, que bien merece un comentario. El pacto histórico, suscrito entre el gobierno Social-Cristiano de Andreotti y el Partido Comunista, va dando sus frutos agrícolamente, no muy halagüeños ciertamente, para el devenir del pueblo italiano.

El concubinage entre una Iglesia dogmática, en estado de descomposición, representación genuina de un sistema capitalista, roído por su enfermedad incurable y que nadie ignora, con el Eurocomunismo (más justa sería la denominación de Eurofascismo) por sus características y

actuaciones, adversas a las libertades del pueblo.

Esta burda maniobra, no podía concebir y parir, que un monstruo jurídico-social, como es la promulgación de una ley represiva, condenando a hombres que no han cometido delito alguno, solamente el de pensar e integrar la extrema izquierda.

En la URSS se condena a los contestatarios, al internamiento en hospitales psiquiátricos, para aniquilarles moral y físicamente. En Italia, a la deportación en tierras inhospitalarias, con la misma finalidad.

Dichos procedimientos, no difieren absolutamente de un ápice, unos de otros, sus orígenes y métodos marxistas, les hacen acreedores de aquellos principios jesuíticos de, «el fin justifica los medios».

La conquista del poder es su objetivo y desde el poder, no se libera a los pueblos, se les oprime.

Recientes unas declaraciones de Pajeta, segundo de Berlinguer: «Nosotros aconsejamos y pedimos el empleo de la autoridad, para restablecer el orden público», ¡Su posición está bien clara y exenta de dudas!

A continuación, las declaraciones de las organizaciones sindicales, influenciadas por el Partido Comunista, de adhesión al Pacto de austeridad, deseado por el gobierno y el capitalismo, con la abstención de declaraciones de huelgas reivindicativas, para con ello permitir la solución de la crisis económica que atravesaba el régimen.

Y más recientes aún, las de Berlinguer el 5 de marzo en una reunión de obreros comunistas.

«Para ocupar la plaza que tiene derecho en la conducción de los asuntos de Estado, — ha dicho el jefe comunista Berlinguer — la clase obrera, debe aceptar los sacrificios que impone la defensa del orden democrático y la solución de la crisis económica.»

Las cosas no pueden estar más claras. Para el Eurocomunismo, el pueblo no debe gozar de derechos, solamente de deberes; particularmente el de someterse a sus tiranos, sean ambos estados capitalistas o bien comunistas, unos y otros igualmente negadores de los derechos más elementales de los pueblos: su libertad.

Se exigen al pueblo sacrificios, para que el régimen que los oprime siga imperando; jamás se exige a los potentados la abdicación de sus privilegios. O bien se aconseja a las clases desposeídas a reivindicar el derecho a la vida, al goce de las riquezas que crean.

Este último es el lenguaje propio de los que pretenden erigirse en defensores de los pueblos oprimidos. No obstante día vendrá que los pueblos sabrán dar la respuesta adecuada.

JUAN GINE

Houilles 6-3-78.

FEDERATION ANARCHISTE Communiqué de Presse

A la lecture des résultats des élections législatives, les travailleurs ne manquent pas d'en tirer conséquences et enseignements.

Leur espoir trompé par les partis qui sont censés les représenter et qui ont été plus préoccupés de servir leur politique partisane et leurs intérêts particuliers que les « intérêts » des travailleurs, ne voient dans ces élections que les moyens d'étendre leur influence.

Face à une majorité de la population qui défend avec âpreté ses intérêts petits-bourgeois, les travailleurs et la population consciente savent désormais que le « changement », leur émancipation, ne passent pas par les urnes, mais par une prise en main directe et effective de leurs intérêts sans délégation inconditionnelle de leur pouvoir.

La Fédération Anarchiste rappelle que la prise du pouvoir politique par les partis se déclarant de la classe ouvrière n'a jamais abouti et n'aboutira jamais à créer les conditions de son émancipation.

La Fédération Anarchiste invite, d'une part, les travailleurs et la population à laisser les partis politiques à leurs magouilles pré et post électorales et, d'autre part, les invite à forger eux-mêmes les moyens pour créer les véritables chances de leur émancipation en prenant, sans attendre, tous les aspects de leur vie en main et en luttant dès aujourd'hui par les moyens qui leur semblent les plus adéquats contre les représentants de l'exploitation et de l'oppression.

Action directe des travailleurs et de la population, prise en main effective de nos intérêts doivent mettre en place les bases nécessaires à l'avènement d'une société fédéraliste et autogestionnaire, seule capable de réaliser l'épanouissement de l'individu dans une collectivité juste et harmonieuse.

«ESCRITOS»

Interesante obra de Juan Peiró.
Textos en catalán y castellano.

Precio: 70,00 frs.

CONSEJO NACIONAL DE SIA

Un caso digno de mención

Nuestra nota insertada en «Espoir» n° 795 y en «El Combate Sindicalista» n° 963, no cayó en saco roto. Varios compañeros con carácter particular, Grupos de Amigos de S.I.A. y, sobre todo, la Sección Lo-

cal de S.I.A. de Toulouse y este C. N., han enviado gratuitamente y como propaganda a España, a las direcciones orgánicas y de compañeros que conocían, más de 600 ejemplares del Calendario de 1978.

La lectura de este Calendario les habrá servido, a los compañeros y simpatizantes del Interior, para conocer lo que es S.I.A., su historia, su obra y sus objetivos realizados y a realizar.

El Consejo Nacional agradece a todos este gesto desinteresado y solidario. Por su parte, los compañeros y amigos de España, nos hacen saber, también, su satisfacción por estos envíos con los que les han obsequiado los adherentes de la Sección Francesa de Solidaridad Internacional Antifascista (S.I.A.).

Como prueba de esta satisfacción, reproducimos una de las muchas cartas recibidas de nuestro país, que dice así:

«Los compañeros del Ateneo Cultural de Cartagena, estamos contentos por los folletos y calendarios de S.I.A. que los compañeros de Albi (Francia) nos habéis enviado y correspondemos a vuestros saludos libertarios.»

»Cartagena, 2 de febrero de 1978.»

En espera que en lo sucesivo, entre los compañeros de S.I.A. cunda este ejemplo, quedamos fraternalmente vuestros

El Consejo Nacional de SIA

El Congreso de la International de Federaciones Anarquistas (I. F. A.)

Durante los días 23, 24, 25, 26 y 27 de marzo, como se había anunciado, celebróse en la ciudad de Carrara (Italia) el Congreso de la International de Federaciones Anarquistas, el cual se vio muy concurrido tanto por las Federaciones adherentes, como también por innumerables grupos de observadores venidos de todos los países.

Durante estos días la ciudad de Carrara ha sido transitada por la juventud más inquieta del globo, la cual ha venido a informarse de los planteamientos y alternativas que el movimiento anarquista internacional organizado presenta.

Los debates presenciados, tanto en las sesiones plenarias, como en el seno de las comisiones han exteriorizado una voluntad de estudio, una armonía a la cual no nos tenían acostumbrados los dos Congresos anteriores. Pensamos que todos los asistentes a este Congreso coincidirán en que la labor realizada hacia la etapa próxima será fructífera para las ideas del anarquismo organizado.

En próximos números estaremos en medida de aportar informaciones interesantes a este respecto.

SOLIDARIDAD OBRERA

Nacional del Trabajo de España



Portavoz de la Confederación

DEMOCRACIA LINGÜÍSTICA

por Henri MASSON

Es siempre peligroso dejar demasiado poder en manos de un pequeño número de hombres; es particularmente interesante el conocer las ventajas de que gozan los intérpretes de la A. I. I. C. (Asociación Internacional de Intérpretes de Conferencia) que se compone de unos 500 miembros (8). Sólo algunas ciudades están correctamente equipadas para la traducción y por ello ejercen una especie de monopolio de las reuniones internacionales (Bruselas, Génova, Londres, París). **Faltan intérpretes del Tercer Mundo**, lo que quiere decir que, cuando una conferencia o un congreso tiene lugar en uno de estos países, les es preciso pagar muy caro la ida y vuelta en 1ª clase, los honorarios y los gastos de estancia de estos intérpretes.

Más lejos, en el Japón, el Profesor Seiho Nishi ha escrito: «La cortina de hierro de las lenguas se halla igualmente ante nosotros, los científicos, lo que naturalmente dificulta mucho el progreso de las ciencias. Se hizo de ello la experiencia en el Congreso Internacional de Ciencias Hereditarias que tuvo lugar en nuestro país, en 1957. La lengua inglesa fue la sola lengua oficialmente aprobada, por lo que muy numerosos científicos japoneses participaron en dicho congreso casi completamente como sordos y mudos. (9).

El problema resulta aún más perceptible en las antiguas colonias, donde el estudio de las lenguas era y es sólo posible para las capas privilegiadas de la sociedad. En su libro «Lingüística y Colonialismo» (pág. 85) L. J. Calvet escribió con razón que «la relación entre la lengua dominante (el inglés) y las lenguas dominadas, permanece como en los tiempos de la colonización»; en el África anglófona el inglés es una lengua de clase, como lo es el francés en el África francófona.

En 1976 yo he tenido la ocasión de plantear la siguiente cuestión al Sr. Kamitatu, ex-ministro de Negocios Extranjeros del Zaire, y antiguo compañero de Patricio Lumumba (10): — ¿Qué piensa Vd. del estado de sumisión lingüística y cultural al que han quedado reducidos los pueblos liberados del yugo colonialista que están actualmente obligados a expresarse, en la escena internacional, mediante las lenguas de sus antiguos amos, y de las potencias neocolonialistas actuales? Kamitatu respondió: — Yo repito al respecto una expresión que no es mía... que es de un escritor francés: «No hay peor dominación que la dominación cultural» «La alienación más grave es la alienación cultural» (...) Hay algunos países que han comprendido que es absolutamente necesario desembarazarse de la lengua que sirve para expresar el pensar de los otros, para adoptar su propia lengua, y poder expresar su propio pensar. ¿La respuesta del Sr. Kamitatu concierne también a la población de los países no anglófonos? Ciertamente que sí, y principalmente al mundo del trabajo. Porque este problema existe, en diversos grados, en las colonias de los EE. UU. entre otras, en los medios económico, lingüístico y cultural. Además — como hemos podido constatar — la lengua inglesa no resuelve el problema de intercomunicación, y no satisface las necesidades de hombres que tienen, para aprenderlo, muchas más posibilidades, facilidades y tiempo que no importa qué trabajador. Esto es verdad igualmen-

te para la juventud. Sabemos, por ejemplo, que los EE. UU. inundan el mercado mundial del disco con sus producciones, aunque el porcentaje de compradores que comprenden la lengua inglesa sea muy bajo. Numerosos jóvenes reconocen que, si ellos compran discos de los EE. UU., o de Inglaterra, es únicamente por sus cualidades rítmicas y musicales, y a veces por una incontestable armonía o vigor de las melodías o de los sonidos, pero no, en absoluto, por su texto o tema.

Sólo en Francia, según el Sindicato de Autores y Compositores, las estaciones periféricas emiten 60 % de discos en lengua inglesa (11). En sentido inverso, la venta de discos de los países de diferente lengua no es posible en EE. UU., sino después del pago de un «reclamo» cuyo sólo coste es mucho mayor que el posible producto de la venta. En la práctica esto significa que tal venta es imposible. Así hallamos un paralelismo entre los productos de los países en vía de desarrollo sobre el mercado de los países industrializados, y los productos de estos mismos países industrializados sobre el mercado norteamericano, y constatamos que cada país es, más o menos, la colonia de otro, pero de cualquier modo todos lo son de los EE. UU. Cuando el estudio de lenguas es a sentido único, su beneficio también lo es. A este respecto la obra ya mencionada de L. J. Calvet revela, por numerosos ejemplos y citaciones, la importancia del factor lingüístico en el proceso de dominación. Es digno de notar que durante la dominación colonial francesa en Argelia, las cuestiones referentes a la educación dependían del ministerio de la guerra. La frase siguiente, extraída de un informe de inspección escrito en 1854 por el general Camou, es significativa: «La instrucción pública indígena deja siempre mucho que desear; no obstante, debemos reconocer que tenemos gran interés en darle demasiada extensión, en la imposibilidad en que nos hallamos de observarla y dirigirla, con un fin favorable a nuestros intereses y a nuestra política» (12).

Esto no significa en nada que la situación sea en todos aspectos satisfactoria en los países de lengua inglesa. Algunas ex-colonias de Inglaterra han abandonado el uso de la lengua inglesa, y entre otras Tanzania, Kenya y Ceilán, y han adoptado su propia lengua. En India, a pesar de la larga dominación inglesa, sólo el 2 % de la población sabe el inglés, y de este porcentaje el número de trabajadores es limitadísimo. En EE. UU. igualmente, por el hecho de que el estudio de lenguas no es obligatorio, los estudiantes escogen otras asignaturas. Esta crisis es con toda evidencia comprensible, a causa de la actitud inconsciente de quienes aconsejan adoptar el inglés, como lengua internacional. El esfuerzo de los estudiantes no anglófonos libera los anglófonos del esfuerzo inverso.

El problema lingüístico es complejo; todos convienen en ello. Algunas ilusiones relativas al valor de la lengua inglesa desaparecen, pero surgen otras. A las ilusiones de los padres, con tendencia a creer que sus hijos e hijas saben una lengua extranjera, se añaden las ilusiones de estos últimos, cuyo ambiente inmediato se halla saturado de vocablos y expresiones inglesas. Como se puede leer en el Zamenhofa Proverbaro: «Entre los ciegos, los tuertos se consideran reyes».

Es posible que Willy Breinholst, periodista danés, escritor humorista, nos haya dado a conocer el por qué de esta creencia al escribir: «Cuando un dinamarqués ha bebido tres vasos habla ya corrientemente el inglés» (13).

He citado intencionalmente ejemplos que tienen relación con el periodismo, la enseñanza superior, la exploración científica y con el medio de los traductores e intérpretes; es decir con una minoría de hombres que han estudiado durante un tiempo considerablemente más largo que los demás: y resulta extraño el constatar que, justamente tales hombres, especialistas competentes, hallan dificultades a causa del caos lingüístico, mientras que la gente ordinaria, que no tienen ninguna experiencia de las relaciones internacionales, que balbucean solo algunas palabras en inglés, o que no saben nada de él, se aferran a la idea de que dicho idioma resolverá el problema lingüístico, y vendrá a ser la segunda lengua para todos.

Numerosos profesores de lenguas reconocen honestamente que están decepcionados por los resultados incomparablemente bajos en relación con el esfuerzo que ellos hacen por enseñar. Apenas puede concebirse que los profesores, que aman realmente las lenguas que enseñan, puedan conformarse y aceptar aún que los jóvenes consagren tantos esfuerzos y tiempo para conocer a penas una de ellas, de tal manera que este saber resulta ulteriormente sin valor, desde el punto de vista cultural, e inútil para la utilización práctica.

Las estadísticas muestran generalmente que el inglés se estudia casi en todo el mundo, pero nunca mencionan el porcentaje de fracasos, ni los resultados prácticos de tal estudio, que es de resultado ínfimo, a pesar de un sostén financiero inestimable, directo o indirecto, a pesar de una machacona propaganda, directa e indirecta, a pesar de disponer de profesores competentes y de facilidades de toda clase (y entre otras las estancias en Inglaterra, los cursos pagados por las empresas, etc.) a pesar de los esfuerzos y el tiempo consagrado, y de las ventajas prometidas.

Un largo artículo aparecido en «Le Monde de l'Education» de Mayo de 1976, es muy instructivo sobre este tema. Es el resultado de averiguaciones hechas por estudiantes, bajo la dirección de Jean Guenot, maestro de conferencias en el Instituto de lengua inglesa, (Université Paris VII). Este artículo (14) muestra claramente que se han fundado muchos laboratorios y escuelas privadas de lenguas, cuyo principal fin es sacar provecho material de este estado de espíritu y recoger a veces sin grandes gastos, los frutos de este comercio de ilusiones, de esta credulidad de los clientes. Es preciso pagar caro para recibir buenos cursos, y un método adecuado de enseñanza por profesores competentes. Pero incluso después de haber pagado de 3.000 a 6.000 F. antes de empezar el curso, numerosos clientes abandonan su estudio antes de llegar a la última lección. No obstante, el complejo de inferioridad (y la obsesión que de él resulta, a causa de

la insidiosa y abrumadora propaganda) es tan fuerte que por medio de una hábil propaganda otras escuelas de lenguas logran hacerse con estos clientes, quienes pagan nuevamente y muy caro para llegar a un nuevo fracaso, por seguir creyendo que pueden finalmente saber el inglés después de poco tiempo, y sin demasiadas penas ni esfuerzos intelectuales. La última parte del citado artículo se titula «La lengua del dolor». «Ella muestra el mecanismo de esta actitud. Es cierto que muchos hombres viven en un estado hipnótico ante la civilización americana». El último párrafo termina con esta frase: «Este comercio de ilusiones permite hoy muchas e inicuas estafas a la esperanza».

Queda no obstante una consolación, a este respecto: es la de que muy pocos obreros son víctimas de esta propaganda engañosa, principalmente a causa de su falta de dinero y de tiempo. Además, muchos de entre ellos no sienten la verdadera necesidad de una segunda lengua que les permita entrar en relación con extranjeros, o no tienen una conciencia bien precisa sobre la evolución rápida del mundo actual. La situación es diferente para los padres, cuyos hijos aprenden o desean aprender una lengua extranjera.

De diversas maneras y en diversos grados, los maestros, los alumnos y sus padres, las personas que tienen contactos con extranjeros y los contribuyentes son víctimas de una política lingüística incoherente, costosa y discriminatoria.

Son de más en más los profesores de inglés que detestan el papel que actualmente están representando. En «Le Monde de l'Education» de abril de 1977, han aparecido varios artículos sobre lenguas vivas. Entre otros, el Sr. Duneton, profesor de inglés, escribe sobre la situación de la enseñanza en su especialidad, y constata con amargura que el profesor de lengua inglesa se ha convertido en una especie de cooperante. Dice hallarse un poco en la situación de un maestro árabe enseñando la lengua francesa antes de la descolonización, o en la de un provincial francés enseñando el latín, en el año 40 de nuestra Era!

Así pues, no son los profesores de inglés los culpables de este estado, sino la actitud gregaria de la gran mayoría, que no analiza la situación, o que no tiene los elementos necesarios para analizarla.

(Continuará)

(8) G. C. Gighiera, «Las Nuevas Tarifas de los Intérpretes», H. de E., 16-3-1977.

(9) «Memorlibro Pri Zamenhof», 1959.

(10) «Sennaciulo», Febrero 1977; (Afrika Strebo); órgano de S.A.T.

(11) «France-Inter»; emisión del 13 de Marzo 1977.

(12) «Enfrentamientos culturales en la Argelia colonial», Yvonne Turin; citado en «Lingüística y Colonialismo» pág. 71.

(13) «Ni en Skandinavio» traducido de la obra inglesa (Scandinavians-That's us!).

(14) «Les Bonnes Affaires de l'anglais rapide».

PUNTOS DE VISTA DEL CIUDADANO ANONIMO

II

Las amanecidas andaluzas tienen una inexplicable evocación poética. La serenidad del firmamento, los raudos garabatos geométricos de las golondrinas — saetas de plumas veloces — que trazan extrañas filigranas sobre la pizarra celeste de los arroyos, el canto de la alondra entre el ramaje en renuevo y estas cuadrillas de hombres — peones agrícolas — que parecen evadidos de las estrofas zingaras de cualquier romance lorqueño, constituyen la pincelada fundamental de estos tranquilos amaneceres en las marismas béticas.

«El hombre de la calle», — este anónimo ciudadano de manos callosas y rostro labrado a golpes de reveses e inclemencias meteorológicas — sonríe a nuestro encuentro:

— ¿Qué le parece la solución dada por el Presidente Suárez a la crisis gubernamental? Porque no irá a decir como ha dicho, por ejemplo, el señor Iñigo Cavero, que se trata de un reajuste o un remodelamiento. Esto ha sido una crisis en toda regla. Y una crisis con la que el Presidente ha pretendido aplacar los ánimos de las fracciones derechistas. El giro en esa dirección no ha podido ser más completo. Política, a mi juicio, desacertada. Rodríguez Sahagún es miembro de la CEOE y todos sabemos que se manifestó a favor del despido libre y de la contención salarial. Creo que ésta no ha sido una buena solución. Claro está que nuestra opinión no es válida. Carece de solidez. Ni sabemos ni queremos saber de política. En el fondo, la política no nos interesa. No nos interesa más que como hito puramente episódico.

— ¿...?

— No dejamos de reconocer que en ella — en la política — está la brújula marinera. El timón. Hoy por hoy, son ellos — los hombres de las promesas solemnes, los paladines de la libertad, aquellos que en mítines y conferencias preelectorales anatemizaron — contra los años de silencio y dramáticas ignominias — los que van señalando los cauces que han de conducir la nave a felices puertos democráticos. Y por eso, porque de este modo lo entendemos, no nos es posible perder de vista los escollos más o menos difíciles que entorpezcan la navegación.

— ¿...?

— La cosa no está clara. Calvo Ortega — recién nombrado Ministro del Trabajo — reconoce que su labor va a ser muy laboriosa. Opina que el sindicato es un instrumento reivindicativo de carácter profesional y que no tiene por qué obedecer a motivaciones políticas, en el sentido de política de partido. En verdad que no es la política la llamada a resolver determinados problemas populares. La solución no está ahí.

— ¿...?

— Las centrales sindicales deberían estar más identificadas entre sí. Tratar de establecer una especie de inteligencia que, por encima de las diversidades ideológicas y puntos de vista que las separan, las aproximasen en el interés común que, de momento debe unificar a todos los tra-

bajadores. Son circunstancias muy especiales las que vive España. La historia se detuvo. Tal vez no se detuviese más que un momento, pero los «momentos» de la historia equivalen a dilatados periodos de la vida humana.

Le miramos con sorpresa. El atirama:

— Hace cuarenta años en España no existían más que dos grandes centrales sindicales: la C.N.T. y la U.G.T. Hoy, para citarlas todas, faltan letras en el abecedario. La clase trabajadora se halla tremendamente desunida, y si es cierto el tan repetido lema de que «la unión hace la fuerza», no cabe duda de que la fuerza obrera está más desunida que nunca. Y hay que superar esta desafortunada etapa.

— ¿Cómo?

— Con sentido de responsabilidad. Con desinterés y abnegación. Hemos salvado uno de los baches más funestos de nuestro caminar. Todo naufragó entonces. Todo se hundió: la cultura, las conquistas sociales logradas a fuerza de luchas y sacrificios, los horizontes que comenzaban a abrirse... Y se hundió por la barbarie de unos y tal vez por la falta de ponderación de otros. Como los primitivos cristianos durante la persecución románica — («¿Quo vadis, Dómine...?») —, los trabajadores españoles, al quedar desorganizados, solos y sin hombres aptos para llevar adelante la dirección de sus conflictos, caminaron a la deriva, de tumbo en tumbo, sin más elementos de cultura a su alcance que las amañadas leyendas del «F.B.I.» y del «Oeste Americano», y sin otra válvula de escape espiritual que una constante embriaguez de toros, de deportes y de cosas aún más detestables. Como «entonces», la consigna fue: «¡Pan y circo!» Interesaba la anulación total de la mente y del alma. La supresión de la inteligencia.

— ¿...?

— Por eso, no debe chocar a nadie este despertar un poco absurdo. Es lógico. Hasta cierto punto, es lógico. Pero hay que tratar de llevarle poco a poco a su verdadero cauce. Los trabajadores no constituyen más que una sola clase. Un solo mundo. ¡El mundo de la productividad! En ellos están los fundamentos de la sociedad futura. Y este mundo, que en el pasado casi constituía una afrenta, hoy — cuando los pueblos se desprecizan de sus letargos milenarios — es el más preciado título de nobleza y dignidad. Porque el trabajo, que dignifica al hombre y a los pueblos, es, al mismo tiempo, signo de progreso, de libertad y de civilización...

El sol acaba de remontar las doradas cumbres. Sobre las tranquilas aguas del arroyo ha posado una gaviota sus quiméricos sueños marinos, y la yunta de mulos hace del duro suelo tambores de sus impacencias:

— «¡Arre, Lucero...!» — ordena nuestro interlocutor. Y dirigiéndose a nosotros, añade: — Continuaremos otro día, amigo. ¿No le parece?

C. VEGA ALVAREZ

Mitín de la CNT en El Ferrol

El día 19 de marzo, se celebró en el teatro Jofre del Ferrol un mitín organizado por la F. Local de la C.N.T.

Hizo la presentación del mismo un joven trabajador de «La Bazán», que estuvo muy acertado (Juan Manuel Balsa).

Le siguió en el uso de la palabra otro joven militante, muy preparado y sabiendo en todo momento lo que se decía, quien hizo hincapié en el modo de actuar de la C.N.T., con respecto a la sinuosa conducta de otras sindicales, las cuales se preocupan más de cosechar votos y afiliados, que de mantener una lucha abierta por los intereses de los trabajadores. (Sustituyó a otro compañero enfermo y no recuerdo su nombre).

Después Nicolás Chozas del Sindicato de Construcción de Madrid que había sido invitado al acto por aquellos compañeros y que es quien escribe esta crónica. Hice una breve exposición de la actualidad política y social del país.

Y por último Alvarez Palomo, de Asturias, también invitado, quien se dedicó más bien a resaltar la lucha mantenida por la C.N.T. durante los cuarenta años de dictadura, en comparación con la exigua o inexistente de otros partidos y organizaciones llamados de izquierdas.

Como hecho notable debemos destacar que a pesar de que en la actualidad en este país la gente no está ni para bromas ni para mítines, y que ahora se ha puesto en uso la modalidad de convocar los mítines acompañados de verbenas o festivales para que los oradores no se encuentren solos, en este caso podemos decir que sin que el teatro rozase el lleno, la entrada de público fue bastante aceptable.

Quizá fuera como premio al tesón y la voluntad de un puñado de compañeros del Ferrol, que han hecho posible con su trabajo puramente personal que la realización de este acto de afirmación anarcosindicalista pudiese llevarse a efecto.

Consideraciones sobre el contenido y estilo de la prensa libertaria

Yo merodeo, busco, rebusco. Quiero llenarme de luz en la lectura de toda sabiduría que llega a mi alcance. ¿Por qué confieso estas palabras? No es nada nuevo. Todo ser humano intenta perfeccionarse, si no cae en los más bajos instintos del animal. No es este mi caso. Aquí me llegan toda clase de lecturas: poéticas, literarias, sociales, políticas, apolíticas... Entresaco lo mejor de ellas. Pero hay una que me atrae por sentimientos afines de justicia en el orbe y de honestidad en la vida. Ella es, como debe suponerse, la libertaria o anarquista.

Después de ver tanto índice común por el bien de una sociedad mejor y a través de postulados teóricos a partir de William Godwin con seguidores, bien conocidos de todos los tiempos: Bakunin, Proudhon, Kropotkin, Malatesta, Rocker, Ferrer, etc., no me queda más remedio que meditar como un místico comunica con sus alturas espirituales.

Pero en estas lecturas no me quedo estático, arrobado de cielo y esplendores. Me conmueve, sí, la paz y tranquilidad que se desprenden de aquellas enseñanzas. No obstante, uno se siente agónico ante tan tremendas revelaciones que la enferma sociedad ha sufrido con el holocausto martirizante que han tenido que soportar hombres dignos con sentido común, pero hermosos al darse a conocer entre seres que aspiraron a la humanidad entera sin engaño.

Como digo, medito. No es en este o aquel principio en el que me hago mella, sino en un estilo nuevo, en una sinceridad estupenda, en un latir del corazón, en un ver que la vida no es tan horrenda y que existen hombres que la aman. Porque amigos, observad, que el anarquista ama la vida y defiende la Verdad tan pronto nos acercamos a ella. Se tratará de una ideología, cierto, en este mundo corrupto y amoral, pero también de una fe y una esperanza. Quien entre en la vida del libertario se dará cuenta enseguida de sus ideales.

Sin embargo no pretende éste ser un estudio del anarquista y sus motivaciones, ni siquiera una apología en la que no hay que pensar. Simplemente que me he dado cuenta de una cosa, de un sorprendente estilo y contenido de escritores que participan en una prensa libertaria, hasta ahora tan olvidada por la sociedad en general.

Aquí quiero anotar algunos puntos que sobresalen de mis lecturas en pos de una nueva forma de vida, no vistas en otras publicaciones, llámense marxistas o capitalistas, donde el imperio del correr moderno parece dividirlas con sus medios de propaganda. Me he puesto a meditar por breves instantes lo que he visto en la prensa libertaria. Que estas pobres anotaciones sean algún día más y mejor comentadas.

En cuanto al estilo. Observamos una falta de afectación. Lo conlleva:

1. Una expresión directa.
2. Un lenguaje conversacional.
3. Un uso metafórico de la palabra.
4. Una riqueza de refranes y dichos.
5. Un conocimiento hondamente expresado de la historia, la filosofía, y las artes en general, por medio de citas.

En cuanto al contenido. Observamos un denominador común: el bien de la humanidad.

1. Porque proclama la justicia y la ética del hombre.
2. Porque da cabida al pensamiento en vuelo de libertad.
3. Porque defiende la dignidad del hombre y sus derechos.
4. Porque se opone al dogma de todo tipo y al terror fanático.
5. Porque denuncia a los gobiernos que causan mal en sus ciudadanos.

En una próxima lectura expondremos amplios ejemplos. Queda hoy así, invitando a los sociólogos e historiadores a entrar en este virgen dominio del saber universal.

Manuel Betanzos Santos
Montreal, 1978.

HOMBRES Y MAQUINAS

(La medalla del Trabajo)

La máquina es una herramienta perfeccionada nacida con el sílex el primero de Enero de la Humanidad. Se impregnó de sangre y competencias, creó el capitalismo, ayudó al hombre desde la noche del tiempo, hasta que todo vuelva a Cero en las últimas horas de Diciembre. Mecánica productiva, computadoras y conjuntos, bloques de mando, cabezas telemecánicas, informáticas y control; deprecia, siempre deprecia hasta acabar con el tiempo, — «La máquina, la máquina!» — oímos decir a un O. S. Renault que perdía la razón.

Al entrar en la fábrica de Billancourt (Metro Marcel Sembat) en 1948 hubiéramos podido decir imitando a Dante Alighieri: «Nel mezzo cammino de nostra vita, me ho trovato schiavo della macchina».

Al interior bailando el ritmo, todo era un bosque de correas transmisoras, ejes, poleas y palancas. El ruido era armonioso, soportable, el aire tenía un sabor amargo de pez, aceite quemado y espesos lubricantes. Los tornos mecánicos y fresadoras trabajaban sin prisa. En las cadenas los obreros especializados (OS) batían la cadencia, se era prisionero sólo de una máquina, donde el obrero penaba con sus gestos y operaciones bien calculados; tiempo del water closet, donde te mojas el trasero antes de acabar, el sonarse, el rascarse, tiempo colgado y largo de alcanzar, el tiempo y el contratiempo, un día y otro día en ese tropel interminable de horas pasadas y perdidas de ida y vuelta al trabajo, atados a la costumbre del metro de París, en esa regularidad tan exacta que mata el sentido individual. Cuando se entraba a la fábrica al cabo de un largo desplazamiento, se iba a la conquista de las horas, de la producción cadenciosa, los movimientos humanos se identificaban a la cronometría mecánica y así se pasaba el exilio en un ambiente bueno y malo y una inmensa riqueza de impresiones.

La Fábrica es una selva llena de competencias de puesto y calificaciones donde se entra con una matrícula y se sale con la juventud perdida.

El obrero especializado, productor principal de la fábrica, cae en la rutina de sus horas. Se galvaniza como una pieza más de la máquina introducido en la trama de las competencias y está dividido en el salario por unos céntimos de diferencia a la hora, estudios de puestos, calificaciones y categorías, suscitando animosidades desagradables, envidias gratuitas y rencores indelebles. Hombres enamorados de sus máquinas orgullosos del mecanismo, sin ninguna ambición, haciendo los mismos gestos durante años y años hasta el retiro.

En la inmensa fábrica de Billancourt, trabajan de O.S. poetas, músicos, pensadores, anarquistas sanos y rebeldes en continua pugna con los sindicatos políticos, soñadores de una vida mejor, escritores sin salario, personas buenas y malas, hombres de todos los colores, comerciantes en quiebra, religiosos de todas las creencias y españoles.

Entre estos personajes había un español pequeño llamado Julián Guevilla Soriano, natural de Granada, muy distinguido por la serenidad en todas las circunstancias. De cabeza redonda, nariz diminuta y ojos despiertos, nadie diría que pasó toda la guerra de España en los frentes, sin que las batallas más sangrientas se lo llevaran, desde el Jarama hasta la pérdida de Cataluña.

Estuvo en el campo de Argelés, sufrió el calvario de tantos miles de españoles. Ingresó en la Renault en 1945, trabajó en la estación de mercancías de Sèvres, para la fábrica, en un terrible invierno a 17 grados bajo cero, cargando piezas y coches 4 caballos. Labor de intemperie, durante ocho horas, hasta que los vagones con flecos de hielo se los llevaba la locomotora a las bifurcaciones, con rumbo a todas partes.

De nuevo en Billancourt, trabajó en máquinas y cadenas durante mucho tiempo. Y el día que le entregaron la medalla de los 25 años de servicio, era obrero de trabajos variados en el Centro Técnico Renault. Era una gran sala con mesas dispuestas en herradura y un gran número de botellas de champaña para los invitados. Horas solemnes que ocurren a los 25 años de servicio, con discursos, felicitaciones, apretones de manos, brindis, confusión de palabras, mucha gente. Empleados técnicos, títulos, jerarquías diversas, profesionales de todas las ramas: torneros, fresadores, ajustadores, y un diminuto obrero especializado, uno, Julián Guevilla Soriano, caído allí como por accidente.

El director del personal del centro iba llamando a los postulados, enumerando cronológicamente títulos, promociones, méritos ganados, diplomas y la antigüedad en la casa, les entregaba la medalla del trabajo colocada cuidadosamente en un estuche y grabada a nombre del premiado. Todos fueron así pasando hasta que al final llamaron a Julián Guevilla, o Guevilló, nombre insignificante de los anónimos, de esos que llamaron en las divisiones para el combate, o en las compañías de trabajadores españoles, en Francia, haciendo carreteras, ferrocarriles, canales, o terminando en los hornos crematorios alemanes. Volvieron a nombrarlo porque no contestaba a causa del barullo: «Monsieur Julián Guevilló!» Muchos miraron a ver de por donde podía salir, hasta que «le petit bonhomme» apareció abriéndose paso entre la animación.

—¡Present, c'est moi!

El director no leyó títulos, ni enumeró diplomas ni certificados porque no los tenía. Fue uno de tantos que nacen, viven y mueren imperceptiblemente escribiendo la historia de la humanidad sin tapujos. Podían haberle dedicado unas breves frases de encomio valorizando el trabajo manual, glorificando la medalla de trabajo como un símbolo a todo el servicio hecho a la Empresa, loando su puntualidad y el mérito de sus conocimientos adquiridos. No hubo nada de esto, le entregaron la medalla y un apretón de manos con la sonrisa asegurada del Director del Centro.

Julián se alejó a las mesas donde distribuían el champaña, y abriéndose paso con los codos, con mucho trabajo pudo alcanzar una copa espumosa, solamente una, se la brindó a su propia salud apurando el contenido hasta las heces. Seguidamente probó de arrimarse a otras mesas por si le caía otra, pero como era pequeño y tenía los brazos cortos, tuvo que contentarse con la emoción de haber ganado la primera medalla de su vida.

En todas las autopistas del mundo

rodarán por mucho tiempo coches Renault con piezas hechas por españoles y tantos obreros especializados como Guevilla. Personajes englutidos en la universidad del tiempo, con ese testimonio de ingenio y fuerza, de rendimiento y economía exigidos a la máquina y al hombre hasta quedar identificados en la misma competición. Una y otro se parecen en la exactitud, pudiéndoseles dar

ojos coloridos y venas de nilón. Un sistema nervioso de cables eléctricos, arterias de aceite refinado, espirófonos con vestibulos de acero, cilindricos torases, configuración de tubos colaterales y arcadas venosas.

Asistida por ocho personas ejecutaba el trabajo de todo un taller. Los treinta puestos en pleno movimiento simultáneo producían el burllo de toda una fábrica. El vientre de tan monstruoso animal estaba repleto de tornillos, arandelas de seguridad, tuercas y otras piezas movidas en común, igual que multitudes procesionarias ajustando ensambles con seguridad rítmica, como ciudad liliputiense.

Los O.S., activos, seguían el movimiento del monstruo, vigilando sus fauces, terminando y controlando el órgano del conjunto, unos contentos de ir aprisa, otros maldiciendo la ciencia del engineering, otros deseando una larga avería para poder descansar.

Los pulmones del animal neumolecs SSSA, eran tan complicados que su descripción había que indentificarla con la anatomía humana. Pulmones en los dedos como ventosas, falanges rígidas y frías, herméticas y puntuales, engarzando, empujando, dirigiendo las piecitas a los puntos determinados. Un carrito de acero suspendido en rieles, se movía en todas direcciones, en suaves altibajos, lanzando rugidos de león y silvidos de serpiente, subiendo los cerquillos y las tuercas en veinticuatro filas arabescas hacia las gargantas del robot. Menuda multitud encarrilada, interminable procesión de cuerpecitos disciplinados. Parecía como si las ciencias ocultas hubiesen engendrado aquella curiosa máquina digna de admiración: Ojos de filtro, tamices de aire comprimido, cabbelleras de caucho, cojinetes danzarines del folklore mecánico. ¿Dónde estaban situados los O.S.? Cuando a Julián Guevilla le dieron la medalla, las horas pasadas en tan original máquina, le corrían por sus venas como fantasmas de nilón y parafina. Todo latía al mismo tiempo; el ritmo de la telemecánica y el corazón de los hombres.

Paris, febrero 1978.

NECROLOGICA

Joaquín ANDREU

Residente en Labastide-Rx, (Tarn) el día 1º de Enero, nos dejó para siempre el que fue nuestro compañero Joaquín Andreu.

Este compañero, nació el día 10 de abril de 1910, habiendo militado desde su primera juventud en los grupos libertarios de Pueblo Nuevo (Barcelona) y en el Sindicato de Luz y Fuerza, C.N.T.

Entrando en Francia como refugiado en el año 1939, fue internado en los campos de concentración; después de muchas vicisitudes pasadas en los mismos, salió a trabajar, en trabajos rudos y malsanos.

En el exilio correspondió siempre a los deberes de su familia, lo mismo a los de la Organización C.N.T. y Movimiento Libertario, desempeñando cargos de responsabilidad en su respectiva F. Local de residencia

hasta el momento que la parca inexorable logró apoderarse de su salud.

El día 3 fue el entierro civil. La inmensa asistencia de personas francesas y españolas que le acompañamos puso de manifiesto la estima que era objeto por parte de todos.

En el momento de darle sepultura, un compañero conocido de la familia, con unas sentidas palabras de sentimientos humanos, dio las gracias a los allí asistentes.

A su compañera e hijos, en nombre de la F. L. de Castres, les expresamos nuestro más sincero sentimiento; y a ti compañero Andreu que la tierra te sea leve, y ¡hasta siempre!

F. L. de Castres

SOL Y SOMBRAS HOY, APUNTES

1. Facturas como fracturas.
2. Cardenales de religión, y de erosión.
3. Del Salvador no te fies. Sálvate tú mismo.
4. Piscinas cubiertas para que la lluvia no moje a los bañistas.
5. Todo candidato necesita cándidos, o viceversa.
6. Joven, procura serlo hasta los cien años.
7. Nacer para ver.
8. Más pelo que seso.
9. Menos actas y más actos.
10. Se disfraza, el egoísta, de individualista.
11. La religión nos prefiere muertos; la biología vivos.
12. ¿Problemas de fondo, o de fonda?
13. ¿Historia, o histeria?
14. El ministro de Marina no sabía nadar.
15. El ministro de Agricultura confundía plantas vegetales con plantas de los pies.
16. Si pro-chino, se resulta cochino.
17. ¿Nos rige la sociedad, o la su-ciedad?
18. «Escusado», en catalán «comuna». Al letrero de mi pueblo le llamaban comunista.
19. «Del amor a la muerte...» Pues mala suerte.
20. Camarada con g en lugar de m, hiede.
21. Si al preso «chorizo» lo consideras social, al salir él de jaula te lo metes en casa.
22. El tercer sexo tiene carta de naturaleza en los conventos.
23. Cada amor es el primero, incluso el último.
24. No hay bellas contritas, ni feas bonitas.
25. Si el dinero lo puede todo, es que la persona no vale nada.
26. De tanto atracar aprendió el oficio de banquero.
27. Si todo patriota ha de morir por su país, que el cuervo los entierre.
28. Es tan adelantado, que hoy tomó el tren de mañana.
29. Es tan atrasado, que nació antes que su madre.
30. Mejor Plenos que Vacíos.
31. Toda bandera necesita lavandera.
32. Si la anarquía es imposible, que la desaparición de la humanidad lo confirme.

Y por hoy basta.

J. FERRER

Propaganda para España

Como oportunamente anunciamos, la Comisión de Ediciones creada por la C.N.T. en Zona Norte está en plena actividad. El primer folleto escogido para publicar es el «ABC Sindicalista» de Farriol, ya anteriormente editado por el S. I., «La Escuela Moderna» de Calgary (Canadá), y «La Razón» de Amsterdam, todas ellas agotadas y de gran demanda por los compañeros de España.

La contribución de los compañeros a este sistema de propaganda puede consistir en donativos de apoyo o en compra de ejemplares que el propio demandante enviará al organismo confederal español de su preferencia.

Una vez circulado el «ABC Sindicalista», se emprenderá la edición de «El Comunismo Libertario» de Isaac

Puente, según la edición, también agotada, de EL COMBATE SINDICALISTA.

Seguirán el turno los folletos «La Anarquía» y «Entre campesinos» de Malatesta, «El Sindicalismo», de Prat; «El problema de la enseñanza» de Mella, seguido de «Nuestras ignorancias» de Prat; «La maldición del practicismo» de Rocker, «Entre la revolución y las trincheras» de Berneri, etc.

El sistema a emplear será el offset por razones de rapidez y economía. Cada edición constará de 10.000 ejemplares.

Compañeros y organizaciones no desaprovecharán la ocasión de ser útiles a la causa, que les ofrece

La Comisión de Ediciones C.N.T. Paris, abril 1978.

NECROLOGICA COSME MOINES

Otro compañero que nos dejó para siempre, el día 16 de noviembre de 1977 a la edad de 59 años. Natural de Mediana de Aragón, donde la mano negra del fascismo pegó fuerte a los compañeros y antifascistas en general, teniendo que deplorar varios fusilados.

A la edad de 18 años tuvo el coraje de internarse en los bosques con otros compañeros en espera de tomar contacto con las fuerzas que venían liberando Aragón, hecho lo cual se presentó voluntario para combatir al fascismo y vengar a los compañeros.

Después siguió como todos los avatares de la pérdida de la guerra yendo a parar a los campos de concentración hasta el día 22 de diciembre de 1939, que fue incorporado de fuerza a la 107 Compañía de Trabajadores y que fue destinada a la Moselle, donde se construían grandes fortificaciones en el pueblo de

Faulquemot, hasta que se produjo la invasión alemana, haciendo todos los posibles para no caer en manos de los invasores. A partir de Montvillard tuvo que empezar la clandestinidad hasta que pudo entrar en contacto con su padre y hermano que estaban en los alrededores de Souppes, pues tomó la decisión de reunirse con ellos.

Cuando intervino la liberación en el 44 se puso en contacto con la Organización, habiendo sido uno de los fundadores de esta F. Local.

El día 19 de noviembre fue enterrado civilmente, donde había considerable acompañamiento tanto de amigos como compañeros españoles y franceses. Era muy estimado por todos en general.

Nuestro más sincero pésame a su compañera, hijos y demás familiares.

Federación Local de Aufferville

NOTAS BIBLIOGRAFICAS

«Congresos Anarcosindicalistas de España»

A este librito, resumen de los comicios celebrados desde 1870 al 1936 por la Federación Regional Española y la Confederación Nacional del Trabajo, al parecer no se le concede excesiva importancia, y a fe que la tiene. De importancia carecería en todo caso, esa supuesta indiferencia.

«Congresos anarcosindicalistas en España» fue editado precisamente para refrescar la memoria polemista de los militantes cenetistas, y para enterar a los profanos y a los nuevos acólitos de la C.N.T., que nuestra sindical es más que centenaria, probando que, pese al tiempo y a las feroces represiones que ha sufrido desde su fundación hasta el momento presente, ella no se extingue, indudablemente porque algo básico o ingénito la sostiene. Pueden bailar en la era societaria tantas sindicales como al azar le plazca, al son de las flautas políticas; que a la C.N.T. no la complica, la desmiente ni la anula nadie. La prueba es que vuelve a renacer con fuerza a pesar de que, unánimemente, partidas y partidos políticos la han declarado muerta y «asistido» a su imposible entierro. «Los muertos que vos matáis gozan de buena salud».

«Congresos anarcosindicalistas en España» es el resumen de catorce comicios, los más importantes, celebrados por el anarcosindicalismo hispano. En sus páginas transcurren las declaraciones y las decisiones que tanto vigor han proporcionado al proletariado español redentorista, y que tantas mejoras morales y económicas han conseguido para la clase

productora, siempre sometida a la explotación burguesa.

La F.R.E. y la C.N.T., ésta continuación de aquella, han apurado un ciclo redentorista y afirmado para siempre el sindicalismo acrático en la Península. Quiérase que no, nuestra sindical es más antigua que la C.G.T., nacida en 1888 de consuno con la Exposición Universal de Barcelona. Y si nuestra historia ha tenido sobresaltos con la consiguiente desaparición episódica de nuestra central, ha sido por la saña autoritaria con que ha sido perseguida. De lo contrario, nuestra sindical de todos los tiempos habría sido única en España. Lo prueba que cada vez que ha renacido escapada del sepulcro de tanda que vanamente los enemigos le han destinado, ha superado pronto a la sindical ugetista en número de afiliados, en empuje y realizaciones. Y es que nuestro elemento sindical nunca ha sido tergiversado, jamás ha estado al servicio de la eterna «política transitoria» de la gitanería marxista. Siempre la F.R.E. y la C.N.T. han sido por y para los trabajadores.

«Congresos anarcosindicalistas en España», este librito que el bulto humano pretende condenar al silencio, está editado cara a España para que los compañeros de allí se enteren del tesoro C.N.T. que tienen en las manos.

Compañero exiliado, adquiere dos ejemplares de «C. A. en E.», uno para ti y otro para enviarlo a España. —J. F.

JESUITICA

En carta asaz expresiva del 1º de marzo, el señor Mortimer T. Cohen, de Nueva-York, manifiesta su «sorpresa y desilusión» por la publicación, en el COMBATE SINDICALISTA correspondiente al cinco de enero 1978, de las «Instrucciones secretas de la Compañía de Jesús», a las que sin titubeo califica de falsas, aportando como «pruebas» el hecho de que apenas publicadas por primera vez fueron «inmeditamente» identificadas «como mentira». (El Sr. Cohen no dice qué autoridad científica realizó este juicio) y que «ningún libro Católico o Jesuita (sic), lo ha comprobado»... (!?).

La ingenuidad es una hermosa característica de los seres humanos, siempre que vaya acompañada de otras cualidades no menos admirables. La reflexión crítica, por ejemplo. Es indudablemente ingenuo creer que una institución como la Iglesia Católica (que ha durado 20 siglos basándose en actitudes ingenuas, precisamente) va a aceptar como auténticas estas «Instrucciones Secretas...» Aconsejamos al buen Señor Cohen releer con cuidado esa parte de las mismas que comienza diciendo: «Se debe tener mucho cuidado...»

Desde el punto de vista de la Ciencia Historiográfica la acusación del Señor Cohen es gratuita e irresponsable.

1º Porque no aporta pruebas se-

rias, — no constituyendo la opinión de la Iglesia Católica prueba científica alguna —, al respecto.

2º Porque en la Etapa Crítica de la investigación histórica existe, como el buen señor Cohen sabrá, un Momento Aletológico en el que puede determinarse la veracidad del contenido de un documento aún cuando haya sido científicamente probado que tal testimonio no ha superado el Momento Morfológico, esto es, de autenticidad «externa».

La carta del señor Cohen sorprende:

1º En cuanto ha sido dirigida al editor y no al autor del artículo (lo que supongo no debe interpretarse como un intento de detener la publicación completa de las «Instrucciones»).

2º En cuanto no hace ningún comentario, positivo o negativo, respecto a los otros escritos míos sobre la Iglesia que acompañan (e ilustran) la transcripción de las «Instrucciones».

3º En cuanto al esfuerzo que le solicitó tan curiosa actitud: mejores causas esperan su pluma, especialmente si está decidido a combatir la Iglesia Católica, de la que dice «no ser amigo».

La crítica no se alimenta con argumentos vacíos que pueden amargar insultos injustificados.

J. M. SANTANA

COLECTIVO X

A muchos de los que, por ser añosos, tenemos detrás de nos todos los capítulos de la vida, metidos ahora en el que seguramente será el último de ella, no nos han sorprendido numerosos fenómenos político-sociales que se han producido en España y que son un poco «el pan nuestro de cada día».

Hace ya años, por ver en qué paraban nuestros pronósticos, escribimos varios de ellos. Como el pronosticar es muy delicado, al revés de todas las pitonisas, llámense Sol o Luna, que lo mismo da, porque todas se acaparazonan dentro de un muro propicio de irresponsabilidad, dimos a conocer nuestras previsiones a diversos compañeros susceptibles de opinar sensatamente y con valor de consejo. Unos, porque hallaron la cosa exageradamente favorable, pensaron que andábamos desplazados. Otros, que estábamos locos a causa de nuestro «pesimismo». En fin, unos pocos pensaban que entre los dos extremos había algo provechoso.

Más tarde, aquellos papeles fueron revisados. A Franco, ni Dios pensaba llevárselo a sus edénicas mansiones. Tardó más de un año aún en dar esa esperanza a toda persona equilibrada. También aquellos papeles fueron motivo de parecidas opiniones que las anteriores pero con menor rigor. Algunas partes han señalado el camino que en diversos aspectos se ha seguido orgánicamente, dicho sea sin ridícula pretensión, sino como simple constatación.

¿Qué preveíamos? Entre otras cosas la necesidad ineludible para nosotros, respecto de la juventud, 1º de comprenderla en sus acciones a veces impregnadas de un nihilismo no reflexionado, precisamente porque las instancias dictatoriales no les daban motivos ni tiempo de reflexionar. Antes al contrario: aguijaban la necesidad de atacarlas donde y cómo fuese. Se vivía, en cierto modo, la ley de la lucha por la existencia. 2º Paralelamente preconizábamos, vis a vis de esa juventud, más o menos desperdigada por no querer confesar con ruedas de molinos políticos que — dicho sea de paso — luego les han dado razón por sus más dudosas prácticas, la necesidad de invitarla, tan pronto como las circunstancias lo permitieran (desaparición de Franco y apertura de posibilidades de expresión), a que se uniera con nosotros, como ha sucedido en muchos casos afortunadamente con resultados favorables.

También preveíamos la profusión de publicaciones salidas con cierta espontaneidad unas y la mayoría condenadas a desaparecer por el defecto de su esporadicidad, como otras desaparecieron por ausencia circunstancial del principal promotor, viéndose sus manuscritos puestos en un rincón, en espera de que se les ariere, a menos que el polvo no los cubra completamente, y, con el polvo, se adueñe de ellos el olvido.

La decisión de publicar aunque no sea más que un boletín mensual con espíritu de continuidad exige diversos elementos: cuerpo de redacción fijo, que debe ceder, si se tercia, el espacio de sus propios artículos a los artículos de personas responsables de sus trabajos pero al margen de ese cuerpo fijo. Es una condición muy sana para que la publicación evite la monotonía. Otro más: prever, al menos para seis meses el indispensable material para los números respectivos dejando, para el momento de la edición, las rúbricas de actualidad que siempre deben aparecer llenas y a punto oportuno. Añadamos la previsión de fondos suficientes para su continuidad y el

envío a título de propaganda, a personas susceptibles de interesarse por nuestros conceptos, no olvidando que en la expresión de los mismos, correcta y modesta, sin preciosismo ni exabrupto, reside, en gran parte, la posibilidad de persuasión.

Los defectos primeramente señalados han provocado la desaparición vertiginosa de interesantes aspiraciones, dando lugar a que alguien dijera, con cierta satisfacción, que «las aguas entran en su cauce».

No estamos muy de acuerdo con ello. Porque en ciertos casos no había agua. En otros los aguadores no encontraron jarras donde verterla. En los casos positivos, — hablamos de lo que concierne la Organización —, las aguas que no entraron en su verdadero cauce es porque no se habían salido de él. Por otra parte, de algunas revistas y boletines que siguen viviendo con presuntos pinitos ácratas o anarcosindicalistas por lo menos, se puede decir que están navegando entre dos aguas. Esa, por ejemplo, que representa juntos los dos barbudos alemán y ruso que fueron Marx y Bakunin. Dudar que cada uno de ellos representa un valor innegable en la influencia de la filosofía y dentro de su propio campo, sería una ingenuidad o un total desconocimiento de sus respectivas personalidades. Pero, de una revista que sigue tal camino cabe preguntarse a quién quiere engañar.

Antes, a nuestra internacional libertaria se oponía la internacional socialista estatal. Hace 10 años, ¡Mayo del 68!, aquella oposición antañona entre las dos concepciones, la estatal y la nuestra, presentó una nueva faceta. Numerosos marxistas, destinados en general a las profesiones liberales o ejerciéndolas ya, desde chupatintas y vigilantes de internado hasta médicos por ejemplo, fueron formando grupos que, por su escasa densidad, no lograron abrirse camino dentro los organismos clásicos del marxismo. Por otra parte, éstos no los aceptaban por considerarlos factores de disturbio y además porque están persuadidos de no poder ir más allá de lo que han avanzado con su marxismo cada día más dictatorial.

En busca, pues, de audiencia, se definieron: comunistas libertarios. Dieron codazos a diestra y siniestra logrando, en algunos lugares, hacerse oír por algunos de nosotros. El tiempo, pero, descubrió sus intenciones y nosotros las neutralizamos.

La realidad es que no se puede ser dos cosas a la vez. Y cuando en nuestras organizaciones hay alguien que, en nombre de la libertad quiere demostrarnos (la historia nos lo dice), que la simbiosis estado-anarquismo es posible, entonces, compañeros, ¡cuidado!, ¡mucho cuidado!, que lo que se nos quiere dar es gato por liebre.

No digamos «apriori», que esos promotores del marxismo-libertario (!) sean de mala fe. Pero sucede que si son de buena fe se engañan y lo peor es que quieren engañarnos. Es más, puestos a comprensivos y a buenos no queremos imaginar siquiera que aprovechan de su actitud por el beneficio que de ella puedan sacar con sus ataques más o menos velados al anarcosindicalismo. Pero, ¡hay tantos ejemplos de lo contrario...!

Para terminar, creemos que a nuestra prensa le conviene aglutinar el esfuerzo de todos los que no tienen recipiente donde depositar el aporte de sus ideas y de su expresión. Lograr que todas las energías, las intelectuales y las manuales de buena voluntad desperdigadas en boletines sin porvenir airoso, vayan concentradas en la divulgación de

por FERNANDO FERRER

los portavoces nacional y regionales con vida propia, abriendo las puertas a los colaboradores de las regiones privadas de portavoz. Conviene, en fin, comprender que el hecho de constituir un «Colectivo X» con pretensiones ácratas, no ha de servir, en definitiva, de pretexto para meter precisamente en tela de juicio las verdaderas opciones del anar-

quismo y de la C.N.T. Los colectivos que se pretendan ácratas deben ceñirse a la defensa de nuestros postulados que, hasta la hora presente, son los que se dio la Organización en mayo de 1936.

Y no olvidar para nada que hoy día los marxistas no son mejores que antaño.

NICOLAS CHOZAS:



A AGUSTIN RUEDA

Eras un Hijo del Pueblo...
te sobraban ideales...
no podías traicionar...
ni podías delatarles...
a otros que como tú...
sufrían en esa cárcel,
porque siendo tú, anarquista,
no podías ser cobarde.

Pero aquellos asesinos
de uniformes impecables,
que por dinero se venden
y que son tan miserables,
que en nombre de «su deber»
matan a su propio padre,
te machacaron a palos...
te destrozaron las carnes...
te trituraron los huesos...
te vaciaron de sangre...
y al verte ya... rematado
se fueron a dar el parte,
al jefe de la prisión
y al médico responsable...
que achacaba a la humedad
el estado deplorable...
en que dejaron tu cuerpo
los palos de estos salvajes.

Y ya... su deber cumplido
pasaron a confesarse...
ante el cura que te vio
en el suelo revolcarte...
sin mediar en tu favor...
sin intentar ayudarte...
dejando que te mataran...
sus amigos y secuaces.

Me da pena de esta España,
que maltrecha... se debate,
que quiere su libertad
caminando hacia adelante,
y que frenan su andadura
un puñado de truhanes...
que en nombre de no se qué
de patrias... y deberes tales,
asesinan sin piedad
con las mismas facultades,
que otorgaba el fascismo
en sus albores «triumfales».

Ellos te apresan... te «juzgan»
y después de «sentenciarte»,
se erigen en tus verdugos
y deciden machacarte...
con total impunidad...
sin darle cuentas a nadie...
y sin que nadie se atreva...

a castigar sus desmanes...
porque están uniformados
y porque son los «guardianes»,
del «orden» y del «honor»
y de las formas «legales»,
para que al mundo le sobren
«reservas espirituales».

¡Pobre España... nuestra España!
¡Cómo tiran a matarte...!
no quieren que seas libre...
no quieren que te levantes...
y matan tu libertad...
y hasta los hijos que pares.
Para éstos no hay medallas...
ni tampoco hay funerales...
y a su entierro que discurre
andando por varias calles,
no lo acompañan ministros...
ni van las autoridades...
ni obispos... ni monseñores...
ni tropas... ni generales...
porque a un trabajador...
que además murió en la cárcel.
sólo le acompaña el Pueblo
porque debe acompañarle,
y el Pueblo también le llora
porque de él... formaba parte.

A los restos de Agustín...
lo llevan unos chavales...
también muy jóvenes ellos...
en los años virginales...
con lágrimas en los ojos...
que brillan como cristales...
cantando a la libertad...
van gritando los cantares...
que cantaba cuando niño...
que cantaba poco antes...
de que aquellos asesinos...
fueran a rematarle...
Estos que hoy le llevan
lucharán sin desmayarse...
porque piensan como él...
y exigen sus libertades,
y poder vivir en paz
en un mundo más estable,
sin temer que en una esquina
la muerte... pueda acecharles.
¡Ay España... nuestra España!
¡Cómo tiran a matarte...!

¡Lo buena y noble que eres!
¡Y así... que poco que vales!

20-III-78.

3428

B.D.I.C

PARIS, 13 AVRIL 1978. — NUMERO 980.

HEBDOMADAIRE

— PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE

LE COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

PALAIS DE LA MUTUALITE

**DIMANCHE 16
AVRIL 1978**

A 9 h. 30 :

Meeting international d'affirmation anarcho - syndicaliste

Présidé par Muñoz CONGOST, secrétaire de l'AIT

- Carlos MARTINEZ, secrétaire du Comité Régional CNT País Valencià
- Enrique MARCOS, secrétaire du Comité Régional CNT Catalogne
- Umberto MARZOCCHI, secrétaire de l'Internationale de Fédérations anarchistes
- José BONDIA du Comité National de la CNT d'Espagne
- Federica MONTSENY, pour le Secrétariat Intercontinental
- Allocution de la FAF et de la CNTF

A 15 h. :

FESTIVAL

Rosalie Dubois

Los Muchachos

Marie-Thérèse Orain

François Rabbat

Helios Vidal

Paco de Algeciras

Paco Ibáñez

Carlos Andreu

PRIX DES PLACES : 20 Francs

Réservation : 33, rue des Vignoles 75020 PARIS - Tél. 370 46.86

COMUNICADO DE LA ASAMBLEA DE TRABAJADORES DE «METACAL»

El Comité de Fábrica juntamente con los representantes de las Centrales Sindicales en acuerdo tomado de la Asamblea de Fábrica notifican a la opinión pública los siguientes acuerdos:

1º Seguimos en nuestra postura de querer negociar con la Dirección de la Empresa, postura que en ningún momento hemos dejado, no así puede decir la misma Dirección ya que su predisposición al diálogo ha sido en todo momento condicionando una serie de puntos encaminados de momento a alargar la firma del Convenio que tenía que haber empezado a regir a partir del 1º de enero del año actual.

2º Para entender nuestra posición había que remitirse a la situación económica y social de «Metacal»:

a) «Metacal» es una empresa de fundición que se dedica fundamentalmente a la fabricación de piezas de automatización para las industrias nacionales más importantes y también para las internacionales, concretamente más de un 60 % de su producción es para la Ford de Bélgica e Inglaterra, Eaton y General Electric de los EE. UU. entre otras, esto da idea de la importancia que dicha fábrica tiene y como tal está considerada como empresa preferente por el Ministerio de Industria con los beneficios de préstamo, exacciones fiscales, etc., etc., que ello trae consigo.

b) Es claro que su situación económica no puede ser mala como así lo reconoció la empresa al Comité de Fábrica, no obstante y a pesar de ello pidió una reducción de jornada laboral que quedaba en cuatro días de trabajo, reducción que fue aprobada por la Delegación de Trabajo y en la que se nos reducía nuestros salarios al 97 % a pesar de que como decimos antes su situación económica no es mala.

3º Durante el mes de Diciembre se denunció el Pacto que regía para el año 1977 y se presentó a la Dirección la plataforma que el Comité había elaborado para el convenio del año 1978. La Dirección recibió esta plataforma y contestó que daría su respuesta para la iniciación en breve de las conversaciones del mismo, unos días más tarde la respuesta que dio la Dirección fue que no reconocía el Comité y por lo tanto no tenía que dialogar con el mismo anulando todos los pasos que hasta entonces se habían dado.

4º Celebradas las elecciones sindicales, según el Real Decreto Ley, y nombrado el nuevo Comité éste presentó su plataforma dando a entender la urgencia que existía en su negociación a lo que la Dirección contestó que iba a solicitar un expediente de crisis y que por lo tanto el Convenio habría que negociarlo el mes de Julio que es cuando termina dicho expediente.

5º Dada esta situación la Asamblea de Trabajadores opina que los argumentos de Dirección son insuficientes y entienden que este expediente es totalmente ficticio ya que hasta el momento los ritmos de trabajo son realmente elevados y se quiere aprovechar de la actual situación de crisis generalizada del país para desmoralizar a los trabajadores en la consecuencia de sus justas pretensiones salariales a la vez que con ello se benefician de un dinero de las cuotas de los trabajadores, (seguro de Desempleo) dinero éste que juzgamos se debe emplear en empresas realmente necesitadas no siendo este el caso de la nuestra, dentro de este planteamiento de crisis vemos como también pretende ahorrarse el pago de los seguros sociales que tendrían que abonar si se trabajara la semana completa.

6º El argumento fundamental que la empresa expuso ante la Delegación de Trabajo para la justificación de dicho expediente fue el de que existía un stock de piezas terminadas y por lo tanto no podía seguir trabajando al mismo ritmo de producción. Ante este argumento de la empresa los trabajadores decimos que el stock ha sido preparado deliberadamente para la aprobación de la reducción de jornada, prueba de ello es que una vez aprobada dicha reducción se presentó en fábrica con mucha urgencia camiones del extranjero con la intención de sacar estas piezas almacenadas, cosa que no se llevó a efecto por la firme oposición de los trabajadores.

7º Ante todo lo expuesto, los trabajadores que ya nos encontramos despedidos y desalojados de la fábrica por la fuerza pública, a requerimiento de la Dirección, manifestamos en principio nuestra voluntad de seguir manteniéndonos dispuestos a dialogar con la empresa como así lo demostramos al acudir el día 16 a las convocatorias oficiales que estaban concertadas por la Delegación de Trabajo y a las que la Dirección no se presentó, a la vez que seguimos con el firme propósito de defender nuestras reivindicaciones que son el 100 % de nuestro sueldo en los días que estemos en reducción de jornada, aunque como antes apuntamos hemos considerado en todo momento que no existe tal crisis, y a la negociación del Convenio cuyos puntos más importantes son: 7.000 pesetas al sueldo base, 25 días laborables de vacaciones, 100 % en caso de enfermedad, jubilación a los 60 años, jornada laboral de 40 horas, amnistía laboral, y una serie de puntos de menor cuantía.

Asamblea de Trabajadores, Comité de Trabajadores y las Secciones Sindicales UGT, CNT, ELA-STV, LSB-USO, CC OO, ELA-STV(a), SU, LAB.

C. DE RR. ZONA NORTE

Sábado 15 de abril a las 3 y media de la tarde, en el Centro Confederal tendrá lugar una **AMPLIA REUNION DE INFORMACION** sobre la situación española, donde los compañeros venidos del Interior y de sus respectivas regiones nos pondrán al corriente de la situación creada en torno de la represión desencadenada contra el Movimiento Libertario y en general del desenvolvimiento de la C.N.T. en todos los órdenes.

Quedan invitados todos los compañeros, familiares y simpatizantes.

F. L. DE BURDEOS

La F. Local de Burdeos invita a todos los simpatizantes y compañeros a asistir a la Conferencia que sobre el interesante tema, «El Eurocomunismo» dará en lengua francesa el Profesor Barrué el domingo día 23 de abril a las 10 de la mañana en el local de la C.N.T., 42, rue de Lalande.

F. L. DE ST-DENIS

Celebrará Asamblea el día 30 de abril 1978, a las 9 de la mañana en el lugar acostumbrado.

1º DE MAYO EN MOUTPELLIER

Por la mañana a las 9 en el Pavillon Populaire sito en la Esplanada, MITIN con la participación de oradores venidos de España y de Francia.

Por la tarde, **GRAN FESTIVAL DE VARIEDADES**, canciones regionales y modernas, bailes clásicos y modernos, para todos los gustos.

En próximas ediciones daremos otros detalles. **Retened la fecha compañeros.**

OTROS PREMIOS TOMBOLA CONFEDERAL

35. «La Historia de San Michel», «Así termina la noche», «Chita o Recuerdos de la isla última».
36. «La Religieuse», «Gold Cotha», «Les Mauvais liuex de Barcelone».
37. «Sociologie Fédéraliste libertaire», «G. Cheitanov», «Un centenaire bulgare parle», «Trois poèmes majeurs».
38. «La Révolution et la Guerre d'Espagne», «Le Bonheur Nazi».
39. «Tres corazones», «El Omnibus perdido», «Muchacho risueño».
40. «La incorporación de las Masas», «Scapa Flow».
41. «Escritos militares (2 tomos), «Histoire du POUM».
42. «La Literatura Griega», «Vida de Leonardo de Vinci», «Traducción y construcción escrita», «Breve Historia de literatura inglesa».
43. «Chita o Recuerdos de la isla última», «El Pájaro», «¿Qué es el Tercer Estado?», «Aventuras del Barón de Münchhausen».
44. «Bacon», «Condorcet», «Luis Vives», «Fröbel» (Biografías).
45. «Hernani - Marion Delorme», «L'Homme de Sang», «Germinal».
46. «Poesía moderna Española», «Shakespeare».
47. «El misterio de Villa Rosa», «Los cuatro millones», «El Rostro de la Mujer».
48. «Abajo las armas», «Un árbol crece en Brooklyn», «Los cien días».
49. «La colina February», «Tampico».
50. «Vida de Leonardo da Vinci», «Russia contra EE. UU.», «Valle Sombrio», «El Pensamiento civil de los grandes capitanes».
51. «Gloria de Holanda», «Crepúsculo de los Dioses», «Hernani y Dorotea», «Los muertos, las muertas y otras fantasmagorías», «Tartufo», «La liberación de la Energía atómica».
52. «Obras completas» R. Barret (3 tomos), «Les anarchistes dans la Révolution Russe».
53. «Schopenhauer», «Madame de Sevigné», «Descartes», «La Fontaine» (biografías).
54. «Oscar Wilde», «Voltaire» (biografías), «Experiencias Jurídicas» «Yugurta».
55. «Jacob», «La réforme catholique», «Les crimes de Staline» (2 tomes), «Histoire de la Révolution Russe».
56. Un estuche pluma stilo y bolígrafo.
57. Discos «Lecoin» y «Vie et mort des Dieux».
58. Maletín porta documentos.
59. Reproducción naturalista bajo cristal (cacería).
60. Una máquina de afeitar eléctrica.
61. Un molino de café eléctrico.
62. Discos, «Chants anarchistes», S. Utgé, C. Andreu.
63. «Collection les Grands Thèmes» en Français (Encyclopédie 97 vol.).
64. «Collection Famot» (7 vol.).
65. «Collection Famot» (7 vol.).
66. «La Mer» (Encyclopédie). «La Révolution Espagnole», «La Société Mourante», «La femme et la sexualité», «Histoire du Mouvement Anarchiste».
67. «Pierre Kropotkine le Prince Anarchiste», «Mon Communisme», S. Faure, «Meridiens».
68. «Dictionnaire usuel» (couleur). «Eclipse de una ambición del Poder».
69. Un cojín y una alfombra de piel lanuda.
70. «Au service de l'amour», «La vie de Jesus» (Renan), «Jacob».

Próximamente daremos la lista completa de los premios, es decir completar los 100 premios. No obstante aún pueden solicitarse boletos teniendo en cuenta los fines solidarios a que están destinados los beneficios, 40 % Pro-España, 30 % para las necesidades más perentorias del S. I. y 30 % para las necesidades de propaganda de Zona Norte.

COMUNICADOS

C. DE RR. ZONA NORTE

Suscripción pro-España Marzo 1978
Rodríguez, Thiais, 10; Castellvi, id 20; B. Peralta, id, 25; Solá, id, 6; Blanca, id, 25; F. Local de St-Denis, 50; P. Peralta, Paris, 10; José Ortola, id, 20; Marcial Gómez, id, 30; Montané, Garges, 20; P. Peralta, Paris, 10; A. González, id, 30; Fernández, Perpiñán, 30; R. Portero, Cagnes, 40; Longares, Pierrefitte, 40; V. Roig, Coursan, 20; Sánchez, St-Etienne, 30; Abelló, Paris, 100 F.
Total: 496,00 francos.

PRENSA CONFEDERAL «CNT» Lista 20
Suma anterior: 32.596,30 F.
Pedro Genique, Paris, 30; Mariano Cardó, id, 20; F. Laborda, id, 35; Marcial Gómez, id, 30; Antonio González, id, 30; Galán, id, 20; Reifs Ortiz, Vizille, 40; Julio Vallés, Mandeure, 20; Angel Lacoix, id, 10; Un Maño de Paris, 50; P. Oliveras, Combs-la-Ville, 20 F.
Suma y sigue: 32.901,30 francos.

Pro Local Marzo 1978
Mariano Carbó, Paris, 20; José Ortola, id, 20; Marcial Gómez, id, 10; Julio Vallés, Mandeure, 10 F.
Total: 60,00 francos.

F. L. DE DRANCY

Celebrará Asamblea General el domingo día 23 de abril en el sitio y hora de costumbre.

PARADEROS

—El compañero V. Palomares, que habita en 16, rue Emile Blanc, 33420 Domene, desea ponerse en contacto con el

que fue militante, antes y durante nuestra revolución de la F. Local de Casas de Utiel (Valencia), Isidro Medina Valero y que al parecer que actualmente se encuentra en París. Sería importante que quién pueda dar informes del paradero exacto de este compañero los facilite urgentemente a la dirección indicada.

—Por asuntos de Organización en el pueblo que es nacido, desearía ponerme en relación con Pedro Lacosta, que creo debe encontrarse en París o su región. Escribir quien pueda darme algún detalle a: Diego Puigvert, 20, rue de l'Eglise, 31150 Fenouillet.

LA HUELGA DE TRANSPORTES EN BARCELONA PUEDE DECIRSE QUE ES UNANIME, APARTE QUE ALGUNOS EMPLEADOS DE LA EMPRESA «MELIA» NO SE HAN SOLIDARIZADO CON LOS HUELGUISTAS. SE REGISTRAN AGRESIONES A PIQUETES DE HUELGA POR BANDAS FASCISTAS, ASI COMO EL ASALTO DEL LOCAL DE LA C.N.T. DE MALGRAT.

Un libro sensacional:

«LA REVUELTA PERMANENTE»

escrito por Baltasar Porcel en colaboración con Juan Ferrer.

Edición de lujo de 300 páginas y 170 ilustraciones.

Precio: 65,00 francos.

Pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

C.C.P. n° 9 232 33 V Paris

La Federación Anarquista Ibérica en el Congreso Internacional de Federaciones Anarquistas

Informe en torno al asunto «Scala» y sus consecuencias para el Movimiento Anarquista Español

Ante los últimos acontecimientos acaecidos en España y que han tenido como protagonista al Movimiento Libertario Español, en general, cabe hacer unas reflexiones concretas. Pues han sido toda una cadena de acontecimientos, los que han tenido lugar últimamente, y cuyo punto de partida fue el caso «Scala», ocurrido el pasado 15 de enero. Si bien ya se había venido fraguando desde hacía mucho tiempo.

Hemos de remontarnos prácticamente al momento concreto de la reestructuración y legalización de la C.N.T., para tener una idea concreta sobre la forma en que se ha venido fraguando y desarrollando, de una manera u otra, la represión contra el anarquismo militante en el seno del Movimiento Obrero. Los ataques y la represión que ha sufrido el Movimiento Libertario Español, no solo han sido externos, sino también internos mediante una serie de elementos colocados por el en otro tiempo delegado de Sindicatos de la C.N.S., y hoy ministro del Interior Martín Villa.

Este señor, sabía muy bien que la C.N.T. resurgiría con fuerza y que sería un peligro para el Capitalismo español y Occidental, por lo tanto intentó transformarla totalmente, apartándola del anarquismo. Sabía el gobierno español que si a la C.N.T. se la despoja de su contenido anarquista, de su esencia, será un sindicato amorfo y reformista.

Pues bien éste ha sido y sigue siendo el caballo de batalla del gobierno. Bien sabía el gobierno, bien sabía Martín Villa y bien sabía la CIA que el anarquismo español volvería a resurgir, y que si su influencia en el Movimiento Obrero (anarcosindicalismo) era importante, representaba un peligro para el Capitalismo, no sólo español sino mundial.

A medida que la C.N.T. iba aumentando y radicalizándose, la represión y los ataques fueron también en aumento. Una represión y unos ataques cuyo objetivo ha sido y es destruir el anarquismo organizado y su incidencia en el mundo del trabajo.

Tras la muerte del dictador, se han desarrollado una serie de hechos entre los que destacan la consecución de unas elecciones y unas libertades formales, entre otras. Este gobierno al igual que todos, sabe que el anarquismo es el eterno enemigo a abatir. Pues es algo que nunca morirá, y así se pudo oír en manifestaciones a la opinión pública de altos cargos de la D.G.S. Saben perfectamente que mientras otros grupos tienen una vida limitada el anarquismo no pasará nunca.

En estos últimos tiempos la supuesta democracia se ha teñido en sangre en múltiples ocasiones. La represión ha sido continua contra todo aquello que pusiera en peligro los cimientos del Estado, siempre que ha surgido alguna protesta que pusiera en entredicho al Estado, ha sido duramente reprimida.

Este carácter represivo de la «mascarada democrática», se ha podido observar claramente también en otros muchos acontecimientos, como son las muertes de manifestantes a manos de la policía (recordemos Tenerife, Málaga, Barcelona, etc...), y el ataque a la libertad de expresión, como estos días estamos observando. Un ataque contra algo que había caricaturizado al estamento mi-



litar, poniendo de relieve el absurdo de la pena de muerte, último eslabón en la cadena de represiones que se pueden ejercer contra la libertad.

En medio de todo esto las detenciones de compañeros anarquistas y anarcosindicalistas, no han cesado, siendo en ocasiones de un elevado número como en el 30 de Enero del 1977, que fueron detenidos cincuenta compañeros.

A finales del 1977 la C.N.T. había de hacer frente al Pacto Social (llamado Pacto de la Moncloa) y también a las elecciones sindicales (de cuño neo-verticalista). Estas luchas culminaron convocando una manifestación la C.N.T. el 15 de enero pasado, manifestación que fue muy numerosa, y desde luego dio que pensar a los gobernantes de turno.

Poco después de acabar la manifestación, arde en Barcelona la sala de fiestas «Scala» y aquí comienza otro pasaje del Movimiento Anarquista Español. El gobierno utiliza este hecho como justificante de una represión sistemática contra el Movimiento Libertario (C.N.T.-F.A.I.-F.I.J.L.). Las declaraciones de Martín Villa por TVE son explícitas: «Lo que más me preocupa es el movimiento anarquista». Esto hace pensar que de alguna manera el viejo conocido del sindicato vertical, nos tenía algo preparado. Hay todo un cúmulo de datos que dan que pensar. La democracia formal española continúa siendo, de hecho, para nosotros, los anarquistas, sinónimo de represión.

Cuando la C.N.T. empezaba a dar quebraderos de cabeza, cuando el anarquismo está resurgiendo con más fuerza y se está organizando, sucede el asunto de «Scala» y unos compañeros son acusados. Toda una serie de interrogantes se plantean en torno al asunto.

Sin embargo a la vista de las averiguaciones posteriores, hoy se sabe que fue un montaje de la policía a través de confidentes, es decir estaba preparado. Todo indica que el

ello está abonando el terreno: está introduciendo «material» de todo tipo mediante ciertos elementos, para de forma bien montada en su momento coger a la mayor cantidad posible con las manos en la masa, al mismo tiempo, no está descartado sino que es más bien probable que haga otro montaje policial de los que ya nos tiene acostumbrados, con el fin de dar pie o justificar los caídos e incidir en el juicio del caso «Scala» a falta de unas pruebas reales que no posee. **Esto indudablemente influiría de forma indirecta en la opinión pública y en el pueblo poniéndolos en contra del Movimiento Anarquista.** Sería la puntilla que este viejo zorro, desde su ministerio del Interior, nos tiene preparada.

La campaña de descrédito y ataque al M.L.E. ha comenzado. **El proceso que se nos plantea es un proceso político,** y está fuera de toda duda que esto es solo el principio de algo que probablemente vaya en aumento.

A esta represión y ataques planteados en término de proceso político, hemos de responder con las mismas cartas; su montaje y su campaña nos pueden hacer un daño muy serio si no actuamos dando una respuesta. Es esta la única forma posible de actuación, y de cara al juicio de «Scala» hemos de responder mediante una campaña de sensibilización a todos los niveles.

Creemos necesario el apoyo a nivel internacional, a través de la I.F.A., así como de la A.I.T., para que la campaña que organicemos en España sea también difundida a nivel internacional. **Lo que está en juego es el anarquismo organizado y su incidencia en el Mundo del trabajo.**

Según nuestras últimas informaciones el gobierno español quiere aprovechar la temporada estival, como en otras ocasiones ya lo ha hecho, para precipitar el juicio y arrancar la condena de los compañeros implicados en el caso «Scala».

Reiteramos la petición de apoyo y solidaridad a todos los niveles. Salud y Anarquía.

F. A. I.



(De «Construcción» de Barcelona.)

DEMOCRACIA LINGUISTICA

III

A la juventud le faltan, desgraciadamente, la debida información y la posibilidad de escoger. Y cuando ella escoge es bajo la influencia de la propaganda en la prensa, la televisión y los discos, que difunden la impresión e incluso la firme convicción — firme aunque desprovista de fundamento — de que el problema lingüístico está perfectamente resuelto, ya sea por el multilingüismo, ya sea mediante la ayuda de los servicios de traducción e interpretación o, más generalmente, por el conocimiento de la lengua inglesa.

Pero las ilusiones no duran eternamente. Por esto entre las necesidades más urgentes está la de un «denominador lingüístico común», que debe permitir la solución del problema con el menor gasto posible, en el más corto tiempo y las mejores condiciones y con un esfuerzo mínimo, pero con «óptima» eficacia.

En lo que concierne a los trabajadores, es dudoso que puedan hallar el tiempo necesario para obtener éxito, cuando los mismos estudiantes fracasan, todo y teniendo posibilidades de estudio, sino del todo satisfactorias, si incomparablemente más favorables. Las estancias lingüísticas de larga duración en países extranjeros, de las que pueden beneficiar muy pocos estudiantes, son prácticamente imposible para el obrero. Esto significa que los trabajadores y las capas modestas de la sociedad se hallan en un estado de inferioridad lingüística medioeval, en un estado de subdesarrollo lingüístico, comparable al estado de analfabetismo en los países subdesarrollados, e igualmente intolerable en nuestra época moderna.

Un periódico regional francés, conservador, publicó una vez la carta de un lector favorable a la lengua internacional Esperanto, pero censurando este pasaje, lleno de significación: «Las personas que tratan a los trabajadores inmigrados con ironía o desdén — porque se expresan mal en francés — podrían muy bien apercibirse un día que ellos serán tratados de igual manera, cuando sus conocimientos de inglés serán mediocres, y éste será frecuentemente el caso. Se necesita ser verdaderamente ingenuo, para creer que los francófonos igualarán un día a los anglófonos, en el dominio de su lengua.»

A propósito de bilingüismo, la revista «France-Quebec», de Diciembre de 1975, publicó un artículo titulado «Colonialismo y bilingüismo». Este artículo menciona un estudio de la Asociación de Profesores de la Universidad Laval, y según este trabajo, basado en el censo de 1961, cuantos más francófonos hay en una ciudad más aumenta el número de bilingües. Al contrario, más el número de anglófonos es elevado, más el número de bilingües disminuye. El artículo concluye diciendo que en el Quebec se halla la situación de todos los países colonizados del mundo. Son siempre los dominados, que se hacen bilingües. Añade que el bilingüismo tiene por resultado final la eliminación completa de una de las dos lenguas.

Las consecuencias que podrían resultar de la elección de una lengua nacional, para servir como lengua mundial, serían muy graves. Los alumnos y estudiantes muy raramente llegan a tener una idea de la amplitud de este problema; una parte de entre ellos incluso ignora totalmente la existencia de una lengua internacional, sin vínculo con una nación determinada o un grupo lingüístico, su utilización, su

aplicación, su difusión. Quedan aún trazas de la influencia de los políglotos con mentalidad burguesa, y de los intelectuales caducos, que afirmaban que el Esperanto es inútil y no viable. Estas gentes resienten como una ofensa personal el hecho de que obreros y campesinos del mundo entero puedan comprenderse sin intermediario y sin gran esfuerzo, solamente por medio de la lengua internacional Esperanto; mientras que ellos han consagrado gran parte de su juventud al estudio de varias lenguas. Este estado de espíritu, herencia de una época burguesa cuya base era el elitismo, o un elitismo de apariencia, es absolutamente incompatible con las exigencias de la democracia moderna.

La pretensión que se manifiesta por la negligencia de lenguas y culturas no europeas, constituye un insulto a los pueblos que hablan otras lenguas, y principalmente a los del «Tercer Mundo». Esta situación es tanto más inaguantable cuanto que un cuarto de la humanidad vive en estado de analfabetismo, mientras que una política lingüística incoherente impone, en los países industrializados, un estudio apresurado de dos o tres lenguas extranjeras, si no más.

Es evidente que este problema concierne a todos los hombres individualmente, pero para las organizaciones la cuestión es más grave. Estas tienen ya bastantes preocupaciones a causa de su diversificada acción, limitada por falta de medios económicos, de tiempo y de miembros dispuestos a ayudar. No obstante, la acción de las organizaciones de igual tipo, o que obran con el mismo fin en diversos países, podría ser una fuente particularmente rica en ideas e iniciativas de carácter positivo, y obrar como estimulante, a condición de que se suprima el obstáculo lingüístico. Existen dos métodos con este fin: el burocrático y el democrático. En lo que concierne al primero, las organizaciones democráticas no pueden esperar gran cosa de él, por no ser más que la solución caótica, costosa, paralizante y discriminatoria, utilizada por los organismos oficiales. De hecho, cuando una solución es fuente de problemas suplementarios, no merece que se le llame solución. Además, no existen más grandes enemigos de la democracia que el progreso que la rutina y la burocracia.

Es imposible subestimar el problema lingüístico, y descuidar sus consecuencias, sin poner en peligro la democracia. Está bien claro que muy pocos hombres pueden aprender perfectamente una sola lengua extranjera, menos se dispone de posibilidades para llegar al fin propuesto. Por esto la solución democrática no puede hallarse en una lengua nacional difícil. Es muy fácil atribuirse el nombre de demócrata. Sin embargo, el espíritu democrático de las organizaciones puede apreciarse, entre otras características, según su actitud ante el problema lingüístico, según la política lingüística que ellos prosiguen o proponen, según las soluciones que ellos ya aplican, según sus esfuerzos con el fin de pasar del estado actual de discriminación lingüística a la democracia efectiva y práctica.

Sólo en el plan sindical, el número de militantes capaces de tratar una cuestión complicada, sin intermediarios, con camaradas extranjeros, es lastimosamente bajo. ¿No es insensato creer que el problema lingüístico se resolverá de manera satisfactoria, como por milagro, al nivel de la clase obrera, cuando aún no ha sido resuelto al nivel de las organizaciones mundiales entre Es-

por Henri MASSON

tados, que disponen de medios mucho mayores que los de no importa qué organización o movimiento?

Es ya posible hallar miembros de sindicatos o de organizaciones apolíticas o políticas que utilizan la Lengua Internacional, y la simple idea de volver a los anteriores medios de intercomprensión es para ellos absolutamente fantástica. La frecuencia y la calidad de los contactos que ellos tienen con camaradas del mundo entero, constituyen una réplica irrefutable a todas las suposiciones y afirmaciones estereotipadas, que no tienen ningún valor, por basarse en prejuicios originados por el — se dice... y las apariencias.

La iniciativa de T.U.C.E.G. (15) abre ciertamente un nuevo camino, y contribuirá a un más amplio desarrollo de una política lingüística democrática y moderna. Este nuevo grupo pro-Esperanto en los sindicatos y en el movimiento cooperativista, fue fundado en 1976, en Inglaterra, y es justamente este detalle el más interesante. Esto indica que una parte de los trabajadores ingleses tienen ya conciencia de la desigualdad y discriminación lingüísticas. La observación siguiente ha aparecido en «The Worker Esperantist» (15) sobre la arrogancia que reina en ciertos medios anglófonos privilegiados: «Esta actitud es peligrosa para los asuntos internacionales. Ella significa que los sindicalistas y cooperativistas de los demás países se esfuerzan en estudiar y comprender el funcionamiento de nuestro movimiento en Inglaterra, mientras que nosotros no estudiamos ni comprendemos jamás a la clase obrera de los demás países. Y si lo hiciéramos podríamos aprender mucho.»

Para concluir, la opinión de un hombre competente en lengua inglesa es igualmente interesante. A un reporter de la «Esperanto-Redakcio» de la Radio Polaca, el Dr. John Wells, profesor de fonética de la lengua inglesa en el «London College» al responder sobre la relación en-

tre el inglés y el esperanto, dijo que la posición actual del idioma inglés proviene en gran parte de la potencia económica de los países de lengua inglesa, y principalmente de los EE. UU., y añadió: «Mi principal temor, en lo que concierne a la evolución actual de esta cuestión, viene de que ella podría llevar a una situación en la cual la «élite», (la élite cultivada y educada) dispondría de un medio bastante adecuado de intercomprensión, porque ella lograría aprender y utilizar bien el inglés, pero en la que las grandes masas del pueblo quedarían sin verdadero medio de intercomunicación, porque ellas lo aprenden de manera elemental, y esto no es suficiente para las necesidades humanas. Pero el esperanto, en razón de sus cualidades lingüísticas es más fácil, mucho más fácil que el inglés. Yo pienso principalmente en las lecciones que siguen al principio de estudio; el inglés es fácil al principio, pero no después. Por esto, y por principios democráticos de carácter general, yo preferiría ver el éxito del Esperanto, y no del inglés.»

(15) «The Worker Esperantist». Feb. de 1977; órgano de W.E.M. / SATEB (Worker's Esperanto Movement), «TU-CEG», Frank Maitland.

NOTA: El presente texto es la traducción parcial de una conferencia presentada en Esperanto, en ocasión del congreso anual de la Asociación de Trabajadores Esperantistas Suecos (Evenska Arbetar-Esperanto-Forbundet / Sveda Laborista Esperanto Asocio) en Huskvarna, Mayo 1977, así que en Malmoe, Estocolmo, Goteborg, Copenhague y Barcena, (Títulos de libros traducidos del francés).

Para cualquier informe sobre el Esperanto dirigirse a S.A.T., 67, av. Gambetta, Paris 75020 (Francia).

Para los cursos de Esperanto en Español, escribir a Nerelda Martínez, 50, rue du 4 Septembre, 95430 Igny, Francia.

SINDICATO DEL METAL DE BASAURI DE LA C. N. T.

A los trabajadores y pueblo en general

Los trabajadores de «Metacal en huelga desde el día 10 de Marzo, hacemos público que el problema que a nosotros nos toca en estos momentos es el mismo que acecha a todos los trabajadores del país. Nosotros somos los que creamos la riqueza y los patronos gozan de ella y cuando no les hacemos falta nos echan a la calle sin ninguna contemplación dejando familias en la mayor miseria, éste es el problema más importante que en estos momentos tenemos todos los asalariados del país, el segundo es que cuando planteamos todos los años nuestras reivindicaciones salariales, apremiados por la necesidad que nos impone la desenfrenada carrera de los precios nos encontramos con la respuesta de que no hay dinero suficiente, dándonos

una miseria que no nos llega ni para malvivir.

Estos son los grandes problemas que en estos momentos nos toca sufrir hoy a nosotros. Por un lado un falso expediente de crisis y por otro la negativa de la empresa a discutir el convenio que tenía que haber empezado a regir a primeros de Enero.

Compañeros, este es nuestro problema hoy, mañana puede ser el vuestro y si no tomamos conciencia de ello y no nos amparamos en el apoyo mutuo y solidario seguiremos siendo la carne de cañón que engorda el bolsillo de los patronos.

¡Contra la crisis Solidaridad Obrera!

ASAMBLEA DE TRABAJADORES DE «METACAL».



La nota destacada los últimos días en Madrid, ha sido la muerte del joven anarquista Agustín Rueda, y las graves consecuencias derivadas de ella, que han sido graves y misteriosas.

Puede decirse que sin proponérselo, la C.N.T., ha sido la gran protagonista de todos estos acontecimientos.

El factor desencadenante fue el asesinato aleve y cobarde del compañero Rueda en la prisión de Carabanchel, a manos de unos rufianes a los que les cabe toda clase de agravantes. Nocturnidad, actuar en grupo, ensañamiento, abuso de autoridad, etc. Todo ello amparados en la impunidad habitual que han venido disfrutando durante tantos años, por el mero hecho de ser funcionarios del Estado.

Después la incomunicación del cadáver. La autopsia secreta llevada a cabo a puerta cerrada. La prohibición de que fuera reconocido por compañeros médicos de la C.N.T. La negativa a que estuviese junto a él su hermana, único familiar que tenía. Impedir que se le pudiese hacer compañía en el depósito mientras permaneció allí hasta la hora del entierro, etc., etc.

Dos días después por la mañana, fue llevado su cuerpo a hombros de compañeros, desde el depósito judicial en la calle de Sta. Isabel hasta la plaza de la Cibeles, donde ya fue transportado en un furgón con destino a Sallent, su pueblo natal.

Por la tarde se intentó celebrar una manifestación de protesta que previamente había sido convocada inundando materialmente Madrid de carteles y pintadas. Una manifestación que hubiera sido pacífica y a la que hubieran asistido muchos miles de madrileños, que aún sin ser de la C.N.T., estaban indignados por este asesinato.

Pero las autoridades más preocupadas por el deterioro político que estos lamentables hechos suponen para el equipo gobernante, decidieron prohibirla, y lo que consiguieron fue transformar una marcha ordenada en un enfrentamiento entre las fuerzas antidisturbios y los manifestantes.

Los resultados de la acción policial, ya se sabe. Heridos, detenciones, daños, carreras, sustos, alteración del orden, etc.

Al mismo tiempo la prensa daba cuenta del procesamiento y posterior encarcelamiento en la prisión de Segovia de los funcionarios de Prisiones implicados en el asesinato. A los que como es de suponer mantendrán aislados del resto de los presos. Primero como medida de seguridad para «ellos». Y además por que disfrutarán de un régimen «especial» de aislamiento, pues no es justo que convivan con delincuentes que asaltan un banco o roban unas gallinas. De todas formas esperaremos para ver cómo en su día cae sobre ellos todo el peso de la Justicia. ¡Ay!

El día 22, atentado en la puerta de su domicilio contra el Director General de Instituciones Penitenciarias, señor Haddad, que resultó muerto en el acto. Como es lógico todas las miradas del país se dirigen

por Nicolás CHOZAS

hacia C.N.T., a la que atribuyen este acto como represalia de la muerte de un compañero.

Pero el Grapo reivindica el hecho, y de momento no se toman ningún tipo de medidas contra la Organización. Este atentado también mueve a la reflexión y a la duda, pues si bien es cierto que pudiera ser el blanco idóneo para una represalia por su condición de máxima jerarquía dentro de la Institución, no es menos cierto que también ha sido el primer Director General que ha osado destituir y procesar a unos funcionarios que al fin y al cabo, no han hecho más que repetir una conducta ya habitual en ellos durante cuarenta años y que hasta ahora no había sido merecedora de ningún tipo de sanción.

Otro hecho obscuro es la colocación de una carga explosiva en la puerta de los locales de la C.N.T., en la calle de la Libertad, y que según nota facilitada por la policía a los medios de comunicación, fue descubierta por un ciudadano que por casualidad pasaba por allí de madrugada, y que primero apagó la mecha, después desactivó el artefacto y por último se tomó la molestia de depositarlo en un cubo de basura, para a continuación avisar a la policía. Y nosotros pensamos que todo esto parece una novela y que tiene un tufo raro. ¿Por que, dónde se encuentra un ciudadano con el suficiente valor para ver una carga explosiva a punto de estallar y pararse a apagar la mecha?

¿Y no es mucha casualidad, que además de apagar la mecha se detenga a desactivar el artefacto, para lo que se requieren unos conocimientos nada usuales?

Pero lo más sospechoso del caso es la inconsciencia de este señor que no se paró a pensar si llega a ser sorprendente por la propia policía con la dinamita en las manos. ¿Cómo hubiera podido justificar a esas horas sus manipulaciones? ¿Quién se hubiera creído que no era él quien lo estaba colocando? ¿Se lo hubiera creído la policía? Lo dudamos.

Como otras muchas cosas esto quedará rodeado del más profundo misterio, y forzosamente nos hace sospechar si no formará parte de esa campaña de desprestigio y difamación emprendida contra la C.N.T., desde todos los ángulos de la política nacional, asociando a nuestra Organización con toda clase de automarginados de la sociedad que son los trabajadores que formamos los sindicatos de la C.N.T.

Todo podría suceder, pues los caminos de la política son infinitos... y sinuosos, y esto muy bien pudiera ser una táctica de atemorizar a los hombres que vienen a afiliarse a nuestra Organización.

Madrid 26 de marzo 1978.

VER EN P.8 LA INFORMACION DE COMITE NACIONAL

INFORMACION DE VALLADOLID

Un grupo ultraderechista atacó a los participantes en el Coloquio sobre nacionalidades; varias personas resultaron heridas en el asalto al aula en que se celebraba. «El Norte de Castilla» del 10 de marzo de 1978, publica una información, que pone una vez más en evidencia la intransigencia en uso entre los ultraderechistas contra todos los que no aceptan confesar con ruedas de molinos fascistas.

Es significativo constatar, que todos los tiros de la reacción, van de preferencia, dirigidos contra los jóvenes libertarios. Juventudes libertarias dirigidas por humanas inquietudes buscando senderos contrarios al de los políticos reaccionarios, defensores de un inmovilismo interesado. Reaccionarios, ayer como hoy, adornados con boinas rojas y guante negro, bocinando el «Cara al sol», que más calienta. Retoños de «antiguos combatientes», encuadrados militarmente, alocados por su fuerza — ciega —, arremetiendo una vez más contra los que hoy como ayer intentan elaborar en España una sociedad más equitativa y humana, en provecho de la comunidad española, saliendo al paso de una política desastrosa, que se impuso en España desde hace ya demasiado tiempo.

Los organizadores en la Facultad de Ciencia de Valladolid del Coloquio sobre nacionalidades, son jóvenes libertarios, que pertenecen a la central anarcosindicalista — C.N.T. —, esta juventud honra sin duda, a la juventud española, por que busca — ¡sin ser mazochistas! — paci-

ficamente, una sociedad benéfica para todos. Pero el inconcebible acto de salvajismo, obra de ultraderechistas de Blas Piñar e hitlerianos del PENS, se sitúa sin la menor duda en el antipode de la razón humana, dando este antipodismo, otra demostración de su comportamiento congénital negativo para España.

La Historia de Tierra de Campos, como la de España en su totalidad, es una continuidad, una demasiada larga retahíla de injusticias, todas cometidas contra el pueblo productor, por el poder y su fuerza irracional: fuerza unas veces entregada inconscientemente por el pueblo en comedias electorales, otras arrebatada contra la voluntad del pueblo a sangre y fuego, como ocurrió varias veces en la Historia, española, y particularmente en 1936-1939.

La agresión ultraderechista cometida contra los jóvenes libertarios de Valladolid, es una agresión gratuita, porque nadie podrá detener a esta juventud libertaria, en su búsqueda de un mundo mejor para las generaciones futuras, contra toda clase de políticos, partidarios de Pactos de la Moncloa, pactos que militan contra los intereses del pueblo productor, en beneficio de los intereses capitalistas, ya sean de Blas Piñar, de multinacionales, todos hermanados en una mutua adoración al becerro de Oro, único símbolo en uso entre los reaccionarios de España y del mundo entero.

Antonio MORENO

Aubervilliers, abril 1978.

La parva y el grano

Una ccsa nos preocupa de lo que actualmente en casa... vecina se escribe: la «reactualización», la «modernización» de las ideas anarquistas. ¿Cómo se come, eso? ¿No habíamos quedado en que el anarquismo está en evolución, en superación constante; que sigue de por sí el ritmo de avance de los tiempos; que la filosofía acratista está — y ha estado — en colaboración ininterrumpida, que nuestros más preclaros pensadores previeron, discutieron, elaboraron una conducta social libre e igualitaria; que el acratismo no tiene puertas ni llaves; que nuestro ideal no es de partido, de religión ni de clan; que toda nuestra vocación sale individual, por análisis propio, y no de una programática dispuesta por otros y aceptada por nosotros a ciegas?

De ser así — y entendemos que no es de otro modo — ¿a qué viene ese supuesto parón de cuarenta años, ese paréntesis «transformador» provocado por una dictadura? ¿Es que el general Franco, esa quintaesencia del atrasismo, tuvo tanto poder, tanta virtud, como para desmeollar el progreso vital cual nosotros lo entendemos?

No creemos, no, jóvenes compañeros, en el partir de cero que a veces se propone. Hay que cultivar lo adquirido superándolo en lo posible. Hemos tenido, los viejos, (vosotros también llegaréis a ello) grandes maestros y hemos sido actores, o fautores, de grandes experiencias. Es mucho lo anterior a esta hora que se ha andado, recorrido y obtenido, y vosotros no os permitiréis el lujo de renunciar a esta importante herencia. La Ukrania libertaria, los kibutz igualitarios y las realizaciones anar-

quistas del 1936 en España, nos ofrecen una riqueza de datos definitivos que jamás serán anublados con pechosidades, atuendos y banderías. El cupletismo, avasallador, pasa, mientras lo beethoveniano queda. La friolidad política es motivo de fechas que el tiempo extingue, en tanto el paso efectivo del anarquismo queda marcado para el futuro.

No rechazamos la aportación de los «anar» modernos. Contrariamente, saludamos su participación jubilosos, satisfechos de ver labor anarquista continuada, ininterrumpida. Pero ojo avizor con la diletancia, la presunción, y la invención del ferrocarril hace más de un siglo circulante.

¿Y esotro de «La C.N.T. está enferma»? ¿Es que su autor está sano? Todo un comadreo, todo de una superficialidad espantosa. Su autor es, como mínimo, un infortunado. Hinchado y no concreta, escupe al vacío. No aceptar cosas así, compañeros, ni a título de tribuna libre. Nuestras páginas, que salen a luz esforzadamente, no deben ilustrar al enemigo, y menos con procaçidades y simulaciones. El exilio ha sido entero durante sus años — muchos — con persistencia, arrojo y crédito anarquista. Y que no son ni han sido entecos, galvanizados ni galvaneros. Dos semanarios a cargo de 3.000 compañeros, ¿por qué no se publican en el interior, con más de 100 mil cotizantes y medio millón de simpatizantes? ¿Y por qué contra nosotros, y nada contra los «Juan López» que por allí pululan? ¿Es que interesa la parva más que el grano?

J. FERRER

NUEVO CENTRO DE DIFUSION CULTURAL EN TIERRA FIRME

Esta vez corresponde calificar de titanes del nuevo mundo a los integrantes del Comité Confederal de Oceanía, con actividad cultural, social y solidaria en los idiomas universales como lo son el inglés y el castellano, con asiento en las importantes ciudades combativas de Sydney, Brisbane, Melbourne y otras del Oriente australiano para alcanzar a Cambera. Se han realizado gestiones muy serias para integrar en su momento este frente de la juventud revolucionaria afin la Nueva Zelanda.

En Melbourne están bien radicados el Grupo de Estudios Sociales; otro más de Solidaridad Internacional Antifascista, la sin par meritoria institución solidaria que con los mismos predicados de su objetivo fundamental prosigue su labor firme y de ancho continente. Además de aquellos grupos en tierra firme, funciona también, al parecer, un subsecretariado de la Asociación Internacional de los Trabajadores y hasta hace unos meses existió el Centro Democrático Español que reunía grupos de contextura republicana de Melbourne y Sydney.

Como se observa, la tónica principal de este conglomerado humano es confederalmente anarquista y enfoca los principios sustentados por la Confederación Nacional del Trabajo y la Federación Anarquista Ibérica, federaciones y confederaciones reunidas en un sólido bloque de libertad para la revolución de signo anarquista. El empuje liberador de estas fuerzas vivifican los fuegos eternos de ideales autocráticamente amenazados de muerte por los poderosos dictadores del siglo. Aparte del cometido desenvuelto por el aporte ibérico en la incitación al movimiento proletario de Australia a su autoindependencia, tomando como instrumento el idioma nativo, de consumo la militancia radicada en Oceanía está agrupada y responde a los predicados de nuestro pensamiento.

Por el momento, la periferia de tan vasto suelo, con difíciles medios de comunicación a veces por su extraordinaria superficie territorial, está sembrada de ideales. Y a ello conduce el trabajo de hormiga organizado que despierte en el corazón indígena la necesidad de su aparición en el mundo como un fenómeno de legítima realidad social. Atendiendo esta necesidad, muchos compañeros del medio nativo ibérico, por forzosa razón del Exilio, están desarrollando una labor extraordinaria en el plano de la cultura proselitista. Por ejemplo, «A Cristicism of Steto Socialism», de Bakunin, del Grupo Anarquista Ravachol, que también acaba de dar a publicidad la intrasante conferencia de Ramón Liarte, pronunciada en Burdeos y organizada por la Comisión del Núcleo de la Gironda. El primero es un significativo documento de 16 páginas. Y esto de Liarte, que lleva por título «La Revolución Social española», contiene 30 páginas y con ilustraciones. Además, bajo la colección «La Semilla» hace escaso tiempo apareció «Los anarquistas y la revolución social», un reportaje en Australia al extinto compañero catalán Salvador Torrents, allí fallecido hace como unos seis años. Torrents es uno de los pioneros que tanto contribuyó a posibilitar el renacimiento de la militancia social en aquel Continente.

Publica también allí, en inglés, «Acracia» el Anarchist Black Cross, de North Richmond, revista de re-

gular aparición. Del mismo modo aparecen frecuentemente revistas literarias e informativas del movimiento social y su evolución, igual que folletos de tan alto contenido sociológico como «The Place of Anarchism in Socialistic Evolution», del gran Kropotkin, lo mismo que «The Principles of Humanism», del rumano uruguayo Eugen Relgis, infatigable pionero de la escuela pacifista en su filosofía universal.

Próximamente aparecerán «Siembras» de Castelao: una recuperación anarquista del famoso dibujante, médico, poeta y sociólogo que fue autor de álbums tan famosos como «Galicia Mártir» y «Atila en Galicia», difundido en todo el mundo culto por la Oficina de Prensa y Propaganda de la Confederación Nacional del Trabajo de España que los editó en Madrid en 1936. Igualmente tiene en línea de edición «Interludio ibérico» con el relato de los mártires corridos a fuego por los atascados senderos de la barbarie y camino del exilio más penoso que recuerda la humanidad civilizada.

Esto sin contar la revista «El Demócrata» órgano del mencionado Centro Republicano Español, cuyo número 83 dio por cumplida su misión combativa en Australia con la pulverización del verdugo, el enemigo del pueblo más odiado de la tierra después de Gengis Kan o Hitler. «Muerto el verdugo es necesario que con él muera todo su sistema fascista», reza la portada del último boletín. Justamente, este número que comentamos contiene una nutrida colaboración de amigos, compañeros y simpatizantes unidos en el frente conspirativo para la resurrección ibérica, muy atinada y enfocada a ese resurgir del Movimiento Libertario.

Autores conocidos en nuestro quehacer social y cultural tales como Alvarez Ferreras, Hermoso Plaja, Angel Ruiz, César Barona, M. L. Esteban, Alejandro Lamela y otros sepan de dar realce, con noble y entusiasta pasión a los temas álgidos de nuestro pasado y presente, cara al porvenir. Y, particularmente, muy emotivos los comentarios sobre vacilación, oposición, indiferencia, pueblo y ejército y el futuro inmediato español. Con gran sentimiento registra la muerte de un gran amigo de los republicanos españoles, el cirujano norteamericano Dr. Eduardo E. Barsky, que fuera pilar en las acciones de la Brigada Lincoln y posteriormente miembro del Comité de Refugiados.

Habrà de recordarse que el Dr. Barsky, en 1947, en su condición de miembro del Comité de Refugiados, fue despreciativamente condenado por el Mcarthista fascistoide Congreso de s udemocrático país. Actuó en todas las campañas de solidaridad y ayuda, junto a Einstein, Cannon y Poters, famosos médicos norteamericanos en favor de nuestros combatientes refugiados, disminuidos, tullidos por la feroz dictadura sostenida por los dólares de la C.I.A. y que todavía nos mantiene semisepultados en nuestras catacumbas por trincheras. Porque la libertad continúa en peligro, con o sin el triunvirato gubernativo, obligándonos a vivir arma al brazo y protegidos siempre en nuestra trincheras de la clandestinidad. No somos nosotros, sino ellos los delincuentes. Por eso nuestras armas de triunfo son nuestras banderas de resistencia.

Con orgullo, solicitamos la atención de nuestros hombres responsables en el quehacer social, llama-

a decisiones futuras del nuevo régimen que estamos luchando por instaurar en España, para que, tanto la esposa como la hija del Dr. Barsky sean designadas representantes de nuestra cultura libertaria, de nuestro pensamiento y filosofía del universal porvenir. El sufrimiento y despedazamiento que los regímenes de oprobio echaron sobre nuestra conciencia hasta para cegar nuestras lágrimas, obliga a un reconocimiento condigno, público y cabal adecuado a la majestad de los ideales. Con el Dr. Barsky, Milton Holf último comandante de la Brigada Lincoln y Ernest Hemingway, el renombrado autor de «Por quien doblan las campanas» del exterminio anónimo de tantas almas inocentes a manos de los enemigos desalmados y otros notables muchos amigos de la causa libertaria, vaya nuestra mano fraterna sobre el recuerdo del gran amigo muerto.

Tamaño labor de universalidad en aquel cinturón del Continente la viene realizando el Comité Confederal de Oceanía, que aglutina tantas voluntades dispersas, pero unidas en el mismo fin de justicia para perpetuar la libertad humana. Entre los tantos diseminados, el núcleo de activistas para la obra común lo forma un puñado de compañeros que en un esfuerzo heroico recae directamente sobre el inteligente compañero Antonio Jiménez, radicado desde hace tres lustros en Sydney. Jiménez ha estado no ha mucho en Madrid, después de larga ausencia. Es oriundo de Andalucía, pero no le quedó tiempo para ir a su república porque la marea de los acontecimientos preliminares al acto de la plaza de toros de S. Sebastián de los Reyes y al que asistió, según los amigos habrán podido apreciar en el relato del acontecimiento publicado por «Tierra y Libertad» mexicana, le robó cuanto tiempo disponía. Hablando sobre aquel laboratorio de la revolución, que es la España de hoy para la nación ibérica de mañana, Jiménez dice que aunque se «cometan algunos involuntarios errores, propios del largo exilio, tan largo como duro y que puede haber trastornado a algunos compañeros o dejarlos fuera de foco, la CNT tiene responsabilidad de tolerancia con unos y con otros dentro de los cauces anarcosindicalistas. Los que han podido regresar, una vez radicados definitivamente seguro que recapacitarán y todo volverá a la normalidad, para bien de las ideas, que con tanta ilusión pregonamos, porque así y no de otro modo debe ser.»

«No estuve en Andalucía, ni en otro lugar de España. Madrid estaba al rojo vivo y lo pasé muy bien allí. Con ser problemática una decisión de cambio de residencia — después de haber pasado la mitad de la vida en este Continente — tener que dejar todo lo que aquí estamos haciendo por las ideas ácratas, duele porque uno se ha afincado al suelo con amistades queridas. Además, sacar a mi hijo de 12 años de su medio escolar y arrastrar a mi compañera, llegar a España y tener que buscar el pan para cuatro, no es cosa fácil. Esta suma de contrariedades te obligan a pensar bien antes de decidir. Pero, a pesar de todo no desecho la idea de terminar en España. Aquello es tentador. Mis pensamientos los tengo allí. Aquel es un país de lucha. Sin creer en milagros mesiánicos, puedo asegurarte que el cambio de la sociedad partirá de la piel de toro, como consignara la revista «Time». Porque España es

por CAMPIO CARPIO

un nido de anarquistas, y quien sino ellos quieren y pueden cambiar la sociedad de abajo a arriba.»

Esta es la calidad del compañero Antonio Jiménez que armoniza el nucleamiento confederal en Sydney. Pero en las otras grandes ciudades como Richemond, Brisbane y Melbourne actúan entre los más conocidos, Vicente Ruiz padre, viejo militante confederal que también ha podido últimamente ir a descubrir España, hombre de la misma talla que Jiménez.

Pero quién es acreedor al aplauso por la labor societaria que está librando es Vicente Ruiz hijo, joven de 24 años, muy dinámico, que ocupa todo su tiempo libre, y también sus ahorros personales, en propagar las ideas anarquistas. Por su entereza, juventud y visión comprensiva para elevar la moral societaria al medio australiano desde Melbourne, el Movimiento Confederal cuenta en este estudioso una promesa que el tiempo se encargará de calibrar en virtud de su formación. Es uno de los despiertos e inteligentes combatientes en que descansa el arcano futuro.

Este nuevo centro de difusión cultural y proselitista con que el anarcosindicalismo cuenta en Oceanía, y que singularmente con todo honor nos distingue, está abriendo las puertas del anonimato para nuestras ideas. Estamos cerrando filas con nuestra hermandad internacional en este pedazo de siglo que hizo dolor tanto el alumbramiento social al que felizmente asistimos en todo el mundo donde se levantan banderas de libertad. En esta emergencia, es España con su repercusión en Europa y América. Difícil establecer si el fenómeno ibérico ha influido tanto en las naciones europeas que las inclinó hacia un socialismo burgués de moda al viento su corbata roja. Es muy poco en el ámbito de la libertad. España, reconcentrada en su profundo sufrimiento no quiere vender su participación en el concilio de los pueblos libres.

Pretendemos identificarnos con otras y todas las comunidades étnicas, raciales y nacionales, sedentarias, beduinas, industriales o primitivas de selvas y océanos. Este olor agreste que nos viene del último Continente descubierto nos concita a un fraterno llamado general por la revolución que quiere compartir el pan y el vino del planeta con sus habitantes. En esta parte oceánica, el núcleo australiano con gusto acepta y agradece cualquier aportación efectiva para proseguir ininterrumpidamente la reconstrucción arquitectónica de la sociedad futura.

Los interesados en esta labor de fraterna solidaridad pueden dirigirse a Antonio Jiménez, 166, Frederick St. — Rockdale — N.S.W. 2216 — Sydney (Australia), con el cumplido reconocimiento de

REQUISITORIA

Jo també sóc jutge
Poema de Roc Llop incriminant
Franco i el seu règim.
Preu: 3,00 F.
Al COMBATE SINDICALISTA.

ACTUALIDAD

TRAS LA TEMPESTAD... LA TORMENTA AGUARDA

En el transcurso de los últimos meses nos ha tocado vivir, a los pobladores de este país que nos alberga, una interminable tempestad de pasiones de tipo político que, al terminarse, (al menos por ahora y en este género de planteamientos) en la noche del pasado 19 del corriente mes de marzo, no quedaba cerrado, sin embargo, (lejos de esto); el ciclo tempestuoso que agita a estas pasiones mismas en el empeño por un trastoque de los valores económicos y morales vigentes.

Para la totalidad de naciones que conforman la Comunidad Europea, el triunfo (¿triunfo sobre qué?) de los centro-derecha o mayoría saliente en las elecciones de representantes, ha constituido un cierto y natural alivio, que no han dejado de exteriorizar con satisfacción, tan luego librados del trastorno, inmediatamente después de conocer los resultados del citado comicio. Y en este contexto, inútil negar que una toma del poder político por los social-comunistas, debió inquietar a todas esas dirigencias estatales de solera burguesa y autoritaria, amalgamadas y asidas fuertemente al conservadurismo y al reformismo.

Para nosotros, aunque inmersos dentro los marcos apolíticos, no hemos dejado de observar, en todo momento y en su debido interés, los

contras y bien pocos pros de ese evento electoral recién acabado, cuyos problemas que nos plantea aquí y ahora, derivados de esa lucha de votos, los consideramos, creo que sin equívoco, provistos de una cierta gravedad, afectando no tan sólo a los obreros y a la empleocracia, si que también, en la ocurrencia, a los burgueses en cuya salida de socorro tampoco podrán, en la emergencia, escapar fácilmente.

En repetidas ocasiones hemos dejado clara y nitidamente establecido el carácter de la lucha inter-naciones por el acceso y obtención ventajista de los minerales, de la materia prima, lucha que se hace extensiva a esta visible competición feroz por acaparar y dominar los mercados de extra-territorialidad. Y si a estos intereses vitales para las naciones se le añade el sentimiento de vanidad y de grandezas cuya reprobable moral tanto influye y guía las acciones de esos hombres que se vienen sucediendo, según la regla del quitate tú que me pondré yo, en la dirección de los Estados, ello nos daría la medida para aquilatar los peligros que entrañan estas luchas, generadas por este sistema de trabajo por el negocio.

La crisis laboral que el mundo entero viene enfrentando desde 1974, con sus 14 ó 15 millones de sin em-

pleo y el crecimiento demográfico alarmante en infinidad de pueblos del orbe, son fermentos en ebullición sin válvulas de escape, en cuya hora cero de los agónicos actuales años 70, cual bomba de tiempo, la caldera reventará...

La historia, en este renglón de problemas preocupantes, pre-apocalípticos, nunca se ha desmentido, desgraciadamente y si hay periodos de detente con que nos obsequian los promotores e instigadores (léase USA-URSS) de esas guerras parciales, preludios de la general, en cuyo montaje de los correspondientes artilugios no se podría negar su buena dosis de inteligencia y... de maldad, no es más que aparentar el salto atrás para mejor saltar sobre la indocilidad de unas naciones que resisten todo condominio mundial, y esta citada hora cero, como es norma en virtud de leyes deterministas, llegará a su tiempo; no antes ni después si no a su hora precisa.

Así las cosas, cabía preguntarnos: ¿es que la detente, este frágil freno, tan livianamente sujetado, aguantará mucho tiempo ahora que recién viene de reafirmarse, por mayoría votante, la política de soberanía nacional, de independencia y de proliferación del armamento nuclear, guía y orgullo de esta misma política francesa, frente al imperialismo y al vasallaje intolerable de los dos colosos de la Tierra y del Cosmos? Cuando pienso en esto, «siento frío en la espalda...»

No sin interés, antes de realizarse el comicio electoral, habíamos analizado cuidadosamente estos contras y pocos pros de que cito más arriba y si bien en esos problemas de detente y de guerra general cada día más envolvente, veíamos en esta detente misma una posible afirmación, en el caso de la toma del poder (del que nos resistíamos en creer, como lo pantentizamos en artículos anteriores) por las izquierdas coaligadas, dada la condición de estas formaciones políticas y el origen del Programa Común de gobierno que establecía el cierre de la fabricación de las armas atómicas, (aunque más tarde se mostraron favorables al arma nuclear, como táctica y estrategia electoralista, punto litigioso que fundamenta, entre otros de vital interés señalados más arriba, la agria disputa de Francia con USA-URSS) atingencia, este cierre, que habría mostrado abiertamente una docilidad y una actitud de dependencia ante las exigencias de las dos más potentes naciones, no cabe duda que una política así militanciada, añadido el posible caos o descontento del pueblo francés al verse cada vez más impedido de hallar trabajo por cierre de fábricas a causa del despiadado sabotaje del capitalismo, se corría el riesgo de una intervención militar que, sin género de duda, habría desviado las aguas para llevarlas al mismo molino de antes...

Con tales perspectivas, difícilmente se podía hacer un «choix», capaz de garantizar una detente sólida y perdurable, de tal modo que a la vista de ambas concepciones o acciones de tipo político, una progresista y la otra renovadora, que nos ofrecieron las dos corrientes opues-

tas, ninguna de ellas podrían lógicamente, resolver los graves problemas que nos amenazan. En consecuencia, toda postulación que no tenga por base un cambio radical de la sociedad burguesa y autoritaria por otra de signo socialista libertaria, habremos de exclamar, como los sudamericanos, que en este contexto no importando quién fuera el triunfador (?) ya con antelación habíamos dicho, en círculo de amigos, que estaríamos «fregaos» de todas las maneras, porque ahora todo parece indicar que las ofensivas del peor estilo destinadas a pulverizar, atomizar, las defensas de esas naciones que conforman la Comunidad Europea, que resisten al vasallaje, se intensificarán, diversificadas y en ascenso, hasta grados pavorosos, sin importarles, a los provocadores y fomentadores de los genocidios más monstruosos, asumir la triste y criminal etiqueta que los define como terroristas de marca mayor.

El clima que caldea, en sus distintas fases, pero convergentes a las perspectivas de acción para irrum-pir con más fuerza en la escala de violencias, está ya preparado en varias coordenadas y en muy especial modo en Medio Oriente y en África, con la más hábil e insensata regla del juego y servir de ello en el momento más oportuno, cuyo carácter conflictivo, de guerra, no hay duda que tomará proporciones escalofriantes.

La misma China Popular, entre otros, no ha dejado de advertirnoslo, por tres veces consecutivas en el curso de unos meses, con una tal brutal franqueza, (sin reparar en el fomento de una psicosis pesimista) que no será por menos si las pesadillas que nos atormentan a los habitantes de este Occidente europeo toman un mayor volumen, pues de estas fronteras occidentales es que se trata amenazadas como están, a causa de esa referida indocilidad militante, por un poder bélico aterrozante.

Los sectores de opinión que observan con buena óptica estos graves problemas que nos atosigan, con partidarismos aparte, osamos decir, sin estar poseídos por ninguna ideología o credo de avanzada social definidos, pero sensibles al dolor humano, no dejan de expresar sus preocupaciones y sus temores por un futuro tan plagado de peligros, en tanto existan, como signos de provocación, en el mismo corazón de Alemania y Europa Central y en posición de guerra, esas dos formaciones militares de «ocupación» (¿hasta cuando?) que responden, como una maldición, a los apelativos de pactos del Atlántico y de Varsovia, estamentos éstos que conspiran en contra de esa tan citada detente y de la tranquilidad pública.

No cabe duda que de estos estados de facto, a nadie más que a la ONU podríamos, con justicia, dejar de responsabilizar, cuyos componentes de este alto organismo, mostrándose con tan crasa inoperancia, unos por impotencia y otros de grado, no hacen más que moverse, cual serpientes encantadas, al son de las flautas de los dos grandes...

NOTAS BIBLIOGRAFICAS

«MOMENTOS», cuaderno de poesías de Federico Arcos

Tengo una deuda de entraña con Federico. La «fraternidad libertaria» con que me distingue en su dedicación, estaba impagada.

Sin embargo, Federico siempre ha estado en mi recuerdo, no importa si — él — esquivo, desaparecible. Bulliciosos que eran en Argelès, en Toulouse, los de las Juventudes, Federico, refugiado en su soledad, recluso en sí mismo, perdía relieve. Es el don, o la sombra, de los extremo-meditabundos.

En las arenas de Barcarès tuve ocasión de tratar a todos ellos por vecindad de barraca y de ideas. Raúl Carballera, otro taciturno amable, se atrevió allí a un insólito cantar de tangos. Le habría preferido vidalitas. Pero en el fondo, el hecho era caluroso, pese a la rigidez de la hora.

Las discusiones eran vibrantes, apasionadas, ultra-anarquistas. Gracia, Roa, Sarrau, del Amo, y más. Federico también, en sumo discreto. Constaba en la panorámica, y más en él mismo. Como si para estar, se asomara desde la ventana de su Yo.

En Toulouse lo vi igual. Siempre en lo colectivo juvenil, siempre en sí mismo. Rezumaba inteligencia, como todos sus compañeros, pero era más breve, más constreñido, más fiel a su ego. Sin petulancia ninguna, desde luego. Mejor con humildad, diríamos.

Estaba en todo, sin semejarlo. Hacía teatro — (había que hacerlo) — y llevaba exactamente su parte. Pero daba la impresión de estar alejado de la obra, de mimar lo ajeno es-

tando en lo propio. Lo tuve por en ensañado estimable.

Por ese aislamiento involuntario suyo, no intimamos lo debido. Lo interesante fue que mutua simpatía quedara establecida.

Merced a estas señas morales de Federico lo comprendemos en su vertido pesimista en «Momentos», poesía comprimida que revela un estado de angustia en la psiquis del poeta. De tanto como ama a la vida, teme perderla. Con tanta ansia de volar, teme perder las alas. Y así prefería soñar, ensimismarse, esquivar el momento mortal siempre en acecho. Federico, idealista total, merece una inyección poderosa de filosofía viviente, que, pese a él mismo, lleva consigo. Es estoico, pues es afirmativo. Y sabe amar, que es lo que cuenta, lo que endulza y justifica la existencia. Ha sabido fundirse en un abrazo con Ella (dos en uno), magnifica el amor a los hijos, se debe a una Idea, la maternidad infinita de Dolores, abunda en estimas hacia Raúl, Mateo, Mari, Edo... ¿Entonces?

Entonces: «Rebelde es el ser que da impulso a la vida. Rebelde es el ser que hace frente al dolor. Rebelde, rebelde. Rebelde soy yo.»

Y claro que sí, caro Federico. Y por ese dolor ingente, a matar palomas negras, cual siempre hemos hecho.

Para goce tuyo y nuestro, Federico, Monrós ha ilustrado primorosamente, aladamente, tus composiciones, lo que hace dos poetas con lira coincidente. — J. F.

El Comité Nacional de la C.N.T. informa sobre la muerte de Agustín Rueda y otros acontecimientos

La muerte de Agustín Rueda sobreviene al parecer, el día 14 de madrugada, y se origina desde el comienzo cierta confusión por no conocerse bien, en Madrid, la identidad de este compañero, cuya calidad de militante anarquista queda establecida ya el 14 por la noche. Este compañero era conocido y estimado en Sallent, localidad de la que era oriundo y donde había desarrollado una meritoria militancia libertaria.

A partir del conocimiento de la muerte ignominiosa de Agustín asumimos aquella muerte incondicionalmente, patentizando nuestra más enérgica protesta y denuncia por el trágico fin del compañero. Así fue como hacia las diez y media de la mañana del día 15, se llama desde la redacción del primer telediario de TVE al secretario del Comité Nacional, preguntándosele exclusivamente si se trataba o no por parte de Agustín Rueda de un militante de C.N.T. El secretario afirmó no tener confirmación precisa del carácter cenetista de Agustín Rueda, si bien no había la menor duda acerca de su militancia anarquista y libertaria. Añadió el secretario que de cualquier modo esa cuestión carecía de importancia, y la C.N.T. asumía con todas las consecuencias la más enérgica condena y repulsa de los hechos que habían llevado al asesinato de Agustín Rueda, exigiendo el secretario que constase esta postura de C.N.T. al emitirse el telediario de las dos y media. Barro, el redactor y director del primer telediario, creemos, afirmó que así se haría, pero llegado el citado telediario, el locutor, al dar cuenta de la muerte de Agustín Rueda se limita a decir que «consultado el Secretario General de la C.N.T. éste afirmó no haber constancia de la militancia confederal de Agustín en los archivos», versión ésta grotesca en la que además se omite por completo la denuncia del Comité Nacional.

Hacia las once y media, el Secretario del Comité Nacional da a las agencias informativas el siguiente comunicado:

«Ante la muerte por tortura y malos tratos del militante anarquista Agustín Rueda Sierra, ocurrida en la cárcel de Carabanchel en la madrugada del día 14, el Secretariado del Comité Nacional de la C.N.T. manifiesta su más enérgica protesta y denuncia a la opinión pública un hecho sólo comparable a algunos ocurridos en los peores tiempos de la dictadura franquista. Esto permite entrever el talante represivo que puede adoptar y está adoptando la maquinaria del poder en múltiples aspectos de la vida del país, precisamente cuando ya se dan los últimos toques de una constitución que se supone va a garantizar las libertades y derechos democráticos. Además de manifestar su repulsa ante este acto criminal ejercido contra personas indefensas, la C.N.T. estudiará las medidas que cabe adoptar para cortar definitivamente esas manifestaciones represivas de un pasado ya superado.»

A las cuatro de la tarde del mismo día 15 el propio Secretario lee personalmente a las redacciones de casi todos los diarios madrileños otro comunicado en que se repiten casi todos los conceptos del primero. La prensa lo silencia al día siguiente, así como el de las agencias, limitán-

dose a mencionar el «Ya» y «Diario 16», y en una sola línea, la existencia de un comunicado de protesta del Comité Nacional de la C.N.T. En realidad, se trata del primer comunicado de protesta por parte de un organismo confederal.

El mismo día 15, ya bien avanzada la tarde y en un clima de gran tensión se lleva a cabo una reunión espontánea de compañeros en la que se hacen censuras y se piden responsabilidades al Secretario del Comité Nacional por su «declaración» a la televisión española, en base a la frase que la redacción de telediario ha «seleccionado» de toda la declaración emitida por este compañero. El propio secretario emitirá a la mañana del día siguiente su protesta en televisión española, y allí los redactores esquivarán la responsabilidad aludiendo a influencias de «arriba». Al día siguiente renace la calma y el 17 por la mañana se procede al traslado del cadáver del compañero Rueda. Aquí también hay confusión en cuanto al horario y muchos compañeros dejan de asistir al acto por desorientación.

Por la tarde se lleva a cabo en Madrid una manifestación decidida por la Federación Local de Madrid la noche anterior. La manifestación no llega a concentrarse por la agresividad de la fuerza pública y se fracciona en múltiples saltos que se repiten hasta hora muy avanzada. Al día siguiente, 18 de marzo, a los compañeros Jaime Pozas y Carmelo, que acuden a la Dirección General de Seguridad se les hace saber, tras una retención arbitraria de cerca de cuarenta horas, que pueden derivarse responsabilidades por la manifestación, hecho que confirma el juez que los pone en libertad.

Veamos ahora una segunda fase de este problema: La muerte por un comando del Director General de Instituciones Penitenciarias. Inmediatamente, esa misma prensa que no ha publicado nuestros comunica-

dos anteriores está ahora muy interesada en saber qué opinamos sobre la cuestión, porque aviesamente ya están estableciendo relaciones entre este acontecimiento y el hecho anterior. De nuevo llueven llamadas sobre el Secretario del Comité Nacional, quien reafirma la actitud de la C.N.T., ya reafirmada en ocasiones anteriores, cuando de modo insidioso y solapado se intentó implicarnos en ciertas actuaciones. Aquí de nuevo el Comité Nacional rechaza el terrorismo de todos los matices empezando por el gubernamental. Aquí y ahora la prensa da el comunicado con cierta amplitud, pero también recorta. El «Ya» insinúa que los autores de este hecho pueden ser, entre otros, algunos grupos anarquistas y hasta cenetistas. Están agitando el fantasma del terrorismo como trasfondo de la C.N.T.

Tercera fase de estos episodios, no menos inquietante que las anteriores: a las tres de la madrugada del día 23 es colocado un explosivo con treinta cartuchos de amonita en el portalón de la casa donde es la sede de la Federación Local de Madrid, Libertad nº 15. Según la versión policial, un transeúnte que pasa casualmente apaga la mecha encendida y tira de ella, llamando luego al 091. A las diez de la mañana, desde la D.G.S. se comunica la noticia al Secretario del Comité Nacional, que nada sabía y se le pregunta si se va a presentar denuncia de este hecho ante el juez. Aunque se trata de una jurisdicción que corresponde a la F. Local de Madrid, el citado compañero se traslada personalmente a Libertad 15, casi desierto, y ante cuyo portalón hay un coche patrulla de la Policía Armada. Desde el local, y en compañía del compañero Alejandro, miembro del nuevo Comité Regional del Centro, se dirigen ambos a la D.G.S., donde se les dan ampliaciones de lo ocurrido, entre éstas el número del juzgado donde se ha presentado la denuncia del atentado abortado por quien descubrió el propio artefacto.

Por esta razón, se nos dice en el juzgado nº 8 nosotros ya no podemos presentar demanda judicial. El sumario de este caso se halla en estos momentos en el juzgado nº 10 de Madrid y es el 5267.

Posteriormente, el sábado día 25 apareció por Libertad 15, Manuel Sánchez, el hombre que apagó la mecha y la arrancó del artefacto. Es un delincuente habitual que arancó la mecha «porque no tiene nada que perder», según declaró a los compañeros.

Por supuesto que la televisión y la prensa se hacen eco inmediato y dan la noticia. El «Ya» hace en algún lugar insinuaciones de su marca, advirtiéndonos sobre cosas que pueden suceder.

La cuestión del frustrado atentado tiene algunos puntos oscuros, sin que rechacemos la posibilidad de que fuera a llevarse a efecto realmente. Pero hay que señalar algunas cosas: en primer lugar el personaje mismo que apaga la mecha y a quién la policía tiene alojado desde que interviene en el hecho, según declaración del interesado; luego, treinta cartuchos de amonita, con un peso de más de dos kilos no están a disposición de todo el mundo. Luego se lleva a cabo a las tres de la madrugada, pero a esta hora los que pegan fuego al artefacto se ven interrumpidos por alguien que llega y, mientras ellos huyen, apaga la mecha y la arranca. Por otra parte, los perpetradores del atentado no suben hasta la planta donde está el local de la organización, sino que lo dejan en el portal, el cual, suele estar cerrado a partir de las diez y media de la noche.

Dejando aparte estas observaciones, que nada quieren prejuzgar ni prejuzgan, hay un hecho claro: el atentado, consumado o no, puede tender a aislar a la C.N.T. de la clase trabajadora, a crear la inseguridad dentro de la propia organización y la preocupación entre los militantes. Este clima podría apartar de la C.N.T. a los afiliados recién llegados y disuadir a muchos simpatizantes que se están planteando la entrada en la C.N.T. El enemigo podría utilizar estas armas para alejar a los trabajadores de nuestra organización, pues hay que dar por sentado que aquéllos no vendrían a una organización «peligrosa», que siempre está en una especie de línea de fuego. El razonamiento hay que considerarlo, pues es un hecho que los trabajadores no seguirán a nadie a las vides del terrorismo. De cualquier modo, se trata de un tema para la reflexión. Habría que estar atentos a las provocaciones y sobre todo, no dejarnos llevar al terreno al que los diversos enemigos podrían estar intentando llevarnos.

LA OFENSIVA CONTRA C. N. T.



EN GRAN PRIMICIA, LES OFRECEMOS UNA INSTANTANEA DE LOS PEONES DEL CAPITAL GANÁNDOSE SU SUELDO.



Secretariado Permanente del Comité Nacional de la C.N.T.

3428

B.D.I.C

PARIS, 20 AVRIL 1978. — NUMERO 981.

HEBDOMADAIRE — PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE.

EL COMBATE SINDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A.I.T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

EL 16 DE ABRIL 1978
EN EL PALACIO DE LA
MUTUALITE DE PARIS

VIBRANTE ACTO
INTERNACIONAL
DE AFIRMACION
ANARCO
SINDICALISTA



Patronal, «Sindicatos»: Compra-venta de trabajadores



Federica Montseny: "Las ranas pidiendo Rey..."

José Bondia: "se esta estabilizando el Nuevo Fascismo"

Carlos Martínez: "la Patronal y el Nuevo vertical colaboran en el sabotaje de las luchas obreras"

Enrique Marcos: «si nos amenazan con la ilegalidad, nos tiraremos a la calle».

(En el próximo número reseña de la jornada)

LA POESIA

(Fragmentos de un cassette grabado por C. Vega Alvarez para el Club Juvenil de Niebla — En la parte correspondiente a la poetisa chilena Lilitana Echevarría Drumond)

¡Así son los poetas!
Ellos juegan con el perfume de las rosas y con el rojo — ¡rojo de sangre! — de los claveles.
Ellos trepan hasta regiones inaccesibles — ¡hasta esas zonas del alma a las que no llegan los demás mortales! — a través de los hilos de luz de las estrellas.
Cabalgan en alas del viento. Navegan en bajeles de ilusión. Y caminan. Caminan siempre... Por sendas brillantes, o por sendas difíciles. En mares en calma, o a través de grandes tempestades.
Como los ríos: — ¡Siempre avante! ¡Siempre! ¡Siempre...!
A veces columbran maravillosos puertos de Luz, y otras... ¡naufrajan! — ¡naufrajos prodigiosos! — en el mar insondable de unos ojos de mujer...
Como Becquer.
Como Espronceda.
Como Juan Ramón...

La vida — que hay quien se empeña en dibujarla con tonalidades tristes, con dramáticas pinceladas negras — puede — ¡puede y debe! — ser hermosa. ¡La vida es hermosa!
Pletórica. ¡Radiante! Inmensamente bella...

¿Por qué ese empeño en llenar sus caminos de odios? ¿Por qué pretender regar con amarguras y sangre estos jardines en donde deben florecer rosas? ¿Es que hay nada más bello que estos caminos de España? ¿Estas madrugadas nuestras, silenciosas, evocadoras, con sus cielos inmensamente azules, cuajados de estrellas? ¿Caminar por las riberas de estos ríos, de donde ya la Poesía de la Esperanza borró los rastros vituperables de aquellos mozos de Benaméji, que mataban de perfil a los gitanos de Lorca?
¡Y estas auroras de España!
¡Este despertar entre trinos de alondras y gorjeos de zarzales que conocen el cantar enamorado de los labradores...!

— ¡No, amigos! ¡No caminéis con

RIPIOS

Un político francés decía en cierta ocasión, que la gente laboriosa no tenía historia. Le podemos afirmar a ese señor, que nosotros (los exiliados españoles) sin haber nunca estado en Oriente, conocemos la mil y una noche de la historia, por haber sido participes de la gesta más trascendente, acaecida durante los últimos cincuenta años: la Revolución Española.

Fidel Castro, dijo en uno de esos mítines interminables que dio después de la Revolución Cubana: «Cuba ha dejado de ser una colonia americana. Cuba es un país generoso y próspero, — añadiendo — de ahora en adelante, ningún cubano irá a dormir sin cenar.» (Con su discurso la noche se vino encima). Un viejo cubano que escuchaba la peroración del «líder» le dijo con una voz ronca: «¡Fidel, yo aún no he cenado!» Castro le respondió súbitamente: «Pues no vayas a dormir».

El malogrado compañero Francisco Isgleas (Panxo) nos decía en el Centro Confederado de París, hablando de Dios: «Cuando me muera, si Dios existe ya os lo escribiré, si no os escribo, es que éste no existe.» Hace más de un año que «Panxo» murió y aún no hemos recibido noticia alguna. ¡Entonces! Dios no existe. Isgleas era un hombre de palabra.

EL DUENDE

la mirada oscura! ¡No vayáis nunca por los caminos de la vida con el ceño arrugado!

Veréis...
Os voy a contar una historia.
¡Chile! ¡Nuestra patria hermana...!
Ese maravilloso rincón del planeta — (que hoy yace caído sobre uno de sus costados, con sus bellas alas tronchadas) — es país de artistas. De escritores. De músicos célebres. ¡De Poetas...!
¡Allí nació Gabriela Mistral!
¡Allí nació Pablo Neruda...!
Y allí, en Chile — en ese rincón prodigioso de América, de bellísimos lagos, de soberbios volcanes y de inmensas cataratas de Luz — ¡vive Lilitana Echevarría!

Ya, ya sé que nada os va decir este nombre. Y sin embargo, Lilitana Echevarría es un ser aparte.

Poeta. Escritora...
Es la mujer que más laureles ha conquistado para su país. Pasan de un centenar los títulos laudatorios que le han sido otorgados por entidades y academias de América y de Europa.

Su poesía — (su prosa-poética, que es lo que ella cultiva) — ha sido reclamada por la prensa literaria y por las emisoras radiofónicas de innumerables países.

Lilitana Echevarría canta al Amor, a la Paz, a la Concordia y al Trabajo. Es el Optimismo, la Fe, la Alegría personificada.

Lilitana Echevarría se extasia ante el roce de los pétalos de una flor, ante la caricia suave del ala de un ave o ante ese calor benéfico que nos trae siempre un rayo de sol.

Ante el roce, la caricia o el calor. ¡Es decir, ante el TACTO!

Porque esta mujer incomparable, esta muchacha (todavía joven) valiente, optimista, siempre alegre, esperanzadora y jovial; esta entrañable amigueta nuestra, ¡chilena sin par!, esta gran poetisa del Amor y de la Ilusión, queridos amigos, es... ¡ciega! ¡CIEGA!

Sus ojos materializados, sus ojos de carne, ¡no ven!

Pero los ojos de su alma son inmensamente, intensamente luminosos.

Más de veinte años hace que somos amigos. Nuestros mensajes de cordialidad van y vienen, vienen y van, salvando la distancia de los mares y de los continentes, para llevar y traer de país a país, de corazón a corazón, sueños de Poesía y de Libertad...

— (Aquí va ahora el último poema que le dediqué: «Mundo adentro»)

¡No os desalentéis nunca! ¡Que nunca caigan vuestras Esperanzas, vencidas por la derrota! ¡La vida es hermosa!!

Tras cada sombra, tras cada fracaso, tras cada uno de esos dramas que nos parecen montañas inaccesibles, brilla siempre una nueva Luz...
¡Ved el ejemplo de esta gran muchacha! Ciega, sola frente a su propio mundo íntimo, sola ante su tragedia — (que para ella no lo es, ni lo ha sido nunca) — casi imposibilitada... Y, sin embargo, ella nos dice:

— (Ahora va aquí el poema de Lilitana titulado «Jacintos y Luna»)

— ¡Así son los poetas! ¡Así cantan ellos a la alegría y a la Ilusión!
¡Siempre fieles a la ruta azul de sus ensueños...!

Gabriela Mistral es otra insigne poetisa chilena...

— (Ya aquí se continúa con todo lo referente a Gabriela Mistral para concluir declamando su poema titulado «Niños descalzos»)

CONFEDERACION NACIONAL DEL TRABAJO Y CATALANISMO (1)

Leído el escrito de J. Sobrequés Callicó sobre «La C.N.T. y la cuestión nacional catalana», no resisto la tentación de opinar lo mío. En el anarquismo jamás se ha planteado el problema separatista o antiseptatista por la razón de que es un movimiento — en su aspecto coordinador — completamente desinteresado de las vocaciones nacionalistas o anacionalistas. Para los libertarios existen pueblos relacionados para ayudarse, no para disputarse.

Estudíese la forma estructural de la Confederación anarcosindicalista y se verá que en ella el interés federalista es constante. Mediante la federación de Regionales, confederalmente se obtiene una armonía de secciones muy indicada para la anulación de centralismos y de superioridad de las regiones potentes sobre las regiones débiles. Incluso, entre una regional industrial como la catalana no se establece ninguna diferencia con otra regional preeminentemente agrícola. En caso de Comunismo libertario estable, la región más rica colaboraría con la región en atraso por deber de solidaridad y no de presunción mecenarista.

Lo que preocupó al compañero Juan Peiró, y lo manifestó en sus escritos, fue la rabiosidad catalanista de algunos que en el supuesto extremista se equiparaban con el furor españolista de otros. Cataluña sí, merecedora de todos los derechos, de todas las libertades, pero no desde el Olimpo catalán, tan altamente situado, que pierde de vista a los demás pueblos de Iberia. El mundo es un conjunto de sociedades huma-

nas llamadas a entenderse y a penetrarse en un plano de igualdad y estima, civilidad hoy por hoy previsible, que los nacionalismos o estrecheces de criterio vecinal niegan, con distintos pretextos, todos ellos hinchados con el estéril gas del patriotismo. La estructura por regiones, tradicional en la C.N.T., acredita un funcionamiento federalista tendente al hermanamiento cabal de todos los pueblos ibéricos, y, por extensión, de todos los países del mundo. Yo, por ejemplo, cambiaría diez catalanes malos por un castellano bueno, como un compañero (confederal) de Castilla trocaría diez castellanos pésimos por un catalán excelente. En hombres de visión y de justiciero deseo, vamos a la extinción de la sociedad capitalista para asentar luego la sociedad igualitaria, y esto no es asunto de patrias y de fronteras, sino de reivindicaciones ciertas. Un catalán explotador no es mi compañero; un castellano obrerista, sí. Por donde se ve que nosotros estamos por encima de las manías patrióticas, generadoras de discordias que frecuentemente la Humanidad paga caras.

Por lo demás, Peiró era, entre nosotros, un excelente, un admirable amigo y compañero, pero distaba mucho de ser voz única en la Confederación, en la cual nunca predominó uno en lo que era participación de todos.

Juan FERRER

(1) Réplica enviada a una revista de Barcelona.

Comunicados

LE COMBAT SYNDICALISTE ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE DRANCY

Celebrará Asamblea General el domingo día 23 de abril en el sitio y hora de costumbre.

F. L. DE BURDEOS

La F. Local de Burdeos invita a todos los simpatizantes y compañeros a asistir a la Conferencia que sobre el interesante tema, «El Eurocomunismo» dará en lengua francesa el Profesor Barrué el domingo día 23 de abril a las 10 de la mañana en el local de la C.N.T., 42, rue de Lalande.

F. L. DE ST-DENIS

Celebrará Asamblea el día 30 de abril 1978, a las 9 de la mañana en el lugar acostumbrado.

1° DE MAYO EN MOUTPELLIER

Por la mañana a las 9 en el Pavillon Populaire sito en la Esplanada, MITIN con la participación de oradores venidos de España y de Francia.

Por la tarde, GRAN FESTIVAL DE VARIEDADES, canciones regionales y modernas, bailes clásicos y modernos, para todos los gustos.

En próximas ediciones daremos otros detalles. Retened la fecha compañeros.

PARADERO

Ruego a los compañeros supervivientes de la evasión de Melilla el 5 de abril del 1937 en un barco pesquero, se pongan en contacto con el compañero V. Victor, 32, rue de la Goutte d'Or, 75018 Paris.

«TIERRA Y LIBERTAD» — MEXICO

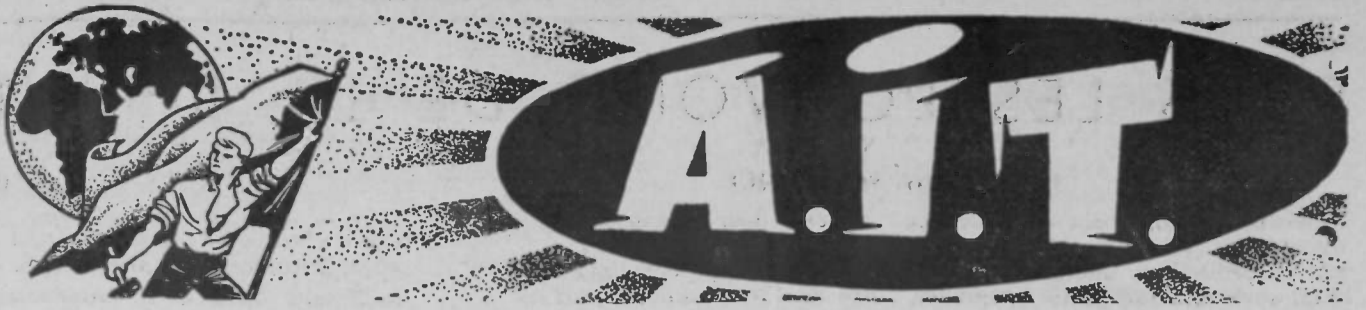
Lista de los compañeros que con su ayuda solidaria sostienen a «Tierra y Libertad» que se edita en México, correspondiendo al periodo comprendido entre el 1° de Enero al 31 de Marzo 1978:

Antonio Pardo, 10; Luis Gil, 100; Miguel Muñoz, 100; Francisco Miguel, 50; Federico Marin, 100; Angel Orellana, 50; Enrique Guiot, 60; Justa Rubio, 50; Joaquín Muria, 20; Sebastián Pérez, 50; CNT-SIA, Hyères, 250; Joaquín Ripoll, 400; Enrique Muñoz, 30; Cobos, 50; Villegas, 50; Massegur, 250; Renée Lambert, 50; Ruiz Berrocal, 60; Gistau y Bernard, 60; Idalio Canillas, 100; S. Ripoll Griño, 50; Fernando Hernández, 10; Manuel Menjón, 10; Joaquín Satué, 50; Sánchez Díaz, 100; Martín Corts, 50; Elías Conejos, 70; Manuel Menjón, 10; Teresa Roncheras, 50; José Capellas, 20; Miguel Foz, 20; Recaudado por Antonio España por venta en las FF. LL. de: Marsella, 254, Carpentras, 90; Marnagne, 77; Ste. Henri, 112, Toulon, 50; Greasque, 25; Alleins, 20 francos.

La correspondencia mandarla a Eugenio Valgüenbro, 5, rue Marie Louise, 93770 Drancy. Para envíos de giros a su C.C.P. n° 32 440 99 K La Source.

REQUISITORIA

Jo també sóc Jutge
Poema de Roc Llop incriminant Franco i el seu règim.
Preu: 3,00 F.
Al COMBATE SINDICALISTA.



AUX TRAVAILLEURS RUSSES

Des informations officielles ou officieuses en provenance de votre pays font état de la création d'un syndicat libre, face aux structures syndicales dépendantes du pouvoir soviétique.

L'Association Internationale des Travailleurs, héritière de la première Internationale, recrée en 1922, dans un sursaut d'internationalisme prolétarien et révolutionnaire, salue votre geste et votre initiative et vous assure de la solidarité des syndicalistes ré-

volutionnaires, des anarchosyndicalistes du monde.

Mais... nous avons le devoir de vous mettre en garde contre une de vos premières initiatives : votre demande de reconnaissance à l'O.I.T., l'organisme international dépendant de l'O.N.U. et inféodé aux intérêts divers des puissances en place.

Votre démarche sera inutile. En outre elle montre de votre part une imploration aux pouvoirs « différents » de celui qui meurtrit votre pays.

Et ce chemin, n'est pas le chemin de la liberté.

Ne vous méprenez pas sur le sens de l'expression « syndicalisme libre » mise dans la bouche de ce monde que l'on veut également appeler « libre ». Il n'y a pas d'autre syndicalisme libre, que le syndicalisme révolutionnaire, le marginal, dégagé de tout rapport avec les institutions de l'Etat, et de toute tutelle politique. Vous êtes socialistes, et votre lutte doit toujours

être socialiste. Elle doit refouler toute incidence politique.

Déjà, l'information transmise par les agences internationales d'information, va servir à la propagande de ceux qui, antimarxistes viscéraux, ne veulent pas entendre parler d'autres voies vers le socialisme.

Leur antimarxisme est avant tout, réaction capitaliste, maintient des structures de l'exploitation, renforcement de l'autorité, mainmise du pouvoir politique et des forces de la finance sur toutes les projections de la vie, prise individuelle ou collective.

Ne vous leurrez pas. Le monde capitaliste, qui se dit libre, fourbit sans interruption ses armes pour un renforcement de son pouvoir, vers une dictature plus ou moins masquée, mais semblable en beaucoup de points à la dictature bolchevique.

Une classe dirigeante, quelle qu'elle soit, est contraignante, autoritaire, répressive : chez vous comme partout dans le monde.

Le combat pour la liberté se mène autrement. Et à ce jour, les anarchistes, les anarchosyndicalistes, les forces du socialisme libertaire, nous sommes les seuls à le mener.

En marge de la vaste conspiration internationale contre l'homme contre la liberté, contre la dignité de l'individu et contre la vie même.

Et nous vous appelons à ce combat. Sincèrement, les bras grands ouverts.

Les traditions libertaires des soviets originaux, les luttes de Makno en Ukraine, montrèrent la voie à suivre.

Il n'y a pas d'autre monde libre, ni d'autres sentiers pour y parvenir.

Les portes du syndicalisme révolutionnaire sont ouvertes : avec nous pour une véritable révolution, ou avec le troupeau qui change de maître, mais en garde un, toujours.

TACHES DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

AU-DELA DE CERTAINS DEBATS

Parce que l'heure est à l'action, aux tâches d'organisation, et que la lutte quotidienne ne serait qu'un objectif mineur sans la préparation constante pour les responsabilités de la révolution de demain, une fois en marche, nous sommes convaincus que certains débats où quelques libertaires, quelques anarchistes s'enlisent doivent être dépassés.

Sans prétendre à aucune exclusivité, l'anarchosyndicalisme estime qu'il remplit une mission, au présent, comme pour l'avenir.

Les syndicats révolutionnaires, animés d'une volonté d'action indépendante de toutes tutelles, peuvent et doivent être demain les organismes économiques de la révolution.

Eux et eux seuls peuvent, par la force même de leur présence active empêcher la mainmise de minorités politiques dans les rouages de la production et de la distribution.

En partant de l'unité de production, de l'atelier, de la mine, du laboratoire, de l'unité agricole, tout est possible si une organisation existe, projection de ces ensembles de base coordonnant avec eux, par une décision commune, toutes les possibilités, en remplissant les vides circonstanciels de certains aspects par les excédentes possibles d'autres, en faisant jouer la solidarité révolutionnaire.

Par l'existence de la Fédération l'organisme de base, l'unité consciente et militante pallie ses propres insuffisances, et ne laisse pas trop de place aux aléas de l'improvisation et de la spontanéité du moment révolutionnaire.

L'organisation syndicale révolutionnaire existante, formée par des militants conscients en relation directe, constante, intégrale, avec le monde du travail dont elle fait partie, est prête à assumer les responsabilités d'une mise en route nouvelle des tâches économiques de la révolution.

La façon, les modalités, seront décidées, bien sûr, par la base militante, compte tenu des conditions et circonstances qui formeront le large cadre du fait révolutionnaire. Mais au sein des assemblées, la présence du syndicalisme révolutionnaire, peut, seule, faire barrage aux appétits élitistes de certaines minorités avides de tous les pouvoirs.

Et ceci, non pas en se mettant à leur place, mais en dénonçant les intérêts étranges, en éclairant la véritable face des problèmes et en facilitant la libre décision des travailleurs.

Dans l'immédiat, les tâches ne sont pas moins lourdes, la position des anarchosyndicalistes devenant de plus en plus difficile devant les efforts conjugués de toutes les forces de la convivence dans le *statu quo*, même avec des étiquettes plus ou moins

progressistes et suivant les courants à la mode.

Depuis de nombreuses années, des compagnons de combat dans les idées anarchistes nous rabachaient le thème d'une impossible adaptation des tactiques de lutte de l'anarchosyndicalisme aux conditions sociales de la société présente, comme si la lutte en marge des liens obligés d'une existence imposée fut impossible.

Outre que cela représentait reconnaître le triomphe des tactiques du capitalisme, en créant ce cadre social aliénant, concession que nous ne ferons jamais, nous étions convaincus des possibilités enfermées dans l'action directe des travailleurs en lutte.

Et en Espagne, une fois de plus, la réponse a surgi.

Quand les organes publicitaires chantèrent le psaume sacralisé de la collaboration des syndicats aux accords « pactistes » des partis politiques, en invitant les travailleurs aux élections syndicales, la C.N.T. dénonça l'imposture, le mensonge, la fraude, en se plaçant, seule, en marge des structures.

On promet à nos camarades espagnols tous les malheurs une fois ainsi placés en dehors de la vie sociale, en « outlaws » de la nouvelle Espagne. La participation plus que réduite, ridiculement basse des travailleurs à la consultation électorale et spectaculaire, malgré les millions de pesetas déversés dans la campagne, crie sans stridences, dans le silence même des commentateurs, qu'ils avaient raison.

Le renouveau de nos sections dans le monde, nourries d'éléments jeunes c'est l'ouverture vers l'avenir. Et c'est cela ce qui compte.

Les débats peuvent se poursuivre sur les possibilités, sur les capacités, sur la personnalité de nos sections, de nos syndicats, de nos militants. On ne nous entraînera pas dans une polémique dépassée. Nos tâches sont plus précises. Et elles ne peuvent se réaliser que dans nos organisations et dans le tréfond même du monde de la production, là où l'effort et la sueur sont les stigmates de l'exploitation, dans les lieux mêmes où se livre le vrai combat.

Essayer de faire de l'anarchosyndicalisme, mêlés aux tenants de la co-existence, en se plaçant parmi eux, en créant une représentativité à travers certains postes ou personnalités, c'est une tactique que nous laissons à d'autres. Elle est exclue de notre Internationale, de nos statuts, de nos déclarations de principes.

Mais entendons-nous bien, l'action dans les syndicats réformistes à la base, en travaillant les travailleurs y embrigadés, dans les lieux de travail, en faisant de la propagande, en expliquant la véritable raison et les origi-

nes des problèmes, en dénonçant l'action néfaste des bonzes syndicalistes, en poussant par nos raisonnements les assemblées à la prise de positions révolutionnaires, cela fait partie des tâches de notre syndicalisme. Il y eut toujours dans notre Internationale des minorités et des groupes syndicaux, faisant partie d'autres syndicats et d'autres centrales.

Ceci ne représente aucunement collaboration avec les structures. Mais se prévaloir de cette mission pour se hisser à des missions ou des places représentatives dans ces centrales, faire partie de leurs structures de collaboration, accepter activement la ligne de concessions au capitalisme triomphaliste, cela n'est pas révolutionnaire. C'est cela que nous condamnons.

Chez nous la collaboration est exclue, bannie, parce qu'elle est contraire à nos idées, aux résolutions de nos Congrès.

Nous avons dépassé depuis belle lurette cette étape des débats sur la race du chien qui est à la tête de la meute autoritaire. La meute est là, et c'est ce qui importe. Et nous, face à elle, jamais dans ses files.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DECLARATION

Notre section espagnole, la C.N.T., est, comme il fallait s'y attendre, la proie des services de répression de l'Etat post-franquiste, avec les mêmes dispositifs et les mêmes méthodes, les mêmes lettres de cachet de la dictature fasciste. Les procédés n'ont pas changé. Par la provocation, par le biais de tous les faux prétextes, on déchaîne la vague et nos militants se retrouvent dans les prisons du régime. Certains pour se faire assassiner comme cela a été le cas ces derniers jours.

Les sbires sont toujours les mêmes, et l'on continue d'employer les mêmes séides.

Nous n'élèverons pas des protestations en telle ou telle occasion. Notre protestation est permanente.

Nous accusons les institutions espagnoles de poursuivre en pleine conscience sa politique d'élimination des forces gênantes.

Nous savons que la C.N.T. gêne les autorités, le capital, les politiciens, les syndicalismes aux sauces différemment épicées.

Nous savons que leur rôle est de chercher l'extermination du mouvement anarchosyndicaliste espagnol. Eux sont l'Etat, nous sommes l'Anti-Etat. Ce serait de bonne lutte, si les tactiques n'étaient pas sournoises, lâches et mensongères, car ils disent agir au nom des libertés qu'ils bafouent à chaque instant.

Ils usent du mensonge, profitent de complicités honteuses, payent la provocation, rémunèrent la trahison, lancent sur le terrain les mercenaires de la terreur. Tout comme hier, comme toujours. Face à ces manœuvres mal masquées nous opposerons la solidarité des travailleurs, nous nous efforcerons de faire connaître la vérité qui se cache derrière une publicité politique qui ment et non à bon escient.

Et nous déclarerons aujourd'hui, une fois de plus, que le mensonge autoritaire ne cachera pas le crime, comme la nouvelle façade politique et les nouveaux figurants ne peuvent pas cacher la noirceur des forces qui continuent de dominer — par la répression, la contrainte, la menace et le chantage à la peur — la vie sociale, politique et économique des peuples d'Espagne.

Secrétariat A. I. T. :

J. MUÑOZ CONGOST

31, rue du Petit Tour — 87000 Limoges.

Administration Trésorier A. I. T. :

FRANCISCO PEREZ

1, Allée Jean Benais, Bat. B, App. 54
33300 BORDEAUX

C.C.P. n° 276-789 B — Bordeaux.

SOUS LES POUVOIRS DE LA HIÉRARCHIE INTERNATIONALE

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

Licé par la forte des choses et la volonté des dirigeants du Parti, au sort du capitalisme international, dont l'Etat soviétique fait partie intégrante, l'URSS est dans la crise comme un pion de plus. Le prix du café a quadruplé, l'essence a doublé, le chocolat grimpe. Malgré les avantages tirés par l'économie soviétique de la majoration des prix du pétrole — l'URSS s'alignant sur les pays de l'OPEP —, la contrepartie se fait sentir : les prix des produits qu'elle importe (installations d'usines, licences, et procédés) ont augmenté.

POLITIQUE INTERIEURE : REPRESSION, RACISME

Georgien Vladimir Ivania, nationaliste géorgien condamné à mort en janvier 1977, a été fusillé.

Pavel Abramovitch, ingénieur d'origine juive (39) a été condamné pour « parasitisme ». Il perdit son emploi en 1971 pour avoir demandé un visa pour Israël.

Iossif Bégun, également condamné pour parasitisme et pour les mêmes raisons et déporté en Sibérie orientale pendant deux ans, reste à l'expiration de la peine, interdit de séjour dans un rayon de 200 km autour de Moscou.

Quatre femmes arrêtées, vingt-trois autres assignées en résidence surveillée dans leur domicile, six interpellées par la police. Toutes, pour avoir demandé un visa d'émigration vers Israël.

Le général Grigorenko, en voyage privé aux USA pour se faire opérer, avec un visa soviétique de sortie du

ALLEMAGNE DE L'EST

Le physicien Haveman, auteur d'une lettre publiée par Spiegel en Allemagne occidentale, en faveur de Bierman, est astreint à résidence en Berlin Est et ses sorties sont très surveillées, par décision d'un tribunal à procédure d'urgence.

Son avocat Gotz Berger, a été exclu de l'association des avocats de la RDA.

La rue où Haveman habite est blo-

Trente pour cent de hausse en trois ans.

L'endettement soviétique est de l'ordre de 15 milliards de dollars.

L'augmentation du prix de produits comme le sucre et les céréales qu'elle importe pèse lourd sur le budget.

Les subventions aux prix de première nécessité pour les maintenir accessibles au pouvoir d'achat des classes défavorisées, rongent les finances russes.

Les clients diminuent... L'URSS s'installe dans les marais de la crise capitaliste.

pays valable pour six mois, a été déchiré de sa nationalité par un décret du soviétique suprême.

Chteharanski, va être jugé, « non en tant que dissident, mais en tant qu'espion à la solde du C.I.A. »

Le procès de Youri Orlov doit commencer incessamment.

Après la condamnation de Podrabinek, dans un procès de quelques heures pour détention d'armes et de munitions (placées dans son domicile par le KGB) on attend celle de Guinzbourg, maintenu au secret depuis le 3 janvier.

Sept psychiatres soviétiques sont persécutés par le KGB parce qu'il refusent de traiter des « patients politiques ». Ils ont été démis de leurs fonctions, certains arrêtés, et l'un d'eux déclaré malade mental et soumis à des traitements forcés dans un hôpital psychiatrique spécial.

quée en permanence par un camion et une voiture de police. Tous les piétons qui traversent la rue sont contrôlés nuit et jour. Seul ses fils sont autorisés à lui rendre visite.

Quand il quitte le quartier, il est suivi par quatre ou cinq voitures de police afin d'empêcher tout entretien. Des projecteurs éclairent la maison toute la nuit.

Un véritable siège.

POLONNE

D'après les renseignements pris au cours d'un colloque à Bruxelles, des dissidents des pays de l'Est, au mois de janvier, le Comité d'autodéfense sociale de Pologne accroît son action. En contact avec les milieux ouvriers et avec leur appui, une publication Robotnik (L'ouvrier), circule clandestinement.

L'historien polonais Pomian, en exil à Paris déclarait à cette occasion :

En partant du principe que la liberté n'est pas donnée mais se conquiert on crée ainsi des liens et des espaces de liberté. On apprend à être libre ;

c'est difficile d'apprendre à liquider le flic que chacun porte en soi. Je pense que le pouvoir a perdu l'initiative. Non qu'il soit incapable d'arrêter encore des milliers de personnes. Encore que personne ne sache ce qui se passerait alors. Pour l'instant incapable d'imaginer toute solution pour débloquer la situation, le pouvoir a recours à des expédients (refus de passeports, perquisitions, interpellations...)

Il doit composer avec la force ouvrière dont il a peur.

ROUMANIE

Une procédure disciplinaire a été engagée contre un ex-dirigeant du B.C. à la suite d'une lettre ouverte où il dénonçait la discrimination dont il est l'objet dans le pays, la minorité hongroise de Transylvanie. (L'univer-

sité et d'autres centres de langue hongroise ont été fermés.)

M. Kirali qui se retira de la vie politique roumaine en 1972 mène depuis une sourde bataille qui trouve un certain écho dans les publications de Budapest.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Procès de Lederer, Pavlicek Ravel et Hornst. Des condamnations oscillant entre 14 mois et trois ans d'emprisonnement.

« Au centre du procédé et de notre condamnation se trouve la littérature que nous avons envoyée à l'étranger. »

« Le jugement affirme que de l'avis des juges, qui ne sont pas des experts dans la matière, certains de ces textes ont un caractère antisocialiste. Plusieurs des auteurs même auraient exprimé ouvertement ou de façon cachée leur désaccord avec l'ordre social et étatique socialiste et auraient attaqué la culture socialiste. »

« C'est ainsi que le tribunal de la Ville de Prague juge la partie la plus

remarquable de notre littérature des années 1970, laquelle malheureusement ne peut être publiée dans des maisons d'édition normale car les auteurs se trouvent sur des listes noires. »

Les textes envoyés à l'étranger étaient parus auparavant aux éditions Petlice (ouvrages dactylographiés à quelques douzaines d'exemplaires circulant de main en main). Et jamais les éditions Petlice n'ont été accusées d'activité contre l'Etat.

Incidents à Prague entre plus de 200 signataires de la Charte 77 qui voulaient participer au bal du syndicat des cheminots et la police, qui les refoula.

DANS L'EUROPE DITE DEMOCRATIQUE

REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

Grève nationale des dockers. Echec des négociations. La base pousse. Les règlements acceptés par les dirigeants sont refusés par 16 000 travailleurs.

Grèves ponctuelles dans les imprimeries de Munich, Frankfort, Cologne et Hambourg. Les directions syndicales du réformisme organisent des referendums avec l'espoir caché de ne pas arriver aux 75 % exigés pour déclarer la grève illimitée.

Les métallurgistes du Baden Wurtemberg entrent dans le circuit des grèves. Il s'agit pour les ouvriers allemands de lutter contre la tactique de « rationalisation » qui commence en Allemagne.

L'automatisation progressive de la production et la mise en route des ordinateurs, non seulement réduit le nombre d'emplois, mais « rétrograde » les ouvriers spécialisés, chargés seulement de surveillance, perdant leur qualification et voyant diminuer leurs salaires.

Les accords signés par les dirigeants des syndicats de l'imprimerie sont dévalués par la base, les obligeant ainsi à faire volte face et poursuivre le mouvement de grève.

Plus de 100 quotidiens empêchés de paraître.

Lock-out patronal. Dans la métallurgie, les grèves touchent les usines de Daimler Benz, Bosch, Porsche, et Standart Electric... Soixante-cinq mille grévistes dans l'industrie automobile.

GRANDE-BRETAGNE

Neuf semaines de grève chez les pompiers. Les dirigeants syndicaux malmenés par les grévistes.

Echec des négociations salariales dans la sidérurgie.

Les électriciens, contre la politique salariale du gouvernement travailliste réclament 30 % d'augmentation de leurs salaires.

Les mineurs refusent les propositions patronales et exigent 92 % d'augmentation des salaires pour les mineurs de fond.

Grève des employés des messageries de presse et des ouvriers imprimeurs (déclarée illégale) et qui réclament 20 % d'augmentation.

FRANCE

Les après élections s'annoncent comme une suite sans discontinuité pour la situation économique des travailleurs.

Danone, à Pont de Vivaux, occupée par les ouvriers depuis juillet 77 pour défendre leur outil de travail, a été le terrain d'action des milices privées, masquées et armées de gourindes et de carabines avec des voitures de liaison. Chassant le piquet de grève déménagèrent une partie du matériel de l'usine et endommagèrent le restant.

Une trentaine d'hommes, également masqués et armés, surveillaient les abords de l'usine pendant l'opération.

La police, présente, assista indifférente. Le préfet se refuse à faire des commentaires.

Les 400 salariés de Cegedur Péchiney (Loire) occupent l'usine depuis le 4 mars.

Occupation surprise des locaux du siège Kodak par les employés de l'usine de Vincennes, en grève chaque samedi, pour des meilleures conditions de travail.

A Strasbourg, à la grève de la General Motors, la direction répond par une mise en chômage technique du personnel.

A Corbeil, les tourneurs de la SNEC MA sont en grève : La direction voudrait imposer à chaque tourneur la surveillance de deux tours.

Les grévistes de Rhône Poulenc Textile de Colmar occupent l'usine.

Grève dans l'hôtellerie.

Le personnel de CAEM Chauffage à Mulbach occupe l'usine pour protester contre 127 licenciements.

L'occupation de CIT Alcatel se poursuit.

Term Cailhox annonce son intention de licencier plus de la moitié de ses effectifs.

LES MINEURS DES APPALACHES (USA)

Ils ont tenu le coup, jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Malgré l'action destructive et négative de leur direction syndicale. Malgré l'injonction de la Maison Blanche en application de la loi Taft Hartley.

Et quoi que puissent dire les dirigeants de l'UMW, le triomphe n'est pas du syndicat, mais des travailleurs des mines de charbon. Ils ont tenu bon pendant cent dix jours de grève, avec leurs seuls moyens.

L'économie américaine trembla. L'exploit des mineurs, dont les revendications tenaient plutôt à des avantages sociaux qu'à des questions de salaire, est d'autant plus courageux, qu'ils se trouvèrent tout le temps placés face à une opinion savamment mal informée des véritables raisons d'une grève dure.

Le patronat essayait de réduire les prestations pour accident et maladie, il exigeait la renonciation au droit de grèves décidées localement, dites « sauvages ».

Le Conflit, dans certaines mines du Kentucky, dure depuis de nombreux mois.

Les racines poussent plus loin ; dans les grèves de juin EPBC soutenues vaillamment malgré la présence des gardes armés, les affrontements et l'emprisonnement des militants syndicaux. Et contre l'avis des dirigeants syndicaux qui ne vinrent les visiter qu'accompagnés de gardes du corps.

La base militante refuse les structures figées du syndicalisme américain. Surtout les nouvelles générations.

Récemment un de ces dirigeants à la manqué déclarait :

« Il y a parmi les jeunes arrivés à l'UMW, des radicaux qui ne comprennent rien au syndicalisme et qui ne croient pas aux contrats. Leurs motifs sont politiques ou idéologiques. Ils se mettent en grève sans réfléchir, non pour obtenir un avantage mais parce qu'ils sont en colère contre

leur employeur ou contre le système tout entier, ou contre les deux. »

Et cela dépasse la mentalité du « syndicalisme » américain : a plusieurs reprises les accords pris par les dirigeants avec les propriétaires des mines ont été refoulés par les militants. Miller et ses suivants ont été mis en échec par la volonté des travailleurs intéressés.

C'est évident que les dirigeants syndicaux avaient tout intérêt à faire passer la prétention patronale de condamner les grèves sauvages décidées par la base. Les travailleurs ont dit NON. Cent soixante mille grévistes. Bel exemple. L'économie américaine, le plan énergétique Carter mis en danger. Voici donc un bon exemple des possibilités énormes de la grève en tous pays.

Dirigeants syndicaux, patrons, grandes compagnies, l'Etat même mis en échec devant la volonté décidée des travailleurs. Bravo pour les mineurs des Appalaches!

AMERIQUE LATINE : Domaine de la misère et du sang

ARGENTINE

Arrestations de 2 000 Chiliens, le 12 janvier, dans la province frontalière de Chabat au sud du pays. Enfermés dans le gymnase municipal de Trelew et dans une base ancienne, elles attendent le bon vouloir des militaires.

— Dans le cadre de la « rationalisation » administrative, 4 000 chemists furent licenciés entre 1966 et 1967. On prévoit le licenciement de 9 000 autres en 1978.

— L'insécurité, c'est l'apanage quotidien de la vie argentine : enlèvements, disparitions, assassinats, tortures, violation permanente des droits de l'homme ; activités impunies des commandos paramilitaires aidés par la police et l'armée.

Le terrorisme d'extrême droite n'est pas seulement toléré par Vidiella et ses sbires, mais appuyé et encouragé par eux.

Les exécutions par tirs dans le dos, et sous le prétexte du « délit de fuite » sont nombreuses.

De très bonne source on sait que les commandos se préparent à multiplier les actions punitives et les provocations pendant la Coupe du monde de football.

— Les salaires réels ont baissé de 35 % environ.

— Après les grèves du secteur du Transport à Buenos-Aires le mois d'Octobre et qui firent plusieurs morts, une cinquantaine d'ouvriers sont toujours emprisonnés ou disparus.

— Le 14 mars une mutinerie éclata dans la prison de Villa Devoto. Les armes automatiques entrèrent en action : soixante morts, autant de blessés.

Le plan gouvernemental d'exécutions massives à l'occasion de révoltes entrainé en action.

URUGUAY

Lors d'une conférence de presse, début février à Paris furent dénoncées les violations fréquentes et croissantes des droits de l'homme par le gouvernement uruguayen depuis juin 73 : arrestations sans mandat, détentions administratives prolongées, pratique systématique de la torture physique et psychologique, enlèvement de citoyens sur le territoire national ou sur celui de l'Argentine... etc.

Utilisation rétroactive des lois sur la sécurité nationale contre les juges estimés complaisants. Arrestation d'avocats de prisonniers politiques, enlèvement d'enfants, pratique accélérée de l'antisémitisme.

Entre 5 000 et 7 000 prisonniers politiques, le 2 % de la population. Les prisonniers politiques, doivent payer au gouvernement, les « frais d'hébergement ».

BOLIVIE

Le mouvement de grèves de la faim déclenché en faveur de l'amnistie, obtint satisfaction, malgré la grève de 24 heures des syndicats officiels et décrétée par le gouvernement.

Le mouvement clandestin agit en conséquence.

Malgré l'action des pistoleros d'extrême droite, tuant des manifestants et des grévistes, le mouvement prit une telle ampleur que le 18 janvier le gouvernement annonçait l'amnistie générale pour tous les prisonniers,

Dans l'Europe dite démocratique FRANCE

— Messi, dans les Yvelines, dépose son bilan. Le sort de 250 ouvriers bien compromis.

— Soferac, à La Rochelle, ferme ses portes et envoie au chômage ses 80 employés.

Et pour une « bonne nouvelle », le plan acier qui prévoyait le licenciement de 16 000 ouvriers pour le 1^{er} avril 1979, annonce que probablement ce chiffre passera de 16 000 à 20 000 et que, à la suite et entre 1979 et 1982, 15 000 autres emplois seront supprimés.

exilés, personnes mises en résidence surveillée et fugitifs politiques ou syndicaux, avec réintégration de tous les mineurs renvoyés.

— Libération des grévistes de la faim emprisonnés.

Mas Banzer annonçait parallèlement :

« L'amnistie générale ne laissera les ennemis de la Bolivie impunis. »

Le gouvernement lève l'interdiction — imposée en 1974 — d'activités syndicales et autorise la reconstitution de la Confédération des travailleurs boliviens, mais... les coordonnateurs du travail nommés par le gouvernement, remplacent les dirigeants syndicaux.

BRESIL

Onze arrestations à Arribela sous l'accusation de subversion :

— Arrestation du journaliste qui interrogea le lieutenant colonel emprisonné pour avoir demandé le rétablissement de l'Etat de Droit.

— L'escadron de la mort a fait 45 morts de plus à Rio de Janeiro en sept semaines. Toutes les victimes ont été torturées.

VENEZUELA

Manifestations protestataires des étudiants à Guarenas à l'est de Caracas.

Le siège local du parti gouvernemental et celui de l'opposition incendiés.

Riposte au meurtre d'un étudiant à San Felipe tué lors de la manifestation du 14 février devant le siège régional du parti au pouvoir. Un autre étudiant de 16 ans tué à Caracas le 22 du même mois. La garde nationale et les commandos antiémeutes occupent les points stratégiques de la capitale.

SAN SALVADOR

Affrontements avec la police le 17 mars à l'occasion d'une manifestation de paysans que l'autorité avait interdit. Neuf morts et vingt-cinq blessés.

PEROU

Quatre mille ouvriers des aciéries de Sider-Perou en grève depuis quatre mois.

Le 13 janvier heurtés avec la police. Deux morts.

Quarante-huit heures de grève de solidarité à Chimbote.

Proclamation de l'état d'urgence.

Grève générale le 27 février à Lima.

Troubles dans la ceinture de Bidonvilles de la capitale.

Arrêts de travail également à Cuzco. Des barricades dressées dans les rues.

Intervention des blindés de l'armée.

Les grévistes et les manifestants réclament le réembauchage des travailleurs licenciés à la suite de la grève générale de juillet 77 et l'amnistie

contre les militants syndicaux poursuivis. Le mouvement de grèves de la faim commencé le 28 janvier et ayant les mêmes objectifs se poursuit, malgré les interventions de la police.

Celle-ci rentre dans les locaux occupés par les grévistes de la faim et les emmène dans les hopitaux de l'armée et les commissariats. La hiérarchie catholique colombienne s'est déclarée

contre ce mouvement de grève ; même si certains des grévistes ont cherché refuge dans les églises.

NICARAGUA

Après l'assassinat d'un journaliste d'opposition, qui dénonça le honteux trafic de plasma humain qui se fait au pays avec la complicité du président, le 12 janvier, une imposante manifestation suivit les obsèques de la victime.

Le pays resta paralysé pendant 24 heures.

Paysans, occupants des bidonvilles, chômeurs, ouvriers et étudiants défilèrent dans les rues de Managua scandant : A bas la dictature !

Des propriétés du président Somoza ainsi que les sièges de banques américaines françaises et japonaises furent incendiées.

De nombreux véhicules détruits, des locaux pillés. L'intervention de la po-

lice ne put arrêter la colère des manifestants convaincus comme tout le monde de la complicité du gouvernement dans le crime.

L'armée considère « l'affaire » comme close, avec l'arrestation des quatre assassins présumés.

L'un d'eux déclara avoir reçu 15 000 dollars des mains d'un Américain d'origine cubaine, le directeur de l'usine de ramassage de Plasmacriminée par les articles de La Prensa.

Les dépositions des quatre exécuteurs impliquent outre cet Cubain, l'ex-président de la Banque du Logement et un ancien président de la Chambre des députés.

Grève générale, le 26 janvier. Affrontements entre manifestants et policiers dans tout le pays. Six morts et douze blessés à Matagalpa.

Plus de cent cinquante arrestations.

Proclamation de l'Etat d'urgence.

Quatre-vingt pour cent des activités du pays touchés par la grève.

Le 7 et le 8 février, on voyait se dresser des barricades dans les rues de la capitale.

Le 28 février l'agitation reprenait. Dans le quartier de Moninbo à Massaya, les Indiens dressaient à nouveau des barricades résistant à la garde nationale armée de canons légers, aux hélicoptères lançant des bombes au gaz, et aux blindés.

Près de 200 civils tués par la mitraille de la garde nationale lancée à l'assaut du quartier indien.

Des dizaines de cadavres, d'hommes, de femmes et enfants dans les rues.

Des centaines d'arrestations et d'enlèvements.

Les étudiants retranchés à leur tour dans le centre universitaire Ruben Dario munis d'armes légères, durent faire face aux assauts de la garde nationale. Trois morts.

D'autres affrontements signalés à Diriamba, Boaco et Arinandéga.

Le premier mars la grève générale paralysait la capitale.

De nouveaux affrontements et coups de feu à Massaya, à Leon, à Jinotepe.

GUATEMALA

Une organisation américaine, le Latin American Bureau, déclarait au mois de février que au moins 20 000 assassinats politiques ont été commis depuis 1968 au Guatemala, dont plus de 15 000 entre 1970 et 1974. Assassins réalisés par les groupes terroristes de droite soutenus par le gouvernement Arana.

Ce sont l'œuvre de la Main Blanche, l'organisation paramilitaire du vice-président Sandoval et du MLN, le mouvement d'extrême droite.

CONTINENT AFRICAIN

TUNISIE

Des graves, de très graves incidents. Affrontements entre les forces syndicales de l'UGTT et le gouvernement du néo-Destour.

Rupture des ponts entre le pouvoir et la Syndicale.

Les informateurs officiels parlent de mainmise, de l'influence lybienne sur la direction syndicale.

Le fait est évident, le mécontentement du peuple tunisien trouva dans ces rivalités un exutoire.

Les désordres ne sont qu'un constat : beaucoup de choses ne vont pas bien dans le paradis destourien.

La lutte pour la succession va être dure.

La répression — il fallait s'y attendre — a été brutale, violente, à la mesure d'un pouvoir qui veut s'affirmer fort devant ses propres faiblesses.

Malgré tout, en profitant de ces rivalités, la rue a parlé. Les nouvelles générations ne veulent pas du despotisme illustré. Et pour que tout rentre dans l'ordre, une fois les leaders syndicaux en prison, une nouvelle direction de l'UGTT entre en fonctions.

ETHIOPIE

Sept cent opposés tués, cinq mille huit cents arrêtés pendant ces derniers mois à Addis-Abéba.

Des dirigeants du PRPE, réfugiés au Soudan, déclarent : « En quatre mois, 3 500 personnes ont été liquidées par les autorités du Org avec l'appui des Cubains et des Soviétiques ».

Tout cela au nom tout nouveau du marxisme léninisme.

La répression agit même auprès des enfants. Des arrestations s'effectuent dans les écoles maternelles.

« La révolution va de l'avant affirme la presse officielle qui écrit : « la terreur révolutionnaire rougeois ».

Entre 50 et 150 personnes sont liquidées chaque nuit à Addis Abeba. Dans les nouvelles prisons de quartier (294 dans la capitale) s'amoncellent quarante mille prisonniers.

Le nombre de prisonniers dans tout le pays approche des cent mille.

Les Soviétiques et les Cubains qualifient cette répression féroce de lutte de classes. Il est vrai qu'ils en ont l'habitude.

L'INTERNATIONALE SOCIALISTE EN ACTION

ALLEMAGNE FEDERALE

Info Bug, le journal non conformiste, qui diffusait des informations sur la lutte quotidienne que mène le peuple allemand contre la répression propre de la social-démocratie, subit à son tour le coup de la loi.

Les imprimeurs du journal sont en prison.

La police commença par des saisies, des perquisitions et des intimidations aux vendeurs...

Et la loi 129, créée contre ceux qui « soutiennent une association terroriste » fut pondue au bon moment.

Info Bug est l'œuvre des terroristes, selon la version officielle et leurs imprimeurs, son des soutiens de l'action terroriste.

Arrestations et poursuites contre onze personnes. Non pas les rédacteurs. Mais les imprimeurs. En leur faisant payer le délit d'imprimer, sement la terreur et d'autres se refusent à mettre en machine des textes des « rouges ». L'absurde de la loi se double de la mauvaise foi dans l'interprétation, de la mauvaise conscience

des gouvernants. Même s'ils appartiennent à l'Internationale socialiste.

AU PORTUGAL

La contre-révolution accélère. Soares, le leader socialiste, a présenté à l'assemblée, deux projets de loi concernant les entreprises occupées et gérées par les travailleurs. Les patrons disposeront de par cette loi, de deux ans pour signer la restitution de leurs « entreprises ».

Elles seront, si les patrons le veulent, enlevées aux travailleurs, et remises aux exploiters qui furent le soutien du salazarisme. Comme les propriétés agricoles, les ateliers et les usines que leurs patrons abandonnèrent lors de la révolution d'avril, la peur aux trousse, seront rendues. Et tout rentrera dans l'ordre capitaliste des choses, par la grâce et l'œuvre des socialistes au pouvoir.

RÉFLEXIONS SUR LA RÉVOLUTION CHINOISE

Dans une Chine économiquement attardée où les vieilles classes au Pouvoir étaient incapables de réaliser l'industrialisation, la jeune bourgeoisie naissante n'avait ni la force ni le courage de révolutionner les vieilles structures sociales pour pouvoir atteindre une véritable modernisation. Une bureaucratie devait accomplir les « tâches des bourgeois ». Par sa stratégie d'encerclage des villes par les campagnes, le P.C.C. a créé une armée de paysans qui, organisée par un parti bourgeois en est devenu l'instrument propre. La soi-disant Révolution de 1949 n'a rien à voir avec une véritable révolution socialiste. Ce n'était qu'une prise de Pouvoir violente de l'Etat par une bureaucratie mieux placée pour diriger le Capitalisme national.

Pour la bureaucratie maoïste, la seule façon était d'imposer un régime d'exploitation féroce et d'austérité : journées de travail très longues, salaires très bas, interdiction des grèves, conditions de travail déplorables, pas de choix d'emploi...

La bureaucratie chinoise au Pouvoir a eu pour conséquence l'industrialisation, et non le contraire... Bien vite, deux conceptions de la modernisation totale de la Chine apparaissent.

La faction maoïste radicale (incarquée par Chiang Chin, Wang Hung-Wen, Chang Chun-Chiao et Yao Wen-Yuan) faisait confiance aux masses populaires et à leur conscience politique profonde développée par MAO — tandis que les nostalgiques du Capitalisme (Liu Shao-Chi, Teng Hsiao-Ping...) prônaient la hiérarchie salariale et les stimulants matériels pour augmenter la productivité, et l'ouverture vers l'extérieur. Ces deux lignes n'étaient en fait que l'expression de deux facteurs ennemis de la classe capitaliste et bureaucratique dominante pour renforcer l'exploitation des masses.

La modernisation de l'économie chinoise selon MAO, a été expérimentée à fond en 1958, avec la politique des « 3 Drapeaux Rouges » ; programme général de construction socialiste, le Grand Bond en Avant et la création des communes populaires. Conséquence : trois années de difficultés économiques.

Le Grand Bond en Avant a été un lamentable échec et les deux factions à l'intérieur du Parti redoublèrent la violence de leur lutte politique. L'influence de MAO fut réduite en décembre 58, lorsque selon lui, il fut contraint de renoncer à la présidence de l'Etat, ne conservant que la Présidence du Parti.

Les « tenants du Capitalisme » profitèrent du retrait de MAO pour faire adopter une série de mesures pour développer et moderniser l'économie selon leurs propres conceptions.

MAO fit débiter la Grande Révolution Culturelle en 66. Elle vit l'affrontement des deux factions bureaucratiques et une tentative pour façonner le peuple chinois dans le moule des idées de MAO. Les masses montrèrent aussitôt leur vif mécontentement pour

la politique des « tenants du Capitalisme » et pour le système bureaucratique constitué en 49.

Une pseudo-révolution se changeait en une véritable révolution où le Peuple s'était organisé pour s'emparer de l'appareil d'Etat. Avec l'aide de Lin Piao et des militaires, MAO écrasa les masses révolutionnaires.

L'appareil bureaucratique, momentanément contrôlé par MAO, menait la Chine vers un renforcement de la « dictature féodale social-fasciste ».

Ce régime encourage l'opportunisme politique, le culte outré de MAO, l'hypocrisie socialiste et le loyalisme exagéré. Les camps de détention sont tout aussi inhumains que les massacres des incidents historiques du « 18 Mars », du « 12 Avril », du « 30 Mai » et du « 23 Juin » qui ont fait dans la seule province de Kwangtung près de 40.000 morts parmi les cadres et les masses révolutionnaires et plus d'un million d'autres incarcérés, surveillés ou réprimés.

Lin Piao, l'héritier officiel de MAO et son compagnon d'armes le plus proche, devient un abominable traître après avoir comploté contre MAO, en septembre 71. Mais il périt lors de sa fuite dans un accident d'avion. Une fois de plus, les bureaucrates ont manœuvré à l'insu des masses qui n'ont été informées de « l'Affaire Lin Piao » que des mois plus tard.

En 73, Teng Hsiao Ping est rétabli dans ses fonctions. Il devient un ponton du P.C.C. et s'aligne sur Chou En Lai que les vrais révolutionnaires méprisent pour son opportunisme.

Extraits de «MINUS 8», Revue Libertaire d'Hong-Kong

Texte de Lee Ya See et Wu Che,

traduits par l'Agence "Feuilles Libres"

C'est lui qui est visé par le « Mouvement Contre-la-Marée » et le mouvement anti-confucius formés par la faction bureaucratique radicale ; mais Chou En Lai neutralise ces attaques en louvoyant et en les identifiant au courant de Lin Piao.

Au début d'avril 76 se produisent à Pékin les incidents de la Place Tien An Men qui donnent lieu à une émeute, où jusqu'à 10.000 personnes apportent leur participation.

L'ordre est rétabli dans le sang. Teng Hsiao Ping est congédié et Hua Kuo Feng est nommé vice-président du Comité Central du P.C.C. et Premier Ministre en infraction à la constitution chinoise.

Contrairement aux communiqués de l'Agence de presse Chine Nouvelle, la manifestation et l'émeute étaient spontanées. Le Quotidien du Peuple refusa d'admettre que la cause immédiate des incidents était le retrait prématuré des couronnes mortuaires à la mémoire de Chou En Lai durant la fête du Ching Ming. De plus, ce journal prétend qu'une minorité aurait voulu apporter son soutien à Teng Hsiao Ping et à sa politique déviationniste de droite, alors que des témoins

oculaires affirment qu'ils n'ont pas entendu ni vu un quelconque soutien à Teng Hsiao Ping. Quel profit aurait pu tirer Teng et ses nostalgiques du Capitalisme d'une manifestation de masse sans les actions correspondantes pour s'emparer du Pouvoir ?

La manifestation spontanée de cent mille personnes de la Place Tien An Men exprime l'immense haine des Chinois pour le système actuel et les classes dominantes et leur volonté de prendre en charge leur propre destinée. Ils se sont soulevés pour la première fois depuis la Révolution Culturelle, en profitant et feignant de rendre hommage à CHON, à cause de la répression extrême du système actuel.

Les bureaucrates ont ensemble agi très rapidement pour faire taire les masses par la force.

Les deux factions ennemies en apparence se sont unies parce que le Peuple mettait en péril leur autorité et leur faisait peur.

La révolution socialiste est difficile à atteindre, mais elle mettra fin à l'époque barbare de MAO dans quel temps.

ESPAGNE : LA REPRESSION CONTRE LA CNT

Tous les prétextes sont bons. Toutes les occasions profitables. La C.N.T. dérange le pacte de soumission signé par les autres organisations syndicales et les partis politiques avec le gouvernement.

Le non-conformisme peut faire tache d'huile. Surtout dans un climat d'incertitude et de gabegie politique.

Et pour éviter cela, pour jeter le discrédit sur l'anarchosyndicalisme et stopper la progression de la C.N.T. le pouvoir et ses complices agissent.

Ce que l'on a titré, incidents à la Scala en est une preuve. Le pouvoir est conscient que la C.N.T. n'a rien à voir avec l'attentat, mais il se précipite à accumuler de fausses preuves.

C'est la politique de la démocratie italienne d'il y a quelques années.

Nos compagnons espagnols ont réagi promptement, clairement, énergiquement. Ils accusent les pouvoirs publics de provocation. Reprennent de vieux slogans, la police accuse la C.N.T. d'être une organisation parti-

sane de la lutte armée, s'appuyant sur la FAI dont le credo (toujours la version policière) est la violence et le terrorisme.

Les mêmes arguments du franquisme, maniés par les mêmes hommes du franquisme, se succédant à eux-mêmes dans l'après franquisme. Sous les fourches caudines.

La spéculation sur la présence de l'armée dans le présent du pays est comme l'épée de Damoclès une menace sur la politique politicienne de la monarchie espagnole.

La peur des fantômes d'autrefois pèse sur les hommes qui se veulent d'un renouveau plus qu'incertain.

Des vieux lascars d'une gauche de mauvais teint comme Carrillo, ou de nouveaux promus d'une autre gauche aux accents teutons comme Gonzalez plient le genou et baissent la crête.

Un demi-pas en avant trois en arrière. Ainsi s'affirme la politique de Suarez et celle des forces de l'« opposition à Sa Majesté ».

Du pacte de la Moncloa, il ne reste que l'application unilatérale et arbitraire des points jugés « convenables ».

Les remous actifs des hommes des cathédrales porte ses fruits. Les soutanes risquaient de perdre beaucoup, d'après les intentions prêtées au projet de Constitution nouvelle.

La déclaration collective des évêques en novembre, constitua une menace, celle d'une guerre de religion.

Le parti communiste, le premier, s'incline : il se déclare partisan des subventions aux écoles religieuses.

Les socialistes, par la bouche de leur secrétaire général, déclarent sans pudeur que le Parti ne voulait plus tomber dans l'erreur de 1931 et se faire du clergé un redoutable adversaire.

L'armée est donc, là, l'Eglise et ses privilèges restent. Ils ont fait une petite place aux aspirants au pouvoir, ils ont entrouvert certains portillons, mais tout l'appareil RESTE EN PLACE.

Ils n'ont fait que s'assurer certaines complicités favorables, et la roue continue à tourner... dans leur sens.

SOLIDARITE ENVERS UNE MILITANTE LIBERTAIRE DISPARUE

Le 22-8-77 la camarade Nelida FORTI, de 41 ans, partait par voie aérienne avec 5 de ses 6 enfants, pour rejoindre son mari, échappé aux forces répressives argentines.

Juste au moment de l'envol, la police, fit arrêter l'appareil et cria le nom complet du mari. Un de ses enfants qui porte le même prénom se présenta. Vu son âge (entre 13 et 15 ans) la police comprit qu'il s'agissait du fils, et arrêta toute la famille.

Donnés comme disparus quelque temps après, un Comité de défense constitué par la J.S. et la FORA, obtint la libération des cinq enfants,

qui partirent pour le Venezuela. Sur Nelida, rien. Malgré l'intervention de l'ambassade du Venezuela et de lettres répétées qui sont toujours déclarées perdues par les autorités argentines. Le général Harguindeguy déclare ne rien savoir de cet affaire.

Rien à faire malgré toutes les démarches. On ignore où est prisonnière Nelida Forti et même si elle est encore en vie.

On demande à toutes les organisations libertaires, à tous les mouvements progressistes de s'adresser aux autorités argentines en réclamant la libération de notre camarade.

DE LA F. O. R. A.

«Organizacion Obrera», l'organe d'expression de la Fédération Ouvrière Régionale Argentine (F.O.R.A.) est parue malgré tous les avatars en décembre 1977. Les camarades argentins nous ont fait parvenir un exemplaire.

Format réduit, contenu pléthorique d'idées et de positions. Nous lisons dans ses pages, au sujet des organismes du terrorisme officiel :

« Ce pouvoir jouit d'une telle impunité, que le président de l'exécutif ne sait même pas où se trouvent les séquestrés, et disparus, des centaines de personnes, qui ne sont pas seulement des inconnus, mais aussi des personnages qui ont eu

des postes de responsabilité dans le gouvernement.

» De telle façon que si nous ajoutons au désastre économique que nous vivons les travailleurs, les sinistres persécutions, le résultat n'est qu'un panorama de terreur et d'incertitude dans lequel se débat notre peuple.

Et plus loin :

« Il n'y a pas de libertés publiques en République Argentine. Mais cela n'est pas tout. A l'ombre de toutes les interdictions, de toutes les mutilations du droit public, l'appareil syndical continue de fonctionner avec ses conducteurs, ses appointés, ses scribes, au service de poli-

ticiens et gouvernants, tandis que les ouvriers ne peuvent rien décider de leurs intérêts de classe.

» A quoi servent ces syndicats qui ne remplissent point des objectifs libérateurs et qui ne luttent point pour les droits de leurs adhérents ? »

«Organizacion Obrera» informe également sur les grèves chez Renault à Córdoba et dans la branche du verre à Quilmes.

Notes diverses de la Sociedad de Oficios Varios, du Comité pro-prisonniers, les Syndicats des plombiers, de ceux des constructions navales... etc.

Construcción

Hoy vamos a abordar en lo posible la problemática del sector de la construcción, uno de los más conflictivos, más peculiares y de índole más general de la vida española, por ser aparte del más importante en cuanto a trabajadores y empresas que lo componen, el que a su vez arrastra más cantidad de potencial humano y empresas de carácter auxiliar, involucrando en sus fluctuaciones a sectores tan diversos y numerosos, que en su conjunto son aún superiores a su propio sector.

Me refiero concretamente a los servicios, similares, proveedores, fabricantes, productores de materias primas, transportes, minería, industria de la madera, industrias químicas y un largo etcétera.

Industrias y manipulaciones que indirectamente se encuentran comprometidos por los vaivenes y vicisitudes por que atraviesa el sector.

Y si a esto añadimos el carácter general o de ámbito nacional de la industria, que no se localiza por sí sólo en determinados puntos de nuestra geografía, sino que por su expansión sus problemas afectan a todas las regiones, a todas las ciudades y a todos los pueblos del país, tendremos que por derecho propio, la crisis de la construcción es la más grave e importante de todas, yo aseguraría que es la «crisis madre» que nos asola, y que en buena parte la solución de la crisis de otras ramas de la producción dependen de la marcha más o menos favorable de nuestro sector.

Pero la normalidad de la construcción es en el día de hoy poco menos que una utopía. Y las razones más significativas por decirlo así son las siguientes.

Descapitalización de las empresas, sobre todo las pequeñas y medianas, a las que la crisis que se viene arrastrando durante estos años afectó más intensamente, y que carecen de recursos para financiar por sí mismas cualquier tipo de obra.

Negativas o pretextos de la Banca, para ayudar con ningún tipo de recursos a todos estos empresarios que se encuentran en franca bancarrota y al borde de la quiebra.

Temor de los empresarios que tienen algún trabajo a aumentar sus plantillas, ante la incertidumbre laboral y de pedidos.

Aumento del gravamen en los costos de la Seguridad Social.

Absentismo y falta de fe en los trabajadores del sector, al ver que sus salarios han quedado congelados por el pacto del Gobierno con las centrales políticas U.G.T. y CC. OO. con respecto al coste de las subsistencias, y que ha mermado considerablemente su poder adquisitivo, y rebajado su nivel de vida a cotas tan infamantes como las peores de los tiempos del franquismo.

Falta de interés por parte del Estado para dedicar presupuestos extraordinarios con destino a la construcción de obras necesarias y de las que está deficitario el país, tales como escuelas, sanatorios, guarderías, instalaciones deportivas, vías de comunicación, saneamiento y depuración de aguas y desperdicios, redes de riego, centrales eléctricas, viviendas sociales, reforma y conservación de edificios públicos, dotar a infinidad de pueblos de agua potable, alcantarillado y alumbrado del que todavía carecen, etc., etc.

Inhibición del capitalismo a invertir en dicho sector por razones políticas y económicas.

Políticas, porque se han propuesto crear una situación social insostenible que justifique una regresión al pasado dictatorial, y que fuese aceptada en general, aunque no en su totalidad, con la pasiva indiferencia de una comunidad «amorcillada» y sin ilusiones ideológicas, que



aceptaría como mal menor un «pinchetazo». Claro que eso lo creen ellos así, porque la realidad es muy otra.

Y económicas, porque en la actualidad no disfrutan de la impunidad en que han venido desarrollando sus operaciones especulativas y merced a las cuales podían aumentar sus capitales en la proporción de diez por uno anualmente sin correr el menor riesgo, y que les impulsaba a tener su dinero empleado sin reposo en una desenfrenada inversión.

Para apoyar estas consideraciones expuestas y otras de menor importancia que omito, me basta con aportar algunos datos oficiales que son lo suficientemente elocuentes por sí solos. Estos datos especifican la diferencia entre 1976 y 1977, que son las últimas cifras estadísticas que existen.

La licitación privada ha descendido en un 10 por 100.

El mercado de obra nueva ha descendido en un 6 por 100.

Las viviendas protegidas empezadas han decrecido un 18 por 100.

El programa de viviendas sociales estipulado en 1977 en 120.000 unidades, ha quedado reducido a 33.784. Y de éstas una gran parte pertenecen a proyectos ya en marcha que se adherieron a dicho programa durante su elaboración.

El paro en el sector ha aumentado de diciembre de 1976 al mismo mes de 1977, en un 9,6 por 100. Que arroja un total de 230.000 parados.

También la descapitalización del sector ha influido en la renovación de la maquinaria envejecida o deteriorada que supone una reducción en la productividad de un 2,4 por 100, con el consiguiente encarecimiento de la obra terminada.

Tan deteriorada es la economía de las empresas que el endeudamiento a corto plazo del sector de la construcción con la Banca privada ha llegado a suponer el 39 por 100 de su total producción.

por Nicolás HOZAS

Y por si todo esto fuera poco, las perspectivas para este año de «gracia» de 1978, son aún más desfavorables, pues a la atonía inversora general privada, debemos añadir que el aumento de los fondos públicos es solamente de un 9 por 100, que no sólo es insuficiente para la solución de cualquier problema, sino que está muy por debajo de la tasa de inflación registrada oficialmente.

Y así está la situación y las perspectivas de este sector industrial y de los que dependemos de él. No sé lo que en un futuro más o menos próximo van a decidir los trabajadores que nos vemos afectados. Si van a seguir confiando en sus líderes o en sus gobernantes para la solución del mismo. Ignoro si por el contrario se van a sentir capaces de afrontar sus problemas con la certidumbre que la solución de los mismos ya no puede seguir en manos de terceros, que han demostrado en unos casos su incapacidad y en otros su deseo de no solucionar nada.

Quizá al fin despierten de su letargo conformista, y decidan hacer oír su voz y reclamar el derecho que tienen como profesionales del sector a tratar como parte más interesada y capaz de dar la solución a esta crisis, originada en gran parte por el intrusismo y especulación de quienes han venido manejando los destinos de la industria, a los que habría que despojar de toda clase de cargos agradeciéndoles los «servicios prestados», por haber sumido a los verdaderos profesionales del ramo en este caos en que nos encontramos.

Sobre las soluciones posibles en estos momentos hablaremos otro día.

Madrid 2 de abril 1978.



A TODOS LOS TRABAJADORES DE LA CONSTRUCCION

La actual crisis económica, provocada por los capitalistas y que afecta a todos los sectores de la producción española, no podía dejar de caer con todo su enorme peso sobre el ramo de la Construcción, siendo éste el más afectado.

Muchos son los problemas que afectan a nuestro sector en la situación actual, unos generales, como la inflación (que para los trabajadores se concreta en el aumento constante de la carestía de la vida y el paro) que inciden especialmente sobre nosotros, y otros más concretos de nuestro sector, como son: LA EVENTUALIDAD, LOS DESTAJOS, LAS CONDICIONES DE SEGURIDAD E HIGIENE, SALARIOS, DESPIDOS, JUBILACION, etc. etc. Todos ellos constituyen una larga serie de problemas que es necesario plantearnos y buscarles solución en la lucha.

« CARTA A UN OBRERO »

I

Suele suceder que la brevedad de un texto solicite amplios comentarios. Así de la «Carta a un Obrero», escrita en Oriemurgo (Alemania), el 1º de agosto de 1945.

Vaya por delante que consideramos sinceras las declaraciones de su autor, Francisco Largo Caballero, responsable primero que fue del P.S.O.E. y sostén decidido de la U.G.T., cuando nos dice que no le guía ningún rencor contra nadie al escribirla. Que en ella sólo traduce grandes preocupaciones y no menos profundas reflexiones sobre el porvenir político de España, como también social.

Estas consideraciones nos recuerdan no obstante que otras personas han tenido necesidad de rectificar los objetivos de sus propias vidas escarmentando a veces en cabeza ajena. Berta de Suttner, por ejemplo, presenció la dramática muerte de numerosos miembros machos de su familia tradicionalmente destinados al «noble arte de la guerra» (!). Ese drama la hizo escribir «¡Abajo las Armas!», libro de protesta contra la guerra, su esencia brutal y sus consecuencias criminales. Este ejemplo hace innecesario abundar en tantos otros como nos da la historia.

Algún lector pensará que no cabe ahora fijar nuestra mirada ni prestar nuestra atención sobre un texto viejo de 33 años, escrito con amabilidad muy castellana por un hombre que contaría ahora 109 y que contaba 76 cuando lo escribió.

Nos negaríamos a comentar ese texto sí, pese a nuestras diferencias de apreciación y de conceptos, nos sintiéramos alejados del profundo respeto que nos merecen hombres de la talla del socialista madrileño a quien en vida dijeron también sinceramente su opinión nuestros compañeros ancianos, siempre dentro de las reglas de la cortesía exponiendo sus argumentos. No comentaríamos el texto tampoco, si no mediaran diversos factores que nos parecen esenciales: 1º Que, afortunadamente, Largo Caballero gozaba en 1945 de todas sus facultades mentales; 2º Que esa «Carta a un Obrero» da, sin duda alguna, la verdadera dimensión de su pensamiento político y social al confrontarlo con las siguientes tres facetas de su existencia que nunca separó de la vida del pueblo español, a saber: a) pasado de luchas; b) pausa tras el entonces drama mundial reciente del que la guerra civil española fue el prólogo tremendo; c) mirada hacia el porvenir. En fin, 3er punto: que las ediciones «Claridad», con sello de la U.G.T. y fechada en Madrid el 23 de marzo de 1970 presentaban la segunda edición del texto citado.

Esa re-edición remozaba, pues, el pensamiento del buen albañil que fue L. Caballero, pensamiento presentado al sindicalismo y al socialismo españoles como la pauta ejemplar a seguir.

De marzo de 1970 a noviembre de 1975 media poco más de cinco años. Las formulaciones de Oriemurgo habían sido actualizadas. Sin embargo, la conducta actual del P.S. y de la U.G.T. se alejan de aquéllas. Quizá, dentro menos tiempo que se pueda pensar, con el pecado se descubrirá la penitencia. A menos que el sindicalismo ugetista y el socialismo español hallen refugio bueno en la definición política de Mitterrand quien no ha mucho, declaraba que «la política es el arte del compromiso».

Seguiremos, desde la semana próxima viendo los textos.

Fernando FERRER

CONGRESO INTERNACIONAL DE FEDERACIONES ANARQUISTAS (23-27 mayo 1978)

Mensaje del Secretariado Permanente del Comité Nacional de la C. N. T.

Madrid 18 de Marzo 1978.

A todos los compañeros y delegados del Congreso de la I.F.A.

Con motivo de la reunión internacional que celebran en tierras italianas los grupos y compañeros anarquistas, el Secretariado Permanente del Comité Nacional de la Confederación Nacional del Trabajo se complace en dirigir a todos su saludo más fraternal deseándoles acierto en sus deliberaciones y en la discusión orientada sobre todo a estudiar la problemática del anarquismo ante los trabajadores y el movimiento en general.

Conocemos el vivo interés que demuestran en estos momentos los anarquistas italianos y los compañeros de todos los países en general ante el fenómeno del sindicalismo obrero y la posibilidad que se ofrece a las ideas libertarias y anárquicas de conectar con esta realidad para intentar influir en el sentido que, de acuerdo con nuestras concepciones, debe desembocar en un tipo nuevo de sociedad no constreñida por el autoritarismo, sino organizada sobre las bases de la libertad y la solidaridad.

La C.N.T. española tiene conciencia de estar viviendo en estos momentos en un mundo en el que se han producido cambios importantes con relación a la época anterior de vigencia de nuestra organización, que termina en 1939. Por supuesto se trata de la evolución normal de las sociedades capitalistas. Este hecho ha aportado planteamientos varios, prácticas nuevas, de las que tenemos conciencia y a los que hay que dar respuesta. Pero esto no quiere decir que debamos modificar nuestros supuestos esenciales, que a nuestro juicio son tan válidos hoy como ayer. Inserta en el seno de un mundo que cambia continuamente, la C.N.T. reivindica globalmente hoy sus contenidos de siempre con una visión enriquecida y una comprensión clara de los nuevos problemas.

Los compañeros que abordan hoy el tema del sindicalismo obrero, e incluso del relanzamiento del anarcosindicalismo en países y latitudes donde determinadas circunstancias históricas provocaron su desaparición, se plantean con preocupación cómo hay que entender hoy el anarcosindicalismo y la función que conviene adscribirle. Pero esto, es también un problema nuestro, que nos afecta, que está siendo debatido en España, y que sin duda tendrá un lugar en la temática de nuestro próximo Congreso nacional.

Al referirse hoy al anarcosindicalismo, algunos grupos o compañeros hablan de **organización global**. Nuestra opinión en este tema, que queremos dar muy resumida, porque no tenemos en este momento tiempo para más, es que en cierto modo nosotros siempre entendimos de este modo a la C.N.T., la cual, para empezar, en su formulación del **Comunismo libertario**, esboza, se quiera o no una alternativa global de transformación de la sociedad. Por otra parte, tanto el sindicalismo revolucionario como el anarcosindicalismo tienen en sus contenidos una indiscutible universalidad, precisamente por la adopción en ellos de la idea fuerza del anarquismo, que es al mismo tiempo una filosofía de la historia, una filosofía del hombre y una sociología de liberación. El anarcosindicalismo es una formulación universal que ofrecemos al hombre

en general, tanto al profesor universitario, como al científico que trabaja en su laboratorio, o al trabajador manual que labora en la fábrica o en el campo. De ahí la globalidad congénita del anarcosindicalismo y en este caso de la C.N.T.

Pero aquí hay que distinguir algunas cosas peculiares. Este globalismo no puede llevarnos de nuevo precisamente a las situaciones de las que a todo trance hay que salir en estos momentos, o al menos se pretende, es decir, los ghetsos ideológicos, el aislamiento con relación a los trabajadores, la compartimentación al infinito de grupos libertarios y anarquistas que, paradójicamente, tienen todos una misma genealogía.

Sin perder de vista el problema de los fines y las prácticas globales, a nuestro juicio la finalidad fundamental del anarcosindicalismo, del sindicalismo anárquico, del sindicalismo revolucionario, es llevar directamente nuestras alternativas al mundo del trabajo. Pensamos que decir **mundo del trabajo**, decir **movimiento obrero** equivale casi a decir **pueblo**, porque muy pocos son o somos los que escapamos del conjunto de actividades económicas e industriales que constituyen las relaciones de producción. Muy pocos los que se eximen de llevar a cabo un **trabajo determinado**, independiente de cual sea la naturaleza o utilidad de este trabajo, que esto es otra cuestión. Por consiguiente, y para resumir este punto, la **acción anarcosindicalista inteligentemente llevada en el mundo del trabajo, conlleva las ideas y las alternativas libertarias al torrente circulatorio y sanguíneo del cuerpo social**. Por consiguiente: a nuestro juicio el primer imperativo de nuestro movimiento, de nuestras organizaciones sindicales anarcosindicalistas, debe ser esta atención preferente al movimiento obrero. Aquí hay que hacer una precisión muy clara: el trabajo que esto implica es muy duro. Exige asiduidad, no diletantismo. Significa que hay que trabajar sin cesar en un trabajo oscuro, ingrato, de clarificación, de educación, de persuasión, que no admite respiros ni treguas, puesto que hay que estar dando constantemente alternativas y soluciones a los trabajadores. Tenemos aquí, pues un tipo de militancia muy dura, que algunos compañeros rehuyen, eligiendo la línea del menor esfuerzo, que les lleve o les pueda llevar a otro tipo de militancia, más específica y afinitaria, más cómoda por el hecho de encontrar numerosos elementos que para empezar se identifican con él y están de acuerdo con él: así eligen muchos compañeros el ecologismo, el naturismo, las cuestiones culturales, los barrios, los ateneos, la acción ideológica específica.

Y no es que no concedamos a estas actividades la enorme importancia que tienen en estos momentos, no. Todo lo contrario. Lo que decimos es que no hay que resignarse a dejar en manos de los autoritarios el Movimiento obrero, las fábricas, los talleres, los laboratorios, los lugares de trabajo, y a nuestro juicio, donde estos lugares se hayan perdido por diversos avatares históricos, hay que hacer un esfuerzo sobrehumano e intentar recuperar una iniciativa, la reconquista de ese movimiento. Porque de lo contrario, las organizaciones mastodónticas del sindicalismo reformista autoritario, nos empujarán a la **marginalidad**. Y

esta marginalidad bizantina es la que ha desmoralizado el anarquismo internacional en nuestros días, hasta el punto de incapacitarle para hablar un mismo lenguaje, incluso en la misma latitud geográfica.

Esta es la filosofía profunda de la C.N.T. en este momento: el anarcosindicalismo español no es la fuerza de 1936, ni la correlación de fuerzas existente es la misma, pero no ha perdido la batalla del Movimiento obrero y no quiere perderla. No quiere verse empujado a la marginalidad, porque ello supondría la destrucción, primero de la C.N.T., luego del Movimiento Libertario y del Anarquismo en general en todas sus tendencias, formas, matices. Creemos, y esto no es arrogancia, compañeros, que la C.N.T. es en España en estos momentos el baluarte de todo lo libertario, la infraestructura de toda nuestra proyección anárquica presente y futura. En esta fragua florecerán sobre nuestra cimentación mil formas prodigiosas de pensamientos y práctica libertaria y se extenderán en forma de valores a nuestro pueblo, potenciando una nueva ciudadanía.

Lo que queremos decir finalmente es que para nosotros, a tenor de la experiencia histórica, **globalidad** no puede ser ni debe ser dispersar la atención y la actividad hacia múltiples actividades que paulatinamente irían absorbiendo lo mejor de nuestro esfuerzo, llevándonos acaso por las aludidas líneas de la menor resistencia, a los aspectos menos esenciales de nuestra misión como organización anarcosindicalista que contempla como primera realidad a los trabajadores.

Por supuesto que los militantes de la C.N.T. no agotan su militancia en el sindicato y en los lugares de trabajo. En ningún tiempo de su historia lo hicieron, proyectándose también en el barrio donde hacen en

realidad su vida, ofreciendo su apoyo y respaldo a los ateneos libertarios, a sus actividades culturales diversas, a la acción de la ciudadanía que **debe ir prefigurando** la alternativa libertaria de la Comuna o el Municipio Libre frente a las formas sufragistas y politiqueras de los Ayuntamientos burgueses. Por supuesto que estas actividades y aquellas no son incompatibles. Pero aquí habría que potenciar el nacimiento y el desarrollo de un Movimiento Libertario, abarcador de las múltiples facetas del globalismo que el anarcosindicalismo como expresión sindical del anarquismo puede abarcar sólo; precisamente por el orden de prioridades que hemos expuesto.

De manera que la C.N.T. propicia la necesidad de un Movimiento Libertario, del que ella sería sólo una faceta concreta, armónica y complementaria de las demás facetas. La faceta «especializada» de C.N.T. sería llevar al campo de las relaciones industriales las ideas fuerza del anarquismo, la C.N.T. trabajaría junto a las demás corrientes de ese movimiento libertario, aún no estructurado realmente, pero que su necesidad ya ha sido entrevista y hemos tocado en diversos plenos nacionales sin aún haber hecho definiciones claras, sobre todo porque la urgencia de otros problemas han hegemonizado por ahora nuestra atención. Pero la globalidad y el carácter universal del anarcosindicalismo, nos inclina por vocación a la necesidad de potenciar ese movimiento libertario, de facetas múltiples, autónomas, complementarias y solidarias. En realidad, amigos y compañeros, estas facetas prefiguran la plenitud de la sociedad futura.

Recibid todos un abrazo fraternal y anárquico.

S. P. del Comité Nacional de la Confederación Nacional del Trabajo.

NOTA DE LA SECRETARIA DE CULTURA Y PROPAGANDA DEL S.I.



Cuadro en colores impreso en off-set, de 60 x 40 centímetros, simbolizando varias fases de la epopeya revolucionaria de 1936-33.

Obra del compañero José Vergara y entregado por éste en beneficio de Pro-España.

Puede adquirirse al precio de 10 francos ejemplar, a la dirección siguiente: Honorio Martínez, 4, rue de Belfort, C.N.T., 2º, 31000 Toulouse (Francia).

Con miras a aminorar en lo posible gastos de envío, etc. encarecemos a las FF. LL. que hagan por pedir globalmente los ejemplares de sus respectivas localidades.

ELLE COMBATE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-88.

Le 31 janvier dernier, Martin Villa ministre de l'Intérieur espagnol déclarait :

« Il faut en finir avec la montée de l'anarchisme en Espagne; aucune amnistie ne sera accordée dorénavant. »

(Déjà Franco avait dit - et presque fait - : « S'il le faut, je fusillerais la moitié de l'Espagne. »)

Cette déclaration de guerre, adressée au mouvement anarchiste, et plus précisément à la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.), syndicat anarcho-sindicaliste qui regroupe de nombreux anarchistes, s'explique par la position prise par cette organisation au cours des mois derniers :

— refus de signer le pacte de la Moncloa en août 1977 (la C.N.T. est la seule organisation syndicale ayant refusé de collaborer à la mise en place de la « démocratie »),

— boycott des élections syndicales en février dernier; élections visant à institutionnaliser le syndicalisme et à réduire au rôle de courroie de transmission entre le pouvoir et les travailleurs.

La C.N.T. a montré clairement au pouvoir qu'elle n'acceptait pas de se compromettre, y compris avec une démocratie.

L'attentat contre la « Scala », le 15 janvier dernier, a été l'occasion rêvée pour frapper un grand coup contre la C.N.T. Il suffisait de rejeter la responsabilité de l'attentat sur des membres de cette organisation et le tour était joué... Même si la C.N.T. a pu prouver son absence d'implication; on sait bien que le vieux dicton « il n'y a pas de fumée sans feu » fonctionne bien dans la tête des gens et qu'on ne sort jamais entièrement blanchi d'une accusation, même lorsqu'elle est démentie par la suite. Dès lors, des rafles visant les milieux libertaires se sont

succédées et ont abouti à la détention d'une quarantaine de militants libertaires, dont 5 à Valence, 14 à Barcelone, 9 à Madrid, 12 à Séville, et d'autres, plus récemment, à Valladolid.

Ces copains ont été soumis pendant 3 jours à des tortures physiques (la « roue », le sac en plastique, la pendaison par les mains, etc.) et morales (menaces de mort et de viol sur les compagnes des détenus), afin de leur extorquer des aveux et de leur faire signer des dépositions préparées par la police.

L'affaire a été démesurément grossie par les média espagnols (radio, TV, journaux), qui ont présenté les détenus comme de dangereux individus appartenant à un réseau terroriste international (de fait, quatre des détenus sont français).

On connaît ce procédé désormais classique qui consiste à porter des accusations fallacieuses sur tout groupe opposant afin de le discréditer aux yeux de l'opinion et de justifier ainsi sa répression.

En attaquant le milieu libertaire, c'est la C.N.T. qui est visée, en tant que force politique avec laquelle il faut compter. Le moyen le plus sûr de l'affaiblir est de jeter le discrédit sur la fraction non négligeable de ses adhérents qui se recrutent dans le milieu libertaire. La C.N.T. ne s'y est d'ailleurs pas trompée; sa position est claire : elle s'est déclarée entièrement solidaire des détenus, qu'ils aient ou non leur carte de

membre de cette organisation. Il est d'ailleurs difficile de ne pas avoir cette position, étant donné le caractère arbitraire des détentions.

Ainsi, certains des copains détenus se voient reprocher leur appartenance au mouvement libertaire ou les liens d'amitié entretenus avec d'autres copains. Le gouvernement espagnol est d'ailleurs contraint de faire machine arrière et de relâcher progressivement ceux dont l'absence d'implication est trop flagrante.

La situation des détenus est fort préoccupante :

— les avocats n'ont pas encore eu accès aux dossiers, sous le prétexte que l'instruction n'est pas encore close ! Ce qui signifie que le sort des copains dépend entièrement du bon vouloir du juge...

— la demande de mise en liberté provisoire en faveur des deux français encore détenus, Victor Simal et Bernard Pensiot, a été refusée,

— les conditions de détention sont déplorables; à la suite de la mutinerie qui a éclaté à la Modelo à Barcelone, le 18 mars dernier, deux des copains détenus, Andrés et Boni, ont dû être hospitalisés.

Depuis, les repréailles collectives

imposées par la direction pénitentiaire vont jusqu'à la négation des droits les plus élémentaires : absence d'eau, de WC, interdiction de sortir dans la cour, humiliations diverses, etc.

Le 14 mars, Agustin Rueda, anarchiste emprisonné à Madrid depuis le mois d'octobre 1977, est décédé à la suite des coups infligés lors d'un interrogatoire de l'administration pénitentiaire.

Cet assassinat a soulevé une profonde indignation au sein des prisonniers qui ont décidé d'entamer une grève de la faim pour exiger que cette affaire soit éclaircie.

Face à cette vaste opération de répression, et dans le but d'arracher le plus vite possible les copains à la prison, il faut faire en sorte que l'information circule rapidement afin de déjouer la conspiration du silence et organiser le soutien le plus large.

Il faut que les autorités espagnoles sachent que, hors des frontières de leur pays, beaucoup de gens réprouvent ces méthodes. Cette réprobation peut, entre autres, se manifester par l'envoi massif de lettres au juge d'instruction à Madrid.

LES ACCUSÉS DE LA « SCALA »
PARLENT EN PAGE 8

Comunicados

LE COMBAT SYNDICALISTE
ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE ST-DENIS

Celebrará Asamblea el día 30 de abril 1978, a las 9 de la mañana en el lugar acostumbrado.

ACTIVIDADES EN PROVENZA

DOS JIRAS CONFEDERALES Y LIBERTARIAS. La primera tendrá lugar el domingo 28 de mayo 1978, en la magnífica «Fôret des Cèdres» en Cabrières d'Avignon (Vaucluse).

La segunda se celebrará en la hermosa pineda-playa de «L'Ayguade» en Hyères (Var) el domingo 25 de Junio 1978.

En ambas se desarrollarán juegos infantiles, música variada, comida campestre, alocución de actualidad, radio-«crochet», etc.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, invita fraternalmente a todos los afiliados de sus Federaciones Locales, familiares, simpatizantes, emigrados, amantes de la naturaleza y a la juventud antifascista y revolucionaria.

En la Jira de Hyères todos los ancianos residentes en la casa de reposo del «Beau Séjour», sin distinción, serán los invitados, como todos los años, de la familia confederal y libertaria de Provenza.

La próxima Jira Inter-Nuclear, organizada en conjunto con el Héruault-Gard-Lozère, tendrá lugar el mes de julio. La fecha y el lugar serán anunciados oportunamente.

F. L. DE THIAIS

Celebrará Asamblea el domingo 7 de mayo en el lugar y hora habituales.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el domingo día 14 de mayo a la hora y en el lugar acostumbrado.

ADMINISTRATIVAS

— Luis Lizán, Thuir. Recibida la tuya. Agotado el libro que pides de Monclús.

— Castejón, Venissieux. Giro de 110,00 frs. pago «C. S.» año 78.

— Jean Brugués, Mane. Giro de 60,00 frs. Distribución indicada.

— Bernal Joaquín, Sète. Recibido giro de 110,00 frs. Pago «C. S.» hasta el 31-12-78.

— Mías Antonio, Brive. Recibido giro 165,80 frs. pago «C. S.» año 78 y Librería. Enviamos números de «C. S.» solicitados.

— Travé Emilio, Cenon. Giro de 550,00 francos, pago «C. S.» números indicados 220 ejemplares.

— Benzal Guillermo, Gardanne. Con tu giro de 110,00 frs. pagas «C. S.» año 1978.

— Azcona, Nemours. Recibido tu giro de 150,00 frs. Distribución indicada.

MITIN DEL PRIMERO DE MAYO EN MONTPELLIER

La Comisión de Relaciones del H. G. L. de la C.N.T. de España en el Exilio, tiene organizado un MITIN para el 1° de Mayo, el que tendrá lugar en el Pavillon Populaire a las 9 de mañana, sito en la Esplanada de Montpellier, con la participación de

RAMON LIARTE, de la C.N.T. de España en el Exilio;

GASTON RIDEL, de la C.N.T. francesa y

ENRIQUE MARCOS, secretario del C. R. de Cataluña de la C.N.T.

Por la tarde a las 14,30, GRAN FESTIVAL DE VARIEDADES con la participación de la Orquesta «L'Accordéon de Montpellier», y el Grupo de Toulouse, con sus simpáticos artistas que deleitarán al público con sus canciones y bailes.

Espanoles y amigos franceses quedan cordialmente invitados.

«Carta a un obrero»

II

En la citada introducción escrita en 1963 «Claridad» declara, pág. 1, que «25 años más tarde (1945-63), algunas palabras de Largo Caballero tienen casi un sabor profético cuando rehúsa erigir al exilio en exclusivo representante de los destinos de España (...) insistiendo firmemente en señalar que únicamente en las Orgs. del Interior reside la autoridad política y sindical».

Bueno. Esa actitud no era profética. Era sencillamente la actitud de un hombre que no había perdido ni el sentido de la lógica ni el sentido común indispensable sobre todo en aquellos momentos en que tanta gente le volvía la espalda precisamente a la lógica y al sentido común. Lógica y sensatez mostraron los anarcosindicalistas en mayo del 1945 adaptándose a los acuerdos tomados al respecto desde 1944 a medida que se contrastaban ideas y se emprendían nuevas acciones para abatir al franquismo. Esa lógica se extendió hasta donde debía extenderse a partir del momento en que intervino en los asuntos nacionales españoles la reacción larvada del nefasto Comité de No Intervención. Desde siempre habíamos tenido el convencimiento que más tarde expresó Largo Caballero diciendo (pág. 1) que «el franquismo no abandonará el poder voluntariamente; no cederá tampoco a la presión internacional; que ésta presión internacional, al menos en su aspecto gubernamental, nos abandonará también finalmente...»

Al respecto cabe recordar la justificada desazón de Indalecio Prieto quien tuvo que rendirse a la evidencia de nuestra razón cuando denunciábamos el juego sucio de Atlés. Este se sirvió del drama español para ganar las elecciones. Después, representando al Partido Laborista fue nombrado primer inglés. Luego, invocando la sobada razón de Estado se separó de Prieto, representante que era del P.S.O.E. Pasado el tiempo el inglés fue ennoblecido por la corona y tras haber neutralizado la influencia del exilio español en su lucha contra el franquismo se retiró de la política.

Es después de la segunda guerra mundial que Caballero reivindica (pág. 2) «las preocupaciones federalistas de los socialistas y Sindicalistas Catalanes». (El subrayado es nuestro.) Nótese que esos sindicalistas catalanes son, no cabe duda, los de la C.N.T., cuyas siglas no pronuncia en ningún momento. No sabemos por qué, aunque salta a la vista, según me dice un amigo que está detrás de mí leyendo lo que escribo:

«Caballero, — dicen los editores siempre en la pág. 2, — escribe: «... sin una transformación radical de las estructuras político-administrativas del Estado español, no será posible incorporar a la mayoría de los españoles a la obra inmensa de reconstrucción.» «Crítica la «carica-»

tura» de los departamentos franceses y el centralismo que aprisiona la libertad». En Caballero reside, «firme e ineludible la condición primera del hombre que hizo frente a los totalitarismos fascista y nazi y otras presiones» que, como se verá unas líneas más abajo, son los comunistas que tanto le combatieron y que parece le dan razón denunciando con «el culto de la personalidad» una parte de los crímenes de la dictadura Stalinista, por lo que «hoy más que nunca conviene ver clara esta cuestión». Ya que «...suplicando las libertades fundamentales, instaurando el Partido Único, encadenando los sindicatos al Partido y al Estado, desembocamos en una dictadura burocrática capaz de derivar hacia la más terrible tiranía. Hé aquí el mayor de los peligros que amenazan toda construcción socialista». Frente a ellos, dicen los editores, Caballero señala los remedios: «libertad sindical, plena autonomía de las organizaciones sindicales obreras frente al Estado y en relación con los Partidos...» (pág. 3).

Ante tales afirmaciones renovadas hace cinco años por el P. S., ante las posibilidades para las organizaciones obreras de independizarse de toda tutela política; a sabiendas que esa independencia es el principio básico de acción para la clase trabajadora, cabe preguntarse qué ha sucedido, en qué ha parado el concepto de libertad sindical cuando, en lugar de preservarlo, todos los partidos políticos pelean para crear su propio sindicato y así unir los intereses obreros a los suyos propios.

Por otra parte Caballero estudia el panorama de la emigración española y concluía en que su unidad «sin ser imposible es muy difícil». Aludía a las heridas infligidas a (pág. 4) «... la dignidad y honradez política de millares de hombres de todas las tendencias ideológicas, con la política y conducta inmoral de muchos de los que, ahora, se erigen en paladines de una unión destrozada por ellos con campañas calumniosas y difamatorias». Se refiere, sin nombrarlo, al P.C.E., del que Indalecio Prieto, en la pág. 6 de su informe presentado el día 11 de noviembre de 1944 al grupo parlamentario Socialista residente en Méjico, decía textualmente: «Las gentes agrupadas bajo esa denominación política (P.C.E.), llaman a su lado, como sabéis, a los requetés, al clero, a la CEDA, a los falangistas y a los generales...»

Terminando Caballero su pensamiento sobre la unión escribía: «Una unión sincera, construida sobre bases sólidas de compenetración del pensamiento y en la conducta, será imposible; la unión ficticia, simulada, hija de conveniencias políticas para engañar a los de fuera, sostenida por lazos de débil consistencia, expuesta a ser rota al más pequeño contratiempo, podrá realizarse.»

¿Han aprendido la lección los sucesores socialistas españoles? ¿Han considerado aquellas meditaciones? Pensamos que no. Como el P. S. de Mitterrand en Francia se empujaban continuando la carrera hacia el gobierno en lugar de negarse a una competición de evidente amoralidad en todos los aspectos. Ese empujamiento, alimentado casi exclusivamente por el miedo de dejarse arrebatar por el P. C. el puesto preponderante que mantiene el P. S. en España, podría muy bien ser la raíz de su propia derrota a medio o largo plazo, primero en lo político y social y después en lo humano. Porque el P. C. seguirá poniendo en juego su agilidad sofística y dema-

gógica; si le conviene se aliara con los grupos gubernamentales de la derecha; votará las proposiciones de ley que los socialistas rechacen con tal de debilitarles aunque ellos no se refuercen y, en fin de cuentas, harán jugar su potencial dictatorial, lanzando consignas repetidas por sus incondicionales, tendentes a probar que el verdadero saboteador de la marcha hacia la izquierda es el partido socialista.

Fernando FERRER

LIBROS

- «Ciudad Caída», Carmona Blanco 10 00
- «Socialismo Libre frente a mitología revolucionaria», F. Valera 20 00
- «¿Qué es la Propiedad?», Proudhon 20 00
- «Malatesta, vida e ideas», Vernon Richards 25 00
- «La Soutane et le Veston» 12 00
- «La Anarquía», por Enrique Malatesta, 2,00 F.
- «Nacionalismo y Cultura» R. Rocker 30 00
- Unamuno, «Andanzas y visiones españolas» 21 00
- «La estabilidad del latifundismo», J. Martínez Alier 42 00
- «A los jóvenes», por Pedro Kropotkin, 1 F.
- «Journal d'un Educateur», Jules Celma 15 00
- «Dans le mortier» 10 00
- «Avisos Históricos», Pellicer . . . 7 50
- «Les Mémoires de Beria», Alain Williams 30 00
- «Voyage de Psychodore», Ryner 8 00
- «Útiles después de Muertos», C. M. Pellecer 30 00
- «Los bolcheviques y el control obrero (1917-21)», «El Estado y la contrarrevolución», M. Brinton 12 00
- «Mi Exilio», R. López Barrantes 40 00
- «Historia de Cataluña», J. Reglá 16 00
- «El Mito de la Cruzada», H. R. Southworth 18 00
- «Cómo gasta el Estado el dinero de los españoles», Vicente de Sebastián 6 00
- «Salvador Seguí. Su vida, su obra», Varios 5 00
- «Porqué perdimos la Guerra», D. Abad de Santillán 40 00
- «Teníamos que perder», J. García Pradas 40 00
- «Poemes de Llum i Tenebra», Roc Llop 10 00
- «España Desnuda», F. Olaya 20 00
- «Federico Urales y Ricardo Mella, teóricos del anarquismo español», Agustí Segarra 9 00
- «Els anarquistes, educadors del Poble» (La Revista Blanca, 1898-1905), Pròleg de F. Montseny, textos en castellano 30 00
- «Realizaciones y estructuras de la Comarca de Monzón (Huesca)» 10 00
- «Historia de la F.A.I.», Gómez Casas 25 00
- «Pasión y muerte de los españoles en Exilio», Federica Montseny 30 00
- «La España de Franco» (2 vol. 1939-1942 y 1943-1945) R. Garriga 100 00
- «El Franquismo — Historia y balance, 1939-1969», J. Geörgel 36 00
- «La Quinta Columna» - Memorias de la Guerra Civil española 1936-39», Santos Alcocer 50 00
- «Cien Capítulos de la Retaguardia» E. Domínguez 50 00
- «El general Miaja defensor de Madrid», A. López 50 00

Giros y pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

LA LUCHA SOCIAL, HOY, PASA POR SU DENUNCIA

ASISTIMOS AL ASCENSO
DEL NUEVO FASCISMO

El mitin de la C.N.T. celebrado el pasado 16 de abril en el Palais de la Mutualité de Paris puso de manifiesto, a través de las intervenciones de tres compañeros, críticamente, un proceso de normalización-terrorización que puede calificarse como el advenimiento del nuevo fascismo, y a través del cual la Patronal, el Capital, han encontrado los mismos auxiliares de que se valieron Hitler, Mussolini, Stalin, Lenin para instaurar el Campo de Concentración Contemporáneo: los «sindicatos», controlados por partidos políticos organizados según las normas paramilitares del «centralismo democrático» bolchevique, que venden carne humana, horas de trabajo, la vida de los obreros, en «asambleas», «comités», que ellos controlan y ofrecen a la Patronal a cambio de despachos y control político.

Lenin-Trotsky militarizaron, por vez primera, los sindicatos soviéticos, fusilando a los sindicalistas revolucionarios (socialistas y anarcosindicalistas). Hitler y Mussolini se sirvieron del mismo modelo histórico para crear sus propios sindicatos y S.S., armas eficaces para controlar los campos de concentración, creados en la URSS, por orden directa de Lenin, y utilizados con el mismo fin: la fundación del Capitalismo de Estado.

Stalin amplía la base capitalista creada por ellos: los ciudadanos-trabajadores son considerados como «capital social» del Estado; «masa monetaria» que es necesario invertir en obras estatales, instaurando la militarización del trabajo, fusilando a los más significados sindicalistas. Gorki ha contado como tales campos de trabajo-concentración estaban vigilados, directamente, por el Ejército Rojo y la Policía Estatal.

Los Partidos Comunistas de Francia, España e Italia nacen, precisamente, bajo el influjo de la política exterior stalinista, durante los años treinta. Los mismos sistemas de terrorización de la clase trabajadora son impuestos militarmente; y las checas que habían servido para ma-

sacrar a los anarcosindicalistas rusos a partir de abril de 1918 son instaladas en Madrid y Barcelona en el 1936-39.

Cuarenta años más tarde, los mismos líderes que controlaban los mismos partidos continúan controlando el mismo sistema de control político-piramidal: Así, Santiago Carrillo continúa ejerciendo las mismas tareas político-policiales.

La acumulación de capital del Estado moderno cuenta, desde la teoría leninista del Estado, con un nuevo método de militarización y terrorización: los obreros deben someterse al dictado del comité central del Partido Comunista, cuyo secretario general, iluminado, recibe directamente del cielo marxista-leninista la revelación sagrada. Los obreros deben (modelo trotskista) obedecer o ser sometidos a la terrorización del partido. Las S.S. nazis funcionaban según los mismos esquemas de poder militar.

En España, hoy, como el P.C.E. solo obtuvo un 9 por 100 de votantes en las pasadas elecciones legislativas, la táctica actual es doble: terrorización-venta en cómodos plazos. A los obreros se les ofrecen «comités», «asambleas» (controladas por el partido), «asesorías jurídicas», cualquier cosa, excepto que los obreros decidan, directamente, su propia política, su propia defensa contra la guerra militar - económico - monetaria - social que contra ellos desencadenan el Capital y la Patronal (idénticos nombres de la misma cárcel bancaria). A la Patronal, se ofrece esta mercancía, a cambio de prebendas políticas, cargos, despachos, la gigantesca y criminal maquinaria político-administrativa del franquismo.

De este modo, el Estado instala el terror contra los trabajadores en el mismo seno de donde debiera nacer la fuerza motor de la lucha social: los sindicatos, que, en manos de stalinistas - vaticanistas socialdemócratas, se han transformado en maquinarias de control y normalización de la lucha de clases, que se integra,

de este modo, en la cadena del Terror instaurado por el Capital, fusilándonos con sus batallones de recursos monetarios (letras de cambio, inflación, etc.).

El Estado y el Capital han extendido sus tentáculos hasta el movimiento obrero: tal es el crimen cometido tanto por Lenin-Stalin como por Hitler-Mussolini: ellos se sirvieron de la fraseología obrerista para alcanzar el Poder. Una vez al frente del Estado, militarizaron los sindicatos, instaurando la Ley Marcial: producir para el Estado o morir, el Campo de Concentración o la Cárcel, las letras de cambio y la inflación o el pelotón de ejecución. El Nuevo Fascismo (eurocomunismo, reformismo, «asambleismo», «consejismo») es más peligroso y fatal: hoy, Europa está normalizada-terrorizada por el poder estatal y unos sindicatos que cumplen idénticas funciones de control-represión del movimiento obrero. En EE. UU., los sindicatos, directamente, están en manos de la Mafia y el Gran Capital. En la U.R.S.S., los sindicatos están militarizados, la huelga prohibida, el trabajador condenado a cadena perpetua: no cabe ni una protesta, ni respirar: sólo cabe obedecer a la policía, que paga lo que quiere, y exige las horas de trabajo que necesita: los trabajadores que protestan son encerrados en manicomios como «peligrosos sociales».

No hay una lucha revolucionaria más urgente: desenmascarar el Nuevo Fascismo, desenmascarar a los mercaderes que compran-venden carne humana a cambio de monedas y participaciones en el Poder. La lucha contra el Capital y contra el Estado pasa por la lucha contra el nuevo verticalismo y sus sindicatos franco-stalinistas, que intentan imponer a los trabajadores la mordaza contra la lucha social. La lucha de clases, hoy, pasa por la lucha contra las nuevas S.S., los nuevos burócratas, que, disfrazados como camaleones, hablan muchas lenguas, cuando es único el crimen que cada día cometen contra los explotados.

■ ■ ■

SOL Y SOMBRAS

« LA REVUELTA PERMANENTE »

Eso, que al parecer me afecta directamente, le concedo personalmente relativa importancia. A la vista de tanto acontecimiento acumulado, de tantas realizaciones y afecciones obreras dedicadas al anarcosindicalismo, me siento, sí, abrumado, y sorprendido de haberlo sobrevivido. Centenares de miles de individuos de existencia opaca, quieta y previsor, han quedado por el camino. Nadie se libra del garrotazo del Tiempo, y adoptando todo acomodamiento, todas las servitudes, tampoco escapa uno del daño de la sombra definitiva.

Hojeando esas páginas vividas, me admira y emociona la epopeya confederal y anarquista acontecida en nuestra tierra. Ninguna historia de proletariado mundial puede equipararse a la nuestra. En el transcurso de las décadas hemos podido presenciar flaqueza tras flaqueza en las sindicales forasteras, a las que la U.G.T. ha pretendido, tontamente, equipararse. Con menosprecio de los organismos «socializantes» del Estado, nosotros, a título de C.N.T. im-

plantamos en España la suspirada jornada de ocho horas; y destruimos la creencia secular de que el proletariado no tiene redención posible; a nuestro empuje el mito Amo cayó hecho trizas. A golpes de futurismo conseguimos mejoras graduales día tras día. Ese acierto libertario de meterse en los Sindicatos o fundarlos, entró lo idealista en lo positivo. Con nuestra historia en presencia, nadie logra desmentirnos. Por positivistas, nosotros, no quienes se pusieron a las órdenes de Lloyd George en Inglaterra, del Kaiser en Alemania, de Clemenceau en Francia, de Dato en España. El independismo sindical cenetista es único en el mundo, y si los 5.000.000 de sindicalistas en Alemania, los 4.000.000 laboristas ingleses y los 2.000.000 de cetgetistas de Francia se hubiesen distinguido con un fervor clasista e internacionalista a la manera nuestra, ya la guerra de 1914-18 no hubiera sido posible. Posible lo es toda degeneración, todo genocidio, todo salto atrás pese al avance de los tiempos, cuando las masas obreras de los

grandes países se equivalen a rebaños dominados por pastores políticos y de fondo patriótico.

Hoy más que nunca, la sigla A.I.T. motiva sonrisas y burlas en los corrales políticos y sindicaleros. Ellos, los socialdemócratas y comunistas, son centenares de miles, y millones, muchos millones. Pero su historia de abandonos, concupiscencias y enormes cobardías, es más despreciable y aborrecible cuando se la compara con el ciclo heroico, independiente, realizador del acratismo hispano, rematadamente sabio y oportuno al integrarse a la corriente revolucionaria obrerista.

Sólo por la Federación Regional Española y la Confederación Nacional del Trabajo la emancipación total de los trabajadores ha sido prevista y provechosamente ensayada. ¿Quién, en el exterior español, puede aducir un 19 de julio?

El obrerismo extranjero tiene mucho que aprender del anarcosindicalismo hispano.

J. FERRER

SOLIDARIDAD OBRERA

Portavoz de la Confederación Nacional del Trabajo de España

DE LA JORNADA DEL 16 DE ABRIL

El pasado domingo día 16 de abril, el Comité Nacional de la C.N.T., el Secretariado Intercontinental, las regionales del País Valencià y Cataluña, la Internacional de Federaciones Anarquistas, la C.N.T. francesa y la Federación Anarquista francesa participaron en el mitin anarcosindicalista en el Palais de la Mutualité de París, analizando los métodos actuales de terrorización de los ciudadanos que el Estado y sus organismos confesionales (partidos, sindicatos stalinistas-vaticanistas-reformistas-social-demócratas) ponen en práctica en un vasto proceso de normalización-genocidio moral contra los ciudadanos y trabajadores.

Abierto con las estrofas de «¡A las barricadas!», el mitin estuvo presidido por varias líneas de acción:

— internacionalización de la lucha contra el Estado (con referencias constantes a la solidaridad internacional): apoyo-homenaje a las luchas obreras en cualquier parte del planeta: mineros americanos de los Apalaches, sindicalistas argentinos sometidos a la represión, obreros alemanes, noruegos, argelinos, tunecinos, americanos, asiáticos etc.

— internacionalización del terrorismo estatal: el Capital ha descubierto nuevos y más eficaces métodos terroristas, y la internacional burocrático-estatista ha puesto en funcionamiento nuevos sistemas de control-terrorización de los trabajadores. El Capital utiliza dos tipos de militarización: las bayonetas y las cárceles, los ejércitos tradicionales, utilizando la represión más brutal contra los trabajadores, y, en segundo lugar, los nuevos «sindicatos» stalinistas - vaticanistas - socialdemócratas (CC OO, USO, UGT), que venden - hipotecan - comercian con la carne y el horario laboral de los trabajadores, ofreciéndolos como carne de cañón a cambio de despachos ministeriales.

Dos millares de asistentes entre compañeros y simpatizantes participaron en el acto.

MÉTODOS PARAMILITARES

Un (forzoso, a nuestro pesar) resumen de las intervenciones pudiera ser el siguiente, por orden de intervención en la tribuna:

Jean Claude Deibeinck, secretario de la Federación Anarquista francesa: subrayó el silencio «casi religioso» de la prensa, francesa y española, con respecto al trabajo sindical-revolucionario de los anarcosindicalistas, subrayando: «dicen que todo ha cambiado... en efecto, ahora, con el auxilio de stalinistas y vaticanistas, terrorizando desde sus «sindicatos» a los trabajadores, el control del Estado es militarmente mucho más eficaz». A continuación, diseccionó la crisis económico-político-ideológica del Estado contemporáneo, y de los métodos a través de los cuales esta crisis se resuelve, con el auxilio, eficaz y terrorista, de la nueva burocracia «sindical», con métodos paramilitares de explotación del hombre por el hombre.

ASI TERRORIZAN

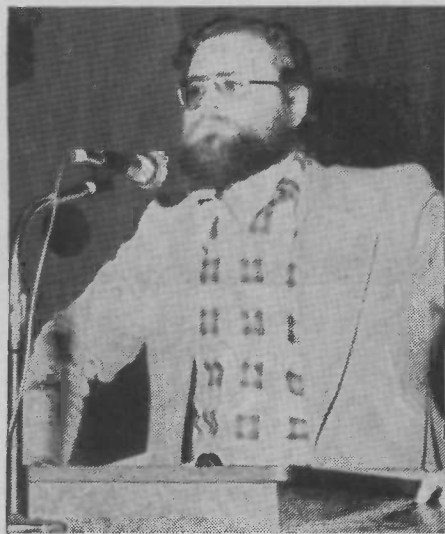
Antoine Castel, de la C.N.T. francesa hizo un análisis del sindicalismo de nuestro tiempo, con referencias concretas a la situación francesa, subrayando como el «sindicalismo de mediación» (F O, CGT, CFDT) que oscilan entre el «liberalismo», el stalinismo y la socialdemocracia (con frecuencia confesionalmente religiosa-vaticanista) se ha transformado en un proceso de normalización-moderación-integración de la lucha

obrero en la maquinaria política de que el Estado se vale para terrorizar a los ciudadanos en la sociedad moderna.

OBRREROS SUBASTADOS EN ASAMBLEAS

Carlos Martínez, secretario del Comité Regional de la C.N.T. en el País Valencià: Tras recordar como la «horda franquista», las masacres y los fusilamientos en masa en las tapias de los cementerios, no han podido tachar ni hacer olvidar a la clase trabajadora la «obra revolucionaria más gigantesca de la historia del proletariado» (la Revolución de España, en 1936), subrayó como el Estado-Monarquía español ha descubierto nuevas «muletas» para andar su proceloso caminar: los partidos y los sindicatos controlados por la nueva burocracia, el nuevo verticalismo.

Martínez hizo hincapié en la nueva traición-asesinato que se está intentando cometer contra los trabajadores en la Península: sustituir los sindicatos revolucionarios por «comités de fábrica», de carácter meramente jurídico-administrativo, con lo



cual se desprovee a los trabajadores de su única arma de combate, y se los entrega a la Patronal y al Capital indefensos, víctimas del terror monetario (inflación, guerra monetaria, terrorismo bancario).

Martínez comentó cómo «el Gobierno y sus aliados» (P.C.E., su sindicato, CC. OO., P.S.O.E., su sindicato, U.G.T., y el resto de la fauna político para-militar) están perpetrando contra los trabajadores la «disolución» de los sindicatos en los comités de empresa», abortando «el nuevo verticalismo».

En esta campaña de terror administrativo - monetario - jurídico - social, «nos quieren destruir porque la C.N.T. es para ellos, y para el pueblo, la única arma del proletariado».

Martínez subrayó cómo el amarillismo de la Patronal se vale, paralelamente, del verticalismo franquista-stalinista (buena parte del vertical franquista está integrado en CC OO, y ambas tradiciones utilizan los mismos recursos de terrorización-manipulación de la clase trabajadora) para controlar-vender a los ciudadanos en «pactos» (los tristemente célebres de la Moncloa) y «asambleas», donde los trabajadores ven su sangre (horas de trabajo-sueño, vida cotidiana) hipotecada en letras de cambio y papel moneda, vendida en subasta pública: la patronal ofrece despachos y control político (siempre paralelo al militar) al verticalismo stalinista (CC OO) y socialdemócrata (UGT).

EN LA CALLE, CONTRA EL CAPITAL

Enrique Marcos, secretario del comité regional de la C.N.T. en Cataluña: Inició con un saludo fraternal para «todos aquellos que, en los años del Terror franquista, llevaron una C.N.T. en cada pecho, en las cárceles, en el exilio», para continuar: «hoy, de nuevo, estamos en la calle, solos contra el Capital y contra el



Estado. Solos ante los que decían que lucharían con los trabajadores y los han abandonado».

«Sabemos lo que son las palizas y las torturas, continuó Marcos, pero vamos a estar golpeando como un pilón contra el Capitalismo y contra el Estado, hasta tumbarlo».

Comentando la actual y violenta escalada del Estado (amparado, así mismo, por las organizaciones para-confesionales que normalizan-terrorizan la vida política española) contra el sindicalismo revolucionario anarcosindicalista de la C.N.T., Marcos comentó: «si nos amenazan con la ilegalidad, intentarán amedrantarnos, pero no volveremos nunca a la clandestinidad: iremos al único lugar donde nos dejan expresarnos, en las calles, en las plazas de los pueblos».

SINDICATOS REVOLUCIONARIOS

Humberto Marzocchi, secretario de la Internacional de Federaciones Anarquistas: Insistió, también, sobre el funcionamiento de correas de transmisión del Capital que realizan los partidos políticos, y de como tal



solidaridad internacional del Estado y el Capital refuerza el terrorismo estatista. Frente a tal mecanismo político-monetario-militar, una salida única: la solidaridad de los trabajadores, organizados libremente en sindicatos revolucionarios.



BARRICADAS CONTRA EL TERRORISMO ESTATAL

José Bondía, del comité nacional de la C.N.T.: que comenzó su intervención de este modo:

«Dicen los politicastros que en nuestro país se «ha estabilizado la democracia»... cuando lo que, en verdad, se está estabilizando es el nuevo fascismo, con la misma autoridad, siempre, del Estado, con su germen de autoritarismo militar... tal es la tragicomedia a la que asiste el pueblo español».

Bondía subrayó como los partidos, y sus sindicatos, se pierden por los pasillos del Poder, en las participaciones del Estado, recordando la anécdota ya célebre que corre por las calles: «se acuestan comunistas y se levantan monárquicos».

Recordando la «amenaza» que la clase política utiliza como argumento de terrorización de los ciudadanos de un «golpe de Estado al estilo chileno, la llegada de un Pinochet», Bondía recordó que «el Parlamento está lleno de Pinochets, de la misma calaña de tiranuelo».

Bondía analizó el proceso de normalización ciudadana que han representado las pasadas elecciones «sindicales» (donde un 30 por 100 de los trabajadores se manifestaron por la abstención, a pesar de la terrorización - normalización perpetrada, con los mismos argumentos, por la Patronal y los sindicatos stalinistas-vaticanistas - socialdemócratas). Tal proceso, ha sido elaborado y ha sido el fruto de la colaboración entre el Capital (con sus cárceles, militares y bancarias, presidios y cuentas corrientes, todas vampirizando el Tiempo y la carne de los trabajadores) y los «sindicatos» controlados por el nuevo verticalismo vendido a la Patronal.

Tales «elecciones» no han tenido otro objeto que establecer «comités de empresa» que vienen a controlar-manipular a los trabajadores, de modo que tales «comités» sean una maquinaria político-paramilitar de lucha contra el sindicalismo revolucionario, intentando reducir a los sindicatos a meras consultorías jurídicas, y, en definitiva, una estabilización-normalización que no es otra que la del nuevo fascismo: el Capital cuenta, ahora, además de con sus armas tradicionales (terrorismo monetario-laboral-militar), con nuevas y eficaces armas: los «sindicatos» stalinistas (CC OO), vaticanistas (USO) y socialdemócratas (UGT), que venden a los trabajadores a cambio de participaciones (económico-políticas) en la fúnebre maquinaria del Estado, que, desde luego, es controlado por los mismos mecanismos militares del Estado franco-fascista.

Bondía recordó como tales métodos político-paramilitares sólo tienen una fuerza que se les oponga:

EN PARIS

«la barricada contra el autoritarismo que es la C.N.T.». El Capital y sus lacayos lo saben bien y han desencadenado una serie de atentados político-terroristas contra la C.N.T.: desde intervenciones directas de agentes de la «Central Intelligence Agency» (CIA) hasta el atentado de la «Scala» en Barcelona, pasando por la provocación y la terrorización burocrático-social.

«LAS RANAS PIDEN REY»

Cerró el mitin Federica Montseny, hablando en nombre del Secretariado Intercontinental de la C.N.T., realizando un apasionado alegato histórico-moral, un balance personal y ciudadano, recordando que, «hoy como ayer», «contra nosotros pesa una vasta conjuración de silencio». «Como las ranas pidiendo Rey», que al fin consiguen, continuó Federica, los políticos españoles han conseguido un asqueroso panorama, para finalizar estableciendo la misma burocracia, a los mismos funcionarios del Estado franquista: los mismos carceleros de las mismas cárceles. Recordando que la C.N.T. es la única organización que continúa fiel al legado bakuninista, Montseny se

refirió al actual horizonte de complot, conjuración que la Política y el Capital tramaron de nuevo contra la C.N.T., para finalizar con una llamada a la acción anarcosindicalista,



ya que, como decía Bakunin, nos recordó la oradora, «para un revolucionario no hay más reposo que la tumba».

«¡Viva la Confederación Nacional del Trabajo!»

«¡Viva el Comunismo Libertario!»

POR LA TARDE EL FESTIVAL

La euforia de siempre. Familias confederales de aquí y de allá (Orleans, Vierzon, Marsella, Burdeos, Bruselas, Perpiñán, Tolosa d'Occ, Lyon, Niza, Madrid, Valencia, Barcelona, Limoges, Málaga, Beziers, Le Havre, Francfort, París y sus alrededores, y olvidamos otros lugares) se acumularon en la calle, en el atrio, ante la librería, y mismo en el patio de butacas, para saborear esos momentos de fraternidad de los que los libertarios somos tan deseosos. Corrida la cortina escénica, la población cenetista se fue acomodando, atrapándola el fuego «jazzbánico» del conjunto que dirige nuestro amigo Helios Vidal, cinco muchachos con muchos «decibeles», con mucha actualidad sonora y cantábil, que saben, sin embargo, deslizar, entre ritmos avasalladores, alguna cancioni-

ta bellamente expresada, «Colores», por ejemplo.

Rosalía Dubois, gran conocida nuestra, apareció más convincente que nunca con su arte afirmativo, con su cancionero diríamos parisien, entre nostálgico y protestatario, arrancando el entusiasmo de la sala.

Tras una calma programática ocupó la escena, con la simplicidad que lo distingue, el gran cantor de la poesía profunda, intencionada y bella, Paco Ibañez, recreditándose como uno de los mejores bardos en lengua castellana, con sutilezas y giros difíciles de igualar por los cantores del país que sea. Paco se presenta entre baterías cegadoras como si tal cosa, siendo, lo que da, inmenso. Blas Otero, Miguel Hernández, León Felipe y demás astros de la poética hispana, le deben mucho a



PACO IBAÑEZ

Epílogo de una creación colectiva

Eramos entonces jóvenes, aunque nuestra vida de militantes databa de años. Casi imberbes, abrazamos los ideales de redención. Dimos por ellos, lo mejor que poseíamos, lo más precioso: juventud, voluntad y entusiasmo.

Nos oponíamos al medio ambiente que nos rodeaba, a las censuras diarias, de los que nos comprendían, a la autoridad paterna que inconsciente se imponía, aunque ningún derecho les asistía, a nuestro pensar, a nuestra interpretación de la vida.

Corrimos lo mismo de noche, como durante el día, lo propio en épocas de legalidad que clandestinas, como peregrinos de un ideal de justicia, hacia las asambleas para confrontar formas de pensar, con los que como nosotros acudían a las mismas.

A pesar de los obstáculos y contrariedades el entusiasmo no decrecía, la fe ardiente en el mañana, nos empujaba, nos asistía. El acontecimiento se produjo; el vendaval que al pueblo sacudía, después de la tormenta macabra, el sol, la aurora del día parecía. Llegaba para nosotros de por vida, el buen día, preñado de las posibilidades que nuestro bagaje de eternos caminantes contenía. Corrimos pletóricos a plasmar nuestros sueños en realidades y el mundo de los irredentos nuestra gesta con goce y satisfacción acogía.

Sin esperar órdenes de las alturas, por nuestra propia iniciativa, nuestra colectividad se forjaba, nuestra colectividad nacía.

Acudieron a ella los que esperábamos, los hombres buenos y sencillos, los que tenían ansias de pan y justicia; los que curtidos por el sol durante toda su vida, trabajando desde que el día amanecía hasta el atardecer que desaparecía.

Se trabajaba con ardor y alegría; en los campos se oían de las mujeres sus cantos, que el rudo trabajo no amilanaba, enardecía. Detrás del

Ibañez por lo que les vivifica su obra.

Carlos Andreu, por su parte, nos sorprendió por la densidad y la justeza del conjunto que anima. Acostumbrados a sus expresiones guitarrera-solitarias, a su energía personal sazónada con palabras y rimas concluyentes, la fuerza rítmica del quinteto aquí presentado ganó el ánimo del público, que en ocasiones no resistió a la comezón de añadirse al espectáculo. Ni en arte ni en actualismo Carlos olvida nada, y así lo vemos, envuelto en acordes, señalando la miseria de los de abajo, abriendo surco ecológico, mordiendo a las tiranías, y, esta vez, señalando la injusticia que sufren los muchachos y muchachas del grupo teatral «Els Juglars», condenados unos y fugitivos otros de esa España que penosamente se liberaliza.

Consumó luego su turno donoso el simpático terceto «Los García», duchos en la difusión del arte frívolo español que hace pasar agradablemente el tiempo. Como siempre, los dos García y la simpática y bulliciosa García, fueron premiados con una densidad de aplausos.

Cerró el espectáculo el terceto guitarrista de Paco de Algeciras, Paco con instrumento electrificado y sus dos compañeros con guitarra normal. Su programa se desarrolló entre lo andaluz y lo discurrante, causando muy buen efecto en la concurrencia. Calificamos este conjunto de notable.

Y luego... la nostalgia de una bella jornada consumada y una estima confederal conseguida.

A señalar: El número silencioso... y heroico, de los esforzados de Librería. — F.

arado el hombre trinaba sus melodías, trazando los surcos que más tarde, la buena semilla recibirían. Con el humus y la humedad, la semilla germinaría, dando sus óptimos frutos, recompensa del trabajo que dignifica.

A medida que el tiempo transcurría y la perfección de nuestra obra se proseguía, las hordas del mal aparecían.

Las columnas del Lister cobarde, que con los fascistas no se atrevían, destrozaron el corazón de un pueblo aniquilando cobardemente su esperanza, su obra, su vida.

Al ocaso de nuestra vida, a las juventudes inquietas y estudiosas, pasamos nuestro blasón, nuestra antorcha que flambea y guía; sigue el buen camino, no te extravíes, no te detengas, marcha, camina, el mañana te pertenece, la meta se aproxima, que permitirá a los pueblos vivir sin tiranos su vida.

Juan GINE

¡HA CAIDO UN COMPAÑERO!

Sobre el áspero camino, rojo y negro, ensangrentado, se quedó otro peregrino inanimado.

¡Caminantes! ¡Caminantes! luchadores valerosos que avanzáis como gigantes entre espinas lacerantes y reptiles venenosos... ¡esperad! en el sendero, tortuoso y empinado, se ha quedado un compañero inanimado.

Aguilucho rojinegro rudo, fuerte y abnegado, caminante decidido que en la lucha ha sucumbido sin haber sido humillado ni vencido.

¡Ni vencido! ¡Qué ver tiene que se caiga en la pelea? El esfuerzo por la Idea libertaria, redentora, generoso fructifica y se extiende y multiplica con potencia arrolladora, con impulso incontenible: ¡pronto para retenerle no hallarán dique posible!

¡Nuestro impulso, nuestro impulso! ¡Nuestra fuerza colosal, (la Razón, la Ciencia) el pulso, la firmeza, la entereza sosteniendo el Ideal!

A pesar de mil acosos y de mil penalidades, de martirios monstruosos y de horribles crueldades; y la fe en el porvenir, y la sed de libertad, y el afán de redimir a esta pobre humanidad...

Sobre el trágico camino de cadáveres sembrado se quedó otro peregrino inanimado.

¡Caminantes, caminantes! Caravana de gigantes, de titanes esforzados, de colosos abnegados que impulsáis la evolución por anárquicos senderos batallando decididos, propagando por doquier:

Un momento, compañeros, un recuerdo a los caídos y, con ellos, a Soler!

E. MARTINEZ

(En recuerdo de J. Soler, compañero deportado a Bata y muerto en camino.)

De las Federaciones Nacionales de Industria, al Pleno Nacional ampliado económico de Valencia de enero 1938

Al leer el libro del amigo y compañero R. Liarte, «La C.N.T. al servicio del pueblo» que considero que refleja una época y situación de nuestro Movimiento, y que sus consideraciones y reflexiones, atestiguan el conocimiento que de ello se deriva y que por mi parte, aconsejaría a quienes ya son conocedores (y, a quienes los ignoran) de los informes y dictámenes (aunque condensados algunos) que en el mismo se mencionan, sobre el Pleno Ampliado Económico que lo leyese, porque refleja una parte del ambiente que vivíamos con el afán de encontrar una solución o armonización con los intereses que la C.N.T. a lo largo de su lucha había conquistado en la calle y lugares de trabajo.

Si el libro me ha sugerido el presente trabajo, es porque considero, que la actualidad reestructurativa de la C.N.T. y posiblemente, a no tardar la celebración de un Congreso, es conveniente que públicamente planteemos algunos problemas, para esclarecernos mutuamente y contrastar experiencias.

En la C.N.T., con el problema de las Federaciones de Industria, siempre han habido vivos debates; desde 1919 que se planteó por la primera vez y que se rechazó, hasta el 1931 que se adoptaron por mayoría de votos. Si bien a partir de dicha fecha se crearon en parte algunas Federaciones, y decimos en parte, porque más bien abarcaba Monopolios o empresas a capital mayoritario del Estado, como la CAMPSA, (petróleos) Ferroviarios y Correos que no los anexos que de las mismas se podrían derivar y que podían constituir un todo en la Federación.

Es en enero de 1938 durante la contienda, que se llega a establecer en el Pleno N. Ampliado de FF. Locales y Comarcales en el tema «Reajuste de las FF. de Industria» donde se ordena un esquema, que no indicaré por ser demasiado extenso, pero sí señalaré, que las industrias del Tabaco, Ferroviaria, Navegación Fluvial y Marítima, Minera, Petróleos, etc., la solución definitiva era incumbencia de los Sindicatos o Federaciones N. respectivas de dichas industrias, el acoplarse o no, a dicho esquema. Por lo que se refiere a Petróleos, hasta junio de 1938, su Federación funcionaba orgánicamente como antes de la guerra y revolución, y creo que continuó hasta el fin de la misma manera.

Ahora bien, cabe analizar los dos periodos por encarnar profundamente dos matices bien diferentes: el de antes de la sublevación, y durante la misma. Si bien en 1931 se adopta el principio de las FF. de I. en la práctica, fuera de las que constituyen monopolios o servicios nacionales su estructuración en la C.N.T. no cambia, es decir, que lo que son Secciones de las Federaciones que existen, en el orden local son Sindicatos de dicha industria; salvo la industria del Vidrio, que de muchos años ha, funciona un Comité N. de Relaciones.

Si fundamentalmente la estructuración no se modifica y se mantiene, si que se establece una relación nacional de ciertas industrias y del campo, al objeto, que las reivindicaciones salariales y de respeto al hombre, obtengan el máximo de equidad, teniendo en cuenta el nivel de los precios de ciertas regiones y al mismo tiempo, que la lucha y solidaridad sea más efectiva.

Es decir, se mira la eficacia de su

estructuración, por el rendimiento que puede dar en la lucha, así como de los compañeros que en diferentes localidades o factorías existían. Sin los elementos bases, que son cuantos estén impregnados de las ideas que informan a la C.N.T., no importa qué sistema de organización o estructuración es ineficaz y aleatorio.

Ahora al tratar del reajuste de las Federaciones de I. de enero 1938, nuestra mentalidad y observación, y cuantos nos lean, deberán de situarla dentro de otra óptica y circunstancia. Se reajustan dichas FF. (y de prisa) teniendo en cuenta, — y eso hay que subrayarlo — no para combatir y reivindicar al patrono, sino, para administrar todo aquello que en lucha abierta se ha conquistado, y que solamente una parte de los combatientes mantenemos; y que, aparte lo colectivizado y controlado, existe toda otra organización, mucho más potente y organizada y con más medios que la nuestra; tanto económica como si capi-

talizamos toda la zona considerada antifascista; y que, además, por todos los medios, obstaculizan nuestra gestión; negándonos materias primas con miles y fútiles pretextos. Poniendo obstáculos a nuestras iniciativas y realizaciones. Es todo esto que hay que repetir cuando se hace alusión a dicho Comicio, y que hoy, a larga distancia, cuando leemos las Ponencias, que se dictaminaron, no nos reconocemos; pero en todas ellas había algo de fundamental, que es la característica consuetudinaria de la C.N.T., que es el Sindicato, que debía de intervenir en todos cuantos problemas surgiesen.

Como principio de la C.N.T., algo de normal y fundamental se prescindió en la preparación de dicho Comicio: y es el federalismo orgánico de la C.N.T.; o sea la representación directa y federalista de los Sindicatos. Yo no sé como se desarrollaron los debates del Orden del Día en todas las localidades y cómo se nombraron las delegaciones. Lo que sí puedo afirmar, que en una localidad de los alrededores de Barcelona, que habían más de 20 mil afiliados a la C.N.T., nos reuniríamos unos 600 de todos los sindicatos y que en la misma se nombró la delegación. Esta situación tan anormal que vivía nuestro Movimiento en cuanto a sus características idóneas de lucha y organización, se añadían, la incorporación de la mayoría de militantes en los frentes de lucha, que hacía que nuestro movimiento, por la nueva situación creada y por los acuerdos que se habían tomado, de autorizar al C. Nacional de dar carácter ejecutivo en cuanto a orientación en líneas generales del Movimiento se refería, aún se alejó más y más de lo que era consubstancial en su trayectoria, vida y existencia.

No solamente fue en la preparación de dicho Comicio que se vulneraron todos sus principios, sino, que en vez de discutir el Orden del Día y nombrar luego las Ponencias, el C. N. presentó Ponencias y las defendió, que quierase o no sirvieron de pauta y guía al Comicio, aunque algunas de ellas se rechazaron y se aprobaron otras; y otras se modifi-

caron, no sin antes llegar a violencias verbales e incluso el ponente del C. N. quería retirarse. Insisto y me repito, que varios ponentes consideramos, que al dar potestad e intervención en las resoluciones a los sindicatos, si un día se llegase a estabilizar la situación, la C.N.T. con todos sus defectos y aciertos entraría en el cauce que siempre le han inspirado sus ideas y prédicas. Esta era nuestra esperanza, aunque no ignorábamos, que con los intereses que se fueron creando después de la sublevación y los enemigos que por todas partes teníamos, sería difícil mantener un equilibrio entre la teoría y la práctica sin renunciar aunque no fuese más que momentáneamente a nuestras propias concepciones, y convertirnos en un engranaje más del Estado; ora aportando nuestros impuestos (por los intereses creados), ora formando parte de los Consejos o Comisiones económicas del país. Y lo más grave, y tal vez lo más probable, una lucha sin consideración, entre los partidarios de

lo que el Movimiento Libertario realizó. Tanto en su aspecto de combate, como en el constructivo.

De haberse podido aplastar el fascismo en el primer mes o el segundo, las realizaciones revolucionarias hubiesen adquirido un auge e importancia considerable y asentarse sobre bases más sólidas. Al prolongarse la guerra, y tener que coordinar todos nuestros esfuerzos con los demás sectores, (bélicos, económicos, relaciones internacionales, etc.) el potencial revolucionario de la C.N.T. y de la clase obrera se melló; y era ya más que difícil sostener y conservar lo conquistado en épica lucha; máximo encontrándose nuestro movimiento internacional tan esquelético e inorganizado, para sostenernos eficazmente.

¿Fue negativo todo ese proceso, que el Movimiento Libertario se vio obligado a soportar y aceptar? (La Historia juzgará; aunque en parte, ya ha sentenciado. El Congreso del 1945 celebrado en París, con la reafirmación de tácticas y principios y la posición actual de la C.N.T. en España). Si bien manteníamos nuestras posiciones conquistadas de los primeros momentos, éstas, por las circunstancias que ya hemos señalado, iban disminuyendo en efectividad y consistencia. Todo cuanto nos rodeaba, nos era adverso y sostenido por todos cuantos se decían antifascistas, pero que, no tenían nada de común con nuestras concepciones económicas y sociales.

A eso tendía el Pleno N. E. Ampliado de Locales y Comarcales celebrado en Valencia; a aunar todos nuestros esfuerzos económicos y morales, para salvar de la catástrofe que se avecinaba con nuestros «aliados» antifascistas. Vaticinar que hubiese sucedido de triunfar de la sublevación fascista, el proceso y final de la contienda, nos lo dice. Los sucesos de Mayo 1937 y la actitud de «nuestros aliados» en las zonas del Centro y Extremadura cuando ya tocaba a su fin.

De los Dictámenes que el Pleno aprobó, solamente el que hace referencia al reajuste de las FF. de Industria, podría servirnos de estudio para una futura organización y estructuración, aunque no hay que olvidar, que se redactaron y orientaron en vista de administrar y no de lucha. Y eso es lo que hay que repetir. Diferencia profunda de las que se deben organizar y estructurar hoy. Una cosa es fundamental; el asalariado, ha de encontrar en el seno del Sindicato o Federación lo idóneo a su profesión y la simplificación y claridad de sus objetivos. Si el Pleno dejó que algunas FF. de Industria N. resolvieran sus problemas con el nuevo reajuste, es que prácticamente, había la resistencia de sus componentes por ciertas contradicciones, y la no simbiosis de su economía.

Como colofón podemos decir, que la lectura de «La C.N.T. al servicio del pueblo», después de lo que queda escrito, se comprenderá, si aún cabe, con más claridad, lo fundamental de lo escrito y transcrito por el amigo R. Liarte, que a pesar de todos los obstáculos y dificultades que la C.N.T. encontró, seguía impertérrita en su labor constructiva, dentro de un cuadro hostil a sus construcciones de transformación social.

OPINA VICENTET

EL MAREMAGNUM CAPITALISTA

LA NUEVA GUERRA DEL PACIFICO

La batalla que se está librando en el Pacífico entre los Estados Unidos y el Japón es la ilustración de lo que se comenta en los grandes rotativos mundiales con el nombre de tercer conflicto mundial. En este conflicto no hay muertos pero sí paro forzoso. No hay ruinas pero sí quiebras, suspensiones de pagos. Y los campos de batalla se sitúan en las Bolsas de valores o bien en los mercados de cambios y los teatros de operaciones no se desvuelven en Okinawa ni en Pearl Harbor como acaeció en el curso de la segunda guerra mundial. El tercer conflicto es económico. Las motivaciones parten de una energía más cara y más rara, una concurrencia más viva y un crecimiento económico menos fuerte que caracteriza el período en el que se debate en la hora presente el capitalismo internacional. Esta batalla del Pacífico por sus evidentes repercusiones sobre la totalidad del sistema monetario y desde luego alcanzando las monedas europeas, tendrá una gran influencia sobre la zona atlántica.

En los orígenes de este conflicto la factura petrolera. Para el conjunto de los países Occidentales el aumento del precio del petróleo se traduce por la forzosa amortización de la factura general del orden de ochenta mil millones de dólares cada año. La mayor parte de los países de la OCDE (Organización de Cooperación y de Desarrollo Económico) a la que pertenecen los países más altamente industrializados han visto degradarse sus balanzas comerciales a un ritmo acelerado. Dos países han logrado solamente hasta el presente enderezar la situación de sus intercambios comerciales: el Japón y Alemania. Los dos encajan un excedente importante de su balanza comercial y de pagos. Diez mil millones de dólares para el Japón y más de tres mil millones de dólares para Alemania. Para los Estados Unidos el excedente japonés constituye una verdadera provocación siendo así que los Estados Unidos han conocido en 1977 un déficit comercial record de treinta mil millones de dólares. En 1977 los japoneses vendieron a los americanos productos por una cuantía de siete mil millones de dólares, cifra superior a la que los japoneses compraron en Norteamérica. Para mantener semejante ofensiva comercial los japoneses han hecho funcionar plenamente sus recursos industriales pero han usado también el arma monetaria comprando dólares al objeto de que el Yen fuese cotizado a un tipo favorable para alentar las exportaciones. Tal estrategia fue utilizada con éxito hasta mediados del año pasado provocando cierta tirantez entre la administración del presidente Carter y el gobierno de Fukuda. La disputa giraba alrededor del balance comercial exigiendo los americanos que el Japón comprase más y vendiese menos. Tal ultimátum americano es corroborado por la baja alocada del dólar que provoca el alza del Yen. Surge la crisis política en el Japón. El nuevo gobierno japonés trata de ser conciliante. La ofensiva del dólar en baja constante provocó un aumento del 22 por ciento del Yen que indudablemente influyó en su expansión comercial. Los americanos reprochan a los japoneses de bombardearlos o inundarlos de automóviles, de televisores, de aparatos de aire acondicionado y de productos siderúrgicos. Los sindicatos americanos y los patronos se sienten inquietos ante la gran avalancha de mercancías japonesas. Se ha dado el caso de que la Zenith Corporation licencie el car-

to de sus empleados y traslade una gran parte de su producción a Méjico y a Formosa con el objeto de disponer de mano de obra barata.

El Japón comienza a ceder y acepta de limitar sus ventas en Europa en 1978 y acepta también disminuir sus derechos de aduana. Pero a través de las agresiones monetarias, dólar contra Yen, se diseñan dos sistemas, que si bien tienen el mismo basamento de lucro, se diferencian en que Norteamérica estaba acostumbrada a vivir a costas del mundo entero con el Imperio del dólar que después de la segunda guerra mundial entró a ocupar el liderazgo mundial que dejó vacío el Imperio inglés al hundirse la libra esterlina.

El Japón a pesar de contar con la protección militar de los USA en virtud de las contradicciones capitalistas ha levantado una enorme cadena de producción y compra mucho pues se halla falta de materias primas y energéticas. Todo lo importa, viéndose obligado a vender mucho, que lo consigue encadenando a los trabajadores a la colosal cadena de producción. La clase trabajadora dispone de un nivel de vida frugal, inferior al standard de vida de los trabajadores de los países occidentales. Esto permite el dumping que practica invadiendo los mercados mundiales, sin olvidar que los capitalistas japoneses están exonerados de cargas sociales.

Las tensiones entre el Dólar y el Yen revelan quiebra del sistema capitalista. La baja del dólar ha acarreado el alza de las monedas fuertes como el marco y el franco suizo. El franco francés al uncir su destino al dólar se siente atacado. Hoy la tentación es grande tanto entre los adversarios comerciales como entre los compañeros de ruta, de ceder al proteccionismo y así se halla el capitalismo en una situación de inestabilidad monetaria y de barreras comerciales que asfixian la economía mundial, provocando millones de parados, inflación galopante que de no ser destruidas las estructuras económicas vigentes, en la actualidad, nos adentramos en una senda de guerras comerciales que casi siempre son el preludio de las grandes conflagraciones bélicas.

EL CHOQUE EUROPA-ASIA

Una nueva fase de la economía mundial se anuncia para 1978 con la concurrencia acrecentada que el Japón y los países del Asia amarilla van a desencadenar frente a la Europa y los Estados Unidos. Los ministros del Mercado Común Europeo reunidos el 19 de diciembre de 1977 en Bruselas han examinado un aspecto: el acero... Pero la batalla industrial engloba también los textiles, los astilleros, la electrónica, el automóvil, etc.

Cada vez que esos millones de hombres de ojos embridados súbitamente salidos de las sombras y del olvido se revelan como rivales económicos y cada vez más ásperos y competentes; ante tales rivales el Occidente no ha dejado solamente de gobernar el Universo y de formar el centro determinante de nuestro planeta, sino que también han perdido el monopolio de la técnica.

De manera significativa la conferencia europea de diciembre de 1977 fue precedida por la visita del ministro japonés de Asuntos Exteriores al presidente de la Comunidad Europea. El ministro japonés llegó procedente de Estados Unidos.

Algunos datos revelan la importancia de lo que está en juego: las dos marcas de automóviles más vendidas del mundo son japonesas. El trust siderúrgico nipón Stell produce el solo más acero que Francia y

aventaja a la firma gigante americana US Stell. La Corea del Sur posee el más gran astillero del globo y además exporta fábricas enteras, con sus llaves, hasta a la Arabia Saudita. Se podrían citar también las refinerías de Singapur (catalogadas en un tercer lugar en el orden mundial). También se pueden citar los aparatos electrónicos de Hong Kong y la petroquímica de Formosa. Esta relación es suficiente para acreditar lo que comentamos puesto que existen otras actividades que pasamos por alto.

Durante largo tiempo se describía el Asia amarilla (para distinguirla del Asia Indo-europea) como un océano de miseria con una brillante excepción el Japón. Pero ella se ha convertido en la hora presente en una zona de intensa actividad, exceptuando pocos países como Birmania y la antigua Indochina.

Si un día el pueblo chino consigue su objetivo de convertirse en potencia industrial, las directrices del comercio internacional se trastornarán sensiblemente.

Por la primera vez después del fin de la segunda guerra mundial los Estados Unidos dan muestras de inquietud y aumentan las presiones sobre los japoneses y los coreanos que si bien son rivales de Norteamérica en el terreno económico se da la particularidad de que ambos (japoneses y coreanos) se hallan bajo la protección militar de los americanos y ello se explica puesto que el Japón y Corea del Sur son dos peones del Extremo Oriente en el tablero americano. Por tal razón los asiáticos cuentan ante todo con los americanos y por lo que concierne a Europa solamente temen el poderío de la industria alemana que además está encuadrada por su poderosa finanza.

El choque entre Oriente y Occidente es la consecuencia del desequilibrio del sistema capitalista. La pelea monetaria se ha convertido en un pujante proteccionismo al entrar en liza los países que ayer eran colonias Occidentales y que hoy producen con una mano de obra deficientemente retribuida productos similares a los occidentales y a un costo inferior. Pero cabe preguntarse: ¿Una armonización de salarios y cargas sociales podría resolver el problema? Por lo que atañe al capitalismo sus contradicciones son cada día más agudizadas, puesto que los capitalistas occidentales cierran las fábricas en el Continente europeo y las trasladan al Oriente y a los países del Tercer Mundo, donde pueden obtener un lucro superior por disponer de una mano de obra a bajo costo.

Pero profundizando el problema podemos llegar a la conclusión de que el capitalismo internacional percatado de que es en Europa donde se halla el epicentro de la gran conmoción social tratan, y lo han puesto ya en práctica, de provocar el caos económico en el viejo Continente para justificar la instauración de regímenes de fuerza y para ello cuentan con la cooperación de socialistas y eurocomunistas. Entramos, pues, en una nueva fase de la agudización de las contradicciones capitalistas y la agravación consiguiente de las condiciones de vida de la clase trabajadora.

LA CRISIS SOVIETICA

El Kremlin acaba de doblar el precio de la gasolina y de multiplicar 4,4 por ciento el precio del café (un kilo cuesta cerca de 140 francos mientras que el salario mínimo equivale a 550 francos por mes). Y han aumentado también de un 80 por

por Jaime BALIUS

ciento los productos derivados del cacao. Es evidente que la intendencia rusa se degrada a pesar de que Brejnev se vanagloriaba de haber logrado zafarse de la crisis petrolera. Los aumentos citados inquietan a los consumidores y se habla de un posible agotamiento de los pozos petroleros. La razón evidente es que la URSS forma parte del tinglado capitalista y los mismos imperativos económicos producen los mismos efectos. Se podrán disfrazar los hechos pero la crisis no puede ocultarse. Si bien es notorio que la URSS no se halla en vísperas de ningún desastre económico teniendo presente que después de 1974 es el número uno en petróleo y supera a los Estados Unidos en acero, cemento y abonos... Viene en segundo lugar de la producción aurífera después del Africa del Sur, y en segundo lugar en la producción de carbón. No obstante todas las riquezas que enumeramos, el sistema económico marcha defectuosamente por deficiencias estructurales que son idénticas a las del mundo capitalista. Los líderes soviéticos hablan de inflación, de la moneda, del montante de mercancías invendidas, etc. Es decir, que es el mismo lenguaje que se escucha habitualmente en las democracias burguesas y este es el léxico empleado en las democracias populares.

El déficit de cereales monta a 60 millones de toneladas y para colmarlo, Moscú tiene que acrecentar sus compras al exterior, especialmente a los Estados Unidos, que agrava el desequilibrio comercial y les obliga a vender oro. Es categórico que la URSS no puede aumentar simultáneamente el número de cohetes teledirigidos, de automóviles, de viviendas, de aparatos electrónicos, de zapatos (millones de pares de zapatos tienen que ser importados) y al mismo tiempo desarrollar la Siberia y propiciar una política intervencionista en Cuba, Vietnam, Etiopía, Angola, Bengla-Desh y en otros Estados africanos o bien árabes.

Hablemos de los consumidores o sea el pueblo ruso... Las clases sociales prefiguran el sistema. Hay quienes pueden comprar el nuevo impermeable en los almacenes del Estado y hay quien no puede comprarlo. Hay quienes pueden comer en el hotel Nacional de Moscú y quien no puede. Aquellos que pueden conseguir un visado para viajar y quienes no disponen de recursos.

En el sub-yacente de la opinión pública existe un hondo malestar o sea una evidente constatación de la desigualdad social que es una manifestación que se descubre en los internamientos en los manicomios y en los campos de trabajo de la ola protestataria cuyas consecuencias no pueden ser medidas pero que no puede ocultarse...

La actual política extranjera de Brejnev no se basa solamente en la necesaria expansión de los intercambios entre el Este y el Oeste, sino que ella revela la imposibilidad de mantener en pie el ritmo económico sin la ayuda del exterior o sea del capitalismo internacional... Y por lo que respecta al bloque soviético, la URSS ha dejado de ser un modelo. La tentativa de Dubcek en Checoslovaquia ha de interpretarse por una crisis rusa a través de un satélite interpuesto. Los motines de Polonia en 1970 y las protestas de los consumidores en las democracias populares revelan el descontento ante la política rusa y el bajo nivel de vida.

NO SOLO MARTIN VILLA VA A PODER DIRIGIRSE A LA OPINION PUBLICA

Ante el montaje efectuado por la policia, tras las detenciones de los acusados del caso de la Sala «Scala» de Barcelona, en un nuevo intento de desprestigiar al Movimiento Libertario, los detenidos en la cárcel Modelo y en la Trinidad, utilizados, como titeres, para aumentar el juego policiaco, y pregonando nuestra culpabilidad, en un acto en el que como tantos otros, la policia, necesitaba encontrar un culpable. Nos vemos obligados a declarar ante la opinion pública, lo sucedido, desde un día antes de la manifestación, hasta el día de nuestras detenciones.

José Cuevas Casado, Ma Rosa López Jiménez, Arturo Palma Segura, Luis Muñoz García, Ma Teresa Fabres Oliveras, Ma Pilar Alvarez Alvarez y Fco. Javier Cañadas Gascón.

El sábado día 14-1-78, Javier y Pilar, se trasladaron desde su domicilio, hasta el «Bar Córdoba», sito en calle Via Julia, de donde tras encontrarse con Arturo, haber tomado unas copas, y haber comentado la manifestación de C.N.T. del Domingo, se dirigieron los tres, a casa de Pepe y Rosa, donde se encontraron con un amigo de Pepe, y con su tío, a los cuales, no habian visto nunca anteriormente, estuvieron hablando un rato, y Pepe y Rosa, dijeron que habian quedado con unos amigos, para pasar el domingo en el campo, el tío de Pepe, se marchó y estuvieron hablando, de que hacia mal día, y comenzaba a llover, luego, estuvieron hablando, de ¿qué hacer el domingo? y al rato decidieron ir a la manifestación convocada por C.N.T., contra el Pacto de la Moncloa, y las Elecciones Sindicales, y quedaron, a las 9,30 h de la mañana del domingo, para ir todos juntos a la manifestación, quedaron en el «Bar Córdoba».

Javier y Pilar, se marcharon a casa de los padres de Pilar. Arturo, Pepe, Rosa y el amigo, se quedaron tomando café, hasta última hora de la tarde, en la que decidieron, ir al canódromo, a ver un par de carreras y luego ir a cenar a algún bar. Arturo, se fue a su casa, y Rosa, el amigo y Pepe, a casa de este último.

El domingo a las 9,30 h de la mañana, se vieron todos, en el «Bar Córdoba», y partieron hacia el lugar donde comenzaba la manifestación, en el coche del amigo de Pepe; cuando llegaron al lugar de comienzo de la manifestación, se bajaron del coche, y el amigo, fue a aparcarlo, y quedaron todos, en el «Bar Córdoba» una vez terminada la manifestación.

La manifestación, como estaba previsto, comenzó a las 11 h de la mañana, en la Plaza Colón, ésta siguió su transcurso, sin incidentes, hasta poco antes de su término, ya que hubo un pequeño enfrentamiento, entre C.N.T., P.C.E.(i) y F.R.A.P. donde Pepe, Arturo y Javier, se despidieron de Rosa y de Pilar, no volviéndose a encontrar, hasta la 1,30 h del mediodía (aproximadamente) en el «Bar Córdoba», y nada más llegar, Arturo se fue a su casa, donde estuvo comiendo, con sus padres y hermanas, y por la tarde, se marchó, a bailar.

Pepe, Rosa, Pilar y Javier, se quedaron en el Bar, hasta poco antes de las 2 h del mediodía, y luego, Pepe y Rosa, se fueron a su casa, donde estuvieron comiendo, y por la tarde, esperando a dos matrimonios amigos con sus hijos, con los que habian quedado para ir al campo, para merendar juntos estuvieron todos, hasta las 10 h de la noche, en casa de Pepe y Rosa y éstos se fue-

ron a casa de la hermana de Pepe, a ver a su madre enferma, ya que acostumbraban a ir a visitarla, 2 ó 3 veces por semana, y se quedaron a dormir allí.

Javier y Pilar fueron a comer, a casa de los padres de Pilar, donde estaban invitados a comer, una vez acabaron de comer, se fueron al Cine Paladium, y cuando acabó la película, se fueron a dormir a su casa, donde más tarde, serian detenidos.

LAS DETENCIONES

A las 2,30 h de la madrugada del domingo-lunes, la policia detiene a Pilar y Javier, en su domicilio, llamaron a la puerta de su casa, diciendo que era un vecino, Javier abrió la puerta, y se quedó inmobilizado, al ver que doce policias del 4º Grupo lo encañonaban, con metrallitas y revólvers, se identificaron, como policias, y Javier se tranquilizó; Pilar, dio un grito de nerviosismo desde la cama, es una muchacha bastante miedosa, y se puso muy nerviosa, — dice Javier (su compañero) — Pilar preguntó varias veces de qué se les acusaba; Javier se limitaba a callar, en su casa, encontraron propaganda de C.N.T. y una pancarta. A las 3 h de la madrugada aproximadamente, los trasladaron a Via Layetana.

A las 8 h de la mañana del lunes, detienen a Arturo, en el domicilio de sus padres, ya que le encontraron a Javier, una lista de delegados de su Empresa, en la que habia uno de CSUT, un Independiente, Javier de CNT y Arturo de CNT, con la dirección y el teléfono de cada uno, y llegó a comisaria, a las 8,15 de la mañana (aproximadamente).

Pepe y Rosa, se levantaron a las 8 h de la mañana del lunes. La hermana de Pepe, les dijo que se podian ir al médico, a comprar unas medicinas, para su madre, que está enferma. Pepe, acompañó a Rosa al dispensario, y la dejó allí, ya que la consulta, era a las 12 h, y Pepe se fue a Santa Coloma, ya que tenia que estar a la 1 h en una obra, para pedir trabajo, y luego, se fue a casa de su hermana, para esperar a Rosa. Al llegar ésta, dijo, que habia pasado por casa, para coger una cosa, y que se habia encontrado, la puerta de entrada, destrozada. Sobre las 2,30 h del mediodía, fueron a la Plaza del Ayuntamiento de Sta. Coloma, ya que habian quedado, con Maria Valeiras Gómez, para ir a comer a un bar y hablar sobre CNT, donde fueron detenidos.

TORTURAS

Las torturas, consistían en: pegar con una manguera corta, en las piernas, en la cara, y a las mujeres en los pechos y las piernas. Dar golpes de puño, en los testículos, hígado, estómago, boca del estómago, etc... Con una barra de hierro, daban golpes en la cabeza — con lo cual tuvieron que llevar a un compañero al hospital, para ponerle dos puntos en la cabeza, y diciendo que se habia caído por las escaleras — «La barra» que consiste, en ponerte



una barra de hierro entre los brazos y las piernas, apoyándola en dos puntos, y quedando el cuerpo colgado, a modo de columpio, y pegando

HABLAN LAS DETENIDAS DE LA CARCEL «TRINIDAD»

Compañeros y amigos: Como sabemos, porque lo hemos vivido cuando estábamos fuera, el interés que se siente por saber como son las cárceles de mujeres de las que normalmente se habla tan poco, hemos querido intentar daros una idea de como es la represión que se vive aquí dentro. Aquí en la cárcel Trinidad de Barcelona las condiciones de alimentación y de higiene no son tan monstruosas como sabemos que son en otras cárceles. Las necesidades primarias están más o menos cubiertas. Parece como si las autoridades del Centro quisieran suplir a base de postre los domingos y ducha caliente las otras necesidades, tanto o más vitales, de comunicación y contacto que nos están vedadas, no sólo con el exterior sino también con el resto de las personas que están encerradas aquí.

Nosotras, las políticas, las consideradas peligrosas, vivimos las 24 horas del día aisladas en una habitación con rejas. Aquí nos traen la comida, el material, si alguna de nosotras quiere trabajar. Hasta en el patio estamos solas y encerradas. A las demás presas solo las conocemos como alguien que pasa de vez en cuando por el pasillo y que nos saluda a escondidas. Esto llega a ser obsesivo.

La represión aquí, entonces, no es específicamente física, sino psicológica. Somos unas personas encerradas en una jaula, sin contacto con otro tipo de vida que no sea la que se produce entre nosotros, puesto que la correspondencia se nos fiscaliza (las cartas llegan censuradas, tarde, a veces no llegan, a veces incluso abiertas) y ni siquiera de la otra gente que vive aquí nos dejan saber.

con otra barra de hierro, en los pies descalzos, hasta no sentir los golpes. «El casco», que consiste en ponerte en un sillón atado de pies y manos, colocarte, un casco de hierro en la cabeza, y golpear con una barra, sobre el casco, dejando la cabeza re-tumbando, y los dientes astillados. Pegarte sillazos en el cuerpo, sobre todo a la altura de los pulmones. Clavarte una aguja de jeringuilla en el brazo, diciendo que te iban a «inyectar pentotal». Subirte de pies en una silla, y ponerte una soga al cuello, atada a una viga, y golpear la silla, diciéndote: «te vamos a ahorcar, y diremos, que te has suicidado». Tirones en el pelo y la barba, arrancándolo a manojos. Torturas psicológicas, como decir: «nos vamos a follar a tu compañera si no cantas hijo de puta», demostrando con éstas y otras injurias, la represión sexual, que tienen encima. Poner en un cuarto, a un compañero y su respectiva compañera, en el mismo cuarto, torturando a uno y a otro, hasta saciar sus sentimientos asesinos, y su sed de sangre y represión brutal.

Las únicas personas con quienes podemos hablar, aparte de nosotras mismas o de las «Cruzadas», son la familia, a quienes solo podemos ver dos veces por semana, a través de doble reja y en visitas que duran 20 minutos, a veces, arbitrariamente, menos, y para lo que se les ha llegado a hacer esperar dos horas y media. Naturalmente solo pueden venir a vernos los familiares más próximos.

Tampoco podemos escribir ni recibir carta de nadie que no sea padre, madre, hermano o marido. De ello las dificultades de sacar a la calle cualquier comunicado, incluso cuando vienen los abogados nos desnudan totalmente antes y después de cada visita, a pesar de que nos vemos por un cristal por medio.

Las humillaciones son constantes. Quien nos controla es doblemente represivo, primero como carcelero y segundo como miembro de una orden «religiosa» franquista. Las «cruzadas» evangélicas de Cristo Rey, para quienes somos no sólo peligrosas sociales, sino pecadoras y para quienes servimos de único y amplio desahogo para su frustración. No queremos decir con esto que estemos por la sustitución de las «cruzadas» por funcionarios modernos, con métodos de represión más actuales, en esto y otros adelantos parece que va a consistir la reforma del régimen penitenciario que anuncia el nuevo Director General de Prisiones.

Nosotras no queremos unas cárceles mejores. Queremos que no las haya, nadie merece ser enterrado en vida.

Presas Libertarias de Trinidad

EL LUCHA COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

ESPAÑA,
EN ASCUAS

LA NUEVA DICTADURA

PARIS. — La Nueva Dictadura, postfranquista, ha desencadenado contra los trabajadores una guerra que tiene dos frentes: el bancario y el «social-comunista».

Las Nuevas Cárceles, no menos criminales que aquellas que, heredadas del patrimonio social del Dictador, donde continúa asesinandose y criminalizando a los ciudadanos, tienen dos fisonomías: las letras de cambio donde nos condenan a hipotecar nuestra vida a la cadena del horario laboral, y los «sindicatos», que venden a los trabajadores como carne de cañón en las «negociaciones» con la patronal.

El Noveno Congreso del Partido Comunista de España (P.C.E.), la política parlamentaria del Partido Socialista Obrero Español (P.S.O.E.) vienen a apuntalar el proceso de terrorización que, en la Península, se está perpetrando contra los ciudadanos, contribuyendo, de modo eficaz, a que la Acumulación de Capital, acelere su vampirismo, que desencadenará normalizando-monetariando la vida, la carne, la existencia de los ciudadanos.

Tras la muerte del Dictador, el Capital, en la Península, necesitaba liberarse de las trabas administrativas-feudales que encorsetaban su expansión salvaje. El Dictador impuso, manu-militari, una economía centralizada, un modelo genuino de capitalismo estatal regentado por la burocracia militar - administrativa. Los monopolios, bancarios e industriales, reposaban en la ley de la justicia militar, controlada por los militares golpistas.

La remodelación del control político que siguió a los acontecimientos del otoño del 75, impuso una lógica financiera sensiblemente diferente: el Capital, libre, al fin, de las «trabas» del militarismo de preguerra, encuentra el horizonte despejado para acelerar un proceso de acumulación salvaje: las multinacionales, los consorcios bancarios americanos, alemanes o franceses, inician la conquista de los bastiones que aún no controlaban: los bancos españoles salen al exterior en busca de negocios.

(Sigue pág. 8)

Congreso Internacional de Federaciones Anarquistas (23-27 marzo 1978)

Perspectivas para una revolución social de inspiración anarquista

CARRARA. — Del 23 al 28 del pasado mes de marzo, se celebró, en Carrara, Italia, el Congreso Internacional de Federaciones Anarquistas (I.F.A.).

Una comisión compuesta por las Federaciones Anarquistas Ibérica, Italiana, Francesa y Búlgara, elaboró un informe-moción en torno a las «Perspectivas para una revolución social de inspiración anarquista».

Dicho informe de trabajo se dividió en tres puntos:

- a) «Movimiento obrero y campesinos asalariados».
- b) «El sindicalismo contemporáneo y el Anarquismo».
- c) «Relativo a las cooperativas y comunidades».

La lucha-guerra social, en nuestros días, en dicho marco, se analizó de este modo:

El sindicalismo actual en el mundo entero (excepción hecha del anarcosindicalismo y como ejemplo la C.N.T. de España), se ha convertido en una estructura de integración al sistema capitalista privado y estatal: correa de transmisión de los partidos políticos (Francia, España, Italia); engranaje estatal (Países del Este y Escandinavia); corporativo sin perspectivas generales ni siquiera reformistas (USA), o las tres opciones a la vez como en Alemania.

La finalidad de los anarquistas es la Revolución Social y el Comunismo Anarquista, utilizando la Acción Directa, antiparlamentaria y el Federalismo Autogestionario.

Partiendo de estos datos, la Comisión comprueba que en el seno de la I.F.A. existen dos apreciaciones en cuanto a opciones prioritarias a dar a la lucha:

La mayoría de Federaciones se pronuncian por la continuidad de la tradición ANARCOSINDICALISTA, en tanto que medio de lucha con finalidad revolucionaria, tal como queda precisado en la resolución adoptada en el 1^{er} Congreso de la I.F.A. en el segundo punto del Orden del Día, Carrara 1968.

Por lo contrario la Federación Anarquista Francesa, teniendo en cuenta la situación del sindicalismo obrero en su país, posterga la creación de estructuras Autogestionarias y Federalistas. Ella preconiza la coexistencia momentánea de actuaciones antiautoritarias diversas: fuera de los sindicatos reformistas se actuará en tanto que grupos anarquistas de empresa. En el seno de dichos sindicatos, obrarán en tanto que minorías sindicalistas revolucionarias, practicando la acción directa y criticando la burocracia que los domina en toda gestión mediadora. Para la Federación Anarquista Francesa, esta estrategia tiene como objetivo la creación de un movimiento autónomo

de los trabajadores (Confederación anarcosindicalista, federación de consejos obreros, u otras modalidades...) en el momento que las condiciones necesarias sean propicias.

cia la más completa, pasando por la convivencia de los dos aspectos.

Es importante de demostrar la convergencia entre esos dos fenómenos sociales cuyos límites no son estrictos y se recortan con frecuencia.

Las cooperativas y las comunidades demuestran que la Anarquía no es una utopía, en cambio es viable tanto en el plan de relaciones entre los individuos, como en el de relación de producción. Por consiguiente esas cooperativas y esas comunidades son interesantes como valor de ejemplo y permiten a ciertas de sustraerse temporalmente de una parte de nuestra opresión cotidiana.

“El sindicalismo se ha convertido en un sistema de integración al sistema capitalista.”

“Suprimir las relaciones autoritarias en el plano afectivo y humano.”

“Acción directa, antiparlamentarismo, Federalismo Autogestionario.”

COOPERATIVAS Y REVOLUCION

La filosofía y la acción revolucionaria anarquista, tiene por finalidad la liberación del individuo y la emancipación de la humanidad.

Existen dentro de nuestra sociedad, dos fenómenos que forman parte de la expresión y de la acción libertaria: las Comunidades y las Cooperativas.

Las Comunidades libertarias buscan la forma de suprimir las relaciones autoritarias entre los individuos sobre el plan afectivo y humano.

Las cooperativas se limitan a la producción y al reparto de bienes de consumo. Se conocen dos formas:

● las cooperativas del siglo pasado, por ejemplo los fansterios, creados con el fin de intentar esbozos de socialismo libertario, han degenerado por una burocratización interna impuesta por el medio capitalista que finaliza por dirigirlos;

● hoy día en ciertos casos, los trabajadores están forzados en crear una cooperativa a fin de salvaguardar sus empleos. Con esta situación, el carácter tomado por el fenómeno cooperativista, puede ir de la autogestión afirmada hasta la burocracia

Estos islotes de libertad y de igualdad, no derrumbarán ellos solos la sociedad capitalista y estatal, que han sabido en el transcurso de la historia y por varias veces, dejarlas vivir, cuando éstas no la han puesto en peligro.

Evidentemente que el hecho de poner en causa a la autoridad, las tentativas comunitarias y cooperativistas son molestas para el Poder del Capital y del Estado, y que nuestros opresores harán todo lo que puedan para destruirlas o bien integrarlas en sus ruedas jerárquicas.

Pues estas formas de liberación precaria y parcial no dan lo concreto de la economía de una revolución social, falta el primer puntal indispensable a nuestra emancipación. No condenamos las cooperativas y las comunidades; se puede comprender de que anarquistas participen en ellas, pero su presencia aunque efectiva a lo sumo no bastará para concretizar nuestro Ideal. Estos intentos libertarios no son incompatibles con la penetración del anarquismo social en el movimiento obrero el cual queda la condición «sine qua non» de la revolución social y total.

Comunicados

LE COMBAT SYNDICALISTE	
ABONNEMENTS :	
France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00
Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.	

ACTIVIDADES EN PROVENZA

DOS JIRAS CONFEDERALES Y LIBERTARIAS. La primera tendrá lugar el **domingo 28 de mayo 1978**, en la magnífica «Forêt des Cèdres» en Cabrières d'Avignon (Vaucluse).

La segunda se celebrará en la hermosa pineda-playa de «L'Aiguade» en Hyères (Var) el **domingo 25 de Junio 1978**.

En ambas se desarrollarán juegos infantiles, música variada, comida campestre, alocución de actualidad, radio-«crochet», etc.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, invita fraternalmente a todos los afiliados de sus Federaciones Locales, familiares, simpatizantes, emigrados, amantes de la naturaleza y a la juventud antifascista y revolucionaria.

En la Jira de Hyères todos los ancianos residentes en la casa de reposo del «Beau Séjour», sin distinción, serán los invitados, como todos los años, de la familia confederal y libertaria de Provenza.

La próxima Jira Inter-Nuclear, organizada en conjunto con el Héral-Gard-Lozère, tendrá lugar el mes de julio. La fecha y el lugar serán anunciados oportunamente.

F. L. DE THLAIS

Celebrará Asamblea el domingo 7 de mayo en el lugar y hora habituales.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el domingo día 14 de mayo a la hora y en el lugar acostumbrado.

F. L. DE PARIS

Celebrará Asamblea General el domingo día 14 de mayo a las 9,30 de la mañana en el Centro Confederal.

JIRA NUCLEAR A CARRIERES DE AVIGNON

La Federación Local de Marsella pone en conocimiento de todos los afiliados y simpatizantes que organiza «Cares» para el desplazamiento colectivo que tendrá lugar el domingo 28 de mayo.

Para inscribirse, todos los días de la semana en el local social, 12, rue Pavillon, 2° piso, Marsella.

Precio: 20 francos.
Salida: Cours Saint-Louis-La Canabière, a las 6,30 horas.

C. DE RR. ZONA NORTE

Suscripción Pro-Ediciones de Propaganda para el Interior. Lista n° 2.

Suma anterior: 1.748,35 francos.
Jiménez Aguilera, Redon, 100; Reboll, Béziers, 200; Cristóbal Parra, Charleval, 20; Rafael Adell, id, 20; Juan Brugués, Mane, 20; Miguel, Bondy, 100; Balaguer, St-Girons, 40; José Francitorra, Bernay, 40; Mauricio, Bruselas, 30; Aquilino Fernández, Athys Mons, 200; Guillermo García Rivesaltes, 30; Rosita Peralta, Labastide Rx., 20; Julián Floristán, Royan, 100; Un grupo de St-Etienne: Larrea, Burillo, Moya, Nanu, Yebra y Carpio, 167; F. Local de Marignane, 500; F. Local de St-Chelip d'Apcher, 60; Salvador Ripoll, Villamblar, 300 F.
Suma y sigue: 3.695,35 francos.

PRINCIPIOS PARA LA LUCHA SOCIAL

Bases ideológicas del anarquismo social, organizador y revolucionario

CARRARA. — El Congreso Internacional de Federaciones Anarquistas, confirmando la posición histórica del Movimiento Anarquista organizado tomada en 1872 en la Conferencia de Saint-Imier y las resoluciones del Congreso de Carrara de 1968, tomando en consideración las aportaciones de las Federaciones y de los Grupos adheridos a la I.F.A., considera, después del estudio sobre las bases ideológicas, tácticas y de organización establecidas por nuestros teóricos (Bakunin, Kropotkin, Malatesta, Rocker y otros) que, se hallan históricamente confirmadas por las experiencias de las luchas sociales y revolucionarias de los pueblos y los trabajadores, particularmente por la «Commune» de París, la Revolución Rusa y la Revolución Española, son valables y de actualidad.

Estos principios son los siguientes:

Negación de la autoridad y de toda clase de poder; negación de la jerarquía; negación de las leyes jurídicas. Libertad, igualdad, justicia social, contrato libre, libre iniciativa, ateísmo, antimilitarismo, internacionalismo, descentralismo, autonomía y federalismo, autogestión y Comunismo Libertario.

La negación de la autoridad y de toda clase de poder, es el principio esencial y el signo distintivo del anarquismo y del Movimiento Anarquista. Los otros principios libertarios resultan de esta negación de la autoridad y del poder. El poder asume tres formas distintas en la sociedad actual: **Poder económico** representado por la propiedad y por el capital; **poder político** expresado por el Estado, partidos políticos, grupos de presión; **poder espiritual y moral** ejercido por las religiones y las iglesias, igualmente por todos los organismos e instrumentos de información, de educación, de instrucción, de orientación y de dominación espiritual, cultural y moral. El poder, toda clase de poder se traduce por la explotación del hombre por el hombre, opresión y dominación material, espiritual, moral y también física.

Estas tres formas de poder, están orgánicamente ligadas entre ellas y con privilegios que condicionan sus existencias y derivadas a la vez.

Es por esta razón, que la posición social y revolucionaria del anarquismo se expresa por la lucha irreductible **contra todo privilegio, por la igualdad, asegurar por la posesión social de las riquezas naturales, de los medios de producción, de los transportes, de cambio y reparto, de los productos, fruto del trabajo colectivo, por la autogestión de la vida social, política, económica y cultural.**

La libertad — condición sine qua non para el funcionamiento normal de todo organismo social y sano; la **solidaridad** garantizando la fuerza por la unión y la **justicia social** — principios únicos de una verdadera moral — determinan la estructura realmente viable de la futura sociedad libre.

Los principios del anarquismo no sufren cambio alguno. Afirman la incompatibilidad del anarquismo con el marxismo, que éste sea dogmático o no, cuando no pone en causa la cadena lógica del pensamiento que partiendo de la teoría conduce a la práctica o al reconocimiento del poder estatal, así que todas las teorías autoritarias representadas bajo una forma liberal. Estos principios de base del anarquismo reafirmados, reconocemos la posibilidad de efectuar un nuevo análisis anarquista siguiendo las condiciones socio-económicas y contemporáneas. Este análisis concebido como crítica anar-

quista y no como crítica del anarquismo, puede moverse, por ejemplo en el cuadro siguiente no limitativo, análisis diferente del siglo XIX, estimando la función actual del Estado, de la composición y de las relaciones entre las clases, de la evolución de la ciencia y de su vulgarización, la función de esta última al refuerzo de la alienación, de la utilización del «mas-media» por el Estado y los Partidos; de formas alternativas tendientes a transformar la vida cotidiana.

La realización, la edificación y funcionamiento armonioso de esta sociedad, no puede ser sino la obra de los hombres directamente interesados, es decir, de los individuos que por su situación social o por motivaciones de carácter ideológico, son solidarios con la clase trabajadora.

En el cambio de medios de realización de aspiraciones a la emancipación total de los hombres, el anarquismo social rechaza el parlamentarismo y el reformismo. La emancipación social no podrá ser alcanzada que por la acción directa sostenida y que conduce a la revolución social, es decir la transformación radical de la sociedad y de todas sus estructuras.

La espontaneidad revolucionaria, es un fenómeno natural y necesario, mas una de las condiciones esenciales para la realización de la meta final es la **existencia de organización revolucionaria** antes y durante la revolución. Esta necesidad exige la **organización de fuerzas ideológicas**, la edificación de grupos libertarios, territorialmente federados, sobre el plan nacional e internacional, así que la **organización de trabajadores** por ellos mismos a nivel de empresa, laboratorios, establecimientos, por profesiones y ramas de producción y territorialmente, igualmente en el plan nacional e internacional.

ACTIVIDADES EN ANDALUCIA

CORDOBA: Del 16 al 20 de Mayo actividades diversas, presentaciones, conferencias etc.

GRANADA: El 21 de Mayo, **GRAN MITIN**, con la participación de F. Montseny, Enrique Marcos, Juan Gómez Casas, J. L. García Rua, Ramón Liarte y otros.

MALAGA: El día 22 de Mayo, Conferencia de Federica Montseny en la Universidad de Málaga.

SEVILLA: Jornadas Libertarias del 24 al 28 de Mayo.

TOMBOLA CONFEDERAL 1978

100 interesantes premios, cuya lista será completada incesantemente.

Sorteo durante la Jornada del Libro Libertario, el domingo 18 de Junio, en el Centro Confederal de París, en el curso de la cual se desarrollará un programa interesantísimo.

Reservad la fecha indicada y se pueden adquirir aún boletos. Los pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, Paris, (20) CCP 923 233 V Paris.

NOTA DE LA SECRETARIA DE CULTURA Y PROPAGANDA DEL S.I.



Cuadro en colores impreso en off-set, de 60 x 40 centímetros, simbolizando varias fases de la epopeya revolucionaria de 1936-39.

Obra del compañero José Vergara y entregado por éste en beneficio de Pro-España.

Puede adquirirse al precio de 10 francos ejemplar, a la dirección siguiente: Honorio Martínez, 4, rue de Belfort, C.N.T., 2°, 31000 Toulouse (Francia).

Con miras a aminorar en lo posible gastos de envío, etc., encarecemos a las FF. LL. que hagan por pedir globalmente los ejemplares de sus respectivas localidades.

EL TERRORISMO, HOY

CARRARA. — El Terrorismo del Estado moderno ha encontrado un rival: el terrorismo stalinista, leninista, trotskista, que utiliza el crimen del mismo modo ciego, ausente de ética que el Estado mismo que los grupúsculos marxistas pretenden fundar y han fundado en más de la mitad del planeta.

El Terrorismo del Estado es el crimen más hominoso contra la libertad de los ciudadanos. La Internacional de Federaciones Anarquistas ha elaborado un informe sobre tales asuntos, que dice así:

La I.F.A. proclama, para los anarquistas, la libertad de escoger todo medio de acción, no estando éste en contradicción con los principios libertarios y las finalidades perseguidas por el movimiento. Que sea individual, minoritaria o de masas, violenta o pacífica, reivindicativa o revolucionaria, legal o clandestina, la acción anarquista debe reflejar en ella misma la altura moral de los postulados fundamentales del Anarquismo.

El derecho, individual y colectivo, a la insubordinación, a la revuelta y a la insurrección es imprescriptible e incodificable. Es un hecho natural y espontáneo.

Los anarquistas, organizados en la I.F.A., que se interesan verdaderamente del problema de la revolución, es decir en la supresión del privilegio económico, social y cultural, tienen conciencia de hallarse colocados en una situación de violencia.

Para los anarquistas, existe un problema ético en la utilización de una violencia que no puede confundirse con la de la fuerza pública, legalizada por el poder de Estado y del Capital; no tiene equivalente con la brutalidad que los referidos imponen diariamente y de forma sistemática contra los individuos. Esta violencia del Estado donde el fundamento cultural debe buscarse en el patriarcado, causa de toda otra violencia, encuentra su expresión la más consumada a través la militarización creciente de la sociedad.

La I.F.A. rehusa las formas de acción política fundadas sobre la violencia ciega e innecesaria. La ausencia del respeto de la dignidad humana, incluso de sus enemigos y mucho más de los neutros e inocentes. Denuncia toda forma de manipulación, violencia y terrorismo militarista y estatal, los cuales se profundizan con frecuencia dentro de la acción de organizaciones políticas, las cuales, hoy perseguidas y luchando en pro de causas justas, aspiran por la mayor parte de ellas, por sus métodos e ideologías, a consti-

«La I.F.A. rehusa las formas de acción política fundadas en la violencia ciega e innecesaria.»

«Es imprescindible el derecho a la insubordinación y la insurrección.»

«La lucha revolucionaria debe enraizarse en las luchas de los trabajadores.»

tuirse en futuro poder de Estado.

El recurso a la lucha armada, traduce la transformación del enfrentamiento de clase en afrontamiento militar, por una práctica de guerra entre aparatos especializados, grupos armados y bandas represivas del Estado. La extensión cotidiana de tales prácticas no demuestran sus éxitos, al contrario contribuyen al refuerzo de medidas de represión del Capital y del Estado quienes después de hacer pagar los gastos de la crisis a los trabajadores, hacen pesar sobre ellos una represión acentuada. Y es mucho más peligroso y hasta suicidario, buscar la puesta en ejercicio de una represión cuando no se trabaja por la afirmación de una capacidad ofensiva dentro del movimiento obrero. Los anarquistas no creen que la propaganda por el hecho, concebida como el despertar mítico de la conciencia del proletariado siempre dispuesto a la réplica, pueda obtener el menor éxito. Si esta línea política se afirmara, no podría más que ahondar el foso entre activistas y la población.

LA REVOLUCION, HOY

La radicalización de los enfrentamientos toma su punto de arranque después de las grandes esperanzas levantadas por las luchas de 1968-69 cuando la creatividad popular chocaba contra el muro de su propia impreparación a la autogestión, permitiendo el renacer de burocracias neoreformistas de grupúsculos. La incapacidad de hacer la revolución «enseguida y a no importa qué precio» ha conducido a numerosos compañeros y militantes de la izquierda o de extrema izquierda, a una práctica cotidiana hecha de compromisos a la sombra de la política parlamentaria, a un repliegue individualista del «laissez faire», a un repliegue basado sobre cierta concepción de clandestinidad. Esto es el fruto de concepciones que nada más pueden conducir a un reformismo oportunista o a un extremismo militarizado.

Decimos que es hora de situar



de nuevo la actividad del revolucionario en el terreno que es el suyo, en el seno de las luchas de los trabajadores y paralelamente de darle cuerpo a la propaganda específica anarquista, buscando hacer comprender la validez de nuestro pensamiento.

La solidaridad de los anarquistas significa ante todo defender a todos los que combaten el Capital y el Estado, practicando correctamente la crítica y no la calumnia hacia sus militantes. Solidaridad y crítica son los dos aspectos de nuestra ética, porque somos conscientes que es a partir de la liquidación física de sus militantes que el Estado emprende el ataque contra todos los comportamientos antireformistas y antiautoritarios...

Los anarquistas afirman que la Revolución Social es indispensable para la instauración de una sociedad sin clases, sin Estado ni patriarcado, donde toda violencia haya desaparecido. Por lo tanto no creemos que las clases dominantes renuncien a sus privilegios económicos, sociales y culturales, sin que estén obligados de hacerlo. El enfrentamiento violento está, por lo tanto inscrito en la fase insurreccional, violencia que na-

da más puede ser que colectiva, como siempre lo han sido las revoluciones pasadas.

En tanto que movimiento organizado, el Anarquismo debe de establecer una estrategia de lucha, basada sobre la inteligencia, capaz de analizar con lucidez las lecciones de la historia y la situación y porvenir de nuestra sociedad. Es en eso que reside el interés fundamental del concepto de Acción Directa, que sea violenta o pacífica, modo de acelerar la toma de conciencia de capacidad

des de auto-organización y auto-emancipación colectivas.

El terrorismo revolucionario anarquista ha sido excepcional, ejemplar, en el sentido de que no ataca a inocentes, pero sí a personas que llevan en ellas la responsabilidad de otros terrorismos, justificados por las leyes políticas o morales.

Como Malatesta estamos en desacuerdo con los opuestos a toda violencia, como con los compañeros dispuestos a no importa qué violencia. No aprobamos ni condenamos, en bloque, a toda forma de «terrorismo».

Estamos inducidos a constatar que estos actos terroristas en muchas ocasiones, son motivados por otro terrorismo, con el cual se hace prevalecer una clase dirigente sobre el pueblo. Constatamos igualmente que las consecuencias fueron negativas, sino nefastas, para el movimiento obrero en general y el movimiento anarquista en particular.

Pensamos que la práctica de la violencia revolucionaria, no puede ser comprendida y aceptada que si existe paralelamente un potente movimiento obrero organizado ampliamente adicto a las ideas libertarias.

RIPIOS

Unos trabajadores soviéticos

PARIS. — Un grupo de trabajadores soviéticos de procedencia de pueblos diferentes, han hecho circular una «carta abierta» a las autoridades soviéticas, protestando contra la suerte que le es reservada. La hoja decía así: nosotros formamos parte de los parados forzosos rusos, echados a la calle de sus empresas, por haber intentado de ejercer el derecho de crítica y el derecho de hablar libremente.

Sería esencial, que el pueblo ruso soñara de hacer de nuevo otra Revolución, ya que la presente, no reúne ninguna condición humana.

Un francés que conversaba conmigo en el «Metro» de París, que ignoraba mis orígenes, me hablaba del problema de «des étrangers en France», naturalmente este problema es el primero que resurge, cuando existe una crisis económica; me preguntaba cuál era mi opinión, le contesté que yo no era el más adecuado para responderle, ya que yo también era extranjero.

BOKASA 1°. No es un sueño. ¡Es verdad! Hay para caerse de la cama. Un hombre que se nombra monarca él mismo, con la complicidad general de los que se sentaron a su derecha.

El sistema no es nuevo, otro lo ha empleado recientemente sin que ninguna «voluntad popular» se lo pidiera, colocándose en el más «alto pedestal» de España.

LUCHAS SOCIALES

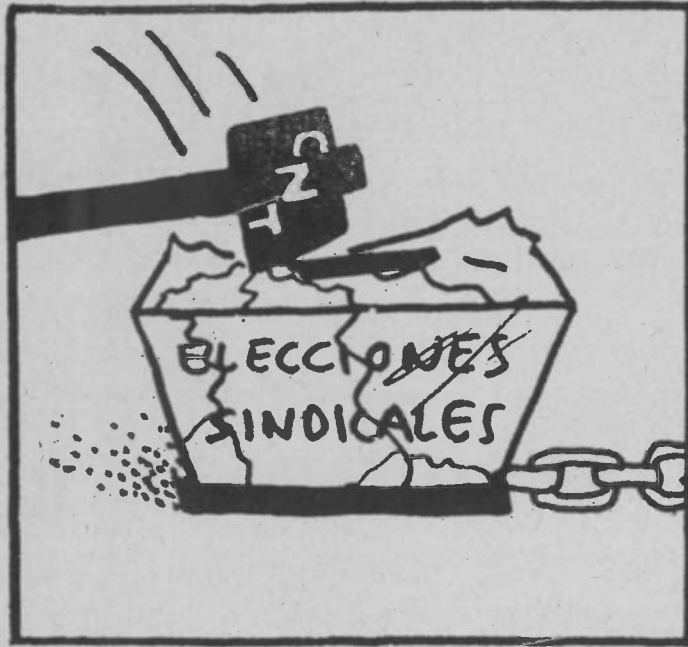
«SINDICATOS»: CARCELES CONTRA LOS TRABAJADORES

TARRASA. — Que de lo que tratan es de acabar con la autonomía, la independencia de clase, entendiéndola como el derecho de los trabajadores a plantear cuestiones y decidir por sí mismos, sin «lumbres» redentoras, es una realidad palpable.

Esta realidad incuestionable tratase de esconder bajo formas de propaganda sùtiles, desviando la cuestión hacia aspectos de forma, como la cosa de listas abiertas, cerradas, independientes o unitarias que no modifican el fondo de la cuestión ni sus resultados. Tan lamentable es esta cuestión, en la que habria de existir el máximo de clarificación y aires limpios en tanto que se juega el porvenir de la clase obrera de los próximos años.

Clarifiquemos algo, pues, y veamos el cómo y porqué se mueven los hilos: las centrales sindicales reformistas, UGT, CC OO, USO, etc., entienden el sindicalismo sólo y exclusivamente como reivindicador de cuestiones económicas, lo demás (finalidad transformadora de la sociedad, concepción de nuevas formas de relación entre humanos, etc.) es cuestión de los partidos. Es decir que dichas centrales desvinculan la lucha económica de la social o política (a pesar de que ellas naturalmente lo nieguen, pero la realidad lo canta). ¿Porqué? Porque, en principio, la independencia a que se ven sujetos dichos sindicatos a su partido-guía así se lo exige, y estando estructuradas jerárquicamente sus entidades de base, sus sindicatos, no tienen otra salida. Aparte de esto y otras cosas es que ni se lo plantean pues en este caso habria que contestarse qué lugar ocuparía el partido y qué necesidad habria de él? Ninguna.

Así, bajo estas premisas los sindicatos reformistas se convierten en un almacén de votos para cuando el partido los necesite y siempre en un carcelero represor de las iniciativas del proletariado afiliado a dichas centrales, en tanto que dichas iniciativas desborden o no surjan de las directrices emanadas del partido. Dadas así las cosas no hay que esforzarse mucho para entender el porqué del interés de partidos, centrales de un lado, y de la patronal y gobierno por otro, en armonioso



La «ley», el salario mínimo», la «justicia social»... rostros del mismo Terror Social perpetrado desde el Poder.

«consenso» de celebrar unas elecciones sindicales, los intereses de TODOS en este caso coinciden.

Los partidos, por medio de su central podrán extender su opción sectarista del poder basándose en la caudaca acción parlamentaria, centralizando a la vez las acciones autoor-

ganizativas de la clase bajo sus «alas».

La Patronal y el Estado encontrarán a su vez la seguridad de tener dialogantes «sensatos» dispuestos a «transacciones» y que a cambio de parcelas de poder, diputaciones, concejalías, etc., serán los mejores defensores de «ese orden».

ES EN LA CALLE DONDE NOS TEMEN

TARRASA. — El 12 de Abril fecha en que se había convocado un paro de los trabajadores del textil a nivel nacional en apoyo de su Convenio, ha sido un día más... en la acción reivindicativa sectorial obrerista. Nada hay de especial en un paro que, en principio, estando programado como estaba (24 horas) no podría cubrir más objetivos que el de, una vez más, demostrar la capacidad combativa proletaria a pesar de los condicionamientos y restricciones en que tanto los partidos «obros», como las centrales sindicales reformistas, vasallas de ellos la tienen sometida.

Es por esto el que a pesar del éxi-

to de dicha jornada, al que ha contribuido en buena parte el activismo cenetista, vamos a tocar un aspecto del desarrollo de dicha acción, en el que a pesar de encubrimiento y la irrelevancia general que se le ha dado, a nosotros, como anarquistas y anarcosindicalistas nos interesa resaltar por lo que de cambio sustancial en la concepción de lucha obrera supone, cambio hoy apenas perceptible pero que a nosotros incluyéndolo en el mismo debemos de ampliar, pues ello puede conducir a no dudar en la adopción y asunción total de él por parte de la inmensa mayoría trabajadora.

El asunto se centra en el que ¡por

fin! los trabajadores, todo un sector de la producción nacional, han salido de las fábricas, han salido a la calle a vocear a plena luz, a pecho abierto y unánimemente sus reivindicaciones, han dejado el taller, la fábrica y se han lanzado a la calle, por poco tiempo pero han salido. El costumbrismo huelguístico a que inexorablemente había conducido la fenecida CNS, costumbrismo adoptado por las reformistas CC OO, USO, UGT, (hacer paros en la empresa a pie de máquina sin salir, con lo que encima de no cobrar estabas encerrado) ha sido roto, un nuevo paso, aún tímido, ha sido dado por el Movimiento Obrero: los viejos moldes tan bien queridos por los «mecenas de la reacción» comienzan a ser sustituidos por la acción organizada, nuevamente los trabajadores recomienzan a descubrir su andadura, la utilización de los medios y formas de lucha más idóneos para llevar adelante sus reivindicaciones, medios y formas que se centran en la adopción táctica y fáctica de la ACCION DIRECTA donde el proletariado puede y va a encontrarse a sí mismo, lejos del pozo de siglas sindicales con perfume reaccionario y antiobrero, van siendo adoptados.

La calle fue tomada por trabajadores y no pasó nada y tampoco pasará la próxima vez que ocurra porque así será, hay que desterrar la pusilanimidad, las telarañas del pasado aún reciente, salir a las calles a plantear las cuestiones dándole réplica a la inutilidad parlamentaria. En la acción combinada de la calle y la fábrica es donde el proletariado ha de jugar su papel determinante y donde tiene su fuerza de impulsión.

Es ahí en la calle, donde nos teme el capital, donde debe estar nuestra presencia, donde nosotros los primeros al frente como hombres, trabajadores y anarcosindicalistas y anarquistas hemos de estar, llevando nuestra voz y nuestra idea codo a codo con los demás compañeros de los talleres y fábricas, porque en definitiva sabemos que en la calle es donde la acción reivindicadora en el tiempo deviene en acción revolucionaria y en la consecución y culminación de ello somos los más interesados.

F. GARCIA CANO

SOL Y SOMBRAS

ARTURO Y LOS OTROS

PARIS. — Arturo Brufau fue el hombre que apuró su vida en donosos humorismos y terminó suicidándose. Así, de crudo. Caso parecido conocimos en París, cifrado en Amadeu de Santa Coloma, de Queralt, no de otra cosa. Este animó centros de refugiados, entre ellos el nuestro de Ste. Marthe, tan necesitado de bromas para mitigar agriosidades y malquerencias.

Arturo era de Tous y Amadeu de la próxima vecindad tarraconense. Total, unos veinte kilómetros de distancia. En el carácter de ambos, no existió distancia posible.

Arturo era de Carreteros y en más de una ocasión por asuntos sindicales quedó sin carro. Yo, con mano en cierta empresa, lo tuve una de esas veces a mi vera en el tajo. La labor era dura, de pico y pala, y estoicamente, la cumplíamos. No era Arturo un voceras del «¡no hay derecho!», ni torcido. Cumplía, y en alguna relación ocasional manifestaba inconformismos y anarquías sin amargura. Coincidentes, nos moviábamos satisfactorias sonrisas, eso que des-

pierta curiosidades, y a veces adhesión en los ajenos.

Arturo abundaba gracia incluso en momentos duros, de los tantos como «dos conscientes» atravesamos. Y ahí lo tenías en los peligros, en las solidaridades, por difíciles que fuesen. Era una suma de humanidad, un dechado de compañerismo. Duele en la entraña perder una entidad moral de esas.

Yo y él abundábamos — lo repito — en ironías perjudiciales, desconcertantes, para el enemigo múltiple que se nos enfrenta. Motivo que ayuda a prolongar la vida... cuando uno la ambiciona para siempre. Desgraciadamente, Arturo se cansó de vivir, o lo cansaron. Tengo para mí que su ética no pudo resistir la vigencia del franquismo. Otro factor emocional no lo comprendería para una finalidad tan absoluta.

Hace años que Arturo acudió a la nada y yo continuo animándome en sombra. Prefiero recordarlo en el Ateneo Porvenir, en gozosa

compañía con nuestros añosos: Pau Serarols, gran solidario; Bartomeu Riba, el integro; Pere Massó, distraído, y sin embargo constant; Josep Castellana, el del «donques» atravesante, mas con anárquicas intenciones; Miquel Tudó, el libertario de 1900, suscriptor de «La Revista Blanca» primera época; y Antoni Massana, el pilar más fuerte del sindicalismo local.

Cumplido su deber compañeril con todos nosotros, los siete salían conjuntos al Paseo, donde apurar la jornada dominguera en amistad indisoluble. Eran así, las fraternidades de antes.

Ya casi ninguno de los citados existe. La vorágine del tiempo nos devora. Y yo, cuando vuelva a poner pie en el Paseo de marras, a la vera de lo que fue Ateneo Porvenir recordaré a ese grupo de «viejos» queridos, envuelto en sus amables sombras.

Una debilidad que quizá sólo yo comprenda.

J. FERRER

Jornadas sobre la vivienda y su entorno.
Problemática y Alternativas

Colectivizar el suelo, única solución para los trabajadores

MADRID. — En los días 15 y 16 de marzo se han celebrado en el Eurobuilding Hotel, de Madrid, unas jornadas sobre la vivienda organizadas por el Colegio Oficial de Aparejadores y Arquitectos Técnicos. Estos coloquios tenían por finalidad recoger la mayor cantidad posible de criterios para incorporarlos al borrador del proyecto de Ley de Bases de la Edificación, que está preparando el Gobierno, a través de una Comisión Interministerial encargada de estructurar el Sector. A ellos, a los coloquios, habían sido invitados a exponer su alternativa, además de los Colegios Profesionales, las Asociaciones Empresariales y los Organismos Oficiales de la Administración, los Partidos Políticos y las Centrales Sindicales.

A nosotros, la C.N.T., nos correspondió intervenir en la primera Jornada, teniendo como oponentes a los representantes del PSOE, de la UCD y de la UGT, por un lado, y de otro, al Director de la Escuela Universitaria de Arquitectura Técnica, al representante del Colegio Oficial de Aparejadores, a la Federación de Asociaciones de Vecinos y al Director General de Vivienda. Como moderador actuó Martín Ferrand el conocido locutor de RTV.

La primera Jornada comenzó a las 19 horas, en punto, como estaba previsto. La participación de los oradores consistía en una intervención de cinco a diez minutos de duración, para exponer sus puntos de vista acerca de los temas a tratar, seguida de una rueda de preguntas y respuestas entre el público asistente y los oradores, para terminar con una nueva ronda de intervenciones de todos los oradores resumiendo los aspectos más importantes de la charla. Durante unos instantes el coloquio degeneró en un áspero diálogo, de guante blanco, entre los representantes del PSOE y de UCD, sobre la posible participación del PSOE en el Gobierno, en un futuro próximo.

SOCIALIZACION - AUTOGESTION

La intervención del representante de la CNT se produjo en tercer lugar, precedido de los del PSOE y de UCD. El tema elegido por el representante de la CNT, fue el del SUELO.

Su intervención es la siguiente:

«Señoras y señores, buenas noches. Al comenzar mi intervención quiero saludar a todos los presentes y, sobre todo, dar las gracias, en particular, al Colegio Oficial de Aparejadores y de Arquitectos Técnicos, por dar la oportunidad a la Organización a la que pertenezco, la CNT, a la cual represento en estos momentos, de participar en este coloquio sobre la Vivienda, tema de tanto interés social. Hasta ahora, nosotros habíamos tenido que enfocar estos problemas en la calle, desde la acera de enfrente, y necesariamente nuestras respuestas han de ser consecuentes con nuestra actuación. (Rumores en el público).

Marín Ferrand: Moderador: «Yo le diría al representante de la CNT que ahora ya nadie se encuentra en la acera de enfrente.»

Representante de la CNT. — «Eso lo dirá Ud. La CNT sigue donde estaba antes, a no ser que se demuestre lo contrario. (Nota: aún no había estallado el asunto del asesinato de Agustín Rueda, como sucedió dos días después).

Continúa la intervención del representante de CNT: «El coloquio en conjunto está lleno de sugerencias. No voy a entrar en la crítica, ni aún en el análisis de la crisis del

sector de la Edificación, pues considero suficiente, pero no exhaustivo, para el propósito que aquí nos ha reunido con el borrador del Colegio Oficial de Aparejadores.

»Pero hay algo del borrador que

**CNT: municipios
libres, sistema
federalista,
socialización**

suscribo en particular: la denuncia que se hace en él, o sea, las aspiraciones de la población sobre sus condiciones de vida y sus condiciones reales. Para mí en ese forcejeo entre aspiraciones y realidades reside el fondo del problema.

»Yo pienso que todas las normas, todas las leyes que se dictan en el marco de la Sociedad actual conllevan aspectos tecnológicos buenos, a condición de que se cumplan. Por ejemplo: la Ley del Suelo de 1972 para el Área Metropolitana de Madrid es una ley importante que de haberse llevado a la práctica en toda su extensión hubiera resuelto muchos de los problemas constructivos que ahora aquejan al sector. Pero ni las autoridades competentes en la materia, ni los arquitectos, ni aparejadores, ni menos aún las inmobiliarias y las empresas constructoras, las han respetado nunca. Y de ahí, los escándalos que todos conocemos en materia urbanística. Son el resultado de un sistema basado en la propiedad privada que ampara la especulación y la corrupción en materia de viviendas.

NUEVO CODIGO

Evidentemente la problemática del nuevo Código debe de recoger esa doble denuncia del borrador y orientar su contenido en la resolución de esa contradicción. Está claro que de entrada renuncio a hacer un enfoque particularmente técnico del problema, que además no me corresponde, porque cualquier solución que pudiera ofrecer tendría que estar dentro del contexto de las leyes del sistema actual, con el cual, la CNT no se halla de acuerdo.

Mi exposición, pues, será en el aspecto social, y si puede ser, de manera constructiva. Nunca he creído en los nihilismos negativos. Soy anarquista, y me considero anarquista, porque para mí la Anarquía es la más alta expresión del orden, pero del orden natural; no del orden impuesto por cualquier minoría política de manera violenta. Y en definitiva lo que se busca con este coloquio es corregir una deformación

y de paliar unas ausencias de ese orden natural que se ha querido traducir en leyes, las cuales han dado hasta ahora resultados negativos. Todo lo contrario a lo que se buscaba.

»Entre los temas a tratar en este coloquio, como apertura, tenemos el del SUELO. Me perdonarán ustedes si les digo que para nosotros, los militantes de la CNT, la solución del problema del suelo, como de otros muchos problemas, es la SOCIALIZACION. Eso que parece una utopía, ciertamente, puede dejar de serlo en cualquier momento. Hoy, a la SOCIALIZACION se la llama AUTOGESTION, y el concepto lo reivindican desde los carlistas hasta los grupúsculos ideológicos sin personalidad definida, malversando su propósito social. Yo, seguiré llamando-

mos, indispensables para evolucionar hacia un futuro más humano en nuestra Sociedad.»

En la segunda parte, después de finalizada la rueda de preguntas y respuestas entre público y oradores, la cual giró principalmente alrededor de la corrupción en la financiación de viviendas y la escandalosa inflación en los costes del suelo, se pasó a la segunda ronda de intervenciones de los oradores. No obstante, es interesante resaltar un incidente durante la rueda de intervenciones del público, protagonizado por el representante del Colegio de Agentes de la Propiedad Inmobiliaria, Sr. Holguín, invitado de última hora. Trató de sostener el Sr. Holguín, en una intervención desafortunada, de que el precio del suelo rara vez sobrepasaba en un 10 % del cos-



to SOCIALIZACION; la idea me parece más clara para su interpretación y está avalada por la experiencia de unos ensayos revolucionarios que duraron casi tres años, en nuestro país, y que con distinta suerte se han intentado en otros países, en los últimos años.

PROPIEDAD COLECTIVA

»Efectivamente, no comprendo como un elemento tan necesario como el suelo (urbano o rural) donde el hombre realiza toda la andadura de su vida pueda ser propiedad privada de unos pocos, en sus diversos aspectos. Necesariamente algo anda mal en esta Sociedad desde sus orígenes para que hasta los centímetros cúbicos donde se entierra a una persona tengan un precio. Lo que no cabe duda es que el parcelamiento del suelo, la privatización del suelo, constituye un factor desestabilizador propio, ya que hunde sus raíces en el derecho de conquista, en la violencia en las relaciones humanas, que de múltiples maneras se ha perpetuado en la Sociedad a través del tiempo. El que haya llegado hasta nosotros en formas de leyes civilizadas no excluye su carácter represivo, ni atenúa su contenido explotador. Por eso, cuando hablamos de SOCIALIZAR lo hacemos con un sentido realista de lo que buscamos; esto es: restituir a la Sociedad lo que es suyo. Lo que verdaderamente es propiedad de todos.

»No admitimos que se nos diga que socializar es una utopía. A lo largo de la historia han existido muchas formas de propiedad social o colectiva, con buenos resultados. Por eso, cuando se nos ha invitado a participar en este coloquio, no hemos dudado en aceptar, con la esperanza de que ese nuevo Código de la Edificación que se proyecta contenga algunos de los elementos socializantes por los que nosotros lucha-

to total de la financiación de un edificio. Fue contestado por el representante del PSOE, primero, y a continuación por el Director General de la Vivienda, quienes establecieron de manera categórica que la incidencia del precio del solar oscila entre un 30 y un 45 %, según la ubicación del terreno.

COLECTIVIZAR O MORIR

Ya en la segunda ronda, el moderador, Sr. Martín Ferrand, trató de resumir la intervención de todos los oradores centrándolo en la tesis expuesta por los representantes del PSOE y de la UGT, quienes se manifestaron por la MUNICIPALIZACION del suelo, como solución al problema actual.

Llegado el turno de responder al representante de la CNT sobre si estaba de acuerdo o no con la municipalización del suelo, respondió:

«Nosotros estamos de acuerdo con la municipalización, o dicho de otro modo, con la comunización del suelo, o sea, la SOCIALIZACION tal como la establece el dictamen aprobado en el Congreso Confederado de Zaragoza, de 1936. Pero que nada tiene que ver con lo que proponen los compañeros socialistas. Ellos piensan en una sociedad como la actual y dentro del contexto de sus leyes. Nosotros nos referimos a los municipios libres dentro de un sistema federalista y libertario, que es distinto.»

Tres días después, el periódico «Diario-16», de Madrid, en una crónica recogía el final de las dos Jornadas sobre la Vivienda, en Madrid, y también las celebradas en Granada, señalaba que en el transcurso de los coloquios las discusiones se habían polarizado entre dos tendencias: Socialización y reforma dentro de la Administración actual.

OPINION

« CARTA A UN OBRERO »

III

Nunca hemos desesperado de las posibilidades humanas de dominar el mal. Estamos convencidos que el hombre digno — pese a las repetidas derrotas sufridas que nos parecen irremediables porque las juzgamos según el promedio de vida humana —, logrará condiciones que se acercarán a las por nosotros reivindicadas si tomamos conciencia de la realidad del tiempo histórico. Ese tiempo podrá reducirse si sabemos darle jaque cada vez con más precisión al terrible enemigo que es el totalitarismo descubierto o amagado.

Pensamos que en este aspecto, L. Caballero confunde sus conceptos con los que siempre fueron los nuestros cuando escribe, pgs. 5-6: «Si examináramos imparcial y desapasionadamente el problema, habríamos de reconocer que al falangismo español no le queda otro recurso sino la resistencia hasta el último momento; hasta ser cazado como una fiera, lo mismo que el fascismo

y el nazismo. Porque, ¿qué salida puede Franco dar a su situación? ¿Democratizar el régimen? Aparte que no sería creído por nadie, el aflojar de válvulas de su dictadura, sería dar paso a la justicia popular que le ejecutaría sin proceso. ¿Una restauración monárquica? Es tarde. Eso habría sido factible a raíz del término de la guerra civil. Hoy Don Juan renunciará, con buen juicio, a recibir herencia tan onerosa.» (...) «Ahora, al parecer, (se refiere al pacto de Postdam) caen en la cuenta (los aliados) del error cometido con la no intervención, aunque sospecho que, la mayoría de los gobiernos han adoptado esa actitud más que por simpatía a la República y a los republicanos españoles, como represalias por las concomitancias del Gobierno de Franco con Alemania, Italia y Japón contra los países aliados. Ese cambio nos ayudará pero no será suficiente para el fin perseguido.»

Creemos que L. Caballero se equivocó pensando que D. Juan renun-



ciaría a la herencia franquista. No renunció. Fue orillado por su hijo y por los estamentos a su servicio, atados y «bien atados». Pero, de aquel hombre cuyos errores confiesa tácitamente, debemos reconocer las virtudes que le dignificaron, especialmente en los postreros años de su

vida. Entre ellas cuentan esos alabonzos dados a las conciencias de sus propios camaradas. Aunque, a juzgar por su actitud actual parece que no los oyeron o que se acabó la conciencia.

Fernando FERRER

FANATISME...

PARIS. — Le fanatisme est un état d'esprit qui aveugle et empêche de voir la vérité. Cet état d'esprit est propre aux croyants, aux adeptes des sectes religieuses et des conceptions philosophiques dogmatiques. Il est rare de trouver parmi nous des individus qui se laissent dominer par le fanatisme, acceptent des vérités toutes faites et refusent de donner raison à ceux qui ne partagent pas nos idées.

Nous sommes enclins, plutôt, à la tolérance exagérée. La tolérance est un phénomène positif qui permet, non seulement un examen plus objectif et réaliste des positions que nous ne partageons pas en demeurant l'esprit ouvert pour apprendre toujours et élargir notre horizon spirituel, mais de maintenir un climat d'amitié et au moins, de bonne compréhension permettant la convivence, et l'extension de notre influence.

Quand on accepte le principe d'organisation et quand on fait partie d'une organisation, sans parler d'une certaine discipline, nous devons maintenir une attitude d'unité, d'intérêt commun, et nous devons être vigilants à chaque manifestation de nature à créer une désorientation, à diminuer la cohésion et faciliter le travail des adversaires.

L'esprit de tolérance ne nuit nullement à l'esprit d'organisation, sauf si cette tolérance dépasse certaines limites déterminant l'intérêt du milieu idéologique et social auquel nous appartenons. Et il n'est pas rare de rencontrer, parmi ceux qui se réclament de la même conception libertaire, des hommes qui conçoivent la tolérance façon naïve, permettant aux adversaires déclarés ou camouflés, de s'introduire dans nos organisations pour développer une activité de sape, de dénigrement et de décomposition.

Celui qui étudie attentivement les milieux anarchistes et anarcho-sindicalistes constate avec étonnement une unité des esprits, une réaction unanime des militants dans des cas précis, comme si ces réactions étaient le résultat, l'accomplissement d'ordres ou de mots d'ordre préalablement donnés. Cela arrive surtout aux époques de clandestinité. A l'heure actuelle, par exemple, dans les pays de l'Est où aucune propagande ni relation organique normale n'est possible, nous constatons une circulation rapide des informations et une unification des vues et des attitudes, comme si des pléniums et des congrès avaient lon-

guement discuté sur les événements courants et déterminé la position de chacun.

L'exemple récent, pour appuyer cette affirmation, nous est donné à l'occasion de l'attentat de la «Scala». Les camarades des différentes régions, sans être informés, ni instruits, ont senti la nécessité de réagir et ont réagi avec une telle unanimité que la tentative de compromettre le mouvement, et particulièrement la C.N.T., a été vite déjouée.

Nous pouvons nous féliciter des constats semblables. Mais, comme nous parlons de tolérance, nous sommes obligés de constater aussi des faits n'ayant rien de commun avec une juste conception de la tolérance. Un certain décollage, une contradiction entre l'orientation des organisations représentées par les organismes responsables et la presse de ces dites mêmes organisations, se manifeste quelquefois. Ainsi, une publicité indirecte et gratuite est faite aux groupements, individus et initiatives engageant irresponsablement l'ensemble organisationnel, et même contre l'intérêt général du mouvement organisé. C'est une fausse interprétation de la tolérance, rendant souvent complices involontaires des adversaires déclarés ou camouflés, ceux qui la pratiquent. C'est, en même temps, une conception erronée du devoir des responsables de notre presse vis à vis des initiatives et des communiqués adressés à la rédaction. Refuser la publication et ne pas donner suite à des propositions et des initiatives qui n'ont rien de sérieux, tout en engageant en même temps l'ensemble du mouvement ne signifie nullement une censure. Par contre, ouvrant largement et sans aucun contrôle les pages de nos journaux à tout ce qui leur est adressé s'est risqué de faciliter la diffusion des idées fantaisistes émanant d'éléments troubles, la confusion et même le travail de sape des adversaires qui cherchent à pénétrer dans nos milieux. Et les adversaires ne nous manquent pas tant à l'extérieur qu'à l'intérieur!

Ce qui est plus grave encore, c'est de voir la presse des sections de nos organisations internationales recommander, par manque d'informations précises, des publications et des initiatives dont la lecture attentive permet de déceler des intentions malsaines.

La responsabilité morale oblige chaque militant organisé à s'intéresser à l'ensemble collectif, tant sur le plan local et national que sur le plan international, à se tenir au courant de l'orientation des activités internes et externes du mouvement pour

ne pas commettre d'erreurs par manque d'informations exactes. Les organismes correspondants ont, de plus, le devoir de fournir responsablement les informations demandées et même de les procurer par leur propre initiative aux moments opportuns. Sinon une telle tolérance mal comprise risque de se traduire par la complicité involontaire avec des tentatives de désorganisation, en facteurs d'affaiblissement freinant le progrès de notre mouvement.

Gr. BALKANSKI

PALABRAS EN LIBERTAD

BRETON / TROTSKY

En el panorama de la cultura europea, el nombre de Arturo Schwarz representa hoy día no solo una posición de avanzada, sino una de las obras más serias que se hicieron en la investigación de los movimientos de vanguardia. Basta mencionar su monumental «Almanacco Dada», editado en excepcionales condiciones técnicas por «Feltrinelli» (Milano, 1976), que es un libro-clave y el punto de partida para cualquier investigación.

Nacido en 1924 en Alejandría (Egipto), donde en 1944 se notabilizó como uno de los fundadores del núcleo «trotskista», Schwarz fue expulsado del país, instalándose en Italia, donde vive y trabaja desde entonces, estudiando las figuras del Dadaísmo y del Surrealismo, como Marcel Duchamp y Man Ray, a quienes dedicó libros de valor.

Recientemente, «Union Générale d'Editions» de París, en su popularísima colección de bolsillo «10/18», editó el trabajo de Arturo Schwarz, titulado «Breton/Trotsky», donde el autor hace la biografía de esta amistad, excepcional en el mundo político-literario de nuestro tiempo, dibujando los perfiles de los dos protagonistas, siempre basado en documentos y escritos de la época. Se trata, no es necesario subrayar, de un libro que de hoy en adelante no podrá faltar en ninguna tentativa de interpretación de las más avanzadas corrientes de nuestro tiempo, aunque si — a veces — ciertos puntos de vista del autor pueden ser discutidos, cosa bastante natural, cuando se trata de tema tan controvertido.

Además de hacer un magnífico panorama de la época (los agitados años 1920 a 30), Arturo Schwarz presenta, al lado de los dos grandes

hombres, los perfiles de oportunistas políticos como los ex-surrealistas Paul Eluard y Louis Aragon, rescatando del olvido nombres injustamente olvidados, porque se opusieron a la máquina de la propaganda stalinista. También están presentes en el libro ciertos textos-clave de Breton, de muy difícil acceso hoy día, publicados en las páginas de los diarios libertarios de París, casi siempre impresos en ediciones reducidas.

Nos parece indispensable que este libro sea traducido al español (el texto es una traducción del original italiano), puesto que además de la fundamental importancia de Breton y Trotsky para el Surrealismo latinoamericano, una parte de la obra se desarrolla en México, donde el jefe revolucionario ruso pasó los últimos años de su vida.

La obra de Arturo Schwarz que no dudamos llamar «básica», también despierta en este cronista recuerdos personales, puesto que, siguiendo los pasos de André Breton, nos entrevistamos en la «fortaleza» de Coyoacán con Natalia Sedova, viuda de León Trotsky, en una tarde del mes de octubre de 1956, charlando largas horas, después de la presentación hecha por el pintor Vlady, hijo de Victor Serge, autor, entre otros libros notables, de una biografía de Trotsky. El texto de nuestra ya lejana entrevista, en la cual Natalia Sedova proféticamente había vaticinado la revolución anti-stalinista de Budapest (1956), ocurrida solo un mes después de la charla de Coyoacán, se publicó en las páginas de «Tribuna da Imprensa» de Río de Janeiro, y se comentó en la revista norteamericana «Dissent».

Stefan BACIU

POESIA

¿Que es eso de la anarquía?

Un niño que paseaba con su padre... le decía, ¿Oye papá! ¿Tú sabes, que es eso de la Anarquía?

El padre algo confuso pensó, ¿Cómo le diría! de forma que asimilase la razón que le pedía.

Mira hijo, ¿Ves el Sol en su constante porfía, mandándonos el calor a nuestra Tierra tan fría?

¿Y las aguas de los mares quietas o embravecidas, rompiendo contra las rocas o reposando tranquilas?

¿O el agua de un manantial que mansa nace allá arriba, y que luego se despeña tornándose enfurecida?

¿Y ves los trigos crecer poco a poco, día a día, y las hojas verdes del árbol irse poniendo amarillas?

¿Y los secretos misterios que guarda la Astronomía, con sus lejanas galaxias invisibles todavía?

¿Y ves cómo la tormenta que furiosa se crecía, al ver un rayo de sol temerosa se escondía?

¿Y el aullido que da el lobo y a los demás desafia, al ver sangrante, en sus garras, a la presa ya vencida?

¿Y ver en el verde prado a las vacas que pacían, y a los potrillos gozosos relinchar mientras corrian?

¿Y ver la primera vez al hijo cuando ya nacía, y en el instante postrero a la madre en su agonía?

¿Y ver el anochecer cuando el sol ya se ponía, cómo se van tornando los claros por las umbrías?

¿Y ver fatidicamente al ser que tú más querías, que sin poder evitarlo en tus brazos se moría?

¿O que un perro cualquiera que muy sólo se sentía, al posar en él tus manos cariñosas las lamía?

¿Y que si fuéramos todos como Cervantes decía, gozaríamos de las cosas sin ser NI TUYAS, NI MIAS?

¿Y que seamos hermanos que comparten su alegría, haciendo NUESTRAS las penas que a los otros afligian?

¿Que no juzguemos a nadie! ni exijamos que podían, hacer de forma distinta aquellas cosas que hacían.

Pues cada cual es muy libre de aportar con su valía, lo mejor que lleva dentro con total autonomía.

Ya que en NUESTRA SOCIEDAD TODO lo que en ella habría, sería producto de TODOS, lo que TODOS producían.

También la distribución con equidad se atendería, y según SU NECESIDAD cada cual CONSUMIRÍA.

Por que en este COMUNISMO que dicen que es utopía, no habría ladrones, ni jueces, presidios, ni policías.

Por que esta convivencia que casi todos ansian, es la NATURALEZA hecha FILOSOFIA.

Y las LEYES NATURALES CON SU GRAN SABIDURIA, a diario nos enseñan QUE ES ESO, DE LA ANARQUIA.

Nicolás CHOZAS

Marzo 1978.

Contre la Terreur d'Etat, l'insubordination

Constitution du «Groupe Révolutionnaire Insoumission Totale»

PARIS. — En 1961, alors que la guerre coloniale qui menait la France en Algérie battait encore son plein, un mouvement d'insoumission se développait parmi les jeunes appelés. Clandestinité difficile et répression sévère dans un climat de fièvre nationaliste et guerrière. La gauche, socialiste et communiste, condamnait sévèrement ce «manque de patriotisme». Aucune confédération syndicale n'acceptait de se compromettre aux côtés de ceux qui refusaient de porter les armes contre le peuple algérien. Dans une déclaration qui eut alors un grand retentissement, 121 intellectuels affirmèrent leur soutien au «droit à l'insoumission» et se dirent prêts à subir, au même titre que les insoumis, la répression judiciaire et militaire.

Aujourd'hui, le mouvement pour l'insoumission n'a plus l'acuité que lui donnait alors la guerre d'Algérie. Il a une ampleur différente et une signification volontairement globalisante.

Le «Groupe révolutionnaire insoumission totale», GRIT, a estimé utile de reprendre ce que «la déclaration des 121» avait laissé en suspens: «Elle (l'insoumission) a une signification qui dépasse les circonstances dans lesquelles elle s'est affirmée et qu'il importe de ressaisir».

Il s'est adressé à un certain nombre des courageux de 1961 et un nouvel appel vient de voir le jour.

Un mouvement important se développe depuis plusieurs années en France et il est nécessaire que l'opinion française et internationale en soit mieux informée.

De plus en plus nombreux, des jeunes gens sont poursuivis, emprisonnés, condamnés pour avoir refusé un an d'encasernement. Dénaturées par leurs adversaires mais aussi édulcorées par ceux-là même qui auraient le devoir de les défendre, leurs raisons restent généralement incomprises. Il est pourtant insuffisant de dire que cette résistance aux autorités civiles et militaires est une utopie courageuse; révolte d'individus refusant de voir leur personnalité brisée, elle a une signification qui dépasse les circonstances dans lesquelles elle s'est affirmée et qu'il importe de ressaisir.

Pour les insoumis, la lutte poursuivie soit clandestinement par actions directes, soit publiquement par propagande politique ne comporte aucune équivoque: c'est un combat dépassant le simple cadre anti-militariste, c'est une lutte menée contre l'Etat qui affecte de les considérer comme marginaux, mais aussi eux luttent précisément pour cesser de l'être. Il ne suffit pas de dire que l'armée est refusée en tant qu'armée de classe, armée impérialiste accompagnée de sexisme; il y a de cela dans toute armée.

En fait par une décision qui consacre son pouvoir irréductible, l'Etat mobilise des classes entières de jeunes citoyens afin d'accomplir, en cas d'urgence, ce qu'il n'hésite pas lui-même à désigner comme une besogne de police, briseuse de grève contre le mouvement de refus généralisé. Faut-il rappeler que, plus de quinze ans après la guerre d'Algérie, le militarisme français, par suite des exigences de l'Etat, continue son œuvre de destruction dans le champ politique international? (Djibouti, Tchad, bombardement au napalm au Sahara...).

Ni armée de conquête, ni armée de guerre civile, ni armée de défense

Premiers signataires: Simone de Beauvoir, Cavanna, Châtelet, Guattari, Arrabal, Sartre, May Picqueray, etc...

nationale, l'armée est peu à peu devenue un rouage idéologique fonctionnant pour lui-même et une caste dont même le pouvoir civil, se rendant compte de l'effondrement général des valeurs, semble prêt à dénier l'utilité.

Aujourd'hui les autorités militaires entretiennent une répression arbitraire et absurde contre les réfractaires, par des tribunaux d'exception. Et l'armée, détournant les fins que l'ensemble du pays a illusion de lui confier, agissant parfois ouvertement et violemment en dehors même de sa légalité, continue son travail de perversion et d'assujettissement de l'ensemble des individus, en habituant les citoyens sous ses ordres à subir et à pratiquer des actions factieuses et avilissantes.

C'est dans ces conditions que beaucoup de Français en sont venus à remettre radicalement en cause le sens des valeurs et des obligations hiérarcho-traditionnelles. Qu'est-ce que le civisme, lorsque dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse? Et lorsque par la volonté de ceux qui l'utilisent comme instrument de domination idéologique, l'armée s'affirme comme étant en fait l'école de l'obéissance servile et du crime, la révolte contre l'armée ne prend-elle pas un sens global? N'y a-t-il pas des cas où le refus est un acte de légitime défense, où la désertion est un acte minimum de survie?

La simple objection de conscience ayant fini par être reconnue et restreinte par l'Etat et sa législation, il est normal qu'elle se soit trouvée dépassée concrètement par des actes toujours plus nombreux d'insoumission, de désertion aussi bien que d'auto-organisation du mouvement contre l'armée.

Mouvements libres qui se sont développés en marge de tous les partis officiels, sans leur aide, malgré leur désaveu, et par nécessité contre eux. Encore une fois, en dehors des cadres et des mots d'ordre pré-établis, une résistance est née, cherchant et inventant des formes et des moyens de lutte en rapport avec une situation nouvelle, dont les groupements politiques et les journaux d'opinion se sont entendus, soit par timidité doctrinale, soit par préjugés nationalistes ou moraux à ne pas reconnaître le sens et les exigences véritables.

Les soussignés, considérant que chacun doit se prononcer sur des actes qu'il est de moins en moins possible de présenter comme des faits divers de l'aventure individuelle; considérant qu'eux-mêmes à leur place, et selon leurs moyens, ont le devoir d'intervenir, non pas pour donner des conseils aux hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes aussi graves, mais pour demander à ceux qui les jugent de ne pas se laisser prendre à l'équivoque des mots et des valeurs, déclarent:

— Nous respectons et jugeons justifiés les actes d'insoumission totale et de désertion. — Nous respectons et jugeons justifiés l'auto-organisation des divers groupes d'insoumission totale ainsi que les réseaux d'aide qui peuvent se créer autour d'eux. — Nous défendrons la cause des insoumis totaux qui contribuent à abattre les fondations du vieux monde.

Premiers signataires: Simone de Beauvoir, Marcel Body, Charles Belmont, Pierre Bourgeade, Georges Bernier, Jean-Michel Caradech, Robert Castel, Pia Colombo, François Cavanna, Jean Cabu, Isabelle Cabu, François Châtelet, Jean-Roger Causimon, Chantal Chamaf, Jean Cardonnel, Revue «Cahiers du cinéma», René Dumont, M^{me} Odile Dhavernas, Bernard Dimay, Françoise d'Eaubonne, Gérard Fromenger, Jean-Pierre Faye, Danièle Fournier, Sammy Frey, Félix Guattari, Gérard Guégan, Pierre Goldfayn, André Gorz, Xavier Gauthier, Gédé, Guy Hocquenghem, Jean-Edern Hallier, Jacques Henric, Evelyne July, Alain Jaubert, Alain Jouffroy, Elie Kagan, Julia Kristeva, Jean-Jacques Lebel, André Laude, Jean-Pierre Le Dantec, Serge Livrozet, Jean Lapeyrie, Annie Lebrun, Maxime Le Forestier, M^{me} Jean Meloux, Théodore Monod, Jean-Pierre Manchette, Jacques Monory, Nicoulaud, Marc Oraison, May Picqueray, José Pierre, Marcellin Pleyne, Denis Roche, Emmanuelle Riva, Gérard Soulier, Jean-Paul Sartre, Delphine Seirig, Philippe Sollers, Revue «Sorciers», M^{me} Tubiana, Alain Touffaine, Anne Vergne, Dr. Jean-Pierre Vernand, Frank Venaille, Denis Langlois, Claude Bourdet, Arrabal, Jacques Vallet.



LOS VERDUGOS VAN A LA IGLESIA

Los «sindicatos» comunistas-vaticanistas-socialdemócratas han convertido la Jornada Histórica del 1° de Mayo en una festividad religiosa de adoración del Estado.

Las «manifestaciones» que organizan con el debido «permiso» de la autoridad (como si el derecho a la insubordinación fuese «negociable» al precio de unas monedas...) son el fiel reflejo de las festividades marianas de la beatería católico-carca-farsante-hipócrita-inquisitorial.

Utilizan a los trabajadores como borregos que sacan a pastar en los verdes campos vigilados por los pastores-policías-sindicalistas.

El 1° de Mayo nació para recordar las jornadas heroicas desencadenadas por los crímenes cometidos contra la libertad de varios anarquistas americanos. El respeto a los muertos, el respeto por la sangre derramada por aquellos Héroes del movimiento obrero reclama justicia. Los curas-policías que organizan las actuales conmemoraciones marianas son una mancha, un balbuceo siniestro, contra la memoria de quienes se jugaron su vida en la calle, en las barricadas.

No es un azar que el Capital y los «sindicatos» utilicen el 1° de Mayo con los mismos fines religioso-mercantiles: vendernos una jornada de «descanso» (que, en el calendario, tampoco es un azar, figura entre los restantes días festivos por razones político-religiosas), «sacar a las masas a la calle»: operación a todas luces semejante al pastoreo de animales sin otra vida que el muladar.

En tales «sacrificios» religiosos quien es entregado como un cordero a las guillotinas del Capital es el proletariado, la clase trabajadora,



los parias, los desarrapados, los emigrantes, los marginados, los explotados. No sólo nos venden lavadoras y televisores para que continuemos engordando la barriga del Capital, putrefacta de monedas; también, como en las procesiones de Semana Santa medievales, nos venden crucifijos, estampas, amuletos. «San Lenin es muy bueno contra la gripe», «Santa Teresita de Mao te curará todos los males», «El Padre Stalin reza por ti», «cuatro besos en el crucifijo del secretario general del partido valen por un padre nuestro», «oremos, orems al Señor de los Pobres que El vendrá a redimirnos, ora pro nobis», «¡Viva Lenin Rey!»...

Los trabajadores no necesitan rezos ni plegarias: necesitan libertad. Los trabajadores no necesitan otra redención que la redención de las cadenas del horario laboral. A los trabajadores se los engaña-vende-subasta vendiéndoles estampitas, vampirizando su conciencia con la palabrería lúgubre de las iglesias y las beatas, cuando los trabajadores no necesitan discursos ni rezos: la suya es la lucha contra el Capital, y son ellos quienes deben tirarse a la calle a reclamar justicia. Reclamar justicia no es ir a la iglesia a recibir bendiciones, a consolarse con la lectura de catecismos, a rezar melopeas marianas a los nuevos-curas-verdugos, que organizan estas festividades religiosas al modo y manera de los campos de concentración: tantos obreros para mí, tantos para tí, tantos para este estandarte, tantos ofrecidos a la advocación de esta santa-beata-vieja chocha. Esta operación político-militar tiene un nombre: terrorización de los ciudadanos.

El Capital y los «Sindicatos» practican la misma guerra social contra los trabajadores

(Continuación de la pág. 1)

LA NUEVA CARCEL

Esta guerra del Capital contra los ciudadanos tiene un rostro monetario, la creación de nuevas cadenas financieras que hipotecan la colectividad; y un rostro social: para controlar - terrorizar - normalizar a los trabajadores, ante tal escalada del terror monetario, era necesario armar a una Nueva Policía, que, con recursos expeditivos, hundiese-dinamitase, en sus orígenes, la lucha de los trabajadores por su emancipación. Esa Nueva Policía tiene dos nombres: CC. OO. y U.G.T., que, vendiendo a los trabajadores a la lógica militar-parlamentaria del PCE y del PSOE, son los más eficaces auxiliares del Capital en su guerra financiera contra los ciudadanos.

La Nueva Cárcel, postfranquista, tiene, pues, dos cabezas: cárcel bancaria y cárcel «sindical». Los Bancos convierten nuestra vida, nuestras familias, nuestra carne, en papel moneda. Los «sindicatos» (CC. OO. y U.G.T., básicamente) utilizan a los trabajadores como «capital social»: compitiendo con el Capital en la acumulación de monedas y papel burocrático, convierten a los ciudadanos en «masas» cuyo único deber es la obediencia y cuyo único patrimonio es el deber de obedecer, inexorable-militarmente, las órdenes de los Nuevos Policías. Ellos venden tal mercancía en los supermercados sociales: «cortes parlamentarias», «estrategia política», «partido de orden», «¡Viva las cadenas!», etc.

La criminalización que el Capital comete contra los ciudadanos es escandalosa, pero bien conocida, temi-

da, porque bien vemos cada día como nos roba-mata, y como vive de nuestra sangre subastada en el mercado.

PRODUCTIVISMO = LOGICA MILITAR

La criminalización - terrorización de los «sindicatos» stalinistas - socialdemócratas, por su aparente novedad, es, si cabe, más peligrosa y asesina. Desde 1917, los partidos comunistas han desencadenado tal guerra social contra los trabajadores: Lenin-Trotsky concibieron el actual modelo de «sindicatos» comunista: comisariados políticos de estricta obediencia religiosa a los líderes-policías, con un fin único: taylorización de la producción, consideración que la «misión» del «sindicato» no es otra que conseguir que el trabajador «produzca mejor», con el fin de que la acumulación de capital sea más eficaz. En los países del área soviética, los «sindicatos», pues, están militarizados, directamente, y los trabajadores sometidos a la disciplina militar.

En Occidente, la lógica militar cobra otro rostro: el productivismo, la cadena al horario laboral es menos burda, pero más eficaz: el Capital concede acciones, dividendos de poder, a los Partidos Comunistas (a través de la «oposición» parlamentaria, el mejor método de consolidación de lo establecido), que, para negociar tales participaciones en el poder, utiliza a «las masas» (para los P.C. los ciudadanos son siempre «masas») utiliza a los trabajadores como capital social, que vende, subasta, ofrece, compra-vende en los pasillos del poder, al precio que el Capital está dispuesto a pagar.

La actual guerra social contra los ciudadanos utiliza, pues, dos tipos de armamentos: los derivados de la estricta lógica financiera, y los derivados de la terrorización que reavivan los partidos. Con los primeros se ataca la libertad en su raíz temporal: atándonos a un horario laboral, hipotecando nuestra vida en letras de cambio, marginándonos en barrios del extrarradio, en urbanizaciones especialmente construidas para que crezca la insularidad, sea difícil y arriesgado cualquier sentimiento ético (imponiendo la ley de la selva urbana), para que la policía, la guardia civil, cuando carguen contra los trabajadores, los tengan ya suficientemente molidos, cansados, perdidos en sus propios pisos-carceles del extrarradio.

Con los segundos, se dinamita la conciencia misma de los ciudadanos: robando a cada ciudadano, a cada trabajador, su libre derecho al ejercicio de la duda, la crítica, la desobediencia, la insubordinación, convierten a los «sindicatos» en métodos de normalización: allí sólo se va a «pedir auxilio», «buscar un abogado», «pedir aumento de sueldo»,... operaciones, todas, financiero - administrativas que convierten a los burócratas en amos y a los trabajadores en esclavos de la Nueva Policía. Los ciudadanos, así mismo, ven arrasado su único sistema de defensa: el sindicato, donde, ejerciendo la solidaridad, cada ciudadano puede encontrar en sí mismo, ejerciendo su condición de tal, el respeto para su condición de hombre, que el «sindicalismo» corporativista-reformista-stalinista-socialdemócrata ha transformado en mera mercancía que sa-

car a subasta al precio de unas monedas.

EL TERROR

El Capital se sirve de los bancos que vencen nuestra carne, y de los «sindicatos» para comprar nuestra conciencia. A través de los primeros sólo se nos pide que trabajemos para que las Monedas continúen almacenándose en los cementerios bancarios. A través de los segundos, sólo se nos pide que «votemos», obedezcamos a la Nueva Policía, que «piensa por nosotros» que «relivindicaciones» son «justas» - «oportunas» - «realistas» - «eficaces». En los bancos hipotecamos las monedas que nos dan por nuestro tiempo y nuestra sangre. En los «sindicatos» quieren que entreguemos lo único que nos queda por perder: la conciencia.

Así, los P.C. y los partidos socialdemócratas son, al fin, los más fieles herederos de la tradición cristiana-medieval: a cambio del «cielo» del partido, de su «gloria» moral, nos ofrecen estampas y crucifijos. Las farsas políticas que organizan tienen el mismo sabor religioso: curas en el estrado diciendo la misa, «fieles» oyendo la bajada del espíritu santo en la sala de la iglesia, las estampas de los santos colgadas por las paredes. Los curas piden el mismo respeto y el mismo silencio, la misma obediencia; amenazan con las mismas excomuniones, y poseen los mismos recursos policiales de la Inquisición. Los fieles deben darse los mismos golpes de pecho. La Nueva Policía tiene nuevos nombres, pero continúa sembrando el mismo Terror.

■ ■ ■

EL LUCHA COMBAT SYNDICALLISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Conclusiones de la jornada de paro europeo

EL « PROCESO DEMOCRATICO » ES UN INVENTO PARA RELANZAR LOS BENEFICIOS DEL GRAN CAPITAL

PARIS. — El pasado mes de abril, varias centrales sindicales reformistas organizaron «una jornada de paro» en Europa. En Francia, fue un fracaso. En Alemania, Inglaterra, ocurrió otro tanto. En Italia y España, los sindicatos controlados por los partidos políticos, utilizaron este pretexto para, una vez más manipular a los trabajadores, ofreciéndolos como mercancía subastable.

En algunos puntos de España, se celebraron mítines en relación con esta jornada de Paro. C.N.T. estuvo presente allí donde la lucha de los trabajadores salió a la calle en busca de libertad y solidaridad.

Manola Barber y Alfredo Benosa, militantes de la Federación Local de Mahón, intervinieron en uno de dichos mítines. Ellos elaboraron este informe sobre la situación social de los trabajadores, hoy, en la Península, denunciando la mentira y el fraude a cuerpo limpio:

Nosotros nos estamos desenvolviendo dentro de un sistema capitalista de pseudo-democracia burguesa y todos sabemos que el capitalismo está basado en la explotación del obrero, ya que unos pocos poseen los medios de producción y el resto, la mayoría se ve obligada a vender su fuerza de trabajo.

Otra característica de este sistema que padecemos, es que va, en todo momento, a extraer el máximo beneficio posible a todo, jugando en cada situación histórica de una forma concreta para conseguir su objetivo. Si nos paramos a pensar un poco, veremos que, en este país, que se ha pasado de una dictadura a una democracia (para darle algún nombre a esto) los que siguen moviendo el dinero y en definitiva a nosotros, son los mismos de antes. Lo único que antes eran franquistas y ahora son demócratas de toda la vida. Dada esta situación no pueden por mucho que ellos se empeñen en decirlo, haber intereses comunes entre la clase obrera y el capitalismo, puesto que el trabajador, no es solo una mercancía más, sino la más importante con la que el capital cuenta para seguir creciendo.

BENEFICIOS PARA CAPITALISTAS

Nosotros que somos antiestatales por principios, vemos muy claro que el Estado, y más si es capitalista, en cualquier tipo de régimen que se

desenvuelva (ya sea dictadura o democracia) no es otra cosa que el mismo Estado y por consiguiente el capital que se protege, que hace las leyes a su gusto y toma las medidas necesarias para mantenerse, sacan-

nificarse de nuevo buscando otras salidas dentro del mercado internacional, y lo que tenemos que tener muy claro es que este juego va en beneficio del capitalista, el cual es consciente de lo que hace y lo está

de dejar muchos compañeros muertos en la calle por defenderlas) estas libertades, como pueden parecer, la libre sindicación o las elecciones sindicales, no son tales: el Estado burgués nos ha marcado los cauces por los que los trabajadores debemos organizarnos y, además, somos nosotros, la clase obrera, los que estamos sufriendo el peso de una crisis que no hemos provocado y que, cuando protestamos de una manera eficaz, sufrimos igual o mayor represión que antes y como ejemplo podemos tomar, por ser el último, a nuestro compañero de C.N.T., Rueda, muerto en Carabanchel, víctima de los sistemas penitenciarios que como en los mejores tiempos de la dictadura seguimos padeciendo.

(Sigue en la página 2)

«La clase obrera sufre una crisis que no ha provocado.»
«P.C.E. y P.S.O.E. pactan el despido libre y venden a los trabajadores.»

do el mayor beneficio posible del pueblo, de la clase trabajadora que somos nosotros. Por esto el llamado «proceso democrático» español, no es más que un reajuste de las necesidades del capital, que necesita pla-

haciendo bien para él, puesto que desde la muerte de Franco, aunque en apariencia se nos ha dado unas libertades, a los trabajadores (que, realmente, no nos han dado: si que nos las hemos conseguido, a fuerza

UN REMEDE CONTRE LE CANCER

Un camarade bulgare, chimiste et biologiste, réfugié en Autriche, a consacré sa vie à la recherche des moyens de guérir le cancer. Un travail assidu durant vingt ans, sans bruit, lui a permis de découvrir un remède qui, selon la documentation volumineuse, disponible, paraît efficace. Mais l'inscription officielle de ce remède et sa mise en commerce se heurte à des obstacles insurmontables alors qu'en même temps des millions de malades périssent sous le coup de ce terrible fléau.

Ce camarade est bien outillé dans un laboratoire moderne qui lui permet de produire chaque jour cinq mille ampoules. Il a décidé de mettre à la disposition de nos camarades intéressés, afin de leur rendre service ce produit bien présenté avec un emballage approprié accompagné d'une notice en plusieurs langues destinée aux médecins traitant. Les camarades intéressés peuvent lui écrire et lui présenter leur cas en l'une des langues modernes. Il s'engage à leur répondre en Allemand ou en Bulgare, bien entendu.

La publicité n'est pas dans nos coutumes. Nous ne cherchons pas non plus des sensations. A défaut de pouvoir servir l'humanité tout entière, le camarade voudrait être utile au moins à notre mouvement.

Nous reproduisons, à la suite, un petit article de ce camarade et indiquons son adresse :

Le cancer est connu des hommes avant notre ère. Mais son extension ainsi que la peur qui l'accompagne n'ont jamais atteint les dimensions actuelles, depuis trente ans. Le problème du cancer occupe les savants depuis des centaines d'années mais la lutte

contre cette maladie n'a jamais été menée avec une telle constance et volonté et des moyens techniques comme aujourd'hui. L'application d'une nouvelle méthode de recherche utilisant des installations modernes a abouti à un développement rapide de la cytologie qui nous fournit constamment de nouvelles connaissances sur le secret des cellules vivantes. Les nouvelles microméthodes permettent d'étudier, non seulement les fines structures de la cellule, mais aussi ses processus physiologiques complexes. Mais les connaissances acquises ne permettent pas encore aux représentants officiels de la science de trouver la voie décisive conduisant à la solution du problème.

Qu'est que le cancer, en réalité ? Comment une cellule saine se transforme-t-elle en cellule cancéreuse et quelles en sont les causes ? Par quels moyens serait-il possible de transformer la cellule cancéreuse en cellule saine ou de la détruire sans provoquer des atteintes aux cellules saines. Voici les problèmes essentiels auxquels la science ne peut encore répondre de façon satisfaisante.

En conséquence, la thérapeutique actuelle du cancer n'est pas si différente de celle employée par les anciens grecs qui brûlaient simplement les tumeurs au fer rouge. La médecine d'aujourd'hui ne fait pas davantage en essayant de brûler les tumeurs par des radiations ou de l'enlever chirurgicalement. Les moyens de la cytostatique permis par les Etats font plus de dégâts que de succès. Ils oppriment et bloquent non seulement le système de défense de l'organisme, mais provoquent, eux-mêmes, l'affection cancéreuse, fait déjà prouvé par des expériences sur

(Suite page 2)

« PROCESO DEMOCRATICO »...

(Sigue de la página 1)

MAS, MAS POLICIAS...

Fijemos las consecuencias que tiene esta crisis creada por el capital para los trabajadores:

— Falta de trabajo: Cifras de paro alarmantes. Sueldos bajos: Subidas de precios. Y esta situación, además, repercute en nosotros como personas, creándonos una conciencia de inseguridad ante la falta de trabajo y de impotencia frente a la patronal en la defensa de nuestros intereses.

Despidos libres, expedientes de crisis, estas son las consecuencias reales para nosotros de la democracia de Suárez.

Y también podríamos preguntarnos: **¿Hasta qué punto esta situación no es la óptima para el capital?**, puesto que de esta manera mantiene los sueldos bajos y, debido a la inseguridad en el trabajo, anula la capacidad de lucha de muchos obreros.

Al mismo tiempo leemos con asombro que el problema del paro no repercute en los cuerpos represivos, pues tanto en Barcelona como en Valencia y seguirán las demás provincias, se pretenden abrir en el plazo de un año un número más que considerable de comisarias y da la casualidad de que casi todas ellas estarán situadas según dice Martín Villa en los barrios obreros, pretendiendo hacer una policía popular, aprovechándose de la ola de delincuencia desatada en las grandes ciudades, pero que en muchos casos, no lo olvidemos, es debido a esta falta de puestos de trabajo, que el capital cierra apoyado por su fuerza, y que la aumenta y expande para poder así reprimir mejor cualquier asomo de verdadera libertad y de lucha.

MENOS MEDICINAS, MAS ARMAMENTOS

Los ejemplos se pueden multiplicar, y, así, mientras el Estado dice que no hay dinero en la Seguridad Social y que vamos a tener que pagar nosotros más dinero por nuestras medicinas, mientras dice no tener dinero para solucionar a corto plazo el problema educativo de nuestros hijos, o el problema de nuestras viviendas, vemos, con indignación, que si lo tiene para comprar nuevos armamentos, para aumentar el número de policías y hasta para cambiarles el uniforme de color gris, demasiado popular como asociación a la represión por otro de marrón más deportivo y cómodo, según dice el ministro del Interior.

Acusamos, pues, al Estado de ser el responsable directo del paro, de la deficiencia de la Seguridad Social, de la falta de escolarización y de legislar en favor de los intereses capitalistas frente a los nuestros. Su función sigue siendo la misma de siempre solo que ahora nos engañan con votaciones y pornografía.

Tampoco podemos entender a los partidos de izquierda con representación parlamentaria como el PCE y el PSOE que, teniendo la confianza de la mayor parte de los trabajadores, según los resultados de las elecciones del 15 de junio (y, por lo tanto, la responsabilidad y el deber inexcusable de defender sus intereses de clase) hayan pactado con el Gobierno (no olvidemos que capitalista) cosas como el despido libre o la congelación de salarios. Nos preguntamos si han hecho algo más que confundir nuestros intereses de clase con la legalización a toda costa de sus partidos, o bien si no tienen la capacidad suficiente para analizar los resortes de la derecha.

DESPIDO LIBRE

¿De que nos sirven huelgas y manifestaciones legales, y elecciones sindicales, si por otra parte firman a espaldas de los trabajadores nuestro despido libre? Repudiamos por tanto el Pacto de la Moncloa por legislar los intereses de los capitalistas. Y que los partidos firmantes no nos digan que fueron engañados porque no lo creemos, lo que si creemos que fueron deslumbrados por una ambición de poder que les pareció se podría conseguir con el pacto y por el sueño de un gobierno de concentración. Quizá si fueron engañados pero no por su buena fé, sino por su ambición de poder.

Y ante todo esto la mayoría de nosotros preferimos cerrar los ojos y no arriesgar esas 25.000 pesetas de sueldo, por luchar por unas dignas condiciones de trabajo diciendo que «ya lo arreglarán» nuestros representantes políticos. Al cobrar sueldos bajos nos vemos obligados a hacer horas extras, hacemos pluriempleo, solucionando problemas a la patronal que de esta manera deja de crear nuevos puestos de trabajo agravando el problema del paro y además se ahorra de pagar más a la seguridad social.

Hacemos todo esto en lugar de exigir un sueldo digno que satisfaga nuestras necesidades y que se puedan crear nuevos puestos de trabajo, al no vernos obligados a complementarlo con horas extras.

ALTERNATIVAS REVOLUCIONARIAS

Por esto nuestras alternativas frente al paro no pueden ser de programa, si no de lucha, nuestras alternativas deben ser revolucionarias:

- Frente al engaño de «libertad sindical», que se limita a nuestra libre elección por uno u otro sindicato, quedando después nuestras acciones marcadas por unos cauces que el gobierno ha dictado y que las centrales llamadas mayoritarias han apoyado para enfrentarse a una lucha por el poder dentro del mundo obrero entre ellas, lo que beneficia al capital, os proponemos una libertad real que nos permita abrir secciones sindicales en la empresa, convocar asam-

bleas en informar en todo momento a todos los trabajadores sin distinción de afiliaciones.

- Frente a las paulatinas demandas de aumento de sueldo de los convenios, os proponemos: Luchar por el control económico de la empresa, como única medida válida frente a los expedientes de crisis fraudulentos, despidos libres y cierre de empresas.

- Frente a unos delegados permanentes salidos de las pasadas elecciones sindicales, que pueden decidir por vosotros siguiendo consignas de sus sindicatos y en el fondo de los partidos que están detrás de esos sindicatos, os proponemos: La asamblea en los puestos de trabajo, libre y continuada en la que podamos conocer y resolver todos nuestros problemas. No entendemos la función de unos delegados y comités de empresa sin la existencia de esta asamblea permanente.

— Os proponemos el control directo de las Oficinas de empleo por parte de los trabajadores.

— Con todo ello, no queremos decir que no vayamos a luchar con los trabajadores por las subidas de salario y todo aquello que suponga mejoras materiales en sus condiciones de trabajo: sin embargo, consideramos que si nuestras luchas no van dirigidas hacia un control real y directo de la empresa no se conseguirá nada más que mantener nuestra situación actual, por lo tanto creemos que hay que romper con todas estas leyes creadas por el capital y su Estado burgués, que son represoras de la clase trabajadora pues creemos que pretender que la revolución social sea hecha dentro de la ley es una locura, la ley es yugo y el que quiere librarse del yugo tiene que romperlo, el que predica a los trabajadores que dentro de la ley puede obtenerse la emancipación del proletariado es un embaucador, porque la ley ordena que no arranquemos de las manos del rico la riqueza que nos ha robado y la expropiación de la riqueza para el beneficio de todos es la condición sin la cual no se puede conquistar la emancipación humana y terminar con la explotación del hombre por el hombre.

COMUNICADOS

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL
Convoca asamblea para el domingo día 14 de mayo a la hora y en el lugar acostumbrado.

F. L. DE PARIS

Celebrará Asamblea General el domingo día 14 de mayo a las 9,30 de la mañana en el Centro Confederal.

JIRA NUCLEAR A CARRIERES DE AVIGNON

La Federación Local de Marsella pone en conocimiento de todos los afiliados y simpatizantes que organiza «Cares» para el desplazamiento colectivo que tendrá lugar el domingo 28 de mayo.

Para inscribirse, todos los días de la semana en el local social, 12, rue Pavillon, 2º piso, Marsella.

Precio: 20 francos.

Salida: Cours Saint-Louis-La Canabière, a las 6,30 horas.

ACTIVIDADES EN PROVENZA DOS JIRAS CONFEDERALES Y LIBERTARIAS. La primera tendrá lugar el **domingo 28 de mayo 1978**, en la magnífica «Fôret des Cèdres» en Cabrières d'Avignon (Vaucluse).

La segunda se celebrará en la hermosa pinada-playa de «L'Aiguade» en Hyères (Var) el **domingo 25 de Junio 1978**.

En ambas se desarrollarán juegos infantiles, música variada, comida campestre, alocución de actualidad, radio-«crochet», etc.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, invita fraternalmente a todos los afiliados de sus Federaciones Locales, familiares, simpatizantes, emigrados, amantes de la naturaleza y a la juventud antifascista y revolucionaria.

En la Jira de Hyères todos los ancianos residentes en la casa de reposo del «Beau Séjour», sin distinción, serán los invitados, como todos los años, de la familia confederal y libertaria de Provenza.

La próxima Jira Inter-Nuclear, organizada en conjunto con el Hérault-Gard-Lozère, tendrá lugar el mes de julio. La fecha y el lugar serán anunciados oportunamente.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea general el domingo día 21 de mayo a la hora y sitio de costumbre.

...CONTRE LE CANCER...

(Suite de la page 1)

des animaux. Trois millions d'hommes périssent chaque année dans le monde, et rien que le nombre de décès provoqué par le cancer en Allemagne Fédérale s'élève à 300 par jour. Ce chiffre permet de juger de l'efficacité des méthodes classiques utilisées actuellement dans la lutte contre ce fléau de l'humanité.

Il existe parallèlement aux instituts officiels des initiatives de recherche privées qui obtiennent des succès incontestables. Mais ces succès sont liés, par principe, des représentants de la science officielle sans qu'ils soient soumis à un contrôle objectif. Usant et abusant de leurs positions ils étouffent chaque nouveauté et tuent le germe de chaque espoir venant de ces initiatives privées. Sourds et aveugles à la réalité, ils cherchent la justification de leurs propres échecs en insistant systématiquement sur l'insuffisance d'argent que la société met à leur disposition.

Notre cas en est un exemple. Depuis plusieurs années nous disposons d'un médicament contre toutes les formes de cancer qui a la propriété de détruire seulement la cellule cancéreuse sans porter aucune atteinte aux cellules saines. Aucun institut officiel n'a consenti jusqu'ici à soumettre à la vérification objective les qualités de guérison de ce produit afin de faciliter son inscription officielle.

Le médicament porte le nom : « CH-23 ». Sa substance active : « HERBACID », extraite des plantes VERBASCUM THAPSIFORME, et PAEONIA OFFICINALIS. Il possède la propriété de détruire les cellules de la tumeur et les métastases de toutes les affections cancéreuses, mais il ne provoque aucun dégât aux tissus sains ni à la composition du sang, faits prouvés par des examens toxicologiques dans deux instituts universitaires. Ses qualités curatives sont confirmées par des expériences cliniques sur plus de deux mille malades. Ceux-ci étant dans le dernier stade d'affection. Quatre vingt deux pour cent des patients soignés ont montré une amélioration incontestable et même la disparition complète des tumeurs et des métastases.

En dépit de ces succès, nos efforts pour obtenir l'enregistrement officiel ont échoué jusqu'ici. Les grandes usines et trusts fabriquant des médicaments n'ont pas l'intérêt de voir au marché un nouveau produit meilleur que le leur, d'autant plus que les nouveautés ne sont pas de leur milieu et ne servent pas leurs intérêts. Pendant ce temps, des millions d'hommes périssent sans espoir. Les cœurs des hommes qui vivent pour leurs intérêts ou leurs profits sont insensibles, et le droit est du côté des forts et de ceux qui détiennent le pouvoir. Tel est le monde actuel.

En cas de nécessité s'adresser à :
HERBACID, Post-LAGER
1062 WIEN (Autriche)

Conclusión del Congreso Internacional de Federaciones Anarquistas

EL CAPITAL Y EL ESTADO DESENCADENAN EL TERROR ELECTRONICO

CARRARA. — Del 23 al 27 del pasado mes de marzo se celebró en Carrara el Congreso Internacional de Federaciones Anarquistas, que elaboró un informe sobre la actual «dictadura electrónica» que está colonizando militarmente el planeta. El Capital y el Estado, vampirizando las más modernas y sofisticadas tecnologías, ha conseguido poner en marcha, desencadenar, en su lucha contra los ciudadanos, nuevas máquinas de guerra ideológica, de ferocidad criminal sin igual en la historia de las civilizaciones: el terror electrónico.

El análisis del Congreso de Federaciones anarquistas incluye:

a) Un análisis de los procesos de producción de bienes de consumo a través de los cuales el Capital acumula nuevas montañas de monedas, a través de las cuales monetariza-compra-vende nuestra sangre.

b) Un análisis del papel de las nuevas clases sociales en dicho proceso de contrarrevolución social. Análisis de la tecnocracia como clase que oscila entre la criminalización y la esperanza de la próxima desobediencia civil.

c) Análisis de los nuevos métodos de control social y terrorización de los ciudadanos a través de la guerra social que el Estado desencadena contra ellos a través de la televisión.

Este es el resumen completo de las conclusiones del Congreso Internacional, titulado: «Dinámica tecnocientífica de la producción en el plan económico y social en relación con la lucha contra el capitalismo y el Estado y en la perspectiva de la revolución social de inspiración anarquista».

El Congreso confirma las causas originales de los problemas sociales que el anarquismo denunció en todo momento.

El empleo de nuevos términos y conceptos correspondientes a la nueva evolución de las técnicas no significa en modo alguno que haya habido cambio ninguno en los orígenes y evolución de la crisis social permanente de la sociedad capitalista y del Capitalismo de Estado.

Nuestro análisis confirma la vigencia de los principios básicos de la lucha que el anarquismo mantiene así como la de sus tácticas de combate.

A) PRODUCCION DE LOS BIENES DE CONSUMO

La ciencia y la técnica no pueden, solas, condicionar la totalidad de las estructuras internas de una sociedad. Sin embargo ellas pueden intervenir como un factor material determinante en la formación de las clases y de sus luchas.

Si el elemento tecnocientífico principal del siglo XIX fue la máquina de vapor, hoy estamos asistiendo a la intervención progresiva de otros factores materiales que nos obliga a considerar alguno de los conceptos que teníamos de la sociedad burguesa. Tenemos cada día una conciencia más clara del cambio de forma (no de esencia ni de fondo) de las presiones, de las enajenaciones que sufrimos en nuestra vida cotidiana.

La categoría técnica que se sustituye a la máquina de vapor como eje en torno del cual se articula la estructura de la sociedad, se definen los grupos sociales, se encienden las luchas de clase, es la electrónica, elemento central de la PRODUCCION de las riquezas materiales, sustituyéndose por ejemplo a la imprenta, instaura el reino de la imagen y de la palabra televisada, creando así para una ideología dominante nueva, un nuevo sedío de difusión.

La máquina electrónica permite se puedan delimitar tres conjuntos sociales en función de las relaciones que se establecen en ella.

1° El conjunto de los que utilizan el computador electrónico. La complejidad técnica y la extremada especialización que implica su utilización ha condicionado la aparición de

un grupo social específico: los tecnócratas.

Hijos de la burguesía o del proletariado, indiferentemente, formados por el Estado en sus escuelas especializadas, son los que dirigen, «programan», planifican el conjunto de la producción ya que son los únicos en dominar completamente los computadores.

Son ellos los que dan la totalidad de las directivas que rigen, en los niveles inferiores, la producción; en consecuencia son ellos los que ejercen el poder activo, real, sin por lo tanto poseerlo. Porque si efectivamente utilizan el computador electrónico, mediatización moderna del poder, no lo poseen.

2° El conjunto de los que poseen el computador electrónico. Capitalistas en el sentido clásico del término, ya que son propietarios de los medios de producción, son sin embargo, totalmente diferentes de los burgueses de las épocas anteriores. Totalmente anónimos, poseedores del capital, en migajas, con «acciones» de sociedades o bancos no intervienen en ningún nivel decisivo de la producción. Si siguen poseyendo el poder, no lo ejercen. Su potencia tiene su origen en la posibilidad que tienen de barrer en todo momento al equipo tecnocrático que ejerce el poder.

3° El conjunto de los que obedecen a los computadores. Compuesto por los proletarios en el sentido estricto de la palabra, este grupo reúne a todos los que ejecutan órdenes transmitidas codificadas y racionalizadas por los computadores. Lo que les diferencia esencialmente de los proletarios de siglo pasado es la ausencia de relación personal en los antagonismos sociales. La división del trabajo ha despersonalizado la lucha de clases.

Papel de la tecnocracia en el terreno social

Materialmente, la tecnocracia está totalmente integrada en el ciclo de la producción. Asimismo puede considerarse que el técnico, es como el último de los braceros un proletario, ya que se encuentra en la imposibilidad de ejercer el menor poder sobre el fruto de su trabajo y el empleo de su vida. Sin embargo su nivel cultural, las posibilidades monetarias y materiales de que dispone y la propaganda de la ideología dominante le inducen a pensar que es un miembro de ésta o por lo menos un aliado. La tecnocracia se encuentra pues, objetivamente en un estado de subdeterminación social ya que por otra parte dispone de un nivel de vida incomparablemente superior al de los obreros. El trabajo del proletariado consciente es el de conven-

cer a esta clase intermedia de su condición esencialmente proletaria, señalándole el carácter real de su alienación y el perfectamente ilusorio de su bienestar. Este proceso de proletarización de una parte de la tecnocracia ha podido verse en el Mayo parisino y en el «malestar de los cuadros».

De no realizarse esta unión entre obreros y técnicos, los conflictos sociales se limitarían a una lucha entre estos dos grupos, dejando en paz a sus enemigos comunes: el Capitalismo y el Estado. La tecnocracia vendría a ser así, un tope de pro-



¿Derechos, inquietud? Sea quien sea el que triunfe, éste será el resultado

tección para la clase dominante.

B) SOBRE EL PAPEL DE LA BURGUESIA

La clase burguesa existió antes que el Estado burgués. El proceso de conquista del Estado por la burguesía no fue sino la instalación de un aparato de represión disimulado por algunas funciones de carácter social y que estaba atento a las órdenes de la clase dominante. Su función era oponerse por todos los medios brutales o insidiosos, a los anhelos emancipadores del proletariado. Durante toda esa época, época del capitalismo puramente liberal, el Estado forma parte del aparato doméstico de la burguesía. Más tarde, las propias contradicciones del capitalismo, la competencia, impuso al Estado un papel de regulación y de hecho el ejercicio de un poder en el seno mismo de la burguesía. De más en más planificador y centralizador, el Estado va interviniendo cada día de manera más visible en todos los órdenes de la producción, lo que nos lleva a afirmar que hoy más que nunca Capitalismo y Estado, están confundidos y que la lucha entre el capitalismo y el Estado une en un mismo movimiento histórico los proletariados de los igualmente pretendidos libres.

En relación con el desarrollo del problema de la electrónica, podemos ver, que por una parte el Estado tiene el monopolio de la formación intelectual de los técnicos, y que por otra, ese mismo Estado está compuesto por hombres que poseen y ejercen el poder, lo que nos permite apreciar el formidable desarrollo de la potencia del Estado en comparación con los capitalistas que fuera del Estado si bien ganan mucho dinero sólo se reúnen una vez cada

Ferocidad criminal sin antecedentes en la historia de las civilizaciones



La guerra comercial y tecnológica vampiriza a los ciudadanos

año para discutir la gestión de una empresa que desconocen por completo, y para renovar su confianza, puramente interesada, en el equipo dirigente.

C) EL VERDADERO PODER

La asfixia del capitalismo tradicionalmente liberal y la dominación del mundo laboral por el Estado Capitalista queda perfectamente ilustrada con el aminoramiento de la importancia del dinero en la estructura social. Con el desarrollo enorme de los cheques para el pago de los sueldos y de las mercancías, el Estado reconoce implícitamente lo que ya sabíamos desde años: El verdadero poder está en la producción de mercancías y no en la posesión pasiva del oro o de cualquier otro valor muerto. El cheque que no es sino un bono equivalente a una cierta cantidad de bienes de consumo, pone en evidencia al capitalismo en estado de bancarrota permanente ya que no dispone de la equivalencia monetaria de los valores bancarios que pone en circulación.

Sin embargo este sistema le permite ejercer un control estricto de las posibilidades mercantes de cada uno y preservarse de las fluctuaciones del patrón monetario, eliminando así una de las principales contradicciones propias. El revés de la medalla, es que el proletariado, productor de todos los bienes ve confirmado por sus propios enemigos la potencia del conjunto de los productores de las riquezas sociales.

D) ESTADO DE DEPENDENCIA DE LA TECNOCRACIA VIS A VIS DEL CAPITALISMO Y EL ESTADO

Teniendo en cuenta que el poder equivale para una empresa a la producción de una cierta cantidad de mercancía, ésta se obliga a producir de una manera desenfrenada. Si durante algunos decenios (de hecho durante un siglo entero) la producción del capitalismo — todo y teniendo como motivación el provecho — tendía a cubrir necesidades efectivas del conjunto de la población, hoy, en que todavía podemos considerar que el pueblo está en estado de subdesarrollo permanente, la producción ha dejado de tener un carácter utilitario. Hoy, la democracia estudia qué producto daría el margen máximo de beneficios en función de las posibilidades de su empresa y después, sin preocuparse de saber si este producto es útil o no, se empuja a través de la publicidad, al público, a comprarle. La competencia entre empresas consiste a encontrar de qué manera la gente consumirá lo que producen. Esto nos confirma de qué manera la clase dominante, impone sus opiniones al pueblo.

(Sigue en la página 4)

La televisión, monopolio para corromper-envenenar a los ciudadanos

(Viene de la página 3)

Producción de la ideología dominante

El Estado, dijo Marx, tiene por función esencial la representación simbólica e ilusoria del interés general. Pero no siempre, a través de la historia, ha tenido la potencia de que dispone hoy, aunque la creación de ilusiones acompañe siempre al Poder. Estas ilusiones corresponden, en el terreno ideológico, a los órganos represivos de los que pueden disponer las clases dominantes.

Cada categoría de ilusión o de ficción pertenece propiamente a una clase dominante de tal forma que su caída implica la caída de la ilusión que la caracteriza.

La religión, ilusión propia de las sociedades feudales era el cemento que ligaba los siervos a la nobleza: la resignación, virtud esencial de las religiones cristianas, impedía al siervo rebelarse contra el señor so pena de comprometer su ascensión al paraíso. La religión motivaba por otra parte una estructura mental que situaba al señor en condición esencialmente diferente y superior a la del siervo.

La burguesía, tras de haberse apoderado del Estado y haber instalado su Poder en los hechos por la posesión de la totalidad de los medios de producción, ha intentado destruir la ficción religiosa o por lo menos reducirla a un papel subalterno. Era inconcebible que la burguesía, habiendo liquidado el poder monárquico en todos sus aspectos, dejase subsistir la preeminencia de la ideología que le acompañaba. Por esta misma razón emprendió simultáneamente de limitar la influencia de la religión y de imponer la nueva forma de ilusión que le es propia: la ilusión política.

Pero en este doble movimiento siempre hay un cabo difícil de franquear cuando la ideología anterior ha muerto y la nueva es poco segura. Se notará con interés que la pri-

mera época revolucionaria (Comuna de París, acontecimiento de 1917 en Rusia) se sitúa en este lapso de vacío ideológico y que precisamente la contrarrevolución cogió la forma de la ofensiva socialdemócrata. Sin embargo debemos notar que la ficción política no tiene las mismas cualidades que las diversas religiones ya que en estos últimos años hemos asistido al desgaste progresivo

La información y la electrónica, religiones-opio de la tecnocracia

Las plagas televisivas dinamitan la vida social

de la política. La oleada de la insatisfacción general que se va concretando en los hechos, acompañada por la defección hacia el electoralismo, la irrupción de la acción directa en la lucha de clases son toques de alerta para la burguesía y el Estado.

Al margen de las posibilidades que se abren en el terreno de la producción material, la electrónica ha permitido la implantación de un sistema de difusión de la ideología estatal, la televisión ha revelado todas las ideologías del pasado ya que permite imponer fragmentos ideológicos en cualquier lugar instantáneamente. La televisión ha conseguido destruir completamente todas las formas de agrupaciones humanas, hasta la más antigua: la familia. Cada individuo establece relaciones unilaterales con el Estado a través de su televisor. El Estado dispone en cada familia de un propagandista emisor que distrae el espíritu combativo de los pueblos con las ficciones políticas que transmite y la invención de polos de interés con la publicidad. El hombre moderno corre el riesgo a breve plazo de transformarse en una máquina atontada con las mentiras de los políticos y perpetua-

mente en busca de objeto inútil que comprar.

La burguesía que nunca tuvo una ideología suficientemente fuerte para resistir a la presión de los hechos ha tenido la suerte de encontrar una fuerza técnica que le permite imponer fragmentos ideológicos suficientes aunque insignificantes, al mismo tiempo que le da posibilidades, a través de la publicidad, de ocultar su máxima contradicción, la producción de objetos inútiles. La burguesía compensa la flaqueza de su ideología con la fuerza de su medio de transmisión.

Crear, como lo han creído y siguen creyendo los marxistas ortodoxos que el capitalismo morirá asfixiado bajo el peso de sus propias contradicciones, es un error en el cual no debemos caer. El capitalismo, basándose en el fantástico desarrollo de los medios técnicos va resorbiendo sus propias contradicciones o por lo menos las va ocultando tras la aceleración de la producción de bienes de consumo y de mercancías ideológicas.

Si el movimiento revolucionario comprende que la fuerza del capitalismo moderno reside en el desarrollo de la electrónica y de sus aplicaciones en el terreno de las riquezas y de la ilusión ideológica; si sabe desviar la totalidad de estos medios técnicos para utilizarlos en provecho, no ya de una clase particular sino de la totalidad del pueblo, se le abren perspectivas ilimitadas ya que el desarrollo técnico tal vez sea el

argumento definitivo que pueda asegurar el triunfo revolucionario.

La electrónica permitirá a una sociedad revolucionaria la realización de las ideologías «utópicas» que soñaron los revolucionarios del pasado.

A MODO DE CONCLUSION

De ayer a hoy el cambio fundamental producido por el crecimiento de las técnicas de producción, han dado como resultante concreto y contrario a los objetivos humanos, una dependencia permanente y cada vez más estrecha del hombre a la máquina, del individuo atado con lazos más apretados a las técnicas, determinantes absolutas del ritmo vital.

La revolución social de inspiración anarquista, en concordancia con los objetivos humanos que la guían, entiende y propugna que el proceso de las técnicas deberá colocarse al servicio del hombre, y que aumentando las posibilidades de producción deberá liberarle progresivamente de parte de las obligaciones que le ligan a la asociación con sus semejantes, aumentando más y más su independencia en tanto que individuo.

Para ello es fundamental que la revolución revista las características primordiales que el anarquismo mantiene, suprimiendo con la eliminación del Capital y de la coacción represiva del Estado, la ley del provecho financiero, palanca motora de la sociedad moderna.

Aparatos de radio, tecnología electrónica

NUEVAS ARMAS PARA LA LUCHA SOCIAL

PARIS. — Hoy, la lucha social del Capital contra los Ciudadanos pasa por el control cibernético de las conciencias, la manipulación moral perpetrada por la electrónica, la instauración de una nueva sociedad militarizada a través de un modelo de crecimiento económico supeditado a las industrias de armamento, la tecnología nuclear y la informática.

La acumulación de Capital utiliza dos recursos paralelos de militarización de la sociedad civil:

1) Las «tecnologías punta», industria atómica, electrónica e informática, imponen unas relaciones de producción-monetarización donde las relaciones sociales han sido sustituidas por la lógica de la producción-control de energía, el control-producción de mercancías cuya sola existencia convierte a los ciudadanos en tropa militar, sometida al control propio de los cuarteles y los códigos de justicia militares.

La industria atómica está controlada, directamente, por la administración militar. El Estado, embarcado en diversas estrategias de «todo nuclear», ha iniciado nuevos procesos de acumulación de monedas: para poner en marcha los llamados «super-regeneradores» de plutonio son necesarias gigantescas inversiones económicas, cuya rentabilidad reposa tanto en la obligatoriedad paramilitar de los ciudadanos de aceptar el modelo de comportamiento energético propuesto por la casta militar como por la puesta en marcha de redes de exportación agresiva de dichas tecnologías, envenenando el planeta.

La electrónica cumple funciones paramilitares de control carcelario. Las nuevas redes de espionaje, los más sofisticados métodos de con-

trol social, están apoyados en la industria electrónica, cuya expansión agresiva está controlada, igualmente, por la industria militar.

La informática es utilizada, directamente, como técnica de terrorización-normalización ciudadana: la militarización de los ciudadanos se inicia cuando están en el vientre de sus madres, cuando una memoria electrónica comienza a amontonar datos-antecedentes que serán utilizados por los médicos militares, los psiquiatras del Estado, la policía municipal, para ejercer un control-terror eficaz.

2) A través de la «información», el Estado utiliza las técnicas electrónicas para manipular moralmente a los ciudadanos, envenenándonos cada día con raciones de programas de radio-televisión, bombardeando nuestra conciencia con napalma televisado, que estamos condenados a consumir en las celdas-pisos de las urbanizaciones del extrarradio.

La insubordinación, pues, hoy, también debe pasar por los recursos que la tecnología pone a nuestro alcance.

Magnetófonos, aparatos de radio, altavoces, memorias electrónicas, emisores-receptores de televisión, la más sofisticada tecnología electrónica, espera encontrar su puesto en la lucha de los ciudadanos contra el Estado.

Recursos, que podrían utilizarse hoy en las luchas actuales:

— emisores-receptores de radio de aficionados que retransmiten programas subversivos, y, puestos en juego en el curso de huelgas, acciones directas en el campo de la vida social, fuesen utilizados como armas de combate.



1789 : Prenons
la Bastille !

1978 : Prenons
la parole !

Contre la dictature radiophonique, les radios libres

Des milliers et des milliers de récepteurs radio meublent la vie des gens, objets familiers, intégrés dans les habitudes : ouvrez le robinet à parole directement au-dessus de votre poubelle, les mensonges ne nous concernent pas.

Ici et là, en Italie, au Portugal hier, en France aujourd'hui, des radios nouvelles tentent de faire entendre les voix des exclus des ondes officielles; radios trop rares, trop fragiles parce que isolées, mais qui prouvent par l'exemple que l'on peut déposséder le pouvoir d'Etat, le pouvoir d'argent d'un extraordinaire moyen de communiquer : la radio.

La parole, aux travailleurs

Nous laisserons-nous longtemps détrousser, au coin des ondes, de notre parole ? Partout la prise de parole est à l'ordre du jour :

Les femmes s'organisent, écrivent, crient, revendiquent leur spécificité, mais les media continuent à refléter une caricature, de femmes lavant la vaisselle, se poudrant et usant de cosmétiques, pilotant des coupés sport gantées de fourrure ou, à l'opposé, l'image de la militante, ridicule d'hystérie.

Les travailleurs prennent en charge leur lutte, imposent de nouvelles formules d'action (Lip, viticulteurs); les media, au mieux, donnent avec parcimonie la parole aux responsables syndicaux de haut niveau, le plus souvent aux patrons, voire au ministre du Travail (quand ce n'est pas celui de l'Intérieur) ou, plus sournoisement, aux syndicats patronaux.

Dans les lycées, dans les casernes, la jeunesse cherche, invente un nouveau quotidien : free-jazz, rock, « canards », théâtre... Cette jeunesse est assassinée par les ondes de Pantin et censurée sur les portes de France-Musique émasculée, le rock interdit de télé.

Partout la parole est volée, dérobée, détournée, tronquée, falsifiée : ceux qui font la vie réelle, qui tra-

vailent, qui luttent, qui rêvent sont systématiquement évacués des ondes.

Pour répondre à la confiscation de la parole monopolisée par la bourgeoisie, les radios libres font entendre leurs premiers balbutiements : une parole enfin retrouvée. Il est apparu possible de prendre à revers l'information officielle et de faire entendre une autre vérité, libre de l'argent et du pouvoir. La contre-information, le rétablissement d'une vérité, est un souci et un devoir d'une expression radio libre.

Pratiques populaires

La radio ne doit pas être une entreprise d'information de plus, même « gauche », qui distribue des temps de parole avec parcimonie, charité ou générosité, mais un lieu ouvert que toutes les expressions des pratiques populaires s'approprient et développent. Personne ne peut s'arroger le droit de donner la parole, il suffit de la prendre. Seule l'expression directe permet de rendre compte d'une réalité, d'un vécu, de ceux qui les subissent et les transforment; l'expression directe est la seule garantie contre les tentations du petit chef en puissance qui ne dort que d'un œil en chacun de nous.

Les pratiques marginales, éparpillées, pratiquées, marginalisées doivent investir l'espace radiophonique pour s'y confronter, s'y conforter, s'y exprimer, afin que la multiplicité, la diversité deviennent l'expression d'un mouvement global. Si le

fractionnement des pratiques multiples enrichit le mouvement par sa diversité, il en affaiblit l'impact : son expression coordonnée en un même lieu respecte sa diversité, mais amplifie sa réalité et enrichit son espace par la confrontation des expériences.

Une brèche...

Pour que les radios libres populaires vivent selon notre projet, nos désirs, il convient de définir plus précisément les conditions favorables à leur épanouissement.

Les aspects spécifiques de la modulation de fréquence, qualité, prix, légèreté du matériel... permettent de choisir la puissance, la périodicité d'émission, le rayonnement géographique de l'émetteur en fonction de la particularité de chaque projet :

— Radio éphémère, le temps d'une lutte, d'un événement exceptionnel (Radio-Larzac en août 1977, à l'occasion du rassemblement).

— Radio de quartier, animée par un comité de quartier, une association de locataires, etc.

— Radio intervenant sur les pratiques culturelles, ouvrant une brèche dans le monopole de la soupe officielle.

— Radio d'une ville ou d'une région, contre le monopole de la presse régionale, qui impose sa propre loi de l'information (Ouest-France) et entend bien l'étendre aux ondes (La Dépêche du Midi a envoyé des journalistes en formation et dégage le financement d'une radio qui complèterait son hégémonie).

Collectif Radios Libres Populaires.

Dossier technique, économique, complet, en « Les Radios Libres », Coll. Petite Maspero).

CNT  **AIT**

LA PROTESTA

PORTAVOZ DE LA FEDERACION REGIONAL CANTABRA

Nº I MARZO 1.978 15 PTAS

El pensamiento libertario es una afirmación de la vida. Y nosotros creemos que la vida tiene que ser placer, creación, sol, amor, libertad, solidaridad..... y aire libre.

De ahí, nuestra permanente protesta contra la sociedad autoritaria y represiva que niega la felicidad a los seres humanos.

La C.N.T., intenta asumiendo en su seno todas las clases y sectores chas y movilizaciones que se real de los individuos.

Pero esto solo será donde las relaciones humanas solidaridad. En la que no sea dominación de unos hombres por

Cuando hablamos del concibiendo el nacimiento de mano llenos de luz, del trador, del amor como motivación plagas y maldiciones bíblicas, curriendo sobre nuestro cuerpo en si mismo, por fin sumergido Naturaleza.

ser una organización total, as reivindicaciones y alternas oprimidos, potenciando las lorientan hacia la liberación

posible en una nueva sociedad, no sean de competencia sino de posible la explotación ni la otros; el Comunismo Libertario.

Comunismo Libertario, estamos soles y planetas, de seres humanos convertido en juego creas más profunda, del fin de las de los bosques y los rios brillante y lleno de belleza armoniosamente en la Madre



"LLEVAMOS UN MUNDO NUEVO EN NUESTROS CORAZONES"

SOL Y SOMBRAS

VENUTIANA

PARIS. — Un poco tarde me dijeron que José Venuti, o Gastón Leval, había fallecido. Y sin que nadie me hubiese enterado a tiempo, se quejaron por no haber yo acudido al entierro. Igual me sucedió cuando la pérdida de mi amigo Eleuterio Quintanilla. Tengo el convencimiento de que se hacen entierros de partido, o de partida. No creo que esa suerte de macabrisimo beneficie a nadie.

Nadie conocía como yo a Venuti. Lo conocía más que él a si mismo.

En el año 1915 lo traje a mis pagos para facilitarle las cosas de la vida: trabajo y hospedaje. Las dos primeras semanas lo tuve en casa.

Era desertor de la Guerra Europea, junto con otros franceses. Me cupo tratar por lo menos a una docena de ellos. Venuti y un tal Joseph, los más interesantes.

Venuti tenía más vocación para las letras que para el trabajo rudo. En tres meses se aprendió el español en su parte primera. Fortuné Barthe, otro desertor de Clemenceau, aunque natural de Graus, le hizo de profesor a Venuti. A éste el catalán no le intersaba. Resabios de centralismo galo.

Durante años fui íntimo de Venuti, el Gastón Leval futuro. J. Torrents, J. Gené, S. Ramón y F. Gabbarró también lo fueron, quizá no tanto.

A mi y a F. Torres (Sotxo) Venuti y Costa Iscar (Faciabén, en Buenos Aires) nos presentaron a Kibalchiche, o sea el individualista Victor Serge Le Rétif. Este y el cartero Costa frecuentaban «Tierra y Libertad» de la calle Cadena, sede de T. Herreros. Kibalchiche escribió a Emile Armand que Salvador Seguí y otros éramos catalanistas. Este sabio franco-ruso, o ruso-belga, ignoró el terreno barcelonés que pisaba. Despedido, del anarco-individualismo pasó al trotskismo, o sea una puñalada a la ética anarquista.

Venuti quedó fiel a las ideas, escribiendo mucho sobre ellas. Con conocimiento de causa y con prolijidad inusitada. Se especializó en el kropotkinianismo, y tan bien lo hacía en francés como en el idioma — español — adoptado.

Al parecer nos queríamos, pero mis observaciones sobre transigencias suyas le disgustaron. Creía en sí y poco en los demás. Amigos en campo libertario no podía tener, porque aquí se entiende el individuo sin supeditaciones. Venuti se sentía superior y no había que discutirlo. El Ego por encima de todo, y de todos. En el fondo, esa fue una candidez, una ofuscación de Venuti. A nadie se le ocurre decir al prójimo: «Date cuenta que soy más inteligente que tú», exceso de carácter que a uno le deja constantemente solo.

Venuti dio mucho de sí y más hubiese dado de haberse comprendido, y haber comprendido a los otros. De aquí que ambos nos nubláramos a pesar de una conocencia y de una mutua fidelidad a las ideas viniendo, todo ello, de una lejanía de sesenta y ocho años. Son días.

Venuti y yo hemos contemplado nuestra excesiva carga de años, sin olvido de nuestros rostros juveniles. Lo que da nostalgia, seguro.

J. FERRER

«CARTA A UN OBRERO»

IV

Democráticamente, un hombre, un partido o una organización pueden tener concomitancias incidentales con partidos u organizaciones adversos para llevar remedio a determinados males. Pero ese compromiso no puede, en manera alguna, romper la entereza de unos conceptos, ofreciéndolos gratuitamente — como es el caso en España a los herederos de un régimen impuesto por la violencia sin que haya mediado la pregunta que debía haberse hecho al pueblo sobre qué régimen constitucional deseaba legalmente establecer su vida y su porvenir.

Tan convencido estaba Caballero de la razón que le asistía, como lo estábamos todos nosotros, que no titubeaba en escribir, él, el incrédulo y ateo, en invocar, pág. 7 el milagro... «aunque lo haga el diablo. Todo, menos Franco y su régimen», añadiendo la necesidad de «extirpar hasta la última raíz falangista...»

Uno se pregunta si quienes debían haberlo hecho no leyeron esa «carta» tan sencilla, tan «obrera» y por eso mismo tan comprensible.

En adelante, — declara, pág. 8 — «no serán eficaces las fórmulas políticas y económicas indefinidas de antes de la guerra civil; se harán necesarios otros métodos nuevos y energéticos, aplicados gradual e inteligentemente, pero con perseverancia y sistemáticamente». No puede por menos de referirse a nosotros, aunque sea de refilón y sin nombrarnos, tomando por cuenta propia una de nuestras ideas básicas más seculares a saber: la socialización, a la que quiere dar forma estatal. Efectivamente, pág. 8 prevé «la evolución hacia el capitalismo de Estado, etapa inevitable de transición necesaria para pasar a la socialización de la economía nacional. (El subrayado es nuestro).

Si en el Pardiñas, de Madrid, con otros prohombres socialistas había proclamado por tres veces que lo que quería era la República, hoy — dice — «si me preguntaran de nuevo lo que quiero, respondería también tres veces: ¡LIBERTAD!» «Pero libertad efectiva. Luego, ponga Vd. el nombre que quiera». Continúa su pensamiento y declara con franque-



za obligada: «que la Constitución Española de la República proclamada el 14 de abril de 1931, después de la guerra mundial ha envejecido y se IMPONE LA PROMULGACION DE OTRO CODIGO FUNDAMENTAL DEL ESTADO que responda a las esperanzas de transformación social, en aras de la cual dieron su vida millones de hombres en la última hecatombe». Pero, a estas declaraciones sigue todo un párrafo que transcribimos «in-extenso» conservando el carácter tipográfico original y que dice así: «Opino que para incorporar a la mayoría de los espa-

ñoles a la obra inmensa de reconstrucción nacional. ES NECESARIO UNA TRANSFORMACION RADICAL DE LA DIVISION TERRITORIAL POLITICO-ADMINISTRATIVA SUBSTITUYENDO LA PROVINCIAL POR LA REGIONAL: CATALUÑA, CASTILLA, VASCONIA, ARAGON, EXTREMADURA, ANDALUCIA, LEVANTE, ETC., CON AUTONOMIA ECONOMICA, ADMINISTRATIVA DE REGIONES Y MUNICIPIOS, CONCEDIENDOLES BIENES EN USUFRUCTO ESTABLECIENDO CONCIERTOS ECONOMICOS ENTRE MUNICIPIOS Y REGIONES Y ENTRE ESTAS Y EL ESTADO, FIJANDO CONTINGENTES JUSTOS DE COMUN ACUERDO, ADEMAS LIBERTAD DE MANCOMUNARSE REGIONES Y MUNICIPIOS PARA OBRAS DE INTERES COMUN, COMO TAMBIEN DEL USO LIBRE DEL IDIOMA, EXCEPTO EN LAS RELACIONES OFICIALES EN QUE SERA OBLIGATORIO EL CASTELLANO.»

Uno no puede por menos de fruncir el ceño. Desde Noviembre de 1974 han aparecido sentimientos federalistas incluso entre los representantes de los partidos más centralistas que se pueda imaginar, y también de toda la gama derechista y que, por ser conocidos de todos es inútil nombrar. No hay duda que todos tenemos el derecho de expresar nuestros sentimientos y nuestras ideas. Pero, sobre todo, tenemos el deber de ser fieles y constantes a esos sentimientos y a esos conceptos si queremos ser honestos con nosotros mismos.

Que los fascistas de siempre busquen refugio en nuevos partidos, cae de cajón. Que se agarren a la sofística y a la demagogia es lógico, como es lógico que el hombre que se ahoga se agarre a cualquiera plan-

cha aunque esté podrida. Lo que cuenta es salvarse. Pero lo que no es lógico, y falta bastante de ser honesto, es que los que debían sentirse orgullosos defendiendo y haciendo propias esas declaraciones de L. Caballero, sean los que precisamente ofrecen, conscientemente o no, esa plancha de salvación a los que moralmente deben confundirse con la responsabilidad de cuarenta años de colaboración con el régimen que todos decimos detestar. Otra más; que en lugar de mencionar la fuente anarcosindicalista, se continúa acechando a sus propagadores sometiendo a una guerra larvada y a veces descubierta, que les lleva a las cárceles y a las torturas que conservan el inoivable relente del régimen franquista. Todo ello dominado por una mueca irónica que da grima. Es la de los representantes elegidos por el pueblo. Cuando se dirigen al exterior proclaman solemnemente que el franquismo murió. Pero saben muy bien la grave dimensión de los abusos reprehensibles cometidos por las fuerzas de Orden del Interior.

Lástima que no sean más numerosos los hombres que, como Largo Caballero hayan tenido ese momento indispensable de sinceridad para sentirse hombres, precisamente.

Fernando FERRER

OBREROS HERIDOS

Consecutivo a una incalificable agresión llevada a cabo por fuerzas de la Guardia Civil contra pacíficos huelguistas de las empresas «Alu-Perfil», «Umital» y «Holstein-Ykapper», de Rubí y en la que resultaron tres obreros heridos de gravedad, las organizaciones sindicales de dicha localidad convocaron a huelga general de solidaridad y de protesta por la represión que sin discontinuar se está llevando a cabo por toda la geografía española, para el día 4 de mayo.

FOLLETOS PARA ESPAÑA

Comisión de Ediciones

Persistiendo en la misión que nos encomendó un Pleno de C.N.T. Zona Norte, esta Comisión va desarrollando su labor con vistas a editar el primer folleto (cosa inminente) con destino a España. Como anunciado, para esta primera ocasión ha escogido el «ABC Sindicalista» de Fariol. Contendrá 28 páginas y la cuestión precio se está ultimando.

El total recogido por suscripción hasta ahora es de 3.695,35 francos, esperándose otras participaciones de compañeros simpatizantes con la fortificación ideológica de la juventud española.

Puede recurrirse al simple donativo o al pago anticipado de equis ejemplares que el propio interesado enviará al compañero, grupo o Federación interiores que gocen de su preferencia.

Envíes a la Comisión a nombre de Peralta García Pedro, 32, rue de la Goutte d'Or, París; CCP n° 927 83 G, París; c a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 París, C.C.P. n° 9 232 33 V. París, especificando el destino.

Vuestros y de la causa, por la Comisión: Zona Norte y FF. LL. de París, Thiais y Drancy.

POESIA

EN EL RETIRO

Y aquí me quedé, solo y aislado en un rincón oscuro del camino.

Solamente he querido ser sincero, consecuente y leal, fiel a mí mismo, sosteniendo mi credo y razón en cualquier circunstancia. He discutido las creencias absurdas, la rutina, la ignorancia, la superstición, el mito.

Defensor del Derecho y la Justicia en todos los momentos, he sufrido por ello, no pocas amarguras; perdí la libertad y los amigos (o lo que parecían). Finalmente, ya viejo y agotado, ya rendido, quedé, solitario y olvidado, en un rincón oscuro del camino...

Total, lo que ha ocurrido siempre, desde Jesús el Cristo y muchos años antes.

Mas a empezar de nuevo sin duda volvería a hacer lo mismo.

Por que creo que no hay esfuerzo en vano, ni sacrificio estéril ni valdío; que rectitud, decencia y dignidad no son conceptos vagos ni vacíos.

No es lo mismo arrastrarse que volar, ser carnaza o espíritu, ser germen u hojarasca...

Y por que uno es así, así ha nacido, sin más opción, llevando ya en la sangre el demonio o el santo idealismo.

«No vuela aquel que quiere sino aquel que tiene alas», ya se dijo, y yo las tengo, digo, las tenía, ahora ya estoy en el retiro un trasto viejo, abandonado en un rincón oscuro del camino.

A VECES

A veces, más que ser hombre (la más cruel de las fieras) quisiera ser otra cosa distinta en Naturaleza, como un jilguero, una parra, un rosal, una palmera.

Pino frondoso en la playa con amplia sombra en la arena, sauce florido en la fuente, árbol frutal en la huerta, rama que sostiene al nido y, suave, lo balancea, savia que alimenta al árbol, raíz que empuja a la lleta, semilla abriendo su germen para alumbrar vida nueva, lluvia tenue que en silencio va sazonando la tierra, arroyo claro, entre juncos, corriendo por la pradera, claridad de la alborada disolviendo las tinieblas, sol de invierno calentando en el zaguán de la puerta, capullo de rosa blanca, perfume de madreelva, tronco de abedul mostrando un corazón y unas letras, arco claustral, campanario, ola, nube, faro, estrella, amor, cariño, ternura, regazo, halda materna...

Ser hombre, a veces, qué triste, ser hombre, a veces, qué pena, cuando el hombre se convierte en la peor de las fieras.

E. Martínez

UN PIRATE DU DANUBE

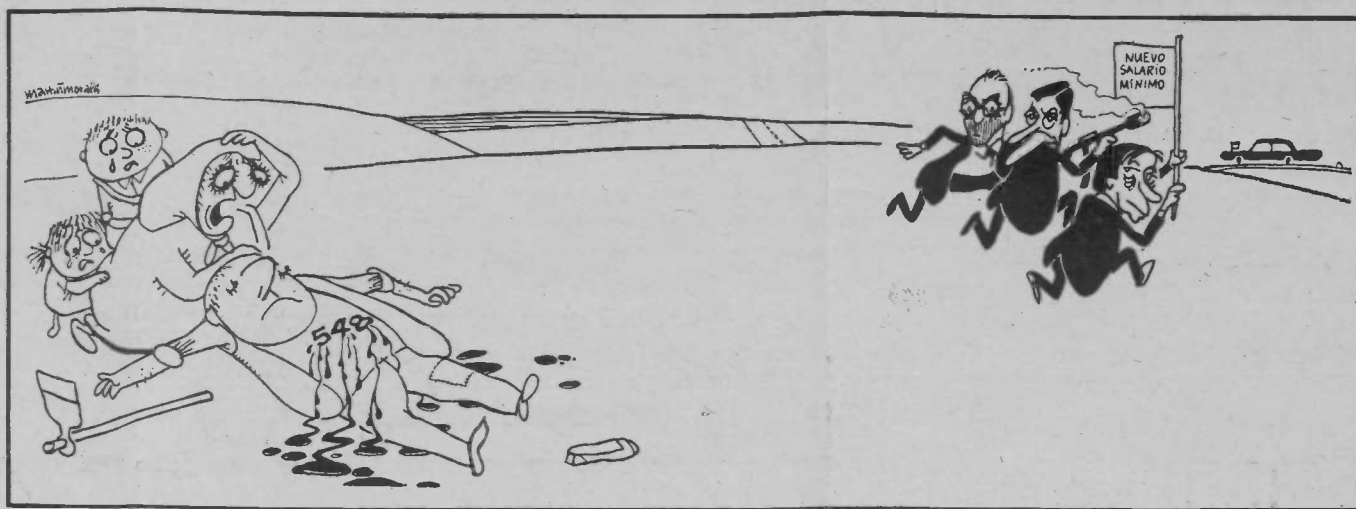
PARIS. — Les Bulgares ont fêté le 3 mars, le centenaire de leur libération nationale du joug Turc qui dura presque cinq siècles. Elle fut le résultat d'une série de luttes populaires qui se terminèrent par la guerre Russo-Turque de 1877-78. Le « libérateur », qui tenait sous son joug des millions de paysans asservis, cherchait plutôt une extension au sud afin d'atteindre la Méditerranée, l'éternel idéal de tous les rois Russes.

Selon les agents moscovites qui gouvernent actuellement à Sofia, il y avait une deuxième « libération » de la Bulgarie, en 1944, par l'Armée Rouge. Et c'était encore une tentative de l'Empire Russe de descendre à la mer Egée.

Quant au peuple bulgare, il attend sa troisième libération de tous ces « libérateurs », libération qui viendra bientôt à la suite de la décomposition du même empire, déjà commencée. Mais ce sera une œuvre révolutionnaire du peuple lui-même, inspirée par l'exemple des révolutionnaires qui ont combattu contre l'Empire Ottoman. L'un de ceux-ci est **Christo Botev**.

Ce fut le premier grand poète et le premier anarchiste bulgare. Il fit ses études en Russie, maintint des rapports avec les révolutionnaires russes, notamment avec Serge Netchaïeff et indirectement avec Bakounine. Il se réfugia en Roumanie d'où, lorsque le peuple bulgare se révolta, en 1876, il accourut à l'appel de ses frères à la tête d'une compagnie de 200 insurgés et tomba dans les combats au Balkan. Afin de se rendre en Bulgarie, il s'empara d'un bateau autrichien : « Radestzchi ». Il obligea le capitaine à accoster à un endroit où il n'y avait pas de port. Botev devint ainsi le premier pirate du Danube.

Aujourd'hui, la piraterie de toute espèce est devenue monnaie courante, surtout par les détournements d'avions. Mais quelle différence entre les pirates d'aujourd'hui qui mettent en jeu la vie de dizaines et de centaines de personnes innocentes, et la noblesse du geste de l'anarchiste Botev qui, tout en obligeant le capitaine du *Radestzki* à se soumettre à la volonté des 200 révolutionnaires, qui allaient sacrifier leur vie pour la libération de leur peuple, s'excusa en remettant une lettre en Français au capitaine certifiant auprès de la Compagnie et du gouvernement Autrichien, que la responsabilité de cet acte de piraterie revenait entièrement à Botev et à ses compagnons. Et c'est pour cette raison que Botev devint l'exemple et l'idéal de plusieurs générations qui, inspirés par son dévouement et ses sacrifices mettront fin, demain, à la pire tyrannie qui écrase aujourd'hui le pays.



Baltasar Porcel comenta su reciente premio
"Espejo de España"

« Comunistas y socialistas han escrito la historia según les convenía »

BARCELONA. — Con el espejito de las Españas recién embolsado Baltasar Porcel se mira y mira, Baltasar Porcel se está mirando, y el reflejo ha resultado esta vez de un anarco tan subido que Bakounin está considerado resucitar de entre los muertos para venir también a felicitarle.

Bajo el prisma de la revolución permanente Porcel ha filtrado, condensado y destilado el verbo testimonial de un cenetista de base, Juan Ferrer, comprimido en cincuenta maravillas magnetofónicas que el escritor grabó hace ocho años en París, en aquel París que aún olía a mayo y por el que Porcel se paseaba bajo el casco protector de una gorrita Mao.

Porcel está convencido — en el libro lo dice — de que los anarquistas fueron los auténticos revolucionarios, y que fueron también los grandes perdedores. Y me ha explicado el por qué:

— Porque realmente han intentado cambiar la sociedad desde un punto de vista material y moral, yendo más allá de la simple cosa social o política. Esto lo hicieron con sus solas fuerzas, sin conexión capitalista alguna y sin ningún partido ortodoxo y organizado — como el PC — que les sirviera de apoyo y propaganda. Esto es precisamente la causa de su fracaso: el anarcosindicalismo no tuvo nunca los apoyos que los otros movimientos tenían.

Perdieron más que nadie porque — por ejemplo — a los republicanos los protegió Méjico, y contaron con los fondos de la Generalitat; los comunistas tuvieron el apoyo ruso y la propaganda internacional, etc. En cambio, la gente de la CNT quedó tirada en la calle, sin protección de ningún tipo, y encima cargando con las culpas que eran de todos. Hace años, cuando entrevisté a Bosch Gimpera me dijo textualmente que la etapa de «descontrol» de la CNT fue brevísima, y que aún así se podía perfectamente dialogar con ellos. La gran verdad es que los partidos, el PC y los socialistas, han tenido siempre un organizadísimo sistema de propaganda, y sus historiadores han escrito la historia según les convenía. El anarcosindicalismo en cambio nada ha tenido de eso porque es un movimiento de base.

— Mi buen amigo Aranguren, con el que me sigue uniendo una gran amistad, ha opinado que la ideología de mi personaje es contradictoria, así como le ha parecido contradictoria la interpretación que de este país y de su forma de vida hace el pensamiento anarquista. Y luego comparó anarquismo y cristianismo, con gran perjuicio para el anarquismo. Yo me limité a contestar — porque hablaba el último en aquel acto negando esta conexión con el cristianismo, que es dogmático y jerárquico, mientras el anarquismo es

abierto y libre. Mi personaje, Juan Ferrer, es un hombre de 82 años, que vive todavía hoy exiliado en París. Nació en Igualada y se ha mantenido siempre fiel a la militancia de base. Le conocí hace unos diez años. Con él grabé largas conversaciones que ocuparon más de cincuenta cintas magnetofónicas. Mi idea era escribir un libro de la base. La historiografía en general tiene el grave defecto de que está hecha por profesores o por políticos; es decir se recogen testimonios escritos o se elucubra según ángulos políticos personales. Esto hace que la historia se quede en algo sobreestructural. Mi idea era pues hacer un libro distinto, traer el testimonio de base y al mismo tiempo dar la otra cara de la historia: no la del intelectual ni la del dirigente, sino del que la sufre. El rebelde que sufre la historia y que por eso se rebela, porque ya está harto de que siempre le manden, de que siempre decidan por él, y de que siempre sea el que sufra las consecuencias.

— Anarquismo nada tiene que ver con terrorismo. Quiero empezar por aclarar esa cuestión. Dentro del movimiento anarquista ha habido, nadie lo niega, minorías que han hecho terrorismo. Pero eso también ha ocurrido en la extrema derecha y en el PC. La diferencia es que estos últimos controlan grandes medios de propaganda mientras que los pobres anarquistas no, y pagan los platos que unos y otros rompieron. Anarquismo quiere decir supresión del Estado, pero no por escrito, sino porque se le considera artificial e impuesto. Ellos entienden que hay que organizarse a través de grupos naturales geográficos e históricos, y a través de la democracia directa. Todas estas ideas están expuestas sobre un cuerpo doctrinado que va desde Proudhon a Kropotkin, pasando por Bakounin, y más modernamente por Marcuse. Todos estos escritores y pensadores hablan constantemente de orden, un orden fruto del desarrollo natural de los factores sociológicos. Esta es la verdad del movimiento anarquista.

Se me olvidó preguntar a Porcel si estaba afiliado a la CNT. — **Ferran Monegal**.

(Extraído de «La Vanguardia», de Barcelona).

Semana libertaria en Lisboa

LISBOA. — Del 2 al 8 de julio se celebrará en Lisboa la «Semana de Presencia Libertaria» que incluirá mítines, conferencias, proyecciones de cine, sesiones de literatura fantástica, debates sobre el terrorismo estatal.

El programa previo es el siguiente:
— Domingo, 2: «Pic-nic», encuentro de camaradería. Fiesta.

— Lunes, 3: Conferencias sobre temas anarquistas. Historia y actualidad.

— Martes, 4: Debates sobre delincuencia, terrorismo.

— Miércoles, 5: Proyecciones de cine.

— Jueves, 6: Debates sobre anarcosindicalismo.

— Viernes, 7: Sesión final.

— Sábado, 8: Festival, feria del libro, tómbolas, teatro, exposiciones, festival musical, discusiones libres.

La Semana se celebrará en la Alameda de Lisboa. La Coordinadora de la Semana de Presencia Libertaria está compuesta por «Voz Anarquista» (Cándido Reis, 121, 1ª derecha, Cacicilhas, Portugal), «Centro Libertario» (Manuel N. N. Almedida, 32, Montijo, Portugal), y «A Batalha», (Av. Alvares Cabral, 27, Lisboa, Portugal).

La Coordinadora recibe correspondencia, asimismo en el apartado de correos número 5085 de Lisboa. Y espera sugerencias, ayuda (económica, personal, camaradería...), y la presencia activa de compañeros y amigos.



Nuevas formas de lucha social

Objetores de conciencia: aprender a matar es un crimen

BARCELONA. — Los objetores de conciencia, en España, van siendo cada vez más. No son actitudes agradables al Estado, y menos al militarismo. También la represión contra estos elementos es dura, ya que no obstante manifestarse enemigos de la violencia no han podido eludir el encarcelamiento y tratos especiales. Corolario de ello han sido las huelgas de hambre, que han durado hasta 28 días.

El gobierno ha dispuesto condicionar esas inspiraciones enemigas de las armas, consideradas enemigas de la patria, imponiendo obligaciones que hacen del pacifista un prisionero para largo tiempo. No de otro modo puede interpretarse el proyecto de ley, presentado por el general Gutiérrez Mellado, actual titular del Ministerio de Defensa. Los once artículos que constan en esta disposición niegan completamente los derechos del ciudadano, que tanto alega es lo básico en «la democracia española».

El periodo de servicio militar en este país es de quince meses. Los objetores de conciencia podrán compensarlo civilmente, en actividades sociales por doble tiempo al de «la mili». Esta norma prevé que el pacifista, a más de esos treinta meses obligado a los mandatos del gobierno, al terminar el periodo impuesto quedará en reserva hasta la edad de los 38 años.

Las actividades previstas y propuestas en esta modalidad de castigo son: «Servicios sociales, con preferencia de infraestructura agrícola, trabajos de asistencia en casos de catástrofes, asistencia en hospitales, operaciones de salvamento, etc. No podrán realizar actividades consideradas proselitistas, ni tampoco políticas o sindicales».

¿Dónde queda el respeto a los derechos del hombre? La imposición del Estado, a través de los fueros militares, no deja lugar a dudas. Pero se va más allá. Los objetores de conciencia que se nieguen a cumplir este servicio civil tendrán penas de arresto menor, y multas «que pueden ir de 20.000 a 200.000 pesetas».

Siempre el Estado fue renuente a los desos de paz. En cualquier ángulo de sus dominios que el hombre se sitúe, la lucha queda establecida entre el individuo y los poderes. Las

excepciones que se dan a esta regla van condicionadas a no rozar el principio de autoridad, y todo lo que es sustancial a su existencia.

Esta realidad es evidente en todo tiempo y lugar, ya que el estatismo procuró que nada escapara a su control. Donde quiera que la presencia humana se deje ver y sentir, las prerrogativas de no importa qué clase de gobierno se ha erigido con derecho a controlar, orientar e imponerse. Dificilmente el hombre ha podido librarse de las influencias e imposiciones estatales que, con unas u otras características es guerra permanente.

España está viviendo álgidos momentos de esa realidad. No hay derecho a proclamarse y ser pacifista. El individuo, a la edad que el Estado mejor puede aprovecharlo, es obligado al servicio de las armas. Sin duda que los jóvenes obligados a pasar por el cuartel, a ejercitarse con el fusil, en lo que invertirá quince meses de su plenitud juvenil, no tuvieron las necesarias atenciones escolares a la edad que lo necesitaban. Los gastos para la enseñanza siempre fueron escatimados; para el ejército y las armas todo estuvo dispuesto.

No son venturosos los objetores de conciencia. El Estado y el ejército los consideran delincuentes. Negarse a usar el uniforme, a hacer vida de cuartel, a usar las armas cuando «los superiores» lo mandan, es chocar con los jerarcas de la patria. A pocos delitos se les considera tanta importancia como a éste. Lo prueba el rigor con que se está tratando a los pacifistas, que no obstante la dureza que se les impone cada día son más.

Nunca en España se dieron tantos casos, ni se afrontaron con tanta alteza de miras. Lo prueba la severidad con que se expresa el decreto

AMNISTIA



recién promulgado contra los que se niegan a servir la patria, con riesgos de largos y penosos encarcelamientos. Son voluntades de temple acerado que disputan al Estado el derecho a no practicar lo que repudia su conciencia.

Es el ejército quien está tomando cartas en el asunto; a él se confían las medidas para que no prosperen los objetores. Es la de los jóvenes una rebeldía antimilitarista que los generales no comprenden ni toleran. Formados en la disciplina castrense, donde impera el rigor del mando y la obediencia cobarde, decir no a las obligaciones de la mili es herejía imperdonable.

Por esos, y otros motivos que en España van suscitándose, los generales hispanos buscan ampliar sus poderes. Problemas judiciales que por sus características son civiles, los absorben y sancionan como hechos castrenses. Es habitual y tradicional en los militares interferir terrenos que no son de su competencia, y desplazar a quien sea, para ser determinantes en la vida de los pueblos.

Mala perspectiva se proyecta con

la beligerancia de los militares. De no haber un alto a las prerrogativas que se adjudican, pronto el país será colonia de sus generales. ¿Habrá una reacción popular que lo impida? Es de esperar que así sea. Los militares nunca fueron, no serán, garantía de paz y bienestar social.

CONSIGNA: «NO AL SERVICIO MILITAR»

Deben ser defendidos y alentados los objetores de conciencia, y no permitir que su posición sea juzgada por tribunales o personajes castrenses. A las posturas pacíficas son reacios los militares, y más aquellos que de los entorchados hicieron una profesión. El pacifismo es laborioso y constructivo; el militarismo agresivo y destructor. A la mayor brevedad, España debería sustanciar en su órbita el problema del ejército, históricamente origen de dolorosas y sangrientas tragedias.

Sean bien venidos a la lucha social los objetores de conciencia. La suya es una brecha que hay que ampliar, con esa negativa plausible de rechazo a las armas, al uniforme y al cuartel. Aunque esa actitud solo quede circunscrita a este menester, obligado es reconocerla como una necesidad, que más que a otros a la juventud compete afrontarla.

No al servicio militar debería ser consigna a difundir entre los jóvenes. En defecto de otras vocaciones para contribuir a la liberación de los pueblos, la condición de objetor de conciencia es una rebelión frente a los imperativos castrenses.

Todas las disciplinas autoritarias son negativas a la paz y prosperidad social; más que ninguna es la que se impone en los cuarteles y en las filas militares. Ahí se forjan conciencias autómatas, resortes agresivos que no reconocen la libertad ajena a pensar, que operan según mandato de los jerarcas militares. No deben los jóvenes entregarse a esos ejercicios, negativos al libre pensar y confraternidad de los hombres.

Severino CAMPOS

JORNADAS LIBERTARIAS EN ANDALUCIA

Los compañeros del Sindicato de Oficios Varios de la Federación Local de la C.N.T. en Sevilla se han constituido en Comisión Organizadora de las Jornadas Libertarias que se celebrarán en Sevilla del próximo 25 al 28 de este mes de mayo.

Ellos proyectan tales jornadas de este modo:

Debido a la situación de letargo, boicot informativo y la, hasta ahora, limitada difusión de nuestro pensamiento en nuestro pueblo; varios compañeros sugirieron la idea de organizar unas jornadas de debate, de confraternización, de trabajo y de diversión, en las que participásemos todos aquellos que nos sentimos impulsados por la Idea. Así pues, nos proponemos con estas jornadas dos grandes objetivos:

a) Crear una amplia campaña de propaganda en torno a estas Jornadas que sirviese, al mismo tiempo, para darnos a conocer hasta en aquellos lugares en que aún no ha llegado nuestra voz.

b) Reunirnos el mayor número de libertarios para, a través de debates y discusiones, forjar unas líneas de acción comunes que sirvan para potenciar, especialmente en Andalucía, el Movimiento Libertario. Uniendo a todo esto el entusiasmo que unos días de convivencia e intercambios de opiniones crearía entre nosotros.

Visto que todo lo anterior podría sernos muy positivo, decidimos difundir esta idea y ponernos a trabajar en torno a ella, siendo rápidamente asumida por la casi totalidad de sindicatos de C.N.T. de Sevilla, los colectivos de barrios y los grupos libertarios específicos (Juventudes Libertarias, Grupos ecologistas, etc.). Hasta ahora se ha creado una comisión organizadora formada por varios representantes de cada uno de los grupos participantes, más todos

aquellos compañeros dispuestos a trabajar en la organización.

En un estudio realizado sobre el desarrollo de estas Jornadas, hemos visto que podrían dividirse en varios bloques simultáneos:

1) Una parte que consistiría en debates preestablecidos sobre temas concretos que nosotros proponemos que sean:

- Organización y estructuración del Movimiento Libertario;
- Proyección libertaria en las luchas campesinas;
- Acción libertaria en la ciudad.

2) Una parte dedicada a actividades culturales, con proyecciones de películas, representaciones teatrales, exposiciones diversas, debates espontáneos, etc...

3) Otra parte dedicada a actividades festivas, donde intervendrían grupos musicales, juegos recreativos y diversos actos aún no perfilados.

Esta comisión organizadora después de estudiar numerosos factores propone la celebración de estas JORNADAS LIBERTARIAS DE ANDALUCIA en Sevilla (nos es sumamente necesario que sea así, ya que no es por ningún afán centralista, completamente fuera de lugar dentro del mundo libertario) en los recintos de la Feria de Muestras durante los días: 25, 26, 27 y 28 de Mayo del presente año.

Para que estas Jornadas sean verdaderamente libertarias, compañeros, os pedimos vuestra colaboración y apoyo que resumiríamos en:

— Votar en vuestros sindicatos, ateneos, colectivos y grupos la adhesión a estas Jornadas, constando así en vuestras Federaciones Locales y pasando comunicado al Comité Regional para que sea plenamente asumida por toda la Regional.

— Aportando todas las sugerencias, ideas y trabajos que creais convenientes organizando COMISIONES PRO-JORNADAS LIBERTARIAS en vuestra localidad que recojan todas estas iniciativas y trabajos para remitírlas a nosotros.

— Aportando toda la ayuda económica que podáis, ya que no debe quedar ni un sólo rincón sin propaganda, carteles e información sobre el Movimiento Libertario y este acto que intentamos organizar, y sin dinero no existe la más mínima oportunidad de lograrlo (gastos de organización, alquileres, materiales, actuaciones, propaganda...). Para esto intentad, si podéis, realizar colectas, aportaciones voluntarias o todo aquello que mejor os parezca.

Comunicaros, finalmente, que en principio, la entrada a las Jornadas costará 200 pesetas por todos los días o 75 pesetas por día, siendo gratis o con aportación voluntaria a todos aquellos que se encuentren parados o sin posibilidades económicas. Finalmente recordaros la urgencia en recibir todos vuestros comunicados y aportaciones. Compañeros, escribid a:

Sindicato de Oficios Varios de Sevilla, calle Gerona, 11. — Salud y Anarquía.

OTROS ACTOS:

CORDOBA: Del 16 al 20 de Mayo actividades diversas, presentaciones, conferencias, etc.

GRANADA: El 21 de Mayo, GRAN MITIN, con la participación de F. Montseny, Enrique Marcos, Juan Gómez Casas, J. L. García Rúa, Ramón Liarte y otros.

MALAGA: El día 22 de Mayo, Conferencia de Federica Montseny en la Universidad de Málaga.

EL COMBO COMBAT SYNDICALLISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Montajes policiales, farsas « legales », militarización de la vida cotidiana

EL TERROR DE ESTADO, EN LA CALLE

PARIS. — La Policía Financiera y la Policía Militar, utilizando los vastos recursos industriales que controla, a través de la maquinaria administrativo-militar, centralizada burocráticamente en Madrid, han desencadenado contra la Confederación Nacional del Trabajo (C.N.T.) y el movimiento anarquista un vasto proceso de Terror militar, político, económico, administrativo e ideológico.

Esta batalla financiero-militar, que ha costado varias muertes de militantes anarco-sindicalistas, en las cárceles y en la calle, sometidos al imperio criminal del Poder militar ejercido contra los ciudadanos, amparado en la impunidad cómplice de la política parlamentaria, no tiene otro fin que la exterminación física del sindicalismo revolucionario.

Tal proceso de criminalización de la vida cotidiana, tiene tres frentes militares, políticos y económicos:

1^o Montajes policiales, perpetrados impunemente, con el fin de sabotear la libre asociación de los ciudadanos y someterlos al imperio del Terror estatal a través de la normalización paramilitar de los «sindicatos» al servicio del Capital (CC. OO. y U.G.T.) y el sometimiento expreso a las jurisdicciones militares.

El caso «Scala», el caso del «arsenal de armas» de Valladolid lanzado el día Primero de Mayo, ilustran elocuentemente la táctica criminal del Terrorismo de Estado: en ambos casos, se trata de hacer recaer sobre la C.N.T. la sombra del «terrorismo», con el fin de amedrentar a los ciudadanos y tener un pretexto «legal» para emprender la violencia física, desencadenar la represión en las cárceles y en la calle.

2^o Tales prácticas, tradicionales medios de terrorización-militarización de la vida cotidiana, tanto en las dictaduras «democráticas» occidentales, como en los campos de concentración nacionalizados del imperio soviético (conversión en «terroristas» de los disidentes laborales, para poder aplicarles los códigos de justicia militar o la clínica psiquiátrica para la «normalización» médica), cuentan con la colaboración expresa de la prensa, la radio, la televisión, que son los medios industriales de masificación de la conciencia y manipu-

lación-control de la opinión de los ciudadanos.

Los nuevos periodistas-policías, en cuyas filas son alarmanamente abundantes los militantes del P.C.E. (que controla, en Barcelona, un periódico diario, y, en Madrid, está infiltrado en

den y normalización de la disidencia obrera.

A cambio de prebendas financieras y administrativas, las correas de transmisión del P.C.E. y el P.S.O.E. venden carne humana domesticada: las huelgas son «normalizadas», las asambleas son entregadas a la pa-

bancarias y monetarias, y el desarme ideológico de los trabajadores, a quienes los «sindicatos» convierten en peleles que los «conductores de masas» llevan al matadero patronal.

El rearme del Capital, administrativo, energético, financiero, administrativo: puesta en acción de nuestras prácticas militares de control social, que cuentan con mejores presupuestos (y cuentan con mejores presupuestos expresos de la radio, la televisión y la prensa para tener una coartada parlamentaria: el P.C.E. y el P.S.O.E. son los mejores aliados: ellos facilitan nuevos métodos de control social, a través de la racionalización del sometimiento de los ciudadanos), puesta en marcha de nuevas inversiones financieras de extensión del poder monetario tentacular (el proceso de «incorporación» a Europa no es si no uno de los rostros, precisamente, de crecimiento geométrico del poder económico), y, finalmente, la puesta en práctica de nuevos modelos administrativos de gestión, que con la participación expresa de «comunistas» y «socialistas», son el mejor método de creación-extensión de modos de control de los ciudadanos, caídos en la tela de araña administrativa.

Un fin : arrasar militarmente la libre asociación de los ciudadanos.



Medios : periodista - policías, chantajes, terrorismo « sindical. »



Estrecha colaboración de las policías paralelas de los partidos y el Capital.



«... defiende al Estado, obedeciendo a un jefe militar, a un partido, o morirás acibillado a balazos...»

todos los medios de comunicación), transmisores de la ideología militar dominante, se limitan a reproducir y dar publicidad a los panfletos del Ministerio del Interior, utilizando tácticas de imperialismo informativo: sacar en los titulares a C.N.T. en los términos más negativos, boicotear los comunicados e información directa facilitada por los militantes anarcosindicalistas, falsear acontecimientos a través de la más expresa propaganda policial.

3^o Tal proceso de guerra militar expresa, utiliza una cohorte policial que desencadena el Terror en la calle, y un frente ideológico-financiero que lleva la guerra social hasta el mismo sistema nervioso de control de movimientos morales de orden reflejo.

En ambos casos, los «sindicatos» que colaboran estrechamente en los nuevos procesos de acumulación de capital con la Banca, CC. OO. y U.G.T., son utilizados como un eficaz sistema de policía paralela, servizos de or-

tronal, se impide la autoorganización obrera frente al Capital, los «sindicatos» se transforman en asesorías laborales cuya función profiláctica no es otra que sofocar cualquier revuelta a través de la maraña administrativa.

REARME MILITAR DEL CAPITAL

El Terror Estatal cobra, así, dos fisonomías: la tradicional de sus verdugos disfrazados de grises policías, y el maquillaje de las nuevas policías paralelas: los «sindicatos». Ambas se sirven de semejantes recursos de violencia ejercida, en la calle, contra los ciudadanos.

El terrorismo que el Estado desencadena contra los ciudadanos, a través de tales frentes militares y sociales, tiene dos fines esenciales: el rearme paramilitar del Capital, iniciando una nueva escalada de su guerra económica de acumulación de monedas que vampirizan a los ciudadanos a través de las cárceles

TERRORISMO «SINDICAL»

El desarme ideológico de los ciudadanos cuenta con el auxilio de la experiencia administrativa de las burocracias sindicales del área soviética. El P.S.O.E. y la U.G.T., financiados por la socialdemocracia alemana, ofrecen como mercancia, directamente, los modelos de normalización de la Alemania Occidental: «sindicatos» que controlan a las masas a cambio de prebendas administrativas. El P.C.E. y CC. OO. tienen una experiencia mucho más militar.

Todo el bureau político del comité central del partido, a excepción de la señorita Pilar Brabo (cuyos méritos no son otros que sus virtudes de excelente lacayo del señor Carrillo), pertenece a la vieja guardia stalinista: en mayo del 37 ya estaban en el poder, cuando la policía soviética sembró de sangre la tierra por la espalda a los fusilarios. En los años cuarenta y cincuenta, basta recordar el libro de Enrique Lister, que formó parte de los mismos cuadros organizaron, según el

(Sigue en la página 2)

Comunicados

F. L. DE ORLEANS

Convoca Asamblea General ordinaria para el domingo 21 de Mayo a las 10 de la mañana en nuestro local social de la rue de Bourgogne.

AGRUPACION ARAGONESA C.N.T. DE PERPIÑAN

A todos sus componentes radicados en Perpiñán y pueblos limítrofes quedáis convocados a la reunión que tendrá lugar el día 28 de mayo a las 10 de la mañana en el local social, 9, rue Duchalmeau, Perpiñán.

Dado los asuntos a tratar esperamos la asistencia de todos.

RUEGO DE INFORMACION

Faustino Montuenga, 150, rue Contes, Ingré, 45140 St-Jean de la Ruelle, que en los años 1943-44 perteneció a la Compañía de Trabajadores Extranjeros, cuyo mando y administración estaban entonces en Brive-la-Gaillarde (Corrèze), agradecería a quien pudiera indicarle el número de la citada compañía, ya que el tiempo mediando ha olvidado el número de la citada unidad.

CORREO DE REDACCION

—N. C., Madrid y S. L., Torrente. El semanario, creemos que debe dedicarse al estudio y divulgación de las ideas y defensa de la C.N.T., de la que es portavoz. Los problemas de orden interno, debe haber lugar más propicio para plantearlos y resolverlos.

ACTIVIDADES EN ANDALUCIA

CORDOBA: Del 16 al 20 de Mayo actividades diversas, presentaciones, conferencias etc.

GRANADA: El 21 de Mayo, GRAN MITIN, con la participación de F. Montseny, Enrique Marcos, Juan Gómez Casas, J. L. García Rúa, Ramón Liarte y otros.

MALAGA: El día 22 de Mayo, Conferencia de Federica Montseny en la Universidad de Málaga.

SEVILLA: Jornadas Libertarias del 24 al 28 de Mayo.

SEMANA LIBERTARIA EN LISBOA

LISBOA. — Del 2 al 8 de julio se celebrará en Lisboa la «Semana de Presencia Libertaria» que incluirá mítines, conferencias, proyecciones de cine, sesiones de literatura fantástica, debates sobre el terrorismo estatal.

El programa previo es el siguiente:
— Domingo, 2: «Pic-nic», encuentro de camaradería. Fiesta.

— Lunes, 3: Conferencias sobre temas anarquistas. Historia y actualidad.

— Martes, 4: Debates sobre delincuencia, terrorismo.

— Miércoles, 5: Proyecciones de cine.

Jueves, 6: Debates sobre anarcosindicalismo.

— Viernes, 7: Sesión final.

— Sábado, 8: Festival, feria del libro, tómbolas, teatro, exposiciones, festival musical, discusiones libres.

La Semana se celebrará en la Alameda de Lisboa. La Coordinadora de la Semana de Presencia Libertaria está compuesta por «Voz Anarquista» (Cándido Reis, 121, 1ª derecha, Cacilhas, Portugal), «Centro Libertario» (Manuel N. N. Almedida, 32, Montijo, Portugal), y «A Batalha», (Av. Alvares Cabral, 27, Lisboa, Portugal).

La Coordinadora recibe correspondencia, asimismo en el apartado de correos número 5085 de Lisboa. Y espera sugerencias, ayuda (económica, personal, camaradería...), y la presencia activa de compañeros y amigos.

EL TERROR DE ESTADO...

(Viene de la página 1)

esquema paramilitar soviético, su partido. En los años sesenta, entraron a saco, según las viejas tácticas de infiltración militar de la policía soviética, en el movimiento obrero, saboteando, manipulando, controlando, boicoteando y terrorizando los brotes originalmente autónomos (las primitivas CC. OO., el movimiento intelectual o estudiantil). En los años setenta, el mismo equipo dirigente se infiltra en los núcleos de poder: control de varios semanarios («Triunfo»), infiltración - colaboración en el sindicato vertical, doble juego de venta-chantaje (colaboración con la patronal, demagogia stalinista, creación de los «servicios de orden» de control físico de situaciones de tensión, terrorismo «sindical» contra los conflictos que ellos no controlan y venden a la patronal: «Roca»).

Este aparato político, de Carrillo a Federico Melchor, de Azcárate a Lucio Lebató, cuenta con viejas experiencias y la formación práctica en la Unión Soviética, cuya financiación ha sido decisiva para el lanzamiento del partido y la instalación de sus medios de propaganda e infiltración.

El terrorismo «sindical» de CC. OO. es elocuente: el comité central del P.C.E., que controla orgánicamente todos los recursos de la organización, subasta ante la patronal («Pactos de la Moncloa», Parlamento, etc.)

su «control» de los trabajadores. A cambio, recibe: infiltración en la administración (Ministerio de Trabajo, Instituto Español de Emigración, la prensa, la radio y la televisión), prebendas financieras (ofrecimiento directo del patrimonio del sindicato vertical-fascista), publicidad gratuita: la televisión es el mejor aparato publicitario para CC. OO. Convertida cinematográficamente en «gran central sindical», CC. OO. se sirve de sus militantes de base, a través de la más burda demagogia stalinista, para ejercer su doble juego de venta-chantaje.

CONTRA EL CRIMEN, C.N.T.

Consumado el rearme militar y político del Capital, el Estado puede librarse impunemente a las prácticas de terrorismo que le son propias: guerra a muerte contra el único sindicato que se reclama revolucionario en la calle, la C.N.T.

El Terror desencadenado contra el movimiento anarquista, no obstante, no pasa por la guerra verbal: es la carne de los militantes lo único que interesa, es el modelo de organización y acción directa, autoorganización de los trabajadores, el riesgo que el Estado desea condenar a muerte, ya que la existencia misma de un modelo de organización donde han desaparecido las nociones de jerarquía y disciplina paramilitar (para crear un modelo de relaciones sociales basado en el apoyo mutuo),

una práctica sindical-militante que no pasa por los «líderes» que «negociar», «en nombre de las masas», si no que denuncia tales métodos como atentados criminales contra la libertad de los trabajadores (para crear modelos de asociaciones de ciudadanos que no aceptan el chantaje parlamentario, y denuncian cada día el boicot administrativo y las cárceles bancarias), un sindicato revolucionario, en definitiva, que denuncia cualquier pacto con la patronal y el capital como un pacto social cuyo fin no es otro que rearmar al capital vendiendo a los trabajadores, y reclama, abiertamente, su lucha, a través del anarcosindicalismo, (sin jefes-verdugos, policías-parlamentarios, «sindicalistas» a sueldo del Estado), a través de tales tácticas, que pasan por la liberación de los ciudadanos, no por la creación de nuevas cárceles (más eficaces) y policías paralelas (en nombre de las órdenes que los lacayos «sindicales» reciben de sus autoridades militares en las Cortes), del comunismo libertario, contra el dinero, contra las mercancías, contra la Policía, contra el Capital, contra el Estado, en suma, es un modelo, pacífico, revolucionario, de reorganización y rearme moral de los trabajadores, de libre asociación, que arruina los fundamentos del Terrorismo que el Estado continúa ejerciendo, criminalmente, contra los ciudadanos.

Evocación de Ferrer Guardia

Escuela racionalista: tras una revolución moral

PARIS. — El compañero Félix Alvarez Ferreras leyó el ensayo «Prefacio para un libro» de Sol Ferrer, hija de Ferrer Guardia, el fundador de la Escuela Moderna, fusilado por los lacayos de la Dictadura.

Sol murió el 20 de agosto de 1976 en Ibiza. Durante los últimos años de su vida, sostuvo una dilatada correspondencia con Alvarez Ferreras, que comenta la obra de Sol de este modo:

Francisco Ferrer se formó en la escuela de las ciencias positivas cuyas conquistas a fines del siglo XIX eran una novedad y más exaltantes que hoy en día. El racionalismo era completamente solidario de los progresos de la ciencia.

Y por eso el hombre de más en más armado ante la naturaleza le pareció estar más desarmado frente a él mismo. La injusticia social, problema mayor no hallaría solución más que el día en que el hombre habiendo alcanzado un nivel moral superior, la sociedad se reforme ella misma. Era esta perfección moral e intelectual del hombre que Ferrer se proponía realizar.

Para él, el debate capital, en el estado actual de la civilización, era el combate por el hombre, es decir en el hecho humano: el hecho pensante y libre. ¿El hombre es que no da un sentido a la vida, implicando por ese mismo hecho su libertad?

El valor de la colectividad depende de la calidad intelectual y moral de cada uno de sus miembros.

¿Cómo operar concretamente la transformación de una sociedad que él juzgaba defectuosa? Ferrer no es un utopista. Teniendo frente a él a España de últimos del siglo XIX y principios del XX, aún tan retrasada, quiere atacar el mal por sus raíces, es decir, destruir la tradición obscurantista por medio de una enseñanza racionalista. Fue de esta manera como se dedicó a crear la «Escuela Moderna», liberada de toda sujeción de la Iglesia o del Estado, y como solo objetivo el de servir únicamente al niño o niña.

Esta escuela unía la educación a

la instrucción, se dedicaba a formar la sensibilidad de corazón de los niños, su sentido de la justicia, de la bondad y de la estética, desarrollaba al mismo tiempo en ellos el espíritu de observación, el sentido crítico, el vigor de razonamiento y de la voluntad, controlando siempre su criterio con serenidad y justicia.

He aquí como fundaba sus esperanzas: (1)

«Cuando el pueblo haya obtenido la cultura general a la cual tiene derecho, cuando sea juiciosamente consciente de su responsabilidad, y de su poder, — que será entonces, no solamente cuantitativo, pero igualmente cualitativo —, el pueblo podrá imponer su nueva moral científica-fisiológica.

«Esta moral no podrá hacer menos, estando basada sobre nuestra propia naturaleza, que afirmar: tenemos todos los mismos deberes y los mismos derechos, sin excepción alguna, a un destino más honesto, luego más noble, e igual para todos.

Este problema de una moral independiente en la formación del niño puede representar lo esencial de su pensamiento. Como lo demuestra el estudio de las obras de las que da extractos sea en el apéndice de su libro intitulado *La Escuela Moderna*, sea en los boletines de su escuela, al igual que en sus publicaciones de vulgarización en España, parece haber sido particularmente influenciado por Herbert Spencer (*Data of Ethics and Education*), por Hartmann (*Phénoménologie de la conscience morale*) y por Guyau (*L'Irreligion de l'avenir*), y (*Ensayo de una moral sin obligación ni sanción*).

Los años de profesorado, tanto en París como en Barcelona le permitieron controlar en la práctica los datos teóricos que había asimilado, y le condujeron a esta conclusión: El problema vital, actual (en el sentido inglés de la palabra, es decir real) que se nos coloca a cada uno de nosotros es el de llegar a un acuerdo perfecto entre el pensamiento y la acción, condición sine qua non de la satisfacción interior, de la paz del alma, un pensamiento que no sea descarnado — y al mismo tiempo desarmado —, una acción que no sea irreflexiva luego fanática, tal es el fin hacia el que todos nuestros esfuerzos deben tender para llegar a una vida mejor — en la tolerancia y el respeto de cada cual.

Ferrer daba gran interés al diálogo, único medio, según él, para progresar armonizando las opiniones contrarias, y él mismo sabía, con toda objetividad, descubrir las concordancias.

Como lo constataremos en esta obra, fue guiado, en su pensamiento y en su acción, por este ideal humanista, por el que se esforzó, por su propio combate sobre el plan escolar en particular, dándole más eficacia.

Además del ideal social, Ferrer perseguía también — y sobre todo — un ideal de hombre, al cual se entregó, en el curso de su vida, a realizar él mismo: según él, el hombre superior debe unir la sensibilidad más fina a la voluntad más firme. El desfallecimiento de la voluntad le parecía ser una abdicación frente a la vida. Quiso mantenerse siempre siendo un optimista «sin ilusiones».

Félix Alvarez Ferreras

(1) Páginas inéditas del «Períodico de sus pensamientos» manuscritos, escritos probablemente de 1901 a 1909.

Hoy como ayer

La tortura en los penales españoles

BARCELONA. — Ha tenido que darse el asesinato de Agustín Rueda para que se conociera bien la realidad del régimen carcelario en España. Creían los mandatarios actuales, todos de condición fascista, que bastaban unas cuantas amnistías para hacer creer que el franquismo había desaparecido. Otra es la verdad desde todos los puntos de vista.

La España de nuestros días no podrá evitar conatos violentos. El origen de éstos está en los mismos gobernantes. Son vivas reminiscencias del inmediato pasado tenebroso, mentalidades que no comprenden el tético papel que desempeñan ante un pueblo que anhela liberarse de la dura opresión que soportó y soporta. Y conste, que no obstante los rigores judiciales y no judiciales, la liberación está en marcha y difícilmente se parará.

La mejora del régimen carcelario, de la que tanto se han ufano los gobernantes continuadores de Franco, ha sido aparente y falsa. Con rarísimas excepciones, el cuerpo de prisiones es el mismo personal que tenía antes. No ha cambiado la mentalidad y los sentimientos de los individuos que lo componían. Tampoco las instituciones jurídicas que existen para estos menesteres. Los atropellos a los presos siguen como antaño.

A nadie pueden sorprender los incendios que se han dado en gran parte de los centros penitenciarios españoles. La falta de respeto a los penados, de atenciones jurídicas, y el extremado rigor en todos los centros de reclusión, han sido, y siguen siendo, provocación constante a la dignidad del recluso. No ha sido suficiente verlo con una condena, generalmente arbitraria e injusta, sino que a más, ha sufrido el ensañamiento de carceleros sin el menor grado de respeto a sus semejantes.

TERROR GUBERNAMENTAL

El terror gubernamental, en las cárceles y fuera de ellas, ha sido condición normal desde que de España se apoderaron las hordas fasciosas. Para esos efectos utilizaron como maestros a los expertos hitlerianos. Aquellas lecciones prevalecen en el cuerpo de prisiones. Los disidentes de ese ayer trágico, que con otro fondo tiene sus escenas en la actualidad, tuvieron y tienen que cargarse de estoicismo para soportar tanto despotismo.

«No hay mal que cien años dure», se dice. Pero la tragedia española resulta muy larga y penosa. La mentalidad de los gobernantes no llega a comprender, que cuando las nociones de libertad se amplian en los pueblos, y en esa corriente hay anhelos de superarles, las instituciones que tuvieron vigencia son angostas y opresoras; el individuo superado no puede adaptarse a ese pretérito, por lo que por su valor moral e intelectual se traduce en candidato a la reclusión o a algo peor.

Y no obstante se va perdiendo el estoicismo con que se soportaban las crueldades fascistas. Todo y no siendo el procedimiento que conduce a los mejores resultados, no faltan los que conciben, y practican, aquello de «ojo por ojo, diente por diente». ¿Hasta cuando el talión será procedimiento de reciprocidad en España? No es problema que depende de los que ansian libertad; los opresores son responsables de lo que pasa.

Están muy desahucadas las autoridades que oprimen al pueblo. Comprendemos lo que les duele perder las prerrogativas que han gozado durante tanto tiempo, bien saturado de terror gobernante, pero es lamentable constatar no hayan llegado a comprender que son otros pro-

cedimientos los que reclama el pueblo. Hay empeño en mantener el estatu quo faccioso, sin prever las circunstancias que ello determinan. Y ello, orquestando cada día más la berverrea democrática.

na. Tres de mis cartas fueron incluidas en mi expediente personal. Una era de mi mujer, otra de mi primo, y la tercera era una escrita por mí, en la que relataba la situación de la cárcel.»

Estos son datos que dan la medida de lo que pasa en las cárceles de España. Las llamadas públicas y privadas, que en punto a esos tratos se hacen, no tienen eco en los centros oficiales de primera magni-

tas. Podrá reformarse el Código penal, pero quedarán en pie las cárceles como purgatorio de disidentes, y los verdugos para «casos excepcionales». Con la preponderancia parlamentaria de las derechas facciosas, nada mejorará el holocausto de los que infrinjan las leyes que impongan los prohombres del franquismo. El mandato sigue siendo del gran capital y de las armas a su servicio.



CRUELDAD

Referirse a propósitos de mejorar las condiciones penitenciarias no pasa de ser propaganda gubernamental. Los penales de todo el país están bajo la influencia de Martín Villa, que no ausenta de sí la nostalgia de otros tiempos excesivamente crueles. Se inspira en medidas represivas para prolongar un régimen que de él nada debería quedar. Y la cosa no irá mejor, si las prerrogativas del Ministerio del Interior pasan algún día a Fraga Iribarné.

Lo ocurrido en las cárceles y presidios de España no ha motivado vibración moral en Europa. Las entidades que se denominan de defensa humana han sido indiferentes al clamor de justicia que se elevaba y se eleva en los centros de reclusión. Los presos de toda condición, a excepción de familiares y algunos afines, no han tenido la protección que habría podido limitar los malos tratos que les infligieron. ¿Hasta dónde llegaron éstos? Veamos lo que dice uno recién liberado del penal de Dueso:

«Los funcionarios nos miraron el pelo, las orejas, las plantas de los pies, y con un guante nos metieron el dedo en el culo para ver si llevábamos objetos cortantes. Nos recibieron con porra en la mano, y a uno de los trasladados que iba «recomendado» le redoblaron la sesión de golpes que ya tenía de Barcelo-

tud. ¿Y qué hacen los personajes subalternos en grado gubernamental? ¿Qué dicen los zurdos de la participación parlamentaria ante las difíciles circunstancias carcelarias? No optan por ningún planteamiento serio; dejan correr el tiempo, y que se consuman los hechos, discutiendo si las elecciones municipales deben hacerse más pronto o más tarde.

LOS FASCISTAS, AL PODER

El gobierno español no aporta atenuantes a la difícil situación carcelaria que impera en el país. Esto no tendrá enmienda mientras Martín Villa continúe en el puesto que ocupa. ¿Pueden los gobernantes eludir su responsabilidad ante los hechos luctuosos que se están dando? De ningún modo. Si Suárez hubiera querido contribuir a calmar los ánimos hubiera echado del puesto que ocupa al actual Ministro del Interior. No lo ha hecho porque está haciendo un buen servicio a la causa que defiende el actual gabinete.

Se han lamentado graves sucesos, y presentimos que otros lamentaremos. Para los que ansian y defienden un sustancial cambio de estructura social en España no aportará atenuantes la futura Constitución que se proyecta. Aunque se preparen las pilas bautismales con marbetes democrático, no dejará de ser un engendro de mentalidades faccio-

Contra los
reclusos:
atentados
contra la
dignidad,
el terror
gubernamental.

★
El fascismo...

La condición conflictiva de la España actual tiende a lo álgido. A los gobernantes que detentan el poder poco les ha enseñado la tragedia fomentada por el nefasto caudillo. Son sus herederos. Y para la conservación de su persona, y de sus bienes, no ven otros preceptos que la opresión y la dureza carcelaria. Aquellos que no se alinean a los dictados gubernamentales, que se atreven a preconizar ideales de avanzada social, tendrán las cárceles para purgar el delito de pensar en algo más justo de lo que tenemos.

En la diversidad de gobiernos que España ha sufrido no han fecundado las teorías de Concepción Arenal. Los conceptos y prácticas que florecieron y granaron son cesáreos, inquisitoriales. No solamente no se pugna y tiende a la supresión de los centros penitenciarios, sino que se mantienen más cruentos. La penalista gallega no ha tenido discípulos que la honren, que hagan de su recuerdo una imagen de grata expresión. No obstante lo inhumano de sus conceptos, el absurdo de sus tratados penalistas, César Lombroso y Garófalo siguen triunfantes: El fascismo impera en las cárceles españolas.

Severino CAMPOS

Ante la intimidación y la persecución

URGENCIA DE LA LUCHA ANARCO-SINDICALISTA

TOULOUSE. — Difícil es, en la conjuntura actual, rehacer una organización anarcosindicalista potente y determinativa. Cuando el paro forzoso adquiere niveles de catástrofe; cuando aún trabajando no sabes si al fin de semana o el mes, serás devengado de tus labores; cuando la intimidación, la persecución y encierro de compañeros libertarios se producen por doquier del país por motivos oscuros y no probados; cuando la difamación y la calumnia adquiere carta de naturaleza contra la C.N.T. y las ramas hermanas F.A.I. y Juventudes Libertarias; cuando el resto de las Centrales sindicales se avienen a componendas, sea con la patronal o los estamentos oficiales; y en fin, cuando la clase obrera en general, aún está viviendo o semiviviendo el letargo moral y material de 40 años de dirigismo sin poder manifestar su personalidad e independencia, y menos tener una educación social de su personalidad como hombre y trabajador; nada de extraño debe de parecernos, que las dificultades que se encuentran para hacer una organización potente deban de sorprendernos; añadiendo a todo ello, cierta confusión que hasta la fecha, se ha manifestado en el propio seno de la organización anarcosindicalista.

No hay remedios radicales, para conjurar a breve plazo tantas epidemias y sindabores; pero sí, debemos a largo plazo, aplicar la persuasión y persistir en los métodos idóneos al movimiento libertario y a la C.N.T. Como son las Asambleas abiertas de todos los trabajadores; respetar el criterio mayoritario de los mismos; no tomar ninguna resolución, sin la aprobación de los interesados; propugnar y defender la independencia obrera y sindical; defender y propagar la creación de Sindicatos Anarcosindicalistas; aunque minoritarios, en las asambleas de empresa, tajos o servicios públicos, mantener y divulgar nuestras tácticas de acción directa y de manumisión integral, y denunciar las componendas que lesionen los intereses de la clase laboral.

Labor ingrata ésta y árdua para toda nuestra militancia, pero medios tácticos que a largo plazo, deben de dar resultados óptimos para todo nuestro Movimiento. Y creerlo, que no es solamente labor de los Comités, locales, comarcales, regionales y nacional; es labor de toda la militancia, desde el simpatizante revolucionario, hasta el anarquista.

A este respecto, tengo ante mi vista la declaración del Secretariado

Permanente del C. Regional de Cataluña de fecha 4-2-78, la que me ha producido una excelente impresión su lectura, posición y alcance. He aquí unos párrafos del mismo: «La misión de los militantes anarquistas cobra en la C.N.T. su plena dimensión, al difundir entre los trabajadores los ideales de libertad y de emancipación, al ayudar a descubrir en cada asalariado un hombre libre que, solidarizándose con el resto de explotados y oprimidos, colabora a la creación de una sociedad nueva sin clases y libre del yugo de todo Poder; una sociedad que el Congreso de Zaragoza esbozó en los dictámenes sobre el «Comunismo Libertario», y que el propio pueblo trabajador puso en práctica en las colectividades. La tarea de reconstrucción social y moral de la sociedad, es una tarea, ante todo, colectiva y responsable.» Después de dicha lectura, donde se clarifica y afirma la posición de la C.N.T. reivindicando las Colectividades y el Congreso de Zaragoza que dio vida futura al Comunismo Libertario, y que en parte ya se aplicó en muchos pueblos de España. Por lo transcrito más arriba se da un mentis rotundo a cuantos esperaban que la C.N.T. tendría que «renovarse» y emprender otros derroteros.

HOY
COMO AYER:
LA MISMA
POLICIA,
LA MISMA
SANGRE
DERRAMADA...



una iniciativa, la reconquista de ese movimiento. Porque de lo contrario, las organizaciones mastodónticas del sindicalismo reformista y autoritario, nos empujan a la marginalidad. Y esta marginalidad bizantina es la que ha desmoralizado al anarquismo internacional en nuestros días, hasta el punto de incapacitarle de hablar un mismo lenguaje, incluso en la misma latitud geográfica. Esta es la filosofía profunda de la C.N.T. en este momento: el anarcosindicalismo español no es la fuerza de 1936, ni la correlación de fuerzas existente es la misma, pero no ha perdido la batalla del movimiento obrero y no quiere perderla».

Que más se puede añadir a lo transcrito, sino, que en nuestra juventud, a pesar de ser naturistas, excursionistas, (una forma de ser

ecologistas en dicha época) mantener Ateneos y Centros Culturales, ni por un momento abandonemos nuestra militancia en la organización confederal; y todo y estando en los grupos específicos, nunca rehúimos los cargos en la C.N.T. si éramos propuestos; y los compañeros anarquistas, que no estaban adheridos a la F.A.I., nunca intentaron crear colectivos ni grupos autónomos que pusieran trabas con su acción a las labores, tanto de la organización específica como de la C.N.T. sino, que, si tenían un espíritu de organización, empleaban todas sus actividades y energías al servicio de la clase laboral y del anarcosindicalismo, posibilitando una organización fuerte y respetada, por su acción y coordinación.

VICENTET

Fortalecer el sindicato

Otro documento que merece destacar por su importancia, es el Mensaje del Secretariado Permanente del C. Nacional de la C.N.T. dirigido a las delegaciones que asistieron al Congreso Internacional de Federaciones Anarquistas: (23 al 27 de marzo 1978) y que extraigo algunos párrafos para ilustrar la complementariedad de las tareas y labores que nos incumben a todos los libertarios para llegar a plasmar los objetivos que señaló el Congreso de Zaragoza y la finalidad que el C. Regional de Cataluña señala. He aquí lo que expresa, hablando de la diversidad de actividades de los compañeros e indicando que no siempre se acepta la

debida responsabilidad y constancia. Agrega, «así eligen muchos compañeros el ecologismo, el naturismo, las cuestiones culturales, los barrios, los ateneos, la acción ideológica específica. Y no es que no concedamos a estas actividades la enorme importancia que tienen en estos momentos, no. Todo lo contrario. Lo que decimos es que no hay que resignarse a dejar en manos de los autoritarios el movimiento obrero, las fábricas y talleres, los laboratorios, los lugares de trabajo. Y a nuestro juicio, donde estos lugares se hayan perdido por diversas avatares históricos, hay que hacer un esfuerzo sobrehumano e intentar recuperar

NOVEDADES EN LIBRERIA

«Las Colectividades campesinas (1936-1939)»	20 00	«Para la Anarquía», F. Sabater	18 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00	«Mujeres Libres en España 1936-39»	18 00
«Malatesta, vida e Ideas», V. Richards	25 00	«La Revolución», Landauer	18 00
«Historia del Movimiento Machnovista»	20 00	«La Anarquía según Bakunin»	30 00
«El Terror bajo Lenin», Jacques Baynac	25 00	«Mirando Vivir», R. Barret	20 00
«Boletín de la Escuela Moderna», Albert Mayol	20 00	«Revolución y contrarrevolución Cataluña (1936-1939)», Carlos Semprún	25 00
«La Escuela Moderna», Ferrer y Guardia	20 00	«Guerra de clases en España», Berneri	20 00
		«Anarquismo: su filosofía, su ideal» (2 vol.), Kropotkin	35 00

POESIA

DON FOFO⁽¹⁾

Tú que te ocupas de mi,
yo que me basto sin tí.

Tú que eres sabiendo
como un profeta del Congo.

Tú que eres un portento
con ansias de monumento.

Tú que eres tan inmenso
confundiendo «pienso» y pienso.

Tú que utilizas lentes
para asombrar a las gentes.

Tú con gorra hasta los ojos
para encubrir los piojos.

Tú que eres tan sublime
sin devoto que te estime.

Tú tan multitudinario
para quedar solitario.

Tú que con disquisiciones
no sales de tus talones.

Tú que penetras honduras
parejas a sepulturas.

Tú, sapiente en letra y artes
y te huelen mal las partes.

Tú que en sindicalismo
estás en lo del atisbo.

Tú, de paso tan abierto
pero con andar incierto.

Tú que voceas avances
quedándote en lo de antes.

Tú que al pueblo concitas
y luego dormitas, dormitas.

Tú con tu revolución
con su trampa y su cartón.

Tú a quien no considero
por tu hambre de dinero,

te lo digo en un segundo:
eres nadie en este mundo.

JO HAN

(1) Prototipo de lo vacuo, de lo fastidioso.



".. todos tenemos que hacer sacrificios..."

Los banqueros
y los
"comunistas"
carrillistas,
de acuerdo
en robar
a los
trabajadores.

P. C. E., C. C. O. O.:

CONTRABANDO DE TRABAJADORES

TARRASA. — El proletariado asiste en estos días, y la verdad sin demasiado interés, al final de una mascarada. Efectivamente el Partido Comunista de España (PCE) el de Carrillo, se dispone a adoptar públicamente la faz que de siempre en la práctica le ha sido propia, la de la socialdemocracia adulterada cara al exterior y la staliniana cara al interior. Evidentemente, Lenin ni el leninismo tiene pito a tocar en esta fiesta.

La demagogia populachera vertida a los trabajadores en el transcurrir del tiempo, hace sin embargo que dicho paso « oficial » no resulte envuelto en la « vaselina » acostumbrada de otros tiempos. Así que la militancia de base del PC, militancia que ya cuando la declaración de fe en la monarquía Juan Carlista puso de manifiesto su descontento, ha iniciado ya la cuenta atrás de la escisión grupuscular nº X?

Sin embargo, el mar de fondo que se agita en el PC, resulta importante para la clase, para situar las cosas en su lugar y clarificarlas. Sabíamos nosotros que el gobierno Suárez tenía uno de sus mayores apoyos en la actuación del PC, quien teniendo el control sobre CC OO, es decir, una parte importante del proletariado español, no dudaría utilizarla en provecho de sus planes partidistas, así de esta forma se llegó al famoso « consenso » de la Moncloa.

Por el mismo camino se llegó a las elecciones sindicales con la colaboración suplementaria — no hacia falta — de la U.G.T. manejada por el PSOE en los niveles ejecutivos, elecciones que solo venían dadas en función de los compromisos contraídos por dichos partidos con el gobierno, éste representando a su vez a la banca y a la reacción, la pretensión del PC con todo ello era la de « la concentración nacional » concretada en la participación ministerial o lo que era igual en las áreas de poder, olvidó sin embargo, que dicha doctrina en la forma era contraria a la coyuntura del tiempo.

La conversión de un stalinismo funcional, al abanderamiento de un Eurocomunismo táctico, puso de nuevo al PC en condiciones de viabilidad para dar salida al rostro de credibilidad democrática, dentro de un marco democrático burgués, al que aspira ser la España de hoy, (que no es lo mismo que decir los españoles).

Puestas así las cosas era evidente que cabía « oficializar » lo que era de por sí acción común cotidiana, y ello por varias y diversas razones, entre ellas la de que entre las bases celulares y agrupaciones del partido, la descomposición orgánica se hacía presente por la carencia de unas normativas fijas acordes con los nuevos tiempos, lo cual equivalía en la práctica a un inicio de discusión y planteamientos, los cuales en su persistencia podrían hacer peligrar las « directrices » emanadas del mando, como ya pasara con la conversión de CC OO de « movimiento sociopolítico » en Sindicato de « nuevo tipo », el resultado simple era que el « aparato dirigente » había sido desbordado.

Preciso les era pues, reformar, reconvertir o expulsar la disidencia de sus filas. La eliminación predominante del marxismo leninismo cubre y hace esas funciones. La aplicación de la misma al originar la desestabilización con la consiguiente escalada en los « cuadros » del partido cubrirá unos objetivos prioritarios:

a) La sujeción de las bases. b) la santificación de Carrillo.

F. GARCIA CANO

LA NOUVELLE DICTATURE STALINE, PIONNIER DE L'EUROCOMMUNISME

par Claude Roy

Staline, on le sait peut-être, fut le pionnier de ce qu'on nomme l'« eurocommunisme ». Les déviations, détours, bavures, dérapages et désastres du « socialisme réel » cher à M. Souslov sont attribués par les néo-communistes au fait que les bolcheviks, dans leur impatience, ont étourdi voulu réaliser le socialisme dans un pays arriéré.

Si on « édifie le socialisme » dans des conditions historiques et géographiques différentes de celles de la Russie, de la Chine et des pays de l'Est ou du Sud-Est asiatique, alors le « vrai socialisme », par opposition au socialisme réel souslovo-brejnevien, sera enfin pensable et possible. Il n'aura plus à fléchir sous la pesanteur des traditions autocratiques orientales. Il n'aura plus à subir les conditions de pays agraires, pauvres, peu développés, aux climats et aux mœurs « rudes ».

La « voie pacifique » vers le socialisme fera l'économie de la guerre civile, et de son engrenage de terreurs et contre-terreurs.

Staline est, sans conteste, le précurseur de cette hypothèse de travail. Maître absolu et théoricien sans faille du parti « d'acier », il fut aussi le premier communiste au pouvoir à défendre chaleureusement l'idée qu'un « autre communisme », différent du communisme russe, était possible, un communisme qui « respecterait » des conditions nationales différentes de celles de l'U.R.S.S., utiliserait la voie parlementaire et démocratique. Il est revenu sur ce thème souvent. Il suffit de citer, par exemple, la lettre qu'il adressait, en décembre 1936, au leader socialiste espagnol Largo Caballero. Staline y exposait déjà le projet d'un « eurocommunisme » avant la lettre : « La révolution espagnole, disait-il, se trace ses chemins, distincts sous beaucoup de rapports du chemin traversé par la Russie. (...) Il est bien possible que le chemin parlementaire se montre en Espagne comme un moyen de développement révolutionnaire plus efficace qu'en Russie. » La férocité répression des forces de gauche espagnoles non communistes par la police politique soviétique a, il est vrai, démenti ce beau projet.

Pendant un siècle, de Marx à Alexandra Kollontaï, les théoriciens socialistes ont décrit avec obstination et effroi ce que pourrait être cette monstrueuse « déviation » que nous avons vu se réaliser dès octobre 1917. Ils en ont dessiné le visage avec une précision et, parfois, un luxe de détails qui donnent à leurs écrits, quand on les relit aujourd'hui, ce caractère prophétique qu'on attribue, à la légère, à ce qui est seulement une pré-vision exacte. Car, lorsque Marx condamne les régimes de « monarchie, despotisme, tyrannie » qui remplacent « le suffrage universel par une investiture hiérarchique », quand Engels dénonce « l'abomination du socialisme d'Etat qui réunit en une seule main la puissance de l'exploitation économique et de l'oppression politique », ce n'est pas à la Russie, ce n'est pas à l'Orient, qu'ils pensent : c'est à l'Allemagne et à l'Europe qu'ils veulent éviter ces dangers. Ce qu'ils redoutent, c'est la structure même d'un Etat à la prussienne, et d'un parti conçu à l'image de cet Etat. D'un parti qui, dira Engels, « proclame

socialiste sans autre forme de procès tout étatisme, même celle de Bismarck ».

Marx et Engels sont d'accord en cela avec leur adversaire Bakounine qui, en 1872, annonce : « L'appropriation de toutes les terres et de tout capital par l'Etat, très puissant et très fortement concentré, ce serait pour le prolétariat un régime de caserne. » Dans sa polémique avec Tkatchev et les pré-staliniens du « netchaievisme », Lavrov décrit trois ans plus tard la future réalité stalinienne. Il n'en rend évidemment responsable ni l'hiver russe, ni le passé tsariste, ni l'encerclement capitaliste, ni l'étendue des steppes, mais seulement une certaine conception de l'action révolutionnaire et du parti : « Certains pensent que le mieux est (...) d'organiser un corps de police pour débusquer les délinquants, imposer « l'ordre », mettre les gens « évidemment dangereux » sous la surveillance d'une police socialiste. Il faudrait aussi construire le nombre de prisons, et sans doute aussi d'échafauds, nécessaires, nommer un corps de gardiens de prisons et d'exécuteurs de hautes œuvres, enfin, pour assurer le triomphe de la justice socialiste, mettre de nouveau en mouvement la vieille machine, un peu rajeunie, du maintien de l'ordre, au nom du principe du « socialisme des travailleurs ».

Treize ans plus tard, en 1893, Makhalki, esprit confus mais souvent pénétrant, écrit : « Le socialisme du XIX^e siècle n'attaque pas le système d'esclavage existant. (...) Il n'en combat qu'une facette, la suprématie de la classe capitaliste. (...) La classe ouvrière actuelle, les esclaves actuels, ne cesseront pas d'être des esclaves condamnés à vie (...) par la seule abolition des employés privés (les privilèges) passeront entre les mains d'un Etat-société. » Makhalki ne songe pas à aller chercher dans les annales de la Moscovie ou dans les conditions climatiques les racines de cet esclavage futur, hélas, trop bien accompli aujourd'hui.

Avant d'invoquer les conditions économiques, militaires, diplomatiques, qu'elles ne se dissimulent certes pas, ce que Rosa Luxemburg (dans un texte auquel le avant tout, c'est le principe de la dictature de l'appareil et l'organisation même du parti. « Le remède qu'ont trouvé Lénine et Trotsky », écrit Rosa Luxemburg ou Kollontaï accusent le mouvement communiste officiel qui n'a pas fait pendant cinquante ans une publicité excessive), le remède qui consiste à supprimer carrément la démocratie est encore pire que le mal qu'il est censé guérir. (...) La vie politique s'endort progressivement. L'élite ouvrière est invitée de temps en temps à applaudir aux discours des dirigeants et à voter à l'unanimité les résolutions proposées. (...) Une dictature, certes, pas la dictature du prolétariat, mais la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire, une dictature dans le sens de jacobine. » Et la malheureuse Alexandra Kollontaï conclut à son tour deux ans plus tard :

« Exclure les travailleurs de l'organisation de la production, c'est quitter les rails de la pensée marxiste. »

(Suite page 6)

STALINE, PIONNIER DE L'EUROCOMMUNISME

(Suite de la page 5)

Pendant près d'un siècle, de Marx à 1930, la pensée socialiste ne cesse de dénoncer et de dérouter, de prévoir et de décrire ce « socialisme de caserne » qui s'étend aujourd'hui de l'Europe de l'Est à la Chine, du Sud-Est asiatique à Cuba. Marx et ses continuateurs ne condamnent pas d'avance le « socialisme de caserne » parce qu'il aura lieu « ailleurs », et pas au bon endroit, et pas au bon moment. Mais parce que, s'il voit le jour (et il l'a vu, jour crépusculaire), il sera le produit de ce monstre plus froid que tous les monstres froids, « le » Parti, l'unique, celui dont la tête centraliste ne cesse de dévorer la queue démocratique. Il est tout à fait remarquable qu'en très peu de temps le parti communiste français ait pu jeter aux poubelles de l'histoire le culte de Staline, la notion d'Etat-modèle et guide, le système du parti unique, le principe de la dictature du prolétariat, le concept de « crétinisme parlementaire » et une bonne douzaine d'autres dogmes considérés pendant un demi-siècle comme « fondamentaux ». Mais que dans la pratique et dans la théorie il reste obstinément fidèle au seul principe où Marx et dix générations de penseurs socialistes ont vu l'origine du « socialisme de caserne » : le parti fonctionnant sur la base de cette « investiture hiérarchique » que Marx repousse, le mécanisme d'un appareil régi par la règle du centralisme démocratique.

Le parti communiste français a renoncé en grande partie aux rituels

et aux pompes stalinienne. Il a assoupli sa « langue de bois ». Il préfère présenter ses grands dirigeants comme des managers bonhommes plutôt que comme des chefs infaillibles. Il parle de la « voie française » avec une voix « bien de chez nous ». Il met l'accent avec insistance sur la nécessité de la « voie démocratique ». Il ouvre ses portes, ses bras et même ses idées. Mais il apparaît cependant que la « masse du parti » a toujours davantage voix à l'approbation que voix au chapitre. Elle est, dans son immense majorité, composée aujourd'hui de militants qui ont perdu presque toutes les illusions sur le « socialisme réel » de l'Est. Mais les militants français de 1978 sont beaucoup plus libres d'exprimer leur désaccord avec l'U.R.S.S. que de manifester, par exemple, leur stupeur quand ils s'endorment un soir partisans de l'union de la gauche dès aujourd'hui et se réveillent le lendemain matin défenseurs de l'union mais « pour la prochaine fois ».

Les belles assemblées monolithiques — une seule voix, un seul cœur, — c'est toujours le résultat de ce système de l'« investiture hiérarchique » qui faisait horreur à Marx, c'est encore, même si on proclame le contraire, la direction du « socialisme de caserne », la marche en bon ordre vers l'« Etat-société ». On a peint la caserne de couleurs pimpantes, bleu ciel, blanc candide, rouge cœur. Mais les murs tiennent bon.

(Extrait de « Le Monde ».)

NECROLOGICAS

AURELIO GIRON GARCIA

CARPENTRAS. — El 18 de febrero de 1978, falleció Aurelio Girón García, a los 60 años de edad, natural de Bujalance provincia de Córdoba, compañero perteneciente, hasta sus últimos momentos, a la F. Local de Carpentras (Vaucluse).

En el 1936 cuando el comienzo de la « cruzada » de Franco, él, a pesar de su corta edad, 18 años, se fue voluntario a luchar contra los traidores y felones de España, estuvo en las centurias federales que después fueron Columna de Andalucía y Extremadura y más tarde 88 Brigada Mixta. Allí pasó todo el tiempo de la guerra; cuando la fin de ésta, fue cojido por los soldados de Franco y llevado a un campo de concentración y de allí, a un Batallón disciplinario de desafectos al régimen, donde permaneció tres años pasando grandes calamidades y sobre todo, mucha hambre y muchos insultos de aquellos perros fascistas. A pesar de todo, aquellos bárbaros de la Iglesia católica cuando, algunas veces, le preguntaban si quería ir a misa, él contestaba que no era católico, si tenía que ir por fuerza iría; pero él prefería no ir, a esta respuesta lo ponían de lado y además de lanzarle todos los insultos que se le pueden decir a un hombre, le hacían hacer todos los trabajos más pesados y sucios que había en el cuartel. Así aguantó hasta que tuvieron a bien de licenciarlo, después no le daban trabajo en ningún sitio y para poderse ganar la vida de él y su familia tuvo que ir muy lejos de los suyos a trabajar en unos canales que estaban construyendo donde, por un misero jornal y con muy malas comidas, tenía que trabajar más de 10 horas diarias bajo el rigor y egoísmos de los contratistas que mandaban aquellos trabajos.

Pudo haber pasado la frontera francesa; pero prefirió quedarse allí algún tiempo más para salir en ayuda de su madre y de varios hermanos y prefirió

enviar a uno de éstos para salvarlo de aquel país de miseria.

Después se casó y más tarde se vino a Francia ingresando enseguida en la F. Local de la C.N.T. de Carpentras. Con su economía pudo llegar a comprarse una vivienda y ya que estaba algo más tranquilo por tener dos hijos mayores, un gran error de la ciencia médica, en poco más de un mes, le arrebató la existencia.

Su sepelio fue civil al que acudieron, además de los compañeros, muchos españoles y buena parte de franceses, pues era una persona que por su bondad, era querido por todos.

Sirva esta nota para expresar a su compañera e hijos el gran sentimiento que nos ha causado la pérdida del compañero Aurelio.

Federación Local de Carpentras.

LAUREANO DIAZ

PARIS. — Otro compañero que nos dejó para siempre. El compañero Laureano Díaz, natural de la provincia de Burgos, falleció el 9 de febrero de 1978.

Laureano Díaz, fue un militante constante en el Movimiento Libertario, desde que por razones económicas se situó en Francia después de la primera guerra mundial (1914-1918).

El compañero Laureano, desde su entrada en Francia, ingresó en el Movimiento Libertario francés y más tarde en la C.N.T. española del exilio; fue miembro perseverante de la F. Local de St-Denis hasta su último día, en la que siempre cumplió con lealtad sus deberes orgánicos.

Los compañeros de la F. Local de St-Denis, asimismo que los que le conocieron, le desean, que la madre tierra le sea leve, como todos nosotros y contoda sinceridad, damos nuestro pésame a su hermana y sobrinos, que con él vivieron hasta su último día.

Federación Local de Saint Denis.

« CARTA A UN OBRERO »

V

Veamos ahora, pág. 9, la condena que hace de la palabra « Democracia » pronunciada en el pasado: «... (hay que suprimir) el cargo de presidente de la República. Es innecesario y perjudicial. Salvo excepciones son saboteadores de la normal función política y administrativa y tienen además más cuenta de sus intereses de partido que los intereses generales. (...) La soberanía del pueblo está representada en la Asamblea Nacional y ésta debe elegir y fiscalizar al Consejo Nacional, que, según indico, substituye a lo hoy llamado gobierno. (...) « Debe terminarse con la falsa democracia. Es el colmo del cinismo político consignar en la constitución los derechos individuales mientras que, al mismo tiempo, sin otro fundamento que el miedo, el Gobierno pueda suspender, no sólo a los supuestos enemigos de las instituciones republicanas sino también a sus defensores más decididos. »

Si comprendemos bien, sobrando por inútil el presidente de la República, ¿qué se espera para anular la monarquía? Por otra parte, tiene razón: Los más decididos defensores de las pocas libertades que trajo consigo la proclamación de la República fueron los más perseguidos, pese a haber sido los más ardientes enemigos de las militaradas como la de Agosto del 1932 con Sanjurjo los que más sufrieron los rigores de Asturias en 1934 y los que más sangre vertieron en julio de 1936... ¿Quién no os recuerda?...

Con mayúsculas escribe, pág. 10, el siguiente párrafo: « A fin de facilitar el ejercicio de los derechos de reunión y asociación, el Estado y las Regiones y los Municipios, según los casos, cederán a las asociaciones políticas y sindicales, económicas, artísticas o científicas, locales capaces y apropiados para su función. »

¿Qué diría hoy si observara que los gobernantes actuales con la complicidad tácita de tantos socialistas encumbrados en diputaciones y cargos estatales, no solamente no dan a las organizaciones esos locales donde ejercer sus derechos, sino que además hacen de mangas capirotas con tal de no devolver a los legales propietarios, entre otros a los que los anarcosindicalistas habían construido por sí mismos o adquirido ante notario?

Sigue (pág. 10) un programa urgente de realizaciones con 17 apartados de los que, para no apesadumbrarnos sólo notamos los siguientes: Instrucción obligatoria gratuita y campaña intensa hasta extirpar el analfabetismo. — Reforma penitenciaria mejorando las prisiones y suprimiendo la pena de muerte. — Trabajo obligatorio y útil de todos los hombres de 25 a 55 años. — Recrutamiento de la policía por oposición pública; teniendo bien presente la reflexión que sigue: « Una República democrática ha de gobernarse con gran comprensión y flexibilidad en su manera de acción, pero debe ser intransigente y si es necesario dictatorial en lo referente a la instrucción. No se puede tolerar que un solo ciudadano, cualquiera que sea su categoría social, sin recibir la primera y segunda enseñanza, incluso la profesional. » Lo que — continúa — «... obligará a realizar gastos importantes; y en nada mejor se pueden emplear como lograr en un quinquenio la modificación de las estadísticas en la casilla

denunciadora de las corrientes de saber leer y escribir. »

Los que en 1934 éramos barbilampiños o imberbes aún, recordamos la labor realizada por los ateneos libertarios. También la que se realizó en las cárceles por los compañeros con posibilidades de iniciar la alfabetización. ¡Cuán grande, constante y provechoso impacto marcado en las mentes de los compañeros que aceptaban aquellas invitaciones de entrar en relación con el libro! De aquella siembra nacieron frutos considerables. Hoy día, más de 40 años después, aprovechan aún. Notemos, aunque sea sólo de paso y sobre todo sin asomo de intención propagandística que no ha habido aún en España ningún régimen de gobierno que haya podido tomarle la vez al concepto pedagógico racionalista del anarcosindicalismo, tal como viene expresado en la moción correspondiente aprobada unánimemente por el congreso de la C.N.T. celebrado en Zaragoza el mes de mayo de 1936. Con el paso del tiempo, se han añadido a aquella moción las partes que el conocimiento humano ha ido descubriendo.

Por aquellos entonces veíamos ya lejos y oteábamos aún mucho más allá de lo hasta ahora presentado por ningún partido ni ejecutado por ningún gobierno. La diferencia entre una — la nuestra — y otras — las de los otros —, proposiciones es considerable desde el punto de vista político-social y pedagógico. Pero esa diferencia la quieren aumentar los gobernantes y los aspirantes a gobernar, poniendo de por medio una palabra: UTOPIA. Es decir que lo nuestro es « muy simpático, muy bonito pero IRREALIZABLE. Por consecuencia es, pues: ¡UTOPICO!

Hay, como podemos observar, confusión de juez y parte. Porque, medidos en honduras, los que aspiran al poder hacen semblante de olvidar que es utópico todo lo que piensan poder realizar. Utópico hasta el momento de su realización, que tendrá efectividad cuando gobiernen, lo que, mientras no pasa de intención o deseo constituye también una utopía. Por otro lado los aspirantes a gobernar olvidan que dos partes por lo menos de esa nuestra utopía se volvieron realidad: con nuestras escuelas al margen del Estado, que éste combatía además con su propia cerrilidad y la cerrilidad de sus secuaces, Iglesia y compañía. Dejó de ser utopía gracias a la inmensa labor realizada en la parte de España antifranquista donde la E.N.U. pudo practicarse mostrándose como un ejemplo modélico no tan sólo en relación al mundo interior hispano, sino que también por el eco favorable hallado extra-muros.

Este y otros más elementos de juicio y comparación deberían ser expuestos ampliamente por nosotros para mostrar que no hay utopía, como se complacen en decir de nuestras ideas quienes no se atreven a ir más allá de los moldes prefabricados dentro los que han vivido. Nosotros presentamos conceptos claros, finalidades bien definidas que, en espera de verlas cuajar ampliamente gracias a nuestra perseverancia y nuestra confianza en el porvenir, tienen realidad palpable, histórica, en la medida que en el terreno se ha mostrado propicio.

Fernando FERRER

DESDE LA MUTUALITE, CON AMOR...

LA REVOLUCION TAMBIEN ES COSA DE TERNURA

PARIS. — Igual que el año pasado, el mitin de la Mutualité marcó una permanencia. Etapas decisivas de renuevos, hombría eterna en la juventud. En 1977 nos dijeron: «Seguimos vuestra ruta, no habéis caminado en vano». Eso es, la misma bandera roja y negra, los puños en alto y los latidos continuos en los corazones anarquistas amaneciendo de una sangrienta noche de cuarenta años.

Por el Palacio de la Mutualidad han pasado los mejores oradores de la Confederación en nuestro largo exilio.

En 1977 para sorpresa nuestra, los hombres que llegaron de España ante la tribuna nos hicieron enternecer de emoción, pareciéndonos que habían resucitado los centenares de miles fusilados por el fascismo español. Hablaba Carballo, su voz resonaba a muros, piedra negra, mazmorras, horas terribles, perversas, minutos diluidos en veinticinco años de prisión.

Todos irradiando entusiasmo, alimentando nuestras esperanzas, aquellos jóvenes del Palais de la Mutualité, levantaban tempestades de aplausos, en la profundidad del verbo y la emoción constante, como si hubiesen traído un himno a cada frase.

Hablando en presente, no digamos que somos viejos, sin embargo, el corazón nos oprime, la angustia es más pronunciada, las contrariedades de la vida nos gastan los nervios. El júbilo produce el mismo ahogo que la tristeza. Sentimos los años, y al oír a estos jóvenes oradores, se nos humedecen los ojos de emoción y volvemos al entusiasmo adolescente. No somos viejos pero sentimos las palabras preguntándonos si en verdad el tiempo existe. El tiempo nos esculpe el exterior y se nos entra al interior con su enciclopedia de achaques sin envejecer el corazón. Nuestro paisano Jorge Manrique ya lo supo decir en las Coplas por la muerte de su padre. Los muertos, bien muertos están, por tanto, ¿quién ha formado a estos magníficos compañeros si Franco hizo de la Anarquía un inmenso lago de sangre?

SINDICALISMO REVOLUCIONARIO

Un año ha pasado, y parece que fue ayer; Juan Ferrer, tocayo de nuestro veterano Ferrer, sereno, convencido y didáctico, lanzaba espaldas de palabras contra los sindicatos amanerados y el neofascismo que se le va arrimando a España. Habló José García Rúa, con ese empuje combativo de la nueva generación, al final, tomó la palabra Federica Montseny, tempestad viva, catalizadora, escueta y orientadora sin floreos retóricos, llevando en su contenido las duras experiencias pasadas, las realidades del presente y las inquietudes futuras. Somos quien somos, dijo en substancia, los actos espontáneos de nuestra guerra, fueron justificables, hijos de las circunstancias para vencer la sangüinaria horda fascista.

Un año después estábamos otra vez allí, en la Mutualité, en ese grisáceo 16 de abril 1978, unos y otros, confederales, simpatizantes, curiosos del Movimiento, algunos políticos, y sobre todo, compañeros sanos, de los de siempre sin faltar a ningún mitin, todos buscándonos, abrazándonos en ese ambiente familiar de la Casa grande. Tal vez más arrugados, curtidos, calvos o melnudos, es igual, el tiempo es un pelenor goyesco y no nos pide permiso para cambiarnos el rostro.

José Bondía: "Se acuestan comunistas y se levantan monárquicos."

¿De qué se habla en el vestíbulo o en la calle antes de iniciarse el acto? De la familia, los hijos, los nietos, la compañera, los seres queridos perdidos en el dedalo del tiempo, de nuestros ideales y de España. La familia anarquista es como un roble de hojas agosteras, tiernas siempre, con ramas enhiestas, decisivas sin doblarse ni romperse cuando hay tormenta. Es un árbol que no admite injertos.

Aquel domingo próximo pasado, la juventud estaba allí, la alegre muchachada del tiempo eterno.

El mitin tenía un carácter internacional tratándose de todas las injusticias del mundo, y de los nuevos sindicatos hueros, estadistas, cristianos que duermen a la masa con promesas.

Hablaron Jean Claude Debeinck, de la Federación Anarquista francesa, Antonio Castel, de la C.N.T. francesa, de la cruel realidad política, el silencio cómplice de la prensa sobre el verdadero sindicalismo revolucionario.

UN MUNDO FRATERNAL

Carlos Martínez, secretario del Comité Regional de la C.N.T. en el país Valencià. Joven, recio y barbudo con gafas a lo Proudhon, nos evocó la lucha del 1936, los asesinatos de obreros y soldados prisioneros en la Península y del nuevo verticalismo sindical, del pacto de la Moncloa, sustituyendo la libertad por combinaciones, digamos a la italiana, para manipular el pueblo español.

La C.N.T. tiene en España los mismos enemigos de la libertad, los sindicatos políticos, son cómplices de las injusticias patronales, se catequiza a los obreros con paliativos amarillos, se calumnia, se persigue y se asesina de nuevo a los hombres revolucionarios.

Enrique Marcos, secretario del Comité Regional de Cataluña, asimismo era un huracán de frases, recordando los asesinatos, las torturas y palizas del terror franquista, sin mellar nunca el espíritu libertario, cuyos hombres han llevado continuamente la C.N.T. en el corazón.

José Bondía nos hizo un análisis del estado presente con la anécdota de la calle: «Se acuestan comunistas y se levantan monárquicos».

Humberto Marzocchi, secretario de la Internacional de Federaciones Anarquistas, nos habló en francés, que el Estado y el Capital refuerza el terrorismo. Todos los males están engendrados por la forma endémica de gobernar y tyrannizar los pueblos, podemos decir, interpretando sus palabras. Contra tal mecanismo concluyó, una salida, la solidaridad de los trabajadores, organizada libremente en sindicatos revolucionarios. Volviendo a Bondía, nos aseveró que

sólo un remedio puede oponerse a las nuevas fuerzas reaccionarias, las barricadas.

Cuando Federica Montseny tomó el micro, poco le quedaba por decir. Es como un manantial suave y cantarín, discurrendo un agua lenta, límpida, sinuosa, lejana, produciendo arroyos, ríos, cascadas, torrentes. Así es Federica Montseny, que cuando se ha dicho todo, va enfilando en crescendo lo que no se ha dicho. Algún día harán el análisis histórico de sus alocuciones como un fenómeno de la oratoria.

Luisa Michel convertía en fuerzas tangibles el espíritu de Acracia.

Miguel Bakunin era un volcán, cuando decía: «La futura organización social tiene que hacerse sólo de abajo arriba por la libre organización de trabajadores en asociaciones, en comunas, en regiones, haciendo un mundo libre y fraternal.»

EL COMBATE...

Federica Montseny es una fuente de palabras, como dijimos, que sin tener ya nada que decir por parecer que los precedentes oradores ha-

bían agotado los argumentos, arremete contra todos los malandrines de la política, taja, pulveriza, acusa con la experiencia de su saber, habla de la vasta conjuración de silencio de la prensa escrita y audiovisual, dice que las ranas piden rey, nos asevera que la C.N.T. de aquí es la misma que la de España, hace apología de la juventud valedera, de la muchachada surgida de la noche interminable del franquismo.

Podía haber prolongado sus palabras durante horas, sin teniendo nada que decir en el exordio. Dijo que el combate es continuo y que el hombre tiene que luchar por el ideal anarquista hasta el último aliento.

Horas solemnes, magistrales, patéticas y humanas que no podremos nunca olvidar en la presencia continua del tiempo. Federica inagotable a sus 73 años nos recordó lo de Bakunin: «Para un revolucionario no hay más reposo que la tumba.»

Al terminar el acto llevábamos nuestros himnos en el corazón, pensando que nada se pierde aunque se pierda la vida, la juventud continúa en el eterno presente.

VOLGA MARCOS

TODO RUBI EN LA CALLE

El jueves 4 de mayo tuvo lugar en Rubí una jornada de lucha convocada por las centrales sindicales CC. OO., CNT, USO, UGT y CSUT y por los delegados de gran parte de las empresas de la población, en solidaridad con los trabajadores de las empresas «Alu - Perfil», «Unital», «Holstein» y «Kappert Ibérica», ambas pertenecientes al ramo del Metal.

El llamamiento a la jornada de lucha se realizó en apoyo a las dos empresas en paro, fundamentalmente a causa de la intervención de las Fuerzas del Orden Público en una de ellas, a resultas de la cual tres trabajadores fueron heridos y otros varios apaleados.

«Es demasiado, es demasiado... todos los concursantes nos hemos juntao», slogan ya utilizado el 1º de Mayo, es la consigna que mejor sintetiza el carácter masivo y unitario de la jornada de lucha. Según datos facilitados el paro ha alcanzado la cifra de 8.000 trabajadores pertenecientes a cuarenta y siete empresas locales.

Entre cinco y seis mil personas se manifestaron en la mañana del jueves para celebrar una asamblea informativa. Finalmente, la manifestación culminó en una concentración en el Campo municipal de Deportes en la que se evaluó el desarrollo de la jornada y se convocó a una nueva asamblea para la tarde.

Por la tarde, tras una pequeña concentración, unas tres mil personas se manifestaron hasta llegar a las puertas del Ayuntamiento donde se hizo entrega de un comunicado a las autoridades locales.

A últimas horas de la tarde, cuatro trabajadores de Alu Perfil y Unital recibieron notificación de despido por parte de la dirección. Este hecho ha sido catalizador fundamental para que los trabajadores de

las empresas afectadas hayan decidido realizar una negociación conjunta.

Una buena parte de los comercios del centro de la población cerraron sus puertas en respuesta al llamamiento de solidaridad realizado por los trabajadores. Es de destacar que en ningún momento se crearon piquetes para hacer extensivo el paro, sino que éste surgió a partir de los contactos de los delegados de empresa.

Valoración del paro general de Rubí

Los Comités de huelga de Alu-Perfil, Unital y Holstein y Kappert Ibérica ante el paro generalizado en el día de hoy realizado, exponen al Pueblo de Rubí, los siguientes puntos:

1º Mostrar nuestro más sincero y solidario agradecimiento a todos los trabajadores que han participado en el paro general convocado por las Centrales Sindicales y los comités de Empresa,

2º Analizamos que la jornada de paro general efectuada hoy ha sido una muestra de la unidad solidaria de un 90 % de los trabajadores de nuestro pueblo y entendemos que este es el camino para la solución de los problemas que tenemos la clase obrera.

3º Hacemos un llamamiento a los comercios de Rubí para que se solidaricen con la lucha de Alu-Perfil, Unital y Halstein y Kappert en el marco general de la Jornada de Paro. Proponiéndoles que haya un cierre de comercios a partir de las 6 de la tarde de hoy día 4.

COMITES DE HUELGA DE ALU-PERFIL, UNITAL y de HOLSTEIN Y KAPPERT.

Rubí, 4 de mayo 1978.

UNO DE MAYO EN ESPAÑA

Confusionismo y burla de los trabajadores

CADIZ. — Después de tantos ríos de sangre en no importa qué país, donde la clase trabajadora llega todavía a enfrentamientos con la fuerza pública, ese día de GRAN TRAGEDIA HISTORICA, LOS PRIMEROS DE MAYO DE CADA AÑO, LO HAN DECLARADO LOS GOBERNANTES: DIA DEL TRABAJADOR O FIESTA DEL TRABAJADOR.

Esto es algo insólito e inaceptable por quienes deben saber que después de tantas víctimas y tragedias sin par, lo más correcto sería que el 1º de Mayo se observara con el mismo respeto, hacia tantas víctimas, como suelen hacerlo los hombres de la Primera Internacional de Trabajadores (A.I.T.) y sus diversas Secciones (la C.N.T. en España, por ejemplo).

Estas organizaciones sindicalistas libertarias, allí donde tienen auditorio, como en Francia, Italia, Suecia, España por supuesto, y otras naciones de Europa y América, la clase trabajadora acude a los mítines para, de una manera seria y responsable recordar a los mártires de Chicago y a todos los trabajadores que dieron sus vidas en defensa de los intereses de la clase trabajadora.

Sin embargo, el sindicalismo amorfo Obrero-Patronal, ha dado en crear una especie de confusionismo y hasta una burla contra las víctimas inmoladas por el capitalismo. Y eso es una gran inmoralidad sin nombre. Así pues, los políticos, diputados y senadores que dicen representar a los trabajadores, ese día suelen reunirse para festejarlo (hinchándose de carne como si fueran tigres).

Nosotros los anarcosindicalistas y compañeros de los que fueron ejecutados aquel día, pen-



samos que lo que esos señores festejan no es el haberse conquistado las 8 horas de trabajo, y terminar así con aquellas jornadas interminables de trabajo agotador, si no dar, la razón al Gobernador Oglosvi, al alto tribunal de los Estados Unidos y al Capitalismo. Para nosotros, lo que quieren desvirtuar esos políticos es aquel hecho histórico y trágico, y eso pensamos que es y lo proclamamos aquí: una gran vergüenza e injusticia.

El 1º de Mayo seguirá siendo un día de recogimiento y de lucha para todos aquellos que tienen un alto concepto de la dignidad humana y de la condición del hombre, y entre ellos estaremos siempre los hombres de la C.N.T. y del anarquismo. Es posible que nuestra actitud en celebrar el Primero de Mayo «a nuestra forma» cause indiferencia o más bien fastidio a los que sienten nostalgia de poder.

La C.N.T. seguirá celebrando el 1º de Mayo como lo hizo ayer y como lo seguiremos haciendo mañana. Esta es la prueba contundente de que pese a la ley del silencio, la C.N.T. vive, existe y más que existir, renace pujante de sus cenizas, sin necesidad de autorización oficial. La C.N.T. vive porque ella es la expresión consciente de la clase trabajadora en lucha por su emancipación, la energía de un Pueblo que se quintuplica en la calle cuando de hacer frente a la represión y al Capitalismo se trata.

¡Viva el recuerdo de los mártires de Chicago!
¡Vivan las centrales sindicales que saben guardar respeto y consideración por quienes lo dieron todo por el bienestar de los trabajadores y por la libertad de la humanidad!

EL GOBERNADOR DE ZARAGOZA DERROCHA HUMO Y BOMBAS

ZARAGOZA. — Son las once de la mañana cuando llego a la Plaza José Antonio. En esta plaza se organizan las manifestaciones obreras, o, por lo menos, suele ser el punto de donde parten para desfilar por las calles céntricas. Al extender la vista veo algunas pancartas de CC OO, de UGT, el resto en donde se pueden contar cinco o seis siglas de los que quieren pero que no pueden. Después de este primer vistazo, me dedico a localizar las pancartas de la C.N.T., y no las encuentro. Me acerco a la primera persona que es una chica y le pregunto donde se encuentran los de la C.N.T., y me contesta que ella también la está buscando. Una señora que nos está oyendo que tiene no menos de setenta años, también me dice que ella ha salido con deseos de ver hombres que siendo amigos y militantes de su compañero que lo habían asesinado los fascistas. Un trabajador joven que nos está oyendo, nos dice que la C.N.T. en ese momento está reunida en los bajos del Mercado Central.

Diez minutos después me encuentro en el Mercado Central, y al decirles a los compañeros que no es día de conferencias sino de manifestaciones en la calle, me dicen que han decidido de acuerdo con insinuaciones del Comité Nacional, manifestarse, pero que están cansados de recibir palos por delitos cobardes de otras organizaciones, y han decidido manifestarse la C.N.T. en recuerdo de los mártires de Chicago, separada de las otras organizaciones.

En el local que están reunidos, hay un micrófono del que hacen uso los jóvenes y viejos que tengan algo que decir del porqué se celebra el UNO DE MAYO. Son las doce y cuarto del medio día, empuña un compañero el micrófono para decir que ha llegado el momento de la manifestación. Somos más o menos

de ocho cientos a mil, una pancarta con las siglas de C.N.T.-A.I.T. en el centro encabezando la manifestación, dos más, una a cada lado con la circunferencia y la A en el centro que quiere decir acracia. Principian nuestros cánticos, atravesamos la Plaza España, y cuando estábamos cinco calles más arriba, se dispararon para engrosar nuestra manifestación una respetable cantidad de gentes con diferentes banderas que se mezclaban con nosotros. Entre otras banderas pudimos ver la de la República de tan triste recuerdo para nosotros. Con habilidad los compañeros que encabezaban nuestra manifestación viraron para deshacerse de ellos, pero cuando todavía no estábamos repuestos de la sorpresa presenciamos toda una serie de explosiones de tarros con humo que nos disparaban la guardia armada que se encontraba en la esquina próxima. Al principio algún compañero que otro se descontroló, pero ello no duró ya que de inmediato se fue en dirección de los guardias que habían disparado. Dos compañeros se fueron a los policías y después de unas palabras los policías se retiraron. Mientras todo esto ocurría a un compañero se le ocurrió mencionar una sentada, y toda la manifestación de la Confederación Nacional del Trabajo de Zaragoza estábamos sentados en el suelo, dispuestos a que se nos asesinara, perocumpliendo y exigiendo la libertad. Retirada la policía y después de andar el recorrido que nos habíamos impuesto dejamos nuestra pancarta con las siglas de C.N.T.-A.I.T. colgada en un balcón y ante los ojos de la misma policía que ya la teníamos detrás otra vez, disolvimos nuestra manifestación.

¡Señor Gobernador de Zaragoza le insinuamos no malgaste tanto humo, porque la nación está mal económicamente y el derroche que us-

ted hace hoy puede ser que mañana lo necesite!

¡Adelante compañeros viejos y jóvenes! ¡Viva la Confederación Na-

cional del Trabajo! ¡Viva el Comunismo Libertario!

Antonio BONILLA

POESIA

EL RECUERDO DE LOS MARTIRES

En este primero de mes nos sentimos más hermanos, porque en mayo y éste día de un año ya muy lejano, hubo unos hombres que dieron sus vidas, porque un Jurado, decidía que anarquistas allí estaban sobrando.

No creían oportuno que en la ciudad de Chicago, expusieran sus ideas unos pobres emigrados. Por eso otra vez más... igual que todos los años... se celebra en todas partes este Día del Trabajo.

Y el Mundo entero recuerda el aciago aniversario, en que aquellos anarquistas cayeron asesinados. Pero antes y después no debemos olvidarnos, que hubo en la Humanidad otros primeros de mayo.

Tantos mártires cayeron que no es posible contarlos, ni saber qué día fue aquel que los inmolaron, pues todos los días caen trabajadores honrados, en este mundo podrido que explota al ser humano.

Hacen de los hombres bestias obedientes a sus amos, y aquellos que se rebelan a muerte son condenados, Unos mueren en la horca... otros caen ametrallados...

otros en la cárcel mueren... y otros mueren asqueados.

Porque anarquistas son las víctimas del Estado, que los persigue sin tregua con las leyes en la mano. Con esas leyes que hacen criminales y tiranos, inspirados por sus dioses y que son tan puritanos.

Que luchan por el Poder para seguir gobernando, imponiéndonos las leyes que los mantengan a salvo. Por eso al salir el Sol... se queda como asustado... al sentir todos los días... el ruido de los disparos.

Son anarquistas que caen... por miles asesinados... y un grito que no se oye se extiende como un sudario, por la faz de nuestra tierra la Libertad reclamando, y siguen abriendo fosas para irlos enterrando.

Siguen cayendo anarquistas... que no quieren ser esclavos... y no sabemos sus nombres... ni el día que los mataron... por eso todos los días... serán primeros de mayo... por eso todos los días... tenemos que recordarlos... y pensar que con su muerte nos obligan a imitarlos... si queremos que algún día sea el Mundo Libertario.

Nicolás CHOZAS

3428

B.D.I.C

EL LUCHO COMBAT SYNDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-88.

Tras la creación de los comités de empresa

Atentados criminales

DEL

terrorismo parlamentario



El fusilamiento de obreros, hoy, no se consuma en la calle: los pelotones de ejecución están en las Cortes: dictan nuevas leyes para hacer más efectivo el control social. Así, racionalizando los métodos de sometimiento al Estado, se militariza burocráticamente la guerra social, y se nos entrega maniatados, con los ojos vendados, a las nuevas cámaras de tortura: la tela de araña administrativa...

MADRID. — El Terrorismo parlamentario ha cometido contra los trabajadores un nuevo atentado: la creación jurídica de los «comités de empresa», cuya función básica es entregar maniatados a los trabajadores a la patronal.

La sopa de letras integrada por CC OO, UCD, UGT, AP, PSOE y PCE han colaborado en este nuevo crimen contra la libertad de los trabajadores.

El texto jurídico que normaliza las funciones policiales del «comité de empresa» las regula a estas labores de boicot de las luchas obreras:

1) «Recibir información» sobre «la marcha de la empresa». De este modo: la Patronal, pasando papeles a los obreros, justifica, legaliza, la política falsaria de las «cuentas contables dobles», las «nóminas paralelas» para pagar a sus lacayos más apreciados. El «comité de empresa», de este modo, se transforma en un colaborador de hecho, en la policía paralela de la patronal.

2) «Poder participar» en la gestión de «obras sociales». De este modo: la Patronal instala un servicio de caridad y urgencia. El «comité» puede organizar meriendas de fraternidad entre explotados y subalternos, bailes benéficos para la seguridad social del Patrón, tómbolas al servicio del Capital.

3) «Prestar colaboración a la empresa», para «procurar su mantenimiento y el incremento de su productividad». La lógica criminal de la política parlamentaria llega en este apartado a su cima de cinismo y peligrosidad social.

La Nueva Policía no se contenta con boicotear, subastar, terrorizar, normalizar la lucha de clases, la guerra social entre explotados y explotadores, si no que instala en el seno mismo de la lucha las bombas de mano, el Terror de su cohorte pretoriana. La función del «comité de empresa», tras los dos primeros artículos, de carácter no tan idiota como parapolicial, se transforma, directamente, en trabajo de rompe-huelgas, en labor de milicia de trabajo al servicio del Capital.

Contra los obreros: nuevos pelotones de ejecución administrativa.

DE LA DESVERGUENZA

Los Terroristas Parlamentarios, de filiación marxista, se han apresurado a comentar que tal jurisdicción burocrático-militar cuya gestación tanto les debe, pudiera haber sido «mejorada».

El señor Marcelino Camacho (que cobra varios sueldos oficiales: del P.C.E., de las Cortes, excelentemen-

te remunerados), profesional que oscila entre el dinero de origen soviético y el dinero de la Patronal representada en el Parlamento, ha comentado que la redacción propuesta por su maquinaria política ofrecía «la posibilidad de salir de la crisis mediante la colaboración de la parte más afectada por ella, los trabajadores». (Ver el matutino madrileño «El País» de fecha 5-V-78).

Tal es la desverguenza de los nuevos explotadores: no sólo aspiran a doblegar y terrorizar el movimiento obrero. Esperan poder convertirlo en el mejor auxiliar del Capital. Tal operación de Terrorismo Parlamentario no tendría otra importancia que aquella que se deriva de un atentado impune, si no cobrase una dimensión histórica: la fundación de una maquinaria de control social

que convierte a los «sindicatos» en correas de transmisión de la política parlamentaria, y a ésta un modelo racional de represión de la guerra social.

Los «líderes sindicales», los «conductores de masas», instalan en la vida cotidiana la militarización parlamentaria: las luchas obreras, durante el siglo XIX, hasta la Revolución Española (sofocada «manu militari» por los militares golpistas y el P.C.E., auxiliado por la policía stalinista), eran el campo de batalla entre la Patronal y la soldadeca a su servicio y las organizaciones obreras. Hoy, la militarización es burocrática y administrativa: las puñaladas por la espalda, los tiros en la barriga, los disparan los burocratas a sueldo, las policías administrativas.

La Révolution Portugaise en 78

PARIS. — La « crise » Portugaise (relèvement des prix 30 % le 4 Avril par Soares... déficit chronique chômage) n'est pas économique, mais la preuve de l'enlisement étatique de la révolution amorcée le 25 Avril.

Ce n'est pas d'un prêt du Fonds Monétaire International dont le Portugal a besoin mais de liquider les vestiges matériels et idéologiques de la propriété des moyens de production de l'ancien régime, d'acquiescer la liberté.

Cette protection de l'Etat des partis, des appareils fonciers entraîne une situation préoccupante. La répression s'abat sur les militants anarchistes qui le plus souvent restent clandestins même après la pseudo destruction de la PIDE. (Objet de destruction de la PIDE. (Objet de grèves et de syndicalisation, d'ex-

propriation, de collectivisation de larges secteurs de la consommation que l'Etat veut, soit nationaliser, soit retourner à ses anciens propriétaires. Action directe interdite ouvrière ou militaire; survie des organisations fascistes, policières dans leur intégrité).

« Tout reflux d'une crise révolutionnaire est suivi d'une répression », Daniel Guérin.

Le bridage, sous le chantage de la droite, des militaires les plus progressistes entraîne un resserrement étatique et économique; (syndicat unique nationalisation, appel aux

capitales et technocraties internationales comme le projet nucléaire de Porto). Ce latifundisme industriel peut provoquer des sursauts inconnus et spontanés de la classe ouvrière qui est descendue plusieurs fois de ses faubourgs de Lisboa sans l'appel de ses organisations officielles.

Ces réactions spontanées d'un prolétariat qui n'a pas le pain, livré à l'incurie du socialisme parlementaire ou autoritaire, peut être très dangereuse pour nos camarades organiquement liés au sort révolutionnaire des masses et qui peuvent servir de boucs émissaires comme le 11 et 12 Avril à Moscou.

(Suite page 2)

Comunicados

SEGUN SE NOS COMUNICA EL GOVERNADOR CIVIL DE SEVILLA NO HA AUTORIZADO LA CELEBRACION DE LAS JORNADAS LIBERTARIAS ANUNCIADAS.

JIRA NUCLEAR A CARRIERES DE AVIGNON

La Federación Local de Marsella pone en conocimiento de todos los afiliados y simpatizantes que organiza «Cares» para el desplazamiento colectivo que tendrá lugar el domingo 28 de mayo.

Para inscribirse, todos los días de la semana en el local social, 12, rue Pavillon, 2º piso, Marsella.

Precio: 20 francos.

Salida: Cours Saint-Louis-La Canabière, a las 6,30 horas.

ACTIVIDADES EN PROVENZA

DOS JIRAS CONFEDERALES Y LIBERTARIAS. La primera tendrá lugar el domingo 28 de mayo 1978, en la magnífica «Forêt des Cèdres» en Cabrières d'Avignon (Vaucluse).

La segunda se celebrará en la hermosa pineda-playa de «L'Aiguade» en Hyères (Var) el domingo 25 de Junio 1978.

En ambas se desarrollarán juegos infantiles, música variada, comida campestre, alocución de actualidad, radio-«crochet», etc.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, invita fraternalmente a todos los afiliados de sus Federaciones Locales, familiares, simpatizantes, emigrados, amantes de la naturaleza y a la juventud antifascista y revolucionaria.

En la Jira de Hyères todos los ancianos residentes en la casa de reposo del «Beau Séjour», sin distinción, serán los invitados, como todos los años, de la familia confederal y libertaria de Provenza.

La próxima Jira Inter-Nuclear, organizada en conjunto con el Héral-Gard-Lozère, tendrá lugar el mes de julio. La fecha y el lugar serán anunciados oportunamente.

NOTA ACLARATORIA

Ciertas informaciones tendenciosas relativas a nuestras Secciones del Norte de Europa habiendo sido publicadas por «Bicicleta» (publicación española), el Secretariado, después de la información recibida de los interesados, está en medida de declarar que las mismas carecen de fundamento.

Al mismo tiempo y por encargo del C. N. de la C.N.T. de España, informamos a todas nuestras Secciones, grupos y a los militantes todos, que esta publicación («Bicicleta»), no tiene ninguna relación ni punto de contacto con la organización sindical española, y que si bien fueron aprovechadas direcciones y contactos confederales de manera desaprensiva por sus editores, la C.N.T. ni tiene parte alguna ni responsabilidad en la publicación de la misma.

Lo que informamos a los objetos de que nadie se deje atraer por afirmaciones de tendencia disgregadora.

El Secretariado de la A.I.T.

AGRUPACION ARAGONESA C.N.T. DE PERPINAN

A todos sus componentes radicados en Perpiñán y pueblos limítrofes quedáis convocados a la reunión que tendrá lugar el día 28 de mayo a las 10 de la mañana en el local social, 9, rue Duchalmeau, Perpiñán.

Dado los asuntos a tratar esperamos la asistencia de todos.

F. L. DE SAINT DENIS

Celebrará asamblea general el domingo 28 de mayo a la hora y el lugar habituales.

CENT ANS D'ANARCHISME : ERICH MÜHSAM

PARIS. — La revue libertaire de langue allemande *Akratie* (éditée à Bâle) vient de publier, à l'occasion du centenaire de la naissance du militant et écrivain anarchiste Erich Mühsam, un article de Margrit Peter dont nous reproduisons l'essentiel.

Né le 6 avril 1878 à Berlin, Mühsam passa son enfance et sa jeunesse à Lübeck où il supporta difficilement la discipline du lycée. Il fut transféré à la suite d'une communication qu'il avait faite à un journal socialiste sur le régime de l'internat. Apprenti dans une pharmacie à Lübeck, puis à Berlin, mais déjà passionné de littérature et de poésie, il décida de devenir écrivain indépendant et fit partie du groupe berlinois *La nouvelle communauté*. C'est là qu'il connut Gustave Landauer qui eut sur lui une grande influence et avec qui il resta lié d'amitié jusqu'en 1919. Mühsam collabora à divers journaux anarchistes, publia plusieurs ouvrages dont un recueil de poésies : *Le Désert*, et en 1908 se fixa à Munich où il fonda la revue *Kain* qui parut jusqu'à la déclaration de la guerre de 1914 et reparut de novembre 1918 à avril 1919, durant la révolution bavaroise.

La propagande anarchiste valut à Mühsam, à diverses reprises (1906-1910) d'être poursuivi par l'Etat et la police. Et en 1918 il fut incarcéré jusqu'à la fin de la guerre pour avoir refusé de servir dans une organisation auxiliaire patriotique. Il prit une part active à la révolution bavaroise et à la brève République des Conseils de Bavière, aux côtés de Landauer et de Toller. Arrêté le 13 avril 1919, tandis que Landauer était assassiné par les Gardes Blancs, il fut condamné à 15 ans de forteresse pour haute trahison. Le régime de la forteresse du Niederschönenfeld était très dur et Mühsam, souffrant d'une maladie de cœur et de troubles de la vue et de l'ouïe, fut privé de soins. Fin décembre 1924 il fut libéré par la même amnistie dont bénéficièrent Hitler et ses compa-



gnons incarcérés à la suite du putsch de 1923.

Mühsam reprit ses activités militantes et se consacra au « Secours rouge » pour venir en aide à tous les emprisonnés. On lui reprocha cette participation à un organisme dirigé par les communistes : en 1929, lorsqu'il fut évident que le « Secours rouge » était stalinien, Mühsam rompit avec cette organisation. Il fonda la revue *Fanal*, écrivit une pièce de théâtre *Raison d'Etat* consacrée à l'affaire Sacco-Vanzetti et de nombreuses poésies politiques : déjà durant sa captivité il avait composé des poésies sous le titre *Terre brûlante*.

Le 30 janvier 1933, Hitler devint chancelier. La prise du pouvoir par les nazis mettait en péril la vie de Mühsam. Ses amis lui conseillèrent de fuir à l'étranger et le 26 février il résolut de partir pour Prague. Il recula d'un jour son départ : retard fatal, car il fut arrêté le 28 février au petit matin. Juif, anarchiste, combattant de la révolution bavaroise, autant de motifs pour être

torturé. Durant les 17 mois où il traîna de prisons en camps de concentration, il fut soumis aux pires tortures physiques qu'il supporta avec courage et sans jamais plier. Le 9 juillet 1934, le commandant du camp lui donna 48 heures pour se suicider : devant son refus il fut, le soir du même jour, froidement abattu et son cadavre fut pendu dans les latrines.

Les nazis avaient tué le corps, les staliniens allaient tenter de tuer l'esprit. Mühsam laissait des œuvres non encore publiées et de nombreux manuscrits. Il avait recommandé à sa femme de ne jamais aller en Russie tant que Staline serait au pouvoir et surtout de ne jamais laisser tomber ses manuscrits aux mains des russes. Après la mort de son mari Zensl Mühsam se réfugia en Tchécoslovaquie et elle fut invitée par le « Secours rouge international » à prendre du repos en Russie. Là-bas, Wilhelm Pieck lui offrit de faire publier toutes les œuvres de Mühsam sans rien censurer ou abrégé et d'en assurer la diffusion en 20 langues ! Sur la garantie d'un contrat signé de Pieck, elle fit confier la totalité des manuscrits à un membre de l'ambassade soviétique à Prague. Quelques jours après Zensl fut arrêtée et passa quinze ans dans les camps de concentration russes. En 1955 elle put obtenir de partir pour l'Allemagne de l'Est où elle mourut le 10 mars 1962.

Les œuvres posthumes de Mühsam se trouvent à l'Institut Gorki de Moscou et quelques copies à l'Académie des Arts de la RDA. Le destin tragique d'Erich et de Zensl Mühsam est un exemple — entre bien d'autres ! — de cet accord tacite qui a existé, en Allemagne comme en Espagne, entre fascistes et communistes.

Jean BARRUE

(Extrait de « Le Monde Libertaire ».)

RIPIOS

Seminarios sin mano de obra

PARIS. — El Papa Pablo VI, ha lanzado ungrito al cielo para que los fieles jóvenes católicos entren en los seminarios, para ponerse al servicio de Dios, ya que la sucesión sacerdotal no llega a efectuarse como antaño.

Sabemos que en España, Francia e Italia, centros cruciales del catolicismo, han tenido que cerrar puertas varios seminarios, (por falta de mano de obra) falta de fe; si no llegan a crear los pastores necesarios, ¿a dónde irá el rebaño? dejado de la «mano» de Dios. O ¿es que los jóvenes pro-eclésiásticos no quieren penetrar en las noches oscuras del celibato.

No comprendo el porqué los Estados, quieren patrocinar en exclusiva los Derechos del Hombre. Cuando éste con su autoridad continúa de maltratar su presencia.

Un oficial alemán visitando una exposición de pintura de Pablo Picasso en París, durante la última guerra mundial, contemplando el cuadro «Guernica» se dirigió a Picasso allí presente, le dijo: «esta, ¿es su obra póstuma? Picasso, le contestó: «no, es la vuestra».

EL TIO PACO

La Revolución Portuguesa en 78

(Suite de la page 1)

La precariedad y la dificultad del trabajo militante libertaire démontrée par son manque d'implantation structurelle dans la classe vient du glissement à droite d'un pays sous la conduite d'une nouvelle commission du gouvernement socialiste qui rejette le mouvement ouvrier et paysan de collectivisation boycottée à la base par le P.C.P.

L'acuité de la lutte est telle que les îlots coopérativistes sont illégalisés et récupérés par la force pour l'Etat ou les propriétaires. Nos camarades par leur idéal fédéraliste et autogestionnaire risquent à tout moment la répression politique si la classe ouvrière spoliée s'identifie dans une nouvelle explosion de révoltes à leurs idées anti-autoritaristes et collectivistes, seules réalités de ce prolétariat anti-partidaire fortement marqué par l'anarcho-sindicalisme.

Individuellement nos camarades sont persécutés par le sectarisme idéologique des formations dominantes de « droite ou de gauche ».

Quoiqu'en disent les trotskistes ou les autres marxistes, les idées anarchistes sont au programme révolutionnaire qui devient celui du prolétariat quand la classe ouvrière tient elle-même les leviers de son autonomie (sont même les seules à ce moment là) c'est l'actualité au Portugal peut être plus que dans d'autres pays européens où la révolution est soit une utopie, soit une idée interdite.

Les révolutionnaires portugais muselés par un mouvement qui prétend avoir fait le nécessaire en leur nom d'une révolution qui dangereusement n'a pas eu lieu, voit s'animer la dictature de tragédie des personnalités politiques de la bourgeoisie de toujours.

Soutenons le combat et l'idéal des libertaires Portugais, clé de la Révolution ibérique.

Nous n'aurons la sécurité et la liberté que lorsque l'Etat capitaliste et toutes les formes d'Etat seront vaincues et détruites !

Solidarité Portugal Révolutionnaire.

Una historia inédita de la Revolución en España

LA COLECTIVIZACION DEL PETROLEO

TOULOUSE. — Indudablemente, los episodios y hechos ocurridos en el transcurso de dicho periodo, que marcan facetas y pormenores que los historiadores ignoran y que determinó en muchas industrias y por ende en algunas colectivizaciones a transigir o buscar una armonización, con los intereses que teníamos en juego en la lucha a muerte, no solamente contra nuestros adversarios fascistas de enfrente, sino, con los estamentos que se fueron creando y reforzando a medida que la guerra se prolongaba y que en ciertas regiones de la España llamada leal, no había cambiado nada; que era menester un sentido de responsabilidad y tolerancia incluso dejando algo, que era toda la vida nuestra razón de ser en bien de la causa general, que en principio todos defendíamos, para, por nuestra parte, no malograr todas las esperanzas que en dicha lucha teníamos puestos.

Si se han hecho muchas críticas, por nuestros compañeros en el extranjero debido a nuestra colaboración en los gobiernos (Cataluña y Central) con los demás sectores políticos y sociales, han habido bien pocos, que han profundizado y han analizado todas las características y pormenores que contribuyeron a lo largo de los días transcurridos (no mucho tiempo después del alzamiento) a que muchas industrias base para sostener la guerra y revolución, muchas materias primas y algunas de ellas elaboradas en el extranjero, nos eran imprescindibles para sostener la lucha.

Hoy hablaremos de la Colectividad de la Industria del Petróleo en Cataluña, de lo que se realizó, que tal vez, como supervivientes, no sé si a estas horas, si viven algunos más de los que estaban al corriente, y que estoy seguro que se ignora totalmente. Por la importancia de lo realizado y por las consecuencias que de ello se derivaron, pueden dar una idea general, de como hay que tener en cuenta para poder analizar con conocimiento de causa dicho periodo y circunstancia.

Para que no se me confunda, cuando se discutió en la Via Layetana (Barcelona) si colaboramos o no, el Sindicato de la Industria del Petróleo (Cataluña) delegó una comisión compuesta de compañeros de Santander, Vigo y varios de Cataluña, no siendo partidarios de tal colaboración.

Otra aclaración. A pesar de los acuerdos de la organización, los militantes de los Sindicatos obrábamos igual antes que después de los acuerdos. Es decir, que en principio no afectó en nada en el desarrollo de las colectividades. La prueba la tenemos que el decreto de Colectivizaciones en Cataluña, apareció el 24-10-1936, es decir tres meses después que ya las practicábamos; nada más hizo que dar legalidad a lo consumado.

ESTALLA LA SUBLEVACION

El preámbulo y aclarado lo que antecede, vamos a la crónica de los hechos.

Cuando estalló la sublevación militar, todos los depósitos de productos de combustible estaban repletos. Solamente en Barcelona, había 90 millones de toneladas, capacidad total en dicho periodo. Se vio bien claro que la dirección esperaba la sublevación y se procuró lo necesario para hacer frente a las posibles contingencias que tal incidencia acarrearía. Alza de precios en el mercado mundial, baja de la peseta y posibles mercados de suministros a perder: URSS y Méjico, etc.

Cuando se hizo cargo el Sindicato de la Industria del Petróleo de Cataluña, (adherido a la Federación Nacional de la misma industria) al estallar la sublevación militar, los obreros tuvieron claramente conciencia de lo que significaba la lucha que se mantenía y los productos por ellos controlados y administrados. Inmediatamente, se nombra-

ron los Comités por Secciones de productos manipulados (que ya en parte existían) y un Comité Coordinador, todos ellos adheridos a la C.N.T. (otros sindicatos del mismo ramo no existían en Cataluña). A continuación, y para hacer frente a cualquier contingencia que se pudiese presentar y prestar sus servicios en permanencia, se organizaron dormitorios en la misma factoría, y permanentemente se dormía y comía en los lugares de trabajo. Eso duró bastantes días, hasta que más tarde se organizaron turnos, para que el servicio fuese permanente.

Unos de los problemas que nos planteamos después de dominar la situación en Cataluña, era el pago de la gasolina que se iba distribuyendo con vales de los Sindicatos y autoridades oficiales y la liquidación de cuanto se había distribuido desde el primer día. De no recuperar, el valor de los vales en moneda, difícilmente podíamos procurarnos el petróleo o gasolina necesaria para hacer frente, a los frentes de guerra de Aragón y al suministro indispensable para las industrias de guerra u otras. Le comunicamos el problema a la F. Local de Barcelona y al C. Regional, y en una reunión de militantes, se acordó, que se recuperaran los vales y que se nos entregaran y que dicho asunto lo plantearían al gobierno de la Generalidad ya que allí estaban representadas todas las fuerzas antifascistas. Se resolvió, y a partir de aquel momento, por mediación de la Consejería de Economía (Consejero Terradellas) se nos iba liquidando paulatinamente los vales por el precio estipulado. Habían, no sé exactamente los sacos, pero eran muchos.

TORPEDOS DE UN SUBMARINO ITALIANO

Ahora venía lo más grave: ¿Cómo procurarse el líquido combustible? Se hicieron varios viajes al extranjero; incluso nombremos una Comisión Permanente de dos compañeros, que, colaboraron en su gestión con otros compañeros italianos y franceses. El gobierno (la CAMPSA) por su parte, también tenía sus comisiones: su sede estaba en la Nouvelle (Aude). A medida que íbamos pidiendo los precios, éstos aumentaban considerablemente. Además, ni querían que les pagásemos con pesetas ni francos; querían Libras Sterlinas. La peseta se había depreciado terriblemente, incluso había días que no se cotizaba, (suerte que teníamos amigos antifascistas que nos ayudaron mucho en las operaciones y que, además estaban bien situados para tal menester) así y todo, representaba una salida de capitales, y con poca garantía, que los productos comprados a altos precios, llegasen al puerto de Barcelona.

Después de muchas gestiones un poco difíciles y no exentas de peligros, se logró comprar unas siete mil toneladas de gasolina, que debía de transportar un buque-tanque griego. Este, ya antes de salir de Francia, (que se pagó la mitad y la



otra mitad había de pagarse a su llegada) ya puso obstáculos en continuar al acercarse a la frontera española. Finalmente les «convencieron» los compañeros y continuó el viaje. Pero al llegar a la altura de St-Feliu de Guixols (Gerona) un submarino italiano lo torpedeó y fue a pique.

Así que de nuevo se nos plantearon otros problemas no previstos en el transcurso de las primeras semanas del levantamiento. ¿Cómo evitar la salida de capitales y la depreciación de la moneda y al mismo tiempo, que las demandas de nuestra Comisión y las del Gobierno Central no provocase el alza de los precios y se buscase una entente o compromiso, con el fin de evitar o ofrecer más garantía a nuestros buques-cisternas con la protección por parte de los buques o elementos de guerra que controlaba y disponía el gobierno? Finalmente se acordó ir a ver al ministro de Hacienda (Negrin), lo cual se lo comuniquemos también a Terradellas (Consejero de Economía) que nos ofreció un avión para ir a Valencia donde residía el gobierno. Se lo agradecemos y le dimos las gracias. Viajamos toda la noche en auto y al amanecer llegamos a Valencia. Sería aún bastante temprano cuando fuimos a ver al malogrado compañero y amigo Peiró, que a la sazón era ministro de Industria, para que nos hiciera un documento de garantía y presentación, para entrevistarnos con el Ministro, porque sabíamos que difícilmente nos recibiría en nombre de la Colectividad de Petróleos (CAMPSA).

VICTIMAS DEL BOMBARDEO

La entrevista no tuvo lugar; yendo camino del Ministerio, encontramos a los de la U.G.T. (miembros del C. Nacional de Petróleos) nos preguntaron, les dijimos el objeto de nuestro viaje; nos aconsejaron y afirmaron que con el Director lo podríamos resolver. Nos acompañaron a su casa y no estaba; quedemos con su esposa, que nos veríamos por la tarde, después de comer. Se efectuó la entrevista, se llegó en principio a algunas resoluciones pero en la práctica a pesar de haber transcurrido varias semanas después de la entrevista, todo continuaba como antes. Y los stocks de combustible continuaban bajando. Hasta que de acuerdo con el gobierno, se mandó un barco que teníamos anclado en el puerto de Barcelona de 11.000 toneladas al Canadá. Si bien el capitán era el responsable de la dirección del buque, de la carga lo era el Comité de abordo. Se le acompañó hasta en alta mar por un miembro del C. de Empresa, y antes de dejar el buque, reunió al Comité del barco y al capitán, (que por cierto se mostraba remolón) y se les dio las consignas, de que, en caso de peligro lo comunicasen al ministerio correspondiente.

El viaje de ida se desarrolló normalmente. Al llegar a Montreal, los marinos fueron muy bien recibidos y obsequiados con una fiesta. El regreso ya no se desarrolló de igual

manera. Al acercarse a las costas africanas por el Atlántico, tuvieron que refugiarse en el puerto de Casablanca, donde residieron cerca de tres semanas. Pintaron el buque de otros colores, salieron de noche del puerto y durante el trayecto enarbolaron la bandera inglesa para confundir al enemigo; no obstante, siempre fueron observados por buques franquistas, e incluso, antes de pasar el estrecho de Gibraltar se les interrogó, y como en la tripulación había quien sabía hablar inglés, se les dejó pasar. Pero conviene aclarar, que el capitán del buque, al ver que eran seguidos quería entregarse, pero un miembro de los marineros, compañero de origen ruso (que su familia no la dejaban salir de Rusia) que el Comité había admitido en la colectividad, se interpuso y amenazó de prenderle fuego si se entregaba, y así pudo llegar a Barcelona.

En otra ocasión, otro buque llegó la mitad de la cubierta sumergido, por haber sido torpedeado por un submarino. Todo cuanto se diga de la Sección Flota de la F.N.I.P. será poco; así como del resto de los compañeros del petróleo, que, a pesar de los bombardeos de que eran víctimas, siempre estuvieron presentes en sus servicios. Tenían conciencia lo que en la lucha se ventilaba.

AVIONES DE CAZA

Otra cosa que se realizó por el Sindicato de la I. Petrolífera de Cataluña, inédita en la historia de la guerra y revolución de España hasta la fecha de esta publicación, fue la producción de Tetratilo de plomo, producto que da a la curva de octano de la gasolina una inflamación superior y generalmente se utilizaba por la aviación de caza.

La manipulación de dicho producto, es extremadamente peligroso y se necesita una maquinaria muy especializada con que poder hacer la mezcla con la gasolina especial para la aviación. Después de mucho buscar y rebuscar en el extranjero y el país, pudimos hacernos con todo lo necesario para ello.

Los obreros especializados, que en tal manipulación trabajaban, limitaban su jornada a dos horas por día y tanto al empezar a trabajar como al terminar, tenían que ducharse y cambiarse toda la ropa e incluso lavarse los dientes. Según se nos aseguró, solamente una gota de dicho producto podía causar la muerte.

Fue una labor impropia encontrar el Tetratilo de plomo, puesto que en aquella época, se nos informó que solamente los americanos lo fabricaban, y más llegar a su producción en una fábrica de productos químicos de la región de Barcelona.

PETROLEO PARA LA REVOLUCION

Otro ensayo que se realizó y que nadie nunca ha mencionado y que seguramente no hay constancia de ello en todo cuanto se ha escrito sobre las Colectivizaciones, es la prospección de petróleo.

(Sigue en la página 4)

La colectivización del petróleo

(Viene de la página 3)

La Colectividad de petróleos, nuestro anhelo era que no faltasen los productos necesarios, tanto para abastecer los frentes como las industrias. Aparte la compra de petróleo, la producción de productos necesarios para dar más octano a la gasolina especial, se investigó también la manera de procurarnos las herramientas necesarias y los estudios indispensables donde podríamos efectuar las prospecciones. Una vez encontrado el material con que poder efectuar la prospección, como ya disponíamos de estudios de ingenieros geólogos, ingleses, franceses y españoles que nos habían facilitado; todo ello se lo entregamos al amigo Alberto Carsí (ingeniero geólogo bien conocido en el ambiente libertario desde mucho antes de proclamarse la República) que se trasladó a la comarca de Tremp (Lérida) y tras unos días de estudio, nos hizo un informe, y manifestando su predilección para el lugar donde debíamos de efectuar el forage. Que el Comité adoptó el del amigo Alberto Carsí.

La prospección duró más de un año; se llegó a unos mil metros de profundidad y se encontró señales de hidrocarburos, pero un accidente (rotura de los tubos de forage) se tuvo que abandonar. El otro, depasó los mil metros, y también se iban observando buenas trazas, pero como el material era insuficiente para continuar más profundo y la guerra no iba bien del todo, se abandonó.

Atendió también con su colaboración, en los talleres confederales que en los primeros momentos de la lucha se organizaron en Sallent, y que fue un modelo en la industria moderna de aquella época.

La Colectividad de I. del Petróleo de Cataluña, se componía: Barcelona, Badalona, Cornellá, Vich, Llan-sá (Gerona) y Tarragona. Se habían hecho estudios para hacer más profundo el puerto de Tarragona, en dicho periodo, los buques-cisternas de gran tonelaje, iban con media carga.

En cuanto a organización sindical, si bien la mayoría, por no decir todos los obreros, estaban adheridos a la C.N.T., lo que son los empleados, que yo sepa, no estaban afiliados antes de la sublevación a ninguna organización sindical, no obstante, con algunos de ellos y con cargos bastante importantes manteníamos buena relación, y en algunas huelgas, nos sirvieron bien sus informaciones, sobre todo, en lo económico. Al estallar el movimiento sedicioso, todos los empleados y técnicos ingresaron en la CNT y colaboraron con calor y desinterés a la obra común de la Colectividad.

La Colectividad, por su cuenta se procuró el armamento necesario, tanto contra los aviones como para salvaguardar los intereses de la misma. Buscando compañeros de confianza para tal menester.

LA BOLSA O EL PETROLEO

Por lo transcrito, todos cuantos nos lean, observarán, que dentro de ciertas industrias, la colectivización era difícil mantenerlas íntegramente sin provocar su asfixia y perturbar gravemente el curso de la guerra y provocar en el extranjero un alza considerable de los productos solicitados y una depreciación de la moneda, por las salidas de capitales cuando nuestra moneda era mirada con inseguridad por todo el mundo. Nada más, las transacciones oficiales permitían garantizar su cotización en el mercado de la bolsa, y un sostén más regular.

Responsables de lo que significaban nuestras acciones, a pesar de las consecuencias que, para nuestras

concepciones tenían los pasos y actos que realizábamos, y viendo el panorama general, no retrocedimos y se llegó a la conclusión, de nombrar dos compañeros, que en nombre de la F.N.I. del Petróleo (CNT), se incorporaran a la Dirección General de CAMPSA, en la cual formaban parte ya la U.G.T. (Petróleos). No obstante, los Comités de las factorías seguían como al principio. Cabe señalar, que el Director General antes de ultimar los acuerdos pertinentes que el caso requería, se personó desde Valencia a la factoría de Barcelona, no sin antes haber hecho telefonar varias veces veces para saber como sería recibido. ¿Miedo? Dejémoslo para él.

Si hoy nos hemos decidido a dar a la publicidad todo cuanto queda escrito, es para significar y hacer comprender a muchos jóvenes y no menos jóvenes, que la situación que se vivió en tal época y las circunstancias por las cuales muchas colectividades eran difícil mantenerse sin provocar una ruptura en la cohesión de actividades: de la guerra, económicas, de relación y armonía con los demás sectores antifascistas, indispensable para continuar la lucha económica y bélica; se comprenderá y se analizará nuestra posición más serenamente, a medida que los hechos y las causas se vayan con más detalles conociendo.

La prueba que las colectividades se interesaron en todo lo que era idóneo, la tenemos en los que realizó la industria del Petróleo en Cataluña. Las prospecciones, la elaboración de productos químicos indispensable a la aviación y la maquinaria apropiada para su mezcla. La compra y transportes de productos petrolíferos, y en fin, el sentido de responsabilidad para que las actividades industriales y de colaboración, no faltase por parte de la Federación Nacional de la Industria del Petróleo adherida a la C.N.T.

LA TRAGEDIA

Es indispensable, para que se comprenda fielmente la tragedia que vivimos todos cuantos colaboramos a la implantación de las Colectividades y tuvieron cargos en los gobiernos (Cataluña y Central) que los compañeros o compañeras expliquen y den a conocer sus experiencias, no solamente para justificar la actitud del Movimiento Libertario, sino, para, con conocimiento de causa, la Historia conozca con más detalles nuestra acción y gestión. Porque, hay más de lo que se ignora, que de lo que se ha dicho hasta hoy, sobre todo de la industria y nuestra gestión en los gobiernos.

Y antes que dejemos esta tierra, es de suma importancia que todos cuantos tuvieron funciones en los Comités, desde la más pequeña industria, fábrica o tajo, o compañeros que sepan algo interesante que se ignora por la historia, o en funciones en los gobiernos, desde Secretarías ministeriales oficiales o particulares, hasta los ministros si alguno queda, que den a conocer las dificultades que encontraron nuestros representantes en sus funciones, sobre todo siendo Negrín ministro de Hacienda, base de muchas actividades en dicho periodo, para sostener la economía y la guerra que se malograron porque no se les dio, los medios económicos necesarios.

Terminamos saludando a todos los compañeros caídos en la lucha y muertos en los campos de concentración del exilio y en Francia; así como a los asesinados por el sistema franquista al ocupar nuestras factorías.

VICENTET

DE AQUI Y DE ALLA

LOS DE «CRISTO REY» Y OTROS RUFIANES

MEXICO. — «Gracias a un transeúnte que apagó la mecha se evitó que una bomba volara la sede de los confederales.» Los de «Cristo Rey» y la gama de rufianes que le acompañan no pueden comprender que a la fuerza motriz que impulsa a los cenetistas y libertarios, no se destruye con explosivos; las ideas por nosotros defendidas y propagadas, son la propia conciencia moral del pueblo que marcha en pos de su Libertad.

● «Llaman parásito a la princesa Margarita en la Cámara Baja.» Pero, los «puritanos» y estultos diputados ingleses, que se escandalizan porque la hermana de la reina se siente mujer, no protestan, no escandalizan cuando percibe enormes sumas de dinero anuales, sólo por haber sido parida en alcoba «real». Y es que el «miedo guarda la viña». Ministros y futuros ministeriales, aún después de convertirse en carroña, siguen chupando la sangre del pueblo.

● «Urgen programas Humanistas ante la carrera de armamentos: Gamboa Pascoe, senador mejicano.» Cuando se expresan cerdos morales como el líder sindical de marras, es como si contemplara al batracio que recibe en su rostro, su propio escupitajo.

● «El general Mario Carballo Pazos, senador por Chihuahua, Méjico, desmintió que los 300 «desaparecidos» hayan sido víctimas de la «Brigada Blanca.» Ese enfaginado que sabe de represiones contra obreros insurgentes, y que su muerte será, seguramente, en mullida cama, como no ignora que los muertos no hablan posee la desfachatez de todo político profesional — ladrón y mentiroso — y los caídos bajo el plomo homicida de la «Brigada Blanca», (asesinos paramilitares) según el militar, han huido a Moscú.

● El pseudo intelectual, ex-«refugiado», privilegiado en México, hoy Consejero de Cultura de la Generalitat de Catalunya, donada graciosamente por el actual monarca, Juan Carlos, se negó a auxiliar a las

escuelas «Pegaso» «Ferrer Guardia» y «Escuelas en Lucha»; que solicitaban complemento en la plantilla de maestros, que los fundadores y animadores no pueden cubrir de su propio peculio: El Consejero de Gobernación hizo que los Mozos de Escuadra — cuerpo represivo en todos los tiempos — les mostraran la felicidad que espera a los moradores de Cataluña. Una vez más los falsarios, los vividores de la política, los falaces «patriotas» catalanes nos hacen rememorar aquellos días aciagos del mes de Octubre de 1934, en que, desde las emisoras, en lugar de levantar el ánimo de sus incapaces huestes guerrilleras contra el poderío brutal y usurpador, del Estado Central, se desgañaban gritando: «¡Catalanes: Hay que cazar a los murcianos de la F.A.I., a los provocadores de la F.A.I.!» (Catalanes o no todos los anarquistas residentes en Cataluña éramos considerados, despectivamente, «murcianos de la F.A.I.»). Empero cuando esos revolucionarios de pacota, escapaban por las cloacas y abandonaban las armas al sonar los primeros disparos, los «murcianos» esos anarquistas de la F.A.I., olvidando los miles presos que gemían en las cárceles de Cataluña, fueron quienes se irguieron frente a la soldadesca que obedecía a las autoridades centralistas, y dieron ejemplo de combatividad, y asimismo dieron evidencia de que no es lo mismo luchar por ideas humanísticas que pelear por estulticias y divagaciones falaces.

● «Alimento espiritual para los niños de Méjico, meta de la Sra. de López Portillo.» Las palabras demagógicas sobran cuando se carece de pan en los hogares de los millones de niños marginados.

● «Tropas salvadoreñas aplastaron un levantamiento campesino: 15 muertos.» La Libertad en esta desgraciada América Latina la sepultan, sus sátrapas gobernantes, en el inmenso cementerio que abarca el territorio inmenso que es América sojuzgada.

Marcos ALCON

LA REVISTA ANARQUICA
NI DIOS NI AMO
J.L.L.
de Juventudes Libertarias

ORGANO DE EXPRESION DE LA F.L. DE STA. COLOMA DE LAS J.L.L. N.º 2-111-78 1075

EDITORIAL

Esta hoja que tienes en las manos, es el fruto o mejor dicho, uno de los primeros frutos del trabajo de los grupos de jóvenes que constituyen la F.L. de Sta. Coloma de Gramenet de las Juventudes Libertarias. Queremos ante todo con esta revista, hacer llegar a la juventud y en especial a la juventud libertaria, nuestra forma de pensar y entender los problemas; también queremos que sirva de alguna forma, para que los grupos dispersos de J.L.L. vean un aliado, o algo que un puñado de compañeros está haciendo ya, y la vayan a hacer a las que la están perdiendo y empezar ya los trabajos de coordinación de estos grupos, hacia la constitución de la Federación Ibérica de Juventudes Libertarias o de la organización cuyo nombre sería discutido por todos en un futuro congreso.

Desearíamos que nuestro órgano de expresión, sirva también para engrasar la red de publicaciones libertarias, que poco a poco se está formando; como veréis, en este número y en los que saldrán, más o menos mensualmente, (si la democracia nos lo permite, claro está) los artículos son muy sencillos, quizá algunos estén mal expresados, esto es normal, pues, nosotros no somos ni expertos ni intelectuales, sino jóvenes trabajadores libertarios y lo que sabemos lo estamos aprendiendo con el estudio y con nuestra lucha de cada día.

Salud y ANARQUIA.

HACERNOS FUERTES



Han pasado ya más de dos años desde la muerte del dictador

COLONIALISMO Y RELIGION

Sermones en la selva: un sangriento negocio

ESTOCOLMO. — Islamismo, cristianismo y animismo sentaron sus reales en el tercero de los grandes continentes desde hace ya siglos. De las tres enfermedades la que tiene más posibilidades de regir en el futuro los destinos mentales de 325 millones de habitantes es... el cristianismo. Y, sin duda, el cristianismo no se agota en el catolicismo pero éste es su representante más capaz, más hábil, mejor armado en la lucha contra el progreso y la cultura. Es él el que nos interesa subrayar, descubrir, denunciar. En esta lucha en que estamos empeñados resulta imprescindible conocer las reales proporciones de esta enfermedad, proporciones realmente gigantescas.

Ocupada, saqueada, manipulada por el cristianismo europeo desde el siglo XV (por ejemplo, de Angola salían los esclavos negros que los jesuitas explotaban y/o comerciaban en América), los sufrimientos de África han continuado ininterrumpidamente hasta hoy. Con su astucia milenaria, el catolicismo no podía pasar por alto el hecho de que en África se encuentran los PRINCIPALES YACIMIENTOS DIAMANTIFEROS DEL MUNDO; EL MAS RICO PRODUCTOR DE ORO y, potencialmente, LOS MAYORES CENTROS PETROLIFEROS DEL PORVENIR. Rastreando en la geografía económica africana las zonas más ricas, pueden detectarse con tanta certeza las «quintas columnas» vaticanas que no habría inconveniente en iniciar la investigación partiendo del concepto opuesto: PRESENCIA CATOLICA = PAIS RICO.

Pero lo asombroso es que ni siquiera los pequeños países africanos, incluso algunos bastante pobres, han escapado a la ambición de poder de los secuaces de san Pedro: no solamente dominan la economía, la política y la cultura sino manejar todo, en todos lados y a todo nivel, parece ser la voz de orden del bandillaje asotanado.

Y quien considere estos conceptos mera fantasía, que siga leyendo:

CLERO, CARDENALES

Mali, Mauritania, Chad, Niger, Somalia, Marruecos poseen minorías católicas que representan entre el uno y el cinco por ciento de la población de cada uno de esos países. En contraposición a ellos, Gabón (yacimientos de petróleo, oro, diamantes y uranio) contaba a fines de la década del 60 con un 42 % de católicos; Malgache cuenta con un 50 % de población cristiana (19 % católica); luego tenemos Costa de Marfil y Zambia, que, con sus yacimientos de diamantes, cobre, oro, plata y cobalto «necesitaban» de la asistencia espiritual católica. De ahí que entre el 11 % y el 15 % de sus poblaciones profesan esta religión. Ignoramos las razones de la visita que el ministro de relaciones exteriores de Zambia efectuó a Juan Montini (alias Paulo 6) en 1973... pero podemos suponerlas. Aun países de rígida militancia musulmana, como Sudán, rinden tributo al trono papal (el presidente de ese país, Gaafar Mohamed el-Numairy, visitó al papa en 1973). Países con solo un 3 % de católicos, como Liberia, también rinden pleitesía al trono vaticano (el presidente de Liberia, James Green, visitó al papa en 1973). Liberia posee los yacimientos de hematitas y de magnetita más ricos del mundo...

En Lesotho el rey fue secuestrado en 1966 por su primer ministro, que contaba con el APOYO DEL CLERO CATOLICO...

Hasta el diminuto Togo cuenta con un 15 % de católicos en su población.

Pero los casos más interesantes merecen párrafo aparte:

Tanzania: 51 % de cristianos (31 % de católicos) que tienen posibilidad de asistir a una Universidad (Makerere). Su presidente, educado en es-

cuela cristiana y ferviente católico, se llama Julius Nyerere y es algo así como el jefe vitalicio de la Nación. En 1969 la iglesia católica regía más de 305 diferentes instituciones además de 12 escuelas secundarias, 4 establecimientos de enseñanza superior, un número indefinido de escuelas primarias a las que asistían 200 mil niños, seminarios religiosos, escuelas de campaña y «una vasta red» de centros de formación profesional. Ignoramos cifras actuales. El primer cardenal negro salió de aquí, a donde llegó el año pasado muy feliz Fidel Castro.

Zaire: 43 % de cristianos (católicos y protestantes) que sobrevivieron la reacción desesperada de la juventud congoleña, producida en 1964 y 1965. En ese entonces los jóvenes obligaron a cerrar misiones cristianas y expulsaron a los curas... pero la inmensa riqueza minera (diamantes, oro, uranio) y vegetal (maderas, café, caucho) y la quinta parte de las reservas hidráulicas del mundo que se hallan en Zaire, «convencieron» a los cristianos de la necesidad de volver a este país... País de donde también salió un líder negro publicitado hasta en los últimos rincones del planeta: Patrice Lumumba. Miles de políticos no cristianos son asesinados (Kamal Joubblatt, de Líbano, por ejemplo) sin recibir el respaldo periodístico-publicitario de individuos como Lumumba: bautizado en una misión católica, alumno en la escuela de la misma, redactor (1948) en «La Croix du Congo» (revista dirigida por curas), sus escritos y discursos han sido recopilados por Jean van Llerde, católico. Sin embargo, el país es gobernado hoy por Mobutu — otro católico — que tuvo problemas con el arzobispo en 1972 (lo expulsó pero con grandes genuflexiones explicó que tal medida «no estaba dirigida contra la religión católica»). Uno de sus «hobbies» es almorzar rodeado de curas.

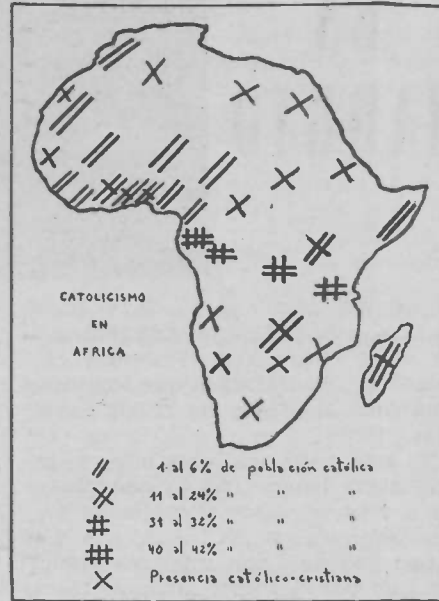
SOTANAS Y SELVA

La editorial Ediciones Paulinas publica en Zaire el semanario «Afrique Nouvelle» y 31 diarios católicos se abaten sobre las mentes zairianas. Históricamente el país ha tenido mayoría de gobernantes católicos (!) y un arzobispo (Tshimbanzu) es rector de la Universidad Nacional, lugar en el que se constituyen núcleos de «reflexión y acción cristiana» mantenidos con el dinero del Vaticano.

Desde octubre de 1973 curas de Mongbalw (Alto Zaire) vienen fundando poblados pilotos respaldados oficialmente por el gobierno. El fin perseguido es «reagrupar a los pigmeos» y hacerles «abandonar la vida infrahumana de la selva...» (los pigmeos no son cristianos).

Pero Mobutu puede convertirse en otro Ngo Dinh Diem: ya en 1977 el obispo de Lubumbashi protestó contra él (el doble juego sigue siendo la base del imperialismo católico).

Etiopía: media población es cristiana (copta). A la caída de Salassie la iglesia práctica el clásico doble juego (la Unión Democrática Etiope es pro-monárquica pero el Frente Popular de Liberación de Eritrea es separatista; ambos cristianos). Indi-



ce de analfabetismo en la década del 60: 93 %.

Ghana: Oro, diamantes, tercera parte de la producción mundial de cacao. Alrededor del 15 % de la población es católica. A comienzos de esta década se ordenaban diez seminaristas por año.

Angola: En 1970 el jefe guerrillero católico Amílcar Cabral (MPLA) es recibido por el papa.

Mozambique: En 1970 jefes guerrilleros católicos (FRELIMO) son recibidos por el papa.

Egipto: Hasta en los alrededores de La Meca el cristianismo ha florecido. En 1971 había 6 millones de cristianos coptos en Egipto... en 1973 el papa de Alejandría (iglesia copta) restablece relaciones con el de Roma. Un poco antes, en 1968, el presidente Gammal Abdel Nasser se abraza con representantes del Vaticano al inaugurar la catedral de San Marcos en El Cairo. No contento con ello, Nasser le regala 100 hectáreas al «Vaticano» (por la actitud asumida por la santa sede respecto de la causa árabe y a su misión religiosa y cultural (!)). Hace poco tiempo Sadat estuvo en el Vaticano.

Argelia: En 1972 era el decimosexto país musulmán que establecía relaciones con el Vaticano. En 1975 el cardenal Léon-Etienne Duval, definió: «El socialismo argelino es el rechazo de cualquier forma de ateísmo y de materialismo... no tiene nada que se oponga a la fe en dios, sea esta musulmana o cristiana».

SERMONES Y NEGOCIOS

Libia: «La mentalidad de los sacerdotes y del papa pretende ejercer su dominio sobre el hombre africano, África debe abandonar el cristianismo que es dominación», esto dijo Muamar Ghedaffi (musulmán) en marzo de 1974, cuando todavía era jefe del estado libio... pero hoy el Banco Exterior de ese país y la Fiat tienen negocios comunes en el mundo. El dinero también es un arma... persuasiva.

Senegal: El jeque Ousmane Badji, líder musulmán, visita el Vaticano en 1973 para «aportar sus sugerencias en pro de la unión de las principales religiones». El semanario católico «Africa Nueva» se difunde en este país.

Camerún: Los pueblos kirdis y los bantúes (sometedores de los pigmeos) son cristianos, al igual que los bamilekes del oeste — zona más rica del país —. Una arquidiócesis (Yaounde) cuenta con 48 parroquias, 413 iglesias, 8 casas religiosas masculinas, 22 femeninas, pero la población católica en 1971, no llegaba

al 2 %! Hace unos años uno de los dueños de la empresa Societé des Plastiques du Camerun, el obispo católico Albert Ndongmo, fue condenado a muerte acusado de complotar contra el gobierno, haber colaborado en el asesinato de 1078 personas, haber incendiado, atacado y secuestrado... El obispo está vivo y protegido por el presidente Ahmadou Ahidjo, quien pidió que no se lo persiguiera (!). Otro detenido por el complot fue el obispo Gómez, de Guinea-Bissau, del cual nunca se volvió a hablar. Ndongmo y Gómez habían distribuido armas al Movimiento de la Santa Cruz, para la Liberación Nacional.

MISIONEROS Y CARCELES

Rhodesia: Pero algunos se hartan de la opresión del crucifijo. En febrero de 1977 guerrilleros negros ejecutan a 7 misioneros e incendian una iglesia. Dos meses antes habían sido ejecutados un ex obispo, un cura y una monja. Al parecer, estos guerrilleros no se han dejado vencer por los líderes cristianos que luchan «contra» el gobierno cristiano de Ian Smith: el católico Robert Mugabe y los protestantes y metodistas, Muzorewa, Ndabaningi, Sithole, Canaan Banana, Max Chigwida, etc.

República del Congo: Gobernada hasta 1963 por el abate Fulbert Juju, posee yacimientos petrolíferos, un 32 % de la población es católica y la iglesia tiene su propia agencia noticiosa: la «DIA».

PERO AUN LA IGLESIA TIENE PROBLEMAS EN ALGUNOS PAISES AFRICANOS:

Nigeria: En 1968 Yakubu Gowon acusa a la organización católica Caritas Internacional de suministrar al pueblo Ibo de Biafra — separatistas — abastecimientos de armas y dinero. Los pueblos de Nigeria Yoruba e Ibo (8 millones en 1967) son cristianos. Los cristianos Ibo (los de Biafra) ocupaban hasta entonces «puestos destacados en la administración, el ejército y el comercio nigerianos» y la región que producía el 57 % de la producción petrolífera total del país. Población católica aproximada: 6 % del total.

República Centroafricana: En 1971 el presidente Jean Bedel Bokassa muestra públicamente fotos pornográficas tomadas por un cura católico — educador en un colegio de Bangui (capital del país) —. El cura fue condenado a un solo mes de cárcel y a 60 dólares de multa mientras la ley prevé multa y cárcel de tres a dos años. Esta clemencia indignó a Bokassa y esa indignación de Bokassa ha determinado una campaña periodística mundial en su contra.

Uganda: Fue visitada en 1969 por el papa. Pero en 1971 Milton Obote es depuesto por el musulmán Idi Amin. Cuatro reinos constituyen la ex colonia inglesa y, entre ellos, el de Buganda (1,5 millones de católicos y bantúes) es el que detentará el poder hasta que Obote se enfrente al líder democristiano Benedicto Kiwanuka. Pero los católicos Buganda hablan con Amin... y Amin depone a Obote, declara el aborto un crimen y visita al papa en 1975... Pero Amin es musulmán y expulsa a los misioneros europeos y se gana el odio de la prensa cristiana. No obstante lo cual, Uganda cuenta con un periódico cristiano publicado por las iglesias de tal secta: se llama «Target». Alrededor del 24 % del pueblo ugandés es católico.

Federico N. REVIVAL

ECOS DEL PRIMERO DE MAYO EN ESPAÑA

Acompañados por los helicópteros...

MADRID. — Se celebró en Madrid la manifestación de la C.N.T. en conmemoración del Primero de Mayo, primera que se celebra en los últimos cuarenta años.

A pesar de todo debemos resaltar que el resultado ha sido positivo. Aunque no todo lo positivo que hubiera de haber sido.

En primer lugar a la convocatoria

RECUPERANDO LO NUESTRO

TARRASA. — El primero de Mayo ha tenido en Tarrasa, en cuanto a C.N.T. se refiere una especial significación, cuyos resultados indudablemente van a repercutir entre el elemento obrero de la localidad.

Ha sido en este 1º de Mayo cuando y en cumplimiento de un acuerdo de Pleno de Sindicatos de la F. Local, la militancia anarquista y anarcosindicalista ha llevado adelante el asalto y ocupación de parte de su patrimonio histórico, un local producto de las cuotas de los compañeros que nos precedieron.

La situación jurídica aunque clara para nosotros, no parece ser así para el «sistema institucionalizado» la falta de referencia concreta de C.N.T. en el papel de registro de la propiedad, parece ser una baza que pretenden usar los detentadores hasta ahora de la propiedad, gentes vinculadas a Falange y al Movimiento. Así esto cabe decir que, estamos y seguimos ocupando «Lo que nos pertenece» a la brava, veremos si la reacción se desencadena el resultado de todo ello, el coraje y la voluntad de los compañeros es mucho, pero si se nos obligara a abandonarlo en el ánimo de todos está el volver una y otra vez hasta conseguirlo.

Por la tarde se participó en un mitin unitario con algunas centrales (CC OO, USO, UGT no participaban) en el curso del cual en la intervención del compañero que nos representaba, arremetería contra el nuevo verticalismo sindical, el sistema parlamentario, demostrando la inutilidad de él, y emplazando al gobierno denunciando su actuación represiva, terminó haciendo una llamada a la acción revolucionaria como medio para llevar adelante la reivindicación obrera.

Al término del mitin se formó una manifestación, cuyo consentimiento previo se puso a consideración del público asistente, y en el transcurso de la cual se puso de manifiesto tanto en calidad como en cantidad, el activismo cenetista.

F. García Cano

4 de Mayo del 78.

EN MADRID



en un día gris con lluvia y hasta granizo, respondió nuestra gente con un valor encomiable. Podemos calcular sin triunfalismos que logramos reunirnos alrededor de 20.000 personas.

No está nada mal esta cifra si tenemos en cuenta que la convocatoria o lugar de concentración se había dispuesto en un lugar, que más parecía elegido por nuestros enemigos que por nosotros mismos. No sé a quién se le ocurrió la infeliz idea de que partiera la manifestación de un sitio llamado Jauja, que ni los madrileños más viejos conocemos, y que resultó ser una pista despoblada que se encuentra entre un parque público y las tapias del Cementerio de San Isidro ausente de viviendas y de todo signo de vida. Como es natural allí no nos veía nadie más que la policía que nos acompañaba y un helicóptero que nos estuvo sobrevolando continuamente. Ni siquiera nos quedaba el consuelo de que nuestra presencia pudiera «alegrar» a los difuntos allí enterrados, pues se trata del cementerio de los ricos de Madrid donde entre otros se encuentra la familia de los Primo de Rivera.

Ya más o menos reunidos comenzó la marcha hacia la calle de General Ricardos, que es una de las principales calles del barrio de Carabanchel, en donde se nos unió gran cantidad de compañeros que no nos habían encontrado anteriormente, aumentando considerablemente el número de manifestantes, y desde donde podemos decir que comenzó la manifestación.

A lo largo de ella se sucedieron casos de verdadera emotividad. Gente que se asomaba a los balcones y ventanas, o que circulaba por la calle y que nos saludaba con las manos unidas haciendo el saludo confederal. Incluso a más de uno, sobre todo mujeres, les he visto llorar de emoción. También entre nosotros figuraban compañeros cargados de años y de achaques que no se pierden ninguno de nuestros comicios, y que su presencia es por sí sola suficiente para levantar la moral a quien la tenga perdida. Por citar un sólo ejemplo, mencionaré al querido compañero «Pepillo» que con ochenta años y prácticamente inútil, sin poder andar, se contaba entre nosotros. Y es que las ideas no se de-

muestran con palabras, sino con hechos, y el que es un hombre de la C.N.T. lo demuestra hasta el final.

Como aspecto negativo debemos destacar que desde un principio detectamos la presencia entre nosotros de elementos extraños y provocadores que trataban de desvirtuar el significado de la manifestación, y que portando banderas negras y con un vocabulario muy particularmente anarquista a «su manera», insultaban a la gente que se asomaba a las ventanas, provocaban a la policía, trataron de quitar o romper la cámara tomavistas a un compañero nuestro que es profesional de la información y que iba realizando un reportaje filmado, y distribuidos estratégicamente entre nosotros eran quienes comenzaban a gritar una serie de consignas que traían marcadas y que inocentemente eran secundadas en muchos casos, por nuestros compañeros jóvenes, que no se percataban del engaño.

Parece como indudable que se trata de elementos pagados por nuestros enemigos, por todos esos que tienen interés en que la C.N.T. no sea otra vez «mayoritaria». Con todos a los que nuestros planteamientos revolucionarios pueden perjudicar. Y conste que no me refiero solamente a los fascistas y empresarios. Me refiero concretamente a los que de la política y de la acción sindical están haciendo su propio negocio.

Y en fin no terminó todo como el «rosario de la aurora», por que en todo momento se impuso el buen juicio y la sensatez de nuestra militancia, y cuando al final de la manifestación en la plaza de Toros de Vista Alegre, y como yo me temía, a pocos metros de la cárcel de Carabanchel, pedían a todos de ir sobre la cárcel, nadie les hizo caso, y sólo un reducido grupo fueron hacia allí, sin que los guardias los dejaran llegar y con los que tuvieron algún enfrentamiento, y creo que se produjeron algunas detenciones no mantenidas.

Como digo anteriormente, a pesar de los pesares, entiéndase, lugar de convocatoria, días desapacible, fin de semana muy largo, y provocadores incluidos, la manifestación fue positiva, nos sirvió de satisfacción a todos, y demostramos con nuestra presencia que sin ser «mayoritarios»

tampoco somos lo minoritarios que ellos desean. Y además militantes, no «afiliados».

Esperemos que el próximo año seamos muchos más y mejor organizados.

N. CHOZAS

La guardia civil en defensa de... la democracia

IGUALADA. — El 1º de Mayo y en la localidad de Igualada, la Federación Local de la C.N.T. organizó una manifestación en memoria de los mártires de Chicago, y al mismo tiempo en una pancarta manifestaba: «No al Pacto de la Moncloa» por considerar a éste ineficaz, sin valor alguno cara a las reivindicaciones sociales que los trabajadores necesitan, y que por ley de derecho deberían disfrutar.

Pero en el momento en que estuvimos en la calle la Guardia Civil nos controló, y aunque la manifestación seguía su curso sin molestar a nadie, cuando dicha fuerza lo creyó conveniente paró la comitiva so pretexto de que debíamos dejar la vía libre utilizando para ello las aceras, obligación impuesta que, sin entrar en detalles aceptamos; pero así y todo, cuando íbamos a llegar a la Rambla llegó un «jeep» de refuerzo, y metralleta en mano, como si los guardias se las hubieran conforagidos, nos dispersaron por diversas calles, y una vez divididos nos persiguieron mediante coches, arrebatándonos algunas de las banderas que llevábamos.

No les envidiamos la valentía. ¡Nueve metralletas apuntando contra una veintena de manifestantes pacíficos, y por lo tanto desarmados! Que justifiquen con mejor brillo su hoja de servicios.

Cuando en lugar de guardar el orden se siembra el desorden, penetra la duda. ¿Es esto la flamante Democracia española? Si la fuerza pública, en vez de prestar oídos a las disposiciones del actual gobierno las da por seguir los procedimientos de la época franquista, malo, y si tiene orden especial de reprimir a según qué clase de manifestantes, peor.

Si verdaderamente los trabajadores, sin distinción, podemos contar con el tan traído y llevado beneficio de la Democracia, denunciemos el hecho aquí apuntado como un abuso de autoridad, esto es, como una discriminación que se ha hecho contra la C.N.T. de Igualada.

Por la misma: UN MANIFESTANTE

CONSECUENCIAS DE LA LUCHA EMPRENDIDA...

VALLADOLID. — Ante los hechos ocurridos el 1º de Mayo, en los cuales se practicó la detención de 19 compañeros de C.N.T. y del Ateneo Libertario, así como la posterior liberación de siete de ellos quedando en la actualidad 12 compañeros, con las acusaciones de terrorismo y asalto a entidades bancarias. El Sindicato del Metal de C.N.T. quiere informar a todos los trabajadores y ciudadanos que aunque no todos los compañeros pertenecen a C.N.T., las acusaciones que se les imputan no son ciertas; siendo la continuación de una campaña de desprestigio y desinformación que se viene sucediendo y ampliando desde Ene-

ro del 77 con la detención de 59 compañeros en Barcelona, siguiendo los hechos en Granada, Barcelona (Scala), Madrid y ahora en Valladolid.

Esto no es más que una consecuencia de la represión desencadenada por el gobierno contra todo el movimiento obrero que no se someta a las reglas del capital (Pacto de la Moncloa, Elecciones Sindicales, etc.), y que en este momento se está centrando sobre C.N.T.; pretendiendo ofrecer una imagen falsa de sus militantes, presentándoles como delincuentes y terroristas. Nada más lejos de la realidad en cuanto a las formas ideológicas y de acción que esta Central des-

arrolla en el mundo del trabajo. A nadie puede sorprender ya esta campaña de desprestigio y represión, puesto que el mismo ministro Martín Villa la anunció en Televisión, al decir públicamente que lo que en realidad le preocupaba era el considerable aumento del Movimiento Libertario en España.

Por todo esto C.N.T. entiende, que las detenciones de estos hombres son como consecuencia de su lucha por la defensa de los intereses de los trabajadores y sea cual sea la sentencia que sobre ellos recaiga tenemos claro que la historia del Movimiento Obrero está llena de hechos similares en los cuales siempre el traba-

jador se encuentra a merced de los manejos del sistema y medios que usa para su ejecución. Recuérdese el caso reciente del compañero Agustín Rueda, apaleado y vilmente asesinado durante los interrogatorios en la Cárcel de Carabanchel, con lo cual demuestra una vez más la clara represión y los medios que emplean para conseguir declaraciones totalmente falsas y carentes de fundamento.

Queremos que quede bien claro que por lanzar este comunicado o cualquier otro y que vaya en contra de los intereses del sistema capitalista, cualquier organización obrera o algunos de sus miembros puede verse acusado en cargos de este tipo. Por ello exigimos la libertad inmediata de estos compañeros y para ellos pedimos la solidaridad de todos los trabajadores.

SINDICATO METAL, CNT-AIT.

Les travailleurs espérantistes pour une attitude plus engagée

PARIS. — Bien que destiné plus particulièrement à l'étude des problèmes relatifs à la diffusion de l'Espéranto dans les pays francophones, le 33.º congrès de SAT-Amikaro Union des Travailleurs espérantistes des pays de langue française, (67, avenue Gambetta, 75020 Paris) a rassemblé, à Rennes, 132 participants.

Une carte postale, avec présentation en breton et en espéranto, a été éditée à cette occasion; elle est le fruit d'efforts conjoints du comité organisateur du congrès et de l'organisation culturelle « Brezhoneg Yezh Vev ». Un manuel d'étude de l'espéranto en langue bretonne a été édité par « Hor Yezh ». Le succès de cette initiative pourrait conduire par la suite à des publications bilingues, langue ethnique/espéranto et favoriser une meilleure connaissance et une plus large compréhension des idées respectives.

Le congrès a étudié des mesures concrètes afin d'accélérer la diffusion de la Langue internationale chez les travailleurs manuels et intellectuels, avec une attention particulière pour les syndicats ouvriers.

L'effort d'information, qui s'est montré positif au cours de la période 1977/78, sera fortement accru; c'est aussi à la lumière des résultats encourageants que des nouveaux moyens pour l'étude autodidactique de l'espéranto seront mis en œuvre. La participation active et de plus en plus importante de jeunes montre par ailleurs que l'idée de langue internationale rencontre un accueil de plus en plus favorable au sein de la jeunesse lorsque celle-ci a la possibilité de se documenter et d'étudier cette langue.

Les débats du congrès ont donné lieu à l'adoption unanime des résolutions suivantes :

1) Le congrès, ému par la catastrophe qui s'est abattue sur les côtes bretonnes, affirme que cette agression contre la nature, qui frappe aujourd'hui la Bretagne, est un danger permanent pour l'humanité, — condamne vigoureusement les responsables qui auraient dû éviter cette catastrophe,

— exprime une profonde sympathie à tous ceux qui s'unissent pour tenter de limiter les multiples et terribles conséquences de ce désastre.

2) Le congrès appelle les travailleurs espérantistes à prendre part à la campagne contre la fabrication, les ventes et trafics d'armes de toutes sortes, campagne lancée à l'occasion de la prochaine session de l'O.N.U. sur le désarmement.

3) Le congrès soutient la proposition de loi n° 1667 tendant à inclure la Langue Internationale Espéranto dans l'enseignement secondaire comme langue facultative,

— constate, suite à de nombreux contacts avec des représentants d'organisations bretonnantes, que l'utilisation de la langue Espéranto doit, dans tous les cas, contribuer au développement des langues et cultures ethniques.

SOLIDARIDAD

S. I. A. — CONSEJO NACIONAL

TOULOUSE. — Relación de los donativos recibidos por este Consejo Nacional, de parte de las Secciones, Amigos de S.I.A. y simpatizantes en general. Comprendidos en lo que va desde primeros de enero hasta primeros de abril 1978. Asimismo, los distribuidos por el Consejo Nacional en el mismo período.

Recibido para los necesitados:

Claude, Rabastens, 25; V. Barthes, 5; Violeta Martínez, 1.000; González Fernández, 10; José Farré, 50; Salvador Ripoll, 90; Mariano Sarroca, 80; Joaquín Mayora, 63; Santiago Carrera, 10; Pedro García, 10; Manuel Cordon, 10; González Fernández, 10; José Begué, 90; José Gas, 15; Manuel Edo, 50; Idalio Canillas, 37; Richoleta Pérez, 10; Vicente Giralt, 70; José Calvente, 191; Juan Benedict, 54; Bernabent, 20; Perfecto García, 20; René Alexandre, 100; Vicente Giralt, 70; María Salamé, 15; Victor Mulet, 250; José Ripa, 10; Jacques Gregorie, 10; José Francitorra, 37,25; Joseph Queudet, 15; Montanola, 20; Juseu Eugenio, 100; Mariano Sanjuan, 30; Manuel Colominas, 400; SIA de Vierzon, 150 F.

Total: 4.733,00 F.

Recibidos pro-España:

Joaquín Regales, 200; Pierre Román, Le Perreux, 384,97; Mauricio Pascual, 140; Sección SIA Dpl. de Montauban, 2.000; Juan Coronel, 50; Antonio Ferrer, 50; Solsona y Torres, 25 F.

Total: 2.849,97 francos.

Recibido para «CNT» de España, 90 F de Salvador; y 100 F para «AIT» de Joaquín Regales.

Entregado por el Consejo Nacional, para pro-España y perseguidos, total: 8.222,00 francos.

El Consejo Nacional

ZONA NORTE

PRO-PRENSA INTERIOR

Paulino Dieste, Valenton, 50; Léo Voline, Clamart, 100; L. Arcal, Thiais, 10; Solá (padre) id, 20; Granados, id, 10; Alastruey, id, 10; B. Peralta, id, 15; Castellvi, id, 20; Daniel Cebrián, Montreuil, 5; Pablo Muñoz, Garges, 50; Un Viejo de St-Denis, 50; Jiménez, Athis Mons, 30; Serafin Fernández, Souppes, 50; Sanañuza, Vitry, 20; Santamaría, Drancy, 15; García, Clamart, 30; E. Bagés, Stains, 10; Doménech, Montreuil, 30; C. R. Z. N., Paris, 30; R. Llop, Vitry, 30; Un Maño, Paris, 60 F.

Total: 745,00 francos.

PRO COMBATE SINDICALISTA

Pedragosa, Tarbes, 10; Riera, id, 10; Cuartiella, St-Astin, 50; R. Llop, Paris, 20; Antonio Jurado, Labruguière, 40; Salvador Ripoll, Villamblard, 50; Uno del 90, Lamotte Beuvron, 100; Serafin Fernández, Souppes, 100; Granados, Thiais, 10; Alestruey, id, 10; B. Peralta, id, 12; Castellvi, id, 20; T. M., id, 10 francos.

Total: 442,00 F.

Un libro sensacional:

«LA REVUELTA PERMANENTE»

escrito por Baltasar Porcel en colaboración con Juan Ferrer.

Edición de lujo de 300 páginas y 170 ilustraciones.

Precio: 50 francos.

Pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

C.C.P. n° 9 232 33 V Paris

« CARTA A UN OBRERO »

VI

En todos los aspectos de la vida social hallamos apreciaciones que, no por haber sido puestas al gusto del hombre de Estado que fue el autor del folleto que comentamos, dejan de respirar aliento nuestro. Veámoslo sino, pág. 12: «Siendo la base principal del país la agricultura, no debe permitirse haya una parcela de tierra sin labrar. Hay que convencer a los agricultores de la conveniencia de mancomunarse para explotar la tierra e industrializar la agricultura.»

¿No fue ésta acaso, la labor de los sindicatos confederales del campo? En pleno período de lucha lograron socializar la tierra; emparejar antiguas propiedades; quitar barreras; irrigar tierras; aumentar la producción; asentar bases de risueño porvenir y darle un tremendo zapatazo a la noción de utopía que siempre se nos había endosado como un sambenito de mal gusto... La realidad político-social de los gobernantes y de los totalitaristas fue la expulsión violenta y la tierra quemada de las comunidades aragonesas por los actuales aliados comunistas de A. Suárez.

Está claro que no podemos concordar completamente con las reflexiones del anciano socialista. Pero constatamos que sus últimos años de vida debieron ser muy dolorosos por cuanto, estudiando su actitud anterior al 19 de julio de 1936 y la posterior a 1939 debemos observar, con todos los respetos al hombre y al obrero, que en su espíritu anidaba el deseo ferviente de enderezar los entuertos pasados apuntando nuevas tácticas de gobierno hasta llegar a escribir, pág. 14: (Policía y Ejército) que «todos los elementos encargados de la vigilancia para la seguridad del Estado y especialmente la Policía deben ser reclutados con gran cuidado, a fin que su conducta y procedimientos en el cumplimiento de sus funciones sean correctísimas. Una policía estilo fascista, nazista o falangista, influye enormemente en el desprestigio de los regímenes políticos.» Y a continuación: «UNA DE LAS MEDIDAS URGENTES QUE DEBE ADOPARSE SINCERAMENTE, SI SE DESEA UNA REPUBLICA DEMOCRATICA, ES LA SUPRESION DEL EJERCITO PERMANENTE; CREAR UNA GUARDIA NACIONAL, DONDE TODOS SEAN SOLDADOS Y CIUDADANOS LIBRES CON OBLIGACION DE TRES MESES DE INSTRUCCION MILITAR.»

(...) «Se podrían escribir muchas páginas sobre la necesidad de un ejército permanente en España, pero basta decir que esa institución es el reverso de la democracia y de la libertad, como lo prueba el hecho bien frecuente de que las dictaduras se apoyan, siempre, en el ejército para dominar y sostenerse. (...) Con el ejército permanente no es posible la democracia. Toda la historia nos demuestra que es el enemigo natural de las libertades. (...) Si se deja subsistir el ejército permanente al restaurar la República, ésta será aniquilada como las anteriores o no permitirá la democratización de las instituciones.» Al final recuerda la declaración del general en Jefe de las fuerzas aliadas a unos periodistas en ocasión de un viaje a Moscú: «Lo mejor que pueden hacer las naciones cuando termine la guerra, es deshacerse de todos los soldados, yo el primero.» Esta noticia la dio solamente la radio de Londres en su emisión en castellano.

Puestos a reducir ejércitos, ¿no se-

rá mejor disolverlos todos? Ejemplos no faltan para comprobar que TODOS ellos han sido siempre nefastos para la vida de los pueblos. Un solo ejemplo debería bastar para entibar esta aserción.

Cuando Alemania se rindió a los aliados, lo primero que éstos hicieron fue privarla de ejército. En los lugares públicos podían leerse pequeñas pancartas que prohibían la entrada a «perros y oficiales». Unos años después los mismos aliados clamaron a coro que un tal Otto, ministro de Economía y Finanzas, había operado un grandioso milagro. Alemania renacía con tanta celeridad y tal riqueza que aquello no tenía otra explicación. Además, con ese milagro había renacido también la «civilidad» alemana, al deseo alemán de vivir en paz.

¡Pobres economistas, pobres milagreros, pobres demagogos sofistas que gobiernan nuestro pobre y maltratado mundo! Como siempre, también entonces quisieron darnos gato por liebre. Porque no hubo ministros milagreros. Hubo simplemente centenares de miles de brazos jóvenes que en lugar de encenagarse dentro de los cuarteles y vivir sometidos a disciplinas de taconazo y paso de la oca, vivían dentro de un ambiente de relativa paz creadora. Fabricaban máquinas revolucionarias; manejaban el palustre y la piqueta; construían viviendas, hospitales, Universidades y centros de investigación técnico-científica y, sobre todo, convertían los monstruos de acero sembradores de muerte en monstruos sembradores de vida. Surcadores de tierra; excavadoras; buscadoras de agua; taladoras de bosque quemado y plantadoras de forestas nuevas; todos, en fin, los elementos que el ingenio humano pudo fabricar fueron puestos al servicio del progreso social.

Menos de veinte años antes los alemanes habían invadido Europa a bordo de máquinas de guerra, transformados todos ellos en verdaderos transportes de violencia esquizofrénica... Luego volvieron a invadir Europa a bordo de máquinas pacíficas. Sus armas se llamaban: deseo de vivir y el carnet de cheques valorados por el trabajo provechoso, que es el primer factor de riqueza y de espíritu. Primero, aquella riqueza asombró. Luego se convirtió en espanto.

Entonces, en lugar de seguir aquel ejemplo eliminando todos los ejércitos y abrir así las puertas a la civilidad y al progreso pacífico, pensaron nuestros gobernantes que los alemanes eran bastante ricos para ofrecerse su propio ejército. De tal manera que, guardada toda proporción, le hicieron de nuevo uno de los más fuertes del mundo. Hubo manirroto para pensar que la «civilidad» adquirida daría al ejército re-creado una medida nueva hecha de sobriedad y de recato, de trato democrático en suma. Los instigadores de esa nueva fuerza mostraron su propia realidad. O bien eran unos malvados o unos incapaces de reflexionar y de constatar que nunca hubo en el mundo ni un solo ejército que no haya abusado de su fuerza.

En fin, de acuerdo: Entre dos males hay que escoger el menor. Pero, por poco que podamos erradiquemos los dos: el ejército clásico y el ejército moderno. Llámense como se quiera su presencia en cualquier nación surte el mismo efecto que las sanguijuelas en cuerpo humano. Lo deja exangüe.

Fernando FERRER

UN DOCUMENTO HISTORICO

CARTA INEDITA DE BARTOLOME VANZETTI a LILLY RAYMOND

PARIS. — El compañero Félix Alvarez Ferreras ha tenido la oportunidad, única, de poder traducir un testimonio excepcional: una carta manuscrita de Bartolomé Vanzetti a Lilly Raymond, que hoy publicamos.

Lilly Raymond, que mantuvo correspondencia con el luchador Ricardo Flores Magón, durante todo el tiempo que este revolucionario estuvo preso, hasta morir asesinado en una cárcel de EE. UU., envió personalmente esta carta a Alvarez Ferreras.

Literariamente, el texto de Vanzetti tiene un encanto evidente. Después de cuanto publicamos en el pasado año relativo a este trágico asunto, nos emociona aún el poder publicar hoy tal escrito, del militante anarquista inmolado, junto a su compañero Nicolás Sacco, el 22 de agosto de 1927, en el estado de Massachusetts (USA). El caso Sacco-Vanzetti es único de solidaridad internacional, y una historia sangrienta del Estado y del Capitalismo americano.

Esta es la carta, de Bartolomé Vanzetti a Lilly Raymond:

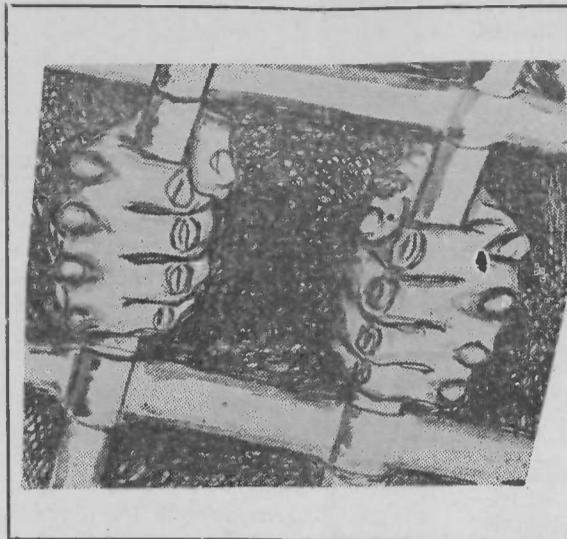
Estimada compañera Lilly:

Cristina me hizo recordarte. Tu carta del 18 de abril fue recibida con una de Rosa, la cual esperaba. Mi error de nombres fue debido al hecho que creí que Rosa eras tú y que tú eras Rosa. Me recuerdo haber recibido varias cartas tuyas tiempos atrás y creía francamente que Rosa eras tú, pensando que la escritora era Lilly. Recibi igualmente algunos libros de Lilly y pensé que era Rosa. Algunos de esos libros eran de lengua española y otros de lengua inglesa. Pensando que quien me los enviaba era Rosa, le escribí una carta con relación a estos volúmenes y te remití varios en español, por Flamarion, y el otro en inglés, por Goethe. Todavía no los he terminado de leer. ¿Recibiste ya alguno de los que te envié? Desde esa fecha te he escrito una (o dos) cartas de las que no he recibido respuesta y pienso que sea por razones desconocidas por mí el motivo que no las hayas recibido. Finalmente tu carta y Rosa me aclararon de mi error. Mi memoria para recordarme de los nombres es peor que jamás, y cuando se me presentan frente a mí las personas no llego a recordarme del nombre o nombres de él o ella. El sábado anterior a éste, cinco o seis hombres, organizadores del American F. of L. unidos con la Unión Central de Boston me llamaron con el defensor B. Ehrmann para dar sus nombres claramente. Pues bien, no me recordaba de ellos excepción hecha del de Salerno, quien es amigo mío.

Desde entonces tenemos este argumento: Durante el juicio de Dedham (?) he visto en la Corte y en la puerta de la prisión una o dos camaradas — muchachas de Nueva York. Se hallaban con Milio o Suzy o con Rosa Sacco — y no me fue posible conversar con ellas. Milio u otra persona me dio sus nombres — que olvidé rápidamente después de haberlos oído. Me mostró a dos de ellas — trabajadoras con una salud perfecta y de origen ruso. Cuando me llegó tu carta pensé que eras una de ellas pero me dices que nunca estuviste aquí. Mas creo que tú o Rosa las conocéis. Deseo que les pases

mis afectos. Ahora tenemos algunas esperanzas: tú confías y ellas igualmente — somos algo más felices. De hecho nunca tuvimos confianza en la Corte y en los jueces. Teóricamente nunca fuimos capaces de creerlo pues por experiencia sabíamos que los tribunales y jueces no eran cosa grata. Teníamos solamente esperanzas y las ponemos totalmente en los camaradas y en el pueblo para forzar al Estado a que nos devuelva la libertad. Nuestra causa es grave, la solidaridad muy amplia y extendida, las acusaciones muy falsas y miserables y los acusados muy débiles y desafortunados, nuestra razón fuerte y evidente: el pueblo tiene esperanzas que ganemos. Esto desde un juicio al otro, desde el primero hasta el último, siete recursos. La gente honrada cree en nuestra victoria y ella sin embargo siempre pierde. Ahora nos hallamos en manos y disposición del Gobernador, un bicho malo, créeme. Mas la evidencia en nuestro favor es muy grande, la protesta es universal, el pueblo espera todavía en nuestra victoria. Nuestra causa prueba una cosa positiva y es que un grupo de hombres investidos de la fuerza del poder por la estupidez de la gente y llamándose servidores públicos se desprecupan totalmente del pueblo y no hacen caso de las reclamaciones de éste.

Pues bien, sé que ponéis todos vuestros afanes y hacéis todos los esfuerzos por nuestra liberación. Creo que fue Victor Hugo quien dijo: «Confío que sea la última bondad en la vida si no existiera la desesperanza.» Entiendo que esto se halla a veces detrás de la desespera-



« Los jueces nos han unido contra su régimen... »

ción. Y he aprendido que el hombre no puede vivir sin esperanza. Me preguntas, ¿Para qué sirve el hombre cuando ha muerto la esperanza? Y contesto: El hombre ha muerto — creo — físicamente.

¡Oh! en cuanto a Madison Square Garden... «El Corriere of American», y el «Diario de Nueva York», fascista, redactado por Barzini — señalaba que asistieron 300 a 400 personas a la manifestación y que el orador imputado de fascista fue violento y radical en sus palabras. El diario «Boston Herald» dijo que asistieron 10.000 y el «Daily Worker» manifestó que unos 20.000. Creo que el Herald fue el más exacto de los tres. Barzini se venga y escribe esto para hacer creer que no hubo apenas nadie en la manifestación. Al día después de su información, «El Corriere» publicó una carta de un capitán italiano, pidiendo que actitud el radical hubiera asumido si Sacco y Vanzetti fueran fascistas. Quiero contestar que no hubiéramos sido inculcados si en lugar de ser anarquistas hubiéramos sido fascistas o cualquier otra cosa.

Barzini nos ha ayudado (por una senda) enviándonos este diario gratuitamente en sus comienzos. ¿Cómo no! ha ayudado más (conjuntamente con los consejos italianos a ciertos criminales fascistas, consiguiendo su libertad mientras que hería a antifascistas culpados de crimen y y finalmente puestos en libertad —

pero su mujer perdió la razón y peligra su vida. Algún día la horca no prevalecerá, estoy seguro de lo que manifiesto. Bien lo sabes que cuando hablo no soy ningún adulator de mi persona o de mi ego. Creo que la propiedad privada o tal experiencia, costumbres y capacidades, todo junto puede hacer un hermoso volumen — por ahora lo guardo todo en mi cerebro en estado fluido y de pensamiento.

Volviendo ahora al mitin que dije ser en el Madison Square Garden, pienso que esa manifestación en favor de nuestra causa podría realizarse en alguna plaza pública de Nueva York y que tú pudieras informarme. Como comprenderás esto tiene mucha importancia para nuestra causa — por la que me siento feliz, orgulloso y con la que me encuentro bien a su lado. Los jueces nos han unido contra su régimen — nuestra figura se proyecta altamente y mucho más que la de estos u otros persecutores de la Historia. Nuestro juicio ha galvanizado a nuestros compañeros quienes han dado pruebas maravillosas para librar batalla por una humanidad mejor.

Recibe mis mejores afectos y pásaselos igualmente a Nick como a todos los demás.

BARTOLOME VANZETTI

POESIA

« NO ACEPTAREIS JAMAS SER GOBERNADOS... »

Detestar esa plebe peligrosa
Que ofreciendo el paraíso terrenal
Os tienen sumidos a una vida
De miseria y privaciones sin igual.

No escuchéis a esa plebe de mandones
Si se llaman militares o patronos
Ni al que luce colgado un crucifijo
Ni al político de malas intenciones.

Mostrar incertidud y desconfianza
De la infame sociedad parasitaria
Su objetivo primordial es para ellos
Exploitar a la clase proletaria.

No olvidéis hermanos explotados
Que mandar es vivir sin trabajar
Aunque sea burlando a los obreros
Y un sin fin de traiciones cobijar.

Saber que vuestros grandes enemigos
Son los curas militares y patronos
Los cínicos jefecillos de Partidos
Y banqueros que os roban los millones.

No aceptaréis jamás ser gobernados
Ni fiaréis jamás de dirigentes
Si deseos tenéis de liberaros
Combatid sin piedad tan mala gente.

Forjad con vuestro esfuerzo productivo
Un mañana de Progreso y Libertad
Sin zánganos parásitos ni tiranos
Ni farsantes prometiendo lealtad.

Como Patria tomad el mundo entero
Justicia reemplazar por equidad
Rencores y avaricias por amor
Llamad a la familia Humanidad.

S. URREA

FECHA IMPORTANTE

JORNADA del LIBRO LIBERTARIO

Domingo 18 de Junio en el Centro Confederal a partir de las 14,30 de la tarde, con la participación de Baltasar Porcel, Fernando Ferrer, y Xavier Ribalta.

Más detalles a partir del próximo número.

«LA MUJER EN LA LUCHA SOCIAL Y EN LA GUERRA CIVIL DE ESPAÑA»

por Lola Iturbe

Obra recomendable por su valor histórico y libertario. Los compañeros pueden pedirlo al Servicio de Librería, 33, rue des Vignoles, París. Precio: 20 F.

CONTRA LA REPRESION EN ESPAÑA Y EN EL MUNDO

Viernes 16 de Junio 1978, a partir de las 18 h. hasta las 24 h. en el Hipódromo de París (Porte de Pantin) con la participación de oradores y artistas españoles y franceses. Organiza la FA y la CNTE. Más detalles en el próximo número.

EL COMBATE SINDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-88.

LA NUEVA FAUNA :
POLITICOS, "SINDICALISTAS"
PARLAMENTO Y EL
ENCHUFE



NUEVA BURGUESIA : LOS MISMOS VERDUGOS, CON DISTINTOS COLLARES

MADRID. — El proceso de acumulación de capital iniciado con la muerte del Dictador ha creado las bases económicas para la floración salvaje de una nueva clase social que hereda los peores vicios morales de la menestralía militar franquista, la vocación paramilitar de poder de las burocracias más siniestras y el servilismo criminal propio del Estado Parlamentario.

Esta «nueva burguesía» se divide, así mismo, en dos frentes con intereses comunes: los cuadros empresariales, militares, religiosos, heredados de la burocracia franquista, y los nuevos lobos sedientos de poder la nueva burocracia («sindical» y política.

Estos sustratos sociales tienen una vocación policial común: el sometimiento de los ciudadanos a través de las maquinarias políticas más expeditivas de normalización-terrorización («sindicatos», Parlamento, etc.) de los trabajadores.

EXPLOTACION DEL SOMETIMIENTO

Los rasgos socio-económicos más elocuentes de esta marabunta social son los siguientes:

1) Poder económico-financiero derivado de su condición de profesionales de la política y el aparato administrativo (que toma diversos rostros: profesionales del «sindicato», el Partido, la maquinaria burocrática, los órganos de expresión-terrorización, los diversos escalafones del aparato político-financiero de sometimiento). La mercancía política se ha industrializado mercantilmente y los nuevos profesionales tienen un «ranking» salarial estimable (los señores Camacho, Redondo, y sus cuadros «sindicales» de políticos que viven del cuento cobran varios sueldos, en la mejor tradición del trinque: del partido, del sindicato, del Parlamento...).

2) Poder de influencia derivado, directamente, de la terrorización de los ciudadanos: el poder militar basa el sometimiento de los ciudadanos en la aplicación de la ley de la sangre: obedecer o morir: las pistolas y el crimen mandan. El poder burocrático es más sofisticado, pero no menos criminal: se mata a los ciudadanos en piquetes de ejecución

administrativa. El poder burocrático no mata a los ciudadanos ajusticiándolos en las tapias de un manicomio o un cementerio: la lógica del Capital exige que los trabajadores sometidos al imperativo de la producción, no se desea exterminarlos; se desea que trabajen más, produzcan «mejor»: cambiar las normas de trabajo, para que el Capital continúe creciendo a través de la explotación de la mano de obra.

La «nueva burguesía» es, pues, más influyente que la casta militar: el Capital, y su brazo armado, la Patronal, no tiene nada que hablar con la soldadesca; hoy se controla a los trabajadores a través del «sindicato»: aborregando a los ciudadanos, sólo se mata su conciencia, y su carne, subastada en el horario laboral, es más útil al Capital, que racionaliza el trabajo, sistematiza el sometimiento, con la eficaz ayuda del «sindicato» (CC OO, UGT).

CONSOLIDAR A LOS LACAYOS

3) Disfraz «democrático», que sirve de máscara para tapar el ascenso, control, normalización e instalación de la nueva policía en los resortes esenciales del control-sometimiento de los ciudadanos.

Bajo la máscara «democrática», los señores Camacho y Redondo, y sus cuadros de dirigentes-técnicos, se instalan en el poder, al frente de sus respectivas organizaciones (CC OO y UGT) con la misma impunidad jerárquica del sindicalismo nazi: jerarquías paramilitares, con estamentos igualmente jerárquicos, ri-

tualizados de poder y control, con las mismas ventajas del sindicalismo facha y el corporativismo militar: profesionalización de los cargos (bien remunerados económicamente como es propio de toda burocracia que se instala en el poder), acceso corporativista a beneficios derivados de su incrustación en los aparatos de control (economatos militares, viviendas subvencionadas para funcionarios paramilitares, etc.), beneficio y acumulación de capital social derivado de la publicidad gratuita con que el Capital gratifica a sus lacayos: acceso a los medios de comunicación, propaganda indirecta (la más eficaz y mejor pagada) en periódicos, radio y televisión, que ellos utilizan para mejorar su situación social, consolidar sus cargos, obtener los beneficios propios de tal ascenso social.

4) Instalación social, consolidada, en las mascaradas y el teatro bufo del Nuevo Estado: el señor Felipe González sale en las mismas portadas y las mismas revistas que las nietas de Franco, en las mismas fiestas de la sociedad que ha creado nuevas bases financieras para el crecimiento salvaje del Capital. Los fantasmones de la «nueva burguesía» vienen a lavar el rostro, maquillar la fisonomía de los mismos festejos de celebración del orden de cosas reinantes: fiestas sociales, ritualismo gastronómico, indumentaria, valor social de la vida nocturna, etc.

ANIQUILACION DEL MOVIMIENTO OBRERO

Tales rasgos, esenciales, para una descripción puramente sociológica, de la nueva clase social, en periodo de gestación, alumbramiento e instalación paramilitar en los resortes del control político de sometimiento de los ciudadanos poseen un rasgo esencial de identificación: son los nuevos tecnócratas que inician el proceso de normalización-terroriza-

ción definitiva de los trabajadores y los ciudadanos. La tropa militar franquista instaló un sistema de acumulación basado en la aplicación «manu militari» de los caprichos financieros y militares del Dictador y su cohorte pretoriana de lacayos. La tropa paramilitar, profesionalizada, de la nueva casta política, ya férreamente instalada en una situación económica de privilegio y multiplicación, acumulación de capital, basa su poder, hunde sus raíces, en la utilización de los trabajadores y explotados como capital social que utilizan especulativamente.

Tales procesos de especulación tienen dos rostros:

— **financiero**: creación de una clase social cuya riqueza patrimonial se basa, directamente, en la terrorización de los trabajadores: es necesario que los trabajadores no piensen por sí solos para que los profesionales obtengan beneficios y acumulen capital. Los trabajadores son el capital social básico que es necesario explotar especulativamente.

— **social**: se trata, directamente, de la aniquilación, directa, la exterminación de la contestación obrera...

El ejemplo del «sindicato» comunista es ejemplar en este sentido: en las empresas instalan unos excelentes pasquines, a todo color (modelo publicitario), explicando las ventajas-prebendas que obtendrán los trabajadores, simplemente, con dejar que los técnicos de la casa comercial resuelvan sus problemas. De este modo, cualquier sentimiento básico de solidaridad, respeto, diálogo directo entre trabajadores, quedará asfixiado: no se pide solidaridad, se pide dimisión de todo proceso moral y diálogo, acción directa, para que los técnicos «ayuden» a los trabajadores: los técnicos cobrarán su sueldo, y los trabajadores habrán vendido la única propiedad que el capital todavía no había subastado en el horario laboral: la consciencia.

COMUNICADOS

F. L. DE THIAIS

Celebrará asamblea el domingo 11 de junio, en el local y hora acostumbrados.

SEMANA LIBERTARIA EN LISBOA

LISBOA. — Del 2 al 8 de julio se celebrará en Lisboa la «Semana de Presencia Libertaria» que incluirá mítines, conferencias, proyecciones de cine, sesiones de literatura fantástica, debates sobre el terrorismo estatal.

El programa previo es el siguiente: — Domingo, 2: «Pic-nic», encuentro de camaradería. Fiesta.

— Lunes, 3: Conferencias sobre temas anarquistas. Historia y actualidad.

— Martes, 4: Debates sobre delincuencia, terrorismo.

— Miércoles, 5: Proyecciones de cine.

Jueves, 6: Debates sobre anarcosindicalismo.

— Viernes, 7: Sesión final.

— Sábado, 8: Festival, feria del libro, tómbolas, teatro, exposiciones, festival musical, discusiones libres.

La Semana se celebrará en la Alameda de Lisboa. La Coordinadora de la Semana de Presencia Libertaria está compuesta por «Voz Anarquista» (Cándido Reis, 121, 1.ª derecha, Cacilhas, Portugal), «Centro Libertario» (Manuel N. N. Almedida, 32, Montijo, Portugal), y «A Batalha», (Av. Alvares Cabral, 27, Lisboa, Portugal).

La Coordinadora recibe correspondencia, asimismo en el apartado de correos número 5085 de Lisboa. Y espera sugerencias, ayuda (económica, personal, camaradería...), y la presencia activa de compañeros y amigos.

TOMBOLA DEL 1.º DE MAYO EN MONTPELLIER

Aún quedan por recoger tres lotes que no fueron reclamados en el acto, que son:

Una cafetera Expreso premiada con el nº 50, letra I.

Un cuadro, magnífica pintura, premiada con el nº 39 letra P.

Un reloj artístico mural, premiado con el nº 72 letra G.

Presentando el billete con el número indicado, invitamos a los agraciados a que pasen a recoger o pedir los premios por correo a José Fortea, Las Rebes, Bt. B, esc. A, Ave. Louis Ravas, 34100 Montpellier.

ADMINISTRATIVAS

—Germinal García, Puerto Ordaz, (Venezuela). Recibidos a su debido tiempo tus dos cheques. El último de 190,00 frs. pago «C. S.» año 78.

—Agustín Gómez, USA. Recibido cheque pago factura Librería. En camino el otro envío.

—M. B. R., Sanlúcar, Cádiz. No disponemos de las obras del escritor indicado.

—Cegarra, Corbas. Recibido cheque pago 2 envíos Tómbola.

—Manolo Fernández, St-Jean de Luz. De «La Revuelta Permanente», de Baltasar Porcel, que te llevastes, hay 15 F. a tu favor de los cuales puedes disponer.

—Lucio Arroyo, Osseja. Recibida la tuya. El folleto que solicitas, «El Comunismo Libertario», está completamente agotado. Como va a editarse de nuevo, lo anunciaremos en su momento. También agotado el de Petro Gori.

Nota para los envíos al Extranjero: Son muchos los compañeros y correspondientes del extranjero, que no contribuyen al gasto del tiraje y gastos de envío. Dado que los gastos aumentan sin cesar, sería muy necesario, si se desea que este esfuerzo sea continuado, aportar ayuda económica por infima que parezca.

En cuanto a Librería rogamos igualmente se trate, a la mayor brevedad, liquidar las deudas.

COMPROMISO HISTORICO DE MARXISTAS, FALANGISTAS, CURAS Y MILITARES

Un objetivo, abatir a los trabajadores revolucionarios

HYERES. — Los retoques efectuados a fines de febrero en el gabinete del promotor del pacto tripartita «Carrillo, Felipe González y Adolfo Suárez», falangista y peón de confianza del capitalismo internacional o sea lo que pasará a la posteridad por el Pacto de la Moncloa o bien el compromiso histórico de los marxistas con los falangistas rebautizados en la etapa post franquista con el marchamo de centristas, todo ello después de las elecciones de junio de 1977.

Hasta ahora toda la martingala política elaborada de consuno por los actores ya mencionados, que consiste en mantener al pueblo español engañado con la vana ilusión de que los cuarenta años de terror, de ignominia y de entrega del suelo español (bases militares americanas en Torrejón, Rota, Zaragoza y entrega de la economía al capitalismo internacional), que todo ello sería rectificado y corregido a las pocas horas de que los españoles depositasen la papeleta en las urnas. Las elecciones no han resuelto nada. La fachada y los cimientos fascistas siguen en pie. Ni Juan Carlos, ni Adolfo Suárez disponen del menor margen de decisión. El pueblo español sigue siendo esclavo como en tiempos de Franco. El instaurador de la tortura, el ex director general de Seguridad, Arias Navarro, así como el ex-ministro del Interior Fraga Iribarne responsable de la muerte del joven libertario Oriol Solé Sugranyes asesinado por la Guardia Civil con balas dum-dum y como Arias Navarro responsable de la muerte de Salvador Puig Antich condenado al garrote vil cuando Arias Navarro era jefe de gobierno. Agregando el fusilamiento de Juan Paredes Manot, joven vasco fusilado en la capital catalana. Estos criminales gozan de impunidad.

Es la hora de exigir las debidas responsabilidades a cuarenta años de terror y a cuantos se han enriquecido a costas de la tragedia de nuestro pueblo.

Pero son las cancelerías extranjeras quienes tienen la vara de mando. Es el eje Bonn-París conjuntamente con Washington, quienes apadrinaron la entronización del monarca quienes señalan los pasos y las etapas y con el beneplácito de los rusos que respetan las zonas de influencia norteamericana a cambio de que sean respetadas las zonas de influencia rusa. Es bien notorio que la Europa occidental es zona de influencia americana como la Europa Oriental zona de influencia rusa.

El Pacto de la Moncloa queda hecho trizas ante un paro forzoso in crescendo, una inflación que monta en espiral. Las inversiones industriales se efectúan a un ritmo lento que no alcanza a reducir el número de parados. Al parecer, los capitalistas extranjeros a pesar de estar amparados por la política antiobrerista de los moncloístas sienten cierto temor puesto que nadie puede vaticinar lo que puede ocurrir cuando el pueblo español diga basta. Las autonomías regionales lanzadas a voley para asentar una serie de Virreyes o Altos Comisarios como si se tratase de colonias del Estado Central no resuelve nada. Tenemos, por ejemplo, en Cataluña, a pesar de que el Consejo nombrado por Juan Carlos haya recuperado el patio de los Naranjos, no es Tarradellas ni los tartufos que componen el Consejo quienes mandan, pues son los militares españoles quienes, como fuerzas de ocupación detentan el poder; y la prueba de ello es que la pieza teatral «La Torna», ha culminado

en varias penas de cárcel, pues Cataluña está todavía bajo la jurisdicción militar como en la época de Alfonso XIII.

La alianza de falangistas, comunistas y socialistas, todos ellos servidores del capitalismo internacional, tiene como objetivo esencial el de abatir a los trabajadores revolucionarios que como a lo largo del siglo XX los representa la gloriosa Confederación Nacional del Trabajo; el Pacto de la Moncloa y las elecciones sindicales que la C.N.T. rechaza pone en grave aprieto a los autores de la Alianza contrarrevolucionaria.

Socialistas y comunistas, como en toda Europa se ofrecen al capitalismo como factores valables de alternancia en el Poder, cuando los partidos tradicionales de la burguesía se ven impotentes para detener el impetu de la clase trabajadora. Es decir, que se repite la clásica rotación política que ha caracterizado el decurso de la España negra o sea la alternancia en el poder de Constitucionalistas y Absolutistas o bien de conservadores y liberales, oficiando todos ellos de defensores de los intereses del capitalismo indígena e internacional, detentador ayer como hoy de las riquezas de nuestro suelo. El engranaje de rotación que señalamos se quebró a raíz del golpe de Estado del 13 de septiembre de 1923 en la capital catalana. Pronun-

ciamiento militar capitaneado por el general Primo de Rivera con dos objetivos bien concretos: abatir el impetu combativo del proletariado español en cuya vanguardia se hallaban la Confederación Nacional del Trabajo y los anarquistas. También tenía por objetivo el de salvar las responsabilidades de la monarquía en el matadero africano donde la sangre de la juventud española servía para aupar los negocios del monarca y de sus cortesanos, que coincide históricamente con los cuarenta años de terror y la cosa es más abominable, puesto que ha sido en la misma España que se ha hecho derramar la sangre de los jóvenes españoles mientras los salteadores de la riqueza española lo hacen a expensas de la tragedia de nuestro país.

Lo de Matesa, en realidad fue una evasión de capitales en la que estaban complicados los ministros de la época, el propio Franco y sus familiares; fue una gran estafa alimentada con el dinero del banco de España o sea del Tesoro nacional.

Los escándalos son múltiples. El franquismo ha sido una merienda de negros. Los falangistas y los opusdeístas han realizado colosales beneficios con las ventas de terrenos de la Costa del Sol y de la Costa Brava. En todos los numerosos escándalos se hallan siempre presentes los familiares de Franco. Según una revista norteamericana bien informada la fortuna del tirano del Pardo se hallaba a nombre de su esposa Carmen Irene de Polo y según la misma revista su fortuna era con-

MONCADA, UN SINTOMA DE LA NUEVA BUROCRACIA

PARIS. — Los compañeros de la Federación Local de Montcada-La Llagosta nos envían un informe de sus trabajos y proyectos. Con dos sindicatos, Metal y el Madera y Corcho, los militantes se enfrentan a dos tipos de problemas, básicamente: el sindicalismo amarillo (en sus diversas tendencias empresariales, políticas y reformistas) y las dificultades económicas derivadas del pacto social sellado entre la Patronal, el P.C.E. y el P.S.O.E.

«No hay partido, nos comentan los compañeros, que no tenga un sindicato y así crece la verdadera desunión de los trabajadores.» «Muy a pesar de los sindicatos amarillos, como CC, OO. y UGT, continúan, CNT continúa luchando por la instauración de un verdadero sindicalismo revolucionario.»

Recogemos, a título de sintoma, tales reflexiones de los compañeros de Montcada. Como en el resto de la Península ibérica, como en todas las federaciones locales y provinciales de la C.N.T., los sindicalistas revolucionarios y anarcosindicalistas tienen hoy un enemigo doble, un enemigo con dos caras: la más brutal e inmediata del poder militar franquista, que, con sus mismos cuadros y cárceles, continúa ejerciendo su poder omnípodo, y, a continuación, el de la «nueva burguesía» a la conquista paramilitar del poder: los profesionales de la política, bien pagados y bien instalados

en el aparato burocrático y parlamentario, que, con buenos sueldos y el auxilio de la burocracia franquista, se están instalando en los pasillos del poder, ejerciendo de carceleros del capital contra los trabajadores.

A todos los compañeros de la C.N.T. de Montcada Reizach en el exilio:

Compañeros, otra vez la C.N.T. está en marcha en nuestro pueblo.

Hoy los compañeros que están al frente de ella, jóvenes y menos jóvenes hacen todo lo que les es posible para sacarla adelante. Para ello ponen toda su voluntad y toda su inteligencia. Ante el esfuerzo que están realizando allí nuestros compañeros, nosotros no podemos dejarlos solos. Es pues, un deber nuestro, de todos nosotros de contribuir con nuestra ayuda moral y económica hacia nuestros compañeros y con ellos a la C.N.T.

Si todos los compañeros que aún quedamos en el exilio hacemos un esfuerzo, nuestro sindicato pronto volverá a ser lo que siempre fue en Montcada y con él nuestra bien amada C.N.T.

Compañeros, una vez más tenemos que demostrar lo que siempre hemos sido, hombres de la C.N.T.

Para toda correspondencia y relación, dirigirse al compañero Eusebio Martínez, 3, rue d'Orléans, 91200 Athis Mons.



EN GRAN PRIMICIA, LES OFRECEMOS UNA INSTANTANEA DE LOS PEONES DEL CAPITAL GANANDOSE SU SUELDO.

Socialistas y comunistas, auxiliares del capitalismo.
El derecho a huelga encubre la explotación desenfrenada.
Robos y crímenes contra el pueblo.

pudo ir navegando con rumbo más o menos incierto, pero el desastre colonial lleva aparejado el hundimiento de este tinglado que manejaba una minoría sin escrúpulos y sin entrañas. A fines del siglo XIX los militares se quedan sin la presa codiciada. Han de regresar a la Península con los entorchados anegados de sangre y con la afrenta de unos entes inservibles en su propio terreno de las armas. Desde este instante surge el drama español. Miles de paniaguados de un rey sifilítico vienen a devorar a los naturales del país puesto que se les había acabado la posibilidad de seguir esquilmando a los pobladores de las colonias que maldecían a la España representada por los ladrones y asesinos de fajín y bocamangas. El Erario necesitaba un desahogo inmediato. El acta de Algeciras permite avasallar el perímetro de Marruecos. Las minas del Rif codiciadas por el conde de Romanones se convierten

en una ventosa que aspiraba la sangre y el dinero del pueblo español. El ejército y la Iglesia, aliados del despotismo y de las finanzas, convierten a España en campo de batalla. La España negra es abatida en Julio de 1936 en un sobresalto herico del pueblo español de la ciudad y del campo. Las heroicas jornadas de Julio de 1936, vividas en la capital catalana, y en cuya vanguardia se hallaban los hombres de la Federación Anarquista Ibérica y de la Confederación Nacional del Trabajo, sentaron las posibilidades de triunfo en el resto del país. Se abrió un paréntesis que todavía no se ha cerrado, en la eterna lucha entre la libertad y la tiranía, entre el progreso y el oscurantismo. Pero según ha manifestado Santiago Carrillo hay que olvidar Julio para permitir que se abra paso el compromiso moncloista.

¿Cómo es posible olvidar la sangre derramada? Es posible olvidar que el cardenal Gomá, primado de la Iglesia Católica, bendijo las legiones italo-nazis. ¿Es que no hay que indagar de la manera que se ha hecho la entrega del Sahara Occidental al rey Hassan II de Marruecos? Por las declaraciones de un teniente general ante una comisión parlamentaria se ha sabido que fue una venta en la que participaron Juan Carlos, Arias Navarro, como jefe de gobierno y un familiar de Franco. El teniente general en cuestión es un ex-gobernador de Sahara. Todo ese dossier comprende los crímenes y los robos de una España que hay que abatir si queremos que el pueblo español pueda vivir dignamente y libremente.

CONCLUSION

El pacto de la Moncloa es una provocación, urdida contra la CNT por el equipo falango-marxista como lo fueron los comités paritarios en la República de 1931. Tienen el mismo espíritu. Sabían que la CNT no admitiría el pacto de la Moncloa ni las elecciones sindicales. Pero había que buscar un pretexto para perseguir a los hombres de la CNT tal como ha acaecido siempre en esta España que rezuma sangre.

El equipo remozado de febrero es impuesto por los capitalistas que exigen que el Estado siga subvencionando las grandes empresas que se hallan bajo el impacto de la grave crisis que afecta al capitalismo internacional. Es, pues el equipo de febrero para entregar el tesoro español a la minoría que dispone de la riqueza del país. Tendrán todos los créditos que quieran. Pero los salarios serán bloqueados. A resultados de cuanto denunciamos las cárceles se llenan de cenetistas y anarquistas.

Si en mayo de 1937 nos batimos contra los stalinistas, seguiremos luchando contra el fascismo con careta democrática y contra los neostalinistas y social-demócratas que hoy son los aliados del capitalismo internacional tal como fungieron en los años treinta apuñalando a la revolución española y dando así el triunfo a Franco. Entonces queda explicado el porqué los stalinistas están aliados al fascista Suárez puesto que sin el apuñalamiento de la revolución española de 1936 no existiría el fascismo en España y de consiguiente la fisonomía del Continente europeo sería totalmente distinta de la que contemplamos.

J. FERRER

Jaime BALIUS

cial de España dio vida a una taifa de aventureros, de mercenarios, de políticos profesionales, y de traficantes de carne barata.

Mientras los profesionales del sable y los caballeros de industria tuvieron un mercado abundante en las posesiones de ultramar, para robar y saquear. La España oscurantista

ceptuada como la segunda del mundo después de la fortuna del Aga Khan.

Toda esta porquería la avalan socialistas y comunistas al prestarse a apadrinar el traspaso de los cuarenta años de terror y de ignominia.

A la etapa bautizada como democrática que culmina en la hora presente con el trato infame que se da a los presos en las cárceles con la reaparición de las bestiales torturas coincidiendo con el asesinato del joven libertario Agustín Rueda, muerto a resultas de las horribles torturas a que fue sometido en la cárcel madrileña de Carabanchel. Son pues los crímenes que siguen estando a la orden del día que mientras no sean sancionados conjuntamente con los crímenes de la etapa precedente. Mientras no se haga justicia no dejaremos los anarquistas en reclamarla.

El Pacto de la Moncloa es la síntesis de cuanto denunciamos como también va a serlo la Constitución que está elaborando una comisión parlamentaria con la participación de los marxistas. La Constitución que se proyecta someter a referéndum al parecer reconoce el derecho de huelga, pero a renglón seguido reconoce el derecho de la burguesía a licenciar a los trabajadores. En España anda sobrado el reconocimiento oficial del derecho de huelga pues es el único país en el mundo donde se hacen las huelgas sin la autorización del Estado. En pleno terror se han efectuado huelgas y se ha celebrado la jornada del Primero de Mayo realizándola con un espíritu de combatividad que está ausente de la mayoría de los países. Entonces hemos de considerar que si se hace la mención del derecho de huelga es para encubrir la explotación desenfrenada de la clase trabajadora dando carta blanca a los capitalistas indígenas e internacionales a licenciar a rajatabla a los trabajadores.

Queremos recordar que Felipe González, secretario del Partido Socialista Obrero Español se atrevió a decir que la Confederación Nacional del Trabajo estaba divorciada de la clase trabajadora. Pero ahora se puede afirmar todo lo contrario y se puede constatar evidentemente que quienes están divorciados de los trabajadores españoles son los socialistas y comunistas aliados de quienes han empapado de sangre el suelo español y de quienes abrieron las puertas de nuestra tierra a las hordas italo-nazis y de quienes han puesto la riqueza de nuestro país a la subasta pública.

No se puede hablar de la España negra orillando que el poderío colo-

SOL Y SOMBRAS

PUJOL, DOCTOR SONRIENTE

PARIS. — Lo conocimos en Argelés del Mar en la barraca de Sanidad. El compañerismo, y a poder ser, un puro en la boca, lo mantenían en perenne sonrisa.

Clandestinamente curaba a la compañera de V. Mas en su propia barraca. A mi me daba recetas para obtener remedios de SIA, alojada en Perpignan, que llegarían o no, para atender a enfermos cenetistas del Campo.

En aquel maldito Argelés tuve ocasión de calibrar el tesoro de bondad y abnegación resumido en la persona de José Pujol.

En el infame Campo de Gurs las pasé mal, y en Carcasona no mucho mejor. Padece hambre, al extremo de enfermar de los pulmones. Sin embargo, ante una cura o una ocupación cenetista, aparecía invariablemente sonriente. En Bram estuvo con nosotros para levantar una C.N.T. que en 1943 no se advertía en parte alguna. En Carcasona a veces ejercía de ayudante del famoso operador Antonio Triás, que así le daba opción a ganar algún dinero.

Percatado de su situación malísima, el alemán Otto se lo llevó a Sanidad de su cuartel de refugiados de La Bastida, Burdeos. Ambos eran conocidos de una División republicana de nombradía confederal.

Ocurrida la Liberación, en francés se habló mal de Pujol por gente que nada sabía. En cambio, los españoles de la Niel y otros lo estimaban por sus abnegados servicios.

Parte de la creación de la C.N.T. de aquel tiempo se fraguó en Sanidad de la Niel, con Carreño en bandera, el que luego fue secretario mayor de nuestro organismo. Allí acudimos los del Sub Comité de Zona Ocupada, y de la extraña casa salían documentaciones falsas para compañeros comprometidos, merced a los buenos oficios de otro maldito: Salvio Agyuaviva. Incluso obtuvimos, en ese cuartel, complicidades con la guardia de la puerta.

Comprendida la conducta de nuestro médico, Pujol fue amarrado por la autoridad nazi y conducido, acci-

dentadamente, hacia los hornos crematorios de Alemania. Por fortuna, en Metz los «schuppo» sufrieron una desbandada y nuestro compañero consiguió ocultarse en unos sótanos, donde permaneció tres días con sus noches. Terminado el ruido de los combates, José asomó la nariz a la calle, y, como esa aparecía desierta, empezó a desandar camino recogiendo, en el mismo, innumerables cigarrillos puros que los del ejército americano habían arrojado a medio quemar por los suelos.

Pujol se reintegró a Burdeos con gran alegría de los compañeros. Participó en las tareas reorganizadoras y empezó a curar enfermos sin atreverse a cobrarles minuta. Las pasé difíciles, pese a la intervención nuestra. Trasladado a Toulouse allí visitó en su casa bajo la cuota (en casos simbólica) de 60 francos. Ocultó en su lar a Facérias, fue rechazado por los faistas (o desfaistas) de entonces, se afirmó más anarquista que nunca, y ante el daño que le preparaba un jefe de policía de línea con el cual disputó en Montpellier en defensa de Face, optó, con gran sentimiento, por tomar pasaje para el Brasil, donde le aguardaban otras desazones: la enfermedad pulmonar complicada con la revalidación, en idioma portugués, de la carrera. G. Gracia me escribió entonces que Pujol significaba en aquel país un crédito insuperable para la anarquía, y así debía ser por cuanto los médicos de Porto Alegre lo colmaron de atenciones vista la moral de nuestro amigo.

En concreto, Pujol actuó firmemente en la comarca del Vallés Oriental, en la guerra, en el exilio, y en la resistencia juvenil anarquista de Barcelona, pagándolo con la muerte prematura. Medio año antes de fenecer vino a París para ver a sus íntimos, a los compañeros de su profunda estima.

Jamás olvidaremos a este entrañable compañero. Seguro.

PRIMERO DE MAYO HISTORICO

LOS «SINDICATOS» VENDEN TRABAJADORES A LA PATRONAL

PARIS. — El Primero de Mayo de 1978 ha marcado en la lucha social del Capital contra los Trabajadores una fecha histórica: la de la entrega, por parte del «sindicalismo» stalinista, reformista y validanista (CC OO, UGT, USO), de la clase trabajadora a la patronal, atada de pies y manos.

Por vez primera en la historia de la guerra social entre el Capital y los Trabajadores, en la Península, unos «sindicatos» cuya misión básica es atar a los trabajadores al yugo administrativo, a la cárcel parlamentaria, han «sacado» a la calle a los Trabajadores para demostrar al Capital y la Patronal hasta qué punto controlan y ejercen el sometimiento de la clase trabajadora.

De este modo, el recuerdo de los mártires de Chicago, y de una fecha histórica en la vida y el pasado de luchas obreras, se transforma en una fiesta de ofrenda al Capital, de consagración del orden de cosas establecido (la farsa del «proceso democrático...»), a través de la cual la

policía de la patronal y la policía «sindical» colaboran para que los trabajadores claudiquen en su lucha contra el Capital y se conviertan en borregos que, en lugar de tirarse a la calle en busca de solidaridad, se paseen por las calles cantando canciones religiosas tan del agrado de los carceleros y verdugos.

No en vano, los gobernadores civiles de Barcelona y Madrid, por citar sólo las capitales más importantes, se apresuraron a facilitar a los organizadores de tales festejos de consagración del Estado y la Nueva Dictadura (CC OO y UGT)

Entre otros testimonios (algunos ya publicados) de estas operaciones de boicot de la guerra social desencadenada por el Capital contra los Trabajadores, nos llegan crónicas de nuestros compañeros de Sanlúcar de Barrameda y Navalmoral de la Mata. Ellos dan cuenta de los métodos policiales de la nueva burocracia carcelaria y «sindical».

TALAVERA DE LA REINA. — Tal como estaba anunciado se efectuó el día 27 de abril el mitin de la Federación Local de la C.N.T. en Navalmoral de la Mata.

Este comenzó con la intervención de un joven compañero de la localidad, el que con palabras emocionadas dio a conocer como el pueblo de Navalmoral de la Mata, pueblo de raigambre cenetista, la C.N.T. no había desaparecido y que nuevamente salía a la palestra para presentarse al pueblo del que formaba parte y al que siempre estuvo unido y apoyado en todas sus ansias de libertad y luchando continuamente a su lado en bien de la clase trabajadora y con la misma acción del pueblo, al margen de toda acción política contra la explotación del hombre por el hombre y la implantación del Comunismo Libertario.

Acto seguido el compañero Javier Ibarrondo de la F. L. de Talavera da a conocer lo que es el 1º de Mayo, empezando por señalar lo que representa la A.I.T., Primera Internacional de los Trabajadores, siendo su Principio «La emancipación de los trabajadores será la obra de los trabajadores mismos».

Ataca a todos los partidos políticos y organizaciones reformistas por su acción irresponsable, de connivencia y complicidad con el gobierno y el capitalismo. Declara y demuestra como esta complicidad se lleva en Talavera que, después de varias reuniones a las que asistimos con tales organizaciones, se nos imponía que no se hiciera mención de ningún compromiso político - gubernamental y para mayor sarcasmo hubiéramos de someternos a ir guardados por las fuerzas del «orden» cosa que no aceptamos. Dijo: El Primero de Mayo no es «Fiesta del Trabajo», sino que es en Mayo de 1896 fecha en que el proletariado norteamericano se levanta contra el capitalismo, contra las jornadas de trabajo que se efectuaban por aquella época, de diez, doce y catorce horas de trabajo diarias, que no se podían hacer manifestaciones de carácter carnavalesco, cuando solamente es un día de protesta contra el Capitalismo Internacional por el crimen que se había cometido en Chicago contra 8 hombres de los cuales 5 fueron ahorcados Augusto Spies, Adolfo Fischer, Jorge Engel, Alberto R. Parsons y Tomás Lingg (éste simbólicamente, ya que se adelantó al verdugo) no por ser culpables del lanzamiento de una bomba que, se les inculpaba, (fue la policía que la lanzó), cosa que no pudieron demostrarles; sino que se les condenaba por ser anarquistas y defender la causa de los desheredados y la fraternidad humana.

COMPLICIDAD DEL CAPITAL Y LOS «SINDICATOS»

A pesar de todas las protestas, lo irregular y antijurídico, el 11 de noviembre de 1897 se consume este inhumano crimen.

Pasados unos años la rehabilitación de los condenados fue absoluta. Un nuevo gobernador del Illinois reconoció la inocencia de los condenados y puso en la calle a los tres supervivientes de tan vil injusticia.

El pueblo había proclamado la inocencia de todos los procesados.

Termina denunciando todo compromiso o pacto con el Estado.

Toma la palabra el compañero Julián Fernández, del Metal de Madrid, haciendo historia del Movimiento Obrero español y de la Confederación Nacional del Trabajo, nos dice: Como ya en el siglo pasado existían las sociedades de resistencia al capital en las que se encontraban muchos compañeros anarquistas, y que más tarde se forma la Federación Regional Española la que continúa hasta 1910 en que se funda la C.N.T. celebrándose su primer congreso constitutivo en 1911, se extiende en consideraciones y dice que no es hoy que se forma la C.N.T., que en esta misma localidad los trabajadores de la tierra iniciaron las colectividades, trabajando en común unas cuantas propiedades con los medios que ellos mismos habían puesto a disposición para la ejecución de los trabajos, esto lo hacían los trabajadores en Navalmoral de la Mata en el año 1934 y por este medio combatieron el hambre y la miseria en que les tenían sumidos los terratenientes. Manifiesta como se efectuaron las colectividades en todas las localidades que no fueron ocupadas por las hordas de la Cruzada. Hizo resaltar que no se puede decir como algunos desaprensivos y detractores que en estos últimos cuarenta años la C.N.T. no había dado señales de vida, asegurando que en cada pueblo y en cada carretera de la Península Ibérica habían caído un cenetista y un anarquista asesinado por las hordas de Franco.

Termina su peroración dando un viva a la C.N.T. que fue correspondido con emoción por todo el auditorio.

CONTRA EL PARO, FRATERNIDAD

Continúa en el uso de la palabra el compañero José Elizalde que, hablando de autogestión nos dice: El

paro, es un mal que la burguesía ni el capitalismo son capaces de solucionar, nosotros, manifiesta debemos capacitarnos para que todos los campos, fábricas, talleres, la enseñanza, etc., etc., sea llevada por nuestra propia iniciativa, al margen del Estado y contra el Estado, esto es posible, ya se ha demostrado que de 1936 hasta la primavera de 1939 la labor preconizada por la Confederación Nacional del Trabajo y el anarquismo no era una utopía, sino que se convirtió en una realidad, los pueblos debemos darnos cuenta igual que nosotros que, ni el capitalismo ni el Estado son capaces de resolver este problema y menos aún el problema de nuestra libertad, de la libertad de todos, una prueba bien palpable son las colectividades que en diversas regiones de España se pusieron en práctica a pesar de los inconvenientes de la guerra y la revolución que al mismo tiempo debíamos sobrellevar. Predecir cuando esto será de nuevo posible, no lo diré, pero el pueblo en general capacitándose como corresponde al mismo y al margen de todo gobierno, él y nadie más que él será quien determine el momento oportuno.

Nosotros no prometemos nada, eso se queda para los políticos de toda laya que en su afán de mando, son capaces de hacer toda clase de promesas para luego ciscarse en ellas, la historia nos demuestra que es así.

Nos da a conocer como en la localidad donde nos encontramos los trabajadores combatieron el paro y la situación de miseria en que se encontraban reuniéndose entre ellos y cada cual poniendo lo que poseía resolvieron el paro, al margen de toda componenda política y en completa fraternidad del pueblo laborioso.

BANQUEROS QUE PROGRESAN

Hace uso de la palabra el compañero Alejandro Mata de Madrid quien se manifiesta de forma convincente contra todos los partidos políticos sin excepción, que lejos de servir al pueblo, como siempre lo hicieron, se ocupan más de conseguir un acta de diputado, concejal o alcalde para ir montado encima de las espaldas del pueblo.

No deja de mencionar la Iglesia que, con su mansedumbre y humildad fingidas, quieren que los pue-

blo, los trabajadores respeten los poderes constituidos y ellos seguir viviendo sin producir nada útil para el bien de la humanidad. No hemos de olvidar combatir a la Iglesia, a todas las Iglesias, pues todas estuvieron al servicio de los poderosos de todas las épocas y lo siguen estando en el momento actual y que no cesarán de ser sus sostenedores, continúa diciendo es la responsable directa de las vicisitudes que sufre el pueblo y todos los trabajadores, ya es hora que, se les diga las verdades como corresponde.

Nos da a conocer de forma concreta como la sociedad de consumo ha fracasado, nos ha servido a costa de nuestro trabajo, del que se ha enriquecido, una serie de cosas superfluas y ha menospreciado lo que en sí debe ser el mantenimiento y cultura de nuestros hijos, de nosotros mismos y hoy que muchos pensaban todo sería una bella arcadia, nos encontramos que el capitalismo se ha llenado bien los bolsillos, los banqueros no se han quedado atrás y los trabajadores nos encontramos con una nueva crisis de trabajo, crisis de la que ellos son responsables, se han guardado los beneficios de nuestro sudor encontrándonos de nuevo con el paro, con un subsidio miserable, no solventa nuestras necesidades pues, sólo sirve para disminuirnos físicamente, por ser insuficiente lo que se nos da. Por ello no se soluciona el paro, ni esa tan cacareada inflación, pero, prefieren tener bien guardados en sus arcas los beneficios adquiridos antes que utilizarlos en obras de beneficio general y en provecho de la sociedad. No queremos el subsidio, queremos trabajar y ya que son incapaces de solventar la vida y solucionar la crisis al menos que nos den un subsidio decente, pero de rechazo todo ese dinero, lejos de dar solución lo único que hace es agravar una situación que de día en día se hace más penosa para la clase trabajadora.

CONFABULACION CONTRA LOS TRABAJADORES

Refiriéndose al «Pacto de la Moncloa»: Podemos decir que ello representa la confabulación de todos los partidos políticos para tener bien maniatados a los trabajadores y que éstos sean como siempre hasta ahora lo han sido, la percha para recibir todas las golpes de los capitalistas, banqueros y otras hierbas malas que produce esta maldita sociedad burguesa.

Refiriéndose de nuevo al paro, denuncia las elecciones sindicales, éstas son un escamoteo a las verdades



ras reivindicaciones de los trabajadores y a su propia personalidad, pues en las industrias y en los trabajos que se efectúan serán siempre los mismos elementos que decidirán a espaldas de los trabajadores sin previa consulta a los mismos y, serán estos delegados, en última instancia, quienes resolverán a capricho los problemas en litigio entre el capital y el trabajo. Esto no puede ser así, lo heredado del franquismo aún sigue en pie y somos nosotros los trabajadores bien unidos y prestándonos la solidaridad que entre todos debemos practicar todo este marrullerismo quede desplazado por la acción unida y solidaria de todos los trabajadores, esto nos podría muy bien producir el elemento útil contra el paro y resolver los males que a la clase trabajadora nos aqueja. La autogestión y las colectividades son un medio para solventarlas: ejemplo 1936.

En tanto esto no llegue se podría paliar con la jornada de 7 horas. Otra solución interesante no aceptar trabajar horas extras cuando hay trabajadores que están en paro, la solidaridad entre todos los explotados es arma eficaz para la clase tra-



**PACTO DE LA MONCLOA
LAS CADENAS DEL PUEBLO...**

bajadora, practiquemos la solidaridad como hermanos de explotación que somos todos los trabajadores.

En medio de un gran entusiasmo se da por terminado el mitin.

ESPECTADOR

EL PUEBLO RECUERDA LOS FUSILAMIENTOS DEL FRANQUISMO

SANLUCAR DE BARRAMEDA.

Ante el propósito deliberado y manifiesto, de varias organizaciones sindicales de este pueblo, de marginar la personalidad de la Confederación Nacional del Trabajo, los «sindicatos» reformistas, convocaron una manifestación para el 1º de Mayo, sin tener la atención de notificárselo a la Federación Local de C.N.T., cuando tanto se habla de «unidad».

Por este sólo motivo, y por ser denegado el permiso del Gobernador Civil a nuestros compañeros de la F. Local de Cádiz para hacer la manifestación provincial, y, por separado de las convocadas por los de CC OO y UGT, esta F. Local de Sanlúcar convoca por una octavilla y en su nombre a una manifestación de duelo y recuerdo de los mártires de Chicago, así como por los fusilados en Sanlúcar por el fascismo en el año 1936.

A las 11 de la mañana en el Palmor de San Sebastián, se reúnen todas las organizaciones y parten cada cual con sus efectivos. Las CC OO, UGT y SUC van delante y reúnen unas 1.500 personas engalanadas con pancartas y slogans alusivos al paro obrero y todas sus consignas de colaboración política con el Pacto de la Moncloa.

Esto no se parece en nada al verdadero hecho histórico del 1º de Mayo, que costó la vida a los cinco ahorcados y a los 100 muertos hechos por la policía en la manifestación por la reivindicación de las 8 horas de trabajo. Esto es una fiesta de canto y vitores, de vino y de manifestaciones de alegría y de pasacalles frívolo. Más que afirmar el sentido auténtico del 1º de Mayo se desfila negándolo.

La Federación Local de la C.N.T. se coloca en la cola de la manifestación y guarda continuamente una distancia de separación de 100 metros de las demás centrales sindicales. Abre la cabeza de la marcha, el secretario de la F. Local con banderín rojo y negro, roto y muy viejo por lo que demuestra los muchos años de su existencia en la clandestinidad. A cada lado de este banderín, unas coronas de claveles rojos con tres filas de flores, portados por un par de militantes de la C.N.T., viejos del año 1936, reforzados para su relevo por muchos más de ellos. Detrás una bandera roja y negra pi-



diendo libertad sindical; otra gran pancarta recordando a los mártires de Chicago, con su fotografía, y también con ofrenda y recuerdo a los 208 fusilados en Sanlúcar por los falangistas y la reacción en 1936. Al final más de trescientos compañeros, en cerrada manifestación de silencio y duelo. Todos con el distintivo de la C.N.T. en la solapa y brazos, pegatinas adhesivas de color rojo y negro. Es curioso ver como en el trayecto que se recorrió por las calles más céntricas de la ciudad las gentes y muy en particular las mujeres lloraban y los hombres saludaban dando las cabezadas como se hace por costumbre en los entierros. También los guardias municipales saludaban de forma militar. Al llegar al final del trayecto legal CC OO y UGT no nos permitieron hacer uso de la palabra, habiéndoseles solicitado, alegando que «como la C.N.T. no había solicitado autorización, no tenía derecho a hacerlo». Hay que fijarse lo legalistas que se han puesto estos «revolucionarios de ayer». Pero la C.N.T. habló subiéndose un compañero y después el Secretario de la F. Local, siendo escuchado por los trabajadores con mucha atención y dando vivas a los mártires de la Libertad.

Es aquí en donde se pudo comprobar el interés que tienen estas organizaciones sindicales, que seguramente reciben órdenes y consignas

de los Partidos políticos a quien les deben sus orientaciones y sus votos, para ignorarnos y marginarnos, para que el pueblo nos menosprecie como una organización sin importancia.

Pero la C.N.T. es raíz del pueblo y es comprendida por ese pueblo. Lo demuestra estas frases de un grupo de mujeres que en una de las calles presenciaban la manifestación y sorprendida por el contraste de jolgorio de ellos y de nosotros el silencio se preguntaban unas a las otras: «¿Quién son este partido?» y la otra respondió: «Son los de la C.N.T. que llevan sus coronas, como recuerdo a los fusilados de Franco.» ¡Compañeros! Qué mejor resumen de esta manifestación del 1º de Mayo que la hecha por estas sencillas y sentimentales mujeres del pueblo español y por la propia clase trabajadora.

Después de disuelta la manifestación con las banderas desplegadas nos dirigimos al Cementerio para depositar en la fosa de los compañeros fusilados las coronas ofrendadas a ellos por la F. L. de la C.N.T.

En el Cementerio y después de depositar encima de los restos de los 208 mártires del Pueblo de Sanlúcar, el Secretario de la F. Local dirigió la palabra a los allí reunidos para emular el sentido de verdadera unidad de los que bajo nuestros pies estaban enterrados. Así como en la lucha por las ideas y por la consecución de la libertad, no debe de haber ninguna recompensa más que la satisfacción de cumplir un deber de hombres y por el cual todos ellos dieron sus vidas.

Estas fueron sus sencillas y emocionadas palabras que fueron recogidas por todos los presentes con «Vivas para los mártires de la Libertad». Y aquí se terminó la manifestación del 1º de Mayo de 1978. Sin alegrones del alcohol; sin cante y sin jolgorio; ni de políticas de los que ofrecen sinecuras de parlamento, ni frases de burócratas liberados por las cuotas de los que trabajan y callan por tener a ser represaliados por los nuevos sicarios de los trabajadores y de la nueva burocracia sindical.

Sanlúcar de Barrameda, 2-5-1978.

Corresponsal

«Carta a un obrero»

y VII

De verdad todos tenemos el derecho de pensar que somos los mejores, los más idóneos para resolver tales problemas presentados a la Sociedad en que vivimos. Es de ese inalienable derecho de elección que usa Largo Caballero cuando, pág. 16 escribe: «Ahora bien ¿qué organizaciones políticas y sindicales deben enarbolar la bandera de reconstrucción nacional con parecido programa? No veo otros que tengan contenido ideal para su realización que el PSOE y la UGT, depurados de aventureros y arrivistas con la ayuda de toda la clase trabajadora.» Notemos brevemente que no nombra esos «aventureros y arrivistas». ¡Volved la mirada hacia la hoz y el martillo!

En lo que nos concierne no podemos por menos de sentirnos extrañados. Esta declaración nos parece abusiva después de tantas otras que llaman a lo que el autor define como una «verdadera democracia». Parece que olvida que la U.G.T., en momentos de peligro, tuvo un fuerte aliado para defender la pequeña democracia española y la dignidad nacional e internacional del individuo en tanto que hombre y de los trabajadores en tanto que clase productora. Esta aliada de circunstancias históricas, ora tristes, ora risueñas, pero siempre esperanzadoras, se llamaba y continúa llamándose la C.N.T., esta fuerza confederal que, como siempre, está en la brecha y en condiciones morales para invitar a los militantes socialistas y a los de la U.G.T. a que lean esta «Carta a un obrero». En ella hallarán múltiples puntos de comparación entre los conceptos expresados hace más de treinta años sin que el tiempo haya disminuido su valor, y las actitudes de sus representantes actuales muy alejados por cierto de aquellos conceptos de los expresados por los editores, pág. 18, donde declaran: «Clarifiquemos lo que es el sindicalismo de los patronos españoles, vertical y único de la dictadura de los cruzados. Pero para no confundirnos con ellos declaramos que nuestras Federaciones profesionales son un movimiento de obreros completamente democrático y libre. Independiente de los patronos y del Estado, de todos los partidos y de todas las sectas...»

Puede haber quién objete que no debemos inmiscuirnos en textos ajenos. Piénsese lo que se quiera. Nosotros tenemos el derecho de análisis para poner en su lugar el derecho y la razón que nos asiste manteniéndonos firmes en nuestros puestos para defender nuestros principios cuyo objetivo final nadie ha sido capaz de superar hasta el presente. El Comunismo Libertario es posible si los confederales sabemos emanciparnos de «dirigistas de revoluciones esporádicas» y mantenernos junto a nuestros hermanos de clase, los obreros, viviendo y sintiendo en común las alegrías, las penas y desazones y la inmensa esperanza en un mundo nuevo, expurgado de violencias, de intrigas y de demagogias.

Fernando FERRER

LA STRATEGIE DU MONDE CAPITALISTE

PARIS. — Le capitalisme traverse une crise — c'est une vérité de La Pallice — car les capitalistes eux-mêmes le disent et le reconnaissent. L'inflation généralisée, le chômage s'aggravant toujours, la surproduction le bilan déficitaire du commerce extérieur des pays les plus riches en sont des signes incontestables. La différence d'appréciation porte sur son explication, son ampleur et les possibilités d'y remédier et d'en sortir.

Cette crise est profonde, elle sape les fondements et les structures du système même. Le progrès technique et scientifique pousse à une surproduction telle que la consommation intérieure n'est plus en mesure de l'absorber. Les nouveaux équipements sont obligés de fonctionner à un rythme réduit suivi d'un chômage augmentant toujours. La surproduction doit s'orienter vers les marchés extérieurs où elle rencontre des concurrents poussés par les mêmes besoins. Les pays capitalistes les plus développés exportent leurs usines et leurs capitaux dans les pays où ils trouvent une main d'œuvre moins coûteuse permettant la production à des prix de revient plus avantageux. C'est le phénomène appelé « les multinationales ». Leurs produits, importés dans les métropoles concurrentiellement la production nationale, provoquent un ralentissement, avec le chômage inévitable et l'aggravation de la crise. Cercle vicieux. Les marchés des pays appelés pudiquement « en voie de développement » présentent une issue provisoire. Mais, là aussi, les concurrents apparaissent et livrent leurs batailles. De plus, les pays moins développés suivent la même tendance et deviennent, en perspective, des concurrents en puissance.

Ce processus évident signifie-t-il l'écroulement immédiat du capitalisme ? L'objectivité nous oblige, pour ne pas nourrir de vains espoirs, à répondre : non ! Les capitalistes modernes, conseillés par des savants économistes à leur service, trouvent des expédients leur permettant de survivre en éloignant la catastrophe. Pour y réussir, ils sont capables, même, de changements structurels dans le sens d'un capitalisme d'Etat les approchant du système soi-disant socialiste des pays de l'Est. « Les extrémités se touchent », selon le vieil adage.

Le recours à des modifications et des adaptations de nature strictement économique ne suffisent pas. Le pouvoir économique a toujours besoin de l'aide, de l'appui de son frère, le pouvoir politique de l'Etat. Dans l'état actuel de l'évolution sociale du monde capitaliste, il n'y a que deux choix : l'instauration de régimes totalitaires, fascistes ou fascistes, par des coups d'Etat militaires ou l'adaptation à une orientation « à gauche » pour se servir des partis politiques qui représentent le « progrès », « la démocratie avancée », « le socialisme » et même « le communisme » sous un travesti appelé « Eurocommunisme ». Pourquoi non ?

Le fascisme, sous sa forme classique, celui de Mussolini, du nazisme d'Hitler, du franquisme, et même du Péronisme n'est plus dans le vent. Il peut revêtir l'aspect d'une dictature militaire sur le modèle de Pinochet, bien en place en Amérique Latine et dans des Etats nouveaux des pays sous-développés d'Afrique. Mais il n'est plus pensable, aux Etats Unis, au Canada et surtout en Europe. Ici, c'est la seconde alternative qui s'avère propice. Le capitalisme de ce monde « démocratique », « libéral », « hautement développé » et « avancé » doit s'appuyer sur les partis « de gauche ». La social-démocratie, en premier lieu, devient une nécessité inéluctable dans l'adaptation du capitalisme cherchant à ajourner sa mort.

La stratégie du capitalisme a déjà trouvé son application dans les pays



nordiques de l'Europe, en Autriche, en Allemagne fédérale et même au Portugal, bien que dans ce pays, le régime de Soares souffre d'une fragilité économique, héritage du salazarisme.

Le problème se pose avec urgence pour la France, l'Espagne et l'Italie.

En France, les résultats des dernières élections législatives ont surpris ceux qui s'attendaient à une victoire de la gauche. Son échec est attribué généralement à sa désunion. Les partis qui la composaient, le Parti Communiste et le Parti Socialiste, en particulier, continuent à se décharger de la responsabilité sur le partenaire. La victoire de la droite était facile à prévoir. Dans l'histoire politique, il est extrêmement rare qu'un parti au pouvoir laisse échapper son succès, tant qu'il dispose de tous les moyens pour réussir : le système électoral, le découpage des sections, la mass-média, l'argent et d'autres moyens de corruption et de tromperie. Ainsi, la victoire au second tour a été réalisée grâce à la « mobilisation » des alliés de Giscard — les vieillards, les bonnes-sœurs et d'autres religieux, les commerçants, les handicapés comblés de promesses, etc.

Quant à la gauche, son union ne reposait que sur des tromperies mutuelles : les communistes ne désiraient que l'augmentation du nombre de leurs députés, sans vouloir prendre le pouvoir et les socialistes, nourrissant le même espoir, afin de justifier leur arrivée au pouvoir, si non seuls, au moins en coalition avec les radicaux de gauche et avec

d'autres partis du centre ou de la « gauche » de la droite.

En réalité, la victoire de la droite n'est qu'une victoire de Pyrrus, car la force réelle est en faveur de la gauche dont l'électorat est composé, en particulier, de gens actifs : ouvriers, intellectuels et petits bourgeois qui pèsent dans la vie et dans les luttes sociales, alors que la force des électeurs de la droite ne réside que dans les bouts de papier déposés dans les urnes.

Pour nous, anarchistes, proposant la mobilisation active contre la mascarade électorale, ce dernier fait a la signification d'une preuve de plus pour l'absurdité et l'inefficacité du parlementarisme.

Les résultats des élections n'ont changé rien de la stratégie des capitalistes dont le seul choix politique valable est un gouvernement socialisant en coalition avec une partie de la droite qui ne tardera guère. L'opposition sera alors constituée par les communistes et les chiraquiens, réserves profondes pour un autre changement futur plus lointain.

En Espagne, les partis post-franquistes au pouvoir ne sont pas une vraie solution pour la stratégie capitaliste. C'est aux socialistes nouvellement unifiés et eux Eurocommunistes de Carrillo, particulièrement favorisés par le régime actuel qu'appartient l'avenir assez proche. Seulement, l'existence d'un mouvement libertaire puissant, ne désarmant nullement dans les luttes sociales, s'avère une épine très ennuyeuse dans le dos de l'intelligente stratégie capitaliste de ce pays.

En Italie, les socialistes ne représentant pas la force nécessaire pour servir d'appui au capitalisme dans sa recherche d'expédients, ce rôle revient aux communistes dont la chance d'arriver au pouvoir leur sourit, grâce au « compromis historique ».

Voici où en est le monde capitaliste, pour l'instant.

Gr. BALKANSKI

COMMUNIQUE

GRUPE EMMA GOLDMAN

Le groupe Emma Goldman (F. A. 11^e) organise un camping libertaire du 24-6 à 12 h jusqu'au 26-6-78 au matin à Saint Nom la Bretèche. Le parcours sera fléché à partir de la gare. Libertaires et Sympathisants(es) sont cordialement invités à venir faire la fête avec leurs grattes, et autre bombarde, et leurs musiques plein la tête, etc...

Les escargots libertaires sont priés de ne pas oublier leur coquille et leur salade (duvet + bouffe).

CONGRES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

PARIS. — La Fédération Anarchiste vient de tenir les 13, 14 et 15 mai 1978 son 33ème congrès à Ris Orangis. Congrès, de par le nombre important de délégués (plus de 250), confirme la progression de la Fédération. Les débats ont porté sur les axes de luttes définis lors du congrès extraordinaire de Boussy-Saint Antoine, notamment :

sur — l'analyse de la situation générale du pays. Les participants réaffirment que les dernières élections, comme les précédentes, ne pourront apporter de réels changements et démontrent qu'il ne peut y avoir de solution véritable à la crise économique et sociale actuelle sans suppression des structures de classes et d'autorité qui régissent le pays.

sur — les problèmes internationaux. Le congrès a exprimé sa volonté au sein de l'Internationale des

Fédérations Anarchistes, qui vient de tenir son congrès en Italie (Carrara), de consolider ses liens organiques et de développer avec les fédérations adhérentes, ses actions et sa solidarité face à l'accroissement de la répression sévissant dans le monde.

sur — l'organisation interne du mouvement et de son insertion réelle dans les luttes sociales, urbaines, écologiques, anti-militaristes, etc. Les délégués ont constaté le succès du lancement de leur hebdomadaire, « Le Monde Libertaire », et mirent l'accent sur les moyens de développer son contenu et l'augmentation de sa pagination, en vue d'un 12 pages. D'ores et déjà ils ont décidé de la parution mensuelle d'un supplément de 4 pages.

Fédération Anarchiste

Comunicados

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL
Convoca asamblea para el día 11 de junio. Hora y lugar como de costumbre.

NUCLEO DEL ALTO GARONNE-GERES
Actividades para los meses de Junio y Julio: Organizados por este Núcleo y la Comisión de Relaciones, se celebrará una Jira el 25 de junio próximo en el Lago los «Tres Valles», Lecture-Gers. Lago, frondoso de árboles, céspedes naturales; atracciones para niños y mayores; comidas y bebidas frescas no faltan. Autocares, inscripciones: J. Raluy, 4, rue Belfort, 2^o étage.

MITIN Y FESTIVAL, 23 de julio, en conmemoración de la Revolución Española, que en números próximos iremos dando detalles del mismo, con precisión en oradores y artistas para el festival de la tarde.

Reservar las fechas.

ZONA NORTE

Suscripción Pro-España Abril 1978

Un compañero de Villeneuve d'Arég., 50; Sanagustin, Paris, 20; Rodriguez, id, 10; F. Local de Caen, 160; Manuel Soriano, Paris, 10; F. Local de Houilles-Argenteuil, 128,50; Rueda, id, 20; Jiménez, Athis-Mons, 30; F. Locas de St-Denis, 15; Aquilino Fernández, Athis-Mons, 100; Ibáñez, Musidan, 40; Santamaría, Drancy, 10; Teresa Pintor, Paris, 50. Abellós, id, 100; Melchor Ortiz, Thiais, 10; Floreal y Armonia Díaz, Melun, 70; Rosquillas, Boseau, 10; Uno del 90, Lamotte Beuvron, 300; Serafin Fernández, Souppes, 150; Llobet, Courcelles, 20; Villagrasa, Herseraud, 20; Azcona, Nemours, 40; C. E. Sociales de Le Havre, 100; Salvador Ripoll, Villablard, 40; Dionisio Olmos, Mer, 50; José Ramio, St-Florentin, 20 F.

Total: 1.412,50 francos.

Pro-prensa-Confederal «CNT» Lista 27

Suma anterior: 32.901,30 F.

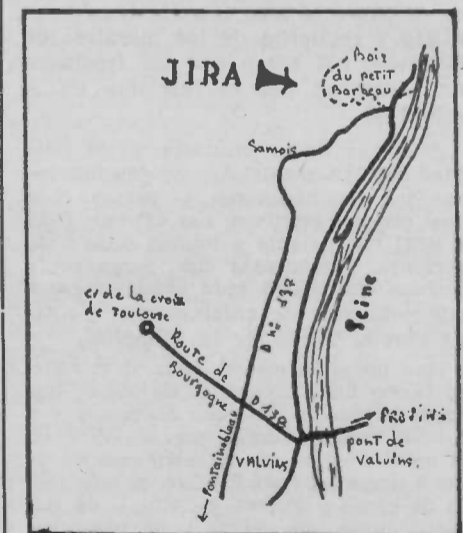
Genique, Paris, 20; Sanagustin, id, 20; Mariano Carbó, id, 10; Un Maño, id, 25. Valiente, id, 7; Uno de casa, id, 40; Ibáñez, Musidan, 20; Serafin Fernández, Souppes, 50; Un Maño, Paris, 20; Brugués, Mane, 15; Francisco Giner, Sartrouville, 40 F.

Suma y sigue: 33.168,80 Francos.

Pro-Local Abril 1978

José Ortolá, Paris, 20; Genique, id, 10; Mariano Carbó, id, 10; José Rueda, Houilles-Arg., 10; F. Local de St-Denis, 15; Salvador Ripoll, Villembard, 70; Serrarols, 30; Uno del 90, Lamotte Beuvron, 100 F.

Total: 205,00 francos.



JIRA EN FONTAINEBLEAU

Organizada por la F. L. de Fontainebleau en colaboración con la Comisión de Relaciones Zona Norte, el DOMINGO 25 DE JUNIO, en el excelente lugar denominado «Bois du Petit Barbeau». Ved croquis.

La excelencia del lugar, río y bosque, así como la perspectiva de pasar un día de fraternal compañerismo, d'nie nos será posible alternar los juegos y las charlas culturales y amistosas, esperamos sea muy concurrída por parte de todos los compañeros, familiares y simpaticizantes de las FF. LL. de la región.

Para el desplazamiento en tren, estación de Fontainebleau-Avon y desde allí habrá vehículos para trasladarse al lugar.

PALABRAS EN LIBERTAD

DATOS PARA UNA HISTORIA DE LA SOCIAL DEMOCRACIA ARGENTINA

HONOLULU. — En la cultura contemporánea de la Argentina, la personalidad de Juan Antonio Solari es de las más interesantes: líder del socialismo-democrático, ex-diputado y secretario general del P.S. argentino, Solari es también escritor y hombre de cultura, cuya obra totaliza hoy día decenas de títulos, comenzando de un ya remoto año 1925 cuando se editó su primer libro, titulado «Cosas y Tipos». Uno después del otro, siguieron libros, folletos y sobretiros, enfocando temas tan diferentes como Esteban Echevarría, Eduardo Wilde, Emilio Frugoni, Rivadavia, e indagaciones sobre «ser argentinos», los socialistas y los gastos militares» o «Días y obras de Sarmiento», es decir una obra que se notabiliza por su multifacética y siempre renovada calidad.

Uno de sus más recientes trabajos, publicado en la editorial «La Vanguardia» de Buenos Aires, tiene el título poco pretencioso y modesto, «Recuerdos y Anécdotas Socialistas», pero, en realidad, constituye la historia pintoresca y vívida del Partido Socialista argentino, a través de ilustres figuras como Juan B. Justo, Nicolás Repetto, Alfredo L. Palacios, Enrique del Valle Iberlucea, Mario Bravo, Enrique Dickmann, José Ingenieros, Carlos Sánchez Viamonte y muchísimos otros, hasta el militante anónimo, olvidado, que solía pedir la palabra en las

reuniones del partido, identificándose por medio de la circunscripción en que funcionaba el Centro que él representaba:

— «¡Caballito Norte pide la palabra!»

Solari escribió este libro, que es imprescindible lectura para quienes estudien el movimiento social-democrata de la Argentina, con una encantadora modestia, y lo que consiguió en realidad, es un panorama de los más coloridos, donde vive y palpita la democracia argentina en sus días más bellos y más difíciles, durante los años de la dictadura peronista, cuando «La Vanguardia» tuvo que transferirse a Montevideo. El cronista que apunta estos comentarios, se acuerda de los años 50 cuando, en su despacho de la «Ve- lha Tribuna», en Río de Janeiro, bajo la dirección del siempre presente Carlos Lacerda, solía abrir los paquetes enviados desde la capital Oriental, de donde salía el pulcro diario en tamaño reducido, en cuyas columnas Solari, Américo Ghioldi y los demás socialistas en el exilio proseguían la lucha contra el «justicialismo».

Este trabajo es un instrumento de importancia, obra repleta de «saudades», repositorio de informaciones y detalles que podrán ser aprovechadas de la misma manera por el investigador y el historiador de mañana, cuando se estudie la contribución del socialismo en la Argentina, para la sobrevivencia de la democracia.

Juan Antonio Solari puso en esta obra viva no sólo el siempre joven corazón de militante, sino la experiencia de líder y luchador, la pluma de periodista y el espíritu de observación del escritor. Las anécdotas valen mucho más que un mamotreto de mil páginas con dos mil notas de pie de página, que tan difícilmente puede ser leído, y que — hasta el fin — suele servir de alimento a las ratas y al comején.

Stefan BACIU

NOTE POUR ECLAIRCISSEMENT

Certaines informations tendancieuses relatives à nos Sections du Nord de l'Europe, ayant été publiées par «Bicicleta» publication espagnole, le Secrétariat après information des intéressés, est en mesure de déclarer que ces informations sont dénuées de fondement.

Au même temps et par mandat du C. N. de la C.N.T. espagnole, nous informons nos Sections, groupes et militants, que cette publication («Bicicleta») n'a aucun rapport, ni point de contact avec la C.N.T. d'Espagne et que si bien, beaucoup d'adresses furent obtenues pour cette publication, d'une façon irrégulière par ses éditeurs, la C.N.T. qui n'a aucune participation ni responsabilité dans cette édition.

Nous le faisons savoir à tous afin d'éviter que personne se laisse influencer par des affirmations de tendance dissolvante.

Le Secrétariat de la A.I.T.



LA DICTADURA MAS SANGRIENTA

PARIS. — En el diario «Le Monde» del 8 de abril, viene una denuncia del Embajador de Argentina en París, contra lo que llama una «leyenda negra»: las denuncias que se hacen contra los crímenes que vienen cometiendo en dicho país las sucesivas dictaduras. El choque sangriento que se sucede entre los rivales nazis, fascistas o marxistas; no es lo que duele a los que luchan por mejores condiciones de vida. Lo que duele es la cantidad de compañeros desaparecidos. Y a desaparecer...

En Argentina, durante los tiempos que en algo se respetó la Constitución, cuando éramos detenidos, procesados y encarcelados, se nos daba una explicación. Cuando llegaron las dictaduras militares, que empezaron con la de Uriburo en 1930, a continuación la del general Justo Perón. Y los que continuaron hasta el presente, detienen, encarcelan, torturan y asesinan sin dar explicaciones. Y, que se sepa en el extranjero, es lo que molesta al Embajador de Argentina en París, porque él está entre los culpables de la dictadura más sangrienta que se ha visto en Argentina.

La tortura que allí impuso la España negra ha sido sobrepasada, con los adelantos modernos, como las corrientes eléctricas, las catacumbas con sus nichos, que habían sido conservados en la ciudad del Plata y el pueblo de Bernal, como recuerdo histórico, fueron puestos en servicio, por las dictaduras militares. Bajo tierra y a oscuras hay nichos de diferentes dimensiones, en los que la mayoría de los presos pierden el equilibrio físico. Y en los que cabe sólo un cuerpo humano, perdiéndose la noción del tiempo. Y en las corrientes eléctricas, por las que me tocó pasar en la comisaría de Quilmes, manejadas por seres depravados, bajo la dirección del nazi doctor Souche, sucumbieron dos martirizados. Y éstos y otros procedimientos parecidos es lo que el Embajador de Argentina en París, no quiere que se sepa.

En tales dictaduras, los militares y civiles que quieren cubrirse de gloria hacen el papel de vulgares mercenarios, en Argentina como en las demás repúblicas hermanas, porque obran mandados y pagados por los grandes trusts extranjeros. Y esto tampoco quieren que se sepa para no pasar por malos patriotas.

Serafin FERNANDEZ

ARGENTINE: FOOTBALL ET ASSASSINATS

PARIS. — La Coupe du monde de football va se dérouler en Argentine à partir du 2 juin, pays dans lequel les droits élémentaires collectifs et individuels sont quotidiennement bafoués. Arrestations arbitraires, «disparitions», torture systématique, assassinats, interdiction du droit de grève...

L'Argentine a aujourd'hui le triste privilège de se placer parmi les pays les plus barbares du monde.

C'est dans ce contexte, 4 800 m. du plus important centre de torture du pays, (l'Ecole Mécanique de la Marine) que va se dérouler le Mondial, suivi par quelques 2 milliards de téléspectateurs.

Ce qui pourrait être une fête du football s'est transformée en une opération de propagande pour la junte militaire.

Nous pensons que tous ceux qui, sont attachés à la défense des droits de l'homme, tous ceux qui ont une responsabilité dans les domaines politiques, syndicaux, sportifs, culturels, se doivent d'unir leurs voix pour informer l'opinion publique, de dénoncer cette barbarie. C'est pourquoi la Fédération Anarchiste s'associe à toutes campagnes de pétitions et de popularisation en vue d'appuyer une demande d'amnistie générale le 2 juin, jour d'ouverture de la coupe du Monde. Puisque l'on parle de «fête du sport», la plus belle des prisonniers serait leur liberté.

Fédération Anarchiste

La guerra de las estrellas...

UN CRIMEN CONTRA LA HUMANIDAD: EL COMERCIO MONOPOLISTA Y MILITAR DEL URANIO

PARIS. — Las agencias noticiosas nos informan, sin sorpresas para nosotros, de la amenaza que pesa sobre Europa Occidental por un embargo, por parte de Norteamérica, de uranio enriquecido.

Francia, en la reunión de Luxemburgo que se llevó a cabo el día 4 de abril ha rechazado la apertura de conversaciones con EE. UU. acerca de la renegociación del acuerdo Euratom-USA, como lo propuso la Comisión europea y sus ocho participantes, temerosos, éstos, de correr el riesgo de verse inmersos en el aludido embargo.

La nueva ley votada por el Congreso norteamericano impone un mayor refuerzo en los controles sobre el transporte, almacenamiento y el tratamiento de uranio enriquecido, y la política nuclear francesa se atiene (según esas fuentes informativas) a lo manifestado, en Londres, por el Sr. Giscard d'Estaing, de participar a una evaluación internacional del ciclo de combustible atómico, a condición que los acuerdos existentes no sean vulnerados.

Con criterio demasiado optimista, M. Christian Gueri opina que no es muy probable que Norteamérica ejecute la amenaza de embargo aunque acto seguido, como dudando de sus propias expresiones, nos enteramos que después de todo «Francia no faltaría de uranio enriquecido para sus centrales termonucleares, puesto que el 50 % de este material proviene de la URSS.» Pero la Unión Soviética, y esto es importante no olvidarlo, coexiste con EE. UU. en los planes de condominio mundial y sería un error de óptica si se creyera que ambos colosos son enemigos entre sí, siendo la verdad que sólo los adversa el renglón filosófico, que cuenta muy secundariamente, pero en lo que concierne a intereses vitales y en función del vasallaje frente a Europa Occidental y China Popular, aquellas dos naciones coexisten perfectamente, lo que invita a pensar y tener siempre presente que en el momento que los dos grandes crearán llegada su hora, la URSS podría dejar igualmente a petición o por presión de su asociada USA, de venderles uranio a las naciones conformantes de la Comunidad Europea o, por lo menos, perjudicarles en profundidad, causándoles sangrías económicas por un fuerte aumento en los precios.

Una independencia total de este combustible fisionable, las naciones europeas se dice que podrían obtenerlo a partir de 1981, con la construcción del Eurodif, renglón de signo competitivo que vendría a sumarse a otros ya existentes y que constituyen la lucha feroz entre las naciones, para la hegemonía mineral y las ventajas dentro de los mercados internacionales, generando los inevitables choques...

A una tal esperanza, como todo anhelo relacionado al fin propuesto, forma parte como una más de esas necesidades vitales para el mantenimiento y desarrollo industrial de esos pueblos europeos, tan faltos de petróleo como sedientos de alcanzar las más altas cimas del progreso tecnológico va implícita la contramedida coercitiva de extra-territorialidad, que impedirá, no lo dudamos, todo buen resultado definitivo antes de llegar a las postrimerias de este citado año de 1981, pues hoy más que ayer, vistos los artilugios cada vez montados con más precisión e hipocresía, atentando contra la frágil detente y, de consiguiente, la paz mundial, debemos de insistir en esa hora cero de que hicimos mención en un precedente artículo y que, lejos de pretender jugar a los profetas, se haría un lugar en los agónicos actuales años 70...

Con óptica desconfiante dirigida a los diversos horizontes políticos del

día, aperebimos esas idas y venidas, con intenciones nada halagüeñas, de los portavoces más autorizados de dirigencias estatales hasta aquí implicadas en preparar los mecanismos de presión, de coerción y de pre-ataque, sobre naciones que resisten el vasallaje de los dos poderosos, moviéndose febrilmente de acá para allá y viceversa de forma que no deja de inquietarnos a los amantes de la paz y de la seguridad de los pueblos.

CHINOS Y EUROPEOS, UN ENEMIGO COMUN: EL COMUNISMO SOVIETICO

El desplazamiento de Leonid Brejnev a Siberia Oriental no dudamos que es esencialmente una demostración de fuerza frente a las reivindicaciones de China de esos 5.000 kilómetros de territorios que la Rusia de los zares se anexionó, disputa agria, ancestral y perseverante entre los dos grandes del comunismo internacional, que observándola atentamente fácil será advertir la dimensión y gravedad de este espinoso problema fronterizo.

A lo largo de estos 5.000 kilómetros de frontera la URSS tiene amasados enormes contingentes de soldados con su armamento altamente destructivo y desde hace seis meses, según informes de buena fuente, la dirigencia estatal soviética ha desplazado tropas de Europa y de Siberia Occidental para reforzar algunos vacíos... Una quincena de aeropuertos militares, según las mismas fuentes, habrían sido construidos así como varias bases de cohetes que apuntan muy particularmente las instalaciones nucleares chinas de Sin Kiang. ¡Todo un portento de paranoicidad, de vehemente locura, de criminalidad!

Este cúmulo de situaciones que se averan explosivas explicaría el acercamiento cada vez más apretujado entre China y Europa Occidental, en defensa de probables ataques de la URSS en conlevancia con su asociada USA.

Así, y como dato significativo que revelaría los preparativos de defensa de estos dos continentes amenazados parcialmente de ser agredidos, es el acuerdo «comercial» de



cinco años recientemente firmado entre China Popular y la Comunidad Europea y que no comporta ningún objetivo de cifras, pero sí hubo interés por parte de esta Europa, en favor de China, de estipularle una cláusula «como nación la favorecida para beneficiarse de eventuales concesiones tarifarias hechas por la Comunidad dentro del cuadro del G.A.T.T.», sin que esta gran nación asiática pertenezca a este organismo internacional.

A los ojos de los políticos responsables chinos, (óptica que igualmente compartirán otras esferas) «este tratado constituye un gesto político.» Cuando se estampó la firma en Bruselas, M. Li-Chiang, ministro chino de Comercio Exterior, declaró: «Nosotros apoyamos la unión de Europa del Oeste y su lucha contra la hegemonía», alusión clara a la Unión Soviética.

A esta Europa Occidental, aún repudiando el sistema comunista, no le queda más alternativa, como una arma más de disuasión, que estrechar vínculos con China, nación visiblemente temida que sus dos enemigos jurados tratan de neutralizar a toda costa, en un probable ataque contra esta Europa misma.

Para neutralizar a esta gran nación asiática nada mejor, como así procedieron, que retirar todos los contingentes armados que EE. UU. poseía en Vietnam y concederle un puesto en la ONU, atingencia que ya tuvimos la oportunidad de comentar, con acopio de detalles, desde estas mismas páginas.

CONTRA EL CRIMEN ESTATAL: ANARCOSINDICALISMO

De estos problemas que atentan gravemente a la humanidad, pensamos que para contrarrestarlos en lo posible deberían ocupar lugares si no preferentes, si tenidos en cuenta en la dinámica organizacional nues-

tra, pero lamentablemente no sucede así, pues en puridad de verdad que nos apenas constatar como el movimiento anarquista organizado, nuestra I.F.A., no ha dedicado, en el Congreso de Carrara recientemente celebrado ni un mínimo de tiempo y de espacio en el análisis, discusión y denuncia pública contra la guerra y sus estragos en su tan criminal locura.

No es difícil hallar las causas de ese incongruente soslayo a problemas que gravitan pesadamente sobre el género humano y no sería la menor de ellas la impotencia del factor cuantitativo, pues en lo cualitativo aportamos un ojo de la cara que no hay filosofía, ideario o doctrina que pueda equipararse, ni de mucho, a la concepción de vida anarquista, como atesoradora de las mayores verdades y como única forma de existencia capaz de poner al hombre y a las comunidades todas, al abrigo de guerras parciales y generales. Pero si bien es evidente la escasez del número en nuestros núcleos y organizaciones no es menos cierta la existencia de fuertes conglomerados humanos, de diverso matiz político e ideológico, que por temor personal, por horror y por sentimiento de especie, repudian toda guerra. Y pensamos que es en atención a estos factores psicológicos y morales que postulan un cierto y bien fundado pacifismo, que en cierto modo se hermanan con nuestros postulados básicos, resulta ostensiblemente vital e imprescindible la puesta en marcha de todos aquellos mecanismos y posibilidades que aún nos quedan: periódicos, mítines en las grandes capitales de todos los continentes, manifiestos en los campus universitarios, desfiles callejeros con pancartas alusivas, etc., que a falta y a despecho de grandes muchedumbres organizadas según concepciones nuestras, estas instancias o contestaciones cumplirían positivamente el gran cometido que tenemos por delante.

Si en la actualidad se nos hace difícil gallardear como era bien cierto en aquellos heroicos años 30, en especial modo en nuestro país de origen, que frente a la guerra oponíamos la huelga general revolucionaria, hoy nos queda aún, por fortuna, algunos paladines nada desdeñables que puedan influir, tratándose de algo que afecta a la vida física del hombre, y hacernos oír desde todos los ámbitos.

Obra tesonera y voluntad de realización en esta esfera concreta no debería faltarles a nuestra familia libertaria, radicada, en mayor o menor grado, en todos los países del orbe.

R. SERRAROLS

CONTRA LA REPRESION EN ESPAÑA Y EN EL MUNDO

PARIS. — Organizada por la C.N.T.E. (Zona Norte) y la Fédération Anarchiste francesa el próximo día 16 de Junio se celebrará, a partir de las seis de la tarde, en el Hipódromo de París (Porte de Pantin), una jornada contra la represión en España y en el mundo.

Intervendrán dos miembros del Comité Nacional de la C.N.T. de España y otros dos compañeros de la Fédération Anarchiste. Un grupo de artistas participarán, igualmente, en la velada. Entre ellos, cabe destacar a Paco Ibáñez, Bernard Lavilliers, Jacques Debronckart, Castellani, Serge Utgé-Royo, Patrick Font, Philippe Val, Jean Paul Sèvres y Carlos Andreu.

Los miembros del Comité Nacional de la C.N.T. ofrecerán un informe detallado de la nueva ola de represión que se está desencadenando contra compañeros anarcosindicalistas. Un puesto dramáticamente importante en esta campaña del terrorismo estatal contra los trabajadores en lucha es el caso «Scala»... a través del cual la Patronal y la Policía están lanzando un montaje policial para desencadenar contra los obreros y anarcosindicalistas una represión generalizada.

JORNADA DEL
LIBRO LIBERTARIO
Domingo 18 de Junio 1978
Centro Confederal (Metro Avron)

Mañana y tarde, Exposición y venta de Libros, Folletos, Carteles, antiguos y actuales.

A las 14,30: Conferencias a cargo de FERNANDO FERRER y BALTSAR PORCEL que presentará su libro «La Revuelta Permanente», cuyo protagonista principal es nuestro compañero Juan Ferrer.

A las 16 h 30: Sorteo de la Tómbola Confederal 1978.

A las 17 h 30: Espectáculo de Variedades con PACO DE ALGECIRAS y XAVIER RIBALTA entre otros.

EL LUCHA COMBAT SYNDICALLISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Con el silencio cómplice de políticos
y periodistas

Escalada de terror en las cárceles españolas

PARIS. — El Terror continúa siendo el dogal que ata el cuello de los reclusos en las cárceles de España.

La Coordinadora de Presos en Lucha (COPEL) ha enviado al presidente del Consejo de Europa un dossier firmado por presos comunes de toda España denunciando al Estado y sus crímenes terroristas en las cárceles, hoy.

El pasado cuatro de mayo, un recluso de la prisión provincial de Tenerife, Pedro Torres Martín, soltero, de veintiocho años de edad, se prendió fuego así mismo, para acabar de una vez con la vida intolerable que sus carceleros le hacían sufrir con métodos criminales, y murió pasto de las llamas.

El pasado 24 de enero, un compañero, militante de la C.N.T., Agustín Rueda, era asesinado a palos en la cárcel de Carabanchel de Madrid.

Otro grupo de militantes anarcosindicalistas, José Cuevas Casado, María Rosa López Jiménez, Arturo Palma Segura, Luis Muñoz García, María Teresa Fabres Oliveras, María Pilar Álvarez y Francisco Javier Cañadas Gascón, que, hoy sufren torturas en los centros penitenciarios donde se encuentran, elaboraron un informe de los métodos que aplica, hoy, impunemente, con el asentimiento y el silencio cómplice de la clase política parlamentaria, el Terrorismo de Estado del gobierno de Madrid.

LAS TORTURAS

Comentan nuestros compañeros de la C.N.T.:

«Las torturas, consistían en: pegar con una manguera corta, en las piernas, en la cara, y a las mujeres en los pechos y las piernas. Dar golpes de puño, en los testículos, hígado, estómago, boca del estómago, etc... Con una barra de hierro, etc... Con una barra de hierro — con lo cual tuvieron que llevar a un compañero al hospital, para ponerle dos puntos en la cabeza, y diciendo que se había caído por las escaleras —. «La barra» que consiste, en poner una barra de hierro, entre

los brazos y las piernas, apoyándola en dos puntos, y quedando el cuerpo colgado, a modo de colupio, y pegando con otra barra de hierro, en los pies descalzos, hasta no sentir los golpes. «El casco», que consiste en ponerte en un sillón atado de pies y manos, colocarte un casco de hierro en la cabeza, y golpear con una barra, sobre el casco, dejando la cabeza retumbando, y los dientes astillados. Pegarte sillazos en el cuerpo, sobre todo a la altura de los pulmones. Clavarte una aguja de jeringuilla en brazo, diciendo que te iban a «inyectar pentotal». Subirte de pies en una silla, y ponerte una soga al cuello, atada a una viga, y golpear la silla, diciéndote: «de vamos a ahorcar, y diremos, que te has suicidado». Tirones en el pelo y la barba, arrancándolo a manojos. Torturas psicológicas, como decir: «nos vamos a follar a tu compañera si no cantas hijo de puta», demostrando con éstas y otras injurias, la represión sexual, que tienen

16 de Junio:
Jornada
contra la
represión
en España y
en el mundo

encima. Poner en un cuarto, a un compañero y su respectiva compañera, en el mismo cuarto, torturando a uno y a otro, hasta saciar sus sentimientos asesinos, y su sed de sangre y represión brutal.»

SILENCIO CRIMINAL

La prensa, fiel colaboradora de los más eficaces sistemas de represión, silencia estos hechos criminales. Los partidos políticos parlamentarios callan estos atentados asesinos contra la vida de los ciudadanos. Los líderes «sindicales» stalinistas y socialdemócratas (CC OO y UGT) colabo-

ran estrechamente con la patronal para que los obreros no sean solidarios con sus hermanos en lucha. El «proceso democrático» es la turbia maniobra del Capital, los «Sindicatos», la clase política (encarnación de la Nueva Burguesía, sedienta de poder, que paga al precio de la más turbia moral, para sistematizar el control de los ciudadanos, racionalizar el sometimiento de los trabajadores, y, condenándolos a la lógica productivista de la acumulación de Capital controlado por las Cárceles Bancarias, amparadas «manu militari» por las Cárceles Sociales de los «sindicatos» y las Cárceles Militares donde se siembra el Terror contra los disidentes sociales, anarcosindicalistas rebeldes, revolucionarios, marginados sociales, trabajadores, arrasar minuciosamente los bastiones revolucionarios que denuncian la maniobra de la estabilización-terrorización.

El Terror de Estado, por otra parte, no tiene fronteras. Los trabajadores soviéticos, en la URSS y sus colonias del Este, continúan sometidos al trabajo militarizado: los disidentes son tratados militarmente en asilos psiquiátricos. En Argentina, el Terror militar encuentra la más estrecha colaboración del Partido Comunista Argentino (el más firme aliado de la junta de fantoches-criminales en el Poder), y el fútbol se utiliza como sistema de masificación de los ciudadanos y propaganda ideológica. El Terror de Estado es, hoy, planetario. Sus crímenes bañan en sangre el planeta.

LECTOR: ESPERAMOS TU SOLIDARIDAD

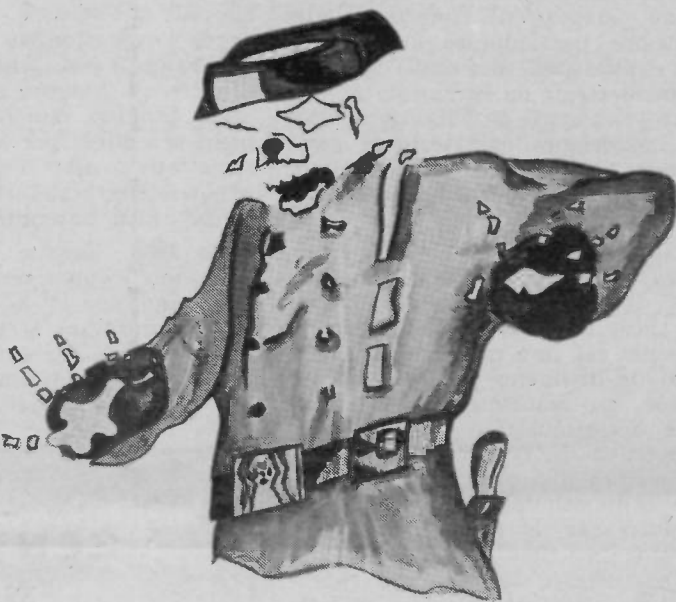
El próximo día 16 de junio, organizada por la C.N.T.E. (Zona Norte) y la Fédération Anarchiste francesa, se celebrará, a partir de las seis de la tarde, en el Hipódromo de París (Porte de Pantin), una Jornada contra la Represión en España y en el mundo.

Intervendrán dos miembros del Comité Nacional de la C.N.T., y otros dos compañeros de la Fédération Anarchiste. Un grupo de artistas participarán, igualmente, en la jornada. Entre ellos, cabe destacar a Paco Ibáñez, Bernad Lavilliers, Jacques Debronckart, Castelhemis, Serge Utge-Royo, Patrick Font, Philippe Val, Carlos Andreu, Jean Paul Sèvres.

Los miembros del Comité Na-

cional de la C.N.T. ofrecerán un informe detallado de la nueva ola de represión y criminalización de la vida cotidiana que se está desencadenando contra compañeros anarcosindicalistas y anarquistas. Un lugar dramáticamente importante en esta campaña del Terrorismo Estatal contra los trabajadores en lucha es el caso de la sala de fiestas «Scala»... a través de la cual la Patronal y la Policía están lanzando un montaje policial para desencadenar contra los obreros y anarcosindicalistas una represión generalizada. Lectores y compañeros esperamos. La solidaridad de todos es imprescindible.

Intervendrán: Juan Gómez Casas, Enrique Marcos
y dos miembros de la F. A.



TACTIQUE MACHIAVELIQUE

LA STRATEGIE DU BOLCHEVISME DANS SON ASPIRATION A DOMINER LE MONDE

PARIS. — L'ancien adage français « faire feu de tout bois », s'applique parfaitement à la stratégie bolchevique. Le bolchevisme préfère, bien entendu, avoir dans chaque pays sa « cinquième colonne » pour s'étendre progressivement et arriver à instaurer sa domination sur le globe. Mais, à défaut de cette priorité, rien ne le gêne pour s'allier aux régimes les plus réactionnaires, appuyer les monarchies les plus rétrogrades, les militaires les plus sanguinaires qui mettent en prison les communistes, fomenter des coups d'Etat, après avoir préparé et instruit les jeunes officiers dans leur montée. Même les dissidents, traités de renégats et de traîtres, sont bons à utiliser, le cas échéant.

Les prétendus soviétologues parmi lesquels ne manquent pas des anciens communistes, connaissant bien la dialectique et les mœurs de leurs anciens maîtres continuent à discuter sur la vraie nature de l'Eurocommunisme. Certains affirment que celui-ci n'est qu'une démarche tactique destinée à tromper les ennemis. L'Eurocommunisme ne serait qu'une adaptation trompeuse aux conditions particulières de certains pays capitalistes, un cheval de Troie qui permettrait de conquérir la forteresse ennemie, de l'intérieur. Des faits historiques caractérisant cette tactique bolchevique ne manquent pas à l'appui de cette hypothèse.

DECOMPOSITION

D'autres trouvent aussi suffisamment d'arguments pour appuyer leur thèse selon laquelle l'Eurocommunisme est une nouvelle manifestation de dissidence qui s'ajoute au Titisme, au maoïsme qui témoigne d'une désarticulation et d'une décomposition du bolchevisme.

De vaines discussions et constructions d'hypothèses, car, dans l'un et l'autre cas, la forteresse du bolchevisme incarnée soit par Moscou, soit par Pékin, tant qu'elle représente un Etat militaire et policier bien structuré et dominant sur un grand territoire, saura, selon sa stratégie, utiliser les Eurocommunistes arrivés au pouvoir dans les pays correspondants.

La dissidence, le trotskysme, le maoïsme, l'opposition extra-parlementaire, tant fustigée par le Parti Communiste dans certains pays, n'empêchent pas ces terribles hérétiques de l'extrême gauche d'appuyer le Parti Communiste officiel et orthodoxe, lors de certaines élections. La fameuse dialectique trouve des arguments suffisants pour justifier ce rassemblement en face de l'« ennemi de classe ».

Même l'attitude présente et officielle du bolchevisme vis à vis de différents groupements terroristes ne change rien dans sa stratégie de « faire feu de tout bois ». Si bien que certains s'interrogent : qui se cache derrière le terrorisme actuel qui sévit en Allemagne, en Italie et ailleurs où d'après les mêmes, des appuis camouflés de certains Etats ne sont pas exclus. Même si ces groupes terroristes sont véritablement révolutionnaires n'inspirant aucun doute, même s'ils étaient des adversaires irréconciliables du bolchevisme, s'il s'agissait des anarchistes, le fait qu'ils sèment le désordre et qu'ils mènent à la décomposition des pays capitalistes sont considérés secrètement comme alliés objectifs du bolchevisme. Rien ne le gêne de présenter ses agents agissant de la sorte comme ennemis, les qualifiant d'anarchistes, afin d'atteindre le but final : affaiblir ses concurrents sur la voie de la domination mondiale. L'histoire est riche d'exemples d'une telle duplicité.

CAMPAGNE MONDIALE

Ceux, parmi nous, d'un certain âge, se souviennent des faits suivants. En 1927, nos camarades menaient une campagne mondiale pour

la libération des anarchistes italiens réprimés en Union Soviétique où ils avaient trouvé asile en fuyant les perquisitions fascistes dans leur pays. Ils risquaient d'être livrés au fascisme, certains, même, l'ont été. A la même époque, les anarchistes bulgares réfugiés en URSS, après l'attentat de Sofia en 1925, poursuivis par la terreur fasciste en Bulgarie, ont été liquidés. La même année, après l'exécution de Sacco et Vanzetti aux U.S.A., un assassinat judiciaire qui indigna le monde entier, leurs familles étaient « généreusement » invitées par le gouvernement soviétique à aller s'installer dans la « patrie du prolétariat ». Elles ont refusé, bien entendu.

En 1936, lorsque les anarchistes espagnols s'opposèrent au coup d'Etat franquiste et le firent échouer, en transformant la guerre civile en une véritable révolution sociale, les bolcheviks eurent l'air de leur tendre la main. Après avoir liquidé les



anarchistes les plus en vue en Russie, après avoir étouffé la révolution et renoncé à exporter « la révolution permanente » avec l'expulsion de Trotzki, ils cherchèrent l'alliance des anarchistes en Espagne, afin de s'attribuer les mérites des révolutionnaires et étouffer ainsi la révolution en Espagne, puis liquider l'anarchisme. Leur première tâche a réussi, mais la seconde demeure leur rêve à réaliser.

A cette stratégie jésuitique corres-

pond une tactique machiavelique. Lorsqu'on étudie bien le bolchevisme mis en pratique, on constate que son but principal et permanent, sinon unique demeure la conquête du pouvoir politique, en utilisant tous les moyens, sans hésitation dans le choix. Une fois le pouvoir conquis, l'appareil policier et militaire qui lui est propre permet de liquider les « compagnons de route ». Dans la révolution russe, ce fut l'Allemagne du Kaiser, le premier allié du bolchevisme qui permit à Lénine de rejoindre la Russie en ébullition en traversant ce pays en wagon plombé. En Espagne, le Parti Communiste s'empressa d'attirer dans ses rangs les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie, ennemis jurés de la révolution, afin de gonfler son importance. Aujourd'hui, si Carrillo réussit à constituer un grand parti, ce sera grâce à l'afflux de beaucoup de franquistes et de bourgeois craignant la révolution et cherchant à se camoufler. Il le sait bien, mais cela ne le gêne nullement. En Italie, si le Parti Communiste arrive au pouvoir, ce sera grâce à son alliance avec la démocratie chrétienne.

TACTIQUE MACHIAVELIQUE

En Bulgarie, les communistes s'emparent du pouvoir de l'Etat le 9 septembre 1944, à l'approche et l'invasion de l'Armée Rouge, par un coup d'Etat, effectué en commun avec la Ligue militaire et le cercle « Zveno », le vrai promoteur du fascisme dans le pays. Ils ont utilisé, afin de se donner la décoration de « Démocrates », le parti des petits paysans qui, bien épuré par la suite, avec l'assassinat de son chef Nicolas Petkov, « partage » toujours avec eux le pouvoir, représenté aujourd'hui par des chefs bien choisis, etc., etc., les exemples abondent.

Cette tactique est bonne et très efficace, de leur point de vue.

Le culte du pouvoir prend une telle importance, la foi en l'efficacité du pouvoir est si démesurée, que les bolcheviks sont convaincus qu'une poignée d'hommes, accaparant le pouvoir de l'Etat, suffit pour réussir tous les miracles. Certes, ils ont raison, de leur point de vue. La victoire se gagne ainsi, mais c'est une victoire qui vaut une faillite, une catastrophe — victoire dans l'instauration d'un système dictatorial, policier et militaire, mais catastrophe et liquidation définitive de tout socialisme.

La même tactique machiavelique et dénuée de tout caractère socialiste trouve son application dans les alliances politiques au cours de la période précédant la conquête du pouvoir. Elle porte le nom de « Front Populaire », « Union de la Gauche » et s'exprime par des coalitions avec n'importe qui (dans certaines élections avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les communistes allemands firent campagne avec les Nazis contre les Sociaux Démocrates). Lorsque ces alliances ne réussissent pas, comme ce fut le cas, en France, aux dernières élections législatives, elles donnent l'occasion de critiquer les « alliés » et de leur imputer la responsabilité des échecs.

Tout ce que nous venons de dire — et la liste des exemples pourrait s'allonger — est si clair pour les observateurs attentifs, que certains lecteurs auraient raison de nous reprocher l'inutilité de l'analyse de faits bien connus. Ils nous en excuseront, mais nous estimons que l'on ne fait jamais trop ressortir la vérité.

Gr. BALKANSKI

CNT - AIT
CENTRO CONFEDERAL
33, rue des Vignoles - 75020 PARIS
(métro : Buzenval et Avron)

Domingo 18 de Junio 1978

JORNADA DEL LIBRO LIBERTARIO

Mañana y tarde :

EXPOSICION Y VENTA DE LIBROS,
FOLLETOS, CARTELES (actuales y antiguos)

a las 14,30 :

CONFERENCIAS

a cargo de BALTASAR PORCEL con la presentación del libro « La revuelta permanente » (Premio «Espejo de España») y de FERNANDO FERRER, sobre «Nuestro libro»

a las 16,30 :

SORTEO de la TOMBOLA CONFEDERAL 78

a las 17,30 :

ESPECTACULO de VARIEDADES
con: PACO DE ALGECIRAS
XAVIER RIBALTA, y otros.

(Entrada gratuita)

A PESAR DE LAS VIOLENCIAS DE LA GUARDIA CIVIL

RUBI: EL COMITE DE HUELGA Y LOS TRABAJADORES VENCEN A LA PATRONAL

RUBI — El pasado 17 de abril la plantilla de la empresa ALU-PERFIL y UNITAL dedicada a la extracción de aluminio y radicada en Rubí (Barcelona) y que cuenta con una plantilla de 150 trabajadores incluidos técnicos y administrativos, inició una huelga en apoyo de una plataforma reivindicativa presentada a la empresa y que contaba de los siguientes puntos económicos y sociales.

1° Aumento de 8.000 ptas. lineales en concepto de prima.

2° Aumento de 2.000 ptas. en concepto de plus asistencia.

3° Revalorización de los puestos de trabajo.

4° Abono del plus de tóxico a toda la plantilla.

5° Abolición de las horas extras que hacían los encargados.

6° No a los contratos mensuales, fijos a los 15 días.

7° 30 días de vacaciones a salario real.

La huelga fue asumida por la totalidad de los trabajadores, con la excepción de los encargados y algunos administrativos, teniendo que hacer constar el compañerismo y solidaridad, de un administrativo y dos técnicos de la oficina, que desde el primer momento se sumaron a la huelga, y que recibieron la carta de despido junto con 84 trabajadrces.

Desde el primer día por medio de los encargados esquirols, la empresa intentó y consiguió sacar algunos camiones cargados, con el material existente en los stocks; estos esquirols estuvieron en todo momento protegidos por la guardia civil.

Debido a ello los trabajadores que mantenían en las puertas de la fábrica piquetes informativos para evitar la entrada y salida de materiales, intentaron de una forma pacífica evitar la salida de los camiones, dicha situación culminó en la madrugada del día 2 de mayo. Ante la decidida pero pacífica oposición de los trabajadores que intentaban impedir la salida de cuatro camiones cargados de material, el teniente de la Guardia Civil que mandaba la fuerza de protección a dichos camiones dio la orden de cargar contra los trabajadores, los cuales fueron apaleados y heridos; a consecuencia de la agresión resultaron heridos tres trabajadores que fueron asistidos de heridas en la cabeza y parte del cuerpo, otros varios recibieron golpes y contusiones.

Enterados los trabajadores de Rubí de esta agresión se reunieron los comités de fábrica de todos los ramos en la mañana del día 2 para acordar la manera de ayudar a los trabajadores de ALU-PERFIL y UNITAL, llegando por unanimidad al acuerdo de convocar una jornada de lucha para el jueves día 4 de mayo en apoyo de los trabajadores en huelga.

Esta jornada de lucha fue un éxito de la clase trabajadora pues paró el 90 % de las fábricas y una parte del comercio y culminó con una gran manifestación de 8.000 trabajadores que de una forma pacífica recorrieron las principales calles de Rubí en apoyo y solidaridad de los trabajadores apaleados.

Ante la decidida firmeza de los trabajadores de continuar en huelga hasta conseguir sus reivindicaciones y el apoyo moral y económico que recibían de la clase trabajadora no solamente de Rubí, si no de todas las empresas que componen el cinturón industrial de Barcelona, desde

Contra la agresión,
piquetes informativos.

★
Contra el lock-out,
comités de fábrica.

★
Contra la patronal
acción directa.

el más pequeño taller a la gran empresa, hace reflexionar a los empresarios en conflicto y al comprobar esta situación y dándose cuenta que no podrá doblegar a sus trabajadores, los cuales en unión del Comité de huelga, que cuenta con el total apoyo y confianza de los trabajadores forman un bloque unido. Este comité compuesto en su mayoría por compañeros de C.N.T. está llevando la lucha de una forma muy positiva en sus planteamientos.

Esta situación fuerza a la empresa a buscar los primeros contactos con el comité de huelga, para tratar de llegar a unos acuerdos y solucionar el conflicto, tras varias reuniones en las cuales tomaron parte el subgobernador civil, el delegado de trabajo, y las centrales sindicales CNT, UGT, USO y CC OO; el día 19 de mayo se firmó un acuerdo entre la

empresa y el comité de huelga para reanudar el trabajo el día 22 bajo los siguientes acuerdos:

1° La empresa retira todos los despidos.

2° Solamente impone con carácter simbólico una sanción de 15 días suspensos de empleo y sueldo a todos los trabajadores que recibieron la carta de despido; dicha sanción no tendrá efecto en ningún otro conflicto que se pueda plantear en el futuro.

3° Aumento de 4.000 ptas. en concepto de prima.

4° Aumento de 1.300 ptas. en concepto de plus asistencia.

El resto de los puntos serán tratados entre la empresa y el comité de

fábrica, una vez normalizada la situación.

Después de reanudado el trabajo, y hacer un análisis de la lucha sostenida, consideramos como un éxito los logros alcanzados por los trabajadores frente a una patronal tan dura, ello ha sido posible gracias a la unión y compañerismo demostrado por los trabajadores, y especialmente por los compañeros y afiliados a C.N.T. que en todo momento supieron llevar la lucha de acuerdo con nuestros principios anarcosindicalistas.

Rubí, mayo de 1978.

Comité del Sindicato Metalúrgico de la C.N.T.

En Evreux también creen que el Pacto de la Moncloa es un crimen

EVREUX. — El 12 de mayo como había sido anunciado por el Partido Socialista francés tuvo lugar la Reunión-debate, titulada «L'Espagne d'aujourd'hui et de demain».

Para desgracia de los organizadores no estuvieron en la cita los diputados españoles y entre una escasa asistencia se celebró esta reunión que no dejó de ser interesante así como su título y tema lo requerían.

El presidente nos previno para empezar que se llegaría hasta donde se pudiera (quería decir que no estaba capacitado para tal acontecimiento).

Después de sus primeras palabras se abrió la discusión y no faltaron las cuestiones de jóvenes y menos jóvenes de franceses y españoles. La primera fue sobre el Pacto de la Moncloa, a la que se respondió que no otra cosa podía hacer el partido de Felipe González.

Se ha entregado, atados, a los trabajadores

En nombre de la C.N.T. de España en el Exilio el compañero Fernando Ferrer cuestionó acerca de los problemas de gran actualidad en la España presente y en particular la situación del mundo del trabajo a quienes se les ha entregado las manos atadas por los partidos que aspiran a gobernar con los mismos que gobernaron durante tantos años y lo único que han cambiado son las siglas de sus partidos.

Ferrer hizo también mención del libro escrito por Largo Caballero en los últimos años de su vida y que se considera como su testamento: «Carta a un Obrero». Hizo hincapié sobre las recomendaciones del viejo militante y la actuación del Partido Socialista Obrero Español de Felipe González de hoy. Es incomprensible que los viejos militantes de la UGT que fueron de la mano con los de la CNT, se les intente conducir hacia otros derroteros con el fin de ser la correa de transmisión del Partido Socialista para ser una masa amorfa buena únicamente para las elecciones.

El mismo presidente nos indicó que se ven pegatinas y otros modos de propaganda en donde la UGT va con la CNT. La respuesta de Ferrer fue que son los que no están de acuerdo con la conducta del P.S. y que esto se irá intensificando.

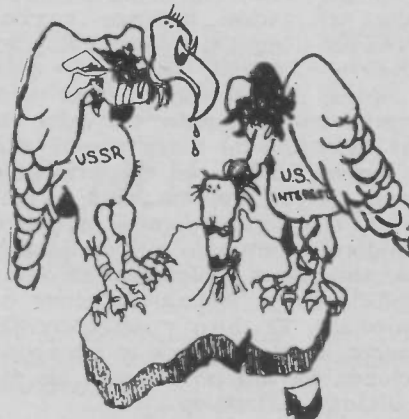
Al final concluyendo un joven francés preguntó si la CNT tenía aún influencia entre la clase obrera de España a lo que contestaron que había tenido mucha y no tardará en tener como tuvo antes.

Así se terminó esta reunión en la que el público más estaba cons nosotros que con los mismos organizadores.

GARCIA

«Paso a la F. A. I...»

C. N. T.
EN
AUSTRALIA



MELBOURNE. — Por esta tierra lejana se dice que el régimen actual de España es de Burocracia y no de Democracia; en uno de los diarios australianos, se nos dice en estos días: «La Democracia española es un castillo de naipes, que puede desmoronarse en cualquier momento, ya que el gobierno actual y todos los altos cargos, han sido colaboradores del general Franco», y señalaba al primer ministro Suárez, como secretario del Movimiento Nacional y a dos de la oposición del Partido Socialista Español, Felipe González y M. Mujica, como instructores de la Falange y a Juan Carlos, como pelele de Franco por haber sido puesto por el mismo Franco.

Como es tradición en Australia, la fecha del Primero de Mayo, tiene por costumbre de celebrarlo el primer domingo del mes de mayo, este año ha sido el día siete.

En la citada manifestación estuvo presente la C.N.T.-F.A.I. y los distintos grupos anarquistas de las tres Universidades de Melbourne, portadores de grandes pancartas, todas ellas bastante alusivas en favor de las ideas, infinidad de banderas negras, símbolo del anarquismo la roja y negra del anarcosindicalismo. Una gran pancarta:

CNT — AIT — IWW — MLE — No al Pacto de la Moncloa. — Por un estatuto para los refugiados políticos. — Amnistía total para los presos.

Voces salidas de los manifestantes, decían, «C.N.T., sí, Moncloa, no.» «Paso a la F.A.I.».

También ondeaban en el aire por las calles de Melbourne banderas con las siglas de la F.A.I. y de la C.N.T.

Nuestro objetivo era que participaran la prensa local, radio y televisión, como así fue, una vez más fuimos sobresalientes en la citada manifestación. — Grupo Cultural de Estudios Sociales de Melbourne, (Australia) — Servicio de Información de C.N.T.

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE
ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Palements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE BURDEOS

Esta Federación Local celebrará el próximo domingo, día 18 de Junio, Asamblea General, en su local, 42, rue Lalande. Dado lo extenso del Orden del Día a tratar, se ruega la asistencia de todos los comañeros.

F. L. DE THIAIS

Celebrará asamblea el domingo 11 de junio, en el local y hora acostumbrados.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el día 11 de junio. Hora y lugar como de costumbre.

COMARCAL DE VALDERROBRES

El compañero Salvador Benitez, pone en conocimiento de los miembros de su comarcal, y de los compañeros en general, del fallecimiento de su compañera, Carmen Ibáñez, natural de la Fresneda (Teruel).

No se efectuó entierro del cadáver por haber hecho don de su cuerpo a la Facultad de Medicina de Montpellier. Por dicha razón, de la desgracia que le apegna, no se dio aviso a nadie.

SEMANA LIBERTARIA
EN LISBOA

LISBOA. — Del 2 al 8 de julio se celebrará en Lisboa la «Semana de Presencia Libertaria» que incluirá mítines, conferencias, proyecciones de cine, sesiones de literatura fantástica, debates sobre el terrorismo estatal.

El programa previo es el siguiente:
— Domingo, 2: «Pic-nic», encuentro de camaradería. Fiesta.

— Lunes, 3: Conferencias sobre temas anarquistas. Historia y actualidad.

— Martes, 4: Debates sobre delincuencia, terrorismo.

— Miércoles, 5: Proyecciones de cine.

Jueves, 6: Debates sobre anarcosindicalismo.

— Viernes, 7: Sesión final.

— Sábado, 8: Festival, feria del libro, tómbolas, teatro, exposiciones, festival musical, discusiones libres.

La Semana se celebrará en la Alameda de Lisboa. La Coordinadora de la Semana de Presencia Libertaria está compuesta por «Voz Anarquista» (Cándido Reis, 121, 1° derecha, Cacilhas, Portugal), «Centro Libertario» (Manuel N. N. Almedida, 32, Montijo, Portugal), y «A Batalha», (Av. Alvares Cabral, 27, Lisboa, Portugal).

La Coordinadora recibe correspondencia, asimismo en el apartado de correos número 5085 de Lisboa. Y espera sugerencias, ayuda (económica, personal, camaradería...), y la presencia activa de compañeros y amigos.

Un libro sensacional:

LA REVUELTA PERMANENTE

escrito por Baltasar Porcel en colaboración con Juan Ferrer.

Edición de lujo de 300 páginas y 170 ilustraciones.

Precio: 50 francos.

Pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

C.C.P. n° 9 232 33 V Paris

UNA VIDA EJEMPLAR

JOSE MONTANE MARTI

PARIS. — La Parca, es inexorable con las vidas. Los versos de «Las Coplas» de Jorge Manrique, a la muerte de su padre (caras y profundamente arraigadas en los recitales de nuestro amigo Paco Ibáñez), tienen la fatalidad consoladora y resignada de lo trágicamente irreparable: «Nuestras vidas son los ríos que van a dar en el mar que es el morir... Término del camino desde el nacer, sin vuelta de hoja en el espacio y en el tiempo de los seres. Sabía la Naturaleza en sus leyes, lo de «vida» y «muerte» no lo puede domeñar el hombre. La muerte, es el fin de toda vida con trascendencia solamente en lo metafísico y religioso especulativo: «Allegados son iguales los que viven por sus manos y los ricos»... Medida equitativa e igualatoria la de la Muerte. Si la vida debiera tener todas las prerrogativas, derechos y libertades que da el nacer, el vivir, está lleno de injusticias, que hacen que éste, sea duro, dolorido y trágico, hasta irse por un camino sin retorno.

El tomado por José Montané Martí el 9 de marzo, pasado, dejando desconsolados a sus seres queridos, en Carpentras (Vaucluse), a la edad de 83 años. Nació el 15 de abril de 1895 en Tivisa (Tarragona).

Desde muy joven (7 años) empezó a trabajar al lado de su padre, abasteciendo de leña los hornos de la región. Trabajó duro y poco renumerado. A la edad de 14 años, la familia se instala definitivamente en Ginestar, para trabajar la huerta a orillas del Ebro. Las costumbres agrarias de explotación en la comarca, son las «a medias» con el patrón y las *parcerías*, regimenes agrícolas cuya explotación depende muchas veces del tiempo y en particular del esfuerzo personal, para que sean prósperas las cosechas. Con todo, emprenden la puesta en valor de una extensión de tierra virgen, «La Vallonga», situada en el «terme» de Tivisa. En tal empresa, pone lo mejor de sus conocimientos, esfuerzos y sudores, plantando olivos, algarrobos, almendros e higueras. En estas condiciones, el trabajo no rinde de inmediato. Es duro y desesperante, a veces, seguir adelante en estas condiciones. De ahí no escaseen las dificultades materiales.

En aquellos tiempos, por mil razones de convivencia, los niños asisten poco a la escuela. Abunda en general el analfabetismo. (Créese cerca del 50 % de analfabetos en todo el conjunto nacional). Montané, quiere escapar a tan calamitosa plaga. Su afición al estudio hace que se autoimponga seguir cursos nocturnos, escapando así a la incultura reinante. Aprende música de paso, lo que le permite formar parte de la Banda Municipal del pueblo, la cual recorre las «fiestas mayores» de la comarca, dándole la posibilidad de ganar algún dinero para ayudar a la casa. Hay que *espabilarse*, como se dice, para echar adelante el «carro» de las necesidades familiares...

La lucha entre pobres y ricos, ha sido siempre intensa para evitar injusticias. La monarquía de Alfonso XIII no mitiga injusticias. La dictadura de Primo de Rivera las empeora y agranda. Al igual que la prensa burguesa, llega a los pueblos la prensa liberal y anárquica. (Abundando en los pueblos federales de la Primera República). Cambio de ideas y polémicas y se sabe de las luchas patronales y obreras, de la nefasta labor de Martínez Anido y Arlegui, y de los asesinatos de los «pistoleros del Libre», a las órdenes de éstos y pa-

gados por la patronal. Aunque de lejos, vive también la Semana Trágica y las consecuencias que tuvo para Ferrer y Guardia al oponer su Escuela Moderna a la escuela del Estado y particularmente a la confesional. Deportación, cárcel y represión están al Orden del Día. Se lucha por un cambio de régimen y de situación. José Montané, lucha por ello. Para que las reivindicaciones sociales sean un hecho constructivo, una solución social para la clase trabajadora oprimida y explotada.

EL EXODO

El advenimiento de la República del 31, pasada la euforia del cambio, sus leyes de reforma no llevan al agro la reforma esperada. Para el trabajador sigue dura la vida, sigue la lucha social. Siguen las injusticias y el cubrir las necesidades de la vida familiar es un constante batallar.

Mientras, Montané, forma un hogar — aspiración de perdurar a través de los hijos — con Josefa Agné Ramos (fallecida en Puisseau) del que le nacen cuatro hijos: Mariana, Mercedes, Valentín y José, todos compañeros y queridos amigos nuestros.

Los percances de la vida cotidiana, no le alejan de la lucha. Ingresó en la «Sociedad Obrera», en la

RIPIOS

Nazis, por la gracia de Dios

MADRID. — La iglesia tradicionalista sigue defendiendo Dios a su manera, haciéndole responsable de todos los actos que éstos ejecutan. Mientras, la evolución de la iglesia quedó estabilizada, en los arcaicos prejuicios morales, que ella sustenta después de varios siglos.

Recientemente, añorando los tiempos pasados, el cardenal Lefèvre, visitando Madrid, al lado de los «ultras» de Blas Piñar, no ha vacilado un instante en hacer el saludo de Falange, hermano gemelo del saludo nazi.

El «Pequeño Larousse Ilustrado», pág. 1403, dice referente a la estatua de la Libertad, situada en el puerto de Nueva York:

«Libertad alumbrando el mundo»...

Pero los símbolos no representan nada.

Muy cerca del monumento de la Libertad, en la bahía de Hudson, permaneció anclado el ex-trasatlántico «Infanta Isabel de Borbón», desbautizado, por entonces, para los efectos de nuestro régimen, durante casi la totalidad de nuestra guerra, a consecuencia del veto, a sentido único, que la «No Intervención» desencadenó contra nosotros. Este navío estaba cargado de armas (pagadas) que debían de servir al pueblo español a luchar contra el fascismo.

Mientras, la estatua se consumía con su antorcha en la mano.

Dio la sensación que sostenía un invisible candil.

El difunto André Malraux, decía:

«Cuando se habla del Estado, parece que se hable de un impostor.»

Esta afirmación contiene toda su veracidad en lo que se refiere a España. Tal Estado usurpó, durante cuatro décadas, la voluntad de todo un pueblo y de la República española legalmente constituida.

EL TIO PACO

que actúa activamente aportando sus conocimientos a la obra común.

En el ambiente político y social español, se huele el enfrentamiento de la reacción y del pueblo. Y llega el estallido revolucionario del 36, la epopeya mayor de los siglos, gesta que ha dado tema mayúsculo a los historiadores.

En Ginestar, se lanza la idea colectivista. Se incautan las tierras que abandonan los propietarios a quienes el miedo hace huidizos. Montané, como tantos otros pequeños propietarios, puso cuanto tenía a disposición de la colectividad. Con amor y esfuerzo común, los propios productores organizan la nueva vida social sin dependencias de amos ni explotadores. La satisfacción y armonía reina entre ellos. Y en el año y medio que duró la experiencia colectiva en Ginestar, se puede decir que fueron los meses más felices de su vida de trabajador.

Abril de 1938. Hacia la ribera del Ebro, se acercan las tropas franquistas. Los colectivistas de Ginestar, deciden evacuar hacia Reus, familias, enseres y ganado. Montané contribuye al trabajo de la colectividad agrícola de la ciudad. Por donde pasa deja su óbolo de esfuerzo y voluntad. Se dan las últimas batallas; son los últimos estertores de la guerra. Y en Enero del 39, empieza el éxodo por las carreteras catalanas hacia la frontera francesa. Con dificultad llega a la Junquera con la familia. Entran en Francia. Argelés, de triste memoria; Bram, después. Dispersión de familias; tragedia de un pueblo en derrota que luchó con tesón por la libertad.

En Puisseau (Loiret), después de un tiempo, puede reunirse de nuevo la familia. Penosa vida de trabajo del campo. Traslado a París, en cuya F. Local (calle Sta. Marthe), participa en todas las tareas orgánicas, dando ejemplo de solidaridad en todos los aspectos. Amante de la cultura era asiduo de la Librería del local y se agenciaba todas las novedades. Fuimos amigos ya que se hacía querer y respetar. Carácter franco y leal; amigo de las verdades concretas las decía en todo lugar y a tiempo. Respiraba bondad, y, en su jovialidad, había una punta de socarronería pueblerina. Fue uno de los animadores activos de la Colonia de Aymare, en la que puso su amor y experiencia de hombre de la tierra. No faltó año que, con su familia, no fuera a la recolección de las mieses. Era con entusiasmo que hablaba de ella. Cuando se optó orgánicamente deshacerse de la Colonia, su decepción y desencanto fueron enormes.

Al tomar el retiro frecuentó más asiduamente Sta. Marthe, hasta el 64 que se trasladó a Carpentras (Vaucluse) al lado de su hija Mariana y del excelente compañero Salvador García, su yerno.

Militó desde entonces en la F. Local de su nueva residencia donde era querido de todos.

Entre sus ocupaciones en el pequeño huerto y sus lecturas, le sorprendió la muerte. Su enfermedad era de las que no perdonan, dejando a sus hijos y nietos en el mayor desconsuelo.

A toda la familia de Francia y de España, nuestro más sentido pésame.

¡Que la tierra te sea leve, compañero Montané!

Notas de V. M. Redacción de R. L.

200.000 CIUDADANOS EN BUSCA DE LIBERTAD

CASTELLANOS, LEONESES Y CANTABROS, CONTRA EL PODER CENTRALISTA

LEON. — Más de 200.000 castellanos, leoneses y cántabros, procedentes de todos los puntos de la región, se concentraron el domingo 7 de mayo en Villalar de los Comuneros, para conmemorar la lucha llevada entonces por el pueblo, contra el Poder Central de Carlos I de España, guerra civil, que eliminó a las libertades municipales, que en aquella época, gozaban los municipios españoles.

La prensa local «El Norte de Castilla», comenta que el ambiente de este memorable día («fue de alegría y con un espíritu regionalista»); en realidad el pueblo, injustamente sometido y marginado, demostró, una vez más, además de forma multitudinaria sus aspiraciones a los municipios libres de toda ingerencia centralista, — pese a todos los políticos allí presentes.

Villalar de los Comuneros, fue, en 1521, testigo de la fobia destructiva empleada por el Estado a fin de satisfacer sus deseos dominadores. La historia de los pueblos oprimidos se ha repetido a través de los siglos: 1521, 1936, son dos fechas, que difícilmente serán olvidadas, por que marcaron profundamente a los hombres liberales: Carlos I de España, y Francisco Franco Bahamonde, fueron dos dictadores sin piedad, que al frente de sus mercenarios, flamencos, alemanes, italianos, etc., avasallaron a los pueblos españoles, pueblos que no aceptaban sus dictados, y hoy como entonces, pese a los políticos profesionales el pueblo tampoco los aceptará.

Las luchas por la libertad, se repitieron a través de la historia, por que fueron fechas que fueron testigo del martirio — gratuito — de hu-



manos, que se habían rebelado contra la injusticia encarnada por «hombres», que tenían en el corazón una piedra. Villalar de los Comuneros, 1521, Madrid, Guernica, etc., etc., 1936-39, fueron testigos de la fobia criminal de las hordas mercenarias en la lucha provocada por una casta de privilegiados, que querían conservar, contra la voluntad del pueblo productor, sus privilegios materiales, olvidando totalmente a



las primordiales necesidades de los trabajadores.

JOVENES ANARQUISTAS

La intervención en este conmemorativo acto, de los jóvenes anarquistas y la de la Convención Republi-

cana, contestando a los demagógicos discursos de los políticos del actual parlamento español, que intentan como siempre recuperar para fines electorales las corrientes populares, como saliendo también al paso en esta concentración de grupos de abanderados de Alianza Popular (fascistas), quemando banderas monárquicas y vapuleando energicamente a los que hoy representan a los que en la historia eliminaron las libertades del pueblo español, y particularmente en 1936, en la región de Valladolid y demás regiones de la provincia, donde ya en 1521 los Comuneros de Castilla, pagaron un tributo grande a la fobia destructiva e inhumana del Poder.

En realidad, las autonomías de las regiones españolas, no pueden vivir con la tutela del Estado, por que el Estado es un peso muerto en la vida de los pueblos peso que impone directivas erróneas dictadas por burócratas que desconocen las necesidades de los municipios españoles. La autonomía tiene que ser profundamente federativa y fuera del alcance de la incapacidad del burocratismo estatal, — como lo preconizan los anarquistas y anarcosindicalistas, además demostrado — pese a los historiadores condicionados por el Estado, durante la guerra civil de 1936-1939, en las federaciones de industria y colectividades agrícolas, donde se hizo una demostración rotunda, que la sociedad puede pasarse de políticos, pero no de trabajadores conscientes.

Antonio MORENO

QUELLES LUTTES AUJOURD'HUI ? POUR QUEL SOCIALISME ?

LE CANNET. — Une brochure dans la tradition anarcho-sindicaliste dans l'Ecole Emancipée, qui montre qu'il est indispensable de dépasser les divisions, les querelles d'appareil pour construire le socialisme de demain.

— Un historique sur l'Ecole Emancipée de 1910 à nos jours.

— Les interventions syndicales et extra-syndicales.

— L'Ecole : un mythe... une mystification.

— Que faire. Quelles luttes mener avec les autres travailleurs.

— La formation des enseignants : Ecole Normale, C.P.R...

— L'auxiliarat : nécessité d'une titularisation immédiate...

— La hiérarchie : dénonciation de l'asservissement qu'elle occasionne.

— La laïcité : destruction de l'é-

cole religieuse au même titre que l'école de classe du système éducatif bourgeois.

— Pour la lutte des femmes : Depuis son origine l'Ecole Emancipée a soutenu les luttes des femmes contre la morale bourgeoise...

— Dénonciation de la nature sexiste de l'Ecole.

— Le sport à l'Ecole. Non au sport compétition. Oui à l'épanouissement du corps en même temps que celui de l'esprit.

— La Grande Muette : Soutien de l'E. E. à toutes les luttes antimilitaristes.

— Vivre ou survivre : soutien aux luttes écologistes, anticapitalistes.

— Relations syndicat-parti : les structures de masse doivent fonctionner selon le principe du Fédéralisme démocratique, les syndicats ne doivent pas être la courroie de transmission des partis.

— Pour un internationalisme militant.

— Non au laminage centralisateur : droits des minorités nationales...

— Unification des luttes par la base, rapprochement des minorités combattives.

— Brochure éditée par «Les Amis de l'Ecole Emancipée de Provence». C/O Marcel Meaufront, 11, Allée Dolce Farniente, 06110 Le Cannet, (contre 4 frs.). — (Feuilles Libres).

« ACCIDENTS » A L'ARMÉE...

LE CUN. — Ce collectif, constitué à un niveau national, a des correspondants actifs dans notre région, s'intéressant également aux « accidents » à l'Armée ainsi qu'à l'extension des camps militaires (Larzac, Canjuers,...).

Il s'est constitué lors du rassemblement « Larzac 77 ».

Ses perspectives :

— Un dossier sur les écoles militaires;

— Renvoi des livrets militaires d'anciens engagés;

— Pétition de dépôt de plainte pour publicité mensongère de l'Armée;

— Campagne des transports gratuits (en liaison avec comités de soldats);

— Affiches;

— Contrats d'engagements et écoles militaires.

Depuis la recrudescence du chômage, l'armée, qui connaissait des difficultés de recrutement et de maintien des effectifs, recrute et sélectionne sans aucun problème.

Ces contrats d'engagements préparent à une formation exclusive militaire.

La plupart des spécialistes militaires est plus élevé que le coût des mêmes enseignements dans le civil.

Les Ecoles militaires préparent des hommes et des femmes à ne plus être des citoyens à part entière, des sortes de robots prêts à intervenir contre la société civile.

Collectif d'Anciens engagés, J. R. Quinard, Le Cun, La Blaquererie, 12230 - La Cavalerie. — (Feuilles Libres).

Sur le Portugal

(En date du 30 Avril, se rapportant aux mois de Mars et Avril 1978)

Sit. générale :

— Le programme d'austérité du gouvernement PS-CDS passe au parlement. D'énormes hausses des prix courants.

— Pour la première fois les fonctionnaires et les employés des administrations centrales et municipales font grève : 2 journées, pour les salaires et les revendications de statut. Paralysation également des enseignants.

— Fondation d'un regroupement politique des « otellistes »; l'Organisation Unitaire des Travailleurs (O.U.T.).

— Agitation croissante des milieux séparatistes aux Açores et Madeira, avec agression d'un ministre de la république.

Sit. Mouvement Libertaire :

— Suite à une des décisions de la II^e Conférence Libertaire, préparation d'une Semaine de présence libertaire, du 2 au 8 Juillet à Lisbonne.

— Décès du compagnon anarchiste José Antonio Machado, vaillant militant avec plus de quarante ans d'activité, la plupart dans la clandestinité.

— Présence d'une délégation de la F.A.R.P. au III^e Congrès de l'Internationale des Fédérations Anarchistes, à Carrara.

Information envoyée par la revue anarchiste A Ideia (Apartado 3122 - Lisboa.3 - Portugal).

MONTPELLIER : LA « DEMOCRATIZACION » ES UN CAMUFLAJE PARA SOMETER A LOS TRABAJADORES

MONTPELLIER. — El día no quiso ser amable con los compañeros de la C. de Relaciones del Hérault, Gard, Lozère, que como de costumbre habían organizado el acto conmemorativo del 1º de Mayo, en Montpellier. El día apareció lloviendo en los tres departamentos que constituyen el Núcleo, y seguramente en gran parte de Francia, lo que no fue motivo suficiente para que se descorazonaran los viejos militantes de las localidades vecinas, y se presentaran con cares y coches, o como pudieran para testimoniar con su presencia, su continua protesta, por los asesinatos de aquellos mártires de Chicago que dieron origen al día de paro Internacional; lástima que los sindicatos amarillos, tan abundantes en estos tiempos de lamentable abandono, vayan queriendo transformar el día, en un día más de fiesta pagada, que purifique los malos sentimientos de la burguesía internacional.

Los hombres de la C.N.T. de España en el Exilio, unidos a todos sus compañeros de la Tierra, han querido probar una vez más, que ellos no olvidan, ni aquellos que cayeron en aquel memorable día, víctimas de la injusticia, ni aquellos otros que han caído luego, ni a los que puedan caer en esta interminable lucha contra la tiranía y la patronal. Así lo hizo constar el compañero Fortea, que presidió el acto, cuando dijo: «Estamos aquí en este 1º de Mayo, para testimoniar nuestra protesta por los Mártires de Chicago, y para protestar de la parodia de democratización del régimen de España, que sigue persiguiendo y encarcelando a los trabajadores que no se brindan a jugar con el Pacto antisocial de la Moncloa.

El compañero Fortea, de la Comisión, dio comienzo al acto expresando el sentir de esta fecha memorable, donde la clase obrera repudia la violencia de las clases gobernantes del mundo entero. «Los anarcosindicalistas, dijo, no caemos en el engaño de los gobiernos rojos o blancos. En España no existe una verdadera libertad y democracia, lo mismo que existe una brutal dictadura llamada roja, que tiene aplastada a la clase trabajadora, impidiendo a toda costa, la acción de unos sindicatos libres y realmente organizados por los trabajadores y para la defensa de los trabajadores mismos. Son los comunistas rusos quienes han dado el vergonzante ejemplo de los sindicatos de Estado, verdadero camuflaje del «revolucionarismo» político, al servicio de los dictadores. La C.N.T. no caerá nunca en esa vileza, y antes morir que traicionar a los trabajadores.»

El compañero **Enrique Marcos**, nuevo Secretario Nacional de la C.N.T., que, circunstancialmente, se encontraba en Montpellier, dijo:

«Nosotros no hemos provocado la crisis, y los trabajadores, no podemos seguir cargando con la responsabilidad de esa crisis, típicamente capitalista, ni podemos seguir impávidos viendo como el paro aumenta, mientras disminuye el auxilio que percibe, gracias a la constante subida de precios, de los productos más necesarios, para las familias de los trabajadores. Nosotros no queremos entrar en toda esa claudicante política de los falsos redentores. La C.N.T. es y seguirá siendo una organización revolucionaria, que pretende llegar a la total liberación del hombre; que pretende así mismo ser la defensora de todas las minorías oprimidas; que no acepta los regímenes carceleros; que estará siempre frente a todas las violencias policiales, verdaderas creadoras del desorden público y de la tragedia española. Sin ser autonomistas somos los verdaderos federalistas, que damos la autonomía a todas las comunas de España, para que puedan vivir unidas en una verdadera confederación de los pueblos de Iberia. Si el gobierno español, quiere entenderse con nosotros debe respetar

los intereses de la clase trabajadora. Debe devolver los bienes que le fueron arrebatados a los trabajadores encuadrados en la C.N.T. por el im-

como en su primera esencia. «Nosotros como anarcosindicalistas seguiremos viendo en este día un día de martirologio de aquellos inocentes que murieron en Chicago, y de todos los otros mártires que han muerto antes y después en defensa de las libertades.» Terminó haciendo un llamamiento a todos los trabajadores y en particular para quienes definitivamente quieran terminar con el asalariado que les esclaviza, para que ingresen en la C.N.T.

AHORCADOS

El compañero **Ramón Liarte** habló en estos términos: «Hace 92 años que fueron ahorcados los mártires de

Chicó. Mejores y peores, se ven entregados sin defensa al gran Moloch del capitalismo que los devora poco a poco, esclavizándolos y degradándolos, por un trabajo embrutecedor, e ignominioso. Los anarquistas estamos aquí para decirles a todos los señores que nos gobiernan: basta de abusar de la debilidad de las gentes; basta de culturas falsificadas; los anarquistas no dejaremos que en el mundo, los dictadores de todo tipo sigan asesinando a los trabajadores que todo lo producen y todo lo crean.

En España, se viene demostrando cada día más que la C.N.T. va potenciándose y está más capacitada para responder a todo tipo de provocaciones. Todas las fuerzas políticas se han integrado a la situación gubernamental; la oposición política se ha integrado al sistema gubernamental, gracias al dinero del gobierno. Hoy podemos ver a Santiago Carrillo, como aquel antiguo emperador Alejandro Lerroux, que de pretendido violador de jóvenes novicias, pasó a ser un defensor del clero. Al Partido Comunista le hemos visto destalinizarse, más tarde renegar de la sacrosanta Dictadura del Proletariado, y ahora le vemos desleninizarse. ¿Cuánto tiempo tardará en decirnos, que Carlos Marx, no era otra cosa que un vendido o un «dingue»? A nosotros no nos extraña, siempre hemos estado convencidos, que los trabajadores que siguen a todos esos revolucionarios de salón, son unos pobres engañados, que carecen de esa personalidad que califica a los hombres del anarquismo. Para el Partido Comunista los pueblos son masas. Para nosotros los anarquistas, todos los hombres tienen una personalidad específica que hay que desarrollar, para que cada uno llegue a darse cuenta del valor de sí mismos, y no sirvan a nadie por causas que más que causas son traiciones.

Los traidores de todas las revoluciones nos dicen que hay que cambiar y entenderse. ¿Cambiar qué? Y entenderse, ¿con quién? Entenderse con los trabajadores. Nosotros estamos entendidos de antemano. Entenderse con quienes explotan y dominan a la clase trabajadora, por medio de sus propias leyes abusivas, siempre perjudiciales para los trabajadores, y por medio de la fuerza de represión. ¡No! Nosotros no estamos por ese entendimiento. Nosotros no queremos ser apuntalados, como el Partido Socialista por el gobierno del Sr. Suárez. Nosotros queremos ser una organización de trabajadores, como siempre lo fuimos, para defender la causa obrera, sin menoscabo ni influencias políticas.

Estamos más que nunca entre pillos y ladrones. Y nuestra misión es denunciarlos ante la clase obrera, que salida de la larga noche de la dictadura franquista se encuentra completamente desorientada, y medio asustada con el coco de los posibles Pinochets, que pudieran salir de entre las clases militares. Nosotros no podemos vivir con el miedo permanente de una nueva dictadura; ni queremos predicar una doctrina de miedo como lo está haciendo la oposición oficial, porque es del miedo de los trabajadores que ellos pueden vivir.

CORRESPONSAL

ACABAR CON EL DESTAJO ES ROMPER UNA DE TUS CADENAS



CNT

SINDICATO DE LA CONSTRUCCION

perio de las armas. Nosotros no admitiremos que se nos coharte ninguna libertad de expresión. Hablar de democracia y no respetarla, es delito de hipocresía, que nosotros no vamos a tolerar, sin hacer sentir el desprecio que tales prácticas nos merecen.»

Marcos se dirigió a los jóvenes, diciendo: «El Estado español, no perderá la ocasión, apoyándose en las leyes llamadas anti-terroristas, para atacarnos a fondo, por ser los únicos que no uncimos voluntarios nuestro cuello al nuevo sindicalismo vertical que nos preparan. Pero si nosotros tenemos una organización potente capaz de dar confianza a los trabajadores, el gobierno fracasará, y el neo-verticalismo se hundirá deshonrado a los ojos de los trabajadores. No solo hay que ser libertarios; hay que ocupar un puesto en la organización, hay que ayudar al buen funcionamiento de la misma y aumentar el número de sus adherentes. Cuanto más número seamos los organizados, mayor será nuestra potencia y mayores serán las posibilidades de triunfar de todos los enemigos que nos rodean.»

Gastón Ridal. Este compañero francés representaba a la C.N.T.F. Fue muy breve pero muy contundente. Afirmó que la C.N.T.F. continuaba a reconocer el 1º de Mayo

Chicago, y nosotros estamos aquí de nuevo, para afirmar que no se pueden matar las ideas ahorcando a las personas. Los americanos tuvieron que reconocer su crimen inocentando a los ajusticiados injustamente. Como más tarde han tenido que reconocer la inocencia de otras dos víctimas del odio y del racismo, que fueron Sacco y Vanzetti: los dos anarquistas que llegaron a movilizar el mundo entero contra una justicia ciega y rabiosa, contra todo lo que signifique progreso y civilización. Sabido es que los anarquistas somos visionarios y avanzados, que vivimos anticipadamente al común general de las gentes que no pueden ver y comprender la grandeza de nuestras ideas; la capacidad de acción y la generación de un deseo generoso que corre, como esos ríos abundantes, que de tanto en tanto se salen de sus lechos para inundar las tierras, con sus fondos que sirven de abonos para fructificar los campos.

Nosotros los anarquistas a través de todos los tiempos hemos venido ofreciendo nuestros cuerpos y nuestras vidas, para conseguir que la hydra capitalista deje de seguir esclavizando a los hombres que nacen libres e iguales, que después poco a poco a través de una cultura sibilítica, se ven transformados y enfrentados los unos contra los otros, viéndose por la fuerza de su propia divi-

HISTORIA DE SOLIDARIDAD EN TORNO A LOS EXTRAÑADOS DE LA MOLA

A Joan Ferrer, de Igualada y a todos los compañeros y compañeras que vivieron los terribles años veinte. — F. F.

ORLEANS. — A veces la anécdota envuelve la historia. Otras la sigue. A menudo la ilustra. En ocasión de nuestro reciente viaje a las Baleares donde hemos tratado el tema públicamente, hemos recogido algunas de ellas relativas a los anarcosindicalistas extrañados en La Mola. Si las relatamos es porque las consideramos interesantes desde el punto de vista de la solidaridad que, como podrán observar los lectores, es uno de los factores esenciales en las luchas por la libertad y en defensa de la dignidad humana. En este aspecto es conocido el aporte elevado del pueblo progresista menorquin a favor de los perseguidos. Entre otros nombres que ilustran ese concepto de la solidaridad, — difuntos ya casi todos ellos — nos cabe recordar a Marc Pons.

Era este compañero un hombre ya maduro, padre de familia numerosa y debatiéndose entonces dentro de una situación notablemente difícil. Trabajaba en 'Sa Colla', formada por un grupo de obreros de carga y descarga en el muelle del puerto de Mahón. Dicho sea de paso, «Sa Colla» perteneció siempre fiel a los postulados de la C.N.T. En Marc era conocido por toda la ciudad.

Una mañana, dos señoras que recién desembarcaban del buque procedente de Barcelona, le solicitaron para que les aconsejara un hotel o una pensión módicos para pasar unos días en la isla. Marc, tras haberlas orientado, intuyó que aquellas mujeres no tenían aire de turistas con medios para pagarse un hotel. Pensó que se trataba sin duda de compañeras de los extrañados en La Mola. Así era efectivamente. Aquellas dos compañeras fueron las primeras en desembarcar en Mahón para ponerse en contacto con sus familiares.

Consultó Marc con su esposa. Puestos ambos de acuerdo fue a buscarlas y las dos se alojaron en su casa durante todo el tiempo que duró su estancia en la isla. Una de ellas era la compañera de Arin, compañero de Seguí, Amador y Viadiu, con quienes compartía la prisión de La Mola. Excelente modista, de una capa de estilo castizo que se usaba años antes, conservada por la familia de Marc, confeccionó dos chaquetas para dos hijas de la familia. Las dos viven. Recordando aquella época de su niñez no pudieron reprimir sus lágrimas. La mayor, viuda de un excelente compañero al que tuvimos el emocionante placer de abrazar en Orleáns nos explicó detalles de lo que fue aquella época menorquina. Su hermana, más joven pero con recuerdos suficientemente anclados en su memoria, nos habló de otro drama; de su esposo, En Toni Sirera, fusilado por los franquistas tan luego ocuparon la isla en febrero del 1939.

Numerosas otras familias adhirieron al gesto de la d'En Marc de «Sa Colla». Citemos las de Pedro Pons Mesquida, alias Tararita, de quién su hija Elsa, entre recuerdos de niñez, traza el via-crucis de sus últimos años, anciano ya, prisionero del franquismo y en suficiente dominio y serenidad intelectual para dictar, poco antes de morir, sus últimas cartas dirigidas a cada uno de sus descendientes. Es en esta casa que se reunían las compañeras llegadas de Barcelona en diferentes ocasiones. «Cada noche — dice Elsa — había allí un mitin.» Ella era muy pequeña. Pero sus recuerdos están animados por las conversaciones que sobre el particular fue oyendo y escuchando ya mayorcita. «Lo que no se me ha olvidado — habla Elsa, siempre tan simpática y alerta como hace cuarenta años — es que mis hermanas mayores cantaban muy

bien una canción compuesta por ellas y que dice así:

«Al presidio de La Mola
se nos llevó,
lejos de nuestras familias.
¡Ay, que dolor!
Almas rebeldes, no permitáis
¡Tanta injusticia, tanta maldad!
Canta, deportado.
No te muestres humillado
Que tú triunfarás
y al fin la vida
libre hallarás.»

Como una reliquia guarda esos recuerdos y el emblema de la monarquía de Alfonso XIII. Era mocita. Al arrancársela un militar de su gorra el 14 de abril de 1931, se la dio diciendo: «Para que recuerdes este día.» No podemos por menos de constatar que los que entonces la proclamaron y hasta hace dos años hicieron de ella la bandera de la primera reivindicación antifranquista, no solamente la tienen hoy postergada, sino que la han repudiado poniéndose al servicio de la monarquía descendiente de la dictadura.

Otras familias más acudieron con su solidaridad hacia los deportados. Citemos la de Mariano Mari; no hablemos de Joan Mir i Mir, para quién sería necesario un capítulo, y otras más. Triay Guillem, por ejemplo y sus hermanos, cuya descendencia, por sus nombres, atestiguan de sus conceptos: Redención, Libertad, Progreso, Paz y Alsacia.

De Barcelona fue a la isla el reverso de esa medalla que unió extrañados y autóctonos con el lazo de la solidaridad y del amor. Ese reverso fue una pareja — la última — que se alojó en casa d'En Marc haciéndose pasar por perseguidos y desparecieron de la noche a la mañana llevándose cuanto pudieron.

Conviene añadir a estas anécdotas una escena emocionante. Margarita, anciana de 86 años, viuda del que fue pilar cenetista y antiguo compañero nuestro de cárcel, En Bili Servera, nos recibió con cariño maternal. Su voz potente que anuncia larga existencia, se traba de vez en cuando por la emoción. Apaciguada me coge de la mano y me conduce a un saloncito. Descuelga un cuadro en el que se ven retratos de familia. Tendiéndomelo me dice: «Desde el 39 tengo algo escondido aquí. Lo guardaba para tí. Descúbrelo.»

Con unas pinzas arranco las puntillas del dorso y descubro un cuadro en el que aparecen, dentro medallones circulares, los rostros de quince mártires del anarquismo asesinados por los esbirros de Martínez Anido y Arlegui. Son: J. Canela, R. Gomar, A. Gil, P. Vandellós, J. Villanueva, E. Boal, B. Menacho, Escribá, Moya, F. Bravo, R. Archs, M. Bertrán, A. Sasera, M. Hernández y A. Felú.

Al pie van escritas las siguientes palabras: «1920 — Los mártires de España. — 1921.»

Fernando FERRER

AIRE LIBRE

TIRARSE A LA CALLE...

PARIS. — Ha llegado el verano... Y la militancia, la lucha revolucionaria ¡también pasan por el ocio y la vida cotidiana!...

Reiniciamos nuestra sección «Aire Libre». El excursionismo forma parte de la mejor tradición del anarquismo militante. Desde los orígenes de la F.A.I., a su fundación, pasando por las actividades domésticas de tantas federaciones y grupos anarquistas, el tirarnos a la calle, con nuestras familias, a tomar el sol, a descansar, en busca de la libertad cotidiana, el excursionismo, en suma, es una actividad quizá no tan secundaria como pudiera parecer.

En cualquier caso, es francamente agradable. Compañeros de grupos españoles y franceses nos escriben. Ellos han programado excursiones y viajes. Nosotros hacemos de buzón postal, intercambio de datos y fechas.

¡Salud y Anarquía!...

Comunicados

F. L. DE PARIS

Celebrará Asamblea General ordinaria, el domingo 11 de Junio a las 9 y media de la mañana en el Centro Confederal.

F. L. DE MARSELLA

La F. Local de Marsella invita a todos sus afiliados y simpatizantes a la JIRA que tendrá lugar el 25 de junio en la bien conocida playa de Hyères.

El desplazamiento se efectuará en autocares. Salida a las 6 h 30 del Cours St-Louis. Precio: 20,00 Frs. Inscribirse, 12, rue Pavillon, 2º piso.

F. L. DE BURDEOS

El programa de salidas de Verano que se ha organizado en colaboración con la C. de Relaciones de la Gironde, es el siguiente:

Salidas Plaza Victoria:

Día 11 de junio: Lago de Ispes a las 7 horas.

Día 25 de junio: Lago de Lecture (Gers) a las 6 horas.

Día 9 de julio: Parentis sur Born, a las 7 horas.

Día 23 de julio: Mitin y Festival de Toulouse, a las 5 de la mañana.

Día 6 de agosto: Lago de Ispes, a las 7 horas.

GROUPE EMMA GOLDMAN

Le groupe Emma Goldman (F. A. 11º) organise un camping libertaire du 24-6 à 12 h jusqu'au 26-6-78 au matin à Saint Nom la Bretèche. Le parcours sera fléché à partir de la gare. Libertaires et Sympathisants(es) sont cordialement invités à venir faire la fête avec leurs grattes, et autre bombarde, et leurs musiques plein la tête, etc...

Les escargots libertaires sont priés de ne pas oublier leur coquille et leur sâlade (duvet + bouffe).

ACTIVIDADES EN PROVENZA

Se os invita a la JIRA CONFEDERAL Y LIBERTARIA que se celebrará en la hermosa pineda-playa de «L'Aiguade» en Hyères (Var) el domingo 25 de Junio 1978.

Habrán juegos infantiles, música variada, comida campestre, alocución de actualidad, radio-«crochet», etc.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, invita fraternalmente a todos los afiliados de sus Federaciones Locales, familiares, simpatizantes, emigrados, amantes de la naturaleza y a la juventud antifascista y revolucionaria.

En este día todos los ancianos residentes en la casa de reposo del «Beau Séjour», sin distinción, serán los invitados, como todos los años, de la familia confederal y libertaria de Provenza.

La próxima Jira Inter-Nuclear, organizada en conjunto con el Héroult-Gard-Lozède, tendrá lugar el mes de julio. La fecha y el lugar serán anunciados oportunamente.

NUCLEO DEL ALTO GARONNE-GERS

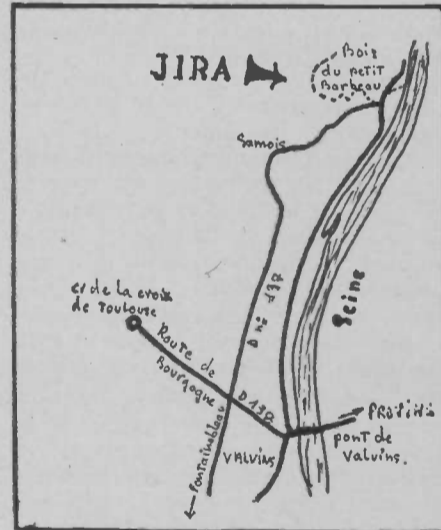
Actividades para los meses de Junio y Julio: Organizados por este Núcleo y la Comisión de Relaciones, se celebrará una Jira el 25 de junio próximo en el Lago los «Tres Valles», Lecture-Gers. Lago, frondoso de árboles, céspedes naturales; atracciones para niños y mayores; comidas y bebidas frescas no faltan. Autocares, inscripciones: J. Raluy, 4, rue Belfort, 2º étage.

MITIN Y FESTIVAL, 23 de julio, en conmemoración de la Revolución Española, que en números próximos iremos dando detalles del mismo, con precisión en oradores y artistas para el festival de la tarde.

Reservar las fechas.

JIRA EN FONTAINEBLEAU

Organizada por la F. L. de Fontainebleau en colaboración con la Comisión de Relaciones Zona Norte, el DOMINGO 25 DE JUNIO, en el excelente lugar denominado «Bois du Petit Barbeau». Ved croquis.



La excelencia del lugar, río y bosque, así como la perspectiva de pasar un día de fraternal compañerismo, donde nos será posible alternar los juegos y las charlas culturales y amistosas, esperamos sea muy concurrida por parte de todos los compañeros, familiares y simpatizantes de las FF. LL. de la región.

Para el desplazamiento en tren, estación de Fontainebleau-Avon y desde allí habrá vehículos para trasladarse al lugar.

LIBROS

«La mujer en la lucha social y en la guerra de España», Lola Iturbe	20 00
«L'Insurrection en Asturias», Manuel Grossi	27 00
«A Travers les Révolutions espagnoles», L. Nicolas	9 50
«Memorias de Guerra, Exilio y Cárcel», Cipriano Mera	42 00
«Crónicas CNT», F. Montseny	12 00
«La Legión Cóndor», Ramón Garriga	35 00
«Le mouvement étudiant ou la révolution en marche», Mathilde Niel	7 00

EL ANARCOSINDICALISMO, EN LA CALLE, HOY

TOULOUSE. — «Sembrar es el cometido del que prepara la cosecha futura: Urge despertar la conciencia durmiente de las muchedumbres para encontrar andando el buen camino: Contra el partido, el Sindicato; contra el Gobierno, el taller; contra el Estado, el hombre». De «La lucha del hombre — Anarcosindicalismo» (1). Extraído del libro del compañero Ramón Liarte.

La influencia que despierta en la juventud y la amplitud que ha tomado y van ampliándose nuestras predicas y tesis anarcosindicalistas, anarquistas y libertarias en sus diversos matices y opciones, si bien, nos colma y satisface dicho renacer de la juventud española, después de cuarenta años de oscurantismo para algunos, y toda una vida para otros, puesto que nacieron y se desarrollaron en una atmósfera de asfixia y de falta de libertad, y que nuestras ideas y concepciones constituyen una negación formal de la presente sociedad de monopolios y multinacionales, y que nuestros medios de difusión son escasísimos en comparación a todos nuestros enemigos de clase y de concepciones, debe de alentarnos y a estimularnos a que nuestra obra continúe su siembra.

Si todo ese panorama diversificado y amplio, que nuestra influencia va tomando, nos alienta y nos colma proseguirlo, también tendremos que analizar su eficacia, en el terreno más escabroso e inaplazable, que son las luchas sindicales y el derecho a la existencia, al respeto y libertad individual y colectiva.

Cuando decimos sindical, no olvidamos por ningún instante, que en el mundo del trabajo, para desgracia de los productores, existen diversas formas de sindicalismo, aunque, en el fondo del problema, sus matices y concepciones podemos dividirlos en dos: los colaboracionistas, con los estamentos oficiales, aunque se llamen autónomos; que la mayoría de las veces son creados por los servidores de la patronal, los que se inspiran de ideas de partidos políticos y que obran y se protagonizan según la posición política que adoptan en el país, constituyendo la correa de transmisión de dichos partidos), y el anarcosindicalismo, que, independientemente y ajeno a todo lo que no sea en interés de la clase laboral, los combate y desenmascara, para que no sean juguetes los obreros de los oportunistas y maniobras que a sus expensas se realizan.

Además, el anarcosindicalismo, no solamente se limita a defender los intereses y respeto de productor, sino, que, a medida de sus medios y posibilidades económicas, difunde y propaga una nueva sociedad, y por

der a cuantos se dicen libertarios, que el baluarte imprescindible para defender sus concepciones y opciones de lucha y propaganda, nada más se pueden lograr potenciando la C.N.T. El día, que por avatares

A muchos, que se dicen libertarios, cuando se les habla de organización, parecen ver un monstruo que lo absorbe todo. Y olvidan, que nuestros principios, encarnan lo que nosotros somos. Si quieren que sus ideas libertarias sean conocidas más ampliamente, ya saben que el medio de divulgarlas, potenciarlas y practicarlas, es el Sindicato.

Después de más de un año de experiencia pública de grupos autónomos, colectivos y agrupaciones, todos habrán podido constatar, que la constancia y mantenimiento de dichas actividades regulares, son casi imposible, y además, marginales del resto de la mayoría de la población, no produciendo ninguna influencia ni impacto. Sus labores quedan reducidas en pequeños círculos semi-intelectuales que con el tiempo y circunstancias se esfuman. No negamos todo su valor, y, si es su deseo lo pueden continuar. Pero una cosa es verdad; si viven de un salario, además de ser explotados, lo más idóneo a sus concepciones es el anarcosindicalismo, donde no se mediatiza ni al productor ni al hombre.

Todos los compañeros y simpatizantes libertarios adheridos o no, a C.N.T., habrán podido comprobar, que es a ella la que, por todos los medios intentan desprestigiarla y minimizarla, para que su influencia y predicas no haga mella en la clase laboriosa. Si su sindicalismo y práctica se aviniese a toda clase de componendas y no predicase una nueva forma de sociedad y práctica sindical, sin duda alguna, habría firmado el Pacto de la Moncloa y sería coreada y divulgada por todo el mundo. Como no es así, sus militantes, sufren cárcel, persecuciones y puestos en la calle en muchos lugares de trabajo.

Todo ese panorama y constatación, debíanles de hacer reflexionar a toda esa juventud, que consideran el anarcosindicalismo como una cosa pasada y amorfa. Es muy dura la militancia sindical, e impone mucha constancia y tesón y no menos carácter y convicción ideal para persistir en los lugares que la colectividad designa. Pero los compañeros que tal menester cumplen, además de la satisfacción del deber cumplido, deben de encontrar la solidaridad y el amor imprescindible que tal tarea requiere para cumplir su misión.

VICENTET

(1) «La lucha del hombre — Anarcosindicalismo», Ramón Liarte. «Producciones Editoriales», Barcelona.



ende, una educación social nueva en el hombre, que pueda posibilitar un cambio profundo en la mentalidad y ambiente, como hombre y productor. Hoy por hoy, sin ser una panacea el anarcosindicalismo, constituye el último refugio organizado y con posibilidades de intervención directa y democrática en todos los problemas que afectan a los obreros, por medio de sus asambleas en los lugares de trabajo y en sus Sindicatos, para oponerse sin segundas intenciones ni oportunismos, a la ola de hambre y represión, económica y moral, que se extiende por el mundo.

La independencia y libertad que prima en nuestras concepciones anarcosindicalistas y revolucionarias en todos los órdenes de emancipación, que se inspiran del sindicalismo revolucionario y del anarquismo, deben de hacer reflexionar y compren-

de la lucha o por los intereses de sus enemigos le estorbe e invalide sus planes, y a la organización confederal se le prive de libertad y actuación pública, todos los Colectivos, Ateneos o Agrupaciones que divulguen y propaguen las ideas libertarias, les harán desaparecer de la circulación, corriendo la misma suerte que la organización confederal. Los ejemplos en la historia no faltan; tanto en la Cataluña autónoma del 33-34, cerrando los Sindicatos, suprimiendo la «Soli» y clausurando los Ateneos; como en el resto de España, antes del bienio negro con socialistas y republicanos en el poder, y durante aquél. Hoy por hoy, existe más bien una tolerancia, que no una constitución que garantice todas las libertades; y así y todo, cuando no existe una organización que se hace respetar por su fuerza, constancia y seriedad, al primer soplo lo barren todo.

LA CRIFA ET LE « MONDIAL »

SAVONE. — En ce moment ont lieu en Argentine les championnats du monde de football organisés par la Junte Militaire qui cherche, par un tel moyen, à obtenir une reconnaissance internationale de la dictature du général Jorge Rafael Videla et de son régime tyrannique, imposé comme modèle aux gouvernements réactionnaires aujourd'hui au pouvoir en Amérique du Sud.

Cette initiative a éveillé à l'intérieur du pays une polémique assez vive car — malgré l'affirmation du général Antonio Luis Merlo, président de l'institut autarcique qui la patronne, « Les championnats du

monde de football sont un choix politique et prioritaire de toute la nation » — l'on se plaint de l'excessive dépense, 850 milliards de liras, pour bâtir 3 nouveaux stades à Mendoza Cordoba et Mar de la Plata — que l'opinion publique a défini « un monument au chômeur » — qui grèveront sur l'économie argentine inflationnée, même si l'aide publicitaire a été assurée par la « Coca Cola » (avec 25 millions de dollars), la « Philips », le « Café do Brasil » (déjà étiqueté « El Café del Mundial ») et d'autres multinationales.

Les réactions internationales ne se sont pas faites attendre. En Allemagne, en France, en Suède et aux

Pays Bas des Comités pour le boycottage des championnats ont pris naissance, et même « Amnesty International » s'est engagée pour sensibiliser l'opinion publique mondiale et l'orienter à rompre le silence qui entoure le régime dictatorial argentin et faire œuvre de contre information.

La CRIFA fait appel aux fédérations, groupes et militants adhérents à l'I.F.A. pour qu'ils s'intéressent de près à la situation politique et répressive en cours en Argentine et fassent usage de cette circonstance pour la retourner contre le régime, en organisant une campagne — s'u-

nissant aux autres là où cela est possible — sur ces données que nos camarades nous ont directement fournies :

Dans cette période plus de 10.000 personnes ont été séquestrées, torturées, assassinées; 15.000 personnes ont disparues. Le nombre des prisonniers politiques dépasse les 20.000. Aux cours de deux années de dictature militaire, la production industrielle a diminué de 50 pour cent; le déficit de l'Etat est évalué à environ 23 milliards de dollars; les chômeurs sont un million et demi.

Pour la C.R.I.F.A. : UMBERTO MARZOCCHI.

EL COMBO COMBAT

SYNDICATISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

OSCURAS MANIOBRAS Y COMPLICIDAD DEL « SINDICATO SOCIALISTA »

LA BANCA FINANCIA LA EXPANSION DE LA U.G.T.

MADRID. — El Gobierno presidido por el señor Adolfo Suárez ha avalado a la Unión General de Trabajadores (U.G.T.), sindicato socialdemócrata controlado por el Partido Socialista Obrero Español (PSOE), ante dos grandes bancos alemanes, que han concedido a este sindicato un crédito de diez millones de Marcos (370 millones de pesetas). Dicho aval, ocultado hasta el pasado día 25 de mayo, fecha en que lo dio a conocer la prensa madrileña, fue negociado entre el secretario general del P.S.O.E., señor Felipe González, y el señor Suárez, durante las mismas fechas en que se firmaron los Pactos de la Moncloa, cuya aceptación por parte de la U.G.T. y el «sindicato comunista» Comisiones Obreras (C.C. OO.), supuso un pacto social por el cual los «sindicalistas» profesionales (muchos de los cuales cobran varios sueldos particularmente bien remunerados: del partido, del «sindicato», de las Cortes) se comprometen ante el Gobierno de la Monarquía a frenar-paralizar, controlar y maniar, cualquier intento de insumisión de los trabajadores españoles.

El Gobierno presidido por el señor Suárez está procediendo a elaborar un proyecto para entregar a la U.G.T. un patrimonio monetario por valor de dos mil millones de pesetas. Un portavoz oficial de la Banca española comentaba el pasado día 26 de mayo que «el Gobierno financia con generosidad la expansión del «sindicato socialista», ya que «Alemania y Estados Unidos verían bien que el «sindicato» socialista se convierta en hegemónico en España».

Para justificar este aval bancario, concedido a cambio de la manipulación que U.G.T. se comprometió formalmente a realizar contra los trabajadores, firmando el Pacto de la Moncloa, y la creación de un pul-

món financiero de dos mil millones de pesetas (capital activo que, en el marco de la economía española, sólo es equiparable al de los grandes monopolios capitalistas), que el Gobierno concede a un «sindicato» (hecho sin precedentes en la historia trágica del movimiento obrero), la burocracia sindical argumenta que se trata de una restitución de «una parte» del patrimonio de U.G.T. incautado por el general Franco a raíz de la sublevación militar de los generales fascistas contra el gobierno instituido legalmente de la República.

Tal argumento tiene difícil defensa: está suficientemente documentado históricamente que la Confederación Nacional del Trabajo (C.N.T.) poseía unos bienes materiales netamente superiores que U.G.T., en imprentas, locales, patrimonio inmueble, espoliado, incautado, saqueado, expropiado militarmente por la tropa fascista y su burocracia militar. Sin embargo, contra la C.N.T., único sindicato que denunció abiertamente la traición que se cometía contra los trabajadores firmando el pacto de la Moncloa, se ha desencadenado una vasta campaña paramilitar, policial, de represión administrativa, militar, carcelaria: siete militantes están amenazados de penas de muerte, las redadas policiales intentan desmantelar sindicatos, la prensa (fiel colaboradora del Gobierno) ejerce un boicot paramilitar de las actividades sindicalistas.

Tal doble proceso (financiación bancaria de un «sindicato socialista», intentos de exterminación física de la disidencia anarcosindicalista a través de la represión) describe con cierta minuciosidad el proyecto de normalización-terrorización de los ciudadanos que se está perpetrando en España por la Nueva Dictadura postfranquista.

MADRID. — El descubrimiento de que la expansión de la U.G.T. está financiada con créditos avalados por el Gobierno, ante la banca alemana, de una agresividad industrial de carácter paramilitar, ha coincidido con la celebración del XXXI Congreso de dicho «sindicato», en el que, según la prensa conservadora, «trunfó la línea continuista», cuya política de correa de transmisión, directa, del P.S.O.E., brazo armado de los políticos profesionales, que utilizan al «sindicato» de capital social propio, a juicio de un observador liberal-conservador «continúa como antes del congreso, en el terreno de la indefinición y la ambigüedad».

Según el matutino «El País», del pasado día 30 de mayo, (liberal-conservador, con particularmente poderosa infiltración comunista) UGT «ha clausurado su congreso sin otros resultados definidos que el conceder un nuevo mandato de dos años a su ejecutiva y otorgarle a un tiempo una gran libertad para su gestión».

No obstante, cabe subrayar que tal «indefinición y ambigüedad» no es tal. El señor González ofrece al señor Suárez «controlar» a los trabajadores, ejercer funciones de gendarme armado, utilizando a los ciudadanos como borregos que obedecen el «orden y mando» de la casta política profesional. A cambio, el señor Suárez ofrece al señor González un aval bancario para obtener créditos a través de los cuales convertir su «sindicato» en una empre-

GUERRA PARA EXTERMINAR LA DISIDENCIA OBRERA

LOS « SINDICATOS », GENDARMES CONTRA LOS TRABAJADORES

sa industrial financiada por la banca.

Tal proceso de normalización-terrorización, perfectamente nítido, de colaboración estrecha entre el Capital, el Poder Político y los «Sindicatos», en una vasta batalla social de exterminación, liquidación, física,

es una acción social de carácter militar que, anestesiando a los obreros a través del «sindicato», está instaurando el terror financiero de los nuevos métodos de acumulación de capital multinacional que se están imponiendo, por la violencia del Capital en la Península.

financieros expeditivos que no excluyen la intervención militar caso de considerarse necesario para imponer el modelo económico de producción previsto. La Banca alemana y estadounidense capitaliza la normalización-terrorización del Estado gobernado por la burocracia madrileña a través de la financiación de un «sindicato», que, controlando-paralizando, «conduciendo» a los trabajadores, asegure al Capital la base social necesaria para relanzar un proceso de sistematización (financiera y militar) del control de los ciudadanos, racionalice el sometimiento (comercial e industrialmente), asentado en la lógica productivista y criminal del Capital las bases de la nueva sociedad postfranquista.

Las empresas multinacionales, o transnacionales, como, quizá, fuese oportuno calificarlas, el intervencionismo estatal en las sociedades postindustriales, utilizan el «sindicalismo» como método de anestesia y terror social: en la Unión Soviética, en Estados Unidos, en Alemania, en Francia, en Italia, en Inglaterra (al

ESPERAMOS SOLIDARIDAD

PARIS. — Compañeros y simpatizantes: el próximo viernes día 16 se celebrará una Jornada contra la represión en España y en el Mundo, organizada por la C.N.T.E. (Zona Norte) y la Fédération Anarchiste.

Por parte de la C.N.T., intervendrán para exponer la situación que atraviesa el movimiento anarcosindicalista en España, los compañeros Enrique Marcos y Juan Gómez Casas.

TODOS AL HIPPODROME DE PARIS-Porte de Pantin, de 17 a 24 h.

financiera, de las luchas obreras, a través de la maquinaria política, particularmente sofisticada y criminal, de «sindicatos» que cumplen funciones de fuerzas de intervención, sofocando cualquier conflicto, reduciéndolo a términos financieros que la masa monetaria de la Banca, las funciones terapéuticas del «sindicato», desangran y liquidan con la eficacia de una operación quirúrgica,

LOS « SINDICATOS » RACIONALIZAN EL SOMETIMIENTO

El Fondo Monetario Internacional, el instrumento más eficaz del capitalismo de postguerra para crear las bases de una acumulación de capital de carácter transnacional, ha iniciado la normalización-terrorización de Portugal controlando, físicamente, su masa monetaria, con recursos

B.D.I.C

A C T U A L I T E DE L' ANARCHO-SYNDICALISME EN EUROPE

C' EST LE THEME QUE DEVELOPPERA J U A N G O M E Z C A S A S
LE SAMEDI 17 JUIN 1978 A 16H 30

AU CENTRO CONFEDERAL - 33, RUE DES VIGNOLES A PARIS (METRO :
BUZENVAL ET AVRON).

EXPOSE ET DEBAT EN LANGUE FRANCAISE.

SONT CORDIALEMENT INVITES TOUS LES CAMARADES A QUI LE DEVELOPPEMENT
DE LA C.N.T. ESPAGNOLE ET SES LUTTES INTERESSENT.

VENEZ NOMBREUX

Comunicados

LE COMBAT SYNDICALISTE ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE BURDEOS

Esta Federación Local celebrará el próximo domingo, día 18 de Junio, Asamblea General, en su local, 42, rue Lalande. Dado lo extenso del Orden del Día a tratar, se ruega la asistencia de todos los-comañeros.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea general el Domingo 2 de julio a la hora y sitio de costumbre.

ARAGON, RIOJA Y NAVARRA - CNT Agrupación de Paris

Reunión de los compañeros de esta agrupación el sábado día 17 de junio a las 4 de la tarde en el Centro Confederal.

F. L. DE PERPIÑAN

La F. L. de Perpiñan pone en conocimiento de los compañeros que con motivo de la JORNADA CONFEDERAL de Toulouse, está organizando un desplazamiento colectivo en autocar, por lo que desea que los compañeros que quieran efectuar el desplazamiento por este medio se den a conocer lo antes posible a la Comisión de la F. Local, en nuestro local social, 9, rue Duchalmeau, Perpiñan.

PARADERO

— José Navarro Borrego, 25 av. J. F. Millet, La Rochette, 77000 Melun, desearía entrar en relación con el compañero Aguilera, para asunto que le concierne.

GROUPE PREMIER MAI (F. A.)

Samedi 17 juin de 16 h à 23 h — 7 heures sur la dissidence en U.R.S.S., à la salle Pierre Lamy, Bourse du Travail, rue de la République à Annecy, avec: Elkind Efim, Rittersporn Gabor Tamas, Gorbanevskaja Natalia, etc., Zoe Krichewsky (Groupe Vladimir) et le chanteur Serge Utge Royo.

Participation aux frais: 5,00 francs.

SEMANA LIBERTARIA EN LISBOA

LISBOA. — Del 2 al 8 de julio se celebrará en Lisboa la «Semana de Presencia Libertaria» que incluirá mítines, conferencias, proyecciones de cine, sesiones de literatura fantástica, debates sobre el terrorismo estatal.

El programa previo es el siguiente:
— Domingo, 2: «Pic-nic», encuentro de camaradería. Fiesta.

— Lunes, 3: Conferencias sobre temas anarquistas. Historia y actualidad.

— Martes, 4: Debates sobre delincuencia, terrorismo.

— Miércoles, 5: Proyecciones de cine.

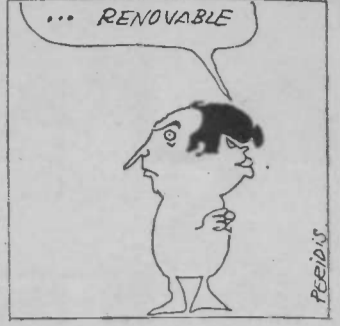
— Jueves, 6: Debates sobre anarcosindicalismo.

— Viernes, 7: Sesión final.

— Sábado, 8: Festival, feria del libro, tómbolas, teatro, exposiciones, festival musical, discusiones libres.

La Semana se celebrará en la Alameda de Lisboa. La Coordinadora de la Semana de Presencia Libertaria está compuesta por «Voz Anarquista» (Cândido Reis, 121, 1° derecha, Cacilhas, Portugal), «Centro Libertario» (Manuel N. N. Almedida, 32, Montijo, Portugal), y «A Batalha», (Av. Alvares Cabral, 27, Lisboa, Portugal).

La Coordinadora recibe correspondencia, asimismo en el apartado de correos número 5085 de Lisboa. Y espera sugerencias, ayuda (económica, personal, camaradería...), y la presencia activa de compañeros y amigos.



© Peridis

Los «sindicatos», gendarmes contra los trabajadores



margen de las luchas autónomas que son sofocadas con métodos represivos particularmente violentos, que oscilan entre la carga militar, la represión administrativa, el boicot financiero, el terror administrativo-mercantil, los «sindicatos» son parte integrante de la maquinaria estatal: ellos aportan una válvula de escape y regulación, que, sistematizando el control, asegura al método de producción dominante un sofisticado sistema de regulación puntual de sus intereses.

MILITARIZACION SOCIAL

Tal «sindicalismo», de carácter corporativo, tiene dos raíces: el stalinismo soviético, de militarización directa de los trabajadores (con raíces trostkistas), impuesto por los «sindicatos» controlados por los partidos comunistas (la C.G.T. francesa es un ejemplo clásico), cuyo método de control es la brutalización directa de los trabajadores, «dirigidos» por un patrón-gendarme que cobra dos sueldos (del partido y del «sindicato»), cuyo cargo jerárquico-administrativo se eterniza al igual que los cargos militares en los cuarteles (el caso del señor Séguin en la C.G.T. es ejemplar a este respecto). El otro modelo, el «socialdemócrata», de los «sindicatos» alemanes, es más sofisticado: asegura a la maquinaria «sindical» un puesto en el organigrama estatal, y su «diálogo», su intercambio de ideas, con la Patronal, es constante y sistemático: los obreros, definitivamente, han desaparecido como ciudadanos, para convertirse en masa monetaria, capital social que el Capital y su maquinaria administrativa invierte, asegura, controla, dirige, manipula, (moral, financiera, comercial, industrial) en su beneficio, reinvertiendo su plusvalía en el perfeccionamiento de los métodos de racionalización del control social.

En la administración centralizada en Madrid ambos modelos de producción de masa social (ciudadanos anónimos que han desaparecido como tales entidades morales individuales, para convertirse en seres sin rostro que el numeral en el catálogo administrativo que nos numeramos en la cárcel bancaria y militar) forcejean por el control de los trabajadores: CC. OO., modelo stalinista, propone el modelo de centralización de poder creado por los «sindicatos» soviéticos, controlados por una élite profesional, reproduciendo en el «sindicato» el modelo de sociedad que proponen: el capitalismo de Estado, gestionado por profesionales del partido, que manipulan a las «masas» (los comunistas siempre hablan de «masas»: doble social de la terminología financiera capitalista: «masa monetaria», «masa social»). El filósofo marxista Louis Althusser (stalinista hasta hace semanas, revisionista desde el pasado 25 de abril, que inició su ya famosa serie de artículos en el vespertino «Le Monde») ha calificado estos métodos administrativos de gestión de la vida social como «militarización de la sociedad civil», «manipulación, fraude y terrorización de los militantes».

GESTORES DEL SOMETIMIENTO

El modelo socialdemócrata, potenciado, ahora, por la banca alemana y estadounidense, está representado por la U.G.T. Como maquinaria política es no menos expeditiva; pone en práctica, a través del auxilio-pacto con el Capital, semejante compraventa de trabajadores a cambio de avales bancarios. En esta ocasión, se trata de un acontecimiento histórico: la colaboración física, política, financiera, entre un «sindicato» y la gran banca internacional. El PSOE, es un secreto a voces, está financiando por la social-democracia alemana, que el Tribunal Russell definía, semanas pasadas, como sociedad paramilitar, «fascismo-blanco, tecnocrático y productivista». La U.G.T. recibe auxilios financieros de millones de pesetas de los bancos alemanes, que un portavoz de la banca española estima «precedentes de determinados «sindicatos» norteamericanos».

Ambos modelos de gestión de la masa social aseguran a los nuevos modelos de acumulación de capital que se están implantando por la violencia expeditiva de las fuerzas de intervención bancarias una quinta columna paramilitar que intenta y proyecta controlar y normalizar cualquier disidencia laboral. Tal es su misión expresa: racionalizar el sometimiento de los trabajadores.

En las sociedades industriales avanzadas, la gestión de la masa social (el capital social del Estado, concepto teórico impuesto militarmente por Lenin), tarea encomendada por el Estado a los «sindicatos», es decisiva para el fortalecimiento y expansión del modelo de producción vigente, y es el más fiel auxiliar de los gestores de la masa monetaria.

Los «sindicatos» reducen (operación militar: «toma de un reducto o de una cota») y anestesian (operación quirúrgica previa a la extirpación de un miembro motor) cualquier reducto de disidencia laboral, traduciéndola en términos financieros: de este modo, el malestar social (el producto físico de unas relaciones sociales que basan su razón de ser en las relaciones amos-esclavos, gestores y masa social, explotadores y explotados) queda localizado y reducido (consumación de la operación militar en la guerra social del Capital contra los trabajadores) de modo que el Capital puede tomar las medidas más eficaces para reiniciar la producción en condiciones óptimas de rendimiento.

Así, la maquinaria de sometimiento perfecciona sus recursos, y los «sindicatos» aportan su lógica financiero-militar a la racionalización del control social: extirpando violentamente los focos de infección-disidencional social.

ALTERNATIVA HISTORICA

Tal situación, particularmente dramática y angustiosa, sólo tiene dos soluciones:

• una alternativa moral: reivindicación de la acción directa de los ciudadanos en la defensa de sus intereses, ya que, de no ejercer, directamente, la gestión de su vida social, quedarán ato-

mizados como tales ciudadanos, normalizados-terrorizados en la masa social que los «sindicatos» gestionan. O bien los ciudadanos defienden su identidad a través de la acción directa o bien están condenados al anonimato, la serialización, la mera identidad numeral en el catálogo de las cifras administrativas.

• una alternativa social: libre asociación de ciudadanos que, instalando, en sus comunidades, municipios, fábricas, talleres, sindicatos, el modelo social que proponen, multipliquen las células sociales cuyo crecimiento pudiera convertirse en una alternativa social. Contra la fábrica normalizada, el taller creativo. Contra el ciudadano normalizado, el ciudadano libre, cuya libertad de criterio es el primer ejercicio de militancia. Contra el «sindicato», el sindicalismo revolucionario, anarcosindicalismo. Contra el Estado, la libre asociación de ciudadanos.

La tradición bakunista, en el Estado centralizado por la burocracia madrileña, convierte a la C.N.T. en el único sindicato donde ambas alternativas son el único modelo de crecimiento. C.N.T. es el único sindicato que ha salido al paso de tal proceso, denunciando abiertamente el crimen que se cometió contra los trabajadores a través de los Pactos de la Moncloa. C.N.T. ha desencadenado, en la calle, su respuesta a este proceso, histórico, de normalización-terrorización. Contra ella, según la lógica militar, se ha desencadenado la represión: en las fábricas, en la administración, en las cárceles. En definitiva, se trata del nuevo rostro de la guerra social: de la Lucha del Capital y los «sindicatos» contra los trabajadores.

Enviar el «ABC sindicalista»...

Ponemos en conocimiento de todas las FF. LL. y compañeros en general de que ya se dispone del folleto «ABC sindicalista» de Fariol apto para ser difundido en España.

Los organismos o compañeros que puedan encargarse de efectuar el envío, pueden hacer los pedidos correspondientes a la Comisión de Relaciones Zona Norte, mediante una contribución mínima para sufragar los gastos de impresión, que permitirán la reimpresión de otro folleto con el mismo destino.

Sin ser obligatorio, nos deberíamos imponer, el corresponder con un franco por folleto solicitado. La continuidad de la propaganda hacia el interior así lo aconsejaría. No obstante ello no es condición previa. Lo dejamos a buen juicio de todos.

LOS DIRIGENTES DEL VERTICAL SE INTRODUCEN EN CC.OO. Y U.G.T.

EL «SINDICALISMO» CONTROLADO POR LOS PARTIDOS GARANTIZA LA VIDA DEL CAPITAL Y EL ESTADO

BARCELONA. — Va despejándose el horizonte sindical. Es necesario que esto ocurra. Lo es, porque a las arenas de las luchas obreras se han lanzado muchos sin conocimientos de postulados sindicalistas. Y lo peor: gran parte de ellos sin escrúpulos. Ya se entró en una fase que se ven los resultados de métodos practicados.

El lastre verticalista pesa sobre las centrales reformistas como losa de plomo. Neutralizan la movilidad de la base obrera. Todo lo esperan de arriba, porque los resortes del movimiento son los líderes, dominados por los timoneles «proletarios» servidores del Estado. Lo que quiere decir, y así es, que el control estatal lo ejerce el gobierno.

Sindicalmente hablando hay mucho que hacer. La desintegración de la homogeneidad verticalista originó la pluralidad de centrales, en su casi totalidad de nula efectividad. Utilizan el clamor obrerista como cantera de proselitismo, sin revelar claramente lo que esa lucha encierra como finalidad estatal. Es la actitud solapada de quienes se acercan a los obreros con propósitos inconcesables.

Para las centrales llamadas amarillas el hemisferio obrero es, más que vital potencia de fines liberadores, instrumento impulsor para abrir las puertas del ejercicio gubernamental. Se cultivan esperanzas a nivel de cumbre poderosa, omitiendo lo que reclaman las inquietudes populares. Esto es un claro exponente en los anales conflictivos entre explotados y explotadores, que los timoneles del sindicalismo reformista siempre trataron de ocultar.

AMENAZA CAPITALISTA

No es esta realidad, de amplia vibración en estos momentos, una no-

vedad original. Otras épocas tuvo España que el problema quedó expuesto magistralmente. Y no son pocos los testimonios que en otras partes hay en su favor. A los niveles de comprobación que se ha llegado, nadie puede negar, honradamente, que el «sindicalismo» de tácticas políticas, controlado o no por un partido, solo sirve para garantizar vida al capital y al Estado.

Esto hace que se agigante el antagonismo entre el reformismo sindical y la C.N.T. No son sinceros los requerimientos de unidad que se hacen desde líneas opuestas al anarcosindicalismo. Para la patronal, como para el gobierno y las otras vertientes sindicales, la Confederación Nacional del Trabajo es, más que un estorbo un peligro. Otra consideración merecería la organización anarcosindicalista, si desde el principio de su reorganización la hubieran domado y supeditado a las consignas de arriba.

Otras épocas hubo en España que frente a la C.N.T., la patronal puso en movimiento su organización sindical. Todo iba encaminado a que del escenario social desapareciera el anarcosindicalismo. En esa empresa tuvieron destacada militancia los católicos, entre ellos el cardenal Soldevila. Aunque las luchas de aquellos tiempos fueron agitadas, nada pudo hacer dios en favor de ese hombre, ni en contra de la central anarcosindicalista. Esas circunstancias deja-

ron recuerdos tristes, pero la C.N.T. sobrevivió a la gran tragedia.

Todo indica que se quiere volver a las andadas. Fuerza Nueva, residuo de lo que fue fascismo preponderante, está dando pasos para tener su organización sindical. Y si no fuese bastante, también U.C.D. apresura trámites para tener su organismo sindicalista. No deja de ser curioso el empeño de esa concentración de partidos derechistas, que ya hace bastante tiempo que monopoliza los poderes gubernamentales. Y lo es más si vemos que se inspira en un organismo de gran volumen y elevada potencia, ya que para esos efectos solicitó, a los social-cristianos alemanes, elevado préstamo de millones que no consiguieron.

NUEVO VERTICALISMO

Menos la C.N.T., casi todas las centrales sindicales vigentes en España tienen protectores. Por otra parte, pocas quedan sin vínculos oficiales, que en mayor o menor proporción hay facilidad para adquirir medios de expansión. Puede asegurarse, que para los efectos de diversa aplicación, nunca el mundo obrero fue tan solicitado. Muchos hablan de mayor salario y menos horas de trabajo; pocos de manumitir a los obreros al grado de que sean libres.

El desmoronamiento de la C.N.S. ha facilitado ensayos sindicales con sus efectos negativos a la causa obrera. Esto era de prever. El espíritu verticalista, trasplantado a Co-

misiones Obreras en gran parte, y a la U.G.T. en igual grado, es cosa incontrovertible. Uno y otro de estos organismos, que por ser los más arrimados al gobierno actual son los más favorecidos, numéricamente han llegado a ser los más potentes. El hecho no deja de ser comprensible, pues muchos de los que fueron dirigentes en los sindicatos verticales ahora lo son en Comisiones Obreras y en la U.G.T.

Esa particularidad ha producido dificultades de relieve. Los problemas conflictivos, frente a la patronal, nunca satisfacen lo convenido en el pacto que alguna vez realizan las diversas centrales sindicales a nivel de gremio. Por encima de las reivindicaciones proyectadas están los compromisos que con el gobierno tienen socialistas y comunistas. Es desde esas esferas que se resuelven los conflictos, sin la participación directa de los trabajadores.

No es muy halagüeña la posición que tiene planteada el anarcosindicalismo, en este caso la C.N.T. Sus avances son evidentes, pero también lo es que cada día hay más brechas para colocar militancia. A más, todavía no se han depurado los cuadros sindicales al nivel de lo indispensable. Si al conjunto aplicamos el prisma de integridad confederal, al instante se hacen visibles las impurezas que no le corresponden, y las anomalías que no deberían existir. Todo hay necesidad de corregirlo, antes que a la C.N.T. se la confunda con las otras sindicales reformistas.

Severino CAMPOS

MANIOBRAS Y ATENTADOS CONTRA LOS TRABAJADORES

CAMBALACHES ANTI OBREROS DE LOS «SINDICATOS»

TARRASA. — El movimiento obrero ve venir sus horas negras, sin que por, otra parte, su movilización contrarreste de una forma certera, los efectos represores de la reacción coaligada a las nuevas «castas» burocráticas surgidas del cónclave del 15 de junio, las motivaciones de la situación contiene diversas cuestiones.

Sin embargo, todas ellas van en relación con la actuación traidora y antiobrero de las sindicales reformistas amarillistas, que fieles a las consignas de sus partidos «nodrizas» aceleran la paralización y estancamiento de la acción proletaria encuadrada en sus filas, movilizándolas cuando al partido convengan y usando en definitiva de ellas como instrumento de los intereses particularistas del partido, en contra de las comunes y amplísimas del proletariado.

Resulta evidente que son fundamentalmente las CC. OO., U.G.T., sin merma del resto de siglas de mercado los que más se están afanando en el amordazamiento de la clase, sus entendimientos con la burguesía y el capitalismo son mazazos sobre los trabajadores, que abren brecha al totalitarismo reaccionario en el poder, el cual hoy por hoy se ceba con un especial énfasis en la represión planificada y sistemática del proletariado anarquista y anarcosindicalista más consecuente y el de los grupúsculos extraparlamentarios a la izquierda de la «entente» PCE, PSOE.

Los cambalaches y contubernios de dichas sindicales, atribuyéndose representación exclusiva de los trabajadores se pierden en los vericuetos de las cuentas corrientes de los Camacho, Redondo, Sartorius, etc., los cuales han más que evidenciado

desde hace tiempo ya el olvido total de sus comienzos obreristas, ganándose el pan diario de sol a sol, hoy, en las cúspides de unos entramados pseudosindicales, decidiendo por miles de obreros, estos fantoches de carnaval prefieren la compañía de la «aristocrática» burguesía, a la de los mineros y obreros lumpen-proletarios, a los cuales sólo se acercarán para reclamar su fé ciega y dogmática al igual que sacerdotes de una nueva religión.

Así que mientras sobre el proletariado se abate el despido, el paro, tal y como la patronal quiere, las CC. OO. y U.G.T., bendicen y se aplican en «exigir» al gobierno que cumpla lo estipulado en la «Moncloa». ¿Es qué acaso no es bastante lo que nos han echado encima, acaso hay más cosas ocultas que por lo que nuestros ojos estamos viendo cada día? ¿Qué pactos se habrán he-

cho? ¿Es qué después de vendernos pretenden masacrnarnos?

¿Hay que lanzarse sobre los «buitres» de cualquier plumaje o color!, todos contra los que consienten en base a su bienestar, su interés, a que se nos congelen los salarios, se nos despida o se nos apalee; hay que desenmascarar a los «jerarcas» que nos venden e imponen consignas que sólo a ellos beneficiarían y eso a de ser hecho por las militancias de base, las que sin condicionamientos, a base de esfuerzos hacen aún creíbles las frases de los traidores.

El Movimiento Obrero debe avanzar inexorablemente y cerrar filas frente a las «camarillas» político-sindicales que tratan de apropiarse de nosotros y nuestro empuje revolucionario, tenemos enemigos en todas partes, y en todas partes hemos y ha de estar presente el proletariado revolucionario combatiéndolos, sin miramientos ni susceptibilidades, la burguesía capitalista o la «aristocracia» obrera, son caras de la misma

moneda. Si tenemos bien claro que Suárez, su gobierno, el Estado como institución no nos va a sacar nada adelante, nada que nosotros no paguemos, más claro aún hay que ver que los Carrillo, González y demás «redentores» o mesías, van a hacer lo mismo o menos, ya que comprometidos con la oligarquía y detensores en la práctica del orden burgués de la naciente democracia, están metidos hasta el cuello, y si la política y los políticos nunca han servido al pueblo, hoy más que nunca esto está claro por la realidad que vivimos.

Afrontar todo esto no es realizar unos parches, la salida sólo puede darse en una transformación total de las estructuras sociales hoy existentes, por medio de la acción propulsora del proletariado en acciones reivindicativas amplias o movimientos insurreccionales de clase, que en su dinámica vayan minando las bases del Poder y sus estructuras.

F. GARCÍA CANO



ANARCHISME ET RECONSTRUCTION SOCIALE

Stratégie révolutionnaire, aujourd'hui

PARIS. — Il est de mode de parler de stratégie aujourd'hui. Terme militaire qui ne nous convient sûrement pas, et le titre ne correspond peut-être pas au contenu de cet article, mais nous estimons que les pensées expriment le comportement que nous devons avoir dans les luttes sociales.

Pour nous, la stratégie commence par nous démarquer de tous les autres, et de façon radicale, par les finalités, les buts les tâches et les moyens de réalisation. Ils sont clairement exprimés dans « Les bases idéologiques, tactiques et organisationnelles de l'I.F.A. » au dernier congrès international.

Nous nous démarquons clairement de tous ceux qui revendiquent le principe de l'autorité et se proposent la conquête du pouvoir, en nous déclarant ennemis irréductibles de toutes les formes de pouvoir — politique, économique, religieux et moral, pour la suppression de l'Etat, de la propriété privée et du capitalisme et de l'église, ainsi que des partis politiques.

La destruction de l'Etat en même temps que du capitalisme par l'insurrection générale des masses populaires est le premier acte par lequel commence la reconstruction radicale de la société. Cela signifie aussi la suppression des partis politiques et de toute possibilité de leur renaissance sous quelque forme que ce soit. Cette déclaration est claire et catégorique.

La reconstruction sociale, indépendamment des désirs et des buts hautement humanitaires de ceux qui se proclament ennemis de l'ancienne société étatique et capitaliste — du capitalisme privé et du capitalisme d'Etat — ne saurait être réalisée par des réformes et de façon pacifique. Les conflits entre les défenseurs et les adversaires de l'actuel système social d'oppression et d'exploitation entraînent inéluctablement l'emploi de la force. La révolution est un acte de violence — ou plutôt de force — opposée à la violence organisée et institutionnalisée de l'Etat et des classes dominantes.

A la différence de tous ceux qui se présentent comme « libérateurs » et se chargent de la responsabilité de la libération des peuples, les anarchistes ne prétendent nullement libérer qui que ce soit. Leur première tâche est de se libérer eux-mêmes. La libération sociale radicale revient à ceux qui souffrent de l'oppression et de l'exploitation du système social établi. S'ils ne prenaient pas conscience de ce besoin et ne savaient pas s'organiser pour défendre leurs intérêts et combattre pour leur libération, ils mériteraient leur esclavage. Le rôle des anarchistes consiste essentiellement à les aider dans la prise de cette conscience et dans leur lutte, partageant avec eux l'oppression et l'exploitation. Ils agissent par la propagande, par l'éducation, par l'organisation et par l'action révolutionnaire.

Les anarchistes s'organisent d'abord eux-mêmes à base de l'identité des idées en fédération spécifiquement anarchiste. Cependant, cette organisation composée exclusivement d'anarchistes n'est nullement une espèce d'« académie des sciences », de club de discussions permanentes, sans prendre de décisions et procéder à leur application. La fédération anarchiste est une organisation d'action révolutionnaire.

En tant que citoyens et en tant que travailleurs, les anarchistes recommandent et pratiquent les formes d'organisation les plus diverses, répondant à des besoins divers et se

proposant des buts variés avec les autres citoyens et travailleurs : associations d'auto-éducation, coopératives de différents types, organisations de jeunes, de femmes, athénées, etc... et principalement syndicats ouvriers ou organisations professionnelles de producteurs. Ces organisations ont pour tâche de défendre les intérêts moraux et matériels des producteurs — ouvriers, paysans et intellectuels — par l'action directe, et de lutter pour leur libération sociale complète, effectuant la reconstruction de la société. Elles ne sont pas spécifiquement anarchistes dans le sens précis du terme, c'est-à-dire par leur composition et leurs tâches spécifiques. Ce sont des rassemblements des travailleurs et producteurs mettant en pratique les méthodes libertaires d'organisation, de fonctionnement et de lutte : fédéralisme, autogestion, action directe, ayant comme finalité le communisme libertaire, réalisé par la révolution sociale. C'est pour cette raison qu'elles portent le nom d'anarcho-syndicalisme ou de syndicalisme révolutionnaire.

La violence révolutionnaire des masses populaires que les anarchis-

tes acceptent et recommandent, ne s'identifie pas avec le terrorisme révolutionnaire, pratiqué individuellement ou par groupes. En acceptant et reconnaissant le droit à la révolte individuelle et collective, des deshérités, des exploités et des opprimés, révolte morale et matérielle, les



LA ANARQUIA ES LA MAS ALTA EXPRESION DEL ORDEN

anarchistes refusent d'être jugés de ceux qui se voient contraints à recourir au terrorisme révolutionnaire. Mais ils n'estiment pas que la réalisation de la reconstruction radicale de la société saurait être le résultat de la terreur révolutionnaire. Elle ne

sera que l'œuvre d'un vaste mouvement révolutionnaire, idéologique, social et économique. Et dans la mesure où les actes terroristes, en tant que faits exceptionnels, peuvent avoir l'application et la justification dans certains cas, c'est seulement s'ils accompagnent la lutte d'un vaste mouvement au moment d'une aggravation particulière des combats sociaux.

La violence révolutionnaire des masses accompagne et caractérise la période destructrice de la révolution. Elle ne pourra jamais servir de moyen de construction et d'édification d'une société nouvelle et de toutes ses institutions, économiques, sociales, politiques et culturelles.

La spontanéité est une nécessité organique et une voie naturelle de l'évolution sociale et de la lutte des masses. Mais l'efficacité de cette lutte, surtout dans la phase constructive, c'est-à-dire dans l'édification de nouvelles structures, est indispensable sans l'existence des organisations révolutionnaires correspondantes : 1° : l'organisation sociopolitique — fédération anarchiste, 2° : les syndicats révolutionnaires et toutes autres organisations comprenant les producteurs et les consommateurs fonctionnant toujours à base de l'initiative des masses populaires.

Par ailleurs, la réussite d'une tentative de reconstruction sociale est conditionnée par une préparation multiforme et prolongée qui détermine la prise de conscience, la culture, la création de nouveaux rapports et de nouvelles habitudes, l'organisation des masses populaires et la mise en place de nouvelles institutions, résultant des luttes sociales et cherchent à coordonner leurs actions avec tous ceux qui, par leur situation sociale et par leur condition d'exploités et d'opprimés leur sont proches, sans partager les mêmes conceptions. Cette coordination se réalise principalement sur le terrain économique et dans les activités culturelles et d'auto-éducation.

Malgré la négation catégorique des partis politiques, une coordination passagère dans la résistance contre les répressions des régimes de dictature et de terreur, lorsque les hommes de certains partis politiques sont objet des mêmes persécutions, n'est pas à exclure. Elle se réalise surtout localement et de façon directe, sans l'établissement d'alliances permanentes et formelles avec engagements précis relatifs à l'instauration d'un nouveau régime social, lorsque la résistance commune doit se terminer par une insurrection ou une révolution.

Cette espèce de coordination du premier et du second type, ne pourrait être objet de théories, mais d'une simple pratique qui s'impose souvent, sans être prévue ni formulée au préalable.

Les pensées exposées ici visent le mouvement dans un pays donné, mais cela ne signifie pas une sorte de nationalisme ni n'exprime la conception que le succès pourrait se réaliser de façon isolée du monde extérieur. Nous sommes entrés dans une période d'internationalisation des problèmes et des activités. Etant internationalistes, nous sommes pour l'internationalisation de la lutte et de la solidarité qui se réalisent par l'union des anarchistes et des peuples du monde entier, en commençant par ceux qui sont géographiquement les plus proches. Donc, notre stratégie prévoit le développement inconditionnel du mouvement anarchiste sur le plan mondial.

Gr. BALKANSKI

CNT - AIT
CENTRO CONFEDERAL

33, rue des Vignoles - 75020 PARIS
(métro : Buzenval et Avron)

Domingo 18 de Junio 1978

JORNADA DEL
LIBRO LIBERTARIO

Mañana y tarde :

EXPOSICION Y VENTA DE LIBROS,
FOLLETOS, CARTELES (actuales y antiguos)

a las 14,30 :

CONFERENCIAS

a cargo de BALTASAR PORCEL con la presentación del libro « La revuelta permanente » (Premio «Espejo de España») y de FERNANDO FERRER, sobre "Nuestro libro"

a las 16,30 :

SORTEO de la TOMBOLA CONFEDERAL 78

a las 17,30 :

ESPECTACULO de VARIETADES
con: PACO DE ALGECIRAS
XAVIER RIBALTA, y otros.

(Entrada gratuita)

EN NUESTRA CASA

« LES FORTS EN THEME »

PARIS. — Un periódico-revista, que se juzga a sí mismo fuerte en análisis y apreciaciones, cuyo domicilio coincide exactamente con el de nuestro semanario y teóricamente podría parecer que camina hacia la misma finalidad, portavoz de una organización que en sus inicios manifestaba estar muy cerquita nuestro, pero que en la actualidad, hallándonos en el mismo local, visiblemente se encuentra en los antipodas, cuando habla de la C. N. T. y en estos últimos tiempos habla con frecuencia, lo hace, con gusto sádico, copiando y traduciendo todo lo que por la Península aparece en sentido disgregador, confuso y provocante, tratando de conducir a la C.N.T. por derroteros desconocidos y en todo caso, un poco a la europea del marginalismo fatuo, estéril e inoperante. Felizmente ese periódico sólo es leído por algunos iniciados en esos menesteres sin ninguna incidencia en los medios laborales ni de España ni de Francia, aún que haya algunos interesados en el autobombo que lo citen a menudo en sus papeles.

No participar en los ciclos de explotación conduce a la ignorancia.

Sobran «maestros» y faltan luchadores.

No viene al caso que recordemos las lecciones que se nos pretendía dar en tiempos que nuestra organización del Interior era laminada por las fuerzas represivas, dando cobi a CC. OO. entre otros organismos; no es menester recordar que siempre se nos ha querido discutir nuestras actuaciones pasadas, presentes y futuras con una soberbia fuera de medida con la propia incidencia en las luchas de su propio país y medio.

Ahora a través de ciertos escritos aparecidos en publicaciones de España, se quiere intervenir en un debate que, en ningún caso nos molestaría, si no supiéramos que, por sempiterna ignorancia y no participar en los ciclos de explotación y no saber más que lo que ciertos cerebros embotados de dioses incomprendidos han escrito, en su afán de brillar y con el deseo de ser dirigentes de algo que ni comprenden ni pueden asimilar, les mueve.

De siempre, han considerado al anarcosindicalismo, algo así, como un organismo subdesarrollado o incompleto. Y lo que no perdonan al anarcosindicalismo es de que les hubiera dado una lección. Le condenaron tan inexorablemente que ese renacimiento actual se les hace insostenible. Tropezón que den nuestros compañeros, y los darán, como los dimos en otros momentos y aún seguimos dando, y de inmediato son aprovechados para denunciar nuestro fracaso. Para abultar los problemas que son el lote de una organización con vida intensa, tal la CNT. El caso es negar validez al anarcosindicalismo. Cualquier otra cosa es mejor. Y los supervivientes del 36, de desfasados para arriba lo que queráis.

AUTONOMIA

Y bien no vamos, porque no queremos ser más extensos. La autonomía de los trabajadores, en la lucha de clases, se alcanza plenamente, sin ninguna restricción, en el seno de las organizaciones anarcosindicalistas, y en el caso concreto, en el seno de la C.N.T., le guste o no a «Front



Libertaire»; en su seno se regula e intensifica al máximo esa autonomía potenciándola en los lugares que debe desarrollarse para ser eficiente y más eficaz. Pero no esporádicamente o a juicio de unos pocos, sino coordinadamente, con sentido de responsabilidad e interviniendo todos en las decisiones. Que las autonomías del movimiento obre-

ro predicadas y dirigidas por «partidas» o «partidos» con o sin nombre de tales, no tan sólo nosotros os la dejamos para vosotros, sino también los propios trabajadores franceses, que cuando os miran, prefieren veros de lejos más que cerca, lo que hace el caldo gordo a todos los reformistas habidos y por haber; y esto será así entretanto no aparezcan un puñado de hombres con verdaderas ganas de trabajar, no como «maestros» que es tanto como decir «forts en thème» sino como artesanos de un movimiento con incidencia en la vida de todos los días y todas las horas, en todos los lugares de explotación; pero para ello hay que abandonar la posición de crítico hacia lo que otros hacen y empezar, por hacer, criticarse a sí mismo y saberse superar; ser menos intelectual-científico y ser más manual-inteligente. La única forma de ser creíble.

Y por hoy basta.

T. MARCELLAN

COMBATE GANADO, EN AMSTERDAM

AMSTERDAM. — La Comuna de Oegstgeest agradece, a través de estas páginas, a cuantos compañeros se solidarizaron con ella, enviando cartas de protesta a las autoridades holandesas, por el trato represivo y discriminatorio que infligía a la misma. Igualmente agradece la colaboración del periódico EL COMBATE SYNDICALISTA (París), y de las revistas «La Razón» (Amsterdam) y «Bicicleta» (España) por la llamada que hicieron a través de sus páginas.

La solidaridad internacional ha ganado una nueva batalla. El resultado ha sido magnífico, gracias a esas incontables cartas llegadas a manos de las autoridades holandesas. Como consecuencia de estas manifestaciones de apoyo a la comuna, sus componentes han recibido el correspondiente permiso de residencia y se ha conseguido paralizar la orden de expulsión.

Esto nos ha dado más fuerza para continuar adelante. Hoy sabemos, aunque lo suponíamos, que no estamos solos; que tenemos amigos en todas las partes del mundo.

Gracias a todos y ¡adelante por la solidaridad de los pueblos!

CAMINOS PARA LA REVOLUCION

PORVENIR DEL PENSAMIENTO LIBERTARIO

BUENOS AIRES. — En los últimos cuarenta años de paz dictatorial, particularmente en la vida política, moral y social de España y Europa, ningún organismo se atrevió a consultar la opinión de un importante número de personalidades que saben y tienen algo que decir acerca de nuestro incierto futuro.

«Caminos para la revolución», que próximamente aparecerá, editado por las prensas de La Escuela Mo-

derna de Calgari, 9728 Elbow Dr. S. W. - Calgary T2V 1M3 (Canadá) se atreve a salir al paso de la incertidumbre en que coloca en peligro el curso de la vida ibérica toda y buena parte del mundo. Son más de 70 opiniones consultadas al unísono de este fin, sin interferencias de carácter político y al margen de todo partidismo. Se trata de salvar y superar, si posible, la vigencia de excepción exploratoria en un campo de

igualdad, como no podía ser de otro modo, que redima temas filosóficos y sociales embrutecidos por tantos años de guerras y dictaduras.

Los consultados, no sólo opositores a los remiendos gubernamentales de la actual política, sociólogos de reconocida conducta y moral acrisolada en universidades, ateneos, centros de estudios sociales, cárceles, campos de concentración y exilios, tienen tanto que decir que se enfrentan vigorosamente, penetrando en el cuerpo del delito para conmovir opiniones en pugna con la libertad.

Esta exploración terminante, en procura de salvar, si algo existe redimible en la vida social de España, ha encontrado algunas diferencias que postergaron hasta hoy el conocimiento público. Las proyecciones revolucionarias de fondo en la conciencia ibérica, fundamentalmente, equivaldrán a una explosión de voluntades y pensamiento. Democrático en sentido de convivencia, habrá que tomar posición acerca del fondo, de las promesas formuladas al pueblo, que calladamente soporta a tanto libertador improvisado del día para la noche con bandera de abogado. Cuarenta largos años de sufrimiento silencioso y despedazamiento del cuerpo ibérico, al final para satisfacer a Washington y Moscú, están presentes en «Caminos para la revolución — Porvenir del pensamiento libertario», tutores políticos y financieros de tan triste período agónico de un venturoso pueblo libre.

El editor, con placer acepta demanda de ejemplares, lo mismo que cualquier aportación de orden económico, que será destinada a la arquitectura de tan noble causa.

Campio CARPIO

NOTA DE LA SECRETARIA DE CULTURA Y PROPAGANDA DEL S. I.



Cuadro en colores impreso en off-set, de 60 x 40 centímetros, simbolizando varias fases de la epopeya revolucionaria de 1936-39.

Obra del compañero José Vergara y entregado por éste en beneficio de Pro-España.

Puede adquirirse al precio de 10 francos ejemplar, a la dirección siguiente: Honorio Martínez, 4, rue de Belfort, C.N.T., 2º, 31000 Toulouse (Francia).

Con miras a aminorar en lo posible gastos de envío, etc., encarecemos a las FF. LL. que hagan por pedir globalmente los ejemplares de sus respectivas localidades.

TRAS LA VERDAD

RECHAZANDO CALUMNIAS...

BAGNOLS-SUR-CECE. — Es desde que fue fundada la C.N.T. en 1910, que siempre fue perseguida y calumniada por toda clase de gobiernos y regimenes, y por los partidos políticos, por ser la única organización que siempre les ha estorbado a unos y a otros, por desbaratarles sus planes bastardos de seguir engañando a los trabajadores. Es después de la desaparición de Franco, que siguiendo la tradición se vuelve a la carga contra ella, colocándola sobre sus espaldas el sambenito de todo lo nocivo que se realiza en España, y nada menos que se están esforzando hasta lo imposible, de quererle adjetivar de terrorista, siendo tan falso como si se quisiera hermanar al fuego con el agua. La estrategia montada contra ella es absurda y falsa, que a pesar del montaje publicitario, de radios, televisiones y la prensa que sirve a las mil maravillas al que mejor paga, sin tener ningún escrúpulo en zaherir la verdad, no conseguirán hacerle creer al pueblo de que lo blanco es negro o viceversa.

No, la C.N.T. no ha sido ni es terrorista, ella no se encuentra entre las personas que hacen secuestros de gentes para pedir millones, no se apodera de aviones de viajeros con el riesgo de perecer todos siendo inocentes o incendiar autobuses quedando todos carbonizados, como ocurrió no hace mucho en Israel, ni tampoco entre los que torturan al hombre hasta dejarlo muerto a golpes de palo, como ocurrió hace poco en la cárcel de Carabanchel en Madrid con el preso Agustín Rueda. La C.N.T. acogiéndose a eso que se dice que la defensa es legítima, pues solamente hace eso defenderse cuando es atacada. Como se tuvo que defender de la salvaje represión de tristes recuerdos de Martínez Anido y Arlegui en Barcelona, que rebasaron todas formas de terrcrismos.

MASACRES ESPANTOSAS

Por dignidad dejen a la C.N.T. tranquila y busquen a los terroristas en otros lados y que se les puede calificar de profesionales en la materia. Ahí está aún fresco el enero 1977, cuando fueron liquidados cinco abogados en Madrid y otras fechorías en distintas partes de España, por ejemplo en Barcelona que una banda de terroristas, pegó fuego mediante explosivos, a la sede de Distribución de Enlace que se ocupaba de la distribución de los libros que publicaban una docena de editoriales, en la que tienda, almacenes y despachos, todo quedó destruido y los autores de esa salvajada no fueron hallados ni calumniados, y lo más significativo es que entre enero y febrero del año pasado, el terrorismo en España se practicaba al por mayor y a la luz pública; podemos recordar cuando el argentino López Rega reivindicó el asesinato del joven etarra Pertur Moreno Bergaroché y la espantosa masacre de la calle de Atocha en la capital. Pero lo más curioso es que individuos como Sánchez Covisa, que en la revista alemana «Der Spiegel», reconocía ser el jefe de los «Guerrilleros de Cristo Rey», y amenazaba de muerte a todos los rojos, e incluso insultaba públicamente a Juan Carlos y tras 72 horas de detención, fue puesto en libertad; si ese individuo era la cabeza visible ¿cómo se explica que lo dejaran libre? y junto a él el resto de sus incontrolados comandos que también salieron a la calle, y lo más significativo es que ese señor Covisa, fue detenido por haber sido descubierta una fábrica de armas clandestina en Madrid, siendo el técnico un ingeniero italiano.

Es con todo lo expuesto que no hay excusa alguna, para juzgar sin equívoco alguno en que esfera social existe el terrorismo, y aún así fue víctima la C.N.T. que a pesar de ser ajena al terrorismo, fueron detenidos en Barcelona en la calle de Rosellón, 46 libertarios el día 30 de enero del año pasado por el gran delito de estar reunidos sin permiso, cosa que ya estaban haciendo igual los partidos políticos; pero lo más grave

fue que algunos de los detenidos fueron torturados salvajemente siendo inocentes.

Trabajadores, juventud y estudiantado: a los que no conocéis los ideales que representa la C.N.T. se os invita con toda sinceridad a que no toméis en consideración la campaña de calumnias emprendida contra ella, al quererle cargar sobre sus espaldas el terrorismo que practican otros, hay que salir al paso, por los fueros de la verdad al respecto, para desbaratar la malignidad de la calumnia, de la cual ya hacía el jesuita Ignacio de Loyola, aduciendo que si no estaba bien acogida por la opinión pública, al menos siempre quedaba algo a su favor.

Hagamos un poquitín de historia. Es desde la constitución de la Primera Internacional en España, en el Círculo Barcelonés en 1870, que todos los congresos confederales, han abogado por la autonomía de la C.N.T., por la acción directa y la emancipación moral y material de los trabajadores; es en esa línea que seguiremos fieles a un pasado y a una tónica de lucha que vigorizó a la C.N.T. y dio al pueblo sus mejores conquistas, jornadas de 8 horas, prohibición del trabajo a destajo, mejoras de la seguridad e higiene en los lugares de trabajo, semana de 40 horas, la no adulteración de los productos elaborados y como corolario la realización de las colectividades agrícolas y socialización de la industria.

MISION DEL CAPITALISMO

Esta es la C.N.T. que no precisa de otros adjetivos y que abierta a todo el mundo, no renuncia con la ayuda del pueblo a realizar una profunda transformación social. La autogestión que propugna por la participación igualitaria de cada ciudadano en cuanto le concierne, es la praxis de la libertad en cooperación y la que elimina, por su propia función privilegios y jerarquías. El federalismo, por la práctica federal que va de abajo arriba y que permite la intervención de todos sin menosprecio de nadie ni marginación alguna, se puede articular la sociedad a todos los niveles, económicos, culturales, servicios, barrios, municipios, etc., utilizando inteligentemente esfuerzo y la capacidad de la población toda, y evitando los conflictos que ocasionan la desigualdad y el poder.

Quienes nos conocen saben muy bien que lo que caracteriza nuestra filosofía es la defensa de la libertad individual y colectiva y que nuestra protesta contra todas las injusticias perpetradas en nombre de las leyes, o de las religiones y dogmas es uno de los puntos de partida sobre las persecuciones de que a lo largo de la historia han sido víctimas los hombres.

Contra todas las amalgamas políticas, frente a todas las dictaduras, ya sean de derecha, de izquierda, fascista o comunista, nosotros preferimos la libertad de los hombres y

pueblos en una sociedad más justa y equitativa, con la colaboración de todos para todos.

Trabajadores, hermanos españoles: los que no conocéis lo que es la C.N.T., si la persiguen tanto, es por ser la única organización de España, que va por el camino recto para defender a los trabajadores, donde su militancia por dicha defensa, no pocas veces ha perdido su libertad sin jamás pasar factura.

Si, esa es la C.N.T., la que no se casa con gobiernos, capitalismo ni con los partidos políticos, por ser la trilogía que se opone a la emancipación moral y material del hombre. Los trabajadores, el pueblo, para sacudir la explotación del hombre

que pesa sobre sus espaldas, necesita rechazar la colaboración con toda clase de políticos, por representar los privilegios, las injusticias et la negación de la libertad.

Si los trabajadores supieran estrechar sus manos y fundir sus corazones en un sólo sentimiento, no hay Poder que pueda vencerlos y, con la seguridad de triunfar, pero es la política, la que tiene la misión del capitalismo, de dividir para vencer, y así los privilegios siguen siempre asegurados.

No es el pueblo el que ha de buscar leyes mejores, sino aprender a vivir sin ellas, por ser la máquina del Estado la que lo devora todo.

S. M.

NECROLOGICAS

ANTONIO RODRIGUEZ y SALUD RODRIGUEZ

Cuando los avatares de la vida, allá por el año 47 nos trajeron a la ciudad de Houilles, fuimos acogidos por el compañero secretario de dicha F. L. que era Antonio, y la tesorera que era su hija Salud. Hombre de un dinamismo sin igual, contando entonces ya con casi 70 años de edad era él, con uno o dos compañeros más, quien, además de su trabajo de zapatero, organizaba muchas de las Jiras que se hacían por aquel entonces, en esta región. Siendo la bicicleta el principal medio de transporte que poseíamos, nos era difícil de seguirle en sus viajes, tal era la fuerza y velocidad que siempre andaba. Durante muchísimos años las reuniones de la local las hacíamos en su casa, y su hija, Salud, compañera tesorera, llevaba las cuentas de la F. L. con una meticulosidad ejemplar.

Militante y acérrimo defensor de las ideas anarcosindicalistas, tuvo de exilarse a Francia ya en el año 1906 al ser perseguido por hechos sociales de aquellas épocas, por la policía madrileña.

Nacido en Ponferrada provincia de León el 7 de febrero de 1879, murió el 31 de marzo del 1978 en París a los 99 años de edad, y en su último aniversario proyectaba aún con sus dos hijas un viaje a Madrid para ver tal cual iba la organización por allá.

Salud, ella, la bondadosa y paciente compañera, nació en Madrid el 7 de agosto del 1904 y murió el 4 de abril sólo 4 días después que su padre. Su estado enfermizo, y también sin duda el choque de tal pérdida provocaron la suya. El entierro, celebrado el 10 de abril, fue civil, los dos al mismo tiempo, y el sepelio de los dos cuerpos en la tumba familiar del Cementerio de Houilles, fue hecho en estricta intimidad, según voluntad de los fallecidos, y en presencia únicamente de la familia y del que estas líneas escribe con su compañera, en representación de esta F. Local.

Que la tierra os sea leve queridos compañeros.

F. L. de Houilles-Argenteuil

PIERREFITTE-NESTALAS. — A la edad de 78 años ha fallecido en Pierrefitte-Nestales (Altos Pirineos) la que fue inseparable e inteligente compañera de nuestro activo militante confederal y libertario Antonio Sánchez miembro de la F. L. de Gracia y la de Barcelona, antes y después de 1936.

Después de una larga y dolorosa enfermedad, Isidora, nos ha dejado para siempre uniendo su nombre a la nutrida lista de compañeros y amigos que han preferido morir dignamente en el Exilio que vivir de rodillas bajo el despreciable yugo del francfalangismo.

Su entierro civil fue una sentida y numerosa manifestación de simpatía póstuma por la finada al cual asistieron además de la máxima representación del Consejo Municipal de Pierrefitte y numerosas personas de la industriosa localidad pirenaica que simpatizaban con la bondad de carácter de nuestra fallecida compañera, asistió el Secretariado del Núcleo de Altos Pirineos y de los Pirineos Atlánticos así como una densa representación de las FF. LL. del mismo.

Aprovechamos estos tristes momentos para testimoniar nuestro profundo pésame al estimado y veterano compañero Antonio Sánchez y familia al propio tiempo que damos nuestro último saludo, sincero y fraternal, a la ejemplar e inteligente vida de Isidora.

JOSE CUELLO

AGDE. — Un buen compañero que nos deja. Otro más a la larga lista de los que se van.

El día 29 de enero 1978 falleció en Siétamo (Huesca) a los 81 años de edad. Había nacido en dicha localidad el 10 de agosto 1896.

Un hombre liberal fue José Cuello, toda su vida un buen republicano. En el 36 vino a la Organización. Un anónimo como tantos otros. Y como tantos otros anónimos, la fuerza sana de la organización.

De su actuación en la Colectividad que se formó en el pueblo nos limitaremos a decir que fue un sostén importante de la misma por el ardor que puso siempre en que no se malograra la buena marcha de la obra colectivista emprendida.

Terminada la guerra, como tantos otros cruzó la frontera francesa. Como tantos otros sufrió junto con su estimada compañera Leoncia, de vieja solera cenetista todas las vicisitudes primeras y después la ocupación alemana.

Para combatir esa ocupación alemana estuvo en la resistencia. A la Liberación se estableció en Agde (Hérault) donde militó siempre en su F. L. siendo apreciado no solamente por los compañeros sino también por cuantos le acercaban, ya que, además de sus sentimientos altruistas estaba siempre animado de un afán de prestar servicio a quien fuere.

A su compañera Leoncia y familiares, un sentido pésame lamentando no haber podido estar presentes en el acto del sepelio. — F. L. de Aáde.

LIBROS

«La mujer en la lucha social y en la guerra de España», Lola Iturbe	20 00
«L'Insurrection en Asturies», Manuel Grossi	27 00
«Le mouvement étudiant ou la révolution en marche», Mathilde Niel	7 00

TAMBIEN NOS ATAN CON SIMBOLOS...

LAS BANDERAS: MORDAZAS DE TRAPO

MADRID. — Hoy día 27 de mayo he visto por T.V.E., la retransmisión de un acto oficial, dedicado a la exaltación de la bandera nacional.

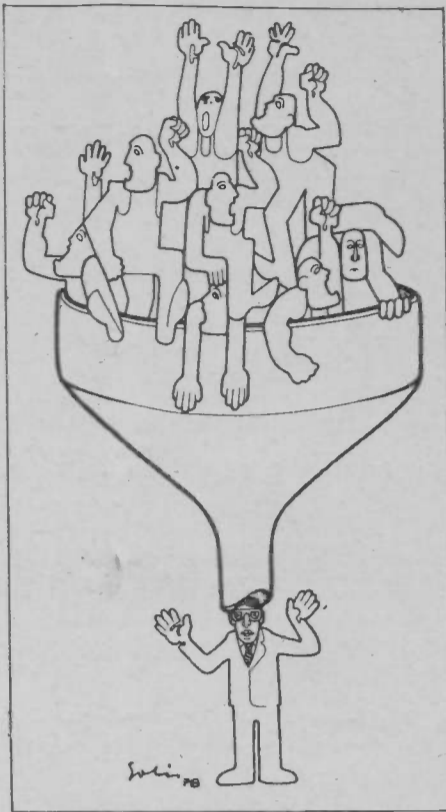
Esto me ha traído a la memoria, y me ha impulsado a exteriorizar unos pensamientos muy antiguos sobre las banderas, que aún viejos en mí, no dejan de tener vigencia.

Yo me pregunto, ¿qué significa una bandera, además de ser una tela con unos colores diferentes a otras banderas? ¿Es un símbolo subjetivo y espiritual, o meramente pragmático y objetivo? Y conste que mi pregunta se refiere a su raíz, a su esencia, y no a su dogmático significado.

Creo, y voy a razonar mi afirmación, que una bandera, la que sea, no es más que un pretexto, un señuelo, una coacción para que los hombres sin ideas, sin filosofía, se agrupen para defender unos intereses más o menos concretos, privados y singulares. Las banderas imponen fronteras físicas o sentimentales que impiden todo sentimiento de internacionalidad.

El hacer bandería es apartarse de la realidad general y cobijarse en una postura radicalmente irracional. Es adoptar una conducta particular que no la justifica nada más que la razón de su bandera. Es someterse al autoritarismo de unos colores que representan unos intereses.

Personalmente no creo en fetichismos de banderas, ídolos o mitos, incluidos los nuestros. Pienso que no puede haber nada más contradictorio y negativo para un anarquista que someterse a un determinado color impuesto por los demás. Y califico hasta ridículo el aguantar



sufrimientos o perder la libertad o la vida defendiendo un trapo del color que sea. Respecto a la bandera confederal, creo que demostramos muy poca ambición si pensamos convertir la natural rebeldía de clase de los trabajadores en un movimiento revolucionario y anarcosindicalista exigiéndoles se agrupen en torno a nuestra bandera.

Estas elucubraciones puede que a algunos les parezcan paranoicas y

hasta puede que tengan razón o razones para ello, pero rizando el rizo de mis pensamientos, y guiado por la experiencia y las realidades vividas, y por mi natural deseo iconoclasta de destruir toda clase de símbolos, me creo en la obligación como hombre libre de exponer mis pensamientos y de considerar terminado todo un periodo de disimulos siguiendo las costumbres imperantes.

Y me hago una pregunta: ¿qué valor tiene una bandera?

Tenemos el caso de Franco. Juró la bandera monárquica para después traicionarla prometiendo la republicana, a la que más tarde también traicionaría para instaurar otra vez la anteriormente traicionada. Y él no fue el único, pues en su falta de ética le acompañaron todos los militares de su época. Y no dudo que si Hitler hubiera ganado la Guerra Mundial y se lo hubiera ordenado, en España se hubiera proclamado bandera nacional la de la cruz gamada.

Pero no hace falta remontarse en el tiempo para demostrar la falta de representatividad y validez de las banderas. Ahí tenemos a Carrillo y su Partido Comunista de España al reconocer la actual bandera con todo lo que representa y colocarla en la presidencia de todos los actos oficiales de su partido. ¿Habrá considerado D. Santiago lo que dirían todos los afiliados o simpatizantes del comunismo muertos combatiendo esa bandera? ¿Y los que fueron ejecutados después de la guerra por ello?

Si estos hombres levantarán la cabeza, seguro que volverían a morir avergonzados y apenados de que



sus vidas valieran menos que los colores de una tela, por muchas razones estratégicas o políticas que se quieran inventar para justificarlo.

No dudo que las banderas y los estandartes serán muy decorativos y emocionales en procesiones, desfiles y manifestaciones. ¿Pero de verdad, representan ideas, o intereses convencionales? ¿Es un adorno más o menos mitificado, o una causa? ¿Puede un hombre que se considera anarquista izar una bandera? ¿Puede un hombre libre admirar un solo color? ¿Es más español o mejor ciudadano quien besa e idolatra la bandera nacional y roba, mata, especula, abusa, traiciona y comercia con los seres humanos, que quien sin importarle ninguna enseña vive honestamente de su trabajo, consolidando y enriqueciendo con él a la sociedad que le rodea?

Creo que no. Y me temo, para desgracia de todos, que seguirán ondeando y flameando banderas, susceptibles de ser traicionadas, en tanto los hombres no se sientan lo suficientemente libres y emancipados de símbolos y colores.

Las ideas basadas en la Razón y la Justicia son incoloras, transparentes y comunes, y no pueden proyectar ningún color, por que si así lo hicieran perderían su sentido y su vigencia.

Nicolás CHOZAS

27 de mayo 1978.

AIRE LIBRE

ACTIVIDADES EN PROVENZA

Se os invita a la JIRA CONFEDERAL Y LIBERTARIA que se celebrará en la hermosa pineda-playa de «L'Aiguade» en Hyères (Var) el **domingo 25 de Junio 1978.**

Habrà juegos infantiles, música variada, comida campestre, alocución de actualidad, radio-«crochet», etc.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, invita fraternalmente a todos los afiliados de sus Federaciones Locales, familiares, simpatizantes, emigrados, amantes de la naturaleza y a la juventud antifascista y revolucionaria.

En este día todos los ancianos residentes en la casa de reposo del «Beau Séjour», sin distinción, serán los invitados, como todos los años, de la familia confederal y libertaria de Provenza.

La próxima Jira Inter-Nuclear, organizada en conjunto con el Héralut-Gard-Lozède, tendrá lugar el mes de julio. La fecha y el lugar serán anunciados oportunamente.

F. L. DE MARSELLA

La F. Local de Marsella invita a todos sus afiliados y simpatizantes a la JIRA que tendrá lugar el 25 de junio en la bien conocida playa de Hyères.

El desplazamiento se efectuará en autocares. Salida a las 6 h 30 del Cours St-Louis. Precio: 20,00 Frs. Inscribirse, 12, rue Pavillon, 2º piso.

F. L. DE BURDEOS

El programa de salidas de Verano que se ha organizado en colaboración con la C. de Relaciones de la Gironde, es el siguiente:

- Salidas Plaza Victoria:
 - Día 25 de junio: Lago de Lecture (Gers) a las 6 horas.
 - Día 9 de julio: Parentis sur Born, a las 7 horas.
 - Día 23 de julio: Mitin y Festival de Toulouse, a las 5 de la mañana.
 - Día 6 de agosto: Lago de Ispes, a las 7 horas.

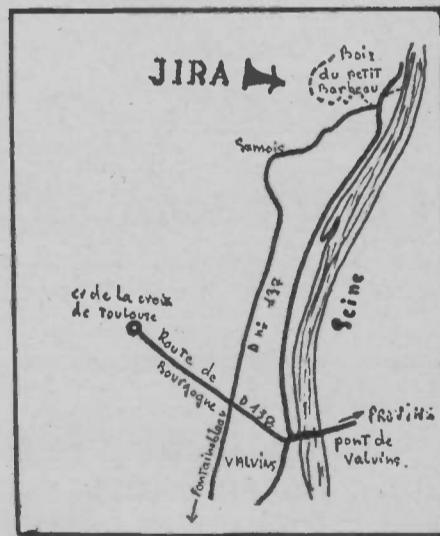
GRUPE EMMA GOLDMAN

Le groupe Emma Goldman (F. A. 11º) organise un camping libertaire du 24-6 à 12 h jusqu'au 26-6-78 au matin à Saint Nom la Bretèche. Le parcours sera fléché à partir de la gare. Libéraux et Sympathisants(es) sont cordialement invités à venir faire la fête avec leurs grattes, et autre bombarde, et leurs musiques plein la tête, etc...

Les escargots libertaires sont priés de ne pas oublier leur coquille et leur sâlade (duvet + bouffe).

JIRA EN FONTAINEBLEAU

Organizada por la F. L. de Fontainebleau en colaboración con la Comisión de Relaciones Zona Norte, el DOMINGO 25 DE JUNIO, en el excelente lugar denominado «Bois du Petit Barbeau». Ved croquis.



La excelencia del lugar, río y bosque, así como la perspectiva de pasar un día de fraternal compañerismo, donde nos será posible alternar los juegos y las charlas culturales y amistosas, esperamos sea muy concurrencia por parte de todos los compañeros, familiares y simpatizantes de las FF. LL. de la región.

Para el desplazamiento en tren, estación de Fontainebleau-Avon y desde allí habrá vehículos para trasladarse al lugar.

NUCLEO DEL ALTO GARONNE-GERS

Actividades para los meses de Junio y Julio: Organizados por este Núcleo y la Comisión de Relaciones, se celebrará una Jira el 25 de junio próximo en el Lago los «Tres Valles», Lecture-Gers. Lago, frondoso de árboles, céspedes naturales; atracciones para niños y mayores; comidas y bebidas frescas no faltan. Autocares, inscripciones: J. Raluy, 4, rue Belfort, 2º étage.

MITIN Y FESTIVAL, 23 de julio, en conmemoración de la Revolución Española, que en números próximos iremos dando detalles del mismo, con precisión en oradores y artistas para el festival de la tarde.

Reservar las fechas.

Jira conmemorativa de las Jornadas de Julio 1936

Tendrá lugar el DOMINGO 16 de Julio de 1978 en el agradable y sombreado sitio del «Vieux-Moulin» PONT - DE - TAVERNES (Gard).

Organizada en conjunto por las Comisiones de Relaciones de los Núcleos del Héralut-Gard-Lozère y de Provenza de la C.N.T.E. exiliada.

Juegos infantiles, Baños en el río Gardón, Música variada, Comida campestre, Alocución en relación a la conmemoración, Radio-«crochet», «Buvette» y Tómbola pro-C.N.T. de España.

Fraternal invitación a los afiliados de las Federaciones Locales, familiares y simpatizantes.

¡Todos a la gran Jira confederal y libertaria!

Un libro sensacional:

«LA REVUELTA PERMANENTE», escrito por Baltasar Porcel en colaboración con Juan Ferrer.

Edición de lujo de 300 páginas y 170 ilustraciones.

Precio: 50 francos.

Pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

C.C.P. n° 9 232 33 V Paris

IMPRESIONES DE UN VIAJE

ECOS DE UNA REVUELTA PERMANENTE

IGUALADA. — Un vuelo de avión nos dejó a mi compañera y a mí, en la tierra que nos dio origen, donde hemos sido bien acogidos por familiares y compañeros. Realmente, la fraternidad existe.

Nuestra primera preocupación fue visitar el domicilio de la Local C.N.T. de Igualada, enclavado en un sector de la propiedad perdida, pero que hemos de recobrar. Se trata de una sala de regulares dimensiones muy bien dispuesta, atractiva, acogedora. La actividad sindical de antes la vemos, en parte, renacida. Probablemente el perímetro cedido por el Ayuntamiento, dentro de dos meses será ampliado. Nuestra organización consta de 600 afiliados, y si el crecimiento se interrumpió fue a causa de la tragedia del «Scala» que malévola se nos atribuye.

Para la noche del 18 de mayo la Organización había convocado a un acto sindical-literario por medio de unos vistosos carteles. La gente acudió en número de 250 personas, lo que es mucho considerando que las conferencias en esta localidad andan frías.

El acto se desarrolló en el salón principal de la Casa de Sindicatos, ocupando la tribuna Fernando Mir, Josep Costa, Baltasar Porcel, Joan Ferrer, y dos representantes del Comité Nacional de la C.N.T.: Marcos y Navarro.

Mir abrió el acto y Costa presentó los oradores a la concurrencia, añadiendo su estima a la Organización obrera y su fervor por la obra colectivista cumplida por ella durante la guerra civil. Ferrer se congratuló de perorar en la misma casa de la que tantos recuerdos guarda y la cual, a no tardar, nos será restituida. Tuvo que replicar a una señora que vino a criticar la obra revolucionaria de 1936, poniendo él en evidencia ante un público que no vivió aquellos días la obra constructiva de la C.N.T. y de empeño antifascista del municipio revolucionario. Porcel glosó a grandes rasgos la importancia del libro «La revuelta permanente», insistiendo, además, en su posición independiente, de anarquista pacífico, evolucionista, para que el mundo no lo interprete de otra suerte, Marcos intervino para fijar a la C.N.T. en el terreno de la revolución, pero no la esporádica, o con desentonos juveniles propios de la gente nueva en la que aún no concurre un estado de preparación por culpa de esos cuarenta años de régimen cerrado.

Costa invitó a la concurrencia a pronunciarse, haciéndolo varios en diversos sentidos, casi todos convergentes. Esa unanimidad de criterios lo rompió, endeblemente, un ex militante de la C.N.T. antañona, hoy metido en los fuegos fatuos de la política. A Porcel le fue fácil rebatirlo.

El acto resultó magnífico, levantando gran entusiasmo. El puesto de librería trabajó bastante, y Porcel, autor de «La revuelta permanente», tuvo que firmar más de cincuenta ejemplares.

Nota digna de registrar: El acto se desarrolló enteramente en catalán, dada la característica del público en aquel recinto reunido.

LA ACTUALIDAD SINDICAL Y OTRAS ACTUALIDADES

Indudablemente, y osaríamos decir que contra natura, en Igualada, priman, en mayoritarios, U.G.T. y CC. OO., quedando la C.N.T. en tercera posición numérica, lo que no hace nada, puesto que el «sindicalismo imberbe» de los ajenos está abocado a una actuación bastante caótica, y sometida además a un dirigismo que va enfriando a sus afiliados. Los «eslogans» y las estridencias callejeras o a pie de fábrica, afectando a veces al propio personal ugetista y comisionista, están llamados a desmembrar a esos sindicatos nacidos de la balumba, de la desorientación del momento de la desmembración franquista. La prueba es que con motivo de unas bases con razón codiciladas por los obre-

ros, U.G.T. y CC. OO. se enfrascaron en una huelga de 24 horas decidida por las direcciones barcelonesas de ambas centrales, ocasionando, los activistas comunistas y socialistas tales barullos en la vía pública, y tanta contrariedad por esa huelga no decidida por el personal afectado, que una sección compuesta por 140 trabajadores de una importante fábrica, acudió en bloque a la C.N.T. por considerarla en un estado de seriedad del cual no gozan las otras sindicales. Efectivamente, nuestra Federación Local se mantuvo al margen del conflicto de 24 horas, pero asegurando su participación enérgica en una huelga indefinida que por tacañería de los patronos pudiera originarse.

Circulando por las calles pude apreciar la actividad de nuestros compañeros cenetistas, y personado en la Local con alguna frecuencia, he podido observar la presencia de compañeros conocedores de las ideas y tácticas de la C.N.T., los cuales, unidos a la juventud que actúa, dan la sensación de que la Organización local está preparada para acoger a los centenares de obreros ahora alejados, ya maduros para el cenetismo, para entre todos establecer un conjunto capaz de fijar la tónica anarcosindicalista que necesita el combate obrero. Más que simpática lo es la nota de varias muchachas que se nos presentaron para hablarnos de su vocación anarquista, así, sin tapujos ni puerilidades.

En lo tocante a lo personal, pudimos captar la inquina... benigna de



FERRER...

la plana mayor ugetista al interpretar el acto nuestro de la Casa Sindical como una exhibición de «vacas sagradas». Mientras no haya nada peor que eso, la broma puede pasar. Lo peor, mas de escasa importancia, es la calificación reiterada de «carnicero» con que me obsequian, gratuitamente por supuesto, unos frailes fracasados dados al emborroneamiento de cuartillas mirando a Dios y atosigados por el Demonio que los habita. Con un sonsonete molesto y apestando a vaho clerical, van repitiendo sus mentiras celestiales incomedados por la presencia en la ciudad de un elemento (de unos elementos) a los cuales habrían frito en la sartén franquista de haber podido, pero que ahora tienen que soportar.

Por segunda vez les hemos dado réplica, aunque podíamos ahorrarnos esa molestia por el poco caso que la gente les hace.

Otra preocupación nuestra, conjuntada con la de los compañeros de la Local, ha sido la de la recuperación de la propiedad cenetista, que sabemos ambicionan ciertos sindica-

listas ajenos a la C.N.T. Ciertamente, por las condiciones de amplitud, comodidad y atracción del actual edificio, el mismo se presta a ser codiciado. Lo que ocurre es que este patrimonio sindical es nuestro en razón al esfuerzo cenetista de 1910-1916, a la posesión de documentos probatorios, y por testigos indementibles. Toda la certificación probatoria de nuestro derecho consta en el Gobierno Civil de Barcelona, en el AISS, y en el Ministerio del Trabajo. Mas, por el momento ya hemos puesto un pie en la casa. Entrar en la totalidad de la misma, es cuestión de meses.

EN LAS ONDAS

La jornada de hoy, 23 de mayo, ha sido verdaderamente intensiva. Expresivamente (para decirlo de alguna manera) también se trabaja como un portuario. Ese endiablado de Porcel nos condujo a la mansión (o talleres) de la Radio Nacional, donde un par de locutores nos acribillaron a preguntas, especialmente a mí. Naturalmente, el motivo de estas interrogaciones varió en torno del libro «La revuelta permanente», de mucha actualidad aún en estos días. Preguntas, esas gentes de la Radio te las hacen capciosas, en algunos casos, no faltando esa que clavan a cada anarquista: «¿No tiene Vd. manchadas las manos de sangre?», a lo que hubimos de responder que no hemos necesitado jabón para limpiarnos de eso. Por el resto, la «discusión», intervenida por mí, Porcel y los locutores, resultó fructuosa para la C.N.T., probándolo la intervención de una oyente reaccionaria que protestó telefónicamente por la audiencia concedida por la R.N.E. «a los anarquistas».

A eso de las siete de la tarde acudió a solicitarnos cortesmente Radio Peninsular, habiendo depuesto nosotros con la misma intención literaria y libertaria que en R.N.E. Y por si ello no fuera suficiente, antes de emprender el coloquio con los periodistas, Radio Barcelona nos rogó encarecidamente corresponder a sus preguntas, perfectamente correctas, a lo que tuvimos que aplicarnos con la vocación cenetista ineludible en nosotros.

De este paso por los adentros de la Radiofonía guardamos la impresión de haber perforado algo que nos era privado, y la convicción de haber servido por algo, o de no haber encarnado «el payés en Barcelona».

A las ocho y media aconteció la rueda de Prensa, la cual no resultó dura como habíamos supuesto. Una cuarentena de presentes, ocho de ellos compañeros. El coloquio se desarrolló en un ambiente de cortesía, habiendo intervenido Porcel, pero cargando un servidor con la mayor parte del trabajo. Varios me preguntaron, observaron supuestos fallos, y algunos más convinieron en las enseñanzas que pudieran desprenderse de «La revuelta permanente», acabando la sesión en medio de la euforia, certificada en el «piscobalibis» que nos había preparado la dirección de la casa.

Juan FERRER

"SEBRANDO FLORES"

de F. URALES

Precio: 10,00 F.

"COSTA AMUNT"

de J. FERRER

Preu: 20,00 F.

CRISIS DE UNA CIVILIZACION

Productividad Industrial : Militarización de la vida cotidiana

CRIMENES...

PALAFRUGELL. — Este es el título de un artículo aparecido en unos folletos o publicación periódica que se distribuye entre los empresarios.

La respuesta de los empresarios, frente a la compleja crisis que padecemos, es bien clara. Productividad y el que no lo aguante que viva del seguro de paro.

Frente a la crisis de civilización de valores humanos en la sociedad, productividad.

Frente a la crisis de la escasez de materias primas y de la contaminación de la naturaleza, a causa de una irracional explotación de las mismas, productividad.

Frente a la crisis producida por la ascendente puesta en evidencia, de la corrupción que reina en todas las instituciones y el desconcierto que esto produce en el individuo, productividad.

Pero la productividad compañero, sólo soluciona una crisis. Es la crisis de beneficios que tiene el capital, crisis que por otra parte ha provocado él mismo a través de tantos años de mala administración. Ante tal fracaso me pregunto yo si falta alguna motivación para que deseemos un cambio total.

Pero al solucionar esta parte del problema, los capitalistas ven una lógica solución a sus problemas, pues con estos beneficios, pueden comprarse los trozos de naturaleza limpia que aún quedan y proporcionarse a sí mismos una calidad de vida en lo material, que hace que sientan que la crisis lo es sólo de productividad.

Pero si analizamos a donde nos ha llevado esta lucha loca de producir sólo de cara a unos beneficios (que nunca hemos disfrutado nosotros) podemos ver que no es otro lugar que el de todas las crisis anteriormente citadas y de aquí se deduce claramente que la producción debe estar en función de otras necesidades mucho más reales y cuya finalidad lejos de enriquecer a unas minorías, debe proporcionarnos a todos una mejor y equitativa calidad de vida dando a cada cual según sus necesidades y no produciendo más que lo que en cada momento la misma sociedad necesita.

¡Salud y Revolución!

(De «Acció Social Obrera», de la Federación Local de C.N.T. de Palafrugell (Gerona).)

3428



EL LUCHA COMBAT SYNDICALLISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

LUCHA DE CLASES, EN ESPAÑA

PRIMER ROSTRO DE LA GUERRA SOCIAL : LA PACIFICACION POLITICO-FINANCIERA

PARIS. — La Guerra Social del Capital contra los Trabajadores, en el Estado centralizado por la burocracia de Madrid nos plantea, cada día, un problema decisivo: de como la reconstrucción económica, social, administrativa del Estado es sólo uno de los aspectos de la guerra revolucionaria, pero quizá el más decisivo y crucial para los ciudadanos explotados según las leyes de las monedas.

El primer rostro de dicha guerra es su voluntad de no aparecer nunca como tal, enmascarándose en la «pacificación» económica y política...

El Rey, el Partido Comunista, la derecha franquista de Alianza Popular, la tecnocracia política post-franquista (incrustada en los cuadros más inteligentes del franquismo) de la Unión de Centro democrático, la tecnocracia socialdemócrata y liberal del Partido Socialista Obrero Español, coinciden en un punto sustancial: «es necesario consolidar el proceso democrático».

Dicha consolidación tiene diversas fisonomías: terror financiero desencadenado contra los explotados, multiplicación de las medidas de seguridad paramilitar, creación de nuevas clases sociales que, económicamente, ocupan los escaños de la nueva burguesía, políticamente está integrada por los hijos de la burguesía franquista convertidos a las nuevas sectas políticas (hijos de familias monárquicas convertidos al radicalismo maoísta, antiguos falangistas convertidos al socialismo científico, antiguos sacerdotes convertidos al socialismo liberal, antiguos militantes de la Guardia de Franco, como el señor Marcelino Camacho, convertidos en «líderes sindicales») socialmente ocupa en la guerra social un puesto indeseable: protagonizar la pacificación paramilitar de la geografía y la vida ciudadana.

Tal pacificación tiene los rasgos de toda ocupación militar: control racionalizado de los ciudadanos, sometimiento serializado, verbalismo demagógico. Las armas utilizadas en tal proceso paramilitar de sometimiento son las más eficaces y utilizadas en la guerra social de nuestros días: los medios de comunicación (prensa escrita, radio, televisión, convertidos en armamento pesado que dinamita los bastiones de la disidencia obrera con su napalm verbal, envenenando las conciencias) el parlamentarismo (a través del cual, los ciudadanos dimiten de cualquier actividad ciudadana, venden su conciencia, para que una nueva clase social, eficazmente remunerada por el Estado, racionalicen el control de los ciudadanos), la ilegalidad de las burocracias más criminales de la historia de la humani-

dad: hoy no se fusila a los disidentes obreros, marginales, anarcosindicalistas, revolucionarios: se crea una tupida maraña de leyes (creadas a medida de la nueva burguesía y según los intereses del modelo de

Camillo Berneri habla de la Revolución

FISIONOMIAS DE LA LUCHA DE CLASES

PARIS. — Camillo Berneri (1897-1937) fue anarquista italiano asesinado por los stalinistas en las sangrientas jornadas de Mayo de 1937, en Barcelona.

Por su militancia antifascista debió exiliarse de Italia en 1926, y, durante diez años, sin menguar su labor de propagandista, sufrió prisión en Bélgica, Holanda, Luxemburgo y Francia, siempre perseguido por Mussolini. Iniciada la guerra española de 1936-1939, Berneri se incorporó, en el mismo mes de julio de 1936, con el primer grupo de voluntarios italianos antifascistas que participaron en las milicias del frente de Aragón. Colabora también en la Consejería de la Generalitat y en la propaganda radiofónica en lengua italiana de la emisora de la CNT-FAI de Barcelona. Desde octubre de 1936 edita en esta ciudad el periódico «Guerra di classe».

Una selección antológica de sus escritos teóricos ha sido editada, con un excelente prólogo y notas auxiliares muy útiles, por el sociólogo Carlos M. Rama (1). Algunos textos de Berneri son particularmente útiles para analizar y comprender las fisonomías que cobra la guerra social entre el Capital y los Trabajadores.

De este modo, un texto de Berneri analizando la restauración del Capital en la Unión Soviética, a través de las medidas burocráticas y capitalistas del Partido Comunista, nos sirve como modelo teórico que nos ayuda a comprender, en sus exactas proporciones, el proyecto de pacificación y restauración del Capital en la España post-franquista, donde se repiten los mismos procesos: golpe de Estado político-militar, nacimiento de una nueva burocracia y nuevas clases sociales privilegiadas a costa de los trabajadores, floración de una nueva selva donde la guerra social del Capital contra de los Trabajadores toma formas más sofisticadas pero igualmente asesinas.

El texto que sigue se titula «El Estado y las Clases» y con este fin lo reproducimos: servir de útil de trabajo y reflexión para entender cómo la lucha revolucionaria, hoy como ayer, continúa siendo la misma: la lucha entre el Capital y los Trabajadores.

LA NUEVA BURGUESIA

En 1921 (2) Lenin definía el Estado soviético ruso como «un Estado obrero con una deformación burocrática, en un país formado por una mayoría de campesinos».

acumulación de capital previsto) a través de las cuales el ciudadano desaparece en nombre del papel moneda y su conciencia es un número archivado en la tumba bibliotecaria y militar.

El «proceso democrático» consume la pacificación en términos militares: reactualizando el control penitenciario, readaptando la cárcel al modelo de crecimiento y producción social previsto. La Cárcel que es el

Estado mismo abre ahora sus puertas: sus muros se extienden a la sociedad civil. Los ciudadanos somos «libres» en la Cárcel: nuestras horas de sueño, amor, trabajo, descanso, vacaciones, están controladas, serializadas, pacificadas por el aparato policial-financiero.

UN AMO UNICO: EL APARATO POLITICO-FINANCIERO

Tras tal proceso de pacificación, el segundo rostro de la actual guerra revolucionaria no es otro que la instauración de la «pax imperial»: cualquier disidente será acusado de «terrorista», para ocultar la terrorización que se está cometiendo contra los ciudadanos, cualquier disidencia social será tratada racionalmente: contra los trabajadores en lucha «sindicatos» que vampiricen la subversión transformándola en mera reivindicación económica (con lo cual, la ley de las monedas queda a salvo: y el Capital nos impone su diálogo y su ley misma, que no es otra que la del sometimiento); contra el malestar social, masificación industrial de la conciencia (el telespectador vende su conciencia, su tiempo, su condición ciudadana entregando su tiempo a las oraciones del Dios Estado, que concede la libertad de elección del programa a escuchar, a cambio de sometimiento, obediencia y pérdida de tiempo que pudiera invertirse en descubrir la solidaridad, el apoyo mutuo y la propia conciencia); contra el malestar individual, quimioterapia: el ciudadano agobiado por su trabajo, su vida perdida en el horario laboral, su tiempo gastado sin fortuna en la obediencia es normalizado a través de la quimioterapia (tranquilizantes, seguridad social, etc.) o la tecnología social: incrustación de su discurso en la selva de leyes y discursos políticos y administrativos que la Ley única del Estado nos clava por la espalda.

Pacificados los ciudadanos, reducidos a la normalidad del Terror instaurado, normalizados y terrorizados trabajadores y disidentes sociales, la guerra social contra ellos continúa: tales recursos militares sólo tenía un objeto: multiplicar la producción, prolongar y extender los tentáculos del sistema de acumulación de capital establecido.

Dicho proceso crea escaramuzas verbales: la discusión de los métodos de gestión del Capital crea diversas interpretaciones: los comunistas

(Sigue en la página 4)



COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE

ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Palements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea general el Domingo 2 de julio a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE PERPIÑAN

La F. L. de Perpiñan pone en conocimiento de los compañeros que con motivo de la JORNADA CONFEDERAL de Toulouse, está organizando un desplazamiento colectivo en autocar, por lo que desea que los compañeros que quieran efectuar el desplazamiento por este medio se den a conocer lo antes posible a la Comisión de la F. Local, en nuestro local social, 9, rue Duchalmeau, Perpiñan.

F. L. DE MONTAUBAN

Invita a todos sus afiliados a la asamblea que tendrá lugar el domingo día 9 de julio 1978 a las 9,30 horas en la Sala Sellier de la Casa del Pueblo de esta villa. Dada la importancia del Orden del Día a tratar rogamos la asistencia de todos los compañeros.

F. L. DE ST-DENIS

Celebrará reunión el día 25 de junio en el lugar y la hora acostumbrada.

S. I. A. DE MONTAUBAN

Invite à tous ses adhérents et amis de la S.I.A. à l'assemblée qui aura lieu le dimanche 25 juin à 9 heures 30, dans la Salle Sellier de la Maison du Peuple. Vu l'importance de l'Ordre du Jour nous serions très reconnaissants de l'assistance de tous.

SEMANA LIBERTARIA EN LISBOA

LISBOA. — Del 2 al 8 de julio se celebrará en Lisboa la «Semana de Presencia Libertaria» que incluirá mítines, conferencias, proyecciones de cine, sesiones de literatura fantástica, debates sobre el terrorismo estatal.

El programa previo es el siguiente:

— Domingo, 2: «Pic-nic», encuentro de camaradería. Fiesta.

— Lunes, 3: Conferencias sobre temas anarquistas. Historia y actualidad.

— Martes, 4: Debates sobre delincuencia, terrorismo.

— Miércoles, 5: Proyecciones de cine.

Jueves, 6: Debates sobre anarcosindicalismo.

— Viernes, 7: Sesión final.

— Sábado, 8: Festival, feria del libro, tómbolas, teatro, exposiciones, festival musical, discusiones libres.

La Semana se celebrará en la Alameda de Lisboa. La Coordinadora de la Semana de Presencia Libertaria está compuesta por «Voz Anarquista» (Cándido Reis, 121, 1ª derecha, Cacilhas, Portugal), «Centro Libertario» (Manuel N. N. Almedida, 32, Montijo, Portugal), y «A Batalha», (Av. Alvares Cabral, 27, Lisboa, Portugal).

La Coordinadora recibe correspondencia, asimismo en el apartado de correos número 5085 de Lisboa. Y espera sugerencias, ayuda (económica, personal, camaradería...), y la presencia activa de compañeros y amigos.

LA GUERRA SOCIAL...

(Viene de la página 1)

creen en la instauración del capitalismo de Estado (la «nacionalización», que, desde Lenin, es siempre la más eficaz medida de restauración del capital: el Estado controla, a través de ella, cualquier recurso: los trabajadores son pacificados por el «sindicato» y el Capital puede crecer de modo salvaje), los social-demócratas liberales y conservadores creen en la «libre empresa», el monopolio capitalista.

Del diálogo de ambas tendencias nace la explotación contemporánea en los países occidentales: cuando el monopolio capitalista deja de ser rentable en alguna rama de producción se nacionaliza, el Estado capitaliza dichas pérdidas a través de la creación de nuevos impuestos, y se libera las manos al Capital para que explore nuevas selvas donde impone sus leyes militares. El modelo de «nacionalización» ideal es el modelo soviético: desaparecida la concurrencia, el Estado es el Amo Único de los trabajadores, y el Capital adopta el modelo de producción asiática, el despotismo militar de una casta dominante.

Ambos rostros de la restauración del Capital reposan en una ley única: aquella que consagra la propiedad del tiempo en manos de un aparato burocrático y que tacha la libertad de los ciudadanos para some-

terla a la cárcel única de la propiedad, que, en el transcurso de su guerra revolucionaria contra quienes sólo son felices imaginando su muerte, siempre cobra nuevos rostros y fisonomías (propiedad «individual», «estatal», «burguesa», etc.) según gusten disfrazarse sus nuevos detentadores y lacayos.

GUERRA CONTRARREVOLUCIONARIA

La propiedad hoy, en sus dos vertientes establecidas, burguesa y estatal, nace en el mes de agosto de 1789, cuando la guerra social en el marco de la Revolución Francesa tiene dos frentes: la burguesía revolucionaria (Robespierre, los Jacobinos) que declara abiertamente el carácter «sagrado» de la propiedad y los «enragés», anarquistas, que declaran que la única salvación de Francia y la Revolución es la colectivización del suelo y la propiedad, la abolición de la propiedad privada en nombre de la Revolución.

Los Jacobinos arrasaron a los «enragés», instauraron el Terror Estatal, crearon el Terror Financiero Moderno: la inflación, el derecho de una élite militar a imponer la ley de las monedas, derogando el derecho de los ciudadanos a la libertad para imponer (marcialmente, bajo el peso de las bayonetas y el fuego) la ley de la moneda del Estado, por

la cual nuestro tiempo, nuestra vida, son hipotecados, usurpados, condenados a ser carne de cañón de la masa monetaria estatal. Lenin imaginó nuevos recursos militares para imponer este comportamiento golpista y bonapartista contra los ciudadanos. Stalin industrializó tales métodos. Las Multinacionales, hoy, adaptan tales recursos sociales a sus campañas de conquista de mercados. En Madrid, tal guerra contrarrevolucionaria contra los trabajadores, hoy, atraviesa el estadio de la pacificación.

Los ejércitos de la nueva burocracia están en la calle. Las milicias paramilitares entran a degüello en las asambleas subastando «ventajas sociales». La televisión bombardea con azufre las conciencias. Los «sindicatos» ofrecen las «ventajas» de sus servicios de «seguridad social», y de «vacaciones pagadas a plazos». Las ranas parlamentarias continúan pidiendo reyes y leyes. La jauría financiera compra carne humana al precio de una cuenta corriente, la venta a plazos, la inflación desvaluando nuestras monedas para que la maquinaria de producción no se detenga y, cobrando el brio que nuestra carne le imprime en el horario laboral, sistematice el control y el sometimiento de los ciudadanos, racionalizando la producción, racionalizando el control social. ■ ■ ■

BUSCANDO ALTERNATIVAS MORALES CONTRA LA CORRUPCION

TARRASA. — El capitalismo cierra sus fauces en todo momento que su acción, transacción o movimiento monetario, no le suponga beneficios inmediatos. La especulación, el fraude, la coacción, son sus medios más comunes para lograr sus fines: casi siempre se enmascara con mantos púrpura de patriotismos, nacionalismos y «deberes» con el pueblo... todo un poema lírico que, agitando lo convenientemente, por medio de sutilezas represivas y anuladoras de la voluntad colectiva, como la radio, televisión, prensa, etc., llegan a convertir en pacíficas masas «amantes del orden» (el capitalista, claro) a todo ser viviente, transformándolo en su más ferviente servidor.

El camino a seguir dentro de este contexto, para todo hombre no sometido a semejante tratamiento (no por que no lo sufra pues el sistema funciona con una mecánica sin fin, sino por que no lo admita) es claro: las soluciones parciales no conllevan más que al hundimiento, a la reincidencia en unas nuevas pero igua-

SUSCRIPCION PRO EDICIONES DE PROPAGANDA PARA EL INTERIOR

Lista n° 3

Suma anterior: 3.695,35 F.

Ortola, Ivry, 30; Jiménez, Athis-Mons 30; Montero, Paris, 100; F. Local de St-Denis, 80; Brugués, Mane, 15; Ramón Pujadó, Le Havre, 30; Castellvi, Thiais, 40; T. M., id, 10; Pérez, Paris, 50; Valle, id, 30; Rodríguez, id, 20; Montané, Garges, 20; Palacios, id, 20; Satué, Paris, 50; Francisca Vegas, id, 50; Antonio León, Grand-Combe, 100; Vidaller, Quillán, 100; Sánchez, Beaumont le Roger, 40; Confederales Rg. de Euzkadi en Caracas, 318,84 francos.

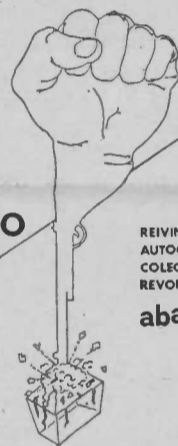
Suma y sigue: 4.329,19 Francos.

NOTA. — Del impulso que tome esta suscripción depende la continuidad de este sistema de propaganda a base de folletos escogidos afectando particularmente a España. — La Comisión.

DESTRUYAMOS LO ERRONEAMENTE CONSTRUIDO

ABAJO EL ESTADO

A.I.T.



REIVINDIQUEMOS EL OCIO
AUTOGESTIONEMOS LAS FABRICAS
COLECTIVEMOS LOS CAMPOS
REVOLUCION DE LA VIDA COTIDIANA

abajo el capitalismo

C.N.T.

les formas que pueden ser más tecnológicas, más tecnocráticas y en suma más opresoras, por tanto la solución está en plantear una alternativa global a la sociedad tal y como ahora se rige, tal como se encuentra estructurada.

Una alternativa que, partiendo del respeto a la voluntad y libertad del individuo, se conjugue con la necesaria relación solidaria con la Colectividad, una relación en base a intereses múltiples de relación y cambio, que conlleven a la unidad de intereses comunes. En definitiva una alternativa regeneradora de la especie humana e impulsora de los valores humanistas que lleva el hombre/

mujer y que lo diferencian de la bestia, que no sea un fin en sí misma, sino que marque el comienzo a partir del cual se abran nuevas perspectivas de creación liberadora e infinitas para una Humanidad emancipada del yugo esclavizador del trabajo, la moral, las costumbres.

La alternativa, un Ideal que mueva al mundo, palanca que sirva al hombre para encontrar su identidad en lucha constante con la opresión dominante, la corrupción existente y el cretinismo imperante, arma del proletariado para la acción y la cultura, enemigo a muerte del burgués.

F. GARCIA CANO

APORTACIONES SOLIDARIAS

C. DE RR. ZONA NORTE

Suscripción Pro-España Mayo 1978

José Arcal, Thiais, 20; Solá, id, 9; Alastruey, id, 16; B. Peralta, id, 15; Castellvi, id, 20; T. M., id, 10; Landeira, Dreux, 50; Montané, Garges, 12; Galán, Paris, 10; Quiñero, id, 10; Marfil, id, 10; Satué, id, 50; Francisca Vegas, id, 50; Sebastián Pérez, id, 50; Sebastián Torralba, id, 45; Montero, id, 20; Manolo, id, 50; P. Peralta, id, 10; Marcial Gómez, id, 50; Siles, id, 10; Carrasco, Drancy, 50; Sanagustín, Pantin, 20; Avelina Roncheras, Drancy, 50; Benitez, Ceret, 10; Fajardo, Paris, 10; Juan Sánchez, Perpiñan, 25; J. Bassons, St-Pons, 20; Eugenio Amaya, La Ferté, 90 F.

Total: 792,00 francos.

Prensa Confederal «CNT» Lista n° 28

Suma anterior: 32.168,80 F.

Capellas, 40; Sebastián Torralba, 20; Montero, 20; F. L. de Neuphle le Vieux, 40 francos.

Suma y sigue: 32.288,30 F.

Pro-local

Mayo 1978

Capellas, Paris, 20; Francisca Vegas, id, 50; Benitez, Ceret, 20 F.

Total: 90,00 francos.

REQUISITORIA

Jo també sóc jutge
Poema de Roc Llop incriminant
Franco i el seu règim.
Preu: 3,00 F.
Al COMBATE SINDICALISTA.

MAS POLITICOS, MAS BUROCRACIA, MAS FRAUDE, MAS MISERIA...

El follón español

BARCELONA. — No deja de llamar la atención lo que está ocurriendo en España. Todos los estamentos de su población viven en efervescencia, todos se agitan de cara a ampliar sus dominios. No hay ninguna posición estable. El que no se mueve lo mueven. Cada núcleo, en las vías de su especialidad, se esfuerza en conquistar nuevas metas, sin mirar si el resultado puede ser favorable o negativo al interés social.

Desde las altas esferas castrenses a los humildes proletarios, pasando por los partidos de toda condición y ambición, se tremolan banderas sedientas de mayor volumen y fortaleza. No hay noción de límite natural, y poco se respeta a los derechos personales. Todo se orienta y valora pensando en ocupar lugares de estrategia en la guerra de pensamiento social que se vive. Son los timoneles gubernamentales quienes, en estos acontecimientos, tienen ventajas y fomentan los conatos brutales de mayor relieve.

La confusión no desaparece con la celeridad anunciada desde las pirámides mandatarias. La política de sus hombres tiende a estabilizar las condiciones que prevalecen, buscando reducir lo que ellos llaman, injustificadamente, conatos de violencia. ¿Qué van logrando por esos senderos? Nada positivo de lo que ansia el pueblo. Incapaces de comprender que en su sistema radica el crisol de pugnas sociales, creen lograr solución aumentando el volumen de fuerzas represivas.

MAS BUROCRACIA

Lo que fue oposición al franquismo, inspirada en suplantación de hombres y métodos de gobierno, actúa desarticulada y con graves problemas internos. Lo concerniente a las independencias regionales, a más de conflictos entre sus defensores, va siendo motivo de mofa popular. Va quedando bien a la vista, en los primeros pasos de esos enfoques, que el centralismo de Madrid quiere ceder poco de sus prerrogativas. Lo único que en sus inicios están justificando esas estructuras es un aumento de burocracia, que fomentará impuestos para que el pueblo los pague.

¿En qué culminarán todos esos avatares? No son muy halagüeños los presagios en lo que a los mandatarios se refiere. Y menos alentadores para los obreros, dada la posición de aquellos que desean sustituir, en puestos de mando, a los herederos del caudillo. A la vez que los gobernantes tienen a su disposición todos los instrumentos que fueron patrimonio de la dictadura, las posturas de los disidentes ponen en evidencia falta de solidez política. Frecuentemente se dan casos que ameritan preguntar quién es quién, o hacia dónde va.

En relaciones de alto nivel político, la cuerda floja en que danzan

los comunistas gana terreno, y adquiere compromisos, en esferas de condición reaccionaria. Al tiempo que se distancia de la clase eminentemente popular, con aires de cordialidad abren las puertas y penetran en los ámbitos derechistas. Aunque sea con el diablo buscan pactos electorales, ante la perspectiva de elecciones municipales, o coincidencias parlamentarias con elementos de cuño fascista.

¿Dónde hallar la causa de todas estas actitudes? Aunque muy abun-

tor lo reclama, se allana el camino y se apoyan para que triunfe la finalidad que ambos persiguen. La abolición de la pena capital no constará en la Constitución, porque para que así sea votaron U.C.D. y A.P. Esta resolución fue un triunfo del fascismo.

INSEGURIDAD Y TEMOR

Late en todas las vertientes de la población española densa inseguridad y temor. Todos hacen apología de lo suyo, unos porque desean conquistar lo que no tienen y les perte-

No se vislumbra la paz deseada...

Hasta con el diablo hacen pactos.

El «arbitraje» político es fraudulento.


nece, otros por conservar privilegios no habidos con buenas artes. En posesiones económicas hay niveles de dudosa adquisición; en lo militar, los generales que ocupan los cargos de estrategia gubernamental todos son de corte y vibración franquista.

¿Es con todo este material humano con lo que se va a renovar la vida española? La duda ya no tiene motivos de intervención; la certeza, que concurre brillante después de pacientes análisis, dice que España todavía está viviendo de sus facetas de guerra civil. Es el problema social que por doquier hay planteado, que el capitalismo no puede resolver, y las democracias no resolverán porque no es solución de su competencia.

No se vislumbra para España, a corto plazo, un equilibrio de posiciones que garanticen la paz deseada. Todo el arbitraje político que para esa finalidad se ofrece es fraudulento. Y tanto el que más las teorías y prácticas marxistas. Unos y otros, desde los superiores estratos del Poder, nada resuelven que el pueblo no lo tenga resuelto ya. Solo sirven para «legalizar» las posiciones populares, cuando han sido impotentes para sostenerlas en grado inferior.

No. No se reduce, ni se reducirá por el momento, la efervescencia en España. En todos los lugares de la tierra, y en todos los momentos de la historia, fue inevitable el enfrentamiento entre oprimidos y opresores. El pueblo español quiere liberarse y para eso lucha.

Severino CAMPOS



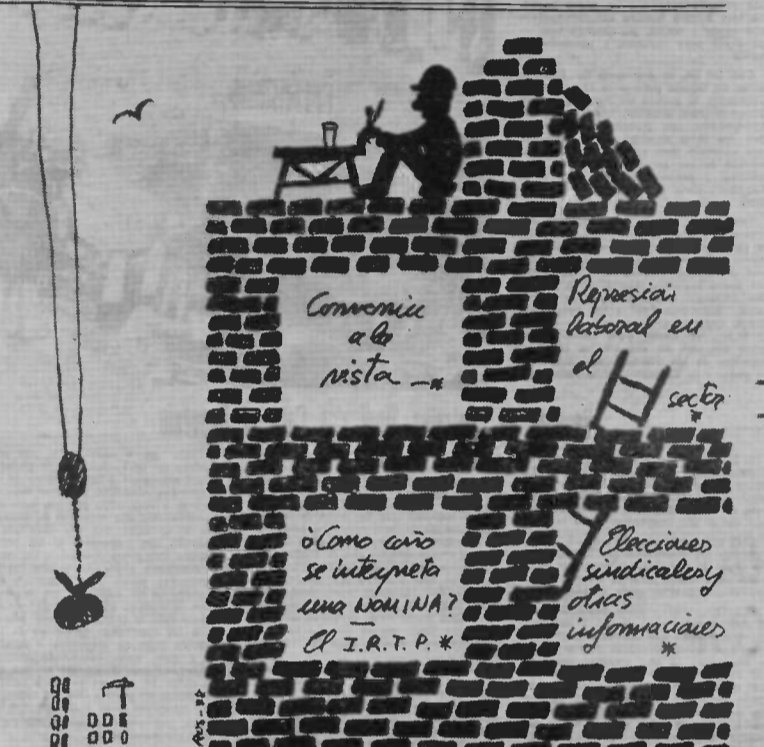
SINDICATO DE CONSTRUCCION
ASTURIAS

Ladrillo.

AÑO I N.º

PRECIO 10 P.T.

ORGANO DE LA C.N.T. Y PORTAVOZ DE LA F.R. DE SINDICATOS DE CONSTRUCCION.



Convenio a la vista

Represión total en el sector

¿Como año se interpreta una NOMINA? C.I.R.T.P.*

Elecciones sindicales y otras informaciones

EDITORIAL

«Ladrillo» es un grito más que los trabajadores del Sindicato de Construcción de CNT queremos dar en defensa de la gran UNIDAD OBRERA conseguida en el sector tras la gran lucha que hace un año mantuvimos contra el patronal.

Al servicio y en defensa de esa unidad, basada en la soberanía de las asambleas generales de trabajadores, por encima de cualquier grupo político o central sindical, incluido el C.N.T., nace ahora este Boletín de información del ramo, garantía de que los intereses de los trabajadores están por encima de todo.

De esta forma, aunque edita CNT, las páginas de «Ladrillo» quedan abiertas a todos los trabajadores de construcción que quieran utilizarlos para expresar los problemas de su oficio, sus opiniones, consultas o lo que crea conveniente, sólo pedimos que los artículos vengan firmados, figurando

la obra en que trabaja, o bien su condición de parado, entendiendo que si no desea que sus apellidos no figuren en el Boletín por temor a represalias, se respetará su criterio.

Todo trabajador que lo desee puede mandar, o llevarlos, sus artículos a:

- SINDICATO DE CONSTRUCCION DE CNT
Calle Carpio, 8-10, Oviedo.
- SINDICATO DE CONSTRUCCION DE CNT
Calle Campo Sagrado, Gijón.

SALUD, COMPANERO, SINDICATOS DE LA CONSTRUCCION DE ASTURIAS.

C.N.T.

TODO EL PODER A LA ASAMBLEA

LABOR PROSELITISTA DE GASPARE MANCUSO

BUENOS AIRES. — Desde hace muchos años, el compañero y amigo Gaspere Mancuso mantiene en alto su bandera de «Líbero acuerdo». Inició estos cursos de divulgación universitaria, que prosigue, en los comienzos de su primera juventud. Igual que a Ugo Treni y Luis Bertoni, sus maestros espirituales en esta reconquista del porvenir, Gaspere Mancuso está impulsando una obra estimable desde todos los ángulos. Su sello editor «Líbero acuerdo» estuvo y continúa en los frentes de la liberación humana. La vida hasta aquí le fue pródiga en salud, sabiduría para ocupar un sitio destacado entre los mejores compañe-

ros de nuestra universalidad. A él nuestras profusas congratulaciones desde estos proliepos americanos que, a su lado, trepamos la acrópolis del ideal.

Han sido varias las versiones al italiano y selecciones que Mancuso hizo de la obra de Eugen Relgis. Esta vez acometió la tarea de traducir y publicar en un hermoso volumen de 110 páginas el tan famoso libro del egregio rumano, anclado en Montevideo, ampliamente conocido en varias lenguas, «Cosmometápolis». El sello de más humilde y no menos heroica factura, lo mismo que la impresión y distribución del libro de Relgis, mueve al elogio y

paralelo de vidas ilustres. Porque, al lado de Relgis, del Dr. L. H. Herovici y otros maestros que Gaspere Mancuso divulga desde hace décadas, con su propio esfuerzo intelectual y personal, es digno de admiración.

La capacidad de trabajo de Mancuso y su férrea voluntad de ir adelante con la utopía en marcha de Eugen Relgis, desde el partido individualista al orden natural; desde la metapolítica a la república supranacional; desde la ideal Cosmometápolis, la revolución del pacifismo, pasando por la política antiestatista, hay todo un mundo ideal a conquistar. El anacionalismo, el movimiento bahaista, el mundaneum y

la voluntad de la armonía son notas en que están Relgis y Mancuso, incursos en delito universal de trabajadores pacifistas en esta aberrante edad atómica que calcina de pavor la mente de una humanidad perdida, ganada por la violencia.

Gaspere Mancuso trasladó su cuartel general irradiando ternura de ideas, a la Via Andrea Doria n.º 19 de Torino 12123 en Italia. Allí recibe el compañero y noble amigo los cumplimientos de buena ventura y humana cordial expresión que su particular, admirativa labor merece desde todos los ángulos de nuestra constelación moral y estética.

CAMPION CARPIO

FISIONOMIAS DE LA LUCHA DE CLASES...

(Viene de la página 1)

mientras sobrevive la clase media agraria».

Boris Suvarin, en su libro *Stalin* (París, 1935), traza el siguiente cuadro del aspecto social de la U.R.S.S.:

«La sociedad llamada soviética, reposa, de un modo que le es propio, sobre la explotación del hombre por el hombre, del productor por parte del burócrata, técnico del poder político. La apropiación individual de la plusvalía será reemplazada por una apropiación colectiva a cargo del Estado, estafa hecha por el consumo parasitario del **funcionarismo**. La documentación oficial no deja duda alguna: sobre el trabajo de la clase sometida, obligada a un **sweating system** inexorable, la burocracia retira una parte indebida que corresponde más o menos al antiguo beneficio capitalista. Se ha formado, pues alrededor del partido, una nueva categoría social interesada en el mantenimiento del orden constituido y en la perpetuación del Estado, cuya extinción, junto a la desaparición de las clases sociales, predicaba Lenin. Si el bolchevismo no tiene la propiedad jurídica de los instrumentos de producción y de los medios de cambio, se detiene la máquina estatal que le permite la explotación mediante varios procedimientos. La posibilidad de imponer los precios de venta, mucho más altos que los precios de costo, encierra por sí sólo el verdadero secreto de la explotación técnico-burocrática, caracterizada, por otra parte, por la opresión administrativa y militar» (3).

El **bonapartismo** no es otra cosa que el reflejo político de la tendencia de esta nueva burguesía, a conservar y a acrecentar su propia situación económico-social. En el llamado del bolchevique-leninista Tambov, dirigido al proletariado mundial en 1935, puede leerse lo siguiente:

«La tarea de la burocracia del partido consiste solamente en aislar y torturar a los opositores mientras que éstos no se hayan destruido públicamente, es decir hasta tanto no se hayan convertido en desgraciados apolíticos. Los burócratas, en efecto, no desean que seas un auténtico comunista. No tienen necesidad de esto. Para ellos es nocivo y mortalmente peligroso. No quieren comunistas independientes, quieren miserables siervos, egoístas y ciudadanos de última categoría...

«¿Sería entonces posible, que, bajo un verdadero poder proletario, la lucha o una simple protesta contra la burocracia, contra los ladrones y los bandidos que se apoderan impunemente de los bienes soviéticos, y que son los causantes de la pérdida, por el frío y el hambre, de centenas de miles de hombres, sea considerada como un delito contrarrevolucionario?»

ORIGENES DEL CRIMEN LENIN

La formidable tragedia de la lucha entre la oposición «revolucionaria» y la «ortodoxia conservadora», es un fenómeno completamente natural en el cuadro del socialismo de Estado. La oposición leninista tiene razón en señalar al proletariado mundial, las deformaciones, las desviaciones y la degeneración del stalinismo; pero si el diagnóstico de la oposición casi siempre es preciso, la etiología, en cambio, frecuentemente es insuficiente.

El stalinismo no es otra cosa que el resultado de la puesta en práctica del leninismo en el problema político de la revolución social. Lanzarse contra los efectos sin remontarse a la causa, al pecado original del bolchevismo (dictadura burocrá-

tica en función de la dictadura del partido), significa simplificar arbitrariamente la cadena causal que de la dictadura de Lenin pasa a la dictadura de Stalin, sin mayor solución de continuidad.

La libertad interior de un partido que niega el libre juego de la mayoría (de la pluralidad) entre los partidos de vanguardia en el seno del

arribistas y para los obreros perezosos y oportunistas. La plaga burocrática no se inició, en los hechos, con el stalinismo, pues es simultánea a la dictadura bolchevique.

Basta leer las noticias de 1918 y 1919, publicadas en la prensa bolchevique. El «Wecernia Isvestia» del 23 de agosto de 1918, hablando de la desorganización del servicio postal,



NUEVA BURGUESIA EXPLOTADORA

PARIS. — Marcelino Camacho, líder «sindical» de CC. OO., abraza al ministro de Trabajo señor Jiménez de Parga, en un encuentro en el Palacio de las Cortes, donde ambos son diputados, el primero por el Partido Comunista, el otro por la U.C.D. gobernante.

Se trata del ejemplo ideal de la «nueva burguesía»: políticos profesionales, con excelentes sueldos remunerados, que «dialogan» respecto el «futuro» de los obreros. De este modo, pacificando la lucha de clases a través del «parlamentarismo», la actual acumulación de capital, en España, pasa por el advenimiento de nuevas clases sociales (políticos profesionales, nueva burocracia) que, en guerra social con los trabajadores sometidos al proceso de explotación del capitalismo monopolista y las multinacionales, se «ganan la vida» (tienen sueldos particularmente bien remunerados, por el partido, por el Estado) ofreciendo como mercancía su racionalización del sometimiento de los explotados.

sistema soviético, sería hoy un espectáculo milagroso. La hegemonía obrera, el absolutismo bolchevique, el socialismo de Estado, el fetichismo industrialista: todos estos gérmenes corruptores sólo podían dar frutos envenenados tales como el absolutismo de una fracción y la hegemonía de una capa social. Trotsky, en la actitud de San Jorge en lucha contra el dragón stalinista, no impide, olvidar al Trotsky de Kronstadt. La responsabilidad del actual stalinismo remonta a la formulación y a la práctica de la dictadura del partido bolchevique, así como a la ilusión de la extinción del Estado como fruto de la desaparición de las clases a cargo del socialismo de Estado.

Cuando Trotsky escribía, el 6 de septiembre de 1935: «El absurdo histórico de la burocracia autócrata en una sociedad sin clases no pudo sostenerse y no se sostendrá indefinidamente», decía una cosa absurda en lo que se refiere al «absurdo histórico». En la historia no hay absurdos. Una burocracia autócrata es una clase y por consiguiente no es absurdo que ella exista en una sociedad en la cual persisten las clases: la burocrática y la proletaria. Si la U.R.S.S. fuese una «sociedad sin clases», sería también una sociedad sin autocracia burocrática y esa autocracia es la resultante de la subsistencia del Estado.

CONTRA LOS TRABAJADORES: BUROCRACIA

Es por su calidad de partido dominante de la máquina estatal que el partido bolchevique se ha convertido en un centro de atracción para los elementos pequeño-burgueses

constata que a pesar de la disminución en un 60 % de la correspondencia, el número de empleados, comparado al periodo anterior a la revolución, había aumentado un ciento por ciento.

«Pravda» del 11 de febrero de 1919 señala la continua creación de nuevas oficinas, de nuevas instituciones burocráticas, para las cuales se han nombrado y estipendiado los empleados antes que las nuevas organizaciones comenzaran a funcionar. «Si todos estos nuevos empleados — dice «Pravda» del 22 de febrero de 1919 — invaden y ocupan palacios enteros, por su número efectivo les serían suficientes algunas pocas estancias.»

El trabajo se hace lento y obstruccionista, incluso en las oficinas con funciones industriales. «Un encargado del Comisariato de Lipetzki — cuenta «Isvestia» del 29 de noviembre de 1918 — para comprar nueve «pud» de clavos al precio de 417 rublos ha debido expedir veinte escritos, obtener cinco órdenes y 13 firmas, para lograr las cuales ha debido hacer antecámaras de dos días, pues los funcionarios que debían firmar eran inencontrables. «Pravda» (nº 281) denunciaba «la invasión en nuestro partido de elementos pequeño-burgueses» que hacían expropiaciones «para uso personal». En el número del 2 de marzo de 1919 el mismo periódico constataba:

«Es necesario reconocer que en los últimos años algunos compañeros, que no eran miembros del P. C. en los primeros tiempos, han comenzado a recurrir a métodos de trabajo que son inadmisibles en nuestro partido. Admitir como sistema el uso de no considerarse atado a la opinión de las organizaciones loca-

les, por cuanto tienen órdenes de actuar personalmente, en base a un mandato bastante limitado, y ordenar a diestra y siniestra, por ejemplo. De allí se origina una tensión latente entre el centro y la periferia, imponiendo con su dictadura individual varias vejaciones.»

Hablando de la provincia de Pensa, el Comisario del Interior, decía:

«Los representantes locales del Gobierno central se conducen, no como los representantes del proletariado, sino como verdaderos sátrapas. Una serie de hechos y de pruebas atestiguan que los únicos representantes del Gobierno se presentan armados ante la gente más pobre, llevándola presa y con ella todo lo necesario, amenazando de muerte en el caso de protestas, castigan a golpes. Los objetos robados son revendidos, y con esos dineros se organizan borracheras y orgías» («Wecernia-Isvestia», 12 de febrero de 1919).

LA CORRUPCION

Otro bolchevique, Meserikov, escribía:

«Cada uno de nosotros ve cada día infinitos casos de violencia, vejaciones, corrupciones, ocio, etc. Todos sabemos que en nuestras instituciones soviéticas han entrado en masa picaros y holgazanes. Todos lamentamos su presencia en las filas del partido, pero no podemos hacer nada para limpiarnos de esta impureza.»

«... si una institución expulsa un picaro, se encuentra pronto otra que lo toma y le da un puesto de responsabilidad. En vez de ser castigado, termina por ser promovido» («Pravda», 5 de febrero de 1919).

En un discurso pronunciado en el Octavo Congreso del Partido Comunista ruso (11-12 de marzo de 1919) Lenin confesaba:

«Vemos por todas partes arribistas, aventureros, que se han introducido entre nosotros. Ellos se llaman comunistas, pero en realidad buscan engañarnos sobre sus verdaderas ideas. Eso sí, están pegados a nosotros, porque nosotros somos el poder y porque los elementos burocráticos más honestos rehúsan colaborar con nosotros a causa de sus ideas atrasadas, mientras ellos no tienen ni ideas ni honestidad: son exclusivamente de reclame.»

El gobierno bolchevique se ha demostrado impotente frente a la burocracia, plétorica, parasitaria, prepotente y deshonesto.

De cinco millones de burócratas se ha saltado a diez millones. En 1825 eran 400.000 funcionarios en las cooperativas («Pravda», 20 de abril de 1926).

En 1927 la Federación rusa de obreros de la alimentación tenía 4.287 empleados para sus 451.720 socios y el sindicato de metalúrgicos de Moscú alcanzaba a 700 funcionarios para 130.000 carnets sindicales («Trud», 12 de junio de 1928).

Esta plétorica burocrática no responde a una intensa y eficaz actividad administrativa. «La dirección del aparato soviético, de la base al más alto grado, tiene un carácter papalero. El comité provincial manda habitualmente una o dos circulares al día sobre todas las cuestiones imaginables, y estima haber así agotado sus obligaciones.»

«El número de circulares que dan las directivas, recibidas en las células, oscila, en ciertos lugares, de 30 a 100 por mes» («Pravda», 7 de junio de 1925).

Un alto funcionario, Dzerginsky, escribía:

«Se solicitan de las empresas las más diferentes informaciones, informes, datos estadísticos, formando en conjunto un torrente de cartas que obliga a mantener un excesivo personal y asfixia el trabajo más vital:

se crea un mar de cartas en el que se enredan centenares de personas; la situación de contabilidad y de la estadística es simplemente catastrófica; las empresas soportan con disgusto el fardo de proveer informaciones bajo docenas y centenares de formas diferentes. Se mide ahora la contabilidad al peso» («Pravda», 23 de junio de 1926).

ABSURDOS

Una oficina forestal reclama un cálculo de las perdices, de las liebres, osos, lobos, etc., vivientes en el sector del funcionario consultado, y esto en el plazo de una semana («Krasnaia Gazeta», 14 de mayo de 1926). La dirección provincial de la agricultura de Viatka prescribe al comité ejecutivo del cantón contar los gusanos de la tierra encontrados en el campo («Pravda», 1 de marzo de 1928).

El informe del Comisariado de Comercio, contiene 27.000 solicitudes: un informe agrícola ucraniano contiene 20.000 («Isvestia», 11 de diciembre de 1927). Un comité ejecutivo local envía al soviét del pueblo un cuestionario con 348 preguntas, y esto, durante la siega del grano («Pravda», 18 de abril de 1928). El instituto de agronomía experimental publica una hoja de encuesta de seis metros de largo y totalmente llena de interrogaciones sobre tractores («Diednota», 1 de abril de 1929).

En el XV Congreso del Partido, Stalin citó el caso, entre otros muchos, de un mutilado que ha debido esperar siete años un aparato de prótesis. Un obrero que debe hacer una reclamación contra la administración de una empresa, debe pasar por 24 formalidades burocráticas («Trud», 14 de enero de 1927). Una oficina procesa 210 contratos por operario admitido, y esto a pesar de que el personal es muy inestable («Trud», 5 de agosto de 1928). Un reloj importado en U.R.S.S. pasa en la aduana a través de 142 formalidades («Isvestia», 9 de diciembre de 1928). Un inventor, llegado a Moscú para experimentar un descubrimiento, debe hacer un trámite para obtener habitación. Después de un año y medio aún no la ha obtenido, pero ha reunido un conjunto de hojas burocráticas relativos a dicho trámite: 400 documentos («Vetchernaia Moska», junio de 1929).

Los funcionarios del partido están sobrecargados de tareas. Kamenev, antes de ser despedido, era miembro del Comité Central y del Bureau político del Partido, presidente del Consejo del Trabajo y de la Defensa, presidente del Soviet de Moscú, vicepresidente del Consejo de Comisarios del Pueblo, miembro de la presidencia colectiva del Consejo Económico Superior, miembro del Comité Central ejecutivo de la Unión y del Comité ejecutivo del Soviet de la República, director del Instituto Lenin, co-director de «Bolchevik», revista oficial del Partido, y ciertamente la lista de sus tareas y cargos no está completa. Hasta los pequeños dirigentes están sobrecargados de tareas y de todo tipo de cargos. Un joven comunista declaraba ocupar el solo dieciséis cargos. («Pravda», 21 de marzo de 1925).

LATROCINIO

Con una burocracia tan pletórica, con un mecanismo administrativo tan complicado, con un control tan mínimo y natural, se explica que el latrocinio sea una de las características de la vida burocrática de Rusia. Un alto funcionario sindical, Dogadov, refería al Consejo Central de los sindicatos en 1925, que casi la mitad (47 %) del presupuesto de la confederación sindical rusa (700 millones de rublos) lo devoraban los

funcionarios («Pravda», 9 diciembre de 1926). En un año 5.232.000 rublos eran dilapidados en las cooperativas («Torgovo-Promychlenaia Gazeta», 23 de mayo de 1926). Toda la prensa bolchevique de los años siguientes está llena de noticias de las dilapidaciones burocráticas en las cooperativas. Tomsy, ahora presidente de la confederación de los sindicatos rusos, decía en el VIII Congreso de la Central sindical:

«¿Dónde se roba... Por todas partes: en los comités de fábricas, en las cajas de mutuo socorro, en los círculos, en las secciones regionales, departamentales y distritales; por todas partes, en una palabra. Existe incluso una rúbrica con el título: «Desconocido», si es robado en alguna parte, pero no sabemos dónde. ¿Y quién roba? Para mayor vergüenza de nuestra entidad, debo decir que los presidentes son capitalistas. ¿Cómo se reparten los robos del punto de vista político? De manera desigual entre comunistas, y también entre personas de las cuales es «desconocida» su orientación política. Por lo que concierne a la juventud, la situación es angustiosa. El activo sindical no comprende, en ningún nivel, más del 9 % de los jóvenes, pero en cuanto a ladrones llega al 12,2 %».

En noviembre de 1935 «I Risveglio» de Ginebra publica la carta de un empleado de hotel en el cual, entre otras cosas, se lee:

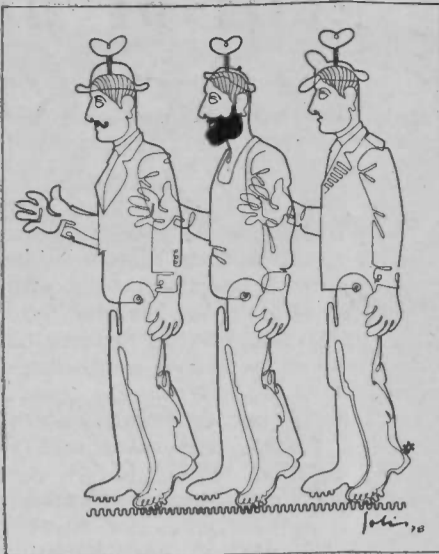
«En 1925, en marzo, durante la feria internacional de Lyon, me encontraba en el Nouvel Hotel, donde el propietario, fascista al ciento por ciento, había recibido con los honores correspondientes a la misión soviética. Ocuparon las mejores habitaciones, que el propietario hacía pagar a 120 francos al día por persona, precios que en aquella época eran exorbitantes, pero que los bolcheviques pagaban sin discutir. Y bien, he podido constatar que ellos tenían los mismísimos vicios de la nobleza rusa. A la cena, en la mesa, se embriagaban de coñac, y en nombre de la dictadura del proletariado se hacían servir los mejores vinos de Burdeos.»

LA CORRUPCION

El «decoro» conduce a las costumbres lujosas y viciosas, y esas costumbres conducen a la corrupción.

«Pravda» del 16 de octubre de 1935, denunciaba dos casos de corrupción burocrática dignos de ser señalados: «La "Industria forestal", órgano del Comisariado del Pueblo para la Industria Forestal, había recibido dinero, en forma ilícita, del trust Ukrqiness, del Departamento de Combustibles del Comisariado de Vías y Comunicaciones, y de otras organizaciones económicas. La «Industria ligera», órgano del Comisariado del mismo nombre, había recibido dinero, siempre ilícitamente, de la administración de la industria local de Kiev, del departamento algodonero del Comisariado de Agricultura, del trust del algodón y del trust del cuero y de la piel.»

Los diarios rusos están llenos de noticias relativas a la corrupción de la burocracia, y de informaciones sobre «la depuración del partido». Efectivamente la depuración consiste en la eliminación de los elementos que «no están en la línea». He aquí algunos casos típicos, extraídos de «Bolchevistskaia Petchat» (números 13 y 14 de 1935). Ha sido revocado el redactor en jefe de «Kommunist» de Seratov, secretario de la sección local del partido comunista, no porque — según el periódico — seguía una «línea política equivocada», sino porque el jefe de personal Davidov había dado pruebas de su «criminal negligencia», enrolando correctores y redactores de origen



Objetivo central del Capital: convertirnos en autómatas dirigidos por sus lacayos, de tal modo que los explotados sean meros juguetes en manos de las nuevas clases sociales, la nueva burguesía sedienta de poder...

no proletario o sospechoso: Goverdovski «cuyos padres habían sido expulsados de Moscú», la ciudadana Znamenskaia «hija de un oficial blanco muerto en el curso de la guerra civil», la ciudadana Gonciarev, expulsada de Moscú como contrarrevolucionaria, el literato Lardi «expulsado del partido por descomposición completa (sic), ex-noble, con una tía en Polonia», el fotógrafo Kruscinski expulsado del partido por haber estado en Letonia sin autorización y teniendo parientes en ese país, la ciudadana Rounguis, pariente de una mujer condenada por participar en una asociación de bandidos.

Los funcionarios un poco independientes y los cuales son más honestos y capaces, son eliminados sistemáticamente, mientras permanecen en sus puestos los oportunistas, casi todos venales e incapaces.

Incluso los cargos del partido se han convertido en sinecuras estables. La circulación de los elementos dirigentes es actualmente abolida. Mientras los estatutos del partido comunista ruso establecieron que cada año se cambiaban los dirigentes del partido, de los sindicatos y de los soviets, cierto Kakhiani fue durante ocho años seguidos secretario del Comité Central del partido comunista georgiano.

RECONSTRUCCION CRIMINAL DEL ESTADO

Todo este estado de cosas favorece la consolidación de la burocracia y de la tecnocracia como clase.

En su libro *Vers l'autre flamme* (Hacia la otra llama) aparecido en París en 1929, Panait Istrati exponía con cifras esta situación, describiendo las diversas proporciones en las cuales las distintas clases del pueblo ruso habían ahorrado y depositado sus ahorros en las cajas durante el año 1926: el 12 % eran ahorros de obreros; el 3,6 % campesinos, mientras los funcionarios y otras categorías no especificadas habían depositado el 56,7 %.

La nueva categoría de los jefes obreros y de los obreros especializados «stajanovistas» viene a sostener la nueva burguesía técnico-burocrática. Los obreros no especializados constituyen el verdadero proletariado industrial. En 1935 el salario medio de aquella categoría, si se consideran los precios de la alimentación en ese mismo año era un salario de hambre, porque estaba entre 100 y 150 rublos mensuales. En Moscú por ejemplo, un kilo de pan blanco costaba de 10 a 15 rublos el kilogramo, y un kilogramo de manteca de 28 a 30 rublos. Un billete de tranvía de 10 a 25 copecas (es decir un cuarto de rublo), y un billete de me-

tro 50 copecas (es decir medio rublo).

«Isvestia» del 9 de mayo de 1935 anunciaba que un jefe de taller de los altos hornos de Krivoirog (Ukraina) había recibido por salario (mes de abril) 3.300 rublos. «L'Humanité», cotidiano bolchevique de París, en su número del 16 de diciembre de 1935 hablaba de un obrero que percibía 4.361 rublos en 24 días y de un operario que había recibido 233 por un solo día de trabajo.

El 15 de diciembre de 1935 «L'Humanité» anunciaba que las cajas de ahorros de la U.R.S.S. tenían una reserva de 4.256.000 rublos superior a la del 1 de diciembre de 1934. En 1936 (del 1 de enero al 11 de mayo) el total del ahorro ha aumentado 403 millones de rublos contra 261 millones por el periodo correspondiente a 1935. Los señores Lewis y Abramson, que han estado en Rusia por cuenta del B.I.T. (Bureau Internationale du Travail) de Ginebra, han recientemente publicado un informe que confirma la acentuación de la diferenciación en los salarios industriales.

«En la industria metalúrgica — informan — la escala de salarios más frecuentemente aplicada comprende ocho clases (o categorías). La tarifa del obrero menos calificado está representada por el coeficiente 1, y el de la clase siguiente por el coeficiente 1,15 y progresivamente 1,32; 1,52; 1,83; 2,17; 2,61 y finalmente 3,13.»

Trabajo a destajo, escala de salarios, sistema de premios: todo esto está creando una pequeña-burguesía que sostiene la burguesía media técnico-burocrática y retarda la «tercera revolución» preconizada por la opinión revolucionaria, consolidando la dictadura de un clan.

Este fenómeno de reconstitución de las clases «mediante el Estado» ha sido previsto por nosotros, y denunciado claramente. La oposición leninista no consigue profundizar el examen etiológico del fenómeno y es porque no alcanza a revisar la posición leninista frente al problema del Estado y de la revolución.

(1) «Guerra de clases en España, 1936-1939», de Camillo Berneri, Edición a cargo de Carlos M. Rama. Tusquets Editor Barcelona. Esta obra puede conseguirse en nuestra librería del Centro Confederal, 33, rue des Vignoles, 75020 París, al precio de 20 francos.

(2) Este artículo fue publicado en «Guerra di classe» n.º 2, 17 de octubre de 1936, corresponde a la serie de cuatro artículos sobre los temas del poder y del Estado en el leninismo. Su antecedente, dentro de la bibliografía de Berneri, es el artículo *Stato e burocrazia in Russia* aparecido en «Umanità Nova» del 29 de diciembre de 1921.

(3) Esta obra escrita entre 1930 y 1935, después de la primera edición de que da cuenta Berneri, fue reeditada ampliada en 1940, y por tercera vez en 1977 (París, Champ Libre). Emmanuel Le Roy Ladurie, en *Souvarine le prophétique* («Le Monde», París, 22 de julio 1977; le llama «uno de los libros franceses del siglo veinte más grandes que se hayan publicado» (sic). (N. del E.)

NOVEDADES EN LIBRERIA

«Las Colectividades campesinas (1936-1939)	20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00
«Malatesta, vida e Ideas», V. Richards	25 00
«Historia del Movimiento Machnovista»	20 00
«El Terror bajo Lenin», Jacques Baynac	25 00
«Boletín de la Escuela Moderna», Albert Mayol	20 00

ECOS DE UNA REVUELTA GRITERIO Y EXPLOSION, TRAS LAS CENIZAS

IGUALADA. — En la espera de un viaje a Madrid por motivos literarios, nos da por auscultar la situación moral de Igualada junto con la característica económica y social de la misma, antiguo feudo de la C.N.T.

La parte alta de la población, en 1936 insignificante, ahora ofrece una panorámica de barriada moderna, bien edificada, y numéricamente como el sector antiguo de la población. Una Avenida de Barcelona ofrece magnífico aspecto en longitud, anchura y urbanismo, y las demás calles no le van a la zaga. Con la particularidad de que aquí y allá se advierten casas propiedad de familias castellanas que han venido a trabajar aquí, y trabajando sin parar y ahorrando dinero a costa de su salud, han conseguido una construcción generalmente de tres pisos para albergar a varios grupos de una misma familia. No es que la miseria sea desconocida en la localidad; pero esa visión desagradable la cubren el enorme censo de automóviles, la multitud de merenderos esparcidos por las afueras y la comarca, y el número excesivo de casas de banca a las cuales no son ajenos la mayor parte de proletarios. Verdaderamente Igualada es una ciudad industrial proporcionalmente la más importante de Cataluña, con la ventaja de que la modernidad de su maquinaria permite, por lo menos aparentemente, guardar un tren de vida satisfactorio para buena parte de igualadinos, aun en este tiempo de crisis alarmante.

Deambulando por las calles y observando tiendas y transeúntes, vamos comprendiendo que del bajón moral que hemos señalado se benefician los sindicatos acalabazados. Sin orientación ninguna, la masa obrera se ha metido en esos organiz-

mos como una mujer pizpireta entra en una casa de modas. Ciertamente la riada franquista de cuarenta años arrastró hacia la nada todos los valores morales o ideológicos del año 1936; pero ello no explica del todo que, con las lecciones de historia de que dispone el pueblo, la gente obrera sea inane al extremo de optar, generalmente, por esos sindicalismos apócrifos, bordes, obedientes más a partidos políticos (PSOE y PC) que a la sindicación de pureza obrerista cual lo es la cenetista. Por suerte, nuestra Organización local dispone de militancia seria y capaz, tanto en jóvenes como en maduros, para ir preparando los cuadros actuantes cuando los trabajadores ugetizados y cómico-obrerizados se den cuenta de que, amarrados al carro de la política, serán juguete de Felipes y Carrillos en vez de fuerza obrera válida para la defensa de sus intereses. Actualmente la C.N.T. local dispone de sala propia, de actuantes jóvenes y de la promoción de anteguerra, de crédito creciente.

EL ALEGRE CONTRASTE

Una de las realizaciones de la Revolución del 1936 fue la de la humanización del hospital. Las salas (de 50 lechos) eran horribles, presidarias. Paredes frías, trato frío y sopa de padrenuestros. Persona conducida al hospital era persona perdida. Cuando una familia quería deshacerse del viejo o vieja de la familia, al hospital lo llevaba, regalado. Renovadora de leyes y costumbres, la Revolución se preocuparía del angustioso problema. La casa del dolor debía serlo lo menos posible. La

religión abrumadora desaparecería y las salas con rejas también. El equipo sanitario se mejoraría notablemente y la casa no sería espanto de ancianos. Y eso, que así fue, quedaría en pie pese a nuestra derrota, para descrédito y vergüenza del clericalismo reimpuesto por el fascismo.

Pero ahora mismo hemos puesto pie en el hospital que regeneramos, habiendo quedado sorprendidos. Agradablemente, por añadidura. Incluso nuestras salas de seis camas han sido derribadas para confundirlas en el sistema de habitaciones individuales dotadas de elemento moderno de aseo. El régimen de la casa es civil, siendo el número de enfermeras (extremadamente limpias) muy elevado. Médicos hay más de treinta afectos a todas las especialidades, y el quirófano cuenta con aparatos de lo más moderno. Hay también servicios de urgencia y consulta, y secciones de traumatología y reeducación física y una maternidad muy eficaz dotada de incubadoras para niños extraídos o nacidos antes del período normal. El ambiente de la casa es discreto y el residir satisfactorio. El jardín es accesible a los enfermos no postrados, aumentando con sus dotes de luz y agrado la tranquilidad de las personas hospitalizadas. En suma, que el tético hospital de Igualada ha pasado a ser casa de servicios sanitarios en vez de antesala del cementerio impregnada de preces y amenazas de infierno, todo lo cual celebramos infinito, no importando que el valor de la obra actual haya superado la acción humanitaria iniciada por la Revolución del 1936.

Por el resto, gracias a los compañeros Puiggrós padre e hijo que nos permitieron ver el hospital nuevo, y

gracias también a los compañeros igualadinos que tantas muestras de fraternidad nos han dado.

MADRID VIA BARCELONA

Conocíamos Madrid en guerra: frene-sí, atrincheramientos, privaciones, heroísmos. El de ahora diferente: brillante, aparatoso, dicharachero. Nos hospedamos frente al Congreso, donde acudirán periodistas, en buena parte muchachas bien preparadas.

Ya estamos, pues, frente al problema de las interrogaciones. Quiénes nos acosarán son gente de «Cuadernos para el Diálogo», «ABC», «El País», «El Imparcial», y un cronista muy en boga. Veremos lo que saldrá de todo eso.

Nos plació el reencuentro con el amigo Eduardo de Guzmán, el de los libros relatando la terrible odisea del antifranquismo vencido; el periodista magnífico. Pese al viacrucis de los años negros, lo vemos jovial, reflejando salud y simpatía.

Igualmente nos cupo alternar con Francisco Umbral, hombre al parecer expeditivo, y, sin parecerlo, preguntador temible por su infaltable ironía.

Otra de las figuras «descubiertas» fue la de Angel M^a de Lera, el de «Las últimas banderas», y al propio tiempo autor de una biografía de Angel Pestaña, a cuyo personaje no le opusimos reparos. Momentos después nos presentaron a un diputado catalán, buena e inteligente persona a pesar de que lo diputaran. Habíamos conocido a sus interesantes progenitores. De todo este trasiego tuvo la culpa — como es de suponer — el jaleado y zarandeado libro «La revuelta permanente» de Porcel.

AIRE LIBRE

ACTIVIDADES EN PROVENZA

Se os invita a la JIRA CONFEDERAL Y LIBERTARIA que se celebrará en la hermosa pineda-playa de «L'Aiguade» en Hyères (Var) el **domingo 25 de Junio 1978**.

Habrán juegos infantiles, música variada, comida campestre, alocución de actualidad, radio-«crochet», etc.

La Comisión de Relaciones del Núcleo de Provenza de la C.N.T. de España en el Exilio, invita fraternalmente a todos los afiliados de sus Federaciones Locales, familiares, simpatizantes, emigrados, amantes de la naturaleza y a la juventud antifascista y revolucionaria.

En este día todos los ancianos residentes en la casa de reposo del «Beau Séjour», sin distinción, serán los invitados, como todos los años, de la familia confederal y libertaria de Provenza.

La próxima Jira Inter-Nuclear, organizada en conjunto con el Hérault-Gard-Lozère, tendrá lugar el mes de julio. La fecha y el lugar serán anunciados oportunamente.

F. L. DE MARSELLA

La F. Local de Marsella invita a todos sus afiliados y simpatizantes a la JIRA que tendrá lugar el 25 de junio en la bien conocida playa de Hyères.

El desplazamiento se efectuará en autocares. Salida a las 6 h 30 del Cours St-Louis. Precio: 20,00 Frs. Inscribirse, 12, rue Pavillon, 2º piso.

F. L. DE BURDEOS

El programa de salidas de Verano que se ha organizado en colaboración con la C. de Relaciones de la Gironde, es el siguiente:

Salidas Plaza Victoria:

Día 25 de junio: Lago de Lecture (Gers) a las 6 horas.

Día 9 de julio: Parentis sur Born, a las 7 horas.

Día 23 de julio: Mitin y Festival de Toulouse, a las 5 de la mañana.

Día 6 de agosto: Lago de Ispes, a las 7 horas.

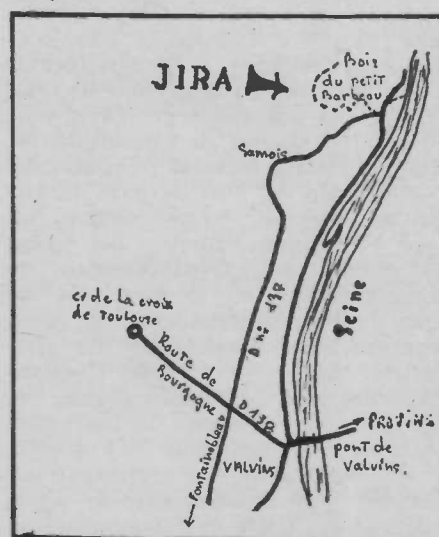
GROUPE EMMA GOLDMAN

Le groupe Emma Goldman (F. A. 11º) organise un camping libertaire du 24-6 à 12 h jusqu'au 26-6-78 au matin à Saint Nom la Bretèche. Le parcours sera fléché à partir de la gare. Libertaires et Sympathisants(es) sont cordialement invités à venir faire la fête avec leurs grattes, et autre bombarde, et leurs musiques plein la tête, etc...

Les escargots libertaires sont priés de ne pas oublier leur coquille et leur salade (duvet + bouffe).

JIRA EN FONTAINEBLEAU

Organizada por la F. L. de Fontainebleau en colaboración con la Comisión de Relaciones Zona Norte, el **DOMINGO 25 DE JUNIO**, en el excelente lugar denominado «Bois du Petit Barbeau». Ved croquis.



La excelencia del lugar, río y bosque, así como la perspectiva de pasar un día de fraternal compañerismo, donde nos será posible alternar los juegos y las charlas culturales y amistosas, esperamos sea muy concurrida por parte de todos los compañeros, familiares y simpatizantes de las FF. LL. de la región.

Para el desplazamiento en tren, estación de Fontainebleau-Avon y desde allí habrá vehículos para trasladarse al lugar.

NUCLEO DEL ALTO GARONNE-GRS

Actividades para los meses de Junio y Julio: Organizados por este Núcleo y la Comisión de Relaciones, se celebrará una Jira el 25 de junio próximo en el Lago los «Tres Valles», Lecture-Gers. Lago, frondoso de árboles, céspedes naturales; atracciones para niños y mayores; comidas y bebidas frescas no faltan. Autocares, inscripciones: J. Raluy, 4, rue Belfort, 2º étage.

MITIN Y FESTIVAL, 23 de julio, en conmemoración de la Revolución Española, que en números próximos iremos dando detalles del mismo, con precisión en oradores y artistas para el festival de la tarde.

Reservar las fechas.

Jira conmemorativa de las Jornadas de Julio 1936

Tendrá lugar el **DOMINGO 16 de Julio de 1978** en el agradable y sombreado sitio del «Vieux-Moulin» **PONT - DE - TAVERNES (Gard)**.

Organizada en conjunto por las Comisiones de Relaciones de los Núcleos del Hérault-Gard-Lozère y de Provenza de la C.N.T.E. exiliada.

Juegos infantiles, Baños en el río Gardón, Música variada, Comida campestre, Alocución en relación a la conmemoración, Radio-«crochet», «Buvette» y Tómbola pro-C.N.T. de España.

Fraternal invitación a los afiliados de las Federaciones Locales, familiares y simpatizantes.

¡Todos a la gran Jira confederal y libertaria!

Un libro sensacional:

«LA REVUELTA PERMANENTE»

escrito por Baltasar Porcel en colaboración con Juan Ferrer.

Edición de lujo de 300 páginas y 170 ilustraciones.

Precio: 50 francos.

Pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 París.

C.C.P. n° 9 232 33 V París

Lo céntrico de Madrid se ofrece espléndido, y «naturalista» por la vecindad del Retiro. Y créase que en catalán vale la pena no ahondar más para no creer en un Madrid superior a la indiscutible Barcelona.

Sin embargo, el Madrid de la Montaña y la Barcelona de Atarazanas sigue hermanando a ambas capitales.

EN NUESTROS PAGOS

Nuestro lugar de origen carece de la modestia de antes. La población ha doblado en importancia. Mucho volumen humano y casero, pero la vitalidad ciudadana es indiscutible. En general, los jóvenes están en él sin ton ni son y los maduros andan fríos, si no apagados. La gente poco se conoce y la vida social palidece. Un parque de cinco mil automóviles vacía, en las fiestas, a lo mejor de la población hacia las playas o los merenderos. Potencias burguesas de nuestros días ya no existen, naufragadas en su orgullo y sucedida por otra burguesía menos orgullosa pero también con naturaleza de pulpo. En esta localidad de 40.000 habitantes, existen de 35 a 40 establecimientos bancarios.

El antes popular Ateneu Igualadí ha renacido de las cenizas franquistas, que en deterioros en paredes y suelos aún se señalan. La recuperación de la entidad es lenta a causa de lo verde que está la juventud, buena para griterías y explosiones motoristas. No obstante, calor ateneísta existe y pronto serán reabiertas las escuelas; y para goce nuestro estuvimos en la fiesta ateneísta de ogaño frecuentada por unos trescientos amigos y amigas, y así pudimos constatar que, pese a las calumnias de un fraile fracasado y cretino llamado Antonio Jorba, y a las majaderías de un pobre Tarrida, Igualada nos estima.

En lo tocante a lo nuestro, la CNT se mantiene en auge limitado. Disfruta y se trabaja en serio para conseguir el resto, muy importante. Actualmente la Federación trata de actuar bajo estatutos legalizados para conseguir personalidad jurídica, cosa muy conveniente tratándose de recuperar los bienes de que fue despojada en el aciago año de 1939.

En los conflictos del trabajo nuestra entidad cenetista actúa con más seso que las otras sindicales, aumentando con ello las simpatías del obrerismo consciente, hoy por hoy metido en las nebulosidades del sindicalismo político, o arrebatado. Debido a una huelga jolgoriosa de 24 horas, muchos carnets de CC. OO. y U.G.T. han sido rotos, provocando un colapso en las sindicales mencionadas.

Entre los militantes de nuestra Federación Local Obrera observamos a compañeros bien dotados en espíritu de lucha y oratoria. No obstante, en lo general la cotización y la presencia en actos anda sobre muletas, o sea el fenómeno de dejadez que aflige tanto a sindicales como a partidos políticos. El mundo postfranquista no está exactamente definido, y habrá necesidad de unos años para que el pueblo español perfle sus ansias y determine en verdad sus acciones. La gran riada franquista arrastró consigo muchos valores morales hacia la nada, y así se está en España ante un mundo moral a reconstruir.

Firmos en el «E pour si muove» de Galileo, quedando en la esperanza de que la C.N.T. recuperará el empuje que necesita a medida que vaya inoculando al pueblo la conciencia libertaria.

JUAN FERRER

Igalada, 8 de junio de 1976.

LES PROCES DE MOSCOU VONT S'OUVRIR

Youri Orlov risquait une peine de sept ans d'internement dans un camp de travail pour « agitation et propagande antisoviétique »: il vient d'être condamné à douze ans de privation de liberté. La série de procès intentés aux dissidents ne fait que commencer, alors que leurs issues semblent déjà claires. A Moscou vont s'ouvrir de façon imminente les procès d'Alexandre Guinzbourg, responsable du fonds d'aide aux prisonniers politiques, et d'Anatole Chtcharanski, militant juif des droits de l'homme. Avec cette trilogie, Orlov - Guinzbourg - Chtcharanski, on veut à la fois obliger les opposants à émigrer et anéantir toutes les velléités de résistance. D'ailleurs l'instruction de ces procès risque de se dérouler suivant le même schéma, et les inculpés, accusés « d'agitation et propagande antisoviétique » encourent les mêmes lourdes peines. Cette normalisation qui sévit actuellement a eu les effets attendus, puisque mesures d'intimidation et menaces d'arrestation ont poussé bon nombre de contestataires à émigrer ces derniers temps. Une situation qui n'est pas sans faire penser à l'inquisition moyenâgeuse et à la forte émigration protestante



des guerres de religion en France. Ces procès, derrière leurs côtés tragiques et carnavalesques à la fois, les jeux étant déjà faits, permettent néanmoins de donner une tribune à ces voix du silence. Celles-ci se relaieront pour souligner cette situation bien particulière: celle d'une légalité engendrant l'illégalisme, ou le concept « d'antisoviétisme » indéfinissable et flou produit l'enfermement. Paradoxalement, la volonté du pouvoir sera de revendiquer l'ordre de sa vérité en la légitimant par cette logique de l'enfermement: énoncer ses dénonciations. Symbolique d'un certain pouvoir, la condamnation d'Orlov à douze ans de privation de liberté, corrobore le bien-fondé des dires de l'accusé et la clôture de tous discours en deçà du langage de l'Etat. Orlov était condamné non seulement « pour avoir fabriqué et diffusé des documents contenant des allégations calomniatrices envers l'Union soviétique, dans le but de torpiller et d'affaiblir le pouvoir des soviets... », mais aussi pour « le danger social représenté par le crime qu'il a commis ».

C'est à partir de cette vacance du langage totalitaire que le langage

des droits de l'homme en U.R.S.S. a pu s'exprimer. Mais le pourra-t-il aussi bien maintenant? Les données apparaissent comme différentes quand se profile l'aggravation de la répression et le cauchemar concentrationnaire. Le discours totalitaire, par son incapacité à supporter des langages différents, pourra-t-il cette fois-ci donner de nouveaux élans aux discours de la dissidence? Car on l'avait oublié, et à la Pravda de justement le rappeler: «...l'homme soviétique offre l'exemple d'un citoyen bénéficiant des droits et des libertés les plus complètes», à condition peut-être de ne plus revendiquer ces droits et libertés. Faudra-t-il se souvenir de ce qu'écrivait Herzen à Michelet au milieu du XIX^e siècle pour comprendre cette fin de XX^e siècle soviétique: «...le passé du peuple russe est obscur son présent affreux, il a néanmoins quelques droits à l'avenir: il ne croit pas à son état actuel, il a la témérité d'espérer, et il espère d'autant plus qu'il possède moins.» Alors que faire? Le point de vue de Mme Tatiana Khodorovitch, ci-dessous, apporte quelques réponses.

K. J.

«IL FAUT BOYCOTTER LES JEUX DE MOSCOU...»

A l'Ouest, on nous appelle des dissidents, mais je ne pense pas que ce terme soit exact et corresponde à la réalité: nous ne sommes pas des « Rasskolniki », ni même des hérétiques au sein d'une Eglise, nous sommes simplement des gens qui pensons que chaque homme doit être libre dans l'expression de ses pensées et de ses opinions. La situation en U.R.S.S. actuellement est très préoccupante et j'essaierai d'en faire le bilan. La sentence rendue dans le procès d'Orlov (douze ans de privation de liberté) exprime la position actuelle du pouvoir soviétique, celle qui consiste à faire table rase des droits de l'homme en URSS. Les prises de position récentes des gouvernements étrangers unanimes dans leur condamnation du procès d'Orlov ont une influence sur la suite des événements. Il ne faut pas l'oublier et il faut informer l'Occident. Je dirai que les choses n'ont pas réellement changé et vous rappellerai un certain nombre de faits qui, vus sous cet angle global, prendront une tout autre dimension. Depuis trois ans, Serge Kovalev, biologiste, est en camp, et ce pour sept ans encore, pour avoir diffusé de l'information sur l'absence de libertés élémentaires en U.R.S.S. Les

philologues ukrainiens Ivan Svetlichnyi, Stanislav Koravanski, le philosophe Vassili Lissonov, le psychologue Eugène Sverstiouk, sont toujours en prison. Il n'y a pas longtemps, on a libéré Nina Strokotova, femme de Koravanski, et on l'a assignée à résidence à Taroussa. Le 14 mai, au début du procès d'Orlov, on a arrêté Alexandre Podrabinek, frère de Cyrille, étudiant en physique déjà jugé et condamné à deux ans et demi de camp. Bientôt seront jugés le mathématicien Chtcharanski et Alexandre Guinzbourg, arrêté pour la troisième fois. Cette année, furent obligés de quitter l'U.R.S.S. le mathématicien Valentine Tourtchine, l'astrophysicien Kronid Lombersky, l'avocate Kolistratova, l'écrivain Marc Popovski. On a déchu de leur citoyenneté et de leurs droits le général Grigorenko, ex-général et ex-cybernéticien, et l'ex-professeur au Conservatoire de Moscou Rostropovitch, tous deux en Occident. De même le philosophe Alexandre Zinoviev fut déchu de tous ses droits après la parution de ses ouvrages en Occident. Tous ces gens-là n'ont eu aucune activité illégale ou obscure.

Ils savaient que rien ne les attendait, ni mots, ni richesses, mais camps, prisons, exil. Malgré toutes

les conséquences, ils ont continué à se battre pour l'extension et le respect de ces droits, pour que ces procès soient ouverts au public, soient indépendants de l'Etat, comme il l'est bien proclamé dans la loi soviétique. L'académicien André Sakharov, et d'autres, ont par leur présence à proximité du procès d'Orlov, innocenté l'accusé. Ce procès a témoigné que le système soviétique reste contre l'ouverture et l'objectivité. Déjà lors du deuxième procès Guinzbourg, le professeur Fédot Filine, membre de l'Académie des Sciences, avait déclaré à la session ouverte du parti: « Ces procès ne sont pas des procès ordinaires, c'est la ligne du parti. Et celui qui s'élève contre ces procès s'élève contre la ligne du parti, et cela est interdit. » En Angleterre, l'avocat d'Orlov a suggéré de boycotter la ville de Moscou pour les jeux Olympiques en 1980 et demandé qu'ils aient lieu ailleurs. Par ces actions, nous pourrions faire reculer ces pouvoirs et marquer notre solidarité avec les emprisonnés politiques dans le monde.

Tatiana Khodorovitch

((Extrait de «Le Quotidien de Paris»))

NI A ZARAGOZA, NI AL CHARCO (1)

VIAJE POR LA REVOLUCION

TOULOUSE. — No fuimos al charco porque no nos mojamos, y atravesar el Ebro por el Puente Nuevo, bifurcar a la izquierda e ir costeano el río por una calle paralela hasta el barrio de las Fuentes para meterte inmediatamente en el Campo de Deportes de Santo Domingo, tampoco es ir a Zaragoza. Sobre todo si se sabe que ante la perspectiva de una vuelta larga y lenta, se decidió reemprender viaje al día siguiente a las diez de la mañana.

No se puede en un viaje así pulsar a una ciudad tan entrañable como Zaragoza. La villa del tío Jorge continúa siendo una incógnita para nuestra insaciable sed de curiosidades. Y de la misma manera que no hemos podido visitar Zaragoza ni hablar con los zaragozanos, no hemos podido ver ni observar los puntos que durante el viaje, Bujaraloz arriba, hubiéramos querido. Hemos visto Alfajarín pero no el trayecto que el coche blindado de la columna Durruti efectuaba cada noche entre nuestras líneas — carretera adelante — hasta las inmediaciones de Villafranca. Localizamos, pero muy rápidamente, frente a Fuentes, el islote que hace el Ebro y en el cual los de la 119 Brigada bajábamos a bañarnos casi al abrigo de las balas fascistas cuyas líneas estaban al otro lado. Digo casi porque si bien estábamos seguros de que no nos podían tirar desde tierra, de vez en cuando algún compañero nadando recibía una descarga y varios resultaron heridos. Sin embargo no tenía explicación. Por fin descubrimos la forma. La bahía estaba efectivamente al abrigo del tiro enemigo. Decidimos pues montar una vigilancia especial, colocar escuchas nocturnas en aguas suyas y, cuál fue nuestra sorpresa al comprobar que de un magnífico álamo, muy alto y frondoso, bajaba al amparo de la noche, un bulto. Era un guerrero fascista. Poco después constatamos que otro subía a ocupar la plaza. Era una operación ésta que obligaba al individuo que subía al árbol a permanecer en él todo el día y no ser descubierto. En efecto, desde el árbol dominaban bastante una parte de la bahía que nos servía de bañera. Descubierta la garita, preparamos un fusil ametrallador y a la noche siguiente, tras una ráfaga, el bulto cayó desordenadamente al agua. Unos centenares de metros, Ebro abajo, el río dejó en nuestra orilla a un cadáver moro. Aquella guardia fascista ya no la utilizaron más, y la parte preservada del islote continuó siendo playa segura para aseo de los trabajadores revolucionarios de la 119 Brigada que querían bañarse.

PINTEMOS LAS CALLES...

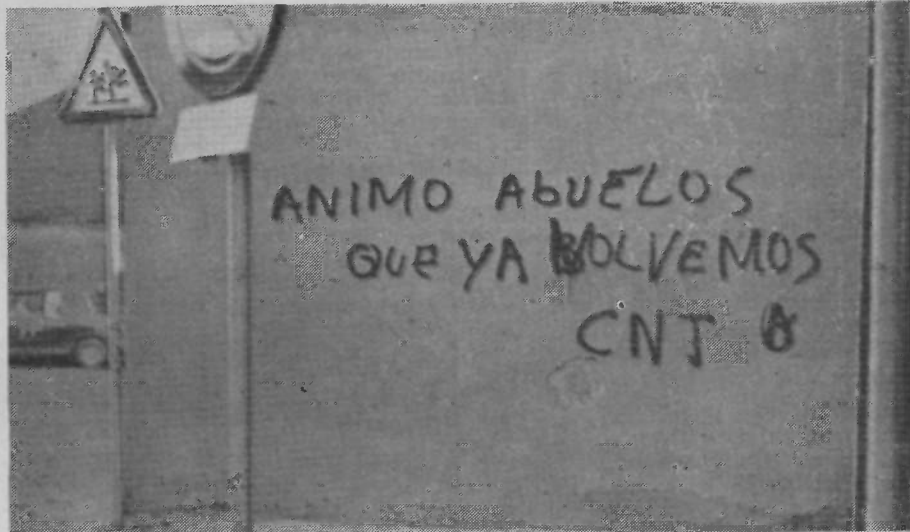
Hubiera deseado, a 41 años de distancia, deambular un poco por esas orillas del célebre río, pero... el viaje se hacía para otra cosa y no era cuestión de parar el autobús.

Por las calles que recorriamos el domingo vimos abundantes pasquines anunciando el mitin. Pasquines en color rojo y negro idénticos a la bandera de la C.N.T. También vimos muchas pintadas, tanto nuestras como del enemigo. Por cierto, las de éste eran muy especiales. En la calle Miguel Servet, por ejemplo, había una en la que se leía: «Gobierno americano, judío y asesino». Otra en la misma pared que decía: «Carlos I^o, rey borbón, judío y masón». Las dos estaban firmadas por JONS y la cruz gamada.

En la residencia religiosa, frente al templo del Pilar — aparentemente

todo este barrio es del clero — se leía en grandes letras negras: «Amnistía total - C.N.T.».

Por lo que al mitin se refiere, en el campo de deportes, al llegar nos-



otros ya había esperando bastante personal. Vimos que se acercaba al centenar el número de banderas negras o bicoloras. Negra era la del Sindicato del Metal con la inscripción CNT-AIT. Otra bicolor de la F. L. de Monzón. Otra del Sindicato de la Construcción de Zaragoza y otra al lado, de la F. L. de Sindicatos de Huesca. Iba ésta seguida de la del Sindicato de Química; la bandera era negra y roja con la inscripción «Anarquía es Libertad». Contigua estaba la de la C.N.T. de España en el Exilio seguida de otra de la F. L. de Burdeos; otra de la Sección Sindical de Ilasa y una muy hermosa del Sindicato de Banca y Bolsa. A unos metros más lejos se veía la de la F. L. de Albalate del Cinca; poco después estaba la de Casetas. Negra era y grande la del Ateneo Libertario. Muy cerca estaba la del Sindicato de Seguros y cerca de la tribuna una blanca de S.I.A., etc.

En pancarta especial pero también roja y negra se leía: «Martín Villa, asesino». La firmaba C.N.T. y una A circundada. Otra pancarta nos decía: «Sindicato Revolucionario y Autogestionario».

Anunciado el mitin a las 6, media hora después la corriente eléctrica fue cortada y la voz corrió de que había sido un sabotaje. No obstante 27 minutos después ya volvían a funcionar los altavoces y ya teníamos alumbrado.

AGARRARSE AL MANDO

Como los discursos no empezaban aún, tuvimos ocasión de charlar con varios compañeros y amigos de los cuatro puntos de España: de Fraga, de Zaragoza, de Monzón, de Zuera, de Alcorisa, de Alcañiz, de Calanda, de Caspe, de Huesca, de Madrid, de Barcelona, de muchos más. Hablamos también con amigos y compañeros de Limoux, de Castelnaudary, de Lavelanet, de Fourques, de Burdeos, de París, de Perpiñán, de La Rochelle y de otros que en este momento no recuerdo.

Compruebo que hemos dejado de lado casi todos los saludos protocolarios y las conversaciones guardaban relación con la C.N.T. y con la situación general de España. Todos hemos coincidido en estimar que los políticos españoles dirigen su acción para institucionalizar una corriente política de derecha semejante a la «mayorité» que vivimos en Francia. Incluso hay rumores de que algunos de la oposición de su majestad estarían dispuestos a pasarse a esa mayoría suarezista bajo mil pretextos falaciosos y agarrándose al mando

cual a un hierro rosiente para mejor chupar del bote. Coinciden los compañeros también en apreciar que no hay pizca de obrerismo ni en los unos ni en los otros: ni en el fla-

ante Partido Anticomunista de Carrillo ni en el descolorido partido Socialista de Felipe González. Por los discursos que echan en las Cortes, aquello parece más una jaula de monos que una reunión de hombres. Monos jugando sin saber a qué pero jugando mucho. La política en



¡Cuanta rabia acumula mi mente!
cuanta rabia respira mi pensamiento
cuando pienso:
¡en el camino que han ido adoquinando
con muertos!
¡Muertos por defender la libertad!
Muertos por los que vamos pisando
nosotros
y muertos por los que ellos
— los tiranos —
¡se afirman democráticos!
... Pero estos muertos
¡y todos los muertos!
— los que murieron ayer,
los que han muerto hoy,
y los que habrán de morir mañana —
¡sólo dejan caer sus cuerpos!
sus pensamientos libertarios;
se hacen paloma blanca,
paloma negra,
paloma roja,
¡paloma de viento!
— Viento de libertad
que nosotros aspiramos
hasta que al fin un día
este viento se levante contra los asesinos
de tantas vidas
que aún tienen las manos ocupadas
¡en firmar más sentencias de muerte!

(Extraído de «Acción Social Obrera» del
Baix Empordà nº 0)

España no es un asunto de ideas o conceptos de sociedad; no es una filisofía de la vida sino una zoología de reses bien nutridas o de papagayos contentos y rollizos. Frente a la zootecnia política hay un pueblo que si carece de preparación social, nadie le gana a corazón noble y a nobles sentimientos. De este pueblo forman parte muchos jóvenes cuyos padres pertenecen al reino animal mencionado, que es el que nos gobierna. En Madrid, por ejemplo, hablando de la Guardia Civil, me dijo un compañero de 19 años: —¡Si sabré yo lo que es esa institución! Mi padre era comandante, y mi padre a mí me ha pegado más palos que a nadie.

Cito también otra explicación que se me dio y que aunque pertenezca a un solo individuo, refleja una situación general. Se trata de esa especie de moral proletaria a la que los de antes de la guerra y los de la guerra mantenemos con mucho apego. Esta es la siguiente: «Trabajar toda la semana y el domingo ir de charla o de asamblea, es algo que ya pasó.»

En efecto, quizá nosotros pequeños de mediocres al querer realizar aspectos un tanto nimios. De éstos hay muchos y no mencionaré ninguno. En todo caso, los de ahora rechazan a manotazo limpio — a veces sucio — esas facturaciones nuestras. No defienden los manotazos ni las patadas — que también dan, que también hemos dado —. Yo simplemente constato. Muchos cuentos, bastantes historias, y tantas y más cuantas acciones yoyistas, ante los ojos de nuestros jóvenes son jere-miadas.

LA REVOLUCION, HOY

¿Qué no tienen razón? Generalmente hablando no, particularmente concebido tienen razón casi siempre. El que vaya a los jóvenes de Zaragoza hablandoles de otros tiempos, de otros pinos, de otros colores, de otras verduras... perderá el tiempo. Ellos quieren hacer la revolución mañana mismo — como los jóvenes del año 32 — y de todas las historias pasadas, ante el agobio de ocupaciones actuales, te dirán que «pa tus huevos».

Por momentos tal fulano aparece grosero, de una grosería equivalente al espíritu tiránico y al ambiente idem que nos rodea y que cada uno sufre por dentro.

A los compañeros de Zaragoza les interesa más la actualidad — frágil o fuerte — que el pasado cercano o lejano por grandilocuente y heroico que fuese. Si les vas con bromas, que sean para divertir y burlarse de las cosas serias, incluso de tí mismo. Y prefieren un adherente travieso que cuatro adherentes contando travesuras. Cuando a veces aceptan alguna historia, la quieren enlazada con algo presente. Se interesan más por las malas tripas de un Martín Villa que por la ponzoña que podía tener en el vientre un Anido o un Arlegui. No quieren ni por asomo alejarse del vivir cotidiano ni dejar pasar un acontecimiento sin que enseguida puedan apreciarlo. No son nostálgicos, porque la juventud desconoce la nostalgia, ni les preocupa en demasía un futuro soñador. Son «presenteístas» y viven al compás de las horas porque cada día conlleva su lucha y sus penas.

Cosa que enumero porque no quisiera que se les mirara con recelo ni con desconfianza clínica.

M. CELMA

(1) Ved también «Espoir».

EL LEC COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-98.

UN CRIMEN : EL CASO "SCALA"

Estos son los hechos que acusan al terrorismo de Estado

PARIS. — Siete militantes de la Confederación Nacional del Trabajo arriesgan cuatro penas de muerte cada uno por acusaciones que no han sido probadas, y sin que sus abogados defensores, que reclaman la inocencia total de sus clientes, hayan podido investigar en el lugar donde transcurrieron los actos que son motivo de acusaciones, ya que la Administración del Gobierno centralizado en Madrid se apresuró a destruir, por completo, todos los lugares donde transcurrieron los hechos.

El pasado 15 de enero, un incendio de la sala de fiestas «Scala» de Barcelona, donde trabajaban numerosos militantes de la C.N.T., fue incendiada. La policía se apresuró a acusar al sindicato de la responsabilidad de tales hechos, y fueron encarcelados José Cuevas Casado (26 años), Francisco Javier Cañadas (19 años), Arturo Palma Segura (18) Luis Muñoz García (17), María Teresa Fabres Oliveras (17), María del Pilar Álvarez Álvarez (17), y María Rosa López Jiménez (20) que, desde esa fecha, han sido sometidos a intensas torturas, en una escalada de terror.

La C.N.T., inmediatamente, denunció públicamente el atentado de la «Scala» como un atentado contra la organización, a través del cual se pretendía culpabilizar de «terrorismo» a un sindicato obrero revolucionario, anarcosindicalista. Inmediatamente, la organización montó una comisión investigadora de los hechos, pero las autoridades le prohibieron continuar su labor, con medidas policiales, echando tierra sobre el montaje. A continuación, las mismas autoridades proce-

dieron a la demolición total y absoluta del edificio, impidiendo que los abogados, y una comisión de investigación popular, directa, de la C.N.T., pudiera efectuar diligencias directas en el lugar de los hechos, para desmontar y denunciar los medios de que se vale el terrorismo de Estado en su guerra social contra los trabajadores.

El terror y las torturas sufridas por nuestros compañeros encarcelados, obligó al mismo juez de instrucción que se ocupó de los acusados de la «Scala» a presentar una denuncia contra la policía gubernativa, por «malos tratos y torturas» contra los militantes anarcosindicalistas. Dos de las acusadas están embarazadas, una de cinco meses.

Estos son los hechos que acusan, directamente, al Estado, su policía, su Terror vampirizando nuestras vidas y las de nuestros compañeros. La C.N.T. de Zona Norte y la Fédération Anarchiste Française, ante tal situación, ante el boicot criminal que la prensa ha cometido y comete cada día, con su silencio cómplice, contra los trabajadores anarcosindicalistas, organizaron un «meeting-gala», en el Hipódromo de la Porte de Pantin, de París, la tarde-noche del pasado día 16 de junio. Varios millares de militantes y simpatizantes, básicamente con edades de menos de treinta años, una docena de cantantes, se sumaron a este acto contra la represión en España y en el Mundo. La lucha contra el Crimen del Estado, siempre, pasa por el apoyo mutuo, la solidaridad. Y allí estuvimos aquella tarde, en la Porte de Pantin, del brazo, unidos contra el Terrorismo de Estado.

INTENTAN REDUCIR A LA C. N. T. PORQUE TEMEN LA ACCION DIRECTA DE LOS TRABAJADORES

PARIS. — El montaje policial del caso «Scala» es un atentado contra la C.N.T., a la que se intenta batir por todos los medios: el terror paramilitar, las trampas administrativas, el más imbécil y criminal boicot informativo.

Poco antes del «meeting-gala» de la Porte de Pantin, sostuvimos una charla sobre estos temas con dos compañeros cuya situación personal en la organización les ofrece un puesto privilegiado para entender los mecanismos paramilitares de que se vale el Estado en su guerra social contra los trabajadores: Enrique Marcos, Quique del Metal, actual Secretario nacional de la C.N.T., y Juan Gómez Casas, secretario nacional saliente.

A ellos les planteamos nuestras dudas, incertidumbres, nuestra esperanza. Transcribimos parte de nuestro diálogo. Ellos tienen la palabra:

ENRIQUE MARCOS: El caso «Scala» es un caso claro de atentado directo contra la Organización. Se ha creado un parlamentarismo con los partidos de izquierda, integrando a todas las organizaciones de cualquier signo político. A través de las pasadas elecciones sindicales, se intentaba igualmente un «consenso sindical», que conduzca a los trabajadores a la más absoluta integración. Tal doble parlamentarismo es el proyecto político del Estado, ejerciendo un doble dominio; que los trabajadores, tanto políticamente como laboralmente, estén integrados y maniatados...

Por otra parte, el caso «Scala» es desencadenado por el Estado en una coincidencia sospechosa: tras este proceso, se desencadena una vasta lucha contra la C.N.T., que, como conciencia de los trabajadores, no se pliega a dichos proyectos de integración-normalización. Para el terrorismo estatal lo más importante es dar una imagen de la C.N.T. lo más torcida y criminal posible: intentar pre-

sentarnos como una organización «violenta», incapaz de representar la lucha de los trabajadores. Tal es su proyecto fallido y asesino: desmárcanos de los trabajadores.

Es un proceso que tiene muchos antecedentes... la Mano Negra, el caso Sacco y Vanzetti... atentados del terrorismo estatal intentando culpabilizar a los trabajadores, descubriéndose luego que se trata de crímenes del Estado, la mano de los fachas envenándolo todo. Se trata de un proceso clásico que el capitalismo desencadena cada vez que se siente amenazado.

JUAN GOMEZ CASAS: Pero hay que subrayar que los trabajadores, antes y después del montaje de la «Scala», comprendieron bien las intenciones del terrorismo de Estado. No en vano, no hay un sólo militante de la C.N.T. al que se pueda acusar de nada. Los trabajadores van comprobando como los tales comités de empresa que ha instaurado el nue-

vo verticalismo nos dan la razón de lo que veníamos denunciando: el nacimiento de una nueva burocracia que, si cabe, es más peligrosa que la antigua policía sindical verticalista. Tal labor de despertar la conciencia, que nosotros cumplimos, nos convierte en enemigos irreconciliables del Poder y el Capital, por eso montan estos apañes, ya que su idea es que el enemigo a batir es la C.N.T.

E. M.: Hoy, si la situación de la UNT es difícil es porque es difícil, igualmente, la situación del movimiento obrero. Está naciendo e instalándose, férreamente, en el Poder, el nuevo y no menos feroz verticalismo. De ahí que seamos la única solución válida, revolucionariamente. Nuestra no integración es la única esperanza para los trabajadores.

J. G. C.: Nuestro ataque contra el terrorismo de Estado fue enérgico. Y, por

(Pasa a la página 8)

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE
ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea general el Domingo 2 de julio a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE PERPINAN

La F. L. de Perpignan pone en conocimiento de los compañeros que con motivo de la JORNADA CONFEDERAL de Toulouse, está organizando un desplazamiento colectivo en autocar, por lo que desea que los compañeros que quieran efectuar el desplazamiento por este medio se den a conocer lo antes posible a la Comisión de la F. Local, en nuestro local social, 9, rue Duchalmeau, Perpignan.

F. L. DE ORLEANS

Convoca Asamblea General para el día 9 de julio 1978, a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE MONTAUBAN

Invita a todos sus afiliados a la asamblea que tendrá lugar el domingo día 9 de julio 1978 a las 9,30 horas en la Sala Sellier de la Casa del Pueblo de esta villa. Dada la importancia del Orden del Día a tratar rogamos la asistencia de todos los compañeros.

SEMANA LIBERTARIA
EN LISBOA

LISBOA. — Del 2 al 8 de julio se celebrará en Lisboa la «Semana de Presencia Libertaria» que incluirá mítines, conferencias, proyecciones de cine, sesiones de literatura fantástica, debates sobre el terrorismo estatal.

El programa previo es el siguiente:

— Domingo, 2: «Pic-nic», encuentro de camaradería. Fiesta.

— Lunes, 3: Conferencias sobre temas anarquistas. Historia y actualidad.

— Martes, 4: Debates sobre delincuencia, terrorismo.

— Miércoles, 5: Proyecciones de cine.

— Jueves, 6: Debates sobre anarcosindicalismo.

— Viernes, 7: Sesión final.

— Sábado, 8: Festival, feria del libro, tómbolas, teatro, exposiciones, festival musical, discusiones libres.

La Semana se celebrará en la Alameda de Lisboa. La Coordinadora de la Semana de Presencia Libertaria está compuesta por «Voz Anarquista» (Cándido Reis, 121, 1° derecha, Cacilhas, Portugal), «Centro Libertario» (Manuel N. N. Almedida, 32, Montijo, Portugal), y «A Batalha», (Av. Alvares Cabral, 27, Lisboa, Portugal).

La Coordinadora recibe correspondencia, asimismo en el apartado de correos número 5085 de Lisboa. Y espera sugerencias, ayuda (económica, personal, camaradería...), y la presencia activa de compañeros y amigos.

"SEMBRANDO FLORES"

de F. URALES

Precio: 10,00 F.

"COSTA AMUNT"

de J. FERRER

Preu: 20,00 F.

Mensaje du S.P. du Comité National de la CNT
d'Espagne au Congrès International de Fédérations
Anarchistes tenu à Carrara du 23 au 27 mars 1978

A l'occasion de la réunion internationale que tiennent, en Italie, les camarades anarchistes, le secrétariat permanent du Comité National de la Confédération Nationale du Travail a le grand plaisir de les saluer fraternellement en leur souhaitant réussite dans leurs délibérations et particulièrement dans la discussion sur la problématique de l'anarchisme face aux travailleurs et au mouvement ouvrier en général.

Nous connaissons le vif intérêt que portent actuellement les anarchistes italiens et en général les camarades du monde entier au phénomène du syndicalisme ouvrier. Il s'agit de la possibilité qui s'offre aux idées libertaires et anarchistes d'affronter cette réalité afin d'essayer d'avoir l'influence nécessaire, en accord avec nos conceptions, pour aboutir à une nouvelle société sans contrainte autoritaire, organisée sur les bases de la liberté et de la solidarité.

Actuellement la C.N.T. est consciente de vivre dans un monde où se sont produits des changements importants par rapport à l'antérieure époque d'activité de notre organisation, qui se termina en 1939. Bien entendu il s'agit de l'évolution normale des sociétés capitalistes. Ce fait a suscité bien des questions et des problématiques nouvelles, dont nous sommes conscients et auxquelles nous nous devons de répondre. Mais cela ne veut pas dire que nous devons modifier nos principes essentiels, qui à notre point de vue, sont aussi valables aujourd'hui, qu'hier.

Insérée dans un monde qui évolue normalement, la C.N.T. revendique globalement aujourd'hui ses principes de toujours avec un regard affiné et une compréhension claire des nouveaux problèmes.

Les camarades qui se penchent aujourd'hui sur le thème du syndicalisme ouvrier et même qui envisagent de relancer l'anarcho-syndicalisme (dans des pays et sous latitudes où des circonstances historiques particulières provoquent sa disparition) s'inquiètent de la façon dont il faut entendre de nos jours l'anarcho-syndicalisme et la fonction qu'il convient lui attribuer. Il est évident que c'est également un de nos problèmes, qu'il nous concerne directement et que sans doute il prendra place dans l'ordre du jour de notre prochain Congrès National.

Aujourd'hui lorsqu'ils se réfèrent à l'anarcho-syndicalisme, certains groupes ou camarades parlent d'organisation globale. Notre opinion sur ce point (que nous voulons brièvement résumer, le temps ne nous permettant pas de nous y étendre) est que d'une certaine manière, nous avons toujours compris ainsi la C.N.T., laquelle, pour commencer, dans sa formulation du Communisme Libertaire, ébauche, qu'on le veuille ou non, une alternative globale de transformation de la société. D'autre part, tant le syndicalisme révolutionnaire comme l'anarcho-syndicalisme contiennent une indiscutable universalité, précisément par l'adoption des idées-forces de l'anarchisme qui est, en même temps, une philosophie de l'histoire, une philosophie de l'homme et une sociologie de libération.

L'anarcho-syndicalisme est une formulation universelle que nous offrons à l'homme en général, tant à l'universitaire, qu'au scientifique dans son laboratoire ou au travailleur manuel de l'usine ou de la campagne. De là la globalité originelle de l'anarcho-syndicalisme, et en ce cas, de la C.N.T.

Mais il faut distinguer ici quelques particularités, cette globalité, ne peut nous conduire à nouveau face aux situations desquelles il faut à tout prix sortir actuellement, c'est-à-dire : les ghettos idéologiques, l'isolement par rapport aux travailleurs, l'atomisation à l'infini des groupes libertaires et anarchistes qui paradoxalement, ont tous la même généalogie.

A notre avis, tout en ne perdant pas de vue nos finalités et pratiques globales, l'objectif fondamental de l'anarcho-syndicalisme, du syndicalisme révolutionnaire, est de porter directement dans le monde du travail nos alternatives. Nous pensons que de nos jours, monde du travail, mouvement ouvrier équivaut presque à dire en un mot peuple, car bien peu sont ceux qui échappent à l'ensemble des activités économiques et industrielles qui constituent les relations de production. Bien peu sont ceux qui n'exécutent un travail déterminé, indépendamment de la nature ou de l'utilité de ce travail, car là c'est un autre problème.

Par conséquent et pour résumer ce point, l'action anarcho-syndicaliste intelligemment menée dans le monde du travail, véhicule les idées et les alternatives libertaires dans l'ensemble du corps social.

De ce fait, nous pensons que le premier impératif de notre mouvement, de nos organisations syndicales anarcho-syndicalistes doit être cette attention préférentielle portée au mouvement ouvrier.

Ici il y a lieu de le préciser, très clairement : le travail que cela implique est très dur. Il exige de l'assiduité, pas du dilettantisme. Cela signifie qu'il faut travailler sans cesse à une tâche obscure, ingrate, de clarification, d'éducation, de persuasion qui ne permet, ni répit, ni trêve puisqu'il faut constamment apporter des alternatives et des solutions aux travailleurs.

Nous avons donc un type d'action militante très dure que certains camarades fuient, choisissant la règle du moindre effort, qui les mènent ou peut les mener à un autre genre d'action militante, plus spécifique et affinitaire, plus commode du fait qu'il s'y rencontre de nombreux éléments qui, pour commencer, s'identifient à lui et sont en accord avec lui; ainsi de nombreux camarades choisissent l'écologie, le naturisme, les questions culturelles, les quartiers, les athénées, l'action idéologique spécifique.

Et ce n'est pas faute de considérer ces activités comme importantes actuellement, non. Tout au contraire, ce que nous disons c'est qu'il ne faut pas se résigner à laisser entre les mains des autoritaires le mouvement ouvrier, les usines et ateliers, les laboratoires, les lieux de travail. Et nous pensons qu'en ces lieux où à cause de divers avatars historiques, notre mouvement n'est plus présent, il faut faire un effort surhumain et essayer de reprendre l'initiative, reconquérir ce mouvement. Car, sinon, les organisations mastodontes du syndicalisme réformiste autoritaire nous pousseront à la marginalité. Et c'est justement cette marginalité byzantine qui a démoralisé l'anarchisme international de nos jours, au point de le rendre incapable de parler un langage similaire, même sous les mêmes latitudes.

Telle est la philosophie profonde de la C.N.T. En ce moment, l'anarcho-syndicalisme espagnol n'est pas

la force de 1936, ni la corrélation des forces existant n'est pas la même, mais elle n'a pas perdu la bataille du mouvement ouvrier et ne veut pas la perdre. Il ne veut pas se voir poussé à la marginalité, car cela supposerait la destruction de la C.N.T. d'abord, puis ensuite du Mouvement Libertaire et de l'anarcho-syndicalisme en général, dans toutes ses tendances, formes et nuances. Nous croyons, et ceci n'est nullement de l'arrogance, camarades, que la C.N.T., en Espagne, actuellement, est le bastion de tout le Mouvement Libertaire, l'infrastructure de tout notre devenir anarchiste présent et futur. Si la C.N.T. se fortifie, sur nos fondations fleuriront mille formes prodigieuses de mouvement et de pratiques libertaires et s'étendront à notre peuple sous forme de valeurs, créant une nouvelle citoyenneté.

Ce que nous voudrions dire, finalement, c'est que pour nous, forts de l'expérience historique, la globalité ne peut signifier dispersion de l'attention et de l'activité vers des actions multiples qui peu à peu absorberont le meilleur de notre effort, aux aspects les moins essentiels de notre mission comme organisation anarcho-syndicaliste qui considère les travailleurs comme la première des réalités.

Il est évident que les militants de la C.N.T. ne viennent pas à bout de leur capacité militante dans le syndicat et sur les lieux de travail. Et il en a toujours été ainsi : ils se sont affirmés également dans le quartier où ils font en réalité leur vie, offrant leur appui aux athénées libertaires, aux activités culturelles diverses, à l'action de la citoyenneté qui doit préfigurer peu à peu l'alternative libertaire de la Commune libre face aux formes électoralistes et politiciennes des municipalités bourgeoises. Il est évident que ces activités et les autres ne sont pas incompatibles. Mais ici il faudrait promouvoir la naissance et le développement d'un Mouvement Libertaire qui embrasse les multiples facettes de la globalité que l'anarcho-syndicalisme en tant qu'expression syndicale de l'anarchisme ne peut embrasser seul, précisément à cause de l'ordre des priorités que nous avons exposé.

La C.N.T. affirme la nécessité d'un Mouvement Libertaire, dont elle ne serait qu'une facette concrète, harmonieuse et complémentaire des autres facettes. L'aspect « spécialisé » de la C.N.T. serait de porter dans le monde des relations industrielles, les idées-forces de l'anarchisme. La C.N.T. travaillerait parallèlement aux autres courants de ce mouvement libertaire, non encore réellement structuré, mais dont la nécessité a déjà été entrevue en divers plénums nationaux, sans que l'on ait pu jusqu'à présent en donner des définitions claires, parce que l'urgence d'autres problèmes a mobilisé pour l'instant notre attention. Mais la globalité et le caractère universel de l'anarcho-syndicalisme, nous incline, par vocation, à développer ce mouvement libertaire.

Amis et camarades, ces facettes préfigurent la plénitude de la société future.

Recevez tous un salut fraternel et anarchiste.

S. P. du Comité National de la Confédération Nationale du Travail.

(Traduction F. S.)

Así transcurrió el
mitin de la
Fédération Anarchiste
y la C.N.T.



CONTRA EL ESTADO : Anarquía, Solidaridad, Cantando

PARIS. — La tarde del viernes día 16 de junio llovía de modo inmisericorde. Tras varias semanas de trabajo militante, la Fédération Anarchiste francesa y la Confederación Nacional del Trabajo - Zona Norte, sus militantes, esperaban el desenlace: el «meeting-gala» que, en defensa y sostén de siete anarquistas encarcelados por el terror del Estado centralizado en Madrid, debía poner de manifiesto que la solidaridad es posible, que, a pesar del más férreo boicot informativo, a pesar del silencio y el vacío, los pasquines pegados por las esquinas de las calles de París encontrarían eco.

Cuando, Floreal, un compañero de la Fédération Anarchiste, abrió el mitin, en efecto, la solidaridad era un hecho: varios millares de militantes y simpatizantes (¿cuántos eran?, ¿cuatro mil?, ¿seis mil?, ¿a cuántos ató la lluvia o el silencio de la prensa?: ¿es posible medir la solidaridad como si se tratase de kilos de patatas?), por las gradas, por el suelo, con trajes y corbatas, fumando porros por el suelo, acompañados de sus compañeras, amigas, sonriendo, comiendo bocadillos, tomando un vaso de cerveza, besándose, riendo, cantando, allí estaban, esperando escuchar Enrique Marcos, nuevo Secretario Nacional de la C.N.T., Juan Gómez Casas, Secretario Nacional saliente, José Luis García Rúa, secretario de la Confederación andaluza, y los compañeros de la F.A., Jean Claude Devinck y Maurice Joyeux. Sonaba una canción épica: «el pueblo, unido, jamás será vencido...»

Enrique Marcos, Quique del Metal, abrió el mitin, con mucho vigor... y allí, en sus palabras, comenzaron a brotar, de nuevo, las historias de los compañeros caídos, los compañeros perseguidos y torturados, la sangre corriendo por las calles.

Floreal había presentado a los oradores recordando mensajes de solidaridad argentinos, búlgaros, recordando que las calles de Buenos Aires y Praga, Barcelona y Moscú, París y Madrid, Berlín y Sofía tienen algo en común: el color rojo de la sangre vagabundeando por las cárceles y los campos de concentración, los manicomios y las fábricas. No es posible tapar la sangre: mancha. Contra el terror sólo cabe la solidaridad. Y Enrique Marcos continuó por tal brecha, que es un camino único: solidaridad o las esposas del terror maniatándonos los brazos y el cuello.

José Luis García-Rúa venía de Granada... él habla con gallardía, con firmeza, pero muy sereno. Habló del Crimen que el Estado extiende aquí y allá, sin

fronteras, sin cálculo ni medida, sin otro objetivo que la perpetuación del Capital a través del Poder Militar y el Poder Financiero (rostros de un crimen único). Y contra tal vampiro recordó las viejas soluciones: Federalismo, Apoyo Mutuo, Solidaridad, Acción Directa de los trabajadores,



García Rúa, durante su intervención en el mitin... «... el Crimen del Estado no tiene fronteras ni medida... ni otro objetivo que perpetuar el Capital a través del Poder Militar y el Poder Financiero...».

autoorganización de los ciudadanos, control económico de los medios de producción hasta suplantarlo, al fin, a la actual sociedad militar-bancaria por el Comunismo libertario.

ABOLIR EL DINERO, LA PROPIEDAD, EL ESTADO

Juan Gómez Casas saludó a los compañeros más jóvenes: la solidaridad también pasa por la alegría, la alegría es un motor que conduce a la solidaridad, tras la fiesta que se desarrollaba bueno era que la solidaridad se desencadenase. Y la tropa más joven, haciendo circular la solidaridad de una hierba quemada, rompió a aplaudir: «unión, acción autoges-

ción!» Los viejos militantes se sintieron jóvenes entre aquella gente joven. Las generaciones intermedias, en las aguas de la militancia anarcosindicalista, aplaudían con alegría.

Juan, quizá el mejor especialista español en el campo de la historiografía anarquista, historiador de la F.A.I., desmontó los mecanismos financieros y políticos que conducen a la sumisión, desmontó los tinglados políticos que, en el Estado conocido por España (una palabra que sólo comienza a utilizarse en la Península hacia el siglo XVI, con menos tradición, pues, que cualquier palabra árabe), intentan maniatar a los trabajadores a través de «pactos

ridad y apoyo mutuo, no hay otro horizonte que el socialismo-libertario, la sociedad sin clases, la abolición del dinero, la propiedad, el Estado. Y en ello nos va la vida. La Revolución nos espera cada día, en la calle, en nuestra vida cotidiana. Sólo se trata de amar o morir, como quería Goudard.

LUCHAR HASTA EL FIN

Cerró el mitin Maurice Joyeux, con la sabiduría que da la amargura de la experiencia, la alegría de encontrar nuevos rostros donde se repite la esperanza única: el comunismo libertario, la destrucción del Estado.

Joyeux instaló su discurso frente a las arenas movedizas de la actualidad política francesa: la impotencia de la «izquierda», el desenfreno de la derecha, el fraude que se comete contra los trabajadores por los «sindicatos» parlamentarios, comerciando con carne humana como corresponde a su labor de nuevos comerciantes de esclavos, defendiendo el esclavismo dominante, al que sólo cabe enfrentar la respuesta única: la libertad, la acción directa de los trabajadores gestionando directamente su propia vida, recobrando la conciencia hipotecada por el aparato político-policia en el poder.

Tras las palabras, la música volvió a dominar el Hipódromo. Los cantantes-amigos que se solidarizaron con nosotros irrumpieron en la noche. Luces rojas, verdes, rosa, azules, se multiplicaban iluminando sombras, cuerpos, militantes, «slogans», ecos de pintadas y panfletos, «refuser l'armée est un devoir civique» se leía en el «Monde Libertaire», los viejos militantes evocaban la figura de Durruti en el frente de Aragón, los adolescentes se cogían de la cintura besándose, la voz de los altavoces repetía el ritmo de aullidos y ternuras, la ironía de las palabras demostrando, aquella noche, que la solidaridad fue posible, en la Porte de Pantin, hoy como ayer, y que aún cabe una esperanza: luchar contra el Estado de Cosas Dominante, hasta el fin.

■ ■ ■

Respuestas a un abogado

LA «JUSTICIA», AUNQUE SE VISTA DE SEDA...

MADRID. — No. No causa sorpresa alguna, señor abogado, leer las aberraciones ideológicas que han visto la luz en ese panfleto que titulan «Vuestas Mercedes», «Punto y Aparte». Y debo de concederos si quiero ser justo, el don de la originalidad, en cuanto al título, porque la verdad, en esta Organización que tanto atacáis, vosotros sois «Punto y Aparte».

Y digo anteriormente que no me causa sorpresa, por que todas las cosas en esta vida, aun cuando se escuden en un grupo o «colectivo», tienen un instigador y autor, más que moral, material, del producto que elaboran. En éste caso el citado aborto panfletario que divulgáis profusamente, sobre todo con la colaboración del Sindicato de Enseñanza.

Podría, y muy fácilmente por cierto, anatemizarte sobre tu supuesta ideología anarquista, demostrándote la incompatibilidad existente, entre tu profesión y las ideas de que alardeas. Pero no lo hago para no herir la susceptibilidad de otros compañeros tuyos, que aun a pesar de ser abogados demuestran con su conducta, que pueden, y muy bien, estar integrados en nuestras Organizaciones.

También podría contestarte con el lenguaje castizo y llano, de un trabajador de la construcción con callos en las manos, y que por supuesto no tiene colgado en el salón de su casa un cuadro con el título de su licenciatura.

Pero quiero utilizar, y puedo, tu propio léxico, y fundamentar mis argumentos en los razonamientos que tu debes de utilizar habitualmente en el ejercicio de tu profesión. Y lo hago así no para que me entiendas a mí, sino para que entiendas que la C.N.T., es algo más que ese folleto que has leído de «Qué es la C.N.T.».

En la Organización Confederal, ha habido siempre, y en cantidad, señores de esos a los que tú te refieres, hombres de base, que sin más bagajes que su trabajo, su honestidad y sus ideas, han sido capaces de instruirse sin medios ni facilidades, a base de quitarles horas a las noches, y mejor servir a los intereses de la C.N.T., enfrentándose con tanto enemigo nuestro en todos los terrenos, incluso en el dialéctico y polémico, dejando por supuesto en la cuneta a todos aquellos licenciados y ultra-anarquistas más o menos integrales, que han tratado de obstaculizar la andadura de nuestro Movimiento.

Por eso voy a recordarle al Sr. abogado, que la justicia, incluso la justicia, que nosotros deseamos, es un valor absoluto, como puedan serlo la verdad, el bien o la belleza.

Que la justicia subjetiva, es una cualidad personal. Es la intencionalidad deseada por el individuo, para alcanzar la realización de la justicia objetiva.

Y que difícilmente puede lograrse en su sentido real y concreto, y ni siquiera en su interpretación meramente abstracta, si se carece de esa imprescindible intencionalidad del individuo, fiel exponente de la generosidad y honradez que presiden sus actos y sus ideas.

Por eso Sr. Abogado, su intencionalidad queda demasiado clara. Tan clara como huérfana de todo deseo de justicia. Ya que basa sus arremetidas en mentiras y verdades a medias, que son las peores mentiras, imitando y no sé si por casualidad a los más destacados plumíferos del franquismo y del comunismo.

También le recuerdo, que aunque la médula de la justicia, es la igualdad, yo renuncio en esta réplica a tal derecho, ya que debido a mis

que es bastante mejor de lo que tú piensas?

¿Cómo puedes pretender que la militancia de los viejos que vienen

EL MAS ATROZ CRIMEN COMETIDO POR LA JUSTICIA NORTEAMERICANA EN ESTE SIGLO (PRESIDENTE ROOSEVELT)

¡3.º MES DE EXITO!

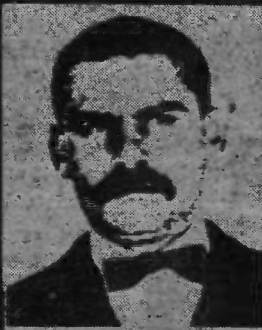
SACCO E
VANZETTI



RICCARDO CICCOLA



GIULIANO MONTALDO



GIAN MARIA VOLONTE

NO MORICONE

JOHN BAZ

Version Original subtitulada

TECHNICOLOR

ideas, (solamente libertarias), creo servir mejor a la justicia, con verdades reales, tangibles y enteras, dispares totalmente a los pretendidos derechos de igualdad, que en algunos casos no son más que la máscara de la envidia, el despecho, la perversidad y la venganza. Y para diferenciarme en lo posible de los métodos utilizados por tan insigne letrado, quiero proyectar mis deseos de que resplandezca la justicia, en otra de sus infinitas acepciones, en la equidad, tratando sobre el «caso concreto» y el «hombre concreto».

Atacas al pasado, a la historia de la Organización, y yo me pregunto: ¿Te has parado a meditar qué presente y qué futuro tendría la C.N.T. si renunciase a su propia historia?

Criticas a los que ostentaron cargos oficiales por mandato de la Organización, ¿pero piensas que también eran cargos oficiales ser policías, jefes y oficiales del Ejército y hasta los mismos combatientes que se militarizaron voluntariamente?

Arremetes contra los compañeros del exilio y contra los pocos que quedan ya veteranos, diciendo que su militancia ya no vale, por que los únicos que eran buenos fueron asesinados por el fascismo. ¿Te has molestado en pensar alguna vez los sufrimientos padecidos por todos esos miles de compañeros que tuvieron que exiliarse, la mayoría de los cuales han sido enterrados sin haber dejado jamás de luchar por las ideas y por la C.N.T. y que los que quedan en la actualidad siguen al pie del cañón?

¿No eres capaz de comprender que de aquella severísima criba que fueron los asesinatos del franquismo de la post-guerra, se salvó alguno

ahora a la C.N.T. no vale, cuando son hombres ya jubilados la mayoría, que no tratan más que de ayudar, puesto que ya no tienen problemas laborales?

Dices que la C.N.T. actual es de los jóvenes, por que son quienes la han reconstruido. Atribuyéndote con ello una propiedad, sin más mérito que la de ser tú también joven. Está visto que no dices más que sandeces «majo», la C.N.T. no es de nadie y es de todos. De todos los que de verdad están dispuestos a trabajar por ella.

ICI
MADRID

Censuras a los jóvenes que acceden a los comités, y hasta los llamas trepadores, cuando tú también has ocupado cargos en comités, aun cuando no hayas realizado nunca ninguna labor positiva para la Organización.

Ni siquiera puedo admitirte como buena tu recriminación de los «Cinco puntistas» ya que ellos tienen algo de lo que tú careces: «Historia», aunque sea mala su historia. Por que tú, ¿quién eres?, ¿a dónde vas?, ¿de dónde vienes? Tú, te eriges en juez y en fiscal de todos, olvidando el pensamiento de Wallace, «¿Quién al hombre del hombre hizo juez?»

Tú, «majo», no eres nada, eres una nube de esas de verano, con mucho ruido y cargadas de mal, que por donde quiera que pasan van destruyéndolo todo. Eres como un romanche estival, que con los últimos calores se acaban. Eres un intrigante, un Fouché, pero en pequeño, enano, sin inteligencia. Un trepador de «cucaña» de esos que nunca consiguen llegar arriba y que en sus numerosos intentos de trepa no consiguen otra cosa que llenarse del sebo y la grasa del palo. Un «paleta listo» como decimos en Madrid a los que vienen pretendiendo deslumbrarnos con su gramática «parda».

Un aborto de Maquiavelo pero sin talento. En fin ni eres nada ni lo serás nunca, ni en la C.N.T., ni fuera de ella, por que de las muchas virtudes de que careces una de ellas es la personalidad, y esa en nuestros medios no se demuestra con un título universitario. Hay que hacerla día a día, trabajando con honestidad y siendo solidario y generoso con los demás.

Y que conste que quien esto escribe, no se defiende a sí mismo, pues entre otras cosas, no ha tenido cargos oficiales, no ha sido «Cinco puntista», no ha colaborado con nadie fuera de la Organización, no ha venido ahora a la C.N.T. ya que si así lo hubiera hecho no habría estado cinco veces en prisión. No ha arrastrado nunca a ningún compañero a la cárcel, no ha cobrado nunca una peseta de la Organización ni recibido favores de ella.

Y además para diferenciarme más de ti, firmo al pie del escrito, sin escudarme en el anónimo, o el seudónimo de un «colectivo».

Nicolás CHOZAS

12 de junio 1978.

AIRE LIBRE

F. L. DE BURDEOS

Día 9 de julio: Parentis sur Born, a las 7 horas.

Día 23 de julio: Mitin y Festival de Toulouse, a las 5 de la mañana.

Día 6 de agosto: Lago de Ispes, a las 7 horas.

NUCLEO DEL ALTO GARONNE-GERS

MITIN Y FESTIVAL, 23 de julio, en conmemoración de la Revolución Española, que en números próximos iremos dando detalles del mismo, con precisión en oradores y artistas para el festival de la tarde.

Reservar las fechas.

Jira conmemorativa de las Jornadas de Julio 1936

Tendrá lugar el DOMINGO 16 de Julio de 1978 en el agradable y sombreado sitio del «Vieux-Moulin» PONT - DE - TAVERNES (Gard).

Organizada en conjunto por las Comisiones de Relaciones de los Núcleos del Hérault-Gard-Lozère y de Provenza de la C.N.T.E. exiliada.

Juegos infantiles, Baños en el río Gardón, Música variada, Comida campestre, Alocución en relación a la conmemoración, Radio-'crochet', «Buvette» y Tómbola pro-C.N.T. de España.

Fraternal invitación a los afiliados de las Federaciones Locales, familiares y simpatizantes.

¡Todos a la gran Jira confederal y libertaria!

NECROLOGICAS

Recordando
a José
Guillermo
Bertotto

CALGARY. — Cuando falleció Sol Ferrer hace pocos años, fue La Escuela Moderna, de Calgary, quien la primera recibió noticias de tan sentida pérdida y la que comunicó a nuestra prensa libertaria en el Exilio esta triste noticia. Ahora nos incumbe una vez más anunciar otra pérdida sensible, no sólo por la personalidad del difunto sino por la amistad que nos unía, ya que la Escuela Moderna le editó hace poco más de un año un cuaderno titulado, «Rafael Barrett», y tenía intenciones de publicarle fracciones de un libro que sobre Barrett había escrito, pero inédito. Mas leamos las noticias que nos han llegado estos días desde Santa Fe, Buenos Aires, anunciándonos el fallecimiento de José Guillermo Bertotto, el pasado 23 de marzo, cual así se llamaba esta figura insobornable, este convencido del ideal libertario. Dice pues su gran amigo José A. Barrionuevo:

«Y ahora, después del entroito, debo darte una noticia bastante triste, si es que todavía tú no conoces lo ocurrido. Se trata del fallecimiento de mi viejo y querido amigo Bertotto, el hombre que fuera entrañable compañero y amigo de Rafael Barrett. Así ha sido mi querido Alvarez Ferreras. Bertotto, el último testigo viviente de una época heroica, el hombre que acompañó a Rafael Barrett en sus horas luminosas de creación y de lucha, se nos ha ido para siempre. Cargado de años pero erguido en la misma dimensión de su recia personalidad, siempre reverdeciendo en la juventud de su espíritu, Bertotto era, en su voz y en sus recuerdos, la permanencia y prolongación del maestro que, a través de «Mirando Vivir», «Moralidades Actuales» y tantos otros libros, dejara a las nuevas generaciones, el más gran mensaje de amor, de paz, de justicia y libertad. Y todavía queda algo por señalar: Bertotto se nos fue sin haber logrado su última gran satisfacción: asistir a la publicación de su último libro de superior valor histórico, todavía inédito: «Con el escritor Rafael Barrett»...

La vida le jugó una mala partida a Bertotto. No esperábamos su muerte, pues su salud, pese a su abultada edad — 93 años —, en nada hacia presagiar un desenlace en la fecha que se produjo su muerte. Un automóvil que lo atropelló en una calle de Buenos Aires le quitó la vida. Y así fue todo, amigo Alvarez Ferreras. El que vivió peleando contra las injusticias, el que amó y creó belleza, murió así, del modo más estúpido, en una calle cualquiera. Sí, la vida le jugó una mala partida al viejo luchador, al amigo y compañero de Rafael Barrett. Ya no queda otro protagonista de una época heroica. Ya no queda otro sobreviviente de aquellos días. El último testigo se nos fue para siempre. El eterno silencio nos lo arrebató, pero nosotros le seguiremos recordando en toda la grandeza de su amistad.

— José A. Barrionuevo.

P. D. — Las Ediciones La Escuela Moderna, de Calgary se une a la pena y tristeza de los amigos de Bertotto y envía sus dolientes condolencias. A sus parientes residentes en los EE. UU. vayan nuestra tristeza y nuestro afecto.

Félix Alvarez Ferreras

METODOS TERRORISTAS
DEL ESTADO

TARRASA. — Se nos habla desde pequeños de los valores eternos de la patria. En la escuela, se nos enseña cuales son las virtudes que hacen a unos patriotas y, así, sutilmente, como sin querer la cosa, nos encadenan una serie de ideas que hacen de nosotros unas mentes enfermas y retrógradas a toda idea de fraternidad universal.

Y esto no es porque sí, sino que responde a un fin inconsciente y preconcebido en el tiempo a través de su historia; idea de todos los gobiernos, objetivo eterno de todos los Estados, ha sido ésta de mantener unos conceptos abstractos — que no digan nada pero se imagine todo — sublimándolos como máximos exponentes morales del ser humano ya que la permanencia, o no, de estos dogmas en el individuo son los que condicionarian la misma existencia del Estado.

Así, éste, a través de sus tentáculos y mecanismos, nos imbuje en su metodología, consciente de lo que está en juego, nos encadena y por último, somos su excusa pues le servimos como base de existencia. Todo es suyo, nada escapa a su control, salvo el pensamiento (y como no ha inventado como leerlo, lo anula, lo enturbia o, lo mata) y es a través de éste donde radica nuestra fuerza y él tiene su debilidad: el libre pensamiento, el desarrollo de

éste, clarificando a los demás, hará ver, de una vez por todas, el camino a los humanos. **El hombre no tiene patria, ni nación, ni Estado, ni dioses, ni religión.**

Los «valores espirituales» nos convierten en marionetas, carne de cañón, que los políticos venden en los supermercados, comprándonos con «votos», «parlamentos»...

El ser humano es libre, es la sociedad quien lo encadena. No hay valores ni virtudes patriotas ni inmortales, todo este lastre ha sido creado por las castas dominantes, Estado, Capitalismo y Clero, para mejor perpetuar su situación y enmascarar sus fechorías. ¿Cuál es la patria del pobre? A ver, ¿qué hace la patria por él? Las patrias no existen para el obrero, ni hoy ni mañana, como no las tuvo ayer, según la época fue vasallo, plebeyo, villano,

basura. Al proletariado hoy le deja sin cuidado la Patria; éste puede ser un tema de la burguesía, no de los asalariados.

Con el nombre de la Patria, el «heroísmo», etc., se nos involucra en todas las connotaciones que el capitalismo crea: guerras, invasiones, etc., ya enfrentándose a otros capitalismo, ya apropiándose de nuevos espacios donde extenderse. Se nos induce a la lucha, a enfrentarnos con seres que no conocemos ni nos han hecho nada, se nos obliga a odiar a gentes que son trabajadores como nosotros, con la diferencia de haber nacido en otra parte, obreros que tampoco nos conocen ni nos odian y que sufren igualmente el yugo de la explotación.

SE NOS ENVENENA

Ya está bien por tanto de seguir los viejos moldes, la solidaridad, fraternidad y apoyo mutuo han de extenderse por el mundo, sobrepasando rayas y fronteras. El internacionalismo proletario tiene que dejar de ser una bonita palabra y convertirse en el eje central donde se frague la conjunción de esfuerzos que sirva para enfrentar activamente la reacción mundial, reacción que, pese a sus diferencias, tienen todas en común una consigna universal, no desmentida: el principio sacrosanto de la propiedad privada y la institucionalización de la división de clases basada en su predominio a toda costa.

La división de los hombres en países, naciones, etc., debe desaparecer dejando paso a la comprensión mutua entre los hombres. Con la división artificial de los hombres poniéndoles líneas divisorias llamadas fronteras se nos envenena, se nos enmascara la cruda realidad humana, el que cuatro tiranos llevan a su antojo al Mundo y nuestra soberbia y ceguez son los que los mantienen en todas partes. Tras las palabras, tras las banderas estandartes del poder acecha siempre la opresión totalitaria.

La instrumentalización política de los conceptos étnicos es la coartada más eficaz de la que hoy por hoy se valen los «Padrinos» mundiales del Poder para arrastrar a las entes naturales, comarcas, municipios, comunas, etc., al carro de valores societarios estadísticos conducentes a la parcelación institucional de la explotación, y curiosamente con el beneplácito de los interesados que olvidando que la emancipación política resulta una mentira si no va acompañada de la económica, se dejan llevar por el «canto» poniendo y remachando sus cadenas.

El virtuosismo patriótico, los valores eternos de la Patria son: la conversión del hombre en marioneta y su papel en la farsa de la gran comedia del exterminio terrestre.

F. GARCIA CANO

LA CNT FRANÇAISE S'ASSOCIE
A LA CAMPAGNE CONTRE LE
TERRORISME D'ETAT

PARIS. — Le mouvement de résistance à l'exploitation étatique économique qui se développe en Europe est en but à une campagne tendant à l'assimiler à un mouvement nihiliste et terroriste.

En Espagne, la résistance à l'état s'est concrétisée par la resurgence de la Confédération Nationale du Travail. La C.N.T. a refusé le Pacte de la Moncloa signé entre le gouvernement issu du franquisme et la gauche espagnole. A cause de cela la C.N.T. doit faire face à la répression.

De nombreux militants syndicaux et libertaires sont emprisonnés, torturés et même comme Augustin Rueda, mort des sévices qu'il a subi à la prison de Carabanchel. Des militants sont en

prison et risquent la peine de mort après des provocations grossières comme celle de la «Scala» à Barcelone. Mais c'est aussi l'ordre policier européen qui se met en place aussi en Espagne comme en Allemagne, comme en Italie, au Portugal ou en France.

C'est l'ensemble du Mouvement Libertaire Européen qui est concerné qui est menacé.

La C.N.T. (Région Parisienne), s'associe à la campagne pour la libération des libertaires emprisonnés en Espagne, parce qu'il FAUT SAUVER NOS CAMARADES pour que puisse se développer à l'échelle européenne un mouvement anarcho-syndicaliste puissant au sein d'une A.I.T. puissante.

Un libro sensacional:

«LA REVUELTA PERMANENTE»

escrito por Baltasar Porcel en colaboración con Juan Ferrer.

Edición de lujo de 300 páginas y 170 ilustraciones.

Precio: 50 francos.

Pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

C.C.P. n.º 9 232 33 V Paris

NUMEROS PREMIADOS
DE LA TOMBOLA CONFEDERAL
1978

1°	7.327	2°	5.484
3°	7.549	4°	10.426
5°	10.107	6°	6.298
7°	4.755	8°	9.863
9°	11.199	10°	10.521
11°	9.411	12°	9.260
13°	10.623	14°	4.399
15°	8.400	16°	3.866
17°	8.817	18°	5.872
19°	3.204	20°	4.644
21°	10.122	22°	8.105
23°	11.879	24°	7.844
25°	10.218	26°	10.577
27°	11.856	28°	7.340
29°	11.025	30°	10.578
31°	10.302	32°	6.030
33°	6.524	34°	8.212
35°	4.160	36°	7.752
37°	10.413	38°	12.396
39°	6.240	40°	6.468
41°	12.873	42°	9.674
43°	11.426	44°	9.873
45°	6.700	46°	12.640
47°	5.340	48°	10.776
49°	4.274	50°	10.751
51°	10.803	52°	3.071
53°	11.714	54°	10.307
55°	2.640	56°	9.081
57°	6.299	58°	9.703
59°	11.477	60°	11.684
61°	11.944	62°	11.088
63°	3.572	64°	10.908
65°	10.992	66°	3.425
67°	11.846	68°	4.883
69°	5.015	70°	10.462
71°	7.807	72°	11.716
73°	11.588	74°	10.912
75°	10.476	76°	3.287
77°	11.699	78°	5.649
79°	11.163	80°	6.322
81°	11.600	82°	8.133
83°	9.843	84°	7.585
85°	8.318	86°	4.381
87°	10.367	88°	6.901
89°	9.997	90°	8.748
91°	8.206	92°	10.971
93°	10.490	94°	8.175
95°	2.525	96°	10.527
97°	11.418	98°	9.068
99°	7.481	100°	9.287

Los poseedores de los números indicados en la presente lista pueden dirigirse al compañero Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, el cual les hará entrega del premio correspondiente.

Pasados tres meses los números se considerarán caducados.

LIBROS

«Las Colectividades campesinas (1936-1939)»	20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00
«Malatesta, vida e Ideas», V. Richards	25 00
«Historia del Movimiento Machnovista»	20 00
«El Terror bajo Lenin», Jacques Baynac	25 00
«Boletín de la Escuela Moderna», Albert Mayol	20 00
«La Revolución», Landauer	18 00
«La Anarquía según Bakunin»	30 00
«Mirando Vivir», R. Barret	20 00
«Revolución y contrarrevolución Cataluña (1936-1939)», Carlos Semprún	25 00
«Guerra de clases en España», Berneri	20 00
«Anarquismo: su filosofía, su ideal» (2 vol.), Kropotkin	35 00
«La Escuela Moderna», Ferrer y Guardia	20 00
«Para la Anarquía», F. Sabater	18 00
«Mujeres Libres en España 1936-39»	18 00
«La mujer en la lucha social y en la guerra de España», «L'Insurrection en Asturias», Manuel Grossi	27 00
«Le mouvement étudiant ou la révolution en marche», Mathilde Niel	7 00
«Convenios colectivos y lucha de clases en España», Jon Amsdem	30 00
«Dieu et l'Etat», Bakounine	6 00
«Eleuterio Quintanilla», R. Alvarez	26 00

AVENTURA DE MIGUEL SALES

ODISEA EN LAS CARCELES CUBANAS

MIAMI. — En la reunión de Amnistía Internacional (recientemente distinguida con el Premio Nobel de la Paz), celebrada en Estrasburgo, se tomó el acuerdo de designar el año 1977 como «el año de los Prisioneros Políticos». Recordemos que A. I. lleva diez y seis años de fundación y que por sus expedientes, su acción, su constante denuncia de la violación de los Derechos Humanos no ha sido interrumpida un solo instante. Las cifras que llegan a este organismo de diversos lugares del mundo son aterradoras porque, cada vez más, el hombre del poder político persigue con más saña al otro hombre, su propio conciudadano, su hermano de nación.

Que en la magnitud del magnicidio mundial unos casos sean más divulgados que los otros depende de diversos factores; basta, a veces, que haya un partido con un aparato de propaganda para proteger al dominador en turno, llegando al extremo de encubrirlo con máximas revolucionarias. Entonces, el caso individual, el sufrimiento de cada uno de los prisioneros políticos, es cubierto por el más desgarrador de los silencios. El condenado político es tragado, como los hijos de Saturno, de un solo bocado. En ocasiones, se filtra una carta de Huber Matos a su esposa o la tesonera lucha de una madre para que sea liberado su hijo. A ella deseo referirme en respuesta al envío del libro de poesías de su hijo Miguel Sales «Desde las Rejas». Ella dice: «El tiempo transcurre muy aprisa en este lado del mundo, pero del lado donde él está cuán largo y triste resulta, más cuando se sufre una condena tan larga como injusta». Injusto nos parece, en cierta medida, que solo nos ocupemos de Miguel Sales o de Armando F. Valladares porque son poetas y no abarquemos a los centenares de presos políticos cubanos cuando el propio Fidel Castro ha declarado una cifra: tres mil quinientos, más o menos... como él dice.

ENCARCELADO

Sin embargo, es el poeta encarcelado a quien le toca, como en esta ocasión, el ser elegido para la denuncia y para la defensa, dando cauce de salida al sentimiento y a la queja. El caso cubano, es tan contravertido en nuestros medios que es necesario subrayar una pequeña historia: Miguel Sales tenía nueve años cuando Castro subió al poder. No podía ser, por lo tanto, batistiano, latifundista contrarrevolucionario o disidente. Y no creo que a nadie se le ocurra, con el mínimo de sensibilidad, llamarlo «gusano». Miguel Sales, era, pues, un niño cubano en la vorágine de los acontecimientos de su país natal. Cuando cumplió diecisiete años intentó salir de Cuba y fue en el «Primer Territorio Libre de América» donde, detrás de las rejas carcelarias, comenzó a emborrinar sus primeros versos. Hay un dibujo de esa época, hecho por otro preso, en que Miguel Sales aparece encogido y flaco, bajo el título de «Old Boy», el niño viejo. Era una conciencia adolescente que intentaba desarrollar su criterio humano e intelectual. Entre 1969 y 1972, escribe los «Poemas Previos» y «Tanio». En la cárcel de Guanajay escribió «Quince alatropias para una soledad» manuscrito que extravió en un traslado carcelario y que rehizo mentalmente.

CARCELES

La vena poética de Miguel Sales se desarrolla rápidamente como una planta pródiga. En el 72 escribe el poema «Célula» y a los 20 años dice en una carta a su progenitora: «Todos los días recuerdo mi vida, los adverbios italianos y por la ventana contemplo a las aurás (zopilotes) y las tremendas cosas minúsculas que nacen en ella y que sólo tienen sen-

tido para los locos, los niños y los perros esos seres excepcionales». Va de cárcel en cárcel, de Santa Clara a Boniato, Guanajay y el Castillo del Príncipe, y, últimamente, la Fortaleza de la Cabaña, junto al Morro. Después de cumplir su primera condena y de regreso a una libertad precaria y discutible, contrae matrimonio y escribe «Tema con Variaciones». En 1973, muchacho veinteañero, a caballo entre dos épocas de su vida, compone el libro de poemas «De la Dignidad Humana». Una cita de Martí es su declaración de principios: «En el mundo ha de haber cierta cantidad de decoro como debe haber cierta cantidad de luz. Cuando hay muchos hombres sin decoro hay siempre otros que tienen

en sí el decoro de muchos hombres, en esos hombres van miles de hombres, va un pueblo entero, va la dignidad humana».

SUPERVIVIENTE

Aida Sales, su progenitora, publica todo el panorama poético de los efectos que una década de prisión producen en el intelectual y el campesino, el sacerdote y el soldado. Todos los versos son supervivientes de registros, de delaciones y huelgas de hambre. Reproduce de Antonio Machado aquello de «A distinguir me paro las voces de los ecos», para



RIPIOS

AMAR EN MOSCOU

PARIS. — Existe un adagio que dice: «El amor no tiene fronteras».

El problema de Irina McClellan traductora rusa, lo niega. Casada con un súbdito americano, ella espera desde hace ya cuatro años, en Moscú, que las autoridades le den el visado de salida para ir con su marido, que actualmente, reside en el estado de Virginia U.S. como profesor de historia rusa.

Jóvenes del mundo: no hagáis la «tontería» de enamoraros de una mujer rusa, porque además del consentimiento de su padre, os haría falta el beneplácito del Estado ruso, sabiendo que éste la niega toda, (la iniciativa individual) a pesar de haber estado presente en la Conferencia de Helsinki.

El caso tiene precedentes, por haber ocurrido con los soldados americanos que fueron a Rusia por cuestiones militares, durante la última guerra. El problema, fue más complejo, ya que fueron muchos más casamientos, y también tuvieron que esperar muchos años, incluso tuvo que intervenir la diplomacia americana, para arreglar ese trastorno conyugal y tuviera solución.

¿Qué suerte la mía, que aún soy soltero como mi padre!

Durante el largo periodo de la noche franquista, tuve la ocasión de encontrar un estudiante español en París. Confraternizamos en seguida, ya que él también era catalán; le pregunté qué estudiaba y me respondió Derecho. Yo le respondí, pero, ¿es que aún existe el derecho en España.

Nuestra generación ha sido una de las más «favorecidas» en el transcurso de toda la historia de España. En el curso de diez años hemos vivido cuatro regímenes no convergentes, Monarquía, República, Revolución y el Fascismo franquista. ¿Cuál es la generación, que puede decir más que nosotros?

Hoy, tenemos la convicción de «ver el plumero» a aquellos que defienden y reivindican la «política». Diremos a esos señores, que están al margen de la realidad: en política no existe finalidad social ni humana, solo prima el Estado con sus falsas prebendas, para prolongar y sumir al pueblo en una verdadera adormidera. El contexto político actual en España no puede ser más elocuente en este aspecto.

EL TIO PACO

subrayar lo que constituye la vida del prisionero político en Cuba. Entre otros hay un poemilla delicioso de Francisco Hernández Gómez en el que hace un juego de palabras: barcomadre, muertemadre, suerte-madre, madrelectancia, a la que invoca: «Madre, tu invierno invernar quiero». Los versos de Hector Agüero: «Todas las mañanas me quito los ojos», «Vivir muriendo», de Moisés Faray «No te Bebas la Fragancia», de Ricardo Cruz Font, «Segunda Conciencia», de Miguel Loredo y, especialmente, por estar confinado por parálisis a una silla de ruedas (dos veces prisionero) los poemas de Armando F. Valladares del que sólo reproduzco, por cuestión de espacio, su conmovedor: «Ven aquí, al menos — préstame tus piernas un instante ».

Todo este mundo poético, filtrado a través de las rejas de las cárceles cubanas, fue rescatado por Miguel y depositado en manos fraternales antes de decidirse a regresar a la isla en busca de su mujer y su hija. Tiene en la actualidad veinte y cinco años y está condenado a veinte de prisión por el terrible delito del amor filial. Es un testimonio vibrante de la conciencia humana en lucha por superar los sufrimientos físicos y morales de la cautividad, flores negras de una poesía que no niega la raíz de su esencia natal.

(Extraído del Boletín de Información Libertaria, órgano del Movimiento Libertario Cubano en Exilio)

LIBROS

«Les Espagnols en France», Guy Hermet	26 00
Maxime Gorki. Pensées inépuables»	30 00
«Le Ministricule», Robert Escarpit	24 00
«Mauthausen. Les 186 marches», C. Bernadac	32 00
«Bakunin. La Internacional en España», Max Nettlau	32 00

Pedidos y giros a Roque LLOP
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
O.C.P. 9 232 33 V Paris.

NI A ZARAGOZA, NI AL CHARCO... (III)

BUSCANDO LA DIGNIDAD OBRERA, VENDIDA

Intervención de Modesto Pascua.

Este compañero de la Federación Local de Zaragoza choca por lo profundo de su pensamiento y por la llaneza de su vocabulario. No hay en él ningún preámbulo, ninguna introducción, ninguna locuacidad fofa. Su lenguaje ya no puede ser más directo. Veámoslo.

«Salud compañeros: En principio hablaremos de la organización de los trabajadores, en las fábricas y a todos los niveles. Ello es necesario para poder divulgar cuales son las alternativas que ofrece la C.N.T. como solución a todos los problemas del individuo y de la sociedad. Algo muy actual, por ejemplo, es el rollo del pacto de la Moncloa. También las elecciones sindicales.

Todos sabemos que el pacto de la Moncloa ha sido firmado por las fuerzas de derecha del país, por los que se llaman del centro aunque el centro no existe y por los que se llaman de izquierda aunque son de cualquier cosa menos de izquierda. Los zurdos de la izquierda son tan democráticos, hacen una oposición tan democrática, que se pasa como los melones. La izquierda es una oposición que no se opone a nada. Este pacto ha sido firmado por todas las fuerzas «responsables» entre comillas y «democráticas» entre comillas también.

LATROCINIO

Han favorecido a la firma dos cosas: por un lado la crisis que atraviesa el país debido a la incapacidad del sistema capitalista que nos gobierna, y por otro lado el esgrimido y real peligro a una cosa que ahora se llama «pinchetazo».

El problema de la crisis ya sabemos cual es. Nos quieren hacer creer que la crisis es coyuntural y del momento, cosa que no es cierto. Esta crisis, como todas las crisis económicas que registra la historia es parte integrante de la sociedad de latrocinio que se nos impone. La crisis no es de España solo; es internacional porque internacional es el sistema capitalista. Ese sistema que

está podrido, que no se aguanta y que por muchos remiendos que le hagan, como tiene los cimientos podridos, caerá. (Al pronunciar la palabra caerá, el orador hace un gesto como quien empuja. En este gesto los asistentes ven la voluntad de que si no cae, le haremos caer, cosa que le vale a Pascua una tronada de aplausos).

que entremos con caramelos; seguir el ejemplo de Alemania y de Francia en donde la clase obrera a través de los sindicatos amarillos y de los partidos políticos mal llamados obreros, está totalmente manipulada y formando parte del sistema capitalista. Con un conjunto de obreros tranquilos y tranquilizadores, como los tienen los países citados, a

pinturas no pintarian, los coches pincharian más a menudo, en fin saben que se procedería a un sabotaje sistemático y permanente por parte de la juventud que sube y que no está dispuesta a dejarse explotar. El pacto de la Moncloa supone para ellos disponer a su antojo de una masa salarial más fofa que en los tiempos peores del fascismo y del Opus Dei. La diferencia consistiría solamente que entonces lo habrían decidido ellos solos y ahora tienen el consenso de los jefes de los partidos políticos de izquierda. Si la vergüenza fuese conocida por los jefes esos, ¡qué montañas de vergüenza habría en España! El pacto supone la supresión de los Convenios colectivos de gremio o de fábrica; supone como el año pasado un aumento de salarios de 20 % y de un aumento de la carestía de la vida de 40 %. Supone una congelación salarial. Dicen que con lo de la Moncloa van a arreglar el paro obrero, y eso es otra mentira, cada día lo vemos. A nosotros, desde luego, no nos engañan. Quieren unos y otros que trabajemos más horas, que seamos más esclavos. En contrapartida nos dicen que harán una reforma fiscal para que paguen todos. Y esto es otra mentira. En eso de pagar, tenemos que pagar hasta por trabajar, pues no otra cosa es lo que llaman impuesto por el rendimiento. Y mientras congelan los salarios, los precios suben a toda carrera, a todo vapor.

Es una crisis, repito, de la estructura capitalista y a escala mundial. Nosotros sabemos, porque en este aspecto la historia es machacona y explícita, que el pacto de la Moncloa no va a dar ninguna solución favorable a los trabajadores, es un pacto que nos ata de pies y manos. Quieren pasar la crisis a costa del trabajador. Nosotros decimos, la C.N.T., dice:

No consentiremos que el trabajador sea el constante escarnecido; no cederemos, al contrario, resistiremos con todas nuestras fuerzas; no haremos como otros han hecho, que se han bajado los pantalones. Procuraremos que en el campo, en los talleres y en las fábricas haya una verdadera toma de conciencia, contra la congelación, contra los despidos, contra el paro. Claro que el resultado dependerá de la fuerza de que unos y otros dispongamos. Por eso se presenta tan necesario que hagamos una sindical anarcosindicalista fuerte; una Confederación combativa en todos los lugares. Es necesario saltar los topes impuestos por el gobierno en el fatídico pacto. Es necesario que la clase obrera recobre la dignidad que tuvo otrora.

M. CELMA

(Continuará)

«DEMOCRACIA», «ORDEN», «JUSTICIA»,
MASCARAS DEL TERRORISMO ESTATAL

Estamos abocados en terrorismo legalizado, gubernamental, autoritario. ¿De qué se escandalizan los políticos gubernamentales de todos los países de la ola de violencia, terror, barbarie, abusos de todas clases? Pero esos señores que gobiernan las naciones del mundo, ¿no son ellos los primeros en practicar la violencia, represión y terrorismo protegido?

Vayamos al fondo y a la causa del malestar social humano hoy mundialmente, ¿qué hacen los militares con su dictadura infernal en la Argentina, el terror y las masacres, violencia, represión criminal y del chacal Pinochet en Chile, más de un millón de asesinados, y en Brasil, el fascismo sanguinario, con su «Escuadrón de la muerte», terrorizando, asesinando legalmente, la violencia y la represión contra los que protestan de la criminal dictadura de aquellos déspotas gobernantes?

¿Qué es lo que pasa en el Uruguay liberal de los tiempos de Batlle, terrorismo, represión, violencia, todos los abusos del poder despótico, cruel, inhumano, rencoroso, contra la libertad, que hablan de democracia y justicia aquellos terroristas militares, verdugos del orden, tiranos, pe-

Sobre el pinchetazo sabemos que a la burguesía nacional no le interesa, como otrora, una dictadura burra de militares, cual la de Argentina, Chile y otros países; dictaduras que terminan jodiendo la ganancia a la burguesía. Hoy a la burguesía española le interesa que entremos en el Mercado Común, pero

ningún burgués le interesa el pinchetazo. Sobre todo que saben muy bien nuestros burgueses que de haber un nuevo golpe militar, de volver a las andadas, sería su ruina, porque hoy no hay trabajador que se dejara hacer. De volver a España la dictadura, pueden estar seguros que las puertas se caerían, las

ro no buenas personas para practicar la justicia, el amor y el bien al prójimo? ¿Y en el Salvador y en la mártir Nicaragua, con la familia de los sanguinarios militares Somoza, esos verdugos que han hecho derramar tanta sangre en su país y a los obreros; esos indecentes que tanto hablan de catolicismo de Cristo y del Papa, Dios y la Virgen María?

Y en todas esas repúblicas de América, da miedo de ver lo que hacen sus gobernantes, esos dictadores sin escrúpulos, ni dignidad, ni piedad; militares o civiles, lo que pasa en Guatemala, Colombia, Paraguay, Cuba. ¿Y de la Rusia actual con sus campos de concentración, los hospitales psiquiátricos? Y que todos esos grandes delincuentes de hombres de Estado tengan el cinismo de hablar de terrorismo, violencia, represión, cuando son ellos los primeros en

practicarlo y sus escuelas de reparar palos a los obreros y perseguir a todos los que tengan la valentía de protestar, acusar y denunciar sus abusos de poder?

Y de las masacres y terror de esos países africanos, contra estudiantes, niños, y, ¿qué diremos del criminal Amin Dada, sanguinario y terrorista, loco, déspota, hitleriano? más la sangre derramada en Uganda y por los otros bárbaros militares de la Abisinia, llamados comunistas de Moscú que, con sus masacres y asesinatos colectivos, violencia, represión, ¿no es terrorismo? Y en Angola y Mozambique, que todos quieren imponer el terror militar, autoritario, totalitario, violento y represivo, ¿es eso el orden? Y en la mártir Indochina, Camboya, Laos y otras naciones, las masacres gubernamentales, el terror militar, dictatorial y policiaco, sin olvidar a España que a pesar de lo que se diga aún se ejerce el terror en las Comisarias y los Centros penitenciarios, ¿es esto la democracia, el orden y la justicia?

José Giné Folch



Enrique Marcos: « Se nos ataca porque representamos a la clase obrera traicionada en los charcos del parlamentarismo ».

« Nuestra no integración es la única esperanza de los trabajadores ».

Gómez Casas: « Intentan reducirnos, marginarnos, porque nos temen ».

« Somos enérgicos atacando el terrorismo de Estado ».

(Viene de la página 1)

tal razón, desde entonces, han sido más mesurados contra nosotros. Hoy, hay que repetirlo hasta la saciedad, nos considerarán el máximo enemigo a neutralizar, ya que no pueden batirnos y aniquilarnos.

E. M.: Estamos acostumbrados a estos procesos cuando intentan bloquearnos. Otras dictaduras ya lo intentaron recurriendo a los mismos recursos paramilitares. Nuestra continuidad es siempre única: volver a la lucha. Ahora, porque nos tienen miedo, también han desenca-



denado otra batalla: ponernos todo tipo de trabas jurídicas y legales para que restrinjamos nuestra denuncia contra el Estado y los medios de difusión, que nos boicotean, cómplices del terror estatal.

Contra el boicot, nosotros ponemos en marcha nuestra vieja Acción Directa: pasar a la acción. Intentan desprestigiar nuestros atenes libertarios diciendo (¡como en los tiempos de los pistoleros de Martínez Anido!) que son «centros de corrupción»... pero los trabajadores saben lo que son esos centros: allí hacemos experiencias pedagógicas de todo tipo, de la formación de adultos a cursos de música.

J. G. C.: Desde el punto de vista informativo la situación es terrible, una lucha constante y muy dura contra el vacío, el silencio, la tergiversación. Hemos hecho centenares de comunicados que nunca nos han publicado, la prensa, la radio, la televisión, bajo la presión de los partidos políticos, el poder, la policía... Es una lucha, la nuestra, muy amarga y difícil, y, aún así, no consiguen callarnos, porque ahí estamos, en la calle.

E. M.: Podríamos hacer un volumen muy gordo con los comunicados e informaciones que no nos han publicado. El boicot, con frecuencia, se ejerce, con só-

lo ser C.N.T. la firmante de un comunicado, como ocurrió en el caso de «Els Joglars» o la «Unió de Pagesos» (que tiraron los tractores a la calle). Detrás de toda esta campaña, están todas las fuerzas integradas en el sistema, que nos consideran un peligro y una amenaza contra el estado de cosas dominante.

J. G. C.: A este respecto, cabe subrayar una cosa, creo que fundamental: a pesar de ser una fuerza revolucionaria, la existencia de la C.N.T. es, así mismo, una defensa de la existencia de las meras libertades formales, la única defensa que tienen los trabajadores contra los procesos desenfrenados de productivismo militarista, de defensa de su libertad de revuelta y contestación radical.



Los focos iluminan el inicio del mitin organizado por la Federación Anarquista y la C.N.T.-Zona Norte, en defensa de la solidaridad frente a la escalada de terror estatal. Arriba, la luz ilumina nuestros deseos: «Al terrorismo de Estado, responder con la solidaridad de los trabajadores». A la izquierda, Enrique Marcos. Sobre estas líneas, Juan Gómez Casas. El mitin también fue una fiesta.

E. M.: Eso es muy cierto: incluso las organizaciones que están enfrente de nosotros, y nos temen, saben que nosotros guardamos la pureza del movimiento obrero, saben que no pueden prescindir de nosotros.

J. G. C.: Incluso, cabe, subrayarlo sienten por nosotros admiración y respeto. Esto explica que seamos irreductibles. Todos tienen clara conciencia de que nadie puede integrar a la C.N.T. Intentan reducirnos, marginarnos, pero nos temen, en la calle; porque saben que nuestra fuerza es la solidaridad, la acción directa de los trabajadores, reclamando, aquí y ahora, el derecho a la insumisión y la insurrección.

E. M.: Por eso no nos pueden someter, y saben que somos irreductibles. Yo siempre he dicho que ya nunca más seremos «ilegales». Cualquier intento de «ilegalizarnos» nos conduciría a la calle, abiertos a todo el mundo, a todos los vientos, llevando nuestras palabras: y es ahí donde nos tienen miedo.

Somos la parte central de un cuerpo indestructible, el catalizador del movimiento obrero. Somos, incluso, una necesidad para nuestros propios enemigos,

ya que comprenden la necesidad de nuestra existencia, ya que no puede asfixiarse la conciencia de los trabajadores. Se nos ataca, por todo esto, con mucha dureza, intentando marginalizarnos. Nos atacan porque nos tienen miedo. Se nos ataca no sólo por lo que somos si no por lo que nosotros representamos al frente de la clase obrera traicionada por todos en los charcos del parlamentarismo.

EL BOICOT INFORMATIVO TAMBIEN ES TERRORISTA

PARIS. — La Fédération Anarchiste francesa y la Confederación Nacional del Trabajo Zona Norte, hicieron más de un centenar de copias de un comunicado a la prensa de París invitándola a anunciar el «meeting» que había de celebrarse el pasado día 16 en el Hipódromo de la Porte de Pantin en busca de apoyo y solidaridad con los anarquistas españoles que arriesgan penas de muerte como consecuencia de un indeseable proceso paramilitar montado por la policía.

Los militantes de la F.A. y de la C.N.T. visitaron, personalmente, periódicos, emisoras de radio, solicitando un derecho elemental: hacer llegar hasta la opinión pública un pequeño comunicado de menos de diez líneas. Ni un sólo periódico (tras prometer que lo «pasaría»), ni una sola emisora de radio, se dignó publicar dicho comunicado.

Los militantes de la F.A. y de la C.N.T. llenaron París de pasquines convocando al gala-meeting, el que, tras los oradores anarquistas, participaron los cantantes Bernard Lavilliers, Jacques Debronckart, Fot et Val, J.P. Sevres, Castelhemis, Carlos Andreu, Serge Utge-Royo. El boicot informativo más expreso fue la única respuesta de los «medios de comunicación».

El silencio es una respuesta que los militantes anarquistas y anarcosindicalistas conocen bien: se trata del arma más imbecil e indeseable de que se vale el Estado de Cosas Dominante para silenciar — maniatar aquellos discursos que denuncian el crimen mismo que tal Estado comete contra los ciudadanos. El «derecho a la palabra», en tal estado de cosas, pasa por el «derecho a la palabra, siempre que las palabras sean para multiplicar y reproducir el Estado de Cosas Dominante: glosas, apologías y discusiones sobre el discurso parlamentario, y los diversos métodos de racionalización del sometimiento que proponen los políticos profesionales (cuya misión básica en los pozos negros del parlamentarismo es esa: discurrir nuevos métodos de control y racionalización del orden de cosas dominante, siempre reproduciéndose por partogénesis).

El discurso político anarquista y anarcosindicalista, precisamente, pasa por la denuncia más expresa de tal vampirismo: la denuncia de la «política» (parlamentaria) como opio del pueblo, religión contemporánea que ata a los ciudadanos a los crucifijos y jaculatorias del «voto» y el «partido», reclamando la acción directa de los ciudadanos y los trabajadores en defensa de la solidaridad (no hipotecada por las «centrales sindicales» que comercian con los obreros en los parlamentos políticos), el apoyo mutuo, la conciencia de los ciudadanos cobrando forma en una organización de clase, anarcosindicalista. Tal es la razón del silencio y el boicot informativo: se trata de otro rostro, uno más, de la lucha, la guerra social, del Capital contra los Trabajadores.

A pesar de este boicot y vacío, una docena de cantantes se solidarizaron con la lucha. Varios millares de militantes y simpatizantes vinieron al Hipódromo de la Porte de Pantin. La solidaridad, dijo Juan Gómez Casas, también pasa por la alegría. Para nosotros, militantes en una Federación Anarquista, en un Sindicato Anarcosindicalista, fue muy hermoso encontrar nuevos amigos. En definitiva, contra el crimen que se llama Estado sólo cabe una respuesta: el apoyo mutuo. ¡Salud y Anarquía, Amigos!...



EL COMBATE SINDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-88.



UN FRAUDE LLAMADO «AMNISTIA LABORAL»

MADRID. — Que la Amnistía, en general, ha sido un fraude, no creo que a estas alturas pueda ponerlo nadie en duda. Porque las cárceles siguen llenas de presos, y no sólo de los comunes, ahora llamados «sociales» (no sé por qué) sino también de presos a los que cuesta trabajo definir, pues pueden ser presos «políticos-apolíticos» o «presos sociales» no comunes».

Pero este tema de los presos es «gallo de otro cantar» y otro día nos ocuparemos de este tema. Hoy vamos a denunciar el aspecto de la Amnistía Laboral, que también es preocupante, ya que afecta a un gran número de españoles, después de cuarenta años de una dictadura que todo lo castigaba, y que para más refinamiento en su crueldad ha contado siempre con empresarios y capitalistas que se aprestaban rápidamente a remachar la acción represiva del gobierno con la privación del puesto del trabajo a quien se atrevía a enfrentarse a cualquier tipo de injusticia.

La Amnistía Laboral se diferencia notablemente de la Penal. Entre otras cosas por que no caben subterfugios de marginaciones posibles, ya que no puede alcanzar más que a aquellos casos netamente laborales o políticos. Así, pues, no puede darse el caso de pedir amnistía quien haya sido expulsado de una empresa por otros motivos.

Y es triste que a estas alturas todavía se cuestione en las Magistraturas de Trabajo, si un hombre que fue privado de su puesto de trabajo por sus actividades antifranquistas, debe de ser readmitido o no. Y más triste todavía es que las centrales llamadas «mayoritarias», presionen a los trabajadores para que como UNICO medio de exigir su puesto de trabajo acudan a estas Magistraturas, todavía nidos del franquismo, para el trámite de sus casos. Y que el porvenir de todos estos españoles que perdieron su empleo por no ser tan cobardes como los demás, estribe únicamente en la suerte de que les

(Sigue en la página 2)



LLEGO EL VERANO

PARIS. — Llegó el verano: continúa la explotación. Y el «turismo» ha creado nuevos métodos de acumulación de capital, nuevas formas de chupar sangre humana a costa del trabajo de los ciudadanos. «Usted trabaja, nosotros acumulamos capital. Usted trabaja, nosotros bebemos sus horas de trabajo para alimentar el cuerpo del Capital amasando monedas». La nueva explotación también se llama «Amnistía laboral», «Ingreso en el Mercado Común»: no en vano el señor Martín Villa piensa que «a más democracia, más policía.»

42 ANIVERSARIO DE LA REVOLUCION: MITIN EN TOULOUSE

EN LA

SALA DE FIESTAS DE LA PISCINA MUNICIPAL DE TOULOUSE, organizado por la C.N.T. Francesa. Con los oradores siguientes:

Presidirá: Floreal Samitier Un compañero de la C.N.T. Francesa; Juan Ferrer, por la Regional Valenciana; José Bondía, Regional del Centro; Enrique Marcos, Secretario G. de la C.N.T.; Federica Montseny, por la C.N.T. de E. en el Exilio y un orador de S.I.A.

Por la tarde: INTERESANTE FESTIVAL FRANCO ESPAÑOL, organizado por Solidaridad Internacional Antifascista.

Cantadores: Cayetano Morales, venido de Madrid; Xavier Ribalta, de Barcelona; Ramón Aparicio, canción suramericana; María Cardó, del Capitol de Toulouse, Opereta; Lolita Martín, canción popular española; Candice, canción moderna francesa. Habrá igualmente un joto de Zaragoza. — Baile: Hortensia y Edith, folklore español; Marisol y Manuel González, baile clásico. Al piano, Mme Paquita Galcerán.

MERCADO COMUN: REPRESION, TENTACULOS, CREDITOS MILITARES...

MADRID. — El señor Rodolfo Martín Villa continúa su escalada de terror contra los trabajadores revolucionarios: nuevos créditos bancarios para acrecentar el aparato policial y paramilitar, nuevos proyectos de militarización de la vida cotidiana.

La prensa madrileña recoge su nuevo proyecto político-militar: la creación de un «espacio policial europeo», que recurriendo a métodos electrónicos de represión policial, lleve los recursos paramilitares a fronteras hasta hoy desconocidas. Comenta el semanario barcelonés «Interviú»: «Martín Villa contra el Movimiento Libertario: Declara el señor Martín Villa: «mientras vamos acercándonos a Europa, es necesario que pongamos en práctica un programa internacional de control policial». Comenta «Interviú»: «una consigna concreta: presentar al Movimiento Libertario y a la C.N.T. como un nido de terroristas... Servicios dependientes del ministro Martín Villa vienen dedicando a esta misión casi diez meses; se ha hablado de armas cuando no las había, se han atribuido los más descabellados atentados a personas culpabilidad no ha sido después probada, y, sobre todo, se ha fomentado la infiltración y compra de confidentes-provocadores».

Declara el señor Martín Villa: «En España, tras el proceso democrático vamos a tener más necesidad de Policía que en un régimen autoritario, ya que cuanto más extensa es la democracia más firme debe ser la policía y contar con más recursos». Comenta «Interviú»: «Un fantasma amenaza los pactos de la Moncloa: el fantasma de la central anarcosindicalista C.N.T.»

Paralelo a este proceso de escalada geométrica del terror policial, practicando el sabotaje jurídico, la militarización de la represión laboral, el «sindicato socialista» U.G.T. es avalado por el Ministerio de Finanzas para que los bancos alemanes (que, con los americanos y soviéticos son los más agresivos industrialmente del planeta) concedan créditos de varios millones de marcos para la expansión de tal «sindicato». Así mismo, el «sindicato» stalinista

(Sigue en página 2)

UN FRAUDE...

(Continuación de la 1ª página)

corresponda por sorteo dos de las veintitantas Magistraturas que hay en Madrid, que son las únicas que suelen dar algún fallo favorable a los trabajadores.

El fraude y la desesperanza, como puede apreciarse, son generales entre quienes se encuentran en esta situación, muchos de los cuales creían en la buena fé de esos líderes que votaron el 15 de Junio, y que hoy los tienen encaramados en los escaños del Parlamento o del Senado, sin que se acuerden de las promesas que hicieron durante sus campañas pre-electorales. Líderes que no sólo les vuelven la espalda, sino que les impiden realizar cualquier acción directa o de protesta, por que temen que pongan en peligro la seguridad de sus privilegios de parlamentarios legalizados. Claro que mientras que los trabajadores sin empleo pueden y de hecho algunos, pasan hambre y necesidades, ellos tienen los buenos sueldos de diputados y de líderes de sus partidos, aunque algunos pretendan engañarnos con decir que ganan tan poco que tienen que trabajar sus mujeres de «pantalone-ras».

Ahí siguen las cárceles. Y en la calle los farsantes...

Y la realidad, por mucho que se quiera adornar, es que todo sigue igual. Aunque eso sí, con otro nombre. Ahora ya no se llama fascismo o franquismo. Ahora es «democracia». Y sólo por que Camacho y Carrillo no tienen que esconderse, sino que van protegidos por sus propios guardaespaldas y por una escolta de la Policía. Y por que la «sufrida» y libre prensa «democrática», ya no da cuenta de sus andanzas clandestinas y de los disfraces y pelucas que tenían que utilizar para «esconderse», sino que ahora los trata de don fulano y don mengano, dando amplia información de su vida familiar, de sus aficiones, de sus pactos, de sus conveniencias, de sus visitas, y hasta de sus gustos culinarios. A todas horas nos los presentan en los medios de comunicación como «sufridos» prohombres y padrecitos de la Patria que se sacrifican constantemente por sus «masas».

Y, mientras tanto, los presos siguen en las cárceles y los trabajadores más honrados, los que no vacilaron en arriesgar su puesto de trabajo al luchar contra toda clase de injusticias, siguen sin una herramienta en la mano y sin un pedazo de pan que llevarse a la boca. Lo que da la impresión de que todo sigue igual, de que por mucho que se esfuerzen en presentárnoslo con otra imagen, aquí nada ha cambiado. ¿O es que ha cambiado algo? Aparte de su bienestar particular se entiende.

Nicolás CHOZAS

Madrid 17 de Junio 1978.

(Sigue de la 1ª página)

CC. OO. celebra su nuevo congreso, con participación, directa, de los policías sindicales moscovitas. El señor



Martin Villa lleva razón declarando que «la creación de un espacio policial europeo es paralelo al proceso de ingreso de España en el Mercado Común».

NUEVOS TENTACULOS CONTRA LOS CIUDADANOS

Tras esta somera exposición de datos, escuetos, precisos, pueden desprenderse las siguientes conclusiones:

1º — El Ministerio del Interior, el señor Martin Villa, han desencadenado una batalla criminal contra los trabajadores revolucionarios. Incluso la prensa burguesa (el semanario «Interviú», a pesar de su millón de ejemplares de tirada no es precisamente, un modelo de periodismo revolucionario dirigido y controlado por los trabajadores) se ve forzada a denunciar este proceso de criminalización directa. Dicha batalla es una escaramuza que ha costado ya varias vidas de militantes anarcosindicalistas, y, formando parte de la guerra social desencadenada por el Capital contra los trabajadores, goza de la complicidad criminal de los «sindicatos» protegidos por el Capital, financiera y administrativamente.

2º — Esta batalla contra los trabajadores revolucionarios forma parte de un proceso más vasto: programar la represión internacional. Mientras los procesos de acumulación del Capital programan financieramente la «integración» a Europa, se procede a un proceso de normalización de los trabajadores. La única organización que se enfrenta abiertamente a este proceso del terrorismo estatal, la C.N.T., es sometida al terror jurídico-paramilitar.

3º — Tal guerra desencadenada por el Capital, para instaurar sus nuevas fórmulas de acumulación, está amparada militarmente por una escalada del control y la racionalización del sometimiento policial, que, bajo la cobertura de

...EL MERCADO COMUN

un «espacio policial europeo», encubre las raíces de una militarización de la sociedad civil: acusación de «terroristas» a los trabajadores insumisos que no están dispuestos a someterse al terror de los bancos y al terror de los «sindicatos» normalizando a los trabajadores, convirtiéndolos en mano de obra sometida al Capital, creación de nuevos servicios policiales («laborales», «financieros», «sociales»), que proceden a extender nuevos tentáculos (electrónicos, audiovisuales) contra la vida de los ciudadanos. ■ ■ ■

JOAN FERRER Y LA INSUMISION ACTIVA Tras el Libro Libertario, la revuelta

PARIS. — La semana pasada celebramos en nuestro Centro Confederal de la rue des Vignoles nuestra Jornada del Libro Libertario, con dos actos-conferencias. La presentación del libro de Joan Ferrer y Baltasar Porcel «La revuelta permanente» (que puede adquirirse en nuestro Servicio de Librería), donde se narra la vida revolucionaria del primero, con su verbo incendiario, que los lectores de EL COMBATE SYNDICALISTA conocen bien, y la conferencia de nuestro compañero Fernando Ferrer consagrada a temas del libro libertario.

La cultura también es un vehículo de fraternidad. La cultura también es un instrumento que debe conducirnos a la libertad.

El libro de Ferrer-Porcel es un acto de combate: el primero deja ir su voz que, partiendo de la infancia, va evocando, deambulando, vagabundeando, reconstruyendo, la historia de una vida, la suya, que se cruza, entrecruza, enlaza y se trama con la historia de la C.N.T. en los años cruciales de la Barcelona heroica de los años de esplendor de la organización, los años heroicos de la Revolución del 36-39, los años dramáticos del exilio.

La obra se inicia con una cita de «La Revuelta» de Kropotkin, que dice así: «Nuestra acción debe ser la revuelta permanente, por la palabra, por el escrito, por el puño, el fusil, la dinamita y hasta, en ocasiones, por la papeleta de voto». Y su último capítulo se cierra con una cita del «Sistema de las contradicciones económicas» de Proudhon: «Si es necesario decirlo, la vida del hombre es una guerra permanente, guerra con la necesidad, guerra con la naturaleza, guerra con sus semejantes, y en consecuencia guerra consigo mismo.»

Tras ese marco, la vida de Ferrer cobra todo el esplendor glorioso de la insumisión activa, la insurrección generalizada que, nada paradójicamente, confina con el respeto por las viejas nociones de generosidad, apoyo mutuo, solidaridad. No en vano, el viejo anarquista cierra el canto de su vida, cierra el libro, cierra la evocación de una vida consagrada a la revolución, a través del activismo anarcosindicalista, en el seno de la C.N.T., con la evocación de los dorados días pasados, y le queda un melancólico pero firme recuerdo de respeto y cordialidad: «Nuestra vida, la de Elvira y la mía, ha sido llana y feliz en la medida en que puede serlo la de un hombre entregado a unas ideas y a una organización como lo que significa la C.N.T. En el aspecto amoroso estoy satisfecho. En el aspecto de lucha he sido muy fiel a mis convicciones, haciendo por ellas cuanto he podido, y a veces incluso más. Y ahora, a la edad de ochenta y dos años, a veces hago un pequeño balance, un balance rápido, y pienso que mi vida ha sido bien empleada. No me arrepiento de nada y estoy satisfecho de haberla vivido en todos los sentidos...».

¡Salud y Anarquía!... ■ ■ ■

Comunicados

F. L. DE MONTAUBAN

Invita a todos sus afiliados a la asamblea que tendrá lugar el domingo día 9 de julio 1978 a las 9,30 horas en la Sala Sellier de la Casa del Pueblo de esta villa. Dada la importancia del Orden del Día a tratar rogamos la asistencia de todos los compañeros.

F. L. DE ORLEANS

Convoca Asamblea General para el día 9 de julio 1978, a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE PARIS

Celebrará Asamblea el domingo 9 de julio de 1978, a las 9,30 de la mañana en el Centro Confederal, 33, rue des Vignoles, Paris.

F. L. DE MARSELLA

La F. L. de Marsella pone en conocimiento de todos sus afiliados y simpatizantes, que organiza Cares para el desplazamiento colectivo a la Jira Nuclear que tendrá lugar el 16 de Julio en Vieux-Moulin (Pont-de-Tavernes).

Para inscribirse, todos los días de la semana en el local social, 12, rue Pavillon, 2º piso.

Precio: 25,00 francos.

Salida a las 6,30 de la mañana, Cours St-Louis la Canabière.

JORNADAS INTERNACIONALES CONTRA LA REPRESION

Se celebrarán en la comarca de Osona (provincia de Barcelona) los días 22, 23, 24 y 25 de julio próximos.

Los hipotéticos beneficios económicos irán destinados a la campaña de solidaridad con los compañeros encarcelados y

a cubrir sus necesidades (abogados, comida, libros, etc...).

Para más información sobre las Jornadas, o mejor todavía, por si queréis participar en su preparación, dirigiros a: C. S. P. L. (F. L. CNT), C. Nou, 54, Vic (Barcelona).

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Atención: Por causas ajenas a nuestra voluntad la Asamblea se celebrará excepcionalmente este mes, el día 23 de julio, en el sitio y a la hora de costumbre.

COMISION DE RELACIONES AUDE-P.O.

De común acuerdo con la F. L. de Perpiñán y como todos los años celebraremos nuestra JIRA en Argelès-sur-Mer el próximo día 15 de Agosto.

Quedan invitados todos los compañeros y simpatizantes.

F. L. DE NARBONA

Esta Federación Local celebrará una asamblea el sábado día 8 de julio en el local y hora de costumbre.

F. L. DE PERPIÑAN

La F. L. de Perpiñán pone en conocimiento de los compañeros que con motivo de la JORNADA CONFEDERAL de Toulouse, está organizando un desplazamiento colectivo en autocar, por lo que desea que los compañeros que quieran efectuar el desplazamiento por este medio se den a conocer lo antes posible a la Comisión de la F. Local, en nuestro local social, 9, rue Duchalmeau, Perpiñán.

PARADERO

Interesa el paradero de Angelita Sanz Ralita, que en el 1938, vivía en Mataró. Ella, o quien sepa su paradero que lo comunique a Francisco Clemente, 23, rue Traversé de Pia, 66000 Perpiñán.

Estrecha colaboración de stalinistas y parlamentaristas contra los trabajadores revolucionarios

PRACTICAS DEL TERRORISMO CAPITALISTA

HYERES. — Hemos afirmado desde estas mismas columnas, en varias ocasiones, que el capitalismo internacional, en los años treinta, se sirvió de las legiones pardas y negras, para masacrar al pueblo español que había osado desafiar su poderío y a una Europa que se hallaba como hoy se halla bajo el imperio de Washington y Moscú. Nuestra querida tierra fue sacrificada. El tirano tuvo el sostén de las podridas democracias que impusieron la política del silencio en el foro internacional, ante el crepitar de los piquetes de ejecución que abatían nuestra querida juventud durante cuarenta años de terror y que ocultaban con la cortina del silencio los ayes de los presos sometidos a las más monstruosas torturas. Durante cuarenta años la Europa que hace alardes de democracia ha tolerado que se practicase el genocidio en el pueblo vasco y diremos que el genocidio se practicó en toda aquella España en la cual sus pobladores disfrutaban tan sólo de una libertad condicionada por la arbitrariedad y por el terror policiaco y falangista. La Europa democrática lamía las botas del tirano a pesar de que en aquella España no había un sólo hogar donde no se recordase un ausente víctima del terror o bien la ausencia de un exiliado.

Hasta aquí es el contexto de la tragedia de nuestro pueblo pero no es posible eludir que la época terrorista financiada y auspiciada por el capitalismo internacional es exactamente el mismo terrorismo que el capitalismo internacional practicó en Alemania e Italia imponiendo como peones de la internacional capitalista a Hitler y Mussolini, después de haber masacrado a los trabajadores italo-alemanes.

Tomemos nota de que el capitalismo practica el terror por doquier cuando sus intereses bastardos están en peligro. Pero si los trabajadores en legítima defensa replican de una manera enérgica entonces los trabajadores revolucionarios son tachados de criminales. La historia está repleta de argumentos en favor de los desheredados y que acreditan la tesis que sustentamos. Después de esos cuarenta años de terror bendecidos por las compañías multinacionales y por el Vaticano, a la muerte del tirano se repite la intervención en tierra hispánica, sin alarde de legiones armadas ni de bombardeos, pero sirviéndose del ejército mercenario franquista que ha reemplazado en la nueva operación capitalista a las legiones italo-nazis. A tal operación han actuado en primera fila los comunistas y los socialistas. Todos ellos cobijados bajo el manto real de un monarca que ha sido impuesto al pueblo español por el capitalismo internacional.

La tragedia española tiene un contexto internacional bien definido, veamos su origen.

EL PUNAL MOSCOVITA

A principios de septiembre de 1936 se celebró en Moscú una reunión extraordinaria del Politburó en la cual Stalin anunció su decisión de ayudar a la España antifranquista. W. G. Krivitsky, que era en aquella época el jefe del espionaje militar en Europa Occidental, recibió dos días más tarde, el mensaje siguiente: «Extendet inmediatamente todas vuestras operaciones para cubrir la guerra civil española y movilizar todos los agentes y todos los medios disponibles para la creación de un sistema rápido de aprovisionamiento para España. Pero se trata de velar por la buena utilización de las armas.» Desde este preciso instante se perfila el aniquilamiento de la revolución española que es lo que pretendía el capitalismo internacional que halló en Stalin su más fiel aliado.

El stalinismo que practicaba el asesinato en la propia URSS eliminando físicamente a la vieja guardia bolchevique, no quería correr el riesgo de que una España fuertemente influenciada por el espíritu libertario y con una poderosa organización obrera — la Confederación Nacional del Trabajo — pudiese sentar las premisas de una Europa libertaria y en consecuencia antistalinista. Es ello precisamente lo

ASESINATO DE TRABAJADORES

Pero existía otro peligro que el stalinismo quería ahogar. La actitud viril y heroica del proletariado español había despertado olas de simpatía en la Europa proletaria. Miles de trabajadores europeos abandonaban sus tareas profesionales para sumarse a los bravos luchadores españoles. Y este es el instante en que Stalin convoca a Yagoda — jefe de NKVD — y le da la orden de instalar una red policiaca en España. En el transcurso de una reunión celebrada en la sede de la policía secreta de Moscú es nombrado el agente

pañoles junto con los socialistas son los más firmes puntales de la monarquía impuesta al pueblo español por el capitalismo internacional. Pero será la clase trabajadora española quien dirá la última palabra que por los antecedentes que nos brinda la historia volverá a situarse en el primer plano de una Europa que se halla presta para el combate para abatir el poderío ignominioso de las compañías multinacionales afincadas en las cúspides de los Estados.

EL ZARPAZO SOVIETICO

La ayuda militar de la U.R.S.S. no fue gratuita, como no lo ha sido en el Vietnam ni en Egipto, etc. Como es archisabido, las armas fueron pagadas por adelantado y en oro. El oro del Banco de España fue embarcado el 25 de octubre de 1936 en Cartagena con destino a Odesa. Esta operación fue dirigida por el socialista Negrin, ministro de finanzas y de común acuerdo con todos los componentes del gobierno republicano. La cifra exacta que representaba el oro embarcado es controvertida pero al parecer oscila alrededor de 510 millones de gramos. Lo mismo puede decirse de la cantidad de armas rusas recibidas, pues tampoco se sabe la cifra exacta de armas. Una buena parte del material comprado con el oro español, era según testimonio del fallecido presidente vasco Aguirre y del propio Krivitsky un material viejo y con frecuencia inservible. Se asegura que su procedencia remontaba a la guerra de Crimea.

La U.R.S.S. por el hecho de formar parte del Comité de No Intervención, tenía que disimular el tráfico de armas y por ello la Internacional Comunista y la NKVD establecen en toda Europa una red de sociedades destinadas a la compra de armas y su transporte a la zona republicana española. En París, en Londres, Amsterdam, Zurich, etc., fueron constituidas grandes empresas controladas por Moscú, para el suministro de armas, como si se tratase de una operación comercial de país a país. Naturalmente, estos negocios eran montados con el dinero del Estado español. Aunque no se dependía exclusivamente de los rusos para el aprovisionamiento de armas se estaba encadenado a Moscú puesto que todas estas oficinas de armas estaban controladas por los hombres del Kremlin que podían en cualquier instante aumentar o disminuir las expediciones... Krivitski — jefe del espionaje ruso en Europa Occidental — se ocupó personalmente de las oficinas de armamento, cuyos principales beneficiarios fueron ciertos partidos comunistas, el Partido Comunista francés, entre otros, adquirió una flotilla de doce barcos mercantes que surcaron los mares por cuenta de la Compañía marítima «France - Navigation». Compraron además la casa del Partido Comunista francés y automóviles para sus dirigentes y fundaron el diario «Ce Soir». Todo ello con los fondos para compra de armas que Negrin había hecho depositar en manos de los dirigentes comunistas franceses, fondos que según Indalecio Prieto alcanzan la suma de dos mil millones y medio de francos y que cita Jesús Hernández en su libro «La Gran Traición».

Todo cuanto hemos descrito y documentado, poniendo al descubierto las criminales maniobras de los soviéticos se comprende perfectamente de que los rusos no tenían el menor interés en una rápida victoria de los franquistas y de sus aliados



que quiso evitar Stalin y el stalinismo que personaliza la nueva jerarquía clasista que sucedió al zarismo e integrada por todos los privilegiados nacidos al calor de la contrarrevolución rusa. La contrarrevolución rusa aliada del capitalismo internacional y atada por alianzas con los Estados capitalistas apuñaló la Revolución española para prestar un servicio a la reacción mundial. En una palabra que la U.R.S.S. para defender su política exterior se convirtió en el verdugo del pueblo español en el heroico instante en que el proletariado español de la ciudad y del campo se había levantado como un solo hombre empuñando las armas. Es decir que el stalinismo y el Partido Comunista español lograron lo que quizá no hubiese logrado el capitalismo internacional. Es lógico pues que en la hora presente comunistas y fascistas vayan del brazo pues sin la traición comunista no existiría un gobierno Suárez ni un Felipe González ni un Juan Carlos ni Santiago Carrillo.

Las órdenes que dio Stalin a Krivitsky fueron cumplidas. Las armas pagadas con el oro del Banco de España serán escamoteadas a los frentes en donde predominan los anarquistas. El frente de Aragón que era la clave del triunfo es inmovilizado por falta de armamento. Las armas serán entregadas a las divisiones del Partido Comunista por tratarse de una garantía contrarrevolucionaria. La primera parte de la conjura contra el proletariado español había sido planeada y ejecutada.

Nikalski que actuará con el nombre de Orlov para dirigir las operaciones policiacas en España que pasará a la historia como la página más bochornosa de los años treinta salpicada de asesinatos de trabajadores revolucionarios españoles y de trabajadores europeos incorporados a las filas del proletariado español. Pero existía una razón evidente para que el stalinismo procediera de tal manera... Stalin estaba aterrizado ante la posible influencia que ejercería en la mente y en el ánimo de los trabajadores europeos las realizaciones de la revolución española y el espíritu de libertad que matizaba aquella hora española y sin ningún género de dudas, europea.

Y como por añadidura se podía producir que los combatientes europeos estableciesen un parangón entre la ominosa dictadura stalinista y el naciente mundo español, Stalin tuvo miedo y quiso evitar que los trabajadores europeos se convirtiesen en los heraldos de la nueva Era social que florecía en tierra ibérica en medio de torrentes de sangre derramada por una juventud enamorada de la libertad y de la justicia social. Para evitar la revolución europea que avanzaba a pasos agigantados impulsada por nuestra querida y heroica juventud de los años treinta, esgrime el puñal o sea la policía secreta soviética que al unísono con los asesinos del Partido Comunista español, decapitan las filas revolucionarias en los frentes y en la retaguardia. Este puñal sigue en el aire puesto que los comunistas es-



nazi-fascistas, puesto que hubieran quedado aislados en Europa y las democracias burguesas se hubieran arrojado en brazos de Hitler y Mussolini como hicieron más tarde en Munich. Pero tampoco querían los rusos una rápida victoria de la zona republicana, teniendo en cuenta el peso que ejercía la base revolucionaria de la Confederación Nacional del Trabajo y de la Federación Anarquista Ibérica. Puesto que hubiera desembocado en la revolución social europea que la evitan suministrando a sus lacayos los comunistas españoles y de acuerdo con sus propósitos de estrangular la revolución dosifican el suministro del armamento y roban el dinero español que en aquellos instantes era sagrado, puesto que estaba en juego la vida de los combatientes, que tenían que batirse en condiciones de inferioridad por la sencilla razón de que los fascistas a pesar del Comité de No Intervención recibían grandes cantidades de armamento y la zona republicana se hallaba sometida a un bloqueo estricto. El dinero español fue robado por los rusos y por los partidos comunistas europeos que participaron en la fechoría.

LA REVOLUCION ESPAÑOLA

Al cabo de cuarenta años la Revolución Española continúa siendo la gesta que caracteriza las inquietudes revolucionarias del siglo XX y continúa siendo el jalón más prometededor en los anales del proletariado europeo. Pero la amenaza que pesa sobre la clase trabajadora española en la hora actual, reviste la misma gravedad que motivó la epopeya de 1936-1939.

DURRUTI



FRENTE DE MADRID
20 DE NOVIEMBRE 1936

...no nos asustan las ruinas
nosotros heredaremos la tierra."

De nuevo los marxistas se aprestan a colaborar con el capitalismo internacional. Felipe González acaba de declarar que los socialistas están dispuestos a gobernar con los fascistas. Hemos presenciado sus asquerosas piruetas en espera del visto bueno del capitalismo internacional para poder escalar el poder. Se despojan de las etiquetas leninista y marxista para ganar votos fascistas en unas nuevas elecciones.

Hemos querido situar los hechos amparados en la historia que es irrefutable y hemos querido recordar los trabajadores revolucionarios asesinados por los comunistas en esta hora preñada de amenazas para la clase trabajadora española que se caracteriza por la represión desatada contra la Confederación Nacional del Trabajo y contra los anarquistas... Y que acredita cuanto decimos de un ayer bochornoso que vuelve a repetirse teniendo como actores los mismos sectores coaligados ayer y hoy para entregar el proletariado español atado de pies y de manos al capitalismo internacional.

Jaime BALIUS

DATOS PARA UNA HISTORIA



¡a las
barricadas!

Negras tormentas agitan los aires,
nubes oscuras nos impiden ver;
y aunque nos espere el dolor y la muerte,
contra el enemigo nos llama el deber.

El bien más preciado es la Libertad,
luchemos por ella con fecho y valor.
Alza la bandera revolucionaria
que llevará el pueblo a la emancipación.

En pie el pueblo obrero a la batalla
hay que derrocar a la reacción.
A las barricadas, a las barricadas
por el triunfo de la Confederación.

78

FERMIN GALAN Y LA CNT

TOULOUSE. — Al hablar hoy del malogrado Fermín Galán, que fue fusilado en Huesca en el mes de Diciembre del año 1930, a consecuencia de la sublevación militar de Jaca, siendo Jefe del Gobierno el General Damaso Berenguer, que sustituyó al dictador Primo de Rivera, es con la sana intención, de contribuir y aclarar, la relación y los hechos que mantuvo con la representación de la C.N.T. y al mismo tiempo, dar un mentis a ciertos libros publicados, que no reflejan la verdad y atribuyen sus opiniones o suposiciones más que los hechos vividos. En honor a la Historia, hemos de hacer salvedad, a otro libro, que, a mediados de 1976 se ha publicado en París, que trata bastante ampliamente del problema y en general refleja lo vivido: «Records d'un sindicalista llibertari català. 1916-1943», Joan Manent i Pesas.

Entraron en relación algunos militantes de la C.N.T. con el capitán F. Galán, cuando se encontraba cumpliendo condena, en el tético y famoso Castillo de Montjuich (Barcelona) a raíz del fracasado complot contra la Dictadura en el año 1925, complot, denominado en la historia, la Sanjuanada, por ser el 24 de junio que debía de estallar la sublevación.

El azar en la Historia a veces puede convertir su trayectoria en nuevos derroteros o, en impactos que marcan toda una época y situación. He aquí, que el azar hizo, que el ordenanza del capitán Galán, estando preso, era miembro de la C.N.T., Joaquín Leal, y su hermano Antonio, era miembro de la Federación Local de Sindicatos de Badalona, (difuntos hoy los dos). Después de cierto tiempo de relacionarse y conocerse, (con Joaquín) empezó primeramente, a pedirle libros y más libros; libros, no nos faltaban, a más los personales, teníamos los de la Federación Local de Sindicatos que pudimos salvar cuando el golpe de Estado militar del General Primo de Rivera. Muchísimos libros le prestamos, y de todo leía, pero su predilección eran los de carácter social y en particular los de Bakunin y Proudhon. La relación más íntima y los temas de los libros, llegaron mutuamente a conocerse y a hablarse claramente; hasta que un día Antonio, nos comunica, que su hermano Joaquín le había dicho que Galán desearía tener una entrevista con nosotros. Y es así, como nació la relación. Se nombraron dos compañeros: Pedro Cané y Felipe Barjau, (los dos muertos en Méjico) ignorando Galán que los dos compañeros formaban parte, el uno, del Comité Nacional de Acción, (este era su nombre) y el otro del Comité Regional de Cataluña. Aunque en lo sucesivo, después de tratar los problemas que les planteó, y aceptar de continuar las entrevistas y aclararle quiénes éramos, se añadió a la delegación, Antonio Blanco, que murió en Alemania en el campo de concentración de Mauthausen.

POSIBLES QUEMAS

Ya que hacemos historia, debo relatar un hecho y que, se estableció como norma, que en lo sucesivo, na-

die iría más a entrevistarse con Galán, que los tres compañeros nombrados, con el fin, de evitar posibles quemadas de otros compañeros. Cuando se conspira o se actúa clandestinamente, todas las medidas que se tomen, son pocas frente a todos nuestros adversarios.

Otro episodio que caracterizó dicha época, que poco o nada se ha divulgado y que contribuyó enormemente a la reorganización y vertebración de la C.N.T. en el periodo de la dictadura de Primo de Rivera, fue la creación de grupos de Acción de carácter nacional, nombrándose un Comité Nacional, que los componían los compañeros: Armand Artal, secretario; Pedro Cané, Ramón Martínez, Antonio Blanco y además otros miembros del Comité Regional de Cataluña, que eran: Juan Serret, Juan Arqué (alias Bové), Felipe Barjau, que solamente se ocupaba de las relaciones exteriores y el firmante. Hoy todos ellos muertos. Dicho Comité, fue nombrado por el C. Regional de Cataluña por mandato de la Organización y responsable ante ella, siendo su residencia Badalona (Barcelona). Siendo su secretario hasta primeros de 1927, Juan Arqué (Bové) que lo remplacé, hasta la legalización de los Sindicatos de la C.N.T., que fue precisamente, Antonio Leal, que en su nombre se legalizó. Al poco tiempo, después se nombró un Comité Regional provisional, entregándose el sello de la Organización, a los compañeros de entonces: R. Magriñá (Rosquillas) y Bernardo Pou.

Pero volvamos a nuestra relación con Galán. Hasta 1927, que nombramos al Comité Nacional de la C.N.T., digo nombramos, porque se designó al Comité Regional de Cataluña para tal misión; ya veníamos sosteniendo relación con él, desde 1926, que nos permitía juzgar la seriedad del hombre y la envergadura de la empresa, por la relación conspirativa que sostenía con el exterior, y entre ellos, el General Queipo de Llano, que por cierto en dicha época sufría de manías persecutorias y tenía su residencia en un piso frente a la estación de Francia (Barcelona) y por los medios considerables que disponía en el propio Castillo de Montjuich, que se puede afirmar que estaban todos a su disposición. No obstante, la seriedad de las relacio-

nes y la franqueza de nuestra colaboración y determinación, en ningún momento, perdimos el norte de nuestra responsabilidad, y en ningún instante, olvidamos la situación crítica porque atravesaba la Organización: persecución, cárcel y exilio de muchísimos compañeros, y antes de contribuir en un movimiento de sublevación y la parte que nos correspondía aportar, que, en el fondo estábamos a merced de los otros, (armas, lugares estratégicos, etc.), debíamos bien de sopesar nuestra determinación antes de pronunciarlos.

HUELGA ALTOS HORNOS

Pedro Foix (Delaville) muerto en España en el mes de febrero 1978, no analiza los hechos, y de sus opiniones formula una síntesis, que en su libro «Apóstoles y Mercaderes», afirma, que todo el Comité N. de Acción, estábamos influenciados por Galán, a excepción de Pedro Cané; dice «que era el más sensato y sostenía el punto de vista del Comité Nacional, que era disuadirnos de colaborar a la sublevación», y que debido a nuestra actitud, «el Comité Nacional, rompió sus relaciones con el C. N. de A.». Primeramente debo decir, a quienes hayan leído el libro, (puesto que él ya no existe) que en el C. N. de A., siempre hubo la más perfecta camaradería y compenetración; si bien se discutían los problemas a fondo, siempre se llegaba a conclusiones que todos estábamos de acuerdo. En cuanto a la ruptura con el C. N. de A., aparte las discrepancias que existían que entibiaban nuestras relaciones, lo fundamental del problema era bien otro.

Como hemos dicho, desde 1927 que se nombró el Comité Nacional de la C.N.T. que estaba compuesto, por: Secretario, Juan Peiró, Antonio García Birlán (Dionisios), Serafin Castelló, Hermoso Plaja y Pedro Foix. Al poco tiempo de nombrar el C. N. época de clandestinidad y más en aquellos momentos, que se limitaban más a derrocar el régimen de Primo de Rivera, que a una labor sindical, forzosamente, al haber dos Comités en el área nacional, había dualidad de funciones, máxime, cuando toda la labor era de conspiración. Pero en el C.N. de A. dicha situación ya nos la habíamos planteado; porque el C. Nacional (podríamos llamarle orgánico) creía que le absorbíamos sus funciones. Y en efecto, lo que sucedía, es que antes de nombrar dicho Comité, desde hacía más de dos años, se le encargó al C. R. de Cataluña, de reorganizar la C.N.T. en España; y luego, más tarde, al crear el C. N. de Acción, como casi todos los miembros del C. Regional formábamos parte del N.

de A. fue éste que continuó dicha labor; y como en periodos de represión y clandestinidad, siempre hay imprevistos en la relación, los compañeros que aún no se habían puesto en relación con el nuevo C. Nacional o que habían sido detenidos o por otros motivos no mantenían relación con dicho Comité, se dirigían, aún después de haberlo nombrado, a aquél. Como ejemplo puedo citar, que, casi al final de 1929 o, a primeros del 30, que ya estaba en funciones otro nuevo Comité Nacional, cuando la huelga de los Altos Hornos de Sagunto (Valencia), vino una delegación a Badalona, compuesta por los compañeros B. Cano Ruiz y Acracio Domingo que puede testimoniar aquél de cuanto afirmo, por ignorar donde se encontraba el C. Nacional, y por la tarde, nos reunimos en casa de Angel Pestaña: éste, la delegación y el firmante. A la sazón, dicho Comité se componía: A. Pestaña, secretario; Progreso Alfarache, Juan López, Narciso Marco y creo que en cierto momento, Camilo Piñón.

LA SUBLEVACION

Durante más de un año que sosteníamos relación con el capitán Fermín Galán, antes de nombrar el primer C.N. de la C.N.T. en la época de la dictadura de Primo de Rivera, sabíamos el proyecto inicial de la sublevación expuesto y debatido más de una vez entre los compañeros responsables de la relación con Galán; que consistía, caso de no rendirse, bombardear el Gobierno Civil, Capitanía General y el Cuartel de Atarazanas. La misión de la C.N.T. era declarar la huelga general; reunir los compañeros por barriadas y apoderarse de los sitios estratégicos de Barcelona, y al mismo tiempo, concentrar un número bastante importante de compañeros en el interior del Castillo y salir juntos con las fuerzas sublevadas.

La Organización, si en algunas localidades, aún habían bastantes compañeros en activo y dispuestos a todas las contingencias, en general, el panorama no era muy halagüeño. Desde el año 1918, la Organización vive un vía-cruces, que se acentuó aún más, por el pistoleroismo libreño sostenido por la patronal y amparado por las autoridades; y por último, el golpe militar del general Primo de Rivera en 1923, donde los encarcelamientos, persecuciones y el exilio de los compañeros es masivo. Delante de tal panorama, no podíamos comprometernos (todavía en periodo de reorganización de nuestros efectivos) a secundar un movimiento, que sabíamos de antemano que no podíamos responder de la misión que se nos encomendaba.

Prosiguiendo nuestra misión de reorganización, se nombra el C. Nacional (1927) y al poco tiempo de entrar en funciones, se nos comunica a Badalona, que Galán quería entrevistarse con nosotros. Sube la delegación, y le comunica que iban a cambiar la guardia del Castillo y había que pasar a la acción lo antes posible. Se lo comunicamos al C. Nacional y a partir de este instante, aún se ahondaron más las discrepancias, agravándose su situación al plantear públicamente la polémica entre el compañero Peiró y Pestaña: «Deslinde de campos» y «Situémosnos», sostenidos por ambos respectivamente, que culminó con la dimisión del C. Nacional.

Si nuestros deseos y entusiasmo era llevar a cabo y colaborar en la sublevación para derrocar la dictadura y conseguir una más amplia libertad, la razón y la realidad de nuestra organización era muy otra, sobre todo, en la cantidad y medios que se nos pedía. Y así se lo comunicamos a Galán. Si todo ello lo narro, es para dar un mentis al libro de Delaville, de que, si Galán y nosotros había coincidencia de apreciaciones en cuanto a la sublevación,

cuando llegó el momento de su realización por la premura de tiempo que disponíamos para dar una respuesta y teniendo en cuenta cuanto queda dicho anteriormente, supimos calibrar las consecuencias, y francamente, aunque con dolor, se lo dijimos. Aunque, si bien no se llevó a cabo, nosotros continuamos manteniendo relación hasta que fue puesto en libertad.

Foca documentación existe de dicho periodo. Aparte las cartas que nos cursó Galán que se publicaron en facsimil en la «Colmena Obrera» de Badalona y al parecer también

gada en casa de Felipe Barjar, el día que salió en libertad del Castillo de Montjuich, y en tres o cuatro entrevistas, que más tarde tuvimos: Su idea, era organizar unos cuadros de jóvenes, para divulgar y propagar las ideas expresadas en su libro «Nueva Creación» que él las sintetiza así: 1. Propiedad en usufructo individual o colectiva; 2. A todos y a cada uno según su capacidad y su esfuerzo físico; 3. Administración de la riqueza por la propia colectividad organizada al efecto, positivamente, en sus dos aspectos sociológico y económico; 4. Hablando del Estado, sin

dríd a cursar la instancia separándose del ejército... De otro modo tarde o temprano, más temprano que tarde me fusilarán... Berenguer lo disuadió... y más tarde lo hizo fusilar». Su idea era darse de baja del ejército. Así nos lo dijo antes de marcharse.

FUSILAMIENTO

Para terminar, copio del mismo libro, el texto, que para mí que lo traté, refleja claramente quién era y cómo pensaba. «Galán se entregó a la autoridad de un monterilla de pueblo estando a dos pasos de la frontera. Horas después caía con el pecho atravesado. ¡Siempre confiado, siempre inocente y cándido! En toda su obra de solitario brilla una frase que es la única ventana abierta al infinito. Entre tantos párrafos de didáctica social como se acumulan en «Nueva creación», entre tantas frases atormentadas que se le atribuyen como afirmaciones o negaciones rotundas, quedan estas palabras de Galán en lo alto como antorchas: "No se puede confiar en los políticos, sean de centro, derecha o izquierdas. Todos son profesionales y llenos de egoísmo. Aún los de tendencias más humanas, los socialistas, entregan el poder luego de conquistado dolorosamente al más terrible de los monstruos: el Estado." Publicado en el «Heraldo de Madrid», 24 de marzo de 1930: artículo de Francisco Lucientes.»

La vida de Fermín Galán podía considerarse en tres épocas, sin que en ninguna de ellas dejase de comportarse como un hombre responsable. 1º Su vida en el ejército. Militar. 2º Su elaboración y evolución ideológica, preso en el Castillo de Montjuich. Política y social. Y última, será la Historia quién analizará y juzgará, no solamente a él, sino, a cuantos intervinieron y con su silencio dieron lugar a tal crimen, que en su época conmovió e indignó a toda la España liberal y progresiva.

VICENTET

LIBROS

«Les Espagnols en France», Guy Hermet	26 00
«Le Ministricule», Robert Escarpit	24 00
«Mauthausen. Les 186 marches», C. Bernadac	32 00
«Bakunin. La Internacional en España», Max Nettlau	32 00
«Las Colectividades campesinas (1936-1939)»	20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00
«Malatesta, vida e Ideas», V. Richards	25 00
«Historia del Movimiento Machnovista»	20 00
«El Terror bajo Lenin», Jacques Baynac	25 00
«Boletín de la Escuela Moderna», Albert Mayol	20 00
«La Revolución», Landauer	18 00
«La Anarquía según Bakunin»	30 00
«Mirando Vivir», R. Barret	20 00
«Revolución y contrarrevolución Cataluña (1936-1939)», Carlos Semprún	25 00
«Guerra de clases en España», Berneri	20 00
«Anarquismo: su filosofía, su ideal» (2 vol.), Kropotkin	35 00
«La Escuela Moderna», Ferrer y Guardia	20 00
«Para la Anarquía», F. Sabater	18 00
«Mujeres Libres en España 1936-39»	18 00
«L'Insurrection en Asturias», Manuel Grossi	27 00
«Le mouvement étudiant ou la révolution en marche», Mathilde Niel	7 00
«Le Camp des femmes» (Ravensbrück) t. II, C. Bernadac	20 00
«Une collectivité agraire en Espagne», Ballobar	18 00

Pedidos y giros a Roque LLOP
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.C.P. 9 232 33 V Paris.



EPOCA II - n.º 1 - NOVIEMBRE - 1975



han desaparecido. Por lo que se refiere a la Organización, en todo el periodo de la Dictadura de Primo de Rivera, fuera las convocatorias de las reuniones y aún se mistificaba el contenido, cuando tenían lugar, ni se levantaban actas de las mismas; y cuando habían problemas delicados que informar nos desplazábamos al lugar convenido. Por eso, cuantos libros se escriban sobre el particular, han de ser más bien testimonios, que de documentación.

CAPITANES Y C.N.T.

He leído otro libro publicado en Toulouse de Doméneq de Bellmont, titulado, «Cinquanta anys de periodisme català», que en la página 108, relata que los capitanes Galán y García Hernández pertenecían a los Grupos de Acción de la C.N.T. Y, así se hace la Historia, con mayúscula. Le sería difícil probar tal aserto. Porque si bien tuvo relación con compañeros y organismos de la CNT por una causa que nos era común a todos, el de la Libertad, ninguna vez nos dijo que compartía nuestras ideas y que quisiera formar parte de nuestra organización. No porque les desdénásemos o desconsiderásemos, no, porque probaron hasta el último instante de su vida, que eran dignos de enaltecer y prestigiar con su presencia no importa que organización. Para aclarar cuanto relato, citaré la conversación que sostuvimos algunos compañeros con él hasta la madru-

negarlo, dice, «que lo quería lo más débil posible». Textos del libro «Nueva creación». En la conversación o discusión que tuvimos — más discusión que conversación — nunca pronunció una palabra, que los presentes, pudiéramos suponer, que integraría nuestros rangos. Y del capitán García Hernández, ni teníamos noción de su existencia. Porque estamos seguros, que de haber estado organizados o en relación con nuestros organismos, lo de Jaca no hubiese sucedido; y los emisarios, que habían de notificarle que no secundarían el movimiento, no hubieran llegado tarde. Porque, como en Montjuich, aún disponiendo de las fuerzas de la fortaleza, le disuadimos de provocar un hecho aislado, malogrando otras posibilidades futuras y evitar víctimas. Cosa ésta, que todos los políticos de ese tiempo no lo impidieron, ni hicieron nada efectivo para impedir tal crimen, con tal que les sirviera a sus designios.

¿Quién era Fermín Galán? A su madre, la consideraba como una santa. El día que salió de presidio, después de pasar toda la noche juntos, al despedirse nos dijo: «Me marcho a Madrid, que mi madre estará inquieta.» Pero donde refleja bien su personalidad es en el libro «Tipos Españoles» segundo tomo, de Felipe Alaiz. Copio: «En nuestros tiempos las graduaciones no son compartimentos estancos, y sobre el falso prejuicio de la disciplina flota el valor hombre «continuo». Vengo a Ma-

POESIA

NO SOMOS MASAS

¡Qué bello es sentirse libre...
conviviendo en libertad!
y ver como nuestros hijos
más libres la vivirán.

Ellos serán quienes rompan
las leyes y el ritual...
que con tanta diplomacia
nos han querido inculcar...

Con leyes que nos oprimen
sin dejarnos respirar...
ni expresar nuestros deseos
ni abrazar un ideal...

Quieren que seamos «masas»...
que se dejan arrastrar...
por el cacique de turno
que sólo desea lograr...
el vivir siempre del cuento
sin tener que trabajar...

Por eso propician «masas»
que se dejan engañar...
y que van como corderos
a las urnas a votar...

Y después con sus consignas
les van racionando el pan...
que con tanto sufrimiento
a diario han de ganar...

Y poco a poco se dejan
la salud sin disfrutar...
de una vida que sus «amos»
manipulan sin piedad...

Vida que es de la fábrica...
del terruño... o de la mar...
a cambio de un pobre sueldo
que al tomarlo hace llorar...

Peró la «masa»... que piensa...
también les hace pensar...
y temer que se rebelen
contra tanta suciedad...

Y que mande a hacer puñetas
a tanta «legalidad»...
y a todos los jefecillos
que los quieran gobernar...

Por que hagan... lo que hagan...
nunca podrán sofocar,
el proceso libertario
que empuja a la Humanidad,
a luchar sin desmayarse
por lograr más Libertad.

J. M. Chozas Carmona
Madrid, 12 junio 1978.

LA NOSTALGIA DEL REGRESO

PARIS. — Tras una ausencia de muchos años la tierra de origen nos ha parecido recuperada. Influye, sin duda, el baño de francesismo que lo aciago nos deparó. Pero el lugar primitivo nos ha reconocido y recuperado. Penosamente, es cierto. La gente de época es escasa y cenicienta, las generaciones vitales son otras; pero hay que adaptarse... en tanto duremos.

Poner pies en Orly o en Austerlitz, después de un cordial periplo se hace con extrañeza. Se percibe un no se qué de rechazo. Sin que lo recién abandonado nos aceptara de lleno. Situación ambigua, la nuestra.

Durante los primeros días de Francia, esa no cuaja. Las calles de nuestro tránsito disgustan, y la gente obrera, con sus partidos ruidosos e inanes, con sus sindicatos pasados por agua. La C.N.T. de aquí, que podría identificarnos, es mínima. Estimamos, sí, a sus adherentes. Mas ello no compensa el bien confederal allá dejado.

Y no es que la Confederación española nade, humanamente, en la abundancia. El crimen del «Scala» le ha producido un parón alarmante, dejándola en posición tercera frente a los sindicalismos domesticados. U.G.T. y CC.OO. campan por sus respetos en el campo de la inconsciencia obrera. Lucen centenares de miles de inscritos en sus registros, barajan algunos millones en competencias comi-ugeteras. La CNT se antoja desconsiderable desde Blas Piñar hasta Carrillo-Felipe, pasando por Suárez. Siendo lo real que temen nombrarla por lo que supone. En vapuleos y silencios, todos nuestros contrarios andan de consumo.

En realidad, todo lo que balumba, partidos y sindicales, se nos antoja bluf democrático, pilares inconsistentes. No es serio todo eso. Suárez lo controla por concesiones hechas. La oposición le rinde modosa pleitesía. Creemos haberlo dicho: en España no ha habido revolución de abajo sino favor de arriba, y ello explica cobardes actitudes. El propio sindicalismo abulta sólo en propagandas, en exteriorizaciones curanderas. Los centenares de miles de proletarios marcados CC. OO. y U. G.T. son nada en los libros de cotización, puesto que los carnets se distribuyeron a voleo, cual hojas de propaganda. En la propia C.N.T., edificada con aportación personal voluntaria, los cotizantes formales no exceden del 50 por 100. Las huel-

gas formales en las sindicales politizadas son inconocidas, y las informales, sin ton ni son, resumen un día de escándalo callejero con tolerancia de la G.C., motivando la ocurrencia de un destroce de carnets ugecomisionistas considerable por disgusto de la gente obrera, máxime al percatarse ella de que el error procede de la dirección sindical y no de la asamblea, comportando, ridículamente, la recuperación del día es-



trouendosamente holgado. Evidentemente, ese sindicalismo apócrifo que hoy impera está destinado al fracaso. Si la C.N.T. se aguanta en seriedad, dentro de poco sus cuadros serán poderosos como lo fueron antaño. Por lo demás, la desorientación obrera que observamos es explicable: la gente de hoy es recién nacida en la lucha, y así la experiencia hará el resto. Sobre todo en Cataluña, el rebañismo no tiene explicación plausible.

Referente al predio igualadino, la consideración popular nos ha distinguido. Se observa ausencia de juventud en el propósito que nos anima, en la pasión que nos embarga; pero en general se nos acepta. El vaho periodístico y radiofónico que nos abrumara ha infundido curiosidad y respeto, y la insistencia falangista de un cura fracasado y de un joven con legañas clericales acusándonos ambos de muertes alevosas, incendios profanos, violaciones de vírgenes de madera y otros excesos, no encuentra el menor eco en la opinión pública.

En la Federación Local Obrera hemos encontrado leal estima sin distinción de jóvenes ni maduros. Durante un mes nos hemos entendido perfectamente. Vemos en ellos vocación anarcosindicalista y dedicación a las tareas sindicales. Su orientación es buena, y si por ahora las vacas gordas están ausentes, no hay que dudar que se aproximan. Los

desaciertos de las sindicales de enfrente y la historia cenetista local son alicientes recuperadores. Incluso la Casa Sindical que el Vertical levantara sobre terreno cenetista será nuestra, y entonces todos los asalariados igualadinos tendrán cabida en esa mansión que nos pertenece. Para facilitar esa readquisición importante, nuestra Federación activa la aprobación de sus estatutos a fin de obtener la personalidad legal que aducir ante notario. Los compañeros igualadinos van comprendiendo el terreno que pisan.

En visitas hechas al Ateneo Igualadí de la Clase Obrera, entidad de recio abolengo cultural hace un año sustraído de la garra falangista, hemos comprendido la enorme tarea que a los ateneístas de corazón les corresponde. Adhesiones no les faltan, pero la tarea de recuperación con la que se han enfrentado es difícil. La juventud actual desconoce el significado altísimo de esta entidad igualadina, la primera en Cataluña, sin pretender quitar prestigio al Centro de Lectura de Reus. La tarea primordial reside en el levantamiento del sistema escolar que en 1939 fue víctima del cretinismo falangista. De momento se trata de reabrir clase de párvulos y grados siguientes, tratándose luego de alcanzar graduaciones superiores según el sistema Montessori antiguamente usado. Teatro y Conservatorio de Música funcionan bajo la égida de empresas particulares, y el Jardín ha sido sustraído a una empresa también exótica que lo destinara a bailoteos y jaranas. Actualmente ese notable campo abierto se aplica a fiestas infantiles y otras manifestaciones o goces familiares. La Biblioteca, muy martirizada por el cretinismo falangista se está rehabilitando a medida de lo posible para conseguir la importancia de que disfrutara antes del 1939. Las fiestas de reencuentro se suceden en el Ateneo, habiendo nosotros tenido ocasión de asistir a una cena muy afectiva concurrida por más de 300 ateneístas de ambos sexos. Es de notar la participación activa de las mujeres en la reivindicación del Ateneo.

Referente al problema de las lenguas — catalana y castellana — hemos comprendido que los encononazos ogaño difieren favorablemente de los de antaño. La tónica, ahora es de una mayor comprensión. El acto que dimos de la C.N.T. en la Casa Sindical de Igualada fue cumplido enteramente en lengua autóctona dada la característica del público y los oradores. Los castellanos actuales comprenden en doble sentido, y los catalanes igualmente.

En lo particular nos incumbe recabar derechos de jubilado que el Ayuntamiento del lugar con toda cortesía nos niega. Aduce el alcaldé no disponer (nosotros) de la hoja de licenciamiento, y cita la falta, en el registro municipal, de las nóminas correspondientes a los meses de marzo, abril, mayo, junio, julio de 1936, y subsiguientes; defectos que ni minimamente nos corresponden. Lo cierto es que trabajamos a cuenta de la Casa Municipal contratados por la misma en agosto de 1925, y en cuya condición de empleados figuramos hasta diciembre de 1938. De la no posesión de la orden de despido y del extravío de las nóminas citadas, no es lícito hacernos pagar el gasto; y habiendo orden superior de abonar a los antiguos empleados la jubilación correspondiente y no la simbólica que se nos concede, todo esfuerzo será poco para lograr que nuestro perfectísimo derecho sea reconocido. Estamos acostumbrados a bregar, y para las causas de justicia no solemos concedernos reposo. La vida es dura y hay que afrontarla, pese a su dureza.

R. LL.

JUAN FERRER

NECROLOGICAS

JUAN COLOMÉ

El compañero Juan Colomé, nació en Sant Pere de Ribes. Murió el 29 de abril en Vilanova i la Geltrú al lado de los suyos. El entierro se efectuó el 30 del mismo mes. Aparte sus familiares, asistieron a él amigos y compañeros idos del exilio quienes le acompañaron a su última morada.

Poco sabemos del Colomé de antes de la guerra y la revolución, por haber conocido al malogrado compañero en el exilio. Sabemos sin embargo que militó en la C.N.T. desde muy joven, y que, desde el 18 de Julio del 36, aportó a la causa libertaria lo mejor de su saber y de su vida. En el momento del alzamiento fascista estuvo presente en las luchas de Barcelona. Dispuesto a continuar la lucha en el frente, la Colectividad de Vilanova i la Geltrú, lo requirió para que se hiciera cargo del trabajo administrativo de la misma, en la que trabajó con el entusiasmo y amor puestos en la obra revolucionaria. La Colectividad a su cargo, fue próspera y útil tanto para la retaguardia como para el frente.

Pasó la frontera francesa, con el grueso del ejército y del pueblo en retirada. Como la mayoría, en el destierro, fue a parar a un campo de concentración. Compañías de Trabajo luego, resistencia hasta que a la Liberación pudo normalizar su vida. Su trabajo fue en el campo y en la construcción particularmente.

Afiliado a la F. L. de Paris, militó en Ste-Marthe y en el Centro Confederal de la rue des Vignoles, cuando la C.N.T. se trasladó al nuevo local. Fue Secretario de la F. Local de Paris y actuó como un activo militante en ella hasta su traslado definitivo a Perpiñán, en cuya F. Local fue miembro activo hasta su ingreso al Hospital del que salió para ir a morir al lado de los suyos en Vilanova.

En Paris, Colomé, ayudó eficazmente a la Administración de «El Combate Sindicalista» y al Servicio de Liberación, trabajo al que se entregó con entusiasmo, por lo que tuvo nuestro reconocimiento y amistad enteros. El contacto diario con el compañero y amigo, nos hizo conocer al hombre en todo su interés. Aunque

no muy expresivo, reflejaba su entereza, su bondad y la ecuanimidad en sus opiniones. Por su carácter y manera de ser, se ganó la simpatía y estima de todos los compañeros.

Trasladado a Perpiñán, lo visitábamos cada vez que teníamos de pasar por la capital del Rosellón. La distancia, nos impidió de seguir el curso de su enfermedad.

A la muerte de Franco y el resurgimiento de la C.N.T. en España, visitó varias veces el país. No hubo acto ni manifestación confederal a la que no estuviera presente.

Con todo, la enfermedad que lo tenía postrado en una cama del hospital de Perpiñán, era de las que no perdonan. Viéndose morir, quiso hacerlo al lado de los suyos en Vilanova i la Geltrú, donde reposan sus restos mortales.

A los familiares nuestro más sentido pésame, y que la tierra le sea leve al buen amigo y compañero desaparecido.

Les Français et la torture

Les Français n'aiment pas qu'on leur parle de torture — de torture française, j'entends. Pour ceux qui ont connu la guerre la torture est allemande et ne peut être que cela : Dachau, Auschwitz, Buchenwald, Hitler, le SS, la Gestapo... (Une idole, un symbole : Jean Moulin qui n'a rien livré de ses secrets sous la torture et qui est mort sous la torture...) Pour les tout jeunes, ceux qui n'ont connu aucune guerre, la torture est un produit exotique, une chose qui se passe à l'étranger, au Mexique, au Chili, en Argentine, au Cambodge, en Iran, en Indonésie. Pour nous, qui sommes de la génération intermédiaire, trop jeunes pour avoir connu la guerre, trop âgés pour participer sans frémir à un idéal d'innocence qui s'imagine que ces choses-là se passent toujours au loin de nos frontières, la torture n'est ni une spécialité exotique, ni une exclusivité hitlérienne : c'est une page vécue de notre passé d'homme, une réalité « française », une chose vivante et proche. Nous l'avons vue de nos yeux et entendue de tout près (... oh, ces horribles cris qui restent gravés à jamais dans un petit coin de votre peau...) nous qui avons eu vingt ans dans les Aurès.

N'en déplaise à nos ministres des armées — avant Bourges, il y a eu Chaban Delmas, Debré, Messmer, Bourges-Maunoury, etc... qui tous ont eu le réflexe de faire protéger par la voie judiciaire ce qu'ils appellent « l'honneur de l'armée » — n'en déplaise à Monsieur Yvon Bourges, actuel dépositaire du titre, il n'est « ni invraisemblable, ni inexact, ni impossible » que le journaliste communiste Henri Alleg ait été torturé, ainsi qu'il l'affirme, en 1956-1957, à Alger, par le lieutenant parachutiste Erulin aujourd'hui colonel parachuté au Zaïre.

Le ministre des armées Yvon Bourges est du reste le seul à contester une vérité historiquement établie. Des généraux bien informés comme Massu ou Bigeard l'ont écrit dans leurs mémoires. Quant au colonel Erulin maintenant au Zaïre, il a répondu aux journalistes qui l'interrogeaient sur ce point par un « No comment... » qui en dit long sur le brillant passé de ce baroudeur. Il n'est jamais agréable de rencontrer un fantôme et de se retrouver, même vingt ans après, face à face avec la victime qui en a réchappé... Ce qui frappe dans ce face à face et dans ce regard en arrière vers un passé somme tout récent, c'est le besoin d'innocence du bourreau et de la victime.

Militaire en activité, le bourreau n'a pas de souci à se faire. Il est immédiatement pris en charge par sa hiérarchie et bénéficie de l'appui inconditionnel de son ministre, le ministre de la Défense du moment. C'est le comportement de celui-ci qui est intéressant et significatif : en portant devant la Justice une affaire qui correspond à des faits vérifiés, historiquement certains, il sait pertinemment qu'il se livre à un ballet à la fois macabre et ridicule. Il le fait pourtant, sachant que l'opinion publique française attend de son ministre qu'il défende à travers l'honneur de l'armée la **bonne conscience des Français**. Qu'il mente, qu'il joue, qu'il nie l'évidence, pourvu qu'il nous dise que ces saletés-là ne sont pas françaises !... Curieux besoin d'innocence, si fort qu'on peut à la fois savoir et faire semblant d'ignorer.

Journaliste français torturé (à la limite de la vie et de la mort) par des soldats français et par des policiers français, Henri Alleg en a réchappé, Henri Alleg est vivant, Henri Alleg parle. Et comme il est éditorialiste à l'Humanité ses phrases portent loin et ses accusations dérangent. Pour une fois qu'une vraie victime parvient à recréer un face à face public avec un vrai bourreau, tortionnaire reconnu, on est tenté de trouver cela chouette et de se réjouir. A la réflexion pourtant, en se reportant à 1956 et en se mettant en pensée dans la peau de la victime, on se prend à s'interroger sur le surprenant manichéisme qui conduisit le militant communiste de 1956 à faire porter à un jeune officier

mercenaire l'entière responsabilité d'exactions inséparables de tout contexte et de tout un système de « pacification ».

Ne faut-il pas distinguer plusieurs niveaux de responsabilité dans la généralisation de la torture entre 1954 et 1962 en Algérie ? La responsabilité de l'exécutant, la responsabilité du commandement civil-et-militaire, la responsabilité de l'autorité politique. Erulin, Massu, Guy Mollet. L'officier parachutiste a branché la magnéto et appuyé sur la gachette : il ne le nie pas, il ne s'en vante pas. Il a fait un travail très propre, il a fait son boulot. Le détenteur des pleins pouvoirs civils et militaires a élaboré un système de lutte contre la guérilla, préconisant, à un type de situation particulière des méthodes de combat particulières, et recevant pour ce faire le feu vert du

« La bonne conscience communiste rejoint curieusement la bonne conscience des Français... »

« Un étrange besoin d'innocence porte aujourd'hui à dissimuler les responsabilités politiques d'un parti. »

« ...Il faut rappeler que le camarade Jacques Duclos et autres ont armé le bras du parachutiste... »

pouvoir politique en place. Ce feu vert porte un nom, dans les déclarations gouvernementales de l'époque : « les pouvoirs spéciaux », votés le 12 mars 1956 par le Parlement français, à la demande d'un gouvernement socialiste qui regroupait autour de Guy Mollet des ministres devenus célèbres, Pierre Mendès-France et François Mitterrand, entre autres.

Des pouvoirs très spéciaux, puis-

qu'il s'agissait de donner aux militaires toute liberté d'action qui aboutisse à mater la rébellion algérienne. Guy Mollet obtint ce vote à une majorité écrasante, au nombre de laquelle les voix des députés communistes. Dans l'explication du vote qu'il donna ce jour-là à l'Assemblée Nationale, Jacques Duclos exposa que l'important pour les communistes était « l'unité d'action ouvrière et populaire et l'unité de lutte des

AIRE LIBRE

F. L. DE BURDEOS

Dia 9 de julio: Parentis sur Born, a las 7 horas.

Dia 23 de julio: Mitin y Festival de Toulouse, a las 5 de la mañana.

Dia 6 de agosto: Lago de Ispes, a las 7 horas.

NUCLEO DEL ALTO GARONNE-GERS

MITIN Y FESTIVAL, 23 de julio, en conmemoración de la Revolución Española, que en números próximos iremos dando detalles del mismo, con precisión en oradores y artistas para el festival de la tarde.

Reservar las fechas.

Jira conmemorativa de las Jornadas de Julio 1936

Tendrá lugar el DOMINGO 16 de Julio de 1978 en el agradable y sombreado sitio del «Vieux-Moulin» PONT - DE - TAVERNES (Gard).

Organizada en conjunto por las Comisiones de Relaciones de los Núcleos del Hérault-Gard-Lozère y de Provenza de la C.N.T.E. exiliada.

Juegos infantiles, Baños en el río Gardón, Música variada, Comida campestre, Alocución en relación a la conmemoración, Radio-'crochet', «Buvette» y Tómbola pro-C.N.T. de España.

Fraternal invitación a los afiliados de las Federaciones Locales, familiares y simpaticizantes.

¡Todos a la gran Jira confederal y libertaria!

UNE JEUNESSE QUE L'AVENIR
inquiète TROP SOUVENT...



travailleurs communistes et socialistes ». Vote massif, vote démocratique, vote populaire, d'une majorité de gauche. L'armée recevait carte blanche pour normaliser l'Algérie. Quelques jours ou quelques semaines plus tard, le militant communiste Henri Alleg hurlait sous les coups et la torture — dont est seul responsable, selon lui, le jeune officier d'active Erulin, maintenant colonel au Zaïre.

C'est là que le raisonnement ne tient plus et que la **bonne conscience communiste** rejoint curieusement la bonne conscience des Français dont nous parlions des haut. Un étrange besoin d'innocence porte aujourd'hui Henri Alleg à dissimuler les responsabilités politiques d'un parti auquel il a décidé de rester fidèle et auquel il semble avoir beaucoup pardonné. C'est son droit le plus strict.

Disons même que cela témoigne d'une générosité héroïque et que tout le monde n'en est pas capable. Mais à partir du moment où il prend la plume, devant un demi-million de lecteurs, pour porter des accusations et dénoncer des responsables, il doit étaler toutes les responsabilités, les vraies responsabilités, et celles du parti communiste ne peuvent être laissées dans l'ombre, puisqu'elles sont historiquement, officiellement et publiquement établies. Aussi désagréable que cela puisse être, il faut rappeler à Henri Alleg — sans rien enlever à l'admiration que nous portons à son courage devant la torture — que ses camarades Jacques Duclos et autres ont armé le bras du parachutiste Erulin. Puisque c'est la vérité, il faut la dire. Nous sommes en tout cas quelques-uns à ne l'avoir pas oubliée.

J. V.

(Extrait de « Le Réfractaire », n° 40 - Juin 1978.)

NI A ZARAGOZA, NI AL CHARCO (IV)

Nuevas máscaras para ejercer la misma represión

Intervención de Modesto Pascua

TOULOUSE. — Este joven compañero de Zaragoza ya habla desde hace 34 minutos. Sin preparación alguna dice las cosas del día tal como le vienen al pensamiento. Acento eminentemente maño, con calor en las palabras, ha repasado y explicado la forma de organizarse en todos los niveles de trabajo y la necesidad de hacer frente al pacto de la Moncloa que entrega atados de pies y manos a los trabajadores a merced de la patronal, del capitalismo internacional y del dinero en sí. Ha criticado a los partidos de izquierda — a los de derecha ya no los tiene en cuenta — por la sumisión que han demostrado aceptar a los pies de su majestad. Niega que sean democráticos tal como esencialmente esta palabra debería ser. Hace un somero estudio de la crisis económica muy natural en el sistema capitalista. Alude también a las sindicales que no buscan más que hacer de los trabajadores una masa de hombres tranquilos y de sus organismos, una especie de compañías de seguro tranquilizadoras de la burguesía.

Y así, así, el compañero Pascua continúa:

«No queremos arreglar la crisis, no queremos apoyar a las pequeñas, a las medianas ni a las grandes empresas. No queremos ayudar al capitalismo, al revés, queremos tirarlo, y no nos importa, como ya lo han dicho otros compañeros, «no nos importa las cenizas porque nosotros heredaremos la tierra». (Aplausos y bravos).

Para poder llevar a cabo el pacto social había que meter en corsé a la clase trabajadora, a esa clase que tan combativa se había mostrado en estos últimos tiempos. Este corsé ha sido tejido por el gobierno, los políticos y los «sindicatos», excepto la C.N.T. En el pacto se quiere neutralizar la acción de la clase trabajadora que a través de las asambleas de fábrica y de taller, a través de las asambleas generales, de los delegados revocables, ha salido desbordando a los políticos y camina directamente hacia la emancipación de los trabajadores. La patronal se dio cuenta y por eso da cuerpo a los sindicatos amarillos. Incluso dando millones y millones de pesetas.

NEUTRALIZAR A LOS TRABAJADORES

El pacto de la Moncloa ha sido preparado por un gobierno que representa a la derecha y en este caso es normal que la defiendan. Ya no es tan normal que también lo defiendan los partidos, los hombres y los sindicatos que se dicen pertenecer a la clase trabajadora.

En el pacto se oficializa el comité de empresa. Pero, ¿para qué? pues para neutralizar las decisiones de la asamblea de trabajadores y para hacer de rompe-huelgas pues que se le da potestad para interceder entre el patrón y el obrero. Con el comité de empresa, a los obreros no se les deja ningún derecho, no le queda al obrero ningún recurso legal para enfrentarse con su explotador.»

Pascua es muy aplaudido y después continúa:

«La asamblea es fuerza y unidad para poder llevar a cabo los convenios que libremente escojan los trabajadores. Lo de los comités de empresa es traducir en el mundo laboral las prácticas parlamentarias burguesas.

Nosotros rechazamos ese pacto que no es más que una ratonera contra el pueblo que trabaja. Haremos al revés; es necesario que al margen de ese pacto pongamos nuestros comités de empresa que serán de los auténticos trabajadores que sobre defenderlos preparen la transformación económica, social y moral que tan necesaria es contra la crisis que nos agobia.»

(Aquí el viento del Moncayo se ha enfurecido y no nos deja oír durante unos momentos lo que dice el orador).

«... Es el sindicalismo revolucionario

El atentado de la «Scala» ha sido orientado, manipulado, sobado, por el poder y por sus agentes, numerosos y bien empapados: «Que lo sepan de una vez: lucharemos contra los grupos represivos y por el respeto a la persona y a su inalienable libertad de expresión y de organización.» Refiriéndose a las huelgas dice:

«El día 5 hubo una huelga de una hora, o sea de tipo europeo, avisada con un mes de tiempo y diciendo que no se intranquilizara a nadie por ella. A estas huelgas se les llama así porque de alguna manera hay que llamar a las cosas, pero de huelga no tiene nada. Son «huelgas» decidi-

sencillamente con las cuatro medidas siguientes:

- 1º Acabar con el pluriempleo que ocupa a más de medio millón de cabrones (aplausos y risas). Más del 90 % de este medio millón son de las fuerzas represivas.
- 2º Terminar con el destajo y con las horas extras. Además de ocupar los puestos por avaricia, agota la salud de forma que los que trabajan muchas horas y los destajistas se estropean y a los 45 años ya no valen ni para casársela. (sic). (Aplausos y risas)
- 3º Rebajar la jornada laboral. Con 35 horas semanales ya habría bastante.
- 4º Edad de jubilación con el 100 por 100 del salario real y no con la mierda que dan ahora, a los 60 años de edad para los trabajadores normales y a los 55 para los que han ejercido un trabajo penoso.

Con estas medidas habría más de 2.000.000 de puestos de trabajo disponibles cosa que solucionaría el problema.

¿Por qué no se ha solucionado? Porque al capitalismo le interesa conservar un ejército de parados para reserva y para provocar miedo al que trabaja: miedo a quedarse sin trabajo y ver su puesto ocupado por otro. No obstante, como suponemos que esto por las buenas no se va a acabar, la C.N.T., aparte el planteamiento hecho, tiene que invitar a los trabajadores a pasar a la acción. A la acción directa. De momento informar, organizar, y después pasar a acciones más contundentes.

UNION DE LOS EXPLOTADOS

Y para ello, unión, unión de todos los explotados hasta conseguir una sociedad justa y sin explotación. ¿Por qué no se da esta unión entre obreros? La respuesta es que la culpa recae en los partidos políticos llamados obreros y hasta revolucionarios como el actual flamante partido de Carrillo. Cada partido tiene interés en que el sistema actual continúe, de lo contrario se jodió la merienda.

La tierra y las fábricas han de ser patrimonio común de toda la clase obrera. Desaparición del impuesto sobre el trabajo, que ya es cojonudo que además tengamos que pagar por trabajar.

Quisiera hablar brevemente, porque hace fresco, (estos maños que al frío le llaman fresco) del 14 de abril. Aquí para nosotros no es problema de monarquía o república. No es cuestión de que en el gobierno haya Adolfo o Felipe, Juan o Manolo; es problema de estructura.

Para el obrero no cambia nada el que se quite la monarquía y se ponga república. Seguirá todo igual mientras unos y otros respeten la sociedad actual de robo, de propiedad privada. Con el poder económico de unos, la libertad seguirá encadenada. Para nosotros, que sea presidencialista o que tenga una o dos cámaras, todo eso es secundario, lo que importa es que cambie la estructura.

Por una sociedad sin clases, sin explotación, con armonía, con libertad hacia el Comunismo Libertario, tal como lo decidió la C.N.T. en el Congreso de esta ciudad en 1936.

Nada más, compañeros, ¡Salud y Anarquía! (Grandes aplausos).

M. CELMA

ACABAR CON EL DESTAJO ES ROMPER UNA DE TUS CADENAS



CNT

SINDICATO DE LA CONSTRUCCION

rio el que interesa se propague por toda España entre la clase trabajadora. Es necesario que cese la represión y que se nos conceda al fin el pleno derecho de expresión como elemental derecho humano. La libertad está todavía pisoteada por el Estado y por los capitalistas que son sus padrinos.

En la C.N.T. sabemos todo esto y por eso está decidida a seguir la lucha liberadora hasta conseguir respeto de las libertades del individuo como productor y como ser humano.

Para saber cómo la libertad es respetada en esta «democracia» suarealista no hace falta más que mirar a nuestro alrededor y ver cómo se comporta un individuo apellidado Martín Villa desde el Ministerio del Interior (aplausos). Desde que este tipo se ocupa de eso, muchos compañeros han sido asesinados en España. De los últimos el compañero de Málaga por poner la bandera roja y negra; a otros por cosas no menos inocentes y al compañero Rueda, el último, asesinado vilmente por los franquistas en la cárcel de Carabanchel.

REPRESION PARALELA

Paralela a la represión en perjuicio de los compañeros, tenemos a la gran prensa y a la televisión mintiendo cada una a cual más para desprestigiar a los hombres confederales y a la C.N.T.

das por los burócratas sindicales de Europa, pesebre al que quieren entrar todos los organismos obreros menos nosotros.»

Esta huelga, aparte el haber sido convocada de forma burocrática y autoritaria, conlleva una gravedad: el precedente que supone que la gente se declare en huelga sin que si quiera se le pregunte si le parece mal o si le parece bien. Con tácticas así, el obrero queda reducido a borrego y ésta es una condición que no nos va bien y procuraremos que con nosotros coincidan los trabajadores de este país.

Ser obrero y estar sindicado para solo pagar y decir amén, eso lo combatiremos por lo muy servil e indigno que es.

La huelga es un arma de presión en manos de la clase obrera; no una carnavalada como es la citada de los europeos. Para que la huelga sea auténtica no se ha de avisar. La huelga ha de hacer daño a la empresa, porque si no, no trae nunca resultados positivos ni satisfacción a las reivindicaciones de los trabajadores. Una huelga que la empresa aprovecha para limpiar los filtros, pongo por caso y que dura el tiempo que se pone para limpiarlos, eso no es huelga ni nada. Eso es una «huelga» que le viene al amo de cojón. (Aplausos).

El problema del paro está ligado a la crisis. Se dice que hay millón y medio de parados y que cada día aumenta el número. Ese problema, sin embargo, se puede solucionar muy

EL COMBO COMBAT

SYNDICATISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-88.

TRAS SU PRIMER CONGRESO

CC. OO. : NUEVOS METODOS DE GUERRA SOCIAL CONTRA LOS TRABAJADORES

MADRID. — El Primer Congreso de Comisiones Obreras (CC. OO.), celebrado entre los días 22 al 25 de junio, en el Palacio de Exposiciones y Congresos (dependiente del Ministerio de Información y Turismo) ha establecido un modelo administrativo de gestión de la «masa social» de carácter stalinista/fascista: apelando a la «responsabilidad productiva» de los trabajadores, «dirigidos» por una élite de políticos profesionales, creando una «corteza administrativa» que reproduce y sistematiza el control social de los explotados (sin acceso al gobierno de sus negocios) a través de una clase dirigente que considera a los trabajadores como «capital social» que debe someterse, imperativamente, con métodos de normalización paramilitar taylorista sistematizados por el «marketing» publicitario.

El modelo administrativo impuesto por los dirigentes de CC. OO. obedece al siguiente esquema:

1° — Una «comisión ejecutiva» sustituye al antiguo «secretariado». Dicha «comisión» no está controlada por nadie. Tiene poderes de gestión absolutos. Y transmite sus órdenes, multiplicando el sistema jerárquico, a una red federal de «comisiones» de carácter provincial que deben obedecer, inflexiblemente, las órdenes-mandatos del «centro dirigente». Treinta y siete de los cuarenta y dos miembros de dicha «comisión» son miembros del aparato político del Partido Comunista de España (P.C.E.), en escalafones siempre cercanos al Comité Central. Todos los miembros del «comité» son profesionales, remunerados tanto por el partido como por el «sindicato», y, algunos de ellos, como ocurre con el presidente de la «comisión», señor Marcelino Camacho, también tienen un salario adjunto como diputado en Cortes. Tales salarios pertenecen al secreto de las finanzas de la organización. Los cinco restantes miembros de la «comisión» pertenecen a organizaciones fuertemente centralizadas administrativamente, de carácter leninista, como Liga Comunista Revolucionaria (L.C.R., trotskista) o Movimiento Comunista (M. C.).

2° — Esta «comisión» exige la «unidad» de acción de los afiliados al «sindicato», que, en un 75 por 100, son trabajadores no politizados, que representan «la gran mayoría» (1), y deben obedecer los movimientos tácticos y estratégicos del «comité».

3° — La duplicidad de cargos remunerados económicamente, en el Partido y en el «sindicato», tradicio-

nal en los «sindicatos» comunistas, desde que Lenin-Trotsky imaginan su proyecto de militarización directa de los trabajadores, «dirigidos» por comisarios políticos que aplican, «manu militari», las directrices del comité central del Partido, crea una «corteza administrativa» que sistematiza la obediencia absoluta (ante las eventuales represalias financieras), la docilidad permanente (forzada en un sistema de dependencia jerárquica), la multiplicación de las estructuras jerárquicas de control social, imponiendo, a través de la lógica financiero-militar (relación poder-monedas, poder político-poder financiero, jefe-amo-asalariado), o la lógica de la milicia burocrática.

4° — En el marco de las instituciones sociales, este tipo de «sindicato» (impuesto militarmente en la Unión Soviética, tras la noche del 18 de abril de 1918, fecha en que Lenin-Trotsky arrasan militarmente los sindicatos revolucionarios de Moscú, socialistas y anarcosindicalistas), funciona expeditivamente en la U.R.S.S., en todos los países del Este, en Francia, en Italia, bajo el férreo control (financiero y administrativo) de los partidos comunistas.

Tal modelo de organización jerarquizada tiene un origen: la lectura leninista de los modelos de organización marxistas. Y posee ventajas evidentes: permite a una élite jerárquico-patronal-militar (los cuarenta y dos miembros del «comité», controlados, a su vez, por el partido, a nivel jerárquico-financiero) controlar-dirigir a una «masa social» (la terminología es leninista), que, poli-



tizada, debe obedecer, como la masa monetaria está regida por las instituciones bancarias, las órdenes que recibe, sin apelación.

Las consecuencias sociales e históricas de la implantación de este tipo de «sindicatos», stalinistas/fascistas tienen un alcance doble, político y filosófico:

a) Implantación de modelos de gestión administrativa de carácter paramilitar en organizaciones con presupuestos anuales (sólo controlables por la élite burocrática) superiores a los doscientos de millones de pesetas anuales (2), capital social solo equiparable al de los monopolios capitalistas. La lógica jerárquica de la acumulación de capital reprodu-

ce, por partogénesis, el modelo administrativo base a todos los escalafones de la pirámide de poder y control - normalización - terrorización social.

b) La firmeza paramilitar de la organización, sus expeditivos recursos administrativos, publicitarios, políticos, su implantación en la estructura burocrático-militar del Estado (sindicatos verticales franquistas, Ministerio de trabajo), se convierte en maquinaria de guerra social contra los trabajadores revolucionarios.

El «comité» reclama el control social directo: la huelga es controlada por las jerarquías, que la ofrecen como mercancía negociable (a cambio de bienes inmuebles y económicos: «patrimonio sindical» franquista, ayudas financieras y políticas, pactos políticos en el Parlamento) a la patronal. Toda acción social de los trabajadores queda sometida a las decisiones del «comité». La acción directa de los trabajadores, en cada tajo, fábrica, taller, queda suprimida paramilitarmente.

c) Ajusticiando la acción directa de los trabajadores se comete un doble crimen social: se tacha burocrática-militarmente cualquier posibilidad de acción que no esté controlada - recuperada - sistematizada - normalizada por la patronal, se tacha la conciencia misma de los ciudadanos, que, renunciando a su acción cotidiana, en defensa de sus intereses (laborales, económicos, sociales, morales, políticos, sexuales, ciudadanos, etc.), renuncian a su propia condición de ciudadanos, para convertirse en «masa social», nada anónima. Desaparece el ciudadano bajo el número del carnet del partido. El «comité» decide cómo, cuando y con quién debemos «dialogar». «Yo» ha muerto ajusticiado a manos de un pelotón militar en las puertas de un cementerio administrativo.

Tras la descripción del aparato administrativo que CC. OO. ha impuesto a través de la celebración de su primer congreso, cabe interrogarse por la lógica política que el comité central del P.C.E., y su secretario general, don Santiago Carrillo, han imaginado imprimir a tal maquinaria de guerra social.

El señor Carrillo y el secretariado general de CC. OO. de Cataluña, a través de diversas declaraciones de prensa, ha aclarado algunos de los aspectos esenciales de dicha lógica militar contra los trabajadores.

El pasado mes de junio se celebró

42 ANIVERSARIO DE LA REVOLUCION : EL 23 DE JULIO MITIN EN TOULOUSE

EN LA

SALA DE FIESTAS DE LA PISCINA MUNICIPAL DE TOULOUSE, organizado por la C.N.T. Francesa. Con los oradores siguientes:

Presidirá: Floreal Samitier Un compañero de la C.N.T. Francesa; Juan Ferrer, por la Regional Valenciana; José Bondía, Regional del Centro; Enrique Marcos, Secretario G. de la C.N.T.; Federica Montseny, por la C.N.T. de E. en el Exilio y un orador de S.I.A.

Por la tarde: INTERESANTE FESTIVAL FRANCO ESPAÑOL, organizado por Solidaridad Internacional Antifascista.

Cantadores: Cayetano Morales, venido de Madrid; Xavier Ribalta, de Barcelona; Ramón Aparicio, canción suramericana; María Cardó, del Capitol de Toulouse, Opereta; Lolita Martín, canción popular española; Candice, canción moderna francesa. Habrá igualmente un joto de Zaragoza. — Baile: Hortensia y Edith, folklore español; Marisol y Manuel González, baile clásico. Al piano, Mme Paquita Galcerán.

Comunicados

JORNADAS INTERNACIONALES CONTRA LA REPRESION

Se celebrarán en la comarca de Osona (provincia de Barcelona) los días 22, 23, 24 y 25 de julio próximos.

Los hipotéticos beneficios económicos irán destinados a la campaña de solidaridad con los compañeros encarcelados y a cubrir sus necesidades (abogados, comida, libros, etc...).

Para más información sobre las Jornadas, o, mejor todavía, por si queréis participar en su preparación, dirigiros a: C. S. P. L. (F. L. CNT), C. Nou, 54, Vic (Barcelona).

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Atención: Por causas ajenas a nuestra voluntad la Asamblea se celebrará excepcionalmente este mes, el día 23 de julio, en el sitio y a la hora de costumbre.

COMISION DE RELACIONES AUDE-P.O.

De común acuerdo con la F. L. de Perpignan y como todos los años celebraremos nuestra JIRA en Argelès-sur-Mer el próximo día 15 de Agosto.

Quedan invitados todos los compañeros y simpatizantes.

F. L. DE PERPINAN

La F. L. de Perpignan pone en conocimiento de los compañeros que con motivo de la JORNADA CONFEDERAL de Toulouse, está organizando un desplazamiento colectivo en autocar, por lo que desea que los compañeros que quieran efectuar el desplazamiento por este medio se den a conocer lo antes posible a la Comisión de la F. Local, en nuestro local social, 9, rue Duchalmeau, Perpignan.

F. L. DE MARSELLA

La F. L. de Marsella pone en conocimiento de todos sus afiliados y simpatizantes, que organiza Cares para el desplazamiento colectivo a la Jira Nuclear que tendrá lugar el 16 de Julio en Vieux-Moulin (Pont-de-Tavernes).

Para inscribirse, todos los días de la semana en el local social, 12, rue Pavillon, 2º piso.

Precio: 25,00 francos.

Salida a las 6,30 de la mañana, Cours St-Louis la Canabière.

DE BARCELONA NOS RUEGAN:

Compañeros del Exilio, Salud.

Marcelino Segura Tases de la Comarcal de Igualada (Barcelona) a través de la prensa confederal en el exilio, desearía saber noticias y mejor podermos escribir con el compañero Josep Miret i Torres de St-Martí de Sesoliveras, ayuntamiento de Piera, comarcal de Igualada. En relación a su posible existencia tenemos versiones contradictorias que desearíamos conocer exactamente. Con este compañero estuvimos juntos en la 417 Compañía de T. E. en St-Marie de la Mer (P.O.) y luego en Aurillac (Cantal). Luego fuimos apresados por los alemanes y llevados a Clermont-Ferrand, desde donde yo me escapé el día 23 de marzo de 1943.

Si algún compañero puede dar noticias de su paradero, escriban a la dirección siguiente, que, sin demora, transmitirá: Francisca Traveria Clotet, Calle Entenza, 10, 1º-1a, Barcelona-15.

ADMINISTRATIVAS

—Victor Pabón, Valencia. Recibida tu carta. Completamente agotado el libro de Abel Paz, «Paradigma de una Revolución».

«Convenios colectivos y lucha de clases en España», Jon Amsdem	30 00
«Dieu et l'Etat», Bakouline	6 00
«Eleuterio Quintanilla», R. Alvarez	26 00
«La Crisis Espagnole au XXº siècle», Carlos Rama	30 00
«Les médecins de l'Impossible», C. Bernadac	20 00
«Les Mannequins nus», t. I, C. Bernadac	20 00

LA REVOLUCION del 36, en el NUMERO ESPECIAL de «CENIT»

PARIS. — La veterana revista CENIT, órgano de estudio y reflexión del Movimiento Libertario, consagra su número 224, a analizar un tema histórico capital: la Revolución de 1936.

El número, preparado por el Equipo Juvenil Cenetista de París, está compuesto con material seleccionado y variado: el texto del audiovisual «España 36» (donde con fotografías y voces se reconstruye la historia apasionante de las colectividades), un apartado documental, y testimonios directos con frecuencia inéditos, algunos solo conocidos por los iniciados y especialistas, que, por razones diversas, no pudieron ser insertados en el audiovisual. Numerosos testimonios gráficos ilustran el conjunto.

El número especial de «Cenit» tiene un doble sentido: el homenaje a la Revolución Libertaria más profunda que conoce la historia del movimiento obrero, y la reconstrucción histórica, vista desde una perspectiva actual, de un proceso social y revolucionario de alcance incalculable para el entendimiento de la lucha por la libertad de los explotados por el Capital y la Política.

La Revolución, mañana, también pasará por el recuerdo de la larga marcha de los trabajadores revolucionarios, que, a través de las colectividades, a través de un vasto proceso de lucha contra la propiedad privada, el Estado, el Capital y los políticos profesionales, abrieron nuestra conciencia a los horizontes de la libertad.

Número a divulgar: Precio 60 pesetas o 5 francos franceses.



CC. OO., CONTRA LOS TRABAJADORES...

en Madrid (3) una reunión organizada por la Liga Europea de Cooperación Económica (L.E.C.E.), organización gremial de patronos y dirigentes comunistas, presididos por el señor Carrillo. En esta reunión, el secretario general del P. C. E. se ofreció a la patronal para «aumentar la productividad» de las empresas, «dada la fuerza que tiene el Partido Comunista entre los trabajadores». A su juicio, así mismo, el control social de CC. OO. no sólo podría «resolver el problema de la baja de productividad», si no que estaría en situación de «disminuir la conflictividad laboral».

Por su parte, los secretariados generales de CC. OO. y la Unión General de Trabajadores (U.G.T.) de Cataluña, y la organización empresarial Pequeña y Mediana Empresa de Cataluña (P.I.M.E.C.), firmaron un comunicado programático conjunto, tras la celebración del segundo congreso de este organismo patronal (4), a través del cual «sindicatos» y patronos se comprometían a la «colaboración conjunta para construir el país, apelando a «responsabilidad productiva de los trabajadores», y subrayando que «queremos apoyar el espíritu emprendedor de los empresarios».

El señor Carrillo, fiel a la tradición leninista, define uno de los objetivos centrales de su «sindicato»: órgano administrativo de gestión de la «masa social» que permite «elevar la productividad de los trabajadores».

Tal lógica taylorista de la producción (racionalización del control social para aumentar la producción en masa) es la aportación decisiva de Lenin y Trotsky al modelo «sindical» comunista: el «sindicato» debe estar controlado por el Partido, el Partido debe estar controlado por el comité central, que, centralizando todo el poder financiero, administrativo, militar y burocrático del Estado, gestiona la «masa social», el «capital social», según un modelo centralizado-jerárquico de poder.

Este modelo, puesto en práctica militarmente en la Unión Soviética (fue necesario exterminar físicamente a los sindicalistas revolucionarios) ha creado las condiciones sociales que Karl Wittfogel (5) ha definido como el «despotismo oriental», esclavismo militarista, sumisión absoluta de los trabajadores a los imperativos militares-administrativos del comité central del partido. Un organismo de reconocido prestigio social, «Amnesty International» (6) ha analizado como la producción económica del método esclavista, que tales sindicatos instauran de modo parti-

cularmente efectivo y radical, forma parte de los planes financieros e industriales del Estado, que, a través de la nacionalización estatal de los bienes de producción, posee un control absoluto e imperial de vidas y cosas, que, al fin, son lo mismo, propiedades del Estado, la nada misma engendrando hijos para alimentar con su carne de cañón la maquinaria administrativa.

El acuerdo-comunicado conjunto de CC. OO. y U.G.T. con la organización empresarial P.I.M.E.C. tiene, en este sentido, un alcance particularmente siniestro: más de un 95 por 100 de los trabajadores explotados por el Estado centralizado por la administración que gobierna en Madrid trabajan en pequeñas y medianas empresas (7). Un «acuerdo» entre los «sindicatos» y la patronal, por el cual los primeros se comprometen a apelar a la «responsabilidad productiva de los trabajadores» (semejante lógica taylorista de militarización de la producción), apoyando el «espíritu emprendedor de los trabajadores», es una operación de sabotaje paramilitar de los trabajadores revolucionarios, una traición financiera de alcance incalculable, ya que supone la puesta en marcha de nuevos dispositivos administrativos de guerra social para la normalización absoluta de los explotados.

Estos procesos iluminan un modelo social particularmente tético:

— lógica productivista, que conduce a un modelo energético paramilitar, a la sumisión racionalizada de los explotados, que, no sólo aceptan la explotación, sino que buscan los mismos nuevos métodos de incremento normalizado de la producción, asentando las bien sentadas raíces del Capital vampirizando nuestras vidas, viviendo de nuestro Tiempo hipotecado en horas de trabajo y letras de cambio.

— conversión de los «sindicatos» en maquinarias de guerra contra los trabajadores, a quienes se fusila, ahora, a través de pelotones de ejecución administrativa, burocrática, «comités» (de «sindicato», de «fábrica») donde los ciudadanos dejan su vida hipotecada, en manos de gestores-policias profesionales.

— reducción de la «vida» a un proceso de acumulación económica de Capital, a través de cual nuestra sangre, nuestra carne, nuestra vida amorosa, sexual, no son ya más que mercancías que, perdidas en la noche da lo «masa social», «deben ser gestionadas» por la casta administrativo-profesional en el Poder.

(1) Los datos específicamente concretos de este trabajo han sido extraídos de la prensa madrileña de los días 21 al 26 de junio. En especial, se han utilizado las informaciones publicadas por el matutino «El País» de fechas 22 al 25.

(2) Ver «El País» de fecha 22-VI-78, pág. 53, donde se recuerda que el presupuesto de CC. OO. para el ejercicio 78-79 es de 224.500.000 pesetas. Según dicha información, en 1977, el sindicato comunista tuvo un déficit de 3.300.000 pesetas, aunque no se aclara el método bancario de financiación de dicho déficit.

(3) Consultar «Mundo Diario», «Tele-Express», y el resto de la prensa de Barcelona de fecha de 29-VI-78, de donde proviene la información que maneja.

(4) El poder político de las pequeñas y medianas empresas es particularmente estimable: el actual ministro de industria, señor Rodríguez Sahagún, accedió a dicho cargo tras presidir la Confederación Nacional de P.I.M.E.; CC. OO. y U.G.T. «negocian» acuerdos escasamente coyunturales, y que afectan, globalmente, a la normalización-terrorización general del territorio peninsular.

(5) La edición más accesible de la obra monumental de Wittfogel es la francesa: «Le Despotisme oriental», de K. W., traducción de Michèle Pouteau. Col. «Arguments», de «Les Editions de Minuit», Paris, 1974 y 1977. La obra de Wittfogel es un alegato decisivo para entender el nacimiento del campo de concentración contemporáneo a través de la instauración del modelo de producción asiático en la URSS y China, exportando la táctica de las nacionalizaciones como método ideal de restauración del Capital en las sociedades libre-cambistas occidentales. Frente al colectivismo anarcosindicalista, de disolución de la propiedad privada, a través del control directo de la producción por los sindicatos, la «nacionalización» reproduce un modelo estatista de gestión que conduce a una centralización militar del poder administrativo.

(6) Ver «Les prisonniers pour délit d'opinion en URSS», «rapport», informe de «Amnesty International», Paris, Londres, 1975-76.

(7) La cartografía laboral del Estado español es la siguiente: 232.260 trabajadores están empleados por empresas de un sólo trabajador. 233.213 trabajadores lo hacen en empresas de 2 a 5 trabajadores. 135.002 lo hacen en empresas de 6 a 25 trabajadores. 35.670 lo hacen en empresas de 26 a 100 trabajadores. 7.819 lo hacen en empresas de 101 a 500 trabajadores. 1.101 lo hacen en empresas de 501 a 5.000 trabajadores. 38 lo hacen en empresas de más de 5.000 trabajadores. Según el Instituto Nacional de Previsión, de donde provienen estas cifras estadísticas, de fecha 5-I-78, en España existen 645.105 empresas y 7.290.283 trabajadores.



La victoria
será de los trabajadores,
o no será

Provocaciones, despotismo policía laboral, militarización social en «Ascon»

PARIS. — Moncho (carnet confederal nº 22.212), un compañero de la Federación Local de Compostela (Galicia) nos escribe relatando un duro combate entre los trabajadores y los patronos de «Astilleros y Construcciones, S.A.» (ASCON), a los que califica de modo particularmente grave, reconstruyendo el conflicto.

De nuevo, se plantea la lucha-guerra social en los términos más estrictos: represión, provocación, militarización, por parte de la patronal; solidaridad, huelga apoyo mutuo, de los trabajadores. Creemos que Moncho describe la batalla diaria con términos muy vivos y directos. Estas son sus palabras:

Salud, compañeros de la C.N.T. de Francia:

Me dirijo a vosotros con el fin de informaros un poco sobre la marcha del conflicto de las factorías de ASCON (Vigo y Meira) — Astilleros Construcciones S.A. —, tanto en su vertiente directa (Asamblea de Trabajadores), como en la indirecta (Comités de Apoyo), y también para que lo incluyáis en vuestro próximo número de vuestro órgano.

En cuanto al primer punto — vertiente directa: Asamblea de trabajadores — os adjunto un panfleto traducido del gallego, último de los sacados por el Comité de Huelga.

El conflicto, más o menos, empieza así: Los actuales propietarios de los Astilleros Construcciones, S.A. — ASCON — el grupo Pérez y Cia. de Santander lo son desde Marzo del 77, en que la antigua propietaria, la familia viguesa Dávila, los vendió a dicho holding — respaldado por los bancos Hispano-Americano y los ex-bancos Coca e Ibérico — totalmente a espaldas de la fuente principal de producción: los trabajadores. Dicho grupo de empresas es propietaria de los Astilleros del Atlántico, S.A. de Santander y, así mismo, tiene participación en las siguientes navieras: Ason, Anosa, Castañer y Ortíz, Cantábrica, Marítima Internacional y Pinillos.

En cuanto a la política laboral seguida por «Pérez Maura», tanto en Vigo ahora, como en Santander en otros tiempos, hay que calificarla de lo más fascistoide que se pueda imaginar, pareciéndole a uno estar viviendo en los mejores tiempos de la dictadura franquista; la demostración de ello viene a continuación.

Desde junio del 77 hasta febrero de este año, en que se agudizó el conflicto, las provocaciones por parte de esta despótica Dirección — y llevando siempre la voz cantante el consejero delegado Roberto J. Slinin — son constantes: sanciones disparatadas, despidos a la mínima falta, relaciones despóticas, cargos sindicales despedidos por molestos, etc. A todo esto hay que añadir la existencia de un Convenio colectivo de miseria, incluso por debajo del salario interprofesional (en Santander un oficial de 2ª con 9 años en la empresa, casado y con un hijo cobra 19.000 pesetas); su articulado está lleno de injusticias, como la obliga-

ción de trabajar los domingos cuando lo cree conveniente la Dirección, horarios impuestos autoritariamente y cambiados cuando lo cree oportuno la patronal — para sus intereses —. Todo ello se intentó imponer como política laboral represiva, en ASCON. En el mes de febrero es despedido, después de un incidente sin importancia y normal en las relaciones diarias, un compañero por el director de Asuntos Sociales Sr. de los Ríos. El 22 se declara el despido inapelable y se celebra una Asamblea informativa, se intenta negociar repetidas veces, obteniéndose una negativa total de cara al diálogo. El 23 las puertas de la factoría de Ríos estaban cerradas por ese día debido a los «graves incidentes» ocurridos el día anterior (sin comprenderse ya que se había trabajado con normalidad). Esa misma tarde la Junta Sindical recibe un telegrama que anuncia el despido de 11 cargos sindicales por supuesta acusación de «ocasión y secuestro», resultado de la interpretación de la Asamblea, incoándose un expediente judicial (suposición del Sr. Slinin y otros directivos de que no se les permitiera la salida, de todo punto absurda ya que otros la abandonaron y recibieron garantías para ello). En la f. de Meira la empresa suspende sin ningún motivo las «Elecciones Sindicales», que debían celebrarse dicho día.

El 24 los trabajadores acuden a las factorías, encontrándose los de Ríos con un nuevo aviso diciendo que los «motivos del cierre» se mantenían obteniendo por mantenerla cerrada hasta el 28. Los de la f. de Meira en Asamblea, ante la actitud de cierre en Ríos, deciden por unanimidad ir al paro, encontrándose al día siguiente cuando van con la f. cerrada, hasta el mencionado 28.

En este espacio de tiempo se produce otro despido; se hacen una serie de gestiones sin ningún fruto; yendo a trabajar el 28, se encuentra de nuevo con las puertas cerradas y con un aviso que dice que ante la «imposibilidad» de poder efectuar la reapertura se comunicaba que mantendrían cerradas las puertas indefinidamente. Este mismo mes, con anterioridad a los hechos relatados, la Dirección incoa dos expedientes de despido por motivos que en modo alguno son causa de tal sanción y que al final quedan en sanciones de

dos meses de suspensión de empleo y sueldo, sanciones que ante la falta cometida, son desproporcionadas.

Desde dichas fechas los acontecimientos se suceden: manifestaciones, represión de los cuerpos represivos — policía —, muerte de una manifestante, achacándose su causa a un «posible derrame cerebral», se levantan barricadas en las calles, se produce la solidaridad y la creación de los Comités de Apoyo a ASCON, etc., etc. En estos últimos días las centrales pactistas-amarillentas CC. OO. y U.G.T. intentan liquidar el conflicto, nuevamente, a espaldas de la Asamblea de trabajadores afectados, aceptando los despidos en la negociación con la patronal fascista, como consecuencia se produce el abucheo por la Asamblea, que los acusa de traidores y los denuncia ante la opinión pública, manteniéndose unida en su actitud de «O todos o ninguno». Por otro lado, la Magistratura ha fallado a favor de los trabajadores despedidos en los juicios celebrados contra el despido patronal, volviendo la empresa a despedirlos.

En relación a la vertiente indirecta: Comités de Apoyo, se están celebrando actos de Solidaridad y apoyo con el fin de extender la concienciación popular sobre el conflicto, que por el mero capricho del capitalismo empresarial manifiesta en la calle a 1.800 familias y desprecia olímpicamente una cartera de pedidos cargada de cientos y cientos de millones. A este respecto se ha realizado una subasta de cuadros de 100 pintores gallegos en Vigo y se prepara otra, aquí en Compostela, para estos días. También se realizó un Festival de Música Gallega, aquí, amén de carteles, pegatinas y folletos; esperándose seguir adelante con el fin de extenderlo ante la opinión pública y contribuir al mantenimiento de la caja de resistencia, único medio que no se ceda ante las exigencias de la patronal, «Pérez Maura» en este caso, y que la injusticia vuelva a campar a sus anchas.

Como dice la Asamblea «O todos o ninguno». La victoria será de los trabajadores o no será.

¡APOYO A LOS TRABAJADORES!
¡SOLIDARIDAD INTERNACIONAL CON «ASCON»!

El presente informe lo he redactado con la ayuda de un «dossier» sacado por el Comité de Huelga de «ASCON», sin el cual este informe quedaría muy deficiente; si bien han quedado fuera algunos detalles menores por razones de espacio. Así y todo vosotros vereis la manera más lógica de incluirlo en las páginas de vuestro órgano.

Salud y Anarquía.

Sol y Sombras

Respuesta en versos, sañudos, mas no perversos

Ese personaje (1) es de escasa formación, de poco interés histórico, y testimonialmente discutible. (Profesor Aranguren, según Monegal en «La Vanguardia», de Barcelona.)

Con decir que no existo
quedaría todo listo,
¡voto a Cristo!,
y por poco que me apuren,
Aranguren,
he de llamarte alelado,
profesor acartonado,
ente academiado,
y trata de que te curen,
Aranguren,
el tic de sabiondia
que te hala noche y día
mal pese a tu alma pia
y tus amigos lo suden,
Aranguren.

Menosprecias los peones
que te cuecen lo que comes
y cumplen las comisiones;
y por muchos que lo auguren,
Aranguren,
te lo digo sin desvelo:
no será fácil tu Cielo
— medio éter, medio hielo —
porque tu Dios es resumen,
Aranguren,
de ignorancias indiscretas,
de curas con mil puñetas
y de sabios majaretas,
y aunque manías duren,
Aranguren,
el Dios que te regateo
con mi franqueza de ateo
— con Nakens y sin «Tebeo» —
no hay quienes lo maduren,
Aranguren;
no hay quienes lo han visto,
ni tú, que pasas por listo,
ni el Papa, el Sumo Obispo,
ni cuantos El prematuren,
Aranguren.

Si le temes al infierno
no te arropes en invierno
mal que lo ruegue tu yerno;
mas deja que otros duden,
Aranguren...
excepto el Exmo. Franco
sentado ya en albo banco
vigilado por un santo,
y las santas os perfumen,
Aranguren.

Por si he tenido amores
con espinas o con flores,
con calmas o con ardores,
no devanees tu numen
Aranguren,
pues cada cual hace historia
rodando en amor su noria
con muy relativa gloria
y a costa de su cacumen,
Aranguren.

Que soy peón de trabajo,
que como cebolla y ajo
no lo recuerdes, carajo!,
que tal mis días transcurren,
¡Aranguren!

JOAN FERRER

(1) Yo, el de «La Revuelta Permanente».



ron a permanecer firmes en nuestra pugna por restablecer garantías democráticas concordantes con las aspiraciones vitales y las necesidades históricas del pueblo español, debían forzosamente desembocar en el aislamiento en que nos encontramos y que nos quedamos solos.

Las causas de esta soledad son tales, que podemos continuar solos nuestro camino y defender nuestra razón de ser, mejor que ir acompañados con gentes que se rien de la ética indispensable para la vida en Sociedad, hasta el punto de vestir hoy las chaquetas durante cuarenta años hostigadas y despreciadas. No obstante, quedarnos solos, como muy bien ha comprendido la inmensa mayoría de militantes, no significa en modo alguno que debamos permanecer quietos, contemplando, estáticos, nuestro ombligo. Hemos comprendido esa necesidad de acción y en la medida de nuestras posibilidades hemos obrado en consecuencia.

RESPONSABILIDAD Y REVOLUCION

Si es verdad — según decía Carlyle — que el genio es el arte de penar para alcanzar elevados objetivos, guardemos para nosotros, — aunque tengamos que penar y quedarnos solos — el arte que consiste en ser portadores de la más difícil de las revoluciones. Aquella que da al individuo conciencia de su propia personalidad y que le hace repudiar el papel de adocenado. Seamos portadores de la revolución que rechaza prebendas que condicionan el hombre a la voluntad de los pordioseros del Poder y que no se arrodilla ante la voluntad de los reyes ni de los Papas.

Para lograr esa revolución, todos

ahora por lo menos, nadie ha logrado igualar ni aún menos superar sus teorías ni sus prácticas dentro del campo internacional de la sociología.

Recordemos al Irlandés Swift: «Los más importantes servicios prestados a los soberanos pesan muy poco si los comparamos con el rechazo de servir ciegamente sus pasiones.»

SITUACIONES INFAMES

Seamos pues, conscientes, entusiasmados y constantes en servir y defender nuestros ideales. Aceptamos la opinión de tal o cual compañero apreciándola porque nos parezca justa. Guardémosnos pero de darle tal autoridad que le hagamos creerse indispensable.

Pero yo no creo que nos quedemos solos. El Pacto de la Moncloa sobre el cual los partidos políticos han avanzado sus triunfos fracasará. Porque el tiempo va poniendo en evidencia las malevolentes intenciones de sus firmantes. Son muchos ya los españoles que si en principio les dieron confianza, van despertando a la realidad. Se dan cuenta que esos señores y ese y otros pactos que se reclaman defensores de las clases obrera y progresista no son tales. Que lo que hacen en definitiva, es amordozar el pensamiento a la par que conceden al capitalismo el derecho a ejercer poderes absolutos frente a las aspiraciones democráticas del pueblo español.

Si antes de la segunda República, diversos presuntos futuros gobernantes de entonces procuraban atraerse las simpatías de los generales, no era porque los consideraran progresistas, ni republicanos. Lo hacían porque pensaban servirse de ellos como fuerza antirrevolucionaria or-

POESIA

LAS HORMIGAS

Lejos ya de su hormiguero buscando trigo, una hormiga halló tirada una espiga que arrastrar quiso al granero.

Mas todo el esfuerzo fue vano. La espiga era muy pesada y aún viéndola tan granada no pudo llevarse un grano.

Llegó otra; y con más denuedo también intentó arrastrarla pero, hubo allí de dejarla diciendo por fin, no puedo.

Vinieron dos al instante probaron; y ni por esas dijéronle: «mucho pesas», y siguieron adelante.

Así fueron de una en una, pasando cien todas vieron de moverla, mas todas tuvieron la misma fortuna. Entonces la más prudente levantándose muy alta, dijoles: solo nos falta ayudarnos mutuamente.

Volvieron allí hermanadas y cada una a tirar se obliga y arrastran por fin la espiga sin sentirse fatigadas.

Desde entonces, sin que tuerza una a otra su intención guardan entre ellas la unión ¡Pues saben que unión es fuerza!

¿ NOS QUEDAMOS SOLOS ?

TRAS LA DIGNIDAD REVOLUCIONARIA

PARIS. — Nuestro compañero Fernando Ferrer pronunció días pasados una conferencia en el Centro Confederal de la rue des Vignoles, tratando temas culturales y libertarios. De su discurso, nos ha parecido oportuno extraer el siguiente y forzosamente breve retazo:

Un compañero del litoral Mediterráneo, en una poesía muy bien fundamentada y de excelente ritmo, observando por una parte la actitud de las fuerzas político-sociales españolas puestas en boga después de la muerte de Franco, refiriéndose por otra parte al anarcosindicalismo cerraba su última estrofa con las siguientes tres palabras: «Nos quedaremos solos...»

Esas palabras hacen reflexionar acerca de posiciones históricas de personalidades y de Partidos. Posiciones que se sitúan en tres tiempos: antes, durante y después de la muerte de Franco.

En realidad no podía extrañarnos la evolución de los grandes Partidos y Sindicales dichos de izquierda, así dentro como fuera de España. Hace largo tiempo que previmos el renacimiento de la politiquería y la aparición de múltiples partidos dispuestos todos a medrar a la sombra de aquella dictadura aparentemente muerta, pero que vive aún amparada por sus sucesores que no titubean en llamarse demócratas, y las izquierdas que han perdido el derecho de llamárselo. Sabíamos de antemano que si la política, — según Mitterrand — es el «arte del compromiso» (13 marzo 1978), nada podía hacernos augurar nobles actitudes que reflejaran las anunciadas antes del mini-cambio dictatorial. Por consiguiente, las razones que nos anima-

los cenetistas de corazón, debemos apercibirnos de la inaplazable necesidad de poner todas nuestras posibilidades en acción al servicio de la gigantesca lucha contra todos los que nos cercan. Cada uno de nosotros debe ser un heraldo de la dignidad revolucionaria. De esa dignidad que nuestros enemigos tratan de minimizar por que no la pueden doblegar. Por doquiera debe alzarse la voz de la C.N.T. reivindicando la responsabilidad de esa revolución que debe ser nuestro pan de cada día. Es también llegada la hora que todos comprendamos que si por una parte es necesario mantener en nuestro seno la crítica constructiva, es indispensable también, por otra parte, esforzarnos para evitar actitudes alejadas del espíritu de fraternidad y de armonía que debe ser el nuestro. Hay que abrir las puertas de la comprensión y cerrar las puertas de la incordia.

Por otra parte, no se trata, hoy por hoy, de darle tiempo al tiempo. Se trata, al contrario, de robar tiempo al tiempo. Cuando menos de no perderlo lamentablemente. Sabiendo todos nosotros cuales son nuestros objetivos conviene seguir el camino que a ellos conduce y cortar, si es necesario, las zarzas que en él encontremos y evitar así los arañazos que hace excesivo tiempo que vamos soportando. Procuremos que nuestra organización sea cada día más una comunidad de seres conscientes. Si nos mostramos concienzudos en el trabajo para sustentarnos, mostrémonos también concienzudos defendiendo nuestra organización. Sin fanatismo dogmático propio de los que juran por la fé que le tienen a lo ignoto, pero sí que con la pasión que se merece por cuanto, hasta

ganizada. Apuntaban bien. Tenían razón. El ejército español, en su mayoría, (hablamos, claro está, de las grandes jerarquías) siempre fue una fuerza antirrevolucionaria. Y aquella vez, como otras tantas veces en el curso de nuestra historia, los partidos de izquierdas que contaban con los generales para defenderlos, han ido a por lana y han salido trasquilados. La tragedia es que el pueblo español, siempre dispuesto a defender con su propia sangre el más mínimo avance político-social en relación a la reacción, ha sido el que más caro ha pagado su osadía y su dignidad.

Ahora sucede más o menos lo mismo que antes de la República. Con una variante. Los que circunstancialmente se han considerado revolucionarios, ayudan a los generales y a las fuerzas enemigas del pueblo. Hacen, conscientemente o no, y en nombre de la democracia, el caldo gordo a los fascistas. Así obran también con la Iglesia. ¿Quién ha olvidado la historia de esas dos fuerzas colosales que han sometido España a las más infames situaciones?

Por esto yo digo que si continuamos firmes despertando conciencias no ha de tardar en demostrarse nuestra razón y en venir a nosotros los que no quieren confesar con las malhadadas ruedas de molino de compromisos históricos que dejan envuelto al pueblo español dentro de los harapos con que le vistió la victoria de la reacción.



NI A ZARAGOZA, NI AL CHARCO (V)

Camuflajes políticos para ocultar una fauna salvaje

TOULOUSE. — Que el anarquismo puede devolver a España una dignidad que el franquismo le arrancó, es cosa que los jóvenes de Zaragoza, al igual que los de los demás lugares que he visitado, saben que es una realidad. Una dignidad que no se puede esperar de ningún partido, el de Carrillo comprendido. Del partido de Don Santiago menos que de ninguno porque éste, puesto a renegar, ha renegado incluso de su pasado. Para él cuenta sólo acogerse al poder.

Tan grandes son sus cambios de chaqueta que los españoles le llaman el Partido Anticomunista Español. Se llama aún marxista un partido que se empeñó, durante la guerra, en destruir al que ya entonces se llamaba así, pues no otro era el Partido Obrero de Unificación Marxista o POUM. El partido de Don Santiago es antileninista después de haberle hecho el caldo gordo al leninismo durante más de 50 años. Ya no es republicano cuando sus agentes durante la guerra para fastidiarnos a los que dábamos vivas a la Revolución Social gritaban vivas a la república. Era ateo y ahora se declara muy veladamente pero favorable al clericalismo. Carrillo fue socialista, fue bolchevique, fue leninista; sabemos lo que fue Carrillo pero no sabemos lo que es.

LOS CAMALEONES

La única fuerza que puede pues devolver a España su dignidad es la C.N.T. es el anarcosindicalismo. Contra esa dignidad y, por consiguiente, contra nosotros, estarán todos los obstáculos herencia del franquismo; estarán las mediocridades políticas y los camaleones de la hora, estará el caciquismo del villorio, de la ciudad y del barrio. Contra nuestra dignidad estará la potente televisión.

Con esta herencia y estas perspectivas será posible que nuestra juventud ofrezca más fórmulas que actos revolucionarios; que se aparente — aunque no más sea de momento — más a la corriente situacionista que al anarcosindicalismo que hemos conocido, pero nuestra juventud constituye un plantel suficientemente amplio para que abriguemos la esperanza de que en breve plazo nuestras ideas obtengan audiencia general en España.

La política española actual es un robo a la nación, al pueblo español que trabaja.

Leemos en los periódicos del día que el presupuesto de este año para el ejército será equivalente a tres mil millones cuando la educación es de tan sólo cuarenta. Así, junto a un, todavía, potente clero, y al lado de una televisión monopolizada por el poder, tendrá España una política escolar reducida a la miseria. De ahí la importancia del papel que debe y puede jugar un fuerte sindicato de la enseñanza adscrito a la C.N.T.

CAIDO EN PRISION

La tarea pues es inmensa y algo diferente a la que habíamos vivido antes del 36. Diferente porque intervienen otras fuerzas y otra distribución. Por todo esto antes de enjuiciar algunas situaciones, invito a los compañeros a profunda reflexión y a mirar más allá del horizonte que nos ofrece a veces tal o cual aspecto localista.

Pero, en fin esto nos aleja un tantico de los discursos pronunciados en el campo de deportes de Santo Domingo de las Fuentes y por consiguiente a ellos volvemos sin más preámbulos pues que son discursos que dicen más que todo lo que nosotros podríamos decir.

La apertura tuvo lugar mediante una intervención de un compañero cuyo nombre no pudimos retener,

cosa que lamentamos, pero del cual reproducimos a continuación los extractos más sobresalientes:

LOS DISCURSOS: (El presidente). Se refiere a Agustín Rueda que acaba de ser asesinado en la cárcel de su Majestad sita en Carabanchel y el crador, dice:

«Como éste ha habido muchos. Yo mismo he sido apaleado en prisiones hasta casi rozar con la muerte.» «Cuando los franquistas quieren camuflar la dictadura con una democracia orgánica, cuando, tiempo mediante, se hacen llamar populares como ahora la A. P., cuando se presentan como Centro Democrático, cuando los socialistas dicen y gritan autogestión, cuando los comunistas dicen renegar de la dictadura del proletariado, cuando los curas se quitan la sotana (aplausos), entonces, compañeros, decid, si todo eso no lo hacen gracias a una labor permanente y eficaz de los libertarios que les obliga a cambiar de lenguaje si quieren conservar un poco más tiempo el poder. Nuestra labor les obliga a muchas cosas y aún les obligará a más porque nosotros no cambiamos nunca nada porque nada tenemos que cambiar del ideal libertario. Somos los únicos que gritamos con orgullo y con la cara alta siempre las verdades de la hora que se vive. Ayer, hoy y mañana — que se sepa bien — queremos la igualdad y la justicia para todos, pan para todos, abrigo y techo para todos. Porque nosotros todo cuanto hacemos y todo cuanto deseamos para la sociedad lo desamos para cada individuo en igualdad de condiciones y de libertad. Esa es nuestra alternativa, la única que se le ofrece al trabajador. Es la línea del anarcosindicalismo la única línea a seguir por nuestra C.N.T., la única que impedirá que la C.N.T. caiga en manos de los que quisieran amoldarla como se amoldan las demás agrupaciones.»

Salud compañeros: «Me vais a disposiciones de españoles a los pies del poder. Todo nuestro esfuerzo hoy consiste en fortalecer la organización anarcosindicalista para que no caiga en manos de líderes, de sacristanes ni de payasos.»

UNA NUEVA CIVILIZACION

Aún dirá algunas palabras más que le dan a su discurso un tono patético y sentido. Después pasa la tribuna al compañero de la Regional Catalana, Enrique Marcos, hoy secretario general de la C.N.T.

DISCURSO DE MARCOS (Recibido por prolongados y unánimes culpar el tono de voz pero salgo de una huelga del transporte en Barcelona que ha durado toda la semana y en la que hemos sido una vez más vendidos por las organizaciones que deberían defender, pero no defienden, los intereses de la clase trabajadora, y esa semana ha sido para los militantes de la C.N.T. muy agitada, de tal forma que a mí, por ejemplo, me ha dejado afónico.

«Hablar de la C.N.T., compañeros, es citar a los precursores de una nueva civilización; cuando de la C.N.T. se habla habría que empezar a hablar del anarquismo que fue anterior a la Organización anarcosindicalista que nos ocupa. Debíamos mencionar y desarrollar los principios del socialismo del que sur-



gió todo el movimiento revolucionario y anarcosindicalista que ha sido el corazón del gran progreso registrado en todo el mundo por los trabajadores desde hace un siglo. Partiendo de esta base, la C.N.T. nació antes de 1910, porque el nombre no hace la cosa. La C.N.T. nace de la necesidad de los trabajadores para liberarse de la explotación de la que son objeto. La C.N.T., las luchas obreras que la encarnan, le hacen acreedora de una historia. Una historia escrita en duras luchas y esfuerzo sobrehumano. Me felicito de estar en Zaragoza, una Zaragoza que hace 42 años, siendo aún chaval, vine de lejos a verla, una Zaragoza que muchos compañeros que hoy se les dice históricos, pero que no son por eso hombres del pasado, son hombres que constituyen en sí toda una historia de abnegación y de sacrificio pero que aún pertenecen al presente, que aún tienen un lugar entre nosotros y que aún cumplirán su misión hasta la muerte como siempre la han cumplido. La C.N.T. nace como una alternativa de defensa contra la explotación del capitalismo, contra la negación de los derechos humanos por parte de los adinerados y de los potentados. La CNT no nace sólo como una simple organización reivindicadora, sino que se da una finalidad sublime: la de elevar la condición social del hombre. Los hombres de la C.N.T. no nos vendemos por un duro más. La dignidad cuenta para nosotros y la colocamos muy por encima de todas las mezquindades de la sociedad capitalista. Queremos trabajar, sí, pero queremos trabajar para asegurar una vida y un vivir de hombres libres en una sociedad libre, sin parásitos y sin jefes. En la historia del movimiento obrero se imprimió y se imprime lo que será la sociedad futura cuya imagen ofrece sin lugar a dudas la Confederación Nacional del Trabajo.»

Y así, con voz ronca y casi sin voz, el compañero Marcos se prolongará recordando los periodos de represión que ha sufrido a través de los tiempos la C.N.T. y las tareas siempre permanentes a las que esta organización de trabajadores se entregó siempre para procurar a la humanidad, mayor bienestar y una vida acorde con lo que debiera de ser una sociedad de fraternidad, de igualdad y de libertad.

M. CELMA

Propaganda sindicalista para España

La idea de reeditar folletos de propaganda cara a España ha sido bien acogida por los compañeros del exterior español. La suscripción abierta al efecto en las columnas de EL COMBATE SYNDICALISTA, arroja en estos momentos la suma de medio millón de francos antiguos, y no nos metemos en pormenores a este respecto por ser cuestión específica de la administración que se ocupa del asunto. Lo cierto es que, gracias al desvelo de innumerables compañeros comprensivos de la falta de propaganda federal e ideológica que resiente nuestro país, una edición ya ha sido realizada, con muchos ejemplares enviados al interior que están prestos para el mismo destino con sólo ser solicitados por los compañeros u organismos que traten de colaborar en este sentido. El folleto de referencia no es otro que el «ABC Sindicalista», contenedor de un texto elemental, pero preciso, muy útil para despertar conciencias anarcosindicalistas en el proletariado español, en general despistado a causa de la cuaresma franquista que ha durado cerca de cuarenta años. Todo elemento afín deseoso de enviar el «ABC Sindicalista» al lugar español escogido, no tiene más que solicitar un paquete de ejemplares de tan útil folleto a la Comisión editora, al Comité Regional Zona Norte, o a la Administración de EL COMBATE SYNDICALISTA, 33, rue des Vignoles, 75020 París.

Realizada la primera edición, la segunda que se prepara se refiere al conocido trabajo del Dr. Isaac Puente «El Comunismo Libertario», tan solicitado por los compañeros del interior como el «ABC» a que hacemos referencia. Luego hay en disposición de ser editado el opusculo de Enrique Malatesta «Entre Campesinos», cuya publicación demoramos un poco por tener conocimiento de que el mismo ha sido editado en España hace unos meses; pero, siendo fruta que se acaba pronto, no estará mal que el Exilio coopere ofreciendo al ambiente español a reconquistar, esa suma de conocimientos sociales que Malatesta ofreció con su diálogo entre parias del terruño.

Esta campaña pro Ediciones de Folletos para España es muy loable, y la misma tendrá o no continuidad según sea el el esfuerzo positivo o reservado con que sea acogida por individuos y colectividades cenetistas exteriores.

Hasta aquí el asunto marcha, siendo de desear que el esfuerzo sea proseguido.

La Comisión Editora

París, junio de 1978.

SAN FELIU DE GUIXOLS

GRAN MITIN EL 29 DE JULIO

organizado por la Comarcal del Baix Empordà, con la participación de los compañeros Ramón Liarte, Enrique Marcos y Federica Montseny. Presentará el acto el compañero Buxeda por la Comarcal del Baix Empordà.

" COSTA AMUNT "

de J. FERRER

Preu: 20,00 F.

NOTA INTERNACIONAL

ULTIMOS ROSTROS DEL IMPERIALISMO CHINO Y JUDIO

PARIS. — Ateniéndonos a recientes informaciones periodísticas, China Popular viene de terminar una magna reunión que agrupó a 6.000 delegados a cuyo auditorio le cupo escuchar discursos de los más reputados y competentes en las distintas ciencias y demás disciplinas filosófico-políticas, esforzándose para convencer a la masa de trabajadores que los siguen de la imperiosa necesidad de acabar con el atraso de 50 años, en relación a EE. UU., en la producción de cereales y varias decenas de veces más inferior en lo que concierne a la siderurgia y a otras especialidades de la industria.

Este congreso ha elaborado un plan de ocho años para remediar esta penuria económica y técnica, mediante el recurso del elitismo, la burocracia y la recompensa individual, concepciones presumiblemente negativas por el hecho evidente de que genera y fomenta en el hombre una moral de signo egoísta y jerárquica.

Esa gran nación asiática que a partir de ahora pretende alcanzar cimas fabulosas con sus planes de enseñanza técnica e industrialización, no cabe duda que, ejecutando sin traba alguna y de acuerdo a estas aspiraciones, podría agenciarse el rango de super-gran potencia. Pero, ¿a qué precio? Este interrogante se contesta sin mayores esfuerzos.

INTRANSIGENCIA TOTALITARIA

Hasta aquí ha prevalecido, en China Popular, la concepción de vida colectivista asentada sobre ruedas hacia el igualitarismo, mediante el principio de revolución permanente, cuidando que estas esencias principistas y conceptuales no perdieran, en ningún caso ni circunstancia, su razón de ser, su fuerza espiritual, como algo intangible, irreversible...

El equipo dirigente con Mao Tsé-toung a su delantera dio pruebas de su intransigente oposición a toda postulación favorable al renacimiento del individualismo, del egocentrismo, engendro del egoísmo, oposición que se manifestó con toda la crudeza y por medios nada angelicales, (segunda Revolución Cultural) frente al idealismo confuciano, en 1974 que, según informaciones de aquellos días, parece que existe en China una influencia notable del gran filósofo Confucio, influencia que Mao y sus seguidores trataron de cortar para evitar el crecimiento de este aludido individualismo.

La idea confuciana parece que tiende a establecer una moral o doctrina del «justo medio» que revelaría la necesidad de «armonizar la ley de los contrarios» de una parte y de otra la importancia ligada a la filiación, a la familia patriarcal, sentimientos éstos puramente egocentristas y por tanto antirrevolucionarios, que chocaron con el materialismo dialéctico de Mao, decidido defensor, que era, de los valores y ética colectivistas.

Firmes opositores que somos del concepto marxista en el dominio político, de marchamo autoritario, y reacios inclusive en aceptar su filosofía en todas sus partes, pensamos no obstante que la actitud de Mao y su equipo en fomentar la rebelión de las masas para frenar el desarrollo de individualidad-individuo y de individualidad-nación, que Lion-Chao Chi y los suyos introducían (1967) en la conciencia del pueblo chino (política pro URSS) creando el liderismo y burocracia aburguesada y la actitud de los maoístas de entonces oponiéndose por segunda vez a una floración y desarrollo de estos mismos principios egocentristas, pensamos, repito, que formaban un todo congruente, para hallar el camino de las verdaderas revoluciones, ya que trataban de disminuir la potencialidad del yo, del egoísmo.

ENTES TECNOCRATICAS

Con ese plan de desarrollo técnico-industrial que acaban de elaborar la actual dirigencia china, no cabe duda que el virus egocéntrico prenderá con fuerza en los espíritus de las masas trabajadoras, sintiéndose atraídas por esa «miel» que se denomina recompensa individual, antítesis del igualitarismo, fomentadora de egoísmos, creadora de envidias y generadora de la lucha inter-hombres.

A simple vista y analizando el problema de corrido de esa pretendida super-industrialización y tecnificación de las diversas especialidades en que se empeñan llevar a cabo el actual equipo gubernamental en China, innegablemente que percibiríamos un flujo creador de enormes riquezas materiales que, como una consecuencia favorable inmediata, elevaría el nivel de vida, en desigualdad creciente sin embargo, de todos los pobladores del país.

Así, ya de pronto surgirían los individuos, en sucesión inenterrimpida y en su condición de élites, directores y tecnócratas jerarquizados, con corbata y cuello duro y, como un rango que habían alcanzado, en lugar de viajar o desplazarse en bicicleta como acontece hoy, ya emplearían su lindo y atrayente automóvil, como igualmente y para no desmentir este rango mismo, los mercados de abastos abrirían puertas no para un solo público, sino para servir a los distintos públicos categorizados, semejantes o viva copia de la URSS: uno para los tecnócratas, otro para las élites militares y del Partido y otro para los descamisados, de donde se infiere que por ley fatal la vida devendría cada vez más aburguesada cuyo morbo arraigaría duro en la conciencia ciudadana, hasta tal punto que los «nuevos ricos» ya mirarían a sus semejantes y subalternos de soslayo, cuando no por encima de los hombros...

No nos cabe duda que la creación y desarrollo de una moral social cimentada por estos principios egoístas y jerárquicos al tiempo que por presión de un determinismo inexorable, en el transcurso del tiempo habrá de generar, en el espíritu del pueblo chino, una mayor alienación, aumento de psicopatía; todo en desmedro de aquella revolución que, dictadura condenada y condenable aparte, estaba asentada sobre la buena vía: la colectivista.

PROTESTAS CONTRA EL EXPANSIONISMO

A principios del mes de abril tuvo lugar en Tel-Aviv un gigantesco mitin pro-paz y contra la implantación de colonias judías en los territorios ocupados por Israel.

Según las agencias informativas los organizadores de la manifestación elevaron un documento petitorio al gobierno del Sr. Begin, firmado, según expresiones no confirmadas, por 30.000 ciudadanos y en cuya petición por una cesación de esas implantaciones se asociaron, sorprendentemente, 900 oficiales de reserva, lo que pone de manifiesto que la política expansionista del gobierno la desapruueba inclusive una parte considerable de la casta mili-



Mao Tsé-tung («Gran Timonel»...), Chou En-lai, Then Thiao-ping, despóticas mandarines ilustres de la China contemporánea.

tar y revela todo ello una cierta inquietud por las enseñanzas de un conflicto que se eterniza, tomando carácter cada vez más provocativos y peligrosos para la búsqueda de la paz en Oriente Medio, con visos de extenderse a otras áreas geográficas.

En otra oportunidad, comentando estos problemas que gravitan tan pesado y angustiosamente en aquellas zonas dejamos clara y nitidamente sentado que las implantaciones de colonias en los territorios ocupados era una provocación intolerable que va implícita su consecuencia grave, pues aunque a fuer de comprensivos nos obstinamos en creer que esta política expansionista responde a la necesidad, para el Estado judío, de absorber territorios en suficiente cuantía donde aglutinar, en la ocurrencia, a esa masa de judíos que andan desparramados por el mundo, en especial modo en la URSS, que no están exentos de problemas con su actual régimen de despotismo, atenta y obstruye, sin embargo, las negociaciones de esta aludida paz, de nuevo reemprendidas entre Israel y Egipto, con muy limitadísimo margen de esperanza en lo que deberían ser eficientes y satisfactorios resultados finales de esas tratativas por un arreglo global del problema y tan solo se desprende, de estas acciones, el visible interés de Israel de intentar hacer tragar los hechos consumados, en previsión de un tratado de paz (algún día habrá de llegar), global o por separado...

Si en estas disyuntivas la dirigencia estatal israelita se muestra intransigente y provocadora, ello se debe, inequívocamente, como una razón primordial en la toma de posición del poderoso judaísmo norteamericano, que influye con fuerza la política que viene decretando y manejando la Casa Blanca. Y esos «gringos» (norteamericanos) con el señor Carter a su delantera, difícilmente podrían convencernos de sus instancias de paz desfavorables a Israel y menos aún obligarle a retirarse de esos territorios ocupados, tal como lo reclama la lógica y la prudencia más elementales y que constituiría, una acción de esta naturaleza emprendida, un desarme moral sobre la Unión Soviética, en su posición intervencionista en aquella región.

No se nos escapa que el problema no es tan fácil y que la lógica y la razón están reñidas con los intereses vitales que cada nación defiende para sí. A tal efecto, hoy menos que ayer podríamos abrigar atisbos de esperanza de unas perspectivas de acción destinada a asegurar la paz

y la tranquilidad de aquellos infelices pueblos.

Creemos que, por el contrario, afianzada de nuevo como ha quedado la política de independencia francesa en todos los niveles, molesta para los dos grandes, la tirantez y presiones de todo orden se agudizarán hasta grados preocupantes, afectando a todas las zonas de «disputa» ruso-yanqui, implantadas y alentadas, con toda la especulación más criminal, para lograr el tan por mí repetido condominio mundial, haciéndonos presentir nuestros temores que el conflicto en Oriente Medio, al igual que la penetración soviética en Africa, seguirán siendo focos caldeados como avanzadillas de guerra general. Y esto no son muestras de pesimismo; son toques de alarma por si algo queda por ahí de eficiente voluntad de crítica y de lucha en su contra.

Sin hacernos excesivas ilusiones no dejamos sin embargo de fiar, un algo, en las protestas del pueblo israelita que, como muestras evidentes, ya empieza a sacudirse la modorra, manifestándose públicamente contra la política de guerra y de expansión de su gobierno.

R. SERRAROLS

NUMEROS PREMIADOS DE LA TOMBOLA CONFEDERAL 1978

1°	7.327	2°	5.484
3°	7.549	4°	10.426
5°	10.107	6°	6.298
7°	4.755	8°	9.863
9°	11.199	10°	10.521
11°	9.411	12°	9.260
13°	10.623	14°	4.399
15°	8.400	16°	3.866
17°	8.817	18°	5.872
19°	3.204	20°	4.644
21°	10.122	22°	8.105
23°	11.879	24°	7.844
25°	10.218	26°	10.577
27°	11.856	28°	7.340
29°	11.025	30°	10.578
31°	10.302	32°	6.030
33°	6.524	34°	8.212
35°	4.160	36°	7.752
37°	10.413	38°	12.396
39°	6.240	40°	6.468
41°	12.873	42°	9.674
43°	11.426	44°	9.873
45°	6.700	46°	12.640
47°	5.340	48°	10.776
49°	4.274	50°	10.751
51°	10.803	52°	3.071
53°	11.714	54°	10.307
55°	2.640	56°	9.081
57°	6.299	58°	9.703
59°	11.477	60°	11.684
61°	11.944	62°	11.088
63°	3.572	64°	10.908
65°	10.992	66°	3.425
67°	11.846	68°	4.883
69°	5.015	70°	10.462
71°	7.807	72°	11.716
73°	11.588	74°	10.912
75°	10.476	76°	3.287
77°	11.699	78°	5.649
79°	11.163	80°	6.322
81°	11.600	82°	8.133
83°	9.843	84°	7.585
85°	8.318	86°	4.381
87°	10.367	88°	6.901
89°	9.997	90°	8.748
91°	8.206	92°	10.971
93°	10.490	94°	8.175
95°	2.525	96°	10.527
97°	11.418	98°	9.068
99°	7.481	100°	9.287

Los poseedores de los números indicados en la presente lista pueden dirigirse al compañero Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, el cual les hará entrega del premio correspondiente.

Pasados tres meses los números se considerarán caducados.

MAS AVISOS

PARADERO

Desde el año 1936 se desconoce el paradero de Mateo Márquez Gómez. Terminada la guerra, alguien de su pueblo afirma haberlo visto en París, pero la familia que se interesa por su paradero, no ha tenido nunca noticias suyas. Si alguien lo ha conocido o bien lo conoce, o bien él mismo en caso de que viva y por cualquier circunstancia tiene nombres cambiados, que comunique con: Fernández Gonzalo, 1, rue du Marché 0200 St-Girons.

VACACIONES

La Redacción y Administración del «C. S.», ponen en conocimiento de sus suscriptores y lectores, que por cierre de la Imprenta, el semanario no aparecerá durante cinco semanas, a partir del presente número.

— Se necesita «Paradigma de una Revolución», de Abel Paz, para alguien que está trabajando una tesis universitaria. Quien pueda desprenderse del mismo puede entregarlo a la C. de RR. Zona Norte, la cual lo haría llegar al interesado.

CORREO DE REDACCION

Encarecemos a todos los organismos y compañeros en general, que, tengan en cuenta los lapsos de tiempo inevitables que son necesarios para que nuestro semanario pueda ser útil a cuantos actos se organizan. Por nuestra parte hemos debido lamentar el no poder ser útiles para el anuncio del mitin en Alcañiz y otros actos similares.

Tomad buena nota y esperamos pueda tenerse en cuenta.

BUILLETTI «TERRA LLIURE»

Segueix sortint, amb mes empena que mai. Escampa llibertarisme en català per tot on arriba. De 1.200 exemplars al començar, ara en fem 3.000, 2.000 dels quals escampats, gratuïtament, per Barcelona i Comarques. Són un centenar de companys i companyes a aguantar aquesta obra de propaganda, i millor que el número de cooperadors augmentés. Qui vulgui entrar a la nostra colla, té les portes obertes.

Vegeu el contigut del nº 50 del Butlletí, extraordinari:

«TERRA LLIURE, un bon exemple», Germinal Esgleas; «Tabal i Barreja», Tabaler; «Assaig de conte: El Desmanyotat», Volga Marcos; «Una reivindicació», Puig Elias i l'Escola Nova Unificada», Roc Llop; «Es l'hora del proletariat», Jaume Balius; «Balanc del postfranquisme. Esperances malaguanyades», Espectador; «Avui, la Garlamenta», Rovellat; «Criteri: L'Escola Moderna no és avui d'aprenentatge llibertari», Gerard Jacas; «Clam» (poesia), Ramon. D'un dia a l'altre, Zigla; «Salut, TERRA LLIURE», Frederica Montseny; «La CNT ets tú», Ramon Liarte; «Pujolada», Jo Han; «Anant pel món», Joan Ferrer; «Com està la Bossa», el Bosser; «Estats terroristes i terroristes d'Estat», Victor Guitart; i «Erem així» (Tret de «Destino»).

La nostra adreça: 33, rues des Vignoles, 75020 Paris.

EXPLORACION Y DISCRIMINACION
HOLANDESA CONTRA LOS EMIGRANTES

AMSTERDAM. — La política que el gobierno de centro-derecha intenta realizar en relación al trabajador extranjero, bien puede ser definida como discriminatoria y paternalista. El pretendido humanitarismo del que desean hacer gala queda desfasado con su propuesta integracionista a la sociedad holandesa. Se declara cerrada la emigración y se ofrece a los emigrantes residentes en el país la posibilidad de integrarse, — con el pretendido objeto de que en Holanda trabajen solamente los holandeses, — porque como declara el Municipio de Amsterdam en su nota informativa, este país «no es receptorista de emigrantes».

Y de esto se percatan los políticos holandeses a los 18 años de abierta la emigración y cuando en el país trabajan aproximadamente unos 500.000 obreros extranjeros, procedentes de países mediterráneos principalmente. La nota informativa que el Municipio de Amsterdam remitió a los distintos grupos y organizaciones de extranjeros presentes en esta localidad para su estudio y posterior comentario, declaraba y reconocía que el extranjero «no había sido suficientemente atendido en sus necesidades» (...) «tal vez porque se pensaba que la emigración sería transitoria», con lo que de hecho reconocía que la emigración había sido considerada como mano de obra de segunda clase; gentes inferiores a a los que se les tiraba un pedazo de pan. 50 páginas de apretado texto al término de cuya lectura, el lector queda más confuso que al principio, ya que nada se aclara ni concreta.

Dentro del problema humano que la emigración presenta, las autoridades locales destacan el problema de: la concesión de viviendas a los

extranjeros, el de la salud, o el laboral, presentándolos como hechos aislados y no como un todo al que se le han negado todo tipo de derechos. Se destaca, eso sí, y se ofrece, que la mejor solución para los extranjeros es la integración. Es decir, el extranjero deberá unificarse con la sociedad holandesa, lo que dicho en términos absolutos significa la naturalización, con la garantía ¡gracias Holanda, gracias! de que serán respetadas «las características étnicas de cada nacionalidad, su lengua y costumbres».

RESPUESTA DE LA C.N.T.

La Federación Local de Amsterdam recibió uno de estos informes, lo estudió y asistió a la reunión en la cual se discutiría el tema. Nuestro compañero Heriberto González hizo entrega a los concejales del Municipio de nuestro punto de vista, expresado en lengua castellana y neerlandesa. Entre otra cosa, afirmábamos:

«Desearíamos comentar amplia-

EN VALLADOLID. AGRESION FASCISTA
EN EL LOCAL DE LA C. N. T.

A las 9,45 del día 27 de junio se encontraban en la sede de la C.N.T. varios militantes, tres de ellos en la sala exterior y el resto en la sala del interior. En esos momentos un grupo de la extrema derecha pintó en los cristales las siglas: G.C.R., ULTIMO A..., CABRONES, agrediendo a un compañero, trabajador de FASA con la culata de una pistola y un artefacto compuesto por una ca-

dena y una bola con pinchos de acero, en la cabeza y con barras de acero en el cuerpo. A los gritos de otro militante, salieron del interior los militantes reunidos y los fascistas se pusieron en fuga.

Acto seguido el militante herido fue trasladado a la Residencia Onésimo Redondo donde fue atendido, teniéndole que dar varios puntos en la cabeza.

SERVICIO DE LIBRERIA

«Nosotros los asesinos», Eduardo de Guzmán	50 00	«La Gauche en Europe depuis 1789», David Caute	10 00
«No éramos tan malos», Jacinto Tornyho	50 00	«La Dictadura de los franquistas», R. C. Serer	51 00
«Le Socialisme en France», Rosa Luxemburg	24 00	Juan de la Cruz, «Poesias completas»	21 00
«Memorias de un revolucionario», Kropotkin	25 00	«A la découverte de Han Ryner «Yo fui ministro de Stalin», J. Hernández	14 50
«Historia de la Guerra Civil Española», G. Jackson	33 00	«Le Nazisme - Société Secrète», Werner Gerson	50 00
«Los Comunistas en España», Guy Hermet	27 00	«La Mort de Garcia Lorca», (enquête sur le crime), J. Gibson	15 00
«Revolución no es Dictadura», Luigi Fabbri	7 00	« Internationale Situationniste 1958-69 »	33 00
«Desintegraciones capitalistas»	10 00	«Les hommes se droguent, l'Etat se renforce», Jules Henry et Léon Leger	58 00
		«Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIX ^e siècle», Alessandro Galante Garrone	29 00
		«Un Soldado de la República», Eduardo Pons Prades	58 00
		«Trasluz de España», A. Fernández Martínez	50 00
		«Oligarquía y caciquismo. Colectivismo agrario», J. Costa	20 00
		«Viaje Imaginario a la España franquista», M. Goicoechea	11 00
		«Convenios colectivos y lucha de clases en España», Jon Amsden	21 00
			30 00

Pedidos y giros a Roque LLOP
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.C.P. 9 232 33 V Paris.

mente el problema del que trata la nota informativa que hemos recibido del Ayuntamiento, pero no consideramos necesario entrar a pormenorizar pequeñas facetas de un mismo problema. Para nosotros militantes anarcosindicalistas, el tema de la distribución de la vivienda a los extranjeros, el de la salud, el laboral o el de la enseñanza, puede ser refundido en uno sólo: la discriminación que el obrero extranjero sufre y padece.»

«(...) las autoridades usan muy bonitas palabras. Mas veamos sus hechos y juzguemos éstos a través de los 18 años de nuestra existencia en el país. ¿Qué se ha hecho, por ejemplo, a favor de mejorar la situación represiva en la que vivimos? Solamente somos buenos como mano de obra barata a la que se niega cualquier tipo de derechos y para la que se creó urgentemente toda una superestructura policial encargada de, reprimiéndonos, mantener las diferencias con los holandeses de forma tal que éstos pudiesen continuar durmiendo tranquilos sobre las conquistas logradas por sus antepasados.»

«(...) hoy se nos cita aquí para hablar sobre la integración. En su nota informativa el Municipio afirma que la Federación para el Bienestar del Trabajador Extranjero puede ser la organización ideal que aglutine y unifique los deseos de los emigrantes. Pero en este punto sí que hemos de declarar que es partiendo precisamente de esta organización donde más se nos discrimina ya que nos separa por nacionalidad y más tarde por ideologías al objeto de que los extranjeros se enfrenten entre sí neutralizándose ellos mismos.»

«(...) Por qué no se nos permite sin diferencia de nacionalidad, color o ideología, formar nuestra propia organización con una participación real, que no ficticia, como ahora ocurre, y que de verdad sirviera para el bienestar del trabajador?»

«(...) Aquí en este país que tanto se habla de derechos humanos, no se nos trata conforme a los mismos. ¿Por qué existe esa diferencia abismal entre los obreros cuyos países se encuentran en el Mercado Común Europeo y los que no lo están, y entre estos dos grupos y los holandeses?»

«Otros grupos de residentes en el país, han solicitado de ese municipio que se mejore tal o cual problema, que se alivie nuestra situación en el país. Pero eso a nosotros militantes anarcosindicalistas, no nos basta. Exigimos ser tratados como seres humanos con los mismos derechos y deberes que los naturales del país. Si así se actúa se habrá dado un paso de gigante en pro de la comprensión humana y de la fraternidad entre los hombres del mundo. Rechazamos cualquier tipo de paternalismo barato gubernamental, a las palabras huecas sin contenido, al tiempo que denunciemos los hechos discriminatorios y represivos que padecemos. Por eso exigimos igualdad de trato.»

Al día siguiente y tras la entrega de notas por parte de los grupos de extranjeros, la prensa diaria se hizo eco calificando nuestra postura, como no, de utópica y nada realista. ¿La integración? No merece más comentarios.

Francisco Moreno Baró

Jira conmemorativa de las Jornadas de Julio 1936

Tendrá lugar el DOMINGO 16 de Julio de 1978 en el agradable y sombreado sitio del «Vieux-Moulin» PONT - DE - TAVERNES (Gard).

Organizada en conjunto por las Comisiones de Relaciones de los Núcleos del Hérault-Gard-Lozère y de Provenza de la C.N.T.E. exiliada.

Juegos infantiles, Baños en el río Gardón, Música variada, Comida campesina, Alocución en relación a la conmemoración, Radio-'crochet', «Buvette» y Tómbola pro-C.N.T. de España.

Fraternal invitación a los afiliados de las Federaciones Locales, familiares y simpatizantes.

¡Todos a la gran Jira confederal y libertaria!

19 de Julio,
un aniversario,
recordando
la revolución



Julio de 1936. Aragón. El pueblo, los trabajadores, en pie, deciden ser dueños de su destino, abolir la propiedad privada, destruir los cimientos de la explotación económica, abolir el dinero, el crimen del Capital contra los Ciudadanos. Las colectividades: la revolución libertaria más fecunda de la historia de los trabajadores y los explotados en busca de su liberación.

La veterana revista CENIT, órgano de estudio y reflexión del Movimiento Libertario, editada en Toulouse, consagra el número 224, a publicar un informe completo de aquella gesta no olvidada por nadie.

LOS OBREROS NO OLVIDAMOS

TARRASA. — Nos acercamos al 19 de Julio, fecha que ha quedado registrada en los anales de la historia como una de las más grandes gestas del proletariado revolucionario. Nos acercamos a una fecha que simboliza toda una aspiración de un pueblo que se planteó y plantea la construcción de nuevos sistemas de convivencia y relación que permitan al hombre encontrar nuevos espacios creativos al unisono con los demás, es por tanto preciso hacer una reflexión y un recuerdo por nuestra parte como jóvenes combatientes de hoy a los compañeros que nos precedieron en la lucha y afirmaron una vez más en nuestras concepciones puesto que de nuevo frente a la naciente «democracia» éstas vuelven a ser puestas a prueba. Vayan las siguientes líneas en relación a lo dicho; un recuerdo para todos aquellos que murieron en defensa de la libertad, en defensa de un mundo nuevo. Un recuerdo para aquellos que en defensa de un Ideal noble se opusieron con su vida a la barbarie internacional organizada.

¿Pero qué decir de aquellos que murieron en el anonimato de una pared de cementerio, en la valla de un cercado, en las celdas policiales, qué pensar si cabe, de aquellos de las prisiones, los exilios, los encierros. En ese caminar de muerte, en el ocaso de la libertad los anarquistas, la C.N.T. ha tenido el triste galardón del privilegio y ¿cuál fue el crimen, cuál? Lo decimos hoy como ayer, el delito según nuestros verdugos es querer la libertad, pretender, aspirar a una sociedad más justa, de iguales, pretender terminar con la injusticia, la opresión, la tiranía. He aquí el delito.

Pero compañeros, si aspirar a ello, si creer firmemente que es posible llegar a esa sociedad es delito, nosotros somos delincuentes, y lo somos porque creemos, aspiramos y luchamos por ello, por tanto nosotros y cualquier persona de ideas nobles, fuere de donde fuere, a juicio de los tiranos somos carne de verdugo...

Porque aquí de lo esencial nada ha cambiado. Los demócratas de hoy

son los verdugos de ayer vestidos con ropa nueva, son los mismos perros con diferentes collares.

De una dictadura burguesa, se está transitando a una «democracia burguesa» esto si por otra parte no se interrumpe el proceso, quedan por tanto en pie las oligarquías bancarias y financieras, el capitalismo multinacional, la burguesía caciquista, la patronal insaciable. Quedan por tanto igual las minorías reaccionarias detentadoras del poder, el Estado con sus fuerzas represivas. Quedamos también igual los trabajadores, los que chillan a la cárcel, los demás callando sin rechistar. ¿Qué es lo que cambia?

Que hacen nuestros presos, de C.N.T. o no en las cárceles si hay libertad. ¿Cómo no hay Amnistía, si hay democracia? Porque se nos detiene al defender nuestros derechos.

Libertad, Democracia si la hay para los de siempre, amnistía para los mismos, no para el proletariado. Seguimos llenando cárceles y pillando palos, pasando hambres.

EL PAIS DE JAUJA

De quien fue la idea no sé aunque es de imaginar, el caso es que para conmemorar la efeméride de la «eclosión democrática» del 15 de Junio — elecciones — del 77, T.V.E. nos endosó un programa especial donde lo florido de la fauna política nos enjuiciara los «logros» a los que nos han llevado durante este tiempo.

Mientras que UCD y PSOE salieron representados por dos alevines, Rafael Arias Salgado y Alfonso Guerra, el PC y Apopular los máximos exponentes del totalitarismo ideológico constitucional no quisieron aprovechar el momento de ofrecer caras nuevas y por tanto los eternos y permanentes Fraga y Carrillo lanzaron a las ondas sus imágenes.

A pesar de que el comentar sus intervenciones resulta una tentación para cualquier revolucionario, por lo

jugosas y dado que se comentan a sí mismas vale la pena dejar solos a los protagonistas.

Comenzaría Jordi Pujol socialdemócrata, banquero y patibulo a más de líder de Convergencia Democrática de Cataluña que refiriéndose a los que dicen que «nada ha cambiado en el país», (nosotros entre otros muchos) les dice que «no es ser serios». Da como hecho el que la situación carcelaria se solventó con lo que él llama «la Amnistía dada» así como el que «la Autonomía es un hecho», lo negativo sería «algunos titubeos, inquietudes y la falta de eficacia del Pacto de la Moncloa», cinismo, idiotéz... política.

Fraga desde el principio acomete elogiando a las «fuerzas armadas que merecen un 10», «que el deterioro del orden público es evidente sin que pase un día que un guardia civil sea atacado o se hagan ofensas a la bandera»; de las cárceles dice, «que son una triste necesidad», «que el dinero invertido no sirve para nada (estamos de acuerdo) tanto en cuanto incluso se asesina a un director general de prisiones» terminando en que «espera bastante de las próximas elecciones».

El inefable Carrillo con gafas muy puesto él, nos dice que «los cambios son muy importantes, prueba de ello es que la prensa es libre (aunque aclara que ello según la concepción occidental) los partidos y sindicatos son libres, aunque no nos demos cuenta «que están elaborando una Constitución» que como va redactada durará mucho tiempo»; entra en lo de la Moncloa como un «pacto positivo» aunque se queja de que «no se haya aplicado en su totalidad», se refiere al «consenso como una necesidad, porque de no ser así, sin consenso en España no gobernaría un partido, ni un gobierno, sino otras fuerzas» por eso es una «necesidad», no resiste a elogiar al rey «como motor de cambio y árbitro», lo negativo pegas como las municipales, actitud de «un sector de empresarios», etc., y que «la opinión

de los comunistas del P.C.E. es de que las fuerzas políticas de este país elaboren conjuntamente un plan de dos o tres años, lo que permitiría reparar algunas injusticias» siendo el más extenso de todos, termina diciendo que «la T.V.E. es partidista y que el desencanto del pueblo y la desesperanza se debe a la labor de T.V.».

Alfonso Guerra alevín de F. González nos utiliza un tono paternal y como en confesión nos dice que «la gente votó por necesidad de cambio, pero que ahora hay un desencanto y apatía en el pueblo pues la democracia se reduce al Parlamento», sigue descubriendo América y nos cuenta cosas de su mundo parlamentario y los esfuerzos que el PSOE realiza en una entonación sentimental y electorera cara a las municipales que se ve a la legua, y nos hace verter agua en el defecario para que arrastre pronto toda esa mierda...

El de UCD, Arias Salgado muy en su sitio de partido en el poder con gran tecnocratismo se da junto con PSOE las marcadas de la noche en cuanto a acumular chorradas, sus recuerdos a «Suárez», sus fidelidades a «Suárez» sus reconocimientos a «Suárez» así como el delecto constante de «UCD», nos sobrecoje el alma de tanta emotividad en el acento, cuando nos dice «España avanza hacia los países más avanzados» que entre lo hecho está «la reforma de la economía que da resultado el control de los índices de coste de vida, los precios, la inflación y pagos en la balanza» «UCD se consolida, se responsabiliza por lo que la caracteriza, es su etc., etc.», amén de todo el sobamiento a la monarquía como es costumbre en esos pagos.

Al término de todo, ya no dudamos, seguros estamos del dicho que dice que hay más fuera que dentro.

F. GARCIA CANO

Tarrasa, Junio 1978.

EL LUCHO COMBATIF SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Políticos y capitalistas extienden la guerra social contra los trabajadores

EL MERCADO COMUN: MONOPOLIOS COMERCIALES Y CAPITALISMO SALVAJE

El ingreso de España es una operación de compra-venta de obreros Socialistas y comunistas, en apoyo del Estado y la Burocracia «Nacionalizar»: método para explotar más brutalmente a los trabajadores

PARIS. — El proceso político-financiero de incorporación del Estado regido, comercial y militarmente, por la Administración Pública y los Sistemas Bancarios centralizados en Madrid, pone de manifiesto la violencia del curso actual de la guerra social del Capital y el Estado de las Cosas Dominantes contra los ciudadanos.

La decisión de un burócrata, en Bruselas, afecta, negativamente, a la vida de los trabajadores andaluces, los olivaderos de Jaén, los viticultores de la Rioja, los naranjeros de Valencia; trabajadores, braceros, pequeños comerciantes, segadores, temporeros en el Mediodía francés, que emigran para defender a su familia de la violencia económica y criminal de la guerra financiera desencadenada contra los obreros, son el «capital social» que un núcleo muy reducido de políticos (secretarios generales y equipos de influencia de cada partido) maneja, como si de monedas o ganado se tratase, y llevan al mercado para vender o comprar, al curso legal establecido por el Estado.

El actual equipo ministerial que dirige los destinos de la administración pública centralizada en Madrid decidió, sin la más mínima consulta o información «iniciar» el proceso de «incorporación» de España a la Comunidad Económica Europea (1), solicitando el ingreso oficial en la sofisticada maquinaria política creada por el tratado de Roma.

(1) El proceso se inició en la segunda quincena del mes de julio de 1977 con el apoyo de toda la clase política en el poder, dispuesta a repartirse las prebendas del proceso: los liberales, el apoyo del capitalismo multinacional; los socialistas, recogiendo los créditos bancarios de la socialdemocracia alemana, que proporcionan excelentes remuneraciones a los profesionales del PSOE y la UGT; los comunistas, ofreciendo al Capital su «control» de los trabajadores para crecer administrativamente. Despachos y subvenciones estatales, a cambio de frenar huelgas. «Mercado Común» es el nombre con que se conoce la «Comunidad Económica Europea» (CEE), creado por el Tratado de Roma en 1947.

CARNE HUMANA PARA EL MATADERO

Con este acto público, se cometía el primer atentado contra los ciudadanos: el simple hecho de tal solicitud anuló el tratado preferencial entre España y la CEE firmado en 1970, por el cual los exportadores españoles gozaban de ciertas ventajas, y los trabajadores afectados, en consecuencia, tenían una cierta defensa formal. La solicitud anula tal tratado, y obliga a los exportadores a aceptar, en cada momento, las decisiones de la burocracia de Bruselas.

los exportadores quedan abandonados en las aguas oceánicas del comercio europeo, regulado por unas normas de intercambio que favorecen a los monopolios internacionales. De este modo, los exportadores españoles sufren de las presiones, bien reales, de la división internacional de trabajo, controlada por las empresas trans o multinacionales. Los trabajadores, pues, ven que sus puestos de trabajo, su vida cotidiana, se ve afectada, directamente, por decisiones que, geográficamente, se decretan a millares de kilómetros, y que, socialmente, representan el control social más directo y serial. Un olivadero de Jaén, por ejemplo, verá afectado su trabajo por el precio de la oliva que será decretado en Bruselas, por una administración que obedece a los intereses de los consorcios distribuidores de Francia e Italia. Un zapatero de Albacete, por ejemplo, verá su puesto de trabajo amenazado según se regulen

las normas de importación que decreta la administración de París o Bonn. Un temporero valenciano, cordobés, sevillano, gallego, su trabajo reglamentado por una burocracia que, a millares de kilómetros de distancia, compra-vende las horas de su vida, su vida misma, como si fuese carne de buey condenada al matadero industrial.

Los acuerdos preferenciales de España con la C.E.E. de 1970, eran acuerdos de orden capitalista-estatal, pero, defendiendo un «statu quo» favorable a asegurar a los mercados europeos productos españoles, ofrecía a los exportadores la posibilidad de negociar en situación de seguridad. Como consecuencia, el mercado de trabajo estaba «amparado» por ciertas aunque vagas defensas. Suprimiendo, terminantemente, los acuerdos de 1970, para favorecer una operación política de-

(Pasa a la página 2)

F. LOCAL DE SAN CARLOS DE LA RAPITA (CNT)

MASACRE Y TRAGEDIA EN «LOS ALFAQUES» CULPABLE LA AVARICIA CAPITALISTA

El pasado 11 de julio aconteció la masacre del camping «Los Alfaques» cerca de la población de San Carlos de la Rapita y situado en el término municipal de Alcanar.

El hecho tuvo lugar al perder el control el conductor de un camión-cuica cargado con gas (Protileno), y como consecuencia explotó ocasionando 190 muertos y un sin fin de heridos agonizantes, que van pasando cada día a engrosar el nutrido número de víctimas; en mayoría eran extranjeros, pero también hubo algunos muertos de San Carlos.

¿Quién es el culpable?, los camiones, los chóferes, NO; el culpable es el beneficio avaricioso capitalista que llevan dentro y que manipula un tupido velo de fuerzas sociales como los políticos, tecnócratas, oportunistas que hacen el juego a los capitalistas, auténticos culpables de todos los asesinatos irresponsables.

Una vez tenida noticia de la masacre la «fuerza protástica» salieron a la calle como protestas controladas y manipulando a las masas, llamando la atención a unos compañeros anarquistas que estaban parando la circulación para facilitar el paso de

las ambulancias. Y en una asamblea final de dicha manifestación de protesta empezaron a explicar la alternativa política sobre el transvase del Ebro y sus conversaciones con la inutilidad de Tarradellas. Pero lo que no explicaron es que la Comisión tripartita de negociaciones formada por ayuntamientos, políticos y sindicatos reformistas estaban estudiando la alternativa de construcción de siete grupos nucleares además de los de Ascó y Vandellós. ¿Qué pasaría si explotara uno de esos grupos? La masacre del camping es un aviso.

¿Se puede pedir mayor irresponsabilidad que la demostrada por los políticos, fabricantes de velos?

Finalizada la asamblea se convocó una manifestación para el día 12.

El día 12 a las ocho de la tarde se salió del Ayuntamiento. La manifestación iba encabezada por los reformistas de derechas e izquierdas, los mismos causantes de los crímenes encabezaban la manifestación.

Se hizo una sentada, preparada para dos horas, pero como buenos sastres el comité autonómico por ellos mismos, sin votos «democráticos», lo recortó a una hora, convo-

cándose para el día siguiente a las masas manipuladas delante del Ayuntamiento a las nueve de la tarde.

El día 13 a las 9 de la noche, como es costumbre se reunió el pueblo delante del Ayuntamiento, sin hacerse una asamblea previa salió la manifestación hacia el lugar de costumbre, dirigiéndola la consabida élite política, recalcando y marginando a la militancia de C.N.T. de forma, impidiendo de llevar pancartas alusivas de CNT ni de ninguna organización, reservándose su derecho de controlar a las masas. Finalizando la hora de paro un compañero pidió permiso para hablar, negándose la consabida comisión política. Al negarle el derecho a expresarse la gente los abucheó y levantó el brazo, para que el compañero hablara, disolviéndose seguidamente la manifestación.

Pero no contaban los podridos políticos, con la espontaneidad de la gente, organizándose un paro de otra hora activando sugerido por compañeros anarquistas, fue entonces cuando los podridos políticos perdieron el control de la gente. Y fue

(Pasa a la página 8)

LA EUROPA FEDERAL: UN PROYECTO ANARQUISTA

(Viene de la página 1)

magógica, se ha «internacionalizado» la guerra social contra los trabajadores, que sufren en su carne los desvarios de la clase política profesional.

LOS «SOCIALISTAS», APOYADOS POR EL CAPITALISMO ALEMÁN

Tras la aceptación del proceso político de incorporación a la CEE, se desencadena una nueva batalla, con carne humana troceada en los mercados: los comunistas franceses, en un ejercicio paranoico fascio-stalinista-militar desencadenan otra batalla contra el ingreso de España en la CEE, favoreciendo los intereses más desenfundados de la patronal y los monopolios franceses. Los comunistas españoles no tienen política al respecto: se limitan a repetir que ellos piden la «nacionalización» de la producción; de otro modo: un modelo de acumulación de capital estatal que los gerentes del Partido controlan de modo policial; la experiencia, desde Plejanov, se denuncia como la más brutal restauración del capitalismo asiático-dictatorial, y la URSS, China, son el ejemplo más notable de capitalismo estatal imperialista.

Los socialistas (españoles y franceses) continúan su política tradicional, de «ni chicha ni limoná»: oscilan entre la «nacionalización» marxista (restauración del capitalismo estatal) y la socialdemocracia más moderada, que es más liberal y democrática que los modelos de acumulación de capital marxistas, pero que es una firme defensora de las multinacionales y del capitalismo monopolista (en este sentido, el hecho de que la gran banca alemana, la más poderosa, tras la americana, en el mundo occidental, financie con ochocientos millones de pesetas de créditos, la expansión del «sindicato socialista» UGT, controlado por el PSOE, no deja de ser un hecho bien elocuente de los proyectos comerciales y financieros del capitalismo alemán) (2).

La derecha liberal en el poder, más inteligente y más firme, si cabe, en sus proyectos de pacificación financiera de la guerra social, a través de una más firme, todavía, represión-normalización comercial, está imponiendo, física, financiera, política, administrativa, policialmente, sus proyectos de lucha contra los trabajadores, es este modo:

CONTRA LOS TRABAJADORES...

1. — Desmantelando administrativamente el capitalismo franquista, para instalar un nuevo modelo de producción y acumulación de capital. El General Franco creó un sistema financiero de carácter militar-bancario: empresas estatales, consorcios bancarios dirigidos por la élite política heredera de la insurrección militar, y que, a través de una centralización absoluta del crédito, crearon un modelo de acumulación de capital teocrático, militarista.

La nueva clase en el poder está desmantelando tal sistema financiero, para acomodarlo a sus intereses. El capitalismo franquista está dejando paso a la colonización de las multinacionales europeas y americanas (a través de la corrupción, las prebendas y los bajos servicios con

(2) El ministro español de finanzas «explicó» en las Cortes la «legalidad» de la operación, única en la historia del movimiento obrero: la de la gran banca alemana auxiliando con sus créditos bancarios a la creación de un «sindicato socialista».

— Los monopolios estatales o capitalistas no son rentables y sí son criminales.

— El Estado: enemigo público número uno.

— Contra el trabajo y la explotación capitalista: el modelo de producción federal, la libre asociación de productores y consumidores.

— Contra la «Patria», la federación de colectividades libres.

que pagan a los burócratas madrileños que las favorecen), a un empresario dependiente en lo energético de lo exterior, tecnológicamente al servicio de las multinacionales (que utilizan el mercado laboral como campo de experimentación de tecnologías de escaso rendimiento, mucha mano de obra barata, que es utilizada como mera carne de cañón), comercialmente convertido en sucursal cuyo rendimiento debe acelerar para alargar y cumplir los imperativos imperialistas de las multinacionales.

Así, la agricultura andaluza está siendo desmontada para cumplir las exigencias de la burocracia de la CEE. El comercio de granos está siendo desmontado según los intereses de las multinacionales que controlan el comercio del trigo y la soja desde la Bolsa de Chicago. La industria del automóvil está colonizada por el capital francés (a su vez, colonizado por la tecnología americana). La alternativa energética nuclear obedece a las necesidades de exportación de las firmas americanas y francesas.

Las consecuencias inmediatas de esta guerra comercial, para los trabajadores, son bien evidentes: un oliverero de Jaén perderá su trabajo porque en Bruselas se ha decidido que la aceituna andaluza ya no interesa en el mercado (excedentario), un operario de la Chrysler deberá cambiar de trabajo, porque una operación comercial consumada en secreto en Londres (venta de todas las sucursales europeas de Chrysler Corporation a un patrón francés, Peugeot, porque a la firma americana le interesa obtener dinero fresco para invertir en tecnologías de punta, electrónica, informática, y abandona a los capitalistas europeos una rama de producción de rendimiento decreciente, como es el automóvil; a su vez, el capital francés, utiliza el mismo sistema de colonización contra los trabajadores de la Península), una operación consumada en Londres, si, será un drama familiar para los centenares de trabajadores que deben cambiar de trabajo, al ser despedidos, trasladados a otro centro de trabajo. Un minero de Almadén deberá su vida a un oscuro funcionario que, en París, decidirá cual es el destino de la nueva política industrial de una empresa francesa que controla más del 50 por 100 del aluminio que se produce en España. Un agricultor de Badajoz deberá alimentar a sus cerdos con cereales vendidos por los americanos. Un agricultor de Jaén deberá arrasar sus antiguos cultivos, porque un consorcio de Texas se ha introducido en el mercado madrileño pagando ilegalmente dinero ilegal a funcionarios dispuestos a todo e impone, por la violencia comercial, sus normas de cultivo y consumo de granos...

2. — Este proceso, en marcha, tiene sus víctimas bien evidentes: los trabajadores, que deben pagar con su trabajo, sometido a la violencia financiera (inflación, paro, inseguridad social, violencia administrativa)

y obedece al proceso de instalación del nuevo modelo de acumulación de capital.

Los conservadores-liberales (herederos del franquismo, policía franquista, financieros partidarios de los modelos anglosajones) están ganando la batalla, y su modelo de crecimiento es bien nitido: en nombre de la «libre empresa» se consuma la colonización de las multinacionales, el crecimiento de los monopolios de mercado; se desmantela la teocracia franquista (militar, religiosa) para instalar la teocracia del capitalismo puro: un Estado que defiende militarmente el Estado de Cosas Dominante, y unos grupos financieros que guerrean y comercian con carne humana con la misma falta de escrúpulos que si se tratase de comprar y vender carne infectada de tuberculosis.

ASI NOS MATA LA «NACIONALIZACION»

Socialistas y comunistas, proponen aliar en los crímenes ya bien evidentes del mercado monopolista con los crímenes que se desprenden de favorecer el crecimiento más desmesurado de la maquinaria estatal...

En efecto. La solución mágica de la «dizquierda» es «nacionalizar». Ahora bien, «nacionalizar» es restaurar el capitalismo estatal: el advenimiento del imperialismo soviético es el argumento más visible, aunque sólo comprensible en este marco:

— «nacionalizar» significa suprimir uno o varios propietarios particulares por un «propietario único», el Estado. Tal proceso tiene contra los trabajadores las desventajas de la tiranía y de la incapacidad comercial. El Estado, propietario único, tiene por «representantes legales» a la burocracia, que, lógicamente, defiende sus intereses: control estatal, acumulación de capital. No hay un sólo país en el planeta donde se haya consumado la nacionalización (URSS, China, Inglaterra, Francia, etc.) donde el estatismo funcione. Por el contrario, a más burocracia, más poder estatal; a más poder estatal, menos eficacia práctica.

— tal «nacionalización» se convierte en una maquinaria incompetente que funciona mal (3). Por ejemplo: la Unión Soviética, desde Herodoto, era el «granero de Europa», el más gigantesco productor de trigo de la historia de la humanidad: desde la «nacionalización» la rentabilidad ha disminuido, el absentismo es ley, la militarización del trabajo sólo es un obstáculo para la produc-

(3) Desde un punto de vista liberal-conservador, Harry Lepage analiza en «Autogestion et capitalisme» (Ed. Masson, Paris, 1978) el «maltusianismo» la escasa rentabilidad de la empresa «estatal», desmenuzando, con éxito, el modelo yugoslavo de «autogestión estatal», mostrando, felizmente, como la centralización estatal conduce a una escasa producción de riqueza que se traduce en incremento de las medidas policiales de control social para «instigar» militarmente al trabajo.

ción; y, como consecuencia, el pan que se comen los trabajadores soviéticos se fabrica con trigo norteamericano (4). Otro ejemplo: la tecnología nuclear francesa... centralizando el poder de decisión en la élite burocrática se entrega todo el poder estatal a un muy reducido número de militares, que, en cualquier momento, imponen sus decisiones (militares y civiles) al resto de la población civil. Otro ejemplo: los ferrocarriles españoles, el metro madrileño... servicios públicos particularmente horribles, nefastos y mal dirigidos; el trabajador paga, a través de los impuestos, y, a cambio, recibe mal servicio, y la empresa estatal devora miles de millones de déficit, en su barriga burocrática. Otro ejemplo: la seguridad social española... no se conoce otro crimen económico más brutal contra la economía de un país; su déficit es de varios centenares de millones de pesetas; sus servicios están corrompidos; la burocracia cubre y ampara tal espolio industrial de la vida y la economía de los ciudadanos.

— la «nacionalización» tiene unos efectos inmediatos determinantes y nefastos: creación de burocracia («enchufados»... palabra que, en Madrid, se incorporó al vocabulario público cuando el PSOE decidió colaborar estrechamente con la Dictadura de Primo de Rivera, y colocó a sus profesionales en puestos de favor), incremento geométrico de los gastos del Estado (en presupuestos gigantescos, que la burocracia, para defender su propia supervivencia, continúa haciendo crecer), incremento geométrico de los controles policiales, militares, administrativos y financieros que finalmente, son particularmente poco rentables y honerosos para el Estado y para los ciudadanos, que deben pagar tales servicios. Desde el punto de vista político-filosófico, la consecuencia es decisiva: acelerar el poder de represión-control del Estado contra los ciudadanos, centralizar las decisiones del Poder en un reducido núcleo de profesionales que pueden imponer dictatorialmente los destinos de millares de vidas.

En los países del Este el problema es claro: para tener trabajo, vivir, es necesario «confesarse» en la religión del Estado. Los capitalistas del XIX obligaban a sus obreros a ir a misa, el capitalismo estatal exige obediencia en la religión de Estado. Antes, la casta sacerdotal hacía y deshacía a su antojo, trataba a los hombres como bestias en nombre de Dios. Los partidos comunistas dan las mismas bendiciones, ofrecen el mismo paraíso, y tratan a los obreros como «masas», en nombre de la línea política que ha decretado por ellos el señor secretario general. Nacionalizar es ofrecer el poder absoluto a una élite de profesionales.

MAS BUROCRACIA, MAS PRIVILEGIOS

El discurso liberal-conservador, el discurso socialista y el discurso comunista tienen algo en común: construir una «corteza política» en oposición y explotación de los ciudada-

(4) La dependencia alimenticia de la URSS con respecto a los países occidentales y, más exactamente, de EE. UU. es uno de los hechos más llamativos que denuncian por sí solo el drama de los trabajadores soviéticos; condenados a unas condiciones paramilitares de organización laboral, deben hacer cola para comprar pan, porque la centralización leninista del poder político y financiero es incapaz de producir una riqueza tan elemental como es el trigo, el pan.

SINDICALES Y CONGRESOS

Terminado el Congreso de la UGT, así mismo el de CC OO, es hora de preguntarse ¿qué es lo que han aportado en tanto que organismos de clase, a la lucha por la emancipación proletaria?

De entrada y examinadas las conclusiones a las que ambas centrales han llegado, hay que descartar cualquier alusión o preocupación sobre el tema; parecen decir, y sus «prácticas» hasta hoy lo confirman que de «eso» ya se preocupará el partido: PCE, PSOE respectivamente. Las permanencias de los esquemas de «sujeción» y «protección» del partido dentro de esas centrales se fortifica con la reelección de los mismos «dirigentes» y las mismas ejecutivas burocráticas sindicales fuertemente aferradas en los pilares de control del andamiaje.

Ciertamente es que el proletariado, incluso el que tienen encuadrado en sus filas no ha estado ni mucho menos pendiente de las resoluciones que se tomaran, puesto que si hay que destacar algo es que en estos abortos pseudosindicales se ha consagrado la transmisión de los esquemas del parlamentarismo a las entes sindicales burocratizadas, donde unos «expertos» dirigen y ordenan, y el resto o bien obedecen o se mantienen al margen. Hay que destacar que incluso las reivindicaciones que UGT — y no comentaremos las de CC OO dada su similitud — se plantea como actuación a corto plazo; ejemplos 40 horas de trabajo, 30 días de vacaciones, jubilación voluntaria a los 60 años ó 40 de servicio con el 100/100, escolarización hasta los 16 años en una primera fase y hasta los 18 en la segunda, son reivindicaciones tan asumidas por los trabajadores desde hace ya años, que el que aparezcan como resoluciones de cualquier organismo obrero, no sólo significa un evidente desfase con la realidad obrera, sino que supone un claro retroceso en la dinámica reivindicativa de la clase.

La homologación integracionista con el sistema establecido tiene una clara referencia en lo que a UGT concierne cuando dice «el Congreso aboga por la creación de un Instituto de Empleo gestionado de modo tripartito por centrales, patronales y administración», fórmula nada original, pero que objetivamente entronca con la vía colaboracionista histórica ugetista.

Lejana pues, muy lejana queda la UGT tan querida de aquellos esforzados militantes, porque no, que codo a codo con CNT se echaban el fusil al hombro en realizaciones constructivas de la revolución del 36, lejos queda ya esa imagen acuñada en la inseguridad de un exilio de una UGT revolucionaria que en algunos momentos pudo, para algunos, incluso hacer viable la unificación sindical proletaria.

No es andar por las ramas decir que todo ese historial es un lastre molesto de llevar para el ejecutivismo burgués instaurado en ella, quedan muy cerca en el tiempo las expulsiones llevadas a cabo por ejemplo en Madrid, — ha habido en otros sitios — donde las motivaciones han sido el plantear una huelga sin «permisos» secundando las acciones de CNT; si esto era a nivel de comités provinciales, ¿qué puede ocurrir con el simple afiliado o militante acusado de extremista?

La ligazón de UGT con el PSOE compartiendo plenamente sus directrices inequívocamente social-demócratas moderadas, es un «handicap» para la clase obrera, pero es también sin dejar dudas el final, la muerte de una, a pesar de todo, gran central de trabajadores.

CC. OO. Y EL CANTO DE LA UNIDAD

Y si la UGT es reducto colaboracionista de integración de los trabajadores al sistema, ¿qué no son CC OO, cuyos cuadros de dirección están formados por el elitismo staliniano que afirmara en la poltrona a Carrillo en el reciente congreso, frente a los tímidos intentos de tendencias discrepantes del actual «aparato».

En el primer congreso de CC OO suponemos que incidiendo en su tan cacareada «línea de nuevo tipo sindical», Camacho al igual que su compañero Luciano Lama (secretario de la CGIL comunista italiana, modelo de las Comisiones en cuanto a dinámica a seguir, y presente como invitado) dictamina en su informe de gestión que «el sindicalismo se ha de movilizar contra el terrorismo» poniendo sin más en el terreno de lo posible el que los sindicalistas de CC OO se conviertan en confidentes policiales, coincidiendo así en los análisis presentados con los de la más reaccionaria ultraderecha.

No nos extraña la unanimidad de criterios con el PC, punto de detalle coincidente en las sindicales a remolque de partidos, es que siempre celebran sus comicios después de ellos con lo que se obvian las «sorpresas» o salidas de tono, baste saber que adoptó el PC, PSOE, PTE, ORT y el Vaticano, para saber por donde irán las CC OO, UGT, SU, USO respectivamente. En comisiones y su congreso no podía faltar el afán unificador en la liturgia comunista, sin que el desdoro del término dada la cantidad de «unitarios» les afecte, se lanza un cable a UGT, como lo viene haciendo desde hace ya algún tiempo el PC al PSOE en el cual los trinos del embaucamiento comunista dejan entrever el afán absorcionista que se manifiesta en los términos de «coordinación cada vez más estrecha», si en un tiempo las Juventudes Socialistas, el PSOE y la UGT fueron minados, solo los intereses que se mueven en las cancellerías de Alemania y Washington hacen imposible la repetición de lo mismo, ya que las distancias en que se mueven unos y otros se funden y complementan.

HAY QUE AVANZAR

No cabe duda de que en nosotros está nuestro mayor enemigo.

Cuando se dice que no se puede ir hacia adelante, que falta concienciación, que somos pocos en número, huelo la justificación de convencerse a sí mismos. Porque no es que no se pueda ir hacia adelante, sino que es más fácil el no ir.

Porque el «ir» siempre supone problemas y si es eso, entonces dejemos de involucrar las cosas.

Ir hacia adelante no es solo un as-

pecto de la cuestión, si es lo que se le achaca, nada impide ajustar mejor, funcionar mejor y agrupar mejor nuestros esfuerzos excepto nosotros mismos y no hay excusas que puedan justificar lo contrario y esto es «ir hacia adelante».

Es más fácil asentar que despertar, es más fácil criticar que el hacer algo. Nada impide crear, formar y apuntalar a nuevos cuadros de juventud, nada falta (y menos trabajo) para pensar o llevar adelante la inquietud, porque, no es que «haya» que hacer algo, esto, aquello, lo de más allá, es que hay que hacerlo ya manos a la obra, sin pensar que seamos pocos, ni esperar a los demás. Los cuentos son de los niños, no es que, hay que hacer... es que hay que hacerlo... es que hay que matar el gusano de la comodidad que se instala dentro de nosotros, el gusto pequeño burgués de «que lo hagan los demás» el panzismo de «pasar de todo».

Quien acostumbra a mirar termina por dormirse; aquel que gusta llorar nos vuelve un valle de lágrimas. Ir hacia adelante es también no ser un mueble ni un obstáculo, ni crear ni caer al confucionismo.

Porque el número no es problema que anule la voluntad, ni acabe nuestro trabajo, ni rompa nuestro objetivo, ni interrumpa nuestra acción ni... los pretextos para quien los necesite.

Son tiempos de caminar, no de sentarse al camino, tiempos para reafirmar estructuras y avanzar entre el proletariado nuestro medio natural, puesto que somos parte de él, pero sin caer en el pesimismo en la actitud, ni el practicismo de los números.

Nada impide intensificar la propaganda, el hacer proselitismo, porque no son los demás trabajadores los que se tienen que «deslumbrar» con nosotros, sino que somos nosotros los que tenemos que llegar hasta ellos y explicar, conversar, convencer y, esto no se puede hacer desde la silla espectadora, ni de la postura inconsecuente, sino laborando con ellos codo a codo, aprendiendo, estando donde ellos, buscando donde se encuentren y mostrando con el ejemplo.

Dar las batallas por pérdidas antes de que se empiecen es ir derechos a la nulidad y no es el tiempo el que ha de arreglar las cosas, no es con la ineficacia ajena como nos hemos de afirmar nosotros; eso es una falsa teoría, es con nuestro esfuerzo inteligente siempre en la brecha, es con nuestro dinamismo siempre en la acción como hemos de afirmarnos y hoy por hoy nada lo impide excepto nosotros mismos y nuestra «autojustificación».

F. GARCIA CANO

Tarrasa, julio 1978.

SOL Y SOMBRAS

Estando, pero sin heroísmo

Burdeos a la vista, hace ya treinta y cinco años. Con alemanes imponentes. En la calle y por todo.

Sometidos a trabajos duros (el compañero E. Martínez puede recordarlos) el resultado fue una hinchazón en las rodillas que me dificultaban la marcha. Y había que ganarse la vida, carajo. Lo difícil era llegar al tajo, a la distancia de cuatro kilómetros de casa. Duro, durísimo, andar con pena, con un pinchazo a cada paso. El descanso estaba, no obstante, en el sitio de labor. Cortábamos hierba por delante y nos salía por detrás. Era la imagen que sesenta españoles nos dábamos del nada — o poco — hacer.

En la circunstancia se presentó en casa, reiteradamente, un compañero que cumplía el heroísmo de figurar en el Subcomité de la C.N.T. en zona ocupada. Quería que yo le reemplazara en heroísmos. No estaba cansado de ellos, pero es normal renovar cargos...

— Tu ves que tengo las piernas imposibles — le argüía.

— Cierto. Pero cuenta más tu predisposición revolucionaria.

Contó su testarudez en visitarme para soltar la antibreve. Pues para que la Organización no sufriera un vacío, me entregué de lleno al supuesto heroísmo.

Más acá en «España Libre» el heroico ese se felicitó de haber aguantado un cargo que, por miedo a los alemanes, nadie quería aceptar. Una berruezada de tantas.

Yendo y viniendo del tajo, un día u otro nos había de atrapar la aviación inglesa, agresiva de suyo. En ese día, españoles y alemanes corrían; yo, no. De haber podido ha-

cerlo, gano el campeonato. Ignorando mi estado, los corredores se hacían cruces de mi valentía. Mejor valió así.

Peligrosa fue la visita que me hizo a las 10 nocturnas, un compañero Guerrero escapado de la Gestapo de Clermont-Ferrand. Yo no lo conocía y él quería protegerse del toque de queda nazi. ¿Y si el tal resultaba un agente del enemigo? Yo y los catorce más alojados en mi compartimento podíamos ir a parar a Mauthausen. Momento difícil. Y echar a la calle a Guerrero, era un caso de conciencia. Fui a ver a Carreño, alojado en la Caserna Niel. Carreño había estado en Clermont y conocía a Guerrero. Regresado a mi lar, le dije a Guerrero quedar en casa. Me abrazó satisfecho.

Casualmente, me libré del viaje a Mauthausen en otra circunstancia.

Estudiantes resistentes cedían a la C.N.T. un buen stock de metralletas inglesas que no encontraban manos francesas para empuñarlas. «Vosotros, los anar españoles, sois capaces de ello», nos dijeron. Pero los dos estudiantes del trato perecieron en un encontronazo sostenido con los schupos en el «cours de la Somme», quedando el asunto muerto como los dos bravos muchachos.

Queriendo ser héroes, a veces la suerte (o la desgracia) no nos favorecen.

J. FERRER



RELACIONES Y ACTITUDES EN LA BASE DE LA MARGINALIDAD

En la sociedad de alta concentración capitalista en la que nos encontramos inmersos, más allá de la opresión económica de una clase social por otra, despunta la situación conflictiva entre los valores dominantes y la realidad presente del individuo, lo cual hace que, ante la imposibilidad de acoplamiento en la estructura social vigente éste se encuentre al margen, en la cuneta de la sociedad.

Hoy en día, aunque el criterio económico pueda ser el predominante en la configuración de las clases sociales, sin embargo no es determinante en la consideración de la opresión generalizada que experimentan los individuos, sin importar la forma particular de sociedad. El determinismo económico y el voluntarismo político no sirven hoy — nunca han servido — para explicar el sistema de dominio que nos atenaza. En la cuneta de la sociedad, postergados a la marginalidad, se encuentran no sólo las víctimas de la plusvalía sino, y de un modo muy especial, los que se ven excluidos del proceso de producción porque su fuerza de trabajo carece de valor de cambio o aquéllos que, incluidos en éste, su forma de conducta entra en abierta contradicción con la normativa general.

«Lo Social» y la periferia de la sociedad

Un posible conflicto entre los valores esenciales de una sociedad y la dificultad, para determinadas categorías, de aplicarlos a su vida cotidiana crea una cierta desventaja inicial de cara a obtener la coherencia del «status» que todo ser humano ambiciona. De una manera patente, existe, pues, en una estructura social determinada, una inferioridad de condiciones, y no sólo económicas, de unas categorías respecto a otras, que sí pueden adaptar sin dificultad sus formas de vida a estos valores dominantes, aquéllos que lo consiguen podemos decir que se encuentran situados en la esfera de «Lo Social», del cual emana todo el sistema de normas, institucionalizado por el Poder, contando a su vez con la aquiescencia de la «mayoría». Aquellas categorías de individuos que, por diferentes motivos, no se asientan en «Lo Social» serán impelidos a la periferia marginal donde no disfrutarán de derecho alguno, pero, en cambio, tampoco estarán exentos de las obligaciones y, sobre todo, del respeto a la Norma, cuyo incumplimiento será perseguido y castigado o, en el mejor de los casos, simplemente menospreciado.

«Lo Social» no se limita a condenar a aquellos que juzga «anormales» al aislamiento de la periferia social, sino que además estima que estos individuos o grupos de individuos no son enteramente responsables e incluso su conducta es considerada como «peligrosa» para la buena marcha de la sociedad.

Así pues, «Lo Social» será un concepto abstracto, utilizado para simbolizar el conjunto de valores y conductas que se convierten en Norma para los miembros de la sociedad. Todos aquellos que no se incluyan en dicho concepto se verán marginados y conceptuados de «anormales» por el resto que a través de sus instituciones les someterá a vigilancia y a castigos, si es necesario, a causa de su específica «anormalidad».

Actitud de «Lo Social» respecto al marginado

Toda estructura social puede generar sistemas más o menos abiertos o sistemas más o menos cerrados, por tanto la actitud de sus miembros en lo que a los marginados se refiere estará en consonancia con la tolerancia o intolerancia que permite la Norma imperante en cada sistema; de este modo, en un sistema cerrado «Lo Social» será inflexible con la marginalidad; el acatamiento o la destrucción. Pero en un sistema relativamente abierto — en las llamadas «democracias occidentales», por ejemplo — las actitudes que se manifiestan vendrán caracterizadas por los siguientes rasgos:

— **Paternalismo:** se pone en juego cierta compasión hipócrita que tolera a los marginados, incluso puede llegar a «socorrerlos», en según qué casos y según que grupos, pero manteniéndoles en su marginalidad.

— **Menosprecio:** Por el mero hecho de ser «normativos» o «normales» aquellos que se aferran a «Lo Social» se sienten imbuidos de una superior preminencia y, por consiguiente, los marginados, a causa de su no-adaptación, serán considerados seres de inferior categoría.

No sólo Pau Casals merece admiración y loas. Hay otros en este mundo, menos musicales, pero tan profundos y anímicos como el violoncelista. Por ejemplo, Pau Serarols, este empecinado cuan ignorado compañero que acaba de fenecer y ser enterrado en Burdeos.

Pocos compañeros han acudido al sepelio por desconocimiento de la mala nueva. Sus familiares no estimaron la posible manifestación cenetista en loor al confederal de siempre que era su padre y suegro...

Conocía a Pau Serarols de siempre. Regresado de la «mili» en 1912, antes de meterse en la fábrica Vapor Cremat pasó por el Sindicato C.N.T. y ya no salió del mismo. Todos los avatares de la Organización él, como nosotros, los ha sufrido estoicamente, sencillamente, tocándole igualmente percibir indudables satisfacciones que la lucha proporciona.

Era puntual y silencioso en todas las situaciones, y solidario siempre. Cuando «Acción Social Obrera» de Guixols abrió una suscripción en pro del anciano compañero de Levante, Vicente Gomis, quedado solo por prisión de su sobrino, Pau mandó cerrar la suscripción y se metió el viejo en casa. Incluso en el exilio, dentro de su modestia de recursos ha tenido largo dinero para las cuestiones cenetistas.

Del añorado Ateneo Porvenir de Igualada, que tan insuperable labor sindical e ideológica realizó antes y cuando la Dictadura de Primo, recuerdo con inevitable agri dulce el sexteto de «viejos» (el que más, 60 años) cuando después de alternar unas horas con el resto de compa-

— **Temor:** Los marginados con su conducta «insumisa» o «inadaptada» ponen en peligro el «orden» moral y social que los normales echan el bofe por mantener.

De este modo, ante las presentes circunstancias delimitadas por la actitud dominante, los marginados deberán estar sujetos a cierto tipo de vigilancia, control y sanciones. Con estos fines se yergue en la sociedad el aparato multitentacular que convertirá la vigilancia en extrema opresión y la sanción en el más ignominioso de los crímenes. Para todo ello se cuenta con:

— **Instrumentos de control represivo:** padres, maestros, policías, etc.

— **Mecanismos de castigo:** leyes (incluso «preventivas» de futuros comportamientos «anormales») y tribunales.

— **Instituciones punitivas:** Psiquiátricos, asilos, reformatorios, cárceles o centros «especiales» que a nivel teórico — e irónico — se proponen la «reinserción» del marginado, pero en la práctica se convierten en una simple manera de aplicar castigos por encontrarse, el individuo, fuera de la «Norma».

Actitud del marginado respecto a «Lo Social»

En lugar de partir de normas y valores sociales, el marginado toma como punto de referencia la oposición al orden establecido, pero no para renunciar a la búsqueda de su conciencia de identidad social sino para comprender su posición y sus límites.

ñeros y compañeras jóvenes, sahan a rodarla por el Paseo y calles adyacentes en espera de la hora de la cena. De ellos no queda ni uno y se llamaban Miquel Tudó, Josep Castellana, Bartomeu Riba, Pere Massó, Artur Brufau i... Pau Serarols. En recuerdo sí, perviven, pero incluso éste se extinguirá cuando desaparezcamos los ex jóvenes de entonces que aún coleamos.

Una de las características de Pau fue el ser naturalista integral, en cuyo régimen estuvo infinidad de tiempo, y algo le quedaría de ello en los años postreros de su vida a pesar de no poder regirse a su guisa. Conociéndolo, no dudo que uno de sus mayores sufrimientos fue el no poder valer por sí propio, no poder conservar la independencia personal que permite el trabajo. La vejez es un estado miserable cuando impide y supedita, cuando te corta la energía y te reduce a limón sin jugo, no para ser arrojado a la basura, aunque sí ser guardado como una cómoda vieja. Porque Pau fue capaz de ganarse el sustento cara a las contrariedades de la vida, pero con años menos, con ímpetu de la sangre aún no metida en agua. Lo hemos visto, en naturaleza de encina, laborar en textiles, labrar campo, sacar buen café para la venta callejera, lograr carbón perfecto, con ramalazos de iris, en las carboneras. Una vez nos recibió en grupo de setenta u ochenta, en «masover», en un terreno con árboles y río, y ahí me quedo con Pablo feliz en la Naturaleza y en compañía de libertarios.

¿Por qué insistir en lo actual, desagradable por necrológico? — J. F.

Sin embargo, cabe una doble actitud al hablar del comportamiento del marginado respecto al global de la sociedad. En la primera de ellas, el marginado asimila la imagen que «Lo Social» ha forjado de él mismo, se cree inferior al ciudadano «normal», se siente «culpable» de su especificidad y desearía acoplarse a la «Norma», sin embargo este mundo se le presenta inaccesible dada la distancia que «Lo Social» ha establecido entre un ámbito y otro, esto hace que las posibilidades de integración, aún queriendo, sean prácticamente inexistentes.

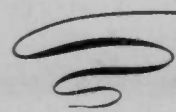
Podemos decir que al adoptar semejante actitud se sobrevalora la imagen del individuo «normal», se le cree poseedor de una capacidad superior y merecedor, por tanto, de singulares privilegios, inaccesibles a los que por una razón u otra «son» marginados.

Por otra parte, podemos hablar de una actitud de impugnación abierta de «Lo Social», representado en sus miembros y sus instituciones, lo que implica una palpable disidencia anti-institucional. Esta actitud se produce cuando el marginado intenta autodefinirse como «diferente», con unas peculiaridades propias a las que no está dispuesto a renunciar ni a asumirlas con conciencia «culpable», es entonces cuando empieza a defender su ser cultural y social, individual y colectivo, en suma, su derecho a existir como un miembro más de la colectividad entera, sin que tenga que estar marginado por ello. Así pues, la inicial admiración de la actitud anterior desemboca, finalmente en hostilidad y odio. El marginado establece, entonces, sus propios valores son lo que en Sociología se denomina «valores de refugio», símbolos de lo substancial que no se desea perder y que es preciso garantizar mientras la sociedad siga considerándoles «anormales».

Sin embargo esta doble actitud del marginado respecto a «Lo Social» produce una «fragmentación de la personalidad» desde el momento que no logra (o ya ni siquiera lo pretende) identificarse con «Lo Social» pero tampoco puede desprenderse de él a fin de poder ser uno mismo, un ser distinto a los demás, vivir libremente y con todos los derechos sus peculiaridades, porque se les juzga, en este sentido igual que a los «normales», es decir, sean como sean los hombres, todos están obligados a respetar la Norma, aún los «anormales». (Un homosexual, por ejemplo, no puede vivir ampliamente su homosexualidad — valor de refugio — aunque esté orgulloso de ella y no pugne consigo mismo por ser «normal», porque se le perseguirá, cuando intente realizarlo, en nombre de la Moral).

De todas maneras, la conciencia de identidad, de vez en vez más extendida, ha inducido, recientemente, a las grandes movilizaciones de grupos marginados que, desechando las vías parlamentarias, reivindican — a menudo de forma radicalizada — su parte de control en el proceso de cambio, naciendo, así, un nuevo movimiento social, a tener en cuenta, si no hemos olvidado aún nuestros viejos ideales libertarios.

GERARD JACAS



POSTALES NAVARRAS

Son muchas las postales que sugiere una rápida visita a la provincia Navarra. A menos que se reduzcan a una instantánea de turista al mes, que no ve y que se pasea con aparato fotográfico de precisión, al que delega la función de mirar. Los dos se quedan a oscuras. El aparato porque la oscuridad le es propia. El turista al mes, — como todo lo que es masa —, porque ignora el arte de mirar para ver. En general se sumerge dentro de la ficción de aburguesado nuevo rico, que es también una variante del oscurantismo. Así nos han parecido la mayoría de ellos, dándole al gatillo de la maquina sin bajarse a veces del coche.

Irún, puerta primera de Guipúzcoa, ofrece el espectáculo propio del desorden franquista prolongado por la monarquía de J. Carlos. Los únicos tres coches del tren que debe llevarnos hasta Pamplona están completos. Todo está reservado. Inútil insistir. Esos coches representan un confort relativo. Están ahí para dar al viajero que logra un asiento, la impresión de rodar sobre vías competitivas. Teóricamente, el trayecto en tren reservado Irún-Pamplona, se recorre en poco menos de tres horas. La mayoría de veces, las tres horas no cumplen. Nosotros debemos contentarnos con un tranvía que tarda cinco horas en cumplir el trayecto de cien escasos kilómetros.

La monarquía, aplaudida y sostenida por todos los diputados, con mucho esmero por parte de los llamados de «izquierda», que en realidad son ambidestros, aumenta, sin necesidad de huelgas, los emolumentos de los parlamentarios, pero soslaya toda reivindicación laboral y se burla de las pésimas condiciones en que los trabajadores deben realizar su labor.

Dentro del cerco de sus antiguas murallas, Pamplona es agradable y limpia. Los barrios populares rebozan gente extranjera. Mucha moedad viste de blanco y rojo. Las tasca trasudan bebidas. Los chiquitos y las tapas se suceden. Los muchos sirvientes parecen pocos ante el aluvión de la clientela cuya algarabía ensordece.

La población ha sextuplicado en 40 años. La ciudad moderna es fiel hermana de las ciudades modernas de todos los países: cubos de hormigón con agujeros cuadrados. Conejeras... Todas las paredes muestran la protesta contra el poder central y centralizador. Los escritos éuskaros avencinan y a veces superan los escritos castellanos. La mayoría de esas protestas son ilegibles. La tinta contenida por las botellas que se han estrellado contra ellas las cubre casi por completo. Dos nacionalismos se oponen. Uno clama el derecho a la libertad por la patria chica, el otro defiende «la patria» una, grande, libre (?).

Esperando el autobús oímos habla castellana con fuerte acento andaluz. Preguntamos si en la ciudad hay muchos españoles del sur.

— ¡Sí, sí! ¡Todos vienen aquí a ponerse las botas!

— En Alsásua — decimos —, vimos muchos obreros portugueses...

— Pues, aquí, no los necesitamos (?).

Hemingway le da la espalda a la plaza de toros. Estos están a la orden del día. La cabeza del escritor, como embobada sobre el bloque de piedra que la sostiene, parece escuchar el clamor de los brutos y el rugido de las fieras.

Más que en otros lugares quizá,

aquí la riqueza artística está encerrada dentro de los templos religiosos que son, a su vez, verdaderas obras arquitecturales. Toda esa riqueza la explotan diversas confesiones católicas. Las compañías de Jesús parece la más influyente.

Se dice que la catedral vio un robo de joyas. Fue pocos meses antes del levantamiento fascista de 1936. Se añade que esas joyas fueron a parar a Alemania e Italia para pagar posteriores compras de armas. Como por encanto, un buen día, — como se dice —, apareció el botín robado. Los requetés y falange campaban por sus respetos. Curiosamente, los que descubrieron el botín eran gentes bendecidas.

Diz, — pero, — que el botín hallado era falso...

Yendo hacia la puerta de la Taconera, para entrar en uno de los más bellos jardines de la región, vemos como una manifestación. Como un atropamiento, cara a una iglesia, en el lado fronterizo al jardín. Avanzando percibimos un rumor de voces que se interrumpe como para que se oiga mejor una sola voz. Hemos llegado al punto de la reunión.

Hace 15 años se levantó ahí una estatua dedicada no recuerdo bien a qué santo. (En Navarra los santos abundan más que en mi tierra las piedras). Desde entonces, todos los sábados por la tarde, un cura reza el rosario. Un micro aumenta la potencia de su voz. Los fieles le hacen coro. Ese día habría unas cuatrocientas personas, con menos fieles que paseantes y asombrados.

Voy a refrescarme en las fuentes del jardín que manan agua cristalina.

Desde lo alto de su estatua los ojos de Gayarre miran la lejanía, como para no ver el espectáculo, al que Sarasate vuelve la espalda.

El hotel de Los Tres Reyes se levanta majestuoso sobre propiedades terrenas de la diputación. Fueron vendidas a precio bajo y en detrimento de la población... Los reyes abundan aquí. Y la inquina hacia ellos también. Al pie del monumento al rey Carlos, en pleno centro, alguien ha colocado un cartón sobre el que se lee: ¡Cuidado! ¡Peligro de desprendimiento!...

Rodando pausado el coche nos lleva hacia las cimas pirenaicas. Nuestro cicerone, octogenario navarro de pura cepa y andarín infatigable, nos hace observar, al volver de cada recodo del monte, la belleza constantemente diversa del paisaje.

La vida pueblerina es aparentemente tranquila, sin problemas ni inquietudes. Es domingo. Las iglesias están abiertas. La de Espinal, — la más moderna de Navarra, — contiene una estupenda obra de arte mosaico. Representa escenas bíblicas que recubren la bóveda del altar mayor. Detalle singular. Apartándose de la tradición católica, en lugar de crucificar a Cristo, el artista lo ató sencillamente a un madero. Otrora hubiera sido castigado por profano.

Roncesvalles es continuamente visitado por más extraños que lugareños.

Sobre las grandes vidrieras del templo que le es dedicado, el gigante Sancho el Fuerte vence todos los enemigos. Luego, en la mitad de la estancia yace su cuerpo más grande que el de Primo Carnera.

De su pobre caballo, que tuvo que soportarlo y murió rebentado, nadie dice nada.

La piedra de Roldán, de la que cuelga su cantada espada Durandal

y los flagelos con bolas y pinchos que fueron sus armas, recibe la visita de numerosos grupos que se sienten orgullosos descendientes de los vascos que «le pegaron la paliza» hace la friolera de doce siglos. El nacionalismo está presente y patente, aquí y acullá, bien anclado en las gentes que suelen ser siempre sus víctimas propicias.

Los tres puentes seculares que en Ochagavía atraviesan el Esca, le recuerdan París a nuestro amigo. «Los puentes de París», — dice — como en la canción.

A nosotros nos recuerdan a Felipe Alaiz, hablándonos de Ochagavía y de los pueblos del Valle del Roncal. Si pudiera visitarlo de nuevo no se perdería. Aquello está aparentemente igualito como siempre. Casas multiseculares, como multiseular es el adoquinado artísticamente colocado, todo de piedra negra, inusable. Y el templo, en lo más alto del pueblo, dominándolo y vigilándolo.

Desde la esplanada del Castillo de S. Francisco Javier se ve parte de la inmensa riqueza de que goza en aquella provincia la Compañía de Jesús. Abarca varios kilómetros a la redonda con, a sus pies, la vega atravesada por diferentes brazos de agua.

Una enorme estatua del jesuita domina el conjunto.

Un gigantesco complejo de restauración, tabacos, bares, etc., produce colosales beneficios que ninguna autoridad fiscaliza.

Grupos de adolescentes de ambos sexos llevan en sus cabezas gorras parecidas a las de los GI americanos. En ellas se lee: «¿Crees en Jesucristo? ¡Anúncialo!» Los jesuitas no han descuidado jamás ninguna forma de propaganda, aunque parezca contraria a la mística religiosa.

Fernando FERRER

SERVICIO DE LIBRERÍA

«Socialismo Libre frente a mitología revolucionaria», F. Valera	20 00	«Poemas de Llum i Tenebra», Roc Llop	10 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00	«España Desnuda», F. Olaya	20 00
«Malatesta, vida e ideas», Vernon Richards	25 00	«Federico Urales y Ricardo Mella, teóricos del anarquismo español», Agustí Segarra	9 00
«La Soutane et le Veston» . . .	12 00	«Els anarquistes, educadors del Poble» (La Revista Blanca», 1898-1905), Pròleg de F. Montseny, textos en castellano	30 00
«La Anarquía», por Enrique Malatesta, 2,00 F.		«Realizaciones y estructuras de la Comarcal de Monzón (Huesca)»	10 00
«Nacionalismo y Cultura» R. Rucker	30 00	«Historia de la F.A.I.», Gómez Casas	25 00
Unamuno, «Andanzas y visiones españolas»	21 00	«Pasión y muerte de los españoles en Exilio», Federica Montseny	30 00
«La estabilidad del latifundismo», J. Martínez Alier	42 00	«La España de Franco» (2 vol. 1939-1942 y 1943-1945) R. Garriga	100 00
«A los jóvenes», por Pedro Kropotkin, 1 F.		«El Franquismo — Historia y balance, 1939-1969», J. Georgel	36 00
«Journal d'un Educateur», Jules Celma	15 00	«La Quinta Columna» - Memorias de la Guerra Civil española 1936-39», Santos Alcocer	50 00
«Dans le mortier»	10 00	«Cien Capítulos de la Retaguardia» E. Domínguez	50 00
«Avisos Históricos», Pellicer . .	7 50	«El general Miaja defensor de Madrid», A. López	50 00
«Les Mémoires de Beria», Alain Williams	30 00	«Le Train de la Mort», C. Bernadac	20 00
«Voyage de Psychodore», Ryner	8 00	«Varsovie 44. (L'Insurrection)», J. Steiner	35 00
«Útiles después de Muertos», C. M. Pellecer	30 00	«La vie et l'œuvre de Francisco Ferrer», Sol Ferrer	16 00
«Los bolcheviques y el control obrero (1917-21)», «El Estado y la contrarrevolución», M. Brinton	12 00	«El Movimiento Obrero Español. (Historia y crítica)», Manuel Buenacasa	15 00
«Mi Exilio», R. López Barrantes	40 00	«Le Camp des femmes» (Ravensbrück) t. II, C. Bernadac	20 00
«Historia de Cataluña», J. Reglá	16 00	«Une collectivité agraire en Espagne», Ballobar	18 00
«El Mito de la Cruzada», H. R. Southworth	18 00		
«Cómo gasta el Estado el dinero de los españoles», Vicente de Sebastián	6 00		
«Salvador Seguí. Su vida, su obra», Varios	5 00		
«Ciudad Calda», Carmona Blanco	10 00		
«Porqué perdimos la Guerra», D. Abad de Santillán	40 00		
«Teníamos que perder», J. García Pradas	40 00		

Giros y pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.



Hoy más bien tendría que titular este escrito «Ici Lisboa», por que en pasados días estuve en aquella capital para asistir a la Semana Libertaria que han celebrado los compañeros de aquel país.

Pero no me voy a referir a los pormenores y detalles de las Jornadas Libertarias, ya que supongo lo harán mejor informados que yo los propios compañeros portugueses.

Quisiera únicamente, resaltar la impresión que me ha causado el país en general, para evidenciar que los problemas por que atravesamos en España, son similares a los que afectan a los trabajadores de otras latitudes.

Los días que hemos convivido con aquella familia libertaria, y con compañeros llegados de otros países, han servido para que constatemus la situación social que impera en todas partes, y para que con las aportaciones de experiencias que todos nosotros viésemos el grado de combatividad que existe entre los trabajadores de hoy.

Por eso no puedo dejar de reseñar la desfavorable impresión que me ha causado Portugal, ya que no me basta saber que de siempre haya sido más atrasado que España, para admitir que en la actualidad tenga que seguir estando en las mismas condiciones, después de haber realizado la tan cacareada «Revolución de los Claveles» del 25 de Abril. Por que lo de la «revolución» es un camelo que no se lo cree nadie, ni siquiera ellos, y mucho menos nosotros, que por experiencia sabemos que una revolución no se realiza tan fácilmente y con tanta suavidad como la propiciada por el general Spínola, y que consistió en sacar a la calle a las tropas con un clavel en el fusil.

La Revolución, quierase o no, no se produce más que cuando todos los medios de producción son del Pueblo, pasan a poder de los trabajadores, y los fusiles también para poder defender sus conquistas.

Y el pueblo portugués sigue como antes, únicamente que le dejan hacer pintadas por las calles, reunirse en asambleas y celebrar elecciones. Pero todo ello dentro de un orden, por los cauces reglamentarios, sin entorpecer la marcha política del país.

LIBROS

«Les Espagnols en France», Guy Hermet	26 00
«Le Ministricule», Robert Escarpit	24 00
«Mauthausen. Les 186 marches», C. Bernadac	32 00
«Bakunin. La Internacional en España», Max Nettlau	32 00
«Las Colectividades campesinas (1936-1939)»	20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00
«Malatesta, vida e Ideas», V. Richards	25 00
«Historia del Movimiento Machonovista»	20 00
«El Terror bajo Lenin», Jacques Baynac	25 00
«Boletín de la Escuela Moderna», Albert Mayol	20 00
«La Revolución», Landauer	18 00

Y da pena de este pueblo hermano al apreciar que su atraso y bajo nivel económico, no es pasajero, ya que se palpa un conformismo en la situación general, irritante e incomprensible que su sola aceptación crispa los nervios.

El paro está extendido por todo el país de tal forma que resulta imposible encontrar un puesto de trabajo, y los que tienen la «suerte» de tenerlo, se ven y se desean para poder cobrar la paga del mes siguiente sin quedarse «en el camino», ya que los jornales son de hambre, insuficientes, (aproximadamente la mitad que en España), y las subsistencias y bienes de consumo están a un precio superior aún al nuestro, por lo que el nivel de vida debe de ser el más bajo de Europa. Y es natural que sea así siendo su mayor producción la del campo, y estando éste en manos de cuatro ricachones que son los dueños de todo. No hay apenas fabricación de nada teniendo que importarlo todo con la consiguiente carestía. Y el turismo es pobre y escaso, dado que sus alojamientos son viejos y caros y sus playas más famosas, Cascaes y Estoril, tienen las aguas contaminadas. El aspecto de Lisboa es deprimente, calles estrechas y sin asfaltar, casas que aún siendo señoriales, muestran en sus fachadas un total abandono, tranvías arcaicos que en su marcha dan la impresión de que se van a deshacer en cualquier momento, y que más que ruidos, emiten gemidos, carrerteras estrechas donde todavía

IMPRESIONES DE LISBOA

circulan carros con caballerías, en fin una pobreza tan generalizada que da la impresión de que Portugal está parado en el tiempo. Y aunque este estado de cosas quieren presentarnoslo con unos tintes de romanticismo y de encanto de cara al turismo, la verdad es que a quienes somos más objetivos y altruistas tiene que darnos pena que nuestros vecinos peninsulares no disfruten de unas condiciones de vida mejores de las que tienen.

Pero todo esto no es una casualidad. El modelo de sociedad es el heredado de la dictadura Salazarista, y todo sigue igual que antes, la misma policía, los mismos dueños, los mismos caciques, aunque en la actualidad haya un gobierno socialista, y el único sindicato sea comunista. Todo está montado de tal manera que los trabajadores que se quisieran rebelar, serían calificados de contrarrevolucionarios, y cuando nuestros compañeros intentaron constituir un sindicato libre y no dirigido, fueron acusados de intentar romper la «unión», y de estar pagados por la C.I.A.

Como se ve la situación es igual en todas partes. Cuando se acaba con una dictadura, surge inmediatamente el marxismo conciliador y con promesas demagógicas frenan los impulsos de rebeldía que los trabajadores han venido alimentando durante tanto tiempo, y a aquellos que a pesar de todo hablan claro y no se conforman con seguir siendo esclavos, los llaman traidores. Y hablan de unidad. Todos piden la unidad. Los fascistas la unidad de la patria. Los marxistas la unidad de los trabajadores. Pero ¿qué unidad es la que desean? ¿la del sometimiento a sus intereses? ¿La de la obediencia a ciegas? ¿O la que deseamos nosotros de unanimidad de criterio basados en el bien común y sin diferencias? Creo que esto no es lo que desean, por que eso es lo que quieren los trabajadores del mundo entero, y es lo que unos y otros vienen entorpeciendo para que no se produzca nunca.

En Portugal, gobierno socialista,

En Portugal sindicato único comunista. En Portugal mítines, asambleas y pintadas legalizadas. En Portugal «democracia». Pero en Portugal hambre y represión.

¿Ha cambiado algo en Portugal?

Aparte naturalmente del nombre de sus opresores.

NICOLAS CHOZAS

Madrid, julio 1978.

RESUME D'INFORMATION SUR LE PORTUGAL

Mai/Juin 78 — En date du 10-7-78.

— La répression commence à se déchaîner sur les militants politiques, notamment du PRP et les manifestations de l'U.D.P.

— La présidence de la république annonce que rien n'empêche le retour de l'ex-président Tomás, mesure qui est très accueillie par toute la gauche.

— Le gouvernement Soares obtient du Parlement un blanc seing pour légiférer pendant les vacances d'été sur d'importantes matières : police politique, contrôle des étrangers, peines judiciaires, etc.

— Raidissement à droite du PSD, parti «social-démocrate», sous la direction de M. Carneiro.

— Début des emprunts consentis par le FMI; de nouvelles hausses très importantes des prix et des impôts.

— Des difficultés surgissent entre les partis de la coalition gouvernementales au sujet du lancement d'un service national de médecine étatique et de la gestion du ministère de l'agriculture.

— Luites revendicatives pour le renouvellement des conventions collectives et dans l'enseignement.

— Semaine de Présence Libertaire, du 2 au 9 juillet à Lisbonne et ses environs, avec des manifestations diverses (débat, pic-nic, fête champêtre, cinéma, etc.) sur des thèmes comme la prison, l'écologie et la femme. Un beau petit succès.

(Communiqué par la revue anarchiste A IDEIA (Apartado 3122 Lisboa 3 - Portugal).

Pour la libération des acteurs espagnols emprisonnés Comité International contre la répression

Le 7 septembre 1977, la troupe Catalane «Els Joglars» ayant reçu toutes les autorisations requises des services de la Censure au Ministère de la Culture, présentait pour la première fois une création collective «La Torna». Le 11 Décembre 1977, après 40 représentations données sans troubler l'ordre public et sans que rien n'ait été modifié dans le spectacle, les représentations de «La Torna» sont interdites par les autorités de la IVème Région militaire.

A. Boadella, directeur de la troupe est inculpé d'injures et d'outrages à l'armée le 15 Décembre. Il est incarcéré à la prison «Modelo» de Barcelone. Le 28 Décembre 5 comédiens, Miriam de Maeztu, Andreu Solsona, Arnau Vilardebo, Gabriel Renom, Ferran Rane, sont inculpés à leur tour.

Le 7 Mars, Andreu Solsona, Arnau Vilardebo, Gabriel Renom et Miriam de Maeztu sont condamnés à 2 ans de prison ferme par un conseil de guerre. Et nous venons d'apprendre que toute amnistie a été refusée à la troupe «Els Joglars».

Pour échapper à l'incarcération, Boadella et Rane décident de fuir et parviennent à gagner la France. A la mi-mars, par une conférence de presse, ils alertent l'opinion publique.

Tels sont les faits. Sitôt connus, le

Comité International contre la Répression, prend l'initiative d'une pétition pour exiger du gouvernement espagnol : « La libération immédiate » des comédiens emprisonnés, « le retour libre des artistes exilés », « la levée des inculpations et l'annulation du procès ». Plus de 800 artistes et travailleurs du spectacle ont à ce jour signé cette pétition.

Le 15 Mai 1978 une première délégation se rend à l'Ambassade d'Espagne. Elle représente déjà 607 signataires. Mais elle trouve porte close. L'ambassadeur refuse de la recevoir.

Le 23 Mai, nouvelle délégation et nouveau refus de la part de l'ambassadeur, appuyé cette fois par la présence d'un car de police. La Délégation peut seulement transmettre la pétition accompagnée de la liste des signataires.

Le refus réitéré de l'Ambassade d'Espagne de recevoir les délégations confirme pleinement l'accord du gouvernement Espagnol avec la mesure scandaleuse prise à l'encontre de la troupe «Els Joglars» par la juridiction militaire de Catalogne. Il est une insulte à tous les artistes et travailleurs du spectacle attachés au respect des libertés démocratiques et à la liberté d'expression. C'est pourquoi, plus que jamais il est nécessaire de poursuivre et d'intensifier la campagne.

Les travailleurs du spectacle réunis le 17 juin au Théâtre des Bouffes du Nord à l'initiative du Comité International, décident en conséquence de lancer un appel solennel à tous les artistes Français et Etrangers, pour qu'ils multiplient des prises de positions et des initiatives en direction de l'Ambassade d'Espagne.

Ils appellent l'ensemble de la profession à signer massivement la pétition. Ils s'adressent en même temps aux Organisations Syndicales et Démocratiques telles que la FNS, le SFA, la FEN, la Ligue des Droits de l'Homme, Amnistie International, pour que se réalise la plus large unité d'action pour :

— L'annulation de toutes les mesures frappant les comédiens d'«Els Joglars»;

— La défense du droit d'expression.

Camarades,

L'ensemble de cette campagne suppose de l'argent. Il nous faut assurer nos tâches de solidarité internationale vis à vis de nos camarades exilés. C'est pourquoi nous vous appelons à un soutien financier massif.

Pour toute correspondance :

Chantal Rogeon, 1, rue Marcadet, 75018 Paris.

Cosas de antaño

Muy fuertes, sin embargo. Páginas heroicas, de entraña, inolvidables. Ni la álgida violencia de los años 30, con sus altos y bajos, con sus realizaciones y equívocos, con sus entusiasmos férreos, más la ferocidad de la derrota que nos cupo, consiguen hacernos olvidar, ni paliar, la tremenda, la también trágica y sublime epopeya de los años 20. Hay individuos, cenetistas de temporada y anarquistas nunca, que se cargan de plumeros venteados glorias y heroísmos ajenos, teniendo además a gala acusarnos a nosotros, los constantes, los que no abandonamos la Confederación y las ideas, de inconstantes y olvidadizos. Afortunadamente, los hechos son como son y no como escolleros desean.

En ocasión de un viaje que un excelente compañero ha hecho de Francia a España y viceversa, tuvo la feliz oportunidad de hallar en un escondite familiar una dedicatoria hecha en 1921 a varios compañeros víctimas de la criminal represión encabezada por Miró y Trepal, Martínez Anido, F. Arlegui y Ramón Sales, esto es, en nombre de la Patronal, el Gobierno Dato, la Policía, y el mal llamado Sindicato Libre. Dato y Sales perecieron en manos del pueblo; a Miró, Anido y Arlegui, la Muerte los aniquiló con sus enfermedades más pestilentes.

Puesto en nuestras manos el cromó conteniendo la faz de los quince estimados compañeros que aquí reproducimos, la emoción que hemos sufrido ha sido intensa. Por ellos y por los demás que les siguieron en el holocausto, y hay que afectar un resumen de quinientos seres. ¡Quinientos compañeros perdidos, asesinados sin cobertura legalista, y de los mejores!

En diversos tiempos y situaciones, varios compañeros hemos tratado de recordar el nombre de todos los amigos entonces caídos, sin alcanzar conseguirlo. Además hemos escrito para el viento, aunque en periódicos, carentes de seguridad, de estabilidad, de sosiego. Para dar con la identidad de todos los compañeros desde el 1919 al 1922 inmolados por el enemigo y con el silencio casi absoluto de España, habría que consultar las hemerotecas más importantes o adecuadas del país, particularmente las de Barcelona y Madrid.

En disculpa de aquella España cómplice por miedo o por yomenfismo de la criminalidad de capitalistas, religiosos, políticos y traidores, no podemos menos que citar a Roberto Castrovido, Indalecio Prieto, Francisco Layret, los abogados Eduardo Barriobero y Serrano Batanero, y tal vez Rodrigo Soriano, Cánovas Cervantes, y pocos ciudadanos más en cuanto a nombradía. Pero en lo fuerte, en lo inaguantable, tuvimos que defendernos a pulso.

Aquí veréis a José Canela, amigo nuestro de Mercaders 25 y de Cárcel Modelo, él en la sexta, yo en la primera. Era hombre organizador, osado, y de carácter alegre. En activismo lo comparo a David Rey, pero más serio en ideas. Murió a balazos, Canela, en el Bar Ciclista, estando en compañía del entonces confederal Andrés Nin.

Gomar y Gil pertenecían a Artes Gráficas, donde ejercían una actividad que los señaló a los esbirros de Arlegui. Gomar fue baleado por los pistoleros a tanto «da pieza», y Gil cayó víctima de la G.C. con órdenes de aplicar la ley de fugas, barbari-

dad que solía ocurrir en traslado de la Modelo hacia la muerte.

Pedro Vandellós fue otro conocido nuestro. Era constante del Centro Obrero de Mercaders, pero no equivocarse, pues no se trata del edificio que ocupó el Ramo de Construcción en los años 30. Tratábase de una casa «pairal» que, por su antigüedad y romanticismo llamábamos Palacio de Serrallonga. Esto estaba enclavado, exactamente, en la parte trasera del Fomento del Trabajo Nacional, el edificio mayor que tuvo la C.N.T. durante la guerra en Barcelona.

El apellido Vandellós adquirió cierta publicidad por haber, un hermano de Pedro, sido uno de los acusados de la muerte del patrono me-

organizativa airada que nos correspondía. Era la pareja con más agudeza y decisión para replicar al enemigo con sus mismas armas. Ramón llevaba en la sangre un aliento de venganza por la muerte de su padre, martirizado y fusilado inocente el año 1894 en Montjuich. En 1910, durante la huelga de metalúrgicos, ya atizó a tiros al gerente de la Maquinista Terrestre y Marítima de la Barceloneta. Residenciado en París, regresó a Barcelona cuando la lucha en 1919 recrudecía. Los compañeros supervivientes estimamos que Archs, de los episodios Soldevila, Dato y otros hechos mayores, no ignoraba nada. Con él y con Vandellós (Pedro) la policía arleaguiana se ensañó tor-

de lo preciso. Con hombres así se gana tiempo. Martínez Anido y Arlegui lo escogieron como cabeza de turco y fingiendo darle la libertad le hicieron aplicar la ley de fugas, esa especialidad de la G.C. de entonces. Boal era secretario general de la C.N.T.

En cuanto a Feliu, Escrivá, Bravo, Moya, Bartrán, Sasera y Hernández, que personalmente no conocimos, hay que añadirlos a la dolorosa lista de sacrificados por su amor a la Confederación y al comunismo libertario, lista, que, como dicho, engloba a unos centenares de queridos compañeros de los cuales la actualidad todo ignora, ensimismada en sus problemas «modernos», al fin y al cabo políticos, dineristas, acomodaticios, «gayos», o sea degenerativos. Hay que meter conciencia ácrata en la juventud que hoy se manifiesta, moralizarla, estimularla, elevarla hasta el cenit de la idealidad de los jóvenes Villanueva, Sese- ra, Adolfo Gómez y miles y miles más, que desde 1919 a 1960 (incluimos a nuestros guerrilleros interiores y exteriores) que con su valentía y espíritu de sacrificio han dado motivo para que la Confederación Nacional del Trabajo conste como organismo redentor tan necesario como imperecedero.

Juan FERRER

DE LA TRAGEDIA DE «LOS ALFAQUES»

(Viene de la página 1)

entonces cuando al verse perdidos querían dejar hablar a la CNT, negándonos activamente y aguantando la hora de más.

El día siguiente los políticos desencadenaron una larga actividad para tener contactos con nosotros reuniéndonos a las siete de la tarde con el buró político. Entonces todo eran buenas caras, saludos cordiales, etc., etc... Invitándonos a ir a una asamblea descaradamente preparada, prometiéndonos que nos dejarían hablar, cosa que cumplieron, y esa fue la trampa en que caímos.

Asistimos a una asamblea en que las bases brillaban por su ausencia, en la que los integrantes eran juventud oligárquica, burgo y militantes comunistas. Al mismo tiempo que nos alejaban de la gente obrera más radical que no se había molestado siquiera a entrar.

El espectáculo fue algo ridículo, continuos aplausos, elitismo total y planificación y ataque continuo a los elementos más radicales que participaban en la asamblea. Ante la imposibilidad de tomar posturas radicales, optamos porque los políticos recibieran sus bien merecidos aplausos preparados por los de su condición participantes y luego siguiendo la postura de planificación quedaron el informar el martes día 18.

"COSTA AMUNT"

de J. FERRER

Preu: 20,00 F.

"SEMBRANDO FLORES"

de F. URALES

Preco: 10,00 F.



talúrgico Barret, hecho asesinar por el jefe de policía y espía de los alemanes en la guerra del 14-18, Bravo Portillo. Este segundo Vandellós tenía novia muy hermosa, cuya declaración influyó en parte para que el tribunal absolviera a su prometido. No obstante ello, las pruebas aducidas por la defensa hicieron papel mayor para que los procesados (dos) salieran libres del encontronazo con la justicia.

Al joven Villanueva lo recuerdo también de Mercaders en muchacho discreto, más escuchador que hablador, y siempre pronto para comisiones, delegaciones y otros cometidos semejantes. Alguien debió señalarlo a los pandilleros de Sales, pues confidentes había. No en vano el Sindicato Unico contaba en aquel entonces con 200.000 afiliados en Barcelona solamente.

Pedro Vandellós y Ramón Archs eran íntimos por mutua confianza establecida. Sin saberlo, los compañeros veíamos en ambos la fuerza

turándolos horriblemente antes de abandonarlos yertos en la calle previo el anuncio de unos disparos al aire.

Benito Menacho era un compañero de todas prendas, un idealista ferviente, un propagador del sindicalismo revolucionario y de la anarquía, con solvencia en todo momento demostrada. Escribía, y bien, en el semanario «Tierra y Libertad» de la calle Cadena (editor, Tomás Herreros) y era hijo de un comandante de la G. C.

Evelio Boal resulta el más conocido de los que contiene el cromó que reproducimos. Era un vallisoletano, como Federico Forcada, profesor; como V. Orobón Fernández, y el prematuramente agotado Pedro Herrera. Actuaba en Barcelona de antiguo, procedía del año 1910, y tanto en anarquista como en sindicalista en Arte de Imprimir demostró dotes de organizador fecundo y de propagador juicioso. No era orador pero sabía hablar lo estricto, no más

3428

B.D.I.C.

PARIS, 7 SEPTEMBRE 1978. — NUMERO 995.

HEBDOMADAIRE

— PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE

EL COMBATE SYNDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Políticos y capitalistas extienden la guerra social contra los trabajadores

EL MERCADO COMUN: MONOPOLIOS COMERCIALES Y CAPITALISMO SALVAJE (II)

Actualidad del federalismo proudhoniano



«ADMINISTRAR»: SISTEMATIZAR EL SOMETIMIENTO

La incorporación de España a la CEE está desencadenando conocimientos geológico-financieros que aceleran la creación de nuevas funciones de la Administración Pública contra los ciudadanos. Hoy, la Nueva Dictadura tiene nuevos protagonistas, los «profesionales» (que impiden violentamente la acción directa de los ciudadanos defendiendo sus intereses) y un objetivo: racionalizar, sistematizar, administrar el sometimiento. De ahí que hoy, la revuelta de los ciudadanos pase por la denuncia de la burocracia, la denuncia de los nuevos métodos de sometimiento, la denuncia de la restauración del Capital en su guerra contra los trabajadores.

Al mismo tiempo, la CEE, la incorporación de los trabajadores a sus sofisticados métodos de acumulación de capital, constituye uno de los problemas decisivos que debe afrontar y plantear la acción y el pensamiento anarquista; y sólo en la tradición organizacional anarquista tienen tales cuestiones una posible solución digna.

En principio, la idea misma de la «construcción europea», de una Europa Federal, tiene su origen central en el gran proyecto organizativo de Proudhon (8). La estructuración mutualista de la producción, las federaciones de productores y consumidores, la estructuración federativa de la vida social y económica, las estructuras autogestionarias de la pro-

ducción, el confederalismo laboral, social, económico, el colectivismo liberal, elementos de organización sin los cuales es impensable, siquiera, la construcción europea, son otros tantos elementos de juicio y organización incorporados por Proudhon a la práctica y al discurso político. La tradición liberal, directamente, desde hace más de un siglo, ha fusilado a muchos millares de militantes anarquistas por defender estos proyectos de organización, ha fusilado, igualmente, a muchos trabajadores, para imponer, manu militari, sus proyectos de centralización del poder financiero-militar, contra estos proyectos de organización ciudadana.

SOCIEDAD BUROCRÁTICA: SOCIEDAD CRIMINAL

Hoy, sin embargo, el proceso de incorporación de España vuelve a plantear tales cuestiones en toda la crudeza de la guerra social desencadenada contra los trabajadores.

Los elementos de juicio son elementales:

— existe una «sociedad burocrática» (política) que desea imponer la violencia de sus intereses contra los intereses de los trabajadores y productores de riqueza.

BARCELONA. — A partir de la legalidad de C.N.T., esta Organización ha venido sufriendo los ataques directos del Capital, el Estado y los medios de comunicación que tienen en su poder.

Dándose cuenta de la fuerza que podría desarrollar C.N.T. dentro de todos los trabajadores, ya desde el primer mitin celebrado en Montjuich, a mediados del verano del 77; al que según información de la prensa burguesa acudieron de 200 a 300 mil personas. Ven en peligro la posibilidad de la no integración de esta organización dentro de sus esquemas, por lo que empiezan a preparar una fuerte represión, acompañada de una gran campaña de desprestigio hacia la Confederación y el Movimiento Libertario.

Prueba de esto es que ya el 30 de enero del 77, fueron detenidos en Barcelona, alrededor de unos 50 compañeros acusados de reunión ilegal, terrorismo y de pertenecer a la FAI, siendo algunos de ellos sobreseídos de las acusaciones que se les

— esa sociedad burocrática es la primera barrera, administrativa, política, militar, para que los trabajadores, los agricultores, ejerzan su derecho a la libre organización y coordinación de intereses.

— los intereses económicos y políticos de dicha casta burocrática son cohorte pretoriana de lucha social contra los intereses de los trabajadores.

CONTRA LA VIOLENCIA ESTATAL FEDERACION DE INTERESES

Los problemas inmediatos son los siguientes:

a) Los viticultores de la Rioja y de Aquitania, por ejemplo, los productores de riqueza (trabajadores, agricultores), tienen unos intereses únicos y semejantes: ellos producen un producto que es necesario vender. La administración de París y la Administración de Madrid están de acuerdo en que los trabajadores y los agricultores no deben organizar directamente su producción, y desencadenan la guerra social contra ellos, obligándolos (paramilitarmente) a obedecer los intereses de las burocracias centralistas.

Sin embargo, parece bien evidente que una discusión libre entre los trabajadores y agricultores, consa-

grada a la federación de intereses, formación de cooperativas de producción, compra-venta de productos, tecnología, abonos, es el único método real de resolución de problemas en sus orígenes. Cualquier otra solución pondrá en guerra a trabajadores y agricultores. Una libre federación de agricultores-trabajadores (elemental), tendría virtudes directas: crear riqueza de modo directo, rompiendo las barreras criminales de la burocracia estatal encareciendo los productos, y crearía un modelo de producción descentralizado que ahorraría al herario público las gigantescas depredaciones de los «intermediarios», y ofrecería condiciones de trabajo mejoradas, productos más baratos (evitando una competencia ruinosa, favoreciendo una competencia creativa).

(Sigue en la página 2)

(8) En la actualidad, la exposición más concisa, útil y detallada del gran proyecto proudhoniano puede encontrarse en «Œuvres choisies» de Proudhon, presentadas por Jean Bancal, publicado en la colección «Idées» de la Ed. Gallimard (Paris, 1967).

TERRORISMO DE ESTADO

impusieron y recibiendo torturas por parte de la policía.

Con motivo de la primera manifestación convocada por C.N.T., en contra del Pacto de la Moncloa, en el que se le privaba y limitaba a la clase trabajadora, tanto las formas de lucha (a partir de ahí serían bajo control directo de las centrales domesticadas) como los logros sociales y mejoras salariales; y viendo que a pesar del mal tiempo se consiguió reunir a unas 12.000 personas.

Una vez finalizada la manifestación empezaban a ver claras, las pocas posibilidades de control sobre esta organización; casi simultáneamente arde la sala de fiestas «Scala», pereciendo en ella cuatro compañeros, alguno de ellos afiliado a la Confederación.

Acto seguido, no se les ocurre otra cosa que lanzar al día siguiente una fuerte campaña de desprestigio por todos los medios de comunicación, al detener a varios compañeros (as) de la Confederación, acusándoles de la Confederación del incendio y buscando

rápido un paralelismo de CNT con dicho acto. Siendo puestos en libertad a los pocos días tres compañeros sin cargo alguno y seis meses después dos compañeras que estaban en la cárcel de Yserías (Madrid). Quedando todavía cuatro compañeros en prisión sin cargo alguno y pendientes de juicio.

No transcurrido un mes, a primeros de febrero del 78, fueron detenidos varios componentes de los grupos Autónomos (Barcelona, Madrid, Valencia, Sevilla, Murcia) y dos implicados franceses) puestos algunos de ellos en libertad y siendo juzgados cuatro compañeros imponiéndose la condena de cuatro años de privación de libertad, quedando todavía muchos compañeros de los grupos Autónomos en las cárceles y todos ellos sin pruebas concluyentes de su participación en los actos que se les imputa.

A mediados de marzo, se ve claramente que no van a escapar siempre el mismo escenario para la repre-

(Sigue en la pag. 2)

LA EUROPA FEDERAL: UN PROYECTO ANARQUISTA

(Continúa de la página 1)

CONTRA EL CAPITALISMO LIBRES ASOCIACIONES DE TRABAJADORES

b) La burocracia de Bonn, Bruselas, París, erige una barrera infranqueable de orden financiero. Tal barrera crea fronteras comerciales (proteccionismo), que, a su vez, se traducen en una explotación feudal del trabajo. Unas simples medidas administrativas, que permitiesen el libre comercio, la libre federación de intereses, la libre fundación de fondos comunes permitiría un modelo de producción con otras características:

— una cooperativa que agrupase a agricultores y trabajadores de Badajoz, por ejemplo, o del País Valenciano, podría comprar-vender, entablar relaciones directas, con otra cooperativa alemana que, favoreciendo el trueque directo, el intercambio de créditos, maquinaria agrícola, abonos, eliminaría los costos que ocasiona la burocracia y provocaría un aumento de producción de riqueza que beneficiaría directamente a la colectividad.

— una federación de productores de vino que integrara los productos de varias cooperativas de Aquitania y la Rioja, el Mediodía francés y el norte de la Cataluña administrativa, sometida al gobierno de Madrid, serviría para ofrecer en el mercado mundial una producción más competitiva, más rica, barata, diversificada y comercialmente rentable que la actual batalla de intereses financieros que explotan más sangrantemente a los trabajadores, son muy nocivos para los consumidores y acrecentan peligrosamente el poder de la burocracia controlando a los ciudadanos.

— una federación de usuarios de autopistas de peaje o ferrocarril, que unificara los intereses de los trabajadores-usuarios de Francia, Benelux, Alemania, España, se convertiría en un organismo de presión suficientemente expeditivo como para frenar y luchar en situación de poder contra los monopolios bancarios que explotan y se enriquecen con el transporte por carretera, ferrocarril o aéreo.

c) Tales soluciones, perfectamente integradas en la práctica y la teoría anarquista, fueron puestas en práctica durante la revolución de 1936, con éxito. El ejército stalinista (general Enrique Lister, pagado por la policía soviética) disolvió militarmente estos proyectos de revolución pacífica, la fundación del colectivismo liberal de Proudhon, la abolición de la propiedad privada a través de la propiedad colectiva, la fundación de un nuevo orden social basado en la armonía de los intereses sociales, y la racionalización directa de la producción de riqueza.

CONTRA LA EMPRESA CAPITALISTA ASOCIACIONES DE PRODUCTORES

El empirismo y la lógica elemental, directa, que rige tales proyectos, reposa en dos elementos de juicio particularmente comprensibles: liberando las trabas estatales, el comercio se convierte en un productor de riqueza favorable a la libertad de los ciudadanos, la disolución de los monopolios (estatales o capitalistas) se transforma en un mecanismo comercial y financieramente más rentable para la comunidad, que extiende la libertad ciudadana y produce riqueza en mayor medida que la acumulación de capital estatal o monopolista.

Recientemente, Milton Friedman, premio Nobel de economía en 1976,

una de las grandes autoridades mundiales en el campo de la economía comercial, recogiendo la tradición anarquista, proponía, en Londres (9), un método elemental para resolver la crisis global de los ferrocarriles ingleses. Habitualmente, las soluciones socialistas y comunistas eligen la nacionalización. En efecto, allí donde la nacionalización se consuma se producen los mismos estragos: burocratización, falta de rentabilidad, absentismo, parasitismo, etc. Friedman, analizando tal experiencia, proponía una solución no estatal: «devolver a los ciudadanos la propiedad de sus intereses»... ¿cómo?... convertir la propiedad colectiva (los ferrocarriles, pero el caso podría aplicarse a cualquier elemento de producción de interés público),

(9) Puede encontrarse un análisis y exposición del proyecto de «colectivización liberal» de Friedman en «From Galbraith to Economic Freedom», publicado por «The Institute of Economic Affairs», (Occasional Paper, nº 49), Londres, 1977.

habitualmente controlada por una burocracia que defiende sus intereses, en una «empresa común», una sociedad anónima (10) donde cada ciudadano de la nación tenga sus acciones, y sea dirigida por consejo rector (sindicatos independientes del poder político, asociaciones de consumidores y usuarios, etc.) con una lógica elementalmente productiva y

(10) En el proyecto de colectivismo federalista proudhoniano, la fórmula de la «sociedad anónima» se utiliza reiteradamente, y se enumeran cumplidamente sus ventajas como modelo de organización. Cabe recordar algo elemental; tal modelo de organización, utilizado por el capitalismo monopolista se utiliza habitualmente como método imperial de dominación. La culpabilidad no es el modelo organizacional, si no de su explotación política. Como recurso reformista de lucha gradual, la sociedad anónima, en manos de una cooperativa obrera, un sindicato revolucionario, es un arma peligrosa para el propio capitalismo monopolista, y así lo recuerda reiteradamente Proudhon.

según las más sencillas normas de la rentabilidad comercial.

No hay producto, rama de producción, agrícola o industrial, que, hoy, no pueda, deba, ser sometida a una semejante (cuando menos) operación de devolución a los ciudadanos de sus propiedades. El Estado es el enemigo público de los intereses de los trabajadores. La empresa capitalista (estatal o monopolista) es el arma paramilitar que se utiliza para explotar a los ciudadanos. Se trata de soluciones militares socialmente criminales, económicamente honerosas y faltas de rentabilidad económica. Devolver la propiedad a la colectividad es liberar a los ciudadanos del yugo criminal del Estado, crear un modelo de producción de riqueza que extiende la libertad y la riqueza. De ahí que la casta dominante imponga con el brazo armado de sus leyes, su administración y su policía, sus soluciones, que atentan contra nuestra libertad, explotan nuestra carne, nos roban nuestra riqueza y nos condenan a las cárceles de su modelo de acumulación de capital estatal.

■ ■ ■

CNT PRESENTO EL ANUNCIO DE HUELGA DE GASOLINERAS A PARTIR DEL 2 DE SEPTIEMBRE

En rueda de prensa, representantes del Comité regional de CNT, de la Federación Local de sindicatos y de la comisión negociadora del convenio colectivo de estaciones de servicios, manifestaron que la adhesión de UGT y CC OO al convenio nacional del ramo «es ilegal y arbitraria, ya que a los convenios no pueden adherirse centrales sindicales sino tan sólo comisiones negociadoras, según la ley de Convenios Colectivos de 1973». Añaden también, que en una reunión oficiosa con la patronal, ésta mostró a la comisión negociadora la firma de adhesión de las citadas centrales sindicales, pretendiendo así presentar el hecho como consumado y hacerlo ver así a los trabajadores.

La comisión negociadora del convenio provincial de estaciones de servicios está compuesta por doce personas: una perteneciente a CC OO, otra a UGT, un independiente y el resto a CNT y la situación más paradójica, se dijo, es que algunos

afiliados a CC OO y a UGT han firmado adhiriéndose al paro. Por otro lado, miembros de CNT informaron que en Barcelona y provincia, el 75 por ciento de los trabajadores de gasolineras están afiliados a su sindicato, un 15 ó 20 por ciento no están afiliados a ninguna central sindical y el resto pertenecen a otros sindicatos. En Barcelona ciudad, el 90 por ciento están afiliados a CNT, según Efe. Se informó también que las adhesiones a la huelga superan al 70 por ciento del total de trabajadores del ramo.

«El convenio estatal está redactado para salvaguardar los intereses de la patronal», afirmó un representante de la comisión negociadora, añadiendo que «ésta, al cerrarse en banda, no nos ha dejado otro recurso que el de acudir a la huelga. Los gasolineros queremos el convenio provincial dado el alto índice del coste de la vida en Barcelona, donde se expiden cinco millones de litros diarios de gasolina, el 40 por ciento,

aproximadamente de los que se suministran en toda España». Según la comisión, el caballo de batalla está en la reducción de la jornada laboral a 40 horas.

Referente a las declaraciones de CAMPSA en el sentido de cubrir de postes de gasolina la zona en que se desarrolle la huelga, miembros del Sindicato de Transportes de CNT han manifestado que las cubas de CAMPSA no cumplían las condiciones reglamentarias de acordonar las gasolineras al cargar el combustible y que, ante la pretensión de poner cubas en la calle, sería CAMPSA la que tendría que responsabilizarse del peligro.

Finalmente, se apuntó la posibilidad de que se iniciara otra huelga con parecidas reivindicaciones en Guipúzcoa y Vizcaya y se convocó a dos asambleas para el próximo día 31, encaminadas a estructurar la futura huelga.

(Extraído de «La Vanguardia»)

TERRORISMO DE ESTADO

(Viene de la página 1)

sión. En la cárcel de Carabanchel (Madrid), es apaleado el compañero Agustín Rueda, durante un interrogatorio, muriendo a causa de las heridas producidas por los funcionarios de esta prisión y en presencia del Director, el Médico y el «Padre espiritual Católico». TODOS ELLOS ESTAN EN LIBERTAD.

Por último, refiriéndonos a hechos actuales, 17 compañeros que fueron amnistiados en octubre del pasado año, cuando el Estado necesitaba dar una cara democrática frente a los ingenuos electores de las próximas elecciones, han vuelto a ser procesa-

dos, denegándoles la amnistía que un día se les concedió.

Ante todo esto, la militancia de C.N.T. y los Ateneos Libertarios están dando una respuesta clara a la represión del Estado que en definitiva va en contra de todo el pueblo.

Los Sindicatos que ya se han pronunciado ante esta campaña de lucha son: Transportes, Metal, Hostelería, Construcción, Artes Gráficas, Oficinas y Despachos, Oficios Varios, Textil y Comercio. F. L. de Barcelona y Sta. Coloma, Los Ateneos de Sta. Coloma, Barrio Chino, San Gervasio, San Andrés, Sans, Clot y Pueblo Seco. Asumiendo la campaña que se lanzó en su día por toda la militancia en base a Asambleas

que se realizan semanalmente, donde han sido elegidas varias comisiones de trabajo para llevarla a cabo.

Esta campaña de sensibilización pretende extenderse aparte de Cataluña por todo el territorio español y coordinando con el Movimiento Libertario internacionalmente.

" COSTA AMUNT "

de J. FERRER

Preu: 20,00 F.

" SEMBRANDO FLORES "

de F. URALES

Precio: 10,00 F.

FELIPE ALAIZ REDIVIVO

PARIS. — La revista «Ruta» ha cumplido el acierto de recordar la existencia y la obra del escritor y compañero Felipe Alaiz, punta de lanza de la escritura hispano-anarquista tanto en el país original como en el exilio. Quien esto escribe está en condiciones de afirmarlo por haberle leído todo en España y publicado cientos de trabajos fuera de ella. Fontaura y Peirats en sus trabajos «ruter» abundan en citas y consideraciones, el primero con su estilo pausado, meditado, albañilero, el segundo con su prosa viva, apasionada, propensa al resbalón, aunque esta vez lo vemos ponderado y contenido, adjudicándose el mérito de elogiar a un adversario.

Alaiz era amigo de este, aquel y el de más allá, pero era, a la postre, un amigo de sí mismo. A lo sumo respetaba, lo que es mucho. Su modo de ser, su comportamiento, su trato, podían ser interesantes, a veces arbitrarios, pero no desdibujaban al Alaiz integral que era en el pensar y en la plasmación de su pensamiento. Yo no desentono de Chicharro de León (otro coincidente en labores) cuando afirma que Alaiz era la mejor pluma española, pues cuando me da por saborear los grandes estilistas del día, siempre hallo en falta la prosa cáustica, y precisa fuertemente razonada de nuestro gran Felipe.

Repito que Gracia (el ruter), Galindo, y Pepet de la Vall d'Uxó, nos han proporcionado placer recordando a un escritor astro que ha fulgurado en nuestros cenit, con lo que yo también resulto comprensivo puesto que no creo excesivamente en ellos. Pero cuando una buena obra se manifiesta, es humano y libertario acogerla con agrado.

Pero en cuanto a profundas amistades, ¡al tanto! Toda persona cercana a Alaiz sabe que la a interior del apellido no se acentúa, ya que el acento se coloca solo. Más de una pelea sostuvo el interesado con linotipistas y directores para evitar que se le adulterara el apellido, como él decía. La amistad profunda conlleva intimismo, y desconocer la intimidad apuntada acusa superficialidad amical. Yo lo traté bastante durante años, coloqué con él en múltiples ocasiones, y, si he de decirlo, siempre nos entendimos por el resorte del humor, que yo lo tengo, pese a mi faz dramática, y él lo tenía a pesar de su carácter sobrepujado. Con Alaiz había que buscar la coincidencia, nunca la equilibración de pareceres. Que era una fortaleza mental, que era pensador en superávit de agudezas, nadie se lo discutía, y así aceptaba la lisonja... sin esclavizarse a ella; porque ella abate castillos y ergos. Me consta y no sigo.

Alaiz tenía cultura ancha y mirador de altura. Costa y Gracián lo habían formado, o influenciado, pero, como el buen pájaro, tomó vuelo propio, acudiendo al libertarismo, no a los libertarios.

Pisaba tierra, mirando alto. Y así, cuando el españolismo trataba de imperar en el Sindicato, él, Alaiz, vasco-aragonés, no se inmutaba para enaltecer a Maragall, a Verdaguier, a Rusiñol, a Cortiella, a Puig i Ferrer, porque los conocía en esencia. En cuanto a hosquedad, Felipe podía tenerla para quien se le atravesaba, pero era hombre de estima. Ocupándonos en más de una ocasión del Noi del Sucre, de Viadiu, de Mas Gomeri, se enternecía por considerarlos valores humanos inclinables. Era capaz de emoción, Felipe, y esa faceta — como otras — la encuentro en falta en el «Felipe Alaiz» de «Ruta». Porque no hay que cuadricular a los individuos.

Se dice que este biografiado era bohemio, tanto como decir informal. ¿Es, la formalidad, una prebenda?

OBRAS DE FELIPE ALAIZ:

«QUINET» y «TIPOS ESPAÑOLES» tomos I y II, que pueden adquirirse en nuestro Servicio de Librería.

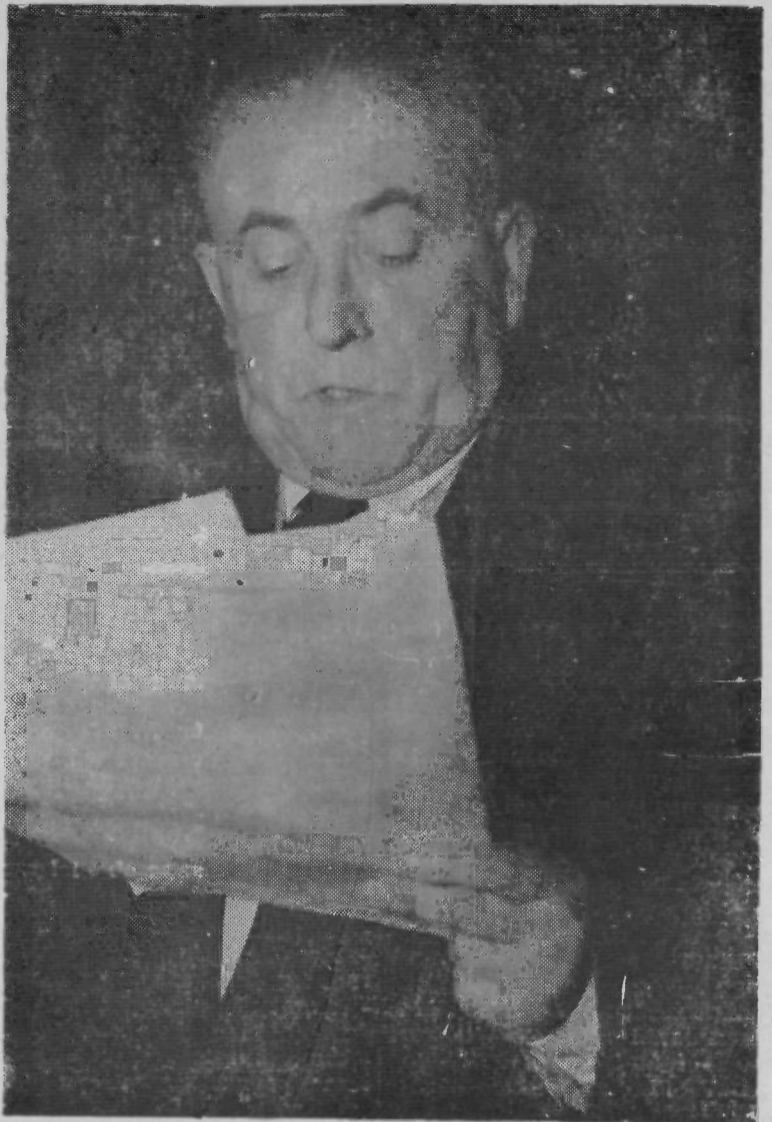
¿Somos formales todos? ¿Somos entecos, hojalatados?

Felipe Alaiz se libró entero a las ideas anarquistas a costa de un porvenir literario económico para terminar en un hospital acogedor de moribundos callejeros. ¿Habéis visto a nuestro Rodela, a nuestro Felipe d'Albalat, en sus últimas semanas? Da angustia pensar en ello, en la frialdad, en lo desapacible de aquella «chambre» de hotel habitada por el amigo doliente, perdido, deshaciéndose. Cierto que todos hemos de morir, pero a Alaiz, ese Alaiz que tanto había hecho por la anarquía de todos, lo dejamos perecer en la miseria (1). ¿Y que podía hacer el hombre en días anteriores sino engañar mínimamente amigos para engañarse máximamente a sí mismo? Compañeros quedan que tienen que decir al respecto, a los cuales ruego den la queja por cancelada puesto que a Alaiz todos nosotros le estamos en deuda.

Otro aspecto de la figura alaiziana es la pasión que en casos le desbordaba. En un agarrón que sostuvo con uno de Londres, Alaiz no estaba fuerte en razón aunque quisiera ignorarlo. El londinense (español, por supuesto) se encarnizó en el motivo de la disputa y sacó a relucir unas palabras temporizadoras de Peirats. Considerándose traicionado, Felipe rompió ruidosamente con Peirats, pues las leves concesiones que éste le hacía al de Londres, el seudo incriminado las interpretó acusaciones. A partir de aquí no pudo más con Pepet, del cual despotricaría implacablemente. Sobre esto yo y Felipe hubimos de hablar, y andando por la calle de Montmartre me interesé minimizar lo escrito por Peirats al de Londres. Mi interlocutor se me plantó en cara a cara para decirme: «Si no fueses Juanito (así él me llamaba) te salvaría el rostro.» No hubo manera, en este caso, ni en ninguno más, de apaciguarlo. La conclusión que saqué fue la de que yo gozaba de su respeto.

Y créase que ello era importante. El me interpretaba hombre del surco, constructor, enraizado de por vida al movimiento cenetista. Creía en mí particularmente por un folleto que sobre economía libertaria escribí y publiqué en 1935. Mas yo le sucedí en la dirección de «ONT», ocurrencia que otros no perdonan. Cierto que él se desafeccionaba del semanario con lagunas de dos o tres semanas. Más que nada abandonó, y los compañeros me situaron en el periódico sin yo haberlo solicitado. Lo interesante es que Alaiz no me puso hinchas y que siempre nos mantuvimos en aprecio. ¡Qué diferente esa conducta con la de otros que cuando estás tú quieren estar ellos y para lograrlo escarban, murmuran y preparan para salirse con la suya!

¡Que Alaiz era bohemio! ¡Y bueno! También lo fueron Antonio Loredo, Domingo Germinal y Antonio Truysols y rindieron provecho, particularmente los dos primeros. Con todos ellos relación y por sus méritos y defectos aprendí a querer más que a menospreciar. Alaiz era un caso semejante y su comportamiento global no impidió que lo estimara por su caletre y lo bien que lo empleaba. Lo cual no impedía que él tuviera salidas de tono que me gustaban por el tinte cómico que ellas contenían.



Fernández Escobés le criticó la comedia «La jueza» y luego se fue a la América, interpretando Alaiz que ese viaje Escobés lo realizó por miedo a medirse con el comediógrafo. En Montmartre Felipe vivía en el entresuelo de un hotel, yo en el primer piso y Ester en el segundo. Y ocurría que Felipe y Ester no se llevaban muy bien por un asunto sin importancia. Alaiz me rindió visita y al intentar bajar, Ester subía, y para no encontrarse con éste Alaiz subió escalera arriba hasta el tercero. Ester me explicó el enfado que le dio la esquivada de Alaiz, y es que le falló el sentido del humor. Le dije, a Ester: «En tu lugar prosigo escalera arriba hasta atraparlo en el impace del tejado.» Ester comprendió y sonrió. Otro día dos muchachos venidos de fuera visitaron a Alaiz y lo calificaron de maestro. Lo admiraban. Agradecido, el lisonjeado convidó a ambos jóvenes a paella valenciana, invitándoles a salir para compras con una lista de menesteres arroceros. En esto se presenta Peirats, y regresados los muchachos con las provisiones, Alaiz dispone la cazuela, trata de encender fogón, y éste no da fuego. «Habrá huelga de gasistas», dijo. Peirats tomó posesión de la cocina, colocó en situación el tubo (que estaba doblado y, en consecuencia, obstruido) alumbró el hornillo, guisó la paella (en lo cual tiene práctica), los cuatro comieron a satisfacción, y luego subió Alaiz para enterarnos a mí y a Elvira de que había cocinado un arroz que había para chuparse los dedos... Algún «Spanish Service» le regaló a Felipe un confortable abrigo de piel y él se lo ponía con énfasis. Le observabas que la prenda era muy maja y él atajaba, rápido: «¿Cuánto me das por ella?»

Todo esto es también Alaiz y no hay por qué ocultarlo. No vale construir santos de yeso, dibujar figuras perfectas, santones impecables. Cada persona tiene su relieve, su anécdota, su pro y su contra. Lo que

cuenta es el resumen, y el resumen alaizano no puede ser más estimable.

Juan FERRER

(1) «Soli» de París lo atendió constantemente, e insuficientemente.

LIBROS

«Les Espagnols en France», Guy Hermet	26 00
«Le Ministricule», Robert Escarpié	24 00
«Mauthausen. Les 186 marches», C. Bernadac	32 00
«Bakunin. La Internacional en España», Max Nettlau	32 00
«Las Colectividades campesinas (1936-1939)»	20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00
«Malatesta, vida e Ideas», V. Richards	25 00
«Historia del Movimiento Machnovista»	20 00
«El Terror bajo Lenin», Jacques Baynac	25 00
«Boletín de la Escuela Moderna», Albert Mayol	20 00
«La Revolución», Landauer	18 00
«La vie et l'œuvre de Francisco Ferrer», Sol Ferrer	16 00
«El Movimiento Obrero Español. (Historia y crítica)», Manuel Buenacasa	15 00
«Le Camp des femmes» (Ravensbrück) t. II, C. Bernadac	20 00
«Une collectivité agraire en Espagne», Ballobar	18 00
«Cien Capítulos de la Retaguardia» E. Dominguez	50 00
«El general Miaja defensor de Madrid», A. López	50 00
«Le Train de la Mort», C. Bernadac	20 00
«Varsovie 44. (L'Insurrection)», J. Steiner	35 00
«La Quinta Columna» - Memorias de la Guerra Civil española 1936-39», Santos Alcocér	50 00

Giros y pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

3428



EL COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

EL INGRESO EN LA CEE

El Capital europeo se lanza a la colonización de España

MADRID. — El proceso de «integración de España en la Comunidad Económica Europea» (CEE) ha desencadenado una vasta operación de colonización de la economía peninsular, consumada a cabo por los monopolios estatales y las multinacionales europeas, mientras los monopolios estatales controlados por la administración madrileña se desmembran para ofrecer sus servicios al capital transnacional y los «sindicatos» ofrecen su cobertura social a este acto de vampirismo financiero.

En 1977, las inversiones extranjeras (ver artículo-cuadro adjunto) alcanzaron la cifra record de 28.042 millones de pesetas, cifra que suponía un incremento de capital extranjero de más de quince mil millones de pesetas con respecto a 1976, año en que las inversiones extranjeras supusieron 13.491 millones de pesetas.

En 1978, en el periodo de enero a junio, las inversiones han superado, ya, los treinta mil millones de pesetas. Y los especialistas financieros anuncian una «fuerte aceleración» de la inversión extranjera en el país (1). Hace un año, EE. UU. controlaba el 23,20 de dicho capital extran-

jero colonizando la economía española, mientras las inversiones europeas alcanzaban el 56,42 por 100 de las inversiones extranjeras.

RECOLONIZACION

El capital europeo continúa acelerando su proceso de control de mercados, no en vano, el 24 por 100 del Producto Interior Bruto (P.I.B.) de los países que integran la CEE proviene de sus exportaciones, mientras que las exportaciones americanas sólo suponen el 7 por 100 del P.I.B. de EE. UU. La lógica comercial, pues, «condena» al Capital europeo a ac-

La administración madrileña vende trabajadores a los capitalistas del mercado común.

“Los trabajadores deben financiar con su trabajo el crecimiento de las multinacionales”...

Nuevos modelos de guerra social contra los ciudadanos.

CC. OO. y U. G. T.: «debemos colaborar para fomentar el crecimiento...»

Las multinacionales en España

PARIS. — Estas son las principales multinacionales que operan en 1977 en España, el capital de su volumen de negocios, en miles de millones de pesetas y la actividad en la que operan:

— «Ford Motors» (norteamericana)	16 433	automóviles.
— «General Electric» »	9 425	electricidad.
— «I. B. M.» »	8 273	informática.
— «Chrysler» (norteamericana : aunque, desde el pasado mes de agosto, esta sucursal de la «Chrysler Corporation» de Chicago ha sido adquirida por una multinacional francesa, la «Peugeot-Citroën», convertida ahora en el primer constructor europeo de automóviles y el cuarto a escala mundial)	7 999	automóviles.
— «Unilever» (Holandesa-inglesa)	7 996	detergentes.
— «I. T. T.» (norteamericana)	7 354	telecomunicación.
— «British Petroleum» »	5 547	lubrificantes.
— «Philips» (holandesa)	5 584	electricidad.
— «Westinghouse» (norteamer.)	4 630	electricidad.
— «Siemens» (alemana)	4 230	electricidad.
— «R. C. A.» (norteamericana)	3 711	discos.
— «Nestlé» (suiza)	3 815	alimentación.
— «Höchst» (alemana)	3 946	química.
— «Bast» »	3 766	»
— «Boeing» (norteamericana)	3 040	aviación.
— «Swift» »	2 996	productos cárnicos.
— «Kraft Co.» »	2 959	alimentación.

tuar más agresivamente que el capital americano.

El semanario inglés «The Economist», de reconocida solvencia, ha analizado este fenómeno y denunciando el «desarrollo de las firmas multinacionales europeas» (2). Frente al lugar común establecido del «imperialismo americano ascendente», se pone en evidencia el proceso de «re-colonización» de las multinacionales europeas, y la «falta de competitividad» de las multinacionales americanas ante ese proceso de crecimiento acelerado de los monopolios europeos.

En la actualidad, no obstante, todavía, diez de las diecisiete más grandes multinacionales que operan en España son norteamericanas, aunque los grandes consorcios europeos están robando puestos en una violenta guerra comercial. En la actualidad, la industria del automóvil está controlada por las multinacionales francesas y norteamericanas (Peugeot y Ford, ver cuadro adjunto donde se enumeran las multinacionales más importantes que operan en España). El cincuenta por ciento del aluminio está controlado por empresas francesas. La informática y la electrónica (sectores decisivos) están controlados por capital americano. La alimentación está controlada por las multinacionales europeas y los exportadores de grano america-

nos. Las telecomunicaciones están controladas por el capital norteamericano. Sectores clave, como la química industrial, la electricidad industrial, están sometidos al imperio de las multinacionales. El sector energético (perfectamente clave para controlar física y militarmente el país) está controlado por la tecnología americana, mientras que Francia se está introduciendo de modo muy energético con violentas presiones políticas, financieras e industriales.

NUEVO MODELO DE GUERRA SOCIAL

El señor Fernández Ordóñez, ministro de finanzas, expuso el pasado 6 de junio, en la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (OCDE), en París, las líneas generales de la política financiera que deberá convertirse en la cohorte administrativa de defensa e instauración del nuevo modelo de crecimiento económico que, a través del proceso de integración en la CEE, supondrá una verdadera operación de desmontaje de la economía franquista e instalación de unas estructuras comerciales de control social acordes con las necesidades de la Europa Capitalista.

(Sigue en la página 2)

B.D.I.C

Ha muerto Juan FERRER

En la noche del domingo 10 al lunes 11 de septiembre dejó de existir, el que en vida fue nuestro compañero Juan FERRER, director durante muchos años de las publicaciones, entre otras, patrocinadas por la C. N. T. (Núcleo Zona Norte). Terminado ya el presente envío de periódico, nos apresuramos a confeccionar esta nota que intercalamos a fin de que los compañeros y amigos del finado, demasiado numerosos para avisarles individualmente tengan conocimiento, de esta tan mala como triste noticia. No podemos ser más extensos, la emoción nos embarga.

El entierro se efectuará el viernes día 15 de septiembre a las 10 de la mañana en el Cementerio de Montreuil. Reunión en la entrada principal, rue Galilée (Metro : Mairie de Montreuil).

El cuerpo estará expuesto en el Funerarium de Montreuil a partir de las 8 de la mañana, 32. rue Jean Moulin.

La Redacción y administración

EL INGRESO EN LA CEE

(Viene de la página 1)

El señor Fernández Ordóñez enumeró sucintamente los seis puntos esenciales de dicho proceso de normalización - pacificación financiera, que son los siguientes:

— «Mejorar la productividad global del sistema, **aumentando la rentabilidad de las empresas**».

— «Reducir los costes de funcionamiento y en general las ineficacias de la economía en lo que se refiere al sector público.»

— «Fijar las condiciones esenciales de un plan a medio plazo, en lo que se refiere al empleo y los salarios.»

— Potenciar la inversión directa del exterior.»

— «Política realista de precios de la energía.»

— «Ampliación y flexibilización de los mercados de recursos, especialmente los de trabajo y capitales, institucionalizando al mismo tiempo mecanismos potentes para transvasar ahorro desde amplias capas de la población hacia las empresas.»

GUERRA CONTRA LOS OBREROS

Dicha estrategia financiera, perfectamente nítida y consecuente, desencadena contra los obreros un vasto frente de guerra social, que puede dividirse en los siguientes apartados:

1. — El «aumento de la rentabilidad de las empresas» pasa por la «racionalización del sometimiento», la «sistematización del control social». Al estar apartados de los núcleos de decisión y orientación de la política empresarial e industrial y financiera y estratégica de sus puestos de trabajo, los obreros se convierten en «masa social» que los «sindicatos» «regentan» para que la «rentabilidad» sea más «eficaz».

El hecho de que el ministerio de finanzas, bajo la égida del señor Fernández Ordóñez, haya concedido un aval al «sindicato socialista» UGT para que la gran banca alemana le preste ocho cientos millones de pesetas, viene a subrayar, si fuese necesario, el aspecto político del «aumento de rentabilidad»: la normalización-pacificación financiera. La URSS, para «normalizar» Checoslovaquia, hace diez años, recurrió al método expeditivo de la invasión armada, la ley marcial aplicada por un ejército de ocupación. Más hábiles, los financieros occidentales recurren a métodos más «sútiles»: prestamos a un «sindicato» que asegure el «control» de los trabajadores, sistematizando el sometimiento, **pacificando la guerra social a través del «aumento de rentabilidad» del Capital.**

2. — Reducir costes de funcionamiento tiene una lectura alarmante: **nuevos despidos laborales.** El señor F. O. se refiere a las «ineficiencias» del sector público. Sin embargo, las primeras cifras de los presupuestos del Estado del próximo año anuncian un incremento del 20 por 100.

Mientras el poder adquisitivo se ha reducido a un incremento del 5 al 10 por 100 sobre su renta mensual, los presupuestos estatales se aumentan en un 20 por 100. En doce meses de postfranquismo oficial, tras las elecciones legislativas de junio de 1977, la administración del Estado ha incrementado su nivel de parasitismo (ya notable en tiempos del franquismo), creando nuevos puestos, más «enchufes», más burocracia, hasta el extremo de necesitar una «ampliación» presupuestaria de ese nivel (3).

LOS TRABAJADORES DEBEN FINANCIAR LAS MULTINACIONALES

3. — Las «condiciones esenciales» en lo que se refiere a «empleo y salarios» tienen una traducción no menos inquietante; un nuevo pacto social, por el cual los trabajadores deberán sufrir en su carne los ajustes del Capital en su guerra contra los ciudadanos. Un organismo tan conservador como la OCDE, en su informe financiero sobre España, publicado el pasado mes de junio (4) anunciaba, a través de esta política de control social paramilitar, de sistematización del sometimiento, **«un nuevo aumento de las tasas ya elevadas de paro».** La OCDE, en su informe, anunciando, igualmente, un nuevo «pacto social», semejante a los tristemente célebres de la Moncloa del año pasado, estima que **«dos trabajadores con bajos salarios podrán encontrarse en una situación todavía más desfavorable, y el valor real del activo financiero de las familias será también amputado»** (5).

4. — El «potenciar la inversión directa del exterior» tiene unas consecuencias bien evidentes: **fomentar la colonización europea, ofrecer a los trabajadores españoles como carne de cañón para las multinacionales europeas, en busca, voraz, de mano de obra barata.**

5. — El «realismo» de los precios de energía encubre un sofisma: tras el realismo se encubre otra realidad: aumento directo de las tarifas de energía. De este modo, **los trabajadores, que deben financiar con su trabajo la expansión de las multinacionales, la remodelación de las estructuras del Capital, debe sufrir, deben pagar, así mismo, la política energética gubernamental.** Mientras que los productos energéticos industriales, en España, son más baratos que en el resto de los países capitalistas (favoreciendo a la clase empresarial), el Estado no tiene inconveniente en cargar la **economía doméstica con una nueva factura, la carestía del petróleo, que es necesario pagar en dólares en el mercado internacional.**

Así, la mano de obra barata financiera la expansión del gran capital multinacional; las estructuras financieras se desmontan para que las

Capital extranjero colonialista

PARIS. — Según estimaciones oficiales, estas fueron, en 1977, las inversiones extranjeras en España, expresadas en miles de millones de pesetas:

— Estados Unidos	6 480	(un 23,20 por 100 del total)
— Suiza	5 831	» 20,79 » » »
— Alemania	3 814	» 13,62 » » »
— Inglaterra	3 587	» 12,79 » » »
— Francia	1 474	» 5,25 » » »
— Bélgica	893	» 3,18 » » »
— Holanda	785	» 2,71 » » »
— Otros países	175	» 0,63 » » »

El total de las inversiones extranjeras en España alcanzaron, en 1977, los 28.042 millones de pesetas, lo que supuso un incremento de más de quince mil millones respecto a 1976, ya que ese año las inversiones «sólo» alcanzaron los 13.491 millones de pesetas.

En 1977, las inversiones extranjeras alcanzaron, pues, un volumen 5,6 veces mayor al consumo privado absoluto del país, 4 veces mayor que el Producto Interior Bruto.

empresas transnacionales puedan extender sus tentáculos. Y a los trabajadores se les pide «realismo» para pagar facturas.

6. — El «transvase de ahorro hacia las empresas» es la sutileza final que cierra el proceso: los trabajadores no sólo deben financiar con horas de trabajo el crecimiento del Capital. Sus ahorros (?) deben ser «dirigidos» para que la plusvalía sea invertida en nuevas armas de lucha del Orden de Cosas Dominante, que las utiliza para perfeccionar los métodos de control social, la racionalización del sometimiento. **Los trabajadores no sólo deben ser buenos esclavos, si no que deben auxiliar a extender los muros de la cárcel donde el capital los vigila, los explota y los envenena.**

(1) Ver «El País», e «Informaciones», de Madrid, de fechas 30-VIII-78 y 28-VIII-78, respectivamente.

(2) Ver, en «The Economist», Londres, correspondiente al 4-II-78, un ensayo titulado «El desarrollo de las firmas multinacionales europeas».

(3) Ver «Informaciones» de Madrid, de 30-V-78, «un billón setecientos mil millones, sin contar la seguridad social, para 1979».

(4) «Espagne». Etudes Economiques de la OCDE. Paris, 1978.

(5) Informe citado, pág. 45.

LIBROS

«Cien Capítulos de la Retaguardia» E. Domínguez	50 00
«El general Miaja defensor de Madrid», A. López	50 00
«Le Train de la Mort», C. Bernadac	20 00
«Varsovie 44. (L'Insurrection)», J. Steiner	35 00
«La Quinta Columna» - Memorias de la Guerra Civil española 1936-39», Santos Alcocer	50 00
«Útiles después de Muertos», C. M. Pellecer	30 00
«Los bolcheviques y el control obrero (1917-21)», «El Estado y la contrarrevolución», M. Brinton	12 00
«Mi Exilio», R. López Barrantes	40 00
«Historia de Cataluña», J. Reglá	16 00
«El Mito de la Cruzada», H. R. Southworth	18 00
«Cómo gasta el Estado el dinero de los españoles», Vicente de Sebastián	6 00
«Salvador Seguí. Su vida, su obra», Varios	5 00
«Ciudad Caída», Carmona Blanco	10 00
«Porqué perdimos la Guerra», D. Abad de Santillán	40 00
«Guerra de clases en España», Berneri	20 00
«Poemes de Llum i Tenebra», Roc Llop	10 00
«España Desnuda», F. Olaya	20 00
«Els anarquistes, educadors del Poble» (La Revista Blanca, 1898-1905), Pròleg de F. Montseny, textos en castellano	30 00
«Realizaciones y estructuras de la Comarcal de Monzón (Huesca)»	10 00
«Historia de la F.A.I.», Gómez Casas	25 00
«La Revolución desconocida» (2 v.) Voline	40 00
«Cent dies de la vida d'una dona», Frederica Montseny	25 00
«La Araña Negra», Blasco Ibáñez	100 00
«Historia del 1º de Mayo», M. Dommanget	30 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70
«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«Góngora». Obras lujo	60 00
«Divina Comedia», Dante	60 00
«Los Olvidados» (Los exiliados españoles en la 2ª Guerra mundial), A. Vilanova	54 00
«La Muerte de la Esperanza», E. de Guzmán	50 00
«Les Mouvements fédéralistes en France. 1945 a 1974», Alain Grellsamer	30 00
«El Año de la Victoria», E. de Guzmán	50 00
«L'Espagne Libertaire. 1936-1939», Gaston Leval	25 00
«Requiem por un campesino español», Sender	12 00
«Romancero Libertario CNT-FAL», Varios	18 00

BASTA



DE

HUELGAS DOMESTICADAS Y DESPIDOS SALVAJES

MAYO 1977

CNT

Ante la
ofensiva
capitalista,
un cartel
de la CNT
en el
1º de Mayo
del 77

EN PLENA "CRISIS"

LOS MONOPOLIOS AUMENTAN GEOMETRICAMENTE SUS BENEFICIOS

«Telefónica»: 33 millones de beneficios por día
«Iberduero»: 20 millones de beneficios por día
«Hidroeléctrica»: 20 millones de beneficios por día
CC. OO. y U.G.T.: «tenemos que ser responsables y no pedir más de la cuenta...»

PARIS. — En 1977, cuando los «sindicatos» «socialistas» UGT y «comunistas» (CC OO), paralizaban a los trabajadores en nombre del «equilibrio» y la «sensatez», practicando un «pacto social» para no «desequilibrar» la economía, obligando, paramilitarmente, a los obreros a reducir sus demandas, provocando un clima de normalización-pacificación social, arruinando el poder adquisitivo de los obreros, varios centenares de empresas multiplicaron sus beneficios, y catorce de las grandes engrosaron en sus bolsillos, a costa de la explotación más directa y criminal, con la complicidad de los «sindicatos», con más de mil millones de pesetas...

Según el oficial informe «Fomento de la Producción» consagrado a las mil quinientas mayores empresas españolas, éstas fueron las 32 primeras en obtener mejores y más amplos beneficios, expresados en millones de pesetas. En todas ellas, CC OO y UGT, «frenaron» a los trabajadores, rompiendo huelgas, vendiendo a la patronal trabajadores maniatados a través de convenios amañosos:

«Telefónica»	12.867	«Vallehermoso»	820
«Iberduero»	7.552	«E. N. Hidroeléctrica del Ribagorzana»	742
«Hidroeléctrica Española»	7.104	«Galerías Preciados»	723
«Fecsa»	2.768	«Motor Ibérica»	684
«I.B.M.»	2.473	«Philips»	669
«Unión Eléctrica»	2.265	«Altos Hornos de Vizcaya»	646
«Sevillana»	2.263	«Electra de Viesgo»	623
«Fenosa»	2.215	«Uralita»	625
«Campsa»	1.940	«Petróleos del Mediterráneo»	604
«Dragados»	1.851	«Cristalería Española»	569
«Unión Explosivos Río Tinto»	1.664	«Standard Eléctrica»	552
«El Corte Inglés»	1.264	«La Unión y el Fénix»	530
«Cepsa»	1.140	«Aguas de Barcelona»	508
«Nestlé»	1.022	«Inmobiliaria Urbis»	504
«E. N. de Petróleo»	981	«Petronor»	503
«Hidroeléctrica de Cataluña»	947		
«E. N. de Electricidad»	944		

Sólo estas treinta y dos primeras empresas que obtuvieron beneficios superiores a los quinientos millones de pesetas al año (más de un millón y medio de pesetas de beneficios por día) suponen unos beneficios de varios centenares de millones de pesetas. La «crisis» tiene para el Capital un rostro francamente halagüeño: continuar acumulando monedas a costa del sudor de los trabajadores, con el auxilio de los «sindicatos», las nuevas fuerzas de pacificación social utilizadas contra los ciudadanos.

«Telefónica» obtuvo beneficios superiores a los 33 millones de pesetas por día, «Iberduero» ingresó más de veinte millones de pesetas por día, «Hidroeléctrica» más de veinte millones por día, aumentar a los obreros un par de miles de pesetas fue considerado por la patronal y por los «sindicatos» como un «esfuerzo que pondría en peligro el equilibrio social». El cinismo del capital y sus lacayos no por criminal es menos rapaz.

La «política» contra el pueblo

TARRASA. — La situación política, social-económica de España a pesar del optimismo difundido por las esferas gubernamentales, cuyo ejemplo puede ser el de Rendueles Gobernador del Banco de España, es decididamente crítica.

El paro generalizado de sectores industriales cuya rentabilidad no sobrepasa los esquemas capitalistas de beneficios netos productivos, supone y es en la práctica una inmensa riada de asalariados cuyas subsistencia resulta una incógnita de incertidumbres, dada la inviabilidad de dar solución al paro dentro de los actuales planteamientos societarios estatistas.

El millón y medio, dos millones... ¿quién sabe realmente el número de parados?, en vez de suponer un factor de desequilibrio para el capital, mientras no se movilizan consecuentemente tras unos objetivos nitidos de ruptura social, servirán al mismo capitalismo como un gran mercado de mano de obra que usar, en el momento en que sus compañeros en la dinámica de reivindicación proletaria originen conflictos que desborden los marcos impuestos por ellos — los capitalistas — y tácitamente aceptados por el izquierdismo al uso encarnado en el «vanguardismo» partidista social-demócrata-fascistoides dentro del Status democrático imperante.

Las luchas sociales están pasando hoy por hoy por momentos críticos, agravados especialmente por la situación en que se encuentra el asalariado dividido en parcelas sindicales y políticas cuya confusión dentro de la clase y dado sus resultados de negatividad operativa se traducirán, posiblemente, en un tiempo más o menos largo (depende de la acción militante que se ejerza) en un potencial humano que ingresará al cenetismo, decepcionados por el juego a que han sido sometidos y desengañados de aquellos a quienes dieron su apoyo un día para su defensa y lo que hicieron fue labrarse sus fortunas. Esta realidad incuestionable excepto para aquellos que nacieron con el signo del derrotismo en las frentes, da su equivalencia en la de que el anarquismo obrero y anarcosindicalismo necesitarán multiplicar su esfuerzo y actividad más ampliamente que ahora para concienciar críticamente a ese número de obreros que huyen de las marismas político-sindicales amarillistas potenciando la acción reivindicativa económica, mas, poniendo el acento ya en la preparación revolucionaria del obrerismo encuadrado sindicalmen-

te, segando y minando las reminiscencias históricas costumbristas de la confianza del pueblo en las estructuras del poder político y parlamentario.

NO HAY QUE MIRAR HACIA ATRAS

No hay que mirar hacia atrás excepto para sacar conclusiones y enseñanzas que ajusten con el presente y sirvan para el futuro, ante la coyuntura histórica en la que se debate el futuro del movimiento obrero de los próximos años, y después de tres años de la muerte del dictador, ya no justifica ni sirve el tipismo tópico de que 40 años de francofalangismo han domesticado y adormecido la capacidad combativa del pueblo, tras lo que en muchos casos se esconde un cómodo acomodamiento a los sistemas éticos burgueses.

Los simbolismos del anarquismo, o anarcosindicalismo traducen una dinámica más mucho más amplia que la de la exhibición multicolor y festera, la eclosión revolucionaria tiene unos campos concretos donde manifestar su inquietud y trabajar por el cambio que quiere llevar a cabo.

Es hora de trabajar a fondo en todos los estamentos sociales obreristas dando la batalla a la letanía marxista contrarrevolucionaria y desmontando las capas de escepticismo de nuestros compañeros de trabajo, con el ejemplo claro de nuestras posturas. Sin temor de ser simplistas hay que incidir en nuestra actitud finalista (que no es un maximalismo) si realmente queremos llegar hasta ella, la nula educación social proletaria de los pasados 40 años no presupone que tengamos que esperar el mismo tiempo, la revolución no se esconde tras un título académico... aunque a veces contribuya.

Ante la avalancha de sucedáneos a los problemas sociales reincidimos, asumimos y reivindicamos el control por los asalariados de los medios de producción al igual que el producto resultante, la relación social por medio de la libre federación de Comunas, el intercambio comunal de productos, etc., etc... y no es por capricho que fijemos esa meta, sin embargo damos la ocasión a que el dogmatismo estatista latente en los eternos alfareros de las «alternativas» nos demuestren el error en el cual nos encontramos.

F. GARCIA CANO

Julio del 78.

SOL Y SOMBRAS

Testarudos o constantes

No importe el calificativo ante el positivismo de la obra. Se es empecinado, o importantialmente se desaparece.

«Terra Lliure» se justifica tanto por su labor libertaria como por su presencia en el circuito de las ideas.

Cuando durante la II República apareció en Barcelona, registramos un acierto ante el desierto de no publicar nada nuestro en catalán precisamente en Cataluña. No importa que un gran volumen cenetista no estime hábil anarquizar en «regional» cuando en «nacional» cree que debe hacerse. Nosotros, que creemos en un ideal noble e imprescindible como el nuestro, usamos las dos lenguas para un fin nobilísimo y universalista. Nadie pretenda lo contrario.

«Terra Lliure» aparece en Francia

porque es así, y «Catalunya» debe aparecer en Barcelona por exigencia del sentido común. No es posible abandonar una oportunidad lingüística en beneficio de los contrarios; no es inteligente contrariarnos nosotros mismos autoprivándonos de un hermoso recurso propagandístico. Ninguna persona cabal se cortará un brazo voluntariamente.

Muchos — muchísimos compañeros ya — van comprendiendo nuestro aserto y se agregan, se van agregando, a nuestro esfuerzo tierra-libertario. Quedan, sí, los que aún sonrien bajo sobaco, conducta que no encuentra explicación plausible. Quedan, también, los que antaño arrimaron el hombro tanto en «Terra Lliure» como en «Catalunya» y hoy se anulan hundiéndose, negándose, en su ostracismo dorado. Que

la incongruencia y la torpeza los confunda, hasta que despierten en la luz verídica, si ello es posible.

Tenemos ante los ojos el número 50 de «Terra Lliure» ilustrado con firmas catalanas, castellanas, aragonesas, palmesanas y alicantinas, todas reunidas en un haz cordial cenetista y libertario. Tenemos con este número del Boletín un ariete rompedor de indiferencias y un arma de penetración en un reducto catalán considerado inviolable. Fijémonos que en tanto compañeros equivocados nos regatean derecho para nuestra prensa catalano-libertaria, otros, de confesión estrictamente catalanista, nos niegan derecho de existencia mediante silencios sistemáticos perfectamente calculados. Es tanto el deseo de ciertos elementos de que la C.N.T. sea «murciana», que

les contraria enormemente que el cenetismo — o parte de él — se exprese en catalán, lengua de la cual pretenden la exclusiva. Y sin embargo, el anarquismo y la C.N.T. tuvieron su cuna en Barcelona antes de que nacieran muchísimos de los catalanistas considerados insignes o predominantes.

Así nos expresamos, sin querer dañar a nadie; ni a compañeros que no comprenden, ni a catalanistas duros de pelar: Quedamos, eso sí, en posesión de nuestro perfectísimo derecho de utilizar tanto el catalán como el castellano para decir al pueblo que su camino está en la Confederación y en la anarquía para llegar a destino.

J. FERRER

LA IGLESIA NO ES UN PODER MAS

Documento Vaticano: «Diálogo con no creyentes», fecha: 1-X-1968

SUECIA. — El 1 de octubre de 1968 la Secretaría Para No Creyentes, del Vaticano, presidida por el cardenal austriaco Franziscus Koenig, hizo público un documento de 5.700 palabras titulado «Diálogo con los no creyentes». Los extractos de dicho documento, que a continuación transcribiremos, constituyen una prueba más de la maligna astucia que ya inspirara el otro documento histórico que venimos publicando («Instrucciones Secretas de la Compañía de Jesús»). Ambos documentos más el análisis paciente y coherente de la historia pasada y presente iluminan el panorama tenebroso en que la Iglesia Católica se mueve.

Es la paciencia de la araña que teje su tela y se agazapa en espera de la víctima, es la astucia del zorro acechando, avanzando y retrocediendo según las circunstancias, es la avidez de la hiena devorando carroña. Pero, a diferencia de la araña, el zorro o la hiena, la Iglesia engaña, disimula y devora con frialdad racional, con medios técnicos inalcanzables para dichos animales. Por eso es más dañina: lo que nos puede parecer violencia en la Naturaleza constituye en realidad un escalón indispensable en la evolución de las especies. Pero la violencia física, intelectual y moral desencadenada por la Iglesia no ha hecho más que arrastrar a la humanidad a la involución cultural, al odio irracional, al oscurantismo moral.

«DIALOGO CON LOS NO-CREYENTES»

«... el cristiano sabe que no se puede pretender de la fe la respuesta a toda clase de problemas, pero conoce por la misma fe el espíritu y el método con que se han de abordar tales cuestiones, sobre todo en el campo de lo temporal, que es como una gran puerta abierta a la investigación...»

En otras palabras: no podemos seguir ignorando a Darwin, Freud, Russell, Bakunin. Entonces, vamos a estudiarlos a ver si podemos sacar tajada de sus teorías y estudios.

«Difícilmente se puede evitar el peligro de réplica en la convivencia «pluralística» de nuestro tiempo. Por eso es necesario preparar a los fieles para que sepan afrontar ese peligro, sobre todo en el diálogo público.»

En otras palabras: lamentablemente el analfabetismo va desapareciendo del mundo y la tan querida Edad Media no vuelve. El obrero reclama derechos, el populacho replica a la Santa Madre y Maestra Iglesia, la Inquisición y las Cruzadas ya no darían los frutos que dieron en los buenos tiempos... Tenemos que prepararnos ante ese peligro que significa EVOLUCION MENTAL, tenemos que aprender a neutralizar esa amenaza que se llama CULTURA.

«Una buena preparación será de gran provecho, para... la fe. En el diálogo público, además, los interlocutores tienen ocasión de exponer su doctrina a los oyentes (ateos), a quienes no podrían llegar de otra manera.»

«El diálogo de los creyentes con los no creyentes, A PESAR DEL PELIGRO QUE LLEVA CONSIGO, no solo es posible sino también recomendable.»

«NORMAS DIRECTIVAS PARA EL DIALOGO CON LOS NO-CREYENTES: 1: En la educación y formación del clero es necesario llegar a una preparación en las disciplinas filosóficas... con el debido conocimiento de la mentalidad de la época actual que capacite adecuadamente para poder dialogar con los hombres de nuestro tiempo, incluso con los no creyentes. De aquí que los futuros sacerdotes deben ser instruidos en las distintas modalidades de no creer (especialmente las que tienen vigor en sus regiones)...»

En otras palabras: ayer asesorábamos a Franco, a Trujillo, hoy hay

que meterse en las fábricas, mezclarse con los obreros y los movimientos de protesta, mimetizarnos para mejor servir la causa de Cristo Rey... Pero nada de improvisaciones, estudiemos la cosa «científicamente», adoptemos el disfraz más convincente, no vaya a ser que alguien nos descubra.

«... y deben conocer también (los sacerdotes) la razón y los fundamentos filosóficos y teológicos del diálogo. Esto se hará con particular amplitud y profundidad en las universidades y facultades eclesiásticas.»

«3: Organicense igualmente cursos de enseñanza superior, cursos especiales para peritos, jornadas y reuniones de estudio para seglares sobre el diálogo con los no creyentes, teniendo presente de modo peculiar a los jóvenes...»

En otras palabras: ya no podemos levantar hogueras donde quemar a los herejes, estudiemos entonces la forma de detectarlos, coparlos, estar un paso más adelante que ellos a fin de pintar rutas de acción que los desvien de todo posible ataque a la Iglesia... y usemos principalmente para ello a la juventud.

«Conviene distinguir entre diálogo público y privado. Para el privado (reuniones espontáneas o de mutuo acuerdo y reservadas a personas o grupos privados)... hacer uso de la prudencia y de la benevolencia, cuya

propiedad es regular todos los actos... cristianamente dignos. Sin embargo parece aconsejable proponer lo siguiente: 1) Para entablar un diálogo fructuoso... se requiere conocer bien antes el tema de discusión. Debe conocerse... la sentencia del interlocutor... y sobre todo la doctrina cristiana referente a la cuestión.»

En otras palabras: no olvidemos que el jesuitismo nos ha dado frutos maravillosos. Hemos sobrevivido dos mil años, no echemos por la borda las técnicas aprendidas.

«2: Si el cristiano no se siente debidamente preparado, acuda a un perito O DESVIE A SU INTERLOCUTOR. 3: Adviértase la grave obligación moral, no sea que alguno... abandone el verdadero depósito de la fe o ponga en crisis la propia.»

(De donde se desprende que los famosos «curas tercermundistas» son más agudamente dogmáticos y han sufrido un previo lavado de cerebro a fin de que puedan actuar junto al «enemigo» sin poner en peligro a la Iglesia...)

«Para el «diálogo público», en el cual participan hombres representativos de la comunidad... se requiere una mayor prudencia debido a su gran influencia en la opinión pública... Orientaciones generales: 1) Los cristianos que toman parte en esta clase de diálogo... no solo deben estar dotados de las cualidades que se requieren para el diálogo privado, sino también sobresalir en la doctrina por su pericia... en viveza y elegancia de expresión...»

Más adelante se distingue entre «Diálogo oficial por encargo de la autoridad» y «Diálogo público no oficial, es decir, sin encargo de la autoridad», y puede leerse una típica

frase del triunfalismo católico: «los no creyentes generalmente no representan a la comunidad, sino solo a sí mismos...»

«4: El coloquio se ha de establecer solo cuando las circunstancias de tiempo y lugar... sean verdaderamente favorables... Hay que evitar, por tanto, la demasiada publicidad o la presencia de hombres no preparados que puedan perturbar (el diálogo) y convertirlo en una discusión o en un comicio... Con frecuencia convendrá fijar antes los estatutos y las normas del coloquio. Finalmente, HABRA QUE INTERRUMPIRLO, cuando se convierta en evento de un partido... 6) Los sacerdotes necesitan el consentimiento del ordinario propio y el del lugar donde se celebra el coloquio. Por su parte los fieles cristianos ACATARAN LOS PRECEPTOS DE LA AUTORIDAD ECLESIASTICA...»

Más adelante habla del «diálogo escrito» y advierte que éste «requiere un cuidado especial por la... más amplia difusión de lo que se escribe... Para entablar esta forma de diálogo es aconsejable que los fieles presenten ANTES sus escritos a los peritos.»

Hipocresía, astucia, censura. ¡Y llevan ya veinte siglos en el poder!

INSTRUCCIONES SECRETAS DE LA COMPAÑIA DE JESUS

CAPITULO II: Del modo con que deben conducirse los padres de la Sociedad para adquirir y conservar la familiaridad de los príncipes, magnates y personas poderosas y ricas. 1 - Es necesario que hagamos todo lo posible para ganar completamente las atenciones y afectos de los príncipes y personas de más consideración, para que, sean quienes fueren no se atrevan a levantarse en contra nuestra, sino antes bien, todos se constituyen dependientes de nosotros. 3 - ... si el príncipe tratase de hacer algo que no fuese del agrado de todos los grandes señores... se les animará y aún instigará mientras se aconseja a los otros que se conformen con el príncipe, sin descender a tratar jamás particularidades por temor de que si no tuvieren buen éxito el asunto, se impute a la compañía, y para si esta acción se desaprueba, se presenten advertencias en contrario que prohiban absolutamente, y se ponga en juego la autoridad de algunos Padres de quienes conste con certeza que no tienen noticias de estas instrucciones, para que afirmen con juramento que se calumnia a la Sociedad con respecto a lo que se le imputa.

Federico N. REVIVAL

(Continuará)



LIBROS

«Socialismo Libre frente a mitología revolucionaria», F. Valera	20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00
«Malatesta, vida e ideas», Vernon Richards	25 00
«La Soutane et le Veston»	12 00
«La Anarquía», por Enrique Malatesta, 2,00 F.	
«Nacionalismo y Cultura» R. Rocker	30 00
Unamuno, «Andanzas y visiones españolas»	21 00
«La estabilidad del latifundismo», J. Martínez Alier	42 00
«A los jóvenes», por Pedro Kropotkin, 1 F.	
«Journal d'un Educaisteur», Jules Celma	15 00

«Dans le mortier»	10 00
«Avisos Históricos», Pellicer	7 50
«Les Mémoires de Beria», Alain Williams	30 00
«Federico Urales y Ricardo Mella, teóricos del anarquismo español», Agustí Segarra	9 00
«Les Espagnols en France», Guy Hermet	26 00
«Le Ministricule», Robert Escarpit	24 00
«Mauthausen. Les 186 marches», C. Bernadac	32 00
«Bakunin. La Internacional en España», Max Nettlau	32 00
«Las Colectividades campesinas (1936-1939)»	20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00
«Malatesta, vida e Ideas», V. Richards	25 00

«Voyage de Psychodore», Ryner	8 00
«Historia del Movimiento Machnovista»	20 00
«El Terror bajo Lenin», Jacques Baynac	25 00
«Boletín de la Escuela Moderna», Albert Mayol	20 00
«La Revolución», Landauer	18 00
«La vie et l'oeuvre de Francisco Ferrer», Sol Ferrer	16 00
«El Movimiento Obrero Español. (Historia y crítica)», Manuel Buenacasa	15 00
«Le Camp des femmes» (Ravensbrück) t. II, C. Bernadac	20 00
«Une collectivité agraire en Espagne», Ballobar	18 00
Giros y pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 París.	

Gañanías andaluzas

HUELVA. — En una revista literaria sevillana aparece un bonito comentario sobre las gañanías de los viejos cortijos andaluces. El autor trata de desarrollar el tema bajo un punto de vista peculiar, buscando y rebuscando el sentido puramente romántico y hasta, si se quiere, político de las veladas que se celebran en estas gañanías.

Las gañanías — conviene aclarar — eran unos salones rudimentarios, de paredes toscas, generalmente cubiertas de polvo y embadurnadas de humo y suciedad, que servían de comedor, «salón de estar», y dormitorio a los peones agrícolas.

Al peón agrícola se le denominaba — y aún quedan rincones en los que se le continúa denominando — «gañán». («Gañán», equivalente a «mozo de labranza», «hombre fornido», etc.).

Ni qué decir tiene que estos lugares de «recogimiento» carecían de todo tipo de confort. No había muebles. Sillas, camas, mesas, etc., e incluso, el más elemental cuarto de aseo, eran «dujos», con los que ni remotamente se les ocurría a estos hombres soñar. Un descascarillado poyete a todo lo largo del edificio donde se colocaban los jergones, un breve clavo en el muro de adobe para colgar el hatillo y una especie de chimenea central, en torno a la que se establecían los más insospechados comentarios. Eso era todo.

Eso era todo y, no obstante, las gañanías tenían un poder de atracción insoslayable. En medio de su rudeza, de aquella vida áspera, de agudas aristas y horizontes desesperanzadores, algo inexplicable transpiraban las gañanías.

Cierto que resultaban sugestivos los ratos de cante, de baile y de tertulia. Comentar las hiperbólicas hazañas del «Pernales», «Diego Corrientes» o de «Pasos Largos», así como las fantásticas batallas en «el moro», con que los sarmentosos ancianos de jeta de caoba asombraban a los debutantes zagalillos.

Pero eso no era todo. Había más. Había la luz remota de una esperanza que comenzaba a dibujarse débilmente en los caminos del futuro.

El último de los mozos incorporado a la «ranchería» había traído un «mensaje». Un mensaje insólito. Desconocido...

Pronunció una palabra extraña. Una palabra que trascendía a cosas inquietantes y sugeridoras. Habló de derechos. (Habló de «derechos», allí donde sólo se conocía la palabra «deber»). Habló de igualdad entre todos los hombres. Habló de Paz y de Justicia. Deletró ampliamente, serenamente, conscientemente la palabra **Libertad**.

¡Y en las gañanías de los cortijos andaluces se encendió una luz nueva! Una luz redentora. «El Pernales», «Diego Corrientes» y «Pasos Largos» acababan de ser definitivamente sepultados — a pesar del postor esfuerzo de «Curro Jiménez» por prolongar su precaria existencia — para dejar paso a otros nombres.

Nombres con sabor de historia. Con resonancias de sacrificio y abnegación que perdurarán eternamente en el alma colectiva de los desamparados: Fermín Salvochea, José Sánchez Rosa, Urales, Federica Montseny, Ricardo Mella, etc., en lacónicos pero vibrantes opúsculos, suplieron los relatos legendarios y la vieja «literatura al peso», de Luis de Val y Mario D'Ancona.



Las gañanías ya no existen. Han sido reemplazadas por locales modernos con dormitorio general, comedor, servicios, duchas, etc. Los tiempos son otros. Pero aquellos zagalillos — hombres maduros hoy — sienten de las gañanías una nostalgia distinta a la que experimenta este joven escritor de la revista sevillana:

— Urales, Federica, Fermín Salvochea... — añoran — ¡Aquellas palabras como trallazos! Voces que eran clarines para el despertar de las conciencias más romas. ¿Dónde están? — se preguntan — ¿Qué se hizo de tanto trabajo, de tanta lucha, de tanta semilla esparcida a voleo sobre los áridos surcos de una tierra que sigue esperando pacientemente un nuevo eco, una voz nueva?

Los tiempos son otros. Se oyen gritos. El gañán sabe que son ya muchos a gritar. El gañán — como el gorrión — está ya hecho a los gritos. No se extraña de nada. Ni se conmueve. El sabe que tras esas voces pronunciadas desde cómodos sillones y pasillos creados para el grito sin eco y la palabra intrascendente, caben pocas cosas que esperar.

El ha leído también esta nostalgia de las gañanías de la revista sevillana y ha experimentado una añoranza mucho más profunda:

— ¡Ay, aquellos años...! — se ha dicho.

Y evocando el recuerdo de trasnochadas literaturas, ha murmurado para sí:

— «El Luchador», «La Voz del Campesino», Federica, Sebastián Oliva, Ballester, José Sánchez Rosa...

C. VEGA ALVAREZ

Nuevos apoyos para l'esperanto

Le « Trade Union and Co-op Esperanto Group » (TUCEG) est une organisation créée en Grande-Bretagne. Il a pour but de combattre le chaos linguistique, la discrimination et le gaspillage qui en résultent, et d'apporter un soutien actif à la Langue Internationale (nom d'origine de l'esperanto) comme deuxième langue commune à tous les pays, principalement pour les syndicats et le mouvement coopérateur.

Le TUCEG bénéficie déjà de l'appui de plusieurs dizaines de parlementaires travaillistes et de militants connus du mouvement syndical et coopérateur, ainsi que du « Workers' Esperanto Movement » (travailleurs esperantistes britanniques).

D'autre part, l'organisation « Mondial Alternatif » (Alternative Mondiale), dont le siège est en Hollande, a décidé d'adopter l'esperanto à la suite de difficultés d'ordre linguistique. En effet, son action contre le massacre organisé des oiseaux migrateurs nécessite une multitude de contacts sans intermédiaires avec des personnes de diverses langues, si bien que la traduction conduit à une réduction considérable de l'efficacité en raison de la mobilisation d'une partie des membres pour des tâches accessoires. Mondial Alternatif a déjà commencé à publier des documents en esperanto. Son action a été présentée dans le cadre de trois exposés sur l'écologie par B. de Wit, jeune esperantiste hollandais, lors du Congrès de W.E.M. (Swanwick, Derbyshire).

SOLUTION PRATIQUE

« ... Cependant, en dehors des pays anglophones, l'anglais est peu parlé en milieu ouvrier, et il est le plus souvent la langue des multinationales, des néo-colonialistes, de la bourgeoisie et des couches sociales privilégiées. Même le nombre de militants syndicalistes, qui sont capables de l'utiliser d'une manière satisfaisante, est pitoyablement bas. Cela signifie que des exploités de toutes sortes se sont accoutumés depuis longtemps aux relations internationales, ont perfectionné leurs méthodes de travail, ont renforcé leurs positions. Pendant ce temps, l'incertitude, l'incapacité de s'organiser à l'échelle internationale et d'engager des actions internationales règnent dans les rangs ouvriers.

Dans les conflits guerriers sanglants comme dans la concurrence économique, les premières victimes se trouvent dans la classe ouvrière. (...) Les relations internationales sont devenues pour beaucoup d'entre nous comme un élément de la vie quotidienne. Notre expérience peut être très utile pour l'émancipation et la libération de la classe ouvrière.»

C'est par ces mots, entre autres, que le représentant de l'Union des travailleurs esperantistes des pays de langue française (SAT-Amikaro) a salué le Congrès annuel des travailleurs esperantistes britanniques (Workers' Esperanto Movement) qui s'est tenu à Swanwick (Derbyshire).

Les échanges, qui se sont accrus durant ces dernières années entre SAT-Amikaro, WEM, SLEA (Suède) et FLE (Hollande), ainsi que DLEA (Danemark) et LEA (RFA), ont permis une amélioration sensible de l'information relative à la Langue Internationale (nom d'origine de l'esperanto) dans les milieux syndicalistes et ouvriers d'avant-garde. Il en résulte une attention plus marquée de la part de militants syndicalistes et politiques, notamment en Grande-Bretagne, grâce à l'action du « Trade Union and Co-op Esperanto Group » (TUCEG) soutenu par plusieurs dizaines de parlementaires travaillistes et de militants syndicalistes connus, ainsi que par le WEM. Ce groupe, récemment fondé, s'est donné pour tâche de combattre le chaos linguistique, la discrimination et le gaspillage dus aux méthodes actuelles d'intercompréhension, et d'apporter son soutien à l'esperanto comme solution démocratique et pratique du problème linguistique.

PUEDA ADQUIRIRSE EL DISCO de SERGE UTGE

Contiene: Tout le sang du monde... sauf celui de français, Je gueulerai longtemps, Je voudrais vivre dans un cimetière, Sur la Comune, Histoire de la nouvelle esperance, Sur le temps des cerises, Vacances sans honte, La Pointeuse est morte, Qui paie ses dettes, Chansons pour les non-mâles, Les seules vraies maisons du peuple, Confessionnal de chiffon.

Es una realización «Pragmaphone».

Puede adquirirse en el Servicio de Librería del COMBATE SINDICALISTA, 33, rue des Vignes, 75020

Precio: 25,00 francos.

"FUNERALES DE PINELLI",

de Enrico Baj (1972)

con elementos tomados

directamente del

«Guernica» de Picasso.



« ANARQUISTAS Y COMUNISTAS EN EL BRASIL » : UN LIBRO DEFORMADO

BRASIL. — Con un «equipo» de auxiliares y dólares a voluntad, llegó al Brasil el prof. John Foster Dulles. Vino a investigar (siguiendo la línea de los brasilianistas que continúan extrayendo de aquí, riquezas culturales) sobre Anarquistas y Comunistas en el Brasil; sus discordancias y sus luchas...

Diciéndose enviado por una Universidad, en poco tiempo pudo conseguir documentos rarísimos, confiados a guardar a manos poco seguras, a trueque de promesas bien compensadoras que «nunca» se cumplen... Y con este poderoso «pie de cabra» abrió puertas que ni los mismos simpatizantes del movimiento obrero y anarquista pudieron obtener.

A pesar de todas esas facilidades, su obra no llega a ser una realidad histórica.

Al contrario, el autor de «Anarquistas y Comunistas» se esfuerza del principio al fin, para hacer de los documentos que le fueron entregados indebidamente, (publicados a costa de los míseros centavos de los trabajadores, esfuerzo difícil de ser comprendido hoy después de transcurridos tantos años, por quien dispone de dólares a voluntad), de mistificar con falseados propios de quien carece de lucidez bastante para argumentar, intercalando noticias y comunicados alarmistas, recogidos de la prensa diaria, en general anti-proletaria, de la época, una antítesis de la historia de las luchas sociales en el Brasil.

De 1900 a 1922 prevalecen entre los anarcosindicalistas los hechos menos simpáticos, los actos de violencia, conduciendo al lector por caminos obstruidos, valiéndose por conductas aisladas que sólo sirvieron para ensalzar la lucha de los trabajadores en pro de su emancipación social.

Y, a partir de 1922 con la formación del P.C.B., Foster Dulles, se divierte y goza destacando las divergencias entre anarquistas, sindicalistas y comunistas, como si esto fuese el punto más importante de la cuestión social en el Brasil.

Supervaloriza las actividades del P.C.B., exalta algunas mediocridades y subestima sin base, lógica o verdadera el anarquismo y el movimiento obrero.

El mayor error de Foster Dulles se encuentra presente desde el comienzo al fin del libro; no ha sido capaz de percibir la diferencia entre anarquismo y movimiento operario, lucha de clases, reivindicaciones económicas, reducción de horas de trabajo diario. Para él, los anarquistas se preocuparán exclusivamente de provocar huelgas, y practicar actos de violencia, y, a partir de 1922 a pelear con los comunistas o viceversa.

Por tal motivación no «pueden» darse cuenta de la obra alfabetizadora y profesionalista de decenas y decenas de escuelas fundadas y financiadas por los anarquistas; la propaganda contra la falta de higiene en los bares, panaderías, lecherías y en todos los locales de trabajo; la lucha para conseguir el seguro contra accidentes, y amparo a los viejos; implantación del teatro social experimental que produjo excelentes artistas muchos de los cuales salieron de los medios obreros, para convertirse en profesionales, y al mismo tiempo proporcionar diversión, divulgación de cultura en los medios más pobres, fue un ejemplo de solidaridad humana para con los desamparados, los enfermos, accidentados y viejos; las conferencias en los Centros de Cultura Social, los cursos de diseño, corte y costura, etc.

Millares de trabajadores llegaron al Brasil y juntos con los operarios nacionales constituirán una gran masa de productores, — en su ma-

yoría — aplastados, sorprendidos y analfabetos, y fueron exactamente estos hombres que se alfabetizaron por la iniciativa y esfuerzo de los anarquistas, muchos de ellos acabando por ser profesores, enseñando y aprendiendo al mismo tiempo; y fue de ese mosaico proletario que salieron escritores, periodistas, editores, conferencistas, muchos expulsados del país como «agitadores extranjeros». En los años de 1919-21 publicaban cuatro periódicos diarios y centenares de semanarios. Basados en los métodos de la Escuela Moderna del «ateo» Francisco Ferrer Guardia (expresión rastrera y despreciativa de Foster Dulles, para con aquél ilustre pedagogo español, pág. 30) impidieron que muchos, muchísimos hijos de trabajadores no siguieran siendo analfabetos el resto de su vida como sus padres.

por Edgar RODRIGUES

El emigrante, que en general venía en busca de mejores días, después de tropezar con la cuestión social, tan latente en sus países de origen debían enfrentarse al desempleo en ciertas épocas del año, a la adaptación del clima, y buena parte del tiempo a aprender el idioma, adaptarse a las costumbres, con excepción de los portugueses, daban un salto mortal en la oscuridad.

Trabajando 10, 12, 14 y hasta 16 horas diarias; muchos percibiendo salarios en vales para retirar mercancía en los almacenes de los dueños de las empresas, en lo general, también emigrantes, ambiciosos, siempre pagando precios superiores a los de otros comercios, o recibiendo cuando y como el patrón quería pagar, el trabajador sólo tenía un único camino: la huelga.

Dejando de lado esta realidad económica y social que el Gobierno de los Estados Unidos resolvió con la fuerza en Chicago (1887), y con la silla eléctrica en Massachusetts, (1927), el Sr. Foster Dulles toma como punto de partida a los anarquistas que se complacían con las palabras salidas de la pluma de Pedro Kropotkin, o «barbudo ex-príncipe ruso», adorando después al ruso Miguel Bakunin, «el San Pablo del anarquismo», el de los atentados con bomba, el de las insurrecciones, expresiones que quedan reducidas a cero ante la grandeza moral y la inteligencia del hombre de ciencia, y sabio que fue Pedro Kropotkin.

Inicia con Orestis Ristori, viendo en él un dilecto discípulo de Malatesta, llegado a Sao Paulo en el comienzo del siglo XX y lo transforma en el motor de propulsión en el comienzo de todos los actos de violencia; como si fuera él el responsable de la existencia de la cuestión social en el Brasil.

Cúmplenos poner en conocimiento

(a quienes no lo saben y al Sr. Foster Dulles también) que en 1888 llegaron al Brasil anarquistas italianos para fundar la «Colonia Cecilia», en Paraná, en tierras ofrecidas graciosamente por el Emperador Pedro II. gobernante que nunca tuvo miedo de los anarquistas.

En ese reducto libertario, vivían cerca de 200 personas, inclusive anarquistas ilustres como Giovanni Rossi, (ingeniero agrónomo), Gigi Damiani, Primo Grollanti, Reinaldo Parodi, Francesco Nicoia, Ernesto Faccini, André Agottan, Daniel Dusi, Humberto Verona, Zeferino Agottani, Egido Gini, Doménico Garzino, Aldino Agottati, Alfredo Dusi, Romeu Toni, dos médicos, un periodista, un conde y su esposa.

Deshecha la Colonia por determinación del joven Gobierno republicano, los integrantes de la misma se esparcieron por el Paraná (Curitiba), Río Grande do Sul y en Sao Paulo a fundar asociaciones, escuelas, periódicos y centros de cultura.

Antes de la instauración de la República, llegó también a Sao Paulo, para fundar una Colonia anarquista en Cuararema, Artur Campagnoli (maestro en Platería) a quien se debe la primera conmemoración del día Primero de Mayo en el Brasil.

En la última década (antes de lle-

tantos atentados y tanta violencia cuyos autores eran trabajadores, anarquistas, olvida de mencionar que el día 20 de septiembre de 1898, en la Plaza de la República, en Sao Paulo, esquina con Barao de Itapetinga, «la soldadesca bajo el mando del capitán Matarasmo, sub-delegado de policía de Bon Retiro, asesina a tiros al militante anarquista Polinice Mattei». Fue el primer mártir del anarquismo en el Brasil y lo mismo la víctima que el responsable del crimen eran emigrantes italianos.

«Anarquistas y Comunistas» adolece de inmensas fallas, su autor desconoce cuanto se refiere al movimiento obrero existente en Paraná, orientado por los anarquistas que fueron miembros de la Colonia Cecilia, tales como Piero Riva, Severo Arturi, Angelo Grisollo, Diego Muggiati, Caetano Cranato, Brizzi Fabiano, Carlos Torti, Timoteo Barbalhao, Doménico Códiga, Piero Colli, Reinaldo Parodi, Ferdinando Patitucci y otros, responsables de la fundación de diversas escuelas, de la Federación Operaria en aquel Estado, en 1907, y de la publicación de más de media docena de periódicos. A partir del arribo de los anarquistas, escuelas, centros de Estudios Sociales y de Cultura Sociológica, fueron parte importante en la vida del trabajador y a convencer a los intelectuales, cuyas aportaciones, aún hoy ofrecen datos para la publicación de libros como «El anarquismo en la Colonia Cecilia», del escritor, Newton Sandler de Souza y determinan que un cineasta francés realice una película sobre esta experiencia libertaria en el Paraná.

En Río Grande do Sul, no sabe que el anarquismo y el socialismo aparecieron juntos y que en 1895 los dos movimientos publicaban «Echo operario» para hablar de estas ideas. Allí, idénticamente que en el Paraná, fundaron escuelas de alfabetización, de Artes y Oficios y un liceo funcionando por muchos años en domicilio propio, construido y pagado por los trabajadores, y organizadores también del primer Congreso Obrero en el Brasil, a nivel del Estado, en el año 1898.

En 1913 el liceo se transformó en «Escuela Eliseo Reclus» y enseñaba artes, diseño e idiomas.

Omite así mismo tres Congresos y una Conferencia anarquista en Sao Paulo, periódicos como «A lucta proletaria» y cerca de dos docenas de publicaciones de mayor importancia.

Confunde y mixtifica huelgas obreras con la fundación del partido socialista e informa que la delegación de Joao Gonçalves y sus dos compañeros no fueron recibidos por Wenceslao Braz, en el Palacio de Catete en nombre de la Federación Obrera. La entrevista se efectuó (su fuente de información es falsa) lo que no hubo fue el diálogo. ¡El presidente comenzó a tratar a la comisión como si fueran un grupo de «marginados» y Joao Gonçalves le volvió la espalda, retirándose con sus dos compañeros en señal de protesta!

El Congreso contra la guerra, celebrado en El Ferrol (España) se celebró en forma diferente a la prevista. La policía prohibió el evento (el Sr. Dulles se congratula de ello)

El Sr. Foster Dulles, que descubrió

(Sigue página 7)

3428

B.D.I.C

PARIS, 21 SEPTEMBRE 1978. — NUMERO 997.

HEBDOMADAIRE

— PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SÉRIE

EL COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

HUELGA DE GASOLINERAS

Federación Local de Sindicatos de Barcelona
Sindicato Unico de Transporte Marítimo,
Aéreo y Terrestre

Salud compañeros:

El Sindicato de Transportes, visto que la huelga lleva visos de hacerse larga, nos dirigimos a vosotros pidiendo **SOLIDARIDAD** para con nuestros compañeros de la Sección de Gasolineras que se encuentran en lucha.

Este Sindicato ha creado una caja de resistencia para recaudar fondos y cubrir así las necesidades más perentorias de estos compañeros.

Esperamos vuestros fondos

Mandarlos a:

Juan Bonet
Plaza Duque de Medinaceli
6 Pal
Barcelona - 2

Sánchez Miguel
C. C. P. nº 2712-63 T
4, rue Belfort
31000 Toulouse

Sin más quedamos vuestros y del **COMUNISMO LIBERTARIO**. Salud y Revolución social.

de la Dirección General de Industrias Textiles y Varias, allá por la época de las estafas de MATESA, ex-secretario general de la desaparecida «Delegación Nacional de Sindicatos» (¿desaparecida?), ex-gobernador civil de la provincia de Barcelona, actualmente ministro de la gobernación (perdón, del «interior»), Sr. Martín Villa, partiéndose un piñón con los insultantes liderillos de un sindicalismo de pacotilla, apéndice de dos vergonzosos partidos, el uno titulado «socialista» y el otro criminalmente y no menos repugnante titulado «comunista»; piñón compartido con una triste figura representativa de un nacionalismo de cloaca, que ya en sus días hizo sus pruebas con sus «escamots» rompiendo huelgas y martirizando (¡bella antología!) también en los fatídicos sótanos del triste caserón de Vía Layetana...

Vd., Sr. D. Horacio Saenz Guerrero, Director de «La Vanguardia» de Barcelona, es un lacayo de la peor

especie; sólo insulta cuando razona, y lo hace contra unos trabajadores que no están dispuestos a que se les robe en nombre de unos pactos que no han suscrito ni en los cuales han intervenido. No menciona para nada a los que apenas hace unos meses explotaban a los trabajadores con bajos salarios, patronos de gasolineras enriquecidos y protegidos (son todos de la misma camada de los que durante años y años nos han tenido de rodillas) por el fascismo, que ahora rige los destinos de nuestro pueblo con la máscara democrática.

Indudablemente, Vd. Sr. Director se ha colocado al lado de toda esa basura aunque está por saberse si alguna vez se salió de ella. ¡Qué triste papel está Vd. jugando y qué triste idem juegan todos los lacayos al frente de la prensa diaria actual!

Le repetimos: nuestro juicio no es ni quiere representar una amenaza.

(Sigue en la página 2)

DESDE BARCELONA

AL DIRECTOR DE LA «VANGUARDIA»

BARCELONA. — Sr. D. Horacio Saenz Guerrero: En el diario que Vd. dirige y en los números correspondientes al 26 de agosto y 2 de septiembre, en «Tribuna» y sin firma, se comenta el ya estallado conflicto del personal de gasolineras con los patronos de las mismas. Como no llevan firma, suponemos que el autor es Vd. Esto que sigue no está destinado a la publicidad en «su» periódico, que por otra parte no publicaría. Tampoco es una amenaza. No tenemos la costumbre de ejercer la violencia si alguien primero no nos la aplica.

Efectivamente, la paralización del servicio aporta trastornos y molestias a los usuarios. Pero Vd., señor Saenz Guerrero, no ve nada más que a un responsable y carga, con toda intencionalidad, sobre las espaldas de nuestros compañeros el supuesto desgajado. Vd., Sr. Saenz, emite juicios indignos de un director de un órgano en la Prensa reputado de

serio y objetivista, que más que favorecerle, lo coloca en una postura indecente.

Vd. D. Horacio, se muestra un buen defensor de unos intereses, pero para lograrlo con éxito suelta embustes y, además, aprovecha la tribuna del diario que pretende dirigir (emporcar con su sucia pluma) insultando a unos trabajadores a los cuales se pretende estafar, unos, en nombre de etiquetas supuestamente mayoritarias en el cotarro sindical de nuevo cuño, los otros (los propietarios de estación) no ha mucho robando el salario de sus empleados y, los de la cúspide, reprimiendo y practicando el sucio trabajo del esquirolaje, cuando no mandados para que apaleen en la calle y en los sótanos de Jefatura, bajo las órdenes directas de un personaje de los más repugnantes de la historia contemporánea de nuestro país, el ex-delegado provincial de los Sindicatos fascistas de Barcelona, ex-director



**ANTES NOS REPRIMIAN.
AHORA NOS REPRIMEN Y
NOS QUITAN EL PUESTO DE TRABAJO.**



Comité de huelga de gasolineros

DESDE BARCELONA

El Sindicato de la Construcción se dirige a toda la militancia libertaria

Estimados compañeros:
Nuevamente nos ponemos en contacto con todos vosotros para impulsar entre todos la campaña iniciada en Barcelona por la militancia confederal, ateneos, colectivos y Movimiento Libertario en general, contra la Ley Antiterrorista, contra la represión que va creciendo día a día. Debido a lo complejo de la situación, debemos dar una respuesta contundente como movimiento libertario, y por lo tanto debemos organizarnos y coordinarnos al máximo. Tendríamos que intentar llevar la campaña al unísono en todos los puntos del Estado. En las asambleas de militantes que hemos celebrado aquí el criterio que se sigue es el de ir a convocar todo tipo de acciones masivas, ya que consideramos que se ha de implicar al máximo de gente, en primer lugar porque nos afecta a TODOS y en segundo lugar porque las acciones masivas tienen mayor repercusión y efectividad. Por supuesto sin descartar ninguna posibilidad, eso sí apartándonos de todo tipo de provocaciones que puedan ser utilizadas en contra nuestra.

Para conseguir un grado de movilización importante debemos crear un clima de agitación en los barrios, en las fábricas y en todos los lugares.

Toda Barcelona se ha llenado de pintadas, de carteles. Los compañeros realizan teatro de guerrilla por las calles, reparten octavillas, hacen mítines callejeros. La agitación se está extendiendo por fábricas y tajos. Para los primeros días de Octubre se está discutiendo las posibilidades de organizar una manifestación, y sería conveniente que mirarais la posibilidad de tirar adelante otra en vuestra localidad. Para ello esperamos vuestra respuesta a vuelta de correo con una fecha concreta (en la medida de lo posible) para que podamos hacerla a la vez en toda España, en toda Europa.

Tenemos que tener bien claro que primero es la ley antiterrorista, después vendrán las cárceles especiales

(ya se está construyendo una a marchas forzadas en Ciudad Real) y por último vendrán otra vez los campos de concentración. Los nazis (acordados de la Alemania de hoy). Esta estrategia mundial del capitalismo hay que pararla como sea porque nos va en ello nuestra libertad, nuestra vida. Ayer comencé en la provin-



cia de Barcelona la huelga de gasolineras. Para frenarla han llenado aun más Barcelona de policías (9.000 grises especiales, guardia civil y policía secreta). Un piquete informativo fue tiroteado por la policía al intentar informar a los compañeros de una gasolinera de la marcha de la huelga. En la primera noche de huelga ya se detuvieron a varios compañeros. El Estado juega fuerte y nosotros debemos de una vez ponernos en marcha, hacerles frente.

Esperamos vuestra pronta contestación. Salud y anarquía.

Barcelona 2 de Septiembre 1978.
Sindicato de la Construcción, Hospital, 115 - Barcelona.

AL DIRECTOR DE «LA VANGUARDIA»

(Viene de la página 1)

No entra tal sistema en nuestro quehacer diario y, mucho menos, ejercer la violencia. Es algo que nos repugna, aunque no estamos seguros que no se solace Vd. de satisfacción el haber logrado, con su campaña, que un simple pleito salarial lo haya convertido en «Asunto de Estado», según su comentario del día 2 de los corrientes.

Cállese, Sr. Horacio Saenz Guerrero. Valore en profundidad las consecuencias de sus tergiversaciones y aténgase a unas conclusiones, que no pueden ser otras que Vd. se ha de-

clarado un enemigo de la clase obrera en general y en particular de la que está enrolada en nuestra central sindical, la Confederación Nacional del Trabajo.

De hoy en adelante tendremos muy en cuenta todo cuanto Vd. escriba. No somos enemigos de Vd., tampoco amigos. Su «categoría», su empleo y juicios velados no propiciaban lo último, pero desde ahora Vd. es un enemigo de la C.N.T.

Comité de Defensa Confederal de Cataluña (CNT-AIT)

Septiembre 1978.

DESDE ARGENTINA

Edmundo Latelaro

La naturaleza le ha dado al hombre la muerte como destino último, final e ineludible. Ella nos persigue desde la cuna, y no siempre, sin embargo, cuando damos el último y definitivo adiós, quedan huellas de nuestro paso por la vida. Es que sucede que la vida del hombre, para que se meta en el recuerdo de los que quedan en pie, ha de ser ejemplo de bien, de idealismo o, por lo menos, expresión de amistad sentida, perennemente fresca y total, ya que sin esas condiciones la memoria de los que se fueron caen en conos de sombra, en el olvido definitivo, absoluto. Por eso es que no siempre se da en igual medida el dolor ante la muerte de un semejante. Nos duele, sí, la desaparición de todo ser humano, pero sentimos la muerte de un prójimo en la medida en que a él nos hayamos sentido ligados por lazos de amistad, de amor, de comprensión, de solidaridad y compañerismo en el esfuerzo libertario. Tal fue, por ejemplo, el caso de Edmundo Latelaro, uno de los últimos amigos que nos han dejado para siempre.

Latelaro, cuyo nombre y militancia era conocido dentro y fuera del país, ha fallecido en el transcurso del mes de abril último. Falleció después de haber sufrido largos y graves trastornos de salud.

Latelaro ha muerto a los ochenta y seis años, después de haber dado a la militancia anarquista la mayor parte de su larga vida. Casi medio siglo de amistad nos ligaba a él. Y aunque no pocas veces discrepamos, lo medular de las ideas y la concepción del movimiento obrero que ambos sustentábamos, nos mantuvo unidos en la defensa de la FORA y en la propagación de sus ideales. Latelaro no solo fue el militante obrero. Su entrega a las ideas desde su lejana juventud, lo ganaron para todo el quehacer propagandístico. Se destacó en la tribuna y en el periodismo nuestro. Como orador se hizo de merecida nombradía. Su voz, timbrada y recia, como asimismo su prodigiosa memoria, le ayudaban a conquistar los auditorios que recibían con interés inculcable, sus exposiciones ideológicas y sus intervenciones polémicas. También en la prensa cumplió una vasta labor. A este respecto no podemos hacer a menos que recordar su participación en el grupo editor y en la

redacción de la revista anarquista «Renovación», que se editaba en la ciudad de Santa Fe en la década de los años veinte, y más tarde y por la misma época, en la edición del quincenal «Voluntad», de aparición en la ciudad de Rosario y cuyo grupo editor integrábamos, con el aporte, entre otros, de los compañeros Sebastián Langa, José Hernández, Pablo Porta, Victorio Constantini y Joaquín Perna, este último, mártir inmolado en las barrancas del arroyo Saladillo (Rosario) por las fuerzas de la dictadura Uriburista del año 1930.

Latelaro, cuyo nombre propio era José Ghiano, también colaboró en el periódico «La For», defensor y vocero del movimiento forista en la ciudad de Rosario. Pero como ya hemos dicho, su más destacada labor fue en la tribuna. En efecto, como orador recorrió la mayor parte del país, realizando varias giras de propaganda en representación de la FORA. Con él tuve la satisfacción de compartir la tribuna en distintas oportunidades, y defender iguales posiciones en algunos de los congresos del movimiento. Cuarenta y nueve años de amistad nos unieron, amistad que se acrecentaba al correr de tiempo, y tanto que en nuestro hogar se le extrañaba cuando pasaba más de un mes sin que viniera a pasar un día en nuestra compañía, cosa que se hizo hábito en él.

Hemos dicho que para que se meta en el recuerdo de los que quedan en pie, la vida del hombre ha de ser ejemplo de bien, de idealismo, o, cuando menos, expresión de amistad. Y así es como lo sentimos nosotros. Por eso hoy hemos querido trazar estas líneas en homenaje a la memoria del amigo y compañero que se fue para siempre. Pues pensamos que sólo así, recordando, no olvidando, se hace posible derrotar a la muerte, sino en lo físico, en la perennidad del recuerdo que nos acompañará hasta que también nosotros bajemos a la tumba, seguros de haber sido leal al amigo, a la libertad y al ideal anárquico que amó Latelaro.

JUVENAL

LIBROS

«Le 4^e Reich — Martin Bermann et les rescapés nazis en Amérique du Sud», Ladislav Faragó 45 00
«La Anarquía según Bakunin», Apuntes biográficos de J. Guillaume 30 00
«La Catedral», Blasco Ibáñez 27 00
«Mémoires de Pau Casals», transcrits per Thomas Dozier 5 00
«Les frères Reclus», Paul Reclus 10 00
«Le mythe de la Croisade de Franco», Herbert Southwold 30 00
«Les anarchistes dans la Révolution russe», textes de A. Skirida, Gorélió, Berkmann, V. Serge, E. Goldman 15 00
«Kronstadt 1921. (Proletariat contre bolchevisme)», A. Skirida 20 00
«La Révolution Espagnole» (La gauche et la lutte pour le Pouvoir), Burnett Bolloten 84 00

«Manual de Gramática española», Rafael Seco 25 00
«Des Saintes et des Démons», Tasio Sanz 20 00
«Portugal» (L'autre combat), Ferreira, Corsoni, Reeve 22 00
«Révolution et contre-révolution en Catalogne», Carlos Semprún 15 00
«Federico Sánchez», Georges Semprún 49 00
«Le Tunel» (Prix des Maisons de la Presse 1978), André Lacaze 49 00
«La crise espagnole au XX^e siècle», Carlos Rama 30 00
«Histoire de l'idée fédéraliste», Bernard Voyenne 30 00

Giros y pedidos a Roque Llop
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.O.P. 92 32 33 V Paris.

¿ SINDICALES OBRERAS ? ¿ REVOLUCIONARIAS ? O ¿ FASCISTAS ?

BARCELONA. — A estas alturas y después de un año de haber estrenado «democracia» en este país, es deprimente y vergonzoso pasear la mirada por el incierto y repugnante panorama político y sindical que nos rodea. Hay infinidad de centrales sindicales que se denominan a sí mismas, marxistas, comunistas, revolucionarias, antifascistas, del trabajo, del trabajador, del obrero y de un montón de engaños más, y que a todas horas hablan de «movimientos», de «luchas», de «socialismo», de «masas», de «pactos», y sobre todo de «unidad». Eso sí, «unidad» que no falte en todos sus slogans, ya que sobre ese caballo de batalla, vienen cabalgando desde hace muchos años, al mismo tiempo que se encargan de romper la unidad a cada momento. Y es que la «unidad» que ellos pregonan, solamente la cacarean para confundir al ingenuo trabajador, pero en realidad ninguno de ellos la desea, ya que su razón de ser y de existir se asienta precisamente en la desunión y el confusiónismo que han fomentado y propician en connivencia con el Capitalismo, la Banca y el Poder.

Para aseverar tal cosa no tenemos necesidad de hacer referencia a los pactos firmados con el Poder y el Capital ya conocidos por todos, y que han hecho en nombre y a ESPALDAS del Pueblo, atribuyéndose una representación que ni tienen ni tendrán jamás.

No es necesario airear tampoco el aval que el propio gobierno le ha concedido a UGT, para obtener los préstamos de la Banca Alemana. Y si hago referencia a ello, es únicamente para resaltar que U.G.T., al fin y al cabo ha sido más sincera que las «otras», por que al menos no oculta quien la protege y a quien sirve. ¿Pero y las demás? ¿Para quién trabajan? ¿Quién las financia? ¿Quiénes son sus amos? ¿La KGB?, ¿la CIA?, ¿la Intelligence Service? o ¿todos «juntos en unión», con la colaboración de la Internacional Fascista, el Ordine Nuovo y la Triple A?

Y que no nos vengan sus «dirigentes» exigiéndonos pruebas de estas acusaciones, por que como es natural no hemos sido testigos de sus pactos secretos, ni de su venta del Movimiento Obrero, entre otras razones por que esas «transacciones» se hacen muy en secreto, sin testigos, sin darle cuentas a nadie, y cobradas al contado y en dólares por lo que pudiera pasar, y por supuesto sin conocimiento de «sus borregos», a los que ni informan ni consultan, por aquello de que son «dirigentes ejecutivos». ¿Pero que más pruebas podemos esgrimir que su propia conducta? Su incalificable obra, su negación de toda inquietud revolucionaria, su conformismo, su castración del más mínimo sintoma de rebeldía o de protesta, sus cauces meramente políticos y legalistas.

¿Cómo puede imaginarse que una central comunista (CC OO), no desee ni utilice más acción reivindicativa que los Tribunales de Justicia y la Magistratura de Trabajo?

¿Cómo puede ser que sus abogados, que debieran de defender a los trabajadores por encima de todo y hasta SIN RAZON LEGAL, se queden más cortos en sus exigencias que los abogados de la Patronal? ¿Y que incluso «recomienden a sus patrocinados» que acepten las ofertas de los empresarios por que son superiores a sus «derechos»? Eso ya lo teníamos con Franco, y Franco parece ser que se murió hace tres años.

¿Cómo es posible que en los Convenios Colectivos y en todos cuantos litigios intervienen, sean quienes boicotean y traicionan las reivindicaciones que piden los trabajadores,

beldía a los trabajadores que pasan hambre.

El tiempo va en contra vuestra y se van clarificando posiciones, y en un año de parlamentarismo, los trabajadores que no pertenecen a vuestro rebaño, y algunos que lo eran ya rompen indignados sus carnets, empiezan a preguntarse cómo es posible que en unas sindicales que se llaman «antifascistas y revolucionarias», puedan existir sindicatos de guardias municipales, de toreros, de «pistoleros de bancos», etc. Y se vuelven locos pensando qué pueden tener ellos en común con esos demo-



Marcelino Camacho y la colaboración de clase

con la sinrazón de que ellos pueden decidir por todos por que son «mayoritarios», y con la excusa de que el país no está para «alegrías» económicas, mientras «ellos» como jefes de las «masas», cobran varios sueldos, se rodean de secretarios y «secretarías» y además de la escolta policial, tienen otra escolta de «gorilas» con buenos sueldos las 24 horas del día?

¿Qué más pruebas queréis que vuestra imagen, vayáis con corbata o con jersey de cuello vuelto, si de vuestra figura emana el hedor nauseabundo de vuestras traiciones, de vuestras renunciadas a todo, excepto al PODER Y AL DINERO?

Esperamos que sea el tiempo, quien inexorablemente vaya demostrando a los más ingenuos quienes sois realmente. Que vayan viendo en la prensa burguesa, esa prensa que tan bien controlada tenéis, que a pesar de todas las justificaciones que dáis; cada día que pasa estáis más comprometidos con la extrema derecha.

Que se vayan dando cuenta de que sin rubor alguno anteponéis vuestros intereses de partido a los intereses de los trabajadores, y no vaciláis en hacer coaliciones parlamentarias con los más calificados derechistas.

Y no es una utopía que confiemos en esa «Filosofía del Tiempo», puesto que la realidad la tenemos ahí mismo, delante de nuestros ojos, reflejada todos los días por esa prensa que tanto os favorece, y por la radio y hasta por la propia televisión del Estado, que ya os tiene abiertas las puertas para que vayáis poquito a poco limando las «uñas» de la re-

«gracias» por el estilo. O con los guardianes o «pistoleros» que el capitalismo tiene a su servicio para que protejan sus capitales. O con toda la «golfería» folklórica del «mundillo» de los toros, donde según un dicho ya muy antiguo, lo único decente de la «fiesta» es el pobre animal.

Que no «camaradas». Que no se puede jugar con tantas barajas. Que hay que ser más decentes y dejar de ir a la caza del voto y del «cotizante». Que hay que demostrar con hechos las promesas de honestidad que se hacen a los trabajadores tan alegremente, por que si no se hace así, si se busca la afiliación de cualquier manera, sin escrúpulos y sin el más mínimo sentido de la ética, no puede chocar a nadie que a un militante de CC OO, le tengan que ajusticiar los «milis» de ETA, por confidente y por activista de la extrema derecha. Y es así como un poco vergonzoso, que la organización vasca lance un comunicado en el que dice textualmente: «Si a CC OO le ha escocido que ETA haya ejecutado a uno de sus afiliados, es hora de que la clase trabajadora de Euzkadi se pregunte como es posible que en un sindicato que irónicamente proclama defender los intereses de los trabajadores, tenga cabida un elemento colaborador del aparato represivo policial, a quien una vez desenmascarado y ejecutado sigue brindándole su apoyo.»

No señores diputados marxistas o lo que seáis. No se puede seguir actuando de esa manera. Si queréis ganáros a los trabajadores tenéis que ser más decentes y algo «más» revolucionarios, aunque sólo sea un poquito, por que los trabajadores no pueden confiar en quienes dedican toda su energía en auparse o mante-

(Sigue en la página 6)



".. todos tenemos que hacer sacrificios..."

Todos tenemos que hacer sacrificios

« ANARQUISTAS Y COMUNISTAS EN EL BRASIL »

(Continuación)

Basado en fuentes sospechosas el historiador insiste en denunciar el fracaso del «movimiento huelguista de los anarquistas». No percibe que nunca fue declarada una única huelga anarquista en Brasil. El movimiento anarquista nunca declaró ni hizo huelgas, cualquier marinero de primera viajando en pesquisas sociales sabe de ello. Quien siempre acusó a los anarquistas de provocar huelgas fue la policía y ahora el Sr. Foster Dulles.

En 1916, el librito, «O Anarquismo Perante la Organización Sindical» (Gráfica Labor — Río de Janeiro — pág. 23) aclara la posición de los anarquistas frente a las huelgas, y las luchas de clase.

Por eso no existió «el gran fracaso anarquista de octubre de 1919. Es cierto que la mayor parte de los militantes anarquistas eran trabajadores y es también verdad que esos operarios con ideas anarquistas participaban en las huelgas cuando eran decretadas por la clase profesional a que pertenecían estando al frente del movimiento en algunas ocasiones, pero de esto a ser huelgas anarquistas» existe una gran diferencia señor Foster Dulles. Este Sr. nos deja en duda, quedamos sin saber si realmente no fue capaz de distinguir la diferencia entre movimiento específicamente anarquista, que tenían como base los centros de Cultura Social, y las luchas de clase en que participaban obreros con ideas anarquistas (empleados o sin empleo, ya que los patronos en su mayoría, negábanse a dar trabajo a los anarquistas y éstos pasaban meses sin trabajar, viviendo de la solidaridad de los compañeros, pretexto así mismo para ser expulsados), o emplea la malicia, que a veces deja al descubierto para confundir al lector. Desconoce la celebración del segundo Congreso Obrero efectuado en Río Grande do Sul y no sabe (podía preguntárselo al Sr. Joao da Costa Pimenta) con qué dinero fue fundada la Cooperativa que servía de encuadramiento al diario de la tarde «A Vanguardia» y quien aprovechando la enfermedad e internamiento de Edgard Leuenroth, acabó con esta iniciativa anarquista llevándose todas sus pertenencias para un lugar que los pocos sobrevivientes de esa época aún preguntan: ¿En dónde está lo que pertenecía a nuestra cooperativa?, y añade, él hizo un recorrido por varios Estados del Brasil haciendo política y pidiendo dinero en los medios proletarios para comprarlos.

En los años de 1918-22, usa a Octavio Brandao para desprestigiar a los «12 astroildistas» (fundadores del P.C.B.), autor de las frases: «La revolución no se hará con truhanes como Lenin, saltinbanquis como Trotski, y el «bolchevismo es demasiado pequeño, no posee el vuelo infinito, para elevarse hasta la Anarquía» en nombre del «Sol amigo, del Sol camarada, del Sol Anarquista». Esta maniobra es su fuerte desde el comienzo hasta el fin, juega con los personajes unos contra los otros como si la historia de las luchas sociales en el Brasil fuesen un ring de disputas personales.

Entretanto, confunde Trabajadores Industriales del Mundo, con Internacional de Trabajadores del Mundo, entidades completamente diferentes en sus objetivos políticos e ideológicos.

En la página 59 anuncia: «Anarquistas contra Comunistas» e inicia exactamente el capitulo con el delegado del P.C.B. (A. B. Canelas) censurando a Emma Goldman, anarquista rusa residente en los Estados Unidos de Norte América. Mas su confusión aún va más lejos, «se engaña» en la fecha de expulsión de Alejandro Berkman y Emma Goldman del país de los dólares hacia Rusia.

No «puede comprender» que el Movimiento Anarquista, el Sindicalismo Revolucionario o anarcosindicalismo, como se le denominaba en aquella época al Movimiento Obrero apolítico, e independiente, ya existía en el Brasil más de 20 años a la fundación del P.C.B., y que, por consiguiente no podía ser este joven partido político quien comenzó a trabajar en el sentido de obtener de los sindicatos la adhesión al Comintern.

Su «error» lo comprende cualquier lego, y un historiador no puede ser considerado como tal. Es una lástima que el Sr. Foster Dulles no haya leído «La Internacional Comunista 1919-45» de Heleno Saña Alcón, antes de escribir su libro, pues su lectura le facilitaría una mejor comprensión y le ayudaría a conocer las razones de la lucha por la supremacía sindical, en el Brasil y en el mundo.

Yerra al describir, el episodio en donde estuvieron envueltos el diputado Azevedo Lima (héroe del PCB y posteriormente traidor al propio PCB) Octavio Brandan, Roberto Moreira y otros, resultando asesinado el anarquista-zapatero Antonio Domingues, de Artes Gráficas y más de una docena de heridos.

La tragedia tuvo lugar en el Sindicato, sito en la calle Camarino. Comenzó con una invitación de los bolcheviques a los anarquistas y sindicalistas para discutir la adhesión de los sindicatos del Brasil al Comintern, brazo sindical de la III Internacional Comunista.

Estuvieron presentes muchos anarquistas militando en los sindicatos por ser trabajadores, principalmente de los zapateros, construcción y figuras como José Oticina. Los debates se desarrollaban muy acalorados y su resultado fue favorable a sus promotores. Al final se citó para nuevo debate en el local de la Unión de Trabajadores de las Fábricas de Tejidos, en la calle de Acre, 19, y las tácticas cambiaron desde aquel instante. De la adhesión que no lograban obtener, los promotores de los debates, comenzaron sus denuncias en contra de los zapateros (que vivían en guerra interna ya que media docena de militantes pro Comintern habían ido con un camión al local social y cargado con todas las pertenencias para constituir otro sindicato), y el de los tejedores, entidad que contaba con muchos afiliados, (había sido dirigida durante un corto periodo por elementos del PCB acabaron perdiendo el control por impotencia) principalmente. Los contendientes y dirigentes de los debates, Joao da Costa Pimenta (que ya se había robado todo lo perteneciente al diario «Vanguardia» en Sao Paulo), Octavio Brandao, (farmacéutico), Roberto Moreira, Azevedo Lima

(di... nunca trabajó, es decir... obrero), y otros, inclusive los «rapaces de la Tcheca» (como se les denominaba a los grupos de choque), Eusebio Manjon, Pedro Bastos, Olger de Lacerda, Antonio y Joaquín Silva (ya habían atentado contra la vida de Marqués da Costa, Isidoro Augusto y Diamantino Augusto, etc...) iniciaron una verdadera guerra de ofensas y acusaciones. De una parte y de la otra los ánimos se fueron exaltando y llegaron al climax cuando el diputado Azevedo Lima (al servicio del Comintern) denunció al presidente de la «Unión de Operarios de las Fábricas de Tejidos, José Pereira de Oliveira, de ser agente de la policía, prometiendo exhibir las pruebas (que nunca hizo) en la próxima reunión que él convocaba en la sede social de los gráficos, en la calle Frei Caneca. Los anarquistas se oponían a

van Borges, zapatero y Albino Soares, se arrojaron al suelo y solamente salieron, levemente heridos... Responsables del crimen: Astrojildo Pereira, el diputado Azevedo Lima, Joao da Costa Pimenta, Roberto Moreira, Octavio Brandao. Ejecutores: Eusebio Manjón, Pedro Bastos y los hermanos Silvas.

Pereira de Oliveira, aparentemente el más odiado, no le hirieron...

Foster Dulles, no investigó exhaustivamente la verdad, porque se sirvió del testimonio de Brandao y de Pimenta, figuras altamente comprometidas en la tragedia.

Entre tanto, aprovechó todos los elementos negativos del movimiento, muchos de los cuales proporcionados por fuentes sospechosas, para atacar a los anarquistas y comunistas, los lanza a los unos contra los otros. Desde el comienzo exhibe la violencia de las «huelgas anarquistas» para desmoralizar a los obreros, posteriormente las luchas entre anarquistas y comunistas y por fin de los comunistas contra los propios comunistas, dándoles siempre una dimensión exagerada y ridícula.

Ni el mismo Edgard Leuenroth, cuyo hijo le facilitó todo lo que le fue posible, no escapó a las acusaciones capciosas hechas por los fundadores del PCB, en el calor de los debates, sin el menor fundamento.

En síntesis el prof. Foster Dulles hizo lo que cualquier agente de cuarta categoría hubiera efectuado: transformó el movimiento social brasileño en 448 páginas de mentiras, recogidas en fuentes dudosas, unas, distorsionadas otras, arregladas mañosamente algunas, dándoles sentido diferente de la realidad, usando para ello las noticias de los periódicos comerciales que publicaban las acostumbradas «notas de las autoridades» muy interesadas en buscar motivos para «expulsar a los agitadores extranjeros», en fin estando ciego sólo vio «fangos».

En donde un historiador honesto vería luchas de clases común a los otros países del mundo, con la intención de reducir un poco las riquezas de los ricos y la pobreza de los pobres, una lucha de fondo, objetivo y alcance humanista, cuyos elementos principales vienen a «inspirar» leyes de transformación social por las que pasó el Brasil, F. Dulles vio solamente una guerra ideológica. Y no obstante, la gran mayoría de las reivindicaciones de los trabajadores de entonces, que motivaron huelgas, prisiones y deportaciones, los gobiernos posteriores las reconocieron como justas y entraron en vigor. Existe en Sao Paulo una calle 1º de Mayo.

En fin, para no ocupar tanto espacio, ya que sería necesario escribir un libro para señalar todos los errores, el Sr. Foster Dulles consiguió escribir la antítesis de la historia del anarquismo y el comunismo en el Brasil de los años 1900-1935, una auténtica historia de falsedades aviesas.

(Tradujo Marcos Alcón)



dos en lugares estratégicos comenzaron a disparar sus armas. Su más temido adversario, el compañero anarquista Antonio Domínguez, cayó muerto instantáneamente, seguido de Damiao, obrero gráfico, y quedaron heridos 12 personas más. Sil-

REQUISITORIA

Jo també sóc jutge

Poema de Roc Llop Incriminant Franco i el seu règim.

Preu: 3,00 F.

AL COMBATE SINDICALISTA.

3428



EL COMBATE SINDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes. 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

LA CNT FRENTE A LA PATRONAL, AL ESTADO Y AL SINDICALISMO DE COLABORACION DE CLASE

HUELGA DE GASOLINERAS

- Patronal, CC. OO. y U.G.T. coinciden en su guerra contra los trabajadores.
- Las gasolineras, militarizadas.
- Los «sindicatos» amparan el «lock-out» militar.
- La Patronal se ampara en la ilegalidad.

BARCELONA. — La Patronal, la Policía, los «sindicatos» comunista y socialista, CC OO y UGT han recurrido a la militarización, la ilegalidad administrativa y social, para romper, a través de la violencia armada y burocrática, la huelga desencadenada por los trabajadores de las gasolineras de Barcelona, afiliados mayoritariamente a la CNT.

La huelga, desencadenada el pasado 2 de septiembre, paralizó, inmediatamente, el trabajo del sector. La Patronal, CC OO y UGT, coincidieron perfectamente, en su lucha contra los trabajadores: solicitando la intervención de la policía, la guardia civil, actuando en un doble frente, reprimiendo físicamente a los trabajadores (detenciones, coacción física, etc.) y ocupando sus puestos de trabajo, practicando el lock-out militar.

Tras la militarización, la guerra social desencadenada contra los trabajadores adquirió nuevas fisonomías: controlando los medios de comunicación (prensa, radio, etc.), Patronal y «sindicatos» desencadenaron la «normalización», silenciando la lucha de los trabajadores (para evitar activamente la solidaridad, incomunicando militarmente a los huelguistas y trabajadores en lucha

solidaria), machacando a la opinión con la «normalidad en el servicio» (ya que Patronal y «sindicatos» que colaboran con ella han recurrido a la policía y los servicios de seguridad paramilitares, brazos armados del Ejército, para extender su guerra contra los trabajadores), pacificando la lucha de los obreros a través de la violencia armada (policía especial, armada, vendiendo gasolina con pistolas en el cinto) y la violencia administrativa: abusando de la fuerza bruta del poder para imponer, físicamente un convenio de trabajo ilegal.

PURA ILEGALIDAD

La violencia desencadenada por la Patronal y sus solícitos lacayos (CC OO y UGT) tiene un origen político: las «centrales sindicales» firmaron un «convenio colectivo nacional» de carácter directamente ilegal, ya que mientras la legislación vigente reconoce como único representante de los trabajadores a las comisiones nombradas a tal efecto, CC OO y UGT — sin cumplir esos requisitos mínimos de la parodia de derecho laboral establecido — firmaron, a espaldas de los trabajadores de Barcelona, un «convenio», ofreciendo a la

CNT-AIT

Los GASOLINEROS de Barcelona luchan CONTRA:

la TRAIACION
el PACTO
y la EXPLOTACION

¡¡ SU VICTORIA ES LA NUESTRA !!

**¡ SOLIDARIDAD!
DE
CLASE**

ENVIOS SOLIDARIOS A:

Juan Bonnet
Plaza Duque de Medinaceli
6 Pal
Barcelona - 2

Sánchez Miguel
C. C. P. n° 2712-63 T
4, rue Belfort
31000 Toulouse

¡APOYAD A LOS GASOLINEROS!

Patronal el «control de los trabajadores».

Dicho «convenio nacional» significa, para los gasolineros de Barcelona, la pérdida de unas mejoras económicas y sociales logradas en el convenio anterior. A tal provocación de la Patronal, los trabajadores de las gasolineras de Barcelona, en su mayoría afiliados a la C.N.T., respondieron de modo inmediato: huelga indefinida, hasta romper el pacto social, por el cual CC OO y UGT

han vendido a los trabajadores, a bajo precio, a una Patronal dispuesta a «ayudar» (económica y administrativamente) a sus lacayos más ávidos de Poder, solícitos y serviciales.

La violencia con que Patronal y «sindicatos» (militarización, colaboración activa de la prensa en la «pacificación» por el silencio) del conflicto han desencadenado una escalada en su guerra social contra los

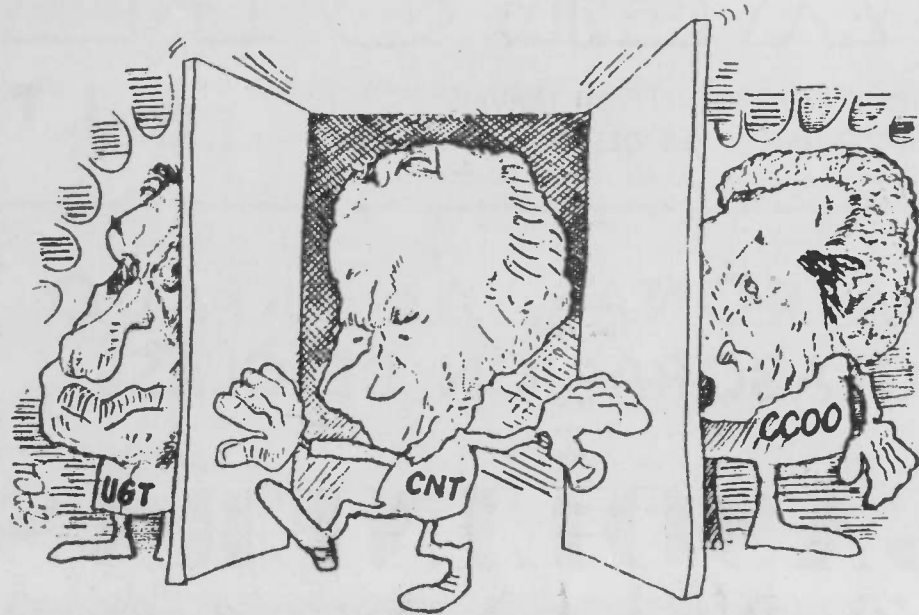
HUELGA DE GASOLINERAS

(Viene de la página 1)

trabajadores, obedece a elementales razones: la huelga de los gasolineros de Barcelona es una amenaza, una denuncia y una ruptura, a través de la acción directa, del pacto social por el cual CC OO y UGT, entregaron a los trabajadores a la Patronal (atándolos a «convenios» que los

trabajadores no han negociado directamente, y de los que son víctimas conducidas al matadero del horario laboral), se convierten en los mejores auxiliares del control social, las más eficaces armas del Capital en su guerra social contra los ciudadanos.

■ ■ ■



¡SE ACABO LA TRANQUILIDAD!

“Ayer los conflictos de transportes, hostelería, artes gráficas; hoy la huelga de gasolineras, no son sino el enfrentamiento entre dos conceptos de la lucha obrera: anarcosindicalista contra la colaboración de clase.”

(Delegación del Comité de Huelga y del Comité Nacional de la C.N.T., en la reunión de información celebrada el 20-9, en el Centro Confederal de París.)

INFORMA EL COMITE DE HUELGA

CC. OO., UGT y la Patronal firmaron un convenio ilegal a espaldas de los trabajadores

BARCELONA: — El Comité de Huelga de Gasolineras informa a todos los trabajadores y a la opinión pública:

1º Que el Convenio Nacional firmado por las centrales sindicales y la patronal es ilegal, ya que la legislación vigente de Convenios Colectivos reconoce como únicos representantes de los trabajadores a las comisiones nombradas a tal efecto y que CC OO y UGT — sin cumplir estos requisitos — han firmado dicho Convenio Nacional a espaldas de los trabajadores de Barcelona.

2º Que éstos ya habían denunciado ante la Delegación del Trabajo el Convenio Provincial en el mes de junio, sin haber obtenido ninguna respuesta por parte de las autoridades y, que la firma del Convenio Nacional significa para los gasolineros de Barcelona y provincia la pérdida de unas mejoras económicas y sociales logradas en el convenio anterior: reducción del salario actual, extensión de la jornada laboral, 15 minutos de menos en el tiempo de almuerzo, pérdida de primas, etc.

3º Que la actitud de la patronal fue de total negativa a cualquier intento de negociación, actitud que se ha mantenido hasta el día 30, en que el Comité de Huelga intentó forzar nuevamente la negociación. Esta postura cerril de la patronal responde, ante todo, a la posición de los patronos que monopolizan el sector, destacándose entre ellos, el Presidente del gremio, Sr. Juncá. Por esto, los trabajadores de gasolineras nos hemos visto forzados a ir a la huelga.

4º Que dicha huelga ha sido convocada cumpliendo todos los requisitos legales y que en el término de 10 días marcado por la ley no se ha tenido comunicación oficial en sentido contrario, por lo que la huelga es legal a todos los efectos. Consideramos una provocación la actitud del Gobierno Civil de Barcelona al pronunciarse a través de los medios de comunicación contra los piquetes informativos, presentándolos como vulgares delincuentes. El Gobierno Civil sabe muy bien que en toda huelga legal está autorizada la presencia de piquetes informativos.

5º Que CC OO y UGT, con mínima presencia en el sector, han sido las verdaderas instigadoras de la incomprensible actitud del Gobierno Civil y la Delegación del Trabajo, incluso en contra de la posición de sus afiliados que firmaron la solicitud de huelga.

6º Que la posición de las autoridades es, en realidad, una campaña contra CNT, que es la única central sindical que apoya las reivindicaciones de los trabajadores de gasolineras.

7º Por todo lo expuesto, recordamos a CC OO y UGT, que se dicen «sindicatos de clase», la grave responsabilidad en que incurren ante la clase trabajadora al ser culpables directos de las posibles detenciones de militantes obreros.

Comité de Huelga de Gasolineras de la provincia de Barcelona

«El mantenimiento del orden público» es una cortina de humo para ocultar la escalada de terror paramilitar

BARCELONA. — La C.N.T. se ve en la obligación de denunciar ante todos los ciudadanos, la grave situación originada por la escalada que ha desencadenado el dispositivo represivo montado por el Gobierno Civil de Barcelona para impedir que siga adelante la justa huelga de los trabajadores de gasolineras de Barcelona.

Al inusitado despliegue policial que convierte a Barcelona en ciudad ocupada por las fuerzas antidisturbios se han sumado toda clase de intimidaciones contra los trabajadores de gasolineras, hasta el punto de suministrar el combustible los propios policías, lo cual puede ser causa de graves accidentes dada la inexperiencia de dichas fuerzas en este cometido. Esto supone ni más ni menos que un doble atentado a la seguridad física de los ciudadanos y al derecho de huelga de los trabajadores, responsabilidad en la que incurre el Gobernador Civil que en entrevista mantenida con una representación cenetista y del Comité de Huelga, manifestó que esto no se produciría en ningún caso.

La escalada represiva ha ido en aumento; por la noche del día 2,

grupos de información que realizaban una labor explicativa fueron recibidos a tiros en el Paralelo, causando cuatro heridos por bala de goma. La policía ha practicado a lo largo del día constantes detenciones contra trabajadores cenetistas que intentaban informar a los gasolineros coaccionados en sus puestos de trabajo, del progreso de la huelga dentro de la arbitrariedad de la actuación policial cabe remarcar el secuestro de los compañeros detenidos en el sector de Plaza de España a los que se les ha mantenido maniatados durante cinco horas sin permitirles ni siquiera descender para practicar sus necesidades; en el momento de redactar este comunicado estos compañeros siguen todavía retenidos en el coche celular tras prestar declaración en la comisaría de la calle Vilamari.

El colmo del celo represivo se ha producido esta mañana en Badalona, al detener la policía a cuatro compañeros que viajaban en un vehículo, sin haberse acercado a una sola gasolinera. A la arbitrariedad de la detención se ha sumado el agravante de intimidarlos al colocarlos contra la pared siendo sometidos a

intensos cacheos y a un trato vejatorio.

Personados en la comisaría se nos informa de que hay instrucciones concretas de Jefatura Superior de Policía de pasarlos al Juzgado de Guardia. Cuando la representación cenetista indignada pregunta, «¿dónde están las garantías de los ciudadanos para circular libremente por la calle, y si este hecho constituye una alteración del orden público?» El comisario jefe se hace cómplice de la burda falsedad de que se les ha intervenido una lata de gasolina que según la policía habían cargado antes en la gasolinera, versión absolutamente inverosímil por cuanto los compañeros se habían limitado a pasar frente a ella, para verificar el estado de huelga del sector. El comisario afirma asimismo que se les habían intervenido octavillas sin pie de imprenta, como si esto fuera un hecho delictivo. Nuestra sorpresa fue enorme al comprobar que se trataba de simples reproducciones del comunicado del Comité de Huelga aparecidas en «Mundo Diario». Tras hacerle comprender la ilegalidad de la detención y exigirle su inmediata puesta en libertad el comisario rei-

tera que él se limita a cumplir órdenes, y que nada puede hacer si un número de la policía las interpreta de un modo u otro.

La C.N.T. quiere dejar bien patente la arbitrariedad que supone para cualquier ciudadano el que sus derechos estén a merced de la interpretación particular, de un simple policía.

Para la C.N.T. está claro que el Ministerio del Interior pretende involucrarnos en una prueba de fuerza destinada a desprestigiar la CNT, y diezmar los ánimos de los gasolineros. Hasta ahora nos hemos limitado a defender las justas reivindicaciones de los trabajadores y hemos intentado por todos los medios no ceder ante la provocación. Sin embargo, se están franqueando los límites y no estamos dispuestos a tolerar que prosiga esta situación.

¡No a la provocación policial!

— ¡Abajo el terrorismo de Estado!

¡Viva la huelga de gasolineras!

Comité Nacional, Comité de Catalunya, Comité Local de Badalona de la C.N.T.

Barcelona, 2 de septiembre 1978.

UNA PAGINA de ISAAC PUENTE SOBRE la VIOLENCIA de ESTADO

EL SENTIMIENTO DE CRUELDAD



El sentimiento de crueldad, la complacencia en el dolor del prójimo, el refinamiento en la aplicación de la venganza, el sadismo quintaesenciado del vencedor armado sobre el vencido inerme y humillado, podrá ser una tara común a muchos individuos, no importa de qué ideología. Pero, en ningún caso ha sido ni es achaque de revolucionario. Estoy inclinado a admitir que no lo es tampoco de la multitud, aunque ésa se llame populacho.

Los plumíferos a sueldo, los enjuiciadores mercenarios, los servidores asalariados del Estado y los defen-

sores del orden a cambio del mendrugo, han tratado de demostrar lo contrario. Han acumulado sobre el manso pueblo un montón de calumnias que, a las gentes timidas, ponen los pelos de punta. En éste, como en todos los movimientos revolucionarios, se atribuye a los revolucionarios los propósitos más nefandos y las intenciones más viles. Se ha dicho, — nos lo han repetido más de cien veces en Comisaría — que habíamos decretado el fusilamiento de los guardias, de las mujeres y de sus hijos; el exterminio de todos sus familiares. Se ha hecho correr los bulos más espantosos, como el de haber violado dos jóvenes, a la vista del padre, maniatado. Así se ha logrado formar una densa atmósfera, en la que se pretende asfixiar todo intento de renovación social. Es lo que se pretende. Porque una fuerza que nace con vitalidad, surge por encima de todas las influencias de corrupción, de descomposición y muerte.

Merced a esta atmósfera, aprovechando este estado de opinión que la Prensa contribuye, sin escrúpulo, a formar, se cometen impunemente y ante la indiferencia o el encanallamiento de las gentes, los mayores excesos gubernamentales, los más repugnantes abusos de Poder y mando. Los atropellos que ocurrían en la Monarquía ya han vuelto a ocurrir en la República, porque son consubstanciales con el Estado e independientes de la forma de Gobierno.

Los guardias de Asalto han batido el record de la crueldad. Pero los demás servidores del Estado no les han quedado a la zaga. He aquí algunos hechos de crueldad refinada, cometidos por quienes pretenden corregir la crueldad multitudinaria. En efecto, la corrigen y la aumentan. Más de doscientos detenidos — y no hay exageración en el número sino al contrario — han sido brutalmente torturados en la Comisaría de Zaragoza, hasta dejarlos exánimes en el suelo, por la violencia del apaleamiento. De ellos, setenta y uno han recibido asistencia médica al entrar en la prisión y algunos hubieron de ser conducidos al hospital. El mismo ejército ha practicado esa forma de ensañamiento sobre los prisioneros, que en toda conflagración guerrera son objeto de consideraciones. Es más: ha sido el propio ejército el que ha consumado autos de fe en la vía pública, como en Alcalá de Gurrea (Huesca), donde han quemado en la calle los setenta y cinco volúmenes que poseía el compañero Máximo Franco, entre los que estaba la Enciclopedia Sopena y El Hombre y la Tierra, de Reclus. En uno de los juicios del Tribunal de Urgencia, copia de los especiales de Mussolini, ha pedido el fiscal que se condenara, no ya sólo con el Código en todo su rigor, sino con saña, con escarmiento ejemplar, y en este juicio, por depósito de armas (en total cinco pistolas) se han aplicado cuatro penas de once años más dos de seis meses, y la pena sobre el cabeza de familia ocupante del piso la ha compartido en su totalidad su compañera, sobre la que no existe la más mínima culpabilidad directa.

Estos hechos de refinada crueldad, de salvajismo gubernamental, contrastan con la conducta noble de los revolucionarios, con su conmiseración hacia el vencido, con su sentimentalismo ingenuo que le ha lleva-

do a respetar a sus enemigos seculares, olvidando todos los agravios recibidos. No han hecho otra cosa que desarmar a la Guardia Civil, sin ensañarse con ella, ni siquiera hacerlo después de tirotear con ella. En Zaragoza, los «pistoleros» desarmaron a un guardia de Asalto y lo dejaron marchar en paz. Son muchos los hechos de nobleza revolucionaria, en los que ha demostrado el pueblo que no es capaz de ensañarse con el vencido ni de torturar al prisionero, aunque para ello ha tenido más motivo de justificación que nadie en su misma explotación y esclavitud seculares.

Como juega el gato con el débil ratoncillo; como se solazaría el lobo bien armado de uñas y dientes con el tierno corderillo sin defensa, así se han divertido los defensores del orden, colectivamente, con los revolucionarios caídos bajo su omnímodo poder. Entre bestias, hostigadas en común, una por otras, yo, solamente escuché estas palabras de compasión:

— ¡No le peguéis en la cabeza! ¡Cuidado con la cabeza!

Y es que en el cuerpo caben más golpes sin perder el sentido, y los rastros no son tan escandalosos.

Podrá haber algún revolucionario capaz de estos extremos de crueldad. ¡Es posible! Pero colectivamente, han demostrado que no son tan duros de corazón como para ensañarse atormentado al vencido.

Individualmente, podrán no ser tan sádicos los defensores del orden. ¡Es posible también! Pero de lo que no me cabe duda, es de que, colectivamente, son «recordmans» de crueldad, campeones de insensibilidad humana.

Y esto lo sabíamos ya. Para combatir el estallido vindicativo de una clase oprimida, cuya violencia, por excesiva que fuera, sería siempre efecto espontáneo de sus instintos y sentimientos opresos, se ha creado una clase de hombres por selección a la inversa.

Y esta clase de profesionales que prostituyen su profesión y de hombres que arrastran su dignidad por un mendrugo, ha superado con creces la violencia y la crueldad que se quería combatir, llegando a practicarlas, fría, calculada, refinadamente, como el sádico que gusta del placer de producir dolor y se complace en el tormento del prójimo.

(De «Estudios», febrero de 1934, estando el autor preso en la cárcel de Zaragoza a consecuencia de los sucesos acaecidos en aquella ciudad el mes de diciembre de 1933.)



SOL Y SOMBRAS

S. I. A. -
«Terra Lliure»

Fue en los años 1950, un par más o menos.

«Terra Lliure» funcionaba en Toulouse con agrado de S.I.A. y J.J. LL. y desagrado del españolismo disimulado tras el grupo comediante «Iberia». Nuestro elenco daba, con gracia de juventud y poca vejez, verso, zarzuela y folklore, siendo así que cosechaba éxitos y dineros para S.I.A.

Un día nos entendimos con el secretario siático de Perpiñán, compañero Vila. Primeramente Vila era pesimista, pero el pesimismo se le trocó en entusiasmo cuando le dijimos que para avalar el espectáculo propuesto contaríamos con la presencia de Pablo Casals. Vila contrató el teatro de más capacidad de la villa catalano-francesa, el cual llamamos hasta los topes.

Casals presidió la fiesta junto con el geólogo Alberto Carsi, y el éxito total que nos apuntamos S.I.A. y «Terra Lliure» fue clamoroso y... administrativo.

Representamos «Sirena», ese desdado de poesía. Cantáronse tristezas y alegrías, y nuestras ocho hermosas parejas de danza entusiasmaron al respetable con sus donosas evoluciones. Casals salió de la sala alegre como unas pascuas del brazo

de Elvira y esgrimiendo una pintura de Zárate con la cual se le había obsequiado. El gran músico se zambulló en ese baño de alegría popular por que así era, y no como lo interpretaban los catalanistas: un personaje «suyo» adulable y ridiculizable de tanto eso. Ya en Burdeos el magistrado Torres, del buen Madrid, se lo había dicho a los catalanistas que reivindicaban a Casals como enteramente suyo: «Por favor, señores, déjenos un poquito de Pablo para nosotros.»

Para el domingo siguiente los centros catalanes de Toulouse tenían citado a Casals en el Capitol para entregarle un diploma de honor, sin que el honorable acudiera a recibir el documento honorífico. Pues, fiasco. Fiasco e indignación catalanista: «¡Ese Pablo chochea; ahora flirtea con los anarquistas!»

Y no, amigos. Pablo era popular, hombre de pueblo, nunca tema para comedias.

Lo que pasa es que catalanistas y castellanistas, calzando el mismo pie, a veces se sirven en casa del mismo herrero. Y conste que no dejamos sin herrar a los nacionalistas del «Iberia» y a cuantos se alojaban en la misma cuadra. — F. (P. M.).

EL COMBAT

SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

FA - UTCL - CNTF (Paris) - FA - UTCL - CNTF (Paris)

Action directe ou collaboration de classe

A Barcelone et dans sa province, la grève des employés des stations-service se poursuit depuis près d'un mois maintenant.

Affiliés dans leur grande majorité à la centrale anarcho-syndicaliste C.N.T. (75 % des syndiqués), les travailleurs luttent pour le maintien dans ce secteur de la Convention Collective provinciale qui les régit jusqu'à présent et à laquelle le patronat semble bien décidé, par tous les moyens, à mettre un terme.

Le conflit s'est engagé, en effet, après la signature d'un accord portant sur une Convention Collective nationale, bien inférieure dans ses avantages à la Convention Provinciale, accord passé entre le patronat concerné et les centrales syndicales U.G.T. (socialiste) et Commissions Ouvrières (communiste), centrales qui ne regroupent, à elles deux, que 8 % des travailleurs de ce secteur.

Malgré la totale illégalité de l'opération conclue, puisque la législation espagnole ne reconnaît pas aux centrales syndicales le droit de mener à bien de tels accords, malgré le droit légitime des travailleurs à se mettre en grève, l'Etat n'a pas hésité à déclarer celle-ci illégale et à déployer contre elle les moyens qui sont les siens depuis toujours : la répression, la menace et le chantage.

Après avoir, dans un premier temps, chassé les piquets de grève en tirant à l'occasion sur les travailleurs comme au bon vieux temps du franquisme, la police a disposé ses hommes dans les stations-service pour y accomplir le travail abandonné par les grévistes. Il est intéressant de signaler ici qu'après avoir trahi une première fois la volonté de l'immense majorité des travailleurs en signant une convention que ces derniers rejetaient, l'UGT et les CC OO se sont montrés disposés, auprès du patronat, à fournir du personnel en remplacement des grévistes. La police a en effet d'autres tâches à accomplir et ces deux centrales voyaient surtout par là une excellente occasion de s'implanter dans un secteur où elles sont presque inexistantes.

Signalons enfin qu'avec les « bavures » inévitables qui ont lieu dès qu'une police se manifeste, 400 licenciements ont été prononcés, licenciements auxquels le patronat ne renoncera qu'en échange d'une acceptation sans condition de la Convention Collective nationale et d'un retour au travail.

Mais au-delà des péripéties d'une grève dure et du phénomène répressif déployé en la circonstance (le déploiement policier dans la province de Barcelone est comparable à celui auquel on a pu assister dans les moments les plus graves traversés par le Pays Basque), c'est un combat d'une toute autre importance qui se joue en ce moment en Espagne.

Plus que tout autre chose, c'est avant tout le contexte dans lequel cette lutte se mène qui guide patronat, Etat et syndicats domestiqués dans leur volonté commune de briser cette grève à tout prix.

Accepté par toutes les forces politiques et syndicales espagnoles, hormis la C.N.T., le pacte de la Moncloa, signé il y a un an, permettait d'assurer une certaine paix sociale dans laquelle Etat, patronat et syndicats, main dans la main et sur le dos des travailleurs œuvraient à redresser l'économie espagnole. Sur le point de se terminer, un nouvel accord baptisé plaisamment du nom de « pacte social », ce qui signifie en fait le maintien des sacrifices pour les travailleurs, salaires bloqués et facilités accrues de licenciement pour le patronat... Tout irait pour le mieux dans ce concert si une note discordante ne se faisait entendre : celle de la C.N.T. qui, libre de toute tutelle politique, et comme elle l'a fait dans le passé, oppose à l'alliance Etat-patronat-syndicats prônée par les communistes et socialistes espagnols, le regroupement des travail-

(Suite page 2)

POUR LA SOLIDARITÉ

Sánchez Miguel, C.O.P. 2712-63 T,
4, rue de Belfort, 31000 Toulouse.

Juan Bonet, Plaza Duque de Medinaceli, 6, Pal., Barcelona-2 (Espagne).



ANTES NOS REPRIMIAN.
AHORA NOS REPRIMEN Y
NOS QUITAN EL PUESTO DE TRABAJO.



Comité de huelga de gasolineros

Sur cette affiche éditée par le comité de grève des pompistes, on voit la police de Barcelone servir l'essence aux pompes

DE LA VEJEZ

ORLEANS. — Al parecer, el hecho de referirse un hombre al pasado de su propia vida es indicio de vejez. Pero no es difícil constatar que numerosas personas consideradas viejas por el número de sus años conservan, sin embargo, tal considerable vigor, tan desarrollada memoria y espíritu emprendedor y de creatividad que no se les puede llamar viejos porque miren hacia el tiempo pasado y lo evocuen. Ese mirar hacia atrás con su consiguiente evocación puede ser, entre otras cosas el deseo de enseñar el pasado al presente para que éste lo considere en el porvenir.

De uno en otro ejemplos, desbrozados los argumentos sobre gentes de 20 años gastadas física e intelectualmente y que, por consiguiente son «viejas», por una parte, y por otra parte que hay personas con muchos años que conservan una frescura física e intelectual que las hace considerar jóvenes, concluimos en distinguir entre lo viejo: falta de fuerza, de memoria, con notable tendencia al chocheo, es decir: senil, y lo «viejo», con tendencias absolutamente opuestas a las anteriores, es decir: añosos, calidad muy abundante en el campo anarquista y anarcosindicalista, entre cuyos numerosos ejemplos cabe citar a Juan Ferrer Farriol, que acaba recién de desaparecer.

Le conocí de refilón. Fue el invierno del 41. Escapado del control de un valenciano que en los bosques del Aveyron explotaba impunemente a los refugiados a él cedidos por las Compañías de Trabajadores Extranjeros recalé en Marsella. Iba dirigido a una compañera menorquina, Isabel Trinidad, expulsada de Francia por complicidad en un plante contra las autoridades del campo de mujeres del departamento de la Lozère y acogida en el refugio mexicano de dicha ciudad. Relatar las variadas secuencias de aquella aventura causaría risa por los múltiples contrastes y la estrecha mezcla de sorpresas y casualidades con momentos frisando la tragedia. Más tarde comprendí que Courteline tenía razón ridiculizando la administración de las fuerzas del «orden».

Isabel me puso en relación con Casteyó y J. Pons Sintés, menorquinas también, que vivían a salto de mata. Ellos me guiaron hasta el Castillo de la Reynarde donde Juan Ferrer, como siempre mantenía en alto sus conceptos anarquistas de solidaridad humana que habrán sido el «leit-motif» de su vida. Aquella relación fue, — como he dicho de refilón —. Los pocos días que gocé de libertad en Marsella aproveché de

La Reynarde sólo para dormir y una mañana desperté, como todos, a los gritos de la policía de Pétain. Después de un día de interminables estupideces administrativas nos metieron en el «Providence» a los que no logramos pasar por el cedazo de los guardianes.

El «Providence» estaba anclado y servía de prisión a numerosos judíos que allí fueron pasto de bajas ambiciones de ciertos tripulantes, que exigían enormes sumas sin compromiso para dar un recado familiar, sabiendo incluso que aquellos hombres estaban a merced de una orden cualquiera de deportación.

Terminada la guerra tuve noticia de Ferrer aferrado a la lucha contra los escisionistas que a toda costa y con malas artes querían desfigurar el sentido revolucionario de nuestra organización. Por buen espacio de tiempo los altibajos de la vida me llevaron lejos de todo contacto personal con los compañeros y sólo a través de la prensa permanecía ligado a los numerosos ancianos compañeros, la mayoría desaparecidos ya, desgraciadamente.

En ocasión de un viaje desbaratado por los sabuesos del orden (!), y que no dio lo deseado, cumplí un compás de espera de varias semanas, trabajando en los Pirineos, con otros dos españoles desconocidos también más o menos interesados en guardar el anonimato. Uno de ellos era catalán, pequeño y con más malas pulgas que dios. El día que despegué de allí descubrí que era del PCE, afecto al servicio de espionaje y a un grupo de la checa de Unión Nacional. Intuyó mi filiación y me aseguró que «a la segunda vuelta» entre los de Francia, uno de los primeros en «caérsele el pelo sería Juan Ferrer, de Igualada».

Fue la primera vez que oí tales amenazas contra el compañero Ferrer. Viendo de quién venían no había que asombrarse. No era a él solamente que los comunistas de entonces le tenían ojeriza, como nos la tienen los de ahora a todos los confederales que no confesamos con ruedas de molino de malhadados posibilismos y compromisos con partidos y gobernantes cuya única finalidad es vernos desaparecer del mapa. Sin embargo, a lo largo de los años no ha dejado de causarme extrañeza observar que esa ojeriza era compartida por abundantes escisionistas que le han tratado de mil y una cosas más, enviando a diestra y siniestra cartas firmadas o escritas anónimos invitándonos a separarnos de su relación.

Es cierto que su ironía era más bien corrosiva para quienes se em-

18 de junio del 78:
Juan Ferrer Farriol,
Baltasar Porcel,
y Fernando Ferrer
en la charla de la
Jornada del Libro
Libertario,
en el Centro
Confederal
de París.



peñaron en llevar la C.N.T. por cauces de artificio en los que, si un día cae dejará de ser la C.N.T. Esos no podían sino irritarse. La ironía que dice verdades satisface raras veces. Y cuando el amigo — o que como tal se viste —, considera que hay que terminar echando «tejas al aire» porque la gente ajena comprende mal esa ironía, no debe extrañarnos que se le anuncie que le va a caer todo un tejado sobre sus espaldas.

En nuestra relación asidua de amigos y compañeros, que se extiende ya a lo largo de treinta años, también hemos discutido con él. Pero, de sus réplicas hemos llegado siempre a la conclusión que estaban provistas de un gran amor a la organización que formó parte intrínseca de su vida y que, en la mayoría de casos supo descubrir en quienes le asediaban, intenciones ajenas a nuestros postulados. La historia reciente le ha ido dando razón.

¿Habrà, acaso, personas que sonrían ante la muerte de Juan Ferrer Farriol, pensando que su pluma no se clavarà nunca más en el blanco de sus defectos? ¿Quién sabe! También habrá quizá quienes comprendan ahora que fue un amante del anarquismo, un combatiente encarnizado rompiendo lanzas contra la injusticia social. Otros querrán, tal vez, tras haberle asediado en vida, amenguar el efecto de su inquina dedicándole alguna nota de condolencia. Pensando que ningún hombre tiene absolutamente razón creo que J. Ferrer habrá errado alguna vez lanzando sus sátiras. Pero también pienso que su vida en general es ejemplo de constante acción, entregada siempre a la edificación y defensa de lo que consideramos el más noble de los ideales humanos. Sin cejar un sólo día su mano de obrero ha escrito inquietudes, defendiendo la organización y apuntando siempre más allá de intereses personales. Yo quiero guardar de él el recuerdo de su constante actividad que no cesó hasta la hora de su muerte. Sin contar con la huella marcada por él en España, podemos decir que fue ánima de nuestros voceros del exilio. Escritor sin pretensiones literarias fue, sin embargo, el sostén seguro de una de las más relevantes revistas que haya visto el mundo de las letras, a la que dio vida durante diez años: «Umbral», continuación del que fuera «Suplemento Literario de Solidaridad Obrera». Sus páginas albergaron a los más elevados exponentes de la literatura, el arte y la ciencia españoles libres diseminados por el mundo.

Este es el Ferrer que recuerdo, con el del 18 de junio pasado en el Centro Confederal de París, encaramado sobre una mesa clavando papeles por las paredes a riesgo de romperse la crisma. Cuando le dije mi temor, con su sonrisa de filósofo me contestó:

— ¡No tengas miedo, hombre, que aún soy joven!...

Este es el Ferrer que siempre hemos conocido. ¡Ferrer el Joven!...

El vacío que su muerte representa dentro del campo anarquista y del anarcosindicalismo será difícil de rellenar. Hay ausencias muy sentidas. La suya será una de ellas. Sepamos hallar en nosotros el esfuerzo necesario para suplir, en la medida de lo posible, las ausencias sensibles. ¡Adelante!

Fernando FERRER

SOL Y SOMBRAS

En la muerte de Juan Ferrer Farriol

Se nos ha ido Juan Ferrer. «¡SOL Y SOMBRAS!» Una página borrada ya para siempre de los folios de la historia.

Se nos fue el amigo. ¡El viejo amigo de tantas cosas...! El eterno soñador de campiñas y amapolas, de soles immaculados y de radiantes auroras.

El espigador que fue por los campos de la historia queriendo cambiar espinas por terciopelo de rosas.

¡Se nos ha ido para siempre por una vereda en sombras!

Al pasar por las estrellas le dio la mano la aurora y la luna, ya en menguante, le hizo un guiño, picarona.

Las ocultas linotipias saben secretas historias de noches, vela que vela velando... ¡ansiedades locas!

Y los soles del futuro, — ¡y las radiantes auroras! —, las sendas intrasitadas, ¡el viento, el ave y la rosa! se han puesto impensadamente a tejerle una corona...

Por todas partes le buscan los libros y las alondras. Quedó huérfana su pluma. Su mesa se quedó sola. Le lloran las linotipias, y le llora... «¡SOL Y SOMBRAS!»

C. Vega Alvarez

Riberas del «Tinto».

MURIO UN HOMBRE DE LA CNT

(Viene de la página 5)

requisitos. Pero Celestino, que esperaba el momento sin poder aguantar tanta hipocresía le escupió en la mano sin contemplaciones y dándole los motivos de su gesto. El patrón, sacándose el pañuelo del bolsillo y limpiándose el escupitajo, sin pronunciar una sílaba, salió del taller peor que había entrado. Había merecido una lección, toda una lección de su vil comportamiento.

Su compañera Angelita, después de la cremación del cuerpo ha vuelto a Francia desde California dolorida y atormentada por la pérdida de su querido compañero, llevando entre sus bagajes una cajita con algunas cenizas del difunto para entregar a su hijo Helios como únicos restos del Hombre que supo ser esposo, padre y compañero querido y respetado por todos.

Con esta necrológica queremos hacer llegar nuestro más sentido pésame a su compañera Angelita, la cual supo siempre alentarle en sus luchas revolucionarias en España y Francia, así como a su hijo Helios, residente en Le Cendre (Puy de Dôme), quien siempre fue nuestro buen amigo y con el cual conversamos antes de este trágico suceso, a su hermana Lola, residente en Suiza y a sus hermanas Celes y María con domicilio en España, a sus cuñados Juan y Félix Alvarez Ferreras ubicados en EE. UU. y Canadá, e igualmente a todos sus familiares en Francia, cuñadas, cuñados, sobrinos y nietos.

Que la tierra te sea leve Celestino, nosotros desde aquí no te olvidaremos.

Vidaly Akraziap Aratodos

Septiembre de 1978.

EL MINUTO MUERTO DE LA VIDA

1

El levantamiento del rabioso fascismo en España, en 1936, denunció el agotamiento de las clases que en Europa se habían repartido la hegemonía del poder. El fenómeno de tener que recurrir a medidas de violencia, envolviendo a naciones en un conflicto aparentemente local, demuestra la falta de confianza psicológica y filosófica de cualquier régimen. El hecho desgraciado de fusilar a García Lorca, a Maeztú y de hacer reventar explosivamente a Miguel de Unamuno, enfrentó la debilidad con la justicia verdadera. España como poder gobernante ya no tenía otros recursos que los de lanzarse a la aventura, quemando las naves de su fortuna, quedando por secucaces de una Europa atosigada de problemas económicos, políticos y sociales. A ninguno de los beligerantes le quedaban otras reservas que las de la guerra a lo grande, a lo monstruosamente inadmisibles, con la sola esperanza de una paz a lo Nuremberg.

Entre el Cid y el Quijote se ha entabliado la lucha. El cortesano envaletonado que rinde pleitesía al patrón de grado y potestad. Restaurador de feudos en un suelo surcado de comunidades procedentes de las antipodas genéticas, frente a don Quijote que no quiere ver más que el lado líricamente simple de las buenas cosas para las mejores causas, que ha muerto en vida, distribuyendo bienaventuranzas por fortunas como cielos. Repartiendo constelaciones de islas estrelladas. Y de los inmobiliarios bienes de fortuna se fue despidiendo, pasito a paso, con toda pausa y cortesía, sinfónicamente. Su desaparición es algo así como un remanso del viento ciclónico. Su último discurso es como letárgica agonía de una batalla hecha trizas en los acantilados del mundo.

Así debió ser el último minuto anterior al fusilamiento de García Lorca, increíblemente trágico, cuando los amigos le fallaron. Nadie hubiera imaginado siquiera que Rosales podría haber cambiado la estrofa por el silencio comprometedor. La envidia quizá del cantor que se preanunciaba con una risa cumplidora, y comprometedor. Todos los hornos de fundición del universo debieron asomarse con sus fuegos a las bocas de los fusiles que le apuntaban, como una mentira, una imagen poética, una estrofa líricamente concebida. Debía haber sido perfecta. Porque García Lorca apenas si había estado encarcelado dentro de su alma luchadora. Nadie podría haberle negado el derecho soberano e su alma luchadora. Nadie podría haberle negado el derecho soberano de cantar a su modo, como lo hacía. Por eso aquel minuto muerto antes de morir le pareció tan extrañablemente inexplicable como aceptable en una exhalación.

2

Dostoiévsky murió con la otra cara de la moneda. Pero él había estado en la cárcel como reo total. Tuvieran un juicio y tiempo de morir antes del indulto. Ese minuto fatal, salvador de su vida tierna también, tronchada como la de García Lorca no pudo contar el relato de ese instante, porque todo parecía mentira. Contaba seis años menos que el nazareno el ya célebre escritor ruso condenado a muerte. Y el poder tribunalicio que pugaron con dinero de los traidores fue el mismo que se

atravesó en la garganta de Miguel de Unamuno. Serrano Pla cuenta que cuando le dijeron que su muerte le fue conmutada por obra del destino, y cinco minutos después vuelto a la realidad de la cárcel con la cruz desnuda del patíbulo, una primavera nueva emergió del desierto. Era de madrugada y los vientos fríos de Rusia atravesaban como balas los

por CAMPO CARPIO

muros de la prisión. Años después esos mismos gélidos cortantes fríos siberianos debieron borrar las trincheras de Stalingrado, con ráfagas de ametralladora cantando los himnos prohibidos por la soldadesca nazi.

García Lorca no tuvo tiempo para el forcejeo entre la vida y la muerte, porque no creyó en aquel trance inevitable, fatalmente irrevocable, tremendamente antihumano. Ninguno de sus personajes cayera en el atavismo sádico de lo español adormecido en el ancestro bárbaro. No pudo creer que su muerte física fuera posible. En ninguna mitología suceden hechos similares. Ni siquiera en la voracidad de Aquiles mordiendo las vísceras crudas del enemigo existe ferocidad consumada. Solamente la extirpación consular de las instituciones cavernarias pueden romper en trozos el equilibrio de tanta crueldad verdadera. Trabajo diligente e irremplazable que el poema épico de la edad contemporánea está esperando en esta resurrección que levanta altares sólo a los héroes.

3

El militarismo, institucionalmente, al hacer polvo con García Lorca, con Ramiro de Maeztu, con Miguel de Unamuno, con Miguel Hernández, Ramón Acín, Isaac Puente y



cuanto estorbo serio encontró en su avance, quiso extirpar la cultura. Medio siglo de padecimientos con censura inquisitorial, cerrada a todo atisbo de libertad, dieron la nota que nos hincó de rodillas delante de la civilización, no por inconsecuentes, sino por indefensos. En tanto Europa cantaba sus libertades reconquistadas, el pensamiento ibérico las lloraba en sus almas vivas desgarradas para tientos y tambores de

la mahalla morisca africana compuesta de moros rubios. Jamás podrá justificarse. Quienes han podido lograr esconderse para el resto del sacrificio, nos han dejado poco arte en sus creaciones olímpicas. Tampoco en Rusia, con medio siglo de existencia predominante con su dictadura del proletariado, contra el proletariado, el arte y la libertad, se

4

García Lorca no tuvo tiempo ni lugar para esa desaparición brutalmente lenta del proceso informal que entretiene a la justicia de los hombres embrutecedoramente abominables. Apenas unos empujones para hacerle trastabillar: para que perdiera el equilibrio y un sordo ruido como proveniente de explosión lejana. Rosales no debió dormir tranquilo jamás por haber faltado al deber de amigo, compañero de escuela, de artes y oficios. El Iscariote que recibiera aquellas miserables treinta monedas las arrojó con violencia al rostro de los filisteos para decirles que no fue el vil metal, sino la prueba elocuente del secreto oculto en el profeta que quería descubrir.

Y lo comprobó. Porque el Elegido respondió totalmente, sin desfallecer a la prueba del fuego, en aquel pobre madero misericordioso que le sirvió para que la chusma satisficiera su morbosos espectáculo del oprobio en el irresponsable anonimato. Cara a cara, uno a uno, con animos de oprobio, el poeta les desarmaría. Lo sabían. El nazareno se sabía enfrentado antes con la canalla y la trató con guante blanco de seda. Pero cáusticamente, con manoplas de acero que no pudieron vencer siquiera las edades del tiempo. Porque el juicio está presente, sin vindicar. Allí donde haya un caído está el nuevo evangelio con su mensaje de libertad, aunque expirando algunas veces, resurge como el ave Fénix de entre las cenizas; levanta vuelo, salva las alturas y planea en círculos precipitados, obstinadamente.

Para algunos, tal vez sean superfluas estas pesadillas con agonías de angustias. Puede ser que alguien suponga que es perder el tiempo, cerrando los ojos a lo inevitable. La eternidad tiene sus caprichos. Y como reside lejos y tiene casa propia, con hacienda y todo, para los que tienen la suerte de pensar, y filosofando acerca de lo que a tantos les está prohibido, ese azote intelectual, líricamente hablando ablanda los sentimientos y predisponen para las acciones que no encuentran disponible ese minuto de la vida muerto.

SERVICIO DE LIBRERÍA

«Eleuterio Quintanilla», R. Alvarez	26 00	«Les hommes se droguent, l'Etat se renforce», Jules Henry et Léon Leger	29 00
«No éramos tan malos», Jacinto Toryho	50 00	«Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIX ^e siècle», Alessandro Galante Garrone	58 00
«Le Socialisme en France», Rosa Luxemburg	24 00	«Trasluz de España», A. Fernández Martínez	20 00
«Memorias de un revolucionario», Kropotkin	25 00	«Oligarquía y caciquismo, Colectivismo agrario», J. Costa	15 00
«Historia de la Guerra Civil Española», G. Jackson	33 00	«Viaje Imaginario a la España franquista», M. Golcochea	21 00
«Los Comunistas en España», Guy Hermet	27 00	«Convenios colectivos y lucha de clases en España», Jon Amsden	30 00
«Desintegraciones capitalistas»	10 00	«La Quinta Columna», Santos Alcocer	50 00
«La Gauche en Europe depuis 1789», David Caute	10 00	«Teníamos que Perder», García Pradas	50 00
«La Dictadura de los franquistas», R. C. Serer	51 00	«Encuesta América-Europa», de Eugen Relgis	6 00
Juan de la Cruz, «Poesias completas»	21 00	«Jacob. Alexandre Marius, dit Escande, dit Atila, dit Georges, etc.», Bernard Thomas	20 00
«A la découverte de Han Ryner	14 50	«Le Mouvement Makhnoviste», Archinoff	25 00
«Yo fui ministro de Stalin», J. Hernández	50 00	«La Revolución y la Guerra de España», Bruée y Temime, 2 vol.	29 00
«Le Nazisme - Société Secrète», Werner Gerson	15 00	«La Economía Mundial y el Imperialismo», Bujarin	12 00
«La Mort de García Lorca», (enquête sur le crime), J. Gibson	33 00		
«Internationale Situationniste 1958-69»	58 00		
«Un Soldado de la República», Eduardo Pons Prades	50 00		

3428

B.D.I.C

PARIS, 12 OCTOBRE 1978. — NUMERO 1.000:

HEBDOMADAIRE

PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE

EL COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

Del colectivo de enseñanza CNT (Menorca)

CONTRA MAZINGER - Z

Desde el punto de vista libertario el aprendizaje no es más que uno de los aspectos de la vida comunitaria; por tanto no podemos centrarnos en este tema sin establecer una relación suficientemente clara y profunda entre la estructura actual de la enseñanza y nuestra alternativa dentro del medio socio-económico y político que indiscutiblemente la condiciona. Por consiguiente pensamos que es indispensable empezar analizando la relación que existe hoy día entre el sistema capitalista de producción y la enseñanza actual.

Sistema capitalista de producción y sistema de enseñanza

Actualmente parece ser que dentro de las corrientes pedagógicas oficiales (el exponente más claro serían los cursillos del I.O.E.), está de moda lo que se ha llamado «Enseñanza programada». Deberíamos comprender, cómo es posible que un término tan absolutamente economicista haya podido infiltrarse en la «educación» y convertirse casi en su protagonista ya que, además de darnos programas oficiales, nos obligan constantemente a programar, como si de esa programación dependiera mejorar la calidad de la enseñanza. Al parecer, en materia de enseñanza la técnica ha triunfado definitivamente sobre las corrientes humanistas. Ante este hecho debemos buscar alguna explicación justificada.

Si intentamos descubrir cuales son las finalidades que pretende conseguir ese tipo de enseñanza no podemos limitar nuestro análisis a su propio campo. En él sólo hallaremos respuestas abstractas, como la que habla de una «mayor eficacia», de «mejor aprovechamiento», etc., porque en ese tipo de planificación, el desarrollo humano de la persona, el estímulo de sus capacidades críticas y creadoras no serán más que conceptos vacíos avanzados para pulir las declaraciones de turno. O, en todo caso, aspectos secundarios para

desarrollar, si el tiempo lo permite, a través de las vías estrechas de unas fichas escolares, a horas determinadas, dentro de una aula de un recinto llamado escolar. Pensamos, pues, que puede resultar más alocucionador intentar esclarecer esos interrogantes desde la propia marcha del sistema.

El objetivo fundamental de un sistema capitalista de producción, como todos sabemos, es el de conseguir un producto rentable con el costo más bajo posible. Y/o para conseguirlo se pone en marcha todo nuestro engranaje social (ya hemos dicho que la «educación» no es más que un eslabón suplementario dentro del sistema) y por lo tanto debemos hacer paralelos sus fines con los de éste.

Así, desde el punto de vista oficial, los planes y programas sirven para conseguir una base de «cuadros rentables» para el sistema. «Cuadros rentables» en el sentido que de nuestros graduados escolares, bachilleres y licenciados, se espera el más fiel servicio de sus funciones sociales. funciones que, — claro está —, están tanto o más programadas y seleccionadas socialmente, que pueda estarlo la enseñanza recibida.

Un claro ejemplo de ese tipo de enseñanza funcionalizada y de cara a un trabajo posterior ya planificado, nos lo ofrece la última postura



del Ministerio de Educación que favorece claramente la creación de «cuadros intermedios». Todos sabemos que la selectividad se ha reforzado y que cada vez son menos los alumnos que ingresan en las Universidades. Evidentemente, es mucho más económico un perito agrícola que un ingeniero, y está demostrado que ambos pueden hacer prácticamente el mismo trabajo.

Así nuestro sistema educacional gira en torno a una rentabilidad eco-

nómica que entra en seria contradicción con «el desarrollo pleno del individuo», más aún cuanto que de esa rentabilidad no es consciente el individuo que la padece. De ese criterio aparentemente racional surgen los problemas con los que actualmente nos enfrentamos la mayoría de los que nos dedicamos a la enseñanza y también todos los alumnos.

(Pasa a la página 2)

SIGUE LA HUELGA DE GASOLINEROS EN BARCELONA

La patronal en la obligación de admitir al Comité de Huelga en las negociaciones. UGT y CC. OO. descartadas.

SOLIDARIDAD: Sánchez Miguel, C.C.P. 2712-63 T, 4, rue Belfort, 31000 Toulouse.

Juan Bonet, Plaza Duque de Medinaceli, 6 Pal., Barcelona-2 (Espagne).

EN DENIA Y VILLAJAYOSA, EL SINDICATO DE PESQUEROS CNT EN HUELGA CONTRA EL CONVENIO. Mitin confederal multitudinario en Denia.

CONTRA MAZINGER-Z

(Viene de la página 1)

La enseñanza standardizada nos obliga a seleccionar entre individuos con las mismas capacidades, aunque intereses muy diversos (unos son los listos y otros los más burros) y también a hacer distinciones previas entre buenos y malos, como si fuéramos un «tribunal de moral y de buenas costumbres». En definitiva, nos hacen ejercer como si fuéramos los mantenedores de un orden establecido y que no nos pertenece. Nosotros no podemos olvidar todas estas cosas, tras la selección previa de que somos objeto los «profesionales de la enseñanza», respecto a los conocimientos que debemos inocular dentro de los cráneos de nuestros «alumnos ineptos». Un sistema de oposiciones nos prepara para la gran tarea de ser los mayores burócratas al servicio de la gran empresa productora que, en definitiva, es el Estado. Mientras tanto, nuestros «nuevos alumnos», — así los define el sistema — reciben un tipo de conocimientos que por sí mismos ejercen la más primaria y definitiva selectividad. Desde el primer momento ya se da por supuesto que los alumnos necesitan una división por materias (geografía, historia, matemáticas) y, además, desde un punto de vista adulto, se esquematizan unos hechos, unos datos, que el alumno no puede hacer nada más que aprenderlos de memoria ya que esas materias no pueden, en absoluto, relacionarse con su realidad vital o con su distorsión. Por ejemplo, en una materia como la del «lenguaje», aquí en Menorca, se obliga a los alumnos a tomar conceptos como «fonemas», «metalenguaje», «estructura profunda y superficial», cuando aún no saben expresarse en lenguaje llano.

Sin darnos cuenta estamos contribuyendo a la creación de muchachos y muchachas sin capacidad de respuesta frente a sus propios problemas. Nosotros, «profesionales de la enseñanza» estamos colaborando en la reproducción de sujetos sin capacidad creativa. Queremos que quede bien claro: estamos produciendo una masa de seres alienados.

El alumno se ve sometido a una doble violencia: la del bastón y la del texto, lo que le obliga a interiorizar los esquemas sociales dominantes y acumular una serie de informaciones sin sentido, las que nosotros «adultos» le ofrecemos como única vía de cultura.

Es posible que el resultado más inquietante de este sistema sea el que en esos chicos y chicas alienados desde un principio se van reproduciendo las taras del sistema y, finalmente, como grupo que son, se ven obligados a funcionar dentro de una dinámica basada en la más estricta competitividad.

Una jerarquización de las funciones de la escuela y dentro del aula, junto con la dinámica competitiva citada, comportan inevitablemente nuestra actuación de policías ante unos alumnos que se han de hundir dentro de un abismo de sumisión, servilismo y agresividad. Todos juntos: «profesionales de la enseñanza» y alumnos, reproducimos el mismo esquema social dentro del que nos vemos obligados a vivir.

El Poder y la sumisión configuran nuestras relaciones. Pero en este caso los sometidos tienen difícilmente capacidad de respuesta ante el sistema que los oprime. La agresividad de nuestros alumnos, lo que se califica como «gamberrismo» no es más que la respuesta de un ser angustiado ante la incapacidad de resolver — por desconocimiento —, su propia situación. El resultado de este sistema es la producción de un tipo de persona que resuelve, a corto o largo plazo su propio problema de in-

tegración social de manera negativa, o no lo resuelve nunca, porque se ve obligado a limitar y olvidar incluso sus propias capacidades creativas e intereses reales porque, constantemente, está obligado a negarlos a sus compañeros.

Es así que la conducta del alumno no es solamente repetitiva e imitativa, sino que resulta, además, represiva inevitablemente respecto de sus compañeros, y la represión se convierte en motor del grupo. El todo desemboca en la visión negativa del individuo y de sus posibilidades sociales. Y es así también, que nuestros alumnos llegan a ser los pilares del futuro inmovilismo.

¿Qué entendemos por aprendizaje libertario?

Como puede verse a través del análisis precedente, opinamos que el gran defecto de la estructura de la enseñanza actual es que impide el desarrollo natural del individuo en su calidad de persona. Nuestro objetivo está centrado precisamente en ese punto porque no ponemos por delante ninguna comodidad a la voluntad de ser individual y colectiva. En consecuencia, nuestro concepto de cultura es opuesto al concepto oficial. Para nosotros, la cultura se mide por la capacidad de respuesta crítica y creadora que tienen el individuo y la comunidad frente a los problemas y situaciones que le plantea su medio ambiente.

Interpretar la cultura como siendo esa capacidad de respuesta del individuo en colectividad frente al medio en que vive, implica que abandonemos el término «profesionales de la enseñanza». Nosotros entendemos que «enseñanza» significa un orden jerarquizado de intereses económico-sociales impuesto violentamente desde la estructura capitalista y sistematizado por el ministro de turno, en el que el individuo ni elige, ni comprende. Sólo recibe y consume. Como alternativa proponemos el término «aprendizaje», sintetiza una opción individual libremente escogida. Una opción de proceso permanente, crítico, abierto a las necesidades del individuo y de la colectividad, frente a una enseñanza cerrada, dirigida hacia los intereses del capital que integra el individuo jerárquicamente en virtud de unos títulos, frente, en definitiva, a una enseñanza de mercado.

Nuestra alternativa a largo plazo sería conseguir que los centros de aprendizaje se basaran en una estructura asamblearia, autogestionada y antiautoritaria. Esto significa y exige una participación igual y continua por parte de todos los que intervienen en esas tareas. De esta manera se escogerían las informaciones que se quisieran recibir, las actividades a llevar a término, según las necesidades y los intereses de cada comunidad e individuo en todo momento, sin que ningún Poder exter-

no a la comunidad pudiera interferirse.

Nuestra opción de aprendizaje no es irrealizable. Es utópica en el sentido etimológico de la palabra. Es decir, que no puede realizarse aquí y ahora. La autogestión, el aprendizaje libertario no son posibles dentro del actual contexto socio-económico. Por esto, nuestras alternativas para la enseñanza y la cultura actualmente dominantes no pueden darse más que englobando todos los aspectos de la estructura social y, en consecuencia, con las finalidades que nos proponemos. El aprendizaje libertario no será posible si no se da dentro de una comunidad libertaria y ésta no será realidad mientras no estemos dispuestos a vivir libremente y de otra manera.

Dada la coyuntura actual en que la alienación opresiva es el factor dominante de nuestras vidas, pensamos que debemos subvertir, para empezar, el orden y la cultura establecidos a fin de ir afirmando y atestiguando nuestra voluntad de ser libres. Es necesario que esa subversión se lleve a término por todos y a todos los niveles de forma paralela. No confundamos. No se trata de «destruir por destruir», sino porque tras la demolición que proponemos surge el individuo libre que irá desarrollando sus intereses vitales.

No se pueden poner cataplasmas a un sistema que tiene por base nuestra propia castración. Las «gestiones democráticas», las discusiones de si «escuela pública o privada» que otros grupos proponen como soluciones mesiánicas a la enseñanza actual, no son una alternativa real al problema, ya que supone el mismo prin-

COLECTIVO DE ENSEÑANZA CNT (MENORCA)

COMUNICADOS

LA REDACCION A LOS COLABORADORES

En adelante y hasta nuevo aviso, para facilitar la labor de esta Redacción, deben mandarse los trabajos, notas y avisos a la dirección siguiente: Impimerie des Gondoles (Pour «Combat Syndicaliste»), 4 et 6, rue Chevreul, 94600 Choisy-le-Roi (France).

F. L. DE BURDEOS

Esta F. Local celebrará Asamblea General el próximo 15 de octubre 1978 en su local, 42, rue Lalande. Visto los asuntos a tratar se ruega la asistencia de todos los compañeros.

CORREO DE REDACCION

—Federico N. Revival, Suecia. Lo que nos has remitido por segunda vez apareció ya en el número 973, del 23 de febrero 1978.

F. L. DE PERPINAN

Se ruega a los compañeros que por causas diversas se hallan algo atrasados en la cotización, traten antes de finali-

zarse el año, ponerse al corriente o en todo caso justificar su situación. (Acuerdo recaído en la asamblea del 9 de septiembre).

Alternativas

Las alternativas que desde aquí podemos proponer, teniendo en cuenta el contexto dentro del que vivimos, como profesionales de la enseñanza, son alternativas de lucha, encaminadas a la denuncia y subversión de los valores culturales impuestos y a la estructura del mismo sistema.

Denunciamos el hecho de que se nos convierta en funcionarios represivos. Nos negamos a participar en el sistema de oposiciones institucionalizado. Nos negamos a subsistir dentro de un sistema de jerarquías; por tanto: propugnamos un cuerpo único de profesionales de la enseñanza. Apoyamos todo tipo de acciones encaminadas a destruir el Poder, la jerarquía y el autoritarismo.

— Impulsaremos una crítica permanente destinada a desenmascarar la alienación que provoca este sistema de enseñanza;

— Dentro del aula intentaremos todo tipo de experiencias de posibilidades para que nuestro alumnado sea el verdadero protagonista de su aprendizaje;

— Intentaremos lograr que comunidad y escuela respondan a las mismas necesidades; por consiguiente:

— Introduciremos la problemática del barrio dentro de la escuela;

— Ajustaremos las materias de aprendizaje, las actividades a llevar a término dentro del ambiente en que se desarrollan los muchachos.

Todo esto nos permitirá avanzar hacia la inserción del ambiente concreto del aprendizaje.

También nos proponemos toda clase de actividades al margen de la escuela, porque consideramos que el aprendizaje no tiene edad;

— Centros experimentales en los que el asambleísmo y la autogestión se desarrollen al máximo sin evitar la contradicción que supone su creación dentro de este sistema.

— Potenciaremos desde este momento la creación de Ateneos Libertarios que recojan las inquietudes del barrio, de donde pueden salir nuevas formas de utilización de nuestro tiempo libre, el todo en base a evitar el aburrimiento en nuestra sociedad sin imaginación.

zar el año, ponerse al corriente o en todo caso justificar su situación. (Acuerdo recaído en la asamblea del 9 de septiembre).

ATENEOS LIBERTARIOS DE GRACIA

Nos gustaría contactar con compañeros que fueron de Gracia (Barcelona), para que colaboren en la revista «Gracia Lliure», y que nos expliquen como era su Ateneo libertario en su época.

Ateneo Libertario de Gracia, calle Peligro, 52, bajos, Barcelona-12.

NOTA DE ADMINISTRACION

Con el fin de poder zanjar administrativamente la partida Tómbola, rogamos a cuantos no hayan hecho efectivos los boletos recibidos, lo hagan lo antes posible.

Igual decimos para los suscriptores de COMBAT SYNDICALISTE, que no hayan abonado el 1º semestre, o sea hasta el 30-VI-78.

Servicio de Librería. — Agradeceremos el pago de los envíos pendientes.

«PAPAM HABEMUS»

Hace 33 días que todos los aparatos de información metieron — queiras que no — por ojos y oídos de millones de mortales, la proclamación del nuevo papa. El heraldo de turno terminó con la duda de los espectadores de la Plaza San Pedro, inquietos porque la humareda anunciando el acontecimiento era «neribianca», «bianchiner». Dios había inspirado mal a los estuferos. A menos que los técnicos le hicieran una

jugarreta dando al humo un color ambivalente. La voz estentórea del heraldo diciendo las dos palabras consagradas: «Papam habemus», tranquilizó ranas y renacuajos.

Ahora no se usa el procedimiento de palparle el sexo al papa electo, para apercibirse que es macho anunciándolo a los conclavistas: «testiculus habemus e bene pendentes», antes de anunciar «urbi et orbi» la elección definitiva.

Que haya millones que croan pidiendo rey y que se extasien cuando éste aparece sobre el balcón sagrado sólo prueba que en este mundo hay ranas que podrán estar satisfechas ante la perspectiva de poder escuchar de nuevo al heraldo, gritando: «Papam habemus», anunciando al sucesor de Juan Pablo 1º, que podrían llamar el papa breve. ¡Los designios de Dios son impenetrables! Se ve que los buenos no le sirven.

Por eso los llama a su vera. Bueno: eso de buenos lo dicen las ranas. Y los representantes de la C.G.T., del P.C. y otros por el estilo.

Pero, puesto que en poco tiempo los papas son las vedettes mundiales, nos ha parecido útil escarbar en textos racionalistas y así poder dar dos opiniones sacadas del Diccionario Racionalista.

Fernán MURATORE

PAPAS

La palabra «papa», que designa al obispo de Roma, jefe de la iglesia católica, significa «padre». También se daba a otros obispos antes de especializarse: en 250, Cipriano de Cártago es calificado aún, por la misma Roma, de «beni papa». La preeminencia del obispo de Roma, unida a la capital, se implantó muy lentamente y jamás fue admitida en Oriente.

Pedro (si ha existido) nunca fue a Roma, ni fundó ni dirigió la comunidad romana primitiva. En el siglo IV, Eusebio de Cesárea inventó una lista de los primeros sucesores de Pedro, la mayoría de ellos legendarios: no hubo obispo dirigente en Roma antes del año 150 más o menos, y el primero conocido con certitud es Víctor (189-199).

Después de la conversión del emperador Constantino, los obispos de Roma se enriquecieron rápidamente, pero pasaron bajo la tutela bizantina. Más tarde, para liberarse de esa tutela, se aliaron con los Visigodos, luego con los Francos y en fin, imaginaron conferir a Carlomagno la corona imperial. (800). De ahí nacieron conflictos con los emperadores de Occidente, que dominaron todo el Medioevo, cuando los papas autoritarios pretendieron situarse por sobre los soberanos y así instituir una teocracia. Esta política, combatida por los emperadores Enrique IV y Federico II, fue definitivamente arruinada por Felipe el Bello en Anagni (1303).

Invocando una falsa donación de Constantino, los papas se habían hecho atribuir un dominio temporal; cuya posesión contribuyó a su potencia, pero también a sus desviaciones, arrastrándolos hacia numerosos conflictos políticos: Dante ya lo juzgaba nefasto. Pero los papas se aferraron a ese dominio hasta que la formación de la unidad italiana se desembarazó de ellos el siglo XIX. Un acuerdo firmado con Mussolini en 1929 restableció un Estado del Vaticano, muy reducido, pero suficiente para permitir al papa de representar el papel de soberano. En realidad, es su potencia financiera, menos visible, pero enorme, la que permite a los papas de jugar un papel importante dentro de la diplomacia mundial.

La historia del papado conoció numerosas crisis, y su institución arriesgó varias veces de hundirse. Su historia nos muestra numerosos pontífices indignos o criminales, al lado de algunas figuras nobles o de políticos hábiles. Sometidos durante mucho tiempo a la autoridad de los concilios, los papas terminaron por instaurar dentro de la iglesia un poder absoluto: esa evolución se terminó con la proclamación, en 1869, del dogma de la infalibilidad. Pero la institución del papado y el autoritarismo de los papas fueron la causa esencial de las rupturas con los cristianos de Oriente, con la iglesia de Inglaterra y con los protestantes. Estos se oponen aún a la reunificación de las iglesias cristianas.

En 1962, el papa Juan XXIII, reuniendo un nuevo concilio ecuménico, invitó al mismo a los representantes de las iglesias separadas de Roma y puso el acento sobre la unidad cristiana. Esta posición, que contrasta con las persecuciones y los anatemas anteriores, traduce una evolución, no exenta, desde luego, de intereses materiales; pero parece poco probable que el absolutismo y la infalibilidad del papa puedan ser admitidos fuera del catolicismo.

Muy a menudo los papas se han presentado como siendo los árbitros de los conflictos y los defensores de la paz, sin haber condenado jamás la guerra. A menudo ellos han tomado partido. En 1919, Benito XV fue excluido de los tratados de Versalles por haberse mostrado excesivamente partidario y favorecido la causa alemana. Durante la última guerra, Pio XII hizo a Hitler numerosas concesiones y se abstuvo siempre de condenar los campos de exterminio, porque veía en el Führer, el campeón de una nueva cruzada anti-soviética. Más hábil, o más sinceramente pacifista, Juan XXIII, en la encíclica *Pacem in terris*, admitió el principio de la coexistencia de los regímenes opuestos y lanzó una llamada a los hombres de buena voluntad sin distinción de opiniones. Es así que el papado se esfuerza de restablecer una especie de supremacía espiritual, cubriendo tras de esa máscara, sus actividades de potencia financiera. Pero continúa siendo

conservadora: incluso los papas calificados de liberales han reafirmado las condenas decretadas por sus antecesores contra «esas deplorables y perniciosas innovaciones» (León XIII), tales como son la igualdad de

derechos, el sufragio universal, la independencia del poder civil, la libertad de conciencia, de culto o de prensa y la enseñanza laica.

Guy Fau (Magistrado)



Los primeros papas

Los comienzos de la Iglesia son tan difíciles de conocer como los orígenes del cristianismo. No se sabe nada sobre los primeros papas de los cuales tradiciones discutibles nos citan los nombres siguiendo un orden incierto.

La leyenda de S. Pedro, primer papa en Roma, deja de lado otros hechos legendarios que la contradicen. Por otra parte, en aquella época no se trataba de papas; las comunidades, regentadas en principio por sacerdotes, tuvieron en el siglo II a los obispos para dirigirlas. Jesús esperaba el fin del mundo y no constituyó ninguna iglesia, pero cuando una iglesia ha existido ha querido hacer remontar su origen hasta Jesús y, persiguiendo ese objetivo, ha intercalado en el evangelio de Mateo el famoso pasaje según el cual Cristo le hubiera dicho a Pedro: «Tú

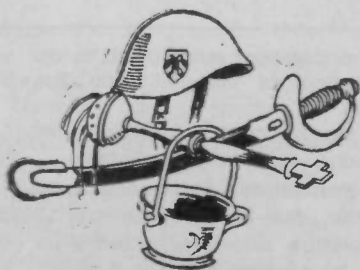
eres Pedro y sobre esta piedra yo construiré mi Iglesia.» También se puede dudar que si Jesús, si había querido fundar una Iglesia, hubiera escogido Roma como base de la misma. Por otra parte, Eusebio dice que «se cuenta que» Jaime fue obispo de Jerusalem y que tras él fue Simeón, primo del Señor, quien ejerció ese sacerdocio y luego por dos nietos de Judas hermano del Señor hasta los tiempos de Trajano. Así, pues, Jesús hubiera instituido dos «papados», uno en Jerusalem y otro en Roma, lo que parece más bien insólito. Esas dos tradiciones marcan sin duda los orígenes de dos cristianismos diferentes.

Nuestras listas de los primeros papas, o «presuntos» tales, proceden de Hegésipo quien, hacia el año 160, reunió los elementos y de Ireneo quien, hacia el año 192, utilizó otros informes. Eusebio no tiene en cuenta la lista de Hegésipo y prefiere basarse sobre la de Ireneo, en la que no se mencionan obispos de Roma, sino solamente sacerdotes. El título de papa esperaría unos cinco siglos antes de substituir el sentido primitivo de Padre, el significado de jefe de la Iglesia católica. Es tan sólo hacia el año 140 que se empieza a apercibir con cierta probabilidad algunos de esos curas de la comunidad romana; es así de Clemente (no des-

de el año 90 sino hacia el 140), Víctor hacia 198, Calixto hacia 222. Es solamente hacia 254-257 que Esteban se declara sucesor de Pedro y reivindica la primacía sobre los obispos de las otras comunidades quienes rechazan indignados tal pretensión. Eso no impedirá a la Iglesia romana de buscar a imponer su supremacía sobre las otras. En 132, el obispo Miltiades está ya en posesión del palacio de Letrán donde podrá reunir un concilio. En 369, Valentiniano hizo de Dámaso de Roma el juez de los otros obispos y nueve años más tarde, Graciano daba a los gobernadores de Italia y de las Galias la orden de ejecutar las medidas disciplinarias decididas por el obispo de Roma. El año siguiente el Oriente poseería su propio emperador y se opondría al dominio espiritual de Roma pero se puede decir que es en 378 — gracias a la espada romana — que nació la institución que más tarde sería el Papado.

Georges Ory

(Presidente del Circulo Ernesto Renán.)





La España de los Botejara

MADRID. — Se ha celebrado en Madrid un encuentro de fútbol entre el Real Madrid y el Barcelona. Al parecer y según las informaciones abrumadoras de estos días, las entradas se han cotizado a unos precios astronómicos, equivalentes al jornal de un obrero a la semana, a pesar de lo cual no sólo se ha llenado el campo, sino que el club, haciendo su «agosto» en septiembre, ha metido treinta mil espectadores más de los que puede alojar. El ambiente y la pasión del partido ha debido de ser de tal magnitud que a los pocos momentos de empezar, y según informaba una emisora de la capital, los camilleros no daban abasto llevando enfermos de lipotimias e infartos a la enfermería, uno de los cuales falleció en el momento. También eran numerosos los heridos por golpes y navajazos. Como se ve toda una lección de «civismo» y sociología la de estos tiempos que nos han tocado sufrir. No hay que decir por que se supone que esos ciento treinta mil individuos que han ido allí pagando, se muestran indiferentes ante una manifestación, un mitin o se niegan a prestar ayuda por medio de una pequeña cantidad en solidaridad con otros compañeros que lo necesiten.

Es la consecuencia natural de la educación recibida en este país durante tantos años, y que ha ido convirtiendo a los hombres en energúmenos salvajes que no se pueden ni comparar a los animales por que éstos se sentirían ofendidos.

Esto me trae a la memoria un programa que se ha emitido por televisión hace ya unos días y que ha resultado conflictivo y muy criticado por los medios de comunicación, ya que la mayoría se han manifestado en contra de lo que subjetivamente ha querido tratar de demostrar la citada serie, que no es ni más ni menos que la mentalidad de la clase trabajadora de nuestro país.

El programa se titulaba, «La España de los Botejara», y es la historia de una de las muchas familias que se disgregan emigrando a diversos lugares de España o del extranjero buscando un medio de vida del que carecen en su lugar de nacimiento, en este caso en Extremadura.

Yo, en contra de mi voluntad, no tengo más remedio que admitir que la referida emisión, aún con la indudable «mala leche» de que la ha dotado el «franquista» de su autor, no deja de reflejar una realidad indiscutible. La falta de Principios ideológicos de nuestro pueblo.

Esto está claro y patente y es un tema en el que venimos batallando todos nosotros desde hace ya mucho tiempo. Nuestro pueblo, no es que esté despolitizado, que eso sería lo de menos, sino que está **desocializado** e imbuido de un tribal egoísmo, producto de su falta de formación, que ha de costar muchos años y muchas lágrimas lograr que los «súbditos» de este país alguna vez lleguen a encontrarse a sí mismos.

Y la razón de este estado de cosas estriba en que el trabajador español en general, no ve que el trabajo pueda ser un medio de liberación colectiva a su alcance, ni un arma pode-

rosa en sus manos para defender o alcanzar una serie de derechos a los que como ser humano no debe de renunciar. Por el contrario, le han hecho creer, que el trabajo es la plataforma por la cual y mediante un esfuerzo amoral y degradante, trabajando más horas o más deprisa que otros, llegar a poseer para él solo, aquellas cosas a las que toda persona que trabaja debiera tener acceso.

Es más, su desmedida ambición le lleva a desear ser propietario de tierras, parcelas, chalet, cotos de caza, piso, coche, etc., sin importarle lo más mínimo que otros menos afortunados o peor dotados no sólo no lo puedan lograr como ellos, sino que carezcan de lo más indispensable para vivir.

Y esto no es demagogia, no es un purismo trasnochado, es una realidad que está ahí y que no se puede ignorar. Es un entorno en el que nos vemos obligados a vivir y que no podemos soslayar. Es lo que hace que algunos vean tan natural tener dos o tres empleos mientras el vecino de al lado pasa hambre por que no tiene ninguno. O que algunos tengan varios pisos, explotándolos, mientras otros carecen de un techo para cobijarse. Y conste que me estoy refiriendo a obreros, a trabajadores, y no a capitalistas.

Por eso cuando oigo a algunos que en plan triunfalista, que es lo fácil, ensalzan a este pueblo de «Botejara», no me cabe la menor duda de que lo que tratan es de engañarlo y seguirlo manteniendo en la esclavitud de la ignorancia.

Como botón de muestra voy a relatar algo que presencié hace ya muchos años, y que es tan elocuente que no hace falta comentarlo después de conocido, por que se comenta por sí solo.

Un día allá por los «años del hambre», en un día en el que los obreros de la construcción en una obra quejándose de la insuficiencia de lo que ganaban que no les permitía ni mal comer, y un peón que perrianeaba callado escuchando, intervino para decir que no se explicaba cómo podían decir que pasaban hambre cuando todos los que estaban allí ganaban el doble que él, y que en su casa vivían bien.

Ante esta insólita afirmación le comencaron a hacer preguntas y pedirle explicaciones a las que él muy tranquilo respondió lo que sigue:

Eran cuatro de familia, una mujer, una hija pequeña, su suegro y él. La mujer iba a diario a una casa a limpiar y lavar ropa, y por ello le

daban seis pesetas, la comida, un huevo crudo y una naranja como cena, y además en un recipiente se llevaba las «sobras de los señoritos» con lo que cenaban todos en su casa, después de separar las tajadas, que era lo que él llevaba a la obra como comida.

También dijo que su suegro ganaba «unas veinte pesetas diarias», por lo que alguno le preguntó que en qué trabajaba.

Y el contestó. No trabaja. Pide limosna.

Todo un poema esta España de «Botejara». Una clase trabajadora con esta mentalidad propia de vasallos, de cobardes, de traidores. Como los esquiroleros que en la reciente huelga de gasolineros de Barcelona no vacilan con cualquier pretexto para traicionar a sus compañeros que no se resignan a ser botejara, que tienen criterio y orgullo de clase, que no se sienten indignos por ser trabajadores, sino que al contrario se sienten satisfechos, pero ¡jojo!, de ser trabajadores dignos. No de ser vasallos, súbditos, esclavos ni traidores.

En una palabra y para terminar, es de pena que haya tanto «botejara» en este país.

Nicolás CHOZAS
Madrid, 23 Septiembre 1978.



«PAN Y CIRCO»
para el pueblo...

...y por si le queda prurito político:
¡cataplasma constitucional!

LIBROS

«La Crisis del Movimiento Comunista», «De la Komintern al Kominform», F. Claudin	45 00	«Le mouvement étudiant ou la révolution en marche», Mathilde Niel	7 00	«Dieu et l'Etat», Bakoumine	6 00
Dostoiewski, «Los hermanos Karamazov»	60 00	«La España de Franco» (2 vol. 1939-1942 y 1943-1945) R. Garriga	100 00	«La Crisis Espagnole au XX ^e siècle», Carlos Rama	30 00
«Pasión y muerte de los españoles en Exilio», Federica Montseny	30 00	«El Franquismo — Historia y balance, 1939-1969», J. Georgel	36 00	«Les médecins de l'Impossible», C. Bernadac	20 00
		«Convenios colectivos y lucha de clases en España», Jon Amsdem	30 00	«Les Mannequins nus», t. I, C. Bernadac	20 00
				«Nosotros los asesinos», Eduardo de Guzmán	50 00

LA F. A. I. COMO DEBE SER DIVULGADA Y COMPRENDIDA

No pretendo sentar cánones exhaustivos de una idea y organización, que sus miembros, grupos y federaciones, siempre se han inspirado de una fuerte e independiente personalidad ideal, que ha hecho posible, que en diferentes circunstancias y épocas, (a excepción tal vez de una parte del período de la guerra y revolución) su trayectoria ha sido siempre mantener incólume su historia y tradición anarquista. Lo que sí deseo, es ayudar a contribuir a demistificar leyendas y tópicos, que algunos historiadores han divulgado, y que la gente apática y silenciosa o interesada, ha ingerido y transmitido hasta nuestros días.

Hoy, en España, desde que se habló de reorganizar la F.A.I. ha constituido para extraños a nuestros medios, tópicos tan maleados y maneados de que todos son conspiradores y terroristas, que, incluso ha hecho mella en algunos jóvenes simpaticizantes con el anarcosindicalismo; y para muchos de los que se cotean con compañeros partidarios de su reorganización, una especie de barrera moral y suspicacia, que como muy bien dice, J. Gómez Casas en su libro «Historia de la F.A.I.», página 70, refiriéndose al estudio que sobre el particular hace el historiador Elorza, demostrándole la confusión en que incurre, cuando dice, «el carácter conspirativo y carbonario del anarquismo dentro de la C.N.T., en

la que aspira a conquistar el poder», replicándole, que, «de acuerdo con el tópico que otros historiadores o escritores, con iguales o semejantes criterios apriorísticos han acuñado».

No es necesario hacer comentarios a los tópicos que, con buena o mala fé, se han venido propalando en España respecto al anarquismo y a los anarquistas. ¿Si a los anarquistas individualmente se les cataloga de carbonarios y conspiradores? ¿Qué dirán si éstos se organizan, para propagar sus ideas, como por ejemplo, los ecologistas, los naturistas, etc., etc., y de cuantos aunan sus esfuerzos para que su proyección y difusión sea más grande, abarque más actividades y horizontes?

Hoy a la F.A.I., como ayer a los

opositores franquistas, se le está creando ante el país, una sicosis de aversión y repulsa por todos cuantos colaboran y participan de cerca o de lejos en las tareas gubernamentales, que si hoy no constituye una amenaza, para las instituciones, sus prédicas e influencia a largo plazo, podría ser un estorbo, si, aunando sus esfuerzos, con otras Agrupaciones u Organizaciones que, por varias características le son afines. Y eso es lo que por todos los medios quieren impedir; creando a su alrededor y sinuosamente una atmósfera de dresprestigio y suspicacia, para enajenarla.

Mi idea no es historiar la F.A.I., así como tampoco las agrupaciones u organizaciones donde existan similitudes con el anarquismo. Solamente recordaré, que ya en el Congreso de la Regional catalana de la C.N.T. del año 1918 celebrado en Sans; la Organización confederal, con el fin de aunar esfuerzos, moral y materialmente y deslindar los campos de las diferentes entidades y actividades, se planteó el tema que dice: «Las entidades puramente ideológicas tienen derecho a intervenir directamente en asuntos escueta y exclusivamente obreros? Caso que la contestación fuese afirmativa: ¿Debe considerarse que dichas entidades, puedan y deban trabajar al margen de las cuestiones proletarias? Y la Ponencia dictamina: «Las entidades que no sean una agrupación de profesión u oficio para resistencia del capital, no deben intervenir directamente en los asuntos que afectan a los Sindicatos; pero el Congreso ve con simpatía que aquellas que sustenten un ideal social en consonancia con los intereses del proletariado, trabajen al margen de los Sindicatos en pro de la emancipación de la clase productora.»

Si bien en aquella época no existía la F.A.I., en todas las épocas y circunstancias, desde que se creó la Primera Internacional, nunca han dejado de existir Grupos afines con diversas y múltiples actividades: desde la creación de editoriales, semanarios y revistas, hasta los grupos de acción, e incluso, federaciones, como la del Jura a últimos del siglo pasado. Por eso, desde el anarquista, al anarcosindicalista y el sindicalista revolucionario, son los que han posibilitado, un sindicalismo independiente de tutelajes políticos y reformistas y ha abierto nuevos horizontes a la idea de emancipación de la clase más sufrida y explotada: la asalariada. Porque, aún no siendo clasista la F.A.I., como no es el anarquismo, siempre sus adherentes, han propagado y luchado en cuantos lugares han actuado, por la emancipación moral y material del género humano.

Es necesario hacer resaltar para conocimiento de la juventud y para deshacer las leyendas negras que algunos siempre le han atribuido a la F.A.I., que sus componentes, casi la totalidad, eran obreros manuales y todos ellos militantes de la C.N.T. Si la F.A.I. obtuvo prestigio y solvencia entre la clase laboral y sus adherentes ocuparon cargos importantes en la C.N.T., fue debido a la conducta de sus militantes en los lugares de trabajo y a su conducta diaria en la vida de relación, con los demás compañeros, amigos y familiares. Ni eran, ni son seres superiores, pero tampoco anormales. Eso sí; no forman parte de la masa silenciosa, ni se avienen a componendas que paralicen la marcha ascendente de la revolución y transformación

social, con fórmulas parlamentarias y legales. Precisa que todos estos hechos se divulguen, con el fin de deshacer leyendas y mitos que las generaciones actuales no han conocido y vivido.

Es deseo de todo anarquista y de cuantos deseen sinceramente, transformar la sociedad actual, la superación individual y colectiva, del individuo y la sociedad. Y a eso tienden las agrupaciones y organizaciones que con este fin se crean. Y la FAI fue una de ellas. Atribuirle otros atributos, es desnaturalizarla y deformarla. Que sus adherentes actúen y propaguen en los medios más idóneos a su cotidiano quehacer, es lo más normal y sensato.

La F.A.I. o sus miembros, nunca han impuesto a la C.N.T. conductas y resoluciones que no emanasen de los Congresos de esta última. Y además, hubiese sido contraproducente y nefasto, que formando parte de los Sindicatos sus adherentes, y pudiendo exponer y defender sus ideas, como cualquier otro adherente, se recurriese a otro organismo al margen de la C.N.T. Que la F.A.I., en ciertos problemas ha expuesto y propuesto a la C.N.T. ciertas proposiciones, tampoco se puede negar. Hay problemas de supervivencia y solidaridad, que tarde o temprano los organismos actuales tendrán que abordar. Y esta ha sido siempre la relación de ambos organismos. Aunque podemos afirmar, que la actuación sindical, absorbía casi todas las actividades de sus militantes. De lo cual se deduce, que la Federación Anarquista, estaba incondicionalmente al servicio de la C.N.T. y no ésta al servicio de aquélla.

Hay que repetir y no olvidar, y hoy, se están en principio, reproduciendo los mismos fenómenos, que no es la F.A.I. en el fondo la que desprestigian y deforman su historia, sino su contenido, o sea, las ideas anarquistas que la informan. Que sean los enemigos de éstas, de todas formulaciones e ideas que lo hagan, no nos debe extrañar, pero compañeros que actúan dentro de los sindicatos anarcosindicalistas, nos parece una actitud un tanto errónea y fuera de lugar, creando una atmósfera de recelo y desconfianza en las asambleas donde asisten los trabajadores afiliados; actitud ésta, que puede cerrar las puertas al porvenir de la organización sindical, de la que está tanto necesitada.

Si la filosofía de nuestras concepciones, son altísimas, profundas y humanas y hay que divulgarlas, tampoco podemos callarnos, para que nos comprendan afines y extraños, que no somos seres extraterrestres, que vivimos y sufrimos como la mayoría de los mortales, los sinsabores de las injusticias que nos rodean y que aspiramos, aunando nuestros esfuerzos, a hacer posible una barrera a las ideologías y sistemas que de siglos ha, nos imponen a todos.

Si la F. Anarquista Ibérica llega un día a estructurarse y a ser influyente como antaño, estamos seguros, que la savia nueva e inteligente de que se nutrirá por las nuevas generaciones, le proporcionará un radio de acción más amplio y una difusión más intensa en dominios y lugares que antaño no había penetrado. El porvenir nos lo dirá, en el cual confío.

VICENTET

Literatura para no creyentes

Littérature pour non croyants

(Desde Suecia hemos recibido el siguiente comunicado que insertamos para conocimiento de nuestros lectores:

Nous avons reçu de Suède le communiqué suivant que nous insérons à l'intention de nos lecteurs:

Primera Exposición Internacional de Literatura para no creyentes

A todas las personas que se interesan para la ampliación de los conocimientos del Ateísmo.

Tengo el honor de informarles que la Primera Exposición Internacional de Literatura para No Creyentes, que estoy organizando personalmente, tendrá lugar próximamente en la villa de Estokolmo, capital de Suecia.

Al respecto me dirijo a todos para solicitar vuestra benévola colaboración rogando que se me señale, lo antes posible, en qué forma desean ayudarme eventualmente, aportando los interesados el apoyo que les parezca más oportuno.

Las personas que así lo deseen recibirán, todas las indicaciones útiles para el envío, si es el caso, de literatura destinada al fin indicado: libros, folletos, revistas, diarios, información general, etc., que podrán enriquecer esta Exposición Internacional.

Esperando que esta llamada será aceptada favorablemente, agradezco de antemano toda eventual colaboración.

Dr. José M^a F. Santana

Envíos a: LITERATURE EXHIBITION, Box 170 S-14700 Tumba (Suecia).

Première Exposition Internationale de Littérature pour non croyants

A toutes les personnes qui s'intéressent à l'élargissement des connaissances de la non croyance.

J'ai l'honneur de vous informer que la première Exposition Internationale de Littérature pour Non Croyants, organisée par mes soins, se tiendra prochainement dans la ville de Stockolm, capitale de la Suède.

A ce sujet je m'adresse à tous pour solliciter votre bienveillante collaboration et vous prie de bien vouloir me signaler, dans les meilleurs délais, sous quelle forme vous pourriez éventuellement apporter votre appui.

Les personnes qui le souhaiteront recevront — si elles en expriment le désir —, toutes les indications utiles pour l'envoi, le cas échéant, de littérature pour non croyants: livres, brochures, revues, journaux, informations générales, etc., etc., qui viendront enrichir cette Exposition Internationale.

En attendant un bon accueil à cet appel, je remercie d'avance toute éventuelle collaboration.

Dr. José M. F. Santana

Envois à: LITERATURE EXHIBITION, Box 170 — S-14700 Tumba (Suède).

«Atlas de España»	80 00	«Romancero de la Libertad», (Poesmas de la Guerra de España), Gregorio Oliván	5 00
«Por que perdimos la Guerra», D. A. de Santillán	50 00	«Así Empezó», José I. Escobar	50 00
«La Legión Condor», R. Garriga	40 00	«Eleuterio Quintanilla», R. Alvarez	26 00
«Guadalajara y sus consecuencias», Ramón Garriga	40 00	«No éramos tan malos», Jacinto Toryho	50 00
«En el País de la Gran Mentira», Jesús Hernández	40 00	«Le Socialisme en France», Rosa Luxemburg	24 00
«Historia del Movimiento Mackenovista», Archinoff	20 00	«Desintegraciones capitalistas»	10 00

PROBLEMAS DE TODOS LOS TIEMPOS

LA LIBERTAD Y LA INDEPENDENCIA DE LA NACION

Estos dos enunciados que encabezan el presente trabajo, polémicos por tradición, han vuelto a acaparar nuestra atención y, sin duda, la del gran público que observa los palpitantes problemas de la hora, habida cuenta de su significación biológico-histórica y de los personajes bien encumbrados que han intervenido para tratar, en vano, de convencernos.

Del entrevistó que el Sr. Nicolae Ceausescu, presidente de Rumania, concedió al diario parisino «Le Figaro», entresacamos, para nuestro comentario, aquellas partes relativas a la libertad y a la independencia de las naciones, que el citado jefe comunista lejos no obstante de hacerse suya aquella abominable frase: «Libertad, ¿para qué...?» que Lenin vociferó para sus discípulos, tampoco el entrevistado muestra ningún interés para afirmar, por lo valedero, esta libertad, aunque en momentos la elogia, son sorpresa para nosotros, (cosa siempre agradable) para luego intentar demostrar la impracticabilidad de ella, la imposibilidad de su disfrute, escudándose en la dependencia de las naciones o pueblos oprimidos.

Las respuestas de Ceausescu, que traducimos, al periodista preguntón se expresan de esta manera: «Ciertamente, la independencia nacional y la libertad constituyen factores esenciales para la vida de cada pueblo.» «Hoy más que nunca, dadas las condiciones del mundo actual, la garantía de independencia y de la libertad de cada nación, de cada pueblo, constituye un factor esencial para el progreso social y la paz.»

«Existe sin duda, una estrecha relación entre la independencia nacional y la libertad individual.» «Considerando el mundo actual, constatamos que desde el momento que un pueblo no es completamente independiente, no se puede garantizar la libertad individual.» «Es difícil de hablar de libertad individual cuando un pueblo está oprimido o cuando su derecho a la independencia está limitada bajo una forma u otra.»

«La conquista de la independencia nacional crea las condiciones para la afirmación libre de la personalidad humana, de la libertad del hombre.» «Y nosotros somos partidarios de la libertad y de la igualdad perfecta entre los hombres.» ¡Que cara más dura, el hombre! Mejor estar sordos que oír tales embustes... Y a continuación aún nos dirá: «Cuando un hombre no tiene nada que comer, imposible que pueda ser libre.» «Cuando este hombre debe de correr y esperar durante meses para hallar trabajo, no se puede decir que sea libre.» Será libre el que tenga condiciones de trabajo garantizado, el que no esté sujeto por el miedo al mañana y que pueda pensar con confianza a sus perspectivas y a las de su familia.»

Esta tesis, aquí reflejada y que trataría de explicar la imposibilidad del disfrute de la libertad por mor de la dependencia de nación, la estimamos inválida, errónea, esquiva...

Ejemplos contrariantes a exponer, de esta aludida tesis, no nos faltan. Y los que más se destacan, los descolantes por excelencia, nos los ofrece la Unión Soviética, gran nación de inmensos recursos materiales, de un poder bélico apabullante y de una influencia política que cubre una mitad de las áreas geográficas mundiales.

Entonces, la independencia de la URSS, como nación, es indiscutible; no se siente dependiente de nada ni de nadie. Y sin embargo, como es notorio constatar y sufrir desde todos los tiempos, las dirigencias estatal y del Partido Comunista, dominante éste sobre aquél, niegan, contra toda justicia, las libertades más elementales a su pueblo, lo que desmiente, por consiguiente, esa «estrecha relación entre la independencia nacional y la libertad individual».

Según propias expresiones de las individualidades y conglomerados conformantes de la Internacional Comunista, en la Unión Soviética el desempleo no existe; todo el mundo trabaja con retribución según dotes personales y profesionales, (sistema jerárquico) lo que quiere decir que el miedo al mañana, «la confianza en las perspectivas del individuo y de su familia», serían cosas y sujetos nada inquietantes para esta aludida nación.

Y no obstante esta posición segura, afirmada, tanto en el dominio económico, político, y en lo relativo a independencia nacional, que nadie, ningún guapo (por más USA que se llame) osaría ponerle el cascabel a ese felino esclavo, las libertades en aquellas áreas están salvajemente yuguladas, lo que niega, a este respecto, el pensamiento y postura, que reputamos esquiva, del líder comunista rumano.

Por contra, en los países de Europa Occidental, en Norteamérica, Japón, inclusive naciones subdesarrolladas que conforman el llamado tercer mundo y que, por tal conjuntura, se hallan dependientes, en el dominio económico, de las grandes potencias industrializadas, las libertades esenciales y elementales y el respeto a la personalidad humana son valores morales y excelsos que, felizmente, los pobladores de estos lugares lo disfrutamos bastante enterito...

En este orden de ideas, pensamos que el derecho de acceso y disfrute de esta libertad y de este respeto no dependen en absoluto, como se afirma arbitrariamente, de la independencia o dependencia nacional ni del grado de desarrollo o subdesarrollo económico en que se desenvuelven los pueblos y sus comunidades. En consecuencia, a que tipo de factores se haría necesario atribuir esos procesos ininterrumpidos (seis largas décadas) en los que andan amalgamados la dictadura más abyecta y cruel y el desprecio a la personalidad humana en la URSS. Y nos es dable hablar de esta nación que, como ya hemos referido, no tiene problemas avasallantes, como si los tienen, de este mismo género, Rumania y todos los otros países satélites del Kremlin, pero con todo y con ello no podrían justificar, con sólidos argumentos, y si tan sólo empleando su habitual mixtificación, la marrullería y la postura taimada, la puesta en vigor de leyes dictatoriales, draconianas, insultantes al decoro, a la ética, a la moral. Y entendemos por moral los atributos del ser humano que enseñan, coadyuvan y luchan para ir creando los valores culturales y sociales que nos lleven, sin tapujos ni escamoteos a la libertad y a la igualdad más posibles...

De estos atributos morales es que carecen, lamentablemente, todas esas miriadas que conforman la Interna-

cional Comunista, porque en lugar de abreviar en cristalinas fuentes como el mismo Marx lo sugirió en sus primeros tiempos en que se inició en las armas del socialismo, fustigando al Estado como instrumento inconveniente por lo nocivo, lo hicieron, con este maestro por delantera tan luego volteado como calcetín, en las pestilentes aguas emponzoñadas de autoritarismo. De ahí el error...

Como se ha venido viendo, la declaración siniestra de un Tomás Hobbes, partidario del egoísmo y del despotismo, pesó y penetró más profundamente en el espíritu de aquellos socialistas que se adueñaron de la Primera Internacional, que el pensamiento de un Rousseau, que trataba de establecer un contrato social que protegiera los inalienables derechos del hombre.

Recién ahora parece intentarse construir las fases preliminares, por los llamados eurocomunistas, que pudieran contribuir a forzar (logro difícil) en que las decisiones de su Internacional no sean tomadas, sin discusión, por el centro (Moscú) y si, en circunstancias, por la periferia del sistema, atingencia hasta aquí denegada.

Pero en este problema, lejos de dejarnos influir por bellas y altisonantes palabras, apercibimos en ello una estrategia taimadamente planificada, para tratar de acallar ciertas voces de individualidades y de algunos cla-

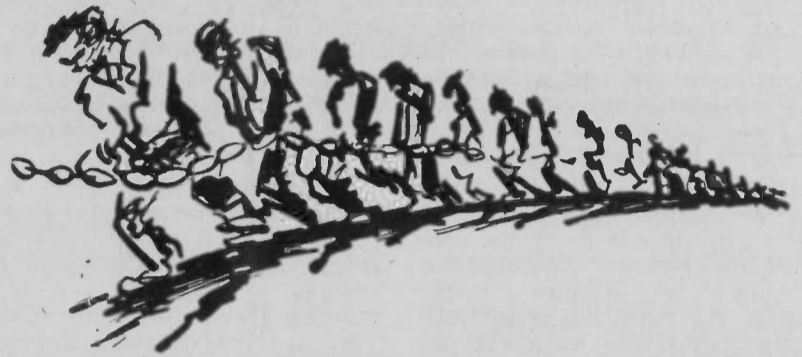
nes minoritarios disconformes al vassallaje y para un mayor acceso a las masas populares con sello democrático, pero el fondo y esencia que anima la dinámica del eurocomunismo desponde, sin lugar a dudas y en toda circunstancia, a directrices kremlinianas a las cuales sus lacayos del exterior no le pondrán mayores reparos, habida cuenta del factor ideológico, de marchamo autoritario, que cimienta toda la estructura doctrinario-conceptual marxista en la que, peones y hacendados, andan confundidos. Por eso, dentro de este contexto, el Sr. Ceausescu nos dirá: «El eurocomunismo no pone ningún orden del día al problema de revisiones ideológicas...» Bien claro y nítido.

No habiendo revisión ideológica, persistirá, ineluctablemente, el sentimiento de dictadura, para aplicarla en el momento que una circunstancia favorable les depare para la toma del poder político de cuyo horror pedimos a todas las fuerzas cósmicas nos libren...

Los cánticos de socialismo con los colores a la francesa, italiana y española, con democracia, libertad y respeto a la personalidad humana, lo reputamos puro embuste, estrategia circunstancial para sus fines de dominio absoluto.

Por más que se esfuercen, difícilmente conseguirán convencernos.

R. SERRAROLS



SOUTIEN A PHILIPPE GOSSELIN

Philippe Gosselin, militant anarchiste et délégué syndical OFDT de Lisieux, est actuellement détenu à la maison d'arrêt de Rennes, sous l'inculpation de « refus d'obéissance ».

Philippe est insoumis total. Ses opinions libertaires lui faisant refuser toute forme de service militaire, para-militaire ou assimilé, il a d'abord refusé de se prêter au recensement de sa « classe ». Convoqué pour effectuer ses « trois jours », il refusa également de se rendre à cette convocation et écrivit pour déclarer qu'il n'avait pas l'intention de satisfaire d'aucune façon à ses « obligations », motivant sa position d'insoumis par les divers rôles joués par l'armée en général et le gouvernement français (armée briseuse de grèves, violence, répression, interventions de la France dans les conflits du Tchad, du Zaïre, etc., péril du nucléaire...) et affirmant sa démarche anarchiste.

Le 28 juin (soit avec 27 jours de retard), Philippe Gosselin se présenta au 41° RIBA de La-Lande-d'Oué, près de Rennes, où il renouvela sa

position, et refusa l'uniforme. Philippe Gosselin se vit donc écrouer.

Il est à noter que l'inculpation qui lui est faite porte sur le « refus d'obéissance », et non sur l'insoumission. Outre que Philippe Gosselin refuse ce chef d'inculpation, arguant de ce qu'il ne s'est jamais considéré comme soldat, il est également important de noter que ce motif l'expose à une peine pouvant atteindre deux ans de prison ferme.

Philippe Gosselin a entamé une grève de la faim depuis le 18 septembre, en attendant son passage devant le TPFA (Tribunal Permanent des Forces Armées).

Soutenez Philippe en lui écrivant à l'adresse suivante :

Philippe GOSSELIN, Ecrou 8.343, Cellule 3, RC Sud, Maison d'arrêt, 56, Bd. Jacques-Cartier, 35000 Rennes.

Prenez contact avec le Comité de Soutien à Philippe Gosselin, COCES, 16, rue Jules-Tellier, 76600 Le Havre.

Fédération Anarchiste, 3, rue Ter-naux, 75011 Paris.

ANARQUIA ES PAZ

(REPLICA A UNA POETISA ARGENTINA)

HUELVA. — Argentina es patria de poetas. Como Chile. Y Uruguay. Y Cuba... Patrias de poetas y de artistas. Músicos. Pintores. Escultores... ¿Tal vez es que la Poesía, la Pintura, la Música u otra cualquier expresión artística, necesitan — como el parto — de un dolor intenso para producirse? ¿Es que las manifestaciones del alma — para que resulten bellas, para que sean fecundas y perdurables — han de nacer siempre del dolor?

Porque allí donde está el drama de la lucha o del dolor, hay siempre un poeta para cantarlo — Espronceda en su «Desesperación» —. O un músico para retenerlo eternamente entre sus arpegios — «El sitio de Zaragoza». — O un pintor — Goya, con sus «Fusilamientos» — para legarlo a la posteridad entre la maravilla de la línea y del color.

En el dolor hay belleza. Por eso la Poesía — tal vez la expresión más sublime de la Belleza — anda siempre rondando al dolor.

Argentina sufre. Y porque sufre tiene sus poetas. Poetas que sienten y que calan hondo.

Una poetisa argentina — cuyo nombre debemos silenciar — nos dice en su carta: —«Acabo de leer tu último libro de poemas — «Pueblo en cruz» —; anteriormente recibí por conducto de un poeta uruguayo «Crónicas de andar y ver», y ya tenía, ocupando lugar preferente en mi biblioteca, otro libro tuyo titulado «Por las riberas del Tinto». Hemos leído muchas cosas tuyas. Siempre en tu línea: la PAZ. Siempre clamando por la PAZ entre los hombres y los pueblos. Entre nosotros te llamamos «el poeta de la Paz» (no te enfades). Pero al leer en «Pueblo en cruz» tu nombre ligado a ese concepto ácrata de la vida, me ha chocado tan extraordinariamente que no he podido resistir la tentación de preguntarte: «¿Cómo es posible conjugar acracia y paz? ¿Es que no son conceptos totalmente opuestos? ¿Es que puede existir orden donde...?»

Lo de siempre. La definición de vuelo raso. El concepto absurdo. Y es una pena que exista este tremendo desconocimiento de las cosas. Es una pena que no se imponga en los hombres esa serenidad mental, esa ecuanimidad y esa predisposición al saber, tan necesarios para enriquecer nuestra inteligencia con conocimientos nuevos.

Anarquía es Paz. Y orden. Es Justicia y Libertad.

¿Que se trata de un ideal remoto? De acuerdo. Los anarquistas nunca han puesto una fecha-tope a ninguna de sus lucubraciones. Pero el «tope» a esa fecha está íntimamente relacionado con la cultura, con la preparación psíquica e intelectual de los hombres y de los pueblos.

El día en que el hombre se considere ciertamente hermano del hombre; el día en que donde la historia y la vida han escrito la palabra «odio», la bondad y la perfección humana escriban «AMOR»; cuando la producción íntegra del Planeta sea patrimonio de todos los seres que lo habitan y desaparezcan esas fronteras que han establecido el egoísmo, la avaricia y los intereses perversos; cuando el hombre blanco, el amarillo, el negro y el cobrizo se sientan hermanos, verdaderamente hermanos, sin esa discriminación impuesta por los más tenebrosos recursos de la violencia y de la brutalidad humana; cuando no existan seres que mueren de hambre frente a caparates repletos de comestibles que se pudren por falta de recursos adquisitivos; cuando no haya niños que se vayan a la cama sin cena; ni hombres que vivan de la mendicidad; ni mujeres que vendan su cuerpo para poder subsistir; cuando la riqueza y el trabajo sean equitativamente compartidos, entonces habrá PAZ. Y una Paz basada en estos principios y en estas circunstancias es lo que quieren los anarquistas.

Por eso luchan. Pero luchan sin odios. Los anarquistas detestan la

violencia. Ellos saben que jamás lograrán convencer a nadie metiéndole una bala entre los ojos. No, no es verdad. Los anarquistas han detestado siempre la violencia. Se han opuesto a ella. (A Fermín Salvochea lo llamó Lerroux — cuya simpatía hacia los anarquistas era nula — «El Cristo Anarquista»). Y si alguien, alguna vez, hirió o mató en nombre de la Anarquía, no es cierto que fuese anarquista. Los anarquistas saben que la vida es amor. Que el orden no podrán imponerlo jamás las armas. Porque un orden impuesto a punta de bayonetas, es un orden ficticio. Bastaría un número mayor de bayonetas para destruirlo.

El fundamento del orden es la Justicia. Y la Paz. Y la Libertad...

Los anarquistas entienden la libertad de un modo distinto a como la entiende la mayor parte de la gente. Libertad para expresar nuestros pensamientos por extraños que parezcan. Libertad para hacer el bien. Libertad para investigar caminos nuevos. Y para exponer ideas. Para analizarlas. Para estudiar cada sugerencia innovadora... ¿Quién sabe ciertamente dónde está el último «por qué» de las cosas? ¿Quién podrá decir, sin equivocarse, dónde está la auténtica verdad?

Por eso los anarquistas no cierran jamás sus puertas a ningún conocimiento nuevo. Al contrario: les interesa oír, recoger atentamente las ideas, cuando son expuestas con sinceridad; estudiarlas, razonarlas, discutir las serenamente y asimilarlas si son asimilables. Es un ideal progresivo. Sin limitaciones. Nunca es posible decir: «He aquí la meta». Porque la meta no existe. No existe



la frontera. Ni el final de ningún camino...

Por eso, poetisa argentina, amiga del alma; por eso no debe chocarte que los términos Acracia y Paz vayan tan íntimamente relacionados

en mi Poesía. Porque Acracia es Paz. Es Justicia. Orden. Libertad. Amor, y... ¡Poesía! La más intensa e inmensa poesía de la vida.

C. VEGA ALVAREZ

PALABRAS EN LIBERTAD

UN BROMISTA SERIO

Una de las alegrías que nos llenan de sorpresa y de melancolía (sorpresa por lo inesperado del encuentro, melancolía por la despedida que ya se anuncia) ha sido la visita que me hizo en esta Isla de sol y soledades, César Valverde, amigo de mi amigo Francisco Amighetti, pintor y trotamundos, hombre lleno de ironía y de compasión, costarricense y cosmopolita en el mejor sentido de estas dos palabras.

Quedamos charlando algunas horas (muy pocas, por supuesto), en el restorán del «East West Center» de la Universidad de Hawai, y al despedirnos, Valverde me dijo que pronto me enviaría su libro de crónicas y ensayos — y hé aquí que el correo me trajo este regalo titulado «Más en broma que en serio», donde, bajo el pie de imprenta de «Editorial Costa Rica», el autor reunió algunos de sus mejores trabajos periodísticos, publicados en las columnas de la prensa «josefina» al correr de los años. Presentado por Carmen Narango en un texto breve pero lleno de visión crítica y de comprensión humana, el libro de Valverde es uno de los mejores en su género, y me

hizo pensar en las lecturas de las crónicas del gran Rubén Braga de Río Janeiro, a quien Manuel Bandeira consideraba, con razón, como a uno de los más acabados maestros del género, no sólo en el Brasil, sino en toda la América Latina.

Súbitamente, al leer estas crónicas de César Valverde, me sentí llevado por el tapete mágico a los años «cariocas» de los 40 y 50, cuando Rubén Braga (a quien tanto le gusta llamarse a sí mismo «o velho Braga») era lectura obligatoria en el «café da manhã», en las columnas del «Correio da Manhã» o del «Diário de Notícias», diarios entonces, en la mejor tradición democrática de la prensa brasileña, recuerdos hoy, de un pasado que a la distancia me parece una colección de crónicas...

César Valverde sabe ver y observar con la misma finura las calles de San José y las «avenues» de Chicago, sabe comentar con la misma pertinencia el arte de Picasso y de Francisco Zúñiga, y con el mismo humor (mezcla de crítica y de cariño) se acerca a una muestra de pintura «tica» que a los trabajos de Henry Moore o Brancusi. «Más en broma

que en serio» no es solo un excelente título, sino una definición de su «Weltanschauung» (perdón por la palabra, pero no encuentro otra mejor) y el libro es, al mismo tiempo, muy provinciano y universal, puesto que enfoca con la misma pasión lo «pequeño» y lo «grande», el Parque Morazán y los jardines del Louvre.

Licenciado en artes plásticas y licenciado en leyes, César Valverde no es, sin embargo, un «mero Lic.», sino un escritor finísimo, observador de este ancho y ajeno mundo, y sus textos quedan grabados en la memoria de la misma manera que las ilustraciones que acompañan sus palabras.

Costa Rica tiene en César Valverde otro ejemplar de la noble raza de los Max Jiménez, Paco Amighetti, Eunice Odio, Yolanda Oreamuno, Francisco Zúñiga, Isaac Felipe Azofeifa, Alfredo Sancho, y este libro es — indiscutiblemente — uno de los más sutiles de una región donde no pocas veces prevalecen la cursilería y el provincialismo.

Stefan BACIU

COMENTARIO CRITICO A UN LIBRO SOBRE ANARCOCOMUNISMO⁽¹⁾

(Extraído de «CNT», julio 1978)

Curiosa mezcla la de ese anarcocomunismo actual, que desde la óptica del nacionalismo revolucionario vasco se presenta como alternativa al anarcosindicalismo de la C.N.T., pero pretendiendo quedarse con esta última.

Los antecedentes del anarcocomunismo están en la plataforma de Archinov, anarquista ruso que acabó integrándose después de 1930 en el partido bolchevique ruso. La plataforma fue una especie de partido anarquista, influido por el pragmatismo bolchevique, una vanguardia dirigente para el movimiento obrero, opuesta al anarcosindicalismo.

El anarcocomunismo actual se opone también al anarcosindicalismo, aunque por razones tácticas guarda las formas. Considera que «la organización global, asamblearia de los trabajadores-ciudadanos se basta a sí misma para conseguir la emancipación de los trabajadores...» En los esquemas anarcocomunistas se nos dice que «la estructura laboral» (eufemismo para designar los sindicatos), por ser más limitado su campo de intervención y alternativa, se encuentra supeditada en cuanto a las líneas generales de intervención a las decisiones tomadas por las

asambleas generales de barrio o pueblo, donde ya están presentes todas las realidades, económicas o globales. Prácticamente, la organización confederal basada en sindicatos, como hoy la conocemos, queda barrida.

Los anarcocomunistas pretenden ir por delante de su tiempo y por eso hacen un gran alarde de análisis científico. Tienen tres niveles de acción revolucionaria:

1º) Potencian para empezar «la organización de la clase». Sostienen y desarrollan la espontaneidad creativa de los trabajadores-ciudadanos (estado larval y todavía indiferenciado de la conciencia de clase).

2º) Crean o dinamizan «la organización para la clase». Alternativa global dinamizada es la C.N.T., estado más avanzado de conciencia que aún empero no se basta a sí misma).

3º) Crean o dinamizan la propia organización específica de los revolucionarios anarcocomunistas, que contribuye al debate y sostiene la lucha en los momentos de repliegue de la acción general revolucionaria. No como una alternativa de poder en sí, sino como una organización para los revolucionarios de una determinada tendencia, en este caso la suya. (Citamos textos literales).

UN PARTIDO ANARQUISTA

Como se ve en el segundo nivel, la C.N.T. es una entidad organizativa de segunda clase, que necesita el tercer nivel, el de los revolucionarios seguros, para el momento del repliegue. Se dibuja la imagen del «partido anarquista».

Más adelante, el texto refuerza esta idea vanguardista. La organización anarcocomunista o comunista libertaria, con raíces vascas, aceptará la colaboración con los comunistas «autónomos», que potencien esa alternativa global. Luego se concluye: «su militancia y capacidad política (la de este grupo anarcocomunista), permitirá un alto grado de operatividad aún con una militancia numérica minoritaria (tercer nivel

de organización). Todo ello rociado con un omnipresente asambleísmo «decisorio».

Más adelante aún, los amigos anarcocomunistas, que admiten hallarse en un bache y esperar mejores tiempos, se «repliegan» sobre la C.N.T. (que ahí está contra viento y marea aguantándolo todo) a hacer proselitismo y a convencernos de que hay que abandonar los sindicatos en favor de la organización global (no se dice, claro, pero está implícito). Una C.N.T. renunciando a sus estructuras sindicales, formaría en el segundo nivel un gran ejército de maniobra dirigido por los compañeros del nivel número tres.

CAMBIAR LAS SIGLAS

Atención: hay una advertencia importante. Se preguntan los compañeros sobre la necesidad de nueva organización o nuevas siglas, refiriéndose a la C.N.T. En principio toman la decisión de seguir con CNT, dado el bosque intrincado de siglas ya existente. Demasiado bosque. Pero atención con lo que nos advierten: «sin embargo, nos veremos obligados a ello (creación de una nueva organización con nuevas siglas) en la medida en que C.N.T. no colme las esperanzas que en ella pusimos en su día, y por las cuales dimos tanto trabajo y entrega militante». De manera que hay que procurar no decepcionarles.

Por supuesto que para este trabajo dentro de C.N.T. y mientras no sean la mayoría, quieren libertad de tendencias para luchar contra el anarcosindicalismo, es decir, contra la C.N.T. (C.N.T. = síntesis de anarquismo y de sindicalismo). Es decir, reivindican estos compañeros la li-

bertaria opción de luchar por sus ideas dentro de C.N.T. Claro que la C.N.T. es sólo el segundo nivel organizativo, y aquí todavía vale todo.

Son interesantes las sugerencias que se nos dan sobre la estructura interna de la organización anarcocomunista (nivel tercero) específica. Se pone mucho énfasis en la coherencia y en la unidad interna del grupo. Los grupos funcionarán «en consonancia y como complemento de la organización, nunca en oposición», (aquí, como no es la C.N.T., nada de libertad de tendencias). Seguimos: «Damos por supuesto — nos dicen estos compañeros — que la autonomía» de un grupo de zona no debe, en ningún caso, llevarle a entrar en contradicción con los presupuestos generales de la Organización, ni con su intervención unitaria» (esto se va poniendo serio, pero más serio aún se pondrá más adelante).

por BENJAMIN

«LOS QUE NO LO ACEPTEN QUE SE VAYAN»

Veamos: La plataforma (es decir, la vanguardia), ha de ser el producto de la libre discusión entre todos los grupos que componen la Organización, o el período de constitución previo, y será de obligado cumplimiento para los que participen en su elaboración y la acepten como suya. Será sometida a discusión cada vez que lo deseen uno o varios de los grupos adheridos a la Organización. El recurso de todo militante o grupo en desacuerdo con las disposiciones del congreso federal de Grupos es el abandono de la Organización...» (es decir, la «Organización» fuerte y bien implantada de

los anarquistas comunistas, autónomos o comunistas libertarios). Nosotros creíamos ser partidarios del comunismo anárquico, o del comunismo libertario, pero ahora, ¿qué nos queda? Además ese final fuerte: los que no acepten el anarcocomunismo como es, que se vayan.

Llegado aquí es casi seguro que muchos compañeros se van a preguntar sobre la incongruencia de que algunos de estos amigos estén en la C.N.T.

(1) «Por una alternativa libertaria y global», V. Mikel Orrantia, Zero-ZYX Madrid.

RESURGIR DEL ANARCOSINDICALISMO



Asamblea hacia la constitución de la
UNION SINDICAL ITALIANA,
sección de la ASOCIACION INTERNACIONAL
DE LOS TRABAJADORES

¡ Y 1000 !

Este es el número 1000 de «Le Combat Syndicaliste».

Tras 867 números de «Solidaridad Obrera» publicados en París, sigue manteniéndose la presencia semanal de la Confederación en el norte de Francia.

3428

B.D.I.C

PARIS, 19 OCTOBRE 1978. — NUMERO 1.901.

HEBDOMADAIRE

PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE

EL COMBATE SINDICALISTA

C. N. T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

SIGUE LA HUELGA DE GASOLINERAS

SOLIDARIDAD:

Sánchez Miguel, C.C.P. 2712-63 T,
4, rue Belfort, 31000 Toulouse.

Juan Bonet, Plaza Duque de Medinaceli,
6 Pal., Barcelona-2 (Espane).

OCTAVILLA

SOLIDARIDAD HACIA LOS GASOLINEROS

Lucha de gasolineros

UNA NUEVA APORTACION

TARRASA. — Incidiendo en el apoyo a la huelga de nuestros compañeros de Transportes, sección gasolineros C.N.T., en la que desde el comienzo de la misma la Organización ha y viene volcándose en peso, el domingo 24 llevamos adelante un acto más, que si no decisivo, si al menos contribuye a por un lado la difusión de la huelga y por otro a la consolidación y afirmación organizativa cenetista, como sindical y organizativo revolucionario de la clase en un momento en que la desintegración de la combatividad proletaria, frenada, obstaculizada, vendida, de amplias capas obreristas, se hace evidente.

Sabemos perfectamente que estos hechos, si los comparamos con los que a diario se dan en Barcelona, no tienen gran contenido, pero también

sabemos que las diferencias, situaciones, etc., son diferentes. Sabemos también ya de una forma meridiana y clarísima, que es necesario intensificar, desarrollar, organizar la lucha, cualquier lucha en las periferias, o sea en las locales, que en la medida que esto se consiga el avance proletario dejará de saltar de compartimentos estancos para conformar un avance de líneas frontales, sabemos... pero pasemos a los hechos.

La Comarcal del Vallés se pone en marcha para articular esfuerzos el martes 19, a continuación se realizan asambleas de militantes (al menos en Tarrasa) a fin de enfocar opciones a realizar, el viernes 22 se celebra asamblea de la Comarcal en locales de la F. L. de Sabadell, allí se

(Pasa a la página 2)

La TV, la radio y la prensa «informa» estos días de la huelga de gasolineros, de la normalidad en el suministro de combustible, de la reunión de la patronal y de su decisión de aceptar un Convenio a nivel nacional y negociar la readmisión de los doscientos despedidos, de que la ocupación de los puestos de trabajo por parte de la policía y personal propio, es sólo para garantizar el suministro a los ciudadanos.

Todas estas «informaciones» persiguen unos fines: despistar, confundir al pueblo, enfrentar a los trabajadores con sus compañeros en huelga, crear un malestar ciudadano y sobre todo sentar un precedente. Pues no es sólo en Barcelona donde la policía sirve gasolina; en Huelva conduce autobuses, y nos cabe preguntarse si harán de médico en los hospitales.

Cualquier trabajador cuando haga huelga para pedir lo que le pertenece, corre el peligro de ver ocupado su puesto de trabajo por policías y esquirolas, de que le firmen los Convenios en Madrid, a pesar de

la tan cacareada «autonomía de Catalunya», que le declaren la huelga «ilegal» después de cubrir todos los trámites legales, que las fuerzas de «orden público» lo visiten en su domicilio para «aconsejarle» volver al trabajo, que lo apalicen los matones a sueldo de la Patronal por enganchar carteles, que los dos «Sindicatos de clase y mayoritarios» lo vendan porque sus políticos Santiago y Felipe necesitan seguir chupando del bote, etc., etc.

Ante todo esto la respuesta de los trabajadores debe ser de **SOLIDARIDAD**.

La única fuerza que nos une contra los explotadores, **Solidaridad que pasa por el boicot a las gasolineras** mientras nuestros compañeros permanezcan en huelga. Solidaridad que demuestre a los Patronos al Estado que no luchan sólo contra unos trabajadores en huelga, sino contra todo el pueblo trabajador que no se vende por unos cuantos litros de gasolina.

Grupos Libertarios de apoyo a la huelga.

EMPIEZA EL FRACASO DE LOS CONVENIOS BUROCRATICOS

Tras 12 días de huelga el sindicato CNT de pescadores de Denia consigue:

- Un mes de vacaciones (20 días en el Convenio Provincial firmado por C.C.OO. y UGT)
- 15% más del salario del Convenio
- 1000 pesetas de indemnización el día que no salgan a la mar por las razones que sea (en el Convenio, nada)

BASES FIRMADAS POR LA REPRESENTACION PATRONAL Y EL SINDICATO DE PESCADORES CNT DE DENIA.

PARTIDOS Y «SINDICATOS» CONTRA LOS TRABAJADORES

NUEVOS «PACTOS» PARA ATAR A LOS TRABAJADORES

MADRID. — El paro continúa amenazando alarmantemente a los trabajadores españoles. La inflación sostiene su guerra contra los ciudadanos. Los monopolios industriales estatales están estrechando sus lazos con el gran capital extranjero. Comunistas y socialistas han ofrecido a la administración del Estado la firma de «nuevos pactos económico-sociales» para «controlar a los trabajadores».

Según la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (1), la perspectiva laboral española es amenazante y, afirma, «parece ineluctable un nuevo aumento de las tasas ya elevadas de paro». Los presupuestos del Estado crecen geométricamente. Una miriada de partidos políticos, organismos profesionales y confesionales, una nube de «juntas regionales», se han tirado a la calle, con la pistola burocrática en la mano, a asaltar a mano armada a los trabajadores: «calla y paga», «calla: nosotros pensamos por ti».

Mientras tanto, se defiende la desertificación político-económica del país: las producciones de trigo, maíz, patatas, huevos, leche, tomates, están por debajo de la producción por hectárea de los países occidentales. Los campesinos de Andalucía, los agricultores de Levante, los trabajadores de Extremadura lo saben bien: «hay unos pocos que lo controlan todo y somos muchos los que estamos jodidos». Un 2 % de propietarios

de tierras controlan más del 50 por 100 de la producción agrícola; aunque la producción por hectárea de trigo, patatas, aceituna, algodón o maíz, (en Andalucía, por ejemplo) es particularmente baja y escasamente rentable en comparación con las de los países occidentales, los propietarios obtienen buenos ingresos, porque ellos controlan millares de hectáreas. La falta de producción, la escasa rentabilidad por hectárea, es el primer crimen que se comete contra los trabajadores: se mutila la riqueza natural, se desperdician gigantescas montañas de riqueza (durante semanas, los productores de tomates de Extremadura han abandonado en la carretera general Madrid-Lisboa varios centenares de camiones de tomates... mientras más de un millón de trabajadores están sin trabajo y subsistiendo con un «seguro» de desempleo de carácter miserable).

Tal es el primer rostro del desorden capitalista: monopolización de mercados, acumulación injusta de capital, desperdicio de riquezas, mutilación de las riquezas naturales a través de una explotación irracional. El primer rostro de tal crimen cometido contra los ciudadanos es bien evidentemente económico. La desorganización irracional roba a los trabajadores, la monopolización de la propiedad los explota de modo criminal, la usura política dice a los trabajadores: «vosotros no penséis, que nosotros tenemos abogados», «tú, lími-

“Trabajador: no pienses, el Padre Carrillo piensa por ti.”

Desorganización, falta de productividad, monopolios: primeros atentados contra los trabajadores

tate a pagar, que nosotros pensamos por ti», «tú no te preocupes de tus intereses económicos que nosotros, cobrando un dinero, lo haremos por ti». De tal modo, la política parlamentaria es el nuevo opio que utiliza el Estado en su guerra social contra los ciudadanos.

Cuando los jornaleros de Andalucía están asaltados por las cornadas que da el paro, los políticos les dicen: «hay que firmar un nuevo pacto con la patronal», y a la Patronal le dicen: «vosotros, dadnos dinero y despachos, que nosotros controlaremos a los trabajadores». Cuando los monopolios agrícolas e industriales obtienen millones de créditos en dólares para acrecentar sus medidas de control social y enriquecimiento a costa de los trabajadores los «líderes sindicales» que no trabajan y cobran buenos sueldos en el Parlamento y del Partido, dicen: «hay que ser sensatos, tenemos que ser sensatos y aceptar todos un pacto social para salvar al país». Pero es el bolsillo de los capitalistas el que se está salvando, y es el paro y la pobreza el jornal que reciben los trabajadores.

En este marco, el cinismo brutal de Santiago Carrillo, secretario del PCE, pide un «nuevo pacto económico de dos o tres años de duración». Un «líder» social-demócrata, a sueldo del PSOE, del Parlamento y la socialdemocracia alemana, Nicolás

Redondo, comenta las peticiones de Carrillo en favor de la patronal: «Lo de Carrillo es un problema de senilidad o una clara irresponsabilidad».

La política de Carrillo es clara: apoyar a la patronal, apoyar al gobierno, apoyar al presidente Suárez, para recibir prebendas y apoyo estatal para su partido. No en vano, un organismo tan respetable como la Comisión económico-social de la Comunidad Económica Europea (CEE), en un «dossier» confidencial, de uso interno (2), califica al líder comunista como «padre Carrillo», insistiendo en el carácter jesuítico del camarada secretario general.

La política del PSOE es no menos nítida: «frenar», «controlar» a los trabajadores, para asegurar la «paz social», la «tranquilidad del país», que, bien lo vemos es la «paz», la «tranquilidad» de los privilegios chupando la sangre de los trabajadores. En nombre de la «paz», el «consenso», se estabiliza el control social; en nombre de la «sensatez», el «interés común», se consuma una operación militar de pacificación social, por la cual los trabajadores son encadenados a «pactos» que los políticos, en sus despachos, «negocian» a espaldas de los trabajadores, comerciando con ellos, como si fueran filetes de vaca que se venden en el supermercado a un precio que los intermediarios (partidos parlamentarios) estiman «justo» para sus intereses.

El pasado otoño, los tristemente famosos «pactos» de la Moncloa fueron el primer y buen ejemplo de esta política de guerra social contra los trabajadores. La OCDE, organismo técnico particularmente respetable, en su informe sobre España, así lo reconoce implícitamente, cuando en sus primeras páginas afirma que el paro continuará creciendo geométricamente. Ahora, los politicastros están gestando su nueva operación paramilitar contra los ciudadanos: nuevos pactos, por los cuales los trabajadores se comprometen a paralizar sus demandas, rebajar sus justas demandas (sueldos, mejoras laborales, etc.) para que el Capital continúe viviendo, como los vampiros, de la sangre de los ciudadanos, encadenados al horario laboral. Los políticos, los empresarios, el Capital sólo tiene miedo a algo muy concreto: la asociación directa de los ciudadanos, la acción directa de los trabajadores reclamando, solidariamente, lo que consideran justo. Partidos y «sindicatos» cumplen una función social ante tales amenazas: «normalizar», controlar y maniatar a los trabajadores, diciéndoles, con su conducta: «trabajador, no pienses, que el Padre Carrillo piensa por ti».

(1) Ver «Espagne», estudio económico de la OCDE, página 5, Junio de 1978.

(2) Se trata del Dossier EXT/17, «Espagne», de fecha 10 de julio de 1978. «Anexes à la première étude de la section des relations extérieures sur les relations de la Communauté avec l'Espagne», CES 74/78.

F. G. C.

Los líderes «sindicales»:

«Hay que ser sensatos, tenemos que ser sensatos y aceptar todos un pacto social para salvar al país».

LUCHA DE GASOLINEROS

UNA NUEVA APORTACIÓN

(Viene de la página 1)

decide la acción concreta y el sitio, por otro lado se intenta solucionar la cobertura, etc., de la acción.

A partir de las 9 de la mañana del domingo 24, comienzan a afluir los compañeros de las FF. LL., con un evidente retraso sobre el programa previsto, a las 11 más o menos se realiza una Asamblea en nuestros locales (Tarrasa), en la que se ultima la puesta a punto por parte de los presentes, a continuación una vez estructurados servicios, enlaces, etc., nos desplazamos todos hacia la gasolinera que era el objetivo, (la misma está enclavada en la Avenida Abat Marçet de Tarrasa, y, era a consideración de los compañeros la más importante y el eje sobre la que giraban las demás).

La acción y su desarrollo

Tras algunos momentos de coordinación más que otra cosa, se pasa a la ocupación de la gasolinera de forma pacífica y sin que se produzcan incidentes. Sentados alrededor de la misma en el suelo, tapamos con nuestros cuerpos las entradas y salidas.

La policía que se encontraba dentro de la gasolinera de dos armadas, pasado el primer momento de estu-

por, se mantienen discretamente al margen, mientras ponen en antecedentes por teléfono a sus superiores. Los gasolineros de servicio no confraternizan con nosotros, se quedan pues a la expectativa de «a ver que pasa».

Inmediatamente de ocuparla, los que se ocupaban de la propaganda comienzan a repartir «Solis» a los viandantes y automovilistas, un coche provisto de megáfonos desde fuera de la gasolinera desgrana insensiblemente las atrocidades policiales y el desarrollo y alcance tanto de la huelga de gasolineros, como de la ocupación en sí.

Pasan los minutos, la gente se agolpa en las aceras y balcones cavalgando entre la curiosidad y el interés. Mientras tanto desde la gasolinera se corea con fuerte moral, las consignas solidarias.

Abandono y manifestación

Llega un jeep de la armada con grises y comisario, los compañeros se niegan a darle paso de entrada, se bajan y a empujones lo logran. Vueltas por la gasolinera del comisario y sus huestes, un armada preguntando «donde están vuestros jefes, quienes son», un compañero que dice, aquí, los jefes somos todos, el

comisario hace callar al babieca uniformado.

Se consulta, se baraja y visto el asunto como funciona se inicia la retirada (no se puede dejar de hacer constar que la decisión no fue unánime por cuanto había compañeros que creíamos que era posible aguantar, al menos un rato más, no obstante el hecho de no haber discutido a fondo esta cuestión hacía que lo más correcto mirando la generalidad fuera el abandonar habiendo conseguido el propósito) una vez fuera de la gasolinera, sin que la policía nos entorpeciera lo más mínimo, iniciamos una manifestación tras el coche del megáfono que desde la gasolinera nos llevaría a la altura de la Plaza del Mercado (rambla de Egara) donde se decidió, también después de unas vacilaciones, el fin de la misma.

Más tarde y ya en los locales se inició una valoración de los hechos y análisis crítico. A pesar de los naturales errores, no hace falta decir, pero lo decimos, que fue un éxito. Máxime si se piensa que estos hechos con sus aciertos y errores, empujaron a dibujar en el panorama obrerista y ciudadano la imagen de un organismo del pueblo, la C.N.T., viva, pujante mirando frente al futuro.

REFLEXIONES OPTIMISTAS

ISAAC PUENTE



La autoridad es el corsé que lleva puesta la humanidad para aparentar una actitud erguida. Con él se ha conseguido lo mismo que la mujer: deformar su cuerpo y atrofiar los músculos. Es un postizo que no ha conseguido producir más que torturas y deformaciones, cuya supresión sólo beneficios puede producir.

Se quiere justificar en el espíritu de obediencia, en lo que algunos han llegado a llamar instinto de sumisión, como si fuera una cualidad inherente al hombre. La obediencia, que se ha predicado como una virtud, como un mérito, y se ha venido imponiendo como una roña, educativamente, por costumbre, por obligación, es propia de débiles; impuesta por la Naturaleza en la infancia de los individuos y en la infancia de los pueblos; pero tan efímera, que se debilita en la segunda infancia, precisando ya de castigos y correctivos, para desaparecer en la juventud.

Si la autoridad fuese consecuencia obligada del instinto de sumisión, y éste, cualidad propia del hombre, no necesitaría apoyarse en la fuerza, ni aumentar cada vez más sus medios de represión. No podría temer acechanzas de la rebeldía, ya que ésta nada podría contra el natural obediente del hombre. Necesita cada vez más armas y precisa cada vez aterrorizar más; luego el instinto de sumisión se debilita y la autoridad es repelida por la sociedad. El mismo razonamiento filosófico en que se apoyaba, la destruye. La sociedad ha pasado ya de la edad infantil y aguantará cada vez menos cuanto se oponga a la libre disposición de sí misma.

Nada más contrahecho que el tipo de hombre sumiso, encargado de representar a la autoridad. Todo lo que al hombre le eleva de rango zoológico, a la autoridad le estorba: la iniciativa, la consciencia, la responsabilidad de los propios actos, el obrar por cuenta propia, el cultivo de la personalidad. El Estado tiene la necesidad de cultivar la mentalidad retrógrada, de zulu (¡que perdonen los zulus!), de hombre primitivo, para entre ellas poder escoger los intérpretes y servidores, los que han de ejecutar, rigidamente, la ley e imponer, rigidamente, la postura que se nos obliga a adoptar. La deformidad divinizada; convertida en receptáculo de la esencia social.

La semejanza de la sociedad con el corsé llega hasta la postura que adoptan sus representantes, que hace parecer que llevan puesta la prenda femenina. La afición al corsé puede traducir, en la mujer, su mejor disposición para la obediencia.

Nada mide mejor lo arbitrario y postizo de la autoridad que el terror de que se rodea y los procedimientos a que recurre. Por dos caminos, opuestos al parecer: el de reacción capitalista y el de rebelión proletaria, ha llegado al mismo atolladero: a la dictadura, que no parece traducir otra cosa que el aferrarse des-

peradamente al Poder, por miedo de perderlo.

Si la obediencia fuera un instinto arraigado en el hombre, todo este recrudecimiento sería innecesario. Por el contrario, al extremo a que recurren para apuntalarla, es indicio cierto de que el espíritu de sumisión está a punto de extinguirse y desaparecer; de que la autoridad está dando los últimos coletazos agónicos.

Pero hay más. La educación, las coacciones exteriores, el hábito y la costumbre, pueden hacer favorecer una cualidad hasta darla proporciones de cosa espontánea. Y, al revés, ahogar las manifestaciones de otra cualidad innata, hasta aparentar su desaparición. Y esto es lo que la educación, el ambiente social y la rutina histórica han hecho con la obediencia y con la rebeldía, no se llega a ahogar nunca, ni aún deformando

la propia materia en que se sustenta, como no se agota la contractibilidad de las fibras musculares del abdomen en la mujer encorsetada. Y — aquí de nuestro optimismo — cuando la influencia obstaculizadora cesa, cuando fallan los vendajes que contienen su normal desarrollo y cuando el postizo cae, entonces, libre de obstáculos, la cualidad latente y constreñida por el aparato ortopédico de que hablan los gobernantes, se desarrolla rápidamente en proporciones insospechadas.

Así, el sentimiento de libertad, la aspiración a disponer libremente de sí, y la tendencia indestructible de lo humano a desarrollarse sin trabas, no es una cualidad a crear, a formar educativamente como tenemos la ilusión de figurarnos. Sino un palpitar de la conciencia humana, que a duras penas ha podido ser contenida y disimulada.

Podemos esperanzarnos con una sociedad libre de la autoridad personal, sin el aparato ortopédico del Estado. Podemos, razonablemente, sin pecar de ilusos, confiar en el despertar de las redeldías individuales y en el desarrollo apresurado del sentimiento de libertad en cuanto logremos destruir las trabas que lo coartan. Ningún antidoto mejor ni ninguna garantía mejor contra el retoñar de la autoridad que este resurgir explosivo de lo secularmente contenido.

Las cualidades y el comportamiento del individuo en la actual sociedad no nos pueden servir para cimiento de ninguna construcción sólida. Hay en ellas motivos sobrados para el pesimismo. Pero hemos de mirar al hombre, no a través de su conducta actual, sino en las esencias que posee y en las cualidades obstaculizadas que encierra. No en función de lo que es, sino de lo que puede llegar a ser.

Frente al opinar de algunos individualistas, consideramos más recto y breve el camino de conseguir el mejoramiento individual por la renovación social, que, a la inversa, el perfeccionamiento social por el mejoramiento de los individuos.

1005 cadáveres, víctimas del fascismo



TERUEL NO OLVIDA.

Por las fotos podemos ver uno de los lugares de suplicio de las víctimas del franquismo. Ahí saclaban toda su ferocidad los bárbaros fascistas.

¡Qué escenas de terror habrá habido en ese lugar de triste memoria! 1.005 cadáveres yacen. ¿Fusilados?, ¿Quemados? En el 1936 se rumoreaba que los echaban en un pozo y los quemaban con cal viva. Los quemaban ¿vivos?, ¿muertos? Yo lo ignoro, pero en ese pozo que la fotografía nos muestra y que está casi cubierto, es de suponer que muchos cayeran vivos.

¡Qué escenas de terror se librarían en aquellas noches macabras de julio de 1936, sin mirar la edad, sexo o estado de salud, todos iban al hoyo! Viejos, como el tío Alejandría, y el tío Sastre. Enfermos como el tío Benedicto. Sus hijos e hijas con Falange, y se quedaron tan frescos, como si nada hubiera pasado. Juan Francisco, joven de 20 años y que su padre le decía que no se fuera que él respondía que no lo tocarían; ¡qué sorpresa más amarga, ver a su padre llamarle y decirle, levántate y sal que la Guardia Civil ha venido a por tí! Podía haber dicho, hemos

venido a por tí, ya que él, su padre, iba en compañía de los demás corriendo a los «rojos» y entre ellos estaría su hijo. Le dio veinte y cinco pesetas. «Mañana iré a verte». Ese Falangista fue aquella misma mañana a ver a su hijo a la cárcel de Teruel y le dijeron, «aquí no ha entrado nadie esta noche». Debía de ignorar el lugar de suplicio, de lo contrario, cuando pasó cerca de los cadáveres hubiera visto entre aquellos 35 el cuerpo de su hijo aún caliente.

Catorce mujeres, tres de unos dieciocho años, un matrimonio, con tres hijos pequeños, que dejaban sin más medios de subsistencia que el sustento de los padres; con qué dolor de corazón se iría esta madre, uno de ellos era de pecho. ¿Quién sería el denunciante? ¿Habrá pensado en sus horas de insomnio en las víctimas?

El tío Julio y su hija Regina, llenos de dolor por la muerte de Andrés, joven de 17 años, inteligente y dinámico, fusilado en Navarrete el 9 de septiembre y esos salvajes no satisfechos con una víctima hicieron dos más.

Ramiro y Eloy, fusilados en Pozondón, magníficos compañeros; Mariano «el Peos», fusilado en la orilla de la carretera cerca de Caudé y según versión de un falangista, se lo comieron los cuervos y las picarazas. Baldomero, que «vía crucis» tan amargo el tuyo en manos de unos falangistas, te insultaban, se burlaban y te robaron 25 pesetas que llevabas, te hicieron cavar la fosa y después de matarte se fueron a beber con tu dinero. Uno de los enterradores que presencié tan horrible crimen me lo ha descrito varias veces.

Así podría continuar enumerando uno por uno, pero mi propósito es decir las atrocidades cometidas por esas mesnadas en las menos palabras posibles.

Mil cinco cadáveres en ese lugar cercano de Teruel y ¿cuántos habrá en otros lugares? Al recordarlos emocionado, nada más deseo que estos sacrificados sean los últimos y que su suplicio sirva para iluminar una sociedad más justa donde tales hechos no se vuelvan a repetir.

Uno que pudo escaparse de la masacre.

LA ESTIRPE DE LOS FELIPES

MIAMI. — La historia de España está plagada de Felipes: Felipe I, «El Hermoso»; Felipe II, «el rey Sacerdote»; Felipe III, «ni chicha ni limoná»; Felipe IV, en realidad, el último de los de Austria; Felipe V, el primer Borbón, que introdujo en España el centralismo absoluto de los monarcas franceses, nieto de Luis XIV, «el rey sol», «l'Etat c'est moi...»

Para hablar de ellos como gobernantes, habría que hablar de todo lo malo y deleznable que hay en los hombres de poder, en las «prima donnas» políticas, en los elegidos por los dioses para manejar la res pública. Sin embargo, algunos de ellos hicieron algo más que explotar, perseguir, tiranizar y asesinar: ahí está el Monasterio de San Lorenzo del Escorial, obra del segundo de los Felipes; ahí está también, toda la obra de Velázquez, protegido por el cuartito de tal nombre, debiéndose a esa conjunción — Velázquez y Felipe IV — el que España posea una de las colecciones más amplias de obras del Tiziano, y el que Rubens haya dejado allá unas cuantas obras maravillosas...

Aparte de esas pocas cosas útiles señaladas, los Felipes tuvieron el triste sino de iniciar y acelerar la llamada «decadencia española», aunque, como decimos los cubanos, el que «le puso la tapa al pomo» fue Felipe V, el primer Borbón, que aceptó la ignominia de Gibraltar, liquidó los fueros de los antiguos reinos, hizo pagar con sangre la rebelión de Cataluña y convirtió a Castilla, con su pueblo noble y civilizado, en la Prusia española, echando así las bases de ese repudio permanente de la periferia ibérica contra todo lo castellano.

Claro, que además de estos Felipes hay otros que honran la estirpe: Felipe Alaiz, uno de los mejores escritores que ha dado el movimiento

bertario español, muerto en el exilio; León Felipe, el tremendo poeta del «El Exodo y el Llanto», con sus cejas y barbas de fauno; Felipe Sosa, poeta y escritor; Felipe Trigo, mal escritor y buen novelista, precursor hace más de cincuenta años de mucho de lo que «la revolución sexual» trae en las alforjas; Felipe el chulapón de la «revoltosa»; y mi tío Felipe, un zapatero madrileño, amigo de Julio Camba (con el que editaba en Madrid a principios de siglo un periódico juvenil anarquista) sentimental y llorón, que me hacía leerle los artículos de Antonio Zozaya en el homeopático «El Diluvio», de Barcelona, y que cuando se le recordaba la Plaza del Lavapiés, se sonaba estruendosamente las narices para disimular las lágrimas, por aquello «de que también la gente de pueblo tiene su corazoncito...»

Naturalmente, hay otros muchos Felipes que ahora no me vienen a las mientes. Pero ahora le ha salido a España otro Felipe, podríamos de-

cir que en la punta de la nariz: Felipe González, sevillano hasta las cachas, abogado con pinta de torero, jefe indiscutible del Partido Socialista Obrero Español, el PSOE que fundó el hirsuto Paulino Iglesias, carismático, con esa simpatía que se la sale por las entretelas a algunos andaluces, un poco pinturero y bastante hablantín...

Durante la campaña electoral, las chavalas españolas, que no creen ni en la paz de los sepulcros, le cantaron a coro: «Felipe, capullo, queremos un hijo tuyo». No sabemos a estas alturas si Felipe es dado o no al adulterio y si algunas de las chavalas «coristas» han logrado realizar sus sueños. Ni nos interesa saberlo, porque no somos aficionados a los chismes de faldas. Pero lo que sí sabemos con toda certidumbre, es que este abogado andaluz con pinta de torero, nos está haciendo «un hijo macho» a los cubanos que no aceptamos la dictadura sin disfraz del comunismo antillano de Fidel Castro, de la misma manera y por idénticas razones que los españoles no aceptan la dictadura disfrazada del eurocomunista Santiago Carrillo, traidor a todo, incluso a su padre, al igual que Fidel Castro, que ha traicionado todo, incluso a la madre de... los tomates.

Ante la «democratización» y «el destape», Felipe González hizo un viaje a Cuba, invitado por Fidel Castro. De regreso al solar patrio, que nosotros sepamos, no dijo ni pío sobre la situación de espanto que vive el pueblo cubano, contrariando su carácter de hablador sin freno. No elogió a la dictadura comunista antillana, pues, al parecer, sus «jefes» internacionales se lo prohibieron. El calló por aquello de que «quien paga manda». Pero si no elogió, tampoco condenó, dando así por bueno lo que vio en Cuba, pues como dice el refranero, «el que calla otorga...»

En cambio, ha tenido una respuesta desabrida («será «esaborio»») para el hijo del verdadero héroe de la Sierra Maestra, el comandante Huber Matos, quien le pidió una gestión a favor de la libertad de su padre que lleva un carajal de años preso en la Isla de Pinos, en el presidio construido por Gerardo Machado. Y en la visita a Colombia, dijo, más o menos, que Fidel Castro es un dictador, pero un dictador diferente...

¿Diferente a quién? ¿Diferente a su paisano Francisco Franco Bahamonde? ¿Diferente a Oliveira, a Hitler, a Mussolini, a Stalin...? ¿Y diferente en qué? ¿Diferente en la forma o en el fondo, en la extensión o en la magnitud de sus crímenes, en sus métodos, en sus ideas, en su hambre insaciable de poder?

Para nosotros, que luchamos de jóvenes contra Franco, con el mismo ardor que luchamos de viejos contra Castro, la única diferencia entre el «nuestro», el cubano, y los demás dictadores totalitarios enumerados, es, en que aquel carece del talento de éstos, en que es más primitivo, más rudimentario, aunque los iguale en crueldad y vesania... Dicho en otras palabras, que Fidel Castro es tan miserable y desmadrado como los otros, si es que no lo es más.

No creemos que Felipe González conteste ni aclare nada de lo que planteamos. El no tiene tiempo para estas naderías. Además, él seguramente está adscrito a la enorme legión española de los admiradores incondicionales del «vengador del 98».

Abelardo IGLESIAS

(Extraído de «El Gastronómico»)

«Quien paga manda»



RIPIOS

ROMA. — La presencia del general Videla en los funerales del Papa Pablo VI, demuestra categóricamente una vez más, que la religión católica, es un «cuento chino», ya que en su seno se han cobijado siempre los dictadores más sangrientos de nuestro planeta.

«Cuando la propaganda llena todo un pueblo de una idea, la organización puede sacar las consecuencias, solamente con un puñado de hombres.»

Franco, empleó ese método. El resultado ahí está. Cuarenta años de sangre y de sombras, donde la injusticia imperó con la benia de los cielos. ¡Amén!

ciones dadas a la prensa internacional, «que su país iba hacia la democracia a pasos agigantados».

Equivale decir, que la dinastía de los Pahlevi, había tenido a su pueblo bajo la mordaza de la opresión, durante su reinado. Despertándose un día ese señor, con una flor en los labios, pues había descubierto por encanto, el vocablo milagro, la «democracia».

El tío Paco

NOTAS

MILAGRERIAS

Lourdes es la Meca de los milagros del catolicismo francés como Fátima lo es de Portugal. La lectura de la historia de ambas minas de oro en que la ignorancia han convertido esos dos lugares nos harían reír por sus barrabasadas, si no mediara el drama físico, psíquico y moral que rezuma de cada una de sus páginas.

Ahora, con el aumento de la duda humana y el enorme progreso de la ciencia, los «milagros» acusan tal bajón que obliga a los magos ensotados a inventar, más que nunca, tal o cual milagro. Como no los logra, la iglesia acusa y se sirve de la huelga de ferrocarriles de estos primeros días de octubre, presentando como víctimas propiciatorias de los huelguistas sin sentimientos humanitarios (!), a los subnormales que habían acudido a Lourdes para hallar, — en sus aguas cenagosas — el remedio para sus males. Huelguistas y dirección — «¡Vade retro, Satanás!» — se acusan mutuamente de la responsabilidad de tales inconvenientes. Nadie osa acusar al Dios católico. ¿Cómo no resolvió tal huel-

ga mostrando que los humanos estamos por bajo su omnimoda voluntad? ¿Cómo no curó, en un arranque de divina bondad, a todos aquellos desgraciados? ¿Dónde está Dios?

Sin recurrir a creencias ni a misticismos absurdos, la Ciencia con conciencia es la única maestra capaz de sanar enfermos y de explicar sus procedimientos que le permiten lograr, cada día que pasa, nuevos y más asombrosos éxitos que niegan, «ipso facto», el poder curativo del agua sucia.

Como dice Littré: «...jamás se ha producido un milagro que haya podido ser observado y constatado.»

ENTRE PIOS

La muerte del papa Juan-Pablo I^o ha ofrecido campo abierto a la sofisticada religiosa para sus pobres divagaciones. Su horizonte es vasto y abundante el lloriqueo. El todo plagado de dudas. Si Dios (!) lo llamó a su vera admirado por su bondad, cabe pensar que Dios es malo privando de ella al terrible pecador que es el hombre y permitir que el papado de los dos últimos Pios se prolongara la friolera de 42 años.

Fernán MURATORE

LA FARSA DEL CAPITALISMO

TARRASA. — La falta de planificación racional de la economía por parte del capitalismo, hace que ésta se reduzca esencialmente a la producción inmediata de valores comerciables tendentes a la obtención fácil del máximo de beneficios y rentabilización posibles con el mínimo de tiempo y costos.

Así pues para el capitalismo burgués, o, multinacional la producción de mercancías no va en función de la necesidad de ellas por parte de la comunidad que las produce, sino, en función de la productividad de la mercancía y los costos que de ella se derivan.

La competitividad entre los capitalistas que luchan por la supremacía de los mercados origina en los núcleos productivos, fábricas y talleres, la automatización y sistematización de la producción, en una irracional y cada vez mayor carrera tendente a la extracción del mayor número de mercancías, en el menor espacio de tiempo, con el consiguiente aumento de la plusvalía o beneficio neto para el burgués.

No es necesario ser economista, ni entender demasiado, para saber que en el momento en que el margen de beneficio obtenido por el burgués en la fábrica sea menor que los parámetros que él mismo se fijara al comenzar la campaña, para él «sólo hay ya pérdidas».

Para el burgués el «viento en popa marcha» cuando las tasas de beneficio sobrepasan los balances anteriores, sino es así, algo marcha mal.

El burgués al entender la economía y la producción, no como función social, sino como forma de obtener más dividendos; al no resultarle así, no le interesa, por tanto cierra. A la espera de mejores tiempos u oportunidad resguarda sus capitales o, bien inicia la gestión en otro lado más favorable...

Las oscilaciones de mercado o gran contradicción capitalista, hace que en determinados espacios de tiempo y lugar, un sector de producción cualquiera en otro tiempo punta de lanza, pueda convertirse en un sector sin alicientes... a partir de este momento, la retirada general de la inversión y el capital se hace patente, la pendiente de una «crisis» hace su aparición y el espectro del paro obrero como consecuencia interviene en la comedia.

Uno de los sectores que hoy por hoy se encuentra en la encrucijada

es el textil, la agravación del problema se plantea en tanto que el utillaje empleado proviene de los albores de la industrialización en España.

CRISIS DE LOS BENEFICIOS

La «crisis» solo es un término burgués o capitalista, la «crisis» de beneficios no comporta ni tiene porque hacerlo la crisis de los sectores de producción. Está claro que para el proletariado una economía de producción en función de las necesidades no comportaría ninguna «crisis». Por tanto en una economía capitalista, en una sociedad capitalista... sólo hay crisis del sistema capitalista.

No se nos escapa que la cosa no es tan simple. En las estructuras sociales existentes, el capitalismo y sus crisis comportan en sus efectos la marginación, el paro y el hambre de capas cada vez más amplias, del proletariado industrial y campesino.

En tanto esto es una realidad palpable, las «crisis» del capitalismo se nos aparecen en nuestra realidad cotidiana como nuestras «crisis». ¿Debemos pues entrar en la gestión de las crisis del capitalismo, o bien como clase social explotada contribuir a ahondar cada vez más, las crisis del capital, empeorando en lo posible su situación?

Desde una óptica de clase, desde una actitud revolucionaria, desde un planteamiento anarquista o anarcosindicalista, no hay duda: el proletariado no puede gestionar las «crisis» del capitalismo convirtiéndose en el colaborador del mismo. La crisis del capitalismo ha de ser incrementada por las fuerzas proletarias, dado que lo que éstas se proponen no es reformar el sistema, ni componerlo, sino destruirlo y crear o construir un modelo social totalmente diferente al anterior, en el que las relaciones de producción están en las antipodas del capitalismo.

VIABILIDAD REVOLUCIONARIA

Es posible lo anterior. Hay que remitirse a lo ya dicho en otra ocasión la respuesta sólo es posible en la dinámica de los hechos, el proletariado está lleno de interrogantes que sólo en su avance es posible esclare-

cer. No podemos negar lo que hay delante, otra cosa sin embargo es admitirlo, cualquier cuestionamiento que plantee una opción a corto o medio plazo, ha de sentar como mínimo coherencias que nos permitan afianzar posiciones de clase lo más cercanas posibles al objetivo trazado, en tanto esto, los medios han de estar en consecuencia con los fines perseguidos. En este sentido un retroceso nos aparta mucho más del Ideal que una batalla.

TEXTIL EN LA ENCRUCIJADA

Como atajar los planes del capitalismo en el sector. Ya lo hemos dicho más arriba, para nosotros como mínimo las resoluciones a adoptar han de suponer en principio el asegurar a los trabajadores las condiciones de trabajo y subsistencia.

La crisis o reestructuración del sector, no es más que un producto capitalista a utilizar como medio de revalorizar sus capitales, por lo tanto las maniobras que ello comporta han de estar al margen de cualquier especulación que comporte peligro para el obrero en sus condiciones normales de vida. Así y partiendo de estas premisas los Sindicatos Textiles confederales CNT están tratando de articular opciones comunes que permitan afrontar la avalancha que se le avecina.

Los trabajos que comenzaron a elaborarse a partir del Pleno Nacional de Sindicatos Textiles C.N.T. celebrado en Valencia el 10 de junio del año en curso, y continuado en Barcelona, suponen (a parte de una negativa a integrarse en los esquemas de producción capitalista) una aportación importante cara a la comprensión del desenvolvimiento de la economía. Este proceso de elaboración que partiendo de los Sindicatos, más tarde se enriquecería completándose por medio de Plenos regionales en una ponencia única por regional, culminatoria en la convocatoria de un Pleno Nacional de regionales Textiles celebrado en Zaragoza el 16 y 17 de septiembre.

ACOTACIONES A UN PLENO

No es este momento el de analizar el contenido de las ponencias allí presentes, máxime cuando el que suscribe es miembro de la delegación catalana, si importa hacer notar que pese a la voluntad de conjugar esfuerzos y trabajos, por esta vez no pudo llegarse a acuerdo. No es que en forma alguna las opciones presentadas fueran tan diferentes o contrapuestas que no admitieran una síntesis, quizá... la poca asistencia de regionales, Catalunya, Valencia y Aragón coadyubara a la polarización de posturas de las dos primeras, aunque a decir verdad, la cuestión estribó en la negativa de Valencia a la elaboración de una ponencia salida del Pleno usando de los trabajos allí presentes. (Ponencias regionales).

Al final y esto sí, después de un análisis exhaustivo de los trabajos presentes se llegaría al acuerdo de remitirlo todo nuevamente a las regionales para su estudio y posterior acuerdo.

No se puede hacer valoraciones negativas. Los acuerdos han de llegar como fruto del estudio, análisis y comprensión mutua, no se puede forzar una situación más allá de lo que la situación permita o de sí, hay a tener en cuenta sin embargo, que las opciones han de ser globales cara a una coherencia y efectividad que imponer una parte en el todo no sólo no es efectivo sino contra-productivo.

F. GARCIA CANO



la «crisis» del capitalismo ha de ser incrementada por las fuerzas proletarias...

LOS TRABAJADORES NO SE SACRIFICARAN PARA SALVAR AL CAPITALISMO

Comité de Soutien à Philippe Gosselin

Après sa condamnation, à 21 mois de prison ferme, par le T.P.F.A. de Metz, Alfred Tondeur, militant anarchiste «Insoumis» au Service Civil, a entrepris depuis le 10 août une grève de la faim. Ayant passé un an à l'O.N.E.F. comme objecteur de conscience, il a refusé d'effectuer les six mois de service armé, substitut à sa seconde année de service national.

Voici bientôt cinquante jours que dure sa grève de la faim, sa vie est à présent en danger, et, sa santé définitivement compromise.

Aujourd'hui, c'est notre camarade de Philippe Gosselin, militant anarchiste et délégué syndical CFDT de Lisieux qui risque la même peine. Philippe est «Insoumis total», rebelle à toute forme d'armée. Il ne s'est pas présenté au recensement de sa classe, au stage pré-militaire, manifestation par lesquelles l'Etat crée

l'illusion d'un Service national librement consenti.

Le 1^{er} juin, date de son incorporation, il refusa de rejoindre son unité, créant un embarras certain dans la gendarmerie locale qui refusa de s'occuper de son cas, lorsqu'il s'y représenta pour rappeler son refus de toutes formes de service national. Devant la carence officielle, il prit la décision de se présenter à son unité, le 27 juin dernier. Aussitôt inculpé de « Refus d'obéissance » (refus de revêtir l'uniforme), il est écroué depuis le 28 juin à la Maison d'arrêt de Rennes.

La réaction rapide de ses compagnons Normands et Bretons lui évita un jugement « à la sauvette ». Son passage devant le Tribunal des Forces Armées de la région militaire devrait être imminent.

En attendant, Philippe a entamé

une grève de la faim depuis le 18 septembre. Aujourd'hui, il a besoin du soutien de tous les individus épris de liberté. Son procès doit devenir celui de l'armée, et attirer l'attention sur les nombreux cas actuellement en cours (engagés déserteurs, insoumis à l'O.N.E.F., ou totaux, et objecteurs) et, dénoncer le caractère répressif de l'organisation militaire et son image nouvelle de guerre civile et de lutte contre l'ennemi intérieur.

Vous pouvez manifester votre soutien en écrivant à :

Philippe Gosselin, Ecrou 8.343, cellule 3, RC Sud, Maison d'arrêt, 56, Bd. Jacques Cartier, 35000 Rennes.

Prenez également contact avec le Comité pour toute information complémentaire.

Comité de Soutien à Philippe Gosselin C/O C.E.S., 16, rue Jules Tellier 76600 Le Havre.

SOLIDARIDAD ACTIVA

COMISION DE RELACIONES

ZONA NORTE

Suscripción Pro-Editiones Propaganda para el Interior Lista nº 5

Existencia en caja: 3.222,66 F.
 Laborda, Paris, 10; F. Local de Evreux, 420; S. Ripoll, Villembard, 200; S. Mur, Bagnols s-Cèze, 50; Bagés, Gargès, 25; Montané, id, 26; Palacios, id, 30; Santamaría, Drancy, 10; Uno de La Grand'Combe, 200; F. Local de Bernay, 38; J. Giné Folch, Cournonterral, 20; Santamaría, Drancy, 10; Ortola, Paris, 30; Pedro Mateu, Cordes, 25; Ramón Pueyo, La Ferté Macé, 100; Ginés Morata, Valreas, 150; Villaverde, Pamiers, 20; Miguel, Bondy, 50 francos.

Total 4 637 26
 Por gastos de envío 63 15

Total en caja 4 574 11

A la vista de la cantidad existente, la Comisión ha estimado proceder a la edición, según los proyectos establecidos, el segundo de la serie y que lleva por título «EL COMUNISMO LIBERTARIO» de Isaac Puente. La cantidad fijada es de 5.000 ejemplares.

Todos los compañeros que deseen llevar o enviar esta propaganda a sindicatos de España, escriban a la C. de Relaciones (Propaganda), 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, especificando la cantidad que desean recibir, desde el momento que la edición estará dispuesta, que será en breve. Así mismo, los compañeros de París y alrededores, a su paso por el local, se interesen por saber en el momento que podrá disponerse de la edición para que como en el anterior poder hacer los envíos correspondientes.

La Comisión hará los envíos a quienes nos lo han solicitado y que no son pocos. Haced los pedidos; contribuid a la suscripción abierta para el siguiente folleto.

La Comisión.

PRO-HUELGUISTAS GASOLINERAS

Para conocimiento de todos los compañeros y compañeras, publicamos la suma total, así como el detalle en los diferentes días. Asimismo las cantidades que se dieron en manos a la Comisión de huelguistas venida a París y las enviadas por conducto orgánico:

DE LA ARGENTINA...

(Viene de la página 8)

Argelia, del exterminio vietnamita por los EE. UU. y sus servicios especiales, las depuradas técnicas de la KGB soviética o los demoniacos módulos de exterminio del nazismo. Los imperialismos aplicaron y aplican toda una gama de factores intimidantes, que van desde la detención hasta la muerte y recorren el trágico camino que transita de la impotencia a la angustia.

Para ello toda arma es idónea y podemos decir que toda persona que es detenida por quienes usan esas técnicas, desde el mismo instante de su detención es un misterio. Se ignora quién lo arresta, donde está alojado, de qué se lo acusa. Pero lo que agrava las cosas hasta la desesperación, es que no hay a donde recurrir, pues la policía «desconoce» todo, la justicia es ciega, sorda y muda, los abogados están paralizados por el terror y lentamente el país se convierte en una casa sin puertas ni ventanas, pues la propaganda agobiante y permanente ha hecho de la gente, en general, animales huidizos y temerosos, que se encierran cada cual en su temor, olvidando las más de las veces el contenido humano de la solidaridad.

Por eso enviamos este informe al extranjero, para que los compañeros tomen en sus manos el reclamo por estas víctimas del fascismo argentino, todos dignos trabajadores, todos valientes militantes de la libertad, todos anarquistas.

Grupos Anarquistas de Argentina.

Asamblea de la F. L. de Paris, 10-9. Suscripción espontánea y enviada orgánicamente 220 00
 Suscripción también espontánea en la reunión informativa de la Comisión de huelguistas dada el miércoles 20-9. Sumas entregadas en manos (3.100 ptas) y 950 00
 Recogido el sábado 23-9 y entregado en mano a la C. de h. 620 00
 Sábado 30-9 y domingo 1-10, enviado orgánicamente 560 00

Total (Ptas.: 3.100) + Fcos.: 2 350 00
 Voluntariamente se ha omitido el nombre de los donantes. Ahora bien como ha quedado abierta la dicha suscripción, las cantidades que se reciban con sus nombres serán inscritas en la lista mensual pro-España con la mención para la huelga de gasolineros.

Pro-España Septiembre 1978

Bagés, Gargès, 20; Santamaría, Drancy, 20; Sebastián Pérez, Paris, 50; Marcial Gómez, id, 50; Pedro Peralta, id, 20; Joaquín Satué, id, 50; Francisca Vegas, id, 50; Isidro Montero, id, 20; Antonio Ibarras, id, 20; Felipe Fernández, id, 10; José Vidal, id, 20; Bergés, Chatellerault, 20; Cots, Serignan, 50; Manuel Gracia, Castelnaudary, 10; Ramón Pueyo, La Ferté Macé, 100; Ginés Morata, Valreas, 35; Landeira, Dreux, 50; Abelló, Paris, 50; Augusto Barison, Italia, 30 F.

Total: 745,00 francos.

Pro-Prensa confederal Septiembre.

Marfil, Paris, 10; Pedro Genique, id, 20; Felipe Fernández, id, 10; Un Maño, id, 10 francos.

Total 50,00 francos.

Pro-local Septiembre 1978

Mariano Carbó, Paris, 10; Isidro Montero, id, 20; José Ortola, id, 20; Manuel Soriano, Fontenay aux Roses, 15; Ramón Pueyo, La Ferté Macé, 50; Ginés Morata, Valreas, 35; Serrarols, Villeneuve la G., 30; A. Martínez, Colombes, 20; A. Barison, Italia, 20; F. L. de St-Denis, 50 F.

Total: 270,00 francos.

Por la C. de RR. Zona Norte, Administración.

S. I. A. — CONSEJO NACIONAL

Relación de los donativos recibidos por parte de las Secciones, Amigos de SIA y simpatizantes en general, en lo que va desde primeros de abril hasta el 30 de septiembre 1978. Asimismo, los distribuidos por este C. N. para los necesitados, perseguidos y pro-España.

RECIBIDO PARA LOS NECESITADOS:

Vicente Giralt, 150; Alberto Pyan, 30; José Agustín, 40; José Calvente, 191; Jean Benedet, 54,80; Uno del Bajo Priorato, 100; R. Torrent, 30; Uno de Auch, 50; Jean Buil, 20; F. Rebordosa, 26,89; Marcelino Martín (Gardanne), 1.000; Sebastián Burgos, 150; Julián Floristán, 80; J. Casón, 100; P. Porta, 90; G. «Terra Lliure», por Ruiz, 1.500; J. Ramiro, 20; I. Comillas, 100; Uche Nadal, 100; José Martínez, Miramas, 50; José Valiente, 50 francos.

Total: recibidos: 3.932,69 francos.

PRO REPRESION EN ESPAÑA:

Pierre Roman, 569,45; J. Lleida, 40; Pedro Castaño, 12; M. R. P., 200; J. Carré, 20 francos.

Total: 841,45 francos.

DISTRIBUIDOS POR EL C. NACIONAL:

Pro-España estrictamente 4 080 45
 Necesitados y perseguidos 2 814 30
 SIA, Consejo N. de España 3 000 00

Total entregados por C. N. 9 894 75

Por el Consejo Nacional, el Secretario Administrativo, J. Raluy.

nº 8-9 de lo titulado y Autonomo afirmacio-

manifiesto «A se «lanzado rizó la reu- el». Dicho únicamente esponsabili- la primera de Catalu-

surgieron tores sobre to, motivo adelante la reunión a

provocado el cual no por llevar ona. Dicho onvocó la

manifiesto no tear añejas as y refor- e, todo lo licho polé- duos histó- a vez

to al decir amenta del hacia en el dice cha a una C. I. T. especializada iones labo- en ningún a necesidad s totalmen-

o «A todos izado hace por el cual alidad que, sido ya su-

Topo Avizor 47

EL TOPO AVIZOR

Cuadernos mensuales de todos los días. Compuesto por trabajadores casuales, colaboradores de buena fe y algunos desprevénidos.

DIRECTOR: Los trabajadores casuales

REDACTORES COLABORADORES Y DEMAS DE ESTE NUMERO:

Juanjo Fernández, Guihandjian, Freddy, Sindicato de Enseñanza de Madrid, Grupos Anarquistas (Fed. Madrid), J. Barrot, C. E., Internacional Nexalista, M.Q.G., Octavio Alberola, Frank Mintz, Kyriacopoulos, O. Bayer, Susan, Alfredo, Torres Monreal, Mugle.

COMPAGINACION MONTAJE E ILUSTRACION Miguel Angel

NUESTRA POCILGA. Apartado 2763 tel. 226.46.39 Barcelona y 15 Rue Gracieuse M° Monge -Paris 5eme FRANCE

I.S.B.N. 84-85302-12-5

Dep. Legal. B-28160-1978 Edita: Ediciones Sintesis

AVIZOR ... pais ... ago ... al ... ncario ... especiales ... Correos

«NUESTRA POCILGA» y la dirección,

son las únicas palabras que en 48 páginas de fotografías, dibujos y texto no admiten réplica, tan cierto es lo que expresan. Todo lo demás como diría mi pariente torrentino: «Bobaes mentires i enredos».

SERVICIO DE LIBRERIA

«Nosotros los asesinos», Eduardo de Guzmán	50 00	«Genocidio español en la España de los Austrias», F. Olaya	30 00
«Yo fui ministro de Stalin», Jesús Hernández	50 00	«Le Labyrinth epagnol», Brenan	39 00
«El Incendio», Isabel del Castillo	10 00	«Historia de la F.A.I.», Gómez Casas	25 00
«No éramos tan malos», Jacinto Torihyo	50 00	«Góngora». Obras lujo	60 00
«Bakunin. La Internacional en España», Max Nettlau	32 00	«Divina Comedia», Dante	60 00
«Journal d'un Educastreur», Jules Celma	15 00	«El Año de la Victoria», E. de Guzmán	50 00
«Diccionario General de la Lengua Catalana», Pompeu Fabra	187 00	«La Muerte de la Esperanza», E. de Guzmán	50 00
«La Révolution Inconnue», Voline	28 50	«Les Mouvements fédéralistes en France. 1945 a1974», Alain Grellsamer	30 00
«Formas y tendencias del Anarquismo», René Furth	8 00	«L'Espagne Libertaire. 1936-1939», Gaston Leval	25 00
«Durruti. Le Peuple en armes», Abel Paz	30 00	«Requiem por un campesino español», Sender	12 00
«Histoire de l'anarchie», Max Nettlau	20 00	«Romancero Libertario CNT-FAL», Varios	21 00
«Historia de la Economía Política», M. Colmeiro, 2 vol.	70 00	«Socialismo Libre frente a mitología revolucionaria», F. Valera	20 00
«Trois Gouttes de Silence», José Molina	20 00	«Le Ministicule», Robert Escarpit	24 00
«Consultorio Psiquico Sexual», Dr. Martí Ibáñez	15 00	«Mauthausen. Les 186 marches», C. Bernadac	32 00
«Malatesta (Vida e Ideas)», Vernon Richards	25 00	«Nacionalismo y Cultura» R. Rucker	30 00
«¿Qué es la propiedad?, Proudhon	20 00	Unamuno, «Andanzas y visiones españolas»	27 00
«Société aliénée et société saine», Erich Fromm	35 00	«La estabilidad del latifundismo», J. Martínez Alier	42 00
«Historia del Pueblo Uruguayo», Carlos M. Rama	15 00		
«Ideario», Ricardo Mella	30 00		

Giros y pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

DE LA REPRESION EN ARGENTINA

A los compañeros:

El 31 de mayo de 1978, sobre el comienzo de esa gran cortina de humo y estupidez deportiva que fue el torneo mundial de fútbol, las fuerzas conjuntas argentinas iniciaban uno de los tantos operativos que realizan diariamente sin descanso ni asco.

Fue, como casi siempre, el fruto podrido de una confesión arrancada con los clásicos métodos de la tortura los que orientaron a la represión hacia el astillero donde trabajaban desde hacía dos años Pablo Daniel Tello y Rafael Arnoldo Tello. Detenidos y trasladados a alguna repartición militar, de las innumerables y anónimas en las que se aplican los más sádicos procedimientos de tormento, los nombrados fueron, a su vez, eslabones de otra serie de «razas» que finalizaron con la detención de Oscar Elichabe Urriol, Raúl Olivera, Fernando Díaz, Hernán Ramírez, Oscar Cantero, Elsa Martínez, y otros ciudadanos que integraron en su momento una veintena, de quienes no se tienen datos precisos. De todos ellos se ignora el paradero, lugar de detención, delito del que se les acusa e, incluso, si siguen con vida, porque el organigrama de horror de la dictadura militar argentina incluye la angustia que implica el «no saber nada» con respecto a los detenidos, como arma psicológica que corroe la tranquilidad familiar y amplía la mancha de terror que cubre a la Argentina.

Por supuesto, los recursos de «habeas corpus» interpuestos fueron devueltos por la justicia simplemente porque la justicia no funciona y es un mero resorte del mecanismo militar.

En los diferentes avasallamientos de las fuerzas represivas se cometieron toda clase de abusos físicos además de latrocinios, despojos, roturas, desmanes, hechos estos que son la tónica permanente del atropello que con el argumento de la lucha antiterrorista, cotidianamente realizan los servicios de inteligencia de las tres armas y sus «subsedes», tales como Gendarmería, Prefectura Naval, Policía Militar, además de Coordinación Federal a la que denomina hoy Superintendencia. Todas estas reparticiones practican — como los ejércitos de ocupación — la técnica del «botín de guerra», que también forma parte del impacto psicológico y en cada procedimiento el robo (liso y llano) corona el vandalismo. En este caso que relatamos, en cada casa visitada, en busca de armas y explosivos (esa es la excusa) la soldadesca arrasó con cuanto objeto de valor había en los domicilios allanados, así como con cualquier dinero que encontraron por infima que fuera la suma.

Un definido ejemplo de la rapiña militar se dio en la casa de un obrero plomero a quien fueron a detener y, al no encontrarlo, luego de amenazas a los familiares, se llevaron todas las herramientas del padre del buscado, dejándolo sin los elementos esenciales para ganarse el pan. Lo propio ocurrió en los domicilios de los hermanos Tello; que perdieron cuanto de valor poseían. Todos estos detenidos tienen militancia anarquista, son en su mayoría obreros, no están relacionados con el ERP ni con Montoneros, ni se les han encontrado armas, municiones o explosivos, que son la requisitoria infalible de la represión, que ante el reiterado triunfo decisivo sobre la subversión del que hacen gala, in-

ventan complotos, descubren imaginarias organizaciones terroristas o hallan hipotéticos arsenales, todo ello para mantener el régimen represivo fascista que ahoga a la Argentina, en cuyo ámbito la opinión está vedada, el disenso se condena con la muerte, la prensa es una cortesana bien pagada y los medios de comunicación masivos están a las órdenes de la milicracia que ensaya ahora una apertura al populismo, luego de esa «borrachera» producida por el Mundial 78, conducido por expertos en psicología de masas que actúan para las Fuerzas Armadas y sus servicios de inteligencia.

Una de las manifestaciones más evidentes de esa política populista en ensayo fue la última reunión de la Organización Internacional del Trabajo (OIT) en Ginebra, a la cual concurrió una representación tripartita (Estado, empresa, gremial) en cuya constitución, extensamente publicitada, se arribó a un acuerdo palaciego entre los militares de turno y los segundones de la burocracia sindical (cáncer del que sigue padeciendo el movimiento obrero argentino), aunque estos elementos se oculten tras denominaciones más o menos geométricas, tales como verticalistas, oblicuos, de pie, sentados, horizontalistas, y hasta independientes (?), cuando en realidad están todos arrodillados convalidando la dictadura con su proclividad al ne-

gociado y al acomodo como en los mejores tiempos del peronismo.

Pero volviendo a nuestros presos, digamos que esa nueva modalidad de inventar subversivos se corresponde con la planificación de las FF. AA. para tratar de contener el malestar popular y evitar que se encauce la creciente protesta. La acentuación de la crisis económica, la permanente espiral inflacionaria con su secuela de recesión, la irreprimible emisión de dinero que desvaloriza día a día el poder adquisitivo de nuestra moneda, la falta de información o la deformación de la noticia a través de las agencias oficiales, el primer tramo de la derogación de la ley de alquileres ocurrido el 30 de junio actual y su estela de más de 44.000 desalojos que se están gestando en los tribunales, situación de semiparó de algunas industrias claves (textil, automotores, metalurgia, etc.) crean una tensa situación en el pueblo que durante un mes fue sometido a la anestesia por el desarrollo del Mundial 78, llegándose al paroxismo chauvinista de confundir al país con una pelota.

La Junta militar pretende ahora utilizar ese evento como trampolín para lanzar alguna «proeza» bélica que tal vez pudiera ser la ocupación «manu militari» de los tres islotes australes cuya soberanía se está discutiendo con Chile. Los psicólogos de la dictadura consideran que la

GRUPOS ANARQUISTAS DE ARGENTINA

galvanización del Mundial 78 puede continuar si se le «patea» ese triple penal a Pinochet y descuentan que el pueblo saldrá a festejar esa «victoria» como lo hizo el 25 de junio. Esa es la suposición de los milicos y no descartamos que si se lanza esa «blitzkrieg» de bolsillo muchos imbéciles saldrán a «jurar con gloria morir» por las calles de Buenos Aires, siempre a juzgar como olvidaron durante un mes los muertos, presos y desaparecidos víctimas de la dictadura que suman miles, para aturdirse también con miles de decibeles tal como si necesitaran una catarsis de ruido para descargar las tensiones que crea el miedo o las presiones psicológicas que implanta la impotencia.

Eso lo dejamos para los analistas y los psicólogos. Nuestra hipótesis no es solo nuestra, porque la maniobra se ve venir y los «mass media» se lanzan con todo sobre el hombre común para convencerlo de que estamos en la rampa de lanzamiento que llevará a la grandeza nacional. Tal vez ustedes lo sabrán mejor que nosotros, puesto que la prensa extranjera traduce con fidelidad lo que ocurre en este país.

El escozor que esa información produce a la junta militar se refleja en históricas solicitudes de entidades fantasmas o en la posición asumida por alguna cámara empresarial invitando a directores del periodismo internacional para que «vean la verdadera imagen de Argentina» que, por supuesto, en caso de aceptarse la invitación, no pasará de alguna reunión de prensa, una que otra visita a alguna unidad penitenciaria bien preparada, tal vez una entrevista con el mandamás Videla y el infaltable almuerzo con gente influyente de la órbita dictatorial, de todo lo cual no saldrá a luz el número de muertos por la dictadura que son miles, ni la cantidad de desaparecidos que es terrible, ni la identidad de los presos de los que sólo se sabe que fueron secuestrados «por elementos de civil, que exhibían armas», una muy confusa explicación que se adhiere a la noticia que de vez en cuando se inserta en la prensa. En la mayoría de los casos el complot del silencio juega un papel cómplice con los procedimientos criminales de las tres armas y sus subsedes, las que actúan — al parecer — por cuerda separada, pero siempre en medio de la mayor impunidad y el más estricto de los secretos.

Se sabe que hay campos de concentración, pero no donde; se estima que hay cárceles disimuladas, pero no se sabe su ubicación; la Escuela de Mecánica de la Armada, Campo de Mayo, la Escuela Penitenciaria, el Escuadrón Güemes de la Gendarmería, son lugares de inquisición, pero no hay testimonio fundamentado; existen granjas de trabajos forzados, pero se ignoran donde están instaladas. Poco es lo que se filtra, por no decir nada.

Ello prueba la eficiencia del método aprendido a través de las experiencias sangrientas de la OAS en



(Sigue en la página 7)

EL COMBAT

SYNDICALLISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

COMO COLECTIVIZAR EL ESTADO INDUSTRIAL (I)

EL I.N.I.: un imperio industrial contra los trabajadores

MADRID. — Durante treinta años, los trabajadores españoles han financiado, con su ahorro personal y su trabajo, la creación de un Estado Industrial cuyas raíces se hunden en la burocracia y las finanzas del Estado Administrativo, la empresa feudo-industrial más catastrófica del así llamado Estado Español, que, hoy, es una gigantesca ruina financiera, productora de paro laboral serializado, protagonista de un estancamiento devastador para los ciudadanos de la comunidad, y voraz aliada del neocolonialismo industrial del gran Capital transnacional.

Tal Estado Industrial (I), conocido como Instituto Nacional de Industria (INI), controla directamente cuarenta y cinco empresas industriales, cincuenta y seis filiales «gobernadas indirectamente», y «participa activamente» en otras ciento cincuenta y cinco empresas con «paquetes minoritarios» (2).

Concebido en 1941 por el General Franco, como modelo organizacional de carácter fascio-stalinista, fuertemente centralizado y sometido al imperio despótico de la autarquía política más absoluta, controla, en la actualidad,

- el 97 por 100 de la construcción naval
- el 67 por 100 del aluminio nacional
- el 50 por 100 de la producción de hulla
- el 46 por 100 de los automóviles construidos en el país
- el 45 por 100 de la producción de acero
- el 17 por 100 de las exportaciones industriales
- el 37 por 100 del petróleo refinado
- el 23 por 100 de la producción de energía eléctrica.

IMPERIO INDUSTRIAL

Este imperio industrial, sometido a un organigrama fuertemente jerarquizado, con poderosos lazos con la industria militar el ejército profesional (cuadros técnicos, técnicas de control social, dependencia financiera de la fabricación de armamentos, encuadra laboralmente a un 6 por 100 de la población activa en la industria (1976), unos trescientos mil trabajadores, que producen más de un 10 por 100 del Producto Nacional Bruto (PNB) y realizan el 17 por 100 de las exportaciones industriales de España (1977). Tan notable fuente de riqueza camina aceleradamente hacia la ruina financiera. Entre 1975 y 1999, el INI deberá hacer frente (3) a unos 40.000 millones de pesetas de déficit financiero, equivalentes a un 5,83 por 100 de las exportaciones españolas en 1977 y a un 3,70 por 100 de las importaciones de ese mismo año.

La dotación estatal con que se fundó el INI fue de 50 millones de pesetas, equivalentes a unos 620 millones de pesetas de 1977. Y «Solidaridad Obrera» ha recordado recientemente (4) como la financiación de esta empresa de carácter feudo-industrial «se llevó a cabo mediante la emisión de obligaciones al 5 por 100 que eran **obligatoriamente adquiridas** por los Montepíos laborales con los fondos pertenecientes a la clase trabajadora, y por las Cajas de Ahorro que aportaban más del 40 por 100 de sus depósitos para ese fin». Así, la explotación feudo-industrial instalaba un modelo de producción de carácter abiertamente militar contra los ciudadanos: condenados a hipotecar laboralmente su vida, y financiar, con sus ahorros, la expansión de la maquinaria de explotación.

Los ciudadanos financian con sus ahorros la maquinaria militar-industrial que los explota.

Ruina y déficit financiero que los trabajadores pagan con su dinero.

GUERRA FINANCIERA

Entre 1961 y 1976, el total de recursos del INI se ha multiplicado por cuatro, mientras que el capital invertido por el Estado se ha doblado. En 1947, las aportaciones del Estado representaban el 98,29 por 100 de los recursos del INI. En 1976, las aportaciones estatales representaban el 18,52 de los recursos, y las obligaciones representaban el 59,28 por 100.

Estas cifras, tras la maraña financiera, pudieran inducir al equivoco. Las obligaciones, adquiridas «manu militari» por Montepíos y Cajas de Ahorro (manejando el ahorro laboral y el de pequeños y medianos empresarios, «outsiders» laborales), a través del imperativo político de la autarquía falangista, religiosa (Opus Dei), financiera (Banca privada), fueron un recurso expeditivo. Pero no cabe olvidar que una parte sustancial de las inversiones directamente estatales proceden de la guerra financiera desencadenada contra los ciudadanos a través del impuesto. Y no será ocioso recordar que los impuestos directos contra los trabajadores continúan creciendo geométricamente: en 1977, el impuesto sobre el trabajo personal (IRTP) se aumentó en un 50 por 100 (5) y las co-

tizaciones de la seguridad social aumentaron un 16,3 por 100 en 1970, un 19,5 por 100 en 1976, y un 20,6 por 100 en 1977. Mientras tanto, la guerra social desencadenada contra los trabajadores, a través de los Pactos de la Moncloa (otoño de 1977), imponía, paramilitarmente, un «techo salarial» del 20 por 100, cuando la inflación, del mismo año, reducía el poder adquisitivo de la moneda en un 30 por 100.

El Balance financiero del INI, en 1976, ofrecía un elocuente panorama del horizonte catastrófico del imperio industrial. 40.000 millones de pesetas de déficit acumulado hasta 1999, 48.206 millones de pesetas de créditos (desde 1974, el INI recurre al mercado europeo de capitales para financiar y pagar sus deudas), 173.200 millones de pesetas de préstamos a empresas controladas y deficitarias, 174.860 millones de obligaciones en circulación (financiadas, siempre por Montepíos Laborales y Cajas de Ahorro: con lo cual, el pequeño ahorrador se transforma en financiero que paga con su trabajo y monedas el pago negro de la Administración del Estado).

El nuevo proletariado industrial está sometido a un terror más devastador que el del proletariado medieval.

PRODUCCION INDUSTRIAL DE PARO

Tal estado de ruina coincide, igualmente, con un estancamiento criminal de la inversión industrial. Las inversiones reales del INI, en 1976, sólo ascendían a 6.237 millones de pesetas, representando un mero

2,11 por 100 de sus empleos financieros. Tan somera cifra de inversiones es, automáticamente, productora de paro laboral.

(Pasa a la página 2)

Comunicados

NOTA DE ADMINISTRACION

Con el fin de poder zanjar administrativamente la partida Tómbola, rogamos a cuantos no hayan hecho efectivos los boletos recibidos, lo hagan lo antes posible.

Igual decimos para los suscriptores de COMBAT SYNDICALISTE, que no hayan abonado el 1º semestre, o sea hasta el 30-VI-78.

Servicio de Librería. — Agradeceremos el pago de los envíos pendientes.

COMMUNIQUE

La Confédération Nationale du Travail — Région Parisienne, tiendra une fois par mois une permanence juridique qui sera faite par des syndicalistes et des spécialistes de droit du travail.

La permanence aura lieu le premier vendredi de chaque mois, de 18 heures 30 à 20 heures au local de la C.N.T. - Région Parisienne, 33, rue des Vignoles, Paris 20º.

Como colectivizar el Estado Industrial

(Viene de la página 1)

Los expertos financieros de la Organización para la Cooperación Económica y el Desarrollo (OCDE), continúan estimando que es imprescindible un crecimiento del 4 al 5 por 100 (6) del PNB para intentar detener-frenar el crecimiento geométrico de paro laboral.

Tan devastador modelo de organización industrial es utilizado, con la violencia más absoluta del Estado de Cosas Dominante, como recurso militar en la guerra social desencadenada contra los ciudadanos.

La población laboral activa está condenada (económica, administrativa, social, militarmente) a financiar (con impuestos directos, la plusvalía y las hipotecas de su trabajo — organizado según modelos militares de control social — sus ahorros familiares) una maquinaria de encuadramiento industrial jerarquizada según los cánones del feudalismo empresarial.

La población laboral activa está condenada (económica, administrativa, social, militarmente) a financiar (con impuestos directos, la plusvalía y las hipotecas de su trabajo — organizado según modelos militares de control social — sus ahorros familiares) una maquinaria de encuadramiento industrial jerarquizada según los cánones del feudalismo empresarial.

leurs, syndiqués ou non, et à tous les syndicats, groupes de travailleurs, de la C.N.T. ou non.

Les permanences pour la fin de l'année se feront donc : — le vendredi 3 novembre; — le vendredi 1º décembre.

LA REDACCION A LOS COLABORADORES

En adelante y hasta nuevo aviso, para facilitar la labor de esta Redacción, deben mandarse los trabajos, notas y avisos a la dirección siguiente: Imprimerie des Gondoles (Pour «Combat Syndicaliste»), 4 et 6, rue Chevreul, 94600 Choisy-le-Roi (France).

PRO COMBATE SINDICALISTA

Juan Coronel, Montauban, 10; Cots, Serignan, 50; Joaquín Rosell, Chelles, 45; Miguel Francisco, Bondy, 50; Ramón Pueyo, La Ferté Macé, 50; Albert Querol, Baillargues, 40; F. Local de Drancy, 50; Salvador Ripoll, Villablard, 100; Candelas, Bernay, 20; José Francitorra id, 20; P. Oliveras, Combs la Ville, 20; Paulino Dieste, id, 20; Adolfo Terraza, id, 20; Marcel Ferrer, Montreuil, 50; Augusto Barison, Italia, 30 F.

PRO PRENSA INTERIOR

Un Maño, Paris, 22,50; Manuel Rodríguez, St-Denis, 22; Manuel Pérez, Vi-

try, 10; Uno de La Grand'Combe, 125; Agustín Barison, Italia, 30 F. Total: 209,50 francos.

PARADEROS

—Se desea conocer el paradero o informaciones de Adolfo Zubia Mendiá y Antonio Arrizabalaga, naturales de Guipúzcoa. Dirigirse a Agustín Zubia, 16, rue de Siam, 75016 Paris.

DOS MITINES EN ESPAÑA CON LA PARTICIPACION DE FEDERICA MONTSENY

En Olot (Gerona) el día 4 de noviembre en un Mitin-presentación de la C.N.T.

En Igualada (Barcelona) el día 11 de noviembre.

Si nos llegan otros detalles en tiempo útil, serán publicados.

F. L. DE FIGUERAS

Para el domingo día 5 de noviembre a las 10 de la mañana, en el local del antiguo Patronato, sito en el Parque de la ciudad, Conferencia sobre «La C.N.T. y la autogestión», a cargo de la compañera Federica Montseny.

Este acto será el cierre a las conferencias que se están celebrando desde el 1º de septiembre, todas las semanas en los locales de la A.I.S. (antiguos sindicatos verticales) y en el Museo del Empordà.

Invitados estáis todos los compañeros que podáis acudir. Particularmente aquellos de los departamentos fronterizos y cercanos a nuestra comarca. Os esperamos a todos.

LIBROS

«A los jóvenes», P. Kropotkin 2 00
«Avisos Históricos», Pellicer .. 7 50
«Les Espagnols en France», Guy Hermet 26 00
«Las Colectividades campesinas (1936-1939)» 20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon 20 00
«Malatesta, vida e Ideas», V. Rinchards 25 00
«Historia del Movimiento Machnovista» 20 00
«La Revolución», Landauer 18 00
«La vie et l'œuvre de Francisco Ferrer», Sol Ferrer 17 00
«El Movimiento Obrero Español. (Historia y crítica)», Manuel Buenacasa 20 00
«Le Camp des femmes» (Ravensbrück) t. II, C. Bernadac 20 00
«Genocidio español en la España de los Austrias», F. Olaya 30 00
«Le Labyrinte espagnol», Brenan 39 00
«Historia de la F.A.I.», Gómez Casas 25 00
«Góngora». Obras lujó 60 00
«Divina Comedia», Dante 60 00
«El Año de la Victoria», E. de Guzmán 50 00
«La Muerte de la Esperanza», E. de Guzmán 50 00
«Les Mouvements fédéralistes en France. 1945 a1974», Alain Grellsamer 30 00
«L'Espagne Libertaire. 1936-1939», Gaston Leval 25 00
«Requiem por un campesino español», Sender 12 00
«Romancero Libertario CNT-FAI», Varios 21 00

PALABRAS EN LIBERTAD

TEATRO VIVO

Paseándome hace algunos años por los «grandes boulevards» de París, percibi, no sin sorpresa, que una multitud de afiches coloreados anunciaba una pieza de teatro de autor sud-americano: el boliviano Adolfo Costa du Rels, y, pocos días después, encontré en las columnas especializadas de los diarios de la capital francesa crónicas llenas de elogios sobre la pieza y su autor.

De esta manera, el teatro de Bolivia entraba, creo que por primera vez, en el circuito internacional, aunque Costa du Rels sigue siendo más conocido, hoy día, en Europa que en Latinoamérica y en su país, cosa nada sorprendente, si uno tiene en cuenta el refrán que nadie es profeta en su tierra.

Bolivia tiene una literatura contemporánea llena de sorpresas (basta citar nombres como aquellos del precursor Tristán Marof, del ensayista y poeta, también teatrólogo, Fernando Diez de Medina, y de los poetas Jaime Sáenz, Oscar Cerruto, Pedro Shimose, sin hablar de Yolanda de Bolivia (la excelente Bedregal) y he aquí que al lado de Costa du Rels el país altiplánico tiene otro teatrólogo de valor; se trata de Guillermo Francovich, conocido como diplomático, ensayista y crítico, y sobre todo, como historiador de ideas, cosa bastante rara en las tierras de Suetonio Pimentá, a quien Marof levantó un monumento en su libro que, luego después de su publicación, despertó el entusiasmo de Miguel Angel Asturias y muchos otros.

Salido en 1975 de las prensas «Editorial Amigos del Libro», en La Paz, este «Teatro Completo» presenta a Francovich como a un autor de primera magnitud, cosa que, hace poco tiempo fue «descubierta» también por Carlos Solorzano, notable investigador y teatrólogo guatemalteco-

mexicano, quien incluyó una de las piezas del autor boliviano en la antología «El teatro actual Latinoamericano», editada en 1972 en la ciudad de México.

La obra presenta doce piezas en un acto, la mayoría de éstas, cuadros del pasado histórico de Bolivia, mezcla de «tradición», poesía y acción, todo hecho con mano de maestro, de tal manera que el libro se lee con la curiosidad con la cual se lee una novela.

Hay, a nuestro juicio, en este libro que debería circular por todas las Américas, tres piezas de valor continental: «Como los gansos», donde se presenta un episodio de la vida agitada y ejemplar de Simón Rodríguez, preclara figura de América, sobre la cual escribieron Mariano Picón Salas y Arturo Uslar Pietri, entre muchos otros en «Reunión Improvisada» estamos en pleno absurdo, en la época de Malgarejo, y no dudamos afirmar que este acto es, en el más puro sentido de la palabra, un pedazo de «surrealismo latinoamericano», tal como lo definimos en la introducción de nuestra «Antología de la Poesía Surrealista Latinoamericana». Finalmente, llamamos la atención sobre «Empresario de Sueños», en cuyos cinco cuadros breves revive con fuerza dramática la vida de Emeterio Villamil de Rada, el boliviano genial e infeliz quien escribió el estudio sobre «la lengua de Adán», sosteniendo que todas las lenguas del mundo vienen del Altiplano Boliviano.

Con mano de maestro y sabiduría de historiador, con precisión de sicólogo y exactitud de «metteur en scène», Guillermo Francovich escribió, en silencio, sin loores de capilla, algunas de las más representativas páginas del teatro latinoamericano.

Stefan BACIU

LOS RESULTADOS DE LA ACCION DIRECTA

La victoria del Sindicato de Pesca CNT de Denia

Texto íntegro del documento que materializa el triunfo del Sindicato de Pesca C.N.T. de Denia, frente al Pacto de la Moncloa y a los pactistas de CC. OO. y U.G.T. y otras organizaciones burocráticas.

«En la ciudad de Denia siendo las diez horas del día siete de octubre de mil novecientos setenta y ocho, en los locales de la Cofradía de Pescadores, se reúnen, bajo la presidencia de D. Juan Miró Bueno, asistido por D. Felipe Fontanet Roure, Presidente de la citada Cofradía de Pescadores, los señores que representan a la Asociación de Armadores de Pesca de Bajura de Arrastre de Denia, y los señores que representan a los trabajadores que faenan en las embarcaciones de dicha modalidad de pesca, y al Sindicato de Pesca de la Central Sindical CNT, cuyos nombres, son por parte de los armadores, D. Miguel Llorca Zaragoza, D. José Ramón Ferrer, Pellicer, D. Joaquín Chornet Torres, D. Vicente Ribes Carillo, D. Pedro Crespo Plá; por parte de los marineros, D. José Montiel Montaner, D. Juan Puig Torres, D. Juan Ramón Salvador, D. Pedro Cabrera Montiel, y D. Vicente Roselló Bañuls.

Ambas representaciones se reconocen representación legal suficiente, para en nombre de sus representados a establecer los pactos y acuerdos que en este documento se reflejan, obligándose por ello al cumplimiento de los mismos como así también reconocen y aceptan unánimemente la Presidencia de esta reunión.

Con los acuerdos y pactos aquí estipulados, se declara finiquitada la huelga laboral mantenida por trabajadores desde el día (veintisiete de) digo, veinticinco de septiembre ppdo. hasta este momento, volviéndose, por consiguiente, a reanudar las actividades laborales, el próximo día nueve del presente mes con toda normalidad, como se realizaba hasta el momento anterior a la huelga, por ser dicho día nueve el primero hábil de trabajo a partir de este momento, cuyos acuerdos que por unanimidad se toman y aceptan quedan reflejados los siguientes puntos:

PRIMERO. — Los armadores y pescadores del puerto de Denia, a quienes afecta este pacto, se comprometen formal y obligatoriamente, a no tomar ninguna clase de represalia contra ningún trabajador por haber participado en la huelga de pescadores, tanto a nivel de dirigentes como de simples participantes, respetándose por consiguiente a cada uno, todas las condiciones de trabajo que tenían con anterioridad al inicio de la huelga, tanto en lo relativo al puesto de trabajo y categoría profesional como a las retribuciones que les correspondan.

SEGUNDO. — Las condiciones de trabajo que hasta esta fecha se venían aplicando, serán modificadas únicamente en los siguientes puntos:

a) Las partes técnicas previstas en la Legislación vigente, se seguirán pagando con cargo al monte menor, excepto la parte de pocero y el 50 % de la parte de redero que serán abonadas con cargo al armador.

b) El sueldo garantizado que esté vigente en el momento de aplicación de este pacto, será aumentado en un QUINCE por ciento por carestía de vida.

c) Los armadores aceptan que los marineros que hagan falta en los trabajos de reparación o carena se empleen en estos trabajos percibiendo una reenumeración de MIL PESETAS diarias a los marineros y de MIL TRESCIENTAS PESETAS, también diarias a los mecánicos. El resto del personal que no tenga trabajo en la reparación, se enrolarán en las distintas embarcaciones de este puerto cuyo enrolamiento se gestionará con la colaboración del armador de su embarcación. Si no se realizara este enrolamiento en otras embarcaciones, su armador viene obligado a cumplir lo dispuesto por la legislación vigente en este momento. Cuando esté terminada la reparación, los marineros volverán a la embarcación con todos los derechos de antigüedad, categoría y demás condiciones que tenían antes de iniciarse la reparación. Los marineros tienen la obligación de volver a la embarcación cuando se les avise, por haberse terminado la reparación y, si tuviera intención de no volver a cambiar de embarcación, vienen obligados a avisar a su armador con un plazo de ocho días antes de cesar en su puesto, para que el armador pueda cubrir el puesto vacante.

d) Como usos y costumbres, se respetará lo que en la actualidad se viene aplicando en la práctica en cuanto al abono de DOSCIENTAS PESETAS por marineros y día, más el rancho de pescado que se reparte a la tripulación a la llegada a puerto.

e) Por los armadores se respetará el pago de las gratificaciones a los técnicos que marca la disposición vigente.

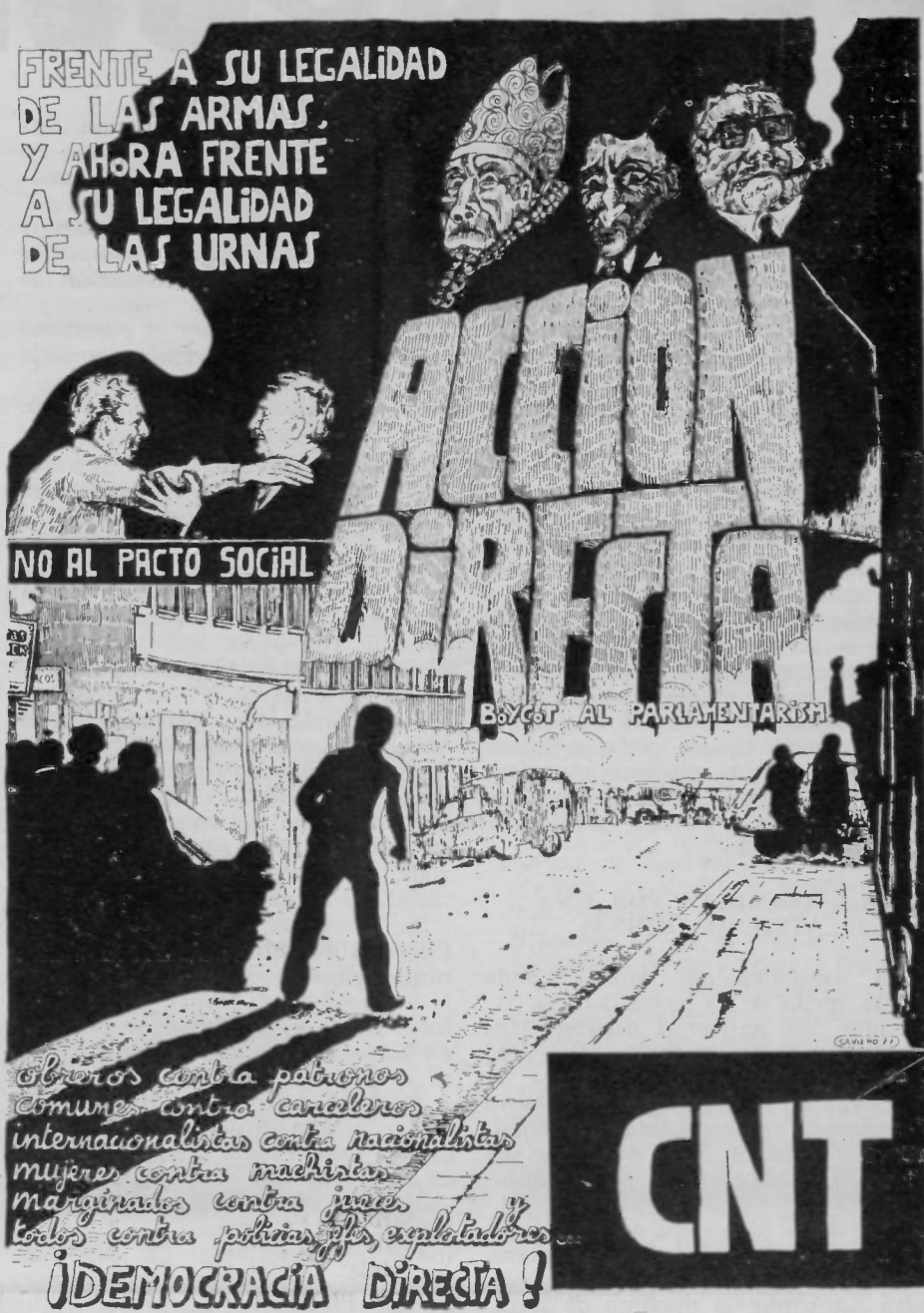
f) En cuanto a las gratificaciones de Julio y Navidad, así como las vacaciones, se respetará lo establecido oficialmente en el momento de aplicación de este pacto, y en especial se acuerda parar las embarcaciones en la semana de Fiestas Patronales de esta localidad.

Estando previsto que las vacaciones se disfruten en dos periodos, una en invierno y otra en verano, la correspondiente al verano coincidirá con la semana de fiestas antes dicha, y el pago de estas vacaciones se liquidarán los QUINCE días conjuntamente con la paga extraordinaria del 18 de julio.

Con respecto al otro periodo de vacaciones en invierno, se liquidará el pago de dichas vacaciones coincidiendo con el pago de la extraordinaria de Navidad.

En todo lo no previsto en este pacto, se aplicará la legislación vigente para el sector, y la vigencia del mismo finalizará el treinta de abril de mil novecientos setenta y nueve.

En nombre de las representaciones de este pacto, firman con la presidencia, D. Miguel Llorca Zaragoza como Vicepresidente en funciones de Presidente por enfermedad del titular de la Asociación de Armadores de Pesca de Arrastre de Bajura de De-



nia, y en representación de los trabajadores, el marineros y Secretario del Sindicato de Pesca de la Central Sindical C.N.T., D. José Montiel Montaner, en la ciudad de Denia en

el lugar y fecha al principio indicados.

(Hay varias firmas y un sello redondo, que dice: «Sindicato de Pesca - Denia - C.N.T.-A.I.T.»)

SOLIDARIDAD GASOLINEROS

Sánchez Miguel, C.C.P. 2712 63 T, 4, rue Belfort, 31000 Toulouse.

Juan Bonet, Plaza Duque de Medinaceli, 6 Pal., Barcelona-2 (Espagne).

SOL Y SOMBRAS

ANONIMISIMO TRILLA

Se llamaba Antonio y era hermano del anarquista Sadurn Trilla, uno de los que la autoridad enviaba preso a Barcelona cada vez que ocurría en ella un acto terrorista. Me refiero a finales del siglo XIX, al que tan aficionado era mi amigo Pedro Marbá.

A Sadurn lo veía en mi mocedad alumbrando y apagando faroles de gas por las calles del pueblo. No era interesante, ya, Sadurn Trilla, para nosotros, militantes de la hora; pero si lo era su hermano Antonio, que en los trances de juventud de Sadurn lo había asistido.

Y claro, Antonio le conservaba cariño. Encendiendo y apagando, Sadurn quedó a su vez extinto, no preñando su recuerdo en nosotros, los nuevos anarquistas.

Andando el tiempo yo quedaría en índice en cuanto a represiones autoritarias, y cada vez que salía de una cárcel o regresaba de un destierro, invariablemente Antonio me visitaba, y es que mis aventuras le reflejaban las de su hermano. Sin ser militante de lo nuestro, ese Trilla revivía días interesantes, brillantes como no hay en los decursos vegetativos. A veces Antonio aparecía llevando del brazo a su mujer, evidentemente enferma, con las piernas

que apenas la sostenían. Era una pareja «antigua», un amor sin brillo, pero corazonado.

— Nadie la quiera, pero yo la quiero más que a todo el mundo — me diría Trilla segundo.

Yo lo comprendí en seguida, y más lo comprendo ahora con mi carga de años y mi compañera casi doliente como la de Trilla.

No pudiendo más, ese Antonio admirativo de los anarquistas se dio — así se decía en la época — al Hospital caritativo. El ambiente de pútrida religiosidad no le convenía a Trilla, pero allí dentro tenía a ella, la compañera de su vida. Ella murió, y él salió a la calle para encontrarme y regañarme: «Tú jamás has venido a visitarnos.» Dos meses después el cuitado se arrojó bajo las ruedas de un tren.

Sentí profundamente el drama, pero yo tenía obligaciones imperativas: mi familia, el Sindicato, la anarquía, que no dejan tiempo libre para obligaciones menores.

Antonio Trilla murió falto de Ella, así, con mayúscula por lo mucho que la quería. Lo que no evita, en mí, un adarme de arrepentimiento. Y es que la vejez se queda sola, tremendamente sola.

Joan Ferrer (p. m.)

EL PROLETARIADO

(Informe)

TARRASA. — El sábado 16 de septiembre saltaba la noticia un tanto insólita en un panorama social como el actual, de la ocupación de viviendas por parte de un par de cientos de familias en Tarrasa. Familias no lo olvidemos que por no tener no tienen ni donde cobijarse.

A partir de este momento en el «arco institucional» de partidos y centrales se abría desde una fisura en sus cuadros, por el tratamiento dado al tema, hasta el desenfrec más repugnante de adulteración de hechos y capitalización de los mismos.

No hay efectos sin causa. La acción llevada a cabo por el obrerismo no vino de un arrebató espontáneo y por supuesto no termina en este hecho concreto. La denuncia de aquellos que abordan un problema a partir de que éste surge protagonista de la cotidianidad se hace necesaria.

Ni los trabajadores que plantearon en acción directa con gran visión de lucha, la resolución de sus problemas, ni el resto del proletariado olvidamos que la solución no estriba en conatos fortuitos de ataque al Sistema, sino en destruirlo dando paso a formas de convivencia que permitan resolver armónicamente y acorde con las necesidades. Por tanto lo hecho solo es parte del eslabón de la cadena tirana que nos oprime y asfixia, la que tenemos que romper con la forma y medios que las circunstancias permitan, pero siempre machacando.

LA ASAMBLEA POR UNA VIVIENDA DIGNA

La Asamblea por una vivienda digna nació de la necesidad de viviendas que sufrieron algunos trabajadores de la Asamblea de Parados, organismo que realmente se preocupa de los parados y compuesto de obreros en verdadera necesidad; todo ser humano trata de cubrir sus perentorias necesidades para subsistir.

A partir de principios de verano, la Asamblea por una vivienda digna fue tomando cuerpo y trabajando para aglutinar al máximo de familias en la misma situación. El fruto de este trabajo se dio cuando al cabo de un tiempo tenían 80 familias dispuestas a luchar por algo tan natural y humano como tener un techo donde no se tenga que vivir como animales.

Tarrasa, ciudad industrial que junto con Sabadell, son de las más importantes de España no tiene viviendas sociales. El Ayuntamiento ha estado especulando durante los 40 famosos años con dinero del Ministerio de la Vivienda para lucro de concejales, alcaldes y capitalistas, que las

convertían en iniciativas privadas. La asamblea por la vivienda digna hizo todas las gestiones necesarias para comprobar que viviendas podrían ocupar sin que se dañara la propiedad privada, encontrando tan sólo unos bloques de pisos en el barrio de Torresana, que habían sido construidos con dinero del Ministerio de la Vivienda y que pertenecen a una «iniciativa privada» siendo uno de los más destacados accionistas, José Donadeu, ex alcalde de Tarrasa que se destacó por su fidelidad al franquismo, ex subgobernador de Barcelona y hoy gobernador de Gerona, como podemos ver todo un historial, de la causa.

La Asamblea una vez localizados los pisos decidió ocuparlos en el mínimo tiempo posible, esto y para que la operación se llevara a cabo con un máximo de garantías se pusieron en contacto con una asesora jurídica de Barcelona, y con los partidos y sindicatos de su confianza; todo ello se acordó en una Asamblea para que no se divulgara y llegara a oídos de la policía antes de la ocupación.

(Aunque en su mayoría los trabajadores que componen la Asamblea son del «mayoritario» CC OO, ellos decidieron vetarle la comunicación de sus intenciones por temor a que en vez de apoyarles los boicotearan, así mismo a la UGT, PSOE, PSUC y otros más a los que se les comunicó el mismo día de la ocupación, — previsión de los obreros que más tarde se revelaría correcta —, para estos trabajadores su confianza ya con bastante tiempo de adelanto a los hechos estaba en la Confederación Nacional del Trabajo (CNT), por un lado y en la Liga Comunista Revolucionaria (LCR) por otro, esta última troskista).

La Asamblea había llegado a un grado de madurez a primeros de sep-

tiembre que la ocupación de pisos era inminente, fue postergada para avisar a las demás fuerzas político-sindicales a excepción de las ya antes descritas. Para este efecto se efectuó una Asamblea donde se volvió a ratificar la ocupación, posteriormente se hizo otra sólo para partidos y sindicatos donde éstos debían definirse en un total apoyo o no. La reunión igual a todas las de este tipo o sea completamente nula quiso tomar derroteros demagógicos de «yo soy lo mejor, etc.», más en esta ocasión todo «rollo» de ese tipo fue cortado, allí no se iba a discutir como se debía hacer la ocupación ni cuando, sino a pronunciarse por la decisión de la Asamblea, tanto LCR como la CNT que sabían de que iba, no siguieron el juego, en lo que respecta a CNT había acuerdos de organización tomados ya con bastante anterioridad en los que se apoyaba a la Asamblea por una vivienda digna con todas las consecuencias que ello reportara.

El día anterior a la ocupación, viernes, se volvió a reunir la Asamblea, partidos y sindicatos para detallar lo mejor posible como iba a llevarse la ocupación quedando en que a las tres de la tarde del sábado se reunirían las familias en la Plaza de Can Anglada y se distribuirían por grupos.

PELICULA DE LA ACCION

Para ocupar bloques en avanzada se hicieron tres grupos compuestos por 4 ó 5 obreros cada grupo en misiones de: Paralizar al vendedor que tiene la empresa en los pisos para conseguir las llaves y evitar pudiera ponerse en contacto con la policía.

Cuidarse del portero de una fábrica para que no avisara a la policía, esto era por el calibre fascista del portero.

Controlar al guardia de los pisos por igual motivo.

La paralización de estos hombres se debía hacer e hizo de forma pacífica, utilizando la presión sólo en caso de negarse.

Pese a todas las previsiones de los

organizados desde las primeras horas de la tarde se vieron familias cerca de los pisos, resultando después que de 80 familias que pensaban ocupar, se pasó a 180.

Cuando se llegó a los pisos la gente marchaba nerviosa por el temor a que la policía llegara antes de la ocupación, teníamos la certeza de que la policía estaba avisada. Cuando las primeras familias empezaron a entrar por una escalera, llegó un coche de la Policía Armada creando un nerviosismo a flor de piel entre las familias, no por eso, y pasada la primera impresión siguieron metiéndose en los pisos excepto en una escalera que fue bloqueada por los Armada.

OCUPACION Y ENTUSIASMO

El entusiasmo de la gente era desbordante, al fin, la policía impresionada por el Senador y cura Xirinacs que se hallaba presente desistió de su postura marchándose al cuartel a dar aviso de lo que sucedía. La conducta de los policías si en verdad no recurrieron a la violencia fue por que la gente no ocupó la escalera donde estaban, sus manifestaciones no presagiaban nada bueno. La ocupación una vez se marcharon los policías, como siempre, transcurrió sin incidentes, en los pisos donde no se encontró la llave, se rompió los vidrios de la puerta de entrada o la corredera de la puerta, estos pequeños desperfectos se pensaban subsanar cuando se acomodaran las familias, la prueba más evidente de ellos que ya en aquellos momentos se hicieron listas de desperfectos.

Durante el tiempo que estuvo la policía se telefoneó al gobernador de Barcelona y al no estar él, contestó el sub-gobernador al que se le explicó el asunto, la respuesta de éste fue de que «eso no se podía hacer de esa forma»; Xirinacs intentó ponerse al habla con algún responsable del Ministerio de la Vivienda siendo imposible conseguirlo por ser sábado, diciendo el sub-gobernador que «el lunes se arreglaría».

El Comité salido de la Asamblea tenía acuerdos de negociar con el Ministerio de la Vivienda, la posibilidad de pagar los pisos de una forma que a las familias les fuera posible, ya que en su mayoría pasaban necesidades por causa del paro. Desde las 6 a las 9 más o menos de la noche, todo transcurrió con normalidad y júbilo, los trabajadores se sentían satisfechos por haber organizado y ocupado unas viviendas que se las había negado no sólo el gobierno, sino los partidos mayoritarios pactistas y sus centrales, PSOE-UGT, PC-CC OO, que en ningún momento cooperaron para ayudar a nada.

A las 9 de la noche llegó la policía armada, comisario, etc. Hablando con el Comité salido de la ocupación éste informó de sus gestiones a la policía para quedarse a vivir en los pisos, que estaban esperando negociar con el Ministerio de la Vivienda, etc.; la policía intransigente no dio sino una hora para desalojar los pisos, al término de la cual desalojaría de una forma u otra (posteriormente se supo que la orden de desalojo partió de Madrid, de la reunión en que los gobernadores civiles juntamente con Martín Villa estaban realizando en aquellos momentos, esto fue confirmado por el Ayuntamiento de Tarrasa así como el sub-gobernador de Barcelona). El Comité que habló con la policía,

LA DEMOCRACIA EN MARCHA

(CARTEL DEL MAYO FRANCES)



«NORMALIZACION»

Y SUS LUCHAS

testimonio)

cuando ésta marchó convocó una Asamblea donde se expuso lo que la policía había dicho, la Asamblea se negó rotundamente a desalojar y se preparó para cuando la policía volviera, aunque en ningún momento se pensó que ésta reaccionaría de la forma tan salvaje como lo hizo.

«DESALOJEN A LOS NIÑOS, DETENGAN A LOS PADRES Y A LOS QUE SE RESISTAN LANZARLOS POR LOS BALCONES»

Las 9,45, quizá las 10, pero que importa esto, llega de nuevo la policía con unos efectivos impresionantes: dos compañías de Policía Armada, un generador para dar luz a los focos que traían en un camión, etc., (ya antes de que llegaran habían salido grupos con megáfonos divulgando los sucesos que se acercaban, pero la policía había escogido una hora en que sabía que la población de Tarrasa o bien había marchado o estaba ya en sus casas). Cuando se distribuyeron en formación las familias se atrincheraron dentro de los pisos y la gente que se encontraba a fuera era la que apoyaba.

Apareció el comisario y una delegación compuesta de representantes de partidos y sindicatos fue a hablarle, por aquellos momentos otra delegación se encontraba en el Ayuntamiento para intentar que el Alcalde paralizara la orden de desalojo que tenía la policía.

El comisario solo decía que «tenía órdenes tajantes de desalojar las viviendas fuera como fuera», ante la insistencia de que se esperaba una contestación del Alcalde, manifestó que él ya «había hablado con él y que no había nada que hacer».

Formados por pelotones y preparados para desalojar, el compañero de CNT que había ido a hablar con el comisario se marchó con el resto de la gente, los representantes de las demás organizaciones quedaron allí a resguardo JUNTO A LA POLICIA; esta comenzó a desalojar la entrada de los pisos haciéndonos recular hacia los lados, concretamente a la izquierda, donde había una esplanada, unos intimidaban con sus rifles y metralletas Z-45, a pesar de esto la gente se resistía tratando de hacerles comprender lo que allí podía ocurrir, ellos contestaban como autómatas «seguid reculando»... cuando nos empujaron una distancia que les pareció prudencial se dio la orden de desalojar los pisos por las buenas o las malas (durante todo este tiempo un altavoz policial no paraba de intimidar a las familias para que bajaran de los pisos). La gente que apoyábamos la ocupación nos veíamos impotentes de hacer nada en ayuda de los del interior de los pisos, crecía la rabia en aumento, más y más, cuando se sintieron los primeros gritos de la gente negándose a salir. Todo estalló cuando por el altavoz sonó la frase: «si los niños se resisten a salir los tiráis por el balcón». Estas palabras encendieron la mecha; desde el primer instante la policía no había hecho otra cosa sino provocar a los obreros, después de esas palabras la esplanada fue un campo de batalla.

Al grito de asesinos policías, la gente se movió para adelante, la Policía preparada hizo una carga en la que el enfrentamiento en muchos casos fue de cuerpo a cuerpo..., la confusión fue general, a un trabajador se lo llevaban arrastrando y apaleando, la policía repelía a la gente

con el cañón de los fusiles, botes de humo, pelotas de goma en una distancia de menos de dos metros, los trabajadores respondían a la agresión con piedras.

UN INFORME QUE ATESTIGUA

En un folletito editado por Manuel Seliva, Lluís Bonet, Josep Ricart, curas de la zona (el último a más de eso es de la plana mayor de CC OO, PSUC) titulado «Lo que vimos denunciando», sobre los hechos en la esplanada, etc., extractamos: «Sobre las diez y media nos encontrábamos, Pep Ricart, Lluís Bonet y yo, en medio del pelotón de policías. Somos los curas de esta zona, queremos ha-



clar con quién dirige esta operación. Nos enviaron al teniente. Intentamos convencerle de que dejaran pasar la noche a los ocupantes de los pisos vacíos, porque algunas familias tenían niños pequeños y ya estaban durmiendo. Le dijimos que tuviera un poco de conciencia.»

«¿Conciencia?, gritó furioso el teniente. Yo soy católico de comunión diaria, he hecho los cursillos de cristiandad y mi mujer es de acción católica. ¡Díganle a esa gente que desalojen, que están contra los Mandamientos de la Ley de Dios, que lo que hacen es ilegal!»

«De nada sirvieron nuestros ruegos. Tienen dos minutos para hablar con ellos. Un minuto, circulen... ya se ha acabado el plazo, vamos a desalojar...»

«En un silencio amenazante y en medio del clima de impotencia sonaron como cañonazos las palabras del jefe por los altavoces: «Desalojen a los niños, detengan a los padres y a los que se resistan lanzarlos por los balcones.»

«Entre el miedo, la humillación y el insulto nos hicieron retroceder hasta el descampado. Fue una grave provocación a la que las personas concentradas respondió con rabia descontrolada: «¿Esta es la democracia?», «¿De donde salen vuestros sueldos?» y todo el repertorio que sale por bocas de gente desesperada e impunemente ofendida. Después los disparos con balas de goma, bombas de humos, focos cegadores... minutos de incertidumbres, huidas desfavoridas por el bosque, cloacas y calles del barrio. Había empezado una injusta y desproporcionada «batalla campal». Un brutal despliegue de agresividad y violencia espectacular. De un lado el poder de la fuerza y la seguridad de los uniformes y

las armas, del otro lado el miedo, el desconcierto y la única fuerza de la razón. Mujeres, hombres, niños y jóvenes que en su dispersión lanzaban piedras y frases de indignación.»

Hasta aquí el informe de los curas, al cual volveremos cuando creamos oportuno, y, al que hacemos salir a colación para demostrar a escépticos y demás hiervas, que no necesitamos sacarnos nada de la manga, la realidad a veces supera en millas... a la imaginación más desbordante! Sigamos sin embargo el relato donde lo dejemos.

La policía despejó la esplanada en pocos minutos, en cada metro de terreno había un bote de humo, la gente corría arrastrándose por el suelo y resguardándose en coches y casas cercanas, en otro intento obrero para ir hacia adelante, fue cortado con la misma dureza que la vez anterior.

«Y los niños, los niños arrancados del sueño, en brazos de aquellos seres extraños con uniforme y armados que los devolvían a ningún lugar... «No les hemos maltratado... yo también tengo cuatro hijos», nos decía un guardia intentando disculparse.»

ULTIMAS HORAS DE UNA NOCHE TRAGICA

A la 1 de la mañana el secretario de la F. L. de C.N.T., junto a algún otro responsable de otras organizaciones estuvieron en el Ayuntamiento. No se encontró a nadie que se hiciera responsable. A partir de este momento la delegación optó por crear una permanencia donde coordinar las fuerzas político-sociales que estaban solidarizadas con la Asamblea de Vivienda Digna; la misma delegación acudió varias veces a comisaría para intentar ver a los detenidos, la policía rechazó las peticiones de información.

Mientras y aproximadamente a las tres de la mañana más o menos se efectuó en nuestros locales (CNT), una Asamblea, donde se discutía la situación de los detenidos y posibles acciones a llevar a cabo; a las cuatro y media de la mañana el compañero que salió elegido de la Asamblea, para llevar la propuesta de acción a la permanencia de partidos, centrales y Asamblea Vivienda Digna, pasó por comisaría donde vio compañeros de otras centrales sindicales, ellos le comunicaron que la delegación de la permanente: partidos, asamblea, centrales había entrado en comisaría y estaba mediando por los cuatro detenidos; a éstos se les puso en libertad después de tomarles declaración y citarles para el lunes 18 en el Juzgado de Guardia.

EL OPORTUNISMO EN MARCHA

Al día siguiente a las 10 se hizo una reunión de las fuerzas de la permanencia: centrales, asamblea y partidos donde se redactó el texto de un manifiesto en el que se exponía todo lo vivido en las últimas horas. En la reunión se trató de volver a los temas demagógicos de partido, la postura de C.N.T. fue irreductible en el sentido que obligó materialmente a algunas centrales y partidos renuentes a exponer en toda su crudeza los hechos. No era para menos en aquellas horas.

Posteriormente se fue a la Asamblea general convocada por la Asamblea para una vivienda digna donde se encontraba un número menor de familias de las que habían ocupado la tarde antes los pisos; la asamblea transcurrió en un ambiente crítico pero animoso; allí decidieron intentar otros caminos de lucha, sin olvidar el emprendido y llamar a todas las fuerzas políticas y sindicales a que se solidarizaran con las acciones llevadas a y a llevar a cabo; se denunció, criticó las F.O.P., Martín Villa, PSUC, CC OO, llamándoles de todos los epítetos conocidos. Al término de la Asamblea se realizó una manifestación por la barriada de Can Anglada con el coreo de consignas como «Disolución de cuerpos represivos», «Contra la Ley anti-terrorista», «Fuera la Constitución», etc., entre otras, así, como desde los megáfonos de un coche que marchaba al frente de la manifestación se denunciaba a las CC OO, UGT, PSOE, PC etc., por las posturas antiobreras que llevan adelante.

Por la noche, sobre las 10, se efectuó una reunión más amplia de par-

CATOLICISMO Y DEMOCRACIA



Durante sus 43 años de pontificado los dos últimos Pios marcaron la verdadera faz de la Iglesia Católica. Su violencia alcanzó las más altas cimas combatiendo toda tentativa popular de mejorar su existencia. En 1937, la encíclica contra la revolución española es un ejemplo inolvidable. Pio XI marcó bien el camino a su sucesor Pio XII quién, durante la guerra mundial mostró su concepto de los derechos humanos, empeñado hasta el tuétano en defender al eje Roma-Berlín-Tokio.

Para la Iglesia su muerte fue como un inciso que vaciaba gran parte del tumor purulento que representaba su pontificado.

Juan 23 fue promotor y mesías de la última revolución católica. Cada siglo la Iglesia hace su revolución. Un reajuste de sus posiciones vis-a-vis del progreso humano. Pese a ello, siempre va rezagada de un siglo.

Por las fisuras del concilio Vaticano 2 penetró algún que otro soplillo de aire tímido. También un poco de luz de cirio, que no de sol. Pero las puertas quedaron cerradas a toda veleidad modificadora de su esencia autoritaria y sectaria. Ni contracción voluntaria, ni divorcio, ni anatema contra la explotación del hombre contra el hombre, ni anulación

de los Concordatos con Italia y España. Al contrario. La bendición y el sagrario para sus jefes, cuya historia está manchada con sangre inocente.

Le sucedió Pablo 6. Viajó a troche y moche para convencer. No lo logró. La Iglesia se mantiene porque venció. Pablo siguió la línea de conducta secularmente dictatorial. Se opuso al triunfo del referendo italiano que legalizaba el divorcio y movilizó sus huestes hasta lograr el procedimiento de otro referendo para anular el triunfo popular del primero. Lo perdió también. ¡Dios no estaba con él! Para vengarse amenazó excomulgar a todos los católicos que divorciaran. Dios tampoco estaba con él y los católicos se divorciaban y continúan divorciándose.

Estuvo en Fátima para garantizar y reforzar los milagros del clero y de la ignorancia, con la que lograron transformar aquellos parajes en próspera teta de la economía católica. Su presencia en Fátima consolidó el mantenimiento de la ignorancia y de la maldad.

Muerto Pablo, el angelical Albino: blanco, puro, ingenuo (¿será su pureza que le hizo morir de muerte tan sospechosamente anormal que pululan los rumores de haber sido envenenado?), renovó las esperanzas de «liberalización» y «democratización» de la Iglesia. Así lo explicaron gentes de «bien pensar». Pero sólo para la galería.

Como los otros papas, recientes o lejanos, Albino entendía mantener la autoridad divina a él confiada. Si mantuvo provisionalmente en sus puestos a colaboradores del predecesor — celosos y adversarios algunos de ellos —, el nuevo papa previno y advirtió: «Todos nuestros colaboradores están llamados a observar la

más estricta aplicación de nuestra voluntad.»

No dejemos engañarnos. La voluntad de la Iglesia es rígida, dictatorial y despótica. Sus hechos lo demuestran. Por eso necesita envolver sus numerosos discursos y sermones en abundantes expresiones de liberalismo y democracia.

Fernán MURATORE



PUEDA ADQUIRIRSE EL DISCO de SERGE UTGE

Contiene: Tout le sang du monde... sauf celui de français, Je gueulerai longtemps, Je voudrais vivre dans un cimetière, Sur la Comune, Histoire de la nouvelle esperance, Sur le temps des cerises, Vacances sans honte, La Pointeuse est morte, Qui paie ses dettes, Chansons pour les non-mâles, Les seules vraies malsons du peuple, Confessionnal de chiffon.

Es una realización «Pragmaphone».

Puede adquirirse en el Servicio de Librería del COMBATE SINDICALISTA, 33, rue des Vignoles, 75020

Precio: 30,00 francos.

RIPIOS

El «papa» Clemente canoniza a Franco

Según «La Gaceta Ilustrada», el «papa» de Palmar de Troya, el visionario Clemente ha elevado a los altares a Francisco Franco Bahamonde, a José Antonio Primo de Rivera y al Almirante Carrero Blanco. Y excomulga al gobierno presente, así que el de la Segunda República.

Verdaderamente ese señor ve «visiones» ya que solamente identifica los «suyos». El majaretismo no puede llegar a más baja definición, más allá, es la demencia.

..

Del Ministro de Cultura

En Avila, dijo hace pocos días el Ministro de Cultura en el transcurso de una conferencia de prensa, que la Ley de Prensa, de hecho está suprimida.

..

Las virtudes del hambre

Oído en un Campo de Concentración. Un maño le decía a otro maño:

— ¡Qué dientes más majos que tienes!

El otro le contestó:

— Claro, aquí siempre están en huelga.

El tío Paco

«Estamos dolorosamente hartos»

No. No es la reacción de los que estamos fuera de España al leer lo que algunos, en el interior, opinan de nosotros: «¿Por qué piensas todavía por tu cuenta? ¡Disúlvete y saca tu dinero!»

Aquí no estamos aún hartos después de 40 años de consecuentemente labor libertaria; ni dolorosamente hartos por las salidas de tono de algún que otro que no sabe lo que dice pero quizá sepa bien lo que quiere.

El «estamos dolorosamente hartos» lo lanzaron y repitieron los funcionarios policiales españoles en el comunicado que hicieron público en

agosto y que les enfrentó (¿?) momentánea y aparentemente al Ministerio del Interior del Gobierno Suárez.

Decían estar «dolorosamente hartos» de las huecas declaraciones de políticos y centrales sindicales que no tomaban iniciativa alguna para exigir del gobierno la adopción de medidas que hicieran cesar los atentados terroristas.

Decían estar «dolorosamente hartos» de que las fuerzas políticas hicieran a los cuerpos de seguridad objeto de pactos que impedían la

adopción de medidas de seguridad y gobierno.

Repetían estar «dolorosamente hartos» de ver morir impunemente a sus compañeros y destacaban la alarmante desprotección de que padece la sociedad y cuya defensa les está encomendada, pues, según decían, esa defensa no es posible cuando la debilidad de los poderes públicos y el desprecio de la ley alcanza las cotas actuales en España.

Finalizaban su comunicado con un llamamiento nada menos que a las conciencias de los ciudadanos para que expresaran «públicamente» su exigencia de orden, seguridad y justicia.

Cuando lee uno esto, se queda atónito... ¿Que sean los policías los que digan que están dolorosamente hartos! ¡Vamos, hombre!...

Dolorosamente harto puede estar el minero que diariamente baja a la mina sin saber si subirá o no, pero sabiendo que si sube, al cabo de los 30 ó 40 años la silicosis lo «bajará» definitivamente a la tierra.

Dolorosamente harto puede estar el pescador, el empleado de pala o pluma, el cocinero, el barrendero, hasta el ingeniero, cada uno en su actividad y su remuneración, que ven pasar los días y los años derrochando vida e inteligencia para que otros, los menos, se aprovechen de su esfuerzo y de su saber.

Dolorosamente harto, sí, el agricultor, el marino, el metalúrgico, el maestro de escuela, el productor en general, alquilando sus brazos o su cerebro, produciendo riqueza para todos, para recibir, finalmente, una jubilación insuficiente.

¡Pero «dolorosamente hartos» los funcionarios policiales que se quejan de que no hay suficiente mano dura (acostumbrados que estaban a la época de Franco); que se quejan de pactos que les benefician en vez de perjudicarles dada la mansedumbre de algunas centrales sindicales y de todos los partidos políticos; que se quejan de ver morir a unos cuantos compañeros y no se apiadan de los miles y miles de seres indefensos que han maltratado ellos, que han aporreado ellos, que han torturado ellos y han condenado a muerte lenta, inhumana, en las cárceles españolas!...

¡Que hablen de la debilidad de los poderes públicos teniéndolos a ellos como máquinas de matar dispuestos siempre a ir más lejos de lo que fijan, en apariencia, las propias leyes!

¡Y para colmo, que éstos que se dicen «dolorosamente hartos» de la alarmante desprotección que padece la sociedad, se permitan incitar a las conciencias ciudadanas (¿cuáles, por favor, cuáles?) para que se manifiesten «públicamente» pidiendo orden, seguridad y justicia!...

¡Incitación a la rebelión, ellos, que están contra todas las rebeldías!

Por favor, más decoro.

Antes de repetir que estáis «dolorosamente hartos», vosotros, que estáis imbuidos de vuestro destino justiciero, aclaradnos por qué ingresáis en la policía. Entonces os diremos que no sois ángeles de la guarda como lo pretendéis, sino ángeles exterminadores como lo afirmamos.

PERLINO

El proletariado y sus luchas

(Viene de la página 5)

tidos, sindicatos, etc., con asistencia de todos aquellos que anteriormente no aparecían, todos excepto LCR, BR, PTC, CSUT, CNT, se intentó tratar sobre los detenidos por lo que les suponía la aplicación de la Ley Antiterrorista que la policía ya había anunciado, se explicó por los representantes de la Asamblea por una vivienda digna los pasos llevados desde su creación hasta aquel momento y los sucesos, pero en definitiva nada quedó en claro para los que en modo alguno estaban dispuestos a nada, es más representantes como los de PSUC, CD (Convergencia Democrática) pese a decir que tratarían de ayudar a los detenidos, etc., creían en la presencia de pro-

vocadores como los artifices de los enfrentamientos con la policía.

LA LUCHA AUNQUE DESIGUAL SIGUE ADELANTE

A partir de este momento la capitalización, adulteración y en suma desvirtuación de hechos hizo su aparición en la prensa y medios partidistas, así como en los burgueses, el intento de asfixiar a base de conversaciones con organismos «oficialistas» a la Asamblea de Vivienda Digna, en un intento galopante de frenar la marcha de la reivindicación y tapar con ello las grietas que se abren en sus «tententes con el poder»; a pesar de ello la lucha aunque desigual sigue adelante.

José y F. GARCIA CANO
29 septiembre 1978.

ACTUALIDAD

CRISIS AGUDA EN EL MEDIO ORIENTE

PARIS. — Lo que con horror inaudito viene sucediendo en el martirizado Beyrout, provocando la tardía y tenue intervención oral del Consejo de Seguridad, rayando a la indiferencia tan asombrosa como culpable de parte de los poderes más influyentes dentro del organismo internacional, (O.N.U.) delata y acusa una vez más la catadura moral de esos hombres, de esos personajes encumbrados a cuyos mandatos suyos giran y se desenvuelven las instituciones de signo burgués y estatista solo capaces de generar y propulsar el terror y la maldad más abominables.

Tal el genocidio de esos últimos días, patéticos hasta decir ¡basta!, perpetrados con el furor más bestial, de parte de las fuerzas armadas de Siria, llamadas, como una ironía del destino, de disuasión, pues invirtiendo los términos esta fuerza militar si en realidad algo disuade es que escapen con vida los enfermos reclusos en hospitales y la población desfavorada radicada en las zonas afectadas por los atroces y canivalescos bombardeos. Y tras la muerte de centenares de personas, los que escapan de ella no tienen con que alimentarse, ni alumbrarse, ni disponer de agua potable suficiente, porque todo se destroza, todo se viene abajo por la fuerza de los obuses. Y la desolación, el dolor, las lágrimas y la muerte violenta aparecen como escarnio de una civilización que no envidiarían las tribus que viven en las márgenes del Amazonas...

Cuales podrian haber sido los factores dominantes que habrían originado esos furiosos ataques de los contingentes armados sirios sobre los sectores poblados por la minoría llamada cristiana con arraigo en el Líbano por cinco siglos de existencia?

No cabe duda que estas acciones que marcan la mayor violencia de cuantas hanse desencadenado en los tres años de guerra civil en aquel país, son el resultado de lo firmado en Camp David (Norteamérica) entre Carter, Sadate y Beguin cuyos afanosos empeños (debatidos en forma unilateral) por una paz en aquellas regiones de Oriente Medio contrastan con la intervención de Israel, hoy, 6 de octubre, por medio de cohetes (y no de Fiesta Mayor) disparados desde sus barcos de guerra, sobre un campamento palestino vecino inmediato de tropas sirias, como una primera advertencia de otras posibles acciones bélicas posteriores. Y hay motivo para creer que esta aludida intervención israelita, como preludio de otras futuras (sino se acierta en lograr rápidamente un cese del fuego) se ha efectuado con

el beneplácito de EE. UU., pues de otra forma no se comprendería un tal atrevimiento, dado que la nueva presencia de Israel con sus armas sobre el Líbano es una respuesta a la provocación de Damas, que bien podrían poner en peligro los frágiles acuerdos de Camp David, en los que el Sr. Carter aseguró su prestigio.

Ante esta fase preliminar del problema creado, Egipto aún propenso y bien dispuesto, pensamos, a firmar una paz, por separado con su vecino del sur, en atención a sus intereses vitales en el Sinaí, (pero sin adelantarnos a vaticinar cual será su reacción final) presumimos que ante estas aludidas intervenciones armadas con sello judío, el país faraónico parece improbable que posponga su posición nacionalista, de defensa de sus propios intereses, al imperativo moral que hasta ahora dominó su conducta, solidarizándose con el O.L.P. y países árabes en lucha contra Israel.

La determinación de Siria, con sus violentos y criminales bombardeos sobre Beyrout, es una provocación monstruosa para obligar a Israel a intervenir y, como efecto de ello, lograr que Egipto se retracte de sus compromisos contraídos en Camp David y asuma, como en el pretérito, la postura beligerante frente al Estado judío.

¿Lograrán sus objetivos la dirigencia de Damas y los otros países árabes llamados duros e intransigentes de atraerse de nuevo a su órbita de signo guerrillista a Sadate y a su pueblo que pide paz? Es para dudarlo, habida cuenta de dos factores fundamentales que determinan, por sobre de otras consideraciones morales la conducta a observar de toda la dirigencia responsable y amante de su pueblo. Una: la defensa y desarrollo de los intereses vitales que regulen y den vida plausible y progreso sin interrupción a la nación y sus habitantes que la componen. Este principio biológico fundamental

o como se dice: «primero vivir y luego filosofar» es irreversible, y dos: Que la carta de orden moral, solidaria con sus paisanos árabes, de muy especial modo para la O.L.P., Egipto la ha jugado dos veces, con resultados más que funestos para su pueblo, dándole ahora mucho que reflexionar, visto el poderío bélico de Israel y el soporte cuantitativo de todo orden de EE. UU. en favor de esta nación.

En cierta ocasión y en un arranque de sinceridad a Sadate le fue dable manifestar, en una reunión en el Cairo lo siguiente: «... fue casi por accidente y con mucha vacilación que el Cairo se comprometió, desde 1948, en la guerra contra Israel, país con el cual Egipto no tiene litigio económico o territorial, sino simplemente ideológico...»

Estas manifestaciones de entonces vienen a corroborar, una vez más, las enseñanzas de un conflicto que se generó, maduró y estalló, son seguimiento de hostilidad inquietantemente mantenida por razones fútiles, por sentimientos religiosos, ideológicos, metafísicos y no por in-

Jerusalem. Y dentro de este contexto, pienso que el dirigente egipcio no dejó de prever la más que posible hostilidad que se manifestaría en torno por parte de sus amigos árabes, hostilidad que se vería desafiada, como es muy posible que la desafié hoy, a pesar de los furiosos bombardeos sirios, para dar cima a una paz por separado, tanto más cuanto que la Organización de Liberación de la Palestina, luchadora por una causa justa (lo reconocemos) pero injusta en ciertas exigencias que las grandes mayorías no podrían respaldar, mantiene inhiesta la arrogancia y una prepotencia al no rectificar el litigioso punto de su Carta Nacional, adoptada en 1968, y que estipula lo siguiente: «Que la partición de la Palestina, en 1947, y la creación de Israel no tienen ninguna validez.»

Si este punto irracional por donde se mire, añadido al otro de orden nacionalista o de intereses vitales como hemos aludido más arriba no le bastaran a Egipto para disuadirse de entrar en una tercera aventura guerrillista, están los dos gendarmes mayores del universo, USA, URSS, que en toda regla del juego lo que prima por sobre toda otra consideración es mantenerse como primeras y únicas potencias condominantes, pretensiones inadmisibles para cuyos logros luchan ferozmente, contra esas naciones contestatarias al vasallaje (Europa Occidental y China) a las que desgraciadamente, y como una maldición del destino, sus pobladores no podrán ser sometidos más que por el hierro y el fuego... ¡Siempre el espectro de las armas, la pesadilla que corroe, hoy más que ayer, los espíritus!

Y para la obtención de estos objetivos más que siniestros criminales, se precisa indiscutiblemente el montaje de aparatos idóneos al caso, de cuya génesis y desarrollo se viene especulando con ventaja doble (ventas de armamento y condominio político), en esa guerra del Oriente Medio, que Sadate había comprendido, por fin, el lamentable y triste papel que su pueblo, al igual que Israel, dentro del tablero sangriento, no han sido más que peones superpuestos, movidos como titeres al antojo y conveniencia de Estados Unidos y de la Unión Soviética.

Con parecido espíritu oligárquico, estas dos naciones, valiéndose de su poderío de todo orden y calibre, imponen sus tesis y sus credos sobre la totalidad de naciones que conforman la tristemente célebre ONU, que con tantos años de bla, bla, bla y hoy hasta desgañitarse ante el martirologio de Beyrout, siendo responsables ellos mismos de todo cuanto allá sucede, no se sienten capaces o no quieren imponer (esta es la palabra, aunque nos suene mal a los libertarios) la paz en aquellas regiones y si asumir, conscientemente unos y por impotencia otros, un triste rol representativo dentro de un organismo internacional que muestra, cada vez más, la inutilidad de su funcionamiento.

R. SERRAROLS

(Este trabajo lo teníamos ya listo aunque no enviado cuando de pronto las agencias noticiosas nos enteran del alto el fuego en Beyrout, acontecimiento que nos alegra, pero que, desgraciadamente, este cese del fuego es siempre frágil, quebradizo... —N. del A.)



tereses vitales, que en última instancia sería este enunciado y no los anteriores lo que podría generar motivaciones, con fondo de fuego, lógicamente explicables aunque no del todo justificables...

Diríase que lo manifestado por Sadate en aquella oportunidad debió constituir ya su primer toque de prevención, en su proyecto para prepararse el clima eficiente y necesario que, más tarde, lo había de llevar a estrecharse la mano con Beguin en

APPEL

Considérant le nombre toujours en augmentation d'insoumis totaux, insoumis-objecteurs, déserteurs, renvoyeurs de livrets, soldats réfractaires à l'obéissance, saboteurs de l'intérieur de l'édifice « Armée »,

Considérant la difficulté d'auto-organisation de cette force,

Considérant le peu de perspectives d'action et le défaut de clarification politique d'un certain courant pacifiste, non-violent et objecteur,

Considérant la tradition de combat anti-militariste des anarchistes révolutionnaires,

Des anarchistes communistes parisiens inscrits dans les luttes contre l'institution militaire et les luttes contre la répression militaire et civile concomitante, décident de s'associer en Groupe Anti-Militariste des Anarchistes, sans exclusive d'appartenance organisationnelle, sur une

base minimum d'accords idéologiques et tactiques.

Le G.A.M.A. aura pour objet l'information du mouvement anarchiste sur les oppositions en actes à la militarisation de la société, la réflexion, l'analyse de la nature et de la place de l'appareil militaire dans les sociétés d'aujourd'hui; information, réflexion, analyse devant faciliter l'action concertée de ses adhérents, apporter au mouvement antimilitariste le soutien, la critique, les propositions anarchistes, et au mouvement anarchiste un surcroît de vigueur, de présence, de crédibilité.

Le G.A.M.A., après réalisation d'un programme non définitif, susceptible d'enrichissement de modification selon l'évolution de la réalité et du groupe, appellera à la constitution d'autres groupes locaux d'accord sur le programme et à la fédération de ces groupes.

Ceci est une proposition émanant de camarades du Groupe Emma Goldman.

Nous attendons adhésion et/ou discussion, écrire :

Groupe Emma Goldman, 51, rue de Lappe, 75011 Paris.

FEDERATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste organise le vendredi 27 octobre à 19 heures à la République une manifestation anti-militariste. La Fédération Anarchiste compte ainsi marquer son soutien à tous les insoumis, objecteurs, déserteurs et notamment à deux de ses militants Bernard André (passant en procesión le 30 octobre au tribunal correctionnel de Bobigny) et Philippe Gosseln en butte à la répression militaire. Elle appelle tous ses sympathisants et tous les antimilitaristes à manifester leur solidarité, et leur opposition à toute armée bourgeoise ou populaire.

REFLEJOS DE HOLANDA

AMSTERDAM. — La prensa de Amsterdam del pasado día 9 de octubre, en su versión de la tarde, nos trajo una noticia de singular relieve por cuanto nos afecta directamente, como organización, y en particular por referirse a un compañero de esta Federación Local. La noticia decía así: «El conocido escritor anarcosindicalista español, y periodista holandés, refugiado político aún en nuestro país Francisco Moreno, tuvo una brillante intervención el pasado domingo al actuar en representación de la C.N.T. en el acto de solidaridad con los 182 marroquíes, en la sala del Rothenhuis de Amsterdam. Su exposición brillante, valiente, emotiva y temperamental, electrizó al público asistente, el cual irrumpió en fuertes aplausos al término de su intervención. Participaron también oradores de otras organizaciones extranjeras, entre ellas la U.G.T. española y la C.U.T. chilena.»

ANTECEDENTES

El caso de los «182 marroquíes», como es aquí conocido, data del año 1975. Se encontraban los socialistas en el poder cuando fue aprobada una ley para la legalización de los — decían — hasta entonces ilegales. Naturalmente la legalización se ofrecía bajo determinadas condiciones y requisitos que muy pocos poseían. Entre otros cientos de trabajadores se encontraba este grupo formado por 182 marroquíes al que le fue denegada su solicitud de legalización.

Ante la negativa gubernamental, los 182 compañeros cerraron filas y comenzaron a realizar acciones directas encaminadas principalmente a llamar la atención de la opinión pública holandesa. Se inició así una dura y larga batalla entre los pleitos, los fallos, los picapleitos y el sentir popular, que ha durado nada menos que tres largos y dolorosos años. Tiempo, este en que los 182 marroquíes permanecieron encerrados por propia voluntad, en señal de protesta, en un local llamado La Paloma. La versión oficial pretende, utilizando los canales informativos a su disposición, informar a la opinión pública erróneamente. El pasado mes de agosto se decretó una vez más la expulsión de este grupo fijándosele un plazo de una semana para abandonar el país. Fue entonces cuando las organizaciones obreras de los extranjeros, de distintas nacionalidades, presentes en Holanda se fundieron como un sólo cuerpo para defender al grupo de los 182, y apoyar su lucha.

Desde hace exactamente un mes y tres días este grupo y un indeterminado número de holandeses se han declarado en huelga de hambre, negándose a ingerir cualquier tipo de alimento o bebida, a excepción de té, hasta conseguir la necesaria legalización; hasta obtener la victoria.

Fue en estas circunstancias que se efectuó el mitin del pasado día 8 de octubre donde tomaron parte oradores de muy distinta procedencia. De habla castellana intervinieron, la CUT chilena, la UGT y la CNT españolas. La sala albergaba cerca de 4.000 personas. El mitin fue un éxito rotundo. La prensa y radio dieron constancia de su importancia. La cadena de radio y TV AVRO solicitó la intervención de nuestro compañero para un programa de radio que tuvo una duración de 30 minutos, en holandés, donde expresó nuestros puntos de vista al respecto.

EL MITIN

Por parte de la CUT chilena, se afirmó: «La CUT es la única organización sindical chilena que ha luchado por los derechos de los trabajadores y que fue masacrada en un baño de sangre por la junta fascista, tras masacrar y bañar en sangre al glorioso gobierno del siempre llorado Salvador Allende. Es la única organización que aún continúa luchando y resistiendo al fascismo en Chile. Pero la CUT no solamente ha participado en el terreno nacional de la lucha de clase, sino que también ha dejado constancia de su presencia en el ámbito internacional. Por eso hoy venimos aquí trayendo el saludo y la solidaridad del pueblo chileno que combate en nuestra tierra la bestial dictadura fascista.»

La UGT, por su parte, se permitió decir que: «La UGT española en su sección de Amsterdam carece del poder jurídico necesario para apoyar judicialmente la iniciativa del grupo de los 182 compañeros marroquíes. No es mucho lo que podemos hacer, pero queremos hacer constar que nos encontramos a la disposición de estos compañeros para lo que puedan necesitar. Nada más podemos hacer que solidarizarnos con ellos.»

La CNT, que actuó en tercer lugar, comenzaría con un: «No hemos venido hoy aquí para hacer la apología de nuestras respectivas organizaciones, ni el panegírico de nombradas personalidades; tampoco para medir el baño de sangre sufrido por nuestras respectivas organizaciones en nuestros países. No compañeros. Estamos hoy reunidos en este lugar para expresar nuestro repudio contra un gobierno que llamándose democrático actúa de una manera dictatorial, inhumana y represiva; y para solidarizarnos con este grupo de 182 compañeros marroquíes, apoyar su lucha y la de otros miles que como ellos son explotados por este sistema capitalista bajo la careta de una social democracia, que de demócrata tiene poco y de social menos.»

«Sí, hemos venido aquí, compañeros y compañeras, a expresar nuestro desprecio a un gobierno que se autotitula portavoz de la voluntad popular y que cierra los oídos a esa protesta popular que día a día ha ido creciendo hasta convertirse en un torrente impetuoso, imposible de contener, que clama y exige justicia. De un gobierno que cierra los ojos al hecho demostrado durante tres años de las continuas manifestaciones callejeras y de las olas de protesta en mil y una ciudades distintas en una serie de acciones de extraordinaria repercusión. Acción magnífica que este pequeño grupo compuesto por 182 extranjeros viene realizando desde hace tres años.»

Y el caso es, compañeros, que no podemos analizar la actuación gubernamental en este caso cual si se tratara de un hecho aislado, ya que otros cientos de compañeros se encuentran en idénticas circunstancias. De ahí que la lucha de este grupo sea de vital importancia para una inmensa mayoría que viven y trabajan en este país y cuyos puestos de trabajo, su vivencia y la de los suyos depende de un hilo que controlan los patronos con el apoyo del Estado.

«¿Qué puedo deciros yo sobre la vida y vicisitudes de estos trabajadores llamados ilegales, que vosotros no sepáis? Seres a los que se les niega el menor de los derechos, que se ven obligados a vivir ocultos, temerosos de ser descubiertos en cual-

quier momento o delatados por los patronos si osan protestar ante la dureza del trabajo o por la mala paga. Obreros a los que sin la menor explicación se les despiden y condena a la miseria, y, que si enferman se encuentran privados de la menor asistencia médica. Trabajadores cuyas vidas es un infierno.»

«Es por eso compañeros el porque hoy venimos aquí a expresar nuestra protesta y a unir nuestra voz a la de esos otros compañeros víctimas de la injusticia. Hemos venido aquí compañeros porque está a punto de producirse un crimen contra el progreso humano y que si no nos apresuramos a impedir, se producirá un retroceso histórico que, quien lo duda, ocasionará una mayor opresión.»

«Porque no podemos olvidar compañeros que la persecución que estos compañeros padecen, no es más que la persecución que desde siempre las castas poderosas han desarrollado contra los menesterosos para, evitando el progreso social, mantener durante mayor tiempo su hegemonía política. Esta persecución es lo único de lo que es capaz de hacer esa clase política parasitaria que se asienta en vuestras espaldas para enriquecerse con nuestro sudor y esfuerzo, salvaguardando los intereses del capitalismo. ¿Qué importa si esa casta se llama liberal, conservadora o social-demócrata o socialista si continúa reprimiendo, persiguiendo, oprimiendo y retrasando la civilización que vendrá, cuando se haya producido la emancipación de la clase a la que pertenecemos?»

«El gobierno democrático de Holanda, pretende nada menos que robar el pan, primero, a estos 182 compañeros marroquíes, poniendo en peligro el sustento y la vida de unos seres que dependen también de la de este grupo intrépido que ha presentado batalla de manera noble y valiente a este gobierno de burgueses.»

«El gobierno de Van Echt denomina a este grupo de «inquietos», porque reclaman sus derechos y exigen justicia social. Es curioso. Me gus-

taria preguntarle a tan distinguido señor la opinión que le merecen los «inquietos» hombres que fueron Colón, que con su audaz teoría derribó la teoría de que la tierra era plana, tantos años mantenida por los «tranquilos» hombres de la Iglesia; o de Franklin, un «inquieto» que logró neutralizar y domesticar el rayo, o de Sócrates o de Newton, o de tantos otros «inquietos». Sin duda Van Acht olvidó que fueron los «inquietos», los que en este país consiguieron con su lucha el progreso social. Hombres como Multatuli o Domel Nieuwenhuis que tiraron a la cara del gobierno las injusticias que éstos cometían con el pueblo.

«Por eso compañeros, hoy, estamos aquí en esta tribuna, para afirmar que nuestra solidaridad no es solamente verbal, sino que podéis contar con la colaboración incondicional de quienes componemos la actual Federación Local de la CNT de Amsterdam. Estamos con vosotros y a vuestro lado apoyando en la lucha contra la tiranía y en pro de nuestra propia liberación. Contad con nosotros compañeros y reservarnos un puesto en la lucha, que lo compartiremos con vosotros hasta el final; hasta las últimas consecuencias.»

«El pueblo holandés está a vuestro lado, os defiende y apoya. ¡Qué gran lección para los políticos encasillados en el aparato del Estado que dicen expresar y representar el sentir popular! También contáis con el apoyo de los cientos de miles de extranjeros que aquí radican y trabajan y que como vosotros son considerados mano de obra de segunda clase. Y junto al pueblo de Holanda y junto a vuestro lado se encuentra el sentir internacional de la clase a la que pertenecemos. ¿Cuál puede ser, pues, vuestro temor? Continuemos la lucha hasta el final; hasta obtener la victoria.»

«Gracias por vuestra atención, compañeros.»

CORRESPONSAL

REFLEXIONANDO

MANZANARES. (Ciudad Real). —

Si de verdad las nuevas generaciones están empeñadas en fomentar la educación social, para ir a la creación de una nueva Sociedad; si pretenden la evolución a través de la educación, bien venida sea esa idea, que saludamos con el mayor de los respetos. Esto sí, quisiéramos ver reflejados en los estudios analíticos y comportamiento en general, esas inquietudes que demuestren que están en la recta de lo positivo. Hasta ahora se han venido repitiendo parecidas alternativas, con los mismos argumentos. La Historia que está llena de enseñanzas, a la hora de sus enjuiciamientos se le da de lado, para enmarcar nuestras apreciaciones en la intuición de nuestros niveles educativos, según nuestra formación social. Se deforman los conceptos, porque a la hora de dar como definitiva una conclusión, a la que nos llevan los estudios analíticos que hemos realizado, nos da miedo sentar el precedente de la transparencia y de la lógica. Tan es así, que no hace muchas fechas salió un suelto en la prensa de un culto ideólogo marxista, que ha llegado a pensar, sólo a pensar, sin que ello haya el carácter de un estudio, en la conveniencia de sustituir al parlamentarismo, por representaciones Comunes, para ver si los trabajadores

eran capaces de autogobernarse, y en caso afirmativo, dar un viraje a toda su filosofía de principios.

Esto indica, la poca confianza que tienen ciertas corrientes sociales en el mundo del trabajo. La enseñanza que nos da la Historia (repito) no parece tenerse en cuenta, ya que si hacemos un examen de la Revolución del 36-39, vemos que el Movimiento Libertario, haciendo funcionar una de sus múltiples alternativas, la del Colectivismo, dio resultados sorprendentemente positivos, y fue la admiración de las corrientes sociales más avanzadas del mundo entero. Si tenemos esta experiencia, no se concibe porque nos debatimos en este mar de confusiones, para dar solución a una crisis tan brutal como irracional.

Por tanto, si los intereses niegan a personas o a corrientes políticas, por que peligran sus principios ideológicos, debemos coincidir con esa generación que enarbola la bandera de principios educativos para la emancipación. Hay que concienciar a los trabajadores haciéndoles ver que mientras no tengan esa conciencia de clase con fundamento y base educativa que propicie este cambio de sistema, seguiremos siendo víctimas de la demagogia de unos políticos y de la rapiña del capitalismo

JUAN CABA

EL LEC COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

COMO COLECTIVIZAR EL ESTADO INDUSTRIAL (II) LOS POLITICOS PROFESIONALES SE REPARTEN LOS BENEFICIOS

PARIS. — El Instituto Nacional de Industria (INI) se ha creado con el dinero de los trabajadores. Y su gigantesco déficit (40.000 millones de pesetas) debe ser pagado por los trabajadores, con su ahorro y con su trabajo.

Así, el proletariado industrial ha visto sistematizado y racionalizado criminalmente su sometimiento, que es normalizado y serializado como método de financiación del terror social desencadenado por los Estados.

Colectivizar el INI es deseable, y posible, mañana. Continuamos la radiografía económica de este monstruo-imperio industrial, que debe conducirnos al análisis de las condiciones básicas para la puesta en marcha de su colectivización.

Ante tal institucionalización militar y económica de la catástrofe, el Poder Parlamentario sostiene una estrategia de tierra quemada.

Alianza Popular (AP) participa del bonapartismo financiero franquista: centralización del «poder de decisión» y del crédito, «realismo financiero» (despido libre, socialización del déficit económico y la tumba administrativa).

Unión de Centro democrático (UCD) está programando (octubre de 1978) un desmantelamiento de venta por derribo: venta al capital extranjero (SEAT), hipoteca financiera en el mercado bancario europeo (financiación de la deuda siderúrgica), hipoteca política ante el capital franco-alemán («integración en la CEE»),

férreo nacionalismo empresarial (política proteccionista de imposición de fuertes impuestos a los productos industriales extranjeros), que, contradictoriamente (sosteniendo, al mismo tiempo, los productos españoles en los mercados exteriores a través de ayudas a la exportación, y fomentando una política de neocolonialismo financiero en el interior), está socializando la reconversión del modelo de organización de una estructura industrial fascio-stalinista a un modelo de «libre mercado» (que no es tal, como ha recordado el señor Garrigues Walker, ya que el Estado se reserva, imperativamente, el «control de proceso»), que los ciudadanos pagan consecutivamente a través del incremento del paro laboral, ya que

ALIANZA POPULAR:

«¡Viva las cadenas!»

UCD:

«Yo me llamo c-i-n-i-s-m-o...»

PCE:

«Nosotros somos la mejor policía: usted me da poder y yo ato a los trabajadores.»

PSOE:

«Que no teman los patronos... nosotros no somos trabajadores...»

el «saneamiento» de la industria pasa, precisamente, por el despido en masa (8).

«NACIONALIZAR»: NUEVO CRIMEN

Por su parte, el Partido Socialista Obrero Español (PSOE) y el Partido Comunista de España (PCE) resumen su política industrial de modo un tanto primario: nacionalizar la siderurgia, la industria eléctrica, la minería, los sectores energéticos (9). PSOE y PCE, con la impunidad de quién terroriza a la opinión pública a través del manejo de «ideas generales», sin pormenorizar ni detenerse en el análisis, se refugia en la «nacionalización» para ocultar la falta de un proyecto global de sociedad, y, en suma, fieles al bonapartismo financiero del que son herederos, proponer la restauración-institución de un control estatal más firme, con un modelo organizacional de carácter paramilitar: el Capitalismo de Estado.

Tras sesenta años de «nacionalizaciones» (por utilizar como punto de partida el golpismo militar leninista), es posible establecer los siguientes puntos de partida que resumen las experiencias establecidas, y bien conocidas, en el campo de la economía política:

— El golpe militar que condujo al poder al Partido Comunista de la Unión Soviética, tras el exterminio físico de socialistas revolucionarios, anarquistas, y el sometimiento militar de trabajadores y etnias del imperio zarista, desde el punto de vista económico supuso una vertiginosa restauración estatal del Capital (10).

Y los rasgos esenciales, desde el punto de vista político/económico de tal restauración son bien conocidos: militarización de las relaciones laborales, utilización del campo de concentración como recurso financiero al servicio del Estado, genocidio, imperialismo político/militar/financiero, dependencia agrícola de los EE. UU. (tras varios siglos de ser el «granero» de Europa, tras la militarización laboral, los trabajadores soviéticos pueden comer pan gracias a las importaciones de trigo de Texas), retraso económico y social, ausencia total de cualquier libertad pública (prensa, opinión, sindicación, movimiento... un simple desplazamiento a otra ciudad requiere un «permiso» policial).

— El modelo austriaco, quizá el más liberal de los modelos de nacionalización (11), ofrece al Estado el control del 20 por 100 del PNB a través del control de empresas de carácter estatal. Las empresas nacio-



PACTO DE LA MONCLOA
LAS CADENAS DEL PUEBLO...

COMO COLECTIVIZAR EL ESTADO INDUSTRIAL

Los políticos profesionales se reparten los beneficios

(Viene de la página 1)

nalizadas austriacas funcionan según las normas de la economía de mercado y están organizadas a través de sociedades anónimas de responsabilidad limitada, que emplean a un quinto de la mano de obra industrial.

El control/gestión de dichas sociedades anónimas se realiza a través de normas de orden político, y, de hecho, es el Parlamento, los partidos políticos, quienes reglamentan, según sus intereses estratégicos, la política industrial. La instauración de la *socialpartnerschaft* (cooperación obreros/patronos) permite la integración del diálogo entre la Patronal y la «central sindical» más «poderosa» del país, la O.E.G.B., una normalización absoluta del control social.

PACIFICACION ABSOLUTA

En los consejos de administración, los obreros están «representados» con un «tercio sindical». De este modo, los ciudadanos dimiten de la actividad política/ciudadana «delegando» en el «sindicato», y este se transforma en una «patronal de obreros». Así, la autoridad política, la autoridad económica, la autoridad religiosa (en «sindicato» corporativista cumple hoy la función social de la prédica religiosa: «Hermanos, limitemonos a obedecer la voz de los representantes legales de Dios, el Partido, el Estado, la Empresa, en la tierra», «Votemos para entregarles nuestra alma y nuestra vida a cambio de tener «derecho» a que un abogado laboralista reglamente nuestra vida»), se confunden en el proceso de producción; y el ciudadano, al fin, se convierte en «masa social» que sus «patronos» («líder sindical») regentan-conducen-guían-manipulan.

La pacificación/normalización social es absoluta: en 1976, el tiempo medio de huelga por trabajador fue de seis segundos por año. Y el modo de producción convierte a los trabajadores «en los mejores aliados del Estado, que los utiliza como carne de cañón».

— El modelo alemán es socialmente semejante e industrialmente más férreo. En la República Federal Alemana (RFA) existen dos tipos de nacionalizaciones: la *verstaatlichte gesellschaft* («sociedad nacionalizada», «estatizada») y la *staatgesellschaft* («sociedad de Estado»). La primera designa una sociedad que fue privada, ahora controlada por el Estado. La segunda se aplica a sociedades creadas directamente por el Estado.

«La economía social de mercado», propuesta por el señor Erhard, es hoy una realidad absoluta: heredada, en cierta medida, de regímenes políticos anteriores (en particular, del III Reich), las nacionalizaciones alemanas incluso han emitido «acciones populares» de «participación obrera» en la gestión. Y bajo el marchamo de la «eficacia», sin ejercer ningún control sobre la gestión o la política industrial (convidados de piedra en los consejos de administración), los trabajadores alemanes se encuentran encuadrados de modo particularmente eficaz: sindicatos, partido en el poder (socialdemocracia), aparato estatal, maquinaria policial de represión, pertenecen a un mismo engranaje político, que confiere al ciudadano el deber de obediencia ciega y los atributos del lacayo.

— El modelo inglés quizá sea el más desastroso financieramente. La RFA, a través de un encuadramien-

to social paramilitar, ha conseguido unos niveles de eficacia particularmente notables, que confieren al marco alemán su condición de divisa fuerte, a la industria alemana las características de «locomotora» de la economía occidental. En Inglaterra, desde el gabinete de Clement Attlee, que hizo votar las leyes sobre las minas de carbón (1946), electricidad (1947), gas (1948) y siderurgia (1949), la nacionalización ha conocido muy diversos avatares. Y entre 1960 y 1975 se produce un «declinar continuo», y una elevación geométrica del costo financiero, para las finanzas públicas, con déficit muy variables pero siempre superiores a los centenares de millones de libras esterlinas. Los laboristas ingleses, no obstante, han conseguido sostener un discreto pleno empleo, mientras que no han conseguido detener una inflación galopante ni una deuda exterior que ha arruinado la moneda nacional en los mercados de cambios.

MONARQUIA POST-INDUSTRIAL

— El modelo francés es muy genuino. El Estado controla el 40 por 100 de la banca y parte de otro 40 por 100 que representa el sector de la banca mutualista, un 34,6 por 100 de los seguros, el 50 por 100 de la industria del motor, el 75 por 100 de los transportes aéreos, un 75/80 por 100 de la siderurgia (tras la «nacionalización liberal» consumada el pasado mes de septiembre y aprobada por la asamblea nacional un mes más tarde), la totalidad de los ferrocarriles, la hulla, el gas, la electricidad, las telecomunicaciones, el correo, la tecnología nuclear.

Tales nacionalizaciones, gracias a la constitución de 1958, redactada por el general De Gaulle a su imagen y semejanza, sometidas a un poderoso centralismo financiero y gestor, son una suerte de patrimonio personal del Presidente de la República, que, gracias a su control de la política exterior, su capacidad de poder disolver la asamblea nacional, la inexistencia de un poder parlamentario real (existiendo una mayoría ideológicamente adicta al Presidente de la República, éste adquiere poderes de monarca presidencialista), están dirigidas por hombres que le son adictos personalmente (y pueden ser destituidos a su antojo) y sufren el bonapartismo económico más absoluto.

Así, un millón seiscientos cincuenta mil trabajadores se ven sometidos a una suerte de restauración industrial de la monarquía post-industrial, heredera de las arbitrariedades personales del Antiguo Régimen, ejerciendo poderes que la electrónica, el parlamentarismo, la tecnología nuclear (centralizando el poder de decisión financiero a través de sus inversiones, y militarizando la sociedad civil a través de la instauración de un poder militar gerentando los problemas energéticos de la colectividad), extiende y prolonga de modo particularmente alarmante.

Desde la óptica de las nacionalizaciones, el modelo sueco no es considerable: tras cuarenta años de socialdemocracia, sólo se ha nacionalizado un 7,5 por 100 de la economía (tres veces menos que en Francia, por ejemplo). Y los modelos danés, belga, no aportan datos sustanciales que modifiquen esta exposición. En el caso noruego, la industria, totalmente nacionalizada, apenas representa un 10 por 100 de empleos y, aproximadamente, un mismo tanto

por ciento en el marco del volumen de negocios del país.

SOCIOLOGIA MILITAR

Tras este vasto proceso de estatización, control social, instauración/normalización de normas de producción inspiradas directamente en la sociología militar (taylorismo, «liberal», o «leninista», concebido como «organización científica del trabajo»: racionalización del sometimiento, considerado como plusvalía laboral), se desprenden varias conclusiones de orden empírico:

1. — Las economías «liberales» europeas han recurrido a la nacionalización como instrumento de restauración del Capital Estatal, a través de la violencia administrativa o el «pustch» político (la reciente nacionalización liberal de la siderurgia francesa, verdadero golpe de mano bonapartista del señor Presidente de la República). Las economías «socialistas» han nacionalizado más expeditivamente, recurriendo, siempre, al aparato militar del Estado para imponer a los trabajadores un nuevo modelo de producción (12).

2. — Este proceso de estatización/militarización de la sociedad civil

coincide con una aceleración geométrica del control económico/social de los ciudadanos; a través de un crecimiento cuando menos dos veces mayor del gasto público/estatal que el del sector privado. En Francia por ejemplo, el gasto público significaba en 1914 el 15 por 100 del PIB, un 25 por 100 entre las dos guerras mundiales, y, en la actualidad, representa un 50 por 100. En EE. UU. el sector público absorbía en 1929 un 11 por 100 de los recursos del país; hoy, absorbe un 35 por 100.

El modelo de estatización centralizado por la administración madrileña es, igualmente, bien elocuente. Los presupuestos generales del Estado presentados al Parlamento la segunda quincena del pasado mes de septiembre eran superiores en un 28,8 por 100 a los del año pasado (han crecido hasta un billón setecientas treinta y dos mil millones de pesetas), y el presupuesto de la «seguridad social» (otra tumba administrativa, incontrolada legalmente) ha crecido, así mismo, en otro 14 por 100 (hasta un billón quinientos noventa mil millones de pesetas).

(Continuará)

NOTAS

(8) El fenómeno, no obstante, excede a las fronteras nacionales. El Comisario de la Comunidad Económica Europea (CEE) para asuntos de política industrial, señor Davignon, ha subrayado el carácter dramático del problema en un seminario organizado en Roma el pasado 10 de octubre por el Instituto de Reconstrucción Industrial (IRI, monopolio estatal), consagrado al tema: «La industria europea cara a la nueva división internacional del trabajo». «Parece cada vez más evidente, — comentó el señor Davignon, — que la adaptación estructural de la industria no traerá consigo la mejora del empleo, bien al contrario». Ver «Le Monde», París, correspondiente al 14-X-78.

(9) V. un panorama de las imprecisiones de la política industrial programática del Poder Parlamentario en «La Santa Alianza Democrática», de Genaro Campos Ríos, análisis publicado en el nº 58/60 de «Cuadernos del Ruedo Ibérico» (II época, correspondiente a diciembre de 1977). Tras una detallada exposición de programas, comenta Campos Ríos: «... se muestran implícitamente partidarios de un sistema capitalista «desnacionalizado» (no controlado por la burguesía nacional más dependiente e integrado en el capitalismo mundial) (...) «habida cuenta de los móviles de actuación de unos partidos políticos que se ajustan más bien a los de cualquier tienda o supermercado en la que el objetivo no es vender un determinado producto sino revalorizar el establecimiento y para ello ofrecer aquellos de casas solventes que se considere que puedan tener aceptación entre la clientela.»

(10) La bibliografía sobre el «pustch» bolchevique, la militarización de las relaciones laborales, el genocidio, la utilización del campo de concentración como recurso «económico», al Servicio del Estado (y regido según las normas del esclavismo militar), y la instalación/restauración del Capitalismo de Estado en la URSS es particularmente notable. Válgan a título de sugestión personal, meramente indicativas, estas referencias:

«Oriental Despotism. A comparative study of total power», de Karl Wittfogel, Yale University Press, 1957; o su versión francesa, «Le despotisme oriental», Les Editions de Minuit, París, 1977, son, qui-

zá, la obra de mayor envergadura que conozco para analizar el proceso teórico/histórico de restauración del modo de producción asiático, restauración del Capital. Se trata de un texto clásico y definitivo.

«L'Institution imaginaire de la société», de Cornelius Castoriadis, Ed. Seuil, París, 1975, es otro texto ya clásico, y una de las refutaciones más críticas, y solventes, del terrorismo arqueomarxista. Sobre los aspectos específicamente militares, de instalación por la violencia armada del Capitalismo de Estado puede consultarse «La terreur sous Lénine», de Jacques Baynac, Ed. Sagittaire, París, 1975; o un texto definitivo para entender las manías homicidas de Lenin desencadenando el terror estatal contra los ciudadanos: «Lénine et la Vetchéka ou le vrai Lénine», de Michel Heller, publicado en el número 2 de la revista «Libre», París, 1977, co-dirigida, entre otros, por Castoriadis y Claudé Lefort.

Una excelente descripción de los rasgos esenciales de la guerra social que el Estado/Partido Único de la URSS desencadena, militar y financieramente, contra los ciudadanos, puede encontrarse en «Le régime social de la Russie», de Cornelius Castoriadis, publicado en el número 7/8 de «Esprit», París, 1978, que resume, de alguna manera, la notable bibliografía del famoso ensayista griego, afinado en Francia, en torno al terror estatal soviético, publicada, originalmente, en «Socialisme et Barbarie» en los años sesenta.

(11) «Les dossiers des nationalisations», op. citado, proporciona, págs. 73-84, una comedia y útil visión de conjunto, que me sirve de pauta de trabajo y análisis.

(12) Ver, por ejemplo, «Les Soviets trahis par les bolcheviks», de Rudolf Rocker, Cahiers Mensuels Spartacus, serie B, nº 53, correspondientes a mayo-junio de 1973. París. O, bien, «Les soviets en Russie» de Oskar Anweiler. París, Editions Gallimard, 1972.

Se trata de dos textos imprescindibles para conocer la depuración por la violencia armada perpetrada por la policía leninista contra los trabajadores rusos dispuestos a llevar a la práctica un pro-



Como colectivizar el EN LA ESPAÑA «DEMOCRÁTICA»

Estado industrial

NOTAS

(Viene de la página 2)

ceso revolucionario de transformación radical del modelo gestor de la industria y la agricultura.

«La tragédie de la révolution chinoise», de Harold Isaacs, Ed. Gallimard, París, 1967, es el más clásico y, por ahora, serio estudio para conocer las raíces de la militarización del Partido Comunista Chino. Se trata de un texto que, reconstruyendo la historia real en la que Malraux se inspiró para escribir «La condition humaine», traza un fresco admirable e históricamente capital. La criminalización/exportación de los modelos militaristas soviético y chino puede estudiarse en «L'héritage de Lénin» y «Chine-URSS. De l'alliance au conflit», ambos estudios de François Fétjo, publicados en París, por «Le livre de poche» y «Seuil», en 1977 y 1973, respectivamente.

Sobre la militarización de la vida cotidiana en China, durante el «pustch» militar conocido por «revolución cultural», es imprescindible consultar «Les habits neufs du président Mao», París, Editions Champ Libre, 1971, de Simon Leys. Una excelente introducción a la China post-maoísta puede hallarse en «Chine: Plus jamais d'Empereur», de Claude Cadart, publicado en el número 1 de la revista «Libre», correspondiente al cuarto trimestre de 1977.

Los procesos de militarización laboral, reconversión industrial a través de la guerra ideológica, desencadenados en China tras la muerte de Mao, pueden ser analizados a través de la reconstrucción de algunos acontecimientos decisivos, como la matanza de la plaza de Tian'on Men, en Pekín, cuando se cumplió el primer aniversario de la muerte de Chou-En-lai. Ver, por ejemplo, «Les deux morts de Mao Tsé-Toung», de Cheng Ying-hsiang y Claude Cadart, Seuil, París, 1977.

Un excelente panorama de los efectos de la militarización laboral en los países «socialistas», a través de reconstrucciones fragmentarias, muy directas, de la vida cotidiana se encuentra en el volumen colectivo titulado «Vivre à l'Est», consagrado a la disidencia en los países del Este, y publicado por la revista «Les Temps Modernes», dirigida por Jean Paul Sartre, correspondiente a noviembre-diciembre de 1977, números 366-377.

Desde 1945, la URSS impuso militarmente su modelo de producción capitalista a Checoslovaquia, Polonia, Rumania, Bulgaria, la República Democrática Alemana. A través del «pustch» político y la invasión y ocupación militar (Checoslovaquia) se creó un modelo de crecimiento de orden y subordinación imperial.

«L'Aveu», París, 1968, de Arthur London, reconstruye, parcial pero muy dramáticamente, los métodos de criminalización de la vida cotidiana impuestos militarmente por la policía soviética en los países del Este (de la exterminación física, total, del Partido Comunista Polaco, acusado de «luxemburguista», a la liquidación de «elementos pro-yugoslavos», en campañas internacionales sostenidas, por ejemplo, muy activamente, por el PCE).

«Le coup de Prague» de 1948», París, 1976, y la monumental «Histoire des démocraties populaires», París, 1969, de F. Fétjo, son textos capitales para entender la sovietic way of life impuesta por la fuerza bruta de las bayonetas y los tanques.

Una excelente crítica de la «autogestión» yugoslava (la «autogestión», «desde arriba», impuesta por un partido, un ejército y una policía únicos), puede encontrarse en «Autogestion et capitalisme», París, 1978, de Henri Lepage.

TERRORISMO Y TERRORISTAS

BARCELONA. — En el gobierno español ha aumentado la preocupación en torno al terrorismo. Ya en la mente de su Ministro de Gobernación solo se agitan imágenes de terroristas y policías; es una obsesión que le lleva de cabeza, motivo de conversaciones preferente a nivel nacional o internacional. No sabe cómo resolver ese gran problema, que mucho está inquietando por lo menos a la clase que representa en el lugar que gubernamentalmente ocupa.

Nada resolverán las medidas oficiales; no son sus protagonistas los elementos idóneos para originar la tranquilidad que necesita el país. Los actos terroristas que aquejan a España calan hondo, tienen su origen en los medios y preceptos políticos que figen querer anularlos. Radican en una causa de exaltada y de irresponsable opresión, que ha mentalizado al pueblo para esos recursos en desdoro del elemental respeto humano. No puede correr España otra suerte que la que está corriendo, tras la dictadura más cruel que los españoles han sufrido, y tener los gobernantes que hoy tiene.

Los actos de violencia, considerados como terroristas en los medios oficiales, no son otra cosa que respuestas a actitudes gubernamentales de ayer y de hoy. Estamos lejos de erigirnos en apologetas del terror; pugnamos por la paz humana, no solo de carácter nacional sino a nivel internacional. Sin embargo sí que consideramos, que el terrorismo practicado por el franquismo y sus colaboradores justifica todo lo que en ese sentido está ocurriendo. Esto es consecuencia de aquello.

Moralmente no están facultados los gobernantes de hoy para protestar de los golpes terroríficos que suceden. Son fruto de lo que sembran

las hordas fascistas, entre los que vivían confundidos, entre otros, casi todos los del actual gabinete ministerial. ¿Dónde hallar consignadas protestas de los actuales mandatarios de los tiempos en que el terror era norma política de su venerado caudillo? No las hay. Lo sabido por todos es, que algunos de los actuales ministros, en aquellos tiempos ocupaban altos cargos en la dirección del país.

Nuestra pregunta no tiene respuesta en los anales franquistas, que aún no desaparecieron. Todavía, con fundamento en aquel sistema opresor, sobrevivientes del mismo practican los mismos métodos. Málaga, Canarias, San Sebastián, Madrid, Valladolid, son testimonios recientes de lo que decimos. Toda España es teatro de acciones violentas, terroristas, llevadas a cabo por señoritos fascistas, alentados por Blas Piñar, Girón y otros.

Los ministros que en estos momentos rigen los destinos de España, y principalmente Martín Villa, saben por qué tienen lugar los golpes de terror que van sucediéndose. Lo saben, porque dada la procedencia política de todos ellos, no ignoran quienes son susceptibles de llevar a cabo actos agresivos y vandálicos. Cualquier persona sensata llega a la conclusión no es ningún elemento de procedencia obrera quien altera el orden con medidas de terror. Lo ocurrido en La Castellana, y otros acontecimientos similares, aunque de menor importancia, se originan en medios ideológicos que fueron muy familiares a quienes hoy gobiernan.

No haga aspavientos pues, Martín Villa. El rigor de las leyes excepcionales no asusta, a los practicantes del terror, puesto que con dinero y buenas amistades pueden eludir las previstas sanciones del código penal. El crisol de la delincuencia que tanto preocupa lo conocen los jerifaltes de la política derechista, y no les interesa romperlo, porque es la matriz de su condición ideológica. Toda la éjida franquista tuvo como método de actuación el terror, escuela donde se formaron los extremistas opositores a la libertad del pueblo. Y hoy, en la proporción numérica en que el repudio popular les ha situado, continuando haciendo estragos y manteniendo actitud retadora.

Nadie puede desmentir la veracidad de lo que está ocurriendo en España. Ahí están los dos hechos más recientes que ponen bien en claro la situación. El atentado al Círculo Catalán de Madrid, y el perpetrado al matrimonio Juan José Echave y Rosario Arregui, son una burla a la opinión que pugna por la tranquilidad, y un desafío a la propuesta ley antiterrorista. No pueden ser objeto de suposiciones sobre quienes son los autores, ya que públicamente se hacen responsables aquellos que los cometieron.

El señor Fraga Iribarne debería tener en cuenta estas alteraciones del orden público, y la procedencia de sus promotores, antes de hacer bandera política de los mismos. Si fuera menos demagogo y más justo, tal vez la mano dura que reclama para los terroristas tendría que caer sobre algunos que, en tiempos no muy

lejanos, fueron sus amigos y colaboradores. Ante lo ocurrido, y lo que está ocurriendo, el ex jefe de gabinete ministerial, ministro en aquella plenitud franquista que tantos atropellos y crímenes se cometieron, no da pruebas de «liberal y demócrata».

No se demuestra, por parte de las autoridades, gran interés en descubrir el origen del malestar que impera. El brazo de la reacción cada día está mejor armado, a la vez que a los trabajadores se les limita el derecho a manifestar públicamente sus problemas. La tendencia derechista de la llamada nueva España se considera inepta para tareas de trascendencia política, por lo que apela al recurso de las armas, y de la destrucción, como ajuste de cuentas con sus enemigos. Recuerdan que así triunfaron en la cruzada de la cruz y la espada, con la esperanza de que con los mismos recursos volverán a triunfar algún día.

Las reminiscencias franquistas viven exaltada nostalgia de lo que fueron sus «tiempos gloriosos». Como todo sentimiento totalitario, están dispuestas a destruir todo lo que no puedan dominar. Por eso en España peligran vidas y bienes que difieran del fascismo.

Severino CAMPOS

COMUNICADOS

F. L. DE FIGUERAS

Para el domingo día 5 de noviembre a las 10 de la mañana, en el local del antiguo Patronato, sito en el Parque de la ciudad, Conferencia sobre «La C.N.T. y la autogestión», a cargo de la compañera Federica Montseny.

Este acto será el cierre a las conferencias que se están celebrando desde el 1º de septiembre, todas las semanas en los locales de la A.I.S. (antiguos sindicatos verticales) y en el Museo del Empordà.

Invitados estáis todos los compañeros que podáis acudir. Particularmente aquellos de los departamentos fronterizos y cercanos a nuestra comarca. Os esperamos a todos.

DOS MITINES EN ESPAÑA
CON LA PARTICIPACION DE
FEDERICA MONTSNEY

En Olot (Gerona) el día 4 de noviembre en un Mitin-presentación de la C.N.T.

En Igualada (Barcelona) el día 11 de noviembre.

Si nos llegan otros detalles en tiempo útil, serán publicados.

F. L. DE ORLEANS

Convoca Asamblea General para el día 5 de noviembre, a las 10 de la mañana, en nuestro local social.

F. L. DE PARIS

Celebrará asamblea el domingo 12 de noviembre a las 9,30 de la mañana en el Centro Confederal.

F. L. DE THIAIS

Convoca a sus afiliados a la asamblea que tendrá lugar el domingo 12 de noviembre en el lugar y hora acostumbrados.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el día 12 de noviembre en el lugar y a la hora de siempre.

NOTA ROGADA

Si algún compañero o F. L. posee el libro «Colectividad agraria de Ballobar» y lo pudiese facilitar, aunque sea dos ejemplares se lo agradecería mucho. Ni que decir tiene que abonaría su costo. Entrar en contacto con Francisco Zapater, 42, rue de Trans, 83000 Draguignan.

RECORDANDO A
JUAN FERRER

Desde Menorca hemos recibido las siguientes apreciaciones:

Compañeros: Por medio de la prensa y en particular modo de COMBAT SYNDICALISTE, nos hemos enterado de la desaparición del compañero Joan Ferrer Farríol. Es una muy lamentable pérdida, por cierto, porque, pese a su edad, daba en todo momento prueba de su hombría, aceptando todas las consecuencias dimanantes de la lucha en pro de nuestro sano ideal al que desde su adolescencia se había entregado por completo.

Siempre he seguido con interés su obra escrita: No soy amante de discriminaciones. Cada día caen buenos compañeros y todos los que laboran por una vida mejor merecen mis respetos. Ferrer nos resultaba como de la familia y su vasta labor desarrollada durante toda su vida será bien recordada y seguida por su ejemplaridad. — **J. Pons Sans.**

Pocos días después del fallecimiento del anciano compañero Juan Ferrer, apareció la triste noticia en la «Soli», de Barcelona, y por su conducto nos enteramos. Yo conocía sus grandes cualidades a través de conversaciones en las que a veces nos referíamos a él. También le conocía a través de sus libros y de la gran cantidad de escritos que he tenido ocasión de leer. Sin haberle conocido personalmente, llegué a sentir un cierto afecto por el malogrado y he sentido mucho su desaparición. No hay duda que para nuestras ideas y para la Organización es muy de lamentar su deceso, pues creo no abundan hombres con su capacidad de trabajo, entereza moral e intelectual. — **F. Cardona.**

UN HOMBRE Y UN LIBRO

«La revuelta permanente»

«Nuestra vida, la de Elvira y la mía, ha sido llana y feliz en la medida que puede serlo la de un hombre entregado a unas ideas y a una organización como lo que significa la C.N.T.

»En el aspecto de lucha he sido muy fiel a mis convicciones, haciendo por ellas cuanto he podido, y a veces incluso más. Y ahora, a la edad de ochenta y dos años, a veces hago un pequeño balance, un balance rápido, y pienso que mi vida ha sido bien empleada. No me arrepiento de nada y estoy satisfecho de haberla vivido en todos los sentidos.» — (Extraído del libro: «La revuelta permanente», de B. Porcel.

El homenaje más caluroso que se puede hacer a un hombre y a un compañero, es leer sus obras, que es la manera de recordarlo y conocerlo más intensamente; así, como también, a través de su vida, conocer los avatares socio-políticos y situaciones que tan bien ha sabido recoger en sus diálogos y difundir, el escritor Baltasar Porcel en el libro común: «La revuelta permanente».

Hay que descubrirse ante Porcel, por el inmenso trabajo que ha realizado, al compaginar y escribir su libro, sacado de las conversaciones que sostuvo con nuestro sentido amigo y compañero desaparecido Joan Ferrer Farriol de sus cincuenta cintas magnetofónicas. La importancia de la Historia, los hechos y situaciones que se narran, cabe calibrarlas teniendo en cuenta, que empiezan en 1906, hasta la actualidad; sin olvidar, procesos como la mano negra y otros de dicha época.

Desde los sangrientos sucesos de Chicago, que ya se reivindicaba la jornada de ocho horas, hasta las luchas que en España se entablaron, y principalmente en Cataluña, para lograr dicha reivindicación años más tarde; las influencias y determinaciones de ciertos Sindicatos, que, por su potencial numérico y organizativo y de lucha, es una lección que nos ofrece la historia que no debemos desconocer.

Las motivaciones y los sucesos sangrientos del año 1909 y las consecuencias que originaron. El fusilamiento de Ferrer Guardia y de otras personas, así como los tormentos y brutalidades que sufrieron y sus consecuencias. También hay algún dato que la historia no ha mencionado nunca.

Hablar de la C.N.T. en España, es recordar la Primera Internacional. Las pugnas entre Bakunin y Marx, la historia y los hombres más representativos del anarcosindicalismo español. Sus luchas, sus disensiones y sus mártires.

Otro fenómeno que aclara bien, es el llamado sindicalismo catalán o Sindicato Unico, que a partir de 1918 fue tan combatido por la patronal y el pistolismo a su sueldo, «y bastante incomprendido por la clase trabajadora del resto de España. No obstante la fuerza que adquirió y el ejemplo de sus militantes».

Sobre la vida de Salvador Seguí (Noi del Sucre) y de otros compañeros de dicha época, hay anécdotas inéditas y al mismo tiempo hechos, que nos pueden servir de experiencia.

Algo idéntico sucede cuando nos relata sus primeras relaciones y vida con Elvira, su compañera y su madre. Todos, cuántos o la mayoría han militado y continúan, el problema familiar, del trabajo, persecuciones y cárcel, acarrea sinsabores y dificultades en el diario vivir.

Sobre el amor libre y las relaciones con las mujeres, así como «los vicios y lo esclavo que eres de los mismos», hay unas cuantas opiniones, que en los medios anarquistas de antes de 1936, eran muy divulgados y experimentados.

Sobre la época de Martínez Anido y Arlegui, hay todo un mapa de de-

talles y hechos y las consecuencias para la Organización Confederal, que es de suma importancia para que la militancia joven la estudie y no la olvide.

Otro detalle histórico, para cuantos se interesan a la Historia de nuestro Movimiento, es el origen de la primera aparición de «Solidaridad Obrera»; así como los intelectuales españoles ácratas, desde Anselmo Lorenzo, Federico Urales (Juan Montseny), Ricardo Mella y otros, y la visita que hizo Einstein a la Federación Local de Sindicatos cuando llegó a Barcelona después del periodo de la predictadura.

El periodo de la dictadura de Primo de Rivera, tuvo grandes repercusiones en la Historia de España, como para el movimiento obrero español. Las causas que engendraron dicho golpe de Estado, fue el desastre de las fuerzas españolas en el Marruecos; y lo que más influyó en ello, fue al nombrar el Parlamento una Comisión para investigar y aclarar lo ocurrido, presidida por Picasso, no el pintor. Si en dicho periodo, la C.N.T. tiene todos sus Sindicatos clausurados, sus militantes perseguidos y asesinados, y no puede provocar grandes acontecimientos, está presente en las luchas que interviene la clase obrera, y en los círculos que se conspira y se empieza a reorganizar. Sin embargo, desde el primer momento, la U.G.T., tiene sus Sindicatos abiertos, colabora con el nuevo régimen por intermediario de sus

Comités Paritarios, y organiza otros, en otras localidades, que nunca habían tenido.

El libro nos explica a grandes rasgos el nacimiento de la F.A.I. y su proyección. También se refiere al alzamiento militar de Jaca contra la dictadura, capitaneado por Fermín Galán y García Hernández, hasta su derrocamiento y la legalización de los Sindicatos.

La proclamación de la República: sus antecedentes y luchas que sustituyó la C.N.T. y el Movimiento Libertario. La personalidad de Maciá y Companys. Las elecciones del 12 de abril de 1936; proclamación de la República: Represión, huelgas y deportación. En dicha época de lo que narra de su Igualada natal, se puede aplicar a la inmensa mayoría de las ciudades catalanas. La escisión o treintismo; la F.A.I. en dicho momento. La correspondencia inédita respecto ha dicho problema, entre los malogrados compañeros, Isaac Puente y Juan Peiró. La revolución de Asturias; la sublevación de la Generalidad. Huelgas en Barcelona, Madrid y otras provincias y se puede añadir la Sanjurjada.

Congreso Confederal 1936 en Zaragoza. La sublevación derechista. La F.A.I. y C.N.T. estaban informados, así como las autoridades del país. Los primeros combates en Aragón. Como se decidían en los primeros momentos los ataques en las milicias confederales. Las Colectividades de Cataluña y Aragón; de Sindicatos y Municipios.

Jornadas de Mayo 1937 en Barcelona y Cataluña; provocación y asesinatos cometidos contra nuestros compañeros. La Generalidad en manos de los comunistas. La personalidad de Azaña y de Indalecio Prieto. Una breve biografía de Durruti y su muerte. Nuestra colaboración en el Ministerio de Largo Caballero; las

funciones de nuestros compañeros y sus comentarios. Nuestras publicaciones en catalán y otras de la 26 División, y la retirada. Camino del exilio y sus avatares. Los campos de concentración en Francia y las luchas que se sostienen contra el nazismo. Figuras de la guerrilla urbana. La reorganización de la C.N.T. en el exilio y sus problemas. Alianza sindical por C.N.T., U.G.T. y S.T.V. (Solidaridad de Trabajadores Vascos) y su visita a su Igualada natal y sus impresiones.

Hasta aquí, en líneas generales, los problemas que el libro «La revuelta permanente» trata. Los relatos que transcribe Baltasar Porcel, con sus conversaciones (más que entrevistas) con nuestro malogrado amigo y compañero Joan Ferrer Farriol, la inmensa mayoría son vividas por él: los comentarios que sobre algunos problemas o hechos hace, se estará de acuerdo o no, pero la sinceridad, la consecuencia y el amor que denota en todas sus acciones y opiniones, nos deben merecer la mayor estima.

Si la cronología de los acontecimientos que se narran no guardan la debida regularidad que todo historiador debe establecer, creo yo, que es debido, en principio, a que, en la conversación (y no la documentación) al establecer hechos y similitudes y consecuencias con hechos pasados y rememorados, que pueden servir de experiencia a las generaciones futuras, creo que es el móvil, de lo que se proponía Ferrer. Al menos así lo interpreto.

Trabajo muy difícil para el escritor Baltasar Porcel, pero que ha logrado con claridad meridiana, reflejar situaciones (que algunas de ellas las hemos vivido) y competencia. En fin, un buen libro a pesar de todo, que se puede recomendar a viejos, para que recuerden sus acciones pasadas, y a los jóvenes, para que todo el pasado de las luchas políticas y sociales, no se ignoren.

VICENTET

PALABRAS EN LIBERTAD

VIAJAR ES VIVIR

El título de esta crónica, si bien a primera vista puede parecer banal, era una de las filosofías básicas de Rubén Darío. Hoy día las palabras perdieron bastante de su encanto y de su misterio original, y de esto me di cuenta, cuando, en el aeropuerto de Los Angeles, asistí al embarque de algunos centenares de pasajeros en un «Boeing 747» de la Panam, rumbo a Tokio; una cola interminable penetraba en el lujoso avión, cuyo vientre, más amplio que el de la ballena de Jonás, tenía espacio para todos. De esta manera, me decía, en masa, el encanto de los viajes está desapareciendo rápidamente, y — cada vez más y más — viajar es volar.

En esto y en algunas otras cosas por el estilo estaba meditando, al terminar la lectura de un delicioso librito, llamado «Le Rapide Paris-Vintimille», escrito por la novelista francesa Suzanne Prou, editado por «Mercure de France» de París en 1977. En realidad, el trabajo no tiene «tema», y tampoco puede ser definido como novela o cuento, ensayo o poema, puesto que, en realidad, es una mezcla de todo esto, y mucho más.

El punto de partida de este elogio de los viajes (en tren y en coche, en barco y bicicleta, y a veces, a pie)

es un recuerdo de infancia de la autora, al evocar las palabras de sus padres: «vamos a salir en el rápido Paris-Vintimille» en una época — no tan lejana como pueda parecer — cuando los viajes en tren todavía tenían su encanto, su misterio y su poesía.

La muchachita impaciente y soñadora, durmiendo en la escritora de hoy, deja que sus sueños corran con el ritmo de la locomotora, construyendo, alrededor de este viaje de la infancia una filosofía de los viajes, de Marsella a Vintimille, de París a Saigón, de Tolosa a Tahiti, en compañía de tan ilustres compañeros como Jean Arthur Rimbaud y Charles Baudelaire, y también de Valéry Larbaud y Paul Morand (este excelente poeta-viajero de los años 20), hasta el tan injustamente olvidado Henry Jean-Marie Levet (1874-1906), autor de unas preciosas «Plaquettes» como «Le Pavillon» y «Cartes Postales», reeditadas exactamente por Valéry Larbaud, quien reunió los poemas sacados de páginas polvorientas y, en apariencia, para siempre olvidadas.

El trabajo de Suzanne Prou es, en sí, un viaje alrededor de la idea de «viajar», escrito con ternura y poesía, con melancolía y maestría, sin caer una sola vez — a pesar de los

peligros del tema — en la «literatura» fácil y barata.

La autora ya se había revelado antes en algunas novelas premiadas y, muy especialmente, en el ensayo «La petite boutique», editado en 1973, en la colección «En Directe» donde se estudia la vida, el sufrimiento, las alegrías y la pasión de una «boutique» parisina, es decir, de uno de aquellos almacenes de barrio donde todavía vive algo del alma de la antigua capital, amenazada por los «supermarchés», los «parkings» y los «hamburguers».

Tanto el ensayo sociológico de este libro, como la soñadora prosa de «Le Rapide Paris-Vintimille», hacen de Suzanne Prou una de las notables voces de la literatura francesa de hoy.

Stefan BACIU

LIBROS

«Memorias de un revolucionario», Kropotkin	25 00
«Historia de la Guerra Civil Española», G. Jackson	33 00
«Los Comunistas en España», Guy Hermet	27 00
«La Gauche en Europe depuis 1789», David Caute	10 00
«La Dictadura de los franquistas», R. C. Serer	51 00
«Les hommes se droguent, l'Etat se renforce», Jules Henry et Léon Leger	29 00

C.N.T.

A.I.T.

construcción

ORGANO DEL SINDICATO DEL RAMO

SEGUNDA EPOCA

Nº 15

BARCELONA septiembre 1978

10 pts.

firmaron el convenio de la traición**¿ a quien ha beneficiado ?**

CONSTRUCCION Nº 15 — BARCELONA

¿ A QUIEN LE BENEFICIA EL CONVENIO ?

Una vez más, Patronos y Estado, junto con los nuevos burócratas han firmado una serie de papeles, en los cuales han fijado nuestras condiciones de vida y trabajo, condiciones que nada tienen que ver con nuestras necesidades inmediatas sociales y económicas. Pretenden que aceptemos sus pactos y politiquerías, por uno o dos años, que les importa que para vivir tengamos que realizar horas extras y destajos, ocupando el tiempo de todos aquellos parados que ellos han condenado a la miseria (se calcula en medio millón los parados de construcción de todo el país).

Pero, cómo les va a importar el paro existente (por más que digan) si se atreven a firmar unas tablas de rendimiento que, por un lado, van a institucionalizar el destajo y por otro van a ser el instrumento de despido de muchos compañeros.

Qué alternativas vamos a elegir, cuando nos asfixien con los constantes aumentos, el hacer más horas y más destajos o la lucha por un salario suficiente y la imposición de nuestras elementales necesidades. Muchos compañeros piensan que los atrasos van a solucionar algo del problema económico, pero debensaber que nada cobrarán, aquéllos que percibían más del salario convenio pues el aumento es absorbible para

todos aquellos compañeros que realizaran horas, destajos, o percibieran algún tipo de primas (siempre que éstos conceptos salgan reflejados en las hojas de salarios).

Para C.N.T., se impone la necesidad de — en todos los centros de trabajo — desarrollar la discusión, cara a buscar soluciones a esta situación. Nuestra posición como Anarcosindicalistas es la de mantener la lucha, en sus diferentes niveles, mientras tengamos necesidad de hacerlo, y no atarnos de pies y manos con convenios y pactos, con nuestro enemigo y explotador, el capital.

Por lo que manifestamos nuestra intención de impulsar y apoyar la lucha por las 8.500 ptas. limpias a la semana en 40 horas de trabajo, en definitiva por todo aquello por lo que nos movilizamos, y después fuimos engañados, y por otro lado, llevar adelante las «iniciativas» que creamos convenientes: paros, bajo rendimiento, asambleas, SABOTAJES, si, pero no en la calidad de la construcción, sino en la cantidad de la producción, para acabar con las tablas de rendimiento y dar justa respuesta a los traidores firmantes.

(Extraído de «Construcción», nº 15, Septiembre 1978.)

SOL Y SOMBRAS**LA FIESTA DE LA FLOR**

En los años diez una organización antituberculosa burguesa celebraba, cada primavera, la Fiesta de la Flor por las calles de Barcelona. Aquella se reducía a una cuestación pro Instituto Antituberculoso instalado entre Sabadell y Tarrasa. La manganca para un fin tan noble corría a cargo de señoritas aristocráticas, y yendo por las Ramblas los compañeros Cayetano, Francesc, Gastón Leval, J. Gené y yo, fuimos abordados, cortésmente, por un par de esas sedosas muchachas solicitadoras de la correspondiente dádiva.

— No — adujo Gené —. Nosotros somos, precisamente, los tísicos. Ellas se fueron mohinas.

Había aprensión en los medios cenetistas contra esa campaña antituberculosa animada por fabricantes de tuberculosis en fábricas, talleres y minas.

Pero hubo más. A un tísico tratado en el ponderado Instituto le arrancaron un tatuaje que llevaba en un brazo vitoreando a la anarquía. El martirizado denunció el caso al doctor Jaime Queraltó, residente en La Pedrera, entrada por

Provenza, escribiendo el doctor pública y científicamente que para curar la tuberculosis no era necesario arrancar tatuajes políticos. El presidente del Instituto, doctor Ildefonso Sunyol, puso a disposición del Tribunal a Queraltó por calumnia, y como Sunyol había comprado a peso de calderilla al Tribunal y al mequetrefe que se había hecho tatuar anarquista, Queraltó fue condenado a 20 años de destierro. Una Asociación de Clientes de Queraltó improvisada, y nuestro benemérito Ateneo Sindicalista intervinieron promoviendo una campaña intensiva que al cabo de dos años consiguió que la pena a Queraltó fuera anulada, por lo que éste nos estuvo muy agradecido.

Luego Queraltó fracasó en su intento incomprensible de querer ser diputado. Para toda causa noble ahí están los anarcosindicalistas; para un chapuceo político, inútil invitarlos.

El generoso y malogrado doctor Queraltó debía tenerse en mejor estima.

Joan FERRER (p. m.)

Juan de la Cruz, «Poesías completas»	21 00	« Internationale Situationniste 1958-69 »	58 00
«A la découverte de Han Ryner»	14 50	«Un Soldado de la República», Eduardo Pons Prades	50 00
«Yo fui ministro de Stalin», J. Hernández	50 00	«Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du XIX ^e siècle», Alessandro Galante Garrone	58 00
«Le Nazisme - Société Secrète», Werner Gerson	15 00	«Trasluz de España», A. Fernández Martínez	20 00
«La Mort de García Lorca», (enquête sur le crime), J. Gibson	33 00		

RIPIOS

GALICIA. — El Sr. Manuel Fraga, Secretario General de la Alianza Popular, ha dicho en discurso de clausura, del Primer Congreso Regional de dicho partido en Galicia: «España se está quedando sin pulso».

Podríamos decir a ese señor, que durante la apocalipsis de los yugos y las flechas, España había vendido su alma al fascismo.

MADRID. — El P.C. de España, exige el cumplimiento de los Pactos de la Moncloa.

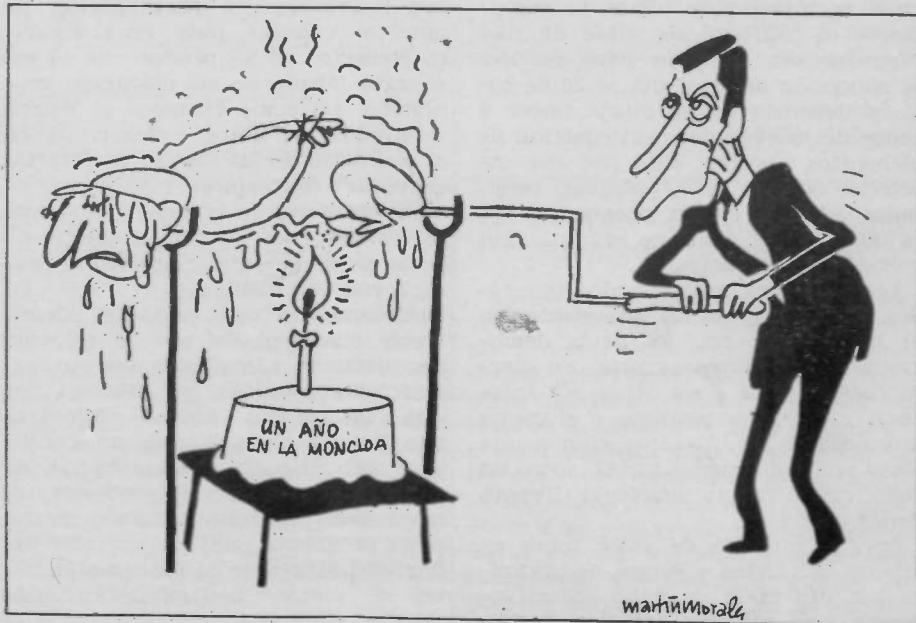
A través de sus intervenciones políticas, resulta que el P.C.E. es el guardián y árbitro de los acuerdos establecidos. Lo que el monarca Juan

Carlos no tiene el valor moral de decir, es el P.C.E. que se encarga de hacerlo, de una manera soberana.

MADRID. — El Congreso aprobó la moción Socialista, que dice: «Serán devueltos los bienes incautados durante la guerra civil.» Por 132 votos, ninguno en contra, 144 abstenciones de U.C.D.

Ya era hora. Pero nada dicen sobre la indemnización por los locales expropiados a sus verdaderos propietarios, ya que la suma en 39 años será respetable. De cualquier forma la C.N.T. reivindica la parte que le corresponde.

EL TIO PACO



CASTRO: GENUINO REPRESENTANTE DE LA BURGUESIA

(Viene de la página 8)

La democracia burguesa (elecciones sin Batista!) que como hilo recorrió todos los puntos del programa, significaba para ésta, la libre concurrencia de capitales y por ende el desarrollo industrial, pero naturalmente también significaba el desarrollo del proletariado y sus aperturas sociales, por lo que por reacción la pequeña burguesía en este punto compartía, con el capital imperialista y el latifundismo dominantes el establecer métodos políticos antidemocráticos. ¿Para el proletariado cubano, qué significaba «elecciones sin Batista!», industrialización, reforma fiscal, administrativa, judicial, etc.? ¿Qué le interesaban si eran o no nacionalizados los servicios públicos? El proletariado tenía en el programa del M-26 de julio un aliciente exterior para soportar la dictadura del capital sin cambiar el sistema de propiedad — reforma salarial, urbana, educacional, etc. — ¡Gracias Fidel! ¡Gracias por las victorias presentes y por las que vienen! — dirían las pancartas en la ciudad de La Habana en 1959.

Para el campesinado, el concepto de la democracia significaba la apropiación individual de la tierra, primer renglón del programa del M-26 de julio. Justamente de la identificación de la ideología pequeña burguesa, expuesta en dicho programa, con su base social se deriva el desarrollo de todo el conjunto del Movimiento entre las filas principalmente pequeña burguesa, urbanas y campesinas.

El M-26 de julio surge pues de entre las filas burguesas del PCR-U de Chivas. Pero ni el proletariado, al que el M-26 de julio no tenía nada que ofrecer, que no fuera demagogia «la esperanza de redención de la clase obrera», ni la pequeña burguesía urbana, a la que se le ofrecía «justicia para los olvidados», se veían atraídos por el liberalismo radical.

La búsqueda de una base social obrera - pequeña - burguesa - urbana, por el M-26 de julio puede constatarse en el asalto al cuartel Moncada, en las acciones de noviembre de 1956 en Santiago, o en la huelga de abril de 1958.

Hug Thomas hizo un análisis particularizado de cada uno de los integrantes al asalto de Moncada y de los que desembarcaron del Gramma, llegando a la siguiente conclusión: que la mayoría, excepto sus dirigentes eran de extracción proletaria. Faustino Pérez, afirma también algo parecido. Pero una organización no puede definirse por la extracción de clases de sus integrantes, es decir, por lo que económicamente los determina, sino, en dado caso, por la determinación específica que los une como organización (10). Es en este sentido que el materialismo mecanicista es incapaz de poner al descubierto el conflicto de clase de una organización. Por eso para conocer la condición de clase del M-26 de julio y definirla no se puede hacer a tenor de la eventual participación de elementos obreros, sino por sus objetivos, en este caso, políticos, reflejados además en un programa, por la táctica y el modo de organización como se desenvuelve.

Los intereses reivindicados por todos y cada uno de los integrantes en el Movimiento era: los de la democracia y la reforma agraria. En efecto fueron éstos y no otros, los intereses y objetivos políticos y el medio que unió en una organización a una clase política (que no social) como un todo orgánico de ideología liberal-democrática.

Porque también debemos tener en cuenta la táctica y forma de organización del M-26 de julio. Efectivamente una minoría activa y caudili-

lista apadrinaba el movimiento, en franca y clara contradicción con una organización pequeña burguesa de «obrera» por el hecho en sí de la participación de elementos procedentes de esta otra clase, ya que, muy bien aquellos obreros estuvieran condicionados por la situación económica, en tanto que en sus concepciones políticas y sociales eran pequeños burgueses.

Swesy y Huberman en su «Anatomía de la Revolución» y Pael A. Baran en sus «Reflexiones sobre la revolución cubana» han coincidido en afirmar que la base social de la revolución cubana de 1959, era campesina.

Veamos: Si tomamos en cuenta que las relaciones de producción de tres cuartas partes de los campesinos eran las de trabajadores asalariados, podríamos decir con Baran, que la base campesina del movimiento era en realidad agrícola. Mas, ¿era esta mayoría proletaria agrícola el módulo del Ejército Rebelde? Rotundamente no. Si partimos de que la contradicción de los obreros agrícolas con el régimen, son los de capital-trabajo, y no las de la propiedad de la tierra, reconoceremos que la inmensa mayoría de la población agraria cubana tenía entonces como finalidad de clase «la emancipación del trabajo», mediante la expropiación del capital, algo que puede ser resumido dentro de una revolución social y que exige técnicas y organización de luchas socialistas. Pero no podía ser esta la base del Ejército Rebelde, ya que los objetivos eran únicamente una simple reforma agraria parcelaria. Es decir que las necesidades históricas y sociales de la inmensa mayoría de la población obrera-agrícola no estaba representada, ni tan siquiera esbozada en el programa político desarrollado por el Ejército Rebelde.

La base social campesina (y al hablar de campesina se habla de la pequeña y mediana burguesía, centrando el problema en Cuba) no se transmite en formas obreras de las tres cuartas partes de la población, sino que mantiene las formas campesinas de la cuarta parte restante, es decir de la mediana y pequeña burguesía. Ello significa que la eventual participación de obreros agrícolas en el contexto general del M-26 de julio y del Ejército Rebelde, era algo extraño a los propios intereses de su clase; que más que luchar como clase por sus propias reivindicaciones históricas y sociales, lo hacían por las reivindicaciones de la burguesía, reivindicándose al mismo tiempo ellos como burgueses. Pero además, el teatro de las acciones del Ejército Rebelde, no es el llano donde se localizaban los obreros agrícolas, sino la sierra que era donde se encontraban principalmente los campesinos adinerados, los campesinos burgueses. La participación de obreros agrícolas, pues, en el Ejército Rebelde, no se produce en el escenario mismo de su ubicación económica, así como tampoco el Ejército Rebelde se ubica y desarrolla en el escenario de las luchas proletarias en contra del capital.

Por esta razón la base de la que se alimenta el Ejército Rebelde no podía dejar de formar un todo orgánico con su ideología de clase. La base burguesa campesina se encontraba representada en la reforma parcelaria y, colmaba todas sus aspiraciones políticas en la lucha por una democracia liberal. Mientras que los obreros agrícolas no contaban con ninguna representación de clase, ni en el Ejército Rebelde, ni en el M-26 de Julio y mucho menos en el programa político por éstos defendido. Más aún, si elevamos a nivel de clases, las reivindicaciones obreras elementales (demandas ais-

ladas dentro del régimen del capital) tal y como pretende Baran, sería adornar de proletaria una sublevación eminentemente burguesa. La prueba más palpable del carácter burgúes-parcelario y no proletario, lo revela la realización del programa agrario de la organización en 1959: las haciendas típicamente pequeña-burguesas (menores de 67 Hrs.) crecieron de 28.735 a 154.703.

Si es visto este aumento a la luz de los censos de 1953 se puede apreciar que los 221.939 jefes de familia catalogados como agricultores y ganaderos, vieron aumentar el número de los pequeños agricultores en un 50%. Mientras que las tres cuartas partes de la población agrícola no realizaron ni una sola colectivización en el mismo año 1959 (11).

Pues bien, el hecho de que hayan participado obreros en la revolución cubana en la fase de 1953-59, culminó no con la transformación de la sociedad, sino con la transformación pequeña burguesa en burguesa misma (lo que analizaremos en otro trabajo); fueron éstos quienes hegemonizaron la lucha de los obreros.

En esta forma se realizó la identidad de la ideología liberal con base burguesa, en forma universal para toda la sociedad.

El levantamiento cubano se produce entonces como un movimiento político encabezado por el caudillismo liberal como el genuino representante de la clase burguesa. Las condiciones que hacen posible que el caudillismo liberal como el genuino representante de la clase burguesa. Las condiciones que hacen posible que el caudillismo liberal asuma las mismas funciones que el elitismo bolchevique tras la toma del poder, no pueden desprenderse sin embargo de la realización del programa liberal pequeño burgúes, como tampoco fue

la realización del programa bolchevique la causa del régimen autoritario y burocrático de producción, sino fundamentalmente su estructura socio-económica que condicionó la aparición de determinados métodos de lucha, de organización política y finalmente de organización económica de la sociedad.

Francisco MORENO

1' José Tabares «Apuntes para la historia del Movimiento 26 de Julio».

(2) Germán Sánchez: «El Moncada, asalto al futuro».

(3) Swesy y Huberman «Anatomía de la revolución».

(4) Recopilación «Reflexiones de una revolución».

(5) «Fue la grandeza de la revolución — dice Barán — la cohesión, la dedicación y valor de los campesinos cubanos lo que convirtió la antorcha de Castro en un desbordador incendio que consumió a Batista, al imperialismo y al capitalismo en Cuba». (Ob. cit., pág. 216).

(6) José Acosta, «Las leyes de Reforma Agraria en Cuba y el Sector Privado Campesino».

(7) Fidel Castro en «Primer Manifiesto» agosto 1955.

(8) Movimiento 26 de Julio de F. Castro.

(9) H. Thomas «La política de la clase media y la revolución cubana».

(10) Las grandes propiedades expropiadas en 1959 no fueron tomadas por su capital, sino por la extensión de tierra, y después distribuidas entre los campesinos. Mientras que las propiedades malversadas, como su nombre indica, no se les quitaban a los burocratas y capitalistas que las habían conseguido por malversación, usufructo ilícito, etc., por no sobrepasar las 67 Hrs. Y las cooperativas campesinas no rebasaban los marcos pobres del cooperativismo burgúes. Fidel Castro reconocería que el plan de cooperativa fue agregado a última hora.

Páginas de ayer y de hoy

DE LA LEY

Es sabido que la Declaración de Derechos de 1789 (art. 6°) definía la ley como la expresión de la voluntad general. De donde resultaba que lo que constituye la fuerza obligatoria de la ley, consiste en que la ley sea querida de la colectividad, siendo ley todo lo que la colectividad quiere. La ley, se dice, tiene una fuerza particular, un carácter especial porque emana de una voluntad que es en sí de una naturaleza particular. Es la voluntad de la colectividad personificada en el Estado, de una esencia diferente de la voluntad de los individuos. Estos no pueden, pues, menos de someterse a la ley, sea lo que fuere lo que mande, porque tienen una fuerza trascendente que se les impone. De ahí ese fetichismo de la ley, que tan bien ha puesto de relieve Eduardo Berth en un artículo publicado en el «Movimiento Socialista»: «La democracia parlamentaria — escribe —, ¿no es el propio derecho divino de la potencia mágica del Estado, que ha pasado del rey a los partidos encargados de traducir la llamada soberanía del pueblo?... «La ley que emana de nuestros parlamentarios modernos está rodeada de un respeto más supersticioso que el que en cualquier tiempo se ha reservado para los reyes más absolutos, pudiendo decirse que el legalismo moderno es más esclavizante aún que el antiguo lealismo.»

La verdad es que la ley es la expresión, no de una voluntad general que no existe, ni de la voluntad del

Estado, que tampoco existe, sino de la voluntad de los hombres que la votan. (...) la ley es la expresión de la voluntad de los diputados y de los senadores habitualmente mayoritarios en la Cámara y en el Senado. He ahí el hecho. Fuera de eso, sólo hay ficciones y fórmulas vanas: no las admitamos ya.

Si la ley es la expresión de la voluntad individual de los diputados y de los senadores, no puede imponerse como tal a las otras voluntades. No puede imponerse más que si es la fórmula de una regla de derecho, o la afirmación práctica de esa regla y en la medida en que lo es. Todas las leyes se dividen, en efecto, en dos grandes categorías: las que formulan una regla de derecho y las que toman medidas para su aplicación. He llamado a las primeras, leyes **normativas**, y las segundas, leyes **constructivas**. Pero las palabras importan poco. Ni una ni otras contienen, a decir verdad, mandatos dirigidos por una voluntad superior a las voluntades subordinadas.

León Duguít

«Oligarquía y caciquismo. Colectivismo agrario», J. Costa	15 00
«Viaje Imaginario a la España franquista», M. Goycochea	21 00
«Convenios colectivos y lucha de clases en España», Jon Amsden	30 00
«La Quinta Columna», Santos Alcocer	50 00

DIOS LOS GUARDE



¡Ya está! El parto de los cardenales ha dado un nuevo papa a los católicos. El acontecimiento se presta a algunas reflexiones.

A la primera explosión de gozo de los espectadores oyendo el consagrado «habemus papam», pronunciado con la fuerza de un mazazo — para que penetre hondo en la cabeza de todo quisque —, sucedió, como quién diría, un momento de estupor. Un silencio de descontento al oír el nombre del electo de Dios y del Espíritu Santo — ¡todo se hace por su gracia! — y comprender que no era latino. Sobre todo, que no era italiano. Dios **omnipotente** (!) no ha logrado destrerrar el nacionalismo de las obtusas mentalidades de sus idólatras. Toda idolatría supone ignorancia y falta de personalidad propia. Así le fue fácil a Juan Pablo 2º acortar ese descontento metiéndose en el bolsillo — como se dice en lenguaje llano — en menos que canta un gallo, los 50 mil ocupantes de la Plaza de San Pedro, dirigiéndose a ellos en un italiano pulcro, comprensible, con acento lombardo y algún poquito toscano. No podía ser menos. Que el super pontífice descienda al nivel de sus humildes fieles pidiéndoles que corrijan sus defectos de elocución es elevarlos a un nivel jamás imaginado, a la par que una manera fácil de conquistar las masas, siempre sensibles a la pirrotécnia verbal.

Carolus Waljla triunfó. Todos los servicios internacionales de información prestaron sus oídos al Vaticano. De todos los países afluyeron felicitaciones. La carrera al elogio adulador se desencadenó. Desde los países comunistas hasta las repúblicas socio-democráticas o liberales, pasando por las dictaduras fascistas, todos esos señores que gobiernan el mundo se daban codazos para llegar los primeros. Francia, hija predilecta de la Iglesia católica, saludaba al nuevo pontífice. Su presidente no hizo ninguna distinción. Con él, todos los franceses saludaban al nuevo papa. La prudencia debía haberle mostrado un poco circumspecto haciéndole decir, por ejemplo: grandes capas del pueblo francés, entre ellas el Partido Comunista, saludaban el acontecimiento, etc., etc.

Vedette internacional número 1 del momento, Juan Pablo 2º gesticula, puesto en pie dentro su Mercedes descapotable, distribuyendo a destajo el signo de la cruz. En un arranque de euforia se saca el sombrero puntiagudo y muestra su rostro silesiano, enérgico, prepotente, vigoroso. Estas, que no son pocas, cualidades para ser un papa embaucador de mentes atrofiadas por una educación dogmática, recuerdan las de todos los dictadores, especialmente de aquellos salidos de las capas populares. Mussolini se hacía retratar segando trigo con el equipo de segadores del que formaba parte (!). Otros se han hecho fotografiar en la zafra, sin que la sudor mojará sus barbas. Otros más se hacen fotogra-



fiar entre soldados disparando sus armas contra «los enemigos de la civilización cristiana en España», por ejemplo.

El Vaticano declara siempre la guerra a los obreros que quieren situarse por sobre los mandatos de la religión. El hecho que Juan Pablo 1º fuera hijo de obrero, y obrero de fábrica su sucesor, es explotado como un signo de eficacia apostólica y de humildad, que es lo que, en realidad se exige de la clase obrera en particular, inculcándole la noción cristiana del fatalismo que le conduce a la sumisión espiritual, material y física. Este es, para la Iglesia, el prototipo ideal del obrero.

Al obrero creador, consciente de su personalidad, que se aleja de los caminos trillados de la Iglesia porque la religión le es por lo menos indiferente y que, en consecuencia, niega tácitamente la necesidad de los dogmas, a ese obrero se le considera como el a que se refiere la Enciclica «Quadragésimo Anno», Pio XI, que marcó la pauta a seguir para la Iglesia durante su cruzada en España, situándola del lado de Franco, como sigue estando del lado del rey, aprobando la alarmante represión de que es víctima la C.N.T. española, esa noble organización obrera que no dobla la rodilla ante las exigencias gubernamentales, la complicidad de los partidos comunista y socialista, y el esquirolaje organizador por ellos.

En la circunstancia vaticanesca, ser obrero o burgués no significa nada. El Vaticano estará de acuerdo con las directivas del nuevo pontífice si tienden a mantener y desarrollar los privilegios de la Iglesia en todos los sentidos. De no ser así, hijo de familia modesta, aristocrática, campesina u obrera y «tutti quanti», pronto le harían arrojarse.

Durmamos tranquilos. Waljla discursará sobre la necesidad de darle al obrero una vida decente. Pero se opondrá a que el obrero construya esa vida por sí solo y al margen de sus mandatos. Continuará defendiendo todas las prohibiciones decretadas por la Iglesia contra la libertad individual y el ateísmo; contra el aborto y la libertad de concebir, contra el divorcio, etc., etc... Y, pese a su incalculable y colosal fortuna continuará predicando la necesidad de la virtud de ser pobre.

Waljla será quizá el papa de la nueva cruzada contra el ateísmo por una parte y el comunismo (en algún clavo hay que agarrarse) por otra, en tanto que nueva IGLESIA que, en nombre de dogmas propios se opone a la católica, dando a los ingenuos la impresión de respetar la libertad, cuando en realidad es el retrato fiel de la otra.

¡Hay tantas cosas que decir! Salido del Este, J. P. IIº incita al dictador de su país a venir al Oeste. ¡Quién sabe! ¡Quizá, dentro de algún tiempo, las dos Iglesias, católica y marxista, estarán unidas por un

C'était hier...

Nous, les enfants, on l'aime bien, Soto.

Son visage anguleux, tanné, se plisse d'un sourire, en nous voyant.

Il nous fait une grimace, ébauche un pas de flamenco, nous mime les cornes du taureau en pointant ses deux index sous son béret.

Il parle peu. Presque à nous, seulement. Parfois, il cesse de sourire. Il fume dans un coin, un pli peut-être un peu plus creux au bord de son menton. On ne nous l'a pas dit, mais on sait qu'il ne faut pas le déranger dans ces moments-là.

Il est là depuis dix, quinze ans, peut-être. Nous on ne sait pas. On était pas nés.

Il est venu un jour du printemps 1939; il a passé la frontière à Hendaye avec dans le cœur plein d'amertume et dans ses poches beaucoup de rien. Il a pu apprécier au juste la valeur, la dignité de l'accueil du pays des Droits de l'Homme. Du pays de Voltaire, de Victor Hugo. Il en a gardé un souvenir rance, des baraquements sans feu, de barbelés, de gendarmes chargeant à cheval des hommes vaincus aux paumes vides.

Maintenant il travaille à la scierie. Il fabrique des allume-feu de 60 centimètres, à 60 ans, qu'on lui paye à la pièce.

Quand ses reins le lui permettent, il arrive à s'offrir de quoi grignoter deux fois par jour, payer l'abonne-

ment d'un journal mystérieux qu'il reçoit toutes les semaines et bourrer sa pipe pas trop souvent.

Son coin à lui, c'est derrière l'appenti où il couche. A l'écart de la scierie. Indépendant, en quelque sorte. Les cadences ne l'atteignent pas.

Nous, les enfants, on l'entoure, pendant qu'il travaille. Quand il a fini de tailler ses petits bouts de bois, il les entoure de deux fils de fer qu'il torsade avec une pince.

C'est un artiste, Soto. Il nous émerveille. Il nous confectionne de ces noëuds savants, comme sur les boîtes à gateaux. A la demande il nous crée un papillon avec des antennes, une libellule, un rhinocéros, un éléphant, des serpents qui font peur. Il est notre ami, le grand père que nous aurions parfois aimé sentir sous nos genoux.

Le samedi après-midi, il se rase. C'est un rite. Il accroche sa glace à un clou sur le poteau du fil à linge, s'enduit de mousse et le spectacle commence.

Il gonfle les joues, les creuse, cligne des yeux, il exagère les effets, fait semblant de se couper le bout du nez, les oreilles... Il nous fait rire.

Quand c'est fini, on l'embrasse et l'on commence le jeu.

Il est le taureau. Se plie en Quasimodo, dodeline de la tête, nous fait rire, nous poursuit. On criaillie autour de lui, on rit d'avoir peur, on le bouscule un peu, on lui dit des gros mots, on l'insulte comme les enfants le font, avec cette méchanceté dans l'inconscience qui n'est pas encore celle des adultes.

Cela se termine toujours en éclats de rires et bonbons qu'il sort d'une boîte ronde et plate qu'il garde toujours dans sa poche.

Aujourd'hui Soto n'est pas rasé. C'est samedi, pourtant. On lui a tiré la langue. Il n'a pas souri ni voulu jouer. On lui a dit qu'il était con et vieux et vieux con.

Demain c'est dimanche. Il faudra se laver, aller à la messe, c'est triste.

On est allé à la messe, on s'est ennuyé; comme d'habitude, en revenant on est allé voir Soto.

On l'a trouvé, mort, tout seul sur sa couverture brune.

A ses pieds une valise ouverte; la photo riuse d'une femme, un enfant à la main. Un journal représentant le Général Franco inspectant les ruines de l'Alcazar de Tolède griffé d'un « Mierda » au crayon. Un tract révolutionnaire jauni, et puis, de ces riens inutiles et communs qui font le dérisoire des restes d'une vie.

Il s'était lassé, Soto. Lassé de jouer au gugusse de l'histoire, au pantin des régimes; lassé de l'indifférence, de la veulerie des hommes. Lassé aussi de jouer avec nous.

Au dehors, sur le poteau du fil à linge, la glace oscille au vent imbécile d'une histoire sinistre.

(De mon enfance)
MOREAU.

CALENDARIO

S.I.A.

1979

Solidaridad Internacional Antifascista, Sección Francesa, como todos los años, pone en conocimiento de todas las Secciones, Amigos de S.I.A. y simpatizantes, que el Calendario de S.I.A. para el año 1979, estará pronto confectionado.

Para este año el tema que desarrolla el Calendario es sobre el terrorismo de Estado desde la antigüedad hasta nuestros días.

Esperamos que los compañeros y amigos que desde tantos años adquieren el Calendario de S.I.A. lo encontrarán de actualidad ya que nunca como ahora el terrorismo de Estado al servicio del capitalismo había adquirido características tan agudas.

Por lo tanto a partir del presente comunicado todos los que lo deseen, como de costumbre, pueden hacer sus pedidos a este Consejo Nacional.

Os recomendamos, pues, que nos hagais los pedidos lo antes posible para darnos facilidad en los envíos.

concordato! Es una forma sutil de cruzada. De las dos fuerzas dogmáticas en presencia todo hace pensar que la católica tiene muchos triunfos entre sus cartas. La principal los veinte siglos de experiencia.

Los designios de los dioses, marxistas o católicos, son impenetrables. Cada uno de sus sacerdotes los interpreta a su manera y ninguno de ellos — a menos de equivocarse —, da en el clavo. Tres ejemplos de con-clavistas: «Ahora tenemos más libertad de elección», Gouyon. «La nacionalidad es un factor secundario», Marty. «No puede ser sino italiano», Tarancón.

El espíritu santo es caprichoso... ¡Dios los guarde!

Fernán MURATORE

LA HUELGA DE LOS OBREROS GASOLINEROS DE BARCELONA

Según informaciones de última hora, después de haber encontrado un acuerdo entre la delegación patronal y el Comité de Huelga y haberlo firmado, ciertas empresas se resisten a cumplirlo, lo que equivale a decir que ello sitúa el conflicto, a los dos meses cumplidos de su inicio, en un punto muerto, que puede conducir a un relanzamiento del mismo, hasta que la patronal recalcitrante comprenda que con la ayuda de los poderes del gobierno y de los «sindicatos» burocráticos, no basta, para someter a los trabajadores.

CASTRO: Genuino representante de la burguesía

por Francisco MORENO

AMSTERDAM. — El carácter burgués del levantamiento cubano, del movimiento que lo encabezó (M-26 de julio y Ejército Rebelde) y, la base social en que ambos estaban sustentados (pequeña burguesía urbana, proletariado semi-artesanal de las ciudades y la pequeña y mediana burguesía campesina de la tierra), han sido analizados, por escritores e historiadores, de modo parcial e incompleto la mayor parte de las veces o bien, sin extraer todas las conclusiones que corresponden.

El historiador cubano José Tabares afirma que «fue la pequeña burguesía radical quien inició el movimiento revolucionario, pero al hacerlo se suicidó como clase» (1). Germán Sánchez, otro profesor cubano, afirma con Tabares «que la pequeña burguesía al incorporarse al movimiento revolucionario, se negaba como clase» (2). En este caso ambos autores ven a la pequeña y mediana burguesía desaparecer con el acto de su incorporación política al movimiento sublevacionista, pero éste es un punto de vista harto insostenible si analizamos el contenido programado de «La historia me absolverá» (1953), Primero y Segundo Manifiestos del M-26 de julio (1955), el propio «M-26 de julio» de Fidel Castro y, si además, tenemos presente la forma y concepción táctica y organizativa del asalto al Cuartel Moncada, del desembarco del Gramma, las acciones de noviembre de 1956 en Santiago, la huelga de Abril de 1958, y por último la acción del Ejército Rebelde.

Cierto que de no admitir el suicidio de la pequeña y mediana burguesía sería reconocer la relación orgánica entre el triunfo de 1959 y la naturaleza de clase de la organización triunfante; algo que conduciría a conclusiones claras y escabrosas para los dogmas oficiales. En el terreno de la base social del movimiento triunfante son amplísimas las versiones, y todas coinciden en afirmar que la base del Ejército Rebel-

de fue formada por campesinos. Al margen de las menciones episódicas de Fidel Castro y del «Che», Paul Swesy y Leo Huberman en su «Anatomía de la Revolución», Paul Baran en sus «Reflexiones de la revolución cubana», y el profesor cubano José Acosta en su «Las leyes de reforma agraria y el sector privado campesino», han estudiado de un modo más sistemático la relación entre «la base social campesina, organización revolucionaria y carácter de la revolución». Swesy y Huberman, por ejemplo, han relacionado al campesinado cubano (pequeña y media burguesía) con el proletariado agrícola, sin admitir con esto último una base proletaria en el Ejército Rebelde. Por el contrario demuestra que de tres cuartas a cuatro quintas partes de los soldados del Ejército Rebelde que participaban en las campañas de fines de 1948, eran campesinos.

No obstante Swesy y Huberman, hablan de que la población campesina cubana «no es campesina en el sentido europeo, sino más bien un proletariado sin tierras» (3). Con ello, no significan estos autores que «la revolución tuviese una base social proletaria», ya que en una segunda visión escribirían: «una revolución de base campesina... hubiera desarrollado una mezcla de colectivismo agrario, no un capitalismo de Estado» (4).

Por el contrario Paul Baran ve en el campesinado cubano «la clase que hizo la revolución», la cual, no por

la propiedad de la tierra que ocupaba, sino por objetivos esenciales de la clase trabajadora: «empleo fijo, condiciones de trabajo más humanas y salarios más adecuados» (5), intentando identificar de esta manera al proletariado agrícola como base de clase de la revolución en Cuba (6). El economista cubano José Acosta, pone el dedo en la llaga, sin querer, demostrando que fueron los campesinos (pequeña y media burguesía) y no los obreros agrícolas, la base sobre la que se sustentó todo el movimiento del 26 de julio y del Ejército Rebelde, cuando afirma a contrapelo del esquema teórico estructural del campesinado obrero de Baran, que «la situación táctica del Ejército Rebelde se desenvolvía en el medio social propio del campesinado (la Sierra) y no, el del proletariado que se localizaba en los valles» (7). Sólo para luego afirmar, «que los obreros agrícolas se vincularían a la etapa socialista de la revolución».

Puede verse entonces que nada tiene de nuevo el analizar la naturaleza burguesa del movimiento, por sus intenciones políticas, ni del Ejército Rebelde, por el desarrollo de una base social correspondiente a la política burguesa. Pese a ello no han sido extraídas todas las conclusiones del período insurreccional, ni las consecuencias que comportó para el triunfo de 1959, y para el «socialismo» de fines de 1960 en adelante.

Vamos pues a intentar elaborar una caracterización general.

La condición de clase de un movimiento revolucionario no sólo se de-

fine por su ideología y base social (aspectos estos que pueden constituir un todo orgánico), sino porque ideología y base social se deben complementar orgánicamente imprimiendo su modalidad al desarrollo del movimiento revolucionario de que se trate. Así la ideología liberal del M-26 de julio, propone fines y medios políticos; una base social burguesa condicionada, naturalmente, estos medios políticos. Con otras palabras expresado: el desarrollo progresista liberal, es política que modela la pequeña y media burguesía, siendo este desarrollo político burgués los fines y medios del liberalismo.

La historia del M-26 de julio y de Fidel Castro, es la de la búsqueda de una base social que correspondiera a la ideología pequeño burguesa (en «La historia me absolverá» y «Primer y Segundo manifiestos», y en el «Movimiento 26 de julio» de Fidel Castro, es la existencia de un proyecto de sociedad netamente burguesa, en manos de la propia burguesía, sin más. Se buscaba: la democracia burguesa, el desarrollo industrial y una ligera reforma agraria).

El proyecto de sociedad del movimiento 26 de julio, según estos materiales puede compendiarse en los siguientes puntos: desarrollo industrial, reforma agraria, utilidades y mejoras salariales, nacionalización de servicios públicos, reforma educativa, reforma fiscal, reorganización burocrática administrativa del Estado, seguro social y estatal contra el desempleo, reestructuración del poder judicial y confiscación de bienes materiales de los gobiernos precedentes (8). Este proyecto se distinguía de la sociedad de 1955 en dos cuestiones principalmente: «por un lado formulaba una reforma agraria tendente a transformar la propiedad de la tierra en correspondencia a la base social burguesa, aboliendo el latifundio y desarrollando en su lugar la propiedad pequeña y media burguesa que abriría mercado a la industria capitalista». Este modo de transformación de la propiedad de la tierra es lo único que la burguesía es capaz de realizar y es «su radical revolución». Por otro lado prepara, adecua la enorme supraestructura jurídica, política, administrativa, etc., al sistema de propiedad burguesa moderna. Algo tan tradicional como histórico en el derrocamiento de latifundios del poder y de su estructura política absoluta.

Huelga decir aquí, que la burguesía no tenía ni tan siquiera el más mínimo interés en un proyecto de contenido burgués revolucionario de corte robespiariano, ya que sus contradicciones con el proletariado estaban plenamente desarrolladas, sin tan siquiera haber evolucionado aún el desarrollo de la prometida floreciente economía; y estas contradicciones eran más profundas que los impedimentos a la evolución capitalista del latifundio. Así que la industrialización y la democracia burguesa del M-26 de julio, no tenía base en las filas del capital criallo.

No obstante en la pequeña burguesía urbana que era representada por el 63 % de las empresas urbanas (pequeños talleres con menos de 10 obreros) el proyecto de industrialización fue acogido con agrado.



¿DONDE ESTAN HOY LOS REVOLUCIONARIOS AUTENTICOS QUE LUCHARON CON CASTRO EN LAS SIERRAS?

(Sigue página 4)

3428



EL COMBATE SINDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

COMO COLECTIVIZAR EL INI (III)

CRIMEN ESTATAL : NEOCOLONIALISMO O PARO LABORAL

VAMPIRISMO ESTATAL

Economistas liberales, socialdemócratas y socialistas coinciden en su diagnóstico de este proceso de vampirismo estatal contra los ciudadanos: «a más Estado, mayor desorden, desigualdad e injusticia». Y se subraya que algunas sintomáticas revueltas parciales, como la de los contribuyentes californianos negándose a pagar impuestos, votando una enmienda (la ya célebre «proposición 13») que haga muy difícil todo nuevo aumento de los impuestos estatales contra los ciudadanos, con una verdadera, y enérgica, «revuelta legal», ya que, estiman, «por vez primera los contribuyentes han decidido imponer al Estado una limitación del ritmo de crecimiento de sus gastos», y «ese referéndum (el de los contribuyentes del Estado de California, la última primavera) quedará en la historia como el primer signo de una salida de la crisis, liberando al hombre de la canalización de sus deseos a las mercancías o las burocracias» (13).

En este marco histórico y económico, la actual dirección del INI se enfrenta inerme a una batalla perdida: «salvar» el monopolio Estatal.

Pero su «salvación» se está produciendo a través de un doble movimiento centrípeto-centrífugo de «entropía o saldo», «estatización o derribo», que se consuma en estos términos:

a) Proyecto de «nacionalización» de «toda» la siderurgia (14), que, en la actualidad, tiene unos sesenta mil millones de pesetas de deudas, a pagar en divisas extranjeras. Para los tres principales productores de acero, el servicio de los intereses de esa deuda representa el 11/12 por 100 de su cifra de negocios.

Esta deuda (cuyo origen son las inversiones en tecnología y la insolvencia rectora) será socializada; es decir: el Estado «se hará cargo de ella», «indemnizará» a los actuales propietarios (proporcionándoles capital para invertir en sectores más rentables, abandonando sus impagados a la colectividad), y pagará las deudas del Capital Privado con más impuestos, despidos de trabajadores (para «rentabilizar»/«reestructurar el sector») y creará un nuevo pozo ne-

gro económico a financiar por la comunidad.

Las inversiones del INI, en 1976, fueron equivalentes al 9,62 por 100 de la actual deuda de la siderurgia (controlada, a su vez, por el Instituto, en un 70 por 100). La deuda actual equivale a un 20,34 por 100 de los recursos financieros de 1976.

FOMENTAR EL NEOCOLONIALISMO

Así, un sector muy competitivo en el mercado exterior (los siderúrgicos de la CEE desean una pronta incor-

(Sigue en la página 3)

Tutelaje paramilitar del Poder Administrativo :

- Brutalidad administrativa de UCD: convirtiendo el cinismo aventurero en programa de gobierno.
- Aventurerismo golpista del PCE.
- Aventurerismo sonámbulo del PSOE alagando y dependiente de la socialdemocracia alemana.
- AP: "con el Imperio vivíamos mejor..."

Los campesinos de Osuna denuncian los manejos, apaños, oportunismo y traiciones del P.T.E.

SEVILLA. — La Federación de Campesinos de la C.N.T. de Osuna ha dirigido a la opinión pública este comunicado denunciando los manejos, apaños y oportunismo de algunos líderes políticos, vampirizando, con su conducta las relaciones laborales de los trabajadores del campo.

Este es el texto de nuestros compañeros, boicoteado por la prensa:

OSUNA. — A LA OPINION PUBLICA: Frente a la confusión que se ha originado entre muchos trabajadores por lo que se refiere a nuestra actitud sindical y muy en concreto respecto a la dimisión de los cargos que ocupábamos en el S.O.C. local y comarcal de Osuna y la salida en bloque de muchos compañeros de

dicho sindicato por considerar, entre otras razones, que no sigue actualmente la línea que nosotros siempre habíamos defendido dentro de él y que vosotros conocéis todos de sobra, al mismo tiempo y consecuentes con nuestra postura nos vemos en la obligación de explicaros las razones por las que consideramos que la Con-

federación Nacional del Trabajo (CNT) responde a lo que han sido y son las aspiraciones de todos los jornaleros andaluces y toda la clase trabajadora.

Las razones fundamentales por las que todo el Comité Local del S.O.C. de Osuna (excepto uno de sus miembros), junto con la vocalía de la juventud y gran cantidad de afiliados abandonamos ese sindicato, ya han sido expuestas en varias asambleas y pueden resumirse diciendo que:

1º Frente a la independencia de cualquier partido político, de la clase que sea, que nosotros siempre hemos defendido, hoy y cada día más el S.O.C. está siendo manejado por el Partido del Trabajo de España (PTE) que hace y deshace a su antojo, ya que la mayoría de los cargos dirigentes están ocupados por compañeros que pertenecen a ese partido (desde Gonzalo Sánchez a Paco Casero). Todo ello hace que cada vez menos se respeten las deci-

«Somos los trabajadores quienes tenemos que meterles mano a los políticos y a la patronal.»

«Esos señores que comen de la política pretenden decidir por nosotros.»

(Sigue en la página 4)

PROBLEMAS DE TODOS LOS TIEMPOS

NACIONALISMOS Y CLASES

PARIS. — En un enjundioso trabajo-estudio que el Sr. Alain Benoist nos ofrece desde las páginas literarias del diario parisino «Le Figaro» en el que trata de examinar cuales podrían ser los factores dominantes que pudieran establecer una síntesis del tan discutido problema de los nacionalismos y de las clases, este escritor llega a conclusiones no del todo satisfactorias, a nuestro modo de ver y entender ese «movimiento de ideas».

El énfasis que se pone para demostrarnos que el sentimiento de nación es más poderoso, dentro la psiquis humana, que el sentimiento de clase, si el problema lo perfilamos a tenor de cómo esta clase ha sido tratada y manejada desde todo tiempo y circunstancia, por los sempiternos claudistas (marxistas) que en lugar de aprestarse a suprimir las clases, allí donde dominan, han dado nacimiento a otra nueva clase dirigente con idénticos vicios aburguesados, traicionando por tal modo la verdadera esencia del socialismo igualitarista, «utópico», entonces no cabe duda que los imbuidos de nacionalismo no andarían tan precarios en sus razonamientos, cuando afirman que este sentimiento contiene, en contrapartida, una potencialidad sentimental superior a concepción de clase.

El Sr. Alain Benoist, en su análisis crítico, cita a Carlos Marx y nos ofrece los siguientes párrafos, que traducimos, para nuestro comentario: «Ciertamente, este filósofo alemán no propone explícitamente la supresión de la nación, pero asegura que las naciones desaparecerán una vez puesto fin a los antagonismos de clases». «A la idealización del proletariado, se afianza, en él, una fe mesiánica en la desaparición inminente de las diferencias nacionales.» «La nación, según su óptica, ha cumplido su función histórica dentro del proceso de unificación a cargo del Estado capitalista.» «El nacionalismo no puede ser más que una crispación burguesa.» «El fenómeno nacional habrá de ceder, pues, su lugar al fenómeno de clase.» Y citando a Engels éste nos dirá: «Los proletarios son, por naturaleza, en gran mayoría desprovistos de prejuicios nacionales (sic) y su formación y su movimiento obran dentro de un marco esencialmente humanitario.»

«El final de la historia anunciada por el marxismo verá el fin de los particularismos nacionales, egoístas de suyo, en beneficio del altruismo universal. Y también las diferencias naturales de la especie humana, como las diferencias raciales podrán entonces ser suprimidas por el esfuerzo humano.» (De la obra «El Capital»).

El pensamiento de Marx, en esta esfera concreta y de acuerdo a lo apuntado, no tiene desperdicio, y pensamos que ningún anarquista podría dejar de asociarse, pues responde a un clamor y a una necesidad vital dentro lo que deberían ser las relaciones inter-humanas. Pero el problema radica en la contradicción, que tanto daño causaría, entre estas ideas sublimes, de signo humanitarista, intuitas muy inteligentemente y el mal uso que de ellas se ha hecho por ese pragmatismo del que se sirvieron los discípulos del «maestro y profeta», constatando que sin mayores reparos de este mismo pensador, invalidando sus propias tesis.

Esta interpretación y ejecutoria falsificada conscientemente, no podía dar más que frutos malogrados y en consecuencia los resultados derivativos de ello, en el orden económicos, políticos y culturales, vistos

por no importa que ángulo, se revelarían catastróficos, funestos, en los países dominados y gobernados con sello dictatorial-comunista y donde el humanitarismo, esta concepción de vida que intenta suprimir las clases para proponer la puesta en marcha de una sola clase humana desahogada de particularismos, había de chocar, contra toda moral social, con el férreo muro del individualismo, sistema que perduraría en el decorso de todos los tiempos.

En estas naciones con rúbrica marxista, con sistema político y de gobierno infamante, en donde se amalgama desde el ahogo de las libertades hasta al feroz individualismo, pasando por el reinado de las jerarquías con su secuela de corrupciones, expresa todo ello un paralelismo y el que en nada se diferencia del concepto egocentrista tan en su lógica dentro de los países de estructura económica capitalista.

Recordamos, al respecto de estas andanzas, y como un episodio más dentro del contexto conceptual y ejecutivo marxista, la respuesta que se le dio al «Ché» Guevara, en Alger, cuando en representación de su país de adopción (Cuba) acudió a la capital argelina, siendo él ministro de Industria, en cuyo conclave de naciones comunistas el desaparecido Ernesto planteó, en términos claros y apoyándose en la **solidaridad de clase**, una necesidad vital para su pueblo.

Sin masticar mucho las palabras, según informaciones de aquel pasado lejano, el «Ché» manifestó: «Hemos hecho la revolución social y el triunfo sobre la casta burguesa nos ha sonreído plenamente, pero dada nuestra condición de país pobre imposible que podamos desarrollar nuestra economía y de consiguiente el bien general sin vuestra ayuda, que confiamos en obtenerla, pues de otro modo desmentiríamos nuestros verdaderos sentimientos de clase, con todo lo que de humanitario encierra este vocablo.»

«Esta ayuda que pedimos — añadió — es que vosotros, camaradas y amigos nuestros, colaboréis intensamente en nuestros esfuerzos para industrializar nuestro país hasta que no nos quede más que un 50 % dedicado a la agricultura, puesto que tan sólo con un plan industrial de este volumen con el que Cuba podría solidificar su revolución.»

La respuesta al pedido en cuestión manifestada por tres países comunistas allá reunidos (siento no recordar cuales, pero creo que fueron, Rusia, Alemania Oriental, y Rumania) fue así de tajante: «Vosotros, los cubanos, seguid cultivando caña de azúcar, tabaco y aguacates y nosotros os venderemos tractores, camiones, maquinaria-utilaje, etc., etc.»

Como se ve, el mismo tono de superioridad, idéntico principio mercantilista, pareja postura ventajista, confundiendo con los postulados básicos de la filosofía capitalista, que planifica, opera y trabaja por y para el negocio...

Con un bagaje ideológico y conceptual favorables al egoísmo y al despotismo, cuyos agentes ejecutorios han traicionado en su más pro-

funda esencia el pensamiento de Marx que dejó transcrito más arriba, explicaría la agria y siempre latente disputa chino-soviética y la no menos violenta querrela, con fondo de fuego, entre Vietnam y Camboya.

Así, el sentimiento de clase, por una sola clase humana, ha hecho mengua por todos los poros, irresponsabilidad manifiesta que cargamos por entero sobre las conciencias con sello marxista, que han venido animando y propulsando, desde todos los tiempos, el repulsivo e ignominioso egocentrismo.

La cita de Engels, buena en toda la acepción de los vocablos, no puede sin embargo ilusionarnos totalmente, porque el proletariado, a pesar de estar sometido a la explotación burguesa y estatista, se siente asimismo nacionalista y no siempre operará bajo el influjo de sentimientos humanitarios.

Al igual que el burgués, llevamos en la misma caverna el sentimiento de construcción y de destrucción; el Bien y el Mal, pero lo que se reclama fundamentalmente para ir conju-

rando los males en presencia y en potencia, es el dominio de la contradicción a cuya lucha habremos de aportar lo más bueno y lo mejor de todo cuanto encierra nuestro espíritu, de forma y manera que haga imposible traicionar las ideas de redención y de solidaridad humanas, que los filósofos clarividentes han intuito y aconsejado difundirlas, con resultados, desgraciadamente, contrarios a los fines propuestos.

Tal lo ocurrido en los países llamados socialistas, cuya ética y moral social con signos manumisores revistieron intencionalmente, creando una psiquis de envidias y de recelos dentro de las relaciones inter-humanas, convirtiendo al hombre lobo del hombre...

De ahí, de esta falsificación de ideas y de conceptos, es que habremos de concederle una buena dosis de razón al Sr. Alain Benoist, muy a pesar nuestro, en su opinión según la cual el sentimiento nacional es más poderoso que el sentimiento de clase.

R. SERRAROLS

Comunicados

F. L. DE PARIS

Celebrará asamblea el domingo 12 de noviembre a las 9.30 de la mañana en el Centro Confederal.

F. L. DE THIAIS

Convoca a sus afiliados a la asamblea que tendrá lugar el domingo 12 de noviembre en el lugar y hora acostumbrados.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el día 12 de noviembre en el lugar y a la hora de siempre.

NOTA ROGADA

Si algún compañero o F. L. posee el libro «Colectividad agraria de Ballobar» y lo pudiese facilitar, aunque sea dos ejemplares se lo agradecería mucho. Ni que decir tiene que abonaría su costo. Entrar en contacto con Francisco Zapater, 42, rue de Trans, 83000 Draguignan.

F. L. DE SAINT DENIS

Celebrará Asamblea el domingo día 19 de noviembre en el local y hora acostumbrados.

REGIONAL DE ARAGON, RIOJA Y NAVARRA
Agrupación de Paris

Celebrará reunión en el Centro Confederal de Paris, el sábado 18 de noviembre a las 4 de la tarde.

COMMUNIQUE

Pour entrer en contact directement avec les camarades de langue étrangère, nous sommes un certain nombre de compagnons anarchistes qui avons appris l'Espéranto.

Tous les militants que le sujet intéresse peuvent soit contacter les groupes locaux de SAT-Amikaro, soit s'inscrire à un cours par correspondance.

Adresse : SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

EN IGUALADA

Sábado 11 de noviembre MITIN de la C.N.T., con la participación entre otros oradores de Federica Montseny.

NOTA DE ADMINISTRACION

Con el fin de poder zanjar administrativamente la partida Tómbola, rogamos

a cuantos no hayan hecho efectivos los boletos recibidos, lo hagan lo antes posible.

Igual decimos para los suscriptores de COMBAT SYNDICALISTE, que no hayan abonado el 1º semestre. o sea hasta el 30-VI-78.

Servicio de Librería. — Agradeceremos el pago de los envíos pendientes.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea el domingo 19 de noviembre en el lugar y hora acostumbrados.

CALENDARIO

S.I.A.

1979

Solidaridad Internacional Antifascista, Sección Francesa, como todos los años, pone en conocimiento de todas las Secciones, Amigos de S.I.A. y simpatizantes, que el Calendario de S.I.A. para el año 1979, estará pronto confeccionado.

Para este año el tema que desarrolla el Calendario es sobre el terrorismo de Estado desde la antigüedad hasta nuestros días.

Esperamos que los compañeros y amigos que desde tantos años adquieren el Calendario de S.I.A. lo encontrarán de actualidad ya que nunca como ahora el terrorismo de Estado al servicio del capitalismo había adquirido características tan agudas.

Por lo tanto a partir del presente comunicado todos los que lo deseen, como de costumbre, pueden hacer sus pedidos a este Consejo Nacional.

Os recomendamos, pues, que nos hagais los pedidos lo antes posible para darnos facilidad en los envíos.

«Portugal» (L'autre combat), Ferreira, Corsoni, Reeve 22 00
«Révolution et contre-révolution en Catalogne», Carlos Semprún 15 00

COMO COLECTIVIZAR EL INI (III)

(Viene de la página 1)

poración española a la Comunidad, para restar competitividad), se encuentra dinamitada en el interior.

b) Se proyecta la venta de un sector estratégico importante: industria del automóvil, (entregando a Fiat la actual participación estatal de Seat, el primer constructor nacional de automóviles). El automóvil representa un 4,1 por 100 de las exportaciones industriales.

Así, se consumaría la definitiva colonización del sector por parte de las multinacionales. Chrysler, Citroen, Ford, Renault, controlarían, al fin, toda la fabricación de automóviles. En 1977, Seat sólo controlaba un 38,70 por 100 de la producción nacional (15).

En los primeros seis meses de este año, Chrysler, Citroen, Ford, Renault, los cuatro gigantes que controlan (1977) el 61,40 de la producción «nacional», incrementaron sus ventas. En ese mismo intervalo de tiempo, Seat descendió las suyas en un 14 por 100. El «Financial Times» (16), comenta este fracaso absoluto haciendo referencia a la «complacencia», e «inhabilidad», de los cuadros dirigentes de Seat, subrayando la incapacidad de abrirse a un mercado internacional. Ante tal situación, catastrófica para las finanzas públicas, las altas jerarquías del INI estiman que «sólo» hay «dos soluciones» (17): «drástica reducción del número de modelos de «Seat», o «venta («integración») a la Fiat».

Los dirigentes del INI prefieren la pérdida final de un sector estratégico clave para la industria de la colectividad, antes que proyectar un relanzamiento del sector. Desde el punto de vista de la política ciudadana, el proceso es significativo: fomentar el neocolonialismo antes que crear nuevos puestos de trabajo.

Tan graves desastres (gd) para la vida ciudadana comportan, todavía, elementos de juicio que quizá fuese oportuno subrayar:

gd1. — Inexistencia práctica de un modelo de organización que permita afrontar, con beneficio social y económico, la catástrofe financiera desencadenada por la mera existencia de un holding facio-industrial, productor de paro, depredador del ahorro ciudadano endeudador de las finanzas públicas, fiel lacayo del Capital Privado (en su guerra social contra los trabajadores), inductor activo del neocolonialismo industrial.

gd2. — Inexistencia de una estrategia industrial y financiera colectiva que permita (a través de un elemental plan contable) hacer frente, con beneficio social y económico, a dicha catástrofe.

Por el contrario, parecen ser bien evidentes las lacras económicas, morales ciudadanas, morales, que se desprenden de tal Estado de las Cosas Dominantes (ecd):

ecd1. — Un patrimonio colectivo, financiado por la colectividad (económica y laboralmente), es utilizado, a través de una organización industrial de carácter facio-industrial, maquinaria de guerra social contra los ciudadanos.

ecd2. — El mantenimiento de dicha maquinaria comporta para la comunidad un grave perjuicio económico y moral.

ecd3. — Los proyectos de reconversión del modelo de producción (reproducción por partogénesis del ecd) comportan atentados directos contra la libertad de los ciudadanos (enajenando su existencia con nuevos impuestos y deberes para con el Estado, («nacionalización»), su precaria situación económica de dependencia paramilitar con respecto al ecd (incrementando el paro laboral),

la vida moral y espiritual de la comunidad (vendiendo el patrimonio colectivo a compradores de lejanas tierras y bien sabemos, por amarga experiencia, que con dudosas intenciones para con nuestra vida y la de nuestros seres queridos).

PROFECIA SINIESTRA

Así, la sociedad capitalista, en sus modelos estatal o liberal, es una consumación cruel y siniestra de la profecía de Eliot, «nacimiento, copulación y muerte» (18). Cada cual busca al otro, pero el otro no está en ningún lugar: el corporativismo, la normalización paramilitar, la terrorización de los ciudadanos a través del «sindicato», han sofocado la solidaridad bajo las aguas abisales de la tumba burocrática. «El», «yo», trabaja(n), consume(n), duerme(n) y muere(n). «Yo» se resigna a amueblar su soledad a través de la misma absurda destrucción del tiempo: trabajar, consumir, dormir, morir. Así, la sociedad no es ya si no la organización colectiva de la destrucción solitaria del tiempo» (19).

Sin un proyecto de sociedad, caídas en la organización, sistematiza-

nistrativas que orientan la vida del INI, pues, no dejan de ser si no un reflejo fiel de la cartografía moral que rige militarmente la vida de los ciudadanos.

PASO A LA F.A.I.

En el marco local de la historia de las organizaciones y sistemas, sólo existen, a mi modo de ver, dos modelos de gestión de la vida pública y los negocios de la vida económica y ciudadana que puedan ofrecer una alternativa, moral y económicamente aceptable, a tales desvarios homicidas. Me refiero, en efecto, a la Federación Anarquista Ibérica (FAI) y la Confederación Nacional del Trabajo (CNT).

No obstante, quizá no sea excesivo imaginar, antes de proseguir con el análisis, que del ecd se desprenden algunas evidencias, de las que se siguen algunas consecuencias de orden económico que pudieran resumirse de este modo:

r1: la población laboral activa ha financiado, con su ahorro y trabajo, las ampliaciones del capital del INI.

r2: económicamente, pues, dicha

blación laboral, en particular), deben iniciar a la redacción de un inventario económico de sus recursos, antes de proceder a una reconversión del modelo de gestión, a todas luces necesaria, visto el actual estado de ruina financiera; dicho inventario debe ser público, y pública, colectiva, cualquier decisión que afecte a su destino, ya que pública es la propiedad.

r3: establecida la condición pública de tales bienes, usufructos, deudas y propiedades (condición así definida y aceptada como tal en el actual ecd, que, no obstante, como es bien y dolorosamente evidente, usurpa a los ciudadanos de sus riquezas, las malversa, justificando su robo y expolio a través de una vana, cuando no asesina, disculpa de táctica militar), la más elemental regla de conducta moral y contable exige la proclamación del derecho a la independencia patrimonial, que aconsejara a cada ciudadano no desear para sí, ni para los suyos, la dilapidación de su patrimonio.

r3a: de lo que parece deducirse que,



ción, racionalización perversa, del Estado de Cosas Dominante (ecd), las organizaciones políticas de control social que ejercen su tutelaje paramilitar a través del Poder Parlamentario, oscilan entre el aventurerismo golpista (PCE, practicando el golpe-consenso permanente con el Poder Militar establecido), el aventurerismo sonámbulo (PSOE, desvariando a través del ilusionismo electoral y el alago doctrinal que corresponde a su doctrinaria financiera de la socialdemocracia alemana), la brutalidad administrativa (UCD, convirtiendo el cinismo aventurero en programa permanente de gobierno) el retour d'âge imperial (AP, reclamando para sí la gloria del «viva las cadenas!»). Las decisiones admi-

nistrativas que orientan la vida del INI, pues, no dejan de ser si no un reflejo fiel de la cartografía moral que rige militarmente la vida de los ciudadanos.

r2: la actual catástrofe financiera tiene su origen en el modelo organizacional impuesto por la violencia de un golpe militar, en la centralización facio-stalinista de las decisiones de política industrial.

r2a: en estricta lógica contable, los propietarios de unos bienes inmuebles, industriales y monetarios (los ciudadanos; la po-

blación laboral, en particular), deben iniciar a la redacción de un inventario económico de sus recursos, antes de proceder a una reconversión del modelo de gestión, a todas luces necesaria, visto el actual estado de ruina financiera; dicho inventario debe ser público, y pública, colectiva, cualquier decisión que afecte a su destino, ya que pública es la propiedad.

r3b: habiendo sido pública, colectiva, la financiación y acumulación patrimonial (ahorro, trabajo, impuestos sobre el trabajo personal), la unidad de independencia no podrá ser otra que la empresa, la factoría, el taller, la uni-

(Sigue página 4)

LOS CAMPESINOS DE OSUNA DENUNCIAN LOS MANEJOS...

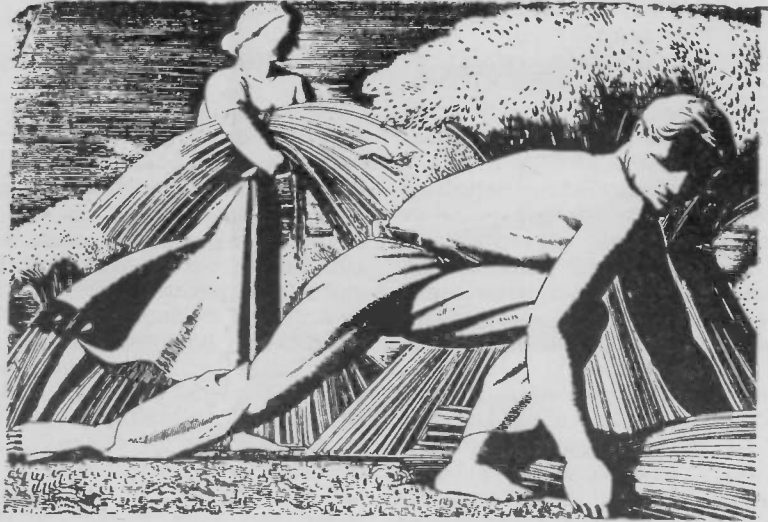
(Viene de la página 1)

siones que nosotros en asambleas de cada pueblo vamos tomando y que aquel partido manipule nuestros intereses de trabajadores en busca de votos para colocar sus líderes en las Cortes y en los Ayuntamientos. ¿Quién nos asegura que el día de mañana no van a ser otro Camacho y otro Felipe González? Ya están dando pasos en ese camino como nos demuestra la actitud oportunista de ese partido en las jornadas de tomas de tierras simbólicas en Osuna, que no fue sino un trampolín para que su líder se hiciera cuatro fotografías junto a los jornaleros. Estas jornadas de **tomadura de pelo** a los trabajadores no tenían otra intención que la que el P.T.E. fuese reconocido por la Junta de Andalucía como una fuerza política más.

2º Frente a lo que nosotros desde que se constituyó el S.O.C. hemos defendido de que las **decisiones se tomen por las asambleas** hoy no se cuenta en muchas decisiones importantes para nada con nosotros y todo lo hacen cuatro señores desde arriba. Son muchos los ejemplos que podemos poner para demostrar que no estamos engañando a nadie como son la integración poco a poco del S.O.C. como una rama más del S.A.T. para quitarle toda su auto-

nomía; o la elaboración de la plataforma del verde o para esta campaña que al igual que otros sindicatos burocratizados como CC. OO. y U.G.T. en ningún momento se nos consultó y pidió la opinión, cosa que en un principio no sucedía en el S.O.C. y que hoy ocurre porque hay unos señores que comen de la política y que deciden por nosotros, ya que de alguna forma tienen que justificar el estar arriba.

3º Frente a las acusaciones que nos han dirigido otros compañeros diciendo que hemos roto la unidad de los trabajadores, tenemos que responder que la unidad de los trabajadores hoy no pasa por estar apuntados todos en el mismo sindicato, ya que son los propios partidos políticos que la propugnan los que nos tienen divididos en distintos sindicatos y manejados cada uno por su partido; CC OO por el Partido Comunista, la UGT por el Partido Socialista y el SOC por el Partido del Trabajo; mientras que nosotros llevamos mucho tiempo demostrando que la unidad de todos existe en el momento en que la lucha lo exige porque por encima de todo somos trabajadores y compañeros aunque esos dirigentes nos tengan encuadrados en distintos sindicatos, unos aceptando el amaño de los partidos



y otros, como nosotros, propugnando la unidad por abajo en nuestras luchas y el NO a los partidos políticos como también defiende la C.N.T.

Por estas y otras razones hemos optado por entrar en la C.N.T. y unirnos a otros muchos compañeros que en otros pueblos de Andalucía defienden en ella la Federación de Campesinos, ya que aparte de su historia de sindicato revolucionario, funciona asambleariamente y sus decisiones las tomamos entre todos sin que se admita en la C.N.T. los liberados políticos y sindicales pagados por

el sindicato sino que todos desde el primero al último son trabajadores, que como nosotros, comen de su trabajo y no de la política.

La C.N.T. tampoco cree que los problemas de los trabajadores nos los van a resolver en las Cortes, ni los de derecha ni los de izquierda como nos lo están ya demostrando, sino que somos los propios trabajadores quienes tenemos que meterles mano y no comprendemos que algunos polítiquillos vengán diciéndonos que los obreros no somos capaces de hacer las cosas.

COMO COLECTIVIZAR EL INI (III)

(Viene de la página 3)

- dad de producción laboral económicamente establecida.
- r3c: siendo público el proceso de acumulación de capital, tal independencia de las unidades de producción debe a la colectividad (conjunto de empresas del INI) unos intereses (plusvalías laborales, financieras e industriales) que se armonizan en la libre federación de unidades de producción.
- r4: el ecd debe su existencia a una acumulación perversa de capital; debe, pues, siguiendo, a todas luces, una elemental lógica contable (20), a los propietarios, un interés de utilización, que será evaluable según la más estricta lógica financiera y siguiendo las pautas y tasas de interés establecidas en el mercado y la división internacional del trabajo, por alquiler y utilización, leasing, por utilizar la terminología impuesta por los modelos de gestión empresarial concebidos en los Estados Unidos en los años cincuenta, de bienes inmuebles e industriales.
- r4a: el cobro y reparto de tales intereses no podrá ser más que colectivo, ya que públicas son las propiedades que han producido tales intereses; y la plusvalía que su utilización (económica, industrial) produzca no podrá ser más que colectiva y repartida como beneficio público.

(Continuará)

(13) V., por ejemplo, «L'avenir de la proposition 13», de Jacques Attali, publicado en el nº 121 del mensual financiero «L'Expansion», París, correspondiente al IX-1978. O: «Impôt: le coup d'arrêt californien», de Henri Lepage, publicado en el diario «Le Figaro», París, de 15-X-78.

(14) Se hace referencia expresa a ese proyecto en los «Annexes à la Première étude de la section des relations extérieures sur les relations de la Communauté avec l'Espagne», dossier de trabajo, no público, de la CEE, «Espagne», EXT/17, pág. 4859.

(15) V. «The multi-nationals edge closer to the thriving seat», de Robert Graham, en el matutino londinense «Financial Times», correspondiente al 17-VIII-1978.

(16) «The multi-nationals...», op. cit.

(17) «The multi-nationals...», op. cit.

(18) T. S. Eliot, «Fragment of an Agon», 1936:

*Birth and copulation and death.
That's all, that's all, that's all
Birth and copulation and death.*

(19) Jacques Attali, «La parole et l'outil», Presses Universitaires de France, París, 1975.

(20) El lector avisado lleva razón: en efecto, me limito a proyectar en nuestra vida cotidiana el análisis contable proudhoniano, y aplicar sus modelos de organización.

Inexistentes, en la actualidad, unas O. C. de Proudhon, existen, no obstante, excelentes introducciones a su obra. Ver, por ejemplo, «Œuvres choisies» de P. presentadas por Jean Bancal, col. «Idées», de Gallimard, París, 1967. Bancal, quizá el más notorio de los proudhonianos, en la actualidad, es autor, así mismo, de «Proudhon. Pluralisme et autogestion» (II vol., «Les fondaments», «Les réalisations»), París, 1970.

En castellano, puede consultarse «El principio federativo», traducido y prologado, por Juan Gómez Casas, Madrid, 1976.

La incidencia de los principios organizacionales proudhonianos y anarquistas en la Península es estudiada en algunos textos, ya clásicos, por el mismo Gómez Casas: «Historia del anarcosindicalismo español», Ed. ZYX, Madrid, 1968, «La Primera Internacional en España», Ed. ZYX, Madrid, 1974. «Historia de la FAI», Ed. ZYX, Madrid, 1977.

TEXTIL SE ORGANIZA

NOTAS SOBRE UN PLENO

TARRASA. — En los locales del sindicato se celebró el sábado 21 de este mes, un Pleno Regional Textil, que junto a otros aspectos a tratar como por ejemplo, iniciar un debate tendente a esclarecer la postura de los sindicatos frente al «Convenio como marco de lucha», etc., tenía que abordar el tema de la «reestructuración» del ramo una actitud frente al problema. Ni que decir tiene que la cuestión de la reestructuración del sector es uno de los aspectos más cruciales que enfrenta hoy el textil C.N.T. y que ocupa gran parte de las preocupaciones sindicales, no está lejos en el tiempo la celebración en Zaragoza de un Pleno Nacional del cual desde estas páginas se dio noticia, y que estuvo dedicado a examinar este problema, este Pleno Regional pues, va en función de aquel y en el desarrollo normal del ramo y la dinámica interna cenetista.

A resaltar del Pleno el clima de trabajo y comprensión, cosa no muy frecuente en estos tiempos y a hacer notar que el grado de participación de los sindicatos del ramo, en cuanto a asistencia se refiere, no llega a concretarse en unos niveles óptimos. No desesperamos sin embargo, las cosas son como son y no como quisieramos, la organización del ramo es una labor difícil y árdua, pero menos éramos cuando empezamos.

A continuación la Ponencia surgida del Pleno abordando la «reestructuración»:

Actitud del Pleno frente a la reestructuración de los diferentes sectores del textil.

Este Pleno una vez debatidas todas las cuestiones que pudieran aportar alguna luz sobre el tema acuerda:

Basar nuestra lucha en la Acción Directa incidiendo en nuestros planteamientos y en la medida que se pueda aplicar en cada caso concreto según la disposición a la lucha de los trabajadores afectados, y de los medios con que se cuente.

Entendemos pues, que la primera medida a tomar por los trabajadores al menor sintoma de reestructuración en su empresa debe ser la **paralización obrera** de la empresa, lo que implica por nuestra parte un NO a la reestructuración. Entendemos pues que no puede haber alternativas globales, sino que lo único posible es una campaña constante de movilización, denuncia e información a todos los niveles y, que incidiendo en los trabajadores sean ellos mismos los que determinen en cada momento los caminos a seguir.

Ante el hecho concreto del cierre de empresas, vemos que el camino a seguir debe ir en función de la **ocupación de fábricas** llevando adelante vías autogestionarias que permitan la capacitación obrera y fomenten la extensión del problema consecuentemente con la solidaridad, forzando la reconversión de las empresas, creando nuevos puestos de trabajo.

F. García Cano

LOS ASESINOS PRETENDEN OBLIGARNOS AL SILENCIO

RESPUESTA AL PERIODISTA ANTONIO IZQUIERDO

PUERTOLLANO. — Hace unos días, leímos un artículo que escribía Antonio Izquierdo, en «El Alcázar», artículo que titula «Proceso Revolucionario servido a domicilio». En este escrito, el colaborador del diario madrileño da a entender a las claras, su marcada molestia por «la noticia de que se gestiona la creación de un «Tribunal Internacional», para juzgar los procesos y ejecuciones de penas capitales durante el régimen de Franco.

Ignoro la edad de Antonio Izquierdo, pero a juzgar por sus manifestaciones, debió nacer después de la guerra civil española, provocada por el traidor Francisco Franco, y cuantos le acompañaron en la traición, contra el Estado Español, contra un gobierno legítimo, y contra el pueblo que había elegido tal gobierno. Este, si que podía llamarse un Estado de Derecho, señor Izquierdo, no el que instituyó Franco pasando por encima de un millón de muertos, que llevaba en sus espaldas de asesino, como resultado trágico de su alta traición.

Y para responder al periodista de «El Alcázar», con más precisión a sus alusiones terroristas, diremos, por si acaso lo ignora, que el régimen que el pueblo español ha sufrido durante casi cuarenta años, fue consecuencia del mayor acto terrorista llevado a la práctica por cualquier español o españoles en toda su historia; en el que Franco ocupó un lugar primordial, y, por lo tanto, un primer puesto en la lista negra de traidores y asesinos, responsables de la muerte de tres o cuatro millones de españoles; unos en los frentes, otros en las cárceles, y el resto de hambre y enfermedades heredadas de las alternativas vividas en circunstancias infrahumanas, degradantes y fuera de toda legalidad jurídica o pública.

¿Desde cuándo — preguntamos al señor Izquierdo — fue el régimen de Franco un Estado llamado de Derecho? ¿Qué pueblo le dio tal derecho?

Se lo impuso a sí mismo a tiros, al estilo terrorista más bajo, por nacer de una traición a su país, sometiendo a los españoles a una dictadura canalesca y convirtiendo todo el territorio español en un dantesco cementerio. Porque después de la guerra, siguió haciendo uso de la misma táctica criminal, del mismo terrorismo, oculto entre paredes de mazmorras, comisarias de policía y cuarteles de la guardia civil; todo ello, sin tener en cuenta la dignidad ni los derechos humanos del noble pueblo español, que se vio sorprendido y traicionado por unos indeseables sin escrúpulos, que merecieron desde los primeros momentos de su indigna acción, el calificativo de verdaderos terroristas asesinos.

No es de extrañar que, hoy día, existen españoles que no hayan olvidado a sus padres, a sus hermanos o a sus hijos, asesinados y enterrados no se sabe donde, y respondan con la misma violencia que a ellos los convirtió en testigos, de la mayor masacre sufrida por España en toda su historia. Y al decir historia, no dejo de sonreír al leer las últimas líneas del escrito de Antonio Izquierdo, en el que termina diciendo: «Solo unos instantes de locura colectiva o de desorden mental pueden corresponder unas páginas de historia tan amarga e irritante como la que nos ofrece a cada hora la peregrina clase política que ocupa desde la oposición el poder y desde el poder la oposición. Jamás se vio nada más confuso.»



A estas últimas líneas que escribe el señor Izquierdo, le respondo, que el mayor desorden mental, la mayor locura colectiva, las únicas y más extensas páginas de historia amarga; las más grandes y sangrientas páginas que ocupan el libro de la historia de España, están en la cuenta de Francisco Franco, que, eso sí, pasará a la historia, como el español traidor y asesino número uno de todos los tiempos. Porque aquí, si que podemos decir, que desde que Franco se convirtió en traidor, hasta su maldita muerte, jamás se conoció en nuestro país, nada más lamentable, canalesco y horrible.

Y termino despidiéndome de Antonio Izquierdo, diciéndole que al responder a su escrito, no me guía ningún motivo revanchista, ni de venganza personal. Si, señor Izquierdo, viví aquellos tiempos cuando era solo un niño, y soy una de las víctimas que sufrió las consecuencias de la alta traición de Francisco Franco. Todavía ignoro donde están enterrados mi padre y dos hermanos suyos, uno muerto en el año 1938, y los otros dos en 1940. ¿Le recuerdan algo estos años? Como parece estar algo desmemoriado o ignorante, le recuerdo que el primero, corresponde al segundo año de guerra, y 1940, al primer año de la «Paz de Franco», año sangriento en el que, en cárceles y campos de concentración, asesinó a otro millón de españoles, la mayoría enterrados como perros, en fosas comunes, y entre cal viva, para borrar toda huella delata del crimen colectivo.

Es una lástima que Franco haya muerto, señor Izquierdo, porque los españoles tenían una gran deuda pendiente con él; pero no para litigarla en un «Tribunal Internacional» (como el que le ha hecho escribir con la pasión de un aguijonado fanático, o enemigo del pueblo

honrado y trabajador). El tribunal que hubiera juzgado a Franco, hubiese estado representado solamente por españoles, y no servido a domicilio; porque los españoles, y solo los españoles, podíamos juzgarlo con pleno conocimiento de causa y entera justicia, por los millones de asesinatos que cometió, durante y después de la guerra.

Un anarquista, huérfano de padre por obra y gracia del régimen asesino de Franco.

LIBROS

«Las teorías anarquistas», Carlos Díaz	20 00
«Clase Obrera y Revolución Social en España (1936-1939)», Concepción Sonadellas	16 00
«Crónicas de CNT», Federica Montseny	12 00
«Enciclopedia sexual», Edgar Wielard	26 00
«Aversión y atracción en la matrimonio», Th. H. Van de Velde	20 00
«La Muerte en las manos», Julián Gorkin	15 00
«Poemas del Mio Cid», Notas de Ramón Menéndez Pidal	15 00
«El Incendio», Isabel del Castillo	10 00
«La Prisionera», Marcel Proust	15 00
«Sodama y Gomorra», Marcel Proust	20 00
«La comedia de la «No Intervención» en la Guerra civil española», F. Olaya	42 00
«Ética», Kropotkin (Nueva edic.)	25 00
«El Romancero de la Resistencia española», (antología bilingüe castellano-francés) reunida por Dario Puccini	45 00
«Le 4 ^e Reich — Martin Bermann et les rescapés nazis en Amérique du Sud», Ladislav Faragó	45 00
«Les Russes» (La vie de tous les jours en Union Soviétique), Hedrick Smith	49 00



La poetisa argentina, María Angélica Sanjurjo, directora de la revista «Vendaval» habla para los lectores de LE COMBAT SYNDICALISTE.

«LOS CAMINOS DE LA PAZ Y DEL AMOR -dice- SON LOS VERDADEROS CAMINOS DE LA VIDA.»

HUELVA. — María Angélica Sanjurjo — directora de una prestigiosa revista poética argentina — es poeta de los pies a la cabeza. Porque poético, deliciosamente poético, es el timbre de su voz; poético el azul — cielo y misterio — de su mirada y poético, en fin, ese aire que le da carácter propio e inconfundible.

Si la Poesía tuviese que ser personificada en determinados seres — la poesía, poesía, claro está — no cabe duda que tendríamos que ir a reencontrarla a «La Venta de los Gatos», de Sevilla, donde

«Del salón, en el ángulo oscuro
de su dueño tal vez olvidada,
silenciosa y cubierta de polvo
veíase el arpa»

a ciertos parajes salmantinos, por donde han de percutir ya eternamente, rodando de siglo en siglo, los ecos trascendentales de la voz de «D. Antonio el Bueno», que supo decir cosas como estas:

«¡Oh, tu, Azorín, escucha: España quiere surgir, brotar, toda una España empieza! ¿Y ha de helarse en la España que se [muere?

¿Ha de ahogarse en la España que boste- Para salvar la nueva epifanía [za? hay que acudir, ya es hora, con el hacha y el fuego al nuevo día. Oye cantar los gallos de la aurora...»

a este Moguer. Campos de rosas...

— «Mira, Platero, qué de rosas caen por todas partes; rosas azules, rosas blancas, sin color... Diríase que el cielo se deshace en rosas...» en donde un borriquillo de plata juega a espejear nubes y estrellas en el cristal de su mirada sin pensamiento.

O aquí, a las riberas del «Tinto», donde una argentinita que sonríe siempre, que habla con cantarina voz de tango y resulta ella misma poesía íntima, sutil, delicada como el hilo de luz de una estrella por el que trepan al cielo las cosas más puras del alma, nos habla de cosas interesantes:

— En mi revista —dice— pretendo unir almas y corazones. Almas y corazones que deben encontrarse más allá de todos los horizontes políticos. Los políticos no tienen nada de común con la Poesía y mi revista «Vendaval» es una revista poética.

— Pero tenemos entendido...

¡Ya lo sé! — sonríe. María-Angélica sonríe siempre. — Tienes entendido que «Vendaval» nació, como todo lo poético, de un sueño. Tal vez de un sueño maravilloso. Pues bien, sí. Es verdad. ¡Quise unir a todos los poetas del mundo en un sueño de Paz y Amor. No me importan en absoluto los ideales de cada cual. Lo que no acepto es relación con los egoísmos, las pasiones de los hombres ni con esos odios que engendra el fuego, la guerra y la destrucción. En cambio el amor se da porque sí. Debemos darlo a manos llenas, pues todo no se perderá.

— Tu patria. ¿Qué nos dices de tu patria?

— La Argentina siempre fue un pueblo de paz. Un país lleno de porvenir y riqueza.

— ¿Crees en la Poesía? ¿Crees en los poetas...?

María Angélica adivina siempre. No deja terminar, como si una extraña intuición — ascua de oro — le quemase el alma.

— ¡Sí! ¡Creo en la Poesía y en los poetas! — y añade —: Nada es poco. Todo aquello que podamos hacer hoy, un día florecerá. En «Vendaval» — prosigue — escriben poetas del mundo entero. De todos los colores y de todas las razas. Entre ellos los hay modestos, muy modestos, pero de sentimientos ricos. Igual les trato a todos y le publico a un «diarero», a un cartero, a peones de fábrica, etc., que a personas de altos relieves sociales. Yo amo a mi pueblo en su conjunto y deseo la Paz para todos. Para todos los hombres y para todos los pueblos.

— ¿Soy nieta de españoles. Mis abuelos paternos eran asturianos, de Castropol. Conozco toda España. La he recorrido íntegra y siento un gran amor por ella.

Queda un momento pensativa. Por su mirada azul — espejo celeste en las aguas de cobre del «Tinto», — debe navegar un bajel de líricas ensueñaciones.

Luego dice:

— Los caminos de la Paz y del Amor son los auténticos caminos de la vida.

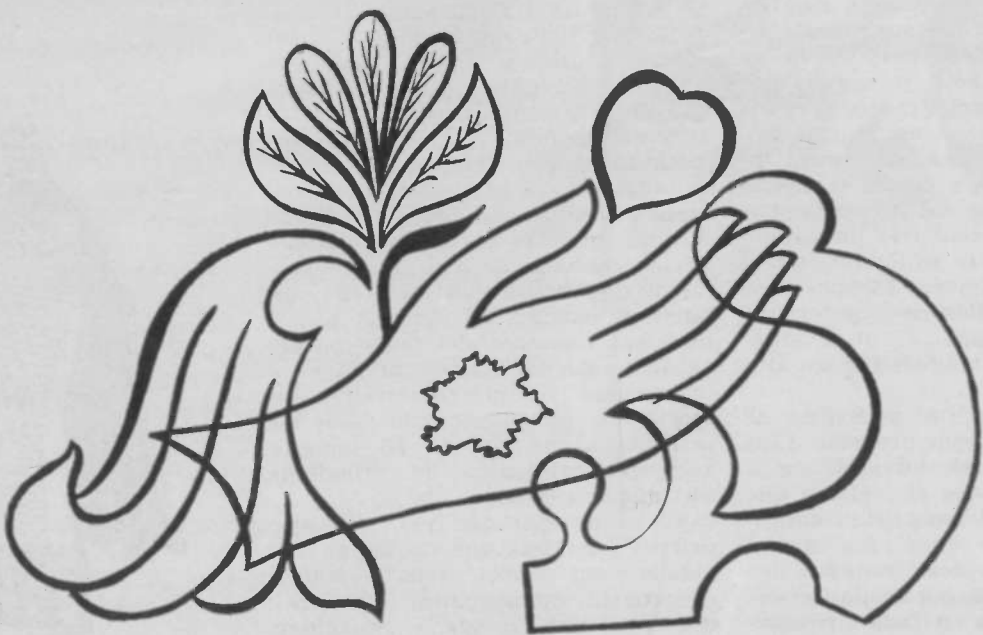
En sus manos lleva un libro.

— ¿Poesía...? — preguntamos.

— Es un ejemplar de mi último poemario.

«Celajes de la tarde» es un primoroso tomito de ciento y pico de páginas, artísticamente impreso. Está editado en Buenos Aires por Héctor Matera S.A.I.C., bien prologado por Ezequiel Koremblic y magníficamente ilustrado. Clemente Lococo ha prodigado lo mejor de su arte y de su ingenio en los bellísimos óleos que ilustran este libro.

No es el primero. María Angélica Sanjurjo publicó anteriormente, en 1964, «Oraciones de amor», al que siguieron «Alas de Luz», «Manantial de Ensueño», «Soledad...», «Col volto tra le mani», en italiano y tiene varias cosas más en preparación.



Hemos hecho un somero examen de su Poesía. Resulta interesante poder hacerlo tal como nosotros lo hemos hecho. El río corriendo a nuestros pies. La tarde — «darga torera sobre el mar y los arroyos» — vistiendo de luz opalina el horizonte, y las golondrinas — saetas de chirriante plumaje — dibujando figuras geométricas sobre la pizarra azul del firmamento.

María Angélica, sentada sobre la roca, aguarda el veredicto.

Nosotros leemos, leemos, leemos...

Cada poema es un dardo que se nos clava en el alma. Un mundo de sugerencias que se perfila. Una flor desconocida con pétalos de misterio...

¡Poesía! ¡Poesía pura!

Sin disfraces. Sin petulancias vanguardistas de mala ley. Sin el antifaz de un fraudulento modernismo...

— ¿Qué...? — inquiriere, ya en el colmo de la impaciencia.

— ¡Prodigioso! Quien es capaz de decir...

«Siento en mi ser la soledad inmensa de todas las palabras que callamos...»

«Delante del camino veo un muro tremendamente abrupto, inescalable, donde una fuerza hostil, fría, implacable, detiene todo plan para el futuro...»

Quien es capaz de decir estas cosas, María Angélica y de decirlas así, tan bellamente, tan hondamente, es porque lleva, como tú, un ascua de oro en su corazón...

..

Cayó la tarde, el río ya no es más que una cinta oscura a nuestros pies. María Angélica Sanjurjo se despide: — ¿A Sevilla...?

— Sí.

Es verdad. A Sevilla, en busca del aeropuerto, desde donde debe volar — mariposa de eternas singladuras — hacia el hermoso país que tanto ama.

C. VEGA ALVAREZ

RIPIOS

Filatélica

La Checoslovaquia ha reproducido en un sello de Correos el cuadro de Guernica de Pablo Picasso, como homenaje a las brigadas Checas que lucharon en la guerra española.

¿Cuándo aparecerán las efigies de los hombres universalistas, tales que Miguel de Unamuno, Pablo Casals y otros, en la filatelia española?

Del anticlericalismo de la CGT

PARIS. — Se halla perfectamente definido, tal como nos hemos percatado por la pluma de su secretario «eterno», dando la condolencia, con sus elogios pertinentes en la muerte del Papa Pablo VI, cuando éste fue llamado al paraíso.

Culto

MADRID. — Se acaba de establecer la nueva forma tributaria en beneficio de la iglesia católica y demás confesiones.

Esta fórmula consiste en que el tiempo de presentar la declaración de impuestos, sobre la renta, el contribuyente puede manifestar libremente, su deseo de que el porcentaje establecido a tal efecto, se entregue a la iglesia católica, o a la religión que señale. El porcentaje entraría como recaudación normal en el Tesoro Público.

El sistema no es nuevo; otros países de Europa lo practican hace ya muchos años, con la salvedad que existen países que esta aportación es obligatoria, creyente y no creyentes deben sufragar el culto.

No hay duda, desde luego, que por lo que se refiere a España, la religión católica, apostólica y romana no debe tener ninguna inquietud, recogerá la mejor tajada.

No obstante, dios predicó de que fuéramos hermanos, pero no primos.

EL TIO PACO

España, su Pueblo y sus Gobiernos

PACTOS Y REPRESIONES

BARCELONA. — Desde los ángulos de todas las tendencias parlamentarias, nuevamente se agitan los propósitos de otro pacto que aspiran a que se denomine Pacto Social. El fracaso del de La Moncloa va a tener una reincidencia que, de avalarlo alguna de las centrales sindicales, quedarían contentos sus líderes, pero amargados los trabajadores.

Los vicios propios y comprensibles en todo sistema político tienen, hoy más que nunca, una ratificación en las llamadas izquierdas españolas. Es muy difícil precisar límites y condiciones programáticas. No se ven imágenes perfiladas que respondan a principios ideológicos y conductas esmeradas. Se han rebasado las órbitas de matiz específicamente político, y acortado las distancias antes existentes entre revolucionarios y reaccionarios.

De ese comportamiento surgen los motivos que determinan la confusión de personajes existente en las cumbres, y también de objetivos sociales en los movimientos populares. En nombre de un hipotético resurgimiento económico popular se reúnen las figuras cuspidenas de todo matiz político; convienen pactos, los firman, juran cumplirlos y hacerlos cumplir, pero nada logra efectividad en favor de la clase obrera. Siempre, y en todo pacto, quien afirma y amplía sus prerrogativas es la burguesía y el gobierno.

Poner en tela de juicio a las llamadas derechas españolas, por haber supuesto en ellas una rectificación de conducta ante los pactos, es de una ingenuidad incomprensible. La reacción, todavía bien saturada de fascismo, desempeña perfectamente el papel que le corresponde. Pero las izquierdas, ¿qué hacen?, ¿a quién sirven? Ya son muchos los motivos que el pueblo tiene para meditar sobre este particular, y más

que nadie los obreros ubicados en las centrales sindicales.

Por los cauces que se enfocan los problemas de España, graves y cada día más, no hay posible solución al malestar que se vive. Un nuevo Pacto, llámese como se llame, a los habidos sumará otro fracaso. Las víctimas de esas comedias han sido, y seguirán siendo los obreros. Naturalmente que esos compromisos, ineficaces socialmente, son de una repercusión general que no escapa ninguna esfera de la población española. Directa o indirectamente, de una manera o de otra, a todos afectan los desaciertos de las actividades políticas y determinaciones gubernamentales.

Unos por unos motivos, otros por otros, el signo de temor y descontento se refleja en todos los españoles. A los que carecen de seguridad económica les asedia la horrible imagen de la miseria; a quienes gozan de opulencia y lujo, la preocupación de un golpe sorpresivo que haga mer-

por Severino CAMPOS

mar sus caudales o anular sus vidas.

¿Dónde radican las causas de tantos temores? ¿A dónde conducen a la desgraciada España? Las cúspides de las esencias políticas sugieren pactos, uno tras otro que, si como sabemos todos resultan ineficaces, si justifican las camadas de presupestivos voraces que tiene el erario español. Y son éstos, a nivel de ministros, diputados, senadores, burocratas, un ejército y una corona históricamente funestos, quienes pugnan por el establecimiento de severas leyes que anulen la delincuencia y el terrorismo.

Las cumbres del gubernamentalismo español son foco creador de tinieblas que oscurecen cada día más el ambiente de la sociedad española. Esa potencia embrutecedora, si antaño era alentada y alimentada por dos partidos que se llamaban conservador y liberal, hoy suple su función un amplio movimiento de signo demócrata, donde tiene presencia el sucio y cambalachero marxismo.

¿Es con todo este acervo de ideologías políticas que vamos a redimir a España de sus pecados dictatoriales? ¿Son sus pactos y consensos los que van a llevar la paz y tranquilidad a los hogares españoles? A nadie extraña que en el área de la actual monarquía borbónica se desarrolle la delincuencia, a todo nivel y de toda

condición. Es la siembra que fecundaron los magnates fascistas; son los efectos de las normas políticas y gubernamentales que prevalecen, muy predispuestas a crear y potenciar cuerpos represivos, no a abrir cauces de trabajo y de libertad.

Cunde la decepción en lo que es base de riqueza española. La estructura fascista de la España franquista no ha tocado sus cimientos; los problemas de ayer subsisten hoy. En nada se han mermado las prerrogativas de los terratenientes, del clero y del ejército. La burguesía goza de grandes facilidades para deshacerse de aquellos que no le convengan. Los parlamentarios izquierdistas no han aportado ninguna condición favorable al pueblo, y menos a los trabajadores.

¿El problema de la libertad? En peor situación que los otros. La hubo para que todas las vertientes de opinión parlamentaria eligieran a sus representantes. Allí, en las Cortes y el Senado, se reúnen y charlan los elegidos de la ingenuidad popular. De cara a los escaños, antes de llegar a las puertas del gran recinto, nada quedaba del cúmulo de reclamaciones populares que prometieron presentar. Hasta el momento puede decirse que nada favorable a los trabajadores se ha conseguido.

¡Ah, sí! Y esto está ocurriendo mientras los marxistas, principalmente los comunistas de Carrillo, propongan y defiendan pactos sociales, en los que quedarían incursos las prominencias funestas del franquismo. ¿Extrañarse de esa conducta? ¡No! El marxismo, a nivel nacional o internacional, es forja de claudicaciones y traiciones. En España, ayer fueron el partido de las consignas: «La dictadura del Proletariado, la alianza popular, todo el poder a los obreros...». Total, la conducta de los camaleones.

He ahí las eminencias políticas y condiciones que regularizan el des-entramado de la España maltrecha. La realidad social es reflejo de sus inteligencias y sus sentimientos. El caos enervante es signo y exponente en toda el área nacional, en todos los cotos políticos que se esfuerzan por mantener o conquistar el Poder. Y si eso ocurre en los estratos «superiores» del mundillo español, ¿qué puede ocurrir en el mundo de «los plebeyos»? Lo visto y comprobable hacen innecesarias todas las deducciones. Lo de los pactos, desde los que se concertaron de carácter opositor al funesto caudillo, al de La Moncloa, son realidades ruinosas para el pueblo que ansía trabajar y ser libre.

Faltan a la verdad quienes dicen que la España de la monarquía borbónica se orienta hacia metas de bienestar nacional. Desde todas las instituciones de control oficial se actúa opuestamente al derecho popular. Son represaliados los objetores de conciencia, se niegan locales y medios a los niños que necesitan maestros y escuelas, trabajo al que lo necesita para subsistir, manifestarse en la calle a quienes desean hacer evidente una opinión o protesta. ¿Y es para que todo esto ocurra que se realizan y proyectan pactos? ¿Son todas estas gracias las que seguirá gozando el pueblo de la monarquía y de sus sostenedores demócratas?

La realidad es amarga y el porvenir trágico.

POR ENCIMA DE LAS FRONTERAS

MEXICO. — «Moscú-Bonn más confianza y cooperación.» Stalin ayudó a aupar a Hitler en el Poder. A nadie puede sorprender que los herederos del nazismo: la Socialdemocracia, compensen a sus hermanos... en el despotismo y el crimen político, instalados actualmente en los mullidos sillones del Kremlin.

«América Latina en el límite de sus posibilidades para la educación.» Países hay, en este Continente en que en la construcción de la escuela militar se han invertido algunos miles de millones, — y no exageramos — solo y exclusivamente para satisfacer la vanidad y la estulticia de los gorilas, dispuestos siempre a «dar el Golpe de Estado».

«Torturan a 150 en el Campo Militar número 1. Seis cientos secuestrados por la Brigada Blanca», dice el Partido Mejicano del Trabajo y a esta denuncia, el dirigente de este Partido, ingeniero Heberto Castillo, acusó al general Raúl Mendiola Cerecero, jefe de la policía Judicial Federal, de ser agente de la C.I.A., y censuró al Procurador General de la República, Oscar Flores Sánchez, por tener bajo sus órdenes a ese funcionario que en 1968 fue el brazo ejecutor de Gustavo Díaz Ordaz en los hechos cruentos del 2 de octubre en Tlatelolco. (Se refiere a la matanza de estudiantes que estaban en huelga). ¡Es conmovedora la «democracia» que se vive en Indoamérica!

«Volver a la República sería caer en otra guerra civil»: Tierno Galván, presidente honorario del P. S. Obre-

ro Español, no histórico. Esos prestidigitadores de la política que viven haciendo genuflexiones continuadas, con tal de aparecer retratados junto a las personas «reales», y lo que es más importante, **chupar del bote**, y también se proclaman ¡obreritos...!

«Los que sacan dinero del país son malos mejicanos», Guzmán de Alba. Y, ¿no podría suponerse que la huida de capitales es secuencia del enriquecimiento por lo muchísimo que roban; así, que roban, los altos mandantes de la política? En este caso los prevenidos... no comparten el dicho popular de que, «quien roba a un ladrón tiene cien años de perdón...»

«La peor plaga de langosta amenaza el nordeste de África.» No ha existido jamás una plaga tan perjudicial y nociva como lo es la de los políticos. Y, no existe persona que sea «decente» que no lo reconozca...

«Murió el ministro de justicia de

«Histoire du fascisme espagnol», Payne 30 00
 «La Anarquía según Bakunin», Apuntes biográficos de J. Guillaume 30 00
 «La Catedral», Blasco Ibáñez 27 00
 «Memories de Pau Casals», transcritas per Thomas Dozier 5 00
 «Les frères Reclus», Paul Reclus 10 00
 «Le mythe de la Croisade de Franco», Herbert Southwold 30 00
 «La Révolution Espagnole» (La gauche et la lutte pour le Pouvoir), Burnett Bolloten 84 00

Uruguay.» De no haber nacido cuantas injusticias se hubieran evitado...

«La policía chilena sigue sometiendo a maltratos a presos políticos», afirma una Comisión de la ONU. «Carter le hace conocer a Somoza su descontento por los genocidios que su guardia nacional ha cometido en la insurrección sandinista.» Contrariamente a falsos sentimientos y a burdas declaraciones de «derechos humanos» hechas por el mandatario yanqui y su pandilla de corifeos — enclavados en todos los países — un guerrillero herido, declaraba a los «correvediles» de la prensa: «No peleamos contra Somoza, nuestra lucha es contra los EE UU de Norteamérica; los aviones de Somoza son pilotados por aviadores norteamericanos. Son ellos quienes nos ametrallan. Los mercenarios que pelean junto a la Guardia Nacional, son reclutados entre Sudvietnamitas y americanos en la propia nación americana.»

MARCOS ALCON

«Les anarchistes dans la Révolution russe», textes de A. Skirida, Gorélió, Berkmann, V. Serge, E. Goldman 15 00
 «Kronstadt 1921. (Proletariat contre bolchevisme), A. Skirida 20 00
 «Des Saints et des Démons», Tasio Sanz 20 00
 «Manual de Gramática española», Rafael Seco 25 00

«Giros y pedidos a Roque Llop 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. 92 32 33 V Paris.

CARTA A UN OBRERO DE LA UGT

BREVE EVOCACION

Buen amigo: Salud.

Hace unos días, hojeando los papeles acumulados al filo del tiempo leí varias de tus cartas. Algunas datan ya de treinta o más años de correspondencia mutua. Como en otros correspondientes observé en ti la misma constante preocupación: España. Y el deseo de ver terminada la pesadilla franquista. Esa preocupación no ha menguado después de la muerte del malhadado caudillo. Hay en ti, — como quién diría —, un bien noble y marcado afán pensando que se logrará, ¡al fin! cambiar algo esencial de nuestros estamentos gubernamentales y administrativos. Luego, súbitamente, te das cuenta que tus deseos permanecen insatisfechos. O, — para ser quizá más justo en mi apreciación, — consideras que no son satisfechos en la medida de tus esperanzas mantenidas a lo largo de varias décadas. Y si íntimamente consideras que los responsables políticos y sindicatos de izquierda a ellos vinculados no cumplen el cometido que normalmente sería el suyo, hallas cierto consuelo pensando que lo malo de hoy es más soportable que lo peor de ayer... Pero yo intuyo, porque sé de tu nobleza, que esa conciliación con lo malo de hoy no es completa, y que queda en el fondo de tu ánimo algo que te escuece y que te hace pensar que, pese a todo, lo malo de hoy no se puede aceptar con aplauso. Por varias razones. Seguramente tu rebeldía innata te dice que cuando se anda por camino tortuoso no se puede llegar a puerto bueno.

Como sea que ambos hemos sido siempre sinceros diciendo nuestras cuitas, me he propuesto, — a pique de aparecer a tus ojos como un abusón impertinente, — responder largo y tendido y a la pata la llana, dándote mis impresiones sobre cuanto te preocupa. Y como los dos hemos pisado — con excesiva brevedad — los bancos de la misma escuela: empezado a trabajar cuando aún llevábamos pantalón corto; exigido de la banda de música municipal que tocara la Internacional en lugar de la Marsellesa ¡alegre febrero del 36! — ¿te acuerdas?; que hemos mostrado una oportuna solidaridad en momentos apurados para uno u otro y otras cosas más, todo ello ¡que no es poco!, con absoluto respeto mutuo de nuestras diferentes apreciaciones de ideas (de filosofía, dicen los que han estudiado) creo que esta vez, si te cansas leyéndome hallarás, no obstante, la voluntad necesaria para llegar al final y sacar la conclusión que la presente te merezca.

EN TORNO AL MAL

Ya sabes que de entre dos males debe escogerse el menor. Es una ley natural. Pero escoger de entre dos males el menor no significa que debamos auto-prohibirnos la facultad de analizarlo y procurar anularlo con medios apropiados y eficaces porque, aunque pequeño, el raciocinio aconseja destruirlo. Considerar aceptable cualquiera mal porque sea inferior a otros, o que lo consideremos así, sin que el hombre se esfuerce para suprimirlo, denota una mentalidad retrógrada, fatalista, con ribetes de superstición religiosa que le hace conformarse con haberse roto un brazo — vamos al caso —, por comparación a haberse roto el cráneo. De ahí a añadir el manoseado y conformista «gracias a Dios» no fal-



ta mucho. En cierto modo hay consenso. Pero ese consenso puede ser circunstancial o temporal, no definitivo. Sobre todo en personas de mente sana. Más aún en aquellas para las que la vida debe ser el libro en que se inscriban deseos y acciones en pos del progreso y del bienestar de la sociedad humana, especialmente cuando dicen representar las capas sociales más explotadas y desprovistas de medios. Ese consenso puede sugerirme esta reflexión: «Acepto el haberme roto un brazo — al que procuraré devolver rápidamente sus facultades —, mejor que haberme roto el cráneo o dañado las vértebras. Porque estos dos males hubieran dejado en mí tales huellas que posiblemente me hubieran marginado de la sociedad.»

Como yo, habrás observado que, en general, los exégetas de la sociología no presentan la historia de sus doctrinas o de sus ideas respectivas cada uno a su manera o siguiendo las directivas de los jefes políticos, religiosos o sindicales. Pero como nosotros no hemos podido estudiar de manera profunda y metódica esos diversos conceptos en boga desde hace un siglo, no podemos referirnos a la colosal bibliografía que desde entonces se ha acumulado en torno al tema y sus variantes. Si hemos recogido tal o cual enseñanza gracias a la sumaria escolaridad y precaria lectura que ha sido la nuestra porque hemos sido obligados a trabajar para subsistir, hemos tenido que confiar sobre todo en el sentido común que la experiencia cotidiana nos ha ayudado a desarrollar. Gracias a él hemos observado las múltiples contradicciones entre teoría y práctica mostrados por la mayoría de doctrinarios. Y hemos llegado a la conclusión que en sociología y política, por el camino del compromiso con el Estado y el Capital no se lle-

ga nunca a la libertad individual y menos aún a la libertad comunitaria.

También nos muestra la historia que el sectarismo, religioso o no, es siempre autoritario. Y que el Estado, totalitario o no, constituye un verdadero cáncer para la sociedad humana. El nombre con que se definan importa poco. En cuanto a los autoritarios, su colosal absolutismo no deja lugar a discusión. De su procedimiento gubernamental no es la pena de hablar. El hombre provisto de un mínimo de espíritu crítico lo conoce. Sabe que consiste en controlar todos los resortes de la vida del país donde se implanta; proceder a la explotación omnimoda a favor del Partido Único que sea; jerarquizar hombres y cosas y someter a su capricho todas las voluntades humanas. Es el procedimiento autoritario por excelencia. Los extremos se tocan. Partiendo del mismo punto y en sentido contrario sobre un circuito cualquiera, el totalitarismo se toca dos veces: dándose la espalda en el punto de partida, un extremo va hacia la izquierda y el otro hacia la derecha. Cuando llegan al punto opuesto se tocan de frente. Con nombres diferentes siguen los mismos objetivos: someter el todo a sus directivas.

Para Camús «... al mesianismo religioso, el marxismo ha opuesto un mesianismo político (...) interpretando el marxismo «como una concepción científica del mundo (...) enriqueciéndose sin cesar con todas las adquisiciones de la ciencia.» Así dicen — por ejemplo — los estatutos del Partido Comunista Francés situándose sobre aquella, como ha querido hacerlo siempre la Iglesia, empeñada en considerarse superior a la ciencia y al racionalismo. Pero racionalismo y ciencia prueban que el progreso avanza sin necesidad de

Iglesias ni autoritarismo de no importa que color y casi siempre contra ellos.

Conviene pues combatir constantemente al Estado a fin de erradicarlo. Es la única manera de sanar el cuerpo enfermo. Pero este mal mayor, totalitario no debe hacernos olvidar el otro mal, denominado olvido de los Estados llamados democrata-liberal o social-demócrata. También ellos merecen nuestra atención. Por varias razones. Fijate en su acción. En nombre de la democracia adocenar a los ciudadanos y alienar la libertad sectorizando abusivamente los individuos y los grupos cediendo prebendas a los más o menos dispuestos a aceptar tratos de favor poniéndose al servicio del Poder y ayudándole a frenar y aniquilar, si se terciar, la personalidad de los refractarios. Cuando, gracias a las promesas electorales, los sociodemócratas alcanzan el Poder detentado antes por fuerzas reaccionarias o conservadoras invierten entonces los términos y, una vez bien asentados, a lo que más se dedican es a regentar la economía capitalista en detrimento de la clase obrera. Incrementan el patriotismo en contradicción con sus gratuitas declaraciones de internacionalistas y tratan a los obreros no nacionales como si fueran simples objetos de explotación sin alma ni conciencia. Así satisfacen los poderes básicos de la sociedad actual: el capitalismo, con sus cohortes de explotadores de brazos y conciencias que son las iglesias y las fuerzas represivas, resultando que los verdaderos beneficiarios del Estado sociodemócrata, son aquellos a los que denunciaba como enemigos del Pueblo antes de obtener el Poder.

Fernando FERRER

(Continuará)

DE INTERES PARA TODOS LOS FERROVARIOS

La Oficina Jurídica de la Comisión N. I. Ferroviaria CNT-AIT, informa a los ferroviarios y viudas de los mismos de las disposiciones siguientes por la Circular nº 5 de la RENFE.

Asunto: Amnistía Laboral y Política en RENFE para los depurados en la Guerra Civil Española.

El B. O. del Estado de 4 de Abril de 1978, en su página 7.679 ha publicado una Orden que desarrolla las normas para el pago de pensiones.

Según RENFE podrán hacerse efectivas las pensiones a primeros de Mayo. Se abonarán los atrasos desde el 1º de Enero de 1978, por estar la empresa pendiente de la concesión de un crédito los atrasos correspondientes al período comprendido entre el 27-4-76 y el 31-12-77, se abonarán cuando dispongan de ese dinero.

La pensión que le corresponda se calculará de acuerdo con la que le hubiese correspondido al compañero

en el momento de su jubilación efectiva, y a ella se le incrementarán todas las actualizaciones que le correspondan hasta el presente. Hay otras cuestiones que deberán tenerse en cuenta a la hora del cálculo, como son los ascensos que le hubiesen correspondido de modo automático o el cobro de la diferencia del sueldo del tipo superior para aquellos compañeros que hayan cumplido los 68 años de edad después de enero de 1976. A todos los que reglamentariamente les corresponda habrá de abonarse el premio de fidelidad. Como es natural, les corresponden todos los derechos que tengan el resto de los ferroviarios jubilados y tendrán que proporcionarles el carnet de jubilados.

Aquellos compañeros a los que RENFE les contestase que su caso estaba pendiente de la Mutualidad,

no es preciso que hagan ninguna nueva petición.

En cuanto a los casos no contestados positivamente por faltas de pruebas fehacientes, según RENFE, seguirán estudiándose uno a uno.

El caso de los fusilados de las antiguas compañías y que no llevarán 15 años de servicio, están pendientes de unas gestiones ante el Ministerio de Sanidad y Seguridad Social.

Los que tengan más de 55 años y no hayan cumplido aún los 68 años de edad podrán solicitar la jubilación anticipada.

Los compañeros podrán dirigir las solicitudes al Departamento de Personal y Asuntos Sociales, Estación Príncipe Pío, Madrid.

Para otras informaciones y correspondencia orgánica a: B. López Salvador, 33, rue des Vignoles, 75020 París (Francia).

3428



EL LEC COMBAT SYNDICALLISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

LA COLECTIVIZACION DEL INI (y IV)

UNICA SOLUCION RENTABLE: DISOLUCION DE LA PROPIEDAD

ABOLIR LA PROPIEDAD PRIVADA

El modelo de gestión que se desprende de estas evidencias/elementos de juicio, es el único que responde a

las primordiales razones de orden financiero: devolver a los ciudadanos su patrimonio, y crear un modelo de producción económico y moralmente no deficitario. Tal modelo de gestión sólo cobra sentido en el marco

gestor de los negocios públicos de la tradición CNT-FAI, y, resumiendo, pues, es una proyección organizacional, dichas partidas contables, se caracterizan de este modo:

— Constitución de una Sociedad Anónima (SA) que divida el Capital en participaciones/acciones, directas y nominales, correspondientes a cada ciudadano de la colectividad y cada trabajador del INI.

En el marco de la división internacional del trabajo, **no existe, en los países industrializados, hoy, otro método de disolución de la propiedad.** Por otra parte, el proyecto de colectivizar a través de una SA se ha contemplado como única alternativa posible, por ejemplo, para resolver el problema deficitario, crónico, de los ferrocarriles ingleses (21).

El capital de dicha SA quedaría dividido de este modo:

A. — Acciones/participaciones de cada ciudadano mayor de 18-20 años.

B. — Acciones/participaciones de trabajadores del INI.

C. — Siendo la relación trabajadores INI/ciudadanos de 1 a 100 (1977: 300.000 trabajadores, 30 millones de ciudadanos), el valor nominal de cada acción de un trabajador tendría un valor flotante que asegurase a la representación de los trabajadores en el Consejo de Administración un valor semejante a la representación ciudadana.

Constituida dicha SA, cuya gestión, constitución y proyectos se van a clarificar más adelante, un equipo técnico, un comité de técnicos, redactaría un inventario contable del estado de cuentas de la Sociedad (requisito imprescindible, a todas luces, para abordar el proceso de división del Capital).

SALVAGUARDAR LA LIBERTAD

— El derecho a la independencia patrimonial conlleva que dicha SA, su gestión y administración, sólo sería abordado federalmente: es decir, la SA motriz sería una federación de SA. Habría una SA allí donde exista una unidad de producción, laboral y económicamente establecida.

La gestión de la SA motriz quedaría reducida a una función de intercambio de información, transmisión de datos, supervisión de los intereses colectivos.

La gestión de cada SA particular estaría encomendada a un «comité de gestión» (meramente representativo, revocable en cada instante) de los ciudadanos de la comunidad local y los trabajadores de la unidad de producción (empresa, fábrica, taller).

Las acciones/participaciones de cada ciudadano/trabajador en la SA local deberian, lógicamente, guardar la equidistante relación proporcional que salvaguardase los intereses de la comunidad ciudadana y la unidad de producción. En determinados casos, podría, quizá debiese, asociarse a la gestión a las organizaciones de consumidores, usuarios o afectados ecológicamente (21 bis).

— El capital social de la SA motriz, las plusvalías que adeuda el Estado por leasing militar de las propiedades del INI, el impuesto industrial que el Estado pagaría al INI por servicios prestados a la colectividad, la parte proporcional de las tasas a los exportadores del extranjero a través del tráfico aduanero, las ampliaciones de capital (anuales) que se produciría a través de la concepción de nuevas acciones a cada nuevo ciudadano que comenzase a gozar de sus derechos administrativos (a financiar por el Estado), se convertiría en el capital fundacional de una Banca Mutuo-industrial (22).

Los objetivos de dicha Banca serian estos: financiación-gestión de la federación de SA de producción, financiación de nuevos proyectos de formación de unidades de producción que decidiesen crearse y aceptar la mecánica organizacional instaurada, liquidar la acumulación usurera de capital industrial a través del beneficio social (mejor situación laboral y económica, inversiones federales de investigación y creación colectiva, fondo colectivo de auxilio a trabajadores de otras ramas de producción, agricultura, servicios, etc., que decidiesen asociarse a la federación de unidades de producción industriales).

ACTIVISMO ORGANIZACIONAL

La gestión de esta Banca Mutuo-Industrial (BMI) estaría auxiliada, lógicamente, con los métodos de acción directa de una tecnología política sometida al control de la electrónica y los microcomputadores que, extendiendo, con el auxilio de tales recursos técnicos, los mecanismos de control democrático (asamblea, re-

(Sigue en la página 2)

INVITACION A UN DEBATE

Necesidad y métodos económicos que, HOY, permitan poner en práctica la colectivización.

PARIS. — La Revolución Española permitió a CNT-FAI iniciar un proceso de revocación de la propiedad privada sin antecedentes en la historia de las civilizaciones. Los sindicatos de la C.N.T., su poderosa implantación y activismo, hicieron posible imaginar una derogación del Estado.

Aquel proceso histórico estaba definido por dos condiciones básicas:

a) Existencia de unos sindicatos que posibilitaban el control obrero de la producción, y su firme voluntad de abolición de la propiedad privada a través de la instauración de la propiedad colectiva.

b) Independencia energética del exterior: es decir, posibilidad de autoabastecimiento energético de la colectividad.

Hoy, la situación se caracteriza de otro modo:

a1) Dependencia energética: que en el Estado centralizado por la administración madrileña, se evalúa en un 70 por 100 de la energía consumida. Es decir: para hacer funcionar la colectividad es necesario pagar, en dólares, (no hay otro modelo de adquisición posible, ya que la organización de países productores de petróleo no admite «vales», o «cheques» o «intercambio de productos»), cerca de un millón de barriles de petróleo diarios.

b1) Dependencia política: que supone que cualquier «desestabilización» (militar, social) sería «pacificada» por el Ejército de los EE. UU., que cuenta con eficaces recursos técnicos para cumplir tal crimen militar.

Ante tal situación, el activismo socialista y comunista manifiesta su impotencia a través de unos «proyectos» (incalificables) que he intentado exponer: son socialmente intolerables y económicamente desastrosos.

El modelo organizacional CNT-FAI, en la tradición proudhoniana y bakuninista, cuenta con unos recursos teóricos, prácticos, que se resumen, a mi modo de ver, en el proyecto de colectivización que he intentado exponer, limitándome a utilizar el utillaje técnico proudhoniano aplicándolo al modelo económico propuesto, la institución fascio-stalinista conocida como Instituto Nacional de Industria.

Tal modelo, eminentemente concreto, como proyecto de acción, propone fórmulas prácticas (sin duda: pueden buscarse otras muchas) que conllevan: abolición de la propiedad que, partiendo de un caso particular, extiende su capacidad de influencia al resto del cuerpo social; creación de un utensilio financiero imprescindible para la defensa de los trabajadores revolucionarios: una Banca del Pueblo, sin la cual, hoy, cualquier proceso de revocación del orden de cosas existente está llamado al fracaso. Dicha estrategia, frente al verbalismo fascio-pequeñoburgués de algunos exaltados, conlleva un activismo directo que nada costará a cualquier trabajador defender como suyo, ya que suyos son los intereses que se defienden, contra la explotación y los crímenes del Estado.

De ahí, pues, quizá, la conveniencia, si alguien lo considera oportuno, de un debate publicado, privado, escrito, verbal, económico, político, estratégico, sindical, en torno a estas cuestiones, que afectan, sustancialmente, a un modelo de acción que no es otro si no el del pensamiento anarquista reflexionando/acuando sobre la más viva y dramática realidad social. — PEDRO GALVEZ.

UNICA SOLUCION RENTABLE: DISOLUCION DE LA PROPIEDAD

CREANDO:

- Una sociedad anónima controlada por libres asociaciones de trabajadores.
- Una Banca del Pueblo.
- Una Federación de asociaciones/empresas de trabajadores.

(Viene de la página 1)

presentación directa), permitiría una aceleración activa de la revelación de las preferencias y modos de acción colectivos.

En el marco de la historia de los modelos de gestión/sistemas concebidos por la economía política contemporánea, sólo estas propuestas de organización, cuya génesis se in-crusta, directamente, en el activismo organizacional CNT-FAI (23), aseguran, a un tiempo, una gestión económicamente rentable (y la economía excede a lo estrictamente financiero: la economía onírica, o ética, bien sabemos que es decisiva para entender nociones contables imprescindibles en la práctica política y ciudadana, como son el «coste de información», o la «teoría de los derechos de propiedad»; sólo las tácticas comerciales impuestas por la violencia de la sociología militar — taylorismo, liberal o leninista — ignoran estos rudimentos de organización, y así pagan su idiotéz asesina; con un costo social de orden criminal y el desastre institucional de su economía de los negocios públicos) y permiten la extensión, sin límites ni co-acciones institucionales, de la libertad de acción, individual y colecti-

va de los ciudadanos. Como quería Godard, sólo se trata de amar o morir.

(21) Una autoridad mundial, en el campo de la economía de mercado, el profesor Milton Friedman, premio Nobel de Economía, en 1976, es el autor de tal proposición. Ver «From Galbraith to Economic Freedom», de M.F., Ocasional Paper, nº 49, de The Institute of Economic Affairs, Londres, 1977.

(21 bis) La gestión de unidades locales de producción (empresa, fábrica, taller), no podría corresponder si no al mismo esquema organizacional:

a) la unidad de producción mínima (grupo de trabajadores que realizan la misma función) organiza su método de trabajo.

b) el conjunto de unidades de producción mínimas que integran una unidad de producción local (empresa) organizarian, a través de sus propias necesidades y proyectos, su plan y modelo de producción.

c) cada unidad de producción local sostiene una relación directa con la SA motriz y la Banca Mutuo-Industrial (BMI) (que se confunden en un sólo organismo), así como con cualquier unidad de producción que lo estime oportuno (creando una dialéctica de «reducción de

costos financieros y sociales»). La BMI, cuya existencia y funciones están subordinadas a la federación de unidades de producción locales, orientaría, a través del crédito, los intereses locales en el marco comunitario, dando preferencia a los proyectos que favorezcan los intereses colectivos, y creando una mecánica de financiación del interés comunitario.

d) finalmente, cada unidad de producción local con intereses suficientemente grandes, podría crear su propia BMI, a su vez integrada en la mecánica federal. Una excelente colección de propuestas de orden práctico, para instaurar este discurso organizativo, ha sido redactada por dos especialistas en métodos de gestión, militantes del Partido Socialista francés: «Auto-organisation de l'entreprise. 50 propositions pour l'autogestion», de Jean Louis Le Moigne y Daniel Carre, Paris, 1977. «Les Editions d'organisation», prólogo de Michel Rocard.

(22) El proyecto de una Banca Mutua al servicio de los trabajadores revolucionarios fue concebido por Proudhon en su obra «Banque du peuple» (1849).

(23) Una proyección de orden histórico puede realizarse a través de la comparación con «El organismo económico de la revolución», de Diego Abad de Santillán, Madrid, 1978 (reedición de la edi-

ción de 1938). El ensayo de Santillán, clásico para entender los modelos de organización CNT-FAI, es un balance organizativo del proyectivo revolucionario más ambicioso de la historia de los movimientos sociales, en Occidente, liquidado, como es sabido, por el Ejército del General Franco y los pistoleros paramilitares que consumaban las directrices fascio-stalinistas de Moscú.

El modelo reconstruido por Santillán obedecía a un estado de cosas de la economía mundial donde cabía imaginar la independencia energética. Hoy, tras la guerra del Kippur, y la crisis desencadenada por los países productores de petróleo, la dependencia energética (que es necesario pagar en dólares, y que, en el estado actual de la economía pública de la administración centralizada en Madrid es evaluable en la necesidad de importar el 70 por 100 de la energía consumida, equivalente a un millón de barriles de petróleo diarios, en 1985), y la crisis (inexistencia) del orden monetario mundial, tras los acuerdos de Jamaica de 1975, hacen inimaginable un proceso revolucionario (reconversión del modelo de producción) sin auxilio de una Banca del Pueblo que financie la instauración del Nuevo Orden de Cosas No Dominante, y haga posible una defensa monetaria de los ciudadanos.

EXIGIENDO:

- Que el Estado devuelva a los ciudadanos la propiedad que ha usurpado por la violencia militar
- Que cada ciudadano tenga derecho de controlar su patrimonio.
- Rentabilidad económica y rentabilidad moral.

COMUNICADOS

F. L. DE MARSELLA

La F. Local de Marsella comunica a todos sus afiliados, que el día 3 de diciembre tendrá lugar una asamblea general en su local social, rue Pavillon nº 12, a las 9,30 de la mañana, donde ningún compañero debe faltar por su importancia especial.

COMISION DE RELACIONES NUCLEO DEL ARIEGE

Con el fin de poder completar el Archivo del A.B.I.C. (Biblioteca) del Núcleo del Ariège, nos faltan los números 136, 141 y 298 del semanario «Espoir». Se ruega a quien pudiera facilitarlos lo comunique al Secretario de Cultura y Propaganda del Núcleo, compañero GIL José, 15, rue Corps-Franc-Pomié, 09100 Pamiers.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea el domingo 19 de noviembre en el lugar y hora acostumbrados.

F. L. DE SAINT DENIS

Celebrará Asamblea el domingo día 19 de noviembre en el local y hora acostumbrados.

REGIONAL DE ARAGON, RIOJA Y NAVARRA

Agrupación de Paris

Celebrará reunión en el Centro Confederal de Paris, el sábado 18 de noviembre a las 4 de la tarde.

NOTA DE ADMINISTRACION

Con el fin de poder zanjar administrativamente la partida Tómbola, rogamos

a cuantos no hayan hecho efectivos los boletos recibidos, lo hagan lo antes posible.

Igual decimos para los suscriptores de COMBAT SYNDICALISTE, que no hayan abonado el 1º semestre, o sea hasta el 30-VI-78.

Servicio de Librería. — Agradeceremos el pago de los envíos pendientes.

COMMUNIQUE

Pour entrer en contact directement avec les camarades de langue étrangère, nous sommes un certain nombre de compagnons anarchistes qui avons appris l'Esperanto.

Tous les militants que le sujet intéresse peuvent soit contacter les groupes locaux de SAT-Amikaro, soit s'inscrire à un cours par correspondance.

Adresse: SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

DESDE VALLADOLID

El compañero Jesús Sánchez, carretera Rueda nº 19, 4º B, Valladolid, desea corresponder con un compañero, francés o español que esté empleado en la empresa francesa Renault de París o Flins.

NOTA ROGADA

Si algún compañero o F. L. posee el libro «Colectividad agraria de Ballobar» y lo pudiese facilitar, aunque sea dos ejemplares se lo agradecería mucho. Ni que decir tiene que abonaría su costo. Entrar en contacto con Francisco Zapater, 42, rue de Trans, 83000 Draguignan.

S. I. A. — F. L. DE PARIS
Donativos recibidos correspondientes a los meses de julio, agosto, septiembre y octubre 1978:

Miguel, Bondy, 20; Capellas, 10; Teresa Pintor, 50; Dobœuf, 400; Julio Romero, 20; Uno del 90, Lamotte Beuvron, 100; Ortola, 20 F.
Total: 620,00 francos.

C. DE RR. ZONA NORTE
Recaudaciones del mes de octubre
PRO GASOLINEROS:

F. L. de Fontainebleau, 170; Muzas, Argenteuil, 50; Oliveras, Combs-la-V., 10; Dieste, id, 10; Terraza, id, 10; Vicente, Paris, 20; Santamaria, Drancy, 10; Castellví, Choisy-le-Roi, 100; Fernández, Mèze, 20; Bernardo Peralta, Thiais, 50; Castellví, 30; Rodríguez, id, 20; Granados, id, 30; Felipe Fernández, Paris, 50 francos.
Total: 580,00 F.

PRO-ESPANA:

Sebastián Torralba, Paris, 20; Pedro Peralta, id, 10; Mariano Carbó, id, 10; Uno del 90, Lamotte Beuvron, 200; Un Maño, Paris, 17,50; Bernardo Peralta, Thiais, 13; Alastruey, id, 10; Rodríguez, id, 20; T. M., id, 10 F.
Total: 310,00 F.

PRO PRENSA CONFEDERAL:

F. L. de Caen, 12; Un Maño, Paris, 40; Uno de Casa, 10; Arcal, Thiais, 10 F.
Total: 72,00 F.

PRO-LOCAL:

Uno del 90, Lamotte B., 100; Oliveras, Combs-la-V., 20; Dieste, id, 20; Terraza, id, 20 francos.
Total: 160,00 francos.

RUEGO

Se ruega al compañero Fernando Benito se ponga en relación con el compañero Balkanski por medio del COMBATE SYNDICALISTA.

PRO PRENSA INTERIOR:

B. Peralta, Thiais, 10; D. Fuentes, id, 10; Alastruey, id, 19; Francisco, id, 10; R. Llop, Paris, 30; Paulino Dieste, Valenton, 25; Abel Ramírez, Drancy, 40; Abelló, Paris, 50 F.
Total: 194,00 francos.

PRO COMBATE SYNDICALISTA:

Uno del 90, Lamotte Beuvron, 100; Ignacio Casán, Hyères, 50; María Martínez, Perpiñán, 20; B. Peralta, Thiais, 32; D. Fuentes, id, 10; Granados, id, 30; Julio Rodríguez, id, 20; T. M., id, 20; R. Llop, Paris, 20 F.
Total: 302,00 francos.

TURRONES

como todos los años pro-compañeros ancianos necesitados:

Jijona, pastilla 400 g.	14 00
Alicante, id.	14 00
Mazapán, id	12 00
Yema, id	12 00
Cofres, 1.200 grs.	55 00

Nota: Habiendo en los cofres aumentado el peso de turrón, en una tercera parte, pero de ese hecho también aumentado el precio sensiblemente, rogamos se nos hagan los pedidos para saber a que atenernos.

Comunicado a todas las secciones
y grupos afines de la A.I.T.

La represión en España

La represión se ceba sobre los medios militantes de la C.N.T. española. Se prepara en silencio, con la prudencia canalla de los medios burgueses del autoritarismo sedicentemente democrático, una vasta acción de condena hacia los compañeros de nuestra sección española detenidos en las celdas del post franquismo. Se van a acumular falsas pruebas. Como en otros países y ocasiones, las fuerzas de la reacción preparan una ofensiva contra las organizaciones representando las posibilidades de una transformación total de la sociedad.

Se intenta esta vez eliminar a la C.N.T. del panorama sindical español. Todos los medios serán para ello: la difamación, el insulto, la mentira, los falsos expedientes.

La C.N.T. marginal por propia voluntad, de todos los consensos políticos y económicos del presente oficial español, molesta a los medios de la Monarquía.

Políticos de profesión y sindicalistas de la colaboración, van a unirse en la campaña.

El Secretariado de la Asociación Internacional de los Trabajadores al denunciar la maniobra encubierta que se está preparando, llama a todas sus secciones militantes, a sus grupos, a todos los compañeros, a los anarcosindicalistas del mundo entero, a una campaña de solidaridad con la C.N.T. española, denunciando las actitudes cobardes de quienes sintiéndose amenazados por la acción vigorosa de la misma, no cesarán en sus esfuerzos para destruirla en la imposibilidad de mediatizarla.

Por todos los medios a nuestra disposición, por modestos que fueren, en lugares de trabajo, en los lugares de reunión, con octavillas, manifiestos, manifestaciones públicas, por nuestros órganos de prensa, por mensajerías solidarias, la acción fraternalista del anarcosindicalismo mundial debe dirigirse a los compañeros españoles amenazados en su renacer vigoroso.

Y a la hora de los procesos que se preparan (probablemente dentro de pocos meses) el clamor de los medios obreros deberá lanzar a la vergüenza pública, las actitudes amarillas y colaboracionistas de falsos sindicalistas vendidos a la política de colaboración, y la criminal acción de los medios de la autoridad española.

¡ACCION SOLIDARIA INTERNACIONAL HACIA LA C.N.T.!

Por la A.I.T., El Secretariado.

Limoges, 22-10-1978.



OPINIONES ANTAÑONAS DE
TEMAS SIEMPRE ACTUALES

DE LA JUSTICIA

¿Qué es la justicia? Los teólogos contestan: «Toda justicia viene de Dios.» Esto es verdad, pero nada enseña.

Los filósofos deberían estar mejor enterados: ¡han disputado tanto sobre lo justo y lo injusto! Desgraciadamente, la observación prueba que su saber se reduce a nada, y que les sucede lo mismo que a los salvajes que dicen al sol por toda plegaria: «¡Oh!, ¡Oh! Es este un grito de admiración, de amor, de entusiasmo; pero quién quiera saber qué es el Sol, obtendrá poca luz de la interjección ¡Oh! Este es precisamente el caso en que nos hallamos con los filósofos, en relación a la justicia. La justicia — dice —, es hija del cielo, luz que ilumina a todo hombre al venir al mundo, la más hermosa prerrogativa de nuestra naturaleza, lo que nos distingue de las bestias y nos hace semejantes a Dios, y otras mil cosas parecidas. ¿A qué se reduce, preguntado, esta piadosa letanía? A la plegaria de los salvajes «¡Oh!»

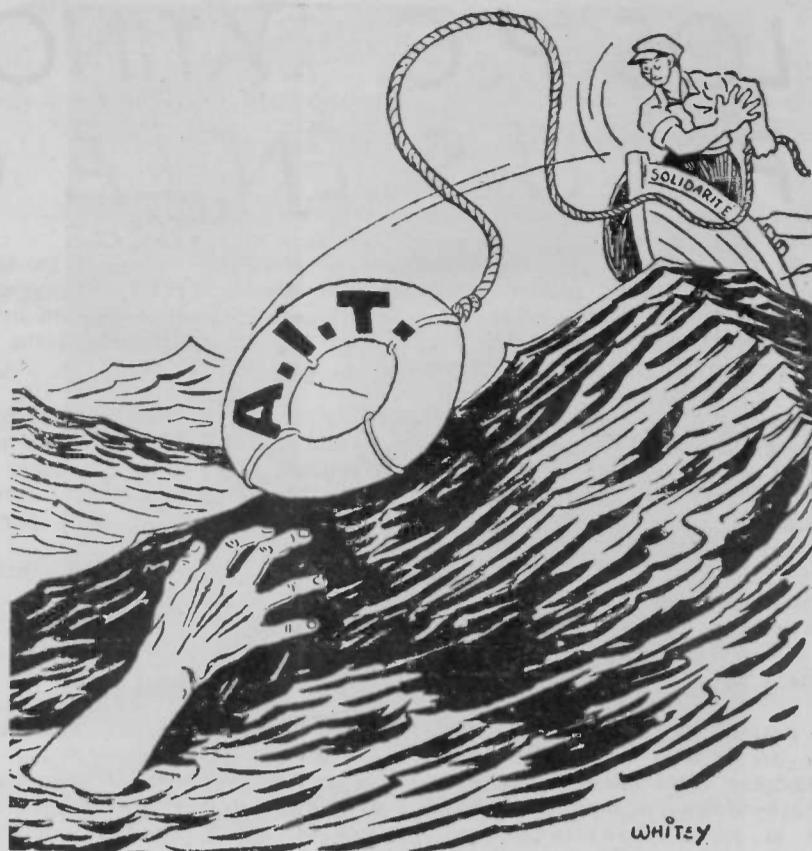
Lo más razonable de cuanto la sabiduría humana ha dicho acerca de la justicia, está resumido en esta famoso adagio: «Haz a los demás lo que quieras que se te haga; no hagas a los demás lo que no quieras que te

sea hecho.» Pero esta regla de moral práctica es nula para la Ciencia: ¿Qué tengo yo derecho de querer que se me haga o que no se me haga? Nada significa decir que mi derecho es igual a mi deber, si no se explica al mismo tiempo cual es este derecho.

Intentemos llegar a algo más preciso y más positivo.

La justicia es el astro central que gobierna las sociedades, el polo sobre el cual gira el mundo político, el principio y la regla de todas las transacciones. Nada se hace entre los hombres sino en virtud del derecho; nada sin la invocación de la justicia. La justicia no es, de ningún modo, obra de la ley; al contrario, no es más que una declaración y una aplicación de lo justo en todas las circunstancias en que los hombres pueden hallarse en relación de intereses. Así, pues, si la idea que concebimos de lo justo y del derecho está mal determinada; si es incompleta o falsa, es evidente que todas nuestras aplicaciones legislativas serán malas, todas nuestras instituciones viciosas, toda nuestra política errónea: por tanto, que habrá desorden y malestar social.

Proudhon



MENSAJE

A los compañeros huelguistas de las gasolineras de Barcelona;
A los obreros de los Astilleros de Gijón, en huelga;
A todos los compañeros de la C.N.T. en acción reivindicativa.

La Plenaria del Secretariado de la Internacional anarcosindicalista, con asistencia de los delegados de las secciones Francesa, Búlgara, Alemana, Española e Italiana, y en representación de las secciones de Noruega, Venezuela, Argentina, grupos de los EE. UU. y Suecia, de las minorías anarcosindicalistas de Holanda, Dinamarca, México, Australia, y de los compañeros y grupos que nos han manifestado siempre su coincidencia de apreciaciones en la lucha del anarcosindicalismo militante con la Asociación Internacional de los trabajadores.

ACUERDA

Enviar su mensaje solidario a los compañeros de las gasolineras de Barcelona en huelga, por justas reivindicaciones, a los obreros en conflicto laboral de los astilleros españoles expresándoles por la presente la fraternidad en el combate y su apoyo incondicional.

SALUDA

La lucha incomparable de los compañeros de la C.N.T. de España en todos los órdenes frente a la proliferación cobarde de las colaboraciones sindicales con los poderes políticos, y la supeditación de las acciones reivindicativas a objetivos políticos, que nada tienen que ver con la lucha del proletariado por un mañana mejor.

Lucha, que por sus características demuestra de manera evidente las posibilidades de la acción directa y del militantismo activo que el anarcosindicalismo representa.

Frente a la confabulación permanente de las fuerzas el conservadurismo capitalista y autoritario, solo es posible la acción independiente y revolucionaria de nuestras organizaciones.

Fraternalmente en ese combate del anarcosindicalismo,

Por la A.I.T., el Secretariado.

El Esperanto al servicio de la cultura popular

Como cada año, numerosas posibilidades se ofrecen a las personas que han aprendido o aprenden el Esperanto, o que desean recordar útilmente sus conocimientos de esta lengua, por haber perdido el contacto con las asociaciones esperantistas.

Las oportunidades que más abajo enumeramos han permitido más particularmente a los educadores y a militantes de diversas organizaciones, para quienes el Esperanto es ante todo un instrumento de educación popular, de comunicación, de cultura y de difusión de las ideas.

Es así que en el 11º Reencuentro Internacional de los Educadores Freinet (RIDEF) tuvo lugar en Suecia, en Arjang, en julio de 1978. Fue precedido de un «pre-RIDEF», que permitió a los educadores que hablan el Esperanto el sacar el máximo provecho de este Reencuentro, a la vez que perfeccionarse en la Lengua Internacional. El Esperanto es, en efecto, una de las lenguas de trabajo de los RIDEF. Es de notar que es-

tos reencuentros están igualmente abiertos a todas las personas a quienes concierne o interesa todo lo que se refiere a la educación.

Además, dos importantes congresos de trabajadores esperantistas han tenido lugar en Francia:

La Asociación de carácter socio-cultural S.A.T. (Sennacieca Asocio Tutmonda (Asociación Mundial Anarcosindical) organizó su congreso del 15 al 22 de julio de 1978 en Lecture (Gers) Francia.

El congreso de S.A.T.-Amikaro (Unión de Trabajadores Esperantistas de lengua francesa) se celebró en Rennes (Francia) del 25 al 27 de Marzo de 1978.

La única lengua de trabajo de estos dos congresos fue el Esperanto.

Existen cursos por correspondencia Español-Esperanto (gratuitos, salvo los libros). Los interesados pueden dirigirse en petición de información a: Nereida Martínez, 50, rue du 4 Septembre, 81430 Igny (Francia).

LOS P. C. LATINOAMERICANOS Y EL P. C. U. S. EN LA CUBA DICTATORIAL

El Estado cubano se declaraba socialista en 1962 en la II Declaración de La Habana; aparentemente en respuesta a la VIII reunión consultativa de la O.E.A. Pero esta declaración iba acompañada de una interpretación política de la lucha de clases en América Latina, expuesta por Castro, tras preguntarse, «¿Qué enseña la revolución cubana?», dando lugar a los mismos planteamientos que ya formulara el «Che» allá por los años 60-61: 1) «que donde el curso democrático se cierra por completo es entonces inevitable el estallido revolucionario de los pueblos» (nótese el reformismo parlamentario en el sentido de la frase), 2) «Que los ejércitos resultan impotentes ante las luchas campesinas irregulares», 3) «Que la dirección de la lucha de los campesinos es ejercida por el proletariado, mientras que la burguesía latinoamericana es incapaz de jugar papel alguno en esta lucha», 4) Que no es justo ni correcto entretener a los pueblos con la vana y acomodaticia ilusión de arrancar por vías legales, que no existen ni existirán (...), un poder que los monopolios y las oligarquías detentan a sangre y fuego con la fuerza de sus policías y de sus ejércitos» (1).

La pretendida posición revolucionaria del Estado cubano, consistía en modelar estatalmente la concepción guevarista respecto a su visión sobre la revolución latinoamericana; y no sólo osaba colocarse, de nombre, dentro de la lucha de clase misma, sino que además soñaba marcar los índices fundamentales a seguir en el desarrollo de ésta. Naturalmente que su posición verbal era negada por la táctica que en la práctica desarrollaba, lo que no impedía sin embargo, que por interpolación contribuyera al desarrollo de determinados movimientos en los países latinos de América, que en su conjunto tenían puestos sus ojos en el proceso de Cuba.

En noviembre de 1961, sólo a dos meses largos de la II Declaración de La Habana, Fidel Castro dedicaba un amplio discurso a la «Victoria del pueblo ecuatoriano», para más tarde y por boca de Blas Roca, afirmar con avidez: «los antiimperialistas, los que se niegan a someterse al imperialismo, los que sostienen la soberanía nacional, los demócratas y progresistas, defienden a Cuba, se niegan a romper relaciones, respetan el derecho de autodeterminación de nuestro pueblo» (mayo 1962).

¿A quién podría referirse Blas Roca, sino a las burguesías de Chile, Uruguay, México, Brasil y Bolivia? De seguro que a los mismos que en enero 1962, se refiriera Castro diciendo: «pero hay gobiernos que se han mantenido firmes, y eso demuestra que los pueblos (nótese aquí la identificación arbitraria que se hace de los vocablos gobiernos y pueblos) de América Latina, dejaron de ser rebaños» (3). A juzgar por las declaraciones de los representantes del Estado cubano, todo parecía señalar que no se hablaba de una burguesía histórica, sino de una versátil, coqueta y voluptuosa, que en mayo de 1962 jugaba un papel antiimperialista, que en febrero cambió de parecer y era incapaz de jugar papel alguno en esta lucha» y que nuevamente en mayo nuestra voluble burguesía, vuelve a jugar su papel histórico.

En realidad cuando los dirigentes cubanos cambiaron de un lugar a otro a la burguesía, «desconocían» olímpicamente la lucha de clases que el proletariado de aquellos países desarrollaba. Naturalmente que para el Estado cubano lo importante eran los análisis de sus relaciones diplomáticas exteriores con vista a su balanza comercial. Efectivamente, las declaraciones de enero buscaban mantener el clima de las relaciones con la burguesía que todavía no había roto de forma definitiva con Cuba, mientras que las de febrero, en cambio, eran la respuesta a las burguesías conjuradas contra la «revolución» cubana en la VIII reunión consultativa de la OEA; las de mayo, pues, fue para sostener el status de-

rivado de la conferencia antes mencionada. No era entonces que la burguesía hubiese extraviado su carácter de clase histórico, sino que aparecía voluble en los labios de los líderes cubanos que empleaban conceptos en función de sus relaciones comerciales y diplomáticas.

Pero en la II Declaración, no solamente se ponía en contradicción la práctica burguesa del Estado cubano, sino que también la política burguesa de los PC, de América Latina, quienes por décadas no habían reheído la táctica de las «alianzas» interclasistas, supeditadas a la clase burguesa nacional (patriota, nacionalista, etc.), apoyados en la «acomodaticia ilusión» de la transformación de la sociedad por medios legales y parlamentaristas.

No sólo se contradecían los líderes cubanos al asignar, en sus declaraciones, dos papeles distintos a un mismo sujeto histórico, sino que lo refutaban una y otra vez en la práctica, ya que afirmaban en algunas de sus conferencias que la burguesía podía jugar un papel antiimperialista; que existían posibilidades legales a la participación proletaria y campesina por este medio, etc. Aunque su contradicción más clara radicaba en sus relaciones orgánicas con los PC, órganos portadores de la «vana ilusión acomodaticia» de las vías legales.

Así, por ejemplo, los cubanos publicaron en su órgano oficial un documento del PC dominicano donde después del cumplido oficial decía: «¿Significa acaso que no debemos luchar por elecciones libres? De ninguna manera. La consigna de «elecciones libres» que han levantado las masas populares (¡siempre echando las culpas a las pobres «masas populares»!) dominicanas es correcta. Pero elecciones sin terror, sin tropas extranjeras en el país, sin criminales controlando las fuerzas armadas, sin leyes terroristas, sin asesinatos» (4). En una palabra: sin poder burgués. Claro que luego el PC dominicano, continuaría: «Elecciones sin Trujillo, sin intervención imperialista extranjera». ¿Acaso esta forma de expresarse y de actuar la falacia de destrucción del poder no estaba encaminada a buscar en la práctica la «vana y acomodaticia ilusión» de expulsar(?) al imperialismo por la vía legalista y electoral parlamentaria? Las declaraciones del PC dominicano no estaban de acuerdo ni tan siquiera con las declaraciones cubanas de enero y mayo de 1962 que limitaban la capacidad democrática-imperialista a los países donde tenían relaciones diplomáticas. Y la vía legal planteada por el PC dominicano, se producía ahí, donde el «titero» — así denominado por Castro — dominaba. ¿Y el Movimiento 14 de junio, nacido a la sazón del desembarco cubano-dominicano de junio del 1959?

¡Bien gracias!, respondían los cubanos.

Algo semejante a lo ocurrido con el PC dominicano, sucedía con la declaración conjunta de los PC centro-americanos publicada en el órgano teórico del PURS, donde afirmaban: «La conferencia ha constatado que tales condiciones políticas impuestas por el imperialismo yanqui y las oligarquías están cerrando las vías del desarrollo pacífico» (5). ¿De manera que los Castillos Armados, los Somozas, los Betancourt, etc., eran «titeres» que comenzaban a cerrar las vías pacíficas? Preguntaba que debieron haber contestado los cubanos a tenor de su interpretación de enero y mayo de 1962, y que de manera contundente expresaba cada una de sus posturas cara a la actuación de los distintos PC, y a la línea política por estos seguida.

En julio de 1962, el PURS veía con buenos ojos la candidatura de Michelson del MRL, que era apoyado por el PC colombiano, porque «además de la reforma agraria radical» proclama el «respeto al derecho del pueblo cubano». En ese mismo período ante el triunfo electoral del MNR, con el apoyo del PC boliviano afirmaban las autoridades cubanas, en su órgano teórico, que «hicieron

por Francisco MORENO

«titeres reaccionarios». Afirmación ésta que no era compartida por los respectivos PC de aquellos países que continuaban adoptando, independientemente de la opinión cubana, las vías parlamentarias con el beneplácito del titero de turno.

El aburguesamiento tanto del gobierno cubano, como de los distintos PC de América Latina, hacia posible que «la burguesía pudiera jugar un papel en la lucha». De hecho, ante estas afirmaciones de los cubanos, los PC quedaban autorizados a emplear los métodos propios de la lucha de su clase burguesa: el reformismo, la burocracia. Es decir la reacción contrarrevolucionaria.

Pero por más mal que viera el PURS las posiciones de estos partidos comunistas, no tenía la autoridad suficiente para someter la táctica de aquellos a sus relaciones exteriores, como sucediera por ejemplo con los PC europeos, en las décadas pasadas, respecto a la URSS. La élite cubana se había aproximado a los PC en relación a su acercamiento y dependencia de la URSS, siendo la causa de esto, la misma que



una campaña electoral sobre la base de defender el respeto al derecho de autodeterminación, en el caso de Cuba, y de expresar su apoyo a la revolución cubana» (6). De esta forma y manera se producía una relación directa de los intereses nacionales de Cuba con la política del PC colombiano y con el PC boliviano. Armoniosamente los tres venían a coincidir en la «vana ilusión de las vías parlamentarias».

Lo mismo sucedía en la política hacia el PC chileno y el PC uruguayo; en 1962 Blas Roca afirmaba: «En Chile (...) donde el gobierno mantiene relaciones diplomáticas con Cuba y donde permanecen abiertas las vías electorales rodeadas aún de serenidad, se siente también la necesidad de cambio» (7), para más adelante citar a Corvalán.

Algo más tarde el PURS publicaría un documento de Luis Corvalán donde afirmaría que el FRAP representaba «la esperanza del pueblo de tomar el poder del gobierno» (8) y, en agosto, Blas Roca informaba y presentaba un amplio documento sobre el XIII Congreso del PC uruguayo, que al igual que sus colegas chilenos preparaban las elecciones (9).

¿No se encontraría, la apología de la burguesía «nacional», «patriótica», etc., para los cubanos materializada en las vías legales de los PC?

Existe una diferencia clara: para el PC cubano, podía jugar «un papel en la lucha» aquella burguesía que mantuviera relaciones con Cuba; en cambio las que ya habían roto sus relaciones, era una masa de

le obligara a desdecirse de la concepción burguesa que los caracteriza; de acercarse al movimiento guerrillero no controlado por los PC, con la intención de utilizarlo, adormecerlo, aprisionarlo y ahogarlo, por las necesidades políticas de su política, de su política burguesa representada en una economía monoprodutora de azúcar, dependiente del comercio exterior de los EE. UU. un 80 % (mismo porcentaje del que dependería más tarde del comercio exterior «socialista») y de la tecnología y petróleo norteamericano, substituido después por la tecnología y petróleo ruso.

Naturalmente que todo lo expuesto el gobierno cubano lo sabía, de ahí que recurriera a todos los malabarismos para sobrevivir. Fundamentalmente su política se basaba en: las relaciones con el movimiento revolucionario latinoamericano y, la política de colaboración de clase con la burguesía nacional y patriótica. Efectivamente, los guerrilleros cubanos con sus particularidades y todo no podían por menos que desarrollarse y sostenerse en el poder a condición de la ayuda exterior de los países «socialistas». ¿Pero qué otra cosa podía esperarse de la fusión del PSP y del Movimiento 26 de julio, sino la incorporación a la política comunista oficial y el estrangulamiento de la revolución? Por eso al analizar la política del PURS, tanto hacia América Latina en general como hacia el movimiento comunista





El jueves día 26 se ha celebrado la presentación de una exposición de carteles de todas las tendencias políticas y sociales del período de 1931 al 1939, en la que cabe destacar la presencia de los carteles libertarios, por su imaginación, belleza plástica y mensaje ideológico que ofrecen todos ellos. Sobre todo si los comparamos con los de las derechas, tan pobres y desgraciados, que tienen que usar y abusar continuamente del colorido de la bandera nacional y de las arengas «patrióticas» tan manidas como demagógicas. Ha sido notable el contraste de unos y otros carteles por la diferencia de calidad de los mismos, y por que a través de ellos como en cualquier otra manifestación cultural o artística se revela el contenido espiritual y decidido afán de superación de los grupos de derechas y de los de izquierdas, pero sobre todo en el de los del Mo-

Los PC latinoamericanos

oficial, en particular, no podemos dejar de tener en cuenta esta constante de su desarrollo: que la actitud del Estado cubano hacia los movimientos revolucionarios de otros países, no sólo se regula por su política burguesa exterior, sino también por la existencia de un «sistema socialista», con una estrategia política bien definida, fundada en la defensa de la «patria socialista» y el sometimiento de los intereses revolucionarios a los «intereses generales».

En esta circunstancia, el desarrollo de la política seguida por el Estado cubano hacia el comunismo oficial dependía de dos factores fundamentales: uno, la subordinación de Cuba, junto a todos los PC, a la línea trazada por la política exterior de la URSS y, otro, la tentativa propia de Cuba a subordinar a los otros PC próximos a su área, a su política exterior.

Ambos factores se encontraban perfectamente conjugados por la actitud legalista del PC chileno, uruguayo, boliviano, colombiano, brasileño, mexicano, etc. Por su parte la política exterior cubana, que mantenía latentes las relaciones con las burguesías de estos países, encontraba en la política de los Frentes Populares (alianza con la burguesía), la máxima correspondencia e identificación con los PC. Por su parte el PCUS consolidaba su posición en América, ensanchando su esfera de influencia a través de la política exterior cubana orientada en tal dirección por el Estado guía y patrón.

(Continuará)

- (1) II Declaración de La Habana.
- (2) Discurso del 8 de noviembre de 1961 de Fidel Castro: «Un Continente en ebullición» de Blas Roca «Cuba Socialista», pág. 18, tomo 12.
- (3) «Aniversarios de la Revolución», pág. 81.
- (4) «Cuba Socialista» tomo 3, pág. 62-63; Ducoudray Juan «La lucha del pueblo dominicano».
- (5) «Cuba Socialista» tomo 2 pág. 133; «Comunicado conjunto de los partidos comunistas centroamericanos».
- (6) «Cuba Socialista» tomo 11 pág. 116.
- (7) Blas Roca. Ob. citada.
- (8) Corvalán: «Hacia la conquista del poder popular en Chile»; «Cuba socialista», tomo 10, pág. 40.
- (9) Blas Roca, «El XII Congreso del PCU», «Cuba socialista», tomo 12, p. 18.

vimiento Libertario que muestran palpablemente nuestra preocupación por todos los problemas que en el vorágine de aquellos ocho años tenía planteado el Pueblo español, y a los que por medio de la propaganda hemos tratado y seguimos tratando de conseguir mentalizar a los trabajadores y hacerles que se interesen por la solución de sus problemas sin que confíen en que la solución de los mismos les pueda ser ofrecida por arte de magia o por la sapiencia de los santones de todo tiempo.

En nuestros carteles se refleja la necesidad de reformar la educación, la sanidad, la cultura, la solidaridad, y otras muchas cosas que hoy después de cuarenta años siguen constituyendo una constante reivindicación. Y además de todo eso se llama al pueblo a la lucha, a su incorporación a las milicias, se hacen llamadas angustiosas de ayuda al pueblo de Madrid cuando estaba sitiado y bombardeado continuamente, se piden prendas de abrigo para los combatientes y todo esto sin olvidarnos de las colectivizaciones que sobre la marcha de la guerra hacían nuestros compañeros que por su edad no podían estar en los frentes.

Es de agradecer que se celebren exposiciones de esta índole, que gráficamente y sin engaños permitan conocer a los jóvenes y recordar a los viejos, que nuestras razones de hoy son las mismas que existían hace ya tantos años, y esta exposición que nos ocupa en el presente escrito es obra de una Institución privada que se ocupa de la historia de España en el siglo XX, y principalmente de nuestra Guerra Civil, de la que al parecer tienen infinidad de documentos y publicaciones en su local de Barcelona.

Nuestra compañera F. Montseny disertó sobre el tema «Criterio propagandístico del anarquismo durante la guerra», haciéndolo con el lenguaje emotivo y aguerrido que la caracteriza, recibiendo continuamente el fervoroso aplauso del gentío que abarrotaba la sala de conferencias



del Centro Cultural de la Villa, y que, en esta ocasión fue insuficiente para albergar a todos los asistentes, ya que a pesar de tener que utilizarse el suelo para sentarse y de apiñarse por los pasillos y por todas partes aún se quedaron muchísimos sin poder entrar en el recinto.

Un verdadero éxito y una prueba más del poder de convocatoria que tiene el anarquismo en nuestro país. Del público que asistió pude apreciar una gran cantidad de intelectuales y universitarios, artistas, quizá en mayor proporción que otras veces por la índole del tema que se trata

ba. También y como no, allí estaba la familia libertaria, esa familia que existe en todas las latitudes y que no se pierde ninguno de nuestros actos, en los que de vez en cuando notamos ausencias, ya definitivas, y en otras ocasiones encontramos a compañeros a los que no vemos desde hace treinta años, como me sucedió a mí al ver a Angelines Rojo, a la que no había vuelto a ver desde el Consejo de Guerra que nos «juzgaba» en 1949 en Ocaña.

La prensa al día siguiente dio cuenta del acto, y hasta hay un periódico que empieza el comentario con las siguientes palabras, «Federica Montseny estuvo a punto de ser comida a besos ayer por anarquistas de la «vieja guardia». Resaltan también algunas de las frases que pronunció, tales como, «Hay que crear las contingencias para que España haga la revolución que en el 36 no pudo hacer. No basta con una revolución en la calle, hay que hacerla también en las mentes, en las conciencias, y esa será la forma mediante la cual, nacerán hombres libres, no envenenados.» «Operamos siempre sobre una idea central: estimular el sentido de la creatividad en el hombre, la responsabilidad y la solidaridad en la clase trabajadora y hacerla consciente de que era y lo sigue siendo, el factor decisivo para transformar el mundo.»

En fin, actos como este son necesarios y la lástima es que no se celebren con más frecuencia.

Dos días después Federica, visitó el local del Sindicato de Construcción, donde hubo un coloquio que corrió a su cargo, y en el cual fue contestando con la claridad que le dá su experiencia a todas las preguntas que se le hacían, algunas de las cuales por su mordacidad, más que aclaraciones eran dardos envenenados, a los que nuestra compañera con su habitual energía y sinceridad fue dando cumplida respuesta.

Y para terminar no me resta más que agradecer en mi nombre los días que ha dedicado Federica a nuestra ciudad, y desear que se repitan con más frecuencia, sus visitas y sus arengas, ya que de esta manera y no con intrigas es como se hace Organización y se potencian nuestras ideas. ¡Salud Federica!

Nicolás CHOZAS

Madrid a 28 de octubre 1978.



TIEMPOS PRESENTES

¿ CUALES SON NUESTROS PROBLEMAS ?
¿ HASTA CUANDO ?

Hay que reconocer y patentizar, que los compañeros que en España están llevando a cabo la reorganización de la C.N.T. desde la desaparición de Franco, la tarea, ha sido más que ardua, gigante. Por un lado, cuando han comprobado, que la organización confederal se iba estructurando federativamente, que significaba y significa, dar personalidad a la base y por ende, no a los Comités Ejecutivos y líderes; y por otra, le servía de pauta y guía la inspiración anarcosindicalista reflejo de los últimos acuerdos de sus Congresos celebrados, y no se vinculaba a la contemporización con el gobierno, que, por imperativos políticos, sociales o económicos y de colaboración, (según ellos) sostenían los demás sectores políticos y sindicales.

El tiempo transcurrido, y los conflictos entre la patronal y la clase laboriosa, han confirmado, lo que indefectiblemente tenía que producirse: el aislamiento moral y material con todos los demás sectores, proyección ésta, que intentarán ampliarla y desarrollarla, con tal que a la C.N.T. le resten influencia y minimicen los contactos con los medios laborales. Esta labor digna de encomio por ciertos militantes, no es corroborada por otros que se dicen de la C.N.T. o que dicen inspirarse de las ideas anarquistas.

Desde que empezó a aparecer nuestra prensa en España, hemos procurado por todos los medios leerla, y también cooperar económicamente, para conocer el estado general de la Organización y sus problemas, y que pensaban sus militantes. Hemos seguido su desarrollo y hemos hablado y discutido con bastantes compañeros en España. La impresión que saqué, en principio, no fue negativa. En todos vi un afán de revalorizar la Organización, aunque comprobé, que hacían falta muchos contactos entre compañeros, para dirimir y esclarecer ciertos aspectos y opiniones sobre la marcha de la Organización. Pero todo esto pensé, que era cuestión de tiempo y de experiencia en la marcha de la actividad militante; que, al agudizarse los problemas laborales, se irían matizando y cohesionando la organización frente a todos aquellos conflictos, que en aquellos momentos, la organización no podía asumirlos bajo su responsabilidad.

Me he desplazado varias veces a España, he seguido el contacto con varios compañeros, he asistido a asambleas de sindicatos y otras, (las cuatro que se celebraron antes de

nombrar el primer Secretario de la F. L. de Barcelona, 1976) que sin ser numerosos los asistentes la impresión, como todas nuestras cosas, sobre todo en periodo de reorganización, falta de madurez y práctica sindical, hay escollos y prácticas que hay que desterrarlos de nuestros medios. Sigo leyendo la prensa, sobre todo algunos órganos regionales, nacional y de alguna F. Local, es decir, que me intereso como a mi propia salud; no solamente conocer su desenvolvimiento, sino, su estado de salud moral y material, es decir, su cohesión y vertebración.

Y, ahí está el quid de la cuestión. Mientras la mayoría (digo la mayoría) interpreta y sienten la responsabilidad, que cada día más pesa sobre la Organización, por su radio de acción y amplitud; hay una minoría, que sea personalmente o en nombre de ciertos Colectivos o Ateneos, (repite una minoría) que valdría más que se ocuparan de la propia finalidad para que fueron creados, que no de cuestiones de personas y sindicales, que nuestra prensa da cabida y publica, perjudicando más a la causa anarcosindicalista y la C.N.T., que no la prestigian y benefician.

Si nuestra prensa ha de ser el órgano de expresión, divulgación, captación, formación y divulgación de los postulados que informan a la C.N.T. y de cuantos problemas le afectan en el orden colectivo, precisará, que los órganos responsables de su divulgación, analicen y comprendan, que nuestra prensa que es de información general de cuanto le atañe a la organización y al mundo laboral, y porque no decirlo, también afecta a la opinión del país y del extranjero, ya que la prensa debe re-

flejar lo positivo de la organización. Los demás problemas son de orden orgánico y es en su seno que deben resolverse. Así es que, hay que ir superando todas estas anomalías, y de una vez para siempre, por el buen prestigio de la Confederación, suprimir en nuestras publicaciones, todas cuantas sandeces y diatribas se dicen contra compañeros y compañeras que a la mayoría de ellos o ellas nada más conocen de nombre o lo que les han dicho malévolamente, sin conocer sus obras o su actuación pasada y presente.

Se ha de desterrar de nuestra prensa, los prefijos de ex de compañeros o compañeras que siguen en pie y firmes en sus convicciones. ¿Quién de los militantes, de cerca de los sesenta años, que intervino en la lucha contra el fascio en España no es un Ex: ya sea militar, voluntario o movilizado, hubo de todo. En los Municipios, en el Gobierno, en las Colectividades, industrias de guerra, etc., etc. Fueron los imperativos de la lucha y la entrega de la Organización en la misma, lo que determinó, todas cuantas responsabilidades asumimos. Sin embargo, la C.N.T. ni es colaboracionista ni militar. Otros epítetos que suenan mal entre compañeros, que no prestigian al que tal se llama y los emplea; me refiero a lo de «señores y paternalismos». En nuestra casa, no caben los paternalismos ni los hombres superiores; todos somos necesarios y na-

die es imprescindible: de compañero a compañero en la organización y fuera de ella, nunca ha primado la edad o el nombre que haya podido adquirir por sus conocimientos o conducta; por eso predicamos la igualdad; al militante de adquirir la debida personalidad por el estudio y la conducta.

Aún se podrían relatar hechos publicados en nuestra prensa que son de estricto régimen interior, que al darlo a los cuatro vientos, resulta tan impropio como el tirar piedras a su tejado. Ya que se da publicidad a asuntos que deben corregirse y en la mayoría de los casos se agrava en lugar de resolverlo.

Aparte todas esas incidencias que nada nos prestigian, nuestra prensa ha mejorado mucho: y generalmente, hay ciertos debates muy constructivos y buena colaboración. Sin embargo, hay que evitar en lo posible esas lagunas o problemas que es más propio de la interioridad orgánica, que no de debates públicos, puesto que los interesados todos son afiliados a ella, con los mismos derechos y deberes.

Si sabemos superar, todo cuanto de negativo hay en nuestro diario quehacer, y, sin negar la imagen de la C.N.T. de ser una organización de transformación y de lucha, sin aventurismos, plétorica de seriedad y responsabilidad también.

VICENTET

PALABRAS EN LIBERTAD

«La poesía sorprendida» y sus «Heroicos poetas»

En carta enviada en 1946 al poeta chileno Alberto Baeza Flores, residente en aquel entonces en la República Dominicana, donde en colaboración con los poetas Franklin Mises Burgos, Mariano Lebrón Savignon, Freddy Gatón Arce y con el poeta, pintor, y ensayista E. F. Granell, editaba la revista «La Poesía Sorprendida», Juan Ramón Jiménez llamó al grupo reunido alrededor de la publicación, «heroicos poetas», sin exagerar en nada. Bajo una de las más sanguinarias y cavernícolas dictaduras del Continente, dirigida por el tristemente famoso «Chaplitas» Trujillo, a quien sus adictos y lambiscones solían llamar «padre y benefactor de la patria», el grupo de «La Poesía Sorprendida», hacía «poesía con el hombre universal», transformando las páginas de su revista en una tribuna no solo de la poesía, sino de la libertad y de la dignidad humana.

He aquí, que las hojas hoy día amarillentas y hace mucho tiempo agotadas de la revista editada en «Ciudad Trujillo» de 1943 hasta 1947, aparecen de nuevo, esta vez en un grueso tomo que contiene no solo la reimpresión fiel de todos los números de «La Poesía Sorprendida», sino de la revista que el poeta Antonio Fernández Spencer publicó como una prolongación de la primera, llamada «Entre Soledades»; también contiene este bello tomo la reimpresión de las plaquetas de poesía y prosa salidas bajo el pie de imprenta de la revista, firmadas por poetas y escritores como Eugenio Fernández Granell, Jorge Gullén, Manuel Valerio, Aida Cartagena Portalatín, Freddy Gatón Arce (cuyo breve texto de «proso-poesía» titulado «Vlia» no es todavía conocido en el Continente, constituyendo una de las notables

contribuciones a la literatura «parasurrealista de Latinoamérica», así como varios otros.

No cabe duda que la reimpresión de «La Poesía Sorprendida» significa una contribución inestimable para la historia de la poesía de las Américas, y en sus páginas los investigadores encontrarán preciosos textos de los (entonces) jóvenes poetas como José Lezama Lima, Ramón Guirao, Emilio Ballagas, Javier Sologuren, Jorge Carrera Andrade, Eugenio Florit, y tantos otros.

De gran valor para la historia literaria es la parte informativa: crónicas, polémicas, informaciones de carácter bio-bibliográfico, verdadero archivo vivo de la poesía. Pero un hecho que todavía tiene que ser debidamente estudiado, es la presencia de gran número de poetas surrealistas, no sólo del grupo chileno de la «Mandrágora» (hay en este sentido una verdadera «mina» en esta revista, y hay que destacar la presencia del extraordinario Jorge Cáceres, colaborador casi permanente, así como las poesías de Brailio Arenas, Enrique Gómez Correa, Carlos de Rokha, Enrique Rosenblatt, y otros más), sino del Movimiento de Europa, en excelentes traducciones, a veces de valor antológico. Están presentes Georges Henein, Robert Desnos, Charles Vildrac, Pierre Reverdy, Magloire Saint Aude, Antonin Artaud, Jacques Baron, Maxime Alexandre, Maurice Henry, y muchísimos otros, al lado de excelentes poetas colombianos, peruanos, puertorriqueños, brasileños, y naturalmente, dominicanos.

La reedición de «La Poesía Sorprendida» no es solamente una fiesta para la poesía, sino un acto de cultura y civilización.

Stefan BACIU

Carta a un obrero de la UGT

(Viene de la página 8)

biente de agradable y constructiva fraternidad que habrá durado hasta que el diablo del Poder ha agudizado los intereses de partido logrando dividirnos. Esperemos que, como en otras épocas, los más conscientes ugetistas, entre los que tú eres ejemplo, se levantarán en protesta airada contra los abusos de sus mandones.

Sí; estoy de acuerdo ¡como no!, en lo que dices. Sí; desde fuera de España las cosas se ven de distinta manera que desde el interior de ella. Pero el concepto de la decencia humana debe ser constante. Porque está por encima de todo. Incluso de las fronteras. Apartarse de ese concepto de dignidad firmando pactos de consenso es, ni más ni menos, traicionar un pasado que se irguió contra la injusticia y el crimen para ponerse al servicio de los regidores del crimen y de la injusticia.

Estoy persuadido que comprendes mi pensamiento y que conmigo crees que no puede ser trigo limpio eso de poner la nación entre las manos del capitalismo español que, caso agravante, está dirigido por el capitalis-

mo extranjero. Lo que hace grande un pueblo y moralmente fuerte, son los hombres que luchan para que en su seno se pueda vivir en libertad. Una libertad garantizada por la posibilidad de satisfacer las necesidades económicas, culturales e intelectuales en todo orden, abriendo escuelas para que todos puedan hallar el camino para su propia expansión y en bien de la comunidad.

Es lo que propugna la C.N.T. contra viento y marea, frente a la policía de Suárez y los esquirolas salidos de los sindicatos pactistas.

Disculpa, buen amigo, si no he logrado ser breve. Quizá, leyendo estas líneas enrojecidas pensando el mal que en nombre de la U.G.T. se está haciendo a la dignidad del proletariado consciente de España.

¡Ojalá que la reflexión de tus compañeros te devuelva la tranquilidad de espíritu en un arranque de rebeldía que eche al fuego tratos, pactos y consensos de sumisión!

Así lo deseo para bien de todos...
Cordialmente,

Fernando FERRER

Orléans, 6 de octubre. (Fecha simbólica)

UNO, DOS, TRES, SUAREZ AL PODER

TARRASA. — En el marco del Palacio de Congresos de Madrid, y bajo el slogan de «la solución a un reto» el «embrujo» de Suárez jefe del «gobierno de su Majestad» cuajaba un proyecto largamente acariciado: la UCD, engendro de engendros y nido postfranquista de la oligarquía «tecnocrática».

Cobra así cuerpo un embrión que comenzó su desarrollo en la mística electorera del 15 de junio del 77. Suárez que vende imagen y poder en busca de una identidad... las apetencias harían el resto.

Hábil se mostró el muchacho que comenzara en las falanges, y ¡que habilidad es el poder! ni siquiera Areilza que representaba la opción del «derechismo civilizado» (término que aprendimos de Carrillo y la Pirenaica de Praga) pudo con el camisa azul. Compró, vendió, cambió voluntades por dinero y por poder, jugueteó con la «izquierda» jugó al malo en apariencia a la derecha, y mientras tanto llenaba sus propias arcas.

¿Pero existe centro? NO rotundamente, la UCD es el capital, si se quiere incluso, el capital más inteligente, pero el Capital nunca es neutro. La UCD es la opción del Capital para un momento «la democracia». nombres nuevos, caras nuevas, cuentos viejos; revolucionemos todo para esconder la vía de la revolución, este es su papel y ahí centra su acción.

En un contexto pretendidamente democrático ¡a lo alemán!, que mejor opción para el capitalismo que una buena «imagen», una bella cara» y muchos, «muchos votos». No hay opción posible ni duda alguna, los Fraga, Covisa, Piñar, etc., son la segunda línea preparada y a la que siempre... puede echarse mano, de momento con Suárez, Carrillo y Felipe, el Capital tiene bastante.

¿Que mejor jugada puede hacer la burguesía? Suárez que da el pastel, Carrillo y Felipe aguantan la servilleta, este es su éxito, por eso Suárez que es la UCD, la «democracia», el «consenso», la «colaboración», el «entendimiento», la «comprensión», ha

de ser mantenido en su puesto inamovible; un peón hábil del Capital, en medio un juego difícil de pasiones e intereses.

El Capital está contento y no se va a mover cuando todo se les va a las manos, lo que Franco no logró en 40 años, Suárez lo consiguió en cuatro días, «sindicatos» que no son sindicatos «izquierdistas» que no son izquierdistas, «proletarios» que no son proletarios, un mundo en la fan-

tasia y un hecho claro, todos los mercaderes «revolucionarios» en la acción común, arriba el Capital, Estado y sus Instituciones.

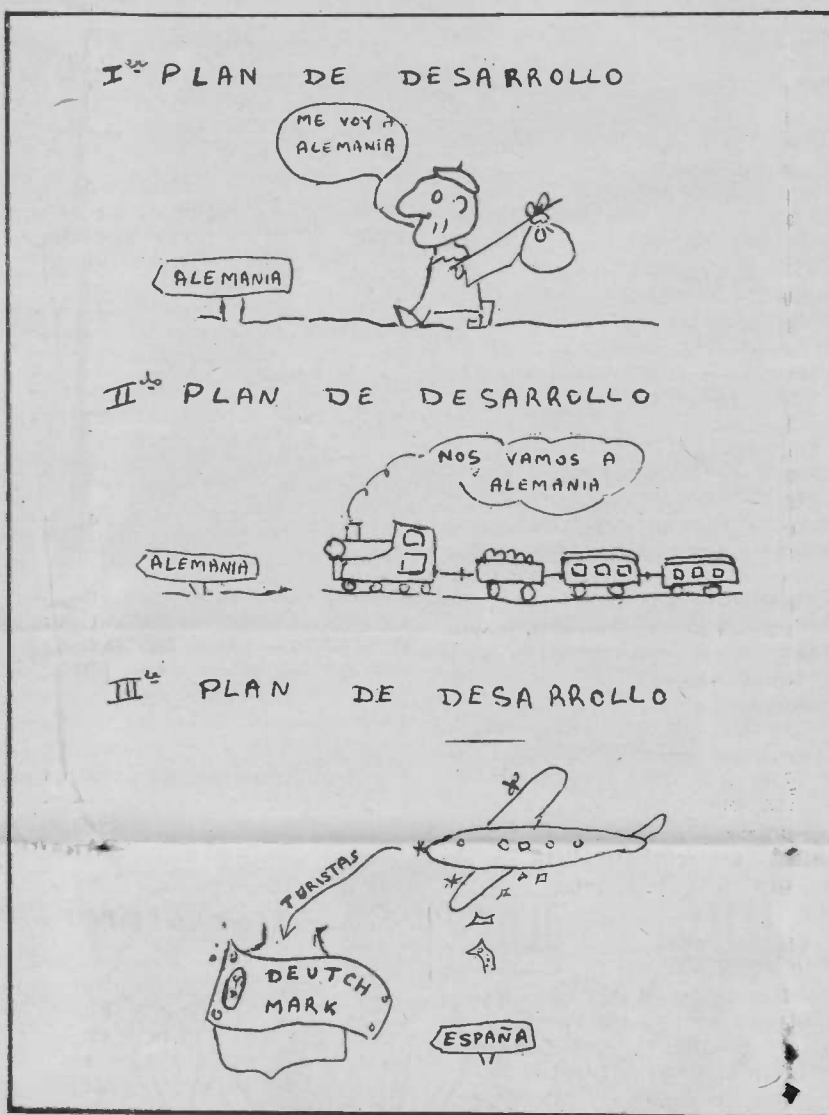
LA CONSTITUCION, LA ALTERNATIVA

Coincide la articulación de UCD, con el aborto «constitutivo» y nada más lógico, Suárez y sus alevines reciben su «alternativa» después de

dar en el ruedo parlamentario y otros campos... la medida de lo que pueden hacer. Quien ofrece más a estas alturas, quien puede dudar de su capacidad de «engañabobos» cuando hasta el otrora «asesino de Paracuellos» — según cuentan — es hoy uno de sus más fieles puntales. La «vanguardia» de la revolución, la «élite» proletaria, el «crisol», de guardia mora de «su Majestad».

Redondear la faena es lo que le queda a hacer, uncir a Felipe (Isidoro en tiempo histórico de revolución) el carro como muletilla, a cambio de tomar parte en la «taquilla» de la plaza, lo que no está lejos de lograr, y entonces, como cuando Franco... «todos en una Unidad de Destino en lo Universal».

F. GARCIA CANO



CALENDARIO

S. I. A.

1979

Solidaridad Internacional Antifascista, Sección Francesa, como todos los años, pone en conocimiento de todas las Secciones, Amigos de S.I.A. y simpatizantes, que el Calendario de S.I.A. para el año 1979, estará pronto confeccionado.

Para este año el tema que desarrolla el Calendario es sobre el terrorismo de Estado desde la antigüedad hasta nuestros días.

Esperamos que los compañeros y amigos que desde tantos años adquieren el Calendario de S.I.A. lo encontrarán de actualidad ya que nunca como ahora el terrorismo de Estado al servicio del capitalismo había adquirido características tan agudas.

Por lo tanto a partir del presente comunicado todos los que lo deseen, como de costumbre, pueden hacer sus pedidos a este Consejo Nacional.

Os recomendamos, pues, que nos hagais los pedidos lo antes posible para darnos facilidad en los envíos.

NECROLOGICAS

FERMIN TEJEDOR

El día 7 de octubre de 1978, murió Fermín Tejedor. La Comarca de Valderrobres, ha perdido uno de los mejores militantes. Este compañero y amigo, nació en Becelte (Teruel), toda su vida y todos sus desvelos consistieron en luchar por la libertad del hombre y emancipación de la clase trabajadora.

El era en nuestra comarca, y entre los trabajadores de su generación, uno de los más cultivados, cultura adquirida por él mismo, era, como podríamos decir, un auténtico autodidacta. Todo cuanto sabía y podía, lo puso siempre al servicio de los desheredados. Si fuéramos analizando el curso de su vida, muchas cosas podríamos decir de todas sus actividades, desde su juventud hasta su muerte. Nos limitaremos a ciertos casos dignos de mención.

Al estallar la sublevación militar-fascista en 1936, él como tantos otros, se puso al frente de grandes responsabilidades como podía y sabía. Como era un hombre pacífico por excelencia, nunca participó en acciones bélicas. Pero era un buen organizador de la economía y por consiguiente, del trabajo. El fue uno de los que más hicieron por la Colectivización y mantenimiento de éstas. Una vez organizadas las Colectividades en el Aragón libre, se le nombró delegado de abastecimiento de la Comarca de Valderrobres, estuvo siempre, hasta que fueron asaltadas, al frente de la Cooperativa Comarcal. Más tarde, al perder Ara-

gón primero y resto de España después, emigró junto con la inmensidad de antifascistas, hacia la Francia de los derechos del hombre. Derechos que siempre no fueron respetados, sobre todo, para los mal considerados refugiados españoles en 1939.

En el largo camino de la vida, todos tenemos nuestro bueno y malo, nuestras dulzuras y amarguras, pero Fermín Tejedor «Ferminet», más cosechó de malo que de bueno. Un hombre como él, no merecía los sufrimientos morales ni corporales que se le infligieron en ciertos momentos. Y, ¿por qué? Pues por una especie de insensatez por unos e incomprensión de muchos. El no fue solamente víctima de las leyes y nacionalismos de Estado, sino también de la ingratitud humana.

En el Cementerio de Cugnaux cerca de Toulouse, se le dio sepultura, además de familiares venidos de varios lugares de España y Francia, acudieron una infinidad de compañeros y amigos. El compañero López, pronunció unas palabras muy sentidas como despidió hacia el finado. En nombre de los amigos y compañeros de la Comarca de Valderrobres, transmito, a su compañera y familiares, nuestro más sentido pésame. Deseando, compañero Fermín, que la tierra te sea leve.

Por el Comité Comarcal de Valderrobres, Joaquín Monreal.

ALEJANDRO GARCIA

Uno más era nuestro buen compañero Alejandro; uno de aquellos militantes que desde sus orígenes vivió una existencia de trabajo y de actividad militante, bien que a través de ella se distinguió en la responsabilidad y en la modestia incluso de alto nivel orgánico.

Originario de Mazarrón y emigrante joven a la Cataluña promisor, para la juventud proletaria oriunda de las zonas desfavorecidas, ancló en Hospitalet (la Torrasa), donde trabajó profesionalmente como barbero y ya, en su lugar de trabajo y a través de la vorágine libertaria de fines de los años 20 y los años 30, hasta el final de nuestra gesta revolucionaria, estuvo siempre presente en todos los actos propios del militante y del lugar de residencia y trabajo; «su» barbería podría escribir anécdotas de toda suerte, pues allí todos encontraban su mano solidaria y su sonrisa socarrosa cuando necesitaban huir, u ocultar aquello que comprometía su libertad y su seguridad.

De una entrega absolutamente desinteresada no podía llegar más allá de la puesta a disposición de la colectividad aquello que era la base de su sustento; era un colectivista antes de la hora juliana de 1936.

Y después fue el exilio, sólo y con el gravamen sentimental de haber dejado en la Torrasa a su compañera Ginesa y sus dos hijos pequeños (Fernando y Pepita) quienes tras largos años de separación se reunieron con él en Toulouse.

Mientras tanto, en Francia y en particular en la región de Orléans, continuó

militando activamente; los Plenos de Regionales confederales y específicos de los años 40, hasta que fue delegado a Toulouse, saben de su presencia permanente representando a aquella región. Y, en Toulouse, en misión de carácter general de máxima responsabilidad y representación, fue el militante determinado y discreto. Los Comités de Defensa, de la C.N.T. y de la Especifica en particular supieron y deben saber de su entereza y dignidad.

Como tiene su fin toda presencia personal, en misiones representativas, hubo de darse a la actividad modesta y básica, modesta y discretamente hasta hacerse ignorado; al morir y ser sepultados sus restos... discretamente, en íntima familiaridad, lo acompañamos a su última morada unos cuantos amigos y sus familiares de aquí, más los provenientes de España.

El acto civil que dio fin a su existencia física fue tan sencillo como el modesto homenaje que un compañero quiso tributarle verbalmente, testimoniando así un sentimiento de solidaridad para con sus familiares, al mismo tiempo que expresaba un pesar ambiental debido a ciertas ausencias.

No obstante, y ciertamente, quienes en verdad lo conocimos y quisimos, bien que ignorantes sin duda del fin de nuestro amigo y compañero Alejandro García, encontraréis en estas líneas la expresión de nuestra comunidad de sentimientos fraternales por tan sensible pérdida.

Secretariado de la F. Local de Colomiers.

CARTA A UN OBRERO DE LA U. G. T.

(Continuación)

CONSENSO Y TRAICION

Observando la actualidad político-social española hemos podido recoger numerosas declaraciones de estadistas y jefes políticos y sindicales de la llamada izquierda «posibilista». De todos ellos los partidos comunista y socialista con la UGT y CC OO muestran paradójicamente ser los más furibundos defensores del actual gobierno español, precisamente por ese acuerdo tácito del posibilismo que los ata todos ellos a la cadena que se llama consenso, palabra que en el contexto actual debe acompañarse del adjetivo: **sumiso**. Es decir: el de la izquierda española es un **consenso de sumisión** a los intereses gubernamentales y del capitalismo.

Los dos partidos citados, arrebujados entre las mantas suaves y tibias de los millones de rublos y francos franceses uno, y por los millones de pesetas «made in Deutschland» los otros, han perdido hasta la más remota noción de decencia. Si para los primeros esta es una palabra sin sentido desde hace tiempo, la actitud de los otros permite decirles la misma cosa. Recuerda a D. Fernando de los Ríos y su obra: «El sentido humanista del Socialismo». ¡En qué postura le dejan sus herederos! ¡Cómo ensucian las siguientes palabras del abuelo Pablo Iglesias! Permite, buen amigo, que te las copie: Y no veas en mí más indignación que la que forzosamente ha de ser la tuya haciendo comparaciones. Decía así: «Mi parecer es que ni los socialistas pueden aceptar cargo alguno de ningún gobierno burgués, ni el P.S. autorizar la presencia de uno o varios de sus miembros en gobiernos que tienen por misión defender el régimen del salario. Los socialistas no deben ir al Poder a hacer cumplir leyes hechas por la clase trabajadora para mantener en la esclavitud, en la miseria y en la ignorancia a los productores; deben ir tan sólo a anular todos, absolutamente todos los privilegios capitalistas.» A estas palabras podríamos añadir otras tantas afirmaciones que han marcado la pauta a seguir para el P.S. y la U.G.T., pronunciadas en el exilio por Indalecio Prieto y Largo Caballero — para no nombrar a más —, que evocaban tantos y tantos miles de ugetistas y de socialistas muertos contra el fascismo y en cuya memoria se debía erradicar todo vestigio franquista.

Pienso que, como yo, también tú, que eres sincero y no has perdido la noción de la decencia, sabes que si levantarán hoy la cabeza quedarían avergonzados de sus sucesores. No es la pena, compréndelo bien, que abramos archivos para hacer comparaciones.

El número cada día más elevado de obreros detenidos, encarcelados y apaleados por querer usar del inalienable derecho de pedir mejores condiciones de vida recuerda la represión franquista. Como la recuerda la impunidad acordada a las ejecuciones sumarias, perpetradas contra los obreros cenetistas... Cabe preguntarse: ¿qué pensar de la ampliación de poderes otorgados al capitalismo y al empresariado cuyas consecuencias se traducen por la expulsión-pura y simple de los obreros cuya presencia les es ingrata? ¡Cuántas preguntas podemos hacernos, querido amigo! ¡Cuántas dudas levanta en nuestras mentes la actitud de los actuales jefes del P.S. y de la

U.G.T.! Todo hace reflexionar sobre los motivos de tal decadencia que les arrastra hasta el punto de convertir la U.G.T. en auténtica sindical de esquirols y rompe-huelgas. ¿Han olvidado acaso las tres letras: UHP? ¡Unios, hermanos proletarios! que llevaban bien altas en la Asturias del 34 y en toda la España del 36?

Nos dicen que hay que velar para que el consenso ¡dichoso consenso!, no se rompa, porque su ruptura provocaría un golpe de Estado fascista o algo por el estilo. Pero esto es otro sofisma. De producirse el caso citado (que no creo probable) todos deberíamos entonces poner en juego las propias facultades de oposición. Y, como siempre, frente al enemigo nos encontraríamos nosotros y los que como tú, no hemos pactado nunca con él, porque las facultades de firme oposición de los citados partidos están bien dormidas. Además, los que acarician veleidades de subversión también duermen tranquilamente porque saben que los mismos que teóricamente deberían oponerse garantizan sus privilegios gracias, precisamente, al desgraciado consenso que en realidad es una traición a todas las aspiraciones democráticas españolas.

Esos partidos de izquierda ofrecen la paradoja de haber declamado durante 40 años contra una dictadura para hacerse cómplices, moral y fi-



sicamente, de los herederos directos de aquella. Se combatió la dictadura mientras vivió Franco. A su muerte la apuntalan aportando a las instancias monárquico-falangistas, mucho más que el apoyo indispensable para evitar su dislocación. Dime ¿crees noble esta actitud en unos hombres que dicen representar el sindicalismo y las izquierdas que se titulan de avanzada social?

Creo que el margen de tiempo que media desde la muerte de Franco hasta ahora es suficiente para que todos los que hemos observado las posturas de los jefes correspondientes nos demos cuenta de varias cosas que yo sé que no te han pasado desapercibidas. En España los fascistas reúnen hoy todos los grupos y fuerzas de la reacción extrema que están siempre de acuerdo entre ellas para defender sus intereses, — siempre opuestos, claro está, a los del mundo laboral y de avanzada con o sin etiqueta — y asistidos por la Iglesia y los mandos represivos que quie-

ren que España continúe siendo su feudo.

La U.C.D., con diferente etiqueta, defiende los mismos intereses que los otros. En lo que se diferencian es en que aquellos no tienen — por conocido —, necesidad de esconder su juego como lo esconden éstos. Más taimados y maquiavélicos procuran comprometer a todo quisque que muestre deseos de prebendas estatales, entre los que no faltan los socialistas y ugetistas que se muestran sensibles a la aserción secular de Quevedo: «...buen caballero es D. Dinero...»

Esa izquierda, o que así se denomina, no es tal. ¡Es ambidextra! Y explota el «coco» de las circunstancias para hacer temblar de miedo hasta el copón, imitando a Dehora y auspicando desgracias inmensas como no se la siga a pies juntillas.

Hace casi dos años el capital y el gobierno español obtuvieron, como piensan obtenerla de nuevo, la firma de los jefes sindicalistas aprobando el conjunto de convenios para los próximos años.

Es difícil que los obreros conscientes puedan hallar mejor experiencia y más contundentes hechos contra

estoy pensando que contrariamente a lo que dices — y yo adivino que lo dices sin convicción — no se trata de constatar si los que critican hoy actitudes y posturas, por lo menos indecentes, de individuos de izquierda fueron ayer y continúan siéndolo, peores que los otros. Nosotros ya los hemos juzgado en un juicio que nos une a los dos y que consiste en no prestarles más atención que el desprecio que se merecen. De lo que sí se trata es de dar fuertes aldabonazos sobre las mentes obreras para despertarlas del letargo político-social a que les ha sometido 40 años de dictadura. Se trata también de hacer repercutir estos aldabonazos en la conciencia de quienes, de forma indelicada, se confieren el derecho de representar las capas laborales sin haberlas consultado sobre qué bases, hacia qué finalidades y con qué medios debían hacerlo y firmar alegremente en su nombre cometiendo el delito de abuso de confianza. Se trata de decirles que tal abuso no puede aceptarse. Que no era la pena de estarnos 40 años esperando y laborando para obtener la libertad y que, en el momento oportuno para lograrla, se afianzaran las mismas leyes y procedimientos dictatoriales anteriores, con la agravante que son esos mismos jefes de izquierda los que dan el visto bueno, ayudando además a volcar las armas dictatoriales contra la fracción obrera que en España ha mostrado durante los últimos cien años y más que ninguna otra, la noción más clara y propósitos mejor definidos de lo que debe ser el sindicalismo obrero consciente.

Tú sabes, mi buen amigo ugetista, que ese sector es el anarcosindicalismo, del que en dos palabras diré, no para tí, que nos conoces, sino para los que nos ignoran, que nuestro sindicalismo es absolutamente independiente del Estado y de los partidos políticos. Lucha para obtener ventajas económicas a corto plazo y desarrolla simultáneamente su actividad hacia objetivos culturales, sanitarios, de solaz, etc., etc., y, en fin, la previsión para un porvenir que siempre procuramos sea lo menos lejano posible, de la dislocación del Estado, de cualquiera forma de Estado, haciendo en modo que la sociedad tome conciencia de su valer humano y proceda a la anulación de todos los estamentos que la aprisionan en todos los sentidos. Queremos que el individuo se sienta feliz viviendo un ambiente del que hayan desaparecido las innobles intrigas para la obtención del Poder. Innobles porque de ellas son siempre víctimas las capas inocentes. Innobles porque empujan los hombres a cometer cualquiera acción baja hasta sacrificar a sus semejantes para el propio encumbramiento.

Cuando se debatía, para confirmarse, la integridad revolucionaria española frente al fascismo internacional, la UGT estuvo al lado de los anarcosindicalistas. Aquellas experiencias hicieron comprender a densos grupos y también individualidades de gran importancia en su seno, que en no pocas ocasiones habían cometido el error de desconsiderar a la C.N.T. La colaboración facilitada por las circunstancias creó un am-

ANARCOSINDICALISMO Y HONESTIDAD

Volviendo al inicio de esta carta

(Sigue en la página 6)

3428



EL COMBATE SINDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

LA FEDERACION DE CAMPESINOS EXPLICA LOS MECANISMOS DE LA MISERIA Y LA CORRUPCION POLITICA

Los trabajadores, a la cárcel, los «liberados», a vivir del cuento

OSUNA. — Contra la explotación capitalista, contra las burocracias políticas, los trabajadores reclaman cosas elementalmente justas: restituir la propiedad a los hombres que la trabajan y en ella se dejan la vida. Los trabajadores del campo, en Osuna, como en otros pueblos de Andalucía, sostienen la defensa de sus derechos denunciando con su acción directa y su solidaridad la corrupción y la injusticia amparada por los partidos y «sindicatos».

Los días 12 y 13 de julio pasado, los campesinos de Osuna se tiraron a la calle para tomar las tierras que son suyas y los explotadores roban con la fuerza de sus pistolas. Los trabajadores defendían la toma de la tierra hasta ser escuchados.

Algunos «líderes obreros», que viven del cuento parlamentario, a costa de los trabajadores, explotaron las acciones de los trabajadores encarcelados. La Federación de Campesinos de la C.N.T. de Osuna hizo este análisis de aquellas jornadas:

ALARDE DE OPORTUNISMO

El día anterior a la huelga convocada por el SOC se repartieron panfletos por los distintos pueblos en los que se pretendía informar a los trabajadores de dicha huelga. En Osuna se repartieron también casa por casa unos panfletos sobre la ocupación de las casas de protección oficial que se habían dado, donde se hacía mención al ya profundo sentir de los jornaleros sobre la toma de tierras.

Al siguiente día, primero de la huelga, desde primeras horas de la mañana se presentaron en Osuna trabajadores de los distintos pueblos de la comarca y en su mayoría afiliados al SOC, con los dirigentes principales del sindicato, entre ellos

Francisco Casero. A las 10 de la mañana se efectuó una Asamblea en el pueblo, después se encaminaron hacia las fincas de Bocatinaja y Aparicio ya huadas a 11 kms. de Osuna que había sido tomada por algunos trabajadores disponiéndose de inmediato a las tareas de tala y limpieza de los olivos que llevaban varios años sin cultivar. Más tarde se personaron en el lugar casi todo el pueblo de Marinaleda.

Cuando todo esto sucedía, un partido que reclama para sí el nombre de partido de los trabajadores y único defensor de sus intereses empezaba a hacer uno de los mayores alarides de oportunismo político para apuntarse el tanto a su favor y por lo tanto a los intereses de poder de una vanguardia partidista y total-

mente burocratizada ajena a la clase obrera.

Hacia las 12 de la mañana se personaron varios coches de la Guardia Civil y dan orden de desalojar las fincas. Los jornaleros responden que no están dispuestos a abandonar su actitud en tanto no se les escuche.

Por la tarde en Osuna se celebra una Asamblea en la que se puso de manifiesto las razones oportunistas que empujaba al PT a apoyar estas luchas con el interés de sustituir a los trabajadores que fueron los verdaderos protagonistas de la ocupación.

Aquella noche varios grupos de trabajadores quedan en hacer piquetes hasta lograr el paro total. Se lan-

zó otro panfleto informando a todo el pueblo de los hechos ocurridos en el día porque la confusión era grande.

EMPIEZA LA FARSA

En esa primera tarde se personó en las tierras tomadas por los jornaleros el Secretario General del PT D. Eladio García Castro, llevando consigo, como «cualquier artista o cantante sus equipos de fotógrafos y periodistas para sacarse fotos de «verdadero revolucionario» por diez minutos, ¡claro! y marcharse luego

(Pasa a la página 2)

“Iban de pueblo en pueblo, con megáfonos, desconvocando las luchas”.
“...los hombres honrados que estaban entre barrotes empezaron a denunciar el tinglado publicitario...”
«Quieren sillones para sus tinglados oportunistas a costa de los trabajadores que seguimos sufriendo la explotación y la miseria».

¿ CONSTITUCION ?

Para la Confederación Nacional del Trabajo que lucha por una sociedad igualitaria y por lo tanto está en contra de la explotación a la cual estamos sometidos, no le cabe aceptar esas reglas de juego. Para manifestar esa rotunda repulsa solo cabe el BOICOT AL REFERENDUM. ¡ NO VOTAR !

De un panfleto de CNT profusamente repartido en París

LE COMBAT SYNDICALISTE

ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00
Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.	

TURRONES

como todos los años pro-compañeros ancianos necesitados:

Jijona, pastilla 400 g.	14 00
Alicante, id.	14 00
Mazapán, id	12 00
Yema, id	12 00
Cofres, 1.200 grs.	55 00

Nota: Habiendo en los cofres aumentado el peso de turrón, en una tercera parte, pero de ese hecho también aumentado el precio sensiblemente, rogamos se nos hagan los pedidos para saber a que atenemos.

F. L. DE MARSELLA

La F. Local de Marsella comunica a todos sus afiliados, que el día 3 de di-

COMUNICADOS

ciembre tendrá lugar una asamblea general en su local social, rue Pavillon n° 12, a las 9,30 de la mañana, donde ningún compañero debe faltar por su importancia especial.

COMISION DE RELACIONES NUCLEO DEL ARIEGE

Con el fin de poder completar el Archivo del A.B.I.C. (Biblioteca) del Núcleo del Ariège, nos faltan los números 136, 141 y 298 del semanario «Espoir». Se ruega a quien pudiera facilitarlos lo comunique al Secretario de Cultura y Propaganda del Núcleo, compañero GIL José, 15, rue Corps-Franc-Pomié, 09100 Pamiers.

LA REDACCION A LOS COLABORADORES

En adelante y hasta nuevo aviso, para facilitar la labor de esta Redacción, deben mandarse los trabajos, notas y avisos a la dirección siguiente: Imprimerie des Gondoles (Pour «Combat Syndicaliste»), 4 et 6, rue Chevreul, 94600 Choisy-le-Roi (France).

NOTA DE ADMINISTRACION

Con el fin de poder zanjar administrativamente la partida Tómbola, rogamos a cuantos no hayan hecho efectivos los boletos recibidos, lo hagan lo antes posible.

Igual decimos para los suscriptores de COMBAT SYNDICALISTE, que no hayan abonado el 1er semestre, o sea hasta el 30-VI-78.

Servicio de Librería. — Agradeceremos el pago de los envíos pendientes.

COMMUNIQUE

Pour entrer en contact directement avec les camarades de langue étrangère, nous sommes un certain nombre de compagnons anarchistes qui avons appris l'Espéranto.

Tous les militants que le sujet intéresse peuvent soit contacter les groupes locaux de SAT-Amikaro, soit s'inscrire à un cours par correspondance.

Adresse : SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

NECROLOGICA

PAULETTE ARDEVOL

Ha muerto la compañera Paulette Ardevol después de largos años de sufrimiento de ese mal que a pocos perdona.

La compañera Paulette formaba parte de la Junta de esta Federación Local y era querida y apreciada por todos.

Su compañero Ardevol es bien conocido en el Sindicato Ferroviario, tanto en el exilio como en la región catalana de donde procedía.

Al entierro civil asistieron todos los compañeros de la Local y de las Locales cercanas así como una parte importante de los habitantes de la localidad.

Al compañero Ardevol y familia hacemos presente nuestro más sentido pésame.

Que la tierra te sea leve compañera Paulette.

Fed. Local de Labastide Rr.

LOS TRABAJADORES, A LA CARCEL; LOS «LIBERADOS» A VIVIR DEL CUENTO

(Viene de la página 1)

a su charla y su demagogia de «responsable de la ocupación».

Algunos de los que estábamos en la ocupación nos dábamos cuenta, del engaño y el montaje que estaba haciendo el PT por su parte con el nombre de PTA que suena más andaluz y dando a los cuatro vientos el protagonismo del SAT, nueva correa de transmisión del partido, con el interés de servirse de las ocupaciones de tierras para entrar en la Junta de Andalucía.

Al día siguiente salieron piquetes en Osuna mientras que los jornaleros habían pasado la noche en las tierras ocupadas. A las diez de la mañana son detenidos diez obreros por hacer piquetes. Otros pueblos como Marinaleda, Martín de la Jara estaban también completamente parados. Mientras tanto D. Eladio García Castro hacía rueda de prensa en Sevilla y se ponía como máximo responsable de las ocupaciones y se preparaba su encierro «simbólico» hecho por el Gobernador Civil y su consiguiente bombo político que era por lo visto lo importante.

Hacia la una del mediodía ponen en libertad a los diez detenidos menos al Presidente del SOC de Osuna que pasa a prestar declaración al Juzgado y luego lo sueltan.

La prensa burguesa declara los hechos de desestabilizadores de la democracia y del Estado, pues además no estaban apoyados por las fuerzas sindicales mayoritarias que a su vez denunciaban como hechos terroristas las ocupaciones de tierras, y a la vez iban de pueblo en pueblo con megafónos desconvocando las luchas.

Hacia las ocho de la tarde se convoca en las fincas una asamblea y una rueda de prensa. Media hora más tarde era vergonzoso ver casi completo el comité ejecutivo del PTE ordenando a los jornaleros que se sentaran para escuchar a estos líderes natos, líderes que lo son por las hazañas no suyas, sino de la clase obrera a la que utilizan tantas veces para sus fines, y a los que les soltaron un mitin, que no asamblea, mientras tanto íbamos viendo como llegaban unos sesenta números de la Guardia Civil. Unos 15 números de este cuerpo represivo empezaron a

subir por la ladera del monte con el fusil en la mano, los primeros con pelotas de goma y otros detrás con las balas en la recámara.

Algunos intentamos decir que la Guardia Civil venía monte arriba a lo que contestaron los líderes que calma y tranquilidad y que siguiéramos escuchando el mitin de nuestros «salvadores», los «dirigentes» de la clase obrera.

SUBEN LOS CIVILES

Los demás civiles empiezan a subir por el otro lado del monte, mientras que el capitán y otros números desalojan un chozajo que había abajo y donde se encontraban algunas mujeres y niños metiéndolos en un coche y dirigiéndose a nosotros nos ordenan desalojar el monte inmediatamente y sin condiciones ninguna. Todos sabíamos lo que se podía armar unos segundos más tarde.

Cuando la gente se disponía a bajar la Guardia Civil irrumpió dando culatazos y haciendo rodar a los trabajadores monte abajo que gritaban en contra de los civiles. Hubo algunos heridos y bastantes lesionados.

Ante esto fueron detenidos Paco Casero, José Antonio Gutiérrez, Juan Manuel Gordillo y Pepe «El Taranto», el primero Secretario General del SAT y presidente, los demás de los pueblos de Osuna, Marinaleda y Morón de la Frontera, mientras que Jerónimo Llorente, Secretario general de la CSUT pedía a voces que a él también se lo llevaran detenido con la idea clara de que otro líder del PTE sonara en la prensa.

LA GENTE, A LA CALLE

Después de esto hubo en Osuna una asamblea en la que se informó de los hechos a más de 1.000 personas que acudieron a la plaza del pueblo y se organiza una manifestación donde de nuevo el PTE intenta manejarla con gritos moderados, sólo que esta vez la gente no hizo caso de ellos y en vez de obedecer sumisamente, gritó lo que quiso y sentía con frases duras hacia el gobierno, la fuerzas represivas, pidiendo su disolución, y otras por el estilo, mientras que los hombres del PTE, trataban de no permitir aquello, y cuando empezaba a verse en Osuna

el verdadero «poder popular» las consignas partidistas apagaron aquella iniciativa de los trabajadores, porque según ellos el pueblo se había excedido en su lucha por romper cristales de un local, cita de reunión de los fascistas del pueblo, y llaman a disolver la manifestación.

Disuelta la manifestación algunos de los que allí estábamos vimos claramente como Jerónimo Llorente, de la CSUT hablaba con los medios de información con frases como «Me habéis sacado a mí y a Isidoro Moreno... Hablad primero de Eladio...» y otras, mientras que los trabajadores que habían estado dos días en las tierras eran silenciados por la radio y los periódicos que seguían apuntando como únicos responsables de la toma de tierras a D. Eladio García Castro y su partido.

A la vez, los demás hombres honrados y de base que fueron encarcelados empezaban a denunciar entre barrotos todo el tinglado publicitario y extraño a los jornaleros. Mientras que en los pueblos de Marinaleda y Osuna respondían los trabajadores a las detenciones de estos hombres, convocando paro general indefinido hasta su puesta en libertad, y de otra parte denunciaban públicamente en manifestación y asamblea la actitud del PTE ante sus luchas.

MISERIA DE LA POLITICA

Al siguiente día por la mañana se hicieron algunos piquetes y después de un incidente tras coger un Guardia Civil a uno de los jornaleros y ser desarmado dicho guardia por la gente que presencia el hecho mientras que el compañero escapaba a su detención, hacia el mediodía el paro era total. Por la tarde se hizo una Asamblea donde se informó de la puesta en libertad de los detenidos y en la que los trabajadores denunciaron el protagonismo que arrebatándoles a ellos se atribuía el PTE.

Al día siguiente, después de hacer declaraciones en el Juzgado todos los detenidos, hicieron una asamblea en la plaza del pueblo y donde momentos antes se habían desplegado varios coches con banderas que aclamaban al partido, a lo que muchos trabajadores respondieron abucheándolos y gritando que qué coño hacían allí si ellos no habían hecho nada en las ocupaciones.

Con esto acabó el montaje del PTE a nivel de los medios de difusión que era una victoria porque habían conseguido entrar en la Junta de Andalucía. Con esto recibimos una lección todos los trabajadores que seguimos sufriendo la explotación y la miseria, para que encima oportunistas como estos partidos vengan a sacar de nuestra lucha los sillones que necesitan para sentarse en la Junta de Andalucía que para ellos era lo importante y no el significado que para todos los jornaleros tiene la aspiración a conseguir la tierra que trabaja.

Todos los trabajadores debemos aprender de estos hechos y darnos cuenta de que los partidos políticos llegan a olvidarse de nuestros intereses y entendamos de una vez, que nosotros no necesitamos de gente lista que nos digan qué tenemos que hacer, sino que si nos unimos podemos demostrarles a todos esos partidos que somos capaces de construir una organización propia dentro de los trabajadores, que hoy es más necesaria que nunca, en la que se elimine los políticos de oficio y las camarillas de burócratas y sustituir las por la participación y la acción directa en las Asambleas de todos los trabajadores nombrando cuando sea preciso delegados de Asamblea revocables en todo momento.

MAÑANA, LA AUTOGESTION

Por eso llamamos desde aquí a todos los trabajadores para hacer entre todos la unidad de la clase obrera desde abajo, desde nuestras luchas y problemas comunes y no como demagógicamente muchos tratan de conseguirla en torno a su partido y sobre ellos mismos.

Nosotros así lo consideramos, por ello sin considerarnos poseedores de la verdad y abiertos a la discusión y al dialogo con todos los trabajadores proponemos que la liberación total de los explotados pasa por la Asamblea, la autonomía y la autogestión como alternativa al capital, a la burguesía y a los socialismos y comunismos reaccionarios, ya que la liberación de los trabajadores será obra de ellos mismos o no lo será nunca.

Federación de Campesinos C.N.T. de Osuna.

BARBARIE CON ROSTRO AGRICOLA LOS VAMPIROS TIENEN CUERPO HUMANO EN ANDALUCIA

SEVILLA. — El paro de los trabajadores del campo hace estragos. La Patronal impone sus jornales de miseria. Los «sindicatos» venden carne de trabajador para ganar dinero y manejos políticos. Los emigrantes vuelven de Europa porque Alemania y Francia los echan de mala manera. Los precios suben. La explotación se agrava y criminaliza las relaciones laborales.

En junio, julio, agosto, septiembre, octubre, los campesinos de Andalucía han sostenido una batalla muy dura contra la barbarie de la patronal y los «sindicatos». En Osuna, antiguos afiliados al Sindicato de obreros del campo (SOC) controlado por el PTE (financiado por la embajada China, colaboradora directa de los

regimenes fascio-militares de Argentina, Chile, Irán), han denunciado la corrupción y manejos de tal «sindicato», pasándose en bloque a la Federación de Campesinos de la CNT.

Escribe un periódico conservador, «El País» (23-X-78):

«Varios centenares de afiliados al Sindicato de Obreros del Campo (CSUT) de la localidad sevillana de Osuna se han integrado en la Federación de Campesinos de la CNT en protesta por lo que consideran excesiva subordinación del mismo a las directrices políticas del PTE.

Los jornaleros que han cambiado de sindicato (350, según la propia CNT) venían manteniendo posiciones enfrentadas con la dirección de la CSUT desde años atrás. La huelga



de la aceituna de verdeo contribuyó a aumentar las divergencias, que llegarían a su culminación durante las jornadas de lucha decretadas por la CSUT en julio pasado, en las que doscientos obreros agrícolas ocuparon una finca en el término municipal de Osuna. «Nos dijeron que la ocupación era para acabar con el paro y quedarnos con la tierra y luego nos encontramos con que era una acción simbólica y de propaganda del PTE.»

Esta es la situación tal como la cuenta la prensa conservadora. La otra cara de la moneda es menos «administrativa» y más siniestra: paro forzoso, sueldos de miseria, inseguridad social absoluta, explotación criminal, latifundios de ricachones, millones y millones desperdiciados en corrupción administrativa y mala utilización de la tierra.

Los campesinos de Andalucía no ven otra solución: «acabar con la explotación», «la tierra para el que la trabaja», «abajo la nueva policía de los partidos».

Contra ellos: la Guardia Civil y su brutalidad, los partidos políticos y la brutalidad (no menos criminal) de su publicidad de vampiros que comercian con carne humana. Los señoritos acumulan capital en sus cortijos. Los partidos acumulan miserabilismo social. Todos son carne del mismo cañón. Y los campesinos quieren justicia, libertad, igualdad, fraternidad. Y sólo se les da mentiras, corrupción, trapicheos, multiplicando la injusticia y la brutalidad. Por eso los campesinos se tiran a la calle en busca de pan y justicia.

**“ Abajo la nueva policía de los partidos...”
Latifundios y políticos : carne del mismo cañón
contra los trabajadores.**

RIPIOS

LA INTELIGENCIA DE LOS HIJOS

«Tierra y Libertad» de México, publicó hace ya varios años la famosa carta que Santiago «el caballo de espadas» Carrillo, escribió a su padre renegando su paternidad, por su conducta política.

¡Pobre Don Wenceslao! Si hubiera salido de su tumba y hubiese visto su hijo besar la mano de Sofia, se hubiera vuelto a su sepultura, prefiriendo morir de nuevo, para no ver las reverencias y las filigranas que el «dider» hace por mantenerse en el equilibrio monárquico.

DEL PACTO Y PACTANTES DE LA MONCLOA

El diputado socialista, Sr. Luis Solana denunciaba ante la Comisión de Hacienda del Congreso, que habían salido ilegalmente, más de cuatro millones de dólares de España, en dirección de las Bancas suizas, por el canal de sociedades de exportación ficticias. Dice que hay en Suiza, cerca del 60 % de reservas limpias de divisas de España.

Debido a la crisis económica que dicen que azota a los países industriales, aprovechando de una situa-

ción confusa, hicieron creer que el canal estaba seco, y a través de la elaboración del Pacto de La Moncloa querían fomentar la austeridad creando una estabilidad social y económica, limitando, sobre todo las aspiraciones de los trabajadores. En conclusión, estos convenios se elaboran con toda pomposidad política, para frenar las necesidades reivindicativas, mientras el canal funciona, llevándose el beneficio del esfuerzo, hacia los confines de la bella Helvetia, para que sean depositados en los museos bancarios del capitalismo. El provecho es una cosa, la política es otra, las divisas lo justifican.

DE LA FAMA

Una muchacha de color que fue a visitar Barcelona, quiso conocer a la famosa artista de variedades Raquel Meller, ésta ofrecía un espectáculo a pesar de su avanzada edad, pues era el fin de su carrera; el que la presentó a Raquel, le dijo:

— Esta muchacha viene de París para conocerte.

Raquel, dirigiéndose a la muchacha le dijo:

— Mirame bien, es todo lo que queda de ella.

EL TIO PACO

«La comedia de la «No Intervención» en la Guerra civil española», F. Olaya 42 00
«Ética», Kropotkin (Nueva edic.) 25 00
«El Romancero de la Resistencia española», (antología bilingüe castellano-francés) reunida por Dario Puccini 45 00
«Le 4^e Reich — Martin Bermann et les rescapés nazis en Amérique du Sud», Ladislav Faragó 45 00
«Les Russes» (La vie de tous les jours en Union Soviétique), Hedrick Smith 49 00
«Federico Sánchez», Georges Semprún 49 00
«Les frères Reclus», Paul Reclus 10 00

«Le Tunnel» (Prix des Maisons de la Presse 1978), André Lacaze 49 00
«La crise espagnole au XX^e siècle», Carlos Rama 30 00
«Histoire du fascisme espagnol», Payne 30 00
«La Anarquía según Bakunin», Apuntes biográficos de J. Guillaume 30 00
«La Catedral», Blasco Ibáñez 27 00
«Mémoires de Pau Casals», transcrits per Thomas Dozier 5 00
«Le mythe de la Croisade de France», Herbert Southwold 30 00
«La Révolution Espagnole» (La gauche et la lutte pour le Pouvoir), Burnett Bolloten 84 00

PAGINAS DE AYER Y DE HOY DE LA RAZA

La consideración etnográfica no ha entrado para nada en la constitución de las naciones modernas. Francia es céltica, ibera, germánica. Alemania es germánica, céltica, eslava. Italia es el país más complicado en materia de etnografía: galos, etruscos, pelagos, griegos, sin hablar de otros muchos elementos, se cruzan de modo indescifrable. Las Islas Británicas, en su conjunto ofrecen una mezcla de sangre céltica y germana, cuyas proporciones son muy difíciles de establecer.

La verdad es que no existe una raza pura, y que hacer descansar la política sobre el análisis etnográfico es asentarla sobre una quimera. Los países más nobles, Inglaterra, Francia, Italia, son los que más mezcla tienen en su sangre.

Las discusiones sobre las razas son interminables, porque los historiadores filólogos y los antropólogos fisiólogos han tomado la palabra raza en dos sentidos enteramente diferentes. Para los antropólogos, la raza tiene el mismo sentido que en zoología; indica una descendencia real, un parentesco por la sangre. Ahora bien; el estudio de las lenguas y de la historia no conduce a iguales divisiones que en fisiología. Los términos braquicéfalos y dolicocefalos no tienen sitio en historia ni en filología.

En el grupo humano que creó las lenguas y la disciplina arias había ya braquicéfalos y dolicocefalos. Lo

mismo puede decirse del grupo primitivo que creó las lenguas y las instituciones llamadas semíticas. En otros términos: los orígenes zoológicos de la humanidad son enormemente anteriores a los orígenes de la cultura, de la civilización y del lenguaje. Los grupos ario primitivo, semita primitivo y turano primitivo no tenían ninguna unidad fisiológica. Estos grupos son hechos históricos que tuvieron lugar en cierta época, pongamos hace quince o veinte mil años, mientras que el origen zoológico de la humanidad se pierde en tinieblas incalculables.

La raza, tal como la entendemos los historiadores, es, por consiguiente, algo que se forma y se deshace. El estudio de la raza es capital para el sabio que se ocupa de la historia de la Humanidad. No tiene aplicación en política.

El hecho de la raza, capital en su origen, va, por lo tanto, perdiendo cada día más importancia. La historia humana difiere esencialmente de la zoología. La raza no es el todo, como en los roedores o los felinos, y no tenemos derecho a ir por esos mundos manoseando el cráneo de las gentes y a cogerlas luego por el cuello, diciendo: «¡Tú eres de mi sangre, tú eres de los nuestros!» Fuera de los caracteres antropológicos, hay la razón, la justicia, lo verdadero y lo bello, que son lo mismo para todo el mundo.

RENAN

LOS P. C. LATINOAMERICANOS Y EL P. C. U. S. EN LA CUBA DICTATORIAL



(Continuación)

Las tentativas aparecen en un momento completamente distinto al que había hecho posible a la URSS orquestar una IC sujeta a sus intereses, modelada y controlada por el PCUS. Ya existía todo un torrente de movimientos revolucionarios en Latinoamérica que tenían existencia independiente de la hegemonía y de la ideología del socialismo autoritario. La IC había sido también sustituida por una conferencia y la polémica del comunismo oficial ya no se ocupaba del anarcosindicalismo español o de cualquier otro tipo de «reaccionarios», sino que ahora la tenía emprendida con la forma inicial del «maoísmo» en su polémica chino-soviética. En estas condiciones no era posible repetir, al menos con tanto énfasis, lo que sucediera con los rusos. En tales condiciones Cuba marchaba de caída en recaida, siempre frente a los movimientos obreros revolucionarios latinoamericanos, sin lograr hegemonizar sus intereses y necesidades diplomáticas con los del conjunto. Lo mismo sucedía con el intento de manipular a los PC sometidos a la autoridad soviética. Paralelamente a las concesiones que el Estado cubano decía venir haciendo — de ser ciertas las afirmaciones de la II Declaración — se producía el acercamiento de Cuba a la URSS.

Acercamiento que se veía reflejado en la colaboración económica y militar a condición de la adhesión ideológica de Cuba a las filas oficiales del comunismo. Realizado esto último, producidas las relaciones con los PC, la sublevación cubana — vendida desde el principio — se encontraba ahora más traicionada y atada de pies y manos que nunca.

Para julio de 1962, afirmaban el PURS y el PCUS en su primera declaración conjunta: «El PURS y el PCUS consideran que la cuestión sobre la vía, pacífica o no, hacia el socialismo en un país u otro va a resolverse en definitiva por los mismos pueblos». Más abajo afirmaban: «El ambiente de coexistencia pacífica contribuye al incremento de la influencia de los PC y obreros a la ampliación del frente de lucha por el socialismo». Para más adelante rematar con el conocido axioma diplomático de «la colaboración de las formas y métodos concretos de lucha por el socialismo en cada país es asunto interno del pueblo de cada país» (10).

A la luz del comunicado se comprueba que la tendencia a aglutinar en torno a su política exterior a los PC, era bloqueada por la circunstan-

cia de que la revolución cubana se había inscrito ya en la esfera de influencias del PCUS. La aceptación de que las vías, pacífica o no, fuera definida por cada pueblo contravenía la afirmación de que «las vías legales estaban cerradas», hecha por Fidel Castro en la II Declaración. ¿Acaso no es lo mismo la vía pacífica que vía legal? Mientras que la afirmación: «las formas y métodos... de lucha... es asunto de cada pueblo», refutaba la de «no es justo ni correcto entretener por vías legales...», hechas por Fidel Castro.

Pero estas contradicciones no eran solo conceptuales, también reales. Y si no, ahí estaba para demostrarlo la colaboración con los PC de tendencias electoralistas, paralela a la colaboración y simpatía hacia los movimientos que utilizaban la lucha armada. Porque no todo había sido pacifismo puro en el seno de los PC de América Latina, ya que algunos de ellos habían sido arrastrados por la violencia inmanente a las regiones militares; precisamente en este punto parecía materializarse la alusión a «la vía no pacífica» de la que se hablaba en la declaración cubano-soviética. Tres eran los PC que servían de base a la argumentación de la llamada vía no pacífica en la citada declaración conjunta: el colombiano, el guatemalteco y el venezolano.

El PC colombiano, había lanzado desde 1949 la consigna de «autodefensa armada en el campo», ante las masivas represiones del ejército contra el campesinado, cruzando de es-



te modo un periodo de enfrentamientos armados al lado del campesinado que se prolonga hasta 1953, cuando fue ofrecida la amnistía por Rojas Panilla. Fueron creadas a partir de entonces zonas de autodefensa campesina. En 1954-57 el ejército inició una serie de ofensivas contra la región campesina de Villa Roca extendiéndose los enfrentamientos por todo el Oriente del departamento de Toloma y las montañas de Sumapaz.

El PC colombiano vuelve a la legalidad en 1957 cuando es creado el sistema de gobierno de responsabilidad combinada. Es dada nueva amnistía a las guerrillas campesinas, empleando éstas en respuestas la misma táctica del 53, creando zonas de autodefensa denominadas «repúblicas independientes».

Sin embargo en el mismo momento en que el PC colombiano participaba activamente en la campaña electoral de Michelson del MRL, en 1962, se inicia una ofensiva de más de 6.000 soldados contra la zona de Marquetalia por el gobierno de Lleras Camargo. En 1964 se produce otra gran ofensiva, con más de la tercera parte del ejército colombiano, contra las zonas de autodefensa de Marquetalia, El Pato, Guayabera, Río Chiquito, Sumapaz y Aniorí. A los seis meses de esta ofensiva los guerrilleros campesinos habían causado más de 300 bajas al ejército y

ellos solo habían tenido tres. Finalmente para 1965 los guerrilleros campesinos del sur de Colombia, crean el «bloque guerrillero del Sur» (11).

Mientras tanto y siguiendo su habitual costumbre de jugar doble, el PC colombiano había mantenido, en sus tres periodos de participación en la lucha guerrillera, una alianza permanente con el MRL — movimiento de carácter oficial — porque en él encontraba a la «burguesía progresista» que si jugaba para ellos un «papel en la lucha antiimperialista».

En Guatemala, otro PC que no adoptaba la vía pacifista era el PGT. Después del frustrado Frente Popular con Aranez, el PGT había participado en la guerrilla de Paz Tejada, que fuera derrotada en 1962. Por ese entonces el PGT afirmaba en un documento publicado por los cubanos que: «la crisis sólo tomará el camino de la insurrección nacional revolucionaria». En 1963 el PURS publica un nuevo documento del PGT en donde era analizada la situación de Guatemala, y en el que afirmaba que «por ahora (nótese aquí el carácter circunstancial) no se puede concebir la posibilidad de la vía pacífica en la lucha por el desplazamiento de las fuerzas reaccionarias en el poder». Más adelante continuaría «nuestro partido participa también en la lucha política electoral usando así mismo formas electorales y pacíficas» (12).

El PGT para no ser menos desarrollaba «las vanas y acomodaticias vías legales» en su táctica concreta, aunque en sus razonamientos generales propagandísticos hablara de insurrección, revolución, etc.

El tercer PC era el venezolano. Este a la vez que tenía diputados y senadores en el gobierno de Betancourt participaba al lado del MIR en la formación del frente guerrillero de las FLN-FALN. Entre la vertiente legalista y la lucha armada se debatía y nadaba el PC venezolano. Con relación a su participación en el parlamento afirmaría en 1962: «El parlamento convertido en trinchera (?) revolucionaria (!!) por las fuerzas de izquierda representaba un serio obstáculo en la política traidora del gobierno». Pero a raíz del levantamiento militar de Corupano, fueron prohibidas las actividades del PCV y del MIR por el gobierno de Betancourt. No obstante el PCV no cesaba en su postura parlamentarista; decía antes de iniciarse las nuevas elecciones de diciembre de 1963: «Sin alentar ninguna clase de ilusiones electorales el PC en alianza con la Unión Democrática Revolucionaria a todos los sectores patrióticos, para aprove-

por Francisco MORENO

char la coyuntura comicial y para derrotar electoralmente al gobierno» (13). Las guerrillas entraron en un periodo de letargo con la tregua decretada por las FLN bajo orientación del PCV, para más adelante iniciar las acciones nuevamente en 1965, en los frentes de Falcón, Trujillo Lara, Portuguesa y Miranda. El denominador común de estos PC que practicaban la «vía no pacífica» fue en todo momento el de la combinación de ambas vías bajo la dominación de las tácticas pacíficas y legalistas, encaminadas principalmente no a la liberación y emancipación del proletariado, sino a la búsqueda y captura del poder político representado en los escaños parlamentaria y senatoriales. Utilizaban la insurrección armada y alentaban a los obreros a participar en ella, en la esperanza de conseguir su meta primordial, la toma del poder desde el parlamento. De ahí que predominara principalmente la vía legalista.

Durante los años 62-65 estos partidos se convirtieron en el centro de atención principal de los cubanos, por la lógica que si los PC practicaban la lucha armada en función de sus tácticas legalistas, el Estado cubano lo hacía en función de sus relaciones exteriores. ¿No habían sido los regímenes de Colombia y Venezuela con quienes había tenido conflicto el Estado cubano? ¿Y no era Guatemala uno de los lugares de donde salieron las expediciones que invadieron Playa Girón? Había pues una fusión entre la política exterior cubana y la admisión de la política exterior soviética que se manifestaba en la particular línea política de los partidos comunistas de Colombia, Guatemala y Venezuela.

La relación del Estado cubano con estos PC no se produce en base a una plataforma política uniforme en una concepción de tácticas y estrategia cuya médula fuese la revolución social y emancipadora, sino que surgía como un subproducto de las relaciones exteriores a las que servía de peón para hostigar a la burguesía que se adhería al bloqueo económico, o bien para lisonjear a aquella otra burguesía que no había roto relaciones. El punto de vista de clase se hallaba contenido en el estatismo que supeditaba las actividades revolucionarias de los movimientos obreros de todos los países y que eran sometidos por los PC respectivos a los intereses del mismo régimen es-



LOS PC LATINOAMERICANOS...

tatista de producción. En las tendencias del movimiento comunista, predominaba una concepción general de contención del desarrollo de la revolución proletaria, sometiendo a los obreros a esta línea general elaborada por el Estado guía, y expuesta a los PC en las conferencias internacionales. El denominado «Movimiento Comunista Internacional» existe como una estructura burocrática eficiente que comparte el poder político burgués por vía parlamentaria y que espera formar parte del nuevo poder; la política cubana de defensa de los intereses estatales armonizaba con el estado de cosas reinante.

De este modo y ante tal estado de cosas, ¿cómo no iba a caer como anillo al dedo la política reformista de los PC latinoamericanos, a las buenas relaciones del Estado cubano con las burguesías de Chile, Uruguay, Brasil, México, etc., en el período de 1960-64. Mientras que de otra parte solo tres PC en su política de combinación de formas de luchas encajaban, perfectamente, a la ruptura de relaciones con Cuba.

Para 1964-65 se producen dos hechos importantes en la relación con los PC. Por una parte la declaración conjunta cubano-soviética en enero de 1964 y por otra la Conferencia de los PC a fines de ese mismo año. La relación entre Cuba y la URSS, se había venido realizando armoniosamente bajo las directrices de esta última, a pesar de las declaraciones de los cubanos sobre su independencia y sobre su desarrollo «revolucionario» tendientes a demostrar la carencia de una clase burguesa parasitaria y si de otra se presta a desempeñar un papel en la lucha; y a la inserción de la lucha armada en el desarrollo de la revolución.

Para corroborar la línea seguida por el Estado cubano respecto a los PC, la nueva declaración conjunta afirmaba como característica de la época «el uso por el movimiento revolucionario tanto de camino pacífico como el no pacífico, en la lucha por la liquidación del régimen capitalista» (1).

La declaración conjunta ruso-cubana había sido el prefacio a la Conferencia comunista realizada en La Habana a finales de 1964, que significaría la cohesión del Estado cubano al comunismo oficial de América Latina y a la URSS, la cual no se produjo por accidente casual, sino planificado. Para 1964 la burguesía de Brasil, Uruguay, Chile, Bolivia, habían roto relaciones con Cuba y solo quedaba en su haber la burguesía mexicana.

Los gobiernos de Guatemala, y Paz Estensoro, en Brasil y Bolivia, respectivamente, habían caído abatidos por sendos golpes militares, y con ellos se disipaba el sueño de Prestes y el PCB, Monje y el PC boliviano; la política frentepopulista había recibido un nuevo y duro golpe en estos países en su búsqueda de «liberación nacional, independencia», etc., por vía parlamentaria. Los PC habían mantenido a la clase obrera sumergida, supeditada, a la táctica, organización y programa de la burguesía, pretendiendo con ello, y en parte logrado, arrastrar a una parte del proletariado a la reivindicación de las necesidades del «capital nacional». Con la derrota del frentepopulismo en estos países, devino por consiguiente la ruptura diplomática con Cuba por los nuevos regímenes militares.

En Uruguay y Chile, en cambio, los PC habían logrado las posiciones que acababan de perder sus colegas en Brasil y Bolivia dentro del go-

bierno, pero carecían de la suficiente fuerza como para remediar los procesos frentepopulistas logrados en Brasil y Bolivia de años anteriores. La burguesía de Chile y Uruguay no daba tampoco motivos para una colaboración por lo que los comunistas se mantenían en estado latente de colaboración democrática de clases entre la burguesía y los gobiernos «democráticos» de esos países, sin que se sostuviera la relación diplomática de éstos con el gobierno cubano.

En estas condiciones de derrota de la política parlamentaria, legal y de alianza interclasista en los países en donde había mantenido relaciones con Cuba, la Conferencia de los PC solo podía celebrarse en un clima de asqueo político sellado por las frustraciones de los PC brasileños y bolivianos y las aspiraciones diplomáticas cubanas, cara a su comercio exterior.

En el mismo sentido las derrotas electorales de los PC de Uruguay y Chile. ¿Pero, como se iban a quedar con el yugo impuesto por la burguesía, los PC y el Estado cubano? En la Conferencia se señalaba como primera «tarea de solidaridad y «especialmente» — dice la declaración — «la demanda del restablecimiento de relaciones diplomáticas y comerciales con Cuba, la lucha contra el bloque económico y por el desarrollo del comercio» (15).

También decidieron formar «juntas de solidaridad» para organizar «campañas contra la represión», etc. La conferencia no se pronuncia por vías revolucionarias, ni nada por el estilo, aunque no era ni siquiera necesario que lo hiciera, ya que sus programas políticos y sus prácticas políticas estaban exentas de verse en la obligación de realizar una revolución emancipadora; revolución de la que los cubanos alardean. Lo interesante para el gobierno «revolucionario» cubano era el restablecimiento de las relaciones diplomáticas rotas, con el consiguiente intercambio comercial que ayudara a sanear su deficiente economía nacional, al tiempo que para los PC, la búsqueda ininterrumpida de la participación gubernamental, de la colaboración con la burguesía en el Poder, que repercutiría ventajosamente para la política exterior de la URSS.

(10) «Cuba Socialista», núm. 22 pág. 17-18: «Declaración conjunta cubano-soviética», 1962. Fue en esta ocasión cuando la URSS concedería un crédito de 100 millones de dólares al país tropical.

(11) Gilberto Viera «Nueva época de la lucha del pueblo colombiano»; «Cuba socialista» n.º 41. Revista «Hora Cero», n.º 1, ed. 1967, Cd de México.

(12) Fortuny Juan Manuel «Tendencias de la lucha actual en Guatemala»; «Cuba Socialista», n.º 17 pág. 58.

(13) Alarcón Ricardo «El pueblo venezolano en el camino de la victoria»; «Cuba Socialista», n.º 25, pág. 55.

(14) Declaración conjunta cubano-soviética; «Cuba Socialista», n.º 16 pág. 164.

(15) Declaración conjunta de los PC latinoamericanos en febrero de 1965. Naturalmente que esta declaración no tiene la misma significación que la que realizaron diez años después nuevamente en La Habana. En la primera, se trataba de elaborar un pacto político desde el punto de vista comercial, sin incidir en la propia estructura del comunismo oficial. En la segunda, más bien se trata de un verdadero pacto político en el que vertebran cada una de las posiciones de los PC en una sola estructura.

PLENO NACIONAL DE REGIONALES DEL TEXTIL CNT-AIT

Sigue la articulación del ramo desde la perspectiva cenetista, siguen adelante afrontando los problemas los sindicatos confederales, asumiendo poco a poco el papel aglutinador de la lucha proletaria, canalizando el esfuerzo de la clase por liberarse de los totalitarismos paternalistas de derechas e izquierdas, situándose en definitiva como epicentro motriz del proletariado que incesantemente va trazando el camino emancipador y libertario. Esta línea es la que determinan los acuerdos adoptados en el Pleno Nacional de Regionales del Textil de la CNT-AIT, celebrado en Valencia los días 28 y 29 de octubre, Pleno que debía determinar sobre la «crisis» y reestructuración de los diferentes sectores del textil.

Si hubiere que calificarlo, no tendría otro adjetivo que darle más del que fue eminentemente de trabajo, comprensión y análisis mutuos. Superando poco a poco las dificultades propias y naturales; las regionales van encontrando la cohesión necesaria para una actuación conjunta y articulada y esto partiendo del reconocimiento y validez de todas y cada una de las partes, el «uno para todos, todos para uno» es una premisa fundamental que ha de ser asumida gradualmente y su praxis no puede resultar más que beneficiosa.

Voy a dejar el comentario y que sean los acuerdos que hablen, habrá tiempo para tratar sobre ellos.

Pleno Nacional de Regionales del Textil de la CNT-AIT (Celebrado en Valencia los días 28 y 29 de octubre del 1978).

Acuerdos adoptados por las Delegaciones de Catalunya, Aragón y Centro (teniendo en cuenta los acuerdos enviados al Pleno Nacional de Zaragoza del 17-9-78).

La Delegación de la Regional Valenciana, manteniéndose en la Ponencia presentada, no obstante estudiará el Dictamen surgido del Pleno.

DICTAMEN

El capitalismo dice que no hay trabajo, los trabajadores por el contrario decimos que hay trabajo suficiente. Los capitalistas cuando dicen que no hay trabajo lo justifican en función de sus «autobeneficios», los trabajadores no queremos beneficios, tan sólo nos importa producir lo que es necesario para mejorar nuestra existencia. Es por esto que constatamos que **hay trabajo suficiente y nos negamos rotundamente a la reestructuración.**

Ante el hecho concreto de reestructuración parcial o cierre de empresas los trabajadores en asamblea debemos comprobar si la empresa está realmente en «crisis» o si por el contrario, no le es ya suficientemente rentable desde su punto de vista — capitalista — y prefieren evadir capitales o invertir en otro sector.

Si realmente la empresa es deficitaria, los trabajadores deben luchar por su puesto de trabajo y por tanto impedir que la empresa sea cerrada. En todo caso debería ser RECONVERTIDA, pero a nosotros nos debe dar igual que esa reconversión sea llevada a cabo por otro capitalista o por el Estado como capitalista colectivo.

Nuestro objetivo en cualquier caso es asegurar **nuestro puesto de trabajo** lo que implica control obrero. Si en última instancia nadie se hace cargo de la empresa el camino a seguir es la resistencia y por tanto la **ocupación de fábricas**, teniendo como tarea fundamental mantener la producción al nivel que sea posible, extendiendo el conflicto a otras empresas en la misma situación y lograr la **Solidaridad activa** de todos los trabajadores. Somos conscientes sin embargo, de que esto no podrá sostenerse mucho tiempo, pues cuando se tenga que recurrir a créditos bancarios, o sostener unos precios en un mercado de competencia de forma individual, convertiríamos a cada trabajador en un pequeño accionista de una empresa capitalista, en una sociedad capitalista. Y ese no es nuestro objetivo.

Nuestra meta es la expropiación y colectivización de los medios de producción en su conjunto puestos al servicio de las necesidades del pueblo.

Entendemos pues que las tareas inmediatas a llevar por los trabajadores frente a la reestructuración, (expedientes de crisis, regulación de empleo, cierres de empresa, paro, etc.) son:

— Reducción de la jornada laboral sin disminución del salario.

— Abolición de las horas extras, primas, destajos, etc.

— Un obrero un puesto de trabajo. Es decir, reparto del trabajo entre los brazos existentes.

Proponemos y asumimos un **Boicot activo** a las Comisiones mixtas, Comisiones para la reestructuración, que surgidas de unas burocracias sindicales junto a la patronal y Estado contribuyen al despido masivo de trabajadores, para rentabilizar la industria de los capitalistas, superar su «crisis» a costa de los trabajadores.

Entendemos pues que el camino a seguir es basar nuestra lucha en la **Acción Directa** incidiendo en nuestros planteamientos y en la medida en que se pueda aplicar en cada momento concreto, según la disposición a la lucha de los trabajadores.

Pleno Nacional de Regionales de Valencia. Delegaciones de Aragón, Catalunya y Centro (representación indirecta).

Valencia a 28 de octubre de 1978.

LIBROS

«Histoire de l'idée fédéraliste», Bernard Voyenne	30 00	«Los bolcheviques y el control obrero (1917-21)», «El Estado y la contrarrevolución», M. Brinton	15 000
«El general Miaja defensor de Madrid», A. López	50 00	«Mi Exilio», R. López Barrantes	50 00
«Le Train de la Mort», C. Bernadac	20 00	«El Mito de la Cruzada», H. R. Southworth (en francés)	27 00
«Varsovie 44. (L'Insurrection)», J. Steiner	35 00	«Cómo gasta el Estado el dinero de los españoles», Vicente de Sebastián	6 00
«La Quinta Columna» - Memorias de la Guerra Civil española 1936-39», Santos Alcocer	50 00	«Ciudad Caída», Carmona Blanco	10 00
«Útiles después de Muertos», C. M. Pellecer	30 00	«Porqué perdimos la Guerra», D. Abad de Santillán	50 00
		«Guerra de clases en España», Berneri	20 00
		«Poemes de Llum i Tenebra», Roc Llop	10 00

BARCELONA

« ANARQUISMO, CNT, EN LA SOCIEDAD ACTUAL »

BARCELONA. — El 31 de octubre a las 8 y pico de la noche y con la sala del antiguo Cine Princesa llena, daba comienzo el ciclo de Conferencias-debates, sobre C.N.T. y anarquismo, organizadas por la Federación Local de Sindicatos de Barcelona.

El secretario de la F. L. abrió el acto explicando brevemente la intención y el sentido de los debates, e inmediatamente cedió la palabra a los oradores. No eran éstos los que se anunciaban en los miles de carteles (en cuanto al orden de intervención) el ciclo empezaba con Abel Paz y Carlos Semprún.

No voy a extenderme en considerar las intervenciones, esquematizaré la reseña del acto solamente y no es por ganas, pero ya que estuve apuntando los conceptos que creía de interés, tanto de Semprún, Abel, como de los que intervendrían en el debate (que en realidad no lo fue, pues no se profundizó), creo mejor que sean éstos quienes se presenten por sí mismos. Abel Paz entra directamente en materia y trata de situar un marco donde desarrollar la posterior discusión. «40 años de franquismo supone dejar asentado el Estado franquista y su continuidad, esto lleva implícito una determinada forma de pensar, lo que supone una ruptura con el antiguo proceder proletario.»

«La aparición de C.N.T. plantea un gran desafío. Los planteamientos del año 1936, etc., están un tanto — dudas del orador al calificativo — fuera de lugar.» «Ahora bien, la situación es la siguiente: la C.N.T. está organizada, pero ¿cómo afrontará los problemas, de qué manera, en qué condiciones está de posibilitar su presencia? Estos son los cuestionamientos que podrían hacer peligrar a la C.N.T.»

«La C.N.T., con su actuación en Convenios, etc., se sitúa en una postura falsa, si entra en la mecánica de Convenios, etc., el Sindicalismo Revolucionario no tiene razón de ser. Sin embargo si se plantea lo contrario, su futuro es enigmático. Esta es la cuestión: existencia de C.N.T. como organización sindical o avanzar en la concreción anarquista.» Esto más o menos fue su primera intervención. A continuación Semprún Maura que inicia su intervención aludiendo a lo expuesto por Abel Paz, en relación a lo de los 40 años y la actuación obrerista y sindical. Se refiere a la creación de CC OO y su posterior desarrollo e hilando entra en planteamientos. «No puede haber Sindicalismo Revolucionario, el sindicato, los sindicatos tarde o temprano se integran al sistema.» «La C.N.T. está llena de unas gentes que tratan de copar la dirección.» «La lucha actual de C.N.T. se caracteriza por una lucha interior y una ausencia de actuación organizada.»

Eso fue el eje de su intervención, lo que más tarde en las intervenciones, provocaría réplicas de calibre airado envueltas en acaloramientos. No debo pasar de aquí sin exponer lo siguiente: un debate es eso, debate, y a pesar de que es lógico que el ánimo se excite (a mi también me ocurre) hay que intentar situar las cosas y réplicas en el contexto teórico, se puede estar o no de acuerdo con Semprún y otros que pululan como él, yo no lo estoy, pero esto no quita para que en un marco acepta-

do de antemano, tanto él como quien sea, plantee lo que quiera y se le discuta igualmente.

Comienzan a intervenir los asistentes a razón de unos pocos minutos, para dar opción a que participen más, 23 serían los que harían uso de la palabra entre ellos, una sola mujer, y en un abanico amplio, desde más o menos conocidos, hasta otros que no lo son tanto, opiniones de todos gustos por tanto, con la tónica común de reivindicar C.N.T. con sus tácticas y finalidades, sin abordar nada más —tampoco había tiempo en dos minutos— así veamos un muestrario completo de las intervenciones:

«Quien es el que conociendo la C.N.T., puede poner en duda que lo que le corresponde es Acción Directa y acción revolucionaria, en la medida que pueda aplicarse.» «La inmadurez que hay hoy en amplios sectores cenetistas cada día tiende a terminarse y a fortalecer la Organización.» «Si C.N.T. ha tenido que eventualmente meterse en Convenios, etc., a la mínima ha de salirse de todo esto y concentrarse en Acción Directa y Revolucionaria.» **Servino Campos.**

«Nuestro resurgir ha de ser a largo plazo, la C.N.T., pese a todo, si se quiere y se ama puede llegar a donde sea.»

«C.N.T. tiene que cumplir una función en esta nueva etapa.» «CNT es revolucionaria y práctica, no utópica.» «Los obreros necesitan una Organización en que se eduquen los hombres de forma independiente, antiautoritaria.» «La C.N.T. hace la revolución cada día.» «Las dificultades son las normales de partir de cero, pero esas dificultades son las propias del Movimiento Obrero en busca de una sociedad mejor.» **Cases.**

«C.N.T. se debía plantear unas nuevas luchas en esta nueva situación que hoy se da.» «Anarquismo no es todo C.N.T.» «Mientras que no se plantee una alternativa global desde Ecología a todo lo demás, estaremos estancados.» «C.N.T. debe seguir como organización sindical, pero es necesario algo más, una plataforma de todo el Movimiento Libertario, abarcándolo todo.»

«Aquí no puede decidirse nada.» «Las ideas se plantean en los sindicatos.» «Hay que marchar adelante cara al Congreso, allí marcar la línea a seguir para todos.» «Menos hablar y más demostrarla.» **Prades.**

Otro compañero se dirige a la juventud pidiendo que recoja algo de los viejos, el siguiente tiene una intervención crítica e irónica respecto a Semprún, que en cierta forma es compartida por la sala a tenor de las sonrisas, etc., y acaba comparándolo con Monseñor Lefebvre. A estas alturas el ánimo de la sala estaba encendido.

Se da paso a los oradores, a que contesten en réplica, e interviene Semprún el cual dice más o menos que «como buen nihilista no tengo que dar modelo alguno de Organización.» «Yo constato la historia.» «Hasta ahora no me habéis demostrado nada.» «No me interesan vuestros líos y no he venido a que me insulten.» «Está visto que en C.N.T. no es posible la discusión.» «Me voy, Adlós.»

Efectivamente, se levanta y se marcha, cree que se le ha insultado,

etc. Desde luego no se le han hechado flores precisamente, pero bueno — y lamentando lo ocurrido — tampoco podía esperarlas, aparte que sin ser tan sensible, no lo creía al menos, tenía la oportunidad de rebatir. La marcha provoca un momentáneo desconcierto; coge la palabra Abel Paz que se refiere al incidente y luego contesta algunas cuestiones manteniéndose en lo que expusiera al principio: «Antes C.N.T. se adelantó a su tiempo, ahora hay que replantearse, criticarse, para situarse.»

Siguen las intervenciones de los asistentes: «C.N.T. es un sindicato y las diferencias con las demás centrales son abismales.» Se critica a Semprún, se replantea la cuestión que Semprún a juicio del que interviene es «Semprún, dice, que se puede luchar sin Sindicatos, que éstos pueden ser contrarrevolucionarios.»

«Los pasotes son una nueva aportación a C.N.T.» «C.N.T. no se opone a la organización de la clase, a la autonomía obrera, es su palanca.» «Para mí no existe el Movimiento Libertario, este no puede ser más que un movimiento subversivo.»

«Anarquismo o no sindicalismo, una cuestión que se plantea el anarquismo internacional desde hace un siglo.» «El cenetismo no es solamente una superación del sindicalismo, sino una superación del anarcosindicalismo francés.» **Luis A. Edo.**

«El capitalismo si ha cambiado.» «Las cosas que Semprún apunta se dan.» «C.N.T. ha de cuestionarse la cuestión política.» «C.N.T. es como es, o será como CC. OO.» «Semprún ha hechado un reto no contestado; que es lo que ha hecho: pajas mentales, el balance es no ir a ningún sitio.»

«Semprún ha tocado algo que no es nuevo en la Organización.» «Tengo dudas, me planteo si la C.N.T., en el actual planteamiento pueda existir como tal y actuar como tal.» «En el año 1923 la Organización se planteó lo mismo que ahora, respondió clausurando la organización, entrando en la clandestinidad.» **Costa Font.**

Uno pide perdón por la forma de dirigirse a Semprún. Otros siguen interviniendo: «C.N.T. desde el 76 ha sido la única fuerza del trabajador.» La única mujer que interviene cifra su intervención en poner en guardia contra las infiltraciones.

«La situación es la misma que a la caída de la C.N.S., la clase obrera necesita una organización, esta es la C.N.T.» «No es cierto que no se hiciera nada en estos 40 años, si hay gentes que ahora están de cenetistas, y antes nos cerraban las puertas.»

Cierra el secretario de la F. L. de Barcelona, cuando la hora pasa ya de las 10 de la noche.

F. GARCIA CANO

Acerca la unidad de la clase trabajadora

¿Por qué llama la C.N.T. a los trabajadores a sus filas? No para que sirvan de correa de transmisión de un partido político, ni de trampolín para encumbrar arrivistas, puesto que la C.N.T. es apolítica y antiparlamentaria, fiel seguidora de Primera Internacional (A.I.T.) en la que en su fundación sirven de base aquellas sentenciosas palabras manumisoras que dicen: «La emancipación de los trabajadores ha de ser obra de los trabajadores mismos.»

Estas palabras expresan, por sí solas, el convencimiento de que jamás los poderosos ostentadores de toda la riqueza social, explotadores de los trabajadores que son: el Estado de los capitalistas o el capitalista de Estado, accederán por las buenas a la instauración de la sociedad manumisora donde se pongan en práctica aquellas otras palabras, también de la A.I.T.: «No más derechos sin deberes ni deberes sin derechos.»

Para eso pidió siempre, pide y seguirá pidiendo la colaboración de los trabajadores la C.N.T., para que entre todos los explotados formemos un bloque granítico, capaz de conquistar, en el presente las máximas mejoras para los proletarios; y por último: la implantación de la sociedad de la igualdad, la justicia y la libertad, en una palabra el Comunismo Libertario.

La C.N.T. es la única central sindical que puede hablar con propiedad moral de unidad a la clase trabajadora; convencidos que estamos de que desunidos, jamás conseguiremos los trabajadores emanciparnos del yugo que constituye el vivir de la esclavitud de un mezquino salario, calculado no menos mezquina y sádicamente por los ostentadores del poder y la riqueza, con el fin de que

seamos eternamente sus esclavos. Es por esto por lo que la C.N.T. predica con el ejemplo, como lo demuestra el hecho de pertenecer a la primera organización mundial de los trabajadores (A.I.T.); la 2ª internacional, la tercera, la cuarta, etc., cada una de ellas constituyó una división, no obstante esto no es óbice para que cada una de estas flamantes centrales sindicales se erijan en poseedoras absolutas de la unidad... ¿de qué?

La unidad se predica con el ejemplo y no demagógicamente y por otro lado practicando tan descaradamente la desunión entre los trabajadores.

¡Trabajador!, es hora de que abras los ojos y te sirva para algo la lección de la historia, en la que la política siempre te engañó, no importa el color de su bandera, todos los sistemas han pasado ya por el poder y de lo único que se han preocupado es de reformar el poder al máximo con toda clase de fuerzas represivas con las que mantener a raya a los trabajadores y poderlos explotar a placer.

La Iª Internacional (a la cual pertenece la C.N.T.), trazó el único camino posible para acabar con la explotación del hombre por el hombre; por no haberla seguido debidamente, llevamos soportando más de un siglo de hambre, de esclavitud, de paro forzoso, de crisis, de inflación, guerras, polución de todo tipo; y quién sabe donde nos llevarán los monstruos que se hacen pasar por gobernantes, si no reflexionamos a tiempo y nos disponemos a conquistar por nuestros propios medios lo que nadie nos servirá en bandeja desde la sima del poder.

SALDANA

COMPROMISO HISTORICO

PARIS. — La actualidad presenta y confirma, con más premura quizá que nunca, nuestra opinión acerca de la evolución política y social de los pueblos, a saber que ella ofrece alternativas a los dirigentes de partidos políticos y a las organizaciones sindicales que les siguen más o menos mansamente. De tal manera que buscando una salida que les aproveche, se entregan al regateo de posiciones en convenios que recuerdan los del patio de Monipodio. Los eurocomunistas, tras 60 años de seguimiento sumiso a las directivas moscovitas han llegado a la conclusión que para avanzar hacia el establecimiento de la Sociedad por ellos preconizada era indispensable largar las amarras y lograr lo que se ha dado en llamar un **compromiso histórico** con las derechas y la Iglesia, que no con las izquierdas y la base consciente y revolucionaria del pueblo.

En Italia son numerosos los diputados procedentes de la curia romana que han logrado su respectiva acta de diputado o de senador aceptando su inscripción en las listas presentadas por el Partido Comunista de Berlinguer.

En Francia, el P.C. ha tendido la mano a los curas. Sucesivamente, la muerte de Pablo 6º; el nombramiento y muerte de Juan Pablo 1º y el nombramiento de Juan Pablo 2º, le han ofrecido otras tantas ocasiones de demostrar su renuncia al sentimiento anti-religioso de Marx y Lenin — vamos por caso —, poniéndose en aberrante contradicción con los que dicen ser sus principios.

En cuanto a España ¡ni hablar! No es la pena de notar la posición de comunistas y también de socialistas. Todos la conocemos y tiene un nombre: se llama traición a los más elevados y honrados sentimientos del pueblo español.

En notas recientes decíamos nuestra idea (que algunos consideran descabellada), que nos hace pensar en la posibilidad de un Concordato entre el gobierno polaco — por ejemplo —, y el Vaticano. Resulta ahora,

después de haber pensado esa eventualidad y leyendo el número de septiembre-octubre de «La Raison», órgano de la «Libre Pensée» de Francia, que damos con un artículo de Lacassagne quien, mucho más documentado que nosotros, se ocupa del **compromiso histórico**. Su claridad de exposición y los extractos de textos que menciona, nos han incitado a hacerle eco. Veamos.

«La política, — dice Lacassagne — no es, a menudo, nada más que una **comedia teatral**, tras cuya fachada presentada al gran público conviene saber lo que se trama.»

Toma nota de las dos mociones que en el reciente congreso de la «Libre Pensée», celebrado en Toulouse-Colomiers, se han opuesto sobre la cuestión del «**Compromiso histórico**» con la cristiandad, tanto sobre el plan político como filosófico. Para unos — dice — el **compromiso histórico** es una política realista que se desprende de un análisis político y sociológico que permitirá a los explotados de avanzar hacia su liberación. Para los otros, el **compromiso histórico** no es, en realidad, más que un «**comprometimiento**», un acomodo

destinado, una vez más, a dar gato por liebre a los explotados.»

Preguntándose cual es la realidad se refiere a la obra: «La Política del Vaticano cara al Este», aparecida en 1971 cuyo autor es un católico llamado Wilfried Daim. A través de ese libro se puede ver lo que se trama tras las bambolinas y el mangoneo que representa el repetido **compromiso histórico**. Ese libro contiene tres frases claves susceptibles de explicar la práctica, sino la teoría (si existe), del citado compromiso.

1) Daim escribe: «En los países del Este, la táctica de la Iglesia consiste en conservar el terreno ocupado. Una actitud reservada del Estado, pero correcta, constituye, de por sí, un éxito indiscutible.»

2) Respecto de la Polonia, Daim escribe: «Hé aquí (los objetivos) según la alocución dirigida a los sacerdotes, pronunciada personalmente por el cardenal Wychinszki en visperas de la gran novena en septiembre de 1957. Esa novena de años preparatorios al milenario, debe desembocar en una transformación interior de toda la Polonia. Es en Polonia que se decidirá el porvenir del comunismo. Si Polonia se hace verdaderamente cristiana, se transformará simultáneamente en una fuerza moral tan grande que el comunismo se hundirá por sí solo. No es en Rusia, es en Polonia y por su catolicismo, que se decidirá la suerte del comunismo. Polonia mostrará al mundo entero cómo debe apresarse al comunismo y el mundo entero le estará agradecido.»

Los acontecimientos han ido probando la sagacidad y perspicacia política del cardenal Wychinszki. En



fin, Daim, en la pág. 77 del citado libro, escribe: «No tenderá (la Iglesia) la mano a los comunistas italianos hasta tanto éstos no hayan logrado que sus camaradas del Este practiquen una política religiosa liberal. Entonces, solamente entonces, la política del Partido Comunista italiano dará sus frutos dentro del ámbito internacional.»

Entonces, Lacassagne reflexiona y piensa, como nosotros, que el sistema del **compromiso histórico** procede de Italia. Tras cortina se halla al citado cardenal polaco quien, — según Daim — distribuía sus alabanzas a Hitler cuando era redactor de una revista en la que, en 1938, escribía: «El actual tercer Reich no solamente representa un sistema político determinado. Ha tentado (también) un esfuerzo titánico para realizar grandes ideas que deben renovar la humanidad.» Y Lacassagne termina: «La política de renovación del **compromiso histórico** no es probablemente el resultado de una política genial elaborada en provecho de los explotados sino más bien el resultado de un chalaneo y un chantaje entre un grupo de presión y sistemas sociales que no han logrado allanar ciertas dificultades.» «Muy curiosos y numerosos militantes de izquierda, sinceros, honestos y adictos han practicado el culto de la personalidad sin saberlo y ha sido incluso necesario que se les diga para que se dieran cuenta. De la misma manera hay muchos militantes de izquierda que corren el riesgo de practicar el sistema del **compromiso histórico** sin apercibirse que caen dentro de la «compromisión». Pertenece a los librepensadores de advertir los peligros del **compromiso histórico**, porque si un hombre prevenido vale por dos, un librepensador vale por cuatro.»

En lo que respecta al comunismo de ciertos países y la necesidad que tienen de no perder todas las posibilidades de subsistencia, pensamos que no es descabellado, — conociéndolos como los conocemos —, imaginar que un día u otro, por vía del tan sobado «**compromiso histórico**», y quizá Polonia la primera, acepten contratos con la Iglesia que, sino en la letra, si que en el espíritu, sean concordatos...

Y la experiencia nos muestra cuán caro pagan los pueblos esos Concordatos y cuán difícil es abolirlos, por la simple razón que siempre favorecen a la clerecía.

Fernán MURATORE

POESIA

HOSPICIO EN LA AMISTAD

A los compañeros de la «Maison de Repos»

Agarrados a la sombra y al bastón
Trono de piedra en la esperanza...
Y, con el permiso
De tantas y tantas
Navidades idas
En medio del hambre y del peligro...
Ellos
Que
Quisieron reconstituir la luz
Con cachitos de revolución molida
En el molino del trabajo
Y otras reuniones endomingadas,
Hadas indefinidas
Con manchas de aceite
De girasoles y veletas...
Mientras
Que
Ahí,
Ahora,
El tiempo
Continúa de robar las hojas caídas
Con derecho
A bellos discursos:
Puñales
Y mariposas de despedida,
Sobre estrellas desmoronadas
Con trajes de polvo
Huesos, piel
Y silencio.

José MOLINA



ENCRUCIJADA DE LA DUDA

(Reflexiones de un joven que duda si seguir o no seguir la llamada seductora del Ideal):

Cosas extrañas del alma
que complican el camino.
Un vinillo suave y raro
para perturbar el juicio.

Son cosas inexplicables
que no habíamos sentido
nunca y que ahora, de pronto,
con ímpetu infinitos
nos alzan a las estrellas
o nos hunden en el río.

No lo entiendo. Esto no tiene
plan ni nombre conocido.
Es un viento que arrebató.
Es un loco torbellino
que nos trae y que nos lleva
a su impensado capricho.

Siento el alma atezada.
El corazón comprimido.
Quisiera de pronto huir
por un sendero perdido

y llevar entre mis manos
los cielos y los abismos.

Yo sé que la vida está
en este dulce peligro.
En querer y no querer
querer perder los estribos
y bajar la cuesta arriba
del deslizante camino.

Y sé que al decir amor
no es amor lo que yo digo.
Que los perros de la duda
acorralan mis delirios
y me siguen, me persiguen
para morder mi equilibrio.

Son cosas inexplicables
que nos turban los sentidos.
¡Es un huracán que pasa!
¡Es un loco torbellino...!

... Y sé que la vida está
en este dulce peligro.

C. Vêga Alvarez

LIBROS

«Portugal» (L'autre combat), Ferreira, Corsoni, Reevé	22 00	«Enciclopedia sexual», Edgard Wielard	26 00
«Révolution et contre-révolution en Catalogne», Carlos Semprún	15 00	«Aversión y atracción en la matrimonio», Th. H. Van de Velde	20 00
«Las teorías anarquistas», Carlos Díaz	20 00	«La Muerte en las manos», Julián Gorkin	15 00
«Clase Obrera y Revolución Social en España (1936-1939)», Concepción Sonadellas	16 00	«Poemas del Mio Cid», Notas de Ramón Menéndez Pidal	15 00
«Crónicas de CNT», Federica Montseny	12 00	«El Incendio», Isabel del Castillo	10 00
		«La Prisionera», Marcel Proust	15 00
		«Sodama y Gomorra», Marcel Proust	20 00

EN GRECE

LA LONGUE NUIT DES COLONELS CONTINUE

L'AFFAIRE SERIFIS

Le 20 novembre 1978 aura eu lieu à Athènes le procès de Jean Serifis. Jean Serifis est un ouvrier de 39 ans qui pendant la longue nuit des colonels avait combattu la dictature avec fermeté. Il a été à l'époque recherché et poursuivi par les agents les plus réactionnaires de la junte, à savoir, le renommé tortionnaire de la Sécurité de l'Etat Karathanassis et le chef de la police militaire (ESA) Hatzizisis lui-même. Aujourd'hui, quatre ans après le « rétablissement » de la « Démocratie » en Grèce, le travailleur Serifis est entre les mains de ses persécuteurs qui, hélas, non seulement ne sont pas destitués de leurs fonctions, mais aussi ils sont promus en grades; et comme à l'ère des militaires ils protégeaient la tyrannie à l'heure actuelle ils protègent la « Démocratie ».

Tout de suite après la substitution aux postes supérieurs de commandement des colonels par les politiciens, ces derniers et leurs patrons capitalistes étaient conscients que pour un certain temps devaient jouer la carte libérale et ils se sont mis à travailler dans ce sens. Au niveau syndical les politiciens et les patrons se sont mis à constituer des syndicats à leur mesure. N'est-ce pas un phénomène curieux de voir des patrons se donner de la peine et prendre l'initiative de créer des syndicats dans leurs entreprises ? N'est-ce pas curieux de voir les Autorités se fatiguer tellement pour faire adopter par le Parlement la loi n° 330 (et un grand nombre d'autres lois) qui réglemente le « libre » exercice du Droit de grève ?

Il va donc de soi que les syndicats au niveau de l'entreprise et de l'usine ne sont que des organismes composés par des personnes favorisées par les patrons et que l'unique syndicat qui existe en Grèce, la CGT, n'a à sa tête au niveau national que des fascistes, connus par leur activité pendant les colonels, et des « démocrates » musclés. En dehors de ces organisations « ouvrières » les travailleurs de la Grèce (grecs, albanais, turcs, slaves et pakistanais...) pressés par l'exploitation capitaliste qui sévit sur eux dans ce pays, ont essayé de créer leurs propres organisations autonomes, indépendantes du patronat, de l'Etat et des partis politiques et sont passés à l'action directe. Jean Serifis, disposant d'une expérience importante dans ce domaine, était parmi ces ouvriers-ci.

Naturellement ce refus ouvrier de s'intégrer aux institutions étatiques et patronales déplaisait aux autorités et les patrons qui à leur tour ont pris les mesures convenables. Au niveau législatif ils ont fait adopter les lois les plus réactionnaires (loi permettant les déportations des travailleurs combattifs, loi permettant la proclamation de l'état de siège dans les quartiers ouvriers et les villages, loi « anti-terroriste » qui permet de qualifier de terroristes les ouvriers et les paysans qui agissent d'une façon autonome en dehors des organisations patronales et étatiques, etc.). Ils ont fait cela sous prétexte de garantir les libertés ! Au niveau du travail est exercée une véritable chasse à l'homme contre toute personne — suffit d'être suspecte — avec le licenciement immédiat et son inscription sur des listes noires. Jean Serifis a été arrêté et emprisonné à l'occasion des événements « dits » de Rentis (quartier ouvrier de Pirée) le 30 novembre 1977. Le 20 novembre, 10 jours avant son arrestation, un groupe de quatre travailleurs ont voulu, à la suite de l'exécution à froid des trois militants du groupe

Baader faire sauter la succursale de l'entreprise allemande AEG. Aperçus par une patrouille de deux policiers en civil ils ont échangé des coups de feu avec eux, chose qui a donné comme résultat l'arrestation du militant marxiste Christos Cassimis. Ce dernier voulant échapper a été abattu à froid par les dits policiers, chose qui n'est pas surprenante car le tir des policiers sur les travailleurs et l'exécution à froid des militants socialistes est un procédé largement employé par les autorités « démocratiques » en place depuis 1974.

La mort de Cassimis a été l'occasion pour les policiers tortionnaires de deux choses : 1°) Comme ils ont fait avec Panagoulis, achever leur travail de répression qu'ils avaient entrepris pendant la dictature et bien plus avant, et 2°) porter encore un coup contre les initiatives d'action autonome des travailleurs. Ainsi ils auraient d'un seul coup deux pierres. Pour cela le bouc émissaire était facile à trouver, car il figurait depuis longtemps sur leurs listes noires. C'était l'ouvrier Jean Serifis, 39 ans, père d'un enfant, qui ayant participé à la grève dite « sauvage » de 70 jours à l'AEG de Rentis en 1977 constituait un collaborateur crédible aux yeux des ouvriers autonomistes. En culpabilisant quelqu'un d'autre que les policiers, les autorités au-

raient aussi aux yeux de l'opinion publique les mains propres.

Jean Serifis emprisonné depuis son arrestation et déporté sur l'île Egine, accusé d'homicide et blessures volontaires, port et utilisation d'armes se déclare innocent en prouvant que :

1°) Son arrestation a été préméditée par l'un des plus horribles tortionnaires de la junte, le renommé Karathanassis (chef en ce moment

dent avoir reconnu Serifis sur deux photos, dont une de profil qu'on leur a montrées. Ils se trouvent ainsi en contradiction avec l'officier chargé de l'instruction qui déclare après avoir prêté serment leur avoir montré une seule photo. Serifis se demande encore, comment pourrait-on reconnaître quelqu'un par la photo alors dans cette rue sans éclairage où régnait l'obscurité la plus absolue. Il est à noter aussi que les deux policiers viennent en contradiction en ce qui concerne le temps pendant lequel les photos leur ont été montrées dans l'hôpital à Athènes, car l'officier-instructeur en question en ce moment-là opérant des enquêtes en Pirée.

3°) Les autorités refusent obstinément la reconstitution sur place des événements. Elles essayaient même de faire disparaître tout ce qui est compromettant pour elles : elles ont fait disparaître l'unique témoin oculaire, les armes des deux policiers, la chemise du policier ayant serré Cassimis sur sa poitrine qui devait être tachée de sang. Dans le cas contraire Cassimis aurait été tué de loin par les policiers ainsi que le déclarent dans un communiqué les trois de ses camarades en fuite. Les autorités ont même changé l'endroit des blessures de Cassimis et l'ont enterré à la hâte.

4°) L'expertise faite par l'italien médecin-légiste Faustino Durante, professeur à l'Université de Rome démontre que les médecins-légistes nommés par les autorités n'ont pas utilisé des moyens scientifiques et que le projectile qui a atteint Cassimis vient d'un pistolet utilisé par la police grecque.

Il est clair que l'affaire Jean Serifis est une nouvelle affaire Dreyfus pré-fabriquée contre les travailleurs Grecs, par les fascistes et les « démocrates » musclés qui exercent le pouvoir et contrôlent la situation économique dans ce pays. Il est clair que les vrais assassins du militant ouvrier Cassimis sont ces gens-là qui encadrent l'appareil étatique. Mais puisqu'ils sont eux-mêmes à la fois assassins, instructeurs et juges, il est évident qu'ils sortiront la sentence qui leur convient. Ils ont décidé d'avance de s'autoproclamer innocents et d'exterminer l'ouvrier-combattif Jean Serifis. Pour légaliser leur décision, ils l'auront passé le 20 novembre devant un tribunal. Son extermination sera un coup décisif contre la classe ouvrière en Grèce. Une solidarité active des travailleurs vivant en Grèce et des travailleurs de tous les pays peut changer le courant et libérer Serifis.

Pouvons nous, avant et après le procès, rester avec les mains croisées ?

Pour tout renseignement et pour la Solidarité morale et économique s'adresser au Comité de Soutien :

Christina Stamatopoulou,
Dervenion, 39,
ATHENES 148.



Dessins de Petros

de la police de Pirée et promu actuellement sous-chef de toute la police de la Grèce) qui tout de suite après les incidents dans le but de tromper l'opinion publique et de désorienter l'instruction juridique, a déclaré que l'exécution de Cassimis a été l'œuvre de ses camarades en fuite qui cherchaient à lui fermer la bouche.

2°) Le seul témoignage contre lui vient de deux policiers qui tombent dans des contradictions flagrantes. Ils prétendent que Cassimis a été tué par Serifis au moment où l'un des deux policiers lui avait appliqué une prise sur sa tête et l'autre policier un peu derrière lui donnait des coups de pieds sur ses jambes. Serifis, d'après les deux policiers, étant loin, très loin avec les deux autres participants du groupe s'est rapproché et il a tiré trois coups de pistolet sur Cassimis presque à bout portant, dont l'un seulement l'a atteint sur la tête.

Serifis se demande alors qu'il était tellement rapproché, pour quelle raison n'aurait pas tiré les trois coups sur les deux policiers et pour quelle raison alors qu'il pouvait facilement tuer ses adversaires, aurait-il tué son camarade ? Et pourquoi ces deux agents ne lui ont pas tiré dessus ? Par la suite ces deux policiers légèrement blessés transportés à l'hôpital militaire 401 d'Athènes préten-

3428



EL COMBATE SINDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

MANIFIESTO DEL COMITE NACIONAL DE LA C. N. T.

CONTRA LAS MANIFESTACIONES ANTITERRORISTAS

Que la dictadura franquista organizara manifestaciones masivas para reafirmar el régimen y el orden establecido, era lógico. Que la derecha organice manifestaciones contra el terrorismo y por la ley anti-terrorista, no nos sorprende. Pero que las manifestaciones las convoquen ahora los partidos y centrales sindicales que se llaman de clase, resulta sospechoso.

Estas convocatorias nos afectan en cuanto trabajadores. Nos afectan porque, una vez más, se nos quiere manipular. Una vez más se nos pretende dar golpe por liebre.

No vamos a entrar ahora en el análisis de los grupos que, con las armas en la mano, se enfrentan al capitalismo y a sus instrumentos. Pero sí hay que ser conscientes de que la acción de estos grupos es una respuesta al terrorismo que, día a día, se ejerce contra el pueblo.

Los cierres de empresas con miles de trabajadores que se suman a la ya larga lista de parados, la represión policial de huelgas y manifestaciones, la masiva presencia de la policía en las calles, la desinformación y el engaño de los llamados medios de comunicación, la escandalosa subida de precios, etc., son unos cuantos ejemplos de lo que nosotros entendemos por auténtico terrorismo.

Las manifestaciones ahora convocadas tienen su origen en la política de consenso, plasmación de una

convergencia de intereses entre la derecha y la llamada izquierda.

Este consenso, este pasteleo, ha dado a luz a ese auténtico aborto que es la constitución, con la cual se pretende perpetuar indefinidamente la democracia que actualmente sufrimos y el sistema de la explotación del hombre por el hombre.

Esta constitución, servilmente apoyada por los partidos y centrales de la llamada izquierda, no sólo es claramente antiobrera, sino que además legaliza el golpe de estado y, por si fuera poco, contiene una ley antiterrorista dirigida a «limpiar» el país de cualquier posible disidencia.

El auténtico objetivo de las manifestaciones convocadas es el de iniciar esa limpieza que intentará consolidar el sistema impuesto. Es lógico: para aplicar una ley antiterrorista se necesitan unas manifestaciones antiterroristas, se necesita instigar al pueblo para que colabore con los cuerpos represivos.

El sistema y sus cómplices necesitan, para llevar adelante ese proceso, implicar a la clase obrera, planteándole el falso dilema de democracia o terrorismo, cuando en realidad pretenden desviar a los trabajadores de sus objetivos de clase para que acaben apoyando una constitución que es un eslabón más en la cadena de la explotación.

Se pretende además consolidar un sistema, bajo la excusa de que «ya estamos en la democracia», cuando



¿ QUIENES SON LOS TERRORISTAS ?

« Cuando la clase obrera quiera manifestarse contra el terrorismo, lo hará ante el Ministerio del Interior, ante la sede de la CEOE, ante las cárceles... »

los cuerpos represivos fascistas son los mismos del franquismo, las torturas en las cárceles son las mismas y la represión se generaliza.

Este contexto se completa con una

legislación laboral antiobrera, una crisis económica provocada y manipulada por el capital, un derecho de huelga inexistente y un aumento

(Sigue en la página 2)

Una de las resoluciones del Pleno Nacional de Regionales de la CNT:

¡ BOICOT AL REFERENDUM DE LA CONSTITUCION !

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE
ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Paiements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE MARSELLA

La F. Local de Marsella comunica a todos sus afiliados, que el día 3 de diciembre tendrá lugar una asamblea general en su local social, rue Pavillon n° 12, a las 9,30 de la mañana, donde ningún compañero debe faltar por su importancia especial.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el día 10 de diciembre a la hora acostumbrada y lugar de siempre.

F. L. DE ORLEANS

Se convoca a todos los afiliados a esta F. L. para el domingo 3 de diciembre 1978, a las 10 de la mañana en nuestro domicilio social de la rue de Bourgogne.

COMMUNIQUE

Pour entrer en contact directement avec les camarades de langue étrangère, nous sommes un certain nombre de compagnons anarchistes qui avons appris l'Esperanto.

Tous les militants que le sujet intéresse peuvent soit contacter les groupes

locaux de SAT-Amikaro, soit s'inscrire à un cours par correspondance.

Adresse : SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

COMISION DE RELACIONES
NUCLEO DEL ARIEGE

Con el fin de poder completar el Archivo del A.B.I.C. (Biblioteca) del Nucleo del Ariège, nos faltan los números 136, 141 y 298 del semanario «Espoir». Se ruega a quien pudiera facilitarlos lo comunique al Secretario de Cultura y Propaganda del Nucleo, compañero GIL José, 15, rue Corps-Franc-Pomier, 09100 Pamiers.

LA REDACCION A LOS
COLABORADORES

En adelante y hasta nuevo aviso, para facilitar la labor de esta Redacción, deben mandarse los trabajos, notas y avisos a la dirección siguiente: Imprimerie des Gondoles (Pour «Combat Syndicaliste»), 4 et 6, rue Chevreul, 94600 Choisy-le-Roi (France).

COMMUNIQUE

La Confédération Nationale du Travail - Région Parisienne, tiendra une fois par mois une permanence juridique qui sera faite par des syndicalistes et des spécialistes de droit du travail. Dans un premier temps cette permanence se limitera aux questions de droit social : droit du travail ; droit syndical ; droit de la sécurité sociale.

La permanence aura lieu le premier vendredi de chaque mois, de 18 heures 30 à 20 heures au local de la C.N.T. - Région Parisienne, 33, rue des Vignoles, Paris 20° (Métro Nation, Avron, Buzen-

val). Elle est ouverte à tous les travailleurs, syndiqués ou non, et à tous les syndicats, groupes de travailleurs, de la C.N.T. ou non.

Les permanences pour la fin de l'année se feront donc :

- le vendredi 1° décembre.

TURRONES

Atención variación en los precios:

Jijona, pastillas de 400 gms.	16,00
Alicante, idem.	16,00
Mazapán, idem.	14,00
Yema, idem.	14,00
Cofres, 1.200 grs.	55,00

Nota aclaratoria: En dos números consecutivos del semanario, hemos anunciado la nueva temporada de Turrones, dando para cada clase de pastillas, los mismos precios del año pasado, a excepción de los cofres. El haberse explicado mal o mal entendido, ya que las relaciones fueron telefónicas, y sin albarán a la vista, al ser confirmados los precios, dada la carestía de los productos, ha dado lugar a la variación que anunciamos, para no perder en la operación.

«LA MUJER EN LA LUCHA SOCIAL Y EN LA GUERRA CIVIL DE ESPAÑA»

por Lola Iturbe

Obra recomendable por su valor histórico y libertario. Los compañeros pueden pedirlo al Servicio de Librería, 33, rue des Vignoles, Paris. Precio: 20 F.

LIBROS

«Portugal» (L'autre combat), Ferreira, Corsoni, Reevé	22 00
«Révolution et contre-révolution en Catalogne», Carlos Semprún	15 00
«Las teorías anarquistas», Carlos Diaz	20 00
«Clase Obrera y Revolución Social en España (1936-1939)», Concepción Sonadellas	16 00
«Crónicas de CNT», Federica Montseny	12 00
«Enciclopedia sexual», Edgar Wielard	26 00
«Aversión y atracción en la matrimonio», Th. H. Van de Velde	20 00
«La Muerte en las manos», Julián Gorkin	15 00
«Poemas del Mio Cid», Notas de Ramón Menéndez Pidal	15 00
«El Incendio», Isabel del Castillo	10 00
«La Prisionera», Marcel Proust	15 00
«Sodama y Gomorra», Marcel Proust	20 00
«Histoire de l'idée fédéraliste», Bernard Voyenne	30 00
«El general Miaja defensor de Madrid», A. López	50 00
«Le Train de la Mort», C. Bernadac	20 00
«Varsovie 44. (L'Insurrection)», J. Steiner	35 00
«La Quinta Columna» - Memorias de la Guerra Civil española 1936-39», Santos Alcocer	50 00
«Útiles después de Muertos», C. M. Pellicer	30 00
«Los bolcheviques y el control obrero (1917-21)», «El Estado y la contrarrevolución», M. Brinton	15 00
«El Mito de la Cruzada», H. R. Southworth (en francés)	27 00
«Cómo gasta el Estado el dinero de los españoles», Vicente de Sebastián	6 00

EN TORNO AL TERRORISMO

Marcelino Camacho, el reaccionario dirigente del Sindicato neocorporativista, de influencia stalinista CC OO, dijo en unas declaraciones a «Mundo Diario», en la sección «Mundo laboral»: La lucha contra el terrorismo, es indispensable para consolidar la democracia.

Ante esta afirmación no queda más, que plantearse la siguiente interrogación: ¿Qué es el terrorismo?

Existe una forma que el Estado y

CONTRA LAS
MANIFESTACIONES
ANTITERRORISTAS

(Viene de la página 1)

brutal de los expedientes de crisis. En estas condiciones, llamar a la clase obrera a que se manifieste contra lo que pretenden llamar terrorismo es una sucia maniobra.

Aquí no ha cambiado nada. No nos engañemos y no engañemos a los demás. Convocar manifestaciones antiterroristas es hacerle el juego al aparato represivo y a los auténticos terroristas, esos que últimamente llenaron las calles con carteles «caza-terroristas», la mayoría de los cuales fueron arrancados por las manos anónimas del pueblo.

Quando la clase obrera quiera manifestarse contra el terrorismo, lo hará ante el Ministerio del Interior, ante la sede de la CEOE, ante las cárceles... ¿Quiénes son los terroristas?

La C.N.T. denuncia estas convocatorias de manifestaciones antiterroristas, como una maniobra destinada a engañar a los trabajadores, a manipularlos y a desviarlos de sus verdaderos objetivos.

los reformistas dan el mismo calificativo, dichas formas son las tendencias más radicales de la izquierda, que son consecuencia de la impotencia de la llamada izquierda parlamentaria y el creciente reformismo de dicha izquierda, no tienen otra alternativa que lanzarse a la lucha armada contra este Estado y su burguesía; esta realidad se acrecienta, con las sucesivas traiciones de la izquierda, la falsedad de sus promesas, sucesivas firmas de pactos a espaldas de todos los que habían puesto cierta confianza en ellos, el convertirse servidores del capitalismo en definitiva, no deja opción y en cierto modo justifica esta praxis revolucionaria, de los elementos más radicales del proletariado; vemos pues que atentar contra el Estado burgués directamente, los reformistas de izquierda, lo califican de terrorismo.

La otra modalidad es el terrorismo legítimo, del cual se guardan de decir nada los reformistas, es el terror organizado y desarrollado por el Estado, al cual directamente con su acción, apoya la izquierda parlamentaria. El Estado es el legítimo terrorista y sus ejecutores los políticos, sean de derechas o de izquierdas; cuantos trabajadores sucumben en las fábricas a causa de las precarias condiciones de trabajo, cuantos son detenidos y apaleados por pedir justas reivindicaciones, cuantos se encuentran detenidos en las cárceles recibiendo todo tipo de torturas psicológicas, cuantos son asesinados en las manifestaciones; cuantos asesinatos imputados a las tendencias revolucionarias en realidad cometidos por los esbirros de ese terrorismo legítimo y legitimado; cuantos nuevos casos Scala le esperan a la C.N.T. por montar, con lo cual esperan des-

prestigarla ante la clase laboriosa.

¿Cuánto dinero invierte el Estado además del que despilfarra, en matones profesionales, que suelen actuar en casos tipo Scala o tipo ETA, para cargar el mochuelo a las respectivas organizaciones?

Es mucha la sangre que hay ver-

tida con el cuento de esta democracia, y la mayor parte de ella procede de los trabajadores.

Con esta denominada Democracia que no resulta más que un mero sistema sanguinario de los muchos de que dispone la burguesía; pero todo sistema dispone de sus peones y Camacho no es más que uno de ellos. Un fiel servidor de la burguesía y de la oligarquía stalinista del PCE del cual tiene muy malos recuerdos el proletariado de 1936, y es ya mal visto por el de 1978.

Los dirigentes comunistas se comportan como meros peones, los cuales pretenden desviar la acción de los trabajadores y convertirlos en conformistas del sistema burgués, supeditados a la directa manipulación del stalinista PCE. Dicha supeditación determina que si la minoría política stalinista, quiere poder contar en el Gobierno, debe de mantener a los trabajadores bien indefensos, a merced de la patronal y del Estado como guardián: esta es la función que hace CC OO y sus dirigentes.

Esto ya ratificado por la pasividad ante la ley anti-terrorista, el apoyo a la reaccionaria Constitución, y el Pacto Social que se avecina, así como las manifestaciones y la campaña que está promoviendo CC OO contra lo por ellos calificado terrorismo. El señor Camacho con sus afirmaciones y actos, no hace sino que se le vaya viendo gradualmente el plumero y que le consideren los trabajadores como un fiel servidor del capitalismo y su sanguinaria versión avanzada que es el comunismo.

JOSE ARBO

San Carlos de la Rápita (Tarragona).



¿Cuando organizarán las centrales sindicales «representativas» una jornada de manifestaciones contra MARTIN VILLA?

CAP A LA PART DELS PIRINEUS

Sí, esta vez fuimos a los Pirineos, concretamente a Olot y a Figueras.

Tras una corta estación en Perpiñán, el universal chófer Lloberas nos condujo a estas dos bonitas ciudades de la gran montaña.

Atravesamos Vilagán, Ramaia, Besalú ya con abundante propaganda en sus paredes anunciando el mitin, Castellfullit y varios más. Pueblos repletos de historia social y revolucionaria.

El Chrysler de Lloberas parecía haber vivido la guerra española. La carretera tiene bastantes curvas y a cada una emitía un gemido de chararra pero que, traducido a lenguaje humano, su «Prraagho khili» se parecía mucho al «Paso a la FAI» de los primeros días del 19 de Julio.

Finalmente intervino la ciencia y ésta concluyó que ese «mensaje» metálico del coche era que en las curvas la carrocería frotaba por tierra. Pero, repito, parecía decir, «Paso a la FAI».

El mitin tiene lugar en el Polideportivo de Olot. Local espacioso, más adecuado para mover brazos y piernas que para mover la lengua. La acústica es defectuosa.

Aquí nos recibió Guillén e inmediatamente nos condujo a su domicilio, por cierto sito en cuarto piso desde donde se domina todo Olot: aquel grupo de edificios es el complejo del textil; aquél otro, nos decía Guillén, es el de la Madera (carpintería y ebanistería, bastante importante). Allá la metalurgia y mi-

nerales. El cuarto es fabricación de muñecos y juguetes...

Olot es eminentemente industrial. País volcánico, parece ser que en su término municipal hay unos cuarenta volcanes. A tiro de piedra nos señala qué hay uno. Si se enfurece, Guillén tendrá que encenderle un cirio a Belcebú para que lo preserve de lo que arroje esa mansión de Pedro Botero.

EL MITIN

Se anuncian como oradores Joaquín Guillén, Francesc Boldú y F. Montseny.

¿Que de qué Guillén se trata? Pues del noble Guillén que goza de tres títulos de nobleza, la verdadera. Nuestro Guillén es el Guillén de Montauban, de Olot y de Terol. De Montauban para distinguirlo de otros Guillén exiliados; de Olot porque en Cataluña se le conoce por haber vivido 30 años allí, y de Terol (Teruel) porque este gran exiliado y gran catalán, fue representante máximo de Olot en el período revolucionario. Nació en un pueblito aragonés, cerca de Teruel.

Pero, veamos lo que dice:

GUILLEN reivindica toda la obra revolucionaria.

Saluda a los que cayeron en el combate, a los que llevaron a los campos de exterminio — campos franquistas en España y nazistas en Alemania —, a todos los que sacaron de las cárceles para llevarlos ante el

paredón de ejecución donde iban a ser asesinados. A todos ellos los hombres de la C.N.T. y los libertarios les guardamos fraternal recuerdo.

Sus primeras palabras han servido para reintegrar confianza y ánimos en la sala con más de 600 asistentes.

Guillén: Después de 40 años de inquisitorial dictadura este es el primer acto público que celebramos; acto de presentación de la C.N.T. a los trabajadores de Olot. En la tribuna estamos Boldú de Barcelona, obrero catedrático al que en vuestro nombre agradecemos su presencia, Federica Montseny que ha venido expresamente de Toulouse, y yo, también exiliado pero no desertor porque si nuestros pies pisaron otras tierras, continuamos por doquier la lucha por una sociedad de hombres emancipados.

Por otra parte, los trabajadores de Olot se merecen este concurso porque Olot es una zona de tradición revolucionaria y solidaria, federalista. En Olot ya había organización obrera antes de que existiera nacionalmente la C.N.T.

Todo el ideal de federalismo y de solidaridad que preside a la C.N.T. tuvo ya su terreno abonado en esta querida ciudad. ¿Quién no recuerda al gran olotín Juan Deu (aplausos) exponente fiel de las ideas de Pi y Margall. Yo era aprendiz carpintero y a las prédicas de Juan Deu debo que me apuntara ya el primer día en el sindicato confederal con sede en la calle del Carmen. Allí por prime-

ra vez vi la efigie de tres apóstoles del federalismo y de la libertad: la efigie de Francisco Layret, la de Ferrer Guardia y la de Anselmo Lorenzo. Tres hombres y un solo ideal, tres apóstoles. Entonces en el sindicato el ambiente ya no podía ser más fraternal y con deseos unánimes de luchar. Famosa fue la huelga del 19 a la que contribuyó casi toda la población laboriosa. Se luchaba entonces por la jornada de 8 horas.

Gran luchador fue en esos momentos José Alberola sucesor de Juan Deu. En 1923, la dictadura borbónica de Primo de Rivera ya nos clausuró el sindicato. En adelante, hasta el año 31 todas nuestras actividades, por honrosas que fueran, debían llevarse a cabo en la clandestinidad, un poco al amparo del Centro Obrero.

La rebeldía en mí, mezclada ya con cierta ira, se multiplicó un día al ver pasar por la calle a hombres muy conocidos por su honestidad, laboriosidad y don de gentes, que, maniatados cual si se tratase de malhechores, iban conducidos por la Guardia Civil. El encuentro fue para mí algo así como un camino de Damasco. Desde entonces decidí ser militante y entregarme a la lucha con todas sus consecuencias.

Guillén no lo ha dicho, pero muchos comprendieron que aquello era exacto reflejo del espíritu de justicia que animó a Cervantes para escribir su admirable e imperecedero Quijote.

Guillén: «Durante siete años de clandestinidad nuestra tarea fue agotadora por muchas razones, la principal consiste en que somos terreno fronterizo y los pasos nocturnos de frontera eran frecuentes con compañeros llegados a Olot desde las más lejanas zonas españolas.

»Con la proclamación de la República recobramos esperanza. Todo Olot manifestó para celebrar a la naciente república, y todo el pueblo, al pasar frente a la demora de Juan Deu, observó un minuto de silencio. Y en masa, toda la clase obrera de Olot se adhirió a la C.N.T. Era la única sindical. La burguesía no había logrado como ahora ha logrado que otras sindicales, adulteradas y falsas, engañen a los trabajadores. ¿Un pacto como el de la Moncloa, entonces? Ni pensarlo.

En la C.N.T. estábamos todos los trabajadores. A nadie se le preguntaba a qué partido pertenecía porque los partidos, ni intentaban siquiera desvirtuar a los sindicatos.

En la C.N.T. se respetaban todas las opiniones. Como prueba diré que presidente era Serrat, trotskista; Tretés, monárquico; el contador era de Acción Catalana y yo libertario. Sebastián Clará, Rosario Dolcet, Pallau y Francisco Isgleas se veían frecuentemente en la tribuna pública hablando a los olotinos.

Entonces no teníamos abogados que defendieran nuestros litigios laborales; nos defendíamos nosotros mismos, individualmente o con la intervención de todos los sindicatos. Cuando las deportaciones a Bata hubo una gran huelga de protesta en toda España y Olot respondió unánime y con tanta decisión como dignidad. En nuestras manifestaciones, si las fuerzas de orden no nos desordenaban, todo se desarrollaba con muchísimo respeto y seriedad. En 1934 no nos movimos y sin embargo igual fuimos clausurados. Clausurado pero nuestro sindicato estuvo presente en todos los comicios de la C.N.T.

M. CELMA

(Continuará)

(Ved también «Espoir».)

Santiago Carrillo en la radio francesa, viernes 17 de noviembre:

«...No hay que temer a los franquistas nostálgicos...»

Sábado 18:

Se anuncia el intento frustrado de golpe de Estado militar.

Domingo 19:

150 000 fascistas en la Plaza de Oriente...

Por cierto, las derechas ¡tampoco temen al señor Carrillo!

DECENCIA

Mire usted... señor marqués... Nobleza y Grande de España... que eso que usted pretende es una vil canallada...

Aunque usted nos amenace con echarnos de la casa... y dejarnos en el campo... igual que las alimañas...

Aunque a mi hombre le quite de su trabajo de guarda... aunque le deje sin sueldo... aunque le deje sin paga...

Aunque llame a los «civiles» y nos echen con las armas... aunque nos lance sus perros como a fieras acosadas...

No conseguirá el marqués los favores de mi Juana... ni osará poner la mano... en sus desnudas espaldas...

De eso me encargo yo... ¡Míreme bien a la cara...!

y vea que estoy dispuesta a sacarle las entrañas...

Si en el cuerpo de mi hija pone usted su mirada... que sólo al pensar en ello... y de verle... me dan náuseas.

¡Que mi hija... no soy yo...! a quien logró desnudarla... primero... como doncella... y después... como casada...

¡Aquello... ya se acabó...! Ya no se quitan las sayas, las criadas del marqués... por derecho... de pernada.

Si le apetece... coyunda... se la hace usted... al ama... y si no le gusta a ella... elige usted en la cuadra...

¡Pero... a mi hija no...! No me la ensucia de babas... que ya a una moza por miedo no le quita usted las bragas...

Ahora cuando a una moza... la lleva un hombre a la cama, lo hace... por que ella quiere y de ello tiene ganas...

Ahora ya... no es menester esperar que raye el alba... y esperar como un bandido... a que el marido se vaya...

Ya una mujer no se compra como si fuera una esclava, ni se puede poseer... por temores o por dádivas.

Ahora señor marqués... Nobleza y Grande de España, Eso que usted pretende... es una vil marranada...

¡Mírese en un espejo...! y véase usted la facha... y después al confesor encomiende usted su alma...

Nicolás Chozas

LA AUTOORGANIZACION OBRERA ES LA UNICA SOLUCION MORAL Y ECONOMICA

Contra la crisis, la colectivización inmediata

PARIS. — Desempleo, despido libre, incapacidad de organización de la patronal, escasa rentabilidad como consecuencia del robo a industria armada, parasitismo, estos son, en España y en Polonia, en Europa, las características que definen la situación de la industria textil.

A través del Fondo de Documentación para la Información Anarcosindicalista de Barcelona, compañeros han redactado un informe histórico de las sucesivas crisis que han sacudido a la industria textil en España. Todas han tenido las mismas características: el Capital ha robado a los trabajadores durante un tiempo; luego, con la plusvalía de ese trabajo de los obreros ha comprado nuevas máquinas, que siempre han servido para incrementar la rentabilidad y poner en la calle a un número siempre mayor de trabajadores.

La crisis ha estallado: no hay otra solución que afrontarla directamente en los talleres y fábricas, con un arma en la mano de los trabajadores: «proyectos de incautación/colectivización», análisis económicos que pongan de manifiesto que la autoorganización obrera, en el marco de un sindicato anarcosindicalista, es más rentable, moral y económicamente, y es la única solución para acabar de una vez con el crimen que cada nueva crisis comete contra los trabajadores.

Este es el análisis histórico de la Industria textil que han realizado los compañeros del F. de D.:

PROTECCIONISTAS...

La crisis en la Industria Textil no es de hoy, viene de lejos; viene de los enfrentamientos entre los partidarios y contrarios de una política librecambista llevada a cabo por el Estado español a mediados del siglo pasado, primer antecedente de futuros proteccionismos que, con los años transcurridos tuvo (y tiene) jugosos resultados para la burguesía del sector. Pero el librecambismo sufre un fuerte contratiempo a consecuencia de una crisis profunda en el sector triguero del interior del país, cuyos intereses sucumben a la fuerte competencia de los precios del importado libremente del extranjero, especialmente de los precios bajos del trigo ruso y de su transporte desde el puerto de Odesa contra el grano del país y su transporte a la periferia desde el interior del mismo, crisis que produce, al mismo tiempo, el hundimiento general de toda actividad económica durante el curso de los años 1885-1887, agravada diez años más tarde en la Industria Textil por la derrota de la guerra de Cuba y Filipinas frente a los EE UU y que tuvo como consecuencia la pérdida, por los industriales de la época, del monopolio de la venta de productos textiles en las mencionadas islas; pérdida, también, que tuvo como resultado una lucha enconada entre «librecambistas» y «proteccionistas», entre Segismundo Moret, jefe del gobierno al empezar el siglo actual, defensor de los primeros, y, en Cataluña, por los segundos, con el título político de «regionalistas», al frente de los cuales se encuentra ya Francisco de A. Cambó, acompañado de una «Solidaridad Catalana», mezcla de carlistas y republicanos históricos, al frente de los cuales se encuentra Nicolás Sal-

merón, tercer presidente de la I República que fue y desaparecida a golpes de sable (tristes antecedentes) a primeros de 1874, y, por los carlistas, al Duque de Solferino, cabeza visible de una gente promotora de tres guerras civiles en el país... Para los trompazos en la calle, se tiene al demagogo y pillastre nº 1 de los políticos de aquellos días, Alejandro Lerroux, manipulado desde Madrid, y a Cambó por los proteccionistas, que los pistoleros del propio Lerroux, intentan asesinar a tiros de revólver. Lucha de intereses que finalmente es ganada por los «proteccionistas-regionalistas» de la «Lliga», de acuerdo con los grandes propietarios trigueros con sede en Valladolid, y, también, con los aprendices de chupadores de sangre proletaria, los peces gordos de la industria Sidemetalúrgica del País Vasco. Al término del año 1906, España es ya uno de los países de Europa con más fuertes protecciones arancelarias...

ENGORDANDO MARAVILLOSAMENTE

La industria Textil catalana, después de la pérdida de Cuba y Filipinas, se convierte en un árbol enfermo, en una higuera de raquíticos frutos, que no le impide, a través de periodos agitados de la vida social y política de Europa y de España (1914-18 para la primera, y 1936-59 para la segunda) que sus frutos tarados pudieran engordar a todo aquel que adornara sus espaldas con el cartelón de «fabricante de hilados y tejidos». La «Federación de Fabricantes de Hilados y Tejidos de Cataluña» y más tarde la «Mancomunidad de Fabricantes de Tejidos» (periodo de la dictadura de Primo de Rivera), salidas ambas del tronco común, el «Fomento del Trabajo Nacional», fueron las dos entidades patronales polarizadas de intereses siempre contrarios a toda clase de evolución y avance, tanto por lo que se refiere a la modernización de los medios de producción como el permitir que la mano de obra profesional y técnica empleada en «sus fábricas» fuesen personas con rostro y condiciones humanas; explotación y atropellos inauditos, paternalismo vergonzante, persecuciones feroces; «pactos de hambre», toda clase de resortes de «obligado cumplimiento» especialmente aplicados a todos aquellos que se rebelaran a soportar el imperio de sus apetitos, y, para concluir, su «maravillosa» obra de la

creación de los dantescos presidios a todo lo largo de los ríos Cardener, Llobregat y Ter, con el nombre «alegre», posiblemente importado de América, de «Colonias»...

Hacia el fin de la carnavalada del dictador Primo de Rivera empiezan muchos patronos a darse cuenta de la desastrosa vetustez que padecían las ramas de los hilados y de los tejidos en cuanto a equipamientos y que, en consecuencia, debíase ir a una renovación de los mismos previa una destrucción escalonada de la maquinaria vieja de cerca de un siglo de funcionamiento. La instauración de la II República y los periodos turbulentos que la acompañaron (eran insostenibles las condiciones salariales y morales de los pobres proletarios empleados en la Industria y en el Agro) dejaron sin efecto la intencionalidad de aquella renovación, mayormente y antes ya, a últimos de 1928, una fuerte crisis se instaura de nuevo, agravada por el desastre financiero norteamericano de 1929, que todo junto hizo que nuestros fabricantes, asustados, empezaran a reducir la producción o se cerraran algunas empresas, pero, al mismo tiempo, siguiendo las indicaciones de los «estados mayores» políticos de aquella República, fuertemente imbricados en la gran banca, en los grandes terratenientes y bendecidos por los santones de la Iglesia de aquellos días, arrecian en aumentarla.

«¡QUE VIENEN LOS FACHAS!»

Al llegar al 19 de julio de 1936, en Cataluña, con la consiguiente toma de los medios de producción por parte de la clase trabajadora, y particularmente de la Industria Textil, aquella sólo encontró chatarra, deudas por todas partes y muchas empresas al borde de la quiebra que, si el desastre de la guerra civil no se hubiera producido aquella hubiera revestido caracteres de catástrofe. El «klímón» que nos cayó en las manos había sido tan bien exprimido que más que un fruto seco, lo que se heredó era más bien una piel disecada llena de gusanos...

Terminada la lucha en 1939, el patronato del Textil, al recuperar «sus bienes», se encontró (en la medida de lo posible) con las fábricas ordenadas, con una situación económica, sino excelente, una gran parte de ellas limpias de deudas, y, en muchas otras, con los almacenes de fábrica y despacho llenos de productos manufacturados, al cabo de pocos días ávidamente comercializados por medio del famoso sistema del «straperlo». Después les vino en ayuda la «política económica» de una autarquía de flechas e imperios del fascismo en el poder, lo que les facilitó la otra no menos jugosa especulación de los célebres «cupos» así como la puesta en marcha de toda la vieja maquinaria desahuciada que más arriba hemos mencionado.

Los fabricantes de hilados y tejidos

de Cataluña, por espacio de más de diez años, después de las dos guerras (la propia y la mundial) no gastaron ni un céntimo, ni para vender por medio del corretaje ni para renovar mínimamente el utillaje; en los despachos se formaban colas para poder adquirir una pieza de tejidos. Por lo que se refiere al utillaje, sabemos de unos amigos que tuvieron la desgracia de ser contratados para poner en marcha unas instalaciones textilerías, cuyos telares, los brazos sostenedores (montantes) del batán («taules» en catalán), por donde va y viene la lanzadera, que son de hierro colado, aquéllos eran de madera casi podrida por los años de funcionamiento y por el aceite lubricante recibido, y en donde generaciones y más generaciones de pobres tejedoras habían dejado en ellos la piel por enfermedades contraídas a causa del esfuerzo de jornadas inacabables de 15 o más horas de trabajo diario y con unos misereros salarios de estricta supervivencia...

LUEGO: MAS CURAS...

Cuando la llegada al poder de la gente del Opus Dei y la consiguiente expulsión de Girón de Velasco del ministerio de trabajo, y con él toda la manada de ineptos, se acabaron las martingalas de los «cupos», consistentes éstos en determinadas cantidades de materias primas asignadas y revendidas al mercado negro por un precio tres o cuatro veces superior al que se pagaba a los «órganos de control» del gobierno, en donde todas las pandillas con camisa azul también se enriquecieron miserablemente. Acabados los cupos, empezaron las primeras «huidas de Egipto»; empresas montadas bajo la protección de la «Junta de Burgos», establecidas en Pamplona, Sevilla, Valladolid y en el mismo Burgos, especialmente en Miranda de Ebro, al llegar a 1959 quieren cerrar sus puertas, o en todo caso, reducir sus plantillas. Tampoco éstas, como en el sector de Cataluña, en el periodo de las vacas gordas, hicieron algo para adaptarse a las nuevas modalidades de producción moderna y tampoco a las nuevas fibras salidas de los laboratorios de la «Dupont de Nemours» y de los de la «Imperial Chemical Industries», de Inglaterra...

Es por 1959 que la patronal textilera y de las hilaturas de algodón contrata los buenos servicios (de liquidación, bien entendido) de técnicos caracterizados de «eminentes», entre los que se cuentan a Juan Sardá, Manuel Ballbé (se dijo de él «un eminente abogado»), Fabián Estapé (también se dice de éste que es un «prestigioso economista»), Joaquín Forn, Manuel Ortíz y Juan Riba. De los quebraderos de cabeza de dichos señores se obtiene del gobierno un decreto promulgado el 6 de octubre de 1960, pero por no ser suficientemente elaborado el Plan propuesto por los «expertos» arriba menciona-



Análisis histórico de la industria textil española:

- 1- La «crisis» siempre ha sido pagada, económica y laboralmente por los trabajadores.
- 2- El capital paga con el despido los créditos que debe por acumulación de plusvalía laboral.
- 3- El robo es el modelo de organización impuesto militarmente por la patronal.

dos, se elabora otro que aparece en el «Boletín del Estado» el 24 de julio de 1963, Plan que no es nada más que un conjunto de recomendaciones pagadas, cuyo coste de aplicación es de 2.000 millones de pesetas a cuenta del Estado, millones de 1963... La zarabanda de los millones ha empezado, y todo para que nuestros fabricantes, que se han «forrado» a espaldas de la miseria del país, no se conviertan en vulgares «mendigos»...

Pero todo aquello todavía no es bastante. Esta vez son los peces gordos de la Industria, que quieren eliminar a todo aquel que les pueda hacer sombra en la nueva era de la competición sin paliativos ni entrañas. Es en 1969 que se lanza a la calle el «Primer Plan de Reestructuración de la Industria Algodonera», Plan que recibe la bendición de los ministerios de Industria, de Trabajo y el de las ptas., el de Hacienda. Nuestros seráficos patronos también se les señala su contribución crematística (teórica pero no real) casi de un tercio del total, cantidad que queda resuelta con tres o cuatro pesetas más por metro de ropa tejida o por kilo de algodón hilado, y del asunto no se habla ya más... ¿Para qué...?

Este nuevo, para nosotros tercer Plan, tiene por resultados la desaparición de más de 300.000 husos de hilar y la cantidad de 8.800 telares, con un número (en el papel ya que en la realidad fueron muchos más) de 12 mil trabajadores de las diferentes especialidades y técnicos comprendidos, con unos 900 de los afectados a una jubilación e indemnización anticipada, así como unas riquísimas pensiones, cuyos beneficiarios, en el Textil, son los que llenan las tristes legiones de los sacrificados del trabajo con la cantidad de 12.120 ptas. de pensión mensual...

Para la «administración» del Plan reestructurativo de la Industria Algodonera encontramos a un extraño personaje que antes de la guerra civil es un inteligente asesor de la Patronal del Ramo de la Construcción; más tarde, ya con los verdugos franquistas en el poder, lo encontramos, junto con Narciso de Carreras (parece que éste se anda como figura decorativa por los medios del ahorro popular), de segundo «jefe» de la «Caja de Jubilaciones y Subsidios Textil, Mutuality Laboral»; también lo vemos en calidad de «Vicesecretario provincial de Ordenación Económica», del Sindicato Vertical, en donde los intereses de la Patronal catalana tiene a un hombre de la máxima confianza. También lo encontramos al frente de negocios tipográficos y también de miembro directivo del entonces «Club de Fútbol Barcelona» (hoy de nuevo, «Fútbol Club Barcelona»), al lado del «noi» Montal, si bien por poco tiempo. El hombre que venimos anunciando, a través de sus cargos e incidencias, es Marcelino Moreta y Amat, actualmente diputado UCD,

juntamente con el «catalanista» de hace quince días, el periodista franquista de la primera hora y «tierno amigo» de la C.N.T., Carlos Sentis y Anfruns... Aquel Plan había costado otra tanda de millones, 4.000 de ellos...

LOS TRABAJADORES: «A REMOJAR...»

Ahora una nueva crisis, esta vez con todas las características de desastre total. Miles de trabajadores tienen la piel en remojo, tanto del algodón, de la seda, de la lana y de las restantes fibras, artificiales, sintéticas o vegetales. Los despidos masivos están a la vuelta de la esquina. Por nuestra parte recomendamos a los trabajadores del Ramo de Agua, de las Hilaturas de algodón, de las fibras artificiales y sintéticas, de las fibras fuertes (cables, cuerdas, cordelería); a los de los tejidos de todas clases, a los contra maestres de telares y del ramo de agua; a los trabajadores del género de punto de la confección, es decir a todos los de las sub-ramas, a los técnicos de no importa que especialidad de nuestra vasta Industria, a los pertenecientes a la «Cámara de Directores, Mayordomos y Encargados del Arte Textil» (eternos durmientes); a todos los auxiliares (Albañiles, carpinteros, mecánicos de reparación, transportistas, peonaje, electricistas, escribientes, mozos de fábrica y despacho, etc., etc., todos — repetimos — estamos en peligro de perder nuestro puesto de trabajo. Otra vez se «indemnizará»; a algunos cuantos de nosotros se nos llenará el bolsillo con unos cuantos billetes; muchos, también, pasaremos al rincón de los trastos viejos, con más o menos dinero en nuestra exhausta faltriquera, pero el resto de los afectados — la mayoría — nada de nada, a lo sumo unos meses viviendo del magro subsidio del franquista «Fondo Nacional de Protección del Trabajo». Acabado éste, la gran nada...

Es necesario que inmediatamente se discuta sobre los medios que todos debemos emplear; es necesario hacerlo en los propios centros de trabajo y en el Sindicato. Los partidos políticos, ni tienen calidad ni son aptos para ello; han «pactado» ya entre sí, sobre todo los que se dicen «partidos obreros», que en el fondo, con sus pactos con la burguesía, no hacen nada más que perpetuar la continuidad de nuestras estrecheces. El patronato del Textil, por su alma de mercader, nunca ha tenido conciencia del valor social de una empresa en donde trabajan seres humanos para el sustento de ellos y el de sus familiares. La prueba es la hemos dado al poner de relieve precedentes históricos indimentables. Cuando los hechos se precipiten, cuando la vieja y carcomida higuera se desmorone, será el momento de revalorizar la palabra con hechos, hechos ya llevados a la práctica en el mismo Textil bajo la denominación

de Autogestión durante el periodo de los años 1936-1939 en que la Industria Textil funcionó sin el Patronato, y todo regido y administrado por los profesionales del sector generosamente ayudados por los técnicos de toda clase de nuestra vasta e importante Industria.

URGENCIA DE LA ACCION

No debemos permitir nuevos cierres de fábricas y talleres; es necesario ir a un reparto del trabajo y el resto del salario exigirlo como compensación, de forma que nuestras necesidades queden a cubierto. No debemos admitir «jubilaciones-indemnizaciones»; esto es una trampa para dividirnos. Si tiene que haber indemnizaciones, ellas deben ser iguales para todos, sin discriminaciones de edad y de tiempo trabajado. En el mundo del trabajo todos los obreros son iguales en deberes, por tanto, justo es que los derechos sean iguales también. Los planes de reestructuración han favorecido a unos pocos y para el resto ha representado la estrechez cuando no la miseria. El Estado ha pagado más de 6.000 millones de pesetas a los patronos, sin aportar éstos un céntimo. ¿Qué impide que cada uno perciba una indemnización substancial, para jubilar o no, y estos últimos, un subsidio de paro sin plazo limitativo y al cien por cien de su salario? La patronal HA SIDO SIEMPRE AYUDADA. Sólo con la solidaridad entre nosotros será posible lograrlo. Es necesario, compañeros, volver a los viejos esquemas que practicaron nuestros abuelos y nuestros padres: UNO PARA TODOS Y TODOS PARA UNO. TRABAJADORES DEL TEXTIL: la hora de las grandes verdades se acerca. Con nuestra unidad dentro del Sindicato, libre e independiente de tutelas políticas, obtendremos la fuerza para imponer nuestra razón. Exijamos el mismo trato que el Estado ha dispensado a la Patronal. Dentro de la Sociedad todos somos iguales. Nosotros, menos que nadie, debemos olvidarlo...

Es necesario, ir a la confección de planes técnicos para la incautación de aquellas empresas que se vayan cerrando, pero la incautación está condicionada a la resistencia del patronato y del gobierno; se impone, pues, preparar los espíritus para tales enfrentamientos. Lo que se acerca no es con improvisaciones que se hará frente a ello...

(En el próximo número «La Industria Textil en Europa».)

RIPIOS

MADRID

Durante los últimos desfiles que, Fuerza Nueva y demás partidos fascistas hicieron en Madrid durante el mes de noviembre, gritaban como locos por las calles más céntricas: «Franco, Franco, Franco».

Están mal informados esos ilusos; no saben que «Paco el Sordo» — ya que le llaman tres veces — o el «Caudillo por la Gracia de Dios» murió ya hace tres años. Los manifestantes en delirio, cantaban «Cara el Sol», en un día nublado. Fue la «fiesta de los fantasmas» de la añorada Cruzada.

PARIS

Hace unas semanas, que yo mismo insertaba en uno de los Rípios, la canonización de José Antonio Primo de Rivera y otros, por el «visionario» Clemente, el Papa del Palmar de Troya.

Ahora resulta, que la Falange Auténtica, rechaza absolutamente esta canonización y califica al autor de «loco y exhibicionista». No nos extraña tal calificativo, pues se le vio el plumero, desde que él mismo se proclamó Papa. No es que lo sean menos paranoicos, los que son proclamados en toda pompa por los otros aspirantes al mismo título.

MADRID

El gobierno español, está decidido a hacer votar a los de 18 años, como en otros países de Europa.

No hay nada más normal, que de pensar en fabricar nuevas reservas para futuros plebiscitos, ya que la sucesión que la previsión ha ordenado debe prevalecer por encima de todo acontecimiento social. El voto equivale al «hombre condicionado» someterlo a un veredicto político, que guiará sus destinos. Este se encargará, de elaborar los eslabones de sus eternas cadenas.

EL TIO PACO

CALENDARIO

S.I.A.

1979

Solidaridad Internacional Antifascista, Sección Francesa, como todos los años, pone en conocimiento de todas las Secciones, Amigos de S.I.A. y simpatizantes, que el Calendario de S.I.A. para el año 1979, estará pronto confeccionado.

Para este año el tema que desarrolla el Calendario es sobre el terrorismo de Estado desde la antigüedad hasta nuestros días.

Esperamos que los compañeros y amigos que desde tantos años adquieren el Calendario de S.I.A. lo encontrarán de actualidad ya que nunca como ahora el terrorismo de Estado al servicio del capitalismo había adquirido características tan agudas.

Por lo tanto a partir del presente comunicado todos los que lo deseen, como de costumbre, pueden hacer sus pedidos a este Consejo Nacional.

Os recomendamos, pues, que nos hagais los pedidos lo antes posible para darnos facilidad en los envíos.

POESIA EN PROSA

¡NO MATARAS!

— Espera, muchacho, espera... ¿Quién te ha ordenado empuñar ese arma? ¿Qué programa político, qué orden social o qué sistema filosófico te propones subvertir con ella? ¿Quién te ha dicho que es posible cambiar el funcionamiento — más o menos justo, más o menos lógico — de las sociedades humanas, a punta de pistola?

La muerte de un hombre no puede significar nunca el derrumbamiento de un credo. Mueren los hombres, pero nunca muere su obra. Las ideas perduran.

No mates, muchacho. Créeme. Enfunda ese arma y vamos a razonar:

El odio, la siembra de odios, no puede engendrar más que una cosecha de adversidades. El odio fomenta el odio. No edifica. No crea.

El amor, por el contrario, construye. El amor es fecundo y puede ser el fundamento de grandes obras.

Tu no has vivido, créeme. No has vivido porque fisiológicamente tu vida está en sus primeros albores. No sabes, pues, de dolores ni de ilusiones. De dolores hondos, quiero decir. De esos que no dejan huellas al pasar por la carne, pero que por su intensidad, por su peculiaridad, desgarran el alma.

No has visto un nido roto. Ni has podido apreciar lo que significa un

mapa ensangrentado. Ni tienes idea de lo que duelen los pies reducidos por la violencia de unos grilletes escapados de las severas páginas del Código Penal...

No, tu no sabes de dolores profundos. De auténticos dolores. Por eso ignoras que el dolor puede alcanzar tales dimensiones que llegue a hacerse luz. Luz que ilumine las almas con resplandores nuevos. Con claridades redentoras.

Si lo supieras, amigo, hermano, ¡no empuñarías jamás un arma que destruye!

Porque la ilusión es más vigorosa que el dolor. Que ese dolor purificado en el crisol de la sublimidad.

No nos referimos a dolores oscuros; a esos dolores que solamente sirven para el rechinar de dientes y el furor de unos puños crispados. No; nos interesa el dolor de las almas grandes. El que sabe pasar por entre las llamas del rencor, de los odios inútiles y de las ruines iniquidades sin quemarse jamás.

Sin quemarse porque su mirada en alto va oteando horizontes más dilatados. Otros mundos y otros soles.

He aquí la ilusión. ¡El poder de la ilusión!

— No mates, muchacho. Lo que menos importa es ese cuerpo que vas a ver derrumbarse a tus pies. No



NO SE LE PIDE
PERMISO AL TERRENO
PARA CAMINAR

LA LIBERTAD NO
ES META DE NINGUN
ESTADO

LA TENEMOS QUE HACER TODOS. ¡CAMINEMOS!

es nada, ya lo ves: polvo, ceniza... ¡nada!

Pero es que tras esa envoltura hecha de materia más o menos deleznable, hay «algo» de un valor trascendental. Infinito: existe un nido que se fue construyendo con frágiles plumillas de ensueños y esperanzas, que de pronto tu has destruido. Están débiles manitas de niños que ya aguardarán inútilmente el pan y el beso. Y está ese mundo maravilloso, hecho con pespunte de cosas celestiales, que todos llevamos en el último rincón de nuestra intimidad.

— ¡No mates, créeme! Empuña un arma nueva. Un arma hecha de ilusiones nobles, de esperanzas forjadas

en el yunque del amor y de manos tendidas a través de las trincheras que separan y dividen a los hombres. Sobre los cimientos del odio no es posible edificar las sociedades del futuro. El odio destruye. El amor, por el contrario, crea. El amor es invencible. No existe fuerza más poderosa que la fuerza del amor. Empuña, pues, un arma nueva: levanta las pistolas de la Paz, de la Concordia y de la Bondad, y... ¡dispara con ellas! Verás caer rendidos, a tus pies..., ¡a todos los hombres de BUENA VOLUNTAD!

C. VEGA ALVAREZ

SONDEOS INCONVENCIBLES

(Viene de la página 3)

«El problema no es de saber si precisa defender las desigualdades actuales o si sería mejor de querer la instauración de una sociedad más igualitaria.» «El verdadero problema es de meter las muchedumbres cara al costo económico y social que representaría el pasaje a una tal sociedad.»

De ahí, como vemos, los ideales igualitaristas no se ponen en sordina; tan solo se expresa el temor a los sufrimientos que entrañarían el pasaje de una sociedad burguesa y estatista como la actual a otra de signo socialista y libertaria, igualitaria, temores que si no los reputáramos infundados cabría, lógica y naturalmente, enfrentarlos como nos toca enfrentar toda adversidad del signo que sea, aún dentro de estas sociedades vigentes, razón de más, entonces, para disponerse heroicamente cuando se trataría de acabar con la lucha inter-hombres...

Cuando por naturales procesos evolutivos y revolucionarios véanse las sociedades impulsadas y presionadas fuertemente hacia transformaciones de fondo; cuando los determinismos inexorables que el hombre mismo genera en su incesante lucha, hayan dado madurez y expresión viva para los grandes cambios de estructuras socio-económicas y culturales, se verá entonces hasta que grado las gentes podrán recelar y hostigar el principio de justicia, que es la igualdad en todos los dominios.

Para nosotros, fervientes postulantes a este principio manumisor y testimonios vivientes (España 36-39) de un sistema de vida donde en lo político existía el pluralismo, en lo económico un socialismo autogestionario que hizo casi tabla rasa de las ominosas jerarquías, en el campo y en las industrias, mostrando que la práctica de todos los días no desmentía las teorías que anidaban en nuestro espíritu, toda duda al respecto se nos esfuma.

Cierto, (y nos halaga el calificativo) somos utopistas, ilusionistas, soñadores, epítetos que nos endilgan con cariño-burlón unos, despectivamente otros; y como podríamos no serlo dentro del gran conjunto humano, asociacionista por naturaleza, solidario en cantidades inestimables y en mutación constante en el que, aún viviendo dentro de la contradicción, los pasos andados en progresión se averan siempre superiores a los que damos en regresión.

Si existe en nosotros este irresistible estado de alma, que nos empuja a unas perspectivas de acción por un más allá infinito, es porque constatamos la verdadera esencia de esos mil y un vicios y la exasperante negatividad que los preside, dentro de la actual concepción de vida estatal-capitalista, y que contra toda moral social unos cuantos conglomerados encuestados por «Sofres» han respondido, por «mayoría», NO al igualitarismo.

Sobre dudar de la eficacia en la búsqueda de verdades de este sondeo en cuestión, la conclusión a que llegó, por derivación del mismo, nos hace el mismo triste efecto a como llegó el gran filósofo alemán Hegel, cuando, según citas de Paul Sandor, en su libro: *La Historia de la dialéctica*, dijo: «El espíritu de la sociedad burguesa debe ser un espíritu absoluto, infinito y acabado.» Más adelante nos dirá: «... Hegel entendía esto (su sistema de acabamiento) en el sentido de que consideraba su propia filosofía como realmente absoluta, resolviendo y acabando todo; después de ella no podría existir filosofía nueva, más perfecta ni más verdadera.» Y por último aún esto: «El acabamiento hegeliano no es una construcción filosófica, sino una necesidad del contenido social.» «En este sentido, la filosofía de Hegel es realmente absoluta.» «Es, en efecto, la expresión completa de su tiempo y responde a lo que se exigía entonces de la filosofía: la justificación de la existencia y de la perennidad de

la burguesía que acababa de acceder al poder.» Lo que en la conciencia subjetiva de Hegel aparece como la realización absoluta de la filosofía no es en realidad sino la conciencia de su clase erigida en absoluto.» «La burguesía, en su conciencia de clase exige ese carácter finito, de perfecto y de cerrado...»

Nuestros dilectos encuestados que nos ocupan, por lo visto, parten de este mismo falso y negativo principio: el de que la sociedad burguesa y estatista, creadora de las jerarquías (tan pegados a ellas nuestros incriminados) que, a su vez, generarán la envidia, el odio y, subsiguientemente, la lucha del hombre sobre el hombre, es un modelo de convivencia intransferible, inamovible, militando por una perennidad del egocentrismo, del egoísmo, que no podrá generar más que los climas idóneos para las guerras parciales y generales. Y de una tal toma de posición, esos señores anti-igualitaristas parecen estar satisfechos, encantados, al cabo de la calle...

Triste papel, en puridad de verdad, el de esos sindicalistas encuestados, André Bergeron y Juan Charpentí, mostrándose con tan craso espíritu clasista, de superioridad, jerárquico, relegando, de consuno, el humanitarismo, toda perspectiva futurista y manumisora. Entonces, escasa credibilidad habrán de merecernos estos aludidos dirigentes sindicales, cuando del sindicalismo no tienen más concepción que la mejora inmediata; aumento de salarios y más reposo vacacional, reivindicaciones muy necesarias, innegablemente, pero que cubren tan solo un mínimo las necesidades del hombre y olvidan, conscientemente y muy lamentablemente el factor o renglón moral, manumitivo del género humano, que intuye, por condicionamiento natural, un futuro redentor, la existencia de una vida más libre y más justa, a cuya plasmación por tan excelsas virtudes, nuestros hombres encuestados por «Sofres» dimiten lastimosamente.

En este orden de factores, teorizarse cuanto se quiera y burlarse cuanto les apetezca (como lo hizo Charpentí) que si la cultura a desarrollar y las acciones a acometer en todos los dominios: del arte, de la política y en lo económico y social no están impregnadas de este sentimiento de justicia, colectivista e igualitarista, difícil entonces se hará el poder asegurar si la especie humana podrá sobrevivir como tal, habida cuenta de la naturaleza de los armamentos en presencia.

Y si este peligro mayor que sume a la humanidad a intermitentes pesadillas, no mueve a reflexión a estos líderes sindicalistas y otros de no importa que tendencia, aferrados al concepto jerárquico, habrá que preguntarse, entonces, si un tal repulsivo individualismo de su parte no contribuye en mantener y exarcarbar aquel aforismo tan en boga como odioso: «Después de mí, el diluvio...»

Como hemos referido en otras oportunidades y al conjuro de estos problemas que atentan gravemente, felizmente no han faltado connotados e ilustres personajes del mundo científico, y en número de cinco mil, en su día y hora nos alertaron desde Denver (Colorado) de este peligro en ciernes, asegurando que tan sólo un cambio profundo de las estructuras socio-económicas y culturales, en forma total y global, haciendo tabla rasa de los sistemas de distribución y de gobierno vigentes, es que la humanidad podría salvarse.

En términos parecidos se expresó el Sr. Arnold Toynbee, historiador inglés, cuando consciente de este aludido peligro sentenció: «O hacemos del género humano una sola y unida familia universal o perecemos todos.»

Consejos y sentencias que, por lo valiosas, nunca insistiremos lo bastante para difundirlas a todos los vientos.

R. SERRAROLS

LE VI PERDERSE EN EL TUNEL

PARIS. — Hay muertes que no llegamos a comprender, como si en el correr de los años no estuviera la etapa final.

Cuando se deslizó la noticia entre las páginas de «Combat», María y yo quedamos perplejos: «En la noche del domingo 10 al lunes 11 de septiembre 1978, dejó de existir nuestro compañero Juan Ferrer.» Hubo un suspenso, se helaron los minutos; terminar de existir, claro, si se quiere lo físico se va, el recuerdo queda. No hay nada que perdure.

Cuando a menudo le decía: «Vale más morir en buena salud que caer enfermo», Ferrer sonriendo lo reafirmaba porque se sentía siempre joven.

Al enterarnos de la trágica noticia un sudor frío nos penetró por el cuerpo, como si la muerte tuviera relación con el presentimiento al perderse en el túnel del Metro con un saludo de mano: «Hasta nunca Volga». Claro, esa señora tan inexorable se nos cuela sin avisar o nos engaña con una larga y dolorosa agonía.

Juan Ferrer muerto, reposando sus 82 años de vida en la quietud del silencio. El emocionante respeto de los compañeros y familiares acompañando a su última morada una marcha fúnebre en silencio con patetismo acongojador como la Séptima Sinfonía de Beethoven, o A las Barricadas en andante sostenuto cantadas por un inmenso coro. Hay marchas que se cantan en silencio en un elocuente silencio del corazón, cuando se pierde a un compañero como Ferrer.

Su ataúd estaba cubierto por la bandera roja y negra, la despedida fue conmovedora, el último capítulo de su libro ejemplar.

Aquel día de septiembre el cielo de París hilaba llantos de algodón con tonos de venas milenarias. Juan Ferrer universal, anarquista de Igualada, escritor y poeta en lenguas de Cervantes y Jacinto Verdader: ¿Quién te rompió pedernal? ¿Quién extinguió tu luz? La muerte, ese umbral diáfano de tinieblas opuestas a la claridad. La muerte duele en la vida a quienes quedamos para sentir la muerte de nuestros seres queridos. Ferrer apenas sintió el tránsito, y de haber entrado lentamente en el túnel hubiera sentido de quedar siempre algo inconcluso, porque en la vida nunca se alcanza el futuro. Así era él; todo un hombre hecho de actividad infatigable. Baltasar Porcel buscaba ese hombre entre los miles de exiliados, no había otro, tenía que ser él, sencillo y de mucho saber, anarquista verdadero en todo su comportamiento, todo él profundidad sin abismos, poesía sin énfasis de lenguaje y prosa afilada limpiada y picante con un gracejo de ironía. Personalmente tratado tenía mucha cordialidad, pero le gustaba decir las cosas claras, sin tapujos ni rodeos. A causa de su sinceridad tenía algunos destructores pero su poder de captación y su concepto sano de las ideas le hacían tener más amigos que enemigos. Llevaba en su cerebro las imágenes de medio siglo de lucha, imperturbable y generoso todo él era abnegación y trabajo por las hermosas ideas anarquistas. Un compañero tallado en tan valioso bloque moral, no podía pasar desapercibido a Baltasar Porcel buscando en Francia. «El dramático e ilusionario testimonio de un anarquista. Medio siglo de Historia de España visto por los auténticos revolucionarios, por los grandes perdedores.»

Es corriente de ver hombres de su temple, sin pensar que en unos segundos como llave de interruptor pasan de la vida a la muerte, de la luz a las tinieblas. El no tenía el temperamento a pensar que cada ser que nace es una muerte en ciernes y desde que el hombre llega al mundo ya le empieza a poner trampas, cepeos en todas sus formas. Ferrer ha tenido siempre este peligro con-

tinuo amenazado por fascistas, comunistas de la Unión Nacional, enemigos de toda índole, escisionistas, adversarios irremediables, además de las enfermedades y de los años que no esperan. Ferrer me solía decir: «Tu no puedes imaginarte los enemigos que se hace uno, cuando se es director de un periódico. Cortar o no publicar un artículo, mantener una posición vigorosa y resistir a todos los vaivenes de influencias para seguir nuestras doctrinas, esto, te repito crea dificultades que hay que soportar siendo apolíticos y cabales.» Su alta silueta nos era a todos familiar, en los mítines confederales, en las asambleas y todos los actos de la Organización.

Su andar era recto y seguro sin achaques visibles, salvo la vista que iba perdiendo, tuvo siempre la mirada noble y penetrante, la frente despejada, el cabello blanco como la nieve y el rostro seco con las profundas arrugas que determinan la edad. Hablaba como pensaba y escribía catalán o castellano como le dictaba el corazón. Por su inmenso saber ecléctico y conocimientos generales de la Historia revolucionaria, daba placer oírle. Nadie se cansará de leer «La Revuelta Permanente» porque son sus palabras sacadas de las cintas magnéticas transmitidas en las páginas del libro como si le tuviéramos continuamente con nosotros.

Director de «Solidaridad Obrera», «Suplemento Literario», después «Umbrales» y COMBAT SYNDICALISTE, conocía todos los personajes simpáticos y originales del exilio, todos los compañeros, escritores, poetas, pintores o militantes sanos y luchadores incansables perdidos en el inmenso vacío.

Murió Juan Ferrer, pero ha conocido la muerte de Carrero Blanco, del caudillo de la España negra, general Franco y la nueva influencia de la C.N.T. en España, renacida de las amapolas del sacrificio. Hay satisfacciones de la vida. A veces los hombres somos como niños, y eso sí, vale la pena ver una obra, una vida encomiada por España liberada de cuarenta años de opresión.

El 2 de septiembre por la tarde, le dije en el Centro Confederal: Han publicado un hermoso libro en Barcelona. Te voy a decir, Ferrer, no soy amigo de hacer alabanzas, pero «La Revuelta Permanente» de Baltasar Porcel me ha entusiasmado. He hojeado algunos pasajes desde el trayecto del R.E.R. que me lleva hasta la Plaza de la Nation, y los he encontrado verdaderamente evocadores. Esa madre que defendía a sus hijos con una peseta diecisiete céntimos a cambio de setenta y seis horas de trabajo, esa pobre mujer, fue tu madre, Ferrer. Porcel no sólo ha publicado tu vida, sino la de toda una sucesión de hechos, personas que dieron generosamente su vida por el ideal. Un siglo de acontecimientos históricos. Tu libro empieza en Igualada donde naciste en 1896. Si Ferrer, si hay alguien que merecía este libro, éste eras tú, te lo digo sin encomios.

Nuestro querido compañero iluminado de satisfacción me dedicó la obra una semana antes de morir, lle-



Juan Ferrer, con G. Balkanski y Leonid Plioutch, en el Centro Confederal de París

gué justo, la Parca le estaba ya tejiendo sus inexorables redes.

Ferrer nos estuvo explicando a Roldán, Valdenebro y otros compañeros sus principales pasajes y las emociones que tuvo en Barcelona y Madrid ante la Radio y Televisión Española y la prensa respectivamente.

— ¿Es que sus manos están sucias de sangre? — le espetó un periodista. Tenía ganas de responder: «¿Y a usted no le han dado nunca ganas de estrangular a su abuela?», pero él se contentó en replicar:

— Mis manos están sucias de carbón de tanto trabajar. — Esto nos hizo reír a todos porque el bueno de Ferrer tenía estas salidas con su acento catalán. Tenía tanto entusiasmo de ver este libro premiado por «Espejo de España», que yo creo que ha sido la última gran satisfacción de su vida.

No digamos nada de lo que hubiere llegado después; a veces el silencio de unos, es peor que la crítica acerba de otros.

«La Revuelta Permanente» merece un estudio detenido, porque se descubre al interior de un ideal aparentado con el pueblo las razones de ser y luchar en continua rebelión contra los militares criminales, los políticos incompetentes, la Iglesia cómplice y una burguesía egoísta e insensible a la miseria permanente del pueblo ibérico. Los fusilados, torturados y agarrados en las prisiones de España, clamaban venganza, la venganza traían otras ejecuciones, y como la «Orestiada» de Esquilo, todo termina en sangre, con la diferencia que a la clase trabajadora le toca siempre perder.

Obra trascendental, dije a Ferrer, sabes que el tiempo borra libros y hombres, los siglos pasan, la historia queda...

Era un poco tarde, me esperó, caminamos rue des Vignoles arriba hacia el Metro Buzenval. El XXº distrito de París está siempre animado por árabes y africanos de color ébano y da gozo de verles con sus vestimentas pintorescamente expresivas: Chilabas, burnús, chechías y otros gorros exóticos. Emigrantes que trabajan duro para ganarse el pan.

— Es tan variado París, que lo adoro —, dije al cruzarnos dos cableñas tatuadas en la frente y frotando al viento sus tules.

Hablamos de la Liberación y del error que cometió la multitud frente al Jardín de Plantas al tomarme por otro. De buena me libré, en pensar que tenía que morir linchado, se me pone la carne de gallina.

— Tienes que escribirlo, — me precisó Ferrer.

Anduvimos charlando hasta la boca del Metro Buzenval donde nos dirigíamos por línea contraria. Antes de separarnos me habló de la personalidad de Porcel, cómo se preparó el libro registrando su narración en chasis magnéticos, su intervención en la Radio Española y todas las anécdotas que le gustaba explicar con salsa picante. Todavía nos sonreímos de un anden a otro separados por la fosa y la doble línea de raíles eléctricos.

La boca del túnel se fue tragando con estrépito los vagones del Metro. Antes de entrar en las bóvedas obscuras, aún apercibí su mano derecha agitando sus últimos saludos con una sonrisa ya lejana:

— Hasta nunca, Volga.

El ruido metálico del convoy se fue perdiendo en sordina hasta el silencio tenebroso del túnel.

No le vi más, la muerte le estaba contando los días y las horas segundo por segundo. Cuando llegó la noticia, pensé si era paradojo aquello de morir en buena salud.

Ferrer escribió y bien con sátiras o sin ellas. En lengua catalana ha dejado obras de valor como «De l'Añoia al Sena sense presa» y «Costa amunt».

Conocemos su zumo literario y su finura en las sátiras y nos costará tiempo a enterarnos que no existe físicamente. Su presencia moral ubicará en el recuerdo perenne de los hombres cabales de la C.N.T. «La Revuelta Permanente» alcanzó el primer premio «Espejo de España», 1978, hay que leer bien detenidamente esta valiosa producción literaria de Baltasar Porcel para enterarnos de la vida de Ferrer, de sus coetáneos y la de todo un pueblo asesinado y tirado por los campos de concentración. Tiene la obra un caudal de personajes históricos comentados con la elocuente sencillez de Ferrer.

Cuánto saber puede haber en el cerebro de un hombre dotado de prodigiosa memoria y con la voluntad inquebrantable de amar los ideales anarquistas, todo acción, todo estudio y pureza, todo sencillez, generosidad y abnegación por la gran familia confederal.

¿Cómo iba a saber que detrás de los cristales del Metro me dirigía los últimos saludos?

Le vi perderse en el túnel en un ruido sordo y monótono ahogado por las tinieblas.

La tierra te sea leve, Ferrer, con un cariñoso saludo a Elvira, tus hijos y a todos los seres que te amaron.

VOLGA MARCOS

19 Nov. 1978.

CULPADO DE UN CRIMEN COMETIDO POR LA POLICIA GRIEGA

Montaje criminal contra un obrero anarcosindicalista

LA SOLIDARIDAD INTERNACIONAL, EN SU AYUDA: AIT, SINDICATOS, ASOCIACIONES, Jean-Paul SARTRE, Melina MERCOURI, Michel FOUCAULT...

PARIS. — Un militante obrero anarcosindicalista griego, Jiannis Serifis, arriesga su vida en un juicio montado con testimonios falsos, en Atenas, acusado de un crimen que cometieron, precisamente, dos policías que son los únicos testigos del fiscal...

Se trata de otra maniobra criminal de un Estado, y sus lacayos, contra un anarquista perseguido por su combatividad. Contra la acción directa de un trabajador buscando solidaridad, apoyo mutuo, activismo sindical, denuncia del terrorismo estatal, la Policía opone sus armas clásicas: tiros en la nuca, persecución militar, campos de concentración, acusaciones falsas, montajes judiciales de consagración del Orden de Cosas Criminal Dominante.

La historia de la persecución y juicio de Jiannis Serifis transcurrió de este modo:

1. — El 10 de octubre de 1977, tras la ola de terror que, en la República Federal Alemana, costó la vida a varios miembros de la fracción Baader del ejército rojo, asesinados en las prisiones alemanas y acusados de «suicidio», un grupo armado que se autotitulaba «Solidaridad Internacional» decidió poner varias bombas incendiarias en los depósitos de Atenas de la AEG.

2. — Tal iniciativa, estrictamente individual de dicho grupo, fracasó desencadenando un enfrentamiento con la policía, que, a tiros, mató a un militante de «Solidaridad Internacional», Christos Kassimis.

ASESINOS: LOS POLICIAS

3. — El profesor Faustino Durante, miembro del Instituto de Medicina legista de la Universidad de Roma, a instancias de la esposa del militante asesinado, realizó un análisis científico del cadáver y los elementos de juicio existentes. Análisis que la policía rechazaba de realizar. De tal análisis se desprende, científicamente, que Christos Kassimis fue asesinado por la policía con una pistola «Smith Wesson, 38».

4. — El grupo «Solidaridad Internacional» había hecho público un comunicado denunciando el crimen de la policía.

5. — La policía, diez días más tarde de cometido el crimen, confiesa la inexistencia de ninguna «pista», argumentando, siempre, que los «dos compañeros de Kassimis» fueron quienes lo mataron.

6. — Diez días después del crimen, la policía, basándose en la declaración de los dos policías asesinos, que han analizado «visualmente» los archivos militares, «denuncia» a un

militante anarcosindicalista, Jiannis Serifis, acusándolo de «Tentativa de muerte por negligencia», «homicidio por negligencia», «constitución de una banda», «tráfico y posesión de materias explosivas», «transporte de materias explosivas», «posesión ilegal de armas».

Siendo pública, y notoria la condición de militante obrero de Serifis, conocido por su viva combatividad y elocuencia, se constituye un comité por la liberación de J. Serifis, del que forman parte figuras conocidas internacionalmente: Melina Mercoury, Jean Paul Sartre, Michel Foucault, sindicatos obreros griegos, asociaciones de estudiantes, intelectuales y técnicos. Y el profesor Faustino Durante, del Instituto de Medicina Legista de la Universidad de Roma, a instancias de la esposa del militante asesinado por la policía, redacta su informe que pone de manifiesto quienes eran los propietarios del arma que mató a Christos Kassimis: los dos policías que aportan el único testimonio existente contra el militante anarcosindicalista Jiannis Serifis.

7. — El pasado lunes, ante la más viva expectación, se inició el juicio en Atenas. Serifis, a través de sus abogados, había reclamado la presencia y la solidaridad de la Asociación Internacional de Trabajadores

(A.I.T.) y de las federaciones anarquistas europeas, que hicieron acto de presencia denunciando, una vez más, el terrorismo estatal.

La defensa de Serifis estuvo presidida por la máxima autoridad jurídica griega: el presidente de la Asociación de abogados griegos, señor Giannopoulos Evangelos.

«SHOW» PARA JUSTIFICAR EL CRIMEN

Los anarquistas saben bien que la existencia del Estado es un crimen que se siente amenazado siempre que los trabajadores desencadenan la solidaridad contra su terror instituido por la fuerza militar. La violencia del Estado ha tomado muchas formas, pero es siempre idéntica y asesina: matanzas que siguen a la proclamación de la Comuna de París, crímenes de Crondstad, asesinato de Sacco y Vanzetti, exterminio militar de los trabajadores anarquistas que, durante la Revolución española de 1936, desencadenan la colectivización generalizada, en el proyecto más ambicioso de revocación del Estado de la historia del movimiento obrero.

La «justicia» es, igualmente, siempre idéntica y siempre sanguinolenta: la burguesía parlamentaria la utiliza contra los «enragés» tras el golpe militar de Thermidor durante la Revolución francesa; Lenin la utiliza para entregar a la policía política los «recursos administrativos» necesario para exterminar, militarmente, a los trabajadores revolucionarios; Franco la esgrime para la instauración de su golpe militar contra la legalidad ciudadana; Hitler se sirve de ella como recurso parlamentario de acceso al poder; Stalin la utiliza para consumir sus crímenes. Karamanlis, hoy, en Grecia, es fiel pues, a la más pura tradición del terrorismo estatal: montaje de un «show» «jurídico» para consumir los crímenes que intenta justificar con su política («salvar») a dos asesinos disfrazados de policías, a través de la acusación de un militante obrero cuyas culpas son bien evidentes: obrero emigrante en Alemania, donde es despedido por formar un sindicato anarcosindicalista, militante antifascista en tiempos de los coroneles, agitador social en cada puesto de trabajo, dando la cara, presentando frente, de frente, a la barbarie de la patronal).

Nada se sabe, aún, de la suerte física que espera a Serifis. El Estado, su Policía, sus Jueces, su Orden, sea cual sea este veredicto parcial, estarán condenados a basar su terror en el derramamiento de sangre obrera, en la imposición militar de un «orden» que no es si no el de la corrupción, la ilegalidad moral, la injusticia, el terror económico desencadenado contra los desposeídos y los obreros. Quede con Serifis, cuando menos, nuestra solidaridad, nuestro apoyo. «Ni Dios, ni Estado, Comunismo Libertario...»

PROBLEMAS DE TODOS LOS TIEMPOS

SONDEOS INCONVENCIBLES

PARIS. — La encuesta llevada a cabo por «Sondage Sofres» y publicada por «Figaro-Magazine» bajo la inteligente y fluida pluma de Alain Benoist y que intitula, muy atrevido y enfáticamente «¡El igualitarismo se ha acabado!» pone sobre el tapete de la discusión, por enésima vez, el palpitante problema del igualitarismo, a cuya concepción de vida nos hallamos plenamente identificados.

Tras unos textos contrariantes para esta aludida filosofía, basados y como un refuerzo de las respuestas efectuadas por los diversos encuestados, el Sr. Alain Benoist se nos presenta, no obstante, con remarcable honestidad, cuya ética (que aplaudimos) en el análisis y enfoque de estos problemas, lo sitúa, para su bien, en plan antidogmático y, en consecuencia, a la búsqueda de verdades, pues aunque contrario de este sistema de convivencia humana, no deja de ofrecernos los siguientes e interesantes párrafos (que traducimos) correspondientes a filósofos del siglo XVIII, pensadores que enaltecieron, con tan valiosos aportes, la moral social, entendiendo ésta como un atributo que coadyuve y lucha para ir creando los valores culturales que nos lleven a la libertad y a la igualdad.

«Para lo que corresponde a la igualdad, la fórmula iguales en derecho introdujo una cierta restricción.»

«Es a partir de esta restricción que se elaboraría la teoría del liberalismo clásico.» «Pero en germen, aquí también otra idea brotaría, se haría luz, la de una igualdad real de las condiciones; una igualdad realizada en todos los dominios.»

«Idea generosa, propia a seducir los revolucionarios y los pensadores.» «Ella estaba ya presente en el siglo XVIII, abrazada por los filósofos anglo-sajones y franceses.» «Ella se expresa bajo la forma de una antropología nueva.» «Una antropología soñadora, donde lo condicional y el imperativo se conjugan perpetuamente al indicativo.» «Locke afirma que al nacer el espíritu de todos los hombres es una tabla rasa; las diferencias que se observan entre ellos son únicamente el fruto del medio.»

«Helvetius, a su vez, asegura que el espíritu, el genio y la virtud son el producto de la instrucción.» «Jean Jacques Rousseau escribe en su libro Emilio: la naturaleza ha hecho al hombre feliz y bueno, pero es la sociedad que lo rinde miserable.» «Jancourt, en la Enciclopedia, proclama: La igualdad natural está fundada sobre la constitución de la naturaleza humana común a todos los hombres, que nacen, crecen, subsisten y mueren de la misma manera..., resultando de este principio que todos los hombres son naturalmente libres.»

Estos pensamientos aquí reflejados

y que caracterizan estados de alma con rutilantes virtuosidades, por lo visto nada o poco les dice a esas personas provistas de cierto rango: tecnócratas, ministros, economistas, escritores, sindicalistas, clérigos, etc., que han respondido, negativamente, al ser preguntados que criterio les merecía la concepción de vida igualitaria.

El Sr. Julien Cheverny, escritor y miembro del Partido Socialista nos dirá: «El igualitarismo ha sido definido por Stalin como el nivelacionismo pequeño burgués.» «Y esto es contrario del espíritu de justicia que se halla en el centro del socialismo.»

Es lamentable que Cheverny, para mostrarse si no abiertamente contrario, tampoco nada dispuesto en defender los principios igualitarios, haya recurrido a un pensamiento propio o prestado de Stalin que, como hombre y como dirigente, ninguna garantía moral ofrecía al mundo, sino que, por el contrario, los principios de justicia los traicionó de la manera más perversa.

¿Por qué este citado escritor francés y socialista no escarbó dentro de los textos tolstoiianos, bakuninistas y kropotkinianos, para no citar más que estos pocos pensadores igualmente rusos?

Del Sr. Henry Lepage, economista, transcribimos estos breves párrafos:

(Sigue en pág. 6)

3428

B.D.I.C

PARIS, 7 DECEMBRE 1978. — NUMERO 1.008.

HEBDOMADAIRE

PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE

EL COMBATE SYNDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

¡SIGUEN CON LA SUYA!



La amenaza de los que durante cuarenta años han asesinado y sojuzgado al pueblo español y que siguen teniendo la fuerza y las armas, no se ha disipado.

¿Cuándo se tomarán las medidas imprescindibles para borrar de una vez tan criminal posibilidad?

¿DE QUE LADO DE LA BARRICADA?

Los acontecimientos, las situaciones, los sucesos, se precipitan tanto para la organización cenetista, como para los ciudadanos que al margen de toda disciplina partidista observan críticamente, o no, el transcurrir de los días.

El poder del sistema, en manos de los herederos franquistas y con la colaboración entusiasta de la oposición ex-clandestina y hoy contrarrevolucionaria, continúa en mejores perspectivas, si cabe, la obra de aniquilamiento del proletariado revolucionario y popular.

En esta situación en que la acción obrera se convierte en lucha por la supervivencia, en la que por otra parte el panorama ofrece innegables posibilidades al anarquismo, anarcosindicalismo, y en suma al cenetismo confederal, la falta de una cohesión armonizada y aires y sombras del desierto, truncan el papel que la C.N.T. por historia, echos, contenidos, e incluso hoy en día capacidad, sin dudas de ningún tipo, tiene.

La clase, salvo islotes más o menos amplios, está adormecida, alienada, etc.; vale, respondo al «realismo», ¿pero cuando no fue así? La articulación y toma de conciencia proletaria nunca vino dada, el activismo más o menos intenso pero constante es y ha sido la fórmula que a través del tiempo ha permitido a los trabajadores penetrando la «comodidad» instalada, trasladada y dirigida por la burguesía.

Hoy, como ayer y mañana frente al poder solo hay el obrerismo militante, no nos engañemos, y frente al poder y como opción revolucionaria, con capacidad obrerista de masas la

C.N.T.; pero, esta verdad de templo no debe esconder esta otra: solo en la medida que el cenetismo sepa con la acción y la palabra, con el brazo y el cerebro, identificarse, confundirse, reflejar las aspiraciones populares, será realmente aparato eficaz de contrapoder. El «himeneo populista» es de incubadora marxista; la C.N.T. en la medida que se reafirma en sus contenidos anarquistas, en la medida que sus integrantes adopten el anarcosindicalismo como método de lucha obrera, se está acercando a la realidad popular y a las clases proletarias.

Es hora ya de fijar rumbo y nortes fijos, la clarificación entre la afiliación cenetista ha de darse. En la hora en que los trabajadores están jugando décadas de su futuro, en la que entre otras cosas también se está jugando la misma existencia de CNT, no se puede y es una aberración estar o permitir jugar al sí, o no, de la margarita.

Aunque se diga lo contrario hay una cuestión evidente, se está a un lado u otro de la barricada, este he-

cho siempre claro en los medios anarquistas y anarcosindicalistas, no lo está tanto para «otros sectores» y bien está, pero nadie se llame a engaño ni juegue con malas artes; el juego de «falta de alternativas» va en función con la incoherencia ideológica de aquel que lo va diciendo; a la C.N.T. la levantó el anarquismo y es quien la aguanta, como dijera alguien, anarquismo obrero y consecuentemente revolucionario, quizá y seguro que para algunos de los que están en C.N.T., esto, el anarcosindicalismo no sea «alternativa», imagino que esa «falta» de «alternativas» para éstos, habría que buscar-

las en las fuentes estatistas del marxismo... o quizá más lejos.

Hay otra cuestión al margen, que en otro momento habrá de tocarse, pero, ¿cómo es posible por un lado, negar la capacidad espontaneista y constructiva del proletariado, abogando por una regimentación militarista, y por otra parte creer que no hay más que esperarse, o sentarse a esperar, para que el proletariado desengañado venga a nosotros, «la luz divina» para darle la sabiduría?

F. GARCIA CANO

Tarrasa 22-XI-78.



MITIN EN OLOT

CAP A LA PART DELS PIRINEUS⁽¹⁾

II

Acaba de hablar Guillén (1) que es muy aplaudido. Para nosotros, los del exilio, oír a uno del Interior, y más si es joven, supone tener que prestar la máxima atención con el fin de percatarse del contenido humano que alimenta hoy a la C.N.T. de todos, es decir, la que ha resurgido en España a la luz del día. Ya habíamos escuchado a Boldú en varias ocasiones, sobre todo en Rubí y Barcelona, y ya hemos dado nuestra impresión oportunamente. Sin embargo las palabras pronunciadas en Olot conllevan un carácter que a ningún lector de la diáspora anarquista o anarcosindicalista se le escapará.

BOLDU: En esta presentación de la C.N.T. después de 40 años de persecución a muerte, quiero empezar reconociendo la labor de todos los que durante ese casi medio siglo de clandestinidad han estado luchando aquí dentro, y de los compañeros del exilio; reconozco también y sobre todo la labor de los perseguidos, de los que han sufrido cárcel; porque sin ellos, sin la labor de cada uno de los citados, no habría sido posible el resurgir actual de la C.N.T. Si la C.N.T. resurge y se reorganiza en toda España es porque recogemos la cosecha de lo que ellos sembraron.

Sin estos compañeros, sin los largos años de clandestinidad, sin las colectivizaciones, sin toda la historia que nos precede, no sería posible, ni entender, lo que está pasando en España y en la C.N.T.

La C.N.T. como organización anarcosindicalista opina y actúa tras un análisis consciente de la sociedad. Siempre ha sido así y siempre lo será. Y, ¿qué nos ofrece la actual sociedad?

Es evidente que la sociedad es mala y está mala; que es una sociedad

injusta basada en la explotación. En esto no ha variado ni un ápice. De ahí que nuestras conclusiones sean siempre las mismas, es decir, que es una sociedad en donde una minoría oprime a una mayoría. En donde los trabajadores están fabricando productos que no van a consumirlos ellos, sino que van a enriquecer a los empresarios y a los dueños, a cambio de unos salarios bajos perpetuando la desigualdad. Los dueños pagan tan sólo para que los que trabajan puedan seguir trabajando.

El capitalismo, sin embargo, no es estático sino algo que va evolucionando y adaptándose. Por esto podemos decir que **el capitalismo de hoy es diferente al de 1936.**

Aquí Boldú ha querido decir que la revolución de 1936 iniciada por el anarcosindicalismo ha hecho mella no solamente en la historia y en los tratados de economía política sino en la mentalidad de los partidarios del autoritarismo, de la explotación y del robo legal.

Boldú: «El capitalismo es diferente. Debemos de replantearnos pues nuestras tácticas acorde siempre con los principios que siempre defendió e inspiró a la C.N.T.»

«Algunas de nuestras concepciones de ayer hoy son inadecuadas.»

Llegado aquí, tras esta afirmación, el público esperaba que hiciera mención de lo inadecuado de ayer pero por esta vez Boldú aún no lo hizo. Y prosigue:

Boldú: «La sociedad exige que estos principios continúen orientando una nueva estrategia de lucha. Ayer todo era más sencillo. El capitalismo no era tan complejo como ahora. No hay más que ver el modelo que se nos ofrece para Europa, por consiguiente también para España. Modelo de sociedad nuevo pero sin dejar de ser Estado del sistema de represión y de explotación. Modelo ba-

sado en el consenso; a fuer de consentir los políticos consenten el terrorismo de Estado; consenten la manipulación informativa con el control de la televisión, con el poder de la gran prensa, de la radio, en fin, de todos los medios de comunicación y de divulgación.

Sistema pues el de hoy, más mediatizado, más refinado, más compacto y más burocrático que el que se conocía en 1936. Este modelo es el que se vive en Alemania; es el que se está trasladando a España y el que se quiere extender a toda Europa.

Utilizando el consenso no necesitan aplicar represiones directas. El Estado y el capitalismo con el consenso obtienen que el que manda continúe mandando, el que obedece continúe obedeciendo y el que trabaja continúe trabajando. Es decir que **el explotado continúe dejándose explotar.**

Concreción de todo este consenso es el pacto de la Moncloa comprometiéndose a todas las fuerzas políticas y sus domesticadas sindicales.

Pactos que se hacen a espaldas de los trabajadores y comprometidos están todos los sindicatos reformistas.

Y nosotros decimos: **La C.N.T. no pactará con gobiernos porque no reconoce a ningún gobierno. No nos proponemos en la C.N.T. pactar con el capitalismo porque lo que queremos es destruirlo.**

Queremos un nuevo tipo de sociedad donde no haya explotación del hombre. Esta sociedad ya fue una realidad en el año 1936. No se trata pues de utopía. Sólo hay que leer libros de historia, recopilar lo escrito, escuchar a compañeros que fueron actores de la tal sociedad, compañeros como el que me ha precedido en este micro, explicando el periodo revolucionario, explicando claramente lo que pasó.

No queremos que el sudor del obrero sirva para enriquecer al que no trabaja. No queremos que el hombre deba vender sus brazos a nadie. El concepto que del comunismo se emitió en el Congreso de Zaragoza es nuestro objetivo. La C.N.T. no se limita a reivindicar salarios. Va más lejos. Quiere eliminar las causas que originan la explotación y la opresión. Y esto sólo será posible cuando los trabajadores nos organicemos y planteemos nuevas estructuras de relación, de solidaridad, de trabajo y de vida.

Nuevas bases de justicia y de libertad.

Y todo esto puede obtenerse y debe obtenerse en la C.N.T. y mediante la C.N.T.

Los trabajadores en asambleas deben poder decidir de todo lo que a su trabajo se refiere y de todo lo que a su vida concierne. Uniéndonos con absoluta independencia podremos vivir en libertad.

El comunismo con autoritarismos no es comunismo. La clase del que manda continúa igual, por consiguiente también queda igual la clase que obedece. El comunismo sólo puede pensarse y ser en la libertad.

La C.N.T. vive y lucha por alcanzar esta sociedad. Hay que crear conciencias y el clima social adecuado para que de nuestros esfuerzos surtan los frutos. Desde hoy hay que educarse y crearse para el advenimiento que preconizamos. Para vivir en libertad.

M. CELMA

(Próximo artículo: La intervención de F. Montseny.)

(1) Ved también «Espoir».

COMUNICADOS

LE COMBAT SYNDICALISTE

ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Pailements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL
Convoca asamblea para el día 10 de diciembre a la hora acostumbrada y lugar de siempre.

F. L. DE PARIS

Celebrará Asamblea General el domingo 10 de diciembre a las 9 y media de la mañana en el Centro Confederal de París.

F. L. DE ST-DENIS

Celebrará reunión el día 10 de diciembre a la hora y en el lugar de costumbre. Piensa esta Comisión y espera la máxima asistencia.

REGIONAL CATALANA, C.N.T.

Agrupación de París

Convoca Asamblea para el sábado día 9 de diciembre a las 3 de la tarde en el lugar de costumbre.

TURRONES

Atención variación en los precios:

Jijona, pastillas de 400 gms.	16,00
Alicante, idem.	16,00
Mazapán, idem.	14,00
Yema, idem.	14,00
Cofres, 1.200 grs.	55,00

Nota aclaratoria: En dos números consecutivos del semanario, hemos anunciado la nueva temporada de Turrones, dando para cada clase de pastillas, los mismos precios del año pasado, a excepción de los cofres. El haberse explicado mal o mal entendido, ya que las relaciones fueron telefónicas, y sin albarán a la vista, al ser confirmados los precios, dada la carestía de los productos, ha dado lugar a la variación que anunciamos, para no perder en la operación.

COMMUNIQUE

Pour entrer en contact directement avec les camarades de langue étrangère, nous sommes un certain nombre de compagnons anarchistes qui avons appris l'Espéranto.

Tous les militants que le sujet intéresse peuvent soit contacter les groupes locaux de SAT-Amikaro, soit s'inscrire à un cours par correspondance.

Adresse : SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

LA REDACCION A LOS COLABORADORES

En adelante y hasta nuevo aviso, para facilitar la labor de esta Redacción, deben mandarse los trabajos, notas y avisos a la dirección siguiente: Imprimerie des Gondoles (Pour «Combat Syndicaliste»), 4 et 6, rue Chevreul, 94600 Choisy-le-Roi (France).

«LA MUJER EN LA LUCHA SOCIAL Y EN LA GUERRA CIVIL DE ESPAÑA»

por Lola Iturbe

Obra recomendable por su valor histórico y libertario. Los compañeros pueden pedirlo al Servicio de Librería, 33, rue des Vignoles, París. Precio: 20 F.

" COSTA AMUNT "

de J. FERRER

Preu: 20,00 F.

" SEMBRANDO FLORES "

de F. URALES

Preu: 10,00 F.

LIBROS

«Portugal» (L'autre combat), Ferreira, Corsoni, Reevé	22 00
«Révolution et contre-révolution en Catalogne», Carlos Semprún	15 00
«Las teorías anarquistas», Carlos Díaz	20 00
«Clase Obrera y Revolución Social en España (1936-1939)», Concepció Sonadellas	16 00
«Crónicas de CNT», Federica Montseny	12 00
«Enciclopedia sexual», Edgar Wielard	26 00
«Aversión y atracción en la matrimonio», Th. H. Van de Velde	20 00
«La Muerte en las manos», Julián Gorkin	15 00
«Poemas del Mio Cid», Notas de Ramón Menéndez Pidal	15 00
«El Incendio», Isabel del Castillo	10 00
«Sodoma y Gomorra», Marcel Prout	20 00
«Histoire de l'idée fédéraliste», Bernard Vuyenne	30 00
«El general Miaja defensor de Madrid», A. López	50 00
«Le Train de la Mort», C. Bernadac	20 00
«Varsovie 44. (L'Insurrection)», J. Steiner	35 00
«La Quinta Columna» - Memorias de la Guerra Civil española 1936-39», Santos Alcocer	50 00
«Los bolcheviques y el control obrero (1917-21)», «El Estado y la contrarrevolución», M. Brinton	15 000

DESDE MENORCA

NO NOS ENTIENDEN...

Siguiendo el ejemplo de Ciudadela y Ferrerías, el 10 de octubre ppdo. quedó constituida la C.D.O.M. (Coordinadora de Defensa y Ordenación de los territorios de Mahón, Villa-Carlos y S. Luis), integrada por todas las entidades culturales, políticas, sindicales, de vecinos, etc. Su objetivo es ordenar y defender los intereses menorquines.

Reunidos los representantes de las citadas localidades el 12 de octubre se procedió a la constitución de la Coordinadora a nivel insular.

Los problemas planteados a los menorquines por el actual Plan provincial de Ordenación de las Baleares reclaman rápida solución. La primera de ellas consiste en la suspensión del citado Plan, cediendo el paso a soluciones racionales que eviten las desastrosas consecuencias de una política de urbanización a ultranza y de forma irreversible, con daño incalculable para la indispensable armonía ecológica de la Isla.

Para presionar las autoridades responsables, la Coordinadora Insular organizó una manifestación que tuvo lugar el día 11 de noviembre, de la que conviene conocer ciertos detalles y decir, de paso, que hay ciertas gentes que se emperran en no querer entendernos... Vamos al caso.

El día 11 de noviembre, tras un muy gran montón de años de silencio forzado, tuvo lugar en Ciudadela una manifestación tan importante que deberíamos recurrir a tiempos ídos y lejanos para hallar su semejante.

Para apoyar a la citada Coordinadora de Defensa del Territorio Menorquín, estaban presentes todas las sindicales, grupos ecologistas, de vecinos, simpatizantes, etc., de todas las tendencias políticas. Esa manifestación, que se gestaba desde hacía algún tiempo, fue adelantada por la publicación de un proyecto de urbanización de las playas de Macarella y Macarelleta, del término municipal de Ciudadela.

Conocidas las empresas constructoras por los usos y abusos a que se han dedicado impunemente y desde hace años, apropiándose territorios comunes, sin respeto ninguno para el medio ambiente natural en todos sus aspectos y con desprecio además de los intereses del pueblo, constantemente pisoteados, la Coordinadora pudo fácilmente llevar a cabo sus propósitos porque los isleños tenemos conciencia de lo que está en juego y la solidaridad se manifestó a través de las asociaciones que invitaron al propio Ayuntamiento de Ciudadela a que se uniera a ellas en ocasión de la manifestación prevista.

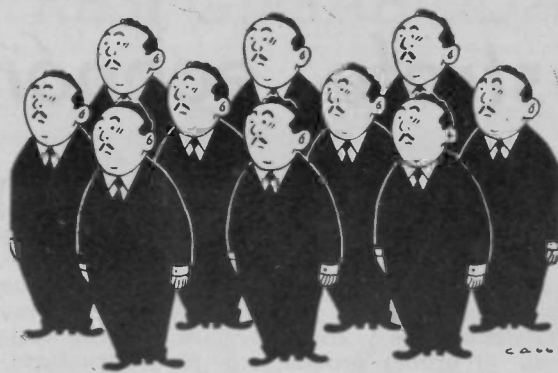
..

Si todos los caminos van a Roma, las sindicales de cartel aprovecharon la ocasión para matar dos pájaros de un tiro. Por un lado apoyaron al acto. Por el otro lo aprovecharon desplegando pancartas que, más que defender al territorio, lo que hacían era tomarlo por asalto, de forma tan inescrupulosa que hasta los más profanos en las cosas políticas olieron a la legua el hedor de las próximas elecciones municipales. Las siglas CC OO, UGT, PCIM parecían un poema mercantil cuyo «leit-motif» era: «¿Quién da más!»

Nuestra juventud libertaria había preparado un entusiasmante programa de participación. Los carteles de fabricación artesanal llenaban las dependencias de nuestra local. Nuestras mozas y mozos construyeron, además, un avión desmontable, de

regular tamaño. Con todo ese bagaje se aterrizó en Ciudadela. El avión era portador de unos capitalistas del dolar, con carteras repletas de asignados; esos especuladores de terreno tocaron todos los puntos imaginables parodiando los personajes reales. Su gracia desenfadada desarrollando esa comedia les hizo maldita gracia a los líderes de las CC OO que acusaron a la C.N.T. de sabotear el acto con una mascarada. La realidad es que eran ellos los que llevaban la máscara. Y que a la C.N.T. no le movió otro interés que el de despertar conciencias. Nosotros no buscábamos votos, ni llevábamos cara de funeral o de circunstancia trágica. Nosotros no hemos usado nunca disfraz. Eso va bien para los que le necesitan, no uno, sino todos los días del año.

El caso es que, sin enarbolarse ni hacer propaganda, logramos despertar vivas simpatías gracias al enfoque que dimos a la cuestión, hasta



Ellos sí que llevan máscara...

el punto que numerosos manifestantes se vieron arrastrados y se salieron de su «órbita».

Añadamos, para terminar, la siguiente anecdotilla: Terminada la manifestación, el compañero Vivet, que representaba al desabrido turis-

ta «adolarado» llegado con el avión para comprar terrenos, trató de hacer negocios con el propio líder del P.C., bromeando en un bar. No haré alusión a la cara del señor Casero que... sigue sin entendernos.

JUAN

PALMA DE MALLORCA

A TODOS LOS TRABAJADORES y a TODO EL PUEBLO de MALLORCA

Invitación al debate popular sobre terrorismo

Celebrado en el Teatro Sindical, calle Matias Montero.

En estas Islas nunca hubo actos de violencia popular, pero sí hay, continuamente, terrorismo de Estado.

Porque terrorismo es el terror, es el miedo, que nos meten en el cuerpo. Porque terrorismo es:

... el riesgo de ser torturado y encarcelado del mismo modo en que lo han sido esos 14 ciudadanos recientemente detenidos...

... la muerte, a manos de la Guardia Civil, del trabajador de Hostelería Manuel Ayuso, afiliado a la UGT...

... las bombas nucleares yankees que «descansan» en nuestra bahía...

... las centrales nucleares que promueven los políticos e industriales.

... la destrucción sistemática de nuestra tierra: canteras, autopistas, urbanizaciones, dársenas...

... la «libertat» de los patronos para imponer el terror entre los trabajadores por medio del contrato y despido libre...

... la amenaza constante del paro y la incomprensión hacia nuestros conciudadanos sometidos al paro sin subsidio...

... la represión contra los parados que no quiere recibir el Alcalde ni el

Presidente del Consell, «señor» Albertí...

... disparar contra los payeses que, pacíficamente, defienden su tierra: nuestra Tierra...

... encarcelar grupos de teatro (Els Joglars)...

... la inseguridad de un barrio (Virgen de Lluc) arrollado por el tren...

... la falta de plazas escolares y los maestros parados...

... y, en definitiva, todo lo que tú tienes que exponer en este DEBATE LIBRE Y ABIERTO.

¡Salut!

CNT-AIT, Federació Local de Palma de Mallorca.



COMPAÑERO :

Tu mejor regalo, el Calendario de

S.I.A.

Con él, tu amigo te tendrá presente todos los días del año, a la vez que ayudarás la obra solidaria de S. I. A., al compañero preso, perseguido y necesitado.

Su precio: 12,00 francos.

10 % de descuento a partir de diez ejemplares.

Pedirlo al Consejo Nacional, 4, rue de Belfort, 31000 Toulouse (Francia).

Pagos: C.C.P. n° 1230-56 S. — SIA 4, rue Belfort, Toulouse.

INDUSTRIA TEXTIL EUROPEA: BAJA LA PRODUCCION Y CRECE GEOMETRICAMENTE EL DESEMPLEO

Catástrofe económica para los trabajadores de todo el Continente

PARIS. — La industria textil tiene en los países europeos unas características excepcionales: es el primer proveedor de empleos, uno de los sectores más deficitarios y gravosos para las economías locales, y, con la siderurgia, el primer productor de paro estructural. La estructura monopolista del sector goza del auxilio del Estado para restaurar su déficit (que pagan los contribuyentes), los trabajadores son puestos en la calle, a la intemperie cruda del desempleo, a un ritmo que oscila alrededor de los cinco mil obreros en paro anuales (acumulativos).

Un informe de la comisión económica y monetaria de la Comunidad Económica Europea (CEE) (1) considera tal situación como «social y políticamente inaceptable». Sin tener en cuenta las graves consecuencias del paro parcial de un tanto por ciento elevado de trabajadores del sector, entre 1964 y 1975 en la CEE se suprimieron 340.000 empleos sólo en el subsector de la industria transformadora, que representaba el 46,93 por 100 de toda la industria textil.

Entre 1973 y 1976, el subsector de fibras químicas (sector punta) perdió 20.000 empleos y en los próximos tres años anuncia la supresión de otros 15.000. En España, entre 1974 y 1975 se suprimieron 10.000 empleos. Y esa cifra de 10 millares de pérdidas de puestos de trabajo anuales es estimada por los especialistas como particularmente plausible para los próximos años, en la industria textil española (2).

CRECIMIENTO GEOMETRICO DEL PARO

El sector textil representa, laboralmente, en Europa (1976) 3.627.000 puestos de trabajo, que afectan a un 13,3 por 100 de la mano de obra empleada en la industria manufacturera y un 8,61 por 100 de la mano de obra colocada en la industria. En cualquier caso, estas cifras son engañosas: los textiles están geográficamente muy definidos (norte de Italia y de Francia, sur de Inglaterra) y en las zonas tradicionalmente productoras llegan a representar un 30 por 100 de la mano de obra.

En España, los 178.700 trabajadores ocupados en el sector representaban, en 1975, un 3,65 por 100 de la mano de obra total de la industria. Las cifras continúan siendo equívocas: el sector naval (que, en España, desencadenó, el verano pasado, los conflictos duros de Cádiz, con violentísima represión laboral), en toda la CEE no representa más de 400.000 trabajadores. Y el sector de producción y transformación de metales (que incluye la poderosa siderurgia europea), no da trabajo a más de 1.600.000 trabajadores en toda Europa. De otro modo: el empleo y el paro de la industria textil son elementos políticos decisivos en la vida laboral de España y de Europa.

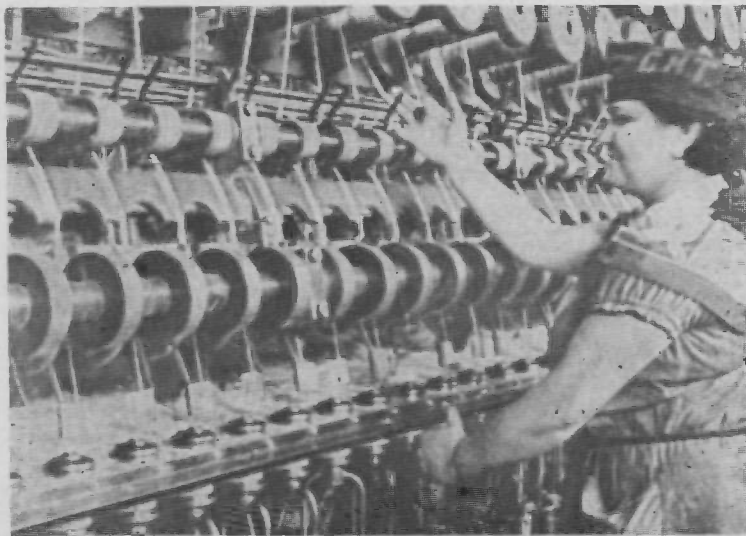
Y la política laboral de los próximos años es muy clara: crecimiento geométrico del paro, que oscila entre un paro acumulativo de 5 a 10 mil trabajadores en España. Es decir, entre 20 y 40 mil ciudadanos españoles, anualmente, deberán afrontar el problema del desempleo del padre de familia.

Con ser grave la crisis estructural del sector textil, sus consecuencias son todavía más amenazantes. La industria de las fibras químicas, en Europa, absorbe un 25 por 100 de la producción petroquímica total. El descenso de la producción de textiles, pues, exporta a otro sector clave (la industria química) graves trastornos estructurales.

AMENAZANTE DESCENSO DE LA PRODUCCION

La única salida práctica de los textiles europeos, su único horizonte mercantil la conquista de nuevos mercados, es, por otra parte, la amenaza más grave y terminante que acecha a los trabajadores: entre 1971 y 1973, las importaciones de la CEE en textiles han incrementado en un 103 por 100, mientras que su producción ha decrecido en un 2,5 por 100 entre 1970 y 1975, recuperándose poco después, mientras que ha incrementado su dependencia de las compras exteriores: la CEE representaba el 27 por 100 de las importaciones de tejidos de los países industriales en 1970, comprando, cinco años más tarde, el 47 por 100 de dichas importaciones.

En España, el problema del descenso de la producción es particularmente grave y amenazante para los trabajadores:



1936: EL TEXTIL COLECTIVIZADO

- la producción de tejidos tipo «standard» descendió entre 1974 y 1976 un 17,54 por 100.
- la producción de tejidos de algodón descendió un 4,82 por 100.
- la producción de tejidos de lana descendió un 9,24 por 100.
- la producción de fibras sintéticas descendió un 3,55 por 100.
- la producción de fibras celulósicas descendió un 2,57 por 100.
- la producción de fibras no celulósicas descendió un 7,05 por 100.

En España, sólo algunos subsectores marginales, como la producción

de hilos continuos de celulosa, o los hilos discontinuos no celulósicos, incrementaron su producción entre 1974 y 1976, siendo su horizonte particularmente oscuro.

Desciende la producción, aumenta el paro, la importación de tejidos de Hong-Kong (primer productor mundial) y el Sudeste Asiático (Corea del Sur, Taiwan), crea la pérdida de nuevos puestos de trabajo, y la «reindustrialización» del sector requiere inversiones muy poderosas de capital.

LA CATASTROFE

El proceso de catástrofe/reconversión al que hoy asisten los trabajadores del sector tiene dos características clave:

1. — Las importaciones de textiles crean paro laboral. Según el «rapport» Normanton (3) la importación de 1.000 toneladas de hilo de algodón provoca la reducción de 160 personas por fábrica de hilados; la importación de 1.000 t. de tejidos de algodón provoca la reducción de 160 personas en la fábrica de hilados y 300 personas en las fábricas de tejidos; la importación de 1.000 toneladas de camisas de algodón conduce a una reducción del empleo de 1.200 personas en la industria de las manufacturas del vestido.

2. — La «reindustrialización» del sector crea paro laboral y es financiada por los propios trabajadores. Según el mismo «rapport» Normanton (4), la industria textil, entre 1950 y 1976 se ha transformado de indus-

siones, recibiendo a cambio la carta de despido.

Tal situación afecta, en principio, lógicamente, a los ciudadanos europeos, pero se ha transformado en motivo de conflicto mundial, ya que la división mundial de trabajo está muy afectada por tales desarreglos.

Este es el proceso en marcha: los textiles del Sudeste asiático, por ejemplo, son muy competitivos en los mercados europeos (y de ahí la razón de su conquista de tales mercados) por una razón elemental: la explotación laboral de los trabajadores en dichas zonas geográficas es mucho más eficaz y rígida: un trabajador de la industria textil, en Pakistán, sólo gana (cifras de 1976) un 3,4 por 100 de lo que gana un obrero belga, mientras que un obrero egipcio sólo gana un 4,4 por 100, un obrero coreano un 5,4 por 100, un obrero brasileño entre un 7,4 y un 8,1 por 100, un obrero tunecino un 10,8 por 100, un obrero portugués o turco un 17,7 por 100...

De otro modo: los monopolios textiles europeos reducen su producción porque se benefician del comercio con los textiles asiáticos provocando/instaurando exportando modelos de explotación más eficaces; despiden a los trabajadores que se ven perjudicados por tal comercio, y hacen pagar al resto de los trabajadores que han conseguido mantener su empleo las inversiones de capital que utilizarán para montar nuevas y más sofisticadas cadenas de producción que exigirán menos mano de obra (acelerando el aumento de paro) y producirán productos textiles más sofisticados que exportarán con mayores beneficios que los productores asiáticos.

LOS MONOPOLIOS SI CRECEN

Dada la característica de industria firmemente monopolista de los textiles europeos (imperios nacionales) (5), la estrategia fascio/industrial que se ha planteado para afrontar la «crisis» es volver a utilizar las viejas tácticas imperiales del cartel industrial y la división/imposición paramilitar de mercados y precios fijados por los grandes productores europeos.

El pasado 20 de junio, los once primeros productores europeos (6), que controlan el 70 por 100 del mercado europeo, decidieron constituir lo que llamaron un «cartel de crisis», contraviniendo, expresamente, la jurisdicción mercantil de la CEE, anunciando medidas draconianas: limitación de la producción (comprometiéndose a reducir globalmente su capacidad en unas 400.000 toneladas anuales), fijación de precios, reparto geográfico de las exportaciones. La economía de mercado era boicoteada, precisamente, por sus imaginarios defensores. «Se trata de un fracaso colosal de la política de la libre competencia», declaraba un alto funcionario de la CEE en Bruselas (7).

NEOMILITARISMO

Así, mientras la CEE es el segundo exportador mundial de tejidos, tras Hong-Kong (8), los trabajadores eu-

tria con fuerte intensidad de mano de obra en industria de capitales. En 1950, el valor de las inversiones ascendía a 85.000 marcos alemanes por puesto de trabajo (más de 3 millones de pesetas de 1978), mientras que en 1975 la inversión ascendía a 1.250.000 marcos alemanes por puesto de trabajo (46 millones en pesetas 1978). La financiación de esta gigantesca reconversión ha corrido a cargo de los trabajadores: que han sostenido con la plusvalía de su trabajo (que ellos no controlan) las gigantesca inver-

- Neomilitarización de las relaciones laborales.
- Los trabajadores deben financiar con su trabajo la compra de nuevas maquinarias que servirán para aumentar el desempleo.
- El empleo de los trabajadores europeos es utilizado como arma contra el sueldo de los trabajadores de los países en vía de desarrollo.
- El miserabilismo laboral de los trabajadores de los países en vías de desarrollo es utilizado como arma contra el empleo de los trabajadores europeos

ropeos afrontan la mayor crisis de desempleo de su historia, y los obreros de la química de los textiles y de la fabricación de maquinaria destinada al sector deben afrontar un horizonte particularmente oscuro. Los mecanismos del mercado mundial, al mismo tiempo, aseguran que los trabajadores de los países en vías de desarrollo que protagonizan una notable incorporación a la producción mundial estén sometidos a mecanismos de control social (inseguridad laboral, sueldos bajos/tercermundistas) muy graves. Tales atentados contra la libertad económica y social se cometen, precisamente, en principio, contra las normas más elementales del libre comercio: el control obrero de los textiles europeos aseguraría un freno a la producción asiática a través de la exigencia de mejores condiciones de trabajo (mejor relación empleo/sueldo) para los compañeros de los países en vías de desarrollo, amparándolos (a través de la lógica del mercado) en sus revueltas contra las dictaduras neomilitares; el control obrero de los textiles tercermundistas aseguraría una cooperación con los trabajadores occidentales para conseguir vías de financiación de los imprescindibles capitales necesarios para reconvertir de nuevo la industria occidental. Por el contrario, la negación del mercado por los industriales monopolistas (dividiéndose las zonas de influencia y control mercantil) asegura: **neomilitarización de la producción laboral, despido libre, financiación de la reconversión industrial a través del crédito que ofrece el Estado por el control/normalización de los trabajadores al yugo laboral y de la plusvalía del trabajo y la producción de los ciudadanos.**

controlan el 64 por 100 de la producción de jerseys.

En Francia, un sólo grupo (Agache-Willot) controla el 75 por 100 de los tejidos de yute. Un sólo grupo (Prouvost) controla el 37 por 100 de los peinados de lana. Dos empresas (Roubaix y Fils de Mulliez) controlan el 56 por 100 de los hilos de lana para tricotar. Un sólo grupo (Agache-Willot) controla el 35 por 100 de los terciopelos de algodón, el 50 por 100 de los hilos de lino, el 40 por 100 de los tejidos de «tuft», el 35 por 100 de los hilos de pesca. Un sólo grupo (Dollfus, Mieg et Cie.) controla el 80 por 100 de los hilos de coser de mercería, el 85 por 100 de los hilos de consumo de señoras, el 40 por 100 de los hilos de coser industriales, el 55 por 100 de las «doublures», el 35 por 100 de los tejidos para cama.

En Bélgica cuatro firmas representan el 30 por 100 de la producción. En la RFA, por el contrario, el grueso de la producción está realizado por firmas de «media importancia». En Italia, cuatro firmas controlan el 22 por 100 de la producción algodónera.

(6) Firmaron la formación de tal cartel: ICI y Courtaulds (Inglaterra), Hoechst y Bayer (RFA), Montefibre, SIP, ANIC y Sni-Viscosa (Italia), Akzo (Holanda), Fabelta (Bélgica) y Rhône-Poulenc (Francia).

(7) Puede encontrarse un resumen informativo de la formación del cartel y de su acumulación centralizada de poder fascio/industrial en «The Economist» correspondiente al 11-XI-1978, «Financial Times» correspondiente al 10-XI-1978, «Le Matin» y «Les Echos» correspondientes a la misma fecha, que, a través de sus corresponsales en Bruselas en la sede de la CEE reconstruyen el proceso y proyectos del cartel, y la negativa (alarmante) de la Comisión de la Comunidad (su máximo órgano gestor) a perseguir judicialmente a la monopolización de los procesos de mercado, que infringen gravemente, en el espíritu y en la letra, el Tratado de Roma de 1958, instituyendo la OEE.

(8) Según el mensual financiero «L'expansion» (correspondiente a noviembre de 1978), estos son, por países, los primeros exportadores mundiales de tejidos (1976):

- Hong-Kong, 2.033 millares de toneladas.

- CEE (Francia, RFA, Inglaterra, Italia, Holanda, Bélgica, Luxemburgo, Dinamarca e Irlanda), 1.979 millares de toneladas.

- Corea del Sur, 1.148 millares de toneladas.

- Taiwan, 889 millares de toneladas.

- Polonia, 448 millares de toneladas.

- EE. UU., 421 millares de toneladas.

La primera firma textil del mundo (Courtaulds: 374 millones de francos de beneficios en 1975) es Inglesa, la segunda (Burlington: 480 millones de beneficios en 1975) es estadounidense, y la tercera (Kanebo: 158 millones de pérdidas en 1975) es japonesa.

Entre las veinte primeras firmas mundiales hay tres inglesas, once norteamericanas, cuatro japonesas, una francesa y una coreana.

(1) «Rapport sur la crise dans l'industrie textile», elaborado por Tom Normanton, doc. 497/76. Este informe fue un documento de trabajo en el Parlamento Europeo en diciembre de 1977, doc. 438/77. Se trata del «dossier» más completo, hoy, sobre la crisis estructural de la industria textil europea. Los datos de este informe han sido usados prolijamente para redactar este otro mucho más modesto pero políticamente más dirigido.

(2) La información estadístico/estructural más completa de la industria textil española, comparada con la situación del sector en el resto de los países occidentales puede encontrarse en «Textile Industry in OECD countries».

(3) Op. citada, págs. 16 y siguientes.

(4) Op. citada, pág. 42.

(5) La estructura monopolista de la industria textil europea está muy acentuada.

En Inglaterra, cuatro empresas (Ill-Morris, Coats-P., Bulber, Lister) controlan el 41 por 100 de los tejidos de lana y mixtos. Cuatro empresas (Courtaulds, Carr-Viy, Tootal, Vantona) controlan el 56 por 100 de los tejidos de algodón. Cuatro empresas (Courtaulds, Tootal, Viyella y Carrington) controlan el 47 por 100 de los hilados de algodón. Dos empresas (Coats-P. y Tootal) controlan el 75 por 100 de los hilos de coser. Cuatro empresas (Viyella, Courtaulds, Carrington y Tootal)

OPINION DEL CIUDADANO ANONIMO

LA LIBERTAD ES TAMBIEN CONCIENCIA Y SENTIDO DE RESPONSABILIDAD

- La libertad se ha puesto de moda. Por todas partes se oye la palabra libertad. Tropezamos con ella a lo largo y a lo ancho de todas las publicaciones. Se nos enreda entre los pies apenas pisamos la calle; la gritan los sacerdotes desde el púlpito; el político desde todas las tribunas; salta de vaso en vaso en bares, discotecas y tabernas, y hasta los «mocosos» que no levantan dos palmos del suelo vuelven ya del parvulario pretendiendo reivindicar ante el hogar paterno la palabra libertad.

- De acuerdo. Estamos totalmente de acuerdo con este punto de vista que empieza a descollar en casi todos los sectores de la sociedad española. Pero...

- ¡Siempre ese maldito «pero!» - exclama nuestro interlocutor de hoy. Ese «ciudadano anónimo» con el que resulta interesantísimo conversar, porque al no estar encuadrado en partidos, sectas ni organismos de ninguna clase, es quien, en verdad, puede darnos el índice más aproximado del auténtico ambiente callejero.

- Pero ¿somos capaces, verdaderamente capaces de ser libres?

El hombre medita. Reflexiona un momento. Saca un cigarrillo y se pone parsimoniosamente a prenderlo. Luego exclama:

- ¿Sabe usted que merece la pena considerar el asunto? Creo que el hombre, como las plantas, como el resto de los seres que habitan la tierra, puede y debe ser libre. Nació libre. No usted ni yo. Ni nuestros padres ni nuestros hijos. Me refiero al hombre como representación genuina de la especie humana. Nació libre. Pero a lo largo de su historia, no solamente se esclavizó, sino que esclavizó, para servirse de ellos, a una porción de seres de otras especies a los que presuntuosamente denomina «animales domésticos». El hombre esclavizó y se hizo esclavo: esclavo de otros hombres, esclavo de extrañas creencias, esclavo del poder, de las leyes que fueron por él mismo creadas, de dogmas, de vicios, de hábitos raros y de cosas inexplicables. El hombre se hizo esclavo del dinero, del poder, del trabajo. Esclavo de la mentira y del odio. ¡Esclavo de todo! Para serlo aún más - añade - ha hecho lo que no hace ningún otro animal de la creación: ¡ser esclavo del sexo! ¡Esclavo del sexo! ¡Esclavo del alcohol! ¡Esclavo de las drogas! ¡Y hasta esclavo de sus propias reacciones psíquicas! Véalo, véalo ahí, en manada, llenando hasta la bandera los circos taurinos y los campos de fútbol. Gritando y pateando como un energúmeno. Agrediendo y matándose, si llega el caso, cuando las cosas no resultan a su gusto.

- Pero la libertad...

- ¡Si, yo creo en la libertad! Es más, lucho por ella, como un deber, en la medida de mis posibilidades. Por la libertad y por la paz. Pero creo que es indispensable, como primer paso hacia un mundo mejor, llevar al corazón del hombre y a su inteligencia, la idea de Paz. El hambre, para ser libre, necesita primeramente modificar su propio mundo interior. No sé si me entenderá. El hombre necesita decirse que ha nacido para ser hermano del hombre. Necesita perder ese temor infundado que le inspira la «grandeza». «Grandeza» estéril, superficial y falta de so-



lidad que nace del dinero, de una cultura mal distribuida y de la fuerza que dan las armas. Necesita superar el atavismo en que vive, vencer sus propias pasiones, cultivar ideales solidarios de bondad y de abnegación. Salir de su propia concha y asomarse al mundo de los demás. Pensar en los demás. Darse a ellos y llevarles ese rayo de sol nuevo que comienza a iluminar su razón.

- Pero la libertad...

- ¡Este es el primer paso para conseguirla! Hay que empezar por romper nuestras propias cadenas. Cadenas milenarias que esclavizan nuestro mundo interior, haciéndole cautivo del vicio, de los hábitos rutinarios y de la oscuridad. El hombre, para ser libre, necesita ponerse de acuerdo consigo mismo y sentirse complacido de su propia manera de proceder. Entonces, sí. Entonces es el momento de empezar a identificarse con ese amplio ideal de justicia y de libertad. Porque la libertad, para ser tal como debe ser, es también conciencia, sentido de responsabilidad y un elevado concepto del derecho que asiste a los seres que nos rodean. - dijo, y añadió -: Es muy tarde. Continuaremos otro día, ¿le parece bien?

- Bien. Hasta otro día.

El sol remontaba ya perezosamente los remotos picachos de la serraña onubense.

C. VEGA ALVAREZ

«España Desnuda», F. Olaya	20 00
«Realizaciones y estructuras de la Comarcal de Monzón (Huesca)»	10 00
«La Revolución desconocida» (2 v.) Voline	40 00
«Cent dies de la vida d'una dona», Frederica Montseny	25 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 70
«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«Los Olvidados» (Los exiliados españoles en la 2ª Guerra mundial), A. Vilanova	54 00
«Les anarchistes dans la Revolution russe», textes de A. Skirda, Gorélió, Berkmann, V. Serge, E. Goldman	15 00
«Kronstadt 1921. (Proletariat contre bolchevisme), A. Skirda	20 00
«Des Saintes et des Démons», Tasio Sanz	20 00

Giros y pedidos a Roque Llop
33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.C.P. 92 32 33 V Paris.

APUNTES SOBRE LA DIVISION DEL TRABAJO Y LA TOMA DEL PODER

por Francisco MORENO

AMSTERDAM. — La élite caudillista al igual que la burocracia, malamente denominada, «obrera» son productos de la inteligencia pequeña burguesa que juega un importante rol político, distinto según la clase a la que presta sus servicios, y que no pertenece socialmente a la clase en hombros de la cual galopa; es decir, no está definida por sus concretas condiciones materiales de vida como miembro de la clase a la que dice representar. Se ha naturalizado, eso sí, como miembro de esa clase social por vía política y se distingue principalmente por la vasta cultura política que posee, por el especial dominio de una de sus ciencias y, de acuerdo con esto, por las funciones que asume como pensadora, doctrinaria y dirigente de la clase en la que se naturalizó.

La existencia de la inteligencia, al igual que el pobre desarrollo cultural del proletariado industrial y el primitivismo cultural en que se hallan sumergidos los campesinos, es un producto histórico que surge en conformidad al grado de desarrollo de las fuerzas productivas y de la división social del trabajo. La inteligencia es un producto de la separación del trabajo industrial y agrícola, de igual forma que lo es el escaso desarrollo de la cultura en los obreros industriales sujetos a la esclavización del trabajo manual, y el primitivismo cultural a que se ven relegados los campesinos.

Como resultado de esta división realizada por el capitalismo, la inteligencia es el extracto de personalidades cultas que llegaron tarde al reparto de la división capitalista, no alcanzando a desempeñar funciones de clase dominante al no haber desarrollado su condición como tal en las relaciones sociales de producción. O lo que es lo mismo, la inteligencia es un sector de la sociedad que posee las disposiciones que hicieron posible el surgimiento de la clase dominante como clase especializada en la dirección de trabajo. La diferencia entre la inteligencia y la clase dominante es sólo la relación que guardan con la propiedad, el desarrollo que sobre ésta ha tenido la clase dominante y las funciones especiales que de ello se derivan.

Y en efecto la clase burguesa logra evolucionar a tal grado de su punto de partida que alcanza el momento de su inutilidad social, dejando de ser directora del trabajo para convertirse en simple corta-cupones, legando sus funciones a administradores especiales, etc. La inteligencia desposeída de la propiedad privada de medios de producción o sin contacto con ellos, al no estar integrada en las relaciones de producción entre el trabajo asalariado y el capital (y estas relaciones lo son de propiedad en la que se expresa la división capitalista del trabajo), se ve forzada a reprimir a las clases productivas bajo la forma clásica política, desarrollando en su existencia política la personificación de la división política del trabajo en el seno de las clases sociales.

Mas la inteligencia al establecer contacto de un modo específicamente político con las relaciones de producción, preserva, en ese ser suyo de inteligencia, los elementos que en ella compendia todo desarrollo alcanzado por la división del trabajo manual e intelectual y la separación del trabajo agrícola e industrial. Dicho de otra forma: contiene, resumiéndolos, todos los elementos genéticos no desarrollados que el desarrollo de la división del trabajo ha plasmado en la clase dominante. Es pues una larva de clase dominante cuyas condiciones sociológicas de existencia le impiden metamorfosearse como clase social.

La inteligencia es, pues, una clase

social en potencia. Todo nuestro anterior examen ha sido en el sentido de demostrar empíricamente esta condición en el capitalismo pequeño burgués y en el caudillismo. Y en efecto en el ejercicio de la división política del trabajo efectuada por el caudillismo elitista y el burocratismo marxista se perfilan todos los índices del comportamiento social de las clases dominantes: más aquí aparecen, sin falta, formas políticas muy claras.

Esta casta como integrantes políticos de la división del trabajo en el seno de la clase obrera, por igual élite caudillista y burocratismo autoritario marxista, juegan una función específica en el proceso y desarrollo de la lucha misma; función que no está en condiciones de disputarle ningún otro miembro de «su» clase. Y esta función no surge por un acto de correcta o incorrecta interpretación de Marx, Lenin o de cualquier otro apóstol de la religión comunista, sino como un producto histórico del cual pueden dar testimonio los pies desnudos de un labrador de la tierra o las manos callosas de un obrero o cualquier otro efecto claro de la división real del trabajo.

En el seno de los partidos políticos la división de papeles (de trabajo) otorga a la inteligencia el papel de quien lo sabe todo, quien dirige, quien ordena, quien designa; es decir quien representa en las relaciones — sus relaciones políticas — la misma función que regularmente ponen en práctica las clases dominantes en las relaciones de producción.

¿Qué es lo que le falta o le hace falta a la inteligencia caudillista o vanguardista para constituirse en una verdadera clase social? La respuesta la dan a la mano el conjunto de limitaciones de sus relaciones de casta con las clases populares en la que se ha naturalizado políticamente. Primeramente por el desencadenamiento del potencial social que la división social del trabajo ha personificado en la inteligencia en un efectivo poder de mando político sobre el movimiento revolucionario de los obreros y campesinos contra los propietarios de los medios de producción.

En segundo lugar el endurecimiento de este su potencial social en la acción de la división política del trabajo, al otro lado del cual el desarrollo de la división social del trabajo no haya engendrado, o no haya podido todavía suficientemente engendrar, un potencial social idéntico al suyo, pero personificado en la inteligencia colectiva, en la dirección colectiva y en la designación colectiva de la clase obrera.

Y en último y tercer lugar que como resultado de las dos condiciones anteriores, la condición de la clase social en potencia de la inteligencia, se realice en la toma del poder político; condición sine qua non a partir de la cual la burocracia política caudillista (o el caudillismo hecho

burocracia política), contando con su supremacía política sobre el Estado, — dicen los marxistas — «realizará incursiones despóticas».

Es precisamente en este último acto en el que se realizará la inteligencia estatizada o la burocracia estatal como una verdadera clase social. Es decir, se realiza como clase en el desdoblamiento de la división política del trabajo, en una división social del mismo. Desdoblamiento que no es otra cosa que la apropiación de los medios de producción, por la división política del trabajo, (hasta aquí desarrollados) bajo la forma intacta de la división.

De este modo las condiciones históricas actúan bajo formas concretas de desarrollo en las cuales puede encontrarse la contestación práctica de, por una parte, la acción determinante del desarrollo de las fuerzas productivas sobre el surgimiento de las nuevas relaciones de producción, vistas aquí en potencia por otro, la expresión de la división social del trabajo en formas precursoras de existencia política que anuncian la ulterior aparición de la división de la sociedad a su imagen y semejanza. Y finalmente, la erección de una verdadera superestructura política en la que se advierten la omnipotencia de los dirigentes vuelta aparentemente contra el capital, que más tarde aparecerá vuelta contra el trabajo.

Un ejemplo de claro de lo hasta aquí expuesto nos lo ofrece lo que fue dada en llamar la «revolución» cubana. La toma del poder político que se realizaría en Cuba por la acción mancomunada del caudillismo pequeño burgués y el burocratismo del comunismo autoritario, y cuyas formas embrionarias es el objeto del presente estudio y de otros ya publicados en esta misma prensa, alcanzarían su madurez a lo largo de los próximos tres años después del triunfo guerrillero de 1959.

Dos son las características que definen fundamentalmente este proceso de adquisición del poder del Estado: por una parte, el riguroso desdoblamiento de la división del trabajo político en una división — llamada — social del trabajo constatado en las formas de apropiación de los medios de producción. Y por otro lado la estructuración de las formas de división del trabajo hasta aquí vista en forma separada por el PSP y el M-26 de Julio en una sola y única forma, que se constata con la fusión de la élite caudillista y el marxismo totalitario.

Bajo las formas concretas de nacionalización y fusión del PSP y el M-26 de Julio, se materializaría la realización de la inteligencia desarrollada hasta entonces como simple potenciación. Y esta aparece evidentemente en las formas de su desarrollo.

El primer destello claro del desdoblamiento económico de la división del trabajo fue la inmediata aparición de una institución encargada de concentrar en manos del Estado la propiedad capitalista adquirida por usufructo ilícito. Así el Ministerio de Recuperación de Bienes Malversados que encabezara Faustino Pérez se convertía en el puntal de la propiedad estatal, la que sería completada con el proceso de nacionali-

zación producido entre julio y octubre de 1960. La forma en que se desarrollarían estas nacionalizaciones es bastante informante de su naturaleza social. Eran los jefes del M-26 de Julio, quienes decidían contra quien de los protegidos del antiguo régimen debería realizarse la expropiación, empleando para cada caso particular el ejército, la policía, y la milicia, todos ellos «muy revolucionarios».

Al igual que en la «revolución» rusa, en Cuba los capitalistas recalcitrantes abandonarían las fábricas, mas a diferencia de aquella en Cuba no serían los obreros quienes las pondrían nuevamente en marcha «confundiendo control obrero con expropiación» como dijeran los bolcheviques, sino directamente el Estado. En ambos casos se corrobora la ausencia de toda tendencia socialista en la expropiación de los medios de producción al demostrarse la presencia de un modo especialmente político de su ejercicio.

Y en efecto, los primeros destellos de la propiedad estatal después de la victoria sublevacionista no eran más que la prolongación económica de la división del trabajo desarrollado a lo largo de todo el periodo de lucha. Los cuales aquí aparecen en la configuración social de la burocracia burguesa en el acto de apropiarse los medios de producción.

La autonomía que adquiere una clase social al desdoblarse de una casta política en una clase social, no alcanza en esta fase preliminar todo su esplendor. Es decir el elitismo al irse confirmando en la cúspide de la división social del trabajo no renuncia, de golpe, a su carácter de cima de la división política del trabajo sobre una determinada clase social, pues es precisamente esta última la que proporciona la fuerza social que necesita.

Es así como al lado de la estatización, aparecería sin falta la parcelación de los grandes predios agrícolas durante 1959 (cuya cifra se citó en otro artículo. Ver «C. S.» n° 1.003 del 2-11-78). Parcelación: en la que el M-26 de Julio se apoya para mantenerse en el poder. Otras medidas populares serían adoptadas por los líderes guerrilleros, tales como la reforma urbana, la conversión de los cuarteles en escuelas, etc., todas indudablemente progresistas, pero marcadas por la naturaleza burocrática-caudillista-autoritaria del régimen gestado.

Paralelamente o más bien indisolublemente se produciría la fusión progresiva entre los dos estamentos-clase que se agrupaban en el poder.

Por su parte el M-26 de Julio entraría en descomposición política en el periodo que va de enero a octubre de 1959. En esta descomposición se produce la separación de los elementos cuya participación en esta organización era de índole específicamente obreros, elementos representativos y de los elementos que pretendían una hegemonía burguesa en la revolución, así como los elementos más representativos del caudillismo se adecuaban a la metamorfosis de poder experimentado por ellos. De esta forma a la vez que el sector medio de la inteligencia peque-

(Sigue en la pág. 7)

EN LISANT

Après, très après est le combat que les libre-penseurs, les rationnalistes et les athées soutiennent contre les diverses religions qui, malgré certaines démissions, continuent d'être l'opium des Peuples.

La réalité quotidienne montre, par exemple, que lorsque l'Eglise catholique, — avec ou sans Concile 2 — fait semblant d'entrebâiller ses portes à la pensée progressiste elle ne cherche qu'à reculer pour mieux s'opposer à la liberté d'expression et de pensée de l'homme.

Malheureusement, des personnes qui se disent de gauche et qui exercent une notable influence sur de vastes couches populaires ne lésinent pas les louanges de cette Eglise ne serait-ce qu'à travers, récemment, les deux papes passés de vie à trépas. Des louanges qui sont autant de coups de pied donnés quelque part contre la théorie a-religieuse de leurs propres partis ou syndicats. Il est à croire que tout est bon, même la courbette devant les pontifes, si cela peut aider à faire glisser dans les urnes, des papiers susceptibles de faciliter l'obtention d'un mandat. En vérité, cela est — pour le moins une illusion bien ingénue. Les catholiques ne voteront jamais qu'au gré de l'Eglise. L'expérience n'est plus à faire. Et c'est lui rendre un

très bon service que de prôner les vertus des papes qui — soit dit en passant — ne pèsent pas lourd à côté de leurs défauts.

Il faut croire que les masses, sensibles aux manifestations d'apparat, ne réagissent pas terriblement con-



tre de tels paradoxes. Tout au plus se bornent-elles à dire que cela « c'est de la blague ». Sans plus; sans même se rendre compte que cette « blague » porte un grand coup au concept de liberté individuelle et collective des hommes conscients ainsi qu'à ceux-là même qui ne prennent pas la peine de réfléchir,

ne serait-ce qu'un instant, pour se poser des questions. Pourtant...

Eh bien ! Le cinq novembre vient de paraître un petit bouquin. Petit, bien sûr, de par sa taille, mais bien grand de par son contenu. L'auteur, lui, il en pose, des questions qui ne restent point sans réponse, dans son « Credo Dodo » (1).

Avec sa verve coutumière et l'amusante aménité qu'est la sienne, Dalian égrène moult détails. Entr'autres sur les hypothèses Dieu et Jésus. Aux arguments d'Armand sur la première et de Han Ryner sur la seconde, il y ajoute le piment nécessaire pour faire rire là où nos deux philosophes se montraient parfois plutôt rigides.

Ce livre s'ouvre sur un remerciement : « Je tiens à remercier, ici, les Eglises, — dit Dalian — et particulièrement la catholique romaine sans qui cette mise au point n'aurait pas été suscitée. »

Puis, il répond joyeusement — dirais-je —, aux questions qu'il pose tout au long de ses pages. Il cite l'historien Dultmann qui estime que « ce que nous pouvons savoir sur la vie de Jésus et de sa personnalité, c'est autant dire rien »; et Bertram, pour qui « la figure de Jésus n'est pas directement accessible à l'historien ».

Nous pourrions cocher de nombreuses phrases intéressantes. Disons tout simplement que ce livre est bien agréable à lire et nous aide à réfléchir sur le monde actuel, malheureusement dirigé par des gens souvent dépourvus de scrupules et qui trouvent, dans la religion, un refuge sûr pour ses magouilles dont ils s'en tirent toujours à bon compte.

Les indifférents aux choses religieuses devraient le lire, tout aussi bien que les croyants. Il les aiderait à réagir contre le fléau qui agit de façon larvée, lorsqu'il ne peut pas le faire ouvertement. Peut-être se demanderaient-ils comment peut-on prêter attention aux balivernes de benêtier.

Et si toi, qui que tu sois, n'y crois pas, aux religions, toi, ouvrier intellectuel ou pas, manœuvre ou O.H. Q., lis-le toi aussi et fais-le lire à tes copains. Et à tes copines, bien sûr ! Cela les aidera à dépoussiérer leur cerveau et à s'intéresser un tantinet aux problèmes de valeur.

Fernando FERRER

(1) « CREDO DODO » de Robert Dalian. 84 pages de 15 x 21 cts. A la vivacité des textes, l'auteur y ajoute celle de ses propres dessins. En vente contre 18 frs. franco à « L'Homme Lucide ». Editeur L. P. — B. P. 21. 91350 Grigny, CCP 15 846 97 C Paris.

Apuntes sobre la división del trabajo y la toma del poder

(Viene de la pág. 6)

ño burguesa en el M-26 de Julio permanece imantado a la clase social en la que se habían naturalizado, la inteligencia caudillista, desde la cumbre experimenta una relativa autonomía con relación a su propia clase.

Esta separación es el efecto a la vez de dos condiciones contradictorias. Por una parte explica la profunda división del trabajo que presupone el caudillismo. Y por otra la negación de su base de clase en su propia autodinámica de ascenso al poder.

Estas dos condiciones se resumían en la imposibilidad objetiva del caudillismo pequeño burgués para lograr la completa hegemonía del Estado. En efecto, el caudillismo carecía de una estructura orgánica adecuada para abarcar las magnitudes de un moderno Estado. Por ello le era imprescindible, dada su estrategia, clase social y programa político, recurrir a una «alianza obrero-campesina» a través de la cual pudiera, maniatando al movimiento obrero y campesino, proseguir su desenvolvimiento, su desenlazamiento hegemónico.

La estructura adecuada por la emergencia del caudillismo era proporcionada por la estructura organizativa altamente centralizada de una base disciplinada en que descansaba la burocracia del PSP, contra la incidencia de la cual se rebelaban los defensores de la hegemonía pequeño burguesa, en el Estado (1).

Francisco MORENO

(Continuará)

(1) Entre los militantes más conocidos que fueron cayendo, figuró el comandante Huber Matos, detenido en octubre de 1969 junto a los jefes militares de la provincia de Camaguey y el jefe del M-26 de Julio en esa provincia, al renunciar éstos a sus cargos en señal de protesta por la ascendencia comunista del Estado-patrón. Fidel Castro acusaría de «traición» a Matos, generándose la crisis del ala caudillista no estatizada. Así se produjo la renuncia de Faustino Pérez, antiguo jefe de la milicia y ministro de recuperación de bienes malversados; Manuel Rey, ministro de obras públicas, quien pasaría a la clandestinidad en ese mismo mes y conseguiría salir de Cuba al mes siguiente; José Miro Cardona, quien fuera ministro durante las seis pri-

meras semanas del gobierno de Castro; Felipe Pazos que dejaría la Presidencia del Banco Nacional; Rodolfo López Frisquet, que abandonaría el Ministerio de Hacienda; Regino Coticel, el de economía, etc. Todos, con excepción de F. Pérez, se extrañaron en los EE. UU. David Salvador, que fuera responsable obrero del M-26 de julio, y primer jefe de la CTC colocado por los caudillos, y que

fuera copado por los «comunistas» tras las elecciones seccionales del mes de mayo, sería detenido en el intento de abandonar el país. Otro de los golpeados por la crisis sería el entonces Presidente de la República, Urrutia, quien al igual que Matos se había pronunciado contra la participación del PSP y además Enrique Oltusbi, del Ministerio de Comunicaciones, etc., etc.

LIBERTAD CON DIGNIDAD

MIAMI. — Desde siempre hemos luchado por la libertad, no tan sólo del pueblo cubano, sino que también, de todos los pueblos del mundo. Por tal razón y ser ello consustancial a nuestra ideología, desde que el gobierno de Castro, como lo hicimos con el de Machado y el de Batista, impuso silencio a la protesta y lógica rebeldía del pueblo por el procedimiento de la violencia brutal e inhumana, arrancando vidas, persiguiendo y encarcelando a todos cuantos se le opusieron o discrepaban con el régimen, levantamos nuestra voz condenatoria y de protesta.

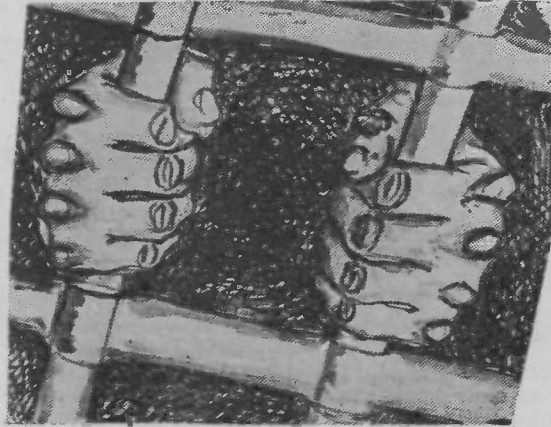
Desde que el primer opositor fue encarcelado tan sólo por ser opositor, denunciábamos la injusticia y demandamos su libertad. Las cárceles de Cuba se colmaron de presos y la isla toda se convirtió en un inmenso presidio político, ante tal torrente avasallador de injusticia y crimen creció nuestra protesta y demanda de libertad para los presos y para el pueblo en general, haciendo llegar nuestro mensaje por multitud de países procurando su solidaridad con nuestra humana causa, logrando que se unieran a nuestra demanda y protesta personalidades y agrupaciones de América, Europa y Asia. Nuestro batallar por los presos políticos no se detendrá mientras éstos permanezcan encarcelados. Para ellos queremos libertad con dignidad.

En este caso y ocasión consideramos que son los propios presos los que deban señalarnos la pauta a seguir en su caso específico. Ellos, la

gran mayoría, han sufrido un horrible cautiverio cumpliendo largas condenas y lo han soportado con valor e integridad moral difícil de igualar, sin claudicaciones ni flaquezas, todo lo cual es fácil de constatar, porque si ellos no fueran leales a su ideología o les faltara coraje o dignidad hace mucho que fácilmente habrían logrado la precaria liber-

tra actitud debe mantenerse a favor de la libertad de nuestros presos. Nosotros los que en el exilio gozamos de libertad y bienestar, no tenemos derecho a entorpecerlo y menos cuando conocemos los kilates de nuestro presidio político.

Ellos que jamás aceptaron una indignidad; ellos que se han mantenido inquebrantables en sus ideales de



libertad en que vive el pueblo cubano en general; pero no, ellos han soportado valientemente el peor de los malos tratos material y moral. Estos, que esperamos se les dé la libertad, son el ejemplo que todos los días hemos tomado para darle prestigio y heroicidad al presidio político cubano.

No somos tan incautos como para creer que el gobierno cubano se dispone a dar libertad a los presos por un impulso caritativo o humanista, estamos pensando que algo, de capital importancia, le mueve a ello, pero aún así, consideramos que nues-

libertad para el pueblo cubano y que ello les llevara a la cárcel, ellos son los que deben determinar en su futuro.

Tengamos confianza en nuestros presos, ellos nos han dado las mejores pruebas de lealtad y valentía; ellos no aceptarían una libertad sin dignidad.

Porque una libertad sin dignidad no vale la pena.

(Extraído del boletín «El Gastronómico», de la Sección Gastronómica Cubana en Exilio. — Noviembre 78.)

DE AYER Y DE HOY

¿Cómo deberíamos de estructurar la CNT para ser más eficaces hoy?

«Inventar ideas, prácticas, métodos nuevos que correspondan a situaciones nuevas, tal es la condición de nuestro éxito.» (Extraído de un trabajo de la revista «Umbral», de París, abril 1970, del amigo y compañero A. Marcellán).

Nunca hemos renegado del pasado y en cierto modo, nos sirve para orientarnos en el presente, teniendo constantemente en la mente la situación de ayer y de hoy, del sindicalismo hispano. Después de un breve análisis, constataremos, que la situación ha variado profundamente, tanto en las mentalidades obreras por su consumismo y adaptación a la situación actual, como del desarrollo y organización industrial del país; así, como a la política que están imprimiendo todos los sectores políticos y sindicales reformistas sin olvidar la patronal y el Estado, imponiendo desde las alturas (llámanse Pactos) los destinos económicos de toda España, negando toda autonomía y libertad de acción a las colectividades minoritarias del país, aún acogiéndose a sus leyes «democráticas».

No vamos aquí a hacer o indicar, un cuadro general de los diversos compartimentos de la industria española; pero, si señaláremos, que si ayer, eran limitadas las industrias nacionalizadas o monopolizadas, con accionarios, pero con capital superior del Estado y dominado por éste, hoy, aquél por medio del I.N.I. ejerce aún más si cabe, su poderío, corregido y aumentado.

Esta situación, ya de por sí, grave para la clase asalariada, cuando no dispone de una organización potente y bien estructurada, por cuanto, sus reivindicaciones y luchas, se han de enfrentar con lo básico de la sociedad capitalista, que es el Estado, constituye aún un obstáculo superior a sus luchas, añadiendo su consorte, las empresas o sociedades multinacionales. Por otra parte, la crisis que hoy alcanza por todo el suelo hispano y mundial, en la clase laboral, puede muy bien producir dos reacciones diferentes y contradictorias: o adaptarse a ella y es la sumisión, o la rebeldía; aunque ésta hoy, está mitigada en parte por los subsidios de paro forzoso u otros que los Municipios o el Estado blanquean su fachada. Cosa que ayer no existía, aunque los obreros no pagábamos impuestos directos al Estado o a sus dependencias, aquéllos y los patronos, se cuidaban bien de robarnoslo con creces.

Hoy en España se calcula, que hay cerca de doce millones de asalariados, y que de éstos, solamente hay organizados un diez por ciento, es decir, un millón doscientos mil, lo que significa que la inmensa mayoría hay que sensibilizarlos e interesarlos a que ingresen a la C.N.T. y a que colaboren en sus tareas. Para ello hay que encontrar una metodología que responda a la situación presente y que el obrero se vea identificado, con lo que más de cerca le es idóneo a sus labores de cada día, y que pueda recurrir cuando las necesidades se lo impongan.

Si la asociación, vertebración y cohesión, es el signo distintivo que debe caracterizar a toda organización sindical u otra, no es menos cierto, que cada situación debe de estimularnos a captarla, analizarla y sacar las debidas consecuencias para que ésta sepa con conocimiento de causa, adoptar el tipo de estrategia (no digo de táctica) puesto, que, hablando de la C.N.T. es de acción directa; pero sí, de estructuración, o adoptar de nuevo ciertas formas de organización que dieron excelentes resultados.

Hoy, visto el número ínfimo de obreros organizados y la variedad de sindicales y la dispersión de la clase laboral, la C.N.T., sin negar ningún

de los atributos que libremente se ha impuesto, debe de buscar fórmulas variadas, no divergentes, a su forma de actividad y si cabe de organización.

Hoy no es posible adoptar, por lo que más arriba hay escrito, las FF. de Industrias; porque serán lo perfectas que se quiera en el orden teórico, pero cuando detrás de ese sistema de organización nacional o internacional, no existen los elementos necesarios, (obrerros asociados) queda solamente en formularios, sin ninguna repercusión en la lucha entre el capital y el trabajo. Sin embargo, para más eficacia e idoneidad del trabajador, se puede adoptar el sistema o sistemas que adoptamos, los del Petróleo, Ferrovios y Comunicaciones; y que hoy posiblemente se puede ampliar a otras industrias.

Por lo que se refiere a la industria del Petróleo en Cataluña, después de pasar por el Sindicato de Productos Químicos, en el 31, creamos el Sindicato Regional de Petróleos de Cataluña, con las debidas secciones locales, que eran a la vez, los sindicatos de dicho ramo en sus respectivas residencias. Y en el ámbito nacional, la Federación N. del Petróleo; aunque de hecho, no abarcaba más que los asalariados de CAMPSA. Transporte y otros derivados, pertenecían a sus Sindicatos respectivos, por no pertenecer a la misma Empresa. Este medio de Organización, nos permitió a todos los del Ramo, no solamente a ejercer una presión constante a la Empresa, sino, que coaccionó moral, formal e intensamente a algunas secciones, a asociarse en la C.N.T.

Esta doble función, que sin ser FF. de II. ni tampoco Sindicatos de Ramo o Industria, por su doble función local y nacional, pero que se acoplan perfectamente a varias estrategias de lucha y de análisis y conocimiento de su respectiva economía en la industria, y que tiene la ventaja, a la vez, de cumplir su misión federalista protagonizada por los S. de Ramo, en las grandes aglomeraciones industriales y de S. de Oficios Varios, o FF. Locales como se les llama ahora, en los pequeños pueblos, o donde no existan masas de asalariados. Pero todo ello ha de partir de los lugares de producción, (abarcando a manuales e intelectuales) creando los debidos comités de fábrica, taller, centros de estudios, laboratorios, etc., en la base de la empresa o donde se ejerzan las funciones: luego las secciones hasta el Sindicato. Y, donde todo ello no es posible organizarlo, debido a la inorganización que existe en los medios laborales, se deberán crear grupos de



Los burgueses ya no viajan así, pero los trabajadores siguen manteniéndolos..

compañeros y compañeras, (no importa el número) que, además de sensibilizar a los que laboran a su lado en aras de organizarlos, seguirán todo el proceso de la empresa, así, como los deseos e inquietudes de los obreros, para que, en el momento oportuno, o por necesidades, o imperativos de las circunstancias, al intervenir, den la sensación con metodología y practicismo, que tienen un plan elaborado, para hacer frente a la patronal. A los militantes que siguen de cerca y se interesan de los problemas concernientes a los trabajadores, aquellos, ni deben sorprenderles ni como explotados ni como anarcosindicalistas.

Hoy por hoy, todas las centrales sindicales son minoritarias, dentro del consenso laboral. Si alguna tiene más afiliados que otra, no es por su fuerza numérica o su dinamismo que impone sus reivindicaciones; sino, es por su colaboración y sumisión, en aras de los Pactos contraídos de los partidos políticos que las informan y animan.

Hoy en España, globalmente hablando de la clase laboriosa, está casi todo por hacer, cuando se trata de hacer frente a los conflictos contra la patronal, sin sufrir serios reveses. Salvo algunas minorías, como por ejemplo: Gasolineras de Cataluña, que, con todo y no ser numerosos los compañeros (la C.N.T. controla el 80 %) por tratarse de un Servicio Público, han planteado al Estado español y a las demás centrales sindicales, el verdadero problema a que se verán abocados los trabajadores, si no se emancipan de las influencias políticas y reformistas; al mismo tiempo, con su actitud, una vez más, han logrado desenmascarar a los enemigos y traidores de la clase laboral.

Otro ejemplo: el de la Costa de Levante, de los pueblos de Denia, Villajoyosa y Campeyo, donde una vez más CC OO y UGT y la Asociación de Armadores (patronal) firman un Convenio, sin consultar a los obreros; éstos lo rechazan, presentan otros por la C.N.T. y estalla el conflicto; se solidariza toda la región levantina y a los trece días consiguen un triunfo total.

Ambos conflictos, su alcance y repercusión difieren. Mientras el primero, puede paralizar, como ya otras veces ha sucedido en otras épocas, parte del comercio y de la industria y los Servicios Públicos. El otro, (pescadores) son los intereses particula-

res que priman. Y he aquí, que en el primero le cargan todos los sambenitos posibles, para desnaturalizarlo de sus motivaciones: todos a coro repiten que es político y subversivo; como si dos o tres mil obreros por su acción reivindicativa, podían transformar el régimen de Juan Carlos y de sus adictos.

La distinción entre ambos conflictos, por su impacto en la opinión pública y repercusión hay que tenerlos también en cuenta para lo sucesivo. Es al Estado de nuevo, aquí, que se lesionan sus intereses y prestigio; de una forma directa o indirecta, por ser él, el que administra los intereses superiores de dicha industria y se le perturba su sistema; y los conflictos toman caracteres insospechados.

Desde luego, que la cuestión social, no es un juego de ajedrez, que se puede calcular todas las jugadas por avance. Sin embargo, habrá que intentarse, o, a empezar a poner en juego todos los medios posibles a nuestro alcance, que el panorama y mosaico social español, nos ofrece hoy, para aprovechar todas las conjunturas posibles por la expansión de la C.N.T.; expansión ésta, que se irá logrando, a medida que aprendamos todos a saber calibrar y distinguir las luchas entre el capital y el trabajo, y potenciar los cuadros de la Organización, en los lugares de trabajo.

VICENTET

PUUEDE ADQUIRIRSE EL DISCO

de SERGE UTGE

Contiene: Tout le sang du monde... sauf celui de français, Je gueulerai longtemps, Je voudrais vivre dans un cimetière, Sur la Comune, Histoire de la nouvelle esperance, Sur le temps des cerises, Vacances sans honte, La Pointeuse est morte, Qui paie ses dettes, Chansons pour les non-mâles, Les seules vraies maisons du peuple, Confessionnal de chiffon.

Es una realización «Pragmaphone».

Puede adquirirse en el Servicio de Librería del COMBATE SINDICALISTA, 33, rue des Vignoles, 75020

Precio: 30,00 francos.

3428

B.D.I.C

EL COMBATE SYNDICALISTA

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignes, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

ESPAÑA, SU PUEBLO Y SUS GOBIERNOS

LA RESURRECCION DEL CAUDILLO

Los hechos que acaban de darse ponen en indiscutible evidencia la realidad política de España. Fuera de duda quedó la complicidad de los gobernantes con la postura y acción de las derechas, en su totalidad añorantes de un pasado que les dio poder y categoría. Es probable que no todos los mandarines no estuvieran bien al corriente del golpe que se preparaba, pero pocos creerán que los ignora Martín Villa y otros ministros de mismo gabinete.

De creer lo propalado por los neos y los integros fascistas, la resurrección de Franco se daría a los tres años de su muerte. El Cristo español tenía que ser festejado el 20 de noviembre, con los méritos divinos que la jarca facciosa le reconoció. En torno a ese gran acontecimiento esperado, de «grandeza y pureza española», hace días que jiraba la exaltada nostalgia de los devotos del gran caudillo. La divinidad no les ha tenido en cuenta; Hitler, Mussolini y la reacción internacional nada pueden hacer por sus afines.

Pero en el caso de la resurrección deseada, con plegarias, iluminación de altares y juramentos en los cuartos de banderas, ¿estaban exentos de protección oficial los juramentados? ¿Ignoraba el monarca los pasos secretos de sus disciplinados militares? ¿Son fieles al juramento formulado sus subalternos inmediatos? Meditar sobre lo que está ocurriendo en España origina muchos interrogantes que el tiempo va dando respuesta. Y a título personal, y a nivel popular, no ha faltado quien preguntara si la ausencia del rey no tendrá algo que ver con el proyecto y fracasado alzamiento.

La incógnita de lo ocurrido no lo es tanto para los gobernantes como para el pueblo, quien generalmente carece de amplia información. Y no obstante, si se atan cabos bien se puede saber a qué atenerse. ¿Para quién era el alijo de armas que transportaba el barco que después de varios episodios tuvo que devolverlas a su origen de embarcación? Nadie ha quedado satisfecho con las alu-

siones hechas a los Barreiros. Si iban a España, ¿para quién estaban destinadas? ¿Qué misión tenían? ¿No tenían algo que ver con el alzamiento que acaba de fracasar? ¿Qué dice el gobierno a todo esto?

Hay otras situaciones que va tienen características más concretas. La resurrección del caudillo, y el festejo de ese gran día, todos convienen es patrimonio de los fascistas. ¿Está el gobierno comprometido a rendir algún tributo a esas jornadas que el pueblo repudia? La incógnita sobre el particular ya no es tan densa como otras. Veamos lo que se dice en un periódico de Barcelona:

«Seguro que a la larga vendrá otro Franco, cuando ya no podamos comer más. Espiritualmente ya está resucitando y nos mantiene firmes y franquistas, como siempre. Yo iré a Madrid a verle, ya que Martín Villa ha tenido la amabilidad de fletarnos un avión... De verdad, de verdad, ja, ja..., vamos a ir unas ciento veinte

(Sigue en la pág. 2)

Mientras se mantengan "salvadores de la patria" esta imagen inhumana y repugnante puede volver



REFERENDUM

LA DERROTA DE LOS POLITICOS

- Derrota de los nostálgicos del franquismo: 10% de los votos.
- Pero derrota también del equipo Suárez-González-Carrillo que, a pesar de lo impresionante de su campaña publicitaria, no ha logrado «marginalizar» a la oposición radical: más de un tercio de abstencionistas

Nosotros que no creemos que de las urnas pueda surgir ninguna solución a los problemas de los trabajadores proseguremos la lucha en sus terrenos auténticos: en las mentes, en las fábricas, en la calle...

Comunicados

LE COMBAT SYNDICALISTE ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Palements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE MARSELLA

Comunica a sus afiliados la continuación de la asamblea de hoy día 3 de diciembre 1978, tendrá lugar el 7 de Enero 1979 en el mismo lugar y hora de costumbre. Recabamos la asistencia de todos por su interés general comprobado hoy ya.

C. DE RR. ZONA NORTE

Suscripción Pro-España Nov. 1978

F. L. de Houilles-Argenteuil, 221; Landeira, Dreux, 50; Nuria Montané, Choisy, 50; Oliveras, Combs-la-V., 20; Amable, Thiais, 25; Bernardo Peralta, id, 10; Solá, id, 8; Rodríguez, id, 10; Montané, id, 20; Blanca, id, 30; T. M., id, 10; Ginés Morata, Valreas, 30; Llobet, Courcelles, 45; Vandellós, Angoulême, 40; Un Maño, Paris, 10; Cortell Sánchez, Carpentras, 50; Familia Faro, Escosse, 25; Madeleine Lamberet, Paris, 50 F.

Total: 704,00 F.

Pro-Gasolineras

Nuria Montané, Choisy, 50; Aquilino Fernández, Athis Mons, 300; Un Colectivo, Lyon, 100; Bautista Martínez, Melun, 50; Sergio Díez, id, 50; José Navarro, id, 50; Antonia Muñoz, id, 50; Armonía Muñoz, id, 50; José Bermejo, id,

50; Solá (padre), Thiais, 20; Granados, id, 10; B. Peralta, id, 10; Solá, id, 10; C. Soteras, Brienne le Château, 50 F.

Total: 850,00 francos.

Pro prensa confederal:

Un Maño, París, (cuatro veces) 47; José Villacampa, id, 30 F.

Total: 77,00 francos.

Pro-Local:

Miguel, Bondy, 50; Oliveras, Combs-la-Ville, 20; B. Peralta, Thiais, 20; Ginés Morata, Valreas, 30; Serrarols, Villeneuve la Garenne, 20 F.

Total: 140,00 francos.

Pro-Ediciones para el Interior:

Existencia en caja: 4.574,11 F.

Suárez, París, 50; Jimeno, idem, 10; Santamaría, Drancy, 10; Salvador Ripoll, Villablard, 50; José Cuevas, Australia, 218,46; B. Peralta, Thiais, 30; D. Fuentes, id, 30; Granados, id, 10; J. Arcal, id, 10; Castellvi, id, 20; Francisco, id, 10; Amable, id, 25; Rodríguez, id, 20; B. Peralta, id, 10; Solá, id, 10; Montané, id, 18; Blanca, id, 25; T. M., id, 10; Castellvi, id, 25; Aguilera, Nantes, 30; Nuria Montané, Choisy le Roi, 50; Ginés Morata, Valreas, 30; Pedro Mateu, Cordes, 25; Hilario López, St-Chely d'Apcher, 30 francos.

Suma y sigue: 5.330,57 F.

Nota: Ha habido un retraso en la composición del folleto «El Comunismo Libertario», de I. Puente. Podemos decir hoy, que pronto podremos disponer de la edición de 5.000 ejemplares. Una vez en nuestro poder haremos envío de los pedidos ya hechos y los compañeros podrán venir a recoger los que necesitan para su envío a destino.

PARADERO

— Se desea que la Viuda de Benigno Díaz Martínez, se ponga en contacto con

los familiares de éste en Villanueva de los Escuderos (Cuenca).

COMMUNIQUE

Pour entrer en contact directement avec les camarades de langue étrangère, nous sommes un certain nombre de compagnons anarchistes qui avons appris l'Espéranto.

Tous les militants que le sujet intéresse peuvent soit contacter les groupes locaux de SAT-Amikaro, soit s'inscrire à un cours par correspondance.

Adresse : SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

LA REDACCION A LOS COLABORADORES

En adelante y hasta nuevo aviso, para facilitar la labor de esta Redacción, deben mandarse los trabajos, notas y avisos a la dirección siguiente: Impimerie des Gondoles (Pour «Combat Syndicaliste»), 4 et 6, rue Chevreul, 94600 Choisy-le-Roi (France).

TURRONES

Atención variación en los precios:

Jijona, pastillas de 400 gms.	16,00
Alicante, idem.	16,00
Mazapán, idem.	14,00
Yema, idem.	14,00
Cofres, 1.200 grs.	55,00

Nota aclaratoria: En dos números consecutivos del semanario, hemos anunciado la nueva temporada de Turrones, dando para cada clase de pastillas, los mismos precios del año pasado, a excepción de los cofres. El haberse explicado mal o mal entendido, ya que las relaciones fueron telefónicas, y sin albarán a la vista, al ser confirmados los precios, dada la carestía de los productos, ha dado lugar a la variación que anunciamos, para no perder en la operación.

LA RESURRECCION DEL CAUDILLO

(Viene de la página 1)

personas a cargo de nuestro ministro del Interior. Me gustaría que en la Plaza de Oriente nos encontráramos todos, incluso los atontados de la ETA para ver lo que pasa, Franco, ya verán como algún día volverá.»

No hemos hallado ninguna nota en la que el ministro del Interior desmienta lo que se dice en el párrafo anterior. Si a título personal tuviera Martín Villa ese gesto solidario con el fascismo nada podría extrañar; por su personal condición política debería estar como figura visible en las filas de Fuerza Nueva, no entre los que se denominan demócratas, aunque poca es la diferencia entre unos y otros.

A juzgar por las declaraciones oficiales que se han hecho, aunque muy limitadas, en todas las fuerzas armadas del país había personal comprometido para el golpe que tenía que acabar con el régimen. De todo se desprende que los militares tenían que dar el primer paso; siempre, en los muchos pronunciamientos que ha tenido España, ha ocurrido lo mismo. Y esto, no obstante el juramento de fidelidad que los generales dedican a todo sistema de gobierno, cuando éste se instaure. Ejemplos típicos lo fueron Martínez Campos, Pavía, Ochoa, Franco y otros.

En el caso reciente, que nos parece no está terminado, ¿qué responsabilidades civiles hay en los sectores de-rechistas? Indirectamente son muchas; directamente, por el momento, es algo difícil precisarlas. Blas Piñar, a todo nivel, en el país como en el extranjero, es la constante exhortación a la violencia, al ataque de personas y entidades que con su

credo no comulguen. Las hordas bajo su control provocan, queman librerías y otros establecimientos, y las autoridades acogen con indiferencia los hechos consumados por ellos. Y desde otro ángulo, un pie en la llamada legalidad, y otro..., ¿qué hacen los Motrico, Iribarne y sus afines?

No puede darse como novedad lo que España está viviendo en estos momentos. A mayor o menor nivel siempre vivió alterada. Que la ETA o el GRAPO den algún golpe de los suyos, cosa de lamentar, uno de los que en menos derecho está para escandalizarse es el señor Fraga. Durante su colaboración con el franquismo, la eliminación de los opositores era más constante y densa que ahora. «Por vías legales», y no legales, las víctimas se sucedían sin interrupción, en su gran mayoría bajo imputaciones falsas. No conocemos ninguna protesta por aquellos crímenes elevada por el hoy jefe de Acción Popular. Ya han transcurrido cuatro días después que fueron detenidos los cruzados de la conspiración fracasada, y el que tan bien sirvió a Franco nada ha dicho sobre el particular.

Todo y siendo oficiales de las fuerzas armadas, nadie presente duras penas a los comprometidos en derrocar al gobierno. Las diferencias entre los que ocupan los puestos de mando y los que quieren ocuparlos hallan atenuantes que evitan sanciones del código militar; los detenidos, y aquellos que los han hecho detener, convergen en aspiraciones y, apaciguadas las pasiones, saben tolerarse y protegerse. No es lo mismo cuando se trata de enfrentamientos con los bien definidos enemigos sociales; ahí está el caso del liberta-

rio Rueda, cuyos asesinos, del Cuervo de Prisiones, ya todos están en libertad.

La gravedad de la situación no ha sido óbice para que se llevara a cabo la concentración fascista. Sus adalides han pronunciado discursos retadores, a la vez que sus mesnadas cometían atropellos de los de costumbre. Lejos de ocultarlos, las cadenas, y otros instrumentos contundentes para los habituales apaleamientos, fueron exhibidos por las calles de Madrid, como desafío a quienes anhelan que el fascismo pase a la historia. El señor Tierno Galván tiene un buen recuerdo de esa jornada.

La conspiración de las derechas españolas es permanente y agresiva. Impotente para un Golpe de Estado que les permita adueñarse de los principales resortes del Poder, bajo la tolerancia y contemplación de los actuales mandatarios irán dando golpes menores. ¿Resistirá el pueblo la agresividad de esa escoria social? La paciencia, o la aparente cobardía, a veces son la coraza que envuelve el fermento revolucionario, que al fin estalla e identifica la dignidad de los pueblos, no de las autoridades. Ese momento es el liberador, que se está gestando, que será inevitable.

A los pronunciamientos habidos hay que añadir el reciente, de savia y condición similar a los demás. En la entraña de sus promotores, de esa oligarquía nobiliaria y pudiente, no había ninguna vibración de idóneo sentimiento popular; en la oscuridad conspirativa se lucían emblemas de lo rancio, opresor y detestable español. Es el mismo material humano que hoy tenemos colocado en los altos poderes, desde la corona al más dócil de los burocratas, aunque entre ellos haya antagonismos.

Severino CAMPOS

LIBROS

«Portugal» (L'autre combat), Ferreira, Corsoni, Reeve	22 00
«Révolution et contre-révolution en Catalogne», Carlos Semprún	15 00
«Las teorías anarquistas», Carlos Díaz	20 00
«Clase Obrera y Revolución Social en España (1936-1939)», Concepción Sonadellas	16 00
«Crónicas de CNT», Federica Montseny	12 00
«Enciclopedia sexual», Edgar Wielard	26 00
«Aversión y atracción en la matrimonio», Th. H. Van de Velde	20 00
«La Muerte en las manos», Julián Gorkin	15 00
«Poemas del Mio Cid», Notas de Ramón Menéndez Pidal	15 00
«El Incendio», Isabel del Castillo	10 00
«Sodama y Gomorra», Marcel Proust	20 00
«Histoire de l'idée fédéraliste», Bernard Vovenne	30 00
«El general Miaja defensor de Madrid», A. López	50 00
«Le Train de la Mort», C. Bernadac	20 00
«Varsovie 44. (L'Insurrection)», J. Steiner	35 00
«La Quinta Columna» - Memorias de la Guerra Civil española 1936-39», Santos Alcocer	50 00
«Los bolcheviques y el control obrero (1917-21)», «El Estado y la contrarrevolución», M. Brington	15 000
«Útiles después de Muertos», C. M. Pellecer	30 00
«La Prisionera», Marcel Proust	15 00
«El Mito de la Cruzada», H. R. Southworth (en francés)	27 00
«Cómo gasta el Estado el dinero de los españoles», Vicente de Sebastián	6 00
«Mi Exilio», R. López Barrantes	50 00
«Ciudad Caída», Carmona Blanco	10 00
«Porqué perdimos la Guerra», D. Abad de Santillán	50 00
«Guerra de clases en España», Berneri	20 00
«Poemas de Llum i Tenebra», Roc Llop	10 00
«La comedia de la «No Intervención» en la Guerra civil española», F. Olaya	42 00
«Ética», Kropotkin (Nueva edic.)	25 00
«El Romancero de la Resistencia española», (antología bilingüe castellano-francés) reunida por Dario Puccini	45 00
«Le 4° Reich — Martin Bermann et les rescapés nazis en Amérique du Sud», Ladislav Faragó	45 00
«Les Russes» (La vie de tous les jours en Union Soviétique), Hedrick Smith	49 00
«Federico Sánchez», Georges Semprún	49 00
«Les frères Reclus», Paul Reclus	10 00
«Le Tunel» (Prix des Maisons de la Presse 1978), André Lacaze	49 00
«La crise espagnole au XX° siècle», Carlos Rama	30 00
«Histoire du fascisme espagnol», Payne	30 00
«La Anarquía según Bakunin», Apuntes biográficos de J. Guillaume	30 00
«La Catedral», Blasco Ibáñez	27 00
«Mémoires de Pau Casals», transcrits per Thomas Dozier	5 00
«Le mythe de la Croisade de Franco», Herbert Southwold	30 00
«La Révolution Espagnole» (La gauche et la lutte pour le Pouvoir), Burnett Bolloten	84 00
«Realizaciones y estructuras de la Comarcal de Monzón (Huesca)»	10 00
«La Revolución desconocida» (2 v.) Voline	40 00
«Cent dies de la vida d'una dona», Federica Montseny	25 00
«Colectivizaciones»	12 00
«Petit Larousse», en couleurs	140 00
«Fascismo y Gran Capital», Daniel Guérin	38 00

Giros y pedidos a Roque Llop 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. O.C.P. 92 32 33 V Paris.

CRITICA de las COSTUMBRES

La calumnia es una de las formas que toma la insignificancia para hacerse la ilusión de que existe, aunque es esta su apariencia más baja y peligrosa. Los hombres calumniaron siempre a sus semejantes por interés, por pasión y aún, en ocasiones, por placer, especialmente cuando los calumniados se hallan en un nivel superior por su inteligencia privilegiada o por su genialidad artística. Por lo general, la calumnia surge del envidioso, de aquél que no puede decir, inventar ni crear nada, el cual, para dar una sensación de actividad se dedica a remover cieno, se agita y arma escándalo. Cree que por este sistema va a interesar al Universo entero en sus proezas; se cree una parcela de autoridad, un fragmento de la justicia, una piedra millaria del Templo de la Belleza, cuando en realidad, el calumniador, es tan sólo un sub-hombre.

Quien no tiene nada en el corazón ni en el cerebro es un ente dispuesto a realizar los quehaceres más repugnantes con tal de que con ello pueda salir de la oscuridad y encaramarse en el pináculo de la notoriedad. Toda la legión de imbéciles que pueblan la tierra se preocupan constantemente por ser «algo»; tienen interés en que se hable de ellos sea por los medios que fueren.

Los individuos, en lugar de tener como norma la sabiduría, el amor y la sinceridad, se dejan llevar por el interés, la maldad, el deseo de perjudicar y difamar al prójimo, a fin de realizar una labor nefasta desde todos los puntos de vista. Así hacen de manera que la vida sea insoponible, que la sociedad se asemeje a un infierno y que las almas generosas sientan náuseas ante el espectáculo y se decidan a aislarse cada vez más, renunciando incluso a la actividad atenuada.

La calumnia es un arma que está al alcance de cualquier majadero. Cualquier personaje ignaro puede ocasionar los peores desastres morales. Puede deshonorar a un hombre honrado e incluso inhabilitarlo para la propaganda si los demás creen a ciegas el infundio. Un advenedizo cualquiera puede llevar a cabo una labor deprimente, incluso sembrar la desconfianza y la duda alrededor de un individuo probo y recto, con sólo emponzoñar la conciencia de los entes pasivos habituados a aceptar, sin previo control, las más absurdas y fantásticas especias.

Es corriente que el calumniador

actúe en la sombra, pero, a veces, surge a la luz si ello ha de reportarle beneficios, por ejemplo: cuando puede proporcionarle renombre y hacerle aparecer como un paladin de la justicia, cuando se sabe apoyado y alentado por los aplausos de unos cuantos satélites, en fin, cuando es el portavoz de una camarilla. El calumniador quiere hacerse interesante a los ojos de los incautos, ejecutando acrobacias ante un público predispuesto a la truculencia.

La calumnia es obra de gente de baja estofa. Es una venganza que se toman los ignorantes para aniquilar a los pensadores, a las personalidades que tienen un valor positivo. La única preocupación del rebaño, que, por lo general, se compone de ociosos, tontos y canallas, es calumniar. Además, los comunistas, al servicio de Moscú, han hecho de la calumnia un arma contra los más preclaros y rectos propagandistas ácratas, y, en no pocos casos, — tanto en Francia como en otros países —, los propios anarquistas han prestado oídos a tamañas monstruosidades. Lo cual prueba que el comunismo realiza una política de rebaño y que bastantes libertarios (o que se llaman tales), se hallan al mismo nivel.

Siempre hubo calumniadores, individuos que con el fin de sembrar la discordia en campo ajeno procuraron arrojar la sospecha sobre aquellos individuos que no pensaban lo mismo que ellos o que habían realizado campañas contra la tendencia del calumniador. Y cuando la víctima — el calumniado —, sintiéndose fuer-

te y puro, se ha negado, con un gesto de desprecio, a desvanecer el «bullo», la plebe ha creído que su silencio equivalía a otorgar. Pero es que la multitud ingenua y los interesados en divulgar una calumnia ignoran que la sonrisa indulgente de hombre libre, su indiferencia y su arrogancia, son la expresión del desprecio que siente por quienes inventaran o propalaran la falsía, y, por tanto, no precisa defenderse. Por esta causa, aunque los calumniadores se ceban también en las personalidades fallecidas, prefieren atacar a aquellos que aún viven, y se arrojan sobre los débiles para vanagloriarse con una victoria fácil, o sobre personas de renombre o de cierto valor intelectual, a fin de darse el gusto de mortificarles y envolver el nombre del rival odiado en un marco de lodo.

Preciso es no confundir la sátira con la calumnia. Poner en la picota a los políticos farsantes y a los imbéciles que se creen hombres ilustres, no es calumniar. Perseguir, por medio del sarcasmo, la ironía y la crítica a quienes se rotulan representantes de los obreros con el fin de esquilmarles, no es calumniar. A eso se le llama realizar una obra de justicia. Juvenal, en sus diatribas, no calumnia, sino que fustiga y corrige, saneando el ambiente. Hay que distinguir entre el crítico y el arribista. El primero es un artista, el otro un desprezable político.

Avergonzar al calumniador, despreciándole, es la mejor actitud que pueda adoptarse. Ponerle frente a su ignominia y descubrir los verdaderos móviles que le impulsaron a la baja es una labor útil.

El calumniador es aquél que acusa basándose en meras apariencias, sin pruebas concretas, tan sólo por deducciones arbitrarias y caprichosas, a veces por coincidencias insignificantes, que su mala fé o su odio aumentan en proporciones; y, con tan risibles datos, grita y gesticula, afirmando que posee pruebas aplastantes de la infamia del adversario.

El calumniador, en vez de facilitar la obra de la justicia, embrolla los asuntos y envenena las cuestiones. Es un maniaco que se pierde en detalles sin importancia, movido por un exclusivismo obsesivo, pero, en realidad, ve visiones.

El calumniador sabe a ciencia cierta — cuando ha inventado él la especie — que aquél a quien acusa de las peores traiciones nada tiene que reprocharse, no caído en ninguna de las faltas que le acumulan; aunque hay calumniadores que «calumnian de segunda mano», es decir, basándose en lo que otro les dijera y en lo que su imaginación añade a los falsos informes sugeridos.

Beaumarchais pone en boca de Basilio esta célebre frase, ya por demás sabida: «Calumnia, calumnia, que algo queda.»

Y el cardenal de Retz, en sus Memorias, dice: «Este débil murmullo se trueca en ruido.» Queriendo decir con esto que para el profesional de la difamación lo interesante es sólo dar origen a lo falso, sino darle proporciones gigantescas y transformarlo en batahola ensordecedora.

La calumnia inventa cuanto puede y procura siempre adicionar a sus falaces creaciones todas aquellas cosas que tienen apariencia de similitud y pueden inducir a los demás a tomar en serio los más groseros absurdos. Esta mala cualidad la distingue de aquella otra plaga social que se llama maledicencia, que, sin llegar a la baja de la calumnia, cuida de divulgar y hacer público, repitiéndolo incansablemente a cuantos quieren oírlo, todos los datos que ha podido recoger acerca de las imperfecciones o debilidades del prójimo.

Diderot afirmaba que «la lengua del calumniador es más cruel y mortífera que el puñal de un asesino.» Y ello es cierto, porque, por entereza moral que posea el atacado, la calumnia produce en su ánimo un herida de difícil curación. Otras variedades de la calumnia son la «emboscomanía» y la «espionitis», dos epidemias que causan verdaderos estragos entre los agregados sociales. Sus víctimas son tan numerosas, que renuncio a contarlas, y el daño que causan es, asimismo, inmenso.

¿Castigar al calumniador? ¿Desenmascararlo?... ¿Para qué? Por lo general el calumniador — me refiero al que inventa la especie, no al que la propaga, a menudo de buena fé y movido por un celo desmesurado — carece de conciencia y es imposible que ésta condene sus acciones. Desconoce los remordimientos y no se hace ningún reproche. Y así, cuando intentamos demostrar su falsía, lejos de reconocer su mala acción, se sumerge todavía más en la infamia, inventando nuevas especias.

Así, la solución adecuada parece ser la que recomendara nuestro inolvidable amigo Ossip-Lourié: «No defenderse». Porque, como dijera con gran acierto Emilio Girardin: «La calumnia pasa, pero la verdad queda.» Mas, a pesar de esto, y aunque las personas sensatas desprecian tanto la calumnia como al calumniador, y aunque quien ha de sufrir las consecuencias tiene la seguridad de que por sí misma habrá de desvanecerse, esta plaga se ceba en no pocos individuos, causando estragos. Aniquila multitud de espíritus viriles y almas generosas; aísla individualidades de mérito cuyo concurso a la obra progresista sería altamente beneficioso. Y aunque el porvenir se encargue de desmentir al calumniador, y la pureza de los individuos resplandezca tarde o temprano, lo cierto es que, por desgracia, la calumnia nos amarga el presente.

G. de Lacazes Duthiers



COMPAÑERO :

Tu mejor regalo, el Calendario de

S.I.A.

Con él, tu amigo te tendrá presente todos los días del año, a la vez que ayudarás la obra solidaria de S. I. A., al compañero preso, perseguido y necesitado.

Su precio: 12,00 francos.

10 % de descuento a partir de diez ejemplares.

Pedirlo al Consejo Nacional, 4, rue de Belfort, 31000 Toulouse (Francia).

Pagos: C.C.P. n° 1230-50 S. — SIA
4, rue Belfort, Toulouse.

APUNTES SOBRE LA DIVISION DEL TRABAJO Y LA TOMA DEL PODER

(Continuación)

El caudillismo cubano no podía pasar de una división simple del trabajo, o división entre los medios revolucionarios y los estallidos políticos de productores individuales, dispersos, etc., a una división del trabajo sobre toda la sociedad del trabajo que se inaugura con la estatización del caudillismo y que presupone la existencia de múltiples formas de división que sirvan de intermedias entre la casta-proclase dominante y el conjunto de la sociedad. Estos peldaños de la pirámide de la división del trabajo fueron proporcionados por el aparato burocrático organizativo del PSP a los caudillos.

Las protestas de los subcaudillos pequeños burgueses se centrarían justamente en este punto: el dominio de los cuadros del PSP en las instituciones municipales y provinciales.

La dinámica del caudillismo en el poder sería entonces, la separación de la específica división del trabajo pequeño burguesa, y con ella, su renuncia a su pertenencia política a la pequeña burguesía, a sus métodos de organización, su ideología y programa. El encumbramiento estatal del caudillismo al presuponer la adquisición de la división del trabajo social, requiere también los métodos de trabajo estatales, etc., a los cuales se ajusta de mejor modo la estructura de pre-poder del PSP, y a la cual hubieron de recurrir los caudillos.

El caudillismo entonces sufre una metamorfosis convirtiéndose en caudillismo estatificado, en el cual no se quedaría sin pasar ulteriormente a fusionarse en un sólo partido, con el reformismo burocrático, integrándose así junto a éste en una sola pieza de poder. Este proceso se había iniciado durante la segunda mitad del año, y en agosto lo confesaría públicamente el PSP en su octava asamblea. Blas Roca habló aquí de aquella perspectiva de la «unificación completa» de todas las fuerzas revolucionarias. Luego como primer resultado se unificarían las juventudes del PSP y del M-26 de julio en la asociación de jóvenes rebeldes a fines de octubre. Y más tarde, en diciembre el «Che» Guevara hablaría en Moscú, con motivo de la Conferencia de partidos comunistas, de la perspectiva de un partido único (2). Más tarde se vería el resultado de la fusión del M-26 de julio y el PSP a mediados de 1961 con la creación de la ORI (Organizaciones revolucionarias integradas).

Es en este momento cuando la original «alianza obrero-campesina» representada en la colaboración de los dos grupos de élites se desenlazaría, al igual que en Rusia, en la personalidad de un solo partido. Mas aquí aparecerá como la fusión de las dos distintas clases de élites, y no como la exclusión de la élite campesina por la obrera como sucediera en Rusia.

Más esta fusión no era otra cosa que la adaptación de los métodos y organización burocrática estatal por los caudillos. El «Che» lo afirmaría con toda claridad: «un organismo ligado a la masa y con cuadros estrictamente seleccionados, de una organización centralizada y elástica a la vez, y, para todo ello, confiábamos ciegamente en la autoridad ganada en muchos años de lucha por el PSP, haciendo dejación casi total de nuestros criterios organizativos» (3).

El resultado era evidente. Los caudillos preservaron su posición social,

corregida y aumentada por la élite burocrática, pasando a encargarse de la dirección económica y política de toda la sociedad. Para alcanzar a definirse como un grupo social homogéneo, el cual realiza funciones especiales de dirección de la sociedad de un modo universal, la burocracia aquí unificada debió completar su negación como casta política de una u otra clase al afirmarse económica-



Tribuno, líder... y jefe

mente como clase social en la apropiación de los medios fundamentales de producción y al reemplazar la superestructura burguesa con su propia creación.

La primera de estas condiciones que el ministerio de recuperación de bienes malversados había satisfecho limitadamente durante el año 59, se completaría con las expropiaciones de julio-octubre de 1960.

Estas serían decretadas por la burocracia, primero contra las refinerías norteamericanas en junio; más tarde contra el total de las empresas norteamericanas en agosto y finalmente contra el total de las 376 empresas nacionales en octubre. En la apropiación burocrática de los medios de producción, no tendría participación el proletariado como clase social cuya lucha revolucionaria le conduce a la organización autónoma de disputar a la clase de los capitalistas el poder económico y político (entendiendo por poder político de la clase obrera la transformación de la sociedad a través de una transformación económica en sistema de autogestión). No aparecerían en Cuba ningún tipo de sociedad federalista, colectivista, ni de comités de fábrica o de consejos obreros como había sucedido en un principio (hasta que fueron masacrados por el bolchevismo) en la revolución rusa. La burocracia cubana no se vería disputada por la clase obrera en su asentamiento de clase.

Las únicas oposiciones obreras de consideración que enfrentara el ascenso de la clase burguesa al poder habían sido puramente reivindicativas. La primera huelga de la Shell, que demandaba mejores condiciones salariales, se produjo en los primeros meses de 1959. La segunda en importancia, fueron las demostraciones de los obreros de la electricidad que se rebelaron contra las limitaciones salariales impuesta por la nacionalización de las empresas (diciembre 1960). Mas la burocracia no alcanza-

por Francisco MORENO

ría el total poder económico de la sociedad sin contar con el proletariado y el campesinado, conservando las cualidades de la clase dominante, pero no la fuerza social de las clases productivas de las cuales depende toda sociedad. Es precisamente su ascendencia en el seno de estas clases, lograda a lo largo de la división política del trabajo en el proceso revolucionario, lo que le hace disponer de ellas para la estatización de los medios de producción. Estatización naturalmente realizada en el nombre de los obreros y campesinos, pero realmente en manos de una nueva clase burguesa autoritaria.

Todas las instituciones informativas (radio, prensa, televisión) entonces bajo el sistema de propiedad privada, pasan a integrar el monopolio estatal durante el periodo que va de octubre de 1959 a mediados de 1961. Abolido el parlamentarismo, el sindicalismo independiente que animaran las filas caudillistas burguesas no realizadas dentro del sistema estatal y centralizada la producción de cultura, de arte, de creación artística o literaria, por los funcionarios de la nueva burocracia burguesa, etc., la clase obrera quedaba otra vez esclavizada y sometida a la barbarie de un autoritarismo atroz y despiadado.

Posiblemente exista algún error en la interpretación del desdoblamiento de la inteligencia en la clase social, tal vez el análisis pueda no ser correcto. De ser así no sería el error el haber señalado el desdoblamiento en «burocracia obrera», sino el de su conversión en un despotismo oriental moderno.

Para que la clase obrera en Cuba desempeñara su papel socio-político hacía falta que contara con una organización revolucionaria capaz de superar por medios y métodos revolucionarios las limitaciones de la estructura socio-económica, de la que adolecía la propia clase obrera cubana. Y esta organización no existió, nunca, en Cuba.

Si hubo movimientos y organizaciones políticas que siguieron la experiencia rusa, según la cual la organización perfecta del proletariado es una organización fuertemente

centralizada capaz de unir y aglutinar en torno suyo la desarticulación económica de los obreros agrícolas con los industriales para dar potencia social a los pequeños núcleos de obreros semi-artesanales y poder combinarlos con la totalidad de las luchas del resto del proletariado, y para articular el potencial revolucionario del proletariado agrícola altamente concentrado, aunque parcelado por todo el país.

Dada la imposibilidad de la socialización espontánea de las luchas parciales a que el proletariado se veía limitado, los movimientos burocráticos burgueses existentes decidieron introducir el socialismo desde fuera; «fundir — diría Lenin — el socialismo con las luchas espontáneas profesionales e intelectuales», en cuya estructura organizativa predominara la dirección sobre la base, el comité central sobre las distintas secciones del partido, etc. Por tanto la base de la organización quedaría reducida al papel de obreros «disciplinados», obreros de avanzada que servirían de correa de transmisión a los jefes revolucionarios y a las «masas».

(2) Theodore Droper, pág. 66, ob.ct.

(3) Obras del «Che», ya citadas pág. 204, citado por Sergio Vilar, en la pág. 34.

(4) Sin embargo contribuye también a modelar el burocratismo, la época histórica en que se sitúa el movimiento socialista. Así el bolchevismo surge en la época de crisis del capitalismo mundial, la guerra inter-imperialista, en que se desgasta el zarismo y una situación pre-revolucionaria (dos años antes a la revolución de 1905). Y el burocratismo reformista cubano, surge en la época de ascenso internacional de la burocracia soviética, en la época de las derrotas del proletariado europeo (1918 Hungría, 1919 Alemania, 1923 nuevamente Alemania, 1936-39 España). Por ello en idénticas relaciones sociales la calidad ideológica del bolchevismo se inserta en el socialismo, colocándose en el representante ruso de la crítica contra el reformismo, brensteiniano; y en cambio, la claridad teórica del PSP cubano se inscribe en el brensteiniano moderno representado por el bawerismo, no obstante una es su inspiración ideológica y otra su relación social.

POESIA

¿UNA FLOR?

Los hombres
Dieron un puñetazo
En el territorio del invierno
Y, se pusieron a avanzar
La primavera
Flor a flor:
Entrando en cada casa
Por el corte del sueño
Los brazos llenos de dignidad
... Y, otros hombres llegaron.
... Y, otras manos,
Millares de manos
Crecidas en lo rojo

Se levantaron detrás
Armadas de puños y de hoces
Invitando al miedo
A compartir la alegría:
Del trabajo, del campo y de las abejas.
.... Alegría de rosa recién abierta
Color de perfume y de libertad...
Y, los momentos españoles
Empezaron a respirar por el lado izquierdo.
Un aire recién lavado [do
En un Universo de promesas.

JOSE MOLINA

INGENUIDADES

LA RIQUEZA

Supongamos... que me decido a labrar dos parcelas de tierra.

En los surcos de la primera, siembro buenos granos de trigo por un valor equivalente a 100.000 pesetas.

En los de la segunda, con mayor ambición, por eso de la multiplicación de la riqueza, echo billetes de banco de 100, 500, 1.000 y 5.000 pesetas. Echo también talones de cheque de elevado valor. Un total de 10.000.000 de pesetas.

Labro las dos parcelas. Las cuido amorosamente.

Al cabo de cierto tiempo, observo lo siguiente:

— que en la primera parcela, unos brotes verdes van coloreando la superficie. Esto es esperanzador.

— que en la segunda, nada se ha movido. Nada brota. ¿Le habrán echado maldejojo...? Esto es inquietante...

Continúo con mis cuidados. Y, ¿que compruebo?

1º) que en la primera parcela, los brotes se vuelven tallos que crecen, crecen y crecen hasta verse coronados por unas espigas sanas y recias.

Llega el verano, se secan, las siego y, con la trilla, obtengo unos buenos costales de trigo hermoso.

Sin contar la paja, puede que obtenga grano por un valor equivalente a algunos millones de pesetas.

2º) que la segunda parcela, que tantas ilusiones despertó en mí (¡es un decir!) sigue yerma. ¿Qué pasa? ¿Es que el grano que eché en la primera parcela me va a producir mayor riqueza que la enorme suma que sembré en la segunda?

Remuevo la tierra y, ¡maldición!, los billetes y talones de cheques están podridos... ¿Me abré equivocado en mis apreciaciones sobre lo que es riqueza? Quedo absorto...

Y, en mi meditación, recuerdo cuando mi hermano, en su deseo de hacerme comprender lo que yo denominaba «sus teorías» me decía:

Vamos a ver; comprende.

El leñador tala árboles con un hacha y no con billetes de banco.

El carpintero no coge fajos de esos billetes para aserrar y cepillar la madera, sino que utiliza un serrucho y una garlopa; y un martillo y clavos para hacer los muebles.

El minero, en vez de llevar talones de

cheques, carga con un pico y una pala, acarreado en vagonetas de hierro y no de papel moneda, el material extraído.

El albañil utiliza ladrillos, hierro, cemento, agua, palaustres, etc., para levantar muros y construir las casas. No es con billetes de banco, cheques, ni acciones que puede hacer la mezcla.

Ni siquiera el arquitecto y el ingeniero utilizan eso que, aparentemente, es riqueza. Ellos no los necesitan para fijar en sus planos su arte, su ingenio, sus cálculos. Sólo necesitan inteligencia, gusto, cerebro, regla, lápiz y papel.

Peor o mejor organizado, el hombre aprovecha lo que la Naturaleza pone a su disposición y usa de su materia gris para organizar su vida y la de la comunidad en bien de todos. No necesita créditos bancarios, ni billetes, ni cheques para obtener todo lo que quiere y puede.

Encierra a un centenar de hombres con montones de esos billetes, cheques y acciones... y se morirán de hambre si no hacen lo que he dicho anteriormente.

¿Comprendes donde está la verdadera riqueza?

Es verdad. Mi supuesta experiencia campesina de la que os entretengo al principio, es concluyente.

La verdadera riqueza está en la Naturaleza y en la organización de la producción y distribución de lo que se obtiene de ella.

Pero, como a nosotros no nos creen...

Pregunto, ingenuamente: Ahora que el hombre ha evolucionado tanto y tan rápidamente; ahora que los hombres han llegado a la luna y se proponen ir todavía más lejos; ahora que han aumentado en número los hombres «sabios», que celebran conferencias y más conferencias buscando soluciones al paro obrero, al hambre y a las enfermedades, ¿es que ninguno ha llegado a comprender que si no hallan esas soluciones es porque ha de haber un fallo en el planteamiento de los problemas?

¿No han comprendido, quizá, que en vez de ir «arriba» para curar los efectos, sería necesario empezar desde «abajo», desde el hombre que es la verdadera base de la sociedad, para investigar y suprimir las causas?

Yo pregunto, nada más.

PERLINO

RIPIOS

MADRID

El Presidente de la Conferencia Episcopal y Cardenal Arzobispo de Madrid, Vicente Enrique Tarancón, ha dicho referente al voto: «No habrá imposiciones políticas.»

La Iglesia no cambia su viejo disco. Como si la historia no existiera, la que contradice de la forma más elocuente, esta irónica afirmación. Es como hacernos digerir churros con serrín. La Iglesia siempre se ha inmiscuido en los destinos de los pueblos, con toda la perseverancia que el culto encarna, la cruz y la espada, siempre obraron en común en nombre del Evangelio.

MADRID

Escribe un cronista del «Diario-16» sobre la conferencia que Federica Montseny dio en Madrid, en el Centro Cultural de la Villa, «los anarquistas de la vieja guardia».

Diremos a ese simpático cronista, que los ácratas nunca fuimos «guar-

dias» y menos «viejos», ya que los anarquistas, por su espíritu, rebosan de juventud, a pesar de la edad que puedan sustentar, sólo la muerte nos envejece, ya que no podemos efectuar ninguna actividad militante.

MADRID

Leído en la prensa de esta villa: «Los fabricantes de chocolate quieren la Amnistía, sobre la legislación que se desenvuelve ese gremio.»

Ahora resulta que hasta el chocolate está oprimido. Debe de ser el chocolate de piedra...

Hace ya muchos años, oí una historia que tiene referencia con el chocolate, fue en los calabozos de la Jefatura de policía de Barcelona. Dos invertidos fueron a tomar un chocolate en un establecimiento del barrio chino, de repente, la policía hizo irrupción en ese local y se llevaron detenidos a los dos invertidos, una vez en los sótanos, uno le decía al otro, «eso nos ha pasado por golosas».

TIO PACO

ES «APLAZADO» EL CASO SERIFIS...

EL ESTADO GRIEGO JUEGA CRIMINALMENTE A POLICIAS Y LADRONES

PARIS. — El pasado 20 de noviembre debía celebrarse en Atenas un juicio contra un revolucionario griego, Juan Serifis, acusado de crímenes cometidos, precisamente, por los policías que son los únicos «testigos» del Estado contra el militante revolucionario que reclamó la ayuda del movimiento anarquista internacional a la hora del juicio.

Se trataba, se trata, de un montaje policial en el mejor estilo grotes-

CONTRA EL TERROR, EL SINDICATO

Serifis, que redactó un texto de defensa propia culpando a la policía del crimen que intentan «trasladar-le», desde la prisión de Egina, hizo una llamada a la A.I.T., y al Movimiento Anarquista internacional, solicitando apoyo y defensa.

Un representante de la A.I.T., y del Movimiento español, Ramón Liarte, un representante de la Federación Anarquista francesa, Mauricio Joyeux, y un representante de la Federación Anarquista Italiana, Jinny Constanza, se presentaron en Atenas para asistir al juicio de Serifis, y, en una rueda de prensa, denunciar los crímenes del Estado.

La administración decretó un «aplazamiento» del juicio. Un día antes, se habían producido violentos enfrentamientos entre la policía y manifestantes, trabajadores y estudiantes, que pedían la libertad inmediata del militante revolucionario. La rueda de prensa de nuestros compañeros fue prohibida. Lógicamente, no había otra respuesta: organizar un mitin, en una plaza pública, para llevar la denuncia a la calle.

Ante varios millares de ciudadanos, oradores del Comité de Defensa y Ayuda a Serifis, de los sindicatos griegos, de todas las organizaciones de extrema izquierda griega, arremetieron violentamente contra los lacayos del Poder. Ausencias notables: «socialistas» y «comunistas» no «participaron» en este acto público. La «honorabilidad» de la ciénaga parlamentaria impide «mezclarse con el populacho».

Cerraron el mitin Maurice Joyeux de la FAF y Ramón Liarte de la AIT. El primero, instó a la denuncia de la peligrosidad social del Estado. El segundo llamó a la insubordinación anarcosindicalista: organizaciones de base en las empresas, federación de sindicatos autónomos, revocación del Estado a través de la libre asociación de ciudadanos y trabajadores; contra el Estado, la libre asociación, contra la Policía el Sindicato, contra el Terror estatal la libertad económica de asociación y gestión revolucionaria de los negocios públicos.

Nada se sabe del futuro que el Estado griego reserva a Juan Serifis. Todo está claro sobre el montaje criminal de la policía griega. El Estado gusta acicalarse, siempre, con los muy diversos disfraces que el asesinato usa para vestirse en un carnaval siempre sangriento: parlamentarismo, sistema judicial, elecciones, máscaras del Primer Enemigo Público, el Estado.

■ ■ ■

(1) En el número 1.006 correspondiente al 23 de nov. 1978 de COMBATE SYNDICALISTA, publicamos un informe completo del caso Serifis.

ULTIMA HORA:

Se anuncia el proceso de Serifis, para el día 19 de diciembre.

Debremos movilizarnos para obtener la libertad de este compañero.



co (1). Invención de acusaciones, cargos falsos, mentiras amontonadas reiteradamente en el atestado. Sindicatos, la extrema izquierda autoritaria griega, el Comité de Ayuda a Serifis (en el que se integran figuras de renombre internacional, como Sartre o Melina Mercuri), abogados de todo el mundo, el colegio de abogados griego, especialistas de renombre internacional en materia de análisis periciales de orden policial (como los miembros del Instituto de Medicina Legista de la Universidad de Roma), se sumaron a la defensa del acusado.

Y, paradójicamente, el gobierno griego decretó el mismo día que debía celebrarse el juicio un «aplazamiento». La defensa de Serifis, presidida por el señor presidente de la Asociación de Abogados de Atenas, es firme en sus objetivos: la policía griega asesinó el 20 de noviembre de 1977 al militante de un grupúsculo llamado «Solidaridad Internacional», Christos Kassimis. Y quince días más tarde, sin ninguna prueba, con la sola declaración de los policías que mataron a tiros a Kassimis, intenta culpar del crimen a Juan Serifis.

La defensa legal de Serifis ha establecido:

— que la pistola que mató a Kassimis pertenecía a la policía;

— que no hay la más mínima prueba que pueda justificar ningún elemento de juicio contra Serifis;

— que los policías que cometieron el crimen no han sido perseguidos judicialmente, cuando la prueba de la pistola y la reconstrucción del crimen los acusa de modo terminante.

ACTUALIDAD

DEBATES EN BARCELONA

CNT, su proyección

BARCELONA. — Los debates se suceden dentro del programa previsto, puntualmente los miércoles, militancia y proletariado barcelonés se dan cita en el Princesa ex, para seguir las intervenciones de turno. Cuando el ciclo de conferencias-debates va por su mitad, puede echarse una reflexión: importante el hecho asistencial (casi siempre lleno) y la celebración misma en sí de los debates, el contenido de ellos sin embargo no suele ser ni extenso, ni profundo; hay tema a discutir, no cabe duda, sin embargo los «píquitos de oro» que en otras áreas dejan sentir su voz constantemente, aquí brillan por su mudez.

Pasemos a la reseña del acto en que intervinieron de ponentes Costa Font y Severino Campos.

La intervención de Costa Font sería larga y documentada, toda ella y como luego acotaría la presidencia del acto (Secretario de la F. L.) giraría sobre: balance de los años 30 hasta ahora, constata de los corrientes en la C.N.T., una anarcosindicalista de masas, otra C.N.T. como organización afin, con carácter blanquista y técnicas leninistas.

Severino Campos por el contrario trata de abarcar el máximo campo en su intervención, girando en grandes líneas como un canto constante a la juventud, el condicionamiento que ha supuesto la clandestinidad, lo cultural como terreno de labor inmediata y alertar contra el Estado, Capital, Iglesia, así diría más o menos en ese sentido de cosas, apuntando más arriba. «Hay que ser benévolo con ciertas actitudes no siempre coherentes con nuestra Organización». «Hay que situarse sin rectificaciones de fondo», «tengo depositadas grandes esperanzas en la juventud», «somos anarcosindicalistas», «hay que empezar a hacer frente a la situación de una manera más amplia», «digo que nos abriremos paso», «CNT no ha renunciado a la Revolución Social».

Se entra a continuación al debate con la participación de los asistentes. El primero que usa de la palabra resulta ser del PORE, a más de afiliado al metal de Barcelona (según el militante), como empieza a «mear fuera del tiesto» (expresión popular) la asistencia se le echa encima, él no se inmuta (en la entrada al local, sus compañeros venden la prensa, impertérrito hilvana «el asunto» (cosa política) hasta que viendo los ánimos inicia la retirada, no sin antes aconsejarnos.

El siguiente que es de comunicaciones de Barcelona, también tiene «cargos que cobrar» y pasa cuentas: «CNT hoy es nueva», «en Francia me cobraban 1 franco por folleto que me traía», luego se centra en tema, «CNT debe desligarse del sindicalismo clásico», propugna en definitiva la Organización Integral.

Otro entra en escena reafirmando «los principios cenetistas son análisis de viviendas de un estudio profundo de las situaciones actuales», «Todo principio de autoridad es antagónico al concepto de libertad». Navarro (Hospitalet), cree que la cuestión actual de la lucha debe ir en función de «acción revolucionaria y cultura», «hay que fomentar ateneos y juventudes libertarias», «llevamos un

lastre de claudicaciones por parte de cargos y comités responsables», «CNT debe ser baluarte de rebeldía, acogiendo a todos los perseguidos».

Matías (Badalona): «El meollo de clarificarse internamente conlleva el no afrontar los problemas de la calle», «la CNT del movimiento obrero se opone un tanto a la CNT que plantean ciertos sectores juveniles que avanzan en conceptos integrales», «hay que resolver la lucha de tendencias». Uno refiriéndose al porqué CNT no se potencia diría: «Todo Dios va contra ella», «no hay que desanimarse, la vía está en las fábricas».

Salud, interviene diciendo un compañero (Sta. Coloma): «El problema viene dado en cuanto que CNT siempre estuvo dentro del contexto del Movimiento Libertario», «CNT, no asume hoy una serie de cosas que siempre asumió», «Hay que abarcar un montón de cosas, hay que ir a los barrios».

Quimet (O. Varios, Barna): Entra

en la cuestión de tendencias diciendo: «Son tendencias las cenetistas que niegan el anarquismo en CNT, Consejistas niegan el sindicato, verticalistas, los marxistas por incompatibilidad», no son «tendencias» los anarquistas que buscan incidencia en el mundo obrero a través del sindicato. «Si se analizara a fondo, se vería que no hay tales tendencias».

Severino Campos toma la palabra para replicar algunas cuestiones, así diría que «comprende a la juventud en cuanto a las precipitaciones y ansias revolucionarias, pero lo fundamental en estos momentos es la fábrica y taller, antes que la calle». Después de varias cuestiones entre ellas la intervención del «elemento del PORE» termina exhortando al Movimiento Libertario para que todos estén en CNT.

Costa Font también hace uso de la palabra para replicar, así, expone la labor constructiva de la revolución española (con el vigor que le caracteriza) así como a los que plan-

tean «CNT no hace nada» les razona una serie de causas, terminaría refiriéndose a las infiltraciones, bolcheviques (PORE), o no.

Siguen las intervenciones de los asistentes. Así el que sigue en la palabra Font con lo dicho por Costa Font. «Hay que poner a disposición de todos los compañeros Comunistas Libertarios los medios con que cuenta CNT y esto aunque no hayan escogido el campo sindical». «El capitalismo ha evolucionado desde los años 30».

Otro interviene diciendo, «que ha pasado nueve años en Francia», «conozco a la CNT francesa y española». Joven él y con «inmensa suerte» pues lo «conoce todo». Explica que... no pensaba intervenir, pero intervengo, las «capillitas son tan viejas como la CNT», defiende el consejismo y afirma que «Federico Urales, Anselmo Lorenzo no negaron nunca el marxismo»; así que según él, «cuidado al referirse al marxismo».

Costa Font vuelve a coger la palabra contestando algunas intervenciones y termina diciendo que «nunca ha habido tendencias en CNT, sino discrepancias en cuanto a tácticas, cosas a desarrollar».

El compañero secretario de la F. L. cierra el acto, citando a los asistentes para el siguiente debate.

F. GARCIA CANO

Tarrasa, nov. 78.

OLOT-FIGUERAS

Cap a la part dels Pirineus ⁽¹⁾

III

Ya hemos escuchado a Guillén y a Boldú. Ya está Federica a mitad de su peroración (1). Ha dicho muchas cosas y continúa diciendo. El clima de la sala es fresco, el ambiente en los espíritus caliente.

Federica se extiende sobre el

PARO OBRERO

«Estamos viviendo un periodo de crisis económica que dicen internacional, pero que es capitalista. Los mismos USA han tenido que echar toda la carne en el asador para salvar a la moneda americana y ya no saben cómo acometer el problema del paro que en Norteamérica alcanza la cifra de seis millones de obreros sin trabajo. Es una crisis provocada y promovida por las propias contradicciones internas del capitalismo. Esa crisis se extenderá más aún. Sólo para España en 1979 se prevén dos millones de parados. Y nosotros decimos: Esa crisis no la puede resolver ninguna constitución. Tampoco la resolverán — a pesar de la buena voluntad — las regiones autónomas, como dicen algunos catalanes y vascos».

Esas autonomías, como las de Valencia, Andalucía o Galicia, son incapaces para tales menesteres. La crisis es mundial porque mundial es el capitalismo.

Y aquí llegamos a los nuevos planteamientos, los que debería hacerse el capitalismo y los que debe hacerse la clase obrera principalmente. Si no hay solución dentro del sistema capitalista, ni presentándose el bajo régimen dictatorial ni bajo el liberal; si no hay solución ni aun transformando en aparente democracia lo que hasta ayer fue indiscutible dictadura; si no hay solución ni aun a

base de esa nueva táctica del «consenso» al que se refería Boldú. ¿Cuáles son las alternativas que se le ofrecen a la humanidad? Una sola y es la nuestra.

Fracasaron todos los intentos capitalistas, los de tipo privado y los de tipo estatal; fracasó todo lo antiguo como fracasarán los intentos de asociación capital-trabajo, por hábil y dúctil que la presenten. Ese accionariado, del que de Gaulle fue campeón, no tiene más alcance que el de obtener de la clase obrera mansedumbre a cambio de una golosina a fin de año; mas, esa asociación tiene por objeto hacer del obrero su propio explotador.

El Capitalismo no aceptará jamás que la maquinaria sirva para liberar al hombre del trabajo.

Para que esto llegue, para que la transformación de la sociedad vaya en el sentido liberador a que nos referimos, habrá que aceptarse nuestros postulados, lo que nosotros preconizamos y que ya empezó a realizarse en 1936 en España.

Hay un escritor americano' lingüista, sociólogo y filósofo, llamado Chomsky (2), que ha publicado un libro en el cual refiriéndose a España, dice: «Las fórmulas puestas en práctica en España son las únicas fórmulas viables para resolver los problemas que la humanidad tiene planteados.»

Chomsky plantea el problema a nivel planetario porque se da cuenta que si el mundo no evoluciona, si las sociedades no se transforman, vamos fatalmente a una explosión que quizá no será nuclear sino social en todo el mundo.

Una sociedad en la que como ocurre en Europa, está abarrotada de productos y por eso hay crisis, es una sociedad condenada a muerte.

Y si fijamos la vista en el Este, vemos que después de haber repre-

sentado durante un tiempo la esperanza del mundo, vemos perplejos que esas sociedades dichas socialistas no han resuelto nada. La opresión continúa y la desigualdad es mayor aún que en Occidente.

Y si de Rusia pasamos a China, ¿qué ocurre? Algo extraordinario. Una China comunista que pacta con el Japón, la Prusia de Oriente, y a quien autoriza la fabricación de la bomba atómica. Arma atómica que sin duda alguna la empleará contra su propio pueblo, si éste se muestra rebelde.

Es necesario pues, compañeros, que nos multipliquemos y que emprendamos una acción militante para que la humanidad despierte y sepa evitar lo peor. Es necesario una organización anarcosindicalista fuerte que ponga en marcha una dinámica de la libertad y de la justicia en el sentido expuesto. Y esa dinámica y esa libertad está al alcance de cada uno de vosotros.

LA SITUACION DE ESPAÑA

Actualmente vivimos en España una libertad singular. Nos dejan pagar nuestras ideas los mismos hombres y los mismos estamentos que ayer no nos dejaron. Y esto, francamente es enigmático. Pero lo que importa es que el pueblo español recobre conciencia social; que nosotros mismos tengamos conciencia de lo que sucede. Una de nuestras primeras tomas de conciencia será la de arrinconar de una vez el miedo; miedo a las condiciones de vida, miedo a la acción, miedo al mañana.

Si esta toma de conciencia se produce, nada ni nadie podrá hacer marcha atrás. El proceso será irreversible y ninguna bota podrá volver a humillar más a nuestro pueblo.

(1) Ved también «Espoir».



CENETISTA

DEL MITIN DE IGUALADA

Organizado por la F. L. de Igualada, se celebró el día 11 de noviembre de 1978 a las 5 de la tarde, un gran mitin confederal en el que participaron los oradores Luis Andrés Edo, José Ma Jover, Ramón Liarte y Federica Montseny.

Previamente, no obstante, a las 12,30 del mediodía, en los locales de la AISS, tuvo lugar una rueda de prensa. Presentó a los compañeros oradores el Secretario de la F. L., Fernando Mir y si en algo cabe dar nota de este acto es la de que se puso de manifiesto, la gran capacidad en cuanto al dominio de los temas que se trataron por parte de nuestros compañeros, y la falta de sagacidad de la prensa igualadina de cara a elaborar unas preguntas interesantes. Interesa hacer notar que los locales donde se celebró este acto fueron edificados sobre terrenos propiedad de la C.N.T. y que hace tiempo la F. L. de Igualada viene reivindicando de forma oficial y pública.

Ya en la tarde, en la Piscina Municipal, la gran asistencia al acto de numerosos compañeros venidos de toda la región catalana, algunos valencianos y algunos residentes en

Francia, pues se veían coches franceses, vibró de entusiasmo ante las palabras pronunciadas por nuestros compañeros oradores. Infinidad de pancartas y banderas rojinegras ondeaban sin cesar mientras duró el acto.

Damos lo más esencial de lo que hemos podido recoger de lo expresado por los distintos oradores.

Luis Andrés Edo: «No tengo ningún reparo en admitir que existe una crisis interna en la Organización, pero que esto es debido, principalmente, a la existencia de otra crisis general en la sociedad actual provocada por los procedimientos del sistema estatal y con la colaboración de los partidos políticos parlamentarios. Concretamente, dijo, hay una crisis de la sociedad, una crisis de todos los estratos de la sociedad capitalista. Muchos centran la crisis de la CNT en deficiencias de funcionamiento, sin embargo, los enemigos de la CNT se equivocan; quieren vender la piel del oso antes de su muerte, piensan que cualquier organización, sea la que sea, si el funcionamiento de su aparato falla, esa organización se viene abajo. Pero la CNT escapa a estos análisis, la CNT no se viene abajo por fallos estructurales, no se viene abajo porque la CNT no es continente, sino contenido, la CNT es proyección, vive, se proyecta y se desarrolla; se supera a través de sus finalidades, a través de sus principios y a través de su contenido.

Una dinámica de la libertad existe y a ella debemos acogernos todos practicándola, difundiendo las ideas de justicia que nos caracterizan, organizando sindicatos... crear, en fin, esa C.N.T. que en numerosas ocasiones he dicho y repito: si no existiera habría que inventarla.

Una sindical que no esté comprometida y que no se comprometa. Una C.N.T. fuerte y en pie que ocupe el espacio social y sindical que nadie ocupa porque todos están comprometidos con el sistema.

Para lo social y para lo sindical, sólo queda la C.N.T. y con ella el Movimiento Libertario. Y esta CNT y este Movimiento Libertario que se está haciendo, la CNT que hemos de hacer entre todos, depende de nuestra acción, del afincamiento en las conciencias de los trabajadores españoles, de no importa que región.

Si la clase que trabaja no quiere verse acorralada, reducida al paro, a una miseria que no podrá ser remediada, porque paro lo hay por todas las naciones y no habrá manera de ir a trabajar al extranjero; en esos momentos en que la clase obrera necesitará luchar otra vez para defender su salario, su hogar y su dignidad, tendrá sólo a la CNT para defenderla, tendrá sólo a la CNT en donde defenderse.

¡Pueblo de Olot y pueblo de España! Pensad que el combate hacia la emancipación de los trabajadores continúa, que el combate ha de emprenderse y que nadie más que nosotros podrá llevarlo a cabo.

Para terminar con la explotación del hombre por el hombre, para instituir una sociedad libre de hombres iguales, ¡asociados! ¡haced un sindicato confederal fuerte! ¡Luchemos! ¡Todos para uno y uno para todos!

Y tras un trueno de aplausos se terminó nuestra estancia en Olot.

M. CELMA

Próximo artículo: Conferencia en el Cine Jardín.

(2) «Cenit» ya se ha ocupado de él bajo el título «Chomsky, abogado de la Revolución Social».

más ni menos, que los Comités Paritarios de la dictadura de Primo de Rivera, concretados por Mussolini en el año 1929 ya como comités paritarios, no son más, dijo, que el fiel reflejo de una estructura fascista. Continuó en la misma línea que al principio destacando los principales factores humanos de la Confederación Nacional del Trabajo, que más o menos todos conocemos.

Se le cedió la palabra al compañero **Ramón Liarte**, el cual inició su peroración con estas palabras: «Aló, aló, queremos comunicar directamente con el Jefe de los teléfonos de España, señor Martín Villa; queremos transmitirle de una forma fidedigna que en Igualada, donde vivió Juan Ferrer, anarquista íntegro, y una cantidad de militantes gloriosos de la C.N.T. y del anarquismo, está reunida la C.N.T., que no reza el Ave María, que no canta el Cara al Sol y que grita: ¡Viva el Comunismo Libertario! Nosotros somos la C.N.T. que no se desfigura, que no cambia de fisonomía y tiene una trayectoria histórica bien definida, basada en los principios éticos y morales del anarcosindicalismo, gloria de la humanidad naciente. Somos la conciencia social que ha de cambiar la fisonomía de la ancha faz de la tierra.

»Sres. traidores al proletariado español, señores de la Moncloa, renegados de todos los Socialismos, ¿que habéis hecho de la transformación social y política que llevó a cabo nuestro pueblo? Felipe González y Nicolás Redondo, Santiago Carrillo, el renegado, Marcelino Camacho, besando las faldas del Trono.

»Aquí no puede hablar de transformación nada más que la C.N.T. y los anarquistas.»

Después de evocar el Congreso de Zaragoza de la C.N.T. en 1936, terminó preguntando: «¿Quién ha superado esta carta, esta misión? NI NOSOTROS MISMOS?»

Y como final, la compañera **Federica Montseny**, empezó también con un recuerdo para Juan Ferrer y a los viejos militantes caídos en el combate y a los que pasaron 15, 16 ó 20 años de su vida en las cárceles de Franco. Recalcó enormemente que no se pueden desechar estos puntos de partida, que no pueden olvidarse. Recordó las realizaciones efectuadas por la Organización a partir de los años 1936, en Aragón, en Cataluña, en Castilla, en Extremadura y en el campo de Andalucía formando las colectividades agrícolas e industriales.

Habló de Figols, de Casas Viejas, de Asturias y de aquella famosa fecha de 1934 cuando por primera vez todos juntos: socialistas, comunistas, sindicalistas y anarquistas salieron a la calle al grito de UHP (Unión Hermanos Proletarios).

Habló también del peligro que representaban las realizaciones citadas cara al capitalismo internacional y que fueron el principal motivo de que perdiéramos la batalla. No nos vencieron los fascistas, sino las armas que el capitalismo internacional puso en manos de Franco y las democracias europeas que se lavaron las manos como Pilatos, creando el Comité de No Intervención.

«Fuimos condenados a muerte, porque fuimos heraldos anunciadores de una nueva era, porque fuimos pioneros de un mañana en marcha que nosotros habíamos convertido en presente.

»Volvamos a este presente; han pasado 40 años, 40 años que se han acumulado en nuestras espaldas y que han hecho de nosotros, jóvenes en 1936 teníamos 30 años, hombres y mujeres viejos. 40 años que han ido sembrando el cansancio y el desconsuelo. 40 años a través de los cuales han sido fusilados 200.000 militantes de la C.N.T., mientras se lanzaba al exilio a medio millón de los cuales 300.000 eran por lo menos confederales y cuando algunos dicen donde está la C.N.T., donde están los hombres de aquella C.N.T. yo les contesto: Los hombres de la C.N.T. están en los cementerios y todos habéis sido cómplices por acción o por omisión de estos asesinatos. Pero la C.N.T. que está en los cementerios, está también viva, y está aquí. ¡Oh, sorpresa!, está aquí personificada por una juventud que sin saber cómo, formándose como ha podido ha asimilado las ideas anarquistas y ha recogido los pendones cubiertos de lodo, de sangre y de lágrimas y los ha enarbolado de nuevo. La C.N.T. está aquí, de nuevo; con sus fallos, con sus insuficiencias, con las enormes dificultades con que debe encararse, pero está aquí de nuevo actuando, hablando al pueblo, recordando que no es el pasado, que es el presente y que es el porvenir para todos desarrollándose.

»Y porque lo saben las otras fuerzas políticas, porque lo saben el gobierno y las democracias, por esto una vez más tenemos tantos enemigos. Todos creían que la bestia fabulosa, había acabado para siempre, todos creían que el coloso de los pies de barro, como dijo Maurin en una hora desgraciada, ya no volvería a levantar cabeza; todos creían que el Ave Fénix, que éramos nosotros, había desaparecido; pues no, no hemos desaparecido, estamos aquí; y estamos aquí siendo lo que hemos sido siempre, no siendo esta C.N.T., domesticada con la que soñó Martín Villa cuando hizo venir a Madrid a Abad de Santillán y algunos otros. Esta C.N.T. resucitada es la que les dio la sorpresa en la primera Gran Asamblea de Sans, en la que fueron rechazadas todas las propuestas reformistas y sólo se consiguió reafirmar los acuerdos del Congreso de Zaragoza. Y ahora estamos aquí y otra vez los conciliábulos, las búsquedas de procedimientos para eliminarnos se multiplican.»

Comentó las diversas facetas en que se presenta la pseudo-democracia española, el referéndum constitucional y la ley anti-terrorista, así como el comportamiento de los partidos políticos ex clandestinos y las centrales sindicales y su «consenso», con lo cual llegan a ser los más fieles servidores del Gobierno.

Y termina, comentando la frase de Nicolás Redondo, que dice que no pactará: «¿Sabéis por qué? Porque se dan cuenta, de que queda sólo la C.N.T. con las manos libres, y con la posibilidad de encarnar las aspiraciones del pueblo español, que no puede quedar maniatado y a merced de lo que pacten en reuniones los «rabadanes» que sólo piensan en llevarlos al matadero.»

Y terminó el mitin que fue un gran éxito y que todos recordaremos. Cabe destacar que se recibieron una gran cantidad de adhesiones de los Sindicatos de Cataluña.

Colectivo de la Comarca de l'Anoia.

DEBATE

COMO DESTRUIR EL ESTADO INDUSTRIAL

LA ROCHELLE. — Considerando y apreciando la sugerencia, buena y aceptable de lanzar un debate, coloquio, sea por escrito o verbal, sobre un tema tan sugestivo: **¿Cómo colectivizar el Estado industrial?**, publicado en EL COMBATE SINDICALISTA desde el número 1.002 hasta el número 1.005.

Es por lo que voy a poner mi granito de arena a lo que yo he considerado, pero desde hace muchos años, que la Organización en el Exilio, debiera haber realizado, incluso en Congreso de la misma, para plasmar de forma seria y responsable la planificación de principio, pero no inmutable de lo que consideramos acerca de la sociedad libertaria.

Sé, y no ignoro que los libertarios no podemos hacer planes de sociedad la cual serán otras generaciones que tendrán que vivir en ella, y que por consiguiente será a ellos el determinar lo que quieran; Pero el tener un estudio de principio de las cosas nunca está de más.

Si los hombres hubiesen tenido estudiado algo de lo que aquí intento decir, ¿cuántas revoluciones no se hubieran malogrado?

Sé que han hablado varios compañeros que han escrito sobre el particular, entre ellos, Malatesta, Sebastián Faure, Isaac Puente y algunos más, e incluso la Organización en el Congreso de Zaragoza de 1936. Pero a mi juicio nada concreto para evitar errores y ser factible de duración, si no se hacen enmiendas serias y eficaces, prueba de ello que en plena Revolución Española se tuvieron que tomar otras medidas que si bien en algunos casos fueron acertadas en otros lo fueron, pero que muchísimo menos.

¿Quiénes más que nosotros tienen el derecho y el deber, que los que tuvimos la suerte de vivir, unos en parte y otros en totalidad la Sociedad libertaria, con sus errores y aciertos para dejar algo mucho más concreto que todo lo que se ha escrito hasta el presente sobre el particular? Por esta razón y otras que podrían agregarse, entiendo que sería un error gravísimo de nuestra parte, si no dejásemos algo escrito para la historia, de lo que pensábamos antes, de lo que hicimos después de encontrarnos «metidos en el ajo», como se suele decir, y de los errores que cometimos para que las generaciones que vengan, cuando nosotros hayamos desaparecido puedan tenerlos en cuenta, en el caso de que no lo hayan mejorado. Así es que sin más preámbulos allá va.

Considero que todo el trabajo aludido por ti realizado, Pedro Gálvez, en el análisis y crítica del Estado industrial español, y el de los otros países que has tocado, es magnífico e interesante, y como es lógico tiene que servirnos de experiencia para no cometer errores que a la corta o a la larga nos llevarían de nuevo al mismo camino que intentamos salir, o a otros más estrechos todavía.

Yo que no he sido nunca muy estudioso, pero que por temperamento soy atento y observador, he procurado y procuro estudiar y analizar los problemas al máximo de mis cortos conocimientos, para evitar las contradicciones que siempre son perniciosas y engañosas, quiero decir que para estudiar el problema del futuro, en todos sus aspectos, es el pasado y el presente lo que tenemos que tener en cuenta y no olvidarlo, por que el revés de la medalla es algo que se digiere pero que muy mal.

Por ejemplo y para no alejarnos demasiado, la **desgracia catastrófica** histórica de Marx, fue pasarse a la torera y olvidar todo el análisis y estudio que había hecho durante toda su vida de las sociedades, de los Es-

tados, de las instituciones burguesas, al momento de dar vida y fe al Estado «proletario» o comunista, el cual ya sabemos cuales han sido y son los resultados. Yo creo que sin pena aparente ni no aparente, podríamos calificarlo, como mínimo de sociólogo fracasado que no supo tener en cuenta las experiencias humanas del pasado para la puesta en marcha de una nueva sociedad. Sin pena aparente ni no aparente, podemos decir sin temor a equivocarnos

DESTRUYAMOS
LO
ERRONEAMENTE
CONSTRUIDO

ABAJO EL ESTADO

A.I.T



REIVINDIQUEMOS EL OCIO
AUTOGESTIONEMOS LAS FABRICAS
COLECTIVEMOS LOS CAMPOS
REVOLUCION DE LA VIDA COTIDIANA
abajo el capitalismo

C.N.T.

que todos los sociólogos que hasta el presente han abogado y sostenido a instituciones y sociedades humanas basadas sobre Estados, que se llamen liberales, republicanos, demócratas o socialistas, se tocar, ni condenar para nada lo ejecutivo, lo centralista, lo burocrático, las desigualdades económicas y morales, en una palabra, el sistema económico y monetario, desde sus orígenes hasta nuestros días, es que de nada les ha servido todos los estudios que hayan podido realizar acerca del problema que nos ocupa.

¿Es qué nosotros vamos a cometer el mismo error? No, yo digo que no, por que además de dejar de ser revolucionarios y anarcosindicalistas seríamos tan estúpidos e ignorantes como los que acabo de mencionar, por considerar que por que el régimen o sociedad se llame de otra forma y porque los hombres tengan otra etiqueta, que el problema estará solucionado. Primero, como principio razonado y auténtico si echamos una mirada hacia atrás; segundo, en el caso que el Estado se pueda dividir en varios aspectos separados; y tercer, en el caso que los componentes del conjunto de ese Estado permitirán que uno de sus componentes pudieran ser separados del resto para que el pueblo hiciese lo que le viniera en gana.

Es por todo lo expuesto y sobre todo como respuesta afirmativa a estos tres enumerados que yo digo y afirmo que el Estado ni ninguno de sus componentes no se pueden colectivizar.

El Estado con todo lo que representa y todas sus instituciones que sean, dirigistas, opresionistas, de explotación y de represión, tienen que ser destruidas para edificar la Socie-

dad libertaria donde se pueda colectivizar, socializar, por separado y en conjunto todo lo que hace que los hombres se esclavicen entre ellos llegando hasta el extremo de destrozarse en conflictos sociales y guerreros que hoy en día sólo como recuerdo del pasado turbulento y salvaje de tiempos remotos tendrían que existir, y no como realidad vergonzante.

El Estado industrial, queramos o no queramos, hoy en la actualidad y mañana más aún, si no cortamos por lo sano antes, es un apéndice del Estado, más o menos totalitario, aún que éste se revista de socialista o democrático, a carácter directivo presidencial o monarca con corona o sin ella, es el resultado lógico de la última etapa del capitalismo para seguir salvaguardando intereses materiales y morales de casta. En apariencia pierden agilidad de movimiento pero lo ganan en seguridad

hasta nuestros días, buscando el instinto de apropiación y la violencia que hay que emplear para ello, como lógica infalible del origen y desarrollo de la propiedad por el animal-hombre al equivocarse de camino, o mejor dicho, no habiendo salido todavía del estado animal sobre los instintos que lo dominan y empujan a que se comporte, no como civilizado, inteligente y razonado, sino como un vulgar animal que la poca inteligencia que posee la emplea nada más para esclavizarse, pudiendo ser feliz en una sociedad armoniosa de paz y de igualdad para todos los seres humanos, en la sociedad Libertaria socialista. Que como resultado concreto, lógico y sin escapatoria, si no quiere perecer por culpa de su estupidez, le queda para salir del impase que se encuentra metido.

Repito pues, que se puede probar científicamente que la sociedad de mañana será anarquista o por el contrario el hombre se hará desaparecer él mismo de la superficie de la Tierra si no deja de lado la parte animal que todavía lleva consigo.

Para terminar con mi respuesta por el momento, diré que tengo un pequeño estudio hecho sobre lo que acabamos de expresar, que se pueden llenar por lo menos 4 o 5 COMBATE SINDICALISTA, cosa que pongo al servicio por si tuviese interés alguno, a los que quieran o queramos emprender algo a fondo sobre todo lo expuesto.

Por considerar que no podemos, cada uno de los que queramos intervenir en este debate, acaparar el semanario, es por lo que no contesto a la forma en que quieres enmendrar al Estado que tenemos que destruir, como tampoco a las acciones ciudadanas, que no tienen nada que ver con lo colectivizado, ni a lo de bancas populares, todo ello en medio del marasmo capitalista, los cuales han creado toda una serie de necesidades y caprichos de consumación, que tendrían que desaparecer como cosa inútil y por necesidad de economía de las materias primas, y sobre todo de energía, de esa energía que tu hablas y que se paga con dólares los barriles de petróleo.

Sin contestar a todo eso aún que habría mucho que decir, a pesar de que no es lo más interesante del problema. Si diré que nuestro deber hacia el pueblo máximo porque somos parte integrante del mismo, es el de decirles la verdad, y esta verdad es, que sin tener que volver otra vez a la época de las Carvernas, tendremos que hacer en muchas cosas que son superfluas y otras perniciosas una marcha más racional, para precisamente economizar lo que el capitalismo ha malgastado, ya que lo único que les ha interesado a esa banda de malhechores era el ganar millones de pesetas, dólares, francos, etc.

Será la única forma de escapar al desastre nuclear, de lo contrario tendremos que apegarnos con esa responsabilidad nuclear, incluso en sociedad libertaria.

José VERGARA

«Combate Sindicalista» seguirá publicando
las aportaciones a este interesante e
imprescindible debate.

3428

B.D.I.C.

PARIS, 21 DECEMBRE 1978. — NUMERO 1.010.

HEBDOMADAIRE

PRIX : 2,50 FRANCS.

50^e ANNEE — NOUVELLE SERIE

EL COMBAT

SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone (1) 370 46-86.

ESPAÑA, SU PUEBLO Y SUS GOBIERNOS

LA IMAGEN DE LAS REALIDADES

La euforia militarista va en ascenso. Si a todo nivel del ejército español hay signos evidentes, en declaraciones y entrevistas llama la atención la prodigalidad del Ministro de Defensa. Desde su departamento se ha dicho: «España, en lo militar, es la quinta potencia de Europa.» Esto, para aquellos que siguen bien el curso de la política española, y hayan fijado los ojos en el presupuesto para el próximo año, no puede ofrecer ninguna sorpresa.

¿Reviste de algún honor a los españoles el que su ejército esté bien atendido, luzca una fachada brillante, a la vez que la condición popular esté tan abandonada? ¿Quién puede mirar como norma sensata que se contribuya tanto al fomento de fuerza armada, y a la compra de armamento moderno, mientras la población escolar cada vez más carece de maestros y de centros escolares? Si Teófilo Gautier viera cómo está nuestro desgraciado país, nada retiraría de lo que dijo hace más de setenta años.

Sí, España es la quinta potencia militar en Europa, y la primera en hambrientos, mendigos y analfabetos. Son tres galardones de condición gubernamental de gran relieve histórico, principalmente a cuenta de la dinastía borbónica. A nivel de orgullo militar vivimos en un país de brillo glorioso (¿?), sin que las lacras y la incultura avergüencen a generales y monarcas. Es que el ejército español, sea el que sirvió a Isabel Segunda, a Alfonso XIII, o a Carlos I, es del mismo corte intelectual y condición moral. Muchos halagos a la patria y a su bandera, reverencias y sonrisas al rey, pero insensibles a las necesidades de la infancia y del pueblo.

Si ponemos la mirada en los elevados estratos del gubernamentalismo español, de cualquier época, mandatarios civiles y generales siempre se identificaron en conceptos y comportamiento. El siglo pasado es rico en testimonios de esta naturaleza. Y si a lo más reciente nos remitimos, veremos en la misma línea de actuación a los fatídicos Maura y La Cierva, a los Dato, en comunión con Martínez Anido y Arlegui, para que todo culmine en la cruzada de los generales facciosos, a la que tan buena colaboración dedicaron las gentes que hoy ocupan el gabinete «democrático».

Costaría precisar, de entre ellos, quienes tienen la historia más negra. Son tendencias de apariencia distinta, que se complementan para propiciar el mismo fin. Agustín Hamón estuvo muy acertado en su obra «Psicología del militar Profesional»; es un monumento de aseveraciones científicas que el tiempo no opaca.

Tanto de lo político como de lo militar la pobre España todos los días pare novedades. Lo malo es, en esos partos, económicos, políticos, religiosos, lo que viene al mundo son fenómenos bastardos. Veamos algo de lo dicho.

La Unesco acaba de publicar un libro sobre lo que cada país destina del producto nacional bruto a promover investigaciones científicas y tecnológicas. Como siempre, en todo lo que de matiz cultural depende de sus gobiernos, España ha de quedar en el más bajo nivel. De su producto nacional bruto nuestro país dedica el 0,3 %, igual que Portugal. Grecia tiene el 0,25 %. En los cauces del progreso, España siempre es, en lo malo de los primeros, y en lo bueno la zaguera. Todo ello gracias a las virtudes de sus gobernantes y a sus gloriosos ejércitos.

El ingreso per cápita, si bien puede tomarse como signo de probable nivel general de bienestar en un país, en todas partes está muy lejos de ser equitativo. De esa distribución, que se consigna como personal, hay quien percibe cantidades fabulosas, y los hay, muchos, que no perciben nada. El régimen capitalista, y de «auténtica democracia» según Carrillo, esos vacíos los llenan la limosna, la solidaridad, el carnet de paro o el robo, que tiene mucha justificación en «los de abajo», por el ejemplo que dan «los de arriba».

¿Y qué pasa en esa interpretación de tanto per cápita? En dólares, y anualmente, a cada español corresponde un ingreso de 2.750. Apenas llegamos a una quinta parte de lo que, como término medio, perciben los países que están en situación regular. Pero eso sí, a expensas de las privaciones populares nos permitimos mantener una familia real, que maldita la falta que hace; unos ministros, en cuya «profesión» hacen fortuna y viven orondos; diputados y senadores que, más que inútiles son nocivos a la causa del derecho y de la justicia. Pero, ¿vamos a hablar de la burocracia? ¿Nuevamente del ejército?

El malestar de los españoles sigue en ascenso. Las tendencias e imposiciones de los de arriba no dejan de

ser conflictivas, antagónicas a las imperiosas necesidades del pueblo. Cada vez más, los injuriados por los pudientes han de aportar mayor dosis de conformidad a la paz que anhelan. Pero acaso, ¿cree la aristocracia de los grandes poderes es inagotable el manantial de virtudes que están practicando los humildes? Muchas veces se equivocaron los magna-

Protegidos por la impunidad, los gobernantes españoles siguen practicando los imperativos de las injusticias más atroces. Los disentiimientos con sus consignas los hacen pagar caros. Muchos cantos al derecho al trabajo, pero el que mejor tiene garantizado el trabajador es de morir de hambre.

Poco ha superado España sus tiempos primitivos. Los signos y prácticas de represión política de hoy son idénticos a los de ayer. No han variado de los que se emplearon en las abundantes épocas del siglo XVIII. Entonces eran los Calomarde, Espartero o Cánovas del Castillo, muy de acuerdo con la dinastía borbónica; hoy son los Suárez, Martín Villa o Mellado, devotos de la misma tradicional corona. Las variaciones de matiz gubernamental no abren vías de ascenso moral y económico; para afianzar el retrógrado conservadurismo continúan yendo de la mano la corona, la cruz y la espada.

Nunca faltaron trucos a los profesionales de la política para embaucar al pueblo. En esta misión, negativa a los derechos del hombre, fueron prominentes los liberales y republicanos unitarios y socialistas demócratas, de quienes es algo difícil precisar quienes son más fraudulentos y funestos ante la justicia prometida. Todavía hay en auge el democratismo.

(Pasa a la página 2)



tes de la opresión, y presentimos, que en el actual ciclo de abusos que están realizando, también se equivocarán: La subversión popular será inevitable.

CONFERENCIA PENINSULAR DE LA FAI

En el mes de diciembre se ha celebrado la Conferencia Peninsular de la Federación Anarquista Ibérica (F. A. I.) con participación de los Grupos federados, Regionales constituidas y del Secretariado Internacional de la I.F.A. (Internacional de Federaciones Anarquistas), donde se han abordado temas de gran importancia para el Movimiento Libertario y el Movimiento Obrero.

Entre estos temas destacan el análisis realizado por la Conferencia sobre la situación ibérica en general (económica, política, social, Movimiento obrero en ciudad y campo, etc.), las líneas de enfoque global, formas y tácticas de lucha de las que se provee la F.A.I., y otros temas de igual importancia, como prensa, propaganda, difusión, etc.

La Conferencia envía un saludo fraternal a los presos y a todos los compañeros anarquistas y anarcosindicalistas dentro y fuera de la Península Ibérica, animándonos mutuamente a proseguir la lucha por la Revolución Social y el Comunismo anárquico.

LA CONFERENCIA (Diciembre 78)



COMPAÑERO :
Tu mejor regalo, el Calendario de

S.I.A.

Con él, tu amigo te tendrá presente todos los días del año, a la vez que ayudarás la obra solidaria de S. I. A., al compañero preso, perseguido y necesitado.

Su precio: 12,00 francos.

10 % de descuento a partir de diez ejemplares.

Pedirlo al Consejo Nacional, 4, rue de Belfort, 31000 Toulouse (Francia).

Pagos: C.C.P. n° 1230-50 S. — SIA 4, rue Belfort, Toulouse.

OPINION DEL « CIUDADANO ANONIMO »

« Lo que interesa—dice—es esto que EL COMBATE SINDICALISTA nos ha traído hoy: concordia, bondad y cultura... »

HUELVA. — Llega hasta nosotros con euforia. Casi cabría decir que una alegría inusitada resplandece en su rostro, curtido por los reveses más impiadosos de la vida.

El «ciudadano anónimo» — que tan sagazmente va siguiendo el curso del trascendental episodio histórico que vive España — nos dice:

— ¿Ve usted? ¡Esto! ¡Esto es precisamente lo que requiere el momento actual! Creo que los que hacen LE COMBAT SYNDICALISTE han dado en el clavo, — exclama, mostrándonos el ejemplar correspondiente al 16 de noviembre —. Piense que España ha vivido cuarenta años de silencio. Cuarenta años con todas las aptitudes psíquicas, intelectuales y hasta casi fisiológicas, por así decirlo, secuestradas. Estas situaciones resultan difíciles de explicar. El hombre, como ser meditativo y creador, ve menguadas día a día sus facultades constructivas, hasta quedar reducidas a un extraño estado de automatismo e indiferencia. No piensa. Pierde la ilusión por las cosas que le rodean e insensiblemente va convirtiéndose en un animal materializado y vacío. No toma jamás un libro en sus manos. No conversa — porque ni sabe ni le importan — de temas trascendentales y sus horizontes no van más allá de la adquisición de un mueble vistoso, de un aparato electrodoméstico o de una entrada para el próximo partido de fútbol. ¡Este es el hombre! Este es el ejemplar de hombre que caracteriza una prolongada etapa de silencio, de oscuridad y de brutales tiranías. Ni lo político, ni lo social, ni siquiera lo artístico han revestido la menor importancia para él. Los nombres de Bakunin, Kropotkin, Faure, Malatesta, Godwin, etc, le suenan a remotos atletas de equipos deportivos extranjeros, a quienes la situación política no permite jugar en España. Prefiere olvidarlos. Tal vez resulten oriundos del Este y eso es «tabú». Jamás oyó hablar de Lor-

ca, ni de León Felipe, ni de Miguel Hernández y hasta del propio Alberti — esta desdibujada fotografía del dinámico jovencuelo que un día escribió las bellísimas estrofas de «Marinero en Tierra» — le resulta un tipo extraño e incomprensible. Hay, claro está — añade — esa minoría selecta que jamás se extingue. Pero las minorías, desgraciadamente, no sirven para darnos el índice genuinamente representativo de un pueblo. Por eso — continúa — resulta tan interesante este ejemplar de LE COMBAT SYNDICALISTE. Porque este periódico es puramente objetivo. Ha sabido captar el momento actual de España y se ha colocado a la altura que las circunstancias requieren. Ha desterrado de sus páginas ese vocabulario burdo, reprobable y poco cultivado que no hacía de nuestra prensa una prensa de amplio ámbito popular. Ha adquirido una elegante madurez y se ha convertido precisamente en lo que debe ser: un portavoz de nuestras inquietudes ideológicas. Observe esta «Invitación a un debate», que escribe Pedro Gálvez: sopesada, constructiva, insinuante y didáctica. Viene a exponer soluciones de una enorme trascendencia. Y viene a exponerlas con un sentido claro de la realidad histórica y con esa verdad indiscutible que dan las experiencias intensamente vividas. Como el extenso trabajo que propugna, como única solución viable, la disolución de la propiedad. Un estudio extenso e intenso, documentadísimo, perfectamente logrado y de indiscutible oportunidad. Como lo es también la referencia que hace Nicolás Chozas a la exposición de carteles correspondientes al período 1931-1939, en cuyos actos intervino Federica. Nicolás Chozas recoge muy acertadamente los comentarios de la prensa madrileña en los que se dice que «Federica Montseny estuvo a punto de ser comida a besos por los anarquistas de la «vieja guardia». Pero lo importante son las cosas que

Federica dijo: «No basta con una revolución en la calle. Hay que hacerla también en las mentes, en las conciencias y esa será la forma mediante la cual nacerán hombres libres, no envenenados.» Y los juicios ecuanímenes de Vicentet acerca de ciertos temas negativos que vienen tratándose en nuestra prensa, que lejos de ser didácticos y formativos, se convierten precisamente en destructivos. El acierto de Vicentet consiste precisamente en el buen tacto con que trata el asunto y en la hermosa lección de concordia y bondad que da a quienes están en el deber de aceptarla. Y el comentario de «La Poesía sorprendida» y sus «Heroicos poemas» de Stefan Baciu. Y la «Carta a un obrero de la U.G.T.» de Fernando Ferrer... Créeme. Este número de LE COMBAT SYNDICALISTE es un puro acierto y es de desear que prosiga tenazmente, perseverantemente, invariablemente en esta línea. Porque es esto, precisamente esto, lo que hace falta en España.

— ¿...?

— Estamos ya de odios, de desaciertos y de violencias hasta la coronilla. Ese no es el camino. Aquí necesitamos esto: la palabra fecunda, la voz que enseñe, el gesto cordial y la mano amiga que nos venga a mostrar el verdadero camino. No queremos el rostro huraño, el desdén ni la petulancia. Tampoco resulta edificante la frase zafia ni de mal gusto que solamente sirve para nuestro propio desprestigio. No. Aquí lo que interesa es esto que LE COMBAT SYNDICALISTE nos ha traído hoy: concordia, bondad y cultura...

Y con una sonrisa amable se alejó, bordeando las riberas del «TINTO», camino de las zonas mineras. Entre sus manos, como un estandarte redentor, enarbolaba el ejemplar que tanto le había entusiasmado de LE COMBAT SYNDICALISTE...

C. VEGA ALVAREZ

Comunicados

LE COMBAT SYNDICALISTE ABONNEMENTS :

France, annuel	110 00
» semestre	55 00
Etranger, annuel	133 00
Amérique, avion annuel	180 00
Australie, avion, annuel	200 00

Palements : Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. C.C.P. n° 9 232 33 V, Paris. - Tél. 370 46-86.

F. L. DE MARSELLA

Comunica a sus afiliados la continuación de la asamblea de hoy día 3 de diciembre 1978, tendrá lugar el 7 de Enero 1979 en el mismo lugar y hora de costumbre. Recabamos la asistencia de todos por su interés general comprobado hoy ya.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea el domingo 7 de enero 1979 a la hora y sitio de costumbre.

COMMUNIQUE

Pour entrer en contact directement avec les camarades de langue étrangère, nous sommes un certain nombre de compagnons anarchistes qui avons appris l'Espéranto.

Tous les militants que le sujet intéresse peuvent soit contacter les groupes locaux de SAT-Amikaro, soit s'inscrire à un cours par correspondance.

Adresse : SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

LA REDACCION A LOS COLABORADORES

En adelante y hasta nuevo aviso, para facilitar la labor de esta Redacción, deben mandarse los trabajos, notas y avisos a la dirección siguiente: Imprimerie des Gondoles (Pour «Combat Syndicaliste»), 4 et 6, rue Chevreul, 94600 Choisy-le-Roi (France).

LIBROS

«Les hommes se droguent, l'Etat se renforce», Jules Henry et Léon Leger	29 00
«Pasión y muerte de los españoles en Exilio», Federica Montseny	30 00
«Le mouvement étudiant ou la révolution en marche», Mathilde Niel	7 00
«La España de Franco» (2 vol. 1939-1942 y 1943-1945) R. Garriga	100 00
«Les Mannequins nus», t. I, C. Bernadac	20 00
«Nosotros los asesinos», Eduardo de Guzmán	50 00
«Les médecins de l'Impossible», C. Bernadac	20 00
«Atlas de España»	80 00

LA IMAGEN DE LAS REALIDADES

(Viene de la página 1)

mo de quienes se proponen romper los vínculos genéricos con Marx; es que éstos, como los liberales y federalistas de antaño, a la vez que se distancian de la base proletaria, se acercan y familiarizan más y más con la carroña tradicionalista que a España tuvo en la desolación y la incultura.

Nunca fueron los mandatarios españoles cultores del intelecto a alto nivel; ese principio de elevación intelectual lo tuvieron inmerso en el más lastimoso abandono. Siempre a merced de la iglesia y del catolicismo, hemos sido exuberantes en la fabricación de curas y monjas para exportar a todas partes del mundo. En el campo de la ciencia, de la filología y del arte, los genios que surgieron tuvieron que formarse y ser acreditados en el extranjero. Así es la España de los dominios monárquicos de ayer, de hoy, y la de mañana bajo las mismas influencias.

Severino CAMPOS



A CHACUN SON MYTHE LES ELECTIONS EUROPEENNES

Il existe aujourd'hui une Europe des grands industriels, des intérêts capitalistes, et des luttes pour l'influence des uns et des autres des composants.

Une Europe, où au moindre caillou dans le chemin, surgit le protectionnisme nationaliste, et où se sont déjà infiltrés jusqu'à devenir les maîtres du jeu, les forces des multinationales, tirant les ficelles de tous les pouvoirs.

Avec le nouveau parlement dont on veut l'affubler, pour mieux apparaître, le carnaval des politiques s'animerait un tout petit peu.

Le grand déploiement publicitaire a déjà commencé. Avec un gaspillage insensé des énergies toutes-puissantes des mass media, de la radio et de la Télé, les forceurs des barrages mentaux.

C'est pour bientôt les élections !... la bonne aubaine !

Mais qui croit encore au père Noël ? Et les uns de parler de l'Europe des travailleurs, les autres d'une possible majorité socio-démocrate, à certains de craindre une supranationalité, ou de la souhaiter.

C'est un déferlement de passions politiques. A qui dit mieux pour conquérir quelques voix ? Du chauvinisme à outrance jusqu'au fédéralisme mitigé... les opinions se multiplient.

Mais cette Europe que l'on s'efforce de faire n'est qu'une bâtisse faite de brique et de broc avec des vieux matériaux, récupération de vieilleries.

Apparemment l'Europe des Nations sera l'Europe des consortiums économiques. Les vieilles frontières s'ouvriront un tantinet, mais les Français seront des Français, les Allemands des Allemands... Personne ne se sent européen.

Et parce qu'on a commencé une "fédération" par les sommets, et on a méprisé politiquement comme inexistante la base politique du tout, cette Europe ne sera pas l'Europe des peuples : basques, bretons, siciliens, gallois, wallons, etc.

Et l'on va demander aux peuples l'aval populaire, selon la mode consacrée du suffrage universel.

La comédie continue, tristement, pleine de lassitude maussade, à force d'inerties...

Mais il se pourrait que les peuples réagissent une fois de manière digne, en refusant leur complicité, en se déclarant en marge de cette vaste manœuvre politique.

Il se pourrait que les abstentions prouvent, non pas l'ennui et l'indifférence, mais l'opposition.

Nous n'y croyons pas beaucoup, l'esprit grégaire est encore dominant par la force des traditions, par l'esprit de délégation et renoncement qui dégage les responsabilités. Mais cette conviction que nous avons de la continuité dans la soumission, ne nous empêchera pas de crier à la face du monde notre répulsion, notre rejet, notre refus. Même si nous nous trouvons seuls dans cette position.

Nous n'aimons pas les complicités passives, qui autorisent tous les abus.

C'est pour cela que nous, anarchosyndicalistes, nous devons par tous les moyens, en toutes occasions, à tout moment, dire NON à ces élections, NON à la farce honteuse du grégarisme qui, en se voulant international, ne fait que consacrer les valeurs de tous les nationalismes historiques.

Nous sommes pour une Europe des peuples, sans la France, sans l'Espagne, sans l'Angleterre, sans l'Allemagne... sans les drapeaux et les armes nationales, sans les hymnes nationaux et sans les livres d'Histoire chantant les gloires de toutes les armées, sans les frontières, et sans exploitation, sans Etats... une Europe des Européens, sans Est ni Ouest, sans paliers entre riches et moins riches. Pas une Europe de discussions et de rivalités, mais une Europe de solidarité et de fraternité.

Restez donc, vous politiciens de tous pays avec votre Europe rachitique, et avec vos élections à fractions, mais ne nous demandez pas à nous, peuples, d'y participer. Nous nous devons d'être en marge de vos sales combines.



EDITORIAL

VERS NOTRE SEIZIEME CONGRES

C'est l'heure de l'anarchosyndicalisme. Que les détracteurs continuent leur campagne, unissant leurs voix à celles de tous les ennemis de la classe ouvrière.

Nous représentons, par nos conceptions, par la vision d'un monde meilleur, la seule alternative possible pour un renouveau des modalités de vie, de convivence dans la liberté et la dignité.

Contre l'avis de tous ceux qui prétendent, et prétendent que le programme anarchosyndicaliste est utopique, nous affirmons que nous représentons la seule possibilité de reprise de vie dans une société hautement technique.

L'anarchosyndicalisme a fait ses preuves. Allant plus loin que les réalisations des premiers kiboutzin israéliens, la révolution espagnole de 1936 fit les premiers pas, fermes et sûrs, d'une organisation du travail et de la vie selon des normes plus conformes aux rapports de fraternité et de solidarité nécessaires dans une société libre.

Cela, nos ennemis le savent. L'utilisation fragmentée de nos thèmes de combat et de vérité, pour mieux s'adapter aux aspirations populaires le prouve. Mais cette utilisation n'est que fragmentaire, elle prétend atomiser la vue d'ensemble du problème pour mieux masquer ses intentions et noyer dans des détails l'immensité des perspectives révolutionnaires.

Et comme ils le savent, la conspiration contre l'anarchosyndicalisme s'étale à la lumière du jour.

Ils essaieront de diviser, ils enverront des semeurs de discorde, sous le couvert de polémiques sans objet.

Ils vont s'infiltrer dans nos milieux prêts à semer la zizanie en prêchant une liberté de destruction.

Ils ne manquent pas de moyens ni de mercenaires à leur service. On essaiera d'arracher aujourd'hui ce principe, demain cette autre caractéristique... après une concession aux opportunités...

Nous vivons ce problème tous les jours.

Nous savons que nos ennemis de toujours vont s'attaquer, s'attaquent déjà à nos forces vives, qu'ils veulent démanteler avec des offres mirifiques.

L'Association Internationale des Travailleurs doit disparaître malgré ses effectifs plus que modestes. Nous n'ignorons pas que tel est l'enjeu d'un combat d'influences qui se mène dans l'ombre, et que des émissaires dits syndicaux, venant des milieux de la soumission et de la collaboration sont à l'œuvre.

L'AIT doit disparaître ou céder. C'est ce qu'ils voudraient, les larrons de tous les syndicalismes intégrés et du monde politique.

Nous avons lu dans certains organes de presse qui se disent syndicalistes révolutionnaires du nord de l'Europe, des conceptions qui démontrent que la manœuvre est en marche.

Nous savons que des fonds énormes vont être dépensés dans cette action. Nous dénonçons cette trahison qui voudrait s'infiltrer dans nos rangs.

Les militants de l'AIT sont en état d'alerte. Si c'est par bribes que l'on veut nous arracher notre personnalité, nous la défendrons d'arrache pied. Si c'est notre disparition totale que l'on cherche, nous saurons serrer les coudes dans notre auto-défense.

Notre seizième congrès international approche. Il sera le départ d'une nouvelle phase d'action plus intense. Long est le chemin parcouru. Les embuches ne nous ont point manqué. Elles vont se multiplier. Le Congrès saura débroussailler le terrain, et les militants de toutes nos sections, en mobilisant les consciences, sauront maintenir et agrandir notre organisation, notre promesse d'avenir, notre force du présent.

DE LA VIE DE NOS SECTIONS

Au mois d'octobre s'est tenue une réunion plénière de notre secrétariat. Le compte rendu a été envoyé aux sections et groupes. Il est le reflet de la situation de notre Internationale aux portes de notre XVI^e Congrès dont l'ordre du jour a été également envoyé.

Le travail de préparation du congrès commence.

ITALIE

Les camarades italiens se sont réunis dans leur II ATTIVO de BASE pour le départ, le nouveau départ de notre chère USI.

Actifs et présents dans les luttes ouvrières dans la péninsule italienne, nos camarades ont rompu les amarres d'un syndicalisme pourri aux hauteurs, et l'USI va redémarrer d'un bon pied.

ALLEMAGNE

La FAU s'est réunie au mois de mai. C'était son troisième congrès depuis sa reconstitution.

Ils ont décidé de faire de DIREKT AKTION, l'organe national de la section. Le nouveau Comité National est transféré à Dortmund.

Première organisation libertaire à s'or-

ganiser au niveau des entreprises, les camarades de la FAU ont considéré qu'il faut élargir leur terrain d'action, en créant des lieux de rencontre pour grouper le mécontentement populaire. Et les meilleurs de ces lieux seront les athénées libertaires. Leur objectif fondamental reste d'arriver à constituer une organisation syndicale autonome.

NORD DE L'EUROPE

Quelques semaines plus tard se réunissaient les sections du nord de l'Europe dans une conférence, pour l'examen des possibilités d'action de l'anarchosyndicalisme dans ces régions.

NORVEGE

L'action solidaire de nos camarades norvégiens se poursuit. Ils nous ont fait parvenir des listes des détenus au Chili avec indication du lieu de détention et les peines encourues. Leur action a permis déjà l'accueil de nombreux camarades chiliens sortis de leur pays.

ARGENTINE

De quelqu'un qui arrive de là-bas :

« Le Cercle et la bibliothèque libertaire J.I. ont reçu la visite de la police. Quelques 14 ou 15 personnes ont été arrêtées. Il y en a qui restent séquestrées, disparues, menacées de mort. Tous les détenus ont été torturés. L'action policière a été déclenchée par une dénonciation anonyme : C'est l'œuvre d'un mouchard.

Les murs de caves où certains prisonniers furent amenés étaient peints en noir ; bruits d'avions à proximité.

AUX USA

KOMBOA

Lorenzo Komboa Ervin est un militant anarchiste noir, prisonnier politique, incarcéré au pénitencier fédéral de Marion en Illinois, et placé dans un quartier spécial de haute sécurité (The control Unit) depuis avril 1978.

Komboa affirme que ce département du pénitencier est une véritable chambre de torture, un camp de la mort.

Quarante prisonniers sont morts en quelques années dans ce quartier et des centaines d'autres ont été conduits à se mutiler.

A plusieurs reprises Komboa a été victime de tentatives d'assassinat de la part d'autres prisonniers blancs encouragés par les gardiens.

D'autres prisonniers invités à participer à ces tentatives, ont refusé en insultant les gardiens.

Komboa doit sortir de ce pénitencier. C'est une question de vie ou de mort pour lui. Il a demandé à plusieurs reprises son transfert dans une prison proche de sa famille afin de pouvoir recevoir des visites. Il s'est heurté toujours à un refus formel. Il a besoin de l'aide de tous les camarades, de tous ses amis. Il demande à tous d'écrire des lettres de protestation à :

Georges C Wilkinson
Warden
United States Penitentiary
P.O. box 1000
Marion Illinois 62959

Et envoyez des messages de solidarité au camarade Komboa à :

Lorenzo Komboa Ervin
18759-175
P.O. box 1000
Marion Illinois 62959

HERITAGES DU MARXISME

LES REALISATIONS

En Ethiopie, Mengistu, le chef du Derg, fait la loi dans le plus pur style bolchevique.

Les "larges masses", à qui on rendit hommage hier dans les heures tristes, sont mises au pas aujourd'hui ; le mouvement étudiant, fer de lance de la révolution, a été décapité par la "terreur rouge"...

Le mouvement syndical brisé, les kebeles (associations de quartiers et un des acquis de la révolution) réduits à des rôles mineurs.

Les organisations de masse n'ont plus aucune représentation ni dans le Derg, ni dans le front des organisations marxistes léninistes. Entre la base et les élites dirigeantes, une coupure vive, nette.

Le Derg contrôle tout, à travers l'armée. Le Front marxiste joue les complicités.

L'opposition est en prison et menacée d'extinction.

Le Meison (parti socialiste) affirme que 18 000 militants meurent de faim dans les prisons.

La révolution socialiste éthiopienne poursuit sa marche, avec la bénédiction soviétique, et celle de Castro, avec les aviateurs cubains, et les « conseillers militaires soviétiques » des batteries d'artillerie.

U.R.S.S.

La population rurale représente 25 % de la population totale. Et nonobstant la récolte de céréales manque de bras.

Les dirigeants communistes lancent un appel à la « mobilisation générale pour la bataille de la récolte » ; avec des médailles comme récompenses.

Les mobilisés ne touchent que 50 % de leurs salaires plus les primes de rendements, ce qui, pour des citadins, des « amateurs » n'est qu'une promesse sans suite.

Le voyage au lieu de travail est à la charge des mobilisés. Les conditions de gîte et de couvert font rechigner les "volontaires" venus — souvent — sous la menace.

Il n'est pas étonnant que les résultats soient douteux et médiocres. La récolte est bonne, presque 93 % des besoins du pays.

Mais le tout n'est pas de récolter. Les camions et les wagons de chemin de fer pour le transport de ces récoltes font défaut. Une grande partie du parc automobile est immobilisé manquant de pièces de rechange et de main-d'œuvre qualifiée

pour les réparations. Les wagons sont à l'abandon. Il manque les locomotives pour les tracter.

La vitesse des trains de marchandises est de 14 km/heure.

Les aires de stockage sont insuffisantes, il n'y a pas assez d'entrepôts frigorifiques.

Les marchandises périssent en cours de transport ou sont stockées dans de mauvaises conditions.

L'organisation n'est donc pas le fort des planificateurs, ni des élites soviétiques. Ces élites qui jouissent de tellement de privilèges dans le pays du "socialisme égalitaire"

En effet, et puisque il vaut mieux en parler, citons les données d'une étude du soviétologue anglais Mathews.

L'élite soviétique comprend 227 000 personnes et leurs familles sur 260 millions d'habitants.

Sur ces 227 000, 36 % sont dans les rangs supérieurs du Parti, 26 % dans les postes importants de l'administration, les syndicats et les organisations de jeunesse. Le reste, 38 % ce sont des scientifiques, des avocats, des journalistes, des officiers supérieurs, des diplomates de haut rang, et

des directeurs d'usines et d'exploitations agricoles.

Si le revenu moyen d'une famille russe est de 1.100 F, celle des élites peut être jusqu'à dix fois supérieure.

L'élite n'est pas assujettie à la norme de 9 mètres carrés par personne pour le logement. Elle peut avoir des résidences secondaires et des voitures à usage personnel.

Elle dispose des magasins de ravitaillement fermés au public et vendant à des tarifs plus bas (la ration du Kremlin).

Et, pour certains, il y a en outre le "salaire personnel", paye secrète qui double la paye officielle...

IMPRIMERIE DES GONDOLES

S. A. R. L. au Capital de 20.000 F

4 et 6, rue Chevreul

94600 CHOISY-LE-ROI

(France)

DANS LA CHINE COMMUNISTE

MAO, OUI - MAO, NON

Fête nationale du peuple le 1^{er} octobre. Nouveau départ ?

La mémoire de Mao s'effrite. Le culte à la personnalité du grand timonier reçoit presque la condamnation des nouvelles cliques dirigeantes.

« La présentation de certains problèmes par le président Mao, doit être complétée et développée », écrit-on.

« La révision des principes révolus du marxisme léninisme et de la pensée de Mao Tse Toung « dont on parlait déjà dans les milieux dirigeants en juillet, fait son chemin.

« Certains camarades s'obstinent dans l'opinion erronée que la pensée de Mao Tse Toung constitue un critère de vérité », écrit le secrétaire du parti pour le Liaoning.

Le 20 septembre, le « Quotidien du Peuple », constatait l'influence « d'un autoritarisme féodal » dans tous les domaines et accusait de nombreux cadres du parti de « traiter les gens comme des "serfs" »

de « se considérer comme l'incarnation de la loi », et « d'être aveuglés par leur propre pouvoir ».

Et, le 1^{er} octobre, on revenait à la charge : « La révolution rompra avec les vues étroites et les habitudes de la petite production, elle remontera les modes de pensée conservateurs de suffisance, de résistance au changement, de léthargie et de routine ».

Retour en arrière ? Le débat est grave. Accepter que Mao s'est trompé et que son héritage n'est que partiellement acceptable, est un virage extrêmement important.

Les 26 et 27 octobre, le quotidien « Clarté » dénonçait toutes les formes de culte et de « dogmatisme religieux » moyens d'oppression de la majorité par une minorité.

« Le camarade Mao était un homme, non un génie ». Les cultes à la personnalité relèvent d'un obscurantisme médiéval.

L'heure est au changement... mais, au Congrès national des Syndicats, Tenn

Hsiao Ping, revenait sur les thèmes chers au marxisme de tous les chefs : abnégation, discipline, acceptation des transferts, respect des directions centralisées et obéissance au commandement.

... Il y a cependant une chose qui est utile dans ces changements : c'est le lavage de leur linge sale en public...

Ainsi, à l'occasion du changement de maire de la capitale les dezibens dénoncent :

— l'accroissement de la criminalité et de la délinquance juvénile ;

— l'état arriéré des établissements scientifiques et techniques de la ville ;

— le déplorable état d'hygiène de la Ville, les déchets s'entassant dans les rues, etc.

Secrétariat A. I. T. :

J. MUNOZ CONGOST

31, rue du Petit Tour — 87000 Limoges.

Administration Trésorier A. I. T. :

FRANCISCO PEREZ

1, Allée Jean Benais, Bat. B, App. 54
33300 BORDEAUX

C.C.P. n° 276-789 B — Bordeaux.

LOINTAINE ASIE

Pays à haute rentabilité : l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, sont de par leur corruption, de par la "compréhension" et l'accueil des gouvernements facilement soudoyés, de par les grâces fiscales et par sa main-d'œuvre maléable, docile et surtout bon marché, le paradis des hommes d'affaires et des multinationales.

Plus on a de moyens de serrer la vis à ceux qui promettent, plus on verse de "royalties" sans explications, plus il y a des facilités. Les entreprises "conseil", les intermédiaires de la corruption fleurissent.

Elles ne vivent que par la part prélevée sur les honoraires versés par ceux qui payent.

On paye pour gagner du temps dans les bureaux administratifs, pour avoir de l'eau, l'électricité, le téléphone...

Il faut toujours passer par les "commissionnaires".

On associe aux affaires les politiciens municipaux ou nationaux. On met en place des directeurs à ne rien faire, mais dont le nom facilite les tâches.

La fraude règne et les grandes fortunes trouvent ici le pactole. Tous les abus sont permis si l'on sait payer la graisse qui fait marcher les rodages.

INDONESIE. — Boom industriel, relance, croissance industrielle profitant à 20 % de la population qui s'approprie 40 % des revenus.

Trente millions de chômeurs.

PAKISTAN. — Pour avoir participé à des manifestations pour la liberté de la presse, douze personnes ont été condamnées à des peines de plusieurs mois de prison.

Des militants du syndicat de banque, incarcérés pour avoir lancé des appels à la grève.

SRY LANKA. — Le droit de grève dans le secteur public est supprimé ainsi que les grèves ayant un caractère politique dans le secteur privé.

Décisions gouvernementales après la grève générale du 27 septembre.

Note de la rédaction d'Information A.I.T.

Pour des raisons diverses, notre bulletin d'information en langue espagnole et française n'a pas pu paraître depuis le mois de juin dernier. Nous nous en excusons auprès de nos sections, de nos groupes et de tous nos militants.

Ne citons pas, puisque tout le monde en parle, les réalisations du socialisme probolchevik au Vietnam. Ni les émigrations massives, ni de la fuite éperdue des Vietnamiens du paradis communiste.

Les prisons de Thieu, n'ont changé que d'occupants. Aujourd'hui elles sont pleines de « saboteurs », de « réactionnaires », de « complotteurs »...

Sans aucun contrôle, les arrestations se multiplient.

La prison de CHI HOA (à Ochi min Ville) enferme plus de 10.000 prisonniers. Celle de Le Van Duyet a été agrandie. Les prisonniers y sont entassés à raison de 50 pour 32 mètres carrés.

Et en province la situation n'est pas meilleure. Les camps de « création et d'apprentissage », les « grands poulaillers » ne désespèrent pas.

ET EN EUROPE ?

Les chefs de la Charte 77 en Tchécoslovaquie lancent un appel aux chefs d'Etat signataires des accords d'Helsinki, sous forme de lettre ouverte.

Même si elle ne sert à rien, nous en sommes convaincus, parce que ces signataires oublièrent leur signature l'instant après, le document mérite d'être cité.

Les Tchèques citent la dégradation de la situation des droits de l'homme dans leur pays et les persécutions croissantes dont sont victimes toutes les personnes qui s'engagent pour le respect de ces droits.

Ils dénoncent l'action des commandos de police employant la violence physique de type terroriste et le chantage anonyme.

« Ecoutes téléphoniques, gestes photographiés ou filmés, correspondance interceptée, sont l'apanage quotidien de la répression. La police n'hésite pas à détruire une maison en la faisant sauter parce qu'elle servait de lieu de réunion aux contestataires écoutant la "musique pop".

Pertes et interdictions d'emploi, suspension de pensions de retraite, internements psychiatriques... toute la gamme des mesures de rétorsion est appliquée...

L'atmosphère du pays est une atmosphère de peur.

En Pologne, en Silésie surtout, agitation protestataire contre les dispositions gouvernementales sur la retraite aux agriculteurs. La nouvelle loi, qui entrera en vigueur en 1980, exige certaines conditions de cession des exploitations à des tiers ou à l'Etat, ce que les paysans n'acceptent pas. Et ils se refusent à payer les cotisations exigées sous prétexte que la loi avait été promulguée sans consultations préalables des intéressés.

Actuellement, seulement 15 % des paysans retraités polonais perçoivent une pension.

(Suite page IV)

MOSAÏQUE EUROPEENNE

BELGIQUE. — Fin septembre les ouvriers de l'industrie du pétrole en étaient à sa troisième semaine de grève. Les pétroliers belges firent venir leur pétrole de France et des Pays-Bas. Les appels à la solidarité ouvrière restèrent sans réponse.

A l'origine de la grève, le repliement de la BPR multinationale américaine sur les USA en laissant sans emploi et sans aucune indemnisation les 256 ouvriers que les autres pétroliers se refusent à embaucher.

GRANDE-BRETAGNE. — Le socialiste Calhagan limite à 5% les augmentations de salaires pendant un an encore, avec application de mesures de rétorsion à l'égard des industriels contrevenant à ces dispositions : suppression des crédits de l'Etat et retrait des contrats. Les dirigeants TUC se déclarent "dégus"

Ces déceptions permanentes ne les empêchent pas, chaque fois que l'occasion se présente, de venir financer avec les fonds syndicaux — ceux des spoliés par les mesures gouvernementales —, la propagande électorale des travaillistes.

Pendant les dernières élections le syndicat des employés fit cadeau ainsi aux travaillistes de 387 000 livres, celui des transporteurs de 273 000 et la métallurgie de 266 000, entre autres...

Série de grèves sauvages dans l'imprimerie, grève aux usines Ford touchant tout le pays (23 usines). La base débordant les structures syndicales ont déclenché l'offensive.

Menaces de grève chez Vauxhall et Leyland.

Grève des ouvriers boulangers.

Mineurs, sidérurgistes, employés municipaux, ouvriers du gaz, employés hospitaliers ; éboueurs, égoutiers, balayeurs, demandent des augmentations qui varient de 35 à 60%.

ITALIE. — Des assemblées unitaires, organisées par la CGIL (communistes) CISL (chrétiens) et UIL (socialistes) constituent la nouvelle manœuvre des directions syndicales pour obtenir une autolimitation du droit de grève dans le secteur public. Pour Marianetti, secrétaire adjoint des syndicalistes communistes, le mouvement ouvrier est maintenant conscient de la nécessité de limiter le recours à la grève. Déjà Lama, le secrétaire général, l'homme de la Svolta syndical, demandait une autodiscipline qui mènerait à une plus grande rigueur et une meilleure collaboration avec le capitalisme en crise. C'est la palinodie d'un marxisme en baisse, en crise de valeurs.

FRANCE. — La presse française inscrit dans ses pages, tous les jours, sans interruption, les conséquences de la crise et de la politique gouvernementale : fermetures d'usines et ateliers, dépôts de bilan, cessations de paiements. Corollaire permanent et naturel de tous ces "événements" : de nouveaux chômeurs lancés sur le pavé un jour après l'autre. Il y a belle lurette que le million est dépassé.

La liste des entreprises qui ferment leurs portes s'allonge chaque jour.

Et le syndicalisme collaborateur qui fait loi dans le pays, commence à envisager dans les discussions avec le patronat, la possibilité d'une cession progressive des acquis des luttes d'antan pour ainsi aider le grand capitalisme à sortir d'une crise qui ne sert à l'heure actuelle qu'à mieux défendre les intérêts des exploités.

Les caisses de chômage commencent à être vides, celles des assurances sociales sont en crise financière... et les chefs du syndicalisme pourri dont bénéficia le pays en sont honteux. Il faut faire quelque chose pour aider les pauvres multinationales et les industriels français à relever la tête.

ESPAGNE. — Grèves dures, lutte âpre, dans ce semblant de démocratie, le monde du travail en Espagne a fort à faire, face à un consensus de collaboration et de soumission que seule la C.N.T. combat. Tous les partis et les autres organisations syn-

dicales, s'intègrent dans la grande famille du manteau royal.

Contre l'action syndicale de base et les décisions des travailleurs, les organisations syndicales socialistes, communistes et autres signent des conventions décidées en accord avec les patrons et sur le dos des travailleurs en lutte. Ce fut le cas des ouvriers des postes d'essence, des marins pêcheurs du Levant, des paysans andalous, des ouvriers des ateliers de construction navale et tant d'autres.

Mais il y a en Espagne une organisation de masse, syndicale et révolutionnaire sur laquelle les travailleurs peuvent s'appuyer. Et la poursuite de la manœuvre politicienne sera dure.

Ils auront, c'est presque sûr, recours à la provocation et à la répression.

Mais le monde du travail n'est pas ni si aveugle, ni si soumis que l'on s'imagine, et les lueurs de la lutte ouvrière en Espagne risquent d'éclairer pas mal de chemins de révolte.

ALLEMAGNE FEDERALE. — Les industriels allemands comme ceux de tous pays connaissent les solutions à leur crise. Les usines Rollet à Braunschweig débouchent 250 ouvriers sur un effectif de 1 200. En même temps on augmente les effectifs de l'usine de Singapour à 4 000 personnes. La firme réalise ainsi une économie de huit millions de D.M. pour 1978. Et tant pis pour les chômeurs.

PORTUGAL. — L'Alentejo, les terres pauvres du Portugal, où les enjeux politiques de la révolution des œillets se donnent à cœur joie au double jeu d'influences, souffre aujourd'hui dans ses chairs et la chair de ses hommes, la répression économique, et les coups de boutoir de la réaction déchaînée.

Les terres de l'Alentejo furent collectivisées. Le P.C. fit main basse sur tout ce

qui fut possible en politisant une action purement ouvrière.

A son tour le P.S. essaya d'implanter son influence parmi les masses ouvrières de la région.

Parallèlement les uns et les autres menaient un jeu politique : à qui perd gagne.

Les influences du dehors, le financement des difficultés obtenu de l'extérieur à force de concessions, donnèrent comme résultat que les acquis, si modestes furent-ils, de la révolution, craquèrent jour après jour par le jeu couard des politiciens en place.

Aujourd'hui l'Alentejo voit les derniers espoirs de tout un peuple s'évanouir.

Les terres sont peu à peu rendues à leurs propriétaires, absentéistes héréditaires qui se dépêchent de les céder en fermages ou contrats d'exploitations à des tiers. Pour les ouvriers agricoles se dessine à nouveau le spectre de la misère d'autrefois, l'attente d'embauches imprévisibles, ou l'émigration.

Pour être dans la ligne d'une Europe syndicale selon les intérêts et les intentions des maîtres du moment, le P.S. a décidé la scission au sein de l'intersyndicale portugaise et la constitution d'une Union Générale des Travailleurs commencée par les structures de direction. Les deutschmarks des Socio-démocrates allemands et des syndicats DGB continuent à déferler sur la péninsule ibérique, pour faire barrage aux communistes, et cela conformément aux instructions des maîtres suprêmes d'au-delà de l'Atlantique. Comme l'Union Générale en Espagne, comme Force Ouvrière en France le protectionnisme capitaliste passe par les syndicales qui jouent le jeu des structures en place.

PROCHE-ORIENT : LA POUDRIERE

Accords de Camp David. Sous la houlette du président au sourire du sud, du coton et des arachides, les chefs d'Etat l'Egypte et d'Israël ont paraphé certains accords, conscients de la nullité des signatures, et de leur rôle de pantins d'une parade symbolique.

La paix au Proche-Orient n'est pas pour demain. Il existe encore trop de passions allumées, dont le feu est maintenu par de puissants intérêts.

Sadate et Begin, affublés de leur flamboyant prix Nobel de la Paix, ont lié leurs destinées et leurs pays aux intérêts sordides des puissances secrètes qui font l'Amérique.

Nous devons nonobstant, et pour rétablir un équilibre qui soit plus proche de la vérité dans ce coin du monde secoué par la guerre et par la mort, véritable paradis pour les marchands de canons, reconnaître que les opposants aux projets du trio d'une Paix bien minuscule, ne sont point plus sincères.

Syriens, Irakiens et toute la clique de dirigeants politiques des peuples arabes de la contrée, ont maintenu, et maintiennent, dans la ségrégation la plus absolue depuis des années les Palestiniens réfugiés dans leurs pays, afin de maintenir le feu sacré, de cette revendication territoriale qu'ils veulent historique.

Au nom de l'Histoire et de la préhistoire encore, toutes ces contrées seront un jour revendiquées — s'ils reviennent — par les grands reptiles du tertiaire.

Il semble ridicule de vouloir de part et d'autre, revendiquer l'absolue propriété de ces terres, si pendant des millénaires ces peuples ont vécu en paix et ensemble.

Et l'on arrive à l'absurde.

Comme au Liban où aujourd'hui on proclame la « terrible » incompatibilité entre la population maronite et les Arabes.

Comme ces temps derniers où, après de nombreuses années de convivence, Turcs

et Grecs de Crimée se découvrent mortels ennemis.

Luttes qui deviennent criminelles quand elles servent de prétexte pour tuer.

Pour saboter les accords de Camp David, pour provoquer un état de violence en faisant intervenir les Israéliens, les Syriens massacrent certains quartiers chrétiens.

Au nom de ces accords, et pour ne pas répondre à la provocation, les Israéliens qui, pour moins que ça, ont agi maintes et maintes fois, laissent tuer des milliers de ces chrétiens au Liban ; le jeu est le jeu, et les victimes sont toujours les populations civiles, les femmes, les vieillards, les enfants...

Les journaux sont pleins des pourparlers, des faits et des méfaits des grands leaders et des allées et venues des primés de la paix qui firent hier la guerre. Mais la vie même de chacun de ces peuples est une preuve de l'irréalité, du caractère artificiel des conflits mis en place.

EGYPTE. — Ceux qui ont accordé au président égyptien le prix Nobel de la Paix, semblent méconnaître les dispositions ségrégationnistes de caractère politique que celui-ci a fait prendre par le Parlement au début de l'été.

Projet de loi scélérate qui écarte de la vie publique, des postes administratifs, de la direction des syndicats, des industries et des centres d'enseignements, les membres de l'opposition, les athées, et les contestataires.

Même les milieux de la presse et la radio leur seront fermés.

SYRIE. — La répression ne désarme pas. A la suite du meurtre d'un dirigeant baassiste, quinze mille personnes ont été appréhendées par la police dont plusieurs centaines, maintenus en prison, sont sûrs que leur vie est en danger.

Les détentions sont toujours accompa-

GRECE. — Le procès de notre camarade Serifis a été suspendu, nous communique le représentant du secrétariat de l'Internationale déplacé à Athènes à cette occasion.

La Grèce démocratique, comme l'Espagne, a su garder en place les institutions et les hommes de la dictature.

Et Serifis est un ouvrier de 38 ans, révolté contre l'existence des syndicats fascistes montés par le gouvernement et ses collaborateurs. Accusé d'un assassinat commis par des policiers, toute l'instruction n'a été qu'un ensemble de manigances juridiques, et refus de preuves.

On sait que les balles qui ont tué l'ouvrier Cassimis procédent d'un pistolet de la police grecque. Mais les tribunaux s'en tiennent à la version policière.

A l'occasion du procès suspendu, un meeting très important s'est tenu à Athènes avec participation de représentants ouvriers de toute l'Europe.

CE FINANCIER DONT ON PARLE

Nous avons cité à deux ou trois reprises, le financement de certaines fonctions syndicales et leur mission. Comme leur origine que personne ne cache est la DGB allemande, citons quelques chiffres pour prouver que ces camarades ne sont pas en difficulté pour mener leur campagne.

Les fonds annuels de la DGB s'élèvent à 2 milliards de deutschmarks (4,4 de F). Les cotisations des 7 millions d'adhérents représentent la moitié de ces revenus.

Les terrains et immeubles, presque deux milliards de francs. Titres et valeurs mobilières : plus d'un milliard et demi. Le holding des syndicats (Banques, assurances, constructions, tourisme et distribution) représente 600 millions de francs. Et l'on voudrait que ces syndicats désirent un changement quelconque ?

gnées de tortures dirigées par le général Hiknet Chehabi, sorti d'un stage de recyclage de l'école de police de Washington.

Des instructeurs iraniens, spécialistes du lavage de cerveau, sont sur place.

En action, les policiers iraniens profitent des leçons reçues à l'école de police de Jordanie avec des professeurs américains, iraniens et allemands de l'Ouest.

IRAN. — Les sanglants et terribles événements vécus par ce pays où la répression se montre à la hauteur de ceux qui ont fait de l'Iran le gendarme du monde occidental dans ces régions du monde.

L'action des réseaux parallèles de répression opère à plein rendement. Les membres de l'opposition et leurs familles vivaient dans la terreur, et après les événements, continuent à craindre l'action de ces réseaux. Ils opèrent par menaces et insultes par téléphone : « la force de la Résistance » et « l'organisation de la vengeance » ont surpassé parfois la triste SAVAK.

Dix mille prisonniers politiques. D'innombrables disparitions. Sentences à huis clos ou non connues du public.

La révolte où tout un peuple a profité des appels de la droite réactionnaire chiite comme du front national, pour exprimer sa protestation, a été matée avec la bénédiction des USA, de l'URSS et de la Chine...

Des milliers de morts dans les rues, tandis que le Shah célébrait une garden party dans ses jardins où il invitait 120 banquiers : la crème de la haute finance internationale.

Blindés dans les rues et salamalecs dans les palais.

Le peuple panse ses blessures et pleure ses morts.

LUTTE ET REPRESSION EN AMERIQUE LATINE

(Suite de la page II)

lèvres, les genoux, les organes génitaux, etc.

— Le "sous-marin". Tête plongée dans une bassine remplie d'urine, d'eau et d'excréments.

— Le "sous-marin sec". La tête placée dans un sac de polyéthylène rempli de gaz.

— Le "chevalet". Le prisonnier nu est assis sur une barre de fer sans toucher le sol. Ainsi placé il est battu pendant des heures.

— Le "pau d'ara". Tête en bas suspendu par les genoux.

— La "parrilla". Attaché sur un grill sous lequel on place des charbons ardents.

— "El estaqueamiento". Jambes et bras écartés, attachés à des pieux, ou traînés par des chevaux. Et d'autres...

Comme déclarait Arquimedes Marcel, directeur de la prison Libertad (propos cités devant la Commission des relations Internationales du parlement américain, par un représentant de A.I.):

« Nous n'avons pas osé les liquider tous quand nous en avions la possibilité et un jour nous devons en plus les relâcher. Nous devons profiter du temps qu'il nous reste pour être sûrs de les rendre fous. »

ARGENTINE. — Les formes de l'hostilité : Les montoneros (conjonction de courants marxistes, nationalistes, péronistes, catholiques de droite) avec, comme objectif, le renversement du pouvoir et les aspirations à l'implantation d'un autre — si possible totalitaire, comme l'actuel.

Le peuple désabusé, terrorisé, victime de tous les coups d'Etat, payant toujours de sa personne les révoltes, sans résultat pratique. La classe des travailleurs, terre à terre, mais désarmée devant la trahison de tous les milieux politiques et surtout des milieux communistes, aujourd'hui derrière la dictature. Ecueur d'une CGT qui, hier, se vendit au péronisme et qui, aujourd'hui, est contrôlée par les militaires, ce qui ne représente finalement qu'un changement de maître...

La classe politique incapable de faire quelque chose est prête à toutes les compromissions.

C'est l'euphorie chez les privilégiés : producteurs de céréales, industriels et spéculateurs.

Licenciements massifs dans les chemins de fer et exode vers le Brésil.

Dans ces conditions d'exploitation de la misère il n'est pas étonnant que l'Argentine trouve facilement des emprunteurs et des clients. L'URSS en est le premier.

La cour des gouvernements d'occident est prête à tout envers Videla.

Le délégué argentin est membre de la sous-commission des Nations-Unies pour les droits de l'homme, élu par 26 voix sur 32...

CHILI. — La DINA (la police politique), dissoute par Pinochet, a été remplacée par le CNI (centre national d'informations), ce qui veut dire... on prend les mêmes et on recommence sous un autre uniforme...

Mais la DINA n'était pas le seul organisme de répression ayant fait disparaître des opposants au régime de Pinochet.

D'après les déclarations d'un ancien collaborateur du régime, mouchard et dénonciateur, il y avait dans le pays sept services d'information, même si la DINA était la plus importante. Dans ses déclarations il dénonce que l'on changeait le nom des détenus pour éviter toute recherche. Par la suite un agent de la DINA sortait du pays avec le nom du détenu et l'impunité était assurée même en cas de décès du torturé.

BRESIL. — Grèves dans les usines de la banlieue de Sao Paulo, touchant l'automobile, les pneus, le matériel électrique, le textile, la chimie, l'alimentation, l'électrometallurgie, les laboratoires. Ces grèves sont suivies d'autres dans plusieurs villes du pays.

Un fait de plus, comme autant d'autres dans le pays et qui restent toujours impu-

nis : un gros propriétaire de la région de Alto Araguaya se sert d'une armée privée pour tuer 42 paysans dont il convoitait les terres.

Dans les villes c'est l'escadron de la mort qui opère. Ses victimes se comptent par centaines depuis le début de l'année. Comme toujours les cadavres portent des traces de torture et sont criblés de balles.

BOLIVIE. — Au cours de l'été dernier de graves incidents entre les paysans et les forces de l'ordre établi, à Coripatas.

Contre les mitraillettes des forces armées les paysans ne disposaient que de pierres et de batons. Plusieurs morts.

EQUATEUR. — A Milagro, près du port de Guayaquil, les 2 000 travailleurs des sucreries d'Aztra (lieu des sanglants événements d'octobre 77) se sont mis en grève.

GUATEMALA. — La ville de Panzos, dans le nord du pays, théâtre de lourds combats entre travailleurs agricoles et forces gouvernementales.

Bien que la version officielle cite l'assaut de la caserne par les Indiens qui occupaient les terres, les soldats ayant riposté en légitime défense, en réalité l'armée tira contre ces ouvriers qui manifestaient, protestant contre les injustices évidentes des distributions de terres.

Dans la capitale plusieurs manifestations dénonçaient cette action de la police comme un meurtre collectif.

Les Indiens du Guatemala qui constituent 60% de la population sont considérés comme des marginaux par les gens des villes. La moitié du revenu national est concentré entre les mains de 5% de la population : les grands propriétaires terriens. La population rurale vit dans la misère avec un revenu annuel d'un peu plus de trois cents francs.

Et le vol des terres aux Indiens continue.

Selon un rapport de la société anti-esclavagiste, en dix ans plus de 20.000 paysans, étudiants, universitaires et personnalités politiques ont été tués par les escadrons de la mort et les gardes publics des haciendas, pendant la durée de leur condamnation à des travaux forcés.

PEROU. — Grève de solidarité des mineurs pour obtenir la réintégration de 400 licenciés pour faits de grève. Toutes les mines de l'Etat furent ainsi paralysées au mois d'août dernier. Quarante mille mineurs et métallurgistes en lutte.

Ils réclamaient des augmentations de salaires de l'ordre de 25%, le coût de la vie ayant augmenté de 50% en huit mois.

— Grèves tournantes dans les banques.

— Arrestations de grévistes.

— Couvre-feu aux mines de Marcone.

— Occupation de l'Université de Lima.

— Intervention des blindés de la police faisant plusieurs morts.

NICARAGUA. — Manifestations, grèves, intervention des forces sandinistes d'opposition, insurrection dans plusieurs villes. Répression sans précédent. Soulèvement général et grève partout. La Garde Nationale, les prétoriens de Somoza, formés par des tacticiens américains, opérant en force, le nombre de victimes est en proportion à la sauvagerie de la répression. Le mouvement nicaraguayen fut la révolte de tout un peuple, contre la tyrannie d'une famille, les faisant vivre sous un pouvoir féodal protégé par le grand voisin du nord.

Des centaines de morts, des exécutions en masse. Le monde ne s'en émut point.

La révolte matée, 16 000 personnes ont pris le chemin de l'exil vers le Costa Rica et le Honduras.

MEXIQUE. — Quatre morts et quarante blessés faits par l'armée au cours des affrontements entre manifestants et la police à Matamoros, courant juin.

Les ouvriers de l'Usine de la Caridad en grève, la C.M.T., la puissante et soumise centrale syndicale mexicaine donnait aux ouvriers un ordre de reprise du travail.

Refus des grévistes et intervention de la police procédant à l'arrestation de 80 grévistes.

LA NOUVELLE ESPAGNE COMME CELLE D'HIER

Conformément aux vœux de la droite espagnole et de ses collaborateurs politiques de toute couleur, la nouvelle constitution est passée.

Les grands gagnants : la mafia des cathédrales.

L'article 15 proclame que les pouvoirs publics tiendront compte des croyances religieuses de la société espagnole et maintiendront des rapports de coopération avec l'EGLISE CATHOLIQUE et les autres confessions.

Les communistes, par la voix de leur chef charismatique, ont déclaré que cet article tient compte du « poids spécifique de l'Eglise Catholique » en tant que force morale. Et de dire : « nous qui voulons le socialisme nous ne tenons pas à nous affronter avec une force qui a fourni la base idéologique de la CRUZADA (le soulèvement franquiste de 1936) et qui pourrait donner aussi sa participation idéologique à un mouvement de résistance contre la démocratie et le socialisme ».

La phrase ne mérite même pas un commentaire. Elle dépasse tout. Suite à cette politique de mansuétude, un impôt religieux est décrété. Tous les Espagnols payeront leur église selon le décret. Et les athées, n'ayant pas de croyance, verseront cet impôt aux caisses de l'Etat qui, lui, ne perd jamais le nord.

L'impôt remplacera les apports actuels de l'Etat à l'Eglise. Six milliards de pesetas annuels de subventions et sept milliards à l'enseignement religieux.

Aidant ainsi, des deniers des contribuables espagnols l'une des puissances financières les plus importantes de l'Espagne. L'Eglise espagnole non seulement possède 100.000 hectares, mais de nombreuses propriétés immobilières, toutes exemptes d'impôt, des établissements bancaires et des industries etc.

Cette politique religieuse n'est qu'un échantillon.

Regardons d'un autre côté. Le Nouveau pacte social, que l'on prépare.

Camacho, le leader communiste des CC.OO., déclarait récemment :

« Les accords de la Moncloa ont été la base économique et sociale du consensus obtenu lors du débat constitutionnel » : « sans eux nous aurions une constitution conservatrice et un gouvernement de centre droite avec de graves tensions sociales. »

Et qu'est-ce qu'il y a aujourd'hui en Espagne ? Une constitution conservatrice, un gouvernement de centre droite et des graves tensions sociales...

Donc les accords de la Moncloa n'ont servi absolument à rien sauf à assurer la survie des héritiers du franquisme. Qu'à cela ne tienne. Les communistes en sont contents et ils en veulent un deuxième de rechange. Les socialistes ne sont pas chauds. Ils voudraient par contre, en vue des perspectives électorales que le nouveau pacte se fasse entre patrons et syndicats, pour laisser les mains libres aux Partis.

L'U.G.T. et le gouvernement parlent d'un compromis d'un an. Le P.C. en voudrait pour trois ans.

L'UGT et les CC.OO. sont prêts à tout rapprochement avec le patronat et ces conditions : liberté de licenciement, mobilité de l'emploi, réglementation du droit de grève.

Joaquin Almunia de l'UGT déclarait récemment :

« Nous savons que nous ne pouvons pas être irresponsables. Nos adhérents sont plus mûrs qu'il y a un an. Nous autres, Espagnols, nous sommes finalement des modérés... »

Tellement modérés, les gars du Parti socialiste et de l'UGT, qu'ils font partie de la tribu de ceux qui ont adopté la loi contre le terrorisme avec des dispositions qui vont très loin : garde à vue des détenus, écoutes téléphoniques, ouverture légale de la correspondance, etc.

Loi contre le terrorisme au détail, car celui en gros, celui des policiers à Renteria, au mois de juillet dernier, mettant à sac la ville et les magasins (exception faite des magasins pro franquistes), celui des policiers tirant contre les manifestants de la Diada, le 11 septembre, à Barcelone, ce terrorisme fait partie des mesures de « sécurité du régime ». Avec la bénédiction socialiste et communiste.

Tout en étant grave, cette attitude des politiciens espagnols ne ferait que montrer leur propre personnalité, si ces attitudes et comportements n'étaient pas en même temps une trahison éhontée des intérêts des travailleurs et un sabotage envers leurs actions revendicatives.

Nous pourrions leur dire : allez pour votre malheur avec la collaboration politique, mais laissez les ouvriers mener leur propre combat sans vous en mêler pour les trahir.

L'exemple de la grève des employés des postes d'essence — « los pompistas » — a été un exemple.

Contre le critère majoritaire des ouvriers, presque tous de la C.N.T., contre les décisions des assemblées, contre les conventions collectives approuvées pour Barcelone, les leaders des CC.OO. et de l'UGT dont la représentativité est nulle dans le secteur, ont signé des accords avec les patrons.

Contre l'action de la coalition patrons-Etat-Syndicats socialo-communistes les ouvriers se lancèrent à la grève. Ce fut un conflit dur. Pour la coalition du pouvoir il s'agissait de ruiner la C.N.T. et ses perspectives révolutionnaires.

La police dispersa les piquets de grève, opéra des arrestations, blessa des grévistes, mit des militaires dans les pompes à essence.

Et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. C'est l'exemple de tous les conflits qui s'opposent aujourd'hui pour des raisons toutes naturelles au consensus si loué.

Il s'agit d'une lutte exemplaire entre deux conceptions différentes et opposées. Le conservatisme lié à la politique parlementaire du consensus et la servitude, et la défense de l'espoir dans le monde ouvrier d'une amélioration constante des conditions de vie, en rupture avec toutes les compromissions menant à la stagnation.

Dernier volet de ce tour d'horizon : la campagne andalouse. Cent mille chômeurs. Rien n'a changé depuis 60 ans. Cent mille sans pain avec un seul espoir, l'émigration temporaire, la transhumance de la sueur paysanne. Sinon, c'est la famine. Et Sabrido des CC.OO. parle seulement « d'éviter le désespoir ». A Séville un quart des ouvriers agricoles sont au chômage. C'est encore pire à Almeria et Jaen. Personne ne perçoit d'allocation chômage ou autre.

Les syndicales politiques préchent la patience conformiste et l'espérance. Comme les soutanes le faisaient jadis.

La tendance est à l'aggravation : On arrache les oliviers, la betterave et le coton. Les gros propriétaires préfèrent le blé et le tournesol à culture mécanisée.

Partis politiques et Syndicales à leur solde n'osent même pas parler de réforme agraire. C'est toujours le règne des latifundia.

TRAYECTORIAS DESVIADAS

LOS POETAS y el MILITANTISMO POLITICO

El tema que hoy glosamos nos lo sugiere la lectura, por segunda vez, de los *Ensayos y Artículos literarios* del poeta peruano Gustavo Valcárcel, dimisionario, en 1951 del Partido Aprista Peruano, de textura liberal y hasta libertario, en sus heroicos tiempos, para abrazar la filosofía marxista - leninista - stalinista, como él mismo nos informa en estas citadas obras, elaboradas en México, donde estuvo desterrado por la dictadura del déspota General Odria.

Este eximio y enjundioso escritor, que honra las letras castellanas a niveles elevadísimos, con una belleza estilística y un arte envidiables, en su exposición de imágenes y de hechos históricos, cae de este pedestal literario cada vez que articula unos determinados temas en los que, por razones ideológicas, pone especial empeño a glorificar y ensalzar a «la gran Unión Soviética, patria socialista del proletariado universal» y a sus colegas poetas y artistas que, como Valcárcel, eran y son (los que aún viven) conformantes de la Internacional Comunista.

Así, este relevante escritor pone énfasis en destacar las figuras señeras del mundo literario y artístico latino-americano tales como los peruanos César Vallejo y José Carlos Mariategui y los pintores mexicanos, Diego Rivera, David Alfaro Siqueiros y José Clemente Orozco, dedicados todos ellos a trastocar los valores y arte burgueses por un «mundo social nuevo», (léase stalinista).

Reiterando en sus apologías en favor de Vallejo, (quizá más que por otra cosa por sus identificaciones de orden ideológico) Valcárcel nos dirá: «... por el juego natural de sus coordenadas vitales abraza Vallejo la causa de la Revolución y, luego de su detenido estudio de sus teorías, ingresa en el partido que a ella conduce por el camino más corto». «Importa mucho esta noticia para justipreciar plenamente la última etapa poética de Vallejo, en la cual si bien incide en motivaciones de clara vinculación con la causa del proletariado, lo hace con tal altitud lírica que nadie se ha atrevido a calificarlo de demagogo o planfetiario». «Era lógico y congruente que quién, como Vallejo, desde su prisión en el Perú hasta su persecución y expulsión en Francia, desde sus bohémias hambres de Lima hasta su «santa miseria» de París, fue personaje de adversidad, héroe de la desventura, protagonista de la expoliación y víctima de la injusticia capitalista, luchara porque la sociedad de su agonia (causante de su muerte) desapareciera dando a luz un mundo con pan para todos y rosas para todos...»

¿Rosas!? Dardos venenosos, yugos y balas, deportación y muerte, lágrimas y dolor, todo ello en cantidades oceánicas, es cuanto nos han dado la Unión Soviética y los países que conforman la Internacional Comunista.

De ahí, es que cabría preguntar: ¿es correcto, ético, moral, en los poetas su militancia en partidos políticos de signos dictatoriales, donde el despotismo estraga de multipolar manera, que somete al hombre a la obediencia ciega e irresponsable, a un silencio forzado (so pena de verse represionado) y, como colofón de tantas indignidades, vivir indefinidamente bajo el terror gubernamental, tecnocrático y lideril? Nuestra respuesta es un **NO** rotundo, y no vacilamos en declarar que quienes aporten opiniones opuestas, es decir, justificativas a estos oprobios, se denigran ellos y denigran a los buenos poetas, a quienes su «caminar por las ciénagas del mundo, con fango hasta el cuello», como nos dijo el bueno de Federico G. Lorca, es para acercarse al hombre con su canto de amor y de paz para hacerlo mejor y tratar de elevarlo, con contenido y belleza, hacia los pináculos humanitarios, a la libertad.

Nuestro poeta incriminado, Sr. Valcárcel, en su crítica de la poesía decadente, rimada y cantada, por

poetas del mundo burgués y frívolo, la acogemos con aplausos y no menos admiración por las formas, que dan a sus expresiones belleza y encanto. Mas ello no es todo; no colma las aspiraciones de las grandes mayorías, en las que nos contamos, que clama justicia, la buena y no adulterada justicia.

Si el mundo burgués, a través de sus dirigencias y liderazgos, no puede resolver los graves problemas por los que este mismo mundo se agita en su contra: miseria, pauperismo, injusticias, criminalidades, guerras, terror, etc., y que a pesar de este desbarajuste moral, material y cultural, hubo y hay poetas frívolos y reaccionarios que con su «arte y su belleza», ensalzan los valores de esta burguesía que, por decadente no menos abominable, razonablemente puesta a blanco por los tiros de Valcárcel, la conclusión a que llegamos, luego de comparar una y otra cosa, es que la concepción de vida soviétizada o comunizada autoritariamente, no es mejor que la enmarcada por sello burgués. Ambas concepciones son dignas sólo para el arrastre... Y en suplante de ellas, debemos asegurar que tan sólo una contribución decidida, altruista, antidogmática y antidictatorial de los poetas que no «toman el camino más corto para llegar a la revolución», como hizo César Vallejo inscribiéndose en el Partido Comunista Español, en 1937, podrían crear los materiales idóneos que nos llevarán por la senda de la justicia y de la libertad, mediante la conocida dialéctica de los «tres pasos hacia adelante y uno para atrás...»

Esto de «por el camino más corto», es puro egoísmo y por lo tanto reñido con la ética, que deberá observar todo poeta que se precie de tal; es algo total y completamente opuesto a la filosofía socialista, en su verdadera y cabal significación.

Ello, este repetido «camino más corto», nos hizo el mismo triste efec-

to a lo manifestado, años ha, por cierto compañero nuestro, que luego de expresarse sin renuncias y muy anárquicamente durante un largo periodo no menor de 38 a 40 años, nos vino con desfallencias y dotado de criterios estadísticas, creyéndoles saludables. Todo porque al mirarse en el espejo observó dibujados en su faz unos «surcos», pintados por el tiempo... Y el hombre ansiaba la plasmación de su anarquía antes de «virar la esquina» (morir), como dicen los sud-americanos. ¡Malditos egocentrismos!

Para nosotros, el punto de vista vallejiiano y su ejecutoria los reputamos lamentablemente erróneos, pues el asumir una responsabilidad militante que lo etiquetaba como miembro del Partido Comunista, al mostrarse incomprensiblemente partidario de un tal signo político, en cierta medida aquel poeta se invalidaba a sí mismo, pues su rima, su expresión y su grito descarnando en sus más profundas raíces el drama español, (guerra civil 36-39) olvidó, por razones ideológicas, que tras nuestro drama en su conjunto frente al fascismo negro, se generó otro drama de apocalípticas proporciones en Barcelona, precisamente en aquellos momentos y año de 1936, en que Vallejo pedía el carnet del Partido Comunista, en la capital catalana. Y aquel horrendo drama, que costó muchos centenares de muertos, fue provocado y alentado por los elementos del Kcomintern, mandados por Stalin, en su empeño de acabar con la fuerza más representativa del antifascismo español, el Movimiento Libertario, y subsiguientemente dar el traste con el pluralismo, de cuya estructura liberal éramos nosotros los más celosos guardadores, impliéndolo la instauración de la dictadura roja, otro fascismo de distinto color...

En este orden de ideas, Valcárcel se lamenta de ciertas individualidades que rechazan la intromisión de la política en los menesteres artísticos, que se desdeña a los escritores con militancia ideológica o, simplemente, se hace la apología de las creaciones oníricas, (soñadoras).

Por nuestra parte, lejos estamos de oponernos a toda tentativa del individuo, conforme del mundo del arte y de la poesía, en su toma de posición por una ideología, pero, ¡Ah...! a condición que ella marche en consonancia con el espíritu de liberar al hombre de toda obligación y sanción impuestas.

Todo militantismo político de los

poetas y artistas que no se ajustara o que voluntariamente omitieran esta ética fundamental, serán todo lo que quieran, inclusive buenos escritores en la forma, en belleza, más para nosotros carentes de contenido esencial, dimisionarios de la verdadera moral social.

Por otra parte, y para que el sonrojo prenda vivo en la faz de esos poetas y artistas vinculados a la Internacional Comunista, nos es dable transcribir, aquí y ahora, esto que sigue:

«... Citado por Trotski, Lenin dijo: La revolución tiene que ser con baño de sangre.» «Y afirmó igualmente que un verdadero comunista debe de saber organizar el terror de manera despiadada...»

¿Podría, cabalmente, ningún poeta suscribir estas expresiones? Y como hemos visto, en el transcurso de los años, esa sangre que Lenin pidió, correría a raudales.

Veamos a continuación las cifras que nos ofrece Jean Dujardin recién publicadas en «Figaro-Magazine». «... El Goulag resulta la institución más floreciente de la URSS.» «El número de detenidos en los campos de concentración pasa de 1,5 millón en 1930, a 3,5 millones en 1933, a 6,5 millones en 1936; será de 11,5 millones en 1938, de 13,5 millones en 1941.» «Esta masa de hombres está repartida en cuatrocientos cincuenta campos, organizados en columnas de 600 a 800 deportados.»

«Territorios enteros, como en Nueva Zembla y sobre el Kolyma, son los lugares de trabajos forzados y de exterminio.» «Entre los prisioneros figuran también extranjeros: **republicanos españoles** (el subrayado es mío) y comunistas alemanes.»

Dado que el documento que nos brinda el Sr. Dujardin es muy extenso y no queriendo abusar de las páginas de nuestro periódico, nos limitaremos a extraer del mismo, omitiendo todo texto acompañatorio y de detalles, el total de las personas inmoladas, precio que debió pagar para afirmar el comunismo en las naciones de su dominio, en muy especial modo, como se comprenderá, en la URSS y en China Popular.

«Desde 1917 a 1959 el costo humano del comunismo en la Unión Soviética se estima en 66,7 millones los muertos.»

En cuanto a China Popular, el Sr. Richard L. Walker nos dirá: «La evaluación de los muertos chinos no es inferior a 63,7 millones», en cuya masa cadavérica se asienta el comunismo chino. «Esta cifra es la que más prevalece generalmente.» «Estimaciones más fuertes, que van hasta 86 millones de muertos, lo publica, «Free China Relief Association», (junio de 1978).

A toda esta apocalipsis, a estas miríadas de muertos hay que agregar las masacres en Camboya que se estiman en dos millones y medio, y omitimos, asimismo de citar las cifras, muy cuantitativas de las represiones en Europa Oriental.

Con un balance así de espantoso y crispatorio, yo me pregunto hasta que punto podrían existir poetas y artistas, preciándose de tales, anidando en sus pechos la bondad, la virtud y un sano altruismo, poseedores de un carnet que acredita su militantismo por una ideología asentada sobre un océano de cadáveres...

R. SERRAROLS

R I P I O S

BUENOS AIRES

Juan Carlos y su esposa Sofía han estado en Argentina para consolidar los lazos de hispanidad. En la Conferencia de prensa, dijo: «Hay que respetar los derechos humanos.»

Juan Carlos no vaciló estrechar las manos del dictador argentino. El sistema Videla, es idéntico al que desarrolló el Caudillo para mantenerse en su órbita, debe de aniquilar a todo aquel que se interpone en su camino, sean argentinos o de la nacionalidad que sean, la protesta del mundo laborioso es unánime, pero el general Videla no cederá un pelo, a pesar de sus «nobles» sentimientos católicos. Según la prensa española la conferencia fue fría y cautelosa.

En resumidas cuentas, Juan Carlos, ha ido a fumar «de calumet de la paix» con el sanguinario pampero, gesto que viene a afirmar la concommitancia que existe entre Estados dirijidos por la misma brújula.

MADRID

El semanario del P.C.E. «Mundo Obrero», pasa a ser cotidiano, como normal ha defendido el sí a la Constitución.

¿Qué podemos añadir a esta decisión? ¡Nada! Tal resumen, es más implícito que todos los discursos que podemos hacer, sólo nos cabe decir: el Partido Comunista Español al servicio de la Monarquía.

TIO PACO

VIOLENCIA TERRORISMO REPRESION

CONFERENCIA - DEBATE EN BARCELONA

BARCELONA. — Antes de dar comienzo al acto, coge el micrófono el secretario y miembro del Comité de Huelga del mercado del Pescado. Hay 600 personas implicadas en el conflicto, 400 afiliadas a C.N.T.; recuerda la solidaridad imprescindible en toda lucha, también que el hecho de ser mayoría C.N.T., implica una responsabilidad, ante la marcha y solución del conflicto; termina con un viva a la Confederación que es co-reado.

Se pasa ya a los ponentes del acto: Martín Artajo, L. Andrés Edo.

Artajo (hijo) propone las tesis siguientes (recogidas no en su totalidad) para enfocar el tema: Un sindicato, una organización puede ser revolucionaria, o no, contrarrevolucionaria, o no, según la lista de fines que se proponga.

Un sindicato que en su lista de fines no ponga más que reivindicaciones, etc., no es revolucionario en principio, pero no quiere decir que no lo sea en su dinámica.

Un sindicato, una organización, que en sus planteamientos fundamentales incluye la abolición de clases, la revolución social, es por definición revolucionario.

La C.N.T. es una Organización revolucionaria, anarcosindicalista por definición.

«Mientras que a los ciudadanos del Mundo nos toque vivir en un mundo de oprimidos, y mientras la violencia estatal se ceba sobre nosotros, la única actitud frente a los opresores digna, implica la violencia revolucionaria.»

«Una posición coherente como intelectual con rigor crítico, frente a la violencia social, no puede ser más que rechazar su definición oficial por sectaria y falaz, falsa.» «La violencia de los explotadores contra los explotados.» «Hay que condenar a los promotores de la violencia, los que tiraron la primera piedra: EL ESTADO.» «Un revolucionario integral no tira la primera piedra, pero no ofrece la otra mejilla.» «Los reformistas no son revolucionarios, sino evolucionarios.»

Usa en su argumentación a Kropotkin, Bakunin, etc., citando referencias como la de «Paz a los Hombrés, guerra a las instituciones.»

Hace por último unas tesis que se refieren a «Parece necesario un estudio de compromisos coyunturales, excluyendo el de la violencia física contra las personas.» «Se dice de Pacto o Tratado, nunca de tratado de paz, por definición, la Revolución Social, es incompatible y antagónica, con cualquier pacto o tratado.»

«Entre estas treguas el comportamiento revolucionario sería el de los medios de lucha tradicionales, huelgas, críticas, etc.»

«C.N.T. no es legalista sino ilegalista, pero en ninguna manera le interesa ser clandestina.»

«La ruptura por el Poder, de la dinámica obrerista sería motivo de ruptura de estas condiciones.» Por último dice: «Frente a la Ley antiterrorista la postura de C.N.T., es la que está llevando adelante.»

Pasa la palabra al otro ponente Luis A. Edo, éste dice que suscribe casi todo lo expuesto por Artajo, pero hará algunas matizaciones.

El «asume la violencia, la lógica de la violencia, ¿pero, de qué vio-

lencia se trata? Encuentra y entiende «que el fenómeno de la violencia es un fenómeno fatal, mas, siendo el Estado Natural del individuo la Libertad, cualquier individuo que emplee violencia para restablecer esa libertad, está haciendo **evolución creativa.**»

En lo colectivo también asume «a nivel de todo el Movimiento Libertario, aunque debido al alcance de los efectos de la violencia colectiva, éste se ve en la obligación de racionalizar esa violencia creadora» a partir de este momento entronca en los planteamientos de Martín Artajo.

Pasa a una crítica de las Instituciones que ejercen una incidencia del Estado. «El ejército según la concepción burguesa está hecho para defender al pueblo contra la opresión exterior, esto es una falacia, sirve al Estado para conculcar los derechos humanos, las libertades del individuo, etc. El español encontrará una situación paradójica en el 'proceso democrático', lo único no tocable es el ejército. Sin embargo, éste está compuesto de ciudadanos, y portanto sometibles a crítica como todos los demás.» «Además resulta que este ejército no ha ganado una guerra desde hace un siglo; ha perdido el culo en Africa y permite la invasión extranjera en Gibraltar.» «Este ejército fue el primero en conculcar la legalidad republicana en el 36 y contiene especímenes como el coronel Aimart: 200.000 penas de muerte.»

Continúa con la crítica a las Instituciones del Estado: «La policía está creada para defender intereses ciudadanos (según los burgueses). La realidad es que se utiliza para aplastar también al pueblo.»

Cuerpo General de Prisiones «esta es una institución del Estado que más que la policía está constituido por el bunker», sintomático es que «al final de la guerra, cuando la desmilitarización, casi todos los alféreces ingresaron en el Cuerpo de prisiones, como una forma de seguir la guerra.» «Hoy es la continuidad de la situación de pre-guerra.»

Analiza la situación carcelaria e historia «normalmente a través del tiempo, el preso social o preso anarquista hacia causa común con el resto de presos; con la aparición de un nuevo tipo de preso: el preso comunista, esta vinculación se rompe.» También se refiere al «Marco terrorista de Empresa, el que no ha cambiado nada», extendiéndose en el tema y termina.

Intervienen los asistentes: Uno, «No se ha tocado el aspecto de grupos de la izquierda, GRAPO, COPEL, necesidad de elaboración y estudio de las causas que generan el que una serie de personas se dediquen a ejercer la violación.»

Juanjo Fernández: «Somos militantes de clase de la C.N.T., no se ha hablado del terrorismo en las relaciones de producción; sorprende que seamos incapaces de dar respuesta; habla sobre «violencia de clase; abstraccionismo, sabotaje, obstrucción, etc.» Sigue extendiéndose en el tema abordando «otros niveles en que la violencia puede ser asumida.»

Otro: «Se ha hablado con énfasis del ejército y éste solo se utiliza en un segundo plano: «Desde los tribunales se monta el poder legislativo,

jurídico, etc., si esto falla, entonces interviene el ejército», «la Iglesia también es un aparato de terror.»

Otro: «La guerra se perdió por falta de unión, se ha pasado todo el tiempo en cárceles, el terrorismo está en el capitalista en todas sus vertientes.»

Uno del PORE y de Construcción CNT: Propone que «el tema se centre en la sociedad que usa la violencia, los trabajadores usan la violencia; ¡la violencia de masas!», «los presos políticos no son iguales que los comunes.»

Mujer del PORE: «Hay que sacar algo en claro, el terrorista es el Estado burgués.»

Grima: «Hay que luchar contra el conformismo, terrorista es el uso del Estado.» «Hay que dotarse de instrumentos que nos ayuden a ligar contactos con compañeros de otros países.» «España se está germanizando», «hay que transformar la vida cotidiana.»

Otra, S. Enseñanza: Se refiere al «terrorismo en la enseñanza, el cual no se ha tocado, es fundamental apuntar sobre el tema.»

Otro: «Todo es terrorismo, esperar el autobús, etc.» «la ley antiterrorista nos afecta mucho, muestra como el Estado puede incluso usar las leyes», «contra la violencia institucionalizada, en un determinado momento, habrá que usar la violencia de abajo.»

Mujer: Interviene tocando aspectos de coyuntura, así «la violencia no convence pero vence», refiriéndose al Poder.

Otro: «El terrorismo es una frase nueva inventada por el fascismo y racismo internacional para desmantelar los organismos revolucionarios.» «El revolucionario es el progreso.»

Mujer: Que haciendo un resumen breve, cuenta su actuación de enviar una poesía al Gobernador Civil, por lo de Agustín Rueda, así como al ministro del Interior; recita el poema.

Edo contesta a algunas intervenciones, otro lo interpreta y vuelve a contestar; sigue una intervención que «C.N.T. debe dar una respuesta política en cada momento», «CNT, debe bajar a la calle, no como ahora que hay sitios que están en un piso», «Aunque hable de fútbol la gente, es mejor que lo haga en nuestros locales.»

Otro: «Falta ideal para sobrevivir a todos los niveles» y el último que diría «lo importante es romper en nuestros medios el tabú de lenguaje de la burguesía.»

Este fue un debate y exposición de un tema importante para el proletariado, hay que dejar sentadas algunas cosas antes de terminar:

Todo lo expuesto (y cara a su utilización por polizontes, autoritarios y demás herbajos), no puede ni tiene ningún valor expositivo de NADA lo que se reseña es solo un muestreo de frases incluso incompleto, pero que están dentro de un contexto, como este contexto obviamente no está recogido las frases no TIENEN VALOR de utilización alguno. Quede lo dicho para lo que fuere.

F. GARCIA CANO

Tarrasa, 5 diciembre 78.

INGENUIDADES SOLIDARIDAD

Supongamos... que me aseguro contra incendio, robo y otras calamidades. Pago, por ejemplo, una prima anual de 10.000 pesetas.

Se lo comunico a mi compañera y ésta me dice: «No has descubierto el mundo, ¿sabes? Los vecinos de esta urbanización están casi todos asegurados; y, quizá, los de las demás urbanizaciones o inmuebles; y hasta los de todos los pueblos de España. ¡Vete a saber!»

Rápido, hago mis cálculos. Para esto me creo un «hacha»...

Esta urbanización o manzana de casas tendrá unos cien vecinos. Total recaudado por la compañía aseguradora: Un millón de pesetas.

En mi pueblo, quitando a muchas familias que disponen de lo justo para vivir y no temen al fuego ni que les roben lo que no tienen, habrá unas cien manzanas de casas. Total recaudado en el pueblo: 100.000.000 de pesetas.

En España, abarcando pueblos inmensos y pueblos pequeños, digamos que, unos con otros, hay 100. Hago la multiplicación; total recaudado: 10.000 millones de pesetas.

Me pongo a pensar...

Los grandes siniestros, son por lo regular los de empresas comerciales de importancia que les meten fuego para encubrir calamidades inconfesables. Si en «mi» urbanización ha habido un que otro siniestro de poca monta, pongamos que en las demás ocurre lo mismo y las compañías aseguradoras han pagado (es un decir) un promedio de 250.000 pesetas por manzana. El total que desembolsarían sería de 2.500 millones de pesetas.

¿Qué «misericordia» queda en poder de las

mismas para el papeleo y beneficios? Nada menos que 7.500 millones de pesetas.

Si este ejemplo lo hacemos extensivo a los demás riesgos: pedricco, accidentes de trabajo, de vida, accidentes de mar, rotura de cristales, responsabilidad civil y de terceros, transportes de pasajeros y de mercancías, etc., etc., entonces llegaremos a comprender el por qué de la fuerza que tienen las Compañías de Seguros en la sociedad actual con sus ingentes y limpios beneficios y por qué son uno de los más firmes pilares de todos los gobiernos.

Pero, me pregunto ingenuamente: ¿Qué aseguran las compañías de seguros?

¿Evitan los siniestros? ¿Evitan las catástrofes? ¿Impiden la destrucción de riquezas para que el género humano no pierda o malgaste energías y vida?

No. Lo que hacen es coger con una mano 10.000 millones de pesetas para, con la otra, devolverles 2.500 millones; aureolándose además con adjetivos tales como benefactores de la Humanidad... o algo por el estilo.

Y sigo preguntándome: Si las compañías de seguros no tienen varitas mágicas que impiden las catástrofes, ¿por qué la colectividad humana no desentierra la palabra «solidaridad» para sustituirse a aquellas?

Figuraos: en vez de derrochar los diez millones de energías del ejemplo, sólo habría de aportar, entre todos, 2.500 millones.

¿Qué esta operación conllevaría la modificación de las estructuras de la Sociedad?...

Pues, ingenuamente, me pregunto de nuevo: ¿por qué no lo intentamos?

Yo pregunto, nada más.

PERLINO

EL COMBAT SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone (1) 370 46-86.

PRESENTACION DE UNOS INEDITOS SOBRE LA REVOLUCION

PROUDHON Y EL ORIGEN DEL DESPOTISMO MODERNO

PARIS. — La publicación de unos inéditos de Proudhon en torno a la Revolución Francesa permite afrontar desde una perspectiva nada común los orígenes del Despotismo contemporáneo (1). Orígenes quizá conocidos, pero que otro de los monstruos de los tiempos modernos, la Publicidad masificada, sofoca en un baño de sangre verbal sin antecedentes en la historia de las civilizaciones.

Proudhon, sirviéndose de la *Correspondance* de Mirabeau, de varios ensayos biográficos en torno a figuras centrales en el proceso revolucionario desencadenado tras la Toma de la Bastilla, como Camille Desmoulins, Saint-Just, Robespierre, Babeuf, sienta las bases documentales previas para la reconstrucción de una Historia del Crimen contemporáneo, ligada, a todas luces, a la

creación de un modelo de organización que la Revolución Industrial utilizará como recurso militar de conversión de los ciudadanos en capital social destinado a la gleba, el campo de concentración laboral.

No en vano, Proudhon imaginó una *Histoire de la Démocratie moderne*, que, al modo del *Discours* de Bousset, se convirtiera en una suerte de «atlas» moral de la edad contemporánea. Y es en sus textos sobre Saint-Just donde el Terror descubre la fisonomía que nos deberá perseguir desde hace ya casi dos siglos: el rostro del Comisario Político cuya sed de Orden sólo se sacia con la sangre derramada.

POLICIA LENINISTA

Proudhon nos señala los antecedentes inmediatos de tal vampirismo:

Jesuitas y comunistas: sofocar con palabras la sangre derramada.

Bases para una industrialización del consumo de carne humana.

Factoría industrial: cuartel donde actúa la soldadesca militante.

mo: las órdenes religiosas que, siguiendo los modelos de organización militar impuestos por Ignacio de Loyola, utilizan la propaganda ideológica como recurso de pacificación militar, y recurren a la tortura y el

asesinato (la Guillotina, en el caso de Saint-Just y Robespierre) como recursos de normalización de la vida ciudadana. Si bien el comunismo militarista de algunas órdenes religiosas, en algunos lugares (los jesuitas en el Uruguay), ha conducido a proyectos de utopía social de orden primitivo, la militarización de la política por parte de Saint-Just y Robespierre, el jacobinismo ilustrado, ha conducido a descubrimientos más criminales: Despotismo Militar Bonapartista, Despotismo Administrativo de los modelos de organización imaginados por Blanqui, Despotismo neo-oriental (con explícita definición de «medidas despóticas» para la «imposición militar» de un modelo de producción estatal en la tradición germánica: Bismarck) de Engels y Marx, Despotismo Leninista inventando el campo de concentración moderno: granja estatal donde los ciudadanos son accidentes contables que la policía militar (leninista) sume al terror marcial de sus planes de producción y al tedio abismal de sus discursos ideológicos.

Kropotkin había insistido en su *Historia de la Revolución de 1789*, en el carácter criminal de la burguesía parlamentaria contra los *enragés*, condenados a la guillotina. Proudhon pormenoriza más detalladamente. Sin duda, los estudios clásicos de Albert Mathiez y Daniel Guérin (2) habían permitido justipreciar muy minuciosamente el discurso subversivo de anarquistas/*enragés*, contra el proyecto jacobino de pacificación estatal a través de la guillotina y el Terror. Pero estos mismos autores, con su estimable erudición, habían corrido un tupido velo en torno al alcance terrorista del militarismo jacobino, piedra fundacional del Crimen moderno.

(Sigue en página 2)

tierra y libertad NOTICIAS sobre Petra KRAUSE

O cuando algunos se pasan de rosca...

En agosto de 1977 Petra Krause llegó a Italia, al serle concedida la extradición a Italia por parte del gobierno helvético. En Suiza tras un más de 29 meses de cárcel (casi todos en celda de seguridad y aislamiento) que la dejaron al borde de la muerte y con un peso de 37 kilos. Gracias a las movilizaciones efectuadas en Italia, fue puesta en libertad provisional y se quedó en Nápoles con el marido; a la espera del juicio que ha de juzgar su supuesta participación en el incendio de la FACE-STANDARD de Milán.

Petra espera ser juzgada junto a los restantes acusados: Rosario Sansica y Claudio Carbone (supuestos *napistas*: «Nucleos Armados Proletarios»). El proceso debía iniciarse el pasado 26 de junio, pero al encontrarse hospitalizada Petra Krause debió aplazarse.

Ante este proceso Petra no puede sino mostrar su total inocencia al respecto, lo cual en lugar de abrir puerta a la esperanza hace pensar en la posible extradición a la República Federal Alemana o de nuevo a

Suiza. Además en estos días la pañaguada periodista norteamericana Claire Sterling al servicio de la CIA. La cual misteriosamente obra con la totalidad de la documentación judicial y ha publicado en el «Herald Tribune» un dossier de las supuestas andanzas criminales de Petra por todo el mundo.

Esta campaña acusa al pueblo y a la prensa italiana de haber llevado a cabo una campaña pro-inocencia llevada por móviles sentimentales, sin haber investigado racionalmente.

Precisamente una fría investigación en Italia llevada a cabo incluso por algún periódico o revista burguesa demuestran que las únicas pruebas de acusación en el atentado de la Face/Standard son las huellas digitales de Petra. La utilización del coche de la misma un Simca 1000 utilizado por los incendiarios. Pues bien, en las instrucciones y pruebas que obran en poder de los jueces no consta la presencia de huellas digitales de Petra ni en el almacén ni en el auto.

En cuanto al coche figuraba a

nombre de Ana Ma Grenzi y fueron los servicios alemanes de seguridad

(Continúa en página 2)



Federación Iberica de JUVENTUDES LIBERTARIAS

Proudhon y los orígenes del despotismo moderno

(Viene de la página 1)

Mathiez, en su admirable análisis de la carestía de la vida y los problemas monetarios de la Revolución, proporciona un material precioso para analizar el proyecto económico de los **enragés** (3), verdaderos y fundacionales padres del colectivismo y la autogestión, antecesores radicales de Proudhon, cuya Banca del Pueblo será el instrumento decisivo de cualquier proyecto de abolición de la propiedad privada y colectivización de la tierra y los medios de producción. Guérin, con el tímido pudor de un velado defensor de «un Marx libertario», falsifica, directamente, el legado de los **enragés** anarquistas, en

un proceso denunciado como una mistificación no tan idiota como pueril. En su excelente introducción y estudio de los inéditos de Proudhon, Guérin ofrece magníficos elementos de juicio, donde sólo sobran unos materiales espúreos: aquellos que, indirectamente, intentan disminuir la culpabilidad criminal de discurso marxista como sostén, justificación y antecedente teórico del campo de concentración industrial leninista.

CARRILLO Y EL INTERNACIONALISMO MONARQUICO

La publicidad es para la propaganda leninista lo que el discurso jesuita para la Iglesia Romana: una

maquinaria de terror verbal. Ya Wells evocaba minuciosamente los paralelismos entre las órdenes herederas de Ignacia de Loyola y el Komintern, la Internacional Comunista.

Los mecanismos de ambos dispositivos criminales obedecen a los mismos mecanismos y funciones de orden criminal: sofocar con palabras la sangre derramada que corre por las calles. Saint-Just y Robespierre intentan justificar el Terror en nombre del parlamentarismo, condenando a la guillotina los **enragés** que imaginan el proyecto básico de abolición del Estado, y sientan las bases organizacionales de la acción directa: asambleas de calle y barrio, representatividad revocable, federación de libres asociaciones de ciudadanos a escala ciudadana y regional, modelos de organización que prolongará la tradición bakunista de la F.A.I. El Komintern justifica las matanzas criminales de obreros de Shanghai en 1925-27 en nombre de la estrategia stalinista. Trotsky justifica los crímenes de Cronstadt cometidos por el Ejército Rojo en nombre de su generalato bonapartista. Stalin justifica la invasión de Georgia y el asesinato de los libertarios georgianos en nombre del «internacionalismo proletario». Teng Hsiado-ping justifica las masacres camboyanas en nombre de la pacificación. Breznev justifica los campos de concentración vietnamitas en nombre de «la herencia del pasado». Teng Hsiado-ping acusa de fascismo a Breznev, y Breznev acusa de nazi a Teng Hsiado-ping. El PCE y el PSUC justifican los crímenes cometidos por su policía y soldadesca en el frente de Aragón en nombre de la política de Stalin. El PCE y el PSUC justifican los ajustes de cuentas cometidos en su seno con derramamiento de sangre en nombre del «internacionalismo proletario». Carrillo decía ayer que Juan Carlos era «un bobo que se derrumbará en cuatro semanas» pero mañana nos recordará que Juan Carlos es «el rey de todos los españoles».

bren con el manto de armiño del «militante» que «obedece órdenes». Las órdenes están centralizadas militarmente. El secretario general es el Jefe, el Nuevo Amo.

El discurso proudhoniano nos advierte de los antecedentes y el volumen de la sangre derramada en nombre de esta sed siempre insaciable: los centenares de millares de muertos que, en nuestro siglo, han pagado con su carne tales desvarios homicidas son la masa monetaria de este Banco/Hospital de guerra que se sirve de las palabras y los discursos para amontonar cadáveres en las fosas comunes y el campo de concentración industrial, que utiliza las Sagradas Escrituras («la Constitución», «el Marxismo», «el centralismo democrático») como puñal que los lacayos clavan por la espalda exigiendo la conciencia o la vida.

De ahí la urgencia del reencuentro con Proudhon: la suya es la primera voz que denuncia el Nuevo Terrorismo de Estado, el ascenso de la Nueva Clase Dominante: Robespierre, Blanqui, Marx, Lenin, Mao. Dictadores de Nuevo Cuño. Apóstoles de la Industrialización en Masa (4) sometida al imperio de sus comisarios políticos. El proyecto de Bismarck o Hitler queda arrinconado y polvoriento: sus granjas humanas son un infantilismo comparado con el magno proyecto marxista/leninista, sólo imaginable como legado horrible de Saint-Just, donde vivir es vivir atado a la cárcel del Partido, morir es un atentado contra los proyectos homicidas del Comisario, y la sangre humana sólo tiene el precio que cotiza por ella un sargento golpista que impone la ley marcial del cuartel ante unos ciudadanos horrorizados por el espanto, terrorizados por la soldadesca militante.

■ ■ ■

(1) «Proudhon. Oui & Non». Textos inéditos de Proudhon presentados por Daniel Guérin. Ed. Gallimard. París, 1978.

(2) V. «La Vie chère et le mouvement social sous la terre», de Albert Mathiez. París. Ed. Payot. O «La lutte de classe sous la première république», de Daniel Guérin. París Ed. Gallimard.

(3) V. «Des enragés. Jacques Roux contre la vie chère. Aux Egaux 1795. La conjuration de Babeuf», de Maurice Dommanget. Ed. Spartacus. París.

(4) V. «Le tigre de papier. Sur le développement du capitalisme en Chine» (1949-1971). Ed. Spartacus. París.



Noticias sobre Petra Krause

(Continuación de la 1ª página)

Los que comunicaron que dicho nombre era utilizado por Petra Krause. En ningún momento ella ha negado este punto, únicamente afirma que el coche lo había prestado en varias ocasiones.

La investigación periodística ha logrado entrevistar a los verdaderos autores del incendio de la FACE, diversos individuos que actuaron brevemente sin formar propiamente una organización y que decían luchar sin tregua por el comunismo.

Estos cuentan que efectuaron el atentado utilizándose tres vehículos: un furgón Fiat, un coche no identificado por la policía y el Simca 1000 antes citado. El grupo armado de pistolas y metralletas en número de 10 redujo los dos guardias de carretera, posteriormente redujeron al vigilante nocturno y entraron el furgón cargado con gasolina y elementos combustibles. Prendiendo fuego a continuación a los distintos hangares. El valor de lo destruido alcanza los 1.000 millones de pesetas.

Los autores niegan la participación en el acto de ninguna mujer. Terminada la acción se alejaron abandonando el furgón y el Simca. Mientras con el tercer coche se transportaba al sitio seguro las armas.

Apunto niegan que supieran quien fuera la propietaria del coche y que además por aquellas fechas Petra se hallaba fuera de Italia. De todas formas de haber sabido que implicaciones podría traer este acto hubieran ocultado el coche o no lo hubieran utilizado. Por tanto sufrieron el engaño de quien les proporcionó el automóvil.

Este individuo sería pues el cul-

pable de todos los intentos de incriminar a Petra en este acto.

El modo de identificar a ese individuo misterioso no era fácil en Italia ni siquiera los autores del atentado lo han confesado. Pero en Suiza ha sido posible saberlo. En el dossier del juzgado de instrucción en el caso Krause, se puede encontrar una comunicación trasmitida por la policía al abogado del distrito de Zurich (oficina nº 7) que contiene la hoja UD/6-48-13, que recoge el interrogatorio de Petra por el comisario Boos. De ella este comisario afirma que el hombre a quien le prestó el automóvil se trataba de Carlo Fioroni, aunque afirma que Petra no quiso declarar nada a este respecto.

Este individuo, Fioroni, resulta casualmente estar implicado en el atentado a la Banca de la Agricultura, estar directamente implicado en el asesinato del editor Feltrinelli. Un «revolucionario» que hoy está en la cárcel acusado de la muerte y cobro de rescate del ingeniero Saronio, en compañía de gangsters muy en contacto con la Internacional fascista.

El caso Feltrinelli se dio en 1972, el incendio de la FACE en 1974 y el secuestro de Saronio en 1975. Es decir en ese momento era considerado como «compañero» por Petra Krause, por los NAP, etc.

Hoy día de este hombre, de su testimonio y de los Servicios de Información de Italia, Suiza y Alemania depende la libertad de Petra Krause.

Para informes, ayuda y solidaridad dirigirse a: **Elena Coccia, Vico Spezzano, NAPOLES (Italia).**

(Extraído de «Tierra y Libertad», nº 4, Noviembre 1978).

NUEVOS CURAS, NUEVA SOLDADESCA

La mentira se justifica en nombre de la estrategia, el derramamiento de sangre se comete en nombre de las «condiciones objetivas» (creando las bases para una industrialización del consumo público de carne humana, estadísticamente presumible y aconsejable, históricamente verificable), los lacayos criminales se cu-

COMUNICADOS

COMMUNIQUE

Pour entrer en contact directement avec les camarades de langue étrangère, nous sommes un certain nombre de compagnons anarchistes qui avons appris l'Espéranto.

Tous les militants que le sujet intéresse peuvent soit contacter les groupes locaux de SAT-Amikaro, soit s'inscrire à un cours par correspondance.

Adresse : SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

LA REDACCION A LOS COLABORADORES

En adelante y hasta nuevo aviso, para facilitar la labor de esta Redacción, deben mandarse los trabajos, notas y avisos a la dirección siguiente: Impri-

merie des Gondoles (Pour «Combat Syndicaliste»), 4 et 6, rue Chevreul, 94600 Choisy-le-Roi (France).

F. L. DE MARSELLA

Comunica a sus afiliados la continuación de la asamblea de hoy día 3 de diciembre 1978, tendrá lugar el 7 de Enero 1979 en el mismo lugar y hora de costumbre. Recabamos la asistencia de todos por su interés general comprobado hoy ya.

F. L. DE DRANCY

Celebrará asamblea el domingo 7 de enero 1979 a la hora y sitio de costumbre.

F. L. DE MONTAUBAN

Invita a todos sus afiliados a la asamblea que tendrá lugar el día 7 de enero 1979 a las 9 h 30 en la Sala Sellier de la Casa del Pueblo de esta villa. Dada la importancia del Orden del Día (Informe

de la Plenaria) rogamos la presencia y puntualidad a la misma de todos los compañeros.

F. L. DE THIAIS

Celebrará asamblea el domingo día 7 de enero de 1979 a la hora y el lugar acostumbrado.

MONTCADA

A todos los compañeros de Montcada-Reixach en el exilio:

Compañeros, una vez más nos dirigimos a todos vosotros. En Montcada ya hace algún tiempo funciona una Federación Local de la C.N.T., en su mayoría compuesta por compañeros jóvenes con mucho entusiasmo y ganas de trabajar en pro de nuestros ideos y de la C.N.T., y para que en Montcada sea lo que antaño fue nuestra organización.

Pero, compañeros, necesitan además

del concurso moral de todos, nuestra ayuda material. Para este fin, hace ya algún tiempo, algunos compañeros creamos aquí una Comisión de ayuda y solidaridad en todos los aspectos en pro de lo que podemos considerar como nuestra propia F. L.

Algunos compañeros respondieron a nuestro llamamiento, pero nosotros sabemos que aquí en el exilio hay muchos que aún no lo han hecho, y esto compañeros es necesario de que lo hagamos todos, por la F. L. de Montcada, por la C.N.T., que tanto hemos dado todos y que siempre ha sido nuestra razón de ser.

Una vez más os invitamos a que os pongáis todos en contacto con esta Comisión de Relaciones, cuya dirección es:

Eusebio Martínez, 3, rue d'Orléans, 91200 Athis-Mons.

FINRESA: del sindicalismo domesticado a la rotura de los Pactos y Convenios por medio de la acción directa

FINRESA es la empresa que en la C. N. de Almaraz presta el servicio de comedor y cafetería. Está formada por unas 45 personas entre cocineros, pinches, ayudantes de barra y mujeres de limpieza, casi todos procedentes del entorno rural en que la Central se encuentra. Disfrutábamos, más bien sufríamos, los sueldos más bajos y las peores condiciones de trabajo entre los demás compañeros de las otras empresas subcontratistas; y ello, debido quizá, a que nunca habíamos creado el más mínimo conflicto a la empresa, y también a nuestra procedencia rural.

Con la llegada de las elecciones sindicales también nosotros formamos nuestro Comité, resultando elegidos tres representantes de CC OO y dos de UGT, los cuales, con el apoyo de todos, se pusieron en contacto con la dirección de la empresa para manifestar una serie de reivindicaciones que considerábamos justas. Tras una reunión conjunta del Comité y la Empresa, se levantó acta con algunos puntos de mejoras que no variaban sustancialmente en nada nuestra situación. Se acordó celebrar otra reunión.

Mientras tanto la Empresa jugaba con el argumento de que nos habían

subido 5.000 pesetas en octubre de 1977, por ser, según ellos, gratificación voluntaria. Nuestros sueldos no ascendían ni a la mitad de los del resto de compañeros de las otras empresas, y en algunos casos suponían un tercio.

Se da el caso contradictorio de que trabajamos en la construcción de una Central Nuclear con la más elevada tecnología americana (atómica) y nos pagan sueldos de miseria, propios de los años 60.

Llegamos al mes de junio del 78 y se reúne nuevamente la Empresa y el Comité, esta vez acompañado de un abogado de CC OO, como asesor jurídico y económico.

Resultado: Todos, incluso el abogado acuerdan firmar lo siguiente:

«Que examinada la masa salarial correspondiente a 1977 y la que corresponde a 1978, tras el aumento lineal de 5.000 pesetas, realizado en octubre del 77 para toda la plantilla de dicho centro de trabajo y de los incrementos llevados a cabo en abril del presente año (sólo a algunos), para la equiparación de categorías, el incremento correspondiente a la masa salarial 77/78, está al tope máximo legal del 22 % según lo establecido en R.D.L. 43/1977 de 25-11.»

Es decir, acuerdan que no tenemos derecho a cobrar nada de aumento en todo el año 1978, porque lo dice el abogado, el Gobierno y los partidos.

A partir de entonces, los militantes de C.N.T. que hoy somos mayoría, comenzamos a concienciar a los demás compañeros. Nuestro problema era una constante en las reuniones de la F. L. de Naval Moral. Siempre aparecía entre los puntos del orden del día el asunto FINRESA.

Se hace dimitir al Comité con el apoyo del resto de los trabajadores. Hacemos varias asambleas y elaboramos una tabla reivindicativa para presentar a la Empresa.

Nombramos una mesa negociadora en la que todos los que salen elegidos son compañeros de C.N.T. excepto uno de U.G.T., la cual presenta a la empresa la tabla reivindicativa, dándosele de plazo hasta el día 6 a las 12 para recibir la respuesta. La Empresa, despreciando nuestra fuerza nos dijo que quizá para el día 10 podría darnos contestación, si tenía el jefe de personal el día libre (por cierto, la empresa solo tiene un jefe de personal para 52 establecimientos; se nos ocurre preguntar ¿qué ocurriría si todos se pusieran en conflicto en un mismo periodo de tiempo?).

Informamos a la asamblea y quedó en el ánimo de todos actuar el día 6 si no recibíamos la respuesta pedida...

Llegado el momento, acordamos parar una hora a partir de las 12,30, que es cuando comienza a servirse la comida al personal de la obra. Como consecuencia de ello, se personó el gerente y nos expulsó de nuestros puestos de trabajo; esperaba que con esta medida la gente se acobardaría como hasta ahora venía sucediendo, pero esta vez no fue así.

Los compañeros de C.N.T. en FINRESA habíamos conseguido concienciar a la gente de tal forma que fuimos capaces de prolongar el paro.

La tensión sube por momentos ya que empieza a aglomerarse el personal que espera recibir la comida. La reacción de todos es netamente favorable a nuestra actitud y nos manifiestan su apoyo solidario, exigiendo a sus respectivas empresas que se solucione de forma satisfactoria el conflicto del comedor. Mientras tanto piden se les proporcione comida en los restaurantes de la zona, cosa imposible por tratarse de servir 3.000 comidas improvisadas o bien se reduzca la jornada de trabajo, solucionándose momentáneamente el conflicto con la segunda opción.

El paro continúa todo el día y las negociaciones con el gerente no dan resultado alguno. Acordamos reunirnos al día siguiente (segundo de huelga) con la dirección de FINRESA que vendría desde Madrid. Durante la negociación con ella, y mientras continúa el paro, la Empresa cede en la mitad de los puntos planteados, lo que no satisface a los trabajadores. Al tercer día, nos reunimos de nuevo y la empresa concede la práctica totalidad de las peticiones y especialmente una subida lineal de 10.000 pesetas, con lo cual se dio por finalizado el paro.

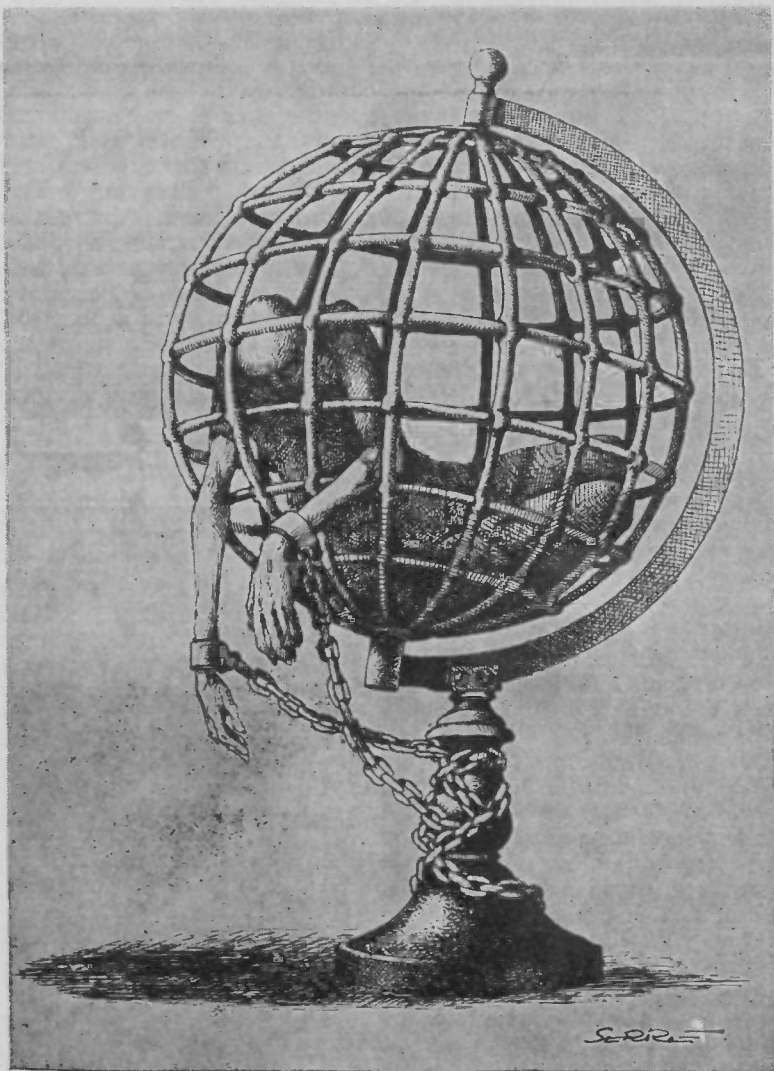
Habíamos conseguido romper:

— El acuerdo firmado por el antiguo Comité asesorado por el abogado de CC. OO.;

— El Convenio de Cáceres;

— y los Pactos de la Moncloa, consiguiendo en algunos casos una subida superior al 70 %.

Habíamos conseguido, en definitiva, la unidad de los trabajadores y el triunfo por medio de la ACCION DIRECTA.



COMPAÑERO :

Tu mejor regalo, el Calendario de

S.I.A.

Con él, tu amigo te tendrá presente todos los días del año, a la vez que ayudará la obra solidaria de

S. I. A., al compañero preso, perseguido y necesitado.

Su precio: 12,00 francos.

10 % de descuento a partir de diez ejemplares.

Pedirlo al Consejo Nacional, 4, rue de Belfort, 31000 Toulouse (Francia).

Pagos: C.C.P. n° 1230-50 S. — SIA 4, rue Belfort, Toulouse.

Motion Finale du Congrès de Suresnes de l'U. P. F.

L'Union Pacifiste, rappelant que le combat contre toutes les guerres (qui est sa raison d'être) entraîne, indubitablement, la lutte contre tous les militarismes, contre toutes les armées, contre tous les nationalismes,

— se déclare, à nouveau, entièrement solidaire des victimes de toutes les armées, et, particulièrement en France, des objecteurs, des insoumis, des paysans que la défense nationale entend chasser de leurs terres, et de tous ceux qui sont poursuivis pour leurs opinions et leur propagande antimilitariste;

— constate, avec satisfaction que l'idée d'un désarmement unilatéral (lancée en France par Sébastien Faure, puis par Louis Lecoin), se manifeste maintenant dans plusieurs autres pays (Italie, Suisse et Danemark...), encouragée du reste par l'intérêt porté par l'Internationale des Résistants à la Guerre à cette notion fondamentale;

— assure de son fraternel soutien les camarades du bateau de la Paix, le FRI, qui entreprend un tour du monde pacifiste pour diffuser de l'information et inciter aux initiatives unilatérales de désarmement;

— dénonce, d'une part, tous les systèmes politico-économiques, basés avant tout sur la fabrication, le commerce, le trafic des armes, d'autre part la duplicité de tous les gouvernements qui apparaît, plus ou moins hypocritement, sur toute la surface du globe, et spécialement aujourd'hui en Asie et au Moyen et Proche Orient;

— met en garde contre la création d'une Europe qui ne serait qu'un Super-Etat nationaliste et militariste comme ses composants, une Super-Puissance mise en place pour concurrencer les autres blocs, se mesurer avec eux, et, finalement, préparer une nouvelle guerre mondiale;

— réaffirme que la défense de l'homme est opposée à toute défense nationale, que les frontières et les nations empêchent toute libération, toute émancipation de l'individu, et que les pacifistes, les hommes libres ne peuvent être que Citoyens du monde, la seule patrie, pour eux, étant la Patrie Humaine.

Vient de paraître :

« DAMNÉS DE LA GUERRE »

Prix : 20,00 F., au siège de l'UPF.

DE AYER Y DE HOY

¿ COMO DEBERIAMOS DE ESTRUCTURAR LA CNT PARA SER MAS EFICACES HOY ?

Decíamos en el trabajo anterior, que el modelo de organización que adoptó el Sindicato de la Industria del Petróleo (CAMPESA) en Cataluña primero y más tarde por toda España, nos dio excelentes resultados: tanto en el orden de combatividad, como de estructuración; durante el periodo de la guerra y revolución, sobre todo en Cataluña, fue el S. Regional de Petróleos, quién administró dicha industria hasta mediados del 1938. Si bien durante el periodo de la contienda, se estructuró sobre el papel la aplicación de las Federaciones de Industria, en la práctica, nunca se realizaron. Lo máximo que se aplicó en el petróleo, fue la agregación del transporte terrestre.

Antes de continuar, debo de aclarar que, globalmente, nunca he sido partidario de emplear dicho método en todas las ramas o empresas de una misma industria; es decir, los Sindicatos de Empresa aunque sean del mismo patrono. Si hicimos excepción en Petróleos, fue por las características de Monopolio nacional, y al mismo tiempo, porque en la inmensa mayoría de factorías, depósitos, refinerías y flota, había lo esencial; es decir, el militante anarcosindicalista. Sin este elemento esencial, no solamente, no hubiéramos organizado a los obreros del Petróleo, sino, ni tan siquiera hubiéramos podido crear una simple asociación.

La evolución industrial, la participación cada día más importante del Estado en las empresas más grandes del país, los empréstitos que éste suministra a ciertas industrias que sirven tanto al consumo interior, como a la exportación, hace que cada día el Estado extiende sus tentáculos sobre toda la economía. Si añadimos a ello, que hoy, el obrero o ciudadano en cierta manera se siente «protegido», (aunque miserablemente) con los subsidios que aquél en compensación le entrega; compensación ésta, por sus labores y explotación sufrida e impuestos, que, durante cuarenta o cincuenta años, el Estado a sus despensas ha encajado, aún constituye un estorbo más, para que se interese sindicalmente de sus intereses.

Esta evolución, tanto en el hombre como en el automatismo, especialización y computadoras, y todo cuanto elimina al oficial (hombre) de hace treinta años, que muchas veces, por su conocimiento y extensión de su profesión, les permitía en ciertos momentos, a hacerse respetar como hombre y en salario. Hoy, todo ello queda reducido, a impersonalismo y convirtiendo al hombre en una máquina más del engranaje capitalista-estatal. Bastan unos conocimientos rudimentarios y cierto tiempo, para maniobrar no importa que máquina automatizada. Y, si ayer, las profesiones llamadas liberales, constituían hablando en general, una casta aparte, hoy, como todo el mundo, está sujeto, a la oferta y demanda y sufre las consecuencias de todos los regímenes, como el más humilde de los obreros.

Si esta situación, aparentemente, debía de facilitar la reorganización del sindicalismo, en la práctica, mundialmente está en retroceso o estancado. Uno de los más importantes, es el individualismo y el egoísmo, que se traduce por el consumismo: otro aspecto, no menos importante, aparte el menfutismo y el dejar hacer, es los mil y un sindicatos, (no Sindicalismo) porque éste, nada más existen los reformistas-colaboracionistas y el revolucionario anarcosindicalista.

Hoy los asalariados, la mayoría, ya no vienen a los sindicatos, como en otros tiempos normales hemos conocido. Hay que ir donde se encuentran estando aislados y sin medios de defensa frente a la patronal y al Estado. Aún así, arguyen

ciertas leyes y creen ilusionadamente que serán respetados sus derechos de existencia, y si no lo creen, lo aceptan, que es lo más cómodo.

Para que la C.N.T. pueda hacer frente a todo este panorama, añadiendo, como todos sabemos, a los demás sectores sindicales y políticos e incluso a quienes nos gobiernan, será menester, primeramente, que la imagen que se dé la C. N. T. sea constructiva: por su prensa y sus actos individuales y colectivos. La Organización Confederal, no es una organización de militantes y de afines, aunque tiene bien delimitados

sus principios y finalidad. Si el obrero antes de franquear el umbral de un Sindicato que cree, que sus intereses serán defendidos, no ve un poco de armonía y cohesión, se abstendrá de entrar.

Hoy la C.N.T. necesita mucha agilidad y variedad en la propaganda y acción. No se puede adoptar un modelo único por toda España. Mientras en las grandes concentraciones industriales y agrícolas, es posible organizar Sindicatos de Ramo, que hoy, debería de personalizar la profesión por la educación social que han recibido durante los cuarenta años de verticalismo sindical los obreros españoles, hasta que, por nuestra propaganda y la práctica, demostráramos la superioridad de nuestras concepciones, y las secciones. En las pequeñas aldeas o pueblos, los asalariados o artesanos son poco numerosos, sin embargo, pueden existir anarcosindicalistas y simpatizantes, pudiendo hacer una la-

bor positiva y fructífera, todo y no percibiendo un salario.

Una práctica que ya se ha empleado y seguramente, por la inorganización de la masa laboral, continúa practicándose, son las asambleas de Empresa, dentro o fuera de ellas; no deben constituir un sistema y una finalidad en sí; sino un medio ocasional de hacer oír la voz a los militantes de la C.N.T.

Estamos de acuerdo, que la Organización tiene objetivos bien claros y definidos, ¿es así?; pues lo que hace falta actualmente, es un sistema de organización y acción, que desembocque en una potente estructuración y cohesión; para ello no hay que aplicar los esquemas únicos, actualmente, por los motivos que ya hemos señalado, sino variados, con los mismos fines, potencializar el anarcosindicalismo y la C.N.T. que son nuestros objetivos.

VICENTET

SECTAS

Según recientes estadísticas aparecidas bajo el título: «La Iglesia en cifras», resulta que en el mundo hay 709 millones de católicos. «Fieles», dice la revista en cuestión.

Calculando la población humana mundial en 400 mil millones de individuos, resulta que los católicos representan el 18 % de la población total. América es la más católica, con la mitad del total de adeptos a la Iglesia de Pedro (!). Nada menos que 341 millones. Es decir: el 61 % de sus 555 millones de habitantes.

Sigue Europa con 261 millones = 11,1 % de su población. Asia, 52 millones con 2,3 %; África, 48 millones con el 11,1 % y Oceanía, 5,2 millones con 24,8 %.

El anuario pontifical presentado al Papa Pablo 6 al comenzar el año 1978, anuncia 2.282 diócesis. Diócesis, como todo Dios sabe, es la unidad administrativa de la Iglesia, confiada a los obispos en su calidad de sucesores de los apóstoles de Jesús. Esas 2.282 diócesis reúnen 404.000 curas, 70.000 monjes y 968.000 religiosas.

Estas cifras sugieren diversas reflexiones. Por ejemplo: a una cosa, a una idea, a una filosofía, se dice de la persona que comparte, propaga y defiende aquello a que se declara fiel. En lo que se refiere a la religión la cosa cambia, porque quién dice religión, dice secta y el sectario no tiene ideas, sólo tiene fe, lo que le prohíbe, «ipso facto», de hacer alarde de personalidad propia, puesto que su cerebro va dirigido por órdenes emanantes de representantes de dioses, es decir: de ceros.

Pero en esas estadísticas no aparecen las cifras exactas por cuanto la Iglesia, metida siempre en sus botas de ladrón de siete suelas, considera suyos y fieles, a todos los bautizados. Si para dar cantidades aproximativas a la realidad se cifra a la interpretación del vocablo fiel en el sentido concreto que corresponde al criterio antecitado, podemos estar seguros que sus porcentajes sufrirían un bajón tremendo. Tanto que, sin contar con los que — públicamente o no, — hemos renunciado a la apelación de «católicos», o que

hemos sido puestos al índice, o aun más, condenados (¡la Iglesia tiene cosas graciosas!) al terrible veredicto ¡vade retro, Satanás!, de la excomunión, los que la desértan porque sí, son legión.

Los «fieles» de la Iglesia reclutados en todos los medios sociales son, en su mayoría, — aunque algunos se pretenden de avanzada política o social —, los que se casan religiosamente; o que entierran religiosamente a sus deudos por temor al más allá; o que bautizan a los niños para quitar pecados originales y otras zarandajas por el estilo. Lo que no prueba gran cosa. A lo sumo que son unos ignorantes empedernidos y unos sumisos cuando obran voluntariamente, lo que hay que probar.

Pero la mayoría de ellos hacen esas cosas porque cada uno de esos actos es motivo de reuniones familiares o amistosas en las que, sobre todo, se permiten cantar, frente al cura «demócrata» (sic), canciones verdes, y decir cosas por el estilo, sirviéndose de la reunión como capa para reirse de la religión. Es así que la mayoría de católicos demuestran su fidelidad al omnímodo poder eclesiástico.

Viajando por España recientemente, me sucedió lo que hace años me sucediera viajando por Italia. Mi «cicerone», al ponerse el tren en movimiento me dijo:

— Date cuenta que estás viajando dentro y sobre parte de la Iglesia.

Yo sonrei — ingenuo que uno suele ser — mientras él terminaba su reflexión, diciendo:

— Cuando cualquier individuo pone aquí los pies en un tren, sin darse cuenta viaja como te he dicho. Porque la Iglesia, por personas interpuestas, es la verdadera propietaria, entre otras muchas ramas de la riqueza nacional, de todos los medios de comunicación.

Esta es la verdad. Es a través de su influencia en toda empresa multinacional o no que el catolicismo se mantiene. Con fe o sin ella. Todos los hilos que constituyen su ovillo, son gentes que la Iglesia paga según los servicios recibidos.

La Iglesia ha sido siempre una de las más taimadas organizaciones in-

ternacionales del engaño. Cuando no ha logrado sus propósitos por las buenas entonces ha recurrido a la represión de sus enemigos, usando la tortura y la hoguera si ha sido necesario.

Todas las sectas se valen. En sus procedimientos y en sus principios: «Crear lo que no se ve» — «Perinde ac cadaver» — y «A nos lo que es de vos». Y se irritan y se ponen al rojo vivo si alguien, con sencillas palabras, prueba, irónicamente, la inexistencia de Dios. Por ejemplo: «¡Señor, he hecho cuanto he podido! Pero, ¿es acaso culpa mía si vos no me habéis hablado con claridad? Yo no he buscado nada más que comprender... lo incomprendible.»

Fernán MURATORE

LIBROS

«Portugal» (L'autre combat), Ferreira, Corsoni, Reeve	22 00
«Révolution et contre-révolution en Catalogne», Carlos Semprún	15 00
«Las teorías anarquistas», Carlos Díaz	20 00
«Clase Obrera y Revolución Social en España (1936-1939)», Concepción Sonadellas	16 00
«Crónicas de CNT», Federica Montseny	12 00
«Enciclopedia sexual», Edgar Wielard	26 00
«Aversión y atracción en el matrimonio», Th. H. Van de Velde	20 00
«La Muerte en las manos», Julián Gorkin	15 00
«Poemas del Mio Cid», Notas de Ramón Menéndez Pidal	15 00
«El Incendio», Isabel del Castillo	10 00
«Sodoma y Gomorra», Marcel Proust	20 00
«Histoire de l'idée fédéraliste», Bernard Voyenne	30 00
«El general Miaja defensor de Madrid», A. López	50 00
«Le Train de la Mort», C. Bernadac	20 00
«Varsovie 44. (L'Insurrection)», J. Steiner	35 00

Giros y pedidos a Roque Llop
33, rue des Vignes, 75020 Paris.
C.C.P. 92 32 V Paris.

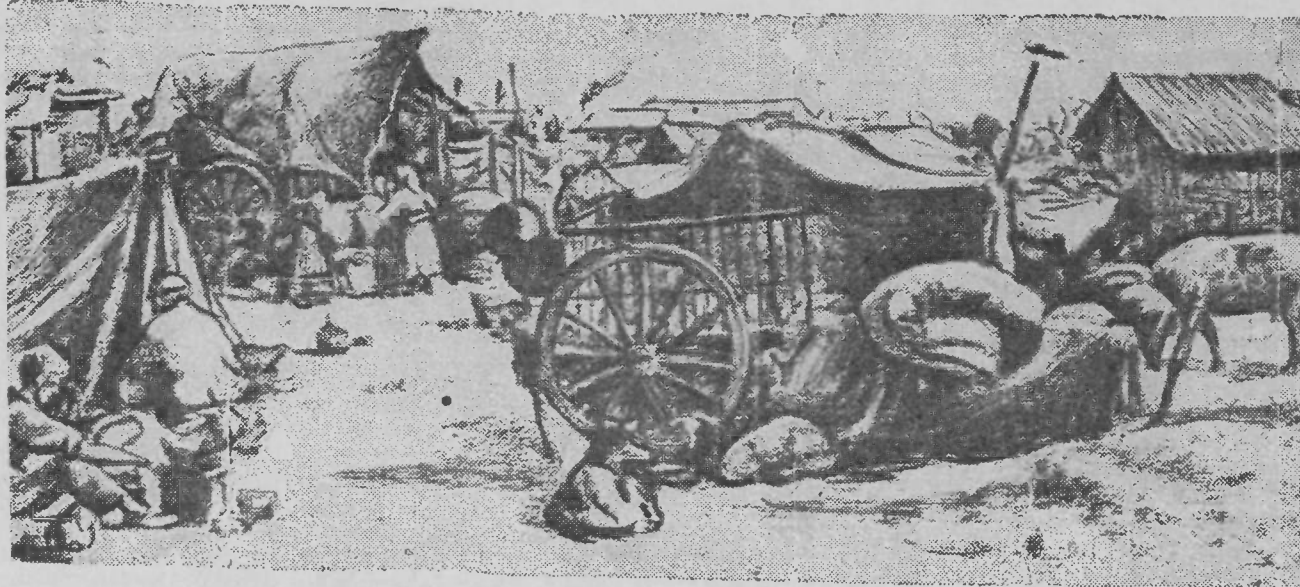
UN EPISODIO DE NUESTRA EVACUACION A FRANCIA

de Andrés CAPDEVILA

Un episodio. En cuarenta y una página; cuarenta y cuatro líneas en cada página, apretadas, en un formato de 20 por 15, ilustrado con seis fotografías (de aquellos momentos terribles de la retirada). De no conocerle físicamente, leyéndole se creería fácilmente que se trata de un joven. Y, es que el compañero Capdevila es joven escribiendo. Es joven hablando (su intervención, en la conferencia de Federica, el cinco de noviembre de este año, en Figueras, dejó apagados a los jóvenes que no se oían desde el cuello de su camisa). De la misma manera está escrito su libro: gritando fuerte. Para que se oiga, (aunque todo lo que decimos nosotros parece que lo estamos diciendo desde dentro de un pozo).

A los que vivimos aquellos momentos se nos reprocha de no hablar de otra cosa que del pasado. ¿Y, por qué vamos a esconder nuestro dolor? Aunque también hablemos de poesía, de pintura y de música... de lo que sabe decir mucho y bien el compañero Capdevila.

¿El pasado? También hoy, mantenido en alta mar, está ese barco de indochinos que también huyen de la desgracia interior... cual botella tapada en espera de que una mano humana la destape y libere a todo ese racimo de gente amarrado al dolor, en aguas de Birmania... Y, los indochinos tampoco podrán olvi-



dar fácilmente su tragedia: perseguidos, despreciados de los otros (hambrientos, enfermos embotellados en ese barco, ante la indiferencia del mundo que come, ríe y canta). Así fue lo nuestro. Y, nuestros vecinos que comían, reían y cantaban, en Francia, con un gobierno parecido al que se instalaba en España, no podía, política obliga, por parte de las autoridades ofrecernos más que campos de arena con guardias que no siempre eran agradables.

Gracias a la población civil, a este pueblo trabajador y solidario que forzaban las mallas de la red a fin de socorrer y hacer escapar del campo, (rompiendo alambradas, sin miedo a las bayonetas protectoras) a los

concentrados. Para el compañero Capdevila hubo lo mismo que para todos los demás, más Antonia, su compañera que pasa por todas las páginas del libro con la bondad y la inteligencia que todos le conocemos. Siendo en aquellos momentos lanza de defensa, todo habilidad (a pesar de su situación avanzada de futura madre) para sacar a Andrés de los peores trances: vistiéndose de hombre, ella ya en Francia, para volver hacia atrás, entre los hombres que aún rechazaba Francia. O valiéndose de la mil y una mañas después para sacarle del campo de Argelés, y de otros peligros... Antonia todo amor «en la amargura del tiempo envenenado».

A sus tímidas reflexiones, Antonia le animaba:

«No te apures, tendremos dificultades, pasaremos estrecheces, pero siendo pájaros, más o menos libres, alguna puerta se abrirá, va encontraremos alguien que por egoísmo o bondad nos ayudará...»

Y le sigue animando: en reuniones, en jiras, en conferencias (como la última en Figueras) allí donde esté el compañero Andrés Capdevila, Antonia también está como complemento solidario... razón por la que no extraña nada verla como llama de amor en todo el episodio, que se lee de un tirón.

José MOLINA

UNA INICIATIVA COMO RECORDATORIO A TODAS LAS VICTIMAS DE TERUEL Y PROVINCIA

Después de publicar en COMBATE SINDICALISTA unas fotos de uno de los lugares donde los bárbaros franquistas sacrificaban a sus víctimas, hoy me voy a ocupar, ignorando si alguien lo ha hecho, algo que me parece importante: tratar de dejar constancia visible y permanente en recordatorio a la memoria de las víctimas de Teruel y provincia; para ello me parece, entre otras cosas, la erección de un monumento, para que las generaciones que nos sucedan sepan lo que fue la mons-

truosidad franquista y el número de víctimas que hizo.

Pienso que la idea debía partir de los compañeros del interior y tratar de consultar a los demás antifascistas, familiares y amigos de las víctimas, para formar una Comisión o lo que fuese, para que estudiara los diversos aspectos del problema y ver qué forma fuese la más práctica para materializar esta idea. Puede haber otras; hay que adoptar la que mejor sea.

Pienso que en un monumento se

pueden grabar todos los nombres de las víctimas, edad y fecha de la ejecución, lo que permite ser una acusación constante a la reacción.

Yo creo que el lugar más indicado es donde yacen los 1.005 cadáveres; lo uno porque tal vez sea el puesto que más sacrificados hay y porque está junto a la carretera.

En el cementerio de Teruel también hay muchos, yo ignoro el número de los allí fusilados, pero recuerdo que encontrándome en la cárcel de Teruel se rumoreaba que los condenados a muerte los fusilaban en el Cementerio, y a este respecto diré que conocí veintitrés presos de Mora de Rubielos que fueron a juicio; todos fueron condenados a muerte y ejecutados el día veintiséis y veintiocho de marzo de mil novecientos cuarenta, pues no estará de más recordar que todas las fiestas y aniversarios los celebraban matando, así en aquellas mañanas fueron ejecutados veinticuatro. Uno, no recuerdo de que pueblo, muy católico, que involuntariamente colaboró con la revolución, Rafael Dalver Barberán, también lo ejecutaron, después que le sacaron muchos cuartos en misas.

Las ejecuciones se hicieron en varias veces sobre las ocho de la mañana; llevaban tres o cuatro y volvían a por otros, los familiares de los presos que les tocaba comunicación, algunas veces tocaban presencia, como se llevaban a unos y volvían a por otros; parece ser, como si hubieran querido saborear el instinto perverso que les dominaba.

Me he salido un poco de mi idea, pero no podía silenciar tan horrendo crimen y agregaré que algunos de los fusilados fueron indultados el mismo día, pocas horas después de ser ejecutados.

Posiblemente los familiares de los sacrificados en Teruel, prefieran que se haga lo que se haga, sea en el propio cementerio. Por mi parte no veo inconveniente que se proceda a perpetuar el recuerdo en los lugares más tristemente célebres que se efectuaron las inmolaciones. Todo ello acarreará gastos, creo que habrá innumerables amigos y familiares de las víctimas que contribuirán en tal sentido.

Si se pensase en la creación de tal Comisión o Comité, éste podría hacer un llamamiento a toda la provincia para obtener información y colaboración moral y material. Si tal cosa tomara cuerpo contar con mi modesta ayuda. Habría que ver en cada caso situar las circunstancias de detención y ejecución, o sea todas las precisiones posibles, para que queden suficientes datos para que aquel que sepa y quiera escribir la tragedia franquista que conozca toda la verdad.

Uno que pudo escapar de la masacre.

RIPIOS

U. S. A.

110.000 mujeres militares, «Marines».

Hasta hace unos pocos años, la mujer no se había interesado a las cuestiones militares. La mujer se había contentado de ser bella e inteligente, pero la mujer es también un ser humano con todas sus cualidades y sus defectos, ellas siguen también como el hombre, por esa pendiente resbaladiza de la degradación espiritual. Ella se acopla al sistema, decir lo contrario sería ilusorio, ya que toda la humanidad, vivimos debajo del mismo paraguas, de una sociedad bélica y agresiva con sus guerritas parciales, (pero que matan) de dominación política hacia otros bloques, que se interponen con los mismos argu-

mentos. Volvamos a nuestras Sirenas; éstas, han dejado sus vestidos ceñidos, para vestirse con los atavíos militares y formar unidades de «marines». Podemos deducir el resultado si llega a haber uniones conyugales, que es lo más posible, entre los marines de ambos sexos, la reproducción será exacta al ambiente procreado, los bebés nacerán ya soldados. ¡Mujeres sí, soldadas no! Ya que el hombre guerrero a igual que la mujer, desvirtúan la sensibilidad humana y el valor específico que estos representan, por encima de los prejuicios que la sociedad y la religión les han acarreado. Nosotros seguiremos atraídos por la belleza de Venus y por el rol de la mujer y del hombre en la vida. Detestando el que conduzca a la muerte o extinción que es lo mismo.

« CUENTO DE LA MADRE »

por VOLGA MARCOS

Se llamaba Bruno de la Pie Galassa, de talla enorme y una cirrosis bien visible. Al ocurrir esta historia tenía 67 años. Erase, pues, una familia que vivía cerca de la fortaleza de Mont Valerien, el padre muy aficionado a la bebida, la madre pequeña, nerviosa y rencorosa, y tres hijas malas de criar.

Les molestaba todo: los perros porque levantan la pata en sus muros, los gatos porque maullan, los niños porque juegan, las radios, los televisores, las palabras de los otros, siempre tenían algo que reprochar.

Cada año por Navidad, toda la familia y parientes lejanos o cercanos se hartaban de comer y beber. Una vez los vientres satisfechos, caían recíprocamente los reproches como en casa de tócame Roque, resultando muchas bofetadas perdidas y otras tantas encontradas.

El tío Galassa en estado de embriaguez insultaba a todo bicho viviente de la calle alegando ofendido: «¡Miserables, mi madre fue enterrada!»

— Mais oui, decían algunas lenguas atrevidas, no queremos saber tanto.

Hacia muchos años, que su madre muy enferma en el hospital quiso reconciliarse con el hijo sin conseguirlo. Eran las Navidades de 1942 en tiempos de ocupación alemana. La desgraciada tendida en la cama miraba hacia la puerta de entrada por ver al hijo que no llegaba nunca. Todo era un vacío animado de imágenes, pasos de visitas desconocidas, doctores, enfermeras, pero él, su Bruno no llegó nunca.

Las tremolantes palabras de una moribunda no prendían en el vacío del corazón, porque una buena parte de la humanidad estaba enferma de amar. Los seres vivían el momento como si no hubiera existido el pasado, un egoísmo cruel se instaló en el pecho de los hombres, todo se movía en un torrente de preocupaciones materiales. Se bajaba un cadáver al depósito de los muertos en espera que la familia le rinda funerales, lo demás todo era indiferencia, la vida de unos, la muerte de otros, una cama libre y otro a su lugar.

Los días se detuvieron en el cuerpo de la viejita seca, apergaminada, rígida y retorceda como un sarmiento, en posición de reposo hasta la eternidad. Nadie vino a reclamar el cuerpo. Terrible y despectiva muerte, pantomima de anfiteatro, teorías anatómicas, corazón despegado, intestinos aplastados por la luz, riñones prometidos al tarro de cristal, ojos apagados para siempre: ¿Qué se podía sacar del cuerpo gastado de una madre? La amargura no se apercibe en la disección. Allí estuvo ella en aquel mármol frío, indiferente al fondo de las cosas y al atisbo de las explicaciones del profesor. Allí bailaban sus órganos en el dédalo cortante de la panoplia quirúrgica, con los músculos pellizcados en superficies profundas, la piel tendida como un tambor... Cuántos curiosos alrededor fijando los ojos en la postrera etapa del cuerpo. Las manos que acariciaron arrullando al hijo, el rostro que todo fue ternura para la familia, el cuerpo infatigable que mantuvo siempre limpia la casa, todo allí tendido al servicio de la ciencia. ¿Cuántos días duró? Ocho, acaso diez, lo permitido por el Instituto Médico Legal. Cuando la disección se acerca, el cuerpo explotado ha dado sus secretos. Lo que en vida no se conoce, en la muerte, todo queda descrito y catalogado en el alfabeto medical. Se ha descubierto

todo menos el sentimiento, la angustia y el vacío inexplicable. No queda más que poner el cuerpo entre cuatro tablas y enterrarlo sin ceremonias. La familia de la Pie Galassa ignoró todos los requisitos negando la existencia del cadáver. Enterada pues, esta misma familia de la existencia de un gran chalet en las cercanías de Mont Valerien, se intruyó sin preámbulos en el lugar y así continuó la vida, nada se perdió para nadie.

Era el tercer invierno de la ocupación hitleriana. Al amanecer, los habitantes de las cercanías oían las salvajes estremecedoras de los fusilamientos. Bruno de la Pie Galassa exclamaba: «Hace tiempo que Europa reclamaba esta limpieza.»

Cuántos doblados del alma en aquel horripilante vertedero de la juventud. Españoles; sí, compañeros, muchos compatriotas republicanos antifascistas iluminados por la libertad. Franceses, italianos todos terminando en un charco de sangre.

Aquellas continuas ejecuciones molestaban al principio, pero después era costumbre oírlos. ¿Cuántos cayeron así? Más de 4.500, es difícil dar una cifra exacta. Por eso una madre muerta en el hospital pesaba poco en los sentimientos de Bruno de la Pie Galassa, acostumbrado a oír la muerte del amanecer.

El intruso no llegó a convencer a los incrédulos que conocían la realidad. La gente de allí sabía que desde 1931 que Bruno se incomodó con los padres no hubo jamás reconciliación. La novia que les presentó era hija de enemigos inconciliables, se casó con ella contra la voluntad paterna y aquí tenemos el perenne problema de los sentimientos y la obediencia. Bruno tenía razón, pero llamándose siciliano no supo nunca perdonar. Entre el padre y el hijo había tanta adversidad que ningún argumento habría podido acercarlos.

Los jóvenes esposos se fueron a vivir a París, recibiendo como regalo de bodas la maldición paterna. ¿Para qué desear mal a nadie? Harto tenemos con todas las plagas de la vida, enfermedades, accidentes, guerras, terremotos, y la terrible explotación del hombre, la miseria, el crimen y la muerte que llega sola cuando no te la dan. Las imprecaciones y sortilegios de los vivos los trae la ignorancia. Sólo la madre supo olvidar y perdonar y al quedar viuda, no cesó de escribir al hijo y la nuera sin recibir nunca respuesta. Todas las súplicas iban al fuego sin ser leídas. Ningún argumento ablandó el corazón de los jóvenes esposos, él obstinado, cruel y egoísta, ella pequeña y vivaracha con palabras siempre irrespetuosas para la gente.

Las Navidades del año 1942 ya dijimos que fueron las últimas de la madre enferma en el hospital, esperando al hijo que nunca llegó. De tanto mirar hacia la puerta se le habían apagado los ojos. La bajaron al depósito, la pusieron al frigorífico, y aquí hubiera terminado el cuento. La Parca la pintó de amarillo con una sonrisa detenida, para que soportara el bisturí eléctrico y todos los instrumentos de la cirugía. Parecía una momia faraónica en guisa de interrogatorio. Así pasaba del frigorífico al anfiteatro y viceversa toda ella desnuda y escualida expuesta en el centro de la sala de disección, para enseñar a profesores y alumnos su vieja anatomía.

Cuando el hijo y la esposa recibieron carta del notario, creyeron enseñada que se trataba de una expul-

sión de la propiedad ocupada ilegalmente en la avenida de Landes (Suresnes). Era desde allí que oía los fusilamientos de Mont Valerien.

La esposa malvada hasta el historismo estalló en cólera incontenible, gritando frases que la gente no tenía necesidad de saber. El notario les precisó, que los padres habían dejado un testamento a su favor, la casa, el terreno y cinco millones de francos de la época. Item que entrarían en posesión de todos los bienes al día siguiente de los funerales del último genitor, es decir, la madre, y como ésta no tuvo funerales, serían expulsados de la propiedad, hasta legalización de actos, proceduras de entierro mencionando el nombre del oficial del estado civil, con una copia librada por el archivero judicial de la audiencia.

En pocos días normalizó actos y actas, recogió piadosamente los restos del cadáver que le entregaron en el



hospital y organizó cristianamente con curas monaguillos y todos los requisitos de pompas fúnebres un entierro de primera clase. Solo faltaron las lágrimas.

Año tras año Navidad era un reproche. El tiempo se le cayó encima. El dinero se le fue marchando en bautizos, comuniones, abortos de hijas libertinas, casamientos, juegos y vicios. Cuando llegaban las fiestas, acudían primos, cuñados, sobrinos, hijas, yernos y nietos. Hacían un opulento banquete, bebían más de lo necesario, hasta que el cerebro de Bruno de la Pie Galassa le proyectaba las interferencias del pasado y se le escapaban por la boca una retahíla de injurias.

El aire escarchado filtraba las lenguas. Canciones de Noel: «Mon beau sapin», «Douce nuit» y tantas otras que alegraban a los niños y no callaban al buen hombre que en medio de la avenida frente a su pabellón, gritaba siempre lo mismo: «¡Mi madre tuvo entierro cristiano!» «No he colaborado con los alemanes como muchos creen!» «¡Yo pago mis impuestos!»

Los vecinos seguían celebrando imperturbablemente Navidad. Al fondo se veía París en una exuberancia de luces interminables; la torre Eiffel, la torre de Montparnase, el Arco del Triunfo. Todo, iluminado por un océano de diamantes.

Llevaba más de treinta años diciendo lo mismo, Bruno no podía cambiar de tema. Lo sabían, hasta los guardias del Memorial. La gente le oía y acostumbrados a sus gritos, preferían callar.

«¡Si alguien no está contento, que lo diga!», diciendo esto parecía un molino haciendo aspavientos. Tenía 67 años, era peligroso acercarse a él, nadie podía contradecirle.

Aquel silencio le irritaba mucho más; sabía aunque estaba borracho que detrás de las cortinas, habían muchas lenguas que le criticaban. Bruno de la Pie Galassa rojo de cólera, resoplaba humo con tufillo de alcohol. Las imágenes se movían en extravagantes metamorfosis, el viento helado mordía las manos como perros invisibles. La llama del Memorial de la France combattante, se movía en nocturno solloquio. Canciones, risas, parloteos, conversaciones animadas, brindis y promesas, regalos y felicidad momentánea; era Navidad del 1976, nadie pensaba en los muertos del Líbani ni en las miserias del mundo, era Navidad.

Cuando el tío Galassa levantó la estaca para golpear a un enemigo imaginario, vio con asombro a tres personas que subían la inclinada cuesta de la avenida de Landes. Parecían sombras chinasas traspaçadas por la luz. Con el palo en alto, gritó más fuerte que nunca:

«¡No avancéis ni un paso más!»

La persona del centro, tenía un rostro blanco como la cal. Era el teorema de la descomposición en marcha. La piel del rostro cosida como una tela, cicatrices al descubierto desde las clavículas al vientre y en la boca desdentada, la sonrisa de la esperanza detenida por la última ilusión. Era la madre de Bruno que subía acompañada de dos fusilados; el tiempo la había puesto un velo, para que se acostumbrara a la diáfana eternidad. Los dos acompañantes la llevaban flotante como nube incompleta. Ellos también llevaban el cuerpo roto. Españoles o franceses, es igual, la muerte es apátrida. En el Mont Valerien cayeron de todas las razas. Llevaban la mirada fija, la misma que sorprendió el plomo penetrando en el cuerpo, con una profunda herida en la cabeza ocasionada por el tiro de gracia. ¿De dónde pudieron salir estos cuerpos transparentes? En el trágico calvero de la siniestra fortaleza, la misma que en 1871 tiró más de quince mil obuses contra la Comuna de París, de 1941 a 1945 pasaron en el vertedero de la muerte más de cuatro mil quinientas personas, detractadas por el silencio de los que tenían algo que decir, insultadas por los que tenían más que callar.

Bruno reconoció a su viejita, detrás le seguía el brazo derecho cortado, las tripas serpentinas, el corazón, los tres espectros subían imperturbablemente la escuela avenida. Estupefacto la reconoció, era ella; si no cabía duda, era ella acompañada por dos infelices ejecutados. La embriaguez le estampaba las imágenes en retrospectiva: Los partes leídos durante la ocupación Nazi. El Beamtenschaft (fusilamiento) que firmaba el Militärbefehlshaber in Frankreich. Cuánto le placía pronunciar estas aglutinantes palabras. El escuchaba con placer las salvadas. Era como

NAVIDAD » DISECADA

un vicio mórbido sentir la muerte desde su casa. Pasaban la última noche en la capilla de Forbin Jansón, y cerca de allí, los bajaban por un estrecho sendero por grupos de cuatro o de ocho, al barranco del Fuerte, y los mataban en un galimatías de gritos de mando germánicos. Todas aquellas imágenes le azotaban en la memoria como desagradable pesadilla. Quería chillar para espantar las sombras, pero no le salía la voz. La madre le dijo así: «Aún no has terminado de enterrarme y me enterras cada día.»

Pasaron los tres espectros, dejando un olor a moho de ropa mal lavada.

El visionario se echó a los pies del cuerpo irreal, filtrándose de transparencias extrahumanas. Intentó detener un brazo que se arrastraba serpentinamente, los intestinos se le escurrieron entre los dedos, el corazón le atravesaba las manos, era la inalcanzable anatomía de la imaginación. Cualquier objeto le parecía alguien, abrazaba el tronco de los árboles, se tiraba a un papel sobre el suelo, las sombras inquietas del miedo le entraban por los tuétanos, andaba a gatas, los coches tenían que desviarse, era tan corriente de ver un borracho por Navidad...

Vinieron a recogerlo, pero se les

escapaba tambaleándose para caer de nuevo como un gran bulto. Buscaba a su madre entre las ruedas de algún coche aparcado: «C'est toi, maman?» «Te han vaciado y se han olvidado los intestinos.»

Aquella noche dio el gran espectáculo de la madre diseçada, sus palabras no eran shakesperianas, pero los vecinos tras los cristales no se perdieron ni una. Pesado como enorme baul se lo llevaron como pudieron. Gritaba frases ininteligibles, babeando en temblores con la mirada hacia el suelo: «¡Mi madre está en la calle, hay que enterrarla de nuevo!»

Aquella noche de Navidad, toda la familia sintió miedo. Al día siguiente, el 26 de diciembre, Bruno de la Pie Galassa completamente depresivo no se movió del sillón. Todos creyeron en los horribles efectos del alcohol, pero no fue así. Paralizado de las piernas no se pudo más mover del sillón y cuando tiene ocasión de hablar repite siempre las mismas palabras: «Está diseçada como los muertos que no se pudren.» «Pobre madre, hay que poner un plato más, llegará por Navidad.»

VOLGA MARCOS

Paris, 10 diciembre 1978.

CAP A LA PART DEL PIRINEU

La C.N.T. en Figueras tiene un espacio local sito en la calle Fagés. Como quiera que disponen de bastantes adherentes de Artes Gráficas, el ciclo de conferencias ha sido anunciado cada vez con un pasquin mitad fotograbado mitad composición. Cada uno es muy alegórico y de algunos podremos servirnos quizá en el exilio. Tal ha sido la promesa hecha por los compañeros.

Federica nos explica el por qué y el cómo se manosea tanto ahora la palabra autogestión.

AUTOGESTIÓN, DEMOCRACIA Y COLECTIVIZACIONES

Montserrat: «Lo más importante es establecer la verdad en torno a estas palabras. La primera ha sido universalmente adoptada aunque, en realidad, han tergiversado nuestro pensamiento y lo ocurrido en España. Hoy todo el mundo habla de autogestión. Lo cierto es que de ella se han apoderado los otros, es decir, sus enemigos. Lo mismo ocurrió con la palabra revolución. Antes no había más que un concepto de la revolución. Ahora tenemos toda clase de revoluciones: desde la revolución nacional que es la que querían, según dicen, hace: los nazi-onales (lo reproducen así porque el tono agudo de la i con el que se oyó decirlo a Federica me pareció indicar que así quería decirlo) hasta las revoluciones políticas de los diversos países,

sin que ninguna de esas revoluciones tenga que ver nada con la revolución social que es la única verdadera. Otra jugada nos hizo la semántica con la palabra Democracia. En realidad esta palabra simbolizó desde Grecia el gobierno del pueblo por el pueblo. Significaba la práctica de una especie de autogobierno, por cuanto que un gobierno diluido entre todos cesa de ser un Estado, una autoridad unitaria, un gobierno. Hoy tenemos social-democracia, democracia cristiana. Tenemos de todo, como en botica, menos democracia verdadera. (aplausos).

Lo mismo ocurre con la autogestión. Aquí el partido fundado por Tierno Galván antes de fusionarse con el PSOE, se llamaba autogestionario. Incluso los carlistas con Hugo Carlos en cabeza se declaran partidarios de la autogestión (risas y ¡Hostias!).

En Francia el joven capitalismo también manipula la palabra, pero con la picardía de conseguir que una autogestión que convirtiera a los obreros de cada fábrica en tantos otros patronos, sería una cosa útil porque resolvía el problema de las huelgas y de los conflictos sociales. Y esto, compañeros, nada tiene que ver con la autogestión. Una autogestión integrada al sistema capitalista, o al sistema estatal como ocurre en Argelia o en Yugoslavia, carece de autenticidad.

Porque no es auténtica en ninguna

FIGUERAS

parte si no se basa en una transformación de estructuras y en la desaparición del capitalismo y del Estado. (aplausos).

La verdadera autogestión es aquella que concibieron los padres de la criatura. Fue la C.N.T., fue el pueblo español. Tanto el catalán como el aragonés, el andaluz como el castellano.

Ahi está el origen de la autogestión y las adaptaciones no han hecho más que desvirtuarla, echarla de su sentido profundo, de lo que encarna, de lo que encierra y de lo que representa como revolución.

Nuestra autogestión, nuestras colectivizaciones, surgió espontánea y libremente. Fueron los obreros de las fábricas, de los talleres y del campo los que pusieron en marcha las colectividades. Pero toda esa espontaneidad tenía un origen serio, formal y tenaz, como todo tiene un origen y una gestación en la vida. Remonta a lo que ha sido la obra permanente de la C.N.T. y del anarquismo organizado preparando el clima y las conciencias para llevar a la práctica lo que durante muchos años se iba examinando y acordando en el seno de la C.N.T., preparado todo mediante el libro, el periódico y la tribuna.

Federica hace alusión al Congreso de 1870 y a sus acuerdos y después continúa:

«Por ejemplo Un mundo nuevo de Besnard, traducido al castellano, se ha divulgado mucho más en España que en la misma Francia. Y como este libro casi todos los que tratan este tema en no importa que idioma hayan aparecido. Y todo ese tesoro de ideas y de proyectos estaba tan latente, vivo y encarnado en la conciencia y en el pensamiento de los trabajadores españoles que, de una manera espontánea, sin consignar alguna, cuando el momento llegó de asumir responsabilidades de reconstrucción social, se asumieron, y se aplicaron revolucionariamente.

Cabe decir que lo hecho en 1936 tuvo, evidentemente, fallas y defectos. Fue un ensayo feliz por cuanto no fracasó, pero todo se hubiera ido perfeccionando si nos hubiesen dejado tiempo.

Cuando el 21 de julio, terminada en algunas zonas la lucha armada contra el fascismo y logramos ser dueños de la situación en buena parte de la llamada España republicana, nos encontramos con las fábricas abandonadas por sus propietarios, todos más o menos compro-

metidos en la sublevación, y nos encontramos obligados a sustituir esa deserción en masa. Hubo que organizar la producción. Se crearon por barrios, en las grandes ciudades, centros de distribución, por el Sindicato de la Alimentación de la C.N.T. Por otra parte, ¿quién en aquellos días hizo frente al problema del transporte ferroviario, del transporte en general? Fueron los compañeros ferroviarios, secundados por los adherentes a la U.G.T., los que socializaron los trenes, los que restablecieron la circulación.

Y así pasó en todas partes y en todos los ramos de la actividad humana.

¿Por qué fue así? Porque, como he dicho, había ya un clima creado, una conciencia difusa. Porque los obreros y los campesinos sabían ya lo que tenían que hacer y lo hicieron.» (A mi lado había un joven que para sí dijo: y porque tenían dos huevos). Así es como nacieron en España las colectividades.»

Se extiende en consideraciones importantes sobre este asunto y después prosigue:

NUESTRO DOBLE DRAMA

«Era tener que luchar contra el alzamiento militar sostenido internacionalmente por el fascismo italiano y el nacional-socialismo alemán, sostenido espiritualmente por las fuerzas capitalistas mundiales, hasta las disfrazadas de democracia, y luego teníamos que luchar también contra todas las fuerzas contrarrevolucionarias que, compartiendo con nosotros la lucha, no aceptaban nuestra forma de ver el mañana social.

Y primero el compañero Fábregas en Cataluña, y Peiró en el gobierno central, después el compañero Capdevila en la Generalidad, supieron lo que era enfrentarse cada día y cada minuto con todas esas fuerzas contrarrevolucionarias dispuestas a todo antes que dejarnos ganar. Haciendo todo lo posible para hacer fracasar las colectividades negando las materias primas y prestando a los obreros de la U.G.T. para que éstos se retiraran de las colectividades.

Y todo esto forma parte de un contexto que para explicarlo se necesitarían días y días y centenares de volúmenes para escribirlo.»

(Continuará)

M. CELMA

EN ALCALA DE GUADAIRA, EL LOCAL QUE QUIERE RECUPERAR LA CNT



El día 10 de diciembre, se celebró un mitin en el que participaron E. Marcos, García Rúa, J. Gómez Casas, J. Rodríguez, R. Cera y Manuel Megías.

HISTORIA DE TERROR

No sé como os fue a vosotros, con vuestros padres. Me refiero al trato que os dispensaron. Yo no me pude quejar. A excepción hecha de que para mantenerme bajo su esfera de influencia solía recurrir, mi madre, al relato de cuentos e historias, de brujas, de demonios o de habitantes de desconocidos mundos. Hoy sucede lo mismo. El sistema de asustar al niño inculcando en su mente infantil historias, imágenes, etc., para someterlo y dominarlo, es, además de poco cariñoso, un sistema autoritario que fomenta la obediencia por el terror, creando al mismo tiempo generaciones de tiranos que someterán, a su vez, a otros seres al mismo sistema. «Si hablas vendrá el demonio — o la bruja — y te comerá. Si te estás acostadito, rezas y te duermes, vendrá el ángel de la guarda y velará tu sueño.» Claro que el niño, por muy obediente que sea nunca verá al famoso angelito de la guarda. Lo que si ve el crío son las sombras danzantes, que con motivo de los contraluzes, se generan en la habitación de sus temores y que crean raras y espantosas figuras que aterrizan al niño que, inconsciente, acepta la historia materna de que tiene que ser mucho más bueno y le hace esconder la cabeza bajo la almohada. Y claro está que si el niño pregunta a su madre por el dichoso ángel, al que nunca ve, obtendrá siempre la misma contestación: «Para poderlo ver tienes que ser muy, muy, pero que muy buenecito y obediente.»

Naturalmente que todo este tinglado no está montado porque sí. No, ni mucho menos. Este sistema tiene su intringulis. Enseñan al niño, mañana hombre, a acatar órdenes celestiales, o celestes, o azules, o rojas. Con la TV ocurre igual. Nos meten en la cabeza, aterrizándonos, historias de dráculas, de gangsters o de terroristas.

Claro que todo va en consonancia de como las cosas son explicadas. De la manera que se dicen, como se dicen, quién las dice y el por qué las dicen.

Veamos, por ejemplo, el caso muy repetido en los últimos años, de los raptos de aviones, trenes, etc., donde personas inocentes mueren víctimas de las circunstancias, y, a mano de los raptos, hecho terrible e incalificable. Pero no menos terrible e incalificable es el asesinato del ciclista que es atropellado por el automovilista borracho. También éste es una víctima inocente. Cierzo que anualmente se incrementa el número de víctimas por motivos de raptos de trenes o de aviones o de barcos. Terriblemente cierto. Pero no es menos cierto que como consecuencia del incremento del tráfico, en las carreteras y ciudades, mueren cientos de miles de personas y que el número de víctimas que se produce, por este motivo, es superior en un mil por cien.

Sin embargo, los políticos, las autoridades competentes, la policía, mantienen su boca cerrada sobre la inseguridad actual que el tráfico ofrece, y sobre los terroristas que tras el volante conducen sus vehículos por las calles de la ciudad a una velocidad superior a los 100 kilómetros hora. Raro es el día que la prensa no nos trae la noticia del atropello y muerte de un niño, que jugaba tranquilamente en las cercanías de su casa, en determinado barrio obrero, producida por un vehículo que se dio a la fuga.

Pero este tipo de terrorismo es silenciado por los líderes políticos gubernamentales. Se le quita importancia. ¡La producción automovilística

no puede descender! Pero estos mismos políticos que silencian estos crímenes, son los primeros en exigir que se refuerce el armamento de la policía, que se creen grupos especiales anti-terroristas o que se modernice el ejército y se les equipe con mejores y más mortíferas armas, para mejor «proteger la paz ciudadana».

Doscientos años atrás — se dice — no existía el raptor de aviones. Y es verdad. No existía porque entonces aún no se habían inventado. Por el contrario eran constantes los asaltos a las diligencias. Tampoco en la Edad Media se producían explosiones de bombas en las embajadas. Pero se quemaban palacios. Entonces el terrorismo no existía, nos dicen.

Y es cierto. No existía porque la palabreja en cuestión fue descubierta, en su unilateral significado, recientemente; no hace más de 40 años. Pero si el terrorismo, como definición, no existía si existió como hecho innegable, porque en la sociedad, de ayer como en la de hoy, había pobres y ricos, poderosos y mendigos. También es cierto que en el tráfico no había víctimas. Tal vez algún que otro viajero que al caer de su caballo se rompía una pierna. Pero por el contrario millones de personas morían de hambre o aquejados de terribles enfermedades, como la peste.

Entonces como ahora, los políticos profesionales, los líderes y guas de «las patrias nacionales» asustaban con sus historias escalofriantes, al igual que las madres a los niños, recargadas de tintas negras sus versio-

Sócrates aceptó su destino porque no deseó ser «sabio» a la manera y forma que sus líderes deseaban.

¿Y VOSOTROS ?

nes particulares de los hechos, al objeto de ser vistos como salvadores; héroes designados por la mano de un ser poderoso, o, por las cifras de un ingenio electrónico.

¿Quiénes son pues los terroristas? ¿Quiénes los malos de las historias de terror relatadas por los políticos? Siempre ha existido un pequeño grupo de ciudadanos que han recibido la culpa de cuanto acontecía en la sociedad. En la Edad Media, por ejemplo, si la cosecha no era buena, se decía que la culpa la tenían las brujas; mujeres de las que se afirmaba mantenían contacto con el enemigo del ser poderoso que había designado a los líderes del pueblo.

Las brujas eran quemadas en las plazas públicas entre el regocijo del pueblo inculto y paleta que aceptaba, sin más, las explicaciones de sus «iluminados» líderes, que de esta forma terrorista decían combatir el hambre que la población padecía. Y

más a nuestro tiempo, allá por los años 30 de nuestro siglo cuando la economía capitalista se tambaleaba cual tocino de cielo, fueron los judíos quienes recibieron la culpa. Y fueron llevados desde todos los lugares del mundo a las cámaras de gas y asesinados. También entonces los líderes de turno encontraron las «justas» explicaciones para convencer a sus seguidores.

Hoy en día no se queman a las personas, ni tampoco son gaseadas. Al menos oficialmente. Sin embargo continúan solucionándose los problemas recurriendo al ángel de la guarda y a las historias de terror. En España los líderes de turno nos afirman constantemente: «¿Queréis ir a una nueva y sangrienta guerra civil? Si no votamos a la Constitución, si no aceptamos a Juan Carlos... si no defendemos esta democracia... si no apoyamos y defendemos a los partidos como representantes de la voluntad popular... si lucháis por vuestros derechos en momento inoportuno... la derecha intentará un golpe de Estado... se producirá una nueva guerra civil... perderemos la democracia...»

Es el conocido truco político del palo y del caramelo. O si se quiere, del ángel de la guarda y de las historias de terror.

En nuestro país el número de parados incrementa constantemente, agravado con el problema de la emigración al exterior. Y bien, ¿quién recibe la culpa del actual estado de cosas? ¡Los obreros! Al decir de los líderes políticos, la culpa la tenemos nosotros, obreros, que reclamamos ganar mucho dinero y que como consecuencia de esto hacemos quebrar las empresas o que estas reduzcan la plantilla de personal.

La prensa al servicio de la burguesía silencia estos hechos; encubren las historias escalofriantes — verdaderas historias escalofriantes — de los detentores del poder político y, por el contrario, acusan ¡incongruencias de la vida! de terroristas a quienes denuncian este estado de cosas.

Un ejemplo europeo nos lo ofrece la «democrática» Alemania, tan llevada y traída en España como modelo a imitar, donde un grupo de jóvenes profesores mostraron su desacuerdo con el plan de enseñanza escolar. Como resultado de sus protestas los componentes del grupo recibieron su «beroepsverbod» — prohibición de ejercer su profesión — porque los líderes temían que «pu dieran influenciar perjudicialmente a la juventud».

Hace ya más de dos mil años que un hombre sabio, Sócrates, fue obligado a ingerir una copa de veneno. Sócrates aceptó su destino porque no deseó ser «sabio» a la manera y forma que sus líderes deseaban. ¿Y vosotros?

Francisco MORENO

